



**HAL**  
open science

# Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, 1704-1708

Clément Oury

► **To cite this version:**

Clément Oury. Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, 1704-1708. Histoire. Université Paris-Sorbonne - Paris IV, 2011. Français. NNT : 2011PA040099 . tel-03228307

**HAL Id: tel-03228307**

**<https://theses.hal.science/tel-03228307v1>**

Submitted on 18 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

**ÉCOLE DOCTORALE 2 : Histoire moderne et contemporaine**  
**Laboratoire de recherche Centre d'Histoire de l'Europe Centrale**

## THÈSE

pour obtenir le grade de  
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline/ Spécialité : Histoire moderne

Présentée et soutenue par :

**Clément OURY**

le : 15 juin 2011

## **Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, 1704-1708**

**Sous la direction de :**

**M. Olivier CHALINE**

Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne

### **JURY**

[Civilité Prénom NOM]  
*version définitive*

**M. Jean-Pierre BOIS**

**M. Edmond DZIEMBOWSKI**

**M. Olivier PONCET**

**Mme Michèle VIROL**

[Titre, établissement] Président(e) du jury (*sur*

Professeur à l'Université de Nantes

Professeur à l'Université de Franche-Comté

Professeur à l'École nationale des Chartes

Professeur à l'Université de Rouen

## Résumé

La guerre de Succession d'Espagne, dernière guerre du règne de Louis XIV, est marquée par une série de défaites retentissantes : Blenheim (1704, Bavière), Ramillies et Turin (1706, Brabant et Piémont), Audenarde (1708, Flandre). L'approche qualifiée de « nouvelle histoire-bataille » permet de relativiser la vision traditionnelle qui explique ces défaites par le talent supérieur de John Churchill, duc de Marlborough, et du prince Eugène de Savoie, affrontant des généraux français courtisans et incompétents. Cette approche met l'événement-bataille au centre de l'étude et en aborde tous les aspects : dimensions politique, stratégique et tactique ; logistique ; techniques du combat et expériences ressenties sur le champ de bataille ; onde de choc.

On constate que la guerre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle est à bien des égards limitée : les armées dépendent de leurs sources d'approvisionnement. Eugène et Marlborough, par leur audace et leur talent, accélèrent le rythme des opérations, mais sans renverser cet état de fait : aucune bataille n'est individuellement « décisive » et la guerre de Succession d'Espagne reste une guerre d'attrition. Les batailles sont le lieu d'une expérience du combat singulière, où se voient portées à leur paroxysme l'ensemble des formes d'affrontement et de violence que comporte la guerre de l'époque. Enfin, l'image d'une bataille se dégage lentement. Les courtisans doivent comparer nouvelles officielles, correspondances privées et gazettes pour comprendre ce qui s'est passé. Le roi mène des enquêtes pour déterminer qui a bien agi et qui a démerité. En définitive, c'est aux écrivains et aux artistes de fixer l'image que la postérité aura de ces batailles.

Mots-clefs : Blenheim / Ramillies / Turin / Audenarde / John Churchill, duc de Marlborough / Eugène de Savoie / Louis XIV / histoire militaire / batailles

## **The French Defeats of the War of the Spanish Succession, 1704-1708**

### Résumé en anglais

The war of the Spanish Succession is the last war fought by Louis XIV. It begins with a succession of astonishing defeats: Blenheim (Bavaria, 1704), Ramillies and Turin (Brabant and Piedmont, 1706), Audenarde (Flanders, 1708). The method known as "new battle-history" lets us temper the traditional vision, which claims that French have been defeated because their armies were led by courtiers that faced two military geniuses: John Churchill, duke of Marlborough, and Prince Eugene of Savoy. This historiographic approach focuses on the battle as an event, and seeks to treat it in all its dimensions: political, strategic and tactical aspects; logistics; how soldiers fight and what they feel; shock wave.

Early eighteenth-century warfare is in many ways limited: armies highly rely on their supply sources. Eugene and Marlborough, thanks to their audacity and their talent, are able to speed up the operations, but without changing the way war is fought. There is no single "decisive" battle: the war of the Spanish Succession remains as a war of attrition. Battles are rare and formidable events where a singular fighting experience takes place; all contemporary kinds of combat and violence are to be observed. The importance of a battle is not immediately obvious. Its image takes time to come out. Versailles' courtiers need to compare official news, private letters, French or foreign gazettes, in order to understand what happened. The king conducts investigations to identify the generals and units that have served well, and those that have not. In the end, it is writers and artists who are in charge of fixing what image of these battles will be left for posterity.

Keywords Blenheim / Ramillies / Turin / Oudenarde / John Churchill, duke of Marlborough / Eugene of Savoy / Louis XIV / military history / battles

## Discipline : Histoire de l'époque moderne

Ecole Doctorale 2 28, rue Serpente 75006 PARIS

## REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude envers Olivier Chaline, professeur à l'Université de Paris IV-Sorbonne, pour avoir m'accompagné durant les neuf années où cet ouvrage s'est construit, sous la forme d'une thèse d'École des Chartes (2002-2005) puis d'une thèse de doctorat (2005-2011). L'attention constante avec laquelle il a su encadrer et orienter mes recherches, tout en prodiguant son aide et ses réflexions, fut le plus précieux des encouragements.

Je suis conscient de la dette considérable que j'ai contractée envers Thierry Sarmant, conservateur au musée Carnavalet. Il m'a fait bénéficier de sa disponibilité sans faille, de son soutien et de la pertinence de ses conseils. Au sein même de l'École des Chartes, mes travaux ont été suivis par Bernard Barbiche, professeur d'histoire des institutions de l'époque moderne, puis par son successeur Olivier Poncet. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma reconnaissance.

Je souhaite également remercier pour leur amabilité et pour la qualité de leurs observations tous ceux que j'ai eu le bonheur de rencontrer au cours de nos recherches : Hervé Drévilhon, professeur à l'université de Paris I-Panthéon Sorbonne, Laurent Henninger et Thierry Wideman, chargés de recherches au Centre d'études d'histoire de la Défense, Emmanuel Pénicaut, alors responsable de la division des archives de l'armée de terre au Service Historique de la Défense, et Michael Hochedlinger, conservateur au Kriegsarchiv de Vienne.

Cet ouvrage doit également beaucoup aux jeunes chercheurs que j'ai eu l'occasion de fréquenter. Je tiens particulièrement à rappeler l'intérêt des discussions que j'ai pu avoir avec Jean-Philippe Cénat, Boris Bouget ou Fadi El Hage, qui ont encouragé mon désir d'achever mes propres travaux.

Enfin, rien n'aurait été possible sans un groupe d'amis et de proches enthousiastes et dévoués. Je sais que ce n'est pas toujours par passion pour l'histoire des batailles qu'ils se sont attachés à me prodiguer leurs conseils, leurs corrections et leurs critiques. La liste est longue, qu'il s'agisse de mes compagnons de route à l'École des Chartes ou ailleurs (Blaise, Cécile, David-Jo, Fanny, Louise, Mathilde, Matthieu, Romain, Sandro, les deux Sébastien, Simon et Vincent), de mes collègues du service du dépôt légal numérique, qui a trouvé là une nouvelle occasion d'honorer sa tradition d'efficacité (Annick, Géraldine, Gildas et Peter), ou bien entendu de mes parents.

*« Je suis le sujet le plus zélé que le Roi ait jamais eu. C'est moi qui obligeai un de mes amis d'exécuter le projet que j'avais formé d'un livre pour démontrer que Louis le Grand était le plus grand de tous les princes qui ont mérité le nom de Grand. Je travaille depuis longtemps à un autre ouvrage qui fera encore plus d'honneur à notre nation, si Votre Grandeur veut m'accorder un privilège : mon dessein est de prouver que, depuis le commencement de la Monarchie, les Français n'ont jamais été battus, et que ce que les historiens ont dit jusqu'ici de nos désavantages sont de véritables impostures. Je suis obligé de les redresser en bien des occasions, et j'ose me flatter que je brille surtout dans la critique ».*

*Montesquieu, Les lettres persanes,  
(Rica à \*\*\*, de Paris, le 7 de la lune de Gemmadi 2, 1719)*

## INTRODUCTION

### INTRODUCTION

La France entretient avec la défaite une relation particulière. Notre roman national est ponctué de grandes catastrophes qui ont conduit le pays au bord de la ruine : d'Alesia à débâcle de 1940, d'Azincourt à Dien Ben Phu, notre pays semble s'être construit au fil des désastres militaires, qui chaque fois le jettent à bas pour mieux renaître de ses cendres. À l'évidence, cette vision est largement erronée. L'histoire de France, du moins à partir de 843, est celle d'un accroissement presque constant des frontières nationales : processus qui s'expliquerait difficilement si notre pays avait sans cesse été vaincu. Une étude menée sur plus de mille engagements menés entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle a démontré que la France avait gagné plus de la moitié des batailles qu'elle avait livrées<sup>1</sup>. Et pourtant, la charge émotionnelle des défaites est probablement beaucoup plus marquée que celle des victoires dans la mémoire collective française. Faut-il l'interpréter par une propension romantique à la défaite glorieuse ? Faut-il y voir au contraire une incapacité à laisser certaines plaies se refermer ? En 2005, la marine nationale a participé en grandes pompes – mais à son corps défendant – aux commémorations de la bataille de Trafalgar. Quelques semaines plus tard, le bicentenaire de la victoire d'Austerlitz était célébré en catimini sur la place Vendôme<sup>2</sup>.

Cependant, toutes les batailles perdues par la France n'ont pas joui de l'honneur douteux d'entrer au panthéon des grands échecs militaires français. Les défaites qu'elle subit au tout début du XVIII<sup>e</sup> siècle, de 1704 à 1708, appartiennent à la catégorie des revers oubliés. Certes, aucune d'entre elles, prise individuellement, ne porte une tension dramatique exceptionnelle. On n'y voit pas de souverain capturé, comme à Poitiers, à Pavie ou à Sedan. La déroute n'apparaît pas comme le symbole du châtement de l'orgueil chevaleresque, comme à Azincourt ou à Reichshoffen. Mais les débâcles successivement subies à Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde représentent une série de déconfitures assurément inédite dans l'histoire de France.

En quatre batailles, les Français furent chassés de tous les territoires qu'ils avaient réussi à gagner grâce à leurs alliances prometteuses avec Philippe V, le propre petit-fils de Louis XIV, nouveau roi d'Espagne, et avec Max-Emmanuel de Wittelsbach, Électeur de

---

<sup>1</sup> Alain Guéry, « Les comptes de la mort vague après la guerre. Pertes de guerre et conjoncture du phénomène guerre, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles », dans *Histoire & mesure*, vol. 6, n°3/4, 1991, p. 297.

<sup>2</sup> Rédaction du journal *Lemonde.fr*, « Polémique autour des célébrations du bicentenaire de la bataille d'Austerlitz », dans *Lemonde.fr*, Paris, 3 décembre 2005, [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.lemonde.fr/societe/article/2005/12/03/polemique-autour-des-celebrations-du-bicentenaire-de-la-bataille-d-austerlitz\\_717009\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2005/12/03/polemique-autour-des-celebrations-du-bicentenaire-de-la-bataille-d-austerlitz_717009_3224.html)> [consulté le 6 mars 2010].

## INTRODUCTION

Bavière. Le territoire bavarois, qui jouxtait les États héréditaires de la maison d'Autriche, représentait pour les Français une position de choix pour diriger leurs troupes vers Vienne. Le 13 août 1704, à Höchstädt/Blenheim<sup>3</sup>, ils virent cette perspective s'évanouir : leur armée fut battue à plate couture, perdant plus de la moitié de ses effectifs, et ils abandonnèrent sans espoir de retour l'Allemagne méridionale. Deux ans plus tard se déroulaient les désastres de *l'annus horribilis*. En mai 1706, à Ramillies, la fine fleur de l'armée du Roi-Soleil était balayée en moins de quatre heures, puis contrainte durant le reste de la campagne de céder la majorité des places du Brabant et de Flandre. En septembre, c'était au tour des forces opérant en Italie, sous les murs de Turin, alors capitale du duché de Savoie, d'être écrasées. Les troupes des Deux-Couronnes – c'est-à-dire les troupes de France et d'Espagne – devaient évacuer l'ensemble de l'Italie du nord ; elles perdirent le royaume de Naples dans le courant de l'année suivante. Les Pays-Bas méridionaux, la Lombardie, Naples : ces territoires que les Français convoitaient depuis la fin du Moyen Âge, et qu'ils n'avaient jamais réussi à conquérir, passaient aux mains des Autrichiens en l'espace de quelques mois.

Enfin, en 1708, les troupes du Roi-Soleil furent à nouveau battues sous les murs d'Audenarde. Certes, les conséquences immédiates de cette défaite ne furent guère importantes, si ce n'est qu'elle les empêcha d'entreprendre le siège de la ville. Cependant, elle permit ensuite aux Alliés d'assiéger puis de s'emparer de Lille, leur ouvrant ainsi la possibilité d'une invasion du territoire français. Ces quatre victoires majeures, remportées sur trois théâtres d'opération très différents, ne furent l'œuvre que de deux hommes : le prince Eugène de Savoie-Carignan, général en chef des armées de l'Empereur, et John Churchill, premier duc de Marlborough. A Blenheim, ces deux généraux alliés furent victorieux contre un trio composé de Camille d'Hostun, maréchal de Tallard, du maréchal Ferdinand de Marcin, et de l'Électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière. En 1706, les deux chefs coalisés agirent sur des fronts séparés. En mai, à Ramillies, Marlborough écrasait derechef l'Électeur de Bavière, ainsi que François de Neufville, maréchal de Villeroy. En septembre, le prince Eugène triompha contre le duc d'Orléans – neveu du roi et futur Régent –, contre le duc de La Feuillade et, à nouveau, contre le maréchal de Marcin. Enfin, en 1708, Marlborough et Eugène battirent le duc de Bourgogne, petit-fils aîné de Louis XIV, et le duc de Vendôme,

---

<sup>3</sup> Les Français et les Allemands parlent généralement de la seconde bataille d'Höchstädt, du nom d'un bourg situé quatre kilomètres à l'ouest du champ de bataille. Cependant, nous utiliserons plutôt l'appellation anglaise de bataille de Blenheim, d'une part car c'est dans ce village et à proximité que se déroulèrent les principaux événements de la journée, d'autre part car il est d'usage de laisser au principal vainqueur le soin de choisir le nom de son succès. Toutefois, pour des questions de commodité, nous emploierons également le terme de seconde bataille d'Höchstädt.

## INTRODUCTION

arrière-petit-fils par bâtardise d'Henri IV. En définitive, à l'issue des quatre victoires alliées, le pays était financièrement au bord du gouffre et ses armées étaient exsangues. En janvier 1709, Louis XIV, ébranlé par la perspective de voir les ennemis s'emparer de sa capitale, était prêt à négocier la cession de toutes les conquêtes qu'il avait réalisées durant son règne, acceptant selon ses propres termes d'« oublier sa gloire »<sup>4</sup>. Seul l'appétit des Alliés, leurs divergences diplomatiques, et probablement le retour de la chance qui avait tant manqué aux Français durant le cours de la guerre, permit d'éviter la catastrophe nationale.

C'est peut-être paradoxalement cela qui a empêché que le souvenir de ces défaites ne se maintienne dans la mémoire collective : elles ne cadraient pas suffisamment avec l'image du Roi-Soleil. Les admirateurs de Louis XIV, monarque conquérant, bâtisseur de Versailles et du pré-carré, ne s'intéressaient guère à une fin de règne peu glorieuse. À l'inverse, ses détracteurs prompts à fustiger sa vanité et ses démonstrations de force ne s'attardaient pas sur une guerre où l'on voyait les armées françaises et leur souverain tenter vaille que vaille de défendre les frontières du royaume.

Le contraste est frappant avec l'intérêt suscité, principalement en Angleterre, par la bataille de Blenheim. Cette inclination est peut-être due à la vitalité de l'historiographie anglo-saxonne dans le domaine de l'histoire de la guerre. John Keegan ou David Chandler connurent en effet aussi bien la reconnaissance de leurs pairs que l'assentiment du public. Les écoles historiographiques françaises du XX<sup>e</sup> siècle délaissèrent en revanche l'étude du combat. La bataille, incarnation même de l'événement indépendant de tout déterminisme, ne semblait pas pouvoir s'accorder avec l'analyse des principes invariants de l'histoire humaine et des forces profondes qui régissent les sociétés.

Par un singulier paradoxe, le désintérêt pour l'événement a amené les historiens à ne voir dans le résultat des batailles que l'expression de la qualité supérieure d'un général sur celui qui lui faisait face. L'exemple de Marc Bloch, cherchant dans *l'Étrange défaite* à démêler les raisons qui menèrent à la débâcle, ne fut guère suivi. Ce phénomène est particulièrement remarquable dans le cas des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, présentées comme l'œuvre de deux commandants géniaux, Eugène et Marlborough, affrontant une série d'incapables. Les revers subis de 1704 à 1708 auraient eu comme seules causes les dissensions de généraux de médiocre qualité. Jean-Christian Petitfils parle du « groupe des quatre, Villeroy, Tallard, Marsin, La Feuillade, sur lesquels [...] il n'est

---

<sup>4</sup> François-Auguste-Marie-Alexis Mignet, *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV...*, 1835-1842, t. I, p. XCII.



## INTRODUCTION

pas besoin de s'étendre »<sup>5</sup>. François Bluche voit à Höchstädt une armée « que "commandent", si l'on ose dire, l'Électeur, le comte de Tallard et M. de Marsin »<sup>6</sup>. Une mauvaise disposition sur le champ de bataille même était le seul facteur incriminé, alors que d'autres aspects, comme l'épuisement des troupes, l'évolution des méthodes de combat ou la mauvaise qualité de différents corps n'ont jamais été abordés.

Pourtant, l'histoire militaire a bénéficié d'un vaste phénomène de renouveau, qui a débuté dans les années 1980 Outre-Atlantique et Outre-Manche. L'intérêt des historiens anglo-saxons pour l'histoire militaire de l'époque moderne a été dynamisé par les controverses et les débats suscités par la thèse de la « révolution militaire ». Ce terme est issu d'une série de cours prononcés en 1955 par Michael Roberts à l'université de Belfast. Celui-ci voit dans la période 1560-1660 un bouleversement de l'organisation militaire, manifesté par la professionnalisation des troupes, l'instauration d'armées permanentes, l'utilisation plus intense du feu sur le champ de bataille grâce à l'allongement des lignes. On passe d'un « ordre profond », où les hommes sont disposés en un grand nombre de rangs dans des formations ressemblant à des carrés, à un « ordre mince » où les formations s'affinent pour offrir un plus grand front. Les lieux de cette révolution sont la Hollande des Nassau et la Suède de Gustave-Adolphe ; le symbole en est la bataille de Breitenfeld, en 1631, lorsque les Suédois déployés en six rangs de mousquetaires et cinq de piquiers battirent les troupes de Tilly, massées en profondeur sur trente rangs de cinquante hommes<sup>7</sup>. Au-delà de l'importance de ces évolutions d'un strict point de vue militaire, Michael Roberts assure qu'elles seraient à l'origine d'une mutation des relations de pouvoir au sein des États, puisque l'armée deviendrait ainsi un outil docile et stable au service de l'État moderne<sup>8</sup>.

Le succès de cette thèse est toutefois dû à l'infléchissement que lui fit subir Geoffrey Parker une vingtaine d'années plus tard<sup>9</sup>. Gauchissement chronologique et géographique tout d'abord, puisque la révolution se situerait selon lui entre 1450 et 1530, principalement en Italie, lorsque de nouvelles méthodes de fortification (la « trace italienne ») et les perfectionnements de l'artillerie entraînent l'apparition d'une forme de guerre de siège nécessitant un formidable accroissement des effectifs. La seconde évolution est à chercher

---

<sup>5</sup> Jean-Christian Petitfils, *Louis XIV*, Paris, Perrin, 1995, p. 594.

<sup>6</sup> François Bluche, *Louis XIV*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Hachette, 1999, p. 784.

<sup>7</sup> Geoffrey Parker, *La guerre de Trente ans*, Paris, Aubier, 1987, p. 306.

<sup>8</sup> Jeremy Black, *European Warfare, 1660-1815*, Londres, UCL Press, 1994, p. 4.

<sup>9</sup> Geoffrey Parker, *La révolution militaire : la guerre et l'essor de l'Occident (1500-1800)*, trad. [de l'éd. de Cambridge, 1988] Paris, Gallimard, 1993, 276 p.

## INTRODUCTION

dans les conséquences même que Parker attribuait à la révolution militaire : elle aurait été à l'origine de l'« essor de l'Occident », puisque des troupes plus disciplinées et techniquement mieux armées auraient désormais eu les moyens de vaincre n'importe quelle force indigène lors de l'expansion coloniale, en dépit de quelques revers remarquables.

Dès lors, le débat sortait du strict champ militaire ; la révolution militaire aurait eu un impact sur l'ensemble de l'organisation politique et sociale de l'Europe, voire des pans du monde qu'elle allait coloniser. Cet élargissement explique que le sujet ait beaucoup mobilisé les chercheurs. Récemment par exemple, Jeremy Black a identifié trois phases de « révolutions militaires », qui représenteraient ainsi davantage des paliers que des révolutions à proprement parler : 1470-1530 (artillerie et « trace italienne »), 1660-1720 (croissance des effectifs, à relier à une administration de plus en plus performante des armées), 1792-1815 (« levée en masse »)<sup>10</sup>. La multiplication des « révolutions militaires » – des médiévistes anglo-saxons en identifient une aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles<sup>11</sup> – a enfin entraîné une critique de ce concept. Jean Chagniot voit dans cette thèse une véritable « auberge espagnole », où chacun considère comme essentielle la période dont il est le spécialiste<sup>12</sup>. Du reste, de nombreux historiens ont fini par se méfier de cette notion trop galvaudée. Cependant, cette « provocation », selon les termes d'André Corvisier, s'est montrée féconde à bien des égards<sup>13</sup>. Il a permis de renouveler l'intérêt porté à l'histoire militaire du XVII<sup>e</sup> siècle ; les études sur la question de l'accroissement des effectifs, à l'instar de celle qui fut menée par John Lynn<sup>14</sup>, ont ainsi revalorisé le rôle du règne de Louis XIV au sein de l'époque moderne.

C'est également du monde anglo-saxon que vint une nouvelle approche de l'histoire de la guerre, étudiant moins le rôle personnel des généraux que la réalité de l'expérience vécue par un combattant. L'ouvrage qui en fut le principal promoteur est dû à John Keegan,

---

<sup>10</sup> J. Black, *European Warfare...*, *op. cit.*, p. 32-33.

<sup>11</sup> C. J. Rogers, « The military revolutions of the Hundred Year's War », *Journal of military history*, n°57, 1993, p. 241-278.

<sup>12</sup> Jean Chagniot, « Critique du concept de révolution militaire », in *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Economica, 1997, p. 24. L'auteur se montre particulièrement virulent à l'endroit de la thèse de Roberts et l'insistance sur le rôle de Gustave-Adolphe, qui a tendance à déprécier les peuples latins : ceux-ci se seraient montrés incapables de se convertir à la subordination aveugle et aux automatismes impliqués par l'ordre mince. J. Chagniot remarque aussi que les vainqueurs de Breitenfeld furent sévèrement battus trois ans plus tard à Nördlingen.

<sup>13</sup> André Corvisier, « Conclusion générale », dans *La révolution militaire en Europe...*, *op. cit.*, p. 151.

<sup>14</sup> John Albert Lynn, « The growth of the French Army during the seventeenth century », dans *Armed forces and society*, 1980, p. 568-585 ; la question de l'influence de la « trace italienne » dans l'augmentation numérique des armées européennes est évoquée par le même auteur dans « Food, funds, and fortresses : resource mobilization and positional warfare in the wars of Louis XIV », dans J. Lynn, dir., *Feeding Mars : Logistics in Western Warfare from the Middle Ages to the Present*, Boulder, Oxford, Westview Press, 1993, p. 137-160.

## INTRODUCTION

professeur à l'académie de Sandhurst, le Saint-Cyr britannique. Il connut un incontestable succès dans le monde scientifique, et plus largement auprès du public<sup>15</sup>. Il choisit d'étudier trois batailles, caractéristiques de leur époque : Azincourt en 1415, Waterloo en 1815, et la Somme en 1916. Malgré les innombrables différences que présentent ces affrontements, tant en termes d'effectifs que de matériel ou d'échelle, Keegan s'attache à leur appliquer la même approche. Les trois combats présentent en effet des particularités communes : rôle prépondérant joué par l'armée anglaise, relative identité de l'aire géographique... L'auteur, après une présentation rapide du contexte – les enjeux, la campagne – étudie les expériences ressenties par les militaires, ce qu'il appelle le « côté physique des événements »<sup>16</sup> : cela comprend notamment les motivations des troupes ou le sort des blessés et des prisonniers. Mais l'aspect le plus novateur est sa décomposition des « catégories de combat »<sup>17</sup> : artillerie contre cavalerie, infanterie contre mitrailleurs... Il cherche ainsi à appréhender la réalité de l'expérience vécue par un participant, en critiquant les récits traditionnels enclins à héroïser les combattants, à dresser à grands traits des tableaux épiques afin de gommer les différences entre individus. Il dénonce ainsi, à propos des *Commentaires* de César, la simplification des caractères et des motivations, et la fausse apparence d'unité de comportement des légions que cherche à donner le général romain, pour mieux valoriser son propre rôle<sup>18</sup>. Keegan veut déceler les non-dits, épisodes dissimulés car considérés comme indécents, ou ne collant pas au schéma d'ensemble. Ainsi, il regrette que dans le récit d'une avancée des troupes anglaises lors de la bataille d'Albuera, le 16 mai 1811, « morts et blessés se dissolvent dès que touchés »<sup>19</sup>.

Un même désir de retrouver la réalité concrète du combat est à l'œuvre dans l'ouvrage de Victor Davis Hanson sur le *Modèle occidental de la guerre*<sup>20</sup>. Cet historien américain mène lui-même des expérimentations, avec le concours de ses étudiants, qu'il dote du costume et des accessoires des hoplites. Son étude permet de mieux prendre conscience de nombreux aspects du combat qu'il appartient à l'historien de mettre à jour, comme l'importance du poids de l'équipement, qui limite la durée de l'affrontement et explique en grande part le caractère bref mais brutal des engagements. Citons comme dernier exemple l'ouvrage de Christopher

---

<sup>15</sup> Présentation par Gérard Chaliand, dans J. Keegan, *Anatomie de la bataille...*, op. cit., p. 9.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 105

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>20</sup> Victor Davis Hanson, *Le modèle occidental de la guerre - La bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, préface de John Keegan, 2<sup>e</sup> éd. fr. Paris, Les Belles Lettres, 2001, 298 p.

## INTRODUCTION

Duffy, *The military experience in the age of reason*<sup>21</sup>, applique les méthodes de la décomposition du combat à la « guerre en dentelle » – essentiellement centrée sur le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette œuvre délaisse cependant les batailles de la guerre de Succession d'Espagne.

Les historiens français, à contre-courant du renouveau de l'histoire militaire Outre-Manche et Outre-Atlantique, ont longtemps délaissé la bataille : André Corvisier remarquait encore en 1997 que « la bibliographie de langue anglaise est très supérieure à la [française], tant par le nombre des ouvrages publiés que par l'ampleur des problèmes abordés »<sup>22</sup>. Les « anathèmes » jetés par l'École des Annales, trop marquée par « les dévastations et les morts de 14-18 »<sup>23</sup>, la dénonciation d'une histoire cocardière et revancharde accusée d'avoir mené aux horreurs de la Grande Guerre, ont entraîné une longue prévention contre ce domaine d'étude. L'historiographie en fut durablement marquée. Certes, deux des principaux représentants des générations successives de l'École des Annales ont mis une bataille au centre d'un de leurs ouvrages – Braudel avec Lépante, Georges Duby avec Bouvines –, mais leurs travaux négligent l'étude de la violence de guerre. Les développements de Fernand Braudel sur les batailles ne quittent pas l'horizon stratégique et diplomatique. À peine la guerre apparaît-elle comme un moment de violence<sup>24</sup>. Du reste, il néglige les conséquences psychologiques de Lépante dans les pays chrétiens. Georges Duby a pu être considéré avec son *Dimanche de Bouvines* comme « le pionnier du retour de l'événement dans l'historiographie »<sup>25</sup>, mais cet auteur se refuse à en faire le récit, puisque la bataille est essentiellement analysée comme le révélateur de phénomènes politiques, militaires, économiques ou culturels à l'œuvre dans la société : « En dehors [des traces qu'il laisse], l'événement n'est rien »<sup>26</sup>. Cet auteur ne prend pas le soin de faire le récit de cette bataille, déléguant cette tâche à un chroniqueur médiéval. L'engagement reste un événement incompréhensible et incommunicable : « Nous le savons bien, tous ceux qui assistent à une

---

<sup>21</sup> Christopher Duffy, *The military experience in the age of reason*, Londres, New York, Routledge, Paul Keegan, 1987, 346 p.

<sup>22</sup> André Corvisier, « Conclusion générale... », art. cit., p. 149.

<sup>23</sup> Olivier Chaline, *La bataille de la Montagne Blanche (8 novembre 1620). Un mystique parmi les guerriers*, Paris, Noesis, 1999, p. 11.

<sup>24</sup> Blaise Royer, *La bataille : histoire d'un objet d'histoire*, mémoire pour le séminaire de David Colon, université de Paris-X, 2001, p. 6.

<sup>25</sup> Jacques Le Goff, cité par Laurent Henninger, « Le renouveau de l'histoire de la guerre », in *L'histoire aujourd'hui*, dir. Jean-Claude Ruano-Borbalan, Auxerre, Éditions sciences humaines, 1999, p. 208.

<sup>26</sup> Georges Duby, *Le dimanche de Bouvines*, dans *Féodalité*, Paris, Gallimard, 1996, p. 834.

## INTRODUCTION

bataille, fussent-ils en plus haute éminence, sont des Fabrice : ils ne voient que bousculade confuse... »<sup>27</sup>.

La bataille de Lépante, sans résultats territoriaux évidents, la bataille de Bouvines, dont on retint surtout les conséquences symboliques, représentaient en réalité l'occasion de relativiser l'impact de l'événement dans l'Histoire, qui aurait été davantage déterminée par les « forces profondes ». À la même période, même les militaires de carrière en étaient venus à se désintéresser de l'histoire des campagnes et des batailles. Leur attitude n'était bien entendu pas à attribuer à une circonspection vis-à-vis de la guerre, mais à un choix stratégique résolu. Selon les théoriciens français des années 1960, la France devait prendre acte des conditions nouvelles engendrées par l'apparition de l'arme nucléaire et abandonner les cadres de pensée traditionnels<sup>28</sup>. L'histoire n'aurait plus été selon eux qu'un réservoir de manœuvres et de tactiques caduques, dont l'étude ne pouvait que brider l'innovation dans le domaine stratégique.

La réhabilitation de la guerre et des militaires comme objet d'étude ne vint donc pas directement de l'étude des batailles, mais d'une approche sociale plus conforme aux prescriptions des Annales. Le meilleur représentant d'une « école française » privilégiant les aspects sociaux fut André Corvisier, dont la thèse reposait sur l'exploitation sérielle de données offertes par les « contrôles de troupes » effectués à partir de 1716, et conservés au Service historique de la Défense<sup>29</sup>. Il est significatif qu'il ait fallu attendre 1997, et une commande d'une maison d'édition, pour qu'il écrivît spécifiquement l'histoire d'une bataille<sup>30</sup>. Les travaux de son élève Jean Chagniot s'intéressaient quant à eux plus particulièrement aux relations entre l'armée et la société<sup>31</sup> ; Jean-Pierre Bois pour sa part se penchait sur la vie des anciens soldats<sup>32</sup>. L'historiographie française s'attachait ainsi davantage à faire l'histoire des militaires qu'à faire l'histoire de la guerre.

Deux phénomènes furent décisifs pour amorcer un renouveau. Il y eut tout d'abord l'influence des Anglo-saxons, malheureusement insuffisamment traduits – l'analyse

---

<sup>27</sup> G. Duby, *op. cit.*, p. 837.

<sup>28</sup> Laurent Henninger, « À quoi sert l'histoire militaire ? », dans *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires. Actes de la journée d'études du 27 septembre 1999*, Vincennes, CEHD, 2000, p. 106-107.

<sup>29</sup> André Corvisier, *L'armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul : le soldat*, Paris, Faculté des lettres et sciences humaines, 1964, 2 vol.

<sup>30</sup> Id., *La bataille de Malplaquet, 1709 : l'effondrement de la France évité*, Paris, Economica, 1997, 172 p.

<sup>31</sup> Jean Chagniot, *Paris et l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Economica, 1985, 678 p.

<sup>32</sup> Jean-Pierre Bois, « Les anciens soldats de 1715 à 1815. Problèmes et méthodes », dans *Revue historique*, janv.-mars 1981, p. 81-102 ; id., *Les anciens soldats de la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Économica, 1990, 476 p.

## INTRODUCTION

historiographique menée par Keegan au début de son ouvrage majeur est par exemple largement tronquée<sup>33</sup>. Il faut également souligner l'œuvre de l'équipe internationale de l'Historial de Péronne, qui s'est attachée à rompre de nombreux tabous liés à la Grande Guerre. Les principales avancées, que l'on retrouve synthétisées dans *1914-1918, retrouver la guerre*<sup>34</sup>, sont la mise au premier plan de la question de la violence de guerre, au travers notamment de la prise en compte des objets, et l'étude des phénomènes de deuil, qui curieusement avaient été peu abordés auparavant. Les auteurs soulignent l'incapacité des commémorations à admettre que les soldats de la Première Guerre mondiale aient pu être non seulement des victimes, mais aussi des assassins.

On peut dater de la fin des années 1990 ce renouveau de l'intérêt pour la guerre à l'époque moderne. En 1996, lors d'un colloque consacré à *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Jean-Pierre Bois plaidait en faveur d'une « histoire tactique de la guerre ». Il y appelait à se placer « au cœur de cet événement crucial de la vie militaire » pour mieux « élargir la réflexion historique à l'ensemble des dimensions de la bataille »<sup>35</sup>. L'application aux batailles de l'époque moderne d'une étude du combat « vécu en première personne »<sup>36</sup> fut justement menée par Olivier Chaline en 1999, dans son travail sur la *Bataille de la Montagne Blanche*. L'enjeu était de montrer qu'un déchaînement de violence avait bien eu lieu, par « franchissement de seuils de violence successifs »<sup>37</sup>, alors que cet affrontement entre forces catholiques et protestantes au début de la guerre de Trente Ans était réputé être un événement militaire de second intérêt, son importance politique et religieuse étant inversement proportionnelle à son impact dans la pensée stratégique. Abordant tous les aspects de la bataille, l'auteur décrypte les raisons du déclenchement du combat, après deux ans de campagne indécise, en soulignant le rôle du Père Dominique de Jésus-Marie. Il insiste particulièrement sur deux dimensions : la violence subie par les participants, et le sens religieux de la bataille<sup>38</sup>. Enfin, l'examen de l'« onde de choc » de la bataille observe comment chaque camp tente d'analyser, de comprendre, de s'appropriier et d'utiliser la journée du 8 novembre 1620.

---

<sup>33</sup> J. Keegan, *op. cit.*, p. 13-47.

<sup>34</sup> Stéphane Audoin Rouzeau, Annette Becker, *1914-1918, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, 275 p.

<sup>35</sup> Jean-Pierre Bois, « Plaidoyer pour une histoire tactique de la guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, dir. Geneviève Goubier-Robert, Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 20 et 22.

<sup>36</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>37</sup> Id., « De la Somme à la Bataille de la Montagne Blanche : une histoire du combat », dans *14-18 aujourd'hui, today, heute*, t. 1, février 1998, p. 107.

<sup>38</sup> Id., *La bataille...*, *op. cit.*, p. 26.

## INTRODUCTION

Parallèlement à ce renouveau de l'histoire-bataille, les armées du Grand Siècle firent l'objet de nombreuses études. On peut en premier lieu citer des recherches s'intéressant à ce qui était anciennement qualifié du terme un peu dépréciatif « d'histoire des institutions », et qui concerne en fait l'histoire de l'exercice du pouvoir. Il faut citer le *Dictionnaire des ministres de la guerre* dirigé par Thierry Sarmant<sup>39</sup>, ou encore les travaux d'Emmanuel Pénicaut sur le secrétariat d'État de Chamillart<sup>40</sup>. Dans le domaine proprement militaire, il convient d'accorder une place de choix à la somme publiée par John Lynn sur l'armée française, considérée comme le « Géant » du Grand Siècle<sup>41</sup>. Cet ouvrage daté de 1997 représente probablement la synthèse la plus aboutie jamais parue à ce sujet : il s'intéresse aussi bien à l'évolution des effectifs et des modalités de recrutement des troupes qu'à leur ravitaillement et leur équipement, à la question du haut-commandement qu'à celle des motivations des soldats. Notons que le même auteur fit paraître deux ans plus tard un ouvrage plus strictement événementiel, à visée essentiellement pédagogique, détaillant l'ensemble des opérations militaires s'étant déroulées sous Louis XIV<sup>42</sup>. Force est de déplorer que ce soit cet ouvrage-là, et non son prédécesseur, qui ait été traduit en français<sup>43</sup>.

D'autres auteurs se sont plus spécifiquement intéressés à la direction stratégique des armées. Guy Rowlands a ainsi étudié les relations entre le roi et les grandes « dynasties » de noblesse d'épée ou de robe ayant une part dans les décisions militaires<sup>44</sup>. On peut également citer la thèse de Bertrand Fonck sur *Le maréchal de Luxembourg*<sup>45</sup>, ou celle de Jean-Philippe Cénat sur le marquis de Chamlay – le même auteur ayant récemment rédigé une étude sur Louis XIV comme « roi-stratège »<sup>46</sup>. Notre connaissance de la guerre de siège a bénéficié de deux ouvrages de Michèle Virol : sa « biographie intellectuelle » de Vauban, parue en 2003,

---

<sup>39</sup> Thierry Sarmant, dir., *Les ministres de la guerre, 1570-1792 : histoire et dictionnaire biographique*, Paris, Belin, Ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, 2007, 653 p.

<sup>40</sup> Emmanuel Pénicaut, *Faveur et pouvoir au tournant du Grand Siècle : Michel Chamillart, ministre et secrétaire d'État de la guerre de Louis XIV*, Paris, École des chartes, 2004, x-510 p.

<sup>41</sup> John Lynn, *Giant of the Grand Siècle : the French army, 1610-1715*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 652 p.

<sup>42</sup> John Lynn, *The wars of Louis XIV, 1667-1714*, Londres, New York, Longman, 1999, XIII-421 p.

<sup>43</sup> Id., *Les guerres de Louis XIV, 1667-1714*, Paris, Perrin, 2010, 430 p.

<sup>44</sup> Guy Rowlands, *The Dynastic State and the army under Louis XIV*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 404 p.

<sup>45</sup> Bertrand Fonck, *François-Henri de Montmorency-Bouteville, maréchal de Luxembourg (1628-1695) : commander les armées pour Louis XIV*, thèse pour l'obtention du diplôme d'archiviste-paléographe, sous la direction de MM. Bély et Chagniot, 2003, 3 vol, résumée dans le recueil des *Positions de thèse* de l'École des chartes, 2003.

<sup>46</sup> Jean-Philippe Cénat, *Stratégie et direction de la guerre à l'époque de Louis XIV : Jules-Louis Bolé de Chamlay, conseiller militaire du roi*, thèse de doctorat, 2006, et *Le roi stratège : Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 386 p.

## INTRODUCTION

porte moins sur la vie de l'ingénieur militaire que sur ses idées stratégiques, politiques ou sociales<sup>47</sup>. Par ailleurs, son édition intégrale des *Oisivetés* fournit à l'historien un corpus incomparable de textes d'ordre aussi bien militaire que géographique ou économique<sup>48</sup>. Enfin, la thèse d'Habilitation à Diriger des Recherches soutenue par Hervé Dréville et publiée sous le titre *L'impôt du sang* aborde différentes facettes de l'étude du corps des officiers sous Louis XIV : leurs carrières, leurs finances, leur attitude vis-à-vis de la monarchie et leur conduite au combat<sup>49</sup>.

L'armée française du Grand Siècle n'apparaît plus, désormais, comme une puissance monolithique tout entière dévouée au service des intérêts du Roi-Soleil. On la sait traversée par des tensions multiples. Elle est un espace de compétition entre officiers, à tous les niveaux de la hiérarchie, du simple officier régimentaire au maréchal d'armée, qui n'ont de cesse de valoriser leurs talents auprès du roi pour mieux s'avancer dans la hiérarchie. Les décisions stratégiques ne sont plus perçues comme l'application stricte d'ordres émanant directement du souverain, mais comme le fruit d'une longue maturation, comme la conséquence d'allers-retours entre les différents dirigeants politiques et militaires à la Cour et à l'armée, comme des compromis entre le roi et sa noblesse de robe et d'épée. Enfin, les soldats ne sont plus des automates allant joyeusement au combat, mais des hommes qu'il faut nourrir, équiper, soigner ; qui ont une carrière, des origines sociales et géographiques, des espoirs et des blessures. On connaît beaucoup mieux l'armée de Louis XIV... mais on ne la voit guère combattre. De fait, on a davantage étudié le fonctionnement interne de ce « Géant » que ce qui justifiait son existence : l'affrontement de troupes adverses, dont la bataille s'avère l'expression la plus aboutie. C'est pourquoi appliquer aux combats menés par les soldats français du Grand Siècle les thèmes d'étude et les méthodes propres à la nouvelle histoire-bataille revêt un intérêt majeur.

Le choix de travailler sur les batailles ayant eu lieu dans la première partie de la guerre de Succession d'Espagne s'est imposé pour de multiples raisons. Tout d'abord, l'intérêt exceptionnel, d'un point de vue stratégique, des campagnes de 1704, 1706 et 1708 : à une période où l'on parle généralement de « guerre limitée », de « blocage tactique », voire de « crise de la stratégie », on pouvait observer quatre batailles au retentissement considérable,

---

<sup>47</sup> Michèle Virol, *Vauban : de la gloire du roi au service de l'État*, Seyssel, Champ Vallon, 2003, 432 p.

<sup>48</sup> Michèle Virol, dir., *Les oisivetés de monsieur de Vauban*, Seyssel, Champvallon, 2007, 1792 p.

<sup>49</sup> Hervé Dréville, *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Paris, Tallandier, 2005, 526 p.



## INTRODUCTION

qui renversaient apparemment le cours de la guerre. En entraînant le démembrement de la couronne d'Espagne, elles remodelèrent durablement la carte de l'Europe. Alors que les vastes campagnes des guerres précédentes avaient surtout été marquées par de longs sièges et des combats aussi sanglants que peu concluants, les généraux alliés semblaient avoir trouvé à Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde un moyen de redonner à la conduite de la guerre le dynamisme et le mouvement qui lui faisaient défaut. Il n'était pas non plus indifférent de comprendre pourquoi, après un demi-siècle où les armées de Louis XIV n'avaient pratiquement jamais connu la moindre défaite, elles furent écrasées à quatre reprises.

En second lieu, ces quatre affrontements représentaient un excellent point d'analyse pour observer le phénomène « bataille » dans une perspective comparatiste. Ils offraient un certain nombre de similitudes : on retrouvait à chaque fois les mêmes protagonistes (qu'il s'agît des nationalités des troupes engagées, voire des chefs d'armée), dans des effectifs comparables. Cependant les modèles tactiques employés furent très largement différents : Blenheim vit un affrontement général de l'ensemble des forces en jeu tandis que Ramillies se régla en quelques heures ; à Turin le prince Eugène marcha sur des Français retranchés de longue date alors qu'Audenarde fut une bataille de rencontre. De même, le comportement des hommes varia du tout au tout. En août 1704, les Français luttèrent jusqu'au bout avant de se voir littéralement anéantis ; ils furent pris de panique en mai 1706 alors qu'ils se retirèrent en bon ordre en juillet 1708. Ces batailles, immédiatement considérées comme des événements majeurs, firent l'objet de nombreuses relations et descriptions de la part des contemporains. La richesse de la documentation disponible – au regard des standards de l'époque – nous permet de nous interroger sur la perception de la bataille et de sa violence.

Enfin, ces batailles étaient d'autant plus intéressantes qu'elles furent toutes des défaites. Certes, il n'est pas toujours agréable pour l'historien de voir ses compatriotes sans cesse battus, abattus, voire ridiculisés par leurs voisins européens. Mais l'étude d'une catastrophe militaire offre souvent une richesse heuristique bien supérieure à celle d'un succès. Cela a depuis longtemps été constaté dans le domaine de l'histoire « militaire » au sens propre, c'est-à-dire de l'étude des conflits dans l'optique d'en tirer des enseignements pour les prochaines guerres. L'officier et écrivain militaire Colmar von der Goltz notait à propos des batailles d'Iéna et Auerstedt : « De l'histoire d'une défaite, il y a souvent beaucoup plus à apprendre que d'une série de victoires. Lorsque les armées sont victorieuses, les incidents fâcheux sont vite oubliés ; les erreurs commises comme les manœuvres de diversion

## INTRODUCTION

ennemies sont passées sous silence, parce qu'elles sont restées sans conséquence fatale »<sup>50</sup>. Mais cela se vérifie également pour l'histoire générale : une victoire tend généralement à souder le corps politique et social d'une nation, quand une défaite en montre les failles. Les déroutes subies de 1704 à 1708 révélèrent les tensions de la Cour et de la société françaises auparavant estompées par l'éclat des triomphes louis-quatorzien et de la propagande qui les accompagnait. Elles préparèrent à leur manière la transition entre le Grand Siècle et celui des Lumières.

Notre travail a ainsi vocation à examiner dans toutes ses dimensions l'événement-bataille, et singulièrement l'événement-défaite. A cette fin, nous étudierons dans une première partie le cadre politique et diplomatique dans lequel elles s'inscrivent. Le premier chapitre abordera les objectifs stratégiques visés par ces campagnes. Nous replacerons d'abord la guerre de Succession d'Espagne dans son contexte séculaire, qui est celui du passage de la crainte de la toute-puissance des Habsbourg, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, à l'inquiétude face à la supposée hégémonie française. Nous étudierons ensuite les forces en présence, avant de nous demander dans quelle mesure les perspectives offertes par le soutien de nouveaux alliés (Bavière et Espagne) furent exploitées par Louis XIV, ses ministres et ses généraux. Nous verrons ensuite comme les défaites subies de 1704 à 1708 perturbèrent et infléchirent les desseins militaires français.

Nous passerons dans un second chapitre à l'étude du déroulement des opérations préalables à la bataille, sur les différents territoires marqués par la guerre. Nous verrons les éléments qui déterminent un général à faire accomplir tel ou tel mouvement à ses troupes : qu'il s'agisse de la volonté de s'emparer d'une place avant son adversaire, d'aller au secours de contrées ou d'armées amies en difficulté, de fuir l'ennemi ou de marcher à sa rencontre. Nous nous interrogerons également sur des facteurs beaucoup moins dépendants de la volonté du commandant, comme les contraintes du climat et du ravitaillement. Le troisième chapitre traitera quant à lui des suites des batailles, il se veut ainsi le pendant du précédent. Nous analyserons les rôles respectifs de la défaite et d'autres facteurs (politiques, économiques, sociaux) dans les abandons successifs de territoires.

Enfin, la question de la conduite des armées par les généraux en campagne et par les stratèges de Versailles constituera la matière d'un quatrième chapitre : comment les décisions

---

<sup>50</sup> Cité par Bernhard. R. Kroener, « Apprendre la guerre. Les guerres de Frédéric le Grand dans l'histoire-bataille de l'état-major allemand après 1870 », dans *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires...*, op. cit., p. 21.

## INTRODUCTION

stratégiques majeures sont-elles nées, ont évolué, se sont altérées, ont abouti – ou non ? De fait, l'étude des renoncements est tout aussi intéressante que celle des décisions. Nous discuterons ici de l'existence d'une « stratégie de cabinet » ; nous examinerons également l'attitude de Louis XIV vis-à-vis de la bataille. Nous refuserons, dans ces trois chapitres, de considérer la bataille comme l'événement nécessaire, fondamental et inévitable de toute une campagne. De fait, ce type de combat, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, représentait moins une continuation de la campagne que son inflexion, voire son altération. Un général pouvait atteindre ses objectifs sans prendre le risque d'en venir à une action. En définitive, ces chapitres se poseront la question de la liberté d'action du général et de son autonomie dans la sphère stratégique par rapport aux contraintes imposées par la logistique, la configuration des territoires occupés, les sentiments de la population locale, voire par l'attitude de ses homologues sur le front et de ses chefs à la Cour.

La seconde partie s'intéressera à la bataille elle-même, sous ses trois dimensions tactiques, techniques et humaines. C'est dans le cinquième chapitre que nous nous efforcerons d'exposer le déroulement chronologique et factuel des combats. L'étude tactique d'un combat a en effet besoin de disposer d'un récit clair et cohérent. Une tentative d'établir des estimations chiffrées du nombre d'hommes en jeu et du total des pertes est également indispensable pour comprendre les moyens dont disposait le général en chef, et comment il sut les utiliser. Ce chapitre sera *de facto* l'occasion d'aborder la question du commandement des armées sur le champ de bataille : ce que le commandant pouvait voir, dans quelle mesure il pouvait infléchir le cours du combat, le degré de responsabilité qu'exerçaient – ou refusaient d'exercer – ses subordonnés.

Dans le chapitre suivant, nous descendrons d'un niveau pour aborder la dimension technique du combat. Sur le modèle de l'étude menée par John Keegan dans son *Anatomie de la bataille*, nous effectuerons une analyse typologique des différentes formes de combat qui avaient lieu sur un champ de bataille : bataillons contre bataillons, bataillons contre escadrons, fantassins isolés contre cavalerie légère..., en rase campagne, dans des terrains accidentés, sur des retranchements ou dans des villages. Enfin, le septième chapitre descendra au niveau le plus bas de la perception : celui de la lutte à hauteur d'homme. Nous nous focaliserons sur les perceptions et les sensations individuelles : ce que les simples soldats pouvaient voir, entendre, sentir, les marques de leur peur, leurs motivations vis-à-vis du combat. C'est également dans ce chapitre que nous aborderons la question des blessés et de la captivité militaire. Comme fil conducteur de ces trois chapitres consacrés à la bataille, nous nous

## INTRODUCTION

demandons ce qui en faisait la spécificité par rapport d'autres formes d'affrontements contemporains : étaient-ce les effectifs, le terrain, les modes de déploiement, les techniques de combat, ou le fait qu'elle était le lieu d'une forme de violence singulière ?

Au soir du combat, la bataille était encore un événement flou, dont les participants saisissaient avec difficulté l'issue et les conséquences à court terme. Comme nous le verrons dans le huitième chapitre, l'annonce même d'une défaite ne représentait pas, pour les cours des États belligérants, un coup de tonnerre dans un ciel serein. Avant de recevoir le choc de la nouvelle, on en percevait l'onde. Comment Versailles et la capitale réagissaient-ils face à la diffusion des rumeurs ? Comment les journaux et gazettes, instruments utilisés par la monarchie à des fins de propagande, pouvaient rendre compte de l'événement ? Enfin, comment réagissaient ceux pour qui les défaites de Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde ne représentaient pas tant des désastres stratégiques que des tragédies individuelles, ceux qui avaient perdu un parent dans la bataille ou qui voyaient revenir leurs proches moins chargés de gloire que de blessures ?

Le neuvième chapitre s'intéressera aux réactions qui suivaient la diffusion des nouvelles. Il procédera par cercles concentriques : il s'intéressera tout d'abord à l'attitude des généraux, des officiers et des soldats battus, pour analyser les phénomènes de désertion ou pour montrer comment les différents acteurs cherchaient à se décharger de leurs responsabilités. Le second groupe touché par les réactions était constitué par la foule des courtisans : comment ceux-ci, d'abord touchés par la stupeur, cherchaient-ils à remédier aux drames militaires dont ils prenaient conscience ? Quelle était l'attitude du Roi-Soleil vis-à-vis des officiers qui avaient démerité ? Les populations des pays en guerre représentaient le troisième cercle d'information. Se sentaient-elles concernées par les conflits menés par leurs souverains ? Malgré le manque criant de sources, nous tenterons d'examiner si elles manifestaient des formes d'attachement à la destinée de leur État, voire de patriotisme.

Enfin, dans le dixième et dernier chapitre, nous nous pencherons sur les multiples représentations des batailles de la guerre de Succession d'Espagne. Afin d'avoir une vue synoptique de la quantité considérable de textes, œuvres d'art, pièces satiriques produits à leur occasion, nous en brosserons en premier lieu une typologie. En examinant leurs conditions de réalisation, nous nous demanderons dans quelle mesure ils souhaitaient et ils parvenaient à retranscrire la « réalité » d'un engagement, c'est-à-dire aussi bien son caractère spectaculaire que sa violence. Cela nous aidera à évaluer la valeur des représentations artistiques et littéraires contemporaines en tant que sources pour l'historien du combat. Nous examinerons

## INTRODUCTION

ensuite les messages que ces productions cherchaient à faire passer, c'est-à-dire l'image qu'ils voulaient donner des dirigeants, des armées et des peuples vainqueurs ou vaincus. Enfin, le travail se déplacera sur une forme très spécifique de représentation de la bataille : les traités des penseurs et des écrivains militaires. Dans quelle mesure la pensée stratégique et tactique du XVIII<sup>e</sup> siècle fut-elle marquée par le souvenir des défaites françaises subies de 1704 à 1708 ?

En définitive, cette thèse porte moins sur les victoires alliées que sur les *Défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne*. Elle se concentre donc plutôt sur le commandement des troupes de Louis XIV, sur leurs techniques de combat, ou encore sur les conséquences des batailles vis-à-vis de la société française. Cela s'explique en raison de la documentation utilisée : pour construire notre étude, nous avons de préférence exploité les sources françaises, souvent inédites et beaucoup moins connues que celles produites dans le camp allié. Cette décision a été prise pour des raisons d'accès aux documents : il était plus facile de se rendre dans les fonds d'archives français ; à l'inverse de nombreux documents émis par Marlborough ou le prince Eugène avaient déjà été publiés et étaient donc aisément accessibles. Plus largement, un tel choix se justifiait au regard de l'historiographie, très riche en ce qui concerne l'activité des chefs alliés et de leurs armées, et beaucoup moins proluxe au sujet des vaincus.

## Historiographie

### 0.1. Au XVIII<sup>e</sup> siècle : mémoires et biographies

La guerre de Succession d'Espagne est perçue par les historiens français du XVIII<sup>e</sup> siècle comme le plus vaste conflit du règne personnel de Louis XIV. La plupart des historiens suivent l'opinion de Duclos, qui affirme dans ses *Mémoires secrets* : « La guerre de la Succession d'Espagne, la seule peut-être que ce prince ait entreprise avec justice, mit la France à deux doigts de sa ruine »<sup>51</sup>.

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement aux défaites de Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde, il faut tout d'abord se pencher sur les mémorialistes de la cour de Louis XIV. Les textes de Souches<sup>52</sup> et Dangeau<sup>53</sup>, qui écrivent au jour le jour, ne peuvent guère figurer dans l'historiographie de ces batailles. Ils se contentent de donner des listes de personnes de qualité tuées, blessées ou prisonnières, listes qui évoluent au fil du temps, tandis que leur récit de la bataille change au fur et à mesure de l'arrivée des nouvelles. Souches toutefois est plus prolixe dans l'énumération des critiques adressées à l'armée, critiques qui sont déjà une forme d'analyse.

Les *Mémoires* de Saint-Simon, écrits plus tardivement, de 1739 à 1750, à l'aide de ceux de Dangeau, présentent en revanche une vision construite et cohérente de cette série de défaites, qui est l'occasion pour lui de s'attaquer à ceux de ses compatriotes qu'il déteste – à ses « têtes de Turc », comme dirait Emmanuel Le Roy Ladurie : il s'agit notamment de Villeroi, et surtout de Vendôme, qu'il abhorre pour sa saleté, sa bâtardise, sa vérole et son

---

<sup>51</sup> Jean-Louis-Nicolas Duclos, *Mémoires secrets de Duclos*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1829, t. I, p. 51.

<sup>52</sup> Louis-François Du Bouchet, marquis de Souches, *Mémoires du marquis de Souches sur le règne de Louis XIV*, éd. A. Bertrand, Gabriel Jules de Cosnac et Édouard Pontal, Paris, Hachette, 1882-1893, 13 vol. Les historiens n'ont pas pu déterminer si le marquis était le véritable auteur de ces mémoires. Certains ont même avancé le nom de Chamillart. Quoi qu'il en soit, ces *Mémoires* sont ceux d'un homme bien renseigné.

<sup>53</sup> Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau, *Journal du marquis de Dangeau, avec les additions inédites du duc de Saint-Simon*, éd. par MM. E. Soulié, L. Dussieux, de Chennevières, Feuillet de Conches, [et al.], Paris, Didot, 1854-1860, 19 vol.

## HISTORIOGRAPHIE

homosexualité<sup>54</sup>. Ainsi, pour expliquer Audenarde, il met en avant les défauts du duc : « Toute la difficulté se renfermoit à la paresse personnelle de M. de Vendôme »<sup>55</sup>.

Les batailles, dont il décrit précisément les circonstances, sont chez lui des échecs de courtisans, car c'est par volonté de plaire au prince que le général les déclenche : « Marsin ne songeoit, depuis qu'il étoit en Bavière, qu'à se rendre agréable à l'électeur, et Tallard, gâté par sa victoire de Spire, et cherchant aussi à plaire en courtisan, ne mit aucun obstacle à l'empressement de l'électeur de donner une bataille »<sup>56</sup>. Ramillies est l'occasion du même constat : « Le roi n'avoit rien tant recommandé au maréchal de Villeroy que de ne rien oublier pour ouvrir la campagne par une bataille : [...] il aimoit assez Villeroy pour vouloir qu'il cueillît des lauriers »<sup>57</sup>.

Se flattant de qualités militaires, Saint-Simon se plaît à énumérer les fautes qui furent commises lors de ces affrontements. Mais le nombre en est tellement énorme qu'il confine à l'incroyable, et à l'absurde. Les mentions d'incompréhension, de sa part ou de celle de la Cour, sont légion : « Voilà de ces vérités exactes, mais sans aucune vraisemblance, et que la postérité ne croira pas »<sup>58</sup> vient commenter l'énoncé des erreurs de la seconde bataille d'Höchstädt, vérités tellement peu vraisemblables que « Marlborough lui-même étoit surpris d'un si prodigieux bonheur, le prince Eugène ne le pouvoit comprendre »<sup>59</sup>. L'attitude de Villeroy à Ramillies n'est pas plus plausible : « À qui n'a pas vu ces faits, ils peuvent paroître incroyables »<sup>60</sup>. Blenheim semble même un châtiment divin : « Ces prodiges d'erreurs, d'aveuglement, de ténèbres, entassées et enchaînées ensemble, si grossiers, si peu croyables, et dont un seul de moins eût tout changé de face, retracent bien, quoique dans un genre moins miraculeux, ces victoires et ces défaites immenses que Dieu accorderoit ou dont il affligeoit son peuple suivant qu'il lui étoit fidèle, ou que son culte en étoit abandonné »<sup>61</sup>. La même réflexion est énoncée à propos du siège de Turin : « Peut-on s'empêcher de reconnoître que, lorsque Dieu veut châtier, il commence par aveugler ? C'est ce qui se retrouve sans cesse dans le cours de cette guerre... »<sup>62</sup>.

---

<sup>54</sup> Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-François Fitou, *Saint-Simon ou le système de la cour*, Paris, Fayard, 1997, p. 166.

<sup>55</sup> Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires de Saint-Simon : nouvelle édition augmentée des additions de Saint-Simon au journal de Dangeau*, éd. par A. Michel de Boislisle, Paris, Hachette, 1879-1931, t. XVI, p. 178.

<sup>56</sup> *Ibid.*, t. XII, p. 168.

<sup>57</sup> *Ibid.*, t. XIII, p. 368.

<sup>58</sup> *Ibid.*, t. XII, p. 172.

<sup>59</sup> *Ibid.*, t. XII, p. 180.

<sup>60</sup> *Ibid.*, t. XIII, p. 387.

<sup>61</sup> *Ibid.*, t. XII, p. 201.

<sup>62</sup> *Ibid.*, t. XIII, p. 366.

## HISTORIOGRAPHIE

Les *Mémoires* de Villars ne décrivent pas les circonstances de batailles auxquelles il n'a pas participé. En revanche, leur évocation est surtout l'occasion pour le maréchal, volontiers hâbleur, de se présenter comme un visionnaire incompris. Il insiste sur le rôle de l'Électeur de Bavière dans les échecs, pour justifier sa brouille avec Maximilien-Emmanuel en 1703. Il se dit par conséquent « moins surpris qu'affligé de la perte de la bataille d'Hochstedt »<sup>63</sup>. Il prétend avoir envoyé au roi au début de l'année 1708 une lettre avertissant Louis XIV des conséquences passées de la complaisance du souverain envers ce prince : la perte de la Bavière, celle de la Flandre espagnole, et bientôt peut-être de « la plus grande partie de la Flandre française »<sup>64</sup>. Enfin, il souligne les malheurs que l'on aurait pu éviter en suivant ses bons conseils, ainsi en 1706 : « J'envoyai à la Cour le sieur de Laurière, aide-major général, pour représenter toutes les raisons qu'il y avoit de tourner le sort de la guerre vers l'Allemagne, et de demeurer sur la défensive en Flandres : mais je ne fus point écouté, et la bataille de Ramillies se donna, la plus honteuse, la plus humiliante, la plus funeste des défaites »<sup>65</sup>. Il est vrai que Villars, auréolé de la réussite de son opération sur le Fort-Louis, proposait de s'emparer de Landau, et de délaisser à cette fin les Flandres<sup>66</sup>. Une telle opération lui aurait permis de faire la preuve de ses talents, tandis que l'effondrement français du 23 mai, en amoindrissant les effectifs français, le contraignit à une triste défensive.

Les autres mémorialistes soulignent en général qu'engager ces batailles fut une erreur – le maréchal de Noailles parle de « l'affreux désastre de Ramillies, en Flandre, où le maréchal de Villeroy donna sans nécessité et perdit par sa faute une bataille décisive »<sup>67</sup>, et qu'elles entraînaient à chaque fois la perte d'une province.

Voltaire, en historien, fut en revanche le premier à rechercher d'autres origines à ces trois désastres que les causes traditionnellement invoquées, au premier rang desquelles les mauvaises dispositions prises par les généraux. Il dénonce l'opinion générale tendant à considérer que le résultat de ces batailles était parfaitement inexplicable : « Ne devait-on pas dire aussi que les troupes des alliés étaient mieux disciplinées, et que leur confiance en leurs chefs et en leurs succès passés leur inspiraient plus d'audace ? N'y eut-il pas des régiments

---

<sup>63</sup> Claude-Louis-Hector, maréchal de Villars, *Mémoires du maréchal de Villars*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, t. II, p. 162.

<sup>64</sup> *Ibid.*, t. II, p. 239.

<sup>65</sup> *Ibid.*, t. II, p. 204

<sup>66</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, fol. 168, copie d'une lettre Villars à Marcin, Candel, 13 mai 1706.

<sup>67</sup> Adrien-Maurice, duc de Noailles, *Mémoires politiques et militaires, pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV*, [rédigés par Claude Millot], éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, t. II, p. 387-388



## HISTORIOGRAPHIE

français qui firent mal leur devoir ? »<sup>68</sup>. Duclos, qui rédigea ses *Mémoires secrets* quelque temps après que Voltaire eut écrit le *Siècle de Louis XIV*, se contente d'affirmer plus vaguement que « si l'on réfléchit sur nos malheurs, on verra que nous ne devons les imputer qu'à nous-mêmes »<sup>69</sup>.

À l'opposé des jugements tranchés et des descriptions vite brossées de Voltaire, on trouve l'*Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, de Charles Sevin, marquis de Quincy, qui connaît d'autant mieux son sujet que, lieutenant général d'artillerie pendant la guerre de Succession d'Espagne, il a été blessé à Höchstädt. Ses témoignages sont si précieux et ses narrations si riches que John Lynn considère, dans son étude des guerres de Louis XIV, qu'il serait redondant de décrire dans le détail les circonstances des batailles du règne du Roi-Soleil, puisqu'un tel récit est déjà disponible<sup>70</sup>. Il décrit la disposition de l'armée, brigade après brigade, ses déplacements, mais aussi les préliminaires et les conséquences de l'affrontement, en relatant le déroulement des conseils de guerre. Sa plume toutefois n'est pas incisive, et le seul tort qu'il reconnaît explicitement aux généraux, c'est d'avoir combattu : Ramillies est « hasardée sans nécessité », tandis que la décision de s'avancer trop en avant jusqu'au village de Blenheim « fut cause des grands malheurs qui suivirent et qu'on auroit cependant pu éviter »<sup>71</sup>. En revanche, il ne tente guère d'expliquer le pourquoi des scènes de fuite et de panique qu'il décrit. Il émet pourtant un jugement personnel à l'occasion de la campagne de 1706, considérant qu'il s'est agi là de « la campagne la plus désavantageuse pour la France qui se soit vue du règne du Roy »<sup>72</sup>.

La démarche du marquis de Quincy est assez originale, puisqu'il n'a pas voulu centrer son étude sur un grand commandant d'armée en particulier, mais sur une période marquée par l'unité d'un long règne. Ses récits des batailles de la guerre de Succession d'Espagne sont d'autant plus riches qu'il y a lui-même participé. Notons enfin que, si l'on excepte les mémoires, les généraux français de la guerre de la Succession d'Espagne n'ont pas fait l'objet d'études historiques au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il n'y a pas eu d'historien des batailles de Villars ; seul Vendôme, grâce au travail d'un de ses officiers, le chevalier de Bellerive, a vu son histoire

---

<sup>68</sup> François Marie Arouet, dit Voltaire, *Le Siècle de Louis XIV*, dans *les Œuvres complètes de Voltaire*, Paris, Firmin Didot frères, 1830, t. XX, p. 46.

<sup>69</sup> J.-L.-N. Duclos, *op. cit.*, t. I, p. 51

<sup>70</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 1. John Lynn ne tarit pas d'éloges pour le marquis : « This volume... is a marvellous piece of work, carefully researched, highly detailed, and surprisingly well balanced most of the time. In fact, it served me as the single most useful source while writing this volume ».

<sup>71</sup> Charles Sevin, marquis de Quincy, *Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, Paris, D. Mariette, 1726, t. V, p. 264-265.

<sup>72</sup> *Ibid.*, t. V, p. 1.

## HISTORIOGRAPHIE

publiée au siècle des Lumières – et encore, partiellement, puisque son ouvrage ne couvre que les années de guerre en Espagne<sup>73</sup>.

Dans le camp des Alliés au contraire, l'historiographie est dominée par la figure des deux grands vainqueurs. Cela s'explique non seulement par leurs remarquables facultés militaires, mais aussi par l'influence politique que ces deux hommes ont exercée : le prince Eugène était président du conseil aulique de la guerre depuis 1703, et fut gouverneur de Lombardie et des Pays-Bas espagnols après la guerre ; tandis que, pendant le conflit, Marlborough forma à la tête de l'Angleterre un triumvirat avec Sidney Godolphin, Lord Trésorier, et Robert Harley, secrétaire d'État<sup>74</sup>. Les premières biographies du duc anglais ont été écrites de son vivant. Il s'agissait notamment de le défendre face aux critiques des membres du Parlement, notamment ceux du parti *tory* : Francis Hare écrit sa *Vie et glorieuse histoire de John, comte et duc de Marlborough*<sup>75</sup> dès 1705, soit après la bataille de Blenheim. Son ouvrage est réédité en 1707, après Ramillies. Les textes sont généralement l'œuvre de proches : Francis Hare était son chapelain, Thomas Lediard<sup>76</sup> son attaché durant sa mission diplomatique à Altranstadt, en Suède<sup>77</sup>. Les plus privilégiés, comme Arthur Maynwaring, ont eu accès à ses papiers, pour rédiger ce que l'on peut considérer comme une biographie « officielle »<sup>78</sup>.

Les proches de Marlborough – ou ses pires ennemis – ne furent pas les seuls à évoquer son œuvre militaire. Les combattants anglais qui participèrent aux campagnes de la guerre de Succession d'Espagne eurent sans doute l'impression de vivre un événement exceptionnel, un « renversement du cours de l'histoire européenne », selon les termes de John Keegan

---

<sup>73</sup> Jules-Alexis-Bernard, chevalier de Bellerive, *Histoire des dernières campagnes de ... Monseigneur le duc de Vendosme...*, Paris, V<sup>ve</sup> Barbin, P. Huet, 1714, 479 p. La version manuscrite conservée à la BnF et évoquée *infra* porte en revanche sur l'ensemble de ses opérations militaires durant la guerre de Succession d'Espagne.

<sup>74</sup> Henry L. Snyder, éd., *The Marlborough-Godolphin Correspondance*, Oxford, Clarendon Press, 1975, t. I, p. xv.

<sup>75</sup> Francis Hare, *The Life and Glorious History of John, Duke and Earl of Marlborough*, Londres, 1705, 2<sup>nd</sup>e éd. Londres, 1707.

<sup>76</sup> Thomas Lediard, *Life of John, Duke of Marlborough*, Londres, J. Wilcox, 1736, 3 vol., 2<sup>nd</sup>e éd. Londres, J. Wilcox, 1743, 2 vol.

<sup>77</sup> Nos sources ne s'accordent pas sur la question de savoir si Lediard a eu accès aux papiers du duc. C'est ce qu'affirme J. R. Jones. Snyder au contraire avance que cet auteur n'en a pas eu l'occasion, ce qui expliquerait les critiques que la duchesse de Marlborough a adressé à son travail. James Rees Jones, *Marlborough*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 1 ; H. L. Snyder, *op. cit.*, t. I, p. xvii.

<sup>78</sup> Arthur Maynwaring, *The Lives of the Two Illustrious Generals, John, Duke of Marlborough, and Francis Eugene, Prince of Savoy*, Londres, Andrew Bell, J. Phillips, 1713, xiii-283 p.

## HISTORIOGRAPHIE

évoquant la bataille de Waterloo<sup>79</sup>. Cet historien a justement analysé, à l'occasion de la défaite de Napoléon, un phénomène de sur-valorisation du poids de l'événement. Il montre comment tous les participants au combat « inondèrent le marché de leurs récits », jusqu'aux combattants français, qu'on penserait pourtant moins enclins à témoigner. Toutes proportions gardées, un tel processus peut être comparé à celui de la publication de récits et de mémoires par d'anciens militaires ayant servi dans l'armée anglaise. Pour le seul 18<sup>e</sup> régiment d'infanterie, on ne compte pas moins de quatre « soldats-historiens »<sup>80</sup>, dont trois furent publiés au XVIII<sup>e</sup> siècle : le sergent John Millner<sup>81</sup>, le brigadier général Richard Kane<sup>82</sup>, et enfin le capitaine Robert Parker<sup>83</sup>. Les ressemblances frappantes entre ces deux derniers auteurs ont été l'objet d'une polémique pour déterminer lequel aurait copié l'autre. Une solution que David Chandler juge fort crédible a été donnée par Churchill, qui supposa l'existence d'une source primaire utilisée par les deux auteurs : un journal de guerre rudimentaire du régiment royal d'Irlande, aujourd'hui disparu, qui pourrait expliquer l'abondance de littérature pour cette seule unité<sup>84</sup>.

Ces hommes de guerre ont tous des opinions très tranchées. Si l'on suit le capitaine Parker, Marlborough serait l'héritier, voulu par la Providence, de Guillaume III, qui lutta avec acharnement contre Louis XIV. La mort du roi d'Angleterre, le 19 mars 1702, avait été perçue comme un événement dramatique par cet auteur : « Le huit mars<sup>85</sup>, jour fatal, mourut le grand roi Guillaume, dont le nom mérite d'être écrit dans nos annales anglaises en lettres d'or. Un prince que la Providence a élevé, non seulement pour restaurer et soutenir notre religion et nos libertés propres, mais aussi pour mettre un frein à l'orgueil et à l'ambition de Louis XIV, qui s'était associé au roi Jacques pour réduire l'Europe en esclavage »<sup>86</sup>. Si le style de Richard Kane est moins vigoureux, il n'en est pas moins tout aussi hostile à l'action de la France : il

---

<sup>79</sup> John Keegan, *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*, Paris, Laffont, 1993, p. 87.

<sup>80</sup> « Soldier-historian » : l'expression est de Chandler. David Chandler, éd., *Military memoirs of Marlborough's campaigns, 1702-12...*, Londres, Greenhill Books, Pennsylvania Stackpole Books, 1998, p. xv-xvi.

<sup>81</sup> Sergent John Millner, *A compendious journal of all the marches, famous battles and Sieges of the Confederate Allies in their late war...* Londres, 1733, non paginé.

<sup>82</sup> Brigadier général Richard Kane, *The Campaigns of King William and Queen Anne, from 1682-1712, also a new system of Military Discipline...*, Londres, J. Millan, 1745, 140 p.

<sup>83</sup> Capitaine Robert Parker, *Memoirs of the Most Remarkable Transactions from 1683 to 1718...*, Dublin, Ewing, 1746, 215 p.

<sup>84</sup> D. Chandler, *op. cit.*, p. xviii.

<sup>85</sup> Les Anglais ne passeront au calendrier grégorien qu'en septembre 1752.

<sup>86</sup> « On the fatal eight of March died the great King William, whose name ought to be written in our British annals, in letters of gold. A prince whom Providence has raised up, not only to restore and support our Religion and Liberties in particular, but also to check the pride and ambition of Lewis the Fourteenth, who had combined with King James to enslave all Europe ». D. Chandler, *op. cit.*, p. 11.

## HISTORIOGRAPHIE

considère ainsi qu'à la mort de Charles II, « Louis XIV brisa tous les liens sacrés de la paix précédente »<sup>87</sup>. Les deux officiers s'accordent sur la cause du destin malheureux des Français et de leurs alliés : l'orgueil. La manifestation la plus évidente en serait selon eux l'attitude de Tallard à Blenheim, qui aurait décidé de laisser du temps aux escadrons anglais pour se former après le passage d'un ruisseau, comptant en faire passer un maximum pour en battre un maximum<sup>88</sup>. À cette occasion, Tallard est qualifié de « Français fier et hautain »<sup>89</sup> puis d'« homme infatué »<sup>90</sup>.

Le personnage central de ces campagnes reste le duc de Marlborough lui-même, célébré pour ses qualités militaires, mais également religieuses. Ainsi, notant que le général a communié le matin même de la seconde bataille d'Höchstädt entre les mains de son chapelain, Parker s'exclame : « Quel exemple de chrétien, et de héros ! »<sup>91</sup>. La valeur militaire et les qualités religieuses se reflètent toutes deux dans l'attitude de John Churchill au combat, particulièrement dans son calme sur le champ de bataille de Blenheim, mis en exergue par le brigadier général Kane : « Aucun général ne se conduisit jamais avec plus de calme dans son caractère, ni avec plus de présence d'esprit, que ne le fit le duc de Marlborough en cette occasion : il était partout où sa présence était nécessaire, sans peur du danger, ni sans la moindre précipitation, donnant ses ordres avec tout le calme imaginable »<sup>92</sup>. L'apport de ses homologues est largement négligé, même lorsqu'il s'agit du prince Eugène. Les décisions de Marlborough conditionnent le sort de l'Europe. Ainsi, Kane remarque à propos de la campagne de 1704 : « À moins que le duc ne réussît quelque chose d'extraordinaire alors qu'il était dans l'Empire, l'Électeur de Bavière allait finir par ceindre la couronne impériale, et alors toute l'Europe aurait dû se soumettre à lui et au roi de France »<sup>93</sup>.

---

<sup>87</sup> « Louis XIV broke through all the sacred ties of the late peace ». R. Kane, *op. cit.*, p. 30.

<sup>88</sup> D. Chandler, *op. cit.*, p. 38.

<sup>89</sup> « haughty proud Frenchman ». R. Kane, *op. cit.*, p. 49.

<sup>90</sup> « man infatuated ». *Ibid.*, p. 52.

<sup>91</sup> « A noble instance of the Christian and the hero ! » D. Chandler, *op. cit.*, p. 37.

<sup>92</sup> « No general did ever behave with more calmness of temper, and presence of mind, than did the duke of Marlborough on this occasion; he was in all places where his presence was requisite, without fear of danger, or in the least hurry, giving his orders with all the calmness imaginable ». R. Kane, *op. cit.*, p. 55.

<sup>93</sup> « Unless something extraordinary was done while the Duke was in the Empire, the Elector of Bavaria would at length carry the Imperial crown, and then all Europe must submit to him and the French king ». R. Kane, *op. cit.*, p. 47.

## HISTORIOGRAPHIE

Parmi les ouvrages historiques parus au cours même de la guerre, on peut remarquer le travail effectué par le comte Solaro della Margarita, qui commandait l'artillerie à Turin, et qui dès 1708 fit paraître son journal compilant soigneusement les diverses évolutions du siège<sup>94</sup>.

Enfin, le prince Eugène eut, lui aussi, l'honneur de bénéficier de biographies de son vivant. Il faut tout d'abord citer les *Batailles gagnées par le sérénissime prince François Eugène de Savoie*, imprimée à La Haye en 1720<sup>95</sup>. Elles sont rédigées par Jean Dumont, un protestant, français de naissance, qui rédigea des gazettes et pamphlets hostiles à Louis XIV en Hollande pendant la guerre de la Succession d'Espagne. Il fut également professeur de droit public et historiographe de l'Empereur Charles VI, qui le fit baron de Carlsroon. Cet ouvrage est richement illustré par les gravures de Jan Van Huchtenburg, artiste qui assista à certaines des batailles du prince<sup>96</sup>. Dumont pare bien entendu Eugène de Savoie de toutes les qualités. En ouverture de son chapitre sur la bataille de Turin se trouve la devise « *Veni, vidi, vici* », dont l'auteur n'hésite pas à dire qu'elle convient au prince, « autant ou mieux » qu'à César<sup>97</sup> ! Il assure ensuite que la conquête de la Lombardie qui suit la levée du siège représente la plus belle campagne vue depuis la conquête de l'Italie par Charlemagne<sup>98</sup>. L'œuvre de Dumont eut un grand succès, puisqu'elle fut réimprimée en 1725<sup>99</sup> ; d'autre part, une édition augmentée et étendue aux victoires de Marlborough fut publiée en trois volumes de 1729 à 1747<sup>100</sup>.

Le texte de Dumont fut largement réutilisé par les auteurs s'intéressant aux événements politiques et militaires du début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pierre Massuet n'hésita pas à en recopier de larges extraits dans sa *Vie du prince Eugène de Savoie*, parue à l'occasion du décès du

---

<sup>94</sup> La première édition en français date de 1708 : Giuseppe Maria, comte Solaro della Margarita, *Journal historique du siège et de la ville de Turin en 1706*, Amsterdam, P. Mortier, 1708, 165 p. Pour notre travail, nous avons préféré utiliser la cinquième édition, enrichie de divers documents : Giuseppe Maria, comte Solaro della Margarita, *Journal historique du siège et de la ville de Turin en 1706, avec le rapport officiel des opérations de l'artillerie*, Turin, Impr. royale, 1838, XIV-354 p.

<sup>95</sup> Jean Dumont, *Batailles gagnées par le sérénissime prince Fr. Eugène de Savoie sur les ennemis de la foi et sur ceux de l'empereur et de l'empire, en Hongrie, en Italie, en Allemagne et aux Pays-Bas, dépeintes et gravées en taille-douce par le Sr Jean Huchtenburg,.... avec des explications historiques par Mr J. Du Mont...*, La Haye, P. Husson, 1720, 132 p.

<sup>96</sup> Sur Jan Huchtenburg et ses relations avec le prince Eugène, voir *infra*, section 10.1.2.

<sup>97</sup> J. Dumont, *Batailles gagnées...*, *op. cit.*, p. 51.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>99</sup> Jean Dumont, *Batailles gagnées par le sérénissime prince Fr. Eugène de Savoie...*, La Haye, P. Gosse, 1725, 132 p.

<sup>100</sup> Jean Dumont, Jean Rousset de Missy, *Histoire militaire du prince Eugène de Savoie, du prince et duc de Marlborough, et du prince de Nassau-Frise, où l'on trouve un détail des principales actions de la dernière guerre et des batailles et sièges commandés par ces trois généraux... enrichie des plans nécessaires par M. Dumont, baron de Carelsroon,.... augmentée d'un supplément par M. Rousset*, La Haye, I. Van der Kloot, 1729-1747, 3 vol.

général<sup>101</sup>. Le même Massuet recycla son travail, ou plutôt sa compilation, cinq ans plus tard, quand il fit paraître l'*Histoire de l'empereur Charles VI*<sup>102</sup>. La mort du prince Eugène inspira d'autres historiens, comme Éléazar de Mauvillon, qui en 1740 publia à Amsterdam une *Histoire du prince François Eugène de Savoie*<sup>103</sup>. Le travail de Mauvillon – qui lui aussi s'appuyait sur les descriptions de Dumont – fut réédité à de nombreuses reprises tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle (en 1745, 1750, 1770 et 1790), preuve de l'intérêt constant que l'on porta au prince Eugène.

### 0.2. Le XIX<sup>e</sup> siècle : le temps des grandes éditions de sources

L'histoire des batailles de la guerre de Succession d'Espagne est encore dominée au XIX<sup>e</sup> siècle par le poids des vainqueurs. Ce siècle s'ouvre sur la première biographie française de Marlborough : elle est l'œuvre de l'abbé Du Tems, auteur d'une *Histoire de Jean Churchill, duc de Marlborough*, en 1805-1806, publiée par l'Imprimerie impériale, ce qui indique que cette œuvre était approuvée par le pouvoir impérial. La célébration d'un général anglais au début de l'Empire peut surprendre, l'auteur s'en explique en avançant que « ce grand capitaine se glorifioit d'appartenir par son origine à la nation française<sup>104</sup> ». Son objectif est pédagogique : « Quoique les François n'aient pas besoin de chercher hors de leur pays de grands maîtres dans l'art de vaincre, ils ne seront pas fâchés de pouvoir faire sous Marlborough l'apprentissage de l'art de la guerre [...] Ceux qui se destinent à la carrière des négociations trouveront également en lui un guide et un maître ; car il fut aussi grand homme d'État que grand capitaine »<sup>105</sup>. Le parallèle était ainsi directement tracé avec Napoléon.

En 1818-1819, William Coxe publie une vie de Marlborough qui sera la référence de tout le XIX<sup>e</sup> siècle, et qui est encore utilement consultée aujourd'hui<sup>106</sup>. Il exploite largement les lettres du duc conservées au *Blenheim Palace*, mais il ne peut pas mener à bien son projet

---

<sup>101</sup> Pierre Massuet, *Histoire de la dernière guerre et des négociations pour la paix, avec la Vie du prince Eugène de Savoye*, Amsterdam, L'Honoré, 1736, 2 vol.

<sup>102</sup> Pierre Massuet, *Histoire de l'empereur Charles VI*, Amsterdam, L'Honoré, 1741, 2 vol. Cet ouvrage fut réédité avec de légères modifications en 1742 et 1747.

<sup>103</sup> Éléazar de Mauvillon, *Histoire du prince François Eugène de Savoie*, Amsterdam, d'Arkstée et Merkus, 1740, 5 vol.

<sup>104</sup> J. F. H. Dutems, *Histoire de Jean Churchill, duc de Marlborough*, Paris, Impr. impériale, 1806, t. I, p. IV.

<sup>105</sup> *Ibid.*, t. I, p. XII.

<sup>106</sup> William Coxe, *Memoirs of John Duke of Marlborough with his original correspondence collected from the family record at Blenheim, and other authentic sources...*, Londres, Longman, Hurst, Rees, Orme & Brown, 1818, 3 vol.

## HISTORIOGRAPHIE

d'une édition complète de sa correspondance<sup>107</sup>. Un tel ouvrage doit attendre 1845 pour voir le jour, grâce au travail de Georges Murray, qui a découvert des correspondances inédites du duc au palais de Blenheim<sup>108</sup>. Les lettres de Marlborough sont écrites soit en anglais – quand il s'adresse à ses compatriotes –, soit en français.

Le livre de Murray peut compter au nombre des trois grands travaux d'édition de sources publiés à cette époque. On trouve en second les *Mémoires relatifs à la guerre de Succession d'Espagne sous Louis XIV*, publiés par le lieutenant général Pelet, le chef du dépôt de la Guerre<sup>109</sup>. Il a reproduit les travaux effectués sous la direction de son prédécesseur, le lieutenant général de Vault. Les neuf premiers volumes étudient chacun une campagne, de 1701 à 1709, puis les volumes 10 et 11 comprennent deux campagnes chacun, soit de 1710 à 1713. On s'y intéresse successivement aux fronts de Flandre, d'Italie, puis d'Allemagne, en négligeant les opérations d'Espagne. La première partie est constituée d'un récit détaillé des objectifs poursuivis et des opérations militaires, effectué en compilant la correspondance des généraux, du roi et de ses secrétaires d'État de la Guerre, Chamillart puis Voysin ; ce récit est entrecoupé de l'édition des lettres les plus importantes. La seconde partie, consacrée aux « pièces justificatives », retranscrit d'autres lettres (notamment de nombreux mémoires de Chamlay), des ordres de bataille, des tableaux d'officiers ou encore des accords de capitulation. Ce travail est tout à fait précieux pour avoir une vision d'ensemble des opérations sur tous les fronts. Mais il n'y a aucun regard critique sur les informations contenues dans les archives, et les lettres les plus accusatrices sont omises, ne paraissant pas devoir « mériter le plus de foi<sup>110</sup> ». En outre, l'ouvrage se contente de présenter linéairement opérations stratégiques et tactiques, sans se poser les questions des responsabilités dans le commandement, c'est-à-dire des processus de prise de décision. On peut faire les mêmes commentaires au sujet d'un ouvrage qui vient utilement compléter les dépouillements de Vault et Pelet : il s'agit de la *Relation du siège de Turin* par le général Mengin, qui a compilé, sous la forme d'un journal, toutes les opérations d'investissement de la ville<sup>111</sup>.

---

<sup>107</sup> H. L. Snyder, *op. cit.*, t. I, p. XVIII.

<sup>108</sup> Georges Murray, éd., *The Letters and Dispatches of John Churchill from 1702 to 1712*, Londres, Albermarle Street, 1845, 5 vol.

<sup>109</sup> Louis Pelet, François-Eugène de Vault, *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV : extraits de la correspondance de la cour et des généraux*, Paris, Impr. royale, 1835-1862, 12 vol. dont un de planches.

<sup>110</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 558.

<sup>111</sup> G. Mengin, *Relation du siège de Turin en 1706, rédigée d'après des documents originaux inédits*, Paris, Impr. Royale, 1832, 290 p. Mengin édite, sur une centaine de pages, les pièces les plus intéressantes de la correspondance des ingénieurs français.

## HISTORIOGRAPHIE

Enfin, c'est au Service d'histoire militaire des Archives impériales et royales (Abteilung für Kriegsgeschichte des k. k. Kriegs-Archivs) que revint la tâche d'éditer la correspondance d'Eugène de Savoie. Cette œuvre fut commencée en 1871 et publiée de 1876 à 1892 : Les *Campagnes du prince Eugène* ressemblent aux travaux de Vault et de Pelet, tout en se focalisant sur une période plus large, et en se concentrant sur un seul homme<sup>112</sup>. Les 20 volumes<sup>113</sup> s'étendent en effet des campagnes contre les Turcs, à partir de 1697, à celles de la guerre de Succession de Pologne jusqu'à 1735. La construction est assez similaire, puisque chaque tome est divisé en trois parties, la première s'appliquant à analyser la situation et à faire le récit des opérations, la seconde présentant les pièces justificatives – plans, tableaux, édition de lettres – la troisième partie étant l'édition exhaustive de la correspondance envoyée par le prince Eugène. La perspective est toutefois plus historique : les auteurs ont tenu à consacrer le premier volume à une présentation de la situation de l'Europe au temps du prince Eugène, du fonctionnement politique de ses différents pays, de la force et de la valeur de chaque armée... Si l'accent est mis sur le rôle du prince de Savoie-Carignan, les événements de tous les fronts de la guerre de Succession d'Espagne sont étudiés, de la Catalogne à la Hongrie. Il est significatif que cette œuvre s'appuie sur de riches dépouillements d'archives autrichiennes<sup>114</sup>, mais aussi sur une large bibliographie, incluant les *Mémoires militaires relatifs à la guerre de Succession d'Espagne*, les *Mémoires* publiés par Petitot et Monmerqué, les *Letters and Dispatches...* de Murray, les travaux de Quincy, de Dumont et de Coxe, ou encore les traités de Guignard et Feuquières. L'abondance de sources est au service d'un objectif plus large : au-delà d'un public de spécialistes de la guerre en quête de modèles, cet ouvrage est destiné à tous les historiens en quête de sources<sup>115</sup>. Dépassant la présentation linéaire des opérations, l'ouvrage veut remettre la guerre dans son contexte, en s'intéressant aussi bien aux causes politiques, à l'organisation de l'armée, aux facteurs géographiques, qu'aux techniques ou à l'«élément spirituel de l'armée, les généraux en chef et les commandants»<sup>116</sup>. Tout est toutefois centré autour de la personne du prince Eugène, qualifié par la dédicace du début de l'ouvrage de «héros de Zenta, d'Höchstädt, de Turin et de

---

<sup>112</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen. Nach den Feld-Acten und anderen authentischen Quellen...*, Vienne, Verlag des k. k. Generalstabes, 1876-1892, 23 vol.

<sup>113</sup> Sans compter un volume de table, et deux de planches.

<sup>114</sup> Outre les *kaiserliche und königliche Kriegsarchiv* (archives de la guerre), les auteurs ont dépouillé les *k.k. Cabinets-Archiv* (archives du cabinet), les *k.k. Haus-, Hof- und Staats-Archiv* (archives de la Maison, de la cour et de l'État), les *Archiv des k.k. Ministerium des Innern* (archives du ministère de l'Intérieur), les *k.k. Hofkammer-Archiv* (archives financières), la *Registratur des k.k. Reichs-Kriegsministerium* (enregistrement du ministère de la guerre), et la collection « Albertina » pour les cartes et plans.

<sup>115</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. I, p. III.

<sup>116</sup> « Geistige Element der Heere, Feldherren und Commandanten ». *Ibid.*, p. III.



## HISTORIOGRAPHIE

Belgrade »<sup>117</sup> – l’Autriche a besoin, au lendemain de sa défaite de Königsgratz/Sadowa, de héros, capables d’enthousiasmer l’armée et de remémorer à l’Empire sa grandeur militaire. La dédicace assigne très clairement une telle tâche à ce livre : « Puissent le peuple et l’armée, mus par ce souvenir, s’enthousiasmer devant des actions dont la dignité éclate chaque jour, dignes de notre éminente Maison royale, qui a exalté et exaltera les idées immuables du droit à travers les temps et les tempêtes, accomplissant la vocation de l’Autriche, accroissant la grandeur de l’Autriche »<sup>118</sup>.

À l’exaltation de la victoire en Autriche répond, dans la France de la fin du siècle, la dénonciation des défaites comme l’illustration des faiblesses de la monarchie. *Le Grand Dictionnaire universel* de Pierre Larousse, dont on connaît les sympathies républicaines<sup>119</sup>, accorde dix colonnes aux trois batailles d’Höchstädt (dont cinq pour celle de 1704) et deux à celle de Ramillies, Turin et Audenarde n’étant qu’évoqués. Les généraux français sont considérés comme des imbéciles présomptueux : « Tallard, Marsin et l’Électeur n’avaient jamais cru qu’on oserait les attaquer [...]. Leur ordre de bataille dénotait une négligence, sinon une incapacité remarquable »<sup>120</sup>. De même, au début des opérations, « Tallard restait inactif à la droite, ou s’agitait au hasard sans but déterminé »<sup>121</sup>. Villeroy représente une cible de choix : déjà qualifié « d’imbécile »<sup>122</sup> à propos d’Höchstädt, il est « présomptueux et incapable »<sup>123</sup> à Ramillies, et mal entouré : « Il n’y avait là que des chefs incapables, Villeroy à leur tête »<sup>124</sup>. C’est l’opportunité de dénoncer l’exercice du pouvoir par Louis XIV : « Il faut reconnaître que ce prince n’écoutait plus depuis longtemps déjà à cette époque que les inspirations de son orgueil et la faiblesse pour ses généraux courtisans »<sup>125</sup>.

La grande *Histoire de France* de Lavisse n’omet pas ces défaites. Le texte d’Alexandre de Saint-Léger, qui y traite de la politique extérieure et de la guerre à partir de

---

<sup>117</sup> « den Helden von Zenta, von Höchstädt, von Turin und Belgrad ». *Ibid.*, t. I, dédicace, non paginé.

<sup>118</sup> « Mögen Volk und Heer sich in solcher Erinnerung begeistern zu Thaten, würdig des glanzes jenes Tage, würdig unseres erlauchten Herrscher-Hauses, welchen die unvergänglichen Ideen des Rechts durch alle Stürme der Zeiten hochgehalten hat und hochhalten wird, erfüllend Österreichs Beruf, mehrend Österreichs Grösse ». *Ibid.*, t. I, dédicace, non paginé.

<sup>119</sup> Pascal Ory, « Le *Grand Dictionnaire* de Pierre Larousse », dans *Les lieux de Mémoire*, t. I, *La République*, dir. Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1984, p. 241. Louis XIV est chez Larousse une figure profondément négative, il est notamment dominé par « un seul sentiment, le plus méprisable de tous : l’égoïsme ».

<sup>120</sup> Pierre Larousse, dir., *Grand dictionnaire universel*, Paris, administration du "Grand dictionnaire universel", 1865-1890, t. IX, p. 321, col. 4

<sup>121</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 322, col. 1

<sup>122</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 321, col. 2

<sup>123</sup> *Ibid.*, t. XIII, p. 674, col. 1

<sup>124</sup> *Ibid.*, loc. cit.

<sup>125</sup> *Ibid.*, loc. cit.

## HISTORIOGRAPHIE

1685, dépend très largement du récit qu'en a fait Saint-Simon, reprenant sans les discuter ses affirmations sur le caractère des généraux<sup>126</sup>. Ses chiffres sont de même largement exagérés : il parle de 20 000 hommes qui demeurent à l'armée française, sur les 50 000 qui prennent part à la seconde bataille d'Höchstädt. Il est frappant de constater à quel point l'image d'un Marlborough volontariste face à des Hollandais apeurés avait traversé la Manche : « Marlborough voulait, comme toujours, l'offensive à fond et l'invasion de la France. Mais les généraux impériaux étaient jaloux de lui, et les Hollandais avaient peur de découvrir leurs frontières »<sup>127</sup>. Toutefois, les défaites s'expliquent moins par le talent du commandant anglais que par l'incapacité des généraux de Louis XIV. L'auteur note qu'après Audenarde « encore une fois, la retraite fut une déroute. Personne ne commandait »<sup>128</sup>. C'est par conséquent Louis XIV lui-même qui apparaît comme le responsable principal de cette situation : « Ce fut la très grande faute de Louis XIV d'avoir, au péril de l'État, soutenu des « vides » [c'est-à-dire les généraux ineptes] de cette espèce »<sup>129</sup>.

C'est sensiblement à la même période que sont parues les *Batailles françaises* du colonel Hardy de Périni<sup>130</sup>. Le constat le plus frappant est la place qu'il accorde aux affrontements du règne de Louis XIV : ils s'étendent sur trois des six tomes qui composent l'ouvrage, alors que ce dernier porte sur près de six cent ans d'histoire ! Après un exposé succinct de l'évolution des relations internationales et des différentes techniques du combat (armes et manœuvres), Hardy de Périni traite de toutes les campagnes et de tous les engagements de la guerre de Succession d'Espagne, même de ceux que l'on pourrait considérer comme mineurs. Nos quatre défaites sont donc évidemment évoquées. L'auteur cherche toutefois à disculper le plus possible les Français, à l'exception de La Feuillade et de Villeroy, qui sont irrécupérables. Il souligne que la bataille de Blenheim est voulue par l'Électeur malgré les réticences de Tallard et Marcin<sup>131</sup>. Il tente d'excuser les choix malheureux de Tallard : la mauvaise disposition des bataillons à la droite de l'armée est qualifiée de « temporaire, et qui aurait été modifiée pour la formation en bataille si on avait eu le temps de la prendre »<sup>132</sup>. Il préfère en outre insister sur les coups d'éclat des régiments français : à l'occasion d'une sortie sans suite effectuée par un régiment hors du village de

---

<sup>126</sup> Ernest Lavisse, *Louis XIV : histoire d'un grand règne, 1643-1715*, t. II, rééd. Paris, Tallandier 1978, p. 330.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 331.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 343.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 335.

<sup>130</sup> Colonel Édouard Hardy de Périni, *Batailles françaises*, Châteauroux, A. Majesté et L. Bouchardeau, 1894-1906, 6 vol.

<sup>131</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 123.

<sup>132</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 124.

Blenheim, il assure que « ce "coup de vaillance" de Royal indique ce qui serait advenu si les 27 bataillons et les 4 régiments de dragons inutilement entassés dans Blenheim avaient fait une vigoureuse contre-attaque... »<sup>133</sup>. La bataille d'Audenarde « n'était qu'un combat de rencontre, mal engagé, mais vaillamment soutenu »<sup>134</sup>.

Bien documenté, mais confiné à des détails, sans intérêt pour les mouvements profonds et les continuités historiques, puisqu'il saute d'affrontements en affrontements, un tel livre semble être l'archétype de l'« histoire-bataille » telle que va la dénoncer l'École des Annales. Il est de surcroît profondément orienté, puisque l'objectif affiché dès l'avant-propos par l'auteur, lui-même un militaire (colonel, il deviendra général) est de « vulgariser nos annales de guerre, à l'intention de l'armée et de la jeunesse de France »<sup>135</sup>. Il s'agit donc à la fois de fournir une culture stratégique et tactique, et de proposer un « précis d'histoire patriotique », à l'avant-veille du premier conflit mondial. Les *Batailles françaises* commencent en effet à Bouvines, puisque si les 1250 ans qui séparent Vercingétorix de Philippe-Auguste ont été marqués par des actions glorieuses, ce n'est qu'en 1214 que « le sentiment national a fondé la patrie française »<sup>136</sup>.

### 0.3. La guerre de Succession d'Espagne vue par le XX<sup>e</sup> siècle

Les premières années du XX<sup>e</sup> siècle sont marquées par une quatrième grande entreprise d'édition, qui peut se rapprocher, du point de vue de ses objectifs, de ses principes et de sa forme, des *Campagnes du prince Eugène*. Il s'agit d'un dépouillement des archives savoyardes concernant le siège de Turin<sup>137</sup>. Les dix volumes des *Campagnes de la guerre du Piémont, 1703-1706*, se divisent en trois parties : opérations militaires, diplomatie, miscellanées (vie quotidienne, aspects financiers, anecdotes...). Ils comportent à chaque fois une introduction présentant le contexte et les principales opérations, qui est suivie d'une édition minutieuse de toutes les sources piémontaises disponibles. Ce travail ne se concentre pas seulement sur la correspondance des généraux ou des diplomates, puisque des sources diversifiées sont recensées : tableaux d'évolution des prix des denrées à Turin pendant le siège, état des milices urbaines... Là encore, la parution de cet ouvrage historique, entamé par

---

<sup>133</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 127.

<sup>134</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 203.

<sup>135</sup> *Ibid.*, t. I, « avant-propos », non paginé.

<sup>136</sup> *Ibid.*, t. I, « avant-propos », non paginé.

<sup>137</sup> Deputazione sovra gli studi di storia patria, *Le campagne di guerra in Piemonte (1703-1708) e l'assedio di Torino (1706)*, Turin, fratelli Bocca, 1907-1933, 10 vol.

## HISTORIOGRAPHIE

la « délégation supérieure des études d'histoire de la patrie », répond à des objectifs politiques. Il s'agit de fêter dignement le bicentenaire de la victoire de Turin (le premier volume paraît en 1907), et de glorifier le jeune royaume d'Italie en évoquant l'un de ses événements fondateurs – en permettant au duc de Savoie de s'imposer dans la Péninsule, la victoire de Turin a posé un jalon décisif dans le regroupement politique de la nation italienne autour du Piémont. Ce travail d'édition de sources représente le pan scientifique des commémorations du bicentenaire, complétant ainsi les cérémonies dynastiques – tenues dans la basilique de Superga, mausolée des rois de Piémont, en présence de Victor-Emmanuel III – et de nombreux spectacles populaires<sup>138</sup>. C'est d'ailleurs au roi que l'ouvrage est dédié, comme « monument à la sagesse, à la vertu et au triomphe de son auguste ancêtre et de son peuple fidèle »<sup>139</sup>.

C'est toutefois en Angleterre que l'on va probablement constater le plus grand intérêt pour cette période. Dans les années 1930, George Macaulay Trevelyan dépeint le règne d'Anne d'Angleterre en trois volumes, dont les deux premiers portent les noms des deux grandes victoires de Marlborough, Blenheim et Ramillies. Blenheim apparaît comme le sommet du règne débutant, car l'œuvre de restauration militaire, de stabilité politique et d'instauration de relations diplomatiques menée sous la direction de la reine a comme objectif et comme effet cette bataille qui consacre l'échec des ambitions de Louis XIV, l'équilibre en Europe et la pérennité de la succession protestante : « Ce présent volume [...] a sa propre unité de mouvement et son propre paroxysme : tous les chemins en lui, de l'étranger et de l'intérieur, mènent à Blenheim »<sup>140</sup>. L'affrontement militaire surpasse en signification et en conséquences tous les autres événements politiques ou sociaux, et il résume à lui seul l'expansion anglaise future et la validité des valeurs nationales. Un tel travail n'est pas mené sans des arrière-pensées profondément patriotiques : Marlborough est le génie de l'Angleterre, comme Eugène est pour les *Feldzüge* celui de l'Autriche : « Une nation de cinq millions et demi d'habitants, qui a Wren pour architecte, Newton pour scientifique, Locke pour philosophe, Bentey pour savant, Pope pour poète, Addison pour essayiste, Bolingbroke

---

<sup>138</sup> Pier Massimo Prosoio, « Il ricordo », dans *Torino 1706. L'alba di un regno*, éd. R. Sandri Giachino, G. Melano, G. Mola di Nomaglio, Turin, ed. il Punto, 2007, p. 292.

<sup>139</sup> Deputazione sovra gli studi di storia patria, *Le campagne di guerra*, op. cit., t. I, dédicace, non paginé.

<sup>140</sup> « The present volume [...] has its own unity of movement and its own climax : all roads in it, foreign and domestic, lead to Blenheim ». Sir George Macaulay Trevelyan, *England under Queen Anne*, Londres, New York, Toronto, Longmans, Green, 1930-1934, t. I, p. v.

## HISTORIOGRAPHIE

pour orateur, Swift pour pamphlétaire et Marlborough pour gagner ses batailles, a la recette du génie »<sup>141</sup>.

Le travail de Trevelyan participe d'un mouvement de réhabilitation du général anglais, après les critiques très dures que les *Whigs* de la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle lui avaient portées, au nom de la morale. On avait dénoncé son avarice, sa corruption et sa soif de pouvoir personnel. Le plus acide de tous avait été T. B. Macaulay, le propre grand-oncle de Trevelyan. Marlborough ressemblait trop à un autre personnage, militaire victorieux de la France et homme politique réactionnaire, le duc de Wellington, dont l'autorité et le prestige personnel semblaient un danger pour le pouvoir représentatif anglais<sup>142</sup>.

Mais la plus magistrale réhabilitation vient du propre descendant de Marlborough, Winston Churchill. Le dixième duc de Marlborough, qui était son cousin, lui a réservé les archives du *Blenheim Palace*, en les refusant à G. M. Trevelyan<sup>143</sup>. W. Churchill réfute les accusations de trahison portées par Macaulay à l'encontre du duc, qui aurait fait échouer une opération anglaise à Brest en envoyant des renseignements à la Cour Jacobite de Saint-Germain en Laye<sup>144</sup>. La défense de Marlborough est également l'occasion de réhabiliter l'usage de la force dans les relations internationales face à un risque d'hégémonie : « Il y avait [en Europe] le danger que la suprématie d'une race et d'une culture sur toutes les autres fût imposée au monde par la force militaire »<sup>145</sup>, écrit-il dans le premier volume de sa biographie, qui ne paraît pourtant qu'en 1933. Le troisième tome, sorti en 1936, est encore plus explicite : « D'un autre point de vue essentiel, l'histoire que nous raconte ce volume offre pour nous aujourd'hui un intérêt particulier. Nous voyons la guerre mondiale d'une Société des Nations contre une monarchie militaire centralisée, puissante, avide de domination non seulement sur les territoires mais sur la politique et la religion de ses voisins. Nous voyons à leur point extrême la faiblesse et les défaillances égoïstes d'une coalition nombreuse... »<sup>146</sup>.

W. Churchill n'est pas le seul spécialiste de Marlborough à ressentir dans les années 1930 des similitudes entre sa propre époque et le début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Hilaire Belloc considérait lui aussi qu'il fallait réaliser l'unité entre Alliés contre un ennemi puissant. En tant que penseur militaire, Belloc soulignait que la sécurité anglaise dépendait de la capacité de

---

<sup>141</sup> « A nation of five and a half millions that had Wren for its architect, Newton for its scientist, Locke for its philosopher, Bentley for its scholar, Pope for its poet, Addison for its essayist, Bolingbroke for its orator, Swift for its pamphleteer and Marlborough to win its battles, had the recipe for genius ». *Ibid.*, t. I, p. VII.

<sup>142</sup> J. R. Jones, *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>143</sup> H. L. Snyder, *op. cit.*, t. I, p. XV.

<sup>144</sup> Sir Winston Churchill, *Marlborough, sa vie et son temps*, trad. fr. Paris, Robert Laffont, 1949-1951, t. I, p. 19.

<sup>145</sup> *Ibid.*, t. I, p. 16.

<sup>146</sup> *Ibid.*, t. III, p. 20.

## HISTORIOGRAPHIE

l'armée française à se défendre. Après l'effondrement de cette dernière en 1940, il prôna le renforcement des liens avec les États-Unis, dont les troupes semblaient à même de protéger la Grande-Bretagne<sup>147</sup>. Le lien est ainsi tracé avec la politique anglaise de la reine Anne, qui se battit contre son ennemi par l'intermédiaire des troupes continentales qu'elle finançait.

Après la Seconde Guerre mondiale, les études sur le personnage de Marlborough et sur ses batailles furent dynamisées par la décision prise en 1950 d'ouvrir largement les papiers du château de Blenheim à tous les chercheurs et étudiants dont le sérieux était garanti<sup>148</sup>. Elles furent également facilitées par les deux derniers travaux d'éditions de sources, qui vinrent compléter le travail de Murray. Les relations entre le duc anglais et Heinsius, grand pensionnaire de Hollande de 1689 à 1720, furent éclairées par l'édition de leur correspondance entreprise par Bert van T'Hoff en 1951<sup>149</sup>. Cette publication s'appuie sur les archives privées de Heinsius, où se retrouvaient les lettres de Marlborough, et les copies de celles que lui avait envoyées le Hollandais. Pour les premières toutefois, van T'Hoff a dû se contenter de transcriptions effectuées avant 1945, date à laquelle la reine Wilhelmine avait remis à Winston Churchill les originaux des lettres de son ancêtre, au nom du peuple hollandais, en reconnaissance de son rôle dans la libération des Pays-Bas<sup>150</sup>.

Henry L. Snyder a, quant à lui, souligné les lacunes du travail de Murray, qui s'était contenté d'éditer une quinzaine des lettres échangées entre John Churchill et Sidney Godolphin, Lord Trésorier anglais. C'est pourquoi il fit paraître en 1975 *The Marlborough-Godolphin Correspondence*, qui nous offre de nombreux renseignements sur les manœuvres politiques de ces deux personnages en direction du Parlement, mais aussi sur les opérations militaires du premier des deux protagonistes.

Si ces ouvrages sont à la disposition d'un public universitaire, les monographies consacrées à une bataille qui paraissent dans la même période comptent pour leur part sur un public « profane » intéressé par l'histoire militaire. De 1974 à 1976 sortent successivement trois livres sur la campagne de 1704 en Allemagne : *Blenheim*, de David Green<sup>151</sup>, *Blenheim* de Donald Fosten<sup>152</sup> et *The battle of Blenheim* de Peter Verney<sup>153</sup>. C'est encore cette bataille

---

<sup>147</sup> J. R. Jones, *op. cit.*, p. 4-5.

<sup>148</sup> H. L. Snyder, *op. cit.*, t. I, p. XVII.

<sup>149</sup> Bert van T'Hoff, éd., *The Correspondence, 1701-11, of John Churchill and Anthonie Heinsius*, Utrecht, Kemink en zoon, 1951, xx-640 p.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. XIII.

<sup>151</sup> David Bronte Green, *Blenheim*, Londres, Collins, 1974, 162 p.

<sup>152</sup> Donald Sylvestre Vincit Fosten, *Blenheim*, Londres, Almark Publishing, 1975, 48 p.

<sup>153</sup> Peter Verney, *The battle of Blenheim*, Londres, B. T. Batsford, 1976, 192 p.

## HISTORIOGRAPHIE

qui est abordée par Marcus Junkelmann, en 2000<sup>154</sup>. Ce panorama n'a rien d'exhaustif : la commémoration du tricentenaire voit encore d'autres publications<sup>155</sup>, et même le lancement d'une collection spécialement consacrée au capitaine-général britannique, les « *Battleground Marlborough* » ! Les autres victoires de Marlborough ont aussi fait l'objet de monographies : Ramillies sous la plume de James Falkner<sup>156</sup>, Audenarde sous celle d'Eversley Belfield<sup>157</sup>. Force est toutefois de constater la domination, dans l'historiographie et la littérature dites « grand public », un intérêt dominant vis-à-vis de Blenheim, considérée comme l'engagement qui permit à l'Angleterre d'affirmer son retour dans le cercle des grandes nations militaires européennes.

Au milieu de cette production éditoriale relativement abondante se dégagent, par le nombre et la qualité de ses travaux, les ouvrages de David Chandler, grand connaisseur par ailleurs de Napoléon, dont le général anglais apparaît comme le génial précurseur. À l'instar de Bonaparte pour la France, il fut le maître de la vie politique et militaire de l'Angleterre, et par conséquent de l'Europe, pendant la première décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'autre point commun entre les deux militaires serait leur conception de la bataille, supposée devoir mener à la destruction de l'armée adverse. Selon Chandler, si Marlborough n'a pas pu achever son œuvre – c'est-à-dire l'invasion de la France – ce serait à cause de la prudence, pour ne pas dire la lâcheté, des Hollandais. Ces derniers auraient restreint les talents de Marlborough en refusant régulièrement de commettre leur armée dans une bataille. Cette idée n'est pas neuve puisque John Fortescue notait déjà au début du siècle, avec lyrisme, que les historiens « ne connaissaient que l'épave de nombre des meilleures combinaisons de Marlborough, fracassées à l'entrée du port par les rochers de la stupidité hollandaise et de la suffisance allemande »<sup>158</sup>. Des brillantes victoires comme Blenheim, Ramillies ou Audenarde auraient pu se multiplier, si Marlborough n'avait pas été bloqué par de « véritables commissaires politiques [les députés des États Généraux], des généraux récalcitrants et des princes allemands égoïstes »<sup>159</sup>.

---

<sup>154</sup> Marcus Junkelmann, *Blenheim*, Londres, Theatrum belli, 2000, 485 p.

<sup>155</sup> Par exemple James Falkner, *Blenheim, 1704 : Marlborough's greatest victory*, Barnsley, Pen & Sword, 2004, 141 p. (*Battleground Marlborough*) ; ou encore David Chandler, *Blenheim preparation. The English Army on the march to the Danube : collected essays*, Staplehurst, Spellmount, 2004, xxviii-340 p.

<sup>156</sup> James Falkner, *Ramillies 1706 : year of miracles*, Barnsley, Pen & Sword, 2006, 144 p. (*Battleground Marlborough*)

<sup>157</sup> Eversley Belfield, *Oudenarde 1708*, Londres, C. Knight, 1972, 71 p.

<sup>158</sup> « We possess only the wreck of many of Marlborough's finest combinations, shattered, just as they were entering port, against the rocks of Dutch stupidity and German conceit ». John Fortescue, *A History of the British Army*, Londres, New York, Macmillan, 1899-1930, vol. 1, p. 590, cité par Jamel Ostwald, « The "decisive" battle of Ramillies, 1706 : prerequisites for decisiveness in Early Modern Warfare », dans *The Journal of Military History*, n° 64, juillet 2000, p. 652.

<sup>159</sup> « Veritable political commissars, recalcitrant generals, and selfish German princes ». David Chandler, *Marlborough as a military commander*, Londres, B.T. Batsford, 1973, p. 99.

## HISTORIOGRAPHIE

L'historiographie anglaise rend aussi hommage aux troupes britanniques, qui ont su vaincre l'armée que la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> considérait comme la meilleure d'Europe, lui ravissant la première place<sup>160</sup> – le rôle des troupes hollandaises ou impériales étant là encore relativement négligé. La période s'étendant de 1680 à 1740 mériterait ainsi d'être qualifiée d'« âge de Marlborough », considéré comme le plus grand chef de guerre depuis Condé et Turenne, et jusqu'à Frédéric II<sup>161</sup>. L'insistance des historiens anglais spécialistes de la guerre des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles sur ce seul personnage est telle que l'historien américain Jamel Ostwald utilise, pour les dénommer, l'expression de « Marlburian scholars »<sup>162</sup>.

Le dynamisme des recherches menées au sujet du duc de Marlborough ne doit pas nous faire oublier la qualité des études entreprises au sujet du prince Eugène. Dans les années 1960, Max Braubach publie l'ouvrage qui reste aujourd'hui un monument dans ce domaine, sa biographie du prince en cinq volumes<sup>163</sup>. Le général impérial a depuis fait l'objet d'autres monographies, aussi bien en allemand<sup>164</sup> ou en italien<sup>165</sup>, qu'en anglais<sup>166</sup> ou en français<sup>167</sup>. L'intérêt international porté à Eugène de Savoie – que l'on peut opposer à l'attention presque exclusivement britannique portée au duc de Marlborough – s'explique probablement par la carrière de ce général : né en France, il a servi en Italie et en Allemagne au profit de l'Autriche – tout en entretenant d'excellentes relations avec l'anglais Marlborough.

---

<sup>160</sup> « Over these years the British army earned the reputation of being the best in Europe ». Id., *The Oxford illustrated history of the British army*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1994, p. 70.

<sup>161</sup> Id., *The Art of Warfare in the Age of Marlborough*, New York, Londres, B. T. Batsford, 1976, p. 10.

<sup>162</sup> J. Ostwald, *art. cit.*, p. 651. Nous ignorons s'il est le premier à employer cette expression.

<sup>163</sup> Max Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen: eine Biographie*, Munich, Vienne, Oldenbourg, Verlag für Geschichte und Politik, 1963-1965, 5 vol.

<sup>164</sup> Franz Herre, *Prinz Eugen: Europas heimlicher Herrscher*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1997, 398 p.

<sup>165</sup> Ciro Paoletti, *Il Principe Eugenio di Savoia*, Rome, Stato maggiore dell'Esercito, Ufficio storico, 2001, vi-638 p.

<sup>166</sup> Nicholas Henderson, *Prince Eugen of Savoy. A biography*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1964, 320 p. (traduction française : *Le prince Eugène de Savoie*, Paris, Tallandier, 1980, 412 p.) ; Derek Mackay, *Prince Eugene of Savoy*, Londres, Thames and Hudson, 1977, 288 p.

<sup>167</sup> Henri Pigaillem, *Le prince Eugène (1663-1736) : le philosophe guerrier*, Monaco, [Paris], Éd. du Rocher, 2005, 298 p.



## SOURCES

### Sources

#### 0.4. État de sources

##### 0.4.1. Sources disponibles au Service historique de la Défense

L'essentiel des archives de l'histoire des armées françaises à partir du XVII<sup>e</sup> siècle est à consulter au Service historique de la Défense (anciennement Service historique de l'armée de Terre), lui-même héritier du Dépôt de la guerre. Installé à Vincennes, il conserve les archives des différents départements ministériels chargés des affaires militaires depuis cette période.

La série la plus riche de l'Ancien Régime y est incontestablement la série A, constituée de plus de 4 000 registres, qui regroupe essentiellement la correspondance du secrétaire d'État de la guerre avant 1792 – à l'intérieur de celle-ci, la sous-série A<sup>1</sup> est la plus volumineuse, avec 3 786 registres. Le volume de la correspondance s'est accru pendant les guerres de la fin du règne de Louis XIV, en raison du poids grandissant des bureaux, et surtout de l'extension de la taille des armées.

À l'intérieur de cette sous-série, les volumes sont numérotés de façon continue et chronologique, année après année. On peut toutefois à l'intérieur de chaque année diviser les registres en deux types : d'une part les « minutes », et d'autre part les « lettres reçues ». Les « minutes » sont les brouillons des lettres expédiées par le secrétaire d'État. Elles sont classées dans un ordre strictement chronologique, un registre couvrant en général un laps de temps de 15 jours ou un mois. Les registres des « lettres reçues » par le secrétaire d'État sont en revanche classés, au sein d'une même année, par théâtre d'opérations, puis par type de correspondant, enfin par ordre chronologique. Les théâtres d'opérations peuvent regrouper plusieurs armées : ainsi, le théâtre d'opérations « guerre d'Allemagne » regroupe les ordres aux armées de Tallard et de Marcin. Les registres sont en général assez volumineux, atteignant fréquemment 350 dépêches différentes, soit en moyenne 500 ou 600 feuilles. Certains sont en revanche beaucoup plus minces, comme le A<sup>1</sup> 1746, qui ne comprend que 90 pièces. L'inflation des lettres reçues lors des grandes manœuvres des campagnes, en printemps et en été, explique que les registres de « lettres reçues » couvrent des laps de temps très variables : ainsi, le seul registre A<sup>1</sup> 2080 conserve les six premiers mois de l'année 1708, tandis que A<sup>1</sup> 2081 concerne le seul mois de juillet de cette même année.

## SOURCES

Face à l'importance du nombre de volumes conservés, nous avons décidé de privilégier le dépouillement des « lettres reçues ». Leurs registres comprennent en effet fréquemment les copies des lettres envoyées par le roi et le secrétaire d'État, ce qui nous dispense de recourir aux minutes, sauf dans des cas exceptionnels. L'exploitation de la collection des « lettres reçues » offre également de nombreux avantages dont sont privées les « minutes ». On peut parcourir aisément le contenu des « lettres reçues » grâce à l'*Inventaire sommaire des archives historiques du ministère de la guerre*<sup>168</sup> – le principal instrument de recherche de la série A<sup>1</sup> –, qui énumère les principaux thèmes abordés dans chaque volume. En outre, en tête des volumes de « lettres reçues » sont disponibles une table des signataires et un sommaire résumant pour chaque lettre les problèmes abordés. Comme la fiabilité de ces sommaires n'est pas absolue, nous avons préféré pratiquer un dépouillement exhaustif des registres entourant les dates de nos quatre défaites. Les registres A<sup>1</sup> 1746, 1748, 1751, 1753, 1935 à 1937, 1962 à 1967, 1972, 2080 à 2082, ont ainsi été entièrement consultés. Nous nous sommes en revanche reporté aux indications des sommaires du début de chaque registre pour les mois d'hiver précédant la bataille, pour rassembler les considérations stratégiques sur la campagne à venir, les manœuvres diplomatiques à l'égard des Alliés et les rapports des espions français sur les relations entre les différents chefs de la coalition. Les registres des mois d'automne et d'hiver suivant les batailles conservent quant à eux des renseignements sur l'état moral et matériel des troupes, ainsi que sur les résultats d'éventuelles campagnes tardives menées par Marlborough, comme en 1704 ou encore en 1708. Enfin, nous avons utilisé l'*Inventaire sommaire* pour identifier des renseignements complémentaires dans des volumes que nous n'aurions pas pensé consulter<sup>169</sup>.

L'emploi des minutes est en revanche beaucoup moins aisé. Elles ne disposent pour la période de la guerre de Succession d'Espagne ni de sommaires ni même, dans l'*Inventaire sommaire*, d'un résumé des matières abordées dans chaque registre. Leur exploitation se serait ainsi trouvée plus longue, d'autant plus qu'elles ne sont pas classées par théâtre d'opérations ; et moins fructueuse, puisque les relations de marches, de batailles, les rapports sur l'état de l'armée ou les renseignements sur l'ennemi ne sont disponibles que dans les « lettres reçues », tandis que de nombreux ordres concernant des affaires particulières qui sont conservés dans les « minutes » ne concernent pas notre sujet.

---

<sup>168</sup> *Inventaire sommaire des archives historiques du ministère de la guerre. Archives anciennes, correspondance*, Paris, 1898-1930, 7 vol.

<sup>169</sup> Ainsi, le registre A<sup>1</sup> 1951 (Guerre d'Allemagne, 1706), contient au n°413 les réflexions du maréchal de Rosen faites à Chamillart à propos de la défaite de Ramillies.

## SOURCES

Les « lettres reçues », à l'intérieur d'une même zone d'opération, sont donc regroupées par type de correspondants, et le groupe principal est lui-même dénommé en fonction du nom du théâtre d'activité (guerre d'Allemagne, guerre de Flandre...). Ce groupe comprend la correspondance entre le roi, le secrétaire d'État, et les principaux officiers de l'armée : le ou les commandants en chef, les gouverneurs de places, le comte de Bergeyck (surintendant général aux Pays-Bas espagnols), les inspecteurs généraux de l'infanterie et de la cavalerie, le commandant de l'artillerie...

Ce groupe de correspondances est le plus riche en renseignements les plus divers. Les lettres des généraux nous indiquent les effectifs des armées qu'ils ont en charge, et leur valeur, les mouvements des différents corps, les objectifs visés... Elles nous éclairent aussi sur les relations qu'ils entretiennent avec leurs homologues, ou avec l'administration de la guerre. Elles sont certes fréquemment éditées dans les *Mémoires militaires...* de Pelet et de Vault, mais ces auteurs ont souvent tronqué, sans le signaler, les demandes de grâces que certains officiers généraux faisaient pour leurs subalternes. Ces demandes étaient alors considérées comme anecdotiques ; elles nous apparaissent aujourd'hui essentielles pour analyser le jeu des sanctions et des récompenses.

Nous pouvons également aborder les aspects diplomatiques, particulièrement les relations avec la Hollande, grâce aux lettres échangées entre Chamillart et Bergeyck, et entre Chamillart et le président Rouillé<sup>170</sup>.

Les lettres des gouverneurs de place sont tout aussi précieuses. Ces derniers entretiennent fréquemment un réseau de correspondants et d'espions au sein des villes et des armées ennemies. En outre, ils avertissent Versailles dès qu'ils ont connaissance du déclenchement d'une action, ce qui nous indique comment l'onde de choc d'une bataille se répand, avec son cortège de rumeurs et de démentis. Enfin, leurs lettres nous permettent de prendre conscience de l'état des fortifications des places dont ils ont la charge, et de celles dont ils font des inspections.

Un second groupe est constitué par la correspondance avec les intendants. C'est l'occasion de s'intéresser à des aspects moins opérationnels : l'approvisionnement des troupes, les phénomènes d'indiscipline et de désertion, mais aussi l'état d'esprit des populations civiles.

---

<sup>170</sup> Rouillé, président au Grand Conseil en 1694, est nommé en novembre 1704 chargé d'affaire près les Électeurs de Bavière et de Cologne.

## SOURCES

Un troisième groupe au sein des « lettres reçues » est formé par la réunion de « lettres d'officiers ». Ces dernières comprennent essentiellement des demandes de grâces personnelles, des récits d'événements heureux ou malheureux arrivés à un régiment en particulier, qui justifient une faveur exceptionnelle, ou encore des relations des différentes défaites assorties de considérations sur les réformes nécessaires à faire pour l'armée.

Nous devons enfin mentionner la richesse des volumes de lettres reçues par le duc du Maine, fils bâtard de Louis XIV, colonel général des Suisses, grand-maître de l'artillerie et colonel du régiment des carabiniers. L'importance de ce personnage explique le nombre des correspondants qui recherchaient sa protection. Les relations qu'il reçut, conservées dans des registres à part – A<sup>1</sup> 1988 pour les années 1705-1706, A<sup>1</sup> 2108 pour l'année 1708 – sont différentes de celles qui furent envoyées au roi ou à son secrétaire d'État. Il est possible que la parole ait été plus libre envers lui. En 1708, Du Rozel, le commandant de la seconde brigade des carabiniers<sup>171</sup>, explique ainsi au duc du Maine pourquoi il préfère s'adresser à lui, qui a toute l'affection du roi, qu'à ses propres chefs à l'armée de Flandres : « Vous demanderez, monseigneur, pourquoy je n'ay pas adressé mes parolles aux superieurs, à quoy je repondré qu'il est dangereux de s'ingerer de parler dans cette armée sans y estre appellé et qu'il ne convient pas icy de dire ce qu'on pense, à cause du ridicule que les courtisans qui obsedent les superieurs donnent à ceux qui en sçavent plus qu'eux »<sup>172</sup>. Si le volume concernant l'année 1706 s'est avéré assez décevant, celui de 1708 est tout à fait passionnant, présentant des récits généralement plus riches, plus variés et plus circonstanciés que ceux du groupe de correspondance principale, qui ne s'intéressent souvent qu'au rôle de l'infanterie à Audenarde. Les relations de Malplaquet envoyées en 1709 au duc du Maine furent d'ailleurs tellement complètes qu'elles constituèrent la matière principale du capitaine Sautai pour écrire son ouvrage sur cette dernière bataille<sup>173</sup>.

Nous avons utilement complété ces dépouillements par la consultation de la sous-série 1M, intitulée « Mémoires et reconnaissances ». Cette cote recouvre essentiellement des documents recopiés par les agents du Dépôt de la guerre, ou récupérés par des voies extraordinaires. Nous avons pu y trouver aussi bien des documents réglementaires sur

---

<sup>171</sup> Les carabiniers étaient organisés en cinq brigades, dont la taille équivalait à celle d'un régiment. Louis Susane, *Histoire de la cavalerie française*, reprod. [en fac simulé de l'éd. de Paris, 1874], Paris, C. Terana, 1984, t. I, p. 188-189.

<sup>172</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>173</sup> Capitaine Maurice Sautai, *La Bataille de Malplaquet, d'après les correspondants du duc du Maine à l'armée de Flandre*, Paris, R. Chapelot, 1904, XI-228 p.

## SOURCES

l'emploi de l'infanterie et de la cavalerie que des réflexions sur l'art de la guerre par des contemporains ou des récits d'opérations militaires.

Aux correspondances conservées dans la sous-série A<sup>1</sup> étaient souvent jointes d'autres pièces : états, cartes, plans, tableaux, ordres de bataille... Certaines sont restées jointes à la lettre d'origine. D'autres ont toutefois été classées dans différentes séries – la plupart des cartes ont ainsi été retirées de la série A sous le Second Empire, pour constituer « l'Atlas historique », coté L I B pour le règne de Louis XIV, le texte commentant la carte restant avec les correspondances. Ces pièces ont été utilisées au titre des sources iconographiques.

Le sort des états de perte régiments par régiments envoyés par les majors au secrétaire d'État reste en revanche obscur. Nous avons la preuve qu'ils étaient joints à certaines lettres<sup>174</sup>, mais ils ont été retirés de la série des correspondances.

Nous avons d'abord supposé qu'ils auraient pu être classés dans la série X, c'est-à-dire la série des archives administratives des unités et des états-majors, principalement dans les sous-séries X<sup>b</sup> (infanterie) et X<sup>c</sup> (cavalerie). Pour la période d'Ancien Régime, ces dossiers peuvent contenir des rapports d'inspection, des états de service des officiers du régiment... Les sondages effectués pour quelques régiments, dont la correspondance A<sup>1</sup> nous indiquait que des états de pertes avaient été envoyés, n'ont malheureusement rien donné. Ces archives ont peut-être disparu dans les campagnes de tri et d'élimination menées aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Une autre sous-série de la série X est toutefois riche en renseignements : il s'agit des registres classés sous la cote 2X<sup>Y</sup> : Invalides, 1670-1910. La première partie de ce fonds, versé au Service historique de la Défense dans les années 1970 par l'institution nationale des Invalides, est formée du registre d'inscription des pensionnaires, qui mentionne leur identité, leur âge, leur origine géographique et sociale, leur régiment et leur compagnie, la durée de leur service, et le motif de l'inscription : il s'agit bien souvent d'une blessure reçue à Blenheim, Ramillies, Turin ou Audenarde – on en précise ainsi la localisation et l'origine. De tels renseignements, que nous avons traités grâce à la constitution d'une base de données, peuvent intéresser aussi bien la reconstitution du déroulement des batailles – en déterminant quels régiments ont le plus souffert – que les techniques de combat et la violence de guerre,

---

<sup>174</sup> Du Plessis-la-Corée, major de la gendarmerie, envoie une lettre à Chamillart pour rendre compte des besoins de ses troupes. Il annonce qu'il joint à sa lettre un état des pertes subies, en hommes et en matériel, par la gendarmerie, mais ce papier a disparu. SHD AG, A<sup>1</sup> 1973, n°109, lettre de Du Plessis à Chamillart, camp de Fier le Grand près Maubeuge, 11 juin 1706.

## SOURCES

par l'étude des origines des blessures, qu'il s'agisse de coups de sabre, du recul d'un fusil ou d'un piétinement par des chevaux.

Nous avons décidé de dépouiller entièrement trois registres, qui couvrent la période juin 1701-avril 1712. Il est nécessaire de ne pas s'arrêter en 1708, car les blessés devaient souvent patienter avant d'être admis aux Invalides. Ils pouvaient également être reçus en raison de plusieurs blessures, ce qui explique que l'on trouve des victimes de Blenheim encore admises en 1708. Le fait de s'arrêter en 1712 offre pourtant des quantités de données suffisantes pour permettre un traitement statistique fiable. Nous avons en effet identifié 679 blessures différentes pour l'ensemble des quatre batailles – un même invalide pouvant avoir reçu plusieurs blessures.

Cette source doit toutefois être considérée avec précaution. En premier lieu, il ne s'agit que de blessés : les armes les plus meurtrières, comme la baïonnette, dont les coups sont plus fréquemment portés au ventre que sur les membres, sont sous-représentées, puisqu'elles blessent moins fréquemment qu'elles ne tuent. En outre, les blessures causées par les armes blanches sont plus faciles à soigner que celles des armes à feu, ce qui explique la grande représentation des coups de sabre. Deuxièmement, certains types de soldats sont sur-représentés aux Invalides. Cette institution, comme l'indique André Corvisier<sup>175</sup>, accueille les troupes d'élite, bénéficiant parfois du soutien direct du secrétaire d'État. Les corps réputés s'être bien battus bénéficiaient donc d'admissions plus importantes. Dans cette mesure, la base de données tirée des registres d'admission aux Invalides pour la période 1704-1712 sera aussi utile pour déterminer à qui est allée la faveur du roi après les défaites.

### 0.4.2. Autres fonds

Les dépouillements de fonds effectués au château de Vincennes ont été complétés par l'exploitation d'autres sources, qu'il s'agisse de documents officiels – reçus par le secrétariat d'État aux affaires étrangères ou par le trésor de l'extraordinaire des guerres – ou bien de correspondances et de mémoires privés conservés dans des bibliothèques patrimoniales.

---

<sup>175</sup> A. Corvisier, *op. cit.*, t. II, p. 792-793.

## SOURCES

### 0.4.2.1. *Archives du ministère des Affaires Étrangères*

Notons en premier lieu l'utilité des archives anciennes du ministère des Affaires étrangères, particulièrement la série de la « correspondance politique », c'est-à-dire les lettres échangées entre le secrétaire d'État des affaires étrangères et les agents de la France à l'étranger. C'est l'occasion d'observer l'évolution des relations entre les différents États, afin de comprendre comment l'outil militaire et l'outil diplomatique s'efforcent d'agir de concert, et comment les défaites de la guerre de Succession d'Espagne infléchissent les relations de la France et de ses adversaires. Nous avons exploité les correspondances échangées avec les agents situés en Bavière et auprès de l'Électeur (8 volumes pour cette période), en Angleterre (7 volumes), à Venise (4 volumes), en Autriche (2 volumes), dans le Milanais (2 volumes) et en Sardaigne (c'est-à-dire Savoie, 1 volume).

La série des dépêches avec l'Angleterre nous permet par exemple de constater les conditions de la captivité du maréchal de Tallard, qui entretient une correspondance aussi fournie avec le secrétaire d'État des affaires étrangères qu'avec son homologue de la guerre. Les nouvelles envoyées par des résidents français à Londres nous donnent l'état d'esprit de la population anglaise. La correspondance entre Torcy et les envoyés français auprès de Maximilien-Emmanuel, comme Ricous ou le président Rouillé, illustrent quant à elles les relations entre la France et l'Électeur de Bavière. Son intérêt est évident pour l'année 1704 ; elle est tout aussi riche de renseignements en 1706, puisqu'elle permet d'analyser les dissensions entre l'Électeur et Villeroy, et indique les opinions du Bavarois sur les fautes des différentes batailles. Enfin, ces lettres comprennent parfois des relations de combats, particulièrement de Blenheim, ce qui nous montre comment la seconde bataille d'Höchstädt est perçue à Vienne ou à Munich.

### 0.4.2.2. *Archives nationales*

Peu de fonds pertinents ont été identifiés aux Archives Nationales, à l'exception de la sous-série G<sup>7</sup>, qui correspond au contrôle général des finances. Nous y avons trouvé une demi-douzaine de volumes concernant le trésor général de l'extraordinaire des guerres, de 1704 à 1708 ; nous avons exploité par ailleurs des documents relatifs aux « Étapes et vivres des armées » (c'est-à-dire les marchés de fourniture de vivres : trois registres ont dépouillés) et aux comptes de l'artillerie (trois registres également).

## SOURCES

L'intérêt de ces documents pour étudier la logistique et les conditions de vie des armées en campagne est évident. Ils se sont également montrés extrêmement précieux pour analyser la façon dont étaient traités les soldats et officiers français captifs à l'étranger : c'était en effet à l'État français de fournir aux puissances détentrices les fonds destinés les à faire vivre. Le calcul des ressources nécessaires et la détermination des modalités de leur remise occasionnaient fréquemment des tensions entre les différents acteurs – c'est-à-dire une importante correspondance...

### *0.4.2.3. Bibliothèque nationale de France et autres bibliothèques patrimoniales*

Les recherches menées au sein des bibliothèques patrimoniales parisiennes ont été essentielles pour tenter d'appréhender l'atmosphère de la Cour aux lendemains des défaites. Les relations envoyées à leur famille par les officiers qui ont participé à la bataille, ou destinées à défendre un corps qui se sent attaqué, circulaient largement dans les semaines ou les mois suivant l'engagement. Certaines ont été compilées au sein de recueils conservés au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France. Cette dernière conserve en outre correspondance du duc de Vendôme, ainsi que les papiers du chevalier de Bellerive, concernant l'histoire des campagnes de Vendôme. Nous avons également consulté au département des manuscrits divers chansonniers, dont les compilateurs ont consciencieusement recueilli les chansons, poèmes et vaudevilles circulant à Versailles et à Paris au sujet des défaites et de ceux qui les avaient perdus. Nous avons identifié au total une cinquantaine de textes évoquant spécifiquement les défaites françaises, sous les cotes : BnF ms. fr. 12626, 12672, 12693, 12747, 12752 et 15129.

Au département des Estampes, nous avons principalement utilisé les pièces disponibles au département des Estampes de la BnF, dans la collection constituée par le baron Michel Hennin. Ce diplomate mort en 1863 avait rassemblé un ensemble de près de 15 000 pièces relatives à l'Histoire de France, de Clovis au Second Empire. Sa collection, donnée à la BnF après sa mort, ne compte pas moins de 400 pièces pour la période allant de 1704 à 1708. Cela recouvre des portraits, des scènes de cérémonies ou de fêtes, mais aussi des représentations de batailles ou des caricatures, imprimées à Nuremberg, Augsbourg, Londres, La Haye, ou Paris. Enfin, nous avons examiné les pièces du département des monnaies, médailles et antiques pour découvrir des jetons et médailles produits aussi bien par les Français que par les Alliés.



## SOURCES

Nous ne nous sommes pas contenté d'explorer les fonds de la BnF. Nous avons eu le bonheur de découvrir à la bibliothèque Mazarine la correspondance échangée entre Chamillart et Fumeron de 1701 à 1707. Ce dernier était, en 1704, commissaire ordonnateur de l'armée du Rhin. Dans le même registre est conservée une carte de la bataille de Blenheim, qui est la plus circonstanciée et la plus précise qu'il nous ait été donné de voir. Les recherches effectuées à la bibliothèque de l' Arsenal furent moins fructueuses, mais néanmoins intéressantes : nous y avons trouvé un « Eloge de monsieur le duc de Vendosme », la lettre d'Alberoni sur la bataille d'Audenarde, ainsi qu'une fausse lettre de Vendôme au roi sur le même sujet, et la liste chiffrée du partage des prisonniers de Blenheim entre Marlborough et le prince Eugène. Il nous faut enfin signaler que la même bibliothèque comporte dans ses fonds des copies, datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, des principales lettres de la correspondance entre Tallard, Marcin et Chamillart, au sujet des opérations de la campagne d'Allemagne de 1704.

Nous avons trouvé à la bibliothèque du musée Condé à Chantilly les papiers de Louis Le Coutellier, comte de Lisliers, qui avait rassemblé des matériaux pour l'histoire des campagnes de 1672 à 1713. Ce personnage aurait été, s'il faut en croire sa propre autobiographie, remarqué par le roi pour la qualité des cartes des campagnes de la guerre de Hollande qu'il avait réalisées<sup>176</sup>. Louis XIV lui aurait alors demandé de rédiger des mémoires sur toutes les campagnes de son règne, l'envoyant visiter le terrain des différentes batailles. Au début de la guerre de Succession d'Espagne, il écrivit des rapports sur l'état des places d'Italie, avant de servir effectivement sur ce théâtre d'opération<sup>177</sup>. Il se battit dans les Flandres en 1704. Il fut ensuite appelé par le roi pour rédiger des réflexions et des projets semblables à ceux que pourrait faire le sujet d'une puissance ennemie<sup>178</sup>. C'est ainsi qu'il servit pendant tout le reste de la guerre. Mais c'est le Régent qui le fit brigadier en 1719<sup>179</sup>. Lisliers nous a laissé de nombreux mémoires sur les questions diplomatiques, qui concernent malheureusement surtout les négociations de la fin du conflit, tout comme un dialogue imaginaire du prince Eugène et de Marlborough. Il est également l'auteur de récits des batailles de Blenheim, de Ramillies et d'Audenarde.

---

<sup>176</sup> Chantilly ms. 1027, « Memoire des services du comte de Lisliers, brigadier des armées du Roy... », p. 6-7.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 23-27.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 35.

## SOURCES

### 0.4.3. Sources imprimées

Qu'il nous soit permis de souligner, en préambule de cette section sur les sources imprimées, l'utilité et l'intérêt des bases de données de documents numérisés que nous avons eu l'occasion de consulter. S'il existe de très nombreuses ressources sur l'Internet, nous n'en retiendrons que trois. La première est sans aucun doute Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF, qui propose aussi bien des ouvrages imprimés de l'époque que des cartes, des plans ou des représentations de bataille – la collection Hennin, que nous avons déjà évoquée, est ainsi entièrement disponible en ligne. La seconde d'entre elles est le projet Google Books. Enfin, notre étude de la production littéraire et pamphlétaire britannique n'aurait pu être menée sans le recours à la base *Eighteenth Century Collections Online* (ECCO), qui offre un accès à un gigantesque corpus de textes anglo-saxons du XVIII<sup>e</sup> siècle : poèmes, sermons, manuels d'instruction militaire, livres d'histoire...

En ce qui concerne les périodiques, nous avons privilégié la consultation de journaux français. Ces derniers proposent des relations assez circonstanciées des batailles, à l'aide de renseignements précis et de données chiffrées. La *Clef des cabinets des princes de l'Europe* indique ainsi que le récit qu'elle fait de la bataille de Ramillies est appuyé sur les lettres de généraux et d'officiers des deux armées<sup>180</sup>. Ce journal cite également des épisodes mal connus, comme la mésaventure du régiment du roi à Ramillies, qui veut récupérer les havresacs que les soldats avaient laissés dans un village avant l'assaut, et qui se fait attaquer par la cavalerie ennemie alors que ses troupes se sont débandées<sup>181</sup>. Le *Mercur galant* indique le nombre exact et parfois l'identité des officiers et des soldats des troupes d'élites : gendarmes, cheveu-légers, ou encore mousquetaires. Son lectorat est en effet largement composé de nobles qui comptent souvent parmi les membres de leur famille des gens qui servent dans les compagnies de la Maison du roi ou de la Gendarmerie, véritables pépinières d'officiers.

Ces sources font toutefois preuve d'une flagrante partialité, chaque périodique cherchant à diminuer les pertes de son camp et à exagérer celles de l'adversaire<sup>182</sup>. Mais au-delà de leur manque d'objectivité – qui ne laisse personne dupe au XVIII<sup>e</sup> siècle –, le principal

---

<sup>180</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe ou Recueil historique et politique sur les matières du tems*, Luxembourg, juillet 1706, p. 35.

<sup>181</sup> *Ibid.*, juillet 1706, p. 38.

<sup>182</sup> Cf. *infra*, chapitre VIII.

## SOURCES

défaut des relations contenues dans les journaux est qu'elles cherchent à présenter un panorama général, en s'efforçant de ne pas choquer les lecteurs par des descriptions trop crues. Ces renseignements ne nous permettent donc guère de dépasser le simple établissement des faits, c'est-à-dire des effectifs présents ou perdus, et la description des manœuvres. On se tourne alors vers des récits écrits à la première personne, que l'on peut espérer plus personnels.

Les *Mémoires* de militaires sont en effet, pour cette période, relativement nombreux. Les maréchaux ou les grands nobles pour qui des *Mémoires* sont disponibles en sont pourtant rarement les auteurs : en réalité, un travail de compilation a été mené par des proches à la plume élégante. En outre, ce genre de texte ne décrit les batailles que de façon stéréotypée, et très impersonnelle, se contentant souvent d'en présenter les grands mouvements. La description de la bataille de Friedlingen dans les *Mémoires* de Villars est assez caractéristique : Villars, dont on sait qu'il a donné de sa personne pour rallier une infanterie apeurée, se contente de dire, à propos de l'assaut qui lui offre la victoire : « L'infanterie ennemie tira, la nôtre essuya le feu, chargea la baïonnette au bout du fusil, et après une forte résistance défit entièrement celle des ennemis, quoiqu'elle eût du canon »<sup>183</sup>. En revanche, ces textes sont en général très riches en renseignements concernant les relations qui existent entre les différents généraux. Les *Mémoires* de Berwick nous expliquent par exemple les raisons de son hostilité au duc de Vendôme<sup>184</sup>.

On pourrait supposer que l'absence de description de la réalité du combat est compréhensible dans les récits de personnages cherchant surtout à justifier et glorifier leur action, et dont l'activité politique ou diplomatique fut presque aussi importante que le rôle militaire. Pourtant, les sources anglaises, qui proposent des textes écrits par de personnes d'une moindre envergure, sont souvent assez décevantes. Le capitaine Parker, qui connaît les conditions dans lesquelles vit la troupe, préfère mettre en exergue l'action du duc de Marlborough, et s'attache ainsi beaucoup plus à décrire les grandioses manœuvres de son héros que son rôle propre, en tant que capitaine, dans la bataille.

Trois récits proposent pourtant une vision moins épurée du combat. La première est celle que fait le lieutenant général Alessandro, marquis de Maffei, de son rôle dans les différents affrontements auxquels il a participé, particulièrement la bataille de Ramillies – il n'est pas présent lors des autres batailles qui nous occupent. Il est par exemple le seul à

---

<sup>183</sup> C.-L.-H. de Villars, *op. cit.*, t. II, p. 24.

<sup>184</sup> Jacques de Fitz-James, duc de Berwick, *Mémoires du maréchal de Berwick*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, t. II, p. 121.

## SOURCES

évoquer, alors qu'il tente de défendre le village de Ramillies, l'emploi d'obusiers par les Alliés<sup>185</sup>. Son récit de l'affrontement de 1706 est d'autant plus intéressant que les relations de l'effondrement de la première ligne de défense du village manquent dans les sources françaises – cette ligne étant principalement défendue par des troupes étrangères au service des Électeurs de Cologne et de Bavière, qui n'avaient pas vocation à rendre compte de leur action auprès de l'administration française de la guerre. Le Service historique de la Défense ne conserve que des récits de la charge de la seconde ligne d'infanterie, et des relations des combats autour du village. Les écrits de Maffei, qui était situé à un poste-clef, permettent ainsi de s'interroger sur les départs de panique et la façon de les réprimer.

La ressemblance est frappante avec les descriptions de Jean-François-Martin de La Colonie qui, à quelques kilomètres de là, dans le village de Tavier, tente de rétablir l'ardeur de ses soldats. La Colonie est en effet particulièrement prolixe en ce qui concerne la psychologie des troupes, leur équipement, ou encore l'influence du terrain sur les techniques de combat. L'originalité des mémoires de La Colonie est peut-être due à une carrière militaire incontestablement inhabituelle. Né à Bordeaux, cadet à Charlemont, où il apprit les mathématiques et l'art de la poliorcétique, il participa aux principaux sièges de la guerre de la ligue d'Augsbourg : Namur, Charleroi, Huy, la défense de Namur, la prise d'Ath. Il atteignit, après la paix de Ryswick, le grade de capitaine. Sa carrière connut un coup d'accélérateur grâce à Ricous : il obtint la mission de se rendre en Bavière pour prendre le commandement d'un bataillon bavarois de grenadiers français. À la paix de Ryswick en effet, de nombreux soldats français « sortirent de France pour aller dans les autres royaumes, où la guerre n'étoit pas éteinte »<sup>186</sup>. Lorsque la nouvelle d'une guerre prochaine se diffusa, ils désertèrent pour rejoindre Munich, où se trouvait un ambassadeur français réputé donner des passeports pour rejoindre leur pays d'origine. L'affluence de tous ces hommes donna l'idée à Ricous d'en constituer un régiment théoriquement bavarois, mais secrètement à la solde de France – la Bavière n'était pas encore une alliée officielle. Deux objectifs essentiels étaient visés : augmenter la puissance bavaroise dans l'Empire et attacher plus fermement l'Électeur au royaume de France. Le marquis fut choisi pour être son lieutenant-colonel en raison de ses excellents états de service, de ses bonnes relations avec Ricous, et aussi pour ses

---

<sup>185</sup> Alessandro, marquis de Maffei, *Mémoires du marquis Maffei...*, traduits sur l'original italien par J.-F. Seguié, La Haye, J. Neaulme, 1740, t. II, p. 127-128. Cf. *infra*, chapitre V.

<sup>186</sup> Jean-François-Martin de La Colonie, *Mémoires de M. de La Colonie, maréchal de camp des armées de l'Électeur de Bavière...*, Bruxelles, aux dépens de la Compagnie, 1737, t. I, p. 136. Quand le passage n'a pas été coupé, nous donnons la référence de l'édition la plus accessible : Anne-Marie Cocula, éd., *Mémoires de M. de La Colonie...*, Paris, Mercure de France, 1992, p. 135.

## SOURCES

connaissances poliorcétiques<sup>187</sup>. La Bavière, faiblement défendue, manquait en effet d'ingénieurs : La Colonie fut employé à la défense du Schellenberg, de Rain, d'Ingolstadt, ce qui l'empêcha d'être à Blenheim. Le fait de diriger un corps de soldats expérimentés mais enclins au pillage le fit souvent désigner, lors des campagnes en Bavière, pour accomplir les tâches les plus difficiles. Ayant réussi à obtenir une retraite honorable pour revenir d'Ingolstadt au Rhin en 1704, il put être présent à Ramillies, Audenarde, Malplaquet et Denain. Il n'acquiesça toutefois pas sa célébrité pendant la guerre de Succession d'Espagne, mais grâce à son intervention décisive lors du siège de Belgrade contre les Turcs, toujours à la tête de troupes bavaroises. Ceci lui valut une médaille d'or à l'effigie de l'Empereur Charles VI et le grade de maréchal de camp des armées de l'Électeur.

Durant la guerre de la Succession d'Espagne, La Colonie se trouve donc à un niveau hiérarchique intermédiaire. Ce n'est pas le cas du comte de Mérode-Westerloo, le troisième de nos principaux témoins, qui est déjà lieutenant général lorsqu'il prend part à la bataille de Blenheim. Descendant d'une vieille famille ayant ses racines en Espagne, aux Pays-Bas et dans l'Empire, né à Bruxelles le 22 juin 1674, il se lança rapidement, malgré les réticences de sa famille, dans la carrière militaire<sup>188</sup>, choisissant la cavalerie. « Héros des escarmouches », comme il se définit lui-même<sup>189</sup>, il participa à quelques grandes batailles, principalement Luzzara et Blenheim, dans le camp français, ce que cet officier, qui avait combattu toute sa jeunesse contre la France, aurait eu du mal à imaginer quelques années auparavant. Déçu de ne pas avoir été choisi comme général de la cavalerie<sup>190</sup>, il passa dans le camp des Alliés – de ce côté-là non plus, il ne reçut pas le commandement en chef dont il rêvait. Il finit tout de même sa carrière comme vice-président du conseil aulique de la guerre à Vienne<sup>191</sup>.

Ce statut de transfuge, et sa déception de ne pas avoir pu se hisser au niveau des grands généraux, aiguës très finement sa langue. Aucun commandant ne trouve grâce à ses yeux, pas même Vendôme, indolent à Luzzara (d'autant plus critiqué que le duc l'a envoyé

---

<sup>187</sup> On ne donna un colonel à ce régiment, en la personne de Nicolas de Boismorel, que plus tard, à l'hiver 1702-1703. Il totalisa un maximum de six compagnies de 100 hommes, tous grenadiers. La constitution de ce régiment était en effet calquée sur celles des gardes de l'Électeur : les régiments devaient rassembler trois bataillons, dont le premier de grenadiers. Mais le sort des armes à la seconde bataille d'Höchstädt empêcha la France de recruter un plus grand nombre de déserteurs en Bavière, et le régiment ne compta jamais qu'un seul bataillon. J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 271-272 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 229.

<sup>188</sup> Jean-Philippe-Eugène, comte de Mérode-Westerloo, *Mémoires*, Bruxelles, Wahlen, 1840, t. I, p. 94

<sup>189</sup> E. von Elewyck, « Le Feld-Maréchal, comte de Mérode-Westerloo », *Revue des Belges*, novembre 1876, p. 300.

<sup>190</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 340.

<sup>191</sup> D. Chandler, *Military Memoirs*, *op. cit.*, p. XIII.

## SOURCES

combattre à la réserve<sup>192</sup>), ni Eugène, qui néglige d'envoyer un détachement de dragons sur les lignes de Mösskirch pour couper et détruire les armées françaises qui retraitent en 1704<sup>193</sup>, ni Marlborough qui refuse d'écouter ses avis lorsqu'il lui propose de s'ouvrir la route de Paris par Mons en 1706. Ainsi, malgré leur aigreur et leurs exagérations (David Chandler, qui n'imagine guère que l'on puisse critiquer Marlborough, parle de paranoïa<sup>194</sup>), les *Mémoires* de Mérode-Westerloo présentent un point de vue toujours original. L'autre aspect passionnant de ce texte est le souci du comte de présenter les perceptions d'un participant au combat. Il évoque la « puanteur » des champs de bataille après l'affrontement<sup>195</sup>, le bruit du feu qui avance ou qui recule, selon que les Français progressent ou sont repoussés<sup>196</sup>, ou encore le splendide spectacle des armées en marche en 1704<sup>197</sup>.

Une dernière source disponible pour appréhender le combat est la lecture des « manuels » d'art de la guerre, et des traités de stratégie. Ces derniers nous donnent des renseignements très précieux sur l'organisation de l'armée : les privilèges des différents corps, les fonctions précisément attribuées à chaque grade, l'uniforme et l'équipement de chaque troupe. Nous avons particulièrement consulté les ouvrages de Guignard<sup>198</sup>, de Feuquières<sup>199</sup>, et de Puysegur<sup>200</sup>, ainsi que le traité d'art militaire placé par le marquis de Quincy à la fin de son *histoire militaire* de Louis XIV<sup>201</sup>. Ce dernier, malheureusement assez concis, est peut-être celui qui décrit le mieux les évolutions des différentes formations d'infanterie et de cavalerie. Les écrits de Guignard sont les plus complets lorsqu'il s'agit d'évoquer les origines, l'équipement et le rôle des différents régiments. La présentation des façons de combattre de chaque type de troupes y semble toutefois assez dépassée au regard de ce qu'affirment les historiens sur l'art militaire au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Guignard nous donne ainsi la preuve de la persistance de nombreux archaïsmes dans les méthodes prônées par les officiers français pendant la guerre de Succession d'Espagne. Le contraste est frappant avec Puysegur, qui écrit

---

<sup>192</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 236.

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 325.

<sup>194</sup> D. Chandler, *Military Memoirs, op. cit.*, p. XIV.

<sup>195</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 243.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 302. Ceci sera développé dans le chapitre VI.

<sup>198</sup> Pierre-Claude de Guignard, *École de Mars ou mémoires instructifs sur toutes les parties qui composent le corps militaire en France ...*, Paris, Simart, 1725, 2 vol.

<sup>199</sup> Antoine de Pas, marquis de Feuquières, *Mémoires sur la guerre, où l'on a rassemblé des maximes les plus nécessaires dans les opérations de l'art militaire*, Amsterdam, F. Changien, 1731, XXIV-434 p.

<sup>200</sup> Jacques de Chastenot, maréchal de Puysegur, *L'art de la guerre par principes et par règles*, Paris, C.-A. Jombert, 1748, 2 part. en 1 vol. (196, 244 p.).

<sup>201</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II.

## SOURCES

vingt ans plus tard, et dont la façon de présenter les mouvements de chaque unité est beaucoup plus marquée par le souci de géométrisation du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si ce qu'il expose semble souvent un mouvement trop parfait pour des troupes au combat, ses descriptions n'en sont que plus claires, d'autant plus que des planches accompagnent son œuvre. Enfin, Feuquières est particulièrement utile pour connaître les fonctions et les activités de chaque officier.

L'essentiel des sources consultées a ainsi été trouvée au Service historique de la Défense, qui conserve tous les types de documents que nous avons pu employer : correspondances diplomatiques, mémoires, relations de batailles, et même estampes de batailles et extraits de gazettes étrangères. Les fonds du château de Vincennes représentent donc en quelque sorte les fondations de cette thèse de doctorat. Ces riches renseignements se devaient pourtant d'être croisés avec les informations tirées d'autres fonds manuscrits ou imprimés, afin de les compléter, de les enrichir, ou de les critiquer. La troisième partie de cette thèse, en particulier, a bénéficié de ces dépouillements supplémentaires.

## SOURCES

### 0.5. Sources manuscrites

#### 0.5.1. Service historique de la Défense, archives de la guerre

##### 0.5.1.1. Année 1704

- A<sup>1</sup> 1746 : Papiers du maréchal de Tallard, mai-août 1704, 90 pièces.
- A<sup>1</sup> 1747 : Papiers du maréchal de Tallard, 6 novembre 1703-8 mai 1704, 86 pièces  
[Ces papiers sont chronologiquement antérieurs aux précédents, mais les archivistes ont préféré ne pas modifier les cotes].
- A<sup>1</sup> 1748 : Guerre d'Allemagne. Armée de Bavière [campagne de l'Électeur et du maréchal de Marcin], 1<sup>er</sup> janvier-5 août 1704, 199 pièces.
- A<sup>1</sup> 1749 : Guerre d'Allemagne. Campagne du maréchal de Tallard, 2 janvier-15 juin 1704, 224 pièces.
- A<sup>1</sup> 1750 : Guerre d'Allemagne. Campagne du maréchal de Tallard, 16 juin-31 août 1704, 166 pièces.
- A<sup>1</sup> 1751 : Guerre d'Allemagne. Armée du maréchal de Marcin, 1<sup>er</sup> septembre – 31 décembre 1704, 285 pièces.
- A<sup>1</sup> 1753 : Guerre d'Allemagne. Intendance d'Alsace, juillet-décembre 1704, 355 pièces.
- A<sup>1</sup> 1756 : Guerre d'Allemagne. Campagne du maréchal de Villeroy, août-octobre 1704, 173 pièces.
- A<sup>1</sup> 1758 : Guerre d'Allemagne. Campagne du comte de Coigny, juillet-décembre 1704, 390 pièces.
- A<sup>1</sup> 1760 : Guerre d'Allemagne. Lettres de différents officiers, janvier-décembre 1704, 259 pièces.
- A<sup>1</sup> 1761 : Guerre d'Allemagne. Lettres de différents officiers, janvier-décembre 1704, 451 pièces.
- A<sup>1</sup> 1794 : Mémoires et pièces diverses (notamment ordres de bataille des armées du roi à Höchstädt le 18 (*sic*) août, plan de cette bataille, état nominatif des pertes), 1703-1705, 53 pièces.



## SOURCES

### 0.5.1.2. *Année 1706 – Pays-Bas espagnols*

- A<sup>1</sup> 1933 : Minutes des lettres du roi et du ministre, janvier-décembre 1706, 619 folios.
- A<sup>1</sup> 1935 : Guerre de Flandre, janvier-mars 1706, 312 pièces.
- A<sup>1</sup> 1936 : Guerre de Flandre, avril-mai 1706, 264 pièces.
- A<sup>1</sup> 1937 : Guerre de Flandre, juin 1706, 325 pièces.
- A<sup>1</sup> 1938 : Guerre de Flandre, juillet 1706, 387 pièces.
- A<sup>1</sup> 1939 : Guerre de Flandre, août-septembre 1706, 418 pièces.
- A<sup>1</sup> 1941 : Guerre de Flandre. Intendants, janvier-juillet 1706, 394 pièces.
- A<sup>1</sup> 1942 : Guerre de Flandre. Intendants, août-décembre 1706, 379 pièces.
- A<sup>1</sup> 1943 : Guerre de Flandre. Lettres de différents officiers, janvier-juin 1706, 606 pièces.
- A<sup>1</sup> 1946 : Guerre de Flandre. Lettres de différents officiers, novembre-décembre 1706, 412 pièces.
- A<sup>1</sup> 1949 : Guerre d'Allemagne, campagne du maréchal de Villars, août-décembre 1706, 192 pièces : n°40, « copie de la lettre des officiers de Navarre prisonniers de guerre à Donavert le 2<sup>e</sup> aoust 1706 ».
- A<sup>1</sup> 1951 : Guerre d'Allemagne, avril-juin 1706, 422 pièces : n°413, réflexions du maréchal de Rosen à Chamillart à propos de la défaite de Ramillies, s.l., 29 juin 1706.
- A<sup>1</sup> 1988 : Supplément. Lettres de différents officiers au duc du Maine, 1705-1706, 145 pièces.

### 0.5.1.3. *Année 1706 – Italie*

- A<sup>1</sup> 1960 : Guerre d'Italie, janvier-février 1706, 348 pièces.
- A<sup>1</sup> 1961 : Guerre d'Italie, mars-avril 1706, 401 pièces.
- A<sup>1</sup> 1962 : Guerre d'Italie, mai-juin 1706, 316 pièces.
- A<sup>1</sup> 1963 : Guerre d'Italie, juillet-août 1706, 314 pièces.
- A<sup>1</sup> 1964 : Guerre d'Italie, septembre-décembre 1706, 401 pièces.
- A<sup>1</sup> 1965 : Guerre d'Italie. Intendance de l'armée, 1706, 273 pièces.
- A<sup>1</sup> 1966 : Guerre en Piémont, janvier-septembre 1706, 505 pièces.
- A<sup>1</sup> 1967 : Guerre en Piémont, octobre-décembre 1706, 281 pièces.
- A<sup>1</sup> 1968 : Guerre en Piémont, Dauphiné et Savoie (gouverneurs et autres correspondants des places frontalières ou des villes suisses), 1706, 584 pièces.
- A<sup>1</sup> 1971 : Intendance de Piémont, Dauphiné & Savoie, janvier-avril 1706, 263 pièces.

## SOURCES

- A<sup>1</sup> 1972 : Intendance de Piémont, Dauphiné & Savoie, mai-décembre 1706, 384 pièces.  
A<sup>1</sup> 1973 : Guerre en Piémont. Comté de Nice, 1706, 386 pièces.  
A<sup>1</sup> 1975 : Turin, 1706. Officiers, ingénieurs, janvier-septembre 1706, 136 pièces.  
A<sup>1</sup> 1988 : Supplément. Lettres de différents officiers au duc du Maine, 1705-1706, 145 pièces.

### 0.5.1.4. Année 1708

- A<sup>1</sup> 2080 : Guerre de Flandre, janvier-juin 1708, 340 pièces.  
A<sup>1</sup> 2081 : Guerre de Flandre, juillet 1708, 347 pièces.  
A<sup>1</sup> 2082 : Guerre de Flandre, août 1708, 350 pièces.  
A<sup>1</sup> 2085 : Guerre de Flandre. Intendances de Lille et de l'armée, janvier-décembre 1708, 420 pièces.  
A<sup>1</sup> 2086 : Guerre de Flandre. Intendance de Dunkerque, janvier-décembre 1708, 359 pièces.  
A<sup>1</sup> 2108 : Supplément. Lettres de différents officiers au duc du Maine, janvier-décembre 1708, 234 pièces.

### 0.5.1.5. Mémoires et reconnaissances

- 1M 124 : Allemagne, Italie, Espagne, Irlande, expéditions diverses.  
1M 250 : Documents généraux.  
1M 1701 (1) : Infanterie et armées en général. Organisation et tactique, 1589-1732.  
1M 1725 (25) : Cavalerie.  
1M 1726 (26) : cavalerie.  
1M 2375 : Mémoires sur la guerre, xvii<sup>e</sup>- xviii<sup>e</sup>.

### 0.5.1.6. Archives administratives

- 2Xy 14 : Registres des Invalides, 3 juin 1701 – 31 octobre 1704  
2Xy 15 : Registres des Invalides, 7 novembre 1704 – 30 décembre 1707  
2Xy 16 : Registres des Invalides, 6 janvier 1708 – 29 avril 1712

### 0.5.1.7. Atlas historique

## SOURCES

L I B : Plans, cartes et estampes diverses principalement tirés des volumes de correspondance entre la Cour et les généraux.

### 0.5.2. Archives du ministère des Affaires étrangères, correspondance politique

#### 0.5.2.1. Angleterre

216 : Correspondance des agents secrets à Londres, 1704, 269 folios.

217 : Lettres et mémoires échangés entre Torcy et différents correspondants (notamment un mémoire de Tallard sur ses conversations avec Marlborough de janvier 1705), 320 folios.

220 : Correspondance des agents secrets à Londres, 1706, 367 folios.

221 : Lettres et mémoires échangés entre Torcy et différents correspondants, 1706-1707, 537 folios.

224 : Correspondance des agents secrets à Londres, janvier-juin 1708, 315 folios.

225 : Correspondance des agents secrets à Londres, juillet-décembre 1708, 289 folios.

226 : Lettres et mémoires échangés entre Torcy et différents correspondants, 1708, 363 folios.

#### 0.5.2.2. Autriche

85 : Varia, 1704, notamment des relations de la bataille d'Höchstädt, ordre de bataille des armées alliées à cette bataille, 329 folios.

86 : Varia, 1706, notamment des relations de la bataille de Ramillies, copies du ban émis à l'encontre des Électeurs, 436 folios.

#### 0.5.2.3. Bavière

48 : Correspondance entre la Cour et Ricous, à Munich et à l'armée bavaroise, 19 novembre 1702-25 août 1704 ; lettres de Monasterol, de Maximilien-Emmanuel, 1703-1704, 588 folios.

49 : Correspondances entre la Cour et Maximilien-Emmanuel au Pays-Bas, entre la Cour et le président Rouillé, chargé d'affaires près l'Électeur, 1704, 246 folios.

## SOURCES

- 50 : Correspondance entre la Cour, Ricous, Maximilien-Emmanuel, Marcin et le président Rouillé, articles conclus entre la France et la Bavière (18 août 1704), relations d'Höchstädt, 1704-1705, 507 folios.
- 51 : Instructions au président Rouillé, correspondance entre la Cour, le président Rouillé et l'Électeur, 1704-7, 507 folios.
- 55 à 57 : Correspondance entre la Cour et le président Rouillé, 1706, 296-282-199 folios.
- 58 : Correspondance entre la Cour, le président Rouillé et l'Électeur, 1706-7, 494 folios.
- Suppl. 2 : Divers mémoires et correspondances, 1687-1714, 404 folios.

### 0.5.2.4. *Milanais*

- 17 : correspondances diverses entre Chamillart, Vaudémont et Vendôme, relations de la bataille de Calcinato, 1706, 373 folios.
- Suppl. 2 : Relations de la bataille de Calcinato, nouvelles diverses, journal de la campagne de 1706 rédigé par un officier du régiment de la Marine, 1549-1722, 532 folios.

### 0.5.2.5. *Sardaigne (i.e. duché de Savoie)*

- 115 : Armée de Piémont et de Nice. Mémoires politiques et militaires, 1705-1709, 346 folios.

### 0.5.2.6. *Venise*

- 146-149 : Correspondance avec l'abbé de Pomponne et documents divers, 1706, 324, 303, 280 et 347 folios.

## 0.5.3. Archives nationales

AN G<sup>7</sup> : Contrôle général des finances

G<sup>7</sup> 1774-1788 : Correspondance des trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres et des autres trésoriers des guerres, 1665-1715. Dont :

G<sup>7</sup> 1776 : extraordinaire des guerres de 1704, 507 pièces.

G<sup>7</sup> 1778 : extraordinaire des guerres de 1706, 344 pièces.

G<sup>7</sup> 1781 : extraordinaire des guerres de 1707, III, 117 pièces.

## SOURCES

G<sup>7</sup> 1784 : extraordinaire des guerres de septembre-décembre 1709, 347 pièces.

G<sup>7</sup> 1786 : extraordinaire des guerres de 1710, 412 pièces.

G<sup>7</sup> 1788 : extraordinaire des guerres de 1713 à 1715, 297 pièces.

G<sup>7</sup> 1790 : Artillerie, 1704, 236 pièces

G<sup>7</sup> 1793 : Artillerie, 1703 à 1707, 442 pièces

G<sup>7</sup> 1794 : Artillerie, 1703 à 1707, 454 pièces

G<sup>7</sup> 1803 : Étapes et vivres des armées, 1703-1705, 371 pièces.

G<sup>7</sup> 1804 : Étapes et vivres des armées, 1706-1707, 308 pièces.

G<sup>7</sup> 1805 : Étapes et vivres des armées, 1708-1709, 472 pièces.

### 0.5.4. Bibliothèques patrimoniales

#### 0.5.4.1. *Bibliothèque nationale de France : département des Manuscrits*

Ms. fr. 5561 : « Recueil de lettres... ».

Fol. 56r-57v : « Copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie, sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet... octobre 1704 ».

Fol. 58r-60v : « Relation de la bataille d'Hoctet...en 1704 ».

Fol. 62r-70v : « Relation hollandaise de la bataille de Plintheim ... le 13<sup>e</sup> aoust 1704... ».

Ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, [XVIII<sup>e</sup> siècle], 156 pages et 234 feuillets.

Ms. fr. 11246 : Lettres du duc de Vendôme (1696-1711), 211 feuillets.

Ms. fr. 11247 : Recueil de pièces relatives aux campagnes du duc de Vendôme de 1694 à 1711, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 126 feuillets.

Ms. fr. 12 372 : « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), [1708-1710], 531 pages.

Ms. fr. 12626 : Chansonnier de Maurepas, 1706-1710, 551 pages.

Ms. fr. 12672 : Recueil de chansons anecdotiques, satyriques et historiques, 1705-1708, 481 et XLV p.

## SOURCES

- Ms. fr. 12693 : Chansonnier dit de Clairambault : chansons historiques, critiques et chronologiques, 1702-1706, 503 pages.
- Ms. fr. 12747 : « Recueil des chansons historiques sous le règne du roi Louis XIV », t. I, XVIII<sup>e</sup> siècle, 144 feuillets.
- Ms. fr. 12752 : « Recueil de chansons historiques du tems, sous le règne de Louis XIV », t. II, XVIII<sup>e</sup>, papier, 611 pages.
- Ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie, 255 feuillets.
- Ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. V : campagne des Flandres, 303 feuillets.
- Ms. fr. 14177-8 : Correspondance du duc de Vendôme, 1693-1711 : copies de la main du chevalier de Bellerive, 377 et 504 feuillets.
- Ms. fr. 15129 : Recueil de chansons choisies [en vaudeville], pour servir à l'histoire anecdote, depuis 1600 jusque... 1744, 1705-1709, 463 pages.
- Ms. fr. 20866 : Recueil de copies de pièces concernant l'histoire de France, 609 feuillets.
- Fol. 288r – 293 r : « Lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies [1706] ».
- Fol. 294v-295r : « Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 1708 ».
- Ms. fr. 23323 : « Recueil de lettres, de relations de combats, de listes d'officiers et de nouvelles de toutes sortes relatives à l'histoire militaire de Louis XIV, 1674-1706 », 265 feuillets.
- Fol. 200r-203v : Relation de la bataille de Blenheim par Du Plessis-la-Corée, 1704.
- Fol. 204r-205v : « Lettre écrite à M. de Chamillart par un officier de gendarmerie [sur la bataille de Blenheim, 1704] ».
- Fol. 210r-211v : Promotion des officiers généraux du 26 octobre 1704.
- Fol. 229r-243v : « Relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 ».
- Fol. 244r-248v : « Relation de la bataille de Ramilly, au camp sous Menin ce 2 juin [1706] ».
- Fol. 248r-252r : Lettres des Gardes du corps sur la bataille de Ramillies [1706].
- Fol. 253r-256v : « Apologie des Gardes du corps [sur la bataille de Ramillies, 1706] ».

## SOURCES

### 0.5.4.2. *Bibliothèque nationale de France département des Estampes*

Collection Michel Hennin. Estampes relatives à l'Histoire de France

Tome 78, pièces 6886-6955, période : 1704

Tome 79, pièces 6956-7040, période : 1705-1706

Tome 80, pièces 7041-7113, période : 1706

Tome 81, pièces 7114-7193, période : 1707-1708

Tome 170, pièces comprises entre les numéros 82 et 14791, période : 1350-1844

Tome 171, pièces comprises entre les numéros 291 et 14787, période : 1640-1843

Tome 172, pièces comprises entre les numéros 331 et 14303, période : 1643-1824

### 0.5.4.3. *Bibliothèque nationale de France département des Monnaies, médailles et antiques*

Jetons de l'Artillerie

Jetons de l'Extraordinaire des guerres

Jetons de l'Ordinaire des guerres

Jetons du Trésor royal

Collections étrangères : Angleterre, Hollande, Autriche

### 0.5.4.4. *Bibliothèque Mazarine*

2301 : Correspondance du s<sup>r</sup> de Fumeron avec M. Chamillart et avec M. Le Pelletier, 1701-1707.

### 0.5.4.5. *Bibliothèque de l'Institut, ancien et nouveau fonds*

562 : « Recueils ou miscellanées, contenant diverses histoires et remarques sur les Jésuites, sur les affaires de la Constitution et celles de la Cour ».

Fol. 29 : « inscription du monument commémoratif de la bataille de Blenheim, 13 août 1704 ».

## SOURCES

### 0.5.4.6. *Bibliothèque de l'Arsenal*

- 2738 : « Recueil de pièces » : p. 37-99 [p. 74], « Eloge de monsieur le duc de Vendosme », s.d., s.l.
- 3307 : « Recueil de Fevret de Fontette » : fol. 310r-313r, extraits du « Théâtre du monde, contenant des nouvelles historiques et politiques », septembre 1704.
- 3329 : « Recueil de pièces manuscrites en vers et en prose sur l'histoire, et les événements de la Cour, et des grands hommes de ce temps... ».
- Fol. 4r-5r : « Lettre de M. le duc de Vendosme au Roy. De Gand le X, à X heures du matin ».
- Fol. 6r-7v : lettre d'Alberoni, sans adresse, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.
- 4405-4410 : Copies de lettres extraites de la correspondance entre la Cour et les généraux pendant la campagne d'Allemagne de 1704, XVIII<sup>e</sup> siècle.

### 0.5.4.7. *Bibliothèque du musée Condé à Chantilly*

- 965-973 : Matériaux rassemblés par Louis Le Coustellier, comte de Lisliers, pour l'histoire des campagnes de 1672 à 1713, XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 970 (t. VI) : Flandre et Allemagne, 1702, 1703 et 1704, 321 feuillets.
- 971 (t. VII) : Flandre, Allemagne, Espagne et Italie, 1705, 1706 et 1707, 234 feuillets.
- 972 (t. VIII) : Flandre, 1708, 1709, 1710, 308 feuillets.
- 979 : Recueil factice de vingt-neuf pièces militaires, de 1676 à 1713, rassemblées par le comte de Lisliers, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 87 feuillets : fol. 46r-50v, lettre du duc Bourgogne au roi, camp de Lede, 7 juillet 1708.
- 1004 : Quinze mémoires du comte de Lisliers sur les opérations présentes et futures en Flandre, Allemagne et Italie, XVIII<sup>e</sup> siècle, 105 feuillets.
- 1005 : Neuf mémoires du comte de Lisliers sur les mêmes sujets, XVIII<sup>e</sup> siècle, 148 feuillets.
- 1007 : Dialogue entre le prince Eugène et Marlborough, par le comte de Lisliers, XVIII<sup>e</sup> siècle, 20 feuillets.
- 1027 : « Memoire des services du comte de Lisliers, brigadier des armées du Roy... », XVIII<sup>e</sup> siècle, 80 feuillets.



## SOURCES

### 0.6. Sources imprimées

Nous avons considéré comme sources imprimées tout les documents publiés avant 1800. Nous avons fixé l'ordre des rubriques en fonction de la distance temporelle entre l'événement et l'écriture du document. En premier lieu viennent naturellement les gazettes et périodiques, puis les éditions de correspondances des dirigeants politiques ou militaires contemporains. Elles sont suivies par les mémoires et journaux, qui peuvent avoir été écrits immédiatement à la suite des défaites, ou après coup.

Enfin, trois autres types d'ouvrages cherchent moins à décrire qu'à expliquer le déroulement des opérations : les libelles et chansons ; les ouvrages historiques contemporains ; les traités militaires.

#### 0.6.1. Gazettes et autres publications périodiques

*Clef du Cabinet des princes de l'Europe ou Recueil historique et politique sur les matières du tems*, Luxembourg, 1704-1708.

*Gazette ou recueil des nouvelles ordinaires et extraordinaires, relations et récit des choses avenues, tant en ce royaume qu'ailleurs*, Paris, 1704-1708.

*Mercur galant, dédié à monseigneur le Dauphin*, Paris, 1704-1708.

#### 0.6.2. Éditions de correspondances

BOISLISLE (Arthur MICHEL de), *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants des provinces...*, Paris, Impr. nationale, 1874-1897, 3 vol.

BOURGOGNE (Louis, duc de), *Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V et à la reine*, éd. A. Baudrillart et L. Lecestre, Paris, H. Laurens, 1912-1916, 2 vol.

CHAMILLART (Michel), *Michel Chamillart, contrôleur général des finances et secrétaire d'État de la guerre : correspondance et papiers inédits*, éd. abbé G.-R. Esnault, Le Mans, Monnoyer, 1884, 2 vol.

CRASTER (Herbert), « Letters describing Battles of Blenheim, Ramillies and Malplaquet », dans *English Historical Review*, t. 19, 1904, p. 307-321.

## SOURCES

- DEPUTAZIONE SOVRA GLI STUDI DI STORIA PATRIA, *Le campagne di guerra in Piemonte (1703-1708) e l'assedio di Torino (1706)*, Turin, fratelli Bocca, 1907-1933, 10 vol.
- DES URSINS (Marie-Anne de LA TREMOILLE, princesse de CHALAIS, dite la princesse), *Lettres inédites de la princesse des Ursins*, éd. A. Geffroy, Paris, Didier, 1859, LXIII-495 p.
- DUVIVIER (J.), « Documents hollandais relatifs à la guerre de succession d'Espagne dans le nord de la France », *Revue du Nord*, t. 39, 1957, p. 243-252.
- Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen. Nach den Feld-Acten und anderen authentischen Quellen...*, Vienne, Verlag des k. k. Generalstabes, 1876-1892, 23 vol.
- FENELON (François de SALIGNAC de La MOTHE-), *Correspondance de Fénelon*, éd. J. Orcibal, J. Le Brun et I. Noyé, Genève, Droz, 1972-1999, 17 vol.
- FOLARD (Jean-Charles, chevalier de), *Lettres du chevalier de Folard à Nicolas Desmaretz, sur les affaires d'Italie pendant la guerre de Succession d'Espagne (1704-1707)*, éd. Ibert Mirot, extrait de la *Revue des Études historiques*, avril-juin 1937.
- GIRARD (Georges), « Un soldat de Malplaquet : lettres du capitaine de Saint-Mayme », *Carnets de la Sabretache*, 5<sup>e</sup> volume, 1922, p. 497-541.
- GOSLINGA (Sicco van), *Briefwisseling tussen Simon van Slingelandt en Sicco van Goslinga 1697-1731*, éd. W.A. van Rappard, 's-Gravenhage, M. Nijhoff, 1978, XII-358 p.
- JOHNSTON, (S. F. H), éd., « Letters of Samuel Noyes, Chaplain of the Royal Scots, 1703-1704 », *Journal of the Society for Army Historical Research*, n°37, juin 1959.
- LECESTRE (Léon), éd., *Trois lettres de soldats sous Louis XIV*, Nogent-le-Rotrou, impr. de Daupeley-Gouverneur, 1922, 7 p.
- MAINTENON (Françoise D'AUBIGNE, marquise de), *Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> la princesse des Ursins*, Paris, A. Bossange, 1826, 4 vol.
- MAINTENON (Françoise D'AUBIGNE, marquise de), *Correspondance générale de M<sup>me</sup> de Maintenon, publiée pour la première fois*, éd. Th. Lavallée, Paris, Charpentier, 1865-1866, 4 vol.
- MARCIN (Ferdinand, comte de), *Campagne de M. le Maréchal de Marsin en Allemagne, l'an 1704*, éd. Dumoulin [commis au département de la guerre], Amsterdam, Rey, 1762, 3 vol.
- MURRAY (Georges), éd., *The Letters and Dispatches of John Churchill from 1702 to 1712*, Londres, Albermarle Street, 1845, 5 vol.

## SOURCES

- ORLEANS (Elisabeth-Charlotte, princesse Palatine, duchesse d'), *Lettres de Madame, duchesse d'Orléans, née princesse Palatine (1672-1722)*, éd. O. Amiel, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1981] Paris, Mercure de France, 2000, 733 p. (« Le Temps retrouvé »).
- ORKNEY (Georges HAMILTON, comte de), « Letters of the first Lord Orkney during Marlborough's Campaign », éd. H. H. E. Craster, *English Historical Review*, XIX, 1904, p. 307-321.
- PELET (Louis) et VAULT, (François-Eugène de), *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV : extraits de la correspondance de la Cour et des généraux*, Paris, Impr. royale, 1835-1862, 11 vol.
- PREUX (A.), *Correspondance de M. Lefebvre d'Orval avec MM. de Chamillart et Voysin, ministres de la guerre*, Douai, L. Crépin, 1875, 61 p.
- Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, vol. VII, Bavière, Palatinat, Deux-Ponts, éd. A. Lebon, Paris, F. Alcan, 1889, xxxv-616 p.
- Recueil des instructions...*, vol. XII, t. 2 (Espagne, 1701-1722), éd. A. Morel-Fatio et H. Léonardon, Paris, F. Alcan, 1898. xl-434p.
- Recueil des instructions...*, vol. XIII, Hollande, t. 2 (1698-1730), éd. L. André et É. Bourgeois, Paris, de Boccard, 1923, 547 p.
- Recueil des instructions...*, vol. XXV, Angleterre, t. 3 (1698-1791) éd. P. Vaucher, Paris, éd. du CNRS, 1965, xxv-581 p.
- SAVOIE (prince Eugène de), *Militarische Correspondenz*, Vienne, Heller, 1848, 2 vol.
- SEVIGNE (Marie de Rabutin-Chantal, marquise de), *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, éd. L. Monmerqué, Paris, Hachette, 1862-1868, 14 vol.
- SNYDER (Henry L.), éd., *The Marlborough-Godolphin Correspondence*, Oxford, Clarendon Press, 1975, 3 vol.
- TALLARD (Camille d'Hostun, comte de), *Campagne de M. le maréchal de Tallard en Allemagne, l'an 1704*, éd. Dumoulin [commis au département de la guerre], Amsterdam, Rey, 1763, 2 vol.
- TAYLOR (Joseph), *A relation of the voyage to the army in several letters from a gentleman to his friends in the year 1707*, éd. C. D. van Strien, Leyde, Academic Press, 1997, 143 p.

## SOURCES

- VAN T'HOFF (Bert), éd., *The Correspondance, 1701-11, of John Churchill and Anthonie Heinsius*, Utrecht, Kemink en zoon, 1951, xx-640 p.
- VAUBAN (Sébastien le PRESTRE de), maréchal de France, *Vauban. Sa famille et ses écrits, ses oisivetés et sa correspondance*, éd. A. de Rochas d'Aiglun, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1910] Genève, Slatkine Reprints, 1972, 2 vol.
- VILLARS (Claude-Louis-Hector, duc de), *Campagne de M. le maréchal de Villars en Allemagne, l'an 1703*, éd. Dumoulin [commis au département de la guerre], Amsterdam, Rey, 1762. 2 vol.
- VILLEROY (François de Neufville, duc de), *Campagne de M. le Maréchal de Villeroy et de M. le marquis de Bedmar en Flandre l'an 1704, avec lettres au roi, à Chamillart et leurs réponses*, Amsterdam, Rey, 1762 184 p.
- VOGÜE (Charles-Jean-Melchior, marquis de), *Le duc de Bourgogne et le duc de Beauvillier : lettres inédites, 1700-1708*, Paris, Plon-Nourrit, 1900, xvi-432 p.
- VOGÜE, (Charles-Jean Melchior, marquis de), *Le Duc de Bourgogne et Beauvillier, d'après des correspondances inédites*, Paris, De Soye et fils, 1895, 44 p.
- VOGÜE, (Charles-Jean Melchior, marquis de), *Madame de Maintenon et le maréchal de Villars : correspondance inédite*, Paris, J. Gervais, 1881, 67 p.
- VREEDE (Georg Willem), *Correspondance diplomatique et militaire du duc de Marlborough, du grand-pensionnaire Heinsius, et du trésorier-général des Provinces-Unies, Jacques Hop ; enrichie de plusieurs lettres du comte d'Avaux, de M.M. de Chamillart, ..., relatives aux négociations secrètes, entamées par la France après la bataille de Ramillies, 1706, 1707*, Amsterdam, J.-F. Schleijsler, 1850, xl-278 p.

### 0.6.3. Mémoires et journaux

- ARGENSON (René-Louis de VOYER, marquis d'), *Journal et mémoires du marquis d'Argenson*, éd. E.-J.-B Rathery, Paris, V<sup>ve</sup> J. Renouard, 1859-1867, 9 vol. (« Société de l'histoire de France »).
- ATKINSON (Christopher Thomas), éd., *A Royal Dragoon in the Spanish Succession : a contemporary narrative*, imprimé pour la Society for army historical research (Special publication n°5), Londres et Aldershot, Gale et Polden, 1938, 57 p.

## SOURCES

- BERWICK (Jacques de FITZ-JAMES, duc de), *Mémoires du maréchal de Berwick*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, 2 vol. (« Collection complète des mémoires relatifs à l'histoire de France », 2<sup>e</sup> série, t. 65 et 66).
- BISHOP (Matthew), *Life and Adventures of Matthew Bishop ... containing an account of several actions ... in which he was present from 1701 to 1711, ... written by himself*, Londres, J. Brindley, 1744, VIII-283 p.
- BLACKADER (Lieutenant colonel John), *Life and Diary*, éd. Andrew Crichton, Édimbourg, H. S. Baynes, 1824, 578 p.
- CHANDLER (David), éd., *Military memoirs of the Marlborough's campaigns, 1702-12, by Captain Robert Parker, Royal Regiment of Foot of Ireland, and the Comte de Mérode-Westerloo, Feld Maréchal du Saint Empire*, Londres, Greenhill Books, Pennsylvanie Stackpole Books, 1998, 276 p.
- CHOISY (François-Timoléon, abbé de), *Mémoires pour servir à l'histoire de Louis XIV*, éd. G. Mongrédien, Paris, Mercure de France, 1966, 417 p. (« Le Temps retrouvé »).
- COMBES (François), éd., « Gazette inédite et hebdomadaire de la guerre de la succession d'Espagne, par le colonel chevalier du Bourk, agent de Chamillard », dans *Lectures historiques à la Sorbonne et à l'Institut, d'après les archives des pays étrangers*, Paris, Perrin, 1883-1885, t. 2, p. 111-142.
- DANGEAU (Philippe de COURCILLON, marquis de), *Journal du marquis de Dangeau, avec les additions inédites du duc de Saint-Simon*, éd. MM. E. Soulié, L. Dussieux, de Chennevières, Feuillet de Conches, [et al.], Paris, Didot, 1854-1860, 19 vol.
- DEANE (révérend John Marshall), *A Journal of the campaign in Flanders, AD MDCCVIII, including the battle of Oudenarde and the siege of Lille*, Londres, 1846, VIII-69 p.
- DUCLOS (Jean-Louis-Nicolas), *Mémoires secrets de Duclos*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1829, 2 vol. (« Collection complète des mémoires relatifs à l'histoire de France », 2<sup>e</sup> série, t. 76 à 77).
- GOSLINGA (Sicco van), *Mémoires relatifs à la guerre de succession de 1706-1709 et 1711*, éd. U.A. Evertsz et G.H.M. Delprat, Leeuwarden, Suringar, 1857, XIV-174 p.
- KANE (brigadier général Richard), *The Campaigns of King William and Queen Anne, from 1682-1712, also a new system of Military Discipline, for a Battalion of foot on action, with the most essential exercise of the Cavalry...*, Londres, J. Millan, 1745, 140 p.
- LA COLONIE (Jean-François-Martin de), *Mémoires de M. de La Colonie, ... contenant les évènements de la guerre, depuis le siège de Namur en 1692, jusqu'à la bataille de*

## SOURCES

*Bellegrade en 1717... avec les aventures et les combats particuliers de l'auteur...*, Bruxelles, aux dépens de la compagnie, 1737, 2 vol.

Une réédition est plus facilement accessible, mais malheureusement tronquée :

LA COLONIE (Jean-François-Martin de), *Mémoires de M. de La Colonie, maréchal de camp des armées de l'Électeur de Bavière*, éd. Anne-Marie Cocula, Paris, Mercure de France, 1992, 670 p. (« Le temps retrouvé »).

Une édition anglaise était depuis longtemps disponible :

LA COLONIE (Jean-François-Martin de), *The Chronicles of an Old Campaigner, M. de la Colonie, 1692-1717*, traduction en anglais de Walter C. Horsley, Londres, John Murray, 1904, x-479 p.

LA FREZELIERE (Jean-François-Angélique FREZEAU, marquis de), *Relation de la bataille de Malplaquet, par le marquis J.-F.-A. de La Frézelière, lieutenant général des armées du roi*, éd. capitaine Sautai, Lille, impr. de Lefèvre-Ducrocq, 1901, 22 p.

LAMBERTY (Guillaume de), *Mémoires pour servir à l'Histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle contenant les négociations, traités, résolutions et autres documents authentiques concernant les affaires d'État*, La Haye, H. Scheurleer, 1724-1740, 14 vol.

LANGLOIS (abbé Marcel), « Le journal du ministre Chamillart ou les mémoires attribués au marquis de Sourches », *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*, Paris, 1925.

LANGLOIS (abbé Marcel), *Louis XIV et la Cour d'après trois témoins nouveaux : Bélise, Beauvillier, Chamillart*, Paris, Albin Michel, 1926, 329 p.

LECESTRE (Léon), *Table alphabétique des mémoires du marquis de Sourches*, Chartres, impr. de L. Garnier, 1912, 349 p.

LE MAIRE (Louis), *Relation abrégée de ce qui s'est passé dans la guerre de Hongrie depuis le commencement de la campagne de 1705 jusqu'au mois de mars 1708...*, J. Bérenger, éd., Paris, Champion, 314 p.

Louis XIV, *Œuvres de Louis XIV*, éd. Philippe-A. Grouvelle et Philippe-H. de Grimoard, Paris, Strasbourg, Treuttel et Würtz, 1806, 6 vol.

Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du Dauphin*, éd. P. Goubert, Paris, Impr. nationale, 1992, 281 p.

MAFFEI (Alessandro, marquis de), *Mémoires du marquis Maffei, lieutenant général des troupes de l'Électeur et ensuite de celles de l'Empereur, contenant une exacte*

## SOURCES

*description des plus fameuses expéditions militaires de notre siècle*, traduits sur l'original italien par J.-F. Segulier, La Haye, J. Neaulme, 1740, 2 vols.

MERODE-WESTERLOO (Jean-Philippe-Eugène, comte de), *Mémoires*, Bruxelles, Wahlen, 1840, 2 vol.

MILLNER (Sergent John), *A compendious journal of all the marches, famous battles and Sieges of the Confederate Allies in their late war*,... Londres, 1733, non paginé.

NIDERST (Alain), *Les Français vus par eux-mêmes. Le siècle de Louis XIV. Anthologie des mémorialistes du siècle de Louis XIV*, Paris, Robert Laffont, 1997, XLV-910 p. (« Bouquins »).

NOAILLES (Adrien-Maurice, duc de), *Mémoires politiques et militaires, pour servir à l'histoire de Louis XIV et de Louis XV*, [rédigés par Claude Millot], éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, 4 vol. (« Collection complète des mémoires relatifs à l'histoire de France », 2<sup>e</sup> série, t. 71 à 74).

PARKER (Capitaine Robert), *Memoirs of the Most Remarkable Transactions from 1683 to 1718. Containing a... particular account of the several battles, sieges, & c. in Ireland and Flanders, during the reign of William and Q. Anne. By... R. P. ... Published by his son*, Dublin, Ewing, 1746, 215 p.

PRIMI VISCONTI (Jean-Baptiste... comte de SAINT-MAYOL, dit), *Mémoires sur la cour de Louis XIV, 1673-1681*, éd. Jean-François Solnon, Paris, Perrin, 1988, 196 p.

QUINCY (Joseph SEVIN, chevalier de), *Mémoires du chevalier de Quincy*, éd. L. Lecestre, Paris, Renouard, 1898-1901, 3 vol. (« Société de l'histoire de France »).

SAINT-HILAIRE (Armand de MORMES de), *Mémoires de Saint-Hilaire*, éd. Léon Lecestre, Paris, Renouard, 1903-1916, 6 vol. (« Société de l'histoire de France »).

SAINT-SIMON (Louis de ROUVROY, duc de), *Mémoires de Saint-Simon : nouvelle édition augmentée des additions de Saint-Simon au journal de Dangeau*, éd. par A.-M. de Boislisle, Paris, Hachette, 1879-1931, 45 vol.

SOLARO DELLA MARGARITA (Giuseppe Maria, comte), *Journal historique du siège et de la ville de Turin en 1706*, Amsterdam, P. Mortier, 1708, 165 p.

Nous avons travaillé sur une édition augmentée :

SOLARO DELLA MARGARITA (Giuseppe Maria, comte), *Journal historique du siège et de la ville de Turin en 1706, avec le rapport officiel des opérations de l'artillerie*, Turin, Impr. royale, 1838, XIV-354 p.

## SOURCES

SOURCHES (Louis-François du BOUCHET, marquis de), *Mémoires du marquis de Sourches sur le règne de Louis XIV*, éd. A. Bertrand, G. J. de Cosnac et É. Pontal, Paris, Hachette, 1882-1893, 13 vol.

SPANHEIM (Ézéchiél), *Relation de la cour de France en 1690*, éd. Ch. Schefer, Paris, Renouard, 1882, 462 p. (« Société de l'Histoire de France »).

TORCY (Jean-Baptiste COLBERT, marquis de), *Mémoires du marquis de Torcy*, éd. Michaud et Poujoulat, Paris, 1839, (« Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France, 3<sup>e</sup> série, t. 8, p. 525-735 »).

TORCY (Jean-Baptiste COLBERT, marquis de), *Journal inédit de Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy*, éd. F. Masson, Paris, Plon, 1884, LII-456 p.

VALORY (Guy-Louis-Henri de), enseigne au régiment de Piémont, *Mémoires*, fragments éd. capitaine Maurice Sautai, Lille, impr. de Lefebvre-Ducrocq, 1910, 79 p.

VILLARS (Claude-Louis-Hector, duc de), *Mémoires du maréchal de Villars*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, 4 vol. (« Collection complète des mémoires relatifs à l'histoire de France », 2<sup>e</sup> série, t. 68 à 71).

### 0.6.4. Libelles, sermons, poèmes et chansons

ADDISON (Joseph), *The Campaign, a poem to His Grace the Duke of Marlborough*, Londres, Jacob Tonson, 1705, 23 p.

*A fable of the widow and her cat* [par Jonathan Swift ?], Londres, s.a., 1712, non paginé.

ANONYME, *Alcander: a poem occasion'd by the victories of his grace the duke of Marlborough*, Londres, 1709, 17 p.

ANONYME, *Audenarde, a poem, inscrib'd to the Right Honourable the Earl of Bridgewater*, Londres, 1708, 11 p.

ANONYME, *The battel of Audenard. A poem, occasion'd by the glorious victory obtain'd over the French... with the characters of the general officers who were present in the engagement...*, Londres, 1708, 16 p.

ANONYME, *A dialogue between Windsor Castle, and Blenheim House, the seat of the Duke of Marlborough; formerly call'd Woodstock-Bower. A poem*, Londres, 1708, 9 p.



## SOURCES

- ANONYME, *Epigrammata anti-gallica. Sive epigrammata quaedam quibus conscribendis fuerunt occasione. Et pugna ad Blenheim, & vallum in Flandria perruptum*, Londres, 1705, 14 p.
- ANONYME, *Wine, a poem. To which is added new triumph: or the battle of Audenard, a song*, Londres, 1708, 16 p.
- ANONYME, *A form of prayer and thanksgiving to Almighty God*, Londres, 1704, 10 p.
- ARBUTHNOT (John), *Law Is a Bottomless Pit, or the History of John Bull*, Londres, Watson, 1712, non paginé.
- BARBIER (Pierre), VERNILLAT (France), éd., *Histoire de France par les chansons*, Paris, Gallimard, 1956, 8 vol.
- BLACKMORE (Sir Richard), *Advice to the poets. A poem. Occasion'd by the wonderful success of Her Majesty's arms, under the conduct of the Duke of Marlborough, in Flanders. The second edition corrected*, Londres, 1706, 31 p.
- BOSSUET (Jacques-Bénigne), *Œuvres oratoires de Bossuet*, éd. J. Lebarq, E. Levesque, C. Urbain, Lille, Desclée de Brouwer, 1914-1926, 7 vol.
- BROMESGROVE (Samuel), *A sermon preached at the Tabernacle in Spittle-Fields, on September the 7th, 1704, being the day of thanksgiving...*, Londres, 1704, 33 p.
- BRUNET (Gustave), éd., *Le nouveau siècle de Louis XIV ou choix de chansons historiques et satiriques*, Paris, Garnier, 1857, 367 p.
- CLARE, (R.), *The English hero: or, the Duke of Marlborough. A poem, upon the late glorious victory over the French and Bavarians, at Hochstetten...*, Londres, [1704], 6 p.
- CLAY (Stephen), *An epistle from the Elector of Bavaria to the French King: after the battel of Ramillies*, Londres, 1706, 26 p.
- COLTON (Thomas), *Nahash's defeat, and Jabesh-Gilead's rescue: a sermon preach'd August 19. 1708, on occasion of the defeat of the intended invasion of North-Britain and... near Audenarde*, Londres, 1708, 23 p.
- CONGREVE, *A pindarique ode humbly offer'd to the Queen on the victorious progress of Her Majesty's arms, under the conduct of the duke of Marlborough*, Londres, 1706, 10 p.
- COOKE (Thomas), *Marlborough, a poem, in three cantos. Occasion'd by the death of the late Duke of Marlborough*, Londres, 1722, 30 p.
- DEFOE (Daniel), *A Hymn to Victory, by the author of the True-Born English-Man*, Londres, J. Nutt, 1704, 36 p.

## SOURCES

- DEFOE (Daniel), *A hymn to victory. The second edition*, Londres, 1704, 60 p.
- DEFOE (Daniel), *Political and economic writings of Daniel Defoe*, éd. W. R. Owens et P. N. Furbank, Londres, Pickering et Chatto, 2000, 8 vol.
- DEFOE (Daniel), *Reasons against fighting, being an enquiry into this great debate, whether it is safe for Her Majesty or her Ministry to venture an engagement with the French, considering the present behaviour of the Allies*, Londres, J. Baker, 1712, non paginé.
- DUBOURDIEU (Jean), *The triumphs of Providence in the downfall of Pharaoh, renew'd in the late battle of Ramellies: being a sermon on Exodus IX. ver. 16, preach'd at the Savoy Church*, Londres, 1707, 23 p.
- EARBERY (Matthias), *The battel of Oudenarde. A poem in two canto's*, Norwich, 1709, 23 p.
- ELSTOB (William), *A sermon upon the thanksgiving for the victory obtain'd by Her Majesty's forces, and those of her allies, ... near Hochstet...* Londres, 1704, 27 p.
- FREDERIC II, ROI DE PRUSSE, « Premier dialogue des morts entre le prince Eugène, Milord Marlborough et le duc de Liechtenstein », dans *Œuvres de Frédéric II, roi de Prusse*, Postdam, aux dépens des associés, 1805, t. VI, p. 133-148.
- GANDOLFO (Renzo), *L'Arpa discordata : dove da ragguaglio di quanto occorse nell'assedio 1705-1706 della citta di Torino*, Turin, Centro studi piemontesi, 1969, xxvii-73p.
- GATNAM (J.), *Marlborough still conquers: or Union hath got the day. A poem upon the late victory obtained by the prince and duke of Marlborough, and union of the two kingdoms*, Londres, 1708, 16 p.
- GILDON (Charles), *Libertas triumphans: a poem, occasion'd by the glorious victory obtain'd near Odenard...*, Londres, 1708, 19 p.
- JOHNSON (Charles), *A congratulatory verse, to Her Grace, the Dutchess of Marlborough: on the late glorious victory, near Hochstet in Germany. August the 2d 1704*, Londres, 1704, 7 p.
- KNAGGS (Thomas), *A sermon preach'd at St. Margaret's Westminster, August the 19th. 1708. Being the thanksgiving-day, for the late great victory... near Audenarde...*, Londres, 1708, 16 p.
- ["A LADY"], *A poem to Her Grace the Dutchess of Marlborough. Occasion'd by the late glorious victory obtain'd... at Hochstet*, Londres, 1704, 13 p.
- [A LUNENBURGHER GENERAL], *His circumstanced account of the battle of Blenheim...*, Londres, 1705, 24 p.

## SOURCES

- MAIDWELL (Lewis), *Majestas Imperij Britannici. The glories of Great Britain celebrated in Latin poems by Mr. Maidwell. Paraphras'd in English by Mr. Tate...*, Londres, 1706, 27 p.
- MANNINGHAM (Thomas), *A sermon preach'd before the Queen at Windsor, July the 11th, 1708, being the first Sunday after the account of the late great victory... near Audenarde...*, Londres, 1708, 16 p.
- MILBOURNE (Luke), *Great Brittain's acclamation to her Deborah. A sermon preached in the parish church of St. Ethelburga, September VII. 1704. being the day appointed by Her Majesty for a solemn thanksgiving*, Londres, 1704, 31 p.
- [A MONK OF THE ORDER OF ST. DOMINIC], *An epitaph upon His Grace John, Duke of Marlborough. Who departed this life July the 19th 1714, and lies now interr'd in the city of Antwerp...*, Londres, 1714, 20 p.
- MONTESQUIEU (Charles-Louis de Secondat), *Les lettres persanes*, Paris, Garnier, 1960, 407 p.
- [OFFICER WHO WAS IN THE ENGAGEMENT], *A full and impartial relation of the battle fought on the 13th of August, 1704 n.s. in the plain of Hochstette...*, Londres, 1704, 18 p.
- OLDMIXON (John), *The Life and History of Belisarius, who conquer'd Africa and Italy; with an account of his disgrace, the ingratitude of the Romans, and a parallel between him and a modern heroë [i.e. Marlborough]*, Londres, A. Baldwin, 1713, 60 p.
- ORMSBYE (Robert), *Carmen heroicum, compositum in memorabilem confæderatorum principum, contra Gallos & Barvaros libertatis Europæ, causâ conflictum apud Blenheim...*, [Dublin], 1708, 16 p.
- Une traduction en anglais est disponible dans:
- ORMSBYE (Robert), *An heroic poem on the memorable battle fought at Blenheim, ... first printed in the year 1708, and ... now re-printed...*, Dublin, 1741, 33 p.
- PARIS (John), *Ramillies. A poem, humbly inscrib'd to His Grace the Duke of Marlborough. Written in imitation of Milton...*, Londres, 1706, 11 p.
- PEAD (Deuel), *Annus victoriis mirabilis: a thanksgiving sermon preach'd on Tuesday, Dec. 31. 1706. At St. James's Clerkenwell. Occasion'd by the signal victories obtained... by the Duke of Marlborough, and the rest of the confederate forces...* Londres, [1707 ?], 16 p.
- PHILIPS (John), *Blenheim, a poem*, Londres, Thomas Bennet, 1705, 22 p.

## SOURCES

- PRIOR (Matthew), *A letter to Monsieur Boileau Depreaux; occasion'd by the victory at Blenheim*, Londres, 1704, 11 p.
- PRIOR (Matthew), « An ode... to the Queen, on the glorious success of Her Majesty's arms [1706] », dans *Poems on several occasions. The second edition*, Londres, 1709, p. 279-296.
- QUESNOT DE LA CHESNEE (Jean-Jacques), *La Bataille de Ramelie, pastorale en musique mêlée de plusieurs entrées comiques*, s.l., aux dépens de l'auteur, 1707, 38 p.
- RAUNIE (E.), *Chansonnier historique du XVII<sup>e</sup> siècle*, Recueil Clairambault-Maurepas, 4 t., 1715-1723, Paris, 1879-1880.
- Songe de Louis XIV, du 22 du mois d'août l'an 1706, jour de la prise de Menin*, Cologne, s.a., s.d., pièce.
- STEPHEN (George), *The inscription appointed to be fix'd on a marble pillar erected at Hochstadt: in memory of that glorious victory*, Londres, 1705, 10 p.
- STERNE (Laurence), *The life and opinions of Tristram Shandy, gentleman...*, Dublin, J. Potts, 1779, 3 vol.
- SWIFT (Jonathan), *The Conduct of the Allies and of the late Ministry on beginning and carrying on the present war*, Londres, John Morphew 1712, 96 p.
- URFEY (Thomas d'), *The trophies: or, Augusta's glory. A triumphant ode, made in honour of the city, and upon the trophies taken from the French at the battel of Ramellies...*, Londres, 1707 [1706], 18 p.
- WAGSTAFFE (William), *Ramelies: a poem, humbly inscrib'd to his Grace, the D. of Marlborough*, Londres, 1706, 12 p.
- WELSTED (Leonard), *A poem occasion'd by the late famous victory of Audenard. Humbly inscrib'd to the honourable Robert Harley*, Londres, 1709, 10 p.
- WESLEY (Samuel), *Marlborough; or, the fate of Europe : a poem*, Londres, 1705, 16 p.
- WILDER (John), *A sermon preach'd on the 27th of June, 1706. being the thanksgiving-day, for the late glorious victory obtain'd over the French in Brabant...*, Oxford, 1706, 31 p.
- WILLIAM (King, archevêque de Dublin), *A sermon preach'd before their Excellencies, the Lords Justices of Ireland, at the cathedral of the Holy Trinity, Dublin... on the 7th. of September 1704...*, Londres, 1704, 31 p.
- W. L., *A pindarick ode on His Excellency John Duke of Marlborough, ... With a view of the three last glorious and memorable campaigns*, Londres, [1706 ?], 30 p.

## SOURCES

WOODCOCK (Josiah), *A sermon preach'd August 19, 1708, being a day of thanksgiving, appointed by authority, for deafeating the design'd invasion, and the victory near Audenard*, Londres, 1708, 23 p.

### 0.6.5. Ouvrages historiques contemporains

ACADEMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES, *Medailles sur les principaux evenements du regne de Louis le Grand, avec des explications historiques*, Paris, Impr. royale, 1702, 289 feuilles.

ACADEMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES, *Medailles sur les principaux evenements du regne entier de Louis le Grand, avec des explications historiques*, Paris, Impr. royale, 1723, 318 feuilles.

BELLERIVE (Jules-Alexis-Bernard, chevalier de), *Histoire des dernières campagnes de ... Monseigneur le duc de Vendosme...*, Paris, V<sup>ve</sup> Barbin, P. Huet, 1714, 479 p.

CAMPBELL (John), *The Military History of the late Prince Eugene of Savoy, and of the late John Duke of Marlborough : including a particular description of the several battles, sieges, etc...*, Dublin, Philip Crampton, 1737, 4 vol.

DEFOE (Daniel), *A Short Narrative of the Life and Actions of His Grace John, D. of Marlborough, from the beginning of the Revolution, to this present time, with some remarks on his conduct. by an old officer in the Army*, réed. [de Londres, John Baker, 1711], éd. Paula R. Backscheider, Los Angeles, William Andrews Clark Memorial Library, 1974, xv-51 p.

DILWORTH (W. H.), *The Life and Heroic Actions of John Churchill, Duke of Marlborough*, [Londres], [G. Wright], [v. 1755], 142 p.

DUMONT (Jean, baron de CARELSCROON), *Batailles gagnées par le sérénissime prince Fr. Eugène de Savoye sur les ennemis de la foi et ceux de l'empereur et de l'empire, en Hongrie, en Italien en Allemagne et aux Pais-Bas, dépeintes et gravées en taille-douce par le s<sup>r</sup> Jean Huchtenburg...*, avec des explications historiques par M. J. Du Mont, ..., La Haye, P. Husson, 1720, 132 p.

DUMONT (Jean, baron de CARELSCROON), *Batailles gagnées par le [prince] Eugène [...] dépeintes et gravées en taille-douce par le s<sup>r</sup> Jean Huchtenburg*, La Haye, P. Gosse, 1725, 132 p.

DUMONT (Jean, baron de CARELSCROON), *Histoire militaire du prince Eugène de Savoie, du prince et duc de Marl, et du prince de Nassau-Frise, où l'on trouve un détail des*

## SOURCES

- principales actions de la dernière guerre et des batailles et sièges commandez par ces trois généraux... enrichie des plans nécessaires par M. Dumont, baron de Carelscroon, ... augmentée d'un supplément par M. Rousset, La Haye, I. Van der Kloot, 1729-1747, 3 vol.*
- HARE (Francis), *The Life and Glorious History of John, Duke and Earl of Marlborough*, Londres, 1705, 2<sup>nd</sup>e éd. Londres, 1707.
- LEDIARD (Thomas), *Life of John, Duke of Marlborough*, Londres, J. Wilcox, 1736, 3 vol., 2<sup>e</sup> éd., Londres, J. Wilcox, 1743, 2 vol.
- Life (the) of the late victorious and illustrious prince, John Duke of Marlborough, and Pr. of Mindelheim : containing an account of all his battles, sieges, and public negotiations; as also of the accusations brought against him before the parliament ... By an impartial hand*, Dublin, Thomas Thornton, William Smith, 1723, xvi-320-22 p.
- LIMIERS (Henri-Philippe de), *Histoire du règne de Louis XIV, où l'on trouve une recherche exacte des intrigues de cette cour dans les principaux États de l'Europe*, Amsterdam, aux dépens de la compagnie, 1717, 7 vol.
- LOON (Gerard van), *Histoire métallique des xvii provinces des Pays-Bas, depuis l'abdication de Charles-Quint jusqu'à la paix de Bade en 1716. Traduite du hollandois de Monsieur Gerard Van Loon*, La Haye, P. Gosse, J. Neaulme, P. de Hondt, 1733-1737, 5 vol.
- MASSUET (Pierre), *Histoire de la dernière guerre et des négociations pour la paix, avec la vie du prince Eugène de Savoye*, Amsterdam, L'Honoré, 1736, 2 vol.
- MASSUET (Pierre), *Histoire de l'empereur Charles VI*, Amsterdam, L'Honoré, 1741, 2 vol.
- MAUVILLON (Éléazar de), *Histoire du prince François Eugène de Savoie*, Amsterdam, Arkstée et Merkus, 1740, 5 vol.
- MAYNWARING (Arthur), *La vie du prince et duc de Marlborough*, trad. [de l'éd. de Londres, 1713], Amsterdam, Pierre Humbert, 1714, viii-218 p.
- QUINCY (Charles SEVIN, marquis de), *Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, Paris, D. Mariette, 1726, 7 t. en 8 vol.
- RINK (Eucharius Gottlieb), *Leopold des Grossen Röm. Kaisers wunderwurdiges Leben und Thaten...*, Leipzig, Thomas Fritschen, 1709, 4 vol.
- Vie du prince Eugène de Savoie, maréchal de camp général des armées de l'Empereur en Italie*, La Haye, Adrian Moetjens, 1703, 377 p.

## SOURCES

VOLTAIRE (François Marie AROUET, dit), *Le Siècle de Louis XIV*, dans *les Oeuvres complètes de Voltaire*, Paris, Firmin Didot frères, 1830, vol. XIX et XX.

### 0.6.6. Traités militaires

BARDET DE VILLENEUVE (P.-P.-A.), *Cours de la science militaire...*, La Haye, J. Van Duren, 4 vol.

BELIDOR (Bernard FOREST de), *Le Bombardier françois, ou nouvelle méthode de jeter les bombes avec précision*, Paris, Impr. royale, 1731, XLII-366 p.

BOMBELLES (Henri-François de), *Mémoires sur le service journalier de l'infanterie...*, Paris, Veuve F. Muguet, L.-D. de La Tour, 1719, 2 vol.

BOMBELLES (Henri-François de), *Nouveaux mémoires sur le service journalier de l'infanterie...*, Paris, Veuve Delatour, 1746, 2 vol.

BÜLOW (Dietrich von), *Esprit du système de la guerre moderne*, Version électronique, Institut d'histoire militaire comparée, Commission française d'histoire militaire, [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.stratisc.org/Von\\_Bulow\\_tdm.html](http://www.stratisc.org/Von_Bulow_tdm.html)> [consulté le 7 janvier 2010].

CORMONTAIGNE (Louis de), *Architecture militaire, ou l'Art de fortifier...*, La Haye, Jean Neaulme, Adrien Moetjens, 1741, 3 t. en 1 vol.

DUPRE D'AULNAY (Louis), *Traité général des subsistances militaires*, Paris, impr. de Prault père, 1744, 667 p.

FRANCE. ARMÉE, *Exercice pour toute l'infanterie de France, et autres mouvemens reglez par la main de Sa Majesté le 2 Mars 1703*, [Paris], impr. de Sevestre, [1704], 24 p.

FEUQUIERES (Antoine de PAS, marquis de), *Mémoires sur la guerre, où l'on a rassemblé des maximes les plus nécessaires dans les opérations de l'art militaire*, Amsterdam, F. Changien, 1731, XXIV-434 p.

FEUQUIERES (Antoine de PAS, marquis de), *Mémoires de M. le marquis de Feuquières...*, nouvelle édition... augmentée de plusieurs additions..., Amsterdam, F. L'Honoré et fils, Z. Chatelain, 1741, LVI-358 p.

FOLARD (Jean-Charles de), *Histoire de Polybe... Avec un commentaire ou un corps de science militaire enrichi de notes critiques et historiques...*, Paris, P. Gandouin, 1727-1730, 6 vol.

## SOURCES

- FOLARD (Jean-Charles de), *Nouvelles découvertes sur la guerre dans une dissertation sur Polybe...*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, F. Foppens, 1724, xxxii-272 p.
- [FREDERIC II, ROI DE PRUSSE], *L'esprit du chevalier de Folard. Tiré de ses commentaires sur l'histoire de Polybe, pour l'usage d'un officier, de main de maître*, Leipzig, 1761, 240 p.
- [FREDERIC II, ROI DE PRUSSE], *Instructions militaires de Frédéric II pour ses généraux*, Leipzig, 1761, xii-204 p.
- GAYA (Louis de), *Traité des armes, des machines de guerre, des feux d'artifice, des enseignes et instrumens militaires anciens et modernes... enrichi de figures par le sieur de Gaya*, Paris, 1678. iv-172 p.
- GIFFART (Pierre), *L'Art militaire français pour l'infanterie contenant l'exercice et le maniement des armes tant des officiers que des soldats, représenté par des figurines en taille douce...*, Paris, Giffard, 1696, 178 p.
- GRANDE-BRETAGNE. ARMÉE, *The Duke of Marlborough's new exercise of firelocks and bayonets; appointed by His Grace to be used by all the British forces, and the militia...*, Londres, [1708 ?], 16 p.
- GUERARD, *Les exercices de Mars dédiés et présentés à Mgr le duc de Bourgogne par son très humble et très obéissant serviteur Guérard*, réed. Paris, diffusion générale de la librairie, 1978, xi-22 p.
- GUIBERT (Jacques-Antoine-Hippolyte de), *Écrits militaires, 1772-1790*, préface et notes du général Ménard, Paris, Copernic, 1977, 306 p.
- GUIBERT (Jacques-Antoine-Hippolyte de), *Essai général de tactique, précédé d'un Discours sur l'état actuel de la politique et de la science militaire en Europe...*, Londres, les libraires associés, 1772, 2 vol.
- GUIBERT (Jacques-Antoine-Hippolyte de), *Stratégiques*, éd. J.-P. Charnay, M. Burgos, Paris, l'Herne, 1977, 726 p. (« Classiques de la stratégie »).
- HAY DU CHASTELET (Paul), *Politique militaire ou traité de la guerre*, Version électronique, Institut d'histoire militaire comparée, Commission française d'histoire militaire, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://www.stratisc.org/Chastelet.tdm.html>> [consulté le 7 janvier 2010].
- GUIGNARD (Pierre-Claude de), *École de Mars ou mémoires instructifs sur toutes les parties qui composent le corps militaire en France avec leurs origines et les différentes manœuvres auxquelles elles sont employées...*, Paris, Simart, 1725, 2 vol.



## SOURCES

JOLY DE MAIZEROY (Paul-Gédéon), *Cours de tactique, théorique et historique...*, nouvelle édition, Paris, C.-A. Jombert, 1785, 4 vol.

JOLY DE MAIZEROY (Paul-Gédéon), *Théorie de la guerre*, Lausanne, aux dépens de la société, 1777, CXIII-365 p.

KANE (brigadier général Richard), *The Campaigns of King William and Queen Anne, from 1682-1712, also a new system of Military Discipline, for a Battalion of foot on action, with the most essential exercise of the Cavalry...*, Londres, J. Millan, 1745, 140 p.

MANESSON MALLET (Allain), *Les Travaux de Mars, ou l'Art de la Guerre...*, Paris, Denys-Thierry, 1684, 3 vol.

MONTECUCCOLI (Raimondo), *Mémoires de Montecuculi (sic), généralissime des troupes de l'Empereur ; ou principes de l'art militaire en général*, Paris, Jean Muzier, 1712, 442 p.

ORRERY (Roger BOYLE, comte d'), *A Treatise on the Art of War*, Londres, Henry Herringman, 1677, 206 p.

PUYSEGUR (Jacques de CHASTENET de), *L'art de la guerre par principes et par règles*, Paris, C.-A. Jombert, 1748, 2 part. en 1 vol. (196, 244 p.).

SANTA-CRUZ DE MARCENADO (Alvaro NAVIA-OSSORIO, vicomte de PUERTO, marquis de), *Réflexions militaires et politiques*, Paris, Jacques Guérin, 1738, 11 vol.

SAXE (Maurice, maréchal de), *Mes rêveries*, Amsterdam, Leipzig, Arkstée, Merkus, 1762, 2 vol.

Édition plus récente :

SAXE (Maurice, maréchal de), *Mes rêveries ; suivies d'un choix de correspondance politique, militaire et privée*, éd. J.-P. Bois, Paris, Économica, 2002, 499 p. (« Bibliothèque stratégique »).

VAUBAN (Sébastien LE PRESTRE, chevalier puis marquis de), *De l'attaque et de la défense des places*, La Haye, P. De Hondt, 1737-1742, 2 t. en 1 vol.

VIROL (Michèle), dir., *Les oisivetés de monsieur de Vauban*, Seyssel, Champvallon, 2007, 1792 p.

## Bibliographie

Nous avons voulu faire figurer dans cette bibliographie la totalité des ouvrages cités, et la plupart des livres utilisés pour la rédaction de ce mémoire. Nous avons choisi de faire figurer en premier lieu les *instruments de recherche* indispensables, et d'y regrouper, outre les inventaires d'archives et les bibliographies, tous les dictionnaires, notamment les dictionnaires spécialisés, qui auraient aussi bien pu être représentés au sein des différentes rubriques thématiques auxquelles ils appartiennent.

Nous avons voulu constituer une rubrique *biographies*, pour souligner le poids de ce genre dans les publications historiques, particulièrement aux siècles précédents, et pour illustrer l'intérêt qu'a suscité un personnage comme Marlborough. En outre, les biographies de Marlborough et du prince Eugène sont toujours l'occasion de décrire minutieusement leurs batailles.

Une catégorie *histoire générale* regroupe les thèmes qui ne seront pas spécifiquement traités dans notre étude, mais dont une connaissance précise et approfondie est indispensable à la compréhension du contexte dans lequel se déroule la guerre de Succession d'Espagne.

Au sein de la section consacrée à *l'histoire militaire de l'époque moderne*, la première sous-rubrique vise à illustrer les principales questions que se pose l'historien face à *la guerre à l'époque moderne* : les notions de « révolution militaire », de « stratégie de cabinet », l'organisation des armées et l'évolution des troupes sur le champ de bataille y sont traitées. Nous avons différencié de cette sous-rubrique, une autre sous-rubrique consacrée à l'étude de troupes en particulier, qu'il s'agisse d'armées entières ou de corps spéciaux – ingénieurs, troupes d'élite... Les travaux spécifiquement relatifs à la guerre de Succession d'Espagne sont également abordés à part – en distinguer les différents fronts permet de faire ressortir le poids des publications consacrées à la bataille de Blenheim, tandis que les Français se concentrent sur Malplaquet et Denain. La vie matérielle et intellectuelle des militaires, c'est-à-dire *l'histoire sociale et culturelle des armées*, a également particulièrement suscité l'intérêt des historiens français ; nous y avons adjoint les travaux portant sur la psychologie des troupes – peur, enthousiasme... L'intérêt particulier que l'on doit apporter aux objets est à l'origine de la constitution d'une sous-rubrique distincte. Les interactions entre guerre, armée, société et État viennent compléter la rubrique consacrée à l'époque moderne.

## BIBLIOGRAPHIE

Enfin, la dernière rubrique élargit l'optique pour s'occuper de l'étude du phénomène guerrier à d'autres périodes. L'influence réelle des batailles de la guerre de Succession d'Espagne dans la pensée stratégique doit être évaluée en constatant le regard qu'y portent les écrivains militaires du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas non plus possible de comprendre l'implication de notions comme celle de « bataille décisive » sans s'interroger sur la postérité de cette notion dans la pensée stratégique contemporaine. La section *études sur les guerres* présuppose quant à elle des invariants dans les réactions des hommes face au combat : ainsi, il est possible de s'inspirer d'interrogations portées sur l'histoire de la Grande Guerre pour réfléchir sur la guerre à l'époque moderne – en ayant bien conscience de l'inégalité des sources disponibles. Une sous-rubrique *histoire-bataille* est enfin l'occasion de regrouper tous les travaux qui ont servi de modèle à notre étude, et de manifester le récent renouveau de ce genre historiographique.

### 0.7. Instruments de recherche

#### 0.7.1. Ouvrages de référence

ANTOINE (Michel), *Le gouvernement et l'administration sous Louis XV. Dictionnaire biographique*, Paris, CNRS, 1978, 408 p.

BARDIN (Général Baron), *Dictionnaire de l'armée de terre, ou recherches historiques sur l'art et les usages militaires des anciens et des modernes*, Paris, J. Corréard, 1841-1851, 17 vol.

BELY (Lucien), dir., *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1996, 1384 p.

BELY (Lucien), THEIS (Laurent), SOUTOU (Georges-Henri), et al., dir., *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères*, Paris, Fayard, 2005, xxx-660 p.

BENEZIT (Emmanuel), *Dictionnaire critique et documentaire des peintres, sculpteurs, dessinateurs et graveurs...*, nouv. éd., Paris, Grund, 1999, 14 vol.

BLANCHARD (Anne), *Dictionnaire des ingénieurs militaires, 1691-1791*, Montpellier, Centre d'histoire militaire de l'université Paul-Valéry, 1984, 786 p.

BLUCHE (François), dir., *Dictionnaire du Grand Siècle*, Paris, 1990, 1640 p.

BRIQUET (Pierre de), *Code militaire ou compilation des ordonnances des rois de France concernant les gens de guerre*, Paris, P. Gandouin, 1728, 3 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

- BODART (G.), *Militär-historisch Kriegs-Lexicon, 1618-1905*, Vienne, Leipzig, C. W. Stern, 1908, 956 p.
- CHALIAND (Gérard), BLIN (Arnaud), *Dictionnaire de stratégie militaire des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1998, 793 p.
- CHESNEL (comte de), *Dictionnaire des armées de terre et de mer. Encyclopédie militaire et maritime*, Paris, A. Le Chevalier, 1862-1864, 2 vol.
- CORVISIER (André), dir., *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires*, Paris, PUF, 1988, DC-488 p.
- COURCELLES (Jean Baptiste Pierre Julien, dit le chevalier de), *Dictionnaire historique et bibliographique des généraux français depuis le XI<sup>e</sup> siècle*, Paris, aux frais de l'auteur, 1820-1823, 9 vol.
- Dictionnaire de biographie française*, Paris, Letouzey et Ané, 1933-1994, 19 vol.
- DUPUY (Richard Ernest), DUPUY (Trevor), *The Collins encyclopedia of military history : from 3500 B.C. to the present*, 4<sup>e</sup> éd., Glasgow, Harper Collins, 1993, XXI-1654 p.
- DUSSIEUX (Louis-Étienne), *Les grands généraux de Louis XIV : notices historiques*, Paris, Lecoffre, 1888, 417 p.
- FREY (Linda), FREY (Marsha), *The Treaties of the War of the Spanish Succession : an historical and critical dictionary*, Westport (Connecticut), Londres, Greenwood press, 1995, 570 p.
- FURETIERE (Antoine), *Le dictionnaire universel d'Antoine Furetière*, réimpr. [de l'éd. de La Haye et Rotterdam, 1690], Paris, S.N.L., Le Robert, 1978, 3 vol.
- HOEFER (Ferdinand), dir., *Nouvelle biographie générale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, F. Didot, 1857-1866, 47 vol.
- ISAMBERT (François-André), *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution française de 1789*, Paris, Plon, 1821-1827, 29 vol.
- JAL (Augustin), *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Plon, 1872, 1357 p.
- Journal de la France et des Français : chronologie politique, culturelle et religieuse de Clovis à 2000*, Paris, Gallimard, 2001, 2 vol. (« Quarto »).
- KEEGAN (John), WHEATCROFT (Andrew), *Who's who in military history, from 1453 to the present day*, Londres, Routledge, 1996, x-340 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- LA CHENAYE-DESBOIS (François-Alexandre AUBERT de), *Dictionnaire de la noblesse...*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Schlesinger frères, 1863-1876, 19 vol.
- LAROUSSE (Pierre), dir., *Grand dictionnaire universel*, Paris, administration du Grand dictionnaire universel, 1865-1890, 17 vol.
- LECESTRE (Léon), *Liste alphabétique des officiers généraux jusqu'en 1762 dont les notices biographiques se trouvent dans la « Chronologie militaire » de Pinard*, Paris, A. Picard, 1903, 108 p.
- MARION (Marcel), *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Picard, 1923, IX-564 p.
- MICHAUD (Louis-Gabriel), dir., *Biographie universelle, ancienne et moderne*, Paris, Michaud, 1811-1862, 85 vol.
- MONTBRIAL (Thierry de), KLEIN (Jean), dir., *Dictionnaire de pensée stratégique*, Paris, PUF, 2000, 604 p.
- MOUREAU (François), *Répertoire des nouvelles à la main. Dictionnaire de la presse manuscrite clandestine, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Oxford, Voltaire Foundation, 1999, XLVIII-517 p.
- MORERI (Louis), *Le grand dictionnaire historique ou mélange curieux de l'histoire sacrée et profane...*, Paris, Les libraires associés, 1759, 10 vol.
- NORA (Pierre), dir., *Les lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1984, 7 vol.
- PINARD, *Chronologie historique-militaire, contenant l'histoire de la création de toutes les charges...*, Paris, C. Hérisart 1760-1768, 8 vol.
- SARMANT (Thierry), dir., *Les ministres de la guerre, 1570-1792 : histoire et dictionnaire biographique*, Paris, Belin, Ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, 2007, 653 p.

### 0.7.2. Guide de sources et inventaire d'archives

- ANDRE (Louis), BOURGEOIS (Émile), *Les sources de l'histoire de France, XVII<sup>e</sup> siècle, (1610-1715)*, Paris, A. Picard, 1913-1925, 8 vol.
- BIBLIOTHEQUE IMPERIALE. DEPARTEMENT DES IMPRIMES, *Catalogue de l'histoire de France*, Paris, Firmin Didot, 1855-1895, 12 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

DUPLESSIS (Georges), *Inventaire de la collection d'estampes relatives à l'histoire de France léguées en 1863 à la Bibliothèque nationale par M. Michel Hennin*, Paris, H. Menu, [puis] A. Picard, [puis] H. Champion, 1877-1884, 5 vol.

*Ministère de la guerre : inventaire sommaire des archives historiques (archives anciennes, correspondance)*, Paris, Impr. nationale, 1898-1930, 7 vol.

ROUX (Marcel), *et al.*, dir., *Inventaire du fonds français. Graveurs du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Bibliothèque nationale, 1930-, 14 vol. parus.

SARMANT (Thierry) et STOLL (Mathieu), *La guerre et les grands bâtiments : index de la correspondance expédiée par François-Michel Le Tellier, marquis de Louvois, secrétaire d'État de la guerre et surintendant des bâtiments du roi (1683-1691), Sous-série A<sup>1</sup> 696-1033*, Vincennes, SHAT, 1999, 434 p.

SARMANT (Thierry), « Mars archiviste : département de la guerre, dépôt de la guerre, archives de la guerre (1630-1791) », dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 113-122.

*Service historique de l'armée de Terre : guide des archives et de la bibliothèque*, 2<sup>e</sup> éd., Vincennes, SHAT, 2001, 541 p.

### 0.7.3. Bibliographies

COMITE FRANÇAIS DES SCIENCES HISTORIQUES, *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*, Paris, éd. du CNRS, 1956-..., 50 vol. parus.

COURET (René), *Guide bibliographique sommaire d'histoire militaire et coloniale française*, Paris, Impr. nationale, 1969, 522 p.

DICKINSON (William Calvin), HITCHCOCK (Eloïse R.), *The War of the Spanish Succession, 1702-1713 : a selected bibliography*, Westport (Connecticut), Londres, Greenwood press, 1996, XVI-140 p.

FAVITZKI DE PROBOBYSZ (commandant), *Répertoire bibliographique de la littérature militaire et coloniale française depuis cent ans*, Paris, Liège, impr. Thone, 1935, XI-363 p.

HANOTEAU (capitaine Jean), BONNOT (Émile), *Bibliographie des historiques des régiments français*, Paris, Champion, 1913, XIV-354 p.

HORN (Robert Dewey), *Marlborough: a Survey, Panegyrics, Satires, and Biographical Writings, 1688-1788*, New York, Garland, 1975, 588 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- POHLER (J.), *Bibliotheca historico-militaris*, Leipzig, Georg Lang, 1887-1899, 4 vol.
- RUMPF (lieutenant H. F.), *Littérature universelle des sciences militaires : essai de catalogue systématique et chronologique des livres militaires qui ont paru depuis l'invention de l'art de l'imprimerie, dans les langues principales de l'Europe*, Berlin, G. Reimer, 1824-1825, 2 vol.
- SAFFROY (Gaston), *Bibliographie généalogique, héraldique et nobiliaire de la France des origines à nos jours : imprimés et manuscrits*, Paris, G. Saffroy, 1968-1988, 5 vol.
- SGARD (Jean), *Bibliographie de la presse classique : 1600-1789*, Genève, Slatkine reprints, 1984, 226 p.
- SGARD (Jean), dir., *Dictionnaire des journaux*, Paris, Oxford, Universitas, Voltaire foundation, 1991, 2 vol.

### 0.8. Biographies

#### 0.8.1. Louis XIV

- BEIK (William), *Louis XIV and absolutism : a brief study with documents*, Boston (Massachusetts), Bedford, St. Martin's, 2000, xv-247 p.
- BLUCHE (François), *Louis XIV*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Hachette, 1999, 1040 p.
- BURKE (Peter), *Louis XIV. Les stratégies de la gloire*, traduit de l'anglais par Paul Chemla, Paris, Seuil, 1995, 270 p.
- CHALINE (Olivier), *Le règne de Louis XIV*, Paris, Flammarion, 2005, 808 p.
- GOUBERT (Pierre), *Louis XIV et 20 millions de Français*, nouv. éd., Paris, Fayard, 1991, 348 p.
- HATTON (Ragnild), dir., *Louis XIV and absolutism*, Londres, Macmillan, 1976, 306 p.
- HATTON (Ragnild), « Louis XIV et l'Europe, éléments d'une révision historiographique », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 109-135.
- LABATUT (Jean-Pierre), *Louis XIV, roi de gloire*, Paris, Impr. nationale, 1984, 393 p.
- LAVISSE (Ernest), dir., *Louis XIV : histoire d'un grand règne, 1643-1715*, t. II, rééd. Paris, Tallandier 1978, 732 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- MANDROU (Robert), *Louis XIV en son temps*, Paris, PUF, 1973, 579 p.
- PETITFILS (Jean-Christian), *Louis XIV*, Paris, Perrin, 1995, 775 p.
- RULE (John C.), *Louis XIV and the craft of kingship*, Columbus (Ohio), Ohio State University Press, 1969, 478 p.
- THIREAU (Jean-Louis), *Les idées politiques de Louis XIV*, Paris, PUF, 1973, 126 p.
- WOLF (John-Baptist), *Louis XIV*, Londres New York, Norton, 1968, 678 p.

### 0.8.2. Marlborough

- ALISON (Sir Archibald), *The Military Life of John Duke of Marlborough*, Édimbourg, Londres, W. Blackwood et fils, 1848, xxvi-504 p.
- ASHLEY (Maurice Percy), *Marlborough*, Londres, Duckworth, 1939, 144 p.
- ATKINSON (Christopher Thomas), *Marlborough and the Rise of the British Army*, Londres, New York, Putnam, 1924, xviii-544 p.
- ATKINSON (Christopher Thomas), « Marlborough's Sieges », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1933.
- BELLOC (Hilaire), *The Tactics and Strategy of the Great Duke of Marlborough*, Bristol, Arrowsmith, 1933, xiv-240 p.
- BUCKE (Charles), *The Life of John, Duke of Marlborough*, Londres, Thomas Tegg, 1839, v-386 p.
- CHANDLER (David), *Marlborough as a military commander*, Londres, B.T. Batsford, 1973, 368 p.
- CHANDLER (David), « The Old Corporal », dans *History Today*, 1972.
- CHURCHILL (Sir Winston), *Marlborough, his life and times*, Londres, George G. Harrap, 1933-1938, 4 vol.
- Traduction française :
- CHURCHILL (Sir Winston), *Marlborough, sa vie et son temps*, Paris, Robert Laffont, 1949-1951, 4 vol.



## BIBLIOGRAPHIE

- COXE (William), *Memoirs of John Duke of Marlborough with his original correspondance collected from the family record at Blenheim, and other authentic sources...*, nouv. éd., Londres, H. G. Bohn, 1847-1848, 3 vol.
- CROCKATT (John Henry), *John Churchill, first duke of Marlborough*, Chichester, Quentin Nelson, 1970, 143 p.
- DUTEMS (J. F. H.), *Histoire de Jean Churchill, duc de Marlborough*, Paris, Impr. impériale, 1806, 3 vol.
- FALKNER (James), *Great and glorious days : the duke of Marlborough's battle, 1704-1709*, Spellmount, Staplehurst, 2002, 238 p.
- FORTESCUE (Sir John William), *Marlborough*, Londres, P. Davies, 1932, 175 p.
- JONES (James Rees), *Marlborough*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 245 p. (« British Lives »).
- HATTENDORF (John), dir., *Marlborough in European Perspective*, Rotterdam, Karwansaray Press, à paraître en 2011
- KEARSEY (lieutenant-colonel Alexander) *Marlborough and His Campaigns*, Aldershot, Gale et Polden, 1929, VIII-118 p.
- REID (Stuart Johnson), *John and Sarah, duke and Duchess of Marlborough, 1660-1744*, Londres, John Murray, 1914, XLIV-526 p.
- SCOULLER (R. E.), « Marlborough's Field Administration », dans *Army Quarterly*, vol. 95, 1967-1968.
- TAYLOR (Frank), *The Wars of Marlborough, 1702-9*, Oxford, Basil Blackwell, 1921, 2 vol.
- THOMSON (George Malcolm), *The first Churchill : the life of John, first Duke of Marlborough*, Londres, Secker et Warburg, 1979, XI-338 p.
- WOLSELEY (Garnet Joseph, vicomte), *The Life of John Churchill, Duke of Marlborough, to the accession of Queen Anne*, Londres, R. Bentley et fils, 1894, 2 vol.

### 0.8.3. Le prince Eugène

- ALMIRA (Jacques), *Le salon des apogées, ou la vie du prince Eugène de Savoie*, Paris, Gallimard, 1998, 361 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARNETH (Alfred von), *Prinz Eugen von Savoyen*, 2<sup>e</sup> éd., Vienne, W. Braumüller, 1864, 3 vol.
- BETHOUART (Antoine), *Le prince Eugène de Savoie, soldat, diplomate et mécène*, Paris, Perrin, 1975, 463 p.
- BRAUBACH (Max), *Prinz Eugen von Savoyen: eine Biographie*, Munich, Vienne, Oldenbourg, Verlag für Geschichte und Politik, 1963-1965, 5. vol.
- CHALINE (Olivier), « La gloire du prince Eugène », dans, *Guerre et paix en Europe centrale aux époques modernes et contemporaines. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, D. Tollet, dir., Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 259-275.
- HENDERSON (Nicholas), *Prince Eugen of Savoy. A biography*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1964, 320 p.
- Traduction française :
- HENDERSON (Nicholas), *Le prince Eugène de Savoie*, traduit de l'anglais par Jonathan Gontar, Paris, Tallandier, 1980, 412 p.
- HERRE (Franz), *Prinz Eugen: Europas heimlicher Herrscher*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1997, 398 p.
- HUSSLEIN-ARCO (Agnes), *Prinz Eugen : Feldherr, Philosoph und Kunstfreund*, Munich, Hirmer, 335 p.
- MCKAY (Derek), *Prince Eugen of Savoy*, Londres, Thames et Hudson, 1977, 288 p.
- NOUZILLE (Jean), *Le prince Eugène de Savoie et les problèmes de confins militaires autrichiens, 1699-1739*, doctorat d'État sous la direction de Georges Livet, université de Strasbourg-II, 1979, XVIII-1163 p. dactyl.
- PAOLETTI (Ciro), *Il principe Eugenio di Savoia*, Rome, Stato maggiore dell'esercito, 2001, 638 p.
- PIGAILLEM (Henri), *Le prince Eugène (1663-1736) : le philosophe guerrier*, Monaco, [Paris], Éd. du Rocher, 2005, 298 p.
- TAPIE (Victor-Lucien), *Le prince Eugène*, Paris, Publications de l'Institut autrichien de Paris, Cahier n°1, 1965, 16 p.
- ZÖLLNER (Erich), GUTKAS (Karl), dir., *Österreich und die Osmanen : Prinz Eugen und seine Zeit*, Vienne, Österreichischer Bundesverl., 1988, 312 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### 0.8.4. Autres personnages

- ANDRE (Louis), *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1906], Genève, Slatkine, 1980, 714 p.
- ANDRE (Louis), *Michel Le Tellier et Louvois*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1942], Genève, Slatkine Reprints, 1974, 709 p.
- BERENGER (Jean), *Léopold 1<sup>er</sup>, 1640-1705, fondateur de la puissance autrichienne*, Paris, PUF, 2004, 510 p.
- BERENGER (Jean), *Turenne*, Paris, Fayard, 1987, 618 p.
- BLANCHARD (Anne), *Vauban*, Paris, Fayard, 1996, 682 p.
- BRAUBACH (Max), *Die Politik des Kurfürsten Josef Clemens von Köln : bei Ausbruch des spanischen Erbfolgekrieges und die Vertreibung der Franzosen vom Niederrhein (1701-1703)*, Bonn, Leipzig, Schröder, 1925, 240 p.
- CENAT (Jean-Philippe), « Les débuts d'une carrière militaire hors du commun : l'ascension du marquis de Chamlay, conseiller militaire de Louis XIV (1672-1678) », dans *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°82, Vincennes, Commission française d'histoire militaire, 2002, p. 79-94.
- CORVISIER (André), *Louvois*, Paris, Fayard, 1983, 558 p.
- SEVERO (Donato), *Filippo Juvarra*, Bologne, Zanichelli, 1996, 199 p.
- DUFAU (Michelle-Marie), « De la guerre à la paix : quelques grandes figures historiques lors de la guerre de Succession d'Espagne, 1700-1714 », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dir. Paul-Gabriel Boucé, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, vol. I, p. 34-46.
- ELEWYCK (E. von), « Le Feld-Maréchal, comte de Mérode-Westerloo », *Revue des Belges*, novembre 1876, p. 294-312.
- FALQUE (Jeanne), *La direction de la guerre et la prise de décision : l'exemple de Daniel-François Voysin, secrétaire d'État de la guerre pendant la guerre de succession d'Espagne*, mémoire de maîtrise sous la direction de MM. Lucien Bély et Thierry Sarmant, Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, 1999, 190 p. dactyl.
- FONCK (Bertrand), *François-Henri de Montmorency-Bouteville, maréchal de Luxembourg (1628-1695) : commander les armées pour Louis XIV*, thèse pour l'obtention du

## BIBLIOGRAPHIE

- diplôme d'archiviste-paléographe, sous la direction de MM. Bély et Chagniot, 2003, 3 vol, résumée dans le recueil des *Positions de thèse* de l'École des chartes, 2003.
- GEFFROY (Augustin), *M<sup>me</sup> de Maintenon d'après sa correspondance authentique*, Paris, Hachette, 1887, 2 vol.
- HÜTTLE (Ludwig), *Max Emanuel : der Blaue Kurfürst, 1679-1726. Eine politische Biographie*, München, Süddeutscher Verlag, 1976, 806 p.
- JONES (G. H.), *Charles Middleton, the Life and Times of a Restoration Politician*, Chicago, Chicago University Press, 1967, 332 p.
- JUNKELMANN (Marcus), *Kurfürst Max Emanuel von Bayern als Feldherr*, Munich, Utz, Wiss, 2000, 589 p.
- LABOURDETTE (Jean-François), *Philippe V, réformateur de l'Espagne*, Paris, Sicre, 2001, 610 p.
- PENICAUT (Emmanuel), « Des temps difficiles : Michel Chamillart, secrétaire d'État pendant la guerre de succession d'Espagne (1701-1709) », dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 49-56.
- PENICAUT (Emmanuel), *Faveur et pouvoir au tournant du Grand Siècle : Michel Chamillart, ministre et secrétaire d'État de la guerre de Louis XIV*, Paris, École des chartes, 2004, X-510 p.
- PENICAUT (Emmanuel), *Michel Chamillart. Ministre et secrétaire d'État de la guerre sous Louis XIV, 1654-1712*, thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, 2002, 3 vol. dactyl., résumée dans le recueil des *Positions de thèse* de l'École des chartes, 2002.
- PETITFILS (Christian), *Le Régent*, Paris, Fayard, 1986, 727 p.
- PETRIE (Sir Charles), *The Marshal Duke of Berwick*, Londres, Eyre et Spottiswood, 1953, 368 p.
- SAUTAI (capitaine Maurice), *Les Frézeau de la Frézelière*, Lille, impr. de Lefebvre-Ducrocq, 1901, XI-287 p.
- SCHAFFAUSER (Valérie), *Louis-Joseph de Bourbon, duc de Vendôme (1654-1712)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean Bérenger, Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, 2000, 148 p. dactyl.
- SCHMITZ (Yves), *Bergeyck, le Colbert belge*, Nivelles, Les Archers, 1961, 239 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- SEGUR (P. de), *Le tapissier de Notre-Dame : les dernières années du maréchal de Luxembourg*, Paris, C. Lévy, 1903.
- STURGILL (Claude C.), *Marshal Villars and the war of Spanish Succession*, Lexington, University of Kentucky Press, 1965, 175 p.
- SYMCOX (Geoffrey), *Victor Amadeus II : absolutism in the Savoyard state, 1675-1730*, Londres, Thames and Hudson, 1983, 272 p.
- VIROL (Michèle), MARTIN (Thierry), dir., *Vauban, architecte de la modernité ?*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2008, 301 p.
- VIROL (Michèle), *Vauban : de la gloire du roi au service de l'État*, Seyssel, Champ Vallon, 2003, 432 p.
- VOGÜE (Charles Jean MELCHIOR, marquis de), *Villars d'après sa correspondance et ses documents inédits*, Paris, Plon, Nourrit et Cie, 1888, 2 vol.
- ZIEGLER (François), *Villars, le centurion de Louis XIV*, Paris, Perrin, 1996, 348 p.

### 0.9. Ancien Régime

#### 0.9.1. Relations internationales

- ANDRE (Louis), *Louis XIV et l'Europe*, Paris, A. Michel, 1950, xxix-395 p.
- ARETIN (Karl Otmar von), *Das Alte Reich: 1648-1806*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1997-2000, 5 vol.
- AUERBACH, (Bertrand), *La France et le Saint Empire Romain Germanique depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1912], Paris, Honoré Champion, Genève, Slatkine Reprints, 1976, 485 p.
- BAUDRILLART (Alfred), *Philippe V et la cour de France*, t. I, « Philippe V et Louis XIV », Paris, Didot, 1890, 711 p.
- BELY (Lucien), *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, 905 p.
- BELY (Lucien), dir., *La présence des Bourbons en Europe, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, vi-388 p.
- BELY (Lucien), *La société des princes, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Fayard, 1999, 651 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- BELY (Lucien), *Les relations internationales en Europe, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1992, 732 p.
- BELY (Lucien), AUTRAND (Françoise), ALLAIN (Jean-Claude), *et al.*, dir., *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, 1050 p.
- BENNASSAR (Bartolomé), JOUANNA (Arlette), « Les monarchies espagnoles et françaises (possessions extra-européennes exclues) du milieu du siècle à 1714 », dans *Historiens et géographes*, n° 370, mai-juin 2000, p. 115-142.
- BERENGER (Jean), « De la prépondérance à l'équilibre. Quelques réflexions sur la politique étrangère de Louis XIV » dans *L'ordre européen du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, actes du colloque de l'Institut de Recherches sur les Civilisations de l'Occident Moderne, 15-16 mars 1996*, J. Bérenger et G.-H. Soutou, dir., Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 1998, p. 63-81.
- BERENGER (Jean), *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, 809 p.
- BERENGER (Jean), « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 173-194.
- BERENGER (Jean), « Une décision de caractère stratégique : l'acceptation par Louis XIV du testament de Charles II d'Espagne », dans *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°82, Vincennes, Commission française d'histoire militaire, 2002, p. 95-111.
- BLACK (Jeremy), *European international relations, 1648-1815*, Houndmills, Palgrave, 2002, XIII-274 p.
- BLACK (Jeremy), *The rise of the European powers, 1679-1793*, Londres, New York, E. Arnold, 1990, 222 p.
- BOURDE (André), « Louis XIV et l'Angleterre », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 54-83.
- BRAUBACH (Max), *Die Bedeutung der Subsidien für die Politik im spanischen Erbfolgekriege*, Bonn, K. Schroeder, 1923, 204 p.
- COURCY (Marie-René ROUSSEL, marquis de), *La coalition de 1701 contre la France*, Paris, Plon, Nourrie et Cie, 2 vol.
- DESOS (Catherine), *Les Français de Philippe V : un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne, 1700-1724*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2009, IV-540 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- HATTON (Ragnhild), BROMLEY (J. S.), *William III and Louis XIV : Essays 1680-1720 by and for Mark A. Thomson*, Liverpool, Liverpool University Press, 1968, 332 p.
- HOCHEDLINGER (Michael), *Austria's wars of emergence, 1683-1795*, Londres, Longman, 2003, XVIII-466 p.
- ISRAËL (Jonathan), *Conflicts of empires : Spain, the Low Countries and the struggle for World supremacy, 1585-1713*, Londres, Rio Grande (Ohio), Hambledon press, 1997, XXV-420 p.
- ISRAËL (Jonathan), *The Anglo-Dutch : essays on the glorious revolution and its world impact*, Cambridge, Cambridge University press, 1991, XV-502 p.
- JONES (James Rees), *The Anglo-Dutch Wars of the Seventeenth Century*, Londres, New York, Longman, 1996, 242 p. (« Modern wars in perspective »).
- KÖPECZI (Béla), *La France et la Hongrie au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971, 624 p.
- LAMBERTY (Guillaume de), *Mémoires pour servir à l'Histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle contenant les négociations, traités, résolutions et autres documents authentiques concernant les affaires d'État*, La Haye, H. Scheurleer, 1724-1740, 14 vol.
- LEGRELLE (Arsène), *La diplomatie française et la Guerre de Succession d'Espagne*, 2<sup>e</sup> éd., Braine-le-Comte, impr. Zech, 1895-1899, 6 vol.
- LEGRELLE (Arsène), *Une négociation inconnue entre Berwick et Marlborough (1708-1709)*, Paris, Cotillon, 1893, 99 p.
- LIVET (Georges), « Louis XIV et l'Allemagne », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 29-53.
- MATTEI (Roberto de), « L'Italie entre Chrétienté et Europe. L'Italie au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *350<sup>e</sup> anniversaire des traités de Westphalie. Une genèse de l'Europe, une société à construire*, J.-P. Kintz, G. Livet, dir., Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, p. 447-458.
- MALETTKE (Klaus), *Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, H. Champion, 2001, 747 p.
- MEYER (Jean), BERENGER (Jean), *La France dans le monde au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sedes, 1993, 380 p. (« Regards sur l'histoire »).
- MEYER (Jean), « Louis XIV et les puissances maritimes », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 155-172.

## BIBLIOGRAPHIE

- MIGNET (François-Auguste-Marie-Alexis), *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV ou Correspondances, mémoires, et actes diplomatiques concernant les prétentions et l'avènement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne...*, Paris, Impr. royale, 1835-1842, 4 vol.
- NORDMANN (Claude), « Louis XIV and the Jacobites », dans *Louis XIV and Europe*, R. Hatton, dir., Londres, Macmillan, 1976, p. 82-111.
- ORESKO (R.), « The House of Savoy in search for a Royal Crown in the Seventeenth Century », dans *Royal and Republican Sovereignty in Early Modern Europe : essays in memory of Ragnild Hatton*, R. Oresko, G. C. Gibbs et H. M. Scott, dir., Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 272-350.
- PICAVET (Camille), *La diplomatie française au temps de Louis XIV : institutions, mœurs et coutumes*, Paris, F. Alcan, 1930, [VII]-XII-339 p.
- POUSSOU (Jean-Pierre), *Les îles Britanniques, les Provinces-Unies, la guerre et la paix au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Economica, 1991, 241 p.
- SCHNAKENBOURG (Éric), *Pars Septentrionalis : la part du Nord dans la politique étrangère de la France au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (1700-1721)*, thèse de doctorat sous la direction de L. Bély et M.-L. Pelus-Kaplan, 2004, 4 vol.
- STORRS (Christopher), *War, diplomacy and the rise of Savoy, 1690-1720*, Cambridge, Cambridge university press, 1999, XIV-314 p.
- SINKOLI (Anna), *Frankreich, das Reich und die Reichstände, 1697-1702*, Francfort, Peter Lang, 488 p.
- TAPIE (Victor-Lucien), « Aspects de la méthode de Louis XIV en politique étrangère », *Revue politique et parlementaire*, n°768, 1966, p. 22-32.
- TAPIE (Victor-Lucien), « Problèmes de politique étrangère sous Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 1-28.
- TREVELYAN (Sir George Macaulay), *England under Queen Anne*, Londres, New York, Toronto, Longmans et Green, 1930-1934, 3 vol.
- WOLF (John-Baptist), *The emergence of the great powers. 1685-1715*, New York, Harper et frères, 1951, XV-336 p.
- WYON (Frederick William), *The History of Great Britain during the reign of Queen Anne*, Londres, Chapman et Hall, 1876, 2 vol.



## BIBLIOGRAPHIE

### 0.9.2. Histoire politique, institutionnelle et financière

- ANTOINE (Michel), *Le dur métier de roi : études sur la civilisation politique de la France d'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1986, 343 p.
- APOSTOLIDES (Jean-Marie), *Le roi-machine : spectacle et politique au temps de Louis XIV*, Paris, éd. de Minuit, 1981, 164 p.
- ATKINSON (Christopher Thomas), « The cost of Queen Anne's War », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1955.
- AUDOIN (Xavier), *Histoire de l'administration de la guerre*, Paris, Didot, 1811, 4 vol.
- BARBICHE (Bernard), *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1999, 430 p.
- BAXTER (Douglas Clark), *Servants of the sword : French intendants of the army, 1630-1670*, Urbana, Chicago, Londres, University of Illinois Press, 1976, xvii-243 p.
- BEIK (William), *Absolutism and Society in Seventeenth-Century France*, Cambridge, Cambridge university press, 1985, xvii-375 p.
- BERENGER (Jean), *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, publications de la Sorbonne, 1975, 527 p.
- BERENGER (Jean), « Les finances de l'Autriche à l'époque baroque (1650-1740) », *Histoire, économie et société*, 2<sup>e</sup> trimestre 1984, p. 221-245.
- BOISLISLE (Arthur MICHEL de), *Les Conseils du roi sous Louis XIV*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1884] Genève, Slatkine Reprints, 1977, 183 p.
- BREWER (John), *The sinews of power. War, money and the English State, 1688-1783*, 2<sup>e</sup> éd. Londres, Routledge, 1994, 289 p.
- CORNETTE (Joël), *La monarchie entre Renaissance et Révolution (1515-1792)*, Paris, Seuil, 2000, 503 p.
- CORNETTE (Joël), *Le roi de guerre. Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle*, Paris, Payot, 2000, 490 p. (« Petite bibliothèque Payot »).
- CORVISIER (André), « Armées, État et administration », dans *Histoire comparée de l'administration (IV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), actes du 14<sup>e</sup> Colloque historique franco-allemand, Tours, 1977*, Munich, Zurich, Artemis Verlag, 1980, p. 555-569
- CORVISIER (André), *La France de Louis XIV, 1643-1715 : Ordre intérieur et place en Europe*, Paris, Jouve, 1979, 374 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- DESSERT (Daniel), *1661, Louis XIV prend le pouvoir : naissance d'un mythe ?*, Bruxelles, Paris, Complexe, 2000, 148 p. (« Historiques »).
- DESSERT (Daniel), *Argent, pouvoir et société au Grand Siècle*, Paris, Fayard, 1984, 824 p.
- DEVOS (Jean-Claude), « Le secrétariat d'État de la guerre et ses bureaux », dans *Revue historique des armées*, n° 162, mars 1986, p. 88-98.
- DURAND (Yves), dir., *Hommage à Roland Mousnier : clientèles et fidélités en Europe à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1981, 388 p.
- ENGRAND (Charles), « Les préoccupations politiques de Fénelon », dans *Fénelon, évêque et pasteur en son temps (1695-1715), actes du colloque de Cambrai, 15-16 septembre 1995*, Gilles Derognaucourt, Philippe Guignet, dir., Lille, université Lille III, 1996, p. 233-242.
- GERMAIN-MARTIN (Henry), « Le financement des guerres de Louis XIV et les trésoriers de l'extraordinaire des guerres », dans *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 125<sup>e</sup> année, 1973, p. 15-29.
- HARSIN (Paul), « Comment le gouvernement de Louis XIV a-t-il financé la guerre de la succession d'Espagne ? » dans *Bulletin de la société d'histoire moderne*, 7<sup>e</sup> s., n° 38, nov. 1932, p. 11-13.
- HATTON (Ragnild), dir., *Louis XIV and absolutism*, Londres, Macmillan, 1976, 306 p.
- HATTON (Ragnild), *L'époque de Louis XIV*, Paris, Flammarion, 1970, 216 p.
- HAUSSONVILLE (comte d'), *La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV*, Paris, 1899-1908, 4 vol.
- JONES (Dwryd Wyn), *War and economy in the age of William III and Marlborough*, Oxford, B. Blackwell, 1988, 351 p.
- LE ROY LADURIE (Emmanuel), FITOU (Jean-François), *Saint-Simon ou le système de la Cour*, Paris, Fayard, 1997, 636 p.
- LE ROY LADURIE (Emmanuel), « Système de la Cour : Versailles vers 1709 » dans *Territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1978, t. 2, p. 277-299.
- LOSSKY (Andrew), « The absolutism of Louis XIV : reality or myth ? », dans *Canadian journal of history - Annales canadiennes d'histoire*, t. 19, avril 1984, p. 1-15.
- LÜTHY (Herbert), *La banque protestante en France, de la Révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*, Paris, SEVPEN, 1959, 2 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

- MORET (Ernest), *Quinze ans du règne de Louis XIV (1700-1715)*, Paris, Didier, 1859, 3 vol.
- MOUSNIER (Roland), *Les institutions de la France sous la monarchie absolue (1598-1789)*, Paris, PUF, 1974-1980, 2 vol.
- NORDMAN (Daniel), *Frontières de France : de l'espace au territoire, XIV<sup>e</sup>- XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1998, 644 p.
- RICHET (Denis), *La France moderne : l'esprit des institutions*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1973], Paris, Flammarion, 1996, 188 p.
- ROUSSET (Camille), *Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire*, Paris, Didier, 1861-1863, 4 vol.
- SONNINO (Paul), *The reign of Louis XIV. Essays in celebration of Andrew Lossky*, Londres, Humanities Press international, 1990, 267 p.
- STURGILL (Claude C.), *Les commissaires des guerres et l'administration de l'armée française, 1715-1730*, Vincennes, SHAT, 1985, 112 p.
- VAN KALKEN (Frans), *La fin du régime espagnol aux Pays-Bas*, Bruxelles, J. Lebègue, 1907, 291 p.
- TELLIER (Luc-Normand), *Face aux Colbert : les Le Tellier, Vauban, Turgot et l'avènement du libéralisme*, Québec, Presses de l'université du Québec, 1987, 806 p.

### 0.9.3. Histoire sociale et culturelle

- BELL (David), *The Cult of the nation in France: Inventing nationalism, 1680-1800*, Cambridge (Massachusetts), Londres, Harvard University Press, 2001, XIV-304 p.
- BELLANGER (Claude), GODECHOT (Jacques), GUIRAL (Pierre), *et al.*, *Histoire générale de la presse française, t. 1, des origines à 1814*, Paris, PUF, 1969, 633 p.
- BENICHO (Paul), *Morales du grand siècle*, Paris, Gallimard, 1988, 313 p.
- BERENGER (Jean), « L'empereur Léopold I<sup>er</sup>, souverain baroque », dans *Le baroque autrichien au XVII<sup>e</sup> siècle*, Gertrude Stolwitzer, dir., Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1989, p. 11-16.
- BERCE (Yves-Marie), *Histoire des Croquants*, Genève, Droz, 1974, 2 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

- BILLACOIS (François), *Le Duel dans la société française des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles : essai de psychosociologie historique*, Paris, EHESS, 1986, 539 p.
- BLUM (A.), *Louis XIV et l'imagerie satirique pendant les dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle*, s.l., 1913.
- BONY (Alain), « L'élaboration de l'auteur supposé dans l'essai périodique : Swift, Defoe, Steele et Addison », dans *Le journalisme d'Ancien Régime : questions et propositions, table ronde du CNRS, 12-13 juin 1981*, dir. Pierre Retat, Lyon, PUL, 1982, p. 333-350.
- BOLLEME (G.), *Les Almanachs populaires aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, La Haye, Mouton, 1969, 152. p.
- BRIOIST (Pascal), DREVILLON (Hervé), SERNA (Pierre), *Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Champ Vallon, 2002, 429 p.
- BURNAND (Robert), *L'Hôtel royal des Invalides, 1670-1789*, Paris, 1913, xxiii-299 p.
- CHARTIER (Roger), « Le monde comme représentation », dans *Annales*, vol. 44, n°6, 1989, p. 1505-1520.
- DARNTON (Robert), « The Library in the New Age », *The New York review of books*, vol. 55, n°10, 12 juin 2008 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://www.nybooks.com/articles/21514>> [consulté le 7 janvier 2010].
- DETHAN (Georges), *Paris au temps de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1990, 510 p.
- DOWNIE (J.-A.), « Periodicals and politics in the reign of Queen Anne », dans *Serials and their readers, 1620-1914*, dir. Robert Myers et Michael Harris, Winchester, St Paul's bibliographies, 1993, p. 45-61.
- DUPRAT (Annie), « Le soleil éclipsé : Louis XIV sous le burin des graveurs hollandais », dans *L'information à l'époque moderne. Actes du colloque de l'Association des historiens modernistes des universités de 1999*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 91-118.
- ENGELS (Jens Ivo), « Dénigrer, espérer, assumer la réalité. Le roi de France perçu par ses sujets, 1680-1750 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°50-3, 3/2003, p. 96-126.
- FERRIER-CAVERIVIERE (Nicole), *Le Grand roi à l'aube des Lumières, 1715-1751*, Paris, PUF, 1985, 169 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- FERRIER-CAVERIVIERE (Nicole), *L'image de Louis XIV dans la littérature française de 1661 à 1715*, Paris, PUF, 1981, 439 p.
- FEYEL (Gilles), *L'annonce et la nouvelle : la presse d'information en France sous l'Ancien Régime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire foundation, 2000, vii- 1387 p.
- FEYEL (Gilles), « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes en France, sous l'Ancien Régime », dans *L'information à l'époque moderne. Actes du colloque de l'Association des historiens modernistes des universités de 1999*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 119-158.
- FEYEL (Gilles), *La "Gazette" en province à travers ses réimpressions 1631-1752 : une recherche analytique de la diffusion d'un ancien périodique dans toute la France, avec un aperçu général et bibliographique pour chacun des centres de réimpression de la Gazette*, Amsterdam, Maarssen, APA-Holland university press, 1982, x-452 p.
- FEYEL (Gilles), « Réimpression et diffusion de la Gazette dans les provinces : 1631-1753 », dans *Le journalisme d'Ancien Régime : questions et propositions, table ronde du CNRS, 12-13 juin 1981*, dir. Pierre Retat, Lyon, PUL, 1982, p. 69-86.
- FOGEL (Michèle), *Les cérémonies de l'information de la France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989.
- GIRAUD (Marcel), « Crise de conscience et d'autorité à la fin du règne de Louis XIV », dans *Annales économies, sociétés, civilisations*, 7<sup>e</sup> année, n° 2, 1952, p. 172-190, et n° 3, p. 293-302.
- GOLOUBEVA (Maria), *The glorification of Emperor Leopold I in image, spectacle and text*, Mayence, Philipp von Zabern, 2000, 254 p.
- GRIVEL (Marianne), *Le commerce de l'estampe à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz, 1986, 448 p.
- HAFFEMAYER (Stéphane), *L'information dans la France du XVII<sup>e</sup> siècle. La Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion, 2002, 848 p.
- HATIN (Eugène), *Les gazettes de Hollande et la presse clandestine aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Genève, Slatkine reprints, 1964, 233 p.
- HAZARD (Paul), *La crise de la conscience européenne*, réimpr. [de l'éd. de Paris, 1961] Paris, Fayard, 1995, 443 p.
- JACQUIOT (Josèphe), *Médailles et jetons de Louis XIV*, Paris, Impr. nationale, Klincksieck, 1968, 4 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

- JACQUIOT (Josèphe), dir, *La Médaille au temps de Louis XIV : exposition à l'Hôtel de la Monnaie, Paris, janvier-mars 1970*, Paris, Hôtel de la Monnaie, 1970, XLIV-463 p.
- JOHNSON (N. R.), *Louis XIV and the age of the Enlightenment : the myth of the Sun King from 1715 to 1789*, Oxford, Voltaire foundation, 1978, 350 p. (« Studies on Voltaire and the eighteenth century, vol. CLXXII »).
- JONES (M.), « The medal as an instrument of propaganda in late seventeenth- and early eighteenth-century Europe », *Numismatic Chronicle*, n°142, 1982, p.117-125 et n°143, 1983, p. 202-213.
- KLAITS (J.), *Printed propaganda under Louis XIV*, Princeton, N.J., 1976, XIII-342 p.
- LABATUT (Jean-Pierre), *Les ducs et pairs de France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1972, 456 p. (« Publications de la Sorbonne »).
- LABATUT (Jean-Pierre), *Noblesse, pouvoir et société en France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Limoges, Faculté des lettres et sciences humaines, 1987, 264 p.
- LABATUT (Jean-Pierre), « Patriotisme et noblesse sous le règne de Louis XIV », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXIX, 1982, p. 622-634.
- LOTTIN (Alain), *Chavatte, ouvrier lillois. Un contemporain de Louis XIV*, Paris, Flammarion, 1979, 445 p.
- LOTTIN (Alain), *Vie et mentalité d'un Lillois sous Louis XIV*, Lille, Émile Raoust, 1968, 443 p.
- MAGNE (B.), *Crise de la littérature française sous Louis XIV : humanisme et nationalisme*, 1976, thèse d'État.
- MARTIN (Henri-Jean), *Livre, pouvoirs et société à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz, 1969, 2 vol.
- MARX (Roland), « Le modèle "anglais" de la tolérance », dans *350<sup>e</sup> anniversaire des traites de Westphalie. Une genèse de l'Europe, une société à construire*, Jean-Pierre Kintz, Georges Livet, dir., Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, p. 101-111.
- MEYER (Jean), *Noblesse et pouvoirs dans l'Europe d'Ancien Régime*, Paris, Hachette Littérature, 1973, 263 p.
- MOUREAU (François), *De bonne main. La communication manuscrite au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Universitas, Oxford, Voltaire Foundation, 1993, 194 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- MOUREAU (François), « Enjeux de la communication manuscrite : nouvelles à la main et gazettes imprimées », dans *L'information à l'époque moderne. Actes du colloque de l'Association des historiens modernistes des universités de 1999*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 73-90.
- PICON (Marie), « "Guerres de principes" et paix sociale : les avatars du patriotisme anglais au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dir. Paul-Gabriel Boucé, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, vol. I, p. 215-224.
- PLATELLE (Henri), éd., *Journal d'un curé de campagne au XVII<sup>e</sup> siècle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1997, 192 p.
- PREAUD (Maxime), *Les effets du soleil : almanachs du règne de Louis XIV, catalogue de l'exposition au musée du Louvre, 1995*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1995, 155 p.
- RANUM (Orest Allen), *Artisans of glory : writers and historical thought in seventeenth-century France*, Chapel Hill, N.C., University of North Carolina press, 1980, XII-355 p.
- RANUM (Orest Allen), *National consciousness, history, and political culture in early modern Europe*, Baltimore, Londres, Johns Hopkins University press, 1975, x-177 p.
- RETAT (Pierre), « Bilan et perspectives des recherches sur les gazettes », dans *L'information à l'époque moderne. Actes du colloque de l'Association des historiens modernistes des universités de 1999*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 5-24.
- RETAT (Pierre), SGARD (Jean), dir., *Presse et histoire au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'année 1734*, Paris, CNRS, 1978, 325 p.
- SARMANT (Thierry), « Le "roi de guerre" dans ses médailles. Un instrument de la propagande louis-quatorzienne ? », dans *Les médias et la guerre*, Hervé Coutau-Bégarie, dir., Paris, Commission française d'histoire militaire, Institut de stratégie comparée, Economica, 2005, p. 169-179.
- SCHALK (Ellery), *L'épée et le sang. Une histoire du concept de noblesse (vers 1500-vers 1650)*, Seyssel, Champ Vallon, 1996 [trad. de l'anglais *From Valor to Pedigree*, Princeton, University Press, 1986].
- SCHILLINGER (Jean), *Les pamphlétaires allemands et la France de Louis XIV*, Bern, Berlin, Paris, P. Lang, 1999, XI-720 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- SCHILLINGER (Jean), « Politique et religion chez les apologistes de l'Autriche au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Le baroque autrichien au XVII<sup>e</sup> siècle*, Gertrude Stolwitzer, dir., Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1989, p. 53-62.
- SMITH (Jay M.), *The Culture of Merit. Nobility, Royal Service and the Making of Absolute Monarchy in France, 1600-1789*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1995.
- SOLNON (Jean-François), *La cour de France*, Paris, Fayard, 1987, 649 p.
- SUMMERSON (John), *Architecture in Britain : 1530-1830*, 7<sup>e</sup> éd. Harmondsworth, Penguin, 1989, 624 p.
- TURCKHEIM-PEY (Sylvie de), *Médailles du Grand Siècle : histoire métallique de Louis XIV*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2004, 51 p.
- TURBET-DELOF (Guy), *La presse périodique française et l'Afrique barbaresque au XVII<sup>e</sup> siècle, 1611-1715*, Genève, Droz, 1973, 191 p.
- VAN MALSSSEN (Pieter Johannes Wilhelmus), *Louis XIV d'après les pamphlets répandus en Hollande*, Amsterdam, Paris, A. Nizet, M. Bastard, [1937], XII -226 p.
- VINCENT (Monique), *Le Mercure Galant. Présentation de la première revue féminine d'information et de culture, 1672-1710*, Paris, Honoré Champion, 2005, 669 p.
- VITTU (J.-P.), « "Le peuple est fort curieux de nouvelles" : l'information périodique dans la France des années 1690 », *Studies on Voltaire*, 320, 1994, p. 105-144.
- WEIL (Françoise), « Les gazettes manuscrites avant 1750 », dans *Le journalisme d'Ancien Régime : questions et propositions, table ronde du CNRS, 12-13 juin 1981*, dir. Pierre Retat, Lyon, PUL, 1982, p. 93-100.

### **0.10. Histoire militaire de l'époque moderne**

#### **0.10.1. La guerre à l'époque moderne**

- Armées et diplomatie dans l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle*, colloque de l'Association des historiens modernistes des universités, 1991, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1992, 147 p.
- ARNOLD (Thomas F.), *Les guerres de la Renaissance, XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles*, Paris, Autrement, 2002, 224 p. (« Atlas des guerres »).



## BIBLIOGRAPHIE

- BELY (Lucien), BERCE (Yves-Marie), BERENGER (Jean), *et al.*, *Guerre et paix dans l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sédès, 1991, 3 vol.
- BERENGER (Jean), « Les commandes d'armes de Léopold pour l'armée impériale », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CERMA, 2008, p. 155-181.
- BERENGER (Jean), « L'influence des peuples de la steppe (Huns, Mongols, Tatares, Turcs) sur la conception européenne de la guerre de mouvement et l'emploi de la cavalerie », dans *Revue internationale d'histoire militaire*, 49, 1980, p. 33-49.
- BLACK (Jeremy), *A Military Revolution ? Military Change and European Society, 1550-1800*, Atlantic Highlands, NJ, Humanities Press, 1991, XIII-109 p.
- BLACK (Jeremy), *Britain as a military power 1688-1815*, Londres, University College London, 1999, 332 p.
- BLACK (Jeremy), *European Warfare, 1660-1815*, Londres, UCL Press, 1994, 275 p.
- BLACK (Jeremy), *La guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle : Europe, empire ottoman, Inde, Chine, Amérique du Nord*, Paris, Autrement, 2003, 224 p. (« Atlas des guerres »).
- BLACK (Jeremy), dir., *War in the Early Modern World, 1450-1815*, Londres, UCL Press, 1999, 268 p.
- BOIS (Jean-Pierre), « Armes, tactiques et batailles, d'Azincourt à Fontenoy », dans *Enquêtes et documents*, Université de Nantes, n°18, p. 27-66.
- BOIS (Jean-Pierre), *Les guerres en Europe, 1494-1792*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Belin, 1993, 303 p.
- BOUGET (Boris), LARRIBIERE (Christophe), « Le feu et le fer : Vauban, les armes et la tactique de l'infanterie », dans *Vauban. La guerre, la gloire 1707-2007*, Paris, CERMA, 2007, p. 249-283.
- BROUSSE (Yann), « Les réseaux d'information de Louvois dans les Provinces-Unies et les Pays-Bas catholiques, 1671-1691 : guerre et renseignement à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°82, Vincennes, Commission française d'histoire militaire, 2002, p. 57-77.
- CENAT (Jean-Philippe), « Le ravage du Palatinat : politique de destruction, stratégie de cabinet et propagande au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg », *Revue historique*, 1/2005 (n° 633), p. 97-132.
- CENAT (Jean-Philippe), *Le roi stratège : Louis XIV et la direction de la guerre, 1661-1715*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 386 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- CENAT (Jean-Philippe), *Stratégie et direction de la guerre à l'époque de Louis XIV : Jules-Louis Bolé de Chamlay, conseiller militaire du roi*, thèse de doctorat, 2006, 3 vol. dactyl.
- CHAGNIOT (Jean), « Critique du concept de révolution militaire », dans *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Économica, 1997, p. 23-29.
- CHANDLER (David), *The Art of Warfare in the Age of Marlborough*, New York, Londres, B. T. Batsford, 1976, 317 p.
- CHAUVIRE (Frédéric), « Le problème de l'allure dans les charges de cavalerie du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Revue historique des armées*, n°249, 2007, p. 16-27 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index553.html>> [consulté le 08 février 2011].
- CHARNAY (Jean-Paul), « Homologies et hétérogénéités des stratégies terrestres et navales, au début de l'ère industrielle (propositions méthodologiques) », dans *Revue internationale d'histoire militaire*, Paris, n° 37, 3, 1977, p. 1-25.
- CHILDS (John), *Armies and Warfare in Europe, 1648-1789*, Manchester, Manchester University Press, 1982, 216 p.
- CHILDS (John), *La guerre au XVII<sup>e</sup> siècle. Europe*, Paris, Autrement, 2004 (Atlas des guerres), 224 p.
- COLIN (Jean), *L'infanterie au XVIII<sup>e</sup> siècle : La tactique*, Paris, Berger-Levrault, 1907, 280 p.
- CORVISIER (André), « Conclusion générale », dans *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Economica, 1997, p. 149-157.
- CORVISIER (André), dir., *Histoire militaire de la France. Des origines à 1715*, Paris, PUF, 1992, t. I, 632 p.
- DECKER (M.), « Louvois, l'artillerie et les sièges », dans *Histoire, économie et société*, n°1, janv.-mars 1996, p. 75-94.
- DELAIR (Paul-Émile), *Histoire de la fortification jusqu'en 1870*, Thionville, G. Klopp, 2002, 2 vol.
- DERUELLE (Benjamin), « C'est une lignée que les harquebuses ont enfantée », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CERMA, 2008, p. 273-290.

## BIBLIOGRAPHIE

- DREVILLON (Hervé), *L'impôt du sang. Le métier des armes sous Louis XIV*, Paris , Tallandier, 2005, 526 p.
- DUFFY (Christopher), *Fire and Stone: the Science of Fortress Warfare, 1660-1860*, Londres, Greenhill, 1996, 254 p.
- DUFFY (Christopher), *Siege Warfare: the Fortress in the Early Modern World 1494-1660*, Londres, Routledge et Paul Keegan, 1979, XII-289 p.
- DUFFY (Christopher), *The Fortress in the Age of Vauban and Frederick the Great, 1660-1789*, Londres, Boston Massachusetts, Routledge et Paul Keegan, 1985, xv-318p.
- DUFFY (Christopher), *The military experience in the age of reason*, Londres, New York, Routledge et Paul Keegan, 1987, 346 p.
- FERGUSON (Ronald Thomas), *Blood and Fire : Contribution Policy of the French Armies in Germany, (1668-1715)*, Ph. Dissertation, University of Minnesota, 1970.
- GAMBIEZ (Fernand), « Turenne et la renaissance du style indirect », dans *Turenne et l'art militaire, actes du colloque tenu à Paris, octobre 1975*, Paris, Les Belles Lettres, 1975, p. 15-21.
- HATTENDORF (John B.), *England in the war of the Spanish Succession : a study of the English view and conduct of grand strategy, 1702-1712*, New York, Garland, 1987, 408 p.
- HENNINGER (Laurent), « Une conséquence de la guerre de Trente Ans en Europe centrale et balkanique : le renouveau de la cavalerie dans les armées occidentales », *Nouveaux regards sur la guerre de Trente Ans. Cahiers du CEHD*, ADDIM, 1998.
- LYNN (John Albert), « A quest for glory : the formation of strategy under Louis XIV (1661-1715) » dans W. Murray, M. Knox et A. Bernstein, *The making of strategy : rulers, state and war*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 178-183.
- LYNN (John Albert), *The wars of Louis XIV, 1667-1714*, Londres, New York, Longman, 1999, XIII-421 p. (« Modern wars in perspective »).
- Traduction française :
- LYNN (John Albert), *Les guerres de Louis XIV, 1667-1714*, Paris, Perrin, 2010, 430 p.
- LYNN (John Albert), « Tactical Evolutions in the French Army, 1560-1660 », dans *French Historical Studies*, XIV, 1985, p. 176-191.
- MEYER (Jean), « "De la guerre" au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 267-290.

## BIBLIOGRAPHIE

- NOUZILLE (Jean), « Les confins militaires autrichiens aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Le soldat, la stratégie, la mort, Mélanges André Corvisier*, J. Bérénger, dir., Paris, Économica, 1989, p. 199-206.
- NOSWORTHY (Brent), *The Anatomy of Victory : Battle Tactics, 1689-1763*, New York, Hippocrene Paperback Edition, 1992, XVI-395 p.
- OSTWALD (Jamel), *The failure of « strategy of annihilation » : battle and fortresses in the War of the Spanish Succession*, M.A. thesis, Ohio State University, 1995, 144 feuillets.
- OSTWALD (Jamel), *Vauban's siege legacy in the War of the Spanish Succession*, Dissertation, Ohio State University, 2002, 403 p. [en ligne], disponible sur : <[http://www.ohiolink.edu/etd/send-pdf.cgi?acc\\_num=osu1039049324](http://www.ohiolink.edu/etd/send-pdf.cgi?acc_num=osu1039049324)> [consulté le 3 janvier 2006].
- PAGES (Georges), *La guerre de Trente Ans, 1618-1648*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Payot, 1991, 267 p. (« Histoire Payot »).
- PARKER (Geoffrey), *La guerre de Trente ans*, traduit de l'anglais par André Charpentier, Paris, Aubier, 1987, 468 p. (« Collection historique »).
- PARKER (Geoffrey), *La révolution militaire : la guerre et l'essor de l'Occident (1500-1800)*, trad. [de l'éd. de Cambridge, 1988], Paris, Gallimard, 1993, 276 p.
- PERJÉS (Géza), « Army provisioning: logistics and strategy in the second half of the seventeenth century », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, t. 16, n°1-2, 1970, p. 1-52.
- PERNOT (Jean-François), « Le siège comme bataille », *Cahiers du CEHD*, n°9, 1999, p. 145-152.
- PESCHOT (B.), « La guérilla à l'époque moderne », *Revue historique des Armées*, 1998, n°1, p. 3-12.
- PICAUD (Sandrine), « La “guerre de partis” au XVII<sup>e</sup> siècle en Europe », [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.stratisc.org/88\\_4.htm](http://www.stratisc.org/88_4.htm)> [consulté le 12 février 2011].
- PICAUD (Sandrine), « La manœuvre de La Méhaigne, chef-d'oeuvre du style indirect, dans le cadre du débat sur la petite guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Nouvelle histoire bataille. Cahiers du CEHD*, n°23, 2004, p. 181-200 [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.cehd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Ca\\_23\\_Chap\\_10picaud.pdf](http://www.cehd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Ca_23_Chap_10picaud.pdf)> [consulté le 12 février 2011].

## BIBLIOGRAPHIE

- PRÖVE (Ralf), « La nouvelle histoire militaire de l'époque moderne en Allemagne », dans *Revue historique des armées*, n°257, 2009, p. 14-26, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index6857.html>> [consulté le 07 janvier 2011].
- RICCIOLI (Jean-Louis), « Le problème du passage des cours d'eau au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Économica, 1997, p. 115-138.
- ROBERTS (Michael), *The Military Revolution, 1560-1660 : an inaugural lecture delivered before the Queen's University of Belfast*, Belfast, Marjory Boyd, 1956, 32 p.
- ROCHE (Daniel), dir., *Le cheval et la guerre, du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour l'Académie d'art équestre de Versailles, 2002, 399 p.
- ROCOLLE (Pierre), *2000 ans de fortification française*, Paris, Lavauzelle, 1989, 2 vol.
- ROGERS (C. J.), « The military revolutions of the Hundred Year's War », dans *Journal of military history*, n°57, 1993, p. 241-278.
- RORIVE (Jean-Pierre), *La guerre de siège sous Louis XIV, en Europe et à Huy*, Bruxelles, Racine, 1998, 299 p.
- ROWLANDS (Guy), « Louis XIV et la stratégie de cabinet : mythe et réalité » dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 25-34.
- ROWLANDS (Guy), *The Dynastic State and the army under Louis XIV*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 404 p. (« Cambridge studies in early modern history »).
- ROY (Philippe), « L'influence des conflits entre les armées orientales et européennes sur l'art de la guerre », dans, *Guerre et paix en Europe centrale aux époques modernes et contemporaines. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, D. Tollet, dir., Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 277-293.
- SAILHAN (Pierre), *La fortification : histoire et dictionnaire. Cartes de France des ouvrages fortifiés*, [Paris], Tallandier, 1991, 259 p.
- VAN CREVELD (Martin), *Supplying War: Logistics from Wallenstein to Patton*, New York, Cambridge University Press, 1977, x-284 p.
- VAULTIER (Roger), « Espionnage et contre-espionnage au temps de Louis XIV », dans *Revue historique des Armées*, n°3, août 1956, p. 17-22.
- VIROL (Michèle), « Le siège de Namur de 1692 : l'héroïsme et la technique », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, vol. 228, 2005, p. 465-488.

## BIBLIOGRAPHIE

WEIGLEY (Russel Frank), *The Age of Battles : the Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*, Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 1991, XXII-579 p.

### 0.10.2. Histoire des armées, des régiments et des corps particuliers

AMBERT (Joachim), *Esquisses historiques, psychologiques et critiques de l'armée française*, Bruxelles, J. B. Petit, 1840, v-602 p.

ATKINSON (Christopher Thomas), *History of the Royal Dragoons, 1661-1934*, Glasgow, R. Maclehose, 1934, xx-547 p.

BELHOMME (Victor-Louis), *Histoire de l'infanterie en France*, Paris, Limoges, H. Charles-Lavauzelle, 1893-1902, 5 vol.

BELHOMME (Victor-Louis), *L'armée française en 1690*, Paris, L. Baudouin, 1895, 206 p.

BLANCHARD (Anne), *Les ingénieurs du roy de Louis XIV à Louis XVI : étude du corps des fortifications*, Montpellier, Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale, 1979, 635 p.

CENAT (Jean-Philippe), « Les fonctions de maréchal général des logis à l'époque de Louis XIV », dans *Revue historique des armées*, n°257, 2009, p. 76-86, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index6874.html>> [consulté le 07 janvier 2011].

CHANDLER (David), *Blenheim preparation : collected essays on the armies of William III and Marlborough*, 2003, 224 p.

CHANDLER (David), *The Oxford illustrated history of the British army*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1994, 493 p.

CHAUVIRE (Frédéric), « La Maison du Roi sous Louis XIV, une troupe d'élite », dans *Revue historique des armées*, n°242, 2006, p. 114-121 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index4012.html>> [consulté le 08 février 2011].

CHAUVIRE (Frédéric), « La Maison du Roi sous Louis XIV, une troupe d'élite. Étude tactique », dans *Revue historique des armées*, n°255, 2009, p. 84-94 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index6764.html>> [consulté le 08 février 2011].

## BIBLIOGRAPHIE

- CHILDS (John), *The Nine Years' War and the British Army, 1688-1697 : The operations in the Low Countries*, Manchester, Manchester University Press, 1991.
- CLARKE DE DROMANTIN (Patrick), « Heurs et malheurs des troupes jacobites au service de la France au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Revue historique des armées*, n°253, 2008, p. 28-42, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org//index4433.html>> [consulté le 07 janvier 2011].
- CORVISIER (André), « Les Gardes du corps de Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n° 45, 1959, p. 265-291.
- DANIEL (le P. Gabriel), *Histoire de la milice françoise et des changemens qui s'y sont faits depuis l'établissement de la monarchie dans les gaules jusqu'à la fin du règne de Louis Le Grand*, Paris, J.-B. Coignard, 1721, 2 vol.
- FIEFFE (Eugène), *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, Paris, Dumaine, 1854, 2. vol.
- FORTESCUE (John), *A History of the British Army*, Londres, New York, Macmillan, 1899-1930, 13 vol.
- GENET-ROUFFIAC (Nathalie), « The Wild Geese : les régiments irlandais au service de Louis XIV, 1688-1715 », dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 35-48.
- GRIMOARD (Philippe-Henri, comte de), *Recherches sur la force de l'armée française et les secrétaires d'État ou ministres de la Guerre depuis Henri IV jusqu'à 1806*, Paris, Treuttel et Würtz, 1806, 216 p.
- LYNN (John Albert), *Giant of the Grand Siècle : the French army, 1610-1715*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 652 p.
- LYNN (John Albert), « The growth of the French Army during the seventeenth century », dans *Armed forces and society*, 1980, p. 568-585.
- MARIE (Gaston), « La Maison militaire du roi de France sous Louis XIV, de 1686 à 1715 » dans *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, t. 129, 1967, p. 157-188.
- MENTION (Léon), *L'armée de l'ancien régime : de Louis XIV à la Révolution*, Paris, May, 1900, 312 p.
- NAULET (Frédéric), *L'artillerie française (1665-1765). Naissance d'une armée*, Paris, Économica, 2002.

## BIBLIOGRAPHIE

- NOUZILLE (Jean), « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Économica, 1997, p. 65-102.
- PASCAL (Adrien), *Histoire de l'armée et de tous les régiments, depuis les premiers temps de la monarchie française...*, Paris, A. Barbier, 1847-1858, 5 vol.
- ROBERT (Jean), « Les Gardes françaises sous Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°68, 1965, p. 3-36.
- ROWLANDS (Guy), « Louis XIV, aristocratic power and the elite units of the French army », dans *French history*, t. 13, n° 3, 1999, p. 303-331.
- SCOULLER (Raibeart Elder), *The Armies of Queen Anne*, Oxford, Clarendon Press 1966, xv-420 p.
- SUSANE (général Louis), *Histoire de l'artillerie française*, reproduit. [en fac similé de l'éd. de Paris, 1874] Paris, C. Terana, 1984, 444 p.
- SUSANE (général Louis), *Histoire de la cavalerie française*, reproduit. [en fac similé de l'éd. de Paris, 1874] Paris, C. Terana, 1984, 3 vol.
- SUSANE (général Louis), *Histoire de l'infanterie française*, reproduit. [en fac similé de l'éd. de Paris, 1850-53] Paris, C. Terana, 1985, 5 vol.
- TOTH (Ferenc), « La diffusion des hussards en Europe aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CERMA, 2008, p. 221-236.
- YOUNG (Peter), LAWFORD (James Philip), dir., *A History of the British Army* Londres, Barker, 1970, 304 p.
- ZACHAR (József), « Les hussards hongrois du roi de France (1692-1789) », dans *Le soldat, la stratégie, la mort, Mélanges André Corvisier*, J. Bérenger, dir., Paris, Économica, 1989, p. 207-219.
- ZURLAUBEN (baron de), *Histoire militaire des Suisses au service de la France*, Paris, Desaint, Saillant, 1751-1753, 8 vol.
- ZWITZER (H. L.), « The Dutch army during the Ancien Regime », *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°58, La Haye, 1984, p. 15-36.
- ZWITZER (H. L.), *Die militie van der staat. Het Leger van de Republiek der Verenigde Nederlanden*, Amsterdam, 1991, 256 p.



## BIBLIOGRAPHIE

### 0.10.3. Guerre de succession d'Espagne

#### 0.10.3.1. Flandre

- ATKINSON (Christopher Thomas), « Wynendael », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1956, p. 26-31.
- ATKINSON (Christopher Thomas), WIJN (Jan Willem), « Ramillies Battlefield », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1960.
- BELFIELD (Eversley), *Oudenarde 1708*, Londres, C. Knight, 1972, 71 p. (« Knight's battle for wargamer »).
- CORVISIER (André), *La bataille de Malplaquet, 1709 : l'effondrement de la France évité*, Paris, Économica, 1997, 172 p. (« Campagnes et stratégies »).
- CROQUEZ (Albert), *La Flandre wallonne et les pays de l'intendance de Lille sous Louis XIV*, Paris, Champion, 1912, IX-451 p.
- DENYS (Catherine), « L'occupation hollandaise à Lille de 1708 à 1713 », dans M. Meumann et J. Rogge, éd., *Die besetzte res publica, Zum Verhältnis von ziviler Obrigkeit und militärischer Herrschaft in besetzten Gebieten vom Spätmittelalter bis zum 18. Jahrhundert*, Berlin, Lit, 2006, p. 315-336.
- FALKNER (James), *Ramillies 1706: year of miracles*, Barnsley, Pen & Sword, 2006, 144 p. (« Battleground Marlborough »).
- JUVENIL (André), *24 juillet 1712 : la journée de Denain*, Denain, Amicale Villars, 1932, 199 p.
- LESAGE (Gérard), *Denain (1712) : Louis XIV sauve sa mise*, Paris, Économica, 1992, 165 p.
- LEVRAU (Philippe), « Crippled by a musket shot and a saber slash », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 60-72.
- LOTTIN (Alain), *Les grandes batailles du nord de la France*, Paris, Éditions Mazarine, 1984, 286 p.
- OSTWALD (Jamel), « The "decisive" battle of Ramillies, 1706 : prerequisites for decisiveness in Early Modern Warfare », dans *The Journal of Military History*, n° 64, juillet 2000, p. 649-678.
- OSTWALD (Jamel), PAOLETTI (Ciro), « Letters to the Editor », dans *Journal of military history*, n°65, 2001, p. 593-597.
- OURY (Clément), « La bataille d'Audenarde du côté français », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 44-56.

## BIBLIOGRAPHIE

- PAUL (Pierre), *Denain*, Paris, Guy Victor, 1963, 223 p.
- PIRENNE (Henri), *Histoire de Belgique des origines à nos jours...*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1952, 4 vol.
- SAUTAI (Maurice, capitaine), *La bataille de Malplaquet, d'après les correspondants du duc du Maine à l'armée de Flandre*, Paris, R. Chapelot, 1904, XI-228p.
- SAUTAI (Maurice, capitaine), *La manœuvre de Denain*, Lille, impr. de Lefebvre-Ducrocq, 1902, 299 p.
- SAUTAI (Maurice, capitaine), *L'œuvre de Vauban à Lille*, Paris, Chapelot, 1911, 154 p.
- SAUTAI (Maurice, capitaine), *Une opération militaire d'Eugène et de Marlborough : le forçement du passage de l'Escaut en 1708*, Paris, R. Chapelot, 1905
- SAUTAI (capitaine Maurice), *Le siège de la ville et de la citadelle de Lille en 1708*, Lille, Lefebvre-Ducrocq, 1899, x-434 p.
- VAN HOUTTE (Hubert), *Les occupations étrangères en Belgique sous l'Ancien Régime*, Gand, Paris, E. Van Goethem, Champion, 1930, 3 t. en 2 vol.
- VEENENDAL (Augustus. J.), « The opening phase of Marlborough's campaign of 1708 in the Netherlands », dans *English Historical Review*, n°65, 1950, p. 34-48.
- VOGÜE (Melchior, marquis de), *Malplaquet et Denain*, Paris, 1892, 144 p.
- WAUTERS (Erik), « "Like salt in fire...": two local eyewitness accounts of the battle of Oudenarde », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 30-43.
- WIJN (Jan Willem), « Les troupes hollandaises à la bataille de Malplaquet », dans la *Revue internationale d'histoire militaire*, n°19, 1957, p. 344-371.
- ZELLER (Gaston), *L'organisation défensive des frontières du nord et de l'est au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Berger-Levrault, 1928, 134 p.

### 0.10.3.2. Allemagne

- BARNARD (Jon), *From Bedburg to Blenheim, the logistics of Marlborough's 1704 campaign*, M.A. Thesis, BN du Canada, 2000, 112 p. [en ligne], disponible sur <<http://www.collectionscanada.ca/obj/s4/f2/dsk2/ftp01/MQ45354.pdf>> [consulté le 3 janvier 2006].
- BELLOC (Hilaire), *The battle of Blenheim*, Londres, Stephen Swift, 1911, 144 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- CROCKATT (John Henry), *The Battle of Blenheim, August 13, 1704*, Guildford, Londres, Lutterworth Press, 1973, 80 p.
- FALKNER (James), *Blenheim, 1704 : Marlborough's greatest victory*, Barnsley, Pen & Sword, 2004, 141 p. (« Battleground Marlborough »).
- FOSTEN (Donald Sylvestre Vincit), *Blenheim*, Londres, Almark Publishing, 1975, 48 p. (« Great battles »).
- GREEN (David Bronte), *Blenheim*, Londres, Collins, 1974, 162 p.
- HOCHENDLINGER (Michael), *Oberösterreich im Spanischen Erbfolgekrieg, 1702-1706*, Vienne, ÖBV, Pädagogischer Verlag, 1993, 111 p.
- JUNKELMANN (Marcus), *Theatrum belli : die Schlacht von Höchstädt 1704 und die Schlösser von Schleißheim und Blenheim*, Herzberg, Bautz, 2000, XVI-485 p.
- KROENER (Bernhard. R.), « La crise de l'alliance franco-bavaroise à la veille de la bataille d'Höchstädt », dans *Forces armées et systèmes d'alliance. Colloque international d'histoire militaire et d'étude de défense internationale*, Montpellier, 1981, p. 170-190.
- MALLESSON (George Bruce), *The Battlefields of Germany. From the outbreak of the Thirty Years' War to the Battle of Blenheim*, Londres, W. H. Allen, 1884, VII-360 p.
- PLASSMAN (Max), *Krieg und Defension am Oberrhein. Die Vorderen Reichkreise und Markgraf Ludwig Wilhelm von Baden (1693-1706)*, Berlin, Duncker und Humboldt, 2000, 706 p.
- PROBST (Christian), *Lieber bayrisch sterben : der bayrische Volksaufstand der Jahre 1705 und 1706*, Munich, Süddeutscher Verlag, 1978, 477 p.
- RAZSO (G.), « La situation militaire générale et la guerre d'indépendance de Rakoczi », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, n°22, 1976.
- STANFORD (Iain), *Marlborough goes to war: the campaign and battle of Blenheim, 1704*, Farnham, Pike and Shot Society, 2001, 62 p.
- VALLANÇON (Louis Marie), *La bataille d'Höchstädt*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean Bérenger, Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, 1995, 151 p. dactyl.
- VERNEY (Peter), *The battle of Blenheim*, Londres, B. T. Batsford, 1976, 192 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### 0.10.3.3. *Italie*

- CARDOZA (Anthony L.), SYMCOX (Geoffrey W.), *A History of Turin*, Turin, Einaudi, 2006, 298 p.
- LAMEIRE (Irénée), *Les déplacements de souveraineté en Italie pendant les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Rousseau, 1911, VIII-538 p.
- LAMEIRE (Irénée), *Les occupations militaires en Italie pendant les guerres de Louis XIV*, Paris, A. Rousseau, 1903, VIII-400 p.
- MARTIN (Jean-Marie), « La guerre de Succession d'Espagne : l'armée des Alpes et le siège de Toulon », dans *Revue historique des armées*, n°258, 2010, p. 89-98, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org//index6930.html>> [consulté le 07 janvier 2011].
- MENGIN (G.), *Relation du siège de Turin en 1706, rédigée d'après des documents originaux inédits*, Paris, Impr. royale, 1832, 290 p.
- OURY (Clément), « La prise de décision militaire à la fin du règne de Louis XIV : l'exemple du siège de Turin, 1706 », *Histoire, économie et société*, 2010/2, p. 23-43.
- PAOLETTI (Ciro), « Prince Eugene of Savoy, the Toulon expedition of 1707, and the English Historians: A Dissenting View », dans *Journal of military history*, n°70, 2006, p. 939-962.
- POLLAK (Martha D.), *Turin, 1564-1680: urban design, military culture, and the creation of the absolutist capital*, Chicago, University of Chicago press, 1991, xxii-267-145 p.
- RICCIOLI (Jean-Louis), « Le siège de Turin (1706). Un exemple du rôle de la guerre des mines dans un siège classique », *Cahiers de Montpellier*, n°32, 1995, p. 105-139.
- RICUPERATI (Giuseppe), *Storia di Torino. IV, La città fra crisi e ripresa (1630-1730)*, Turin, Einaudi, 2002, xxxviii-1229 p.
- ROWLANDS (Guy), « Louis XIV, Vittorio Amedeo II and French military failure in Italy, 1689-1696 », tiré à part de *l'English historical review*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 36 p.
- SANDRI GIACHINO (Roberto), MELANO (Giancarlo), MOLA DI NOMAGLIO (Gustavo), dir., *Torino 1706. L'alba di un regno*, Turin, Editrice il Punto, 2007, 319 p.
- TRABUCCO (Carlo), *La Volpe savoiarda e l'assedio di Torino : Vittorio Amedeo II, primo re di Sardegna*, Turin, Fogola, 1978, 208 p.

## BIBLIOGRAPHIE

VERNIER (Jules Joseph), *Un épisode de la guerre de Succession d'Espagne, le siège de Turin en 1706*, Chambéry, Société académique de Savoie, 1896, 135 p.

### 0.10.3.4. Espagne

GONZALEZ CRUZ (David), *Une guerre de religion entre princes catholiques. La succession de Charles II dans l'empire espagnol*, Paris, éditions de l'EHESS, 2006, 304 p.

KAMEN (Henry), *The War of Succession in Spain*, Londres, Weidenfeld, Nicolson, 1969, XII-436 p.

MACAULAY (Thomas BABINGTON, Baron), *War of the Succession in Spain*, éd. C. T. Atkinson, Oxford, Clarendon Press, 1913, VIII-84 p.

PAMPAGNIN (Christophe), *Le duc de Vendôme et la campagne d'Espagne de 1710 à 1712*, mémoire de maîtrise sous la direction de MM. Lucien Bély et Thierry Sarmant, Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, 1999, 221 p. dactyl.

PARNELL (Sir Arthur), *The War of Succession in Spain 1702-1711*, Londres, Georges Bell et fils, 1888, XVI-342 p.

WIJN (J. W.), « Une bataille classique du XVIII<sup>e</sup> siècle: Almansa, 25 avril 1707 », *Revue internationale d'histoire militaire*, n°22, 1960, p 92-104.

### 0.10.3.5. Intérieur

ARMOGATHE (Jean-Robert), JOUTARD (Philippe), « Bâville et la guerre des Camisards », dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. 19, janv.-mars 1972, p. 45-72.

BOSC (Henri), *La guerre des Cévennes (1705-1710) d'après les archives du dépôt de la guerre à Vincennes, les correspondances et les mémoires du temps*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle de l'université de Paris IV-Sorbonne, Lille, Université de Lille III, 1974, 2 vol. dactyl.

JOUTARD (Philippe), *Les camisards*, Paris, Gallimard, 1976, 250 p. (« Archives »).

### 0.10.3.6. Affaires maritimes

ACERRA (Martine), ZYSBERG (André), *L'essor des marines de guerres européennes : vers 1680-1790*, Paris, CDU-SEDES, 1997, 298 p.

GIBSON (John S.), *Playing the Scottish card: the franco-jacobite invasion of 1708*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1988, 169 p.

## BIBLIOGRAPHIE

OWEN (John Hely), *War at sea under Queen Anne*, Cambridge, Cambridge University Press, 1938, 316 p.

RODGER (Nicholas A. M.), *A naval history of Britain. 1649-1815. The command of the ocean*, Londres, A. Lane, National maritime museum, 2004, LXV-907 p.

SYMCOX (Geoffrey), *The crisis of French sea power, 1688-1697 : from the « guerre d'escadre » to the « guerre de course »*, La Haye, Nijhoff, 1974, 267 p.

### 0.10.4. Histoire sociale et culturelle des armées

BABEAU (Albert), *La vie militaire sous l'Ancien Régime*, Paris, Firmin-Didot, 1889, 2 vol.

BAILLARGEAT (René), *Les Invalides : trois siècles d'histoire*, Paris, Musée de l'armée, 1974, 609 p.

BOURQUIN (L.), « Les carrières militaires de la noblesse au XVII<sup>e</sup> siècle : représentations et engagements », dans *La noblesse de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle : un modèle social ?*, Anglet, Atlantica, 2002, vol. I, P. 271-287.

CHABOCHE (R.), « Le recrutement des sergents et caporaux de l'armée française au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Recrutement, mentalité, société*, Montpellier, 1974, p. 25-43.

CHAGNIOT (Jean), « Une panique : les Gardes françaises à Dettingen, 27 juin 1743 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 24, janvier-mars 1977, pp. 78-95.

CHAGNIOT (Jean), *Paris et l'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Économica, 1985, 678 p.

CHAGNIOT (Jean), « Quelques manifestations de la sensibilité baroque chez les officiers français du XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Cahiers du CEHD*, n°7, 1998, p. 13-25.

CORVISIER (André), « La mort du soldat depuis la fin du Moyen Age », dans *Revue Historique*, n° 254, 1975, p. 3-30.

CORVISIER (André), *L'armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul : le soldat*, Paris, Faculté des lettres et sciences humaines, 1964, 2 vol.

CORVISIER (André), « Clientèles et fidélités dans l'armée française aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Hommage à Roland Mousnier : clientèles et fidélités en Europe à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1981, p. 213-236.

CORVISIER (André), *Les contrôles de troupes de l'Ancien Régime*, Vincennes, SHAT, 1968-1970, 4 vol.

## BIBLIOGRAPHIE

- CORVISIER (André), « Les généraux de Louis XIV et leur origine sociale », dans *Bulletin de la Société d'histoire du XVII<sup>e</sup> siècle*, 1959, p. 23-53.
- CORVISIER (André), *Les hommes, la guerre et la mort*, Paris, Économica, 1985, 453 p.
- CORVISIER (André), « Le moral des combattants, panique et enthousiasme : la bataille de Malplaquet », dans *Revue Historique des armées*, n°3, 1997, p. 7-32.
- CROUBOIS (Claude), dir., *Histoire de l'officier français des origines à nos jours*, Saint-Jean-d'Angely, Bordessoules, 1987, 429 p.
- DES CILLEULS (Jean), « Chirurgiens militaires de l'Ancien Régime », dans *Revue historique des Armées*, janvier 1950, p. 7-18.
- DES CILLEULS (Jean), « Les aumôniers aux armées de l'Ancien Régime », dans *Revue historique des Armées*, n°3, 12<sup>e</sup> année, août 1956, p. 5-16.
- GIRARD (Georges), *Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV, racolage et milice (1701-1715)*, Paris, Plon, 1922, 342 p.
- GORAU (François), *La vénalité des charges militaires en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, doctorat d'État sous la direction de Jean Chagniot, Université de Paris IV-Sorbonne, 1996, 265 p. dactyl.
- IUNG (Jean-Eric), *Service des vivres et munitionnaires sous l'Ancien Régime : la fourniture du pain de munition aux troupes en Flandre et en Allemagne, 1701-1710*, thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, 1983, 2 vol. dactyl.
- LEONARD (Émile. G.), *L'armée et ses problèmes au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1958, 360 p.
- OSTREICH (G. ), *Neostoicism and the Early Modern State*, Cambridge, 1982.
- REBOUL (colonel), *La Vie au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'armée*, Paris, Marcel Seheur, 1931, 157 p.
- ROWLANDS (Guy), « The Ethos of Blood and Changing Values ? Robe, Epée and the French Armies, 1661 to 1715 », *Seventeenth-Century French Studies*, vol. 19, 1997, p. 95-108.
- TUETÉY (Louis), *Les Officiers de l'Ancien Régime : nobles et roturiers*, Paris, Plon, 1908, VI-407 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### 0.10.5. Objets

- BLACKMORE (Howard. L.), *British Military Firearms, 1650-1850*, Londres, Greenhill, 1994, 294 p.
- BONNEFOY (François), *Les armes de guerre portatives en France, du début du règne de Louis XIV à la veille de la Révolution (1660-1789)*, Paris, Librairie de l'Inde, 1991, 2 vol., 902 p.
- BOUILLE (Louis, comte de), *Les Drapeaux français de 507 à 1872 : recherches historique*, Paris, J. Dumaine, 1875, 352 p.
- FOUGERAY (Alain), « Soldats du Roi : les sources iconographiques des uniformes de l'Ancien Régime », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 385-398.
- FOURE (Pierre), *Trophées de la Guerre de succession d'Espagne, 1700-1713*, Paris, C. Terana, 1982, 195 p.
- HUGUES (Basil Perronet), *La puissance de feu : l'efficacité des armes à feu sur les champs de bataille, 1630-1850*, Lausanne, Édita, 1976, 171 p.
- KEMP (Anthony), *Weapons and equipment of the Marlborough wars*, Poole, Blanford Press, 1980, 172 p.
- LIENHART (Constant), *Les uniformes de l'armée française de 1690 à 1894*, reprod. [en facsimilé de l'édition de Leipzig, Ruhl, 1899], Saint-Agnan, DA, 1989, 2 vol.
- PERRIER-ROBBE (Émilie), PREVOT (Dominique), « Vauban, un ingénieur militaire : objets-phares de l'exposition du musée de l'armée » dans *Vauban. La guerre, la gloire 1707-2007*, Paris, CERMA, 2007 p. 208-248.
- PETARD (Michel), *Équipements militaires de 1600 à 1870*, Saint-Julien-de-Concelles, M. Pétard, 1984, t. I, « de 1600 à 1750 », 117 p.

### 0.10.6. Guerre, État et société

- ANDERSON (Matthew Smith), *War and Society in Europe of Old Regime, 1618-1789*, Londres, Fontana, 1988, 239 p.



## BIBLIOGRAPHIE

- BARRIE-CURIEN (Viviane), dir., *Guerre et pouvoir en Europe au XVII<sup>e</sup> siècle, actes de la journée d'études du 14 novembre 1990*, université de Reims, Paris, Veyrier, 1991, 206 p.
- BELL (David), *The cult of the nation in France : inventing nationalism 1680-1800*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2001, XIV-304 p.
- BELY (Lucien), « Fénelon face à la guerre et à la frontière » dans *Fénelon, évêque et pasteur en son temps (1695-1715), actes du colloque de Cambrai, 1995*, Lille, université Lille III, 1996, p. 243-257.
- BERCE (Yves-Marie), « Guerre et État », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 257-66.
- BERTAUD (Jean-Paul), *Guerre et société en France de Louis XIV à Napoléon I<sup>er</sup>*, Paris, Armand Colin, 1998, 238 p.
- BOIS (Jean-Pierre), *Les anciens soldats dans la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Économica, 1990, 476 p.
- BOIS (Jean-Pierre), « Les anciens soldats de 1715 à 1815. Problèmes et méthodes », dans *Revue historique*, janv.-mars 1981, p. 81-102.
- BRAGARD (Philippe), CHANET (Jean-François), DENYS (Catherine), GUIGNET (Philippe), éd, *L'armée et la ville dans l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2006, 409 p.
- CARDINI (Franco), *La culture de la guerre, du X<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, trad. [de l'éd. de Florence, 1982, par A. Lévi] Paris, Gallimard, 1992, 479 p. (« Bibliothèque des histoires »).
- CHABOCHE (Robert), « Le clergé de France et l'assistance aux invalides de guerre au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *97<sup>e</sup> Congrès national des Sociétés savantes*, Nantes, 1972, I, p. 31-47.
- CHAGNIOT (Jean), *Guerre et société à l'époque moderne*, Paris, PUF, 2001, 360 p. (« Nouvelle Clio »).
- CHAGNIOT (Jean), « Guerre et société au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 249-256
- CORNETTE (Joël), « La révolution militaire et l'État moderne », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 41, oct.-déc. 1994, p. 696-709.
- CORVISIER (André), *Armées et sociétés en Europe : de 1494 à 1789*, Paris, PUF, 1976, 222 p.
- CORVISIER (André), *Les Français et l'armée sous l'Ancien Régime d'après les Mémoires des Intendants*, Vincennes, SHAT, 1975, 302 p. (« L'opinion et l'armée »).

## BIBLIOGRAPHIE

- CORVISIER (André), « Guerre et mentalités au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 219-232.
- CORVISIER (André), « Louis XIV et la guerre : de la politique de grandeur à la défense nationale », dans *L'État classique, 1652-1715*, éd. H. Méchoulan, J. Cornette, Paris, Vrin, 1996, p. 261-280.
- DESPLAT (Christian), dir., *Les villageois face à la guerre, actes des xxii<sup>es</sup> Journées Internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran, 8-9-10 septembre 2000*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2002, 302 p.
- DUFFY (Michael), *The Military Revolution and the State*, Exeter, University of Exeter, 1980, [4]-91 p.
- DOWNING (Brian M.), *The Military Revolution and Political Change : Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1992, XII-308 p.
- GRESSET (Maurice), *Les complots antifrçais en Franche-Comté dans la guerre de Succession d'Espagne*, colloque de l'École Française de Rome, Rome, 1999.
- LYNN (John Albert), « Le discours sur la guerre et la réalité de la guerre : un modèle culturel », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 487-502.
- KROENER (Bernhard R.), « L'État moderne et la "société militaire" au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Guerre et concurrence entre les États européens du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, dans Philippe Contamine, dir., Paris, PUF, 1998, p. 237-268
- O'REILLY (Alex), « A fall from grace: Vendôme, Bourgogne and the aftermath of Oudenarde », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 73-84.
- O'REILLY (Alex), *The battle of Oudenarde and its consequences for the French Court*, M.A. Thesis, 59 p. dactyl.
- PAKNADEC (Félix), « Un pays qui n'aimait pas son armée », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 157-168.
- RORIVE (Jean-Pierre), *Les misères de la guerre sous le Roi-Soleil : les populations de Huy, d'Hesbaye et du Condroz dans la tourmente du siècle de malheur*, préface d'André Corvisier, Liège, éd. de l'Université de Liège, 2000, 455 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### 0.10.7. Guerre et beaux-arts

- BAPASOLA (Jeri), *Threads of History. The tapestries at Blenheim Palace*, Lydney, Lightmoore Press, 2005, 160 p.
- BERCE (Yves-Marie), « Introduction », dans *1648, Paix de Westphalie. L'art entre la guerre et la paix, actes du colloque organisé par le Westfälisches Landesmuseum et le Service culturel du musée du Louvre, Münster et Osnabrück ; 19 novembre 1998, Paris, 20-21 novembre 1998*, Paris, Klincksieck, Musée du Louvre, 1999, p. 11-28.
- BOYER (Jean-Claude), « Les représentations guerrières et l'évolution des arts plastiques en France au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 291-305.
- BRULLER (Isabelle), « Des artistes au service de professionnels : l'art et l'art de la guerre. Genèse d'une collection, 1744-1805 », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 37-46.
- CEDERLÖF (Olle), « The Battle Painting as Historical Source. An Inquiry into the Principles », *Revue Internationale d'histoire militaire*, 1967, n°26, p. 119-144.
- CHALINE (Olivier), « La reddition de Breda, représentation et déréalisation de la guerre », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 255-266.
- CHATELAIN (Jean-Marc), « L'illustration des récits de guerre et la mise en scène de la bataille dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle », dans *1648, Paix de Westphalie. L'art entre la guerre et la paix, actes du colloque organisé par le Westfälisches Landesmuseum et le Service culturel du musée du Louvre, Münster et Osnabrück ; 19 novembre 1998, Paris, 20-21 novembre 1998*, Paris, Klincksieck, Musée du Louvre, 1999, p. 47-67.
- COQUERY (Emmanuel), SANTUCCI (Marina), SPINOSA (Nicolas), *et al.*, *La « bataille de Pavie »*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1999, 113 p.
- DUFAU (Michelle-Marie), « *Blenheim Palace* : œuvre de paix pour célébrer la guerre », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, P.-G. BOUCE, dir., Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, t. I, p. 47-58.
- FOISSEY (Colette), « Jacques Callot à la loupe », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 15-28.
- FARGE (Arlette), *Les fatigues de la guerre*, Paris, Gallimard, 1996, 124 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- FARGE (Arlette), « Quand Watteau peint les soldats, ou l'envers des stéréotypes glorieux », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 29-36.
- GREEN (David), *Blenheim Palace*, Londres, Country Life, 1951, 348 p.
- JALLUT (Marguerite), « Les peintres de bataille des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Archives de l'art français*, t. XXII, 1950-1957.
- LACAÏLLE (Frédéric), « Les grands, la peinture et la guerre, galeries et grands ensembles consacrés à la représentation de la guerre en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Esquisse d'un inventaire », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 99-112.
- LAVEZZI (Élisabeth), « Tuer en peinture. Le tableau de bataille dans les discours du XVIII<sup>e</sup> siècle (salons, dictionnaires, biographies) », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 371-381.
- MCCORMICK (Frank), « John Vanbrugh's Architecture: some sources of his style », dans *Journal of the Society of Architectural Historians*, n°46, 1987, 135-144.
- MEYER (Jean), STARCKY (Emmanuel), WAGENER (Danièle), *et al.*, *À la gloire du roi : Van der Meulen, peintre des conquêtes de Louis XIV, exposition au musée des beaux-arts de Dijon, 9 juin-28 septembre 1998 et au musée d'histoire de la ville de Luxembourg, 29 octobre 1998-17 janvier 1999*, Dijon, Luxembourg, Paris, Musée des beaux-arts de Dijon, Luxembourg, musée d'histoire de la ville de Luxembourg, Impr. nationale, 1998, 335 p.
- PFAFFENBICHLER (Matthias), « Das Schlachtenbild – die Blüte eines Genres », dans *1648, Paix de Westphalie. L'art entre la guerre et la paix, actes du colloque organisé par le Westfälisches Landesmuseum et le Service culturel du musée du Louvre, Münster et Osnabrück ; 19 novembre 1998, Paris, 20-21 novembre 1998*, Paris, Klincksieck, Musée du Louvre, 1999, p. 227-247.
- PFAFFENBICHLER (Matthias), « The Early Baroque Battle Scene : From the Depiction of historical events to military genre painting », dans *1648. War and Peace in Europe*, K. Bussman, H. Schilling éd., 1998, t. II, Art and Culture, p. 493-500.
- POPELKA (Liselotte), « Schlachtenbilder : Bemerkungen zu einer verachteten Bildgattung », dans *Schlachten, Schlachten, Schlachten. Eine Ausstellung der Gemäldegalerie mit dem Institut für bildnerische Erziehung*, H. Hutter, dir., Vienne, 1984, 73 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- RETAT (Pierre), « Aux confins de la presse : information graphique et information écrite. Récits et plans de bataille », dans *Le journalisme d'Ancien Régime : questions et propositions, table ronde du CNRS, 12-13 juin 1981*, dir. Pierre Retat, Lyon, PUL, 1982, p. 152-166.
- RICHEFORT (Isabelle), « Les représentations de la guerre chez Van der Meulen », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 79-90.
- ROBICHON. (François), « Les représentations de la campagne de Hollande dans les miniatures d'un manuscrit destiné à Louis XIV », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 91-98.
- ROGAL (Samuel J.), « John Vanbrugh and the Blenheim Palace Controversy », dans *Journal of the Society of Architectural Historians*, n°33, 1974, p. 293-303.
- Scènes de campements et batailles dans la peinture des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, exposition au musée des beaux-arts de Dunkerque, juillet-octobre 1990*, Dunkerque, Musée des beaux-arts de Dunkerque, 1990, 85 p.
- SEEGER (Ulrike), *Stadtpalais und Belvedere des Prinzen Eugen : Entstehung, Gestalt, Funktion und Bedeutung*, Vienne, Böhlau, 2004, 508 p.
- STOICHITA (Victor I.), « La Reddition de Breda par Velázquez », dans *1648, Paix de Westphalie. L'art entre la guerre et la paix, actes du colloque organisé par le Westfälisches Landesmuseum et le Service culturel du musée du Louvre, Münster et Osnabrück ; 19 novembre 1998, Paris, 20-21 novembre 1998*, Paris, Klincksieck, Musée du Louvre, 1999, p. 115-137.
- TORRES-GUARDIOLA (Pascal), « Le goût et la bienséance : les représentations de la guerre dans l'Appartement du Roi à Versailles sous le règne de Louis XIV », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997*, Paris, ADDIM, 1998, p. 69-78.
- WACE (Alan John Bayard), *The Marlborough tapestries at Blenheim Palace : and their relations to other military tapestries of the War of the Spanish Succession*, Londres, New York, Phaidon, 1968, 146 p.

## BIBLIOGRAPHIE

### 0.10.8. Guerre et littérature

- COOMBS (Douglas), *The Conduct of the Dutch : British opinion and the Dutch Alliance during the war of the Spanish Succession*, La Haye, Nijhoff, 1958, 405 p.
- COUTAU-BEGARIE (Hervé), « Guerre, information, propagande », dans *Les médias et la guerre*, Hervé Coutau-Bégarie, dir., Paris, Commission française d'histoire militaire, Institut de stratégie comparée, Économica, 2005, p. 1-84.
- DETIS (Élisabeth), « "Tis the longest purse conquers the longest sword" : guerre, paix et commerce dans quelques pamphlets de Daniel Defoe, 1698-1713 », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, P.-G. BOUCE, dir., Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, t. II, p. 225-242.
- DREVILLON (Hervé), « Courtilz de Sandras et les valeurs militaires de la noblesse à la fin du règne de Louis XIV », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 351-367.
- FERRIER-CAVERIVIERE (Nicole), « La guerre dans la littérature française depuis le traité des Pyrénées jusqu'à la mort de Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 233-47.
- FOGEL (Michèle), « Célébrations de la monarchie et de la guerre : les *Te Deum* de victoire en France de 1744 à 1783 », dans *La bataille, l'armée, la gloire*, actes du colloque de Clermont-Ferrand, 1983, Clermont-Ferrand, Université de Clermont II, 1985.
- GILMORE (John), « Schoolboy patriotism and gender stereotypes in the reign of Queen Anne », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 106-109.
- MACKENZIE (Niall), « "Elected King" versus "Native King" », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 110-121.
- MCNAYLOR (Mitchell), « Situation Room Shandy Hall: Tristram Shandy and London Newspaper Coverage of the Siege of Lille », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 94-101.
- MONEY (David), « The Edge of War: how some poets (and preachers) reacted to Oudenarde and Lille », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 122-137.
- MORICEAU (Lucie), « Le Coq et l'Orange : récit d'une guerre métallique entre Louis XIV et Guillaume III », dans *Revue historique des armées*, n°253, 2008, p. 22-29.

## BIBLIOGRAPHIE

- NIDERST (Alain), « La parole au combat », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 87-95.
- RAVJEZ (François), « Saint-Simon : la main à la plume vaut la main à l'épée », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 271-281.
- RETAT (Pierre), « Batailles », dans *La suite à l'ordinaire prochain. La représentation du monde dans les gazettes*, Lyon, PUL, 1999, p. 111-122.
- RETAT (Pierre), « Représentation de l'histoire et de la politique au XVIII<sup>e</sup> siècle : la *Gazette d'Amsterdam* pendant la guerre de Succession d'Espagne », dans *Ici et ailleurs : le dix-huitième siècle au présent*, mélanges offerts à J. Proust, Tokyo, 1996, p. 445-454.
- VANHEE (Olivier), « Les libelles de guerre durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg », dans *Les médias et la guerre*, Hervé Coutau-Bégarie, dir., Paris, Commission française d'histoire militaire, Institut de stratégie comparée, Économica, 2005, p. 210-229.
- VERNEY (Andrew), « Ending the war and making the peace : the literary languages of public controversy in 1713 », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, P.-G. BOUCE, dir., Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, t. II, p. 243-254.

### **0.11. Histoire générale de la guerre**

#### **0.11.1. Pensée stratégique**

- ARON (Raymond), *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976, 2 vol. (« Bibliothèque des sciences humaines »).
- BADJR (Magdy Gabriel), « Les idées philosophiques du comte de Guibert sur l'État, la société et l'armée », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 29-37.
- BEAUFRE (Général André), *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, 1998 (1<sup>re</sup> édition : Armand Colin, 1963), 192 p.
- BOIS (Jean-Pierre), « Approche historiographique de la tactique à l'époque moderne », dans *Revue historique des armées*, n°2, 1997, p. 23-30.

## BIBLIOGRAPHIE

- BOIS (Jean-Pierre), « Le marquis de Feuquières, stratège au temps de Louis XIV », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 147-160.
- BOIS (Jean-Pierre), « Plaidoyer pour une histoire tactique de la guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle (1715-1789), actes du colloque du C.A.E.R. XVIII, organisé à Aix-en-Provence, les 13-14-15 juin 1996*, G. Goubier-Robert, dir., Aix-Marseille, P.U.P., 1999, p. 19-28.
- CLAUSEWITZ (Carl von), *De la guerre*, traduit de l'allemand par Denise Naville, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, 755 p.
- CHAGNIOT (Jean), « L'apport des Anciens dans l'œuvre de Folard », dans *Pensée stratégique et humanisme. De la tactique des Anciens à l'éthique de la stratégie*, B. Colson et H. Coutau-Bégarie, dir., Paris, Économica-ISC, 2000.
- CHAGNIOT (Jean), *Le chevalier de Folard : la stratégie de l'incertitude*, Monaco, éd. du Rocher, 1997, 298 p.
- COLSON (Bruno), « Le prince de Ligne et le chevalier de Folard », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 267-279.
- COUTAU-BEGARIE (Hervé), *Traité de stratégie*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Économica, 2003, 1 024 p. (« Bibliothèque stratégique »).
- HENNINGER (Laurent), « À quoi sert l'histoire militaire ? », dans *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires. Actes de la journée d'études du 27 septembre 1999*, Vincennes, CEHD, 2000, p. 104-115.
- JOMINI (Antoine Henri de), *Précis de l'art de la guerre*, Paris, Ancelin, 1838, 2 vol.
- KROENER (Bernhard. R.), « Apprendre la guerre. Les guerres de Frédéric le Grand dans l'histoire-bataille de l'état-major allemand après 1870 », dans *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires. Actes de la journée d'études du 27 septembre 1999*, Vincennes, CEHD, 2000, p. 20-39.
- LANGENDORF (Jean-Jacques), « "Des diamants au milieu du fumier" : Folard en Allemagne (1750-1800) », dans *Combattre, Gouverner, Écrire : études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, Paris, Économica, 2003, p. 475-486.
- LAS CASES (Emmanuel de), *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, E. Bourdin, 1842, 2 vol.
- LIDDELL HART (Basil H.), *Stratégie*, Paris, Perrin, 2007, 570 p.



## BIBLIOGRAPHIE

### 0.11.2. Études sur les guerres

- AUDOIN ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), *1914-1918, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, 275 p. (« Bibliothèque des histoires »).
- AUDOIN ROUZEAU (Stéphane), *Combattre (1914-1918)*, Amiens, CRDP, 1995, 104 p.
- BECKER (Jean-Jacques), « L'évolution de l'historiographie de la Première Guerre mondiale », dans *Revue historique des armées*, n°242, 2006, p. 4-15, [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org//index4152.html>> [consulté le 07 janvier 2011].
- BOIS (Jean-Pierre), dir., *Les armées et la guerre : de l'Antiquité à la Seconde guerre mondiale*, Nantes, Ouest éditions, 1998, 240 p.
- BOURKE (Joanna), *An intimate History of Killing Face to Face in the Twentieth Century Warfare*, Londres, Granta, 1999, VIII-564 p.
- CENTRE DE RECHERCHE DE L'HISTORIAL DE LA GRANDE GUERRE, « Pour une histoire de la douleur, pour une histoire de la souffrance », dans *14-18 aujourd'hui, today, heute*, t. 1, février 1998, p. 100-105.
- CHALINE (Olivier), « De la Somme à la bataille de la Montagne Blanche : une histoire du combat », dans *14-18 aujourd'hui, today, heute*, t. 1, février 1998, p. 106-115.
- COIGNET (Jean-Roch), *Les cahiers du capitaine Coignet*, Paris, Arléa, 2001, 425 p.
- CONTAMINE (Philippe), *La guerre au Moyen Âge*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1999 (« Nouvelle Clio »).
- CORVISIER (André), *La guerre : essais historiques*, préface de Pierre Chaunu, Paris, PUF, 1995, XVI-423 p.
- GUERY (Alain), « Les comptes de la mort vague après la guerre. Pertes de guerre et conjoncture du phénomène guerre, XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles », dans *Histoire & mesure*, vol. 6, n°3/4, 1991, p. 289-312 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://histoiremesure.revues.org/index659.html>> [consulté le 07 janvier 2011].
- HANSON (Victor Davis), *Le modèle occidental de la guerre. La bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, préface de John Keegan, 2<sup>e</sup> éd. fr., Paris, Les Belles Lettres, 2001, 298 p.
- HENNINGER (Laurent), « Le renouveau de l'histoire de la guerre », dans *L'histoire aujourd'hui*, Jean-Claude Ruano-Borbalan, dir., Auxerre, Éditions sciences humaines, 1999, p. 207-218

## BIBLIOGRAPHIE

HIGHAM (Robin), *The writing of official military history*, Westport, Londres, Greenwood press, 1999, XII-179 p.

KEEGAN (John), *L'art du commandement : Alexandre, Wellington, Grant, Hitler*, Paris, Perrin, 1991, 422 p.

KEEGAN (John), *Histoire de la guerre, du néolithique à nos jours*, Paris, l'Esprit frappeur, 2000, 5 vols.

KEEGAN (John), HOLMES (Richard), GAU (John), *Soldiers: a history of men in battle*, Londres, Hamilton, 1985, 288 p.

*Le livre du gradé d'infanterie, à l'usage des élèves caporaux et sous-officiers de l'infanterie et du génie...*, Paris, Berger-Levrault, 1915, XXXII-942 p.

LYNN (John), *Battle. A History of Combat and Culture from Ancient Greece to Modern America*, Boudler, Westview, 2003.

Traduction française:

LYNN (John), *De la guerre : une histoire du combat des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2006, 603 p.

LYNN (John Albert), *The bayonets of the Republic. Motivation and Tactics in the Army of Revolutionary France, 1791-1794*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 1984, 356 p.

LYNN (John Albert), dir., *Feeding Mars: Logistics in Western Warfare from the Middle Ages to the Present*, Boulder, Oxford, Westview Press, 1993, XII-326 p.

LYNN (John Albert), dir., *Tools of War*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 1990, 262 p.

### 0.11.3. Histoire-bataille

BOIS (Jean-Pierre), « La bataille de Condé à Saxe. Essai de réflexion sur le concept de bataille dans la guerre moderne », dans *Revue internationale d'histoire militaire*, n°78, 2000.

BOIS (Jean-Pierre), *Fontenoy 1745. Louis XV, arbitre de l'Europe*, Paris, Économica, 1996, IX-152 p. (« Campagnes et stratégies »).

BOIS (Jean-Pierre), « L'homme dans la bataille à l'époque moderne », *Nouvelle histoire bataille. Cahiers du CEHD*, n°9, 1999, p. 131-142.

## BIBLIOGRAPHIE

- CHALINE (Olivier), *La bataille de la Montagne Blanche (8 novembre 1620). Un mystique parmi les guerriers*, Paris, Noesis, 1999, 623 p.
- CREASEY (Sir Edward Shepherd), *The Fifteen Decisive Battles of the World from Marathon to Waterloo*, 1<sup>re</sup> éd., Londres, Macmillan, 1851, dernière éd. Royston., Oracle, 1996, xv-639 p.
- DREVILLON (Hervé), « La défaite comme symptôme », dans *Hypothèses*, n°1, 2007, p. 283-295.
- DUBY (Georges), *Le dimanche de Bouvines*, dans *Féodalité*, Paris, Gallimard, 1996, p. 827-963 (« Quarto »).
- ENCEL (Frédéric), *L'art de la guerre par l'exemple, stratèges et batailles*, Paris, Flammarion, 2000, 350 p.
- ENGLUND (Peter), *Poltava : Chronique d'un désastre*, traduit du suédois par Erik Harder, Paris, Esprit Ouvert, 1999, 320 p. (« Histoire européenne »).
- Version anglaise :
- ENGLUND (Peter), *The battle of Poltava : the birth of the Russian empire*, Londres, V. Gollancz, 1992, 287 p.
- FONCK (Bertrand), « Les campagnes du maréchal de Luxembourg en Flandre, 1690-1694 : bataille et stratégie », dans *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°83, Vincennes, Commission française d'histoire militaire, 2003, p. 337-360.
- FORTESCUE (John William), *British campaigns in Flanders 1690-1794*, McMillan, 1918, ix-402 p.
- FULLER (John Frederick Charles), *Les Batailles décisives du monde occidental*, trad. [de l'éd. de Londres, 1954-1956], Paris, Berger-Levrault, 1981, 3 vol.
- HARDY DE PERINI (colonel Édouard), *Batailles françaises*, Châteauroux, A. Majesté et L. Bouchardeau, 1894-1906, 6 vol.
- HENNINGER (Laurent), *Rocroi, 1643*, Paris, Socomer, 1993.
- INGLIS-JONES (J.), « The Battle of the Dunes, 1658 : Condé, War and Power Politics », *War in History*, n°1, 1994, p. 249-277.
- JEANMOUGIN (Bertrand), *Louis XIV à la conquête des Pays-Bas espagnols : la guerre oubliée, 1678-1684*, Paris, Économica, 2005, XII-235 p.

## BIBLIOGRAPHIE

- LANEYRIE-DAGEN (Nadège), *Les grandes batailles*, préface de S. Audoin-Rouzeau, Paris, Larousse, 1997, 288 p.
- LE FUR (Didier), *Marignan, 13-14 septembre 1515*, Paris, Perrin, 2003, 339 p. (« Pour l'histoire »).
- KEEGAN (John), *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*, trad. [de l'éd. de Londres, 1976], Paris, Laffont, 1993, 326 p.
- MALFOY-NOËL (Dorothee), *L'épreuve de la bataille, 1700-1714*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 232 p.
- ROY (Philippe), *Louis XIV et le second siège de Vienne*, Paris, Honoré Champion, 1999, 213 p.
- ROYER (Blaise), *La bataille : histoire d'un objet d'histoire*, mémoire, université de Paris-X, 2001, 15 p.

# Première partie : Le rôle de la bataille dans le déroulement des opérations militaires

*« Nous allons parler de la plus brillante de toutes les actions de la guerre, dont les suites décident quelquefois de l'agrandissement ou de la perte des États. C'est elle qui fait les conquérans, et qui donne plus qu'aucune autre la réputation de grand capitaine. C'est par le gain des batailles que les hommes illustres des siècles passez ont rendus leurs noms immortels. Et quoique d'ordinaire un seul jour, et quelquefois trois ou quatre heures décident du sort des peuples, et de la réputation d'un guerrier, on peut dire que tout ce qui précède n'a eu pour but, que de réussir dans une action si importante, et tout ensemble si critique ».*

*Charles Sévin, marquis de Quincy,*  
Histoire militaire du règne de Louis le Grand, t. VII-II, p. 51-52

## Chapitre 1. Les enjeux stratégiques de la guerre de Succession d'Espagne

« Deux grandes monarchies, les plus puissantes de l'Europe, contiguës presque de tous côtés, unies sous la direction d'un prince aussi habile et aussi puissant que ce grand roi Louis XIV, paroisoient invincibles. Depuis la fin de sa minorité, ce grand monarque avoit su d'abord tirer son royaume du triste état où il étoit réduit, et ensuite le porter par lui-même à un haut point de puissance. Il avoit tenu tête, lui seul, à toute l'Europe, créé tant de flottes puissantes, entretenu, tant sur terre que sur mer, cinq cent mille hommes, gagné tant de batailles, pris tant de forteresses et de provinces sur les ennemis, fortifié et construit un prodigieux nombre de places, les merveilles du monde, tellement que ses côtes et ses frontières étoient bordées et même, en plusieurs endroits, couvertes de deux ou trois rangs de ces chefs-d'œuvres. [...] À la puissance imposante de ce souverain se joignoit celle de la grande et riche monarchie d'Espagne qui, par tant de beaux royaumes et États, eût pu faire trembler l'Europe aussi bien que la France, si, par son mauvais gouvernement, elle ne s'étoit pas sapée et ruinée elle-même. »

Mérode-Westerloo, Mémoires<sup>1</sup>

### UNIQUA RATIO REGNI ?

« Ne m'imitiez pas dans le goût que j'ai eu pour les bâtiments ni dans celui que j'ai eu pour la guerre ; tâchez au contraire d'avoir la paix avec vos voisins »<sup>2</sup> : ce sont, selon Saint-Simon, les conseils donnés par Louis XIV, alors au soir de sa vie, à son arrière-petit-fils qui allait bientôt assumer la fonction royale<sup>3</sup>. Cette phrase, ou l'une de ses variantes, demeure pour les auteurs hostiles au Roi-Soleil la meilleure preuve que le souverain français fut tout au long de sa vie un monarque belliqueux et imbu de sa puissance, faisant primer l'éclat de ses armes au détriment de ses voisins. Lorsqu'un suspect avoue lui-même sa faute, pourquoi douter de sa culpabilité ?

La figure de Louis XIV, ses devises orgueilleuses – « *nec pluribus impar* », et surtout le cynique « *ultima ratio regum* » qui ornait ses canons – sont irrémédiablement liés, dans l'imaginaire collectif, à la guerre. Force est de constater que son règne fut plutôt marqué par

---

<sup>1</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 171-172.

<sup>2</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 274-275.

<sup>3</sup> Selon Dangeau, il aurait plutôt dit : « Il faut [...] que vous évitiez autant que vous le pourrez de faire la guerre : c'est la ruine des peuples ». Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 126.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

les conflits que par la paix. Lorsqu'il naquit, le royaume était déjà en guerre, menant une lutte contre l'Espagne qui ne s'acheva pas avant ses vingt-et-un ans. On a souvent répété que sur les cinquante-quatre ans de son règne personnel, il n'y eut que vingt-deux années de paix ; et que dire des quelques années de répit seulement qui séparèrent la guerre de la Ligue d'Augsbourg de celle de la Succession d'Espagne ?

Une autre phrase du souverain français, datant de ses années de jeunesse, est souvent utilisée pour accréditer l'image d'un Louis XIV perturbateur de la tranquillité générale. Ce texte est cette fois-ci destiné à son fils, et il évoque la situation européenne à l'avènement du Roi-Soleil, en 1661 :

« Tout était calme en tous lieux ; ni mouvement ni crainte ou apparence de mouvement dans le royaume qui pût m'interrompre ou s'opposer à mes projets ; la paix était établie avec mes voisins, vraisemblablement pour autant de temps que je le voudrais moi-même, par les dispositions où ils se trouvaient »<sup>4</sup>.

La situation que décrit alors Louis XIV n'a rien de comparable avec ce que l'on découvre au début des années 1700. Tout semble avoir changé : la grande majorité des États limitrophes regardent la France avec suspicion, crainte ou ressentiment. Ils sont prêts à entrer dans un long conflit contre le royaume des Lys. Comment expliquer ce retournement de situation ? Il semble nécessaire de faire un rapide examen des griefs des futurs adversaires de la France pour comprendre pourquoi ils ont pris part à la guerre de Succession d'Espagne, et donc de revenir brièvement sur l'évolution des relations internationales entre la France et ses voisins au cours de quarante ans de règne personnel de Louis XIV.

La situation de la France dans l'Europe en 1661 est largement héritée de la politique prudente et efficace du cardinal Mazarin, et découle de la signature des traités de paix que la France a réussi à imposer à ses adversaires : les traités de Westphalie en 1648 qui permettent à la France de s'approprier la majeure partie de l'Alsace, et la paix des Pyrénées de 1659 qui consacre la victoire de la France sur l'Espagne, qui lui abandonne, au sud, le Roussillon et la Cerdagne, et au nord, l'Artois et des places de Flandre et du Hainaut<sup>5</sup>. L'Espagne, affaiblie par la guerre contre la Hollande et la France, gouvernée par un roi moribond dont le fils est infirme, n'est plus capable de soutenir une guerre. L'Autriche ne peut pas encore jouir

---

<sup>4</sup> Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du Dauphin*, éd. P. Goubert, Paris, Impr. nationale, 1992, p. 48. De nombreuses éditions sont disponibles pour ces mémoires. Cette dernière a été retenue comme la plus récente et la plus accessible.

<sup>5</sup> F. Bluche, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 132.

pleinement des avantages que lui a offerts l'affirmation de son pouvoir sur ses États héréditaires, qui sortent passablement ruinés de la guerre de Trente Ans<sup>6</sup>. Les alliés protestants de Mazarin, les Provinces-Unies et l'Angleterre, ne sont pas encore considérés comme dangereux. La Grande-Bretagne panse les plaies de sa guerre civile. Les dirigeants hollandais quant à eux cherchent à éviter une guerre contre la France qui serait tout à l'avantage de la maison d'Orange, et qui représenterait une menace pour le commerce. En outre, ces deux puissances maritimes tirent au milieu du siècle les conséquences de leurs rivalités commerciales, avec les deux guerres anglo-hollandaises de 1652 à 1654, et de 1665 à 1667<sup>7</sup>.

Vis-à-vis des princes et États de l'Empire, le roi de France, dans la lignée des deux cardinaux ministres, tente d'apparaître comme le « protecteur des libertés germaniques ». C'était déjà l'un des motifs avancés pour l'intrusion de la France dans la guerre de Trente Ans<sup>8</sup>. La réalisation la plus aboutie menée dans ce domaine est la fondation, en 1658, de la « Ligue du Rhin » – travail mené certes par Mazarin, mais qui est continué par Louis XIV. Celle-ci, constituée à l'occasion de l'élection impériale, réunit deux rois (France et Suède), deux Électeurs (Mayence et Cologne), ainsi que de nombreux princes allemands soucieux de faire contre-pied à la puissance autrichienne dans l'Empire<sup>9</sup>. Cette ligue dispose d'une caisse, généreusement alimentée par les largesses françaises, et de troupes qui interviendront au Saint-Gotthard. Elle est active une dizaine d'années, puisqu'en 1661 s'y adjoint l'Électorat de Trèves, ainsi que le Brandebourg en 1665. Mais les inquiétudes nées des ambitions françaises, notamment à l'occasion de la guerre de Dévolution, entraînent sa dissolution en 1667.

L'opinion des princes allemands vis-à-vis de la France évolue en effet progressivement au cours de la seconde moitié du siècle. De protecteur, Louis XIV semble devenir prédateur. Plusieurs données vont infléchir d'une façon décisive cette image. Les protestants sont rebutés par l'attitude du roi de France qui tend à se présenter comme un « champion du catholicisme », alors même que Léopold abandonne habilement cette image<sup>10</sup>. La guerre contre la Hollande, qui a d'indéniables implications religieuses, la révocation de l'édit de Nantes puis le soutien aux Jacobites heurtent les consciences des protestants du nord de

---

<sup>6</sup> Jean Bérenger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 173-174.

<sup>7</sup> J. R. Jones considère les opérations de l'Angleterre, alliée de la France, contre les Provinces-Unies, dans le cadre de la guerre de Hollande, comme une troisième guerre anglo-hollandaise à part entière. James Rees Jones, *The Anglo-Dutch Wars of the Seventeenth Century*, Londres et New York, Longman, 1996, 242 p.

<sup>8</sup> Georges Pagès, *La guerre de Trente Ans, 1618-1648*, 3<sup>e</sup> édition, Paris, Payot, 1991, p. 245.

<sup>9</sup> Georges Livet, « Louis XIV et l'Allemagne », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 33.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 38.



l'Allemagne. Les princes catholiques lui reprochent en revanche l'arrogance de l'envoyé français à la cour de Rome, et suivent l'opinion d'Innocent XI qui fait preuve de la plus grande méfiance envers le Bourbon<sup>11</sup>.

À l'inverse, Léopold devient grâce à la résistance aux offensives turques un véritable « champion de la chrétienté ». L'offensive de 1683, qui voit les Ottomans faire le siège de Vienne, frappe profondément les consciences. V.-L. Tapié indique même que « l'opinion est soulevée d'un vent de croisade »<sup>12</sup>. L'Empire tout entier se sent alors menacé : tous les jours, dans tous les villages, à midi, la *Türkenglocke* sonne pour inciter à prier pour la victoire de l'Empereur<sup>13</sup>. L'absence de réaction de la France, que des centaines de libelles accusent alors de soutenir les Turcs en sous-main, coûte très cher à sa réputation. Et grâce à la victoire du Kahlenberg, l'incontestable qualité de troupes impériales est démontrée à toute l'Europe. L'armée française, bouclier de l'Empire en 1664, n'est plus nécessaire pour défaire les Turcs vingt ans plus tard.

Enfin, les princes d'Allemagne se jugent menacés dans leurs territoires mêmes par la politique des Réunions, qui prive de leurs droits, sans aucune compensation, de nombreux seigneurs possessionnés en Alsace<sup>14</sup>. Les villes libres d'Empire se sentent en outre solidaires de Strasbourg, dont les troupes françaises s'emparent en 1681 – il est vrai que cette place représentait un pont sur le Rhin sur lequel l'Empereur savait pouvoir compter. Ces prises de possessions sont d'autant plus graves qu'elles ne sont appuyées que par des arguments juridiques très minces. Aux yeux de toute l'Allemagne, Louis XIV outrepassa honteusement les termes des traités<sup>15</sup>. Le même mépris des « constitutions de l'Empire » est à l'œuvre pendant l'invasion de la Lorraine ducal qui contraignit le duc Charles V à se réfugier à Vienne – fuite qui aura comme conséquence la création d'un « parti allemand » dans cette cour, et qui entérinera l'image de l'Empereur comme défenseur des princes opprimés<sup>16</sup>.

Les Habsbourg d'Autriche ont quant à eux toujours manifesté une profonde hostilité envers la France, par solidarité avec leurs cousins d'Espagne. Les motifs d'hostilité sont nombreux, et s'accumulent depuis le début du siècle : le soutien français à Gustave Adolphe a

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>12</sup> Victor-Lucien Tapié, « Problèmes de politique étrangère sous Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 17.

<sup>13</sup> G. Livet, art. cit., p. 41.

<sup>14</sup> Bertrand Auerbach, *La France et le Saint Empire Romain Germanique depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, [réimpr. de l'édition de Paris, 1912], Paris, Honoré Champion, Genève, Slatkine Reprints, 1976, p. 207-209. Sur ces questions, voir aussi Klaus Malettke, *Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, H. Champion, 2001, 747 p.

<sup>15</sup> V.-L. Tapié, art. cit., p. 14.

<sup>16</sup> J. Béranger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est »..., art. cit., p. 180.

permis à ce dernier de s'opposer efficacement aux progrès militaires de troupes catholiques bavares et impériales. En outre, la perte de l'Alsace en 1648 a été durement ressentie. Léopold n'a enfin guère apprécié de devoir se contenter d'épouser la cadette du roi d'Espagne, Marguerite Thérèse, alors que son aînée était accordée au roi de France<sup>17</sup>.

Un même phénomène de passage de l'amitié à la méfiance, puis de la méfiance à l'hostilité transparait dans les relations de la France et des deux puissances maritimes que sont la Hollande et l'Angleterre. Les Provinces-Unies avaient longtemps considéré la France comme leur principal allié dans la « guerre de Quatre-Vingt Ans » qui les opposa à l'Espagne. Toutefois, la première dissension diplomatique significative a lieu en 1648, lorsque la Hollande, aussi épuisée que l'Espagne, accepte une paix séparée tout à son avantage, mais qui laisse son ancien allié seul face aux États du Roi Catholique. On peut déjà y déceler une méfiance vis-à-vis de la France, et la conscience que le danger ne vient plus d'une monarchie ibérique trop dispersée, mais d'une France bien implantée aux Pays-Bas, qui pourrait menacer la République : « *Gallus amicus, sed non vicinus* ». La France accorde en contrepartie un faible soutien aux Provinces-Unies dans sa seconde guerre contre l'Angleterre, royaume qu'on cherche également à attirer dans l'orbite de la France<sup>18</sup>. Enfin, les Hollandais sont effrayés lorsque Louis XIV, en exploitant un obscur point de droit brabançon, déclenche contre l'Espagne la guerre de Dévolution (1667-1668). Ils s'unissent avec les Anglais et les Suédois pour proposer une médiation entre les deux belligérants – ne cachant pas qu'ils pourraient entrer dans le conflit s'il s'éternisait. C'est désormais le roi Bourbon qui se sent trahi.

Cela explique en grande partie le déclenchement de la guerre de Hollande. Certes, on peut penser que Louis XIV n'avait guère de sympathie pour une République de marchands, de banquiers et de marins ; mais ce sont surtout le désir de se venger de l'affront de 1668, ainsi que le souhait de reprendre la guerre pour y attirer l'Espagne et s'assurer de conquêtes à son détriment, qui expliquent l'invasion de la Hollande en 1672. Le rétablissement du Stathoudérat consécutif à cette offensive enracine l'hostilité des dirigeants de la Hollande envers la France.

Cet épisode est également décisif dans le destin de l'Angleterre, puisque c'est le Stathouder Guillaume d'Orange qui devient roi d'Angleterre après la « Glorieuse Révolution » de 1688, qui chasse un Jacques II perçu comme trop favorable à la France.

---

<sup>17</sup> J. Bérenger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est »..., art. cit., p. 178.

<sup>18</sup> J. R. Jones, *The Anglo-Dutch War...*, op. cit., p. 166.

Après les règnes de Charles II et de Jacques II qui avaient hésité entre l'alliance avec la France et la rivalité maritime et économique, celui du roi Guillaume marque une rupture. Cette coupure est tellement nette que de nombreux historiens, aussi bien français qu'anglais, ont considéré que la date de 1688 pouvait être considérée comme le tournant du règne de Louis XIV – du moins du point de vue des relations extérieures<sup>19</sup>. En effet, c'est tout un peuple farouchement protestant et hostile au modèle politique français qui soutient le roi dans sa volonté systématique d'abattre la France<sup>20</sup>.

En deux guerres – la guerre de Dévolution, puis la Guerre de Hollande –, Louis XIV s'est donc durablement aliéné le soutien de l'Europe du nord. La politique des Réunions, l'attitude de la France vis-à-vis de la Lorraine et le comportement de ses armées durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg – particulièrement le ravage du Palatinat – ont ensuite choqué les princes d'Empire, les jetant dans le parti de Léopold. La politique étrangère de Louis XIV n'aurait-elle donc été qu'une soif de conflit systématique, faisant de la guerre l'« *unica ratio regni* », l'unique principe du règne ?

Les historiens français les plus critiques à l'égard de la politique étrangère de Louis XIV y ont vu la volonté de manifester sa gloire. « Sa gloire, il voulait qu'elle éclatât, il le voulait puérilement », affirme Alexis de Saint-Léger dans *l'Histoire de France* de Lavissee<sup>21</sup>. Il est vrai que ce terme reste un thème dominant de ses conceptions politiques. Ses *Mémoires* au Dauphin en font état à de nombreuses reprises : il dit préférer « sans doute dans le cœur, à toutes choses et à la vie même, une haute réputation [s'il] la pouvai[t] acquérir »<sup>22</sup>. La gloire par les armes aurait été d'autant plus facile à obtenir qu'elle se gagnait avec le sang d'autrui. À l'étranger, on préfère insister sur son envie dévorante de conquêtes territoriales. Ainsi, Peter Verney clame que la force et les ambitions de la France n'avaient pas de limites<sup>23</sup>. David Chandler parle des « ambitions territoriales apparemment insatiables » de Louis XIV<sup>24</sup>. C'est reprendre à son encontre la vieille accusation d'avoir cherché à réaliser une « monarchie

---

<sup>19</sup> V.-L. Tapié, art. cit., p. 9.

<sup>20</sup> André Bourde, « Louis XIV et l'Angleterre », dans *xvii<sup>e</sup> siècle*, n°46-47, 1960, p. 57.

<sup>21</sup> E. Lavissee, dir., *Louis XIV...*, op. cit., t. II, p. 42.

<sup>22</sup> Louis XIV, *Mémoires*, op. cit., p. 45. Peter Burke souligne que la recherche de la gloire et de la renommée était partagée par tous les rois et tous les nobles de ce siècle. Peter Burke, *Louis XIV. Les stratégies de la gloire*, traduit de l'anglais par Paul Chemla, Paris, Seuil, 1995, p. 14.

<sup>23</sup> « Her strength, and her ambitions, knew no bounds ». P. Verney, op. cit., « introduction ».

<sup>24</sup> « Louis XIV's seemingly insatiable territorial ambitions ». D. Chandler, *The Art of Warfare...*, op. cit., p. 22.

universelle » en Europe ; critique que s'était attiré le roi dès la guerre de Dévolution, et sur laquelle nous reviendrons<sup>25</sup>.

Toutefois, une nouvelle vision de la politique étrangère du Roi-Soleil s'est progressivement dégagée, de la part d'historiens français aussi bien qu'anglo-saxons. Il faut souligner ici le rôle qu'a joué Ragnild Hatton dans cette réévaluation historiographique. Cette historienne américaine a plaidé pour une approche comparatiste, qui cesserait de se focaliser uniquement sur la personne et l'image de Louis XIV, et s'intéresserait aussi à l'attitude de ses homologues européens. En suivant ces préceptes, on s'aperçoit vite que l'action diplomatique et stratégique du souverain français n'apparaît pas fondamentalement différente de celle des autres souverains européens. Le Roi-Soleil était par exemple très sensible au rang reconnu aux représentants de la France dans les relations internationales ; mais d'autres nations – et même les républiques comme les Provinces-Unies – étaient tout aussi susceptibles vis-à-vis des questions d'étiquette<sup>26</sup>. Léopold I<sup>er</sup>, Charles XII, ou encore Guillaume III évoquaient couramment leur « *gloire* » pour justifier leurs décisions<sup>27</sup>.

Il faut en outre revenir sur la notion même de « *gloire* ». Le sens actuel de ce terme est trompeur : la gloire de Louis XIV ne recouvre pas seulement le brillant des armes et la pompe des cérémonies, mais ce qu'on qualifierait aujourd'hui de réputation – lorsqu'un envoyé de Léopold traduit pour son maître une conversation qu'il a eue avec Chamlay, et où ce dernier parlait de la *gloire* du roi, l'envoyé utilise les termes « *Reputation* » et « *Ansehen* », signifiant respectivement « réputation » et « image »<sup>28</sup>. La *gloire* n'est donc pas nécessairement affaire de vanité personnelle ; elle implique aussi la grandeur de l'État à la tête duquel le souverain se trouve<sup>29</sup>. Le Roi-Soleil écrit ainsi dans son mémoire sur la campagne de 1673 : « Je désirais faire quelques progrès, et soutenir et augmenter la puissance et la réputation de la France : en travaillant pour elle, je travaillais pour moi, et il m'était bien doux de trouver la gloire dans celle d'un État aussi puissant et aussi abondant qu'est ce royaume »<sup>30</sup>.

Or, rien n'était plus contraire à la gloire que de diminuer les frontières de son pays et de laisser ses peuples sans défense. On ne peut comprendre la politique étrangère de Louis XIV sans prendre en compte ce souci de protéger l'intégrité du territoire français. C'est pour atteindre cet objectif que le souverain s'est efforcé de fermer progressivement toutes les

---

<sup>25</sup> Voir notamment *infra*, section 10.2.3.1.

<sup>26</sup> Ragnild Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », dans *Louis XIV and the craft of kingship*, J. Rule, dir. Columbus, Ohio State University Press, 1969, p. 158.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> V.-L. Tapié, art. cit., p. 6-7.

<sup>30</sup> Cité par Jean-Pierre Labatut, *Louis XIV, roi de gloire*, Paris, Impr. nationale, 1984, p. 223.

« portes » qui pouvaient conduire à une invasion, c'est-à-dire de s'emparer des places fortes qui auraient permis à un ennemi de pénétrer dans le royaume. La brèche dans les Pyrénées avait disparu par la conquête du Roussillon acquis en 1659, mais le Nord et l'Est restaient fragiles. Les guerres de Dévolution et de Hollande permirent au roi de renforcer la frontière du Nord – celle qui tint ferme sous les coups de Marlborough et d'Eugène. À la paix de Nimègue, le roi restitua les places les plus avancées qu'il tenait dans les Pays-Bas espagnols, manifestant son souci de disposer de frontières rectilignes – ce que Vauban a appelé le « pré carré »<sup>31</sup>. Louis XIV resta également toujours très sensible à la sécurité du flanc est du royaume, et il ne cessa jamais de chercher à consolider la barrière que représentait le Rhin. On néglige trop souvent, rétrospectivement, que Louis XIV craignait la puissance autrichienne autant que Léopold celle des Français<sup>32</sup>. Dans les années 1680-90, à l'époque de la politique « agressive » des Réunions, Roi-Soleil redoutait sincèrement que les forces impériales, après s'être débarrassé des Ottomans, ne fussent à même de se retourner contre la France : dans l'esprit du souverain français, il fallait à tout prix profiter des faiblesses passagères de l'Autriche pour se trouver dans la position la plus solide possible en cas de nouveau conflit. Comme l'a remarqué André Corvisier, on aurait sans doute mauvaise grâce de reprocher au roi de telles acquisitions, destinées à protéger ses propres peuples<sup>33</sup>. On aurait même pu lui reprocher, s'il n'avait pas profité de la situation exceptionnelle de son royaume en 1661 pour consolider ses frontières, d'avoir laissé le pays ouvert face aux menaces.

Comment expliquer alors l'image déplorable qu'eut Louis XIV vis-à-vis de ses voisins européens, et qu'il continue souvent à avoir dans l'historiographie européenne, même en France<sup>34</sup> ? Le Roi-Soleil ne fit probablement pas preuve de suffisamment de prudence. Il n'a pas su voir qu'en fermant des voies d'invasion, il s'ouvrait par là même des portes pour pénétrer chez ses voisins, ce qu'ils ont ressenti douloureusement. L'annexion de Strasbourg

---

<sup>31</sup> Cette expression semble avoir été employée pour la première fois par Vauban dans une lettre adressée à Louvois en janvier 1673 : « Sérieusement, Monseigneur, le Roy devrait songer à faire son pré carré ». Vauban déplore ainsi l'enchevêtrement des places fortes françaises et ennemies, situation qui complique l'élaboration d'un système défensif solide, et qui entraîne des dépenses considérables pour le roi, en l'obligeant à entretenir un nombre excessif de forteresses. La « quadrature non pas du cercle, mais du pré » a selon Vauban comme double vertu de permettre de faire des économies, tout en opposant aux adversaires une frontière solide. M. Virol, *Vauban...*, *op. cit.*, p. 94.

<sup>32</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », art. cit., p. 172.

<sup>33</sup> André Corvisier, préface du livre de Jean-Pierre Rorive, *Les misères de la guerre sous le Roi-Soleil : les populations de Huy, d'Hesbaye et du Condroz dans la tourmente du siècle de malheur*, Liège, édition de l'université de Liège, 2000, p. 10.

<sup>34</sup> Jeremy Black déplore ainsi : « French policy is usually discussed in terms of Louis XIV's aggression ». Jeremy Black, *European international relations, 1648-1815*, Houndmills, Palgrave, 2002, p. 87.

en fut l'exemple le plus représentatif<sup>35</sup>. Il a également trop fait confiance au pouvoir de dissuasion de sa propre force, en ne comprenant pas que le spectacle de la puissance française, bien loin de pousser les autres États à se jeter dans les bras de la France, les rebutait profondément. Nous verrons l'effet néfaste de telles erreurs de jugement durant la guerre de Succession d'Espagne. Enfin, il n'est pas lieu ici de revenir sur les conséquences désastreuses, dans l'Europe de l'époque comme dans l'historiographie actuelle, de la révocation de l'Édit de Nantes. Les huguenots persécutés, dispersés dans l'ensemble des États protestants, diffusèrent la crainte d'une volonté de reconquête catholique de l'Europe animée par le roi Très-Chrétien.

Le souverain français n'était pourtant pas incapable de tirer des leçons de ses erreurs. Très rapidement, dès la fin de la guerre de Hollande, il prit conscience que ni les Anglais, ni les Hollandais n'accepteraient une présence française dans les Pays-Bas espagnols. Dès lors, il abandonna définitivement toute idée de conquête ou d'acquisition pacifique<sup>36</sup>. Les revendications territoriales modérées de la France durant les négociations de Ryswick, de même que son implication dans la signature des deux traités de partition successifs – que nous allons bientôt examiner –, montrent que Louis XIV espérait à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle tirer plus de fruits de sa modération que d'éventuelles démonstrations de force.

En plusieurs décennies de conflits, Louis XIV a réussi à sécuriser tous les acquis que lui promettaient les traités de 1648 et 1659, en étendant et en consolidant fermement ses frontières ; mais il l'a fait au détriment de ses relations avec la grande majorité de ses voisins. À la fin des années 1690, le roi sait que son pays est fatigué, et il ne cherche apparemment plus les conflits. C'est lui qui contacte Anglais et Hollandais pour chercher à prévenir, par les voies diplomatiques, le conflit annoncé par la santé chancelante du roi d'Espagne. Le tournant du siècle verrait-il naître un espoir pour la paix ? Pourtant, quatre ans après la signature de la paix de Ryswick, et une année seulement après celle du second traité de partition, l'Europe s'enfonce à nouveau dans la guerre. À l'encontre des traités de partition signés avec les puissances maritimes, Louis XIV a accepté que son petit-fils, Philippe V, hérite de la couronne d'Espagne, entraînant rapidement une réaction militaire des autres États européens. Cette guerre qui se déroule dans une configuration complètement inattendue – la France se trouvant alliée à l'Espagne – va être la plus longue du règne personnel du roi. Le conflit qui

---

<sup>35</sup> Ragnild Hatton, « Louis XIV et l'Europe, éléments d'une révision historiographique », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 126.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 130.

s'étend de 1701 à 1714 représenterait-il donc une « rechute » du Roi-Soleil, le voyant retomber dans ses supposés travers de rêve d'hégémonie européenne ?

Pour répondre à cette question, il nous faut étudier les objectifs poursuivis par la France durant le conflit qui s'étend de 1701 à 1714, et analyser les conceptions diplomatiques et stratégiques de Louis XIV et de ses conseillers. Nous nous attarderons en premier lieu sur la question de la succession d'Espagne, sujet qui a focalisé l'attention des cours européennes, et particulièrement celles de France et d'Autriche, depuis les années 1660. Nous examinerons à ce titre les négociations liées aux traités de partition ; et nous étudierons pourquoi le Roi-Soleil a en définitive choisi de les négliger au profit du testament de Charles II, qui plaçait un Bourbon sur le trône d'Espagne. Nous verrons ensuite les premières années de la guerre, période souvent qualifiée d'équilibre entre les forces belligérantes. Nous nous intéresserons enfin, beaucoup plus en détail, aux objectifs suivis par les parties en présence pendant les campagnes de 1704, 1706 et 1708 – ou comment Louis XIV et les Alliés ont cherché à obtenir une paix à leur avantage par la victoire sur les champs de bataille.

### **1.1. La guerre de Succession d'Espagne, dénouement d'un siècle de guerre ?**

#### **1.1.1. La question de la Succession d'Espagne**

Lorsque Philippe IV meurt en 1665, il laisse en héritage à son fils Charles II l'ensemble gigantesque constitué par les territoires de la couronne d'Espagne : l'Espagne elle-même, les Pays-Bas méridionaux, la Franche-Comté, de nombreuses possessions en Italie (la Lombardie, le royaume de Naples ou encore les présides de Toscane), enfin un considérable empire colonial hors d'Europe. Or, le nouveau roi est de constitution très faible, et nul n'imagine qu'il pourra vivre de nombreuses années et avoir des enfants. Il n'y a pas, en Espagne même, d'autre héritier présomptif en cas de décès. Profitant de l'affaiblissement temporaire de la monarchie ibérique, Louis XIV prétend à la succession de divers territoires, au titre de son mariage avec Marie-Thérèse, fille de Philippe IV : c'est le prétexte du déclenchement de la guerre de Dévolution. Celle-ci se termine en raison non seulement, comme nous l'avons vu, des pressions diplomatiques de la Hollande, de l'Angleterre et de la Suède, mais aussi de la signature d'un traité secret avec l'Empereur. Ce « traité de Grémonville » – du nom de l'ambassadeur français à Vienne –, entérine le 19 janvier 1668 l'idée d'un partage de la succession d'Espagne entre les Habsbourg d'Autriche et les Bourbons, dans l'hypothèse où

Charles II mourrait sans enfants<sup>37</sup>. Dès lors, Louis XIV ne voit plus l'intérêt de la guerre de Dévolution, et de combattre pour obtenir ce que le décès sans doute précoce du roi d'Espagne va lui apporter sans coup férir. La longévité de Charles II déçut les attentes françaises – mais conformément à ce qui était escompté, le roi d'Espagne n'eut pas d'enfants.

Il faut attendre 1698 pour que la question de la succession espagnole redevienne un élément de négociation diplomatique. Plusieurs prétendants à la succession, descendants de Philippe III ou Philippe IV, manifestaient alors leurs ambitions à la cour de Madrid : il s'agissait principalement des Autrichiens (Léopold I<sup>er</sup> et ses fils), des Français (le Grand Dauphin et ses fils) et des Bavarois (le fils de l'Électeur de Bavière). Le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France en Espagne, cherchait à regrouper un parti favorable à une succession française<sup>38</sup>. Mais l'amitié et l'alliance pluriséculaire entre les Habsbourg de Vienne et de Madrid laissaient plutôt augurer que son successeur serait un Autrichien, l'Empereur peut-être. C'était le spectre du retour de l'empire de Charles Quint, perspective qui réjouissait aussi peu la France que les puissances maritimes.

Le roi de France décida alors d'entamer des négociations directement avec Guillaume III. Un premier traité de partage, négocié par le maréchal de Tallard, alors représentant de la France en Angleterre, fut signé le 10 octobre 1698 à La Haye. Il prévoyait l'attribution de l'héritage au prince Électoral de Bavière, et le démembrement de l'empire espagnol, à la fois au profit de la France et du fils cadet de l'Empereur. La signature avait été rendue possible par la modération dont fit preuve Louis XIV dans ses prétentions territoriales<sup>39</sup>.

La mort de l'héritier présomptif, l'année suivante, amena une renégociation. Le second traité fut signé à Londres et La Haye en mars 1700. L'archiduc Charles, fils cadet de l'Empereur, serait désigné comme héritier, tandis que le Dauphin deviendrait maître de toutes les possessions italiennes.

Il est possible de dégager des constantes dans ces différentes discussions : jamais la France ne prétendit accéder aux Pays-Bas, ce qui aurait rebuté profondément les puissances

---

<sup>37</sup> Selon les termes de ce traité, Louis XIV obtenait les Pays-Bas avec la Franche-Comté, Naples et la Sicile, les Philippines et les présides d'Afrique du nord, ainsi que le royaume de Navarre. L'Autriche y gagnait l'alliance militaire française, et la régente d'Espagne Marie-Anne se voyait contrainte d'accepter ces accords secrets en échange de la restitution de la Franche-Comté en 1668. Jean Bérenger, « Une décision de caractère stratégique : l'acceptation par Louis XIV du testament de Charles II d'Espagne », dans *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°82, Vincennes, Commission française d'histoire militaire, 2002, p. 99.

<sup>38</sup> Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 1990, p. 33-34.

<sup>39</sup> Lucien Bély, *Les relations internationales en Europe, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1992, p. 377.



maritimes<sup>40</sup>. En revanche, la possession par les Français de postes en Italie était destinée à empêcher une jonction territoriale entre Espagnols et Autrichiens, et à neutraliser l'empire espagnol. Enfin, la perspective d'échanger des territoires italiens avec des régions limitrophes de la France (Savoie et Lorraine) s'inscrivait parfaitement dans le cadre de la recherche d'un « pré-carré » défensif<sup>41</sup>. La succession d'Espagne apparaissait ainsi comme l'accomplissement de toute la politique étrangère de Louis XIV. Mais deux facteurs rendirent caducs les traités.

Il s'agit en premier lieu de l'hostilité de l'Empereur, qui refusait que son fils soit dépossédé des possessions italiennes de la couronne d'Espagne. Toutefois, une action militaire combinée de l'Angleterre, de la Hollande et de la France pouvait aisément le neutraliser. Le second élément, le plus décisif, avait été largement négligé par les chancelleries européennes : il s'agit du sentiment national espagnol, très fort à la cour de Madrid, qui refusait catégoriquement toute idée de partage de l'empire. Nous verrons que ce sentiment demeurera très vivace tout au long de la guerre, malgré l'importance des revers. C'est ce qui amena Charles II à choisir comme héritier universel le petit-fils de Louis XIV, le duc d'Anjou. Le soutien militaire de la France pouvait faire croire aux Espagnols qu'ils seraient assez forts pour pouvoir défendre la totalité des territoires qu'ils avaient rassemblés au cours des siècles précédents.

### 1.1.2. Le testament de Charles II

Cette décision inattendue provoqua la stupeur des cours européennes. Dès lors, un choix douloureux s'imposait au roi de France : il pouvait encore soit refuser le testament, par respect envers les traités de partage, soit l'honorer. Il préféra la seconde solution. Les motifs de cette décision, qui éclairent l'attitude future des différentes puissances belligérantes, doivent être examinés. Il nous faut pour cela refuser de critiquer l'acceptation du testament seulement en considération des malheurs qui l'ont suivie, et se replacer dans le contexte de 1700, en examinant les arguments des différents interlocuteurs qui intervinrent dans les discussions.

Dans le camp des opposants, certains, comme Tallard, invoquaient le respect de la parole donnée en 1698 et en 1700. On trouvait aussi les partisans du « pré-carré », qui

---

<sup>40</sup> Lucien Bély, Yves-Marie Bercé, Jean Bérenger, et alii, *Guerre et paix dans l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Sédès, 1991, t. I, p. 413.

<sup>41</sup> *Ibid.*, t. I, p. 414.

aspiraient à des acquisitions territoriales modestes mais solides<sup>42</sup>. Ils arguaient qu'en cas d'acceptation du testament, la guerre contre l'Empereur était inéluctable, voire susceptible de dégénérer en guerre générale. Torcy assura au roi « qu'il n'y avait point de comparaison entre l'accroissement de la puissance et d'États unis à la couronne aussi nécessaire que la Lorraine, aussi important que le Guipúzcoa pour être un chef de l'Espagne, aussi utiles en commerce que les places de Toscane, Naples et la Sicile, et la grandeur particulière d'un fils de France, [...] qu'en acceptant le testament il fallait compter toute une longue et sanglante guerre par l'injure de la rupture du traité de partage et par l'intérêt de toute l'Europe à s'opposer à un colosse tel qu'allait devenir la France pour un temps »<sup>43</sup>. Plus profondément, on craignait qu'à terme le roi d'Espagne ne devînt un roi espagnol. Chamlay dans ses mémoires au roi soulignait ainsi que tout État suivait en politique étrangère ses « intérêts », plutôt que des principes moraux, religieux ou juridiques<sup>44</sup>. À plus ou moins long terme, Philippe V se détacherait donc de l'alliance française :

« Quand un petit-fils de France, rempli du meilleur naturel du monde pour Sa Majesté, sera une fois revêtu de la couronne d'Espagne et qu'il sera bien instruit des véritables intérêts de son pays, il ne pourra sans se déshonorer et se discréditer parmy sa nation et mesme dans toute l'Europe, se dispenser de les suivre. Il les suivra mesme peut-estre, s'il est ambitieux, plus exactement qu'un autre estrangeur ou par émulation ou par politique pour s'accréditer chez luy et chez les estrangeurs »<sup>45</sup>.

Les partisans de l'acceptation du testament présentaient de leur côté les avantages à retirer d'une alliance étroite avec l'Espagne. Le chancelier, Pontchartrain, lié au milieu des négociants de l'Atlantique et de la Manche<sup>46</sup>, rêvait des avantages économiques du commerce avec les possessions espagnoles des Indes occidentales. D'un point de vue strictement militaire, il avançait également que puisque l'on devait de toute façon lutter contre l'Empereur, il était plus profitable de le faire avec l'Espagne dans son propre camp. L'alliance

---

<sup>42</sup> C'était ainsi la priorité de Vauban : « Toutes les ambitions de la France doivent se renfermer entre le sommet des Alpes et des Pyrénées, des Suisses et des deux mers ; c'est là où elle doit se proposer d'établir ses bornes par les voies légitimes selon le temps et les occasions ». Vauban, « Intérêt présent des États de la chrétienté », cité par Albert de Rochas d'Aiglun, *Vauban. Sa famille et ses écrits, ses oisivetés et sa correspondance*, Genève, 1972, t. I, p. 490-496 ; publié à nouveau dans les annexes des *Oisivetés de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1691-1699.

<sup>43</sup> J. Bérenger, « Une décision de caractère stratégique... », *art. cit.*, p. 105-106. Pontchartrain rétorqua que la Lorraine, dont le duc Léopold était redevenu maître en 1697, n'était plus qu'un État neutralisé, « désarmé, démantelé, enclavé ». *Ibid.*, p. 107.

<sup>44</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 231.

<sup>45</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1523, n°8, « Mémoire de Chamlay sur la succession d'Espagne », Fontainebleau, 6 novembre 1700.

<sup>46</sup> L. Bély, *Les relations internationales...*, *op. cit.*, p. 378.

avec les puissances maritimes était plus que douteuse : on voyait mal Guillaume III soutenir avec ardeur les conquêtes de son vieil ennemi. Les craintes françaises de se retrouver seul face aux Habsbourg étaient, de ce point de vue là, tout à fait fondées. Le roi d'Angleterre écrivait en effet à Heinsius : « Ayant fait un traité pour éviter la guerre, je n'entends pas faire la guerre pour exécuter un traité »<sup>47</sup>.

Le roi, après avoir sollicité l'avis de tous les membres du Conseil d'En-Haut, prit seul sa décision. Il est possible qu'il ait été influencé par la requête inattendue du Grand Dauphin, qui lui demanda pour son propre fils, le duc d'Anjou, l'héritage espagnol qu'il estimait lui être dû<sup>48</sup>. La recherche de la *gloire* a ainsi joué dans le choix du souverain : en refusant le testament, il aurait honoré sa parole vis-à-vis des Alliés. Mais les territoires attribués à la France par le traité de partage auraient dû être conquis par une guerre qui aurait été « regardée dans le monde et à la postérité comme une chose injuste ; car il n'y a pas moyen de se plaindre avec raison du roy d'Espagne, ny des Espagnols, puisqu'ils ont appellé à leur couronne l'héritier naturel et légitime après Monseigneur et monseigneur le duc de Bourgogne »<sup>49</sup>.

Entre le 9 et le 10 novembre, trois événements jouèrent en faveur de l'acceptation du traité. Le 9, le roi apprit que le Portugal refusait de signer un traité d'alliance avec la France ; le même jour le duc de Savoie lui annonça par la voix de son ambassadeur qu'il ne voulait pas s'engager sur un échange entre le Milanais et la Savoie<sup>50</sup>. Deux importants facteurs de succès pour l'application des traités de partition disparaissaient ainsi. Enfin, Louis XIV fut réceptif aux « vœux des seigneurs et peuples d'Espagne » – de nombreuses dépêches parvenues le 10 novembre, jour de la décision royale, soulignèrent leur espoir de voir Philippe V devenir leur souverain<sup>51</sup>. Ces renseignements firent également changer d'avis Torcy et Beauvillier – la décision fut prise à l'unanimité par le conseil du roi – ainsi que Chamlay, qui rédigea la journée même du 10 un mémoire récusant son opinion précédente d'une hostilité irréductible entre Français et Espagnols.

---

<sup>47</sup> Louis André, *Louis XIV et l'Europe*, Paris, A. Michel, 1950, p. 292.

<sup>48</sup> L. Bély et alii, *Guerre et paix...*, *op. cit.*, t. I, p. 425.

<sup>49</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1523, n°10, « Mémoire de Chamlay sur la Succession d'Espagne », Fontainebleau, 10 novembre 1700.

<sup>50</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 252.

<sup>51</sup> L. Bély et alii, *Guerre et paix...*, *op. cit.*, t. I, p. 426.

### 1.1.3. Le déclenchement de la guerre

La décision de Louis XIV semble avoir été au début assez bien acceptée par l'ensemble des cours européennes, à l'exception de l'Autriche. Les puissances maritimes reconnurent Philippe V, qui fut acclamé à Madrid<sup>52</sup>. Mais certaines initiatives malheureuses de la part de la France excitèrent contre elle les puissances maritimes. Dès lors, la coalition que souhaitait Léopold disposait des moyens financiers pour s'attaquer à ce royaume.

La première imprudence fut d'avoir fait enregistrer par le Parlement de Paris le 1<sup>er</sup> février 1701 des lettres patentes qui conservaient à Philippe V sa qualité de prince successible à la couronne de France<sup>53</sup>. Certes, on peut supposer que l'objectif était surtout d'éloigner la perspective d'une succession des Orléans au trône de France ; Philippe V aurait pu, s'il avait été appelé à hériter de la couronne de son grand-père, se trouver un remplaçant pour ceindre celle du Roi Catholique<sup>54</sup>. Mais l'hypothèse de l'union des monarchies de France et d'Espagne en une seule couronne représentait un véritable spectre, qui effrayait les autres pays européens.

On peut aussi voir dans cette décision le refus du Roi-Soleil d'admettre que les règles dynastiques puissent être altérées par des traités. Faut-il expliquer de la même façon la décision de Louis XIV, qui choisit de reconnaître le fils de Jacques II comme roi d'Angleterre à la mort de ce dernier, le 16 septembre 1701 – décision qui constitue la seconde maladresse que l'on peut reprocher au roi français ? Les réclamations de Marie de Modène, la femme du défunt, ne voulant pas que son enfant soit considéré comme un « simple particulier », eurent un certain poids : c'eût été humilier une personnalité de sang royal que de ne lui reconnaître aucun titre. Mais la politique avait aussi sa part dans cette décision : le peuple anglais était d'humeur changeante, et la restauration des Stuart était imaginable. Dans ce cas, il ne fallait pas que le roi de France semblât avoir abandonné un souverain légitime. Louis XIV attribuait en effet la politique ambiguë de Charles II à l'égard de la France à son ressentiment envers l'alliance entre Mazarin et Cromwell<sup>55</sup>. Du reste, un tel geste pouvait sembler bénin, puisqu'il ne faisait qu'accorder au Prétendant les hommages dérisoires dont bénéficiait auparavant son père. Reconnaître un titre, ce n'était pas nécessairement affirmer que les prétentions associées

---

<sup>52</sup> Sur Philippe V et ses relations avec la France, voir Alfred Baudrillart, *Philippe V et la cour de France*, t. I, « Philippe V et Louis XIV », Paris, Didot, 1890, 711 p. ; et Jean-François Labourdette, *Philippe V, réformateur de l'Espagne*, Paris, Sicre, 2001, 610 p.

<sup>53</sup> F. Bluche, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 771.

<sup>54</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », *art. cit.*, p. 179.

<sup>55</sup> R. Hatton, « Louis XIV et l'Europe... », *art. cit.*, p. 126.

à ce titre étaient légitimes. Guillaume s'était fait nommer *Rex Franciae* dans le traité de Ryswick, sans que le Roi-Soleil n'y vît d'inconvénient<sup>56</sup>.

La troisième erreur attribuée à Louis XIV est d'avoir chassé les troupes hollandaises de la « Barrière », c'est-à-dire un ensemble de places-fortes situées aux Pays-Bas méridionaux, occupées par des forces bataves, qui constituaient un glacis destiné à prévenir une éventuelle attaque française contre les Provinces-Unies. Certes, d'un strict point de vue diplomatique, il ne s'agissait pas d'une trahison. La convention hispano-néerlandaise de 1698 qui fixait les conditions de cette occupation stipulait qu'on pouvait l'annuler après un préavis de trois mois – préavis qui ne fut pas respecté<sup>57</sup>. Une telle décision pouvait sembler être destinée à alléger les dépenses de la monarchie espagnole, puisque le paiement des troupes hollandaises était à leur charge. De même, ce retrait se fit sans violence, Guillaume III décidant de rappeler ses troupes pour éviter qu'elles ne fussent considérées comme prisonnières si elles tardaient à partir. Toutefois, cette décision affola les dirigeants hollandais : leurs frontières se voyaient directement exposées, et plus rien ne s'opposait à une nouvelle invasion française, plus aisée encore qu'en 1672. La reconstitution d'une Barrière fut l'un des objectifs primordiaux de la diplomatie néerlandaise durant les négociations de paix<sup>58</sup>. Cet épisode, s'ajoutant à d'autres motifs d'inquiétude, comme l'arrivée de conseillers français en Espagne, fit craindre une mainmise de la France sur les affaires ibériques. La compagnie de Guinée reçut l'*Asiento de negros*, privilège nécessaire pour acheminer des esclaves entre l'Afrique et l'Amérique espagnole, dans les ports de laquelle les navires de guerre français furent autorisés à pénétrer en janvier 1701<sup>59</sup>. Les intérêts commerciaux des puissances maritimes étaient menacés.

L'Empereur fut le premier à réagir militairement. Sans déclaration de guerre, il envoya en 1701 le prince Eugène affronter Catinat dans le Milanais, prétendant que la succession au duché de Milan était indépendante de celle au trône d'Espagne, parce que c'était un fief d'Empire<sup>60</sup>. Guillaume III de son côté excita son peuple contre la France, accusée de vouloir rétablir les jacobites et d'interdire aux puissances maritimes le commerce avec l'Amérique espagnole. Il fit voter par le Parlement l'*Act of Settlement* (acte d'établissement), en juin 1701, destiné à garantir la succession protestante sur le trône anglais. Ensuite, il congédia ce même Parlement, et en convoqua un autre pour le 10 janvier 1702, espérant que seraient élus des

---

<sup>56</sup> En effet, la guerre de Cent ans s'étant terminée sans traité en bonne et due forme, le roi d'Angleterre n'avait pas eu à renoncer solennellement à une telle appellation. Arsène Legrelle, *La diplomatie française et la Guerre de Succession d'Espagne*, seconde édition, Braine-le-Comte, impr. Zech, 1895-1899, t. V, p. 9.

<sup>57</sup> R. Hatton, « Louis XIV et l'Europe... », art. cit., p. 133.

<sup>58</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, op. cit., p. 535.

<sup>59</sup> J. Black, *European international relations...*, op. cit., p. 127.

<sup>60</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, op. cit., t. I, p. 189.

députés encore plus hostiles aux deux monarchies Bourbon. Pour orienter le vote, on focalisa l'opinion sur des incidents mineurs dus à des manifestations d'enthousiasme spontanées de quelques partisans jacobites, et on diffusa les rumeurs de complots financés par la France<sup>61</sup>. Au jour de sa mort, Guillaume III avait suffisamment orienté l'opinion britannique contre la France pour qu'elle n'évolue guère jusqu'à la fin du conflit. Une politique similaire avait été menée, de l'autre côté de la Manche, par le Grand Pensionnaire Heinsius, qui incitait les États Généraux à agir contre la France.

L'Empereur, les Provinces-Unies et l'Angleterre ne tardèrent donc pas à s'allier le 7 septembre 1701 à La Haye. Les termes du traité ne remettaient pas en cause la légitimité de Philippe V, en revanche, ils revendiquaient pour l'Empereur les possessions italiennes de l'Espagne, le contrôle des Pays-Bas par les puissances maritimes, et la cession à ces dernières de places dans les Indes<sup>62</sup>. La situation fut définitivement clarifiée lorsqu'ils déclarèrent en commun la guerre à Louis XIV et Philippe V, le 15 mai 1702.

### **1.2. Les débuts incertains de la guerre de Succession d'Espagne**

#### **1.2.1. Les forces en présence**

À ce noyau de l'Alliance vint s'adjoindre une constellation de petits États ou de puissances moyennes du nord de l'Europe. Certains voyaient surtout dans cette guerre l'occasion de faire subsister, à moindre frais, une armée que la paix aurait démobilisée. Les armées nationales étaient souvent louées comme des troupes mercenaires ; les justifications politiques ou religieuses jouant un rôle assez faible. Le cas du Danemark est exemplaire : des négociations avaient été menées en 1701 entre des envoyés français et des ministres danois. Le roi Frédéric IV avait souligné « qu'il désirait [l'alliance avec la France] plus que jamais, mais que tout dépendait des conditions [et] que, pour le bien de son État, il s'attacherait au parti qui lui ferait les conditions les plus favorables »<sup>63</sup>. Dans ces conditions, l'or anglais et hollandais, plus abondant que celui de France, avait emporté l'adhésion.

Certains recherchaient plutôt des avantages politiques que seul l'Empereur pouvait leur accorder. L'Électeur de Brandebourg rejoignit le camp des Alliés en échange d'un traité, où Léopold lui accordait le titre de roi en Prusse, et lui promettait de soutenir ses prétentions sur

---

<sup>61</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. V, p. 10.

<sup>62</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 328-329.

<sup>63</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 306.

le trône d'Angleterre à la mort de la reine Anne. Des subsides étaient également prévus. En échange, le nouveau roi fournit des troupes à l'Alliance<sup>64</sup>.

Le ralliement de l'Électeur Georges-Louis de Hanovre cumulait la plupart des motifs imaginables : la reconnaissance envers Léopold tout d'abord, qui avait créé en 1692 pour son père Ernest-Auguste, duc de Brunswick-Lunebourg, un neuvième électorat, celui de Hanovre. Les intérêts territoriaux, puisqu'il s'empara en 1702 de terres de la maison de Wolfenbüttel, favorable à la France. Enfin, et surtout, l'intérêt dynastique : il savait que Guillaume III l'avait choisi pour succéder à la reine Anne à la tête du royaume d'Angleterre, en tant qu'arrière-petit-fils de Jacques I<sup>er</sup>.

Les autres princes allemands étaient motivés autant par l'appât du gain que par la crainte de voir s'élever la France. Ils vendaient en général leurs services à la Hollande : on peut ici citer le landgrave de Hesse-Cassel, le prince de Darmstadt, l'évêque de Würzburg<sup>65</sup>... L'Électeur palatin quant à lui n'avait pas pardonné à Louis XIV le ravage de ses États.

Les quatre Cercles méridionaux de l'Empire, inquiets de voir les Français envahir leurs territoires, furent plus circonspects. Ce n'est qu'en mars 1702 qu'ils se proclamèrent membres du *foedus Caesaro-anglo-belgicum*<sup>66</sup>. La conséquence du ralliement de la quasi-totalité des principaux princes allemands à la coalition, à l'exception des deux maisons de Wolfenbüttel et de Wittelsbach, fut la déclaration de guerre de la Diète d'Empire à la France, le 28 septembre 1702<sup>67</sup>.

Le cours de la guerre vit s'adjoindre à cette coalition deux puissances moyennes méridionales, dont la position stratégique, plus que l'ampleur des effectifs, offrait des perspectives nouvelles à la Grande Alliance. La Savoie, longtemps hésitante, rejoignit le camp impérial en 1703<sup>68</sup>. Le Portugal, traditionnel allié de la France dans la mesure où ce pays le protégeait contre son puissant voisin, bascula la même année dans l'Alliance, en échange de gains territoriaux et d'avantages dans les Indes occidentales. La défection du Portugal entraîna en outre un « changement de signification » de la guerre<sup>69</sup>. La reconnaissance de l'archiduc Charles comme roi d'Espagne était en effet le prétexte de l'entrée du royaume de Pierre II dans la guerre aux côtés des Alliés. C'est pourquoi, le 12 septembre 1703, l'Empereur

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 321.

<sup>65</sup> *Ibid.* t. IV p. 403.

<sup>66</sup> B. Auerbach, *op. cit.*, p. 256.

<sup>67</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. V, p. 59.

<sup>68</sup> Voir *infra*, section 1.3.2.2.

<sup>69</sup> L. Bély, *Les relations internationales...*, *op. cit.*, p. 393.

Léopold renonça pour lui et son fils aîné à tout l'héritage. Une telle décision, qui garantissait la séparation des territoires espagnols et autrichiens, modifiait en retour les exigences des puissances maritimes. Elles substituèrent donc à leurs réclamations initiales – le partage de l'empire espagnol – la reconnaissance de Charles et la revendication de la cession intégrale de l'héritage à l'archiduc. À cette date, une exigence aussi ambitieuse n'était probablement de la part des puissances maritimes qu'une façon de manifester leur détermination. Ce n'est que quelques années plus tard, au vu des succès rencontrés, que les Anglais et les Hollandais purent réellement espérer ravir à Philippe V l'ensemble de son royaume.

Les Deux-Couronnes conservaient ainsi bien peu de soutien en Europe. Les deux seuls alliés dont la puissance ou la situation géographique pouvaient compter étaient deux frères : les Électeurs de Cologne et de Bavière. Dès mars 1701, un traité « d'étroite alliance » conclu entre Louis XIV et l'aîné des Wittelsbach prévoyait que la Bavière fournirait un corps de dix mille hommes à opposer aux ennemis de la France, contre l'envoi de 400 000 livres tournois annuelles<sup>70</sup>. Le ralliement de Max-Emmanuel entraîna celui de son cadet, l'Électeur de Cologne Joseph-Clément. La solidarité familiale n'était pas la seule en cause : l'alliance française était la garantie d'une source de subsides, que les « États » (die « *Stände* ») de son électorat lui refusaient continuellement<sup>71</sup>. Le traité signé à Bruxelles avec le parti des Deux-Couronnes le 13 février 1702 lui garantissait ainsi 75 000 livres par an<sup>72</sup>, ainsi que le revenu des contributions qui pourraient être levées sur les pays limitrophes de ses territoires, en échange de la levée extraordinaire de troupes destinée à participer à l'effort de guerre contre les Alliés<sup>73</sup>. Au-delà d'une simple source de revenus, c'est le modèle français qui inspirait Joseph-Clément : la gloire militaire et l'aide extérieure étaient censées lui permettre d'imposer à ses sujets l'absolutisme louis-quatorzien qui le fascinait tant, et de faire taire définitivement les revendications des « États »<sup>74</sup>.

La diplomatie française avait également tenté, sans succès, d'établir une force de diversion, hostile à l'Empereur, au nord de l'Allemagne. Elle réussit à s'attirer l'assistance

---

<sup>70</sup> Herbert Lüthy, *La banque protestante en France, de la Révocation de l'édit de Nantes à la Révolution*, Paris, SEVPEN, 1959, t. I, p. 263. La somme monta bientôt à 600 000 livres annuelles.

<sup>71</sup> Max Braubach, *Die Politik des Kurfürsten Josef Clemens von Köln: bei Ausbruch des spanischen Erbfolgekrieges und die Vertreibung der Franzosen vom Niederrhein (1701-1703)*, Bonn, Leipzig, Schröder, 1925, p. 17.

<sup>72</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, t. I, p. 263.

<sup>73</sup> Les articles secrets du traité sont édités dans M. Braubach, *Die Politik des Kurfürsten...*, *op. cit.*, p. 218-220. Les articles officiels du traité stipulaient seulement que l'archevêque devait prôner la neutralité de l'Empire au Reichstag, et interdire le passage sur son territoire aux troupes hostiles à la France. *Ibid.*, p. 32.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 15.



des princes de Saxe-Gotha et Wolfenbüttel, irrités par la création d'un neuvième électorat. Mais ces petits États exigeaient avant d'agir que la Saxe, dont l'Électeur était roi de Pologne, se déclarât en faveur de la France, afin d'attaquer le Brandebourg. Louis XIV ne ménagea pas ses deniers en 1700 et 1701. Mais face à l'ambiguïté de l'Électeur de Saxe, toujours enclin à accepter des avances, et rarement à s'engager, il finit par se lasser<sup>75</sup>. Pendant que les négociations continuaient, Auguste de Saxe, soucieux de mener une politique prudente, signa le 11 mars 1702 une alliance offensive et défensive contre la France. Moyennant 200 000 écus par an, il fournissait 8 000 hommes à Léopold, qui se chargeait quant à lui de convaincre la Hollande d'en employer 12 000 supplémentaires<sup>76</sup>. Comment expliquer ce revirement ? L'attitude du Saxon était en fait empreinte de prudence. Dans le camp de l'Empereur, l'Électeur de Saxe avait peu à craindre d'une défaite des Alliés. En revanche, l'Autriche victorieuse aurait pu l'accabler s'il s'était trouvé dans le camp de la France. A. Legrelle parle de « coup de maître » de la cour de Vienne<sup>77</sup>.

Malgré le grand nombre d'États qui rejoignirent la Grande Alliance de La Haye, on constate un certain équilibre des forces. La France était en effet le pays le plus peuplé d'Europe, malgré les dégâts de la crise des années 1694-1695. La croissance démographique ne fut pas entravée par la guerre : la France comptait environ 21 500 000 habitants en 1700, et 22 600 000 en 1720<sup>78</sup>.

Selon les calculs d'André Corvisier, l'armée française aurait totalisé en moyenne, sur l'ensemble de la guerre, 380 000 hommes pour l'infanterie et la milice, et 600 000 en ajoutant les autres armes, les petites milices, la marine et les gardes-côtes<sup>79</sup>. John Lynn est parti de ces travaux, et les a comparés aux documents administratifs que représentent les « routes » et les « étapes », pour tenter d'approcher les effectifs réels de l'armée française au XVII<sup>e</sup> siècle. L'historien américain a effectué, pour différentes villes, et pour toutes les armes, une moyenne du nombre réel de soldats dans un type d'unité donné, compagnie ou régiment, en marche vers le front. Comparant ce chiffre au nombre théorique de soldats que doit comprendre ce type d'unité, il a obtenu un pourcentage indiquant le rapport entre l'effectif théorique et l'effectif réel. Appliquant ce pourcentage à l'effectif théorique de l'armée

---

<sup>75</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. IV, p. 418-421.

<sup>76</sup> *Ibid.*, t. V, p. 55.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Jean Meyer, « Louis XIV et les puissances maritimes », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°123, avril-juin 1979, p. 170.

<sup>79</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 531.

française de la guerre de Succession d'Espagne (380 000 hommes), il obtient un total de 255 000 hommes servant en même temps sous les drapeaux français<sup>80</sup>.

Pour faire face aux Deux-Couronnes, les Alliés disposaient de près de 450 000 soldats réguliers, soit, en rajoutant les troupes de marine et les milices locales, le même chiffre théorique de 600 000 hommes<sup>81</sup>. Une bonne part de l'effort était assurée par l'Autriche, avec 129 000 hommes<sup>82</sup>, sans compter les contingents allemands au sein de l'armée des Cercles. Cette forte mobilisation avait été rendue possible par les progrès réalisés par les États de la maison d'Autriche depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Les plaies démographiques de la guerre de Trente Ans en Bohême avaient été comblées en une génération. Les progrès réalisés à l'Est lui avaient permis de lever plus de troupes. La date de 1683 représenta dans le domaine économique, comme dans de nombreux autres, un tournant : « La levée du siège de Vienne marque vraiment le point de départ d'un essor économique indéniable, caractérisé par la reconstruction définitive des pays héréditaires, la reconquête de la Hongrie, l'industrialisation des pays tchèques »<sup>83</sup>.

Cette reconstruction était d'autant plus importante qu'elle assurait à elle seule la croissance des ressources financières de la monarchie. Incapable de faire suffisamment contribuer la noblesse et les riches propriétaires fonciers, le régime autrichien parvint à tripler ses ressources en trente ans, de 1670 à 1700, grâce à leur collaboration et leur bonne volonté croissante, et grâce à l'amélioration de la situation économique<sup>84</sup>. Les finances de Léopold, malgré leurs faiblesses, lui permirent ainsi de ne pas licencier ses troupes après la paix de Karlowitz contre les Turcs en 1699, en prévision de la succession espagnole<sup>85</sup>. Ses troupes étaient par ailleurs aguerries par les luttes incessantes contre la Sublime Porte, et bien encadrées par des officiers italiens, lorrains, wallons ou allemands.

---

<sup>80</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 55. L'auteur indique lui-même que ce chiffre est probablement trop bas, puisque les régiments étrangers employés par la France, et pour lesquels il ne dispose pas de données chiffrées, sont probablement plus complets. Quoi qu'il en soit, ces chiffres sont largement inférieurs aux 340 000 hommes alignés par la France pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg.

<sup>81</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 531.

<sup>82</sup> Jean Bérenger, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, publications de la Sorbonne, 1975, p. 276.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 500. Sur la puissance autrichienne au XVIII<sup>e</sup> siècle, voir également Karl Otmar von Aretin, *Das Alte Reich: 1648-1806*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1997-2000, 5 vol. (le volume 2 : Kaisertradition und österreichische Grossmachtpolitik, 1684 - 1745) ; et Michael Hochedlinger, *Austria's wars of emergence, 1683-1795*, Londres, Longman, 2003, XVIII-466 p.

<sup>85</sup> Id., « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est »..., art. cit., p. 175.

Du côté des puissances maritimes, l'importance des effectifs mobilisés s'explique par leur puissance économique. Un crédit à faible taux était garanti par la confiance que l'on accordait à la banque de Hollande, et à celle d'Angleterre, dont la fondation, en 1694, fut liée à l'arrivée de Guillaume d'Orange sur le trône. Les Anglais, comme les Hollandais, recrutaient des troupes à la fois sur leur propre territoire et auprès d'Alliés. Intéressons-nous d'abord aux troupes régionales de l'armée britannique. On constate à partir de la déclaration de guerre une forte augmentation du nombre de sujets engagés – cette augmentation était d'autant plus nécessaire que le Parlement n'acceptait pas le maintien d'une armée importante en temps de paix : il y avait 30 000 « *subjects troops* » en 1702, 50 000 en 1706, 75 000 en 1711 – à partir de cette date, on observa une baisse<sup>86</sup>.

Cet effectif était complété par le financement de troupes étrangères. Une telle pratique n'était pas nouvelle, puisqu'à la fin de la guerre de la ligue d'Augsbourg, les Britanniques entretenaient en Flandre quelques 68 ou 69 000 officiers et soldats, dont 48 000 régionales et 20 500 étrangers, soit plus d'un quart de troupes non-anglaises. Toutefois, durant la guerre de Succession d'Espagne, la part des troupes provenant d'États alliés finit par représenter la plus grande partie des forces à la solde d'Angleterre. Ainsi, l'année 1710 vit servir dans les Pays-Bas espagnols 69 000 hommes à la solde d'Angleterre, dont 42 500 étrangers<sup>87</sup>. Les Britanniques furent également été amenés à diversifier les fronts où ils opérèrent (ils intervenaient désormais en Espagne) et les troupes qu'ils subventionnèrent (ils soutenaient en effet la Savoie ou l'Autriche). Ainsi, l'effort de guerre se serait situé à son maximum en 1710-11, avec l'entretien de plus de 170 000 hommes, dont 58 000 anglais et 114 000 étrangers<sup>88</sup>. Le financement des troupes étrangères représentait le quart du budget militaire anglais<sup>89</sup>.

---

<sup>86</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 71-74. Chandler n'indique là encore que des effectifs théoriques.

<sup>87</sup> Dwyryd Wyn Jones, *War and economy in the age of William III and Marlborough*, Oxford, B. Blackwell, 1988, p. 9.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 11. Chandler a tendance à donner des chiffres plus importants pour le nombre de Britanniques engagés : il indique en effet qu'en 1709, l'Angleterre entretient 150 000 hommes, dont 69 000 Britanniques : D. Chandler, *The Oxford history... op. cit.*, p. 74. Les chiffres donnés par J. Brewer pour 1701-1711 s'appuient sur les déclarations de Robert Harley, alors chancelier de l'Échiquier : il affirme que les Anglais entretiennent 139 000 hommes dans leurs régiments nationaux, sans compter 105 000 étrangers, ainsi que 48 000 marins. Ces estimations sont théoriques, mais elles semblent tout de même trop élevées : John Brewer, *The sinews of power. War, money and the English State, 1688-1783*, 2<sup>e</sup> éd. Londres, Routledge, 1994, p. 42.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 32. Un tel effort est assez remarquable pour qu'il ait été souligné par Voltaire : « Il arrive dans toutes les alliances que l'on fournit à la longue beaucoup moins qu'on avait promis. L'Angleterre, au contraire, donna cinquante mille hommes dans la seconde année, au lieu de quarante ; et vers la fin de la guerre elle entretint, tant de ses troupes que de celles des Alliés, sur les frontières de France, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Amérique, et sur ses flottes, près de deux cent mille soldats et matelots combattants ; dépense presque incroyable ». Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 2.

L'importance de cette charge ne doit pas occulter l'ampleur du fardeau qui reposait sur les Hollandais. Dès 1702, ces derniers entretenaient déjà 110 000 hommes<sup>90</sup>. En outre, la plupart du ravitaillement des forces alliées opérant aux Pays-Bas espagnols leur revenait, les Anglais n'étant pas à même d'acheminer vivres et denrées par la mer<sup>91</sup>.

Dans le domaine maritime, la balance ne pencha du côté de l'Alliance que progressivement<sup>92</sup>. En 1701, la *Navy* ne disposait que de 150 vaisseaux de guerre, contre 206 pour la Royale<sup>93</sup>. Mais à partir de 1705 le nombre de navires de ligne français déclina, tandis que les puissances maritimes soutenaient l'effort. En 1710, les Anglais pouvaient compter sur 313 bâtiments, alors que la France n'en avait que 209. La différence était encore plus marquée en 1714, avec un rapport de 247 contre 113.

Du point de vue stratégique, toutefois, c'était le parti des Deux-Couronnes qui semblait bénéficier d'avantages incontestables. En premier lieu, la position géographique de la France, sa situation au centre du Continent, lui permettait de jouxter la plupart des possessions espagnoles à défendre, à l'exception de Naples et des territoires extra européens. Ensuite, le parti des Deux-Couronnes contrôlait, dès le début de la guerre, l'ensemble des territoires dont la possession était l'enjeu de cette guerre. C'était à leurs adversaires de conquérir villes et places fortes, alors que les Franco-Espagnols pouvaient compter rester sur la défensive en attendant que le temps et la lassitude jouent en leur faveur. Mais c'est peut-être cette situation, favorable en apparence, qui fut fatale aux Bourbons, en les incitant trop souvent à la prudence et à la temporisation.

### 1.2.2. Les opérations en Italie

Le cas de l'Italie est à cet égard caractéristique. Les Deux-Couronnes étaient maîtres de la Lombardie et de Naples ; les autres États étaient des alliés plus ou moins sincères, ou étaient neutres. Avant le début de la guerre, ces petits États avaient tenté d'empêcher la guerre

---

<sup>90</sup> H. L. Zwitter, « The Dutch army during the Ancient Regime », *Revue internationale d'Histoire militaire*, n°58, La Haye, 1984, p. 28.

<sup>91</sup> D. W. Jones, *War and economy...*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>92</sup> Sur les questions maritimes durant la guerre de Succession d'Espagne, voir John Hely Owen, *War at sea under Queen Anne*, Cambridge, Cambridge University Press, 1938, 316 p. ; Geoffrey Symcox, *The crisis of French sea power, 1688-1697 : from the « guerre d'escadre » to the « guerre de course »*, La Haye, Nijhoff, 1974, 267 p. ; Martine Acerra, André Zysberg, *L'essor des marines de guerres européennes : vers 1680-1790*, Paris, CDU-SEDES, 1997, 298 p. ; et Nicholas A. M. Rodger, *A naval history of Britain. 1649-1815. The command of the ocean*, Londres, A. Lane, National maritime museum, 2004, LXV-907 p.

<sup>93</sup> J. Meyer, « Louis XIV et les puissances maritimes... », *art. cit.*, p. 166-167.

de s'étendre dans la Péninsule. Sous la houlette du Pape, une confédération avait été esquissée, dont l'objectif était de demander la neutralité des États dépendant de l'Espagne en Italie. Cette confédération regroupait les républiques de Gênes et de Venise, les duchés de Savoie, Mantoue, Toscane, Parme, et Modène<sup>94</sup>. Cette entreprise échoua dans la mesure où tous ces petits États étaient incapables de s'opposer par la force aux passages de troupes ennemies. Qui plus est, les préférences de chaque État pour l'un ou l'autre parti, les intérêts à retirer d'une guerre victorieuse, eurent bientôt fait de faire échouer l'entreprise. C'est pourquoi, lorsque la guerre entre Bourbons et Habsbourg éclata, la Savoie et Mantoue firent alliance avec la France. Gênes proclama sa neutralité, mais en acceptant le passage des troupes françaises. Venise annonça de même une neutralité destinée à changer au gré des circonstances. Les États de Toscane, Parme, Guastalla et Modène, qui se méfiaient d'une domination française sur la péninsule, préféraient secrètement la maison d'Autriche, mais ils gardèrent leur neutralité en attendant de pouvoir accueillir des troupes impériales<sup>95</sup>.

L'importance stratégique de la Lombardie explique pourquoi l'Empereur décida d'y commencer la guerre. La région était en effet un véritable carrefour : vers le sud, elle ouvrait le passage vers le royaume de Naples ; vers l'ouest, elle donnait accès à la Provence, dont les ports jouaient un rôle crucial en Méditerranée ; vers le nord et l'est, elle offrait, par le Tyrol, un débouché vers la Bavière ou vers l'Autriche. Les territoires espagnols en Italie portaient également une charge symbolique extrêmement forte : ils étaient la trace et la manifestation du fait que la couronne du Roi Catholique n'avait pas seulement vocation à s'étendre sur la péninsule ibérique, mais sur l'ensemble de l'Europe. La perte de la Lombardie ou du royaume de Naples aurait signifié le démembrement de la monarchie, perspective qui rebutait tellement les Espagnols qu'ils avaient accepté de se donner un roi Bourbon pour s'en prémunir. Mérode-Westerloo nous rappelle qu'en 1700, « le seul esprit qui regnoit [en Espagne] étoit la crainte du démembrement de la monarchie, et [que] pour la conserver entière, l'on ne se seroit pas seulement fait françois, mais turc<sup>96</sup> » ! C'est par l'Italie, plus encore que par les Pays-Bas méridionaux ou par les colonies, que l'archiduc Charles, le prétendant Habsbourg au trône, espérait gagner le cœur des Espagnols. Il escomptait que ces derniers se rallieraient à lui dès qu'il en serait devenu le maître. Jusqu'en 1706, les Ibères refusèrent violemment toute idée de partage de la Couronne ; et la propagande impériale sut jouer sur cette peur, en soulignant les

---

<sup>94</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. 1, p. 191.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 193.

<sup>96</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. 1, p. 171.

succès alliés en Italie et en répandant des rumeurs sur la volonté de la France de faire la paix aux dépens des territoires espagnols.

Afin de surprendre son adversaire, l'armée impériale s'avança dans le Milanais sans même de déclaration de guerre. L'argument de l'Empereur était que le duché de Milan étant un fief d'Empire, sa succession était indépendante de celle au trône d'Espagne<sup>97</sup>. Ces troupes étaient commandées par le meilleur général impérial : le prince Eugène, encore auréolé de son éclatante victoire de Zenta sur les Turcs. Léopold préféra dégarnir ses troupes sur le Rhin pour mieux renforcer celles qui devaient agir en Italie. Elles commencèrent à s'amasser sur l'Adige, entre Trente et Roveredo, au printemps 1701<sup>98</sup>. Catinat, envoyé commander les forces françaises, fut incapable d'empêcher le prince Eugène de passer le Pô. Il fut battu à Carpi, le 9 juillet 1701. L'armée impériale franchit ensuite le Mincio, parvenant ainsi à prendre des établissements durables en Italie. Louis XIV, qui réclamait en vain à Catinat une action offensive contre Eugène, finit par lui retirer sa confiance. Ce général, aux yeux mêmes de son armée et de ses subordonnés, paraissait trop vieux. Louis XIV prit la décision funeste de le congédier et de le remplacer par Villeroy, battu à la première occasion, le 1<sup>er</sup> septembre, à Chiari<sup>99</sup>. Si, du point de vue militaire, les affaires débutaient mal pour le parti des Deux-Couronnes, la situation politique fut stabilisée. En effet, une insurrection allumée à Naples par les Impériaux avorta rapidement : le voyage de Philippe V en Italie calma la péninsule<sup>100</sup>.

La campagne de 1702 commença par la surprise du maréchal de Villeroy à Crémone. Cette place bien fortifiée protégeait, par un pont sur le Pô, aussi bien l'accès à Milan qu'à Parme. Villeroy la fit occuper par douze bataillons et douze escadrons. Le prince Eugène forma un projet particulièrement hardi pour s'en emparer, et pour couper en deux les troupes franco-espagnoles<sup>101</sup>. La nuit du 31 janvier au 1<sup>er</sup> février, grâce à la complicité d'un prêtre logé près des remparts, il fit entrer dans la ville par un ancien aqueduc cinq cent grenadiers et neuf cent fantassins, tandis que lui-même s'approchait de la ville avec cinq mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Le maréchal de Villeroy était encore au lit lorsqu'il fut réveillé par les coups de fusils des troupes ennemies qui s'emparaient des portes. Sans manquer de bravoure, il se rendit immédiatement sur place, pour être rapidement désarçonné

---

<sup>97</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. I, p. 189.

<sup>98</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. I, p. 248 et 254.

<sup>99</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. V, p. 6.

<sup>100</sup> F. Bluche, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 779.

<sup>101</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. II, p. 153.

et fait prisonnier. Seul le hasard, et la rapidité de la réaction des troupes de garnison sauvèrent la ville. Le régiment des Vaisseaux devait en effet ce matin même prendre les armes pour une revue. Il fut le premier à agir et à permettre aux autres troupes de se reconnaître. On se battit toute la journée dans la ville. Au soir, le prince Eugène, craignant d'être pris à son tour, se retirait.

L'affaire de Crémone est bien une victoire, en raison des pertes que subirent les troupes impériales. Elle montre la valeur militaire et la capacité de réaction des troupes des Deux-Couronnes au début de la guerre de Succession d'Espagne, qui résistèrent malgré le manque d'officiers généraux pour les guider – deux seulement furent en état d'agir (Revel et Praslin), les autres étant isolés ou prisonniers<sup>102</sup>. Cette action demeure également une des heures de gloire des régiments irlandais, qui chargèrent même les cuirassiers de l'Empereur à la baïonnette, s'emparant de leurs timbales<sup>103</sup>.

Ce fut enfin l'occasion pour le roi de récompenser ostensiblement ceux qui l'avaient si bien servi : les soldats bénéficièrent d'un mois de paie supplémentaire, le comte de Revel fut admis dans l'ordre du Saint-Esprit et reçut le gouvernement de Condé, tandis que Praslin devint lieutenant général<sup>104</sup>. Le duc de Vendôme fut appelé à remplacer le maréchal de Villeroy, qui fut libéré dix mois plus tard.

La mauvaise tournure que prenait la situation italienne incita Louis XIV à envoyer des renforts à l'armée, dont Philippe V lui-même prit la tête<sup>105</sup>. La maîtrise des opérations changea de camp. Eugène, qui menaçait Mantoue, fut repoussé, contraint de repasser le Mincio, perdit Reggio et Modène. Menacé de toutes parts, le général impérial préféra attaquer pour ne pas voir son armée affamée. C'est à Luzzara, près du Pô, qu'il rencontra les Français, le 15 août 1702. En faire une description n'est pas chose aisée : même les *Mémoires militaires...* y renoncent<sup>106</sup>. Vendôme, trop occupé, selon le comte de Mérode-Westerloo, à faire canonner le château de Luzzara, fut surpris par l'arrivée des forces impériales, et n'eut pas le temps de mettre l'armée des Deux-Couronnes en bataille<sup>107</sup>. Il s'ensuivit un combat dans un terrain très coupé, sans mouvement d'ensemble.

---

<sup>102</sup> « Je me suis trouvé le seul officier général en état d'agir », assure même Revel, probablement coupé de son homologue : SHD AG, A<sup>1</sup> 1588, n°134, le comte de Revel à Chamillart, Crémone, 1<sup>er</sup> février 1702, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. II, p. 658.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. II, p. 157.

<sup>105</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 276.

<sup>106</sup> *Ibid.*, t. II, p. 250.

<sup>107</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 235-236.

Il serait encore plus ardu de déterminer un vainqueur. À la fin de la journée en effet, les deux armées adverses restaient toujours sur leur terrain, à portée de fusil l'une de l'autre. On se retrancha pendant toute la nuit, se préparant à reprendre le combat le lendemain, qui se résuma à des échanges fort meurtriers de coups de canon. En outre, le prince Eugène décida ensuite de rester dans son camp, solidement retranché, contraignant le duc de Vendôme à une semi-inaction. Les troupes restèrent ainsi quatre-vingt-deux jours campées sur leurs positions, en proie aux « boutades » de canon et à la putréfaction des cadavres que personne n'avait pris soin d'enterrer<sup>108</sup>.

Pelet plaide en faveur de la victoire française, puisque les pertes ennemies furent supérieures, et que le château finit par tomber entre les mains des Français<sup>109</sup>. Mérode-Westerloo, qui n'aime guère Vendôme, souligne quant à lui que les Impériaux étant inférieurs en nombre, l'honneur de la journée leur revient.

L'année suivante (1703) vit l'échec du mouvement combiné des troupes de Vendôme et de Villars, qui devaient s'associer pour permettre l'opération du second contre l'Autriche<sup>110</sup>. Cette même année fut marquée par une autre déconvenue : la défection du duc de Savoie. Dès lors, Vendôme dut mener, avec succès, une guerre sur deux fronts, qui ne prit fin qu'avec le désastre de Turin, trois ans plus tard. À l'est, il résistait à la pression des Impériaux. À l'ouest, il grignotait les possessions de Victor-Amédée en Savoie et en Piémont.

### 1.2.3. Les opérations en Flandre

Comme en Italie, les hostilités commencèrent en Flandre avant la déclaration de guerre, avec le siège de Kaiserswerth par les Alliés, en mars 1702<sup>111</sup>. Louis XIV, soucieux de ne pas provoquer la guerre, préféra se concentrer sur l'Italie et défendit assez peu cette place<sup>112</sup>. La garnison, dirigée par le marquis de Blainville, fit tout de même une belle résistance. Le 15 juin, elle n'en fut pas moins contrainte de battre la chamade, bénéficiant d'une reddition très honorable.

---

<sup>108</sup> *Ibid.*, t. I, p. 242.

<sup>109</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. II, p. 249.

<sup>110</sup> Voir *infra*, section 1.2.4.

<sup>111</sup> Quincy, *op. cit.*, t. III, p. 527.

<sup>112</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 63. Les Hollandais, qui prirent part à l'action, prétendirent que le siège de cette ville était mené sous l'autorité de l'Empereur, et qu'à ce titre ils ne remettaient pas en cause la paix de Ryswick : Quincy, *op. cit.*, t. III, p. 537-538.



## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

La guerre fut déclarée alors que se déroulait ce siège. Le 10 juin, une manœuvre habile de Boufflers et du duc de Bourgogne, qui menacèrent les Hollandais de les couper de leurs bases, contraignit ces derniers à se retirer sous Nimègue, où ils se mirent en sécurité. L'armée française atteignit alors la position la plus au nord qu'elle put jamais occuper de toute la guerre<sup>113</sup>.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

### **Figure 1 : Les places-fortes des Pays-Bas et de Rhénanie<sup>114</sup>**

---

<sup>113</sup> Quincy, *op. cit.*, t. III, p. 550.

<sup>114</sup> Tous droits réservés. Source : Brent Nosworthy, *The Anatomy of Victory : Battle Tactics, 1689-1763*, New York, Hippocrene Paperback Edition, 1992, XVI-395 p.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Lorsque Marlborough arriva avec des renforts, le 2 juillet, les Français furent contraints de se retirer, abandonnant au passage Venlo, Ruremonde, Stenvenswert et enfin Liège, toutes progressivement conquises par les Alliés. Winston Churchill attribue ces succès à la capacité de son ancêtre à menacer l'arrière des lignes françaises, Quincy à la faiblesse de l'armée, qui était affaiblie par la nécessité de fournir des garnisons à toutes les places des Pays-Bas espagnols<sup>115</sup>. La prise du Fort de la Chartreuse, près de Liège, le 31 octobre, mit fin à la campagne. Plus à l'est, la perte de Landau le 10 septembre 1702 fut compensée par la prise par les Français de Trèves et Trarbach, places mal fortifiées, ce qui sécurisa la vallée de la Moselle.

Les résultats décevants de cette campagne, qui seyaient mal à la présence du duc de Bourgogne, amenèrent les Français à adopter une politique défensive en Flandre pour l'année suivante. Marlborough en revanche était bien décidé à faire des Pays-Bas espagnols une zone de combat prioritaire. Après s'être emparé de Bonn, le 15 mai 1703, devançant l'armée française avant qu'elle se fût complètement assemblée, il refusa d'envoyer des forces à Louis de Bade pour agir sur la Moselle, et préféra mettre en œuvre ce qu'il qualifia lui-même de « grand projet »<sup>116</sup>. Il s'agissait d'un mouvement combiné de quatre corps d'armée, pour s'emparer d'un seul coup d'Ostende et d'Anvers. La première ville aurait permis aux Anglais de disposer d'une place sur le Continent pour ravitailler leurs troupes, la seconde aurait ouvert une voie vers la Flandre et le Brabant. Deux corps devaient attaquer Anvers, tandis que Coehoorn devait menacer Ostende, et que Marlborough, cantonné sur la Meuse, devait revenir de l'est attaquer Villeroy, dont les forces auraient été affaiblies par le besoin d'envoyer des renforts de toutes parts. Les thuriféraires de Marlborough soulignent que l'échec fut à attribuer aux Hollandais<sup>117</sup> (Coehoorn, vieilli, refusa d'attaquer Ostende), et à la malchance (Marlborough fut retardé par la pluie). Pourtant, ce plan présentait de graves défauts<sup>118</sup> : politiquement, il rebutait les Bataves, qui ne souhaitent guère voir les Britanniques s'installer définitivement en Flandre ; militairement, la faiblesse de corps d'armée isolés représentait un risque, dont Boufflers et Bedmar surent profiter, en battant les troupes d'Obdam à Ekeren, le 30 juin.

Malgré la prise de Huy quelques semaines plus tard, la campagne anglo-hollandaise de 1703 fut un échec : elle discréditait les ambitions de Marlborough, et enracinait les Hollandais

---

<sup>115</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 127 ; Quincy, *op. cit.*, t. III, p. 568.

<sup>116</sup> « Great design ». J. R. Jones, *Marlborough..., op. cit.*, p. 69.

<sup>117</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 220.

<sup>118</sup> J. R. Jones, *Marlborough..., op. cit.*, p. 70.

dans leur attitude prudente. Les Français s'étaient contentés d'une efficace stratégie défensive, préférant se concentrer sur d'autres régions, notamment l'Allemagne, où ils déployèrent deux armées. La première, sur le Rhin, était dirigée par le duc de Bourgogne, conseillé par Tallard. La seconde, aux ordres du maréchal de Villars, devait agir au cœur même de l'Empire.

### 1.2.4. Les opérations en Allemagne

Les troupes françaises connaissaient en effet de beaux succès en Allemagne ; mais leur solidité reposait sur l'attitude de l'Électeur de Bavière. Au début des années 1700, Maximilien-Emmanuel de Bavière cherchait à obtenir des biens matériels ou symboliques. Ceux-ci étaient d'autant plus nécessaires qu'il ne voulait pas être dépassé par ses égaux, les autres Électeurs d'Empire, qui s'élevaient alors en dignité : Auguste de Saxe s'étant fait élire roi de Pologne, Frédéric III de Brandebourg avait en retour obtenu un titre de roi en Prusse – devenant ainsi Frédéric I<sup>er</sup>. La Bavière ne devait pas se trouver en reste : un espoir exceptionnel était né lorsqu'on avait pensé au prince électoral pour succéder à Charles II lors du traité de partage de 1698, mais ce rêve était mort avec le fils de l'Électeur. Ce dernier négocia donc à la fois avec l'Empereur et le roi de France. Au premier, il demanda à l'été 1702 le Tyrol et le Burgau, le mariage de sa fille avec Joseph, roi des Romains (héritier du trône), ou bien le Milanais, ou encore le royaume de Naples et Sicile, en échange de la Bavière<sup>119</sup>.

Il négociait en parallèle avec la France et l'Espagne, qui lui offraient tous les agrandissements territoriaux qu'il pourrait faire dans l'Empire, ainsi que le titre de roi, des subsides, le gouvernement héréditaire des Pays-Bas, voire sa cession en cas de perte de la Bavière<sup>120</sup>. Irrité par les lenteurs de Vienne, mis en confiance par l'empressement de Paris et le prestige militaire de la France, dont les troupes l'avaient battu lorsqu'il les avait combattues, il prit son parti en septembre 1702 en s'emparant par surprise d'Ulm, ville bénéficiant de l'immédiateté d'Empire (c'est-à-dire qu'elle relevait directement de l'Empereur). Il n'en manqua pas moins de publier un manifeste où il clamait sa neutralité, voulant se défendre lui-même et défendre l'Empire contre l'attitude menaçante des Cercles.

Sa vivacité fut vite refroidie par la chute de Landau aux mains des Alliés, trois jours plus tard. Désireux de ne pas couper avec l'Autriche, il préféra s'emparer de différentes villes

---

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>120</sup> Charles Jean Melchior, marquis de Vogüé, *Villars d'après sa correspondance et ses documents inédits*, Paris, Plon, Nourrit et Cie, 1888, t. I, p. 139.

impériales, comme autant de gages d'une future négociation. C'est pourquoi, négligeant de se porter au secours des Français qui voulaient traverser le Rhin pour joindre la Bavière, il s'empara de Memmingen.

Les Français, dirigés par Villars, cherchaient en effet à franchir ce fleuve pour passer dans l'Empire. Villars choisit de passer par Huningue, ville proche de la frontière suisse. Le poste était défendu par Louis de Bade. Il le poussa à Friedlingen le 15 octobre 1702<sup>121</sup>, ce qui lui valut d'être acclamé maréchal par ses troupes – le roi entérina la décision des soldats peu de temps après. Pourtant, il ne trouva pas les Bavares, et dut repasser le Rhin afin de ne pas laisser l'Alsace dégarnie contre les troupes peu entamées du prince de Bade.

De son côté, l'Électeur de Bavière avait en effet douloureusement ressenti les décisions de la diète de Ratisbonne, qui avait insisté pour que les villes et les territoires dont Maximilien-Emmanuel venait de s'emparer soient rendues, ou reprises de force. Il décida en conséquence de renouer les liens avec l'Empereur, lui proposant d'envoyer vingt mille hommes en Italie soutenir Eugène. Il arborait en outre, comme gage de sa bonne volonté, son absence de mouvement vers l'ouest. L'Empereur, lassé et irrité de l'ampleur des demandes, ne répondit pas. La bataille de Friedlingen, destinée à favoriser une jonction, fut donc une victoire pour rien. Mais un fait semblait acquis : l'inconstant Électeur avait choisi la France, plus généreuse que les Alliés.

Au début de la campagne de 1703, la situation militaire de l'Électeur était pourtant particulièrement précaire. Disposant d'environ 30 000 hommes dans un quadrilatère dont Munich représentait le centre, il était menacé sur trois côtés : à l'est, sur l'Inn, Schlick avait quinze mille hommes ; Gronslefd dirigeait les troupes du Cercle de Franconie et les Saxons près de Nördlingen, au nord ; et Styrum disposait de forces importantes à l'ouest, en Souabe<sup>122</sup>.

Pour le soutenir, Villars menait 40 bataillons et 50 escadrons, l'armée du duc de Bourgogne et du maréchal de Tallard devant opérer sur le Rhin. La première affaire fut réussie avec audace : trompant l'ennemi par une fausse marche vers Haguenau, Villars fit passer le Rhin à ses hommes à Huningue pour se poster devant Kehl dont il s'empara le 11 mars, après 12 jours de tranchée ouverte<sup>123</sup>. Pendant ce temps, le duc de Bavière mena une

---

<sup>121</sup> *Ibid.*, t. I, p. 173.

<sup>122</sup> *Ibid.*, t. I, p. 190.

<sup>123</sup> *Ibid.*

brillante campagne destinée à prévenir ses adversaires, battant séparément Schlick et Styrum, sans parvenir à desserrer véritablement l'étau.

Après un retrait en Alsace destiné à reposer ses hommes et à se réapprovisionner en armes, Villars passa pour la seconde fois le Rhin le 16 avril. Renonçant à attaquer le prince de Bade, retranché derrière les lignes de Stollhofen, il marcha à l'Électeur, qu'il rencontra à Riedlingen le 9 mai<sup>124</sup>. Le maréchal proposa alors au Bavaois un projet qui enthousiasma fort, *a posteriori*, les historiens des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Il est vrai que son schéma ne manquait pas de panache. Deux corps de troupes françaises et bavaroises, opérant de part et d'autre du Danube, devaient foncer sur Vienne, tandis que le duc de Vendôme, laissant des troupes pour le protéger sur le Mincio, devait remonter la vallée de l'Adige, se répandre dans le Tyrol et rejoindre les troupes en marche sur Vienne. Pendant ce temps, le prince de Bade, sur le Rhin, serait neutralisé par Tallard. Vienne était d'autant plus fragile que des insurgés hongrois remuaient à ses portes : cette ville prise, on négocierait avec la Hollande et la Grande Alliance s'effondrerait<sup>125</sup>.

L'historien est d'emblée séduit par le parallèle que l'on peut tracer entre ce projet de campagne et les opérations réalisées par Napoléon :

« Pour en voir la réalisation, il nous faut descendre jusqu'en 1809. Le plan de 1703, repris par le génie puissant de Napoléon que servaient des auxiliaires soumis, Eugène à la place de Vendôme, Davout à la place de Max-Emmanuel, produisit alors les grands effets qu'avait entrevus le génie clairvoyant et mal secondé de Villars »<sup>126</sup>.

Comment donc expliquer l'échec d'une telle entreprise, aussi audacieuse que réfléchie ? Villars lui-même promettait de prendre Vienne en huit jours. Le premier responsable, facilement identifiable, est le versatile et futile Électeur de Bavière. Il abandonna le plan convenu avec le maréchal en apprenant qu'un détachement de ses troupes dans le haut Palatinat avait été battu : le château de Rothenberg, qui lui appartenait, était alors menacé par un corps de troupes ennemies. Il décida donc de marcher sur Nuremberg pour réduire les Cercles<sup>127</sup>. Villars parvint à l'en dissuader, mais Maximilien décida alors de se concentrer sur le Tyrol.

---

<sup>124</sup> *Ibid.*, t. I, p. 213.

<sup>125</sup> *Ibid.*, t. I, p. 217.

<sup>126</sup> *Ibid.* François Ziegler surenchérit : « Un autre chef de guerre allait imaginer une combinaison militaire et la mener à son terme : Napoléon ! ». François Ziegler, *Villars, le centurion de Louis XIV*, Paris, Perrin, 1996, p. 114.

<sup>127</sup> « J'ai jugé à propos de différer l'entreprise sur l'Autriche, que nous pourrions toujours faire quand nous voudrions, et de faire marcher toutes mes troupes sur Nuremberg, pour tâcher de m'emparer de cette place, qui

Une historiographie très hostile à l'Électeur a décelé dans cette attitude une volonté de faire durer la guerre. Maximilien-Emmanuel s'enrichissait en effet sur les contributions levées par les troupes bavaroises dans les territoires occupés. Or, il avait d'autant plus besoin d'argent qu'il menait grand train, et qu'il aimait le jeu. Il devait des sommes considérables à ses compatriotes : 700 000 livres à Monastérol, 300 000 écus à d'Arco et autant à Bombarda<sup>128</sup>. Innsbruck, la capitale du Tyrol, dont le trésor médiéval affolait les imaginations, dont les toits même étaient réputés d'or, était une cible de choix, et même Villars ne manqua pas d'espérer de l'Électeur un gros rubis ou une statue d'argent<sup>129</sup>. En outre, Maximilien voulait occuper l'espace le plus large possible à l'avènement de la paix, puisque son traité avec la France l'autorisait à conserver tout ce qu'il aurait pu envahir. Mais il ne faut pas oublier que cette attitude changeante s'explique aussi en raison des énormes tensions qui pèsent sur l'Électeur. Jouer la rivalité entre grandes puissances peut rapporter beaucoup, mais c'est un jeu risqué. L'instabilité et la frivolité de l'Électeur peuvent paradoxalement s'expliquer par le poids écrasant des responsabilités qui lui incombaient, et on pourrait avancer pour sa défense ce que Geoffrey Parker a dit de l'ivrogne Jean-Georges de Saxe :

« Une des raisons qui nous rendent difficile de juger équitablement l'action de ces princes allemands tient à ce que nous résistons mal à la tentation de les comparer aux plus grandes figures des gouvernements étrangers. Dans cette perspective, Zuñiga et Olivares, Richelieu et Mazarin, Gustave-Adolphe et Oxenstierna furent des personnalités autrement résolues. Mais cette supériorité s'explique facilement : ce n'est pas chez eux qu'on se battait, c'était en Allemagne. "Gagnée ou perdue, cette guerre n'est pas la nôtre", dit un jour Oxenstierna »<sup>130</sup>.

Vogüé incrimine un second facteur. Pour diriger les deux fortes personnalités, très attachées à leur susceptibilité, que furent l'Électeur et le maréchal de Villars, pour guider en

---

est si utile pour toutes les opérations de la campagne, afin de ne pas donner le temps aux ennemis de s'y établir, et pour diviser par là les forces des Cercles, ce que je regarde comme la chose la plus essentielle ». (SHD AG, A<sup>1</sup> 1676, n°100, l'Électeur à Villars, Schleisheim, près de Munich, 27 mai 1703, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. III, p. 606-607). La réponse de Villars, cinglante et désabusée, ne tarde pas à venir : « Votre Altesse Électorale connaît ma sincérité, et a souvent excusé les fautes auxquelles elle peut me porter. C'est sur ce fondement que j'aurai l'honneur de lui dire que j'apprends non seulement avec étonnement, mais avec une vive douleur, qu'elle ait changé le bon, grand et solide projet dont elle était convenue. Quoi, monseigneur, la perte de deux ou trois cent hommes, de trois pièces de canon, et d'avoir manqué à secourir Rothenberg, fait manquer le dessein d'attaquer l'Autriche, dépourvue de toutes ses forces, et donne le temps à l'Empereur de se reconnaître ! » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1676, n°101, Villars à l'Électeur, camp de Riedlingen, 30 mai 1703, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. III, p. 607-609).

<sup>128</sup> C. J. de Vogüé, *Villars d'après sa correspondance...*, *op. cit.*, t. I, p. 215.

<sup>129</sup> F. Ziegler, *op. cit.*, p. 116.

<sup>130</sup> G. Parker, *La guerre de Trente ans...*, *op. cit.*, p. 329.

outré l'indolent Vendôme, ainsi que le maréchal de Tallard, qui servait sous le duc de Bourgogne, petit-fils du roi de France, il eût fallu à Versailles une autorité solide et inflexible – que Chamillart ne sut ou ne voulut incarner<sup>131</sup>. Enfin, la vivacité des ennemis et l'hostilité des habitants du Tyrol achevèrent de faire de cette campagne une occasion manquée. Malgré les prises prometteuses de Kufstein et d'Innsbruck par Maximilien, Vendôme tarda assez pour que le prince Eugène ait eu le temps de verrouiller la vallée de l'Adige<sup>132</sup>. Le comte de Vérita, commandant la place de Hal, dans le Tyrol, fut massacré avec sa garnison par la foule. Le Tyrol dut bientôt être abandonné. La situation en Bavière même fut de nouveau compromise : le prince de Bade, ayant laissé Tallard s'emparer de Brisach, se dirigeait vers l'est. La situation fut critique lorsque la ville d'Augsbourg, que l'Électeur n'avait pas voulu prendre en raison de son statut de ville neutre d'Empire, ouvrit ses portes à Louis de Bade le 5 septembre. Résolu de ne pas laisser opérer la jonction entre ce dernier et Styrum, qui agissait sur le Danube, Villars marcha sur Donauwerth, pour repousser les Impériaux de Styrum, le 20 septembre 1703, lors de la première bataille d'Höchstädt.

Le maréchal chercha ensuite à rétablir la communication avec la France, demandant que Tallard s'approchât de ses propres troupes. Mais la Cour, rassurée par la première bataille d'Höchstädt, avait chargé ce dernier du siège de Landau<sup>133</sup>. En outre, les projets de Villars étaient tout à fait contraires à ceux de l'Électeur, qui voulait reprendre Augsbourg pour sécuriser la Bavière. Cette dernière discordance ruina définitivement les relations entre le maréchal et le prince, déjà sérieusement entamées par les divergences stratégiques et les questions d'autorité. Villars fut soulagé d'être remplacé par le doux et conciliant Marcin, qui gagnait par là son brevet de maréchal de France<sup>134</sup>.

Nous n'avons pas pu nous dispenser de ce long examen de la campagne de 1703, en raison de son influence sur les événements de l'année suivante, des enseignements qu'en tirèrent les généraux en 1704, et des conclusions que nous pouvons déjà dégager sur les modalités particulières de la guerre en Bavière. Nous constatons par exemple la faiblesse chronique de la situation de l'Électeur, et le besoin constant de mobilité des troupes franco-bavaroises à l'intérieur du quadrilatère formé par les Alpes, l'Iller, le Danube et l'Inn, afin de s'opposer à toute tentative de pénétration de l'ennemi. Il est certain que le bouillant Villars

---

<sup>131</sup> C. J. de Vogüé, *Villars d'après sa correspondance...*, *op. cit.*, t. I, p. 218.

<sup>132</sup> F. Ziegler, *op. cit.*, p. 118.

<sup>133</sup> C. J. de Vogüé, *Villars d'après sa correspondance...*, *op. cit.*, t. I, p. 254.

<sup>134</sup> *Ibid.*, t. I, p. 260.

excellait dans ce type de guerre. Nous pouvons en revanche nous interroger sur la validité du plan qu'il proposa à l'Électeur. La faiblesse militaire de la ville de Vienne était connue. Pour autant, il n'est pas sûr que sa prise aurait hâté d'une façon décisive la fin de la guerre. Léopold aurait pu se retirer à Prague, ou dans une autre capitale de ses États, en attendant que les Français se retirassent<sup>135</sup>. En effet, les troupes des Deux-Couronnes se seraient rapidement trouvées dans une situation critique après cette opération. Si les seules troupes de Villars et de l'Électeur étaient demeurées en Autriche, elles auraient rapidement été encerclées par les forces impériales, comme au début de la campagne de 1703, à la différence que les secours venant de France auraient eu à parcourir un chemin beaucoup plus long vers l'est. Qui plus est, l'hostilité de la population aurait gêné considérablement les communications, à moins qu'elle n'ait franchement dégénéré en véritable révolte, comme celle que les Franco-Bavarois subirent dans le Tyrol à l'été et l'automne 1703.

Pour se maintenir, les Français auraient donc dû amener un nombre considérable de troupes en Autriche, dégarnissant les fronts de Flandre et d'Italie, y contraignant les généraux à la défensive face à Marlborough au nord, et Eugène au sud. Outre le risque qu'auraient représenté l'éloignement des troupes vis-à-vis des frontières françaises, les conditions logistiques n'auraient pas permis que tous ces hommes soient ravitaillés si loin de leurs bases<sup>136</sup>. De ces considérations, Sturgill conclut à une retraite nécessaire des troupes françaises de l'Autriche vers la Bavière. L'offensive de Villars, dans l'hypothèse de sa réussite, se serait ainsi réduite à un raid de pillage audacieux, fructueux, mais éphémère. Le coup psychologique et économique porté aux États de l'Empereur, et à l'Empire en général, aurait été rude. Mais pour qu'il entraîne la désagrégation immédiate de l'Alliance, il aurait fallu que les Anglais, les Hollandais et les princes allemands soient moins déterminés. Enfin, ce raid n'aurait pas réglé la question de la situation défensive précaire de la Bavière. De nombreux historiens ont donc été impressionnés par ce projet visionnaire, mais qui l'était peut-être un peu trop : « Le plan de Villars était trop ambitieux pour le début du XVIII<sup>e</sup> siècle »<sup>137</sup>.

Quoi qu'il en soit, bien que la campagne n'ait pas été aussi avantageuse que les estimations de Villars, maréchal volontiers fanfaron, auraient pu le laisser espérer, les fruits

---

<sup>135</sup> Claude Sturgill, *Marshal Villars and the war of Spanish Succession*, Lexington, University of Kentucky Press, 1965, p. 42-43. La plupart des considérations de ces deux paragraphes sont tirées de ce passage.

<sup>136</sup> Les conditions du ravitaillement n'étaient pas les mêmes sous Napoléon qu'à la fin du règne de Louis XIV. Cf. *infra*, chapitre II.

<sup>137</sup> « Villars' plan was too ambitious for the early eighteenth century ». C. Sturgill, *Marshal Villars...*, *op. cit.*, p. 42.



des opérations des troupes françaises en Allemagne ne furent pas négligeables. En Bavière même, la ville d'Augsbourg, une des meilleures places fortes du centre de l'Empire – une des rares en fait qui soit véritablement fortifiée – fut prise à l'hiver 1703 par l'Électeur et Marcin. Des troupes françaises établirent leurs quartiers d'hiver dans l'Empire, la possession du fort de Kehl fit à nouveau de Strasbourg un pont sur le Rhin, tandis que celle de Brisach laissa augurer de passages plus aisés à travers l'Allemagne méridionale. Il ne faut pas négliger la reprise de Landau par Tallard et l'Électeur de Bourgogne, qui protégeait l'Alsace. Les voies étaient ainsi tracées pour un nouveau transfert de troupes au cœur même de l'Empire.

Peut-on parler d'un équilibre des premières années de la guerre de Succession d'Espagne, aux échecs sur un front répondant des succès sur d'autres ? C'est l'opinion généralement admise ; pourtant, force est de constater un double recul dans les Pays-Bas et en Italie du Nord, stoppé il est vrai dans cette dernière région par l'activité de Vendôme. Les beaux succès de Villars en Allemagne n'étaient en revanche riches que de perspectives. Certes, il s'était emparé de points de communication entre la France et le sud de l'Empire. Mais cela ne pouvait être considéré comme un progrès pour le parti des Deux-Couronnes qu'à partir du moment où les perspectives nouvelles offertes par l'alliance bavaroise seraient pleinement exploitées. C'est pourquoi on décida, en 1704, de se concentrer en priorité sur le théâtre d'opération allemand.

### **1.3. Les objectifs stratégiques des parties belligérantes de 1704 à 1708**

#### **1.3.1. S'attaquer aux maillons faibles de la Grande Alliance : les princes d'Empire**

##### *1.3.1.1. La question bavaroise*

Mener la guerre en union avec la Bavière représentait un problème nouveau pour les chefs militaires français. L'alliance bavaroise n'avait été définitivement acquise qu'à la fin de 1702. Les opérations de 1703 pouvaient servir d'exemple, mais le général français qui les avait menées, Villars, avait été envoyé faire face à la révolte des Camisards.

L'entente avec la Bavière représentait la perspective de porter la guerre au cœur de l'Empire, mais aussi la charge de protéger un petit pays sans défenses naturelles. Les choix

effectués face à une situation parfaitement nouvelle révèlent ainsi les conceptions stratégiques des Français en charge du haut commandement de la guerre.

Un consensus se dégage sur un point : la nécessité d'envoyer des renforts pour compléter les régiments français de l'armée du maréchal de Marcin, qui ont passé leurs quartiers d'hiver en Bavière. La campagne de 1703 a en effet été très éprouvante, et l'absence de communication avec la France a empêché les officiers de rentrer dans leurs provinces compléter leurs régiments ou leurs compagnies<sup>138</sup>. Marcin écrit régulièrement pour demander avec insistance l'envoi de recrues, avertissant que, pour faire quoi que ce soit « avec quelque succès, il faut estre assuré des recrues »<sup>139</sup>. De même, tous les généraux reconnaissent que pour traverser les défilés de la Forêt noire alors qu'ils sont protégés par des troupes ennemies, ces soldats peu aguerris doivent être escortés par l'armée du Rhin, sous la direction du maréchal de Tallard.

On s'accorde également sur l'action que devra mener Marcin – en parfaite intelligence avec Maximilien-Emmanuel – lorsqu'il disposera de troupes suffisantes, que Chamillart évalue à quarante mille hommes<sup>140</sup>. Le maréchal aura pour but de menacer les Cercles de Souabe et de Franconie. Ces derniers, par le nombre de troupes qu'ils fournissent à l'Empereur, et par les ressources qu'ils lui apportent, « forment presentement la principale puissance de l'Empereur en Allemagne »<sup>141</sup>. Ces circonscriptions impériales représentent donc des cibles prioritaires. Le maître mot de cette stratégie est « l'inquiétude »<sup>142</sup> : capables de se « porter en avant ou à droite ou à gauche »<sup>143</sup>, les troupes franco-bavaroises seront alors à même de menacer n'importe quelle contrée. Il s'agit donc de les inciter à « desarmer et demander la neutralité »<sup>144</sup> : si les Cercles ne s'accordent pas par un traité avec le roi, « on les ruinera entierement »<sup>145</sup>. Tallard ajoute même, optimiste, que l'on pourrait, « s'il se peut, [...] les contraindre à donner des subsides et des places de sûreté, ou au moins des otages pour répondre de la validité de leur parole »<sup>146</sup>.

<sup>138</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°65, mémoire de Marcin à Chamillart, Augsburg, 5 mars 1704.

<sup>139</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°37, mémoire de Marcin à Chamillart, Augsburg, 9 février 1704.

<sup>140</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1747, Chamillart à Tallard, Versailles, 16 avril 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 423-425.

<sup>141</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°133, Mémoire de Chamlay sur les affaires de la haute Allemagne, Versailles, 18 mai 1704.

<sup>142</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°38, Mémoire de Marcin, s. l., 9 février 1704.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°133, Mémoire de Chamlay sur les affaires de la haute Allemagne, Versailles, 18 mai 1704.

<sup>146</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1747, Mémoire de Tallard, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 374-379.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Il est prévu que cette opération soit divisée en deux phases : en premier lieu, on se contentera de menaces, en faisant paraître un manifeste clamant que le parti des Deux-Couronnes ne songe pas aux conquêtes, mais recherche simplement un moyen de faire une paix rapide. Ce texte doit également souligner que l'accommodement avec les princes allemands est d'autant plus souhaitable pour ces derniers que ce sont eux-mêmes qui subissent tous les malheurs de la guerre, puisque les conflits se déroulent sur leur territoire. En second lieu, si malgré ces avertissements, les Cercles ne sont toujours pas enclins à la négociation, on hâtera leur décision en exécutant les menaces : « Il faut espérer que la force opérera ce que la douceur et la voye d'insinuation n'auront pu faire »<sup>147</sup>.

Tous les généraux sont convaincus de la faible détermination des Cercles, et ne voient pas ce qu'ils peuvent rechercher dans cette guerre. Chamlay appuie de tels arguments avec l'exemple du margrave de Bade, à la fois doté de qualités militaires et d'un souci très précautionneux pour le sort de ses propres États, c'est-à-dire pour celui de ses propres revenus :

« [Comme l'a montré] la manière dont ce prince s'est conduit l'année passée, le désir de conserver son pays le portera toujours, indépendamment du préjudice qui pourra en arriver à l'Empereur et à l'Empire, à employer un grand nombre de troupes pour le couvrir ; et certainement c'est un grand bien pour le roi que ce prince ait eu ce goût, car s'il ne se fût pas mis en peine de son pays, qu'il se fût contenté de mettre de bonnes garnisons dans les places du haut Rhin et du voisinage de ce fleuve, et qu'il eût fait passer l'année dernière en Souabe toutes les troupes qui ont été employées à la garde des postes de Bühl et de Stollhoffen, il aurait pu embarrasser M. l'Électeur de Bavière »<sup>148</sup>.

Le maréchal de Marcin propose en février 1704 un plan pour mettre ces objectifs en pratique : s'emparer, avant même l'ouverture de la campagne, ou après avoir reçu les renforts réclamés, de la ville et du château d'Höchstädt, pour ensuite se porter sur Nördlingen et Wissembourg. L'objectif de toutes ces manœuvres est Nuremberg, « dont l'importance est assez connue pour qu'il soit inutile d'en parler »<sup>149</sup> : la possession de cette ville au cœur de la Franconie contraindrait les ennemis à se diviser pour protéger toutes les places qui pourraient être menacées. Lorsque Tallard rencontre Marcin afin de lui apporter des recrues pour son

---

<sup>147</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°133, Mémoire de Chamlay sur les affaires de la haute Allemagne, Versailles, 18 mai 1704.

<sup>148</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1893, p. 77, Mémoire de Chamlay, février 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 382-396.

<sup>149</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°38, Mémoire de Marcin, s. l., 9 février 1704.

armée, ces objectifs n'ont guère changé. Tallard annonce en effet au secrétaire d'État de la guerre que les troupes franco-bavaroises

« commencent à se préparer au siège de Norlingue, qu'ils doivent commencer entre le 10 et le 20 de juin. Ils disent que la prise de cette place couvre toutes celles que nous possédons sur le Danube, et donne par conséquent lieu de fortifier l'armée en affaiblissant les garnisons. Ils ajoutent qu'elle ouvre l'entrée de la Franconie, qu'elle porte sur Nuremberg et que dès que nous la tiendrons, les ennemis seront obligés de se partager pour défendre leur pays »<sup>150</sup>.

Selon Tallard, il convient d'avoir neutralisé les Cercles avant de pouvoir envisager ce qui était pourtant, dans l'esprit de Villars, prioritaire : une offensive dirigée sur Vienne<sup>151</sup>. La perspective d'envahir l'Autriche est certes caressée par tous les généraux, mais on considère que de nombreuses conditions préalables doivent être obtenues. En premier lieu, il faut une victoire rapide contre les Cercles pour avoir le temps d'agir avant l'hiver : « Si l'on était assez heureux pour consommer cet ouvrage en peu de temps, on serait en état [...] de retomber sur la Bohême ou sur l'Autriche, et de réduire l'Empereur à la nécessité indispensable d'avoir recours à la modération du roi, et à lui demander la paix »<sup>152</sup>.

D'autre part, la capacité des Français à agir se trouve également dépendre du nombre et de l'attitude des ennemis, c'est-à-dire du rapport de forces dont disposera l'Électeur dans l'Empire : « Quant au dessein de retomber sur la Bohême ou sur l'Autriche après avoir subjugué les Cercles de Souabe et de Franconie, il est beau et grand, mais vaste ; et tout ce qu'on peut dire, pour ne promettre rien à propos, c'est qu'il n'y a point de doutes que l'Électeur ne profite des conjonctures et de la force de l'armée pour en tirer le meilleur parti qu'il se pourra »<sup>153</sup>. Chamlay quant à lui ne nie pas les avantages d'une expansion à l'est, si elle est destinée à mieux protéger la Bavière :

« J'ai toujours cru que le moyen de faire la guerre avec succès dans l'Empire, de la manière dont les choses y sont présentement disposées, était, non de porter les forces bien avant du côté des États héréditaires de l'Empereur et particulièrement du côté de

---

<sup>150</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1746, n°11, Tallard à Chamillart, camp de Gindlingen, 23 mai 1704.

<sup>151</sup> Le maréchal de Marcin souligne quant à lui que l'on ne peut pas agir sur l'Autriche rapidement, puisqu'il est nécessaire de ne pas faire faire trop de chemin aux réserves : si « nous prenions à droite en descendant le Danube pour nous enfoncer dans l'Autriche, elles couvreroient risque de ne nous joindre peut être de longtemps et avec difficulté ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°38, Mémoire de Marcin, s. l., 9 février 1704.

<sup>152</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1747, Mémoire de Tallard, 11 janvier 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 374-379.

<sup>153</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°91, Mémoire de Marcin, s.l., 31 mars 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 405-413.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

l'Autriche, parce que je trouvais à cela plus d'éclat et d'apparence que de solidité, hors à l'égard de Passau et de Kufstein, pour s'assurer de l'Inn et du Danube de ce côté-là, et pour couvrir les États de M. l'Électeur de Bavière du côté du Tyrol et de l'Autriche, mais d'attaquer les princes et États qui fournissent beaucoup de troupes à l'Empereur et qui forment sa principale puissance dans l'Empire »<sup>154</sup>.

Nous pouvons ainsi observer une quasi-unanimité sur l'objectif assigné aux troupes de Marcin et de l'Électeur : leur priorité est d'obtenir des garanties de la part des princes et États d'Empire avant de songer à l'Autriche. En revanche, les avis divergent sur le rôle que doit jouer l'armée du Rhin après avoir fourni des hommes ainsi que de l'argent aux troupes franco-bavaroises.

Pour Chamlay, la priorité est l'obtention d'une paix rapide. Il propose donc que les forces de Tallard adoptent une attitude audacieuse et agressive : « Il est certain que le roi ne saurait rien faire de plus capable de procurer l'avancement de la paix que d'employer ladite armée à presser d'un côté vivement l'Allemagne, pendant que M. l'Électeur de Bavière et M. le maréchal de Marcin la presseront de l'autre. Tout ce qu'on pourrait entreprendre sur le Rhin, quoique excellent pour le bien et l'intérêt de l'Alsace et par conséquent du royaume, étant constamment fort inférieur en prix et en mérite à ce qu'on pourra faire plus avant en Allemagne de concert avec M. l'Électeur de Bavière ». Tallard doit donc selon Chamlay agir sur le haut Necker, en étant constamment en mesure de joindre l'Électeur, pour opprimer le Wurtemberg et le pays de Bade.

Chamlay est conscient des risques : une telle attitude laisserait l'Alsace sans protection, et surtout il pourrait « être contre la prudence de jeter ainsi toutes ses forces bien en avant en Allemagne et de s'exposer à n'avoir aucune ressource, si par malheur on venait à perdre une bataille ». Chamlay répond à cette objection en soulignant que la guerre est d'une constitution tout à fait nouvelle, où « tout est forcé » : la forte imbrication géographique des différents belligérants implique de toutes parts des risques pour ses frontières. Il donne pour modèle des paradoxes de cette guerre la situation de l'Empereur qui, alors qu'il est menacé par la Hongrie et la Bavière, doit envoyer la plupart de ses troupes en Italie, malgré le risque de les perdre, tant il est convaincu que le sort de la guerre se joue dans le Piémont<sup>155</sup>.

Le marquis de Chamlay oppose ainsi deux types de campagnes : d'une part, celles qui caractérisent une guerre ordinaire, menées pour faire « des conquêtes et des établissements

---

<sup>154</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1893, p. 77, Mémoire de Chamlay, février 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 382-396.

<sup>155</sup> *Ibid.*

de proche en proche »<sup>156</sup>. Or la paix de Ryswick a bien montré que le but de Louis XIV n'était pas d'accumuler les places sur la rive droite du Rhin, et que toute nouvelle acquisition devrait être rendue lors de la paix future. C'est pourquoi l'armée du roi a ici affaire à un autre type de campagne, destinée à « procurer au plus tost le rétablissement de la paix », en raison du coût énorme et de l'épuisement qu'occasionne la présente guerre<sup>157</sup>.

Le maréchal de Marcin, inquiet d'être laissé seul au cœur de l'Empire, appuie bien évidemment les propositions de Chamlay : « Le Roy ne sçauroit rien faire de plus utile pour son service, ny de plus propre à avancer la paix, que de laisser l'armée de M. le marechal de Tallard, sur le haut Neckre, pour y agir de concert avec M. l'Électeur de Bavière »<sup>158</sup>. Il insiste sur la nécessité de pouvoir faire communiquer rapidement les troupes, craignant d'être accablé seul par un renfort des Alliés qui pourrait surgir pour soutenir les troupes impériales.

En revanche, le principal intéressé, le maréchal de Tallard, exprime à partir d'avril une opinion très différente<sup>159</sup>. Il indique en premier lieu à Chamillart les faiblesses inhérentes à une action au cœur de l'Empire : il souligne tout d'abord la vulnérabilité de l'Électeur, tant en raison du territoire qu'il doit conserver que de son manque chronique d'hommes et d'argent, malgré les renforts qui lui ont été fournis. Ensuite, il indique que le nombre de troupes dont les ennemis pourront disposer, si celles-ci sont aussi nombreuses que l'an passé, mais mieux employées, doit « faire regarder l'établissement d'une communication comme une chose absolument douteuse »<sup>160</sup>. Enfin, « la Souabe est absolument ruinée », ce qui implique qu'au moins une des deux armées françaises opérant dans l'Empire devra prendre à nouveau ses quartiers d'hiver en Alsace, renouvelant pour 1705 les angoisses et les difficultés du passage et de l'apport des recrues.

En second lieu, il oppose à ces faiblesses franco-bavaroises les facilités dont jouiront les ennemis : la Franconie n'étant « entamée que par un coin » (la frontière sud), ils auront tout loisir de la fortifier de troupes venant du nord, du Brandebourg par exemple. Mais à ces considérations militaires s'ajoutent des réflexions politiques. Tallard en vient en effet à dénier

---

<sup>156</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°133, Mémoire de Chamlay sur les affaires de la haute Allemagne, Versailles, 18 mai 1704.

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> Notons que le maréchal de Tallard était favorable en janvier à une action contre les Cercles : il a donc changé d'avis entre-temps.

<sup>160</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1749, n°60-61, Tallard à Chamillart, Strasbourg, 11 avril 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 413-420. Les citations du paragraphe suivant sont également issues de cette lettre.

tout intérêt au désarmement de ce Cercle, et à contester l'idée que cela hâterait la fin de la guerre :

« Je dis plus : quand les princes et les villes qui le composent le voudraient, comment retireraient-ils leurs troupes qui sont dans l'armée ennemie ? Au pis aller, les Hollandais n'auraient à en user à leur égard comme ils font avec le Cercle de Souabe, qui, à la réserve du duché de Wurtemberg, ne donne plus rien pour la caisse militaire : c'est ces premiers qui entretiennent les troupes ; ainsi sa neutralité n'est plus de nulle importance ; elle serait plutôt à charge qu'utile. Celle du Cercle de Franconie serait de même »<sup>161</sup>.

La conséquence de cette vision pessimiste des opérations, qui estime que seul un « miracle » peut faire subsister une armée française en Bavière, est le choix d'une campagne que Chamlay qualifierait d'« ordinaire ». L'armée de l'Électeur et de Marcin doit vivre sur ses propres ressources, en recrutant des troupes en Bavière même, sans attendre de secours de France. Elle sera ainsi réduite, par la faiblesse de ses moyens à « se contenter [de faire] une forte diversion ». Les troupes du Rhin et de la Moselle, jointes ensemble, agiront dans le Wurtemberg, dans la vallée du Rhin ou dans le Palatinat, « toujours avec la vue de revenir au mois d'octobre à portée de l'Alsace »<sup>162</sup>.

La carrière militaire de Tallard nous permet de comprendre sa grande prudence à l'égard de la Bavière. Maréchal de création récente, il n'a jamais opéré au-delà de la Forêt noire. En revanche, ses plus belles heures de gloire datent de l'année précédente, où il a pu donner au duc de Bourgogne une stature de « roi de guerre » en dirigeant l'armée dont était nominalement chargé le petit-fils de Louis XIV. Tallard s'était emparé de deux places d'importance : Brisach et Landau, fermant ainsi deux voies d'invasion potentielle. En outre, il a remporté la bataille de Spire. Nous pouvons toutefois remarquer que ces victoires n'auraient pas été possibles sans le départ de Louis de Bade vers la Bavière. Or, Tallard est dans le même temps resté sourd aux injonctions de Villars, qui le pressait de le rejoindre en Allemagne pour contrer ce prince qui a pu, sans être jamais menacé, s'emparer d'Augsbourg.

En outre, on peut expliquer ces choix stratégiques par la volonté de favoriser son intérêt personnel. Il est en effet fort probable qu'une armée opérant sur la Moselle ou le Rhin aurait été pour cette année 1704 sous son seul commandement, alors qu'il lui aurait fallu s'accommoder, s'il agissait plus profondément dans l'Empire, des décisions du maréchal de Marcin et de l'Électeur.

---

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> *Ibid.*

Le soin de trancher entre ces différentes opinions revient au roi seul, influencé en dernier lieu par son secrétaire d'État de la guerre. C'est également lui qui est chargé d'exprimer les volontés du roi. Or, c'est à la seconde option que va la préférence de Versailles : le roi, « sur le compte que [Chamillart] lui a rendu », qualifie les propositions de Tallard de « sages réflexions sur l'état présent des forces de l'Électeur [...] et les différents partis [...] que l'on peut prendre, en perdant cette première idée de faire désarmer les Cercles et de porter la guerre bien avant dans l'Empire, puisque les ennemis y ont de si grandes forces »<sup>163</sup>.

Tallard est donc chargé d'opérer principalement sur le Rhin. On reconnaît là la politique de frontières sûres de Louis XIV. Ce souverain tient toutefois à respecter les termes de l'alliance avec la Bavière, pour son honneur, et pour ne pas s'aliéner l'Électeur : l'envoi des recrues est le signe que la France remplit « les engagements que M. l'Électeur de Bavière doit attendre de son alliance ». Toute l'habileté diplomatique de Tallard devra être employée pour justifier ce changement dans la conception de la campagne :

« Cet objet, qui est bien différent des premières idées que vous lui aviez données par votre projet, auquel il s'est abandonné avec vivacité par les grands résultats qu'il espérait en tirer, cet objet, dis-je, ne lui laissant d'autre espérance que la jonction de dix mille hommes de recrues, pourrait lui faire de la peine et le déterminer à prendre une autre résolution ; c'est ce que vous devez ménager avec beaucoup de prudence, et attendre à le faire connaître que vous ayez joint M. de Marcin »<sup>164</sup>.

De son côté, le maréchal de Marcin devra « insinuer » à Maximilien-Emmanuel que le plan choisi est le meilleur.

Si l'on résume de façon schématique les objectifs que les divers chefs militaires français ont pu assigner à une campagne en Bavière, on peut en trouver trois. Le premier est de se servir de la Bavière comme base d'invasion de l'Autriche : c'est le plan de Villars, qu'aucun autre dirigeant français, ou même bavarois, n'a vraiment voulu promouvoir. Une autre cible peut être visée, les principautés allemandes des Cercles de Franconie et de Souabe, au nord et à l'ouest de la Bavière, l'objectif étant de les contraindre à la neutralité, voire à la fourniture de subsides. C'est l'objectif proposé par Chamlay en 1704, mais aussi par Marcin et

---

<sup>163</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1747, Chamillart à Tallard, Versailles, 16 avril 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 423-425.

<sup>164</sup> *Ibid.*



l'Électeur pour des motifs à la fois stratégiques et personnels. Enfin, on peut considérer que toutes ces opérations ne sont que des diversions destinées à éloigner les forces impériales tandis que les Français gagneraient des places à proximité du Rhin. Dans cette optique, il faut se contenter de permettre à l'Électeur de survivre à la tête de ses troupes, en le reléguant au statut d'acteur secondaire. Cette attitude extrêmement prudente, qui fait de la protection des frontières françaises une priorité, est soutenue par le maréchal de Tallard. C'est elle qui est privilégiée par le roi au début de la campagne, au mépris même des engagements contractés auprès de Maximilien-Emmanuel.

On constate en définitive que Louis XIV et Chamillart espèrent la résolution du conflit moins dans une victoire militaire franche que dans une attitude alternant les flatteries diplomatiques, la menace (on serait tenté de dire : la dissuasion), et la punition. Les cibles principales de cette stratégie sont les « Cercles et les princes voisins du Rhin », auxquels on souhaite « imprimer assez de terreur ». Parallèlement, le roi de France ne renonce pas à apparaître comme le protecteur des libertés germaniques. La paix serait selon les arguments français aussi avantageuse pour le parti des Deux-Couronnes que pour les princes d'Empire, qui sont réduits à jouer le rôle de victimes de cette guerre, puisque « leurs alliez [...] les mangent depuis longtemps »<sup>165</sup>.

On ne désespère pas non plus de rallier des princes indécis. Ainsi, on négocie discrètement avec le prince de Bade : on cherche à savoir si ce général ne pense pas pouvoir obtenir plus de la France que de l'Empereur, « en cas que les mauvais traitemens qu'il reçoit de l'Empereur et de ses alliés le portassent à prendre un party où son merite seroit mieux reconnu »<sup>166</sup>. Ce vieux chef de guerre supporte en effet assez mal d'avoir à s'accommoder de la présence du duc de Marlborough. Mais au-delà de l'Empire, le sort des Cercles doit servir d'avertissement à l'ensemble des Coalisés : « Toute l'Europe n'en sera pas moins estonnée que [...] l'Allemagne »<sup>167</sup>.

### 1.3.1.2. *Les Malcontents de Hongrie*

Le refus assez général de fondre sur l'Autriche est d'autant plus surprenant que les capacités de défense de ce pays étaient amoindries par une importante révolte de Mécontents hongrois. Pour comprendre les tensions existant entre le gouvernement de l'Empereur et la

---

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> AE Bavière 48, fol. 474r-477v, Ricous à Torcy, Munich, 20 février 1704.

<sup>167</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1746, n°8, Chamillart à Tallard, Versailles, 19 mai 1704.

Hongrie, il faut examiner le statut spécifique de ce pays au sein de l'ensemble des territoires impériaux. Le royaume de Hongrie-Croatie a pour roi le monarque Habsbourg qui est aussi l'Empereur et le roi de Bohême. Depuis la défaite ottomane devant Vienne en 1683, Léopold I<sup>er</sup> est parvenu à reconquérir la plus grande part de la Hongrie médiévale. Dès 1687, soit l'année suivant la reprise de Buda, il a pu faire accepter à la diète l'hérédité de la couronne de saint Etienne. En 1699, lors de la paix de Karlowitz, il reçoit du sultan la totalité de la plaine hongroise, la Slavonie et la Transylvanie qui était jusqu'au début des années 1690 une principauté chrétienne autonome vassale de la Porte.

C'est à partir des années 1660 que les Français se mirent à considérer qu'une entente avec les Hongrois représenterait une intéressante alliance de revers à l'encontre des Autrichiens. Les officiers de Louis XIV qui avaient participé à la victoire du Saint-Gotthard contre les Turcs, en 1664, entrèrent en relation avec certains de leurs homologues magyars<sup>168</sup>. Les Français profitèrent de la déception hongroise provoquée par les clauses de la paix de Vasvár, signée la même année : l'Empereur avait préféré ne pas continuer son offensive contre la Porte, qui promettait pourtant d'être fructueuse, car il avait besoin d'avoir les mains libres pour agir à l'ouest<sup>169</sup>. La menace que représentaient les Ottomans pour les Hongrois restait donc entière. En outre, la mainmise que les Turcs obtenaient sur la Transylvanie empêchait les nobles hongrois en révolte de s'y réfugier pour échapper aux Habsbourg<sup>170</sup>. La France tenta donc de jouer une carte à la fois hongroise et polonaise, en proposant des candidats français aux trônes de ces deux pays. L'échec de ces candidatures, ainsi que l'accord avec Léopold que Louis XIV avait pu obtenir au sujet du partage de la succession d'Espagne en 1668, incitèrent les Français à abandonner le parti qu'ils entretenaient en Hongrie.

Nous voyons reparaître une tentative d'utilisation de ce royaume oriental à partir de 1676. Une conjuration de Magnats demande alors à la France des subsides. Cette entreprise est poursuivie en 1677 par un projet de traité franco-hongrois, dans lequel Louis XIV propose un demi-million de livres afin de subventionner 20 000 hommes. Les Turcs sont associés à ce programme<sup>171</sup>. Malgré la paix de Nimègue, les Français ne cessent pas d'entretenir des relations avec Emeric Thököly, le chef des Malcontents. Ceci explique le maintien d'une agitation hongroise en 1681 et 1682, qui prend fin lorsque les Impériaux reconquièrent le

---

<sup>168</sup> J. Bérenger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est... », art. cit., p. 185.

<sup>169</sup> Le roi d'Espagne, Philippe IV, devait mourir un an plus tard.

<sup>170</sup> J. Bérenger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est... », art. cit., p. 186.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 190.

royaume après la victoire du Kahlenberg. La paix de Carlowitz semble ainsi consacrer la défaite du parti des Malcontents<sup>172</sup>.

La politique d'établissement d'un système fiscal efficace en Hongrie fait mentir cette prédiction. L'établissement d'un impôt royal très lourd – destiné à rapporter 4 millions de florins par an – ranime l'esprit frondeur. C'est désormais François II Rákóczy, un riche magnat descendant des princes de Transylvanie, dont la mère a épousé Emeric Thököly en secondes noces, qui prend la tête de ce qu'on a pu qualifier de « guerre d'Indépendance ».

La révolte, débutée en 1703, est justement à son paroxysme à l'été 1704. Les Malcontents parviennent à s'emparer d'Agria et de l'île de Schutt<sup>173</sup> – la menace que constituaient ces postes pour l'Autriche avait contraint le prince Eugène à faire élever des redoutes sur le Danube, lorsque les Hongrois les avaient occupés l'hiver précédent<sup>174</sup>. Trois mille des leurs s'approchent même à moins de deux kilomètres de la capitale autrichienne, chassant les populations voisines, terrorisées, vers la ville<sup>175</sup>. Le pillage de la banlieue de Vienne dure trois jours, avant que l'Empereur n'appelle toute la noblesse de la ville à monter à cheval, et les bourgeois à prendre les armes pour les repousser. Jean Bérenger indique que dans la période 1703-1705, les troubles des Malcontents ont mobilisé près de 40 000 soldats impériaux en Hongrie<sup>176</sup>.

Louis XIV s'intéresse suffisamment à ce mouvement pour qu'il fournisse, en 1703, un premier subside de 200 000 livres tournois. Par ailleurs, il décide d'y envoyer le marquis Des Alleurs, un militaire de carrière auquel il a déjà confié différentes missions diplomatiques auprès de l'évêque de Liège ou encore des Électeurs du Brandebourg, du Palatinat et de Cologne<sup>177</sup>. Celui-ci est à la fois chargé de jouer un rôle de conseiller militaire pour les révoltés hongrois, et d'administrer les fonds envoyés par la France. Malgré cela, il est patent que les généraux français n'ont pas été véritablement influencés dans leurs décisions stratégiques par la situation en Hongrie. Chamlay est le seul à évoquer cette donnée dans ses mémoires ; et encore il ne le fait que pour souligner le mauvais état des affaires autrichiennes.

---

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>173</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 165. Agria, ou Eger, est une localité sur la rivière du même nom, affluent de la Theiss, à 110 km au nord-est de Bude. L'île de Schutt est sur le Danube, en aval de Presbourg.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>175</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, *op. cit.*, août 1704, p. 123-124.

<sup>176</sup> J. Bérenger, « Louis XIV, l'Empereur et l'Europe de l'Est... », art. cit., p. 193.

<sup>177</sup> Béla Köpeczi, *La France et la Hongrie au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971, p. 92. À cette occasion, Des Alleurs reçoit le grade de lieutenant général.

L'idée d'une action combinée entre des forces françaises et magyares n'est même pas évoquée<sup>178</sup>.

Comment expliquer cette frilosité, qui fut vivement dénoncée par Saint-Simon<sup>179</sup> ? Il faut probablement l'attribuer à la méfiance manifestée par le roi et ses conseillers militaires vis-à-vis des Malcontents. Le roi n'a jamais vraiment voulu ajouter foi à la possibilité d'en finir avec les Habsbourg grâce aux Hongrois. Là encore, tout ce qui ne ressemble pas à la guerre prudente, réglée et assurée des troupes royales ne doit être considéré, selon Louis XIV, que comme un moyen de distraire l'Empereur de fronts plus importants. Il ne nie pas l'intérêt que peuvent représenter ces révoltés : « Je connois l'importance de la diversion d'Hongrie. Je sçay que dans l'état où sont les affaires, rien n'est plus capable de deconcerter les projets de l'Empereur, que non seulement cette diversion diminue considerablement ses revenus déjà fort epuisés, mais qu'elle l'oblige encore à garder un partie de ses troupes pour la defense de son propre pays »<sup>180</sup>. Mais il attribue leurs succès à la conjoncture. En outre, il se défie, pour avoir grandi lors des troubles de la Fronde, des changements d'opinion rapides des rebelles : « La facilité ordinaire que les peuples ont à changer de sentiment et de party peut aussi, en un instant, oster [au prince Rákóczy] tous les moyens qu'il a eus jusqu'à present de soutenir la guerre »<sup>181</sup>.

Du reste, le Roi-Soleil se montre assez réticent lorsqu'il s'agit de soutenir un mouvement de révolte. Les instructions données par Torcy au marquis Des Alleurs en avril 1704 gardent la trace de la casuistique déployée pour justifier la fourniture de ressources aux Hongrois. Des Alleurs a pour missions de leur permettre

« de recouvrer la liberté de leur patrie et de rétablir leurs anciens privilèges anéantis depuis que cette nation, si illustre autrefois, a subi le joug de la Maison d'Autriche. Il ne s'agit pas en cette occasion de soutenir des sujets rebelles à leur prince légitime, quelque utilité que le roi pût en retirer dans la conjoncture présente, Sa Majesté aurait peine à s'y résoudre [...]. On ne verrait point les ministres de France employés à former des conspirations en Hongrie »<sup>182</sup>.

---

<sup>178</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1893, p. 77, Mémoire de Chamlay, février 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 382-396.

<sup>179</sup> « Que n'avoit-on point à espérer dans une conjoncture si singulièrement heureuse ? ». Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 165.

<sup>180</sup> AE Bavière 51, fol. 25r-28v, Louis XIV à Rouillé, Meudon, 27 novembre 1704.

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> Cité par B. Köpeczi, *op. cit.*, p. 93. L'instruction souligne ensuite que Louis XIV ne veut pas imiter l'exemple de l'Empereur, qui organise des soulèvements à Naples et en Espagne.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Prudemment, les instructions de Louis XIV évitent d'entrer dans des considérations politiques trop poussées. Elles éludent notamment la question de l'autorité souveraine : il n'est pas explicitement indiqué si l'Empereur d'Autriche est ou non le « prince » des sujets en révolte.

Enfin, la mission de Des Alleurs vient confirmer le souverain dans son attitude méfiante. Le marquis arrive en Hongrie en novembre 1704<sup>183</sup>. Ses relations avec la noblesse magyare se détériorent rapidement : il se plaint des faiblesses de l'administration et du ravitaillement, du manque de discipline, du refus des hommes de combattre en ordre rangé<sup>184</sup>. Le soutien français reste donc modeste : en 1705, un traité fixe les subsides à 50 000 livres par mois. Cette aide prend même fin en 1709, lorsque la France est trop épuisée pour assurer de telles dépenses<sup>185</sup>.

Cette circonspection vis-à-vis des Hongrois s'exprime également au niveau diplomatique. Certes, durant la guerre, la France soutient en sous-main la création d'un État magyar indépendant, mais refuse de le reconnaître officiellement. En 1705, elle reconnaît Rákóczy comme prince de Transylvanie, mais elle ignore les décisions de la diète d'Ónod qui proclame la déchéance des Habsbourg et l'indépendance du pays. En outre, la même année, Louis XIV, fidèle à l'alliance suédoise, ne ratifie pas le traité de Varsovie, signé entre les Hongrois et Pierre le Grand, qui prévoit l'élection de Rákóczy au trône de Pologne<sup>186</sup>. L'isolement militaire et diplomatique, la faiblesse économique, l'absence d'industrie de guerre, la peste de 1708 enfin, amènent progressivement les rebelles à une paix de compromis<sup>187</sup>. Celle-ci est signée en 1711, juste après la mort de Joseph I<sup>er</sup>.

Nous constatons ainsi un refus constant des Français, dans les choix militaires comme dans les choix diplomatiques, d'accorder leur confiance à de nouvelles combinaisons. On reste attaché à une guerre destinée à protéger les frontières, menées par des troupes entraînées et disciplinées ; les objectifs restent, comme pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg, de persuader par la terreur les princes hésitants à se retirer du conflit. Pour Jean Bérenger, le refus d'échanger l'alliance de la Suède contre celle de la Russie scelle le sort des Malcontents : « Louis XIV a vraisemblablement fait un cadeau à la maison d'Autriche et ainsi

---

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>184</sup> Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, p. 408.

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 409. Sur les opérations militaires menées à partir de 1705, voir Louis Le Maire, *Relation abrégée de ce qui s'est passé dans la guerre de Hongrie depuis le commencement de la campagne de 1705 jusqu'au mois de mars 1708...*, J. Bérenger, éd., Paris, Champion, 314 p.

<sup>187</sup> J. Bérenger, *Finances et absolutisme autrichien...*, *op. cit.*, p. 498.

continué à en faire une grande puissance continentale en ne soutenant pas mieux les Malcontents »<sup>188</sup>.

Nous pouvons toutefois remarquer que la même attitude est manifestée par les Alliés à l'égard des Camisards. Certes, les puissances maritimes s'intéressent de près au mouvement : elles envoient des émissaires à plusieurs reprises, dont certains sont fait prisonniers<sup>189</sup>. Mais elles préfèrent rester prudentes, et sont plus prodigues en promesses qu'en argent frais. Marion, un des chefs des Camisards, s'est lamenté de l'absence de soutien des Anglais, alors que les Cévenols avaient mobilisé dans le sud de la France près de vingt ou trente mille des soldats de Louis XIV : « Comment être si aveuglés de n'en pas tirer tous les avantages qu'ils pouvaient sûrement se promettre ? »<sup>190</sup>.

Les violences, le désordre et le prophétisme des Camisards avaient rebuté les Alliés. Pourtant, lorsque le mouvement s'affaiblit, ces derniers décidèrent de le relancer, mais selon des formes plus « rationnelles » : des thèmes politiques (rétablir les parlements dans leurs prérogatives anciennes) et fiscaux (abolition de l'impôt) furent mis en avant par les manifestes<sup>191</sup>. De telles revendications étaient censées faire l'unanimité entre catholiques et protestants, entre nobles et roturiers ; elles manquaient cependant de la ferveur qui avait dynamisé le mouvement, et subordonnaient les chefs camisards aux membres de la noblesse locale qui prenaient la tête du mouvement, comme dans la plupart des révoltes anti-fiscales. Cette dénaturation de la rébellion échoua, principalement en raison d'une action trop tardive des Alliés.

### 1.3.1.3. *La situation précaire de l'Électeur*

La menace que représentaient les rebelles hongrois pour la monarchie autrichienne n'était donc peut-être pas aussi considérable que ce que Saint-Simon voulait croire. Plus généralement, les historiens qui ont insisté sur la menace qu'auraient fait peser les troupes de l'Électeur et de Marcin ont tendance à oublier que la situation militaire de la Bavière n'était pas idéale. Nous avons déjà évoqué les inquiétudes de Maximilien-Emmanuel en 1702 et 1703. Nous avons également déjà souligné que ce pays était dépourvu de défenses naturelles – à l'exception du Danube qui protégeait le flanc nord – et qu'il ne comptait pas beaucoup de

---

<sup>188</sup> J. Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg...*, op. cit., p. 409.

<sup>189</sup> Philippe Joutard, *Les camisards*, Paris, Gallimard, 1976, p. 128.

<sup>190</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>191</sup> *Ibid.*, p. 202.

places fortes. Cette situation précaire explique les atermoiements diplomatiques de l'Électeur au début de la guerre. Pour protéger la Bavière, il fallait donc disposer d'une puissante armée de campagne. L'arrivée des recrues apportées en mai par le maréchal de Tallard avait temporairement permis à l'Électeur de bénéficier d'une supériorité numérique sur ses adversaires. Tout change en juillet avec l'arrivée du duc de Marlborough.

Les Alliés décident de faire de l'Empire leur principal théâtre d'opération pour l'année 1704. Nous verrons au chapitre suivant comme Marlborough réussit à faire accepter aux États-Généraux que le gros des forces anglo-hollandaises soit transféré des Pays-Bas espagnols vers l'Allemagne. Toujours est-il que l'armée dirigée par Marlborough arrive fin juin en Allemagne méridionale. Début juillet, les Alliés s'emparent de Donauwerth, qui leur ouvre un passage sur le Danube<sup>192</sup>. L'armée coalisée, très largement supérieure aux troupes de Marcin et de l'Électeur, peut dès lors se répandre en Bavière sans craindre d'être attaquée – c'est l'épisode de la dévastation de la Bavière. Maximilien-Emmanuel, dont les forces sont réfugiées sous Augsbourg, doit assister impuissant au sac de ses États. Il fait immédiatement appel à la France – en demandant l'envoi des troupes du maréchal de Tallard – mais, d'autre part, il tente de se rapprocher des Alliés pour éviter le pire au cas où les Français manqueraient à leur parole.

L'Électeur craint non seulement pour son pays, mais aussi pour sa famille – dont les membres pourraient être faits prisonniers par les Alliés. Enfin, il est sensible aux pressions de sa propre cour, où domine un parti défavorable à l'alliance française<sup>193</sup>. L'une des têtes de ce parti n'est autre que l'Électrice elle-même<sup>194</sup>. Les Impériaux, qui ont beaucoup à gagner d'un revirement de Maximilien-Emmanuel, n'hésitent pas à envoyer le très compétent Wratislaw, ancien ambassadeur auprès de la cour d'Angleterre. Il rencontre un gentilhomme de l'Électeur, à qui il annonce que l'on offre à Maximilien-Emmanuel le palatinat de Neubourg et le marquisat de Burgau en échange de sa défection. Les Français qui entourent le Bavaois sont alors au comble de l'inquiétude : « Il a fait là-dessus des démarches très foibles et très blamables », note Ricous, l'envoyé français auprès de l'Électeur. Louis XIV, avide de nouvelles fraîches, écrit au maréchal de Tallard, alors que ce dernier traverse la Forêt noire en

---

<sup>192</sup> Voir *infra*, section 2.1.1.3.

<sup>193</sup> Marcin se désole que l'Électeur soit « entouré de gens très mal disposés pour nous ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1750, n°77, Marcin à Tallard, camp d'Augsbourg, 14 juillet 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 524-527.

<sup>194</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°170, Marcin à Chamillart, camp sous Augsbourg, 18 juillet 1704.

ignorant la situation qu'il va découvrir au sortir des défilés : « Je ne saurois douter que l'Électeur de Bavière n'ait fait son accommodement »<sup>195</sup>.

Toutefois les exigences des Alliés sont trop contraires au sens de l'honneur de prince « délicat jusqu'à la vetille sur tout ce qui s'appelle vanité »<sup>196</sup> : les Coalisés refusent que le départ des troupes françaises de Bavière soit facilité par un arrangement. Ils veulent en effet que les soldats de Louis XIV soient abandonnés à leurs propres forces.

Conscients des délais qu'implique une négociation, les Français cherchent alors à gagner du temps<sup>197</sup>. Marcin arrive à dissuader l'Électeur de rencontrer directement Wratislaw, l'assurant que les ennemis en profiteront pour s'emparer de sa personne, et le menaçant d'un départ en catastrophe des troupes françaises qui le laisserait alors incapable de continuer la moindre tractation. Parallèlement, le maréchal fait réunir en un conseil de guerre extraordinaire tous les officiers de l'armée, pour leur demander ce qui leur semble le plus « avantageux pour le service du roi »<sup>198</sup>. Certains officiers généraux proposent alors que les troupes françaises et bavaoises fassent la guerre jusqu'à la dernière extrémité, avant de se retirer vers la France avec l'Électeur. C'est toutefois un avis plus modéré qui l'emporte : une très courte majorité (huit voix contre sept) décide qu'il faut attendre encore quelque temps, puis accepter la neutralité de l'Électeur si celle-ci n'est pas préjudiciable aux troupes françaises. La date à laquelle l'Électeur doit demander la neutralité est fixée au 15 juillet<sup>199</sup>.

Heureusement, le 13 juillet leur parvient la nouvelle tant attendue : Tallard arrive à la tête d'une seconde armée française, équilibrant le rapport de forces en Bavière. L'alliance est ainsi sauvée *in extremis* : « Je croy, ou je me trompe, que la lettre de M. le marechal de Talard arriva très à propos pour laver l'honneur de ce prince qui ne se seroit jamais lavé d'un changement si honteux », indique, soulagé, Ricous<sup>200</sup>. La réaction de Maximilien est immédiate :

« Il est revenu avec vivacité à ses sentiments et à sa première inclination : on prétend même qu'il a congédié le ministre de l'Empereur injurieusement. L'Électrice était venue

---

<sup>195</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1746, n°73, Louis XIV à Tallard, Versailles, 20 juillet 1704.

<sup>196</sup> AE Bavière 48, fol. 544r-546r, Ricous à Torcy, s.l., s.d. [reçu le 26 juillet 1704].

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> Le résultat du conseil de guerre est conservé sous la cote SHD AG, A<sup>1</sup> 1748, n°165, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 904-909.

<sup>199</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1748 n°170, Marcin à Chamillart, camp sous Augsbourg, 18 juillet 1704.

<sup>200</sup> AE Bavière 48, fol. 544r-546r, Ricous à Torcy, s.l., s.d. [reçu le 26 juillet 1704].



## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

le trouver et avait fait les derniers efforts pour l'engager à se désister des intérêts de Votre Majesté : il l'a renvoyée et l'affaire est finie »<sup>201</sup>.

Maximilien chasse également de sa cour les partisans de l'Alliance : il fait arrêter à Munich le comte d'Hamauzen, premier président de son conseil, ainsi qu'un de ses ministres d'État. Ce dernier était en effet soupçonné d'intelligence avec l'ennemi : son fils était allé au camp du prince de Bade, et il avait reçu, de nuit, un trompette de ce prince<sup>202</sup>.

L'arrivée des troupes de Tallard ne sauve pourtant pas l'Électeur, qui est battu à Blenheim. Les Français doivent évacuer la Bavière. Après cette malheureuse journée, Maximilien sait que sa marge de manœuvre diplomatique s'est considérablement réduite et qu'il ne peut plus espérer des Coalisés aucun avantage territorial. Entre une fausse neutralité où les Habsbourg le contraindraient à soutenir, financièrement ou militairement, l'effort contre la France, et l'abandon total entre les mains de l'alliance française, avec un espoir de vengeance, Maximilien-Emmanuel choisit de continuer la guerre aux côtés de Louis XIV.

En effet, dès le 18 août – soit cinq jours après la bataille – l'Électeur signe avec les diplomates français un traité spécifiant les conditions nouvelles de son union avec la France. À nouveau, des territoires dans l'Empire lui sont promis : Louis XIV s'engage à ne pas signer de paix séparée et à ne pas accepter de paix qui n'accorde à l'Électeur le duché de Neubourg et les villes impériales d'Ulm, Memmingen et Augsburg, soit tout le territoire entre l'Iller, le Lech, le Danube et le Tyrol – sauf les terres de l'évêché d'Augsbourg et de l'abbaye de Kempten<sup>203</sup>. Dès lors, le Bavarois ne joue plus de rôle en tant qu'Électeur de Bavière, à l'exception du petit apport militaire que représentent ses troupes en exil et de l'apport, inestimable pour l'historien, du lieutenant-colonel de son régiment de déserteurs français, le marquis de La Colonie. C'est en tant que vicaire général des Pays-Bas espagnols – charge qu'il occupe depuis 1691<sup>204</sup> – qu'il continue la guerre. Cette fonction lui permet de réclamer un haut commandement à la tête de l'armée de Flandre.

---

<sup>201</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1750, n°75, Tallard au roi, camp devant Villingen, 18 juillet 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 527-532.

<sup>202</sup> AE Bavière 48, fol. 571r-575r, Ricous au roi, Augsburg, 4 août 1704.

<sup>203</sup> AE Bavière 50, fol. 68r-70r, « Articles signés [entre la France et la Bavière] le 18 août 1704 ».

<sup>204</sup> Le titre exact de Maximilien-Emmanuel aux Pays-Bas espagnols a évolué au fil du temps. En décembre 1691, il avait été nommé gouverneur général par Charles II, qui souhaitait s'assurer ainsi une meilleure défense de ces territoires : les qualités militaires propres de l'Électeur, ainsi que les troupes bavares qu'il amenait avec lui, en étaient garantes. Mais en mai 1702, Louis XIV pense faire nommer le duc de Bourgogne vicaire général, statut qui le rendrait presque égal à son frère Philippe V, et, en tout cas, supérieur à l'Électeur. La mainmise française sur les Pays-Bas serait ainsi obtenue ; mais c'était sans compter l'opposition irréductible de l'Électeur. La nécessité de le garder dans le parti des Deux-Couronnes contraint les Français à lui

Déçu par l'attitude de sa famille, qui n'est pas venue le rejoindre dans son exil, et par celle de la noblesse qui ne l'a pas soutenu<sup>205</sup>, Maximilien-Emmanuel en vient même à souhaiter abandonner définitivement la Bavière au profit des Pays-Bas méridionaux. À la fin de l'année 1704, il demande au roi « l'exécution de l'article 17 du traité signé au mois de juin 1702 [...]. Il a prétendu qu'étant dépouillé de ses États, il doit suivant ce traité entrer en possession de la souveraineté des Pays-Bas »<sup>206</sup>. De fait, les Français ont accepté, dans une des clauses de l'accord signé en 1702, d'accorder à l'Électeur une souveraineté pleine et entière sur ces territoires en cas de perte de la Bavière. Mais ils tentent immédiatement de retarder cette échéance. Deux raisons expliquent ce refus catégorique. En premier lieu, on hésite naturellement à donner trop de pouvoir à un homme velléitaire. On craint surtout de rebuter les Espagnols, qui comme nous l'avons déjà vu ne veulent pas entendre parler d'un partage de la Couronne.

Les instructions données au président Rouillé, nouvel envoyé auprès de l'Électeur en remplacement de Ricous, lui indiquent clairement que les prétentions de Maximilien-Emmanuel doivent être – poliment – rejetées. Rouillé met rapidement ces préceptes en pratique. Il argue auprès du Bavarois que le traité ne peut pas encore être exécuté – la guerre n'est pas finie, le retour d'une souveraineté de l'Électeur sur la Bavière peut encore être espéré. Il assure également à Maximilien que les clauses seront respectées, en lui montrant une lettre de Philippe V. Mais il arrive d'autre part à faire comprendre à l'Électeur l'importance de la discrétion, lui faisant convenir que « la moindre certitude [de démembrement] rendrait la nation [espagnole] plus ennemie de la France, et plus contraire à leur Roy, que ne le sont à present les ennemis declarés des Deux-Couronnes »<sup>207</sup>.

Le sort de l'Électeur, tout comme celui de son frère l'Électeur de Cologne, devient encore plus précaire lorsque l'Empereur le fait mettre « au ban de l'Empire », le 29 avril 1706. Il est par cette décision exceptionnelle déchu de tous ses titres, charges, possessions, fiefs ou privilèges dans l'Empire. Aucun ressortissant de l'Empire ne peut plus lui obéir, ni

---

donner – par l'intermédiaire de Philippe V – la patente de vicaire général. Henri Pirenne, *Histoire de Belgique des origines à nos jours...*, Bruxelles, La Renaissance du livre, 1952, t. III, p. 236 ; Frans Van Kalken, *La fin du régime espagnol aux Pays-Bas*, Bruxelles, J. Lebegue, 1907, p. 157-158.

<sup>205</sup> Le ressentiment s'accroît au fil des ans : « Le goût que ce prince a pour les Pays-Bas, l'envie qu'il auroit de ne les point quitter, et la peine qu'il se fait de retourner en Bavière, dont la noblesse a marqué si peu d'attachement pour luy, font qu'il cherche toutes sortes de moyens pour se procurer un titre pour rester dans la Flandre ». AE Bavière 56, fol. 102r-104v, Rouillé au Roi, Mons, 11 juillet 1706.

<sup>206</sup> André Lebon, éd., *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, vol. VII, Bavière, Palatinat, Deux-Ponts, Paris, F. Alcan, 1889, « Mémoire pour servir d'instruction au sieur Rouillé... », Marly, 3 novembre 1704, p. 121-132.

<sup>207</sup> AE Bavière 49, fol. 97r-99r, Rouillé au roi, Bruxelles, 11 novembre 1704.

même entretenir une correspondance avec lui. Plus grave encore : le mandement de Léopold permet « librement et impunément à chacun d'attenter à sa vie comme à celle d'une personne qui, de [son] amitié et protection et de celle de l'Empire, est tombée dans [sa] disgrâce, haine et inimitié »<sup>208</sup>. L'Électeur est à ce titre considéré comme un véritable hors-la-loi. Cette décision n'est pas seulement symbolique, puisque Maximilien craint que l'Empereur n'en profite pour s'emparer de tous les biens meubles qui lui restent à Munich<sup>209</sup>. L'onde de choc de cette décision particulièrement lourde est considérable. Maximilien assure à Louis XIV qu'elle ne le touche pas, puisqu'il a été condamné pour avoir soutenu une « juste cause »<sup>210</sup>. Si l'on en croit les nouvelles de Londres que reçoit le secrétaire d'État des Affaires Étrangères, la sentence étonne et dérange même les Anglais : « On est un peu surpris icy de la demarche de la cour de Vienne par rapport aux Electeurs qu'elle vient de mettre au banc (*sic*) de l'Empire, car on prevoit assez que cela retardera la paix generale, puisqu'il n'est pas apparent que la France abandonne des princes qui se sont sacrifiez pour elle »<sup>211</sup>.

Les Français pensent alors pouvoir en profiter pour renouer les liens avec les princes allemands. Cette résolution de l'Empereur, prise « de sa seule autorité », cette attitude « contraire [aux] loix » de l'Empire, devraient enfin les amener à « ouvrir les yeux sur les desseins de la maison d'Autriche et sur le danger où ils sont exposés de luy voir acquerir un pouvoir souverain sur tous les Estats d'Allemagne [...]. S'ils luy ont promis d'en disposer à son gré, et de traiter comme criminels ceux qui n'embrassent pas aveuglement ses interests, les princes d'Allemagne ne pourront plus se regarder comme souverains chez eux »<sup>212</sup>. Rien n'y fait : en définitive, les Électeurs de Saxe et de Brandebourg choisissent d'approuver le ban impérial contre leur homologue bavarois, ce qui représente pour les diplomates français une surprise incompréhensible<sup>213</sup>.

---

<sup>208</sup> AE Autriche 86, fol. 296r-297v, « copie du ban impérial, publié contre M. l'Electeur de Baviere, 29 avril 1706 ». Voir aussi une autre version du ban contre l'Électeur de Bavière, accompagné de celui publié contre son frère dans Guillaume de Lamberty, *Mémoires pour servir à l'Histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle contenant les négociations, traités, résolutions et autres documents authentiques concernant les affaires d'État*, La Haye, H. Scheurleer, 1724-1740, t. IV, p. 43-47 et 47-52.

<sup>209</sup> AE, Bavière 55, fol. 241r-242v, Rouillé au roi, Bruxelles, 13 mai 1706.

<sup>210</sup> AE, Bavière 55, fol. 111r-111v, Bavière au roi, Bruxelles, 16 mai 1706. L'Électeur vient d'apprendre la nouvelle.

<sup>211</sup> AE Angleterre 221, fol. 115r-116r, nouvelles de Londres, 14-25 mai 1706

<sup>212</sup> AE Bavière 51, fol. 276r-278v, Lettre du roi à Rouillé, Marly, 20 mai 1706.

<sup>213</sup> AE Bavière 55, fol. 241r-242v, Rouillé au roi, Bruxelles, 13 mai 1706. Ces deux princes avaient clamé peu de temps auparavant leur opposition à cette décision.

### 1.3.2. S'attaquer aux maillons faibles de la Grande Alliance : La Hollande et le Piémont

La stratégie d'intimidation des princes allemands échoua donc assez largement. Ces derniers furent certes assez réticents à envoyer régulièrement des renforts à la Grande Alliance, ils craignirent souvent pour leurs États<sup>214</sup>, mais ils restèrent toujours fidèles à l'alliance impériale. Après l'échec de Blenheim, aucune opération d'envergure ne fut plus réellement tentée dans l'Empire, au-delà de la simple protection des frontières du Rhin et des manœuvres destinées à vivre sur le pays ennemi. Louis XIV et ses conseillers avaient compris que ce n'était pas en Allemagne que la paix pourrait s'acquérir par les armes. Ils décidèrent alors de faire pression sur d'autres adversaires. En Espagne même, il fallait faire face aux partisans de l'archiduc Charles, qui avait réussi à s'emparer de Barcelone, avec l'assentiment de la population catalane, en octobre 1705<sup>215</sup>. La situation devait également être rétablie en Italie du Nord. Pour cela, il fallait contraindre le duc de Savoie à une paix séparée. Enfin, le Roi-Soleil chercha à maintenir une menace sur les membres de la Grande Alliance que l'on supposait les moins susceptibles de vouloir la guerre à tout prix : les Hollandais. À cette fin, une puissante armée est déployée dans les Pays-Bas espagnols.

#### 1.3.2.1. *La situation diplomatique et militaire dans les Pays-Bas espagnols*

La situation dans les Pays-Bas espagnols n'avait guère évolué depuis 1703. La campagne de 1705 avait fait pâlir l'étoile de Marlborough, qui avait projeté d'envahir la France par la Moselle, en s'emparant de Metz. Villars avait toutefois prévenu ses desseins, en s'installant solidement face à lui. Le général anglais, favorable à une attaque de l'armée française, fut désavoué par les généraux allemands et par les États Généraux. L'échec de l'Alliance fut patent, et Marlborough se plaignit par la suite de la négligence de ses Alliés<sup>216</sup>.

---

<sup>214</sup> Ainsi, encore en 1706, le président Rouillé écrit à Louis XIV que les Cercles de Souabe et du haut Rhin ont du mal à fournir des troupes, car leurs habitants sont ruinés et « apprehendent maintenant que des troupes de Sa Majesté ne pénètrent dans leur pays au commencement de cette campagne ». AE Bavière 55, fol. 173r-173v, Rouillé au roi, Lille, 8 avril 1706.

<sup>215</sup> Henry Kamen, *The War of Succession in Spain*, Londres, Weidenfeld, Nicolson, 1969, p. 15. Le soutien de la population catalane n'indiquait pas que toute l'Espagne, et particulièrement la Castille, fût favorable au Habsbourg.

<sup>216</sup> Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 494. Ce dernier reconnaît que le projet de Marlborough « étoit grand, mais difficile à exécuter ». Jones parle en revanche d'un véritable sabotage : « The conduct of some Dutch generals in

En Flandre, on n'avança guère : la ville de Huy fut prise par les Français puis perdue à nouveau la même année. Chaque armée étant campée sur des positions qu'elle connaissait bien, chacun était prêt à reprendre l'offensive dès que des troupes nombreuses seraient remises sur pied.

Les Français n'attendaient pas de progrès spectaculaires de leur armée dans les Pays-Bas méridionaux. En revanche, ils espéraient que leurs éventuels succès militaires pourraient intimider la Hollande, pays perçu comme le « talon d'Achille » de la Grande Alliance. Les raisons qui pouvaient pousser les Néerlandais à se défier des Britanniques étaient apparemment nombreuses : la rivalité commerciale, l'hostilité au pouvoir de Guillaume d'Orange, qui menaçait les structures politiques de la république... Les risques encourus par les Provinces-Unies dans la guerre étaient en outre plus élevés que ceux que prenaient les Anglais, qui n'avaient guère lieu de craindre une invasion de leur pays. Les marchands hollandais, qui subissaient les contraintes à la liberté de circulation des marchandises engendrées par la guerre, pouvaient en souhaiter une fin rapide. Enfin, le coût de la guerre était difficilement supportable : dès 1704, deux provinces de la République étaient incapables de fournir les sommes requises au titre de la participation de la Grande Alliance à l'effort de guerre général<sup>217</sup>.

C'est pourquoi, durant l'hiver 1706, le gouvernement français chercha à s'adresser directement à l'opinion néerlandaise, considérant que les instances dirigeantes étaient contrôlées par les amis d'Heinsius, continuateur de la politique du défunt roi Guillaume. Le secrétaire d'État de la guerre reçut une lettre anonyme résumant les motifs de mécontentement de la population à l'égard des Britanniques, particulièrement l'obligation faite aux Bataves d'accepter les marchandises anglaises, ce qui ruinerait les manufactures de Leyde et Harlem<sup>218</sup>. Cette même lettre proposait de faire imprimer des manifestes hostiles à la guerre, en faisant passer leur auteur pour un patriote hollandais – ces textes devaient également circuler en Angleterre, pour exciter la méfiance entre les deux pays<sup>219</sup>.

D'autres dépêches confirmèrent l'aspiration de la population à la paix. On parlait de troubles en Gueldre et en Overijssel, où le peuple aurait chassé les bourgmestres établis par le

---

July and August 1705 was by any standards entirely indefensible and amounted almost to direct sabotage of Marlborough's campaign ». J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>217</sup> Marlborough à Charles Hedge, La Haye, 1<sup>er</sup> février 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 226.

<sup>218</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1935, n° 60, lettre anonyme, s.l., s.d.

<sup>219</sup> *Ibid.*

Grand Pensionnaire<sup>220</sup>. On faisait aussi état de séditions à Nimègue. Le marquis d'Alègre assura la véracité de ces informations : « J'ay veu une liste qui contient une partie de la noblesse et des principaux bourgeois de la plupart des villes de ces deux provinces qui ne demandent pas mieux que de prendre les armes et de [déclencher] une révolte »<sup>221</sup>. Des motifs religieux pouvaient également susciter un fort mécontentement : il aurait suffi de 3 000 pistoles bien distribuées pour soulever la ville catholique de Bois-le-Duc, qui ne supportait plus la présence hollandaise.

Le marquis d'Alègre, lieutenant général français, connaissait la situation pour avoir été fait prisonnier à Heylisseem par le duc de Marlborough, en juillet 1705<sup>222</sup>. Il avait alors été chargé par la France de négocier avec les Hollandais, qu'on espérait faire sortir de l'Alliance. Il était mandaté pour proposer différents plans d'organisation de l'Europe, dans la lignée des traités de partage signés avant le testament de Charles II. La multiplicité des pays en jeu et des souverains susceptibles de changer de territoire permettait un grand nombre de combinaisons : l'une d'entre elles, proposée par le marquis d'Alègre, mettait le duc de Lorraine à la tête des Pays-Bas et donnait la Lorraine à la France, tandis que la Bavière (érigée en royaume) était offerte à l'archiduc Charles pour compenser sa renonciation à l'héritage espagnol, et que l'Électeur de Bavière, lui, recevait Naples et la Sicile<sup>223</sup>. Le Milanais, qui n'était accordé à personne pour ne pas déséquilibrer les avantages de chacun, était tout simplement constitué... en république ! Dans d'autres configurations, l'Électeur recevait les Pays-Bas, ce qui avait des incidences sur l'ensemble des autres attributions. Toutes les propositions françaises s'accordaient néanmoins sur des éléments essentiels : la reconnaissance de Philippe V comme roi d'Espagne, des compensations pour l'archiduc, la neutralisation des Pays-Bas, et des avantages commerciaux pour les puissances maritimes. Dès avant les désastres de l'*annus horribilis* de 1706, Louis XIV, déçu du manque de combattivité des Ibères, acceptait donc l'idée d'un partage de l'empire espagnol. Les instructions reçues par le marquis d'Alègre ne laissaient planer aucun doute sur ce point : « Après avoir défendu [le refus du partage de la monarchie espagnole] pendant cinq ans sans en retirer aucun avantage, sans qu'elle ait elle-même contribué à sa propre conservation, il est temps enfin que le roi songe à celle de la France préférablement aux intérêts de l'Espagne »<sup>224</sup>.

---

<sup>220</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1935, n° 223, le marquis d'Alègre à monsieur de la Marche, La Haye, 9 mars 1706.

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. v, p. 244.

<sup>223</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n° 192, le marquis del Borgo au duc de Savoie, La Haye, 15 janvier 1706.

<sup>224</sup> Louis André et Émile Bourgeois, éd., *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, vol. XXII, Hollande, t. II (1698-

En novembre 1705, Alègre réussit à se rendre à La Haye pour rencontrer Buys, pensionnaire d'Amsterdam, et Heinsius lui-même<sup>225</sup>. Les exigences françaises ayant été jugées excessives, Louis XIV accepta progressivement de les réduire, sans que les Hollandais n'en fussent véritablement satisfaits. Dans les premiers mois de 1706, le roi croyait de moins en moins à la sincérité des Bataves. Conscient du désir de l'Électeur de Bavière de voir aboutir les discussions pour prendre à nouveau possession de ses États – qu'on lui rendît la Bavière, ou qu'on lui accordât les Pays-Bas, ou bien Naples – il écrivait à Rouillé :

« Il me paroist par les nouvelles que je receois que l'intention des Hollandois est plustost de gagner du tems [...], que de presser la fin des negociations, ainsy rien ne peut satisfaire encore sur ce sujet l'impatience que l'Electeur de Baviere vous temoigne de voir les choses plus avancées qu'elles ne le sont<sup>226</sup> ».

### 1.3.2.2. *L'acharnement du duc de Savoie*

Le prélude de la campagne de 1706 fut ainsi marqué par l'insuccès des négociations avec les Hollandais, dont la volonté de combattre n'était pas suffisamment émoussée par cinq années de guerre. Louis XIV connut un échec simultané avec un autre acteur de la Grande Alliance : le duc de Savoie, Victor-Amédée. Au début de l'année 1706, le roi espérait que la situation militaire extrêmement précaire du Piémontais le contraindrait à un accommodement désavantageux. C'était rééditer la manœuvre de 1696 : le duc de Savoie, battu à plusieurs reprises par les troupes de Catinat, avait dû signer une paix séparée avec la France, prélude de la paix générale. C'est justement à cette date qu'il nous faut revenir pour comprendre quels étaient, du point de vue des puissances locales et particulièrement du Piémont, les enjeux italiens de la guerre de Succession d'Espagne.

En 1696, Victor-Amédée avait réussi à monnayer fort cher sa volte-face : il obtenait de la France la place de Pignerol, et l'abandon de la forteresse stratégique de Casal au profit du

---

1730), Paris, de Bocard, 1923, « Mémoire du roi pour le sieur marquis d'Alègre », Fontainebleau, 6 octobre 1705, p. 131-151. Le comte de Lisliers exprime encore plus vivement les rancœurs françaises envers les Ibères, dont le pays est plus considéré comme un fardeau qui distrait un grand nombre de troupes françaises, qu'un solide et utile allié. Comme le roi a tenté sincèrement de refuser le partage de l'empire espagnol, mais que ces derniers ont rendu vains ces efforts par leurs dissensions, Louis XIV « a droit de chercher incessamment la fin d'une guerre que l'irregularité de leur conduite a rendu trop à charge à la France ». Bibliothèque de Chantilly, ms. 1004, « Mémoire du comte de Lisliers au roi », s. l. s. d., fol. 2v.

<sup>225</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, op. cit., t. V, p. 248.

<sup>226</sup> AE Bavière 51, fol. 230r-233r, Louis XIV à Rouillé, Marly, 18 février 1706.

duc de Mantoue<sup>227</sup>. De surcroît, une de ses filles devait épouser le duc de Bourgogne<sup>228</sup>. Enfin, Louis XIV lui promettait son soutien pour la conquête du Milanais<sup>229</sup>.

Ce riche duché allait devenir, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le point d'orgue de toutes les manœuvres diplomatiques et militaires du duc de Savoie<sup>230</sup>. C'est parce que les traités de partition de 1698 et 1700 avaient déçu ses espérances qu'il commença à renouer avec l'Empereur, par l'intermédiaire du marquis de Prié, son envoyé à Vienne<sup>231</sup>. L'acceptation du testament par Louis XIV ruina tous ses espoirs : le parti des Deux-Couronnes semblait dans une position trop forte pour pouvoir être dépouillé du Milanais. D'ailleurs, la nouvelle situation géopolitique contraignait Victor-Amédée à ménager les Bourbons : son État se voyait coincé entre la France et la Lombardie. Dans ces conditions, il dut se contenter de demander à l'Empereur d'envoyer des troupes en urgence<sup>232</sup>. Sous la pression française, il accorda tout d'abord aux troupes des Deux-Couronnes un droit de passage sur ses terres, avant de signer un traité en bonne et due forme le 11 avril 1701. Cela ne l'empêchait pas, quelques jours plus tard, de demander à son ambassadeur à Vienne de ménager des voies pour mener des négociations secrètes avec l'Empereur<sup>233</sup>. En effet, la France refusait de lui marquer des ménagements en lui accordant le Montferrat.

Cette duplicité fut découverte par le duc de Vendôme au cours de l'année 1703. Vendôme décida immédiatement de neutraliser le Savoyard en désarmant les troupes piémontaises qui opéraient avec les Français en Lombardie, et en les gardant comme prisonnières de guerre<sup>234</sup>. Victor-Amédée n'en cessa pas pour autant de louvoyer entre les deux partis. Il continua à discuter avec les Français. Mais comme ces derniers se montraient trop exigeants – ils voulaient, comme garantie de la bonne foi du duc de Savoie, le contrôle de

---

<sup>227</sup> Pour tromper ses alliés, Victor-Amédée avait fait semblant de « s'emparer » de ces places, que les Français n'avaient délibérément pas défendues. John B. Wolf, *The emergence of the great powers. 1685-1715*, New York, Harper et frères, 1951, p. 49.

<sup>228</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>229</sup> Geoffrey Symcox, *Victor Amadeus II : absolutism in the Savoyard state, 1675-1730*, Londres, Thames and Hudson, 1983, p. 134.

<sup>230</sup> Robert Oresko rappelle qu'il ne faut pas négliger une autre obsession savoyarde tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle : la recherche d'une couronne royale. L'accord entre Louis XIV et Victor-Amédée de 1696 indiquait que Versailles accorderait les *Traitements royaux* à la dynastie piémontaise. Le traité d'Utrecht vit la récompense d'un siècle d'efforts avec le couronnement, à Palerme, de Victor-Amédée comme roi de Sicile. Robert Oresko, « The House of Savoy in search for a Royal Crown in the Seventeenth Century », dans *Royal and Republican Sovereignty in Early Modern Europe : essays in memory of Ragnild Hatton*, R. Oresko, G. C. Gibbs et H. M. Scott, dir., Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 354-349.

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>232</sup> G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, *op. cit.*, p. 138.

<sup>233</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. V, p. 64. Le marquis de Prié devait en effet quitter Vienne, lorsque le conseil aulique déclara que le duc était en félon en raison de son alliance avec la France. Christopher Storrs, *War, diplomacy and the rise of Savoy, 1690-1720*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 128.

<sup>234</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 285.



ses principales places –, il finit par signer une alliance avec l'Empereur. Contrairement à ses espoirs, le duc ne se voyait pas promettre l'État de Milan, mais gagnait toutefois la partie du Montferrat appartenant au duc de Mantoue, avec les quatre provinces d'Alessandria, de Valence, de Lomelline et de Valesia<sup>235</sup>.

Dans un *factum* justifiant sa défection, Victor-Amédée affirmait désirer « n'être point mangé par le chien ni déchiré par le loup »<sup>236</sup>. En effet, le pari qu'il prenait en 1703 était extrêmement risqué. Il jouait l'indépendance de son État, et le sort de sa dynastie. Tout d'abord, le duc de Savoie ne disposait guère d'alliés solides. L'expansionnisme savoyard était perçu comme une menace par ses homologues italiens. Le duc de Mantoue s'inquiétait de son puissant voisin, Gênes craignait de voir le Piémont étendre sa façade maritime, tandis que le duc de Toscane voyait s'élever avec déplaisir un prince qui était initialement au même niveau que lui<sup>237</sup>. Victor-Amédée était parfaitement conscient que l'Empereur, s'il parvenait à gagner la guerre, serait son futur voisin – et un voisin encombrant. Enfin, la réputation de machiavélisme du duc de Savoie dispensait quelque peu ses alliés de chercher à tout prix à honorer les termes d'une alliance<sup>238</sup>.

On pourrait comparer le cas de Victor-Amédée à celui de l'Électeur de Bavière<sup>239</sup>. Leurs États, d'une puissance moyenne, se trouvaient frontaliers d'une grande puissance européenne – la France pour la Savoie, l'Autriche pour la Bavière. À proximité toutefois s'étendaient des territoires dont ils pouvaient revendiquer la possession – Milanais ou Montferrat pour l'un, palatinat de Neubourg ou marquisat de Burgau pour l'autre. Occupant une position stratégique, ils pouvaient se permettre de faire « monter les enchères » avant de s'engager dans un camp ou dans un autre. Toutefois, un mauvais choix risquait de les faire tomber dans la soumission vis-à-vis de leur puissant voisin. L'Électeur de Bavière comme le duc de Savoie hésitèrent longtemps entre les deux partis. Force est de constater que le destin du premier fut plus malheureux que celui du second. Il est incontestable que pour ces deux princes, le sort d'une seule journée – le 13 août 1704 ou le 7 septembre 1706 – conditionna celui de leur État et de leur dynastie.

---

<sup>235</sup> A. Legrelle, *La diplomatie...*, *op. cit.*, t. V, p. 79.

<sup>236</sup> *Ibid.*, t. V, p. 78.

<sup>237</sup> G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, *op. cit.*, p. 135.

<sup>238</sup> On peut toutefois remarquer que cette réputation avait des avantages. En effet, jusqu'en 1706, les alliés de Victor-Amédée II, le croyant toujours susceptible d'une volte-face similaire à celui de 1696, s'évertuèrent à soulager sa position. Le duc lui-même, dans ses tractations avec ses alliés, laissait planer la menace d'un revirement. C. Storrs, *op. cit.*, p. 159.

<sup>239</sup> Jeremy Black fait de la Bavière l'exemple même des petits pays qui ont beaucoup à gagner des conflits entre grandes puissances. Jeremy Black, *The rise of the European powers, 1679-1793*, Londres, New York, E. Arnold, 1990, p. 51.

Pourtant, le duc de Savoie connut au début d'importantes déconvenues. En 1703, une partie de ses troupes était tombée aux mains des Français, sans coup férir. L'année suivante, les généraux de Louis XIV entamèrent un long grignotage des possessions piémontaises, tout en contenant les Impériaux à l'est. Vercell, Suse, Ivree, Verrue furent prises, alors que le prince Eugène était occupé à remporter la brillante victoire de Blenheim. Cette érosion continua en 1705. Le 16 août, Vendôme battait Eugène à Cassano. Pendant ce temps, La Feuillade, devant Turin, observait le duc de Savoie. Bouillant d'entreprendre le siège de sa capitale, il reçut du roi, conseillé par Vauban, l'ordre d'attendre la campagne prochaine<sup>240</sup>. Il dut se contenter de bombarder la ville.

Ainsi, à la fin de la campagne de 1705, tous les espoirs étaient permis pour les Français en Italie. Victor-Amédée était dépossédé de la grande majorité de son territoire, à l'exception notable de sa capitale. Dans de telles circonstances, de nombreux Français étaient convaincus qu'il chercherait à tout prix l'arrangement. Après Calcinato, Vendôme s'exclamait qu'il fallait qu'il eût « le diable au corps s'il [laissait] assiéger Turin »<sup>241</sup>, ou encore : « À moins qu'il ne soit fol et enragé, il est impossible qu'il ne songe à regagner les bonnes grâces de Vostre Majesté »<sup>242</sup>. La Feuillade ne pensait pas autrement, même s'il espérait ouvertement que Victor-Amédée refuserait de négocier, pour avoir le plaisir de finir le siège. Dès le mois de mai, La Feuillade commençait à évoquer la possibilité d'une fin diplomatique à la campagne, fin toute à l'avantage de la France. Il prévoyait ainsi qu'il serait fructueux, comme conditions de paix, d'exiger du duc toute la Savoie et le comté de Nice. Au moins, il serait nécessaire de demander les vallées du Vaudois, ainsi que Pignerol, avec autorisation d'y faire bâtir une grosse place forte<sup>243</sup>. D'ailleurs, Victor-Amédée avait déjà tenté, par l'intermédiaire de l'évêque d'Annecy, une médiation, afin de connaître les intentions du roi<sup>244</sup>. La suite des opérations montra qu'il ne s'agissait que de donner le change en attendant un secours allié.

### 1.3.2.3. *Les objectifs du parti bourbon en 1706*

Les offres de paix françaises du début de l'année 1706 furent ainsi toutes déçues. Pour Louis XIV, le seul moyen de débloquer cette situation était de montrer que comme par le

---

<sup>240</sup> Anne Blanchard, *Vauban*, Paris, Fayard, 1996, p. 510.

<sup>241</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°361, Vendôme à Chamillart, camp de Polpenasse, 24 avril 1706.

<sup>242</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°11, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 2 mai 1706.

<sup>243</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°193, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 14 mai 1706.

<sup>244</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°204, Chamillart à La Feuillade, Marly, 22 mai 1706.

passé, la suprématie militaire française lui permettait de faire face à tous ses ennemis. Les armes de ses soldats devaient à nouveau appuyer les arguments et les discours de ses diplomates. De fait, la France de 1706 n'était pas encore économiquement et moralement épuisée. On leva vingt-sept mille hommes de milice dans tout le royaume ; l'infanterie fut augmentée de cinq hommes par compagnie, et on créa trente nouveaux régiments, qui formèrent trente-cinq bataillons<sup>245</sup>. Louis XIV justifia ces efforts militaires exceptionnels en les présentant comme le meilleur moyen d'arriver à la paix :

« Les ménagements que j'ai eus jusqu'à présent, et les partis de sagesse que j'ai cru devoir prendre ayant produit des effets tout contraires à ce que j'aurais dû en espérer, les ennemis les ayant attribués à la faiblesse, je ne vois rien qui puisse mieux les déterminer à venir à un accommodement qui est devenu nécessaire, que de leur faire voir que j'ai des forces suffisantes pour les attaquer partout »<sup>246</sup>.

De fait, huit armées furent mises en campagne : celle de la Meuse, dirigée par le maréchal de Villeroy, celle de Moselle, avec Marcin, l'armée du Rhin, avec Villars ; en Italie, on différençia les armées d'Italie et de Piémont, et en Espagne les armées du Roussillon, du Portugal et de la Catalogne. La stratégie française se recentra ainsi vers le Midi. Cette réorientation, qui correspondait à une meilleure prise en compte des spécificités de cette guerre, était également due à des facteurs conjoncturels. La prise de Barcelone par l'archiduc Charles, à la fin de l'année précédente, était un coup d'éclat apparemment imprudent, tant les Français étaient à même de réagir. Dès le 3 avril, le maréchal de Tessé mettait le siège devant la capitale catalane, en présence de Philippe V. Une flotte française commandée par le comte de Toulouse bloquait l'accès par la mer. Villeroy exultait : « La prise de Barcelonne est indubitable, l'on peut esperer, sans se flatter, estant bien assuré que l'archiduc y est, qu'on se rendra maistre de sa personne »<sup>247</sup>.

D'autre part, les succès italiens de 1705 permettaient enfin aux Français de mener à bien l'entreprise qu'ils brûlaient de réaliser depuis 1703 : la prise de Turin. Après ce succès, les Français seraient maîtres des cols alpins, et l'exemple du duc de Savoie en exil ou prisonnier dissuaderait les autres princes d'Italie de toute velléité hostile. Les Français seraient alors libres de concentrer leurs forces sur les troupes impériales : « La prise de cette place doit faire

---

<sup>245</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 4.

<sup>246</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>247</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°75, Villeroy au roi, Bruxelles, 27 avril 1706.

la décision de la guerre d'Italie »<sup>248</sup>, comme l'affirmait Louis XIV lui-même. Mais au-delà, le sort de Turin semblait déterminer celui de la monarchie d'Espagne. Son issue paraissait plus cruciale encore que celle du siège de Barcelone. Pour des raisons militaires tout d'abord. La position des Impériaux en Espagne était très précaire, et ne semblait guère pouvoir menacer le cœur du territoire. En revanche, la moindre perte de temps à s'emparer de Turin pouvait permettre aux Alliés de reprendre pied en Italie du Nord, comme ils l'avaient fait si souvent au cours des années précédentes, et ainsi compromettre toutes les victoires de Vendôme<sup>249</sup>. Comme nous l'avons déjà vu, des raisons politiques expliquaient également la priorité accordée à l'Italie : il fallait montrer que Philippe V était capable de défendre l'intégrité de sa couronne – c'est un point sur lequel les diplomates français insistèrent tout au long de la campagne<sup>250</sup>.

On peut suivre les analyses stratégiques de Tallard, alors prisonnier en Angleterre. Pour lui, la guerre d'Italie doit constituer pour les Français la priorité de la campagne : « L'on compte que Turin pris, l'archiduc sera chassé [d'Espagne] l'année prochaine »<sup>251</sup>. Or, le sort de l'archiduc représente « l'unique objet de la guerre ». À l'inverse, il ne faut pas oublier que même s'il est facile de déployer de fortes armées dans les Pays-Bas méridionaux, « ce qui se passe en Flandres [est] chose qui ne va pas au fait » ; Tallard rappelle ainsi aux destinataires de ses mémoires que dans la définition des objectifs stratégiques, il est indispensable d'avoir toujours en tête l'enjeu premier d'une guerre... Peut-on en déduire pour autant, comme certains Français agissant en Italie, qu'une victoire au Piémont scellerait le « destin » de l'Europe<sup>252</sup>, qu'elle permettrait à Louis XIV de lui imposer sa paix<sup>253</sup> ? Ce serait négliger que le prince Eugène avait réussi à entrer en Italie en l'absence totale d'alliés en la région, et qu'il aurait probablement pu s'y maintenir encore un certain temps malgré la perte du Piémont.

---

<sup>248</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, s. l., 14 juin 1706. « Nous pourons finir la guerre d'Italie en prenant Turin, qui est la grande affaire », renchérit Vaudémont. SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°165, Vaudémont à Chamillart, Milan, 30 janvier 1706.

<sup>249</sup> Vaudémont comptait « Barcelone et la Catalogne reconquises du jour qu'on peut entrer dans ce pays là avec une armée ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°165, Vaudémont à Chamillart, Milan, 30 janvier 1706.

<sup>250</sup> En août, l'abbé de Pomponne remarquait ainsi : « J'ay rassuré tous les generaux et les ministres d'Italie en les assurant de la part du Roy que nous combattions pour la conservation des Estats d'Italie à la couronne d'Espagne. Tout nostre ouvrage croulera en un moment si nous faisons la faute de parler de nous mesmes de division ». Quelques mois plus tard, le résident français à Genève notait qu'une perte du Milanais « entraîneroit infailliblement la perte des royaumes de Naples et de Sicile, et successivement celle de toutes les Espagnes » (AE Venise 149, fol. 298r-303r, Pomponne à Puisieulx, Venise, 25 août 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°102, La Closure à Chamillart, Genève, 18 octobre 1706). La question de l'attitude des Espagnols vis-à-vis des deux prétendants au trône sera évoquée *infra*, section 3.2.3.

<sup>251</sup> AE Angleterre 221, fol. 201r-202v, Memoire de M. le mareschal de Tallard, Angleterre, 1<sup>er</sup> octobre 1706.

<sup>252</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°255, La Ferrière à Chamillart, Venise, 11 février 1706.

<sup>253</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°282, Montéléon à Chamillart, Gênes, 13 avril 1706.

C'est pourquoi les autres fronts ne furent pas négligés : l'Allemagne et les Pays-Bas, champs de bataille traditionnels de la monarchie française. Sur ces théâtres d'opération, le roi souhaitait adopter une attitude que l'on pourrait qualifier de « défense agressive » : disposer de forces suffisantes pour ne perdre aucun pouce de terrain, voire grignoter, dans la mesure du possible, quelques positions avantageuses, pour montrer à l'Europe la puissance inébranlable des Bourbons, et pour se trouver, la campagne suivante, dans la posture la plus favorable possible si la région devenait une zone de combat prioritaire.

C'était exactement l'esprit de l'attaque résolue sur le Rhin par la Cour pour le début de la campagne 1706. Une opération audacieuse de Villars, menée conjointement avec les troupes du maréchal de Marcin, devait mettre fin au blocus du Fort Louis et disperser les troupes qui tenaient les lignes de la Moder<sup>254</sup>. Cette offensive, menée au début du mois de mai, fut un succès remarquable. La sécurité de l'Alsace était garantie : la place du Fort Louis fut suffisamment garnie de vivres pour tenir jusqu'à la campagne prochaine, Haguenau fut prise, et les ennemis ne disposaient plus de passage sur le Rhin en amont de Philippsbourg. Enfin, les troupes du maréchal de Marcin étaient disponibles pour revenir vers la Moselle soutenir l'offensive en Flandre.

C'était elle surtout qui préoccupait le roi. On connaît l'affection que portait Louis XIV au maréchal de Villeroi, l'un des officiers les plus anciennement élevés à cette dignité, et la confiance qu'il lui accordait. Il décida de lui attribuer la majeure partie des unités de la Maison du roi. La supériorité des Français tant dans le nombre que dans la qualité des troupes devait être garante du succès.

### 1.3.2.4. *Les objectifs des Alliés en 1706*

Les différents membres de la Coalition se fixèrent pour l'année 1706 des objectifs stratégiques étonnamment similaires à ceux des Français : l'Espagne et l'Italie étaient prioritaires, mais une forte armée n'en devait pas moins être maintenue aux Pays-Bas. Lors de l'hiver 1705-1706, au vu des succès militaires rencontrés, s'était dégagée en Angleterre la doctrine : « *No peace without Spain* », qui exigeait que l'on ne fasse pas la paix avant que Philippe V ne fût chassé d'Espagne<sup>255</sup>. Cet objectif était lié au bon accueil de l'archiduc à

---

<sup>254</sup> Les objectifs en sont bien résumés dans SHD AG, A<sup>1</sup> 1933, 2<sup>e</sup> partie, 3<sup>e</sup> section, n°162, Chamillart à Villars, Versailles, 25 avril 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 409-412.

<sup>255</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 111.

Barcelone, qui faisait espérer qu'il serait bientôt le successeur de Charles II. Il orienta toute la stratégie des Alliés jusqu'à la victoire des *Tories* en 1710. Tallard, très au fait de la vie politique britannique, indique ainsi en avril 1706 comment décourager et défaire la coalition :

« Le Parlement d'Angleterre, animé par le succès de l'archiduc en Catalogne et en Arragon, et dans l'espérance que cette année cy finiroit la guerre, a donné tout ce qu'on luy a demandé. L'effort que fait le pays est incroyable, et ce sera un avantage tres utile, car ils n'y pourront pas revenir. Si le Roy d'Espagne chasse l'Archiduc, toute l'Angleterre demandera la paix cet hyver »<sup>256</sup>.

C'est effectivement à partir de 1706 que l'attention des puissances maritimes se focalisa sur la péninsule ibérique : « Toute notre attente roule icy sur les succès d'Espagne », notait Guénin<sup>257</sup>. D'autres correspondants étaient encore plus explicites : « L'Angleterre ne fait uniquement la guerre que pour le recouvrement de l'Espagne »<sup>258</sup>. La prise d'Alcantara, puis la levée du siège de Barcelone furent l'objet de tous les espoirs :

« Je ne sçais comment on regarde en France la conquête que nous avons faite de la Catalogne, pour à nous (*sic*) elle nous paroist icy de la dernière importance ; depuis la déclaration de guerre nous avons desespéré plus d'une fois de pouvoir mettre l'archiduc sur son prétendu trône, mais presentement nous n'en doutons nullement. Toutes les lettres qui nous viennent de ce pays là et ès autres endroits d'Espagne nous assurent que tout le monde y est prest et disposé à une revolte et un soulèvement general. Je vous ay mandé qu'absolument nous avons resolu de pousser dans ces quartiers là vigoureusement la guerre quoyqu'elle nous puisse coûter »<sup>259</sup>.

Cette doctrine du « *No peace without Spain* » explique également l'intérêt des Britanniques vis-à-vis de la conduite de la guerre en Italie – nous avons déjà vu que le maintien des territoires espagnols dans cette région était considéré comme un élément décisif de l'opinion ibérique. Les Alliés étaient également poussés à agir par l'intense activité diplomatique déployée par les agents du duc de Savoie. Ainsi, en janvier 1706, Victor-Amédée dépêcha à Londres un envoyé spécial, le comte de Maffei<sup>260</sup>. Ce dernier vint seconder les efforts du comte de Briançon, son ambassadeur auprès de la reine Anne, qui voulait convaincre ses interlocuteurs que la prise de Turin était la priorité absolue des

---

<sup>256</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°89, nouvelles de Tallard, s.l., s.d. [fin du mois d'avril 1706].

<sup>257</sup> AE Angleterre 220, fol. 84r-87v, nouvelles de Guénin à Londres, 4 mai 1706.

<sup>258</sup> AE Angleterre 221, fol. 115r-116r, nouvelles de Londres, 25 mai 1706.

<sup>259</sup> AE Angleterre 221, fol. 9r-10r, nouvelles de J. Le Vasseur à Londres, 15 janvier 1706.

<sup>260</sup> G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, op. cit., p. 150.

Français<sup>261</sup>. Le duc de Savoie savait enfin qu'il pouvait compter sur le soutien actif de Marlborough<sup>262</sup>. En novembre 1705, ce dernier avait accompli un voyage extraordinaire à Vienne afin de conclure un prêt de 300 000 livres sterling à l'Empereur, à condition que ce dernier s'en servît pour soutenir la guerre en Italie<sup>263</sup>. Au début de l'année 1706, les Britanniques accordèrent encore un prêt de 250 000 livres sterling en mensualités de 50 000 livres à livrer de mars à juillet. Le prêt était tout de même assorti d'un taux d'intérêt de huit pour cent, et garanti par une hypothèque sur la Silésie<sup>264</sup>.

Les autres membres de la Grande Alliance suivaient l'Angleterre dans ses priorités stratégiques<sup>265</sup>. Certes, on ne s'étonnera pas du souci manifesté par l'Autriche vis-à-vis de l'Italie. Ce qui est plus étonnant, c'est que même le Portugal ou la Hollande se préoccupaient du sort du duc de Savoie. Ainsi, un secrétaire d'État portugais faisait remarquer que, quel que puisse être le succès des affaires de Catalogne, on ne pouvait espérer que les Grands d'Espagne ralliasent l'archiduc Charles tant que l'Italie ne tombait pas aux mains de l'Alliance<sup>266</sup>. Et même les États Généraux des Provinces-Unies concluaient :

« Si en général on avoit quelque superiorité contre l'ennemi, elle ne pourroit, selon toutes les apparences, estre employée mieux et avec plus de fruit en aucun autre endroit qu'en Italie »<sup>267</sup>.

C'est pourquoi les puissances maritimes décidèrent de financer elles-mêmes un corps destiné à secourir Turin, composé de troupes allemandes<sup>268</sup>. Ces troupes étaient difficiles à mobiliser, en raison des intérêts divergents des différents États. L'Électeur palatin, en

---

<sup>261</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°296, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 22 et 29 janvier 1706. Briançon lui-même avoue à son maître qu'il exagère les efforts des Français. Il avait par exemple prétendu que les Français préféraient la prise de Nice à celle de Barcelone.

<sup>262</sup> En mai, le duc de Savoie écrivit lui-même au duc de Marlborough pour l'assurer que « la gloire de délivrer l'Europe de l'esclavage » lui était réservée. Le duc de Savoie à Marlborough, Turin, 8 mai 1706, édité dans *Le campagne di guerra in Piemonte...*, *op. cit.*, t. v, p. 476.

<sup>263</sup> G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, *op. cit.*, p. 150.

<sup>264</sup> AE Autriche 86, fol. 264r-264v, copie de la lettre de M. le C. Carini, écrite de Vienne le 24 février, à M. de Mellarede, par ordre de M. le M. de Prié.

<sup>265</sup> AE Angleterre 221, fol. 201r-202v, Memoire de M. le mareschal de Tallard, Angleterre, 1<sup>er</sup> octobre 1706.

<sup>266</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°224, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 1, 8, 12 et 15 janvier 1706.

<sup>267</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°187, Extrait du registre des résolutions des Hauts et Puissants Seigneurs les États Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, 31 décembre 1705. Une telle opinion peut sembler surprenante de leur part, puisqu'ils sont réputés ne s'intéresser qu'à la défense de leur propre territoire. Toutefois, un effort en Italie contraindrait Louis XIV à relâcher la pression sur les Pays-Bas. D'autre part, les États Généraux ont une grande confiance envers le prince Eugène.

<sup>268</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°224, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 1, 8, 12 et 15 janvier 1706. L'Angleterre assura les deux tiers des frais, les Provinces-Unies se chargeant du reste.

délicatesse avec les Hollandais, menaçait de ne pas y contribuer<sup>269</sup>. Pour s'assurer du soutien de trois mille soldats des troupes de Saxe-Gotha, les puissances maritimes accordèrent au frère du duc le grade de lieutenant général<sup>270</sup>. Jusqu'à la fin de la campagne, Londres et La Haye parvinrent ainsi à envoyer en Italie un effectif théorique de dix-huit mille hommes, soit le tiers environ des troupes aux ordres du prince Eugène<sup>271</sup>. Le reste des troupes impériales fut composé de détachements de l'armée du Haut-Rhin, de Hongrie, ou encore de soldats recrutés de force en Bavière<sup>272</sup>.

Quelle était la situation du duc de Marlborough au sein de ces combinaisons stratégiques ? Remarquons tout d'abord qu'au début de l'année, la position du capitaine-général vis-à-vis des affaires internes du gouvernement anglais était assez dégradée. Les insuccès de 1705 avaient renforcé ses opposants, le contraignant à s'allier plus étroitement avec les *Whigs* : il courait le risque de devenir l'homme d'un parti. De surcroît, ces derniers ne lui en étaient guère reconnaissants : alors que le capitaine-général recherchait, pour le faire punir, l'auteur d'un « libelle sanglant » publié contre lui, il dut renoncer en apprenant que le responsable était un protégé de deux des plus puissantes têtes du parti *whig*, probablement jaloux du pouvoir du duc<sup>273</sup>.

Marlborough n'en choisit pas moins de partir à la Haye, dans les premiers mois de l'année, pour élaborer les plans de la campagne avec les autres pays de la Coalition. Il eut pourtant peut-être la sensation de passer de Charybde en Scylla à son arrivée dans les Provinces-Unies. Il s'inquiéta d'abord des manœuvres hollandaises en faveur de la paix, quand bien même ces dernières ne semblaient pas devoir avoir de suite. Il fut encore plus sérieusement inquiété par l'opinion de la population néerlandaise, assez défavorable à la poursuite du conflit<sup>274</sup>.

Seule une victoire éclatante pouvait faire sortir Marlborough de cette difficile situation politique. C'est peut-être pour cela qu'au début du printemps, avant que les armées n'entrassent en campagne, il élaborait un plan audacieux, étonnamment similaire à celui qu'il avait exécuté lors de la campagne de Blenheim. Comme en 1704, il prévoyait un vaste

---

<sup>269</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°97, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 29 décembre 1705.

<sup>270</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°47, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 12 février 1706.

<sup>271</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°172, mémoire [intercepté] du comte de Maffei, 26 février 1706.

<sup>272</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°89, Jean-Baptiste Angieliny à Chamillart, Vérone, 17 janvier 1706.

<sup>273</sup> AE Angleterre 221, fol. 67r-68r Hooke à Torcy, s.l., 11 mars 1706.

<sup>274</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 114.



mouvement consistant à faire passer ses troupes en Allemagne, à leur faire traverser le Danube, puis les Alpes, afin de déboucher en Italie du Nord<sup>275</sup>. Ce projet l'agita entre la fin du mois de mars et le début du mois de mai. Briançon, dans ses lettres au duc de Savoie, le décrivait, en compagnie de Cadogan, absorbé par la contemplation de cartes de géographie, cherchant les meilleurs passages par le Tyrol et les places adéquates pour y faire installer des magasins<sup>276</sup>. Outre la conviction de l'importance du siège de Turin, plusieurs raisons expliquaient son dessein. En premier lieu, c'était l'occasion de se dégager de la tutelle des États Généraux et de celle de Louis de Bade, pour agir de conserve avec le seul général avec lequel il aimait collaborer – le prince Eugène. Deuxièmement, après une terne campagne de 1705, il rêvait probablement de rééditer son action la plus glorieuse, de mener avec panache « une expédition décisive pour les affaires d'Italie »<sup>277</sup>. Pour les généraux français, les arrière-pensées du duc de Marlborough ne faisaient aucun doute :

« Son ambition [...] est de se donner la vanité d'être le libérateur de l'Italie et de Turin. Je connois le personnage et vous aurez remarqué dans la lettre du Maffei que c'est à cette vanité que led. Mylord a esté uniquement sensible et par laquelle led. Maffei l'a fait entrer dans sa proposition »<sup>278</sup>.

Mis au courant, les Français prévirent de contrer cette opération par des attaques sur les flancs de l'expédition, en Flandre et en Allemagne. Rapidement, pourtant, l'inquiétude retomba, et Chamillart put se réjouir : « Il y a longtemps que l'on amuse M. de Savoye en Hollande et en Angleterre, et le projet de 20 000 hommes que le comte de Maffey a fait au duc de Marlborough de mener en Italie est une des plus fausses idées qui ait jamais été imaginée et la plus impossible dans son execution »<sup>279</sup>.

En effet, le projet a rapidement été abandonné par Marlborough lui-même. Deux raisons, l'une structurelle, et l'autre conjoncturelle, l'ont fait avorter. La première est la mauvaise qualité des services de ravitaillement impériaux – ou du moins la méfiance que Marlborough pouvait avoir à leur égard. Si des troupes anglaises affamées avaient été incapables de traverser les Alpes, l'impact psychologique et politique à Londres aurait été terrible. En outre, les troupes britanniques n'avaient jamais opéré en Lombardie et ignoraient

---

<sup>275</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 115.

<sup>276</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°20, [Lettres interceptées de] Briançon au duc de Savoie, Londres, 2 avril 1706.

<sup>277</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°396, [Lettres interceptées de] Solaro del Borgo au duc de Savoie, La Haye, 13 et 16 avril 1706.

<sup>278</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°395, Vaudémont à Chamillart, Milan, 29 avril 1706.

<sup>279</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°38, Chamillart à Vaudémont, Versailles, 5 mai 1706.

tout du terrain<sup>280</sup>. La seconde tient à l'évolution des opérations militaires. Tandis que la victoire de Villars sur le Rhin en mai 1706 permettait aux Français de menacer l'Allemagne, et que la défaite impériale de Calcinato faisait douter du secours de Turin, la victoire de Marlborough à Ramillies l'incitait à se concentrer sur la Flandre, où il était sûr de pouvoir progresser<sup>281</sup>.

Après l'abandon de ce projet, deux options plus traditionnelles furent abordées : les troupes de Marlborough serviraient soit en partenariat avec Auverquerque, sur la Meuse, soit sur le Rhin avec le prince de Bade. Jusqu'au mois d'avril, les services de renseignement français furent incapables de connaître avec sûreté l'affectation du général anglais – c'est-à-dire dans quelle région les ennemis porteraient leurs principaux coups : « Je n'ay encore pu deterrer jusqu'à present où Marlboroug commandera, se plaint le Bon Correspondant. Il nous faut attendre son arrivée, pour sçavoir [...] à quoy aboutiront les preparatifs que les Estas generaux font faire à Mastrik »<sup>282</sup>. Le 8 mai, Saint-Second, prisonnier à Londres, indiquait encore que toute l'Angleterre pensait que Marlborough allait passer en Allemagne<sup>283</sup>.

En effet, pour contraindre les Hollandais à abandonner leur méfiance (les États Généraux avaient décidé d'envoyer cette année-là non pas deux, mais quatre députés à l'armée<sup>284</sup>), John Churchill les avait menacés de passer en Allemagne et de les laisser sans défense<sup>285</sup>. Mais ceci aurait signifié le partage du commandement avec le prince de Bade, qu'il n'appréciait pas : entre les deux hommes se posaient en permanence des problèmes d'autorité et de préséance. Le choix des Pays-Bas fut donc fait. Dès lors, il lui fallut convaincre les Alliés de l'importance du front flamand et de la nécessité d'y concentrer le maximum de troupes. Si l'on en croit Hooke, le duc y réussit admirablement, se laissant griser par l'espoir et l'ambition : il « se croit si sur de reussir dans ses projets pour la campagne,

---

<sup>280</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 117.

<sup>281</sup> Les Anglais avaient encore caressé Victor-Amédée avec un autre espoir : celui d'un débarquement en Piémont qui renverserait les projets français. Ce dessein avait été évoqué dès novembre 1705. Toutefois, Peterborough, commandant la flotte britannique, préféra alors tenter de s'emparer de Barcelone. Comme l'opération fut un succès, elle mobilisa toutes les forces anglaises, et l'idée d'une expédition au Piémont fut abandonnée. Pendant l'hiver 1705-1706, la flotte alliée fut retirée dans la Manche et sur la côte portugaise. En mai, elle retourna en Méditerranée. Mais là encore, ce fut pour secourir Barcelone, qui était assiégée par les Français depuis avril. Les mois suivants, la flotte alliée fut mobilisée pour des projets de débarquement en France qui n'eurent pas lieu. Enfin, l'amélioration des affaires françaises en Espagne, à la fin de l'année, mobilisa définitivement la marine anglo-hollandaise. Quoiqu'avortés, ces projets n'ont pas été sans conséquence. Ils ont soutenu, tant bien que mal, le moral des Turinois, et en premier lieu, de leur souverain. D'autre part, ils ont contraint les Français à une vigilance constante. SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°1, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 4 et 8 octobre 1705 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°251, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 30 juillet 1706 ; H. Kamen, *op. cit.*, p. 16.

<sup>282</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°32, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., s.d. [13 avril 1706].

<sup>283</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°123, Villeroy à Chamillart, Louvain, 8 mai 1706.

<sup>284</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°178, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 17 mai 1706.

<sup>285</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°158, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 14 mai 1706.

qu'on ne l'a jamais vu si fier [...]. C'est luy qui a empêché les Hollandois d'envoyer des troupes à l'Empereur, après la prise de Bonn, pour être mieux en état de satisfaire à son ambition »<sup>286</sup>.

Le duc de Marlborough pouvait être d'autant plus « fier » que l'armée qu'on lui avait confiée était particulièrement belle. En effet, les Alliés avaient décidé de faire pièce aux efforts de Louis XIV – et comme Louis XIV, ils justifiaient leurs dépenses militaires par le louable objectif de la paix. Un espion voyageant dans l'Empire rapporte que « c'est de cette campagne que toute l'Allemagne attend la paix générale, croyant que la France ne sera pas capable de tenir contre l'effort qu'ils prétendent de faire »<sup>287</sup>. À La Haye, Alègre adoptait le même point de vue, incitant Chamillart à relever le défi : « On se dispose en ce pays icy à faire de grands efforts de tous costez la campagne prochaine. Je ne doute pas qu'on n'en fasse de mesme du costé de France ; si les Alliez ne faisoient pas une campagne aussy heureuse qu'ils l'esperent, je crois qu'ils changeroient bien de sentiment sur l'envie qu'ils paroissent avoir de continuer la guerre »<sup>288</sup>.

### 1.3.2.5. *Les conditions nouvelles engendrées par les désastres de 1706*

Les efforts des Alliés en faveur du duc de Savoie furent amplement récompensés par le désastre subi par les armées françaises sous les murs de Turin. Tous les autres espoirs français furent successivement anéantis par l'in vraisemblable série de défaite de l'*annus horribilis* de 1706<sup>289</sup>. La puissante armée des Pays-Bas fut balayée à Ramillies. En Espagne, l'arrivée de renforts maritimes le 7 mai contraignit les troupes franco-espagnoles à lever le siège de Barcelone quatre jours plus tard<sup>290</sup>. Mais le plus grave restait à venir : en avril, après la prise d'Alcantara, sur le Tage, les troupes anglo-portugaises disposaient d'une voie d'invasion par l'ouest. Ils l'exploitèrent rapidement en s'emparant en juin de Salamanque, menaçant directement Madrid, contraignant la reine, la cour et l'administration à se retirer sur Burgos<sup>291</sup>.

---

<sup>286</sup> AE Angleterre 221, fol. 127r-127v, Hooke à Torcy, camp de Haerdonck, 1<sup>er</sup> juin 1706.

<sup>287</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°65, « Voyage d'un espion en Allemagne », s.l., 19 avril 1706.

<sup>288</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1935, n°30, Alègre à Chamillart, La Haye, 8 janvier 1706.

<sup>289</sup> L'année 1706 est bien entendue qualifiée par les Alliés d'*annus mirabilis*.

<sup>290</sup> H. Kamen, *op. cit.*, p. 16.

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 17.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Le 27 juin, les Alliés sont maîtres de Madrid ; deux jours plus tard, tenant Saragosse, capitale de l'Aragon, ils disposent des quatre plus grandes villes d'Espagne. Malgré le retour de Philippe V dans sa capitale, en octobre 1706, le contraste est saisissant entre la situation de la fin de l'année 1705, alors que les ennemis, contenus au Portugal, venaient à peine de pénétrer en Catalogne, et celle de la fin de 1706, quand ils sont présents dans toutes les régions de la péninsule ibérique.

Les désastres de l'*annus horribilis* bouleversent complètement les perspectives diplomatiques que peuvent alors envisager les belligérants. La première évidence, c'est que le règlement de la paix future entérinera la perte des Pays-Bas espagnols : « Selon toute apparence, ce pays ne restera pas à l'Espagne à la paix », prédit Bergeyck quelques jours à peine après la bataille de Ramillies<sup>292</sup>. Les Français ne s'aveuglent pas sur leur capacité à soutenir un conflit long contre leurs ennemis. En août, avant même que le siège de Turin ne connaisse son issue malheureuse, Louis XIV évoque très sérieusement l'idée que son petit-fils renonce au trône d'Espagne – à condition de recevoir quelques compensations<sup>293</sup>. Les événements ultérieurs feront mentir cette prédication trop pessimiste.

De fait, paradoxalement, la solidité même de l'alliance entre les divers adversaires de la France se trouve fragilisée par l'ampleur de leurs succès militaires. Les conquêtes qui suivent Ramillies font rapidement naître des tensions entre l'Angleterre et la Hollande au sujet de l'exercice du pouvoir dans les Pays-Bas méridionaux. Les Français peuvent espérer que les succès des Anglais, qui contrastent avec l'épuisement financier des Hollandais, finissent par faire naître des soupçons entre les deux nations. Les États Généraux pourraient soupçonner les Britanniques de poursuivre plus que de besoin une guerre qui ruine leurs alliés, qui sont aussi leurs adversaires d'un point de vue économique...<sup>294</sup>. Les avantages que chacune des deux

---

<sup>292</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1937, n°22, mémoire de Bergeyck à Chamillart sur les troupes d'Espagne, s.l., 3 juin 1706.

<sup>293</sup> Le roi émet cette hypothèse dans une lettre envoyée à Rouillé : « Si j'ay senti jusqu'à present une extreme repugnance à me contenter pour le Roy mon petit-fils du partage des Estats d'Italie et à laisser à l'archiduc l'Espagne et les Indes, vous jugerez aisement qu'elle doit estre infiniment augmentée depuis que je vois des marques de la rare fidelité des Espagnols pour le Roy leur maistre. Elle est telle qu'il n'y a pas d'apparence que l'archiduc puisse demeurer en Espagne, luy qui ne fondeoit le succez de son entreprise que sur l'idée d'un attachement imaginaire de toute la nation à la maison d'Autriche » (AE Bavière 58, fol. 209r-212v, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 14 août 1706).

<sup>294</sup> « La prospérité des Anglois doit causer beaucoup d'ombrage [aux Hollandais], ils ont à craindre que cette nation voulant continuer la guerre pour dominer en Holande, ne les empesche de faire une paix convenable aux interests des Provinces-Unies ». AE Bavière 51, fol. 282r-286r, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 31 mai 1706. Louis XIV affirme encore un mois et demi plus tard que les Hollandais vont désormais se méfier de la puissance anglaise, ne devant attendre de leur part, après la guerre, « qu'ingratitude et mauvais traitemens » (AE Bavière 58, fol. 159r-164v, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 14 juillet 1706).

puissances maritimes aura gagnés lors de la guerre décideront de leur rapport de force à l'avènement de la paix<sup>295</sup>.

Conformément aux espoirs des Français, des dissensions commencent à apparaître. Les Britanniques refusent que Nieuport et Ostende fassent partie de la Barrière car ils craignent que les Hollandais ne s'en servent pour réduire ou interdire le commerce anglais avec les Pays-Bas<sup>296</sup>. Les deux parties finissent par renvoyer la discussion à plus tard, en considérant que la question de la Barrière ne se posera que lorsque la paix se profilera. En revanche, on ne peut pas différer celle de l'autorité dans les Pays-Bas méridionaux : Marlborough tente alors, pour contrebalancer le pouvoir que les Hollandais veulent s'attribuer en Flandre, de se faire nommer gouverneur général par l'archiduc Charles – remplaçant ainsi l'Électeur de Bavière. La reine Anne y est favorable pour avantager le commerce anglais, tandis que John Churchill y voit aussi les 60 000 livres de revenu annuel, et une formidable occasion de se constituer une clientèle. De la part des Autrichiens, il s'agit de s'assurer la fidélité d'un général heureux, et d'affirmer le droit de l'archiduc Charles, en tant que roi d'Espagne, à nommer les gouverneurs généraux. Les Britanniques doivent pourtant renoncer à cette perspective. Les Hollandais ne veulent pas donner loisir aux Anglais d'accroître leur pouvoir aux Pays-Bas. Au-delà de ces raisons diplomatiques, il existe des obstacles inhérents à la personne même du duc : le choix d'un protestant par le Roi Catholique pour diriger une population très attachée à sa religion aurait choqué, tout autant que les origines relativement modestes de John Churchill, peu compatibles au statut quasi royal de gouverneur général. C'est pourquoi Marlborough est contraint de décliner l'offre, le 12 juillet 1706<sup>297</sup>.

Plus largement, les échecs des Deux-Couronnes en Italie et en Espagne font apparaître le risque d'une cession entière de l'empire espagnol à l'archiduc Charles : si les Autrichiens parvenaient à s'emparer des Pays-Bas méridionaux, de l'ensemble des territoires italiens, ainsi que la péninsule ibérique... on retrouverait une situation de déséquilibre européen, situation que les traités de partage de 1698 et 1700 s'étaient efforcés d'éviter. On peut espérer que les puissances maritimes soient effrayées à la perspective du retour de l'empire de Charles Quint : « Plus l'archiduc est heureux en Espagne, plus [les Hollandais] ont aussy sujet

---

<sup>295</sup> Le comte de Tallard utilise ce genre d'arguments à contre-emploi, à destination des Anglais. Il cherche à convaincre le duc de Marlborough que l'Angleterre devrait traiter avec la France pour obtenir une paix tout à l'avantage des Britanniques, au détriment des intérêts hollandais : « Je luy fis remarquer que la [...] première guerre qu'il y auroit dans l'Europe seroit entre la cour d'Angleterre, et les Hollandois, et cela très peu de tems après [la guerre présente] » (AE Angleterre 217, fol. 295r-301r, « Rapport des deux premières conversations que M. le maréchal de Tallard a eue avec Milord Marlborough en Suabe », Nottingham, janvier 1705).

<sup>296</sup> Olivier Chaline, *Le règne de Louis XIV*, Paris, Flammarion, 2005, p. 447.

<sup>297</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 135.

d'aprehender de n'estre pas escoutés lorsqu'ils voudront assigner un partage à la maison d'Autriche »<sup>298</sup>, se console Louis XIV.

Ainsi, à la fin de l'année 1706, les Français espèrent moins voir la paix arriver de leur propre redressement militaire que d'une brouille entre les principaux acteurs de la Grande Alliance : méfiance entre Hollandais et Anglais, ou inquiétude de ces protagonistes vis-à-vis de l'influence croissante de la maison d'Autriche. Cela explique le regain d'activité diplomatique constaté après la défaite de Ramillies. Entre juillet et septembre 1706, il n'y a pas moins de quatre filières de négociation menées en parallèle, à l'initiative de divers acteurs : Torcy, Chamillart, Bergeyck, et même l'Électeur de Bavière – cette dernière négociation impliquant le duc de Marlborough lui-même. Faute de concertation, et faute d'intérêt de la part des Alliés, elles échouent toutes<sup>299</sup>.

Parallèlement, les Français tentent d'exciter la défiance et le ressentiment des Autrichiens envers les puissances maritimes, en utilisant l'argument religieux. C'est ce que l'on constate lors d'une entrevue très curieuse, qui a lieu à Venise, au milieu de l'été 1706, entre les ambassadeurs de France et d'Autriche<sup>300</sup>. L'abbé de Pomponne, chargé de représenter le roi auprès de la Sérénissime République, avait l'impression que son homologue n'appréciait guère les puissances maritimes. Il décide donc d'avoir un entretien avec lui, et sous un faux prétexte (celui de le remercier pour avoir accordé des passeports à des voyageurs français), lui donne rendez-vous dans un jardin. La discussion porte essentiellement sur les bénéfices que chaque partie peut tirer de la guerre. Pomponne expose le fardeau que le conflit fait peser sur l'Autriche, et le danger que représente la situation en Hongrie, afin de mieux faire ressortir les avantages que l'Angleterre et la Hollande, dont le territoire est épargné, tirent de sa continuation, en rendant l'Empire financièrement dépendant de leur concours. L'abbé essaye de faire jouer la solidarité religieuse, en présentant la guerre de Succession d'Espagne comme la conséquence de la volonté des puissances protestantes de diviser les royaumes catholiques pour mieux les affaiblir et prendre le pas en Europe. Il agite la menace d'une rupture de l'équilibre religieux dans l'Empire. Selon Pomponne, ces propos ne sont pas sans effet :

---

<sup>298</sup> AE Bavière 51, fol. 282r-286r, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 31 mai 1706.

<sup>299</sup> Sur ces négociations, voir Clément Oury, « Marlborough as an enemy », dans *Marlborough in European Perspective*, J. Hattendorf, dir., Rotterdam, Karwansaray Press, à paraître en 2011 ; et L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, op. cit., p. 109.

<sup>300</sup> Le récit de l'entrevue est donné dans AE Venise 148, fol. 72r-80v, Pomponne au roi, Venise, [été 1706].

« L'ambassadeur me dit ensuite que les réflexions que j'avois faites luy paroissoient très justes, qu'effectivement les Anglois parloient toujours en maistres, que les Protestans se declaroient hautement de vouloir rendre l'Empire alternatif entre les Protestans et les Catholiques, si le trosne d'Espagne estoit occupé par la frere de l'Empereur, que les Brandebourgeois parloient hautement sur l'elevation de leur maistre au rang de Roy des Romains, et que le Roy de Suede, d'un autre costé, intimidoit tout le party catholique »<sup>301</sup>.

Toutefois, l'arrivée impromptue d'un diplomate anglais clôt la discussion prématurément. Dans sa lettre, Pomponne ne croit guère que cette entrevue puisse être suivie de véritables effets, l'ambassadeur de l'Empereur lui-même avouant qu'il manque de crédit à la cour de Vienne. En revanche, il espère que le fait d'avoir été vu en discussion avec son homologue autrichien excite la méfiance des Anglais : une alliance ne saurait se maintenir si la confiance fait défaut. Équilibre des puissances en Europe, équilibre entre protestants et catholiques dans l'Empire : les grands événements de l'année 1706 peuvent amener – du moins les Français l'espèrent – une recomposition diplomatique autour de nouveaux rapports de force.

C'est peut-être ainsi qu'il faut comprendre la phrase du roi, qui, recevant l'ambassadeur d'Espagne le 1<sup>er</sup> janvier 1707, lui affirme contre toute attente : « Monsieur, nos affaires vont bien ! »<sup>302</sup>. Les événements de 1707 semblent donner raison à cet optimisme, et particulièrement les affaires d'Espagne, puisque lors de la bataille d'Almanza, en avril 1707, le duc de Berwick détruit la principale armée ennemie, coupe définitivement les forces alliées en deux, isole l'archiduc en Catalogne, reprend Valence, et surtout restaure l'espoir et la confiance. Selon Henri Kamen, la reconquête de toute l'Espagne n'est plus alors qu'une question de temps : « À Almanza, le maréchal-duc de Berwick sauva la succession Bourbon. Mais il fallait encore accomplir la reconquête de l'Espagne »<sup>303</sup>. Le duc d'Orléans s'empare ainsi de Saragosse en mai, de Lérida en novembre.

Toujours à la tête de l'armée du Rhin, Villars se rend maître, à la fin du mois de mai, des lignes de Stollhofen<sup>304</sup>. Il pénètre dans l'Empire pour vivre sur les provinces occupées,

---

<sup>301</sup> *Ibid.*

<sup>302</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 611.

<sup>303</sup> « By Almanza the marshal duke of Berwick saved the Bourbon succession. The task of recovering Spain was yet to be done ». H. Kamen, *op. cit.*, p. 19.

<sup>304</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 261-262. Ce dernier note même : « C'était tout ce que méritaient les États germaniques pour leur mesquinerie envers l'Empire, tout ce que méritait l'Empire pour son incompétence. La fortune commit une injustice quand elle fit payer le plus lourd tribut aux cercles de Souabe et de Franconie, qui avaient le mieux défendu leur pays ».

semer la terreur et punir les Cercles de leur obstination – sans oublier de prélever pour son compte une partie des revenus<sup>305</sup>.

À ces succès français s'opposent les déceptions des Coalisés : l'échec de l'opération menée par Victor-Amédée sur Toulon, dont la flotte ne doit pas moins se saborder ; l'échec de Marlborough en Flandre, incapable de s'emparer de Nieuport malgré sa supériorité<sup>306</sup>. En revanche, les Alliés, après avoir négocié l'année précédente l'évacuation totale de l'Italie du nord par les Français, s'emparent aisément de Naples grâce au contrôle de tous les accès terrestres et maritimes.

Ces affaires sont toutes de nature à décourager les Hollandais, puisqu'ils ne voient toujours pas leurs efforts couronnés de succès, tandis que seuls les Habsbourg semblent bénéficier de la guerre. C'est pourquoi Louis XIV tente de relancer les négociations avec les Provinces-Unies. Il envoie Mesnager – un ancien négociant – en Hollande, toujours avec l'objectif de faire accepter un partage<sup>307</sup>. Les espoirs français sont déçus au-delà de toute attente. La renonciation de Philippe V à la couronne espagnole est devenue une condition *sine qua non* de tout arrangement : « Les Estats Generaux souhaitent la paix, mais on insiste fortement sur l'abdication du Roy d'Espagne »<sup>308</sup>. On propose en revanche au petit-fils de Louis XIV Naples et la Sicile, à la condition de rajouter encore Menin, Ypres, Condé et Maubeuge à une Barrière déjà solide<sup>309</sup>. Ainsi, les Hollandais ne se contentent pas de la satisfaction de leurs exigences commerciales (la proposition française du retour au tarif de 1664 leur convient parfaitement) : ils considèrent qu'ils peuvent être exigeants car ils pensent que la campagne de 1708 contraindra Louis XIV à négocier<sup>310</sup>. Ces réclamations sont si contraaires aux conditions françaises que Mesnager, effrayé par ce qu'on lui demande d'admettre, demande son retour en France<sup>311</sup>.

---

<sup>305</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 612.

<sup>306</sup> Quincy, *op. cit.*, t. v, p. 288.

<sup>307</sup> La biographie de Mesnager est difficile à établir. Il est acquis qu'il a exercé ses talents dans le grand commerce international avant de passer au service de la monarchie, probablement en acquérant une charge de secrétaire du roi. Son échec en 1708 ne lui porta pas préjudice, puisqu'il fut le troisième plénipotentiaire français à Utrecht. L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 576 et suivantes.

<sup>308</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°15, copie d'une lettre du S<sup>r</sup> Menager, La Haye, 9 janvier 1708.

<sup>309</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°19, Chamillart à Bergeyck, Versailles, 11 janvier 1708.

<sup>310</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°16, copie d'une lettre du S<sup>r</sup> Helvetier, La Haye, 10 janvier 1708.

<sup>311</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°19, Chamillart à Bergeyck, Versailles, 11 janvier 1708.



### 1.3.3. L'exceptionnelle démonstration de force de 1708

Face à un tel refus, Louis XIV désespère de voir en la Hollande le maillon faible de la Grande Alliance et décide d'attaquer le pays qui en semble sinon l'âme, du moins le grand argentier : l'Angleterre.

#### 1.3.3.1. *L'expédition d'Écosse*

L'objectif est de rétablir sur son trône le « Prétendant », fils de Jacques II. Cette idée n'était pas nouvelle : depuis l'échec de La Boyne, en 1690, lorsque Jacques II fut battu par des troupes favorables au roi Guillaume, de nombreux projets avaient vu le jour. On comprend que le rêve d'un rétablissement jacobite ait été souvent caressé par les dirigeants français. Dans un mémoire de juin 1704, Lord Middleton, principal ministre du roi Stuart en exil, a résumé les avantages que Louis XIV et ses sujets pourraient tirer d'une telle opération<sup>312</sup>. Le retour du Prétendant accélérerait bien entendu la conclusion de la paix, en privant la Grande Alliance d'une de ses pièces maîtresse. Au-delà des bénéfices immédiats de la paix, Lord Middleton assure que le retour du roi Stuart représenterait la garantie de bonnes relations diplomatiques entre la France et l'Angleterre, malgré les rivalités commerciales entre les deux nations :

« Il suffira de remarquer l'instabilité d'un Roy catholique qui gouverne une nation protestante, et qui par consequent aura toujours le besoin d'un appuy etranger [...] Que ne feroit pas la France unie avec une nation si puissante et si audacieuse, qui etend presentement ses bras pour embrasser à la fois le Rhin et la Mediterranée ? [...] Sa Majesté se trouveroit comblée de gloire, et en etat de donner la loy à l'Europe, et le repos et l'abondance à ses sujets »<sup>313</sup>.

Alors que les projets élaborés durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg étaient plutôt tournés vers l'Irlande, ceux qui voient le jour durant la guerre de Succession d'Espagne concernent un débarquement en Écosse. Les Français veulent s'appuyer sur le sentiment jacobite supposé des nobles locaux, et sur leur hostilité à l'*Union Act* voté en 1707, qui réunissait les couronnes d'Angleterre et d'Écosse. Du reste, les membres de l'entourage de

---

<sup>312</sup> AE Angleterre 217, fol. 122r-123r, « Memoire de Mylord Midelton », s.l., juin 1704.

<sup>313</sup> *Ibid.*

Louis XIV sont régulièrement abreuvés d'anecdotes censées illustrer l'attachement de nombreux gentilshommes anglais ou écossais envers la personne du Prétendant<sup>314</sup>.

L'espoir d'un rétablissement est entretenu à la cour de France par les jacobites eux-mêmes. Nous avons déjà évoqué Charles Middleton ; on peut également citer le cas de Nathaniel Hooke, l'agent principal de Torcy en Écosse<sup>315</sup>. Ce militaire britannique au service de la France plaide régulièrement en faveur d'une intervention militaire outre-Manche. Au cours des deux missions qu'il effectue en Écosse, en 1705 et 1707, il rend des rapports qui insistent sur la force du mouvement jacobite dans l'ensemble des Îles britanniques<sup>316</sup>.

C'est lui qui élabore, en 1707, le seul projet de débarquement en Écosse ayant donné lieu à une suite concrète. Ce projet bénéficie du soutien du duc de Chevreuse. Le 1<sup>er</sup> août 1707, ce dernier transmet à Chamillart un mémoire qui souligne la faiblesse des Îles britanniques en troupes et en forteresses<sup>317</sup>. Ainsi, il serait possible, en débarquant seulement quelques milliers d'hommes, de rallier trente mille Écossais et Anglais jacobites, et de lever sur place, comme l'avait fait Charles I<sup>er</sup> face à Cromwell, les ressources matérielles et financières permettant de descendre sur l'Angleterre, de s'emparer des mines de charbon qui fournissent Londres, de priver cette ville d'énergie, et même de s'en emparer<sup>318</sup>. Ce mémoire convainc les deux Pontchartrain, Desmarets, et Beauvillier. Rapidement, des crédits sont trouvés, grâce au soutien du financier Samuel Bernard qui fournit un million de livres<sup>319</sup>.

L'opération débute en février 1708 : six cent hommes embarquent à Dunkerque, dans l'escadre du chevalier de Forbin, sous la direction du comte de Gacé<sup>320</sup>. Le fils de Jacques II est avec eux. Des retards dus aux conditions météorologiques permettent aux Anglais, avertis

---

<sup>314</sup> Ces indications sont confirmées par d'autres sources : Le Bon Correspondant rapporte en avril 1708 – soit après l'échec de l'expédition – l'enthousiasme d'officiers écossais en résidence dans la citadelle de Liège : « Ils étoient presque tous dans un cabret (*sic*), y buvant à la santé de Jacques 3 leur nouveau Roy ; ce qu'étant apporté au comte de Tilly commandant de Liege, il n'osa donner aucune reprimande, par crainte de quelque suite facheuse ». Quelques mois plus tard, ce sont les correspondants de Torcy en Angleterre qui évoquent la réunion d'un grand nombre de gentilshommes et de seigneurs loyalistes à La Boyne, le 21 juin, pour fêter l'anniversaire de la naissance du fils de Jacques II. L'arrivée de troupes anglaises a selon eux de la peine à disperser le mouvement : « Meme il y a eu quelques coups d'une part et d'autre ». AE Angleterre 226, fol. 72r, nouvelles de Londres, 18 juillet 1708 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°101, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 4 avril 1708.

<sup>315</sup> Il est colonel en 1700, brigadier en 1708, avant de devenir plus tard maréchal de camp. John S. Gibson, *Playing the Scottish card : the franco-jacobite invasion of 1708*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1988, p. 161.

<sup>316</sup> Claude Nordmann, « Louis XIV and the Jacobites », dans R. Hatton, dir., *Louis XIV and Europe*, Londres, Macmillan, 1976, p. 93.

<sup>317</sup> J. S. Gibson, *op. cit.*, p. 98.

<sup>318</sup> *Ibid.*

<sup>319</sup> C. Nordmann, art. cit., p. 95 ; H. Lüthy, *op. cit.*, p. 196.

<sup>320</sup> Ce dernier, en ouvrant ses paquets, après avoir pris la mer, y trouva la patente de maréchal de France. Il prit alors le nom de maréchal de Matignon.

par des rumeurs, de faire passer en urgence des troupes des Pays-Bas vers l'Angleterre. On part enfin le 17 mars, mais le 23 on trouve le golfe d'Édimbourg, le « Firth of Forth », barré par l'amiral Byng ; en outre, on ne peut débarquer des navires. Dès lors, l'expédition a échoué.

Que penser de cette entreprise ? Saint-Simon l'a très sévèrement jugée<sup>321</sup>. Divers historiens britanniques ont toutefois tenté de la réhabiliter, comme le capitaine Owen ou son élève J. S. Gibson. L'hostilité générale des Écossais à l'acte d'Union était un fait avéré<sup>322</sup>. En Angleterre même, on pouvait escompter le soutien de nombre de *Tories* opposés à la succession hanovrienne. De là à penser que la population se serait soulevée à l'arrivée du Prétendant, et que ce dernier aurait pu trouver en Écosse même les moyens de constituer l'armée que les Français ne voulaient pas risquer d'envoyer outre-Manche, il y a un pas qu'il serait imprudent de franchir.

On peut même se demander si les Français eux-mêmes, et particulièrement Louis XIV, ont cru aux chances de cette opération. Avec son solide « bon sens », le Roi-Soleil trouvait probablement l'opération trop périlleuse<sup>323</sup>. En outre, les Jacobites avaient été très largement discrédités par la présence à la cour de Saint-Germain d'une foule d'espions, et de nombreux aventuriers aux idées fantaisistes. L'échec du « Scot plot » n'était pas oublié : un agent double qui se faisait passer pour un lord écossais avait effectué une mission de reconnaissance en Écosse, prétendument pour débarquer cinq mille hommes et lever douze mille Highlanders<sup>324</sup>. Ce fut l'occasion pour les Anglais d'arrêter de nombreux agents au service de la France.

Si le Roi-Soleil n'espérait pas véritablement rétablir les Stuart, quel sens avait un tel projet ? On peut déduire de la lecture du mémoire présenté par Chevreuse qu'à défaut d'une conquête en bonne et due forme, les Français escomptaient qu'une opération militaire – à condition qu'elle présentât une apparence de succès – porterait un coup fatal au crédit britannique<sup>325</sup>. Les finances anglaises, malgré leur puissance apparente, étaient en effet fragiles : le colonel Hooke affirmait ainsi à Torcy qu'il n'y avait dans toute l'Angleterre que sept millions de livres sterling en espèce et en billon, contre quarante-sept millions en billets : « L'Angleterre fera banqueroute tout d'un coup, à la première allarme qui portera ses

---

<sup>321</sup> Il parle d'« un projet si bien, et si secrètement construit jusqu'à l'exécution, qui fut pitoyable ». Saint-Simon, *op. cit.*, t. XV, p. 435.

<sup>322</sup> J. S. Gibson, *op. cit.*, p. 132.

<sup>323</sup> C. Nordmann, art. cit., p. 82.

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>325</sup> J. S. Gibson, *op. cit.*, p. 99.

créanciers à demander leur argent »<sup>326</sup>. La perte de confiance devait ruiner le commerce et entraîner l'effondrement de l'Alliance.

Cet objectif était-il lui-même réalisable ? Le déficit de numéraire en Angleterre était un phénomène réel, mais la France souffrait du même problème. Ainsi, H. Lüthy a évalué le stock de numéraire effectif présent en France en 1715 à 474 millions de livres ; il faut comparer ce chiffre à celui des dépenses militaires, qui représentaient par exemple 100 millions de livres en 1706 pour les seuls frais de l'extraordinaire des guerres. La thésaurisation – c'est-à-dire le stockage de métaux précieux – s'accélérait lors des périodes de guerre, ce qui aggravait le phénomène européen de manque chronique de monnaie métallique. Les puissances maritimes avaient affronté le problème en instituant les banques d'Angleterre et de Hollande, qui leurs fournissaient des moyens de paiement non métalliques. Le fait que les Français n'aient pas voulu, ou pas su se doter d'un tel organisme, de même que leur conviction de la fragilité financière de l'Angleterre, montrent qu'ils étaient encore très imprégnés de la pensée mercantiliste de Colbert, selon laquelle il n'est possible d'augmenter la quantité de monnaie circulant en Europe que par l'exploitation de nouvelles mines<sup>327</sup>.

### 1.3.3.2. *Par où provoquer l'effondrement de la France ?*

On peut déduire de cette analyse des objectifs recherchés par les Français dans l'expédition d'Écosse qu'ils n'attendaient plus que la paix provînt d'une franche victoire militaire (ce qui était encore envisageable avant la campagne de 1704), mais de l'épuisement, ou du moins de la lassitude, de l'un ou l'autre de leurs adversaires.

La guerre de Succession d'Espagne serait-elle devenue une guerre d'usure ? On peut définir une guerre d'usure comme un conflit où les éléments politiques, économiques, sociaux, voire psychologiques, jouent un plus grand rôle dans la victoire finale que les facteurs proprement militaires. Le relatif équilibre entre les forces en présence, la grande similarité entre les armées des divers belligérants (en termes de technique de combat, d'équipement...) ainsi que le rôle de la logistique dans la conduite de la guerre peuvent expliquer pourquoi « l'usure » devient à terme un élément déterminant. Les puissances maritimes avaient très tôt pris conscience de l'avantage que leur solidité financière pouvait leur apporter lors d'un conflit contre la France. Dès 1702, avant même le début des hostilités,

---

<sup>326</sup> AE Angleterre 226, fol. 94r-95v, Hooke à Torcy, camp de Lovendeghem, 23 juillet 1708.

<sup>327</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, p. 94-97.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

un texte produit par le « conseil privé » britannique jugeait que l'Angleterre, contrairement à la France, pouvait supporter le coût d'un conflit long<sup>328</sup>. Cet état de fait apparaît plus évident encore au fur et à mesure que la guerre s'éternise. À la veille de la campagne de 1708, le Bon Correspondant affirme que parmi les députés des États Généraux :

« Plusieurs d'entre eux prétendent d'arrêter tous les desseins des ennemis aux Pays-Bas en empeschant [les Français] seulement de reprendre quelques unes de leurs conquêtes ; fondez sur le memoire que leur a laissé le Roy Guillaume, qu'il falloit reduire la France par un epuisement general, et d'hommes et d'argent, et qu'en continuant seulement la guerre, c'estoit le seul moyen de reduire la France. C'est un article de leur Credo et selon toutes les apparences, ils veullent le suivre à la lettre »<sup>329</sup>.

Les deux partis belligérants marquent pourtant au début de l'année 1708 leur volonté de frapper un grand coup. En mai, un Parlement *whig* déterminé à mener la guerre jusqu'au bout est élu : « Je crois que ce Parlement qui durera 3 ans sera d'avis unanime de continuer la guerre, nonobstant les dettes publiques et la rareté des especes qui se fait sentir tous les jours de plus en plus », note un correspondant de Torcy<sup>330</sup>. L'expédition d'Écosse et son échec ont donc joué en faveur des bellicistes. Ce Parlement croit qu'une action vigoureusement menée permettra d'abattre à la fin de l'année une France déjà passablement épuisée : « Il paroît, à ce qu'on dit, par les operations de cette campagne, que le Grande Bretagne obligera la France de faire la paix à des conditions dures et onereuses »<sup>331</sup>. L'opinion anglaise est fébrile ; son espoir d'une paix rapide est entretenue par les *Whigs* et le capitaine-général :

« Le duc de Marlborough est très disposé à livrer un combat aux ennemis d'autant plus que la nation qui souhaite quelque retour pour son argent est impatiente quand elle voit trainer une campagne sans action. On pretend que les Hauts Alliez ont quelque coup extraordinaire à faire cette année mais c'est un secret qui n'est sceu que de peu de personnes. Il y en a qui pretendent que ce coup peu (*sic*) regarder le siege de Dunkerque, les autres une irruption dans la basse France »<sup>332</sup>.

Si l'on est décidé à vaincre d'un coup l'adversaire, il s'agit de savoir où il est le plus susceptible de s'effondrer. Le leader *whig* Cowper plaide, au regard des tristes résultats de la

---

<sup>328</sup> Ce texte nous a été transmis par l'intermédiaire d'un mémorandum fourni par Hooke aux dirigeants français. Gibson ignore comment un tel document a pu entrer en la possession du colonel. J. S. Gibson, *op. cit.*, p. 16.

<sup>329</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°5, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 28 décembre 1707.

<sup>330</sup> AE Angleterre 225, fol. 32r-35r, nouvelles de Guénin à Londres, 10 juillet 1708.

<sup>331</sup> *Ibid.*

<sup>332</sup> AE Angleterre 224, fol. 191r-193v, nouvelles de Guénin à Londres, 1<sup>er</sup> mai 1708.

campagne de 1707 dans les Pays-Bas, pour une offensive rigoureusement dirigée sur l'Espagne, contraignant les autres fronts à la défensive. Cette opinion reflète les soucis des politiciens *whigs* désireux de s'assurer des retombées économiques du commerce espagnol<sup>333</sup>. Les deux meilleurs chefs de la coalition agiraient de concert : Marlborough au Portugal, Eugène en Catalogne.

Le duc anglais refuse ce projet pour ne pas désavouer la stratégie qu'il mène depuis le début de la guerre : gagner l'Espagne depuis les Pays-Bas, c'est-à-dire acquérir en se contentant de menacer Paris et de contraindre Louis XIV à la paix<sup>334</sup>. Il promet des réussites sans précédent, et de « faire cette année tous les efforts qu'ils auroient pu faire en deux ou trois campagnes »<sup>335</sup>.

Une fois n'est pas coutume, les États Généraux sont d'accord avec Marlborough : ils ne tiennent pas à laisser partir un chef victorieux alors que leur commandant le plus chevronné, Auverquerque, ne se trouve plus « en estat de servir ; [il] est très caduc »<sup>336</sup>. En outre, ils sont inquiets de la vigueur inattendue des Français : « Les Etats Generaux ont demandé que M. Marlborough restât en Hollande, sur ce que les François qui ont une puissante armée paroissent avoir quelque dessein de consequence »<sup>337</sup>.

### 1.3.3.3. *Le dernier effort dans les Pays-Bas espagnols*

En effet, les Français ont eux-mêmes décidé de faire aux Pays-Bas « des efforts très considérables »<sup>338</sup>, se contentant de diversions sur les autres théâtres d'opération<sup>339</sup>. Ce front semble de fait le seul qui puisse voir de véritables progrès : les avancées sur le Rhin ne permettent que de protéger l'Alsace, et ne présentent guère d'autres perspectives que des pillages sans lendemain. Au sud, les troupes françaises ont été repoussées au-delà des Alpes, et on ne voit pas quel fruit on pourrait tirer à les franchir à nouveau. Les Pays-Bas offrent en revanche la possibilité de s'emparer de nombreuses places, afin de reconquérir quelque peu le terrain perdu à Ramillies et d'avoir des gages plus solides lors de la discussion de la paix : les

---

<sup>333</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 149.

<sup>334</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>335</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°130, « Nouvelles » reçues par Chamillart, Lille, 2 mai 1708.

<sup>336</sup> AE Angleterre 224, fol. 81r-83r, nouvelles de Guénin à Londres, 14 février 1708.

<sup>337</sup> *Ibid.*

<sup>338</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°3, « mémoire de Chamlay sur la campagne prochaine aux Pays-Bas », Tournai, 13 avril 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 359-364.

<sup>339</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 6.

résultats de la campagne « pourront avancer ou reculer [la paix et pour] procurer des conditions plus favorables s'ils sont avantageux »<sup>340</sup>.

Il faut surtout démoraliser les Alliés : le roi demande à Vendôme des mouvements audacieux pour faire « connoistre aux Hollandois et aux peuples qui souffrent de la domination des Anglois depuis la perte des principales places des Pays-Bas espagnols qu'ils leur en ont imposé jusqu'à present, en leur faisant croire que leur armée seroit superieure à la [sienne], et qu'ils [l]'obligeroient à finir la guerre par l'impossibilité de soutenir la depense [qu'il est] obligé de faire pour entretenir le grand nombre de troupes [qu'il a] sur pied depuis plusieurs années »<sup>341</sup>.

Bergeyck lui aussi souligne l'ampleur des dépenses effectuées pour porter un coup décisif à l'arrogance des Alliés, et leur faire perdre l'idée que la France est sur son déclin : « Le Roy a des forces partout pour les faire repentir de leur insolance. Il n'y a que de la difficulté sur les finances »<sup>342</sup>. Cet effort exceptionnel, destiné à faire éclater à la face de l'Europe la puissance apparemment inébranlable de la France, semble le dernier coup que la monarchie soit en état de porter. Le roi avoue au duc de Vendôme : « Vous connoissez assez l'état de mes finances pour sçavoir qu'il n'est plus possible de soutenir longtemps des depenses aussy peu proportionnées à mes revenus que celles que je fait depuis plusieurs années »<sup>343</sup>. La correspondance entre Chamillart et Bergeyck, tous deux chargés des affaires financières de leurs souverains respectifs, montre tout autant la détresse et l'inquiétude que la situation matérielle des Deux-Couronnes font naître : tandis que l'Espagnol préconise qu'il faut « en cette occasion, recouvrer extraordinairement à Dieu avec soumission et resignation »<sup>344</sup>, le Français lui répond :

« Il y a peu de moyens que je n'aye usez pour arriver à l'année 1708 : les forces et le pouvoir de l'homme sont au dessous de ce qui seroit necessaire pour la passer. Dieu, qui a toujours protégé la France, peut seul nous soutenir »<sup>345</sup>.

---

<sup>340</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°33, Bergeyck à Rouillé, Mons, 20 janvier 1708. Plusieurs mémoires de Chamlay énumèrent précisément le nombre et la qualité des places qu'une armée française supérieure en nombre serait capable d'emporter. L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 359 à 376.

<sup>341</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°206, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 24 mai 1708.

<sup>342</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°24, Bergeyck à Chamillart, Mons, 14 janvier 1708. La vision que donne le secrétaire d'État de la guerre semble beaucoup moins optimiste ; il parle des plans de campagne de 1708 comme d'« un projet qui puisse du moins donner lieu aux ennemis de se persuader que l'on songe à continuer la guerre ». H. Lüthy, *op. cit.*, p. 196.

<sup>343</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

<sup>344</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°24, Bergeyck à Chamillart, Mons, 14 janvier 1708.

<sup>345</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°29, Chamillart à Bergeyck, Versailles, 19 janvier 1708.

## LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE

Cette situation catastrophique de la France amène Louis XIV à faire subir à Chamillart une demie disgrâce en lui retirant le poste de contrôleur général des finances en mars 1708. Il est remplacé par Desmarets. Le rapport que celui-ci donna ultérieurement sur la situation de la France en 1708 laisse entrevoir le gouffre financier que la guerre avait creusé. La dette totale de la France s'élève à 483 millions de livres, dont onze sont dus au seul Samuel Bernard<sup>346</sup>. En 1706 et 1707, l'État a consommé par anticipation 55 millions sur ses revenus de 1708, 14 millions sur ceux des années 1709-1712. Il ne reste ainsi en 1708 que 20 millions de revenus, pour payer les 203 millions de dépenses ordonnées pour cette année.

Cette coûteuse campagne doit également permettre à de grands personnages de se distinguer. L'armée comporte à sa tête le duc de Bourgogne, qui n'a pas servi depuis les campagnes de 1702 en Flandre et 1703 en Allemagne. Il est accompagné du duc de Berry, son frère, qui lui aussi peut hériter de la couronne, dans le cas où son frère et son neveu viendraient à décéder. Enfin, un troisième personnage sert comme simple particulier, sous le pseudonyme de chevalier de Saint-Georges : il s'agit du Prétendant, décidé à racheter son échec maritime par la gloire militaire. On comprend dans ces conditions les effectifs importants déployés, ainsi que la présence de la majorité des troupes de la Maison du roi. Il apparaît aussi évident pour les Français que pour les Alliés que les Pays-Bas méridionaux vont représenter un front prioritaire : « Les princes ne viennent pas en ces pays icy avec peu de forces et pour ne rien faire », comme le remarque un observateur<sup>347</sup>. L'armée mise sur pied avec tant de peine en 1708 fut peut-être la plus impressionnante que les Flandres virent de toute la guerre : « Je n'ay pas encore veu depuis que je vais à la guerre une armée sy forte ny plus belle »<sup>348</sup>, s'exclame d'Artagnan.

Tous les efforts des Deux-Couronnes, ainsi que ceux de la Grande Alliance, se concentrèrent ainsi à nouveau, comme en 1706, sur l'espace de l'actuelle Belgique. Et encore une fois la campagne ne contribua guère à l'aboutissement de la paix : la France ne fut pas assez abattue pour accepter les humiliants « Préliminaires de La Haye » ; les Alliés pouvaient encore espérer, avant la douloureuse expérience de Malplaquet, que l'épuisement des monarchies Bourbon était proche.

---

<sup>346</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, p. 196.

<sup>347</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°180, nouvelles envoyées par Varro à Chamillart, Charleroi, 18 mai 1708.

<sup>348</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.



### GAGNER LA PAIX PAR LES ARMES

Dans les relations internationales de l'Europe d'ancien régime, on ne constate pas une différence très marquée entre la « guerre », temps de conflit où règneraient les militaires, et « l'après-guerre » ou la « paix », temps de discussion où s'activeraient les diplomates. En réalité, des médiateurs de toutes sortes agissent durant même la période de guerre, les dirigeants des puissances belligérantes s'efforçant dès les débuts du conflit d'inventer et de proposer à leurs adversaires diverses combinaisons politiques et territoriales. La négociation et l'action militaire ne sont pas des séquences séparées, elles se déroulent de conserve durant toute la durée du conflit.

Du reste, les fonctions guerrières et diplomatiques furent souvent, durant la guerre de Succession d'Espagne, assumées par les mêmes personnes – et parfois en même temps. Les militaires français bénéficiaient souvent d'une expérience de diplomate, et avaient parfois même exécuté des négociations d'importance considérable. On peut citer l'exemple du maréchal de Tallard, l'artisan français des traités de partage. Songeons également que Villars avait représenté la France à Vienne pour négocier la paix de Nimègue, et que le maréchal de Marcin avait été ambassadeur auprès de Philippe V. Marlborough effectua quant à lui de nombreuses missions pour le compte de la Grande Alliance, notamment un voyage décisif auprès de Charles XII à Altranstadt en avril 1707. Celui-ci, favorablement touché par le prestige militaire du capitaine-général, suivit ses conseils et choisit d'attaquer Pierre le Grand pour installer un tsar à sa dévotion en Russie, plutôt que de se concentrer sur la Saxe qui fournissait alors des troupes à la Grande Alliance<sup>349</sup>. Enfin, ce furent les généraux victorieux qui négocièrent le résultat des guerres qu'ils avaient menées : après Denain, Villars et Eugène se retrouvèrent à Rastadt<sup>350</sup>.

Les militaires savaient donc qu'ils avaient de fortes chances dans l'avenir de rencontrer à la table des négociations ceux contre qui ils combattaient sur le champ de bataille. Cela explique que les commandants d'armée cherchaient la plupart du temps à entretenir un commerce agréable avec leurs adversaires, qui pouvaient aussi bien devenir leurs partenaires

---

<sup>349</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 140. C'est ainsi grâce aux bons conseils de Marlborough que Charles XII se vit infliger l'effroyable défaite de Poltava en 1709.

<sup>350</sup> La sympathie réciproque de ces deux soldats était ancienne. Lorsque Villars dut quitter Vienne, lors de la rupture diplomatique entre les deux pays, au début de la guerre de Succession d'Espagne, les manifestations d'amitié qu'il prodigua à Eugène, qu'il savait devoir retrouver sur le champ de bataille, étonnèrent beaucoup les courtisans. Rappelant la solidarité des militaires face aux civils, Villars leur répondit : « Voulez-vous que je vous dise où sont les véritables ennemis du prince Eugène ? C'est à Vienne, et les miens à Versailles ». N. Henderson, *Le prince Eugène...*, *op. cit.*, p. 105.

et leurs alliés de demain. De nombreux épisodes peuvent illustrer cet état de fait. On peut citer le système d'échanges de cadeaux utilisé en 1704 par le colonel Hooke pour établir de bonnes relations avec l'entourage de John Churchill : Milord Cutts offrit par l'intermédiaire de Hooke des chevaux anglais à Guiscard, lieutenant général français ; en retour, le colonel Hooke envoya à un maréchal de camp britannique plusieurs bouteilles de vin de Bourgogne : « Voilà le commerce d'amitié renoué sans que j'aye paru le rechercher », se félicita Hooke<sup>351</sup>. Le vin tenait une place importante dans la sociabilité militaire. En 1708, Marlborough avait laissé ses provisions personnelles dans Gand, avant que la ville ne fût surprise par les Français : il dépêcha un trompette auprès du duc de Vendôme pour le prier de bien vouloir les lui restituer<sup>352</sup>. Ces échanges de politesses entre généraux adverses permettaient d'entretenir des relations cordiales fondées sur un code de conduite commun, et sur le sentiment d'appartenance à un même groupe social. Le maréchal de Tallard profita de cette atmosphère de respect mutuel, puisqu'il fut très bien traité par Marlborough après avoir été capturé à Blenheim.

Ces pratiques sinon d'entente, du moins d'amabilité réciproques, pouvaient même aboutir à la mise en place de filières de négociation. La guerre de la Ligue d'Augsbourg avait montré que des discussions de paix menées entre hommes de guerre pouvaient porter des fruits : les discussions entre Boufflers et le futur Lord Portland firent beaucoup pour la paix de Ryswick<sup>353</sup>. Pendant la guerre de Succession d'Espagne, on vit deux tractations successives menées par le duc de Marlborough avec des membres du parti des Deux-Couronnes. Il y eut tout d'abord, après la défaite de Ramillies, une prise de contact entre le capitaine-général et Maximilien-Emmanuel de Bavière, à l'initiative de ce dernier. Malgré les encouragements du Roi-Soleil lui-même, cette initiative avorta : il est probable que le duc de Marlborough n'avait pas l'intention de mener une diplomatie secrète – il informa toujours les Alliés du contenu de ses tractations – et son objectif premier n'était probablement que de détacher l'Électeur de l'alliance française – en glanant quelques places fortes au passage<sup>354</sup>. Mais Chamillart, le secrétaire d'État de la guerre, accusa Marlborough d'avoir encouragé ces tractations, sur laquelle il avait une maîtrise complète, pour focaliser l'attention des Français sur elles et mieux nuire aux autres discussions de paix en cours<sup>355</sup>.

---

<sup>351</sup> AE Angleterre 217, fol. 203r-203v, Hooke à Torcy, 23 septembre 1704

<sup>352</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2081, n°52, d'Artagnan à Chamillart, camp de Leide près Alost, 8 juillet 1708.

<sup>353</sup> C. Nordmann, art. cit., p. 90.

<sup>354</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, op. cit., p. 212.

<sup>355</sup> Voir la remarque de Chamillart au négociateur Hennequin : « Vos premières lettres m'avaient donné de grandes espérances d'un heureux succès dans votre négociation. La dernière ne me laisse pas lieu de douter

L'échec de cette affaire n'empêcha toutefois pas Marlborough de lancer en 1708 une négociation du même ordre entre lui et le maréchal de Berwick. Les discussions s'appuyaient sur de forts liens familiaux, puisque le second, fils bâtard d'Arabella Churchill et de Jacques II, était le neveu du premier. Elles commencèrent en août, alors que les deux personnages étaient géographiquement proches, chacun surveillant, dans son propre camp, le déroulement du siège de Lille. Les négociations s'étirèrent durant l'automne puis l'hiver. Même si Torcy se montrait assez enthousiaste, elles se heurtèrent à l'hostilité de Chamillart, qui craignait surtout que Marlborough ne cherchât à sonder les intentions françaises et à gagner du temps. Finalement, au vu du faible succès de cette filière, Torcy décida de l'abandonner en mars 1709 au profit d'un autre canal de discussion, passant là encore directement par la Hollande. Les échanges entre Berwick et Marlborough cessèrent définitivement lorsque le capitaine-général part pour Londres, en avril<sup>356</sup>.

Si les diplomates, particulièrement les diplomates français, firent preuve d'une telle activité durant tout le long du conflit, c'est aussi en raison des objectifs poursuivis par Louis XIV. Il est temps désormais de revenir sur ce point, pour voir ce que les choix opérés par les Français pendant la guerre de Succession d'Espagne révèlent des conceptions diplomatiques et stratégiques du Roi-Soleil et de ses conseillers. Abordons tout d'abord un reproche souvent adressé au souverain Bourbon : celui d'avoir voulu établir une monarchie universelle, en accroissant démesurément le territoire français ou en brigant la couronne impériale. En réalité, jamais les dirigeants français, malgré la situation apparemment favorable qui leur était offerte par le testament de Charles II, n'envisagèrent une telle hypothèse au début de la guerre de Succession d'Espagne. En réalité, la France n'avait aucune revendication territoriale à satisfaire dans ce conflit. L'empire espagnol était suffisamment vaste pour ne pas en avoir non plus. Seuls les « petits » alliés de Louis XIV – les Électeurs de

---

que le mylord Marlborough ne l'ait traversé [i.e. ruiné], et que les Anglais, comme je vous l'avais mandé, ne se soient absolument rendus les maîtres du gouvernement d'Hollande ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1940, n°10, Chamillart à Hennequin, Versailles, 3 octobre 1706.

<sup>356</sup> Arsène Legrelle, *Une négociation inconnue entre Berwick et Marlborough (1708-1709)*, Paris, Cotillon, 1893, p. 58. Le duc de Berwick, dans ses mémoires, est convaincu que cette négociation aurait pu porter ses fruits ; il apparaît difficile aujourd'hui d'avoir un avis définitif sur la question. Marlborough penchait-il sincèrement en faveur de la paix, craignait-il la lassitude de l'opinion publique anglaise vis-à-vis de la guerre, ou cherchait-il simplement à sonder les opinions des Français ? Ce qui est sûr, c'est que le marquis de Torcy crut véritablement aux possibilités offertes par les offres du capitaine-général, tandis que la méfiance de Chamillart fut largement cause de l'échec des discussions. À ce titre, cette histoire représente un affaire de plus dans la longue lutte entre les deux ministres, qui voulaient tous deux contrôler les négociations décisives. Jacques de Fitz-James, duc de Berwick, *Mémoires du maréchal de Berwick*, éd. Petitot et Monmerqué, Paris, Foucault, 1828, t. II, p. 138-139. Voir également C. Oury, « Marlborough as an enemy... », art. cit.

Bavière ou de Cologne – recherchaient des accroissements géographiques. Certes, le Roi-Soleil pouvait encore penser, avec le soutien de la monarchie espagnole, « donner des lois » à l'Europe<sup>357</sup>. Mais cela signifiait faire respecter ses intérêts, et interdire aux autres pays de rivaliser avec la puissance française, pas de s'emparer de leurs territoires, ni même se mêler de leur politique intérieure. Dès 1679, il avait abandonné l'idée de s'emparer des Pays-Bas méridionaux, en comprenant que la neutralité politique de cette région était un gage de paix vis-à-vis des puissances maritimes<sup>358</sup>. Le roi cherchait seulement à y éviter une mainmise économique des Hollandais. Par ailleurs, on a vu que Louis XIV n'a jamais accordé trop d'attention au projet de rétablissement des Stuart – l'opération d'Écosse de 1708 étant considérée comme une diversion plutôt qu'un but de guerre en soi – ; de même, le soutien accordé aux Malcontents est toujours resté limité. En définitive, la seule chose que le parti des Deux-Couronnes devait attendre de cette guerre, c'est qu'elle se terminât.

L'autre reproche traditionnel adressé à Louis XIV est d'avoir privilégié sa *gloire* au détriment de la paix, voire de la sécurité du pays. L'acceptation du testament de Charles II aurait été la preuve de cette ambition, puisqu'il substituait des bénéfices symboliques forts – installer un de ses rejetons sur le trône du Roi Catholique – à des gains matériels plus limités mais plus concrets – les territoires promis par le traité de partage, qui fermaient les dernières « portes » ouvertes sur les frontières. Admettre cet argument serait négliger que ni Léopold ni les Espagnols n'avaient accepté le traité de partage, et que l'acquisition de ces gains territoriaux n'aurait pu se faire que par voie de force, avec tous les risques encourus. D'autre part, lorsque les revers militaires rendirent évidente l'impossibilité du maintien intégral de l'héritage espagnol sans contreparties, Louis XIV n'hésita guère entre sacrifier la succession espagnole et risquer de rogner les frontières françaises. Dès 1705, les dirigeants français envisageaient une forme de partage ; en août 1706 – alors même que Turin n'était pas tombée –, on évoquait la renonciation de Philippe V à son trône. Lors de la période la plus dure du conflit – du point de vue français – le Roi-Soleil était prêt à accepter beaucoup de concessions, mais ne voulait pas reculer sur la question des frontières est du royaume<sup>359</sup>.

À ce titre, Louis XIV apparaît plutôt comme un souverain réaliste, plus préoccupé par des garanties concrètes que par des rêves de grandeur inatteignables. Les analyses stratégiques

---

<sup>357</sup> Le terme est employé, entre autres, dans AE Bavière 48, fol. 549r-557v, Ricous au roi, Augsbourg, 26 juillet 1704.

<sup>358</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », art. cit., p. 175.

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 179.

ou diplomatiques du roi Bourbon et de ses conseillers ressortaient ainsi d'une perception des relations internationales qui cherchait à identifier les « intérêts » des États. Ceux-ci, ainsi que leurs souverains, apparaissaient selon cette conception comme des entités destinées à suivre leurs intérêts les plus étroits, c'est-à-dire ceux de leur survie et de leur agrandissement. Les alliances étaient issues de calculs froids, qui ne prenaient jamais en compte des aspirations morales, religieuses ou politiques. Les intérêts d'un État devaient principalement s'entendre en termes de sécurité des frontières et d'accroissement territorial. À ce titre, la position géographique de chaque État conditionnait ses relations internationales et déterminait avec et contre qui il devait entamer un conflit.

Cette conception « réaliste » fut bien des fois mise en défaut durant la guerre de Succession d'Espagne. On le constate tout d'abord dans l'attitude des Français vis-à-vis des princes allemands. Les Français ont longtemps été convaincus que l'Empire, ce corps politique divisé, représentait le « ventre mou » de l'Alliance, fournissant presque malgré lui des troupes et des subsides à la coalition hostile aux Bourbons. Le cas de Chamlay, étudié par Jean-Philippe Cénat, est tout à fait symptomatique à cet égard. Il ne comprend pas l'attitude des princes d'Empire, c'est-à-dire leur soutien constant à l'Empereur. En 1689, il s'étonnait qu'ils entrassent en guerre pour « procurer le rétablissement des quelques princes leurs confrères qui ont été dépouillés de leurs Etats pendant la dernière campagne »<sup>360</sup>. Selon Chamlay, leur objectif aurait dû être au contraire d'affaiblir l'Empereur pour préserver leur liberté et leur souveraineté. Au début de la guerre de Succession d'Espagne, Chamlay remarquait encore que les princes agissaient « contre leurs véritables intérêts » en se déclarant contre le roi de France<sup>361</sup>. Pour expliquer cet état de fait, le maréchal général des logis évoquait leur « peur [...] du seul nom de l'Empereur », due à leur faiblesse militaire. Ni Chamlay, ni les autres conseillers de Louis XIV ne se rendirent vraiment compte que Léopold, en ayant la main haute sur l'attribution de titres et d'honneurs dans l'Empire, bénéficiait d'un avantage considérable à une période où chaque prince allemand se sentait moins l'adversaire de l'Empereur que des autres princes qui cherchaient à rehausser leur rang<sup>362</sup>. Les Français n'imaginaient pas non plus que tous ces souverains « allemands » pussent être mus par un sentiment de solidarité face aux agressions de l'extérieur, qu'elles fussent turques ou françaises, et par une certaine déférence envers l'Empereur, garant de la solidité de l'Empire. C'est en définitive avec une certaine incompréhension que Torcy, après

---

<sup>360</sup> J.-P. Cénat, *op. cit.*, vol. I, p. 238.

<sup>361</sup> Cité *ibid.*, p. 237.

<sup>362</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », art. cit., p. 181.

la campagne de 1704, dut admettre : « Il est difficile d'engager un prince de l'Empire dans une guerre, quoique juste, lorsqu'elle le rend ennemi de l'Empereur »<sup>363</sup>.

Les Français ne comprenaient pas plus l'attitude de Victor-Amédée de Savoie. Selon eux, sa position géographique aurait dû le contraindre à rechercher l'alliance et l'amitié des Bourbons. Sa déclaration de guerre à la France, lors de la guerre de la ligue d'Augsbourg, ainsi que ses démarches au début de la Succession d'Espagne, représentaient à leurs yeux des conduites irraisonnables<sup>364</sup>. Chamlay l'expliquait par l'ambition immodérée du prince, tout en y voyant une manipulation orchestrée par les Autrichiens et les Anglais. Vendôme ou La Feuillade ne parlaient pas différemment lorsque, au début de l'année 1706, ils constataient que le Piémontais refusait de céder, alors que la chute de Turin semblait acquise. Les risques pris par le duc de Savoie étaient en réalité calculés. Le danger de se voir privé de ses États était à la mesure des fruits qu'il pouvait espérer d'une victoire : une couronne et une véritable place dans le concert européen. Une alliance avec les Bourbons, en revanche, aurait probablement condamné la Savoie – en cas d'une victoire de Philippe V – à devenir un duché « satellite » plus ou moins consentant.

Toutefois, c'est probablement vis-à-vis des Hollandais que les Français manifestèrent la plus grande incompréhension. Selon les conseillers de Louis XIV, tout aurait dû inciter les Provinces-Unies à œuvrer en faveur d'une paix de compromis avec la France : le coût énorme de la guerre, les risques qu'ils prenaient en exposant leurs frontières, les avantages que prenaient progressivement les Anglais, leurs adversaires économiques... On savait que les Hollandais tenaient par-dessus tout à la constitution d'une Barrière solide, or – et c'est ce que l'on vit durant les négociations d'Utrecht – ni les Impériaux, souverains en titre des Pays-Bas méridionaux, ni les Britanniques, qui ne voulaient pas leur laisser le monopole du commerce dans la région, ne souhaitaient leur y laisser la main haute<sup>365</sup>. Les Français pensaient que les Bataves auraient tout intérêt à prendre l'initiative de discussions, obtenant pour eux-mêmes d'importantes concessions de la part de Louis XIV, qu'ils auraient gardé lors de la signature de la paix générale. C'est pourquoi Chamillart et Torcy privilégièrent systématiquement les filières de négociation qui passaient par la Hollande. Mais contrairement aux espoirs français, ces dernières n'aboutirent pas, les Provinces-Unies refusant de faire jouer leurs propres

---

<sup>363</sup> A. Lebon, éd., *Recueil des instructions...*, *op. cit.*, vol. VII, Bavière,... « Mémoire pour servir d'instruction au sieur Rouillé... », Marly, 3 novembre 1704, p. 121-132.

<sup>364</sup> J.-P. Cénat, *op. cit.*, vol. I, p. 236.

<sup>365</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 718.

intérêts contre leurs Alliés, de peur de favoriser la France. En 1711, un mémoire émis par le personnel diplomatique français fit un parallèle des Anglais et des Hollandais. Ce texte assurait que les seconds allaient durement payer le fait de s'être laisser aveugler par les premiers succès contre Louis XIV et de n'avoir jamais tenté de négocier, au mépris de leurs intérêts véritables : « Ils sentent avec regret qu'en refusant les conditions avantageuses proposées par la France, ils ont pêché non seulement contre leur intérêt présent, mais même contre les lois fondamentales de leur État, qui ne leur prescrivent que de veiller à la sécurité sur la frontière de Flandre »<sup>366</sup>.

La stratégie française menée durant la guerre de Succession d'Espagne apparaît donc comme relativement modérée : plutôt que d'attaquer le cœur de la puissance adverse – l'Autriche ou l'Angleterre –, on préférait détacher de l'Alliance les maillons faibles, comme les princes allemands ou les Provinces-Unies. Des tentatives plus audacieuses furent bien esquissées – le soutien aux Malcontents, le débarquement en Écosse –, mais elles ne furent pas franchement soutenues, Louis XIV leur attribuant plutôt un rôle de diversion.

Faut-il en incriminer le poids des habitudes prises par un roi vieillissant ? Remarquons toutefois que les puissances coalisées ne firent guère preuve de plus d'audace ou d'imagination. Les puissances maritimes ne soutinrent guère les Camisards. Plus surprenant encore : alors que même que les Alliés considéraient le territoire espagnol lui-même comme le principal enjeu du conflit, ils n'en firent jamais leur front prioritaire. Après la déconvenue d'Almanza, la reine Anne elle-même voulait voir le prince Eugène en Espagne pour rétablir la situation<sup>367</sup>. Nous avons vu comment la préférence de Marlborough pour un front mieux connu, où les ravitaillements étaient plus sûrs d'arriver, empêcha ce sursaut. Les Français ne firent pas cette erreur. Certes, en 1709, épuisés, ils avaient dû se résoudre à refuser leur soutien militaire à Philippe V<sup>368</sup>. Toutefois, au regard des mauvais résultats de la campagne, Louis XIV envoya l'année suivante Vendôme avec des troupes et de l'argent. Son action décisive acheva pratiquement la reconquête<sup>369</sup>.

C'est peut-être le caractère très traditionnel des stratégies employées par les puissances belligérantes qui explique qu'en définitive, les clauses des traités d'Utrecht et Rastadt ressemblent très fortement aux objectifs initiaux du traité d'alliance anglo-hollando-impérial

---

<sup>366</sup> Cité par L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 524.

<sup>367</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 23 janvier 1708.

<sup>368</sup> H. Kamen, *op. cit.*, p. 21.

<sup>369</sup> Henry Kamen indique qu'au début de l'année 1710, « the most urgent problem now was to remedy the error of having deserted Spain ». *Ibid.*, p. 22.

de septembre 1701, lui-même largement inspiré des traités de 1698 et 1700<sup>370</sup>. On y retrouve la cession d'une large partie de l'Italie à l'Empereur comme compensation, l'attribution de concessions commerciales aux puissances maritimes, la neutralisation des Pays-Bas, la reconnaissance de toutes les conquêtes françaises du XVII<sup>e</sup> siècle. Pourtant, ces textes vont dessiner des vainqueurs et des vaincus, et consacrer les traits majeurs des relations internationales du XVIII<sup>e</sup> siècle. Comme un corollaire à la guerre d'usure, c'est la notion d'équilibre, de *justo potentiae equilibrio*, qui s'impose pour présider aux relations internationales<sup>371</sup>. Du côté des vaincus, on trouve tout d'abord l'Espagne : les Ibères ont sauvé la couronne du roi qu'ils avaient appelé de leurs vœux, mais le soutien de la France ne leur a pas épargné le démembrement. On trouve aussi la Bavière (le duc recouvre ses États mais perd l'occasion de prendre une préséance dans l'Empire) ainsi que... la Hollande, coupable, comme le pensent les diplomates français, de ne pas avoir compris quels étaient ses intérêts véritables. Certes, les Provinces-Unies retrouvent leur Barrière, mais leurs prétentions territoriales ne sont pas reconnues : Clèves et la Gueldre espagnole reviennent à la Prusse<sup>372</sup>. Du côté des vainqueurs, on peut compter sans aucun doute le duc de Savoie, qui obtient enfin sa couronne royale ; la Prusse ; et surtout l'Autriche, qui entérine son statut de grande puissance militaire continentale. Il y a enfin l'Angleterre, dont la domination commerciale et coloniale s'accroît. Que penser de la France ? Elle a sauvé l'essentiel : les frontières du nord et de l'est ; et elle a acquis un nouvel allié : l'Espagne, qui en novembre 1713 signera avec elle un « pacte de famille » qui perdurera tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais elle a manqué l'occasion d'affirmer sa préséance au-delà des mers, et s'est trouvé, en laissant s'élever le Royaume-Uni, l'adversaire qu'elle affronterait au siècle suivant.

---

<sup>370</sup> J. Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg...*, *op. cit.*, p. 415.

<sup>371</sup> Cette formule, « juste équilibre des pouvoirs », apparaît pour la première fois dans un article du traité entre l'Angleterre et l'Espagne de juillet 1713. L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 516.

<sup>372</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », *art. cit.*, p. 180.



## Chapitre 2. Des armées en marche

*« Tant que l'on ne connaît pas soi-même la guerre, on ne conçoit pas en quoi consistent les difficultés dont il est toujours question, et ce que viennent faire ici le génie et les capacités intellectuelles extraordinaires que l'on exige du commandant. Tout paraît si simple, toutes les connaissances nécessaires semblent si plates, toutes les combinaisons si insignifiantes, qu'en comparaison le moindre problème de mathématique supérieure nous en impose davantage par une certaine dignité scientifique. Mais lorsqu'on a vu la guerre, tout devient compréhensible. Et pourtant il est extrêmement difficile de décrire ce qui donne lieu à ce changement, de nommer ce facteur invisible et toujours agissant.*

*Dans la guerre, tout est simple, mais la chose la plus simple est difficile. Les difficultés s'accumulent et donnent lieu à une friction que personne ne se représente correctement s'il n'a pas vu la guerre ».*

Clausewitz, De la Guerre<sup>1</sup>

### L'OUTIL MILITAIRE ET SES DEPENDANCES

Des traités de partage de 1698 et 1700 au partage effectif des territoires de la couronne d'Espagne, décidé par les traités d'Utrecht et de Rastadt, de multiples combinaisons diplomatiques ont été envisagées par les chefs d'États, les ambassadeurs et les militaires de l'Europe entière. Les aléas des campagnes successives ont fait entrevoir tour à tour l'union des deux plus grands États de la Chrétienté ou le retour de l'hégémonie des Habsbourg. C'est pourtant la notion d'équilibre, qui prédominait avant la mort de Charles II, qui a fini par l'emporter. Est-ce à dire que les opérations militaires, au fil des défaites et des victoires, n'ont fait qu'entériner une construction politique internationale nécessaire ? Une telle question pose le problème des relations entre la volonté politique, l'environnement (diplomatique, social, économique) et l'outil militaire. En se demandant dans quelle mesure les « campagnes et batailles » pouvaient influencer sur le sort de l'Europe d'Ancien Régime, on en vient à s'interroger sur l'autonomie de l'action militaire.

D'un côté la conduite de la guerre, continuation de la politique par d'autres moyens, selon l'expression souvent citée de Clausewitz, dépend très largement des ressources que l'État veut bien consacrer à son armée. Il n'est guère besoin de rappeler que l'argent est le

---

<sup>1</sup> Carl von Clausewitz, *De la guerre*, traduit de l'allemand par Denise Naville, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 109.

nerf de la guerre. La direction d'une armée est par ailleurs fortement assujettie à des circonstances qui ne sauraient évoluer que sur un temps long : les possibilités géostratégiques d'un territoire sont à la fois conditionnées par les cours d'eau et le relief, par la richesse économique du pays traversé (dont dépend par exemple le ravitaillement) et par l'attitude de la population locale. Et pourtant, malgré ces lourdes contraintes, il ne fait guère de doute que le domaine de la guerre est, dans l'Histoire, un de ceux où la détermination d'une ou de quelques personnes peut jouer le plus grand rôle. Sans vouloir retrouver les excès de l'histoire-bataille traditionnelle, il faut reconnaître que c'est dans la guerre, et singulièrement lors des batailles, que s'exprime l'action des « grands hommes » et des « grands capitaines ».

Pour résoudre ce paradoxe – ou plutôt pour déterminer, dans la conduite de la guerre, ce qui relève de la nécessité matérielle, du hasard, et de la volonté du chef –, il est nécessaire de d'analyser les servitudes qui pesaient sur la liberté stratégique et opérationnelle des armées. Nous évoquerons dans ce présent chapitre la dépendance des troupes vis-à-vis du matériel : les impératifs logistiques prenaient souvent le pas sur les objectifs stratégiques, les mauvaises conditions de vie des soldats pouvaient amoindrir la capacité offensive d'une armée. Nous verrons, dans un second chapitre, dans quelle mesure le résultat et l'efficacité des campagnes étaient soumis au contexte diplomatique, financier ou humain au sein duquel elles s'inscrivaient : la bataille était-elle décisive à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle ? Nous examinerons enfin quelles relations de subordination – ou d'insubordination – existaient entre la Cour et les généraux, entre un général et ses homologues, ses officiers et ses soldats.

En définitive, la question posée est celle de l'inscription de la volonté dans le réel : c'est-à-dire la capacité de l'esprit du commandant à agir sur le théâtre d'opérations, sur le territoire à conquérir ou à défendre, sur ses propres hommes. Cela nécessite, en préambule, un examen détaillé du déroulement des quatre pires campagnes que mena l'armée française durant la guerre de Succession d'Espagne : en Allemagne en 1704, en Italie en 1706, aux Pays-Bas espagnols en 1706 et 1708.

### **2.1. La chronologie des campagnes**

Loin de devoir souscrire aux descriptions purement événementielles des opérations de « l'histoire-bataille » telle qu'on la pratiquait au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, la narration de quatre campagnes

---

<sup>2</sup> Pour une description de « l'historiographie militaire traditionnelle », on peut se référer à l'article d'Étienne de Durand, « De quelques difficultés de l'histoire-bataille », *Cahiers du CEHD*, n°9, 1999, p. 200-203.

au déroulement fort différent est une occasion remarquable d'analyser et de comprendre les relations entre campagne et bataille. Les batailles de 1704, 1706 et de 1708 se déroulent en effet à des moments bien différents : Blenheim se produit au milieu du mois d'août, quand les armées sont épuisées par les marches et les manœuvres. La campagne a déjà été marquée par des événements à fort retentissement comme la prise d'assaut du Schellenberg ou le ravage de la Bavière. Les Français pensent même, au début du mois d'août, que les troupes anglo-hollandaises sont sur le point de se retirer. À ce titre, elle peut être comparée à la levée du siège de Turin, qui clôt en pratique la campagne d'Italie de 1706, malgré tous les efforts des Français pour continuer le combat. La bataille de Ramillies se déroule en revanche à une date particulièrement précoce, deux jours après l'assemblée de l'armée, tandis que celle d'Audenarde marque le milieu de la campagne de 1708, après la surprise de Gand et Bruges, et avant le très long siège de Lille.

### 2.1.1. Des armées qui se cherchent et s'évitent au cœur de l'Empire : la campagne de Blenheim

#### 2.1.1.1. *La fourniture des recrues à l'armée franco-bavaroise*

Nous avons vu qu'à partir de la mi-avril 1704, sous l'impulsion du maréchal de Tallard, les objectifs stratégiques de la France étaient passés d'une action offensive en Bavière à une action offensive sur le Rhin, soutenue par une diversion au cœur de l'Empire. L'armée française opérant en Bavière, éprouvée par les combats de l'année précédente, n'en devait pas moins être renforcée. Comme il n'était pas envisageable d'enrôler directement au sein de la population allemande, il fallait faire venir des recrues de France. À cette fin, des soldats avaient été recrutés au sein du royaume durant l'hiver 1703-1704, puis acheminés vers l'Alsace. Pourtant, au moment du départ, ces recrues n'affichaient pas un effectif complet, puisque dix pour cent d'entre elles, incapables de marcher, étaient restées dans les hôpitaux<sup>3</sup>. Leur trajet avait été fixé dès le mois de janvier : les forces de Tallard devaient rejoindre à Villingen, en amont du Danube, celles de l'Électeur et de Marcin<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 402.

<sup>4</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1747, Mémoire de Tallard, 11 janvier 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 374-379. La richesse de ce mémoire est tout à fait remarquable, puisqu'il indique, bien avant le début de la campagne, la façon dont elle va se dérouler, du moins jusqu'à la jonction des recrues. Les principes et les conseils énoncés dans ce mémoire seront scrupuleusement respectés.

## DES ARMEES EN MARCHE

Si l'entreprise était périlleuse, ce n'était pas en raison de la nécessité de franchir le Rhin (quatre ponts étaient en effet disponibles : à Huningue, Neubourg, Brisach et Strasbourg), mais à cause des facilités qu'aurait l'ennemi, retranché dans les défilés et les places de la Forêt noire, de bloquer le passage. Le général Thungen rassemblait en effet les troupes dont il avait le commandement en Souabe pour leur faire occuper la plupart des points de passage autour des sources du Neckar et du Danube. Plus au nord, le prince de Bade formait sa principale armée entre Philippsbourg et les lignes de Bühl. Les Français furent avertis que près de dix mille paysans avaient été réquisitionnés pour travailler à des retranchements, aussi bien dans les vallées que sur les montagnes de la Souabe.

Les deux conditions essentielles de la réussite étaient dès lors la précocité et la dissimulation : « Surprendre les ennemis, leur dérober le temps que nous nous ébranlerons, et que se soit d'assez bonne heure pour les trouver encore séparés quand nous nous mettrons en mouvement »<sup>5</sup>. Pour ne pas alerter le prince de Bade, Tallard fit passer les recrues de l'infanterie à Neubourg, sous le prétexte de leur faire raser les fortifications de la ville. Ensuite, pour donner de l'inquiétude aux Impériaux et les contraindre à diviser leurs forces, le maréchal fit mine de s'intéresser au siège d'une place du Bas-Rhin, comme Philippsbourg, en jetant des troupes dans Landau. D'autre part, il attira les ennemis au sud du Haut-Rhin grâce à la manœuvre de M. de Courtebonne, qui se rendit à Huningue pour y faire traverser le Rhin à quelques bataillons<sup>6</sup>. L'efficacité de ces combinaisons fut telle qu'elles méritèrent ce compliment de Chamillart à Camille d'Hostun : « Il n'a rien à faire pour tromper les ennemis que vous n'avez imaginé »<sup>7</sup>. De son côté, l'Électeur envoya le comte d'Arco avec quelques troupes passer le Danube à Donauwerth, pour inciter les adversaires à défendre la Franconie.

Le 12 mai, le maréchal de Tallard mit en mouvement la plupart de ses troupes et se dirigea vers Fribourg, qu'il savait mal garnie par des Impériaux trop sûrs de la qualité de cette place. Laisant quelques troupes pour couvrir la ville, il se rendit maître de plusieurs retranchements qui avaient été construits pour interdire aux Français les chemins permettant de contourner Fribourg<sup>8</sup>. Ces retranchements, mal préparés, avaient été abandonnés dès que la nouvelle de l'arrivée de l'armée française avait été connue ; on s'en empara sans coup férir. L'armée de Thungen, craignant de se retrouver prise en tenaille entre Tallard et l'Électeur,

---

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 430-431.

<sup>7</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°1, Chamillart à Tallard, L'Estang, 11 mai 1704.

<sup>8</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°6, Tallard à Chamillart, camp de Fribourg, 14 mai 1704.

s'était également prudemment retirée. La jonction des troupes eut finalement lieu au camp de Rietheim, près de Villingen.

On aurait tort de considérer que cette opération relevait de la simple « promenade militaire ». Chamillart, très inquiet du déroulement de l'entreprise, fut transporté de joie lorsqu'il apprit sa réussite : « Si le temps n'estoit pas passé d'avoir foy aux nouveaux miracles, je croirois qu'il est impossible d'avoir fait ce que vous venez de faire sans qu'il y ait quelque chose de surnaturel »<sup>9</sup>. Tallard en attribua l'heureux succès à une erreur des ennemis, la mauvaise défense de Fribourg : « Il est difficile de penser jusqu'ou vont les travaux que les ennemis avoient fait pour empecher qu'on ne put passer la Forest noire [...] mais comme ils se sont fiés à la protection que [Fribourg] donnoit au chemin, ils sont demeurés en repos là dessus »<sup>10</sup>. Quoi qu'il en soit, une telle opération laisse augurer de beaux succès pour le reste de la campagne : les Français ont su prendre, avec succès, l'initiative<sup>11</sup>.

La réunion des trois commandants en chef à Villingen fut aussi l'occasion de décider des prochaines opérations à effectuer. Le manque de subsistances convainquit aisément l'Électeur que la réunion des deux armées était impossible, faute d'avoir les moyens de ravitailler autant d'hommes. On convint que Tallard devait revenir au plus vite du côté du Rhin, tandis que l'Électeur se rapprocherait des magasins d'Ulm<sup>12</sup>. Chaque armée se repliait ainsi sur ses propres lignes de communication. Il était ensuite prévu que l'armée franco-bavaroise marchât sur Nördlingen.

C'est avec ces projets en tête que Tallard retourna vers le Rhin. Il expliqua à Chamillart qu'il avait décidé de reposer ses troupes en attendant d'avoir de plus amples nouvelles des manœuvres de l'Électeur en Franconie : « En ne songeant qu'à subsister [...] je passeray le mois de juin tout entier sans me donner d'autre mouvement que pour faire les diversions qui favoriseront le siege de Nordlingue »<sup>13</sup>. Ses objectifs, au début du mois de juillet, étaient de s'emparer de places qui garantissent l'Alsace, comme Mayence ou Mannheim, ou de prendre des villes propres à faciliter la jonction avec la Bavière, comme Fribourg.

Le trajet retour que devaient effectuer l'Électeur et Marcin fut en revanche beaucoup moins tranquille que celui de Tallard. Le prince de Bade avait en effet rejoint Thungen pour empêcher les Franco-Bavarois de rejoindre Ulm, et pour les couper ainsi de leurs magasins de

---

<sup>9</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°8, Chamillart à Tallard, Versailles, 19 mai 1704.

<sup>10</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°6, Tallard à Chamillart, camp de Fribourg, 14 mai 1704.

<sup>11</sup> « The French had scored the first point in the game ». Sir John William Fortescue, *Marlborough*, Londres, P. Davies, 1932, p. 47.

<sup>12</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°11, Tallard à Chamillart, camp de Gindlingen, 23 mai 1704.

<sup>13</sup> *Ibid.*

vivres. La marche audacieuse de l'Électeur, qui menace perpétuellement les généraux impériaux de les attaquer, les contraignit à se retirer prestement. Le 3 juin, l'armée put enfin passer le Danube sur le pont d'Ulm, après un trajet fort périlleux de quatorze jours, où les ennemis ne purent s'emparer que de quelques voitures et mulets<sup>14</sup>.

### 2.1.1.2. *La marche de Marlborough au secours de l'Empire*

Mais tous ces plans furent contrariés par la décision de Marlborough d'aller porter la guerre dans l'Empire. Les inquiétudes que lui inspirait la présence des Français en Bavière avaient été grandement attisées par Wratislaw, chargé par l'Empereur depuis 1703 de parcourir les cours d'Europe pour souligner, voire pour exagérer, le danger dans lequel se trouvait l'Empire<sup>15</sup>. Dès le 12 février, le capitaine-général avertissait ainsi sa femme que les affaires d'Allemagne allaient toujours aussi mal, et que l'Empire avait besoin d'être secouru, malgré les problèmes financiers de la République batave<sup>16</sup>. Son premier projet visait toutefois une offensive sur la Moselle ou sur le Rhin, afin de libérer les forces du prince de Bade et de donner la latitude à ce dernier de s'enfoncer dans l'Empire<sup>17</sup>. Les Hollandais étaient assez réticents à laisser partir leurs troupes, bien qu'ils aient été bien conscients de l'état précaire des affaires d'Allemagne<sup>18</sup>. C'est pourquoi ils étaient favorables à ce plan, considéré comme une solution de compromis.

Pourtant, Marlborough pensa rapidement à pousser encore plus loin les objectifs de sa campagne. Il était encore incertain lorsqu'il écrivait à sa femme, le 25 avril : « Je ne peux pas encore vous dire si je servirai [aux Pays-Bas] ou en Allemagne, mais si nous n'envoyons pas de troupes d'ici là, ce pays sera perdu »<sup>19</sup>. Les sollicitations de Wratislaw achevèrent de

---

<sup>14</sup> Le récit détaillé de cet épisode est décrit dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 456-460.

<sup>15</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 273.

<sup>16</sup> « The business in Germany continu ill, and I doe not see that the pepel here are capable of supporting the great charge that thay are att; and yet the affairs of Germainy requier a farther help » (Marlborough à sa femme, La Haye, 12 février 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 267-268). Notons que l'orthographe de Marlborough, dont l'éducation a été négligée durant sa jeunesse, est souvent phonétique.

<sup>17</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 279.

<sup>18</sup> « The Deputies of the States [...] express the great concern the States are in for the dangerous situation of the Emperor and the whole Empire ». Marlborough à Charles Hedge, La Haye, 1<sup>er</sup> février 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 226.

<sup>19</sup> « I can't yett tell you whether I shall serve in this country or Garmany, but if wee doe not send troupes from hence, that country will be undone » (Marlborough à sa femme, La Haye, 25 avril 1704, dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 277). Nous pouvons remarquer que Marlborough se contente de parler de l'Allemagne : pour lui, comme pour la plupart des généraux français, le cœur de l'Autriche n'est pas forcément la cible la plus tentante. Les biographes du général anglais nous paraissent donc commettre une erreur en soulignant que sans l'intervention anglaise, Vienne était menacée. Fortescue indique ainsi : « Vienna, unless succoured, must fall in 1704 » (J. W. Fortescue, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 45).

convaincre Marlborough de la nécessité d'une action, avant même que le capitaine-général n'eût été averti du succès de la jonction entre l'Électeur et Tallard – il est vrai qu'il avait peu confiance en la capacité du prince de Bade de l'empêcher. Pour éviter que ces plans ne soient contrariés par l'hostilité des États-Généraux, il décida de les berner :

« Mes intentions sont de faire marcher tous les Anglais à Coblenze, et d'y déclarer que j'ai l'intention de commander sur la Moselle ; mais, lorsque j'y serai, d'écrire aux États Généraux que je pense absolument nécessaire pour le sauvetage de l'Empire de marcher avec les troupes sous mon commandement pour joindre celles d'Allemagne à la solde de Sa Majesté [la reine Anne] et des Hollandais, afin de prendre des mesures avec le prince Louis visant à la réduction rapide de l'Électeur de Bavière [...] Si j'agissais de n'importe quelle autre façon que celle dont je vous parle actuellement, mon projet serait immédiatement connu des Français, et [les Hollandais] ne voudraient jamais consentir à laisser partir autant de troupes si loin de leurs frontières »<sup>20</sup>.

Du reste, Marlborough avait obtenu de la reine un ordre formel de mener à Coblenze toutes les troupes anglaises ou à la solde de l'Angleterre : si les députés des États Généraux protestaient contre cette décision, le duc pourrait toujours soutenir qu'il ne faisait qu'obéir à des ordres souverains<sup>21</sup>.

Marlborough prévoyait ensuite de se rendre à Philippsbourg : la nouvelle de la jonction des armées françaises du Rhin et d'Allemagne devrait alors arriver, convaincant les Hollandais qu'une action sur le Danube était incontestablement nécessaire<sup>22</sup>.

Le 18 mai, les troupes destinées à partir, sous le commandement de Lord Churchill, le frère du capitaine-général, franchissent la Meuse à Ruremonde et Maastricht<sup>23</sup>. Elles campent à Bedburg, au nord de Bonn, où elles sont passées en revue par Marlborough. Elles se mettent en marche le lendemain, longeant le Rhin en direction de Coblenze. Le 23, les troupes sont à Bonn, le 27 à Braubach, juste au sud de Coblenze. C'est à ce moment que les soldats anglais comprennent avec surprise que leur véritable destination n'est pas la Moselle :

---

<sup>20</sup> « My intentions are to march all the English to Coblenze, and to declare here that I intend to command on the Moselle ; but when I come there to write to the States, that I think it absolutely necessary for the saving of the Empire to march with the troupes under my command to joine those in Germany that are in her Majesty's and the Dutch pay, in order to take measures with Prince Lewis for the speedy reducing of the Elector of Bavaria [...] If I should act in any other maner then what I now tell you, my designe would be emediatly known to the French, and these pepell would never consent to lett soe many troupes goe soe farr from their frontier » (Marlborough à Godolphin, La Haye, 29 avril 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 279).

<sup>21</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 294.

<sup>22</sup> Marlborough à Godolphin, La Haye, 2 mai 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 282.

<sup>23</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 382.

## DES ARMEES EN MARCHE

« Et alors que nous nous attendions à marcher sur la Moselle, à notre grande surprise nous passâmes cette rivière sur un pont de pierre, et le Rhin sur deux ponts de bateaux, et continuâmes notre marche à travers le pays de Hesse Cassel »<sup>24</sup>.

C'est à Mayence que la cavalerie des coalisés passe le Rhin<sup>25</sup>. John Churchill peut alors avertir les Hollandais de son véritable, et inébranlable, dessein. Étonnamment, ces derniers réagissent assez favorablement, en mettant les troupes danoises, à la solde de Hollande, sous le commandement du général anglais<sup>26</sup>. Le 6 juin, Marlborough, politiquement rassuré, est avec toute son armée à Wiesloch, à une journée de marche de Philippsbourg et du Rhin. C'est l'heure de vérité : s'il marche à l'ouest, vers cette ville, il indique aux Français qu'il en veut à Landau et à l'Alsace ; s'il se tourne à l'est, c'est le Danube. Le lendemain, il fait route vers Sinzheim, c'est-à-dire vers l'orient : le doute n'est plus permis.

Pendant cette période, chaque manœuvre du général anglais est suivie d'une réaction rapide de la part des Français : lorsqu'il se rapproche de la Moselle, le maréchal de Villeroy sépare immédiatement une grande partie des forces de l'armée de Flandre pour les porter sur Trèves – ce qui rassure les députés hollandais, qui craignaient que les Français profitent de l'éloignement des troupes anglaises pour agir offensivement sur la Meuse. Lorsque Marlborough semble opter pour le Rhin, Tallard s'avance immédiatement pour mettre Landau en sûreté : « Sur la première nouvelle que j'eus que M de Marlbouroug s'avancait du costé de Coblenz, je changeais la resolution que j'avois prise de sejourner quelques jours dans le Brisgau, et je crus qu'il convenoit au service de Vostre Majesté de descendre le Rhin<sup>27</sup> ».

Tant que les Français n'ont pas de certitudes sur la destination réelle des troupes de la Grande Alliance, ils se retrouvent contraints à une expectative qui leur fait perdre l'initiative qu'ils avaient prise au début de la campagne. Villeroy est bloqué à Trèves, Tallard à Landau, et on souhaite que la situation s'éclaircisse avant que les troupes franco-bavaroises ne commencent à agir dans l'Empire : « J'envoie exprés sur exprés a M. l'Électeur de Baviere

---

<sup>24</sup> « And now when we expected to march up the Moselle, to our surprise we passed that river over a stone bridge, and the Rhine over two bridges of boat, and proceeded on our march through the country of Hesse Cassel ». D. Chandler, *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 30. Jointes par les soldats de ce pays, les troupes qui effectuent cette marche comptent alors environ quarante mille hommes.

<sup>25</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 325.

<sup>26</sup> « Mit überraschender Ruhe wurde im Haag die neue Wendung aufgenommen ». *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 385.

<sup>27</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°16, Tallard au roi, camp d'Altenheim, 30 mai 1704.



pour l'avertir de ce qui se passe afin qu'il se prépare à une défensive au lieu de songer à attaquer »<sup>28</sup>.

Il est pourtant faux de présenter le début de la marche de Marlborough comme un chef-d'œuvre d'intoxication, réussissant magistralement à tromper les généraux de Louis XIV. On a été trop influencé par des indications comme celles du capitaine Parker, qui note que ce n'est qu'à Heidelberg que l'on apprend que l'objectif de Marlborough est d'attaquer le duc de Bavière : « C'était un secret si bien gardé que même le général Churchill (le frère du duc) n'en savait rien jusqu'à ce jour ; et l'attention constante que Villeroy accordait à nos marches montrait que la cour de France était dans les mêmes ténèbres que nous »<sup>29</sup>.

En réalité, les Français eurent très tôt conscience de la latitude dont disposait Marlborough pour marcher sur le Danube. Si Tallard assure que l'idée que les Alliés « passent le Rhin, et qu'ils avancent dans l'Empire pour contribuer à accabler monsieur de Bavière [...] ne peut entrer dans [sa] pensée »<sup>30</sup>, Villeroy est en revanche très clairvoyant :

« Quand je vois l'armée d'Angleterre passer le Rhin à Coblenz et marcher à Mayence, je crois de deux choses l'une : ou une entreprise sur quelques-unes de nos places, de concert avec le prince de Bade, ou une réunion de forces pour accabler M. de Bavière, s'il leur est possible, ou peut-être pour faciliter les moyens à l'Empereur de faire un détachement en Hongrie pour finir l'affaire des Mécontents, qui le pressent vivement et dans le cœur »<sup>31</sup>.

Si les Français ne purent agir, ce n'est pas par ignorance, mais en raison de la nécessité de rester à portée de secourir les points que Marlborough aurait finalement décidé de menacer. En effet, rien n'empêchait ce dernier de revenir dans les Flandres : « Bien des gens veulent que tout ceci ne soit qu'une feinte, et que, de Mayence, le duc de Marlborough embarquera son infanterie pour aller faire le siège d'Anvers »<sup>32</sup>. Disposant d'un grand nombre de bateaux sur le Rhin, le général anglais pouvait en effet faire remonter ses troupes en aval, vers la Meuse, huit fois plus vite que les forces françaises<sup>33</sup>.

---

<sup>28</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°17, Tallard au roi, Strasbourg, 31 mai 1704.

<sup>29</sup> « It was so much a secret, that General Churchill (the Duke's brother) knew nothing of the matter till this time ; and Villeroy's constant attendance on our marches, shewed that the court of France was as much in the dark as we were ». D. Chandler, *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>30</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°11, Tallard à Chamillart, camp de Gindlingen, 23 mai 1704. À cette date, le général anglais n'a pas encore franchi le Rhin.

<sup>31</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°25, Villeroy à Tallard, Arlon, 28 mai 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 875-878.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 333.

## DES ARMEES EN MARCHE

C'est pourquoi la journée du 6 juin fut si importante pour éclaircir les volontés réelles des troupes de l'Alliance. Le lendemain eut lieu une entrevue entre Villeroy, qui avait rapproché ses forces de Landau, et Tallard. Les tractations qui se déroulèrent entre ces généraux et la Cour firent perdre un temps précieux aux Français<sup>34</sup>. Enfin, l'ordre définitif de Louis XIV tomba, le 23 juin : Tallard devait mener son armée de l'autre côté des montagnes de la Forêt noire, « pour soutenir l'Électeur de Bavière, qui se trouve dans un état si pressant qu'aucune diversion ne pourrait l'en tirer »<sup>35</sup>. Cinq jours plus tard, Tallard se mit en mouvement ; le 31 juin, il passa la Moder, et le 1<sup>er</sup> juillet son armée franchit le Rhin sur le pont de Kehl.

Les troupes de Marlborough n'avaient en revanche pas tardé : le 16 juin, elles étaient à Heilbronn, le 22, elles rejoignaient à Launsheim les troupes impériales, dirigées par Louis de Bade.

La répartition des troupes et des commandements en chef avait été décidée quelques jours plus tôt, lors de discussions tenues près d'Ulm entre Louis de Bade, le prince Eugène – qui, après avoir quitté Vienne, avait rejoint Bade à son quartier général – et Wratislaw, envoyé par Marlborough. Les généraux alliés sont en effet convaincus que « tout roule à présent sur la sûreté du Rhin »<sup>36</sup> : le risque est que les armées conjointes de Villeroy et Tallard ne tentent de franchir ce fleuve de force, devant un corps de troupes affaibli après le départ des forces de Marlborough, coupant la communication entre les Anglais et leurs bases néerlandaises, et les prenant à revers. Il faut par conséquent que l'un des deux grands chefs de guerre de l'Empereur défende cette position.

Marlborough aurait largement préféré voir Louis de Bade servir sur le Rhin, tandis que lui-même aurait dirigé les troupes en Allemagne en collaboration avec le prince Eugène<sup>37</sup>. Mais malheureusement pour le capitaine-général britannique, le prince Louis savait pertinemment qu'il y aurait cette année-là plus de gloire à gagner sur le Danube que sur le Rhin. En tant que commandant des armées de l'Empereur, il ordonna donc à Eugène de Savoie de partir pour le Rhin, en passant par le quartier général du duc anglais, qu'Eugène atteignit au soir du 10 juin. Ce fut l'occasion de la première rencontre entre les deux futurs

---

<sup>34</sup> Cf. *infra*, section 4.3.1.

<sup>35</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1731, n°16, Louis XIV à Villeroy, 23 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 495-497.

<sup>36</sup> Marlborough au Prince Louis de Bade, camp de Wisloch, 6 juin 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 298.

<sup>37</sup> « If I could decide itt by my wishes, Prince Eugene should stay on the Danube » (Marlborough à Godolphin, La Haye, 8 juin 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 312).

## DES ARMEES EN MARCHE

vainqueurs de Blenheim. S'il faut en croire Winston Churchill, « aussitôt naquit cette glorieuse fraternité d'armes que ni la victoire, ni les revers ne purent ébranler, devant laquelle jalousie et malentendus se révélèrent impuissants, et dont l'histoire des guerres ne donne aucun autre exemple »<sup>38</sup>. Après une revue des troupes effectuées par le prince Eugène, les deux hommes durent se séparer.

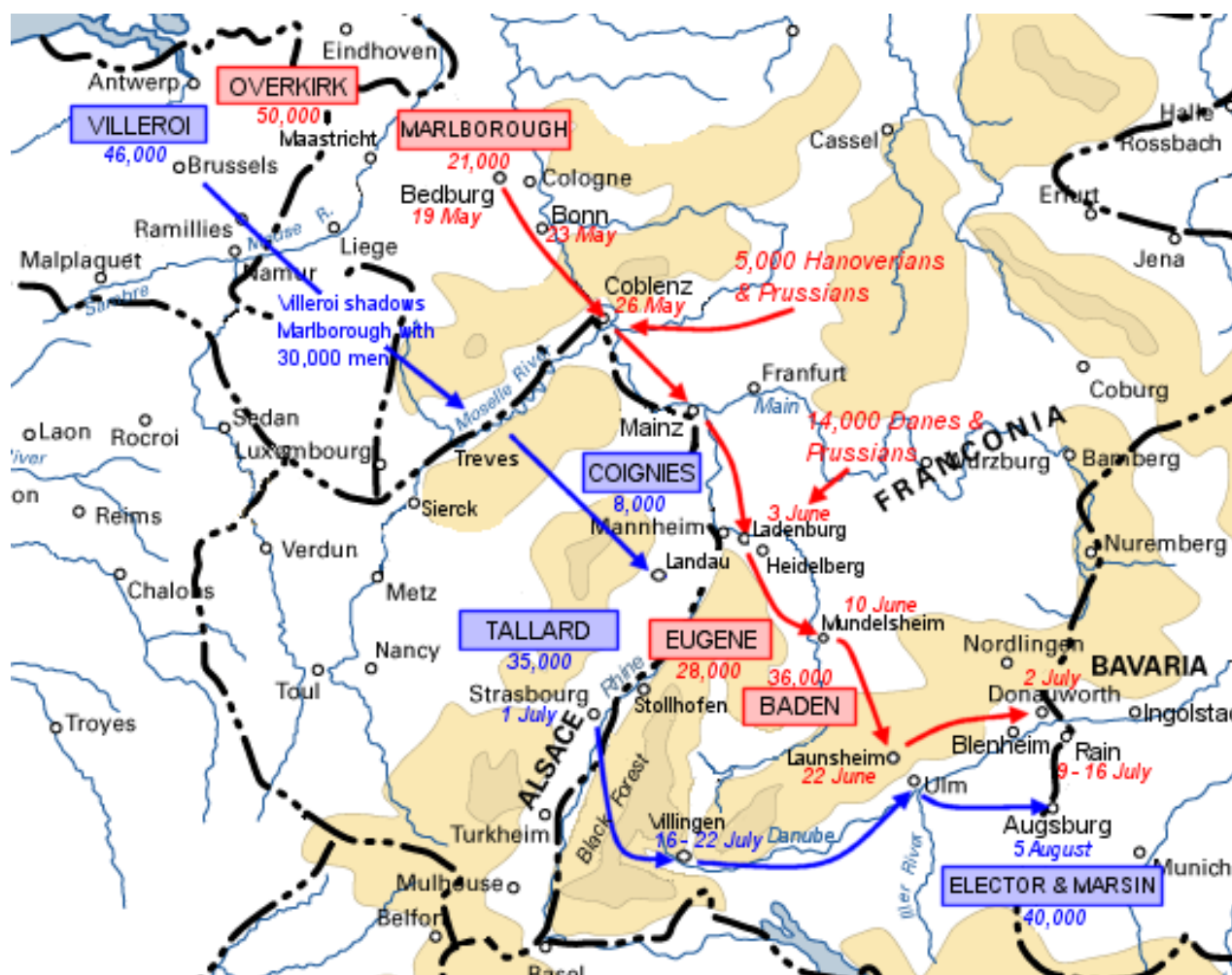


Figure 2 : La marche de Marlborough dans l'Empire, mai-août 1704<sup>39</sup>

### 2.1.1.3. Le Schellenberg

Après la jonction des forces anglo-hollandaises et impériales, le duc de Marlborough put s'atteler au projet qui lui tenait à cœur depuis qu'il s'était résolument engagé au beau milieu de l'Empire : s'emparer d'une place qui lui ouvrirait l'entrée de la Bavière, en lui

<sup>38</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 345.

<sup>39</sup> Document libre de droits. Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:March\\_to\\_the\\_Danube\\_1704.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:March_to_the_Danube_1704.png).

permettant un passage sur le Danube, tout en lui fournissant des magasins et une communication avec ses sources de ravitaillement. La position de son armée était encore assez inconfortable, coincée dans les défilés du Jura souabe. Il fallait l'en dégager, et la mettre en relation avec les hôpitaux préparés par le prince de Bade à Nördlingen, ainsi qu'avec les plaines fertiles du pays de Nuremberg<sup>40</sup>. Le choix de Donauwerth avait été fait depuis le 8 juin : « Deux jours après la jonction, je marcherai droit à Donauwerth ; et si je peux prendre cette place, j'y installerai un magasin pour l'armée »<sup>41</sup>.

Là encore, la vitesse fut la clef du succès de Marlborough. La place de Donauwerth, dominée par la hauteur du Schellenberg était en effet tout à fait redoutable :

« Cette ville a la rivière du Danube qui coule le long de ses murailles, du côté de la Bavière, et de l'autre côté la hauteur du Schelemburg, poste considérable, qui lui sert comme de citadelle [...]. La hauteur du Schelemburg est un terrain ovale, terminé au midy par une pente fort douce, qui rend la communication de Donnavert très facile ; et au nord par la campagne, qui est couverte d'un bois taillis fort épais, immédiatement après le vieux retranchement. Ainsi les deux extrémités du retranchement étant presque hors d'insulte, il n'y avoit que les deux flancs de cette hauteur qu'on put attaquer, encore fallait-il se déterminer au choix de l'un des deux, à cause du peu de communication qu'ils avoient ensemble : ces deux flancs avoient une chute rapide qui conduisoit à deux plaines assez considérables. On ne sauroit prendre la ville de Donnavert avant de se rendre maître de Schelemburg ; ce poste est tellement de conséquence, qu'il ouvre le plat pays de la Bavière »<sup>42</sup>.

L'Électeur de Bavière était alors retranché dans son camp entre Lauingen et Dillingen<sup>43</sup>. Soucieux de protéger tous les passages qu'il tenait sur le Danube, il décida de laisser des troupes aussi bien dans Dillingen qu'à Donauwerth, tandis que le gros de l'armée était en sécurité au sud du fleuve, à même de se porter sur l'une ou l'autre ville. Attendant tranquillement que le roi de France répondît à ses sollicitations et vinsse à son secours, l'Électeur et son entourage se trouvaient alors dans un dangereux sentiment de (fausse) sécurité, convaincus de la qualité de leurs défenses :

« [Sur la hauteur de Donauwerth] sont les vestiges d'un camp retranché où le general Tilly se posta du temps des Suédois, et nos plus habiles ingenieurs n'y ont rien trouvé à

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, t. II, p. 359.

<sup>41</sup> « I shall in two days after the junction march directly to Donnavert ; and if I can take that place, I shall there settle a magazin for the army » (Marlborough à Godolphin, La Haye, 8 juin 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 312).

<sup>42</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 305-307 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 257.

<sup>43</sup> AE Bavière 48, fol. 549r-557v, Ricous au roi, Augsbourg, 26 juillet 1704.

changer. Cela est desja en deffense, de maniere qu'un petit corps de troupes est en sureté. Avec ces precautions, nous attendons qu'on nous vienne soutenir, malgré tous les bruits qu'on repand en Allemagne que nous sommes tous perdus et que nous ne nous attendons pas aux forces enormes qui vont nous tomber sur les bras »<sup>44</sup>.

C'est pourquoi Max-Emmanuel négligea les recommandations de Villars, qui l'avait enjoint l'année précédente de renforcer au mieux ce poste, et ne fit entreprendre des travaux de fortification qu'à partir de la troisième semaine de juin<sup>45</sup>. Les vestiges des retranchements de la guerre de Trente Ans n'étaient pourtant guère imposants. En outre, on privilégia le flanc de l'est, négligeant l'autre, partiellement couvert par les fortifications de la ville<sup>46</sup>. Le 30, lorsque l'Électeur apprit que les ennemis semblaient s'intéresser à cette place, il envoya en urgence d'Arco avec dix-neuf bataillons et deux régiments de dragons, ainsi que huit pièces de canon, pour couvrir la ville et achever les retranchements<sup>47</sup>.

Le 2 juillet, Louis de Bade et Marlborough prirent conscience de la nécessité d'une action rapide grâce au rapport d'un déserteur, ancien caporal du régiment du prince électoral de Bavière, qui leur indiqua l'état d'avancement des travaux, et surtout les points faibles du dispositif défensif du Schellenberg – le flanc ouest<sup>48</sup>. Pourtant les troupes alliées étaient alors à 24 kilomètres de cette place – ils en étaient en outre séparés par la Wörnitz, affluent du Danube. John Churchill décida de marcher au plus vite : Rouillé avoua que les coalisés « previnrent nos desseins par une marche extraordinairement forcée »<sup>49</sup>. Il fit donc partir ses troupes à 3 heures du matin, et 12 heures plus tard elles s'emparèrent d'un hameau pour passer la Wörnitz. Mais ce n'est qu'à 18 heures que les premières troupes d'assaut anglaises, qui avaient devancé les forces impériales, purent se lancer à l'assaut des retranchements bavarois. Les pertes furent très lourdes : deux assauts successifs furent repoussés. Mais l'arrivée des forces de Louis de Bade, à 19 heures, ainsi que la négligence du commandant de la ville, qui ne garnit pas suffisamment ses fortifications du côté du Schellenberg, permirent aux ennemis de prendre pied sur la hauteur, et de couper aux bataillons bavarois toute communication avec la ville. Ces derniers reculèrent alors en bon ordre, avant de se disloquer lorsque la pente descendante et la peur les incitèrent à rompre les rangs. Ils furent alors chargés par la cavalerie : certains réussirent à franchir le Danube sur un pont établi au sud du

---

<sup>44</sup> AE Bavière 48, fol. 538r-539v, Ricous à Torcy, camp de Dillingen, 1<sup>er</sup> juillet 1704.

<sup>45</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 364.

<sup>46</sup> J.-F.-M. de La Colonie, loc. cit. Lorsque d'Arco sera prévenu de l'avance des ennemis, à neuf heures du matin, il fera fortifier à la hâte, mais trop tard, le côté découvert.

<sup>47</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 514.

<sup>48</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 310 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 260.

<sup>49</sup> AE Bavière 48, fol. 549r-557v, Ricous au roi, Augsbourg, 26 juillet 1704.

Schellenberg avant qu'il ne se rompît, ou à la nage. Les autres furent capturés ou tués. Les troupes de la ville n'eurent au contraire aucun mal à rejoindre l'armée franco-bavaroise.

Celle-ci, prévenue le matin du 3 juillet par une dépêche du comte d'Arco, arriva trop tard, et ne put que se contenter d'évacuer la garnison de Donauwerth : il était impossible de tenir la ville lorsque les hauteurs étaient tombées aux mains des ennemis<sup>50</sup>.

Les Français firent tout pour minimiser l'importance de cette affaire. Ils soulignèrent d'abord la vaillance des troupes, qui résistèrent longtemps à des forces bien supérieures (les 14 000 hommes de d'Arco ne pouvaient guère faire le poids face à une armée de 40 000 soldats). Marcin parla même de « prodiges de valeur »<sup>51</sup>. On insista surtout sur les pertes des ennemis. Marcin opposa le millier de morts bavarois, les cinq ou six cent disparus chez les Français, aux six mille hommes perdus par les ennemis<sup>52</sup>. La Houssaye fit preuve d'humour noir en indiquant comment les Coalisés avaient pu traverser les retranchements : « Les fossés ont été assés remplis de leurs morts pour qu'ils puissent passer par dessus »<sup>53</sup>. Ce sont surtout les pertes d'officiers généraux qui frappèrent l'imagination : sept étaient morts, neuf étaient blessés dont le prince de Bade, et le général Thungen<sup>54</sup>. Tous ces éléments firent espérer aux Français que l'assaut du Schellenberg n'était pour les Alliés qu'une victoire à la Pyrrhus :

« À mesure que cette nouvelle fait chemin, elle reçoit de différentes impressions : j'y ay encore esperance que les faits ne se trouvent pas les memes, qu'elle ne sera pas aussy avantageuse aux Impériaux qu'elle l'avoit paru d'abord »<sup>55</sup>.

Les avantages que les Alliés retirèrent de cette victoire méritèrent pourtant largement les lourdes pertes humaines que Marlborough, général volontiers dispendieux de la vie de ses

---

<sup>50</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°164, Marcin à Chamillart, camp près Augsburg, 9 juillet 1704.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.* Les chiffres sont très discutés : Parker parle effectivement de 6 000 morts chez les Alliés, mais voit 7 000 tués, 2 000 noyés et 3 000 prisonniers franco-bavarois (D. Chandler, *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 33). La Colonie exagère les pertes des coalisés, qui montent dans ses mémoires à quatorze mille hommes, pour une action qui n'a duré que quelques heures sur un espace très réduit (J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 324). Les lettres de Marlborough ne contiennent aucune évaluation. Winston Churchill note, sans plus de précision, que seuls 5 000 des 14 000 hommes de d'Arco rejoignirent l'armée de l'Électeur (W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 367).

<sup>53</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°25, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 14 juillet 1704.

<sup>54</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°10, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 10 juillet 1704.

<sup>55</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°29, Chamillart à Coigny, Versailles, 14 juillet 1704.

hommes, avait sciemment risquées. Ce dernier reconnut lui-même : « Nous avons eu un assez heureux commencement ici, mais il nous a coûté un peu cher »<sup>56</sup>.

C'est peut-être Louis XIV qui résuma le mieux la situation de la Bavière et des troupes de l'Électeur et de Marcin après cet épisode : il regretta « la situation où [Maximilien-Emmanuel] s'est mis en laissant passer le Danube à l'armée de l'Empereur depuis qu'elle est entrée dans ses estats. Rien ne pourroit l'empescher de les ruiner entierement, de se rendre maistre de Munich, de prendre [...] ses enfants prisonniers et tout ce qu'il a de precieux. Je veux croire qu'il n'aura pas pu empescher le passage du Danube ; c'estoit néanmoins le seul moyen de soustenir cette diversion »<sup>57</sup>. C'est pourquoi Max-Emmanuel mérita ce jugement lapidaire : « L'Electeur a fait une grande faute de leur laisser passer le Danube, en cas qu'il l'ait pu empescher »<sup>58</sup>.

En effet, le premier avantage que les ennemis tirèrent de Donauwerth fut la quantité de munitions de bouche et de guerre qu'ils y trouvèrent. De la paille avait été disposée dans toutes les maisons pour brûler le pont et les magasins ; mais la volonté des villageois de sauver leur ville et le départ trop hâtif de la garnison ne permirent de détruire que le pont – qui fut vite reconstruit. Trois pièces de canon, toute la poudre, et deux mille sacs de farine furent en revanche récupérés par les Alliés<sup>59</sup>.

La prise de Donauwerth ouvrait surtout une porte vers la Bavière, qui manquait de places pour se défendre. Les troupes franco-bavaroises, inférieures en nombre, furent contraintes de se retirer sous Augsbourg, laissant toute latitude à Marlborough et au prince de Bade pour agir en Bavière. C'est dans ces circonstances que commença l'épisode de la dévastation de la Bavière. D'un point de vue opérationnel, cette période est la moins fameuse de toute la campagne de 1704. Quelques jours après Donauwerth, laissant les Franco-Bavarois désarmés mais solidement retranchés à Augsbourg, à l'ouest du Lech, les troupes coalisées s'emparèrent de Neubourg, sur le Danube, afin de disposer d'un pont qui permît d'amener du ravitaillement de Franconie au cœur de la Bavière<sup>60</sup>. Le 10 juillet, ils s'apprêtèrent à attaquer Rain. Cette place, « fortifiée à peu près comme Saint-Denis »<sup>61</sup>, résista pourtant sept jours,

---

<sup>56</sup> Marlborough à Auverquerque, camp d'Ebermergen, 3 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 339.

<sup>57</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°73, Louis XIV à Tallard, Versailles, 20 juillet 1704.

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°1, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 2 août 1704.

<sup>59</sup> Marlborough aux États Généraux, Donauwerth, 4 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 342.

<sup>60</sup> Marlborough aux États Généraux, camp de Ginderkinden, 9 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 349.

<sup>61</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°126, Marcin à Chamillart, camp de Biberach, 8 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 549-554.

sous le commandement... du marquis de La Colonie, assez fier d'avoir tenu une ville fortifiée grâce à de simples murs de briques, disposant de moins de mille hommes face à deux armées conjointes<sup>62</sup>. Qui plus est, il obtint une capitulation particulièrement honorable, lui permettant de se retirer à Munich avec tous ses hommes. Mais après la prise de Rain, Marlborough fut libre de décider « d'avancer pour détruire et désoler le pays [de l'Électeur] afin de l'obliger à un accommodement de gré ou de force »<sup>63</sup>.

Cette solution était la seule qui restait aux Alliés, privés d'un véritable train d'artillerie, inconvénient attribué par Marlborough à l'habituelle négligence des Impériaux. Dans ces circonstances, les Coalisés étaient incapables d'assiéger de véritables places comme Ingolstadt ou Munich, ou de débusquer l'armée franco-bavaroise d'Augsbourg. On se contenta donc de s'attaquer à tout ce qui était sans protection.

### 2.1.1.4. *La dévastation de la Bavière*

L'ampleur des dégâts est difficile à évaluer. Les Français présentèrent une vision horrible des crimes des troupes de la Grande Alliance, qui auraient dépassé par leur horreur les peuples les plus sauvages – répondant ainsi à l'assimilation de Louis XIV et du Grand Turc très largement effectuée par les pamphlétaires après le ravage du Palatinat. Les ennemis auraient « exercé des cruautés que les Turcs ne voudraient pas commettre, ayant brûlé près de deux cent villages, tué les bestiaux, et n'avoir pas même épargné ceux qu'ils avaient fait racheter du feu pour de l'argent »<sup>64</sup>. Ricous clama à l'unisson : « Les ennemys continuent à bruler le plus indignement du monde, après mesme estre convenus des contributions et les avoir receues. Jamais Tartares n'ont fait des invasions plus barbares »<sup>65</sup>.

Le tableau que dresse le marquis de La Colonie va étonnamment à l'encontre de ces affirmations :

« J'allai donc parcourir plusieurs villages, que l'on avoit dit être réduits en cendres ; j'y trouvai à la vérité quelques maisons brûlées, mais le dommage étoit bien peu de chose, en comparaison du bruit qu'on en faisoit dans le pays [...]. Il n'y a que la crainte et l'effroy qui ayent donné lieu de penser que presque toutes les campagnes de Bavière avoient été

---

<sup>62</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 343-351 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 283-286.

<sup>63</sup> Marlborough à M. d'Almelo, camp de Burkheim, 19 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 357.

<sup>64</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°123, Tallard au roi, camp de Dierdorf, 4 et 5 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 547-549.

<sup>65</sup> AE Bavière 48, fol. 568r-570r, Ricous à Torcy, Augsbourg, 4 août 1704.



réduites en cendres. Je ne dis pas qu'il n'y ait eu quelques maisons brûlées ; mais les généraux des ennemis n'y avoient nulle part ; ce fut l'ouvrage des maraudeurs de l'armée »<sup>66</sup>.

Comment comprendre ces assertions du lieutenant-colonel, si contraires aux autres sources, alors qu'elles viennent d'un authentique témoin oculaire ? Il est possible que La Colonie mésestime, plus ou moins consciemment, les malheurs de la population bavaroise pour mieux exalter la noblesse de l'Électeur, son maître. Le marquis souligne en effet à plusieurs reprises la grandeur d'âme de Maximilien-Emmanuel. Ainsi, lors des négociations avec les Impériaux, « Son Altesse soutint avec fermeté les attaques les plus séduisantes, et elles ne purent rien diminuer de la grandeur d'âme qui est héréditaire dans sa maison »<sup>67</sup>. Ce qui pourrait « diminuer la grandeur d'âme » de Max-Emmanuel, c'est l'accusation que l'on pourrait lui porter d'avoir été insensible aux souffrances de ses sujets. Or, selon la version de La Colonie, l'Électeur, loin de faire preuve de cruauté, a eu l'intelligence de ne pas être dupe de rumeurs largement gonflées.

Quoi qu'il en soit, ce texte vient conforter les historiens qui affirment, comme Winston Churchill, que malgré la destruction de plusieurs centaines de villages, la dévastation de la Bavière de 1704 n'eut pas le caractère systématique du précédent de 1689, c'est-à-dire du ravage du Palatinat par les troupes de Louis XIV. D'autres historiens considèrent au contraire que la même brutalité et la même cruauté y furent à l'œuvre. J. Lynn affirme que « Marlborough et Bade ravagèrent la Bavière avec un caractère impitoyable qui rivalise avec la dévastation du Palatinat en 1689 »<sup>68</sup>. André Corvisier, parlant des destructions de 1689, ajoute que « pendant la guerre de Succession d'Espagne encore, les Impériaux devaient ravager les terres de l'Électeur de Bavière »<sup>69</sup>. Jean-Christian Petitfils considère enfin, au regard des événements de Bavière, que « le scandale de la dévastation du Palatinat mérite d'être relativisé, non pour absoudre Louis XIV, mais parce qu'il ne fut pas le seul »<sup>70</sup>. En tous cas, le ravage du Palatinat a bien plus choqué les contemporains, et l'historiographie, que celui de la Bavière. Le fait que les ordres aient été donnés en 1689 de Versailles même, par des dirigeants qui n'étaient pas sur le terrain – Louvois, Chamlay et Louis XIV – alors que Marlborough décida sur place de cette politique, accrut en effet le caractère inhumain et non

---

<sup>66</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 354-355 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 288.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 359.

<sup>68</sup> « Marlborough and Baden ravaged Bavaria with a ruthlessness that rivalled the devastation of the Palatinate in 1689 ». J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 289.

<sup>69</sup> André Corvisier, *Louvois*, Paris, Fayard, 1983, p. 460.

<sup>70</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 497.

nécessaire des malheurs du Palatinat. L'attitude des Français, qui avaient proposé aux habitants de Worms et de Spire de s'établir en Alsace, sembla un surcroît de cynisme bien plus qu'une marque de bienveillance<sup>71</sup>. De plus, on s'en prit en 1689 à des villes, alors qu'on en était bien incapable en 1704. Enfin, on ne retrouve pas lors de la guerre de Succession d'Espagne les destructions à l'impact psychologique fort – la destruction du château d'Heidelberg, par exemple – qui marquèrent le ravage du Palatinat<sup>72</sup>. Ce qui est en revanche incontestablement similaire, c'est que contrairement à la plupart des malheurs de la guerre de Trente Ans, occasionnés par des soldats non payés, les dégâts de 1689 et de 1704 sont commis par des troupes bien approvisionnées, aux ordres des plus hauts chefs, même si la licence du pillage entraîne ensuite les soldats à outrepasser l'horreur des actes qu'on leur avait ordonnés de commettre.

Le second point commun, c'est que l'on retrouve, lors de la dévastation de la Bavière, deux objectifs : un but politique et un but logistique. La première phase des destructions correspond plutôt au premier : Marlborough a encore bon espoir que Maximilien-Emmanuel soit amadoué par l'état lamentable de son pays : « Je m'étais flatté [que le Schellenberg] aurait porté M. l'Électeur à songer à faire sa paix comme il avait feint au commencement »<sup>73</sup>. Les pillages s'arrêtent le temps des négociations. Le 23 juillet, le général anglais écrit à l'Électeur de Hanovre : « Nous avons [...] brûlé et détruit une partie du pays, ce qui a cessé depuis quelques jours, mais nous sommes toujours en état de recommencer quand nous le trouverons à propos »<sup>74</sup>. Ils recommencent effectivement lorsque la nouvelle de l'arrivée de Tallard rompt les discussions entre l'Électeur et les envoyés de l'Empereur. Les destructions visent alors non seulement à punir l'infidèle bavarois, mais aussi à interdire à l'armée franco-bavaroise de subsister après un éventuel retrait des forces alliées. Le 23 juillet, Marlborough assure que si les forces de Marcin, Tallard et Villeroy s'avancent contre lui, il devra se retirer : « Nous serons obligés de brûler et détruire ce pays de sorte qu'il ne soit d'aucune utilité pour les quartiers d'hiver des Français, ni de quelque avantage pour l'Électeur pendant

---

<sup>71</sup> A. Corvisier, *Louvois...*, *op. cit.*, p. 463.

<sup>72</sup> Les conséquences stratégiques, diplomatiques et psychologiques du ravage du Palatinat sont analysées dans Jean-Philippe Cénat « Le ravage du Palatinat : politique de destruction, stratégie de cabinet et propagande au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg », *Revue historique*, 1/2005 (n° 633), p. 97-132.

<sup>73</sup> Marlborough à Auverquerque, camp de Friedberg, 29 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 376.

<sup>74</sup> Marlborough à l'Électeur de Hanovre, camp de Friedberg, 23 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 371.

de nombreuses années »<sup>75</sup>. Pour ce faire, on envoie près de trois mille cavaliers aux alentours de Munich<sup>76</sup>. Enfin, on cherche à dresser la population bavaroise contre son prince : les possessions directes de Max-Emmanuel sont soigneusement épargnées, pour faire naître rancœur et jalousie<sup>77</sup>.

Enfin, comme lors du ravage du Palatinat, se pose à l'historien la question de la responsabilité. Winston Churchill a remarqué que tous les apologistes de Marlborough avaient rejeté sur les chefs impériaux la faute de ces exactions<sup>78</sup>. Les lettres de Marlborough, particulièrement à sa femme, témoignent de son dégoût pour de telles pratiques. Le 23 juillet, il écrit que « sa nature souffre » de voir toutes ces belles places brûler<sup>79</sup>. Une semaine plus tard, il souligne que la nécessité seule le contraint à agir ainsi<sup>80</sup>, et il rejette la faute sur Maximilien-Emmanuel : son obstination seule serait cause des malheurs des Bavaois<sup>81</sup>. C'est pourtant Marlborough qui a tenu à ce que le projet de ravage soit exécuté<sup>82</sup>. Le prince de Bade, parent de l'Électeur de Bavière, qui avait si souvent craint pour ses territoires un tel traitement, est profondément hostile à cette méthode. L'Empereur également, probablement soucieux de l'image que cela peut lui donner auprès des autres princes de l'Empire. C'est pourquoi, très rapidement, soucieux de se désolidariser, « les Impériaux en rejettent la faute sur les Anglois et les Hollandois »<sup>83</sup>.

L'attitude du margrave est caractéristique de l'évolution des mœurs militaires dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Alors que de telles pratiques n'auraient été qu'un épisode de plus des horreurs de la guerre de Trente Ans, le ravage de la Bavière demeure l'affaire la plus cruelle de la guerre de Succession d'Espagne. Non pas que les armées aient définitivement refusé d'exploiter les richesses du pays d'un ennemi qu'elles occupaient. Mais il s'était progressivement mis en place l'habitude de lever des « contributions », c'est-à-dire une taxe fixe qui garantissait aux habitants d'une terre qu'elle ne serait pas touchée. C'est, comme

---

<sup>75</sup> « If that should happen, we shall be obliged to burn and destroye this country so that it may be of noe use to the French for their winter quarter, nor of any advantage to the Elector for many yeares ». Marlborough à Godolphin, Friedberg, 23 juillet 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 341.

<sup>76</sup> Marlborough à sa femme, Friedberg, 30 juillet 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 343-344.

<sup>77</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 400.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 393.

<sup>79</sup> « You will, I hope, beleive that my nature suffers, when I see soe many fine places burnt ». Marlborough à sa femme, Friedberg, 23 juillet 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 342.

<sup>80</sup> « This is so uneasy to my nature that nothing but an absolute necessity could have obliged me to consent to itt ». Marlborough à sa femme, Friedberg, 30 juillet 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 343-344.

<sup>81</sup> « These poor pepel suffers onely for their master's ambission ». *Ibid.*

<sup>82</sup> Sir Winston Churchill, *Marlborough, his life and times*, Londres, George G. Harrap, 1933-1938, t. II, p. 401 et 408-409.

<sup>83</sup> AE Bavière 48, fol. 568r-570r, Ricous à Torcy, Augsbourg, 4 août 1704.

nous l'avons vu, leur non-respect qui a le plus choqué les généraux français. On peut opposer l'attitude de Marlborough à celle de Villars en 1707, qui, ayant forcé les lignes de Stollhofen, laissa son armée opérer largement dans l'Empire : les Cercles, punis de leur soutien à l'Empereur, payèrent très cher l'incursion de Villars, mais ils payèrent par l'intermédiaire de contributions<sup>84</sup>.

Le seul avantage réel obtenu par la dévastation est peut-être la dispersion des troupes bavaroises, voulue par l'Électeur, afin de défendre son pays contre de petits partis ennemis. C'est le maréchal de Tallard qui souligne le mieux l'effet pernicieux de cette décision de l'Électeur, soucieux de protéger aussi bien son peuple que ses propriétés : « M. de Bavière [avait] toutes ses troupes, à cinq bataillons et vingt-trois escadrons près, dans son pays, pour couvrir ses salines, le château d'un gentilhomme, enfin tout, hors ce qu'il fallait couvrir, qui était la frontière »<sup>85</sup>.

Cet avantage semble pourtant maigre au vu du temps perdu par les Alliés, que le refus de l'Électeur de céder, obtenu *in extremis* par les Français<sup>86</sup>, conduit à une impasse militaire. Le jugement du prince Eugène sur le long mois perdu entre la prise de Donauwerth et le départ de Friedberg vers le Danube est particulièrement sévère :

« Depuis l'affaire de Donauwörth je n'approuve point leur conduite [...] Ils s'amuse au siège de Rain et à brûler quelques villages, au lieu, selon mon sentiment que je leur ai mandé assez clairement, de marcher tout droit aux ennemis, ne les pouvant attaquer, se poster à une demie heure d'eux, étant si supérieurs en cavalerie dans un pays ouvert, leur ôter la communication avec Ulm et la Bavière, et les empêcher de fourrager ; étant sûrs qu'ils n'avaient pas un magasin à Augsbourg et qu'ils auraient été obligés d'abandonner ce poste. Alors on aurait pu profiter de leur retraite et les suivre de si près qu'il ne leur aurait plus été possible d'éviter l'occasion [...] Pour dire la vérité à V.A.R., cette lenteur ne me plaît pas »<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 200. Le raid allemand de Villars est au centre de la thèse de Ronald Thomas Ferguson : *Blood and Fire : Contribution Policy of the French Armies in Germany, (1668-1715)*, Ph. D. Dissertation, University of Minnesota, 1970, largement exploitée par John Lynn.

<sup>85</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, transcrite dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570. Ces chiffres apparaissent bien faibles si on les compare aux forces totales de l'Électeur, que Marcin évalue en août à 35 bataillons et 45 escadrons. Mais ce serait une erreur de croire que toutes ces forces auraient pu joindre l'armée après un délai. En réalité, il avait promis de ne faire venir que 15 ou 18 bataillons de plus, un minimum de troupes étant toujours nécessaire pour garder le pays, qu'il soit menacé par un ravage ou pas. Jamais la totalité des troupes électorales ne fut réunie à l'armée, puisque le maximum des effectifs bavares dans l'armée de Marcin et de l'Électeur n'a pas dépassé 15 bataillons et 34 escadrons. SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°126, Marcin à Chamillart, camp de Biberach, 8 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 549-554.

<sup>86</sup> Cf. *supra*, chapitre I.

<sup>87</sup> Le prince Eugène à Victor-Amédée de Savoie, s.l., s.d., édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, suppl., p. 131-132, n°89.

Winston Churchill ne conteste pas que le mois de juillet ait été quelque peu gâché. Mais il tente de justifier ce délai par l'étrangeté de la situation où se trouvait le capitaine-général en cette période – il se sert, là encore, d'une comparaison assez heureuse entre Marlborough et Napoléon maître de Moscou : « Lui aussi avait cherché à conclure un traité ou à livrer une bataille, à la fin d'une longue marche qui l'avait porté si loin de sa patrie »<sup>88</sup>.

### 2.1.1.5. *La réaction française*

Le temps perdu est d'autant plus impardonnable que les Français se sont enfin décidés à réagir. Nous avons vu que le maréchal de Tallard, chargé par le roi d'aller rejoindre l'Électeur de Bavière, était arrivé à Kehl le 1<sup>er</sup> juillet. Les deux jours suivants se passent à regrouper toutes ses forces pour l'entreprise qu'il projette d'effectuer<sup>89</sup>. Il emmène avec lui 40 bataillons et 60 escadrons<sup>90</sup>, auxquels il se prépare à faire traverser la vallée de la Kinzig, qui débute à Offenbourg pour cheminer jusqu'à Villingen. Le 7 juillet, il est à Waldkirch. Ses grenadiers s'emparent des retranchements du Hornberg, qui contrôlent l'accès aux gorges de la Kinzig. Ensuite, des détachements se rendent progressivement maîtres de la plupart des places, profitant de l'absence d'une forte concentration de troupes ennemies<sup>91</sup>. Pendant ce temps, le gros de l'armée avance lentement, grim pant le 12 au matin le Salzlach, la dernière montagne à franchir, et la plus difficile. Ils sont alors à près de trois lieues de Villingen, mais le défilé est si étroit et si difficile à passer que l'arrière-garde ne peut rejoindre que le 16 juillet.

La dépêche que le maréchal de Tallard envoie à la Cour est alors assez optimiste : « Sire, l'armée de Votre Majesté a achevé de passer les montagnes, les deux tiers du convoi qui la suit est aussi en deçà. J'espère que la queue joindra demain »<sup>92</sup>. Il projette de s'emparer des deux places qui commandent tout le Wurtemberg, Rottweil et Villingen, la possession de la première entraînant la chute assurée de la seconde.

Le maréchal de Villeroy suit également les instructions qui lui ont été données. Le 9 juillet, il est arrivé à Offenbourg, décidé à attendre ce que décideront les ennemis avant de réagir en conséquence selon les instructions qu'il a reçues du roi : « L'armée que vous commandez doit, suivant la destination, observer l'armée qui est dans les lignes, garder l'Alsace, [ou] vous avancer à portée de soutenir M. le maréchal de Tallard en vous conservant

---

<sup>88</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 396.

<sup>89</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 510.

<sup>90</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°46, Louis XIV à Tallard, Versailles, 23 juin 1704.

<sup>91</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°69, Chamillart à Tallard, Versailles, 13 juillet 1704.

<sup>92</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°74, Tallard au roi, camp de Hart, 15 juillet 1704.

neanmoins tous les passages libres pour revenir prendre votre camp, et rentrer en Alsace »<sup>93</sup>. L'armée de ce maréchal est ainsi destinée à secourir les points qui pourront être attaqués par les ennemis. La première vocation du maréchal de Villeroy est d'effectuer un travail de reconnaissance et de renseignement : il s'agit de savoir si Eugène est toujours dans les lignes de Stollhofen, de combien de troupes il y dispose, et ce qu'il compte en faire. La seconde est de protéger les arrières de Tallard, en garantissant la sécurité des passages de la Forêt noire. La troisième est de réagir aux initiatives de l'adversaire. Si les ennemis envoient des renforts à Eugène pour attaquer Landau et l'Alsace (protégés par un corps d'armée séparé, sous la direction de M. de Coigny) il y reviendra avec toute son armée. Si cette attaque semble plutôt une feinte, il se contentera d'envoyer quelques régiments. Enfin, si le prince Eugène abandonne les lignes pour rejoindre ses deux homologues au cœur de l'Empire, Villeroy, tout en laissant de bons détachements pour assurer sa retraite, pourra alors venir rejoindre les deux autres armées françaises. Cette perspective n'a cependant pas la faveur du roi : « Ce dernier party est un party d'extrémité »<sup>94</sup>.

Les dispositions des deux maréchaux étaient fondées sur une avance en Allemagne prudemment ponctuée de prises de postes. L'objectif était de s'assurer un retour sans risque en cas de malheur. Tout ceci fut bouleversé par une lettre de Marcin que Tallard reçut le 16 juillet : ce dernier y apprit toutes les conséquences de la chute du Schellenberg, dont il avait déjà été informé par des rumeurs. Les Français de Bavière insistaient sur la possibilité désormais acquise par les ennemis de s'emparer de Munich, et surtout de contraindre l'Électeur à un accommodement. Tallard, alarmé, assure alors au roi que le fâcheux état militaire de la Bavière l'« oblige à ne plus songer qu'à passer le Danube, afin de me mettre à portée ou de soutenir l'Electeur s'il persiste dans ses engagements, ou d'assurer la retraite de l'armée commandée par M. le marechal de Marcin s'il venoit à y manquer »<sup>95</sup>.

La prise de Rottweil fut ainsi différée. En revanche, celle de Villingen sembaite encore tout à fait utile, puisqu'il était bon de tenir un poste solide dans le cas d'une évacuation en catastrophe de la Bavière. Mais il s'agit là encore d'une déception :

« Villingen est meilleur que tous les mémoires qu'on en avait le portaient : le gouverneur se défend à merveille, et il tiendra plus que je pensais ; j'espère pourtant, Sire, que deux jours finiront l'affaire »<sup>96</sup>.

---

<sup>93</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°62, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 3 juillet 1704.

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°75, Tallard au roi, camp de Hart, 16 juillet 1704.

<sup>96</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°75, Tallard au roi, camp devant Villingen, 18 juillet 1704.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

**Figure 3 : Les mouvements de Tallard et du prince Eugène en juillet-août 1704<sup>97</sup>**

Le maréchal souligna toutefois que la perte de temps n'était pas considérable, puisque les contraintes du transport n'avaient fait arriver la queue du convoi que le 17, et que le 18 avait été consacré au renvoi de certains chariots en Alsace<sup>98</sup>. Cette résistance surprenante, de la part d'une place que Mérode-Westerloo qualifie de « bicoque [entourée d'une] simple muraille antique »<sup>99</sup>, s'explique par la fermeté du gouverneur, par la participation de tous les habitants à la défense de la ville, et par la demande que le prince Eugène avait expressément envoyée de se défendre « jusqu'à la dernière extrémité »<sup>100</sup>. La durée du siège contraignit Tallard à laisser cette place en paix : il céda aux instances de Massenbach, officier envoyé par l'Électeur, qui l'avertissait sans relâche du danger dans lequel vivait en permanence l'armée de ce dernier<sup>101</sup>. Le 22 juillet, les Français quittèrent donc le camp de Villingen. Le 24, ils étaient à Mösskirch. Le 29, ils s'approchaient à deux lieues d'Ulm. Ce n'est qu'à cette date que le maréchal de Tallard fut définitivement rassuré. Il avait en permanence craint d'être attaqué par les ennemis, et coupé de l'armée de Bavière.

La marche de Tallard illustre le problème fréquemment rencontré par les armées en déplacement. Il doit passer d'une position où sa force est assurée par la proximité du maréchal de Villeroy, à une position où il est protégé par la présence des troupes du maréchal de

<sup>97</sup> Tous droits réservés : [http://www.spanishsuccession.nl/maps/blenheim\\_friedberg.jpg](http://www.spanishsuccession.nl/maps/blenheim_friedberg.jpg).

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 288.

<sup>100</sup> « Auf die äußerste Extremität ». M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. II, p. 64.

<sup>101</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°78, Tallard au roi, camp près Villingen, 21 juillet 1704. On sent son dépit d'avoir échoué, puisqu'il y affirme que ce poste serait tombé dans les 24 heures s'il n'avait décampé.

Marcin. Mais durant son trajet, il ne peut être couvert par personne. Qui plus est, son armée est fragilisée par la désorganisation inhérente à tout mouvement de troupes, et son système de renseignement est perturbé.

Tallard craint que les Alliés ne se positionnent vers Ulm, pour le couper de l'armée d'Allemagne. C'est le maréchal lui-même qui explique, par un calcul très circonstancié, pourquoi une telle situation serait critique. Si des troupes alliées basées à Ulm décidaient de marcher sur l'armée de Tallard, elles n'auraient besoin que de trois jours (il y a quinze lieues d'Ulm à Villingen, où se trouve Tallard). La solution prévue dans un tel cas est que le maréchal de Villeroi s'avance pour soutenir Tallard. Or, il faut une journée et demie avant que les espions français dans l'armée ennemie ne puissent avertir Tallard de la menace, et encore une demi-journée pour être assuré de la véritable destination de ces troupes, à cause des « différents mouvements qu'on a coutume de faire pour cacher la véritable intention »<sup>102</sup>. En outre, une journée sera nécessaire pour avertir Villeroi, et trois jours pour que ce dernier arrive : les ennemis auront donc « trois fois vingt-quatre heures pour tomber sur l'armée française [...]. Si elle se retiroit à leur approche, il [faudrait] abandonner canon, bagages, provisions, et tous les postes qu'on auroit pris ou occupé pour s'établir »<sup>103</sup>. Or, les ennemis ne profitent pas de cette faiblesse du plan français, et ne cherchent pas à s'interposer entre Tallard et l'Électeur. On comprend dès lors le triomphe de Camille d'Hostun à son arrivée près d'Ulm :

« [Les ennemis] ont manqué tout ce qui est de leur intérêt quand ils me laissent aborder Ulm et l'Iller, et puisque l'Électeur a eu la fermeté de tenir jusqu'à cette heure, j'espère une fin de campagne glorieuse et utile à l'avancement de la paix »<sup>104</sup>.

Le mois de juillet 1704 semble ainsi avoir vu la tendance s'inverser, puisqu'à des généraux Alliés irrésolus ont fait face des forces françaises à même de traverser sans encombre un pays pourtant tenu par l'ennemi, et dont la nature était aussi hostile que la population. « La jonction de M. le maréchal de Tallard avec ce prince a entièrement changé la face des affaires »<sup>105</sup>, et c'est au tour de Marlborough de s'alarmer, et de tenter de minimiser

---

<sup>102</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.l., s.d.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°79, Tallard au roi, camp de Mösskirch, 24 juillet 1704.

<sup>105</sup> AE Angleterre 217, fol. 166r-167v, Hooke à Torcy, camp d'Offenburg, 30 juillet 1704.



le danger pour se rassurer : « Selon les derniers avis M. Tallard était arrivé le 18 du courant à Villingen ; mais nous ne croyons pas qu'il soit si fort que les ennemis le déblitent »<sup>106</sup>.

### 2.1.1.6. *Le prélude de Blenheim*

Contraints de faire face au sursaut français, les Coalisés élaborèrent un nouveau plan. En premier lieu, le margrave de Bade parvint à convaincre Marlborough de l'utilité de faire le siège d'Ingolstadt, qui offrirait à l'Alliance un second point de passage sur le Danube, plus à l'est. Ce point de passage serait plus solide et rendrait la Bavière définitivement indéfendable pour les Français. Le capitaine-général accepta, bien qu'il ne fût pas convaincu que ce siège pouvait aboutir, en raison du faible nombre de pièces d'artillerie qui pouvaient être fournies. Méprisant toujours les qualités logistiques des Impériaux, il écrivait à Godolphin : « Je suis tout à fait sûr que la moitié de ce qui sera promis ne sera pas accompli »<sup>107</sup>. Parallèlement, on fit appel aux troupes du prince Eugène, afin qu'elles renforçassent l'armée de couverture confiée au duc de Marlborough.

Eugène de Savoie, ignorant encore les desseins des Français, avait longtemps hésité à quitter les lignes de Stollhofen. Il reçut le 18 juillet la nouvelle que Tallard était devant Villingen, ce qui lui donna l'assurance que les lignes ne seraient pas menacées. Le 20 juillet, il s'apprêtait à suivre les progrès de Tallard dans le Wurtemberg<sup>108</sup>. Le 22, il marcha sur Rottweil avec un détachement des troupes tirées des lignes, pour y accueillir un soutien de 30 escadrons envoyés par Marlborough et le margrave<sup>109</sup>. Il disposait alors de 20 bataillons et 60 escadrons, suffisamment pour surveiller Tallard, mais pas pour se mesurer à lui. C'est alors qu'il apprit le brusque départ du maréchal français, non pour effectuer une rapide marche arrière et foncer sur Stollhofen, ce que le prince de Savoie avait longtemps craint, mais pour s'avancer plus avant vers la Bavière. Le lendemain, Eugène était à Villingen, pour rétablir les défenses que les Français avaient entamées. Négligeant les risques d'un retour offensif de Villeroy sur les lignes, il considérait que la situation bavaroise était prioritaire, et qu'il fallait soutenir les troupes de Bade et Churchill : « Si les ennemis continuent leur marche, je

---

<sup>106</sup> Marlborough au roi de Prusse, camp de Friedberg, 23 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 366-367.

<sup>107</sup> « I am very sure that one half of what will be promised, will not be performed ». Marlborough à Godolphin, Friedberg, 3 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 345-346.

<sup>108</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. II, p. 65.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 68.

continuerai la mienne vers Höchstädt et Donauwörth, pour être plus à portée des autres armées »<sup>110</sup>. Le 3 août, il fut effectivement à Höchstädt, où il établit son camp<sup>111</sup>.

Pendant ce temps, les troupes alliées en Bavière avaient quitté le camp de Friedberg, face à Augsbourg, qu'elles occupaient depuis le 22 juillet. Elles remontèrent vers le nord : le 6 août, à Schrobenhausen, le prince Eugène vint rendre visite à ses deux homologues pour discuter de la direction des opérations. Le 9 août, 23 bataillons et 16 escadrons de l'armée du margrave, soit quinze mille hommes, prirent la route d'Ingolstadt. Le lendemain, Marlborough lui envoya 15 escadrons de plus. Il ne disposait alors plus que de 48 bataillons et 113 escadrons<sup>112</sup>.

Le 10 août il reçut la visite du prince Eugène, venu en personne lui annoncer que l'armée française marchait vers Lauingen. Marlborough envoya immédiatement au camp d'Eugène, à Donauwerth, 27 escadrons de cavalerie impériale ainsi que 20 bataillons sous les ordres de Charles Churchill<sup>113</sup>. Il décida, pour faire passer le reste de son armée au nord du Danube, d'attendre la nouvelle que les Français avaient eux-mêmes franchi le fleuve. Marlborough prévoyait alors de disposer, en comptant les forces d'Eugène, de 65 bataillons et 160 escadrons<sup>114</sup>.

Les forces de Tallard, après avoir été rassurées sur leur sécurité, continuèrent à avancer dans le but de rejoindre l'armée d'Allemagne. Le 3 août, elles furent enfin à Gessertshausen et Dierdorf, à deux lieues d'Augsbourg. C'est là que se rencontrèrent les trois commandants d'armée. Deux possibilités étaient offertes aux Franco-bavarois : soit ils passaient le Lech, pour attaquer l'ennemi de front ou le contraindre à la retraite, soit ils faisaient route vers le nord, et franchissaient le Danube pour se placer entre les Alliés et Nördlingen, c'est-à-dire pour les couper de tout ravitaillement<sup>115</sup>. C'est la seconde solution qui fut retenue : elle contraignait les Alliés à se laisser enfermer en Bavière ou à quitter précipitamment la région – ce que les Coalisés firent en définitive. Enfin, ce mouvement ouvrait aux Français la possibilité d'une occupation de la Franconie, qu'ils avaient longtemps différée.

---

<sup>110</sup> « Operations-Entwurf des Prinzen Eugen », Heidenheim, 2 août 1704, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 136-138, n°94.

<sup>111</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. II, p. 69.

<sup>112</sup> Marlborough aux États Généraux, camp de Schonefeldt, 10 août 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 388-389.

<sup>113</sup> Charles Churchill est le frère de Marlborough. Il sert comme lieutenant général dans l'armée anglaise pendant la guerre de Succession d'Espagne.

<sup>114</sup> Marlborough à Godolphin, camp de Schonefeldt, 10 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 347-348.

<sup>115</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°82, Tallard au roi, camp d'Elmesing, 29 juillet 1704.

## DES ARMEES EN MARCHE

Le 6 août, les deux armées décampèrent pour se diriger vers leur objectif commun. Pourtant, elles choisirent de se déplacer sur des chemins parallèles et de stationner sur des terrains voisins, sans jamais se mélanger. Quatre jours plus tard, elles passèrent le Danube, ayant réussi à éviter que les ennemis ne s'emparassent avant elles de Lauingen. Ce même jour du 10 août, les troupes se saisirent du château du Dillingen, dont la petite garnison fut reçue prisonnière de guerre. C'est alors que le prince Eugène, menacé, passa la Wörnitz pour être plus proche de son homologue anglais.

La date du 10 août est ainsi symbolique. Tous les éléments de la bataille de Blenheim sont réunis : les deux armées belligérantes sont sur la rive nord du Danube, Marlborough et Eugène peuvent agir de concert tandis que le margrave est occupé plus à l'est, aucun obstacle naturel majeur ne sépare les deux forces. Il ne leur reste plus qu'à aller l'une vers l'autre. La rencontre se fera le 13 août 1704.

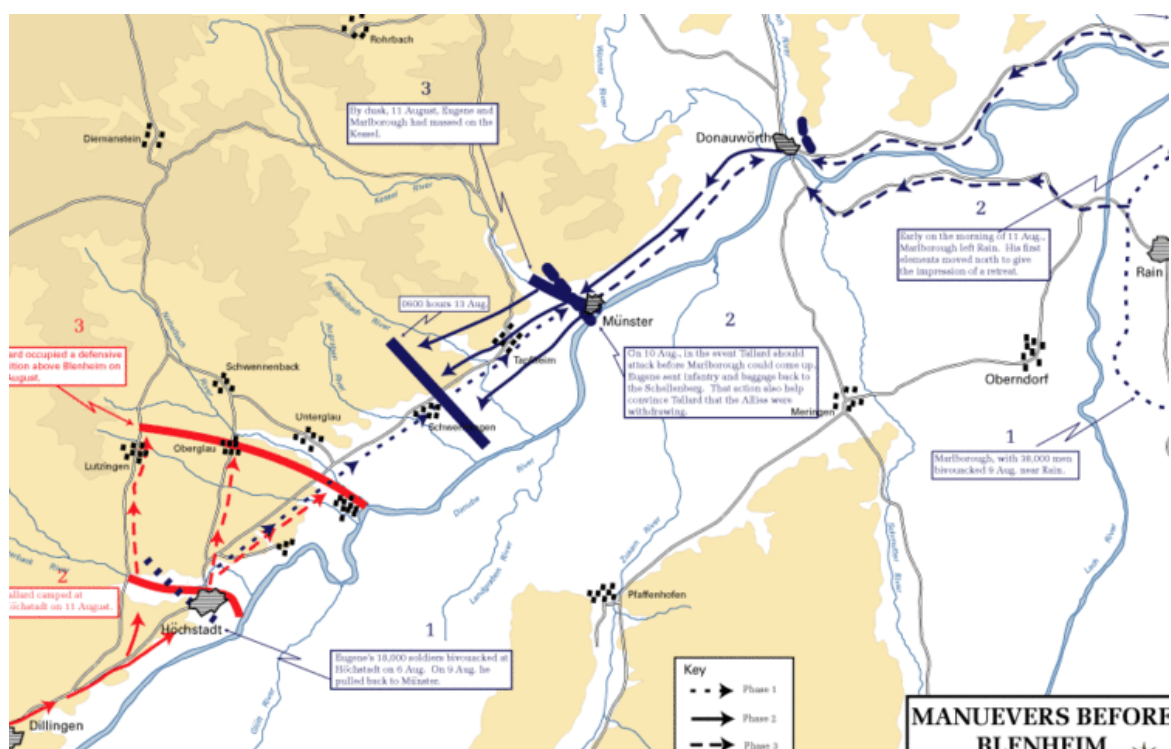


Figure 4: Le prélude de Blenheim<sup>116</sup>

Les opérations préalables à la bataille de Blenheim restent d'une intensité inégalée dans l'histoire militaire de la guerre de Succession d'Espagne – et peut-être de toutes les guerres de Louis XIV. Des phases d'anxiété ou d'euphorie ont touché tour à tour tous les généraux. Le passage des recrues, à la barbe du prince de Bade, rendait les Français maîtres de toute

<sup>116</sup> Document libre de droits. Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Maneuvers\\_before\\_the\\_Battle\\_of\\_Blenheim,\\_6-13\\_August\\_1704.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Maneuvers_before_the_Battle_of_Blenheim,_6-13_August_1704.gif)

l'Allemagne, le départ des troupes de Marlborough les plongeait dans l'inquiétude, la prise de Donauwerth dans l'angoisse, l'arrivée de Tallard dans la joie et la confiance. La configuration très particulière de la carte stratégique de l'Europe en 1704, c'est-à-dire la présence d'un espace bavarois à la fois particulièrement dangereux pour les autres princes d'Allemagne, mais aussi très vulnérable et difficile à soutenir, constitue la principale raison de l'originalité de cette campagne. La stature de Marlborough, qui, par son autorité et son indépendance politique, arrive à contraindre la plupart des États de la Grande Alliance à suivre ses vues plutôt que la prudence, est l'autre facteur décisif. Ce qui est le plus frappant, c'est que jamais les troupes en mouvement, qui ont si souvent prêté le flanc à des réactions possibles de leurs ennemis, n'ont été véritablement inquiétées : ni Marlborough dans sa descente dans l'Empire, ni Eugène lorsqu'il quitte les lignes, ni Tallard dans ses deux passages des forêts noires. Finalement, les deux armées s'affrontent lors d'un engagement tout à fait traditionnel, avec des troupes soigneusement mises en bataille. Et curieusement, même l'équilibre des forces est respecté lors de ce combat, alors que Tallard a souvent craint que l'armée du roi « quoique supérieure dans le fond en troupes depuis le Danube jusqu'au Rhin, [fût] inférieure dans la pratique »<sup>117</sup>. En effet l'absence des troupes du margrave, occupées au siège d'Ingolstadt, a compensé celle des soldats de Villeroy commises à une défense inutile de l'Alsace.

### 2.1.2. Ramillies ou la bataille sans campagne

#### 2.1.2.1. *La banalité des opérations projetées*

Il s'en faut de beaucoup que la campagne de 1706 présente, comme celle de 1704, des marches audacieuses à travers des espaces hostiles ou inconnus. À la faible originalité des objectifs stratégiques français – pousser lentement et sûrement en direction de la Hollande pour la contraindre à négocier la paix – répond la plus faible originalité encore des opérations projetées : profiter d'une supériorité numérique pour s'emparer d'une place dont la possession positionnerait favorablement l'armée pour en convoiter une autre – et ainsi de suite. Ce qui va faire tout l'intérêt de cette campagne, et qui va frapper les imaginations, c'est la rapidité avec laquelle deux armées aux effectifs imposants vont être amenées à en venir aux mains.

---

<sup>117</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°79, Tallard au roi, camp de Mösskirch, 24 juillet 1704.

Après l'échec de son projet d'agir en Italie, le duc de Marlborough craignait une campagne sans retentissement, ne pensant pas devoir affronter dans les Pays-Bas une armée française particulièrement dynamique. Il écrit ainsi au Grand Pensionnaire :

« Je suis tout à fait désolé de constater que vos renseignements en Flandre continuent de vous donner des informations aussi déraisonnables, comme celle que la France puisse être en état d'attaquer une de vos places. À mon avis, il est tout à fait certain que la France a pris des mesures pour se tenir pendant cette campagne-ci sur la défensive en Flandres et en Allemagne, afin de pouvoir d'autant mieux agir offensivement en Italie et en Espagne »<sup>118</sup>.

Heinsius lui fait pourtant part à plusieurs reprises de son inquiétude<sup>119</sup>. Il est alarmé par la présence des troupes de la Maison du roi aux Pays-Bas particulièrement : généralement, l'armée qui comporte ces soldats, les meilleurs de la monarchie française, ne reste pas dans l'inaction<sup>120</sup>. Marlborough rejette ses arguments. Il demeure persuadé que les Français n'auront ni les moyens ni l'envie de faire porter leurs efforts sur tous les fronts à la fois, et que le théâtre d'opérations flamand ne sera pas jugé prioritaire<sup>121</sup>.

Il est frappant de constater que les Français étaient pour leur part convaincus que c'étaient les Alliés qui s'apprêtaient à adopter une position prudente. Certes, les Coalisés faisaient des magasins à Maastricht en prévision d'un siège<sup>122</sup>, mais les rapports des espions se voulaient rassurants. En effet, les ennemis semblaient plus occupés à fortifier les places qu'ils savaient menacées qu'à programmer une attaque d'envergure : « À les voir travailler sans interruption aux châteaux de Huy, au fort Saint Joseph, et de la Saar, à la petite ville de Leau en Brabant, et particulièrement à la citadelle de Liege, n'a-t-on point aussi sujet d'inferer de là, avec raison, qu'ils prétendent rester sur la défensive dans ce pays ? »<sup>123</sup>.

---

<sup>118</sup> « I am very sorry to find that your intelligence from Flandres continues to give you so very unreasonable informations, as that France should be in condition to attack any of your places ; for my opinion there is nothing more certain [sic], then that France have taken their measures, to be these campaign in the defensive both in Flandres and Garmany, in order to be the better able to act offensively in Italie and Spain ». Marlborough à Heinsius, Londres, 5 mars 1706, édité dans B. van T'Hoff, éd., *op. cit.*, p. 227 ; édité également dans Georg Willem Vreede, *Correspondance diplomatique et militaire du duc de Marlborough, du grand-pensionnaire Heinsius, et du trésorier-général des Provinces-Unies, Jacques Hop...*, Amsterdam, J.-F. Schleijer, 1850, p. 8.

<sup>119</sup> « Il est pourtant certain que les avis des quartiers des ennemis continuent à porter qu'on ne fera aucun détachement des Pais-Bas, qu'on fait des magasins à Namur, et qu'on prétend nous prévenir ». Heinsius à Marlborough, La Haye, 12 mars 1706, édité dans B. van T'Hoff, éd., *op. cit.*, p. 228.

<sup>120</sup> Heinsius à Marlborough, La Haye, 30 mars 1706, édité dans B. van T'Hoff, éd., *op. cit.*, p. 230.

<sup>121</sup> Marlborough à Heinsius, Londres, 26 mars 1706, édité dans B. van T'Hoff, éd., *op. cit.*, p. 229.

<sup>122</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°32, Nouvelles du Bon Correspondant, s.l., s.d. [13 avril].

<sup>123</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°41, Nouvelles du Bon Correspondant, s.l., s.d. [17 avril].

Le seul risque que les Français semblaient devoir craindre, c'était la surprise d'une ville, facilitée par les intelligences que Marlborough ou les Hollandais pourraient avoir avec certains habitants. Louvain, toute proche de la frontière militaire, était particulièrement menacée<sup>124</sup>. La surprise de cette place, peu importante par elle-même, aurait mis toutefois les troupes des Deux-Couronnes dans une position difficile, et aurait offert aux Alliés l'occasion de s'intéresser à Anvers ou à Namur. Le Bon Correspondant avertit même les Français qu'un colonel, le sieur Guethen, disposait à Liège de douze compagnies franches d'infanterie et de cavalerie, et qu'il avait promis aux États Généraux « que cette campagne ne se [passerait] point, qu'il ne fasse un coup semblable à celui de Crémone »<sup>125</sup>. En réalité, les préparatifs alliés ressemblaient moins à une menace sérieuse qu'à une feinte, une diversion destinée à inquiéter les Français et les distraire de leurs opérations sur le Rhin.

Elles dominent en effet les prémisses de la campagne française. Villars y disposait de 58 bataillons et 110 escadrons<sup>126</sup> pour forcer les lignes de la Moder, dégager Fort Louis et protéger l'Alsace. À cette fin, il devait bénéficier du concours des troupes de la Moselle, soit 30 bataillons et 20 escadrons sous les ordres du maréchal de Marcin. Les plans élaborés avant le début de la campagne prévoyaient que les forces de Marcin devaient quitter celles de Villars aussitôt après l'issue heureuse ou malheureuse de cette opération, pour aller rejoindre l'armée du maréchal de Villeroy. Les facteurs dominants de la réussite étaient ainsi la capacité des Français à mener une opération précoce et dissimulée, ainsi que l'impréparation des troupes de l'Empire. La rapidité de Marcin dans sa marche de retour était également indispensable, pour éviter que l'armée de Flandre ne fût attaquée par des Alliés supérieurs en nombre. On comptait disposer ensuite dans les Pays-Bas d'un rapport de force avantageux. Les forces jointes de Villeroy et Marcin – au nombre de 80 bataillons et 140 escadrons<sup>127</sup> – auraient été à même de passer à l'offensive : « Il nous peut estre tres utile de commencer la campagne par reprendre Leaw, que nous pourrons attaquer sans nous commettre si l'armée du Roy se trouve supérieure en ces pays comm'il y a lieu de l'esperer »<sup>128</sup>. La perte de cette place

---

<sup>124</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°63, Nouvelles du Bon Correspondant, s.l., s.d. [23 avril].

<sup>125</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°191, Nouvelles du Bon Correspondant, s.l., s.d. [19 mai]. Au sujet de Crémone, cf. *supra*, chapitre I.

<sup>126</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 398

<sup>127</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>128</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°100, Villeroy à Chamillart, Louvain, 4 mai 1706.

aurait ensuite menacé Huy et Liège. À cette fin avaient été amenés à Gand 20 pièces de batterie, dix mortiers et des munitions à proportion<sup>129</sup>.

### 2.1.2.2. *Les affaires se précipitent*

Nous avons déjà évoqué la brillante réussite de l'opération conduite par Villars à partir du 1<sup>er</sup> mai. Ce succès fut une des données importantes de la campagne de 1706 dans les Pays-Bas, puisqu'il libéra les régiments conduits par Marcin. Celui-ci, exécutant les ordres préalables de la Cour, avait déjà demandé aux 20 escadrons qu'il avait laissés à Metz de rallier Villeroy, tandis que lui-même marchait avec 18 bataillons et 20 escadrons vers Metz<sup>130</sup>. Les propositions de Villars, qui souhaitait profiter de l'ampleur inattendue de son succès pour assiéger Landau et réparer ainsi tous les dégâts que la frontière est de la France avait subie depuis la fin de l'année 1704, ne furent guère écoutées par Marcin, à qui Chamillart donna raison. Le 16 mai, ce maréchal envoya une route au secrétaire d'État pour lui indiquer le trajet qu'il comptait effectuer, et le temps qu'il comptait mettre, avant de rejoindre Villeroy. Il prévoyait de pouvoir le rallier le 27 mai<sup>131</sup>.

Villeroy de son côté fut preuve avant le début de la campagne d'une grande confiance en la bonté de ses positions, et refusa de perturber trop tôt l'ordonnance de ses quartiers. Ainsi, alors que Chamillart, inquiet des rumeurs de surprises de villes, le pressait de réunir toutes ses troupes pour prévenir toute tentative des ennemis, le maréchal rétorqua, le 27 avril, qu'il était « bien important de ménager le peu de fourrage [qu'ils avaient] à la teste, et de ne point consommer d'abord le million de rations [qu'ils avaient] fait assembler cet hiver dans Anvers, Malines, Lierres et Bruxelles [...]. Ce seroit trop se haster »<sup>132</sup>. François de Neufville était en effet convaincu que rien ne se ferait avant que le duc de Marlborough n'eût rejoint l'armée, ce que les rapports n'indiquaient pas encore. Mais une nouvelle tomba le 30 avril : Marlborough rassemblait ses hommes sous Maastricht<sup>133</sup>. La réaction de Villeroy fut immédiate : dès le 3 mai il pouvait affirmer que toute l'armée était mobilisable en deux jours<sup>134</sup>. Le laps de temps qui s'écoula jusqu'à la bataille fut désormais occupé, dans un camp

---

<sup>129</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°122, Villeroy au roi, Louvain, 8 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 19-22.

<sup>130</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°100, Villeroy à Chamillart, Louvain, 4 mai 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°165, Marcin à Chamillart, Thionville, 16 mai 1706.

<sup>131</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°165, Marcin à Chamillart, Thionville, 16 mai 1706.

<sup>132</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°76, Villeroy à Chamillart, Bruxelles, 27 avril 1706.

<sup>133</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°88, Villeroy à Chamillart, Bruxelles, 30 avril 1706.

<sup>134</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°97, Villeroy à Chamillart, Louvain, 3 mai 1706.

comme dans l'autre, par la concentration maximale des troupes. Le 17 mai, Villeroy put annoncer à Chamillart que toutes les forces françaises pourraient être rassemblées à Tirlemont. Le 19 de ce mois, les armées conjointes du maréchal et de l'Électeur marchèrent de Louvain à Vissenaken-Saint Pierre, entre la grande Gette et la Velpe<sup>135</sup>.

Villeroy espérait y rester deux ou trois jours, mais un mouvement des ennemis l'incita à réagir : « J'appris hier que les ennemis s'estoient mis en mouvement, et le bruit commun estoit qu'ils venoient camper au moulin de Quarent, qu'ils vouloient marcher trois jours de suite pour venir se placer sur la Géette<sup>136</sup> ». La Gette est une rivière, affluent de la Dyle, au sud-est de Louvain. Si Villeroy avait laissé les ennemis se retrancher derrière cette position, il aurait été « resserré » sur Louvain, c'est-à-dire bloqué dans son élan. Le siège de Léau (sur la Gette) aurait été rendu plus complexe en raison de la présence d'une armée de secours sur l'autre rive. Enfin, Villeroy se serait trouvé contraint de puiser ses ressources, particulièrement les fourrages de sa cavalerie, autour de Louvain. Le maréchal fut très fier d'avoir entrepris cette marche qui bouleversait son programme initial, plus lent, et il se flatta de n'avoir pas seulement pris en considération des motifs matériels ou opérationnels :

« La scituation où nous nous trouvons presentement est avantageuse de plusieurs façons. En premier lieu, c'est que la demarche est noble de se porter en avant quand les ennemis s'approchent, d'ailleurs cela nous donne beaucoup de subsistances, et nous met à portée de nous placer en une journée devant Leaw »<sup>137</sup>.

Marlborough fut réellement surpris des premiers mouvements français. Le 18 mai, un jour avant que les troupes des Deux-Couronnes ne franchissent la Dyle, il ne croyait pas qu'elles voudraient « hasarder une bataille »<sup>138</sup>. La vivacité française avait fait échouer, si l'on en croit le Bon Correspondant, son plan de marcher sur Louvain pour s'en emparer ou la bombarder<sup>139</sup>. Mais si son étonnement fut incontestable, sa joie ne le fut pas moins, lorsque, le 20 mai, il apprit que les Français n'étaient plus en sécurité à l'intérieur des lignes de la Dyle. Y voyant enfin l'occasion inespérée d'une action, il fit marcher tous ses hommes :

« Les ennemis, ayant dégarni toutes les places, ont passé la Dyle, et sont venus camper à Tirlemont, où ils attendent à chaque moment M. de Marsin avec le détachement

---

<sup>135</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°182, Villeroy à Chamillart, Louvain, 18 mai 1706.

<sup>136</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°196, Villeroy à Chamillart, Gossencourt, 21 mai 1704.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> Marlborough à Gueldermalsen, camp de Tongres, 18 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 515-516.

<sup>139</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°199, Nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 22 mai.



d'Allemagne, sur quoi nous sommes marchés hier de Tongres ici, où les Anglais nous ont joint en même temps. Nous faisons halte pour les Danois qui doivent arriver demain, et alors nous faisons état d'avancer, de sorte que si les ennemis tiennent ferme, vous pourriez bientôt apprendre les nouvelles d'une bataille, où j'espère que le bon Dieu bénira la juste cause des hauts Alliés. Cela nous mettrait en état de rétablir nos affaires partout »<sup>140</sup>.

C'est donc ce mouvement qui incita Villeroy, décidé à ne pas faire marche arrière alors qu'il venait de faire preuve d'audace, à entamer sa marche le 21 mai. Pour contraindre Villeroy à abandonner la Gette, Marlborough chercha à contourner ce cours d'eau par le sud, en utilisant l'espace étroit s'étendant entre les sources de la Gette et la Mehaigne (un gros affluent de la Meuse). Villeroy, pour ne pas être prévenu par son adversaire, se lança à son tour dans cette « course à la Mehaigne » et dirigea son armée vers le sud-est. Le matin du 23 mai, il conduisit ses hommes en direction du village de Tavier, qui était baigné par ce cours d'eau. C'est là qu'il trouva le duc de Marlborough, dont les hommes avaient campé le 22 au moulin de Corswaren : si la bataille de Ramillies n'est pas à proprement parler une bataille de rencontre, c'est-à-dire le fruit du hasard, aucun des deux camps ne pensait affronter l'autre si tôt<sup>141</sup>.

### 2.1.3. Trois mois de reculade et un désastre : la campagne d'Italie de 1706

#### 2.1.3.1. *La poussée française*

La défaite de Ramillies fit suite à une nouvelle d'aussi mauvais augure pour les deux rois Bourbons : la levée du siège de Barcelone. Toutefois, les cours de France et de Madrid pouvaient se sentir rassurés par les nouvelles encourageantes reçues d'Italie. En Lombardie comme au Piémont, c'étaient les Français qui avaient pris la main ; le duc de Vendôme ayant même remporté une victoire trop vite qualifiée de décisive, celle de Calcinato.

---

<sup>140</sup> Marlborough à Wratislaw, camp de Borchloen, 21 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 520.

<sup>141</sup> Les prisonniers français avouèrent aux Alliés qu'ils ne pensaient pas en venir aux mains avant le lendemain, le lundi 24 mai : Marlborough au prince Eugène, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 524-526.

### 2.1.3.1.1. La situation au début de la campagne

La campagne de 1705 s'était achevée assez tard. Le prince Eugène n'avait séparé son armée, pour la faire subsister, qu'à la toute fin de décembre 1705<sup>142</sup>. Les Impériaux hivernaient dans la région de Brescia, à l'ouest du lac de Garde, au pied des Alpes<sup>143</sup>. De l'autre côté du lac, ils disposaient d'un corps de troupe destiné à surveiller la rive nord de l'Adige. L'objectif de chaque armée était d'être la première à entrer en campagne, pour prendre d'emblée les meilleurs postes<sup>144</sup>. Pour hâter la venue des renforts, Eugène partit à Vienne. Il espérait pouvoir commencer à agir dans la seconde quinzaine de mai<sup>145</sup>. À cette fin, il était nécessaire de rassembler le plus de troupes, et surtout le plus de fourrages. C'est pourquoi les premiers mois de 1706 furent occupés, entre Français et Impériaux, à des combats de parti pour le contrôle des champs et des axes de communication.

La situation des Impériaux du Brescian n'était guère confortable. Derrière eux, les terres de montagne étaient pauvres. Devant eux, les champs étaient à la merci des Français<sup>146</sup>. Toutefois, ils parvenaient à faire venir du ravitaillement depuis les régions de Padoue et de Rovigo<sup>147</sup>. Des denrées étaient même charriées depuis Trieste<sup>148</sup>. C'est pourquoi, dès janvier, les Français cherchèrent à couper la communication sur l'Adige, pour rendre la situation des Alliés plus pénible<sup>149</sup>. Ils parvinrent à installer des troupes et un pont sur l'Adige à la Badia. Ceci leur permit de passer au nord de l'Adige, afin de perturber les ravitaillements alliés.

### 2.1.3.1.2. Calcinato

En février 1706, Vendôme était parti à Versailles. À son retour en avril, il n'hésita pas à profiter de sa supériorité numérique sur les Impériaux (les Français avaient « tout au moins une foy autant de forces que [leurs] ennemys »)<sup>150</sup>. Il conçut un vaste plan pour son entrée en campagne, qui consistait à attaquer l'ennemi en tous points, avant que ce dernier n'ait pu se regrouper<sup>151</sup>. Le gros des forces françaises devait attaquer le centre des quartiers ennemis à l'ouest du lac de Garde. Les informateurs de Vendôme l'avaient assuré que les retranchements de l'ennemi n'étaient pas encore prêts. Pendant ce temps, le marquis de

---

<sup>142</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°1, Picon d'Andrezel à Chamillart, Castiglione, 2 janvier 1706.

<sup>143</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°31, Médavy à Vendôme, Mantoue, 6 janvier 1706.

<sup>144</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°165, Vaudémont à Chamillart, Milan, 30 janvier 1706.

<sup>145</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°89, Jean-Baptiste Angieliny à Chamillart, Vérone, 17 janvier 1706. Une telle date est assez précoce, pour des troupes impériales réputées lentes à se mobiliser.

<sup>146</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°31, Médavy à Vendôme, Mantoue, 6 janvier 1706.

<sup>147</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°255, La Ferrière à Chamillart, Venise, 11 février 1706.

<sup>148</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°60, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 11 janvier 1706.

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°255, La Ferrière à Chamillart, Venise, 11 février 1706.

<sup>151</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°262, Vendôme au roi, Mantoue, 12 avril 1706. A

Toralba, qui commandait les troupes espagnoles, cantonnées sur le haut Oglio, au sud du lac d'Iseo, devait attaquer la droite des campements ennemis, à Brescia. À l'est, on franchirait l'Adige sur le pont de la Badia, et on se répandrait dans le Padouan. L'ampleur de ce mouvement, sa diligence, et surtout la date précoce, devaient garantir la surprise de l'ennemi.

Le signal du départ, pour les troupes en quartier, fut lancé le 17 avril. Dès le 18, ces dernières étaient rassemblées, avant que l'ennemi n'ait eu le temps d'en avoir avis de ses espions. Elles s'avancèrent, sur deux colonnes, fortes de 58 bataillons et 64 escadrons, et rencontrèrent l'ennemi, rassemblé à la hâte par le général Reventlau, à Calcinato<sup>152</sup>. L'armée impériale, enfoncée, dut se retirer. Après la bataille, les Français triomphèrent : on annonçait de lourdes pertes chez l'ennemi<sup>153</sup>, et on s'écriait : « Jamais bataille n'a été plus complète et n'a coûté sy peu »<sup>154</sup>. En réalité, bien que sur le plan tactique, la bataille ait été un succès incontestable, des voix s'élevèrent pour nuancer le tableau. On remarqua principalement que les Français auraient pu infliger beaucoup plus de pertes aux Impériaux, en les poursuivant avec de la cavalerie, et aussi que le marquis de Toralba, s'il avait fait plus grande diligence, aurait pu couper leur retraite<sup>155</sup>. On peut dire que l'arrivée inopinée du prince Eugène, revenant de Vienne, a beaucoup contribué à cette retraite honorable : « Rien n'est plus certain que si M. le prince Eugene n'étoit pas arrivé assés à tems pour rassembler le debry de ses troupes à Moscolino et à Gavardo et les rassurer, elles se seroient debandées qui deci qui delà dans les montagnes, n'ayant du pain que pour deux jours, et les chevaux sans subsistance »<sup>156</sup>.

Sous sa conduite, pressée par les Français, l'armée alliée fit retraite dans les montagnes<sup>157</sup>. Ne désirant pas les suivre dans ce terrain hostile, Vendôme préféra ruiner les chemins, afin de les rendre impraticables, et d'éviter que les Impériaux ne puissent redescendre, par là, dans le Brescian<sup>158</sup>. Le risque, désormais, était que les ennemis, contournant le lac de Garde par le nord, ne redescendent à l'est. C'est pourquoi Vendôme déplaça à son tour son armée plus à l'est, et s'installa au camp de Rivoli, barrant le passage entre le lac de Garde et l'Adige<sup>159</sup>.

---

<sup>152</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°322, La Javelière à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706.

<sup>153</sup> La Javelière évoque 2 500 tués, 400 blessés, 2 000 prisonniers, dont de nombreux officiers supérieurs et un officier général, la prise de 24 drapeaux, 12 étendards et 6 pièces de canon. *Ibid.*

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°370, nouvelles anonymes, Mantoue, 24 avril 1706.

<sup>156</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°378 bis, Saint-Frémond à Chamillart, Desenzano, 27 avril 1706.

<sup>157</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°364, Médavy à Chamillart, camp de Polponasse, 24 avril 1706.

<sup>158</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°378 bis, Saint-Frémond à Chamillart, Desenzano, 27 avril 1706.

<sup>159</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°1, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Rivoli, 1<sup>er</sup> mai 1706.

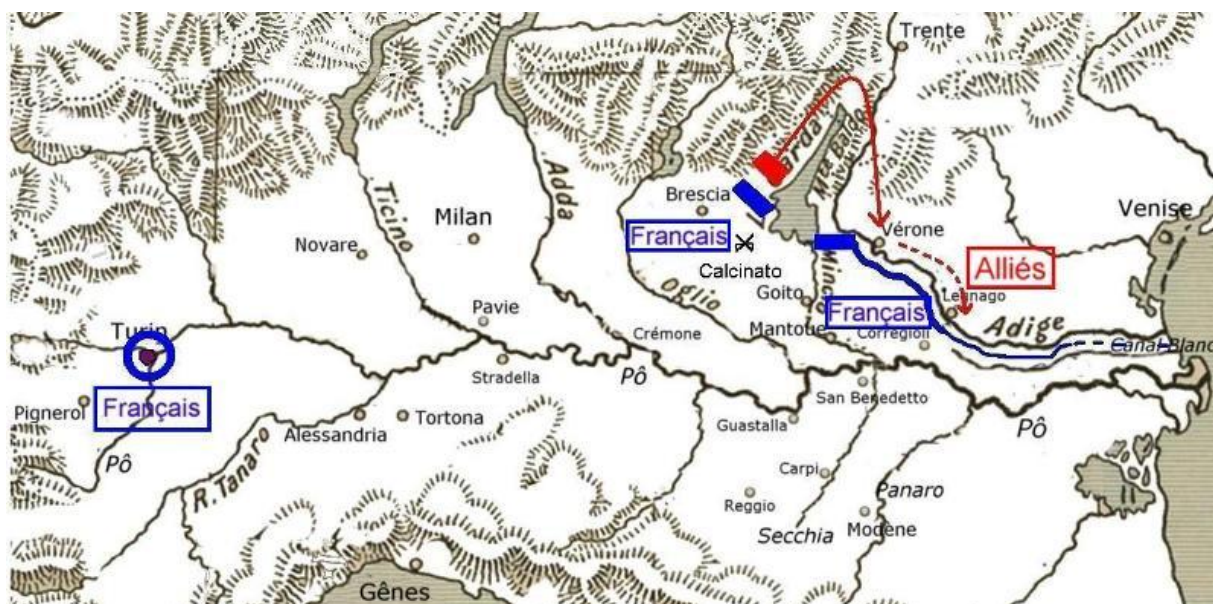


Figure 5 : La situation après Calcinato, mai 1706

#### 2.1.3.1.3. Les Français se retranchent

Le moral des Français était alors au plus haut. L'armée de Lombardie avait atteint le maximum de ses effectifs, comptabilisant, en tout, 73 bataillons et 71 escadrons, y compris les troupes d'Espagne<sup>160</sup>. Les Impériaux semblaient coincés dans le Trentin. Sur leur droite, les chemins de montagne vers le Brescian étaient ruinés, et défendus par Médavy. Devant eux, au sud, la majeure partie de l'armée de Vendôme était en train de fortifier un espace qui n'avait pas plus de six à sept kilomètres de large<sup>161</sup>. Ce terrain, selon l'avis de Picon d'Andrezel, chargé de l'intendance d'armée de Lombardie, était infranchissable : « Nos retranchemens se perfectionnent, ils sont grands et magnifiques. Les fassines et les palissades n'y sont point épargnées, et le terrain qu'a choisy Son Altesse semble fait exprès pour former un poste inattaquable »<sup>162</sup>. Enfin, c'est l'Adige qui défendait tout passage plus à l'est, et ses rives étaient gardées par Saint-Frémond.

Certes, les généraux avaient conscience que l'armée du prince Eugène grossissait régulièrement, grâce à des renforts qui lui venaient d'Allemagne, mais la plupart ne s'en

<sup>160</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°129, position générale de l'armée de Lombardie, 22 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 636-639. Il est toujours difficile de savoir à quel nombre réel d'hommes correspond un bataillon et un escadron. Le maximum théorique de 585 hommes par bataillon français et 150 par escadron français, n'est jamais atteint. Un chiffre raisonnable, au début d'une campagne, est d'avoir entre 450 et 500 hommes par bataillon, entre 100 et 150 par escadrons. L'armée du duc de Vendôme compte ainsi, très grossièrement, entre 40 et 45 000 hommes.

<sup>161</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°1, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Rivoli, 1<sup>er</sup> mai 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°11, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 2 mai 1706.

<sup>162</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°101, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Rivoli, 5 mai 1706.

inquiétaient pas. Vendôme particulièrement affichait un optimisme inébranlable : « Je repons à Vostre Majesté que quoyque [le prince Eugène pourra] faire, il ne secourra jamais Turin »<sup>163</sup>. Il affirmait même crânement que ces renforts étaient souhaitables, puisque aussi bien ils étaient inutiles aux ennemis. Si les troupes impériales assurant la défense du Rhin passaient en Italie, on devait moins le considérer comme un danger que comme l'occasion d'agir offensivement en Allemagne : « Si Vostre Majesté veut faire agir M. de Villars, je prens la liberté de vous dire qu'il n'y a pas un moment à perdre »<sup>164</sup>.

Pourtant, d'autres manifestaient plus d'inquiétude. C'était particulièrement le cas de Saint-Frémond, qui doutait de ses capacités à contrer, sur son secteur, le prince Eugène. Certes, l'espace qu'il avait à garder, le plus à l'est, ne semblait guère devoir attirer les troupes impériales. Les terrains étaient marécageux et coupés par une abondance de canaux<sup>165</sup>. Dans l'hypothèse où Eugène parviendrait à passer l'Adige malgré la présence de troupes françaises défendant la rive, il aurait encore à franchir le Canal Blanc, et le Pô<sup>166</sup>. Ce serait faire un grand détour, alors que les Français pourraient, grâce aux nombreux ponts dont ils disposaient, le prévenir en tous points. Mais le dispositif français avait des faiblesses, bien que Saint-Frémond s'évertuât, selon ses dires, à le renforcer par des retranchements sur l'Adige. En premier lieu, l'étendue de terrain à garder par l'armée française était immense. Du lac de Garde à l'embouchure de l'Adige, si l'on suit les circonvolutions de ce fleuve, il y a plus de 200 kilomètres<sup>167</sup>. Qui plus est, dans l'hypothèse où Eugène parviendrait à passer, il couperait l'armée française en deux, isolant et rendant inutiles toutes les troupes qui se trouveraient plus à l'est<sup>168</sup>. C'est pourquoi Saint-Frémond ne cessait de répéter, dans ses nombreuses lettres envoyées à Chamillart : « Voicy une grande etendue de pays à garder avec bien peu d'infanterie »<sup>169</sup>.

L'essentiel de l'activité des généraux français, et particulièrement du général en chef, était de vérifier la solidité et la bonté de leur système de fortification. À la fin du mois de mai, Vendôme entama une tournée d'inspection minutieuse, pour vérifier ses lignes depuis le lac de Garde jusqu'à la mer : « Je marcheray à petites journées, car je veux visiter jusques aux

---

<sup>163</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°127, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 23 mai 1706.

<sup>164</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°11, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 2 mai 1706.

<sup>165</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°123, Saint-Frémond à Chamillart, la Badia, 22 mai 1706.

<sup>166</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°108, Saint-Frémond à Chamillart, au camp de la Badia dans l'île de Rovigo sur le bord du grand bras de l'Adige, le 18 mai 1706.

<sup>167</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°123, Saint-Frémond à Chamillart, la Badia, 22 mai 1706.

<sup>168</sup> *Ibid.* Ces craintes sont plusieurs fois réitérées. Voir aussi SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°228, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 10 juin 1706.

<sup>169</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°84, Saint-Frémond à Chamillart, Angiany, 15 mai 1706.

moindres petits postes »<sup>170</sup>. En deux semaines, il inspecta les principales défenses, de Rivoli à Castagnaro : « Il me paroist partout qu'il sera bien difficile aux ennemis d'y pouvoir faire un pont ; au moins je puis assurer Vostre Majesté qu'en quelque lieu qu'ils se presentent ils ne nous surprendront point, et qu'ils seront reçus partout à bons coups de fusil et de canon »<sup>171</sup>. Après sa tournée, Vendôme prit son quartier général à Santa-Maria de Zevio, a mi-chemin entre le lac de Garde et la Badia<sup>172</sup>. Quant aux soldats du parti des Deux-Couronnes, ils durent se contenter d'attendre, ce qui ne faisait qu'augmenter leur nervosité. Saint-Frémond faisait tous les efforts pour les empêcher de se décourager :

« Nous nous tenons la nuit de toutes parts fort allertes, et personne ne songe qu'au grand jour à se reposer, ce qui fatigue assés les troupes qui sont avec moy. Je les repais de l'esperance que dans peu nous verrons le denouement de la piece. Je ne crois pas, monseigneur, que cela puisse aller plus loin que vers le 3 ou le 4 du mois prochain. Toutes les machines de M. le prince Eugene etant bien prestes pour hazarder trois passages à la fois, il y en aura certainement de mon costé »<sup>173</sup>.

### 2.1.3.2. *Le retour du prince Eugène*

#### 2.1.3.2.1. Le franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô

En effet, pendant que les Français peaufinaient leurs positions défensives, le prince Eugène déployait une intense activité pour se mettre en état de les inquiéter sur l'ensemble de leurs lignes. Le nombre de ses troupes augmentait régulièrement, grâce à des renforts arrivant de mai à août<sup>174</sup>. Il avait reçu au milieu du mois de juin, par l'intermédiaire d'un officier impérial, les appels à l'aide du duc de Savoie, qui lui exposait la situation critique de la place de Turin<sup>175</sup>. Répondant au duc que « le tout dépend du passage de [l'Adige] »<sup>176</sup>, il commença une série de manœuvres destinées à inquiéter et leurrer les généraux de Louis XIV. Attentifs à tous ses mouvements, ces derniers étaient abreuvés de nouvelles vraies et fausses. On racontait que des troupes impériales, embarquées à Trieste, allaient débarquer dans

---

<sup>170</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°127, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 23 mai 1706.

<sup>171</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°242, Vendôme au roi, camp de Castagnaro, 15 juin 1706.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°306, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 29 juin 1706.

<sup>174</sup> Au plus fort de ses effectifs, au mois d'août, avec l'arrivée des troupes de Hesse, le prince Eugène avait entre 50 et 60 000 hommes, divisés entre sa propre armée et l'armée secondaire du prince de Hesse. G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, *op. cit.*, p. 150 ; C. Storrs, *op. cit.*, p. 56.

<sup>175</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. II, p. 153.

<sup>176</sup> *Ibid.*, t. II, p. 155.

l'embouchure du Pô<sup>177</sup>. Le prince Eugène assemblerait aussi « madriers, poutrelles, planches, fassines et picquets », soit tout le matériel nécessaire pour franchir l'Adige, à Terrazzo et Marega, en face de Legnago<sup>178</sup>.

C'est pourtant plus à l'est qu'il décida de passer, là où les défenses françaises étaient les plus lâches. Dès le 29 juin, les Français reçurent l'avis que des troupes impériales descendaient l'Adige vers son embouchure. La nuit du 5 au 6 juillet, 6 000 Impériaux, sous la conduite du général Battée, réussirent à franchir l'Adige à Pettorazza<sup>179</sup>, à une cinquantaine de kilomètres du camp de Saint-Frémond, chargé de garder la région, et à 80 kilomètres du quartier général de Vendôme<sup>180</sup>. La facilité du passage démontre *a posteriori* la faiblesse du dispositif français<sup>181</sup>. En réalité, les Alliés ne rencontrèrent que « M. Dubosc, brigadier de cavalerie [qui,] avec le regiment de Bassigny, le second bataillon de Leuville et cinq escadrons, a empêché le passage autant qu'il a pu, et a tué plus de deux cent hommes aux ennemis »<sup>182</sup>. Saint-Frémond, qui était allé conférer avec Vendôme à Zevio, ne fut mis au courant que dans l'après-midi du 6 juillet, à 16 heures<sup>183</sup> !

Pris au dépourvu, les Français tentèrent de se trouver d'autres lignes de défense. Le poste de la Badia fut abandonné. On s'organisa sur une ligne comprenant, au sud, le Canal Blanc, et à l'ouest, l'Adigetto et la Malopera, deux bras de l'Adige<sup>184</sup>. À la hâte, on prépara de nouvelles redoutes et retranchements, malgré la grande étendue de terrain à garder<sup>185</sup>. Mais le duc de Vendôme, qui était convaincu que le prince Eugène refuserait de passer trop à l'est en raison du caractère coupé du terrain, restait absolument confiant :

« [Vendôme] ne paroist pas s'en embarrasser beaucoup par la quantité de canaux et de marais qu'ils ont à traverser, plus difficiles que l'Adige. [Il] croit mesme que ce n'est que pour luy faire prendre le change et que M. le prince Eugene a son veritable dessein plus haut. Ainsy [il] ne degarnit point ses postes et de sa personne seulement [il] passe à ce moment pour aller à Saint-Pierre de Lignago »<sup>186</sup>.

<sup>177</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°156 bis, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 28 mai 1706.

<sup>178</sup> *Ibid.*

<sup>179</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 155.

<sup>180</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°30, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 6 juillet 1706.

<sup>181</sup> Vaudémont remarqua que là où étaient passés les Impériaux, « nous n'avions personne ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°41, Vaudémont à Chamillart, Milan, 9 juillet 1706.

<sup>182</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°42, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 9 juillet 1706.

<sup>183</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°30, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 6 juillet 1706.

<sup>184</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°41, Vaudémont à Chamillart, Milan, 9 juillet 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°42, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 9 juillet 1706.

<sup>185</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°42, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 9 juillet 1706.

<sup>186</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°143, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Santa-Maria de Zevio, 7 juillet 1706.

D'ailleurs, le Canal Blanc était réputé plus facile à garder que l'Adige<sup>187</sup>. Vendôme confia à Muret « qu'il croioit cette situation aussi seure que l'autre et que M. le prince Eugene auroit peine à en tirer advantage »<sup>188</sup>. Tous pourtant n'étaient pas de cet avis. Saint-Frémond tout d'abord, qui se plaignait de se voir retirer des troupes au moment où il en avait le plus besoin<sup>189</sup>. De même, La Ferrière insistait sur l'avantage stratégique dont disposaient les Impériaux : « Comme ce sont eux qui choisissent, ils peuvent faire dix fausses dispositions de batteaux avec deux mille hommes pendant qu'ils rassemblent le gros à l'improviste à un ou en deux endroits »<sup>190</sup>. Le prince Eugène n'y croyait pas non plus, puisqu'il envoya ses hommes franchir le Canal Blanc le 12 juillet. « Dans le temps qu'on s'y attendait le moins », 300 hommes équipés d'une pièce d'artillerie le traversèrent sur une barque, soutenus par de la cavalerie qui passa à gué<sup>191</sup>. Le régiment de Forez fut repoussé. Eugène put fièrement annoncer à l'Empereur : « Les Français ont dû abandonner, presque sans coup férir, tous leurs ouvrages, pour lesquels pendant de nombreux mois, nuit et jour, ils s'étaient presque tués au travail »<sup>192</sup>. Quelques jours plus tard, les Impériaux franchirent à nouveau l'Adige, plus au nord-ouest, à Vérone, en violant la neutralité des Vénitiens<sup>193</sup>.

Pendant ce temps, les Français étaient occupés par le changement de général à la tête de l'armée d'Italie. Le maréchal de Villeroy, déconsidéré par le désastre de Ramillies, avait perdu le commandement de l'armée de Flandre. Cherchant un général compétent, aimé des troupes, qui puisse redonner confiance à son armée, Louis XIV choisit le duc de Vendôme, et envoya, pour le remplacer, un tandem constitué du duc d'Orléans, chef nominal de l'armée de Lombardie, et du maréchal de Marcin, pour orienter ses choix<sup>194</sup>. Le 18 juillet, Orléans, après un passage par Turin, rencontra le duc de Vendôme<sup>195</sup>. Dès le lendemain, ce dernier s'en allait

---

<sup>187</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°146, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Santa-Maria de Zevio, 10 juillet 1706.

<sup>188</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°66, Muret à Chamillart, camp de Saint-Maximin, 12 juillet 1706.

<sup>189</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°53, Chamillart à Saint-Frémond, Versailles, 10 juillet 1706. « Je vous avoue que je crains fort que les prince Eugene ne trouve moyen de passer l'Adige en quelque endroit et je regarderay comme un des grands miracles que l'on puisse faire de l'en empêcher ».

<sup>190</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°55, La Ferrière à Chamillart, s.l., 10 juillet 1706.

<sup>191</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°148, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Saint-Pierre de Legnago, 13 juillet 1706.

<sup>192</sup> « [Die Franzosen hatten] alle ihre Werke, ohne fast einen einzigen Schuss zu tun, verlassen müssen, da sie hieran etliche Monate her si Tag als Nacht sich halb fast zu Tode gearbeitet hatten ». Cité par M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 156.

<sup>193</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°77, La Ferrière à Chamillart, s.l., 16 juillet 1706. Voir *infra*, p. 125.

<sup>194</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706.

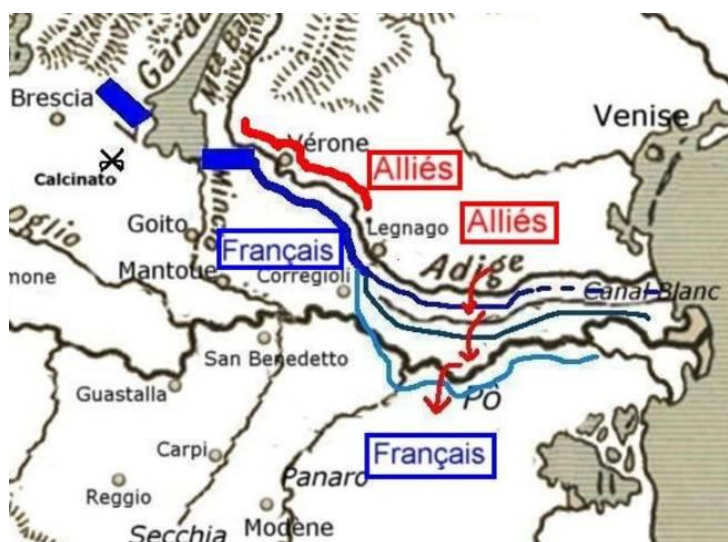
<sup>195</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°93, Orléans au roi, camp de Volta, 18 juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 212-214.



vers la Flandre<sup>196</sup>. Il abandonnait l'armée au moment où elle devait tout faire pour contrer le prince Eugène.

#### 2.1.3.2.2. La marche à Turin

Ce dernier avait décidé de rejoindre Turin en suivant la rive sud du Pô, contournant ainsi les places fortes de Lombardie. Le 18 juillet, il avait passé le Pô. En catastrophe, les Français voulurent se servir des nombreux obstacles de la région. Ils pensèrent d'abord au Panaro, un affluent sud du Pô, dont les Français pourraient tenir la rive ouest<sup>197</sup>. À défaut, si les ennemis étaient trop rapides, il restait la Secchia, une autre rivière, quarante kilomètres plus à l'ouest. Orléans s'y attela dès son arrivée, commandant, pour les travaux, des paysans des environs : « Cet ouvrage est grand, mais on fera du mieux qu'on pourra »<sup>198</sup>.



**Figure 6 : Le franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, juin-juillet 1706**

Comme ces deux rivières, au cœur de l'été, étaient très à sec, les Français savaient qu'ils n'y pourraient pas tenir indéfiniment. La pression se renforçait, Eugène ayant divisé son armée en deux corps pour les menacer partout<sup>199</sup>. Au nord, les Français devaient garder les montagnes du Brescian ; au nord-est, la ligne du Mincio ; à l'est, Ostiglia ; et empêcher les ennemis de progresser au sud du Pô<sup>200</sup>. Pour contrer l'avance des ennemis, et tenir jusqu'à la prise de Turin, qu'il espérait proche, le duc d'Orléans choisit de diviser son armée. D'une part, il laissa un corps de troupes – 17 bataillons et 12 escadrons – au comte de Médavy, pour

<sup>196</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 162.

<sup>197</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°94, Marcin à Chamillart, camp de la Volta, 18 juillet 1706.

<sup>198</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°113, Orléans au roi, camp de la Volta, 21 juillet 1706.

<sup>199</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°142, Orléans au roi, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 231-234.

<sup>200</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°138, Chamillart à La Ferrière, Marly, 26 juillet 1706.

protéger les positions françaises au nord et à l'est. D'autre part, il tira de son armée des bataillons d'infanterie, qu'il envoya en garnison dans différentes places. Enfin, il resta à la tête du gros de son armée, pour surveiller les progrès du prince Eugène<sup>201</sup>. Son objectif était assez simple : il ne s'agissait, « tant que le siège de Turin [durerait], que de gagner du temps et de vivre au jour la journée »<sup>202</sup>. Il voulait laisser le prince Eugène, qui progressait au sud du Pô, perdre du temps à s'emparer de places sans importance. L'armée française devait rester suffisamment éloignée des troupes impériales, pour ne jamais risquer d'être commise au hasard d'une bataille, tout en les suivant, et en tentant de les arrêter au moindre obstacle.

Les avantages des Français étaient ainsi encore considérables. Premièrement, le total de leurs forces en Italie du nord était largement supérieur à celui des Alliés, même s'ils étaient contraints de se disperser pour assurer le siège de Turin et la garde de toutes leurs places. Deuxièmement, le temps jouait pour eux, puisque chaque jour les rapprochait de la prise de Turin. Enfin, placé au nord du Pô, proche des centres de ravitaillement de la riche Lombardie, le duc d'Orléans était à même d'être beaucoup plus rapide qu'Eugène, et de le prévenir partout<sup>203</sup>.



**Figure 7 : Le franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, juin-juillet 1706**

Conscient du peu de temps qui lui était laissé, le prince Eugène s'efforçait de progresser le plus rapidement possible. La cavalerie impériale était sur la Secchia le 25 juillet, son infanterie sur le Panaro le 27 juillet<sup>204</sup>. Le général impérial profitait de « l'incroyable état de

<sup>201</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°154, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de la Volta, 21 juillet 1706.

<sup>202</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°227, Marcin à Chamillart, camp de Guastalla, 11 août 1706.

<sup>203</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°173, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 11 août 1706.

<sup>204</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 157.

consternation et de confusion » des Français<sup>205</sup>. Carpi fut prise le 5 août, après trois jours de siège seulement<sup>206</sup>. Le 14, c'est Reggio qui tombait aux mains des Impériaux<sup>207</sup>.

Au milieu du mois d'août, le prince Eugène se trouvait libre d'opter entre deux choix. Il pouvait soit prendre le risque de continuer sa route vers Turin, soit profiter de la dispersion des Français pour s'emparer du sud de l'Italie, et s'assurer des quartiers d'hiver confortables<sup>208</sup>. D'ailleurs, dès la prise de Reggio, Eugène fit fortifier la ville<sup>209</sup>. C'est pourquoi, à la mi-août, Marcin se mit à craindre la continuation de la guerre en Italie, quelle que fût l'issue du siège de Turin :

« Au lieu d'y avoir finy la guerre, la voilà perpetuée dans ce pays où il faut s'attendre que les choses etant ainsy disposées, ils y feront venir pour la campagne prochaine une inondation de troupes de toutes parts et nous y reduiront à une guerre deffensive d'autant plus penible et plus dangereuse qu'on se trouvera chargé de la garde d'une grande estendue de pays remply de très mauvaises places »<sup>210</sup>.

En réalité, jamais le prince Eugène ne dévia de son objectif premier, et en assura le duc de Savoie : « J'ai appris la situation du siège de Turin et combien qu'il soit nécessaire de presser le secours »<sup>211</sup>. C'est pourquoi, après la petite pause qu'avait représentée la prise de Reggio, il se remit en route<sup>212</sup>.

L'armée impériale franchit ensuite le détroit de Stradella, que les généraux français n'avaient pas tenté de fortifier<sup>213</sup>. Ces derniers confièrent donc leurs espoirs à une autre ligne de défense, celle du Tanaro, un affluent occidental du Pô, qui barrait tout passage du prince Eugène au nord-ouest. Lorsque les troupes impériales s'y présentèrent, le duc d'Orléans leur

---

<sup>205</sup> Le prince Eugène ajoute : « J'ai emporté tous les passages qui m'étaient défendus, pratiquement sans perdre un seul homme » (« Der Feind in einer ungläubliche Konsternation und Konfusion sich befindet, und ich alle obgemeldeten Passagen, ohne fast einen Mann zu verlieren, gewonnen habe »). Le prince Eugène à l'archiduc Charles, camp de San-Martino, 29 juillet 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 204-206.

<sup>206</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°171, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 6 août 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°201, Orléans au roi, camp de Guastalla, 7 août 1706.

<sup>207</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°179, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 16 août 1706.

<sup>208</sup> Ainsi, Muret assure que l'objectif unique des marches d'Eugène était d'attirer l'armée du duc d'Orléans du côté de Turin, pour mieux s'emparer de l'est de la Lombardie. SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°274, Muret à Chamillart, camp sous Plaisance, 21 août 1704.

<sup>209</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°255, Orléans au roi, camp de Guastalla, 17 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 248-253.

<sup>210</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°227, Marcin à Chamillart, camp de Guastalla, 11 août 1706.

<sup>211</sup> Le prince Eugène au duc de Savoie, camp près de San-Prospéro, 10 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 220-221.

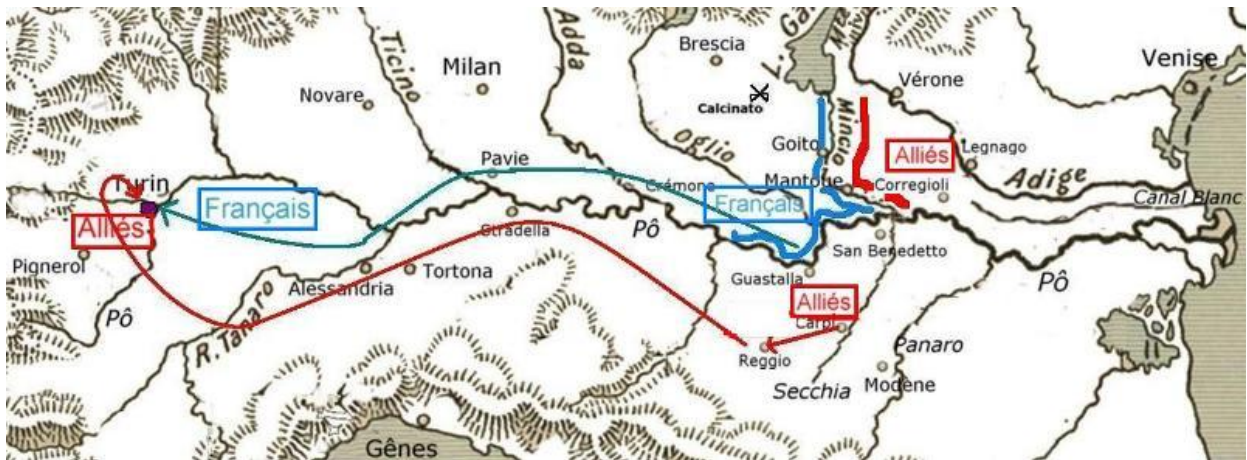
<sup>212</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 158.

<sup>213</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°238, Orléans au roi, camp de Guastalla, 14 août 1706. Nous étudierons au chapitre quatre les raisons qui expliquent l'abandon de cette ligne de défense, jugée inexpugnable un mois plus tôt.

opposa un gros corps de cavalerie. Les Alliés n'en parvinrent pas moins à passer plus à l'ouest, en amont d'Asti<sup>214</sup>. Toutefois, ce passage représentait un long détour, qui permit à l'infanterie de l'armée du duc d'Orléans de rejoindre les troupes de La Feuillade à Turin bien avant le prince Eugène. À la fin du mois d'août, les Français avaient fini par abandonner toutes leurs lignes de défense. Mais ils étaient enfin, grâce à la jonction des deux armées, plus nombreux que leurs ennemis. C'est cela qui justifiait l'optimisme du maréchal de Marcin :

« Quoique je n'aime pas à me flater, j'ose vous dire, monsieur, qu'il me paroist que cette entreprise ne leur peut reussir autant que j'en puis juger par le nombre et la disposition des troupes que nous y avons, et par ce que j'ay appris de la qualité du poste et des retranchemens de M. le duc de La Feuillade, de sorte que j'ose vous repeter encore, comme je l'ay fait dans une de mes lettres precedentes, que l'on doit moralement conter sur le succez du siege de Turin. C'est tout ce que je puis avoir l'honneur de vous dire dans une conjoncture aussi delicate »<sup>215</sup>.

Plus prudent, et beaucoup plus lucide, le duc d'Orléans se contenta de noter : « Les nouvelles que vous recevrez de nous dorénavant vont être importantes. J'espère, monsieur, qu'elles seront à votre satisfaction et à la nôtre »<sup>216</sup>.



**Figure 8 : La marche à Turin, juillet-août 1706**

Alors qu'ils se trouvaient réunis sous les murs de Turin, les Français avaient à leur disposition deux possibilités. Ils pouvaient profiter de leur supériorité numérique pour marcher sur l'armée impériale en recherchant la bataille. Mais ce choix impliquait de lever le

<sup>214</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°291, Orléans à Chamillart, Valence, 25 août 1706.

<sup>215</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°294, Marcin à Chamillart, Valence, 26 août 1706.

<sup>216</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°291, Orléans à Chamillart, Valence, 25 août 1706.

siège de Turin, et de risquer que les ennemis parvinssent à y faire pénétrer un secours<sup>217</sup>. C'est pourquoi on préféra rester à l'abri des lignes de circonvallations qui protégeaient les assiégeants. Le duc de La Feuillade garantissait leur qualité : « Je ne puis imaginer que le prince Eugene puisse nous forcer dans nos lignes que j'estime estre le meilleur poste que j'aye jamais vu [...] Nous avons sept pieds d'eaux dans toutes nos lignes de circonvallation et elles seront garnies de soixante pieces de canon. Le poste des hauteurs me paroist impraticable et nous nous communiquerons partout aisement, ce que jamais les ennemis ne pourront faire pour nous donner jalousie de differens costés »<sup>218</sup>. De plus, on fit sortir sept bataillons de la garnison d'Alessandria, pour être encore plus en sécurité<sup>219</sup>. La plupart des chefs militaires français, convaincus de la supériorité de leur infanterie, craignaient alors moins une attaque frontale, que le harcèlement de leurs lignes de ravitaillement, et une diversion qui aurait permis à Eugène de faire passer du renfort et des munitions dans Turin<sup>220</sup>. C'est pourquoi les premières tâches auxquelles s'attela l'armée de Lombardie fut l'amélioration des retranchements, et la garantie des convois de farine et de munitions depuis Suse<sup>221</sup>.

La priorité demeurait ainsi la prise de Turin. Mais les généraux de l'armée de Lombardie, qui, pour lui donner du temps, lui avaient sacrifié tant de places lors de l'été, découvraient avec stupéfaction la situation réelle d'un siège qu'on leur avait promis être en bonne voie.

### 2.1.3.3. *Le siège de Turin*

La campagne de l'armée de Piémont, dirigée par La Feuillade, avait commencé sous les meilleurs auspices. Rien n'avait été négligé pour munir les troupes de siège de toutes les munitions nécessaires à une grande entreprise telle que celle-là<sup>222</sup>. Les effectifs étaient considérables : un total de 69 bataillons et 60 escadrons<sup>223</sup>. La campagne avait débuté suffisamment tôt : le 7 mai, La Feuillade rassemblait ses troupes ; le 9, elles commençaient à

---

<sup>217</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°313, Marcin à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 265-268.

<sup>218</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°345, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 17 août 1706.

<sup>219</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°197, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 4 septembre 1706.

<sup>220</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°313, Marcin à Chamillart, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 271-273.

<sup>221</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°197, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 4 septembre 1706.

<sup>222</sup> Voir *infra*, p. 70.

<sup>223</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°179, État des troupes qui composeront l'armée de Piémont, [4 mai 1706] édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 631-632. Si l'on applique le même mode de calcul que pour l'armée de Lombardie, on obtient un total compris entre 35 et 40 000 hommes. Face à lui, le duc de Savoie disposait d'environ 14 000 hommes, dont deux tiers d'infanterie. G. Mengin, *op. cit.*, p. 19.

marcher, le 13, elles campaient aux abords de Turin<sup>224</sup>. Avant même le début du siège en règle, La Feuillade croyait pouvoir affirmer :

« Il ne me paroît pas selon mes foibles lumieres, que rien puisse empescher la prise de Turin, et qu'il n'est question que d'un peu plus ou moins de temps. L'armée est parfaitement belle et c'est une chose surprenante que de voir l'infanterie aussi bien remise qu'elle l'est. La gayeté et la bonne volonté est aussi repandue dans tous les cœurs que le contraire l'estoit à la fin de la campagne passée »<sup>225</sup>.

Incapables de résister au nombre, les troupes savoyardes abandonnaient tout à l'approche des Français. La ville même de Turin ne semblait pas très préparée : le duc de Savoie n'avait pas fait raser les arbres et les maisons aux alentours des fortifications, ce qui permit aux Français de s'avancer à leur couvert<sup>226</sup>. Dès le 30 mai, Turin fut enfermée à l'intérieur de lignes de contrevallation<sup>227</sup>. La ligne de circonvallation fut achevée le 3 juin. Toutefois, ces travaux étaient imparfaits, puisque les Savoyards parvinrent à faire entrer trois convois successifs dans la ville. Ce ne fut qu'au soixantième jour de siège que les Français furent définitivement à même de bloquer les communications<sup>228</sup>.

La nuit du 2 au 3 juin, sous couvert de l'obscurité, on ouvrit la première tranchée, parallèlement au front de l'attaque, à moins de 900 mètres des premières fortifications ennemies : c'est le début « officiel » du siège de Turin<sup>229</sup>. En une seule nuit, trois mille travailleurs avaient réussi à creuser cette tranchée longue de 900 toises (près de deux kilomètres), qui faisait face à deux bastions de la citadelle, malgré le feu du canon des ennemis, pour un coût minime : deux ou trois blessés<sup>230</sup>. Les jours suivants furent consacrés à l'amélioration de cet ouvrage. On y construisit trois redoutes, à la gauche, à la droite, et au centre<sup>231</sup>.

---

<sup>224</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°190, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 13 mai 1706. Sur la ville de Turin sous l'Ancien Régime, voir Martha D. Pollak, *Turin, 1564-1680: urban design, military culture, and the creation of the absolutist capital*, Chicago, University of Chicago press, 1991, xxii-267-145 p. ; Giuseppe Ricuperati, *Storia di Torino. IV, La città fra crisi e ripresa (1630-1730)*, Turin, Einaudi, 2002, xxxviii-1229 p. ; Anthony L. Cardoza et Geoffrey W. Symcox, *A History of Turin*, Turin, Einaudi, 2006, 298 p.

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°207, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 24 mai 1706.

<sup>227</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°218, Royssy à Chamillart, camp devant Turin, 30 mai 1706. Les lignes de contrevallation protègent les assiégés contre toute sortie des assiégés. Elles s'opposent aux lignes de circonvallation, qui les protègent contre une offensive d'une armée de secours.

<sup>228</sup> Jean-Louis Riccioli, « Le siège de Turin (1706). Un exemple du rôle de la guerre des mines dans un siège classique », *Cahiers de Montpellier*, n°32, 1995, p. 114.

<sup>229</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°224, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 4 juin 1706.

<sup>230</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°223, Mauroy à Chamillart, camp devant Turin, 3 juin 1706.

<sup>231</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1975, n°6, Mauroy à Chamillart, camp devant Turin, 9 juin 1706. Une redoute est un petit ouvrage de fortification isolé.

Le 8 juin, les Français se rapprochèrent encore de la citadelle. Dans la nuit, ils creusèrent une seconde parallèle, longue d'un kilomètre et demi, à moins de 600 mètres de la place<sup>232</sup>. Ils n'avaient pas encore perdu 20 hommes et 4 officiers. Et ils avaient désormais les moyens de faire feu sur la place adverse. À partir du 9 juin, une batterie de 12 mortiers envoyait des bombes sur l'adversaire, facilitant grandement l'activité des travailleurs français<sup>233</sup>. La ville de Turin fut également bombardée, ce qui suscita la « terreur » des habitants<sup>234</sup>. La Feuillade pressait les ingénieurs de mettre le maximum de pièces en activité : « Ne sera-ce pas là une belle musique pour M. de Savoie ? Dieu veuille que rien n'en puisse déranger l'harmonie »<sup>235</sup>. Face à ce déploiement de moyens, les Savoyards semblaient rester apathiques. Villars-Lugeins, qui secondait l'ingénieur en chef, remarquait que « les assiégés n'ont encore fait aucune entreprise ny tentative sur la tranchée »<sup>236</sup>. Certes, « ils y disposent une artillerie bien considérable »<sup>237</sup>, mais leur feu manquait d'audace, et leurs artilleurs étaient intimidés par la vigueur des ripostes françaises<sup>238</sup>. À la mi-juin, alors que les travaux progressaient, La Feuillade décida de laisser à Chamarande, un lieutenant général, la direction du siège, pour s'emparer des places avoisinant Turin et resserrer encore l'armée de Victor-Amédée<sup>239</sup>. Prenant avec lui 15 bataillons et 52 escadrons<sup>240</sup>, il s'empara de Chieri<sup>241</sup>, puis de Moncalieri<sup>242</sup>. C'est alors que le duc de Savoie, probablement inquiet des progrès français, conscient qu'il risquait un enfermement définitif dans Turin, décida de quitter sa capitale, avec sa cour et ses équipages<sup>243</sup>. La défense de Turin était désormais assurée par le comte Thau, général impérial. Victor-Amédée fut poursuivi par le duc de La Feuillade. Ce dernier parvint à rencontrer son arrière-garde à Cherasco<sup>244</sup>, il fit prisonnier des membres éminents de sa cour à Mondovi<sup>245</sup>, mais le duc de Savoie lui-même resta insaisissable.

Pendant ce temps, le rythme du siège de Turin s'essouffait. Muettes les premières semaines de juin, les batteries savoyardes commencèrent à en imposer aux artilleurs

---

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°232, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 8 juin 1706.

<sup>234</sup> G.-M. Solaro della Margarita, *op. cit.*, p. 20.

<sup>235</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°224, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 5 juin 1706.

<sup>236</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1975, n°11 Villars-Lugeins à Chamillart, camp devant Turin, 14 juin 1706.

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°242, Mauroy à Chamillart, camp devant Turin, 12 juin 1706.

<sup>239</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1975, n°11 Villars-Lugeins à Chamillart, camp devant Turin, 14 juin 1706.

<sup>240</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°252, Mauroy à Chamillart, camp de Montalto de Chieri, 17 juin 1706.

<sup>241</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°251, La Feuillade à Chamillart, camp de Montalto, 16 juin 1706.

<sup>242</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°256, La Feuillade à Chamillart, camp de Moncalieri, 19 juin 1706.

<sup>243</sup> *Ibid.*

<sup>244</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°270, Mauroy à Chamillart, Fossano, 27 juin 1706.

<sup>245</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°285, La Feuillade à Chamillart, Fossano, 4 juillet 1706.

français<sup>246</sup>. C'est pourquoi les Français choisirent de recourir à une autre technique de la guerre de siège : les mines<sup>247</sup>. Ce n'est pourtant qu'à partir du 10 juillet que Versailles prit conscience que le siège de Turin n'avancé pas. Le duc d'Orléans, appelé à l'armée de Lombardie, avait en effet décidé de passer par cette ville pour faire son inspection, avant de rejoindre ses troupes. Il trouva la situation déplorable : les mineurs, qui avaient promis de faire loger les Français sur le chemin couvert avant le 15 juillet, avançaient lentement<sup>248</sup>. Ils étaient décontenancés par l'efficacité du réseau de galeries souterraines des ennemis<sup>249</sup>. C'est pourquoi on se proposa de creuser plusieurs galeries en même temps, pour y faire jouer plusieurs mines au même moment, et surprendre ainsi les défenseurs. Toutefois, c'était une méthode très longue à mettre en œuvre, car le sol était difficile à creuser.

De retour de sa poursuite infructueuse contre le duc de Savoie, La Feuillade ne put que confirmer le constat : « En arrivant hier icy, mon cher beau-père, [...] j'y ay trouvé un triste spectacle »<sup>250</sup>. Puisque les mines et l'artillerie avaient montré leur inefficacité, il ne lui restait plus qu'à tenter des assauts sanglants<sup>251</sup>. Le 22 juillet, les attaquants s'emparaient de l'avant-chemin couvert<sup>252</sup>. Le chemin couvert ne fut pris que le 6 août<sup>253</sup>. Toutefois, convaincu que les contregardes ne valaient rien, La Feuillade espérait « que le Roy sera maistre de Turin à la fin d'aoust, quand la garnison serait d'humeur à attendre la dernière extrémité »<sup>254</sup>. Quinze jours plus tard, il ne promettait pas la chute de la ville avant le 10 septembre<sup>255</sup>.

---

<sup>246</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°266, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 25 juin 1706 ; G.-M. Solaro della Margarita, *op. cit.*, p. 25.

<sup>247</sup> L'une des techniques de siège est en effet celle des mines. Les assiégeants cherchent à creuser des tunnels destinés à parvenir sous les fortifications adverses, et y disposer suffisamment de poudre pour la faire sauter. D'autre part, les défenseurs doivent s'efforcer de creuser à leur tour, aussi bien pour déboucher dans les tunnels construits pas les assaillants, afin de les attaquer, que pour faire sauter les positions ennemies, ou leurs propres positions, dès qu'elles sont tombées aux mains des ennemis. « L'un des intérêts majeurs du siège de Turin est d'être un véritable cas d'école pour ce qui est de la guerre des mines telle qu'on la concevait aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » (J.-L. Riccioli, art. cit., p. 121). En effet, dès la construction de la citadelle de Turin, on avait songé à installer un vaste réseau de tunnels, qui se visite encore aujourd'hui. L'organisation de ce véritable « système souterrain » était exemplaire : éclairage dans les galeries, gardes de grenadiers aux points les plus importants...

<sup>248</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°266, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 25 juin 1706. Le chemin couvert est un « corridor établi au sommet de la contrescarpe pour favoriser la surveillance de la fortification du dehors ». La contrescarpe est la paroi extérieure du fossé qui entoure la citadelle. Depuis le chemin couvert, les défenseurs peuvent ainsi faire feu sur le glacis. On y aménage une banquette, qui les protège des tirs de fusil des assaillants. Paul-Émile Delair, *Histoire de la fortification jusqu'en 1870*, Thionville, G. Klopp, 2002, p. 155 ; Pierre Sailhan, *La fortification : histoire et dictionnaire. Cartes de France des ouvrages fortifiés*, [Paris], Tallandier, 1991, p. 16.

<sup>249</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°292, Chamarande à Chamillart, camp devant Turin, 10 juillet 1706.

<sup>250</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°299, La Feuillade à Chamillart, Turin, 18 juillet 1706.

<sup>251</sup> J.-L. Riccioli, art. cit., p. 118.

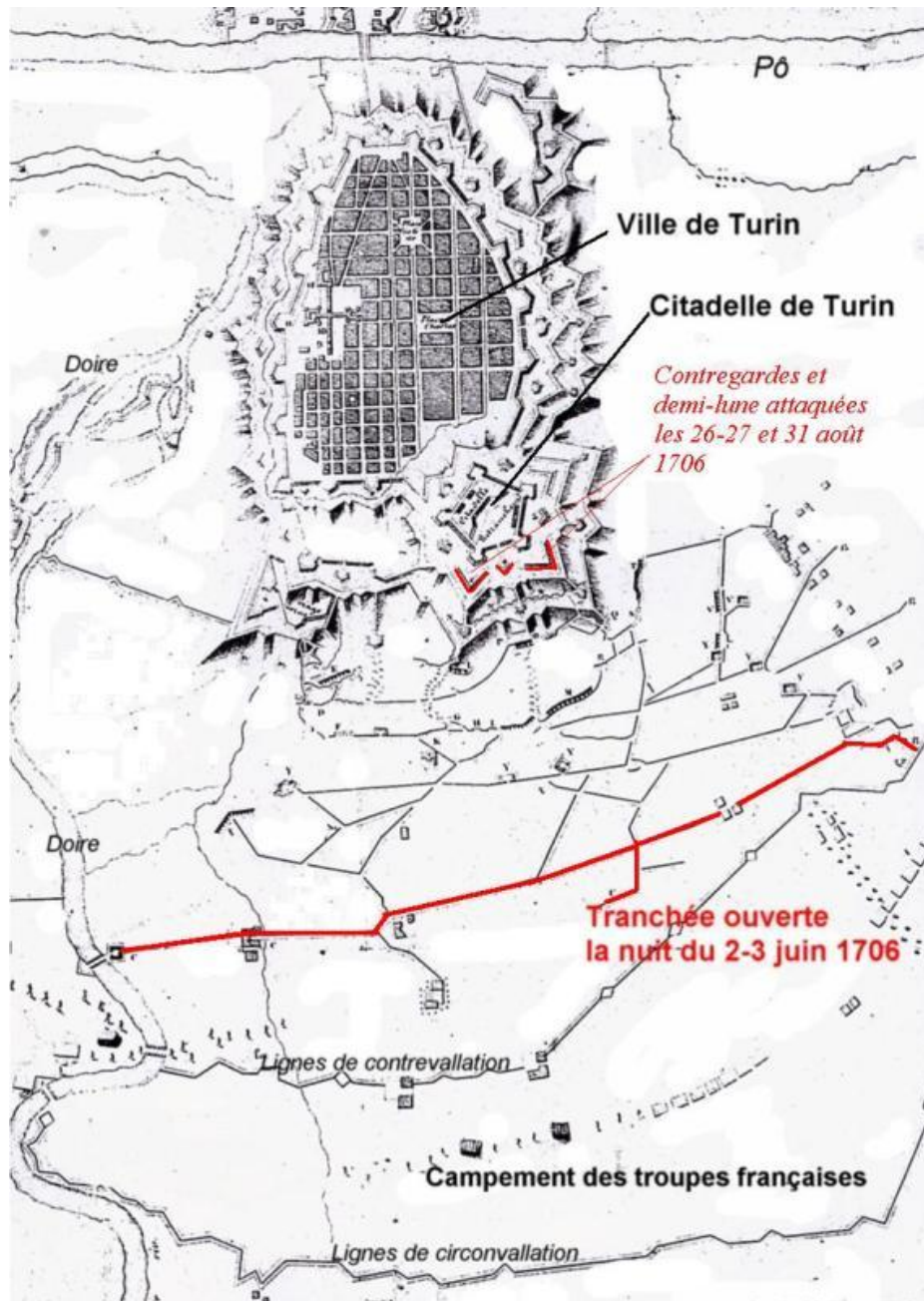
<sup>252</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°308, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 22 juillet 1706.

<sup>253</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°334, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 6 août 1706.

<sup>254</sup> *Ibid.*

<sup>255</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°353, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 21 août 1706.





**Figure 9 : Le siège de Turin, juin-août 1706**

Dans la nuit du 26 au 27 août, les Français tentèrent l'attaque des deux contre-gardes et de la demi-lune, « coup de partie décisif pour la prise de Turin »<sup>256</sup>. Ils parvinrent à s'y loger,

<sup>256</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°194, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706. Il s'agit en effet des derniers ouvrages défensifs avant les murs mêmes de la citadelle. Les demi-lunes sont destinées à s'intercaler entre deux bastions, afin d'en protéger les flancs. Les contre-gardes en revanche sont des bastions détachés, destinés à protéger les bastions de l'enceinte. Christopher Duffy *The Fortress in the Age of Vauban and Frederick the Great, 1660-1789*, Londres, Boston Massachusetts, Routledge et Paul Keegan, 1985, p. 297.

SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°142, Louis XIV à Orléans, Versailles, 27 octobre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 340-341.

mais en furent chassés à nouveau quelques heures après<sup>257</sup>. Le 31, fort du soutien de l'armée de Lombardie, La Feuillade réitéra son attaque : ce fut encore un échec<sup>258</sup>. L'armée fut complètement démoralisée par ces tentatives infructueuses et coûteuses en hommes. L'intendant Esgrigny, chargé de pourvoir aux besoins de l'armée de Piémont, ne pensait pas voir Turin tomber avant le 20 ou le 25 septembre. Le prince Eugène ne laissa pas aux Français le temps de voir réalisée cette prédiction.

### 2.1.4. Audenarde, 1708

#### 2.1.4.1. *La confiance des Français et les espoirs des Alliés*

Les déconvenues de l'année 1706 n'entachèrent pas le crédit militaire du duc de Vendôme. Il ne pouvait guère être comptable du désastre de Turin (nul ne peut prédire ce qu'il serait advenu s'il avait fait face au prince Eugène jusqu'au bout), et ses reculades en Flandres étaient attribuées à la situation catastrophique qu'il avait trouvée après Ramillies. C'est pourquoi on le retrouve à la tête de l'armée française des Pays-Bas espagnols, opposé à ses deux grands adversaires de 1706. Max-Emmanuel de Bavière, vicaire général des Pays-Bas, pouvait également prétendre partager l'autorité sur les troupes franco-espagnoles. Ce dernier désirait d'ailleurs tout mettre en œuvre pour ramener à son obéissance les populations « belges » qu'il affectionnait tant. Pourtant, Louis XIV préféra confier ce front, sur lequel il fondait ses derniers espoirs, à son propre petit-fils, le duc de Bourgogne. C'est à ce dernier que le roi voulait qu'on attribuât les succès escomptés, le prestige du duc devant en retour rehausser le moral des troupes. Le duc de Vendôme accepta avec enthousiasme cette présence, préférant faire campagne en collaboration avec un jeune prince plutôt qu'avec le Bavarois, qui commandait depuis vingt-quatre années et n'appréciait pas d'être dominé<sup>259</sup>. Le duc de Bourgogne ne souhaitait pas, lui non plus, devoir travailler avec l'Électeur de Bavière. Il fallait donc éloigner Max-Emmanuel. À cette fin, Chamillart lui fit miroiter un grand projet sur le Rhin, appuyé sur un soulèvement en Bavière, qui aurait pour objet de se rendre maître de « tout le pays entre Munich et l'Alsace »<sup>260</sup>. Ce projet était en réalité trop irréaliste et trop

---

<sup>257</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°363, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 27 août 1706.

<sup>258</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°371, Orléans à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706.

<sup>259</sup> J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 110. On connaît les relations difficiles qu'entretenait l'Électeur avec les chefs d'armée français, particulièrement le maréchal de Villars.

<sup>260</sup> *Ibid.*, t. II, p. 111.

mal conçu pour être conservé. Son objectif n'en fut pas moins atteint : l'Électeur de Bavière accepta de servir dans l'armée du Rhin.

Les Français étaient sûrs que cette campagne serait, grâce à leur supériorité numérique, l'occasion pour les princes français – Bourgogne et Berry – et le Prétendant anglais de se couvrir de gloire. Si l'on en croit les sources françaises, les Alliés semblaient franchement s'inquiéter pour le sort du Brabant, préférant défendre la Flandre. Ils s'alarmaient particulièrement pour les places de la Meuse : d'importants travaux étaient effectués pour la citadelle de Liège ; on ordonna au gouverneur du château de Huy de miner sa place et, en cas de siège, de tout faire sauter pour se retirer sur Liège<sup>261</sup>. Dans cette dernière ville, ainsi qu'à Maastricht, Louvain, Malines et Bruxelles, on avait défendu sous peine de mort à tout bourgeois de sortir de la ville après que la citadelle aurait tiré le premier coup de canon d'un éventuel siège<sup>262</sup>.

Enfin, les habitants richement dotés de ces cités préféraient envoyer leurs biens et leur famille, ou se retirer eux-mêmes, à Anvers<sup>263</sup>. Cela concernait particulièrement les gens qui avaient « tourné casque après la bataille de Ramilly »<sup>264</sup>, c'est-à-dire qui avaient décidé de servir l'archiduc après avoir travaillé pour Philippe V. L'administration n'était pas en reste :

« Les nouvelles de Bruxelles (*sic*) assurent que le conseil d'Etat, le conseil des finances, et la chambre des comptes ont transporté à Anvers toutes les archives et autres papiers, et que leurs personnes doivent partir incessamment pour Anvers »<sup>265</sup>.

Mais le plus significatif, aux yeux des Français, est que le vigoureux capitaine-général des troupes anglaises faisait preuve de la même prudence : « Milord Malbouroug a emporté tous les tableaux et les meubles du chateau de Bruxelles »<sup>266</sup>.

Les Alliés n'étaient pourtant peut-être pas aussi effrayés que ce que ces indications permettaient de croire. Les conférences tenues le 12 avril à la Haye entre les principaux chefs de la Grande Alliance – le « triumvirat » européen de Marlborough, Heinsius et du prince Eugène – décident des opérations à mener dans les Flandres<sup>267</sup>. Il est résolu de tirer des armées d'Allemagne et des Pays-Bas une troisième armée, celle de la Moselle, sous les ordres du prince Eugène. Ces trois forces doivent agir de conserve, et suivre les évolutions des

<sup>261</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°29 bis, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 19 janvier 1708.

<sup>262</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°44, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 12 février 1708.

<sup>263</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°141, « Nouvelles » reçues par Chamillart, Lille, 9 mai 1708.

<sup>264</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°200, Vendôme à Chamillart, Mons, 23 mai 1708.

<sup>265</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°190, Salliant à Chamillart, Namur, 20 mai 1708.

<sup>266</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°200, Vendôme à Chamillart, Mons, 23 mai 1708.

<sup>267</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 360.

troupes françaises afin de se « prêter la main l'une à l'autre à une occasion favorable pour pouvoir pousser sa pointe »<sup>268</sup>.

Les deux vainqueurs de Blenheim cherchaient donc à combiner leurs armées pour disposer d'une supériorité numérique sur l'armée de Bourgogne et de Vendôme. Mais ils savaient que le succès de toute opération reposait sur sa rapidité : à la moindre menace, les troupes de Berwick et de l'Électeur qui avaient comme objectif de surveiller Eugène, tenteraient de rejoindre Vendôme au plus vite<sup>269</sup>. C'était la répétition de la campagne de 1704, comme l'indiquait un document impérial évoquant les opérations militaires à venir : « Sans combiner une armée formidable, on ne fera jamais rien, et l'expérience passée a fait voir en Bavière ce que les forces combinées sont capables de faire »<sup>270</sup>. Marlborough était convaincu qu'il pouvait surprendre les Français. Vendôme, pourtant, pensait pouvoir faire face à une telle éventualité : « Je suis persuadé qu'ils joindront ; et si c'est en dessein de faire une répétition d'Hocstet, ils pourroient bien se tromper dans le calcul, car je vous repons que nous les battons »<sup>271</sup>.

#### 2.1.4.2. Des mouvements qui ne concluent rien

Pour les battre, Vendôme fit assembler l'armée dès qu'il apprit que les ennemis se regroupaient à Grimbergen, à deux lieues derrière Bruxelles<sup>272</sup>. Il décida de hâter l'arrivée de ses forces, qu'il réunit le 25 mai sous Mons. Le lendemain, les soldats campaient au camp de Neuville, près de Soignies<sup>273</sup>.

En effet, l'objectif des Français était déjà établi : ils voulaient presser les ennemis, pour les rejeter vers l'est et la Meuse, afin de faire le siège de Huy, ou pour les contraindre à reculer et gagner un terrain où l'on pourrait fourrager<sup>274</sup>. On connaît le goût du capitaine-général anglais pour la guerre de mouvement, et on se propose de le contraindre à prendre

<sup>268</sup> Annexe C de la « Relation über die vorgeweste Unterredung in Haag, Düsseldorf und Hannover », Vienne, 8 mai 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 81-84, n°45.

<sup>269</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. II, p. 216 ; W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 362, parle de « super-Blenheim ».

<sup>270</sup> En français dans le texte (« Anfragepuncte, betreffend die im Reich und in den Niederlanden vorzunehmenden Kriegs-Operationen und die mit England und Holland zu pflegenden Verhandlungen » (« Questions relatives aux opérations militaires à dans l'Empire et aux Pays-Bas, et aux discussions à conduire avec l'Angleterre et la Hollande »), édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 46-50, n°34).

<sup>271</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°291, Vendôme au roi, Braine l'Alleu, 15 juin 1708.

<sup>272</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°189, Vendôme à Chamillart, Valenciennes, 20 mai 1708.

<sup>273</sup> D'Artagnan présume que cette situation était provisoire : « Ce camp n'est bon que pour un passage ». SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.

<sup>274</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°215, Vendôme au roi, camp de Soignies, 27 mai 1708.

patience, et à lui faire ronger son frein : « Si on peut une fois resserrer M. de Marlborough et faire de frequens mouvemens près de luy, [il] ne seroit point sans embarras, n'ayant jamais esté pressé ny essuyé ces sortes de guerres »<sup>275</sup>.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

**Figure 10 : Les possibilités de Vendôme, mai 1708<sup>276</sup>**

Un mouvement rapide des ennemis vers le sud amena l'armée anglo-hollandaise à Hal, prévenant les Français. Ces derniers choisirent alors un autre parti : un départ brusqué le 1<sup>er</sup> juin vers le nord-est, c'est-à-dire vers le camp de Braine l'Alleu, contraignit Marlborough à reculer précipitamment pour couvrir à la fois Bruxelles et Louvain.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

**Figure 11 : La marche vers Braine l'Alleu<sup>277</sup>**

---

<sup>275</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°226, La Viévue à Chamillart, Soignies, 29 mai 1708.

<sup>276</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

<sup>277</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

Le roi félicita son petit-fils pour s'être « bien conduit et avec vivacité »<sup>278</sup> : la marche de nuit qu'il avait menée avec le duc de Vendôme avait parfaitement rempli son modeste objectif : elle avait surpris les ennemis, les avait resserrés vers le nord, avait offert aux forces des Deux-Couronnes la possibilité de fourrager tout le territoire entre Gembloux et Braine l'Alleu, et surtout avait laissé du temps aux généraux français pour choisir ce qu'ils allaient désormais entreprendre<sup>279</sup>.

Les Français avaient en effet conscience du danger nouveau que représentait le mouvement qu'effectuait l'armée d'Eugène vers l'ouest. Le prince de Savoie était arrivé à Coblenz le 26 mai, pour prendre le commandement de ce corps, qu'on disait fort de 46 bataillons et 60 escadrons<sup>280</sup>. Il lui serait facile d'envoyer ou de recevoir des troupes de Marlborough, pour s'attaquer soit au duc de Vendôme, soit à Berwick. Toutes les opérations de l'armée des Pays-Bas devaient donc veiller à ne jamais perdre de vue la communication avec les troupes de la Moselle. On peut ainsi tracer un parallèle entre cette campagne et celle de 1704, puisqu'ici encore les corps d'armée glissent de la mer du Nord au Rhin pour chercher à disposer d'une supériorité numérique ponctuelle. La différence avec l'année de Blenheim, c'est qu'en 1708 la bataille eut lieu à l'extrémité ouest, pas à l'extrémité est.

Les Français passèrent un mois au camp de Braine l'Alleu, examinant plusieurs projets tandis qu'ils consumaient tranquillement des fourrages. Ce laps de temps avantageait le duc de Marlborough, qui attendait impatiemment que le prince Eugène revînt de Vienne et qu'il rassemblât son armée de la Moselle pour le joindre. Toutes ses lettres expriment son désarroi de ne pouvoir agir contre une armée française plus fournie que la sienne, et témoignent de son impatience. Il regrette en premier lieu que le prince de Savoie ait été retenu aussi longtemps dans la capitale autrichienne pour régler les dissensions apparues avec les Palatins et pour les convaincre de fournir leurs contingents<sup>281</sup>. Lassé de le voir attendre des soldats qui ne viennent pas, il exhorte Eugène à renoncer à ce renfort pour « avancer en toute diligence », et

---

<sup>278</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°248, Louis XIV à Bourgogne, Versailles, 5 juin 1708.

<sup>279</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°240, Vendôme au roi, Braine l'Alleu, 3 juin 1708. Un autre motif incita peut-être les Français à prendre ce parti : la pluie. Leurs dépêches comme celles des Alliés s'accordent à la trouver froide et incessante. Marlborough s'en plaint, ainsi que de la froideur de l'atmosphère, mais il s'en console en pensant que les Français en souffrent plus que lui, puisqu'ils sont dans un terrain moins élevé, vers lequel la pluie aura donc tendance à couler : « Wee have so much rain and cold weather [...]. We comfort ourselves in beleiving the French suffer more then wee, thay being camped in lower ground then wee are ». Marlborough à sa femme, Saintes, 31 mai 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 989.

<sup>280</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2075, n°138, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 29 mai 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 16-18.

<sup>281</sup> « I would not willingly blame Prince Eugene, but his arrival at the Moselle will be ten days after his promis. I beleive his stay at Vienna is occasioned by the difficultys of the Pallatinat ». Marlborough à Godolphin, camp de Terbanck, 4 juin 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 990.

à ne le joindre s'il le faut qu'avec de la cavalerie : il est très inquiet de voir les troupes de l'Électeur à portée de joindre le duc de Bourgogne<sup>282</sup>. Deux semaines après ce premier courrier, son humeur était encore plus morose :

« Nous nous trouvons depuis trois semaines dans le même camp de part et d'autre, et je ne vois pas d'apparence, à mon regret, de faire grand chose ici sans quelque changement ; et comme j'apprends, avec bien du déplaisir, que nos affaires vont si lentement sur la Moselle, et que nonobstant que l'ennemi s'y trouve déjà avec un si grand corps d'armée, l'on n'a pas encore réglé de notre côté le fournissement de l'artillerie, des munitions de guerre, ni des chevaux, outre qu'on est encore dans l'incertitude si les troupes Palatines arriveront, tellement qu'il me semble qu'on ne puisse encore faire beaucoup de fond sur ladite opération ; au moins devra-t-elle commencer fort tard, ainsi qu'on n'en pourra pas tirer grand fruit.

Tout ceci me fait songer que si Votre Altesse ne voit pas jour de pouvoir pousser incessamment ses desseins sur la Moselle, s'il (*sic*) ne serait pas plus utile pour la cause commune qu'Elle fît une marche subite avec toutes ses troupes de ce côté-ci, avançant avec toute la diligence possible avec la cavalerie pendant que l'infanterie suivrait de même, espérant que si nous pouvons prévenir les ennemis, et les surprendre, de gagner une bataille qui déciderait peut-être de la guerre »<sup>283</sup>.

Ce n'est qu'une semaine plus tard qu'il a la certitude qu'il va enfin agir : « C'est avec beaucoup de regret que je me suis trouvé à rester presque tout le mois de juin en ce camp ; mais enfin je viens de recevoir un exprès de M. le prince de Savoie, où il me marque que son armée étant assemblée le 28 du passé, il s'était mis en marche le lendemain pour venir en toute diligence nous joindre »<sup>284</sup>. Il apprend par cette même lettre que la cavalerie sera à Maastricht le 7 juillet, suivie trois ou quatre jours après de l'infanterie. Le prince de Savoie quant à lui, l'aura rejoint dès le 5 ou le 6, pour décider conjointement de la marche à suivre. Marlborough pense que pour avoir le maximum d'avance sur l'Électeur, soit trois ou quatre jours, son armée partira dès que la cavalerie d'Eugène l'aura joint, « pour marcher droit aux ennemis, ou s'ils nous évitent, [tâcher] de gagner entre eux et leurs magasins, et de leur couper les vivres, ce qui les obligera à une bataille »<sup>285</sup>.

---

<sup>282</sup> Marlborough au prince Eugène, camp de Terbanck, 11 juin 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 60-61.

<sup>283</sup> Marlborough au prince Eugène, camp de Terbanck, 24 juin 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 76.

<sup>284</sup> Marlborough au roi de Prusse, camp de Terbanck, 2 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 88-89.

<sup>285</sup> *Ibid.* Les Français suivent de très près cette armée de la Moselle, dont les progrès les inquiètent. Salliant, de Namur, confirme l'arrivée de la cavalerie d'Eugène à Maastricht au 6 juillet, avant de noter : « Toutes ces troupes là ont marché à très grandes journées ». SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°50, Salliant à Chamillart, Namur, 8 juillet 1708.

Ces prévisions optimistes sont confirmées par le maréchal de Berwick lui-même : « Je compte que les ennemis ont au moins deux jours d'avance sur nous, par la raison que pour nous approcher de M. le duc de Bourgogne, il faut que nous fassions un grand tour, et que le prince Eugène coupe au court pour joindre Marlboroug »<sup>286</sup>.

### 2.1.4.3. Deux marches déterminantes : Gand et Audenarde.

Mais ce fut exactement à la même période que les Français décidèrent d'entreprendre l'affaire qui allait véritablement marquer le début de la longue campagne de 1708, qui ne s'acheva qu'en décembre. Nous avons vu que leur marche du 1<sup>er</sup> juin les avait amenés au camp de Braine l'Alleu. Les ducs de Vendôme et de Bourgogne y examinèrent divers projets pour sortir de l'indécision dans laquelle ils demeuraient après la marche du 1<sup>er</sup> juin.

À la mi-juin, Vendôme avertit le roi qu'un homme proposait un plan pour se rendre maître de Bruxelles et y faire entrer 10 000 hommes. Une telle réussite aurait tout de suite contraint les ennemis à se retirer sous Anvers. Le descendant d'Henri IV, probablement las du *statu quo*, se fit l'ardent défenseur de ce projet auprès de Louis XIV : « Pour moy, quelque difficulté qu'il y ayt je trouve qu'il faut toujours entreprendre lorsqu'il y a beaucoup à gagner et peu à perdre »<sup>287</sup>. En effet, ce plan offrait la garantie de faire une bonne retraite, même en cas d'échec. Le duc de Bourgogne était toutefois fort défavorable à cette entreprise, proposée par un homme dont le sérieux n'était pas assuré. Qui plus est, les Alliés, mis au courant par des rumeurs, renforcèrent la garde de la ville<sup>288</sup>.

Un projet assez similaire, concernant une autre ville flamande lasse de l'occupation anglo-hollandaise, fut alors proposé aux généraux par Bergeyck, qui avait gardé de nombreuses intelligences dans les places de ce pays. L'opération eut le bonheur de séduire les deux commandants, et elle fut immédiatement mise en œuvre, dans le plus grand secret<sup>289</sup>. Deux mille cavaliers et autant de grenadiers furent envoyés vers l'ouest, sous prétexte de fourrages. Alors qu'ils s'approchaient de Gand, un groupe de soldats français se faisant passer pour des déserteurs s'empara d'une des portes de la ville, dans laquelle d'autres troupes ne

---

<sup>286</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°53, Berwick à Chamillart, camp d'Attert, 8 juillet 1708.

<sup>287</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°282, Vendôme au roi, Braine l'Alleu, 14 juin 1708.

<sup>288</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°302, Bourgogne à Chamillart, Braine l'Alleu, 20 juin 1708.

<sup>289</sup> Le colonel Hooke assure que même les officiers généraux, qui sentaient bien qu'un départ était imminent, ignoraient tout de la destination : « Personne ne se doutoit de son véritable dessein, et on a sçu que les troupes du Roy estoient entrées dans Gand avant que de soupçonner qu'on songeoit à cette place ». AE Angleterre 226, fol. 81r-84v, Hooke à Torcy, camp de Lede, 7 juillet 1708. Plus étonnant encore : nous n'avons pu trouver, dans les archives du Service historique de la Défense, aucune lettre au roi signalant le projet d'une marche sur Bruges et Gand avant que ces villes ne soient effectivement prises.



tardèrent pas à s'engouffrer. Cette opération gagna très vite l'assentiment de la population locale, qui acclama les arrivants aux cris de « Vive le roi ! »<sup>290</sup>. Les portes de Bruges s'ouvrirent d'une façon similaire. La prise de possession de ces villes fut d'autant plus facile que les ennemis en avaient affaibli les garnisons pour être plus à même de faire face à une armée française numériquement imposante<sup>291</sup>. L'opération souffrait néanmoins de dangereuses faiblesses : l'infanterie arriva en effet bien après la cavalerie, qui avait commencé, à Gand, à s'emparer des portes. Une réaction vigoureuse de la garnison coalisée, si elle avait été soutenue par la population, aurait été possible. Mais c'est tout le contraire qui fut constaté : « L'affection des bourgeois estoit telle qu'ils se seroient gardez eux mesme s'il avoit esté nécessaire »<sup>292</sup>.

À l'heure où le détachement de grenadiers et de cavaliers pénétrait dans Gand, l'armée française se mettait en marche. Le 4 juillet, à 19 heures, elle entreprenait une marche de plus de quarante-cinq kilomètres qui l'amenait, au petit matin du 6 juillet, non loin de Gand, au camp de Lede, entre l'Escaut au nord, et la chaussée d'Alost à Gand au sud<sup>293</sup>. Elle dut traverser deux affluents de l'Escaut : la Senne, à Tubize, et la Dendre à Alost et Ninove. Une telle marche fut non seulement épuisante, mais aussi périlleuse, puisque les troupes prêtèrent longtemps le flanc à l'armée ennemie, qui s'était ébranlée au matin du 5 juillet et avait passé la Senne à Bruxelles<sup>294</sup>. Mais l'arrière-garde, qui protégeait le passage des troupes à Ninove, ne fut même pas attaquée, car sa bonne contenance impressionna les ennemis<sup>295</sup>. On n'eut essentiellement à regretter que la perte de quelques bagages, « qui par la faute des valets, s'étoient ecartez de la colonne »<sup>296</sup>. Une perte aussi minime n'était rien en comparaison des bénéfices de cette manœuvre : désormais, l'armée des Deux-Couronnes est entre Gand et les ennemis, et rien ne pouvait plus empêcher les Français de s'emparer de la citadelle – qui se rendit le jour même du 6 juillet.

---

<sup>290</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°33, « Relation de la surprise de Gand et de la marche de l'armée par monseigneur le duc de Bourgogne », au camp de Lede, 7 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 381-385. Les vivats sont confirmés par le parti adverse : Marlborough au major-général Murray, Sas de Gand, 7 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 101.

<sup>291</sup> Bibliothèque de Chantilly, ms. 972, « Matériaux rassemblés par Louis Le Coutellier, comte de Lisliers, pour l'histoire des campagnes de Flandres de 1708 à 1710 », fol. 3v.

<sup>292</sup> Bibliothèque de Chantilly, ms. 979, fol. 46r-50v, Bourgogne au roi, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>293</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°33, « Relation de la surprise de Gand et de la marche de l'armée par monseigneur le duc de Bourgogne », au camp de Lede, 7 juillet 1708, Pelet édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 381-385.

<sup>294</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 375.

<sup>295</sup> AE Angleterre 226, fol. 81r-84v, Hooke à Torcy, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>296</sup> *Ibid.*

De larges perspectives s'ouvraient alors. Si les Français arrivaient à s'emparer d'Audenarde, ou même s'ils se contentaient de bloquer cette ville du côté ouest de l'Escaut, ils privaient l'Alliance de la dernière place dont elle disposait en amont de ce fleuve. Dès lors, Menin et Courtrai étaient isolés entre l'armée des Deux-Couronnes, la frontière française et l'océan. D'autre part, la possession de Bruges coupait Ostende des territoires sous domination anglo-hollandaise. Cette marche laissait ainsi entrevoir la possibilité de réparer au moins la moitié des dégâts de Ramillies.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

### **Figure 12 : La surprise de Gand et de Bruges<sup>297</sup>**

Vendôme était d'avis d'engager immédiatement le siège d'Audenarde<sup>298</sup>. Le duc de Bourgogne n'y fut pas favorable, craignant l'ampleur des effectifs qu'atteindraient les troupes alliées après la jonction entre Marlborough et Eugène, qui semblait imminente<sup>299</sup>. Une lettre du roi datée du 11 juillet lui donna raison<sup>300</sup>. Les deux chefs de l'armée étaient toutefois d'accord sur un point : il fallait se retrancher derrière un cours d'eau pour être en sécurité. La première idée de Vendôme était de disputer le passage de la Dendre. Mais le 10 juillet, son avant-garde se trouva confrontée à celle de Marlborough, menée par Cadogan, qui occupait déjà le camp de Lessines<sup>301</sup>. On décida alors de rebrousser chemin et de défendre plutôt l'Escaut. Vendôme clama à plusieurs reprises qu'il ne fut pas à l'origine de cette décision,

---

<sup>297</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

<sup>298</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°40, Vendôme au roi, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>299</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°49, Bourgogne à Chamillart, camp de Lede, 8 juillet 1708.

<sup>300</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2075, n°23, Louis XIV à Bourgogne, Fontainebleau, 11 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 30-31.

<sup>301</sup> Marlborough à l'Électeur de Hanovre, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103-104.

qu'elle fut conseillée par des officiers qui connaissaient mieux que lui le terrain, et qu'il fut contraint de s'y conformer<sup>302</sup>.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

### Figure 13 : Situation au soir du 10 juillet 1708<sup>303</sup>

Quoi qu'il en soit, les généraux français se déterminèrent à passer sur la rive ouest de l'Escaut en empruntant les ponts de Gand et en installant des passages supplémentaires à Gavre. Le soir du 10 juillet, les Français firent halte dans ce camp. Le 11 au matin, ils franchirent le fleuve, pour aller se poster devant Audenarde – mais l'ennemi était déjà là, alors qu'on l'imaginait bien plus loin, sur la Dendre.

---

<sup>302</sup> Sans cette décision, la bataille aurait pu se dérouler un jour plus tôt, les Alliés passant de vive force la Dendre protégée par les Français. Winston Churchill remarque que les troupes coalisées étaient encore mieux postées dans le camp de Lessines qu'elles ne le furent le lendemain près d'Audenarde. Lisliers considère qu'il était plus prudent de défendre l'Escaut que la Dendre, car en cas d'un passage en force de la Dendre par les ennemis, ces derniers auraient été capables de se porter à l'Escaut aussi vite que les Français, et peut-être même de leur en interdire le franchissement. C'est pourquoi Lisliers conclut que « le raisonnement étoit solide », mais qu'il aurait fallu l'exécuter plus promptement (Bibliothèque de Chantilly, ms. 972, « Matériaux rassemblés par Louis Le Coutellier... », fol. 4v). Pourtant, Vendôme attribua la perte de la bataille à cette décision de défendre l'Escaut plutôt que la Dendre, et vit dans ce choix de la lâcheté : « Si on avoit disputé le passage de la Dendre comme je l'avois proposé cela ne seroit pas arrivé, mais il y a des gens qui ne songent jamais qu'à s'esloigner de l'ennemi, et croient par là se mettre en sureté, et il arrive souvent que plus on en est près, et plus on est éloigné de combattre ». En réalité, si Vendôme s'était opposé de toutes ses forces à l'abandon de la Dendre, il aurait probablement eu gain de cause. Ignorant si sa résolution était la meilleure, il a probablement préféré se laisser contraindre par l'avis d'autres officiers généraux, considérant que si cela s'avérait être une faute, la responsabilité en serait partagée, alors qu'elle lui reviendrait entièrement si la défense de la Dendre était un échec. W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 385 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°171, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708.

<sup>303</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

## DES ARMEES EN MARCHE

La rapidité de réaction du prince Eugène et de Marlborough contraria ainsi à nouveau les plans français. Le 9 juillet, ces généraux avaient envoyé une avant-garde pour tenir solidement Lessines, et s'assurer ainsi un passage sur la Dendre. Ce que les Français ignoraient, c'est que rapidement toute l'armée coalisée s'était hâtée pour franchir cette rivière. Le 10, à 11 heures du matin, le gros de l'armée de Marlborough était passé : on avait encore demandé à ces hommes une marche de 48 kilomètres en 33 heures. Les deux vainqueurs de Blenheim maintinrent la pression le lendemain. À une heure du matin, Cadogan fut envoyé avec une avant-garde de 10 000 hommes, pour reconnaître le chemin entre Lessines et Audenarde, et pour poser des ponts sur l'Escaut afin de soulager les deux ponts de pierre de cette place<sup>304</sup>. À 8 heures, le reste de l'armée suivit, et unité après unité, s'engagea progressivement de l'autre côté de l'Escaut, dans des postes préalablement apprêtés pour la bataille par l'avant-garde anglaise. Marlborough et Eugène ont ainsi sciemment renoncé à la supériorité numérique qu'ils étaient sûrs d'obtenir quelques jours plus tard, pour engager le combat immédiatement : sans cela, Bourgogne et Vendôme auraient eu le temps de fortifier l'Escaut de Gand à Tournai, et d'en interdire le passage à l'armée alliée. Cet épisode est une illustration remarquable de ce que Liddell Hart appelle « l'antagonisme entre les deux facteurs temps et moyens ». Le choix de Marlborough de se priver du renfort de toute une armée pour devancer ses adversaires constitue à ce titre « une leçon sur la façon dont un accroissement des moyens peut s'avérer moins efficace qu'un raccourcissement des délais, lorsqu'on veut obtenir un effet de surprise »<sup>305</sup>.

Ainsi, rien ne se passa, au cours de la première partie de la campagne de 1708, comme les généraux l'avaient prévu. L'objectif français était de porter la guerre sur la Meuse, celui de Marlborough d'attendre la jonction avec les troupes d'Eugène pour démontrer encore l'efficacité des attaques menées par des armées combinées. Finalement, les Français tentèrent de se retrancher sur l'Escaut tandis que l'Anglais dut renoncer à une supériorité impatientement attendue pendant de longs mois pour gagner quelques heures. Ces conditions particulières expliquent pourquoi le champ de bataille d'Audenarde n'eut en réalité rien d'un champ de bataille, qui aurait supposé de larges espaces pour déployer l'armée. On ne se battit

---

<sup>304</sup> James Falkner, *Great and glorious days : the duke of Marlborough's battle, 1704-1709*, Spellmount, Staplehurst, 2002, p. 138.

<sup>305</sup> Basil H. Liddell Hart, *Stratégie*, Paris, Perrin, 2007, p. 464. Les remarques de Liddell Hart sont tenues à propos d'un autre exemple historique : l'offensive allemande sur le saillant de Koursk au printemps / été 1943. L'opération, qui aurait dû débiter en mai, fut retardée jusqu'en juillet pour disposer d'un maximum de renforts. Ce délai fut une des causes de l'échec de l'opération.

pas réellement pour sauver une place, ce qui aurait supposé l'affrontement de l'armée de couverture et de celle de secours, mais pour un passage sur une rivière, pour un pont, en quelque sorte. Blenheim et Ramillies avaient toutes deux comme enjeu une ville, qu'il s'agisse d'Ingolstadt en 1704, ou de Léau en 1706 ; Audenarde, la seule de nos trois batailles qui porte le nom de la cité qu'elle a permis de sauver, est paradoxalement celle qui ressemble le moins à un conflit engagé pour le sauvetage ou la conquête d'une place.

### 2.2. Objectifs militaires et impératifs logistiques

De 1704 à 1706, les troupes marchent beaucoup, traversant les champs de blé brabançons comme les massifs de la Forêt Noire, piétinant les terrains marécageux des Flandres comme les terres desséchées de la plaine du Pô. On assiste même à des progressions spectaculaires : au travers de l'Allemagne en 1704, de l'Italie en 1706. L'examen factuel, événementiel, de ces quatre campagnes a donc au moins un mérite : elle permet de relativiser le lieu commun d'une guerre immobile, où des généraux paralysés par la taille de leur armée refuseraient prudemment de quitter leurs positions.

L'exemple le plus souvent cité par les tenants d'une vision « statique » du comportement des armées sous l'Ancien Régime, et particulièrement sous Louis XIV, est celui des campagnes de Flandre menées par le maréchal de Luxembourg et par Guillaume d'Orange. Leurs victoires et leurs défaites tactiques, sur le champ de bataille, n'auraient eu comme fruits que la prise ou la reprise de quelques places symboliques comme Namur, sans qu'aucun des deux belligérants n'ait pu effectuer d'avancée décisive<sup>306</sup>. C'est justement l'exemple du maréchal de Luxembourg qui est mis en exergue par Clausewitz lorsqu'il décrit les guerres ayant précédé la période frédéricienne<sup>307</sup>. Clausewitz dénie tout caractère guerrier aux campagnes du règne de Louis XIV : ces opérations « ne faisaient en quelque sorte pas partie de la guerre »<sup>308</sup>. Les marches et les cantonnements des troupes n'étaient pratiquement jamais perturbés par leurs adversaires, tandis que les batailles « reposaient presque sur une sorte de convention mutuelle, comme un duel où les antagonistes se rendent à un rendez-vous commode ». Le théoricien prussien oppose ainsi le moment de la bataille, celui de la violence effective, et celui de la campagne, qui ne fait que préparer ou suivre (sans exploitation

---

<sup>306</sup> La question de la bataille décisive est traitée plus en détail dans le chapitre IV.

<sup>307</sup> « Nous évoquons le nom de ce général parce que ses cantonnements et ses marches l'ont rendu célèbre, qu'il peut passer pour le représentant de son époque », Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 326.

<sup>308</sup> *Ibid.*, p. 326.

résolue) la bataille. Clausewitz attribue cela à l'ordre de bataille, qui exigeait que toutes les troupes fussent toujours rassemblées pour plus de sécurité, et au rôle déterminant de la cavalerie dans les tactiques de l'époque. Les espaces où les troupes montées pouvaient se déployer étant rares, leur occupation par les deux parties en conflit lors d'une bataille ne pouvait reposer que sur une sorte d'accord tacite.

On retrouve les mêmes critiques dans les textes de Guibert. Ce dernier pour sa part insiste sur une autre raison de l'inefficacité stratégique des campagnes d'Ancien Régime. Il incrimine le goût de Louis XIV pour les armées aux effectifs imposants<sup>309</sup>. Les talents d'organisation de Louvois, et notamment la constitution de magasins aux frontières, ont permis au Roi-Soleil de nourrir et d'approvisionner les troupes qu'il venait de mettre sur le pied de guerre<sup>310</sup>. Mais en retour, ces mêmes troupes se voyaient attachées à leurs magasins, dans l'impossibilité de s'en éloigner sous peine de dépérir. La fin du règne de Louis XIV marque l'apogée de ce système pervers : « Après la mort de M. de Louvois, Louis XIV eut de mauvais ministres et des généraux plus mauvais encore. Cependant la routine était prise et adoptée par toute l'Europe »<sup>311</sup>.

À la suite de Guibert, de nombreux historiens ont insisté sur les effets néfastes de la massification des armées tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle. On a attribué aux problèmes logistiques de l'époque le manque de dynamisme des opérations militaires : le temps de Turenne et de Condé était révolu. De fait, les généraux français eux-mêmes se sont rendu compte que l'augmentation du nombre de troupes avait modifié l'art de la guerre<sup>312</sup>. En 1708, la taille de l'armée confiée aux ducs de Bourgogne et de Vendôme était devenue presque démesurée – 131 bataillons et 216 escadrons, soit plus de cent mille hommes, comme le soulignait le directeur général de l'infanterie, d'Artagnan :

---

<sup>309</sup> Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert, *Écrits militaires, 1772-1790*, Paris, Copernic, 1977, p. 73. Guibert souhaitait donner aux troupes les moyens d'une guerre plus mobile, en diminuant le nombre de soldats (de 50 à 70 000 maximum), en limitant la dépendance au ravitaillement (les troupes pouvant porter pour 8 jours de pain), en réduisant la taille du train d'artillerie et des équipages des généraux. L'objectif était de perfectionner la science militaire en la simplifiant. Magdy Gabriel Badjr, « Les idées philosophiques du comte de Guibert sur l'État, la société et l'armée », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>310</sup> « L'amas des approvisionnements précaution sage, quand elle a ses bornes, était dégénéré en manie chez M. de Louvois. Il en avait sur toutes les frontières ». J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 230. On retrouve des critiques similaires sous la plume de Joly de Maizeroy, qui qualifie Louvois de « ministre vain et ambitieux, qui croyait étaler d'autant plus de pouvoir que son maître feroit montre d'une plus grande puissance, augmenta considérablement le nombre des troupes ». Paul-Gédéon Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre*, Lausanne, aux dépens de la société, 1777, p. xxx.

<sup>311</sup> J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 231.

<sup>312</sup> « C'est une furieuse machine qu'une armée de 80 mille hommes. Il faut qu'un general aye beaucoup de teste pour avoir toujours present dans sa pensée la disposition d'un si grand nombre de troupes ». BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 60.

« C'est une machine bien imposante à manier tant par le grand ordre qu'il y faut tenir que par la difficulté des subsistances, et je me souviens avoir ouy dire à feu monsieur le Prince [de Condé] qu'une armée qui passeroit 50 000 hommes l'embarasseroit fort, mais depuis que vous êtes en place le Roy nous a donné des armées si nombreuses que vous avés mis nos généraux dans l'usage de les manier »<sup>313</sup>.

Le haut commandement français en arrive même à penser qu'il existe une sorte de seuil critique, au-dessus duquel aucune forme de direction militaire n'est possible. Une armée, sous l'Ancien Régime, ne saurait dépasser trop largement le nombre symbolique de 100 000 hommes. C'est ce qui explique que les Français ne cherchent pas, en 1708, à regrouper les armées de Bourgogne et de l'Électeur. Louis XIV se montre sceptique quant à l'hypothèse d'une jonction durable entre celles de Marlborough et du prince Eugène : « J'ay neantmoins bien de la peine à [m'en] persuader, par la difficulté de faire subsister un si grand nombre de troupes ensemble, et l'impossibilité de les employer utilement »<sup>314</sup>. Les deux raisons qui visent à identifier un seuil indépassable sont ici bien identifiées : les difficultés d'approvisionnement, même aux Pays-Bas ; l'incapacité pour un homme seul, au vu des systèmes de commandement de l'époque, à conduire et à faire se mouvoir une si grande masse d'hommes.

L'évolution de la taille des armées sous l'Ancien Régime semble découler de cette constatation : après une augmentation constante – et vertigineuse – des effectifs de la guerre de Trente Ans à la guerre de la Ligue d'Augsbourg, la guerre de Succession d'Espagne représente une période de stabilisation, voire de recul – du moins du côté français. Les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle ne mobilisèrent pas autant d'hommes, jusqu'à la Révolution. C'est pourquoi l'examen des opérations militaires de la guerre de Succession d'Espagne représente un intérêt tout particulier pour évaluer la pertinence des critiques vis-à-vis des armées massives. Cette guerre, qui voit s'affronter des armées de tailles imposantes, n'en comporte pas moins des opérations militaires incontestablement audacieuses.

Le rôle exact des magasins et du ravitaillement au cours d'une campagne mérite d'être observé : il s'agit en définitive de se demander dans quelle mesure les progrès du ravitaillement constituaient, du point de vue militaire, un handicap stratégique ; et de considérer comment certains généraux ont pu exploiter, négliger ou modifier les règles de la logistique pour parvenir à leurs fins. Une telle étude peut s'appuyer particulièrement sur les

---

<sup>313</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.

<sup>314</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°12, Louis XIV à Bourgogne, Versailles, 3 juillet 1708.

deux campagnes où le commandant d'armée a semblé pouvoir se dispenser du recours à des magasins préparés de longue date : la marche vers la Bavière de 1704, et la marche sur Turin en 1706. Le fait que l'armée du maréchal de Tallard ait été en définitive battue ne doit pas nous empêcher d'examiner, en contrepoint, la façon dont son armée a pu se ravitailler lors de ses deux traversées de la Forêt Noire.

Dans un second temps, pour comprendre pourquoi les généraux de l'époque accordaient une telle place à la logistique dans leurs plans de campagne, on étudiera de quelle manière des situations matérielles difficiles pour les soldats pouvaient neutraliser la combativité d'une armée. L'indiscipline, les exactions contre les populations locales et la désertion ne sont-elles dues qu'au mal-être des troupes ? Avant d'aborder ces questions, il est néanmoins nécessaire de revenir sur les conditions générales de la subsistance des armées sous l'Ancien Régime.

### 2.2.1. Les aléas du ravitaillement

#### 2.2.1.1. Magasins et fourrages

Lorsque les armées restent sur les théâtres d'opérations qui leur ont été assignés à l'entrée de la campagne, elles peuvent être ravitaillées par les dépôts de réserves que les administrations de la guerre des différents pays ont fait apprêter pendant les quartiers d'hiver. Les victoires de la première partie du règne de Louis XIV avaient été obtenues grâce à l'organisation d'un système tout à fait performant de magasins : lorsque la guerre de Hollande éclata, des « magasins généraux » avaient été installés à Pignerol, Brisach, Metz, Nancy, Thionville, ou encore Dunkerque, Courtrai, Lille ou Le Quesnoy. Ces avancées sont bien à mettre au crédit de Louvois, surnommé le « grand vivrier » de l'armée<sup>315</sup>.

Ce système perdure, progressivement perfectionné, pendant la guerre de Succession d'Espagne : pour l'armée des Pays-Bas, l'intendant de Lille fait venir du ravitaillement de Picardie, Hainaut, Artois, Poitou, Normandie, et même Bretagne<sup>316</sup>. Mais à cette période, toutes les armées européennes ont suivi le modèle français, dont l'efficacité les avait impressionnées. Le prince Eugène par exemple, lors de ses campagnes d'Italie de 1701 et 1702, est très soucieux de disposer de magasins bien approvisionnés dans le Frioul et le

---

<sup>315</sup> A. Corvisier, *Louvois...*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>316</sup> D. W. Jones, *War and economy...*, *op. cit.*, p. 39.



Tyrol<sup>317</sup>. Le duc de La Feuillade, en préparant son siège, se montre tout aussi attentionné. Avant le début de la campagne, Angervilliers, intendant du Dauphiné, a fait stocker 300 000 livres de poudre à Lyon et à Grenoble, sans compter 100 000 livres de poudre tirés des magasins de Montdauphin et de Fenestrelle, qu'il destine aux magasins de Suse<sup>318</sup>. La nourriture des hommes n'est pas omise : on prévoit d'avoir dans le camp devant Turin pour quatre mois de réserve de grains, farines, riz, et biscuit<sup>319</sup>.

L'alimentation de base des soldats français était de fait constituée par le pain, remplacé par le biscuit, qui se conservait mieux, lorsqu'il fallait faire de longues marches à travers un pays où le ravitaillement n'était pas assuré<sup>320</sup>. On ne trouvait du riz que sur le front italien. Selon les circonstances, le pain ou le biscuit étaient cuits soit dans les fours des villes proches, soit dans des fours ambulants<sup>321</sup>. La fourniture des denrées aux troupes se faisait au parc des vivres qui suivait l'armée : on donnait généralement au soldat des rations pour quatre jours – les bas-officiers et officiers disposant de quantités plus importantes, notamment pour nourrir leurs valets. Parfois, on pouvait distribuer les vivres jusqu'à six ou huit jours d'avance, à la veille d'une marche, par exemple. Feuquières conseille toutefois de réserver cette pratique aux circonstances où elle est indispensable, car les hommes avaient tendance à vendre le pain qu'ils avaient d'avance<sup>322</sup>. Outre le pain, les soldats recevaient de la viande – une demie-livre par jour en théorie, mais les restrictions ou les fraudes étaient nombreuses –, ainsi que du vin<sup>323</sup>. Les soldats qui avaient l'occasion de quitter le camp pouvaient également améliorer l'ordinaire avec des légumes.

Ce système de magasins avait le défaut d'être particulièrement coûteux : il fallait par exemple, selon les calculs de Puységur, 90 000 rations de pain par jour pour fournir une

---

<sup>317</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 15-16.

<sup>318</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1971, n°227, Chamillart à Angervilliers, Versailles, 8 avril 1706.

<sup>319</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1971, n°261, Esgrigny à Chamillart, Casal, 29 avril 1706.

<sup>320</sup> Il faut différencier le pain, qui doit être mangé assez rapidement après cuisson, le pain biscuité, qui est du pain dont la pâte a séché plus longtemps avant une cuisson elle-même plus longue, et le biscuit proprement dit. « Le biscuit à proprement parler différait sensiblement du pain pour sa fabrication et sa composition : tout d'abord, le biscuit était une farine de froment pur et bluté à raison de quarante livres de son par sac, la farine étant choisie parmi les meilleures car "elles ne peuvent être de trop bonne qualité pour réussir". Un long et soigné pétrissage était requis, la pâte étant foulée aux pieds en sorte de devenir très ferme. Contrairement à celle du pain, la ration de biscuit existait, et pesait entre 18 et 20 onces. Le soldat s'y retrouvait en raison de la qualité supérieure du grain » (Jean-Éric Iung, *Service des vivres et munitionnaires sous l'Ancien Régime : la fourniture du pain de munition aux troupes en Flandre et en Allemagne, 1701-1710*, thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, 1983, vol. I, p. 136-137). Les soldats pouvaient tremper leurs biscuits dans de l'eau ou du vin pour l'amollir et le faire gonfler.

<sup>321</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>322</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 91-92.

armée de 60 000 hommes (en comprenant les besoins des officiers, des civils...)<sup>324</sup>. Ceci nécessitait la livraison et la cuisson de 100 000 livres de farine par jour. Qui plus est, ce système n'était pas à même de fournir aux armées l'énorme quantité d'herbe et de foin que leurs chevaux consomment quotidiennement. Un cavalier, particulièrement un officier, peut avoir plusieurs chevaux, dans le cas où la maladie ou une blessure sur un champ de bataille emporteraient une de ses montures. En outre, tous les équipages de l'armée, ainsi que les trains d'artillerie, ont besoin de ces animaux pour transporter leur matériel. C'est pourquoi Perjés considère qu'une armée de 60 000 hommes est accompagnée en moyenne de 20 000 chevaux pour la cavalerie, et de 20 000 autres utilisés à d'autres fins<sup>325</sup>.

Ses calculs indiquent également que pour nourrir 40 000 chevaux, il faut leur fournir près de 1 000 tonnes de fourrage par jour – ce qu'aucun magasin ne saurait contenir<sup>326</sup>. C'est pourquoi une telle importance est donnée aux partis chargés de fourrager la campagne, partis qui peuvent comporter de quatre à dix mille hommes dans les grandes armées. À l'exception des moments où le général en chef prévoit un départ rapide de toutes les troupes, de larges parts de l'armée sont toujours occupées à ces tâches. Lorsque Vendôme décampe de Soignes pour Braine l'Alleu, le 1<sup>er</sup> juin 1708, contraignant Marlborough à une marche arrière, ce dernier fait tirer trois coups de canon pour rappeler tous ses fourrageurs<sup>327</sup>. N'oublions d'ailleurs pas que Vendôme avait décidé cette marche pour être à même d'avoir derrière lui de grandes et grasses plaines où ses propres partis pourraient se fournir sans crainte de rencontrer des ennemis.

---

<sup>324</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. II, p. 30.

<sup>325</sup> G. Perjés, « Army provisioning : logistics and Strategy in the second half of the Seventeenth century », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, t. 16, n°1-2, 1970, p. 14. Les chevaux ne sont toutefois pas les seules bêtes de somme employées : des bœufs ou des mulets peuvent également être d'un précieux secours. Lors du second passage des montagnes de la Forêt noire par Tallard, en 1704, le sieur Fumeron, commissaire ordonnateur de l'armée du Rhin, énumère pour le secrétaire d'État de la guerre les avantages que présentent des bœufs par rapport aux chevaux dans des terrains accidentés : « Si on fait d'autres convoys pour ce pays, il ne faut plus en faire atteler les voitures par des chevaux. Les bœufs conviennent mieux pour le passage des montagnes, et trouvant de la difficulté à les renvoyer, on peut s'en servir utilement pour faire fournir la viande aux troupes, ce qui sera moins à charge à la province d'Alsace que la perte de leurs chevaux, s'il arrivoit que l'on fust hors d'estat de les renvoyer ou qu'ils fussent pris par les ennemys ». On peut déduire de ce passage qu'il était prévu de renvoyer les bêtes après que le contenu de leurs chariots, chargés de munitions de bouche ou de guerre, a été consommé. Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Mösskirch, 25 juillet 1704.

<sup>326</sup> G. Perjés, *art. cit.*, p. 16-17 ; J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 127-129. Ces chiffres sont confirmés par les calculs de Puységur, qui considère qu'il faut de 50 à 60 livres de fourrage par jour et par cheval – soit 1 000 à 1 200 tonnes pour 40 000 chevaux. Toutefois, cela n'est vrai que lorsque le fourrage est « vert », c'est-à-dire fraîchement coupé, ce qui n'est le cas que de mai à juillet. Après cela, les chevaux consomment du fourrage sec – de la paille et du foin : ils n'ont dès lors besoin que de 25 livres par jour, soit tout de même 500 tonnes de fourrage quotidien pour nourrir 40 000 chevaux. Puységur, t. II, p. 30.

<sup>327</sup> Marlborough au secrétaire Boyle, camp de Terbanck, 4 juin 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 48-49.

### 2.2.1.2. *Les quartiers d'hiver*

Les considérations logistiques prennent une place encore plus importante, dans les opérations de campagne, lorsque vient l'automne et que les généraux veulent être sûrs de pouvoir disposer de bons quartiers d'hiver pour refaire leurs armées. Lors des campagnes d'Allemagne de 1704 et d'Italie de 1706, c'est dès le mois d'août que cette préoccupation commence à agiter généraux et administrateurs, à Versailles et à l'armée. Il s'agit, en fonction de l'état des troupes à l'été, de déterminer quelles positions pourraient être acquises avant la fin de la campagne, pour attendre le mieux possible l'année suivante<sup>328</sup>. Dans les deux cas que nous citons, ces projets seront balayés par les défaites de Blenheim et de Turin.

Le choix des quartiers d'hiver concerne également au plus haut chef les populations des lieux qui vont voir les armées s'installer. La présence des troupes peut représenter, pour les paysans, l'occasion de vendre au plus fort leurs productions. Mais le plus souvent domine la crainte des exactions. L'exemple de la situation de l'armée de Lombardie, dans ses quartiers de l'hiver 1705-1706, peut illustrer les rapports complexes et ambigus entre les généraux, la troupe, les autorités locales et les populations qu'elles sont censées représenter – sans oublier qu'à quelques kilomètres de là, le même type de relation doit être entretenu avec les forces adverses.

Au début de la campagne de 1706, les troupes françaises comme les troupes impériales sont cantonnées à proximité du territoire de la République de Venise. Même si la Sérénissime est neutre en théorie, elle ne peut guère s'opposer à ce que des armées voisines ne cherchent à outrepasser leurs droits et fourrager sur sa campagne. Ainsi, plutôt que de tenter vainement de s'y opposer, les autorités locales préfèrent passer des accords préalables avec les généraux des puissances belligérantes, exigeant parfois des compensations financières. Pour les premiers, cela représente l'assurance que les chefs ennemis chercheront à interdire la maraude ; pour les seconds, une source sûre de ravitaillement, afin de soulager la charge qu'ils font peser sur le territoire dont ils ont le contrôle. Ainsi, au début de l'année, les députés de la région de Vérone promettent un approvisionnement de 40 chariots de foin pour les troupes françaises

---

<sup>328</sup> En 1704, Tallard commence à se poser activement la question dès la fin juillet. SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°104, Tallard à Chamillart, camp de Meskirck, 25 juillet 1704 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°134, Chamlay, mémoire sur les affaires d'Allemagne, Versailles, 17 août 1704. Pour la campagne de 1706 en Italie, voir SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°227, Marcin à Chamillart, camp de Guastalla, 11 août 1706 et SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°228, Muret à Chamillart, camp de Guastalla, 11 août 1706.

qui résident à proximité, soit 7 bataillons et 9 escadrons<sup>329</sup>. Qui plus est, les soldats reçoivent le droit de se procurer du bois à volonté, pour affronter les rigueurs de l'hiver.

Pourtant, le respect intégral de ces accords est plus souvent l'exception que la règle. En 1706, on soupçonne les paysans des pays de Vérone et de Brescia de retirer leurs foins dans les villes dès qu'ils savent qu'une convention vient d'être passée<sup>330</sup>. On accuse également les paysans de ne donner que les foins qui commencent à pourrir<sup>331</sup>. En simulant la disette, ils font monter les prix, ce qui coûte très cher aux Français<sup>332</sup>. En réaction, certains officiers français prônent des méthodes plus brutales. Le Guerchois, chargé des fourrages dans la région de la Badia, organise des excursions impromptues dans des villages pour se servir de force. Ces méthodes sont dénoncées par Chamillart :

« M. le Guerchois auroit tiré volontairement une quantité plus considerable de bled s'il avoit engagé les habitans du voisinage de la Badia à luy apporter en les payant raisonnablement. Le fracas qu'il a fait n'a servi qu'à les determiner à les resserer dans des lieux d'où il ne peut les faire prendre »<sup>333</sup>.

L'officier se défend en arguant que nécessité fait loi : il faut bien nourrir les garnisons françaises<sup>334</sup>. Qui plus est, il s'agit de punir des Vénitiens qui semblent plus enclins à ravitailler les Allemands que les troupes de Louis XIV. Des officiers français appuient Le Guerchois en invoquant les pratiques des troupes impériales, qui « ont pris d'autres mesures : ils ont abondamment du foin, et ils enlèvent sans argent les bleds, le vins, les lards, les bestiaux des sujets de la Republique », et ne s'en font que mieux respecter<sup>335</sup>.

Quoi qu'il en soit, les officiers français sont largement contraints de respecter leurs engagements, à moins de dégrader encore les relations entre la France et la Sérénissime. C'est peut-être cet argument diplomatique qui explique la réaction de Chamillart. Lorsque les Français se trouvent en pays conquis, en revanche, ils ont les coudées beaucoup plus franches. Dès que l'armée de La Feuillade entreprend le siège de Turin, des détachements sont envoyés pour négocier des contributions. Le maréchal de camp Mauroy est détaché dès juin 1706, avec six compagnies de grenadiers et 1 000 chevaux, pour établir les contributions dans le pays de

---

<sup>329</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°54 bis, M. de Tavagny à Chamillart, Villafranca, 12 janvier 1706.

<sup>330</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°324, La Ferrière à Chamillart, Mantoue, 24 février 1706.

<sup>331</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°1, Chamillart à Vendôme, Versailles, 1<sup>er</sup> mars 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°66, Chamillart à Picon d'Andrezel, Versailles, 2 mars 1706.

<sup>332</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°324, La Ferrière à Chamillart, Mantoue, 24 février 1706.

<sup>333</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°26, Chamillart à M. de La Ferrière, Versailles, 4 mars 1706.

<sup>334</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°213, Le Guerchois à Chamillart, la Badia, 3 avril 1706.

<sup>335</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°324, La Ferrière à Chamillart, Mantoue, 24 février 1706.

Saluzzo et de Fossano, au sud de Turin<sup>336</sup>. Rapidement, les communautés envoient d'elles-mêmes leurs députés pour négocier<sup>337</sup>. L'objectif pour les Français est aussi bien de garantir leurs propres approvisionnements que d'en priver l'adversaire, le duc de Savoie.

L'importance capitale de se ravitailler sur le pays, particulièrement pour les chevaux, explique la fréquence des combats entre deux groupes de fourrageurs ennemis. Certains officiers s'en sont même fait une spécialité, comme « M. de Saint Amour, partisan de reputation » au sein des troupes impériales qui, avec 500 cavaliers, razzie les campagnes du Brescian au début de l'année<sup>338</sup>. Pour le contrer, Médavy fait venir des hussards, qui « font partout des merveilles »<sup>339</sup>. Mais les troupes ennemies ne sont pas les seuls dangers pour les fourrageurs : ces derniers doivent souvent affronter des paysans furieux de se voir spoliés :

« À present que les foins commencent à devenir rares, parce que les paisants les retirent dans les villes, et que les chevaux tant de la cavallerie que de l'infanterie sont obligés d'aller plus loin en pature, il arrive tous les jours des accidents par la mechanseté et la violence des paisants, qui trouvant les chevaux un peu escartés dans les patures, leur donnent des coups de stilet et de bayonnettes et les estropient à coups de baton. Et s'il arrive que les paisants soient plus forts que les cavaliers ou valets qui raportent pour la nuit de leurs chevaux des petits balots d'herbe, ils leur font abandonner les balots et coupent les cordes de sorte qu'il faut des escortes comme dans les pais ennemis, autrement on est insulté. Il y a trois jours que deux chevaux de la Badia furent blessés à la pature, l'un d'un coup de stilet de l'autre d'un coup de bayonnette, par les paysans »<sup>340</sup>.

Le Guerchois raconte encore que « lorsque la cavallerie va la nuit en patrouille, les paysans tirent dessus et l'insultent, et il y a 14 jours que trois cavalliers du regiment de Dutroncq faisant la patrouille [...] essuyerent de derrier' une haye trois coups de fusil à bout portant, dont ils eurent leurs habits percés ».

Les innombrables tensions que l'on constate en Italie entre troupes en quartier et populations locales sont dues au fait que les soldats étaient contraints de vivre dans une contrée « ruinée », car ponctionnée par les deux armées adverses depuis le début de la

---

<sup>336</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°262, Mauroy à Chamillart, camp devant Turin, 23 juin 1706.

<sup>337</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°270, Mauroy à Chamillart, Fossano, 27 juin 1706. En revanche, les Français avaient auparavant eu plus de mal à faire contribuer les communautés de montagne, qui n'ont pas hésité à prendre les armes : « Il faudra prendre le party de les chastier pour les mettre à la raison, sans quoy nous n'en pourons rien tirer » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°66, Esgrigny à Chamillart, camp devant Turin, 29 mai 1706).

<sup>338</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°213, Médavy à Chamillart, Mantoue, 6 février 1706.

<sup>339</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°266, Médavy à Chamillart, Mantoue, 13 février 1706.

<sup>340</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°268, « Memoire des plaintes que M. Le Guerchois a envoyé à M. l'abbé de Pomponne ambassadeur à Venise contre quelques sujets de la République de Venise », 20 juin 1706.

guerre.<sup>341</sup> La campagne environnante n'était ainsi même pas capable de fournir la paille suffisante pour abriter les soldats, ce qui entraîna un surcroît de mortalité<sup>342</sup>. Seule une minorité de gradés – en général les plus hauts placés dans la hiérarchie militaire – arrivait à retirer des sommes substantielles des pays occupés<sup>343</sup>. Mais la vie des militaires dans leurs quartiers d'hiver pouvait être beaucoup plus douce, voire rapporter de substantiels profits, si trois conditions étaient réunies : une région riche, des populations amies, l'absence d'armée ennemie.

Cette situation idéale est celle que rencontrent les troupes de Villars puis de Marcin lorsqu'elles passent l'hiver en Bavière, de 1703 à 1704. Les différentes unités de l'armée sont réparties entre les places qui doivent les ravitailler. Les soldats sont logés chez l'habitant ; ceux qui ne sont pas nourris par leurs hôtes reçoivent une somme quotidienne de 5 sols<sup>344</sup>. Les officiers – outre ce que leur donne directement le roi – se voient attribuer des « places du pays », c'est-à-dire des sommes prélevées sur les impositions versées par les villes accueillant les troupes. Les lieutenants reçoivent 510 livres pour tout l'hiver, les sous-lieutenants 435 livres. Les capitaines sont encore mieux traités, mais ces sommes leur sont nécessaires pour renflouer leurs unités affaiblies lors de la campagne précédente :

« Je n'ay jamais vu les capitaines d'infanterie si bien traitez, ny si opulens, les moins bien ayant touché cet hyver 2500 livres chacun de plus qu'en France, car ils ont chacun six places à dix sols pour eux, et quatorze sols pour leurs chevaux, ce qui se monte pour les 130 jours du quartier d'hyver, à 1080 livres. Outre cela, les places mortes de leurs soldats, leurs compagnies ayant esté payées complectes pour le pays<sup>345</sup>, montent au moins à quinze places pour chaque capitaine, à sept sols par place, c'est pour les 130 jours 787 livres 10 sols, et comme les soldats ont esté nourris par leurs hostes, ou reçu chacun sept sols par jour, on ne leur a rien donné de la paye du Roy, mais des cinq sols de paye qu'a chaque soldat, on en a donné trois au capitaine, les deux autres ayant esté reservez pour donner au soldat un sol de plus par jour en campagne, de sorte que ces trois sols montent encores pour chaque capitaine à 673 livres, ce qui fait en tout pendant le quartier d'hyver,

---

<sup>341</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°35, Broglie à Chamillart, Casal, 26 janvier 1706.

<sup>342</sup> *Ibid.* L'état déplorable des troupes de Lombardie au début de la campagne de 1706 est longuement exposé dans une lettre du futur maréchal de Maulevrier, alors brigadier, à Chamillart. Plutôt que d'en faire le détail, il a été décidé de la proposer en annexe.

<sup>343</sup> C'est notamment le cas de Saint-Frémond qui, si l'on en croit l'abbé de Pomponne, « a bien accommodé ses affaires ». AE Venise 147, fol. 170r-172v, Pomponne à Torcy, Venise, 19 juin 1706.

<sup>344</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°195, Blainville à Chamillart, camp sous Augsbourg, 5 août 1704.

<sup>345</sup> Afin de permettre aux capitaines de reconstituer leurs compagnies, on leur donne en général la paie pour une compagnie sur un pied complet. L'argent correspondant aux sommes non versées aux soldats manquants est gardé par l'officier, ce qui lui permet de payer les frais de recrutement de soldats supplémentaires, notamment la prime d'engagement.

## DES ARMEES EN MARCHE

2542.10. de plus qu'ils n'auroient eu en France, sans compter ceux qui ont tiré de leurs hostes de plus grandes sommes qu'il n'estoit permis, dont le nombre est grand »<sup>346</sup>.

De fait, nombre d'officiers n'hésitent pas à faire pression sur leurs hôtes pour obtenir des sommes plus généreuses que celles prévues. Cet argent, qui vient s'ajouter aux contributions levées sur les pays ennemis lors de la campagne de 1703, permet aux troupes françaises de passer un hiver beaucoup plus confortable que leurs homologues en Italie en 1706. Cette richesse supposée suscita même la jalousie des troupes de Tallard lors de leur arrivée en Bavière<sup>347</sup>. Marcin, pour défendre ses hommes, reconnaissait seulement que les bénéfices engrangés par les officiers généraux avaient « de quoy les mettre à leur aise »<sup>348</sup>. Il est en effet probable que les sommes retirées soient loin d'égaliser celles que Villars a gagnées lors de sa campagne de 1707 – il lui fallait « engraisser son veau », c'est-à-dire son château de Vaux-le-Vicomte<sup>349</sup>. Marcin soulignait que ce surplus financier avait pour objectif de compenser l'inconfort de la situation des officiers de Bavière, qui étaient coupés de leurs familles et de leurs terres, et ne pouvaient en recevoir de l'argent contrairement aux gradés hivernant aux Pays-Bas ou en Alsace<sup>350</sup>.

Le ravitaillement des armées est ainsi une question complexe, qui est toujours prise en compte lors des mouvements, et qui parfois les détermine complètement. La question des futurs quartiers d'hiver est prise très tôt en compte dans les calculs des généraux, et devient souvent une obsession dès que l'été touche à sa fin. L'assurance de pouvoir disposer de magasins pour approvisionner les troupes en marche représente également un élément déterminant dans le choix des futurs théâtres d'opérations. Les commandants ont tendance à refuser de se rendre là où ils pensent ne pas pouvoir en trouver, pour ne pas prendre le risque de voir leur armée mourir de faim. Pour autant était-il possible pour un général de se passer de magasins lorsqu'il n'avait pas d'autre choix ? Lorsque des marches sont imprévues, qu'elles doivent s'effectuer loin des théâtres d'opérations traditionnels, ou dans des pays hostiles, comment ravitailler l'armée ? Selon l'historien Martin van Creveld, c'est justement lorsque

---

<sup>346</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°195, Blainville à Chamillart, camp sous Augsbourg, 5 août 1704.

<sup>347</sup> « Jugez monsieur de l'effet que cela fera sur nos troupes quand elles verront celles de monsieur de Marcin bien payées et qu'elles n'auront rien du tout » SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°122, Tallard à Chamillart, camp de Dierdorf, 4 août 1704. Fumeron appuie les propos de Tallard, « afin d'éviter la jalousie et la desertion dans les cavaliers, soldats et dragons ». Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, Augsbourg, 5 août 1704.

<sup>348</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°87, Marcin à Chamillart, Augsbourg, 25 mars 1704.

<sup>349</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 612.

<sup>350</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°87, Marcin à Chamillart, Augsbourg, 25 mars 1704 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°122, le comte du Bourg à Chamillart, camp de Duttlingen, 12 mai 1704.

les armées étaient en mouvement qu'elles pouvaient se passer de magasins, en vivant sur le pays. Quand elles étaient à l'arrêt, en revanche (pour un siège, par exemple), elles avaient besoin de convois, puisque les ressources tirées du pays même s'épuisaient rapidement<sup>351</sup>. Le fait que les fourrages des chevaux représentaient 90% des besoins d'une armée démontre, à ses yeux, que les ressources tirées du pays avaient une importance bien plus grande que les approvisionnements fournis par des magasins ou des convois partant du territoire d'origine<sup>352</sup>. À ce titre, c'est la question de la richesse du territoire d'arrivée, et non pas le problème de la communication avec le pays d'origine, qui serait déterminante dans les orientations stratégiques. Notons d'emblée que ces calculs ne s'intéressent qu'au poids de la nourriture et négligent celui des autres denrées comme la poudre et les habits. Or, même si ces denrées ne représentent pas un volume considérable, elles n'en ont pas moins une importance majeure... Intéressons-nous cependant à l'exemple avancé par Van Creveld à l'appui de sa thèse, pour la période de la guerre de Succession d'Espagne : la campagne de Marlborough de 1704. De fait, lors de sa marche vers la Bavière, le capitaine-général n'eut apparemment pas besoin de disposer de dépôts établis de longue date pour traverser plusieurs centaines de kilomètres.

### 2.2.1.3. *La marche au Danube*

Une telle vision, inspirée du « *Bellum se ipse alit* » de Gustave Adolphe<sup>353</sup>, est-elle justifiée ? Incontestablement, le duc de Marlborough n'avait pas fait préparer de magasins pour ses troupes à l'hiver 1703-1704, car cela aurait supposé de mettre les Hollandais, mais aussi les Français, au courant de ses plans... En fait, les dépôts étaient préparés quelques jours à l'avance par le quartier-maître général. Celui-ci précédait l'armée dans toutes les localités qu'elle avait à traverser et il achetait sur place, à bon prix, tout ce qui était nécessaire au soldat. L'argent était fourni grâce aux bons soins d'Henry Davenant, l'agent financier du

---

<sup>351</sup> Martin Van Creveld, *Supplying War: Logistics from Wallenstein to Patton*, New York, Cambridge University Press, 1977, p. 25. L'exemple donné est celui des convois nécessaires à Marlborough et Eugène pour faire le siège de Lille.

<sup>352</sup> Van Creveld s'appuie sur les calculs de Perjés : une armée de 60 000 hommes nécessite 120 000 livres de pain par jour, qu'il rapporte aux 800 000 livres de fourrage consommées par 40 000 chevaux : « It is obvious that the need to obtain the ninety per cent of supplies that were not brought up from the rear must have done more to dictate the movement of armies than the ten per cent that were, but this has been ignored by the great majority of critics beginning with Guibert who censured Louvois "mania" ». M. Van Creveld, *Supplying War...*, *op. cit.*, p. 24.

<sup>353</sup> C'est-à-dire « la guerre se nourrit elle-même ». Lorsque Gustave Adolphe écrit cela à Oxenstierna, en avril 1628, il pille largement l'Empire pour payer et nourrir son armée. Cité par Yves-Marie Bercé, « Guerre et État », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 260.



capitaine-général ; il était tiré de Francfort, déjà place boursière d'importance<sup>354</sup>. Dans cette même ville avait été installé par les soins du général Churchill un stock de différents équipements essentiels à l'armée<sup>355</sup>. Ainsi, lorsque les troupes parviennent à Heidelberg, elles y trouvent un stock de chaussures neuves suffisant pour toute l'armée<sup>356</sup>. Si l'on en croit le capitaine Parker, ce trajet sembla donc tout à fait agréable :

« Comme nous marchions à travers le pays de nos Alliés, des commissaires étaient appointés pour nous fournir toutes sortes de produits nécessaires aux hommes et aux chevaux, ceux-ci étaient amenés au camp avant que nous arrivions, et les soldats n'avaient rien à faire que de planter leurs tentes, faire chauffer leurs bouilloires, et de s'allonger pour la sieste »<sup>357</sup>.

Et comme le soldat ne ressentait dès lors plus le besoin de piller, la population, rassurée, apportait avec confiance des denrées qu'elle savait devoir être payées ; en outre, la marche n'était pas retardée par l'indiscipline ou la mauvaise volonté de militaires mal nourris.

Ainsi, rien dans le système de ravitaillement de l'armée de Marlborough ne ressemble à la façon de vivre sur le pays que Napoléon avait coutume de pratiquer, particulièrement en Italie dans les dernières années de la République<sup>358</sup>. En 1704, nous avons affaire à un système d'étapes, fondé sur le soutien de la population et de l'administration locales, et surtout sur la quantité de l'or anglais. Enfin, la marche des Alliés avant la prise du Schellenberg représente une exception dans les annales de l'histoire militaire de l'Ancien Régime, et elle a été célébrée comme telle<sup>359</sup>.

Ce sont ces conditions particulièrement heureuses qui nous permettent de comprendre le succès de la marche de Marlborough : 400 kilomètres parcourus entre le 19 mai et le 22 juin, c'est-à-dire entre le départ de Bedburg et la jonction avec les forces du prince de Bade. Capitaine d'infanterie, Parker marche avec ses hommes :

---

<sup>354</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>355</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 328.

<sup>356</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>357</sup> « As we marched through the country of our Allies, commissaries were appointed to furnish us with all manner of necessaries for man and horses; these were brought to the ground before we arrived, and the soldiers has nothing to do, but to pitch their tents, boil their kettles, and lie down to rest ». Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>358</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 287. C'est –entre autres – Martin Van Creveld qui fait le lien entre les méthodes de John Churchill et de Bonaparte : « On the move, however, there was no need for a complex logistic apparatus to encumber his troops and prevent them from making marches hardly inferior to those of Napoleon one hundred year later ». M. Van Creveld, *Supplying War...*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>359</sup> Winston Churchill n'hésite pas à proclamer : « Dans les annales de l'armée britannique, il n'y a pas d'épisode plus héroïque que cette marche depuis la mer du Nord jusqu'au Danube ». W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 307.

« La plupart du temps nous marchions trois jours de suite, parfois quatre, et nous nous arrêtions pendant une journée. Généralement, nous commençons notre marche à trois heures du matin, nous avançons de quatre lieues par jour, ou quatre lieues et demie [soit 16 à 18 kilomètres], et nous atteignons notre camp autour de neuf heures [du matin] »<sup>360</sup>.

Ce rythme n'est guère supérieur à la moyenne de la marche d'autres armées : 400 kilomètres en cinq semaines, cela représente 11,5 kilomètres par jour, ou, en tenant compte des jours de repos, entre 14 kilomètres et 15,5 kilomètres par jour – des chiffres un peu inférieurs aux estimations de Robert Parker. Nous avons vu que l'on avait demandé des efforts bien plus importants aux soldats français en route vers Gand, ou aux soldats alliés envoyés vers Audenarde – à cette occasion le rythme fut si soutenu que Sicco van Goslinga, député hollandais à l'armée de Marlborough, note que cela ressemblait plus à une course qu'à une marche<sup>361</sup>. La bataille d'Ekeren est, elle aussi, gagnée grâce à la rapidité des troupes de Boufflers, qui accomplissent quarante-cinq kilomètres en une seule journée<sup>362</sup>.

Ce qui est en fait impressionnant dans cette marche, outre les résultats stratégiques qu'elle occasionna, ce n'est pas sa vitesse, mais sa durée – ou la distance parcourue – et l'état physique des soldats à leur arrivée à Launsheim. Les conditions de la marche étaient pourtant très difficiles : des chemins très mauvais, une pluie continue<sup>363</sup>. Pour quarante mille hommes que Marlborough apporta au margrave, il n'y eut que 1 200 malades, malgré la pluie de la fin du trajet<sup>364</sup>. On ne déplora guère de déserteurs. Lorsque le prince Eugène avait fait la revue des troupes montées du capitaine-général, le 11 juin, il s'était déjà exclamé : « J'ai beaucoup entendu parler de la cavalerie anglaise, et je trouve en effet qu'elle est la mieux pourvue et la plus belle que j'ai jamais vue. Mais si l'argent, dont vous ne manquez pas en Angleterre, peut fournir vêtements et équipements, rien ne peut acheter la détermination que je vois dans le regard de vos hommes. C'est un gage de la victoire »<sup>365</sup>.

---

<sup>360</sup> « We frequently marched three, sometimes four days, successively, and halted a day. We generally began our march about three in the morning, proceeded about four leagues, or four and half each day, and reached our ground about nine ». Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>361</sup> E. Belfield, *Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>362</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 280.

<sup>363</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 401. Les auteurs des *Feldzüge* avaient déjà souligné que ce qui était étonnant dans cet épisode n'était pas la vitesse de l'armée, mais les conditions difficiles dans lesquelles elle se fit : « Der Marsch dieser Truppen, wenn auch an sich nicht rasch, war äusserst anstrengend ».

<sup>364</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 129.

<sup>365</sup> « I have heard much of the English cavalry, and find it indeed to be the best appointed and finest I have ever seen. Money, of which you have no want in England, can buy clothes and accoutrements, but nothing can purchase the spirit which I see in the looks of your men. It is an earnest of victory ». W. Coxe, *Memoirs of John Duke of Marlborough...*, *op. cit.*, t. I, p. 163.

2.2.1.4. *La traversée des montagnes de la Forêt noire*

Il est intéressant de comparer la descente de Marlborough dans l'Empire aux deux traversées de la Forêt noire du maréchal de Tallard en 1704, particulièrement à la seconde. La vitesse de Tallard en juillet est assez faible : de Kehl à Villingen, il met treize jours à parcourir 120 kilomètres, soit un peu plus de 9 kilomètres par jour<sup>366</sup>. Mais sa marche de Villingen jusqu'aux environs d'Ulm, qui comporte 135 kilomètres, se fait en 7 jours, soit un rythme très important de près de 20 kilomètres par jour. L'affirmation de David Chandler, selon laquelle la marche de Tallard fut d'une lenteur presque pitoyable, doit donc être sérieusement révisée<sup>367</sup>.

En revanche, les conditions en furent beaucoup plus dures pour les soldats. Les hommes de Tallard subissent « d'extrêmes chaleurs »<sup>368</sup> : « Les troupes sont beaucoup fatigués (*sic*) de la longue et continuelle marche, de mesme que les équipages dont on laisse partout quelque partie »<sup>369</sup>. De mauvaises conditions climatiques sont plus supportables si la nourriture et les vêtements ne manquent pas. Malheureusement, l'hostilité des populations locales aux troupes françaises, lors des deux passages de montagnes, ne permettait pas d'envisager qu'elles fournissent elles-mêmes ces biens aux troupes. Du reste, les Français refusaient de se nourrir avec le pain de seigle consommé en Allemagne, lui préférant le pur froment<sup>370</sup>. On dut en conséquence acheminer tout le ravitaillement de l'armée depuis la France.

La fourniture des troupes était adjugée à des entrepreneurs privés, les munitionnaires. Ces derniers, qui étaient en général des financiers, s'occupaient de tout. En premier lieu, ils avançaient l'argent. Ils se chargeaient de l'achat des denrées, de l'achat ou de la location du matériel de transport, et de l'acheminement vers l'armée. La direction de cette organisation était séparée en deux : d'une part, il y avait une administration centrale à Paris, destinée à

---

<sup>366</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 290. Le calcul de John Lynn est un peu faussé si l'on considère que lorsque Tallard s'arrête devant Villingen pour en faire le siège, l'arrière-garde et la plupart des bagages ne l'ont pas encore joint.

<sup>367</sup> « Tallard's progress was almost pitifully slow ». D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 136.

<sup>368</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°51, Tallard à Chamillart, camp près Walkirch, 9 juillet 1704.

<sup>369</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Krombach, 1<sup>er</sup> août 1704. En 1708 en revanche, ce fut plutôt la pluie le principal adversaire des Français dans leur marche sur Gand : « Je ne crois pas que de toute la campagne nous ayons rien de plus fâcheux à combattre que la pluie continuelle qui nous desole et qui fait les chemins aussi mauvais que dans le fonds de l'hiver ». Elle génère les mêmes effets qu'une trop grande chaleur, puisque d'Artagnan lui attribue la perte de soldats, ou leur envoi dans des hôpitaux (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°24, Saint Fremond à Chamillart, camp de Merlt proche de Luxembourg, 5 juillet 1708 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°254, d'Artagnan à Chamillart, camp de Braine l'Alleu, 5 juin 1708).

<sup>370</sup> Le pain consommé par les soldats de Tallard en 1704 devait être « entre bis et blanc, 2/3 froment, 1/3 seigle, de 28 once en pâte et 24 cuit » (AN G<sup>7</sup> 1803, n°67, « Le traité des vivres de Flandres et Allemagne, pour l'année 1704, fut fait en 1703 sous seing privé », Versailles, 29 janvier 1704).

contrôler toute l'entreprise et à représenter les intérêts des munitionnaires auprès du roi et de son secrétaire d'État de la guerre. Du début de la guerre de Succession d'Espagne à 1708, le chef en fut François Mauricet de Lacour. Il devait sa puissance à la confiance que lui accordait Chamillart, qui « le traitoit comme son amy »<sup>371</sup>. D'autre part, il y avait à l'armée un munitionnaire (c'est-à-dire un financier) ou un employé de confiance, chargé de superviser sur place les opérations. On ne qualifiait ce personnage de « général des vivres » ou de « munitionnaire général » que lorsqu'il s'agissait d'un traitant ayant lui-même avancé de l'argent. Sinon, on le qualifiait la plupart du temps de « directeur des vivres ». En 1704, celui qui était chargé de l'armée de Tallard était un certain Levavasseur<sup>372</sup>. Enfin, un agent de l'État était chargé de contrôler, sur place, leur activité : il s'agissait de l'intendant d'armée ou, à défaut, d'un commissaire ordonnateur. En 1704, cette tâche fut confiée pour l'armée du Rhin au s<sup>r</sup> Fumeron<sup>373</sup>.

Le traité de fournitures des vivres à l'armée d'Allemagne en 1704 a été conservé au sein de la correspondance des trésoriers généraux de l'Extraordinaire des guerres, dans la sous-série G<sup>7</sup> des Archives Nationales<sup>374</sup>. Il décrit très précisément les obligations réciproques de la monarchie et des munitionnaires. Ces derniers s'engagent à fournir à l'armée du maréchal de Tallard 66 000 rations par jour, pendant six mois de campagne (de mai à octobre inclus) – soit, à un prix de 30 deniers la ration en Allemagne, un coût total de 1 518 000 livres<sup>375</sup>.

Le roi pour sa part s'engageait à fournir au munitionnaire les escortes nécessaires, et à le rembourser au cas où les ennemis parviendraient à s'emparer de ses fournitures ou de son matériel de transport.

La nécessité de faire tout acheminer présentait de nombreux inconvénients. Les déplacements des nombreux chariots de vivres retardaient l'armée : le traité des vivres de

---

<sup>371</sup> J.-E. Iung, *op. cit.*, t. I, p. 98. La date de 1708 n'est pas un hasard : la disgrâce de Chamillart entraîna celle de Lacour, dont le crédit était déjà passablement épuisé par les insuccès militaires.

<sup>372</sup> *Ibid.*, t. II, p. 130.

<sup>373</sup> Le commissaire ordonnateur était chargé de « tout ce qu'il y aura à faire pour la subsistance des troupes, assister aux revues qui en seront faites, avoir soin à ce que le pain de munition soit de bonne qualité et qu'il leur soit régulièrement fourni, que lesd. troupes soient payées ponctuellement de leur solde, ordonner de leur paiement, et généralement s'employer à ce qui sera à faire tant pour la subsistance desd. troupes que pour la discipline et police » (Mazarine ms. 2301, « Lettre de service pour l'armée de M. le maréchal de Tallard » [i.e. lettre patente confiant la commission à Fumeron], Versailles, 6 juillet 1704).

<sup>374</sup> Il s'agit du AN G<sup>7</sup> 1803, n°67, « Le traité des vivres de Flandres et Allemagne, pour l'année 1704, fut fait en 1703 sous seing privé », Versailles, 29 janvier 1704.

<sup>375</sup> Ce qui correspond à 12 144 000 rations. Ces chiffres sont confirmés par AN G<sup>7</sup> 1804, n°209, « Etat du pain de munition qui doit être fourni pendant la campagne prochaine 1707 aux troupes qui agiront en Flandres et Allemagne, 5 novembre 1706.

1704 prévoyait l'utilisation de plus de 340 caissons, soit près de 1 400 chevaux<sup>376</sup>. D'autre part, leur lenteur leur faisait courir le risque d'être pris par l'ennemi en cas de retraite précipitée. Enfin, la nourriture qui était transportée pouvait pourrir. De tels aléas ont de fait influencé, en 1704, les décisions des généraux français. Ainsi, les instructions de Tallard lors du premier passage en Allemagne étaient de rentrer en Alsace une fois les recrues convoyées à bon port, mais il était autorisé à mener une petite opération en collaboration avec l'armée de Marcin si l'occasion s'en présentait. Plus que les réticences de Tallard à agir dans l'Empire, ce sont des considérations matérielles qui interdirent ce dessein : sept cent mille rations de biscuit de l'armée du Danube ayant pourri à cause de l'humidité, Marcin et l'Électeur furent contraints de les jeter, et de retourner en catastrophe du côté d'Ulm pour récupérer des vivres<sup>377</sup>.

Le second passage se fit dans des conditions bien pires. Le premier facteur, et non le moindre, fut l'apparition chez tous les chevaux de l'armée, à partir du deuxième jour de marche, d'« une espece de peste »<sup>378</sup>, qui tua beaucoup de bêtes. Tallard avance une perte de sept à huit chevaux par jours<sup>379</sup>, soit en définitive, le tiers des montures françaises. Ce mal, qui ne tarda pas à être appelé « maladie d'Allemagne », toucha ensuite pendant un an et demi les armées françaises et alliées, mais l'armée de Tallard de juillet 1704 fut la première, et la plus durement touchée. Il s'agit probablement d'une forme de morve<sup>380</sup>. Ce malheur contribua grandement à ralentir le rythme des opérations. Toutefois, d'autres problèmes eurent visiblement comme origine des négligences humaines – c'est du moins l'opinion de Tallard et de Chamillart. Le 16 juillet, le maréchal avertit le secrétaire d'État de la guerre que 450 000 rations de pain s'étaient gâtées<sup>381</sup> – soit, pour une armée d'environ 30 000 hommes comme l'était celle de Tallard, l'équivalent de dix jours de nourriture. Ce fut d'ailleurs, avec le besoin d'attendre que l'arrière-garde de l'armée ait passé les montagnes, un des facteurs qui incitèrent Tallard à s'attarder au siège de Villingen, effectué moins en raison de considérations militaires que pour occuper les troupes.

---

<sup>376</sup> AN G<sup>7</sup> 1803, n°67, « Le traité des vivres de Flandres et Allemagne, pour l'année 1704, fut fait en 1703 sous seing privé », Versailles, 29 janvier 1704.

<sup>377</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°11, Tallard à Chamillart, camp de Gindlingen, 23 mai 1704.

<sup>378</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.l., s.d.

<sup>379</sup> *Ibid.*

<sup>380</sup> Maladie infectieuse due à une bactérie, la morve touchait principalement les équidés. Elle se transmettait par contact direct.

<sup>381</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°68, Tallard au roi, camp du Kert, 16 juillet 1704.

Le maréchal est furieux, et il se plaint fortement auprès de Lacour que « les deux tiers du pain [ont été] gasté, non par le temps, mais par la malfaçon de ceux qui l'ont fait »<sup>382</sup>. Il reconnaît tout de même que la chaleur du mois de juillet n'est pas propice à la bonne conservation des denrées. Tallard rend également compte d'autres malheurs qui ont frappé l'armée française alors qu'elle traversait la Forêt noire : les sacs de farine ont été trop légèrement remplis, ce qui réduit d'autant la quantité de subsistances dont peuvent disposer les troupes. En outre, le mauvais état des charrettes qui portent les caissons où sont entreposés les vivres les amène à casser régulièrement, ralentissant la marche des troupes<sup>383</sup>, ce qui favorise « la desertion des paysans charetiers »<sup>384</sup>.

Ces négligences sont fort graves. Elles entraînent la réaction du secrétaire d'État de la guerre, qui assure au maréchal qu'il a « grondé » le munitionnaire<sup>385</sup>. Lacour réagit vivement à ces critiques : il en rejette la responsabilité sur des facteurs extérieurs. Pour ce qui est des sacs de farine trop légers, il en accuse la « friponnerie des commis qui les ont livrés »<sup>386</sup>. Quant aux rations perdues, il faut en incriminer le climat, « car ce sont les mêmes boulangers, et les mêmes commis qui ont fait faire le pain qui a servy au passage de l'armée commandée par M. le marechal de Villars »<sup>387</sup>. Enfin, les destructions de charrettes étaient prévisibles, puisque les routes des montagnes de Souabe sont plus petites que celles d'Alsace, pays où ont été réquisitionnés les chariots : « Quand toutes les charrettes auroient esté neuves, il en seroit arrivé la même chose »<sup>388</sup>.

Parallèlement, Lacour s'en prend à son subalterne, Levavasseur, qui aurait dû mieux vérifier le poids des sacs de farine quand ils ont été livrés à l'armée<sup>389</sup>. Nous croyons utile de donner ici la teneur de sa lettre, pour indiquer à quel point les fautes qui mettaient une armée du roi dans une mauvaise situation étaient considérées comme graves :

« Il me paroist que la principale fonction d'un bon directeur est de voir combien il y a de provisions, si elles sont en bon estat, afin d'en pouvoir rendre bon compte au general quand on luy mande, cependant vous dormez tranquille avec du pain malfait dans vos

---

<sup>382</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°61, Tallard à Lacour, camp au-delà de la hauteur d'Hornberg, 17 juillet 1704.

<sup>383</sup> *Ibid.*

<sup>384</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Mösskirch, 25 juillet 1704. Selon Winston Churchill, rien de tel n'avait cours dans la marche des Alliés, puisque jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, un « Marlbrouck » servit dans les contrées rhénanes à désigner un chariot d'une très bonne qualité. W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 328.

<sup>385</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°76, Chamillart à Tallard, Versailles, 20 juillet 1704.

<sup>386</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°62, Lacour à Tallard, Paris, 20 juillet 1704.

<sup>387</sup> *Ibid.*

<sup>388</sup> *Ibid.*

<sup>389</sup> *Ibid.*

## DES ARMEES EN MARCHE

caissons, et des sacs où il manque un quart de bled ou de farine. Comment pouvez-vous assurer le service d'une armée si vous ne savez pas combien vous avez de provisions ? En un mot, vous avez fait un très mauvais service, d'ailleurs je veux absolument savoir d'où vient ce défaut de la malfaçon du pain, [et si on ne retrouve pas les coupables] tout tombera sur vous, et vous vous verrez revocqué honteusement, et cela ne se fera pas que le ministre n'en ait connaissance ; et vous vous trouverez par là hors d'état de jamais pouvoir travailler pour le Roy, vous savez à quel point il hait les fripons [...] Je suis cependant, monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur »<sup>390</sup>.

Les problèmes du ravitaillement par les munitionnaires sont d'autant plus graves que rien dans le pays traversé ne peut soulager les besoins des armées. Le tableau que dresse le commissaire ordonnateur Fumeron est tout à fait éloquent : « Plus nous avançons dans le pays, plus je le trouve depourvu des choses nécessaires pour l'entretien et la subsistance des troupes »<sup>391</sup>. On s'attendait certes à ce qu'un pays continuellement emprunté par des armées ennemies depuis trois ans déjà, et où les Impériaux avaient pris leurs quartiers d'hiver entre 1703 et 1704, ne fût guère attrayant. Mais l'attitude des paysans rend la situation intenable : « Tous les habitans de la route que nous tenons et des environs ont abandonné et se sont réfugiés en Suisse ou ailleurs avec leurs effets, chevaux et bestiaux, ce qui nous a obligé à mener plus loing que l'on n'espéroit une partie des voitures d'Alsace »<sup>392</sup>. La population locale se souvient en effet des déprédations qui eurent lieu lors de la première jonction de 1704, que personne ne put empêcher car « les peuples de ces provinces ignoroient qu'ils pouvoient demander des sauvegardes pour se garantir des pillages, et le maréchal de Marcin ne sçavoit point en faire pour en retirer des profits »<sup>393</sup>.

En outre, ce n'est pas seulement la crainte des pillages occasionnés par les troupes qui incite les gens à partir, c'est aussi un ordre formel du prince de Bade, soucieux que les Français ne tirent rien de la Souabe. Les vivandiers, censés acheter des vivres à la population locale pour les revendre aux soldats tout en gardant un bénéfice, se désespèrent de ne trouver personne, et s'en vont. On en est réduit à manger les bœufs, quand les chariots qu'ils transportent sont vides.

On aurait pu supposer que l'arrivée en Bavière soit apparue comme un soulagement pour des hommes aussi éprouvés. Malheureusement, il n'en fut rien. La question des subsistances était l'une des principales raisons qui avaient poussé Tallard à plaider contre une

---

<sup>390</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°63, Lacour à Levavasseur, Paris, 20 juillet 1704.

<sup>391</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Mösskirch, 25 juillet 1704.

<sup>392</sup> *Ibid.*

<sup>393</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 301 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 253.

opération conjointe des armées du Rhin et du Danube en Allemagne<sup>394</sup>. La situation désastreuse de la Bavière pendant la période du ravage permettait à peine de fournir assez de vivres aux troupes de Marcin. Ce dernier se plaignait en effet dès le 9 juillet de l'état inquiétant de son ravitaillement, « ne pouvant plus nous servir des provisions que nous avons dans les villes d'Ingolstat, Rain et Neufbourg, ayant esté obligez de faire brusler ce que nous en avons dans Donavert pour l'oster aux ennemis, et n'estant plus presentement à portée d'en tirer d'Ulm »<sup>395</sup>.

L'arrivée d'une deuxième armée ne pouvait qu'empirer la situation. Tallard envoyait régulièrement des dépêches à Marcin pour qu'il lui fasse avancer des denrées : « Au nom de Dieu monsieur de vos nouvelles, et du pain à Bibrach »<sup>396</sup>. En effet, conscient de la diminution redoutable du nombre de provisions qu'il emmenait avec lui, il ne pensait guère pouvoir tenir au-delà du 27 juillet<sup>397</sup>. Mais il pressentait tout aussi clairement qu'il n'y avait guère à espérer des ressources bavaroises. Dans les pires inquiétudes, il écrivait ainsi au roi qu'il ne s'attendait à trouver à Ulm « ny argent, ny contributions, ny magasins de farine, ny vin, ny viande, enfin, Sire, rien »<sup>398</sup>.

De fait, les prédictions pessimistes du maréchal furent confirmées la semaine suivante, lorsque les troupes françaises parvinrent enfin devant cette place. On ne comptait dans les magasins que six mille sacs de farine. C'était bien peu pour une armée qui en consommait plus de neuf cent par jour<sup>399</sup>. Une des premières préoccupations du maréchal, lors de sa rencontre avec Marcin, fut donc de trouver des denrées par n'importe quel moyen<sup>400</sup>. En premier lieu, Tallard contraignit l'Électeur de Bavière à lever les sauvegardes qu'il avait accordées à toutes les abbayes et maisons religieuses de la ville<sup>401</sup>. La population en effet en avait profité pour y entreposer tout ce qu'elle possédait, par crainte des réquisitions. Les saisies rapportèrent à l'armée huit mille sacs supplémentaires, qu'on promet de remplacer

---

<sup>394</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°61, « Réflexions [de Tallard] sur le passage des recrues de l'armée de Bavière, et sur celui de l'armée du Rhin en Souabe », Strasbourg, 11 avril 1704.

<sup>395</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°164, Marcin à Chamillart, camp près Augsburg, 9 juillet 1704.

<sup>396</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°168, Tallard à Marcin, camp entre Rottweil et Villingen, 16 juillet 1704.

<sup>397</sup> *Ibid.*

<sup>398</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°78, Tallard au roi, camp près Villingen, 21 juillet 1704.

<sup>399</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.l., s.d.

<sup>400</sup> Ces questions ne concernant que l'armée française, elles sont traitées uniquement entre Tallard et Marcin, lorsque l'Électeur a quitté la réunion. Nous pouvons également y voir la méfiance que l'on éprouve envers un souverain probablement peu enclin à ruiner son pays en y entretenant des armées considérables.

<sup>401</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.l., s.d.



après la récolte<sup>402</sup>. Personne ne fut dupe de cette déclaration. Une semblable situation se retrouva à Augsbourg, où on fit prendre vingt mille sacs de grains, qui furent payés « en lettres de changes sur Schaffhouse », c'est-à-dire en monnaie de singe, comme le dit Tallard lui-même : « Je crois que ceux à qui on les donnera ne compteront pas d'être payés ; mais c'est pour donner une espèce de forme à ce qui se fera »<sup>403</sup>.

Les subsistances que pouvaient dès lors espérer les troupes françaises et bavaroises ne pouvaient venir que des résultats de la récolte prochaine, lorsque les ennemis auraient enfin quitté la Bavière. Malgré les bonnes conditions météorologiques, on avait toutes les raisons d'être pessimiste, puisque les ennemis ont pris soin de s'attaquer aux cultures<sup>404</sup>.

### 2.2.1.5. *La marche du prince Eugène au secours de Turin*

Il n'est guère besoin de souligner le contraste entre la situation de ces hommes et celle des troupes de Marlborough, qui eurent en outre un mois pour se reposer après leur longue marche, pendant le ravage de la Bavière. Contrairement aux Français, Marlborough traversait des pays amis, riches et épargnés par la guerre. La marche du prince Eugène vers Turin représente un cas de figure encore différent. La distance à parcourir est semblable à celle du duc de Marlborough : depuis l'endroit où l'armée impériale a franchi l'Adige à Pettorazza, la nuit du 5 au 6 juillet, jusqu'à celui où s'est déroulée la bataille de Turin, le 7 septembre 1706, elle a effectué un trajet de près de 400 kilomètres. Toutefois, le temps écoulé (deux mois) est largement supérieur à celui des cinq semaines de la marche au Danube ; le rythme moyen de progression est donc relativement lent, de 4 à 5 kilomètres par jour<sup>405</sup>.

C'est que le prince Eugène devait traverser un espace parsemé de forteresses aux mains françaises ou espagnoles – alors que lui-même n'en contrôlait aucune qui pourrait abriter ses propres magasins. Qui plus est, ce parcours devait se faire sous les yeux de l'armée adverse. Dans ces circonstances, une telle entreprise paraissait difficile, voire impossible, même aux yeux des généraux alliés<sup>406</sup>.

---

<sup>402</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°84, Tallard à Chamillart, camp d'Elmesing, 31 juillet 1704 ; Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Krombach, 1<sup>er</sup> août 1704.

<sup>403</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°123, Tallard au roi, camp de Dierdorf, 4 et 5 août 1704.

<sup>404</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Krombach, 1<sup>er</sup> août 1704.

<sup>405</sup> Notons qu'il s'agit d'un rythme plus lent que celui de la seconde traversée de la Forêt Noire, qui peut être évalué à 9-10 kilomètres par jour.

<sup>406</sup> Le duc de Marlborough écrivait au prince Eugène que les difficultés qu'il avait à surmonter passaient parfois « les bornes du possible » (Marlborough au prince Eugène, camp de Dendermonde, 6 septembre 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. III, p. 118-119).

Pour pouvoir nourrir ses hommes, le général a dû compter sur la connivence des autorités des territoires qu'il traversait. Dès avant son départ, on avertit Chamillart que les Impériaux pouvaient tirer du pays vénitien « des équipages tous entiers de vivres et d'artillerie [...]. Ils font servir à leur usage les bœufs et les chariots de l'Etat Venitien comme ils pourroient faire ceux des pays hereditaires »<sup>407</sup>. Lorsqu'il marche vers l'ouest, le prince Eugène s'éloigne des sources de ravitaillement de la République, mais il est alors à même de se servir dans la région de Ferrare. Ses troupes se saisissent de postes occupés par les soldats du Pape. Eugène n'hésite pas d'ailleurs à inciter ses soldats à commettre de plus « grands desordres » que nécessaire, afin de faire pression sur le Souverain Pontife<sup>408</sup>. Ce dernier craint du reste une domination des Bourbons sur l'Italie, et ne fait pas grand chose pour empêcher que les soldats impériaux ne se ravitaillent sur son territoire<sup>409</sup>. Eugène tire ensuite du Parmesan « soixante milles rations de pain, qu'il a fait voiturer sur deux milles chariots avec d'autres provisions de bouche »<sup>410</sup>. Enfin, une semaine plus tard, c'est la république de Gênes qui est mise à contribution, et qui lui livre 100 000 rations de pain, 200 sacs de farine, de l'avoine, des vivres et du vin<sup>411</sup>. Les protestations de Montéléon, envoyé de Philippe V à Gênes, contre cette violation de neutralité, restent sans réponse. Trois facteurs expliquent le succès de ces fournitures. Premièrement, maître de la campagne puisque les Français veulent éviter tout combat, le prince Eugène est libre de réclamer tout ce dont il a besoin. Deuxièmement, certains États de la péninsule sont plus favorables aux Habsbourg qu'aux Bourbons. Enfin, rompant avec la tradition d'impécuniosité de l'armée impériale, le prince Eugène dispose largement de l'or des puissances maritimes, qui lui permet de payer ce qu'il consomme. Tout au long de la campagne, il bénéficie de considérables remises d'argent à Bologne, Ferrare, Venise ou Vérone<sup>412</sup>.

Peut-on pour autant considérer qu'il était possible, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, de « vivre sur le pays » ? Il semble que de ce point de vue-là, l'armée impériale représente une exception. Les soldats de l'Empereur étaient réputés pour leur capacité à supporter la faim, et le prince Eugène comptait sur leur endurance. Tout au long de la campagne de 1706, il chercha à utiliser la capacité de ses troupes à souffrir de nombreuses privations. On le

---

<sup>407</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°73, La Ferrière à Chamillart, s.l., 13 juillet 1706.

<sup>408</sup> « M. le cardinal Astalli m'a écrit que l'armée du prince Eugene agissoit d'une maniere qui ressembloit plutost à des hostilités qu'à celles que l'on tolere à des troupes qui causent quelque désordre dans leur passage » (AE Venise 148, fol. 1r-7r, Pomponne au roi, Venise, 7 août 1706).

<sup>409</sup> AE Venise 147, fol. 216r-229v, Pomponne au roi, Venise, 10 juillet 1706.

<sup>410</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°286, Louviennes à Chamillart, Gênes, 24 août 1706.

<sup>411</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°314, Montéléon à Chamillart, Gênes, 31 août 1706.

<sup>412</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°111, La Ferrière à Orléans, 20 juillet 1706.

constata dès les quartiers d'hiver 1705/1706, où il contraignit ses hommes à séjourner dans la région de Brescia, où elles manquaient cruellement de vivres et de fourrage<sup>413</sup>. Ainsi, les soldats ne recevaient que le tiers de leur ration<sup>414</sup> et la mortalité des chevaux, qui souffraient du manque de fourrage, était considérable<sup>415</sup>. Mais l'importance stratégique que le prince attribuait à la défense de ce territoire dépassait les problèmes logistiques qu'il pouvait poser.

Cette résistance à la faim, cette capacité à se ravitailler malgré tout, finirent par faire l'admiration des Français, pourtant souvent enclins à se moquer des défaillances logistiques des Impériaux. Après la défaite de Turin, Chamillart, excédé par les problèmes continuels de ravitaillement qu'on lui présentait lorsqu'il évoquait un retour vers l'Italie, s'exclama qu'« on se trouv[ait] quelques fois dans des conjonctures dans lesquelles il [fallait] apprendre des Allemands »<sup>416</sup>. Le prince Eugène, à l'inverse, se plaignait de l'attitude des forces auxiliaires qu'il dirigeait – c'est-à-dire les troupes allemandes à la solde des puissances maritimes, comme celles de Brandebourg –, qu'il opposait à la frugalité de ses propres soldats, plus habitués à souffrir ou à s'accommoder de la faim<sup>417</sup>.

Le lieu commun d'une meilleure résistance des Impériaux aux privations fut souligné par la suite dans un curieux manuscrit, des « Maximes sur la guerre » écrites par un « ancien officier » des armées de Louis XIV à l'usage de son fils. Ce texte vante la « bonne œconomie » des forces germaniques – l'auteur ne fait guère de distinction entre les troupes des princes allemands et les troupes impériales<sup>418</sup>. Selon lui, c'est l'habitude des privations qui affermit les soldats : « Les armées allemandes sçavent mieux se passer de la regularité dans la fourniture du pain que les notres, qui tombent dans un grand besoin dès que la fourniture mesme en avance n'est pas reguliere »<sup>419</sup>. On assiste à un renversement complet des critères de qualité : ce n'est plus la maîtrise logistique acquise par les armées européennes qui est la marque de la valeur, mais la capacité à s'en passer. Pour empêcher les Français de tomber dans le libertinage et la paresse (il accuse les soldats de Louis XIV de vendre une

---

<sup>413</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°89, Jean-Baptiste Angieliny à Chamillart, Vérone, 17 janvier 1706.

<sup>414</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°46, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 12 janvier 1706.

<sup>415</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°60, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 11 janvier 1706.

<sup>416</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°450, Chamillart à M. de Duchy, Versailles, 21 septembre 1706.

<sup>417</sup> « Die Allirten nicht also wie E. k. M. Truppen Hunger zu leiden, oder sich zu gedulden gewohnt sind » (Le prince Eugène à l'Empereur, camp près de Carpi, 6 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 219-220).

<sup>418</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre [par un ancien officier] », s.l., s.d. [1708-1710].

<sup>419</sup> *Ibid.*, p. 374.

partie de leur pain pour s'épargner la charge de le porter), il faut rendre délibérément irrégulières les fournitures de pain aux Français<sup>420</sup>.

Villars rend également hommage à la frugalité des Allemands, selon lui « la nation la plus propre à la guerre »<sup>421</sup>. Il remarque qu'ils parviennent à subsister « sans avoir le quart de l'atirail qu'ont les [Français] » ; il attribue principalement cet état de fait à la « discipline merveilleuse » qui règne dans leurs troupes :

« Nous voyons leurs armées subsister des tems considerables dans des endroits où les notres periroient au bout de très peu de tems. Examinés-en la cause, on verra que c'est l'autorité qu'a leur general qui s'estend despotiquement sur tout et que les officiers generaux entrent dans des details que les notres tiennent au dessous d'eux »<sup>422</sup>.

Villars a peut-être à l'esprit la fermeté des punitions du prince Eugène, qui faisait pendre tout soldat maraudeur<sup>423</sup>.

Si l'armée impériale fait en quelque sorte figure d'exception, c'est qu'elle est soumise à une double influence, devant à la fois mener des guerres réglées, contre ses ennemis occidentaux, et être adaptée à la guerre telle qu'elle était pratiquée dans les « confins militaires », par exemple contre les Turcs, ou encore les révoltés hongrois. À l'est, peu de forteresses, c'est-à-dire peu de magasins, mais des adversaires très mobiles. Il faut s'habituer à vivre sur le pays<sup>424</sup>. Néanmoins, il ne faut pas exagérer la résistance des troupes impériales, et ne considérer les progrès faits dans le ravitaillement des armées tout au long de la seconde partie du XVII<sup>e</sup> siècle que comme l'élaboration d'une machine inutilement complexe. La « qualité » et la « beauté » des soldats de l'Empereur étaient en général considérées comme bien moindres que celles d'armées mieux fournies, comme celles de Hollande, d'Angleterre ou de France<sup>425</sup>. Les conditions de vie éprouvantes dans l'armée impériale rendaient malades nombre d'entre eux, dans des proportions supérieures à ce qui était constaté pour les autres

---

<sup>420</sup> *Ibid.*

<sup>421</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 52.

<sup>422</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>423</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 157.

<sup>424</sup> Jean Nouzille, « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *La révolution militaire en Europe (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Économica, 1997, p. 83.

<sup>425</sup> Des officiers français notent ainsi : « Nostre infanterie est incomparablement meilleure que celle des ennemis ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°180, La Ferrière à Chamillart, s.l., 3 août 1706. C'était les troupes à la solde des puissances maritimes qui composaient « la meilleure partie de l'armée » du prince Eugène. SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°77, La Ferrière à Chamillart, s.l., 16 juillet 1706.

armées<sup>426</sup>. Qui plus est, il n'était possible de se ravitailler longtemps sur le pays, comme nous l'avons vu, que dans un nombre restreint de riches contrées, dans la mesure où ces dernières n'avaient pas déjà été épuisées par de précédentes campagnes. Duchy, commissaire principal de l'extraordinaire des guerres, irrité par les remontrances de Chamillart, tenta de nuancer l'« exception logistique » des Impériaux :

« Je sçais, monseigneur, comme les Allemands subsistent. Il est vray qu'ils ont moins de magasins que nous, mais je ne puis pas convenir qu'ils ayent moins de precautions, et en un mot, leur habileté en fait de subsistance consiste à se servir des païs dans lesquels ils se trouvent par l'exacte discipline qu'ils font observer à leurs armées. Cela est excellent dans quelques endroits de l'Italie, mais non pas dans un pays comme celui-cy [le Dauphiné], qui n'a pas même de quoy fournir à la subsistance de ses habitants en denrées des moindres especes, ny dans le Piémont, où toutes les montagnes sont garnies de bandis ; et quand les Allemands sont entrez la guerre derniere en Dauphiné, avec M. le duc de Savoye, ils ont été obligez d'en sortir au bout d'un mois, sans y être forcez par les troupes du Roy, parce que ce qu'ils avoient apporté de vivres étoit consommé »<sup>427</sup>.

Enfin, le dernier motif d'étonnement, dans la campagne d'Eugène en 1706, est sa capacité à se dispenser de perdre son temps à prendre des places, alors que la guerre de siège occupait un temps croissant tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle. Le duc d'Orléans lui-même est impressionné par la décision du général impérial, « de marcher en diligence pour tenter le secours de Turin sans mesme s'assurer auparavant de la Mirandole et de Modene comme les regles de la guerre le demanderoient »<sup>428</sup>. Louviennes, correspondant de Chamillart à Gênes, montre la même perplexité : « Son entreprise paroist d'autant plus temeraire qu'il n'a ny place d'armes, ni magasins, et laisse derriere luy plusieurs places de guerre »<sup>429</sup>. En réalité, le prince Eugène, soucieux de gagner du temps, a négligé les meilleures places, comme Modène. Mais dans sa marche vers l'ouest, il a été contraint de s'arrêter à deux reprises, pour prendre Carpi puis Reggio<sup>430</sup>. Le duc d'Orléans d'ailleurs s'est réjoui que ces deux postes aient « [amusé] les ennemis pendant une quinzaine de jours »<sup>431</sup>. S'en excusant auprès du duc de Savoie, le prince Eugène en donne lui-même les raisons : « Pour m'avoir du pain [et] me desembarasser des malades, et d'une quantité de chariots et bagages incroyables que les troupes auxiliaires

<sup>426</sup> AE Milan 17, fol. 288r-289r, Legrand à Torcy, Milan, 21 août 1706.

<sup>427</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°242, Duchy à Chamillart, Oulx, 27 septembre 1706.

<sup>428</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°238, Orléans au roi, camp de Guastalla, 14 août 1706.

<sup>429</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°286, Louviennes à Chamillart, Gênes, 24 août 1706.

<sup>430</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 157.

<sup>431</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°255, Orléans au roi, camp de Guastalla, 17 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 248-253.

ont avec elles »<sup>432</sup>. C'est sur ces dernières, habituées à une guerre plus « occidentale », qu'il fait reposer son besoin d'établissements :

« Si les troupes auxiliaires estoient accoutumées de souffrir la faim comme les Imperiaux, je ne serois pas obligé d'avoir tant de pain, mais de passer entre les forteresses ennemies. Dans l'incertitude si je pouvois avoir mes provisions de bouche, et que les auxiliaires ne feront aucun pas si le pain manqueroit un seul jour, V.A.R. jugera de soy-mesme que je ne puis pas me haster autant que je voudrois »<sup>433</sup>.

Pour conclure, nous pouvons remarquer à quel point le pari du prince Eugène était risqué. D'un point de vue stratégique, sa position était très précaire, puisque le moindre obstacle sérieux – à Stradella ou sur le Tanaro – aurait coincé son armée entre deux armées ennemies – celle de La Feuillade et celle du duc d'Orléans –, dans un pays parsemé de places hostiles. Qui plus est, si elles avaient été bloquées, les troupes alliées n'auraient pas manqué de mourir de faim. En effet, à la fin de sa marche vers le Piémont, le prince Eugène fut de plus en plus préoccupé par « les grandes difficultés du pain »<sup>434</sup>. Il demandait incessamment, « avec beaucoup d'impatience », au duc de Savoie, de l'accueillir avec des provisions<sup>435</sup>. Le général impérial fut de surcroît confronté à un dernier problème « fort embarrassant » : ravitailler son armée en eau, alors que toutes les rivières étaient à sec<sup>436</sup>. La plupart des généraux français n'ont jamais cru qu'il se jetterait dans de telles incertitudes. Saint-Frémond se demandait ainsi, avant le début de la marche du prince vers Turin, « ce que deviendrait l'armée imperiale si [les Français] la suiv[aient] en queue, et qu'elle arrivat en Piemont, sans magasins, à portée de deux armées formidables qui se pourroient preter la main en approchant de Turin »<sup>437</sup>. C'est pourtant très exactement ce que décida de faire le prince Eugène... car il était convaincu que du sort de Turin dépendait celui de l'Italie.

---

<sup>432</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°19, [Lettres interceptées du] prince Eugène au duc de Savoie, camp près de Carpi, 4 août 1706.

<sup>433</sup> *Ibid.* Il réitère cet argumentaire (besoin de mettre son pain en sécurité, de se débarrasser des malades, et surtout des bagages encombrants que les auxiliaires transportent avec eux) dans ses lettres à l'Empereur (le prince Eugène à l'Empereur, camp près de Carpi, 6 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 219-220).

<sup>434</sup> Le prince Eugène au duc de Savoie, camp de Cadeo, 20 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 228-229.

<sup>435</sup> Le prince Eugène au duc de Savoie, camp de Voghera, 23 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 233-234. Il n'a alors, avec lui, que le tiers de la quantité de pain nécessaire avant d'arriver à destination.

<sup>436</sup> Le prince Eugène au duc de Savoie, camp entre Enza et Parme, 16 août 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 226-227.

<sup>437</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°228, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 10 juin 1706.

Même s'ils n'étaient pas aussi audacieux que le général impérial, les généraux français d'Italie ne furent pas incapables de mouvements rapides. Ainsi, lorsqu'il paraît évident, après la prise de Reggio, que les troupes alliées vont chercher à rejoindre Turin, le duc d'Orléans organise une marche forcée qui doit l'amener du camp de Guastalla aux environs de Pavie, puis à Valence, où ils seront en état de surveiller le Tanaro ou joindre le duc de La Feuillade<sup>438</sup>. Vaudémont et le comte Julio Visconti, l'homme chargé des contributions et du ravitaillement dans l'État de Milan, déploient alors toute leur énergie pour s'assurer que les troupes, bien ravitaillées, seront capables de se battre dès leur arrivée. Ils mobilisent tous les chariots des régions de Parme et Crémone, afin d'assurer un système d'étapes qui attendent les soldats de l'armée des Deux-Couronnes<sup>439</sup>. Tous les 18 kilomètres, les troupes trouvent alternativement du vin et de l'eau de vie, et des rations pour les hommes et les chevaux, « le tout servy comme dans le cœur du royaume et mieux »<sup>440</sup>. Les rations sont décomptées de la contribution annuelle de 1 600 000 rations que doit l'État de Milan au titre de son imposition<sup>441</sup>. Qui plus est, un commissaire des vivres, à l'arrière-garde, dirige un convoi de 100 chariots destiné à ramasser les malades et les traîneurs<sup>442</sup>. Cette opération, aux dires de tous, est donc un succès :

« Tout le reste de nos troupes a fait tant de diligence, que la queue de nostre infanterie sera icy demain 23, sans estre fatiguée, ny avoir de traisneurs, par le moyen des chariots en relais que monseigneur de Vaudemont leur a fait fournir par le Milanez, avec un tel ordre, une telle abondance, et une telle exactitude que dans les armées de Votre Majesté jamais, du consentement de tout le monde, rien n'a esté si bien servi. Le comte Julio Visconti s'est donné des peines et des soins extraordinaires pour faire executer les ordres de monseigneur de Vaudemont, et enfin par la diligence qu'ils ont facilitées aux troupes de Votre Majesté, je me trouve en estat de pouvoir luy répondre que tous les efforts de M. le prince Eugene seront inutiles pour empescher la prise de Turin »<sup>443</sup>.

La qualité de l'organisation a permis un rythme particulièrement élevé : près de 130 kilomètres en huit jours, du 16 au 23 août, soit un rythme journalier de plus de 16 kilomètres, supérieur à celui de la descente de Marlborough vers la Bavière. Selon tous les

---

<sup>438</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°255, Orléans au roi, camp de Guastalla, 17 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 248-253.

<sup>439</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°179, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 16 août 1706.

<sup>440</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°279, Orléans à Chamillart, Pavie, 22 août 1706.

<sup>441</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°179, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 16 août 1706.

<sup>442</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°187, Picon d'Andrezel à Chamillart, Pavie, 22 août 1706.

<sup>443</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°278, Orléans au roi, Pavie, 22 août 1706.

observateurs, cette réussite est à mettre au crédit de la discipline que le duc d'Orléans a réussi à rétablir dans son armée<sup>444</sup>.

La marche du duc d'Orléans, de Guastalla à Valence, est d'une ampleur trop limitée pour être comparée aux trois autres trajets précédemment évoqués. Elle permet néanmoins de rappeler que l'art d'organiser les marches était une des principales qualités des généraux, quand bien même les chemins à parcourir étaient plus limités. La marche du duc de Vendôme vers Gand, du 4 au 6 juillet 1708, aurait pu représenter une grande victoire pour les Français – n'eut été le retard pris à l'exécution de la dernière étape, c'est-à-dire le blocus d'Audenaerde. La marche du duc de Luxembourg au camp d'Espierres, en 1694, fut considérée comme la plus grande opération militaire de la campagne, dans la mesure où elle empêcha Guillaume III de mener son offensive sur l'Escaut<sup>445</sup>. Cette marche, pourtant, ne s'étala que sur cinq jours.

Les trois marches de Marlborough, de Tallard et du prince Eugène présentent par rapport aux précédentes le défi supplémentaire de la longue durée du trajet, associée à l'absence de magasins sur la route. Chacune propose une solution différente. Celle de Tallard montre les inconvénients du recours aux munitionnaires pour la fourniture des troupes. Marlborough et Eugène ont réussi, chacun à leur façon, à faire vivre leur armée « sur le pays », mais Marlborough payait, tandis qu'Eugène réquisitionnait. En définitive, ce sont sans doute les troupes de Marlborough qui ont le mieux vécu leur voyage. C'est dire si, au début du XVIII<sup>e</sup>, la boutade de Trivulce était toujours aussi justifiée : « Trois choses sont indispensables pour faire la guerre ; de l'argent, de l'argent et encore de l'argent ».

### 2.2.2. Misère, indiscipline et désertion

Pour s'assurer que les troupes seraient ravitaillées en nourritures, en vêtements, en armes et en munitions de guerre, il était de fait indispensable de mettre à leur disposition des sommes considérables. La remise régulière de fonds aux armées était nécessaire aussi bien pour donner leur solde aux combattants que pour payer les travaux effectués par les paysans locaux, ou encore pour leur acheter leur production agricole. Ces remises furent de plus en plus mal assurées par une monarchie française financièrement aux abois. Si l'argent venait à

---

<sup>444</sup> AE Milanais supplément 1, fol. 318r-320r, nouvelles de Milan à Chamillart, 22 août 1706.

<sup>445</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, op. cit., t. II, p. 185-186. Cette marche fut même célébrée par une médaille.



manquer, si le bien-être matériel des militaires n'était plus assuré, on courait le risque de voir les soldats se servir eux-mêmes, au détriment de la population locale – qui pouvait le leur faire chèrement payer. L'indiscipline suscitée par la misère entraînait en retour de véritables scènes d'insubordination. Ce cercle vicieux alimentait enfin, dans l'armée française aussi bien que dans celles de ses adversaires, le fléau insoluble de la désertion.

### 2.2.2.1. *Plaies d'argent*

En général, les armées sont plutôt bien pourvues en argent au début de leur campagne. Les mois de mai 1704 (en Allemagne) et 1706 (en Flandre) sont fastes. Chamillart écrit à Tallard : « Vous devés avoir presentement beaucoup d'argent, il me semble que le plus en ce genre la n'embarasse pas »<sup>446</sup>. Villeroy écrit pour sa part au secrétaire d'État de la guerre pour se réjouir que le trésorier de l'armée dispose de 400 000 livres, tandis que 700 000 supplémentaires sont promises pour juin<sup>447</sup>.

Mais la situation se dégrade souvent bien vite, comme le montre l'exemple de l'armée de Tallard. La Houssaye, l'intendant d'Alsace, pressent dès le mois de juin que les fonds dont elle dispose à cette époque ne suffisent pas pour permettre une traversée de la Forêt Noire<sup>448</sup>. En juillet, le maréchal demande à Chamillart 200 000 écus supplémentaires pour pouvoir tenir jusqu'à la fin de la campagne<sup>449</sup>. Une telle augmentation n'était pas prévue par le secrétaire d'État, qui était convaincu que les troupes du Rhin et du Danube étaient déjà suffisamment pourvues. Pourtant, ce problème devient de plus en plus aigu. En août, Tallard avertit Chamillart que son armée sera complètement dépourvue au début du mois suivant : « [Les troupes] n'ont pas un double : je dis ny officier ny soldat à commencer par moy »<sup>450</sup>.

Le cas de l'armée de Lombardie est un peu différent, dans la mesure où les fonds manquent avant même le début de la campagne. Le duc de Vendôme s'en plaint dès le mois d'avril : « L'argent manque totalement icy depuis quelques tems [...] J'espere que vous aurez la bonté de remedier à cet inconvenient »<sup>451</sup>. L'intendant et les généraux sont contraints de trouver des expédients. Ils se résignent à ne plus dédommager les soldats pour les travaux

---

<sup>446</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°1, Chamillart à Tallard, L'Estang, 11 mai 1704.

<sup>447</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°182, Villeroy à Chamillart, Louvain, 18 mai 1706.

<sup>448</sup> AN G<sup>7</sup> 1776, n°220, La Houssaye à Chamillart, camp de Lauterbourg, 19 juin 1704.

<sup>449</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Chamillart à Fumeron, Versailles, 31 juillet 1704.

<sup>450</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°122, Tallard à Chamillart, camp de Dierdorf, 4 août 1704.

<sup>451</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°263, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 12 avril 1706. Les capacités pécuniaires de la monarchie française furent encore plus compromises après la bataille de Ramillies, qui lui fit perdre les importantes contributions des Pays-Bas espagnols, et la contraignit à des dépenses immenses pour reconstituer l'armée.

supplémentaires (construction de retranchements, par exemple), ce qui scandalise les vieux soldats<sup>452</sup>. Ainsi, « il n'i a que la main des ouvriers charpentiers et mareschaux qu'on ait obligé de payer, ce qui est impossible d'esviter par ce qu'autrement on n'en trouveroit pas »<sup>453</sup>. Il est tout aussi difficile, faute de moyens, de conserver les bateliers qui doivent déplacer les troupes françaises<sup>454</sup>. Ainsi, les problèmes financiers ont considérablement nui au système de défense français, en ralentissant les mouvements des troupes et le rythme de construction des retranchements.

En revanche, les troupes de Piémont semblent mieux fournies que celles de Lombardie. Le duc d'Orléans se plaint qu'une partie des fonds destinés à son armée soit passée à celle de La Feuillade<sup>455</sup>. La réussite du siège de Turin était la priorité absolue, et le gendre de Chamillart était d'un naturel dépensier, comme le déplore l'intendant de son armée, qui cherche à « engager monsieur de La Feuillade à mesnager l'argent du Roy. J'ay bien de la peyne à luy faire entendre sur cela, s'en prenant à moy de la dizette où nous sommes souvent »<sup>456</sup>.

L'usage systématique de systèmes de crédit dans l'armée française aggrave encore ce manque chronique de ressources pécuniaires. Très souvent, on n'accorde aux intendants, pour payer officiers et soldats, que des promesses de sommes à recouvrer sur des impositions futures. Les marchands qui vendent aux armées acceptent certes ce type de paiement, mais au-dessous de sa valeur, en fonction du risque qu'ils prennent et du taux de recouvrement qu'ils espèrent obtenir. Tout repose en fait sur la confiance. Ainsi, les officiers en quartiers en Bavière, lors de l'hiver 1703-1704, ont du mal à faire accepter leurs lettres de change : « Les marchands different à se charger de pareilles lettres qu'ils n'ayent vu comme se feront les premiers payemens »<sup>457</sup>. De fait, six mois plus tard, la réputation de mauvais payeur de la monarchie française est établie, en Bavière comme sur les autres théâtres d'opérations européens : « Presque toutes les lettres de change que le tresorier a tirées depuis cinq mois ou

---

<sup>452</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°91, Montviel à Chamillart, camp de Rivoli, 16 mai 1706.

<sup>453</sup> *Ibid.*

<sup>454</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1971, n°261, Esgrigny à Chamillart, Casal, 29 avril 1706.

<sup>455</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°256, Orléans à Chamillart, camp de Guastalla, 17 août 1706.

<sup>456</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°137, Esgrigny à Chamillart, camp devant Turin, 25 juillet 1706. Chamillart a également tendance à favoriser l'armée du Piémont contre celle de Lombardie, car il est excédé du manque de rigueur et d'obéissance des officiers de cette dernière armée, qu'il attribue à la nonchalance de Vendôme. Il défend donc l'intendant de l'armée de La Feuillade, quand celui de l'armée de Vendôme lui demande de prendre sur ses propres ressources pour équiper de souliers les troupes de Lombardie. SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°70, Esgrigny à Chamillart, camp devant Turin, 3 juin 1706.

<sup>457</sup> AN G<sup>7</sup> 1776, n°43, Vieuxcourt à M. de Rebours, s.l., 29 janvier 1704.

environ sur le trésorier général de l'extraordinaire des guerres et le trésorier de l'artillerie ont été protestées »<sup>458</sup>.

Le cas de l'armée de Lombardie dans ses quartiers d'hiver 1705-1706 est à ce titre exemplaire. Les officiers, pour équiper leurs unités, ne disposent que de billets d'ustensile, c'est-à-dire d'escomptes sur des revenus qu'ils vont tirer du plat pays<sup>459</sup>. Les Italiens se méfient d'une telle monnaie, et ne l'acceptent qu'au cinquième de sa valeur nominale<sup>460</sup>. Les banquiers ne font pas plus confiance aux capacités de remboursement de la trésorerie de l'armée française, et refusent de faire crédit<sup>461</sup>. Enfin, la confiance s'amenuise au rythme des désastres de l'*annus horribilis* : les mauvaises nouvelles de Catalogne et de Flandre achèvent de fermer « les bourses de Gennes et Milan »<sup>462</sup>.

### 2.2.2.2. *Indiscipline, pillages et insubordination*

L'effondrement du crédit est ressenti d'autant plus douloureusement par les soldats que le prix des denrées alimentaires a tendance à s'accroître dans les contrées occupées par une armée. Ce phénomène, constaté par exemple en Bavière en 1704, s'explique aisément par une augmentation de la demande conjuguée avec une fréquente diminution de l'offre dans des terres ravagées par les mouvements de troupes<sup>463</sup>.

Dans de telles circonstances, il existe un grand risque que le pillage et la maraude ne se développent. Ce phénomène est parfois limité aux malveillances de quelques individus isolés ; il suffit alors, pour l'enrayer, de châtier les coupables. Un cheval-léger de la compagnie du duc d'Orléans servant aux Pays-Bas espagnols en 1706 est ainsi condamné à 6 mois de prison, avant d'être chassé de son corps, pour être allé « dans des villages exiger de l'argent »<sup>464</sup>. Au même moment, en Italie, le problème est devenu endémique, entraînant en retour une hostilité profonde des populations locales :

---

<sup>458</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, fol. 164, Marcin à Chamillart, camp près Augsburg, 9 juillet 1704.

<sup>459</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 166-168.

<sup>460</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°309, Montgon à Chamillart, Mantoue, 23 février 1706. Pour faire remonter les cours des billets d'ustensiles, les Français se montrent capables de tout. Alors que ces billets se négocient à 20% de leur valeur, ils soudoient un négociant pour que ce dernier les accepte à 22%, dans l'espoir que cela fera remonter les cours !

<sup>461</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1971, n°261, Esgrigny à Chamillart, Casal, 29 avril 1706.

<sup>462</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°137, Esgrigny à Chamillart, camp devant Turin, 25 juillet 1706.

<sup>463</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, fol. 164, Marcin à Chamillart, camp près Augsburg, 9 juillet 1704.

<sup>464</sup> SHD AG, Y<sup>a</sup> 314, non numéroté, Chamillart à Du Plessis, Paris, 30 août 1706.

## DES ARMEES EN MARCHE

« Il y a beaucoup de desordre partout dans ce pais-ci sur ce qu'il n'y a aucune discipline parmi nos troupes, qui pilie sans aucune distinction tout par où il pace, ce qui irite fort ces jens icy, qui ne sont dega pas trop portez pour nous. Je suis for souvant spectateur des lamantation qu'il font et des sotise qu'ils diset contre nous, car il ne ce mefiet nullement de moy, à cause que je suis mariez avec une Mantouane et qu'il me croie Alemend. Mais dans de certaines aucasions, l'on ne peut leur donner tort, car nos troupes ressemble plustost à une bande de Boheme qu'à un armée reglée, l'officier piliant aussi bien que le soldat [...] Je puis assurer Vostre Grandeur que le peu qu'il y avoit de gens françois ont tous changez »<sup>465</sup>.

Si l'on constate une telle différence de situation entre la Flandre et l'Italie, c'est principalement à cause de l'attitude de l'encadrement moyen et supérieur des soldats. Force est de constater que les gradés servant en Lombardie ne font pas tous les efforts possibles pour mettre fin aux déprédations. Les officiers en sont même parfois les organisateurs et les principaux bénéficiaires, comme dans le cas que rapporte La Feuillade :

« J'ay esté informé que les officiers qui ont conduit lesd. recrues ont abusé de la permission que vous leur aviés donné pour prendre deux charriots dans les villages où ils pouroient en avoir besoin pour transporter les soldats qui ne seroient pas en etat de marcher, et qu'au lieu de s'en estre service, ils ont reçu sous ce pretexte de l'argent de la plus grande partie des communautés où ils ont passé »<sup>466</sup>.

Dans la plupart des cas toutefois, les gradés ne font preuve que d'une grande complaisance envers leurs hommes<sup>467</sup>. La volonté de se faire craindre des Vénitiens, qu'on pense jouer un double jeu, intervient pour beaucoup dans ce mépris des règles. Saint-Frémond se moque de leurs plaintes, réduisant les vols commis à « quelques poules qui familiarisent trop avec nos soldats »<sup>468</sup>. L'abbé de Pomponne, ambassadeur à Venise, nie en bloc toutes les accusations prononcées contre les soldats français, attribuant aux troupes impériales les

---

<sup>465</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°342, Le s<sup>t</sup> Roger à Chamillart, Mantoue, 7 août 1706.

<sup>466</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°181, La Feuillade à Chamillart, camp de Montanare, 7 mai 1706.

<sup>467</sup> Cette accusation ne doit pas être exprimée en bloc contre l'ensemble des officiers français. Certains d'entre eux – mais les occurrences sont rares – ont exprimé leur rejet des pillages perpétrés par les soldats et leur compassion vis-à-vis des populations locales. C'est le cas d'un officier du régiment de la Marine, qui a laissé dans le fonds des archives du ministère des Affaires étrangères un journal original de la campagne de 1706. Il déplore ainsi un épisode qui le voit contraint de faire brûler – sur ordre de ses supérieurs – l'ensemble des bateaux du lac de Garde, entraînant la ruine des marinières : « Ces raisons spécieuses [données par les chefs] ne peuvent-elles pas faire languir quelques moment (*sic*) une catastrophe causée par la nécessité de la guerre, et défendue par le droit des gens. Quelque tribut qu'exige la subordination et l'obéissance d'un officier à son général, il est des moments où la main ne sçauroit être guidée par le cœur, et dans lesquels il vaudroit presque mieux être victime que de l'offrir ». AE Milanais supplément 1, fol. 353r-385v, « Campagne de 1706 » [fait par un officier du régiment de la Marine].

<sup>468</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°123, Saint-Frémond à Chamillart, la Badia, 22 mai 1706.

dommages constatés par les Vénitiens.<sup>469</sup> Enfin, le roi lui-même exprime son indulgence envers les exactions perpétrées par ses troupes : « Il est bien difficile [...] de contenir les soldats lorsqu'ils entrent par force dans les lieux occupés auparavant par les ennemis »<sup>470</sup>. Louis XIV conseille à son ambassadeur de s'en remettre, pour régler ces problèmes, au duc de Vendôme.

Or le duc de Vendôme est lui-même l'un des principaux responsables de cet état de fait. Les hommes de Versailles, comme les généraux de l'armée d'Italie, savent pertinemment que le manque de discipline de ses troupes est sa pire faiblesse. Lui-même de mœurs très relâchées, il ne veut guère s'astreindre à faire régner l'ordre dans ses armées<sup>471</sup>. C'est pourquoi, à leur arrivée, le duc d'Orléans et le maréchal de Marcin doivent s'efforcer de « rappeler quelque esprit de discipline absolument oublié aussi bien dans l'officier que dans le soldat »<sup>472</sup>. Les deux hommes pensaient, comme Villars, que l'ordre régnant dans l'armée du prince Eugène contribuait beaucoup au succès de ses opérations... Il semble qu'à la fin de la campagne, les dérèglements se soient atténués au sein des troupes françaises. Dès la fin du mois de juillet, Vaudémont « commence à s'apercevoir d'un grand changement dans l'armée par l'ordre et la règle qui s'y rétablissent »<sup>473</sup>. Il est possible que la plus grande attention d'Orléans au bien-être de ses hommes, manifesté par la qualité de l'organisation de la marche d'août 1706, y soit pour beaucoup<sup>474</sup>.

Il est en effet indispensable au sein d'une armée de prohiber la maraude. Il ne s'agit pas seulement d'éviter les tensions diplomatiques avec les puissances locales, mais aussi d'éviter que l'habitude de désobéissance ne se répande dans toute l'armée. Enfin, il faut éviter de monter les populations contre les soldats, car les celles-là sont bien souvent à même de se défendre. On constate ce phénomène lors de la traversée de la Forêt Noire en 1704. Mérode-Westerloo raconte ainsi que près de Hornberg, des soldats avaient découvert des vaches que leurs propriétaires avaient cachées dans les bois. Les officiers ne surent pas interdire à leurs hommes de s'en emparer, donnant ainsi un bien mauvais exemple à l'armée : « On ne put plus empêcher le soldat de s'écarter dans les bois et les montagnes, et de faire des desordres cruels ; et les paysans, enrégés, en tuèrent quelque mille que nous perdîmes avant de sortir de

---

<sup>469</sup> AE Venise 149, fol. 142r-146r, réponse [de l'abbé de Pomponne] au Parté du 18 mai 1706, Venise, 29 mai 1706.

<sup>470</sup> AE Venise 147, fol. 36r-38r, Louis XIV à Pomponne, Versailles, 28 mai 1706.

<sup>471</sup> La Ferrière déplore qu'il ne soit guère « au pouvoir de son temperament de refuser quelque chose et de chatier quelqu'un ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°18, La Ferrière à Chamillart, s.l., 4 juillet 1706.

<sup>472</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°143, Marcin à Chamillart, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706.

<sup>473</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°152, Vaudémont à Chamillart, Milan, 28 juillet 1706.

<sup>474</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°187, Picon d'Andrezel à Chamillart, Pavie, 22 août 1706.

la Forêt-Noire »<sup>475</sup>. Dans ces circonstances, malheur au soldat isolé du reste de l'armée. Après le passage des montagnes, Tallard, très conscient du problème, laisse se reposer son armée pour attendre tous ceux qui pourraient avoir du retard : il ne faut « point de traisneurs dans le trajet des montagnes, parce que tout ce qui reste derriere est perdu. »<sup>476</sup>.

On observe la même attitude de malveillance des populations locales contre les troupes françaises lors de la campagne d'Italie, que les peuples dépendent de souverains hostiles ou alliés aux Deux-Couronnes, voire habitent dans les territoires italiens de la monarchie d'Espagne, c'est-à-dire le Milanais et le royaume de Naples. Cette malveillance larvée s'exprime lors des nombreuses affaires d'altercations entre militaires français et populations locales. À Venise, un officier de Louis XIV remarque qu'on en est arrivé à « un tel point de mepris pour nous dans ce pays cy, qu'on y craint moins d'offencer un lieutenant general des armées du Roy qu'un farabute de l'Empereur »<sup>477</sup>.

À Mantoue, une « affaire très triste » met aux prises des officiers français et les troupes locales<sup>478</sup>. Un officier du régiment de La Marine, après avoir trop bu, prend à parti un paysan. Des gardes du duc de Mantoue interviennent, qui n'hésitent pas à lui tomber dessus « à coups de bourades de mousquetons et le sabre à la main ». Tout cela dégénère en une véritable bataille de rue, lorsque des officiers français, désireux de venger leur camarade, poursuivent les Italiens jusque dans le palais du duc de Mantoue. Ils y sont assaillis de toutes parts, et un sous-lieutenant français y est blessé d'un coup de fusil, tiré depuis une fenêtre. Alors qu'il se confesse, il est achevé à coups d'épée. Même si, sur pression du duc de Vendôme, les autorités mantouanes se décident à sévir, en faisant casser la tête des deux principaux coupables, cet événement n'en marque pas moins une profonde hostilité de la population italienne envers les militaires français, même dans une ville dont le souverain soutient clairement la cause de Louis XIV.

Enfin, le cercle vicieux de l'indiscipline, de la misère et de la maraude peut amener les soldats à de véritables phénomènes de sédition. Au début de l'année 1708, les troupes passant leurs quartiers d'hiver dans le nord de la France sont ainsi gagnées par des manifestations d'insoumission. La situation financière de la monarchie est alors critique. Les soldats se

---

<sup>475</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 287.

<sup>476</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°51, Tallard à Chamillart, camp près Walkirch, 9 juillet 1704.

<sup>477</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°257, Vincelles à Chamillart, s.l., 17 juin 1706.

<sup>478</sup> Elle est relatée dans SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°80, Picon d'Andrezel à Chamillart, Mantoue, 14 avril 1706, et SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°101, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Rivole, 5 mai 1706.

plaignent de ne plus toucher leur solde. À Bapaume, à Aire, à Landrecies, ils commencent à menacer la ville qui les accueille de représailles si la population ne se mobilise pas pour leur fournir une paie, désespérant de rien recevoir du roi. Dans cette dernière cité, ils placardent un billet sur la porte de l'église des Carmes sur lequel on peut lire la menace : « Messieurs et dames de Landrecy, sy on ne paye pas la garnison ils pilleront la ville »<sup>479</sup>. Les officiers, sommés de trouver les coupables, en sont incapables<sup>480</sup>. On peut même déceler chez ces derniers une certaine incapacité à condamner formellement de telles pratiques, conscients qu'ils sont de la misère de leurs hommes. Magnac, lieutenant général, écrit ainsi à Chamillart :

« Je me suis desja donné l'honneur de vous demander les ordres du Roy et les vostres sur pareilles seditions, desquelles il faudroit faire des exemples, sans faire aucune reflexion, qu'il est impossible qu'un cavalier et soldat vive en cazerne de la moitié d'un pain de munition ; on ne veut plus mesme faire credit aux officiers parce qu'ils ont payé l'année passée avec des billets sur les tresoriers, lesquels n'ont point esté acquittez ; il est deub de tout l'hyver cinq pretz à cette garnison, sans y comprendre deux pretz que j'ay fait de l'argent que j'ay emprunté à MM. du Magistrat de cette ville... »<sup>481</sup>.

Les auteurs des troubles de 1708 cherchent encore à se dissimuler. Cependant, les manifestations d'insubordination se montrent parfois sous des formes plus violentes. Un seuil est franchi lorsque les soldats n'hésitent plus à porter la main à l'épée contre les propres supérieurs. C'est ce qui se passe à Modène au milieu de l'été 1706<sup>482</sup>. Deux officiers du régiment de Cappy (le lieutenant-colonel et un capitaine) surprennent quelques cavaliers en train d'enfoncer la porte d'une maison – sans doute pour rançonner les habitants, mais nous ne disposons pas de plus d'informations sur ce point. Les deux gradés arrêtent l'un des pillards. Quelques temps plus tard, le capitaine, resté seul, est attaqué par trois des cavaliers. Il est rapidement secouru, mais perd son bras lors de la rixe. Une enquête est alors menée pour identifier les coupables, et amène rapidement une dizaine de soldats au conseil de guerre. Deux d'entre eux sont condamnés à avoir le poing coupé et à être pendus, les autres à rester quelques temps « au pain et à l'eau » – la peine de ces derniers est d'autant plus légère que leur culpabilité n'a rien d'avéré : il s'agit surtout de faire un exemple.

---

<sup>479</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°62, le s<sup>r</sup> du Say à Chamillart, Landrecies, 5 mars 1708.

<sup>480</sup> *Ibid.*

<sup>481</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°50 bis, Magnac à Chamillart, Bethune, 25 février 1708.

<sup>482</sup> L'épisode est décrit dans : SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706.

Cet épisode montre les difficultés qu'éprouvent les officiers à identifier et châtier les responsables des désordres. La difficulté est d'autant plus grande lorsqu'il ne s'agit plus d'initiatives isolées, mais des mouvements de mécontentement appuyés par la majorité des hommes, et encadrés par les officiers. Un tel cas de figure peut avoir lieu au sein d'unités de taille réduite, coupées de leurs bases et quotidiennement exposées à la mort. Le commandant chargé de la défense de la castille d'Ivrée en fait l'expérience lorsque les Alliés entreprennent le siège de cette forteresse du Piémont après leur victoire à Turin. Les soldats, se sentant à juste titre abandonnés, ne se montrent guère enclins à lutter jusqu'au bout et préfèrent une capitulation rapide. Ils se réunissent dans des assemblées menées par leurs propres sergents<sup>483</sup>. Les discours du commandant les rassurent quelque peu et font cesser le mouvement. Les soldats récalcitrants préfèrent alors désertir. Pour y mettre fin, le commandant décide de s'enfermer avec ses troupes dans le donjon : ce sont alors les gardes du donjon elles-mêmes qui désertent. Dans un tel climat, le commandant est appelé à prendre des mesures exceptionnelles :

« Cela me fist prendre encor le parti de doubler la garde des officiers pour garder les sergents de garde et les sentinelles. J'ay sceu mesme qu'ils avoient projecté d'assassiner tous les officiers, mais nous estions douze : ils n'ont jamais osé l'entreprendre »<sup>484</sup>.

En 1704, c'est un vent de révolte à l'échelle d'une armée entière qui souffle sur la Bavière. Blainville, le directeur général de l'infanterie de l'armée de Marcin, parle même à ce propos de « mutinerie »<sup>485</sup>. Le mouvement est lancé par les cadres de l'armée les plus proches des troupes, c'est-à-dire les officiers subalternes. Il commence de façon dissimulée, par la circulation de billets dénonçant le « meschant estat » dans lequel se trouvaient les troupes. La revendication qui en vient à déclencher le mouvement est d'ordre financier : il s'agit d'une décision de Chamillart, ordonnant que la somme destinée à rembourser les dettes dues par les régiments à des marchands français soit prélevée à la source, sur le trésor de l'armée, avant même d'être délivrée aux régiments. Ces billets appellent les troupes à se rassembler et à envoyer des délégués à l'Électeur de Bavière. De fait, une assemblée a bien lieu, que les officiers supérieurs n'arrivent pas à prévenir.

---

<sup>483</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°118, Du Tronquoy à Chamillart, Turin, 22 octobre 1706. Sans compter un déserteur particulièrement audacieux qui parvient à s'enfuir par une embrasure du donjon, en descendant le long d'une corde attachée à une pièce de canon !

<sup>484</sup> *Ibid.*

<sup>485</sup> Le déroulement de la mutinerie est exposé dans SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°195, Blainville à Chamillart, camp sous Augsbourg, 5 août 1704.



## DES ARMEES EN MARCHE

Les unités qui manifestent leur mécontentement se considèrent et se comportent comme un seul « corps » (le mot revient à deux reprises dans la relation de Blainville) ; et c'est « en corps à main forte » que les soldats menacent de venir délivrer les meneurs, si les généraux décidaient de les enfermer. Les têtes de ce corps sont les cadres des niveaux intermédiaires : près de 80 capitaines participent à l'« assemblée seditieuse ». Ce corps rejette d'ailleurs les chefs de plus haut niveau : les colonels « n'ont pas le crédit » d'empêcher l'assemblée.

La première réaction du commandement français, en l'absence de Marcin, qui avait quitté le camp quelques jours, est... de céder. La décision de Chamillart est suspendue. Le retour du maréchal permet de reprendre la main, mais en douceur : on décide de n'astreindre les régiments qu'au paiement de la moitié de leurs dettes. Enfin, on fait arrêter quelques meneurs, ceux qui se plaignent de la façon dont Marcin traite l'affaire. On peut tout de même noter que ces arrestations, ordonnées par Marcin, se font « de concert avec les colonels et les commandans des corps ». Il n'est pas question, même pour un maréchal de France, de manifester son pouvoir au mépris des cadres intermédiaires de l'armée.

L'affaire est désormais close, mais elle laisse des traces, et l'armée devient de plus en plus dure à diriger :

« On doit en craindre les suites [de cette assemblée], car on ne voit que capitaines qui menacent leurs colonels et commandans d'aller se plaindre, dez qu'on leur veut faire faire quelque chose de nécessaire à leurs troupes. Il y en a qui ont esté jusqu'à quereller leurs commandans sans aucune raison »<sup>486</sup>.

Après avoir effectué le récit de cette mutinerie avortée, Blainville tente d'en dégager les causes. La raison traditionnelle de mécontentement du soldat doit être écartée : les quartiers d'hiver de l'armée française en Bavière ont été confortables. Le directeur général de l'infanterie se contente de conclure que « ce n'est donc qu'un pur esprit de revolte, sans aucun prétexte apparent, qui a esté cause de cette assemblée, et on doit en craindre les suites »<sup>487</sup>. Blainville ne veut pas admettre que de simples motifs d'ordre psychologique puissent avoir plongé l'armée dans un état de découragement et d'insoumission. Pourtant, l'inaction dans laquelle les troupes ont été plongées pendant un mois, après la déconvenue de Donauwerth, l'incapacité de secourir un territoire qu'on brûlait sous leurs yeux, ont probablement eu des effets pernicious. Certains se demandaient peut-être simplement pourquoi on les envoyait aussi loin de la France, qu'ils étaient censés, en tant que soldats, protéger. Enfin, ils

---

<sup>486</sup> *Ibid.*

<sup>487</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°195, Blainville à Chamillart, camp sous Augsbourg, 5 août 1704.

ressentaient fortement le « mal du pays ». Le maréchal de Marcin écrivait dès le mois de mars au secrétaire d'État de la guerre pour demander au roi des promotions pour les officiers de l'armée du Danube, qui se sentaient oubliés :

« Je vous supplie avec la dernière instance, monsieur, d'avoir la bonté d'en faire souvenir le Roy, et de vouloir bien faire attention qu'une armée sans communication, où personne ne reçoit de secours de chez soy, ni de nouvelles de ses proches, ny de ses affaires, a besoin de consolation et de recevoir quelque marque du souvenir du maistre »<sup>488</sup>.

Ce mal du pays n'était pas un phénomène spécifique à la Bavière ; il fut souvent ressenti par les militaires envoyés servir loin des frontières du royaume. En 1689 déjà, l'envoi de quatorze bataillons français en Irlande avait « fort alarmé » les officiers susceptibles d'être compris dans les partants<sup>489</sup>. On pourrait faire la même remarque à propos du front lombard, en 1706 : Chamillart déplorait qu'« on ne se pressait pas beaucoup d'aller servir en Italie »<sup>490</sup>. On s'en rend aisément compte au vu nombre de requêtes, émanant d'officiers particuliers comme généraux des armées de la Péninsule, pour demander leur transfert aux Pays-Bas espagnols<sup>491</sup>.

Blainville n'était guère sensible à ces arguments. À ses yeux, les velléités de révolte des troupes de Bavière devaient être réprimées sans détour. La solution que réclamait Blainville pour sortir l'armée de cet état d'esprit était le châtement des meneurs. Il prônait la « punition severe et esclatante », pour faire « perdre aux autres l'envie d'en faire autant »<sup>492</sup>. On va retrouver la même alternance entre compassion, négociation et punition, pour traiter le problème récurrent de la désertion – aucune de ces solutions ne donnant de résultats vraiment satisfaisants.

---

<sup>488</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°81, Marcin à Chamillart, Augsbourg, 17 mars 1704.

<sup>489</sup> « On apprit, en ce temps-là, que le roi envoyoit quatorze bataillons en Irlande, ce qui alarmoit fort les jeunes colonels, chacun appréhendant un service éloigné de France, qui de lui-même n'étoit pas trop agréable, par l'envie naturelle que les Anglois avoient toujours contre les François ». Sourches, *op. cit.*, t. III, p. 174, cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. I, p. 280.

<sup>490</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°266, Chamillart à Orléans, Versailles, 20 août 1706.

<sup>491</sup> Foucaucourt, lieutenant colonel, comme Albergotti, lieutenant général, en font la demande. Le colonel du régiment irlandais De Bourk assure que dans les quartiers de Flandre, plus riches, il aurait plus de facilité à refaire son unité (SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°480, Chamillart à Vernicourt, s.l., 29 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°423, De Bourke à Chamillart, Saint-Pierre près de Briançon, 15 septembre 1706).

<sup>492</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°195, Blainville à Chamillart, camp sous Augsbourg, 5 août 1704.

### 2.2.2.3. Une désertion endémique

Une autre conséquence des mauvaises conditions de vie des troupes françaises est en effet la désertion, fléau endémique de toutes les armées européennes d'Ancien Régime. Il n'est pas lieu ici de revenir sur les causes de ce phénomène. Le *Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente* de Vauban en identifie les principales raisons<sup>493</sup>. Il en énumère une quinzaine, que l'on peut rassembler en quatre grandes catégories : tout d'abord les conditions de vie (petitesse de la paie, mauvaise qualité du pain de munition, des hôpitaux...), puis les conditions de service (« la violence des enrôlements qui sont presque tous forcés et frauduleux », le manque de congés), les relations avec les officiers (châtiments injustifiés, manque de confiance réciproque), le mode de vie du soldat (jeu, ivrognerie, cupidité, goût du libertinage et méconnaissance de l'honneur)<sup>494</sup>. Rajoutons un dernier facteur, que n'évoque pas le texte de Vauban : la « nationalité » des soldats qui désertent. De 1704 à 1708, la désertion est plus fréquente au sein des régiments des alliés de Louis XIV (wallons, espagnols, italiens, bavares) que dans les unités françaises<sup>495</sup>.

Les cas de désertion sont extrêmement nombreux lors des campagnes de la guerre de Succession d'Espagne. Toutefois, la correspondance du secrétaire d'État de la guerre ne rend compte que d'un nombre limité de cas : lorsque la désertion touche des groupes entiers de soldats, qu'elle concerne des officiers ou qu'elle s'accompagne de violences contre les supérieurs. En général, les désertions représentent des cas individuels, isolés (quoique très fréquents), qui ne sont donc pas rapportés directement à Chamillart. En revanche, la question des moyens de lutter contre ce fléau revient à de nombreuses reprises.

La première solution est celle de la menace et des châtements. Les déserteurs pris sur le fait devaient être condamnés à avoir le nez et les oreilles coupées, à être marqués d'une fleur de lys sur la joue, et à aller aux galères<sup>496</sup>. Les récidivistes étaient pendus. On recherchait

---

<sup>493</sup> Vauban, « *Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente* », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1022-1023.

<sup>494</sup> *Ibid.* La première catégorie regroupe les raisons 1, 2, 5 et 8 ; la seconde les raisons 3, 4 et 6 ; la troisième les raisons 7, 9, 10, 11, la dernière les raisons 12 à 15.

<sup>495</sup> Voir notamment Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Mösskirch, 25 juillet 1704, et *infra*, section 9.1.3.

<sup>496</sup> La peine de mort en cas de désertion, prévue par une déclaration royale de 1635, fut remplacée par les galères et la marque en 1684. La peine de mort fut toutefois rétablie par l'ordonnance du 2 juillet 1716, qui suscita une vive polémique. De nombreux observateurs firent remarquer que la sévérité excessive de la sanction tendait à inciter les officiers à l'indulgence, à pousser les populations à protéger les déserteurs, et à multiplier encore les amnisties. J. Chagniot, *Paris et l'armée*, *op. cit.*, p. 621.

activement les coupables, en encourageant les paysans locaux à la délation<sup>497</sup>. La cruauté de la punition ne dissuadait pourtant guère les soldats de désertir ; ils savaient du reste que le risque d'être retrouvés était faible<sup>498</sup>. Vauban assure que les spectateurs mêmes de ces supplices étaient incités à quitter l'armée, choqués par l'horreur du châtement<sup>499</sup>.

On pouvait également espérer faire revenir ceux qu'on n'avait pas pu empêcher de partir. Tout au long des campagnes de la guerre de Succession d'Espagne, de nombreuses amnisties furent publiées, promettant le pardon à tous les soldats rentrant au camp. Ces amnisties pouvaient être particulières<sup>500</sup> ou générales ; il pouvait y en avoir plusieurs tout au long d'une même campagne<sup>501</sup>. En Lombardie, on en était même arrivé à proposer, outre le pardon, une prime financière pour ceux qui revenaient ! Les amnisties générales étaient particulièrement nécessaires après les grandes défaites, puisqu'un grand nombre de soldats, s'étant écartés de leurs unités plus ou moins volontairement, craignaient d'y rentrer de peur d'y être traités comme déserteurs<sup>502</sup>. Cette pratique était tellement répandue que le bruit courut, à la suite de la bataille d'Audenarde, que le roi avait accordé une amnistie à tous les déserteurs<sup>503</sup>. Mais le bruit était faux. Dès lors, fallait-il traiter en coupables les soldats repentis revenant, de bonne foi, au camp ? C'est la question embarrassée que posait La Mothe au secrétaire d'État de la guerre.

Force était donc que constater que l'amnistie ne représentait pas une réponse idéale. Le Guerchois insistait même sur le caractère pernicieux de la pratique, qui aurait favorisé les défections en garantissant aux pillards une solution de recours<sup>504</sup>. L'amnistie relativisait le crime absolu que représentait la désertion, si néfaste au bien du service et si contraire aux

---

<sup>497</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°254, Chamillart à Maulevrier, Versailles, 11 avril 1706. Un paysan italien, qui a reconnu trois soldats du régiment d'Auvergne sous des habits civils, se voit d'ailleurs attribuer 30 livres par soldat. La récompense accordée a été rendue publique, pour encourager ce genre de pratiques. SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°68, Chamillart à Ranchin, s.l., 16 février 1706.

<sup>498</sup> Nous pouvons nous appuyer sur les calculs de Jean Chagniot, effectués d'après les registres de délibération du Conseil de la Guerre de 1716 à 1718 (c'est-à-dire en temps de paix) : sur cette période, 822 des 12 749 déserteurs recensés – soit 6,45% – ont été capturés. J. Chagniot, *Paris et l'armée, op. cit.*, p. 621.

<sup>499</sup> Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1026.

<sup>500</sup> Après Blenheim, Chamillart propose une amnistie particulière pour les gendarmes : les gendarmes ayant quitté leur corps sans congé ne subiraient pas le châtement traditionnel des déserteurs, mais devraient faire un an de prison avant d'être renvoyés dans des régiments ordinaires. Ils seraient considérés comme déserteurs en cas de récidive. SHD AG, Y<sup>a</sup> 314, non numéroté, Chamillart à Du Plessis, Versailles, 27 décembre 1704.

<sup>501</sup> C'est le cas lors de la campagne d'Italie de 1706 : SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°167, Maulevrier à Chamillart, Mantoue, 27 mars 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°252, le chevalier de Maulevrier à Chamillart, camp sous Guastalle, 16 août 1706.

<sup>502</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°197, lettre de Chamillart à MM. les intendants de Flandre, s.l., 7 juin 1706.

<sup>503</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°155, La Mothe à Chamillart, Bruges, 13 août 1708.

<sup>504</sup> SHD AG, 1M 2375, « Memoire donné par M. Le Guerchois pour prevenir et empecher la desertion, avec quelques reflexions sur le deffaut de discipline et d'exercice des troupes... », fol. 27r-37r, s.l., [1725 ?].

règles de l'honneur. C'est ainsi que Du Plessis, major de la gendarmerie, considérait que ce serait « avilir » son corps « que d'estendre l'amnistie aux gendarmes qui ont déserté »<sup>505</sup>.

S'il n'était pas possible d'agir sur les déserteurs – effectifs ou putatifs – eux-mêmes, on pouvait en revanche lutter contre les circonstances qui favorisaient les défections. Les soldats ne pouvaient espérer fuir sans le concours de la population locale. Le Guerchois proposait donc des punitions exemplaires pour les personnes convaincues d'avoir aidé un fuyard : leurs maisons devaient être rasées, leurs villages devaient subir des augmentations d'impôts<sup>506</sup>.

En Italie, un autre problème était posé par la présence de nombreux recruteurs potentiels pour ceux qui abandonnaient l'armée. En effet, chaque État italien, quelle que soit sa taille, entretenait des troupes, du moins des garnisons, qui étaient correctement payées, et qui surtout ne participaient guère aux opérations militaires. Les troupes du duc de Parme, celles du Pape, attiraient les « plus beaux, et [les] meilleurs soldats » français<sup>507</sup> – en revanche, aucun militaire n'était tenté de s'engager dans les troupes impériales, dont la misère était publiquement connue. Le duc de Parme s'était même constitué une compagnie irlandaise pour sa garde, dont il était évident qu'elle ne pouvait guère être composée que de déserteurs. Elle représentait une source constante d'inquiétude pour les officiers des cinq régiments irlandais actifs dans l'armée de Lombardie<sup>508</sup>. Gênes, Venise accueillait aussi les déserteurs français<sup>509</sup>. La Sérénissime République les envoyait servir à Morée.

Les chefs français tentent donc de faire pression sur les souverains italiens pour mettre fin à ce phénomène. On demande au duc de Parme, allié de la France, de ne plus accepter les transfuges<sup>510</sup>. Le duc autorise les officiers des régiments irlandais à visiter sa compagnie pour voir s'ils reconnaissent leurs hommes<sup>511</sup>. En revanche, des princes plus hostiles à la France refusent de plier. Face aux remontrances des Français, qui lui demandent de ne plus tolérer de déserteurs, le grand-duc de Toscane rétorque qu'il ne peut accepter sans violer la neutralité, à moins de refuser les déserteurs des armées impériales. Or, les généraux de Louis XIV y perdraient au change, puisque les Allemands désertent plus que les Français<sup>512</sup>.

---

<sup>505</sup> SHD AG, Y<sup>a</sup> 314, non numéroté, Chamillart à Du Plessis, Versailles, 31 juillet 1706.

<sup>506</sup> SHD AG, 1M 2375, « Memoire donné par M. Le Guerchois pour prevenir et empecher la desertion, avec quelques reflexions sur le deffaut de discipline et d'exercice des troupes... », fol. 27r-37r, s.l., [1725 ?]. Le Guerchois a lui-même procédé à des rasements de maisons en Savoie.

<sup>507</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°167, Maulevrier à Chamillart, Mantoue, 27 mars 1706.

<sup>508</sup> *Ibid.*

<sup>509</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°36, M. de Montéléon à Chamillart, Gênes, 4 mai 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°156 bis, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 28 mai 1706.

<sup>510</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°167, Maulevrier à Chamillart, Mantoue, 27 mars 1706.

<sup>511</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°254, Chamillart à Maulevrier, Versailles, 11 avril 1706.

<sup>512</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°252, Réponse du Grand Duc de Toscane à M. Dupré, Pise, 10 avril.

## DES ARMEES EN MARCHE

La désertion n'était pas un problème limité au camp français ; à ce titre elle ne peut guère compter pour une des causes des défaites. En revanche, elle en représentait comme nous le verrons par la suite l'une des conséquences les plus redoutables. Les armées alliées souffraient même peut-être plus durement encore de ce fléau, particulièrement les troupes impériales, du fait de l'impécuniosité de l'Empereur et du mode de recrutement parfois forcé de leurs troupes. On peut citer le cas de soldats français faits prisonniers à Höchstädt, « obligez de prendre parti [dans l'armée adverse] pour sortir de la misère où ils étoient réduits dans les prisons des ennemis »<sup>513</sup>. On murmurait qu'il y en avait 2 000 dans l'armée d'Eugène, chiffre qui semble très exagéré. Les troupes impériales comprenaient en revanche un grand nombre de Bavares recrutés de force. C'est en leur direction que l'abbé de Pomponne, depuis Venise, fit passer dans l'armée du prince Eugène des billets en français, en allemand et en latin (*sic*), appelant les soldats à rejoindre le camp français<sup>514</sup>. Les Alliés n'étaient pas en reste et pratiquaient volontiers des méthodes similaires. Chacun essayait ainsi de tirer à son profit les flux de désertion. Cet espoir explique suffisamment pourquoi les accords entre belligérants destinés à lutter réciproquement contre la désertion étaient rares, et pourquoi ce phénomène resta l'une des principales plaies des armées tout au long de l'Ancien Régime.

## LES BIENFAITS DE LA MARCHE

La connaissance du terrain, l'aptitude à en reconnaître d'un seul coup d'œil les avantages et les dangers, la capacité d'exploiter au mieux toutes les perspectives qu'il offre, comptent au premier rang des qualités du général en chef – certains auteurs en font même le principal talent dont il doit faire preuve<sup>515</sup>. Chaque campagne représente en effet une façon d'inscrire des objectifs militaires dans un espace. Cet espace peut présenter des obstacles (des montagnes infranchissables, des pays désolés), mais il constitue aussi, bien souvent, une protection contre l'adversaire contraint lui aussi de se soumettre aux servitudes du terrain. Il permet enfin au général habile d'accélérer le déroulement des opérations, en offrant des vivres, des voies de communication, et des barrières pour défendre ses flancs.

---

<sup>513</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°323, Fontenu [consul de la nation française à Livourne] à Chamillart, Livourne, 30 juillet 1706.

<sup>514</sup> AE Venise 148, fol. 15r-24r, Pomponne au roi, Venise, 14 août 1706.

<sup>515</sup> C'est à la méconnaissance du pays dans lequel la campagne se déroule que l'auteur anonyme des *Maximes sur la guerre* attribue les fautes – entre autres – commises à Carpi, Höchstädt, Ramillies, Turin, Audenarde ou encore l'échec du secours de Lille. BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre [par un ancien officier] », s.l., s.d. [1708-1710].

## DES ARMEES EN MARCHE

Les spécificités d'une zone de combat orientent le type d'opérations que l'on peut y mener. Les Pays-Bas espagnols se caractérisent ainsi par le nombre de cours d'eau qui sillonnent le territoire, la densité du tissu urbain – et partant le nombre de forteresses qu'il est possible d'y bâtir –, la richesse du pays enfin, à même de fournir à une armée vivres et fourrages. Ces trois aspects-là expliquent la nature des opérations qui se sont déroulées avant la bataille de Ramillies. L'objectif du maréchal de Villeroy était de prendre le plus tôt l'ascendant sur un cours d'eau – La Gette – devant lui permettre d'acheminer ses munitions de guerre et de bouche devant la place – Léau – qu'il voulait assiéger. François de Neufville voulait également, en poussant ses troupes en avant dès le début de la campagne, s'assurer de disposer derrière lui d'un vaste terrain à fourrager. Le duc de Marlborough cherchait à se positionner avant son adversaire sur la Gette, afin de l'empêcher de mener ce siège. Pour débusquer Villeroy, Marlborough chercha à contourner la Gette par le sud ; Villeroy, tenant à défendre ses positions, l'attendit aux sources de la Gette et s'y fit battre.

On retrouve le même type d'opérations lors de la campagne de 1708. Le premier objectif des Français est de contraindre le duc de Marlborough à une guerre pénible, presque « technique », destinée à épuiser les forces alliées en restreignant leurs mouvements le long des nombreuses rivières du Brabant, et en les privant de fourrages. La première marche du duc de Vendôme réussit – selon ses dires – à « resserrer » le général anglais sur Bruxelles et Louvain. Pendant les quelques semaines suivantes, les Français se demandent quelle place forte serait à leur portée. Enfin, ils parviennent à s'emparer de Gand et de Bruges, grâce à des intelligences au sein des deux villes. La perspective offerte par cette perte est alléchante : en utilisant l'Escaut comme barrière, ils peuvent maintenir les Alliés à l'est de la Flandre. Tenant à la fois les sources et l'embouchure de la Lys, ils peuvent s'emparer de Menin et de Courtrai. Enfin, ils pourraient acheminer du matériel de siège devant Ostende, grâce aux canaux de l'Escaut à la mer. Pour cela, il leur fallait prendre ou bloquer Audenarde, dernière porte des Alliés sur l'Escaut. Le mouvement rapide du duc de Marlborough ne leur permit pas de profiter des fruits de leur heureux coup de main.

Le théâtre d'opérations des Pays-Bas espagnols s'étend assez loin à l'est, jusqu'à la Moselle et aux plaines rhénanes. Le terrain y est toujours parsemé de places fortes, densément peuplé, et sillonné de routes fluviales qui s'écoulent vers le nord, comme autant de voies d'invasion. La situation change plus au sud. L'Allemagne méridionale est plus montagneuse, moins à même de ravitailler de vastes armées. Ceci explique le caractère plus audacieux des opérations de la campagne de 1704.

Marlborough décide de se lancer dans une marche vers la Bavière car il sait qu'il va faire la première partie de son chemin dans une région habituée à laisser passage aux armées : les rivages de la Moselle, puis la Rhénanie. Il sait par ailleurs que la Bavière, le terme de son trajet, ne comporte guère de forteresses imposantes ou de lignes de défense naturelles. Le seul obstacle qu'il va devoir trouver sur son chemin, c'est le Danube : sa marche résolue au Schellemburg, qui surprend les troupes de Marcin et de l'Électeur de Bavière, lui offre un pont sur ce fleuve et lui ouvre les portes de la Bavière, dont il peut organiser sans difficulté la dévastation.

Le maréchal de Tallard n'a pas non plus un grand nombre de places fortes à contrôler pour pouvoir se rendre en Bavière : seules Villingen et Rottweil semblent à même de constituer une menace – il se contenta du reste de les contourner. En revanche, la perspective de traverser les massifs montagneux de la Forêt Noire est beaucoup plus inquiétante – c'est ce qui explique ses nombreuses tergiversations avant de s'avancer au secours de l'Électeur.

Lorsque Tallard parvient enfin en Bavière, le manque de forteresses devient, pour les Alliés, un véritable handicap. Les seules places de la région à même d'être sérieusement qualifiées de forteresses sont Augsbourg et Ingolstadt, toutes deux aux mains des Franco-bavarois. C'est ce qui explique les deux mouvements de Marlborough en août 1704 : il envoie un détachement destiné à faire le siège d'Ingolstadt, afin d'être à même de fourrager les États de l'Électeur pendant l'hiver, et il se rapproche du Danube pour ne pas se retrouver enfermé en Bavière. Le seul moyen pour Marlborough de continuer à contrôler la Bavière est d'éliminer l'armée française qui vient l'en déloger. Là encore, la rencontre eut lieu le long d'un cours d'eau, le Danube.

La campagne d'Italie de 1706 présente des ressemblances avec le modèle de guerre « flamand » comme avec le modèle « bavarois ». Les Français espéraient faire au Piémont et en Lombardie une campagne similaire à celle des Pays-Bas espagnols, mais à une échelle beaucoup plus large : plus de trois cent kilomètres séparaient, à vol d'oiseau, l'armée chargée de faire le siège de Turin et celle qui était destinée à bloquer le prince Eugène. Leur victoire à Calcinato, à l'ouest du lac de Garde, leur avait permis de rejeter les Impériaux sur les Alpes. Dans la suite de la campagne, leur seul objectif a été de les empêcher de venir au secours de Turin, en organisant des lignes de défense successives sur les différents cours d'eau qu'ils purent exploiter : l'Adige, puis le Canal Blanc, le Pô, le Panaro, la Secchia, les Stradella, ou le Tanaro. Le prince Eugène, au contraire, a refusé d'adopter l'approche prudente consistant à suivre les cours d'eau et à s'emparer unes à unes des forteresses franco-espagnoles lui faisant



obstacle. Ayant décidé de contourner ses adversaires par l'est, en traversant des terrains hostiles et marécageux, il fit ensuite marche au sud du Pô, avant de remonter vers le nord, en direction de Turin.

Dans leur chemin, les troupes impériales prêterent ainsi constamment le flanc aux forces du duc d'Orléans. Le maréchal de Saxe, dans ses *Rêveries*, considère qu'il s'agissait là, pour les Français, d'une occasion rêvée pour mener bataille : « Le terrain étoit de plein pied d'une armée à l'autre, et c'étoit bien là l'occasion de le combattre avec des troupes même inférieures »<sup>516</sup>. On ne sait si cette remarque doit aboutir à la condamnation de l'imprudence du prince Eugène ou à la timidité du duc d'Orléans... La nécessité de protéger ses flancs, en raison de la détresse où se trouve une armée quand elle est attaquée en pleine marche, est de fait l'un des conseils les plus répandus dans la littérature militaire de l'Ancien Régime<sup>517</sup>. Pourtant, lors des campagnes de la guerre de Succession d'Espagne, l'attaque d'une armée durant sa marche fut l'exception plus que la règle<sup>518</sup>. Nous avons vu que les occasions n'avaient pas manqué : Tallard avait craint, tout le long de son trajet vers Ulm, d'être assailli par le prince Eugène ; le duc de Marlborough a failli attaquer Vendôme lors de la marche vers Gand, ce dernier en étant finalement quitte pour la perte de quelques bagages. Lorsque le général anglais descendit vers la Bavière, les Français eurent à plusieurs reprises l'occasion de pousser sur les territoires qu'ils laissaient sans surveillance, le long de la Meuse ou du Rhin – ils n'en firent rien. Comment expliquer que des règles de guerre aussi élémentaires et aussi répandues que celles d'attaquer l'ennemi sur ses flancs lorsqu'il est en marche n'aient jamais été suivies, du moins au cours de nos quatre campagnes ?

C'est que l'instrument que l'assaillant doit utiliser est aussi fragile et aussi difficile à manipuler que celui qu'il tente de briser. Les généraux du début du XVIII<sup>e</sup> siècle répugnent à lancer leurs troupes au combat sans qu'elles y aient été longuement apprêtées. Afin d'avoir le meilleur contrôle possible de ses hommes, le commandant préfère les voir disposés en ordre de bataille, dans l'espace qu'il a précédemment défini, et en plein jour – lors d'une attaque de nuit, les assaillants sont aussi susceptibles de céder à la panique, ou de désertir, que ceux qu'ils assaillent... Une armée qui attaque en cherchant à profiter d'une occasion favorable s'expose aux mêmes risques que son adversaire : en bougeant, en quittant ses positions, elle

---

<sup>516</sup> Maurice de Saxe, *Mes rêveries*, Amsterdam, Leipzig, Arkstée, Merkus, 1762, t. II, p. 77.

<sup>517</sup> Voir par exemple BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 56 et J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 173.

<sup>518</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 132.

dégarnit ses propres flancs. Si elle se trompe sur le véritable objectif de l'adversaire, c'est elle qui peut se retrouver en position de faiblesse.

La lourdeur des armées du début du XVIII<sup>e</sup> explique que leur objectif, le terme prévu de leur mouvement, n'a jamais été une autre armée. Les cibles visées par les troupes en marche sont, dans la grande majorité des cas, immobiles. On marche pour se poster devant une ville convoitée, ou pour s'emparer d'une position favorable avant que l'ennemi ne puisse y parvenir. Si l'on marche à l'ennemi, comme Marlborough à la veille de la bataille de Blenheim ou Eugène avant celle de Turin, c'est que l'ennemi est solidement installé.

L'exemple de l'angoisse ressentie par les généraux quand ils font marcher leur armée, de même que l'incapacité de leurs adversaires à empêcher cette marche, illustre la thèse précédemment évoquée, d'un recul de l'art de la guerre en raison des impératifs logistiques attachés aux armées. Les considérations liées au ravitaillement des troupes occupent de fait une place majeure au sein des considérations logistiques. On fait la guerre là où il est possible de constituer des magasins. La campagne commence là où on a installé les dépôts – ce qui ne favorise guère l'effet de surprise –, et on s'efforce de la terminer dans des pays suffisamment riches pour nourrir les troupes tout l'hiver. Dans de telles circonstances, les mouvements audacieux et inattendus semblent devoir être bannis.

Ces problèmes logistiques représentaient-ils des obstacles absolus, ou bien était-il loisible au « grand capitaine » de les contourner ? Le respect des « lois de la guerre » de l'époque était-il la marque des compétences professionnelles du général, ou une routine rassurante permettant d'éviter les risques ? C'est au mépris de ces routines que le duc de Marlborough puis le prince Eugène, en 1704 puis en 1706, effectuent des mouvements stratégiques d'une ampleur surprenante.

En cinq semaines, le général anglais parvient à faire une marche de plus de 400 kilomètres, alors même qu'aucun magasin n'avait installé au préalable. Le ravitaillement s'appuie sur un système de dépôts, alimentés quelques jours avant l'arrivée des troupes par des négociateurs anglais qui achètent des vivres aux populations locales. À l'arrivée, les troupes sont parfaitement fraîches, et propres au combat. S'il faut louer les talents d'organisateur de Marlborough, il ne faut pas négliger qu'il a effectué sa marche dans un pays ami, fertile, et qu'il a bénéficié de l'abondance de l'or anglais. Enfin, le duc de Marlborough dut renoncer à emporter son matériel le plus encombrant. Le manque de pièces lourdes handicapa son avancée en Bavière. Il le contraignit à assiéger dans les règles des « bicoques » qui, avec du matériel adéquat, auraient à peine résisté : c'est ce qu'illustre la vigoureuse

défense de Rain. Marlborough n'osa jamais attaquer l'armée franco-bavaroise réfugiée sous la protection d'Augsbourg. Enfin, il dépendait des apports impériaux pour assiéger Ingolstadt.

La traversée des montagnes de la Forêt Noire par Tallard fut beaucoup plus éprouvante que la marche de Marlborough. Il avait contre lui, outre l'absence de magasins, les difficultés du terrain et la présence de places hostiles sur sa route. L'état lamentable dans lequel arrivèrent ses troupes tend à relativiser l'idée qu'une armée pouvait, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, se contenter de vivre sur le pays.

Le prince Eugène affronta pourtant des difficultés similaires. Il réussit à les surmonter, durant un trajet beaucoup plus long (là encore, plusieurs centaines de kilomètres), et à remporter immédiatement après une victoire éclatante. Là encore, on peut conclure à l'inanité des « règles de la guerre », si l'on ne regarde que les résultats. Mais la libération de Turin n'a été obtenue que de justesse. Certes, il disposait d'un « instrument militaire » original, c'est-à-dire des troupes plus habituées à la privation et plus légères que leurs homologues d'Europe de l'Ouest. Il pouvait compter, grâce à la générosité des puissances maritimes, sur plus de troupes que lors des campagnes précédentes. Mais si les Français étaient parvenus à le bloquer aux Stradella ou sur le Tanaro, il aurait été encerclé par l'armée française et privé de ravitaillement. À la fin de son périple, ce mépris des pratiques traditionnelles de la guerre faisait donc peser sur son armée la menace d'être détruite sans combattre.

Mais la victoire, pour le prince Eugène, était à ce prix. Ce général n'a, à proprement parler, pas bouleversé les lois de la guerre. Il a juste tenté de tendre vers le plus de souplesse et de rapidité que les moyens contemporains permettaient, en faisant sans cesse primer les exigences des fins (la libération de Turin) sur celles des moyens (le ravitaillement de ses troupes). La campagne d'Italie de 1706 ne prouve pas l'inutilité des magasins ni de la guerre de siège. Nous avons vu que le général impérial était, quand il le pouvait, tout aussi soucieux que les Français de disposer d'établissements fixes et bien ravitaillés, de disposer de vastes zones de fourrage sous son contrôle, de s'emparer régulièrement de postes clefs. Alors même qu'il aurait voulu s'en dispenser, aux mois de juillet et d'août, il a été contraint de s'arrêter pour se rendre maître de Carpi et Reggio. Enfin, l'armée impériale parvenant sous les murs de Turin était probablement plus affaiblie par la faim, les conditions de vie déplorables et la désertion que celle des Français.

## DES ARMEES EN MARCHE

Malgré le soin accordé aux questions logistiques, les campagnes de la guerre de Succession d'Espagne présentent une armée de Louis XIV vivant dans des conditions assez déplorables. La monarchie est, à la fin de ce siècle de guerres incessantes, financièrement épuisée. Le manque d'argent affaiblit les armées, et en retour les défaites ruinent le crédit, alors que les besoins augmentent. Le manque de fonds, donc de vivres, amène les soldats à la maraude et favorise l'indiscipline. De l'indiscipline, on passe souvent à la désertion, voire à de véritables scènes d'insurrection. La situation est relativement courante et bien maîtrisée lorsqu'il s'agit de phénomènes individuels. Mais la rébellion se manifeste parfois sous des formes collectives. Les troupes se comportent alors comme un corps, ainsi qu'on leur a si souvent enseigné. Les cadres des niveaux inférieurs et intermédiaires – du sergent à l'officier – se font les porte-parole des soldats, tandis que la hiérarchie ferme les yeux sur les abus. Dernière conséquence néfaste de ces débordements : les populations locales et leurs chefs en viennent à manifester leur hostilité vis-à-vis des Français. Lorsque l'environnement dans lequel les troupes évoluent devient défavorable, les conséquences d'une défaite peuvent être multipliées. Une déroute tactique peut ainsi aboutir à la perte de régions entières. Faut-il dès lors parler de batailles « décisives » ?

### Chapitre 3. La « bataille décisive » à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle

*« Je souhaite [...] que si nous remportons quelques avantages, ils aboutiront à quelque chose de plus solide qu'aux Te Deum et aux quelques lambaux de satin et d'étendard qui composent ordinairement tout le fruit de ce que nous appelons nos victoires, production bien différente des conquêtes que nos ennemis ont fait cette campagne en Espagne, en Flandre et en Italie ».*

*Lettre de La Ferrière à Chamillart<sup>1</sup>*

#### « GUERRE DE SIEGE » CONTRE « BATAILLE DECISIVE » ?

La guerre de Succession d'Espagne marqua l'aboutissement d'un « Grand Siècle » militaire, caractérisé par l'augmentation constante de la taille des armées, par l'amélioration de l'organisation du ravitaillement, et par la prise en compte croissante des besoins logistiques dans les orientations stratégiques. La monarchie, plus riche grâce à l'amélioration des ressources fiscales, pouvait enrôler et équiper un nombre supérieur de soldats. La puissance des armées reposait dès lors sur le nombre, plutôt que sur la qualité ou la rapidité de déplacement des troupes. Les impératifs de l'approvisionnement des hommes et de l'alimentation des chevaux avaient donc tendance à prendre une part croissante dans le choix des théâtres d'opération et dans la direction de la guerre.

Un des effets les plus remarquables de cette évolution de l'art de la guerre consécutive à la massification des armées est l'apparition d'une forme de conduite des opérations militaires que l'on a qualifiée, un peu hâtivement, de « guerre de siège ». En effet, pour garantir la sécurité du ravitaillement des troupes, il fallait tenir solidement le territoire sur lequel on se déplaçait. À cette fin, il était indispensable de s'emparer de toutes les places fortes qui pouvaient s'y trouver. En effet, contrôler des villes ou des forteresses permettait d'y abriter des magasins, et elles constituaient d'excellentes bases de départ pour fourrager le pays environnant. De surcroît, pour acheminer les denrées jusqu'aux magasins, et pour s'assurer que les fourrageurs ne seraient pas interrompus ou attaqués, il était nécessaire de disposer de chemins sûrs, dans des zones libres de troupes ennemies, c'est-à-dire dépourvues de places hostiles à même de les abriter.

---

<sup>1</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°146, La Ferrière à Chamillart, s.l., 5 octobre 1706.

Un dernier élément explique la relation entre nombre de troupes et guerre de siège. On a pu estimer que pour subvenir aux besoins d'une grande armée européenne, une région devait compter plus de 35 habitants au km<sup>2</sup>. Ceci restreignait la guerre en Europe à un faible nombre de contrées : l'Italie du nord, la Rhénanie ou la Westphalie en Allemagne, le nord de la France, et surtout les Pays-Bas espagnols – c'est-à-dire les théâtres d'opération les mieux fournis en places-fortes<sup>2</sup>.

La « guerre de siège » naquit de cette nécessité de combattre dans des régions où la moindre ville était pourvue de fortifications modernes, et des énormes contraintes de ravitaillement, qui obligeaient le général à disposer de lignes sûres. Et la guerre de siège se nourrissait elle-même : d'une part, pour s'emparer d'une imposante place-forte, il fallait disposer d'un nombre d'hommes considérable : il fallait suffisamment de soldats à la fois pour mener le siège, tenir les lignes de circonvallation qui entouraient la place, et alimenter une armée de secours capable de protéger les assiégeants. C'est dire que les deux phénomènes de recours à la poliorcétique et de massification de la taille des armées s'alimentaient l'un l'autre. D'autre part, pour acheminer le gigantesque train d'artillerie nécessaire à la prise d'une ville, il fallait avoir le contrôle des cours d'eau – la voie terrestre étant trop lente –, ce qui suppose que l'on ne pouvait négliger aucune place bordant une voie navigable : ainsi, pour réaliser le siège de la ville qui représentait l'objectif stratégique, il fallait souvent effectuer au préalable les sièges de places mineures. La guerre au Grand Siècle ressemblait bien souvent à ce jeu de saut de puces. On ne s'étonnera donc pas que les campagnes de la guerre de Succession d'Espagne aient été émaillées de siège : les travaux de Jamel Ostwald ont recensé plus d'une centaine de sièges « dans les formes », de 1702 à 1714<sup>3</sup>.

Un siège – particulièrement le siège d'une grande place – représentait donc, sous l'Ancien Régime, une entreprise de grande envergure, qui nécessitait une planification poussée et l'allocation de moyens importants. Nous en avons déjà eu un exemple en constatant l'ampleur des ressources attribuées à La Feuillade pour s'emparer de Turin. Le choix des villes à prendre était souvent décidé pendant l'hiver, avant l'entrée des troupes en campagne. Cette tâche sollicitait donc toutes les compétences du général en chef. Elle présentait toutefois moins de risques que d'autres opérations militaires, comme les marches en

---

<sup>2</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>3</sup> J. Ostwald en a identifié 108 très exactement. Cette identification repose sur des critères très stricts visant à distinguer le siège d'autres modes de prise de ville : l'assaut (qui s'appuie sur l'infanterie et obtient un succès ou un échec immédiat), le blocus, le bombardement, et les stratagèmes (traîtrise, ruse, surprise). Un siège « dans les formes » (« *formal* ») est caractérisé par sa longueur (plus de deux jours), le recours à l'artillerie ou aux mines, ses cibles (les fortifications et la garnison). Jamel Ostwald, *Vauban's siege legacy in the War of the Spanish Succession*, Dissertation, Ohio State University, 2002, p. 319-325 et p. 337-342.

présence de l'ennemi, et surtout les batailles. Il était beaucoup plus aisé de prévoir l'issue d'un siège : on pouvait évaluer, au vu de la qualité des fortifications, de la disproportion des forces en présence, de la proximité d'une armée de secours, combien de temps les défenseurs pourraient lutter. La capacité de préparer les moyens nécessaires bien en avance, la longue durée des opérations, l'ordre et le contrôle que l'on pouvait garder en permanence sur les troupes, tout contribuait à la réduction du rôle souverain du hasard. Certes, cela n'empêchait pas les déconvenues, comme le démontre le piètre résultat de la campagne de l'armée du Piémont. Mais le taux de succès des sièges démontre qu'ils étaient rarement entrepris sans bénéfices : les calculs de J. Ostwald indiquent 88% de réussite pour les sièges aux Pays-Bas espagnols, et 82% sur les autres théâtres d'opération, quel que soit l'assaillant<sup>4</sup>.

Si un siège représentait une opération moins risquée qu'une bataille, il entraînait généralement moins de résultats spectaculaires. Ce qu'on pouvait espérer de la prise d'une place forte, c'est qu'elle permette de s'appliquer au siège d'une autre place. En Flandre ou en Italie du Nord, où chaque cours d'eau était contrôlé par de multiples forteresses, cela ne permettait guère d'augurer de la progression rapide d'une armée. Il ne faut certes pas surestimer la durée des sièges – près de la moitié des ceux de la guerre de Succession d'Espagne n'ont pas duré plus de quinze jours<sup>5</sup>. Mais certaines prises de places ont considérablement ralenti des campagnes... Pour ne prendre que les exemples les plus significatifs, les sièges de Turin et de Lille s'étalèrent respectivement sur trois et quatre mois. Landau fut prise et reprise à quatre reprises, bloquant l'armée assaillante pour une durée allant de un à près de trois mois<sup>6</sup>. Ces chiffres, qui s'étalent de l'ouverture de la tranchée à la capitulation de la ville ou à sa libération, ne prennent pas en compte l'approche de l'armée et les travaux préalables d'approvisionnement. Les impératifs de la guerre de siège auraient-ils été des freins à la rapidité des opérations, laissant les conflits traîner en longueur ? N'aurait-il pas fallu recourir plus souvent aux batailles pour accélérer le rythme d'une campagne ? Est-ce à dire, là encore, que les principaux progrès du Grand Siècle dans le domaine militaire, c'est-à-dire une meilleure administration des armées et les perfectionnements de la fortification, auraient entraîné un recul de l'art de la guerre ?

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 249.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Landau fut prise en 1702 par les Alliés après 84 jours de tranchée ouverte et reprise par les Français en 1703 (armée du maréchal de Tallard, attaque conduite par Lauban) en moins d'un mois. Elle retomba aux mains des Alliés (Louis de Bade et archiduc Joseph) en 1704, après deux mois et demi de siège. Il fallut près d'un mois à Villars, en 1713, pour s'en emparer à nouveau.

Les auteurs militaires qui s'interrogent, tout au long des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, sur le rôle et l'utilisation de la bataille, ont généralement une vision nuancée, voire ambiguë, de la relation entre prise de villes et affrontements sur terrain ouvert. On connaît le célèbre passage d'une lettre de Turenne à Condé : « Faire peu de sièges et donner beaucoup de combats. Quand vous serez bien maître de la campagne, les villages vous vaudront des places »<sup>7</sup>. La supériorité de la bataille sur les sièges est reconnue par la plupart des auteurs contemporains, à l'instar de Paul Hay du Chastelet, qui écrit dans sa *Politique militaire* :

« Les batailles font la décision de la guerre, et les siècles passés ne nous ont point laissé d'exemples qui nous fassent voir qu'une conquête se soit autrement achevée. Les sièges consomment trop de temps, et font périr trop de monde ; et quand une ville est bien défendue, les conjonctures peuvent changer pendant le siège, et ses alliés ont le loisir de penser à le secourir. Mais sitôt que le destin, dans un combat général, s'est déclaré pour un des partis, tout cède aux armes qu'il a favorisées ; personne n'ayant honte de s'assujettir aux ordres d'un heureux vainqueur »<sup>8</sup>.

Mais quelques pages plus loin, l'auteur se charge d'ajouter un bémol, en évoquant « l'imprudence de commettre la fortune d'un État à l'événement d'une bataille générale, où le sort des armes est toujours incertain et dangereux »<sup>9</sup>. Un siècle plus tard, c'est le même raisonnement que tient le roi de Prusse :

« Les batailles décident le sort d'un État. Il faut absolument dans la guerre en venir à des actions décisives, soit pour se tirer de l'embarras de la guerre, soit pour y mettre son ennemi, soit encore pour terminer une querelle qui peut-être ne finiroit jamais »<sup>10</sup>.

Mais Frédéric ajoute, comme pour inciter à la prudence, qu'il ne faut jamais s'y engager « sans en avoir de bonnes raisons »<sup>11</sup>. En définitive, les batailles sont plus efficaces que les sièges, mais elles comportent de plus gros risques. Dans ces circonstances, faut-il vraiment s'y frotter ? Feuquières n'ose prôner le recours systématique à l'engagement : « Les batailles

<sup>7</sup> Cité par Fernand Gambiez « Turenne et la renaissance du style indirect », dans *Turenne et l'art militaire, actes du colloque tenu à Paris, octobre 1975*, Paris, Les Belles Lettres, 1975, p. 15-21.

<sup>8</sup> Paul Hay du Chastelet, *Politique militaire ou traité de la guerre*, chapitre IV-XIV, « Des batailles ». À la même période, Montecucoli écrivait : « Les batailles donnent et ôtent les couronnes, décident entre les souverains sans appel, et immortalisent le vainqueur ». Il se contente ensuite d'énumérer les conditions dans lesquelles il faut les mener, ou les éviter. (Raimondo Montecucoli, *Mémoires de Montecuculi* (sic), *généralissime des troupes de l'Empereur ; ou principes de l'art militaire en général*, Paris, Jean Muzier, chapitre VI, « Des combats en campagne »).

<sup>9</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre V-II, « Comment on peut ruiner une armée d'étrangers ».

<sup>10</sup> Frédéric II, *Instructions militaires de Frédéric II pour ses généraux*, Leipzig, 1761, p. 231.

<sup>11</sup> *Ibid.*



étant des actions générales d'une armée contre une autre, et décidant souvent du succès de toute la guerre, au moins et presque toujours, de la campagne, elles ne doivent être données qu'avec nécessité, et pour des raisons importantes »<sup>12</sup>. Le général compétent doit aviser en fonction d'une multiplicité de facteurs que Feuquières liste consciencieusement<sup>13</sup>.

On peut également placer Vauban dans le camp de ceux qui déconseillent le recours aux batailles, lui qui fait l'éloge des stratégies défensives appuyées sur de solides lignes de forteresses. Le contrôle des places de guerre est essentiel, puisqu'il s'agit du seul élément à même de garantir les « frontières des suites fâcheuses de la perte d'une bataille »<sup>14</sup> :

« C'est de quoi nous avons de grands exemples en France, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne, et même en Espagne, tous pays dont les frontières sont fortifiées par quantité de bonnes places, notamment les Pays-Bas, où il y a peu de villes qui ne le soient. Tout le monde sait assez le temps qu'il y a qu'on y fait la guerre, sans qu'on ait jamais pu les conquérir totalement ; et qui voudrait faire attention sur ce qui s'y est passé depuis deux cent ans, trouverait qu'on y a donné plus de soixante batailles, fait plus de deux cents sièges de places en attaquant et défendant, sans qu'on ait pu les réduire entièrement »<sup>15</sup>.

La bataille a-t-elle encore sa place au sein d'un art militaire qui revendique de plus en plus le rang de science ? Le siège et la manœuvre, qui demandent des compétences administratives, techniques, logistiques, plus poussées, ne doivent-elles pas, au siècle des Lumières, primer sur la bataille ? C'est le point de vue que vont adopter, au XVIII<sup>e</sup> siècle, différents auteurs militaires, dont certains ont pris part aux combats de la guerre de Succession d'Espagne<sup>16</sup>. Puysegur, parangon d'une guerre menée « par principes et par règles », dénigre le recours aux engagements en rase campagne :

« Aussi des généraux qui n'ont pas grande ressource dans leur savoir préfèrent-ils toujours les batailles aux autres actions de la guerre, qui donnent moins au hasard et qui demandent plus d'habileté »<sup>17</sup>.

---

<sup>12</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 306.

<sup>13</sup> Le général devra par exemple attaquer si les généraux ennemis sont négligents dans leurs marches et leurs campements, si sa propre armée est menacée de dépérissement, ou si l'adversaire attend un secours qui le rendra plus fort ; il devra éviter le combat si l'ennemi est plus fort, mieux posté, ou encore s'il y a « moins de profit à tirer d'une victoire que de désavantages à craindre d'une défaite ». *Ibid*, p. 307-308.

<sup>14</sup> Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1181.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> John Lynn, *De la guerre : une histoire du combat des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2006, p. 191.

<sup>17</sup> Cité *Ibid.*, p. 196.

La bataille est une anomalie dans le déroulement de la campagne, une survivance des usages passés qui ignore les progrès récents de l'art militaire. Un point de vue similaire est développé par le rédacteur anonyme de « quelques reflexions sur la maniere de faire la guerre dans la scituation presente des affaires », écrit qui date du début de l'année 1710. Certes, cet auteur magnifie les batailles qui « donnent et ostent les royaumes, decident entre les souverains sans appel, finissent la guerre, et immortalisent le chef »<sup>18</sup>. Il n'empêche qu'il est souvent préférable de les éviter, particulièrement lorsque la conjoncture militaire est défavorable – comme l'est celle de la France en 1710. Le texte, probablement écrit par un officier français, met en valeur toutes les formes de la guerre indirecte : il s'agit surtout, pour vaincre, de prendre de bons postes, offrant de riches fourrages, de ruiner à l'inverse les pays possédés par l'ennemi, d'empêcher ses expéditions dans le pays, et de couper ses moyens de communication. En cas de faiblesse excessive de l'armée, le retranchement dans de bonnes lignes de défense, ou dans de solides places fortes, représente une solution avantageuse. Pour cet auteur, comme pour Puysegur, le général doit « donner plus à la prudence qu'au hazard »<sup>19</sup>. Le modèle à suivre est celui de Fabius, le « temporisateur » qui réussit par ses manœuvres habiles à déjouer les opérations de l'audacieux Hannibal<sup>20</sup>.

On pourrait objecter que ce point de vue est compréhensible de la part d'un personnage comme Puysegur, qui était réputé pour ses compétences logistiques, ou d'un officier qui n'avait probablement jamais eu l'occasion de lancer une armée dans la bataille. Mais cette opinion est également adoptée par les deux plus grands chefs d'armée du siècle des Lumières. Le vainqueur de Rossbach et de Leuthen lui-même partage l'opinion de Puysegur : « Il convient de remarquer que la plupart des généraux amoureux de la bataille recourent à cet expédient par manque d'autres ressources »<sup>21</sup>. Enfin, la formulation la plus célèbre de cette méfiance vis-à-vis de l'engagement est donnée par le héros de Fontenoy, le maréchal de Saxe :

« Je ne suis cependant point pour les batailles, surtout au commencement d'une guerre : et je suis persuadé qu'un habile général peut la faire toute la vie, sans s'y voir obligé »<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> SHD AG, 1M 1701, n°32, « quelques reflexions sur la maniere de faire la guerre dans la scituation presente des affaires », 1<sup>er</sup> janvier 1710.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>21</sup> Cité par J. Lynn, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>22</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 148.

La perfection de l'art militaire consiste, selon le maréchal de Saxe, à réduire les risques au minimum, à « ne rien donner au hasard ». Plutôt que d'affronter son adversaire, il est préférable de l'étouffer. Il est préférable de multiplier les petits combats qui épuisent l'autre et dont on peut mieux contrôler l'issue, que de se commettre à une seule action. On peut certes engager une bataille, mais uniquement lorsque l'on trouve « l'occasion d'écraser l'ennemi »<sup>23</sup>. En bref, il ne faut se lancer dans une bataille que lorsque les manœuvres préalables ont rendu sa perte improbable.

Le contexte intellectuel au sein duquel se déroulent les grandes batailles de la guerre de Succession d'Espagne est ainsi généralement très prudent vis-à-vis des engagements sanglants et massifs. La capacité de faire subsister son armée, de conserver la discipline, ou d'exécuter une marche peut paraître tout aussi importante, aux yeux des penseurs militaires et des officiers de l'époque, que l'audace de se lancer « témérairement » dans une bataille<sup>24</sup>. Les penseurs militaires de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle se sont violemment insurgés contre cet état d'esprit, accusé d'avoir favorisé des guerres lentes, coûteuses et inutiles. C'est à nouveau Jacques-Antoine-Hippolyte de Guibert qui se fait le critique le plus ardent des évolutions connues sous le règne de Louis XIV en matière de conduite des opérations :

« Dans les pays couverts de places, comme la Flandre, la guerre prit un caractère de routine et de mollesse, qui n'est certainement pas celui du génie. On put à peu près calculer ce que chaque campagne devait produire. Une ou deux batailles, la plupart du temps conduites ou décidées par le hasard, s'y donnent ou s'y reçoivent, soit pour couvrir des places, soit pour préparer ou couvrir des sièges. Celui qui les perd, se retire derrière ces places, et celui qui les gagne, fait ou finit tranquillement quelques sièges. La campagne suivante, c'est la même chose, et ainsi des autres jusqu'à ce qu'un des deux partis se sentant à ses dernières ressources, se hâte de conclure la paix. C'est-à-dire, pour peindre d'un seul trait cette manière de guerre, que deux cent mille hommes de part ou d'autres vont pendant quelques années sur la frontière répandre beaucoup de sang et d'argent, sans qu'il résulte ordinairement d'autre effet décisif que celui de la prise de quelques places et de l'épuisement à peu près égal des vainqueurs et des vaincus »<sup>25</sup>.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> C'est du moins l'opinion de Mérode-Westerloo, qui rend au prince de Waldeck, en évoquant sa défaite à Fleurus, un hommage plutôt surprenant : « Pour prendre un poste ou choisir un camp, faire subsister une armée, conserver la discipline et l'ordre, exécuter une marche ou un fourrage, personne n'a approché le Prince de Waldeck, et la gloire d'être grand homme de guerre consiste bien autant dans ces talents, que dans l'avantage souvent dû au hasard de gagner des batailles données témérairement et sans ordre ni dispositions, comme j'en ai été témoin. Personne n'égalait ce prince pour conserver un pays, bien qu'il eût le malheur d'être toujours battu ». J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, p. 67.

<sup>25</sup> J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 211.

La thèse de Guibert s'appuie sur l'idée que dans toutes les circonstances, les résultats d'une bataille audacieusement décidée sont supérieurs à ceux d'un siège, quelles que soit son ampleur et la rapidité de son succès : « Le destin des places est toujours réglé par celui des combats »<sup>26</sup>. Les places fortes ne sont qu'un accessoire, et on ne doit jamais négliger que l'instrument militaire véritable est l'armée, que l'on doit mettre en état d'être « supérieure en manœuvre et maîtresse de la campagne ». Le combat, balayant les forces adverses, ruinant le moral des garnisons des places abandonnées par l'armée en fuite, accélérerait le rythme des opérations. Il trancherait le nœud gordien des avances prudentes et de la dépendance aux sources de ravitaillement.

Cette thèse de la supériorité de la bataille sur toutes les autres formes d'opérations militaires a pris son expression la plus pure et la plus forte dans les écrits de Clausewitz. Le général prussien fut impressionné par les victoires de Frédéric II puis de Napoléon sur ses adversaires plus précautionneux :

« Un général comme Bonaparte se jetait brutalement à travers le dispositif stratégique de son adversaire pour chercher le combat réel lui-même, parce qu'il n'avait jamais eu le moindre doute sur l'issue de ce combat. Par conséquent, partout où la stratégie n'a pas dirigé tout son effort vers l'écrasement de l'adversaire dans ce combat grâce à une force supérieure, partout où elle s'est aventurée dans des expédients plus subtils (et plus faibles), elle a été déchirée en tous sens comme une toile d'araignée »<sup>27</sup>.

Selon Clausewitz, ce n'était pas tant la conquête du champ de bataille qui importait que la destruction physique et morale de la force combattante adverse<sup>28</sup>. Cette destruction pouvait être obtenue soit le jour même de la bataille, soit lors de la poursuite – en penseur empirique,

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 212. Guibert reconnaît toutefois que la répugnance à engager des batailles, constatée à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, représentait d'un certain côté un progrès. Guibert admet en effet que le fait de faire rentrer la guerre dans des règles, de limiter le rôle du hasard et de s'épargner un déchaînement de violence, comporte des avantages « sous le point de vue de la philosophie et de l'humanité ». Mais ces arguments ne touchent pas leur but, puisqu'en définitive l'objectif de la guerre est celui de tuer les gens : « Mais à envisager l'objet militaire, l'art de la guerre y a sans doute perdu, puisque ses effets sont moins grands, puisqu'enfin ils ne remplissent pas le premier et le malheureux but qu'ils doivent avoir, celui de faire le plus de mal possible à l'ennemi et de décider promptement les querelles des nations » (*Ibid.* p. 211 et 212). Clausewitz est encore plus catégorique, en déniait à l'humanisation des conflits tout caractère positif : « Toute l'Europe se réjouissait de cette évolution et la considérait comme la conséquence de l'esprit de progrès. Bien qu'il y eût là une erreur, parce que le progrès de l'esprit humain ne peut jamais conduire à l'erreur et ne peut jamais faire que deux fois deux égale cinq [...], ce changement eut quand même un effet favorable au peuple ». Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 686.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 435.

<sup>28</sup> Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976, t. I, p. 312.

il considérait qu'une bataille seule ne pouvait achever l'armée adverse, alors qu'une retraite périlleuse risquait « d'en provoquer la désintégration »<sup>29</sup>.

Clausewitz accordait peu d'importance aux grignotages progressifs de terrain qu'impliquait la guerre de siège. Cette méthode était improductive et inefficace car elle ne cherchait pas à donner à la guerre un objectif précis. Or, selon lui, toute guerre doit chercher à écraser les « centres de gravités » (*Schwerpunkte*) adverses<sup>30</sup>. La nature de ce centre de gravité de l'ennemi peut varier, mais son identification repose toujours sur une réflexion politique – nous savons à quel point le général prussien a prôné la suprématie de l'intelligence politique sur l'instrument militaire<sup>31</sup>. Il s'agit de l'armée dans le cas de nations petites mais agressives : la Suède de Gustave-Adolphe et de Charles XII ou encore la Prusse de Frédéric II – dont l'armée est anéantie à Iéna et Auerstadt. Dans d'autres cas, il peut s'agir de la capitale, comme Paris en 1815, ou encore de l'opinion publique. Quoi qu'il en soit, les forteresses aux frontières ne sont jamais comptées au rang des centres de gravité.

Quel que soit le « centre de gravité » identifié, la victoire sur l'ennemi et la destruction de son armée représentent le plus sûr moyen de parvenir à ses fins. Et cette destruction ne peut être obtenue que par la bataille : « La destruction des forces armées ennemies doit être recherchée principalement par de grandes batailles et leurs résultats [...] Le but capital des grandes batailles doit consister dans la destruction des forces armées de l'ennemi »<sup>32</sup>. C'est cette bataille que l'on peut qualifier de décisive.

Clausewitz fait des guerres de Louis XIV l'antithèse de l'art militaire qu'il prône. La bataille n'y était livrée que dans des cas exceptionnels – et encore, c'était en général pour permettre de mener un siège ou pour délivrer une forteresse<sup>33</sup>. On pouvait proprement parler de « guerre de siège », puisque le siège était au cœur même de la conduite de la guerre : « En général, la campagne était terminée après un siège ou, si elle était très active, deux sièges, et une fois pris les quartiers d'hiver, que l'on tenait pour nécessaires »<sup>34</sup>. Les généraux qui recherchaient la bataille pour elle-même étaient rares, et reconnus comme audacieux. Les modèles de la bataille décisive de Clausewitz ne doivent donc pas être recherchés au Grand

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*, t. I, p. 182.

<sup>31</sup> « Reconnaître ces *centra gravitatis* de la force militaire ennemie, discerner leurs sphères d'action, est donc l'une des fonctions principales du jugement stratégique » (Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 561).

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 279. Clausewitz en vient à faire de la bataille non plus le meilleur moyen de gagner, mais l'essence de la guerre : « Comme les rayons du soleil s'unissent au foyer du miroir concave en une image parfaite et y produisent le maximum d'incandescence, les énergies et les contingences de la guerre s'unissent dans la bataille principale pour produire un effet suprême et concentré » (*ibid.*, p. 280). On pourrait multiplier les citations similaires.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 686.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 686.

Siècle, mais dans l'Antiquité – les campagnes d'Alexandre, celles d'Hannibal et de Scipion. Les campagnes du roi de Prusse voient sa réapparition<sup>35</sup>, de même que les guerres de la Révolution et l'Empire : Austerlitz, qui contraint en une seule journée les Autrichiens à faire la paix, Iéna, dont le souvenir humiliant explique largement l'œuvre de Clausewitz, Waterloo enfin, qui met brutalement fin aux Cent Jours.

Pour Guibert comme pour Clausewitz, la « guerre de siège » telle qu'elle était apparue sous Louis XIV n'était pas vraiment due à des facteurs matériels. Ils incriminaient tout d'abord des motifs politiques : dans l'Europe des rois et des princes, la guerre aurait essentiellement eu comme objectif la rectification de quelques frontières ou le gain d'avantages économiques et commerciaux. Mais au-delà, ils identifiaient l'effet néfaste d'une littérature et d'une pensée militaires routinières et obsédées par les questions logistiques – nous venons effectivement de voir que les auteurs stratégiques de l'Ancien Régime se méfiaient du recours à la bataille. La lenteur des opérations à la fin du règne de Louis XIV ne serait-elle pas due en grande partie à ce contexte intellectuel ? Le recours fréquent aux sièges n'aurait-il pas été la marque d'une prudence excessive de la part des généraux de l'époque – qui confinait à la frilosité ? La répugnance à engager le combat, et surtout, dans le cas d'une victoire, à poursuivre l'adversaire en déroute, était-il dû à un examen réaliste des possibilités offertes par les conditions logistiques de l'époque, ou à un véritable « blocage mental » ?

Pour répondre à ces questions, il apparaît nécessaire de se demander dans quelle mesure il était possible, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, de transformer l'issue heureuse d'une bataille en une victoire « décisive ». Le cas du duc de Marlborough est, à cet égard, à étudier particulièrement. Nous avons vu qu'il brûlait souvent du désir d'en venir à une bataille. Cela lui a valu d'être présenté par l'historiographie comme le véritable précurseur de Bonaparte. David Chandler, par ailleurs spécialiste de Napoléon, glorifie tout particulièrement Marlborough pour cette vision des affaires militaires : « Du début à la fin, il fut le partisan de

---

<sup>35</sup> Comment concilier considérations de Clausewitz, qui fait de Frédéric II le prédécesseur de Napoléon du point de vue des conceptions stratégiques, et le fait que comme nous l'avons vu, le roi de Prusse se montrait lui-même assez réservé vis-à-vis du recours systématique aux batailles ? En fait, pendant longtemps a dominé, dans l'historiographie allemande – à la fois sous l'influence de Clausewitz et en raison de la place prépondérante du Grand Frédéric dans le discours nationaliste allemand –, l'image d'un roi de Prusse pratiquant la guerre d'anéantissement. On doit à l'historien Hans Delbrück d'avoir remis en cause cette idée en 1879, en expliquant que la guerre menée par la Prusse au XVIII<sup>e</sup> siècle s'apparentait plutôt à une guerre d'usure, le roi ne combattant que lorsqu'il n'était pas possible de couper l'ennemi de ses lignes de ravitaillement. Cette position véritablement iconoclaste ouvrit au sein de l'université et de l'état-major allemand une « querelle des stratèges » qui allait durer près de quarante ans (Bernhard R. Kroener, « Apprendre la guerre. Les guerres de Frédéric le Grand dans l'histoire-bataille de l'état-major allemand après 1870 », dans *L'utilité de l'histoire militaire pour les militaires. Actes de la journée d'études du 27 septembre 1999*, Vincennes, CEHD, 2000, p. 31).

la grande bataille, vue comme le seul moyen de briser la puissance militaire ennemie et, par conséquent, sa volonté de résister »<sup>36</sup>. Une telle vision partagée par tous ses autres biographes – de Winston Churchill à James Rees Jones – s'est progressivement imposée dans l'historiographie. Ainsi, le *Dictionnaire de stratégie militaire* de Gérard Chaliand et Arnaud Blin indique que le capitaine-général « recherchait la bataille, qui, selon lui, devait décider de l'issue d'un conflit »<sup>37</sup>. Un autre dictionnaire lui fait considérer le combat comme la « pierre de touche de toute action de guerre »<sup>38</sup>.

Pour juger la validité d'une telle thèse, il faut nous intéresser à la façon dont Marlborough et son homologue Eugène ont mené les campagnes qui suivirent les batailles de Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde. Nous nous appliquerons tout d'abord à examiner le déroulement concret des opérations et à observer comment les généraux alliés arrivent à s'emparer du territoire adverse. Ensuite, nous analyserons l'ensemble des causes qui ont pu favoriser les progrès des forces Coalisées – en ne nous limitant pas aux seuls facteurs militaires. Enfin, nous étudierons dans quelles circonstances la dynamique impulsée aux troupes de Marlborough ou d'Eugène par une victoire finissait par s'enliser. Nous nous demanderons dans quelle mesure la bataille, plus que d'autres facteurs, est responsable de tels succès, ce qui nous amènera à préciser les relations entre le siège et la bataille dans les premières années de la guerre de Succession d'Espagne.

### 3.1. La retraite d'une armée vaincue

#### 3.1.1. Retour sur le Rhin

En 1704 comme en 1706, la bataille est suivie de la fuite de l'armée vaincue. Après Blenheim, Marcin et l'Électeur se retirèrent vers Ulm, près de laquelle ils arrivèrent vers le 15 août. C'est là que le maréchal de Marcin prit par écrit, sur la demande de l'Électeur, l'avis de tous les officiers généraux sur la question de l'évacuation de la Bavière<sup>39</sup>. La plupart des

---

<sup>36</sup> « From first to last he was the proponent of the major battle as the sole mean to break an enemy's military power and thus his will to resist » D. Chandler, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 63.

<sup>37</sup> Article « Marlborough », dans G. Chaliand et A. Blin, *Dictionnaire de stratégie militaire des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1998, p. 452.

<sup>38</sup> Article « Clausewitz », dans *Dictionnaire de pensée stratégique*, dir. Thierry de Montbrial, Jean Klein, Paris, PUF, 2000, p. 87-89.

<sup>39</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°52, Marcin à Villeroy, camp de Wiblingen, 15 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 919-920. Selon le comte de Mérode-Westerloo, l'initiative vient de l'Électeur, qui prend cette décision sans même consulter Marcin. S'il dit vrai – ce qui est tout à fait plausible, Marcin, mis

officiers, comme Westerloo, décidèrent sans bien connaître la situation exacte de la Bavière, mais ils estimaient que l'armée avait déjà trop reculé vers l'ouest pour pouvoir y revenir –la consultation avait ainsi lieu trop tard. Qui plus est, l'officier espagnol « connoissois par expérience le desordre d'une armée française battue »<sup>40</sup>. L'Électeur choisit d'abandonner son pays et de suivre l'armée française. Toutefois, même si les rapports de Marcin ne l'indiquent pas, le Bavarois garda une certaine amertume vis-à-vis des officiers généraux français, qui avaient montré trop d'empressement à abandonner sa terre natale. Il écrivit ainsi à Monasterol, son envoyé à Paris, que les généraux français « ne se contentent point de marcher vers le maréchal de Villeroy, mais à ce que je m'aperçois ils ont en grande envie de repasser le Rhin, et sont tous, commençant par M. de Marsin, d'une inquiétude incroyable »<sup>41</sup>.

On peut en effet se demander si les Français n'ont pas un peu forcé la main de Max-Emmanuel, désespéré d'être « dépouillé de [ses] États »<sup>42</sup>. Les généraux de Louis XIV, obsédés par le risque de manquer de subsistances, n'aspiraient qu'à rejoindre l'Alsace<sup>43</sup>. Comme le trajet des montagnes de la Forêt noire n'était pas sûr, surtout pour une armée en déroute, on demanda à Villeroy de s'avancer pour sécuriser le passage.

Nous avons vu que Villeroy, sans attendre l'avis du roi, s'était approché de Villingen pour accueillir les vaincus de Blenheim<sup>44</sup>. Le 25 août, la rencontre s'effectua à Donaueschingen, à l'entrée des gorges de la Kinzig<sup>45</sup>. Le retour était désormais assuré. Le 31 août, l'infanterie était à Offenburg, où la cavalerie l'avait déjà précédée<sup>46</sup>. Le lendemain, les forces de Marcin passèrent le Rhin à Kehl. Les troupes bavaroises accompagnaient l'Électeur et, après avoir passé ce fleuve, prirent, par le Luxembourg, la route de la Flandre. Mais le 25 août, les forces alliées avaient, elles aussi, commencé leur marche vers le Rhin<sup>47</sup>. Très rapidement, Marlborough avait démontré au Prince de Bade qu'il n'était plus besoin

---

ainsi devant le fait accompli, cherche aux yeux de Chamillart à reprendre à son compte cette procédure, pour souligner son autorité sur l'armée.

<sup>40</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 328.

<sup>41</sup> AE Bavière supplément 2, fol. 281r-282r, Bavière à Monasterol, s.l., 16 août 1704.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> « Comme je n'ay de subsistance en pain, en biscuit et en farine que jusqu'au trente de ce mois, je suis nécessité de me rapprocher incessamment des montagnes, afin de les avoir passées dans le tems que nos vivres finiront ». SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°145, Marcin à Chamillart, camp de Duttlingen, 22 août 1704. Saint-Simon insiste sur le désespoir de l'Électeur, tout en contestant le manque de vivres de l'armée française : « L'Électeur fut presque le seul à qui la tête se tourna point, et qui proposa peut-être le seul bon parti à prendre : c'étoit de se maintenir dans son pays à la faveur des postes et des subsistances, commodes et abondantes [...]. Mais notre sort n'étoit pas de faire des pertes à demi : l'Électeur ne put être écouté ; on ne songea qu'à se retirer sur l'armée du maréchal de Villeroy et à la joindre ». Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 180-181.

<sup>44</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°50, Villeroy au roi, Erlach, 19 août 1704.

<sup>45</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°69, Villeroy au roi, Mönschweiler, 26 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 608-613.

<sup>46</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 621.

<sup>47</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 480.



d'assiéger Ingolstadt qui tomberait d'elle-même quand la garnison se verrait abandonnée au cœur de la Bavière, à plusieurs centaines de kilomètres de tout secours français<sup>48</sup>. Se contentant de bloquer la place, et de laisser un petit corps de troupes assiéger Ulm, les trois armées coalisées se dirigèrent donc vers Philippsbourg. Elles y furent concentrées, en présence de Marlborough, d'Eugène et du margrave, au début de septembre. Leur objectif n'est un mystère pour personne : le siège de Landau. Villeroy, tout auréolé du succès de son prompt secours aux troupes de Bavière fut chargé de protéger cette place<sup>49</sup>. Il décida de défendre Landau en tenant la rive sud de la Queich, affluent du Rhin qui traversait la ville. On décida en même temps de donner à Laubanie, gouverneur de Landau, une forte garnison<sup>50</sup>.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

#### **Figure 14 : L'évacuation de la Bavière<sup>51</sup>**

Lorsqu'il fut informé de la puissance des Alliés, de l'autre côté de la Queich, Villeroy hésita toutefois à défendre ce poste. Suivant l'avis des officiers généraux, il abandonna sa position le 10 septembre, au premier avis d'une marche des ennemis, donné par un déserteur, et se retira derrière la Lauter, plus au sud<sup>52</sup>. Mais le lendemain, jugeant cette ligne encore trop faible, il la quitta à nouveau pour grouper son armée ainsi que celle de Marcin derrière la Moder<sup>53</sup>. En fait, Villeroy faisait tout pour éviter d'engager le combat avec Marlborough. Il était conforté dans son opinion par le maréchal de Marcin, qui assura quelques jours plus tard

---

<sup>48</sup> AE Angleterre 216, fol. 187r-190r, nouvelles de Guénin à Londres, 2 septembre 1704.

<sup>49</sup> Marcin s'était blessé à la jambe lors de la retraite, et il ne pouvait se déplacer qu'en carrosse. SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°1, Marcin à Chamillart, camp de Kehl, 1<sup>er</sup> septembre 1704.

<sup>50</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°13, Laubanie à Chamillart, Landau, 8 septembre 1704.

<sup>51</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

<sup>52</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 627.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 628.

qu'un engagement serait « inegal et desavantageux dans la conjoncture presente », c'est-à-dire en raison de la supériorité numérique des Alliés<sup>54</sup>. Toutefois, Marcin trouva les retraits successifs de Villeroy trop pusillanimes, rappelant qu'« il est aussy très important de ne leur abandonner le terrain que pied à pied et à la derniere extremite »<sup>55</sup>. La situation à laquelle étaient réduites les armées françaises mit Chamillart au désespoir, qui écrivait :

« Je n'aurois jamais cru que les suites de la journée d'Hocstet eussent esté aussy funestes qu'elles le deviennent, et de voir un mois après les ennemis faire trembler toute l'Alsace, et devenir les maistres d'assiéger telle place que bon leur semble. Ce changement est bien affligeant, et bien effrayant pour ceux qui ne sont pas acoustumés aux grandes revolutions »<sup>56</sup>.

En effet, les ennemis purent sans inquiétude faire le siège de Landau, qui débuta le 9 septembre, sous la conduite de Louis de Bade et du roi des Romains. Atterré par la lenteur des opérations, Marlborough décida de mener un coup de main audacieux sur Trèves, mal protégée par des Français qui ne redoutaient une action sur la Moselle qu'après la chute de Landau. Le 29 octobre, six mille soldats coalisés surprirent la ville avant l'arrivée des troupes de renfort dépêchées par Villeroy<sup>57</sup>. La prise de cette place condamna Trarbach, forteresse bien plus puissante, en aval de la Moselle, à l'isolement. Elle tomba le 20 décembre, tandis que Landau, défendue jusqu'au bout par un Laubanie vieillissant et rendu aveugle par une bombe, avait capitulé le 28 novembre.

### 3.1.2. L'abandon des Pays-Bas espagnols

Si l'armée se déplaça moins après Ramillies, les pertes de terrain furent tout aussi impressionnantes. Les troupes de Villeroy effectuèrent une retraite difficile sur Louvain. Leur désordre et les pertes subies étaient tels que Villeroy ne pensait plus être en sécurité derrière la Dyle, qui représentait pourtant un solide poste avant la bataille. Il décida donc de faire jeter dans la rivière toutes les réserves de vivres contenues dans Louvain, de brûler les fourrages, et de se retirer sur le canal de Vilvorde à Bruxelles<sup>58</sup>. Immédiatement, il fut suivi par

---

<sup>54</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°21, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 13 septembre 1704. Churchill avance 85 bataillons et 112 escadrons pour la France, 92 bataillons et 181 escadrons pour les Alliés. W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 481-482.

<sup>55</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°21, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 13 septembre 1704.

<sup>56</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°33, Chamillart à Marcin, Fontainebleau, 19 septembre 1704.

<sup>57</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 495.

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216, Le marquis des Porcelets à Chamillart, Bruxelles, 23 mai 1706.

Marlborough, qui s'empara de Louvain le 25 mai. Poursuivant leur mouvement, les troupes des Deux-Couronnes franchirent la Dendre, puis, ne voyant que l'Escaut comme frontière sûre, passèrent cette rivière à Gand le 27 mai<sup>59</sup>.

Marlborough avait promis, après Ramillies, de s'emparer en huit jours de toutes les places du Brabant espagnol<sup>60</sup>. La position des Français, retranchés derrière l'Escaut, lui offrait effectivement de belles perspectives : Malines, Lierre, Bruxelles, abandonnées par les Français, se rendirent sans combattre<sup>61</sup>. En revanche, les Français étaient encore à portée de défendre Gand, Termonde, Anvers, Bruges, Damme, Ostende, Nieuport, Audenarde et Ath<sup>62</sup>. Ils pouvaient espérer que le sacrifice du Brabant leur ferait gagner le temps nécessaire pour attendre qu'une partie de leurs troupes perdues et isolées rejoignît progressivement l'armée, les corps reposés et les esprits rassérénés. Villeroy ne se montrait pourtant guère rassuré :

« Il a fallu abandonner Bruxelles, et toutes les villes de Brabant. Dieu veuille que les ennemis nous donnent quelques jours pour nous rassembler ! S'ils marchent sur nous comm'il y a grande aparence, je ne puis encore dire le party qu'on prendra<sup>63</sup> ».

Deux jours plus tard, le maréchal de Villeroy, l'Électeur de Bavière et de nombreux officiers allèrent le long de l'Escaut examiner dans quelle mesure cette rivière constituait une ligne solide<sup>64</sup>. Le maréchal prit alors ses dispositions pour la défense du cours d'eau, comme il l'expliqua au roi : on donna ordre de lever les écluses de Tournai, Condé et Valenciennes, pour inonder l'Escaut et le rendre impraticable<sup>65</sup>. Un point toutefois donnait encore du souci aux Français : le passage de Gavre. À cet endroit, la rive droite du fleuve, celle où pouvaient paraître les ennemis, était beaucoup plus élevée que la gauche, ce qui en rendait la défense difficile<sup>66</sup>. Si les inondations n'avaient pas toute l'efficacité qu'on en attendait, ce passage resterait praticable – et il le resta. Soucieux de ne pas exposer encore son armée à un nouveau

<sup>59</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°244, Montviel à Chamillart, camp sous Gand, 28 mai 1706.

<sup>60</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°219, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 25 mai 1706.

<sup>61</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°24, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 2 juin 1706.

<sup>62</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 45. Termonde est le nom français de la ville de Dendermonde, sur la rivière nommée Dendre en français et Dender en flamand.

<sup>63</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>64</sup> AE Bavière 55, fol. 287r-288v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 29 mai 1706.

<sup>65</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°251, Villeroy au roi, camp de Saint-Denis sous Gand, 29 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 48-50.

<sup>66</sup> « Il y avoit le passage de Gavre, vis à vis duquel la retenue de l'Escaut ne faisoit aucun effect, si favorable pour les ennemis par des hauteurs qui regnent tout le long de la riviere de leur costé, qu'une armée en force de troupes, sans artillerie ne pourroit s'exposer d'en disputer le passage ». SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont-à-Tressin, 3 juin 1706.

combat, Villeroy avait fait construire des ponts sur la Lys pour s'y retrancher, comme cinquième ligne de défense successive après la Dyle, la Senne, la Dendre et l'Escaut<sup>67</sup>.



Figure 15 : La poursuite alliée après Ramillies<sup>68</sup>

Le 30 mai, Marlborough devança les 12 bataillons que Villeroy avait envoyés pour soutenir Gavre ; paniqué, le maréchal se retira pour aller camper près de Courtrai. C'est là qu'il rencontra Chamillart, que Louis XIV avait envoyé pour trouver des mesures pour rétablir l'armée<sup>69</sup>. En même temps, Villeroy fit évacuer Gand, Bruges et Damme, que les troupes françaises ne protégeaient plus, et dont les garnisons vinrent renforcer les rangs clairsemés des troupes des Deux-Couronnes. En revanche, on n'abandonna pas Anvers, que l'on pensait capable d'occuper les ennemis quelques temps. Cette décision de passer l'Escaut a été fortement reprochée à Villeroy, autant même que sa marche vers l'ennemi avant Ramillies, ou encore ses mauvaises dispositions à la bataille<sup>70</sup>. Le Roi-Soleil, lorsqu'il apprit la nouvelle, marqua son incompréhension à Chamillart, déjà parti en Flandre :

« Il faut que l'épouvante ou la faiblesse soit grande de ne pouvoir pas demeurer derrière l'Escaut, ayant l'inondation devant soi, touchant par sa gauche à Gand, et le pays assez

<sup>67</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°251, Villeroy au roi, camp de Saint-Denis sous Gand, 29 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 48-50.

<sup>68</sup> Document libre de droits. Source : [http://en.wikipedia.org/wiki/File:Ramillies\\_campaign\\_1706\\_-\\_Allied\\_gains.png](http://en.wikipedia.org/wiki/File:Ramillies_campaign_1706_-_Allied_gains.png).

<sup>69</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 52.

<sup>70</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont à Tressin, 3 juin 1706.

coupé de haies et de fossés pour qu'un ennemi ne puisse venir sans beaucoup de difficulté »<sup>71</sup>.

La Mothe-Houdancourt fit partie des plus incisifs envers la décision du maréchal. Il avait en effet assuré au secrétaire d'État de la guerre qu'il n'y avait pas d'autre « bon party à prendre, pour conserver tout ce [qu'ils avaient] perdu si honteusement, que de deffendre l'Escaut, aiant Gand à la gauche de l'armée et Oudenarde à la droite »<sup>72</sup>.

Chamillart ne fit pas preuve de beaucoup plus de compréhension pour le maréchal lorsqu'il écrivit à Vendôme, après son choix comme général en chef, que par cette résolution on laissa « tout le pays au delà à la discretion des ennemis, qui en sont devenus les maitres, aussi bien que d'assieger telle place que bon leur semblera »<sup>73</sup>. Pour sa défense, Villeroy assura que la décision ne revenait pas à lui seul, même si on devine qu'il en était un des plus fervents défenseurs. Il assura en effet qu'on avait réuni les officiers généraux pour « tirer toutes les conséquences de l'abandon de l'Escaut : l'Electeur en parla avec douleur, et fut le premier à se rendre à la raison ; pas un officier capable de donner son avis qui n'ayt opiné à commettre l'armée de Vostre Majesté à une seconde action qu'elle n'auroit pas soustenue »<sup>74</sup>.

Les historiens ont repris ce débat. Du côté français, on accuse Villeroy de lâcheté et d'incompétence : « Ajoutant une déroute à cette lourde bévue, le mirobolant Villeroy, qui ne faisait rien à moitié, recula jusqu'à la frontière dans la plus grande confusion »<sup>75</sup>. Du côté anglais en revanche, on souligne que Villeroy ne pouvait rien faire d'autre, puisqu'il était contraint à perdre du terrain face à l'impétuosité du capitaine-général des Anglais<sup>76</sup>.

Quoi qu'il en soit, Villeroy et Chamillart décidèrent après cette dernière retraite de « séparer l'armée », c'est-à-dire de disperser toute l'infanterie dans les places des Pays-Bas pour mieux les défendre, en attendant des jours meilleurs. Pour ne pas alarmer les troupes d'Espagne, et éviter leur désertion, on prétendit que l'assemblée de l'armée préalable à cette séparation avait été demandée pour faire une revue<sup>77</sup>. Les troupes de cavalerie devaient quant à elle rester en campagne, pour s'approcher rapidement de la première place menacée. Une telle décision, qui caractérisait en général la fin des campagnes, et qui indiquait que les Français n'allaient pas chercher pas à reprendre quelque place que ce fût, mais seulement à se

---

<sup>71</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°3, Louis XIV à Chamillart, 1<sup>er</sup> juin 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 52-53.

<sup>72</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°106, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 11 juin 1706.

<sup>73</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>74</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont à Tressin, 3 juin 1706.

<sup>75</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 609.

<sup>76</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 139.

<sup>77</sup> AE Bavière 56, fol. 27r-29v, Rouillé à Torcy, Lille, 8 juin 1706.

défendre, ne laissa pas de frapper profondément tous les observateurs : « Il n'y avoit guere d'apparence il y a 5 jours, qu'une armée aussy nombreuse et aussy belle que la nostre deust estre separée le 2 juin »<sup>78</sup>.

Voilà l'armée française condamnée à subir les nouvelles, survenant plus ou moins régulièrement, des chutes de places. Elles ne tardèrent pas à arriver. Le duc de Marlborough avait fait sommer de se rendre toutes les forteresses qui étaient désormais à sa portée. Le 3 juin, c'est Audenarde qui capitula, sans même une démonstration de volonté de se défendre<sup>79</sup>. Soixante-douze heures plus tard, Rouillé, l'envoyé français auprès de l'Électeur, eut l'occasion de remarquer que « chaque jour [...] fournit un nouveau sujet de chagrin : nous venons d'apprendre que la ville et le chateau d'Anvers se sont rendus le 6 [juin] sans qu'il en ayt cousté aux ennemis que de faire paroître quelques bataillons à Borgh qui est à une lieue de la place »<sup>80</sup>.

Ces deux défections firent bien l'affaire des Alliés, la chute d'Audenarde les rendant maîtres de tout l'Escaut, la possession d'Anvers leur ouvrant le chemin d'Ostende, qu'ils prirent rapidement. Dans la nuit du 23 au 24 juin, Auverquerque ouvrit la tranchée devant cette place. La supériorité numérique écrasante des ennemis, le blocage de la ville qui interdit au gouverneur d'envoyer toute nouvelle vers l'extérieur, et surtout d'en recevoir, la facilité dont disposaient les ennemis pour faire passer l'artillerie par voie de mer depuis Anvers, l'Escaut, Gand, et le canal de Gand à Bruges, condamnèrent la ville à la capitulation, le 6 juillet au matin<sup>81</sup>.

Du 23 juillet au 22 août, les Alliés firent le siège de Menin, observés par l'armée de Vendôme, dispersée entre Ypres, Lille et Tournai. La possession de cette place interdisait aux Français de se servir de la Lys comme voie d'invasion. Après sa chute, Marlborough s'intéressa à Ath, qui lui permettrait de fermer définitivement le Brabant aux Français. Mais pour en disposer, il fallait être maître de Termonde, qui avait résisté, isolée, pendant tout son long blocus. Une action vigoureuse des Alliés permit de s'en emparer, sans que les Français ne pussent rien faire, le 9 septembre ; le 14, on investit Ath, que Vendôme, prévoyant, avait renforcée<sup>82</sup>. Sa chute, le 2 octobre, termina la campagne.

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> AE Bavière 56, fol. 22r-23r, Rouillé à Torcy, Lille, 5 juin 1706.

<sup>80</sup> AE Bavière 56, fol. 27r-29v, Rouillé à Torcy, Lille, 8 juin 1706.

<sup>81</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 77.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 123.

La campagne de 1706 semble la plus éclatante illustration de la capacité d'une bataille à permettre aux vainqueurs de s'emparer du terrain, et à négliger la longue, coûteuse et pénible guerre de siège. Tous les observateurs reconnurent l'effet éclatant de la victoire alliée de Ramillies, jusqu'aux plus hauts chefs. Tandis que Villeroy se lamentait : « J'ay veu le combat gagné pendant plus d'une heure et demye, Dieu en a disposé autrement, voilà toutes les grandes villes de Brabant à la mercy des ennemis »<sup>83</sup>, Salliant remarqua, stupéfait : « Nos affaires dans ces pays cy estoient dans la meilleure scituation du monde, dans un seul jour elles deviennent tres delicates »<sup>84</sup>. En une seule campagne, Marlborough s'était emparé de Louvain, Bruxelles, Malines, Lierre, Gand, Alost, Damme, Audenarde, Bruges, Anvers<sup>85</sup>, du 25 mai au 6 juin ; de juin à octobre, il avait rajouté Ostende, Menin, Termonde, et Ath. Winston Churchill constate que « cités et villes, chefs-d'œuvre de Vauban, dont une seule aurait été le prix d'une campagne du roi Guillaume, capitulèrent de tous côtés »<sup>86</sup>.

### 3.1.3. L'évacuation de l'Italie

La défaite de Turin présente un cas un peu similaire : une défaite soudaine, puis dans les jours et les semaines qui suivent, l'annonce des chutes successives de places, qui s'égrènent comme un chapelet de mauvaises nouvelles. Le duc d'Orléans, en septembre 1706, exprima ainsi son désarroi : « Je suis bien malheureux qu'il ne se passe pas un jour que je n'aye quelque nouveau sujet de mortification »<sup>87</sup>. Le maréchal de Villeroy n'aurait pas pu mieux dire.

Revenons au soir du 7 septembre : l'armée française vaincue se retira vers le sud. Les troupes cantonnées sur la montagne, sous la direction d'Albergotti, franchirent le Pô en amont de Turin pour rejoindre les restes de l'armée du duc d'Orléans<sup>88</sup>. Ce dernier était convaincu qu'il fallait continuer la guerre en Italie. À cette fin, il décida tout d'abord de se diriger vers Villeneuve d'Asti, au sud-est, afin de gagner le Milanais et de rejoindre les troupes de Médavy<sup>89</sup>. De fausses nouvelles le firent toutefois changer d'avis. Le marquis d'Arènes lui assura que la place de Moncalieri avait été prise par les ennemis, et que toute route vers la

---

<sup>83</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°211, Villeroy à Chamillart, camp de Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>84</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°214, Salliant à Chamillart, Namur, 24 mai 1706.

<sup>85</sup> L'énumération est dans J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 306.

<sup>86</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 127.

<sup>87</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°483, Orléans à Chamillart, Oulx, 29 septembre 1706.

<sup>88</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>89</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°410, Orléans au roi, Pignerol, 14 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 286-288.

Lombardie était désormais coupée<sup>90</sup>. Le duc d'Orléans refusa – avec raison – de le croire, assurant qu'il ne pouvait s'agir que de quelques troupes de milice, puisque l'ensemble des armées alliées venaient de libérer Turin<sup>91</sup>. Le marquis d'Arènes fut contraint de lui répondre que le duc de Savoie lui-même y était, ce qui était encore plus invraisemblable. Accablé par les représentations du duc de La Feuillade, épuisé par les blessures qu'il avait reçues, le duc d'Orléans se résigna, avec une « grande repugnance »<sup>92</sup>, à prendre la route de Pignerol. Le duc espérait y avoir des magasins qui lui permettraient de tenir suffisamment pour être ravitaillé depuis le Dauphiné. On n'y trouvait qu'un peu de viande, de lard, de grain bouilli et de fromage<sup>93</sup>. Orléans dut donc se rapprocher encore de la frontière française. Pour permettre à ses troupes de subsister, il fut contraint de disperser son armée dans les environs de Gap et de Briançon, et dans la Maurienne<sup>94</sup>. Le gros de l'armée française venait d'abandonner l'Italie.

À première vue pourtant, rien n'était encore perdu. Le duc d'Orléans pouvait encore repasser en Italie. Depuis le Dauphiné ou la Savoie, plusieurs chemins s'offraient à lui : au nord, le val d'Aoste permettait de descendre sur Novare puis Milan<sup>95</sup>. Au sud, depuis Pignerol, les Français pouvaient franchir le Pô, pour rejoindre Alessandria, ou Casal. Lorsqu'elle aurait atteint la Lombardie, l'armée française pourrait rejoindre les forces de Médavy, et se mettre en état d'hiverner au cœur de la péninsule, dans une situation assez peu différente de celle qu'elle avait occupée au cours des campagnes précédentes.



**Figure 16 : Les Français se retirent sous Pignerol au lieu de retourner en Lombardie**

Alors que le gros des forces françaises était commis à la défense de Turin, il restait un corps de troupes, aux ordres de Médavy, qui avait été chargé depuis le mois de juillet 1706 de

<sup>90</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°80, Saint-Frémond à Vaudémont, camp sous Pignerol, 9 septembre 1706.

<sup>91</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°410, Orléans au roi, Pignerol, 14 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 286-288.

<sup>92</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°399, Orléans à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706.

<sup>93</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°446, Orléans à Chamillart, Oulx, 21 septembre 1706.

<sup>94</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°205, Angervilliers à Chamillart, Fenestrelle, 12 septembre 1706.

<sup>95</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°483, Orléans à Chamillart, Oulx, 29 septembre 1706.



garder les positions des Deux-Couronnes au nord et à l'est, tandis que le duc d'Orléans suivait le prince Eugène au sud. Avec une poignée de bataillons et d'escadrons<sup>96</sup>, il devait faire face à des troupes largement supérieures : 6 000 Impériaux environ, chiffre doublé par l'arrivée des troupes de Hesse au mois d'août. Le 19 août, les troupes du prince de Hesse parvinrent à franchir le Mincio en s'emparant de la place de Goito<sup>97</sup>. Médavy, voyant la menace que cela faisait planer sur le Milanais, marcha à leur rencontre, et remporta une très belle bataille le 9 septembre à Castiglione, qu'il qualifia lui-même de victoire « la plus complète qui ait jamais été »<sup>98</sup>. Comme après Calcinato, les ennemis furent repoussés jusque dans les montagnes.

Pourtant, Médavy n'eut pas l'occasion d'exploiter ce succès. Quelques jours après lui parvenait la nouvelle de la défaite de Turin. Vaudémont, gouverneur du Milanais, lui envoya immédiatement l'ordre de marcher vers l'ouest, en profitant de l'état de désorganisation des troupes du prince de Hesse, pour garantir les places de Lombardie contre les attaques du prince Eugène<sup>99</sup>. Voilà Médavy, malgré sa victoire, contraint de disperser ses troupes dans les principales forteresses, de raser les plus faibles, pour empêcher les ennemis de s'y installer, et réduit à tenir la campagne avec une très petite troupe<sup>100</sup>. Jusqu'à la fin de l'année 1706, il n'eut de cesse avec le prince de Vaudémont d'écrire au roi, à Chamillart et au duc d'Orléans, pour presser l'armée française de les rejoindre en Italie. Il leur proposa divers plans à cette fin.

Médavy s'offrait pour porter des vivres à Alessandria et y accueillir les troupes de Louis XIV, dont les magasins étaient, assurait-on, très bien pourvus<sup>101</sup>. Il fallait profiter de l'attitude des ennemis, qui s'éloignaient du Piémont pour aller faire le siège de Pizzighettone, à une dizaine de kilomètres de Crémone<sup>102</sup>. Cette situation favorable était toutefois provisoire,

---

<sup>96</sup> Les effectifs totaux du corps d'armée dirigé par Médavy sont impossibles à établir. En effet, les chiffres fluctuent en permanence : des bataillons sont envoyés dans des places ou en sont tirés, il peut recevoir ou envoyer des escadrons à l'armée du duc d'Orléans. Au milieu du mois de juillet, il a 17 bataillons et 12 escadrons, 12 bataillons et 17 escadrons fin juillet, 18 bataillons et 16 escadrons le 18 août, 25 bataillons et 35 escadrons le jour de la bataille de Castiglione. SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°154, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de la Volta, 21 juillet 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°162, Médavy à Chamillart, camp de la Volta, 31 juillet 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°261, Médavy à Chamillart, Crémone, 18 août 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°35, Médavy au roi, camp de Castiglione, 9 septembre 1706.

<sup>97</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°278, Orléans au roi, Pavie, 22 août 1706.

<sup>98</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°34, Médavy à Chamillart, camp de Castiglione, 9 septembre 1706. Médavy parle de 1 000 tués et 2 500 prisonniers chez les ennemis, et de la prise de plus de vingt pièces d'artillerie, avec toutes les munitions.

<sup>99</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°84, Médavy au roi, Milan, 16 septembre 1706.

<sup>100</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°112, Vaudémont au roi, Pizzighettone, 25 septembre 1706.

<sup>101</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°99, Médavy au roi, camp de Pizzighettone, 21 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°112, Vaudémont au roi, Pizzighettone, 25 septembre 1706. Un officier du corps de troupes laissé en Lombardie assure même que « si le Roy perd l'Italie et les troupes qu'il y a, c'est qu'il le veut bien ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°120, La Javelière à Chamillart, Pizzighettone, 26 septembre 1706.

<sup>102</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°130, Vaudémont au roi, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

et le temps jouait contre les Français : le prince Eugène n'allait pas manquer de s'emparer du plus grand nombre de places possible durant l'absence de l'armée principale, rendant plus difficile encore le retour de celle-ci en Lombardie.

Les exhortations de Médavy et de Vaudémont se heurtèrent aux représentations des officiers de l'armée du duc d'Orléans, qui insistaient plutôt sur le temps dont ils avaient besoin pour rétablir une armée délabrée<sup>103</sup>. Le duc d'Orléans lui-même ne croyait pas à un retour rapide. À la fin de septembre, il n'espérait pas pouvoir se mettre en campagne avant le 1<sup>er</sup> novembre<sup>104</sup>. Toutefois, craignant les risques d'une telle entreprise, il proposa au roi d'attendre le mois de mai, en espérant que Vaudémont et Médavy seraient capables de garantir les places de Lombardie pendant l'hiver. La réponse de Louis XIV fut peu favorable à cette solution de recours : « Il y a lieu de croire qu'avant le mois de décembre, les ennemis se seront rendus les maîtres d'une bonne partie du pays et resserreront la cavalerie d'une manière qu'elle aura peine à trouver des lieux pour s'établir et pour subsister pendant l'hiver, et ce seroit se flatter de croire pouvoir rentrer en Milanois au mois de may »<sup>105</sup>. Au début d'octobre, Orléans garantissait toujours sa bonne volonté au roi, mais il déclarait ne pas pouvoir partir avant le 6 novembre<sup>106</sup>. Le 17 octobre, il avait déjà remis la date de départ au 10 novembre<sup>107</sup>.

Pendant ce temps, les progrès du prince Eugène étaient considérables : Ivree, Novare, la ville de Milan tombèrent avant la fin du mois de septembre – mais le château de Milan résistait toujours<sup>108</sup>. Début octobre, c'était Pavie qui cédait, tandis qu'Alessandria et Tortona étaient investies<sup>109</sup>. Le gouverneur d'Alessandria capitula le 21 octobre<sup>110</sup>. Le sort de cette dernière place, « prunelle de l'œil » du duc d'Orléans<sup>111</sup>, mit un terme à tout espoir de retour : elle était la dernière porte vers la Lombardie. Moins d'une semaine plus tard, Louis XIV

---

<sup>103</sup> Sur les tensions entre les officiers retournés en France et ceux qui étaient restés en Lombardie, voir *infra*, section 9.1.4.

<sup>104</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°465, Orléans au roi, Oulx, 25 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 313-317.

<sup>105</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°11, Louis XIV à Orléans, s.l., 2 octobre 1706.

<sup>106</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°46 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 10 octobre 1706.

<sup>107</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°85, Orléans au roi, Briançon, 17 octobre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 329-331.

<sup>108</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°112, Vaudémont au roi, Pizzighettone, 25 septembre 1706.

<sup>109</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°40, Colmenero à Chamillart, Alessandria, 8 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°188, Montéléon à Chamillart, Gênes, 17 octobre 1706.

<sup>110</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°122, Colmenero au roi, Alessandria, 23 octobre 1706.

<sup>111</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°148, Orléans à Chamillart, Grenoble, 28 octobre 1706.

donnait au duc d'Orléans l'ordre de séparer les troupes et de les renvoyer dans leurs quartiers d'hiver, en France<sup>112</sup>.

Comme l'avait prévu le Roi-Soleil, le prince Eugène continua ses conquêtes pendant l'hiver, prenant Tortona le 29 novembre, Casal le 6 décembre<sup>113</sup>. Valence, Crémone étaient menacées, tandis que les troupes de Méday, dernière forme de présence française en Italie, retranchées dans quelques places, étaient bloquées par les ennemis, et privées ainsi de subsistance<sup>114</sup>. Au début de l'année 1707, Versailles dut se rendre à l'évidence : il ne pouvait rester aux Français que « bien peu de terrain en Lombardie au premier du mois de juin prochain »<sup>115</sup>, trop peu pour permettre à l'armée d'y retourner. Pour sauver ses dernières troupes, et éviter qu'elles ne soient toutes faites prisonnières de guerre, Louis XIV se résigna alors, malgré les objurgations de Vaudémont et Méday, à signer un traité d'évacuation, qui fut ratifié par toutes les parties du 13 au 16 mars<sup>116</sup>. Comme pour la capitulation d'une seule place, les troupes françaises et espagnoles pouvaient retourner dans leur pays avec les honneurs de la guerre (avec « armes, bagages et équipages, enseignes déployées »). L'ensemble des places fortes d'Italie aux mains des Deux-Couronnes devait revenir aux Alliés. À ce prix très fort, Louis XIV et son petit-fils, Philippe V, purent récupérer 49 bataillons et 50 escadrons<sup>117</sup>. Le royaume de Naples, totalement isolé, tomba la même année, sans faire de grande résistance, au pouvoir des Alliés.

### 3.1.4. Derrière le canal de Gand à Bruges

La campagne qui suivit la bataille d'Audenarde ne montra pas des renversements aussi spectaculaires que les exemples précédents. Marlborough et Eugène ne pouvaient pas lancer une poursuite contre l'ennemi vaincu. En effet, dès que la retraite fut décidée, l'armée française se retira, inquiétée par la poursuite de quelques partis ennemis, derrière le canal de

---

<sup>112</sup> « Après avoir bien examiné les embarras de votre marche, le péril auquel vous seriez exposés si les ennemis vous attendaient en plaine, par leur supériorité en cavalerie, et la perte presque certaine d'une partie de l'armée si vous étiez obligés de vous retirer par des montagnes ou de passer des rivières devant eux, il m'a paru que le parti le plus sage et le seul bon à prendre, c'est de séparer les troupes ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°142, Louis XIV à Orléans, Versailles, 27 octobre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 340-341.

<sup>113</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°271, Capitulation du château de Casal, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 731-732.

<sup>114</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°326, La Ferrière à Chamillart, s.l., 25 décembre 1706.

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> Les conditions sont énumérées dans SHD AG, A<sup>1</sup> 2046, n°169 et 170, « Propositions faites par M. de Saint-Pater à M le prince Eugène... », avec les réponses du prince Eugène, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 371-378.

<sup>117</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 384.

Gand à Bruges, le quartier général campant à Lovendeghem. Leur situation était solide. Marlborough, habitué pourtant à chercher un nouveau combat avec l'ennemi après une bataille, n'avait pas tenté de traverser le canal de force après Audenarde : il semblait donc improbable qu'il tentât le franchissement après que le canal avait été retranché par quatre mille prisonniers dans la troisième semaine de juillet<sup>118</sup>.

Ce qui inquiétait les Français après Audenarde, c'était la question des vivres. La situation des armées était en effet singulière : les ennemis étaient entre l'armée du duc de Bourgogne et ses sources françaises de ravitaillement. Or, il n'y avait pas pour plus de quinze jours de farine à Bruges et Gand<sup>119</sup>. On trouva cependant très rapidement une solution : Bernières, l'intendant de Dunkerque, fit passer des grains et des farines par cette place et par Nieuport. D'autre part, maîtres de Gand, les Français pouvaient acheter des grains dans le pays d'Alost. Enfin des impositions faites sur le pays qui s'étendait autour du canal de Gand à Bruges venaient compléter la série des mesures. Vendôme demanda qu'on eût recours à Samuel Bernard pour lui fournir des lettres de crédit<sup>120</sup>.

Non seulement la situation des Français était handicapante sur un plan logistique, mais elle paralysait les opérations qu'ils auraient voulu mener. Ils n'avaient pas les moyens de se faire joindre par les troupes de Berwick qui campa près de Douai à partir du 18 juillet<sup>121</sup>. En effet, Berwick aurait eu à faire un très grand tour pour rejoindre Vendôme et Bourgogne, et aurait alors été incapable de protéger Lille, Ypres, Tournai et Mons, à portée desquelles son armée était capable de se placer rapidement<sup>122</sup>. D'autre part, les ducs de Bourgogne et Vendôme ne pouvaient se décider à bouger, puisqu'ils auraient risqué de perdre Gand et Bruges, c'est-à-dire tout le bénéfice du début de leur campagne<sup>123</sup>. Qui plus est, cela aurait représenté une trahison, puisque la population les avait accueillis en libérateurs.

Mais si les Français ne voulaient pas sortir de leur position, c'est surtout parce qu'ils immobilisaient ainsi les armées alliées. Ces dernières étaient également séparées de leurs lignes de communication nationales par l'armée des Deux-Couronnes. Le problème de Marlborough, c'était toutefois moins les vivres, que l'on pouvait faire acheminer facilement

---

<sup>118</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°179, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708. D'Artagnan assura même que si les ennemis étaient à leur place, et qu'ils étaient à celle de Marlborough, « il ne [leur] viendrait jamais dans la pensée de les y aller attaquer quand [ils auraient] une fois autant [que les Alliés] ». SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°189, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>119</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°106, Berwick à Chamillart, Tournai, 14 juillet 1708.

<sup>120</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>121</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°158, Berwick à Chamillart, camp de Douai, 18 juillet 1708.

<sup>122</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°108, Bourgogne à Berwick et St Fremond, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708.

<sup>123</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°111, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 15 juillet 1708.

par de petits convois terrestres depuis Bruxelles, que l'artillerie, qui était plus difficile à transporter, et nécessitait donc en général de disposer de voies maritimes. Or, tenant Gand, les Français bloquaient l'Escaut :

« Je trouve la situation des ennemis bien plus mauvaise que la nôtre, car tant que nous tenons la teste des rivieres, il n'est point question d'une prise de place pour eux dans la Flandre du Roy, et par le poste que nous tenons, ils doivent toujours veiller sur Oudenarde [et] Ostende »<sup>124</sup>.

En effet, si les ennemis avaient repassé l'Escaut pour se porter sur la Meuse et disposer ainsi des voies fluviales des affluents de l'Escaut en aval de Gand, la bataille d'Audenarde n'aurait servi à rien, car les Français auraient été à nouveau capables de bloquer cette place et de songer à Menin et Ostende<sup>125</sup>. Le duc de Vendôme résuma la situation dans un style plus vigoureux : « Gandt et Bruges sont la mort des ennemis »<sup>126</sup>. La seule chose que les ennemis pouvaient faire, c'était lancer des partis dans le Cambrésis et l'Artois pour ramener des contributions, ce que Berwick était chargé d'interdire, et ce qui du reste n'avait rien de terrifiant<sup>127</sup>. Si Berwick réussissait, il pourrait en outre contrarier le ravitaillement de Marlborough. C'est convaincu par de telles raisons que Vendôme, comme toujours, faisait preuve d'une confiance – ou d'une mauvaise foi ? – excessive : « Il n'est donc question que de temps icy, jusqu'à ce que les ennemis repassent l'Escaut »<sup>128</sup>.

Rapidement, les Français durent déchanter : Marlborough n'avait pas l'intention de quitter ses positions. Conformément aux craintes de Chamillart, il commença à organiser des convois de munitions depuis Bruxelles<sup>129</sup>. Un certain nombre de généraux français, au premier rang desquels le maréchal de Berwick, commencèrent alors à contester l'idée de Vendôme que la situation stratégique était favorable aux Français :

« Je vous avoue que je ne puis estre de l'avis de ceux qui croient que la conservation de Gand durant l'esté puisse nous mettre en estat de reprendre l'hiver les places que nous perdriens. Ce ne seroit point Gand qui bloqueroit Oudenarde, Menin et les places que nous perdriens, ce seroit elles qui bloqueroient Gand, l'on ne peut prevenir ce coup qu'en battant le convoy »<sup>130</sup>.

---

<sup>124</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°189, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>127</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°206, Chamillart à Berwick, Fontainebleau, 22 juillet 1708.

<sup>128</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>129</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°229, Chamillart à Berwick, Fontainebleau, 24 juillet 1708.

<sup>130</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°213, Berwick à Bourgogne, camp sous Douai, 22 juillet 1708.

Enfin, quelques jours plus tard, le secrétaire d'État de la guerre, suivant l'opinion de Berwick plutôt que celle de Vendôme, identifiait clairement l'objectif des Alliés : « Il seroit à desirer que les ennemis fussent persuadez comme vous de l'impossibilité de faire le siege de Lille : par tous les convoys qu'ils font et les mouvements qu'ils se donnent, on ne sçauroit douter qu'ils ne soient determinez à quelque entreprise »<sup>131</sup>. Pour faire face à cette éventualité, on donna à la fin du mois le commandement de cette place à un maréchal de France des plus expérimentés, le duc de Boufflers<sup>132</sup>.

[Illustration retirée pour des raisons de droits]

**Figure 17 : La situation paradoxale des armées après Audenarde**<sup>133</sup>

De fait, la première opération de ravitaillement de l'armée du duc de Marlborough fit apparaître la faille du dispositif défensif des Français. À la fin du mois de juillet, Berwick prévint les chefs de l'armée de Flandre de l'envoi d'un important convoi destiné aux troupes de Marlborough. Il devait partir de Bruxelles pour être récupéré à Audenarde où il devait passer l'Escaut. Berwick assura aux Français que, puisqu'il n'y avait que cinq lieues de Gand à Audenarde, ils étaient tout à fait en mesure de tomber sur ce convoi pour décourager les Alliés : « Quand même l'armée du prince Eugene l'escorteroit, vous pourriez envoyer un

---

<sup>131</sup> « Les ennemis feront tout ce qu'ils voudront s'ils ont la liberté de faire venir de Bruxelles les choses qui leur manqueraient dans le pays où ils sont ». SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°276, Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 27 juillet 1708.

<sup>132</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°288, Boufflers au roi, Lille, 28 juillet 1708.

<sup>133</sup> Tous droits réservés. Source : W. Churchill, *op. cit.*

corps superieur du double, et l'affaire seroit finie et vos troupes rentrées à Gand avant que Marlborough en pust estre averty et arrive au secours »<sup>134</sup>.

Malgré cet avertissement, les Français n'arrivèrent pas à bloquer le convoi, en raison de dissensions entre les ducs de Bourgogne et Vendôme. Selon ce dernier, le premier refusa de prendre le risque de dégarnir le canal de Gand<sup>135</sup>. À partir de la fin du mois de juillet se dessinent donc les traits du reste de la campagne, probablement la plus étonnante de toute la guerre de Succession d'Espagne. Nous n'en relaterons pas tous les épisodes, amplement décrits par ailleurs<sup>136</sup>, et qui sortiraient de notre sujet puisqu'il ne s'agit que des suites indirectes de la bataille d'Audenarde. Nous nous contenterons d'en résumer les principaux aspects. Les Français échouèrent systématiquement dans leurs tentatives de stopper les convois ennemis, malgré la position très délicate des armées alliées, prises entre le marteau et l'enclume de Vendôme et de Berwick, et privées de toutes voies fluviales. L'insuccès le plus incroyable reste l'affaire de Wynendael, où plus de 20 000 Français sous le commandement de La Mothe-Houdancourt furent battus par un corps de troupes aux effectifs largement inférieurs qui amenait du matériel à Marlborough, depuis Ostende, pour alimenter le siège de Lille<sup>137</sup>. Cette série de fiascos étonna même Winston Churchill, qui n'attribua pas seulement la réussite du siège de la capitale des Flandres françaises au génie de Marlborough et de son acolyte Eugène, mais aussi au hasard et à la chance<sup>138</sup>.

La complexité du dispositif français, les difficultés matérielles, et surtout les dissensions à la tête de l'armée française inhibèrent ou firent échouer toutes les tentatives de réaction françaises. Le 26 juillet, Bourgogne proposait le siège d'Ostende<sup>139</sup>; Vendôme au même moment songeait à celui de Bruxelles ou d'Audenarde<sup>140</sup>. On pensa aussi rapidement à employer l'armée, qui s'était progressivement reconstituée, pour marcher à l'ennemi<sup>141</sup>. La Mothe-Houdancourt se désolait ainsi : « Il est inutile d'avoir de belles et nombreuses armées qui coutent des sommes immenses à entretenir si l'on ne veut pas s'en servir dans de pareilles

<sup>134</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°213, Berwick à Bourgogne, camp sous Douai, 22 juillet 1708.

<sup>135</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°230, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 24 juillet 1708.

<sup>136</sup> Maurice Sautai, *Le siège de la ville et de la citadelle de Lille en 1708*, Lille, Lefebvre-Ducrocq, 1899, x-434 p. ; ou encore Alain Lottin, *Les grandes batailles du nord de la France*, Paris, Éditions Mazarine, 1984, p. 123-132.

<sup>137</sup> Les sources données par Atkinson indiquent que vingt-quatre mille Français auraient été battus par six mille Alliés, rapport de force qui semble exagéré, mais qui indique suffisamment que selon toutes les probabilités, Wynendael aurait dû être une victoire française. Christopher Thomas Atkinson, « Wynendael », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1956, p. 26-31.

<sup>138</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 358.

<sup>139</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°267, St Hilaire à Chamillart, camp de Lovendeghem, 26 juillet 1708.

<sup>140</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°230, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 24 juillet 1708.

<sup>141</sup> *Ibid.*

occasions »<sup>142</sup>. Il y eut bien des tentatives, puisque les Français, ayant rassemblé 110 000 hommes à Grammont, se retrouvèrent au milieu du mois de septembre à Mons-en-Pévèle pour faire face à l'ennemi. Vendôme, soutenu par les avis du roi et de son ministre, y réclama en vain une bataille, à laquelle Berwick et la plupart des officiers généraux furent hostiles<sup>143</sup>. De surcroît, l'Électeur s'approcha de Bruxelles, où il était populaire, pour la surprendre ou l'assiéger, mais il échoua.

L'autre grande affaire fut la question des contributions. Pour la première fois, les ennemis eurent sérieusement « l'insolence de faire envoyer des mandemens pour la contribution en Picardie »<sup>144</sup>. Ce n'était plus les frontières les plus au nord du royaume qui se trouvaient exposées, mais une province déjà française avant l'avènement de Louis XIV. Ces agressions des ennemis ne contribuèrent pas peu à diviser les efforts français. C'est pourquoi, le 1<sup>er</sup> décembre, la citadelle de Lille tombait – les Alliés lui avaient sacrifié 15 000 hommes, pertes inouïes pour un siège<sup>145</sup>. Gand, isolée, fut assiégée le 18 décembre et tomba douze jours plus tard, tandis que Bruges se rendait le lendemain. Tous les fruits de la marche française des premiers jours de juillet avaient été perdus, la victoire était aux Alliés, qui venaient de prendre la plus belle place de France.

Les résultats semblent devoir se passer de commentaires. En quatre batailles, Marlborough ou le prince Eugène se sont rendus maîtres de la Bavière – et de belles places sur le Rhin et la Moselle –, de la majeure partie des Pays-Bas espagnols, de l'Italie du nord, de la Flandre française. L'écart apparaît patent avec les fruits des victoires françaises de la guerre précédente, et avec les succès remportés par les soldats de Louis XIV pendant la guerre de Succession d'Espagne. Les officiers français contemporains de ces défaites soulignèrent d'ailleurs parfaitement cette différence : La Ferrière opposa les « Te Deum et [...] quelques lambaux de satin et d'étendard qui composent ordinairement tout le fruit de ce que nous appelons nos victoires » aux « conquêtes que nos ennemis ont fait cette campagne en Espagne, en Flandre et en Italie »<sup>146</sup>. Comment se fait-il que les deux généraux alliés aient pu faire tomber, après leurs retentissants triomphes, des forteresses que les généraux français ou

---

<sup>142</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°337, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Bruges, 31 juillet 1708.

<sup>143</sup> J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 124-126. Il est remarquable que Versailles, contrairement à l'opinion commune, soit plus belliciste que les hommes du terrain, réclamant à tout prix une bataille pour éviter la chute de la ville de Lille, qui arrive le 3 octobre.

<sup>144</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°302, Berwick au roi, Douai, 29 juillet 1708.

<sup>145</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 235. Lynn parle de plus de 12 000 morts et blessés. J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 322.

<sup>146</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°146, La Ferrière à Chamillart, s.l., 5 octobre 1706.



alliés précédents avaient assiégées à grands frais ? Faut-il en déduire qu'une brillante victoire garantissait à coup sûr la conquête de larges territoires ? S'arrêter à cette analyse, c'est négliger les autres facteurs qui peuvent influencer la perte de tout un pays, c'est-à-dire attribuer à la bataille seule des conséquences sur lesquelles le contexte économique et politique a beaucoup influé.

### **3.2. Comment expliquer les progrès des troupes de la Grande Alliance ?**

#### **3.2.1. La poursuite d'une armée traumatisée**

Ce qui est incontestable, c'est que les armées vaincues à Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde, sont traumatisées. En 1704, l'infanterie de l'armée de Tallard s'est littéralement évanouie. Les quelques soldats qui en restent sont intégrés aux forces de Villeroy. On donne l'autorisation aux officiers généraux qui la dirigeaient de « se rendre où bon leur semblera, en attendant que [le roi] trouve de nouvelles occasions de les employer »<sup>147</sup>. La cavalerie de l'armée de Tallard, quant à elle, a été minée aussi bien par la défaite que par la « maladie d'Allemagne » qui lui a fait mourir de nombreux chevaux. Son état n'est pas rassurant, comme le rapport du Bourg à Chamillart :

« Je suis au desespoir d'être obligé de vous mander que notre cavalerie se détruit tous les jours à un point qui me fait trembler ne prevoiant pas d'avoir les moiens d'avoir le nombre de chevaux necessaire pour la retablir ; enfin monseigneur la mortalité est si grande qu'on ne peut compter sur aucun cheval »<sup>148</sup>.

Dans de telles circonstances, les ennemis semblent disposer de toute liberté pour lancer des contributions du côté de la Lorraine et des Trois-Évêchés : Chamillart avoue à Marcin que la « cavalerie est dans un si pitoyable estat, [qu'il] ne vois rien à leur oposer »<sup>149</sup>. En 1706, l'armée des Deux-Couronnes est « diminuée, fatiguée, et delabrée au point que ce n'est en verité pas une armée sur laquelle du moins on puisse compter quant à present »<sup>150</sup>. L'état moral est tout aussi inquiétant, puisqu'on imagine l'ennemi invincible, et surtout omniprésent.

---

<sup>147</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°14, Chamillart à Marcin, Marly, 8 septembre 1704.

<sup>148</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°27, Du Bourg à Chamillart, camp de Haguenau, 15 septembre 1704.

<sup>149</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°44, Chamillart à Marcin, Fontainebleau, 23 septembre 1704.

<sup>150</sup> AE Bavière 55, fol. 277r-278v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 27 mai 1706.

C'est du moins ce qu'affirme Rouillé. Quelques jours après la bataille de Ramillies, il remarque que « la terreur [de l'armée] est encore aussy grande que le jour du combat. L'on croit entendre et voir les ennemis où ils ne sont point, et l'on ne marche qu'en fuyant »<sup>151</sup>. Plus de deux semaines plus tard, rien ne semble avoir changé. Il parle d'une « terreur qui s'est repandue sur la frontiere espagnolle et françoise : on ne se croit en seureté nulle part, et l'on ne croit pas qu'il soit possible de soutenir un siege »<sup>152</sup>.

L'effet délétère dure bien après la bataille et touche par contagion toutes les troupes françaises, même celles qui n'ont jamais été exposées. Ainsi, en 1704, le comte de Mérode-Westerloo est à l'armée de Villeroy lorsqu'elle reçoit ordre d'évacuer la ligne de la Queich : « La confusion et la consternation accompagnoient cette armée [de Villeroy], qui se retiroit d'une telle façon que cela avoit fort l'air d'une fuite. M le maréchal de Villeroy me pria de faire l'arrière-garde pour ne pas embarrasser la marche de l'armée, mauvaise commission en cas pareil, avec des troupes effrayées »<sup>153</sup>.

La seule solution qui s'offre aux généraux français, c'est de temporiser : tous insistent sur le fait qu'il leur faut un délai raisonnable pour rassembler l'armée, pour qu'elle se rassure, pour qu'on la ré-équipe. En 1704, on peut se contenter d'attendre les quartiers d'hiver, en cherchant à perdre un minimum de terrain dans les mois de septembre et d'octobre. On a bon espoir que l'année suivante pourra offrir une revanche aux Français : « Dieu nous donne promptement les moiens de prendre des quartiers d'hyver, et de pouvoir nous raccomoder pour entrer en campagne l'année prochaine avec des forces à peu près esgales à celles que le Roy avoit au commencement de cette campagne ! »<sup>154</sup>.

On ne peut guère en espérer autant en 1706. La situation est en effet exceptionnelle : une bataille a rarement lieu à l'ouverture de la campagne, puisque les généraux préfèrent ne pas s'affronter directement, et que les combats ont souvent lieu à l'issue de marches audacieuses ou de manœuvres menaçant l'un des deux camps. Une belle victoire dans ces conditions offre à un commandant six bons mois, de mai à octobre, pour pousser ses avantages. Marlborough en est tout à fait conscient : « Les conséquences de cette bataille sont susceptibles d'offrir plus d'avantages que celles de Blenheim, car nous avons maintenant tout

---

<sup>151</sup> AE Bavière 55, fol. 277r-278v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 27 mai 1706.

<sup>152</sup> AE Bavière 56, fol. 32r-33v, Rouillé à Torcy, Mons, 13 juin 1706.

<sup>153</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 335.

<sup>154</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°9, Marcin à Chamillart, camp d'Hagenau, 4 septembre 1704.

l'été devant nous »<sup>155</sup>. Le maréchal de Marcin aussi, qui considère que les quelques bataillons et escadrons qu'il ramène à Villeroy ne sont qu'une « foible ressource pour compenser une si grande perte, qui est d'autant plus terrible [qu'on n'est encore] qu'au trente du mois de may »<sup>156</sup>.

Marlborough peut donc lancer une « poursuite » de l'armée française, pour profiter de sa faiblesse et de sa peur, pour la pousser le plus loin possible, et la contraindre à laisser isolées la plupart de ses places :

« Aujourd'huy l'on a appris que Milord Marlboroug marchoit vers Alost, et que son dessein estoit de poursuivre le debris de notre armée meme au delà de l'Escaut pour nous obliger de rentrer sur les terres de France, ne voulant point s'atacher à aucune place jusqu'à ce qu'il eust executé ce projet, qui certainement est fort bon. Car, ne nous donnant pas le tems de nous racomoder, il nous poussera aussy loing qu'il voudra, et se trouvera ensuite le maistre de tout le pays<sup>157</sup> ».

Si Marlborough refuse de laisser tout « loisir »<sup>158</sup> à Villeroy pour rassembler ses troupes, il peut, lui, profiter de l'avance qu'il a effectuée pour faire sortir des garnisons alliées des places qui ne sont plus menacées. Il parvient à en tirer trente bataillons, sans compter que les troupes de Brandebourg, qui avaient tardé en raison des tensions entre le roi de Prusse et les principaux pays de la Grande Alliance, viennent rapidement le rejoindre, offrant neuf à dix mille hommes supplémentaires à son armée<sup>159</sup>.

Villeroy est contraint à disperser ses troupes dans les différentes places que Marlborough pourrait choisir de menacer. Mais il ne lui est guère possible de réparer l'armée en plein été. Si la fourniture d'un équipement de rechange n'est qu'une question de temps, et de l'argent que Chamillart pourra fournir, la levée de nouvelles recrues pour remplacer les pertes des régiments par la mort ou la désertion de leurs hommes s'avère très difficile. En effet, le mois de juin voit débiter les moissons, période où « pas un paysan ne s'engage »<sup>160</sup>. En outre, le recrutement est normalement confié aux officiers du régiment, lorsqu'ils rentrent sur leurs terres lors des quartiers d'hiver : or il n'est pas possible en pleine campagne de se

---

<sup>155</sup> « The consequence of this bataille is likely to be of greater advantage than that of Blenheim, for we have now the whole summer before us ». Marlborough à Godolphin, Bruxelles, 27 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 551-553.

<sup>156</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°255, Marcin à Chamillart, camp sous Maubeuge, 30 mai 1706.

<sup>157</sup> AE Bavière 55, fol. 279r-282r, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 28 mai 1706.

<sup>158</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°240, Villeroy à Chamillart, camp de Saint-Denis sous Gand, 28 mai 1706.

<sup>159</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°2, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 30 mai 1706, et SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>160</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°183, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 19 juin 1706.

passer d'eux, car on ne voit pas comment on pourrait, dans la situation d'inquiétude de l'armée, priver les troupes des hommes qui constituent son armature la plus rassurante. On ne peut guère compter que sur l'évasion de prisonniers, le rétablissement de soldats convalescents, ou le retour de déserteurs<sup>161</sup>. Enfin, la taille réduite des bataillons français – 585 hommes contre 700 en moyenne dans les autres armées européennes – nuit à leur valeur opérationnelle : un bataillon qui perd la moitié, ou même le tiers, de son effectif, se retrouve à 3 ou 400 hommes, chiffre insuffisant qui ne lui permet guère de tenir face à une unité ennemie mieux fournie<sup>162</sup>.

La situation de l'armée est tellement préoccupante que Chamlay consacre la majeure partie de son mémoire « sur les affaires présentes du Pays-Bas, et de l'Espagne » aux moyens de rétablir l'armée de Villeroy, travail considéré comme « ce qu'il y a de plus important à faire, dans la conjoncture présente »<sup>163</sup>. Il répond aux angoisses de d'Artagnan en assurant que nécessité fait loi : « On dira peut-estre, qu'il est contre l'usage de faire des recrues d'hommes et de chevaux pendant l'esté. Cela est vray en général ; mais la loy et l'usage doivent céder à la nécessité »<sup>164</sup>.

Quelle que puisse être la diligence des officiers et des civils chargés d'administrer l'armée, Chamillart ne prévoit pas de rétablir matériellement les troupes avant le mois d'août<sup>165</sup>. On enjoint à tous les officiers de pouvoir tenir ce délai, qui, malgré les deux mois d'inaction qu'il suppose, est considéré comme « fort court »<sup>166</sup>. Marlborough a ainsi pu jouir d'un temps considérable pour occuper définitivement le terrain.

L'examen de la situation de l'armée française en Flandre, en 1706, permet en retour de comprendre pourquoi la tentative du duc d'Orléans de retourner en Italie paraissait désespérée. Après sa défaite de Turin, il s'est retiré vers l'ouest et s'est trouvé contraint de disperser son armée en Dauphiné et en Savoie pour la faire subsister. Son objectif est de reconstituer son armée, durement endommagée par la défaite, avant que le prince Eugène ne puisse se rendre maître des principales places de Lombardie. Dans cette course contre le temps, les vainqueurs sont encore une fois les Alliés. La belle victoire de Médavy, en

---

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> La question des effectifs des bataillons est traitée plus en détail dans le chapitre v.

<sup>163</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°A, « mémoire de Chamlay sur les affaires présentes du Pays-Bas, et de l'Espagne », Versailles, 29 mai 1706.

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>166</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°58, Chamillart à Souternon, Versailles, 7 juin 1706.

Lombardie, ne suffit pas pour arrêter les progrès de l'armée impériale. En revanche, l'état déplorable des troupes françaises s'avère un obstacle insurmontable.

Ce délabrement a commencé bien avant la bataille, en raison des fatigues du siège pour l'armée du Piémont, et des marches pour celles de Lombardie. La retraite précipitée qui suit la défaite aggrave encore la faiblesse des unités françaises. Enfin, dès qu'elle prend le chemin de la France, cette armée voit ses cadres l'abandonner. Saint-Frémond en est même réduit à demander à Chamillart de faire « écrire à Lion et aux autres places le long du Rhone » pour faire arrêter les nombreux « officiers, sains ou malades, [qui] ont quitté l'armée sans congé, pour aller chés eux »<sup>167</sup>. C'est pourquoi Orléans suspend les congés de tous les officiers, même malades. Il n'autorise plus que le départ des blessés graves<sup>168</sup>.

De surcroît, les troupes qui restent sont complètement démunies. Vingt-sept bataillons ont intégralement perdu leurs équipages<sup>169</sup>. Les deux tiers des fantassins n'ont plus de souliers, ni de havresacs<sup>170</sup>. Les soldats du régiment de Bourke, qui ont participé à la bataille, ont « perdus leurs tentes, marmittes et tout, à la reserve des armes qu'ils tenoient à la main pour le service du Roy »<sup>171</sup>. Les officiers « n'ont sauvez que les chemises qu'ils avoient sure leurs corps ». À la fin du mois de septembre, on évalue les besoins à 15 000 paires de souliers, 30 000 chemises, 15 000 paires de bas, 3 à 4 000 marmittes, 10 000 havresacs<sup>172</sup>.

Cette armée décimée n'a même pas de quoi se nourrir. Les munitions de bouche pour un mois sont restées au camp : on n'avait plus rien pour les voiturer<sup>173</sup>. En effet, le 5 septembre, un détachement de l'armée impériale avait réussi à s'emparer d'un groupe de 1 400 mulets<sup>174</sup>. Par un surcroît de malchance, l'intendant Esgrigny avait envoyé à Chivasso, le matin de la bataille, le reste des mulets dont l'armée disposait, pour faire un convoi de vivres. Ces derniers se trouvèrent coupés de l'armée française par l'avance des ennemis<sup>175</sup>. Enfin, l'armée n'a pas d'argent, puisque la plupart des remises de fonds se faisaient à Milan<sup>176</sup>.

<sup>167</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°451, Saint-Frémond à Chamillart, Oulx, 21 septembre 1706.

<sup>168</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°52, Broglie à Chamillart, Briançon, 10 octobre 1706.

<sup>169</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°419, « Etat des bataillons des armées d'Italie qui ont perdu leurs equipages », s.l., [14 septembre 1706].

<sup>170</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°451, Saint-Frémond à Chamillart, Oulx, 21 septembre 1706.

<sup>171</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°423, De Bourk à Chamillart, Saint-Pierre près de Briançon, 15 septembre 1706. Ces types de témoignages sont toujours sujets à caution : les officiers se plaignent d'autant plus qu'ils espèrent les grâces du roi. Toutefois, même dans leurs exagérations, ils reflètent la détresse des troupes.

<sup>172</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°241, Angervilliers à Chamillart, Oulx, 27 septembre 1706.

<sup>173</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°237, Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706.

<sup>174</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°198, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Pignerol, 8 septembre 1706.

<sup>175</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°202, Esgrigny à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706.

<sup>176</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, t. I, p. 176-178.

Dès qu'il décide de disperser les troupes, le duc d'Orléans commence à réfléchir activement, avec le soutien des officiers généraux et des intendants, à préparer son retour. Tous entretiennent une correspondance fournie avec le secrétaire d'État de la guerre. Ce dernier mobilise l'activité des intendants des provinces frontalières : Trudaine à Lyon, Bernage en Franche-Comté, Le Blanc en Auvergne, Bâville en Languedoc. Néanmoins l'entourage du duc d'Orléans ne se montre guère convaincu<sup>177</sup>. Comme l'armée manque de tout, on s'efforce de pallier ses déficiences une à une.

En premier lieu, on essaie de renforcer les effectifs. On encourage les capitaines à faire des recrues<sup>178</sup>. Chamillart propose de demander aux communautés du Dauphiné de fournir sept à huit mille soldats de milice<sup>179</sup>. Il est conscient de la charge que cela représente pour ces communautés, donc il propose d'en assouplir les règles : « Peut-être qu'en laissant la liberté aux communautés de se defaire des mauvais sujets qui se trouvent ordinairement dans les paroisses, sans obliger de tirer au sort, vous en auriez fourny une bonne partie »<sup>180</sup>. Par ailleurs, l'armée parvient à récupérer quelques soldats de retour du Piémont. Il s'agit de militaires qui ont été fait prisonniers par les paysans après le désastre. Envoyés à Turin, ils se sont fait passer pour des déserteurs pour obtenir un passeport, rentrer en France et rejoindre leurs régiments<sup>181</sup>. Bien entendus, ces hommes sont dépouillés de tout, « nuds pieds » et très faibles à cause de la fraîcheur de l'automne et des pluies continuelles<sup>182</sup>.

Pour la cavalerie, l'objectif est d'obtenir un total de 6 000 cavaliers effectifs. Sans ce minimum, les troupes impériales, plus mobiles, pourraient harceler l'armée française dans sa marche, et anéantir toutes ses communications, particulièrement dans un pays où les routes sont difficiles. On prévoit alors de réduire drastiquement le nombre d'escadrons de 110 à 60. Les chevaux des 50 escadrons supprimés doivent compléter les effectifs des 60 escadrons restants<sup>183</sup>. Les hommes qui les montaient sont répartis en deux groupes : les cavaliers sont envoyés en quartiers d'hiver, les dragons doivent accompagner l'infanterie dans son trajet vers le Milanais. Quand ils y seront arrivés, ils sont censés trouver des chevaux sur place<sup>184</sup>.

---

<sup>177</sup> « Ils me laissent peu d'esperance de reussir ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°410, Orléans au roi, Pignerol, 14 septembre 1706

<sup>178</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°474, Chamillart à Orléans, Versailles, 27 septembre 1706.

<sup>179</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°227, Chamillart à Angervilliers, Versailles, 21 septembre 1706.

<sup>180</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°252, Chamillart à Angervilliers, Versailles, 1<sup>er</sup> octobre 1706.

<sup>181</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1973, n°308, le prince de Monaco à Chamillart, Monaco, 21 septembre 1706.

<sup>182</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1973, n°315, le prince de Monaco à Chamillart, Monaco, 21 septembre 1706.

<sup>183</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°227, Chamillart à Angervilliers, Versailles, 21 septembre 1706.

<sup>184</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°474, Chamillart à Orléans, Versailles, 27 septembre 1706.

Il s'agit ensuite d'équiper une armée ainsi renforcée. Dès le 18 septembre, Chamillart envoie 6 000 tentes et 8 000 fusils<sup>185</sup>. Rapidement, il fait fabriquer à Lyon 2 000 habits pour les troupes, et il y envoie 6 000 paires de souliers. Trudaine donne l'ordre à tous les marchands de cette ville de faire crédit aux officiers qui iraient acheter des fournitures pour leurs troupes<sup>186</sup>. Début octobre, Angervilliers passe un contrat avec un marchand de Grenoble, qui lui promet de fournir à Briançon, le 25 de ce mois, « vingt mille chemises, dix milles culottes, trois mille marmites, six mille troussiers, et dix mille havresacs »<sup>187</sup>. Les équipements des chevaux ne sont pas oubliés. À Lyon, on fait travailler des « selliers, cordonniers, ceinturoniers, fourbisseurs, esperoniers, et faiseurs de toutes sortes d'outils pour en fournir aux dragons »<sup>188</sup>. Enfin, pour pallier les derniers manques, on improvise : « Les commandans de tous les quartiers de cavalerie du Dauphiné ont ordre d'acheter [les selles] des gentilshommes et des curés de leurs villages »<sup>189</sup>. En deux mois, de septembre à octobre, l'activité des intendants d'armée et de province, ainsi que de Duchy, commissaire principal de l'extraordinaire des guerres, permet de rééquiper assez correctement les troupes.

La cavalerie est remontée de façon moins satisfaisante. L'intendant de Franche-Comté ne parvient à envoyer à l'armée qu'un millier de chevaux, sur les 1 400 initialement prévus<sup>190</sup>. Les 555 chevaux gagnés en faisant démonter des dragons du Languedoc et de Guyenne ne sont qu'un faible secours.<sup>191</sup> Enfin, faute de crédit, un contrat de fourniture de 1 000 chevaux venus de Suisse échoue<sup>192</sup>.

L'un des principaux problèmes rencontrés est en effet celui de l'argent. Les intendants s'efforcent pourtant d'en trouver par tous les moyens. Dès qu'il apprend la nouvelle de la défaite, Angervilliers envoie à l'armée du duc d'Orléans un prêt de 60 000 livres qu'il a contracté à Briançon. De Lyon, il parvient à tirer 40 000 livres d'emprunt, et les fermiers de Savoie lui en proposent 30 000<sup>193</sup>. Ces fonds sont rapidement épuisés. Un « projet pour rentrer en Italie par Suse avec 50 bataillons et 100 escadrons, au premier novembre 1706 » indique en effet qu'il faut regrouper, aussi bien pour permettre à l'armée de se reconstituer, que pour la

---

<sup>185</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°220, Chamillart à Esgrigny, Versailles, 18 septembre 1706.

<sup>186</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°491, Chamillart à Orléans, Versailles, 30 septembre 1706.

<sup>187</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°253, Angervilliers à Chamillart, Grenoble, 2 octobre 1706.

<sup>188</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°105, Monteil à Chamillart, Lyon, 19 octobre 1706.

<sup>189</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°113, Mauroy à Chamillart, Grenoble, 21 octobre 1706.

<sup>190</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°46 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 10 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°148, Orléans à Chamillart, Grenoble, 28 octobre 1706.

<sup>191</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°113, Mauroy à Chamillart, Grenoble, 21 octobre 1706.

<sup>192</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°67, Orléans à Chamillart, Briançon, 13 octobre 1706.

<sup>193</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°228, Angervilliers à Chamillart, Oulx, 21 septembre 1706.

faire subsister tout au long du mois de novembre, plus de 1 500 000 livres<sup>194</sup>. Une telle somme ne fut acquise que fin octobre<sup>195</sup>.

Par ailleurs, l'armée du duc d'Orléans souffre de la dépréciation du crédit du trésor français. Les lettres du sieur Landais, trésorier général de l'artillerie, au bureau du contrôleur général des finances, permettent d'illustrer cette détresse. En novembre, il cherche à négocier des lettres de change auprès de banquiers de Lyon, pour payer les entrepreneurs des chevaux d'Italie. Le taux de change obtenu (42% de la somme initiale) est tellement bas que le duc d'Orléans refuse que l'accord se fasse<sup>196</sup>. En décembre, pressé par le besoin de payer au plus vite les équipages d'artillerie de Flandre et d'Italie, Landais doit accepter un taux de change de 30%<sup>197</sup>.

C'est le même problème qui entraîne des retards dans la production et la livraison des fusils à l'armée d'Italie, en septembre. Cent mille livres destinées à payer les 8 000 fusils fabriqués à Saint-Étienne sont acquittées « en billets de monnoye ». Négocié à un taux trop bas, cet argent ne permet pas d'acheter les fournitures nécessaires à la fabrication d'autres fusils, ni de rémunérer correctement les ouvriers. Le manque d'argent liquide, de matières premières et d'ouvriers, partis faute d'être rétribués, ralentit la fabrication des armes : le manque à produire est évalué à 20 000 fusils pour l'hiver, sans compter les divers canons<sup>198</sup>.

On constate également des lenteurs pour fournir des vivres aux troupes qui devaient partir. La difficulté des chemins, la masse de soldats à déplacer, entraîne de profonds retards. On ne peut assembler l'armée qu'à Suse, et les troupes les plus éloignées en sont à vingt jours de marche. De là, 18 jours sont nécessaires pour aller à Alessandria. Ainsi, certaines unités devaient transporter avec elles jusqu'à 38 jours de vivres<sup>199</sup>. En effet, il est impensable de chercher à se nourrir sur le pays. La seule vallée par laquelle on peut passer est déjà épuisée par les voyages précédents de l'armée française<sup>200</sup>. Le duc de Savoie a de plus pris soin de brûler tous les fourrages qui auraient pu y demeurer. Pour transporter toutes ces denrées, on doit pouvoir compter sur un grand renfort de mulets. Or ces derniers, venus du Languedoc, ne peuvent arriver à Suse que le 2 novembre<sup>201</sup>.

---

<sup>194</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°466, Projet pour rentrer en Italie par Suze avec 50 bataillons et 100 escadrons, au premier novembre 1706, s.l., [fin septembre 1706]. Ce projet est disponible en annexe.

<sup>195</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°293, Chamillart à Angervilliers, Marly, 18 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°294, Chamillart à Esgrigny, Marly, 18 octobre 1706.

<sup>196</sup> AN G<sup>7</sup> 1793, n°303, note adressée à M. de Rebours, s.l., [novembre 1706].

<sup>197</sup> AN G<sup>7</sup> 1793, n°321, note adressée à M. de Rebours, s.l., [décembre 1706].

<sup>198</sup> AN G<sup>7</sup> 1793, n°330, Dubois à Chamillart, Saint-Étienne, 25 septembre 1706.

<sup>199</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°30 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 7 octobre 1706.

<sup>200</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°241, Angervilliers à Chamillart, Oulx, 27 septembre 1706.

<sup>201</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°275, Angervilliers à Chamillart, Grenoble, 9 octobre 1706.



Le climat est enfin le dernier facteur empêchant le passage des troupes en Lombardie. Début octobre, des pluies torrentielles commencent à tomber<sup>202</sup>. La violence en est telle, selon Esgrigny, que des villages pluri-centenaires sont emportés : « De memoire d'homme on n'a point veu un pareil desordre »<sup>203</sup>. À cause des ruptures de ponts, les muletiers qui apportent des vivres à Suse sont forcés de faire de longs détours<sup>204</sup>. Le duc d'Orléans, qui a prévu l'assemblée des troupes le 1<sup>er</sup> novembre, doit accepter de la reporter au 5 de ce mois<sup>205</sup>. Enfin, les progrès du prince Eugène en Italie sont tellement rapides qu'il doit définitivement abandonner son objectif et se résigner à cet événement incroyable :

« Quoiqu'on me prepare depuis longtems, monsieur, au parti qui se prend aujourd'huy, et que les difficultés infinies qu'on m'a faites ayent dû me faire craindre et m'acoutumer à ce qui arrive, je vous avoue que je ne laisse pas d'etre frappé de ce dernier ordre, qui met fin à l'esperance que j'avois de reparer les malheurs qui me sont arrivés, et je ne cede dans cette occasion à la raison et à la necessité que comme l'on cede à la mort. Il faut se jetter sur l'avenir pour se consoler, et passer un triste hyver en attendant le printems »<sup>206</sup>.

Au printemps, il n'y avait plus une seule troupe française ou espagnole dans le nord de l'Italie. L'ampleur des dégâts, matériels et humains, subis par l'armée française lors de sa retraite, fut ainsi telle que tous les efforts réalisés furent insuffisants : l'armée ne pouvait pas être prête avant le début du mois de novembre. À cette période, le retour en Lombardie était compromis par le trop grand nombre de places aux mains des Alliés. Les Français n'avaient pas réussi l'exploit, contraire aux lois de la guerre du XVIII<sup>e</sup> siècle, de lancer à l'approche de l'hiver une expédition préparée à la hâte.

### 3.2.2. La faiblesse des fortifications

Les exemples de 1704 et 1706 permettent de montrer à quel point l'état matériel d'une armée peut être dramatique après une défaite, et surtout illustrent les difficultés qu'on peut trouver à la reconstituer. Notons que rien de tel n'a lieu en 1708, car l'armée française, moins affaiblie, reste derrière l'Escaut. Mais ce constat n'aborde qu'une des données du problème : il explique la lenteur à réagir des défenseurs, pas les rapides progrès des assaillants. Pour les

---

<sup>202</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°263, n°263, Angervilliers à Chamillart, Grenoble, 7 octobre 1706.

<sup>203</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°313, Esgrigny à Chamillart, Briançon, 27 octobre 1706.

<sup>204</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°161, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 30 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°313, Esgrigny à Chamillart, Briançon, 27 octobre 1706.

<sup>205</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°46 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 10 octobre 1706.

<sup>206</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°157, Orléans à Chamillart, Grenoble, 30 octobre 1706.

comprendre, il faut s'intéresser au territoire que les Alliés avaient pour ambition de conquérir, et à ses capacités de résistance propres. Nous pouvons nous intéresser tout d'abord aux Pays-Bas, région réputée hérissée de places-fortes. Marlborough lui-même ne fait-il pas mine, dans une lettre à Godolphin, de trouver « vraiment incroyable que [l'armée des Deux-Couronnes] abandonne tout un pays garni de places si fortes et si nombreuses, sans la moindre résistance »<sup>207</sup> ? Ce jugement pourtant mérite d'être relativisé, et la qualité réelle des forteresses aux mains des Français à la veille de la bataille de Ramillies peut être réexaminée.

Jamel Ostwald a rappelé que certaines places fortes, notamment celles du Brabant, avaient depuis longtemps une image désastreuse. Cela représentait un souci pour les généraux français. En 1704 déjà, le maréchal de Villeroy hésitait à prendre le risque de se porter sur la Meuse, assurant que « le Brabant [...] n'a pas une place qui puisse tenir douze heures devant une armée, quand elles ne seront pas protégées par une autre armée »<sup>208</sup>. Les villes de Bruxelles et Louvain n'étaient en réalité considérées par personne comme des places à même de se défendre correctement. Bruxelles n'avait qu'une valeur symbolique : « Quand cette ville n'est pas couverte par une armée ce ne sera qu'un feu de paille qui fera à la vérité beaucoup de bruit contre notre réputation et pour celle du Marlborough qui aime l'esclat »<sup>209</sup>. Les autres places, que Vaudémont qualifiait de « terribles dans leur grandeur et très mauvaises », ne valaient guère mieux<sup>210</sup>.

D'autres cités avaient en revanche une belle réputation, comme Audenarde, dont Marlborough rappelait qu'elle avait résisté à 60 000 hommes du temps de Guillaume III<sup>211</sup>. La situation n'est pourtant plus la même le 30 mai 1706, lorsque Puynormand, envoyé commander les troupes d'Audenarde, découvre l'état de la place :

---

<sup>207</sup> « It is very astonishing that the enemy should give up a whole country with so many strong places without the least resistance ». Marlborough à Godolphin, Bruxelles, 27 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 551-553.

<sup>208</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1743, n°298, Villeroy au roi, Lierre, 13 avril 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 11-14, cité par J. Ostwald, « The "decisive" battle of Ramillies... », art. cit., p. 668. Le maréchal insiste encore quelques lignes plus tard : « Du moment que l'armée du roi est sur la Meuse à la hauteur d'Huy et Liège, les ennemis sont les maîtres d'entrer en Brabant sans opposition, de courir jusqu'aux portes de Bruxelles, et de prendre les villes qu'ils voudront dans cette province-là, étant toutes sans défense. [...] Ils sont en état d'entrer dans le Brabant ou d'aller à Anvers sans que nous puissions nous y opposer ».

<sup>209</sup> AE Milan 17, fol. 205r-207r, Vaudémont à Chamillart, Milan, 12 juin 1706.

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> « We have taken possession of [...] Audenar, which was besieged the last war by the King with sixty thousand men, and was at last forced to raise the siege ». Marlborough à sa femme, Merlebeck près Gand, 3 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 558-559. En réalité, la place fut assiégée par Guillaume d'Orange en septembre 1674, siège que l'arrivée des troupes de Condé contraignit à lever. Mais en 1667, la place était déjà tombée sans grande résistance aux mains des Français. J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 108 et 126.

« Depuis que je suis arrivé, j'ay visité les fortifications que j'ay trouvées dans un abandon parfait, estant presque toutes degarnies de palissades, les chemins couverts sans glascis et trop bas de deux pieds, pas un seul pont de communication en estat, et le corps de la place pouvant estre insulté par des passages qui y ont estés fais par des jens qui fesoient entrer et sortir de la ville des marchandises en fraude [...]. J'ay trouvé quelques milliers de poudre dans les magasins, sept pièces de canon, et quelques boulets, mais rien de plus »<sup>212</sup>.

Qui plus est, les caisses sont vides. On ne peut par conséquent pas demander à la population de travailler à l'amélioration des défenses, et on a de la peine à payer les ouvriers qui travaillent aux écluses, ce qui entraîne des retards pour créer des inondations artificielles de l'Escaut<sup>213</sup>. Personne n'escompte qu'une ville en si mauvais état résiste correctement, et on attend sa reddition prochaine, dès que les ennemis s'y intéresseront : « Les ennemis sont campés à une lieue de nous, je ne doute pas qu'ils ne soient bientôt instruits de l'estat où nous sommes »<sup>214</sup>. Villeroy n'imagine même pas qu'une telle place soutienne un siège en règle : « Comme la place est entourée d'eau, il y a lieu d'esperer qu'elle atendra le canon avant que de se rendre »<sup>215</sup>.

Comme nous l'avons vu, elle se rend avant d'être véritablement menacée, mais cela ne permit aux ennemis que de gagner quelques jours. C'est pourquoi Rouillé relativise la perte que représente la chute d'Audenarde : « Oudenarde s'est rendu, les fortifications estoient dans le plus mauvais estat du monde, il n'y avoit que 5 ou 6 pieces de canon, et deux bataillons qui ensemble ne faisoient pas 400 hommes »<sup>216</sup>.

En effet, les Français ne veulent pas gâcher des troupes en leur faisant défendre des places trop facilement prenables : « Si on y avoit mis plus de troupes cela auroit été autant de perdu »<sup>217</sup>, c'est-à-dire autant de soldats contraints à se rendre prisonniers de guerre.

Ostende, qui sera prise par les Alliés après deux semaines de siège, ne vaut guère mieux : « Nous sommes dans les plus mauvaises places du monde, qui ne sont que de terre, presque sans pallissades et sans frises dans la plupart des endroits, et n'estant munies ny de munitions de guerre ny de bousche »<sup>218</sup>. La Mothe-Houdancourt, son gouverneur, qui se plaint également d'être dépourvu du soutien d'ingénieurs, d'officiers d'artillerie, de bombardiers, est au désespoir de pouvoir se défendre :

---

<sup>212</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°256, Puynormand à Chamillart, Audenarde, 30 mai 1706.

<sup>213</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°264, Puynormand à Chamillart, Audenarde, 31 mai 1706.

<sup>214</sup> *Ibid.*

<sup>215</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°4, Villeroy à Chamillart, Menin, 2 juin 1706.

<sup>216</sup> AE Bavière 56, fol. 22r-23r, Rouillé à Torcy, Lille, 5 juin 1706.

<sup>217</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°4, Villeroy à Chamillart, Menin, 2 juin 1706.

<sup>218</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°60, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 7 juin 1706.

« Je ne laisseray pas, monseigneur, de faire bien mon devoir, et vous faire voir que je ne suis pas indigne de l'estime de Sa Majesté et de la vostre, mais ma destinée n'est pas heureuse de me trouver toujours sans troupes et dans les plus mauvais postes du monde »<sup>219</sup>.

Les cas d'Audenarde et d'Ostende ne sont que l'illustration de la situation générale des Pays-Bas espagnols, « dont les places sont sans exception en mauvais estat et depourvues de tout ce qui seroit necessaire pour leur deffense »<sup>220</sup>. On pourrait multiplier les exemples : ainsi Villeroy assure que « tout manque dans Ath » – cette ville aussi se rendit aux Alliés<sup>221</sup>. On peut attribuer cette situation critique au manque d'argent : ni la monarchie espagnole, ni la monarchie française n'ont les moyens d'entretenir un réseau solide de forteresses. Un symbole de ces difficultés financières est le manque de poudre dans les différentes places. Chamillart explique à Villeroy que ceux qui doivent défendre les villes « se serviront peu de canon, et beaucoup de mousquet, c'est le moyen de ne pas manquer de poudre »<sup>222</sup>. Le secrétaire d'État de la guerre s'avoue dans la même lettre incapable de soutenir en matériel « Mons, Ath, Ostende, Nieuport, où il manque beaucoup de choses que nous ne sçaurions leur fournir »<sup>223</sup>. Au comte de Gacé, qui s'inquiète pour Tournai, Michel Chamillart répond : « Je ne puis pas vous envoyer une livre au delà de ce que vous avés »<sup>224</sup>.

Les villes françaises sont en revanche mieux pourvues, mais comme depuis l'acceptation du testament de Charles II, elles semblaient en sécurité, on s'est désintéressé de leur entretien, et elles se sont lentement dégradées : « Elles sont si negligées depuis cinq ou six ans qu'il y a beaucoup à travailler à chacune, par exemple Condé n'a nuls sousterains, Bouchain est tout ouvert ; Vallencienne, entre la citadelle et la porte de Tournai, le fossé est presque comblé, et la deffense ne se tint de ce coté là que par l'inondation »<sup>225</sup>. La situation est donc grave, puisqu'avec Ramillies les places de la frontière française se retrouvent « en premiere ligne »<sup>226</sup>.

L'état des places franco-espagnoles en Italie n'est pas plus susceptible de leur permettre de résister à un siège en règle. Les progrès du prince Eugène, avant et après la chute de Turin,

---

<sup>219</sup> *Ibid.*

<sup>220</sup> AE Bavière 55, fol. 279r-282r, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 28 mai 1706.

<sup>221</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°38, Villeroy à Chamillart, camp de St Amand, 5 juin 1706.

<sup>222</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°46, Chamillart à Villeroy, Versailles, 6 juin 1706.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°51, Gacé à Chamillart, Tournai, 6 juin 1706.

<sup>225</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°233, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 19 juillet 1706.

<sup>226</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°175, Bernières à Chamillart, camp de Saint-Denis sous Gand, 28 mai 1706.

se font aux dépens de places négligées de longue date. Dans la région de Modène, là où les Impériaux progressent après avoir franchi le Pô, la plupart des places n'ont pas été rénovées depuis longtemps, à l'instar de Carpi, Reggio, ou de La Mirandole<sup>227</sup>. Même Mantoue, pourtant réputée la meilleure place de la région, contournée à ce titre par le prince Eugène, est en mauvais état<sup>228</sup>. Le danger avait été identifié depuis longtemps. Dès janvier 1706, on faisait remarquer que Mantoue était dépourvue de munitions, et que sa garnison était faible<sup>229</sup>. Mais la monarchie française, *a fortiori* celle d'Espagne, n'avait pas les moyens financiers de réparer ces places.

Ce sont ces mêmes difficultés pécuniaires qui expliquent la rapidité des conquêtes du prince Eugène après la bataille de Turin. La place de Valence, sur le Pô, une dizaine de kilomètres au nord d'Alessandria, ne vaut pas grand-chose. Les brèches qui ont été effectuées lors de son siège pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg, n'ont même pas été réparées<sup>230</sup>. Les défenses de Chivasso présentent les mêmes brèches, devant lesquelles on s'est contenté de mettre des palissades. En revanche, les palissades des demi-lunes ont été démontées, pour fournir du bois à l'armée qui assiège Turin<sup>231</sup>. Même les places décisives de Tortona et d'Alessandria ne sont pas d'une grande valeur<sup>232</sup>. Le manque de fonds, à Modène et à La Mirandole, ne permet guère de payer les réparations les plus urgentes<sup>233</sup>.

### 3.2.3. La trahison des officiers et des troupes d'Espagne

Mais la qualité d'une place était avant tout celle de sa garnison. Dans ce domaine aussi, le système défensif français souffrait de graves lacunes. Pour assurer la défense des places d'Italie, les généraux de Louis XIV devaient faire appel à des garnisons espagnoles et italiennes – celles des souverains alliés à la France. Or tous les officiers considéraient que ces troupes étaient de peu de valeur. La mauvaise qualité des bataillons espagnols était largement dénoncée dans tous les récits de la bataille de Castiglione : situés à la droite de l'infanterie des Deux-Couronnes, ils auraient fui presque sans combattre, avant que la situation ne soit

---

<sup>227</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°146, Tavagny à Chamillart, la Mirandole, 27 juillet 1706.

<sup>228</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°239, Orléans à Chamillart, camp de Guastalla, 14 août 1706.

<sup>229</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°29, Le s<sup>t</sup> de la Ferrier à Chamillart, Mantoue, 6 janvier 1706.

<sup>230</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°223, Chamillart à Montéléon, Marly, 5 novembre 1706.

<sup>231</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°443, Leuville à Chamillart, Turin, 20 septembre 1706.

<sup>232</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°224, Orléans au roi, camp de Guastalla, 11 août 1706.

<sup>233</sup> AE Milan 17, fol. 290r, Chamillart à Picon d'Andrezel, Versailles, 11 septembre 1706.

rétablie par la brigade de Limousin<sup>234</sup>. Comme garnisons, ces troupes n'étaient guère plus réputées<sup>235</sup>. Pour démontrer la détresse de la place de Mantoue, La Ferrière remarquait qu'il n'y avait presque que des « Italiens » pour la défendre<sup>236</sup>. Le gouverneur d'Alessandria déplorait que sa garnison soit « composée de tant de nations différentes »<sup>237</sup>. On peut donc estimer qu'il s'agissait d'un problème véritable, et non d'une réaction d'orgueil de la part des seuls officiers français. Le marquis de Toralba, commandant les troupes espagnoles en Italie, dut lui-même l'admettre : lorsque les ennemis menacèrent Crémone, il préféra y faire entrer deux bataillons français, plus susceptibles de la défendre que les cinq bataillons espagnols qui en composaient précédemment la garnison<sup>238</sup>. Les troupes d'Espagne défendant les places de Flandre ne valaient guère mieux : après Ramillies, le gouverneur d'Ostende indiquait qu'il serait difficile de faire une bonne défense, « les troupes espagnoles étant en plus grand nombre que celles de France »<sup>239</sup>.

De multiples raisons, d'ordres divers, expliquent cet état de fait. La première, c'est la faiblesse chronique des unités espagnoles : il n'était pas rare que des bataillons de garnison regroupassent à peine une centaine d'hommes, soit cinq à six fois moins que l'effectif théorique. La seconde, c'était la maigreur de leur solde, liée à l'état de détresse financière de la monarchie espagnole. Après la bataille de Turin, Picon d'Andrezel pressa Chamillart de payer les troupes de Philippe V avec l'argent de Louis XIV : elles menaçaient toutes de désertir, voire de se révolter<sup>240</sup>.

Ce manque de zèle s'explique surtout par l'attitude ambivalente des cadres de l'armée du Roi Catholique. La fidélité des officiers espagnols était véritablement écartelée entre Philippe V, souverain choisi par Charles II, et le prétendant issu de la branche traditionnellement alliée des Habsbourg d'Autriche, qui semblait avoir la faveur du Dieu des armées<sup>241</sup>. Le comte de Mérode avait lui-même longuement hésité avant de prendre le parti du

---

<sup>234</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°47, La Javelière à Chamillart, camp de Castiglione, 11 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707. On pourrait ajouter qu'après la bataille de Turin, de nombreux officiers se scandalisèrent de l'inactivité, voire de la couardise, de l'artillerie espagnole (SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706).

<sup>235</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°78 La Ferrière à Chamillart, s.l., 14 mai 1706.

<sup>236</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°180, La Ferrière à Chamillart, s.l., 3 août 1706.

<sup>237</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°40, Colmenero à Chamillart, Alessandria, 8 octobre 1706.

<sup>238</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°236, Picon d'Andrezel à Chamillart, Mantoue, 6 novembre 1706.

<sup>239</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°60, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 7 juin 1706.

<sup>240</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°174, Vaudémont à Chamillart, Mantoue, 14 octobre 1706.

<sup>241</sup> Le problème de la fidélité des troupes espagnoles sera étudié dans le chapitre IX, consacrée aux réactions de l'armée.

roi Bourbons : « La nécessité me fit suivre le torrent »<sup>242</sup>. La perspective de lutter aux côtés des Français, leurs ennemis traditionnels depuis près d'un siècle, lui semblait contre-nature : « On haïssait la France, mais que faire ? »<sup>243</sup>. Des raisons économiques expliquaient aussi cette hésitation. Les liens pluriséculaires unissant les deux branches Habsbourg avaient favorisé d'émergence d'une noblesse devant allégeance aussi bien au roi d'Espagne qu'à l'Empereur : de nombreux officiers étaient donc possessionnés dans l'Empire, à l'instar là encore de Mérode-Westerloo, dont les terres situées en Allemagne avaient été confisquées et ravagées lorsqu'il avait décidé de rejoindre le camp des Bourbons<sup>244</sup>. À chaque recul des Français, ils perdaient les domaines qu'ils pouvaient posséder aux Pays-Bas ou en Italie. En définitive, le comte quitta l'armée des Deux-Couronnes, en 1705 sous le prétexte qu'on lui avait refusé la charge de général de la cavalerie, au profit du comte d'Egmont, et passa au service des Alliés<sup>245</sup>.

Il existait enfin des tensions d'ordre politique. La prise de pouvoir de Philippe V avait été accompagnée par l'arrivée de Français à divers niveaux de l'administration civile ou militaire, dans toutes les contrées de la couronne<sup>246</sup>. Les nécessités de la guerre et de la protection du territoire avaient renforcé ce contrôle. Les Espagnols en poste à Naples reprochaient aux Français de s'accaparer les postes de commandement, et accusaient Philippe V de vouloir « les faire tous esclaves »<sup>247</sup>. Un capitaine ibérique, démissionnaire de l'armée, était venu au début de l'année 1706 assurer au duc de Marlborough que « tous les Espagnols en Flandres estoient fort mécontents de se voir gouverner par la France »<sup>248</sup>. Des rixes pouvaient éclater entre officiers des deux nations. Les officiers généraux faisaient part de leurs mécontentements à leurs subordonnés, qui eux-mêmes répandaient des griefs à l'égard des Français dans toute la troupe<sup>249</sup>.

La fidélité des troupes comme de leurs chefs était en conséquence très variable. Les garnisons espagnoles des villes qui capitulèrent devant le prince Eugène à la fin de l'année

---

<sup>242</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 171.

<sup>243</sup> *Ibid.*

<sup>244</sup> *Ibid.*, t. I, p. 275

<sup>245</sup> *Ibid.*, t. I, p. 340.

<sup>246</sup> Sur le rôle des Français à la cour d'Espagne, voir Catherine Désos, *Les Français de Philippe V : un modèle nouveau pour gouverner l'Espagne, 1700-1724*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2009, IV-540 p.

<sup>247</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°97, Nouvelles de Naples à Chamillart, 18 juillet 1706.

<sup>248</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1935, n°66, Nouvelles du marquis d'Alègre, La Haye, 19 janvier 1706.

<sup>249</sup> « Voilà, monseigneur, le venin que [des officiers généraux] et plusieurs autres colonels, chefs et officiers majeurs, font couler dans le cœur de la plupart des officiers et soldats espagnols qui sont icy, ce qui les a quasi tous empoisonnés de ces pernicieuses idées fausses et chimeriques » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°97, Nouvelles de Naples à Chamillart, 18 juillet 1706).

1706 choisirent en grand nombre de passer dans son armée<sup>250</sup>. Ils ne faisaient que suivre l'attitude de leurs propres chefs. En effet, nombre de gouverneurs espagnols finirent par rallier, en pleine campagne, le camp Habsbourg. L'exemple le plus déplorable fut celui du gouverneur d'Anvers, le marquis de Terassena. Il capitula dès que Cadogan, le quartier-maître général de Marlborough, avança devant la ville, à la tête de quatre cent cavaliers<sup>251</sup> – soit des effectifs bien moindres à ceux de la garnison, qui comportait onze bataillons<sup>252</sup>. En réalité, il s'agissait d'une trahison sciemment préparée, puisqu'il reconnut peu de temps après Charles III comme légitime roi d'Espagne – ce dernier le maintint en retour dans sa charge de gouverneur. Cette attitude, similaire à celle du gouverneur d'Audenarde, choqua profondément les Français, et les entretint dans leur méfiance envers les « Belges » et les Espagnols. De tels événements se produisirent en Espagne même, où la place d'Alcantara fut littéralement donnée aux Alliés<sup>253</sup>. Le maréchal de Villeroy fut outré de voir ce comportement adopté par « des Espagnols naturels qui ont presté serment de fidélité », assurant que « c'est ce qu'on ne peut voir sans indignation »<sup>254</sup>.

En réalité, les Français craignaient depuis longtemps l'existence d'une « cinquième colonne » dans les villes des Pays-Bas. Villeroy rapportait ainsi en juin 1706 que « le duc de Marlborough [assurait] qu'il y avoit plus de deux ans qu'il avoit de l'intelligence dans toutes les places, et que toutes les grandes villes estoient pour l'archiduc »<sup>255</sup>. Cette menace était renforcée par la structure de la haute aristocratie espagnole. Les membres des grandes familles étaient dispersés dans les divers territoires de la Couronne du Roi Catholique, et ils entretenaient entre eux des correspondances suivies. Ils constituaient ainsi un réseau aux liens très étroits, ce qui explique que des défections similaires aient pu avoir lieu sensiblement en même temps, d'un bout à l'autre de l'Europe. On remarqua ainsi, après la capitulation d'Anvers, que son gouverneur était « le frere de la princesse Carviati, dont le palais [à Naples] sert de bureau à tous ceux qui veullent debiter les mauvaises nouvelles, et celles qui sont en faveur de l'archiduc »<sup>256</sup>. Ces circonstances convinquirent les Français de retirer aux Espagnols tout gouvernement de place, aux Pays-Bas comme en Lombardie, pour éviter de

---

<sup>250</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°236, Picon d'Andrezel à Chamillart, Mantoue, 6 novembre 1706.

<sup>251</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°78, « Relation de la capitulation d'Anvers », s.l., 8 juin 1706.

<sup>252</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°8, lettre d'un bourgeois d'Anvers, 2 juin 1706.

<sup>253</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°88, Villeroy à Chamillart, Bruxelles, 1<sup>er</sup> mai 1706. Villeroy espérait que cette nouvelle serait « absolument fausse », tant elle « marquerait l'infidélité de toute la nation ».

<sup>254</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

<sup>255</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

<sup>256</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°97, Nouvelles de Naples à Chamillart, 18 juillet 1706.



tels déboires à l'avenir<sup>257</sup>. Lorsque les ennemis s'approchèrent de Pizzighettone, fin septembre 1706, on adjoignit au gouverneur espagnol de la place un lieutenant-colonel français, qui devait ratifier toutes ses décisions<sup>258</sup>. Lorsque la ville d'Alessandria tomba, après quelques jours de siège, certains officiers y virent une trahison du gouverneur, le marquis de Colmenero<sup>259</sup>. Chamillart refusa d'y croire<sup>260</sup>. Pourtant, six mois plus tard, le même homme se voyait attribuer par l'Empereur le gouvernement du château de Milan, qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1726<sup>261</sup>. C'est probablement pour rehausser l'honneur des troupes et des officiers espagnols que le commandant de Tortona, Ramiroix, décida de défendre sa place jusqu'au bout. Ayant refusé de capituler, contrairement aux habitudes de la guerre, puisque les Alliés avaient réussi à faire une brèche dans la courtine de la forteresse, il y fut tué à la fin du mois de novembre<sup>262</sup>.

### 3.2.4. Le rôle de la bourgeoisie

Mais plus encore que la mauvaise volonté des troupes d'Espagne et la mauvaise foi des gouverneurs, on craignait la réaction de la population elle-même, dont l'hostilité envers les troupes de France éclata alors. À Anvers, c'est la menace d'un soulèvement de la population

---

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°93, Chamillart à Villeroy, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>258</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°130, Vaudémont au roi, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

<sup>259</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°214, La Ferrière à Chamillart, s.l., 2 novembre 1706. Si l'on en croit Folard, Colmenero n'en était pas à sa première trahison. Le lieutenant général espagnol avait su s'attirer les bonnes grâces de Vendôme pour mieux le leurrer : « Cet homme s'étant acquis la confiance et l'amitié du prince de Vaudémont, qui l'avoit comblé de biens et d'honneurs, s'étoit tellement insinué dans l'esprit de M. de Vendôme, que ce prince ne lui cachoit rien de ses desseins ; et comme il lui voyoit une grande intelligence du pays, rarement rejettoit-il ses conseil, tant il sçavoit les appuyer de raisons spécieuses, et faisoit paroître de zèle à lui découvrir les desseins de ses ennemis ; car il faisoit même passer ses espions à l'armée Impériale au vu et au sçu de M. de Vendôme ». Folard donne comme exemple de sa duplicité la campagne de 1705, durant laquelle il donne des conseils néfastes au duc, l'amenant à faire des erreurs qu'il fut toutefois à même de réparer. Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard. Tiré de ses commentaires sur l'histoire de Polybe, pour l'usage d'un officier, de main de maître*, Leipzig, 1761, p. 104.

<sup>260</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°123, Colmenero à Chamillart, Alessandria, 23 octobre 1706.

<sup>261</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 85. Le marquis de Colmenero tenta de sauver son honneur et sa réputation en diffusant un mémoire justifiant sa capitulation et son ralliement futur à l'archiduc. Pour expliquer la chute de la ville, il évoqua longuement la grande taille des fortifications à défendre, et leur mauvaise qualité, la faiblesse de la garnison – en raison de la maladie, de la désertion de beaucoup d'étrangers, du refus des Français de lui fournir des troupes supplémentaires ; la malchance ou un coup de main adverse, qui fit sauter le principal magasin de poudre ; enfin le soulèvement de la population. Il explique son choix d'avoir rejoint le parti de l'archiduc par la méfiance que lui aurait porté Vaudémont à la suite de cette affaire. AE Milan 17, fol. 334r-335v, « Memoire [imprimé] contenant les raisons qui doivent justifier le comte de Colmenero sur la reddition d'Alexandrie, et sur ce qui l'a obligé d'entrer au service de l'Auguste Maison ». Les Français ne furent guère convaincus par cette pléiade d'arguments. Ainsi, aux côtés d'un passage qui évoque l'épisode du renvoi d'un officier espagnol de la garnison soupçonné par Colmenero d'intelligences avec l'ennemi, une main anonyme écrivit : « Ce major etoit connu pour un des plus zelés du Roy d'Espagne ».

<sup>262</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°301 bis, Vaudémont au roi, Mantoue, 14 décembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 356-360.

qui contraignit les Français à accepter la capitulation proposée par le marquis de Terassena. Pour forcer les soldats de Louis XIV à la soumission, le gouverneur leur avait coupé l'accès à la forteresse, tenue par les seules troupes espagnoles<sup>263</sup>. Le même phénomène se produisit à Audenarde, où « les bourgeois menaçoient de prendre les armes contre la garnison »<sup>264</sup>. Si dans le cas d'Anvers on peut supposer que le gouverneur lui-même alimentait le mécontentement, il est établi que celui d'Audenarde, âgé de soixante-dix ans, n'avait ni la force ni la volonté de lutter contre l'opinion de la population<sup>265</sup>. Et même si celui de Termonde ne fit aucun mystère de son refus définitif de se rendre, cette attitude ne calma pas les habitants de la ville. On fit rapidement part aux dirigeants français que le gouverneur « se plaignoit déjà des mauvaises dispositions de la bourgeoisie, et paroissoit l'aprehender »<sup>266</sup>. Quelques jours plus tard, la situation avait encore empiré, puisqu'un officier chargé de défendre la place indiquait qu'il y avait « plus à craindre pour le dedans de [la] place que pour le dehors »<sup>267</sup>. D'autres manifestations de malveillance envers les Français ne prenaient pas cette ampleur, mais avaient des conséquences tout aussi dommageables. À Audenarde, comme probablement dans de nombreuses autres cités, personne ne voulait prêter « seulement un escu » aux officiers français, leur empêchant ainsi de payer et de nourrir leurs troupes<sup>268</sup>.

En Lombardie, les populations des villes furent d'autant plus tentées de se soulever contre la garnison qu'elles n'avaient guère à craindre un retour offensif des Français. Les bourgeois de Rubiera, à côté de Reggio, furent les premiers à donner l'exemple<sup>269</sup>. Ils furent bientôt imités par ceux de Novare :

« Novarre s'est rendu avant d'avoir esté attaqué, l'evesque, la noblesse, et la bourgeoisie ayant commencé par se saisir de la personne du commandant, Don Antonio Canet, du lieutenant de Roy, du marquis Corio colonel d'infanterie, desarmerent le reste de la garnison, et rendirent la ville »<sup>270</sup>.

<sup>263</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°78, « Relation de la capitulation d'Anvers », s.l., 8 juin 1706.

<sup>264</sup> AE Bavière 56, fol. 22r-23r, Rouillé à Torcy, Lille, 5 juin 1706.

<sup>265</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 136.

<sup>266</sup> AE Bavière 56, fol. 32r-33v, Rouillé à Torcy, Mons, 13 juin 1706.

<sup>267</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°149, le colonel de Greder suisse à Chamillart, Termonde, 14 juin 1706. L'auteur ajoute à l'attention de Chamillart : « Il s'est mesme passé des scenes tres desagrees sur ce chapitre, desquels je n'oseray, monseigneur, vous rendre compte, dans l'incertitude du sort de ce courrier et de ma lettre ».

<sup>268</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°264, Puynormand à Chamillart, Audenarde, 31 mai 1706.

<sup>269</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°24, Tavagny à Chamillart, la Mirandole, 6 septembre 1706.

<sup>270</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°112, Vaudémont au roi, Pizzighettone, 25 septembre 1706.

Il est vrai que pour pallier la faiblesse de sa garnison, qui ne se montait qu'à 500 hommes, le commandant de la place avait pris la funeste décision de faire armer une milice de bourgeois<sup>271</sup>. Le cas de Milan est un peu différent : la population envoya, fin septembre, une députation au prince Eugène pour lui livrer la ville, et pour prêter serment de fidélité à l'archiduc. Néanmoins, les troupes des Deux-Couronnes se retranchèrent solidement dans la citadelle, plus facile à défendre que la ville même<sup>272</sup>. À Pavie, semblant désavouer ces conduites déplorables, les habitants assurèrent Vaudémont de leur indéfectible fidélité, pour conserver le droit de garder eux-mêmes les portes de leur cité<sup>273</sup>. Une dizaine de jours plus tard, ces serments furent oubliés :

« [Le commandant fut obligé] de capituler, attendu que toute la bourgeoisie et le clergé avoient pris les armes contre la garnison et marchaient en ordre de bataille avec des bandieres portant des aigles, et des cocardes vertes à leurs chapeaux, criant : "Vive l'Empereur !" »<sup>274</sup>.

On pourrait multiplier les exemples. À Mantoue, les bourgeois se rebellèrent au bout de trois jours de tranchée ouverte<sup>275</sup>. À Alessandria, les habitants, avec la complicité des troupes suisses et grisonnes, furieuses de ne plus toucher leur solde, firent entrer dans la ville des paysans armés<sup>276</sup> : « Le 21 au matin, entendant le canon des ennemis, la plupart de ces memes étrangers se joignirent à la populace, qui avoit pris les armes, au nombre de cinq mille hommes, au son du toccin, et avoit arboré des drapeaux au haut du clocher pour en donner le signal aux ennemis. Ils se retrancherent dans les rues, et vinrent occuper les maisons qui dominant les remparts »<sup>277</sup>. L'évêque, considérant qu'il ne lui était plus possible de contenir la foule, demanda au gouverneur de signer la capitulation. Enfin, même dans une ville comme Naples, très éloignée de la zone de fronts, la fidélité d'une bonne partie de la population n'est qu'apparente, et les rumeurs évoquent de nombreuses conspirations<sup>278</sup>.

<sup>271</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°212, Picon d'Andrezel à Chamillart, Pizzighettone, 26 septembre 1706.

<sup>272</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°112, Vaudémont au roi, Pizzighettone, 25 septembre 1706. Pour obtenir des vivres, le commandant de la citadelle dut menacer les bourgeois d'un bombardement, s'ils n'obtenaient pas du prince Eugène l'autorisation de le ravitailler. La première fois, le prince Eugène céda, mais il refusa une seconde demande en février 1707, et la ville de Milan fut bombardée, en représailles, par sa propre citadelle (L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 370). La citadelle tint jusqu'à la capitulation générale.

<sup>273</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°212, Picon d'Andrezel à Chamillart, Pizzighettone, 26 septembre 1706.

<sup>274</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°40, Colmenero à Chamillart, Alessandria, 8 octobre 1706.

<sup>275</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°152, La Javelière à Chamillart, Mantoue, 7 octobre 1706.

<sup>276</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°122, Colmenero au roi, Alessandria, 23 octobre 1706.

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> AE Venise 147, fol. 216r-229v, Pomponne au roi, Venise, 10 juillet 1706.

L'hostilité des bourgeois vis-à-vis des troupes françaises a de multiples raisons. En premier lieu, on retrouve un phénomène commun à tous les sièges : la population craint, à l'occasion de l'attaque de sa ville, les risques de bombardements et d'incendies<sup>279</sup>. Elle peut aussi redouter des représailles des troupes ennemies contre les habitants, si la place ne se rend pas avant qu'on ait pu établir un traité de capitulation qui spécifie clairement que les bourgeois seront épargnés. À la fin de l'année 1706, les bourgeois de Casal prenaient très au sérieux les « menaces plusieurs fois reiterées de la part des troupes de l'Empereur » de prendre d'assaut la ville pour l'exposer « au fer et au feu »<sup>280</sup>. Les citoyens de Courtrai, quant à eux, reçoivent des trompettes envoyés par les Alliés qui promettent le pire traitement en cas de résistance, et « la meilleure composition en cas d'obeissance »<sup>281</sup> :

« Les habitans, voyant que nostre armée les avoit abandonnés, promirent d'ouvrir les portes dans le jour, et declarerent à M. de Gacé [commandant français de la place] que si nos troupes se mettoient en devoir de deffendre, ils prendroient tous les armes contre elles, n'étant pas juste de s'exposer à la vengeance des ennemis après que nostre armée qui auroit pu les deffendre ne l'avoit pas voulu faire »<sup>282</sup>.

Les troupes françaises, sous la menace – et peut-être conscientes de la validité des arguments des bourgeois – se retirèrent. Mais en d'autres circonstances, la population belge avait fait preuve d'une bien plus grande résistance envers les troupes assaillantes. La manifestation la plus célèbre en fut l'attitude de la population lors du bombardement de Bruxelles, en 1695. Cette année-là, Guillaume III avait profité de la mort du maréchal de Luxembourg, l'année précédente, pour reprendre l'offensive dans les Pays-Bas, et il avait pu s'installer devant Namur, que Coehoorn s'était vu chargé d'assiéger. La seule riposte que Villeroy avait imaginée était le bombardement de la capitale brabançonne, qui dura jour et nuit, du 13 au 15 août. L'objectif était, selon les maximes de Louvois, de « faire perdre patience aux peuples en les tourmentant le plus [possible] »<sup>283</sup>, c'est-à-dire de contraindre la population, par la terreur, à se soumettre. L'échec fut patent, puisque moralement soutenus

---

<sup>279</sup> À Turin, les bombes qui manquaient la citadelle venaient s'écraser dans la ville : « Des bourgeois étaient tués au milieu de la ville, et souvent des coups extraordinaires faisaient tantôt pleurer une femme, son fils écrasé sous les débris d'un mur, ou à des enfants, leur mère coupée en deux parts dans la rue ». G.-M. Solaro della Margarita, *op. cit.*, p. 36.

<sup>280</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°333 [accord entre la noblesse et la bourgeoisie de Casal et le M. de Marquessac], s.l., s.d.

<sup>281</sup> AE Bavière 56, fol. 5r-8r, Rouillé à Torcy, Courtrai, 1<sup>er</sup> juin 1706.

<sup>282</sup> *Ibid.*

<sup>283</sup> Camille Rousset, *Histoire de Louvois et de son administration politique et militaire*, Paris, Didier, 1861-1863, t. IV, p. 477.

par la présence de Maximilien-Emmanuel, alors dans le camp Habsbourg, les habitants supportèrent stoïquement la perte de près de quatre mille de leurs maisons<sup>284</sup>.

Le duc de Savoie sut lui aussi tirer parti de la fidélité des bourgeois de sa ville, dont Solaro della Margarita loua « la contenance et le bon cœur »<sup>285</sup>. Les huit mille habitants de Turin firent tout pour ralentir les progrès des Français. Des centaines de femmes travaillèrent aux remparts, malgré le feu des assiégeants, tandis que leurs enfants participaient aux travaux de creusement des mines<sup>286</sup>.

La crainte des bombardements et des représailles n'était donc pas seule en cause. L'ampleur du désastre de Ramillies a pu frapper les populations, et leur faire croire que le « Seigneur des Victoires » appelait l'archiduc Charles au trône espagnol. Une lettre d'un bourgeois d'Anvers, envoyée à Chamillart comme expression de l'état d'esprit de la population, exprime le désarroi et l'incompréhension des peuples de Flandre et du Brabant : « Depuis la bataille de Louvain tout est en desordre icy et personne ne sçait comprendre les choses ; pour avoir perdu une bataille tout le pays se va rendre »<sup>287</sup>. La guerre était un fardeau pour tous les habitants des Pays-Bas. Ce que certains souhaitaient surtout, c'était l'avènement de la paix. Quel que fût le vainqueur, on lui souhaitait un triomphe rapide. Or, Marlborough semblait plus à même que les généraux français de l'emporter.

Mais beaucoup de « Belges » se réjouirent de Ramillies en y voyant le prélude du « secouement du joug de la France »<sup>288</sup>. Cette hostilité particulière envers les Français s'explique par la mémoire des longues guerres menées contre la monarchie bourbon : le bombardement de Bruxelles n'était pas le seul souvenir douloureux, puisqu'on n'avait pas oublié la destruction d'Audenarde en 1684, ni les dévastations de Liège et de Hal en 1691<sup>289</sup>. On retrouve donc au sein de la population des tiraillements similaires à ceux des officiers espagnols : les habitants des Pays-Bas avaient pris l'habitude, comme le dit le marquis de Chamlay, d'aimer « plus la maison d'Autriche que celle de France »<sup>290</sup>. Il régnait en Flandre et dans le Brabant, comme dans les domaines italiens de la monarchie d'Espagne, une sincère

---

<sup>284</sup> Henri Pirenne, *Histoire de Belgique... op. cit.*, t. III, p. 238.

<sup>285</sup> G.-M. Solaro della Margarita, *op. cit.*, p. 151.

<sup>286</sup> C. Duffy, *The Fortress...*, *op. cit.*, p. 53.

<sup>287</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°8, lettre d'un bourgeois d'Anvers, 2 juin 1706.

<sup>288</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 3 juillet 1706.

<sup>289</sup> Hubert Van Houtte, *Les occupations étrangères en Belgique sous l'Ancien Régime*, Gand, E. Van Goethem, Paris, Champion, 1930, t. I, p. 112.

<sup>290</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°1, mémoire du marquis de Chamlay sur les affaires présentes des Pays-Bas et de l'Espagne, Versailles, 29 mai 1706.

attitude de loyalisme envers la couronne du Roi Catholique – à condition d'être sûr de sa légitimité<sup>291</sup>.

La malveillance d'une grande part des populations des Pays-Bas était également liée à l'impopularité des réformes engagées depuis l'arrivée de Philippe V au trône. Le comte de Bergeyck, impressionné par le modèle absolutiste et centralisateur français, avait tenté de l'appliquer à des provinces très fières de leurs particularismes. En 1702, il avait simplifié et concentré différents conseils de gouvernement<sup>292</sup>. De 1702 à 1704, il avait introduit le mode français de perception des tailles<sup>293</sup>. Ces changements choquaient d'autant plus que bien souvent les États des provinces n'étaient pas consultés. Les organes de gouvernement, réformés, furent accaparés par des gentilshommes français, ce qui lésait la noblesse locale. Dans le domaine militaire, la domination française fut encore plus évidente que dans le domaine politique, puisque ses troupes remplacèrent les Hollandais de la Barrière. Pour alimenter les nouveaux régiments que l'on créa pour augmenter l'armée des Deux-Couronnes, on introduisit le recrutement par tirage au sort<sup>294</sup>. L'autorité des hommes de Louis XIV était telle qu'aujourd'hui encore on donne en Belgique le nom de « régence française » à la période s'étendant de 1700 à 1706<sup>295</sup>.

Les dirigeants français cherchèrent en outre à faire peser au maximum les dépenses militaires sur la population locale. Ainsi, à Huy, la population locale fut réquisitionnée comme main d'œuvre gratuite pour réparer les fortifications<sup>296</sup>. Elle dut également accepter de loger les gens de guerre. Les mesures d'ordre fiscal étaient tout aussi impopulaires. Les Bruxellois n'avaient guère apprécié de déboursier 300 000 florins pour la construction de nouvelles casernes en 1701<sup>297</sup>. L'année suivante, l'arrivée du duc du Maine dans la capitale du Brabant provoqua donc des émeutes. L'efficacité des différentes réformes destinées à pressurer le pays fut incontestable : en 1705, malgré les pertes territoriales et les restrictions commerciales imposées par la guerre, les Pays-Bas rapportaient plus du double de ce qu'ils fournissaient pendant la paix qui suivit le traité de Ryswick<sup>298</sup>. Les luttes entre les partisans des réformes françaises, et ceux qui aspiraient au retour des privilèges, prirent un tour

---

<sup>291</sup> Roberto de Mattei, « L'Italie entre Chrétienté et Europe Italie au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *350<sup>e</sup> anniversaire des traités de Westphalie. Une genèse de l'Europe, une société à construire*, dir. Jean-Pierre Kintz, Georges Livet, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, p. 447-458.

<sup>292</sup> F. Van Kalken, *op. cit.*, p. 169.

<sup>293</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>294</sup> *Ibid.*, p. 168

<sup>295</sup> H. Van Houtte, *op. cit.*, p. XVI. On parle également de « période angevine », par référence au duc d'Anjou, titre du futur Philippe V.

<sup>296</sup> J.-P. Rorive, *Les misères de la guerre...*, *op. cit.*, p. 366.

<sup>297</sup> F. Van Kalken, *op. cit.*, p. 162.

<sup>298</sup> *Ibid.*, p. 173.

politique : deux partis se formèrent, vite surnommés les « Carabiniers », favorables à Philippe V, et les « Cuirassiers », qui souhaitaient l'avènement de l'archiduc Charles<sup>299</sup>.

### 3.2.5. Marlborough, restaurateur des anciens privilèges

Le duc de Marlborough est tout à fait conscient des perspectives qui lui sont offertes par l'attitude des bourgeois des Pays-Bas. Il l'avait très largement encouragée avant même la bataille de Ramillies, puisque Rouillé rapportait au roi, quelques jours auparavant, qu'on avait retrouvé, dans une barque d'Ostende revenant de Hollande, un paquet rempli de libelles appelant les sujets du roi d'Espagne à la révolte<sup>300</sup>. John Churchill prend d'abord soin de très bien traiter les villes dont il s'empare. La lettre du bourgeois d'Anvers s'étonne que « jusques à present l'on n'a veu aucun desordre, [les Alliés] traitent nos villes comme si nous n'avions esté jamais ennemis »<sup>301</sup>. À Bruxelles, « les troupes qui y sont entrées n'ont pas fait le moindre desordre »<sup>302</sup>. Lorsqu'il reçoit le Magistrat de Gand, le capitaine-général lui propose de décider avec lui de la taille de la garnison qui doit résider dans la ville, et lui garantit le respect du culte catholique<sup>303</sup>. John Churchill sait que l'argument qui aura le plus de poids est l'argument financier : puisque les Belges sont las des exigences des Français, il leur promet de rétablir toutes les exemptions auxquelles prétendaient les villes de Flandre depuis le Moyen Âge : « En un mot, toutes les lettres ne parlent de Marlborough que comme d'un liberateur, qui vient leur restituer leur ancienne liberté et privilège »<sup>304</sup>. Lorsqu'il assure à la délégation des États du Brabant, qu'il rencontre le 5 juin 1706, que le fils de Léopold a promis de respecter la « Joyeuse Entrée du Brabant » – une charte garantissant un grand nombre de privilèges, notamment fiscaux – ces derniers n'hésitent plus à reconnaître Charles III comme leur légitime souverain<sup>305</sup>.

Enfin, l'Anglais a l'habileté de ne pas chercher à imposer ses hommes : il choisit de s'allier à l'ancienne administration aux ordres de Philippe V et Maximilien-Emmanuel, au prix de leur reconnaissance de l'archiduc Charles comme roi légitime. Pour ne pas choquer, il

---

<sup>299</sup> *Ibid.*, p. 160. On retrouve la structure des partis à Naples : les « Noirs » sont favorables à l'archiduc, tandis que les « Blancs » soutiennent Philippe V (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°287, le baron de Sault à Chamillart, Naples, 24 août 1706).

<sup>300</sup> AE Bavière 55, fol. 254r-257v, Rouillé au roi, Bruxelles, 18 mai 1706.

<sup>301</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°8, lettre d'un bourgeois d'Anvers, 2 juin 1706.

<sup>302</sup> AE Bavière 55, fol. 277r-278v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 27 mai 1706.

<sup>303</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°8, lettre d'un bourgeois d'Anvers, 2 juin 1706.

<sup>304</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 3 juillet 1706.

<sup>305</sup> F. Van Kalken, *op. cit.*, p. 188

ménage également ceux qui, trop liés à l'ancien pouvoir, ou trop hostiles aux Alliés, n'acceptent pas cet accord :

« Milord Marlborough a eu des manieres qui ne sont point celles d'un conquerant à Bruxelles : il a offert à ceux qui ont des employs de les y conserver, et à tous ceux qui en voudroient sortir, de le faire librement et d'emporter leurs effets, leur promettant pour cela des escortes et des passeports »<sup>306</sup>.

Les lettres qu'il envoie aux différents gouverneurs de ville soulignent aussi qu'ils seront récompensés de leur passage à l'autre camp.

### 3.2.6. « L'usage d'Italie »

Le prince Eugène, aussi fin politique que son homologue anglais, tente pendant la campagne de 1706 en Italie de tirer parti de la situation politique mouvante de la péninsule. Il cherche très tôt à encourager les ralliements à la cause de l'archiduc. Alors qu'il vient seulement de franchir l'Adige, les Français s'inquiètent déjà de ses « intelligences à Parme et Plaisance ou dans Modène »<sup>307</sup>. Les Impériaux font, aux dires de l'abbé de Pomponne, l'ambassadeur français à Venise, de « grand maneges » pour séduire le duc de Parme, lui promettant le mariage de la jeune princesse avec l'archiduc<sup>308</sup>. Ils espèrent aussi toucher les peuples du royaume de Naples, et tentent d'exciter des séditions dans les Pouilles et les Abruzzes<sup>309</sup>.

Après sa victoire de Turin, le prince Eugène dépêche ses agents dans toutes les places du Milanais pour les inciter à la révolte, leur promettant une exonération de tous subsides si la population locale parvient à contraindre la garnison à se rendre prisonnière de guerre<sup>310</sup>. Lorsqu'il fait son entrée triomphale dans Milan, « au milieu des cris de joye du clergé, de la noblesse et du thyers-etat, qui acabloit [les Français] de toutes sortes de maledictions », il annonce une diminution du prix du sel de deux sols par livre<sup>311</sup>. Comme Marlborough en Flandre, le prince Eugène ne fait qu'agiter le thème fort peu original, mais toujours mobilisateur, de la réduction de la fiscalité et du retour aux « anciens privilèges ». Ces

<sup>306</sup> AE Bavière 55, fol. 277r-278v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 27 mai 1706.

<sup>307</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°77, La Ferrière à Chamillart, s.l., 16 juin (*sic* pour juillet) 1706.

<sup>308</sup> AE Venise 148, fol. 15r-24r, Pomponne au roi, Venise, 14 août 1706.

<sup>309</sup> *Ibid.*

<sup>310</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°214 quinto, copie d'une lettre écrite de Boulogne au s<sup>r</sup> Graille d'Aix, 3 novembre 1706.

<sup>311</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°129, La Ferrière à Chamillart, s.l., 30 septembre 1706.



promesses sont à court terme, comme le prévoient des observateurs français dans la Péninsule, qui pensent que « le prince Eugène et le duc de Savoye ne tarderont guere à leur faire ressentir les offens de la tyrannie allemande par les contributions exorbitantes qu'ils leur demanderont »<sup>312</sup>.

Les Français savent pertinemment que l'éclatement politique de la péninsule représente une menace, dans la mesure où les princes locaux sont tentés de changer de parti au gré des aléas militaires. Les généraux et les diplomates de Louis XIV et de Philippe V doivent donc s'accommoder avec divers souverains dont les intérêts sont souvent opposés. La duplicité constante des Italiens, soucieux de ne jamais trop s'attacher à un seul parti, exaspère les Français, qui déplorent « l'usage d'Italie, [qui est] de promettre avec tous les serments imaginables une chose à laquelle on veut manquer dès le lendemain »<sup>313</sup>. Lors de l'avance des troupes du prince Eugène au sud du Pô, le duc de Mantoue menace ainsi de se donner aux Habsbourg. Pour le garder dans le parti des Deux-Couronnes, on l'entoure de toutes les attentions : le duc d'Orléans en personne vient le visiter, pour lui faire part de son intérêt<sup>314</sup>. Vaudémont l'invite à Milan, pour l'éloigner de ceux qui, dans sa cour, pencheraient pour un changement de camp<sup>315</sup>. Le duc de Parme est plus fiable : il promet aux Français que si les Impériaux tentent de s'emparer de ses villes de Parme ou Plaisance, officiellement neutres, il y fera rentrer des garnisons françaises<sup>316</sup>. Cet accord doit rester secret, pour ne pas compromettre sa neutralité de façade<sup>317</sup>.

En revanche, la France entretient des rapports assez mauvais avec une autre puissance neutre, la République de Venise. Au début de l'année 1706, les relations sont empoisonnées par les problèmes de fourrage. Nous avons vu que malgré des accords négociés entre les autorités vénitiennes et l'armée française, les premières se plaignent de confiscations abusives, tandis que les officiers français les accusent de favoriser les Impériaux<sup>318</sup>. À partir d'avril, les querelles se multiplient, sous les prétextes les plus divers. Les Vénitiens réclament de pouvoir inspecter les bateaux français de passage à Venise, ce que refuse l'ambassadeur français<sup>319</sup>. Un autre jour, ce sont des officiers vénitiens qui sont contraints de s'excuser pour

---

<sup>312</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°65, Montéléon à Chamillart, Gênes, 14 septembre 1706.

<sup>313</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°180, La Ferrière à Chamillart, s.l., 3 août 1706.

<sup>314</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°113, Orléans au roi, camp de la Volta, 21 juillet 1706.

<sup>315</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°190, Chamillart à Vaudémont, Versailles, 5 août 1706.

<sup>316</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°224, Orléans au roi, camp de Guastalla, 11 août 1706.

<sup>317</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°278, Orléans au roi, Pavie, 22 août 1706.

<sup>318</sup> Voir *supra*, section 2.2.1.2.

<sup>319</sup> AE Venise 146, fol. 296r-301v, Pomponne au roi, Venise, 17 avril 1706.

avoir insulté le pavillon d'un navire français<sup>320</sup>. Les Vénitiens prétendent s'opposer eux-mêmes aux pillages de certains soldats français, ce qui scandalise les généraux de Louis XIV, qui veulent être les seuls maîtres des punitions qu'ils appliquent. La Ferrière, rapportant que deux hussards français, qui avaient été capturés alors qu'ils brigandaient sur le grand chemin, ont été condamnés aux galères, s'offusque que « les Venitiens se rendent les juges criminels des estrangers qui sont soldats du Roy »<sup>321</sup>. Si les citoyens de la Sérénissime République se sentent lésés par les pillages de soldats de l'armée française, ils n'ont qu'à en référer aux chefs de cette armée, qui appliqueront les sanctions nécessaires. Lorsque les autorités de Vérone font emprisonner deux officiers français qui, de passage dans cette ville, s'étaient querellés, les généraux de l'armée de Lombardie réclament immédiatement – et obtiennent – leur libération<sup>322</sup>.

Mais ces disputes peuvent prendre une plus mauvaise tournure. Un officier français ayant fait arrêter une quinzaine de chariots de foins qu'il soupçonnait être destinés aux troupes impériales, le provéditeur général de Vérone n'hésite pas à envoyer ses propres troupes pour s'en emparer<sup>323</sup>. Vendôme, furieux, donne l'ordre à ses hommes de bloquer toutes les portes de Vérone. Il prévient le provéditeur que son attitude ressemble fort à une déclaration en faveur de l'Autriche, et menace de traiter la République en ennemie si elle ne s'en tient à une attitude de stricte neutralité : « En un mot, je feray tuer jusques au dernier homme l'armée des deux Roys plustost que de souffrir qu'on manque aux egards que tout le monde doit à deux aussy grands princes ».<sup>324</sup>

Toutefois, tous ces différends n'auraient guère de conséquence, s'ils ne se doublaient pas, de la part des Vénitiens, d'une méfiance générale vis-à-vis de la puissance française, désormais alliée à la monarchie d'Espagne. Maîtres du Milanais, de Naples, et menaçant de l'être du Piémont, les Français seraient en position de force, après la chute de Turin, pour imposer leurs volontés à la République : « On ne vouloit pas que depuis Paris jusqu'à la Badia il n'y eut qu'une plaine, pour ainsi dire »<sup>325</sup>. Secrètement, la Sérénissime est ainsi favorable à des succès du prince Eugène, qui auraient pour effet de rétablir un certain équilibre en

---

<sup>320</sup> *Ibid.*

<sup>321</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°295, La Ferrière à Chamillart, Vérone, 16 avril 1706.

<sup>322</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°257, le chevalier de Vincelles à Chamillart, s.l., 17 juin 1706.

<sup>323</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°233, La Ferrière à Chamillart, s.l., 11 juin 1706.

<sup>324</sup> BnF ms. fr. 11246, fol. 185r-186v, Vendôme au général Delphino, camp de Rivoli, 9 juin 1706.

<sup>325</sup> AE Venise 149, fol. 32r-33v, Pomponne à Puisieulx, Venise, 3 février 1706. Voir aussi SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°20, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 2 avril 1706.

Italie<sup>326</sup>. En effet, elle appréhende aussi bien une domination des Bourbons que des Habsbourg<sup>327</sup>. La même crainte des Français est largement répandue au sein du peuple. Alors que les troupes de Louis XIV tiennent leurs quartiers d'hiver à proximité du territoire de la République, les bruits les plus alarmistes circulent : on murmure que des grenadiers ont reçu l'ordre de courir la campagne pour brûler des villages<sup>328</sup>. On a tout aussi peur que les Français exécutent leur menace, qu'ils agitent souvent devant le Sénat de Venise, de rompre les digues de l'Adige, ce qui aurait pour conséquence d'inonder une partie des terres. Lorsque les émissaires de l'ambassadeur impérial répandent le bruit que la résolution des Français est arrêtée, toute la ville panique : « Ce ne fut plus qu'une confusion generale, tant parmy la noblesse, que parmy le peuple. Il auroit falut peu de chose pour exciter une sedition contre les François »<sup>329</sup>. L'abbé de Pomponne doit venir au Sénat lire une lettre de Saint-Frémond, assurant que les rumeurs ne sont pas fondées.

La tension latente entre la République et les généraux français en amène un certain nombre à se montrer convaincu de la duplicité de la Sérénissime. Dénonçant la « parfaite intelligence » qui règnerait entre les Alliés et Venise, La Ferrière déclare même préférer qu'elle entre en guerre à leurs côtés, ce qui clarifierait la situation, et donnerait à l'armée française une plus grande liberté d'action<sup>330</sup>. Chamillart ou Saint-Frémond se montrent beaucoup plus dubitatifs. Le second assure qu'il est impossible que les Vénitiens, qui craignent trop la puissance des Habsbourg, aident militairement les Impériaux<sup>331</sup>. Chamillart a lui aussi du mal à croire que la République favorise les Alliés. Quoi qu'il en soit, il pense que « quelques demonstrations que fassent les Venitiens, ils n'en viendront jamais à une rupture ouverte »<sup>332</sup>.

L'abbé de Pomponne se voit tout de même chargé, de la part des hommes de Versailles comme de celle des officiers français de l'armée de Lombardie, de rappeler régulièrement aux dirigeants vénitiens que la France n'hésiterait pas à se venger de toute attitude contraire à la neutralité. Le duc de Vendôme lui confie la mission de...

---

<sup>326</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°97, [Lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 23, 27 et 30 avril 1706.

<sup>327</sup> C'est d'ailleurs pour les rassurer sur leur peur d'un encerclement par les possessions autrichiennes que Lord Godolphin promet aux Vénitiens que tous les territoires italiens de la couronne d'Espagne sont destinés à l'archiduc Charles, et pas à l'Empereur. AE Venise 149, fol. 242r-246v, Pomponne à Puyseulx, Venise, 21 juillet 1706.

<sup>328</sup> AE Venise 147, fol. 86r-95v, l'abbé de Pomponne au roi, Venise, 22 mai 1706.

<sup>329</sup> *Ibid.*

<sup>330</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°134, La Ferrière à Chamillart, Mantoue, 26 janvier 1706.

<sup>331</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°228, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 10 juin 1706.

<sup>332</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°34, Chamillart à Vincelles, Versailles, 8 juillet 1706.

« déclarer de sa part à la République que si elle donnoit ces passages, et qu'il fut obligé de se retirer avec l'armée [française], il ne le feroit point sans avoir brulé auparavant tout le Padouan, l'Isle de Rovigo, et tous les Estats de la République ; qu'il venoit d'envoyer ordre à M. de Saint-Fremont de rompre les digues de l'Adige, aussitost qu'il apprendroit que les Venitiens auroient donné un passage sur cette riviere aux Allemands »<sup>333</sup>.

Louis XIV pense en effet qu'on ne peut guère se fier aux déclarations d'intention et à la neutralité affichée par les Vénitiens. Dans ses lettres à son ambassadeur, le Roi-Soleil n'hésite pas à afficher son mépris vis-à-vis d'une République incapable de défendre ses propres frontières. Il affirme à l'abbé de Pomponne que ses doléances répétées au sujet des fourrages effectués par les Allemands sur le territoire vénitien « toucheront peu les ministres et le généraux de l'Empereur, accoutumez à trouver dans l'Estat de Venize tous les secours dont ils ont besoin, nonobstant les declarations contraires que cette République fait de temps en temps, plutost par honneur que dans la pensée de les executer »<sup>334</sup>. En revanche, le roi ne s'inquiète guère, au début de la campagne de 1706, d'un revirement des Vénitiens en faveur des Alliés : la puissance militaire française dans la région suffit à s'assurer de leur neutralité<sup>335</sup>.

Force est de constater que les menaces françaises n'eurent aucun effet, à moins de penser qu'elles incitèrent encore plus les Vénitiens à pencher en faveur des Impériaux. Pourtant, le prince Eugène n'était pas sûr non plus de disposer du soutien total de la République. Il faisait résider en permanence un certain nombre de ses hommes dans la ville de Vérone, officiellement neutre. Ceux-ci étaient chargés, en cas de besoin, de favoriser une surprise de la ville<sup>336</sup>. Malgré les protestations de Vendôme, les Vénitiens refusèrent de les en expulser. En juillet, la République finit par dévoiler son soutien envers les Alliés, en leur fournissant des vivres et du matériel pour passer l'Adige. Elle leur permit d'entrer dans un certain nombre de postes, sur l'Adige, dont ils étaient pourtant censés garantir à la neutralité. Un détachement impérial s'empara ainsi des bagages français abrités à La Badia, sans que les nombreuses troupes vénitiennes n'intervinssent<sup>337</sup>. Malgré cela, les Vénitiens protestèrent de leur bonne foi auprès des Français<sup>338</sup>. Ils firent même, pour la forme, arrêter l'officier qui était

---

<sup>333</sup> AE Venise 147, fol. 124r-128v, Pomponne au roi, Venise, 5 juin 1706.

<sup>334</sup> AE Venise 146, fol. 33r-34r, Louis XIV à Pomponne, Marly, 29 décembre 1706.

<sup>335</sup> AE Venise 146, fol. 241r-242r, Louis XIV à Pomponne, Versailles, 9 avril 1706.

<sup>336</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°194, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 5 juin 1706.

<sup>337</sup> AE Venise 147, fol. 237r-238r, lettre de l'abbé de Pomponne au Sénat, Venise, s.l., 10 juillet 1706.

<sup>338</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°73, La Ferrière à Chamillart, s.l., 13 juillet 1706.

censé protégé La Badia<sup>339</sup>. Les Impériaux ne se montrèrent pourtant pas pleinement satisfaits de ce soutien, qu'ils jugèrent trop modéré. Le passage sur l'Adige qu'ils avaient pu obtenir leur semblait trop à l'est. Le prince Eugène envisageait, « dans la dernière extrémité », de violer la neutralité vénitienne<sup>340</sup>. De façon fort pragmatique, il considérait que les avantages militaires en seraient plus importants que les inconvénients diplomatiques. C'est pourquoi, une semaine après le franchissement de l'Adige, les troupes impériales installèrent un pont sous les murs de Vérone, malgré les protestations du provéditeur général contre ce coup de force<sup>341</sup>.

### 3.2.7. « Il est étrange qu'un souverain soit si mal obey » : le désaveu de l'Électeur

Le contexte économique et social dans lequel s'inscrivaient les défaites de Ramillies et Turin était, dans les deux cas, relativement semblable : mauvaise qualité des fortifications, ambivalence des troupes alliées, hostilité larvée ou ouverte de la population locale. En Italie, la situation était rendue plus complexe encore à cause de la présence de multiples souverains locaux à la loyauté changeante.

La fidélité et l'amour que la population peut porter à son souverain furent aussi un facteur important pour comprendre la facilité avec laquelle toute la Bavière tomba en 1704. Il n'est pas besoin de rappeler la mauvaise qualité et la faiblesse des fortifications des places bavaoises. L'abandon du pays par les armées battues à Blenheim impliquait que toutes les villes seraient incapables de retarder les ennemis et tomberaient à coup sûr. Toutefois, l'Électeur pouvait encore espérer l'arrivée de ses troupes qui n'avaient pas combattu à la seconde bataille d'Höchstädt. Du 20 au 24 août 1704, Max-Emmanuel et Ferdinand de Marcin attendent à Tuttligen que les soldats bavarois, qui avaient reçu ordre de rejoindre l'armée dans sa retraite, arrivent<sup>342</sup>. Ils espèrent également voir venir l'Électrice, avec les enfants de Maximilien. Mais rien ne vient, au grand désespoir de l'Électeur, qui se sent trahi. Pourtant, note Ricous, « ce qu'il y a de certain, c'est qu'il estoit très aisé à ces troupes de nous joindre par les sejours que nous avons fait à Tutlingen et icy, ou du moins de nous donner de leurs

---

<sup>339</sup> AE Venise 147, fol. 237r-238r, l'abbé de Pomponne à Venise, s.l., 10 juillet 1706.

<sup>340</sup> « In der letzten Extremität ». M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 154.

<sup>341</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°77, La Ferrière à Chamillart, s.l., 16 juillet 1706.

<sup>342</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 604.

nouvelles »<sup>343</sup>. Personne ne veut suivre le Bavarois dans sa résolution de tout abandonner, même ses États et sa famille, pour honorer son alliance avec la France, et garder l'espoir, avec un changement du sort des armes, d'une situation glorieuse à la fin de la guerre. L'Électeur est alors profondément isolé – nous pouvons supposer que sa vanité, dont tous les observateurs assurent qu'elle est grande, se sent blessée par les réflexions des Français qui pensent à l'instar de Ricous qu'« il est étrange qu'un souverain soit si mal obey »<sup>344</sup>. Il n'oublia jamais cette humiliation, et pendant toute la guerre de Succession d'Espagne, espéra un titre héréditaire dans les Pays-Bas plutôt que dans l'Empire, en raison de « la peine qu'il se fait de retourner en Baviere, dont la noblesse a marqué si peu d'attachement pour luy »<sup>345</sup>.

Une résistance plus acharnée des troupes, de l'aristocratie et de la population bavaroise n'aurait pas épargné aux territoires de l'Électeur l'occupation alliée. Pourtant, elle aurait pu ralentir les troupes coalisées, leur interdisant de se trouver sur le Rhin moins de deux semaines après Blenheim : Louis XIV considère, au vu de la fermeté de la garnison d'Ingolstadt, que « si le mesme courage et la mesme fidelité s'etoit trouvées dans ses autres sujets, l'Empereur n'auroit pas soumis aussy facilement la Baviere »<sup>346</sup>.

### 3.2.8. L'inconstance des Flamands

Si la France avait souffert de l'hostilité des populations après Blenheim et Ramillies, l'année 1708 montra une situation tout à fait différente. Les villes flamandes étaient revenues des belles promesses des Alliés<sup>347</sup>. L'exemple des habitants de Huy illustre parfaitement la lassitude croissante des Belges envers les forces coalisées, bientôt considérées comme des

---

<sup>343</sup> AE Bavière 48, f. 579-580v, Ricous au roi, camp d'Effingem, 25 août 1704.

<sup>344</sup> AE Bavière 50, fol. 111r-115v, Ricous à Torcy, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1704.

<sup>345</sup> AE Bavière 56, fol. 102r-104v, Rouillé au roi, Mons, 11 juillet 1706.

<sup>346</sup> AE Bavière 51, fol. 31r-33r, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 4 décembre 1704. La ville d'Ingolstadt fut en effet la seule à ne pas tomber immédiatement aux mains de l'ennemi : alors que Straubing, Augsburg, Memmingen, Regensburg et Passau se rendirent à l'ennemi immédiatement, ou après une apparence de siège, Ingolstadt résista jusqu'au traité de capitulation du 7 novembre 1704. Ce texte, signé par les représentants de l'Électrice et de l'Empereur, fixait les conditions d'occupation de la Bavière. Il stipulait que la place devait se rendre aux Alliés. Christian Probst, *Lieber bayrisch sterben : der bayrische Volksaufstand der Jahre 1705 und 1706*, Munich, Süddeutscher Verlag, 1978, p. 103-105.

<sup>347</sup> Si l'on en croit le Bon Correspondant, la déception fut pratiquement immédiate, puisque dès juillet 1706 les citoyens des villes conquises étaient revenus de leurs illusions : « [Ceux qui voient en Marlborough un libérateur] se trompent bien lourdement, puisque plusieurs lettres de Bruxelles, et d'Anvers marquent que dans ces deux grandes places on est déjà bien las du changement qui leur est arrivé, et particulièrement à Anvers ». SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 3 juillet 1706. Selon Guenin, correspondant de Chamillart à Londres, les Anglais étaient parfaitement conscients que le soutien des peuples des Pays-Bas espagnols ne serait guère durable : « L'inconstance des Flamans est aussy connue que celle de la fortune dont la roue tourne toujours inegalement ». AE Angleterre 220, fol. 101r-105r, nouvelles de Guenin à Londres, 11 juin 1706.

troupes d'occupation, plutôt que comme des défenseurs. L'attitude généreuse de Marlborough avait plu d'abord<sup>348</sup>. Mais l'aversion ne tarda pas à croître envers l'occupation hollandaise, qui impliquait la célébration d'un culte protestant pour la garnison, envers l'autoritarisme du gouverneur, et envers l'arrogance des soldats, qui se comportaient comme en pays conquis<sup>349</sup>. On pourrait également citer le témoignage d'un Jésuite vivant à Audenarde, dont les mémoires ont été conservés<sup>350</sup>. Il se montre généralement peu amène avec les troupes alliées : il évoque notamment un épisode où un officier anglais se fait agresser par des villageois pour avoir tenté de faire interdire une procession catholique. Les Britanniques ripostent violemment, entraînant une véritable émeute où quelques soldats du régiment de Salablaca, de confession catholique, se joignent aux villageois<sup>351</sup>.

Plus généralement, malgré les avertissements de Marlborough, les Provinces-Unies, financièrement épuisées, cédèrent à la tentation de pressurer la population des villes des Pays-Bas espagnols<sup>352</sup>. Les dirigeants britanniques ne se privèrent pas non plus d'exploiter les richesses locales à leur profit : si l'exemple de Cadogan est le plus remarquable (il fut surnommé par certains de ses contemporains hollandais « le plus grand voleur de toute l'armée »), on ne peut pas non plus négliger l'impact négatif sur les populations locales de la réputation d'avidité de Marlborough<sup>353</sup>. Enfin, dans certaines villes, l'occupation française pouvait apparaître comme un avantage du point de vue économique. Les Hollandais n'avaient aucun intérêt à développer l'activité industrielle et commerciale de leurs voisins méridionaux ; à l'inverse, le marché français représentait un débouché important pour la production des Pays-Bas espagnols<sup>354</sup>.

Les Alliés sont donc convaincus des risques de changement de camp en 1708. Les principaux efforts se concentrent sur Bruxelles où l'Électeur est particulièrement populaire. On fortifie diligemment la citadelle de cette cité contre les menaces de l'extérieur mais aussi de l'intérieur : « Les bourgeois de lad. ville sont fort estonnez de ce que le bastion qui regarde la ville soit plus élevé que celui qui regarde la campagne »<sup>355</sup>. C'est assuré d'intelligences

---

<sup>348</sup> J.-P. Rorive, *Les misères de la guerre...*, op. cit., p. 177.

<sup>349</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>350</sup> Le texte original a été perdu, mais nous conservons la copie qu'en a faite un historien local du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Erik Wauters, « "Like salt in fire..." : two local eyewitness accounts of the battle of Oudenarde », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 30.

<sup>351</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>352</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, op. cit., p. 131.

<sup>353</sup> C'est ce que montre une fête traditionnelle qui existe encore de nos jours dans certains villages du Limbourg : tous les ans, un mannequin représentant le duc de Marlborough est jugé puis condamné au bûcher (E. Wauters, « "Like salt in fire..." », art. cit., p. 32).

<sup>354</sup> *Ibid.*

<sup>355</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°190, Salliant à Chamillart, Namur, 20 mai 1708.

dans la place que l'Électeur s'avance vers la capitale du Brabant pour la surprendre, à la fin du mois de novembre. Lorsqu'il prend conscience de l'échec de ses partisans, il somme la ville de se rendre : pour éviter l'agitation des « Carabiniers », le marquis de Pascale, gouverneur de Bruxelles, fait fermer les débits de café, thé et chocolat où ils ont l'habitude de se réunir<sup>356</sup>. Quelques mois plus tôt, la « trahison de Gand », n'avait surpris personne<sup>357</sup>. Les bourgeois firent même preuve de sympathie et de curiosité envers l'armée vaincue qui se reposait derrière le canal de Gand à Bruges :

« Il est venu aujourd'hui quantité de bourgeois et de peuples de Gand voir l'armée, et disner avec monseigneur le duc de Bourgogne. Il a beu à la santé du peuple de Gand, ils ont fort crié « Vive le Roy de France et le Roy d'Espagne ! », il a fait donner des fruits aux femmes, et beaucoup de vin aux peuples dans sa cour, ils s'en sont allés charmés en criant qu'ils donneroient volontiers tout ce qu'ils ont au monde pour le service du Roy »<sup>358</sup>.

Le retour de l'estime et de la confiance explique que les troupes françaises n'aient alors connu aucun problème de ravitaillement. La situation était en revanche critique pour les Alliés, puisque selon le comte de Gallasch, envoyé de l'Empereur à Londres, nonobstant Ramillies, « on doit s'attendre que les habitants de Bruxelles, d'Anvers et de Louvain suivroient à la première occasion favorable l'exemple de ceux de Gand et de Bruges »<sup>359</sup>.

L'incapacité des Français à se dégager de leur situation d'immobilisme et la surveillance accrue des villes de Flandres par les troupes coalisées apportèrent un démenti aux craintes des Alliés.

Dans l'examen des résultats spectaculaires des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, il ne faut pas négliger l'importance des aspects financiers, diplomatiques, politiques, sociaux, dont le rôle permet d'enrayer ou d'amplifier les résultats

---

<sup>356</sup> F. Van Kalken, *op. cit.*, p. 191. Van Kalken affirme que le petit peuple bruxellois était de toutes façons très défavorable à l'Électeur, et il ne parle jamais des manifestations d'enthousiasme des Gantois à l'arrivée des Français. Mais cet historien se montre généralement dans son ouvrage assez hostile aux Français – faut-il y voir une marque de nationalisme de la part d'un ressortissant d'une nation très souvent considérée par les Français comme un pays satellite ? Son jugement sur Bergeyck est ainsi mitigé : il admire le « Colbert belge » du premier gouvernement de Maximilien Emmanuel, dont l'activité, animée par un « ardent patriotisme », était toute tendue vers l'enrichissement des Pays-Bas. En revanche il a beaucoup moins de sympathie pour le Bergeyck qui, pendant la guerre de Succession d'Espagne, « ne connut plus d'autre désir que de servir un roi de nationalité française ». Van Kalken, *op. cit.*, p. 165-166.

<sup>357</sup> Marlborough parle en effet de « treachery of Gand ». Marlborough à Godolphin, Asse, 9 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1022-1023.

<sup>358</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°250, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 25 juillet 1708.

<sup>359</sup> AE Angleterre 225, fol. 72r-73r, nouvelles de Londres, 31 juillet 1708.



de l'outil militaire. Marlborough comme le prince Eugène ont eu le talent d'exploiter au mieux la faiblesse des fortifications, les hésitations de l'armée et l'exaspération des populations. Ce talent fait partie, au plus haut chef, des qualités du général en chef de l'époque. Toutefois, lorsque toutes les conditions favorables ne sont pas réunies, la progression des troupes alliées n'apparaît plus aussi foudroyante, et la chute des places adverses ne ressemble plus à un effondrement.

### 3.3. Quelle fut l'ampleur réelle des progrès des troupes Alliées ?

#### 3.3.1. Le retour à l'immobilisme dans les Flandres

##### 3.3.1.1. *La résistance de Termonde*

L'exemple de Termonde vient appuyer cette assertion. Cette petite ville présentait, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, des avantages stratégiques non négligeables : elle permettait de couper la circulation fluviale entre Gand et Anvers, et la route terrestre entre la Flandre et Bruxelles. Elle permettait de lancer des contributions sur le riche pays de Waes<sup>360</sup>. À l'été 1706, elle se retrouve isolée au sein d'un réseau de villes passées aux mains des Alliés. La population de la ville craint un bombardement et pousse le gouverneur à capituler<sup>361</sup>. Ce dernier est de surcroît sollicité de toutes parts par les Alliés, mais il fait preuve d'une fermeté qui suscite l'admiration des Français : Villeroy parle d'une réponse digne d'un « véritable Espagnol »<sup>362</sup>, tandis que le colonel du régiment de Greder suisse la voit comme la marque « d'un tres galant homme »<sup>363</sup>. En effet, lorsqu'il reçoit une lettre de Marlborough qui lui est apportée personnellement par un officier de l'armée des Alliés, il rétorque que les attitudes manifestées par les autres gouverneurs ne sont que des « mauvais exemples [qui] ne sont pas à suivre par les gens d'honneur ». Il ajoute à l'intention de John Churchill – avec le respect dû à quelqu'un qui vient de remporter une belle victoire : « Je ne croieray pas, monsieur, meriter vostre estime, si j'agissois par d'autres principes que sur ceux que mon devoir et ma naissance

---

<sup>360</sup> « On peut tirer par Dendermonde des contributions terribles de ce pays-là qui est le paradis terrestre ». AE Milan 17, fol. 231r-235r, Vaudémont à Chamillart, Milan, 10 juillet 1706.

<sup>361</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°166, le colonel de Greder suisse à Chamillart, Termonde, 16 juin 1706.

<sup>362</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°38, Villeroy à Chamillart, camp de Saint Amand, 5 juin 1706.

<sup>363</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°149, le colonel de Greder suisse à Chamillart, Termonde, 14 juin 1706.

m'inspirent »<sup>364</sup>. L'attitude qu'il réserve à un courrier du marquis de Terassena, dont la conduite était seule cause de la chute d'Anvers, ville bien garnie d'hommes et bien fortifiée, est beaucoup moins respectueuse : il refuse de le recevoir, arguant « qu'on n'avoit point de commerce à avoir avec un coquin et un traître comme luy »<sup>365</sup>. C'est pourquoi le gouverneur d'Anvers a ensuite recours à d'autres moyens de persuasion : il fait bombarder Termonde, sans plus de succès<sup>366</sup>.

Si le gouverneur de Termonde peut se permettre de réagir ainsi, c'est que la place dont il a la charge est une « place bien différente aux autres et pourvue de tout »<sup>367</sup>, comme il l'annonce fièrement à Marlborough. Pour le contraindre à céder, les Alliés, qui ne veulent pas perdre de temps à un siège, se contentent de faire le blocus de la ville. Mais les Français ne veulent pas faire mine d'abandonner un homme qui s'est si bien comporté. L'Électeur, qui cherche à soigner sa popularité, insiste donc auprès de Villeroy, que l'on sent réticent, pour que l'on envoie du secours à cette place<sup>368</sup>. Les Français arrivent, par une marche dérobée aux ennemis, à faire entrer des troupes et de l'argent dans la ville<sup>369</sup>. Par conséquent, les Alliés sont contraints de soumettre la ville à un siège en règle, qui finit par entraîner sa reddition le 9 septembre. Un dernier élément peut expliquer la remarquable résistance de Termonde : las du blocus, les habitants avaient décidé de quitter les lieux, ce qui a permis d'économiser des vivres, et surtout d'être débarrassé définitivement de la crainte d'un soulèvement des habitants. Les militaires ont dès lors été « absolument les maîtres » de lutter jusqu'au bout<sup>370</sup>.

---

<sup>364</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°40, « Copie de la lettre de M de Marlborough au gouverneur de Dendermonde, camp de Merlebecq près de Gand, le 3 juin, et sa réponse », Termonde, 4 juin 1706.

<sup>365</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°149, le colonel de Greder suisse à Chamillart, Termonde, 14 juin 1706.

<sup>366</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 137. La résistance de Termonde surprit tout le monde dans le camp allié. Marlborough était en effet convaincu qu'un bombardement effrayerait suffisamment les populations et le gouverneur, comme il en a eu l'expérience dans tant d'autres places : « Je suis bien aise de voir que vous allez vous mettre en état de bombarder Dendermonde, quoique je me flatte que ces messieurs n'attendrons pas cette extrémité » (Marlborough au marquis de Terassena, camp d'Aerzeele, 17 juin 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 598). Il assura une semaine plus tard à Auverquerque : « M. de Tarazena doit avoir bombardé la place à l'heure qu'il est, et j'attends à chaque moment d'en apprendre le succès » (Marlborough à Auverquerque, camp de Rousselaer, 23 juin 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 623). Godolphin était tout aussi sûr qu'un gouverneur espagnol suivrait l'attitude de ceux d'Anvers ou d'Audenarde : « [I] hope with very good ground that Dendermonde would follow that exemple » (Godolphin à Marlborough, s.l., 24 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 560-561).

<sup>367</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°40, « Copie de la lettre de M de Marlborough au gouverneur de Dendermonde, camp de Merlebecq près de Gand, le 3 juin, et sa réponse », Termonde, 4 juin 1706.

<sup>368</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°224, Villeroy à Chamillart, Bergues, 22 juin 1706.

<sup>369</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°262, Verboom à Chamillart, Mons, 26 juin 1706.

<sup>370</sup> AE Bavière 56, fol. 86r, Rouillé à Torcy, Mons, 4 juillet 1706.

3.3.1.2. « *We can advance no farther till we have our canon* »

L'exemple de Termonde montre assez comment une place isolée, tellement coupée du soutien français qu'il faut effectuer d'épuisantes marches pour la joindre, peut résister alors même qu'aucune armée n'est à portée de la soutenir. La bataille ne rend inutile la guerre de siège que lorsque les villes ne nécessitent pas de faire un siège – ou lorsqu'elles sont littéralement offertes par trahison. À partir de la moitié du mois de juin 1706, le capitaine-général britannique en fait l'expérience, en constatant un net ralentissement du rythme de sa progression. Anvers est, le 6 juin, la dernière ville à capituler sans être sérieusement investie. À partir du 15 juin, les Français s'aperçoivent que la pression se relâche, et s'en félicitent. Villeroy annonce au secrétaire d'État de la guerre que les ennemis « ne nous font pas le mal le plus pressant qu'ils nous pouvoient faire »<sup>371</sup>. Ce dernier en est bien aise, au vu de l'immensité du travail qu'il a à accomplir :

« Je suis si accablé que je ne sçaurois fournir à la moitié de ce que j'ay à faire. Je ne puis trop me louer de la politesse du duc de Marleborougk de m'avoir donné quelques jours pour respirer. J'apprehende bien qu'il ne me fasse payer chèrement cette complaisance, et que nous n'entendions parler de lui dans peu de jours ; les forces qu'il a reunies sont si formidables que la prudence humaine est à bout, et quelque courage que l'on ait, il est difficile de se soutenir »<sup>372</sup>.

En réalité, Marlborough est parti une semaine à La Haye pour réclamer des moyens supplémentaires. Il est en effet retardé par la lenteur habituelle que met un train d'artillerie à se déplacer. Disposer de canons est désormais absolument nécessaire, puisque le gouverneur d'Ostende, première ville assiégée par les troupes Anglo-hollandaises, est décidé à se défendre<sup>373</sup>. John Churchill l'exprime lui-même : « Nous ne pouvons aller plus avant tant que nous n'avons pas notre artillerie »<sup>374</sup>. La ville capitule en raison de son mauvais état, et parce que les inondations n'ont pas l'effet escompté ; mais elle a assez longtemps résisté, si l'on en croit Marlborough, qui craint que la lenteur du siège n'encourage les autres places à se

---

<sup>371</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

<sup>372</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°153, Chamillart à Marcin, Marly, 15 juin 1706.

<sup>373</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°81, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 5 juin 1706.

<sup>374</sup> « We can advance no farther till we have our canon » (Marlborough à sa femme, Arseele, 7 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 566). Ce phénomène se serait produit un peu plus tôt si le gouverneur d'Anvers n'avait pas refusé de défendre sa ville. En effet, Marlborough attendait d'avoir de l'artillerie, et le reste du matériel nécessaire, pour attaquer Anvers, puis Ostende : « As soon as we can have the canon, and what is necessary, we shall attack Antwerp, after which I should be glad the next place might be Ostend » (Marlborough à Godolphin, Merlebeck près Gand, 31 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 554-555).

défendre vigoureusement<sup>375</sup>. En revanche, les autres espoirs des Alliés dans cette contrée-là ne tardent pas à s'évanouir. En effet, les inondations les contraignent à renoncer à Nieuport<sup>376</sup>. La route de Dunkerque est désormais coupée.

C'est pourquoi ils portent leurs efforts sur Menin. Cette place est la seule de toutes celles prises par les Alliés en 1706 qui ait été l'objet des soins de Vauban<sup>377</sup>. Elle semblait capable d'occuper les Coalisés pour un certain temps. Tous les rapports soulignent en effet que de toutes les places des Pays-Bas potentiellement menacées, elle est la plus redoutable. Le maréchal de Villeroy le confie à Michel Chamillart : « Pleut à Dieu que toutes les places que nous avons à soutenir fussent en aussy bon etat que Menin ! »<sup>378</sup>. En retour, ce dernier confirme son opinion, après avoir examiné tous les mémoires relatifs à l'état des différentes forteresses : « Il seroit à desirer que toutes les places fussent garnies comme celle-là »<sup>379</sup>. Le témoignage du marquis de La Colonie vient à l'unisson : « Cette place, quoique petite, est une des plus fortes du Royaume, les fortifications en sont faites dans une parfaite régularité, et feu M. de Vauban qui les avoit fait construire, s'y attacha avec tant de soins, qu'on prétendoit que Ménin et la citadelle de Lille étoient son chef d'œuvre »<sup>380</sup>.

La tâche n'est ainsi plus du tout aisée pour les troupes de Marlborough, car une cité bien munie ne peut être rendue à l'obéissance qu'à grands renforts de poudre. Or, « il paroist que les preparatifs du siege de Menin vont lentement, c'est à dire sur l'arrivée de la grosse artillerie, par la difficulté de remonter la Lys »<sup>381</sup>. Villeroy espérait – sans vraiment y croire – que les ennemis seraient occupés pendant six semaines<sup>382</sup>. La ville tint du moins pendant un mois – du 23 juillet au 22 août – ce qui n'est pas négligeable.

---

<sup>375</sup> « The siege of Ostend [...] goes on so very slowly, that I am afraid it will incorage other places to defend with vigor » (Marlborough à Godolphin, Rousselaer, 24 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 585-586). Une semaine plus tard, la même remarque « The siege of Ostend goes on very slow » (Marlborough à Godolphin, Rousselaer, 1<sup>er</sup> juillet 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 594-595).

<sup>376</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°103, Villeroy à Chamillart, Ypres, 11 juin 1706 ; Marlborough à Godolphin, Arzeele, 14 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 573-574.

<sup>377</sup> Louis XIV avait confié en 1678 au futur maréchal la fortification de Menin pour tenir lieu, sur la Lys, de Courtrai, rendu à l'Espagne. Vauban avait également envoyé des ouvriers travailler à la réfection des défenses d'Ath, entre le traité d'Aix-la-Chapelle et celui de Nimègue, mais on ne peut guère considérer cela comme une authentique construction de forteresse. Gaston Zeller, *L'organisation défensive des frontières du nord et de l'est au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Berger-Levrault, 1928, p. 50 et 70.

<sup>378</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°38, Villeroy à Chamillart, camp de Saint Amand, 5 juin 1706.

<sup>379</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°46, Chamillart à Villeroy, Versailles, 6 juin 1706. Marlborough confirme ces deux opinions : « Menin is one of their strongest towns ». Marlborough à Godolphin, Rousselaer, 28 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 589-591.

<sup>380</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 91. Le marquis prétend que la prise de la place coûta aux Alliés 8 000 hommes.

<sup>381</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°365, Villeroy à Chamillart, Valenciennes, 29 juillet 1706.

<sup>382</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

3.3.1.3. *L'invasion de la France fut-elle l'objectif prioritaire ?*

La lenteur du siège de Menin nous amène à nous interroger sur la justesse des choix effectués par Marlborough après la bataille. D'autres places étaient bien plus dépourvues qu'Ostende et Menin. On songe notamment à la ville de Mons, à la frontière française, qui fait l'objet de multiples lettres inquiètes envoyées au secrétaire d'État de la guerre. Si cette cité est selon Bernières, l'intendant de Flandre, « la place la plus importante par rapport au service du Roy », c'est que sa prise offrirait une voie béante à l'invasion. En effet, elle coupe les troupes françaises de Namur, dont la chute permettrait de disposer de toute la Meuse, et d'amener de l'artillerie par la Sambre, jusqu'en Picardie. Or, l'intendant est inquiet : « Je suis presque assuré que les ennemis [y] feront des tentatives pour assurer leurs conquêtes, et pouvoir entrer dans les suites en France »<sup>383</sup>. La place ne semble en effet guère en état de se défendre. Marcin présente un tableau plus effroyable encore : « Elle est dans un desordre que je ne puis vous représenter, le corps de la place plein de brèches, les fossés quasi comblés, et tous les dehors sans aucune palissade ». En outre, il n'y a pas une livre de poudre. Plus grave encore : les deux commandants sont hors d'état de servir, puisque le gouverneur est aveugle (!) et que le lieutenant de roi, souffrant de la goutte, ne sort pas de son lit<sup>384</sup>. Le maréchal pense d'abord placer huit bataillons pour défendre le mieux possible cette place stratégique ; quelques jours plus tard, il se ravise et n'en installe que six, avouant à Villeroy que tout ce qu'on mettra sera prisonnier de guerre, pour peu que les ennemis se portent vers Mons<sup>385</sup>. Ce qui montre encore mieux l'incapacité française à fortifier rapidement les places les plus exposées, c'est que rien ne semble avoir changé un mois plus tard : tout est « en grand desordre, toutes les terraces eboulées sans palisades »<sup>386</sup>. On ne peut pas en incriminer seulement les problèmes financiers ou l'incurie de l'administration militaire. Les campagnes militaires successives ont en effet épuisé le pays, et les besoins en bois qu'elles ont occasionnés ont été tels qu'il n'y a plus de régions boisées autour de la ville : « On coupe tout ce qu'il y a à deux ou trois lieues autour, et pourtant il n'en vient pas beaucoup, les bois estant ruinez des temps passez »<sup>387</sup>.

Le comte de Mérode-Westerloo, passé du côté des Impériaux, était alors parfaitement au courant de l'état de la place et de l'intérêt qu'elle représentait pour pénétrer en France<sup>388</sup>.

---

<sup>383</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°175, Bernières à Chamillart, camp de Saint-Denis sous Gand, 28 mai 1706.

<sup>384</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°255, Marcin à Chamillart, camp sous Maubeuge, 30 mai 1706.

<sup>385</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°11, Marcin à Villeroy, camp de Quesme, 2 juin 1706.

<sup>386</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°262, Verboom à Chamillart, Mons, 26 juin 1706.

<sup>387</sup> *Ibid.*

<sup>388</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 276.

Mons représente en effet un point important dans la première des trois lignes de défense qu'a établies Vauban pour protéger le « pré-carré » français<sup>389</sup>. Mérode confie son opinion à Marlborough et Cadogan, qui ne croient pas bon de la suivre<sup>390</sup>. De fait, Mons ouvre la voie de Maubeuge<sup>391</sup>, pour laquelle les Français s'inquiètent également – Bernières assure qu'elle ne doit pas être dépourvue<sup>392</sup>. De Maubeuge, on peut descendre la Sambre, s'emparer de Landrecies, menacer Guise et la vallée de l'Oise<sup>393</sup>. C'était, avant la chute de Lille, l'occasion de faire contribuer les campagnes françaises, et de porter un rude coup psychologique, puisqu'une seule bataille, au nord de Bruxelles, aurait permis aux Alliés de rançonner la Picardie.

On peut d'autant plus se méfier des conceptions stratégiques du comte de Mérode-Westerloo qu'il a systématiquement tendance, dans ses mémoires, à mettre en valeur la justesse de ses conceptions, négligées par des chefs orgueilleux et obstinés. Toutefois, il n'est pas le seul à considérer que la direction prise par le duc de Marlborough n'était pas la meilleure. Quelques semaines après Ramillies, Vaudémont se réjouit de se qu'il considère comme une erreur des Alliés :

« La grande connoissance que j'ay [des Pays-Bas] me fait envisager comme un grand bonheur que les ennemis se soient jettez dans les bas de la Flandres et s'y soient arreztez aux places sans pousser leur pointe par les pays ouverts et sans deffense et que nous ayons sauvé Dendermonde »<sup>394</sup>.

Le plus grand danger, en effet, aurait été que les ennemis se dirigent vers la Meuse, avec comme objectif de s'emparer de Namur. Cette place représente le véritable centre de gravité des Pays-Bas espagnols, et une base de départ pour une contre-offensive des français dans n'importe quelle direction : « Ce doit estre le depôt de tous les depôts, qui donne lieu à pouvoir sans difficulté pousser les armées en avant »<sup>395</sup>.

---

<sup>389</sup> Gérard Lesage, *Denain (1712) : Louis XIV sauve sa mise*, Paris, Economica, 1992, p. 50. Il s'agit de la ligne Lille-Tournai-Mons.

<sup>390</sup> Notons que le capitaine-général changea quelques années plus tard d'opinion sur l'intérêt de Mons, puisque c'est pour cette ville qu'il mena la très meurtrière bataille de Malplaquet – c'est-à-dire que Villars pensait pareillement que cette place méritait les risques d'un combat.

<sup>391</sup> *Ibid.*

<sup>392</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°175, Bernières à Chamillart, camp de Saint-Denis sous Gand, 28 mai 1706.

<sup>393</sup> Le sauvetage de Landrecies, place forte de Vauban assiégée par le prince Eugène, est d'ailleurs l'objectif de la bataille de Denain. G. Lesage, *Denain...*, *op. cit.*, p. 109.

<sup>394</sup> AE Milan 17, fol. 231r-235r, Vaudémont à Chamillart, Milan, 10 juillet 1706.

<sup>395</sup> *Ibid.*

Mérode-Westerloo, convaincu de la justesse de ses intuitions, attribua le refus de Marlborough de les suivre au désir du capitaine-général de continuer la guerre, qui l'enrichissait grandement et lui assurait un pouvoir politique considérable<sup>396</sup>. Il ne fait là que s'inscrire dans la lignée de tous ceux qui considéraient que l'incapacité de Marlborough à écraser son adversaire n'était qu'une stratégie profondément malhonnête pour rester indispensable à l'Angleterre – du côté français, on attribuait de même à Marlborough et au prince Eugène le refus des Alliés de répondre aux généreuses avances de paix de Louis XIV<sup>397</sup>. Quoi qu'il en soit, le choix d'Ostende comme cible répondait plus largement aux ambitions de toute la nation anglaise, qui voulait à tout prix disposer d'un port pour débarquer des troupes sans avoir à passer par des places hollandaises – nous avons déjà vu à quel point Anglais et Hollandais se disputèrent le contrôle d'Ostende<sup>398</sup>. Les Britanniques recherchaient également, à tout prix, une voie vers Dunkerque. Il s'agissait d'interdire aux Français de se servir de cette place. Dunkerque était le principal port français pour la guerre de course, qui causait de lourds dommages au commerce britannique. L'objectif, dès que les Alliés seraient maîtres de la ville, serait de raser le port<sup>399</sup>. On ne peut comprendre le choix de Menin sans prendre en compte ce paramètre. Marlborough affirme que cette place permettra aux Alliés de pénétrer dans le « pays conquis »<sup>400</sup>, c'est-à-dire les provinces obtenues par la France à l'issue du traité d'Aix-la-Chapelle : pays d'Artois et de Thionville. Elle offre surtout

---

<sup>396</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 276.

<sup>397</sup> Les occurrences de ces accusations sont nombreuses. Les Français, désespérant de voir arriver la paix, en incriminent Marlborough : « Je pense, comme vous, que le prince Eugène et le duc de Marlborough voudroient bien la continuation de la guerre, que les Etats Généraux seuls sont convaincus qu'il est de leur interest qu'elle finisse » (SHD AG A<sup>1</sup> 2146, fol. 26, lettre de Chamillart à Bergeyck, l'Étang, 15 mars 1709, cité par E. Pénicaut, *Michel Chamillart...*, *op. cit.*, t. II, p. 147-148), tandis que les nouvelles reçues d'Angleterre se font l'écho des pamphlétaires britanniques : « On dit hautement dans les lieux publics que ces deux hommes [Marlborough et Godolphin] sont la ruine de toute l'Angleterre et qu'ils n'ont d'autre but en continuant opiniâtement la guerre que de s'enrichir et d'agrandir leur famille et leurs creatures » (AE Angleterre 224, fol. 280r, nouvelles de Le Vasseur Cadet à Londres, 20 juin 1708). L'historiographie française, particulièrement au XIX<sup>e</sup> siècle, fut très sensible à ces accusations. Les dictionnaires biographiques de Michaud et d'Hoefler en font l'écho : « Eugène, Marlborough et le grand pensionnaire Heinsius formaient un triumvirat qui voulait la guerre par des vues personnelles, et qui, par le crédit dont ils jouissaient, réussissait à la prolonger (Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle, ancienne et moderne*, Paris, Michaud, 1811-1862, t. xxvii, p. 4-12) ; « L'ambition de Marlborough était intéressée à poursuivre vigoureusement la guerre : c'était pour lui une source de gloire et, ce qu'il appréciait encore plus, de puissance et de richesses » (Ferdinand Hoefler, dir., *Nouvelle biographie générale depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, F. Didot, 1857-1866, t. xxxiii, col. 834-850).

<sup>398</sup> Cf. *supra*, section 1.3.2.5.

<sup>399</sup> Marlborough à Godolphin, Rousselaer, 24 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 585-586.

<sup>400</sup> En français dans le texte. Marlborough à Godolphin, Rousselaer, 28 juin 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 589-591.

l'occasion d'isoler encore Dunkerque de la France, grâce à l'attaque d'Ypres – Godolphin espère une offensive sur Dunkerque, par voie terrestre et maritime, en 1707<sup>401</sup>.

Ainsi, la prise en compte de l'intérêt personnel d'une nation, sinon d'un individu, a empêché les troupes alliées de tout faire pour se précipiter au cœur de la France, vers Paris. Marlborough doit même s'excuser, dès le 16 juin, de ne pas chercher à pénétrer plus profondément dans le territoire ennemi : « Je conviens entièrement [...] qu'un moindre avantage sur la Moselle ou sur la Saar nous aurait mené au beau milieu de la France, au lieu qu'après tout nous nous trouvons ici environnés des garnisons et places fortes des ennemis »<sup>402</sup>.

À partir de la seconde moitié de la campagne, Marlborough a d'autant plus de mal à progresser rapidement que l'armée française s'est enfin reconstituée. Dès le 10 juin, Chamillart pouvait assurer à Vendôme qu'il disposerait, à son arrivée en Flandres, d'une armée de 90 bataillons au moins et 130 escadrons – soit des effectifs supérieurs à ceux dont disposait Villeroy à Ramillies<sup>403</sup>. Avec cela Vendôme devait être en état de s'opposer aux ennemis<sup>404</sup>. Le transfert de troupes de l'armée d'Allemagne à celle de Flandre, les efforts effectués par les officiers pour retrouver leurs soldats égarés ou déserteurs et pour en recruter de nouveaux, avaient porté leurs fruits. Le descendant d'Henri IV fit preuve d'un grand enthousiasme à la vue des forces qu'on lui destinait : « Je vis hier monsieur la plus belle cavalerie que j'aye jamais vue [...]. Pour les gendarmes et les chevaux legers, ils sont plus beaux qu'ils n'ont jamais été »<sup>405</sup>.

La bataille de Ramillies n'aurait donc servi qu'à s'emparer des places les moins faciles à défendre de tous les Pays-Bas espagnols. John Churchill s'en rendit bien vite compte. Ainsi, en 1707, il se plaint que sa capacité de menacer les troupes françaises est amoindrie, car ses mouvements sont entravés par la « plaie » que représente la nécessité de « couvrir Bruxelles

---

<sup>401</sup> Godolphin à Marlborough, s.l., 5 juillet 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 613-614. Là encore, les inévitables problèmes logistiques – la crainte du manque de fourrage – interdisent aux Coalisés de s'emparer d'Ypres, et font s'évanouir l'espoir d'une offensive sur Dunkerque en 1707. C'est pourquoi ils se contentent d'Ath, dont le seul intérêt est de sécuriser les quartiers d'hiver alliés de la fin de l'année 1706. Marlborough à Godolphin, Helchin, 26 août 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 652-653.

<sup>402</sup> Marlborough au prince de Salm, camp d'Aerzeele, 16 juin 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 588. La seule justification qu'il donne, c'est que les manœuvres des troupes alliées dans les Flandres occupent beaucoup de Français, et privent Villars des troupes qui lui seraient nécessaires pour une offensive sur le Rhin.

<sup>403</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>404</sup> *Ibid.*

<sup>405</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1939, n°262, Vendôme à Chamillart, camp de Frelinghen, 3 septembre 1706.



et les autres grandes villes »<sup>406</sup>. Le même problème demeure en 1708, lorsque les intérêts militaires se heurtent aux contraintes financières :

« Dans un conseil qui s'est tenu à La Haye [on s'est demandé], au sujet des places conquises aux Pays-Bas, après la bataille de Ramillies, sçavoir s'il falloit les garder ou les abandonner toutes. Les avis de ceux qui composent le conseil ayant esté de l'opinion qu'il falloit abandonner la plupart de celles qui ne sont point en estat d'une bonne deffence, afin de rendre l'armée du Pays-Bas plus nombreuse, M. le Pensionnaire Heinsius, ayant representé à l'assemblée les sommes immenses que toutes ces villes conquises raportent à l'Estat, et par conséquent qu'il falloit les garder toutes, jusqu'à la derniere extremité, ceux qui avoient esté du sentiment contraire, ont tombé d'abord dans celui dud. Pensionnaire, et jusqu'à present il n'y a aucune apparence de les abandonner<sup>407</sup> ».

Quoi qu'il en soit, la bataille de Ramillies a fait perdre au parti des monarchies Bourbon les perspectives stratégiques qui s'offraient aux troupes opérant aux Pays-Bas après la réunion – sinon d'un point de vue politique, du moins d'un point de vue militaire – des territoires français et « belges » : les troupes des Deux-Couronnes n'ont plus après 1706 l'occasion de menacer sérieusement le territoire hollandais. Ramillies s'inscrit ainsi dans le long processus de l'irrésistible recul des Français aux Pays-Bas, manifesté par la perte de Liège en 1702, de Bonn en 1703 ou encore par celle d'Huy en 1705.

Cette bataille les a ainsi ramenés sur les anciennes frontières où les armées de Louis XIV s'étaient si souvent battues pendant les guerres précédentes. Par conséquent, n'est-il pas possible de comparer ce retour sur les anciennes frontières en 1706, au retour sur les bords du Rhin après Blenheim ? Les ressemblances entre la campagne qui suit Ramillies, et celle qui se déroule après la seconde bataille d'Höchstädt, sont éclairantes.

---

<sup>406</sup> « We could make Monsieur de Vandome much more uneasy, if we had not the plague of covering Bruxelles, and the rest of the great towns ». Marlborough à Godolphin, Meldert, 6 juin 1707, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 794-795, cité par J. Ostwald, « The "decisive" battle of Ramillies... », art. cit., p. 669.

<sup>407</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°69, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 10 mars 1708.

### 3.3.2. Le fardeau bavarois

#### 3.3.2.1. *Les généraux français et la guerre en Bavière*

Les plaintes exprimées par les généraux français chargés de défendre les Pays-Bas font comme un écho aux récriminations des militaires opérant en Allemagne en 1704. Au début du mois d'août en effet, avant même la bataille Blenheim, les Français se demandent de plus en plus quel est l'intérêt qu'ils retirent de l'alliance bavaroise. Ils considèrent qu'au vu de la difficulté des communications, ils auront du mal à défendre les territoires de l'Électeur, alors que les ennemis pourront se rendre aisément de Flandre en Bavière. Ces derniers seront toujours à même d'espérer une supériorité numérique qui leur permettrait d'accabler ce petit État, contraignant les Français à dépenser leur temps et leur argent à soutenir Max-Emmanuel au détriment des autres fronts. Tallard est le maréchal le plus résolument hostile à ce soutien : « J'ay toujours preveu ce qui arrive : les ennemis, de detachements en detachements contre l'Electeur, attireront toutes les forces de Vostre Majesté dans l'Empire où il ne convient point qu'elles soient, parce qu'elles sont sans communication, et dont elles ne peuvent sortir ou entrer que par effort »<sup>408</sup>. Les généraux français se demandent, dès août, ce qui se passera à la fin de la campagne. Tallard pense devoir, à l'automne, faire revenir ses hommes en Alsace : « À la fin il faut revenir si l'on ne gagne point de bataille »<sup>409</sup>. Écraser à plates coutures les ennemis serait en effet l'occasion de s'emparer de toute la Franconie, et de garantir la sécurité de la Bavière pour la campagne suivante, mais Tallard ne croit pas à un futur combat. Comme au début de l'année, le marquis de Chamlay est celui qui fait les propositions les plus audacieuses, et les plus opposées à celles du maréchal : selon Chamlay, les Français doivent pousser au maximum les Alliés pour permettre aux armées d'hiverner dans l'Empire – mais pas dans la Bavière, qui est ruinée<sup>410</sup>. Les fréquentes courses chez les princes d'Empire hostiles à la France devraient suffire à nourrir les soldats. Quoi qu'il en soit, tous s'accordent à reconnaître qu'établir une bonne communication avec la Bavière est l'objectif essentiel de la fin de la campagne, sans laquelle les armées seront irrémédiablement perdues. Mais Tallard représente au roi toutes les difficultés de cette communication : l'installation de troupes dans toutes les gorges de la Forêt noire, la nécessité de s'emparer de tous les postes que les

<sup>408</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°75, Tallard au roi, camp de Hart, 16 juillet 1704.

<sup>409</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°8, Tallard à Chamillart, Lauterbourg, 19 juin 1704.

<sup>410</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°134, mémoire de Chamlay sur les affaires d'Allemagne, Versailles, 17 août 1704.

ennemis peuvent avoir entre le Danube et le lac de Constance<sup>411</sup>. Pour mener à bien de telles opérations, il faudrait y employer une « force terrible », c'est-à-dire des armées entières, qu'on ne pourrait ainsi utiliser ailleurs<sup>412</sup>.

Les difficultés que les Français éprouvent en Bavière les incitent alors à proposer au roi une solution radicale : l'abandon pur et simple de l'électorat. Dès le 18 juillet, alors qu'il s'ennuie à assiéger Villingen, Tallard soumet à Louis XIV un projet étonnant : il propose de rassembler, à la fin de l'année 1704, c'est-à-dire après le retour de Marlborough vers la Flandre, toutes les troupes françaises et bavaoises. Quelques temps auparavant, l'Électeur, feignant d'être las de voir son territoire devenu un champ de bataille, aura fait semblant d'abandonner le camp français, et aura à cette fin signé un traité de neutralité avec l'Empereur à même de mettre son pays en sécurité. Ensuite, Max-Emmanuel, « montant à cheval », reviendrait à toute vitesse vers ses armées, qui prendraient le chemin des Pays-Bas, où elles seraient mieux employées – et mieux nourries – qu'au cœur de l'Empire<sup>413</sup>.

Une dizaine de jours plus tard, le plan de Tallard s'est précisé : il indique à Chamillart, dans deux lettres successives, qu'il serait intéressant, pour « ne plus risquer un aussy grand corps de troupes »<sup>414</sup> en Bavière,

« de dire à l'Electeur, au lieu de luy proposer de faire sa paix, que le Roy, ne pouvant plus soustenir une guerre si à charge, luy offre dez à cette heure de le mettre en possession des Pays Bas, s'il veut venir avec toutes ses troupes jointes à celles du Roy et se charger de la deffense de ces pays là, qui seroient devenus son bien propre moyennant les secours dont il auroit besoin qu'on luy fourniroit »<sup>415</sup>.

Cette manœuvre produirait deux grands avantages : elle débarrasserait la France du fardeau bavarois, tout en lui permettant encore de disposer des troupes de l'Électeur, et elle retirerait aux Espagnols le contrôle des Pays-Bas, en le donnant à un prince plus faible et plus aisément manipulable<sup>416</sup>. La Bavière elle-même serait protégée des déprédations impériales par la présence de l'Électrice.

Nous savons à quel point Tallard, personnellement passionné par les questions de ravitaillement, détestait l'idée de se retrouver dans l'Empire. Mais d'autres généraux, lassés

---

<sup>411</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°75, Tallard au roi, camp devant Villingen, 18 juillet 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 527-532.

<sup>412</sup> *Ibid.*

<sup>413</sup> *Ibid.*

<sup>414</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°104, Tallard à Chamillart, camp de Mösskirch, 25 juillet 1704.

<sup>415</sup> *Ibid.*

<sup>416</sup> En l'absence de l'Électeur, la direction était assurée par Bedmar, gouverneur général intérimaire, et officier général espagnol.

des fatigues et des inquiétudes que génèrent l'encombrant allié, se décident progressivement à appuyer ce projet : Marcin souligne dès la mi-juillet que la neutralité de l'Électeur épargnerait « la depense excessive de l'entretien, dans un pays si éloigné, d'une armée qu'il faut reparer tous les ans et qui est preste à tomber souvent dans de grandes extremitez faute de communication et de subsistance »<sup>417</sup>. En août, c'est au tour du maréchal de Villeroy d'écrire, après avoir reçu des lettres de Marcin et de Louis XIV : « Je pense les mesmes choses en general sur les affaires de Baviere, c'est-à-dire, Sire, qu'il faut songer de bonne heure aux moyens d'establiir une communication avec la Baviere pendant l'hiver ou se determiner à ne plus soutenir cette guerre, qui epuiseroit la France d'hommes, et d'argent, s'il falloit la soustenir par des efforts extraordinaires, et toujours hazardeux, comme l'on a fait jusques à present »<sup>418</sup>.

La bataille de Blenheim épargne définitivement aux Français de tels soucis, et il n'est pas absurde de penser que de nombreux officiers généraux se seraient secrètement réjouis de cesser de se battre pour l'Électeur de Bavière, si la seconde bataille d'Höchstädt n'avait pas également représenté la perte de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, et la chute des forteresses de Landau, Trèves et Trarbach.

### 3.3.2.2. « *Lieber bairisch sterbn als wie kaiserlich verderbn* »<sup>419</sup>

De surcroît, c'est désormais à Léopold de s'occuper d'un électorat dont la population ne tarde pas à remuer. Les Impériaux ont en effet décidé de mettre le pays en coupe réglée, pour subvenir aux besoins financiers liés à la triple nécessité d'envoyer des armées en Hongrie contre les Malcontents, en Italie et sur la frontière rhénane. Les monastères et les châteaux sont pillés, les villes et les paysans sont pressurés d'impôts<sup>420</sup>. Un règlement des quartiers d'hiver pour les troupes impériales en Bavière au début de l'année 1706 indique que la région doit fournir 70 000 portions, à prélever par les autorités locales<sup>421</sup>. Un pays conquis ne pouvait guère s'attendre à moins<sup>422</sup>. Mais la lourdeur des prélèvements d'argent est rendue plus

<sup>417</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748 n°170, Marcin à Chamillart, camp sous Augsbourg, 18 juillet 1704.

<sup>418</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°29, Villeroy au roi, Offenbourg, 14 août 1704.

<sup>419</sup> « Plutôt mourir bavarois que de s'avilir à devenir sujet de l'Empereur ». C. Probst, *op. cit.*, préface, non paginé.

<sup>420</sup> *Ibid.*, p. 426.

<sup>421</sup> AE Autriche 86, fol. 261r-262v, règlement des quartiers d'hiver et de la nourriture des troupes impériales, [traduit de l'allemand], s.l., 27 janvier 1706.

<sup>422</sup> Christian Probst souligne que Léopold ne pouvait guère ménager la Bavière, puisque ses propres États héréditaires étaient eux-mêmes lourdement sollicités pour fournir de l'argent, du matériel et des hommes :

insupportable encore par l'insécurité ressentie par la population. Les membres de l'administration centrale ou urbaine réputés trop favorables à l'Électeur et à la victoire de la France sont congédiés sans ménagements. Les troupes d'occupation, habituées à la guerre de partis, razzient le plat pays. Enfin, pour combler le besoin en hommes des armées impériales, on recrute de force des soldats qu'on envoie ensuite en Italie – on ne souhaite pas les envoyer dans des territoires sous le commandement de l'Électeur<sup>423</sup>.

La population ne tarde pas à se rebeller contre de telles méthodes, et ses réactions sont suivies avec attention depuis Versailles et Bruxelles. On apprend avec plaisir, au mois de janvier 1706, qu'une dizaine de milliers de paysans se sont soulevés contre les Impériaux<sup>424</sup>. Toute la société bavaroise a participé au soulèvement, des représentants de l'administration urbaine aux paysans et artisans – sans négliger le rôle d'anciens officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de l'Électeur, et des aubergistes, particulièrement touchés par les pillages. Les cadres traditionnels des émeutes populaires, les nobles et les ecclésiastiques, sont également représentés<sup>425</sup>.

La réaction est rapide : les soldats de l'Empereur, mieux entraînés, plus disciplinés, mieux armés, prennent vite l'initiative, tandis que les chefs des rebelles ne s'accordent pas sur les objectifs<sup>426</sup>. Les Impériaux écrasent le mouvement à Aidenbach, le 7 janvier 1706, laissant sur la place plus de quatre mille morts bavarois. L'Électeur n'est pas découragé par cet échec et propose à Louis XIV d'envoyer des fonds aux rebelles, ainsi que des officiers, pour guider et discipliner le mouvement<sup>427</sup>. Le Roi-Soleil, toujours aussi peu confiant envers les soulèvements populaires, ne veut envoyer ni soutien financier ni officiers français, mais laisse l'Électeur maître de ses propres hommes<sup>428</sup>. La difficulté des communications – Rouillé proposait de faire passer les lettres et les officiers par Venise<sup>429</sup> – et la faiblesse du secours expliquent l'effondrement rapide du mouvement<sup>430</sup>. Pourtant, C. Probst souligne que le

---

« Seine eigenen Erblände mussten das Letzte am Geld, Material und Menschen für den Krieg hergeben ; so konnte er das Land des vertriebenen Reichsrebelln nicht schonen ». C. Probst, *op. cit.*, p. 429.

<sup>423</sup> *Ibid.* Les soldats ainsi recrutés sont d'une fiabilité bien relative. C'est pourquoi le duc de Vendôme a l'occasion en Italie de lever un régiment de déserteurs bavarois, qu'il offre à l'Électeur lorsqu'il prend en août 1706 le commandement des armées de Flandre. AE Bavière 58, fol. 147r-148v, Rouillé à Chamillart, Mons, 24 juin 1706.

<sup>424</sup> AE Bavière 55, fol. 25rv, Rouillé à Torcy, Bruxelles, 9 janvier 1706.

<sup>425</sup> C. Probst, *op. cit.*, p. 427. Faire une référence à Bercé pour les soulèvements populaires? Itération 2.

<sup>426</sup> AE Bavière 55, fol. 25rv, Rouillé à Torcy, Bruxelles, 9 janvier 1706.

<sup>427</sup> AE Bavière 55, fol. 21r-23r, Rouillé au roi, Bruxelles, 8 janvier 1706. L'Électeur dispose en effet d'un grand nombre d'officiers inemployés, ces derniers ayant probablement moins déserté que leurs soldats lors de l'évacuation de la Bavière.

<sup>428</sup> AE Bavière 55, fol. 28r-30r, Louis XIV à Rouillé, Versailles, 13 janvier 1706.

<sup>429</sup> AE Bavière 55, fol. 21r-23r, Rouillé au roi, Bruxelles, 8 janvier 1706.

<sup>430</sup> AE Bavière 55, fol. 66r-67v, Rouillé au roi, Bruxelles, 31 janvier 1706.

soulèvement bavarois compliqua la situation de l'Empereur, en le contraignant à laisser un grand nombre de troupes pour tenir l'Électorat et réprimer les mouvements de guérilla<sup>431</sup>.

### LES FRUITS D'UNE BATAILLE

Tous les auteurs militaires s'accordent à dire que le premier effet d'une défaite est la désagrégation morale de l'armée. Le vainqueur doit profiter de l'ascendant qu'il prend le jour de la bataille pour exploiter au maximum ses avantages psychologiques sur le vaincu, c'est-à-dire lui infliger des dommages physiques – que ces dommages soient entendus en termes de vies humaines, de territoires ou de forteresses :

« Seul ce profit-là lui restera acquis. Les forces morales, elles, finissent par se reconstituer chez l'adversaire ; l'ordre se rétablit à la longue, le courage se ranime, et dans la majorité des cas, il ne subsiste qu'une très faible partie de la suprématie acquise, souvent aucune, et dans certains cas assez rares l'esprit de revanche et d'hostilité plus intense peut produire l'effet opposé. Par contre, ce qu'on a gagné en tués, blessés, prisonniers et canons ne peut plus s'effacer du compte »<sup>432</sup>.

Clausewitz nous donne là une définition de la « poursuite » stratégique, dont les exemples des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne représentent de tristes illustrations. Au soir de chacune de ces batailles, les pertes physiques sont réelles, mais elles ne sont pas toujours disproportionnées par rapport à celles du vainqueur<sup>433</sup>. Les dommages matériels sont en général plus importants, comme l'illustre le cas de l'armée française d'Italie, contrainte d'abandonner le formidable matériel de siège amassé devant Turin. Mais le pire est que le ressort moral de l'armée est rompu, en 1704 comme en 1706 : on voit l'ennemi partout et rien ne lui semble impossible : aucun fleuve, aucune forteresse ne représente alors une protection suffisante pour une troupe traumatisée qui cherche la sûreté d'un refuge.

La reconstitution de l'armée au plan physique comme au plan moral n'en est que plus longue. En 1704, on ne recherche même pas à reprendre l'initiative, malgré la réunion des forces de Villeroy, de Marcin et de l'Électeur, et on attend que l'hiver arrive. Des efforts plus importants sont faits en Italie en 1706, mais les difficultés matérielles et le manque de temps font échouer l'entreprise. La même année, aux Pays-Bas, il a fallu plus de deux mois aux

---

<sup>431</sup> C. Probst, *op. cit.*, p. 431.

<sup>432</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>433</sup> Leur ampleur sera discutée *infra*, section 5.3.

Français pour reconstituer leur instrument militaire – et encore celui-ci se montre-t-il largement passif. Ces pertes permettent à l'ennemi de s'emparer de territoires considérables. L'ampleur des conquêtes réalisées est inusitée, à l'échelle du xvii<sup>e</sup> siècle. Des dizaines de places fortes, des régions entières tombent aux mains des Alliés, alors que les Français se pensaient toujours, à la veille des batailles, en position de force – ou du moins d'égalité. Lorsque les officiers de Louis XIV évoquaient, à l'été 1706, « la décision de la guerre d'Italie » pour la fin de la campagne, ils n'imaginaient pas que ce puisse être à leurs dépens<sup>434</sup> !

Au vu de l'ampleur des désastres, de multiples critiques s'élevèrent, et ceci dès les lendemains de la bataille, pour affirmer qu'il aurait fallu éviter le combat. C'est tout particulièrement le cas pour les opérations d'Allemagne en 1704 et de Flandre en 1706<sup>435</sup>. Cela revenait à considérer que la bataille ne profitait jamais qu'aux Alliés : elle était décisive, en quelque sorte, à sens unique. On a souvent assuré, à propos de la campagne de 1704, que le combat était inutile, puisque les troupes ennemies n'auraient pu survivre dans une Bavière dévastée, et dont les seules places contrôlées – Rain, Neubourg et Donauwerth – n'étaient guère solides : ils auraient à coup sûr été forcés de se retirer<sup>436</sup>. À l'appui de cette thèse viennent les indications du maréchal de Marcin qui assure que les Coalisés n'ont pas traité l'Électorat « comme un pays où ils ayent eu le dessein de demeurer, l'ayant bruslé et devasté autant qu'il leur a esté possible »<sup>437</sup>. La correspondance des généraux alliés tend à abonder dans le même sens : tandis que Marlborough se plaint à la fin du mois de juillet 1704 « qu'on n'a pu amasser que 600 sacs de grain, étant très peu de choses pour fournir à nos besoins »<sup>438</sup>, le prince Eugène assure que si Ingolstadt n'est pas prise avant la fin de la campagne, l'Empire en deçà du Danube et les pays héréditaires de l'Empereur ne seront pas couverts pendant le quartier d'hiver<sup>439</sup>.

---

<sup>434</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706. « Nous pourons finir la guerre d'Italie en prenant Turin, qui est la grande affaire », renchérit Vaudémont (SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°165, Vaudémont à Chamillart, Milan, 30 janvier 1706).

<sup>435</sup> Voir par exemple les réflexions de M. de Castries, qui considère la décision de combattre à Höchstädt et à Ramillies comme l'une des principales fautes commises par les généraux. SHD AG, 1M 250 bis, « Reflexions de M. de Castries sur des extraits de Folard et de Puiséguir sur les batailles », s.l., s.d., p. 72. Voir aussi *infra*, section 9.2.2.2.1.

<sup>436</sup> SHD AG, 1M 124/1, relation de la campagne de 1704 en Suabe et Baviere de l'armée impériale contre les armées françoises, s.d., s.l.

<sup>437</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°194, Marcin à Chamillart, camp près Augsburg, 5 août 1704.

<sup>438</sup> Marlborough à M. Baldwin, camp de Friedberg, 28 juillet 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 375-376.

<sup>439</sup> « Operations-Entwurf des Prinzen Eugen », Heidenheim, 2 août 1704, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 136-138, n°94.

On a en revanche trop souvent négligé les risques qu'avaient pris Marlborough et Eugène : Villeroy ne pensait pas qu'ils oseraient commettre « l'Empereur, et l'Empire au sort d'une bataille, qui pourroit ruiner dans un instant toutes leurs affaires »<sup>440</sup>. Les troupes alliées battues, la Franconie aurait été accablée par deux puissantes armées françaises qui se seraient emparées sans mal de villes laissées sans défense comme Nördlingen ou Nuremberg. Puisqu'elles restaient seules dans l'Empire, l'une d'entre elles aurait pu rester en Franconie, tandis que l'autre menait un raid sur l'Autriche. Plus grave encore : la nouvelle de la présence d'Eugène en Bavière aurait pu inciter Villeroy à forcer les lignes : on imagine la difficulté de la marche retour des troupes anglaises, abandonnant un pays dévasté, ne pouvant plus emprunter le chemin de l'aller, puisque Phillipsbourg était aux mains des Français.

D'autre part, nous pouvons nous demander ce que les troupes françaises auraient fait si elles s'étaient mieux retranchées : elles auraient probablement été observées de longues semaines par les Alliés, elles auraient laissé prendre Ingolstadt, elles auraient enfin été contraintes de retourner sur le Rhin pour les quartiers d'hiver, laissant Marlborough retourner en Flandre. Ceci aurait laissé l'image d'une campagne de 1704 assez peu glorieuse pour le parti des Deux-Couronnes, qui avait laissé détruire pendant un mois le pays de son principal Allié. Rien n'aurait empêché en 1705 Marlborough de retourner dans l'Empire. En réalité, accepter le combat dans le camp assez avantageux de Blenheim n'était ni une absurdité, ni une grossière erreur.

Il est tout aussi pertinent de se poser la question de l'opportunité de livrer bataille pour à propos de Ramillies. En 1706, il ne fait guère de doute que le mouvement de Villeroy était précipité : la prudence la plus élémentaire aurait dû l'amener à attendre Marcin. Toutefois, la ville de Léau méritait-elle les risques d'un affrontement ? Louis XIV le pensait. Le président Rouillé en revanche désapprouvait fortement la volonté française de « jouer grand jeu » : « Si [les ennemis] ont l'avantage, ils seront les maîtres du Brabant, qui est un objet bien considerable pour eux et si la fortune est pour nous, tout ce qui nous en reviendra sera de prendre Leau et tout au plus Liege ; l'un n'est pas comparable à l'autre »<sup>441</sup>. Cet avis est d'autant plus frappant qu'il est émis avant même que la bataille ait lieu. On peut toutefois considérer que les troupes des Deux-Couronnes ne pouvaient pas se contenter d'une perpétuelle défensive aux Pays-Bas, et qu'une année ou l'autre, Marlborough aurait su les contraindre à un engagement.

---

<sup>440</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°29, Villeroy au roi, Offenbourg, 14 août 1704.

<sup>441</sup> AE Bavière 55, fol. 268r, Rouillé à Torcy, Bruxelles, 23 mai 1706.



La question se pose-t-elle à propos de la bataille d'Audenarde ? On peut considérer qu'un refus de combattre, de la part des Français, aurait probablement abouti au même résultat que la retraite de l'armée au soir de la bataille. Toutefois, éviter le combat aurait épargné aux troupes les pertes, les souffrances et surtout la démoralisation. De ce point de vue-là, ce n'est pas la bataille d'Audenarde qui fut décisive, mais la marche des troupes de Marlborough vers la ville et la rapidité avec laquelle elles ont franchi l'Escaut.

Paradoxalement, c'est peut-être la bataille de Turin, la seule à l'occasion de laquelle aucune « volonté de combattre » imprudente de la part des Français n'a jamais été critiquée, qui aurait mérité de ne pas être menée. Si les troupes avaient levé le siège, quelques jours avant l'avancée du prince Eugène, pour se retirer sur les places qu'elles tenaient en Italie, elles n'auraient guère pu être assaillies par des forces impériales épuisées – et ravies de sauver la capitale piémontaise sans coup férir. Elles auraient pu prendre des quartiers d'hiver confortables en Lombardie, et reprendre la guerre au printemps 1707, dans une situation assez similaire à celle qu'elles avaient connue de 1703 à 1705. Mais, à la fin du mois d'août 1706, aucun général français ou espagnol n'aurait même osé émettre une telle opinion. La volonté de terminer la guerre en Italie, la confiance en la valeur des troupes françaises, ainsi que le motif souverain de l'honneur s'y opposaient résolument.

On voit ainsi – les exemples bavarois et flamands étant les plus significatifs – que les fruits d'une bataille auraient probablement pu être aussi bien obtenus par une approche plus prudente, moins brutale et moins risquée. C'est que les positions françaises, dans les territoires qu'ils étaient chargés de défendre, n'étaient pas si solides qu'un rapide examen pouvait le laisser penser. L'image d'une « ceinture de fer » érigée par Vauban ne doit pas faire oublier que cette barrière ne comprenait pas les places des Pays-Bas prises par Marlborough en 1706. Les territoires flamands et italiens de la monarchie d'Espagne étaient protégés par des forteresses mal entretenues, que l'état des finances françaises ne permettait pas de relever. Les améliorations de la forteresse de Huy décidées en 1703, par exemple, n'avaient été que partielles, alors que les Hollandais améliorèrent considérablement les défenses lorsqu'ils s'en rendirent maîtres<sup>442</sup>. Dans ces circonstances, l'armée française semblait condamnée au lent recul qu'elle avait effectué depuis 1702 aux Pays-Bas espagnols. Ramillies le précipita. En 1704, alors qu'il venait d'être fait prisonnier, Tallard avait averti Marlborough que si les Alliés « faisaient leurs efforts sur les Pays-Bas, où la frontière

---

<sup>442</sup> J.-P. Rorive, *Les misères de la guerre...*, op. cit., p. 366.

d'Espagne étoit plus accessible, ils nous feroient plaisir de prendre Anvers et Bruxelles, et Louvain parce qu'il nous rejetteroit à l'ancienne frontiere de Namur presque inexpugnable »<sup>443</sup>, prédisant ainsi les résultats de l'année 1706. Mais il croyait que de tels progrès seraient « l'ouvrage de deux ou trois campagnes, et par consequent l'employ de deux ou trois cens millions »<sup>444</sup>.

La situation des Deux-Couronnes en Italie étoit tout aussi précaire depuis 1701. Enfin, aucun front n'étoit plus redouté que celui de Bavière : les généraux de Louis XIV, négligeant les avantages à tirer d'une base de départ au cœur de l'empire, insistaient continuellement sur les difficultés et les dangers d'une guerre loin des frontières de France. La génération des compagnons de Turenne qui avaient connu la guerre de Trente Ans en Allemagne avait disparu depuis longtemps.

Au-delà du contexte financier, l'environnement diplomatique et social des territoires à défendre joua un rôle déterminant. Les officiers et les troupes d'Espagne, traditionnellement hostiles aux Français, voyaient les défaites de ces derniers comme des signes de la faveur du prétendant Habsbourg. Leurs homologues bavarois, qui avaient combattu à leurs côtés contre le Roi-Soleil durant la guerre précédente, ne comprenaient pas l'attitude de l'Électeur. Maximilien-Emmanuel ne fut rejoint que par les plus fidèles de ses officiers, qui servirent à ses côtés tout le long de la guerre ; il fut abandonné par sa propre femme. Les populations locales n'étaient pas plus favorables aux Français. En Italie, elles étaient excédées par les dérèglements des militaires, que le duc de Vendôme avait trop longtemps tolérés, et qu'on excusait en raison de la misère matérielle des soldats. Les bourgeois flamands ne voulaient pas plus que les habitants de la Lombardie voir leurs cités détruites pour défendre les positions de Louis XIV. Il est un exemple qui regroupe en lui tous les facteurs expliquant la rapidité des progrès alliés de 1706 : celui de la ville d'Alessandria. Le prince Eugène réussit à se rendre maître de cette place, stratégiquement l'une des plus importantes de Lombardie, grâce aux problèmes financiers de la monarchie, incapable de consolider les fortifications, puis de payer les troupes de garnison. Il bénéficia de l'hostilité de la population et des élites locales – la noblesse et l'évêque –, et de la complaisance, voire de la trahison, du gouverneur. Le plus frappant, c'est que lorsqu'elle se rendit, la place n'était menacée que par 4 000 cavaliers alliés – toute l'infanterie ennemie étant au siège de Tortona – et par quelques pièces de canon.

---

<sup>443</sup> AE Angleterre 217, fol. 295r-301r, « Rapport des deux premières conversations que M. le maréchal de Tallard a eue avec Milord Marlborough en Suabe ».

<sup>444</sup> *Ibid.*

Ce n'est pas tant les maraudages des Français qui incitèrent les Vénitiens à aider les Impériaux, qu'un calcul froidement diplomatique. La République craignait la toute-puissance, en Italie, du parti des Deux-Couronnes. Il fallait respecter l'équilibre entre Habsbourg et Bourbon, seul moyen de conserver la liberté des petits États de la Péninsule. Lorsqu'ils fournirent au prince Eugène du matériel de pont sur l'Adige, les Vénitiens espéraient bien que ce dernier allait sauver Turin et rétablir un certain équilibre en Italie. Mais ils ne prévoyaient pas l'ampleur de son succès :

« [Contrairement à] la populace, qui n'aime pas la France sans en sçavoir la raison, ou de la plupart des nobles, qui ne regardent que l'avantage de ne se plus voir exposez aux malheurs de la guerre, les premiers Senateurs ont ressenty une véritable douleur lorsqu'ils ont connu toute la perte que les deux couronnes de France et d'Espagne ont faite devant Turin [...]. Ils ont senty que la balance et le torrent de la fortune de vos Ennemis n'estoient plus arrestez, que les Estats d'Italie estoient dans un grand péril, que M. le duc de Savoye pouvoit se flater d'obtenir de grands avantages dans la suite de cette guerre. Enfin ils ont compris que la fierté des Anglois et des Hollandois alloit devenir sans bornes »<sup>445</sup>.

De fait, la capitulation générale de mars 1707 laissait aux Savoyards et aux Impériaux la haute main en Italie. Quatre-vingt-dix ans plus tard, les Autrichiens, avec le soutien de Bonaparte, annexaient Venise. Quelques années après les paix d'Utrecht et de Rastadt, Mérode-Westerloo pouvait prévoir que « ce traité si célèbre » rendrait peut-être le duc de Savoie « bientôt maître de toute l'Italie par son savoir-faire »<sup>446</sup>. Si l'on accepte de se projeter à l'échelle de plusieurs décennies ou de plusieurs siècles, la victoire de Victor-Amédée sous les murs de Turin peut bien apparaître décisive : elle scelle le sort de la Sérénissime République, et elle donne au souverain piémontais – bientôt roi de Sicile puis de Sardaigne – une stature qui lui permet de réaliser à son profit l'unité italienne. Mais ne sacrifions pas aux tentations d'une histoire téléologique...

---

<sup>445</sup> AE Venise 148, fol. 114r-121v, Pomponne au roi, Venise, 18 septembre 1706. Quelques semaines plus tard, la nouvelle des progrès des Impériaux en Italie fut aussi durement ressentie : « La République a entendu avec beaucoup de chagrin que le prince Eugene avoit pris possession de Milan au nom de l'Empereur. Elle connoist, mais trop tard, qu'elle a contribué par tout ce qui a dependu d'elle à se former des chaines, si le chateau de Milan ne se defendoit point » (AE Venise 148, fol. 151r-157r, Pomponne au roi, Venise, 2 octobre 1706).

<sup>446</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 371. Néanmoins, toutes les prévisions de Mérode-Westerloo ne furent pas confirmées par la suite : il prévoyait que le duc d'Orléans deviendrait roi de France !

Ainsi, en fonction du point de vue duquel on se place, chaque défaite de la guerre de Succession d'Espagne peut compter – ou ne pas compter – au rang des batailles décisives. C'est que ce concept est extrêmement malléable, et a été employé, dans la littérature militaire, selon toutes les acceptions possibles. Le général Lucien Poirier souligne que la plupart des auteurs ont complètement négligé l'ambiguïté fondamentale du caractère décisif d'un événement militaire : « En dépit de leurs inégales échelles et dimensions (nature et volume des moules de forces, étendue et durée du duel), on appliqua indifféremment l'attribut « décisif », d'une part, aux diverses séquences d'opérations élémentaires, plus ou moins brèves et locales, constitutives de l'action d'ensemble, globale, qu'est toute guerre ; d'autre part à celle-ci qui couvre l'espace d'un ou plusieurs théâtres, et s'étend sur toute la durée des hostilités »<sup>447</sup>.

Le général Poirier donne l'exemple des grandes victoires de Napoléon, décisives d'un certain point de vue (Austerlitz entraîne la capitulation de l'Autriche), mais moins que sa défaite de Waterloo qui marque définitivement la fin de l'Empire. En réalité, tout dépend du point de vue et des critères adoptés... Si l'on s'intéresse à l'environnement diplomatique, économique ou social, on peut considérer que Waterloo est moins décisive que la bataille d'Austerlitz : la seconde avait renversé l'équilibre des forces en faveur de Napoléon, alors que la première ne faisait qu'entériner son infériorité numérique globale en Belgique... À l'inverse, c'est Waterloo qui est la bataille décisive si l'on revient à l'acception stricte de l'adjectif. La bataille « décisive » est celle qui termine la guerre : « Ce qui importe aux belligérants, c'est l'issue de leur duel, la sortie de guerre qui répond d'une manière décisive, ou non, à leur but de guerre et accomplit sans appel, ou non, leurs fins politiques »<sup>448</sup>.

Lorsque Clausewitz prône l'engagement sanglant destiné à détruire le « centre de gravité » de la puissance adverse, c'est pour obtenir l'issue rapide du conflit. De ce point de vue-là, il n'est pas envisageable que Blenheim, Ramillies, Turin ou Audenarde soient toutes considérées comme décisives, puisqu'une seule bataille peut mériter ce titre au cours d'un même conflit. Notons enfin qu'il s'écoule six ans entre la dernière de ces défaites et la fin de la guerre...

En revanche, on peut compter les batailles de Blenheim et de Turin comme décisives si l'on s'extrait des enjeux globaux de la guerre de Succession d'Espagne pour s'intéresser aux objectifs particuliers des belligérants. Revenons à Clausewitz : « Dans les petits États qui dépendent de plus grands », le centre de gravité « se trouve en général dans l'armée de ses

<sup>447</sup> Général Poirier, préface de l'ouvrage de Basil H. Liddell Hart, *Stratégie*, Paris, Perrin, 2007, p. 42.

<sup>448</sup> *Ibid.*

Alliés »<sup>449</sup>. La destruction de l'armée française entraîne effectivement l'occupation de la Bavière ; jamais les Français n'eurent l'envie ou la possibilité de la reconquérir. Blenheim est probablement une défaite décisive pour la Bavière, qui est se voit distancée par les autres puissances régionales du Saint-Empire et surtout par la Prusse. À l'inverse, la levée du siège de Turin est également décisive en faveur du Piémont, puisque les troupes de Louis XIV ne tentèrent pas de repasser les Alpes.

Faut-il en conclure que le centre de gravité du parti des Deux-Couronnes ne résidait pas en ses armées ? De fait, les Alliés n'ont jamais pensé qu'une seule défaite, aussi considérable fût-elle, suffirait à abattre la puissance louis-quatorzienne. Leur objectif était de s'emparer des centres du pouvoir, c'est-à-dire des capitales françaises et espagnoles. Et pourtant, contrairement à leurs espérances, même la chute de Madrid ne suffit pas à régler le sort de la guerre en Espagne. Il faudrait donc chercher encore ailleurs ce fameux centre de gravité... On peut émettre l'hypothèse qu'il résidait plutôt dans la personne du ou des souverains. Si Philippe V avait été tué ou fait prisonnier au cours de l'une des batailles qu'il dirigea en personne, le testament de Charles II serait devenu caduc. À cet égard, une des quatre batailles que nous avons étudiées aurait bien pu être décisive : celle d'Audenarde. À la fin de la journée, alors que les troupes françaises refluaient et que l'obscurité s'installait sur le champ de bataille, un détachement de cavalerie adverse manqua de faire prisonnier un groupe d'officiers français comprenant les ducs de Bourgogne, de Berry, de Vendôme, ainsi que le chevalier de Saint-Georges<sup>450</sup>. Ignorant de qui il s'agissait, les Coalisés préférèrent s'attaquer à d'autres troupes françaises. Que se serait-il passé si les Alliés avaient su reconnaître une si belle proie ? Comment Louis XIV aurait-il pu continuer la guerre alors que deux de ses petits-fils, dont le probable héritier de la couronne, étaient aux mains des ennemis ? On peut raisonnablement supposer que cette seule défaite aurait condamné la France à une solution diplomatique désastreuse.

---

<sup>449</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 692.

<sup>450</sup> Voir *infra*, section 7.1.2.

Au vu des critères que nous avons énoncés, on ne peut donc pas considérer les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne comme décisives au sens strict. Cela s'explique en raison des conditions dans lesquelles se menaient les conflits à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle. La lenteur de la logistique contemporaine, et l'impossibilité d'agir en hiver, permettaient toujours à l'adversaire de présenter au début de la campagne suivante une armée complète, revigorée et rééquipée. Les victoires de Marlborough et du prince Eugène agirent plutôt comme des accélérateurs de la guerre, en faisant obtenir en quelques semaines, voire quelques mois, ce qui aurait été le fruit de quelques campagnes sans engagement violent. Ces batailles ne transformèrent pas pour autant l'art de la guerre de l'époque. En particulier, elles ne rendirent pas inutiles les sièges. Elles permirent aux deux commandants de les mener dans les meilleures conditions possibles, pas de s'emparer de forteresses sans coup férir – à moins que les forteresses en question ne soient pas dignes d'en porter le nom. Ainsi, Marlborough fut capable, en 1706, de s'emparer de Menin et d'Ath alors que Vendôme disposait, à partir du mois d'août, d'effectifs pratiquement équivalents aux siens. L'état de faiblesse de son armée ne permit pas à Vendôme de tenter de secourir ces deux places, mais sa présence empêcha Marlborough de pénétrer plus profondément au cœur du territoire français. Remarquons d'ailleurs que l'attitude de Marlborough à partir de l'été 1706 ressort pleinement de la « guerre de siège », puisqu'il se contente d'assiéger une place après une autre<sup>451</sup>. Si nous nous replaçons dans le contexte de l'époque<sup>452</sup>, nous nous apercevons ainsi que la seule façon d'obtenir des résultats décisifs, c'est de se servir de l'outil militaire pour épuiser financièrement ou moralement l'adversaire. C'est en définitive l'accumulation de défaites qui est déterminante ; et du reste une seule victoire, celle de Villars à Denain, parvint à atténuer le caractère « décisif » des batailles de Blenheim, Ramillies, Turin, Audenarde, ou du siège de Lille.

Au lieu de voir dans Marlborough un précurseur de Napoléon, il serait plus juste – et tout aussi flatteur – de le considérer comme un militaire de son temps. Loin de révolutionner l'art de la guerre, il sut utiliser au mieux les techniques et les pratiques du début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>453</sup>. D'ailleurs, le général anglais lui-même, que l'historiographie montre en permanence obsédé par les batailles, prenait un soin précautionneux à disposer de tout le matériel

---

<sup>451</sup> Même David Chandler est amené à le remarquer : « There can be no denying that his campaign did become siege-dominated after 1706 ». D. Chandler, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 323.

<sup>452</sup> Jeremy Black, qui consacre un chapitre entier au caractère décisif des batailles, admet lui-même que la question de la bataille décisive est essentiellement posée par des historiens qui, éblouis par le modèle napoléonien, réfléchissent avec des concepts contemporains. J. Black, *European Warfare, ..., op. cit.*, p. 67.

<sup>453</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 273.

nécessaire pour se rendre maître d'une place dans les règles de l'art. Il était si fier de ses compétences en poliorcétique qu'il fit représenter tous ses grands sièges dans les tapisseries du *Blenheim Palace*<sup>454</sup>.

Il n'y a pas, dans l'esprit des généraux européens de la fin du règne de Louis XIV, une forme de « blocage mental » qui les empêcherait de concevoir l'utilité et l'efficacité des batailles, une inhibition dont auraient été débarrassés Eugène et Marlborough. Ces deux généraux n'étaient pas les seuls à croire aux vertus de la poursuite stratégique – leurs contemporains étaient tout aussi conscients de la nécessité d'exploiter les résultats de toute victoire, quand ils en avaient l'occasion<sup>455</sup>. Un éloge anonyme du duc de Vendôme insiste sur son attitude après la bataille de Calcinato, lorsqu'il poursuit les ennemis trois jours durant<sup>456</sup>. Les critiques qui s'élevèrent après la victoire de Luxembourg à Neerwinden, coupable selon elles de n'avoir pas suffisamment exploité son avantage, prouvent que le seul triomphe d'un jour n'était pas compté comme suffisant<sup>457</sup>.

Les deux vainqueurs de Blenheim, n'ont pas fait preuve d'une conception différente de l'art de la guerre, mais plutôt... de beaucoup plus d'audace. Ils acceptaient les risques de la bataille, car ils avaient suffisamment confiance en eux et en leurs troupes pour penser en tirer les fruits. Leur aura politique et leur réputation militaire les avaient relativement préservés des interventions de leurs Cours respectives. Les défaites françaises seraient-elles donc à attribuer au poids de Versailles sur les généraux, qui les aurait contraints à des mouvements précautionneux ? Les principaux désastres qui marquèrent la fin de son règne seraient-ils à mettre au seul passif du Roi-Soleil ?

---

<sup>454</sup> Voir *infra*, section 10.1.2.

<sup>455</sup> Montecuccoli lui-même considérait qu'il fallait, après une victoire, « pousser vivement les restes de l'armée battue [et] ne lui pas donner le temps de se reconnaître ». R. Montecuccoli, *Mémoires de Montecuculi...*, *op. cit.*, chapitre VI, « Des combats en campagne ».

<sup>456</sup> Certes, l'auteur en profite pour dénoncer « la conduite de beaucoup d'autres qui ne savent point profiter de leurs victoires en faisant des ponts d'or aux ennemis » ; mais cela indique que cette pratique était décriée. Arsenal ms 2738, « Éloge de monsieur le duc de Vendosme », p. 72.

<sup>457</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 208.

## Chapitre 4. Conduire l'armée du roi

*« Tout ce que l'on connaît du déroulement des événements de la guerre est en général très simple ; les faits se ressemblent quand on se borne à leur narration, et personne ne douterait des difficultés qu'il a fallu surmonter. De temps à autres seulement, [...] une partie des fils nombreux dont se tisse leur trame est mise au jour. La plupart des efforts et des luttes d'idées qui précèdent l'exécution d'un plan important sont volontairement dissimulés parce qu'ils touchent des intérêts politiques, à moins qu'ils ne tombent par hasard dans l'oubli par ce qu'on les considère comme un simple échafaudage dont il faut débarrasser l'édifice achevé ».*

Clausewitz, *De la Guerre*<sup>1</sup>

### LA THESE DE LA « STRATEGIE DE CABINET » DE SA NAISSANCE A SA CONTESTATION

Notre examen des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne nous a amenés à considérer les armées françaises comme des êtres doués d'une volonté unique : nous avons vu les objectifs qui leur furent assignés, leur comportement, les épreuves subies... Or les armées ne sont pas des corps animés par une seule tête, celle du général en chef ou du souverain. Elles sont en réalité soumises aux multiples volontés des membres qui la constituent. C'est à l'examen des comportements particuliers des différents individus qui composent une armée que nous allons désormais nous consacrer : après nous être intéressés aux facteurs externes, nous allons tenter d'ausculter, voire de disséquer les grands corps qui ont combattu de 1704 à 1708, pour identifier les facteurs internes de leurs défaites. En effet, au sein des multiples causes qui peuvent mener à un désastre, les défauts inhérents à un système de commandement (au sens d'un ensemble de décideurs, qui, à des degrés d'autorité divers, interagissent en vue d'un seul objectif : la conduite d'une armée) peuvent peser plus lourd que les qualités individuelles d'un général. L'inertie de quelques gradés, situés à des maillons cruciaux de la chaîne de commandement, peut faire échouer les plans les mieux préparés. Ces défauts peuvent également naître d'une mauvaise coordination entre chefs. Deux ou trois individus se partagent le commandement d'une même armée, ou doivent coordonner les mouvements de leurs troupes, tout en s'efforçant de respecter les consignes

---

<sup>1</sup> Carl von Clausewitz, *De la guerre*, traduit de l'allemand par Denise Naville, Paris, les Éditions de Minuit, 1984, p. 102.



envoyées directement de Versailles, par le roi ou son secrétaire d'État de la guerre. Ces personnes divergent souvent par leur tempérament, leur formation, leur expérience, leurs objectifs. Qui plus est, leurs décisions sont tributaires des renseignements dont ils disposent au moment précis où ils agissent, et bien souvent ils doivent choisir entre une action rapide mais hâtive, ou un délai prudent mais parfois fatal. Tous ces facteurs doivent être pris en compte pour comprendre l'origine de certains attermolements, de la plupart des erreurs commises pendant les campagnes.

Il s'agit ainsi de mettre au jour les relations entre les différents acteurs des décisions militaires, afin de dévoiler les stratégies individuelles qui sous-tendent leurs entreprises : les mesquineries, les jalousies, les complicités qui viennent perturber le « bien du service ». À cette fin, il faut faire apparaître les processus de « prise de décision »<sup>2</sup>, c'est-à-dire l'ensemble des interactions entre diverses personnes qui ont mené à la naissance, à l'évolution et la mise en œuvre d'une action. Ces processus témoignent des lignes de commandement réelles, qui viennent doubler, renforcer ou neutraliser les relations hiérarchiques théoriques. Une opération de faible envergure peut ainsi dangereusement prendre de l'ampleur, tandis qu'une décision prise au plus haut niveau peut s'enliser du fait d'une succession de blocages.

Ce chapitre fait la part belle aux relations au sein des plus hauts niveaux de l'armée. Cette focalisation est d'abord induite par les sources dont dispose l'historien, lesquelles se cantonnent le plus souvent à l'opinion et aux discours des généraux et des chefs administratifs. Le simple soldat, lui, n'utilise pas la plume pour exprimer son désaccord, mais ses pieds – en désertant. L'attention accordée aux relations au sein du haut commandement des armées s'inscrit également au sein d'un débat historiographique très fourni, sur lequel il paraît indispensable de revenir : celui de la discussion autour de la thèse de la « stratégie de cabinet ».

Selon cette thèse, les opérations sont dirigées depuis la Cour par le roi, le secrétaire d'État de la guerre et le marquis de Chamlay, véritable « chef d'état-major général » de Louis XIV<sup>3</sup>, dont les mémoires variés, détaillés et d'une précision frappante sont conservés au Service historique de la Défense. Les généraux à la tête des armées reçoivent des ordres de Versailles, et doivent les appliquer scrupuleusement, en se confinant aux tâches de gestion des

---

<sup>2</sup> Ce terme est la traduction littérale de l'expression anglo-saxonne « decision making » ; en effet, ce type d'études a été abondamment illustré par l'historiographie de ces pays. E. Pénicaud, *Michel Chamillart...*, *op. cit.*, t. I, p. 8.

<sup>3</sup> A. Corvisier, *Louvois...*, *op. cit.*, p. 364.

affaires courantes : approvisionnement, fourrage, organisation du camp... Et lorsque l'ennemi effectue une manœuvre non prévue par les mémoires, tout doit être immédiatement relaté à la Cour, qui envoie rapidement les instructions pour réagir aux mouvements de l'adversaire. Comme l'exprime Jean-Christian Petitfils, si l'intérêt principal d'une telle gestion des affaires est d'assurer l'« unité de commandement » des nombreuses armées françaises, elle a pour effet bien plus néfaste de « brider les généraux »<sup>4</sup>.

Cette thèse a longtemps été tellement répandue qu'elle n'a guère été discutée jusqu'à une période récente. Les envoyés étrangers à la cour de France furent, semble-t-il, parmi les premiers à dénoncer l'attitude de Louvois, qui ne supportait pas de devoir s'accommoder de généraux dont la compétence le dépassait. C'est ce qu'exprime Ézéchiél Spanheim :

« Quoique le commandement des armées de France, durant le cours de toute cette guerre (la guerre de Hollande), fût confié à des généraux de la considération ou du prince Condé ou de M. de Turenne, ou d'ailleurs des maréchaux de Créquy, de Schomberg et autres d'une capacité assez reconnue dans cette profession, [...] cependant ils n'étoient ordinairement chargés que du soin de l'exécution, et ainsi de ne faire des opérations et démarches que celles qui leur étoient comme prescrites par les ordres de M. de Louvois, qui se trouvoient autorisés par le roi, et qu'il leur falloir attendre souvent avec perte des conjonctures dont ils auroient pu se prévaloir »<sup>5</sup>.

Saint-Simon, faisant écho aux mêmes critiques, énonce la conception classique de la « stratégie de cabinet » : « Louvois, outré d'avoir eu à compter avec ces premiers généraux, se garda bien d'en former d'autres ; il n'en voulut que de souples, et dont l'incapacité eût un continuel besoin de sa protection. Pour y parvenir, il éloigna le mérite et les talents, au lieu qu'on les recherchoit avant le comble de sa puissance »<sup>6</sup>. La première conséquence de tout cela fut l'amoindrissement de la qualité des commandants : « C'étoient des généraux de goût, de fantaisie, de faveur, de cabinet, à qui le Roi croyoit donner, comme à ses ministres, la

---

<sup>4</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 598.

<sup>5</sup> Ézéchiél Spanheim, *Relation de la Cour de France en 1690*, édition par E. Bourgeois, Paris, Mercure de France, 1973, p. 155. Selon Primi Visconti, Turenne, qui était conscient de cette tendance, avait pressenti qu'elle ne ferait que s'accélérer : « Il [Turenne] me raconta que le roi voulait commander en campagne, bien qu'il n'y fût pas, et qu'ainsi Louvois faisait le connétable, et qu'un jour les généraux seraient contraints de prendre ses ordres bien qu'étant à cent lieues de lui ; qu'il avait seulement servi pendant un an et que le prince de Condé lui-même se dégoûterait quand il verrait la direction des armées aux mains de gens qui mériteraient plus le titre de valet que celui de capitaine ; que le roi y était résolu dans l'espoir de recueillir pour lui seul la gloire des belles actions et qu'il ne resterait aux généraux que la honte des défaites. ». Primi Visconti, *Mémoires sur la Cour de Louis XIV 1673-1681*, Paris, Librairie académique Perrin, 1988, p. 63

<sup>6</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 340.

capacité avec la patente »<sup>7</sup>. Dès lors, Louvois pouvait se croire le maître de tout contrôler depuis Versailles :

« Il persuada encore au Roi que c'étoit à lui-même à diriger ses armées de son cabinet. Cette flatterie ne servit qu'à le tromper, pour les diriger, lui, Louvois, à son gré, sous le nom du Roi, au détriment des affaires, dont les généraux en brassières n'eurent plus la disposition, ni la liberté de profiter d'aucune conjoncture, qui se trouvoit échappée avant le retour du courrier dépêché pour en rendre compte et recevoir les ordres : tellement que le général, toujours arrêté, toujours en brassière, toujours dans la crainte, dans l'incertitude, dans l'attente des ordres de la Cour à chaque pas, ne trouvoit encore nul soulagement dans ses officiers généraux, parvenus là par leur ancienneté sans avoir jamais été proprement que des subalternes »<sup>8</sup>.

Dans l'avertissement de la deuxième édition de son *Dictionnaire historique et critique* de 1702, Bayle fait le même constat, en incriminant plutôt la docilité de Luxembourg<sup>9</sup>. Pour la guerre de Succession d'Espagne, nous retrouvons des reproches similaires sous la plume de Voltaire : « À l'égard des généraux que [le roi] employait, ils étaient souvent gênés par des ordres précis, comme des ambassadeurs qui ne devaient pas s'écarter de leurs instructions. Il dirigeait avec Chamillart, dans le cabinet de Madame de Maintenon, les opérations de la campagne. Si le général voulait faire quelque grande entreprise, il fallait souvent qu'il en demandât la permission par un courrier qui trouvoit, à son retour, ou l'occasion manquée ou le général battu »<sup>10</sup>. Cette stratégie est celle d'un vieux roi trop accoutumé aux lauriers, et trop sûr de lui : « Sa confiance en ses lumières le trompait »<sup>11</sup>.

Les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle furent également très sensibles à cette thèse. La notice du *Grand Dictionnaire universel* de Pierre Larousse sur la bataille d'Höchstädt oppose ainsi les contraintes des généraux français à celles des Alliés : « Tandis que la moindre marche ou contre-marche de leur part devait se régler sur des ordres qui avaient cent vingt lieues à franchir, Eugène et Marlborough, ne relevant que de leurs propres inspirations, imprimaient à tous leurs mouvements une rapidité et un ensemble admirables »<sup>12</sup>.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 342-343.

<sup>9</sup> « J'examinerais ce que tant de gens s'imaginent, sans beaucoup de raison peut-être, qu'il aurait rendu de plus grands services à la France pendant ses dernières campagnes, s'il n'eût préféré au bien public ses intérêts particuliers qui étaient de faire durer la guerre, ou s'il n'eût pas eu des ordres trop limités. Ces gens-là prétendent qu'il n'était à la tête de l'armée, que comme les légats du pape à la tête du concile de Trente, c'est-à-dire qu'il fallait qu'il attendît par la poste un renouvellement continuel d'inspiration ». Cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 331.

<sup>10</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 5.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> P. Larousse, dir., *op. cit.*, t. IX, p. 321, col. 4.

Louis André, dans son étude sur Le Tellier et Louvois, en a identifié les prodromes, à la suite de Saint-Simon, dans les affaires des années 1674-1675. En 1674, Turenne et Condé, généraux reconnus et respectés, s'étaient en effet unis pour protester auprès de Louis XIV contre l'intervention de Louvois dans les questions de stratégie. Ils lui reprochaient le refus d'augmenter les effectifs de l'armée qui devait protéger Bonn, ce qui avait entraîné la chute de cette ville<sup>13</sup>. La revanche de Louvois, contraint cette année-là de céder à Turenne, devait venir l'année suivante.

Le 27 juillet 1675 en effet, le maréchal de Turenne est tué d'un boulet de canon à Salzbach. Louvois est ainsi débarrassé de son principal contradicteur. Qui plus est, la « monnaie de Turenne », promotion de huit nouveaux maréchaux de France, voit la nomination de militaires qui, bien loin d'être de puissants « féodaux », sont connus pour être soumis à la volonté royale<sup>14</sup>. Sept d'entre eux sont liés d'ailleurs plus ou moins directement au clan nombreux des Le Tellier-Louvois. Cette situation nouvelle permet à Louvois de devenir, à partir de la campagne de 1676, selon Louis André, « l'organisateur de toutes choses et le dominateur devant lequel tout le monde se plie ». Il dirige les armées, fournit leur équipement aux troupes, donne ses instructions aux maréchaux. Un ambassadeur vénitien note, impressionné : « Il a plein pouvoir et fait avancer ou reculer les armées comme il l'a trouvé à propos »<sup>15</sup>.

Il n'est pas aisé de déterminer qui a employé pour la première fois le terme de « stratégie de cabinet », promis à un si bel avenir. Notons seulement que Louis André ne parle encore que de « stratèges en chambre », pour désigner l'attitude de Louis XIV et de Louvois. En revanche, André Corvisier écrit dans son *Louvois* : « En 1675, avec la mort de Turenne et la retraite de Condé, la stratégie de cabinet l'emporte »<sup>16</sup>. Corvisier rapproche, comme Louis André, ces événements de l'instauration de l'ordre du tableau, la même année 1675, qui systématise la promotion des officiers généraux selon leur ordre d'ancienneté<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup> Louis André, *Michel Le Tellier et Louvois*, [réimpr. de l'édition de Paris, 1942] Genève, Slatkine Reprints, 1974, p. 233.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 250.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> A. Corvisier, *Louvois...*, *op. cit.*, p. 266.

<sup>17</sup> Saint-Simon avait fait de l'ordre du tableau l'origine de tous les maux des guerres de la fin du règne de Louis XIV : « M. de Louvois, pour être pleinement le maître, mit dans la tête du Roi l'ordre du tableau et les promotions, ce qui égala tout le monde, rendit l'application et le travail inutile à tout avancement, qui ne fut dû qu'à l'ancienneté et aux années, avec, toujours, de rares exceptions pour ceux que M. de Louvois eut des raisons particulières de pousser ». Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 341-342.

Cette expression est aujourd'hui tellement répandue qu'elle fait l'objet d'une notice dans le *Dictionnaire du Grand Siècle*, sous la plume de François Bluche, qui indique qu'elle réduisit les généraux, même les meilleurs, « à ne guère s'élever désormais au-dessus du plan de la simple tactique »<sup>18</sup>. John Lynn, pour sa part, préfère parler de « guerre de cabinet »<sup>19</sup>. Il considère en outre que la mort de Louvois est l'occasion pour le Roi-Soleil de peser encore plus directement sur les opérations militaires<sup>20</sup>. La guerre de Succession d'Espagne marque enfin le triomphe de ce type de gestion des affaires militaires, puisque Villars, malgré ses réticences et les demandes qu'il adressait à Louis XIV de lui donner « carte blanche », ne désobéissait jamais aux ordres lorsqu'il les jugeait néfastes, à la différence de Turenne. John Lynn en conclut au triomphe de la volonté royale<sup>21</sup>.

Si le point de vue de John Lynn reste modéré et fondé sur des sources nombreuses, d'autres historiens ont en revanche très largement exagéré l'ampleur de la « stratégie de cabinet ». J.-C. Petitfils écrit par exemple que « le vieux roi, à Versailles, avait beau user ses yeux sur les cartes d'Allemagne et des Pays-Bas, finissant par connaître le nom des moindres villages et lieux-dits, rien ne remplaçait la vision du terrain »<sup>22</sup>. Et les historiens anglo-saxons d'abonder en ce sens, J.-R. Jones n'hésitant pas à comparer la direction de la guerre conduite par Louis XIV à celle qu'expérimenta... Hitler : « La rigidité des structures du commandement français empêchait les généraux d'exploiter la situation. Comme Hitler en 1941-1945, il donnait aux généraux des instructions détaillées dont ils ne pouvaient s'éloigner sans permission – ce qui prenait au moins quatre jours »<sup>23</sup>.

Pourtant, aussi abondamment illustrée soit-elle dans de multiples ouvrages, la thèse de la stratégie de cabinet a été récemment remise en cause par différents auteurs. Elle avait certes été déjà durement écornée, dans les années 1960, par John Wolf. Celui-ci avait démontré, en s'appuyant sur des exemples tirés de la guerre de la Ligue d'Augsbourg comme de la guerre de Succession d'Espagne, que « les hommes du terrain jouissaient d'une grande latitude dans

---

<sup>18</sup> François Bluche, dir., *Dictionnaire du Grand Siècle*, Paris, 1990, p. 1472-1473.

<sup>19</sup> En français dans le texte. J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 303.

<sup>20</sup> « After the death of Louvois, Louis took an even more direct hand in managing campaigns » (*Ibid.*, p. 305).

<sup>21</sup> « The royal will had triumphed » (*Ibid.*, p. 305).

<sup>22</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 598.

<sup>23</sup> « The rigidity of the French command structures prevented their generals exploiting the situation. Louis was trying to run the war from Versailles. Like Hitler in 1941-5 he gave the generals detailed instructions from which they could not depart without permission – which took at least four days to obtain » (J.-R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 69).

la détermination de leur programme d'action »<sup>24</sup>. Mais malgré leur pertinence, ses travaux ne trouvèrent guère d'écho.

En ce qui concerne la guerre de la ligue d'Augsbourg, le regard nouveau apporté par Guy Rowlands est tout à fait éclairant. Il reconnaît le bien-fondé de certains aspects de cette théorie. En premier lieu, le roi est évidemment le maître absolu de l'allocation du nombre de soldats aux différentes armées : mais ces décisions concernent davantage la gestion politique, diplomatique et administrative de la guerre, que la gestion militaire et opérationnelle à proprement parler<sup>25</sup>. En outre, il identifie bien une courte période où Louvois a cherché à établir une véritable « stratégie de cabinet ». Celle-ci peut se deviner au travers de propos tenus par Chamlay en novembre 1688 :

« Enfin la différence qu'il y a entre la situation présente des affaires du Roy, et celle de l'autre guerre [de Hollande], c'est que dans ce temps là toute la fortune de Sa Majesté, et de son royaume, estoit entre les mains d'un homme qui, ou par estre tué, ou par prendre un mauvais party, pouvoit la perdre d'une bataille, qu'il eust esté difficile de la restablir, au lieu que presentement par les grandes conquestes que l'on a fait, et par la situation avantageuses des places que l'on a fortifiées, le Roy se trouve en estat de faire commander son armée par qui il luy plaira, sans avoir lieu de rien aprehender de la capacité mediocre de celuy à qui il la confiera »<sup>26</sup>.

Les opérations de 1689 sur le Rhin se ressentirent de cette conception des choses. Louvois était convaincu, malgré toutes les affirmations et les récriminations du maréchal de Duras, que les ennemis seraient incapables de mener une action offensive. Son refus d'accéder aux demandes de Duras entraîna la chute de Bonn et Mayence ; dès lors la crédibilité de Louvois s'en trouva entamée, et il ne tenta jamais plus rien de tel<sup>27</sup>.

L'étude approfondie conduite par Rowlands sur la correspondance entre Catinat et Louis XIV l'amène à affirmer que ce dernier laissait les mains libres au maréchal, mais qu'il pouvait parfois insister sur la nécessité de mener une opération quand il en voyait plus l'intérêt diplomatique que militaire – Catinat étant moins sensible aux questions politiques. Ainsi, en 1693, le roi voulut absolument que la cavalerie allemande se ravitaillât en Italie,

---

<sup>24</sup> John-Baptist Wolf, « Louis XIV, soldier-king », dans *Louis XIV and the craft of kingship*, John C. Rule, dir., Columbus (Ohio), Ohio State University Press, 1969, p. 213.

<sup>25</sup> Guy Rowlands, « Louis XIV et la stratégie de cabinet : mythe et réalité » dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 26. Cet article a été intégralement repris dans son livre sur l'armée française de 1661 à 1701 (G. Rowlands, *The Dynastic State...*, op. cit., p. 286-295). Pour des questions de commodité, nous avons préféré donner les références de l'article paru en français.

<sup>26</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 827, n°50, Chamlay à Louvois, s.l., 9 novembre 1688, cité par Rowlands, art. cit., p. 30.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 30.

pour provoquer Victor-Amédée contre l'Empereur et le pousser dans les bras de la France<sup>28</sup>. Et si les divergences subsistaient, un général pouvait toujours argumenter auprès de Louis XIV, qui n'était pas entêté dans ses opinions<sup>29</sup>.

Cette étude sur Catinat fait écho à la thèse de Bertrand Fonck sur le maréchal de Luxembourg. Celle-ci montre en effet que le maréchal affirmait volontiers sa soumission au roi, usant au besoin des flatteries les plus flagrantes<sup>30</sup>. Il acceptait de suivre des ordres, même s'il les désapprouvait<sup>31</sup>. Il savait cependant emprunter des voies détournées pour dissuader le roi de lui faire exécuter les décisions qui ne lui semblaient pas judicieuses, soit en insistant sur les dangers de l'entreprise, soit en multipliant les demandes de confirmation, soit même en prétextant d'erreurs de chiffre pour retarder l'exécution d'un ordre<sup>32</sup>.

De son côté, Louis XIV préférait utiliser le registre du conseil dans ses lettres, répugnant à donner des instructions trop formelles ou définitives. Cette propension mettait parfois le maréchal dans l'embarras, ne sachant où s'arrêtait la suggestion et où commençait l'injonction. Enfin, les lettres du roi ne manquaient pas de formules du type : « Faites pour le mieux pour le bien du service »<sup>33</sup>.

La thèse d'Emmanuel Pénicaud sur le secrétariat de Chamillart participe également de ce mouvement de remise en cause de la stratégie de cabinet. Il insiste sur le fait que pendant la guerre de Succession d'Espagne, le roi veut être « mis au courant de tout, même sur les fronts les plus éloignés »<sup>34</sup>. Mais dans la rédaction des instructions destinées à éclairer, chaque hiver, la conduite de la campagne de l'année suivante, la souplesse et la recherche d'une concertation avec de nombreux conseillers – le secrétaire d'État, Chamlay, différents maréchaux – sont manifestes<sup>35</sup>. Six personnes participent ainsi à la conception de la campagne de 1708 dans le Sud-Est. Le front de Flandre, si bien connu du roi, et si près de la capitale, fait figure d'exception. Ainsi, Chamillart est envoyé deux fois aux Pays-Bas à la fin de l'année 1708 pour coordonner les opérations de secours de Lille. Pourtant, ceci ne fait qu'illustrer le

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>30</sup> Il écrit ainsi au roi, le 30 juillet 1691 : « V. M. me fait l'honneur de m'écrire sur cella avec une si parfaite connessance, tant de veues et tant de lumières, et dans un stille qui marque si fort la bonté et la douceur du maistre, que je ne reçois point de depesche sans avoir envie de les lire devant toute l'armée », cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 34.

<sup>31</sup> « Si vous ne le voullés point après que je vous ay représenté que cela est nécessaire, je sçais fort bien obéir » (cité *ibid.*, t. II, p. 42).

<sup>32</sup> *Ibid.*, t. II, p. 61.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>34</sup> E. Pénicaud, *Michel Chamillart...*, *op. cit.*, t. II, p. 31. Pour l'expression de cette volonté royale à destination du maréchal de Luxembourg, voir B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 254.

<sup>35</sup> *Ibid.*

« peu de poids d'un ministre robin face à des officiers généraux campés sur leurs positions »<sup>36</sup>, et Louis XIV ne tenta plus à l'avenir une telle expérience.

Enfin Jean-Philippe Cénat propose, dans sa biographie de Chamlay, un nouveau découpage temporel pour la stratégie de cabinet. Il relativise le « tournant » de 1675 : selon lui, la césure date plutôt de 1672<sup>37</sup>. Dès le début de la Guerre de Hollande, Louvois tente d'imposer son autorité aux généraux en campagne. Si Turenne résiste, Condé se montre plutôt conciliant, ainsi que Luxembourg, soucieux de conserver de bonnes relations avec le secrétaire d'État de la guerre. La mort de Turenne, en 1675, débarrasse Louvois de la dernière personne capable de lui tenir véritablement tête. Les années 1680 marquent « l'apogée » de la stratégie de cabinet, les opérations militaires françaises aux Pays-Bas espagnols en 1683-1684 pouvant être complètement contrôlées depuis Versailles. En revanche, les résultats peu fructueux du ravage du Palatinat marquent le déclin du pouvoir de Versailles sur les généraux d'armée. Après la mort de Louvois, la direction des affaires devient plus collégiale. Enfin, J.-P. Cénat identifie, pour la guerre de Succession d'Espagne, un « relâchement du contrôle de la Cour sur les généraux »<sup>38</sup>.

Le débat sur la stratégie de cabinet a eu le mérite de souligner les limites de l'exercice du pouvoir monarchique, dans un domaine régalien par excellence, celui de la guerre. À ce titre, il participe d'un mouvement de remise en cause et de redéfinition de l'absolutisme louis-quatorzien. L'ensemble des travaux effectués, particulièrement les travaux récents, permet désormais de baliser la « stratégie de cabinet » et d'en identifier les modalités d'exercice.

La stratégie de cabinet s'applique pleinement avant le début de la campagne. À Versailles, alors que les armées se reposent dans leurs quartiers d'hiver, le roi élabore le plan d'ensemble de la stratégie française pour la campagne en cours. Il est assisté en cela par le secrétaire d'État de la guerre, mais aussi par de nombreux conseillers. Lorsqu'ils se trouvent à Versailles, les généraux destinés à commander les armées peuvent intervenir – on verra que c'est ainsi le cas de Vendôme avant la campagne de 1706. Louis XIV fait fréquemment appel à Chamlay, mais aussi à Vauban pour les sièges et les fortifications, et parfois à Puysegur pour les problèmes de vivres et de logistique<sup>39</sup>. Les décisions de plus haut niveau, celles qui influencent toute la campagne, sont prises à ce moment-là : affectation des généraux en chef

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, t. II, p. 37.

<sup>37</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 332.

<sup>38</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 367.

<sup>39</sup> *Ibid.*, t. I, p. 349.



aux armées, allocation des effectifs aux théâtres d'opérations. Les fronts où doivent se retrouver les troupes les plus nombreuses, les meilleurs généraux, voire les membres de la famille royale, peuvent être considérés comme ceux où l'offensive devait prédominer ; une attitude plus défensive était attendue sur les autres zones.

Un autre élément défini à cette période influence durablement le cours de la campagne à venir : la répartition des ressources matérielles, et notamment l'alimentation des magasins. Cette tâche est à la charge de l'intendant d'armée ou de la province frontière, sous le contrôle du secrétaire d'État de la guerre. Les choix logistiques effectués découlent directement des décisions stratégiques.

En effet, les grandes opérations militaires de la campagne à venir sont également définies à l'hiver : les villes à assiéger, à défendre ou à abandonner, l'attitude à adopter par chaque armée vis-à-vis de la décision de risquer une bataille... Le roi assigne ses objectifs aux généraux. Il fixe ainsi la conduite que le maréchal de Villeroy doit tenir lors de la campagne de Flandre dans une lettre du 6 mai 1706<sup>40</sup>. Et c'est une missive datée du 20 mai 1708 qui indique au duc de Vendôme comment il doit se comporter pour la campagne à venir<sup>41</sup>.

Le général peut trouver de plus amples détails dans les mémoires de Chamlay, rédigés dans les semaines précédentes. On connaît mieux les circonstances de l'élaboration de ces mémoires grâce aux travaux de J.-P. Cénat sur le personnage. Plutôt qu'à l'expression de la pensée propre du maréchal général des logis, ces documents s'apparentent à une synthèse des discussions tenues par le roi avec ses différents conseillers<sup>42</sup>. La précision et la minutie de ses mémoires ont pu impressionner les historiens ; elles ont sans doute joué un grand rôle dans la genèse de la vision classique de la « stratégie de cabinet ». Avant le début de la campagne de 1708 aux Pays-Bas, par exemple, Chamlay ne rédige pas moins de quatre mémoires à dix jours d'intervalle<sup>43</sup>. Il étudie à chaque fois toutes les directions possibles de l'armée française, supposée supérieure à celle des ennemis ; il expose les avantages et les inconvénients de chacun, et tranche – mais jamais de façon catégorique – en faveur de l'un d'entre eux. Le premier mémoire suppose une armée française supérieure à celle des ennemis, et présente 5

---

<sup>40</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>41</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

<sup>42</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 350.

<sup>43</sup> Il s'agit de SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°3, Mémoire de Chamlay sur la campagne prochaine aux Pays-Bas, Tournai, 13 avril 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 359-364 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°4, Mémoire de Chamlay sur la campagne prochaine aux Pays-Bas, Mons, 17 avril 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 364-369 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 2080, n°106, « Réflexions sur la campagne prochaine » [par Chamlay], s.l., s.d. [avril 1708], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 369-371 ; et enfin SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°8, Mémoire de Chamlay sur la campagne prochaine aux Pays-Bas, s.l., 22 avril 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 371-376.

projets. Le second prend en compte le transfert de l'armée d'Allemagne sur la Moselle, qui affaiblit les forces françaises aux Pays-Bas ; il ne propose que trois projets, tous trois présentés comme extrêmement difficiles à réaliser. Le troisième est comme une continuation du précédent, et plaide en faveur du siège de Menin. Le quatrième enfin recense à nouveau cinq plans possibles – mais ils sont différents des plans envisagés dix jours plus tôt. Le projet préconisé par Chamlay est alors... « de différer d'entreprendre [quoi que ce soit] au commencement de la campagne jusqu'à ce qu'on connaisse plus particulièrement les forces, les dispositions et les desseins des ennemis »<sup>44</sup>. L'armée doit se contenter d'avancer en Brabant pour être à même de se déplacer vers n'importe quel endroit des Pays-Bas espagnols.

En définitive, s'il est vrai que les Français agirent, au début de la campagne de 1708, selon les préconisations de Chamlay, on ne peut pas dire que ces dernières aient été très contraignantes. L'opération finalement menée (la prise de Gand et Bruges) était certes évoquée dans les quatre mémoires successifs, mais pas particulièrement favorisée.

La quantité de détails et d'hypothèses présents dans les mémoires de Chamlay finissait par diluer leur caractère contraignant. Autre exemple de cette profusion : le mémoire sur les affaires d'Allemagne du 17 août 1704. Il évoque longuement toutes les actions que pourraient accomplir les troupes françaises, en fonction des divers mouvements alliés envisageables : il étudie d'abord l'attitude à adopter si le prince Eugène se trouve en deçà de la Wörnitz (rivière qui partage la Franconie en deux et se jette dans le Danube à Donauwerth) ou au-delà. Prenant ensuite l'hypothèse où Eugène est retourné dans le Wurtemberg, il examine ce qu'on doit faire si le reste des Alliés (Marlborough et le prince de Bade) se porte sur la Wörnitz, ainsi que la démarche à suivre dans le cas contraire. Il examine tour à tour les décisions à prendre après que l'Électeur aura pris Nördlingen, dans le cas où les ennemis décident de soutenir Donauwerth, et dans celui où ils préfèrent se retirer derrière l'Atmühl<sup>45</sup>... Il étudie enfin comment doit se conduire le maréchal de Villeroy en fonction de la présence ou non du prince Eugène dans le Wurtemberg<sup>46</sup>. En somme, il ne propose pas moins de huit mouvements opérationnels alternatifs, correspondant chacun à une décision hypothétique des Alliés. Et pourtant, ce mémoire était obsolète avant même d'avoir été écrit, puisque la défaite de Blenheim, hypothèse non envisagée par Chamlay, avait déjà changé radicalement la donne...

---

<sup>44</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°8, Mémoire de Chamlay sur la campagne prochaine aux Pays-Bas, s.l., 22 avril 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 371-376.

<sup>45</sup> L'Atmühl est une rivière qui coule du nord au sud, située à l'est et parallèle à la Wörnitz, qui se jette dans le Danube en aval d'Ingolstadt.

<sup>46</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°134, Chamlay, mémoire sur les affaires d'Allemagne, Versailles, 17 août 1704.

On voit que les généraux sur le front ne pouvaient guère se sentir tenus par les prescriptions envisagées dans les mémoires de Chamlay, et s'efforçaient de s'adapter aux circonstances.

Au cours de la campagne, le roi et son secrétaire d'État de la guerre continuent de donner l'impulsion nécessaire aux généraux en entretenant une correspondance fournie. Les questions évoquées diffèrent selon le rang du correspondant. Le commandant en chef s'adresse généralement au roi pour les questions relevant de la stratégie opérationnelle, c'est-à-dire de la conduite des troupes sur le terrain. La correspondance échangée avec Chamillart s'intéresse plutôt aux moyens de mettre en œuvre ces objectifs, particulièrement aux questions logistiques<sup>47</sup>. En 1706, après le remplacement de Vendôme à la tête de l'armée de Lombardie, une double série de missives se met même en place : la correspondance entre le duc d'Orléans et Louis XIV, pour la définition des objectifs ; et entre le maréchal de Marcin et Chamillart, pour l'exécution « technique »<sup>48</sup>. Cette sorte de « stratégie de cabinet » perdure tout au long de la campagne. Les hommes de Versailles s'efforcent de trouver des solutions aux problèmes dont leur rendent compte les généraux sur le terrain. Chamlay envoie ainsi un mémoire sur les actions à mener après la défaite d'Audenarde, immédiatement après en avoir appris la nouvelle<sup>49</sup>. La présentation qu'en fait Chamillart, lorsqu'il envoie ce texte au duc de Vendôme, nous éclaire sur les conditions de sa rédaction :

« Nous avons, monseigneur, raisonné ce matin assez longtemps M. de Chamlay et moy sur la carte, estant occupé comme de raison des mouvements des ennemis et de la situation dans laquelle vous vous trouvez ; je l'ay prié de rédiger par écrit tout ce que nous avons cru luy et moy qui pouvoit vous estre mandé avec plus de solidité »<sup>50</sup>.

La production de ce mémoire est donc collective ; elle est également théorique (elle se fait à partir de cartes) ; surtout, les choix proposés ne sont pas impératifs.

---

<sup>47</sup> On peut ainsi comparer la lettre de Vendôme à Louis XIV le 24 juillet 1708, où il propose trois réponses militaires françaises possibles à un siège de Lille, et la lettre du même à Chamillart, le lendemain, où il évoque le sort des prisonniers français fait lors de la bataille (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°230, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 24 juillet 1708, SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°249, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 25 juillet 1708). Il n'est pas besoin de multiplier les occurrences.

<sup>48</sup> Par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°170, Louis XIV à Orléans, Marly, 2 août 1706 et SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°172, Chamillart à Marcin, Versailles, 2 août 1706.

<sup>49</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 2486, n°3, Mémoire de Chamlay sur les affaires des Pays-Bas, depuis le combat de Tindeck, près d'Audenarde, Fontainebleau, 14 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 393-396.

<sup>50</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°184, Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 20 juillet 1708.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

On peut ainsi différencier le poids de la volonté royale et des bureaux de Versailles en fonction du « niveau » auquel ils s'appliquent. Les affaires militaires sont décidées depuis le cabinet de Louis XIV lorsqu'on se place au niveau proprement stratégique, c'est-à-dire là où la guerre confine à la politique : le choix des adversaires à affronter et des fronts où se concentrer. Ce type de décision est pris pendant l'hiver, mais la Cour continue d'envoyer des instructions tout au long de la campagne. La plupart du temps, ces instructions se présentent sous forme de conseils.

L'exécution technique en revanche est à la charge du général et de ses subordonnés, le Roi-Soleil étant parfaitement conscient que tous les détails ne peuvent pas se décider depuis Versailles. On pourrait citer de nombreux passages où Louis XIV et son secrétaire d'État de la guerre ils assurent au général en chef qu'il a toute liberté pour décider – contentons-nous de quelques exemples. Chamillart écrit ainsi à Tallard au début de la campagne de 1704 : « Je rentre dans aucun détails de vos projets, ils sont sages, digérés, et réfléchis ; Sa Majesté s'en remet entièrement à vous »<sup>51</sup>.

La question devient complexe et l'idée d'une stratégie de cabinet peut faire débat, d'une part lorsqu'on se place au niveau opératif, c'est-à-dire celui de la conduite des armées lors de la campagne, et d'autre part lorsqu'il y a conflit entre la volonté de la Cour et celle du ou des commandants sur le terrain. C'est à ce niveau et à ce moment-là que l'étude des processus de prise de décision permet de distinguer les rôles respectifs du roi, de son administration de la guerre, et des généraux en campagne. Il faut examiner le problème sous ses deux aspects : la conduite de la guerre depuis Versailles, en s'interrogeant sur le degré de contrôle que le souverain voulait et pouvait appliquer à ses armées, mais aussi la direction des troupes par le général en chef, qui cherche à se ménager l'espace de liberté le plus large possible entre les demandes du roi, les menaces de l'ennemi et les aspirations de ses propres subordonnés. La dynamique de ces actions militaires ne saurait en effet se réduire à une dialectique entre la volonté royale (ou la volonté collective de Versailles) et celle du commandant en chef.

Pour étudier quels facteurs influençaient la décision stratégique du général, que ces facteurs soient inhérents au système de commandement, ou extérieurs, nous verrons dans un premier temps comment fonctionnaient les réseaux de renseignement militaires de la guerre de Succession d'Espagne. La lenteur des armées, la facilité à s'introduire dans le camp adverse, parfois la proximité des relations entre officiers de camps adverses permettaient aux

---

<sup>51</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°1, Chamillart à Tallard, L'Estang, 11 mai 1704.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

belligérants de disposer aisément d'informations sur les effectifs ou les buts de guerre de l'ennemi. Mais le manque de fiabilité des renseignements et la profusion d'éléments contradictoires représentaient une menace permanente pour le général chargé de guider ses troupes. Le risque était grand que les décisions engageant le sort de l'armée ne fussent prises sur la base d'indications erronées.

Dans un second temps, nous étudierons quelle part de liberté était laissée aux généraux en chef français servant à la fin du règne de Louis XIV. Cette partie s'appuiera essentiellement sur l'exemple de la campagne d'Italie de 1706. L'éloignement du front italien, aussi bien dans l'espace que dans le temps (celui que les missives mettent à arriver à Versailles), permet d'illustrer les limites de l'« absolutisme » aux armées. Nous verrons dans quelle mesure un général un chef pouvait conduire ses troupes malgré les recommandations pressantes de Versailles, et que cette capacité de résistance pouvait même aller jusqu'au refus de commander une armée. Enfin, le commandant en chef n'agit, dans le moindre de ses faits et gestes, qu'au nom du roi. Les officiers mécontents peuvent donc choisir d'en appeler directement au souverain. Nous verrons ainsi quel contrôle Louis XIV et son secrétaire d'État de la guerre cherchent et parviennent à obtenir sur l'organisation d'une armée et sur ses mouvements.

Nous étendrons ensuite notre analyse des processus de prise de décision au cas où il n'existait pas un, mais plusieurs chefs agissant sur un même théâtre d'opérations. Ce cas, relativement fréquent au cours de la guerre de Succession d'Espagne, se justifie par le besoin d'associer, à la tête d'une même armée, un chef politique et un expert militaire. La porosité des fronts au cours de ce conflit (surtout sur l'axe allant de la mer du Nord au Rhin) explique que différentes armées aient souvent été amenées à coordonner leurs opérations.

Nous nous pencherons enfin sur une décision significative à bien des égards : celle de lancer l'armée dans les hasards de la bataille. Cette question illustre toutes les ambiguïtés de la direction des armées, en les tendant à l'extrême. Il s'agit à la fois du plus grand risque que puisse courir une armée au cours de la campagne, car il engage sa survie même : à ce titre, la volonté royale est celle qui devrait prévaloir. Or, la bataille est l'événement militaire où les latitudes d'exploitation du temps et de l'espace sont les plus réduites, ce qui interdit de fait d'attendre une décision pertinente de Versailles. L'examen des défaites de Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde montrera quelle liberté Louis XIV, conscient de ces contraintes, accordait alors aux chefs de ses armées pour prendre cette suprême décision.

### 4.1. Le renseignement militaire pendant la guerre de Succession d'Espagne

#### 4.1.1. Des réseaux qui s'entrecroisent

Le renseignement représentait, dans les armées de la fin du Grand Siècle, un instrument décisif pour obtenir la victoire. Les informations que les Français essayèrent de glaner tout au long de la guerre étaient de différents types, et leur nature changeait avec les saisons. Avant le début de la campagne, l'un des thèmes de prédilection était les relations diplomatiques entre les Alliés : par exemple, les altercations entre Marlborough et le prince de Bade ou les États Généraux, ou encore les différends opposant les Prussiens aux Hollandais. Les tensions diplomatiques internes à la Grande Alliance suscitaient inmanquablement la curiosité et l'espoir des Français. Ces derniers se montraient également friands d'information sur les soubresauts de la vie politique anglaise. Les préparatifs des Coalisés en vue de la campagne représentaient l'autre grand centre d'intérêt : objectifs stratégiques, effectifs mis sur pied... On pouvait identifier les futurs buts de guerre ennemis en examinant où l'adversaire installait ses magasins. Mais l'élément le plus décisif était de savoir où seraient envoyés les meilleurs chefs de l'armée. La présence de Marlborough sur un théâtre d'opérations révélait les priorités stratégiques des Anglais<sup>52</sup>, tout comme celle du prince Eugène celles des Impériaux<sup>53</sup>.

Ces chiffres s'affinaient lors de l'entrée en campagne, lorsque les soldats s'assemblaient de fait et qu'il devenait possible de les dénombrer précisément. Il devenait alors indispensable de connaître les moindres mouvements des armées adverses, pour les contrer ou pour exploiter leurs erreurs. D'autres renseignements, moins immédiatement utiles, étaient également prisés. Ceux relatant les conditions de vie dans le camp adverse permettaient de jauger la combativité des ennemis<sup>54</sup>. L'état d'esprit des troupes adverses était également un sujet régulier d'interrogation, d'autant plus qu'il pouvait changer en fonction des différentes

---

<sup>52</sup> En 1706, c'est même la seule donnée fiable sur laquelle le Bon Correspondant accepte de s'appuyer : « J'ay bien de la peine à deterrer les desseins de nos alliez dans ce pays, nonobstant tous les soins que j'y donne, car à considere les magasins qu'ils font de toute forte (sic) à Matrik, qui ne diroit que leur dessein est d'attaquer de bonne heure une de nos places frontieres, et à les voir travailler sans interruption, aux chateaux de Huy, au fort St Joseph, et de la Saar, à la petite ville de Leau en Brabant, et particulièrement à la citadelle de Liege, n'a-t-on point aussy sujet d'inferer de là, avec raison, qu'ils pretendent rester sur la deffensive dans ce pays, tellement qu'il faut attendre l'arrivée du duc de Marlborouch pour estre bien eclaircis de leurs desseins » (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, fol. 41, Nouvelles du Bon Correspondant, s.d. s.l. [17 avril 1706]).

<sup>53</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 23 janvier 1708.

<sup>54</sup> Les espions donnent ainsi de précieuses indications sur la quantité et la qualité de la nourriture, sur l'état des hôpitaux et le nombre de malades. Voir par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°164, de Castets à Chamillart, s.l., [juillet 1706].

nations au sein des armées alliées<sup>55</sup>. On tentait se sonder l'opinion des peuples des États ennemis en se faisant envoyer, depuis l'étranger, les gazettes et les estampes en circulation<sup>56</sup>. Enfin, l'espionnage permettait également d'obtenir des informations sur les troupes de son propre camp, notamment sur l'attitude des officiers espagnols<sup>57</sup> ou sur l'opinion des Français faits prisonniers à Ramillies, vis-à-vis de leurs chefs<sup>58</sup>.

Les sources de renseignements étaient multiples. L'une des plus efficaces était d'intercepter directement la correspondance des généraux et des dirigeants adverses. Ainsi, les lettres du comte de Briançon, l'envoyé du duc de Savoie à la cour de Londres, étaient subtilisées et recopiées par un agent au service des Français – nous n'avons pas pu apprendre de quelle manière. L'envoi d'espions était une autre méthode très fructueuse. Ceux qui se faisaient passer pour des valets pouvaient indiquer combien d'hommes ils avaient vus ; des intelligences plus haut placées dans la hiérarchie militaire pouvaient pénétrer le secret des intentions stratégiques du commandant. Citons à ce propos le cas du « Bon Correspondant », dont le rôle sera étudié plus en détail au cours de ce chapitre. À l'inverse, les Français pouvaient eux-mêmes être leurrés par des espions, surtout en Italie, où la situation politique complexe favorisait duplicités et revirements. La Ferrière dénonce ainsi les agissements de plusieurs proches de hauts dirigeants français : Alberoni, dans l'entourage de Vendôme, est à ses yeux trop lié au duc de Parme, lui-même un ami du prince Eugène ; les sieurs Scarelle et Davidfaro, respectivement familiers de Médavy et de l'abbé de Pomponne, ont des intelligences avec les Vénitiens<sup>59</sup>.

Les soldats de l'armée adverse – dès lors qu'ils avaient déserté ou avaient été faits prisonniers – représentaient une autre source d'informations utiles. Les prisonniers correspondant avec leur pays d'origine ou y revenant après avoir été échangés ou libérés sur parole, pouvaient, en retour, y apporter de précieux renseignements. Au plus haut niveau, on trouve l'exemple du maréchal de Tallard, prisonnier en Angleterre, dont les lettres fourmillent d'indications sur la situation politique de la Grande-Bretagne<sup>60</sup>. Toutefois, les informations délivrées par le maréchal étaient soigneusement choisies, et les plus sensibles étaient omises,

---

<sup>55</sup> Voir par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°101, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 4 avril 1708.

<sup>56</sup> Le Bon Correspondant envoie ainsi à Salliant, gouverneur de Namur, « une empreinte où l'on voit les deux frères Electeurs bavarrois chez un barbier, se regardant tous deux dans un miroir, disants ces paroles : "nous sommes bien rasez" » ! (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°101, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 4 avril 1708).

<sup>57</sup> Par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 1960, n°224, [Rapport des lettres interceptées de] M. de Briançon au duc de Savoie, Londres, 1, 8, 12 et 15 janvier 1706.

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°242, nouvelles du Bon Correspondant, s.l. 28 mai 1706.

<sup>59</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°78 La Ferrière à Chamillart, s.l., 14 mai 1706. La Ferrière demande expressément à Chamillart de ne pas dévoiler sa lettre à Vendôme.

<sup>60</sup> Voir par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°89, nouvelles de Tallard, s.l. s.d. [avril-mai 1706].

puisque'il était conscient que ses lettres étaient lues par les Anglais – les Hollandais ne se privaient pas de faire de même lorsque les courriers transitaient par leur pays<sup>61</sup>.

On ne négligeait pas non plus les sources civiles. Les marchands disposaient de bons prétextes pour se rendre dans les camps, et y glaner de précieuses nouvelles<sup>62</sup>. Toutefois, le renseignement ne s'appuyait pas seulement sur des espions au sens strict du terme. Pour ce les nouvelles d'ordre diplomatique, le réseau d'informateurs pouvait se composer d'hommes politiques ou diplomates de second plan, ou de correspondants travaillant dans diverses grandes villes européennes. Le réseau de Marlborough, étudié par Lucien Bély, est à cet égard particulièrement étoffé – à la mesure de l'importance politique et diplomatique du personnage. On y trouve un libraire d'Amsterdam, un rédacteur de gazettes, le représentant officieux de la Prusse, du Hanovre et de Hesse-Cassel à Paris ou encore un huguenot français au service du futur George I<sup>er</sup><sup>63</sup>. On s'intéressait aussi aux villes où passaient les troupes. Les Français entretenaient ainsi un certain nombre d'agents dans les villes allemandes. Ces derniers furent particulièrement sollicités lorsqu'il fallut suivre la descente de Marlborough vers la Bavière. Enfin, les populations locales pouvaient donner des indications précieuses sur le nombre de troupes qu'elles voyaient passer. Les méthodes utilisées par La Ferrière, chargé de protéger l'Adige en aval, représentent un modèle d'exploitation de cette source d'information. Du début de l'année 1706 jusqu'au mois d'août, il entretint des observateurs – probablement des habitants de la région – chargés de compter très précisément le nombre de recrues de l'armée impériale ou des armées des princes germaniques, qui rejoignaient par les Alpes les forces du prince Eugène ou du prince de Hesse :

« Je puis vous assurer, monseigneur, que je prend toutes les precautions possibles pour estre informé de la verité des forces des ennemys, qu'il ne vient pas un homme d'Allemagne en Italie qui ne soit conté dans les defilés du Tirol et du trentain par quatre personnes differentes qui ne se connoissent pas l'un l'autre »<sup>64</sup>.

---

<sup>61</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 121.

<sup>62</sup> Muret fait ainsi arrêter pour espionnage un marchand de Brescia qui visitait le camp français (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°66, Muret à Chamillart, camp de Saint-Maximin, 12 juillet 1706).

<sup>63</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 91-92.

<sup>64</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°216, La Ferrière à Chamillart, s.l., 31 mars 1706. On retrouve une mention similaire en juillet : « Ce jugement est fondé sur une grande exactitude que j'ay à faire conter en quatre passages differents tout ce qui vient d'Allemagne en Italie ». SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°111, La Ferrière à Orléans, 20 juillet 1706.



Ce patient calcul lui permit de disposer de nombres qu'il estimait fiables, et qui s'avérèrent de fait assez justes : à la fin du mois de juillet, il indiquait un maximum de 32 à 34 000 hommes dans l'armée impériale (sans compter celle du prince de Hesse). Il opposait la pertinence de ces chiffres aux rumeurs et aux fausses lettres de renseignement qui attribuaient 40 000 soldats au prince Eugène, mensonges destinés à contraindre La Feuillade à abandonner le siège de Turin pour rejoindre l'armée du duc d'Orléans<sup>65</sup>. De fait, même renforcé par les forces du duc de Savoie, le prince Eugène ne disposait pas de plus de 30 000 hommes le jour de la bataille de Turin<sup>66</sup>. Enfin, le meilleur gage de fiabilité, pour tout type de renseignement, était de croiser les informations provenant de différentes sources. La Ferrière s'appliquait ainsi à comparer toutes les données utiles pour jauger les effectifs des troupes adverses :

« Parmi plusieurs raisons que nous avons pour croire que les ennemis n'ont que 33 000 hommes au plus indépendamment des troupes de Hesse nous en avons une tirée du pain de munition :

Ils n'avoient l'année passée dans ce temps cy que 28 000 hommes ainsy que j'eus l'honneur de vous le mander alors ; tous leurs officiers généraux en sont convenus depuis, et cela a esté confirmé par la propre tablette que le feu general Sereni conservoit pour son usage.

Hors (*sic*) nous savions par des voies sûres que cette armée de 28 mille hommes consumoit 300 sacs de farine par jour, et nous savons avec la mesme certitude qu'elle n'en consume aujourd'huy que 350 »<sup>67</sup>.

En complément de ces systèmes de comptage sophistiqués, La Ferrière s'appuyait sur un réseau d'espions infiltrés au sein même de l'armée ennemie<sup>68</sup>. Ce besoin impérieux de disposer d'informations explique pourquoi il était facile, pour un général, de fournir à son adversaire de fausses nouvelles. Nous avons vu dans le second chapitre que le maréchal de Tallard fit faire de multiples manœuvres à ses troupes, avant de se lancer dans la première traversée de la Forêt Noire, en mai 1704. Il déplaça des soldats vers le nord (Landau) comme vers le sud de l'Alsace (à Huningue), alors que lui-même s'apprêtait à passer par Brisach, au centre<sup>69</sup>. L'objectif était de pousser les Alliés, par l'envoi de multiples signaux contradictoires, à diviser leurs propres forces. De même, lorsque le duc de Marlborough

---

<sup>65</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°165, La Ferrière à Chamillart, s.l., 25 juillet 1706.

<sup>66</sup> Voir *infra*, section 5.3.1.4.

<sup>67</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°180, La Ferrière à Chamillart, s.l., 3 août 1706. Il ne détaille pas les autres raisons, « trop longues à chiffrer icy »

<sup>68</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°111, La Ferrière à Orléans, 20 juillet 1706.

<sup>69</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 430-431.

s'approcha de Philippsbourg, avant de se lancer dans sa marche vers la Bavière, il demanda au gouverneur de la ville de faire construire des ponts sur le Rhin. Il voulait faire croire aux Français que son véritable objectif était Landau, situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest, de l'autre côté du fleuve<sup>70</sup>. Quatre ans plus tard, lorsque le duc de Vendôme résolut de marcher sur Gand, il fit d'abord mine d'en vouloir à Huy. Il envoya à Charleroi une partie de son artillerie, ainsi que des boulangers. L'objectif était alors d'amener Marlborough à affaiblir les garnisons de Bruges et Gand<sup>71</sup>.

Une méthode de désinformation encore plus efficace consistait à manipuler les généraux adverses en corrompant leurs propres sources. C'est ce que fit le prince Eugène – si l'on en croit le chevalier de Folard – en s'assurant les services de Colmenero :

« Cet homme s'étant acquis la confiance et l'amitié du prince de Vaudémont, qui l'avoit comblé de biens et d'honneurs, s'étoit tellement insinué dans l'esprit de M. de Vendôme, que ce prince ne lui cachoit rien de ses desseins ; et comme il lui voyoit une grande intelligence du pays, rarement rejettoit-il ses conseil, tant il sçavoit les appuyer de raisons spécieuses, et faisoit paroître de zèle à lui découvrir les desseins de ses ennemis ; car il faisoit même passer ses espions à l'armée impériale au vu et au sçu de M. de Vendôme »<sup>72</sup>.

Folard relate de nombreux épisodes durant lesquels les conseils spécieux du lieutenant général mirent en mauvaise posture les troupes françaises en Italie, en 1705. En 1706, c'est Colmenero qui assura aux généraux de Louis XIV que le passage de Stradella était indéfendable, entraînant son abandon<sup>73</sup>...

Pour faire face aux réseaux de renseignement adverses et aux manœuvres de désinformation, des méthodes de contre-espionnage se devaient d'être mises en œuvre. Le recours à des agents doubles était particulièrement prisé. Un prêtre italien, résidant à Vérone au profit du duc de Mantoue (mais aussi des Français) se vit ainsi approché par le prince Eugène, qui lui demanda de nouer des intelligences au sein de l'armée de Vendôme<sup>74</sup>. Cette position lui permit, en faisant croire aux Impériaux qu'il les servait, de donner aux Français

---

<sup>70</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 325.

<sup>71</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. V : campagne des Flandres, fol. 149r.

<sup>72</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 104.

<sup>73</sup> Voir *infra*, section 4.3.3.

<sup>74</sup> Cet épisode est relaté dans SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°291, le s<sup>r</sup> Roger à Chamillart, camp de Sainte-Marie de Zevu, 26 juin 1706.

des informations sur les méthodes d'espionnage des Alliés. Le prêtre fut ainsi amené à prévenir les Français qu'une rencontre était prévue à Vérone entre un agent des Impériaux (déserteur de l'armée française) et quatre officiers français tentés par l'espionnage. Il leur proposa de tendre un piège aux transfuges. Il les avertit par ailleurs que le prince Eugène venait d'envoyer un espion dans leur armée, pour recruter des officiers tentés par la désertion. Pour les aider à l'identifier, il en dressa un signalement précis :

« Cet espion est Piémontois parlant fort bon français, c'est un grand homme noir portant ces propres cheveux dans une bource, une moustache, ayant environ trent'ans, il a un habit de camelot rouge, les boutons de la même étoffe, une camisole rouge avec des boutons d'or et un galon d'or sur ces culottes »<sup>75</sup>.

La prolifération des agents doubles était d'autant plus courante qu'il n'existait pas, à l'époque, de système unifié d'espionnage. Chaque acteur, diplomatique ou militaire, pouvait – si l'occasion s'y prêtait – se constituer son propre réseau. Le général en chef avait à cœur de disposer de sources d'informations fiables – nous avons déjà observé le réseau international de Marlborough, nous verrons plus loin l'exemple du maréchal de Villeroy. L'intendant d'armée – souvent intendant de la province frontière – pouvait aisément se servir de ses hautes attributions administratives et militaires pour s'attacher différents informateurs, comme le fit Leblanc, intendant de la Flandre maritime<sup>76</sup>. Cet homme parvint à s'attacher plusieurs officiers des armées alliées, ainsi que des marchands, qui surent le prévenir des différents convois terrestres et maritimes effectués par les Coalisés pour ravitailler le siège de Lille. Lorsqu'il quitta son poste pour celui de la Flandre, en 1711, il s'empessa de reconstituer un nouveau réseau. Ces informations lui garantirent l'une de ses réussites les plus éclatantes, l'attaque contre les bagages du prince Eugène<sup>77</sup>.

Au niveau inférieur, des officiers généraux chargés de la surveillance d'un territoire particulier pouvaient eux aussi être amenés à élaborer un système de renseignement, comme le firent La Ferrière ou Le Guerchois en Lombardie<sup>78</sup>. Un simple lieutenant-colonel comme

---

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> Son réseau est décrit dans L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 219. La réputation de Leblanc fut assurée lorsqu'il parvint à avertir Chamillart que la tranchée avait été ouverte devant Lille, un jour avant le rapport de Berwick, qui dirigeait l'armée d'observation.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 221. Cette attaque n'eut pas de grand effet militaire (48 prisonniers) mais son impact symbolique fut fort, puisque la garde-robe personnelle du prince fut éparpillée le long de la route.

<sup>78</sup> Pour la mention d'un réseau propre à Le Guerchois, voir SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°317 bis, Le Guerchois à Chamillart, Castelbaldo, 19 avril 1706.

Foucaucourt affirme même disposer de ses propres informateurs<sup>79</sup> ! Mais les réseaux d'espions étaient plus facilement montés par des dirigeants disposant d'une résidence fixe. La fonction de gouverneur s'y prêtait tout particulièrement. Salliant, qui fournissait les nouvelles du Bon Correspondant, était gouverneur de Namur. C'était Vaudémont, gouverneur de la Lombardie qui réceptionnait les lettres interceptées auprès du comte de Briançon<sup>80</sup>. Un ambassadeur se devait également d'avoir son propre système d'information – par nécessité, car il lui fallait connaître très rapidement tous les soubresauts diplomatiques et militaires, par opportunité, car la nature même de sa fonction lui permettait d'établir de multiples correspondances, et souvent par tempérament, un bon ambassadeur ayant l'art et le goût d'établir des relations avec une grande variété d'acteurs politiques ou militaires. L'abbé de Pomponne, ambassadeur à Venise, mit ainsi en place son propre réseau dès son arrivée en Italie en 1705<sup>81</sup>. Le renseignement de l'abbé était autant d'ordre politique que militaire : il s'agissait en effet de dévoiler aussi bien les intentions des Vénitiens (il donne à cette fin de l'argent au « chef des espions des inquisiteurs d'État » de Venise<sup>82</sup>) que les futurs mouvements de l'armée du prince Eugène. L'exemple de Pomponne montre à quel point les réseaux personnels s'interpénétraient : les hommes stipendiés par l'ambassadeur rendaient également des services au duc de Vendôme ou à son frère, le Grand Prieur<sup>83</sup>. L'ambassadeur utilisait de même un officier irlandais envoyé à Mantoue par le maréchal de Tessé. Enfin, il finançait un homme chargé de se rendre « dans les quartiers des Allemands dans le Padouan pour rendre compte à M. Le Guerchoys de ce qui s'y passe »<sup>84</sup>.

L'entretien d'informateurs était coûteux : outre la rétribution des sources, d'autant plus chères qu'elles étaient fiables et haut placées, il fallait assurer les frais de correspondance<sup>85</sup>. La question du financement était d'autant plus sensible que les destinataires de ces nouvelles étaient multiples, et parfois concurrents. En fonction de la personne qui gérait le réseau d'espionnage, les modes de circulation de l'information, du terrain vers la Cour, étaient différents. Les administrations de la Guerre et des Affaires étrangères avaient chacune leur propre réseau, la première s'appuyant plutôt sur ces généraux et gouverneurs, la seconde sur

---

<sup>79</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706.

<sup>80</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°314, Vaudémont à Chamillart, Milan, 19 avril 1706.

<sup>81</sup> Le réseau de l'abbé de Pomponne est décrit dans L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 98-101.

<sup>82</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°84, Pomponne à Chamillart, Venise, 17 juillet 1706.

<sup>83</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>84</sup> Cité *Ibid.*, p. 100.

<sup>85</sup> *Ibid.*

le réseau des ambassadeurs. En pratique pourtant, la répartition n'était pas aussi simple. Les informations se diffusaient non seulement de façon verticale, en passant par la voie « hiérarchique » (par le secrétaire d'État, qui informait ensuite le roi), mais aussi horizontale, en fonction des affinités entre tel ou tel cadre de l'armée ou de l'administration. Une filière de renseignement pouvait ainsi rapporter des informations extrêmement variées, concernant des domaines qui n'étaient pas forcément recherchés : l'espionnage militaire et l'espionnage diplomatique n'étaient pas cloisonnés. C'est pour cela que l'abbé de Pomponne pouvait faire financer une partie de ses informateurs par Chamillart<sup>86</sup>. Les tensions étaient fréquentes entre le secrétaire d'État de la guerre et son homologue des Affaires étrangères. Le second n'avait pas apprécié que le premier s'immiscât dans ses négociations avec la Hollande. Chamillart, en retour, fut furieux d'apprendre qu'un officier français servant en Italie, en 1706, avait envoyé des papiers dérobés au secrétaire d'un diplomate savoyard, directement à l'abbé de Pomponne, au lieu de les envoyer à ses propres supérieurs, c'est-à-dire aux généraux de l'armée d'Italie<sup>87</sup>. L'étoile pâissante de Chamillart et la faveur croissante dont jouissait Torcy finirent, vers 1709, par amener le roi à trancher en faveur du second<sup>88</sup>.

### 4.1.2. L'audience du « Bon Correspondant »

Après ce panorama des réseaux de renseignement sur les frontières pendant la guerre de Succession d'Espagne, de ceux qui les animent, de leurs sources, des informations qu'ils cherchent à obtenir et enfin de leur audience, arrêtons-nous sur deux cas exemplaires des complexités de l'espionnage militaire. Le premier concerne l'un des principaux informateurs du front flamand, le « Bon Correspondant » ; le second montre les difficultés rencontrées par un général pour prendre une décision stratégique à partir de multiples indications contradictoires.

La sous-série A<sup>1</sup> du SHD conserve plusieurs dizaines de lettres envoyées à Salliant, gouverneur de Namur, par le « Bon Correspondant ». Ce dernier était visiblement un officier supérieur, peut-être un officier général, au service de l'armée alliée, qui disposait d'excellentes relations avec les officiers généraux ennemis<sup>89</sup>. Ses dépêches fourmillent

---

<sup>86</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°84, Pomponne à Chamillart, Venise, 17 juillet 1706.

<sup>87</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Le Bon Correspondant raconte par exemple qu'il a obtenu des renseignements sur les effectifs alliés en 1706 lors d'un repas avec un aide de camp du général d'Auverquerque. SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°178, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 17 mai 1706.

d'indications sur les relations entre Marlborough et les États Généraux, sur la mauvaise volonté de l'Électeur de Brandebourg ou encore sur les dissensions entre le roi de Suède et l'Empereur. Il donne surtout de riches renseignements sur les effectifs disponibles et sur l'état d'esprit des officiers. Ces informations de première importance sont jugées fiables par les responsables politiques et militaires français. En 1706, ce sont les renseignements du Bon Correspondant sur les mouvements de Marlborough vers la Gette qui poussent Villeroy à déplacer son armée vers Ramillies<sup>90</sup>. Quelques mois plus tard, c'est l'Électeur de Bavière qui s'appuie à son tour sur les informations du Bon Correspondant pour démontrer le manque de considération de l'armée française à son égard<sup>91</sup>.

Pourtant, le secrétaire d'État de la guerre finit en 1708 par douter de la bonne foi de cet informateur : « Je ne puis croire que vous n'aiez pas porté le mesme jugement que moy sur les nouvelles de votre correspondant et qu'il ne merite mieux d'estre payé par les ennemis que par le Roy [...]. Ce seroit s'abuser soy mesme que d'en estre plus longtemps les dupes »<sup>92</sup>. Chamillart assure en effet que les informations véritables envoyées par le Bon Correspondant lui sont déjà communiquées par d'autres sources, tandis que le reste n'est absolument pas fiable. Salliant, probablement vexé que le plus productif de ses espions soit mis en cause, prend sa défense en expliquant pourquoi les renseignements que Chamillart reçoit directement de Namur lui semblent déjà éventés :

« À l'égard du secret des nouvelles que led. Correspondant envoie, il seroit bien difficile qu'il fust gardé : j'ay trouvé, en arrivant à Namur, que le R. Pere Anshenin, qui reçoit lesd. nouvelles du Correspondant, les envoyoit en mesme temps à M. le duc du Maine, à M. le duc de Noailles le pere, et à M. de Bagnols. Quand vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer à Namur, vous m'avez ordonné de les envoyer à M. le marechal de Villeroy. Lorsque M. de Vendosme vint prendre le commandement de l'armée de Flandres, vous m'ordonnaste pareillement de luy envoyer. Le Correspondant s'est plaint plus d'une fois que lorsque les nouvelles estoient arrivées à l'armée, l'on n'en faisoit aucun mistere... »<sup>93</sup>.

Nous n'avons pu trouver ailleurs de plus amples renseignements sur le Bon Correspondant, et nous ne pouvons dire si les suspicions de Chamillart étaient fondées, et, dans ce cas, depuis combien de temps. Nous constatons seulement qu'il cesse d'envoyer des

---

<sup>90</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°196, Villeroy au roi, Gossencourt, 21 mai 1706 : « Ce qui a aidé à me déterminer à ce party-là, c'est les dernières nouvelles du Bon Correspondant ... ».

<sup>91</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706.

<sup>92</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°238, Chamillart à Salliant, Marly, 3 juin 1708.

<sup>93</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°264, Salliant à Chamillart, Namur, 8 juin 1708.

informations en juillet et août 1708. Nous avons toutefois choisi d'utiliser pour notre travail la plupart des renseignements qu'il avait envoyés au secrétaire d'État de la guerre, puisque certains étaient confirmés par ailleurs, et que même les moins fiables reflétaient elles aussi l'état des connaissances dont disposaient alors les Français.

Quoi qu'il en soit, la correspondance qu'échangent Salliant et Chamillart autour de ce soupçon est instructive. Elle nous indique d'abord que les relations avec le Bon Correspondant existaient avant même que Salliant ne fût nommé gouverneur de Namur, en octobre 1704. De surcroît, elle illustre le goût immodéré de nombreuses personnalités civiles et militaires pour les révélations en tout genre, ce qui explique la circulation très rapide des informations et des rumeurs. On apprend de Salliant que même le duc de Bourgogne souhaite recevoir les nouvelles du Bon Correspondant<sup>94</sup>. Cette correspondance témoigne enfin de la difficulté de créer un réseau d'espionnage. Comme l'avoue le gouverneur de Namur : « Quant à l'ordre que vous me faites l'honneur de me donner de faire en sorte de menager quelque relation plus sûre, plus secrète, cela est très difficile à trouver »<sup>95</sup>.

### 4.1.3. Le maréchal de Villeroy en Alsace

En juillet et août 1704, le maréchal de Villeroy et le comte de Coigny eurent à leur tour des mésaventures avec leurs espions. Nous avons déjà vu que le rôle assigné au maréchal de Villeroy, campé à Offenbourg, était de surveiller les mouvements d'Eugène de Savoie, de défendre contre lui l'Alsace, ou de se porter au secours de Tallard si le prince Eugène quittait les lignes et gagner le Wurtemberg pour l'y attaquer. Louis XIV avait donné des ordres formels pour qu'il fasse tout ce qui lui était possible pour prévenir les tentatives du héros de Zenta : « Vous estes sur les lieux, à portée de voir les mouvements des ennemis, c'est ce qui doit régler les vôtres »<sup>96</sup>.

Nous savons qu'Eugène quitta définitivement les lignes à partir du 20 juillet. De nombreuses sources avaient averti la Cour de ce mouvement. Dès le 15 juillet, Tallard écrivait au roi que les rumeurs voulaient que le prince de Savoie fût déjà parti<sup>97</sup>. Trois jours plus tard, Laubanie, gouverneur de Landau, prévenait Chamillart qu'Eugène avait effectivement quitté

---

<sup>94</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°264, Salliant à Chamillart, Namur, 8 juin 1708.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°62, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 3 juillet 1704.

<sup>97</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°74, Tallard au roi, camp de Hart, 15 juillet 1704.

les lignes avec les troupes danoises et brandebourgeoises<sup>98</sup>. Le 25 juillet, Chamillart écrivit à Coigny pour lui faire part de sa quasi-certitude du départ d'Eugène<sup>99</sup>. Le 1<sup>er</sup> août, la dépêche envoyée par Tallard depuis le camp de Krombach ne laissait plus aucun doute sur l'arrivée d'une partie de ses troupes dans l'Empire<sup>100</sup>. Enfin, le 7 de ce mois, le roi avertit lui-même le maréchal de Villeroy que les lignes de Stollhofen étaient très probablement dégarnies, car le prince Eugène avait emporté avec lui quinze ou seize mille hommes<sup>101</sup>.

Pourtant, le maréchal de Villeroy ne fit rien de considérable pour prêter renfort à Tallard ou pour attaquer les positions affaiblies par le départ du prince Eugène. Ces retards et ces hésitations sont essentiellement à attribuer à la faiblesse de ses services de renseignement, et à la qualité des mesures prises par le général impérial pour se dissimuler. Dès le 1<sup>er</sup> juillet 1704, Coigny alertait Chamillart des difficultés qu'il aurait à savoir ce qui se passait dans le camp adverse :

« Je vous supplie d'être persuadé, monseigneur, que ce n'est pas manque d'attention si je ne suis pas mieux informé. Les lignes sont gardées avec tant [...] de précautions qu'il est très difficile d'y pénétrer, et il se trouve peu de gens intelligents qui veulent s'hazarder et y aller : j'y ai été obligé de donner le meilleur que j'avois au maréchal de Villeroy »<sup>102</sup>.

Cet aveu provoqua le mécontentement du secrétaire d'État de la guerre, qui lui répondit alors vertement :

« Je ne comprends pas comment il est possible que vous ne soyez pas mieux instruits, tous tant que vous êtes de généraux, du véritable nombre de troupes qu'il y a dans les lignes : cela est pourtant très nécessaire »<sup>103</sup>.

Villeroy, en revanche, assurait de son côté que son réseau de renseignement fonctionnait au mieux. Le 3 août, il faisait de la variété et de la multiplicité de ses sources de renseignement la garantie de leur qualité. Il recevait tous les jours des déserteurs de l'armée impériale pour lui donner des informations fraîches, sans compter les indications des gens du

---

<sup>98</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°79, Laubanie à Chamillart, Landau, 18 juillet 1704.

<sup>99</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°61, Chamillart à Coigny, Versailles, 25 juillet 1704.

<sup>100</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°85, Tallard à Chamillart, camp de Krombach, 1<sup>er</sup> août 1704.

<sup>101</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°14, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 7 août 1704. Ces chiffres sont très proches de la réalité.

<sup>102</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°2, Coigny à Chamillart, Strasbourg, 1<sup>er</sup> juillet 1704.

<sup>103</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°61, Chamillart à Coigny, Versailles, 25 juillet 1704.



pays et celles d'une « infinité d'espions »<sup>104</sup>. Le 9 août, le maréchal insistait encore : « Il revient tous les jours des paysans de l'armée [d'Eugène] »<sup>105</sup>.

Malgré la fiabilité autoproclamée de son réseau, le maréchal de Villeroy est le dernier à être convaincu du départ du prince. Le 3 août, il avait certes reçu plusieurs avis indiquant que le prince Eugène était dans le Wurtemberg, voire devant Rottweil<sup>106</sup>. Il préfère pourtant se fier à d'autres renseignements, qui lui affirment le contraire. Peu à peu, le maréchal se laisse gagner par le doute vis-à-vis de la fiabilité de ses sources. Le 9 du même mois, il note ainsi à propos d'un informateur : « Le rapport de l'espion sorty des lignes est si positif, qu'il ne devrait pas laisser de doute qu'il a veu M. le prince Eugene ; cependant comme ce sont tous gens suspects, et qu'il y a des avis differents, l'on ne sçauroit asseoir un jugement solide »<sup>107</sup>. Un jour plus tôt, il avait personnellement interrogé un indicateur, comme il le relate dans une lettre à Tallard : « Le nommé Jean Albreck, barbier à Kell, qui pretend estre fort connu de vous, et que vous luy avez donné de l'argent en dernier lieu, vient de me dire que le mercredi 6<sup>e</sup> il a veu M. le prince Eugène à Bilh [Bühl]. Je luy ay fait repeter bien des fois, il me l'a toujours soutenu. Je luy avois dit que s'il me mentoit, je le ferois chasser de Kell »<sup>108</sup>. L'autre n'en démord pas. Est-ce un affabulateur à la solde des Alliés, ou cette personne, par une malchance extraordinaire, croit-elle sincèrement avoir vu le prince ? Perplexe et désappointé, Villeroy conclut : « Je me mefie toujours d'avis de gens qui nous servent pour de l'argent »<sup>109</sup>. Le 11 août, des rapports de déserteurs lui assurent que les propos du barbier sont faux<sup>110</sup>. Qui plus est, Laubanie l'avertit le même jour que selon toute vraisemblance le prince Eugène est arrivé à Donauwerth.

Tout semble converger vers la même évidence, et pourtant le maréchal reste dans l'expectative. Dans une certaine mesure, nous pourrions comparer sa situation avec celle de l'état-major allemand en 1944, quand la surabondance des informations distillées par les Anglo-Saxons sur le lieu et la date du débarquement finit par paralyser sa capacité à réagir. Il ne faut pas trop, dans ces circonstances, accuser l'incapacité militaire de Villeroy : la clairvoyance, face à la multiplicité et aux contradictions des renseignements disponibles, relève davantage de l'instinct ou de la chance, que d'une analyse raisonnée. Marlborough lui-

---

<sup>104</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°4, Villeroy à Chamillart, Hembourg, 3 août 1704.

<sup>105</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°16, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 9 août 1704.

<sup>106</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°4, Villeroy à Chamillart, Hembourg, 3 août 1704. De fait, le 3 août, Eugène était déjà à proximité d'Höchstädt.

<sup>107</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°16, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 9 août 1704.

<sup>108</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°18, Villeroy à Tallard, Offenbourg, 8 août 1704.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°23, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 11 août 1704.

même commit des erreurs similaires. Bien qu'averti par son réseau de renseignement que les Français visaient Gand et Bruges, en 1708, il négligea cet avis<sup>111</sup>.

Pour rester actif tout en évitant de prendre une décision trop tranchée, Villeroy décide de disperser ses troupes dans tout le Wurtemberg, et déplace fréquemment son artillerie, pour donner de l'inquiétude aux ennemis. Il assure qu'il se retrouve ainsi à même de passer les montagnes comme d'attaquer les lignes<sup>112</sup>. Certes, mais on peut aussi considérer qu'il s'en trouve aussi peu capable de menacer rapidement les lignes que de se porter dans le temps nécessaire au secours des armées de Bavière. Enfin, puisqu'il n'est sûr de rien, il décide de fixer sa conduite sur ce que pourra lui dire celui qui est censé être le plus au courant du danger que peut représenter le prince Eugène, c'est-à-dire le maréchal de Tallard lui-même. Or ce dernier ne lui a envoyé aucune information depuis sa dernière lettre, remontant au 29 juillet, qui ne lui parlait que de la jonction réussie avec l'Électeur : ceci signifie, aux yeux de Villeroy, que la situation n'a pas changé<sup>113</sup>. Le 11 août, François de Neufville n'a toujours rien reçu de neuf.

Il est pourtant assuré que ce n'est pas en raison des difficultés de communication des lettres, puisque des officiers ont reçu des dépêches de particuliers de l'armée de Tallard datant du 2 août<sup>114</sup>. Il continue donc à s'arc-bouter sur son raisonnement selon lequel l'absence d'avertissement vaut absence de danger : « Il y a bien de l'apparence que rien ne presse en Bavière »<sup>115</sup>. Toutefois, une autre lettre du même jour au secrétaire d'État marque son inquiétude :

« L'état d'incertitude [est] le plus cruel de tous. Comprennez vous, monsieur, que je sois sans nouvelles de M. le maréchal de Tallard, depuis le 29 de l'autre mois ? C'est aujourd'hui le 13<sup>e</sup> jour, et que de cinq cent mille avis qui se contredisent tous je ne puis avoir aucune certitude des choses opposées qu'on me rapporte ; du côté de Suisse il ne me vient aucun avis. Il faut se donner patience, et ne rien faire de mal à propos, en se précipitant sans raison : je vous assure que Nature souffre fort »<sup>116</sup>.

---

<sup>111</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>112</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°9, Villeroy au roi, camp de Kurchen sur le Lech, pays de Wirtemberg, 30 juillet 1704.

<sup>113</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°16, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 9 août 1704.

<sup>114</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°23, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 11 août 1704.

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°24, Villeroy à Chamillart, Offenbourg, 11 août 1704.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

Le 12 août, il prend son unique décision avant la nouvelle de Blenheim. Il est certes toujours aussi convaincu que le prince de Savoie n'a aucune raison d'aller en Bavière<sup>117</sup>. Mais il choisit tout de même, pour dissuader Eugène de s'y rendre et pour lui donner de l'inquiétude, d'avancer vers les lignes de Stollhofen. En réalité, cette marche ne représente en rien une menace pour le prince de Savoie, puisque Villeroy lui-même admet que son but n'est pas d'attaquer une série de retranchements qu'il trouve bien trop redoutables, mais plutôt de fourrager pour faire subsister plus confortablement l'armée.

Une lettre du 14 du même mois indique encore que le maréchal n'avait rien compris à l'état pressant des affaires de l'Empire, et qu'il trouvait tout à fait suffisante sa légère avance vers le nord, la croyant à même de donner de la jalousie au prince Eugène. Il néglige en effet le rapport d'un oculiste de retour de Bavière qui lui assure qu'on pense qu'une bataille est sur le point de se déclencher<sup>118</sup>. Tout change enfin le 19 août. Ayant reçu une lettre de Marcin qui l'informait de la défaite complète des deux armées françaises dont il devait assurer les arrières, il écrit au roi : « Il est trop important de sauver le reste de l'armée de Vostre Majesté, pour perdre un moment à m'avancer avec toute l'armée sur les hauteurs de Wilingue »<sup>119</sup>.

Le maréchal de Villeroy a donc souffert de malchance, d'une déficience dans ses réseaux de renseignement, et aussi d'un refus de choisir une solution franche. Ce refus de prendre un parti fut certes très prudent pour le protéger contre tout reproche de la part de la Cour. Mais l'absence d'une résolution tranchée eut des effets pernicieux. Une franche attaque des lignes, avec toutes les forces dont il disposait, aurait peut-être pu inciter Eugène à y renvoyer des troupes. Ou bien, comme la route du Rhin n'aurait plus du tout été garantie pour les Alliés après la prise des lignes, Eugène et Marlborough auraient peut-être été moins enclins à prendre le risque d'une bataille. L'autre choix, c'est-à-dire se porter avec un grand corps de troupes au secours de Tallard, aurait permis à ce dernier de disposer de la supériorité numérique qui lui manqua à Blenheim – mais il aurait été encore plus difficile de faire subsister une troisième armée en Bavière.

La principale erreur de Villeroy fut peut-être d'avoir décidé, face à l'abondance des renseignements, de se régler exclusivement sur ce que Tallard lui indiquerait. Là encore, il est difficile de comprendre pourquoi ce dernier n'a pas envoyé dépêche sur dépêche à Villeroy. La mauvaise fortune, les difficultés de communication, ou la négligence des courriers s'en

---

<sup>117</sup> « Il ne paroist pas que M. le prince Eugene doive rejoindre [le prince de Bade] ». SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°26, Villeroy au roi, Offenbourg, 12 août 1704.

<sup>118</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°29, Villeroy au roi, Offenbourg, 14 août 1704.

<sup>119</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°50, Villeroy au roi, Erlach, 19 août 1704.

sont sans doute mêlées. On retrouve en effet, dans les papiers de la campagne de Villeroy, au Service historique de la Défense, une lettre de Tallard à ce maréchal, datée du 4 août. Cette dépêche l'avertit que le prince de Savoie est sorti des lignes et qu'il dispose de 14 bataillons et 39 escadrons – dont 30 ne viennent pas des lignes, mais d'un renfort envoyé par le margrave<sup>120</sup>. Elle a probablement été reçue avec plus de vingt jours de retard<sup>121</sup>.

Les défaillances du renseignement, les retards dans l'envoi et la réception des lettres jouèrent donc un rôle dans la défaite de Blenheim. Mais quels que soient les renseignements dont Villeroy ait disposé, les décisions qu'il prit lui incombent pleinement. Il observait certes les instructions de la Cour qui l'enjoignaient à suivre Eugène, mais elles relevaient du bon sens, et il lui appartenait de voir ce que faisait effectivement Eugène. Pour une seule éventualité, celle du départ des forces de Villeroy en Bavière, le roi de France lui avait strictement enjoint de ne pas agir avant d'avoir reçu l'aval de la Cour : « Avant de prendre [ce party] vous m'informerez de la véritable situation des ennemis, pour recevoir mes derniers ordres »<sup>122</sup>. Un mois plus tard, les consignes étaient encore plus strictes, puisqu'il ne devait à aucun prix joindre Tallard : « Il ne convient point de faire passer les montagnes à l'armée que vous commandés, il faudrait encore une quatrième armée en Alsace pour soutenir la communication si celle que vous commandés estoit avancée dans le Wirtemberg »<sup>123</sup>. Pourtant, à la réception de la nouvelle de Blenheim, Villeroy n'attendit aucun ordre pour s'enfoncer le plus avant possible dans l'Allemagne et aller chercher les armées de Tallard et Marcin. Il en informa le roi, mais il amorça son mouvement immédiatement, sans attendre la réponse, qu'il imaginait positive.

### 4.2. L'indépendance du chef de guerre

L'exemple du maréchal de Villeroy, qui lance son armée au plein cœur de l'Allemagne méridionale sans avoir été mandaté pour le faire, nous conduit à nous interroger sur la liberté

---

<sup>120</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°39, Tallard à Villeroy, Turdorf, 4 août 1704. Les chiffres sont inexacts, puisque Eugène disposait de 18 bataillons et 60 escadrons, dont 30 venaient effectivement de l'armée du margrave.

<sup>121</sup> Le 18 août, Chamillart s'étonne tout autant que nous du fait que Villeroy n'a reçu aucune nouvelle, puisque lui-même a pour sa part réceptionné une missive de Tallard et Marcin, datée du 5 août, lui assurant de l'arrivée du prince Eugène au cœur de l'Empire. Or Versailles est bien plus éloigné de la Bavière que le camp d'Offenburg. SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°43, Chamillart à Villeroy, Versailles, 18 août 1704.

<sup>122</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°62, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 3 juillet 1704.

<sup>123</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°1, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 2 août 1704.

d'action reconnue au général dans la conduite de ses troupes. Dans quelle mesure les commandements en chef pouvaient-ils revendiquer l'indépendance de leurs choix ?

### 4.2.1. La répartition des généraux

Nous allons voir que ces derniers avaient leur mot à dire même dans les décisions qui relevaient de la stratégie de plus haut niveau : la répartition des généraux sur les théâtres d'opérations. Cette question était le plus souvent réglée avant la campagne ; le roi préférait maintenir à leur poste les hommes qui y avaient servi les années précédentes, dans la mesure où ils connaissaient bien leurs troupes et le terrain. Des modifications avaient toutefois lieu lorsqu'un général avait démérité (Catinat, considéré comme trop vieux, fut remplacé par Villeroi en Italie au début de la guerre ; Villars fut retiré de Bavière à cause de ses démêlés avec l'Électeur), ou lorsqu'il fallait envoyer sur un front prioritaire un chef jugé exceptionnel. C'est ce qui se produisit lorsque Vendôme fut appelé à la tête de l'armée des Pays-Bas, en 1706.

Le problème est qu'il était alors nécessaire de trouver, à sa place, une nouvelle tête pour l'armée de Lombardie. Pour que le transfert du duc de Vendôme ne soit pas perçu comme un abandon par cette armée, Louis XIV décida de le remplacer par un membre de sa propre famille, le duc d'Orléans. Le roi chercha ensuite à lui adjoindre comme mentor un général énergique et victorieux. Il pense tout d'abord au maréchal de Villars, qui était affecté à la défense du Rhin, c'est-à-dire un front secondaire<sup>124</sup>. Mais Villars eut l'audace de refuser. Les arguments qui plaidaient en faveur de son maintien sur le Rhin étaient nombreux : la connaissance du pays qu'il devait quitter, sa volonté de ne pas reprendre les plans d'un général qu'il avait critiqué, une attaque de goutte. Gardant un mauvais souvenir de sa collaboration désastreuse avec le duc de Bavière en 1703, il n'aimait pas partager son autorité avec un prince. Mais à Versailles, comme en Lombardie, tout le monde pensa à une autre raison, moins avouable : la cupidité. Villars détournait en effet à son propre profit une belle partie des contributions qu'il tirait de l'Allemagne. Outré de ce refus, Vendôme persifla : « Quand on est accoutumé de gagner deux cent mille écus par campagne, on a bien de la peine à venir dans un pays où il n'y a que des coups à gagner ; mais je vous assure que je suis étonné de la bonté du roi de souffrir de pareilles choses »<sup>125</sup>. Mme de Maintenon comme Mme

---

<sup>124</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706.

<sup>125</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°58, Vendôme à Chamillart, Castagnaro, 10 juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 199-201.

des Ursins furent scandalisées de la réponse du maréchal<sup>126</sup>. Lorsque Louis XIV insista, ce fut pour essayer un nouveau refus de Villars<sup>127</sup>. Ce dernier proposa alors à sa place le maréchal de Marcin, l'un des vaincus de Blenheim. Louis XIV finit par approuver ce choix<sup>128</sup>.

Il faut mettre au crédit de Vendôme de ne pas avoir cherché à être rappelé en Flandre, ou d'avoir voulu n'être remplacé que par un général compétent. Dès juin, il avertit Chamillart que c'était « tout risquer de [le] tirer d'ici avant la prise de Turin », d'autant plus qu'il pensait que la capitale serait prise avant que Marlborough ne puisse faire des opérations décisives aux Pays-Bas espagnols<sup>129</sup>. Si le roi tenait à envoyer quelqu'un d'autre en Italie, Vendôme ne songeait qu'à Berwick. En revanche, le choix de Marcin n'était pas même envisageable :

« Je connais parfaitement le maréchal de Marcin pour l'avoir vu servir ici sous moi la première campagne ; il est rempli de courage, de bonne volonté, d'honneur et de probité, mais je ne lui crois pas assez d'étendue ni de fermeté dans la tête pour le charger des affaires d'Italie. Ce que j'ai l'honneur de vous dire, monsieur, est certain, et j'ai éprouvé plusieurs fois qu'on le fait changer de sentiment quand on veut, et qu'il est toujours de l'avis du dernier qui lui parle, caractère très opposé à celui que doit avoir un homme qui commande en chef et qui doit conduire les autres [...] Il faut avoir une tête de fer pour qu'elle ne tourne point à tous les embarras qu'il y a à essayer ici tous les jours »<sup>130</sup>.

La perspective de voir le duc de Vendôme abandonner le commandement italien ne réjouissait pas non plus les cadres de l'armée de Lombardie, inquiets des difficultés qu'un tel bouleversement était susceptible de causer<sup>131</sup>. Enfin, cette décision mettait au désespoir le maréchal de Marcin lui-même. Son envoi en Italie lui semblait un choix désastreux, et il n'eut de cesse de tenter de faire changer d'avis le roi et son secrétaire d'État de la guerre. Au premier, il invoqua « la crainte que j'ay avec beaucoup de raison d'y être d'un très mediocre utilité au secours de Vostre Majesté »<sup>132</sup>. Il parla de sa santé défaillante, et regretta que le duc de Vendôme n'ait pu « achever son ouvrage »<sup>133</sup>. Au second, il dénonça les « frivoles representations » de Villars, exposa ses angoisses vis-à-vis de la situation difficile en Italie

<sup>126</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 2.

<sup>127</sup> C. Sturgill, *Marshal Villars...*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>128</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°6, Louis XIV à Orléans, Marly, 2 juillet 1706. Notons enfin une dernière raison : le refus de Villars de recevoir des ordres – même une seule journée – du duc de Vendôme.

<sup>129</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°255, Vendôme à Chamillart, camp de Castagnaro, 16 juin 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 639-642.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> AE Milan 17, fol. 225r-226r, d'Esgrigny à Picon d'Andrezel, Turin, 30 juin 1706.

<sup>132</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°27, Marcin au roi, Strasbourg, 5 juillet 1706.

<sup>133</sup> *Ibid.*

(tenir l'Adige avec des troupes en infériorité numérique), et son propre manque d'argent<sup>134</sup>. Mais Marcin n'était pas Villars, et il se soumit au roi : « Je pars, accoutumé de me sacrifier pour obéir à ses volontés »<sup>135</sup>. C'est un homme profondément désespéré, qui doutait de ses propres capacités, qui s'en alla affronter le prince Eugène :

« Il ne tiendra ny à mon zelle, ny à mon amour pour la verité que les affaires n'aillent bien, mais avec ces qualités qui ne laissent pas d'avoir leur merite, on n'est pas exempt de faire des fautes. Comment oser repondre d'estre assés éclairé pour n'en pas laisser faire aux autres ? Tout ce que peux promettre un homme de bien et d'honneur, c'est de faire de son mieux sans repondre des evenemens qui sont dans la main de Dieu »<sup>136</sup>.

On pourrait spéculer indéfiniment sur l'attitude du maréchal de Villars s'il avait été face au prince Eugène : aurait-il été capable de briser l'armée impériale durant sa marche à Turin ou sous les murs de la ville ? Quoi qu'il en soit, l'état d'esprit du maréchal de Marcin n'était pas propice à modifier l'attitude attentiste et défensive que l'armée de Lombardie avait adoptée depuis le franchissement de l'Adige par les Alliés.

Quelques mois plus tôt, un autre cas de nomination avait déjà vu les intérêts personnels d'un général primer sur le « bien du service », le choix d'un ingénieur pour diriger les travaux du siège de Turin. L'armée chargée du siège était conduite par le duc de La Feuillade. Ce dernier semblait destiné à un bel avenir : duc et pair, fils d'un maréchal de France, il n'avait que trente ans lorsqu'il fut promu lieutenant général, en 1704. Michel Chamillart lui avait fait épouser sa fille, convaincu qu'il apporterait à sa famille, en plus d'un nom prestigieux, la gloire militaire<sup>137</sup>. Le secrétaire d'État de la guerre ne dissimulait pas qu'il liait la fortune de son gendre à la sienne propre. Ainsi, il écrivait à un capitaine de mineurs lors du siège de Turin : « Independamment de l'interest du Roy [au succès du siège], vous sçavés celuy que j'y prends personnellement »<sup>138</sup>. D'ailleurs, Vendôme était parfaitement conscient qu'il lui fallait manifester son attachement au gendre pour gagner les bonnes grâces du beau-père. Dans ses missives à Chamillart, Vendôme ne cessa jamais de répéter son estime pour La Feuillade : « On ne peut être plus satisfait que je suis de M. de La Feuillade [...] Vous pouvés

---

<sup>134</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°28, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 5 juillet 1706. Pour permettre à Marcin de se constituer un équipage, le roi lui accorda une « petite gratification » de 15 000 livres (SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°234, Chamillart à Marcin, Paris, 12 août 1706).

<sup>135</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°27, Marcin au roi, Strasbourg, 5 juillet 1706.

<sup>136</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°28, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 5 juillet 1706.

<sup>137</sup> E. Pénicaut, *Michel Chamillart...*, op. cit., t. I, p. 219.

<sup>138</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°311, Chamillart à M. de Vallière, Versailles, 21 juillet 1706.

être sûr que sa gloire m'est aussi chère que la mienne propre »<sup>139</sup>. Les officiers généraux aussi ne manquaient pas de chanter les louanges de La Feuillade, à l'instar d'Albergotti, qui rapportait ainsi l'entrevue qu'il avait eue avec La Feuillade à Casal : « J'ose vous dire, monseigneur, autant que je puis m'y connoître, qu'il n'y a rien de mieux que tout ce qu'il se propose pour l'exécution de son entreprise »<sup>140</sup>.

Pour La Feuillade, la prise de la capitale savoyarde était la dernière étape sur le chemin qui devait le faire maréchal<sup>141</sup>. Mais pour gagner le bâton, le lieutenant général voulait triompher seul<sup>142</sup>. Lors de l'hiver 1705-1706, Vauban s'était proposé pour mener ce siège, probablement le plus important de toute la guerre de Succession d'Espagne. Mais Vauban insistait sur sa difficulté, et sur la disproportion entre les risques du siège et les moyens qu'on lui attribuait<sup>143</sup>. Qui plus est, il contestait les positions que voulait adopter le duc de La Feuillade. Enfin, Vauban était maréchal, et La Feuillade lieutenant général. Même si le premier assurait ne vouloir diriger que le siège, et en aucun cas commander l'armée<sup>144</sup>, cette différence hiérarchique était insupportable au second. Nonobstant les états de service éclatants du maréchal, La Feuillade écrivit alors à son beau-père : « Ayez confiance en moi et vous vous en trouverez mieux, et le roi aussi, que de tous les ingénieurs du monde. Il y a des gens nés pour commander et ces sortes de messieurs-là sont faits seulement pour exécuter les ordres qu'on leur donne »<sup>145</sup>.

C'est pourquoi les offres de Vauban furent finalement rejetées<sup>146</sup>. On lui préféra Laparra, un autre ingénieur de talent<sup>147</sup>. Mais ce dernier fut tué devant Barcelone, avant même

---

<sup>139</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°263, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 12 avril 1706. Vendôme aime faire référence aux liens familiaux pour montrer son affection envers Chamillart et son gendre. Il écrit ainsi au secrétaire d'État : « Dans votre famille même vous n'avez personne qui vous soit plus véritablement acquis que moy [...] Si c'étoit mon fils qui fut chargé du siège de Turin je ne m'y intéresserois pas plus que je fais » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°128, Vendôme à Chamillart, camp de Rivoli, 23 mai 1706).

<sup>140</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°345, Albergotti à Chamillart, camp de Calcinato, 21 avril 1706.

<sup>141</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°131, Vaudémont à Chamillart, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

<sup>142</sup> Saint-Simon assure que la hauteur et l'air impérieux de La Feuillade le firent rapidement détester de toute son armée, particulièrement de ses officiers (Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 10).

<sup>143</sup> *Ibid.*, t. XIII, p. 365.

<sup>144</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1975, n°1, Vauban à Chamillart, Paris, 16 janvier 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 599-608.

<sup>145</sup> A. Blanchard, *Vauban, op. cit.*, p. 510. Après le désastre de Turin, cherchant à se dédouaner, n'hésita pas à affirmer qu'il « auroit consenti » volontiers que Vauban soit chargé du siège (SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°77, La Feuillade à Chamillart, Grenoble, 15 octobre 1706).

<sup>146</sup> Il faut remarquer l'influence de Vendôme dans le rejet de la proposition de Vauban. Qu'il agisse soit pour plaire à Chamillart, soit pour ne pas avoir à collaborer avec un autre maréchal, soit par conviction personnelle, Vendôme ne cessa de contester les opinions de Vauban. En février, il remarquait : « Je ne puis m'empêcher de vous marquer le déplaisir que j'ay eu de voir par une de nos lettres que m'a montrée M. de La Feuillade que M. de Vauban, par des objections ridicules, continue à jeter des incertitudes dans l'esprit de Sa Majesté sur le siège de Turin. J'espère les dissiper toutes dans l'audience que Sa Majesté me donnera. M. de La Feuillade m'a fait voir la position qu'il prétend prendre devant Turin, qui me paroist excellente et qui mettra le poignard dans le cœur de M. de Savoie. Je porte avec moy un plan de Turin qu'il m'a donné et sur lequel Sa



de passer en Italie. Dès lors, La Feuillade n'eut qu'une crainte : le voir remplacé par Vauban<sup>148</sup>. À son grand soulagement, ce fut Rémi Tardif qui fut envoyé à Turin, un ingénieur qui n'avait dirigé des sièges qu'en Bavière, et dont même Chamillart reconnaissait que « par ce que j'en ay ouy dire, il me semble que son experience n'est point assés consommée pour un siege de cette importance »<sup>149</sup>. Pour pallier les insuffisances de l'ingénieur, on lui adjoignit un second, Villars-Lugeins.

L'affectation d'un maréchal de France à la direction d'une des opérations les plus importantes de la campagne, le siège de Turin, fut donc contrecarrée par l'ambition d'un seul homme bénéficiant de puissantes relations. Les multiples plaintes de La Feuillade avaient réussi à s'imposer au détriment de l'expérience d'un Vauban vieillissant et moins bien en cour. Après cette réussite, le bouillant trentenaire manifesta sa volonté de prendre ses décisions stratégiques seul, au mépris des avertissements de ses subordonnés comme de la Cour.

#### 4.2.2. Un gendre qui refuse d'écouter les conseils de son beau-père

Ayant réussi à éviter la présence de Vauban, La Feuillade put mener le siège comme il le souhaitait. Il voulait en effet s'emparer de Turin par la citadelle (à l'ouest), alors que Vauban avait proposé de l'attaquer par la montagne (à l'est)<sup>150</sup>. Le projet de La Feuillade était soutenu par Vaudémont et Vendôme<sup>151</sup>. Cependant, Laparra, le s<sup>r</sup> Belly, un ingénieur de Cologne envoyé comme spécialiste de la place de Turin, et le duc d'Orléans en personne, lorsqu'il visita le siège à son arrivée en Italie, le désapprouvèrent<sup>152</sup>. Vauban de son côté, ne

---

Majesté verra clairement toutes choses » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°194, Vendôme à Chamillart, Marignan, 2 février 1706). Après la mort de Laparra, il réitérait ses critiques : « Je vous diray que M. le mareschal de Vauban pense si extraordinairement sur le siege de Turin que je crois qu'il n'est point du service du Roy de luy en confier la conduite, et je suis mesme persuadé qu'il ne voudroit pas en estre chargé, vous pouvés conter que j'en escriray au Roy » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°80, Vendôme à La Feuillade, camp de Rivoli, 6 mai 1706).

<sup>147</sup> Louis Laparra, seigneur des Fieux, parvint au grade de lieutenant général en 1704, après avoir participé à la prise ou à la défense des principales places d'Allemagne et d'Italie : Brisach, Landau, Verrue, la Mirandole ou Chivasso.

<sup>148</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°51, Vendôme à Chamillart, camp de Rivoli, 8 mai 1706.

<sup>149</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°177, Chamillart à La Feuillade, Versailles, 3 mai 1706. Les places de Bavière n'étaient pas du tout comparables aux forteresses de Flandre ou d'Italie.

<sup>150</sup> Comparer SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°79, La Feuillade à Chamillart, Casal, 25 février 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 608-611, et SHD AG, A<sup>1</sup> 1975, n°1, Vauban à Chamillart, Paris, 16 janvier 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 599-608.

<sup>151</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°78, Vendôme à La Feuillade, s.l., 18 février 1706 ;

<sup>152</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°207, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 24 mai 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°248, Belly à Chamillart, camp devant Turin, 14 juin 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°60, Orléans à

cessait de fulminer contre les méthodes de La Feuillade. Chamillart finit par en être déstabilisé, au point d'envoyer à son gendre les remarques de Vauban : « Quoy que je sois de bien different sentiment que luy, j'ay cru neanmoins que je devois vous en faire part »<sup>153</sup>.

La Feuillade chercha ensuite à manifester sa liberté d'action pour la répartition des troupes. Il décida ainsi d'envoyer en Savoie le régiment de Châtillon, qui lui semblait trop faible, pour en tirer un autre qu'il jugeait davantage à même d'accomplir les tâches du siège de Turin. Une première lettre de Chamillart le prévint alors qu'il ne pouvait pas effectuer de modifications sans en référer au préalable à Versailles<sup>154</sup>. Au lieu de se soumettre, La Feuillade tenta plutôt de convaincre à son beau-père d'adhérer à son choix, et surtout de lui conférer toute autorité pour continuer en ce sens :

« Je vous demande en grace de me laisser maistre d'eschanger et de faire faire les mouvements de troupe que je jugeray à propos en Dauphiné et en Savoye ; vous pouvez conter que je ne feray rien à cet esgard que par rapport au bien du service »<sup>155</sup>.

Dans la même lettre, comme pour appuyer ses propos, il avertit Chamillart qu'il venait d'effectuer un autre échange d'un bon bataillon résidant en Savoie contre un mauvais bataillon tiré de sa propre armée. La Savoie n'ayant à se défendre que contre des bandits, il se considérait autorisé à la démunir au profit de la grande affaire de Turin. La réponse de Chamillart, fatigué des demandes incessantes de son gendre, fut cinglante :

« J'aprens mon cher gendre, par une lettre de M. de Valliere, que vous luy avez envoyé ordre de faire partir de Savoye le regiment de dragons de Chastillon pour se rendre au camp devant Turin. Je vous ay deja mandé que le Roy vouloit absolument qu'il restât en ce pays-là. Sa Majesté m'a expliqué sur cela ses intentions d'une maniere si precise que nous ne devons prendre d'autre party, vous et moy, que de nous y conformer. J'escris pour cet effet à M. de Valliere de ne pas faire partir ce regiment sans un ordre exprés »<sup>156</sup>.

Cette missive coupa net à la manifestation d'indépendance du lieutenant général ; mais La Feuillade se pencha rapidement sur d'autres questions. Arrivé devant Turin, il se lassa vite des servitudes de la guerre de siège, et décida de son propre chef (du moins, nous n'avons trouvé aucune mention dans la correspondance échangée avec le roi ou Chamillart lui

---

Chamillart, camp devant Turin, 10 juillet 1706. Les avantages et les inconvénients de ces diverses méthodes sont exposés dans G. Mengin, *op. cit.*, p. 6-17. Voir aussi J.-L. Riccioli, art. cit., p. 128-132.

<sup>153</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°302, Chamillart à La Feuillade, Versailles, 19 juillet 1706.

<sup>154</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°173, Chamillart à La Feuillade, s.l., 1<sup>er</sup> mai 1706.

<sup>155</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°192, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 14 mai 1706.

<sup>156</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°276, Chamillart à La Feuillade, Marly, 30 juin 1706.

enjoignant de le faire) de consacrer son indéniable énergie à un objet encore plus prestigieux : la capture du duc de Savoie. Lorsque, au milieu du mois de juin, Victor-Amédée quitta Turin avec une petite armée, La Feuillade prit la tête de l'expédition destinée à le poursuivre. Ce faisant, non seulement il épuisait ses hommes, mais il retardait l'issue du siège, qui aurait dû être son principal souci. En son absence, les ingénieurs commencèrent à entrer en discorde<sup>157</sup> et les soldats ne firent plus preuve du même zèle<sup>158</sup>.

Rapidement, on commença à comprendre, à Versailles, que le duc de Savoie, très mobile, aidé par sa connaissance du pays et la fidélité de ses habitants, serait insaisissable : « M. le duc de Savoye ne se laissera pas approcher d'assés près pour vous donner la satisfaction de battre sa cavalerie »<sup>159</sup>. Chamillart dut encore morigéner son beau-fils : « Comme vous n'auriez plus presentement autre chose à faire qu'à courir les champs inutilement, le Roy juge à propos [que] vous vous rendiés au siege et que vous le pressiés le plus vivement qu'il sera possible »<sup>160</sup>. Deux semaines plus tard, ce fut un ordre formel du roi qui contraignit La Feuillade à revenir<sup>161</sup>. La Feuillade fut absent près de 40 jours, sur les 97 jours que dura le siège<sup>162</sup>. L'exemple de La Feuillade montre comment les ordres du roi ou du secrétaire d'État de la guerre, qui prenaient le plus souvent la forme de conseils, pouvaient être librement interprétés par un général d'armée lorsqu'il voulait mener les opérations à sa guise.

### 4.2.3. L'exercice du pouvoir dans l'armée de Lombardie

Dans sa volonté de s'affirmer comme le seul chef de l'armée, le duc de La Feuillade pouvait se modeler sur l'attitude du duc de Vendôme. Celui-ci usa tout au long de la campagne d'Italie de 1706 d'une forme d'exercice du pouvoir très intransigeante. Il sut préserver son autorité à la tête de l'armée de Lombardie aussi bien vis-à-vis de ses subordonnés que de la Cour ou que d'éventuels homologues.

Le descendant d'Henri IV n'appréciait pas de partager son autorité à la tête des troupes de Lombardie. Il n'avait certes fait aucune difficulté à servir sous Philippe V durant la

---

<sup>157</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°303, Chamillart à Chamarande, Versailles, 19 juillet 1706. J.-L. Riccioli expose de façon détaillée l'origine et les conséquences de la discorde des différents ingénieurs dans J.-L. Riccioli, art. cit., p. 125-130.

<sup>158</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°343, Belly à Chamillart, camp devant Turin, 16 août 1706.

<sup>159</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°280, Chamillart à La Feuillade, Marly, 2 juillet 1706.

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°98, Louis XIV au duc d'Orléans, s.l., 19 juillet 1706.

<sup>162</sup> J.-L. Riccioli, art. cit., p. 118.

campagne de 1702. Mais il avait reçu un véritable affront, lorsque l'année suivante, le maréchal de Tessé était venu commander l'armée d'Italie à ses côtés. Vendôme avait alors demandé au roi de mettre le maréchal sous ses ordres. L'argument invoqué par le duc était celui de l'ancienneté : il commandait des armées en chef depuis une dizaine d'années, avec le seul titre de lieutenant général (sa naissance illustre, quoique entachée de bâtardise, l'y autorisait), tandis que Tessé n'était qu'un récent maréchal<sup>163</sup>. Cette faveur lui fut pourtant refusée.

Le soutien du duc du Maine, à partir de 1704, amena Vendôme à réitérer ses prétentions en faisant valoir les services militaires qu'il avait rendus<sup>164</sup>. En 1706, il décida de profiter de l'aura conférée par son heureuse campagne de l'année précédente pour faire avec panache état de sa revendication. Il demanda à Chamillart qu'on lui adjoignît à l'armée d'Italie un maréchal de France, qui servirait à le décharger d'une partie des tâches qu'impliquait le commandement d'une grande armée, et aussi à le remplacer en cas de malheur imprévu<sup>165</sup>. Ce maréchal devrait bien entendu prendre ses ordres directement de Vendôme. Ainsi, contrairement à La Feuillade qui refusait d'accueillir un maréchal de France dans son armée par crainte de perdre son autorité, Vendôme en réclamait un pour manifester la sienne avec plus d'éclat.

Pour appuyer sa demande, le duc de Vendôme proposa au roi de lui permettre de venir en personne lui faire sa cour à Versailles<sup>166</sup>. Le roi finit par accepter ce voyage, qui fut pour Vendôme l'occasion de manifester sa puissance. Son séjour fut en effet un triomphe. Dès son arrivée, le 12 février, il eut l'honneur de se rendre à Marly. Par la suite, il reçut la visite de tous les ministres, du comte de Toulouse et du duc du Maine, et fut reçu par le Grand Dauphin<sup>167</sup>. On connaissait son crédit auprès du roi, et sa faveur de général. Son départ dans son domaine d'Anet fut un événement : « Vendôme ne fut pas plus tôt à Anet [que] la Cour devint déserte, et le château et village d'Anet rempli jusqu'aux toits »<sup>168</sup>.

Vendôme profita de sa présence auprès du roi pour revenir sur sa revendication de « commander ceux de MM. les mareschaux de France qui pourroient se trouver dans mon

---

<sup>163</sup> Les principales informations au sujet de la demande de Vendôme sont disponibles dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, appendice XIII, « Mémoire concernant la préséance du duc de Vendôme sur les maréchaux de France », p. 551-564.

<sup>164</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1960, n°44, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 10 janvier 1706.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> « Je supplie [Sa Majesté] de considérer qu'il y a quatre ans que je suis absent ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°60, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 11 janvier 1706.

<sup>167</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 292-293.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 295.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

armée ou à portée de la joindre »<sup>169</sup>. Pour ne pas froisser la susceptibilité royale, il fit passer sa demande par le canal de Chamillart, en appuyant son argumentation sur les deux motifs de la naissance et du mérite :

« Je vous avoueray que je n'ay de ma vie esté plus plus touché que lorsque le Roy rapella M. de Tessé de Lombardie pour qu'il ne fut pas à mes ordres, ma naissance et le rang qu'il a plu à Sa Majesté de me conserver au Parlement et dans les ceremonies publiques me mettent au dessus des ducs et de tous les princes étrangers<sup>170</sup>. Le refus que Sa Majesté me fit il y a plusieurs années de me nommer mareschal de France, me disant que cette dignité estoit au dessous de moy, tous les exemples des princes étrangers qui ont commandé des mareschaux de France, les services que j'ay rendu au Roy depuis plusieurs années, ceux que j'ay l'honneur de luy rendre depuis quatre ans, l'amitié dont Sa Majesté m'a toujours honoré, toutes ces raisons appuyées de tous vos bons offices, me font attendre de sa justice une decision favorable. Je vous avoue que je partirés de ce pays bien mortifié, si Sa Majesté ne me donnoit pas cette satisfaction »<sup>171</sup>.

La requête de Vendôme fut cette fois-ci approuvée par le roi, qui lui accorda un statut auquel il était « en droit de prétendre incontestablement par [sa] naissance »<sup>172</sup>. L'autorité du duc de Vendôme ne s'étendrait cependant sur les maréchaux de France que dans le cadre des opérations militaires :

« [Le roi] veut bien vous assurer dès à présent le commandement de ses armées, même au-dessus de MM. les maréchaux de France, en cas que dans la suite, il s'en trouve à portée de vous joindre, ou qu'elle croie qu'il soit du bien de son service d'en envoyer dans les armées que vous commanderez »<sup>173</sup>.

La demande de Vendôme était ainsi pleinement satisfaite sur le fond, mais la forme (un billet de Chamillart signé de la main du roi) ne lui semblait pas suffisante. Au lendemain de sa victoire de Calcinato, il se sentit assez bien en cour pour aller plus loin et solliciter l'obtention « d'un brevet de mareschal general des camps et armées de Sa Majesté comme l'avoit M. de

---

<sup>169</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°82, Vendôme à Chamillart, Paris, 12 mars 1706.

<sup>170</sup> Le duc de Vendôme et le Grand Prieur, en 1678, avaient précédé les ducs et pairs à la cérémonie du mariage de la reine d'Espagne à Fontainebleau. En 1689, le duc de Vendôme précéda les princes lorrains à celle des chevaliers de l'Ordre. Les revendications de Vendôme s'appuyaient par ailleurs sur des lettres patentes enregistrées au Parlement en 1610, qui plaçaient son grand-père César de Vendôme (fils d'Henri IV et de Gabrielle d'Estrées) juste derrière les princes du sang. Voir Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, appendice XIII, « Mémoire concernant la préséance du duc de Vendôme sur les maréchaux de France », p. 551-564.

<sup>171</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°82, Vendôme à Chamillart, Paris, 12 mars 1706.

<sup>172</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, 2<sup>e</sup> partie, 3<sup>e</sup> section, n°230, Chamillart à Vendôme, Versailles, 14 mars 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 612-613.

<sup>173</sup> *Ibid.*

Turenne »<sup>174</sup>. Pour arguer de la modestie de sa demande, il tenta de convaincre le roi qu'il ne s'agissait d'officialiser les droits déjà concédés : « La lettre que j'ay emportée les mêmes prerogatives, et il n'est question que de la convertir en un brevet »<sup>175</sup>. Cette fois, la requête de Vendôme fut rejetée par Louis XIV, comme lui annonça Chamillart :

« J'ay parlé au Roy du brevet de marechal general de ses camps et armées, Sa Majesté m'a assuré qu'Elle n'avoit point de connoissance qu'il en eut été expédié pour M. de Turenne. Elle convient qu'Elle l'a ouï dire, mais la forme n'en étant pas connue, Elle est persuadée que la lettre qu'Elle m'a commandé de vous écrire vous donne tout ce que vous pouviés esperer par un pareil brevet, et j'ay peine à croire que M. de Turenne ait eu davantage »<sup>176</sup>.

Vendôme ne fut pas rebuté par ce refus, et revint à la charge quelques jours plus tard. Un brevet scellé du grand sceau et enregistré au Parlement, arguait-il, aurait seul la force d'en imposer à tous ceux qui contestaient la légitimité de la décision royale : « MM les mareschaux de France disent publiquement à qui veut l'entendre que la lettre que j'ay est rien »<sup>177</sup>.

Louis XIV, qui ne voulait pas céder sur la forme du brevet, chercha toutefois à appuyer les prétentions de Vendôme. Il demanda au maréchal de Villars, en l'envoyant à la tête de l'armée de Lombardie, de rester un jour avec Vendôme, afin que ce dernier lui donne l'ordre<sup>178</sup>. Pour être sûr que Villars arrivât à l'armée avant le duc d'Orléans, c'est-à-dire pour être sûr que le duc de Vendôme puisse commander, au moins un jour, un maréchal, le roi en fut même amené à prier le duc d'Orléans de ne pas trop se presser dans son chemin vers la Lombardie. Lorsque Villars marqua son refus de servir en Italie, Louis XIV réitéra sa demande auprès de Marcin<sup>179</sup>. Ce dernier, dont nous avons pu constater la docilité, n'y fit aucune difficulté.

---

<sup>174</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°350, Vendôme à Chamillart, camp de Calcinato, 22 avril 1706.

<sup>175</sup> *Ibid.*

<sup>176</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°18, Chamillart à Vendôme, Versailles, 3 mai 1706. C'est pourtant bien un brevet de maréchal général des camps et armées du roi que Louis XIV accorda à Turenne le 5 avril 1660. Notons que la charge conférée à Turenne, au-delà du titre imposant qu'elle procurait, était d'une ampleur relativement limitée : elle ne conférait le commandement que sur les maréchaux de camp ; vis-à-vis des maréchaux de France, elle ne donnait qu'une préséance. Au début de la guerre de Hollande, trois maréchaux de France refusèrent d'obéir à Turenne malgré son titre (Jean Bérenger, *Turenne*, Paris, Fayard, 1987, p. 337).

<sup>177</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°72 bis, Vendôme à Chamillart, camp de Rivoli, 12 mai 1706.

<sup>178</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706.

<sup>179</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°1, Louis XIV à Marcin, Marly, 1<sup>er</sup> juillet 1706. Louis XIV écrivit ainsi à Marcin : « Vous trouverés encore le duc de Vendosme : je luy ay promis que lorsqu'il se trouveroit avec quelqu'un des mareschaux de France, il leur donneroit l'ordre. Vous le prendrés de luy une fois seulement, je ne doute point que vous ne soyés bien ayse de vous trouver à portée de luy procurer cet agrément ». Marcin n'y fit aucune opposition (SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°27, Marcin au roi, Strasbourg, 5 juillet 1706).

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

Enfin le premier novembre, pour récompenser Vendôme de sa campagne de Flandre, Louis XIV renouvela sa lettre de mars : « Afin qu'à l'avenir ma signature ne laisse pas douter de ma volonté, et que tous les maréchaux de France reçoivent sans difficulté l'ordre de vous, dans tous les lieux où vous aurez le commandement, lorsqu'ils s'y trouveront avec vous »<sup>180</sup>.

En 1706, Vendôme pouvait se montrer d'autant plus insistant qu'il apparaissait comme le meilleur général du royaume, ainsi que le reconnut Louis XIV en le nommant à la tête de l'armée de Flandre. Il savait également que le roi avait à cœur de mettre en valeur la haute naissance des bâtards royaux : l'autorité du duc de Vendôme sur les maréchaux, semblable à celle qu'exerçaient les princes du sang, annonçait en quelque sorte la reconnaissance du droit des bâtards à hériter de la Couronne, décidé par un édit royal de juillet 1714. Pour autant, le Roi-Soleil se montrait réticent à modifier les règles hiérarchiques de l'armée française. En faisant reposer l'attribution du pouvoir de Vendôme sur les services qu'il avait rendus, il interdisait que cette autorité ne s'étendît, pas contagion, à des personnes du même rang que Vendôme – et en premier lieu à son frère le Grand Prieur, qui n'avait pas fait preuve des mêmes qualités<sup>181</sup>. Par ailleurs, Louis XIV était soumis aux pressions des autres maréchaux, qui ne voulaient pas se voir imposer un niveau hiérarchique supplémentaire. Au début de l'année 1706, le maréchal de Villeroy fut le principal opposant aux demandes de Vendôme<sup>182</sup> ; la fin brutale de sa faveur, sur le champ de bataille de Ramillies, renforça par contre-coup le crédit de Vendôme.

Les maréchaux de France n'étaient pas les seuls à se trouver mécontents du voyage de Vendôme à Versailles. Les officiers généraux servant sous lui dans l'armée d'Italie n'avaient guère apprécié de se retrouver sans chef et contraints à l'inaction durant le temps de ce voyage. Un grand nombre d'entre eux, et notamment Vaudémont, arguèrent auprès de Chamillart que le départ de Vendôme risquait de retarder le début de la campagne<sup>183</sup>. De fait,

---

<sup>180</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, appendice XIII, « Mémoire concernant la préséance du duc de Vendôme sur les maréchaux de France », p. 557. Le texte de la patente est dans Philippe-A. Grouvelle et Philippe-H. de Grimoard, éd., *Œuvres de Louis XIV*, Paris, Strasbourg, Treuttel et Würtz, 1806, t. VI, p. 190.

<sup>181</sup> Chamillart insiste sur ce point lorsqu'il veut convaincre les maréchaux de servir sous Vendôme, à l'été 1708 : « Le rang de M. de Vendôme n'en est point un, que parce que le roi le lui a donné. Il se trouve dans un cas singulier, il ne peut tirer à conséquence ». Cité dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, appendice XIII, « Mémoire concernant la préséance du duc de Vendôme sur les maréchaux de France », p. 557.

<sup>182</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 346.

<sup>183</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°79, Saint-Frémond à Chamillart, Mantoue, 16 janvier 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°243, Vaudémont à Chamillart, Milan, 9 février 1706.

la requête du duc fut diversement appréciée à Versailles : on craignait un mauvais événement en Italie en l'absence du général en chef, d'autant plus que Vaudémont, malade, ne pouvait commander l'armée à sa place. Vendôme, qui espérait beaucoup de son séjour en France, eut même à sa justifier : il insista sur la qualité des officiers généraux, qui seraient tout à fait à même de le remplacer<sup>184</sup>, il fit remarquer l'absence du prince Eugène<sup>185</sup> et le délai très court de sa propre absence<sup>186</sup>. Le roi, on l'a vu, finit par accéder à sa demande.

Pendant son absence, les officiers de l'armée d'Italie commencent à s'impatienter. Le comte de Médavy, un lieutenant général que Vendôme a fait commandant par intérim, enrage : le duc de Vendôme ne l'a autorisé qu'à « laisser reposer les troupes, et de [à] les point tirer de leurs quartiers sans une pressante nécessité »<sup>187</sup>. Médavy estime que le rapport de force est très favorable aux Français mais qu'il ne devrait pas tarder à s'inverser, avec l'arrivée imminente de renforts impériaux : selon lui, il faut agir au plus vite et ne pas se contenter de quelques combats destinés à s'approprier les fourrages. Pour passer outre aux recommandations de Vendôme, il s'adresse directement à Chamillart<sup>188</sup>. Ce dernier oppose une fin de non-recevoir à toutes ses requêtes<sup>189</sup>. Néanmoins, il cherche à le rassurer, en lui garantissant que tout le monde, à Versailles, est conscient de sa valeur. Au fil du temps, les lettres de Médavy se font toutefois de plus en plus pressantes :

« [Les Impériaux] n'ont pas quinze mil hommes, [mais] ils occupent un grand torrent avec autant d'audace que s'ils avoient 50 000 hommes. Tout le monde est surpris de la tranquillité avec laquelle je leur laisse faire toutes ces manœuvres. Vous seul, monseigneur, sçavés que ce n'est pas ma faute. Je sacrifie ma réputation à vos volontés et à la gloire de M. de Vendosme. Je ne vous en parleray plus et me contenteray de vous obeir. Cependant, j'ay bien du regret de voir combien je pourrois faire de bonnes choses et utiles pour le service du Roy, pendant que je ne m'occupe qu'à songer à faire vivre des troupes, ce qui devroit plustost estre l'occupation d'un commissaire ou d'un intendant que d'un general »<sup>190</sup>.

Vendôme n'en a cure. Il promet à Chamillart que l'armée française agira dès son retour, mais il refuse d'en laisser la responsabilité à Médavy<sup>191</sup>. En réalité, du point de vue militaire,

<sup>184</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°60, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 11 janvier 1706.

<sup>185</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°118, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 21 janvier 1706.

<sup>186</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°44, Vendôme à Chamillart, Mantoue, 10 janvier 1706.

<sup>187</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°31, Médavy à Vendôme, Mantoue, 6 janvier 1706.

<sup>188</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°213, Médavy à Chamillart, Mantoue, 6 février 1706.

<sup>189</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°230, Chamillart à Médavy, Versailles, 8 février 1706.

<sup>190</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1960, n°338, Médavy à Chamillart, Mantoue, 27 février 1706.

<sup>191</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°27, Vendôme à Chamillart, Anet, 4 mars 1706. Vendôme argue d'ailleurs que ce retard est autant de temps gagné pour les fourrages.



il reconnaît la justesse de l'analyse de Médavy ; mais il sait aussi pertinemment que tout mouvement a de grandes chances de déclencher une bataille, dont il veut s'approprier la gloire. Comme l'écrit Chamillart : « M. de Vendôme comprend aisement la demangeaison que vous auriez de faire repasser les montagnes à l'armée de l'Empereur que vous trouvés meslée et trop voisine de la vostre. Il convient que vous n'ayés pas tout à fait tort, mais que pareille besogne luy doit être reservée »<sup>192</sup>. En effet, lorsque Vendôme rentre en Lombardie, c'est pour triompher à Calcinato<sup>193</sup>.

Ainsi, le duc de Vendôme a délibérément sacrifié une entrée rapide en campagne au profit de ses propres intérêts. Le voyage en France n'avait aucun objectif militaire, puisque Vendôme n'avait pas pour but, par exemple, de demander de plus grands moyens pour son armée. Calcinato fut certes une belle victoire, mais elle ne fut pas complète, puisque le prince Eugène put sauver la majeure partie de son armée. Attaquée seulement quelques jours plus tôt, l'armée impériale aurait été dans une plus mauvaise posture. Cependant Vendôme n'était pas homme à écouter les avis de ses officiers généraux. Quelques semaines plus tard, ce refus obstiné de changer d'opinion eut des conséquences bien plus néfastes.

Nous avons vu que le duc de Vendôme, après avoir repoussé les Impériaux, avait choisi l'Adige comme ligne de défense. Les officiers prennent rapidement conscience de la difficulté de conserver un tel terrain, particulièrement ceux en charge de la partie est, la plus longue et la moins pourvue en hommes<sup>194</sup>. Selon Saint-Frémond ou La Ferrière, la solution est aisée : abandonner l'Adige, et se poster derrière le Mincio, plus à l'ouest : la garde de cette ligne quatre fois moins étendue nécessiterait 15 à 20 000 hommes de moins<sup>195</sup>. Tous les officiers de l'armée semblent unanimes : « Je n'ay pas trouvé, monseigneur, un seul officier general au camp qui [n']aye parlé dans ce sens là »<sup>196</sup>. Mais aucun ne semble oser contredire le duc de Vendôme, malgré les efforts répétés de La Ferrière : « Je vais ce soir à l'armée pour encourager ceux qui ont le plus de credit à représenter ce qu'ils pensent tous sur cette matiere,

---

<sup>192</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°28, Chamillart à Médavy, Versailles, 6 mars 1706.

<sup>193</sup> À cette occasion, Médavy, amer, écrit à Chamillart : « Je vous prie seulement, monseigneur, de vous souvenir que vous m'avez empeschez d'executer le projet qui vient de reussir si heureusement à M. de Vendosme qui est desjà si comblé de gloire qu'il n'avoit pas besoin de cette derniere action » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°327, Médavy à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706). Même si Chamillart l'assure que « le Roy est très content de la conduite que vous y avés tenue et m'a bien chargé de vous dire qu'il s'en souviendra dans l'occasion », Médavy sait très bien qu'aux yeux de tous, le seul vainqueur de Calcinato est Vendôme (SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°29, Chamillart à Médavy, Versailles, 3 mai 1706). D'ailleurs, Médavy, qui a commencé sa carrière en même temps que Marcin, ne fut maréchal de France que très tard, en 1724, et ne commanda jamais d'armée en cette dignité. La victoire de Castiglione, éclipsée par le désastre de Turin, ne lui servit guère plus.

<sup>194</sup> Voir *supra*, section 2.1.3.1.1.3.

<sup>195</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°218, La Ferrière à Chamillart, s.l., 6 juin 1706.

<sup>196</sup> *Ibid.*

mais il y a lieu de craindre que chacun ne continue dans la profession qu'il fait de tout approuver contre son sentiment et de ne dire que ce lui peut être agréable »<sup>197</sup>. Comme il paraît impossible de s'adresser au général en chef, certains, comme Saint-Frémond, en appellent directement à Chamillart. Saint-Frémond obtient, au début, une réponse similaire à celle que reçut Médavy deux mois plus tôt : « Je ne puis rien vous dire sur cela, c'est à vous à en faire connaître les inconvénients à M. de Vendosme »<sup>198</sup>. Chamillart fait confiance à Vendôme, qui a promis corrigerait tous les défauts de son dispositif<sup>199</sup>.

Toutefois, avec le temps, la Cour commence à s'inquiéter de l'étendue du terrain à défendre. On se demande aussi, comme le murmurent certains officiers, si Vendôme « ne soutient plus ce party que par honneur », pour ne pas se désavouer lui-même<sup>200</sup>. Tenir la ligne de l'Adige représentait de nombreux intérêts, au premier rang desquels le contrôle de territoires à fourrager, et la possibilité de reprendre la guerre avec vigueur à la chute de Turin<sup>201</sup>. Mais Eugène, renforcé par les efforts des puissances maritimes, était plus fort que prévu. Toujours prudent, Chamillart ne chercha pas à convaincre Vendôme en avançant des arguments militaires, mais en lui faisant prendre en compte les risques pour l'honneur du jeune duc d'Orléans – les motifs politiques étant davantage susceptibles de convaincre Vendôme que les seules vues stratégiques :

« Si j'ose vous dire mon sentiment, qui est fortifié par la sagesse convenable aux gens de ma profession, qui préfèrent toujours ce qui est de plus sûr et de plus solide à ce qui est plus courageux, je croirois que vous travaillerez bien plus utilement pour assurer la conquête de Turin et pour ne point commettre la gloire de monseigneur le duc d'Orléans dans les premiers commencemens de sa campagne si vous vous retiriez derrière le Mincio [...] Je dois ajouter que si vous preniez ce party avant de quitter l'Italie, cette démarche seroit regardée comme un effet de votre expérience et de votre sagesse. Si au contraire, le duc d'Orléans faisoit ce mouvement à son arrivée, on l'imputeroit à la foiblesse du nouveau general. Vous verrez mieux que personne ce qu'il y aura à faire, le Roy m'a ordonné de vous faire faire ces réflexions, je m'en acquitte et souhaite que monseigneur le duc d'Orléans imite vos exemples »<sup>202</sup>.

---

<sup>197</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°286, La Ferrière à Chamillart, s.l., 26 juin 1706.

<sup>198</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°207, Chamillart à Saint-Frémond, Versailles, 6 juin 1706.

<sup>199</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°173, Chamillart à Saint-Frémond, s.l., 2 juin 1706.

<sup>200</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°286, La Ferrière à Chamillart, s.l., 26 juin 1706.

<sup>201</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°228, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 10 juin 1706.

<sup>202</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°302, Chamillart à Vendôme, Marly, 29 juin 1706.

Vendôme préféra faire le sourd. Il osa même écrire que le roi avait « grande raison de recommander [au duc d'Orléans] de défendre toujours l'Adige »<sup>203</sup> ! De surcroît, il retira encore des troupes à Saint-Frémond<sup>204</sup>. Lorsque le prince Eugène passa, avec facilité, l'Adige, les Français purent bien se mettre à l'abri derrière le Mincio : il était trop tard pour le retrancher correctement<sup>205</sup>.

L'obstination de Vendôme, son manque de réalisme, l'incapacité ou le manque de volonté de ses subalternes à le faire changer d'avis, interdirent à l'armée de Lombardie de prendre une position qu'elle pouvait raisonnablement tenir<sup>206</sup>. L'optimisme exagéré compte au rang des principaux défauts de Vendôme<sup>207</sup>. Lors de cette campagne, il en vint à s'aveugler totalement, en donnant à Versailles une vision faussée du rapport de force réel. Une semaine avant le passage de l'Adige, il tenait les ennemis pour « fort embarrassés »<sup>208</sup>, et promettait au roi que sous le duc d'Orléans, « les affaires d'Italie [iraient] de mieux en mieux »<sup>209</sup>. À son arrivée à Versailles, au tout début du mois d'août, il eut une entrevue avec le roi, pour lui assurer que le prince Eugène n'arriverait jamais à ses fins<sup>210</sup>. On peut imaginer le désespoir du duc d'Orléans et du maréchal de Marcin, arrivant pour prendre la tête d'une position inexpugnable, et se retrouvant à la tête d'une armée se retirant en désordre. Marcin ne put s'empêcher d'en avertir Chamillart : « En un mot, l'état des affaires de ce pays cy est inconcevable à qui ne l'a pas veu, et ne croyez pas, monsieur, que je cherche à vous le représenter plus mauvais qu'il n'est, je ne fais que vous dire la pure vérité [...] Je n'espère plus qu'aux miracles »<sup>211</sup>. Le secrétaire d'État de la guerre était lui-même, à cette période,

---

<sup>203</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°2, Vendôme au roi, camp de Santa-Maria de Zevio, 1<sup>er</sup> juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 642-643.

<sup>204</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°306, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 29 juin 1706.

<sup>205</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°73, La Férière à Chamillart, s.l., 13 juillet 1706.

<sup>206</sup> C'est même l'avis de Chamillart, pourtant peu porté à la critique de Vendôme : « Si M. de Vendosme avoit pris le party de se retirer derriere le Minchio avant que les ennemis eussent passé l'Adige, les affaires seroient encore [en] bon etat de ce costé-là ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°313, Chamillart à La Feuillade, s.l., 24 juillet 1706.

<sup>207</sup> La Férière assure que Vendôme « seroit un capitaine accompli [...] s'il ne croyoit pas si aisement ce qu'il souhaite, et s'il avoit un peu plus de gouts pour les details ». SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°18, La Férière à Chamillart, s.l., 4 juillet 1706. Le prince Eugène, qui décrit à Marlborough le caractère du duc de Vendôme, son futur ennemi, n'en pense pas moins : « Quand il a pris une résolution, [il] la suit, sans que rien l'en puisse détourner [...]. Pour peu qu'on lui rompe ses mesures, il a grand peine à y remédier ». Le prince Eugène au duc de Marlborough, Castelbaldo, 10 juillet 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 186-187.

<sup>208</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°310, Vendôme à Chamillart, Santa-Maria de Zevio, 30 juin 1706.

<sup>209</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°2, Vendôme au roi, camp de Santa-Maria de Zevio, 1<sup>er</sup> juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 642-643.

<sup>210</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°170, Louis XIV à Orléans, Marly, 2 août 1706.

<sup>211</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°143, Marcin à Chamillart, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706. Le prince Eugène a beau jeu de se gausser de cette situation : « L'on attend à tout moment le duc d'Orléans et M. de Villars ici. M. de Vendôme doit aller en Flandre, d'abord qu'ils seront arrivés, si ces Messieurs ne font pas de difficultés de recevoir l'armée dans la situation qu'il la leur laisse, après les assurances du contraire qu'il avait

revenu des assurances maintes fois exprimées par le duc de Vendôme. Il avait compris, mais un peu tard, que les rodomontades du descendant d'Henri IV cachaient la détérioration de la situation des armées françaises<sup>212</sup>.

Ainsi, le duc de Vendôme et, dans une moindre mesure, le duc de La Feuillade purent imposer pleinement leur autorité sur leurs troupes, avec le soutien systématique – quoique inquiet – du pouvoir monarchique. Malheureusement, cette maîtrise s'accompagna des défauts de l'exercice personnel du pouvoir : l'obstination dans les décisions stratégiques, le refus d'écouter ses subordonnés<sup>213</sup>, la recherche de la gloire à titre personnel, au détriment parfois des opérations militaires. Pour conserver leur liberté d'action, les deux généraux en furent même amenés à dissimuler l'état réel de la situation militaire.

#### 4.2.4. Des subordonnés peu zélés

D'autres problèmes se posaient au secrétaire d'État de la guerre en ce qui concernait les armées françaises en Italie. Au premier chef, on trouvait l'absentéisme chronique des officiers. Le 29 avril, la bataille de Calcinato se décida en l'absence d'une grande partie des officiers généraux. Ces derniers avaient pourtant ordre d'être présents à l'armée dès le 10 avril<sup>214</sup>. Louis XIV demanda à Vendôme les noms de ceux qui ne s'étaient pas trouvés à leurs postes, pour s'en souvenir lors des promotions<sup>215</sup>. Même les colonels étaient concernés par ces mesures de rétorsion. Vendôme, en retour, tenta de « couvrir » ses hommes, en assurant que la plupart avaient de bonnes excuses, et en indiquant les noms de tous ceux qui étaient absents par maladie<sup>216</sup>.

Vendôme était largement complice de cet absentéisme qu'il n'aimait pas sanctionner. Il donnait aisément des congés de complaisance<sup>217</sup>. Orléans, à son arrivée, se désola du manque d'« un nombre effroyable d'officiers ». Il demanda à Chamillart de sévir. Ce dernier ordonna

---

données au Roi et à tout le monde ». Le prince Eugène au duc de Marlborough, Castelbaldo, 10 juillet 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 186-187.

<sup>212</sup> « Je trouve, comme vous, votre situation bien embarrassante, et la besogne que M. le duc de Vendosme laisse à monseigneur le duc d'Orleans, assez difficile » (AE Milan 17, fol. 264r-264v, Chamillart à Picon d'Andrezel, Versailles, 2 août 1706).

<sup>213</sup> Comme le déplore Chamarande, « M. le duc de La Feuillade n'écoute que bien rarement les conseils de ses amys » (SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°489, Chamarande à Chamillart, Sesanne, 29 septembre 1706).

<sup>214</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1961, n°399, Chamillart à Vendôme, Versailles, 29 avril 1706.

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°68, Vendôme à Chamillart, camp de Rivoli, 12 mai 1706.

<sup>217</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°120, Orléans à Chamillart, camp de Correggioli à la tête du pont du Pò, 23 juillet 1706.

aux majors des régiments d'envoyer, tous les mois, un état des officiers absents<sup>218</sup>. Il fit avertir les coupables que « s'ils ne retournoient à leurs charges, ils seroient assés longtems en prison pour se repentir d'avoir abusé de leurs congés »<sup>219</sup>.

Le manque de zèle des officiers généraux fut mis en cause à l'occasion d'affaires militaires plus graves. On leur reprocha une indolence tout à fait coupable lors du franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, par le prince Eugène. Il est vrai que la facilité de ce passage avait de quoi surprendre : Marcin s'étonna de ces « trois grosses rivières passées par les ennemis comme trois grenouillères »<sup>220</sup>. Muret, quant à lui, se scandalisa de la lenteur de la réaction de ceux qui étaient censés garder ces passages : « Il y a bien de la faute des officiers qui commande de ces costés de n'avoir pas eu des patrouilles jusque là, et de n'avoir adverti M. le duc de Vandomme que plus de dix heures après la perfection du pont »<sup>221</sup>. C'était aussi l'avis de Foucaucourt, un lieutenant-colonel, qui dénonça à Chamillart ceux qu'il tenait pour les principaux responsables. Certains officiers, lorsqu'ils se virent attribuer les secteurs à défendre, auraient choisi leurs quartiers davantage en fonction de leur confort que de leur position, préférant « loger dans des palais plutôt que dans de petites maisons près des zones de combat »<sup>222</sup>. Il cite ainsi l'exemple de M. de Bissy, un lieutenant général qui « vaut mieux dans une bonne maison où il y a une bonne glacière, bien du fourage, que dans une affaire sérieuse pour le service du Roy ». Lorsqu'il était chargé de la défense de l'Adige,

« [Bissy] se fit mettre en seconde ligne, disant qu'il estoit incommodé, et se mit dans un beau chasteau à Saint-Pierre de Lignago, et prit pour se garder un bataillon et un regiment de cavallerie de douze compagnies, qu'il fit camper autour de sa maison, et ne voulut jamais donner aucunes de ses troupes »<sup>223</sup>.

Mais les plus coupables, à ses yeux, étaient Saint-Frémond et le maréchal de camp Saint-Pater. Ces deux généraux, « grassement logez », qui s'entendaient d'ailleurs très bien avec M. de Bissy, furent tout d'abord accusés de paresse : alors qu'ils défendaient l'Adige, ils étaient logés à Castagnaro, « où le levain du soir ni le levé du soleil ne [leur] faisoient pas de

---

<sup>218</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°266, Chamillart à Orléans, Versailles, 20 août 1706.

<sup>219</sup> *Ibid.*

<sup>220</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°143, Marcin à Chamillart, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706. Une grenouillère est un petit bassin marécageux.

<sup>221</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°36, M. de Muret à Chamillart, camp de Maximin, 8 juillet 1706.

<sup>222</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°92, Foucaucourt à Chamillart, camp de Goito, 17 juillet 1706.

<sup>223</sup> *Ibid.*

mal »<sup>224</sup>. Même lorsque la situation devint critique, en juillet 1706, ils n'auraient pas montré plus d'entrain. Lorsqu'il constata le danger d'un franchissement de l'Adige, Saint-Frémond préféra aller prendre les ordres de Vendôme, « dans un bon carrosse », plutôt que d'agir immédiatement<sup>225</sup>. Apprenant, en chemin, la nouvelle du passage, il se trouva si fatigué qu'il préféra envoyer un courrier à Saint-Pater pour lui demander d'intervenir, tandis que lui-même prenait une nuit de repos. Les critiques de Foucaucourt trouvent un écho dans les mémoires du chevalier de Bellerive, qui accusent Saint-Frémond d'avoir paniqué aux premières nouvelles du passage ennemi. Il aurait donné foi aux informations venant de quelques dizaines de fuyards français, qui exagéraient le nombre de troupes impériales ayant franchi l'Adige, et aurait quitté son poste trop vite<sup>226</sup>.

Foucaucourt attendait peu de succès de ses dénonciations, compte tenu de son grade bien inférieur à celui des officiers incriminés : « Je sçay, monseigneur, le succez ordinaire des lettres écrites par un particulier comme moy »<sup>227</sup>. Toutefois, loin de le réprimander, Chamillart l'encouragea :

« Vous m'avés fait plaisir de me mander ce que vous scavés de la conduite qu'ont tenue quelques officiers generaux lorsque les ennemis ont passé l'Adige, le Canal blanc et le Po. Je n'aurois pas soupçonné ceux que vous me nommés d'avoir été plus occupé de leurs ayses que d'en deffendre le passage, qu'ils auroient certainement pu empêcher avec un peu plus d'application et de soins. Personne ne sçaura ce que vous m'en avés écrit, et je vous assure que je ne vous commettray en rien »<sup>228</sup>.

<sup>224</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°92, Foucaucourt à Chamillart, camp de Goito, 17 juillet 1706.

<sup>225</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706.

<sup>226</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie, fol. 219r. Les informations données par Bellerive doivent être considérées avec circonspection : elles sont destinées à faire retomber la responsabilité de l'échec français sur les subordonnés de Vendôme, le général en chef lui-même ayant toujours pris les meilleures décisions.

<sup>227</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°92, Foucaucourt à Chamillart, camp de Goito, 17 juillet 1706. Il faut d'ailleurs remarquer que seules des circonstances exceptionnelles ont amené ce lieutenant-colonel à s'adresser au secrétaire d'État de la guerre. En effet, Foucaucourt avait été fait prisonnier par les troupes impériales, puis libéré sur parole, avant d'être libéré par des troupes françaises. La question de savoir s'il devait, ou non, être toujours considéré comme prisonnier de guerre, s'était posée, et avait eu des répercussions au plus haut niveau, puisque le prince Eugène lui-même avait fini par décider de l'affaire. C'est cet épisode qui légitime la lettre de Foucaucourt, où il relate son entrevue avec le prince Eugène, avant de critiquer ses supérieurs. Voir *infra*, section 7.3.3.

<sup>228</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°66, Chamillart à Foucaucourt, Versailles, 14 septembre 1706.

En effet, le secrétaire d'État manquait cruellement de sources de renseignements pour identifier les responsables des différentes erreurs qui avaient entaché la campagne de 1706<sup>229</sup>. Qu'elles fussent légitimes ou non, toutes les remarques pouvaient nourrir une meilleure connaissance de cette guerre d'Italie que l'on avait, depuis Versailles, tant de mal à appréhender. D'ailleurs, les critiques contre Saint-Frémond se multiplièrent : le comte de Muret le dénonça aussi<sup>230</sup>, et en général, comme le note Chamillart, « tout le monde me parloit de luy de maniere à me faire croire qu'il y avoit un peu de negligence de sa part »<sup>231</sup>. Chamillart décida alors d'enquêter sur ce qui s'était réellement passé, en demandant directement leurs « justifications » à ceux qu'on soupçonnait d'avoir mal servi<sup>232</sup>. Elles arrivèrent au cours du mois d'août, celle de Saint-Frémond précédant celle de Saint-Pater, son subalterne.

Saint-Frémond, en premier lieu, répondit à l'accusation de paresse : il affirma qu'il avait été en permanence au courant des mouvements des Impériaux, grâce à des espions. En revanche, il insista sur un fait totalement inattendu, qui l'avait pris de court aussi bien que toute l'armée : la trahison des Vénitiens. Enfin, il fit reposer toutes les responsabilités sur le duc de Vendôme. Nous avons déjà vu qu'il lui avait demandé, tout au long du mois de juin, plus de troupes. Le 5 juillet, il était allé voir Vendôme une dernière fois avant son départ pour les Flandres, pour s'inquiéter à nouveau que « M. le prince Eugene, avec plus des deux tiers de son armée, estoit descendu de [ses] côtés ». Ce voyage expliquait son absence lors du franchissement des lignes de l'Adige. Il avait rapidement été mis au courant mais, pris d'une colique, il avait dû s'arrêter à Saint-Pierre de Legnago. Enfin, lors du passage du Canal Blanc, il n'avait pas hésité à rassembler 13 bataillons et 14 escadrons pour marcher à l'ennemi. Mais là encore, le duc de Vendôme, par l'intermédiaire d'un aide de camp, lui enjoignit de ne pas combattre.

Saint-Pater, quant à lui, fit remarquer qu'il s'était toujours trouvé assez loin des points où les ennemis avaient décidé de passer. Lors du franchissement de l'Adige, il était à plus de 40 kilomètres de Pettorazza, où passèrent les Impériaux. Lorsqu'ils traversèrent le Canal Blanc, il était à près de 20 kilomètres du lieu de franchissement, qui de surcroît était sous la responsabilité d'un autre maréchal de camp – que Saint-Pater se dispense bien de nommer. Il

---

<sup>229</sup> Nous retrouvons cette même soif d'information en étudiant la façon dont Chamillart mena des enquêtes pour identifier les responsables des défaites. Voir *infra*, section 9.2.2.3.1.

<sup>230</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°207, Chamillart au comte de Muret, Versailles, 8 août 1706.

<sup>231</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°191, Chamillart à Picon d'Andrezel, Marly, 27 août 1706.

<sup>232</sup> Ces deux lettres sont : SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°240, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Guastalla, 14 août 1706, et SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°258 bis, Saint-Pater à Chamillart, Guastalla, 17 août 1706.

voulut s'opposer, mais c'est à ce moment qu'arrivèrent deux lieutenants généraux (dont, là encore, les noms ne sont pas cités) : « Ils estoient les maitres de faire ce que bon leur sembloit, rien ne rouloit plus sur moy ». Enfin Saint-Pater remarque que lorsque les ennemis passèrent le Pô, lui-même avait été envoyé sur le Mincio.

Ainsi, même si les lettres de Saint-Frémond et de Saint-Pater sont assez différentes, on peut remarquer que les deux arguments principaux sont les mêmes : soit ils n'étaient pas là au moment des différents passages, soit les ordres ne venaient pas d'eux<sup>233</sup>. Les deux officiers appellent aux témoignages de leurs homologues et de leurs chefs (Saint-Pater envoie même les copies des ordres de Vendôme et Saint-Frémond). D'ailleurs, Picon d'Andrezel envoya lui-même une missive à Chamillart pour défendre Saint-Frémond<sup>234</sup>. Il semble que ces réponses aient convenu au roi et à Chamillart, puisque ces deux officiers incriminés ne furent pas sanctionnés. Saint-Pater devint même lieutenant général après la bataille de Castiglione, au cours de laquelle il avait secondé Médavy. Il est probable qu'on ait considéré, à Versailles, que la responsabilité principale incombait au duc de Vendôme, qu'il n'était guère possible de désavouer. On préféra oublier cette affaire, que les erreurs suivantes éclipsèrent rapidement<sup>235</sup>.

La résistance des officiers généraux, peu enclins à suivre certaines consignes, représentait un obstacle considérable à la bonne exécution des ordres du général en chef ; obstacle parfois plus considérable que les blocages supposés de la stratégie de cabinet. Il est vrai qu'en Italie, les cadres de l'armée ne faisaient qu'imiter le modèle donné par le duc de Vendôme, volontiers paresseux et indolent. Les limites de leur dévouement s'expliquent aussi peut-être par le manque de confiance envers leurs propres supérieurs. L'abbé de Pomponne, observateur relativement impartial des relations au sein des troupes françaises en Italie, rendit ainsi compte du désarroi des cadres de l'armée : « Les officiers généraux sont persuadez que M. le duc de La Feuillade echouera à Turin, et ils ne repondent pas avec tant d'assurance que M. le duc de Vendosme d'empescher que M. le prince Eugene ne passe l'Adige »<sup>236</sup>. Les successeurs de Vendôme, c'est-à-dire le duc d'Orléans et le maréchal de Marcin, tentèrent de

---

<sup>233</sup> C'est Saint-Pater qui l'exprime le mieux, quand il remarque que : « Ce n'est point du tout sur mon terrain que l'ennemi a passé. Il l'auroit peut-être pu avec autant de facilité mais le hazard a voulu qu'un autre luy convinst mieux » ; ou encore quand il se demande : « Que pourroit-on bien imputer à un marechal de camp qui a toujours esté subordonné à un lieutenant general et qui n'a fait que executer des ordres ? ».

<sup>234</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n° 179, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 16 août 1706.

<sup>235</sup> Saint-Simon, pourtant toujours au fait des erreurs militaires, n'évoque même pas leur responsabilité, et fait tout retomber sur la tête du duc de Vendôme.

<sup>236</sup> AE Venise 147, fol. 170r-172v, Pomponne à Torcy, Venise, 19 juin 1706.



restaurer la discipline et de rétablir le dynamisme de l'armée de Lombardie. Parallèlement, ils se montrèrent davantage soucieux de recevoir des instructions de Versailles et de les respecter.

Force est pourtant de constater que le tandem Orléans / Marcin ne réussit guère à contrer les mouvements du prince Eugène ; les deux hommes adoptant essentiellement, en juillet et août 1706, une attitude attentiste. Ce n'est pas la seule période d'atermoiement dans la direction des armées que l'on puisse constater lors des campagnes de 1704, de 1706 et 1708. En réalité, nous pouvons en identifier quatre. Citons l'incapacité des Français à se décider à pénétrer dans l'Empire en 1704 ; les hésitations de Marcin sur la marche qu'il doit suivre après avoir participé à l'opération sur le Rhin au printemps 1706 ; les retards mis par les Français à fortifier le défilé de Stradella à l'été 1706 ; enfin le mois de juin 1708, qui voit l'armée française rester inactive dans son camp de Braine l'Alleu. Ces périodes semblent correspondre à l'idée de généraux « bridés » et incapables d'agir, conformément à la vision classique de la stratégie de cabinet. Leur examen permettra de constater pourquoi l'intervention de Versailles dans la prise de décision s'avéra nécessaire et dans quelle mesure elle représenta un handicap.

### **4.3. La coordination des armées**

#### **4.3.1. Le mois de juin 1704**

Nous avons vu qu'au tout début du mois de juin 1704, la menace d'une opération de Marlborough sur la Moselle s'éloignait, tandis que se précisait la possibilité d'une action conjointe de Marlborough et d'Eugène sur Landau et l'Alsace. Deux armées françaises, celles de Villeroy et de Tallard, décident alors coordonner leurs opérations. Les forces de Villeroy, chargées de suivre Marlborough depuis la Meuse, passent progressivement la Moselle<sup>237</sup>. Le 8 juin, elles arrivent au camp de Delfeld.

Tallard de son côté avait manifesté dès le 30 mai son intention de se porter du côté de Landau<sup>238</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin, son armée campe à Strasbourg, le 4 elle arrive à Lauterbourg où elle fait halte pour 24 jours. La proximité des deux commandants leur permet de se rencontrer à

---

<sup>237</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°25, Villeroy à Tallard, Arlon, 28 mai 1704.

<sup>238</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°16, Tallard au roi, camp d'Altenheim, 30 mai 1704.

Oberweidental, à mi-chemin entre les deux armées. Les conférences qu'ils y tiennent sont l'occasion de décider des opérations utiles à la campagne. Chacun de son côté envoie ensuite un mémoire au roi pour l'informer des points débattus<sup>239</sup>.

Examinons d'abord le mémoire du maréchal de Villeroy, le moins détaillé des deux<sup>240</sup>. Il indique en premier lieu que les entretiens durèrent cinq à six heures, « temps trop court pour discuter à fond des matières que nous avons à traiter »<sup>241</sup>. Villeroy résume les quatre projets proposés par Camille d'Hostun : le siège de Mayence, le franchissement des lignes de Stollhofen, le siège de Fribourg, l'envoi en Bavière d'un corps de cavalerie et de trois mille hommes de pied pris sur tous les bataillons de l'armée.

Villeroy donne son avis sur chacune de ces entreprises. Les deux premières lui semblent particulièrement difficiles, et la quatrième parti franchement douteuse : Villeroy avoue qu'il a « peine à croire » que Tallard la trouve judicieuse : ce n'est pas un secours de quelques milliers d'hommes qui pourrait aider l'Électeur. Le maréchal de Villeroy penche plutôt pour le siège de Fribourg, assez facile à faire en raison de la facilité des communications françaises sur le Haut-Rhin. Le maréchal souligne l'utilité de cette place qui offrirait une voie vers la Bavière.

Le mémoire de Tallard est plus précis ; il n'en est pas pour autant plus rassurant, et cela dès l'introduction : « Tout ce qui se peut considérer pour le secours de M. de Bavière [est] rendu difficile presque jusqu'à l'impossible par les forces considérables que les ennemis ont entre le Danube et le Rhin »<sup>242</sup>.

Il n'en développe pas moins les avantages de chacun des quatre projets. La prise de Mayence pourrait menacer Francfort, elle occuperait du moins les ennemis et soulagerait l'Électeur. Le passage des lignes prendrait les ennemis à revers, mais il est périlleux. Il est possible de faire le siège de Fribourg, mais cela ne sert plus à rien si l'Électeur de Bavière est écrasé dans l'intervalle, puisque Fribourg n'est utile qu'à un passage vers le cœur de l'Empire. Enfin, « le passage d'un nouveau secours est sujet à de grands inconvénients »<sup>243</sup>. Si

---

<sup>239</sup> Il s'agit du SHD AG A<sup>1</sup> 1749, n°203, « Mémoire de M. le maréchal de Tallard », Landau, 8 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 466-470, et du SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°203, Villeroy au roi, camp de Delfeld, 8 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 470-476.

<sup>240</sup> C'est en effet Tallard qui est censé être le spécialiste des affaires d'Allemagne, puisqu'il y sert depuis plusieurs années déjà, tandis que Villeroy ne connaît que la Flandre et l'Italie : « Les sentiments de M. le maréchal de Tallard doivent être préférés aux miens, supposé qu'il y ait quelque différence dans nos opinions » (SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°203, Villeroy au roi, camp de Delfeld, 8 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 470-476).

<sup>241</sup> *Ibid.*

<sup>242</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1749, n°203, « Mémoire de M. le maréchal de Tallard », Landau, 8 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 466-470.

<sup>243</sup> *Ibid.*

Tallard évoque enfin l'idée que toute son armée repasse les montagnes, les difficultés de la subsistance lui font bien vite abandonner cette hypothèse.

Ces deux mémoires sont donc tout à fait frappants. Des quatre solutions proposées, aucune n'est favorisée (sauf celle de Fribourg dans la lettre de Villeroy). Celle de Mayence, pourtant longuement examinée, est finalement éliminée en quelques mots : « Pour récapituler tout ce que je viens de dire, le siège de Mayence est incertain, et sans les suites, qui sont incertaines aussi, il devient inutile pour le fait présent »<sup>244</sup>. Pourquoi alors évoquer si longuement des projets auxquels on ne croit guère ? En réalité, les deux maréchaux, écrasés par le poids de leurs responsabilités, se refusent à trancher. Laisser décider la Cour, c'est s'épargner le risque d'avoir à répondre ultérieurement d'un mauvais choix :

« Après cela, Sire, je me renferme à dire que j'ai parcouru le pour et le contre de tout ce qui peut donner lieu à Votre Majesté d'envoyer ses ordres, et que je me suis contenté d'exposer les faits, sans appuyer un avis, parce que ce qui pourrait me paraître de plus facile, l'est si peu et le succès en est si douteux, que je n'ose avoir d'opinion dans une affaire d'aussi grande importance et dont les suites sont aussi incertaines »<sup>245</sup>.

Quatre jours plus tard, les lettres ont été reçues à Versailles et leur contenu soigneusement examiné et évalué. Le secrétaire d'État de la guerre ne semble pas du tout satisfait du flou prudent qui entoure les projets des maréchaux. Puisque Tallard est considéré comme l'expert pour les affaires d'Allemagne, c'est à lui qu'est adressé ce reproche :

« Je vous avoue, monsieur, que je ne me suis pas trouvé aussy soulagé par la lecture du mémoire que vous avez envoyé au Roy sur les differents partys a prendre pour soutenir M. l'Electeur de Baviere, que je l'estois l'année derniere par les projets que vous envoyez, dans lesquels on trouvois egalement de quoy se satisfaire. Tout est devenu douteux et difficile. Je sçay bien que ce n'est pas vostre faute, mais c'est dans ces occasions que les hommes se montrent ce qu'ils sont quand ils ont plus d'esprit et de courage que les autres : j'ay grande envie que vous en donniez de nouvelles preuves à toute l'Europe »<sup>246</sup>.

---

<sup>244</sup> *Ibid.*

<sup>245</sup> *Ibid.*

<sup>246</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°26, Chamillart à Tallard, Versailles, 12 juin 1704.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

Puisqu'il faut que quelqu'un décide, c'est au roi qu'en revient la charge<sup>247</sup>. Il annonce à Villeroy sa préférence pour un passage en force du Rhin pour contourner les lignes afin de s'en emparer<sup>248</sup>. Toute latitude est laissée néanmoins aux maréchaux pour changer d'opinion : « Je vous mande celui que je crois le meilleur, mais je ne vous donne point des ordres positifs qui vous mettent dans la nécessité de suivre ce qui me paraît le plus avantageux. Si vos lumières et votre zèle vous fournissent quelque chose de nouveau qui soit meilleur, je recevrais comme de nouvelles marques de votre affection à mon service tout ce que vous prendrez sur vous dans une conjoncture aussi difficile »<sup>249</sup>. « Prendrez sur vous » : c'est dire si le roi est conscient de la répugnance dont font preuve ses maréchaux à prendre une véritable décision. Il donne des conseils similaires à Tallard :

« Si dans la suite, par les nouvelles qui vous viendront des mouvements des ennemis, à mesure que vous vous approchez d'eux, vous trouviez qu'il y eust quelque chose de meilleur à faire que tout ce que vous avez pensé jusques à present, vous pouvez vous mettre en estat de profiter l'une l'autre de toutes les occasions qui se presenteront, estant bien persuadé du concert qu'il y a entre vous, et de votre zele pour mon service »<sup>250</sup>.

Pour répondre aux attentes de cette missive, les deux maréchaux prennent le 16 juin une décision qui aurait pu donner lieu à un véritable coup de théâtre. Après avoir reçu plusieurs lettres de l'Électeur et de Marcin, ils choisissent finalement de faire traverser les montagnes à leurs deux armées conjointes, de s'emparer à cette fin de Villingen et de Rottweil, afin de contraindre le margrave d'abandonner les troupes de Max-Emmanuel, pour revenir dans le Wurtemberg<sup>251</sup>. On a l'impression à la lecture de cette lettre d'une combativité retrouvée, fouettée par les reproches de Chamillart et la situation périlleuse de la Bavière – même si Tallard, toujours méfiant à l'égard de tout ce qui vient de l'Électeur, indique : « Je ne puis croire que M. l'Electeur de Baviere soit aussy pressé que le mande M. le mareschal de Marcin, cependant c'est luy qu'il faut croire avec raison »<sup>252</sup>.

---

<sup>247</sup> « J'ay bien examiné vostre memoire et les reflexions sur lesquelles, quoy qu'il soit difficile de prendre un party qui n'ait aucune difficulté, vous verrez neanmoins que je me suis déterminé ». SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°24, Louis XIV à Tallard, Versailles, 12 juin 1704.

<sup>248</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1731, p. 11, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 12 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 477-480.

<sup>249</sup> *Ibid.*

<sup>250</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°24, Louis XIV à Tallard, Versailles, 12 juin 1704.

<sup>251</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°2, Tallard au roi, camp de Lauterbourg, 16 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 481-486.

<sup>252</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°35, Tallard à Chamillart, camp de Lauterbourg, 17 juin 1704.

Tallard préfère ne pas lancer son armée en Allemagne avant d'avoir reçu ordre du roi : « Il n'y aurait point de sagesse à rien commencer avant que [les ordres du roi] fussent arrivés »<sup>253</sup>. En attendant, il peut tout de même engager les manœuvres préparatoires – le temps perdu commence à se faire sentir<sup>254</sup>. Or, Louis XIV décide d'envoyer un contrordre. Les lettres de Marcin et de l'Électeur ne l'ont pas fait changer d'avis ; il préfère se conformer aux conseils de Chamlay, qui préconise le passage en force du Rhin<sup>255</sup>. Ce que Louis XIV écrit à Tallard est sans appel : « Je ne veux point hasarder mon royaume à secourir l'Eslecteur de Baviere, hors cela je porterai à tout ce qui pourra lui estre le plus utile »<sup>256</sup>. Le roi argue qu'une telle opération soulagerait la Bavière, car elle occuperait les forces coalisées.

Si Tallard avait suivi son premier mouvement, il aurait gagné quinze précieux jours qui auraient abrégé l'occupation alliée et les souffrances de la Bavière. Mais il se plie bien volontiers au refus du souverain. Le maréchal de Villeroy se montre encore plus soumis : il écrit à Louis XIV que ce que ce dernier a finalement décidé « est un parti plus solide, de plus longue durée pour soutenir la guerre, et qui pourrait donner de grands avantages dans la suite »<sup>257</sup>. Et Villeroy d'ajouter, en bon courtisan : « Votre Majesté [...] sait mieux la guerre que ceux qui ont l'honneur de la servir »<sup>258</sup>. La justesse de ce choix est confirmée en outre par de nouveaux renseignements : un déserteur affirme que les Anglais ont reçu un contre-ordre, et que Marlborough a été vu en personne dans les lignes<sup>259</sup> – en réalité, il en est éloigné de plus de 50 kilomètres. Mais on ne peut encore guère agir, puisqu'on doit différer l'attaque des lignes à cause de la pluie<sup>260</sup>.

Ce n'est que le 23 juin – un jour après la jonction de Bade et de Marlborough – qu'est prise la décision définitive de se porter en Bavière. Là encore, l'initiative vient du roi, et pas des maréchaux. Le 22 juin était arrivé à Versailles M. de Legall, lieutenant général de création récente, chargé par l'Électeur de plaider sa cause auprès du roi, et de demander le plus prompt

---

<sup>253</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°2, Tallard au roi, camp de Lauterbourg, 16 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 481-486.

<sup>254</sup> « Le temps est precieux, et je voy ce mois passé tout entier en marche avant que d'entamer la matière à quoy qu'on se determine » (SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°35, Tallard à Chamillart, camp de Lauterbourg, 17 juin 1704).

<sup>255</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1893, n°28, Mémoire de Chamlay, s. l., 15 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 888-897.

<sup>256</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°38, Louis XIV à Tallard, Versailles, 19 juin 1704.

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°203, Villeroy au roi, camp de Steinweiler, 19 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 487-490.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°8, Tallard à Chamillart, Lauterbourg, 19 juin 1704.

<sup>260</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°203, Villeroy au roi, camp de Steinweiler, 19 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 487-490.

secours<sup>261</sup>. Le roi avertit Villeroy le lendemain que « l'Électeur de Bavière [...] se trouve dans un état si pressant qu'aucune diversion ne l'en pourrait tirer »<sup>262</sup>. Il ordonne donc à Tallard de se rendre à Rottweil et Villingen, et à Villeroy de le couvrir : nous trouvons enfin les mesures qui furent suivies durant le mois de juillet 1704.

Cette décision du roi rencontre, de la part des deux maréchaux, de vives résistances. Villeroy regrette que le projet de passage proposé par Tallard et lui-même n'ait pas été retenu<sup>263</sup>. Tallard lui trouve également « bien des grands inconvénients », tout en ajoutant : « Il y a si longtemps que les Anglois sont déterminés sur le Danube qu'il n'est plus question de parler, et qu'il faut agir »<sup>264</sup>. Malgré ces réticences, c'est ainsi que commence la longue et difficile marche qui mènera Tallard de Strasbourg à Blenheim.

Mérode-Westerloo assure qu'il « est certain que nous avons trop longtemps tardé à marcher de l'Alsace [...] contre l'ordinaire de la diligence, vivacité ou promptitude française »<sup>265</sup>. Il ne faut toutefois pas surévaluer l'importance de ce retard dans la défaite de Blenheim. Si les Français ont perdu du temps en juin, les Alliés en ont fait de même en juillet durant la dévastation de la Bavière.

On peut tout de même se demander pourquoi le départ vers la Bavière fut si tardif, c'est-à-dire pourquoi le premier plan proposé par Tallard fut rejeté. En fait, ce projet supposait l'envoi de toutes les forces françaises, c'est-à-dire à la fois celles de Tallard et de Villeroy, vers l'est. Cela sécurisait Tallard – il faut se souvenir de toutes les angoisses qu'il connut lorsqu'il dut passer les montagnes, craignant en permanence qu'une armée ennemie ne surgisse par le nord – cela ne pouvait pas plaire au roi qui, pour sa part, ne supportait pas l'idée de voir la frontière dégarnie. Il a fallu que Legall lui propose un plan plus sûr, conservant le maréchal de Villeroy à proximité de l'Alsace, pour que le Roi-Soleil accepte enfin.

---

<sup>261</sup> Son mémoire ne laissait aucun doute sur l'état misérable de la Bavière : « Les États de l'Électeur sont d'une fort grande étendue et sans aucune place forte [...]. Il n'y a d'autre moyen de secourir l'Électeur que de faire passer une armée en Souabe » (SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°50, « Mémoire de M. de Legall », s.l., 23 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 491-495). L'Électeur avait choisi cet homme en raison de la confiance qu'il savait pouvoir lui accorder et de son intelligence, qui lui permettrait de convaincre le roi. Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 166.

<sup>262</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1731, p. 16, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 23 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 495-497.

<sup>263</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1755, n°72, Villeroy au roi, camp de Steinweiler, 28 juin 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 499-505.

<sup>264</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°30, Tallard à Chamillart, camp de Rupenheim, 29 juin 1704.

<sup>265</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 294.

Notons enfin que les deux maréchaux ne soutinrent pas longtemps leur premier projet contre l'opinion défavorable du roi. Le retard peut ainsi être également attribué au refus, de la part des commandants d'armée, de faire des choix, de les assumer et de les soutenir.

### 4.3.2. Où marcheront les troupes de la Moselle ?

On constate en mai 1706 un autre exemple d'indécision collective. Nous avons vu que le maréchal de Marcin devait mener une opération conjointe avec Villars sur le Rhin, avant de revenir vers Villeroy pour commencer avec lui la campagne dans les Pays-Bas. La réussite éclatante de cette entreprise, lancée le 1<sup>er</sup> mai, est pourtant à l'origine d'un certain flottement au niveau du haut commandement français. Le maréchal de Villars y voit en effet l'occasion de mener le siège de Landau<sup>266</sup>, et demande à Marcin d'arrêter sa marche. Cependant celui-ci a déjà exécuté les ordres préalables de la Cour, et demandé aux 20 escadrons qu'il a laissés à Metz d'aller en Flandre, tandis que lui-même marche avec 18 bataillons et 20 escadrons vers Metz, c'est-à-dire vers l'ouest et les Pays-Bas. Le 7 mai, Chamillart recommande à Marcin de ne pas suivre les avis de Villars et de poursuivre son chemin : « Quand mesme il seroit heureux, [ce siège] pourroit causer un si grand derangement ailleurs que la prise de Landau ne pourroit nous en dedommager »<sup>267</sup>.

La marche de Marcin est toutefois arrêtée lorsque l'on apprend que des troupes ennemies (de Hesse et de Hanovre) campent en aval de la Moselle. On craint qu'elles ne se servent de ce fleuve comme voie d'invasion du territoire. Marcin est donc chargé de les surveiller. Ainsi, comme en 1704, les généraux français préfèrent par mesure de précaution se contenter de réagir face aux mouvements alliés.

Marcin doit-il, par prudence, rester du côté de la Moselle, ou marcher droit vers la Meuse pour permettre à la campagne de démarrer dans les Pays-Bas avec une supériorité française ? Cette fois encore, personne ne souhaite donner d'ordres clairs : chacun se retranche derrière le prétexte que les circonstances ne lui permettent pas d'apprécier correctement la situation. La Cour, pragmatique, tente de charger Villeroy, qui est proche des ennemis, de décider des mouvements de Marcin. Ainsi, le 10 mai, Chamillart écrit à Marcin que le roi s'est déterminé « à se remettre à M. le marechal de Villeroy [...] de décider de votre marche. Je manderai M. le marechal de Villeroy que vous attendrez de ses nouvelles pour

---

<sup>266</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 418.

<sup>267</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°111, Chamillart à Marcin, Meudon, 7 mai 1706.

vous ebranler avec vos troupes »<sup>268</sup>. Villeroy rétorque que Marcin sera plus promptement averti que lui des mouvements des ennemis sur la Moselle, et qu'il est donc préférable de le laisser décider, faute de quoi on perdra cinq ou six jours précieux<sup>269</sup>. Marcin, sans en avoir reçu l'autorisation formelle de la Cour, choisit donc de prendre l'initiative, et il fait avancer ses troupes vers l'ouest. Villeroy craint que l'on ne pense qu'il a contraint Marcin à revenir vers lui pour disposer de troupes supplémentaires et gagner avec trop de sûreté des avantages contre les Alliés. Pour ne pas laisser croire qu'il s'attribue des troupes pour sa gloire personnelle, il avertit Marcin : « Je ne puis être juge dans ma propre cause et je vous supplie de n'attendre de moi aucune résolution sur votre marche [...]. Je suis persuadé que vous devés attendre les ordres de la Cour avant que de faire aucun pas de costé »<sup>270</sup>.

Villeroy insiste encore dans une autre lettre : « [Vous] ne devés attendre de moi, je ne dis pas aucun ordre car je me couperois la langue plustost que de prononcer un pareil terme, mais ne vous mande nulle propension sur le party que vous avez à suivre »<sup>271</sup>. Marcin en est réduit à réclamer les ordres de Chamillart : « Vous m'avez remis, monsieur, par votre dernière lettre, aux ordres de M. le maréchal de Villeroy, qui s'obstine à ne m'en point donner »<sup>272</sup>. Le 17 mai enfin, on apprend que les troupes de Hesse et Hanovre se dirigent vers Mayence. Elles ne sont donc plus une menace pour la Moselle. Qui plus est, le roi a reçu la requête de Villeroy de ne pas avoir à déterminer la marche de Marcin. C'est pourquoi Chamillart lui écrit que la volonté du roi est désormais qu'il rejoigne les troupes de la Meuse<sup>273</sup>. La route que Marcin avait envoyée à Chamillart, le 16 mai, prévoyait que la jonction ne pourrait avoir lieu que le soir du 27 mai – 4 jours après la bataille<sup>274</sup>.

Peut-on parler d'une perte de temps ? En réalité, pas vraiment. Il faut mettre au crédit du maréchal de Marcin son intuition que tout se passerait dans les Pays-Bas, et qu'il était nécessaire d'y aller au plus vite. Ce dernier n'oublia d'ailleurs pas de le souligner à plusieurs reprises. Ainsi, au mois de juin, il rappelle à Chamillart : « Vous me devez [la justice] de vous souvenir de mes instances réitérées pour me rapprocher au plus tôt de ces côtés-ci avec toutes

---

<sup>268</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°111, Chamillart à Marcin, Marly, 10 mai 1706.

<sup>269</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°146, Villeroy au roi, Bruxelles, 13 mai 1706.

<sup>270</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°161, Villeroy à Marcin, Bruxelles, 16 mai 1706.

<sup>271</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°167, Villeroy à Marcin, s.l., s.d. Nous pouvons également penser que Villeroy répugnait à donner un « ordre » à un autre maréchal de France. On peut enfin, se demander si Villeroy ne cherchait pas ainsi à écarter de lui un chef de guerre qui l'aurait contraint à partager les lauriers d'une éventuelle victoire.

<sup>272</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°165, Marcin à Chamillart, Thionville, 16 mai 1706.

<sup>273</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°172, Chamillart à Marcin, Marly, 17 mai 1706.

<sup>274</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°165, Marcin à Chamillart, Thionville, 16 mai 1706.



les troupes que je conduisais »<sup>275</sup>. Toutefois, cet échange de correspondance illustre crûment les difficultés françaises à prendre une décision lorsqu'elle implique plusieurs maréchaux, le secrétaire d'État et le roi.

### 4.3.3. L'évanouissement d'une ligne de défense

On retrouve quelques mois plus tard une discussion similaire à propos de l'attribution d'un corps de troupe, lors des réflexions sur la défense du défilé de Stradella. Cette étroite vallée marécageuse coïncée entre le Pô, au nord, et les Apennins, au sud, était considérée par les Français comme une excellente ligne de défense, bloquant la route empruntée par le prince Eugène en direction de Turin. C'est ce que garantissait La Ferrière :

« [Les Impériaux] ne pourront neantmoins entrer en Piemont lorsque nous aurons bien retranché et pallissadé le detroit des Tradella en y mettant quelques bataillons françois lesquels arresteront les ennemis et nous donneront le temp de les joindre en queue dans un pays où ils seroient coupés et denués de tout secours ce qui leur attireroit une defaite presque assurée »<sup>276</sup>.

Il n'était pas nécessaire de mobiliser des troupes nombreuses pour rendre ce passage inexpugnable : une douzaine ou une quinzaine de bataillons tout au plus<sup>277</sup>. Mais il fallait également relever les retranchements. Les Français commencèrent à se préoccuper activement de la défense du défilé lorsque le prince Eugène fit passer le Pô à son armée, au milieu du mois de juillet 1706, et que la menace d'une marche au Turin par le sud du fleuve se précisa. Le 20 juillet, le duc d'Orléans demande à La Feuillade d'affecter une trentaine de bataillons de son armée à la défense du défilé<sup>278</sup>. Il prévient immédiatement le roi de sa demande<sup>279</sup>.

La Feuillade, peu désireux de distraire des troupes de son siège de Turin, se rend alors en personne au camp du duc d'Orléans. Il lui expose les raisons l'empêchant de se conformer à une telle demande : la faiblesse de son armée, qui ne peut se priver de 30 bataillons sans risquer d'être attaquée par la forte garnison du Turin, le manque de bateaux, qui ne lui permet pas de descendre rapidement autant d'hommes vers le défilé<sup>280</sup>. En définitive, les deux

---

<sup>275</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°131, Marcin à Chamillart, Maubeuge, 13 juin 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 492-497.

<sup>276</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°111, La Ferrière à Orléans, 20 juillet 1706.

<sup>277</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°79, Chamillart à Marcin, Marly, 16 juillet 1706.

<sup>278</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°309, Orléans à La Feuillade, camp de la Volta, 20 juillet 1706.

<sup>279</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°113, Orléans au roi, camp de la Volta, 21 juillet 1706.

<sup>280</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°308, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 22 juillet 1706.

hommes retiennent une *via media* : pour ne pas retarder le siège de Turin, Orléans ne demandera à La Feuillade d'envoyer des hommes à Stradella « que dans la dernière nécessité »<sup>281</sup>. La Feuillade, de son côté, assure qu'il sera en état de le faire au plus vite, à condition de disposer de bateaux pour déplacer ses troupes rapidement vers le sud<sup>282</sup>. D'ailleurs, le lieutenant général est persuadé que la faiblesse des troupes impériales dissuadera le prince Eugène de rien tenter en Piémont<sup>283</sup>.

Quelques jours après cette rencontre, l'idée même d'une défense du défilé est abandonnée par le duc d'Orléans lui-même. En effet, le rapport d'inspection fourni par Colmenero, le gouverneur d'Alessandria, indique que les retranchements sont trop faibles pour être conservés, à moins d'être gardés par une trentaine de bataillons – ceux-là même que La Feuillade refuse de fournir. Le duc d'Orléans, considérant que l'envoi de ces troupes correspondrait de fait à un arrêt du siège de Turin, refuse de donner cet ordre à La Feuillade : il n'a pas, en effet, autorité pour mettre fin au siège<sup>284</sup>. En revanche, on élabore un troisième plan alternatif : La Feuillade va envoyer quatre bataillons à Alessandria et Tortona, et une cinquantaine d'escadrons pour renforcer l'armée du duc d'Orléans.

Le même jour, pourtant, arrivait un ordre du roi demandant à La Feuillade d'envoyer des troupes à Stradella, soit 12 à 15 bataillons. La lettre laissait au duc d'Orléans toute autorité pour déterminer la destination des forces de La Feuillade : « Je luy ordonne avec empressement, quoyque je sois persuadé qu'il suivra toujours exactement tout ce que vous luy prescrirés de se conformer en tout aux ordres qu'il recevra de vous »<sup>285</sup>. C'est en fait le duc de Vendôme, qui était convaincu de la solidité du poste de Stradella, qui avait convaincu le roi d'envoyer cet ordre, lors de son passage à Versailles, avant de se rendre à la tête de son armée de Flandre<sup>286</sup>. Vendôme assura à Louis XIV que rien ne pourrait forcer le défilé<sup>287</sup>.

Pourtant, l'arrangement décidé le 27 juillet entre Orléans et La Feuillade rendit caduc l'ordre royal. Les assurances de Vendôme ne firent pas fléchir le lieutenant général, qui assura à nouveau à son beau-père, au début du mois d'août, que la défense de Stradella aurait été une erreur<sup>288</sup>. Ainsi, en l'espace de quelques jours (deux semaines tout au plus), ce qui était

---

<sup>281</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°120, Orléans à Chamillart, camp de Correggiolli à la tête du pont du Pô, 23 juillet 1706.

<sup>282</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°137, Esgrigny à Chamillart, camp devant Turin, 25 juillet 1706.

<sup>283</sup> BnF ms. fr. 14178, fol. 110v-111r, La Feuillade à Vendôme, camp devant Turin, 30 juillet 1706.

<sup>284</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°142, Orléans au roi, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706, partiellement édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 232-234 (la partie citée n'est pas éditée).

<sup>285</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°141, Louis XIV à Orléans, Marly, 27 juillet 1706.

<sup>286</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°143, Marcin à Chamillart, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706.

<sup>287</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°170, Louis XIV à Orléans, Marly, 2 août 1706.

<sup>288</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°334, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 6 août 1706.

considéré comme une ligne de défense insurmontable, garantissant l'anéantissement de l'armée impériale, devint un poste embarrassant où il était inutile de gâcher des troupes. L'ordre de Louis XIV, appuyé par les fortes représentations du duc de Vendôme, s'effaça au profit d'un accord entre les ducs d'Orléans et de La Feuillade. Une décision prise localement, entre deux chefs de guerre, pouvait s'imposer, au vu de l'urgence, contre une décision royale. C'est ce que l'on va à nouveau constater à l'occasion de la campagne de 1708.

### 4.3.4. Le mois de juin 1708

Au début de la campagne, le duc de Vendôme avait proposé de faire le siège de Huy, place forte prise et reprise régulièrement tout au long de la guerre de Succession d'Espagne, et qui ouvrait le chemin de Liège. Le duc de Bourgogne y était au contraire hostile. Il était en effet convaincu de ne pas disposer d'effectifs suffisants pour mener un siège tout en ayant une armée de couverture à même de dissuader Marlborough d'attaquer. Dès le 19 mai, à peine la campagne ouverte, il faisait part au secrétaire d'État de la guerre de ses réticences à l'égard des objectifs de Vendôme : « J'ai trouvé icy M. de Vendosme toujours comptent (*sic*) d'agir sur la Meuse avec une superiorité sur l'ennemy plus grande que celle que je croy qu'il aura veritablement »<sup>289</sup>. Non seulement le siège de Huy affaiblirait les forces de l'armée, mais il la bloquerait vers l'est et dégarnirait la frontière de la Meuse à la mer du Nord, permettant ainsi à l'ennemi de s'attaquer à l'Artois et au Cambrésis, et d'y lever des contributions.

Pour trancher, il aurait fallu que les rapports hiérarchiques fussent clairement définis. Or la situation est assez complexe. Vendôme, considéré comme un excellent général, doit être le mentor de Bourgogne, sous l'autorité théorique duquel est placée l'armée. Ainsi, c'est le premier des deux qui doit commander, mais il doit faire approuver sa conduite par le petit-fils du roi, et le déterminer à agir. Les instructions de Louis XIV ne laissent aucun doute : « Je mande au duc de Bourgogne que vous luy ferez voir la lettre que je vous écris, qu'il doit, par les sentimens et l'envie qu'il a de contribuer au succez de cette campagne, lever par luy mesme le difficultez qui pourroient luy paroître plus grandes qu'à vous, et se laisser conduire, après avoir pris sur luy de defferer à vos sentimens, estant persuadé que vous ne commetrez ny sa personne ny sa gloire, qui sont devenues inseparables de interests de l'Etat »<sup>290</sup>.

---

<sup>289</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°178, Bourgogne à Chamillart, Valenciennes, 19 mai 1708.

<sup>290</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

Le postulat du Roi-Soleil est ainsi que son petit-fils, modéré et raisonnable, saura écouter les avis intelligents d'un de ses meilleurs chefs de guerre, qui plus est de sang royal. On espère que les dissensions s'amenuiseront d'elles-mêmes par la confiance, le respect et l'amitié réciproques dont feront preuve les deux têtes de l'armée de Flandre. Les discussions autour du siège de Huy démontrent que ce n'est pas le cas. Une réaction royale est ainsi nécessaire. Louis XIV demande à Vendôme d'abandonner son projet : « Le siege de Huy n'est point un objet assez important pour porter toutes vos forces du costé de la Meuse et laisser la Flandre entierement decouverte »<sup>291</sup>.

Il n'est pas facile néanmoins de faire changer d'avis un personnage comme Vendôme. Bergeyck, pourtant fin diplomate et bon connaisseur des affaires des Pays-Bas, doit y mettre tout son entregent. Puisqu'« il n'y a pas moyen de reduire M. le duc de Vendosme sur le siege de Huy, il est encore plus opiniatre qu'auparavant sur ce projet »<sup>292</sup>, le « Colbert belge » décide de s'entretenir discrètement avec l'entourage de Vendôme pour le convaincre, avant de rencontrer le duc en tête à tête « point pour le detourner parce que cela seroit impossible, mais pour le luy faire differer à un temps plus convenable pour le service [...] le maintenant dans cette idée, et je me flatte que j'y reussiray avec facilité de cette maniere »<sup>293</sup>.

Les différentes pressions finissent par fléchir l'arrière-petit-fils d'Henri IV : « Il ne falloit pas moins que la lettre du Roy, monsieur, pour faire changer M. de Vendosme de sentiment, et ça n'a pas esté sans peine »<sup>294</sup>. Il semble que l'entente entre les deux chefs – au moins factice – est effectivement rétablie quelques jours plus tard<sup>295</sup>.

Le conflit renaît au début du mois de juin, lorsque les Français prennent leur camp à Braine l'Alleu. Vendôme se montre à nouveau convaincu que seul le siège de Huy pourra permettre l'accomplissement des objectifs de la campagne, c'est-à-dire discréditer Marlborough et saper le moral des Hollandais. En effet, le capitaine-général ne pourra, si les Français agissent ainsi, avoir que deux réactions : soit attendre et se déshonorer, soit attaquer une armée des Deux-Couronnes supérieure à la sienne, être vaincu, et par là même encore plus déshonoré. C'est ainsi la répétition, mieux conçue, de la campagne de 1706, lorsque le siège de Léau, place tout aussi bien fortifiée et d'aussi piètre importance que Huy, devait contraindre Marlborough à se ridiculiser ou à se battre. Vendôme insiste bien sur le fait que

---

<sup>291</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

<sup>292</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°194, Bergeyck à Chamillart, s.l., s.d. [entre le 20 et le 22 mai 1708].

<sup>293</sup> *Ibid.*

<sup>294</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°196, Bourgogne à Chamillart, Valenciennes, 22 mai 1708.

<sup>295</sup> Vendôme écrit au roi : « Je ne puis que me louer de toutes les bontés que monseigneur le duc de Bourgogne a fait pour moy, et il n'y a rien que je ne fasse pour tascher de contribuer à sa gloire » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°215, Vendôme au roi, camp de Soignies, 27 mai 1708).

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

« sans cela nous ferons une campagne très infructueuse, et telle que les ennemis la peuvent désirer ; ainsi j'espère que Vostre Majesté laissera monseigneur le duc de Bourgogne faire le siège de Liège lorsqu'il le jugera à propos »<sup>296</sup>.

Il écrit lettre sur lettre au roi et au secrétaire d'État de la guerre pour souligner que l'inactivité est absurde lorsqu'on dispose d'un avantage – absurde et nuisible au prestige de la couronne :

« Il ne convient pas non plus à monseigneur le duc de Bourgogne de venir à la teste de l'armée simplement pour consommer des fourrages, et les ennemis auroient bien [lieu] de se moquer de nous »<sup>297</sup>.

Ou encore :

« Il y va même de la gloire de monseigneur le duc de Bourgogne d'entreprendre quelque chose avec une armée comme celle-ci, et après les discours que Milord Marlborough a tenus quelques jours avant que d'entrer en campagne, rien ne le décreditera (*sic*) plus que de nous voir attaquer les places, sans qu'il songe à les secourir »<sup>298</sup>.

Quand il s'agit de sa gloire, le roi se laisse convaincre. Le 5 juin, au vu du succès de la marche sur Braine l'Alleu<sup>299</sup>, il autorise le siège de Huy, qu'il pense ne pas devoir durer plus de huit jours<sup>300</sup>. Vendôme et Bourgogne passent en revue l'armée et préparent l'artillerie. Mais une semaine plus tard tombe un contre-ordre : les troupes de la Moselle, sous la direction du prince de Savoie, représentent une menace telle qu'il ne faut prendre aucun risque, et se contenter d'être sûr d'être à portée de Berwick et de l'Électeur quand Marlborough et Eugène auront fait leur jonction<sup>301</sup>.

Vendôme se soumet<sup>302</sup>. Les jours dès lors se passent à faire des revues, à entraîner l'armée<sup>303</sup>, à y faire respecter l'ordre et la discipline pour éviter la désertion<sup>304</sup>, à fourrager et

---

<sup>296</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°215, Vendôme au roi, camp de Soignies, 27 mai 1708.

<sup>297</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°227, Vendôme à Chamillart, camp près Soignies, 29 mai 1708.

<sup>298</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°240, Vendôme au roi, Braine l'Alleu, 3 juin 1708.

<sup>299</sup> Chamillart écrit en effet à Vendôme que l'efficacité de la marche qu'il vient d'effectuer a eu plus d'impact sur l'esprit du roi et l'a plus rassuré que toute l'éloquence qu'il aurait pu employer. SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°250, Chamillart à Vendôme, Versailles, 5 juin 1708.

<sup>300</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°248, roi à Bourgogne, Versailles, 5 juin 1708.

<sup>301</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°275, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 11 juin 1708.

<sup>302</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°291, Vendôme au roi, Braine l'Alleu, 15 juin 1708.

<sup>303</sup> « Tous les jours quatre brigades d'infanterie prennent les armes, font l'exercice et tirent. Comme il y a beaucoup de nouveaux soldats cela est nécessaire et très utile » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°297, Contades à Chamillart, camp de Braine l'Alleu, 19 juin 1708).

à affronter l'ennemi dans des combats de partis<sup>305</sup>. Tout loisir est laissé aux chefs français d'étudier différents projets de surprise d'Anvers ou Bruxelles. Mais Vendôme enrage de rester inactif :

« Il n'y a que l'Electeur et nous qui nous laissons amuser par cette pretendue armée de Moselle qui marche à pas de tortue, et qui fait bien d'euvrer ainsy, parsque (*sic*), avec vint et cinq mil hommes au plus de mauvaises troupes, le prince Eugene tient immobiles cent cinquante mil hommes des plus belles et des meilleures troupes de l'univers. Pourvu que cela ne passe pas la fin de ce mois, je me consoleray, mais si cela alloit plus loin j'avoue que je serois dans une veritable colere, car je ne voy pas pourquoy l'armée des ennemis sur la Moselle suspend nos mouvements en Flandres, puisqu'elle est observée par celle de l'Electeur qui est meilleure et plus forte. Enfin, si nous ne fesos rien, ce ne sera pas ma faute, puisque j'ay penetré le dessein des ennemis qui n'a jamais esté de penetrer en France mais bien de rendre inutiles nos armées de Flandres et d'Allemagne »<sup>306</sup>.

Cette soif de combattre lui vaut la remarque pleine d'ironie de Chamillart :

« Le Roy voit tous les jours vos lettres ; si celles du Dauphiné, où il se passe encore rien de la part de M. de Savoye, etoient sur le mesme ton, et que M. le marechal de Villars n'eust d'autre sujet de plainte à faire que celle d'avoir une armée superieure aux ennemis, je me promenerois souvent dans la forest de Fontainebleau »<sup>307</sup>.

La surprise de Gand, ménagée par l'habilité de Bergeyck, sortit Vendôme de cette oisiveté qui lui était si pénible. Le repos pris pendant tout ce mois permit aux Français d'affronter sereinement les difficultés de la marche du début du mois de juillet. Mais le hasard voulut que cette entreprise fût heureusement engagée quelques jours avant que la jonction effective d'Eugène et de Marlborough : nul ne sait les risques qu'aurait courus l'armée française si l'inaction avait duré plus longtemps, et si les armées alliées des Pays-Bas et de la Moselle étaient parvenues à engager le combat contre les seules troupes de Vendôme et de Bourgogne.

---

<sup>304</sup> « Le duc de Bourgogne fait observer une discipline exacte et seure » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°315, d'Artagnan à Chamillart, camp de Braine l'Alleu, 23 juin 1708).

<sup>305</sup> « Depuis quelques jours monsieur nos partis font merveilles comme vous le verrés par les lettres que je vous envoye » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°303, Vendôme à Chamillart, Braine l'Alleu, 20 juin 1708).

<sup>306</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°303, Vendôme à Chamillart, Braine l'Alleu, 20 juin 1708.

<sup>307</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°314, Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 25 juin 1708.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

Nous avons ainsi étudié, au cours des quatre campagnes précédant les grandes défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, quatre périodes d'atermoiement, de doute, en définitive de temps perdu. À chaque fois, les généraux français préférèrent laisser leur adversaire prendre la main, pour régler leurs mouvements sur ceux des ennemis. En 1706, les troupes de Marcin furent stoppées et durent attendre de savoir où allaient les forces ennemies sur la Moselle ; en Italie, le duc de La Feuillade retarda l'envoi de troupes à Stradella jusqu'au dernier moment – et il laissa sciemment passer le dernier moment ; en 1708, la gigantesque armée des ducs de Vendôme et de Bourgogne fut comme hypnotisée par les déplacements des troupes du prince Eugène. La campagne de 1704 présente une forme extrême de cet attentisme : Tallard et Villeroy se contentèrent de se conformer aux mouvements des Alliés, Tallard suivant Marlborough, Villeroy étant censé suivre – sans le faire, en définitive – le prince Eugène. Prendre l'initiative de passer en Allemagne avant même d'être sûr que les ennemis s'étaient effectivement enfoncés dans l'Empire aurait pu laisser Landau sans défense. Le refus de prendre des risques a contraint les Français à une conduite des opérations défensive et stérile.

Force est de constater que les généraux français ne faisaient pas preuve de la même audace que le duc de Marlborough ou le prince Eugène. On pourrait faire une exception pour Vendôme, mais il est difficile, s'agissant d'un tel personnage, de distinguer ce qui relève de la résolution stratégique ou de la rodomontade. La hardiesse des grands généraux alliés se serait aussi manifestée dans leur goût prononcé pour la bataille. Pour déterminer dans quelle mesure le tempérament de ces deux chefs de guerre, qui les amenait souvent à rechercher le conflit sanglant, les différenciait réellement de leurs homologues du camp franco-espagnol ou de celui de la Grande Alliance, il faut en premier lieu étudier s'il était possible, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, de contraindre un adversaire réticent à livrer une bataille en règle. Il est ensuite nécessaire de déterminer quel était l'état d'esprit des généraux français à la veille des batailles. Étaient-ils portés au combat ou y répugnaient-ils ? Enfin, pour étudier les relations entre la bataille et la stratégie de cabinet, il apparaît indispensable de s'intéresser à l'opinion de Louis XIV lui-même vis-à-vis des risques à prendre lors d'une bataille en rase campagne.

#### 4.4. Les généraux français confrontés aux risques de la bataille

##### 4.4.1. Des batailles imposées par le talent d'Eugène et Marlborough ?

Nous avons vu dans le chapitre précédent que le goût de la bataille aurait été, selon ses biographes, la caractéristique la plus originale de Marlborough dans sa conduite de la guerre, l'opposant à tous les autres généraux français ou alliés – à l'exception du prince Eugène. Il est vrai que de nombreuses lettres montrent le désir du capitaine-général d'engager le combat. Ainsi, le 31 juillet 1704, il écrit à Godolphin, avant même d'avoir passé le Danube et joint le prince Eugène : « Je serais très heureux d'en arriver à une bataille, car cela déciderait de tout, ce qui ferait très bien notre affaire, car nos troupes sont très bonnes »<sup>308</sup>.

En 1706, apprenant que Villeroy a passé la Dyle, il est fort conscient de risquer un affrontement s'il marche contre lui : « Les ennemis ont rassemblé leur armée de l'autre côté de la Dyle près de Louvain ; demain les Anglais nous doivent joindre, et alors nous marcherons de ce côté-là, pour voir la contenance qu'ils tiendront »<sup>309</sup>. Enfin, deux jours avant Audenarde, sa détermination n'est pas moindre : il annonce au secrétaire Boyle que ses hommes vont passer la Dendre à Lessines « pour attaquer l'ennemi »<sup>310</sup>. En 1704, le prince de Savoie semble tout aussi désireux d'en venir aux mains : pensant que les ennemis, contrairement à ce qu'ils prétendent, ne disposent pas d'effectifs supérieurs à ceux des Alliés, il indique à l'Empereur qu'il « serait encore temps d'espérer une bonne fin à cette expédition de Bavière, si seulement on faisait preuve d'une résolution autrement ferme, et qu'on voulait montrer qu'on est enclin à opérer avec vigueur et une grande ardeur »<sup>311</sup>.

Il est d'ailleurs probable que c'est pour être mieux à même de décider d'attaquer l'ennemi que Marlborough accepte que le margrave de Bade aille avec près de quinze mille

---

<sup>308</sup> « We shal be glad to come to a battaile, for that would decide the whole, which would be very much our business, for our troupes are very good » (Marlborough à Godolphin, Friedberg, 31 juillet 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 344-345).

<sup>309</sup> Marlborough à Gueldermalsen, camp de Tongres, 18 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 515-516.

<sup>310</sup> « In order to attack the enemy » (Marlborough au secrétaire Boyle, camp de Herfelingen, 9 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 100-102).

<sup>311</sup> « Also wäre noch Zeit, von dieser bayerischen Expedition ein gutes Ende zu hoffen, wenn man nur anders einen rechten Ernst ankehren und zeigen wollte, dass man mit Vigor und rechtschaffenem Eifer zu operiren gesinnt wäre » (« Bericht an der Kaiser », Höchstädt, 4 août 1704, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, p. 138-141, n°94).



hommes faire le siège d'Ingolstadt, alors que lui-même est convaincu que les Français sont proches et que l'éventualité d'une bataille est aussi plausible que souhaitable<sup>312</sup>.

Peut-on pour autant considérer que Marlborough aurait été en mesure de contraindre ses ennemis à combattre, s'ils avaient refusé la bataille ? La réponse semble négative au vu de tous les passages de sa correspondance où il désespère de provoquer un affrontement. Ainsi, il écrit à sa femme au début du mois de mai 1706 que « dans les Flandres, où il craint d'être forcé de rester pendant tout l'été, il y aura très peu d'action, car les Français ne risqueront rien dans ce pays à moins d'avoir une grande supériorité, ce qu'il je ne pense pas plausible »<sup>313</sup>. Même lorsqu'il devient conscient que la jonction de Villeroy avec Marcin donnerait une supériorité aux ennemis, il ne croit pas « qu'avec cela [les Français] voudront hasarder une bataille »<sup>314</sup>. Le capitaine-général est en effet conscient de la latitude des Français pour éviter la bataille s'ils y sont résolument hostiles. Selon Clausewitz, l'impossibilité pour un général, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, « d'imposer » une bataille à un ennemi qui se dérobe, est à attribuer à la lourdeur des ordres de bataille<sup>315</sup>. Lorsqu'elle veut combattre, une armée doit se déployer de tout son long. Cela implique de disposer d'un terrain plat et relativement ouvert. Or, le terrain des principaux théâtres d'opérations de la guerre de Succession d'Espagne ne se prête pas toujours à de tels déploiements. Les Pays-Bas, espagnols, en particulier, sont sillonnés de rivières, de canaux et de marais. Il s'agit d'un espace idéal pour se poster solidement et interdire aux ennemis d'approcher<sup>316</sup>. Le colonel Cranstoun note que :

« Comme tout ce pays a de toutes parts des postes naturellement solides comme des rivières, des bois ou des bourbiers, comme il est facile pour une armée plus faible de se poster, dans le Brabant, les Flandres ou le Hainaut, de façon à ne pas pouvoir être attaqués même par une armée plus forte et meilleure sans grand désavantage et sans le

---

<sup>312</sup> Winston Churchill souligne à quel point cette attitude est contraire à toutes les règles établies, qui veulent qu'un général regroupe ses troupes avant un engagement. Ce dernier ajoute, non sans malice, à propos du margrave : « Son épitaphe militaire était faite, du jour où ces deux généraux – les plus grands de leur époque, et dont la gloire et la renommée illustrent toutes les annales de la guerre – avaient estimé – et leurs actes sont plus éloquents encore que les mots – que son absence du champ, où se livrerait la bataille décisive, valait bien l'abandon de quinze mille hommes [...]. Il n'est pas surprenant que le prince Louis ne leur ait jamais pardonné ». W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 417.

<sup>313</sup> « In Flanders where I shall be forced to be I am afraid the whole summer, there will be very little action, for the French will not venture in this country unless they have a great superiority, which I do not think is likely » (Marlborough à sa femme, La Haye, 9 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 534).

<sup>314</sup> Marlborough à Gueldermalsen, camp de Tongres, 18 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 515-516.

<sup>315</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 263.

<sup>316</sup> J. Ostwald, « The "decisive" battle of Ramillies... », art. cit., p. 660.

risque manifeste de perdre une bataille, quand c'est l'intérêt de l'ennemi de ne pas lutter, nous ne pouvons jamais espérer les amener à une bataille »<sup>317</sup>.

En second lieu, une armée qui cherche à éviter le combat a en général tout le temps de se retirer, lorsqu'elle voit l'armée adverse effectuer les longues préparations nécessaires au combat. Les Alliés en font l'expérience en 1703 comme en 1707, lorsque les troupes des Deux-Couronnes, soucieuses de ne pas se commettre à une action hasardeuse, parviennent à se retirer promptement du champ de bataille<sup>318</sup>. Une analyse des caractéristiques de la bataille à la fin du règne de Louis XIV amène Clausewitz à conclure qu'à cette période, « aucun engagement ne peut avoir lieu sans consentement mutuel »<sup>319</sup>.

### 4.4.2. Le maréchal de Tallard et l'Électeur de Bavière

La vérification de cet axiome implique de nous demander si les commandants français ont effectivement recherché la bataille. Il semble que le seul cas où les généraux de Louis XIV aient effectivement subi la bataille soit à Blenheim. Nous disposons d'une lettre du maréchal de Tallard adressée au roi datant du 12 août, soit la veille de la seconde bataille d'Höchstädt<sup>320</sup>. Il y indique que son intention est de « barrer le pays », donc de rester sur la défensive. Le lendemain, quand ils sentent les ennemis s'ébranler, les Français pensent que les Alliés veulent retourner en Franconie. L'attitude du comte de Mérode-Westerloo est éloquente : ne se doutant pas une seule seconde que le 13 août pouvait être le jour d'une bataille, il s'assoupit la veille sans crainte, dormant tranquillement et profondément toute la nuit<sup>321</sup>. Les Français se sentent en sécurité derrière « un ruisseau assés marecageux »<sup>322</sup>. Ce sont les troupes de Marlborough et du prince Eugène qui en marchant sur eux les contraignent à se mettre en bataille – ayant pris trop tard conscience que les ennemis cherchaient à les attaquer, les Franco-Bavarois ne pouvaient pas se retirer sans risquer de perdre tous leurs bagages et leur artillerie.

---

<sup>317</sup> « As this whole country has everywhere such natural strengths of rivers, wood or morasses, as it is easy for a weaker army so to post themselves either in Brabant, Flandres, or Hainault as that they cannot be attacked even by a stronger and better army without the greatest disadvantage and a manifest hazard of losing a battle, so while it shall be the enemy's interest not to fight, we can never hope to bring them to a battle ». Cité *ibid.*

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 661.

<sup>319</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 262.

<sup>320</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°130, Tallard à roi, camp de Liezheim, 12 août 1704.

<sup>321</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 298. « Je crois n'avoir jamais dormi d'un sommeil plus tranquille que cette nuit, ce qui me fit beaucoup de bien ».

<sup>322</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°130, Tallard à roi, camp de Liezheim, 12 août 1704.

Mais peut-on toutefois assurer qu'aucune des têtes de l'armée de Louis XIV n'était disposée à combattre ? Certains ont accusé le maréchal de Tallard de visées belliqueuses. Ainsi le baron de Montigny-Languet attribue après Blenheim le malheur de son armée à « l'envie que M. le maréchal de Tallard a eu de combattre »<sup>323</sup>. Il est vrai que lors du passage des montagnes, Camille d'Hostun avait, après une longue rêverie, confié au comte de Mérode-Westerloo qu'il croyait en la probabilité d'un grand combat : « Ou je suis bien trompé, ou avant trois semaines il y aura une bataille ; s'il y en a une, ce sera la Pharsale »<sup>324</sup>.

Toutes les lettres, tous les mémoires que le maréchal de Tallard écrivit après la bataille assurèrent au contraire que s'il y eut une volonté agressive, ce fut de la part de l'Électeur de Bavière. Il raconte en effet que lorsque les armées du Rhin et du Danube se trouvèrent près de Dillingen, le 10 août, se tint un conseil de guerre<sup>325</sup>. Les principaux officiers généraux des deux armées s'y trouvèrent<sup>326</sup>. On y décida très clairement de ne pas s'engager à une action, puisque les forces françaises sont fatiguées, et qu'il faut avant tout attendre des renforts des troupes bavaroises que l'Électeur avait dispersées dans son pays : « On convint qu'il ne falloit pas s'exposer à une bataille avant cette jonction, et que chaque jour qu'on passeroit sans en venir à une action, seroit autant de batailles gagnées »<sup>327</sup>.

On doit aussi décider du poste où doivent camper les armées. Il s'agit de choisir un poste où elles seraient en sécurité. Certains pensent à camper en Dillingen et Lauingen, poste solide, que l'Électeur avait souvent occupé. Le risque pourtant est de manquer de fourrages, puisqu'il n'y a derrière Lauingen que la campagne Souabe, déjà préalablement mangée par différentes armées. C'est alors que Legall propose de s'avancer auprès de Blenheim, en assurant que la situation est bonne et imprenable<sup>328</sup>. Ce projet est soutenu par l'Électeur ; Quincy assure que Tallard et Marcin, ignorant tout de la situation du pays, doivent suivre l'avis général, tandis que Tallard affirme au contraire que Marcin prend parti pour Max-Emmanuel<sup>329</sup>.

---

<sup>323</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>324</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 291.

<sup>325</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>326</sup> Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 264-265.

<sup>327</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 265.

<sup>328</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d. : « Ce fut là où M de Legal, auteur de tous nos malheurs, premierement par son voyage de Versailles, le fut en second lieu par assurer que le poste de Blenheim étoit inattaquable par des marais qui le couvroient, et qu'il falloit avancer jusques là afin de laisser plus de subsistance derriere nous ».

<sup>329</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

Tallard ajoute ensuite que c'est contraint et forcé qu'il dépassa Höchstädt : « Poussé, tourné en ridicule sur mes représentations, je consentis qu'on fût reconnaître le nouveau camp »<sup>330</sup>. Enfin, lorsque le 12 août, on s'aperçoit de la présence des ennemis à une lieue et demie du camp français, l'Électeur tient absolument à en venir aux mains. Il pense en effet que les forces du margrave sont au loin, et que les Alliés sont affaiblis : « Si les trois généraux n'y étoient pas, il falloit profiter de cette occasion-là pour les combattre »<sup>331</sup>. Tallard, toujours prudent, refuse d'attaquer avant d'en savoir plus, et envoie un parti pour tenter de faire des prisonniers. Ces derniers assurent – à tort – que le margrave est avec Eugène et John Churchill. Ainsi, l'avis de Tallard prédomine et « l'Électeur convint donc de faire rentrer les troupes dans le camp, disant à tout le monde qu'on perdait une occasion qu'on ne retrouverait jamais »<sup>332</sup>.

Toutes ces informations nous présentent un Électeur de Bavière fort combatif, cherchant toujours à aller de l'avant, et même en dépit de la prudence. Tallard, agacé par ses demandes réitérées de se rapprocher toujours de l'ennemi, l'avait alors accusé, à mots couverts, de chercher à hasarder les forces de Louis XIV sans prendre le risque d'engager les siennes<sup>333</sup>. La considération d'autres sources nous amène à penser que le récit effectué par le maréchal de Tallard du déroulement des opérations est probablement le plus proche de la vérité. Ainsi, Ricous écrivait à Chamillart :

« Cette malheureuse bataille, Sire, s'est donnée contre l'attente de vos généraux, car en dernier lieu M. le maréchal de Tallard m'avoit promis de ne pas faire un dernier pas en avant que les troupes de l'Électeur n'eussent joint, quelques instances qu'on luy en pu faire »<sup>334</sup>.

De surcroît, les intelligences que Saint-Aulais, gouverneur de Luxembourg, entretenait à Coblençe, indiquent une volonté belliciste de l'entourage du Bavarois : « La cour de l'Électeur dit hautement à Coblençe que [le] party en est pris, et qu'on veut risquer une

---

<sup>330</sup> *Ibid.*

<sup>331</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>332</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570. Pourquoi donc les prisonniers tinrent-ils de tels propos ? Pour W. Churchill, la réponse est évidente : il s'agit encore d'un coup de Marlborough, qui maîtrise décidément à la perfection l'art de mystifier ses ennemis. Selon lui, ces hommes auraient été délibérément perdus, et chargés de donner de fausses informations. En effet, toutes les troupes n'avaient pas encore joint l'armée alliée le 12 août (W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 424). Même si aucune source ne garantit que cette idée soit véridique, elle semble assez plausible. En effet, Tallard, dans la même lettre, souligne que ces hommes furent pris « en fort peu de temps ».

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> AE Bavière 48, f. 579-580v, Ricous au roi, camp d'Effingem, 25 août 1704.

bataille »<sup>335</sup>. L'inconstant Maximilien, qui alternait les phases d'enthousiasme et d'abattement, devait alors rêver de se venger en une seule journée de ce que les Alliés avaient fait subir à son pays pendant plus d'un mois.

Remarquons en conclusion que ces remarques sur la bataille de Blenheim ne viennent pas véritablement contredire l'axiome de Clausewitz selon lequel les deux belligérants devaient consentir à l'affrontement. Certains chefs de l'armée franco-bavaroise espéraient le combat à la veille du jour de l'engagement. En outre, les Français auraient pu, s'ils avaient vraiment voulu éviter la bataille à tout prix, quitter leur camp pour se retirer, par exemple, sous celui de Lauingen. S'ils sont restés dans le camp de Blenheim, c'est qu'ils pensaient que les ennemis n'allaient pas les attaquer<sup>336</sup>. La position française à Blenheim était redoutable, le champ de bataille étant sillonné par un cours d'eau appuyé par différents villages qui constituaient autant de points d'appui – et qui auraient représenté un gros avantage s'ils avaient été mieux exploités<sup>337</sup>. Il fallu une grande confiance en leur propre valeur et en celle de leurs troupes pour que Marlborough et Eugène se lancent dans le combat.

#### 4.4.3. L'audace de Villeroy

En 1706, ce bon espoir de triompher était partagé par les Alliés comme par le maréchal de Villeroy. Celui-ci, au vu de la qualité de l'armée dont il avait la charge, et de la supériorité numérique dont il aurait joui après la jonction de Marcin, avait souhaité d'emblée en venir à une action : « Nos forces étant réunies, je suis persuadé qu'il ne saurait être qu'avantageux de se commettre à une bataille, surtout les ennemis étant obligés de nous venir attaquer »<sup>338</sup>. Il prit peu à peu confiance en sa force, et s'aventura à penser, le 21 mai : « Je vous avoue, Sire, je sceray bien tenté de proposer à l'Electeur de marcher en avant, mesme avant l'arrivée de M. le mareschal de Marcin »<sup>339</sup>. Villeroy était ainsi parfaitement responsable de sa marche, et il était tout aussi conscient du risque qu'il prenait en n'attendant pas Marcin.

La preuve supplémentaire en était que de nombreuses personnalités aux Pays-Bas sentaient qu'une action était sur le point d'éclater. Dès le 15 mai, le président Rouillé

---

<sup>335</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°84, Saint-Aulais à Chamillart, Luxembourg, 5 août 1704.

<sup>336</sup> John Wolf remarque ainsi qu'aujourd'hui encore, une visite du champ de bataille de Blenheim fait prendre conscience que l'assaut allié sur les positions françaises était très risqué – et donc, du point de vue des Français, improbable (« The visitor in the field of Blenheim today cannot help wondering how the Anglo-Dutch-Imperial army ever dared to attack »). J.-B. Wolf, « Louis XIV, soldier-king... », art. cit., p. 222.

<sup>337</sup> Voir *infra*, section 5.1.1.

<sup>338</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°122, Villeroy au roi, Louvain, 8 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 19-22.

<sup>339</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°196, Villeroy à Chamillart, Gossencourt, 21 mai 1704.

s'attendait à un combat : « Les premières marches qu'on fera seront très importantes, car pour peu que nous allions avant, comme il est presque indispensable de faire pour subsister, nous trouverons sans doute à qui parler »<sup>340</sup>. Le 23, avant même de connaître la nouvelle, ses appréhensions se précisèrent : « Je vous envoie, monsieur, les nouvelles que j'ay eues de l'armée depuis hier. Peut être aurez vous celle d'un combat avant de recevoir ma lettre (*sic*), car la marche que les ennemis ont faite aujourd'hui ne donne pas lieu de douter qu'ils ne le cherchent. Dieu veuille qu'il soit heureux pour nous ! »<sup>341</sup>.

On peut même penser que le maréchal de Villeroy a délibérément écarté l'Électeur de la direction des opérations pour être plus libre de ses mouvements<sup>342</sup>. Ainsi, quand débuta la marche des troupes vers le champ de bataille de Ramillies, Maximilien était encore à Tirlemont pour ses dévotions de la Pentecôte<sup>343</sup>. Pourtant, Villeroy affirma après la bataille de Ramillies qu'il l'avait prévenu : « J'envoyai le 21 au soir le duc de Villeroy<sup>344</sup> à l'Électeur qui arrivoit ce soir là même à Tirlemont pour luy expliquer le projet de marche que j'avois fait dans la vue de barrer le pays aux ennemis pour les obliger à combattre. Il approuva tout ce que je luy fis dire, et me manda qu'il me joindroit de bon matin le lendemain dans la marche »<sup>345</sup>. Qui plus est, le maréchal assura plus tard que le Bavaois lui-même poussait au combat : « L'Électeur excité par les affaires d'Italie et d'Allemagne ne parloit que d'entreprendre. Tout le monde sans exception regardoit comme une honte avec une armée de la qualité de la nostre de demeurer derrière les lignes, je pensois de même, l'Électeur m'ayant dit cent fois avant d'entrer en campagne que le pays crioit que nos armées ne faisoient que les fourrages »<sup>346</sup>.

Pour déterminer la part exacte de responsabilité du maréchal de Villeroy, il est nécessaire d'étudier quels étaient ses rapports hiérarchiques avec l'Électeur de Bavière. Les seules indications que nous avons pu découvrir à ce propos se trouvent dans la correspondance entre Rouillé et Chamillart, au sein des Archives du ministère des Affaires Étrangères. Le second explique au premier les relations qui devront être de mise entre Max-Emmanuel et le nouveau général en chef français, le duc de Vendôme. Le secrétaire d'État

<sup>340</sup> AE Bavière 55, fol. 249r, Rouillé à Torcy, Bruxelles, 15 mai 1706.

<sup>341</sup> AE Bavière 55, fol. 268r, Rouillé à Torcy, Bruxelles, 23 mai 1706.

<sup>342</sup> Certaines relations de la bataille comptent son absence de concertation avec l'Électeur et son manque de déférence envers lui comme une des principales fautes de Villeroy à l'occasion de cette bataille (SHD AG A<sup>1</sup> 1988, p. 55, mémoire destiné à accompagner le plan de la bataille de Ramillies, s.l., s.d.).

<sup>343</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « Relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 », s.l. s.d.

<sup>344</sup> Louis-Nicolas de Neufville, duc de Villeroy, est le fils du maréchal. Il est lieutenant général à partir de 1702.

<sup>345</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>346</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont à Tressin, 3 juin 1706.

charge le président Rouillé d'assurer au Bavaois que « pour ce qui est de l'armée il n'y aura aucun changement, si ce n'est que rien ne se fera que d'un grand concert, et que S.A.E. partagera toute l'autorité en donnant [donnant] des ordres auxquels tous les officiers généraux et particuliers obeiront »<sup>347</sup>.

Ces indications nous laissent penser que Maximilien était le commandant de l'armée royale dans les Pays-Bas au même titre que Villeroy, et que toutes les décisions devaient être prises en concertation. Mais en pratique, c'était l'autorité du maréchal, qui avait la confiance du roi, qui était prépondérante. Dans une lettre adressée au secrétaire d'État de la guerre, l'Électeur reconnaissait qu'il jouissait des formes de l'autorité (on lui rendait compte de tous les mouvements, on sollicitait systématiquement son avis, et même Villeroy recevait ses ordres)<sup>348</sup>. En revanche, il était négligé dès lors que les mouvements de l'armée devenaient décisifs : par exemple, ses consignes pour la disposition des troupes lors de la bataille de Ramillies ne furent pas suivies par les officiers généraux. Le peu de considération dont il jouissait était patent jusque dans les relations des différentes opérations des campagnes de Flandre, qu'elles proviennent des Français ou de leurs ennemis, qui ne parlèrent que de « l'armée du maréchal de Villeroy »<sup>349</sup>. Malgré son rôle théorique, l'opinion de l'Électeur de Bavière ne compta guère dans le déclenchement de la bataille de Ramillies : elle était en général négligée, et Maximilien n'était lui-même pas présent aux heures précédant le combat.

Il est difficile en revanche de dégager la responsabilité de la décision de la bataille d'Audenarde, puisque, à vrai dire, personne n'a mis l'armée en bataille, et que les troupes ont été envoyées aux ennemis les unes après les autres. Peut-on considérer que les Français ont été contraints à se battre ? Il est vrai que les généraux des Deux-Couronnes auraient préféré, s'ils avaient pu, se retrancher derrière l'Escaut, ce que la marche des forces alliées leur a interdit de faire. Mais si les Français avaient voulu éviter à tout prix un affrontement, ils auraient pu tenter de se retrancher immédiatement derrière le canal de Bruges à Gand<sup>350</sup>. Or,

---

<sup>347</sup> AE Bavière 58, fol. 151r-151v, Chamillart à Rouillé, Marly, 29 juin 1706.

<sup>348</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706.

<sup>349</sup> *Ibid.*

<sup>350</sup> Certains reprochèrent aux généraux d'avoir engagé le combat alors qu'ils auraient pu se retrancher derrière le Norcken, c'est-à-dire derrière une rivière plus au sud que le canal de Bruges à Gand. La position défensive aurait été avantageuse, on aurait pu y attendre que l'ennemi attaque au lieu de tenter de repousser une tête de pont déjà solide : « Si, lorsque nous vîmes qu'ils étaient passés, nous étions restés sur la plaine, nous avions pris tous les avantages que nous fournissaient le terrain tout le long du village et des enclos qui étaient devant nous, l'avantage que nous aurions eu sur les ennemis aurait été bien plus grand » (SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708). Certes, mais le Norcken n'était en réalité pas une position défensive bien solide. De surcroît, le principal défaut du combat d'Audenarde fut d'être un affrontement d'infanterie, en raison de la configuration particulière du champ de bataille. Ceci n'aurait guère

ils ne l'ont fait que lorsqu'ils se virent contraints de faire retraite. En réalité, Vendôme réagit très rapidement lorsqu'un aide de camp du duc de Biron vint l'avertir que ce dernier avait commencé à affronter des ennemis : « Je lui mandai de les attaquer et que je marchais avec la tête de l'armée, en toute diligence, pour le soutenir »<sup>351</sup>. Il ne semble aucunement que Bourgoigne ait été, à ce moment-là, hostile à cette décision.

#### 4.4.4. Le noviciat du duc d'Orléans

La question de la volonté de combattre des généraux français avant la bataille de Turin, et celle de l'attribution des responsabilités dans le déclenchement de l'affrontement, se pose un peu différemment. Nous avons vu qu'à la fin du mois d'août, les troupes de Lombardie et de Piémont avaient fini par se joindre, tandis que le duc de Savoie rejoignait l'armée du prince Eugène<sup>352</sup>. Alors que cette dernière commençait à remonter sur Turin, les généraux français divergeaient sur l'attitude à adopter. La première solution, celle qui était prônée par le duc d'Orléans, était de profiter de la supériorité numérique enfin acquise sur les Alliés grâce à la jonction des deux armées françaises, c'est-à-dire de sortir des lignes, et de marcher droit au prince Eugène<sup>353</sup>. En effet, le duc d'Orléans craignait, si l'armée restait dans les lignes, que les ennemis ne l'affaiblissent en coupant ses ravitaillements. Qui plus est, une victoire en rase campagne aurait démoralisé le duc de Savoie, le privant de tout espoir de secours, et aurait entraîné la reddition de Turin. Marcin soutenait la position inverse : si l'armée sortait des lignes, on n'était pas sûr de pouvoir combattre le prince Eugène, qui pourrait facilement s'échapper<sup>354</sup>. Qui plus est, les ennemis auraient plus de facilité à faire rentrer dans Turin un secours : c'était risquer d'abandonner le siège. La Feuillade, obnubilé par cette grande affaire, approuvait totalement Marcin. Pour régler la situation, on décida, le 1<sup>er</sup> septembre, de tenir un conseil de guerre, rassemblant les principaux officiers généraux<sup>355</sup>. Sur neuf officiers

---

changé si les Français s'étaient retranchés au lieu d'attaquer. Nous pouvons donc distinguer la décision d'aller à la rencontre de l'ennemi sur le champ de bataille au nord d'Audenarde, qui fut effectivement prise par les Français, et qui est ici évoquée, de la façon dont les généraux menèrent ensuite le combat, en préférant l'offensive à la défensive, ce qui sera abordé dans la partie spécifiquement consacrée à la bataille d'Audenarde.

<sup>351</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°170, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>352</sup> Voir *supra*, section 2.1.3.2.2.

<sup>353</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°370 bis, Orléans au roi, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 270-271.

<sup>354</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1963, n°313, Marcin à Chamillart, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 271-273.

<sup>355</sup> Les avis de chaque officier sont consignés dans SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°396-398, Conseil de guerre tenu au camp devant Turin, le 1<sup>er</sup> septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 651-652.



généraux présents, outre Orléans et Marcin, sept opinèrent pour le séjour dans les lignes<sup>356</sup>. Albergotti proposa une solution intermédiaire : y laisser la majeure partie de l'infanterie, mais observer les ennemis avec toute la cavalerie et le reste de l'infanterie. Seul d'Estaing prit le parti du duc d'Orléans. Désavoué, le duc d'Orléans cessa là ses demandes.

Notons que pas une seule fois, les Français n'eurent l'idée d'abandonner le siège pour éviter la bataille. Tous les membres du conseil de guerre du 1<sup>er</sup> septembre étaient résolus à combattre, si le prince Eugène osait se confronter à eux. La seule question qui se posait était de savoir s'il fallait véritablement rechercher la bataille, ou l'attendre. En soi, les arguments des deux partis étaient recevables, et il n'est que trop facile de blâmer celui qui fut adopté, au vu de la déroute qui s'ensuivit<sup>357</sup>. Il faut d'ailleurs se méfier de la tendance qu'ont les historiens militaires à préférer les généraux qui proposent les partis les plus audacieux. En fait, si l'armée était sortie des lignes, elle aurait dû mobiliser toutes ses forces pour aboutir à une supériorité écrasante sur le prince Eugène, afin de le battre même si ce dernier retranchait sa position. Cela aboutissait à abandonner le siège. Dans cette hypothèse, on peut imaginer que le prince Eugène, s'il l'avait voulu, aurait réussi à éviter le combat, et à utiliser des diversions pour remettre troupes et munitions dans la place, contraignant le siège à s'éterniser<sup>358</sup>. La défaite de Turin ne sanctionne pas vraiment le parti de ceux qui ont préféré rester dans les lignes, mais elle démontre l'erreur de ceux qui croyaient les lignes inexpugnables.

---

<sup>356</sup> Il s'agit de La Feuillade, Chamarande, Saint-Frémond, Galmoy, Vibray, Arène, Murçay.

<sup>357</sup> La valeur des lignes de circonvallation comme position défensive est l'objet d'opinions contrastées de la part des penseurs militaires de l'époque. Feuquières et Puységur considéraient qu'il était préférable pour une armée de siège menacée par une armée de secours de les quitter et de marcher à l'ennemi. Vauban, tout en étant conscient que les lignes de circonvallation étaient rarement d'une qualité satisfaisante, trouvait qu'abandonner un siège pour offrir bataille à l'adversaire était un moyen « très hasardeux et peu sûr ». Villars, après avoir constaté que « la plus commune opinion est qu'il faut sortir de ses lignes », nuance tout de suite cette proposition : on ne doit le faire que lorsque l'on est assez fort pour être égal à l'ennemi hors des lignes, tout en conservant suffisamment d'hommes pour garder les tranchées et les lignes. Le maréchal de Luxembourg pensait l'inverse : c'est lorsqu'on disposait d'une trop petite armée pour garder correctement les lignes de circonvallation qu'il fallait les quitter ; on pouvait en revanche y rester, pour terminer le siège, lorsque les effectifs étaient suffisants. C'est ainsi qu'il refusa de sortir des lignes lorsque Guillaume d'Orange s'avança près de Mons, en 1691, et qu'il put achever son siège. Remarquons qu'un siècle plus tard, l'hostilité aux lignes de circonvallation a triomphé dans la littérature militaire. Clausewitz, qui remarque cet état de fait, cherche au contraire à les réhabiliter, en prenant pour exemple les bons effets qu'elles ont eus sous Louis XIV (A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 301 ; J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, p. 190 ; Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1306 ; BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 126 ; J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 333-334 ; le maréchal du Luxembourg est cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 166 ; Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 160).

<sup>358</sup> G. Mengin, *op. cit.*, p. 132

Ainsi, la décision de rester dans les lignes incombe à la majeure partie des officiers généraux français. Ces derniers, néanmoins, cherchèrent, après la bataille, à se dédouaner. Saint-Frémond n'hésita pas à renier son avis du conseil de guerre, en affirmant que « le maréchal seul s'opposa » à une action offensive. Ceci revenait à dire, comme Saint-Frémond l'affirma plus tard : « C'est au mort qu'il faut s'en prendre »<sup>359</sup>. Chamarande, plus subtilement, remarqua que le parti de rester dans les lignes n'était pas mauvais en soi, mais qu'il aurait fallu en tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire amener au camp principal les cinquante bataillons qui gardaient la montagne<sup>360</sup>.

En revanche, est-il possible de reprocher au duc d'Orléans de n'avoir pas, arguant de sa haute naissance, contraint ses subordonnés à agir<sup>361</sup> ? Il était, nominalement, le chef de l'armée de Lombardie. Mais il n'avait encore guère d'expérience, moins en tout cas que tous ceux qui s'opposaient à ses arguments. De surcroît, si l'on en croit Saint-Simon, le roi lui avait fait promettre, avant son départ, de ne rien faire sans l'avis du maréchal de Marcin, et de ne rien faire si ce dernier y était véritablement hostile<sup>362</sup>. Enfin, Orléans n'avait pas autorité sur les troupes de l'armée de Piémont. En considération de toutes ces raisons, faut-il ajouter foi à un dernier motif expliquant l'impuissance du duc d'Orléans ? Il s'agit de la scène, qui se serait déroulée durant le conseil de guerre du 1<sup>er</sup> septembre, au cours de laquelle Marcin aurait sorti un ordre secret du roi qui lui donnait tout pouvoir sur l'armée de Lombardie. Cet épisode, largement relayé par les récits contemporains et par les historiens du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>363</sup>,

---

<sup>359</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706. En fait, Saint-Frémond confond habilement deux épisodes. D'une part, le conseil de guerre du premier septembre, où il se montra partisan de l'immobilité. D'autre part, les décisions prises dans les quelques heures précédant l'attaque. Alors que les ennemis semblaient menacer d'envahir le camp français, Marcin se montra convaincu qu'il ne s'agissait que d'une diversion, tandis que Saint-Frémond le poussait à appeler des renforts. Insistant sur le second épisode, Saint-Frémond cherche à faire oublier le premier.

<sup>360</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°489, Chamarande à Chamillart, Sesanne, 29 septembre 1706.

<sup>361</sup> Winston Churchill lui en fait grief, et attribue cela à son éducation de courtisan à Versailles. W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 185.

<sup>362</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 3.

<sup>363</sup> Une relation de la campagne de 1706 faite par un officier du régiment de la Marine en fait mention, ainsi que les mémoires du chevalier de Bellerive ou encore l'histoire militaire du prince Eugène. Dumont, Voltaire et même Jomini font référence à cet épisode. En revanche, les mémoires de Saint-Simon, qui retranscrivent pourtant longuement la dispute du 1<sup>er</sup> septembre, n'en font pas état. Le témoignage de la Princesse Palatine peut faire office de compromis. Si elle se plaint que « le roi avait expressément ordonné à [s]on fils de ne rien faire sans prendre l'avis du maréchal de Marsin », elle n'évoque aucun coup de théâtre lors du conseil de guerre (AE Milanais supplément 1, fol. 353r-385v, « Campagne de 1706 » [fait par un officier du régiment de la Marine] ; BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. v, fol. 44r-49r ; Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 51 ; J. Dumont, *Batailles gagnées...* *op. cit.*, p. 62 ; Antoine Henri de Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, Paris, Ancelin, 1838, vol. I, p. 124 ; Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 45-47 ; Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Versailles, 28 septembre 1706, dans Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'Orléans, *Lettres de la princesse Palatine, 1672-1722*, Olivier Amel, éd., Paris, Le Mercure de France, 2004, p. 375).

n'est avéré par aucune source de première main. Jamais, dans ses lettres ultérieures au roi, le duc d'Orléans ne se plaignit de ce fameux ordre secret.

En fait, sachant qu'on lui refuserait l'autorité de lever le siège, le duc d'Orléans avait pensé à demander directement une décision du roi : « Les conséquences de ces deux partis [rester ou quitter les lignes] sont si grandes, que je me contente de les représenter à Votre Majesté, et je ne me déterminerai à l'un ou à l'autre que par un ordre précis de Votre Majesté, que je la supplie de m'envoyer en toute diligence, parce que l'armée des ennemis n'est pas loin de nous »<sup>364</sup>. Malgré la célérité du courrier, cette lettre, partie du camp le 31 août, ne put arriver à Versailles que 6 jours plus tard. La réponse du roi, pour être prudente, n'était point équivoque, et laissait à Orléans tout pouvoir de décider : « Ce que je vous mande vous autorise suffisamment pour faire ce que vous croirez de plus convenable au bien de mon service »<sup>365</sup>. Partie le 6 septembre, la lettre arriva bien évidemment trop tard.

La veille du combat, justement, voyant les ennemis s'approcher dangereusement du camp français, Orléans demanda à nouveau à Marcin de rassembler toutes les troupes. Ce dernier s'y opposa derechef, et pour couper court aux arguments du duc d'Orléans, « fut réduit à [lui] dire qu'[il] n'avait pas le pouvoir de lever le siège »<sup>366</sup>. Cette opposition obstinée contraignit Orléans à envoyer un nouveau courrier au roi, pour lui marquer que, « dans son noviciat de commandement », et vu l'opposition de ses officiers, Orléans renonçait à toute responsabilité, ne s'engageant plus qu'à « donner de sa personne » dans l'hypothèse d'un combat<sup>367</sup>.

Ainsi, on ne peut guère faire grief au duc d'Orléans de n'avoir pas pu contraindre ses subordonnés à l'obéissance. D'ailleurs, Louis XIV et Chamillart attribuèrent la responsabilité

---

<sup>364</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°370 bis, Orléans au roi, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 270-271. Voir aussi la lettre envoyée le même jour à Chamillart : « Je supplie le Roy de m'envoyer ses ordres. L'armée des ennemis est si près de nous que j'ai besoin d'une très prompte reponse. Ainsi je vous prie de ne perdre pas un moment à me l'envoyer. Je ne crois pas qu'avec les ingenieurs qui sont ici on puisse venir à bout de Turin, ainsi vous ne sçauriez envoyer trop promptement ce que vous aurez de meilleur dans ce metier » (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°371, Orléans à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706).

<sup>365</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1933, n°144, Louis XIV à Orléans, Versailles, 6 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 285-286. Chamillart savait bien qu'une telle décision ruinerait les espoirs de son gendre. Comme consolation, il lui envoyait, le même jour, une lettre qui lui assurait qu'il était « bien à plaindre [...] C'est dans de pareilles occasions qu'il faut se sacrifier pour l'intérêt de l'État [...] S'il ne tenait qu'à donner de mon sang pour vous épargner une partie de votre juste douleur, je le prodiguerais de bon cœur ». Chamillart tient ce discours alors même qu'il ne s'agit que d'autoriser la levée du siège, et qu'il ne s'agit pas d'une défaite, si ce n'est pour l'orgueil de La Feuillade ! (SHD AG, A<sup>1</sup> 1933, n°304, Chamillart à La Feuillade, Versailles, 6 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 687-688).

<sup>366</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°410, Orléans au roi, Pignerol, 14 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 286-288.

<sup>367</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°411, Orléans au roi, camp devant Turin, 6 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 276-277.

de la défaite à tous ceux qui avaient prôné la défensive : « Je plains bien S.A.R. d'avoir pensé tout ce qu'il y avoit de mieux à faire et de n'avoir pas été secondé. S'il se trouve dans quelque conjoncture douteuse à l'avenir, le Roy s'en trouvera mieux s'il ne consulte que luy-même »<sup>368</sup>. L'intendant de l'armée de Piémont dénonça pour sa part « l'incertitude et les complaisances de la plupart de nos officiers généraux »<sup>369</sup>. L'accusation de complaisance était peut-être dirigée contre les gradés qui avaient soutenu en tous points les positions de La Feuillade, qui n'avait jamais voulu dégarnir le siège, ni déplacer les bataillons de la montagne. Le lieutenant général, s'appuyant sur ses relations avec son beau-père, avait réussi à se constituer un réseau de soutiens très solide au sein des deux armées d'Italie<sup>370</sup>. Le maréchal de Marcin lui-même comptait au rang de ses appuis<sup>371</sup>.

#### 4.4.5. L'opinion de Louis XIV

L'exemple du siège de Turin montre que le Roi-Soleil était capable de déléguer au général en chef la responsabilité d'engager l'armée dans un combat. Le cas de la campagne d'Italie est un peu particulier ; les généraux français ne se posaient pas la question des avantages d'un combat, mais de la meilleure façon de le mener. Dans les autres circonstances, le roi et sa cour approuvaient-ils le recours à la bataille ? Nous avons peu d'indications sur les campagnes de 1704 et 1708. À l'été 1704, la situation en Bavière est si complexe, les nouvelles mettent tellement de temps à arriver que Versailles ne donne aucune instruction pour rechercher ou éviter une bataille. En 1708, même si le roi ne donne aucune injonction précise, il autorise implicitement Vendôme à engager l'armée, à condition que la bataille se fasse dans un pays ouvert où les Français pourront jouir de la supériorité que leur donne leur cavalerie<sup>372</sup>. Mais à partir du moment où les Français tiennent Bruges et Gand, il s'agit de ne surtout plus prendre de risques. La lettre envoyée par le roi le 11 juillet 1708 ne parle que de

---

<sup>368</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°455, Chamillart à Albergotti, Versailles, 23 septembre 1706.

<sup>369</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1972, n°217, Esgrigny à Chamillart, Oulx, 18 septembre 1706.

<sup>370</sup> Si l'on en croit Saint-Simon, La Feuillade s'était fait détester de tous les officiers généraux et particuliers servant dans l'armée de Piémont. Mais s'il n'était pas apprécié, il n'en était pas moins craint, et nul n'osait le contredire. Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 10 et 42.

<sup>371</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°279, Chamillart à La Feuillade, Marly, 2 juillet 1706. Marcin au contraire n'avait guère d'estime pour le duc d'Orléans : « Je suis convaincu de toutes les bonnes qualités que vous me mandez de monseigneur le duc d'Orléans, mais il y a loin de là à celles qui sont nécessaires pour parvenir à être un grand général. Vous me marquez cependant par votre lettre qu'il fait qu'il le soit. Trouvez bon que je vous dise, monsieur, que cette nécessité n'est pas toujours suffisante pour donner ce talent à tous ceux qui en ont besoin et j'ay lieu de craindre avec raison de luy être un bien faible secours, particulièrement dans un pays que je ne connois pas » (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°28, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 5 juillet 1706).

<sup>372</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

« rien entreprendre qui puisse diminuer les avantages considérables que vous tirerez, dans la suite de cette guerre, de la prise de Gand et de Bruges »<sup>373</sup>. On comprend ainsi la déception de Michel Chamillart à la nouvelle d'Audenarde : « Je n'aurois pas cru dans la situation où étoient les affaires du Roy en Flandre que la matière de la lettre de Sa Majesté et de la mienne fust aussi sérieuse qu'elle l'est, il falloit songer uniquement à conserver nos avantages »<sup>374</sup>.

La Cour reste ainsi assez discrète sur le recours à la bataille. En revanche, les consignes envoyées à Villeroy en 1706 semblent beaucoup plus explicites. L'hypothèse d'un combat est clairement évoquée : « Le plus grand inconvénient qui pourrait arriver, ce serait d'être exposé à donner ou recevoir la bataille »<sup>375</sup>. Toutefois, Louis XIV n'y croit guère : « Les ennemis respecteront une armée de quatre-vingt bataillons et cent quarante escadrons »<sup>376</sup>. Il n'en indique pas moins la procédure à suivre si les troupes coalisées voulaient en arriver à la bataille pour débloquer les Français du siège auquel ils se seraient commis : se faire joindre par une partie des soldats qui s'occupent du siège. Saint Simon n'a donc pas tort, lorsqu'il écrit que le Roi-Soleil voulait une victoire :

« Le Roi n'avoit rien tant recommandé au maréchal de Villeroy que de [ne] rien oublier pour ouvrir la campagne par une bataille : il commençoit à sentir le poids de la guerre, il avoit dès lors envie de la terminer. Mais il vouloit donner la paix, et non la recevoir. Il espéroit tout de ses généraux et de ses troupes. Les succès d'Italie et du Rhin sembloient lui répondre de ceux de ses autres entreprises ; il aimoit assez Villeroy pour vouloir qu'il cueillît des lauriers »<sup>377</sup>.

Villeroy alléguait donc ces instructions pour sa défense, lorsqu'on l'accusa d'avoir déclenché une bataille pour sa propre gloire : « C'estoit l'esprit de Vostre Majesté que son armée agit offensivement, je n'en pouvois douter en lisant la lettre dont elle m'a honoré le 6 de may »<sup>378</sup>. Certes, mais la Cour avait toujours enjoint le plus formellement au maréchal d'attendre le renfort de Marcin avant d'agir. La fameuse lettre du 6 mai 1706 donnait ainsi, pour l'armée qui avait licence de se commettre à une bataille, des effectifs équivalents à ceux

---

<sup>373</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2075, n°23, Louis XIV à Bourgogne, Fontainebleau, 11 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 30-31.

<sup>374</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°94 bis, Chamillart à Berwick, Fontainebleau, 14 juillet 1708.

<sup>375</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 368.

<sup>378</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

des deux armées de Villeroy et Marcin réunies<sup>379</sup>. Louis XIV ne refusait pas la bataille, à condition que toutes les troupes françaises disponibles soient jointes le jour de l'affrontement<sup>380</sup>.

### L'IMPOSSIBLE STRATÉGIE DE CABINET

La bataille représente la décision la plus importante du général en chef, celle qui engage sa réputation et le sort de son armée. Et pourtant, la décision de combattre peut rarement lui être seul attribuée : les instructions du pouvoir politique, les points de vue des officiers généraux qui lui sont subordonnés, la résolution des autres chefs militaires avec qui il doit s'accorder, voire la bonne ou la mauvaise volonté de la troupe peuvent jouer en faveur ou à l'encontre de son choix. Au-delà des propres contradictions internes du commandement, deux autres facteurs s'avèrent encore plus déterminants dans le processus de déclenchement de l'engagement : la volonté du général en chef adverse (elle-même insérée dans des processus de décisions complexes) et enfin le rôle incontournable du hasard.

Et pourtant la résolution de combattre, avec le raccourcissement du temps et rétrécissement du champ des possibilités qu'elle implique (se retirer, aller au devant de l'ennemi, se retrancher), n'est probablement pas l'opération militaire qui fait l'objet des processus de décision les plus tortueux. Lorsqu'on se place au niveau stratégique, celui de la campagne, on assiste à une multiplication du nombre d'objectifs possibles et de méthodes pour les atteindre : attaquer telle ou telle forteresse, se retrancher dans tel camp plutôt qu'un autre, déterminer quel chemin sera le plus sûr pour déplacer les troupes... Ceci explique que c'est généralement à ce niveau que les divergences d'opinion sont les plus nombreuses. Le temps imparti à la décision est plus long (surtout lorsque l'on n'est pas en présence de l'ennemi), ce qui permet à chaque responsable administratif ou militaire de donner son avis. Comme le résume Clausewitz, « la stratégie, où tout se déroule bien plus lentement, laisse

---

<sup>379</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>380</sup> On peut rapprocher l'opinion de Louis XIV en 1706 à l'attitude prônée par Chamlay l'année suivante, pour le même théâtre d'opérations. Alors que les Français avaient choisi d'adopter une stratégie défensive en Flandre, Chamlay ne désavouait pas le recours à la bataille : « Quand on a pris toutes les précautions nécessaires et qu'il importe de le faire, on ne doit pas l'éviter honteusement. On perdrait tout de cette manière : pays, réputation et on abbatrait autant le courage de ses troupes qu'on releverait celui de ses ennemis. Cela doit être conduit avec prudence par le général instruit préalablement par son maître de ses véritables intérêts et du bien de son service dans l'occasion présente ». Cité par J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 274.

beaucoup plus de place aux doutes émanant des autres ou de soi-même, aux objections et aux observations, donc aux regrets intempestifs »<sup>381</sup>.

Le premier élément déterminant pour prendre un choix pertinent est celui de la qualité de l'information disponible sur l'armée adverse. Les types d'informations à glaner sont très variés : on s'intéresse aux objectifs diplomatiques de l'adversaire comme aux moyens militaires mis en œuvre pour les accomplir, aux effectifs et au matériel dont il dispose comme à son état moral. Chacun de ces types de renseignement peut être obtenu par des voies différentes : la valeur de l'espion (et sa rétribution) n'est pas la même selon qu'il est un simple marchand se promenant au sein du camp ennemi, ou un gradé ayant l'oreille du général adverse. D'autres sources d'informations prennent place à côté de l'espionnage à proprement parler : l'interrogation des prisonniers, des déserteurs ou des populations locales. Pour exploiter au mieux ces mines de renseignement, des réseaux complexes sont mis en place à tous les niveaux : du général en chef et de l'ambassadeur à l'officier particulier chargé de la défense d'une localité, en passant par le gouverneur ou l'intendant. Ces réseaux se recoupent, se partagent, se concurrencent parfois. Leur nombre et leur variété expliquent la profusion des renseignements, et leur caractère contradictoire. L'ennemi lui-même alimente la multiplicité des informations, pour mieux brouiller les pistes, en organisant de faux mouvements de troupes ou en utilisant des agents doubles.

Le « Bon Correspondant », cette source si précieuse pour les généraux français (et pour l'historien travaillant sur le fonds du Service Historique de la Défense...), était-il un agent double ? Dans l'affirmative, à partir de quand travailla-t-il au profit des Alliés ? Nous n'avons pas su résoudre cette question. Quoi qu'il en soit, cet informateur a donné, durant sa période d'activité, des renseignements qui se sont avérés suffisamment fiables pour qu'il soit stipendié pendant plusieurs années par les bureaux du secrétariat d'État de la Guerre. L'étude de l'audience du Bon Correspondant permet enfin de constater la soif d'informations du commandement militaire français.

Elle permet d'identifier une circulation des informations ascendante, remontant de l'espion au roi par le canal du secrétaire d'État de la Guerre ou par celui de son homologue des Affaires Étrangères. Louis XIV ou Chamillart faisaient aussi redescendre des informations aux généraux sur le terrain : des nouvelles des autres fronts (on s'intéresse, en Italie, à ce qui se passe aux Pays-Bas ou en Espagne) mais aussi des nouvelles des autres armées sur le même théâtre d'opérations. Ainsi, en 1708, c'est Chamillart qui fait part à

---

<sup>381</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 183.

Vendôme des derniers mouvements des troupes de Berwick et de l'Électeur. Il lui donne aussi des renseignements sur l'armée du prince Eugène<sup>382</sup>. Cela ne veut pas dire que Vendôme ou le duc de Bourgogne ne pouvaient pas correspondre directement avec Berwick, mais il nous est beaucoup plus difficile de saisir les modes de transmission horizontale des informations, en raison de la nature des archives sur lesquelles nous pouvons travailler. De nombreuses indications laissent à penser que la diffusion horizontale, entre personnes de même niveau de responsabilité, était tout aussi riche. Cette dissémination pouvait suivre les logiques du service (le duc d'Orléans correspondant avec Vaudémont ou avec La Feuillade, le maréchal de Berwick avec Bergeyck<sup>383</sup>) ou les affinités personnelles : on a vu que les officiers de l'armée de Villeroy avaient des nouvelles de leurs amis servant sous Tallard, alors même que le maréchal n'avait rien reçu de son homologue de l'armée d'Allemagne. Les supports privilégiés de cette transmission étaient la lettre ou la discussion. Nos sources malheureusement ne nous permettent de nous appuyer que sur le premier de ces supports ; or c'est par l'oral, lors des entrevues privées ou dans la chaleur des conseils de guerre, que se décidaient souvent les opérations les plus importantes<sup>384</sup>. Cette lacune ne nous permet guère un examen des relations d'homme à homme, essentielles pour comprendre la fidélité d'une armée à son général en chef ou ses réticences.

Les processus de prise de décision sont aussi complexes et aussi ramifiés que ces modes de propagation du renseignement. Les différents niveaux de la chaîne de commandement – des chaînes de commandement – avaient un rôle à jouer dans les trois temps de l'information, de la décision, et de l'exécution<sup>385</sup>. Les officiers généraux animaient souvent leur propre réseau d'indicateurs. Ils réclamaient d'être associés aux décisions prises par le général, allant

---

<sup>382</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°299 : Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 20 juin 1708.

<sup>383</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°447, Vaudémont à Orléans, Milan, 14 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°486, La Feuillade à Orléans, Briançon, 28 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°204, Bergeyck à Berwick, Mons, 3 octobre 1708 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°205, Bergeyck à Berwick, Mons, 4 octobre 1708.

La plupart du temps, nous pouvons prendre conscience de cette diffusion transverse grâce aux lettres d'un chef à un autre, envoyées en pièce jointe. C'est par exemple le cas des lettres de Bergeyck à Berwick, dont nous avons la copie du SHD : en effet, Bergeyck informe Chamillart des circonstances du combat de Wynendael en se contentant de lui envoyer la copie de la lettre qu'il a écrite à Berwick sur le même sujet.

<sup>384</sup> J.-P. Cénat remarque ainsi que c'est lorsque le rôle de Chamlay dans la direction de l'armée prend de l'ampleur, c'est-à-dire lorsqu'il est amené à rester à Versailles auprès du roi (à partir de 1694), que son activité est moins connue. En effet, il n'a plus à échanger de correspondance avec le souverain, l'essentiel de leurs échanges se déroulant oralement, en tête-à-tête ou en présence d'autres décideurs militaires... J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 141.

<sup>385</sup> Il ne faut pas imaginer que ces trois temps sont consécutifs l'un de l'autre. Les informations parvenaient sans cesse aux chefs d'armée et pouvaient amener une décision prise précédemment, voire la modifier complètement, comme l'a montré l'exemple de la défense avortée de Stradella. Les résultats de l'exécution venaient eux-mêmes infléchir les choix effectués.



même jusqu'à tenter de le contourner pour exposer leurs avis directement à Versailles. Saint-Simon fait d'ailleurs du mépris de La Feuillade pour l'opinion de ses propres subordonnés la principale cause de leur manque de zèle à servir au siège de Turin. Enfin, leur importance était déterminante dans la réalisation des objectifs déterminés. On a attribué la facilité avec laquelle le prince Eugène a passé l'Adige, le Canal Blanc et le Pô, au laxisme des officiers généraux chargés de surveiller le secteur. S'il est difficile de vérifier le bien-fondé des accusations individuelles portées contre Saint-Frémond ou Saint-Pater, force est de constater que le corps des officiers de l'armée de Lombardie se caractérisait par son absentéisme.

À l'autre bout de la chaîne, le roi et son secrétaire d'État de la Guerre donnaient leurs instructions au général en chef. Ils avaient à cœur de savoir ce qui se passait au sein des armées – Chamillart n'hésitait pas à entamer directement une correspondance avec des officiers particuliers comme Foucaucourt, lieutenant-colonel dans l'armée de Lombardie<sup>386</sup>. En revanche, ils ne cherchaient pas à court-circuiter l'autorité du commandant d'armée. Lorsque des officiers généraux – Médavy aux mois de mars et avril, Saint-Frémond ou La Ferrière au mois de juin – cherchent à passer outre leur commandant direct, en s'adressant au secrétaire d'État de la guerre, la réponse de Chamillart est identique : c'est à Vendôme, seul chef de l'armée, de décider ; c'est donc à lui qu'il faut envoyer conseils et avis.

Cette attitude paradoxale – la volonté de savoir tout ce qui se passe au sein de l'armée de Lombardie, tout en s'interdisant d'intervenir, illustre les complexités de la stratégie de cabinet. Les hommes de Versailles – du moins durant la guerre de Succession d'Espagne – n'ont pas la volonté de tout diriger depuis la Cour. On peut même parler, en ce qui concerne le choix des opérations militaires (rester sur la défensive derrière telle ligne de fortification, se porter sur une place forte plutôt qu'une autre, rechercher le combat sur tel champ de bataille), de formes variées de co-décision entre Versailles et l'armée<sup>387</sup>.

L'ampleur de l'implication de la Cour dépend en fait de trois facteurs : la personnalité du général en chef, le théâtre d'opérations, et le type d'action envisagée<sup>388</sup>. Le rôle de Versailles est d'autant plus marqué lorsque les chefs d'armée eux-mêmes refusent de prendre les décisions. L'exemple des discussions stériles autour des mouvements des armées de Tallard et Villeroy, en 1704, ou de ceux des troupes de Marcin, en 1706, montre des généraux

---

<sup>386</sup> Nous verrons au chapitre IX comment le secrétaire d'État de la guerre affirma sa volonté de pouvoir communiquer avec tous les niveaux de la hiérarchie militaire, sans accepter qu'un officier général comme le directeur de l'infanterie y fasse écran. Voir *infra*, section 9.2.2.3.4.

<sup>387</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 54

<sup>388</sup> Cette typologie est illustrée par J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 352-356.

incapables de se déterminer par eux-mêmes. Habités à recevoir du roi conseils et instructions, ils ont trouvé plus confortable d'éviter de prendre des décisions trop tranchées – pour être sûrs qu'on ne pourrait rien leur reprocher à l'avenir. C'est ce que Jean Chagniot a parfaitement senti, lorsqu'il indique que « la plupart des généraux s'habituaient à attendre les instructions au lieu de prendre leurs responsabilités »<sup>389</sup>. Et c'est au roi et au secrétaire d'État de les rappeler à l'ordre. En fait, les chefs de guerre français sont écrasés par l'ensemble des éléments que doit engager la décision stratégique – éléments résumés, moins d'un siècle plus tard, par le comte de Schaumbourg Lippe :

« Le général [doit], au milieu de la distraction d'une multitude d'innombrables affaires qui toutes viennent se concentrer en lui, ayant devant lui les ennemis de l'État, ses ennemis personnels secrets à la cour dont il dépend, et dans l'armée qu'il commande, au milieu de mille embarras et fatigues corporelles, envisager, réfléchir et se résoudre au meilleur parti, avec des connaissances souvent équivoques et incertaines, en des jours, heures, quarts et demi quarts d'heure, quand les objets sont de nature à demander des semaines et des mois de méditation tranquille »<sup>390</sup>.

Les discussions « trilatérales » menées entre Villeroy, Tallard et la Cour engageaient la destinée des frontières de l'est de la France. L'éventail de choix était vaste, entre le Palatinat, le Bade-Wurtemberg et la Bavière. En 1704, la stratégie de cabinet était bel et bien réclamée par les généraux eux-mêmes.

Ce défaut ne touchait pourtant pas tous les chefs militaires français servant au cours de la guerre de Succession d'Espagne. La campagne d'Italie de 1706 montre même le phénomène inverse : l'incapacité de la Cour, qui a pourtant une bonne appréhension de la stratégie à mener, à se faire obéir des généraux sur place. Cela est particulièrement frappant au regard de tous les conseils que Chamillart s'efforce de donner à son gendre, La Feuillade. Il ne cesse de lui représenter les objections du maréchal de Vauban. C'est lui qui lui recommande d'abandonner la poursuite inutile du duc de Savoie, et La Feuillade ne se soumet qu'après un ordre du roi. C'est Louis XIV enfin, il est vrai conseillé par Vendôme, de passage à Versailles, qui demande à La Feuillade d'envoyer des troupes au défilé de Stradella, position à même d'arrêter le prince Eugène. Malgré les ordres du roi, La Feuillade refuse de dégarnir son siège.

---

<sup>389</sup> J. Chagniot, *Guerre et société...*, op. cit., p. 307.

<sup>390</sup> Cité par Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, Economica, 2003, p. 337.

Le duc de Vendôme, fort de son aura de général vainqueur, est aussi peu respectueux des recommandations de la Cour. Il refuse de retrancher son armée derrière le Mincio, et la laisse derrière l'Adige. Ce faisant, il s'efforce de cacher à la Cour l'état réel de la situation militaire en Lombardie : puisqu'il ne bouge pas, c'est que le prince Eugène n'est pas une menace, donc que tout va pour le mieux. Il est difficile de savoir si cette dissimulation est volontaire ou si elle est un effet de l'aveuglement personnel de Vendôme. Le duc de La Feuillade fait de même pour masquer les retards du siège de Turin : il tient à tout prix à ce qu'on lui permette de continuer cette opération qui doit lui valoir la gloire militaire et le bâton de maréchal. La campagne d'Italie de 1706 peut ainsi compter pour un échec de la stratégie de cabinet, mais au sens où cette dernière n'a pas pu s'appliquer.

Enfin, la volonté de Louis XIV de ne pas brusquer ses généraux est encore plus manifeste quand on songe qu'un homme comme le maréchal de Villars a pu, avec les plus mauvaises raisons du monde, refuser catégoriquement de servir le roi là où le roi l'appelait. Cette mauvaise volonté était liée aux bénéfices qu'il tirait de ses campagnes en Allemagne, de sa prudence vis-à-vis d'une situation italienne qu'il savait probablement mauvaise (il avait pu être prévenu par les amis qu'il avait au sein de l'armée de Lombardie où il avait servi au début de la guerre), enfin à des motifs d'honneur : il ne voulait pas être contraint à recevoir un ordre du duc de Vendôme<sup>391</sup>. La tolérance du Roi-Soleil vis-à-vis des affronts de Villars doit se comprendre au regard du manque de bons commandants pour diriger ses troupes. Villeroy était disgracié, Tallard prisonnier, Marcin et Tessé avaient montré leur peu de talent pour les choses de la guerre. L'heure était à la négociation avec les généraux. Les exemples de Langalerie ou de Bonneval<sup>392</sup>, le modèle plus ancien mais plus douloureux encore du prince Eugène, montraient qu'il était facile pour des officiers se sentant mal considérés dans leur pays d'aller proposer leurs services à d'autres souverains. L'absolutisme trouvait une de ses limites dans le caractère transnational de la noblesse militaire.

---

<sup>391</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 1.

<sup>392</sup> Henri-François de Gentils, marquis de Langalerie, était un gentilhomme français ayant effectué une belle carrière au sein de l'armée française, étant parvenu à moins de cinquante ans au grade de lieutenant général. Claude-Alexandre, chevalier puis comte de Bonneval, âgé d'une trentaine d'années, n'était que colonel. Les deux hommes, qui servaient en Italie, décidèrent de passer dans le camp de l'Empereur en avril 1706, à quinze jours d'intervalle. Les motivations du premier ne sont pas très claires – du moins Saint-Simon manque d'informations à ce sujet. Il se contente de dire que « l'ambition le saisit » : il profita d'un prétexte pour se prétendre déconsidéré par la Cour. Bonneval, lui, avait accumulé les dettes et s'était attiré les foudres de Chamillart. Tous deux eurent ensuite une vie assez fantasque : brouillé avec Eugène, Langalerie quitta le service de l'Empereur pour celui d'Auguste de Saxe. Il devint ensuite protestant et rejoignit la Hollande ; il y fut enlevé sur ordre de l'Empereur, et condamné à la détention perpétuelle à Vienne où il mourut. La vie de Bonneval fut plus fortunée : il servit durant toute la guerre dans le camp impérial, revint en France purger sa peine, puis retourna à Vienne. Il passa ensuite au service des Turcs, et embrassa la religion ottomane pour devenir Pacha, et mourut à Constantinople, à 72 ans. *Ibid.*, t. XIII, p. 334-339.

C'est ceci – à côté de sa sympathie pour les bâtards royaux – qui explique que Louis XIV ait progressivement cédé devant les demandes toujours croissantes de Vendôme, exigeant l'autorité sur les maréchaux de France. Le descendant d'Henri IV voulait ainsi s'assurer une autorité pleine et entière sur des troupes, quelles que soient les circonstances et quels que soient ses partenaires dans la décision stratégique.

Vendôme fut néanmoins contraint d'adapter son style de commandement au nouveau théâtre d'opérations qui lui fut confié en 1706. Chamillart l'en avait d'ailleurs prévenu auparavant :

« Permettez-moi donc de vous dire l'usage qui s'est pratiqué de tous temps en Flandres, tout différent de celui d'Italie, où tout se conduit par le général à cause du grand éloignement, et qu'il n'y a aucunes places au roy. Au lieu qu'il ne se fait rien en Flandre que sous les yeux de Sa Majesté et par ses ordres, c'est Elle-mesme qui règle ses armées, et qui écrit de sa main le nombre de troupes qu'elle veut pour tenir garnison, dans chacune des ses places ; elle a estat des munitions qui sont dans chacune desd. places, elle les garde dans son portefeuille, il ne se fait aucun changement qu'elle n'en soit informé auparavant et qu'elle ne l'ait ordonné »<sup>393</sup>.

N'exagérons pas la portée de ces propos. Chamillart cherchait avant tout à prévenir les ardeurs d'un général que l'on savait impétueux. Ils démontrent toutefois que la stratégie de cabinet ne s'appliquait pas indifféremment selon les théâtres d'opérations. Le contrôle de la Cour était plus fort sur les décisions stratégiques prises en Flandre ou en Allemagne. La première cause en était les facilités de communication plus aisées avec Versailles : il fallait de un à trois jours pour envoyer un courrier en Flandre<sup>394</sup>, quatre ou cinq vers l'Alsace. En revanche, les lettres les plus urgentes mettaient six jours à aller du Piémont à Paris, une dizaine voire plus quand elles provenaient d'Espagne ou de Bavière<sup>395</sup>. Il faut doubler ces chiffres si l'on compte qu'une décision suppose toujours une question et une réponse. Enfin, plus le trajet était long, plus nombreux étaient les risques que le courrier soit intercepté. La deuxième raison de cette différence de traitement en fonction des théâtres d'opérations, est la bonne connaissance des fronts flamands et rhénans par le roi et ses conseillers. Le roi n'avait

---

<sup>393</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, fol. 248-249, Chamillart à Vendôme, l'Étang, 20 août 1706, cité par E. Pénicaut, *Michel Chamillart...*, *op. cit.*, t. II, p. 34.

<sup>394</sup> Les lettres envoyées de Versailles à Bruxelles, où réside Villeroy en mai 1706, ne mettent qu'une seule journée pour lui parvenir : SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°147 : Villeroy à Chamillart, Bruxelles, 13 mai 1706. En revanche, trois jours représentent le délai d'arrivée des nouvelles des défaites de Ramillies et d'Audenarde.

<sup>395</sup> Dangeau évoque ainsi une lettre du duc d'Orléans partie de Tortosa le 26 mai 1708 pour arriver le 4 juin à la Cour. Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 151-152.

commandé ses armées en personne que dans les Pays-Bas espagnols ; Chamlay, lui, avait l'expérience de ces théâtres d'opérations, y ayant servi comme maréchal général des logis<sup>396</sup>.

Guy Rowlands avait déjà remarqué que pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg, Louis XIV exerçait un contrôle moindre sur Catinat, en Piémont, que sur Luxembourg, en Flandre. Ceci s'expliquait aussi bien par des raisons personnelles (la confiance du roi en Catinat) que par le théâtre d'opérations lui-même. Rowlands identifie d'ailleurs un phénomène similaire pour les opérations en Catalogne<sup>397</sup>.

Enfin, le type d'opérations envisagées conditionne le recours possible à la stratégie de cabinet. Dans le cadre d'une stratégie défensive, Louis XIV et ses conseillers pouvaient donner des instructions sur le terrain dans lequel camper et se retrancher. Ils pouvaient également indiquer, dans le cas d'une stratégie offensive s'appuyant sur des sièges, quelles villes attaquer – voire diriger à distance certaines opérations, ce qu'on constate pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg<sup>398</sup>. Dans le cas de sièges, l'implication directe de la Cour offrait l'avantage considérable de permettre de coordonner la fourniture des denrées nécessaires depuis différentes provinces du royaume.

En revanche, le Roi-Soleil savait pertinemment qu'il ne lui était pas possible de donner des avis judicieux sur la façon de mener une bataille, ou de conduire l'armée après cet événement. Comme l'a remarqué Bertrand Fonck, Louis XIV se contentait d'autoriser ou d'interdire l'engagement<sup>399</sup>. Dans le premier cas, il assortissait son consentement d'injonctions à n'accepter le combat que dans des situations bien précises : il fallait que le poste soit avantageux, que toutes les troupes possibles soient réunies – ce qui relève du bon sens. Il insistait aussi sur le choix d'un terrain dégagé, où sa cavalerie pourrait se déployer.

Le souverain considérait que la sagesse d'un maréchal saurait à quel moment provoquer la bataille si elle devait apporter des avantages certains, et comment l'éviter si elle se présentait mal. Il ne se montrait ainsi pas systématiquement « *battlephobe* », contrairement à ce que prétendent certains historiens anglo-saxons<sup>400</sup>. Il se montrait même parfois plus enclin

---

<sup>396</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 359.

<sup>397</sup> G. Rowlands, *art. cit.*, p. 31-33.

<sup>398</sup> Comme le remarque Bertrand Fonck, c'est à l'occasion des « grands sièges » que la part de décision individuelle de Luxembourg s'efface au profit des instructions rédigées par Louvois et Chamlay. B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 48.

<sup>399</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>400</sup> L'expression est de J. Ostwald (Jamel Ostwald, Ciro Paoletti, « Letters to the Editor », dans *Journal of military history*, n°65, 2001, p. 595). John Wolf s'était déjà élevé à la fin des années 1960 contre cette image : « La réputation de prudence de Louis, à la limite de la couardise et de la peur de la bataille, repose manifestement sur des témoignages mal interprétés » (« Louis's reputation for caution, verging on cowardice and

au combat que ses propres généraux. En 1701, il ordonna vainement à Catinat d'affronter le prince Eugène, qui s'enfonçait profondément en Italie. Le vieux maréchal, qui ne voulait pas se commettre à une action dans une situation qu'il jugeait défavorable, se vit contraint de désobéir au roi... en refusant de combattre<sup>401</sup>. Ce refus lui valut d'être remplacé par Villeroy, qui se jeta allègrement dans la bataille et fut battu à Chiari.

On ne doit donc pas imputer à Louis XIV la rareté des batailles. Si elles représentent des exceptions au sein du déroulement de la guerre, c'est que les circonstances à réunir pour que les deux partis l'acceptent, ou moins fréquemment encore, pour qu'un camp y contraigne l'autre, sont rarement réunies. Les conditions favorables à la bataille de Blenheim prirent des mois entiers à se mettre en place : il fallut que deux armées françaises aillent en Bavière, que l'épuisement de leurs sources de ravitaillement les contraignent à aller de l'avant, que l'un des chefs au moins, l'Électeur, soit disposé au combat. Du côté allié, il fallut attendre que le prince Eugène soit parti de Vienne pour aller sur le Rhin, puis revenu à la tête des troupes impériales, pour qu'enfin Marlborough ait un général d'Empire avec qui il s'entende suffisamment pour mener une action. Il fut enfin nécessaire, pour que les deux partis croient que la bataille pouvait leur être favorable, que les deux armées soient presque aussi puissantes. Toute la campagne de 1704 présenta un constant rééquilibrage des forces, aboutissant à la quasi-égalité à la veille de la bataille de Blenheim : à l'absence des troupes du margrave répondait celle des hommes de Villeroy et celle des soldats bavarois répandus dans le plat pays.

La situation de 1708 est encore plus exceptionnelle : si la prise de Bruges et Gand n'avait pas offert de tels avantages aux Français pour que le duc de Marlborough soit enclin à combattre à n'importe quel prix, à n'importe quel risque, et si une étonnante lenteur, qui contrastait tellement avec l'activité de la semaine précédente, n'avait pas saisi les généraux des Deux-Couronnes après la chute de Gand, il ne nous aurait jamais été possible d'étudier un tel exemple d'une bataille imposée par un belligérant à l'autre.

Que dire enfin de 1706 ? Le début de la campagne est la négation de tous les lieux communs de la « stratégie de cabinet ». On voit Louis XIV réclamer l'affrontement, puis un maréchal de France, pourtant d'habitude des plus soumis, désobéir aux ordres comme l'aurait fait Turenne – mais le 23 mai, Villeroy ne fut pas Turenne. Aucune des conjonctures qui déclenchaient généralement les batailles ne furent en outre réunies : aucun mouvement de

---

fear of a battle, obviously rest upon misunderstood evidence » : J.-B. Wolf, « Louis XIV, soldier-king... », art. cit., p. 211).

<sup>401</sup> Cet épisode est cité par H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, op. cit., p. 37-39.

perpétuel rééquilibrage des forces, aucune lassitude d'une campagne qui traîne et qui incite les commandants à en finir. Les recommandations d'un roi, le désir de gloire des deux généraux adversaires suffirent à déclencher la rencontre.

La campagne d'Italie présente toutefois un épisode souvent avancé par les tenants d'une « stratégie de cabinet » neutralisant le dynamisme des commandants en chef : la nécessité, pour le duc d'Orléans de demander un ordre formel au roi pour sortir des lignes, ordre qui n'arriva que deux semaines après la demande. Il faut néanmoins remarquer que jamais le roi n'avait demandé au duc d'Orléans de lui dépêcher un courrier avant de déclencher une bataille. Ce fut l'opposition farouche de Marcin et de La Feuillade qui l'y contraignent. Si les trois commandants principaux s'étaient mis d'accord, une telle lettre n'aurait jamais été envoyée. Ainsi, cette direction des armées depuis Versailles n'est pas une exigence de Louis XIV, mais un phénomène qui naît de l'impossibilité à régler des blocages successifs, et qui découle de la massification de la taille des armées.

Les guerres de la fin du règne de Louis XIV sont des guerres de coalition. Les généraux français sont donc censés ménager les susceptibilités des autres nations. S'accorder avec l'Électeur est nécessaire pour garder la Bavière dans l'Alliance, s'accorder avec Bergeyck est important pour conserver la confiance des Espagnols, et il est nécessaire de ménager le prestige militaire du petit-fils du roi de France pour garantir le succès de la dynastie. Le recours à des combinaisons d'armée initialement séparées, destinées à porter un coup fatal à l'adversaire, contraint également les généraux à devoir s'accorder. Le problème apparaît lorsque les généraux censés décider ensemble de la marche à suivre n'arrivent pas à s'entendre. Louis XIV avait déjà pu pressentir ce problème en 1693, lorsque les opérations de l'armée française en Allemagne furent paralysées par les divergences entre le Grand Dauphin, Lorge, Chamlay et Saint-Pouenges<sup>402</sup>. Durant la guerre de Succession d'Espagne, il avait constaté la difficulté des chefs des armées du Rhin et de Bavière à agir de conserve – leur manque de concorde sur le champ de bataille fut une des causes de la défaite de Blenheim. Deux ans plus tard, les luttes intestines entre La Feuillade, Marcin et le duc d'Orléans, alors que l'ennemi s'approchait du camp français, n'avaient pas pu être évitées, le roi n'accordant que trop tard la pleine autorité au futur Régent. Enfin, la campagne de 1708 est celle qui montra le plus grand nombre de dissensions : entre Bourgogne et le duc de Vendôme, en juin 1708 puis le jour de la bataille d'Audenarde, puis entre Berwick et Vendôme, durant le reste

---

<sup>402</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. I, p. 140.

de la campagne. Pour régler tous ces désaccords, il fallait que Louis XIV intervienne. C'est ainsi que, presque malgré le roi, du moins sans qu'il ne l'ait jamais expressément souhaité, une sorte de « stratégie de cabinet » s'imposa d'elle-même, par le besoin constant d'un arbitrage souverain. Nous retrouvons ainsi la fonction de « coordination » identifiée par Guy Rowlands<sup>403</sup>.

John Lynn, qui insistait particulièrement sur l'aspect rigide de la guerre de cabinet dans *Giant of the Grand Siècle*, en 1997, semble deux ans plus tard se rallier à cette vision plus nuancée, et valoriser la direction de la guerre centralisée par Versailles : « À son crédit, la présence directive de Louis XIV donna au commandement français une plus grande unité et évita à ses commandants les disputes et le manque de coordination inhérents aux coalitions en guerre. Une telle direction centrale et autocratique épargna aux généraux le besoin de jeter un coup d'œil par dessus leurs épaules pour surveiller les affaires politiques du front intérieur comme le fit Marlborough »<sup>404</sup>.

Cette remarque nous amène à nous demander quelle était exactement la liberté d'action des généraux en chefs alliés vis-à-vis de leurs souverains et de leurs gouvernements respectifs. Examinons le cas de l'Autriche, où les affaires militaires étaient décidées par le *Hofkriegsrat* ou Conseil aulique de la guerre, créé en 1556<sup>405</sup>. Son rôle était de proposer la nomination de généraux en chef, et de préparer les plans de campagne. Par ailleurs, les affaires financières – notamment le budget des armées – étaient gérées par la Chambre des comptes ou *Hofkammer*. Les deux présidents de ces institutions, que l'on pourrait rapprocher du secrétariat d'État de la Guerre et du Contrôle général des finances, avaient toutefois moins

---

<sup>403</sup> « La stratégie de cabinet fut bien plus un système de coordination que de domination ». G. Rowlands, art. cit., p. 34.

<sup>404</sup> « To his advantage, Louis's directing presence gave French command a greater unity and saved his commanders from the disputes and lack of coordination inherent in coalition warfare. Such autocratic central direction spared generals the need to glance over their shoulders to monitor politics on the home front as did Marlborough ». Mais l'historien américain assure en revanche que le fait que Louis XIV tienne la bride haute à ses généraux découragea les actions spectaculaires : « However, the fact that Louis kept his general on a short leash discouraged dramatic action » (J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, op. cit., p. 273-274). Le maréchal de Luxembourg lui-même se fit, de ce point de vue-là, un apôtre de la stratégie de cabinet. Il écrivait ainsi à Louvois : « Vous voullés bien en ce rencontre que je vous dise que de s'en raporter à moy ce ne seroit pas assez. Je puis bien me charger de prendre un poste plustost qu'un autre et de profiter de ces sortes de conjonctures qui ne se voyent que quand on est sur les lieux, mais pour cecy le roy dans son cabinet voit toutes les mesmes choses qui peuvent estre veues de prez. Le roy sçait bien toutes les affaires esloignées et cachées que je ne sçay pase et peut juger par l'estat où elles sont si on doit hazarder une chose douteuze ou non », Cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, op. cit., t. II, p. 57.

<sup>405</sup> Jean Bérenger, « Les commandes d'armes de Léopold pour l'armée impériale », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CERMA, 2008, p. 156.



de pouvoir que les ministres de Louis XIV, en raison de leur caractère collégial<sup>406</sup>. Notons également que certaines affaires logistiques étaient confiées au commissariat général des guerres (*General-Kriegs-Kommissariats-Amt*). Cette multiplicité d'acteurs ne facilitait pas la prise de décision. Durant les premières années de la guerre, le prince Eugène eut des relations très difficiles avec le président du conseil de la guerre, le comte Henri Mansfeld, ainsi qu'avec son homologue à la Chambre des comptes, Salaburg<sup>407</sup>. Arguant de l'état difficile des finances autrichiennes, Mansfeld refusait de donner au prince les moyens qu'il réclamait. Qui plus est, les plans de campagne envoyés par Mansfeld étaient jugés absurdes par Eugène – qui se permettait de ne pas les appliquer. On constate donc là encore une hostilité entre les organismes centraux de décision et le général en chef sur le terrain. L'Empereur Léopold, sommé à plusieurs reprises par le prince Eugène de désavouer Mansfeld, refusa longtemps de trancher, laissant perdurer cette situation de tension. Même les menaces réitérées de démission du prince Eugène n'eurent aucun effet.

L'affaire finit toutefois par se résoudre en faveur du prince Eugène. La « jeune Cour » de Vienne, menée par le fils de Léopold, Joseph, ainsi que par l'Électeur palatin, beau-frère de l'Empereur, réclama et obtint en 1703 les démissions de Mansfeld et Salaburg<sup>408</sup>. Ils furent respectivement remplacés par Eugène et par le très compétent comte Gundacker Starhemberg, un allié du prince. Le pouvoir d'Eugène devint plus grand encore à la mort de Léopold, puisqu'il bénéficiait de toute la confiance du nouvel empereur. Certains historiens qualifient même son alliance avec Gundacker Starhemberg et Johann Wendel Wratislaw (ancien ambassadeur d'Autriche à Londres, devenu en 1705 chancelier aulique de Bohême) de triumvirat (« *dreigestirn* »)<sup>409</sup>. Eugène était alors d'autant plus libre qu'il fixait lui-même ses plans de campagnes et qu'il coordonnait l'action des généraux impériaux sur les autres fronts. Enfin, il était mieux à même de réclamer des fonds, car c'est à son amitié avec le duc de Marlborough que l'Autriche devait de nombreux subsides, comme en 1706<sup>410</sup>. Notons toutefois que sa situation – à la fois chef d'armée et président du Conseil de la guerre – était exceptionnelle, seule Montecuccoli ayant avant lui occupé les deux postes. Elle lui demandait beaucoup d'efforts, dans la mesure où Eugène devait alterner des passages à la Cour pour

---

<sup>406</sup> *Ibid.*

<sup>407</sup> Jean Bérenger, *Léopold 1<sup>er</sup>, 1640-1705, fondateur de la puissance autrichienne*, Paris, PUF, 2004, p. 441-442.

<sup>408</sup> *Ibid.*, p. 445.

<sup>409</sup> Georg Heilingsetzer, « Prinz Eugen und die Führungsschicht der österreichischen Grossmacht », dans *Österreich und die Osmanen : Prinz Eugen und seine Zeit*, E. Zöllner et K. Gutkas, dir., Vienne, Österreichischer Bundesverlag, 1988, p. 132.

<sup>410</sup> Peter Broucek, « Die Feldzüge des Prinzen Eugen in Ungarn, Italien und Westeuropa », dans *Österreich und die Osmanen... op. cit.*, p. 144.

jouer son rôle de président – et piloter la réforme de l'armée qu'il avait lancée – et à l'armée, pour diriger ses propres troupes. C'est la raison pour laquelle il fut absent lors de la bataille de Calcinato... Enfin, la position d'Eugène se dégrada en 1711, à l'avènement de Charles VI, qui ne l'appréciait pas.

On va retrouver un phénomène assez similaire en Angleterre. Là encore, les institutions – héritées de la période Stuart – sont nombreuses et parfois concurrentes. Tout d'abord, en raison de la méfiance traditionnelle des Anglais vis-à-vis de l'armée permanente, la Reine doit demander des fonds au Parlement pour entretenir ses troupes. Du point de vue administratif, l'armée est contrôlée par les deux *Northern and Southern secretaries of State*<sup>411</sup>, tandis que c'est le *Lord Treasurer* qui assure la solde des troupes. Il existe bien un secrétaire d'État de la Guerre, mais son rôle est plus nébuleux. Originellement secrétaire du commandant en chef, il devient après la chute de Marlborough le lien entre la Reine, l'armée et le Parlement. Il est ainsi chargé, aux côtés du *Paymaster-general*, de présenter les estimations annuelles à la Chambre<sup>412</sup>.

La conduite militaire des troupes est fixée d'une part par le quartier général de l'armée à Whitehall, qui s'intéresse aux affaires liées à la cavalerie et à l'infanterie. Il existe d'autre part le « *Board of Ordonance* », organisme civil, qui s'occupe des fortifications, de l'artillerie et des munitions<sup>413</sup>. Notons enfin le « *Board of General Officers* », créé en 1707, officiellement chargé de diverses affaires administratives, et notamment de la lutte contre les exactions des officiers. En réalité, cette institution a surtout été créée pour contrer l'influence de Marlborough.

Celui-ci dispose en effet, en pratique, d'une très grande influence sur la direction des opérations. Étant depuis 1699 « lieutenant-général pour toutes les forces basées en Angleterre » – responsabilité étendue sur le Continent lorsqu'il devient « capitaine-général » en 1704 – il dirige le QG de l'armée et donne des ordres au secrétaire d'État de la Guerre. En 1702, il est nommé *Master-General of the Ordonance*, c'est-à-dire chef du *Board of Ordonance*, mettant ainsi fin aux tensions constantes entre cette institution et le QG. Enfin,

---

<sup>411</sup> Jean-Pierre Poussou, *Les îles Britanniques, les Provinces-Unies, la guerre et la paix au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Economica, 1991, p. 178.

<sup>412</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 80. Notons que ce poste a toujours été occupé par des personnalités compétentes et ambitieuses : jusqu'en 1704, le secrétaire d'État de la Guerre est William Blathwayt, formé sous Guillaume. Ce sera ensuite Henri St John (futur vicomte Bolingbroke, secrétaire d'État de 1710 à 1713), puis Robert Walpole (appelé au début de la période hanovrienne à devenir le premier *Prime Minister*).

<sup>413</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 69.

son amitié avec le Lord Trésorier Godolphin lui assure la main haute sur les approvisionnements financiers. Au plus haut de la puissance de Churchill, la direction de la guerre, au niveau stratégique, est assurée par un *Secret Committee* comprenant Marlborough, le secrétaire d'Etat Nottingham, Godolphin, Blathwayt et quelques autres.

On retrouve ainsi, en Angleterre comme en Autriche, une multiplicité d'organes de décision, dans un système apparemment moins centralisé qu'en France. Toutefois, les deux généraux en chef réussirent pendant un temps – Eugène de 1703 à 1711, Marlborough du début de la guerre jusqu'à sa disgrâce – à accumuler les postes-clefs, ou à les confier à leurs proches. Ils obtinrent à ce titre une autonomie militaire largement supérieure à celle exercée par leurs homologues français. Les généraux alliés n'avaient toutefois pas seulement à résoudre des tensions internes à leur pays, mais aussi à gérer les tensions qui pouvaient exister entre les différentes composantes de l'Alliance. En 1706, le prince Eugène fit ainsi l'expérience de la difficulté de guider des troupes coalisées. Il eut des problèmes pour imposer son autorité sur les troupes allemandes à la solde de l'Angleterre, qui n'avaient pas l'habitude de servir en Italie. Leurs chefs, peu enclins à sacrifier leurs soldats aux intérêts de l'Empereur, s'inquiétaient de l'état matériel déplorable de l'armée du prince, et menaçaient même, si les Français parvenaient à s'emparer de Turin (ce qui aurait compliqué leurs quartiers d'hiver en Italie), de ramener leurs troupes en Allemagne<sup>414</sup>.

Le duc de Marlborough eut des problèmes encore plus fréquents avec le caractère multinational des armées. Il eut de fait en permanence à gérer des démêlés avec les chefs des troupes hollandaises, prussiennes ou encore palatines. Il subissait le contrôle direct des « Députés en campagne » envoyés par les États-Généraux. Ceux-ci avaient le pouvoir de refuser la participation des troupes hollandaises au combat si les objectifs du commandant divergeaient avec les intérêts de leur nation. Par ailleurs, les États-Généraux s'appuyaient sur leurs rapports pour voter les crédits militaires<sup>415</sup>. Les députés successifs – Goslinga, Geldermalsen ou encore Hop – ne se privèrent jamais de critiquer les décisions du capitaine-général. Pourtant, malgré tous ces handicaps, Marlborough parvint le plus souvent à neutraliser ses opposants et à disposer d'une autorité sans partage sur les troupes qu'il conduisait. Nous avons vu qu'en 1704, il réussit à faire accepter aux Hollandais le départ de leurs troupes vers la Bavière, puis qu'il arriva à se débarrasser du prince de Bade en lui

---

<sup>414</sup> AE Venise 148, fol. 42r-46v, Pomponne au roi, Venise, 21 août 1706.

<sup>415</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 69.

proposant le siège d'Ingolstadt<sup>416</sup>. En 1708, il se vit menacé de partager son autorité avec Georges-Louis de Hanovre, le père de l'héritier désigné au trône d'Angleterre. Il parvint, avec l'aide du prince Eugène, à l'envoyer commander des troupes sur le Rhin, sur un théâtre d'opérations sans importance stratégique<sup>417</sup>. Marlborough put jusqu'à sa disgrâce s'appuyer sur le soutien dont il bénéficiait de la part de la reine, sur ses talents de négociateurs, et enfin sur son aura de général vainqueur.

Cette large autonomie des deux grands généraux alliés représentait toutefois un état de fait assez fragile. Marlborough se plaignait des efforts qu'il devait constamment déployer pour maintenir la cohésion de l'Alliance ; il évoquait auprès de Godolphin le « grand avantage qu'a le roi de France sur les Alliés, étant donné [qu'ils] dépendent de l'humeur de plusieurs princes, et que lui n'a rien d'autre que sa propre volonté et son propre plaisir »<sup>418</sup>. Les divergences politiques au sein du Parlement anglais finirent justement par jouer en faveur de la France. Le rappel de Marlborough vint en quelque sorte rendre un hommage à la stratégie de cabinet française, qui était toujours restée ferme et cohérente dans ses objectifs.

Pour conclure sur l'existence, la portée, les défauts et les bénéfices de la stratégie de cabinet, il est peut-être préférable de distinguer deux choses. On peut d'abord parler de « stratégie » (au sens strict) de cabinet, c'est-à-dire un pilotage centralisé des différentes armées afin d'aboutir aux objectifs politiques de la campagne. En France, c'est incontestablement à Versailles, entre quelques hauts dirigeants politiques et militaires, que se décidait cette stratégie. Le phénomène était en revanche beaucoup plus complexe au sein de l'Alliance, où elle se jouait plutôt autour du triumvirat formé par le duc de Marlborough, Eugène et Heinsius, en relation avec quelques fidèles – comme Wratislaw, Godolphin ou Harley. À l'examen, cette « stratégie de cabinet »-là était plutôt à l'avantage de la France, même si elle dut attendre le tournant des années 1710 pour en bénéficier.

---

<sup>416</sup> Voir *supra*, section 2.1.1.6.

<sup>417</sup> Niall MacKenzie, « "Elected King" versus "Native King" », dans *1708. Oudenarde and Lille*, éd. David Money, Cambridge, Bringfield's Head Press, p. 111.

<sup>418</sup> « You may see by this the great advantage the King of France has over the Allies. Since we depend upon the humours of several Princes, and he has nothing but his own will and pleasure ». Marlborough à Godolphin, camp de Terbanck, 4 juin 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 990. Enfin, même David Chandler reconnaît l'utilité de la centralisation de la direction militaire en France, lorsqu'il reconnaît que les évolutions politiques en Angleterre constituaient la principale faiblesse de Marlborough. D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 321.

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

La stratégie de cabinet peut être distinguée de la « guerre de cabinet », c'est-à-dire un mode de direction des opérations militaires depuis Versailles<sup>419</sup>. Cette forme de guerre a réellement existé, mais elle a constitué plutôt l'exception que la règle. Il n'était possible de la mener que sur des territoires déterminés : la Flandre et la Rhénanie, à la fois proches de Versailles (ce qui permet une exécution rapide des opérations décidées par la Cour), parfaitement connus du roi et de ses conseillers, et hérissés de places fortes. La guerre de cabinet s'applique de fait plutôt, mais pas exclusivement, pour des opérations défensives (le roi étant à même de décider quelle place protéger et quelle place abandonner) et les sièges.

Notons du reste que la « guerre de cabinet » n'était pas toujours vouée à l'échec, comme le montre l'exemple de la campagne de 1712. En juillet, Louis XIV et son secrétaire d'État de la Guerre, Voysin, réclament une bataille à un Villars hésitant, voire irrésolu<sup>420</sup>. Il s'agit d'éviter à tout prix la chute de Landrecies, qui ouvrirait la route de Paris. Voysin reçoit alors une proposition venant d'un robin, Le Fèvre d'Orval, conseiller au Parlement de Douai<sup>421</sup>. Celui-ci propose de couper les arrières de l'armée alliée en s'emparer du camp de Denain. Le projet est étudié une première fois par Villars en conseil de guerre, et rejeté. Le 18 juillet, le roi lui renvoie une lettre pour lui soumettre à nouveau le projet, tandis que Voysin écrit en parallèle à de Broglie, l'un des rares lieutenants généraux à avoir soutenu le projet. La manœuvre est à nouveau étudiée, puis refusée ; Villars n'en commence pas moins un mouvement sur l'armée ennemie. En définitive, le 23 juillet, le maréchal décide de s'inspirer du plan de Le Fèvre, mais en changeant l'esprit : alors que le roi ne voulait attaquer Denain qu'avec un détachement, Villars y envoie toute l'armée. Pour garantir la surprise, le maréchal n'informe pas le roi de ces modifications, de peur que les courriers soient capturés. On sait tout le succès qu'il en tira le lendemain...

On peut qualifier la manœuvre de Denain de succès de la « guerre de cabinet » dans la mesure où le plan a été élaboré par le roi et son ministre de la guerre, sur les conseils d'un robin (!). La décision de combattre est presque imposée par Versailles aux généraux sur le front. Du 18 au 22 juillet, période durant laquelle se conçoit et se déploie la manœuvre, une correspondance quotidienne est entretenue entre la Cour et l'armée. En revanche, le dernier jour, la guerre de cabinet prend naturellement fin et le commandement opérationnel reprend

---

<sup>419</sup> La distinction est proposée par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg...*, *op. cit.*, t. II, p. 54. La « stratégie de cabinet » s'appliquerait ainsi au niveau « grand-stratégique » ou stratégique, la « guerre de cabinet » au niveau opératif.

<sup>420</sup> L'analyse de la bataille de Denain est entièrement tirée de Gérard Lesage, *Denain...*, *op. cit.*, p. 62-86.

<sup>421</sup> Le Fèvre d'Orval avait commencé à entretenir une correspondance avec Chamillart en 1706, lorsque le ministre était venu à Lille étudier les dispositions à prendre après la défaite de Ramillies. Il monta pour lui un réseau d'informateurs, dont Voysin ne manqua pas de tirer profit.

ses droits : Villars adapte son plan aux circonstances immédiates, et le réalise avec brio. Cette guerre de cabinet a pu s'appliquer avec profit parce que les trois conditions étaient remplies : une grande proximité géographique, une stratégie défensive, et un général relativement indécis – Villars étant apparemment, une fois n'est pas coutume, paralysé par l'ampleur de ses responsabilités.

Dans les autres cas – lorsque le front était trop éloigné, quand il fallait mener une stratégie offensive – on se retrouvait dans une sorte d'« angle mort » de la guerre de cabinet, où elle se trouvait impuissante à résoudre les problèmes posés aux commandants. La solution de Louis XIV était alors toujours de renvoyer le général en chef à ses responsabilités. Un chef audacieux et compétent, comme Villars ou Vendôme, était tout à fait à même d'exploiter la liberté qui était allouée. Mais des maréchaux plus timorés comme Marcin, ou incapables comme La Feuillade, montraient dès lors leurs limites.

Le problème pouvait se montrer insoluble lorsque le roi installait plusieurs chefs en refusant sciemment de choisir un véritable commandant. Dans certains cas, lorsque les têtes de l'armée parvenaient à s'accorder, des actions audacieuses pouvaient être menées dans l'urgence, et réussies. La marche de Gand se décide, visiblement, sans que la Cour n'ait été préalablement consultée – il n'en était aucun besoin, puisque la surprise d'une telle place correspondait aux souhaits généralement exprimés par le roi, et que les ducs de Vendôme et Bourgogne étaient tombés d'accord pour agir. Mais lorsque des conflits apparaissaient, ils s'avéraient insolubles. La guerre de cabinet, qui était alors manifestement inadaptée aux circonstances, devenait pourtant nécessaire. Le refus d'attribuer un seul chef à l'armée, ou de marquer très clairement les prééminences – problème que l'on retrouve entre Tallard, Marcin et l'Électeur, entre Villeroy et l'Électeur, entre le duc d'Orléans, Marcin et La Feuillade, enfin entre Vendôme et le duc de Bourgogne – fut l'une des principales causes des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne. La seule occurrence où Louis XIV tenta d'indiquer clairement les responsabilités – si l'on excepte la lettre envoyée au duc d'Orléans le 6 septembre, qui arriva trop tard – fut de même un échec : après la défaite d'Audenarde, Vendôme fut chargé de coordonner ses mouvements avec les troupes de Berwick, pour empêcher la réussite du siège de Lille. La lettre du roi, qui lui donnait autorité au premier sur tous les maréchaux de France, révoltait le second<sup>422</sup>. Berwick n'accepta de prendre qu'une

---

<sup>422</sup> Comme l'indique Berwick dans ses mémoires : « J'avois fait mon possible pour ne pas venir en Flandre, par la raison que je ne croyois pas qu'un maréchal de France pût obéir à d'autres qu'à un prince du

## CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI

seule fois l'ordre du duc de Vendôme, après cela, furieux de ce qu'il ressentait comme une humiliation, il cessa de s'entretenir avec lui<sup>423</sup>. La difficulté du roi à trancher doit être rapprochée de la volonté systématique de Louis XIV de négocier avec ses propres chefs de guerre. Elle illustre à sa façon les limites de l'absolutisme louis-quatorzien.

---

sang, et que je ne voulois pas qu'on me reprochât d'avoir établi un pareil exemple » (J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 121).

<sup>423</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°32, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Mons-en-Pévèle, 6 septembre 1708.

## Deuxième partie : Les trois dimensions de la bataille

*« Pour que l'armée de France pût être battue, il falloir que, dans la situation où elle étoit, de vingt fautes que l'on pouvoit commettre, l'on en fit dix-neuf »*

*Mérode-Westerloo, Mémoires, p. 2.*



## Chapitre 5. La dimension tactique.

### La bataille comme expression de la volonté du général

*« La science de la guerre est donc du ressort de l'homme d'État [...]. Dirai-je que l'historien ne devrait pas moins la posséder ? Comment sans elle parlera-t-il d'une guerre, de ses projets et de ses opérations, de ses événements ? Lorsqu'il s'agira d'un combat, des positions des armées, il n'en fera que des descriptions louches et inintelligibles, parce qu'il n'y comprend rien lui-même, et qu'il rendra mal le sens des mémoires qui lui auront été donnés. Si ces mémoires ont eux-mêmes quelque obscurité, ce qui arrive assez souvent, il ne saura pas éclaircir les faits, et n'écrira que des absurdités. Au surplus, dira quelqu'un, à quoi sert-il de grossir l'histoire de ces détails ? Ne suffit-il pas qu'on sache le tems de ces actions, et de marquer sommairement pour quel côté s'est déclaré la fortune ? Car c'est ainsi que raisonnent tous ceux qui, n'ayant aucune teinture de la guerre, attribuent les défaites ou les succès au pouvoir du hasard »*

*Joly de Maizeroy, Théorie de la guerre*<sup>1</sup>

#### L'« AGE DES BATAILLES »

Nous nous sommes interrogé, au cours des chapitres précédents, sur les causes ayant mené au déclenchement d'une bataille, ou sur les conséquences de celles-ci. Nous avons examiné si les penseurs militaires, les généraux, les souverains y étaient favorables, et à quelles conditions. Nous avons considéré la bataille comme un phénomène évident, suffisamment connu et identifié pour ne pas avoir besoin de mériter de plus amples explications.

La stricte délimitation d'un phénomène « bataille » n'est pourtant pas toujours si claire. Dans son acception classique, une bataille doit suivre la règle des trois unités<sup>2</sup>. Unité de lieu : le champ de bataille ; unité de temps : la journée ; unité d'action enfin – ou, selon les termes de Corneille, unité de danger : les enjeux d'une bataille sont simples, il s'agit de percer l'ennemi et de le mettre en fuite. D'emblée pourtant, cette règle souffre des exceptions : comment considérer des engagements qui, comme la bataille de Luzzara, se sont étendus sur deux journées ? A-t-on affaire à une ou à deux batailles consécutives ? Quand commence, et quand se termine la bataille ? La démarcation géographique n'est pas non plus un critère

---

<sup>1</sup> P.-G. Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre...*, op. cit., p. LXXVIII.

<sup>2</sup> H. Coutau-Bégarie, article « bataille », dans le *Dictionnaire de pensée stratégique*, op. cit., p. 63.

## LA DIMENSION TACTIQUE

indiscutable : les combats menés durant les retraites, à l'extérieur du champ où ont combattu les armées, peuvent-ils appartenir à la bataille ? Enfin, la bataille n'apparaît plus guère comme un événement aisément intelligible lorsque l'on considère qu'à la suite de certains engagements, les deux camps revendiquèrent l'honneur de la victoire, discussion qui parfois ne s'est pas éteinte dans les débats des différents historiens militaires<sup>3</sup>.

L'idée même de bataille mérite d'être interrogée : comment distinguer cet événement, objet de fascination et de crainte de la part des contemporains, des autres formes de la guerre, comme les gros partis, le combat, l'assaut de positions préparées ? N'y a-t-il pas, en outre, d'autres formes de combat, se déroulant au sein même de la bataille ? Ce qui, vu de loin, présente une image cohérente et unie peut apparaître, après un examen approfondi, beaucoup plus multiple et complexe.

La bataille perd également de sa netteté si l'on adopte l'attitude inverse, et si l'on s'éloigne de l'époque moderne pour observer les formes de la bataille sur un temps plus long. La bataille respectant strictement la règle des trois unités connaît en effet son expression la plus pure de la fin du XV<sup>e</sup> au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, en raison d'un contexte politique, social, économique et technique favorable. R. F. Weigley définit même la période s'étendant de Breitenfeld à Waterloo comme « l'âge des batailles ». Au cours de cette période, l'apparition d'États modernes disposant des capacités de recruter, de gré ou de force, et d'équiper d'importants effectifs, les progrès du crédit et de l'agriculture autorisant un ravitaillement à grande échelle, les limitations des transports et la faible portée des armes à feu et de l'artillerie auraient engendré l'apparition de « la bataille à grande échelle, [...] regroupement de dizaines de milliers d'hommes au même endroit pour l'épreuve de la guerre »<sup>4</sup>. Cet « âge » se déroule entre la période médiévale où la taille des armées était moindre, et la période contemporaine où les améliorations des communications, l'augmentation de la portée de l'artillerie et la levée massive de combattants dilatent l'espace du combat tandis que les affrontements peuvent durer des mois entiers. On peut critiquer la thèse de R. F. Weigley. L'Antiquité gréco-romaine peut à bien des égards passer pour un autre « âge des batailles ». Le Moyen Âge n'est pas exempt de grands conflits en champ clos, comme Bouvines ou Poitiers. Charles le Téméraire

---

<sup>3</sup> L'historiographie française ne sait pas très bien s'il faut considérer la bataille de Malplaquet comme une victoire ou une défaite ; le maréchal Foch comparait cet événement à la première bataille de la Marne. J. Falkner à l'inverse, même s'il reconnaît la vigueur de la résistance de Villars, tient à souligner qu'il s'agit d'une victoire de Marlborough : « Marlborough defeated Villars, both face to face on the dreadful battlefield of 11 September 1709 and always thereafter ». A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 136 ; J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>4</sup> « « The grand-scale battle, [...] the massing of tens of thousands of soldiers on a single field for the test of battle », Russel Frank Weigley *The Age of Battles : the Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*, Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 1991, p. XI-XII.

## LA DIMENSION TACTIQUE

pouvait déployer 15 à 20 000 combattants selon des ordres de bataille mûrement réfléchis<sup>5</sup>. Mais force est de reconnaître que la mise sur pied d'armées permanentes, puis leur massification, ont entraîné la multiplication des batailles.

Ensuite, le modèle classique de la bataille s'estompe progressivement au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les expériences de la guerre de Crimée (siège de Sébastopol) et de la guerre de Sécession (siège de Richmond) préfigurent la transformation de la guerre qui va s'opérer au XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Les limites du siège et de la bataille deviennent plus diffuses encore ; lors des grands affrontements de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, ce qui fut appelé bataille avait pris les formes de ce qui était qualifié à l'époque moderne de siège<sup>7</sup>. Les batailles de Verdun ou de Stalingrad ressemblent – si la comparaison a un sens – plutôt aux sièges de Turin et de Lille qu'aux batailles de Blenheim et de Ramillies, que l'on prenne comme critères la durée des opérations, les méthodes de combat, ou les buts de l'engagement – s'emparer d'une ville à haute valeur stratégique et symbolique. Il n'y eut plus après 1914 de « bataille » à proprement parler, c'est-à-dire une concentration en un seul point spatial et temporel d'un nombre exceptionnel d'individus, de moyens matériels et financiers gigantesques, d'intérêts et d'espoirs radicalement opposés.

La bataille, à l'époque moderne, peut donc être conçue comme un tout, à condition de prendre conscience que ce tout recouvre des réalités complexes. Une étude qui voudrait restituer aux défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne toute leur complexité doit donc les appréhender dans leurs différentes dimensions. C'est par le biais d'une étude tactique qu'il est le plus facile de rendre intelligible ce type d'engagements. La tactique présente en effet la bataille comme l'application, sur le terrain, d'un plan établi par le général – ou plutôt l'affrontement de deux plans. Mais bien souvent l'engagement échappe au contrôle, si ce n'est à perception du commandant. Si l'on s'intéresse au niveau technique, c'est-à-dire celui des méthodes de combat, la bataille subit un premier fractionnement. Qu'y a-t-il de commun entre l'affrontement de deux unités d'infanterie et le choc de quelques escadrons de cavalerie, qui se peuvent se dérouler de façon simultanée à quelques centaines de mètres de distance ? Enfin, la bataille semble perdre toute cohérence si l'on se place au niveau humain, si l'on cherche à adopter le regard de l'officier de régiment, du soldat, du

---

<sup>5</sup> Philippe Contamine, *La guerre au Moyen Âge*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, PUF, 1999, p. 385-388.

<sup>6</sup> Brian Holden Reid, *L'âge industriel : guerre de Crimée, guerre de Sécession, unité allemande*, Paris, Autrement, 2001, 224 p. Ces guerres présentent néanmoins des batailles en règle : affrontements de cavalerie lors de la bataille de la Balaklava, bataille de Gettysburg...

<sup>7</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 282.

## LA DIMENSION TACTIQUE

blesse ou du prisonnier. Comment prendre en compte les perceptions partielles de milliers d'individus, situés à des niveaux – hiérarchiques ou tout simplement géographiques – différents ?

Pour chacune de ces dimensions, il faudra s'interroger sur ce qui fait la spécificité de la bataille, son altérité par rapport à d'autres modes de combat. Y a-t-il des formes tactiques spécifiques à la bataille, qui représenteraient des critères discriminants ? Observe-t-on, le jour d'une bataille, des types d'affrontement – notamment des combats de masse – originaux ? L'expérience vécue par celui qui assiste ou qui participe à une bataille est-elle impossible à reproduire ?

Nous allons dans un premier temps étudier la dimension tactique de la bataille, qui présente l'espace, les effectifs en jeu, les choix du général vainqueur et parfois ceux du vaincu, le déroulement des opérations tel qu'aurait pu le voir un observateur impartial et omniprésent. L'établissement des faits peut s'appuyer sur des sources diverses – relations manuscrites ou imprimées, envoyées aux bureaux de la Guerre ou à des proches, mémoires, documents statistiques – et parfois riches en détails. La bataille est cependant un objet qui ne se laisse guère réduire en un récit historique. Les différentes relations disponibles sont souvent contradictoires, parfois incohérentes, en tout cas toujours incomplètes : aucun texte ne peut prétendre rendre compte de la position et du comportement de toutes les unités présentes. Non seulement les récits sont partiels, mais ils peuvent parfois être mensongers, ou du moins orientés afin de valoriser l'action du rédacteur ou de ses proches. Il faut prendre garde à la partialité des sources, travers qui perdure encore dans les travaux d'historiens. Les récits du déroulement des opérations ont trop souvent tendance à gommer ces incertitudes et ces contradictions. Quand les incompatibilités entre deux textes sont trop flagrantes, on se contente de récuser l'un des deux comme fallacieux ou mal renseigné. Il est pourtant indispensable de mettre au jour ces différences d'interprétation, pour tenter de comprendre ce qu'un auteur a pu voir le jour de la bataille. Il s'agit également d'identifier les zones d'ombre, celles qu'aucune relation ne mentionne, car rien de remarquable ne semble s'y être passé – mais la bataille n'était-ce pas également la nervosité de tous ceux qui attendaient, parfois toute la journée, l'arme au pied ?

Il existe également une tendance à présenter l'enchaînement tactique d'une bataille comme un schéma préconçu du général, qu'il aurait exécuté de main de maître en se contentant de l'adapter aux réactions adverses. C'est supposer que le général en chef disposait d'une connaissance approfondie, le jour du combat, du terrain sur lequel il allait se battre, et

de l'organisation de ses adversaires ; c'est négliger le rôle du hasard et des intuitions ultérieures. Pour comprendre quelle était la latitude du commandant dans la conception et dans l'application de son plan tactique, c'est-à-dire pour comprendre quelle possibilité lui était offerte d'imprimer sa volonté dans le déroulement du combat, et de l'imposer à son adversaire, il est nécessaire de se demander ce que pouvait discerner le général en chef au cours de l'engagement. Du reste, un chef militaire n'était pas seulement un tacticien observant tranquillement les mouvements de ses hommes : il était lui aussi un combattant, le modèle que ses troupes devaient suivre, celui dont l'action individuelle pouvait renverser le cours de la journée. On retrouve aussi, sur la durée beaucoup plus réduite d'une bataille, les multiples « frictions » que l'on a pu observer durant la campagne, et qui viennent contrarier l'exécution des ordres du général. La dualité du commandement, la mauvaise volonté des officiers généraux, voire la mauvaise transmission des ordres peuvent neutraliser une décision tactique.

Enfin, le chef de guerre ne disposait même pas d'une connaissance précise du nombre de troupes dont il pouvait disposer. Ceci n'aide guère l'historien à établir le nombre d'hommes ayant participé à une bataille ; l'établissement des pertes occasionnées étant un exercice plus difficile encore. C'est pourquoi on se contente fréquemment de donner des estimations extrêmes, données par les relations de chaque camp, en supposant que la vérité se trouve quelque part au milieu. L'abondance des indications disponibles – malgré leurs lacunes et leur manque de fiabilité – nous incite pourtant à dépasser cette approche. La tentative de fixer des estimations réalistes des effectifs engagés et perdus par l'armée française, ou du moins d'éliminer les plus invraisemblables, méritait d'être menée.

### **5.1. Le déroulement des opérations**

Avant de pouvoir mener l'analyse du comportement des hommes dans la bataille, il est nécessaire d'établir le mieux possible comment se sont déroulées les différentes phases de l'affrontement. Sans ce travail préalable, la bataille perd son caractère d'événement cohérent, pour ne sembler consister qu'en une accumulation de combats et de souffrances individuels. Cette description événementielle du combat nous servira par la suite à appuyer nos différentes analyses sur la conduite et l'expérience d'une bataille à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### 5.1.1. La bataille de Blenheim

#### 5.1.1.1. *Le terrain*

Le champ de bataille de Blenheim est un quadrilatère fermé au sud par le Danube et au nord par des collines assez densément boisées. L'espace ainsi délimité, ouvert à l'ouest et à l'est, est néanmoins coupé par une série de petits affluents du Danube, dont le principal est le Nebel. Sur le Nebel ont été bâtis le village d'Unterglau (qui se trouva au milieu du champ de bataille), et celui d'Oberglau, plus en amont. À l'ouest du Nebel, sur le Danube, se trouve le village de Blenheim où se joua le dernier épisode de la bataille éponyme. Blenheim est traversé par le Meulweyer, ruisseau parallèle au Nebel, qui se jette comme lui dans le Danube. La ville d'Höchstädt, quant à elle, se trouve quelques kilomètres encore à l'ouest.

Si les abords des cours d'eau sont marécageux, le reste du terrain est entièrement arable – les champs de blé l'occupent encore de nos jours<sup>8</sup>. Les terres au niveau du Nebel sont d'ailleurs en contrebas par rapport au reste de la plaine. Au niveau du Nebel toujours, la distance s'étendant entre le Danube et les bois atteint 10,5 kilomètres, soit une étendue suffisante pour que des armées puissent se déployer. Il n'est dès lors pas étonnant que trois affrontements – en 1703 entre Villars et Styrum, en 1704, et en 1800, lorsque l'armée de Moreau y battit les Autrichiens – aient eu lieu dans cet espace, carrefour entre l'Allemagne occidentale et l'Autriche grâce au Danube, entre la Bavière et la Franconie grâce aux ponts de Donauwerth.

#### 5.1.1.2. *La disposition des troupes*

Pourtant, la veille de la bataille, les officiers généraux français avaient jugé que les rivières qui barraient le terrain étaient suffisamment profondes pour dissuader les ennemis de passer<sup>9</sup>. Les commandants de l'armée des Deux-Couronnes furent d'autant plus surpris, lorsque le lendemain, à 6 heures, des gardes avancées vinrent les prévenir que plusieurs

---

<sup>8</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 82.

<sup>9</sup> Ce jugement datait probablement de l'expérience de l'année précédente, puisqu'on s'était déjà battu sur ce terrain. Les officiers épuisés après leur marche du 12 août ont trouvé inutile de vérifier à nouveau si le Nebel était franchissable : « On pretend qu'une des fautes les moins excusables, a été de n'avoir pas fait sonder le marais, et de l'avoir cru impraticable ». AE Autriche 85, fol. 139r-142v « [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

colonnes des ennemis s'avançaient. Les généraux mirent longtemps à admettre qu'on venait les attaquer :

« Quand ils parurent à la pointe du jour en une grosse colonne du costé du bois, on crut seulement par une trop grande confiance, que ce ne pouvoit estre qu'un corps qu'ils nous vouloient montrer pour nous amuser, et cacher leur marche. On en fut bientôt desabusé, et reduit à une precipitation toujours dangereuse en de pareilles occasions »<sup>10</sup>.

Sobrement, Quincy note que « les armées furent mises en bataille dans l'ordre qu'elles étaient campées »<sup>11</sup>. En réalité, les Français furent tellement pris de court qu'ils ne purent guère s'organiser autrement ; ce que Mérode-Westerloo prend plaisir à souligner : « Tout étoit dans les tentes, quoique l'on vît la marche des ennemis et que l'on comptât leurs étendards et drapeaux »<sup>12</sup>. Mais la lenteur des ennemis à se déployer permit aux maréchaux français d'établir leurs forces dans un dispositif défensif qu'ils jugèrent solide. L'Électeur de Bavière n'hésita pas à écrire après la bataille : « La disposition qu'on faite les deux marechaux ne saurait être meilleure, nous avons eu tout le loisir pour cela »<sup>13</sup>.

En réalité, la position défensive des Français n'était pas si favorable qu'elle le paraissait au premier abord. Les éléments traditionnels permettant de couvrir un champ de bataille, c'est-à-dire soit des rivières, soit des villages, ne manquaient pas. Malheureusement, ils se neutralisaient les uns les autres. Le village de Blenheim était trop éloigné du Nebel pour que des troupes qui y étaient retranchées soient à même de faire feu sur des ennemis tentant de traverser la rivière. Mais le village en était également trop proche pour que l'on puisse établir une ligne de soldats entre le Nebel et Blenheim<sup>14</sup>. Enfin, la position adverse, à l'est du Nebel, était surélevée par rapport à celle des Français. C'est pourquoi le maréchal de Tallard ne pouvait pas défendre cette rivière de trop près, afin de ne pas exposer ses soldats au feu de l'ennemi posté de l'autre côté<sup>15</sup>.

---

<sup>10</sup> *Ibid.* Le comte de Mérode-Westerloo ne pouvait manquer d'opposer sa clairvoyance à la présomption des généraux français : « Nous nous aperçûmes que deux des colonnes des ennemis filoient le long du bois, vers leur droite et notre gauche, ce qui fit dire aux François que c'étoit une marche, et que les ennemis alloient vers Nördlingen. Cela me faisoit rire. C'étoit le prince Eugène, qui, avec les Impériaux, alloit former la droite pour attaquer notre gauche, pendant que leur gauche faisoit ses dispositions ». J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 301.

<sup>11</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>12</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 299.

<sup>13</sup> AE Bavière supplément 2, fol. 281r-283r, Bavière à Monastérol, 16 août 1704.

<sup>14</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>15</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°5, Relation de la bataille d'Höchstädt par le maréchal de Tallard, Aix-la-Chapelle, 3 décembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 570-573.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Camille d'Hostun, pour faire face à cette configuration défavorable, adopta une solution ambiguë : d'une part, il mit des troupes dans Blenheim – au nombre de 9 bataillons<sup>16</sup> et de 4 régiments de dragons à pied, soit 12 escadrons – mais d'autre part, il ordonna au reste de ses troupes de défendre le ruisseau. Ainsi, il installa 8 escadrons de la gendarmerie appuyés au village de Blenheim, joints à leur gauche par les 5 escadrons de la brigade de Broglie et encore 5 autres de la brigade de Grignan. Nous voyons que cette première ligne de cavalerie n'était pas entremêlée d'infanterie ; sa vocation en effet était de se porter au plus vite sur le Nebel, dès que les ennemis sembleraient vouloir le franchir, pour les repousser immédiatement. Mais Tallard restait prudent : il installa trois brigades d'infanterie – Royal, Languedoc et Zurlauben – derrière cette première ligne, à la fois pour soutenir la cavalerie et lui permettre de se rallier si elle venait à s'enfuir, et pour être à portée de soutenir le village de Blenheim si les efforts des ennemis parvenaient à chasser les troupes déjà nombreuses qui y avaient été disposées. En outre, pour renforcer encore sa disposition, Tallard installa en seconde ligne un corps mixte, composé d'infanterie et de cavalerie, soit en tout 9 bataillons et 20 escadrons ; enfin un corps de 7 escadrons en réserve<sup>17</sup>.

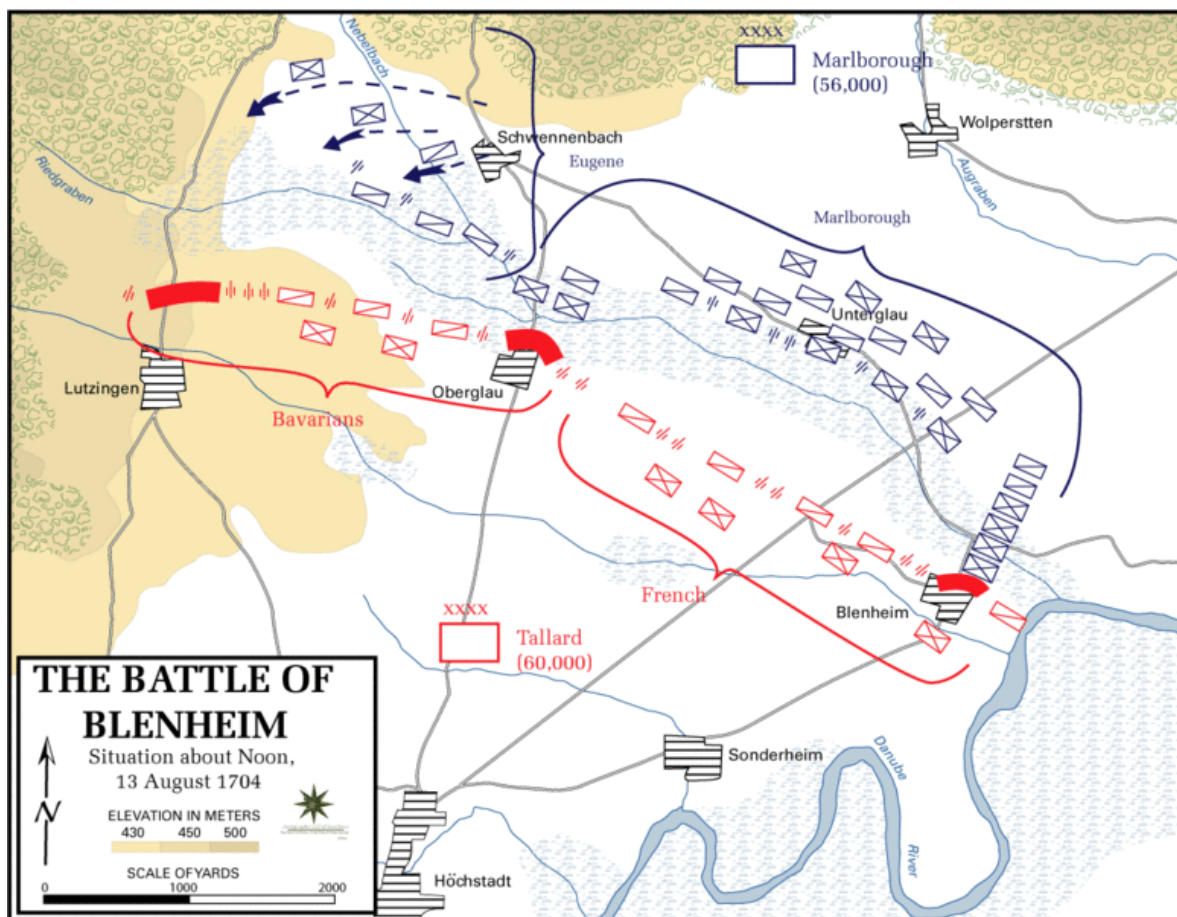
Comment interpréter les choix du maréchal ? Il semble qu'il ait été conscient de la nécessité d'interdire aux ennemis le passage du Nebel, mais qu'il ait été obsédé par la défense de la bourgade de Blenheim, poste clef du champ de bataille. Si les ennemis, repoussant l'infanterie française, avaient pu s'emparer du village sans que personne n'ait eu le temps de s'y retrancher fermement pour leur disputer le passage, ils auraient en effet été à même de faire feu sur le flanc droit de la cavalerie française, la forçant à reculer. Dès lors, rien n'aurait empêché les Alliés de faire franchir le Nebel, sous la protection du village, à toutes leurs troupes, et de tourner les Français par la droite, les contraignant à la retraite pour ne pas se voir encerclés. Mais le souci de conserver ce poste comme un coin défensif à l'extrême-droite française inhiba largement la protection du Nebel, confiée à la cavalerie seule. L'autre défaut, c'est que Tallard mit la première ligne de cavalerie assez loin du ruisseau, pour l'appuyer à Blenheim. Il laissait donc un espace suffisant aux troupes ennemies pour se reformer après le passage du cours d'eau.

---

<sup>16</sup> Le total de 9 bataillons est indiqué par la plupart des sources. Tallard en revanche donne des chiffres contradictoires. Le 4 septembre 1704, il disait avoir mis 16 bataillons dans Blenheim, le 3 décembre, 9 bataillons seulement. Il est probable qu'il y ait en fait eu 9 bataillons dans la première ligne de l'aile droite, 9 bataillons dans le village, et 9 à proximité du village, à même de soutenir l'une et l'autre.

<sup>17</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°5, Relation de la bataille d'Höchstädt par le maréchal de Tallard, Aix-la-Chapelle, 3 décembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 570-573 ; Mazarine ms. 2301, non folioté, « Ordre de bataille de l'armée du Roy de la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett, le 18 (*sic*) août 1704 ».





**Figure 18 : Disposition des troupes au début de la bataille de Blenheim<sup>18</sup>**

Les critiques contre cette disposition furent innombrables, à l'instar de celles de Saint-Simon : « Entre deux partis à prendre, ou de border le ruisseau parallèle au front des armées pour en disputer le passage aux ennemis, et celui de les attaquer dans le désordre de leur passage, tous deux bons, et le dernier meilleur, on en prit un troisième : ce fut de leur laisser un grand espace entre nos troupes et le ruisseau »<sup>19</sup>. Les relations alliées firent de cette disposition malheureuse, imposée par la configuration du terrain, la marque du châtement de l'orgueil du maréchal. Richard Kane assure que Tallard, convaincu de l'excellence de ses troupes, malgré les opinions défavorables de Marcin et de l'Électeur, a délibérément voulu permettre aux troupes alliées de passer, pour mieux les battre ensuite<sup>20</sup>. Le capitaine Parker est plus explicite : il présente une discussion animée entre les différents chefs où Max-Emmanuel, inquiet, conscient de la valeur des troupes alliées, veut les empêcher de franchir la

<sup>18</sup> Document libre de droits. Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Blenheim\\_-\\_Situation\\_about\\_noon,\\_13\\_August\\_1704.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Blenheim_-_Situation_about_noon,_13_August_1704.gif)

<sup>19</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 172.

<sup>20</sup> R. Kane, *op. cit.*, p. 49. C'est également la raison que donne Saint-Simon à cette disposition malheureuse : il fallait permettre aux ennemis de « laisser passer à leur aise, pour les culbuter après ».

rivière<sup>21</sup>. Tallard lui assure, avec hauteur, qu'il est convaincu de remporter une victoire plus complète encore que celle de Spire. Il veut donc leur permettre de passer, pour en tuer le plus grand nombre possible<sup>22</sup>. Il aurait même ajouté, selon une troisième source britannique, qu'il était prêt à leur fournir des ponts pour passer en plus grand nombre<sup>23</sup> ! En réalité, cette anecdote ressemble trop au symbole de la punition de l'arrogance pour être vraisemblable<sup>24</sup>. Enfin, rien dans cette volonté d'attirer les ennemis ne correspond à la prudence, voire à la pusillanimité de Tallard les jours précédents. Il est donc plus raisonnable de croire aux arguments des défenseurs du maréchal, et de Tallard lui-même, qui assurèrent que « l'ordre qu'avaient [les] troupes était de charger les ennemis, sans les laisser se former »<sup>25</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'Électeur et Marcin, qui vinrent à la droite de l'armée pendant que Camille d'Hostun faisait ses dispositions, les trouvèrent convenables<sup>26</sup>. Les mesures qu'avaient prises ces derniers pour leurs propres troupes dénotaient une concertation avec le commandant de l'armée du Rhin : Marcin avait en effet placé environ 30 de ses escadrons à sa droite pour joindre la cavalerie de Tallard. Marcin profita également de la position avantageuse du village d'Oberglau, plus proche du Nebel que celui de Blenheim, pour y disposer de l'infanterie à même de défendre le passage du ruisseau : il installa autour et à l'intérieur de la bourgade 18 bataillons, sans compter 3 bataillons supplémentaires en seconde ligne. Le tout était commandé par le marquis de Blainville, un des meilleurs lieutenants généraux de l'armée<sup>27</sup>. Le reste de la ligne, à la gauche d'Oberglau, fut composé de cavalerie, y compris celle de l'Électeur, et de ses gardes. Enfin, pour défendre les bois, jugés trop clairs pour représenter un obstacle naturel, environ 20 bataillons d'infanterie furent disposés en

---

<sup>21</sup> « The Elector told him, he had often been engaged with these troops, and knew them well; and he insisted on it, that if he once suffered them to come over, he would find it a hard matter to drive them back ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>22</sup> « The more that came over to them, the more they should kill ». *Ibid.*

<sup>23</sup> T. Lediard, *op. cit.*, t. I, p. 241.

<sup>24</sup> Notons par ailleurs que des anecdotes similaires furent racontées au sujet d'autres commandants, comme par exemple le maréchal de Créqui. J. F. H. Dutems, *op. cit.*, t. I, p. 377.

<sup>25</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°5, Relation de la bataille d'Höchstädt par le maréchal de Tallard, Aix-la-Chapelle, 3 décembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 570-573. La relation de Du Plessis-la-Corée assure, elle aussi, que « l'on borna la deffense au passage du ruisseau et marais, ordonnant aux generaux de charger les ennemis lors qu'ils passeroient, et de n'en pas trop laisser passer ». C'est enfin l'avis du chevalier de Villiers, qui servait dans la première ligne de cavalerie : Tallard « laissa la cavalerie en plaine avec ordre de charger et de culbuter toutes les troupes qui prendroient la resolution de passer le ruisau et le marais quy estoient devant elle » (BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hoctet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°19, M. le chevalier de Villiers à Chamillart, camp de Feld, 10 septembre 1704).

<sup>26</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>27</sup> Sa valeur fréquemment illustrée dans les premières campagnes de la guerre de Succession d'Espagne – notamment sa défense de Kaiserswerth – lui permettait d'espérer la dignité de maréchal. Voir Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 166.

crochet, afin de faire obstacle à toute tentative du prince Eugène de prendre l'armée française de flanc<sup>28</sup>.

Ces unités rapidement disposées eurent ensuite tout le temps de se retrancher : Tallard avait fini d'installer ses hommes dans Blenheim vers 7 heures 30, alors que l'attaque ne commença que plusieurs heures après<sup>29</sup>. Les défenses initiales du village furent renforcées par les soldats de la brigade de Greder<sup>30</sup>. Les haies et les murs entourant les habitations furent fortifiées pour en faire des parapets de fortune. Les murs des jardins, les palissades des vergers virent leurs vides comblés par des planches, des caisses et des portes arrachées aux maisons. La plupart des entrées du village furent ainsi obstruées<sup>31</sup>. En revanche, on dégagait les axes principaux pour permettre aux hommes de se déplacer aisément et on installa des ponts supplémentaires sur le Meulweyer, qui passait au centre de la bourgade<sup>32</sup>. Le village d'Oberglau fut retranché de façon similaire. Ainsi, pour mieux voir les ennemis arriver, on fit raser les haies qui s'étendaient entre ce lieu et le Nebel.

En revanche, les abords de la rivière furent délaissés. Tallard affirme qu'il avait voulu, la veille, faire « diguer » le ruisseau, pour faire regonfler ce cours d'eau desséché en plein mois d'août, et qu'il avait pensé y faire construire des parapets, mais que l'intervention des Bavares l'en avait empêché :

---

<sup>28</sup> L'établissement du nombre de bataillons disposés à chaque endroit n'est pas une chose aisée, chaque auteur exprimant un avis différent. Les chiffres que nous avons avancés sont tirés de deux ordres de bataille issus de fonds différents, mais qui concordent parfaitement. Le premier (SHD AG A<sup>1</sup> 1794, n°5, « Ordre de bataille des armées du Roy à la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett le 18<sup>e</sup> (sic) août 1704 ») vient du Service historique de la Défense ; toutefois, comme il fait partie d'un recueil de « pièces diverses » et n'appartient pas aux registres de correspondance, il n'a pas été édité dans les *Mémoires militaires*. Ceci explique pourquoi Pelet affirme qu'« on a à regretter de n'avoir pas trouvé dans les papiers de la guerre et de n'avoir pu se procurer ailleurs aucun ordre de bataille » (L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 558). L'autre (Mazarine ms. 2301, non folioté, « Ordre de bataille de l'armée du Roy de la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett, le 18 (sic) août 1704 ») a été trouvé à la bibliothèque Mazarine, dans les papiers du sieur de Fumeron, commissaire ordonnateur de l'armée du Rhin. Il est accompagné d'une très belle carte, particulièrement détaillée, de la bataille de Blenheim. En réalité, il est probable que ces deux ordres de bataille aient une origine commune. En effet, tous deux affirment à tort que la bataille d'Höchstädt s'est déroulée le 18 août 1704. Quoiqu'il en soit, la fiabilité de ces informations est confirmée par les effectifs fort justes que ces pièces donnent du total de l'armée. D. Chandler donne des chiffres assez différents, mais les proportions restent similaires. Il voit ainsi 9 bataillons et 4 régiments de dragons dans Blenheim, 64 escadrons – dont 16 appartenant à l'armée de Marcin – sur les deux lignes de Tallard, plus une réserve de 18 bataillons ; en seconde ligne 9 bataillons et de l'artillerie. Marcin de son côté aurait mis 16 bataillons dans Oberglau, puis 67 escadrons sur deux lignes, soutenus par 12 bataillons, enfin 16 bataillons en crochet pour défendre le bois (D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 144).

<sup>29</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 119.

<sup>30</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 392-393].

<sup>31</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 119.

<sup>32</sup> Bibliothèque de Chantilly, ms. 970, « Matériaux rassemblés par Louis Le Coutellier... », fol. 242.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« M. de Zurlauben m'avertit que M. d'Arco riait de ce qu'on croyait que les ennemis pussent venir à nous ; et M. l'Électeur, sachant que j'avais envie de faire faire une redoute sur un grand chemin qui traversait le ruisseau, me dit, "J'espère que vous ne ferez pas lever terre" : ce sont ses propres mots »<sup>33</sup>.

On se contenta de faire brûler les moulins qui y étaient situés, ainsi que le village d'Unterglau, pour interdire aux ennemis de s'en servir comme postes de défense<sup>34</sup>.

Enfin, la dernière disposition concerna l'artillerie, confiée au marquis de la Frezelière. Il distribua ses quatre-vingt dix pièces de canon tout le long du front des deux armées. Il installa en particulier quatre pièces à cent pas du village de Blenheim, sur une éminence, pour prendre de flanc tout ce qui arriverait ; huit pièces encore auprès du village pour attaquer ce qui viendrait de front<sup>35</sup>. À 9 heures, La Frezelière, qui avait achevé ses préparations, commença à faire tirer. Cela dura pendant près de trois heures et demie, jusqu'à ce que les ennemis soient à même de passer à l'assaut.

Les Alliés ne purent en effet pas attaquer avant 12 heures 30 ou 13 heures. Les hommes s'étaient pourtant levés vers une heure du matin, afin d'être prêts à marcher à trois heures<sup>36</sup>. Ils s'étaient avancés vers les troupes franco-bavaroises sur huit colonnes – certaines sources parlent plutôt de neuf colonnes. Les deux colonnes de droite, formées d'infanterie, gagnèrent les hauteurs des collines boisées pour tenter d'attaquer le flanc gauche de l'armée des Deux-Couronnes. Elles étaient accompagnées, à leur gauche, de deux colonnes de cavalerie<sup>37</sup>. Ces 18 bataillons – 7 danois et 11 prussiens – et 92 escadrons – troupes des Cercles, de Prusse et de l'Empereur – étaient sous la direction du prince Eugène. Comme les hauteurs étaient difficiles à atteindre, l'infanterie devant passer par de nombreux défilés, elles ne purent pas être en état de combattre avant midi, alors que les troupes de Marlborough avaient été mises en ordre de bataille dès 11 heures<sup>38</sup>. La volonté de Marlborough de coordonner l'attaque de ses forces avec celles du général impérial explique le temps laissé aux Français pour se retrancher et les lourdes pertes infligées par les coups des canonnières français, qui montèrent à près de 2 000 hommes. Le baron de Quincy affirme même que l'ampleur des dégâts contraignit

---

<sup>33</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>34</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>35</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>36</sup> SHD AG, 1M 124/1, n°32, relation hollandaise de la bataille de Pleintheim, s.l., s.d.

<sup>37</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, Extrait d'une lettre du prince Eugène, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593.

<sup>38</sup> SHD AG, 1M 124/1, n°32, relation hollandaise de la bataille de Pleintheim, s.l., s.d.

les Alliés à débiter leur offensive une heure avant le moment prévu<sup>39</sup>. En effet, Marlborough, soucieux du devenir de son homologue, avait envoyé en personne Cadogan, son quartier-maître général, pour s'enquérir de ses progrès. On imagine qu'il fut soulagé du début, même précipité, des opérations<sup>40</sup>.

### 5.1.1.3. *Le passage du Nebel.*

John Churchill avait sous ses ordres 48 bataillons et 89 escadrons<sup>41</sup>. Son objectif était, pour sa première attaque, de s'emparer du village de Blenheim. Il envoya à cette fin Milord Cutts, à la tête de 20 bataillons et 14 escadrons. L'infanterie alliée se forma sur quatre lignes, chaque ligne représentant une brigade. La première était anglaise, la seconde, de Hesse, la troisième anglaise à nouveau, et la dernière de Hanovre<sup>42</sup> – c'est-à-dire une principauté dont les liens avec l'Angleterre étaient particulièrement forts : ces troupes, que l'on peut évaluer à 11 000 hommes au total, avaient toute la confiance de Marlborough.

Le passage du Nebel était une première épreuve. Il fut toutefois facilité par le travail des pionniers envoyés par Marlborough pour niveler les berges et pour reconstruire le pont de pierre démolé précédemment par les ingénieurs français<sup>43</sup>. Cette tâche entreprise dès 11 heures avait également permis d'installer cinq ponts sur la rivière avec les planches des pontons ; de même, on avait demandé à la cavalerie de se pourvoir de fascines, constituées avec le matériau récupéré au sein des décombres et des cendres d'Unterglau et des deux moulins à eau du Nebel.

Arrivées sur l'autre rive, les forces de Cutts furent favorisées par la configuration du terrain. En effet, Blenheim étant trop en retrait, il n'était pas au sommet de la hauteur qui faisait face au Nebel. Les ennemis se trouvaient ainsi, après le passage, dans un angle mort où les troupes du village ne pouvaient pas les voir, et encore moins faire feu sur eux<sup>44</sup>. Ils eurent ainsi tout loisir pour reformer soigneusement les bataillons qui sortaient fort désorganisés du Nebel, avant de lancer leur attaque. Elle se solda toutefois par un échec. Les troupes

---

<sup>39</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>40</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 63.

<sup>41</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, Extrait d'une lettre du prince Eugène, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593.

<sup>42</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 122.

<sup>43</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 64.

<sup>44</sup> La relation de Du Plessis-la-Corée est la seule à faire mention de ce facteur topographique particulièrement important. Elle attribue en effet la plupart des malheurs de la journée à cette « fatale montagne », exagérant probablement par cette expression l'élévation du terrain.

françaises, solidement placées dans Blenheim, repoussèrent l'attaque vigoureuse des Anglais, tuant le commandant de la première brigade, lord Rowe<sup>45</sup>.

L'attaque du village de Blenheim par les troupes anglaises de Cutts fut la première des différentes vagues, alternativement françaises et alliées, qui s'avancèrent et reflurent à l'ouest du Nebel. De fait, la seconde vague fut française. Trois escadrons de gendarmerie, profitant du reflux assez désemparé de la première brigade anglaise, la chargèrent. Trop téméraires, ils furent bien vite arrêtés par le feu de la deuxième brigade hessoise, qui venait de passer le ruisseau. On assiste alors à un reflux français, puisque la gendarmerie, paniquée, ne s'arrêta pas avant d'avoir passé le Meulweyer<sup>46</sup>.

Ce répit permit à l'infanterie coalisée de tenter une deuxième attaque de Blenheim, avec des troupes fraîches. Ce fut encore un échec, puisque les Alliés ne parvinrent pas à pénétrer dans le village. Pourtant, le capitaine Parker assure que les Français, qui se tenaient à la lisière du village, furent repoussés à l'intérieur<sup>47</sup>. Les soldats de Louis XIV furent désormais incapables de s'avancer vers le front pour chasser leurs ennemis, qui de leur côté retranchèrent leurs positions. Mais le plus important est que c'est sans doute à ce moment-là que Clérambault – lieutenant général chargé de l'infanterie française de la droite et de la défense du village – impressionné par la vigueur de l'attaque alliée, décida de commettre tous les bataillons de la réserve de la première ligne française à la défense de Blenheim, qui fut ainsi occupé par 27 bataillons, sans compter les 12 escadrons de dragons<sup>48</sup>.

De surcroît, Marlborough résolut de faire passer le ruisseau à cinq escadrons de cavalerie anglaise, dirigés par le colonel Palms<sup>49</sup>. Ses troupes se trouvèrent rapidement confrontées à huit escadrons de la gendarmerie, dirigés par Zurlauben, le lieutenant général en charge de l'aile droite de l'armée. Malgré la supériorité numérique, la réputation d'excellence de ce corps et l'avantage que l'on a toujours à charger sur des adversaires qui viennent de se reformer, la gendarmerie fut battue, et contrainte de se retirer. La poursuite menée alors par

---

<sup>45</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 145.

<sup>46</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582 ; Armand de Mormès de Saint-Hilaire, *Mémoires de Saint-Hilaire*, éd. Léon Lecestre, Paris, Renouard, 1903-1916, t. IV, p. 83.

<sup>47</sup> « [The foot] drove the enemy from the skirts of the village, into the very heart of it ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>48</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°5, Relation de la bataille d'Höchstädt par le maréchal de Tallard, Aix-la-Chapelle, 3 décembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 570-573.

<sup>49</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°151, relation anonyme de la bataille de Blenheim Berg-Op-Zoom, 16 août 1704. Ici encore, les chiffres varient beaucoup, Parker parlant en effet de trois escadrons (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40). Mais les historiens anglo-saxons s'accordent sur le nombre de cinq. Notons que le colonel Palms fut fait brigadier après la bataille pour les services qu'il y rendit.

## LA DIMENSION TACTIQUE

les escadrons anglais échoua en raison de la célérité du régiment Royal, dont deux bataillons furent envoyés pour longer le Meulweyer et repousser la cavalerie ennemie<sup>50</sup>.

La situation commença à devenir critique pour l'aile droite des Français, puisque les Alliés pouvaient désormais passer le ruisseau sans n'être guère inquiétés. Une contre-offensive massive fut alors planifiée, impliquant les escadrons de la gauche de Tallard et de la droite de Marcin. La première ligne de cavalerie des ennemis fut repoussée et mise en fuite, mais la résistance des escadrons de la seconde ligne, ainsi que des bataillons d'infanterie, brisa la charge des Français, qui refluèrent à nouveau ; cependant, ils furent secourus par la cavalerie de la seconde ligne, qui entra désormais en action. Un certain nombre – il est impossible de l'estimer – de charges de cavalerie se déroulèrent ainsi, chaque escadron se ralliant pour repartir à l'assaut après avoir été repoussé. Le seul élément constant est qu'à chaque fois, les Français se virent obligés de reculer un peu plus.

### 5.1.1.4. *La situation au centre et à l'aile gauche.*

La situation était pourtant tout autre plus au nord du champ de bataille<sup>51</sup>. 10 bataillons dirigés par le prince de Holstein-Beck avaient été chargés de repousser les forces de Blainville hors du village d'Oberglau. Alors que les unités alliées sortaient à peine des marais de la rive gauche du Nebel, 9 bataillons français firent irruption hors du village pour les attaquer. Ce fut alors aux Alliés de reculer – le prince fut lui-même dangereusement blessé et fait prisonnier<sup>52</sup> – tandis que Marcin dépêcha de la cavalerie pour porter le coup de grâce aux bataillons coalisés. Pourtant, grâce à l'envoi de 3 bataillons de la réserve d'infanterie de Marlborough, et de l'intervention des cuirassiers impériaux qui repoussèrent la cavalerie de Marcin, les forces de Holstein-Beck parvinrent à se réorganiser, contraignant les Français à revenir dans Oberglau<sup>53</sup>. Les troupes de Louis XIV avaient perdu une belle occasion de noyer 10 bataillons des ennemis, et de couper dangereusement l'armée alliée en deux.

Il est en revanche plus difficile de déterminer ce qui se passa à l'aile gauche des Français – ou à l'aile droite des Alliés. Le prince de Savoie, qui était chargé de l'offensive, se

---

<sup>50</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>51</sup> « Le combat se soutenait cependant à la gauche, et même avec avantage ». SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°131, Marcin à Chamillart, camp près d'Ulm, 15 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 558-562.

<sup>52</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 91.

<sup>53</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 146 ; P. Verney, *op. cit.*, p. 130-132.

contente de dire sobrement : « L'aile gauche a toujours combattu avec peu de succès »<sup>54</sup>. Après l'épuisante marche pour atteindre les collines, les troupes coalisées avaient immédiatement été aux prises avec leurs adversaires. Malgré le laconisme des relations, tout nous pousse à croire que le combat fut opiniâtre : il y aurait eu cinq charges successives des troupes d'Eugène, repoussées à chaque fois avec de lourdes pertes<sup>55</sup>. Marcin affirme que ses hommes et ceux de l'Électeur avaient réussi à faire repasser aux Alliés le ruisseau et les marais que ces derniers avaient eu tant de mal à traverser, et que les Français étaient à ce titre assurés de pouvoir contenir leurs ennemis<sup>56</sup>. Les troupes retranchées dans Lutzingen avaient en outre su refouler les forces impériales qui avaient surgi des bois pour attaquer les flancs franco-bavarois.

### 5.1.1.5. *La dernière chance de Tallard*

La bataille de Blenheim n'était donc pas encore perdue, malgré les piètres succès de la cavalerie française. Les troupes de Tallard étaient rebutées, elles n'étaient pas vaincues. Les Alliés quant à eux ne tenaient encore aucune position solide sur la rive ouest du Nebel. Le maréchal décida donc de lancer une vaste contre-offensive conjointe – cavalerie et infanterie – contre les forces coalisées, afin de les faire rétrograder en deçà de la rivière. Pour l'infanterie, il dut se contenter d'utiliser les dernières réserves qui n'avaient pas été envoyées dans Blenheim, c'est-à-dire les brigades de Robecque (quelquefois appelée brigade de Trecesson), Nice et Auxerrois. Les premiers résultats furent considérables : le seul régiment de Robecque parvint à faire fuir 5 escadrons des ennemis, poursuivis rapidement par la gauche de la cavalerie française<sup>57</sup>. Mais ces premiers succès encourageants furent rapidement réduits à néant :

« J'ai pourtant vu un instant où la bataille était gagnée par la brigade de Robecq et celle d'Albaret, si la cavalerie, qui s'était avancée plus près des ennemis, à la faveur de

---

<sup>54</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, Extrait d'une lettre du prince Eugène, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593.

<sup>55</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>56</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°131, Marcin à Chamillart, camp près d'Ulm, 15 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 558-562.

<sup>57</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582. Si l'on suit le récit de Tallard, cette action fit même plier les trois premières lignes faisant face aux troupes françaises. D'autres relations n'évoquent que la rupture de deux lignes. SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.



## LA DIMENSION TACTIQUE

l'infanterie, qu'elle n'avait fait auparavant, n'avait tourné tout d'un coup et abandonné cette pauvre infanterie »<sup>58</sup>.

Cette attitude fut vécue par le maréchal de Tallard comme une véritable trahison, et elle fut au centre de toutes ses récriminations durant sa captivité. De fait, si la gauche de la cavalerie exploita les progrès des bataillons français, la droite (c'est-à-dire la gendarmerie, que le maréchal évite néanmoins d'accuser nommément) refusa de charger<sup>59</sup>. Les affirmations de Tallard sont corroborées par le récit de Quincy, qui indique que le comportement de l'aile droite entraîna en retour la défection de la gauche, qui se sentait incapable de se battre seule<sup>60</sup>. D'autres sources donnent une version assez différente : les escadrons français auraient effectivement chargé, auraient remporté quelques premiers succès, puis auraient plié devant la contenance des troupes alliées des lignes suivantes, composées d'unités d'infanterie et de cavalerie plus fraîches<sup>61</sup>. La suite des opérations est mieux établie : profitant de la défection des troupes montées françaises, les forces de Marlborough, massées sur quatre lignes, tombèrent sur les trois brigades d'infanterie privées d'appui. La grande majorité des hommes qui les composaient ne sortirent pas vivants de cet assaut<sup>62</sup> ; les 9 bataillons étant littéralement « taillés en pièces »<sup>63</sup>.

Il ne restait plus aux Français que des expédients désespérés pour tenter de sauver la situation. Le maréchal de Tallard avait demandé instamment à Marcin des troupes fraîches pour pouvoir se soutenir, qui n'arrivèrent jamais. Néanmoins, ayant réussi à nouveau à rallier de la cavalerie, Tallard lança une nouvelle charge. Les troupes françaises, fatiguées et privées d'infanterie, échouèrent derechef, tandis que le maréchal lui-même fut blessé<sup>64</sup>. Enfin, un suprême effort fut fait pour réorganiser l'aile droite, mais de toute la cavalerie qui restait encore à la disposition du commandant français, on ne put faire qu'une seule ligne. Cette

---

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>59</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>60</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>61</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704 ; Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Georges Hamilton, comte d'Orkney, « Letters of the first Lord Orkney during Marlborough's Campaign », éd. H. H. E. Craster, *English Historical Review*, XIX, 1904, p. 307-311.

<sup>62</sup> « Ce qui resta d'infanterie en plaine fût sacrifié ». SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>63</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704. Cet événement se serait passé, selon la plupart des historiens anglo-saxons, vers 17h30. D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 147 ; P. Verney, *op. cit.*, p. 142.

<sup>64</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

disposition n'avait pas pour but de briser l'ennemi, ce qui semblait désormais impossible, mais de gagner du temps – Tallard venait en effet d'avertir Marcin et l'Électeur qu'il était temps de se retirer<sup>65</sup>. Il s'agissait surtout de faire évacuer les troupes qui étaient demeurées dans Blenheim. Cette ligne de cavalerie était en effet destinée à amuser les ennemis, tandis que les soldats devaient se retirer à l'abri des escadrons<sup>66</sup>.

De fait, la situation des troupes du village était devenue plus périlleuse après l'écrasement des trois brigades de Robecque, Nice et Auxerrois et le recul de la cavalerie française. Les ennemis avaient immédiatement fait avancer quelques troupes et du canon auprès de la bourgade. Trois quarts d'heure environ après cet événement, de nombreux bataillons anglais passaient le Meulweyer, hors de portée des fusils des défenseurs de Blenheim<sup>67</sup>. Le village fut rapidement entouré par des fantassins qui tentaient de progresser vers lui. Si l'on suit son propre récit, Tallard envoya alors deux officiers généraux vers Blenheim avec l'ordre formel de le faire évacuer<sup>68</sup>. L'un d'eux, M. de Maisoncelles, major général de son armée, fut tué, probablement en tentant de se rendre dans le village<sup>69</sup>. Nous ignorons qui fut le second, et quel fut son sort. Quoi qu'il en soit, l'ordre de Tallard n'atteignit jamais Blenheim.

### 5.1.1.6. *L'écrasement de l'aile droite*

Ce temps perdu fut fatal aux Français. Pourtant, les hostilités semblaient pendant ce laps de temps s'être calmées à l'aile droite des troupes des Deux-Couronnes : « Les ennemis s'estoient arretez à une demie portée de canon de nous, et ne songeoient pas à poursuivre »<sup>70</sup>. Il est probable que les deux parties ressentaient le même épuisement. Ce ne fut pourtant qu'un léger répit avant la rupture finale de l'ordre de bataille français.

Cette rupture fut déclenchée presque par hasard, à cause de la maladresse du commandant de la gauche de la cavalerie française. Ce dernier, estimant que ses hommes se

---

<sup>65</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 397].

<sup>68</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>69</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 88.

<sup>70</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

## LA DIMENSION TACTIQUE

trouvaient trop proches de l'ennemi, leur fit effectuer un demi-tour à droite, afin de les faire reculer<sup>71</sup>. Cette manœuvre complexe, effectuée à proximité de l'ennemi, tourna vite au désastre. La fatigue des troupes et le manque d'ordre avec lequel elles exécutèrent leur mouvement laissèrent tout loisir aux forces de Marlborough, à qui elles tournaient le dos, de les charger. Les Français ne tentèrent même pas de se retourner à nouveau pour combattre, et rompirent définitivement leurs rangs pour fuir avec plus de célérité. Les ennemis purent alors eux-mêmes se débander, et c'est ainsi que les deux camps brisèrent l'ordre strict qui règne dans les troupes en bataille pour faire dégénérer la lutte en poursuite. Ce fut la débâcle : « Nos escadrons les percèrent en plein dans le centre, ce qui les mit complètement en déroute [...] C'est ce qui décida du sort de la journée »<sup>72</sup>. Le maréchal de Tallard, constatant l'état désespéré des affaires, tenta de sauver ce qui pouvait encore l'être, et prit le risque de se jeter dans Blenheim pour mener lui-même la retraite de son infanterie<sup>73</sup>. Il ne manqua pas d'être rejoint par un corps de cavalerie ennemie, qui le fit prisonnier.

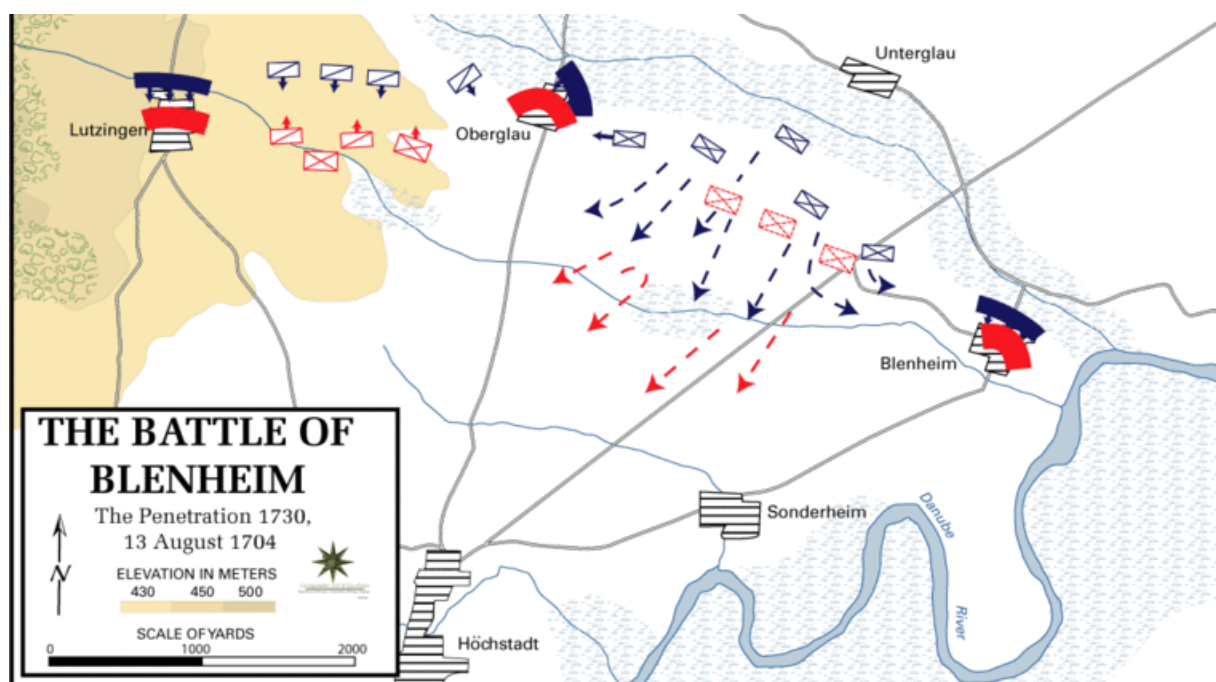


Figure 19 : La percée des troupes de Marlborough<sup>74</sup>

<sup>71</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>72</sup> « Our squadrons drove through the very centre of them, which put them to an entire rout [...]. It decided the fate of the day ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>73</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>74</sup> Document libre de droits. Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Blenheim\\_-\\_Penetration,\\_1730,\\_13\\_August\\_1704.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Blenheim_-_Penetration,_1730,_13_August_1704.gif)

## LA DIMENSION TACTIQUE

Le reste de la cavalerie fut repoussé par les ennemis vers l'ouest. Certains fuirent vers Höchstädt, où ils savaient qu'une garnison française tenait le château. D'autres tentèrent de franchir le Danube, sur des ponts construits au niveau d'une presqu'île. Mais le pont, ébranlé par la quantité de cavaliers qui tentaient de le franchir, se brisa. Ce furent alors de nombreux soldats français – le capitaine Parker et le brigadier général Kane parlent exagérément de trente escadrons<sup>75</sup> – qui se retrouvèrent enfermés dans cette nasse. Certains tentèrent de se sauver à la nage et souvent se noyèrent. Les chiffres divergent énormément sur le nombre d'hommes qui périrent à cette occasion. La pyramide votive érigée par les Impériaux sur les lieux même de la seconde bataille d'Höchstädt évoque 4 000 noyés<sup>76</sup>, David Chandler estime plus réaliste le chiffre de 2 000 à 3 000<sup>77</sup>. Quincy en revanche assure que le nombre n'en dépassa pas la cinquantaine<sup>78</sup>, tandis que Saint-Hilaire parle d'une centaine d'hommes<sup>79</sup>. Une réaction française sauva en effet une partie des troupes montées :

« Une partie de la cavalerie, et toute la gendarmerie, s'étant jetté du côté du Danube, dans une presqu'île, tout ce qui s'y étoit retiré s'y trouva coupé, ce qui contraignit plusieurs honetes gens de se jeter dans le Danube pour se sauver. Cette nouvelle étant venue à la brigade de Grignan et plusieurs autres qui s'étoient retirés plus sur la droite pour passer le marais d'Hochstett, se rallierent et après avoir chargé les ennemis delivrerent tout ce qui n'avoit pas été ou pris ou noyé, et cottoyant les ennemis donnerent le temps de retirer nos blessés : voila le sort de notre cavalerie »<sup>80</sup>.

### 5.1.1.7. *La retraite de l'armée d'Allemagne*

Le mouvement de retraite de l'armée de l'Électeur et de Marcin, à la gauche, avait devancé l'effondrement définitif de la droite. Sur ce point encore, les sources divergent selon les camps. Les Alliés considèrent que le prince Eugène, après une série d'attaques infructueuses, avait fini par l'emporter sur cette zone : « L'Électeur et M. Marcin étaient dans un poste si avantageux que le prince Eugène ne put rien faire d'effectif contre eux avant la

---

<sup>75</sup> R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 42 ; R. Kane, *op. cit.*, p. 54.

<sup>76</sup> « Quatuor millia in flumen praecipitatis ». Institut ms. 562, n°29, « Inscription du monument commémoratif de la bataille de Blenheim, 13 août 1704 ».

<sup>77</sup> D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 42. Chandler va même jusqu'à avancer, dans un autre ouvrage, plus de 3000 morts (Id., *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 148).

<sup>78</sup> Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 279. On pourrait enfin ajouter Dutems, qui, malgré son admiration pour Marlborough, ne reconnaît pas plus d'une centaine de noyés (J. F. H. Dutems, *op. cit.*, t. I, p. 383).

<sup>79</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 90.

<sup>80</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hoctet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

troisième attaque, à 19 heures ou environs, où il en fit alors un grand carnage »<sup>81</sup>. Le duc de Savoie bénéficiait de fait des renforts envoyés par le duc de Marlborough, qui avait profité du répit que lui laissaient les généraux des Deux-Couronnes sur sa partie du champ de bataille. En revanche, la correspondance des officiers français parle d'une retraite décidée malgré la bonne résistance des troupes de Marcin. Ce dernier, apprenant la déroute des forces de Tallard, constatant que les fuyards de l'armée du Rhin se trouvaient déjà à plus d'une demi-lieue sur les arrières de l'armée d'Allemagne, ne douta plus de la nécessité urgente de se replier :

« Ayant lieu de craindre que les ennemis, supérieurs en nombre et n'ayant plus affaire qu'à l'une des deux armées, ne prissent le parti de s'allonger derrière les hauteurs qui étaient au flanc de ma gauche, et de se mettre par là entre Dillingen et moi, m'en barrant le chemin et m'empêchant de repasser le marais, ce qui eût été la perte entière de cette armée, n'ayant d'autre retraite et d'autre passage sur le Danube que celui de Lauingen, je pris le parti, avec l'ordre de son altesse électoral et l'avis de tout le monde, de retirer vers les sept heures du soir notre armée »<sup>82</sup>.

La retraite de la gauche française se fit sans grand désordre jusqu'à Dillingen et Lauingen, marche pendant laquelle elle fut rejointe par les épaves de l'armée de Tallard qui s'étaient retirés dans le village et le château d'Höchstädt, à l'instar du comte de Mérode-Westerloo, qui y rencontra de nombreux officiers français<sup>83</sup>.

### 5.1.1.8. *Le sort de Blenheim*

Il restait encore un point du champ de bataille aux mains des troupes françaises : le village de Blenheim, qu'aucune attaque des ennemis n'avait réussi à entamer. Lord Orkney, qui dirigeait l'attaque depuis le nord-ouest du village, parle de cinq assauts successivement repoussés par les troupes françaises<sup>84</sup>. Les troupes alliées ne manquaient pourtant pas : à la droite d'Orkney, les forces du major-général Webb interdisaient aux soldats des Deux-Couronnes de se tracer un chemin vers le Danube, à sa gauche les bataillons d'Ingoldsby

---

<sup>81</sup> « The Elector and M. Marsin were so advantageously posted that Prince Eugene could make no impression on them till the third attack at or near seven at night, when he made a great slaughter of them ». Marlborough au secrétaire Harley, camp d'Höchstädt, 14 août 1704, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. I, p. 390-392.

<sup>82</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°131, Marcin à Chamillart, camp près d'Ulm, 15 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 558-562.

<sup>83</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 315-316.

<sup>84</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

bloquaient la voie qui menait à Oberglau, au nord-est. Les Français tentèrent cependant de faire une sortie pour se dégager du filet coalisé. Seignier, brigadier d'infanterie, décida de mener ses troupes à l'assaut, vite rejointes par de nombreux officiers venus de leur propre mouvement<sup>85</sup>. Ces hommes firent reculer les troupes d'Ingoldsby, et s'avancèrent jusque dans la plaine, où le feu de la mousqueterie et des batteries alliées les contraignit à revenir sur leurs positions. Cette tentative fut par la suite célébrée comme une des plus belles preuves de la vaillance des Français : « M. de Signié [...] appela Provence et Artois, et tout ce qu'il avoit de soldats de bonne volonté, marcha aux ennemis, les culbuta jusques à la tête de leur cavallerie, et rentra au pas dans son village »<sup>86</sup>. Pourtant, si la retraite se fit au pas, et non pas en désordre, il est incontestable que cette sortie fut un échec, et un coûteux échec : le brigadier lui-même eut le poignet cassé<sup>87</sup>.

La situation était moins assurée plus à l'ouest. Les Alliés y parvinrent à faire reculer la brigade de Zurlauben, qui se retira plus au cœur du village, abandonnant ses retranchements, et laissant le flanc droit de la brigade de Royal découvert. Les soldats de cette dernière se retrouvèrent alors « entre deux feux »<sup>88</sup>, c'est-à-dire attaqués de front et par la droite. La position devenant intenable, les troupes refluèrent en désordre, permettant aux Anglais d'Orkney d'avancer jusqu'au cimetière<sup>89</sup>. Les soldats français qui avaient été chargés d'en garder les murs au début de la bataille, unis aux hommes que le marquis de Denonville, le commandant de la brigade, avait pu rallier des fuyards – soit 150 hommes au total – réussirent alors à les arrêter<sup>90</sup>. Denonville, ayant ainsi disposé ses soldats, chercha à en joindre d'autres et se trouva ensuite isolé et amené à se rendre aux ennemis<sup>91</sup>.

Orkney pensa immédiatement à se servir de lui pour amener les Français à la capitulation. Il est peu aisé de parvenir à déterminer les circonstances exactes dans lesquelles

---

<sup>85</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 35.

<sup>86</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hoctet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704. C'est à ce titre que cette action est relatée dans les mémoires de Sourches, qui se plaint « qu'on en avoit pas dit davantage de Cigné lieutenant colonel de Provence, qui avoit fait une action digne de mémoire : qu'ayant vu qu'on parloit de se rendre prisonniers de guerre, il avoit dit qu'il falloit plutôt tous périr et que, voyant qu'il ne persuadoit pas, il avoit crié : "À moi, les gens de bonne volonté !". Que six bataillons l'avoient suivi, avec lesquels il avoit chargé les ennemis, les avoit battus, en avoit fait un grand carnage, les avoit poussé fort loin, et ensuite avoit fait sa retraite en bon ordre ». Il est sans nul doute excessif de parler de « grand carnage ». Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 66.

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 398-399].

<sup>89</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

<sup>90</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 399].

<sup>91</sup> Les circonstances, telles qu'elles sont décrites dans la lettre de Denonville (p. 400), sont assez confuses.

les officiers français prirent cette douloureuse décision, mainte fois qualifiée d'« horrible capitulation » ou encore d'« ignominie »<sup>92</sup>. Louis de Rouvroy regrette en effet que « la voix de ces vieux piliers de bataillons, qui perça, ne fit pourtant pas une relation suivie sur laquelle on pût entièrement compter »<sup>93</sup>. Si nous ne pouvons donc pas connaître l'appréciation des soldats qui défendirent Blenheim, nous disposons des récits de trois acteurs principaux : le comte d'Orkney, Denonville, et Blanzac par l'intermédiaire de Saint-Simon<sup>94</sup>. Selon ce dernier, Denonville, déjà prisonnier, vint avec lord Orkney au devant des officiers français pour les inciter à la reddition. Mais au lieu de parlementer avec les chefs, Denonville se mit à haranguer les troupes, en leur dépeignant l'état désespéré de leur situation, avant que Blanzac ne le fasse taire et prononce un discours contraire, qui n'eut aucun effet sur des hommes désormais démoralisés – à l'exception notable du régiment de Navarre<sup>95</sup>. Ce point est le plus controversé, puisqu'il fait de Denonville un véritable traître ; il n'est dès lors guère étonnant que la vision des faits de ce dernier, mise par écrit sous la forme d'une lettre à son père et publiée comme telle par de nombreux journaux<sup>96</sup>, diffère intégralement. Denonville affirme en effet : « Je le tirai à part [Blanzac] et sans que personne put m'entendre, je lui dis ce que je sçavois de la disposition des ennemis, afin que sur cela il prît son parti »<sup>97</sup>. Orkney lui-même ne dit rien à ce propos. En effet, ses écrits semblent indiquer que ce n'est pas lui, mais son aide de camp qui accompagnait Denonville<sup>98</sup>.

Ce qui s'ensuit est cependant mieux établi : Blanzac décida, avec le marquis d'Hautefeuille, mestre de camp général des dragons, d'accompagner Orkney à quelques deux cent pas du village pour voir la situation réelle du champ de bataille<sup>99</sup>. Les Français furent ébranlés du désolant spectacle qui s'offrait à leurs yeux. Pour mieux les convaincre, le lieutenant général anglais assura que Marlborough avait promis de faire venir 20 bataillons supplémentaires, avec la totalité des canons des Alliés. Il semble que John Churchill n'ait jamais rien dit de tel – Orkney reconnaît qu'il s'agissait, de sa part, d'une « petite

---

<sup>92</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 180 ; Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 36.

<sup>93</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 177.

<sup>94</sup> « Je ne dirai ici que ce que Blanzac alléguait pour une justification ». *Ibid.*

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>96</sup> Parmi lesquels la *Clef des cabinets des princes de l'Europe*, dont nous nous sommes servis, ou encore le *Monthly Mercury*, utilisé par les historiens anglo-saxons.

<sup>97</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 400-401].

<sup>98</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

<sup>99</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 179.

gasconnade »<sup>100</sup> – mais cela suffit à convaincre Blanzac. Ce dernier, retournant dans le village, tenta à son tour de persuader les principaux officiers de la nécessité de la reddition. Il y réussit, à quelques notables exceptions près. Seignier refusa de signer la capitulation<sup>101</sup>, tandis que les soldats et officiers du régiment de Navarre décidèrent par protestation de brûler leurs couleurs – d’autres sources diffèrent légèrement, indiquant qu’ils brûlèrent et enterrèrent leurs drapeaux<sup>102</sup>.

Cet épisode de capitulation est l’un des plus importants de toute la bataille de Blenheim, puisqu’elle transforma une défaite – lourde défaite de l’armée de Tallard, mais résistance de celle de Marcin – en un désastre sans précédent. Jamais on n’avait assisté à la reddition de vingt-sept bataillons et de quatre régiments de dragons... Les critiques qui plurent sur Denonville et Blanzac furent la manifestation la plus éclatante de la désapprobation générale de la Cour contre la décision de se rendre prisonniers de guerre, sans avoir tenté de négocier un statut plus avantageux pour la monarchie – la permission pure et simple de sortir du village ou la capitulation n’étaient pas les seules possibilités, puisqu’il existait des intermédiaires, comme la sortie des troupes à condition qu’elles ne servent plus pendant un temps donné. Certains auteurs ont toutefois plaidé en faveur des commandants et des troupes de Blenheim. Voltaire assure par exemple, sur la foi de conversations privées avec lord Orkney, que la « situation gênée » des troupes ne leur permettait pas de marchander, et que la capitulation était le seul moyen d’éviter un bain de sang<sup>103</sup>. La comparaison avec les troupes de Charles XII, dont la valeur était particulièrement renommée, vient conclure la réhabilitation des défenseurs du village : « On imputait leur malheur à lâcheté : mais quelques années après, quatorze mille Suédois se rendant à discrétion aux Russes en rase campagne ont justifié les Français »<sup>104</sup>.

---

<sup>100</sup> « It was a little gasconad in me ». Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

<sup>101</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d’Hocet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>102</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 180.

<sup>103</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 36. La correspondance de lord Orkney immédiatement après la bataille de Blenheim est moins positive sur ce point, puisqu’il affirme qu’il avait été ébranlé lorsqu’un prisonnier français lui avait annoncé le nombre de bataillons qui défendaient Blenheim, bien supérieur à ses effectifs propres. La capitulation elle-même est une surprise pour les généraux anglais qui coupaient la route au nord de Blenheim, qui avaient tenté cinq assauts infructueux et s’apprêtaient à en lancer un sixième (« [It] was noe little surprise to them wo had been 5 times repulsed, and were past making ready for another attack. » : Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311). Il est toutefois possible qu’il veuille dans ses lettres mettre en valeur son talent de négociateur, et l’habileté de son coup de « bluff ».

<sup>104</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. II, p. 36. La quasi-totalité de l’armée suédoise, en fuite après sa défaite de Poltava (1709), se trouva enfermée par les Russes et dans l’incapacité de franchir le Dniepr. Pour éviter un combat qu’il sentait perdu d’avance en raison de l’état de désorganisation et de démoralisation de ses hommes, le



## LA DIMENSION TACTIQUE

La caractéristique la plus étonnante de la seconde bataille d'Höchstädt, celle qui explique en grande partie l'ampleur énorme des pertes, de part et d'autre, est le temps qu'elle a duré. Si nous prenons comme point de départ de la bataille l'avance de l'infanterie anglaise sur Blenheim, vers 12 heures 30-13 heures, et comme horaire de fin la retraite des troupes de Marcin et de l'Électeur, entre 18 heures 30 et 19 heures, nous pouvons considérer que les troupes ont subi six heures de combat intense, durée supérieure à celle de Ramillies, et à peu près égale à celle d'Audenarde. En revanche, si nous la faisons débiter à 9 heures, lorsque les batteries se mettent à faire feu, et que nous estimons qu'elle se termine peu après 21 heures, heure à laquelle, selon les sources anglaises, la capitulation du village de Blenheim est signée<sup>105</sup>, nous nous rendons compte que les soldats ont été exposés au feu pendant près de douze heures d'affilée. Ce qui est tout aussi remarquable, c'est que la totalité des unités a été engagée, ce qui arrive rarement lors des batailles de l'époque moderne, en raison de la difficulté de faire manœuvrer les hommes pour leur faire affronter l'ennemi<sup>106</sup>. L'inactivité de la moitié des troupes fut d'ailleurs l'une des particularités les plus soulignées – et les plus néfastes – des batailles de Ramillies, Turin et Audenarde. En mai 1706 comme en juillet 1708, c'est la configuration du terrain qui explique en partie la passivité d'une partie de l'armée. C'est ce que nous allons désormais voir en examinant la bataille de Ramillies.

### 5.1.2. La bataille de Ramillies

#### 5.1.2.1. *Le champ de bataille*

On peut considérer le front où se battirent les armées Alliées et celles des Deux-Couronnes comme un large arc de cercle de 6,5 kilomètres. Cet espace est compartimenté par la présence de trois ou quatre localités : tout au sud, non loin de la Meuse qui ferme le champ de bataille, se trouvent les villages de Tavier et de Franquennes. Au milieu de l'arc réside le village de Ramillies, tandis que tout au nord se situe la bourgade d'Autre-Église. Le terrain n'est pas du tout le même de part et d'autre de Ramillies. Sur la moitié sud du champ

---

général Lewenhaupt décida de rendre les armes, à condition, comme à Blenheim, que les soldats ne verraient pas leurs biens personnels confisqués. Près de 20 000 hommes – dont 3 000 non-combattants – se rendirent en quelques heures. Peter Englund, *Poltava : Chronique d'un désastre*, Paris, Esprit Ouvert, 1999, p. 278-301.

<sup>105</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 78. Cet horaire est confirmée par Tallard, qui indique qu'après la déroute de la cavalerie de son armée, « le village se défendit encor deux heures ». SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>106</sup> Le comte de Mérode-Westerloo relève qu'il est « assez rare » que l'on combatte « d'une extrémité de l'armée à l'autre ». J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 309.

de bataille, entre Ramillies et la Mehaigne, s'étend un espace plat de plus de deux kilomètres<sup>107</sup>, « pays parfaitement idéal pour la cavalerie »<sup>108</sup>. Les abords des deux villages de Tavieres et Franquenies sont en revanche assez marécageux. Sur la moitié nord du champ de bataille, de Ramillies à Autre-Église, le terrain est beaucoup moins praticable, « couvert par des ravines, et plusieurs branches de petits ruisseaux qui forment la petite Géeette »<sup>109</sup>. Si l'on élargit le champ de vision, on se rend compte que cette zone est un point de passage obligé pour traverser la Belgique d'est en ouest, tout chemin plus au nord étant successivement coupé par la petite puis la grande Gette, tandis que la Mehaigne barre le pays au sud. La plaine de Ramillies ouvre à l'ouest le Brabant, tandis que la voie est dégagée vers l'est jusqu'à Maastricht.

Cette zone n'était pas du tout inconnue de Villeroy, puisqu'il avait servi dans les Flandres dès son élévation à la dignité de maréchal et qu'il y avait déjà combattu sous le maréchal de Luxembourg. Ce dernier justement, lorsqu'il avait campé, après la bataille de Neerwinden, près de l'abbaye de Boneffe, sur la Mehaigne, avait déjà reconnu le terrain. Il aurait alors, selon Saint-Simon, expliqué au duc d'Orléans les défauts de cet espace, et l'aurait « averti de ne jamais s'y mettre, s'il venoit à commander une armée en Flandre »<sup>110</sup>. Il est possible que Villeroy, qui servait déjà en 1693, n'ait pas entendu ce conseil, qu'il l'ait oublié, ou qu'il l'ait méprisé. Quoiqu'il en soit, il se souvenait de cette région et l'avait jugée un bon champ de bataille quelques jours avant la rencontre avec Marlborough. Dès le 20 mai en effet il avait fait examiner la marche, et le 21, il s'était lui-même rendu sur place<sup>111</sup>. Ce poste, jugé « très bon » d'un point de vue tactique, puisque le nombre de petits cours d'eau permettait une défensive aisée, présentait sur un plan opérationnel ses plus intéressants avantages, grâce auxquels l'armée française « barrait tout le pays, et necessitoit les ennemis à combatre, s'ils vouloient marcher plus en avant »<sup>112</sup>.

---

<sup>107</sup> Les chiffres donnés par Villeroy sont généralement plus petits. Villeroy assure en effet que cet espace « n'a qu'un quart de lieue d'estendue », soit un kilomètre. De même, de Tavieres jusqu'à Offus, le maréchal estime que « le front de [la] ligne estoit bien de cinq quarts de lieues ». SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>108</sup> « Absolutely ideal horse country ». J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>109</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>110</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 371.

<sup>111</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>112</sup> *Ibid.* La volonté belliqueuse de Villeroy est indubitable.

5.1.2.2. *Les préparatifs du combat*

Le 23 au matin, les troupes se mirent en direction du sud-est pour gagner Tavier, en longeant la petite Gette. Ce n'est qu'à 14 heures que Villeroy reçut les premiers rapports lui indiquant que l'ennemi marchait dans sa direction. Peu de temps après, les soldats français arrivaient à la hauteur de Ramillies. Ils commencèrent à apercevoir les colonnes ennemies qui avançaient sur eux<sup>113</sup> – les troupes des Deux-Couronnes avaient alors parcouru près d'une quinzaine de kilomètres<sup>114</sup>. Villeroy, rejoint à ce moment par l'Électeur de Bavière, n'eut donc pas de temps à perdre pour ordonner ses hommes. Les deux armées commençaient en effet à se canonner dès 15 heures ; soixante minutes plus tard se déroulaient les premiers assauts<sup>115</sup>. Malgré cette préparation relativement hâtive, Villeroy se montra satisfait de l'organisation de ses troupes : « Nous y estions bien établis avant que les ennemis nous soient venu attaquer, ayant eu le loisir de nous y placer sans précipitation »<sup>116</sup>. Si l'on en croit le maréchal, Max-Emmanuel lui-même fut « content en general de la disposition »<sup>117</sup>.

Villeroy disposa son armée sur deux lignes. Il garnit le village de Tavier d'infanterie. L'aile droite française, qui s'étendait à la gauche de cette bourgade, était uniquement composée de cavalerie – la nature du terrain le rendant particulièrement propice à un combat équestre. Le maréchal installa en première ligne l'élite de son armée, la Maison du roi et la gendarmerie. Il plaça ensuite une réserve intermédiaire composée des régiments de Toulouse et du Royal-Étranger – soit 6 escadrons<sup>118</sup> –, puis la seconde ligne, enfin une seconde réserve, de 5 régiments de dragons (Nautaff, Aquaviva, le Roi, Valansar et Aubigné<sup>119</sup>), soit 15 escadrons<sup>120</sup>. Le maréchal avait donc massé une force considérable de cavalerie, comptant au total 78 escadrons sur quatre lignes<sup>121</sup>.

---

<sup>113</sup> *Ibid.*

<sup>114</sup> Maffei parle en effet de trois ou quatre lieues. A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 124.

<sup>115</sup> *Ibid.* Ces horaires sont confirmés du côté français par une lettre du marquis des Porcelets, qui indique que « le 23 du courant, sur les deux heures après midi, nos généraux voulurent occuper un poste qu'ils croyaient avantageux ; les ennemis s'y rancontrèrent presque à la force du pistolet, et c'est par là que l'action commença ». Pourtant, ils diffèrent sensiblement de ceux de James Falkner, qui donne le début des tirs d'artillerie à 13 heures, et le déclenchement des hostilités par Marlborough à 14 heures : J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 104. Le colonel Hardy de Périni indique, visiblement à tort, que la canonnade commença à 11 heures, et l'attaque du général anglais trois heures après. Hardy de Périni, *op. cit.*, t. VI, p. 160-161.

<sup>116</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°155, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre », s.l., 15 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 486-487.

<sup>119</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>120</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont à Tressin, 3 juin 1706. Si on se réfère à l'ordre de bataille du 15 mai, on obtient plutôt 14 escadrons, puisque Nautaff ne comporte que 2 escadrons, tandis que

Deux lignes d'infanterie s'étendaient ensuite à la gauche de ces unités de cavalerie. Elles se trouvaient en retrait par rapport au village de Ramillies, qu'il fallut donc faire défendre par deux corps successifs de 5 et 4 bataillons<sup>122</sup>. La répartition de la gauche française, étendue entre Ramillies et Autre-Église, est moins claire – les relations manquent en effet au sujet de ce secteur où on ne se battit guère. On sait que la défense s'appuyait sur les deux villages d'Offus et Autre-Église, soutenus par des lignes d'infanterie et de cavalerie, cette dernière comptabilisant 50 escadrons. Enfin, Villeroy est assez évasif sur la disposition des batteries de canon, se contentant d'assurer qu'elles furent placées, comme à Blenheim, à intervalles réguliers : « L'artillerie bien disposée, et séparée de sorte à la pouvoir porter promptement dans tous les endroit (*sic*) où l'ont pourroit en avoir besoin »<sup>123</sup>.

Face à cela, Marlborough étendit ses lignes de Foulz, à sa droite, à l'abbaye de Boneffe, à sa gauche. Ses dispositions répondaient à celles de Villeroy : 48 escadrons hollandais et 21 danois – soit 69 escadrons – étaient destinés à charger dans la plaine de Tavier à Ramillies, soutenus par 23 bataillons d'infanterie hollandaise. Pour enfoncer le centre français, le capitaine-général répartit 32 bataillons hollandais ou à la solde de Hollande, tandis que la droite des alliés était essentiellement composée de troupes anglaises et écossaises, au nombre de 19 bataillons et 54 escadrons<sup>124</sup>.

Villeroy considérait comme un avantage de laisser les ennemis attaquer. Il se contenta donc d'adopter une position défensive et peu imaginative. Sa volonté de s'appuyer sur une série de villages fortement défendus le contraignit à adopter une formation en arc concave, alors que Marlborough pouvait plus rapidement déplacer ses hommes au sein de son dispositif en arc convexe. Aucune initiative n'était non plus laissée aux lignes de cavalerie de la droite, qui devaient se contenter d'attendre l'attaque des ennemis avant de réagir : « Le village de Ramilly estant un peu plus au dela du front de l'armée, l'aisle droite avoit ordre de n'aller à la charge que lorsque les ennemis s'branleroient pour venir à nous, afin que leur droite essayât le feu du village avant que de charger »<sup>125</sup>.

tous les autres sont à 3. L'Électeur parle également de 14 escadrons (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706).

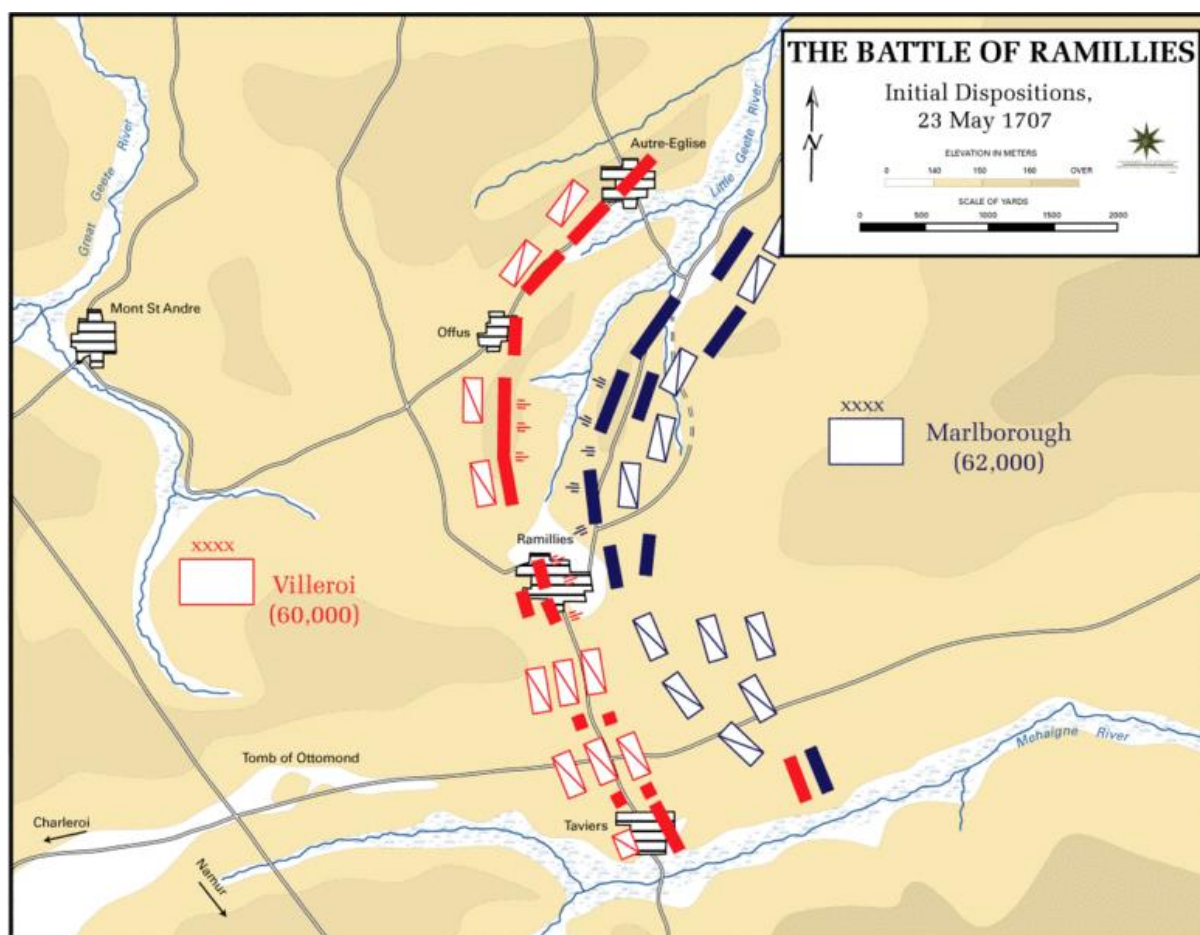
<sup>121</sup> W. Churchill parle de 82 escadrons (W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 104). Nous obtenons le nombre de 78 en soustrayant les 50 escadrons de la gauche aux 128 escadrons du total de l'armée (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706).

<sup>122</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706. D'Artagnan parle en revanche de 13 bataillons ; ce chiffre est confirmé par le marquis Alessandro Maffei, qui précise qu'il s'agissait de 5 bataillons des gardes de Cologne et de Bavière, et de 8 bataillons français et suisses (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706 ; A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 125).

<sup>123</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>124</sup> Ces chiffres sont tirés de J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 102-103.

<sup>125</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.



**Figure 20 : La situation des troupes au début de la bataille de Ramillies<sup>126</sup>**

Deux erreurs entachaient toutefois sévèrement le dispositif du maréchal de Villeroi. La première est d'avoir fait venir les bagages à l'arrière de l'armée, alors qu'il aurait dû les renvoyer en arrière afin de favoriser une éventuelle retraite<sup>127</sup>. Cette erreur surprenante pourrait-elle être la marque de la présomption de Villeroi, qui aurait préféré leur faire passer les défilés avant même la bataille, pour mener une poursuite plus rapide après son immanquable victoire ? L'auteur d'une relation anonyme de la bataille de Ramillies se demande avec ironie si l'objectif du maréchal n'était pas de constituer une « troisième ligne » de bataille, mais conclut que « personne [n'a] pu pénétrer dans tels desseins »<sup>128</sup>. La seconde erreur a été de négliger le village de Taviers, qui protégeait pourtant tout le flanc droit français.

<sup>126</sup> Document libre de droits. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Ramillies,\\_23\\_May\\_1707\\_-\\_Initial\\_dispositions.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Ramillies,_23_May_1707_-_Initial_dispositions.gif)

<sup>127</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>128</sup> *Ibid.*

5.1.2.3. *Taviers*

C'est pour ce secteur, dont le sort va largement décider de l'issue de la bataille malgré la faiblesse des effectifs engagés, que nous disposons du plus grand nombre de relations. Elles viennent, du côté français, aussi bien d'officiers qui y combattirent, que de cavaliers de la Maison du roi qui ont dû regarder, sans pouvoir agir, le délitement progressif des tentatives françaises. L'abondance des récits ne nous permet pourtant pas de résoudre un problème concernant le village de Franquénies, par lequel l'infanterie hollandaise devait passer avant de s'emparer de Taviers. Winston Churchill assure en effet, sans indiquer sur quelles sources il se fonde, que Franquénies était défendu par 5 bataillons français, qui furent repoussés par un nombre équivalent de fantassins alliés<sup>129</sup>. *L'histoire militaire* du marquis de Quincy – reprise par Hardy de Périni – indique quant à elle 4 bataillons dans Franquénies<sup>130</sup>. Le problème est qu'aucune des sources dont nous disposons – dans les mémoires de militaires, au Service historique de la Défense ou à la Bibliothèque nationale de France, ne parlent de cet épisode. Le seul combat qui est mentionné est celui de Taviers. Villeroy lui-même, lorsqu'il explique au roi, après la défaite, sa disposition, ne le mentionne jamais. Une des critiques les plus fréquentes contre son dispositif étant la faiblesse de l'infanterie à sa droite, il n'aurait pas manqué de souligner qu'il avait pensé à mettre 4 ou 5 bataillons dans ce village, pour contrer l'accusation de négligence. Une solution qui nous permettrait de résoudre cette contradiction nous est peut-être fournie par James Falkner. Ce dernier, considérant la petite taille de Franquénies, estime qu'il est impossible d'y avoir mis autant d'infanterie. Les soldats chassés de Franquénies ne seraient alors que quelques compagnies de Greder suisse, envoyés comme avant-garde des troupes de Taviers<sup>131</sup>.

Que le village de Franquénies ait été défendu par des troupes des Deux-Couronnes ou pas, il est sûr que le capitaine-général avait décidé de s'emparer de cette localité et de celle de Taviers avant toute autre entreprise. Il craignait de voir l'offensive de cavalerie qu'il projetait sur l'aile droite française subir un feu croisé venant de Ramillies et de Taviers. Ce village était

---

<sup>129</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 107-108.

<sup>130</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 5 ; Hardy de Périni, *op. cit.*, t. VI, p. 160. Le plan de la bataille contenu dans *l'histoire militaire* de Quincy, entre les pages 4 et 5, dont le marquis précise qu'il vient des Alliés, représente le village de Franquénies, et la légende indique : « Une brigade d'infanterie qui attaque les Français postés dans les hayes du village de Franquénies ». Le village de Taviers est en revanche représenté bien trop en arrière de la ligne de cavalerie française pour sembler avoir joué un rôle dans la bataille.

<sup>131</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 104 et 123. Il est également fort possible que de nombreux témoins oculaires confondent ces deux localités, assez proches l'une de l'autre, tout aussi entourées de marais, et tout aussi petites.

en effet séparé de la zone où la cavalerie pouvait se mettre en bataille par un petit marais, ce qui offrait des avantages tactiques indéniables :

« Voici en quoi consistait l'utilité de ce poste. La cavalerie formoit les extrémités des ailes des armées ; elle étoit appuyée sur le marais. L'infanterie, pour qui seule le marais étoit praticable, en occupant le village, avoit l'avantage de border le marais, qui n'avoit pour largeur qu'une portée de pistolet, et de faire feu en flanc sur la cavalerie de son ennemi ; elle pouvoit ainsi la détruire sans être exposée »<sup>132</sup>.

Les Alliés semblent s'être mieux rendus compte que les généraux des Deux-Couronnes de l'intérêt de Tavier. Lorsque Villeroy assure qu'à Tavier « l'on placea des bataillons dans le village », il omet de parler des funestes retards qui eurent lieu dans l'envoi de ces troupes. Le maréchal en effet tenait à tout prix à ne pas dégarnir sa ligne d'infanterie, c'est-à-dire celle qui devait protéger le village de Ramillies. Il ne donna donc à La Motte, le brigadier d'infanterie à qui il confia le soin de s'emparer du village, que 2 bataillons. Il semble même que La Motte n'ait pu finalement obtenir qu'« un ceul (*sic*) bataillon de Greder suisse, l'autre m'ayant été refusé malgré l'ordre donné »<sup>133</sup> – on peut imaginer que le refus a été émis par un supérieur du brigadier, c'est-à-dire un maréchal de camp ou un lieutenant général chargé de l'infanterie de l'aile droite. En réalité, le seul officier général de l'armée des Deux-Couronnes qui ait pris conscience de l'importance de ce site fut apparemment l'Électeur de Bavière. En effet, alors qu'il passait devant les escadrons de la Maison du roi qui attendaient le début de la bataille, il assura aux cavaliers, en désignant le village de Tavier, qu'on y mettrait 6 bataillons et une brigade d'artillerie<sup>134</sup>. La surprise des escadrons fut bien grande de ne voir arriver « qu'un regiment de Greder, et point de canon »<sup>135</sup>.

À peine La Motte avait-il pu installer ses hommes dans Tavier qu'il vit arriver face à lui une « colonne d'infanterie qui vinst [I]'attaquer »<sup>136</sup>. Le rapport de force ne laissait guère douter de l'issue du conflit : les 11 à 14 bataillons hollandais<sup>137</sup>, soutenus en outre par deux

---

<sup>132</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 72 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 394.

<sup>133</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>134</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706 ; BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d. L'Électeur se plaint amèrement après la bataille que l'on n'ait pas respecté ses ordres.

<sup>135</sup> *Ibid.* Le marquis Maffei assure que « l'Électeur avoit ordonné d'y poster six bataillons, et si cet ordre eût été suivi, les choses auroient pris un autre tour : mais dans le moment que ces bataillons marchèrent vers ledit marais, le lieutenant général comte de Guiscard les contremanda ». Cette affirmation est intéressante, mais elle est surprenante : pourquoi Guiscard aurait-il préféré dégarnir la cavalerie dont il avait la charge, au profit d'une ligne d'infanterie qu'il ne commandait pas ? A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 125.

<sup>136</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>137</sup> La Motte parle de 11 bataillons, La Colonie de 14, Villeroy de 13 bataillons.

pièces d'artillerie, poussèrent les troupes de Greder hors du village, malgré la belle résistance de La Motte<sup>138</sup>. Les généraux français s'aperçurent enfin du danger que cela représentait. On décida une contre-offensive vigoureuse, mais particulièrement mal coordonnée. Le marquis de Guiscard, lieutenant général chargé de l'aile droite de la cavalerie, fit mettre pied à terre aux 5 régiments de dragons qui formaient la réserve, ou quatrième ligne, de la cavalerie<sup>139</sup>. On tira également des soldats de différents points de l'armée – il s'agissait, là encore, de ne pas trop affaiblir un endroit en particulier – pour les envoyer dans Tavier. La brigade du marquis de La Colonie, composée de deux bataillons de Bavière et d'un de Cologne, fut du nombre. Pourtant, personne ne songea à combiner les attaques de toutes ces troupes : « Dans l'ordre qui fut porté aux uns et aux autres, on oublia d'expliquer le nombre de troupes qui devaient former le détachement, et de leur assigner un rendez-vous avant de passer le marais, afin qu'elles n'entreprissent rien que quand tout seroit assemblé »<sup>140</sup>. Pis encore, aucun renseignement précis ne fut donné aux officiers pour leur expliquer l'intérêt et les difficultés de l'entreprise dont on les chargeait : « Ces brigades étoient éloignées les unes des autres, et ne sachant pas à qui elles devoient se joindre, chacune marcha en particulier pour gagner le village, sans sçavoir s'il étoit défendu »<sup>141</sup>.

Les résultats furent en conséquence tout à fait désastreux : les ennemis, qui avaient eu tout le temps de s'installer solidement dans la bourgade, repoussèrent successivement les régiments de dragons, les deux bataillons de Provence et Bassigny, commandés par le marquis Du Plessis de Nonan, et les trois bataillons des Électeurs<sup>142</sup>. Toutefois, les Alliés ne prirent guère de risque : dès qu'ils se furent emparés du village, et qu'ils furent en mesure d'empêcher les Français de menacer le flanc de la cavalerie, ils ne voulurent pas en sortir pour soutenir eux-mêmes, par leur feu, leurs propres escadrons<sup>143</sup>.

---

<sup>138</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>139</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°159, Chamillart à Villeroy, Marly, 16 juin 1706.

<sup>140</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 73 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 395.

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>143</sup> Les déclarations de La Motte et de La Colonie sont tout à fait concordantes – mais chacun attribue à son propre compte l'inactivité des ennemis : tandis que le premier assure que « les bataillons ennemis n'osèrent jamais sortir de leurs poste (*sic*) [...] et se contenterent de rester le long du ruisseau et moy de les rendre inutiles avec une partie de mes forces », le second écrit : « Je les contenois dans ce village, sans qu'ils osassent s'avancer. [Je] rendois un notable service ». La Motte affirme même que les Alliés furent si peu offensifs qu'il arriva à tirer des pelotons de ses troupes pour tirer quelques coups de feu sur les escadrons coalisés : « Je favorisois nostre droite autant que je le pouvois ». Ceci n'eut toutefois guère d'effet sur l'issue de la bataille. SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706, et J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 80 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 400.



### 5.1.2.4. *La ruse de Marlborough*

Peu de temps après avoir envoyé des troupes tout au sud du champ de bataille, à sa droite, Marlborough déclencha une attaque vers le nord. Ses 19 bataillons anglais, sous la conduite de lord Orkney, tentèrent de se frayer un chemin au travers des marais de la petite Gette pour attaquer les villages d'Offus et d'Autre-Église, défendus par les brigades de Zuniga à gauche, puis du Roi et de Saint-Sulpice. Pourtant, bien des difficultés y attendaient ces hommes : ils devaient passer ce terrain peu praticable, les bras chargés des fascines qu'on leur avait ordonnées de porter<sup>144</sup>. Goslinga, un des députés hollandais à l'armée de la Grande Alliance, avait d'ailleurs enjoint à Marlborough, sur le rapport de Flamands qui connaissaient le terrain, de reporter sa décision<sup>145</sup>.

En réalité, John Churchill était tout à fait conscient de ces difficultés. Il ne projetait cette attaque que comme un leurre visant à inciter les Français à renforcer leur propre gauche – et à dégarnir d'autant leur droite. Mais pour ne pas décourager ses hommes en leur affirmant qu'il les menait à une fausse attaque, Marlborough préféra ne rien laisser paraître de son plan. Orkney lui-même fut laissé dans l'ignorance et ne s'arrêta d'avancer que lorsqu'il reçut ordre de le faire, par dix aides de camp successifs – les Alliés avaient déjà enfoncé l'aile droite<sup>146</sup>. Il est difficile d'estimer dans quelle mesure cette ruse réussit. Trevelyan affirme que Villeroy tomba dans le piège en renforçant encore les défenses d'Offus et Autre-Église<sup>147</sup>. Un témoin contemporain, le capitaine Parker, est du même avis<sup>148</sup>.

Le marquis de Quincy, au contraire, affirme que la feinte « ne leur réussit pas, l'Électeur n'ayant rien changé à la première disposition »<sup>149</sup>. Les officiers qui commandaient à la gauche de l'armée affirmèrent qu'ils avaient rapidement compris le leurre de Marlborough : « Les ennemis firent quelque semblant d'attaquer notre gauche depuis le village d'Atreglise jusques à celui [d'Offus], mais leurs efforts estoient si foibles qu'il fût facile de démeler qu'ils

---

<sup>144</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 107. Les troupes étaient également équipées de pontons. R. Parker, dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 60.

<sup>145</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 108.

<sup>146</sup> Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, *art. cit.*, p. 315-316.

<sup>147</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 109.

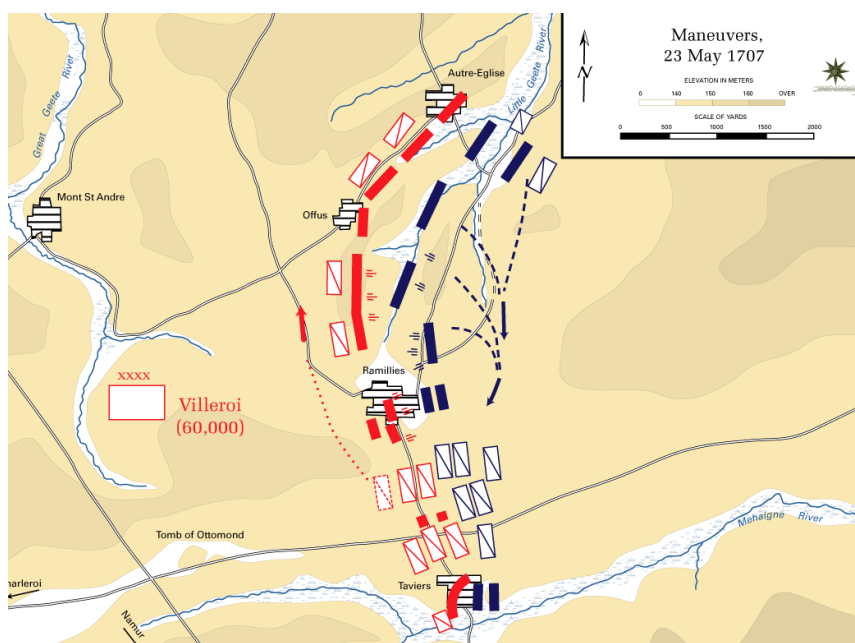
<sup>148</sup> Après avoir souligné à quel point les troupes de l'aile gauche française étaient mauvaises, tandis que celles de la droite étaient excellentes, il indique que Marlborough fit mine de s'intéresser à la gauche, « comme s'il avait l'intention de les attaquer dans leur point faible » (« As if he designed to attack them in their weak part »). Le succès fut immédiat : « L'Électeur et Villeroy, s'apercevant de cela, ordonnèrent à toute une ligne, composée d'infanterie et de cavalerie, de quitter la plaine pour aller renforcer ceux de la Gette » (« The Elector and Villeroy perceiving this, immediately ordered off from the plain an entire line, both of horse and foot, to reinforce those on the Geet »). R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 60.

<sup>149</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 6.

## LA DIMENSION TACTIQUE

reservoient leurs principales forces pour attaquer notre droite »<sup>150</sup>. Il est vrai que cette affirmation vint après la bataille, lorsque tout le monde avait d'autant mieux compris le plan de Marlborough qu'il avait parfaitement réussi.

Et tandis qu'il tentait d'attirer les Français à sa droite, John Churchill envoyait toute sa cavalerie à sa gauche. Des 54 escadrons dont il disposait au nord, il en tira 18, puis encore 21, pour les envoyer au sud<sup>151</sup>. Il tira profit de la topographie : il fit passer ses troupes montées par une vallée peu profonde, mais dissimulée aux yeux des Français, tandis qu'il installa des rangs de cavaliers sur les hauteurs pour donner l'illusion que toutes ses forces étaient encore là<sup>152</sup>. À la fin de la manœuvre, il ne lui restait que 15 escadrons anglais pour faire virtuellement face à 50 escadrons français – virtuellement, car le terrain était tel qu'il savait que jamais ces 15 escadrons ne pourraient être attaqués.



**Figure 21 : La manœuvre de la cavalerie alliée<sup>153</sup>**

### 5.1.2.5. « Un choc qui n'a pas duré plus d'un quart d'heure »

Ce mouvement, simple mais habile, et qui exigea une discipline parfaite des troupes pour être exécuté rapidement et discrètement, lui permit de disposer de la supériorité numérique écrasante dont il avait besoin contre les troupes de la Maison du roi. Marlborough

<sup>150</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°74, M. de Montviel à Chamillart, Tournai, 8 juin 1706.

<sup>151</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 113.

<sup>152</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 110.

<sup>153</sup> Document libre de droits. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Ramillies,\\_23\\_May\\_1707\\_-\\_Maneuvers.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Ramillies,_23_May_1707_-_Maneuvers.gif).

était en effet conscient que la réputation d’invincibilité de ces soldats reposait sur une valeur réelle – il aurait dit vouloir les battre avec un rapport de force de six contre un<sup>154</sup>. Il attendit également d’être sûr que plus rien ne menaçait ses cavaliers du côté de Tavieres pour lancer ses forces à l’assaut. Les premiers instants de la charge purent faire espérer un succès français : la gendarmerie, qui était à la gauche de la ligne française, enfonça plusieurs lignes de cavalerie, mais la situation des Coalisés fut sauvée par l’arrivée des premiers renforts – soit 18 escadrons – venant de la gauche alliée, dirigés par le duc de Marlborough en personne<sup>155</sup>. Plus à droite en revanche, les Gardes du corps subirent immédiatement la supériorité en effectifs des Alliés, qui étaient assez nombreux pour former quatre lignes. Les Gardes parvinrent à percer deux lignes des ennemis, mais reculèrent devant la troisième, et firent marche arrière : le choc ne semble pas avoir duré plus d’un quart d’heure<sup>156</sup>. Dès lors, les cavaliers cherchèrent la seconde ligne pour se rallier<sup>157</sup>. Mais derrière eux, ils ne trouvèrent rien : « La seconde ligne, qui devait servir à notre ralliement, avait déjà pris le party de fuir »<sup>158</sup>. La déroute du premier rang avait visiblement complètement terrorisé le second. La disparition des 15 escadrons de dragons, inutilement envoyés attaquer Tavieres, laissa également un vide cruel.

Les seuls escadrons que la Maison du roi découvrit sur ses arrières étaient 21 unités danoises. En effet, ces dernières avaient réussi à contourner la ligne de cavalerie française, comme l’indique le capitaine Parker : « Le duc de Wurtemberg s’avança avec la cavalerie danoise, et aperçut un espace entre le village de Franquenies et le gros de leur armée »<sup>159</sup>. Il est tout à fait étonnant que des troupes aient pu défiler sans être inquiétées par les escadrons français, tout le long de la Mehaigne. Il est probable que cet événement a été rendu possible par la présence de marais autour de Franquenies et de Tavieres : des cavaliers pouvaient s’avancer, en file, sur un étroit espace de terre ferme, tandis qu’une ligne n’aurait pu s’y déployer sans risquer de s’embourber dans les marais alentours. Une autre hypothèse, émise par Trevelyan, est que le feu de l’infanterie alliée de Tavieres ait contraint la cavalerie

---

<sup>154</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 7.

<sup>155</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 113-114.

<sup>156</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

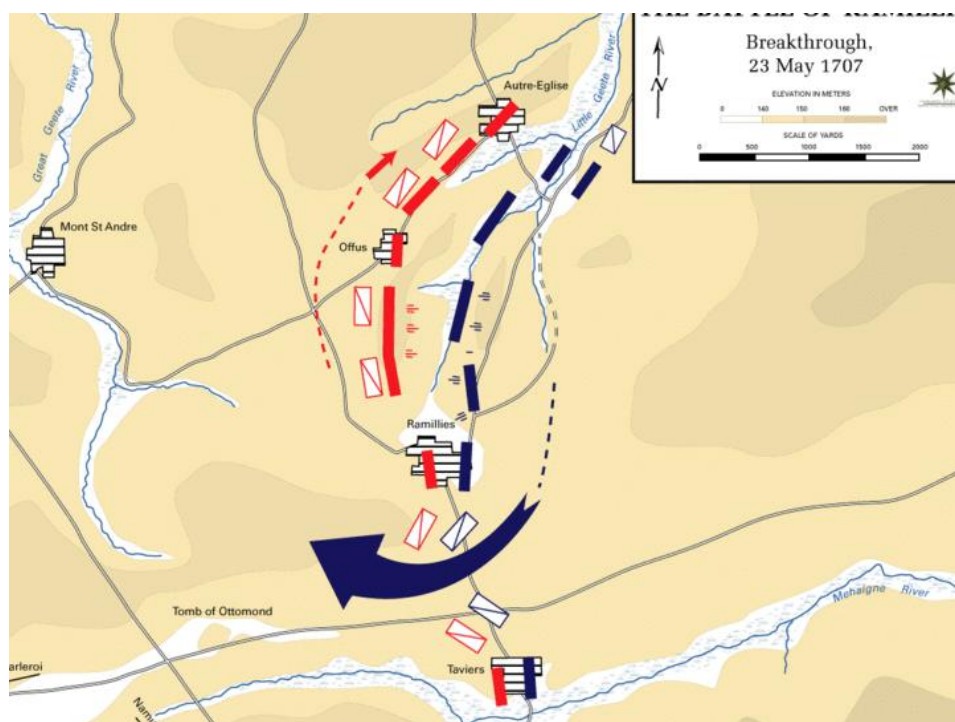
<sup>157</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 », s.l., s.d. ; ou encore BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>158</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>159</sup> « The Duke of Würtemberg came up with the Danish horse, and [perceived] an open between the village of Franquenay and their main body » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 61). Il est possible que le capitaine Parker confonde les villages assez proches de Tavieres et de Franquenies.

## LA DIMENSION TACTIQUE

française à se resserrer sur sa gauche, laissant un espace dégarni, par où les Danois seraient passés. Ces deux éléments se sont sans doute cumulés, même si le second vient contredire les assertions de La Motte et du marquis de La Colonie. Quoi qu'il en soit, les troupes commandées par le duc de Wurtemberg étaient, entre temps, tombées sur les dragons démontés qui refluaient en désordre de Tavières<sup>160</sup>. Après les avoir définitivement dispersés, elles se rassemblèrent sur une hauteur à l'ouest du champ de bataille, appelée la « tombe d'Hottomont », en souvenir d'un ancien tumulus<sup>161</sup>. De là, toute latitude leur était laissée pour prendre de l'élan et tomber sur les escadrons français. Il n'est guère étonnant, dans de telles circonstances, que l'aile droite de l'armée des Deux-Couronnes se soit effondrée rapidement.



**Figure 22 : La percée de cavalerie à droite<sup>162</sup>**

### 5.1.2.6. Une difficile retraite

Cet affaissement représenta une complète surprise pour le maréchal de Villeroy, obnubilé par ce qui se passait au centre. Les 32 bataillons du centre allié s'étaient en effet ébranlés vers Ramillies au même moment que les escadrons de la gauche allié lançaient leur

<sup>160</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 114. Le marquis de Quincy évoque également « une colonne composée du corps de réserve, qui marchoit en écharpe pour prendre en flanc la Maison du Roy, [et qui] chassa les troupes qui étoient dans le vallon de Tavières » (Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 7).

<sup>161</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>162</sup> Document libre de droits. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Ramillies,\\_23\\_May\\_1707\\_-\\_Breakthrough.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Ramillies,_23_May_1707_-_Breakthrough.gif).

charge. L'infanterie coalisée connut initialement un certain succès, puisqu'elle parvint à pousser les défenseurs du village. Une contre-offensive menée par d'Artagnan réussit à briser la vigueur de cette attaque : prenant avec lui les régiments de Picardie, Gondrin, Clare, Royal italien, Alsace, Sourches et Belsunce, soit environ 12 bataillons, il chassa complètement les ennemis de Ramillies<sup>163</sup>. À sa gauche, le régiment des Gardes françaises – une brigade à lui seul – mené par le duc de Guiche, voyant que l'infanterie coalisée franchissait un marais qui menaçait le flanc des brigades de d'Artagnan, la chargea et lui fit repasser le plan d'eau. Portées par l'élan, les troupes passèrent à leur tour, avant d'être ramenées par le feu d'une ligne de fantassins retranchés derrière le marais.

Ce ne fut qu'alors qu'un courrier vint rendre compte à Villeroy, dans la joie de la réussite de ses troupes, de l'état réel des affaires : « Avant cette dernière attaque, l'on me vint dire que notre aile droite avoit été absolument battue. J'y poussay, et j'y voit (*sic*) le desordre encore plus grand qu'on ne me l'avoit dit »<sup>164</sup>. Le maréchal et l'Électeur furent anéantis de contempler toute la moitié sud du champ de bataille occupée par les troupes ennemies. Cette circonstance rendait la bourgade de Ramillies indéfendable : « Tout nostre flanc droit estant decouvert, les ennemis attaquèrent de nouveau le village de Ramilly, et s'en rendirent les maîtres »<sup>165</sup>. Les bataillons évacuèrent en vitesse le village : « Ne trouvant plus que de la cavalerie ennemie derrière nous, nous primes le party de nous retirer »<sup>166</sup>.

La retraite, décidée vers 18 heures, se fit, dans ses débuts, en assez bon ordre. Le marquis de Mézières, lieutenant général servant dans l'aile gauche de cavalerie, donna à ses troupes (qui n'avaient pas combattu) l'ordre de constituer une ligne entre Offus et Mont-Saint-André, pour attirer dans cette direction les soldats en déroute, et les protéger<sup>167</sup>. La Maison du roi s'y rallia rapidement, dans un espace éloigné d'une demi-lieue de Ramillies<sup>168</sup>. Les forces françaises commencèrent à se retirer vers le nord-ouest pour gagner Louvain, partie par le défilé de l'abbaye de la Ramée, partie par Judoigne, certains enfin se dirigeant vers Hougarde. C'est à ce moment-là que la présence des bagages de l'armée posa un problème : alors qu'ils bloquaient le défilé de Judoigne<sup>169</sup>, ralentissant d'autant la retraite des soldats, « la peur se mit dans les troupes, et le desordre fut grand »<sup>170</sup>.

---

<sup>163</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706.

<sup>164</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706.

<sup>167</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 8.

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°227, Saint Hilaire à Chamillart, camp près de Bruxelles, 25 mai 1706.

<sup>170</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706. Cf. *infra*, chapitre VI.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Marlborough, qui avait préféré éviter d'inquiéter une armée dont la moitié des hommes n'avait pas combattu, vit immédiatement sa chance : il détacha « un gros corps d'infanterie et de cavalerie »<sup>171</sup> pour suivre la marche des Français, tandis que les fantassins anglais traversaient la Gette pour attaquer de toutes parts – ce qui leur était désormais facile, puisque personne n'était en mesure de leur disputer le passage<sup>172</sup>. Cette décision eut non seulement pour effet de permettre aux Alliés de faire quelques prisonniers, mais surtout de mettre un comble au désordre des vaincus : « Lord Marlborough poursuivit [les ennemis] de si près avec la cavalerie, qu'il coupa leur aile gauche de Louvain, ce qui les obligea à se disperser et à fuir dans l'autre sens, chacun pour soi »<sup>173</sup>. C'est sa désorganisation, bien plus que les pertes attribuables à la bataille elle-même, qui expliqua la capacité du capitaine-général à poursuivre, les mois suivant la bataille, une armée des Deux-Couronnes éperdue :

« Il se mit une telle confusion et une terreur panique parmy [les troupes], que l'armée fut dissipée, et qu'il ne se trouva pas un corps à Louvain qui ne fust mêlé avec d'autres troupes, et le nombre de celles qui y arriverent, le reste estant dispersé, de costé et d'autre, estoit si peu considerable que M. le maréchal de Villeroy ne s'y croiant pas en sureté, fit marcher dès le 24 l'armée à Wilvorde, derriere le canal de Bruxelles »<sup>174</sup>.

François de Neufville recula encore bien au-delà de Bruxelles. La bataille de Ramillies reste le plus beau succès tactique de Marlborough : une seule ruse, simple mais parfaitement menée, lui permit de faire s'effondrer en moins de trois heures la plus forte armée de France, et de la mettre en fuite alors même « qu'il n'y eut que la première ligne de notre infanterie, la première ligne de la cavalerie de l'aile droite, quelques escadrons de la seconde ligne, cinq bataillons et cinq régiments de dragons qui combattirent »<sup>175</sup>.

---

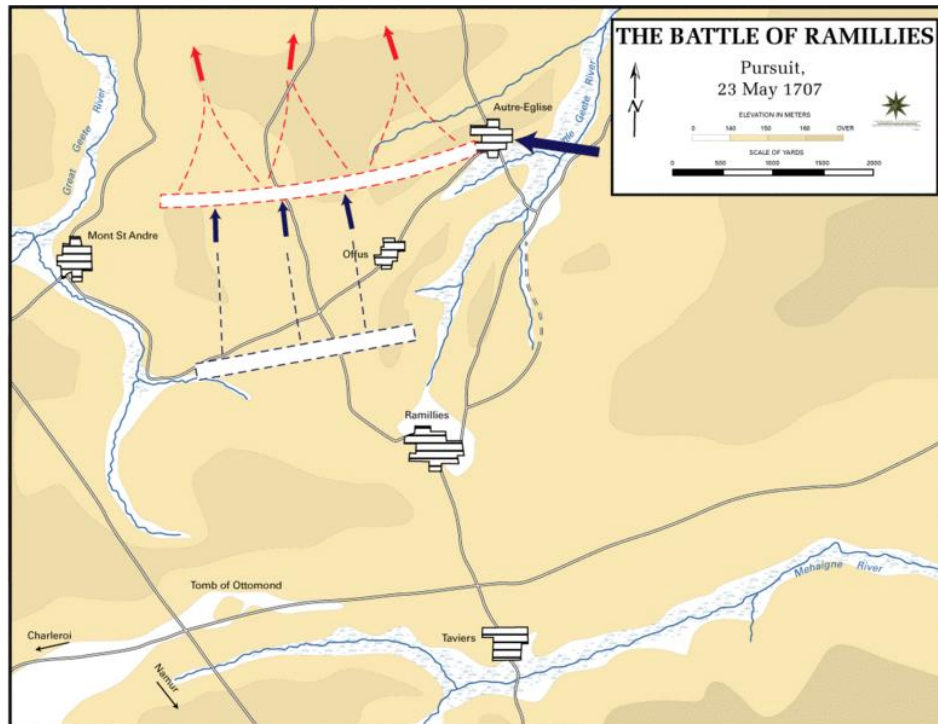
<sup>171</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 345.

<sup>172</sup> Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, *art. cit.*, p. 315-316.

<sup>173</sup> « The Lord Marlborough [...] pursued so close with the horse, that he cut between their left wing and Louvain, which obliged them to disperse and fly the other way, every man shifting for himself » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 62).

<sup>174</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>175</sup> *Ibid.*



**Figure 23 : La retraite des troupes françaises<sup>176</sup>**

La rapidité de la défaite des soldats de Louis XIV est ainsi due à la capacité de Marlborough d'analyser le terrain et d'en percevoir les avantages, tandis que Villeroy, qui savait pertinemment que les ruisseaux et marais qui s'étendaient devant son aile gauche étaient impraticables, n'en avait pas entièrement tiré les conséquences nécessaires. Était-ce par un excès de prudence qui ne voulait rien laisser dégarni, même ce qui ne risquait rien, ou par le poids des habitudes prises par un maréchal blanchi sous le harnais qui avait toujours vu placer autant d'escadrons à la droite qu'à la gauche ?

### 5.1.3. La bataille de Turin

À Ramillies, face à un maréchal de Villeroy peu imaginaire, le duc de Marlborough sut utiliser les spécificités du terrain pour adapter son ordre de bataille et obtenir une supériorité locale écrasante à un point déterminé du champ de bataille, qui lui permit d'emporter la victoire. Quelques mois plus tard, le prince Eugène réussit également à faire céder l'armée française sur une position décisive, malgré l'avantage numérique global de ses adversaires. Toutefois, le 7 septembre 1706, cette supériorité ne fut pas acquise par une ruse subtile ou par

<sup>176</sup> Document libre de droits. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle\\_of\\_Ramillies,\\_23\\_May\\_1707\\_-\\_Pursuit.gif](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Battle_of_Ramillies,_23_May_1707_-_Pursuit.gif).

une audacieuse manœuvre, mais grâce à l'inertie des opposants qui se montrèrent incapables, de façon bien plus criante encore qu'à la bataille de Ramillies, de modifier la répartition de leurs troupes en fonction des réalités du champ de bataille.

### 5.1.3.1. *Les mouvements d'approche*

À la fin du mois d'août, ayant franchi le Tanaro entre Alba et Asti, le prince Eugène avait rejoint le duc de Savoie près de Carmagnola, à une trentaine de kilomètres au sud de Turin<sup>177</sup>. Le 2 septembre, les deux cousins se rendirent, fortement escortés, sur les hauteurs de Superga, au nord-est de Turin, pour reconnaître les positions françaises<sup>178</sup>. Les retranchements français à l'est de la ville ayant été considérés comme infranchissables, ils décidèrent d'attaquer par l'ouest. Ils contournèrent les Français par « la plus fameuse marche de flanc qui ait jamais été tentée »<sup>179</sup>, sans que les soldats de Louis XIV, à l'abri des lignes, ne fissent quoi que ce soit pour les en empêcher. Le 4, l'armée impériale passa le Pô sur deux ponts qu'elle venait d'y installer<sup>180</sup>. Le 6, elle franchissait la Doire, et allait camper entre cette rivière et la Stura, à cinq kilomètres de Turin<sup>181</sup>. C'est à cet endroit-là qu'ils décidèrent de porter le coup fatal à l'armée assiégeante.

De fait, les retranchements français y étaient très imparfaits. À l'arrivée du duc d'Orléans, ils étaient encore, selon les dires de ce dernier, inexistantes – malgré toutes les assurances précédentes de La Feuillade. Les Français n'avaient guère pu y travailler plus de vingt-quatre heures. Bien pis, ces lignes n'étaient défendues que par une petite partie de l'armée française. Une cinquantaine de bataillons était encore commise à la garde des montagnes, à l'est de Turin, tandis que l'affaire se déroulait à l'ouest<sup>182</sup>. Albergotti, qui les commandait, fut prévenu à 8 heures du matin seulement – il lui en fallait six pour rejoindre les forces du duc d'Orléans<sup>183</sup>. Il ne faut pas négliger qu'une bonne partie de l'infanterie était également affectée aux travaux du siège, particulièrement les compagnies de grenadiers<sup>184</sup>. Les généraux français, et au premier chef Marcin et La Feuillade, avaient refusé de réagir à la

---

<sup>177</sup> L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 269.

<sup>178</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 161. Victor-Amédée II et le prince Eugène de Savoie-Carignan avaient en commun le même arrière-grand-père, le duc de Savoie Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>.

<sup>179</sup> Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, p. 71.

<sup>180</sup> M. Braubach, *op. cit.*, t. II, p. 161.

<sup>181</sup> Sir Winston Churchill, *Marlborough, sa vie et son temps*, trad. fr. Paris, Robert Laffont, 1949-1951, t. III, p. 185.

<sup>182</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°198, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Pignerol, 8 septembre 1706.

<sup>183</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706.

<sup>184</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.



menace que représentait l'armée impériale au grand complet, qui évoluait pourtant sous leurs propres yeux. Les servitudes des attaques de Turin, la nécessité de conserver le blocus avaient primé sur la défense de l'armée elle-même. C'est pourquoi, pour faire face aux ennemis, l'infanterie française ne put compter à cet endroit que 17 bataillons, malgré les appels lancés par le duc d'Orléans au matin de la bataille<sup>185</sup>. Au plus fort du combat, seule une cinquantaine d'escadrons put être regroupée pour les soutenir, sans compter une dizaine d'escadrons de dragons, qui durent mettre pied à terre pour épauler les fantassins<sup>186</sup>.

### 5.1.3.2. *L'attaque des retranchements*

Le matin du 7 septembre, les 30 000 soldats alliés s'avancèrent vers les retranchements français<sup>187</sup>. L'infanterie marchait en tête, sur huit colonnes – quatre colonnes en première ligne, autant en seconde<sup>188</sup>. Les grenadiers en formaient l'avant-garde. Arrivés à la portée du canon adverse, au niveau du village d'Altessano, les colonnes de première ligne se déployèrent vers la gauche et vers la droite, jusqu'à ce qu'elles longent la Stura d'une part et la Doire d'autre part. Cette mise en ordre de bataille dura deux heures environ, pendant lesquelles les pièces situées sur les positions françaises purent faire feu sur les Alliés<sup>189</sup>. Pour leur répondre, les Impériaux installèrent une quinzaine de pièces de campagne – les seules qu'ils purent employer tout au long de la journée – sur un terrain surélevé à la gauche de leur ligne. Les pertes furent, durant cet intervalle, très supérieures dans les rangs alliés, en raison de leur position désavantagée.

L'assaut lui-même commença vers les 10 heures du matin<sup>190</sup>. Les premiers à attaquer furent les Prussiens, à la gauche de l'armée alliée, sous la conduite du prince d'Anhalt. Leur première tentative, lancée en avance par rapport au reste de la ligne, fut un échec : leurs grenadiers furent chassés par les soldats du régiment de la Marine<sup>191</sup>. Ces derniers parvinrent

---

<sup>185</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°400, Muret à Chamillart, camp sous Pignerol, 9 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 656.

<sup>186</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°417, Mauroy à Chamillart, Sezanne, 12 septembre 1706. Ces chiffres sont d'autant plus faibles que l'armée française totalisait, autour de Turin, entre 100 et 110 bataillons, et autant d'escadrons. SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°194, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706.

<sup>187</sup> L'armée impériale comptait alors 52 bataillons et 103 escadrons, dont 17 savoyards, pour atteindre un total de 24 000 hommes et 6 000 cavaliers (*Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, p. 253).

<sup>188</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 661.

<sup>189</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 577.

<sup>190</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°395, Orléans au roi, Pignerol, 8 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 283-284.

<sup>191</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

## LA DIMENSION TACTIQUE

encore à repousser deux autres charges successives, grâce au renfort des brigades de Bretagne et de Perche<sup>192</sup>.

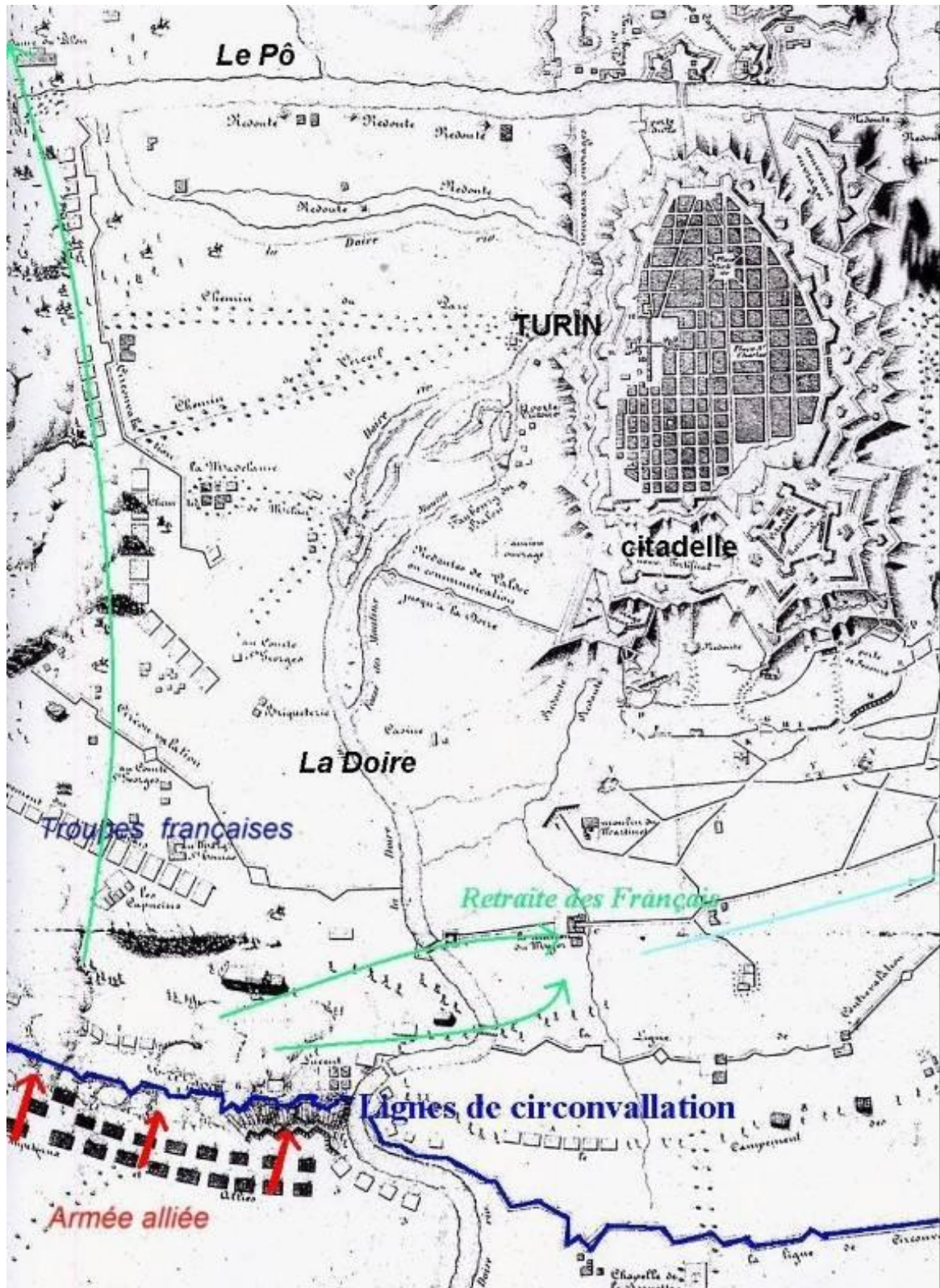


Figure 24 : La bataille de Turin

<sup>192</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 666.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Pendant ce temps, le combat était devenu général sur toute la ligne. Cinq régiments impériaux, sous la conduite du duc de Wurtemberg, attaquèrent les positions françaises aux côtés des Prussiens<sup>193</sup>. Sur leur droite, au centre du front allié, le général Rebender menait les troupes palatines. Enfin, toute l'aile droite de l'armée était dirigée le prince de Saxe-Gotha, et était constituée de troupes saxonnes à la solde de Hollande et de soldats autrichiens.

La position des forces françaises est plus difficile à établir, dans la mesure où les unités furent envoyées défendre les retranchements au fur et à mesure qu'elles arrivaient<sup>194</sup>. On peut néanmoins déterminer que la brigade d'Auvergne se tenait à portée du régiment de la Marine, on peut donc la supposer au centre droit de la ligne française<sup>195</sup>. Plus à gauche, on identifie la présence du régiment du Piémont<sup>196</sup>. Enfin, il est attesté que le régiment de Gâtinais se tenait tout à gauche<sup>197</sup>. La position de la cavalerie est plus facile à déterminer, grâce à un document qui relate très précisément le comportement de chaque brigade<sup>198</sup>.

L'effondrement français commença par la droite. Les troupes du régiment de la Marine, malgré leur bonne contenance initiale, finirent en effet par être emportées par le nombre des assaillants :

« Une 4<sup>e</sup> troupe estant venue, et les ennemis en ayant fait descendre deux autres au bas du rivage, toutes trois ensemble, attaquèrent de front et en flanc toujours le mesme bataillon, en grim pant et surmontant toutes les difficultés de l'escarpement, et nous emporterent »<sup>199</sup>.

C'était le prince Eugène lui-même qui avait conduit l'attaque<sup>200</sup>. Dès que l'infanterie se fut rendue maîtresse de ces positions, les soldats s'efforcèrent d'aplanir les retranchements afin d'y faire passer la cavalerie. Le même schéma se produisit ensuite au centre : le prince Eugène y mena l'assaut, l'infanterie passa, et prépara le passage à la cavalerie. Un retour offensif des Français risqua alors d'inverser le cours de la bataille : quelques escadrons des

---

<sup>193</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 677.

<sup>194</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°400, Muret à Chamillart, camp sous Pignerol, 9 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 656.

<sup>195</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>196</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

<sup>197</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>198</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°421, Ordre de bataille de la cavalerie à la bataille de Turin, le 7 septembre, la droite étant au bas Pô et la gauche au haut Pô, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 658-660. Pour le détail de la position des régiments de cavalerie, nous renvoyons le lecteur à ce document dont les affirmations sont confirmées par les autres récits de la bataille disponibles au SHD.

<sup>199</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>200</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 678.

Deux-Couronnes, profitant de l'aplanissement des lignes opéré par les Alliés, attaquèrent un espace laissé dégarni par les forces adverses – les troupes menées qui devaient s'y tenir s'étant jetées trop précipitamment à la poursuite de fuyards français<sup>201</sup>. Les récits de Quincy et de Dumont n'indiquent pas quelles furent les troupes françaises engagées dans cette action ; il est plausible d'identifier cet épisode comme celui décrit par Saint-Frémond, qui évoque une riposte de deux escadrons de carabiniers, menés par le duc d'Orléans lui-même, contre des troupes adverses ayant franchi les retranchements<sup>202</sup>. Quoiqu'il en soit, une réaction opportune de la seconde ligne des Coalisés mit fin à cette tentative.

### 5.1.3.3. *Les retraites divergentes de l'armée française*

Pendant ce temps-là, la gauche de l'armée française avait mieux tenu face aux Alliés – les Français pouvaient à cet endroit s'appuyer sur le château de Lucento, position beaucoup plus solide que le reste de la ligne. Le prince de Saxe-Gotha y mena trois charges infructueuses, et fut contraint de subir pendant plus d'une heure et demie le feu français<sup>203</sup>. Il fut toutefois renforcé par les forces libérées par l'effondrement du reste du front, et finit par s'emparer lui aussi du retranchement. De fait, les Français avaient décidé d'abandonner cette position trop exposée, ayant pris consciencieusement (si l'on en croit Saint-Frémond, qui dirigea le mouvement) soin d'évacuer les pièces d'artillerie qui se trouvaient dans les redoutes<sup>204</sup>. Ils mirent d'ailleurs le feu à Lucento afin d'empêcher l'ennemi de s'emparer des provisions de bouche qu'ils y laissaient<sup>205</sup>, et se retirèrent en franchissant la Doire sur deux ponts qu'ils coupèrent après leur passage<sup>206</sup>.

---

<sup>201</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 666, « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 679. L'endroit où se déroula cette affaire est difficile à établir : la « relation » indique que cela se passa au centre – la cavalerie française ayant même l'occasion d'inquiéter les troupes saxonnes, à la droite de la ligne alliée ; le texte de Quincy donne l'impression qu'elle eut lieu plus à la gauche des Alliés.

<sup>202</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706. Le lendemain, il ne parle plus que d'un seul escadron. Saint-Frémond a participé à cette charge aux côtés du duc d'Orléans (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°495, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 653). Quincy se contente d'évoquer « quelques escadrons de France », la « relation » parle de « la cavalerie du centre » français.

<sup>203</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 667.

<sup>204</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 653.

<sup>205</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 668.

<sup>206</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Plus à droite, les forces françaises qui s'étaient ralliées après avoir été chassées des retranchements s'organisèrent en une ultime ligne de défense, dirigée par Muret<sup>207</sup>. Il y avait là les régiments d'infanterie de la Marine et d'Auvergne, soutenus bientôt par ceux de Beauvaisis et de Berry, ainsi que les brigades de cavalerie de Bonneval, de Bonnelles et de Bouzols<sup>208</sup>. Les Alliés, dont seule la cavalerie s'était suffisamment avancée, furent contraints de s'arrêter, avant de reprendre leur avance lorsqu'ils furent rejoints par leur infanterie et leur artillerie. Les troupes de la droite française furent alors à nouveau contraintes de se retirer, en traversant la Stura<sup>209</sup>. De l'autre côté de cette rivière, elles rencontrèrent assez vite les forces d'Albergotti, arrivant – bien trop tard ! – en renfort.

Nous n'avons pas évoqué le sort des troupes encore commises au siège, dirigées par La Feuillade. Tout au long de cette désastreuse journée, elles poursuivirent imperturbablement leur mission, et continuèrent à battre en brèche les remparts et à lancer des bombes sur la ville. Vers le soir, lorsque tout espoir de victoire sur les retranchements fut perdu, elles abandonnèrent leur camp en mettant le feu aux magasins à poudre, aux bombes et aux grenades, et en s'efforçant de casser et de faire brûler les affûts de canon<sup>210</sup>. Il semble toutefois qu'elles ne le firent qu'imparfaitement, en raison de la précipitation avec laquelle elles agirent. Enfin, elles se retirèrent partie par Cavoretto, partie par Moncaglieri<sup>211</sup>. En face d'elles, les défenseurs de Turin n'étaient pas restés inactifs. Le comte de Thaur, commandant la place, avait été averti des desseins du duc de Savoie. Dès le matin de la bataille, il avait mobilisé la milice bourgeoise au son des cloches<sup>212</sup>. Il avait par ailleurs tiré de sa garnison douze bataillons, quatre cent grenadiers et cinq cent chevaux<sup>213</sup>. Enfin, quelques heures plus tard, voyant l'heureux résultat du combat, de Turin, il décida de faire sortir sa garnison pour tomber sur les fuyards.

---

<sup>207</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°400, Muret à Chamillart, camp sous Pignerol, 9 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 657 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>208</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706. SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°421, Ordre de bataille de la cavalerie à la bataille de Turin, le 7 septembre, la droite étant au bas Pô et la gauche au haut Pô, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 658-660.

<sup>209</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706

<sup>210</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 669.

<sup>211</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 681.

<sup>212</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 663.

<sup>213</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 675.

Alors que les forces du prince Eugène et du duc de Savoie s'emparaient du camp français, les troupes des Deux-Couronnes tentaient d'organiser leur difficile retraite. Cette dernière était compliquée par le fait que les troupes étaient divisées en différents groupes, certains s'étant retirés par le nord-est au-delà de la Stura, vers Chivasso (les forces de la droite française et celles d'Albergotti), d'autres par le sud au-delà de la Doire (la gauche française), les troupes de La Feuillade ayant encore emprunté des chemins différents. Partout, les soldats épuisés furent harcelés par des « paysans et bandis », les milices levées par le duc de Savoie<sup>214</sup>. Les troupes étaient surtout privées de leurs principaux chefs, le maréchal de Marcin et le duc d'Orléans ayant été blessés alors qu'ils dirigeaient les opérations au centre des retranchements français<sup>215</sup>. Marcin reçut un coup de fusil en travers du corps, dont il mourut peu de temps après<sup>216</sup> ; le duc d'Orléans, quant à lui, reçut successivement deux coups : l'un à la hanche, qu'il tenta de dissimuler, l'autre au bras gauche, qui le contraignit à se retirer<sup>217</sup>. Nous avons déjà vu que cette faiblesse du duc d'Orléans, au soir de la bataille, fut funeste et qu'elle l'amena à accepter de diriger les troupes vers Pignerol, c'est-à-dire vers la France, au lieu de les mener à Alessandria, pour organiser la défense de la Lombardie<sup>218</sup>.

La bataille qui délivra Turin ne représente en rien un chef d'œuvre de tactique. Comme l'indique Dumont, « négligeant [...] tout ce qu'on appelle stratagèmes, ruses de guerre, irruptions et surprises », les généraux alliés choisirent « d'attaquer l'ennemi à force ouverte »<sup>219</sup>. La position des Français était plus avantageuse, mais Eugène put compter aussi bien sur la maigre valeur de retranchements construits à la hâte que sur la capacité de ses troupes à accepter de lourds sacrifices. Tous les généraux de Louis XIV, en revanche, soulignèrent à l'envi que la défaite n'aurait jamais eu lieu s'ils avaient pu disposer, en réserve, du tiers seulement des troupes stationnées à l'est de Turin<sup>220</sup>. La trop grande confiance des Français envers leurs propres lignes de défense, leur refus d'abandonner le siège, qui les avait occupés de si longs mois, furent à l'origine de cette incroyable immobilité.

---

<sup>214</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>215</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°495, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 653, SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>216</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°393, le s<sup>r</sup> du Chesnay [secrétaire de M. de Marcin] à Chamillart, Turin, 9 septembre 1706.

<sup>217</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°395, Orléans au roi, Pignerol, 8 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 283-284.

<sup>218</sup> Voir *supra*, section 3.1.3.

<sup>219</sup> J. Dumont, *Batailles gagnées... op. cit.*, p. 62.

<sup>220</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706 ; ou encore SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°395, Orléans au roi, Pignerol, 8 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 283-284.

#### 5.1.4. La bataille d'Audenarde

Les batailles de Blenheim, Ramillies et Turin ont, au-delà de leurs différences, une caractéristique commune : le caractère très linéaire des déploiements de troupes, que celles-ci se soient appuyées sur un ruisseau, sur une ligne imaginaire entre deux villages, ou sur un retranchement effectivement construit. Le respect des règles militaires en usage au début du XVIII<sup>e</sup> siècle exige cette linéarité, qui permet au général de bien identifier les troupes, et aussi à l'historien de présenter un récit clair et limpide de la bataille. Rien de semblable ne se retrouve à Audenarde. Le marquis de Sourches déplorait déjà que « selon les apparences, ceux mêmes qui s'y étoient trouvés auroient eu bien de la peine à faire une [relation] bien juste, tant cette affaire paroissoit embrouillée »<sup>221</sup>. Les troupes étaient envoyées au combat dès qu'elles se présentaient ; les aléas de leur arrivée, due à la lenteur des colonnes de soldats et à la difficulté de passer l'Escaut sur des ponts rudimentaires interdirent aux généraux de savoir exactement quelles troupes allaient survenir en premier, et où. C'est également pour cette raison que les ordres de bataille que nous avons pu retrouver, au Service historique de la Défense ou à la Bibliothèque nationale de France<sup>222</sup> ne nous indiquent pas avec précision où chaque régiment combattit. La seconde ligne de cavalerie prit ainsi, dans Gand, un chemin plus court que la première ligne, et se jeta avant elle dans le combat, car M. de Cheladet, le commandant de la seconde ligne, était également le gouverneur de Gand<sup>223</sup>. Du Rozel, commandant la première ligne, reçut ainsi l'« ordre de faire l'arrière garde, à la teste de laquelle [il était] sans sçavoir pourquoi [il s'y trouvait] »<sup>224</sup>. L'absence de linéarité et le désordre dans lequel se trouvaient les troupes expliquent également que l'on ait du mal à délimiter précisément le champ de bataille.

---

<sup>221</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 133 (16 juillet 1708).

<sup>222</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°169, « Projet de l'ordre de bataille de l'infanterie de l'armée de Flandre... », 16 mai 1708, et « Projet de l'ordre de bataille de la cavalerie de l'armée de Flandre... », 16 mai 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 377-380. Il y a en réalité deux projets : l'un dispose l'armée sur deux lignes, l'autre sur trois, en ménageant toujours une réserve. Mais ces éditions souffrent de deux graves défauts : elles n'indiquent pas comment les lignes d'infanterie s'insèrent entre celles de cavalerie, et elles ne présentent pas les dragons. Ces défauts sont palliés par un document de la Bibliothèque nationale de France (BnF ms. fr. 20866, fol. 294v-295r, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 1708 » [avant le 11 juillet 1708]) qui présente un ordre de bataille pratiquement identique au projet sur deux lignes conservé au Service historique de la Défense, malgré quelques différences d'effectifs et de dispositions des bataillons et escadrons.

<sup>223</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>224</sup> *Ibid.*

## LA DIMENSION TACTIQUE

### 5.1.4.1. *Une bataille sans champ de bataille*

Toute l'affaire se déroula à l'ouest de l'Escaut. L'espace de la bataille est ainsi borné à l'est par l'Escaut, au sud par le village de Browaan, à l'ouest par le moulin d'Oycke. Il serait difficile de donner une limite nord, puisque la retraite française, pendant laquelle les troupes furent poursuivies par les Alliés, se fit dans cette direction. Mais il n'y eut pas d'engagement massif au-delà du Norken. Cet espace n'était pas dépourvu de belles plaines où une armée aurait pu se déployer, mais ces dernières étaient interrompues à plusieurs reprises par des « rangées de défilés »<sup>225</sup>. Le premier obstacle que les Français purent rencontrer en descendant de Gavre vers Audenarde, ce fut justement le Norken, un ruisseau qui se jette dans l'Escaut, qui fut considéré par la plupart des officiers français comme difficilement franchissable, et derrière lequel une bonne partie de l'armée fut placée : « L'armée ennemie et celle du Roy estoit séparée par un petit ruisseau bordé de haye »<sup>226</sup>. À mi-chemin entre l'embouchure de cette rivière et le moulin d'Oycke se trouve le village de Mullem, puis celui de Royeghem, un kilomètre et demi en amont. De l'autre côté du Norken se déploie, à l'est, une petite plaine, où sont situés, proches de l'Escaut, le village d'Heurne, puis celui d'Eyne à plus d'un kilomètre au sud. À l'ouest en revanche le terrain est coupé de petits ruisseaux ou de watergangs, de haies, de ravins, et d'une multitude de petits hameaux. Les Français ne s'étendirent jamais plus au sud d'une ligne formée par les villages de Browaan, Schaerken et Eyne.

### 5.1.4.2. *Les préliminaires d'un engagement sans préparatifs...*

Nous avons vu que pour compléter leur campagne par la prise de Menin et d'Ostende, il suffisait aux Français de fortifier l'Escaut, et d'empêcher les Alliés de le traverser. C'est pourquoi ils avaient envoyé Biron, lieutenant général commandant la deuxième réserve, pour marquer le camp de l'armée qui devait bloquer Audenarde. Il était à la tête de 7 bataillons et 20 escadrons<sup>227</sup>. Il est établi que Biron partit au matin, encore totalement inconscient de

---

<sup>225</sup> « Rowes, if I may call them so, of defiles ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

<sup>226</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708.

<sup>227</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 391. W. Churchill assure qu'il s'agit de troupes suisses. C'est en réalité peu probable, puisque les ordres de bataille comptent bien 7 bataillons dans la réserve aux ordres de Biron, mais de troupes françaises – les régiments de Royal-Roussillon, Crouy et La Reine. La confusion a sans doute été faite avec des troupes envoyées en renfort à Biron peu de temps après, les régiments suisses de Villars, Pfiffer et



l'approche des ennemis. Il commença à occuper le village d'Heurne avec ses troupes, et envoya sa cavalerie au fourrage<sup>228</sup>. Or, il se trouvait à proximité des troupes de Cadogan, qui commandait l'avant-garde de Marlborough chargée d'établir une tête de pont au-delà de l'Escaut. La cavalerie hanovrienne de Rantzau, qui faisait partie du corps de Cadogan, tomba sur quelques fourrageurs français et les dispersa, avant que Biron ne marchât avec toutes ses troupes pour faire reculer les quelques soldats alliés qu'il apercevait. Mais Biron distingua bientôt quatre bataillons sur une hauteur, soutenus par une quantité d'autres, qui commençaient à se poster dans des haies, des ravins et des watergangs, sous le canon d'Audenarde.

La chronologie des événements est alors particulièrement difficile à établir. Dans ce cas, les différences habituelles que présentent les relations, lorsqu'il s'agit d'attribuer à chaque épisode un horaire précis, sont exacerbées par les dimensions polémiques que prit, après la bataille, l'établissement des faits<sup>229</sup>. Si l'on suit le récit de Vendôme, Biron semble avoir été envoyé assez tôt, puisque c'est en recevant à 10 heures les nouvelles d'un émissaire de ce dernier, selon lesquelles les ennemis franchissaient l'Escaut, que Vendôme décida de faire lever le camp à toute l'armée, et donna l'ordre à Biron lui-même d'attaquer le plus vite possible<sup>230</sup>. Si, en revanche, on suit le récit de Saint-Simon, ce n'est qu'à 14 heures que le duc de Vendôme, qui mangeait alors avec les princes – Bourgogne et Berry – reçut de Biron la nouvelle que les ennemis étaient là. Saint-Simon, pour souligner encore la paresse et l'appétit de Vendôme, raconte qu'il refusa de croire cet avis, et qu'il fallut trois messagers du lieutenant général pour que le duc se décidât enfin à intervenir, mais « en maintenant toujours qu'il faudrait donc que les diables les eussent porté là, et que cette diligence étoit impossible »<sup>231</sup>. Quoi qu'il en soit, Vendôme envoya alors à Biron l'ordre de combattre, et lui promit des renforts rapides. Louis de Rouvroy appelle comme témoins ceux qui assistèrent à ce dîner, et plus particulièrement Puységur et le maréchal de Matignon.

Les différentes relations, et les historiens des batailles de Louis XIV, placent en conséquence cette décision de Vendôme, celle qui engagea le combat, entre 10 et 14 heures – quand elles en parlent. Le marquis de Quincy dit que Vendôme envoya vers 12 heures des

---

Greder. BnF ms. fr. 20866, fol. 294v-295r, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 1708 » [avant le 11 juillet 1708] ; Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 497.

<sup>228</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 127-128.

<sup>229</sup> Voir *infra*, section 8.3.

<sup>230</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392. Voir aussi BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. V : campagne des Flandres, fol. 159v.

<sup>231</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 181.

## LA DIMENSION TACTIQUE

forces supplémentaires à Biron, ce qui indiquerait une décision d'attaquer plus précoce<sup>232</sup>. Nous disposons également des indications d'une relation en anglais de la bataille, conservée au Service historique de la Défense – il s'agit de la lettre d'un jacobite, probablement un membre de l'entourage du chevalier de Saint-Georges<sup>233</sup>. Ce récit est doublement intéressant, puisque l'auteur fut très bien placé durant toute la journée, ayant accompagné les princes, et que nous pouvons supposer que sa nationalité le rendait moins perméable aux luttes intestines au sein des commandants français – il n'était ni dans la clientèle de Bourgogne, ni dans celle de Vendôme. Lui aussi donne une date plus précoce que celle avancée par Saint-Simon :

« Vers onze heures du matin, alors que les princes et le reste des généraux étaient en train de dîner, on apporta la nouvelle de l'apparition de 25 escadrons de cavalerie soutenus par de l'infanterie sur la plaine, de ce côté d'Audenarde [les princes ont déjà passé l'Escaut]. Là dessus, tout le monde monta à cheval, et M. de Vendôme, qui était arrivé auparavant, dit qu'il irait charger ces troupes »<sup>234</sup>.

Un informateur encore plus impartial, et encore plus fiable, serait le marquis de Biron lui-même. Mais il fut fait prisonnier pendant l'action. Même si le prince Eugène le relâcha sur parole, pour quelque temps, dès le 25 juillet, il ne répondit que prudemment à la plupart des questions, à son retour à Versailles, et se « sauva tant qu'il put de répondre sur le détachement qu'il avoit avant l'action »<sup>235</sup>. Nous disposons en revanche d'un autre témoin de choix : le maréchal de Matignon. Ce dernier, contrairement aux affirmations de Saint-Simon, indique, comme Quincy et la relation jacobite, un moyen terme :

« Hier monseigneur le duc de Bourgogne estant sur la hauteur de Gavre à midi [...] sceut par M. de Biron qui avoit marché avec la reserve et le campement du costé d'Oudenarde que les ennemis paroisoient en colones d'infanterie et de cavalerie descendant sur l'Escaut. Je monté à cheval dans le moment pour m'y porter et on fist avancer avec une grande diligence et passer toutes les troupes »<sup>236</sup>.

---

<sup>232</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 497.

<sup>233</sup> Le destinataire de la lettre est d'ailleurs un membre de l'entourage de Berwick (SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708).

<sup>234</sup> « About a 11 a clock whilst the princes and the rest of the generals ware att diner, neuse [i.e. news] was braught that 25 squadrons of hors sustained by some foote apeared in the plaine on this side Oudenard. Upon this they all got on horsback, and M. de Vandome who went before saide he would goe charge this troops » (SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708).

<sup>235</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 199.

<sup>236</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708.

Cette lettre est d'autant plus sûre qu'elle fut écrite le lendemain même de la bataille, alors que la polémique n'avait pas eu le temps de croître.

Que conclure de toutes ces données contradictoires ? Ce qu'on peut supposer de fiable, c'est que l'armée décampa vers les 10 heures – d'Artagnan, formel sur ce point, est confirmé par Saint-Hilaire<sup>237</sup>. Il faut remarquer qu'un tel horaire est assez tardif pour une armée, les troupes partant bien souvent à l'aube, pour pouvoir être arrivées avant les chaleurs du milieu de la journée. Et contrairement à ce que dit Vendôme, la marche se fit encore assez lentement. Vers 12 heures, alors que les troupes étaient encore en train de passer l'Escaut, arriva un message de Biron – fut-il le premier ? – qui alarma les commandants : il s'agissait en effet du premier avis indubitable, puisqu'envoyé par un lieutenant général. L'ordre d'attaquer fut donné peu de temps après, mais malgré les efforts des officiers, il était malaisé de hâter la marche. Il faut ainsi considérer que Biron a été conscient du danger allié plus tôt que ce qu'indiquent Winston Churchill et la plupart des historiens anglo-saxons, qui se sont référés à la démonstration de Saint-Simon<sup>238</sup>.

Mais tandis que les forces françaises passaient l'Escaut, la gauche le franchissant sur les trois ponts de Gand, et la droite à Gavre, grâce à trois autres passages aménagés à l'aide de pontons<sup>239</sup>, les Alliés s'étendaient toujours plus nombreux de l'autre côté d'Audenarde. Vers 12 heures, les cinq ponts que Cadogan avait commencé à faire construire étaient finis<sup>240</sup>, et les troupes pouvaient également compter sur les deux ponts de pierre d'Audenarde. Quelques temps plus tard, on installa de l'autre côté de la ville, plus au sud, deux ponts supplémentaires, pour faire passer l'arrière-garde, composée des troupes hollandaises. Alors que l'armée française fut rapidement de l'autre côté de l'Escaut – dès 15 heures, on put faire rompre les ponts<sup>241</sup> – les Coalisés eurent un chemin bien plus long à parcourir. Le prince Eugène affirme que les troupes passèrent l'Escaut jusque tard dans la soirée<sup>242</sup>. De surcroît, quelques ponts se rompirent, ralentissant encore la marche<sup>243</sup>. W. Churchill parle ici d'une « malchance » de

---

<sup>237</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 78, « Lettre de M. d'Artagnan concernant le détail du combat d'Oudenarde, donné le 11 juillet 1708 », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 386-387 ; Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 127. La relation jacobite indique même 8 heures.

<sup>238</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 395.

<sup>239</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°30, Cartbriand au duc du Maine, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708.

<sup>240</sup> Relation de la bataille du prince Eugène à l'Empereur, camp de Werwick, 18 juillet 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 152-156.

<sup>241</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°30, Cartbriand au duc du Maine, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708. Voir aussi BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. V, fol. 159v.

<sup>242</sup> « Bis in den späten Abend die Truppen immer über die Schelde defilirt haben ». Relation de la bataille du prince Eugène à l'Empereur, camp de Werwick, 18 juillet 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 152-156. Les troupes coalisées n'ont donc probablement pas toutes combattu.

<sup>243</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 407.

Marlborough, malchance qui nous apparaît bien inévitable, si on considère que près de quatre-vingt mille hommes passèrent en une demi-douzaine d'heures sur ces neufs ponts, dont sept étaient en bois.

Toutefois, ce qui était déjà passé de l'armée alliée commença à charger les forces françaises les plus proches, c'est-à-dire les soldats de Biron. Vendôme lui avait envoyé en renfort 7 bataillons, qui furent bientôt attaqués par 16 bataillons de Cadogan<sup>244</sup>. Après un combat qui ne dura pas plus d'une demi-heure, les forces de Biron furent repoussées avec de lourdes pertes, et les fuyards se retirèrent derrière le Norken<sup>245</sup>.

Les escadrons français postés en renfort furent à leur tour chassés par ceux de Rantzau<sup>246</sup>. Quincy et Saint-Hilaire ne parlent que de 4 escadrons français battus ; Churchill avance cependant que les cavaliers alliés ont aussi attaqué d'autres troupes montées françaises et les ont repoussées, jusqu'à ce qu'une batterie de canon les ait eux-mêmes mis en fuite<sup>247</sup>. Comment se fait-il qu'aucune unité française n'ait tenté de soutenir ces escadrons, alors que l'armée commençait à arriver massivement sur le champ de bataille ? Il est probable que les troupes des Deux-Couronnes aient été bloquées par l'initiative de Puységur, qui, considérant

---

<sup>244</sup> Bibliothèque de Chantilly, ms. 972, « Matériaux rassemblés par Louis Le Coutellier... » fol. 6r.

<sup>245</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 497 ; W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 398. Combien de troupes affrontèrent les 16 bataillons de Cadogan ? W. Churchill s'appuie sur le récit même de Marlborough, qui indique que le premier affrontement eut lieu entre une de ses brigades et 7 bataillons français, rapidement « défaits et tués ou pris » (Marlborough au comte Piper, camp de Wervick, 16 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 114-116). W. Churchill explique que les 7 bataillons suisses avaient été divisés entre les deux villages d'Eyne et de Heurne. Ainsi, les 4 premiers bataillons furent rapidement écrasés, et les 3 suivants n'attendirent pas d'être attaqués à leur tour pour se retirer, conscients de n'avoir aucune chance. Mais W. Churchill semble croire que ces 7 bataillons suisses étaient ceux de la réserve initialement confiée à Biron. Or, comme nous l'avons déjà précisé dans une note précédente, la réserve de Biron comprenait les régiments de Royal-Roussillon, Crouy et La Reine. Nous pouvons donc supposer que Cadogan a attaqué 14 bataillons en tout – aux brigades initialement confiées à Biron s'ajoutant 7 bataillons suisses tirés des régiments de Pfiffer, Villars et Greder – mais que cette force était effectivement répartie entre les deux villages, ce qui expliquerait leur rapide défaite. La présence au nombre des morts, au cours de cette attaque, à la fois du brigadier suisse Pfiffer et de Ximénès, colonel du Royal-Roussillon, attestée aussi bien chez Saint-Hilaire que chez Quincy, vient à l'appui de cette thèse. L'autre possibilité est que les troupes initiales de Biron aient été déjà battues dans un précédent combat que personne ne relate. C'est alors qu'aurait été tué Ximénès, à moins que Ximénès ait réchappé au premier combat et ait participé au deuxième combat. Cette seconde hypothèse est tout de même assez peu plausible : les Alliés ne disposaient pas au début de la bataille de forces suffisantes pour anéantir 7 bataillons, et s'ils l'avaient fait, ils en auraient parlé. Ici encore, une relation des événements par Biron nous manque cruellement.

<sup>246</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 497.

<sup>247</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 398. Le commandant de cette batterie de 10 pièces serait Sempigni, auteur d'une relation au duc du Maine. Il assure que son action eut un tel succès qu'il repoussa les ennemis jusque sous Audenarde : « Je fis un feu si vif sur la cavalerie ennemie qui s'avançoit en bon ordre dans une petite plaine à la gauche d'Audenarde à mon égard, que je la repliai toute vers cette place d'où on me tira plusieurs volées de canon, malgré lequel j'avançai toujours, et foudroyai l'ennemi dont je jonchai la plaine jusqu'à ce qu'il se fut retiré dans les faubourgs et que je ne le vis plus ». Il s'agit peut-être là d'une occasion de gagner du terrain non utilisée par les Français, mais plus probablement d'une certaine exagération de sa part. De toutes façons, ce progrès n'aurait été pas exploité, puisque Sempigni fut rappelé par Bourgogne pour se porter sur une hauteur plus en arrière, d'où il put atteindre aisément les bataillons ennemis. SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26, Sempigni au duc du Maine, camp sous Gand, 12 juillet 1708.

que le terrain était impropre à une attaque en règle, déconseilla d'agir dans ce secteur, préférant envoyer les unités vers la droite<sup>248</sup>.

### 5.1.4.3. ... qui dégénère en un combat acharné.

Alors que la totalité de l'armée française commençait à se déployer derrière le Norcken, une décision mal contrôlée déclencha le début de l'offensive, bien qu'il fût encore possible de se contenter de se retrancher. Grimaldi, un lieutenant général italien, décida de s'emparer d'un poste où il avait aperçu 4 bataillons qui semblaient assez faciles à repousser<sup>249</sup> – Vendôme indique qu'il s'agit d'une colline, Saint-Hilaire parle d'un village, et Winston Churchill l'identifie comme le village de Groenewald, occupé par des troupes prussiennes<sup>250</sup>. Il se mit alors à la tête d'une demi-douzaine de bataillons – 6 selon Churchill, 8 selon Vendôme, qui parle des brigades de Poitou et du Roi<sup>251</sup> – qui connurent un éphémère succès face aux ennemis : « Les deux brigades [...] les ébranlèrent à cette première charge »<sup>252</sup>. Mais Grimaldi avait sous-estimé la résistance des Alliés, qui tinrent fermement les haies dont ils s'étaient emparés, ainsi que la capacité des commandants coalisés à envoyer de plus en plus de troupes en renfort. L'infanterie française fut d'abord rebutée par un « feu de toutes les troupes postées si avantageusement », et dut céder face au nombre quand elle trouva « des troupes de toute part qui [la] débordoient par la droite »<sup>253</sup>. Il était alors un peu plus de 16 heures, et la bataille d'Audenarde venait véritablement de commencer<sup>254</sup>.

---

<sup>248</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>249</sup> Bellerive prétend que l'ordre lui en avait été donné par le duc de Bourgogne : là encore, son objectif est de faire retomber sur le petit-fils de Louis XIV le poids de toutes les erreurs de la bataille. BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. V, fol. 160r.

<sup>250</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 400-401. Vendôme n'étant alors pas de ce côté-ci du champ de bataille, son témoignage n'est guère fiable.

<sup>251</sup> *Ibid.* ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392. Sur ce point en revanche, il est plus probable que le chiffre de 8 soit pertinent : les 2 brigades de Poitou et du Roi faisaient ensemble 8 bataillons, et il est peu plausible qu'un lieutenant général décide avant un assaut de briser l'unité tactique que représente la brigade. On pourrait supposer que la brigade de Poitou, privée des 2 bataillons du régiment de Lorraine – ce dernier isolé à un autre point du champ de bataille ou laissé en garnison à Gand – se réduirait aux 2 seuls bataillons du régiment de Poitou, mais il n'arrive jamais qu'une brigade ne fasse que 2 bataillons, du moins au début d'un combat. Du Barail confirme que la première attaque a été menée par sa brigade et celle de Poitou : SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, M. du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

<sup>252</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, M. du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> Tous les rapports indiquent en effet que le combat a duré « depuis les quatre heures du soir jusques à l'entrée de la nuit ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°27, d'Affry au duc du Maine, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

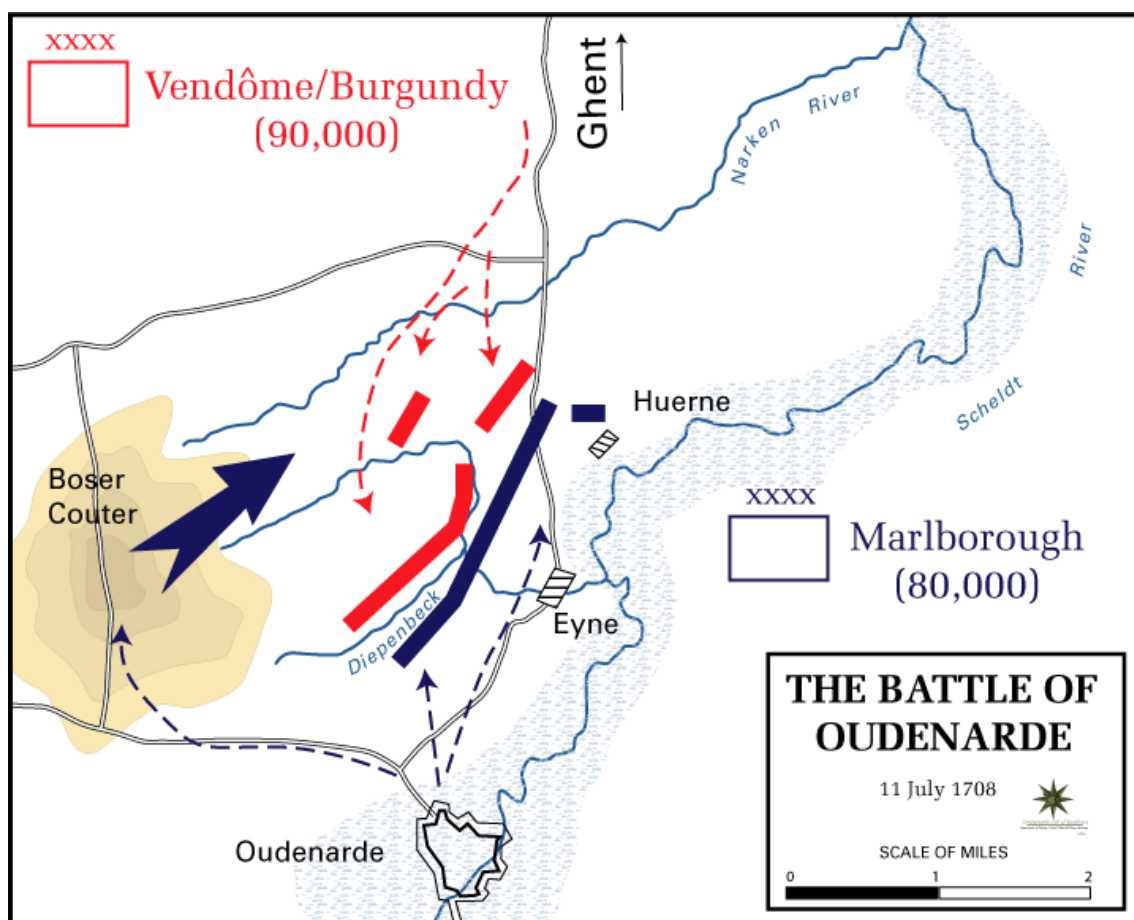


Figure 25 : La bataille d’Audenarde<sup>255</sup>

Au lieu d’être intimidés par cet échec, les officiers généraux français, « consultant en ce moment plus leur valeur que le nombre des ennemis »<sup>256</sup>, décidèrent alors d’engager un combat général. À la gauche des hommes menés par Grimaldi et Du Barail, s’avança la brigade d’Albergotti – celle des Gardes françaises ne chargea que quelques heures après<sup>257</sup> – tandis que Vendôme, voyant que l’affaire se déclenchait sans qu’il en ait donné l’ordre, décida de la soutenir en portant 20 bataillons tout à la droite de la ligne d’infanterie française<sup>258</sup>, et en se rendant lui-même sur les lieux. De nombreux officiers généraux français se jetèrent dans le combat : Du Barail fut rapidement « en présence de monseigneur le duc de Vendosme [...] avec M. le maréchal de Matignon, MM. d’Artagnan, Albergoty, les chevaliers de Luxembourg (*sic*) et Palavicini »<sup>259</sup>. Vendôme, décidé à cette heure à tenter le tout pour le tout, demanda au duc de Bourgogne de donner l’ordre d’appeler à la rescousse toute

<sup>255</sup> Document libre de droits. [http://en.wikipedia.org/wiki/File:Battle\\_oudenarde.gif](http://en.wikipedia.org/wiki/File:Battle_oudenarde.gif).

<sup>256</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. v, p. 130.

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°88, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

<sup>258</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. v, p. 130. Il s’agit probablement des brigades de Picardie, Piémont, et des brigades de seconde ligne commandées par Cebret et Baudoin.

<sup>259</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, M. du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

## LA DIMENSION TACTIQUE

l'infanterie de la gauche, encore retranchée derrière le Norcken : « Lorsque je vis l'affaire engagée, je mandai à monseigneur le duc de Bourgogne qu'il fallait faire porter nos deux gauches d'infanterie et de cavalerie pour tomber sur la droite de la cavalerie des ennemis, qui était séparée du reste de l'armée par un ruisseau »<sup>260</sup>. Pourtant, le petit-fils du roi de France, adoptant la prudence, voire la défiance de ses conseillers à l'égard de Vendôme, refusa de suivre cet avis. D'O, Gamaches et Puységur lui assurèrent en effet que le ruisseau en question était impraticable, et qu'à ce titre les troupes ne pouvaient être déplacées<sup>261</sup>.

Les troupes de Louis XIV n'en continuèrent pas moins d'avancer : « Nous poussâmes les ennemis pendant une demi-lieue »<sup>262</sup>. Les Français repoussèrent les Alliés lentement, d'enclos en enclos, les chassant maison après maison. L'infanterie se déploya sur une ligne de 20 bataillons, soutenue par une seconde rangée de soldats<sup>263</sup>. Mais la vigoureuse résistance de Cadogan laissa bientôt le temps à de nouvelles troupes coalisées, déjà épuisées par leur longue marche entamée au petit matin, de renforcer leur position. Les 20 bataillons du duc d'Argyll, suivis quelques temps après d'un même nombre d'homme sous Lottum<sup>264</sup>, parvinrent à empêcher une tentative d'encerclement sur leur propre aile gauche<sup>265</sup>. Enfin, les troupes de Lottum se retirèrent pour laisser la place à 18 bataillons de Hesse et de Hanovre, et pour marcher plus à l'est, où elles assurèrent ensuite la défense de l'aile droite alliée, confiée au prince Eugène<sup>266</sup>.

Ce déploiement de la totalité de l'armée alliée, qui contraste tellement avec l'apathie de l'aile gauche française, explique le désarroi de d'Artagnan après le succès coûteux des premières charges :

« Lorsque je crus que tout était gagné, je trouvai toute leur année en bataille devant moi, leur cavalerie me débordant tout partout, ce qui obligea notre infanterie à ne pas pousser plus loin que le bord des bois qui les approchaient, et après y être restés une demi-heure nous y étions attaqués vivement et rechassés jusqu'aux haies de nos côtés »<sup>267</sup>.

---

<sup>260</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>261</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. v, fol. 161v. Vendôme assura au contraire après la bataille qu'il était tout à fait possible de franchir le cours d'eau en question, la preuve en étant qu'il l'avait lui-même passé plus tôt dans la journée, à la tête d'une trentaine d'escadrons.

<sup>262</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>263</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708.

<sup>264</sup> Quincy, *op. cit.*, t. v, p. 498.

<sup>265</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 404.

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 405-406.

<sup>267</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 78, « Lettre de M. d'Artagnan concernant le détail du combat d'Oudenarde, donné le 11 juillet 1708 », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 386-387.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Tous les efforts des Français ne parvinrent pas à briser la résistance alliée : « Ces attaques furent réitérées sept à huit fois, presque avec les mêmes succès et les mêmes adversités »<sup>268</sup>. La position défensive était en effet favorisée par la nature de ce pays aux espaces morcelés, où tout accident du terrain pouvait servir de retranchement hâtif pour des soldats : « La quantité des hayes, et des fossez, dont ce pays est coupé, ne [permettait] point d'y joindre les ennemis »<sup>269</sup>.

Il fallait pourtant éviter à tout prix que les troupes françaises, après avoir été rompues par un feu d'infanterie, se retirassent en désordre dans des retranchements trop éloignés. Cela aurait permis aux ennemis de reprendre le terrain qu'on espérait leur faire perdre. C'est pourquoi Vendôme prit une décision qui étonna beaucoup l'auteur de la relation jacobite : « La Maison du roi, une partie de la gendarmerie et les autres troupes de cavalerie et de dragons eurent l'ordre de marcher vers la droite, où je ne vois pas de quelle utilité ils étaient ou pouvaient être »<sup>270</sup>. Elles étaient en effet totalement incapables, toujours en raison du terrain, de charger les ennemis. En réalité, leur présence était essentiellement destinée à rassurer les fantassins : « Quand nostre infanterie estoit poussée, elle venoit se rallier sous nos etendarts pour retourner à la charge »<sup>271</sup>. La présence de ces cavaliers, dont l'imposante stature rassurait d'autant plus que tout homme savait qu'ils représentaient les troupes préférées de la monarchie, formait, semble-t-il, un rideau derrière lequel les soldats se sentaient plus à l'abri des balles, et derrière lequel les officiers pouvaient reprendre le contrôle de leurs hommes. Ce sacrifice surprenant de la cavalerie fit l'admiration de la plupart des relations françaises, de la part de Souternon par exemple : « Je puis vous assurer qu'il n'est point d'exemple de fermeté plus grande que celle qu'ils ont marqué, ayans esté exposés pendant trois heures au feu de l'infanterie des ennemis sans avoir jamais branlé. [Ces régiments-là] certainement ont donné des exemples de la plus grande valeur dont on ayt jamais ouy parler »<sup>272</sup>. Le maréchal de Matignon rend un témoignage similaire : « Des escadrons de gendarmerie qui soustenoient nostre infanterie nous furent d'une grande utilité, soustinrent un grand feu longtems et firent au delà de tout ce que je pourrois vous

---

<sup>268</sup> *Ibid.*

<sup>269</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, M. du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

<sup>270</sup> « The Housolde, some of the Gens d'armerie and the other troops of hors and dragouns ware ordered to marche down on the right where what use was or could be made of them I know not ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708. De nombreux officiers qui y furent envoyés attestent que l'ordre a été donné en personne par Vendôme : SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°83, Coigny à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>271</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>272</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°101, Souternon au roi, camp de Lovendeghem 14 juillet 1708.



exprimer »<sup>273</sup>. Et il semble que ces pertes n'aient pas été sans utilité, puisque les soldats pouvaient ainsi repartir rapidement à l'assaut : « Jamais les ennemis n'ont osé sortir des hayes »<sup>274</sup>.

### 5.1.4.4. *Le double mouvement d'encerclement*

Pourtant, à la fin de la journée, Marlborough et le prince Eugène avaient gagné le temps nécessaire pour disposer d'une supériorité numérique relative, et pour élaborer un vaste plan d'ensemble. Ils planifièrent un encerclement de l'armée française par la gauche et par la droite. Le prince Eugène fut le premier à lancer ses hommes. Les Alliés bénéficiaient de la présomption d'une partie des commandants français, convaincus que la plaine qui s'étendait à leur gauche, entre le village d'Herlegem et l'Escaut, était impraticable pour la cavalerie, et qui resta à ce titre assez dégarnie. Les escadrons se déployèrent en regard de la gauche française pour attaquer les arrières du centre de l'armée des Deux-Couronnes :

« Une heure seulement avant la tombée de la nuit, les cavaleries prussienne et hanovrienne s'avancèrent dans une petite plaine, et ensuite, allant plus avant, dans un petit champ sur notre gauche où elles se groupèrent sur notre flanc en dix ou douze escadrons [vingt en réalité<sup>275</sup>], après que l'infanterie eût ouvert ses rangs et que deux bataillons leur eussent fait de la place »<sup>276</sup>.

La gendarmerie prussienne du général Natzmer put passer dans l'espace laissé par les fantassins alliés pour charger des escadrons français qu'elle parvint à culbuter. Le feu de bataillons français placés sur leurs arrières brisa l'unité de leur charge, mais ils réussirent encore à s'emparer des enseignes de deux bataillons qu'ils firent reculer<sup>277</sup>. Toutefois, ils

---

<sup>273</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708. En réalité, il n'y eut pas que des escadrons de la gendarmerie : sur les huit principaux escadrons exposés, il y eut celui des gendarmes de la garde, celui des cheveu-légers de la garde, les deux des mousquetaires et quatre de la gendarmerie. Les Gardes du corps étaient en revanche plus éloignés, mais subirent tout de même le feu ennemi (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708). Souternon, qui rend compte au roi des pertes de la cavalerie, ajoute que les régiments de Dauphin Étranger, Royal Cravates, Bourgogne, Saint-Aignan et d'Anlezy ont également beaucoup souffert (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°101, Souternon au roi, camp de Lovendeghem 14 juillet 1708).

<sup>274</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>275</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 409.

<sup>276</sup> « Kaum eine Stunde vor Nachts die preuss- und hannover'sche Reiterei in eine kleine Plaine hat anrücken und vor derselben nicht weniger linker Hand in einem kleinen Feld, nachdem man die Infanterie öffnen und von 2 Bataillons Platz machen liess, sich 10 bis 12 Escadrons in die Flanke formiren können ». Relation de la bataille du prince Eugène à l'Empereur, camp de Werwick, 18 juillet 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 152-156.

<sup>277</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 410.

furent alors chargés par des escadrons de la droite française, particulièrement les escadrons de la gendarmerie. On peut s'étonner – même si aucun historien ne semble avoir remarqué le paradoxe – que des troupes montées attaquant par la gauche le corps français avancé au-delà du Norcken, aient rencontré les cavaliers les plus à droite de la ligne de combat français. En fait, la zone dans laquelle les Prussiens chargèrent était dégarnie par la disparition de la seconde ligne de fantassins : « Ayant employé beaucoup d'infanterie pour occuper beaucoup de pays, il ne nous restait presque point de seconde ligne »<sup>278</sup>. Si l'espace assez court entre le lieu où ils percèrent et celui où se tenait la gendarmerie – entre 1 et 1,5 kilomètres – était ainsi vide de troupes, une réaction rapide de la gendarmerie était tout à fait possible.

Si l'on s'en tient aux seules relations françaises envoyées juste après la bataille, il est difficile de considérer cet épisode comme ayant une véritable importance, si ce n'est d'avoir constitué la seule véritable charge de cavalerie de toute la journée – du moins la seule qui fut évoquée, puisqu'elle fut un succès français : « Le prince de Rohan, avec les deux escadrons de gendarmes et des cheveu-légers de la garde [en réalité la gendarmerie], avoit défait un régiment de cavalerie des ennemis »<sup>279</sup>. À l'instar du marquis de Quincy, les historiens français ne retiennent de cet épisode que l'échec des Alliés, et les pertes énormes qu'ils y subirent : « Dans cette occasion les gendarmes du Roy de Prusse perdirent la moitié de leur monde »<sup>280</sup>. Bien loin de vouloir minimiser les pertes alliées, les historiens anglais soulignent au contraire que cette « charge à mort » « fut longtemps considérée comme mémorable dans toutes les armées »<sup>281</sup>. Au prix d'un très lourd sacrifice, elle a donné le répit nécessaire aux Coalisés pour achever de refermer le piège qu'ils avaient déployé autour de l'armée des Deux-Couronnes.

Les troupes hollandaises n'avaient en effet pas encore été jetées dans la bataille. 8 bataillons d'infanterie hollandaise, sous la direction du major général Week, avaient été

---

<sup>278</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 78, « Lettre de M. d'Artagnan concernant le détail du combat d'Oudenarde, donné le 11 juillet 1708 », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 386-387.

<sup>279</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 131 (14 juillet 1708). Sourches se fonde sur une parole du roi, lui-même renseigné par le duc de Vendôme, qui attribué à tort le succès à la Maison du roi (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708). Le prince de Rohan, capitaine lieutenant des gendarmes de la garde, se doit de rétablir les faits : « Il me revient que monsieur de Vandosme a mandé que les compagnies des gendarmes et des chevaux legers [de la garde] ont fait la charge de la cavalerie ennemie, qui a donné le moyen à notre retraite. Les troupes là ne veulent point de louanges de choses qu'elles n'ont point fait, [...] elles n'ont point chargé, et M. de Vandome a confondu sans doute à cause de moy qui fit charger aux escadron de la gendarmerie [d'ordonnance], et des troupes de cavalerie que je trouvay à portée » (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°310, le prince de Rohan à Chamillart, s.l., 29 juillet 1708).

<sup>280</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 499.

<sup>281</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 410. Winston Churchill parle même d'une perte des trois quarts des cavaliers.

## LA DIMENSION TACTIQUE

envoyés à la droite des Français, pour contenir leur poussée<sup>282</sup>. Marlborough avait également remarqué un espace vide à la droite française, commandé par une hauteur où les forces menées par Auverquerque pourraient se déployer. 16 autres bataillons d'infanterie hollandaise, sous le commandement du suédois Oxenstierna, se lancèrent en renfort sur le front droit français. Au même moment, c'est-à-dire vers 20 heures 30<sup>283</sup>, les escadrons danois menés sur les hauteurs du moulin d'Oycke par Tilly attaquèrent l'arrière droit de l'armée des Deux-Couronnes, protégé par des régiments français de cavalerie déjà désorganisés par la charge de Natzmer<sup>284</sup>. Même si elle ne fut pas simultanée, cette double attaque par la droite et la gauche alliée infligea ainsi des coups violents à la cavalerie. M. de la Surrière, qui ne fut pas à Audenarde, mais qui recueillit une partie des fuyards qui se retiraient vers Tournai, apprit essentiellement de ces derniers « qu'une bonne partie de la cavalerie [alliée] avoit attaqué la Maison du Roy par devant et par derriere, [et] que nos mousquetaires y avoient beaucoup souffert »<sup>285</sup>.

La protection du flanc droit de la cavalerie avait été assurée, depuis le début de la bataille, par des escadrons de dragons, commandés notamment par le chevalier de Pezeux<sup>286</sup>. Vendôme, sentant le danger qu'une rupture du flanc droit ferait peser sur toute l'armée, y avait encore envoyé un des meilleurs lieutenants généraux, Coigny<sup>287</sup>, avec deux régiments supplémentaires de dragons – La Reine et Rohan<sup>288</sup>. Malgré la pression croissante de l'infanterie adverse, les dragons, conscients de l'importance de l'enjeu, avaient fait bonne figure. Le chevalier de Pezeux écrit ainsi à Chamillart :

« J'ay esté assé heureux de remplir mon devoir avec tant de distinction à l'action qui s'est passée que la Maison du Roy à la teste de laquelle ma brigade a combatus (*sic*) pied à terre contre six bataillons pendant deux heures qui venois (*sic*) pour la prendre en fland que nous n'avons jamais perdu un pouce de terrain, ayant repoussé six fois les ennemis par six charges differentes. Je conoissois trop la consequence de soutenir ce poste, si j'avois

---

<sup>282</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 150.

<sup>283</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 411. Ce chiffre semble confirmé par d'Artagnan, qui assure que l'infanterie tint bon « jusqu'à huit heures et demie du soir » (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 78, « Lettre de M. d'Artagnan concernant le détail du combat d'Oudenarde, donné le 11 juillet 1708 », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 386-387).

<sup>284</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 150.

<sup>285</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°80, M. de La Surrière à Chamillart, Tournai, 12 juillet 1708.

<sup>286</sup> Dans ce cas encore, le recours aux ordres de bataille n'est guère éclairant. Selon celui qui est conservé à la Bibliothèque nationale de France, deux brigades – les régiments Mestre de camp général, Pezeux, Bellabre, La Reine et l'Espare – auraient dû se retrouver à la droite. Or Coigny nous apprend que le régiment de La Reine se trouva au centre, d'où il l'amena à la gauche.

<sup>287</sup> Coigny était en effet un des seuls lieutenants généraux à avoir commandé pendant toute une campagne un important corps d'armée, n'étant pas sous les ordres d'un maréchal, mais directement du roi.

<sup>288</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°83, Coigny à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

## LA DIMENSION TACTIQUE

plié un moment toute la cavalerie de la droite aurois esté obligé (*sic*) d'abandonner son terrain et par consequens l'infanterie qui combattois devant elle »<sup>289</sup>.

Mais lorsque les escadrons danois dévalèrent et que l'infanterie hollandaise redoubla d'efforts, la pression devint trop intense, et les Français cédèrent : « Les ennemis ayan (*sic*) posté leur gros d'infanterie et de cavalerie sur ce flan, ils marcherent à nous et nous firent abandonner les troupes »<sup>290</sup>. La fuite des dragons entraîna celle de la cavalerie : « S'estans trouvé sur la fin de la journée pris par les flancs et mesme par deriere et entourés de tous costées par l'infanterie et la cavalerie des ennemis ils furent nécessité (*sic*) de ceder »<sup>291</sup>. Saint-Simon rapporte que la fuite des escadrons fut alors tellement désordonnée, qu'ils effrayèrent « les valets de la suite de tout ce qui accompagnoit les princes », qui eux-mêmes vinrent tomber sur les princes, les contraignant à se porter sur leur gauche<sup>292</sup>. Un étonnant calme suivit ensuite cette débâcle : Winston Churchill assure qu'à 21 heures Marlborough avait demandé aux troupes épuisées de cesser le feu, et Saint-Simon que la cavalerie ennemie qui avait chargé, en butte à l'inégalité du terrain, dut ralentir, ce qui permit à la droite française de se reconnaître<sup>293</sup>. C'est alors que l'armée des Deux-Couronnes entama son pénible repli.

### 5.1.4.5. *La retraite de l'armée française*

Il semble que les premiers reculs de troupes aient été décidés spontanément par des lieutenants généraux qui constataient le grave état de désorganisation des Français, et la menace d'encerclement que représentaient les ennemis : « Comme la nuit commençoit, M. de Gasion prit le parti de se retirer de cette plaine qui estoit entourée d'infanterie, la droite et la gauche des ennemis s'estant joints »<sup>294</sup>. Toutes les unités engagées se sentaient isolées et incapables de recevoir des ordres, en raison notamment de l'obscurité grandissante qui interdisait de prendre toute décision d'envergure. La prudence commandait donc un repli, au moins momentané :

---

<sup>289</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°100, le chevalier de Pezeux à Chamillart, camp sous Gand, 14 juillet 1708.

<sup>290</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°83, Coigny à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

<sup>291</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°101, Souternon au roi, camp de Lovendeghem 14 juillet 1708.

<sup>292</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 185.

<sup>293</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 414 ; Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 185.

<sup>294</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°83, Coigny à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« Dès qu'il fut nuit, les ennemis nous ayant embrassé par notre flanc, et ne sachant ce qu'étoit devenu le reste de l'armée, nous convinmes, M. de Gassion, de Magnac, prince de Rohan, M. le Vidame les 4 marechaux de camp qui étoient avec moy [...], qu'étant presque entouré par les ennemis dans le bassin où nous combations, il n'y avoit d'autre party à prendre qu'à nous retirer sous Gand »<sup>295</sup>.

Si les Alliés avaient réussi à s'avancer sur les arrières des troupes des Deux-Couronnes, ils ne furent pas à même de les contraindre à la reddition, comme ils le firent pour les soldats enfermés dans le village de Blenheim. Certaines unités françaises durent leur échappée vers Gand à leur propre vaillance, comme celles que commandait le prince de Rohan : « Je reconnus malgré la nuit de la cavalerie ennemie qui étoit parmy nous, je la fis charger et elle fut détruite, nous entrames plutôt par bonheur que par choix dans le seul chemin qui restoit à notre retraite »<sup>296</sup>. La plupart du temps, pourtant, les forces qui se déployaient autour de l'armée française étaient trop peu nombreuses pour chercher à affronter des soldats encore bien encadrés par les officiers généraux qui les avaient menés à la charge. Rohan, après avoir mené ce premier combat, n'eut ainsi plus besoin de repousser les ennemis : « Il n'y avoit heureusement encore que des detachemens par le chemin que nous primes, qui n'osèrent pas le tenir contre nous, quoique fort aisé, et qui se retirèrent à leurs corps en faisant leur décharge »<sup>297</sup>. D'autres troupes ne rencontrèrent même aucun danger dans leur retraite, « ayant trouvé heureusement un côté que les ennemis n'avoient pas encore bouchés »<sup>298</sup>.

Mais la situation n'était pas du tout aussi facile lorsque les troupes étaient désorganisées, privées d'ordre, et isolées par les coupures du terrain et l'obscurité. C'est pourquoi plusieurs corps durent leur survie à la chance. Rohan confie à Chamillart que « c'est, entre nous, un vrai miracle que nous soyons sortis de là, car les ennemis en avoient fait le cercle avec infanterie et cavalerie »<sup>299</sup>. Saint-Simon raconte que la Maison du roi ne dut son salut qu'à la capture d'un officier ennemi : « Voyant qu'il alloit partager le péril avec elle, il les avertit qu'elles alloient être enveloppées, et leur montra la disposition qui s'en faisoit, ce qui fit retirer la Maison du roi un peu en désordre »<sup>300</sup>. Enfin, les militaires qui perdaient en chemin leurs camarades et leurs chefs étaient incapables de savoir où se diriger. Du Barail déplore que les Alliés,

---

<sup>295</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°198, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

<sup>296</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>297</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°310, le prince de Rohan à Chamillart, s.l., 29 juillet 1708.

<sup>298</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°198, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

<sup>299</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>300</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 186.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« profitant de l'engagement où nous estions à la droite, nous avoient enveloppé de manière qu'on les rencontroit partout en se retirant. Cet inconvénient pendant une nuit obscure separa beaucoup d'officiers et de soldats de tous les corps, et donna aux ennemis bien des prisonniers qui ne purent pas les éviter »<sup>301</sup>.

Les plus heureux ne tombèrent pas aux mains des Alliés, mais se retrouvèrent sur la route de Lille, Ypres ou Tournai.

Pendant que les soldats tentaient tant bien que mal de sortir du champ de bataille, un conseil de guerre réunit Vendôme, Bourgogne, et les principaux officiers généraux français. Vendôme fut d'emblée favorable à une continuation de la bataille, considérant qu'un bon tiers des troupes n'avait pas encore combattu, jugeant aussi que les pertes en matériel seraient énormes si on choisissait d'abandonner le terrain. Pourtant, l'opposition quasi unanime des autres commandants, ainsi que l'affluence des rapports qui soulignaient le désarroi des combattants, finirent par faire céder le maréchal. Il ordonna à toutes les troupes de se diriger vers Gand.

Le lendemain, la plupart des troupes étaient déjà sur le point de se mettre en sécurité derrière le canal de Gand à Bruges, profitant de l'inactivité des forces alliées – Marlborough ne pouvait pas demander encore plus à des hommes qui avaient marché sans interruption depuis l'aube, avant de se jeter dans une lutte très disputée. Pourtant, on s'aperçut dès le lever du soleil que plus d'une centaine d'escadrons étaient restés à leur poste, à la gauche de l'armée française – ces escadrons faisaient partie des unités qui n'avaient pas combattu toute la journée du 11 juillet. Leur situation était assez délicate, lorsqu'au matin, ils se rendirent compte que toutes les troupes qu'ils voyaient auprès d'eux n'étaient pas des forces amies, mais celles du prince Eugène<sup>302</sup>. Ce dernier avait en effet, avec Marlborough, projeté une vaste offensive à l'aube, dans l'hypothèse où les Français auraient voulu, comme à Luzzara, poursuivre le combat<sup>303</sup>. Le repli des escadrons oubliés se fit pourtant assez heureusement, sous la conduite du chevalier Du Rozel, grâce au sacrifice de cinq cent grenadiers sous le marquis de Nangis, et d'une bonne partie des cavaliers des régiments du Colonel général et Richebourg<sup>304</sup>.

---

<sup>301</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, M. du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

<sup>302</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 133 (16 juillet 1708).

<sup>303</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 416.

<sup>304</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°228, le chevalier de Pourrières à Chamillart, Breda, 23 juillet 1708. Pourrières commandait les dragons de Richebourg.

Ainsi s'achevait, au matin du 12 juillet 1708, l'affrontement d'Audenarde – pour la plupart des hommes cependant, il avait pris fin dès la veille, vers 22 heures<sup>305</sup>. Les Français ne voulurent jamais le considérer comme une bataille – les registres des Invalides ne parlent ainsi que du « combat proche Oudenarde », alors que le terme de bataille est systématiquement employé pour Blenheim et Ramillies. « Combat » rend en effet beaucoup mieux l'impression laissée par cette journée : des luttes mal coordonnées de fantassins que l'on envoie à l'attaque à peine arrivés de leur marche ; un espace d'affrontement coupé et mal défini – l'absence de délimitation à l'ouest expliquant le contournement de la droite française ; enfin l'impossibilité d'une vision d'ensemble et l'absence d'un schéma préétabli, du moins du côté français – la manœuvre d'encerclement supposait de la part des Alliés une conscience beaucoup plus juste de la situation. C'est peut-être ce dernier point qui fut le plus déterminant à Audenarde : le combat fut engagé, ainsi que la retraite, avant que le général en chef n'ait donné son aval. Mieux que toute autre, cette bataille montre à quel point il est difficile pour un seul homme de contrôler, lors d'une action générale, les mouvements des troupes. Telle est pourtant la tâche du général en chef.

### 5.2. L'art du commandement

#### 5.2.1. Le rôle du général en chef

##### 5.2.1.1. *La prise de décision sur le champ de bataille : le « coup d'œil »*

Au matin d'un combat, le rôle du général en chef est de positionner ses différentes unités sur le champ de bataille, avant le choc contre les forces adverses. La durée de cette phase de préparation dépend des circonstances. Les généraux de Louis XIV disposèrent de six heures à Blenheim, deux environ à Ramillies et à Turin, tandis que cette phase n'eut même pas lieu à Audenarde. Ce temps de répit semble souvent trop court par rapport aux conséquences des décisions qui y sont prises. C'est pourquoi tout le monde s'accorde à dire que l'un des premiers talents du général est la capacité à « prévoir dans un moment ce qui décide des affaires »<sup>306</sup>, c'est-à-dire être capable de réaliser un « examen des lieux, et [de leur]

---

<sup>305</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>306</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 43

arrangement pour les troupes [...] prompt comme le vol d'un aigle »<sup>307</sup>. C'est ce que l'on appelle le « coup d'œil ». Dans son acception la plus stricte, le coup d'œil est la capacité de disposer ses troupes en fonction du terrain, tant il est vrai que « dans l'espace de deux lieues, on peut quelquefois prendre deux cens positions »<sup>308</sup>. Mais le coup d'œil, au cours du combat, consiste également à savoir identifier et exploiter la moindre erreur de l'adversaire. Un éloge du duc de Vendôme affirme ainsi que la première des « quatre excellentes qualitez [qui] sont le caractere d'un general habile et parfait », c'est de savoir « profiter des occasions qui se presentent »<sup>309</sup>. Un autre maître en ce domaine, s'il faut en croire les relations louangeuses, était le duc de Marlborough. Un récit anonyme de Blenheim souligne ainsi qu'il « avoit les yeux partout »<sup>310</sup>. Ce jour-là en effet, la perspicacité du général anglais lui permit de comprendre aisément le plan ennemi en regardant comment les maréchaux français dispoisaient leurs troupes : « Le duc de Marlborough, un homme d'une pénétration et d'une présence d'esprit non communes, comprit bientôt le projet de Tallard »<sup>311</sup>.

Mais la prise de conscience d'un danger par le commandant dépend essentiellement de la position où il se trouve. C'est pourquoi le parfait général doit faire preuve d'un don d'ubiquité, comme John Churchill : « Le duc était dans toutes les places où sa présence était requise »<sup>312</sup>. Une telle description ne laisse pas de rappeler l'éloge funèbre de Condé par Bossuet, qui le présentait, à Rocroi, comme un héros omniprésent : « Aussitôt qu'il eut porté de rang en rang l'ardeur dont il était animé, on le vit presque en même temps pousser l'aile droite des ennemis, soutenir la nôtre ébranlée, rallier le Français à demi vaincu, mettre en fuite l'Espagnol victorieux [...] : il semble qu'il se multiplie dans une action »<sup>313</sup>. L'exemple maintes fois cité d'une réaction nécessaire et vigoureuse de Marlborough face à une menace fut, en 1704, la rapidité avec laquelle il conjura l'échec de ses troupes sur Oberglaue : constatant que les Français de Blainville, poussant leurs adversaires à peine sortis du Nebel, étaient à même de couper en deux sa ligne de bataille, il se rendit lui-même sur place et

<sup>307</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 142.

<sup>308</sup> Voir par exemple les définitions du coup d'œil par Frédéric II (« Savoir distinguer au premier moment tous les avantages qu'on peut tirer d'un terrain ») et par Folard (ce dernier étendant le coup d'œil à l'art stratégique, en le considérant comme « l'art de connoître la nature et les différentes situations du pays où l'on veut porter la guerre »). Frédéric II, *Instructions militaires...*, *op. cit.*, p. 155 ; Id., *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>309</sup> Arsenal ms. 2738, « Eloge de monsieur le duc de Vendosme », p. 37-99 [p. 39].

<sup>310</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°151, relation anonyme de la bataille de Blenheim Berg-Op-Zoom, 16 août 1704.

<sup>311</sup> « The Duke of Marlborough, a man of uncommon penetration and presence of mind, soon perceived Tallard's design ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>312</sup> « The duke was in all places where his presence was requisite ». *Ibid.*, p. 61.

<sup>313</sup> Jacques-Bénigne Bossuet, « Oraison funèbre de Louis de Bourbon, prince de Condé », dans *Œuvres oratoires de Bossuet*, éd. J. Lebarq, E. Levesque, C. Urbain, Lille, Desclée, de Brouwer, 1914-1926, t. VI, p. 427 et 432.



envoya un courrier au prince Eugène pour qu'il dépêchât en urgence une brigade de cavalerie, qui sauva la situation<sup>314</sup>. Cette réaction est d'autant plus remarquable qu'il avait alors toutes les raisons de concentrer son attention sur sa gauche, où sa cavalerie était en train de lutter activement pour se déployer au-delà du ruisseau.

La mésaventure du maréchal de Tallard, qui s'était déroulée peu de temps auparavant, démontre également que l'absence du chef au moment opportun pouvait s'avérer désastreuse. Pendant la canonnade initiale, le maréchal fut averti « que les ennemis faisoient couler beaucoup d'infanterie sur leur droite et que leur dessein étoit d'attaquer la gauche de M. de Marsin comme la plus foible »<sup>315</sup>. Il décida de s'y porter en vitesse, croyant que les ennemis ne seraient pas capables d'attaquer sa propre aile avant deux heures. On sait à quel point cette conjecture s'avéra fautive : « Pendant qu'il y étoit on attaqua véritablement sa droite »<sup>316</sup>. Ce mouvement fut incontestablement une grande erreur de la part de Tallard, et, bien plus, une erreur assez peu compréhensible : il ne lui était pas nécessaire d'aller vérifier par lui-même une disposition établie par Marcin et l'Électeur, à moins de ne guère croire en leurs compétences. Peut-être pensait-il que l'essentiel du combat allait se faire au centre et à la gauche du dispositif français. Quoi qu'il en soit, les officiers qui prirent part à la bataille estimèrent que les conséquences de cette décision furent lourdes. C'est en effet une des raisons pour lesquelles les charges de cavalerie contre les premiers soldats alliés qui passaient furent aussi peu vigoureuses :

« [La faute] la plus décisive, selon ma pensée et celle de bien d'autres, est le malheur de l'absence de M. de Tallard, quand la droite fut attaquée ; car, s'il y eût été, il n'aurait pas souffert que les trois escadrons de gendarmerie eussent chargé les ennemis que toute la ligne n'eût suivi, et se serait approché du ruisseau »<sup>317</sup>.

Bien d'autres charges eurent lieu avant le retour du maréchal – selon le baron de Quincy, il manqua encore deux autres attaques massives de la cavalerie et ne revint que pour planifier une attaque conjointe de ses escadrons, et des bataillons des trois brigades de

---

<sup>314</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 92 ; R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 86.

<sup>315</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>316</sup> *Ibid.*

<sup>317</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582. C'est aussi l'opinion, entre autres exemples, du chevalier de Villiers : « M. le mareschal de Talard prist un des chevas englois de M. d'Hautefort pour en voir la disposition et pour parler à M. le mareschal de Marcin et cela malheureusement, je dist malheureusement car peut estre les ennemis n'auroit pas eu tant de facilitez à s'establir en desa du marais s'il n'y avoit pas esté. Mais le malheur voulut que les ennemis entreprist (*sic*) leur ataque et leur pasage dans le temps qu'il y estoit ». SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°19, M. le chevalier de Villiers à Chamillart, camp de Feld, 10 septembre 1704.

Robecque, Nice et Auxerrois<sup>318</sup>. Il est surprenant que Tallard ait aussi mal évalué la capacité des ennemis de passer rapidement à l'offensive. Il pouvait pourtant, depuis les hauteurs près de Blenheim, constater les progrès de leur organisation. Mais le maréchal de Tallard « avait un malheur bien dangereux pour un général : sa vue était si faible qu'il ne distinguait pas les objets à vingt pas de lui »<sup>319</sup>. Il était en effet particulièrement myope : la nature lui avait définitivement refusé le « coup d'œil » du général.

On retrouve deux ans plus tard, sur les plaines du Brabant, un épisode similaire, durant lequel une aile de l'armée française fut balayée en l'absence de ses commandants en chef. Villeroy comme l'Électeur s'étaient passionnés pour les combats d'infanterie à leur gauche et dans le village de Ramillies. Le maréchal l'avoua sans états d'âme : « Comme j'étois du costé des villages qui avoient esté attaquez, je ne vis point l'action qui se passa à la droite. L'Electeur ne la vit point aussy, estant aux attaques qui se faisoient »<sup>320</sup>. Il faut supposer que le maréchal de Villeroy n'avait pas pensé à se poster sur une hauteur qui lui permît de voir tout le champ de bataille. Convaincu que le sort de l'affrontement se jouerait sur la capacité de ses bataillons à repousser l'ennemi, il avait préféré se mettre dans le centre gauche du terrain. Ce n'est probablement pas tant la distance – il devait se trouver à deux kilomètres, ce qui est suffisant pour voir d'immenses masses de cavaliers vêtus de couleurs vives – que la topographie qui lui a nui, puisque la plaine où se déroulait la bataille de Ramillies était en contrebas de l'endroit où il se trouvait lui-même, c'est-à-dire dans un angle mort. C'est pourquoi il fut convaincu pendant plus d'une heure, tout comme l'Électeur, que l'affaire se déroulait pour le mieux<sup>321</sup>. La prise de conscience de la gravité de la situation n'en fut que plus rude. L'absence de l'un des deux commandants à l'aile droite du champ de bataille eut en réalité deux conséquences néfastes. Premièrement, ils auraient sans doute pu, s'ils avaient été présents, engager la seconde ligne de cavalerie à charger. En second lieu, le caractère hâtif de la retraite – alors que de nombreux cavaliers de la première ligne n'étaient pas en fuite, mais

---

<sup>318</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582, cette absence est confirmée par BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704. Ainsi, les récits des Alliés – et de nombreux historiens – qui présentent le désarroi de Camille d'Hostun voyant ses escadrons de gendarmerie battus par la cavalerie anglaise, comme symbole de la punition de l'arrogance française, ne sont pas fondés, puisque Tallard ne put être le témoin visuel de cet échec, même s'il en fut ensuite informé par ses officiers.

<sup>319</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 32.

<sup>320</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>321</sup> « J'ay veu le combat gagné pendant plus d'une heure et demye ». SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°211, Villeroy à Chamillart, camp de Vilvorde, 24 mai 1706. Maximilien-Emmanuel le confie également à Monasterol : AE Bavière supplément 2, fol. 281r-283r, Bavière à Monasterol, 16 août 1704.

## LA DIMENSION TACTIQUE

cherchaient simplement un endroit sûr pour se rallier – fut notamment dû à l'état de surprise, voire d'hébétement des deux chefs, qui prirent en catastrophe les mesures les plus radicales – et nous savons que c'est dans la retraite que l'armée perdit la plupart de ses hommes.

### 5.2.1.2. *Mener ses hommes au combat*

Lorsque le général en chef identifie une faille dans son dispositif ou dans celui de l'adversaire, il doit « baisser la main, se porter à toutes jambes dans l'endroit défectueux, prendre les premières troupes qu'il trouve à sa portée, les faire avancer rapidement, et payer de sa personne : c'est ce qui gagne les batailles et les décide »<sup>322</sup>. De fait, le chef de guerre à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle est loin de l'image du froid tacticien qui observe ses hommes à la lunette. La capacité d'entraînement est une vertu fondamentale chez un général, il doit être là pour encourager ses hommes quand ils défont, les rallier quand ils fuient. La présence d'un grand personnage est en premier lieu une incitation à bien faire pour les soldats et les officiers, car ces derniers chercheront à se distinguer par une belle action, dont ils espéreront une prime pour leur régiment – si le commandant en parle au roi – ou une progression individuelle dans la hiérarchie militaire. Sempigni, un officier d'artillerie, voit son zèle décuplé par la proximité du petit-fils de Louis XIV : « Monseigneur le duc de Bourgogne me fit repasser ensuite à ma droite sur une hauteur où il estoit, d'où j'eus le bonheur d'ajuster chaque coup sy juste en presence de ce grand prince, qu'il me fit dire plusieurs fois qu'il estoit content de moy, qu'on ne pouvoit mieux faire et qu'il s'en souviendroit »<sup>323</sup>. À l'inverse, une fuite honteuse sous les yeux d'un général ne restera pas impunie. Si le chef est prestigieux et aimé de ses hommes, sa simple présence est un stimulant, et s'il s'expose au feu, son courage est un modèle. La bravoure faisait partie des (très rares) qualités militaires de Villeroy. À Steinkerque, il avait chargé à la tête des Gardes françaises, et il s'illustrait encore l'année suivante à Neerwinden. Il semble qu'il en fut de même à Ramillies : « l'Electeur de Baviere et le marechal de Villeroy se sont comporte pendant le combat en grands capitaines, exposant leur vie comme de simples soldats »<sup>324</sup>. De fait, Maximilien-Emmanuel ne manquait pas non plus de panache, ce qui lui permettait d'« animer par [sa] presence les soldats à faire

---

<sup>322</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 144. On peut rapprocher ce texte de celui de Feuquières : « Le combat s'opiniâtrant, et le succès en devenant partagé, le général doit faire son principal effort contre le lieu où l'ennemi fait le plus de résistance ; et en ce cas, il doit s'y porter lui-même, afin d'animer les troupes par sa présence, et les faire charger avec plus de vigueur ». A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 313.

<sup>323</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26, Sempigni au duc du Maine, camp sous Gand, 12 juillet 1708.

<sup>324</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°242, nouvelles du Bon Correspondant, s.l. 28 mai 1706.

leur devoir »<sup>325</sup>. Un épisode de cet ordre se déroule à Blenheim : alors qu'il se dirige vers la droite d'Oberglau, l'Électeur voit des escadrons de la gendarmerie qui ne se rallient pas après un assaut infructueux. Immédiatement, il s'y porte et s'exclame : «Voilà la gendarmerie qui se sauve ; est-il possible ? Allez, messieurs ; dites-leur que je suis ici présent ; ralliez-les, et qu'ils retournent à la charge »<sup>326</sup>. Le baron de Montigny-Languet se charge à l'instant de la tâche, et renvoie les cavaliers au combat. Maximilien-Emmanuel eut moins de chance lorsqu'il voulut rallier les fuyards à Ramillies :

« L'Electeur, l'espée à la main, se trouvant partout, criant : "Vive le Roy ! Alons, mes enfans, à la gloire ! Où est l'honneur de la France ?", a fait tout ce qu'un heros pouvoit faire ce jour [...] ; mais il ne pouvoit se trouver partout »<sup>327</sup>.

Quoi qu'il en soit, Maximilien-Emmanuel s'acquitta lors de toutes ses campagnes, depuis les guerres contre les Turcs jusqu'à la succession d'Espagne, une réputation de vaillance qui lui valut d'être considéré par Guignard comme le modèle du parfait général<sup>328</sup>. En 1704, Tallard s'évertua tout autant que le Bavaurois, dès qu'il fut de retour à l'aile droite, à animer la cavalerie et à la contraindre à charger, alors que cette dernière était épuisée : « Monsieur le maréchal de Tallard [...] se portait partout pour remédier au mal ». Il est probable qu'il se souvint avec amertume de tous ces efforts déployés en vain pour motiver ses hommes lorsqu'il attribua au comportement de la gendarmerie un rôle décisif dans la perte de la bataille<sup>329</sup>. Les commandants alliés n'étaient évidemment pas en reste, puisque le prince Eugène menait lui-même ses soldats à la charge, et qu'il aurait tué, de ses propres mains, deux cuirassiers qui fuyaient à Blenheim<sup>330</sup>.

Pour prouver le courage d'un général, on évoque souvent des épisodes qui voient la mort le frôler de près. Le double exemple du duc d'Orléans et du maréchal de Marcin, respectivement blessé et tué lors de la bataille de Turin, suffit à démontrer que les risques

---

<sup>325</sup> *Ibid.*

<sup>326</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>327</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216, Le marquis des Porcelets à Chamillart, Bruxelles, 23 mai 1706.

<sup>328</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. VI.

<sup>329</sup> Lettre interceptée [par les Alliés] d'un intendant de l'armée française, Ulm, 15 août 1704, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, n°66, p. 863-865.

<sup>330</sup> AE Bavière 50, fol. 76r-82v, « Relation de la bataille donnée le 13<sup>e</sup> aoust... », camp d'Höchstadt, 15 août 1704.

étaient réels<sup>331</sup>. Lediard assure qu'à Audenarde, Eugène et Marlborough « exposèrent leurs personnes aux plus grands dangers, quand la nécessité le requerrait »<sup>332</sup>. Le même Eugène, durant la bataille de Turin, vit deux de ses domestiques tués derrière lui ; lui-même fut renversé par la chute de son cheval<sup>333</sup>. Vendôme n'était pas en reste : à Audenarde, deux de ses valets de chambre et le lieutenant de ses gardes tombèrent à ses côtés<sup>334</sup>. L'Électeur de Bavière, à Ramillies, eut un cheval tué sous lui<sup>335</sup>. À la seconde bataille d'Höchstädt, il eut « deux de ses aydes de camp generaux blessés [...] ; il a eu encore un de ses premiers valets de chambre emporté d'un coup de canon à ses côtés »<sup>336</sup>. Là encore, on ajoute que Max-Emmanuel a été vu « partout s'exposer comme un simple soldat »<sup>337</sup>.

Reconnaissable à son habit, le commandant est souvent la cible de tireurs isolés. À Blenheim, le prince Eugène est mis en joue par un dragon français ou bavarois, et doit sa vie au coup de fusil d'un de ses propres dragons<sup>338</sup>. Quant à Marlborough, il voit un boulet de canon passer assez près de son cheval pour qu'il le couvre de boue en tombant à terre<sup>339</sup>. La poudre n'est pas la seule à menacer les chefs de l'armée. Lors de la bataille d'Elixhem, en 1705, Marlborough, qui s'était trop exposé, est chargé par un officier bavarois qui manque son coup, avant que ce dernier soit abattu par un trompette du capitaine-général<sup>340</sup>. Mais l'épisode le plus abondamment cité se déroula à Ramillies, lorsque John Churchill dirigea personnellement la charge des troupes hollandaises qui venaient contrer la percée de la gendarmerie à la gauche de l'aile droite française.

« Le duc, dans le feu de l'action, en vint à être démonté, et en grand danger de mort, mais il fut remonté par le capitaine Molesworth, son aide de camp, la seule personne de son escorte qui était derrière lui. Celui-ci, le voyant en danger manifeste de tomber entre les

---

<sup>331</sup> Les circonstances des malheurs survenus à ces deux personnages en 1706 sont très mal connues. On sait simplement qu'ils eurent lieu à des moments relativement rapprochés, alors qu'ils tentaient désespérément de maintenir la fermeté du centre français.

<sup>332</sup> « They exposed their persons to the greatest dangers, when necessity required it ». T. Lediard, *op. cit.*, t. II, p. 29.

<sup>333</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 678.

<sup>334</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. V, fol. 163v.

<sup>335</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216, Le marquis des Porcelets à Chamillart, Bruxelles, 23 mai 1706.

<sup>336</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704. L. Pelet et F.-E. de Vault ont omis d'éditer ce passage.

<sup>337</sup> *Ibid.*

<sup>338</sup> J. F. H. Dutems, *op. cit.*, t. I, p. 403. Ce genre de détails est difficile à vérifier, il n'en indique pas moins ce que l'on attend d'un chef. Le prince Eugène aurait également eu un soldat tué sous lui.

<sup>339</sup> *Ibid.*

<sup>340</sup> D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 54.

## LA DIMENSION TACTIQUE

mais des poursuivants ennemis, se jeta soudainement au bas de son cheval, et aida le duc à remonter »<sup>341</sup>.

Marlborough n'était pas pour autant au bout de ses peines : alors qu'il montait, une heure plus tard, sur un autre cheval, le colonel Bringfield, son écuyer, qui lui tenait les rênes, eut la tête emportée par un boulet de canon<sup>342</sup>. Ces récits ne font pas que souligner la bravoure du commandant. Les soldats aiment et admirent les chefs réputés chanceux : si les balles les épargnent, c'est qu'ils sont favorisés par le Ciel. C'était l'un des principaux éléments qui faisaient la popularité de Turenne – jusqu'à ce qu'un boulet de canon ne vienne mettre fin à cette réputation<sup>343</sup>. L'éloge anonyme du duc de Vendôme que nous avons déjà évoqué fait ainsi du « bonheur » (c'est-à-dire de la chance) la dernière des « quatre excellentes qualités » du général<sup>344</sup>.

De fait, le descendant d'Henri IV représente, jusqu'à l'extrême, l'exemple du général combattant à la tête de ses troupes. À la bataille de Calcinato, il se trouve « toujours dans le plus fort du feu »<sup>345</sup>. Il provoque même le destin en luttant sans cuirasse, pour mieux susciter l'admiration des soldats<sup>346</sup>. À Audenarde, il dirige personnellement les attaques de son infanterie<sup>347</sup> – W. Churchill assure même qu'il y combat à la hallebarde, arme des officiers de régiment<sup>348</sup>. Folard raconte qu'à Cassano, en 1705, il « s'exposoit comme eut pu faire un aventurier dont la vie est sans conséquence »<sup>349</sup>. L'attitude de Vendôme pourtant dévoile les

---

<sup>341</sup> « The duke [...] in the hurry of the action happened to be unhorsed, and in great danger of his life; but was remounted by Captain Molesworth, one of his Aide de Camp, the only person of his retinue the near him; who seeing him in manifest danger of falling into the hands of the pursuing enemy, suddenly threw himself from his horse, and helped the Duke to mount it. ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 61. Ajoutons que le duc anglais n'aurait probablement pas échappé aux cavaliers français si Murray, un lieutenant général hollandais, n'avait envoyé un bataillon de Suisses pour faire écran contre les gendarmes qui se présentaient. Ces derniers, qui n'avançaient probablement pas en ordre serré, mais s'étaient débandés pour aller le plus vite possible, s'empalèrent sur les baïonnettes des fantassins. AE Angleterre 220, fol. 97r-98v, nouvelles de Guénin à Londres, 1<sup>er</sup> juin 1706 ; G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 113.

<sup>342</sup> R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 61 ; AE Angleterre 220, fol. 97r-98v, nouvelles de Guénin à Londres, 1<sup>er</sup> juin 1706.

<sup>343</sup> J. Bérenger, *Turenne...*, *op. cit.*, p. 512.

<sup>344</sup> Arsenal ms. 2738, « Eloge de monsieur le duc de Vendosme », p. 37-99 [p. 39]. Les trois autres qualités sont la sagesse (qui comprend l'art de « profiter des occasions qui se presentent »), la bonté vis-à-vis des soldats et la magnanimité devant le danger.

<sup>345</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

<sup>346</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie.

<sup>347</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 131.

<sup>348</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 403.

<sup>349</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 122. Là encore, pour mieux démontrer les risques encourus, l'auteur énumère les blessures reçues par ses proches : « Il eut plusieurs officiers tués auprès de lui, plusieurs aussi de ses domestiques. Il reçut même un coup dans sa botte sans être blessé. D'Argenson, un de ses aides de camp, officier de valeur et de mérite, eut le bras cassé auprès de lui ; Cotron, son capitaine des gardes [...], fut blessé d'un coup de feu au travers du corps ». *Ibid.*

## LA DIMENSION TACTIQUE

contradictions du rôle d'un commandant d'armée le jour d'une bataille. Certes, le fait de « partager le péril » des soldats incitait ces derniers à mieux se battre<sup>350</sup>, mais que se serait-il passé s'il avait perdu la vie ? Le sort d'une bataille est-il celui de son général ? Par ailleurs, comment se trouver à la fois au-dessus de la mêlée, pour apprécier le déroulement des opérations, et au cœur de celle-ci ? Le maréchal de Villars, dans son *Traité de la guerre de campagne*, prend résolument parti pour le premier de ces deux rôles : « Pendant l'action il n'est pas question que le general fasse le carabin. Il doit se tenir en lieu le plus propre à voir toutes les choses afin de porter le remede où il en est besoin »<sup>351</sup>.

Le général ne doit s'impliquer qu'au dernier moment, pour rendre l'instant décisif. Rien dans l'attitude du duc de Vendôme n'est conforme au modèle proposé par Villars. Sa position, lors de la bataille d'Audenarde, est difficile à établir. Nous avons vu qu'il donna des ordres à certains de ses subordonnés pour renforcer les points du front qu'il sentait les plus vulnérables. La relation jacobite nous indique qu'entre 14 et 15 heures, il dirigeait la bataille depuis une hauteur située vers le centre gauche du champ de bataille, et qu'au coucher du soleil (soit 20 heures 30) il rencontra les princes à la droite de l'armée<sup>352</sup>. Il semble néanmoins qu'il passa la plupart de son temps engagé dans des combats d'infanterie. Winston Churchill l'a accusé d'avoir délibérément abandonné le commandement global des armées pour se jeter, pris d'une véritable rage de combattre, dans une affaire particulière<sup>353</sup>. Le reproche n'est pas sans fondements. Pourtant, on pourrait arguer, à la défense de Vendôme, que l'affrontement de fantassins qu'il dirigeait était destiné à enfoncer l'armée des Alliés, et qu'il aurait pu entraîner la victoire. Le duc de Marlborough n'était pas moins profondément engagé dans les combats que Vendôme<sup>354</sup>. Mais si John Churchill pouvait se permettre d'abandonner momentanément le contrôle des opérations, c'est qu'il accordait toute sa confiance au prince Eugène, qui, situé à la droite du champ de bataille, était encore en mesure de coordonner les actions de l'armée alliée<sup>355</sup>.

---

<sup>350</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>351</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 58.

<sup>352</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

<sup>353</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 414-415.

<sup>354</sup> « Having no time to give exact dispositions for attacking the enemy, [Marlborough] ordered what was up, as they were, to begin and attack and the rest, as they came, to fall in accordingly ». Citation d'un officier britannique, témoin oculaire de la bataille, cité par C.T. Atkinson, *Marlborough and the rise of the British Army*, 1924, p. 340.

<sup>355</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 152.

### 5.2.1.3. *Des princes présents à la tête de leurs armées ?*

La conciliation des deux rôles du général en chef se trouve portée au plus haut degré de complexité lorsque la personne chargée de diriger l'armée est de sang royal. Ce problème est fort bien exposé par Paul Hay du Chastelet, qui tente de répondre, en 1668, à l'épineuse question de savoir « s'il est à propos qu'un roi fasse la guerre »<sup>356</sup>. La première remarque de l'auteur, qui parle en réalité à destination du jeune Louis XIV, est que le roi, afin de bien gouverner et de bien diriger ses armées, « ne doit jamais sortir du centre de ses États, et que de là il doit, par une effusion continuelle de sa sagesse et de son autorité, animer toutes les parties qui le composent ». C'est d'ailleurs la leçon de l'Histoire :

« À cette raison, qui semble n'être que de convenance, on ajoute que [...] l'expérience dans tous les siècles a prouvé la solidité de cette maxime, et que les rois qui ont demeuré dans leur cabinet, ont exécuté de plus grandes choses, que n'ont pas fait ceux qui poussés d'ambition, et du désir insatiable d'acquérir, ont couru toutes les régions de l'univers ».

Après avoir exposé les règles que dictent la sagesse, Hay du Chastelet adopte un point de vue complètement inverse, et aborde la question sous l'angle de la renommée :

« Mais on dit au contraire, qu'un roi n'est jamais grand ni illustre, qu'il n'ait porté ses armes chez les étrangers [...], et qu'il lui est honteux de se contenir dans les bornes de sa première condition, et qu'il ne doit point différer de marcher où il est appelé par la gloire qui accompagne les belles actions ».

En définitive, la « louange immortelle » de la postérité l'emporte sur les règles de sagesse : « Il est à propos qu'un roi se trouve en personne dans ses armées, s'il aspire à une estime extraordinaire ». Afin d'adopter une position équilibrée, l'auteur remarque que la présence du roi à l'armée n'implique pas pour autant qu'il se jette en personne dans le combat :

« Un roi qui va à la guerre, doit avoir perpétuellement dans l'esprit, qu'étant l'âme et la force de son armée, il est nécessaire qu'il se ménage, afin de la soutenir en toutes occasions : aussi n'est-il pas de sa dignité d'exposer inconsidérément sa personne aux hasards des armes : il doit penser que sa conservation est d'une conséquence infinie, et

---

<sup>356</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre IX-I, « S'il est à propos qu'un roi fasse la guerre ». Toutes les citations sont tirées de ce chapitre.



## LA DIMENSION TACTIQUE

que la perte de sa personne ne pourrait se réparer. Je dis qu'un roi est obligé de se ménager, sans prétendre toutefois qu'il le fasse avec une retenue qui pût faire naître contre lui le moindre soupçon de faiblesse et de timidité ; mais je veux qu'il considère que de son salut dépend celui de toutes ses troupes ; et qu'ainsi il se réserve tout entier aux plus grandes aventures ».

Souverains et chefs d'État de l'époque moderne connaissent tous ce dilemme, mais y répondent de façon différente. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les Habsbourg d'Espagne et d'Autriche ne conduisaient pas leur armée en personne. Certains d'entre eux pourtant ne manquèrent pas de le regretter. Léopold a ainsi déploré de ne pas avoir mené ses troupes au Kahlenberg, mais l'a expliqué en rejetant la responsabilité sur Jean Sobiéski, qui aurait réclamé d'être le commandant en chef de l'armée de secours – ce qu'il n'aurait pu être en présence de l'Empereur<sup>357</sup>. À l'inverse, Guillaume d'Orange mena directement les forces alliées pendant les guerres de Hollande et de la Ligue d'Augsbourg. L'attitude de Louis XIV oscilla, selon les périodes, entre ces deux modèles. D'un côté, il devait assumer sur le terrain son double rôle de *primus inter pares*, commandant au milieu de sa noblesse, et de protecteur de son peuple, de l'officier au moindre soldat<sup>358</sup>. *L'Histoire de Henri le Grand*, écrite par Hardouin de Péréfixe, évêque de Rodez, ne montrait-elle pas Henri IV s'exposant à tous les coups lors de la bataille de Coutras<sup>359</sup> ? Ce livre fut un des préférés de Louis XIV. Louis XIII avait lui-même été à plusieurs reprises frôlé par des boulets de canon<sup>360</sup>. Comme l'a montré Joël Cornette, la guerre légitimait la monarchie. Elle motivait l'aristocratie par l'exaltation d'un idéal chevaleresque. Le roi y était reconnu comme le commissaire de Dieu sur terre, car il se vouait personnellement à affronter la mort, acte de caractère sacrificiel le dotant d'une aura surnaturelle<sup>361</sup>.

D'un autre côté, la participation du roi aux opérations militaires comportait des dangers qu'il pouvait sembler déraisonnable de risquer. Dès 1635, Richelieu s'opposait au départ du roi à la guerre. Il avait encore à l'esprit l'exemple récent du décès de Gustave-Adolphe sur le champ de bataille de Lützen<sup>362</sup>. La capture de François I<sup>er</sup> à Pavie, et ses suites diplomatiques désastreuses, n'étaient pas non plus oubliées.

---

<sup>357</sup> J. Bérenger, *Léopold I<sup>er</sup>...*, *op. cit.*, p. 131.

<sup>358</sup> Joël Cornette, *Le roi de guerre. Essai sur la souveraineté dans la France du grand siècle*, Paris, Payot, 2000, p. 179.

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>360</sup> *Ibid.*, p. 188-189.

<sup>361</sup> La réflexion est de Denis Crouzet. Cité *Ibid.*, p. 200.

<sup>362</sup> *Ibid.*, p. 196-199. Richelieu craignait par dessus tout de voir Gaston d'Orléans régner.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Le roi de France adopta en premier lieu une sorte de solution de compromis. S'il conduisait son armée en personne, il ne participa personnellement à aucune bataille – si l'on excepte les opérations menées durant la Fronde. En 1676, alors qu'il pouvait lancer ses troupes contre une armée hispano-hollandaise à Urtebise, le Roi-Soleil préféra renoncer au hasard de la bataille. Les généraux qui l'entouraient l'en avaient dissuadé, ne souhaitant guère prendre la responsabilité d'un engagement où le roi pouvait risquer sa vie<sup>363</sup>. En revanche, le roi participa à de nombreux sièges, exposant sa personne aux balles des ennemis. Sous les murs de Tournai, il vit l'un de ses pages et deux chevaux abattus à ses côtés. Enfin, en 1693, Louis XIV décida d'abandonner définitivement la vie des camps, malgré les objurgations de Luxembourg, qui lui représentait le risque de démoralisation de l'armée, alors que l'année n'était qu'entamée – Guillaume III restait, lui, en campagne.

Les choix opérés par Louis XIV pour faire coexister ces deux nécessités – marquer sa valeur tout en prenant le minimum de risques – aboutirent à une sorte de « casuistique » de l'exposition de la personne royale, dégagée notamment par Vauban. Le maréchal consacre dans son *Traité de l'attaque des places* tout un chapitre sur la façon dont « le roi, Monseigneur, et Monseigneur le duc de Bourgogne » doivent se comporter lors d'un siège<sup>364</sup>. Il marque d'abord qu'il ne « désapprouve pas » que ces personnages veuillent « voir » la tranchée. Mais il y pose une dizaine de conditions, destinées aussi bien à respecter la grandeur du personnage (il ne convient pas qu'il s'intéresse à des opérations menées contre des « bicoques ») et sa sécurité. Ainsi, il conseille que les têtes couronnées n'aillent pas s'aventurer plus loin que la troisième place d'arme, au-delà de laquelle on ne peut plus rien garantir contre les coups bien ajustés de l'ennemi et les éclats de ses grenades.

L'attitude des descendants du Roi-Soleil se situe dans la lignée directe des décisions de ce dernier. Le Grand Dauphin participa ainsi au siège de Philippsbourg (1688). Au début de la guerre de Succession d'Espagne, le roi envoya son petit-fils à la tête de l'armée des Flandres, où il participa au siège avorté de Nimègue. L'année suivante, secondé par Tallard et Vauban, le duc de Bourgogne dirigea l'armée du Rhin chargée de s'emparer de Brisach. Comme Louis XIV en son temps, le duc dut s'exposer, ainsi que le raconte Vauban :

---

<sup>363</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 395.

<sup>364</sup> Vauban, « *Traité de l'attaque des places* », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1300-1302.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« J'ai mené hier Monseigneur à la tranchée presque malgré moi, parce qu'on tirait beaucoup de canons que j'aurais bien voulu faire taire avant que de l'exposer. Mais il m'a tant pressé que je m'y suis laissé aller »<sup>365</sup>.

Le vieux maréchal, qui avait si souvent permis au roi de guerre de se mettre en scène lors de ses sièges, note d'ailleurs qu'il n'était « pas fâché de lui voir cet empressement », tant il permettait au duc de Bourgogne de s'inscrire dans la lignée des rois Bourbon<sup>366</sup>. Malgré ses premières marques de courage, le duc de Bourgogne déçut assez rapidement son aïeul. Dès septembre, alors que la place n'était pas tombée (même si sa chute semblait inéluctable), il demanda à Louis XIV l'autorisation de revenir à la Cour. La duchesse de Bourgogne, sa femme, déplora que le roi ait été « fort fâché » de cette initiative malheureuse, qui montrait que Bourgogne n'aimait pas la guerre « plus que les autres »<sup>367</sup>. Ceci explique probablement pourquoi le petit-fils de Louis XIV n'a plus été chargé d'aucun commandement jusqu'en 1708, lorsque le besoin de donner une nouvelle énergie à ses troupes amena le roi à recourir à son héritier présomptif. Notons d'ailleurs que ce n'est pas contre son gré que le duc de Bourgogne fut envoyé à la tête de l'armée des Flandres. Au contraire, sa correspondance à l'hiver 1707-1708 le montre désireux de commander des troupes, malgré les hésitations du souverain. Le choix définitif du roi l'emplit de la même joie qui avait animé le duc d'Orléans lorsqu'il avait été choisi, deux ans auparavant, pour conduire l'armée française en Italie<sup>368</sup>.

En revanche, les ordres du roi étaient formels. Le duc de Vendôme avait pour mission de ne commettre ni la « personne », ni la « gloire » du duc de Bourgogne, « devenues inseparables de interests de l'Etat »<sup>369</sup>. On peut supposer que Vendôme ne s'en trouvait pas plus mal, puisque cela lui offrait un bon prétexte, le jour d'une bataille, pour reléguer son supérieur théorique à l'écart des points décisifs du combat, là où s'effectuaient des prises de décision rapides à l'effet déterminant et immédiat. Ainsi, le duc de Bourgogne adopta en 1708 une attitude mitigée : présent, il ne s'exposait pas. Il pouvait ainsi craindre les risques d'une

---

<sup>365</sup> A. Blanchard, *Vauban...*, *op. cit.*, p. 373.

<sup>366</sup> *Ibid.*

<sup>367</sup> Alex O'Reilly, *The battle of Oudenarde and its consequences for the French Court*, M.A. Thesis, p. 8.

<sup>368</sup> Dans une lettre à son frère Philippe V, le duc de Bourgogne évoque ainsi sa « joie » : « Ce m'est un grand plaisir, après une interruption de quatre années entières, de me voir en quelque sorte rentrer dans le service et ne pas demeurer toujours inutile à Versailles, Marly ou Fontainebleau » (Lettre du duc de Bourgogne à Philippe V, Marly, 29 avril 1708, éditée dans les *Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V et à la reine*, éd. A. Baudrillart et L. Lecestre, Paris, H. Laurens, 1912-1916, t. I, p. 244-246). On peut comparer sa réaction à celle du duc d'Orléans en 1706 : « Mon fils va en Italie pour y commander comme généralissime [...]. Je ne peux vous écrire la joie de mon fils, il se tient plus droit et semble grandi de trois pouces » (Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Marly, le 24 juin 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 370).

<sup>369</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

défaite, pas d'être tué. De fait, à Audenarde, il ne conduisit jamais ses hommes les armes à la main. Il a délibérément été mis à l'écart des dangers du combat, même s'il est difficile de savoir si cette décision était la sienne propre ou si elle lui avait été conseillée par les officiers qui l'entouraient.

Cette attitude fut partagée par les autres personnes de sang royal entourant le duc de Bourgogne, c'est-à-dire le duc de Berry, son frère, et le chevalier de Saint-Georges. Si les trois personnages se rendirent, entre 15 et 16 heures, sur une « petite plaine » – là où le combat d'infanterie se déroula –, ils retournèrent assez rapidement sur une hauteur à la gauche de l'armée<sup>370</sup>. Ce lieu a été identifié comme le village de Royeghem – le clocher de l'église leur servit de poste d'observation<sup>371</sup>. Certes, les zélés les plus enthousiastes des princes louèrent la conduite qu'ils auraient tenue lors du combat. Une relation du *Mercur Galant* indique que « dans le plus fort de l'action, [ils] animèrent leurs troupes par leur présence »<sup>372</sup>. Leur vie, comme celle de tout général, fut plus d'une fois mise en péril : « Messeigneurs les Princes y firent des merveilles en voulant soutenir le combat, et [...] furent même en grand danger à cause de la colonne de cavalerie qui survint et dont ils furent sur le point d'être enveloppés »<sup>373</sup>. On retrouve là les deux fonctions essentielles du chef d'armée : diriger les troupes, et s'exposer personnellement. Saint-Simon loue lui aussi les talents de chef des princes. Il évoque ainsi les épisodes de confusion qui se déroulent alors qu'ils se trouvent confrontés aux fuyards de l'aile droite :

« Ils s'y montrèrent partout, et aux endroits les plus exposés, y montrèrent une grande et naturelle valeur, et beaucoup de sang-froid parmi leur douleur de voir une situation si fâcheuse, encourageant les troupes, louant les officiers, demandant aux principaux ce qu'ils jugeoient qu'on dût faire, et disant à M. de Vendôme ce qu'eux-mêmes pensoient »<sup>374</sup>.

---

<sup>370</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

<sup>371</sup> Cette position n'était pas exempte de tout danger, puisque l'attaque des troupes montées prussiennes sur l'arrière de l'armée française atteignit presque le moulin, avant d'être repoussée par les forces de la Maison du roi (A. O'Reilly, *The battle of Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 20).

<sup>372</sup> Cité *ibid.*, p. 27.

<sup>373</sup> Cité *ibid.*,

<sup>374</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 185. Selon la relation jacobite, le chevalier de Saint-Georges se serait tout aussi bien comporté : « Il ne quitta jamais les princes un seul instant le jour de l'action, et se comporta en toutes choses comme vous pourriez le souhaiter » (« He never quitted the princes on moment the day the action was, and in all things behaved himself as you could wiche »). SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

Rien n'interdit de croire que cela se déroula ainsi, malgré la partialité manifeste des auteurs des ces lignes : Louis de Rouvroy est un ami du petit-fils de Louis XIV<sup>375</sup>. Mais force est de constater que le duc de Bourgogne ne se trouva pas dans l'engagement principal de la bataille, le combat d'infanterie du centre, là où Vendôme jouait de la hallebarde. C'est pourquoi certains, à l'instar du maréchal de Matignon, préférèrent insister sur le talent du duc de Bourgogne comme grand ordonnateur de l'armée française : « [II] voyoit tout ce qui se passoit avec monseigneur le duc de Berry et le chevalier de Saint-Georges, et donnoit ses ordres partout »<sup>376</sup>. En fait, la plupart des relations choisirent d'être discrètes sur le rôle du petit-fils de Louis XIV, dont l'attitude ne sembla pas conforme à celle que l'on attendait d'un futur roi de France<sup>377</sup>.

La déception était d'autant plus forte que d'autres membres de la famille des Bourbon faisaient preuve, au même moment, de véritables vertus guerrières. Après avoir reçu une blessure héroïque sous les murs de Turin, le duc d'Orléans était allé combattre en Espagne. Le propre frère du duc de Bourgogne, le roi Philippe V, faisait au combat l'admiration de tous. Ainsi, à Luzzara, échappant à Marcin et Vendôme, il se porta avec cinquante gendarmes au beau milieu des rangs ennemis<sup>378</sup>. Mais cette différence de comportement se comprend aussi en fonction des enjeux liés à la personne même du prince : tandis que le duc d'Orléans était relativement éloigné du trône de France, et que le roi d'Espagne devait montrer sa bravoure à ses troupes pour s'affirmer comme le légitime héritier de Charles II, le duc de Bourgogne devait se préserver, car sa capture aurait représenté une catastrophe politique incalculable, et sa mort un obstacle supplémentaire à la paix. Elle aurait en effet concrétisé les peurs des Alliés de voir Philippe V récupérer intégralement son héritage français.

L'inactivité des princes à la bataille d'Audenarde contraste également avec celle d'un autre personnage de haut rang. Dans le camp des Alliés, on trouvait Georges Auguste, prince de Hanovre, dont le père était destiné à succéder à la reine Anne. Sa conduite à la tête de la

---

<sup>375</sup> E. Le Roy Ladurie, *Saint-Simon...*, *op. cit.*, p. 18. Quant à l'auteur jacobite, il dit du Prétendant qu'il est son « maître ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

<sup>376</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708. Il semble que Matignon parle également de l'activité des princes lors de la retraite.

<sup>377</sup> La différence est manifeste par rapport aux relations de la marche sur Gand, qui insistent toutes sur la valeur et l'activité du duc de Bourgogne. Hooke s'exclame ainsi : « Comme j'avois l'honneur d'être près de monseigneur le duc de Bourgogne pendant toute la marche, je n'ay pu m'empêcher d'être surpris de sa fermeté, de sa présence d'esprit, de son ardeur, et de sa grande sagesse, surtout de la manière dont il s'est conduit dans le temps que tout le monde a cru la bataille inévitable ». AE Angleterre 226, fol. 81r-84v, Hooke à Torcy, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>378</sup> Jean-François Labourdette, « La personnalité de Philippe V », dans L. Bély, dir., *La présence des Bourbons en Europe, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, p. 179.

## LA DIMENSION TACTIQUE

cavalerie – il participa à l’attaque contre Biron, au début de la bataille<sup>379</sup> – fit l’admiration de ceux qui le suivaient :

« Le prince d’Hannovere y a fait merveilles, et ce qu’on en dit luy a gagné des milliers de cœurs, pendant que le silence que les nouvelles de France gardent au sujet du chevalier de Saint-Georges, nous persuadent qu’il n’a rien fait qui ait donné le moindre lieu à un éloge dont cette nation-là est ordinairement prodigue dans ces occasions »<sup>380</sup>.

Les Coalisés soulignèrent à l’envi la différence de son attitude et de celle des princes du côté français, particulièrement celle du Prétendant, qui lui disputait la couronne. Lediard insiste sur le fait que les princes « se contentèrent de contempler l’engagement du haut du clocher d’un village adjacent »<sup>381</sup>.

Vendôme, qui avait vu le roi d’Espagne sur un champ de bataille, était parfaitement conscient du camouflet que représentait pour Bourgogne – ainsi que pour lui-même – l’insuccès d’Audenarde. C’est pourquoi, alors que la retraite fut décidée, il refusa catégoriquement que les princes rentrent à Gand en voiture, exigeant qu’on leur donne un cheval, comme les autres officiers<sup>382</sup>. Cette chaise avait été suggérée par Puysegur, d’O, Gamaches, les officiers généraux de la suite de Bourgogne qui l’avaient dissuadé de faire marcher l’aile gauche. Alberoni, dans la défense qu’il fit de l’attitude de Vendôme, souligna à plaisir la lâcheté des conseillers de Bourgogne, et leur influence néfaste sur le prestige de ce prince :

« À peine M. le duc de Vendosme eut dit à monseigneur le duc de Bourgogne que l’armée pouvoit se retirer, que tout le monde monta à cheval avec une précipitation extraordinaire et chacun gagna Gand au plus viste, jusques à conseiller aux Princes, quand ils y furent arrivez, de prendre des chevaux de poste pour gagner Ipres en diligence, pour sauver leurs personnes »<sup>383</sup>.

---

<sup>379</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 398.

<sup>380</sup> AE Angleterre 225, fol. 83r-86r, nouvelles de Londres, 7 août 1708. Quincy ajoute qu’il eut un cheval blessé sous lui. Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 497.

<sup>381</sup> « They [...] only beheld the engagement from the steeple of an adjacent village ». T. Lediard, *op. cit.*, t. II, p. 29.

<sup>382</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 189.

<sup>383</sup> Arsenal ms. 3329, fol. 6r-7v, lettre d’Alberoni, sans adresse, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

### 5.2.1.4. *Les fatigues du commandement*

On peut comprendre la sollicitude de l'entourage de Bourgogne quand on prend conscience des fatigues que représentait, pour un général, la conduite d'une armée le jour de la bataille. Toutes les lettres des commandants trahissent leur lassitude au lendemain d'une action. À l'évidence, ils manquent de sommeil. Marlborough, épuisé par toutes les marches qu'il doit faire à la poursuite de l'armée française qui vient de s'emparer de Gand, confie : « J'ai très peu dormi ces trois dernières nuits »<sup>384</sup>. Trois jours plus tard, c'est la décharge d'énergie d'Audenarde qui a épuisé Vendôme : « Je suis si las des fatigues que j'ay essayées depuis quelques jours que monseigneur le duc de Bourgogne m'a permis de coucher icy pour me reposer. Je seray demain de bonne heure au camp »<sup>385</sup>. Parmi les principales raisons invoquées revient la douleur d'avoir chevauché trop longtemps. Le jour de Blenheim, Marlborough demeure dix-sept heures sur son cheval, sans pouvoir dormir plus de trois heures à la nuit venue<sup>386</sup>. Après Ramillies, il indique au roi de Prusse qu'il vient de passer au moins une trentaine d'heures sur une monture, « ayant été à cheval depuis hier quatre heures du matin jusqu'à présent »<sup>387</sup>. Cette capacité à rester actif malgré la fatigue est une condition *sine qua non* de l'exercice du commandement. Villeroy lui-même était apprécié pour sa robustesse. Un siècle plus tard, la guerre restait une affaire de résistance au sommeil, puisque lors des jours critiques de la campagne qui se termina à Waterloo, Wellington ne dort que neuf heures, entre son lever matinal du 15 juin et la nuit du 18 au 19, soit neuf heures de sommeil sur quatre-vingt-dix<sup>388</sup>.

Les conditions de vie éprouvantes d'un général en chef sont souvent à l'origine de maladies. Vendôme est pris de coliques durant les trente heures que durent la marche sur Gand<sup>389</sup>. Les douleurs sont tellement vives qu'elles peuvent être la cause de certains événements militaires. Il s'en est fallu de peu pour que Marlborough renonce à marcher sur Audenarde :

---

<sup>384</sup> « I have sleep very little these three last night ». Marlborough à sa femme, Asse, 9 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1023.

<sup>385</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°76, Vendôme à Chamillart, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>386</sup> Marlborough à sa femme, Höchstädt, 14 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 350-351.

<sup>387</sup> Marlborough au roi de Prusse, camp de Bavechien, 24 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 521-522.

<sup>388</sup> John Keegan, *L'art du commandement : Alexandre, Wellington, Grant, Hitler*, Paris, Perrin, 1991, p. 120.

<sup>389</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

« J'aurais du répondre à deux de vos lettres, mais la trahison de Gand, une marche continuelle, et quelques lettres que j'ai reçues d'Angleterre m'ont tellement contrarié, que je souffrais hier d'une telle fièvre que le docteur m'aurait persuadé d'aller à Bruxelles. Mais je remercie Dieu d'aller mieux à présent »<sup>390</sup>.

L'arrivée du prince Eugène a un effet dynamisant sur le capitaine-général<sup>391</sup>. Pourtant, si Marlborough décide d'arrêter l'offensive de ses troupes à 21 heures le 11 juillet 1708, c'est probablement tout autant parce qu'il fait nuit que parce qu'il est lui-même épuisé. Au vu de ces éléments, on peut comprendre que le maréchal de Saxe n'hésite pas à dire qu'après la valeur et l'esprit, la qualité principale du général en chef est la « santé »<sup>392</sup>.

Enfin, un dernier facteur très humain vient perturber la conduite des opérations : la faim. Une intense réflexion, les angoisses, les cavalcades et le combat nécessitent un solide repas. En général, il est pris avant la bataille : à Audenarde, les généraux français mangent à Gavre ; à Blenheim, Tallard mange avant son funeste départ à la gauche de l'armée ; à Ramillies, une relation étonnamment bien renseignée assure que Marlborough « avoit eu la précaution de faire, comme on dit, un déjeuné devant [la bataille], afin de songer uniquement à l'action qui se préparoit, précaution qu'il eust esté à propos que nos généraux l'eussent pris comme luy »<sup>393</sup>. Il semble que le même jour, Orkney n'ait pas été aussi prévoyant : « J'arrive à peine à tenir ma tête droite : je suis tellement faible et fatigué, car cela fait 48 heures que je n'ai mangé ni bu, sauf à une ou deux reprises un verre de vin et un morceau de pain »<sup>394</sup>.

« Sagesse » ou « esprit », « valeur » ou « magnanimité », mais aussi « bonté », « bonheur » ou « santé » : tels sont les talents que doit déployer le parfait général sur les champs de bataille de l'époque moderne. Si soldats, mémorialistes et penseurs militaires

---

<sup>390</sup> « I should answer two of your letters, but the treachery of Gand, continual marching, and some letters I have received from England, has so vexed me, that I was yesterday in so great a fever that the doctor would have persuaded me to have gone to Bruxelles, but I thank God I am now better » (Marlborough à Godolphin, Asse, 9 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1022-1023). Il écrit de même à sa femme : « The treachery of Gand and the perpetual marching I have had has made me so very uneasy, that I have sleep very little these three last night, [so] that I am so hote, that I must beg of you not to answer yours til the next post » (Marlborough à sa femme, Asse, 9 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1023).

<sup>391</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 382.

<sup>392</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 142

<sup>393</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>394</sup> « [I] am hardly able to hold up my head, I am so weary and faint; for it is 48 hours I have not eat nor drank, but once or twice a glass of wine and bit of bread ». Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, art. cit., p. 315-316.



s'accordent pour dire qu'un chef d'armée doit être de constitution robuste, pour affronter les fatigues du commandement, ils divergent souvent sur la définition de ce que doit être le courage pour un commandant. À la magnanimité prônée par les défenseurs du duc de Vendôme, qui ne voulait être que le premier de ses soldats, Puységur oppose « le courage d'esprit fondé sur les grandes connaissances », qui est « celui des grands hommes »<sup>395</sup>. Comme un moyen terme, Villars propose le modèle du général « entreprenant avec prudence »<sup>396</sup>. Ce n'est pas la vigueur du chef qui doit rassurer les troupes, mais plutôt sa « contenance », qui leur indique que le général est confiant dans l'issue de la bataille<sup>397</sup>.

Si la plupart des auteurs reconnaissent que la présence d'un grand capitaine « anime » les soldats et les incite à mieux se comporter, à plus forte raison si ce dernier est de sang royal, certains considèrent que le contrôle général des opérations représente l'objectif prioritaire. Le choix du lieu d'où l'on dirige les troupes est bien souvent déterminant dans l'issue d'un combat. Une solution apparemment commode de ce dilemme serait le doublonnement du commandement, dont le duo Eugène et Marlborough représente le modèle accompli. Ces deux généraux ont su à merveille coordonner leurs différentes actions en deux espaces différents du champ de bataille, en se répartissant la conduite des opérations soit de façon géographique (à Blenheim, Marlborough dirige la gauche de l'armée alliée et Eugène la droite), soit en fonction du type d'actions à mener (à Audenarde, Marlborough guide ses hommes au cœur de la mêlée tandis qu'Eugène organise le dispositif général des troupes). Les batailles de la guerre de Succession d'Espagne ne manquent pas d'exemples, du côté français, de commandement partagé de l'armée. Malheureusement, au niveau tactique, la collaboration entre les chefs n'est guère meilleure qu'au niveau stratégique. À Ramillies comme à Turin, le mode de direction double de l'armée est neutralisé par le fait que les deux chefs se trouvent aux mêmes positions, là où la bataille semble se jouer. Une telle situation aurait évité le déroulement absurde de la bataille d'Audenarde, où l'on vit l'un des dirigeants, le duc de Bourgogne, demeurer hostile au combat et empêcher les troupes d'avancer, tandis que l'autre poussait au cœur du dispositif adverse les unités qui l'entouraient.

---

<sup>395</sup> On croit deviner, sous la plume de Puységur, une critique voilée du duc de Vendôme, lorsqu'il évoque ceux qui « entreprennent [...] hardiement d'entrer en action » : « Quand le combat ou la bataille ne se passe pas aussi heureusement qu'ils s'en étoient flattés, et que l'on vient à leur demander des ordres pour remédier aux endroits où l'affaire va mal, ils ne savent que dire, ils perdent la tête, tout est alors à l'abandon. Cependant, en pareille occasion, et presque en toutes, l'armée a plus besoin de la tête du chef que de son bras : ce chef qui ne sait que répondre à ceux qui lui parlent, [...] va se mettre à la tête des troupes charger, et souvent se fait tuer de désespoir ». J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, op. cit., t. I, p. 44.

<sup>396</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 62.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p. 43.

## LA DIMENSION TACTIQUE

À Blenheim, Tallard conduisait l'aile droite des Franco-bavarois tandis que l'Électeur et Marcin se trouvaient à gauche. Le manque de cohésion se trouva aggravé par le fait que les armées elles-mêmes étaient disjointes, et qu'elles se jalouaient mutuellement : « Il sembloit qu'elles étoient à differens maitres, et qu'il s'agissoit entre elles d'interets differens »<sup>398</sup>. Les relations entre Tallard et Marcin avaient été mauvaises lors des semaines précédant la bataille. Marcin devait être conscient que Tallard, furieux de partir au cœur de l'Allemagne, aurait préféré laisser dépérir l'armée du Danube. De son côté, Tallard s'était senti trahi et floué lorsqu'il prit conscience qu'aucun magasin n'avait été préparé pour ses hommes. Ce manque de confiance réciproque eut des effets dramatiques le jour du combat. Marcin, confronté aux objurgations de Tallard qui lui demandait des troupes en renfort, préféra rester sourd afin de garantir la solidité de son propre dispositif<sup>399</sup>. Marcin négligea même les avis venant de ses propres officiers généraux :

« Des officiers dignes de foy m'ont dit que M. de Vaillac s'apercevant que les brigades de Champagne et de Bourbonnois, qui se trouvoient tout à fait à la droite de l'armée de Marsin, étoient quasy hors de l'action, les demanda à M. le marechal de Marsin, pour les employer vers le centre des deux armées, où la superiorité donnoit un grand avantage aux ennemis, mais il n'y voulut point consentir, sur ce qu'il ne devoit point se degarnir »<sup>400</sup>.

Cette inaptitude totale à coordonner deux armées fit parfaitement l'affaire de Marlborough et d'Eugène, eux qui au contraire s'entendaient parfaitement. À Oberglau, c'est en effet une brigade de cavalerie impériale qui sauva les bataillons dépendant de l'armée de John Churchill. Un simple émissaire de la part de l'Anglais avait suffi à décider le prince de Savoie<sup>401</sup>.

En définitive, toute l'énergie et le talent du général sont impuissants s'il n'est pas à même de faire entendre et respecter ses ordres d'un bout à l'autre du champ de bataille. Tout chef sait que son pouvoir d'action est nécessairement limité, soit par la dualité du commandement, soit par l'étendue et le nombre des troupes, qu'il ne saurait toutes conduire personnellement. C'est pourquoi la dernière qualité que l'on demande au général est de

---

<sup>398</sup> AE Autriche 85, fol. 139r-142v « [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>399</sup> Tallard diligenta d'abord un aide de camp à Marcin, pour essayer un premier refus. Ensuite, voyant progressivement la situation se dégrader, il envoya dépêches sur dépêches. Il finit par diligenter le maréchal des logis de la cavalerie, qui se perdit. SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>400</sup> AE Autriche 85, fol. 139r-142v « [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>401</sup> R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 86.

s'assurer que ses ordres sont bien compris et relayés, que ce soit lors de la mise en place des troupes ou durant le feu de l'action<sup>402</sup>. Dans un Grand Siècle marqué par la massification de la taille des armées et par la multiplication du nombre d'officier généraux, le grand art du chef d'armée n'est-il pas celui de déléguer ?

### 5.2.2. Le rôle des officiers généraux

#### 5.2.2.1. Du commandant à l'officier : le problème de la transmission des ordres

Un chef militaire doit d'abord disposer de moyens rapides pour faire porter ses ordres d'un bout à l'autre du champ de bataille. La plupart du temps, cette tâche était confiée à des aides de camp. Nous avons vu que Marlborough n'était accompagné que de son aide de camp lorsqu'il fut démonté, et que l'Électeur de Bavière avait en permanence autour de lui des « aides de camp généraux », qui étaient probablement de plus haut grade, et chargés de fonctions plus importantes que les simples aides de camp. Les officiers généraux eux-mêmes en disposaient, puisque Biron en envoya un au duc de Vendôme quand il s'aperçut que les armées coalisées passaient l'Escaut<sup>403</sup>. De même, Guiscard, lorsqu'il vit les ennemis s'emparer de Tavier, dépêcha un aide de camp pour aller demander de l'infanterie. Ce n'est que quand il constata que rien ne venait que le lieutenant général décida d'envoyer des officiers plus hauts placés, qu'il supposait plus à même de convaincre les dirigeants récalcitrants que les premiers aides de camp devaient avoir rencontrés<sup>404</sup>. Le recours à des aides de camp de rang subalterne semble donc se limiter souvent au transfert des ordres d'importance mineure. Ainsi, lorsqu'il veut recevoir des nouvelles du prince Eugène à Blenheim, Marlborough n'envoie personne d'autre que Cadogan<sup>405</sup>. C'est encore ce dernier

---

<sup>402</sup> On peut par exemple citer le maréchal de Villars : « Rien ne contribue plus au gain d'une bataille que lorsque tout le monde sçait à quoy s'en tenir et rien n'est si capable de faire perdre, que quand il regne de l'incertitude dans les esprits : ce sont des points essentiels pour reussir », (BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 51). Puységur fait de cet art de déléguer le seul qui puisse être utilement employé par le commandant en chef : « Un général dans les batailles n'a rien qui lui soit propre en entier que l'ordre et la disposition qu'il fait pour l'attaque. L'exécution de cet ordre et l'action sont aux officiers généraux et aux troupes ; toute la part qu'il peut avoir n'est qu'aux endroits où il est à portée de donner des ordres : il faut donc, s'il espère réussir, qu'il les ait instruits de longue main de la conduite qu'ils auront à tenir dans tous les combats et batailles où ils pourront se trouver ». J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 183.

<sup>403</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>404</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706.

<sup>405</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 63.

qui est diligenté auprès d'Orkney pour le contraindre à abandonner la marche qu'il avait entamée pour attaquer la gauche française à Ramillies. Il est vrai qu'Orkney n'avait pas accepté cet ordre, qui lui paraissait aberrant, lorsqu'il l'avait reçu des dix précédents messagers<sup>406</sup>. D'une manière générale, John Churchill n'aimait pas se servir d'aides de camp à cheval, qui étaient plus susceptibles que des piétons d'être visés ou touchés par une balle perdue. Il préférait le service de jeunes officiers et sous-officiers à pied, munis d'un bâton à bout doré, argenté ou de bronze qui indiquait leur fonction à tous ceux qu'ils pourraient rencontrer<sup>407</sup>.

Nous constatons donc une véritable hiérarchisation au sein des aides de camp. C'est une façon de résoudre un problème identifié par Feuquières. Ce dernier est en effet très défavorable à ce type de messagers, considérant qu'ils ne sont « que de jeunes gens sans aucune expérience, souvent incapables de rendre un ordre comme il leur a été ordonné, et de rendre un bon compte à leur général de ce qu'il les aura chargez de voir »<sup>408</sup>. De fait, l'aide de camp doit être à la fois « jeune de corps », pour traverser le champ de bataille, et « vieux d'esprit » pour comprendre et expliquer à un officier les plans du général en chef<sup>409</sup>.

Il suffit, pour comprendre l'importance d'une transmission rapide des instructions du commandant en chef, de considérer que ce sont des dysfonctionnements dans ce domaine qui furent déterminants dans les échecs de Blenheim et d'Audenarde. En 1704, les deux officiers généraux envoyés avec l'ordre de retirer les troupes du village disparurent coup sur coup, ce qui entraîna, à terme, la reddition de ces dernières<sup>410</sup>. Quatre ans plus tard, Vendôme dépêcha un aide de camp, Janet, pour demander à Bourgogne de faire traverser le Norcken à toutes ses troupes :

« Mon aide de camp parla à monseigneur, mais il se trouva des gens qui lui dirent que le ruisseau était difficile à passer, que sa gauche était dans un bon poste et qu'il fallait se retrancher. Monseigneur le duc de Bourgogne se rendit avec grande peine, car je sais qu'il dit : "Que dira M. de Vendôme quand il saura que je me retranche au lieu de charger ?". Je ne sais point ceux qui ont donné ce pernicieux conseil ; mais je sais bien

---

<sup>406</sup> Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, art. cit., p. 315-316.

<sup>407</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, op. cit., p. 83.

<sup>408</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., p. 29. Voir aussi J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, op. cit., t. I, p. 61, qui reprend ces critiques presque à l'identique.

<sup>409</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 104. Feuquières, considérant que la seconde des qualités doit primer, prône le retour aux aides de camp d'autrefois, qui étaient tous des officiers chevronnés en lesquels le commandant en chef pouvait avoir une confiance absolue. A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., p. 28.

<sup>410</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

que les ennemis eux-mêmes conviennent qu'ils étaient battus si notre gauche les eût attaqués »<sup>411</sup>.

Janet fut tué sur le chemin du retour, ce qui explique que Vendôme ignora que jamais l'aile gauche ne se déciderait à passer à l'attaque<sup>412</sup>. Enfin, il arrive que dans la transmission des informations, des corps de troupes soient littéralement oubliés. La retraite d'Audenarde se décida dans la nuit et dans la précipitation – des régiments entiers avaient commencé à se retirer avant même d'en avoir reçu la consigne. Des messagers se perdirent dans la confusion générale, et on supposa probablement que tout le monde suivrait le mouvement général de l'armée. Ceci ne suffit quand même pas à excuser une gigantesque négligence : personne ne pensa à avertir la centaine d'escadrons de Du Rozel que les troupes devaient se retirer vers Gand. Ce dernier confie ainsi que « les raisons pour lesquelles je ne reçus aucuns ordres pendant la nuit ny aucune nouvelle du projet de la retraite ont esté jusque icy impénétrables, et j'attendis le grand jour sans rien sçavoir de ce qui s'etoit fait pendant la nuict au sujet de la retraite de l'armée ». Il ne s'était douté de rien : « Comme cette nuit etoit assez obscure, je ne pu pas m'apercevoir de la retraite de toutes les troupes »<sup>413</sup>.

### 5.2.2.2. *De l'officier au commandant : conseil et reconnaissance*

Les nombreuses déficiences des systèmes de communication des ordres, ainsi que l'incapacité d'un général à tout voir, quelle que soit sa position, expliquent que le rôle des officiers n'a jamais été celui d'une simple courroie de transmission entre le commandant et les soldats. Les officiers généraux ont en premier lieu une fonction de conseil. Les recommandations qu'ils peuvent émettre sont souvent liées à des informations qu'ils obtiennent en fonction de la position où ils se trouvent. Gassion, un lieutenant général qui était à la gauche de l'armée française à Ramillies, réussit à s'apercevoir de la manœuvre dissimulée de la cavalerie alliée. Il prévint Villeroy qui, obstiné, « ne fit aucun cas d'un avis aussy salutaire »<sup>414</sup>.

Mais certains officiers généraux sont également sollicités pour leur connaissance du terrain. C'est le cas par exemple, en 1704, de Legall, qui guide l'armée de Tallard jusqu'à

---

<sup>411</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n° 170, Vendôme au roi, du camp de Lovendeghem, 19 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 388-392.

<sup>412</sup> Arsenal ms. 3329, fol. 6r-7v, lettre d'Alberoni, sans adresse, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

<sup>413</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>414</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1988, p. 55, mémoire destiné à accompagner le plan de la bataille de Ramillies, s.l., s.d. Voir aussi Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 46.

l'Électeur. Puységur pour sa part était réputé un spécialiste des régions flamandes<sup>415</sup>. C'est fort de cette autorité qu'il assura à Bourgogne que le Norcken était impraticable. Puységur faisait partie de l'entourage que Louis XIV avait soigneusement constitué autour de son petit-fils, y choisissant les lieutenants généraux les plus compétents<sup>416</sup>. La campagne de 1708 était en effet destinée à former le duc à l'art de la guerre, et il avait besoin des meilleurs professeurs. Les précautions furent moindres pour le duc de Berry, dont on supposait qu'il ne devait pas quitter son frère. On prévint tout de même de le faire accompagner en permanence d'un ou deux officiers chevronnés<sup>417</sup>.

### 5.2.2.3. *La redoutable marge de manœuvre d'un officier général*

Mais le conseil n'est pas l'unique tâche d'un officier général dans une bataille, surtout s'il s'agit de lieutenants généraux. Comme son nom l'indique, la vocation initiale d'un lieutenant général est de remplacer le commandant en chef, agissant selon « les bon moments (*sic*), lesquels il ne faut pas laissé perdre par attendre l'ordre de general qui souvent se trouve hors de portée, d'allieurs assez empeché pour le gros des affaires »<sup>418</sup>. C'est à ce titre qu'il doit prendre des décisions dont la portée influe bien souvent sur le sort de la bataille. Les quatre grandes défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne nous offrent de nombreux exemples d'actions vigoureuses menées sous la seule autorité d'un officier général. Ainsi à Blenheim le marquis de Blainville fut loué pour sa décision de charger l'ennemi sans demander au préalable l'autorisation à Marcin ou à l'Électeur : « [Les ennemis] passerent le ruisseau très fierement, mais heureusement M. de Blainville, à qui comme aux autres on avoit dit de laisser passer les ennemis pour en tuer davantage, prist sur luy de faire charger »<sup>419</sup>. En 1708, la situation était tellement embrouillée que chaque officier était contraint de donner des ordres de sa propre initiative. Contades, qui rendit compte à Chamillart des bataillons qui avaient combattu, avoua : « Peut estre y en a-t-il eu quelques autres dont je n'ay pas encore

---

<sup>415</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°148, Vendôme à Chamillart, Mons, 10 mai 1708.

<sup>416</sup> Les hésitations sur le choix des officiers furent l'occasion de longues discussions avec Vendôme, qui ne souhaitait pas être privé de ses meilleurs hommes au profit du duc de Bourgogne (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°148, Vendôme à Chamillart, Mons, 10 mai 1708).

<sup>417</sup> *Ibid.* La richesse de l'entourage et de l'équipage des deux princes contraste fortement avec la relative pauvreté du chevalier de Saint-Georges qui, voyageant *incognito*, ne pouvait disposer que d'un sergent et de dix soldats pour la garde de sa tente et de son bagage. SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°185, d'Artagnan à Chamillart, Versailles, 19 mai 1708.

<sup>418</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1951, n°413, Rosen à Chamillart, s.l., 29 juin 1706.

<sup>419</sup> AE Bavière 50, fol. 86r-90r, « Extrait d'une lettre écrite de Dutlingen du 23<sup>e</sup> aoust par une personne de confiance », s.l., s.d.

connaissance, parce que des officiers généraux en faisoient avancer lorsqu'ils le jugeoient à propos »<sup>420</sup>. On admira la constance et la célérité du chevalier Du Rozel, qui fut le plus haut gradé à diriger la retraite des troupes des Deux-Couronnes<sup>421</sup>. Ce dernier souligna à son tour la bravoure de Nangis, un brigadier de l'aile gauche de l'armée, qui se proposa de lui-même dans la mission très périlleuse de conduire les 500 grenadiers qui devaient faire l'arrière-garde de l'armée<sup>422</sup>.

Enfin, c'est encore la seconde bataille d'Höchstädt qui nous présente le cas d'une action d'importance décidée sans l'aval du maréchal. Alors que la gendarmerie avait déjà été repoussée par deux fois, on décida en l'absence de Tallard d'une charge massive impliquant toutes les unités de la première et seconde ligne de cavalerie. Cet assaut, s'il avait réussi, aurait donné la victoire aux Français. C'est pourquoi la paternité en est sévèrement disputée. De nombreux historiens l'attribuent à Zurlauben, le lieutenant général qui dirigeait l'aile droite des troupes montées ce jour-là<sup>423</sup>. La relation de Du Plessis-la-Corée avance en revanche que c'est Silly, commandant attaché à la seconde ligne, qui prit cette décision critique : « Voyant les Anglois se préparer à attaquer le village de Peintekeim (*sic*) ils se déterminèrent à faire marcher la 1<sup>re</sup> et seconde ligne de cavalerie comme si M. de Tallard y eut été présent »<sup>424</sup>. Enfin, pour le baron de Quincy, l'idée n'en revient pas à un dirigeant de cavalerie, mais à La Frezelière, chargé de l'artillerie, qui aurait remarqué que les troupes adverses étaient vulnérables sur leur flanc droit, et l'aurait indiqué aux officiers généraux qui eux seuls pouvaient prendre le parti d'attaquer<sup>425</sup>.

Mais il n'y eut pas, de leur part, que des initiatives heureuses. La cavalerie française de Tallard fut pratiquement privée d'infanterie lorsque Clérambault, commandant le village, décida de son propre fait, sans en avertir le maréchal, de mettre toute l'infanterie de la première ligne dans Blenheim même<sup>426</sup>. L'attaque générale d'infanterie à Audenarde fut pareillement déclenchée par la volonté seule de Grimaldi. Ce dernier demanda instamment au

---

<sup>420</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°88, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

<sup>421</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 191.

<sup>422</sup> « M. le marquis de Nangy [...] s'y trouva de sa pure et bonne volonté » (SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708).

<sup>423</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 127 ; Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 276.

<sup>424</sup> Du Plessis évoque aussi la responsabilité d'un ami de Silly, dont il ne donne pas le nom (BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704).

<sup>425</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>426</sup> « M. de Clérambault y avait rappelé à mon insu les trois brigades qui soutenaient mon aile droite, à la faveur desquelles on eût toujours été le maître de retirer l'infanterie du village ». SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

duc de Bourgogne d'attaquer les quatre bataillons qu'il voyait : « Ce prince, encore sans expérience militaire, le [lui] permit »<sup>427</sup>. Vendôme n'eut d'autre choix que de soutenir l'offensive, ne souhaitant guère faire avorter le choix du commandant théorique de l'armée d'engager le combat, bien que la décision ait été prise à son insu<sup>428</sup>.

Cette peur de mal faire explique le refus fréquemment manifesté par les officiers généraux d'outrepasser leurs ordres. Maupeou raconte à Chamillart que lors du premier passage du Nebel par les troupes, on conseilla à Monroux, brigadier qui tenait une position à droite du village, « par deux fois, avec les paroles les plus pressantes, de marcher au ruisseau pour empêcher les ennemis de s'y former »<sup>429</sup>. Ce dernier répondit « qu'on luy avoit donné des ordres contraires »<sup>430</sup>, et qu'il s'y tiendrait – cette attitude est donc l'exact inverse de celle de Blainville. Maupeou, en entendant cette anecdote, s'exclama que « le Roy estoit bien malheureux d'avoir des officiers qui n'osoient rien prendre sur eux, dans une occasion aussy pressante et aussy importante à son service »<sup>431</sup>. Il ne fut pas le seul à avoir une telle opinion, puisque l'apathie des officiers généraux fut une des principales critiques émises après la bataille<sup>432</sup>.

Enfin, nous en arrivons à des épisodes où des officiers de rang assez faibles se voient contraints de prendre un parti pour avoir été purement et simplement abandonnés par leurs supérieurs. Ainsi en 1704, les troupes qui se trouvaient dans le village de Blenheim avaient vu leur situation se dégrader progressivement, sans être en mesure d'y remédier. Dès que Denonville avait vu le sort fait aux brigades de Robecque, Nice et Auxerrois, il avait pris conscience de la menace d'un encerclement<sup>433</sup>. Toutefois, tenu par les ordres formels de ne pas reculer, il lui fallait l'aval de Clérambault pour agir. Il lui envoya d'abord M. de Saint-Mars, l'aide-major de son régiment<sup>434</sup>. Quelques temps plus tard, Valsemé, un maréchal de camp servant dans la cavalerie, fut chargé par Denonville comme par Blanzac (qui commandait en second le village sous Clérambault) de retrouver le lieutenant général. Dans le

---

<sup>427</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. v, p. 130.

<sup>428</sup> Arsenal ms. 3329, fol. 6r-7v, lettre d'Alberoni, sans adresse, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

<sup>429</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°128, M. de Maupeou à Chamillart, Strasbourg, 20 octobre 1704.

<sup>430</sup> *Ibid.*

<sup>431</sup> *Ibid.*

<sup>432</sup> Cf. *infra*, section 9.2.2.2.3.

<sup>433</sup> « Jugeant bien que si nous ne faisons alors une retraite, il n'en seroit plus temps dans peu ». Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 396].

<sup>434</sup> *Ibid.*



cas contraire, Valsemé était autorisé s'en remettre directement à Tallard<sup>435</sup>. Enfin, en désespoir de cause, Denonville se vit contraint d'envoyer le major de sa brigade, M. de Fiene.

Comment se fait-il que malgré toutes ces demandes réitérées, rien n'ait été fait pour évacuer Blenheim ? Il semble que toute la responsabilité en soit à attribuer à Clérambault lui-même. Si le lieutenant général ne rencontra jamais Valsemé, qui était entre temps tombé aux mains des ennemis, il fut tout de même rejoint par Saint-Mars et Fiene. Le premier le trouva dans un verger du village, près du Danube. L'attitude du lieutenant général fut alors tout à fait incompréhensible de la part d'un officier aux états de service pourtant irréprochables<sup>436</sup> : fâché d'être dérangé alors qu'il buvait un verre avec un capitaine du régiment de Provence de ses amis, il aurait rétorqué qu'il ne voulait pas s'occuper de ce qui se passait dans le village, étant donné qu'il y avait déjà perdu un cheval<sup>437</sup>. M. de Fiene le trouva ensuite dans une grange, tout aussi peu disposé à prendre des résolutions<sup>438</sup>.

Comment interpréter un tel comportement ? Il est possible que Denonville, dans son récit, force le trait pour faire tomber sur un défunt la responsabilité de la reddition du village, épisode dans lequel lui-même est terriblement impliqué. Clérambault est en effet mort peu de temps après ces deux rencontres, dans des circonstances peu claires. Quincy assure que son cheval, ayant été effrayé par un boulet de canon, le jeta dans le Danube<sup>439</sup>. Il est pourtant le seul à affirmer cela. Tous les autres récits assurent que son geste fut volontaire. Pour certains, il s'agit d'une désertion pure et simple : voyant – au sortir de la grange où il se reposait ? – le champ de bataille rempli de fuyards, il se serait résolu à fuir avec eux<sup>440</sup>. Saint-Simon fait preuve de la plus mordante ironie à l'égard de ce qu'il considère comme une inqualifiable lâcheté : « De peur d'être tué, il étoit allé dans le Danube. Il espéroit le passer à nage sur son cheval, avec son valet sur un autre, apparemment pour se faire ermite après : le valet passa, et

---

<sup>435</sup> *Ibid.* ; Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 171.

<sup>436</sup> Clérambault avait gravi progressivement tous les échelons de la hiérarchie militaire. Il servait depuis plus de trente ans, ayant commencé comme lieutenant au régiment Dauphin Infanterie en 1672, dont il reçut une compagnie en 1673. Il obtint un régiment à son nom en 1679. Brigadier en 1690, il servit sous Catinat, fut à Staffarde et à La Marsaille. Deux semaines après cette importante victoire, il devint maréchal de camp en raison de sa bonne conduite lors de l'action. Lieutenant général en 1702, il participa encore à de grands engagements. Il fut au siège de Brisach, « monta le premier à l'assaut des contregardes de Landau, combattit avec la plus grande valeur à Spire ». Pinard, *Chronologie historique-militaire, contenant l'histoire de la création de toutes les charges...*, Paris, C. Hérisart 1760-1768, t. IV, p. 463-464.

<sup>437</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 398]. Clérambault l'avait perdu alors qu'il vérifiait les positions défensives du régiment Royal.

<sup>438</sup> *Ibid.*

<sup>439</sup> Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 280.

<sup>440</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 35 ; BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hoctet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

lui y demeura »<sup>441</sup>. D'autres y voient le résultat d'un coup de folie : « La tête [...] tourna à M. de Clérambault, qui préféra de se noyer à rester à son poste »<sup>442</sup>.

La reddition de vingt-sept bataillons et quatre régiments de dragons fut donc l'effet d'un incroyable concours de circonstance. Le lieutenant général qui était chargé de la défense du village, après avoir pris la décision particulièrement funeste de masser toutes ces troupes dans Blenheim même, fit preuve d'une inconcevable apathie, puisqu'il aurait dû en permanence vérifier la bonne position de ses hommes. Quand enfin il prit conscience de la gravité de la situation, elle était telle qu'il en devint fou. L'affaire aurait pu être sauvée si Blanzac avait su que son supérieur était mort<sup>443</sup> ou qu'un des messagers de Tallard était arrivé : rien de tel ne se produisit. La nécessité d'obéir aux ordres – sans des instructions formelles, toute retraite aurait passé pour une fuite – et l'incapacité de recevoir des nouvelles de l'extérieur – Blanzac espérait probablement que si personne ne venait lui dire de se retirer, c'est que la situation était assez favorable à la gauche pour que la bataille soit sur le point d'être gagnée – condamnèrent des milliers d'hommes à se rendre prisonniers de guerre. Rarement la malchance transforma à ce point une défaite en désastre.

### 5.2.3. La tactique entre schéma préétabli et adaptation aux circonstances

Le hasard, particulièrement quand il intervient dans la transmission des ordres, ainsi que les aléas du climat, de la topographie, de la condition physique du général restent donc des facteurs souverains le jour de l'affrontement. Si le grand capitaine se doit d'être un meneur d'homme, qualité sans laquelle il ne pourrait se faire respecter ni de ses homologues, ni de ses subalternes, ni de ses soldats, il reste donc avant tout celui qui sait maîtriser et dominer les circonstances imprévisibles de la nature pour diriger ses hommes comme s'il était derrière chacun d'entre eux. C'est pourquoi la présentation classique de la tactique des grands généraux comme Eugène ou Marlborough tend à éluder la réalité concrète des choses, pour gommer les parts d'hésitation et les erreurs du vainqueur – en exagérant celles du vaincu, qui

---

<sup>441</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 175-176. Il semble que personne n'ait jamais retrouvé ce valet, ou que ce valet n'ait jamais parlé, s'il a bien existé.

<sup>442</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570. La même expression est utilisée dans SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°141, Lettre de M. de..., du camp de Tuttlingen, 21 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 582-584.

<sup>443</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

dans les cas extrêmes ne paraît même pas avoir eu de plan de bataille<sup>444</sup>. Les manœuvres qui conduisent à la victoire, présentées comme autant de modèles pédagogiques, semblent avoir été tracées par l'esprit du général vainqueur dominant le champ de bataille du haut des cieux. C'est encore à des fins didactiques que l'on a tenté de modéliser une « méthode Marlborough » afin de schématiser la façon dont il serait parvenu à écraser à coup sûr son adversaire.

Le général anglais chercherait en premier lieu à disposer de lignes intérieures, afin de se déplacer plus vite et d'alléger le nombre des troupes qu'il doit aligner, pour disposer d'une réserve. Menant l'offensive, il peut se permettre de fixer les armées ennemies sur les endroits où il ne souhaite pas lancer l'assaut final, dans le but d'y attirer les troupes françaises et d'affaiblir les zones qu'il vise réellement<sup>445</sup>. Ces attaques de fixation sont par exemple le village de Blenheim, ou celui d'Autre-Église. L'attaque finale est celle que Marlborough lance sur la cavalerie de Tallard à Blenheim, sur les troupes de la Maison du roi à Ramillies, ou encore sur le centre français dirigé par Boufflers à Malplaquet. Weigley la qualifie d'« assaut crucial »<sup>446</sup>, J. R. Jones préfère employer le terme – en français dans le texte – de « coup de grâce »<sup>447</sup>. La percée ainsi effectuée lui permet de menacer l'armée française d'enveloppement, ce qui la force à une retraite précipitée et désastreuse. Son objectif n'est ainsi pas seulement une victoire d'estime, mais « la destruction totale des forces de défense »<sup>448</sup>. Pour cela, et c'est une des dernières caractéristiques de la façon de se battre de John Churchill, il est assez prodigue de la vie de ses hommes<sup>449</sup> – mais ses ennemis subissent des pertes encore plus lourdes. Toutefois, cette méthode n'est pas imparable, puisque les Français finissent par s'y habituer, de même que toute l'Europe finit par trouver des façons de résister à l'ordre oblique employé par Frédéric II<sup>450</sup>. Jeremy Black note ainsi que « la dépendance de Marlborough envers l'attaque eut moins de succès à Malplaquet »<sup>451</sup>. Villars redoutait en effet une attaque sur son centre, et avait conservé des réserves dans cette perspective. Ainsi, comme le remarque Weigley, malgré tout leur talent, « les meilleurs

---

<sup>444</sup> O. Chalaine déplore ainsi que « les hésitations, les incertitudes [n'aient] qu'une place restreinte, sauf du côté du vaincu ». Olivier Chalaine, « De la Somme à la Bataille de la Montagne Blanche... », art. cit., p. 108-109.

<sup>445</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>446</sup> « Climactic assault ». R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 85

<sup>447</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>448</sup> « The total destruction of the defending force ». *Ibid.*

<sup>449</sup> Ainsi, lors de l'assaut du Schellenberg, certaines unités anglaises perdent 40% de leur effectif. J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 87.

<sup>450</sup> J. Black, *European Warfare...*, *op. cit.*, p. 111.

<sup>451</sup> « Marlborough's reliance on the attack was less successful [...] at Malplaquet ». *Ibid.*

généraux, tout comme la multitude de ceux de moindre envergure, ont toujours tendu à mener leurs batailles d'une façon stéréotypée »<sup>452</sup>.

La valeur d'une telle modélisation doit toutefois être questionnée. Rien dans les lettres de Marlborough n'indique que ses opérations correspondent à des plans préconçus. L'exemple d'interprétation *a posteriori* le plus flagrant nous est donné par la bataille de Ramillies : l'attaque d'Autre-Église, qui est un leurre, est effectuée par les troupes anglaises. Les historiens favorables à Marlborough considèrent qu'il s'agit d'un sommet de ruse tactique, puisque ce dernier, connaissant l'appréhension des Français à affronter le feu anglais, aurait prévu que les Français auraient tendance à renforcer leur gauche pour y faire face. Et tous les historiens donnent comme exemple pour appuyer leur théorie une lettre de Louis XIV à Villeroy l'enjoignant d'« avoir une attention particulière à ce qui essuiera le premier choc des troupes anglaises »<sup>453</sup>. Ne peut-on pas pourtant considérer que la présence des Anglais à la droite du dispositif allié tenait plus au hasard de l'ordre de marche ? Et dans le cas contraire, si des troupes hollandaises ou allemandes s'étaient trouvées à la droite du dispositif, tandis que les Anglais passaient à l'offensive à la gauche, les mêmes historiens n'auraient-ils pas loué Marlborough pour avoir pensé à lancer ses meilleures troupes dans l'attaque qui devait décider de la bataille ?

De même, on pourrait considérer que toutes les attaques menées à Blenheim ne sont pas des attaques de fixation, mais des offensives qui ne réussissent pas à percer. Elles finissent toutefois progressivement par dégarnir d'autres points de la ligne française, où des troupes alliées en surnombre peuvent effectivement vaincre. Quant à la possibilité de disposer de lignes intérieures, élément qui, là encore, ne se retrouve pas en 1708, elle tient probablement plus aux circonstances qu'à un choix résolu. Marlborough aurait-il refusé de commettre son armée à Blenheim et à Ramillies si ces champs de bataille n'avaient pas présenté ces dispositions ? Il est permis d'en douter. Il est vrai que cet avantage permit au capitaine-général de disposer de réserves, mais ces dernières étaient considérées comme indispensables dans toutes les armées<sup>454</sup>. À part à Ramillies, où sa manœuvre de cavalerie montre bien quelle

---

<sup>452</sup> « The best generals as well as multitudes of their inferiors have tended to fight their battles in stereotyped fashion ». R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 85.

<sup>453</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>454</sup> Lorsque La Viévue envoie un ordre de bataille de l'armée de Flandre à Chamillart, en 1708, il se montre tout à fait conscient de l'intérêt qu'elles représentent : « On a encore ajouté à cela monseigneur des reserves qui seront d'un grand secours et d'une grande aisance pour l'armée, soit pour assurer des flancs, pour des facilités de convoys et des ressources pour un jour d'action, et il y a maints exemples monseigneur qu'une simple reserve a restably des combats, par la facilité qu'il y a de porter ces corps là plus aisement que d'autres qu'il faudroit faire mouvoir par detachment » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°226, La Viévue à Chamillart, Soignies, 29

zone il voulait précisément frapper, Marlborough fut – tout comme le prince Eugène – dépendant des aspects concrets du champ de bataille. Il est difficile de parler d'un « modèle » tactique standardisé, dans la mesure où ces généraux devaient s'adapter à trois éléments sur lesquels ils n'avaient guère de prise : la configuration du terrain, les hasards du combat, et les tactiques de leurs adversaires, qui n'étaient pas des incapables apathiques. Rien ne le montre mieux que la bataille d'Audenarde, qui ne correspond à aucun des schémas classiques que l'on donne de la méthode Marlborough : les généraux alliés envoyaient des troupes là où Vendôme appliquait sa pression la plus forte. À Turin, le prince Eugène choisit délibérément d'abandonner toute subtilité dans sa tactique, considérant que le meilleur moyen de l'emporter était de forcer le plus violemment possible les retranchements français<sup>455</sup>. En revanche, il est patent que le prince Eugène et John Churchill ont su mieux exploiter que leurs adversaires les effectifs qui étaient à leur disposition.

### 5.3. La question des effectifs

Après chaque bataille, vaincus et vainqueurs s'évertuent à assurer que leur propre camp a été pénalisé par une infériorité numérique, ce qui explique leur défaite, ou ce qui rend d'autant plus glorieuse leur victoire. Les historiens de chaque camp ont fait preuve de la même partialité, depuis Quincy jusqu'à David Chandler, dont les estimations chiffrées de la bataille de Blenheim manifestent la plus confondante mauvaise foi<sup>456</sup>. Une telle attitude n'honore pourtant pas vraiment le génie d'un général : un commandant qui décide d'attaquer, malgré une disproportion de forces, est un homme qui prend des risques inutiles. De surcroît, cela marque un échec dans la campagne, car toute la gestion opérationnelle de la guerre devrait consister en la recherche, à un moment précis, d'une supériorité écrasante. En revanche, c'est une façon de souligner la bravoure des troupes, qui résistent plus vaillamment

---

mai 1708). Le maréchal de Villars ne pense pas autrement : BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 59.

<sup>455</sup> « La disposition de l'attaque en elle-même fut si laconique et si peu instructive, que chaque officier d'État-major en donnerait aujourd'hui une plus satisfaisante ». Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, p. 71.

<sup>456</sup> Chandler indique en effet que les Français ont 4 bataillons de plus et 35 escadrons de moins que les Alliés, et que nonobstant, les Français disposent de 4 000 hommes en plus (56 000 contre 52 000). Considérons que les escadrons alliés et français soient sur le même pied, disons 100 maîtres. Les 35 escadrons supplémentaires représentent 3500 hommes. Pour que les Français aient alors bien un avantage de 4000 hommes sur les Alliés, il faudrait donc que leurs bataillons comptent tous en moyenne 100 hommes de plus que ceux des Alliés, alors que selon les règlements même de l'armée française, les bataillons français à leur maximum théorique sont au moins à 100 hommes de moins que ceux des autres armées européennes ! De surcroît, David Chandler souligne à loisir les pertes humaines que subit Tallard lors de son second passage de la Forêt noire. Ces soldats perdus réapparaissent-ils subitement sur le champ de bataille le 13 août 1704 pour compléter les régiments français ? (D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 144).

## LA DIMENSION TACTIQUE

que leurs ennemis, et c'est la preuve de la supériorité tactique du chef sur ses adversaires. L'imprécision des estimations, l'abondance des rumeurs, les exagérations des généraux permettent aux historiens d'avancer les nombres qui leur conviennent le mieux. Certains proposent des données chiffrées en milliers d'hommes, très difficilement vérifiables. Parfois, ces indications sont accompagnées d'une évaluation du nombre de bataillons et d'escadrons. Une telle façon de compter correspond mieux aux pratiques et aux réalités de l'époque, mais elle ne donne qu'une vision abstraite des choses.

Des problèmes similaires se posent lors de l'établissement des pertes. Les écarts entre les chiffres des différents historiens sont encore plus disproportionnés. Les moyens d'évaluation du vainqueur et du vaincu sont en effet diamétralement différents : le gagnant compte les prisonniers qu'il a faits, les déserteurs qui viennent rejoindre son armée, les morts qu'il a dénombrés sur le champ de bataille. Celui qui a été battu se contente de regarder ce qui manque dans chacun de ses régiments, en attendant que les soldats égarés reviennent, et refuse de considérer comme perdues les troupes qui se sont dirigées vers d'autres endroits que le camp de l'armée.

Est-il toutefois possible de donner une évaluation qui ne serait pas teintée d'une certaine préférence nationale ? L'entreprise semble difficile, mais elle mérite d'être tentée, du moins pour les armées françaises. En effet, les archives nous font défaut pour évaluer les effectifs des Alliés. Malgré leurs lacunes, les sources conservées au Service historique de la Défense peuvent être exploitées. Il s'agit en premier lieu d'évaluer, pour les deux protagonistes, le nombre de bataillons et d'escadrons qui s'affrontèrent à Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde. Ensuite, il nous faut établir la taille moyenne de ces bataillons et escadrons, pour obtenir une estimation réaliste du nombre de soldats français présents sur le terrain. Certaines indications tirées de la correspondance des généraux ou de mémoires de militaires peuvent être employées, ainsi que les résultats des revues de troupes effectuées par les officiers : l'amélioration de la discipline, notamment la diminution de la pratique des passe-volant, rend ces estimations assez fiables<sup>457</sup>. L'établissement des pertes est en revanche un exercice assez périlleux. La disparition des états de perte régiment par régiment est particulièrement regrettable<sup>458</sup>. Il est cependant possible de calculer la baisse du nombre de bataillons entre les

---

<sup>457</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, op. cit., t. I, p. 394-395. Les passe-volants sont de faux soldats qui, lors des revues, sont présentés par les officiers du régiment comme d'authentiques recrues, afin de permettre aux officiers de toucher la solde attachée à chaque soldat effectivement présent.

<sup>458</sup> Il n'y a par exemple rien de semblable, dans les archives concernant la guerre de Succession d'Espagne, aux deux états de pertes, régiment par régiment, de la bataille de Fontenoy – un état pour l'infanterie, un pour la cavalerie. Ces deux précieux documents permirent à Jean-Pierre Bois d'établir précisément le nombre

ordres de bataille établis avant et après l'affrontement – sans oublier que certains d'entre eux peuvent avoir été envoyés en garnison, ou s'être réfugiés dans une autre ville. Enfin, en ce qui concerne les prisonniers, les Alliés en ont donné une liste très précise après Blenheim, mais rien de tel après les batailles de 1706 et 1708.

### 5.3.1. L'établissement des forces en présence

#### 5.3.1.1. Estimer le nombre de bataillons et d'escadrons : Ramillies, Audenarde et Turin

C'est pour la bataille de Ramillies que la tâche est la plus aisée. Chamillart rend ainsi compte de la bataille lorsqu'il charge le duc de Vendôme de reprendre l'armée : « L'armée du Roy, le jour de la bataille, estoit composée de 74 bataillons, et de 128 escadrons »<sup>459</sup>. Ces chiffres sont confirmés par l'ordre de bataille envoyé par Villeroy le 15 mai, qui indique un total de 72 bataillons et 109 escadrons<sup>460</sup>. Le 22 mai, 18 escadrons de ceux que Marcin devait envoyer à Villeroy, ainsi qu'un escadron de Cologne, sont partis de Namur<sup>461</sup>. Ces 19 escadrons comprenaient ceux de la gendarmerie, effectivement présents à Ramillies. Le chiffre de 128 (109+19) nous est donc confirmé. Quant à la différence de 2 bataillons, elle s'explique probablement par le fait que Villeroy les a tirés d'une garnison – Louvain ou Bruxelles – entre le 15 et le 23 mai 1706. Marlborough, de son côté, avait selon sa propre correspondance 73 bataillons et 123 escadrons<sup>462</sup>.

Se poser de telles questions semble moins utile à Audenarde, puisque d'un côté comme de l'autre, les deux armées n'ont pas entièrement combattu. Si l'on en croit les ordres de bataille dont nous disposons, l'armée française aurait compté plus de 130 bataillons, et un peu

---

de Français tués et de blessés lors de cet affrontement. En réalité, il est toujours plus difficile d'établir les pertes des vaincus, comme dans ce cas le nombre de tués, blessés et prisonniers anglo-hollandais. Jean-Pierre Bois, *Fontenoy, 1745. Louis XV, arbitre de l'Europe*, Paris, Economica, 1996, p. 102-105.

<sup>459</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>460</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°155, Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 15 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 486-487.

<sup>461</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°203, Saillant à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>462</sup> Marlborough à Godolphin, Borgloon, 24 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 545-546 ; les chiffres sont identiques dans la correspondance d'Orkney. Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Brauchein, 24 mai 1706, édité dans Orkney, art. cit., p. 315-316. Les estimations de Chandler varient d'une façon minime, puisqu'il lui attribue 74 bataillons et 123 escadrons : D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 72.

plus de 200 escadrons<sup>463</sup>. Mais ces données ne sont pas très fiables, puisque l'on sait que des soldats furent laissés en garnison dans Gand et Bruges, que d'autres ont pu se perdre pendant les marches... Elles sont toutefois confirmées par Louis XIV qui, rendant compte de l'affrontement à Berwick, parle de 200 escadrons et de 131 bataillons<sup>464</sup>. Les mêmes problèmes se posent à l'égard des troupes de Marlborough, qui avait en mai 1706 112 bataillons et 197 escadrons<sup>465</sup>. Il est en fait plus intéressant d'indiquer que du côté français, 68 bataillons<sup>466</sup> et 50 escadrons<sup>467</sup> seulement ont combattu.

On retrouve pour la bataille de Turin la même différence entre le nombre total de troupes et le nombre de celles ayant effectivement combattu. Il est en premier lieu assez complexe d'évaluer le nombre total de troupes que le parti des Deux-Couronnes avait regroupées autour de la capitale piémontaise. Tout au long de la campagne, les différents chefs d'armée envoient certes à Chamillart des chiffres indiquant leurs effectifs, mais ces derniers changent constamment en raison des échanges entre le camp et les garnisons, et surtout les détachements de troupes d'une armée à l'autre, entre les corps de La Feuillade, des ducs de Vendôme puis d'Orléans, et de Médavy. Il est établi qu'en mai, au moment où l'armée française en Italie atteint ses effectifs les plus élevés, on compte 142 bataillons et 131 escadrons en campagne – sans compter, donc, les garnisons<sup>468</sup>.

Toutes ces troupes ne se retrouvent pas sous les murs de Turin, le duc d'Orléans ayant été forcé d'en laisser un grand nombre en Lombardie, dans les places ou sous les ordres de Médavy. Malheureusement, nous ne disposons d'aucune source de première main nous donnant une indication précise du nombre de forces françaises avant la bataille. Plusieurs

---

<sup>463</sup> L'ordre de bataille de la Bibliothèque nationale de France indique 133 bataillons et 205 escadrons (BnF ms. fr. 20866, fol. 294v-295r, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 1708 » [avant le 11 juillet 1708]) ; ceux du Service historique de la Défense parlent de 131 bataillons et 205 escadrons, sans compter les 11 escadrons du camp de La Mothe-Houdancourt (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°169, « Projet de l'ordre de bataille de l'infanterie de l'armée de Flandre... », 16 mai 1708, et « Projet de l'ordre de bataille de la cavalerie de l'armée de Flandre... », 16 mai 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 377-380).

<sup>464</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°129, Louis XIV à Berwick, Fontainebleau, 16 juillet 1708.

<sup>465</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 365. D. Chandler parle de 85 bataillons et 150 escadrons ; mais il donne un total de 90 bataillons et 170 escadrons seulement pour les troupes françaises (D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 73).

<sup>466</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°89, « État des bataillons qui ont combattu le 11 juillet 1708 » [envoyé par Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VIII, p. 385. Louis XIV confirme ce chiffre en parlant de « 63 bataillons de ceux dont l'armée étoit composée [qui] n'ont point combattu » (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°129, Louis XIV à Berwick, Fontainebleau, 16 juillet 1708).

<sup>467</sup> « De 200 estant d'escadrons, il y en a 150 qui n'ont pas veu l'ennemy ». *Ibid.*

<sup>468</sup> Ces chiffres proviennent de l'addition des 73 bataillons et 71 escadrons de Vendôme et des 69 bataillons et 60 escadrons de La Feuillade. SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°129, position générale de l'armée de Lombardie, 22 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 636-639 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°179, État des troupes qui composeront l'armée de Piémont, [4 mai 1706] édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 631-632.



## LA DIMENSION TACTIQUE

méthodes peuvent nous permettre de pallier ce manque. Nous pouvons en premier lieu soustraire le total initial des forces de Louis XIV en mai, et le nombre de troupes présentes en Lombardie en septembre, soit 31 bataillons et 30 escadrons<sup>469</sup> : nous obtenons ainsi un total assez grossièrement évalué à 111 bataillons et 101 escadrons. Ces chiffres sont néanmoins assez cohérents vis-à-vis des estimations données par des sources secondaires : Dumont parle de 97 bataillons et 120 escadrons, une relation anonyme de la bataille de 107 bataillons et 120 escadrons<sup>470</sup>. En fait, la meilleure façon d'obtenir des éléments fiables est de considérer les effectifs de l'armée quelques jours, voire quelques semaines après la défaite.

Le nombre d'escadrons nous est donné par un ordre de bataille de la cavalerie établi après le combat, il indique 65 escadrons<sup>471</sup> – il ne compte pas les escadrons conduits par d'Albergotti (40 unités<sup>472</sup>), ni les dragons, soit 10 régiments (groupant probablement une vingtaine d'escadrons)<sup>473</sup>. Le nombre de bataillons, quant à lui, se déduit de deux documents concordants, le premier indiquant la force des régiments d'infanterie aux lendemains de la bataille, le second leur attribuant leurs quartiers après la retraite<sup>474</sup>. Le premier d'entre eux parle de 97 bataillons, le second de 96. Le premier document indique également leur origine : 65 bataillons appartiennent à l'armée du Piémont, 32 à celle de Lombardie.

Nous obtenons ainsi, pour l'armée française, un effectif total de 96/97 bataillons et 125 escadrons. Nous savons que 80 à 90 escadrons ont combattu<sup>475</sup>, cinq régiments de dragons ayant même servi à pied dans les retranchements<sup>476</sup>. Le nombre de bataillons ayant pris une

---

<sup>469</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°28, « Ordre de bataille de l'armée aux ordres de M. le comte de Medavi », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 701 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°29, état des troupes qui restent dans les places et les postes de Lombardie, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 700.

<sup>470</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 675 ; SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706.

<sup>471</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°421, Ordre de bataille de la cavalerie à la bataille de Turin, le 7 septembre, la droite étant au bas Pô et la gauche au haut Pô, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 658-660. Un autre document, qui attribue leurs quartiers aux escadrons de cavalerie ayant combattu à Turin, parle plutôt de 68 escadrons : SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°135, distribution des quartiers de l'armée qui estoit devant Turin le 7 septembre 1706.

<sup>472</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°406, Albergotti à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 655-656.

<sup>473</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°495, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 652-655 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°113, Mauroy à Chamillart, Grenoble, 21 octobre 1706. SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°466, Projet pour rentrer en Italie par Suze avec 50 bataillons et 100 escadrons, au premier novembre 1706, s.l., [fin septembre 1706] parle de 24 escadrons de dragons au total.

<sup>474</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°417-418, État de la force des régiments d'infanterie, [14 septembre 1706], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 688-689, vérifié ; SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°431, Distribution des quartiers de l'infanterie, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 690-691.

<sup>475</sup> 12 de ces 80 à 90 escadrons n'ont toutefois été actifs que durant la retraite. SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°421, Ordre de bataille de la cavalerie à la bataille de Turin, le 7 septembre, la droite étant au bas Pô et la gauche au haut Pô, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 658-660.

<sup>476</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 205

part active à la bataille est plus difficile à donner : s'il est certain que les 47 bataillons d'Albergotti n'ont joué aucun rôle, il reste à déterminer le nombre de ceux qui sont restés au siège tandis que les autres défendaient les lignes. Au début de la bataille, 17 bataillons seulement se trouvaient sur les retranchements<sup>477</sup>. Une relation anonyme assure que 6 bataillons furent rapidement envoyés en renfort, mais il nous est impossible de confirmer ou d'infirmier cette indication<sup>478</sup>.

Les calculs effectués par les rédacteurs des *Campagnes du prince Eugène* indiquent, pour l'armée alliée, un total de 52 bataillons, dont 17 savoyards, et 103 escadrons<sup>479</sup>. Ces chiffres sont confirmés – du moins ceux de l'infanterie – par un ordre de bataille des troupes impériales conservé au SHD, qui dénombre 52 bataillons et 22 régiments de cavalerie, dragons et hussards<sup>480</sup>. Ces chiffres ne prennent pas en compte les 12 bataillons de garnison du comte Thaurin, qui sortirent de Turin peu de temps après l'assaut du camp français.

### 5.3.1.2. Estimer le nombre de bataillons et d'escadrons : *Blenheim*

La distinction entre troupes effectives et combattantes ne se pose pas à *Blenheim*, puisque toutes les troupes ont agi. C'est pourtant l'affrontement pour lequel les effectifs sont les moins bien établis. Ce n'est pas tant le manque de chiffres que leur incohérence qui pose problème. Ainsi, les deux versions de la relation de la bataille par Du Plessis-la-Corée, pratiquement identiques sur tous les autres points, diffèrent en cela : l'une parle de 80 bataillons et 140 escadrons<sup>481</sup>, l'autre de 84 bataillons et 140 escadrons<sup>482</sup>. Intéressons-nous aux autres relations : le baron de Quincy parle de 76 bataillons et 144 escadrons<sup>483</sup>, le comte

---

<sup>477</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°489, Chamarande à Chamillart, Sesanne, 29 septembre 1706 ; SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>478</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d. Notons tout de même, à l'appui de cette information, que les premières troupes à subir le choc des armées alliées sont celles amenées par le duc d'Orléans. Dans un second temps, elles se voient renforcées par des éléments appartenant initialement à l'armée de La Feuillade (les régiments de Berry et de Beauvaisis). Ces unités font probablement partie des 6 bataillons tirés des troupes de siège pour venir en renfort aux défenseurs des retranchements.

<sup>479</sup> *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, p. 253.

<sup>480</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°68, ordre de bataille de l'armée impériale, septembre 1706.

<sup>481</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>482</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 200r-203v, relation de la bataille de *Blenheim* [par Du Plessis-la-Corée], camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>483</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

de Mérode-Westerloo de 84 bataillons et 140 escadrons<sup>484</sup>, le capitaine Parker de 83 bataillons et 163 escadrons<sup>485</sup>, Orkney de 87 bataillons et 150 escadrons<sup>486</sup> et une relation de la bataille imprimée à La Haye de 84 bataillons et 150 escadrons<sup>487</sup>. Mémorialistes et historiens ne s'accordent pas plus : Saint-Hilaire avance le nombre de 82 bataillons et 147 escadrons<sup>488</sup>, le marquis de Quincy 82 bataillons et 147 escadrons<sup>489</sup>, David Chandler 70 bataillons et 143 escadrons<sup>490</sup>, Zwitter 78 bataillons et 143 escadrons<sup>491</sup>. En bref, les chiffres oscillent entre 70 et 84 bataillons, 140 et 163 escadrons. Pour tenter d'affiner cette fourchette, il est nécessaire de remonter jusqu'au début de la campagne.

Le maréchal de Marcin a hiverné en Bavière avec 50 bataillons et 60 escadrons<sup>492</sup>. Comme le mouvement de Tallard de mai 1704 n'était destiné qu'à lui apporter des recrues pour compléter ses effectifs, et non pour lui fournir des régiments supplémentaires, le nombre de 50 bataillons et 60 escadrons reste celui du total de l'armée française du Danube pendant toute la campagne, jusqu'à Blenheim<sup>493</sup>.

Le corps de Tallard destiné à passer en Bavière comptait initialement 40 bataillons et 50 escadrons<sup>494</sup>. Mais le maréchal trouvait le nombre de troupes montées insuffisant. Le Roi-Soleil accéda à sa requête : « J'ay bien voulu fortifier de 10 escadrons la cavalerie de vostre armée, je mande au mareschal de Villeroy de donner les ordres necessaires aux regiments de Beringhen, de Grignan, de La Valiere, et un espagnol tel qu'il le voudra choisir, pour vous joindre incessamment »<sup>495</sup>. Dès lors, l'armée de Tallard compte 40 bataillons et 60 escadrons, avec lesquels il traverse la Forêt noire<sup>496</sup>.

Deux facteurs difficiles à évaluer viennent faire évoluer cette base fixe. Le premier, c'est la nécessité de laisser des troupes en garnison dans les villes de l'ouest de la Bavière. Ainsi, le 5 août, Tallard se plaint d'avoir dû laisser un bataillon dans Lauingen, six à Ulm,

---

<sup>484</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 296.

<sup>485</sup> R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>486</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311. Ce dernier assure que ces chiffres lui viennent du maréchal de Tallard lui-même.

<sup>487</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°154, Relation de la bataille d'Höchstett, imprimée à La Haye, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 593-601.

<sup>488</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 79.

<sup>489</sup> Quincy, *op. cit.*, t. IV, p. 284.

<sup>490</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 144.

<sup>491</sup> H. L. Zwitter, art. cit., p. 29.

<sup>492</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°31 bis, « Etat des troupes de l'armée de M. de Marcin en Allemagne en 1704 », s.l., janvier 1704.

<sup>493</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°172, Chamillart à Marcin, Versailles, 18 juillet 1704.

<sup>494</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°46, Louis XIV à Tallard, Versailles, 23 juin 1704

<sup>495</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°61, Louis XIV à Tallard, Versailles, 3 juillet 1704.

<sup>496</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°70, Tallard à Marcin, camp entre Rottweil et Villingen, 16 juillet 1704 ; ou encore SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°172, Chamillart à Marcin, Versailles, 18 juillet 1704.

deux à Memmingen, et huit à Augsbourg (sous la pression du maréchal de Marcin), ce qui réduit l'infanterie à 73 bataillons<sup>497</sup>. En revanche, les 120 escadrons de cavalerie (60+60) sont à l'armée<sup>498</sup>.

L'autre donnée, c'est le nombre de troupes que l'Électeur eut le temps de faire venir. Les 4-5 août 1704, il n'y avait à l'armée que 5 bataillons et 23 escadrons bavarois<sup>499</sup>. Le 10 août, 10 escadrons supplémentaires étaient censés arriver à Augsbourg, afin de se diriger ensuite vers l'armée<sup>500</sup>. Il semble qu'ils n'aient pas eu le temps de venir, car Tallard expliqua au roi que le jour de la bataille, il n'y avait que ces 5 bataillons et 23 escadrons<sup>501</sup>. Nous obtenons ainsi un total de 78 bataillons (73+5) et 143 escadrons (120+23) au 13 août 1704.

Les deux armées se divisent ainsi : puisque Tallard disposait de 36 bataillons (les 27 de Blenheim, et les 9 de Robecque, Nice et Auxerrois), Marcin en avait 42 (soit 37 bataillons français). Tallard avait 60 escadrons et Marcin, 83 escadrons.

Le seul ordre de bataille que nous ayons conservé ne donne toutefois pas ces chiffres : il donne 8 bataillons de l'Électeur, mais seulement 15 escadrons ; il indique également 58 escadrons et 36 bataillons français pour Marcin<sup>502</sup>. Nous arrivons donc à un total de 80 bataillons et 133 escadrons pour le total de l'armée, c'est-à-dire des chiffres un peu différents de ceux de 78 bataillons et 143 escadrons que nous venons de calculer. Ce sont ces derniers que nous choisissons de retenir, car ils nous semblent plus fiables dans la mesure où ils s'appuient sur le recoupement de plusieurs sources archivistiques.

La force des Alliés est mieux établie. Les sources les plus fiables s'accordent sur 66 bataillons. Pour le nombre d'escadrons, deux chiffres différents seulement sont avancés par la plupart des auteurs : les uns parlent de 178 escadrons<sup>503</sup>, les autres de 181<sup>504</sup>.

---

<sup>497</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°123, Tallard au roi, camp de Dierdorf, 4 et 5 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 547-549. Effectivement, 50+40-1-6-2-8=73.

<sup>498</sup> *Ibid.*

<sup>499</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°124, état des troupes de l'Électeur présentes à l'armée, camp de Dierdorf, 4-5 août 1704.

<sup>500</sup> *Ibid.*

<sup>501</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, transcrite dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>502</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, « Ordre de bataille de l'armée du Roy de la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett, le 18 (sic) aoust 1704 » ou SHD AG A<sup>1</sup> 1794, n°5, « Ordre de bataille des armées du Roy à la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett le 18<sup>e</sup> (sic) aoust 1704 ».

<sup>503</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 144.

<sup>504</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°154, Relation de la bataille d'Hochstett, imprimée à La Haye, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 593-601 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, Extrait d'une lettre du prince Eugène, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593 ; Parker, p. 37.

5.3.1.3. *Blenheim : la défaite des petits bataillons*

Mais que représente une armée de 78 bataillons et 143 escadrons ? Un bataillon compte en théorie 13 compagnies. Comme une compagnie représente 45 fantassins, le maximum théorique d'un bataillon se monte à 585 hommes, officiers exclus<sup>505</sup>. Or ce total est en lui-même inférieur à ce qui était observé pendant les autres guerres de l'Ancien Régime – un bataillon français comprenait 715 soldats pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg<sup>506</sup>. Les autres armées européennes ont également des bataillons plus fournis : si un bataillon anglais comporte bien 13 compagnies pendant la guerre de Succession d'Espagne, ces dernières sont à 60 hommes, ce qui donne un total de 780 hommes. Enfin, dans les armées impériales, les régiments comptent 16 compagnies de 150 fusiliers, soit 2 400 hommes répartis en 4 bataillons de 600 hommes, sans compter une compagnie de 100 grenadiers<sup>507</sup>. Le statut particulier des troupes suisses en France explique leur organisation inhabituelle : leurs bataillons comptent 3 compagnies de 200 hommes chacun<sup>508</sup>.

Les armées européennes ont également des effectifs sensiblement équivalents pour leurs escadrons. David Chandler parle d'un maximum moyen de 150 hommes avec les officiers<sup>509</sup>. Un escadron de cavalerie français est en effet le regroupement de 4 compagnies de 35 hommes, sans compter les officiers<sup>510</sup>, tandis que dans les armées impériales, les escadrons rassemblent 2 compagnies de 90 hommes<sup>511</sup>. Toutefois, pour évaluer les effectifs d'une armée, il faut se demander dans quelle mesure ces chiffres théoriques correspondent au nombre d'hommes effectivement déployés, les unités étant très rarement au complet.

Intéressons-nous aux effectifs de bataillons de l'armée du maréchal de Marcin. Ils se sont vus réduits, à la sortie de l'hiver 1703-1704, à 300 hommes environ, voire moins<sup>512</sup>. Les escadrons sont en revanche plus fournis. Ceux de l'armée du Danube sont à 100 « maîtres » – c'est-à-dire 100 cavaliers<sup>513</sup>. Marcin comme Du Bourg – inspecteur général de la cavalerie – assurent à Tallard que les officiers ont fait un très beau travail d'équipement de leurs hommes,

<sup>505</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 467.

<sup>506</sup> *Ibid.*

<sup>507</sup> J. Nouzille, « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle... », art. cit., p. 92.

<sup>508</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 96-97.

<sup>509</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>510</sup> Un escadron français compte donc 140 cavaliers et 16 officiers. J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 57.

<sup>511</sup> J. Nouzille, « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle... », art. cit., p. 94.

<sup>512</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°91, Mémoire de Marcin, s.l., 31 mars 1704 ; et SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°87, Marcin à Chamillart, Augsbourg, 25 mars 1704.

<sup>513</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°91, Mémoire de Marcin, s.l., 31 mars 1704. Les compagnies sont en effet la plupart du temps à 30 maîtres – assez proche du maximum de 35 –. Les compagnies à 25 maîtres sont très rares.

## LA DIMENSION TACTIQUE

ayant même réussi à recruter quelques déserteurs français trouvés en Bavière, et quelques Bavarois<sup>514</sup>.

Les réserves amenées par Tallard devaient enrichir ces régiments. Le projet initial, formé par le roi pendant l'hiver, visait à emmener 15 000 hommes<sup>515</sup>. Mais Tallard prévoyait dès avant la campagne que faire passer des montagnes à des recrues représentait des risques considérables. La plupart de ces recrues étaient en effet des soldats de milice<sup>516</sup>. La milice, préfiguration de la conscription, avait été établie en 1688 : les intendants devaient lever, dans chaque paroisse, par tirage au sort depuis 1691, un nombre d'hommes proportionnel au montant de la taille imposée. Pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg, les soldats ainsi recrutés servaient dans des régiments de milice différents des troupes réglées. La milice fut supprimée à la paix de Ryswick, mais vite rétablie au retour de la guerre, en 1701. Les règles en furent toutefois modifiées, et l'autonomie initiale des unités de milice fut abolie. Ainsi, à cette date, 71 bataillons de milice furent incorporés aux régiments d'infanterie qui n'en comptaient qu'un seul. Rapidement, rien ne distingua plus les miliciens des engagés « volontaires » – qui avait eux-mêmes souvent été recrutés de force<sup>517</sup>. La faible motivation de ces soldats, les difficiles conditions de leur acheminement vers la frontière, impliquaient la présence de « non-valeurs », c'est-à-dire d'hommes qui d'emblée étaient d'une complexion trop faible pour faire de bons soldats et qui ne supportaient pas les rigueurs de la marche. De surcroît, lors des déplacements, ces troupes avaient facilement l'occasion de désertir. Tallard, avant même le voyage, prévoyait que seuls 9 000 hommes seraient effectifs sur les 15 000 initiaux<sup>518</sup>.

En définitive, le maréchal délivra un nombre plus important de recrues, soit 11 400 hommes, sans compter les officiers :

« Somme toute, monsieur, j'ay remis sept mille cinq cent hommes de pied, deux mille quatre cent chevaux et cavaliers, onze cent soldats restés du passage de M. le marechal de

---

<sup>514</sup> « Je puis vous assurer qu'il ne c'est (*sic*) jamais vu un sy beau corps de cavalerie que celui cy et si bien équipé » *Ibid.* SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°87, Marcin à Chamillart, Augsbourg, 25 mars 1704 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°122, Du Bourg à Chamillart, camp de Duttlingen, 12 mai 1704.

<sup>515</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.

<sup>516</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°11, Tallard à Chamillart, camp de Gindlingen, 23 mai 1704.

<sup>517</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 397 et 537 ; J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 387-393.

<sup>518</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1749, n°60-61, Tallard à Chamillart, Strasbourg, 11 avril 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 413-420.

## LA DIMENSION TACTIQUE

Villars, trois cent Irlandois et cent Italiens vieux soldats, entre huit et neuf cent officiers, c'est un secours que cela ou je ne m'y connois pas »<sup>519</sup>.

Camille d'Hostun adopta un ton véhément car il avait été piqué par les critiques émises par les officiers du maréchal de Marcin ayant fait la revue des recrues. Ces derniers semblent avoir été déçus en voyant arriver les renforts qu'ils espéraient depuis si longtemps. Le marquis Maffei en brossa effectivement un tableau tout à fait effrayant :

« Nous trouvames les recrues tant à pied qu'à cheval, qui en tout pouvoient faire dix mille hommes ; mais c'étoient la plupart des gens mal vêtus, mêlez d'un grand nombre de jeunes garçons maigres et secs, et de misérables volontaires, qui n'avoient pris la résolution de grossir notre armée, que parce qu'ils avoient entendu dire qu'en Bavière tout le monde pouvoit faire fortune »<sup>520</sup>.

La question des recrues fut également au cœur des nombreuses plaintes des officiers de l'armée du Danube. Ainsi, un mémoire anonyme de « quatre officiers d'infanterie » rédigé à la suite de la seconde bataille d'Höchstädt y accorde une place très importante<sup>521</sup>. Après avoir dédouané Chamillart de toute responsabilité (« Nous sommes très persuadez que vostre intention a esté qu'elles fussent bonnes, en bon estat, et en assez gros nombre pour mettre les compagnies complètes »), le mémoire rapporte les griefs qu'on avait eu à l'égard de ces soldats de renfort : leur nombre était insuffisant ; les travaux que Tallard leur avait fait faire à Neubourg « en avoient beaucoup fait crever », sans compter le grand nombre qui était resté dans les hôpitaux d'Alsace ; les officiers de Tallard profitèrent du passage pour en débaucher un grand nombre à leur service ; enfin, le restant alla en priorité à la cavalerie et aux dragons, dont les compagnies eurent même des surnuméraires. Il ne restait donc à l'infanterie que « ce qu'il y avoit de plus mauvais ». Amers, les officiers anonymes concluaient : « Il n'y a point d'officiers qui travaillent à des recrues, qui osat en mener des pareilles pour son regiment ».

Tallard réagit très vivement à toutes ces critiques, qui mettaient en jeu son honneur, sa compétence et sa probité<sup>522</sup>. Il répondit point par point aux accusations, en défendant ses subordonnés. Il accusa enfin les officiers de l'armée du Danube d'avoir eux-mêmes débauché

---

<sup>519</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°35, Tallard à Chamillart, camp de Lauterbourg, 17 juin 1704.

<sup>520</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 13-14.

<sup>521</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°45, « mémoire non signé composé par quatre anciens officiers d'infanterie qui estoient à la bataille d'Hocstet », camp d'Hagenau, 25 septembre 1704. Toutes les citations du paragraphe suivant sont tirées de cette source.

<sup>522</sup> « Ces mensonges-là de leur part m'ont mis dans une vraye colere, et je vous supplie tres humblement, monsieur, d'avoir la bonté de rendre compte au Roy de ce qui en est pour qu'il ne me croye pas capable de ce qu'on m'impose sur ce fait-là ». SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°35, Tallard à Chamillart, camp de Lauterbourg, 17 juin 1704.

## LA DIMENSION TACTIQUE

des hommes avant que les recrues ne fussent séparées entre toutes les compagnies<sup>523</sup>. Le maréchal ne nia pas la mauvaise qualité de certaines des troupes de renfort, mais il la minimisa. Il évalua la proportion des recrues « qu'on ne peut disconvenir qui ne soit mauvaise » – lisons : « franchement mauvaise » – à un quart<sup>524</sup>. D'autre part, il argua que même les hommes les plus faibles n'étaient pas inutiles : « Il faut convenir qu'on en fait des valets, que ceux qui estoient valets deviennent soldats, et qu'enfin on en tire toujours de l'utilité ».

Tallard fut tellement peiné par ces accusations qu'il souligna, dès qu'il en eut l'occasion, le renfort numérique incontestable qu'il apporta aux forces de Marcin :

« Je ne puis pourtant m'empescher d'avoir l'honneur de vous dire que de trois colonels ou lieutenants colonels qui estoient à Ulm et qui me sont venus voir, il n'y en a pas un qui n'ayt eu cent quarante hommes de recrues sans compter les vieux soldats, dont un a receu quarante et l'autre quarente deux, celui des trois à qui il est [mort le] plus de recrues n'a perdu que quarante deux hommes des cent quarante [...]. Quand le Roy envoie des secours, il faut que les officiers conviennent de les avoir receus »<sup>525</sup>.

On peut considérer que ces estimations correspondent à un chiffre maximum, et que le chiffre minimum est celui que nous donne le mémoire des 4 officiers mécontents : « Et à l'esgard du nombre, cela a roullé sur environ huit ou dix par compagnies, dont il en fallu envoyez (*sic*) la plupart aux hospitaux »<sup>526</sup>. L'estimation haute correspond donc à un renfort de 140 hommes en moyenne par bataillon, l'estimation basse à 80 ou 100 hommes.

La question des recrues eut une dernière conséquence funeste : elle fut à l'origine d'une certaine méfiance entre Tallard et Marcin. Le second a probablement été vexé que l'on critiquât les officiers de son armée. Même s'il assurait à Camille d'Hostun qu'il n'avait « point de peine à croire [ce qui concernait] la mauvaise conduite, pour ne pas dire pis, des officiers qui ont esté chargez du soin des recrues », il insista lui aussi sur le faible apport qu'avaient représenté ces hommes. Il souligne le « peu de secours » qu'il en a tiré, « puisque ça esté (*sic*) plustost un surcroist de charge pour cette armée qu'un renfort »<sup>527</sup>. La mésentente ainsi née contribua à l'absence de coordination des deux armées à Blenheim.

---

<sup>523</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°35, Tallard à Chamillart, camp de Lauterbourg, 17 juin 1704.

<sup>524</sup> *Ibid.*

<sup>525</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°110, Tallard à Chamillart, camp de Desmesing, 28 juillet 1704.

<sup>526</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°45, « mémoire non signé composé par quatre anciens officiers d'infanterie qui estoient à la bataille d'Hocstet », camp d'Haguenau, 25 septembre 1704.

<sup>527</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°50, Marcin à Tallard, Augsburg, 9 juillet 1704.



## LA DIMENSION TACTIQUE

De quelque ampleur qu'ils furent, ces renforts furent encore amoindris par l'érosion naturelle de la campagne : la désertion, les malades et blessés lors des marches, et les pertes humaines subies lors de la défense du Schellenberg, à laquelle contribuèrent 5 bataillons et 2 régiments de dragons français.

L'armée de Marcin ne subit toutefois pas une érosion aussi importante que celle de Tallard lors de son second passage des montagnes de la Forêt noire. Certes, pour rassurer Marcin et l'Électeur, Tallard n'hésitait pas à proclamer qu'il n'y avait « point de si belles troupes dans le monde »<sup>528</sup> que celles qu'il menait, mais la réalité était tout autre. En premier lieu, les troupes du Rhin souffraient d'un sous-encadrement en officiers. Nombre d'entre eux se permirent de partir sans congé dans le cours de la campagne, alors que Tallard campait sur le Rhin. Certains ne furent probablement pas rentrés lorsqu'il fallut partir vers la Bavière. Chamillart s'inquiétait dès juin : « Le Roy, qui a esté informé qu'il y en a un très grand nombre qui ne se sont pas rendus à leur devoir, m'ordonne de vous escrire pour vous dire que vous fassiez fournir des estats par tous les majors des regiments »<sup>529</sup>. Le 13 août, 23 officiers étaient absents dans les 8 escadrons de gendarmerie.

Ensuite, les troupes furent épuisées par les conditions affreuses dans lesquelles se fit cette traversée – nous avons déjà évoqué dans un chapitre précédent les importants problèmes logistiques connus par l'armée de Tallard<sup>530</sup>. Ceci nous explique la faiblesse numérique de ses unités à la veille de la bataille de Blenheim. La première source que nous pouvons utiliser n'est pas pleinement fiable, puisqu'il s'agit du comte de Mérode-Westerloo. Il assure que les bataillons français étaient très peu fournis, tournant autour de 350 hommes<sup>531</sup>. Un autre élément peut être employé. Un tableau de la répartition des prisonniers de la bataille entre Marlborough et le prince Eugène a été publié, précisant d'une façon très nette le nombre de soldats par régiment<sup>532</sup>. Les 27 bataillons enfermés dans Blenheim comptaient, après la bataille, 7 147 soldats, soit 265 soldats par bataillons. Il est impossible de savoir combien ces bataillons ont perdu durant la bataille, mais une estimation d'un tiers de perte semble

---

<sup>528</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°168, Tallard à Marcin, camp entre Rottweil et Villingen, 16 juillet 1704.

<sup>529</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°28, Chamillart à Tallard, Versailles, 13 juin 1704.

<sup>530</sup> Cf. *supra*, chapitre II, notamment la section 2.2.1.4.

<sup>531</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 295. Les bataillons bavarois et espagnols sont en revanche plus forts, mais ils sont peu nombreux.

<sup>532</sup> Ce tableau dénombre 11 192 prisonniers, listés par destinataire (Eugène ou Marlborough), par grade et par régiment. Il indique par ailleurs que 3 000 prisonniers, qui ont pris parti dans les troupes alliées, n'y sont pas recensés. Arsenal ms. 3307, fol. 310r-313r, extraits du « Théâtre du monde, contenant des nouvelles historiques et politiques », septembre 1704. Le total de 11 192 prisonniers est aussi avancé par Guénin. AE Angleterre 216, fol. 191r-194r, nouvelles de Guénin à Londres, 12 septembre 1704. D'autres listes ont été publiées – notamment dans Pelet où les chiffres divergent légèrement (L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 918).

raisonnable : soit des effectifs initiaux tournant autour de 400 hommes avant le combat. On peut donc estimer que les bataillons des troupes de Tallard et Marcin auraient compté de 350 à 440 hommes avant le combat. L'armée des maréchaux et de l'Électeur déployée le 13 août 1704 totalisait en conséquence entre 27 300 et 34 320 fantassins<sup>533</sup>.

Le problème est différent pour les escadrons. Ceux de Marcin semblent avoir été correctement rétablis – indiquons-les à 135 maîtres en moyenne. Toutefois, les chevaux reçus en mai étaient petits et ne supportaient pas les fatigues du service<sup>534</sup>. Ceux de Tallard ont en revanche terriblement souffert des pertes de chevaux dues à la « maladie d'Allemagne ». Mérode-Westerloo dit qu'aucun n'atteignait les 100 maîtres, et que leur moyenne était à 70 ou 80. Si l'on se méfie des exagérations du comte, on peut les estimer entre 90 et 100 maîtres. La cavalerie franco-bavaroise comptait ainsi entre 16 605 et 17 205 hommes<sup>535</sup>, dont au moins 1 200 (les dragons de Blenheim) devaient être considérés comme de l'infanterie, puisqu'ils ne pouvaient que servir démontés.

Il nous est impossible d'évaluer d'une telle façon les effectifs des Alliés. Si nous devons en croire Tallard, qui affirme que leurs moindres escadrons étaient à 160 maîtres, tous les bataillons dépassant les 500 hommes<sup>536</sup>, nous devrions en déduire que Marlborough et le prince Eugène disposaient de près de 62 000 hommes. Nous préférons les estimations plus probables de Chandler et de Zwitzer, qui indiquent respectivement 52 000 et 51 000 soldats<sup>537</sup>. La moyenne des deux extrêmes de notre fourchette est – l'armée comptant entre 44 000 et 51 525 combattants – à 47 780 hommes, soit des chiffres extrêmement proches de ceux de Zwitzer, qui avance 48 000 hommes dans le camp des Deux-Couronnes<sup>538</sup>.

### 5.3.1.4. Turin : deux armées françaises décimées avant la bataille

Si l'état des forces françaises en août 1704 n'était pas brillant, il apparaît que leurs troupes combattant sous les murs de Turin deux ans plus tard étaient dans une situation encore pire. L'armée de Lombardie avait été assez durement éprouvée par les conditions difficiles des quartiers d'hiver 1705-1706. L'impossibilité de recruter des troupes sur le territoire qu'ils

---

<sup>533</sup> 350x78 et 440x78.

<sup>534</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°168, Du Bourg à Chamillart, Strasbourg, 10 novembre 1704.

<sup>535</sup> Entre (135x83)+(90x60) et (135x83)+(100x60) hommes.

<sup>536</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>537</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 144 ; H. L. Zwitzer, art. cit., p. 29.

<sup>538</sup> H. L. Zwitzer, art. cit., p. 29.

## LA DIMENSION TACTIQUE

occupaient n'avait pas permis aux officiers français de renflouer leurs effectifs. Pis encore, l'indolence du duc de Vendôme avait favorisé la désertion. Même le corps des officiers n'était pas épargné, un grand nombre étant absent à cause des congés obtenus de la complaisance de Vendôme<sup>539</sup>. C'est pourquoi, près d'un mois et demi avant la bataille, Orléans pouvait se plaindre que les unités de l'armée d'Italie étaient « très foibles ». Le 23 juillet, il indiquait à Chamillart qu'on ne pouvait pas compter sur plus de 400 hommes par bataillons<sup>540</sup>. Les semaines suivantes n'ont fait que diminuer ce total.

On aurait pu espérer que l'armée de Piémont, mieux équipée par Chamillart, n'ayant pas dû effectuer les longues marches des troupes de Lombardie, ait été dans un meilleur état. Il semble pourtant qu'il n'en était rien. Les troupes avaient en fait été épuisées par les courses stériles du duc de La Feuillade à travers le Piémont, par les méthodes sanglantes qu'il avait employées lors du siège, par la désertion, et par les nombreuses maladies qui infestaient le camp français. Le duc d'Orléans assura même au roi que les bataillons ne dépassaient pas 150 hommes : si nous savons que ce chiffre était exagéré – les unités d'infanterie de l'ancienne armée du Piémont comptaient une moyenne de 176 hommes valides ou blessés après la bataille –, il n'en indique pas moins l'état déplorable des troupes de siège<sup>541</sup>. Il est difficile d'établir des chiffres plus précis au-delà de cet effrayant constat de faiblesse.

La seule mention dont nous disposons pour la cavalerie est celle du régiment du colonel général de la cavalerie. Au jour de la bataille, ses 3 escadrons regroupaient 241 hommes, 76 autres cavaliers ayant été laissés, montés ou démontés, dans le Milanais<sup>542</sup>. Cela donne une moyenne très basse de 80 hommes par escadrons.

En définitive, ces indications éparses ne nous permettent guère de donner des chiffres fiables, et nous en sommes réduits à nous contenter de calculs de probabilité. Si nous comptons 350 hommes par bataillons pour les 32 bataillons du duc d'Orléans, 200 hommes pour les 65 bataillons de La Feuillade et une moyenne de 80 hommes par escadrons pour les

---

<sup>539</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°120, Orléans à Chamillart, camp de Correggiolli à la tête du pont du Pô, 23 juillet 1706.

<sup>540</sup> *Ibid.* Les troupes de garnison laissée en Lombardie n'étaient pas mieux fournies. Les deux bataillons chargés de défendre La Mirandole ne regroupaient en juillet pas plus de 577 hommes, soit moins de 300 hommes par bataillon. Ces chiffres viennent corroborer les affirmations du duc d'Orléans (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°146, Tavagny à Chamillart, Mirandolle, 27 juillet 1706).

<sup>541</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°417-418, État de la force des régiments d'infanterie, [14 septembre 1706], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 688-689. L'armée de Piémont ne compte dans ce document que 153 hommes valides par bataillon. *Ibid.*

<sup>542</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°421, État du regiment du colonel general de la cavallerie [Briançon, 14 septembre 1706]. Le chiffre de 248 hommes s'obtient en additionnant les 139 « hommes en état de servir à cheval » et les 102 « hommes tués ou perdus à l'affaire de Turin ».

125 unités montées de l'armée française, nous obtenons un total de 23 200 fantassins et 10 000 cavaliers ou dragons.

Sur ce total, nous pouvons considérer que 7 000 cavaliers et dragons ont combattu – à pied ou à cheval<sup>543</sup>. Les 17 bataillons chargés de défendre les retranchements semblent tous provenir de l'armée du duc d'Orléans (du moins, les régiments de Piémont, La Marine, Auvergne, Gâtinais, Bretagne et Perche en font partie)<sup>544</sup>. Nous pouvons donc les compter à 350 hommes, soit un total de 5 950 fantassins. Des renforts tirés des troupes de La Feuillade (6 bataillons à 200 hommes, soit 1 200 soldats) sont probablement venus s'ajouter au cours de la bataille<sup>545</sup>.

Ces chiffres peu considérables viennent relativiser l'idée d'une supériorité numérique globale des Français après la jonction des armées de La Feuillade et du duc d'Orléans. Ils justifient ainsi, à leur façon, les réticences des officiers qui ne voulaient pas risquer de sortir des retranchements autour de Turin pour aller chercher la bataille contre le prince Eugène. De fait, ce dernier disposait, le 7 septembre 1706, de 24 000 fantassins et de 6 000 cavaliers<sup>546</sup>. Cela représentait une moyenne de 460 hommes par bataillons et 60 par escadrons.

### 5.3.1.5. « *Jamais les troupes n'ont été en si bon estat* » : les gros bataillons français de 1706 et 1708

Des effectifs plus importants furent déployés sur les champs de bataille de Flandre, car les capacités d'acheminement et de ravitaillement étaient sans commune mesure avec celles des théâtres d'opération italiens ou bavarois. C'est pourquoi, en 1706, tous les rapporteurs s'accordent sur la qualité de l'armée des Deux-Couronnes : « Jamais les troupes n'ont été en si bon estat : c'est de l'infanterie dont je parle, car la cavalerie a toujours mérité les louanges »<sup>547</sup>. D'Artagnan et Souternon, les inspecteurs de l'infanterie et de la cavalerie, ne

---

<sup>543</sup> C'est-à-dire 85 ou 90 escadrons à 80 hommes.

<sup>544</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°417-418, État de la force des régiments d'infanterie, [14 septembre 1706], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 688-689.

<sup>545</sup> Ces totaux sont largement supérieurs aux estimations d'une relation anonyme de la campagne de Lombardie, qui déplorent que seuls 6 000 fantassins, cavaliers et dragons étaient commis à la garde des retranchements. SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

<sup>546</sup> C'est le chiffre sur lequel toutes les sources s'accordent. Voir *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, p. 253 ; ou encore SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>547</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°106, Salliant à Chamillart, Namur, 6 mai 1706.

tarissent pas d'éloges<sup>548</sup>. Souternon indique qu'à part quelques exceptions, les compagnies de cavalerie sont complètes et en bon état<sup>549</sup>. Les seuls chiffres détaillés dont nous disposons concernent les régiments de l'Électeur, dont les escadrons sont à 150 hommes chacun et les bataillons à plus de 500 hommes<sup>550</sup>. Leur équipement et leur condition physique sont irréprochables. Villeroy, après avoir fait leur revue, assure : « Je fais encore plus de cas de la qualité des hommes que du nombre »<sup>551</sup>. Cette situation de complétude est presque exceptionnelle, puisque Maximilien-Emmanuel lui-même convient que ses troupes étaient sur un pied inférieur en 1705<sup>552</sup>.

Les régiments de la France et de ses alliés semblaient donc, en mai 1706, être au niveau maximum auquel ils pouvaient prétendre en pratique. Comme la bataille eut lieu au tout début de la campagne, aucun phénomène d'érosion n'avait encore eu le temps de jouer. On peut admettre, comme l'avance Chandler, un effectif de 60 000 hommes<sup>553</sup>. Ce nombre considérable et suppose des bataillons à 550 hommes en moyenne ; c'est assez plausible, dans la mesure où nous savons que certains régiments, comme celui d'Alsace, avaient 585 hommes par bataillons<sup>554</sup>. Les Alliés auraient eu, pour leur part, 62 000 hommes<sup>555</sup>. C'est la preuve que l'arrivée de Marcin, avec ses quelques 18 bataillons et 10 escadrons<sup>556</sup>, soit plus de 10 000 soldats supplémentaires, aurait permis une belle supériorité numérique.

La bataille d'Audenarde voit une situation assez similaire. Malgré les premières marches<sup>557</sup>, tout le monde se réjouit de l'excellent état de l'armée, et trace une comparaison

---

<sup>548</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°97, Villeroy à Chamillart, Louvain, 3 mai 1706. Marlborough lui-même, heureux de valoriser ceux qu'il a su vaincre, écrit après Ramillies que « l'armée française semblait être la plus belle qu'il ait jamais vu » (« The French army looked the best of any he had never seen » : G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 106).

<sup>549</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°16, Souternon à Chamillart, Louvain, 6 avril 1706. Toutefois, la compagnie mestre de camp du régiment de cravates n'a que 15 maîtres ; quelques autres compagnies de dragons et de cravates sont dans un état similaire (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°98, Villeroy à Chamillart, Louvain, 3 mai 1706).

<sup>550</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°173, Villeroy au roi, Louvain, 17 mai 1706.

<sup>551</sup> *Ibid.*

<sup>552</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°153, Villeroy au roi, Bruxelles, 15 mai 1706.

<sup>553</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>554</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°224, M de Servancourt à Chamillart, camp de Notre-Dame du Lac, 25 mai 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°387, M. de Steckenberg à Chamillart, Lille, 8 juin 1706. Certains régiments étaient encore plus fournis : 600 hommes par bataillons dans Villars, régiment suisse : SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°329, M. de Villars-Chandieu à Chamillart, camp de Saint-Denis près Gand, 29 mai 1706.

<sup>555</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 72. C'est dire la présomption du maréchal de Villeroy, qui assurait au roi deux jours avant la bataille être « persuadé que l'armée des ennemis ne sauroit estre aussi nombreuse presentement que celle de Vostre Majesté » (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°196, Villeroy à Chamillart, Gossencourt, 21 mai 1706).

<sup>556</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°180, Louis XIV à Villeroy, Marly, 18 mai 1706.

<sup>557</sup> L'avancée vers Braine l'Alleu avait, s'il faut en croire Marlborough, coûté un certain nombre de déserteurs qui auraient profité de la nuit pour rejoindre le camp allié : « [...] Their sudden march, which cost

flatteuse avec l'année précédente. Vendôme assure au roi que « dans le mesme nombre de bataillons, il y a dix mille hommes de plus qu'il n'y avoit [l'année précédente] »<sup>558</sup>. Les troupes sont tellement fournies que le duc de Bourgogne, lors d'une revue qui dure sept heures, n'est en mesure que de faire la revue des deux lignes et de la première réserve. Il se dit après cela « etonné de la beauté et de la force des troupes »<sup>559</sup>. D'Artagnan ne manque pas non plus d'enthousiasme : « Je n'ay pas encore veu, depuis que je vais à la guerre, une armée sy forte ny plus belle »<sup>560</sup>. C'est surtout la cavalerie qui fait l'admiration générale. Si La Viérue reste modéré (« Vous pouvés [...] assurer le Roy que sa cavalerie sera belle et bonne, et qu'il y aura tout lieu d'estre content d'elle »<sup>561</sup>), les autres correspondants de Chamillart ne font preuve d'aucune retenue. Alors que d'Artagnan assure que la cavalerie « est fort bien, et composée de corps sy distingués, que sy cette armée ne fait pas merveille il ne faut plus compter sur rien »<sup>562</sup>, Matignon s'exclame : « La cavalerie, particulièrement, est au dessus de tout ce que j'ay jamais vu en ma vie »<sup>563</sup>.

Nous pouvons donc supposer, puisque tous ces régiments de troupes montées sont « fort bons »<sup>564</sup>, qu'ils sont tous en moyenne à 140 maîtres. Un état de la gendarmerie datant de mai 1708 indique en effet un effectif moyen de 139 chevaux par escadrons<sup>565</sup>. Les gendarmes de la garde – 210 hommes à leur effectif complet – comptent même 30 surnuméraires<sup>566</sup>. De même, la complétude des bataillons contente fort d'Artagnan : « Nous y avons au moins 70 bataillons qui sont à 500 et au delà, la moitié du reste est de 450 à près de 500, et les moindres sont de 400 à 430 »<sup>567</sup>. Ce qui nous donne, globalement, 70 bataillons à 520 hommes en moyenne, 31 bataillons à 475 hommes, et encore 30 bataillons à 415 hommes. Soit un total de 63 575 fantassins et 28 700 cavaliers<sup>568</sup> : 92 275 soldats pour honorer la présence du duc de

---

them a great number of men, who took the opportunity of the night to desert to us ». Marlborough au secrétaire Boyle, camp de Terbanck, 4 juin 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 48-49.

<sup>558</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°267, Vendôme à Chamillart, camp de Braine l'Alleu, 9 juin 1708.

<sup>559</sup> *Ibid.*

<sup>560</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.

<sup>561</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°204, La Viérue à Chamillart, Mons, 23 mai 1708.

<sup>562</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.

<sup>563</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°269, Matignon à Chamillart, Braine l'Alleu, 9 juin 1708.

<sup>564</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°323, état des régiments de cavalerie qui composent l'armée de Flandres, 27 juin 1708.

<sup>565</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°231, « Etat de la revue faite à la gendarmerie en campagne au mois de may 1708 par Du Plessis major » [envoyé à Chamillart du camp de Soignies le 30 mai 1708].

<sup>566</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°102, Rohan à Chamillart, sur le canal de Bruges, 14 juillet 1708.

<sup>567</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°218, d'Artagnan à Chamillart, camp de Neuville près Soignies, 27 mai 1708.

<sup>568</sup> 140x205 cavaliers. Belhomme donne un chiffre légèrement différent de 61 800 fantassins, car il compte 70 bataillons à 500 hommes, 30 à 450 et 31 à 430. Belhomme, *Histoire de l'infanterie en France*, Paris, Limoges, H. Charles-Lavauzelle, 1893-1902, t. II, p. 443.

Bourgogne. Sur la totalité, seuls 30 à 35 000 fantassins et près de 7 500 cavaliers ont combattu.

L'armée des Alliés se montre à la hauteur de celle de Louis XIV. Le duc de Bourgogne déplore même que leurs bataillons soient plus fournis que ceux des troupes françaises<sup>569</sup>. Marlborough écrit ainsi au sujet des troupes de Prusse : « L'infanterie, qui a toujours été des plus belles, n'a jamais paru en si bon état », tandis que la cavalerie « surpasse tout ce [qu'il peut] imaginer »<sup>570</sup>. Si l'on en croit les estimations de Winston Churchill, ses 112 bataillons et 197 escadrons approchaient les 90 000 hommes, soit environ 60 000 fantassins et 30 000 cavaliers<sup>571</sup>.

### 5.3.2. Déterminer l'ampleur des pertes

#### 5.3.2.1. 1704 : La disparition d'une armée

Les calculs des effectifs présents à Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde nous amènent immédiatement à critiquer les estimations classiques des pertes, particulièrement lors de la seconde bataille d'Höchstädt. Une évaluation contemporaine, effectuée par le sergent Millner et retranscrite dans l'ouvrage de Winston Churchill, donne un total de pertes pour l'armée des Deux-Couronnes de 38 609 tués, noyés, blessés, prisonniers ou déserteurs<sup>572</sup>. Si les troupes de Tallard et Marcin comptaient en réalité près de 48 000 hommes, de tels chiffres n'ont aucune apparence de réalité.

Ce sont les troupes de Tallard qui ont le plus souffert de la bataille. Toutefois, deux opinions s'opposent : d'une part, ceux qui se contentent d'assurer que « les troupes du maréchal de Tallard sont entièrement ruinées ou prises »<sup>573</sup>, de l'autre des affirmations plus nuancées :

---

<sup>569</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°196, Bourgogne à Chamillart, Valenciennes, 22 mai 1708.

<sup>570</sup> Marlborough au prince royal de Prusse, camp de Terbanck, 18 juin 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 66-67.

<sup>571</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 365 ; J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 132. Cette estimation suppose probablement des escadrons à 150 maîtres, et des bataillons à 550 fantassins.

<sup>572</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 457.

<sup>573</sup> AE Bavière 50, fol. 76r-82v, « Relation de la bataille donnée le 13<sup>e</sup> août... », camp d'Höchstädt, 15 août 1704.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« Il nous est revenu environ trois mille hommes des 40 bataillons de M. de Tallard, une centaine de dragons et toute la cavalerie, la gendarmerie seule ayant beaucoup souffert »<sup>574</sup>.

Trois mille fantassins : ce chiffre nous est confirmé par une note de Courtebonne à Chamillart, qui assure au secrétaire d'État de la guerre que l'on est à même, au 1<sup>er</sup> septembre 1704, de « former six bataillons à cinq cents hommes compris ceux qui sont aux hopitaux »<sup>575</sup>. Enfin, Marcin parle des « trois mille hommes ou environ ramenés des débris des bataillons de l'armée [de Tallard] qui ont été faits prisonniers de guerre »<sup>576</sup>. C'est très peu ; cela représente pourtant près de 20% de l'infanterie de Tallard qui parvient à retourner sur le Rhin. La cavalerie a également souffert, mais autant en raison du combat que de la marche retour – toujours la maladie d'Allemagne. Moins de deux semaines après la défaite, Fumeron annonce qu'il est à peine possible de constituer, à partir des 48 escadrons initiaux, 30 escadrons en état de marche<sup>577</sup>. La situation est encore pire lorsque les troupes montées parviennent enfin au Rhin. De 46 escadrons initiaux<sup>578</sup>, Chamillart en fait 19. Les 8 escadrons de gendarmerie sont regroupés en 4 escadrons effectifs. Un tableau extrêmement précis fait état du retour de plus de 2 000 hommes<sup>579</sup>, sans compter 70 dragons des 4 régiments enfermés dans Blenheim<sup>580</sup>.

Malgré les insuffisances des sources, il semble donc que des 36 bataillons de Tallard (entre 13 et 15 000 hommes), il en est resté 3 000, soit entre 10 et 12 000 fantassins perdus, sans compter un millier de dragons. Des 48 escadrons (entre 4 320 et 4 800 maîtres), il en est resté plus de 2000, soit une perte d'environ 2 200 à 2 700 hommes. Le total des pertes de Tallard s'élève à environ à 15 000 hommes.

Le total des rescapés de l'armée du Danube est plus difficile à évaluer, probablement car ils sont beaucoup plus nombreux. Marlborough lui-même reconnaît que les pertes de cette

---

<sup>574</sup> AE Bavière 50, fol. 86r-90r, « Extrait d'une lettre écrite de Dutlingen du 23<sup>e</sup> août par une personne de confiance », s.l., s.d.

<sup>575</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°3, M. de Courtebonne à Chamillart, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1704.

<sup>576</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°150, Marcin à Chamillart, camp d'Hussingue, 23 août 1704. Marcin parle également de 3 bataillons laissés en garnison à Augsbourg et qui ont joint l'armée dans sa retraite, mais ces derniers n'ayant pas participé à la bataille, ils ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des pertes.

<sup>577</sup> Ce calcul n'inclut pas les escadrons de dragons (Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Petersel proche Saint Georges sur la montagne de Hornberg, 26 août 1704).

<sup>578</sup> Notons que 2 escadrons, le troisième du régiment de Condé et le troisième du régiment du Prince Charles ont repris leurs places au sein de leurs régiments dans l'armée de Marcin.

<sup>579</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°17 bis, « Etat où sont les troupes restant de l'armée de monsieur le maréchal de Tallard au 10 septembre 1704 ». En réalité, il fait état de 1984 hommes, mais deux rubriques ne sont pas renseignées : les effectifs des régiments de Da Costa et Heyder, qui à eux deux forment un seul escadron, soit une centaine d'hommes.

<sup>580</sup> Courtebonne parle en revanche de 280 dragons (SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°3, M. de Courtebonne à Chamillart, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1704).



armée sont limitées : « [L'armée] de l'Électeur de Bavière et du maréchal de Marcin, contre laquelle le prince Eugène a combattu, ne doit pas avoir subi de lourdes pertes, comme je le crains, car je ne trouve pas qu'elle a beaucoup de prisonniers. Dès que l'Électeur sut que monsieur de Tallard était sur le point d'être battu, il fit retraite, de sorte que je n'arrivai que pour le voir se retirer »<sup>581</sup>. Fumeron confirme que les troupes de Marcin sont en meilleur état que celles de Tallard<sup>582</sup>. Nous disposons d'éléments sur la situation de sa cavalerie. Elle souffre du manque de monture, toujours en raison de la maladie d'Allemagne qui continue à sévir<sup>583</sup>. En revanche, il ne suffirait que de 2 000 cavaliers « pour rendre complets en hommes les soixante escadrons qui étoient de l'armée de M. le marechal de Marcin »<sup>584</sup>, ce qui indiquerait une perte de 2 000 à 3 000 hommes.

Le nombre de fantassins de l'armée du Danube reste en revanche un mystère. Les pertes en morts et en blessés ne doivent pas excéder celles qu'ils firent subir aux forces du prince Eugène, soit quelques milliers d'hommes. Une autre grande inconnue est l'ampleur de la désertion : Millner « suppute » 5 000 hommes<sup>585</sup>, John Lynn parle de 7 000<sup>586</sup>. La désertion touche toujours une armée vaincue, mais il est probable qu'elle ait moins concerné les régiments français que les troupes étrangères au service de la France, en particulier les troupes bavaroises. Ces dernières ne sont pas encore arrivées à Strasbourg qu'elles sont déjà très faibles : « M. l'Eslecteur de Baviere n'amène avec luy que 20 escadrons de cavalerie, 3 de ses gardes et quelques housards, avec 5 bataillons, le tout fort foible »<sup>587</sup>. C'est le nombre de bataillons et d'escadrons au jour de la bataille, mais leur pied est bien amoindri.

La cavalerie de Marcin a perdu entre 2 000 et 3 000 hommes, son infanterie entre 3 000 et 6 000, en comptant la désertion. Les bataillons de l'Électeur sont passés de « complets » à « très faibles », soit environ 250 hommes par bataillon. Nous pouvons supputer que les 23

---

<sup>581</sup> « In short, the army of Monsieur de Tallard's which was that which I fought with, is quite ruined. That of the Elector of Bavaria, and the Mareshal de Marcin, which Prince Eugene fought against, I am afraid had not had much lose, for I can't find that he has many prisoners. As soon as the Elector knew that Monsieur de Tallard was like to be beaten, he marched off, soe that I came only time enough to see him retier » (Marlborough à sa femme, Höchstädt, 14 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 350-351).

<sup>582</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Petersel proche Saint Georges sur la montagne de Hornberg, 26 août 1704.

<sup>583</sup> « [La cavalerie] se detruit tous les jours à un point qui me fait trembler, ne prevoiant pas d'avoir les moiens d'avoir le nombre de chevaux necessaire pour la retablir » (SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°27, Du Bourg à Chamillart, camp de Haguenuau, 15 septembre 1704).

<sup>584</sup> *Ibid.* Du Bourg prévient toutefois : « Encore faut-il qu'il ne nous arrive point d'action entre cy [sic] et la fin de la campagne ». Une telle crainte suffit à expliquer les reculs successifs de Villeroy qui laissèrent Landau à la merci des Alliés.

<sup>585</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 457.

<sup>586</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 293.

<sup>587</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, Fumeron à Chamillart, camp de Petersel proche Saint Georges sur la montagne de Hornberg, 26 août 1704.

escadrons de cavalerie ont dû perdre au moins la moitié de leur effectif. Nous arrivons à un total de 3 000 fantassins et cavaliers bavarois perdus<sup>588</sup>. La bataille de Blenheim et ses suites jusqu'à l'arrivée sur le Rhin ont donc coûté aux troupes qui y ont participé près de 25 000 hommes<sup>589</sup>, soit une grosse moitié du total. Ce calcul ne prend pas en compte le fait que toutes les troupes bavaroises abandonnées par l'Électeur furent perdues à jamais, et même parfois contraintes de passer dans le camp impérial.

Quel qu'ait été le nombre exact des pertes, il est établi que la part des soldats fait prisonniers se monte à 11 000 hommes. Ils n'étaient que 8 000 soldats et 1 500 officiers au lendemain de la bataille<sup>590</sup>, mais les partis dépêchés par les généraux alliés firent rapidement augmenter ce chiffre – soldats qui s'égarèrent dans leur marche, blessés abandonnés par leurs camarades... Il ne faut aux Alliés que quatre jours après la bataille pour atteindre ce total de 11 000 hommes<sup>591</sup>, confirmé, comme nous l'avons vu, par les chiffres publiés pour la répartition des prisonniers entre les deux généraux vainqueurs. Ce dernier document indique par ailleurs que 3 000 Franco-bavarois se sont engagés dans l'armée des Alliés<sup>592</sup>.

Enfin, les prises matérielles sur l'ennemi ne sont jamais à négliger. Les 90 pièces d'artillerie dont disposaient les Français sont tombées aux mains des Alliés. Des objets plus symboliques ne manquent pas d'ajouter au prestige de la victoire : les Coalisés se seraient ainsi emparés de 171 étendards, 129 drapeaux, 116 paires de timbales, 15 pontons, 300 mules chargées, 3 600 tentes<sup>593</sup>...

Toutefois, les troupes d'Eugène et de Marlborough payèrent chèrement leur victoire. Ce dernier parle, pour sa seule armée, de 8 000 tués et blessés<sup>594</sup>. Les pertes totales durent s'élever, selon la plupart des auteurs, à 12 000 ou 14 000 tués et blessés<sup>595</sup>. Cela permit à

---

<sup>588</sup>  $(250 \times 5) + (23 \times 70) = 2860$ .

<sup>589</sup> Ces chiffres sont loin de l'estimation traditionnelle et rarement critiquée de 38 000 soldats perdus. Pourtant, ils sont assez proches des chiffres de Wijn, qui avance lui aussi 25 000 hommes. Malheureusement, nous n'avons pu prendre connaissance de ces évaluations que par l'intermédiaire de l'apparat critique de l'édition des lettres de Marlborough à Godolphin et à sa femme, l'ouvrage monumental de Wijn sur l'armée hollandaise n'étant pas disponible en France. Nous ignorons également les méthodes employées (H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 358).

<sup>590</sup> Marlborough à sa femme, Höchstädt, 14 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 350-351.

<sup>591</sup> Marlborough à Godolphin, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 351-352.

<sup>592</sup> Arsenal ms. 3307, fol. 310r-313r, extraits du « Théâtre du monde, contenant des nouvelles historiques et politiques », septembre 1704.

<sup>593</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 159.

<sup>594</sup> Marlborough à Godolphin, Seffelingen près d'Ulm, 21 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 353-354.

<sup>595</sup> J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 293. Weigley parle de 4 500 morts et 7 500 blessés (R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 87), chiffre tout à fait comparable à l'indication du baron de Quincy : « Un capitaine de Navarre qui a été renvoyé [...] a vu l'état des morts et blessés, montant pour les premiers à quatre mille huit

certaines Français de refuser de considérer la bataille de Blenheim comme un grand succès des Alliés, en prétendant que leur propre échec était simplement à attribuer à la malheureuse concentration de nombreux bataillons dans le village : « Notre perte n'aurait pas été approchant de celle des ennemis, sans les vingt-sept bataillons et les quatre régiments de dragons prisonniers »<sup>596</sup>.

### 5.3.2.2. *Les pertes de la bataille de Ramillies*

La difficulté d'évaluer les pertes de Ramillies est surtout liée au fait qu'il est difficile de distinguer les disparitions subies lors de la bataille elle-même, lors de la retraite, et les jours suivant la bataille. Le désordre est en effet tel dans l'armée française, que les premières estimations fiables arrivent plusieurs semaines, voire plusieurs mois après la bataille. Nous pouvons toutefois tirer certains constats, dont le premier est que la plupart des pertes sur le champ de bataille sont le fait de l'infanterie<sup>597</sup>. Le second, c'est que les informations dont nous disposons sur cette infanterie sont parcellaires. Une seule zone est à peu près bien renseignée : le village de Tavier. Nous savons que sur 6 bataillons qui y furent envoyés, 3 – ceux de La Colonie – ne souffrirent pratiquement pas, contrairement à ceux de Greder, Provence et Bassigny<sup>598</sup>. La Motte assura à l'issue de la bataille qu'aucune des ces trois unités ne dépassait la centaine d'hommes<sup>599</sup>. Les dragons étaient encore plus mal en point, privés de munitions et de chevaux. Nous pouvons donc considérer que pour le secteur de Tavier seul, il y eut près de 1 200 fantassins tués, et un nombre pratiquement équivalent de dragons.

Les combats d'infanterie au centre ont été très meurtriers. Alsace – 4 bataillons – perd 700 hommes lors des combats autour du village de Ramillies – soit près d'un homme sur

---

cent soixante-cinq hommes, et sept mille sept cent trente-deux de blessés » (SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582). Le prince Eugène indique que des deux côté sont tombés de 12 à 14 000 hommes (« 12- bis 14 000 Mann glaube ich beidersseits todt geblieben zu sein » : Le prince Eugène au Feldmarschall comte Guido Stahremberg, Wittislingen, 16 août 1704, suppl. p. 146-147, n°100).

<sup>596</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>597</sup> « Je puis vous assurer que le champ de bataille, à la réserve des endroits où l'infanterie peut avoir combattu, n'est pas fort chargé de morts » (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°231, La Motte à Chamillart, Namur, 26 mai 1706).

<sup>598</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°214, Saillant à Chamillart, Namur, 24 mai 1706. Greder est en effet tellement diminué que Villeroy demande de le réduire de 2 à 1 bataillon : SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

<sup>599</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

trois<sup>600</sup>. Les dégâts subis par Picardie ou Gondrin, qui se battirent dans le même lieu, doivent avoisiner cette proportion<sup>601</sup>. Les régiments de Villars, Nice ou Saint-Second sont « absolument perdus ou détruits »<sup>602</sup>. La situation de Villars est pire : le régiment passe de 1 800 à 500 hommes, mais les déperditions doivent moins être attribuées au combat qu'aux conditions de la retraite : les bataillons se sont retrouvés, au sortir du village, encerclés par les cavaliers ennemis<sup>603</sup>. C'est encore le malheureux déroulement du repli qui explique que l'infanterie de la gauche de l'armée, qui n'a pas combattu, ait tout de même souffert<sup>604</sup>. Le seul régiment de la gauche qui propose des nombres précis est le régiment du Roi : ses quatre bataillons initiaux sont réduits à trois, comptant 400 soldats chacun, soit une perte de 800 hommes au moins. Ce cas exceptionnel est dû à un mauvais comportement des soldats de cette unité durant leur retraite<sup>605</sup>.

Nous pouvons par conséquent estimer un minimum de pertes, pour la trentaine de bataillons des brigades qui ont pris part aux combats d'infanterie, d'un tiers en moyenne, que les soldats aient été ensuite tués ou faits prisonniers. Cela représente au moins 5 000 hommes. En ce qui concerne la gauche de l'armée, on ne peut en revanche rien assurer, du moins avec les sources disponibles dans les fonds d'archives français. On doit se contenter, avec Villeroy, de constater qu'« il y a plusieurs régiments d'infanterie qui sont réduits à rien »<sup>606</sup>.

L'examen des pertes de la cavalerie ne nous apporte rien de plus fructueux. La gauche de la cavalerie n'a pas souffert de la retraite, car elle a fui au plus vite. La seconde ligne de la droite n'a pas beaucoup souffert non plus. En ce qui concerne les troupes qui ont combattu, les seules indications fiables viennent du régiment de Nugent – 2 escadrons avant Ramillies – dont le colonel affirme avoir perdu une centaine d'hommes, et plus de cent vingt chevaux<sup>607</sup>. Il ne faut pas être dupe de la capacité des officiers à exagérer leurs pertes, tant pour prouver leur bravoure que pour convaincre le secrétaire d'État de la guerre de l'ampleur des dépenses

---

<sup>600</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°224, M de Servancourt à Chamillart, camp de Notre-Dame du Lac, 25 mai 1706. Comme Steckenberg assure qu'il a encore après Ramillies 1 640 soldats, nous pouvons conclure que le régiment disposait avant la bataille de 2 340 hommes, soit 585 par bataillons. S(HD AG A<sup>1</sup> 1943, n°387, M. de Steckenberg à Chamillart, Lille, 8 juin 1706).

<sup>601</sup> Ainsi, une compagnie de Picardie, dont le capitaine est le neveu de d'Artagnan, voit ses effectifs réduits à six hommes (!) seulement (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°85, d'Artagnan à Chamillart, camp derrière le canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708).

<sup>602</sup> *Ibid.*

<sup>603</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°329, M. de Villars-Chandieu à Chamillart, camp de Saint-Denis près Gand, 29 mai 1706.

<sup>604</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°224, M de Servancourt à Chamillart, camp de Notre-Dame du Lac, 25 mai 1706.

<sup>605</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°517, M. du Barail à Chamillart, Valenciennes, 22 juin 1706.

<sup>606</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°252, Villeroy à Chamillart, camp de St Denis sous Gand, 29 mai 1706.

<sup>607</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°356, Nugent à Chamillart, camp de St Thomas, 2-4 juin 1706. Les escadrons devaient être au complet, puisque Villeroy et Souternon lui auraient assuré que son régiment était « un des plus beaux de l'armée » à l'entrée en campagne.

nécessaires pour reconstituer leur unité. Mais une estimation d'un quart ou d'un tiers de perte en moyenne pour le choc de cavalerie est acceptable. S'il faut en croire les apologies des Gardes du corps du roi – qui ne sont pas plus fiables –, ces derniers ont perdu « 70 officiers et de 7 à 800 hommes tuez, blessez, ou pris prisonniers »<sup>608</sup>, soit près de la moitié de l'effectif<sup>609</sup>. Une autre source parle même d'« une grande quantité de nos officiers et bien la moitié des gardes tuez, pris ou blessez »<sup>610</sup>. En bref, la cavalerie de l'aile droite subit au moins une perte de 1 500 à 2 000 maîtres. En ce qui concerne la répartition entre tués et prisonniers, nous pouvons nous référer au capitaine-général britannique lui-même, qui parle à plusieurs reprises de 4 000 captifs français<sup>611</sup>.

Il nous faut ainsi conclure qu'une perte avoisinant grossièrement les 11 000 hommes, dont un gros tiers de prisonniers, est la plus plausible<sup>612</sup>. Les estimations de J. R. Jones (10 000 tués et blessés, ainsi que 5 000 prisonniers<sup>613</sup>) représentent une perte maximum, mais peu probable au vu des sources – ces dernières ne permettent toutefois pas de les réfuter. En revanche, les affirmations de Quincy qui ne compte à Ramillies que 6 000 morts, dont 2 000 français seulement – sans oublier 2 500 prisonniers – sont irréalistes<sup>614</sup>. Qui plus est, le phénomène de désertion doubla ou tripla probablement l'ampleur du désastre<sup>615</sup>.

Les pertes matérielles sont les seules données aisées à évaluer, et elles font la fierté de Marlborough : « Toute leur artillerie a été prise avec leurs pontons, caissons et beaucoup de bagage »<sup>616</sup>. Les équipages que Villeroy avait eu l'imprudence de laisser derrière l'armée firent le bonheur des Alliés. Le maréchal avait, au jour de la bataille, près de 60 canons<sup>617</sup> : 56

---

<sup>608</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « Lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>609</sup> Les Gardes du corps regroupaient en effet 1 600 hommes divisés en quatre compagnies. L. Susane, *op. cit.*, t. I, p. 209.

<sup>610</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>611</sup> Marlborough au prince Eugène, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 524-526 ; Marlborough au prince de Bade, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 527.

<sup>612</sup> Pour donner une proportion de la répartition des pertes : 2 400 fantassins à Tavières, 1 800 cavaliers à droite, 5 000 fantassins dans le centre, 1 800 soldats de la gauche attaqués lors de la retraite. Le témoignage d'Orkney vient confirmer une telle estimation, et la difficulté de l'établir : « Maybe they have lost 5 or 6 thousand men [sans compter les prisonniers], but truly it is hard to guess » (Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, art. cit., p. 315-316).

<sup>613</sup> J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 132.

<sup>614</sup> Quincy, *op. cit.*, t. V, p. 9.

<sup>615</sup> Voir *infra*, section 9.1.3.

<sup>616</sup> Marlborough au prince de Bade, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 527. Millner indique également que 65 drapeaux, 21 étendards, 6 paires de timbales, 2 000 voitures ont été pris. Cité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 62. Le faible nombre d'étendards et de timbales, qui contraste avec la grande quantité de drapeaux, indique suffisamment que c'est surtout l'infanterie qui a fait les frais de la retraite.

<sup>617</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

d'entre eux furent perdus<sup>618</sup>. Toutefois, dans ce domaine, l'armée des Deux-Couronnes fut rapidement à même de combler ses pertes<sup>619</sup>. Les Français firent venir d'Allemagne plus de 400 chevaux de transport. Ils tirèrent des places de Flandre qui allaient être évacuées quantité de munitions de guerre ; celles-ci furent redirigées vers d'autres places menacées grâce aux nombreux cours d'eau navigables de la contrée<sup>620</sup>. Une négligence des Alliés – très occupés, il est vrai, à suivre de près l'armée des Deux-Couronnes – permit même aux Français de reconstituer rapidement leur parc d'artillerie. Les troupes coalisées s'étaient en effet éloignées si vite du champ de bataille qu'elles avaient négligé de le laisser sous forte surveillance : seuls deux cent fantassins et deux escadrons de cavalerie y furent postés<sup>621</sup>. Parti de Namur, un détachement d'un millier d'hommes commandés par le brigadier d'infanterie La Motte pour reconnaître le champ de bataille s'aperçut que neuf pièces avaient été laissées à La Ramée, un village sur le chemin emprunté par les troupes se retirant vers Judoigne<sup>622</sup>. Cette heureuse découverte incita le gouverneur de Namur à envoyer d'autres expéditions, qui ramenèrent un total de 34 bouches à feu dans cette place. Elles furent envoyées, par la Sambre, vers Maubeuge, d'où elles furent récupérées par l'armée<sup>623</sup>.

Les unités les plus gravement affaiblies après Ramillies virent de même revenir quelques-uns de leurs soldats : certains, qui s'étaient perdus, parvinrent à revenir à leur camp – ou se décidèrent à réintégrer l'armée après une longue hésitation ; d'autres réussirent à s'échapper des prisons alliées. Là encore, il est impossible d'évaluer le taux de retour, mais ce fut un phénomène réel, dont l'ampleur fut bien plus grande qu'à Blenheim – d'une part car la retraite de Blenheim s'étant assez bien passée, peu de soldats s'étaient perdus, d'autre part car il était beaucoup plus difficile à un Français de traverser l'Allemagne que les Flandres. Si on ne peut donc pas le comptabiliser, il faut néanmoins avoir toujours à l'esprit ce phénomène, qui est permanent dans les batailles de l'Ancien Régime, et qui explique pourquoi les armées vaincues parviennent si bien à se reconstituer, comme celle des Deux-Couronnes dans la seconde partie de l'année 1706.

Le prix à payer par les Alliés fut bien moins lourd qu'à la seconde bataille d'Höchstädt. Des chiffres particulièrement bas ont été donnés : Falkner parle de 1 066 tués et 2 567

---

<sup>618</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°227, Saint Hilaire à Chamillart, camp près de Bruxelles, 25 mai 1706. Saint-Hilaire confirme par la même occasion les autres pertes matérielles : « Nous avons aussy perdu presque toutes nos charettes et 4 pontons ».

<sup>619</sup> Saint-Hilaire espérait « reformer en peu de temps un train de 40 pieces ». *Ibid.*

<sup>620</sup> *Ibid.*

<sup>621</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°233, Saillant à Chamillart, Namur, 26 mai 1706.

<sup>622</sup> *Ibid.*

<sup>623</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°94, Salliant à Chamillart, Namur, 10 juin 1706.

blessés<sup>624</sup>, Millner d'une perte globale de 4 192 hommes<sup>625</sup>. Ces estimations, outre leur inhabituelle précision, semblent assez faibles : même si la bataille à proprement parler dura assez peu de temps, et qu'on ne combattit que sur un petit espace, il ne faut pas oublier que les Alliés ont essuyé de durs combats autour du village de Ramillies. Le tableau que Marlborough dresse au lendemain de la bataille semble plus inquiétant : « Vous croirez aisément que cette victoire nous a coûté un grand nombre d'hommes et d'officiers », dit-il à Godolphin, avant d'ajouter : « Mais je remercie Dieu de n'avoir que 3 régiments anglais qui aient beaucoup souffert. La cavalerie et l'infanterie hollandaises ont souffert plus que nous »<sup>626</sup>.

### 5.3.2.3. *Les pertes de la bataille de Turin*

Si dans la plupart des cas, les relations contemporaines ou postérieures des batailles de l'ancien régime préfèrent insister sur les pertes humaines, les dégâts matériels furent ceux qui retinrent le plus l'attention après la bataille de Turin. C'est que les pertes de l'armée de siège, si généreusement équipée par le beau-père de La Feuillade, furent tout à fait considérables. Les ennemis purent d'abord s'emparer de près de 150 pièces de canon et 50 mortiers<sup>627</sup>. Pratiquement toutes les munitions de guerre et de bouche massées sous Turin furent abandonnées, faute de voitures pour les transporter<sup>628</sup>. Cela représentait au minimum des vivres pour un mois, et deux cent mille livres de poudre. Les Français préférèrent les brûler plutôt que de les laisser aux mains des ennemis<sup>629</sup>. D'Esgrigny insista pour sa part sur une perte qu'il jugeait « irréparable », celle des tous les effets des hôpitaux de l'armée<sup>630</sup>. Enfin, cette énumération ne prend pas en compte les innombrables matériaux du camp et du siège, tels que bombes, grenades, boulets, pontons, affûts de canons... Tout le monde profita de cette aubaine :

---

<sup>624</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 118.

<sup>625</sup> Millner, cité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 62.

<sup>626</sup> « You will easily believe this victory has cost us a good many men and officers, but I thank God we have but 3 English redgiments that has much suffered. The Dutch horse and foote as suffered more then wee » (Marlborough à Godolphin, Borgloon, 24 mai 1706, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 545-546).

<sup>627</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706. Certaines de ces pièces avaient été ensevelies sous les mines et n'avaient pas été déterrées par les Français

<sup>628</sup> Une grande partie des voitures avait été perdue la veille lors d'une attaque d'un convoi français venant de Suse par les Alliés. En outre, le matin même de la bataille, l'intendant d'Esgrigny avait fait envoyer à Chivasso le reste des transports pour en faire un nouveau convoi (SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°202, d'Esgrigny à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706).

<sup>629</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706 ; « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 675.

<sup>630</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°202, d'Esgrigny à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706.

## LA DIMENSION TACTIQUE

« Les tentes, les équipages, les chevaux, les mulets, le bétail, la vaisselle d'argent, le linge et les riches habits furent laissés en butin aux soldats, aux bourgeois de la ville et aux paysans ; pilla qui voulut, on n'empêcha personne. L'artillerie et les munitions de guerre et de bouche furent réservées pour son Altesse Royale [le duc de Savoie] »<sup>631</sup>.

La précipitation de la retraite et les conditions difficiles dans laquelle elle s'effectua entraîna la disparition d'un grand nombre de bagages. Le tiers des bataillons, la moitié peut-être, perdirent leur équipement<sup>632</sup>. En outre, la plupart des régiments de dragons, qui avaient été démontés pour défendre les retranchements, ne purent pas retrouver leurs chevaux<sup>633</sup>.

Les pertes humaines furent moins spectaculaires, et plus difficiles à évaluer. Certaines unités furent particulièrement éprouvées. Pour l'infanterie, il est souvent difficile de distinguer les déperditions dues à la bataille de celles liées aux aléas de la campagne. Nous disposons en revanche d'éléments chiffrés pour les unités de cavalerie qui furent en première ligne lors de l'attaque des retranchements. Le régiment du colonel général de la cavalerie, déjà évoqué, perdit plus de 40% de ses hommes<sup>634</sup>. Les trois escadrons du régiment des Cuirassiers souffrirent près de 250 tués ou blessés<sup>635</sup>. Mauroy affirma à Chamillart que les brigades de Bonneval et Bonnelle, qui étaient en première ligne, perdirent deux tiers de leurs hommes, sans compter leurs brigadiers<sup>636</sup>.

Si l'on en croit les relations de l'époque et les historiens postérieurs, les Français eurent entre 1 000 et 2 000 tués, un nombre équivalent de blessés<sup>637</sup>. Le nombre de prisonniers fut beaucoup plus important. Ceci s'explique en premier lieu par les nombreux malades que les

---

<sup>631</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 684.

<sup>632</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°414, « Etat des regimens qui ont perdu leurs equipages », [14 septembre 1706] ; SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°495, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 652-655.

<sup>633</sup> *Ibid.*

<sup>634</sup> 102 sur un total de 241 en trois escadrons. SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°421, « Etat du regiment du colonel general de la cavallerie » [Briançon, 14 septembre 1706].

<sup>635</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°476, De Langey à Chamillart, Crette en Dauphiné, 27 septembre 1706.

<sup>636</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°417, Mauroy à Chamillart, Sezanne, 12 septembre 1706.

<sup>637</sup> Respectivement 1 000 et 1 200 pour Quincy, 2 000 et 1 200 pour une relation anonyme favorable aux Alliés, 2 000 et un nombre indéterminé de blessés pour la « relation », 2 000 tués et 1 800 blessés pour les auteurs des *Campagnes du prince Eugène* (Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d. ; « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 682 ; *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, p. 253).



forces de Louis XIV durent laisser derrière eux, au moins 2 500 selon d'Esgrigny<sup>638</sup>. Par ailleurs, les soldats isolés dans les redoutes et les cassines après l'abandon des retranchements tombèrent aux mains des ennemis<sup>639</sup>. Enfin, de nombreux traînards – souvent malades et infirmes – furent rattrapés au cours de la retraite. Au total, la plupart des chiffres oscillent entre 3 000 prisonniers (Quincy, repris par Pelet<sup>640</sup>) et 5 ou 6 000<sup>641</sup>. Une fois n'est pas coutume, le chiffre le plus élevé est donné par un Français : d'Esgrigny en effet avance un total de plus « dix mil prisonniers, malades ou blessez, chez les ennemis, avec plus de huit cent officiers »<sup>642</sup>.

Ces ordres de grandeur sont assez cohérents avec les estimations que nous avons effectuées précédemment dans le calcul des effectifs avant combat : si l'on admet un total de 23 200 fantassins et 10 000 soldats montés la veille de la bataille, et une armée à 18 à 19 000 fantassins et 6 000 soldats montés fin septembre<sup>643</sup>, sans compter les blessés, la différence nous donne une perte globale de 9 000 hommes environ. Les pertes alliées sont largement inférieures : elles représentent, selon les sources<sup>644</sup>, entre 1 500 et 7 000 tués et blessés.

La déperdition continue, au sein de l'armée française, bien après la défaite. Le découragement, le manque de vivres, les déplacements difficiles réduisent d'autant le nombre de soldats à même de suivre le duc d'Orléans dans son hypothétique retour en Italie. Il espérait pourtant que le temps serait un allié pour reconstituer ses effectifs, l'arrivée de chevaux frais permettant par exemple de restaurer les unités de cavalerie. Nous avons vu qu'il

---

<sup>638</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°202, d'Esgrigny à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706. Notons par ailleurs que les Français furent contraints de laisser des malades dans d'autres places de guerre qui tombèrent aux mains des Alliés peu de temps après la bataille. Ainsi, 600 soldats furent pris dans Pignerol (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°416, Broglie à Chamillart, Fenestrelles, 14 septembre 1706).

<sup>639</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 669.

<sup>640</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI ; L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 282.

<sup>641</sup> 5 000 selon une relation française 6 000 selon la « relation », Churchill et une relation anonyme favorable aux Alliés (SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706 ; « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 682 ; W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 186 ; SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.).

<sup>642</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706.

<sup>643</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°417-418, État de la force des régiments d'infanterie, [14 septembre 1706], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 688-689 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°271, d'Esgrigny à Chamillart, Briançon, 8 octobre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°119, Louis XIV à Orléans, s.l., 23 octobre 1706.

<sup>644</sup> La « relation » donne le chiffre de 1 500 hommes perdus, Churchill de 5 000, Quincy de 6 à 7 000. Les *Campagnes du prince Eugène* donnent les chiffres les plus détaillés : 892 hommes et 52 officiers tués, 2 120 hommes et 182 officiers blessés (« Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 682 ; W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 186 ; Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI ; *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VIII, p. 253).

## LA DIMENSION TACTIQUE

s'était efforcé de regrouper, pour retourner en Lombardie, un total de 16 à 18 000 hommes, sans compter 5 à 6 000 cavaliers ou dragons montés<sup>645</sup>. Les projets de fourniture de vivres destinés à accompagner le voyage en Italie sont calculés à partir de cet objectif<sup>646</sup>. Or, au début du mois d'octobre, les inspecteurs envoyés par le duc pour faire les revues des régiments en quartiers reviennent avec des chiffres désolants, bien inférieurs à ceux indiqués par les majors généraux dans leurs premiers mémoires<sup>647</sup>. Dans cette déperdition, il est difficile de faire la part des erreurs initiales des majors généraux, involontaires ou volontaires, et des désertions ayant eu lieu entre les calculs des majors et ceux des inspecteurs. Quoi qu'il en soit, le duc d'Orléans ne peut que constater, avec désespoir, que son armée s'est réduite à un maximum de 10 000 fantassins et 5 000 cavaliers<sup>648</sup>. Quant à l'artillerie, bien loin d'atteindre les dotations formidables de l'armée du duc de La Feuillade, elle ne regroupe qu'une trentaine de pièces<sup>649</sup>.

### 5.3.2.4. *Le cas d'Audenarde*

Même si généralement, les chiffres diffèrent selon les relations, et les historiens, selon leur préférence nationale, tous s'accordent sur des constats communs : la seconde bataille d'Höchstädt est une action sanglante qui voit à peu près autant de tués et de blessés dans un camp que dans l'autre, avant que l'effondrement de l'aile droite française ne donne un avantage numérique franchement décisif aux Alliés. À Ramillies comme à Turin, les pertes de part et d'autres sont relativement faibles, jusqu'à ce que la rupture du front français ne vienne faire pencher la balance en faveur des Coalisés. En revanche, pour 1708, on constate qu'en ce qui concerne l'établissement des pertes, comme en beaucoup d'autres aspects, Français et Alliés ne semblent pas avoir participé à la même bataille. Louis XIV, rendant compte de l'action à Berwick, lui assure que son armée « n'a perdu ny canon, bagages, drapeaux, etendars, ny timbales : si le mouvement que le duc de Bourgogne et le duc de Vendosme ont apparamment cru nécessaire ne ressembloit point à une retraite, il y avoit lieu de se flatter, la perte des ennemis etant du moins egale à celle que [l'] armée a faite, qu'ils n'en auroient pas

---

<sup>645</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°271, d'Esgrigny à Chamillart, Briançon, 8 octobre 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°119, Louis XIV à Orléans, s.l., 23 octobre 1706.

<sup>646</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°450, Chamillart à M. de Duchy, Versailles, 21 septembre 1706.

SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°89, Orléans à Chamillart, Briançon, 17 octobre 1706.

<sup>648</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°119, Louis XIV à Orléans, s.l., 23 octobre 1706.

<sup>649</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°151, « Etat de l'artillerie qui doit servir à la suite de l'armée d'Italie... », s.l., s.d. [seconde quinzaine d'octobre 1706].

tiré un grand avantage »<sup>650</sup>. Quel contraste avec les énumérations de Falkner, qui parle du côté français de 5 500 tués et blessés, 9 000 prisonniers, sans compter 800 officiers, 100 drapeaux et étendards, 4 500 chevaux ou mules, 10 paires de timbales, contre 2 972 soldats alliés tués ou prisonniers<sup>651</sup> ! Cet écart s'explique par le fait que les pertes de la bataille du 11 juillet 1708 firent l'objet des annonces les plus contradictoires<sup>652</sup>. Un examen approfondi des sources disponibles semble le seul moyen de faire face à l'ampleur et la disparité de toutes ces informations.

Cette première difficulté est renforcée par le fait qu'un grand nombre de troupes ne se sont pas dirigées dans la bonne direction, mais se sont retrouvées dans les places de la frontière française. Ces hommes ont donc traversé les rangs ennemis dans la nuit pour se diriger vers le sud. Faut-il parler de pertes à leur endroit ? Leur absence n'a pas gêné l'armée des Deux-Couronnes, puisqu'aucune action d'envergure ne s'est déroulée avant leur retour. En revanche, nous pouvons considérer les soldats qui ne sont pas revenus près d'un mois après la bataille comme perdus, sinon pour l'armée française en général, du moins pour celle de Bourgogne et Vendôme. L'ampleur du phénomène de retour des troupes égarées est incontestable. Dès le surlendemain de la bataille, Chamillart reçoit la nouvelle que 1 200 soldats, cavaliers et dragons se sont réfugiés à Tournai, et que l'on commence à en faire la revue<sup>653</sup>. Bernières parle même, le 14 juillet, de 3 000 hommes dans cette ville – mais il y comprend la garnison<sup>654</sup>. À Ypres, la revue est faite le 16 juillet : on y trouve 57 capitaines d'infanterie, 100 lieutenants, 90 sergents, 1 214 soldats, 79 cavaliers ou dragons démontés<sup>655</sup>. Cette absence de troupes équestres ne doit pas étonner : il est probable que ceux qui disposaient d'un cheval sont déjà retournés auprès de leur régiment derrière le canal de Bruges à Gand, en faisant un détour par l'ouest pour éviter les forces de Marlborough<sup>656</sup>. En revanche, une partie de l'infanterie est réquisitionnée par Berwick pour protéger les places menacées<sup>657</sup>. Ainsi, lorsque ce dernier assure qu'il y a près de 9 000 hommes de l'armée du duc de Bourgogne à Tournai, Lille et Ypres, il parle surtout de l'infanterie, et des cavaliers qui ne sont pas encore partis<sup>658</sup>.

---

<sup>650</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°94, Louis XIV à Berwick, Fontainebleau, 14 juillet 1708.

<sup>651</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 155.

<sup>652</sup> Cf. *infra*, section 8.3.

<sup>653</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°84, Dolet à Chamillart, Tournai, 13 juillet 1708.

<sup>654</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°60, Bernières à Chamillart, Tournai, 14 juillet 1708.

<sup>655</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2086, n°54, Le Blanc à Chamillart, Ypres, 17 juillet 1708.

<sup>656</sup> Dès le 13 juillet en effet, les 60 gendarmes de Tournai en étaient partis « pour aller par Lille et Ypres rejoindre l'armée » (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°84, Dolet à Chamillart, Tournai, 13 juillet 1708).

<sup>657</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°105, Berwick au roi, Tournai, 14 juillet 1708.

<sup>658</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°122, Berwick à Chamillart, Lille, 15 juillet 1708.

À partir d'août en revanche, nous pouvons considérer que les troupes qui n'ont pas rejoint leurs corps d'affectation sont perdues pour l'armée. Or, la gendarmerie d'ordonnance ne peut à cette date que représenter 5 escadrons de 143 gendarmes chacun<sup>659</sup>. Puisque nous savons qu'il y avait 1109 gendarmes en 8 escadrons avant la bataille, cela représente une perte de 394 hommes, soit 35% de tués, blessés ou prisonniers lors de la retraite ou lors de leur retour vers l'armée. Les 8 escadrons de la gendarmerie font partie de la vingtaine d'escadrons dont le roi dit à Berwick qu'ils ont « souffert ». Si nous appliquons ce taux de 35% de déperdition aux autres escadrons ayant « souffert », nous obtenons une perte globale de 980 hommes<sup>660</sup> – disons un millier de cavaliers. D'autres unités ont été moins éprouvées lors du combat. C'est le cas de l'escadron des gendarmes de la garde, qui ne subit qu'un recul de 7% de son effectif<sup>661</sup>. La gendarmerie de la garde a certes fait partie des troupes les plus exposées au feu de l'infanterie lors de la bataille, mais elle n'a pas été inquiétée durant la retraite au soir du 11 juillet.

Enfin, il ne faut pas omettre les dégâts subis lors de la retraite menée par Du Rozel. Les 10 escadrons des Carabiniers ont peu souffert, contrairement aux 3 du colonel général, et aux 2 escadrons de dragons de Richebourg espagnol<sup>662</sup>. Ces deux dernières unités semblent avoir été réduites à néant, s'il faut en croire le témoignage de Du Rozel. Un ordre de bataille écrit le 25 juillet ne les mentionne même pas<sup>663</sup>. Comme le régiment colonel général était au même endroit qu'eux, il doit avoir au moins perdu 200 à 250 maîtres. En définitive, une perte générale de 1 500 à 2 000 cavaliers semble donc vraisemblable.

En ce qui concerne l'infanterie, nous disposons des indications de Louis XIV, qui parle de 2 000 soldats perdus dans les 21 bataillons qui ont le plus souffert<sup>664</sup>. Cette information, si elle était fiable, nous épargnerait bien des calculs. Mais le 16 juillet, le roi ne dispose que d'appréciations, pas de données obtenues par des revues. La preuve en est que le 13 juillet, d'Artagnan se contente d'écrire au sujet des fantassins : « Je ne puis dans cette incertitude ne rien dire de positif sur nostre perte »<sup>665</sup>. Un mois plus tard, en revanche, les bureaux du

---

<sup>659</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°70, M. de Monsure à Chamillart, camp de Lovendeghem, 6 août 1708.

<sup>660</sup> 20 escadrons x 140 hommes par escadrons x 35% de pertes.

<sup>661</sup> Un mort, sept blessés à mort, sept blessés, soit quinze hommes de perdus en tout, sur un effectif maximum théorique de 200 hommes (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°103, « Etat de la perte de la compagnie des gendarmes de la garde du Roy », s. l., 14 juillet 1708 ; L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, op. cit., t. I, p. 222).

<sup>662</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708.

<sup>663</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°251, Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 25 juillet 1708, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, op. cit., t. VIII, p. 408-409.

<sup>664</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°129, Louis XIV à Berwick, Fontainebleau, 16 juillet 1708.

<sup>665</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°85, d'Artagnan à Chamillart, camp derrière le canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708.

secrétaire d'État de la Guerre reçoivent un document précieux, l'« estat des regiments qui sont diminués d'un ou plusieurs bataillons »<sup>666</sup>. Nous pouvons constater que 16 régiments voient leurs effectifs diminués d'un bataillon, qu'un autre – celui de Villars suisse – en perd même 2, tandis que 3 régiments, qui étaient à 1 ou 2 bataillons avant le combat, « ne sont pas employés dans l'ordre de bataille à cause de leurs foiblesses »<sup>667</sup>. Il s'agit ainsi d'une diminution de 22 bataillons. Les régiments concernés sont ceux de la partie droite de l'aile droite de l'infanterie de la première ligne, et de toute l'aile droite de l'infanterie de la seconde ligne. Ceci ne signifie pas pour autant que le reste est au complet. Chamillart demande ainsi au duc de Bourgogne et à Vendôme de ne « point souffrir de bataillons en ligne qu'ils ne soient au moins à 400 hommes »<sup>668</sup>.

Nous pouvons chercher à établir un taux moyen de perte pour les régiments qui ont été les plus exposés – c'est-à-dire la vingtaine de régiments qui ont perdu des bataillons. Sparre par exemple comptait 2 bataillons et a perdu 400 hommes<sup>669</sup>. Comme les effectifs restant ne montent guère à plus de 400 ou 450 hommes, cela représente un taux de perte de près de 50 %<sup>670</sup>. Le régiment de Piémont a quant à lui perdu 700 hommes<sup>671</sup>. Les 3 bataillons qui le composaient avant le 11 juillet ne pouvaient pas être à moins de 500 soldats, soit 1 500 ou 1 600 fantassins initiaux<sup>672</sup>. Le taux de perte se trouve donc entre 43 et 47%.

À la gauche de la brigade à laquelle appartenait Piémont, se trouvait la brigade constituée par le seul régiment du Roi. Il ne lui reste après l'affrontement que 1 370 sergents, tambours ou soldats ; sans compter les 150 hommes qui doivent revenir de Tournai : « Tout le reste, qui peut se monter à près de 600 hommes sans y comprendre les blessez, doit estre mort ou prisonnier »<sup>673</sup>. Au rang des blessés, on dénombre une centaine d'hommes à Gand et une cinquantaine à Audenarde, aux mains de l'ennemi. Le régiment du Roi comptait ainsi près de 2 200 fantassins avant la bataille, soit 550 dans chacun de ses 4 régiments : régiment d'élite, il

---

<sup>666</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°37, « Estat des regiments qui sont diminués d'un ou plusieurs bataillons », 3 août 1708.

<sup>667</sup> *Ibid.*

<sup>668</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°209, Chamillart à Contades, Fontainebleau, 21 juillet 1708.

<sup>669</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°82, M. de Suinharas à Chamillart, s.l., s.d.

<sup>670</sup> Chamillart note que les effectifs restant représentant à peine l'effectif d'un seul bataillon, on peut donc le supposer à 400 ou 450 hommes SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°209, Chamillart à Contades, Fontainebleau, 21 juillet 1708.

<sup>671</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°112, le marquis de Farnaques à Chamillart, camp de Lovendeghem, 15 juillet 1708.

<sup>672</sup> Comme Chamillart refuse les bataillons à moins de 400 hommes, et que Piémont fait 2 bataillons, il lui reste au moins 800 hommes. C'est-à-dire qu'il faisait au moins 1500 hommes (700+800) avant la bataille. Mais comme Piémont fait partie de ceux dont Chamillart dit que les bataillons seront faibles (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°209, Chamillart à Contades, Fontainebleau, 21 juillet 1708), ils ne doivent pas dépasser 450 hommes après la bataille. Ainsi, Piémont faisait entre 1 500 et 1 600 hommes.

<sup>673</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, Du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

## LA DIMENSION TACTIQUE

se devait d'être particulièrement complet. Sur ces 2 200, 750 ont été tués, blessés ou faits prisonniers, soit un taux de 35%.

Boulonnois en revanche, qui était à la droite de Piémont, conserve encore 800 hommes<sup>674</sup>. Comme ses 2 bataillons initiaux devaient contenir entre 1 000 et 1 100 soldats, le taux de perte est autour de 25%.

Enfin, un cinquième exemple nous est donné par une compagnie de Picardie dont le capitaine est le neveu de d'Artagnan. Elle ne compte plus que vingt hommes après Audenarde, soit 55% de perte<sup>675</sup>.

On ne peut pas étendre ces estimations aux 68 bataillons qui ont combattu. Tous n'ont pas autant subi le feu de l'ennemi : la brigade des 9 bataillons des Gardes françaises et suisses est arrivée fort tard et n'a eu que cinq ou six officiers blessés<sup>676</sup>. Les bureaux de secrétaire d'État de la guerre ont tendance à recevoir plus de lettres des régiments qui ont le plus souffert et qui ont à ce titre besoin des grâces royales : ceci a tendance à biaiser nos statistiques. Enfin, une exagération est toujours possible : d'Artagnan a une faveur à demander pour son neveu. Toutefois, il est raisonnable d'appliquer un taux minimum de 30 à 35% de perte pour les régiments de la partie droite de l'aile droite de l'infanterie de la première ligne, et de toute l'aile droite de l'infanterie de la seconde ligne, soit 50 bataillons en tout. Ceci représente une perte de 7 000 à 9 000 hommes<sup>677</sup>. Les 18 autres bataillons qui ont combattu n'ont probablement pas perdu 1 000 hommes. La bataille d'Audenarde a ainsi coûté au parti des Deux-Couronnes entre 10 000 et 12 000 soldats, cavaliers et dragons, sans compter les officiers.

Sur ce total, comment se répartissent les pertes ? On peut compter environ 2 000 blessés rapatriés par les Français, puisqu'ils étaient 1 900 dans les hôpitaux de Gand dix jours après le combat<sup>678</sup>. Le nombre des prisonniers, blessés ou non, est plus difficile à évaluer. Marlborough parle dans ses premières lettres de 6 000 prisonniers, sans compter 500 officiers<sup>679</sup>. Quelques jours plus tard, disposant de données plus précises, il évoque 7 000

---

<sup>674</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°35, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 3 août 1708.

<sup>675</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°85, d'Artagnan à Chamillart, camp derrière le canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708.

<sup>676</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°88, Contades à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

<sup>677</sup> 30% à 35% de 50 bataillons à 480 hommes en moyenne.

<sup>678</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°76, le commissaire Pueck à Chamillart, camp de Lovendeghem, 23 juillet 1708.

<sup>679</sup> Marlborough au duc de Savoie, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103 ; Marlborough à l'Électeur de Hanovre, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103-104.

soldats et 7 000 officiers, sans compter 500 supplémentaires obtenus grâce à un parti<sup>680</sup>. Les sources françaises les plus fiables parlent de 5 000 prisonniers<sup>681</sup>. Un dernier chiffre est donné aux Français par le capitaine-général : « M. le maréchal de Berwick vous envoie l'état des prisonniers que luy a envoyé le duc de Marlborough, il est un peu plus fort que celui qu'on m'avoit donné, mais j'avois toujours compté sur 5 à 6 000 »<sup>682</sup>. La phrase de Bernières n'est pas très claire, mais elle semble indiquer que l'état de prisonniers – aujourd'hui perdu – dénombre un peu plus de 6 000 prisonniers.

Ainsi, nous pouvons considérer qu'à la fin de la retraite française, le 12 juillet, l'armée des Deux-Couronnes comptait 2 000 à 3 000 morts, 2 000 blessés, 7 000 prisonniers. Les évasions de soldats français vont progressivement faire décroître ce nombre<sup>683</sup>. Sourches évoque régulièrement des centaines d'hommes qui se libèrent à la fois<sup>684</sup>. Il ne s'agit que de rumeurs. De même, lorsque Vendôme assure qu'en raison des fuites, les Alliés n'ont plus le 25 juillet qu'un millier de prisonniers, c'est une exagération<sup>685</sup>. Pourtant, le phénomène doit avoir été réel, érodant l'ampleur de la victoire alliée d'Audenarde. Les Coalisés n'eurent pas non plus l'avantage – qui aurait hâté le succès du siège de Lille – de s'emparer de l'artillerie française<sup>686</sup>.

Les Alliés ont également souffert. Marlborough parle d'un « grand nombre de tués et de blessés des deux côtés »<sup>687</sup>. Leurs pertes ont toutefois été inférieures à celles des Français, car ils adoptèrent pendant la majeure partie du combat d'infanterie une attitude défensive, retranchés dans les haies et les villages. L'estimation des pertes à trois mille tués et blessés environ peut être adoptée<sup>688</sup>.

---

<sup>680</sup> Marlborough à M. de Thungen, camp de Wervick, 15 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 111.

<sup>681</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°60, Bernières à Chamillart, Tournai, 14 juillet 1708.

<sup>682</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°66, Bernières à Chamillart, Douai, 18 juillet 1708.

<sup>683</sup> Cf. *supra*, section 7.3.3.

<sup>684</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 133 (17 juillet 1708) ; p. 137 (21 juillet 1708) ; p. 138 (24 juillet 1708).

<sup>685</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°249, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 25 juillet 1708.

<sup>686</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 135. Ceci nous est confirmé par le fait que jamais Marlborough ne parle de canons dans ses comptes-rendus de victoire.

<sup>687</sup> « We have had a great many killed and wounded on both sides ». Marlborough à sa femme, Wervik, 16 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1026-1027.

<sup>688</sup> Millner, dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 75 ; R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 94. Lorsque J. R. Jones parle de 7 000 tués et blessés de chaque côté, sans compter les prisonniers, il oublie que trop peu de soldats ont été engagés pendant trop peu de temps pour que de tels chiffres soient atteints (J. R. Jones, *Marlborough...*, *op. cit.*, p. 162).

5.3.3. Pertes de bataille et décision tactique

Nos calculs nous autorisent, en définitive, à dresser un tableau présentant des estimations vraisemblables – à défaut d’être indubitables – des effectifs et des pertes de nos quatre défaites.

	Effectifs		Pertes	
	Français	Alliés	Français	Alliés
Blenheim	78 bataillons 143 escadrons 48 000 hommes	66 bataillons 181 escadrons 51 000 hommes	25 000 hommes dont 11 000 prisonniers	12 500 hommes
Ramillies	74 bataillons 128 escadrons 60 000 hommes	73 bataillons 123 escadrons 62 000 hommes	11 000 hommes dont 4 000 prisonniers	4 500 hommes
Turin	97 bataillons 125 escadrons 33 000 hommes	52 bataillons 103 escadrons 30 000 hommes	9 000 hommes dont 5 500 prisonniers	4 000 hommes
Audenarde	131 bataillons 200 escadrons 92 500 hommes	112 bataillons 197 escadrons 90 000 hommes	11 000 hommes dont 7 000 prisonniers	3 000 hommes

**Figure 26 : Tableau comparatif des effectifs engagés et perdus des quatre batailles**

Ce tableau des effectifs en présence ne doit pas nous faire oublier qu’il est relativement rare que tous les effectifs soient engagés. Certes, c’est le cas de l’armée française à Blenheim, mais cela est suffisamment surprenant pour que diverses relations en fassent état comme d’une particularité de cette bataille. Lors des autres engagements, le nombre d’unités engagées ne dépasse guère les 50%, et encore, à des degrés d’intensité divers. A Ramillies, une quarantaine de bataillons sont impliqués, et une soixantaine d’escadrons. A Turin, c’est l’infanterie qui fait défaut : 17 bataillons sur 97 (soit moins de 20%), tandis que la moitié de la cavalerie prend part au combat. On constate un phénomène inverse à Audenarde : les fantassins sont relativement sollicités (78 bataillons sur 131), tandis que les troupes montées ne peuvent guère intervenir : les sources françaises ne parlent que de 20 escadrons ayant « souffert », soit un sur dix, mais d’autres unités peuvent avoir pris part au combat sans avoir été trop sévèrement diminuées.



## LA DIMENSION TACTIQUE

Cette sinistre accumulation de chiffres nous permet d'établir quelques constats. Notons en premier lieu que les batailles se déroulent toujours dans un contexte d'équilibre des effectifs. Cela démontre, *a contrario*, qu'un général en position d'infériorité numérique dispose d'une grande latitude pour éviter le combat – ce qui nuance à nouveau l'idée selon laquelle les grands généraux alliés auraient su imposer la bataille à leur adversaires. Par ailleurs, on constate que ce n'est jamais la disproportion des pertes humaines durant le combat qui entraîne la rupture d'une armée. Jusqu'à ce qu'un des camps ne cède, les dégâts sont relativement équivalents des deux côtés ; Turin présente même l'exemple extrême d'un vainqueur qui subit plus de pertes sanglantes que le vaincu. En revanche, les pertes subies lors de l'abandon du champ de bataille sont presque exclusivement au débit du vaincu. C'est, à chaque fois, le nombre des prisonniers qui fait pencher la balance des effectifs en faveur de l'armée victorieuse. Les propos de Clausewitz pourraient s'appliquer aux batailles de la guerre de Succession d'Espagne :

« Dans l'engagement, les pertes morales sont la cause principale de la décision ; après la décision, ces pertes continuent à croître pour n'atteindre leur point culminant qu'au terme de l'action entière ; de sorte qu'elles deviennent le moyen d'obtenir à travers la destruction des forces physiques de l'ennemi ce gain qui était le but véritable de l'engagement »<sup>689</sup>.

De fait, dans un second temps, trois facteurs viennent encore aggraver les disparités : l'égaré de certaines unités qui n'arrivent pas à rejoindre l'armée principale ; le dénuement dont souffrent les troupes qui ont abandonné toutes leurs fournitures (particulièrement après la bataille de Turin), enfin la désertion qui affecte des soldats découragés. Il ne faut pas négliger, pour comprendre l'ampleur de la défaite de Ramillies, qu'environ 20 000 hommes ont volontairement abandonné l'armée après l'affrontement<sup>690</sup>. À l'inverse, en 1708, ce chiffre est considérablement amoindri par les retours de soldats égarés ou par les évasions hors des prisons alliées.

Tous ces éléments contribuent à relativiser l'intérêt accordé, dans la réflexion sur l'importance d'une bataille, au total de soldats disparus. Ramillies, Turin et Audenarde voient des chiffres de pertes globalement similaires. Or, leurs conséquences ne sont en aucun cas comparables. Cela met également en lumière l'une des principales difficultés posées à

---

<sup>689</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 248.

<sup>690</sup> Comme ceci tient moins au succès militaire de Marlborough qu'au contexte politique de la guerre de Succession d'Espagne, ce phénomène sera abordé dans le chapitre IX, consacré aux réactions des militaires.

## LA DIMENSION TACTIQUE

l'historien qui veut évaluer les pertes d'une bataille : à quelle date doit-on faire le solde humain d'un combat ? Au soir de la bataille, quelques semaines plus tard, à la fin de la campagne ? C'est le plus souvent l'état des sources qui dicte les choix que l'on peut effectuer.

Enfin, cela permet de constater que le rapport entre effectifs disponibles et perdus ne dépasse les 50% qu'à une seule occasion, celle de la bataille de Blenheim. Dans les autres cas, ce rapport oscille entre 12 et 33%. Il faut par conséquent contester la thèse de R. F. Weigley, qui considère que le duc de Marlborough et son homologue Eugène ont réussi à gagner des batailles « tactiquement décisives », c'est-à-dire permettant d'écraser en une seule fois l'armée de l'adversaire, anéantissant littéralement ses capacités militaires immédiates<sup>691</sup>. Pour cela, il aurait fallu que les Alliés fussent à même d'enfermer les Français dans une nasse aux filets solides, pour les anéantir comme Hannibal avait su détruire l'armée romaine à Cannes. Or, les seuls épisodes qui correspondent à ce schéma, en 1704 et 1708, n'en présentent qu'un modèle imparfait. En 1704, ce n'est qu'une partie de l'armée, certes conséquente, qui se retrouve enfermée dans le village de Blenheim. En 1708 en revanche, c'est toute l'armée des ducs de Bourgogne et Vendôme qui se trouve encerclée par celle des Alliés. Winston Churchill n'hésite d'ailleurs pas comparer la bataille d'Audenarde à celle de Tannenberg, en 1914, lorsque Hindenburg et Ludendorff réussirent à enserrer et faire prisonnier des centaines de milliers de soldats russes<sup>692</sup>. Mais le descendant de Marlborough l'admit lui-même : « C'était un beau coup de filet, mais les mailles en étaient suffisamment larges pour que la majeure partie de la proie s'échappât »<sup>693</sup>.

### DES CRITERES DE LA BATAILLE

Les quatre engagements de la guerre de Succession d'Espagne que nous avons étudiés étaient donc loin de la grande bataille d'anéantissement, selon le modèle Clausewitzien. L'objectif n'était pas de détruire d'un seul coup l'armée adverse. Certes, la bataille de Ramillies avait été voulue par Marlborough pour briser la capacité de résistance de l'armée adverse et s'emparer des villes de Flandre et du Brabant qui ne demandaient qu'à tomber. D'une façon un peu similaire, la bataille de Blenheim était destinée à contraindre les forces françaises à revenir derrière le Rhin et à abandonner la Bavière. Mais le prince Eugène, sous

---

<sup>691</sup> R. F. Weigley oppose ainsi « *tactical decisiveness* » et « *strategic decisiveness* ». Sa thèse est que le duc de Marlborough, malgré le caractère tactiquement décisif de ses batailles, a été incapable d'en faire des victoires décisives sur le plan stratégique. R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 104.

<sup>692</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 389 et 414.

<sup>693</sup> *Ibid.*

## LA DIMENSION TACTIQUE

les murs de Turin, cherchait seulement à dégager la ville et à contraindre les troupes des Deux-Couronnes à lever le siège. Pouvait-il prévoir qu'il leur infligerait un coup si rude que ces dernières lui abandonneraient toute l'Italie ? À Audenarde, les deux généraux alliés ne se lancèrent pas dans la lutte pour encercler l'armée française et la réduire à néant, mais simplement pour conserver un pont sur l'Escaut et pour couper les troupes des ducs de Bourgogne et de Vendôme de leurs bases.

Ces objectifs spécifiques expliquent que le déroulement tactique des opérations ait à chaque fois varié, malgré quelques constantes dans le style adopté par les généraux vainqueurs. À Blenheim, le principal objectif, pour John Churchill et pour le duc de Savoie, était de franchir le Nebel et de s'y maintenir. C'est pourquoi ils décidèrent de pousser sur toute la ligne de bataille de façon simultanée, même si les forces impériales, qui avaient un plus long chemin à parcourir, débutèrent le combat plus tardivement. L'alternance des charges de cavalerie et des chocs d'infanterie finirent par avoir raison de l'aile de Tallard, qui ne reçut aucune aide de la part de l'armée d'Allemagne. Cette dernière dut ensuite se retirer avec les débris de l'armée du Rhin, laissant enfermés vingt-sept bataillons et douze escadrons de dragons. À Ramillies au contraire, le duc de Marlborough fit peser le gros de ses forces sur sa droite, en se contentant d'envoyer des leurres sur la gauche. Le premier acte de la bataille fut la prise du village de Tavier, qui permit ensuite au capitaine-général de lancer la plus grande partie de sa cavalerie sur les forces de la Maison du roi. La disparition de l'aile droite française laissa dégarnies les forces d'infanterie qui se battaient autour de Ramillies. Toutes les troupes des Deux-Couronnes durent décrocher progressivement, dans une retraite qui tourna à la confusion.

À Turin, les forces françaises furent réparties de part et d'autre de la ville, certaines étant encore affectées aux travaux du siège. Le prince Eugène, qui avait contourné les jours précédents les lignes françaises par le sud, sans avoir été inquiété, lança son attaque sur les retranchements à l'ouest du camp français, où seuls dix-sept bataillons – mais les plus fournis – montaient la garde. La disproportion des forces vint pallier le manque de finesse de l'assaut ; le camp français, sans protection, fut abandonné à la hâte. À Audenarde enfin, l'armée alliée franchit l'Escaut d'est en ouest, par corps séparés, et rencontra les forces de Louis XIV qui arrivaient progressivement par le nord, de façon tout aussi dispersée. Au cœur de l'action, une moitié de l'armée française fut engagée dans un grand combat d'infanterie dans les haies autour du village de Groenewald, tandis que l'autre se trouva sur la défensive. Les renforts coalisés arrivèrent progressivement et se coulèrent à la gauche comme à la droite

des Français : ils finirent par prendre en tenaille les soldats du duc de Vendôme qui durent se retirer vers Gand dans l'obscurité et la confusion.

Les quatre principales défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne présentent ainsi, d'un point de vue tactique, une grande diversité : attaques frontales ou dissimulées, générales ou centrées sur un point précis... Les manœuvres vont de l'affrontement en rase campagne à la défense de pays coupés ; les troupes franchissent des ruisseaux ou escaladent des retranchements. Pourtant, au-delà de toutes ces divergences, tous ces engagements ont pu être qualifiés par les contemporains et par les historiens de « bataille ». Qu'est-ce qui justifie que des militaires, qui ont l'occasion de combattre leurs ennemis durant toute la campagne, utilisent un tel vocable ? Existe-t-il des critères discriminants permettant de la distinguer des autres formes d'engagement de l'ennemi ? Et pourquoi y eut-il, après certains affrontements, des polémiques sur la légitimité de leur accorder le statut de bataille ?

Le premier critère est celui de la durée : une bataille dure rarement plus d'une journée, voire deux dans de rares cas, comme celle de Luzzara que nous avons déjà évoquée. Le second est celui des effectifs mis en jeu. Chacun des engagements que nous avons étudiés regroupe, d'un côté comme de l'autre, au moins 30 000 hommes. Le total des pertes – qui dépend généralement des effectifs mis en jeu au début du combat – peut également être pris en compte<sup>694</sup>. Il ne faut toutefois pas considérer seulement le nombre d'hommes aux prises avec l'ennemi, mais aussi la proportion par rapport au total des effectifs de l'armée. La bataille, « combat général », s'oppose aux combats particuliers, menés « avec une partie des forces »<sup>695</sup>. Le nombre d'hommes impliqués, lui, dépend plutôt du théâtre d'opération considéré : il y a moins d'hommes en jeu en Espagne ou en Italie qu'en Flandre, principalement pour des raisons logistiques<sup>696</sup>. C'est pourquoi des actions impliquant des effectifs plus réduits y sont aussi qualifiées de bataille, comme celle de Castiglione. Lors de

---

<sup>694</sup> Dans son étude sur les pertes de guerre du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, Alain Guéry ne recense que les engagements ayant entraîné au moins 2 000 morts. A. Guéry, « Les comptes de la mort vague... », art. cit., p. 297.

<sup>695</sup> L'expression est de Montecucoli (R. Montecucoli, *Mémoires de Montecuculi...*, op. cit., chapitre VI, « Des combats en campagne »).

<sup>696</sup> Les batailles de Brihuega et Villaviciosa, qui sauvèrent la couronne de Philippe V, ne groupaient pas plus de 20 000 hommes dans chaque camp.

## LA DIMENSION TACTIQUE

cette bataille gagnée par Médavy en Lombardie, quelques jours seulement après la défaite de Turin, une douzaine de milliers seulement de Français affrontèrent 15 000 Coalisés<sup>697</sup>.

Ces deux critères – la durée et le nombre de troupes – permettent de distinguer très rapidement la bataille d'une part du siège, d'autre part des escarmouches et des partis. Ils n'apparaissent pourtant pas entièrement suffisants : pourquoi l'attaque de Donauwerth par les forces alliées, en juillet 1704, n'est-elle pas considérée par les Français comme une bataille ? Elle ne dure qu'une journée ; les Coalisés disposent de 40 000 hommes, les Franco-bavarois de 14 000 – soit des effectifs supérieurs à ceux de Castiglione. Pourtant, les relations envoyées aux bureaux de la Guerre se contentent de parler de « l'affaire » de Donauwerth<sup>698</sup>, tandis que les registres des Invalides évoquent les blessures reçues « à la deffense des retranchements »<sup>699</sup>.

Il faut donc trouver un autre élément de distinction :

« L'on ne donne à proprement parler le nom de bataille qu'aux actions qui se passent entre deux armées rangées dans leur ordre de bataille et qui se combattent dans un pays assés ouvert pour que les lignes se chargent de front et en mesme tems »<sup>700</sup>.

La bataille devrait ainsi respecter une configuration stricte. Au matin de la bataille, le général en chef reconnaît le terrain, choisit une tactique adaptée et dispose ses troupes en fonction de cette tactique. La canonnade marque le prélude de la bataille, habituant hommes et chevaux au bruit du canon. Le champ de bataille est alors l'espace prédéfini où les troupes se déplacent et combattent toute la journée : il est généralement choisi plat et découvert pour permettre aux fantassins et cavaliers de se mouvoir et de charger plus aisément. En fin de compte, il n'y a bataille que si les troupes sont « mises en bataille »<sup>701</sup>. En l'absence de ces marques formelles, nous avons affaire à un combat :

---

<sup>697</sup> Les troupes des Deux-Couronnes ont 25 bataillons et 30 escadrons. Si le nombre moyen d'hommes par unité est similaire à celui de l'armée du duc d'Orléans sous les murs de Turin, soit 350 hommes par bataillons et 80 par escadrons, on obtient 11 150 soldats. Le chiffre de 15 000 combattants alliés est donné par Médavy. SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°28, « Ordre de bataille de l'armée aux ordres de M. le comte de Medavi », s. l., s. d. [septembre 1706] ; SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Medavi au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707

<sup>698</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°10, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 10 juillet 1704.

<sup>699</sup> 2X<sup>y</sup> 14 : Registres des Invalides, 3 juin 1701 – 31 octobre 1704.

<sup>700</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), p. 528. L'auteur continue ainsi, pour compter au rang des batailles les actions où seule une partie des troupes sont engagées : « ..., ou au moins que la plus grande partie de la ligne charge pendant que l'autre partie reste en presence par des difficultés qui l'empeschent d'entrer sitost en action par un front egal à celuy qui pourroit luy estre opposé par l'ennemy ».

<sup>701</sup> C'est justement le cas lors de la bataille de Castiglione : « Les deux armées furent bientôt à la portée du mousquet l'une de l'autre et si bien rangées en bataille [...] que nous n'aurions jamais pu mieux nous placer,

« Les autres grandes actions quoique presque toujours d'une plus longue durée et mesme plus meurtrieres que celles dont je viens de parler n'ont que le nom de combat »<sup>702</sup>.

L'exemple même de combat serait Audenarde, que le chevalier de Bellerive refuse de mettre « au rang des batailles »<sup>703</sup>. Le champ de bataille est mal défini, les troupes arrivent en désordre, seule une partie de l'armée est impliquée ; il s'agit essentiellement d'un affaire de fantassins, luttant de haie en haie ; le rôle de la cavalerie est très limité.

La limite entre bataille et combat est pourtant plus ténue qu'il ne paraît. L'affaire de Wynendael, en septembre 1708, voit le comte de La Mothe, lieutenant général français, tenter d'arrêter un convoi destiné à ravitailler le camp allié devant Lille. L'engagement dure quelques heures et le terrain est parfaitement délimité, la petite plaine de Wynendael étant entourée de « bois impraticables »<sup>704</sup>. Les troupes sont soigneusement mises en bataille<sup>705</sup>. Les effectifs en revanche sont restreints : les Coalisés ne groupent que 6 à 7 000 hommes tandis que la Mothe en a 20 000 environ, dont la moitié n'arrive qu'à la fin de l'action<sup>706</sup>. Enfin, les pertes ne sont pas élevées de part et d'autre – moins de mille tués et blessés dans chaque camp<sup>707</sup>. C'est pourquoi les relations contemporaines ne savent pas vraiment comment qualifier l'événement – qui finit à l'avantage des Coalisés malgré le rapport de force nettement favorable aux Français<sup>708</sup>. Certains textes évoquent une bataille<sup>709</sup>. Cependant,

---

quand c'eût été de concert ». SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707.

<sup>702</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), p. 528.

<sup>703</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. V, fol. 166r.

<sup>704</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 444-449.

<sup>705</sup> « En arrivant, je les trouvay posté sur deux lignes d'infanterie, la cavalerie deriere eux, leur droite et leur gauche appuyées à un bois. Je fis mettre mon infanterie sur quatre lignes, le terrain ne me permettant pas de m'entendre davantage, et les ennemis n'occupant que le meme frond, [soutenues] de deux lignes de dragons à cheval et trois lignes de cavalerie ». SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°167, La Mothe à Vendôme, camp de Zedelghem, 29 septembre 1708.

<sup>706</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 450-453. Au début du combat, La Mothe disposait de 18 bataillons et 27 escadrons ; il fut rejoint à la nuit par 16 bataillons et 36 escadrons (SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 444-449).

<sup>707</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 444-449 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 450-453 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°280, « Etat des officiers et soldats tués et blessés à la bataille de Winendael, le 28 septembre 1708 ».

<sup>708</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 444-449 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 450-453 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°279, Bergeyck à Chamillart, Mons, 18 octobre 1708. Les registres des Invalides parlent soit du

plupart des auteurs préfèrent parler de combat, d'une part en raison du nombre de troupes engagées (peu important par rapport au théâtre d'opération flamand), et de l'autre en raison de la qualité du chef d'armée, qui n'est que lieutenant général.

Malplaquet, qui se déroule en pays coupés, ne se voit à l'inverse jamais refuser le titre de bataille<sup>710</sup>. La levée du siège de Turin est, elle aussi, souvent considérée comme une bataille<sup>711</sup>. Or, seule une partie de l'armée française participe au combat, qui du reste consiste à défendre des retranchements. La cavalerie y tient une part relativement mince.

Dès lors, la différence est peut-être à chercher dans les conséquences de l'affrontement :

« [Une armée battue lors d'une bataille n'est] plus en état de paraître devant son ennemi victorieux qu'elle n'ait réparé ses pertes, elle est pour longtemps contrainte de le laisser le maître de la campagne [...]. Un combat n'entraîne pas de telles pertes, parce que tout le front n'a pas été engagé, mais des petits groupes progressivement tirés de toute l'armée »<sup>712</sup>.

C'est pourquoi Vendôme, dès le lendemain de l'affaire d'Audenarde, s'empresse d'évoquer un « gros combat d'infanterie » : cela peut sembler moins grave que de perdre une bataille<sup>713</sup>. Sans surprise, les sources françaises adoptent la position du duc de Vendôme : le *Mercurie Galant* parle du « combat » d'Audenarde<sup>714</sup>, tout comme les registres des Invalides. Le duc de Marlborough en revanche ne doute pas qu'il vient de remporter une bataille<sup>715</sup>. Prenons enfin l'avis du comte de Mérode-Westerloo, relativement neutre dans la mesure où il

« combat », soit du « passage du convoi des ennemis à Winandal ». 2X<sup>y</sup> 16 : Registres des Invalides, 6 janvier 1708 – 29 avril 1712. Sur le déroulement de cette bataille, voir *infra*, section 6.2.4.3.

<sup>709</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°280, « Etat des officiers et soldats tués et blessés à la bataille de Winendael, le 28 septembre 1708 ».

<sup>710</sup> Le maréchal de Saxe, qui divise les opérations militaires en « affaires de plaine » (comme Ramillies) et en « affaires de poste » (comme Luzzara ou Denain), considère que Malplaquet participe de ces deux types. « Lettre du maréchal de Saxe au comte d'Argenton, au sujet des différents exercices militaires dont le roi l'a voit chargé d'aller voir l'exécution à l'hôtel royal des Invalides », Paris, 25 février 1705, édité dans M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 253-253.

<sup>711</sup> Voir SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°421, Ordre de bataille de la cavalerie à la bataille de Turin, le 7 septembre, la droite étant au bas Pô et la gauche au haut Pô, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 658-660 ; ou encore « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 681.

<sup>712</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), p. 531.

<sup>713</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>714</sup> Relation du combat d'Audenarde, au camp de l'abbaye de Walhem sur le bord du canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708, dans le *Mercurie galant...*, supplément de juillet 1708, p. 145-162 [p. 167-168].

<sup>715</sup> Voir par exemple Marlborough à M. de Thungen, camp de Wervick, 15 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 111 ; ou encore Marlborough à Godolphin, Wervik, 26 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. p. 1037-1039.

## LA DIMENSION TACTIQUE

éprouve un ressentiment égal à l'égard des deux camps. Ce dernier ne tranche pas vraiment et parle prudemment de « combat plutôt que bataille »<sup>716</sup>.

La façon de désigner un engagement comprend ainsi une dimension symbolique. On le voit à nouveau à l'occasion de discussions autour de l'engagement de Calcinato, au début de la campagne d'Italie de 1706. Les effectifs engagés sont importants – 58 bataillons et 65 escadrons du côté français<sup>717</sup> – et le formalisme est respecté – Vendôme prépare minutieusement une opération en tenaille contre les forces de Revenclau et son armée est mise en bataille au matin du combat<sup>718</sup>. Pour le descendant d'Henri IV, il ne fait pas de doute que l'affaire est une bataille en bonne et due forme. Pourtant, certains refusent de considérer cette affaire autrement que comme un « enlèvement de quartier », c'est-à-dire comme une opération qui permet de gagner du terrain, de récupérer du matériel à l'ennemi, sans qu'il y ait vraiment d'affrontement<sup>719</sup>. Les adversaires de Vendôme mettent en exergue le manque de coordination des deux pinces de la tenaille (Torlba à gauche, dans le Brescian, Le Guerchois à droite, dans le Padouan) qui a permis aux Impériaux de s'échapper<sup>720</sup>. Le chevalier de Bellerive, dans ses mémoires sur les campagnes du duc de Vendôme, se montre scandalisé par ces critiques<sup>721</sup>. Il reconnaît certes que la majeure partie des forces impériales a réussi à s'échapper, mais à cause du terrain et non du plan de bataille<sup>722</sup>. En revanche, les lourdes pertes infligées aux Alliés prouveraient selon lui qu'il est légitime d'attribuer à Calcinato la dignité de bataille<sup>723</sup>.

La durée, les effectifs engagés et perdus, le terrain et les méthodes de combat, les conséquences stratégiques, voire la qualité du général en chef : tous ces critères se combinent pour apporter à une action militaire le qualificatif honorable de bataille. L'assimilation à une bataille tient donc autant à l'ordre du discours et de la représentation qu'à l'ordre du réel.

---

<sup>716</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. II, p. 17.

<sup>717</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°262, Vendôme au roi, Mantoue, 12 avril 1706.

<sup>718</sup> *Ibid.* ; voir aussi SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°47, La Javeliere [aide-major général de l'armée de Lombardie] à Chamillart, camp de Castiglione, 11 septembre 1706.

<sup>719</sup> « Ce combat est plustost un enlevement de quartier qu'une action generale ». SHD AG, 1M 250 bis, « Reflexions de M. de Castries sur des extraits de Folard et de Puiségur sur les batailles », p. 106.

<sup>720</sup> « Cet exemple doit servir de preuve qu'on ne doit pas se contenter d'enlever quelques quartiers particuliers, mais quand on les a une fois battus il faut les suivre jusqu'à ce qu'elles soient totalement dissipées, ce qui fait qu'une armée ne peut plus reparoistre de la campagne ». *Ibid.*, p. 108.

<sup>721</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie, fol. 166v.

<sup>722</sup> *Ibid.*, fol. 168v.

<sup>723</sup> Les sources françaises indiquent 2 à 3 000 tués et blessés, 2 000 prisonniers, sans compter les pertes matérielles. SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°322, M. de La Javeliere à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°77, Bollinand au duc du Maine, s.l., 21 avril 1706 ; SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l. ; AE Milan 17, fol. 360r-362r, relation de la bataille de Calcinato, s.l., s.d.



## LA DIMENSION TACTIQUE

Faut-il cesser de chercher à définir la spécificité de la bataille d'un point de vue tactique ? L'examen des méthodes de combat à l'œuvre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle peut-il nous permettre de dégager des critères plus concrets pour identifier ce qui faisait l'essence même d'une bataille ? Il est temps désormais d'aborder la dimension technique du combat, et de changer d'échelle pour examiner les unités et les soldats qui s'affrontent.

## Chapitre 6. La dimension technique de la bataille.

### La bataille comme catégorie du combat

*« La guerre est une science couverte de ténèbres, dans l'obscurité desquelles on ne marche point d'un pas assuré : la routine et les préjugés en font la base, suite naturelle de l'ignorance »*

*Le maréchal de Saxe, Mes rêveries<sup>1</sup>*

#### À LA RECHERCHE DE LA TACTIQUE ELEMENTAIRE

Les descriptions purement tactiques d'une bataille ont tendance à en présenter un schéma lisse, le déroulement des opérations correspondant à l'affrontement des volontés des deux généraux adverses. Le tableau d'ensemble qu'elles brossent dépeint des formations compactes s'écrasant les unes contre les autres ; leur nombre et leur étendue conditionnent leur succès ou leur destruction. Paradoxalement, l'« histoire-bataille » traditionnelle ne s'est pas véritablement intéressée au combat à proprement parler, car l'usage des armes ne semblait guère digne d'être expliqué. On évoque certes des fantassins envoyant des grêles de balles ou des cavaliers charger fièrement l'ennemi. Mais ces éléments s'intègrent au cours général de la narration pour embellir l'aspect assez sec d'une pure exposition des mouvements de troupes en train de manœuvrer. Ainsi ces ajouts dépassent-ils rarement le statut d'anecdotes, l'accent étant mis sur les épisodes glorieux à l'occasion desquels on compte le nombre de coups de sabres reçus par un officier<sup>2</sup> ou le nombre de décharges reçues sans broncher par un bataillon avant qu'il ne reçoive enfin l'ordre de tirer<sup>3</sup>. C'est dire si notre intelligence d'une bataille est lacunaire : comment comprendre le succès des offensives de la cavalerie alliée à Blenheim ou Ramillies si nous ne nous interrogeons pas sur ce que signifient des formations compactes de milliers d'hommes et de chevaux qui se heurtent ? Une étude des méthodes de combat utilisées au sein d'une bataille doit ainsi quitter le point de vue du chef d'armée ou du lieutenant général pour celui (ou plutôt ceux) des officiers supérieurs et régimentaires. Il ne

---

<sup>1</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 1.

<sup>2</sup> W. Churchill parle des trois coups de sabre reçus par Natzmer comme preuve de l'audace de sa charge. W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 410.

<sup>3</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 122.

s'agit plus d'observer le mouvement d'ailes entières, mais ceux d'un bataillon, d'un escadron, voire de quelques compagnies détachées.

Comment qualifier le niveau auquel nous nous proposons de nous situer à présent ? Lorsque l'historien Brent Nosworthy a voulu s'intéresser aux combats menés à cette échelle-là, il a proposé d'opérer une distinction entre « *grand tactic* », qui s'appliquerait au niveau des mouvements généraux sur le champ de bataille, et « *tactic* », qui s'intéresserait plutôt aux mouvements particuliers des formations<sup>4</sup>. Il rejoint en cela les écrivains militaires français de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui opposaient la « grande tactique », définie comme l'art de faire exécuter les « grandes manœuvres de la guerre »<sup>5</sup>, et la « tactique simple ou élémentaire, qui comprend la formation, la composition des corps, les manœuvres de détail, les premières évolutions »<sup>6</sup>.

Cette distinction comporte des défauts, dans la mesure où elle n'est guère compatible avec la tripartition actuellement reconnue entre stratégie, opératique et tactique (la « tactique » telle que nous la concevons correspondant à la « *grand tactic* » de Nosworthy). C'est pourquoi nous préférons parler de « méthodes » ou de « techniques » du combat là où Nosworthy parle de « *tactic* ». Cette volonté de différenciation sémantique n'en est pas moins séduisante : elle a le mérite de porter l'attention sur un niveau qui a longtemps été assez négligé par l'étude historique, alors qu'il était au cœur de la réflexion des théoriciens militaires du Siècle des Lumières – les siècles suivants, sous l'influence de Clausewitz et de Jomini, ayant plutôt décalé leurs interrogations sur les niveaux supérieurs.

De fait, l'analyse des méthodes de combat durant la guerre de Succession d'Espagne présente un intérêt particulier. Les batailles de ce conflit sont les premières à présenter tous les aspects de la « guerre en dentelle » : généralisation du fantassin équipé d'un fusil et d'une baïonnette et prédominance du « combat linéaire »<sup>7</sup>, c'est-à-dire des formations de cinq rangs ou moins. Ces traits caractériseront l'art de la guerre sur le champ de bataille jusqu'aux engagements de la Révolution française. Les grandes controverses sur les mérites respectifs de l'« ordre mince » et de l'« ordre profond », c'est-à-dire sur l'emploi des unités en lignes ou

---

<sup>4</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 86-87.

<sup>5</sup> J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 167. La définition donnée par Joly de Maizeroy est plus détaillée : « La grande tactique [...] renferme la composition des ordres de bataille, leurs mouvements, l'art de combattre avec le plus d'avantage possible, celui de camper, de se poster, de se retrancher, d'établir des quartiers avec sûreté, de faire une retraite, de préparer les marches et de les assurer ; sommairement l'art de prendre toutes les précautions nécessaires dans chaque cas et pour chaque opération ». P.-G. Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre...*, *op. cit.*, p. CII.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> « Linear warfare » est le titre du chapitre de l'ouvrage de B. Nosworthy traitant de la guerre de Succession d'Espagne. B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 4.

en colonnes, n'ont toutefois pas encore eu lieu. C'est après la guerre de Succession d'Espagne – et largement en réaction vis-à-vis de ce conflit – que les débats des théoriciens militaires adopteront ces thèmes et surtout ce vocabulaire-là.

Les traités militaires contemporains de cette époque ne manquent pourtant pas – que l'on songe à ceux de Feuquières, de Guignard, de Villars ou de Puységur. Mais ils sont souvent plus injonctifs que descriptifs : l'objectif n'est pas de présenter les techniques de combat employées alors, mais d'expliquer comment suivre celle qui correspond le mieux au texte des ordonnances royales ou aux propres vues de l'auteur. C'est pourquoi il est nécessaire de croiser ces informations avec des récits que l'on pourrait qualifier de « textes de la pratique » : des relations de combats qui se sont effectivement déroulés, par ceux qui les ont menés. Cela doit permettre de pointer les multiples divergences entre les instructions officielles et les méthodes mises en œuvre sur le terrain. Les armées européennes du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, et singulièrement l'armée française, se convertissaient avec réticence à l'uniformité.

Peut-on élaborer, pour les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, une étude aussi riche que celle que John Keegan a effectuée pour la bataille de Waterloo ? Il faut reconnaître que la dernière bataille de Napoléon est décrite par une foule de témoignages que les sources disponibles sur la guerre de Succession d'Espagne seraient bien en peine d'égaliser. Un officier, le capitaine Siborne, fut de fait dans les années 1830 chargé par son commandement de réunir le maximum de témoignages d'officiers survivants sur cette bataille. Ceci représenta une somme de renseignements dont Keegan avoue qu'elle n'a « pas eu d'équivalent jusqu'à l'instauration par le général Marshall du reportage de guerre dans l'armée américaine durant le dernier conflit mondial »<sup>8</sup>. Autre illustration de cet état de fait : un ouvrage récemment paru recense 994 témoignages imprimés concernant la défaite de Napoléon<sup>9</sup>. Toutefois, même s'il ne serait guère pertinent de parler d'abondance documentaire, nous ne manquons pas de mémoires ou de lettres d'officiers pour la période 1704-1708 – les récits d'hommes de troupe étant très rares<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 90.

<sup>9</sup> Philippe de Meulenaere, *Bibliographie analytique des témoignages oculaires imprimés sur la campagne de Waterloo en 1815*, Paris, Librairie historique Teissedre, 2004, 832 p.

<sup>10</sup> Nous avons seulement pu identifier les mémoires d'un dragon anglais qui servit essentiellement en Espagne. Christopher Thomas Atkinson, éd., *A Royal Dragoon in the Spanish Succession : a contemporary narrative*, imprimé pour la Society for army historical research (Special publication n°5), Londres et Aldershot, Gale et Polden, 1938, 57 p.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Les sources existantes doivent être maniées avec précaution. Il faut notamment se méfier d'un double écueil de focalisation dans les relations de la bataille : d'une part, une focalisation externe excessive, qui présente le combat en général, même ce qu'on connaît par oui-dire. D'autre part, une focalisation interne trop subjective qui montre l'auteur comme le héros dont l'action, incomparablement plus brave et intelligente que celle de ses homologues, renverse la situation, ou du moins l'aurait fait s'il avait été suivi<sup>11</sup>. À l'inverse, l'analyse des récits doit repérer les non-dits. Les auteurs contemporains de l'événement omettent des informations qui semblent déjà connues de tous les lecteurs, les renseignements triviaux, ou ce dont ils ne sont pas fiers.

Un autre type de source est essentiel pour l'histoire des techniques de combat : la contemplation dans des musées ou, si possible, le maniement d'armes du XVIII<sup>e</sup> siècle. On prend alors très vite conscience du poids que représente, pour un soldat, la totalité de son équipement. La prise en considération des données matérielles passe aussi par l'étude des blessures reçues par les troupes, grâce à l'exploitation de la source exceptionnelle que constituent les registres d'entrée des troupes aux Invalides.

On peut donc, au vu des éléments disponibles, suivre la méthode expérimentée par John Keegan, qui consiste à analyser successivement les différentes « catégories de combat ». Il s'agit d'abord de distinguer les différents types d'unités d'infanterie et de cavalerie qui existaient dans les armées à la fin du règne de Louis XIV. Toutes les troupes n'étaient pas engagées dans les mêmes formes de combat. Chacune disposait d'armements offensifs et défensifs ainsi que de méthodes de combat spécifiques ; l'ancienneté et la dignité des corps étaient également prises en compte dans leur emploi au front.

L'étude doit s'intéresser ensuite aux différents cas de figure que l'on pouvait trouver en matière de combats sur le champ de bataille : fantassins contre fantassins, cavalerie contre bataillons carrés... On étudiera d'abord les affrontements entre formations linéaires, celles des « affaires de plaine ». On se posera ensuite la question des autres formes de rencontre, lorsque les accidents du terrain ou les retranchements édifiés à la hâte ne permettent pas de se déployer comme à l'exercice. La fin du combat et la rupture de l'ordre de bataille du vaincu amènent enfin la bataille à dégénérer en une succession d'engagements individuels. La prise

---

<sup>11</sup> On peut en trouver de nombreux exemples, notamment à Blenheim. Le marquis d'Hautefeuille ne parle que du rôle des dragons dans la défense de Blenheim, il assure d'ailleurs « que toute l'infanterie peut nous regarder et nous regarde effectivement comme leurs libérateurs » (SHD AG A<sup>1</sup> 1760, n°175, le marquis d'Hautefeuille à Chamillart, Hanau, 8 octobre 1704). À la lecture des mémoires de Mérode-Westerloo, on a l'impression qu'il fut le seul à penser déplacer la seconde ligne de cavalerie, et que si Clérambault ne s'était pas opposé personnellement à l'ordre salutaire qu'il avait donné d'évacuer le village, la situation aurait été sauvée (J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 306 et 308).

en compte de toutes ces composantes permettra ainsi de se poser la question de l'existence – ou non – de types d'affrontement spécifiques à la bataille, et à la façon dont les différentes formes qu'emprunte l'art de la guerre peuvent s'influencer réciproquement.

Il faut enfin se poser toujours, en filigrane, la question de l'efficacité des types de combats envisagés. Cette question qui peut paraître relativement simple à trancher recouvre en fait de multiples aspects : n'y a-t-il pas une distance entre l'efficacité réelle, physique, et une efficacité ressentie, psychologique ? Et lequel de ces deux éléments joue le plus grand rôle le jour d'un combat ? Si nous déplaçons cette interrogation et que nous l'appliquons à l'analyse des discours, on peut se demander dans quelle mesure des représentations morales ou sociales peuvent infléchir l'examen objectif de la valeur des armes et des méthodes de combat. N'oublions pas que la guerre représente la principale légitimation sociale de la noblesse – ordre auquel appartiennent la plupart des témoins directs des événements et des théoriciens militaires.

### **6.1. Fonction et équipement des différents types de combattants**

#### **6.1.1. La cavalerie**

On a longtemps nié tout rôle décisif à l'arme équestre dans les batailles de l'époque moderne. La cavalerie rappelait trop la noblesse médiévale, fauchée par les archers anglais de la fin du Moyen Âge, dépassée et rendue impuissante par les nouvelles formations tactiques de l'infanterie du XVI<sup>e</sup> siècle, au premier rang desquelles les formations de piquiers inspirées des innovations suisses. Il est vrai que l'arme équestre n'a pas bénéficié, durant les trois siècles de l'époque moderne, de réflexions et de réformes aussi profondes que celles qui ont modifié l'art de la guerre à pied. La relative rareté des traités spécifiquement consacrés aux troupes montées a accrédité l'idée que la « révolution militaire » s'était faite sans, voire contre la cavalerie<sup>12</sup>. Un jugement d'un autre ordre fonde plus largement, et dans une littérature moins spécialisée, la critique contre l'arme équestre. Il ne s'appuie pas tant sur l'utilité militaire que sur l'utilité sociale de ce type de combattants : le triomphe du piquier, puis du fantassin, sur le chevalier, aurait symbolisé la montée en puissance des villes, de la bourgeoisie, voire de l'esprit citoyen – particulièrement au XVIII<sup>e</sup> siècle – sur l'aristocrate à

---

<sup>12</sup> H. Drévuillon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 356.

cheval<sup>13</sup>. L'époque moderne aurait été une phase de longue montée en puissance de l'infanterie, avant qu'elle ne triomphe avec Napoléon qui la sacre « reine des batailles » : Toute utilisation de la cavalerie dans un engagement réglé pourrait dès lors être considérée comme un archaïsme à la fois militaire et politique.

La phrase de Gouvion Saint-Cyr, devenue célèbre, affirmant que la cavalerie représente les yeux et les jambes d'une armée, tandis que l'infanterie et l'artillerie lui font office de corps et de bras<sup>14</sup>, a tendu à dégrader l'image de l'efficacité de la cavalerie sur le champ de bataille, la confinant aux marges. Les cavaliers font effectivement office d'éclaireurs avant l'engagement, après lequel ils sont lâchés sur les fantassins isolés durant une phase de poursuite. Pourtant, leur rôle est plus large, et tout à fait décisif dans la bataille : la peur qu'inspire la grande masse composée du cavalier et de son cheval, sa faculté de se déplacer rapidement, la puissance de son choc permettent bien souvent d'emporter la victoire, et ce sont ainsi des charges de cavalerie qui déterminent le sort de Blenheim et Ramillies. La maxime que d'Aurignac, un élève de Turenne, écrivait en 1663, pouvait encore être vraie à la fin du règne de Louis XIV : « C'est la cavalerie qui gagne ordinairement les batailles »<sup>15</sup>.

### 6.1.1.1. *Les régiments d'élite et la « cavalerie légère »*

Si l'on présente les différents types de cavalerie par la lourdeur de leur armement, aussi bien que par leur rang en dignité, on trouve en premier lieu les troupes d'élite de la Maison du roi. L'importance de la notion de rang est telle que Guignard, dans son traité, ne distingue pas cavalerie et infanterie, mais traite d'abord des troupes de la Maison du roi (regroupant ces deux armes), avant d'aborder le reste de l'infanterie, et de la cavalerie. L'origine de telles troupes est la garde rapprochée du souverain, avant qu'elles servent réellement dans les batailles. C'est pourquoi la Maison du roi est divisée en gardes du dedans du Louvre (Gardes du corps, Cent-Suisses, Gardes de la Porte, Gardes de la Prévôté de l'Hôtel) et du dehors (gendarmes et cheveau-légers de la garde, régiments des gardes françaises et suisses, mousquetaires, gentilshommes au bec de Corbin)<sup>16</sup>. Parmi toutes ces troupes, les unités de cavalerie qui ont l'occasion de servir réellement en campagne sont les Gardes du corps (qui

---

<sup>13</sup> Les travaux d'Hervé Drévuillon ont démontré que paradoxalement, la cavalerie était une arme à l'encadrement plus roturier que l'infanterie. La noblesse « par essence » de la cavalerie la dispensait en quelque sorte de la recherche de noblesse dans le recrutement. *Ibid.*, p. 294.

<sup>14</sup> J. Ambert, *Esquisses historiques... de l'armée française*, Bruxelles, 1840, p. 172.

<sup>15</sup> J. Bérenger, *Turenne, op. cit.*, p. 519.

<sup>16</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 381.

appartiennent à la « Maison bleue », en raison de leur uniforme), les gendarmes et chevau-légers de la garde, et les mousquetaires (qui constituent la « Maison rouge »). On doit encore y ajouter une compagnie instituée par Louis XIV en 1676, destinée à combattre à la tête des troupes à cheval de sa Maison, mais aussi à lui ouvrir chemins et passages dans les marches difficiles. Il s'agit des grenadiers à cheval, qui servent aussi bien à pied lors de sièges<sup>17</sup>.

Une confusion est fréquemment commise entre les troupes de la Maison du roi et la gendarmerie : elle tient d'une part à ce que ces deux corps servent en général côte à côte au cours des batailles – ainsi à Ramillies – et à la confusion entre gendarmes de la garde, chevau-légers de la garde, et gendarmes et chevau-légers. La gendarmerie et les chevau-légers ne font en effet pas partie de la Maison du roi, puisque ce sont les héritières des anciennes compagnies d'ordonnance<sup>18</sup>.

Ces deux corps ont également un statut commun de troupes d'élite. Cette image est liée à leur rapport particulier à la monarchie : le roi est capitaine des quatre premières compagnies de la gendarmerie, qui en compte seize, tandis que les autres compagnies restent dans la famille de France : elles appartiennent à la reine, au Dauphin, ou encore au duc de Bourgogne.

À ce titre, les troupes bénéficient de privilèges insignes, qui excitent la jalousie. Au niveau financier tout d'abord, car ils dépendent d'une caisse spéciale, l'Ordinaire des guerres. Dans le service quotidien, de nombreuses charges leurs sont épargnées : les Gardes du corps par exemple ne font aucun détachement pour les escortes de convois, et ils ont la préférence sur toutes les autres troupes pour le logement<sup>19</sup>. En bataille, gendarmerie et Maison du roi servent à la droite de l'armée, place honorifique. Au niveau hiérarchique, ils échappent au contrôle des inspecteurs, et ont droit à des rangs d'officiers supérieurs aux fonctions exercées effectivement : ainsi, un capitaine-lieutenant de la gendarmerie a commission de mestre de camp.

On comprend bien que les charges d'officiers y soient fort recherchées. Les grades de capitaines des quatre compagnies de Gardes du corps étaient réservés à la haute noblesse – en 1704, il s'agit d'Adrien-Maurice de Noailles, futur maréchal de France, des maréchaux de Boufflers, de Villeroy et d'Harcourt<sup>20</sup>. Le terme de compagnie ne doit pas faire illusion : sous Louis XIV, une compagnie de Gardes du corps compte ordinairement 400 hommes, contre 45

---

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 382

<sup>18</sup> Vendôme lui-même confond ces deux corps dans sa relation d'un épisode de la bataille d'Audenarde (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°310, le prince de Rohan à Chamillart, s.l., 29 juillet 1708).

<sup>19</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 404-5.

<sup>20</sup> L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, *op. cit.*, t. I, p. 212-220.



pour une compagnie ordinaire<sup>21</sup>. Pour conserver la qualité des troupes, on a restreint la vénalité. En 1664, le roi ayant décidé que les emplois des Gardes du corps du roi seraient gratuits – sauf pour les capitaines – ils ne furent attribués qu’au mérite, ce qui permit à ces troupes d’acquérir une réputation d’excellence dans l’armée. Leur héroïsme à la bataille de Leuze a été largement célébré. La médaille frappée en l’honneur de ce combat figure encore en regard du début du chapitre qui leur est consacré par Guignard<sup>22</sup>.

On doit de fait attribuer au Roi-Soleil une modification fondamentale dans la doctrine d’emploi des corps de cavalerie d’élite. Alors qu’ils étaient précédemment plutôt considérés comme des forces de réserve – voire de dernier recours –, le roi préféra dans la plupart des cas les engager en première ligne, dans les positions décisives ou les plus périlleuses : que ce soit à Cassel, à Neerwinden ou Ramillies<sup>23</sup>. Le comte de Mérode-Westerloo se moqua fort de la confiance excessive qu’on mit alors en ces troupes : « La France [...], par présomption, ne mit à sa droite que la Maison du roi qui, à ce qu’elle vouloit persuader, étoit plus que la phalange d’Alexandre. [...] Elle fut culbutée par un régiment de dragons danois de nouvelle levée »<sup>24</sup>.

La constitution de troupes d’élite n’est pas un phénomène restreint à la France. Tandis que les réformes de Louis XIV aboutissaient à la militarisation et à l’emploi sur le champ de bataille de troupes jusque-là réservée à un service domestique, la monarchie anglaise se constituait dans les années 1660 une *Household cavalry*, formée de trois ou quatre compagnies de *Life Guards* et d’une ou deux de *Horse Grenadier Guards*<sup>25</sup>. Des formations similaires existaient dans d’autres pays européens : Gardes à cheval hollandais, ou *Drabants* suédois.

Les régiments qui n’appartenaient ni à la Maison du roi ni à la gendarmerie étaient qualifiés de « cavalerie légère ». Certains d’entre eux, les plus anciens, réputés les meilleurs, avaient comme colonels les officiers généraux de l’état-major de la cavalerie (colonel général, mestre de camp général, commissaire général), le roi lui-même (par exemple Royal Étranger ou Cuirassiers du roi) ou encore les membres de la famille royale et des représentants des grandes familles (Villeroy, La Valette...)<sup>26</sup>. Ceux-ci n’étaient pas licenciés au retour de la

---

<sup>21</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 395.

<sup>22</sup> Gravure insérée entre les p. 386 et 387.

<sup>23</sup> Frédéric Chauviré, « La Maison du Roi sous Louis XIV, une troupe d’élite. Étude tactique », dans *Revue historique des armées*, n°255, 2009, p.84-94 [en ligne], disponible à l’adresse : <<http://rha.revues.org/index6764.html>> [consulté le 08 février 2011].

<sup>24</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 373.

<sup>25</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>26</sup> L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, *op. cit.*, t. I, p. 128.

paix, contrairement à ceux qui sont levés en temps de guerre. Les prémices de la guerre de Succession d'Espagne avaient ainsi vu de nombreuses créations de régiments : pour la seule année 1701, on mit sur pied 20 000 cavaliers<sup>27</sup>.

### 6.1.1.2. Armes et équipement

Les troupes de la Maison du roi, de la gendarmerie et des régiments de « cavalerie légère » ne se différenciaient guère par leur équipement. Elles étaient toutes munies d'un sabre, droit ou courbe selon les corps<sup>28</sup>, qui avait remplacé l'épée longue par une ordonnance de 1679. Deux pistolets, un mousqueton et pour quelques soldats une carabine rayée venaient le compléter. Certains corps particuliers de la Maison du roi portaient néanmoins des armes liées à l'origine de leur corps : ainsi les grenadiers à cheval disposaient de grenades quand ils servaient à pied, et les mousquetaires étaient équipés à l'instar des dragons.

L'uniformité était également de mise – du moins théoriquement – dans le port des équipements défensifs. La cuirasse était obligatoire pour les officiers de la cavalerie française depuis une ordonnance royale de 1676, répétée en 1703<sup>29</sup>. L'objectif était à la fois de mieux protéger ceux qui menaient les charges, et de leur donner un élément de reconnaissance<sup>30</sup>. Les autres cavaliers se devaient au minimum de porter un plastron, c'est-à-dire une demi-cuirasse qui ne protège que l'avant du tronc, le dos étant laissé dégarni<sup>31</sup>. Il est difficile de savoir quelle était la résistance exacte de ces équipements : s'ils protégeaient contre un coup de sabre, voire de pistolet, ils n'étaient pas nécessairement à l'épreuve du fusil<sup>32</sup>. Le plastron représentait un compromis entre le port de la cuirasse, et l'absence totale de protection. De fait, la cuirasse était en effet fréquemment rejetée par les cavaliers : elle représentait un poids

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 151.

<sup>28</sup> Tous les cavaliers avaient un sabre droit, sauf les grenadiers à cheval qui disposaient d'un sabre courbe. Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 382.

<sup>29</sup> François Bonnefoy, *Les armes de guerre portatives en France, du début du règne de Louis XIV à la veille de la Révolution (1660-1789)*, Paris, Librairie de l'Inde, 1991, t. I, p. 21.

<sup>30</sup> L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, *op. cit.*, t. I, p. 136.

<sup>31</sup> F. Bonnefoy, *op. cit.*, t. I, p. 21.

<sup>32</sup> La cuirasse portée par les officiers doit être « à l'épreuve au moins du pistolet ». Pierre de Briquet, *Code militaire ou compilation des ordonnances des rois de France concernant les gens de guerre*, Paris, P. Gandouin, 1728, t. II, p. 168. Feuquières comme Puysegur déplorent que les cuirasses ne soient souvent pas à l'épreuve du mousquet ; le plastron prôné par Villars n'est qu'à l'épreuve du pistolet. A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 76 ; J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 120 ; SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701.

supplémentaire<sup>33</sup>, et une source de chaleur insupportable lors des campagnes d'été. C'est pourquoi le roi Jacques II ordonna à ses *Royal Horse Guards* de l'abandonner en 1688 pour accélérer leur marche de Winchester à Salisbury destinée à intercepter l'avancée de Guillaume d'Orange sur Londres<sup>34</sup>. En 1699, de nombreux autres régiments anglais abandonnèrent à leur tour la cuirasse.

La guerre de Succession d'Espagne voit leur retour en faveur. En 1707, Marlborough ordonne que ses cavaliers portent un plastron sous leur veste. Les troupes de Marcin en 1704 sont équipées de cuirasses<sup>35</sup>, celles de Villeroi en 1706 ont des plastrons. Les engagements massifs de Ramillies démontrent l'utilité de ces armes défensives, comme le relate le prince de Rohan, qui a commandé la gendarmerie de la garde à Ramillies : « Comme nous devons la vie de presque tout ce qui nous reste aux plastrons, ils sont aussi aimez parmi nous qu'ils estoient haïs d'abord »<sup>36</sup>.

Ceci explique que la plupart des auteurs militaires écrivent en faveur de la cuirasse ou du plastron. Feuquières en est un ardent partisan<sup>37</sup>, tout comme Villars ou encore le maréchal de Saxe<sup>38</sup>. Si tous déplorent le manque de goût des cavaliers français pour ces équipements, ils l'attribuent moins au désagrément physique qu'ils peuvent causer qu'à des raisons psychologiques. Le port des armes défensives est la marque visible d'une crainte de la blessure ou de la mort : leur refus est donc un signe tangible et manifeste de courage. À Calcinato, Vendôme refuse de porter la cuirasse<sup>39</sup>. Le respect de « l'humeur française » a ses impératifs qui ne s'accordent pas toujours avec la prudence militaire<sup>40</sup>. C'est encore pour des raisons psychologiques que Villars préfère le plastron à la cuirasse : « Il est bon que le cavalier ayt un interest de presenter le devant, non pas le dos à l'ennemy »<sup>41</sup>.

---

<sup>33</sup> « Les cuirasses sont de trois tailles, pesant 18, 19 et 20 livres, tandis que les trois tailles du plastron vont de 13 à 14 livres pour la petite, 14 à 15 pour la moyenne et 15 à 16 pour la grande ». *Ibid.*, p. 22. Le pot en tête pèse de 16 à 18 livres.

<sup>34</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 34

<sup>35</sup> Le maréchal assure à Chamillart qu'« on a donné des cuirasses à la cavalerie qui viennent d'Augsbourg ». SHD AG A<sup>1</sup> 1748, n°38, Mémoire de Marcin, s. l., 9 février 1704.

<sup>36</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°108, Rohan à Chamillart, Armentières, 11 juin 1706.

<sup>37</sup> Il souhaite que les magasins de l'armée en contiennent toujours de grandes réserves. A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 77.

<sup>38</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701 ; M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 83.

<sup>39</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie, fol. 160v.

<sup>40</sup> Feuquières évoque « l'humeur française, [qui] ne compatit guères avec l'usage des armes défensives ». A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 76.

<sup>41</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

En ce qui concerne le couvre-chef, c'est le tricorne qui triomphe, chez les fantassins comme les cavaliers, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>42</sup>. Les cavaliers équipés d'une cuirasse portaient néanmoins un pot en tête à l'épreuve du mousquet<sup>43</sup>. Les autres cavaliers avaient, par mesure de prudence, également pris l'habitude de dissimuler dans leur chapeau une calotte de fer ou cervelière, c'est-à-dire une sorte de coque, le plus souvent grillagée de métal – une coque pleine étant très lourde et assez pénible à porter. Le marquis de La Colonie, bien qu'officier d'infanterie, en expérimenta les bienfaits :

« J'éprouvai dans cette action un petit grillage de fer bien trempé que les officiers de cavalerie, non cuirassés, mettoient dans la forme de leur chapeau. Il me garantit de deux grands coups de sabre qui me furent portés sur la tête dans la mêlée, et j'en fus quitte pour quelques petites contusions »<sup>44</sup>.

Enfin, les cavaliers se distinguaient des dragons par la façon dont ils étaient chaussés. Les premiers portaient des bottes de cuir, tandis que les seconds faisaient usage de bottines<sup>45</sup>. Les bottes des cavaliers étaient parfois renforcées sur les genoux, partie du corps particulièrement exposée lors des charges en ordre serré et pendant le choc<sup>46</sup>.

De cet équipement, on peut conclure que le service que devaient rendre les troupes de la Maison du roi, de la gendarmerie ou des régiments ordinaires était sensiblement le même, si ce n'est que l'on exigeait davantage de bravoure des corps d'élite. Les unités dites de « cavalerie légère » n'étaient pas spécifiquement censées effectuer les tâches que Montecuccoli attribue à la cavalerie légère, c'est-à-dire de « faire des courses, escorter, prendre langue, ruiner le pays de l'ennemi, le charger dès qu'il plie »<sup>47</sup>. On peut plutôt les assimiler à de la cavalerie de ligne, destinée à charger par escadrons en ordre serré ; les termes de chevaux-légers, ou encore de cavalerie légère sont donc trompeurs.

---

<sup>42</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>43</sup> F. Bonnefoy, *op. cit.*, t. I, p. 21.

<sup>44</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 229 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 205.

<sup>45</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 50 ; P. de Briquet, *Code militaire...*, *op. cit.*, t. II, p. 169.

<sup>46</sup> Le comte de Mérode-Westerloo raconte dans ses mémoires comment cette précaution a sauvé sa jambe lors de la bataille de Blenheim : « J'avois le genou enflé de la grosseur d'une tête, d'un coup qui n'avoit pas percé, quoiqu'il me fût tiré à brûle-pourpoint ; car ayant de grosses fortes bottes, la genouillère, un bas de peau par dessous à cause des mouches, ma veste de peau et le justaucorps, le coup qui avoit porté sur le rouleau du bas ne perça point » J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 321.

<sup>47</sup> Cité par Sandrine Picaud, « La "guerre de partis" au XVII<sup>e</sup> siècle en Europe », [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.stratisc.org/88\\_4.htm](http://www.stratisc.org/88_4.htm)> [consulté le 12 février 2011].

### 6.1.1.3. *Les dragons*

On peut en revanche se demander si les dragons ne constituaient pas une forme de cavalerie plus légère et plus maniable. Il s'agit en effet, initialement, d'infanterie montée. Selon le maréchal de Belle-Isle, qui avait été mestre de camp général des dragons et ministre de la guerre, leur création remontait à Gustave Adolphe, qui avait constaté l'efficacité et la rapidité de fantassins maraudeurs montés sur chevaux<sup>48</sup>. Quelle que soit la vérité de cette affirmation, l'organisation véritable de régiments de dragons proprement dits remonte en France à la création du régiment des dragons du roi en 1660, puis de la charge de colonel général des dragons, par l'édit du 2 avril 1668<sup>49</sup>. Leur objectif premier était de servir à pied, aux côtés de l'infanterie.

Les dragons se montrèrent rapidement indispensables au sein de la cavalerie française. De très nombreux régiments furent créés : en 1691, on en comptait déjà quarante-trois, soit le tiers du total des troupes montées. Deux raisons expliquent cet engouement. On apprécie en premier lieu leur polyvalence. Un dictionnaire militaire anglais de 1702 leur donne ainsi un rôle de soldats bons à tout faire : ils sont « des mousquetaires montés, qui servent parfois à pied, parfois à cheval, toujours prêts à tout ce qui nécessite de la rapidité, étant capables de suivre la cavalerie et de faire le service de l'infanterie »<sup>50</sup>. L'intérêt des dragons par rapport aux autres cavaliers est manifeste lors des opérations de siège. Tandis que les seconds doivent se contenter d'un rôle de reconnaissance, les premiers peuvent participer au combat. Leur armement, qui tient de celui de la cavalerie comme de l'infanterie, y est apprécié : épée large, pistolet, carabine, baïonnette, mais aussi hachette parfois – Guignard réclame que les dragons disposent toujours « d'un outil tranchant ou propre à remuer la terre, pour s'en servir principalement à accommoder les chemins »<sup>51</sup>. D'autre part, leur coût est bien plus faible. En effet, comme on considère qu'ils ne sont pas destinés à se battre lors de grandes charges de cavalerie, on leur fournit des chevaux de moindre qualité. Une monture de cavalier coûte, en 1704, 335 livres, contre 285 livres pour un cheval de dragon<sup>52</sup>.

---

<sup>48</sup> L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, *op. cit.*, t. I, p. 271

<sup>49</sup> Thierry Sarmant, « Une seconde cavalerie : les dragons de Louis XIV et de Louvois », dans D. Roche, dir., *Le cheval et la guerre, du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour l'Académie d'art équestre de Versailles, 2002, p. 234.

<sup>50</sup> « Musketeers mounted, who served sometimes a-foot, and sometimes a-horseback, being always ready upon anything that requires expedition, as being able to keep pace with the horse, and do the service of foot ». Cité par D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>51</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 50.

<sup>52</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, t. I, p. 175.

On voit fréquemment, lors des batailles de la guerre de Succession d'Espagne, des unités de dragons servir à pied. C'est le cas lors de la défense des retranchements de Turin. Ils sont de même sollicités à Audenarde, combat essentiellement d'infanterie : les dragons qui protègent la droite de la cavalerie française se battent pied à terre pour résister à la poussée de l'infanterie hollandaise<sup>53</sup>. Toutefois, la plupart du temps, les dragons ne servent comme de simples soldats que lorsque des circonstances malheureuses l'exigent : à Blenheim, il n'y a guère d'autre choix, au vu de la pénurie générale de chevaux. À Ramillies, ils étaient initialement destinés à servir comme de la cavalerie, mais les retards dans l'envoi de fantassins à Tavières contraignent Guiscard à les faire démonter.

De fait, au cours des dernières guerres du règne de Louis XIV, les dragons abandonnent progressivement leur statut initial de fantassins montés, pour se voir progressivement considérés comme de la cavalerie ordinaire. À La Marsaille, Catinat fait charger ses dragons contre les « fameux cuirassiers de l'Empereur »<sup>54</sup>. Le succès prouve l'efficacité de ce genre de troupes montées : « Malgré l'inégalité qu'il y avoit entre des gens couverts de fer, et d'autres qui ne l'étoient que de la garde de leurs épées, il ne laisserent pas néanmoins de faire lâcher pied »<sup>55</sup>. On voit à Blenheim des dragons alliés servir contre la cavalerie française. À l'occasion d'une charge de la cavalerie des Deux-Couronnes, la première ligne des escadrons coalisés est rompue : les trous sont alors remplis par des unités de dragons de la seconde ligne, qui parviennent à leur tour à repousser les Français : « Ces dragons restèrent en première ligne pendant tout le reste de l'action »<sup>56</sup>. Les dragons français se retrouvent en première ligne à Calcinato<sup>57</sup>, ceux des Alliés font de même à Ramillies<sup>58</sup>.

Comment expliquer cette mutation progressive de la fonction des dragons, passant du statut d'infanterie montée à celui de soldats polyvalents, avant d'être pratiquement considérés comme de la cavalerie à part entière ? La première raison est liée au rôle souvent décisif des troupes montées sur un champ de bataille : la valeur combative unitaire d'un cavalier étant en général supérieure à celle d'un fantassin, on préfère voir les troupes servir à cheval. Mais il ne

---

<sup>53</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°100, le chevalier de Pezeux à Chamillart, camp sous Gand, 14 juillet 1708. Lorsqu'ils commencent à manquer de munitions en revanche, Coigny n'a pas d'autre solution que de les traiter comme de la cavalerie ordinaire : « Je les fis monter à cheval et les mis l'épée à la main desriere les gardes du Roy ». SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°83, Coigny à Chamillart, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708.

<sup>54</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 48-49.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> « So that those dragoons remained in the first line, all the remaining time of the action ». T. Lediard, *op. cit.*, t. I, p. 241.

<sup>57</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°338, M. de Bourneuf à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706.

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706.

faut pas négliger l'importance de la recherche de prestige social. Comme le rappelle Hervé Drévilion, c'est au sein de la cavalerie que s'entretient par excellence « le culte des valeurs traditionnelles de la guerre »<sup>59</sup> – les officiers ont donc tendance à s'y diriger en plus grand nombre que vers l'infanterie. L'acquisition ou la levée d'un régiment de dragons apparaît ainsi comme une voie moins onéreuse de rejoindre le service à cheval. La troupe elle-même est sensible au renom de la cavalerie. Guignard note que le « service à cheval [...] peut-être les flattoit davantage »<sup>60</sup>. Ce processus est achevé lorsque les unités de dragons se mettent à refuser des tâches subalternes comme le dégagement et l'entretien des chemins, les trouvant inférieures à leur état<sup>61</sup>.

Ainsi, dans son *Traité de la guerre de campagne*, Villars conclut à une assimilation désormais effective entre dragons et cavalerie : « À cheval ce sont des hommes comme des cavaliers, n'y ayant de différence que d'un mousqueton au fusil »<sup>62</sup>. Cette évolution ne s'est pourtant pas faite sans rencontrer de farouches oppositions. Dès 1690, lorsque Louis XIV avait voulu, pour récompenser ses dragons de leurs bons services, les autoriser à disposer de deux pistolets, Boufflers, leur colonel général, avait refusé, considérant que cela les empêcherait de porter les outils de pionniers qui leur étaient propres<sup>63</sup>. Quelques dizaines d'années plus tard, Feuquières se montrait à son tour défavorable à ce changement de statut : « Ce corps ne doit être considéré que comme une infanterie que l'on met à cheval pour pouvoir la porter plus diligemment dans les endroits où l'on a besoin d'infanterie »<sup>64</sup>. Le rôle et l'utilité des dragons sont ainsi l'objet d'un des débats les plus vifs de la littérature militaire du début du XVIII<sup>e</sup> siècle. On trouve, dans le camp des détracteurs, ceux qui ne croient possible d'« exceller également en deux genres différents »<sup>65</sup>. N'étant pas aussi bien formés aux manœuvres de l'infanterie que les autres fantassins, les dragons sont incapables de résister à un corps solide qui les attaque<sup>66</sup>. Comme cavaliers, ils sont embarrassés par la longueur de leur fusil, et par l'absence de genouillères qui « leur ôte de la force dans le choc »<sup>67</sup>. La solution, afin de rendre aux dragons leur vocation initiale fantassins montés, serait ainsi d'en réduire franchement le nombre<sup>68</sup>. Notons que les auteurs les plus hostiles aux

---

<sup>59</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 356.

<sup>60</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 49.

<sup>61</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 149.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>63</sup> T. Sarmant, « Une seconde cavalerie... », art. cit., p. 240.

<sup>64</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 68.

<sup>65</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 49.

<sup>66</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> *Ibid.*, voir aussi SHD AG, 1M 2375, « Mémoire sur l'infanterie », fol. 39r-59v, s.l., s.d., [début XVIII<sup>e</sup>].

dragons proviennent souvent de l'infanterie – peut-être ont-ils du mal à accepter que ces unités renient ainsi leurs origines<sup>69</sup> ? On a vu que Villars, qui débuta dans la cavalerie était à l'inverse du nombre de ceux qui défendaient le recours aux dragons. Tenant une position extrême, Vauban était lui favorable à la généralisation d'une « cavalerie légère dragonisée », considérant que les impératifs de la guerre de siège devaient primer sur les fastes de la bataille<sup>70</sup>.

Quoi qu'il en soit, opposants et partisans des dragons reconnaissent d'une même voix leur utilité en tant que troupes légères. C'est à eux qu'étaient toujours confiées les fonctions de reconnaissance, d'avant-garde, puis de poursuite des ennemis. À Audenarde, Du Rozel dans sa retraite se voit poursuivi de « quantité de dragons »<sup>71</sup>. Ce sont également des dragons qui sont envoyés par Marlborough harceler l'infanterie française qui se retire du champ de bataille de Ramillies<sup>72</sup>.

### 6.1.1.4. *Les hussards*

Le maintien des dragons dans des tâches de cavalerie légère illustre les difficultés des armées d'Europe occidentale à adopter un nouveau type de troupes montées, venues des « confins militaires » de l'Europe : les hussards<sup>73</sup>. Ces derniers apparurent, au sein de l'armée française, à partir de la guerre de la ligue d'Augsbourg. En 1692, un lieutenant et un cornette de hussards déserteurs de l'armée impériale vinrent proposer aux Français de constituer un régiment de déserteurs, dont les premières compagnies furent placées en 1693 sous l'autorité du Dauphin. Ce dernier ne se montra guère satisfait de leur service<sup>74</sup>. Lors de la paix de Ryswick, les éléments en furent théoriquement incorporés au Royal Allemand, mais en furent en réalité détachés pour servir en Allemagne, accompagnant les propres troupes de hussards de l'Électeur.

Comme lors du conflit précédent, ce furent les désertions qui alimentèrent les troupes de hussards au service de la France durant la guerre de Succession d'Espagne. Dès 1701, deux

---

<sup>69</sup> C'est ainsi le cas de Guignard et de Feuquières.

<sup>70</sup> A. de Rochas d'Aiglun, *Vauban...*, *op. cit.*, t. I, p. 296.

<sup>71</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>72</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 117.

<sup>73</sup> J. Bérenger a souligné à quel point la cavalerie a été revigorée par le modèle des peuples des steppes et du Maghreb. Jean Bérenger, « L'influence des peuples de la steppe (Huns, Mongols, Tatares, Turcs) sur la conception européenne de la guerre de mouvement et l'emploi de la cavalerie », *Revue internationale d'histoire militaire*, 49, 1980, p. 33-49.

<sup>74</sup> L. Susane, *Histoire de la cavalerie...*, *op. cit.*, t. I, p. 229-230.



compagnies de vingt-cinq hussards environ furent constituées<sup>75</sup>. Leur nombre ne cessa d'augmenter ; on eut bientôt besoin d'un personnage qui puisse réunir ces compagnies en un régiment. Ce fut le rôle de Paul Deák, qui accepta d'en devenir le colonel en 1705<sup>76</sup>. Celui-ci repartit dans le camp impérial l'année suivante, mais son régiment survécut sous le commandement de différents mestres de camp. En 1709, Louis XIV en fit don à son petit-fils pour qu'il serve en Espagne. Deux autres régiments de hussards furent constitués durant la guerre de Succession d'Espagne, sans compter une unité aux ordres de l'Électeur de Bavière<sup>77</sup>. L'existence des hussards au sein de l'armée française fut donc une réalité administrative, mais leur proportion resta très limitée.

Ce faible succès des hussards s'explique par l'attitude de défiance, parfois mêlée de fascination, manifestée par les officiers de l'armée française vis-à-vis d'eux. Tout, dans ces unités, leur semblait étrange. Leur système de commandement tout d'abord : « Il règne dans ce corps une liberté qui paroîtroit fort extraordinaire dans tout autre [...] c'est que les hussards veulent que l'officier qui les mène à la guerre leur demande leur avis avant que de charger l'ennemi ; faute de quoi il court le risque d'y être mal servi, et même d'être abandonné sur-le-champ »<sup>78</sup>. En second lieu, leur méthode de combat était en tous points contraire à la conception que s'en faisaient les Français : « Leur manière de combattre est entièrement différente de celle de l'autre cavalerie : ils ne se servent point de rangs, ni d'escadrons réglés ; ils marchent au contraire en un bloc confus, d'où ils partent comme des éclairs, et se jettent à la débandade chacun sur l'objet qu'il a en vue »<sup>79</sup>. La Colonie se plaint « qu'on ne peut les combattre de pied ferme, car quoiqu'ils soient en troupes en les attaquant, un moment après ils sont tous épars, et s'en vont à course de cheval ; et dans le temps qu'on les croit dissipés et en déroute, on les voit reparoître comme auparavant »<sup>80</sup>.

Cette incapacité à servir rangés « en bataille » explique que durant la guerre de Succession d'Espagne, les hussards ont essentiellement été réservés à la guerre de partis. Les relations des opérations de « petite guerre » en Italie du nord pendant la campagne de 1706 impliquent fréquemment des hussards, au service des Alliés ou des Deux-Couronnes. Leurs actions sont souvent menées conjointement avec des détachements de grenadiers ou de

---

<sup>75</sup> József Záchár, « Les hussards hongrois du roi de France (1692-1789) », dans *Le Soldat, la Stratégie, la Mort...*, *op. cit.*, p. 207.

<sup>76</sup> Ferenc Tóth, « La diffusion des hussards en Europe aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale...*, *op. cit.*, p. 230.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 57.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 57-58.

<sup>80</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 279 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 235-236.

dragons<sup>81</sup>. En 1708, Louis XIV déconseille au duc de Bourgogne de les inclure dans l'armée. Il propose plutôt de les stationner à Charleroi ou à Namur d'où ils pourraient menacer convois et partis ennemis<sup>82</sup>. De fait, leur habileté à mener des raids est généralement reconnue. Guignard s'émerveille de leur capacité à ne jamais revenir « les mains vuides » à chacune de leurs sorties, et même de faire « des captures considerables »<sup>83</sup>. Mais cette efficacité ne suffit pas à elle seule à faire reconnaître la dignité de leur tâche. Guignard les qualifie d'« amas de gens accoutumez au brigandage et surtout à la rapine »<sup>84</sup> ; La Colonie les appelle « des bandits à cheval, qui n'ont rien de réglé dans leur manière de faire la guerre »<sup>85</sup>. Chamlay, plus clément, se contente de les voir comme des « corsaires de mer »<sup>86</sup>.

Ce refus de considérer les hussards comme de véritables militaires s'exprima à l'occasion d'un désaccord entre le duc de Lorraine et les officiers généraux français. Le premier, arguant de sa neutralité, refusait d'agir contre les hussards impériaux qui se servaient de ses États comme base pour lancer des raids sur les frontières françaises de l'est. Il s'opposait également à l'envoi de troupes françaises pour les chasser<sup>87</sup>. Les Français rétorquaient que la neutralité du duc ne serait pas mise en cause par une telle action, car il ne fallait considérer les hussards que comme des bandits. D'ailleurs, ces derniers s'associaient à des bandes de voleurs pour agir en France : ils avaient ainsi pillé la chaise d'un juif de Metz et de quelques particuliers, ce qui ne ressemblait en rien à un acte de guerre<sup>88</sup>. Un autre épisode, rapporté par Villars, venait à l'appui des arguments français. Certains hussard, ayant arrêté et dépouillé un courrier français, lui rendirent les dépêches qu'il transportait contre de l'argent. La conclusion du maréchal est sans appel :

« Vous croyez bien [...] qu'un party ennemi, lequel après avoir arrêté un courrier du cabinet, se contente de le dépouiller et luy rend les ordres qu'il porte pour deux pistoles,

---

<sup>81</sup> Voir ainsi SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°208, Royssy à Chamillart, camp devant Turin, 24 mai 1706, ou SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°109, Mauroy au duc du Maine, camp de Saluces, 3 juillet 1706 (opérations menées par des hussards au service de la France) ; SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.l., s.d. (opérations menées par des hussards au service des Alliés)

<sup>82</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°233, Louis XIV à Bourgogne, Marly, 31 mai 1708. Le roi autorise toutefois son petit-fils, en dernier recours, à les mettre tout à la droite où à la gauche de la ligne, où ils pourront se contenter de charger l'ennemi en flanc.

<sup>83</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 56.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 279 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 235.

<sup>86</sup> J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. II, p. 479.

<sup>87</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1951, n°300, Le comte d'Avejan à Chamillart, Nancy, 27 mai 1706.

<sup>88</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1951, n°388, Chamillart à Reffuges, Marly, 22 juin 1706. L'expression « à la hussarde », qui a persisté jusqu'à aujourd'hui, indique suffisamment l'image négative des hussards.

est bien plus voleur qu'ennemy ; et qu'ainsy M. le duc de Lorraine ne les peut regarder que comme voleurs »<sup>89</sup>.

Cette répugnance se retrouve plus haut encore. En 1708, à une heure où le roi tente de rassembler le plus grand nombre d'hommes dans ses armées, le duc de Bourgogne avertit le secrétaire d'État de la guerre que des hussards ennemis proposent de désertir en faveur de la France à condition que lui-même leur assure le maintien de leurs emplois à l'avènement de la paix<sup>90</sup>. Le petit-fils du roi hésite à donner sa parole. La note de Chamillart écrite par-dessus cette lettre indique sèchement : « Le Roy ne veut pas augmenter le nombre de hussards qu'il a à son service ». Le secrétaire d'État explique ce choix dans une lettre au duc de Vendôme par la défiance qu'il a envers les hussards, toujours enclins à changer de parti<sup>91</sup>.

Comment interpréter ce refus français – largement partagé par les autres armées occidentales – d'adopter les méthodes de combat à l'œuvre dans les confins militaires de l'Europe ? On peut d'abord y voir un rejet d'ordre moral de ce qu'incarnaient les unités de hussards – l'indiscipline, le désordre, la rapine, si contraires à l'éthique du combat de cavalerie. Faut-il également y déceler une incapacité à reconnaître la légitimité d'unités inaptes à servir dans les formes de guerre les plus nobles qu'étaient la bataille et le siège, même si elles excellaient à la petite guerre ? De fait, le manque de polyvalence des hussards a probablement beaucoup joué dans leur défaut de considération. Comme le remarque Sandrine Picaud, « la bataille étant considérée comme la "grande affaire" du temps, une troupe peu capable de s'y faire valoir ne pouvait qu'être méprisée »<sup>92</sup>. Mais il n'est pas manifeste que ces unités aient été, en tant que cavalerie légère, plus efficaces que les dragons. Lorsque le marquis de Reffuges réclame des moyens supplémentaires pour pourchasser les hussards qui menacent Metz, il demande une compagnie de dragons – est-ce seulement par préjugé ou en raison d'un constat militaire objectif<sup>93</sup> ? Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreux auteurs soutiennent la supériorité des seconds sur les premiers. C'est l'avis du maréchal de Saxe<sup>94</sup>, de Frédéric II<sup>95</sup> ou encore de Joly de Maizeroy, qui l'assure : « En rendant justice à sa valeur, il

---

<sup>89</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1949, n°19, Villars à Chamillart, camp de Barbelroth, 9 août 1706.

<sup>90</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°286, lettre du duc de Bourgogne à Chamillart, camp de Braine L'Alleu, 14 juin 1708.

<sup>91</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°299, lettre de Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 20 juin 1708.

<sup>92</sup> Sandrine Picaud, « La manœuvre de La Méhaigne, chef-d'œuvre du style indirect, dans le cadre du débat sur la petite guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Nouvelle histoire bataille. Cahiers du CEHD*, n°23, 2004, p. 191 [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.cehd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Ca\\_23\\_Chap\\_10picaud.pdf](http://www.cehd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Ca_23_Chap_10picaud.pdf)> [consulté le 12 février 2011].

<sup>93</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1951, n°404, Reffuges à Chamillart, Metz, 27 juin 1706.

<sup>94</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 80.

<sup>95</sup> Frédéric II, *Instructions militaires...*, *op. cit.*, p. 195.

n'est personne qui ne convienne qu'un régiment hongrois sera toujours avantageusement remplacé par un de dragons »<sup>96</sup>.

Ainsi, ce n'est qu'avec une extrême prudence que l'on adopta, dans la cavalerie, l'emploi d'unités légères, sous l'influence des armées qui eurent à se battre contre les Turcs – essentiellement l'armée autrichienne. Toutefois, la part des régiments de hussards dans les armées européennes crut progressivement tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. On observe dans l'infanterie un phénomène similaire vis-à-vis des troupes légères : leur lente adoption, sous l'influence des armées d'Europe centrale, et dans un climat de défiance. Durant la guerre de Trente Ans, on trouvait au sein de l'armée française en Allemagne des soldats spécialisés dans les escarmouches, que l'on pouvait aussi utiliser en bataille pour provoquer et désorganiser les unités adverses. Toutefois, l'infanterie légère semble disparaître durant les premières guerres du règne personnel de Louis XIV, à l'exception de quelques éléments qui subsistaient dans les effectifs employés par Turenne mort<sup>97</sup>. Leur retour fut très progressif. Les Français créèrent par exemple, en 1695, six régiments de fusiliers de frontière<sup>98</sup>. Durant la guerre de Succession d'Espagne, des compagnies franches furent constituées pour combattre lors des partis<sup>99</sup>. Les troupes de Louis XIV en Italie eurent maille à partir avec des « Albanois », ou « Esclavons », « especes de houssards à pied » au service de République de Venise<sup>100</sup>. Mais l'infanterie légère ne joua aucun rôle lors des batailles de la guerre de Succession d'Espagne.

Ce n'est en effet qu'à partir de la guerre de Succession de Pologne que les troupes impériales utilisèrent des « tirailleurs du Tyrol » contre des troupes ennemies lors d'un affrontement en règle<sup>101</sup>. Il fallut attendre les années 1740 pour que toute l'Europe commence à suivre cet exemple : on peut penser, pour la France, au régiment des « Arquebusiers » de Grassin<sup>102</sup>. Ces 900 fantassins et 300 cavaliers, formés à la petite guerre, furent de fait d'une grande utilité à Fontenoy, où ils protégèrent le flanc gauche des Français<sup>103</sup>.

---

<sup>96</sup> P.-G. Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre...*, *op. cit.*, p. 293.

<sup>97</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 455.

<sup>98</sup> Louis Susane, *Histoire de l'infanterie française*, reprod. [en fac simulé de l'éd. de Paris, 1850-53], Paris, C. Terana, 1985, t. I, p. 210.

<sup>99</sup> S. Picaud, « La "guerre de partis" au XVII<sup>e</sup> siècle... », art. cit.

<sup>100</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°276, La Feriere à Chamillart, s.l., 21 août 1706.

<sup>101</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>102</sup> J.-P. Bois, *Fontenoy...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 87.

### 6.1.2. L'infanterie

#### 6.1.2.1. *Les différents types de régiments*

Comme dans la cavalerie, les unités d'infanterie se situaient dans une hiérarchie de dignités stricte, qui se conforme aux deux critères de l'ancienneté et de la proximité vis-à-vis du souverain. On trouvait en premier lieu les Gardes françaises et suisses, qui faisaient partie de la Maison du roi. Appartenant à la garde du dehors, ces troupes aux effectifs sans commune mesure avec les habitudes de l'époque – les Gardes françaises représentaient six bataillons, les Gardes suisses un chiffre moins étonnant de trois bataillons – avaient préséance sur tous les autres régiments. Gardes françaises et suisses servaient toujours dans la même brigade, et cette dernière était toujours au centre de la ligne<sup>104</sup> – ce qu'on retrouve effectivement à Ramillies et Audenarde.

Juste au dessous dans l'échelle des honneurs se plaçaient les « vieux corps », c'est-à-dire les régiments les plus anciens de la monarchie, divisés en « vieux » et « petits vieux ». Les premiers en dignité – Picardie, Champagne, Piémont, Navarre – étaient en effet issus du regroupement en régiments, au XVI<sup>e</sup> siècle, de « vieilles bandes » dont les origines remontaient au XV<sup>e</sup> siècle<sup>105</sup>. Ces troupes jouissaient d'un statut d'élite. Les charges vénales y étaient en conséquence plus chères qu'ailleurs – ce qui permettait de garantir que les officiers du régiment soient des hommes riches, c'est-à-dire à même d'équiper au mieux leurs unités et de renflouer leurs effectifs. Enfin, le dernier des « petits vieux » était le régiment du Roi : véritable pépinière d'officiers, cette unité avait été créée par Louis XIV en 1662 pour former au combat les cadets qui allaient devenir les cadres de son armée, et pour en faire un modèle à suivre par tous les autres régiments<sup>106</sup>.

Le roi honorait particulièrement ces unités : les capitaines des Gardes françaises avaient le grade de colonel, leurs lieutenants avaient le pas sur tous les capitaines de l'armée<sup>107</sup>... Les lieutenants colonels des vieux corps disposaient quant à eux d'une pension de 600 livres en dehors de leur solde, les premiers capitaines, d'une pension de 500 livres, tandis que 400 livres étaient attribuées aux autres capitaines. Ces régiments étaient, entre eux, parcourus de

---

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 492.

<sup>105</sup> L. Susane, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. I, p. 55 et 87-88.

<sup>106</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 104-105.

<sup>107</sup> L. Susane, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. II, p. 3.

relations complexes, allant de la rivalité – essentiellement pour des problèmes de préséance<sup>108</sup> – à l'amitié. Ainsi, les soldats du régiment de Champagne, par solidarité avec leurs homologues de Navarre, prisonniers après Blenheim, se cotisèrent pour leur envoyer 2 000 écus<sup>109</sup>. La hiérarchisation était nécessaire pour des questions pratiques : il fallait éviter de vaines querelles comme celle de Gravelines en 1644, où Gardes françaises et régiment de Navarre réclamèrent tous deux l'honneur d'entrer en premier dans la ville<sup>110</sup>. Elle était aussi le meilleur moyen de favoriser l'esprit de corps. On pensait en effet que les hommes se battraient d'autant mieux qu'ils voudraient justifier le prestige de leur unité.

Les autres régiments français se divisaient en régiments royaux, de princes, de gentilshommes et de provinces, selon leur propriétaire<sup>111</sup>. Les plus faibles et les moins réputés étaient les régiments de création récente, qui ne formaient jamais qu'un seul bataillon, et qui étaient les premiers susceptibles d'être réformés, c'est-à-dire supprimés, à la signature du traité de paix.

Une hiérarchie similaire existait au sein des unités anglaises : les *Guards*, les *Royal Scots* ou encore le *Royal Regiment of Foot of Ireland* cherchaient tous à acquérir la préséance sur leurs homologues – ils ne furent définitivement numérotés qu'en 1712<sup>112</sup>. Plus généralement, on différenciait ces « *subject troops* » – régiments recrutés dans les Îles britanniques mais destinés à servir sur le Continent – des « *guards and garrisons* », qui étaient censées rester en Angleterre, et des troupes étrangères à la solde d'Angleterre, qui disposaient d'une plus ou moins grande autonomie d'administration et de commandement<sup>113</sup>.

Une même répartition par origine géographique avait cours au sein des troupes de Léopold, qui distinguait les régiments des États héréditaires, ceux qui étaient fournis par les États de l'Empire et ceux qui étaient levés sur la *militargrenze*.

### 6.1.2.2. *Le triomphe de la baïonnette et du fusil*

Tous ces régiments étaient divisés en compagnies de simples fantassins ou de grenadiers. Par commodité, nous qualifierons ces derniers de « fusiliers », même si le terme n'était guère employé à l'époque. Le fusil avait progressivement, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle,

---

<sup>108</sup> *Ibid.*, t. I, p. 200.

<sup>109</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 115.

<sup>110</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 439.

<sup>111</sup> L. Susane, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. I, p. 200.

<sup>112</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 93.

<sup>113</sup> *Ibid.*

remplacé le mousquet. Les principes de chargement de ces deux armes étaient identiques : le canon est chargé par la bouche – on verse la poudre, puis la bourre, puis la balle. On met ensuite de la poudre dans le bassinet, un réservoir situé sur le haut du mousquet, à l'arrière du canon. Le bassinet communique avec la poudre à l'intérieur du canon par un canal appelé la « lumière ». Mousquet et fusil différaient essentiellement – outre par le poids, la robustesse et le calibre – par le système de mise à feu : la plupart des mousquets étaient munis d'une mèche à combustion lente qui était coincée dans une pièce de métal : le serpent. Celui-ci s'abaissait lorsque le soldat appuyait sur la détente, mettant en contact la mèche et la poudre du bassinet, le feu se propageant alors à l'intérieur du canon<sup>114</sup>. L'inconvénient que représentait cette mèche était évident : elle pouvait s'éteindre à cause de l'humidité, elle se consumait inutilement lorsque les fantassins faisaient office de sentinelles, elle trahissait la présence du soldat dans le cas d'actions de nuit, et surtout le feu de la mèche, allumé en permanence, pouvait se communiquer aux charges de poudre que le mousquetaire portait sur lui, ce qui déclenchait de graves accidents. Le système du fusil était plus élaboré : lorsqu'on appuyait sur la détente, le « chien » (une pièce de métal portant un silex) s'abaissait, et son silex venait choquer contre une plaque d'acier (la batterie), provoquant des étincelles qui mettaient le feu à l'amorce du bassinet<sup>115</sup>. Ce fonctionnement était plus sûr, et c'est pourquoi ce furent en France les soldats chargés de servir les pièces d'artillerie qui en furent équipés en premier – le régiment des Fusiliers du Roi, créé en 1671, et qui devint en 1693 le régiment Royal Artillerie<sup>116</sup>.

Mais le principal avantage du fusil résidait dans l'accroissement de la rapidité de tir<sup>117</sup>. Certes, le maniement était encore assez lent : il fallait enchaîner 23 gestes différents pour charger et faire feu à un fusil<sup>118</sup>. Mais cela représentait un incontestable avantage par rapport au mousquet – 36 gestes. En définitive, le fusil permettait, pour les troupes les plus expérimentées, un maximum de deux coups par minute<sup>119</sup> – Vauban, moins optimiste, considérait qu'un soldat « moyennement entraîné » pouvait tirer « 20 coups de mousquets par heure », et en tous cas pas plus de 40 dans le meilleur des cas<sup>120</sup>. Enfin, ces chiffres ne

---

<sup>114</sup> Michel Pétard, *Équipements militaires de 1600 à 1870*, Saint-Julien-de-Concelles, M. Pétard, 1984, t. I, « de 1600 à 1750 », p. 12-13.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>116</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 510-511.

<sup>117</sup> Puységur parle d'un doublement du rythme de tir. J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 71.

<sup>118</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 409.

<sup>119</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 77. Chandler parle de 26 gestes pour charger un fusil.

<sup>120</sup> Boris Bouget et Christophe Larrivière, « Le feu et le fer : Vauban, les armes et la tactique de l'infanterie », dans *Vauban. La guerre, la gloire 1707-2007*, Paris, CERMA, 2007, p. 257. Un soldat à l'abri

prennent pas en compte le fait que les armes s'échauffaient, et que le fusil faisait long feu – c'est-à-dire que la poudre se consumait sans exploser – près d'une fois sur trois<sup>121</sup>.

Pourtant, le mousquet mit longtemps à être définitivement abandonné et il ne s'agit pas là de conservatisme militaire spécifique à l'armée française. Tout d'abord, le fusil comportait un défaut par rapport au mousquet : son calibre généralement inférieur<sup>122</sup>. Mais la lenteur de la transition s'explique surtout pour des motifs économiques : le coût du passage d'une arme à l'autre était grand pour l'armée française, car il y avait beaucoup de soldats à rééquiper<sup>123</sup>. Il faut attendre une ordonnance de 1699 pour que le fusil soit officiellement adopté dans tous les régiments<sup>124</sup>. Même si, en 1708, il y avait encore des mousquets à mèche en service dans l'armée française<sup>125</sup>, le fusil fut l'arme utilisée par l'immense majorité des fantassins européens de la guerre de Succession d'Espagne. Notons toutefois que le mousquet – voire l'arquebuse à croc – pouvait encore être employé pour la guerre de siège<sup>126</sup>. En effet, le calibre supérieur du mousquet était un avantage lors d'échange de tirs à longue distance ; et sa lenteur à recharger avait alors une importance moindre. La portée de ces armes restait très faible : le tir n'avait pas d'efficacité au-delà de 250 mètres ; au-delà de 100 mètres, la précision du tir diminuait fortement<sup>127</sup>.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, la poudre était contenue dans un récipient appelé le fourniment. Progressivement apparurent les cartouches, qui étaient des petits sacs de papier contenant la charge de poudre nécessaire à un tir, et parfois la balle elle-même. Le soldat n'avait alors pas à devoir estimer la quantité de poudre nécessaire, ce qui lui faisait gagner du

dans son retranchement peut toutefois, selon le même auteur, faire preuve d'une cadence de tir supérieure : 60 coups par minute, voire plus.

<sup>121</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 77.

<sup>122</sup> B. Bouget et C. Larribière, « Le feu et le fer : Vauban... », art. cit., p. 267.

<sup>123</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 463. Vauban, grand partisan du fusil, doit reconnaître que son coût est supérieur à celui d'un mousquet. Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1147.

<sup>124</sup> <sup>124</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 472.

<sup>125</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 78-79. Chandler remarque l'emploi de mousquets dans l'armée anglaise jusqu'en 1704 au moins.

<sup>126</sup> Un état des munitions de la place d'Ath envoyé à Chamillart après la bataille de Ramillies recense 654 mousquets contre 290 fusils. SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°263, état des munitions de la place d'Ath, 31 mai 1706. Sur la persistance d'arquebuses à croc, voir Émilie Perrier-Robbe et Dominique Prévôt, « Vauban, un ingénieur militaire : objets-phares de l'exposition du musée de l'armée » dans *Vauban. La guerre, la gloire...*, *op. cit.*, p. 232.

<sup>127</sup> R. F. Weigley, *op. cit.*, p. 76. Les carabines, dont le canon était rayé, avaient une précision supérieure, mais elles étaient chères et réservées aux régiments de cavalerie d'élite. Elles étaient également plus lentes à charger, puisqu'il fallait forcer la balle (qui était lisse) à entrer dans le canon et à s'adapter à ses rayures. On trouvera une analyse beaucoup plus détaillée de la portée et de la précision des armes sous l'Ancien Régime dans Benjamin Deruelle, « C'est une lignée que les harquebuses ont enfantée », dans *Armes et cultures de guerre en Europe centrale, XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CERMA, p. 286-287.



temps. Le papier servait, quant à lui, de bourre. Les cartouches apparurent dans les armées de Gustave-Adolphe, puis furent utilisées par les troupes allemandes et autrichiennes dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Leur adoption dans l'armée française fut en revanche assez lente. Villars, alors qu'il n'était que maréchal de camp, en 1690, y était même défavorable<sup>128</sup>. En 1703, de nombreux mémoires plaidaient en faveur de l'usage général des cartouches, mais ce n'est qu'en 1705 qu'on décida d'y ajouter systématiquement la balle. En 1706 encore, Vauban se plaignait de voir « que dans tous les sièges il crève une infinité d'armes et que ce défaut ne provient que de ce que les soldats chargent à poignée et sans mesure »<sup>129</sup>. Il fallut attendre 1738 pour que les cartouches deviennent réglementaires<sup>130</sup>... Quand les cartouches étaient fournies aux soldats, ou préalablement fabriquées par ces derniers, on les conservait dans une sacoche appelée la gargoussière, ou « gibessière à gargouce »<sup>131</sup>.

On transformait le fusil en arme d'hast par l'adjonction d'une baïonnette à son bout. Son invention ne remontait pas au-delà du XVII<sup>e</sup> siècle. Les premières baïonnettes, appelées « à manche », étaient en réalité des sortes de longs couteaux dont le manche s'enfonçait dans le canon du fusil. L'inconvénient d'un tel équipement était manifeste : on ne pouvait se servir à la fois du choc et du feu<sup>132</sup>. L'invention de la baïonnette à douille en 1684 fut un progrès : la pointe était fixée au canon par un anneau de fer solidaire de la pointe, que l'on fixait au bout du canon. Mais la baïonnette à douille ne dépassa son stade expérimental que lorsque Vauban – certains parlent du général Hugh Mackay<sup>133</sup> – mit au point en 1687 un cran de fixation qui l'empêchait de bouger autour du canon. Le faible coût de la baïonnette (24 sous au lieu de 40 à 50 pour la pique) contribua à l'imposer<sup>134</sup>. Dès novembre 1689, son usage fut rendu obligatoire dans les armées françaises par une circulaire de Louvois<sup>135</sup>. Les autres armées européennes firent progressivement de même : c'est par exemple en 1699 qu'elle fut mise en service au sein de l'armée impériale<sup>136</sup>.

<sup>128</sup> M. Pétard, *op. cit.*, p. 58.

<sup>129</sup> Cité *ibid.*, p. 61. Dernier exemple, la requête d'un capitaine d'infanterie qui écrivait à Chamillart : « Je prends la liberté de vous représenter qu'il serait absolument nécessaire de donner des cartouches à l'infanterie. Certainement les ennemis qui s'en servent ont un feu très supérieur ». Cité *ibid.*, p. 59.

<sup>130</sup> B. Deruelle, « C'est une lignée... », art. cit., p. 286.

<sup>131</sup> Originellement, c'est cette sacoche elle-même qui portait le nom de « cartouche » ; son nom changea lorsque ce fut l'enveloppe de la balle qui fut appelée cartouche.

<sup>132</sup> La baïonnette à manche présentait un autre défaut : son usage finissait par déformer la bouche du canon. Ceci amoindrissait encore la précision des armes. De plus l'habitude de calibrer la forme et la taille de la bourre sur la bouche devenait moins fiable.

<sup>133</sup> D. Chandler évoque les deux noms. D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 83.

<sup>134</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 409.

<sup>135</sup> M. Virol, *Vauban...*, *op. cit.*, p. 78.

<sup>136</sup> J. Nouzille, « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles... », art. cit., p. 92-93.

La baïonnette remplissait une fonction essentielle : elle permettait de pallier les faibles performances du feu de l'infanterie, et de lui fournir une protection vis-à-vis des charges de cavalerie. Elle condamnait à terme l'ancienne répartition des fantassins entre piquiers et mousquetaires. Tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle, les armées européennes avaient eu recours à des piétons maniant de longues piques – de 4 à 5 mètres de longueur<sup>137</sup> – qui protégeaient le bataillon tandis que les mousquetaires rechargeaient leurs armes. Un fantassin équipé d'un fusil à baïonnette – l'ensemble totalisant plus de 2 mètres de longueur<sup>138</sup> – était en revanche à même d'écarter tout seul un cheval. Les piques disparurent ainsi progressivement des champs de bataille. Il ne faut pas négliger la lenteur des adaptations technologiques : la pique était probablement toujours populaire parmi d'anciens officiers et soldats. Les piquiers étaient considérés comme des soldats d'élite, le maniement de cette arme exigeant une maîtrise bien plus difficile à acquérir que celle du mousquet ou du fusil. À ce titre, ils touchaient une plus haute paie<sup>139</sup>. On peut supposer qu'ils étaient hostiles à renoncer à leur instrument. C'est pourquoi, la pique fut encore utilisée, de façon marginale, au début de la guerre de Succession d'Espagne. Ainsi, Mérode-Westerloo raconte qu'à Ekeren, un des bataillons qu'il dirige est mis en désordre, et les hommes se rallient tant bien que mal, « le piquier ramassant un fusil à terre et le mousquetaire une pique »<sup>140</sup>. Selon Puységur, c'est au cours de l'hiver 1703-1704 que les piques furent « entièrement abandonnées » au sein des troupes de Louis XIV<sup>141</sup>.

Deux autres armes d'hast persistaient pourtant dans les armées du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'esponçon et la hallebarde, qui étaient longues de 2 à 2,5 mètres en moyenne<sup>142</sup>. L'esponçon, légèrement plus grand, était réservé aux officiers – colonels, lieutenants colonels et capitaines – tandis que la hallebarde l'était aux sergents. Quelques bas-officiers étaient, dans d'autres armées européennes, équipés de demi-piques de 3,5 mètres de long. Certains, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, souhaitent la suppression de ce type d'armes. Puységur préférerait voir sous-officiers et officiers équipés d'armes à feu<sup>143</sup>, de même que Vauban, qui se désolait que ces

---

<sup>137</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>138</sup> La baïonnette faisait en moyenne, selon B. Nosworthy, 45 cm de long. Un fusil moyen – comme le fusil d'infanterie de 1717 – mesurait environ 1,60 mètre (B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 34 ; B. Bouget et C. Larribière, « Le feu et le fer : Vauban... », art. cit., p. 271). Puységur parle d'un total de 6 pieds 2 pouces, soit 2 mètres. J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 70.

<sup>139</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 409. La haute paie fut en définitive attribuée aux soldats porteurs d'outils (il y en avait en général six par compagnie).

<sup>140</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 264.

<sup>141</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 57.

<sup>142</sup> Selon Puységur, les esponçons doivent faire huit pieds de long (soit 2,64 m), les hallebardes six pieds et demi (2,15 m). *Ibid.*

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 105.

hommes, « presque tous chasseurs », ne pussent contribuer au tir de l'unité<sup>144</sup>. Ces armes étaient en théorie destinées à indiquer le grade de celui qui les portait, et à permettre de vérifier l'alignement des fusils et les distances entre les hommes lors de tirs de salve<sup>145</sup>. En pratique, c'est délibérément que les cadres de l'armée se voyaient privés d'arme à feu : la priorité était, pour eux, de contrôler leurs hommes, pas de participer en personne au combat.

Enfin, la dernière arme blanche utilisée dans l'infanterie était l'épée, qui équipait la totalité des fantassins. Elle restait obligatoire malgré l'abondance des critiques à son encontre<sup>146</sup>, et sa faible utilité sur les champs de bataille<sup>147</sup>. Dans les comptes des régiments, l'épée était de fait considérée comme une pièce d'équipement, pas comme une arme<sup>148</sup>. À ce titre, le roi n'avait pas à la fournir ; il appartenait à chaque capitaine de se procurer celles qu'allaient porter les soldats de sa compagnie. Ces divers éléments expliquent suffisamment pourquoi, en 1711, un inspecteur de l'infanterie se plaignait que plusieurs régiments en fussent totalement dépourvus...

### 6.1.2.3. *Les grenadiers*

Les grenadiers quant à eux portaient des sabres. Ils étaient ainsi les seuls soldats de pied dont l'armement différait quelque peu de celui des autres fantassins. Ils devaient leur nom – est-il besoin de le préciser ? – à leur tâche initiale, qui était de lancer des grenades. Ces dernières étaient des récipients de forme sphérique, la plupart du temps en fer (fonte d'acier), mais aussi en étain, en bois ou en carton, remplis de poudre à laquelle on mettait le feu grâce à une mèche<sup>149</sup>. Elles étaient d'un grand emploi lors des sièges, mais beaucoup moins à l'occasion d'une bataille. Ceci explique le statut spécial des grenadiers, souvent chargés de travaux du génie – leur équipement comprenait également une hache. Comme on les

---

<sup>144</sup> Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1076.

<sup>145</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 82.

<sup>146</sup> Puysegur considère que l'épée comme le sabre sont « inutiles et incommodes » pour les fantassins, tandis que Feuquières trouve l'épée d'infanterie trop large et trop pesante. J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 105, A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>147</sup> Voir *infra*, section 6.2.4.4.

<sup>148</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 115.

<sup>149</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 81. C'est pourquoi les grenadiers ne portaient pas de tricorne, dont les bords auraient pu les gêner dans le lancer de la grenade, mais une sorte de bonnet qui se rigidifia progressivement.

employait, lors des sièges, dans les expéditions les plus risquées<sup>150</sup>, ils ne tardèrent pas à constituer une élite de l'armée – on les choisissait particulièrement pour leur grande taille. C'est en France que furent constituées les premières compagnies de grenadiers, au sein du régiment du Roi, qui remplissait à nouveau son rôle d'unité modèle destinée à expérimenter de nouvelles pratiques. On y ordonna la présence de 4 grenadiers par compagnie en 1667, et on y constitua en 1670 la première compagnie de grenadiers<sup>151</sup>. Ce principe ne tarda pas à se répandre à toute l'armée française : pendant la guerre de Succession d'Espagne, un bataillon comptait, en France comme en Angleterre, une compagnie de grenadiers pour douze de fusiliers. Certains pays levèrent même des régiments entiers de grenadiers, comme la Prusse et la Russie<sup>152</sup>.

Quand le bataillon était organisé en ligne de bataille, la compagnie des grenadiers tenait la droite, la place réputée la plus noble<sup>153</sup>. Cela permettait aussi de sécuriser les flancs du bataillon, et d'éviter que des fuyards ne s'en échappassent. Il arrivait pourtant assez fréquemment que les compagnies de grenadiers fussent tirées de leurs bataillons initiaux, pour servir, en tant que troupes d'élite, dans des bataillons exclusivement constitués de grenadiers, pour accomplir les tâches les plus difficiles. À Audenarde, Nangis se sert de dix compagnies pour faire l'arrière-garde de l'armée française au matin du 12 juillet, tandis que les ennemis eux-mêmes ont envoyé à sa poursuite deux mille grenadiers<sup>154</sup>. Certains assauts lors de la prise du Schellenberg ne sont confiés par Marlborough qu'à ce type de soldats<sup>155</sup>. Enfin, les grenadiers en vinrent à occuper les fonctions qui revenaient à l'infanterie légère : le harcèlement des formations adverses, le combat hors ligne. Nous l'avons déjà constaté lors des opérations de petite guerre menées en Italie, où ce type de soldat était utilisé de préférence pour toutes les actions impliquant de l'infanterie. Ce mode d'emploi des grenadiers s'appliquait aussi le jour d'une bataille : lorsque La Motte, retranché derrière Taviers, envoie des détachements de soldats pour faire feu sur les cavaliers alliés, il n'y emploie que des grenadiers<sup>156</sup>. Leur courage et leurs talents de tireurs étaient alors très prisés.

---

<sup>150</sup> Ainsi, lorsqu'il est chargé de s'emparer d'une demi-lune lors du siège de Charleroi, en 1693, La Colonie dirige 10 compagnies de grenadiers. J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 52 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 80.

<sup>151</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 467.

<sup>152</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 69.

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>154</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708. Ainsi, les grenadiers font dans l'infanterie le service que les dragons font dans la cavalerie.

<sup>155</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 70. On retrouve ici la préférence pour les grenadiers dans les opérations difficiles de la guerre de siège.

<sup>156</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

### 6.2. Les affrontements en formation linéaire

La quasi-absence, sur les champs de batailles, d'unités exclusivement destinées aux opérations « légères » – reconnaissance et harcèlement – indique que tous les soldats étaient supposés pouvoir être ordonnés au sein d'une ligne de bataille. La disposition linéaire des troupes offrait des avantages indéniables pour le commandant en chef : il était plus facile de contrôler des masses de soldats qui avançaient d'une façon relativement uniforme qu'une bande de tirailleurs mobiles. Cette exigence avait pour contrepartie la nécessité de trouver un terrain adéquat pour se déployer, et la difficulté à contraindre un adversaire réticent à mener bataille. Ce dernier avait tout le temps, avant que les forces assaillantes ne vinsent à sa rencontre, de faire sa retraite ou de se bien retrancher<sup>157</sup>.

#### 6.2.1. Marche et déploiement des troupes

Pour que les unités sachent précisément où se déployer, on établissait au préalable des ordres de bataille sur un modèle assez stéréotypé : on prévoyait d'installer l'infanterie au centre, et la cavalerie sur les ailes. Cette habitude répond à un réel intérêt tactique. On mettait les fantassins, la partie à la fois la plus lente et la plus solide de l'armée, au milieu de l'ordre de bataille, car il était d'une importance décisive que le centre ne fût pas percé, ce qui couperait l'armée en deux et l'empêcherait de se réorganiser. Il est en revanche beaucoup plus aisé de réparer les brèches lorsqu'il n'y a qu'une des ailes qui est battue. En effet, tant que le centre tient, un général peut toujours reconstituer une ligne de défense solide en arrière des positions occupées précédemment par l'aile qui vient d'être battue. C'est ce qui se produisit lorsque l'on organisa une ligne de cavalerie entre Offus et le Mont-Saint-André le 23 mai 1706<sup>158</sup>. Il est alors loisible au général de continuer le combat – surtout dans l'hypothèse où l'autre aile est victorieuse – ou d'amorcer une retraite en bon ordre, ce qui fut tenté en vain à Ramillies. La présence de la cavalerie sur les ailes est ainsi appréciée car cette arme très mobile peut rapidement exploiter les succès d'une percée ou, dans le cas d'un échec, se porter assez en arrière pour se trouver en sécurité, et se rallier.

---

<sup>157</sup> L'armée française opérant aux Pays-Bas espagnols en 1705, qui ne souhaitait pas affronter celle du duc de Marlborough, parvint ainsi à esquiver le combat que le général anglais lui proposa dans la plaine d'Elixhem. J. Ostwald, « The "decisive" battle of Ramillies... », art. cit., p. 665.

<sup>158</sup> Le mouvement tactique était bon, mais un peu tardif : les Alliés avaient eu le temps de chasser les Français de Ramillies, c'est-à-dire qu'ils avaient eu le temps d'enfoncer leur centre.

Cette disposition extrêmement traditionnelle – trop au goût du marquis de Quincy, qui regrette qu'on soit « obligé de s'y conformer »<sup>159</sup> – est adoptée dans les deux seuls ordres de bataille que nous ayons pu retrouver : il s'agit de ceux des armées françaises en Flandre en 1706 et en 1708<sup>160</sup>. C'est également la façon dont les troupes des Deux-Couronnes furent disposée à Calcinato<sup>161</sup> et lors de l'engagement de Castiglione, qui mérite ainsi son appellation de « bataille »<sup>162</sup>. Il s'agit toutefois d'une disposition théorique, destinée à régler l'ordre des troupes dans la marche. Elle est ensuite susceptible d'être modifiée en fonction des réalités du terrain<sup>163</sup>.

C'est pourquoi cet ordre de bataille ne se retrouve que dans les « affaires de plaines », comme Ramillies, et qu'il est négligé pour les « affaires de poste », qu'il s'agisse de combats en pays coupés (comme Audenarde) ou de l'attaque de retranchements (comme Turin). Le cas de Blenheim est plus étonnant : après la décision de Clérambault de faire venir toute l'infanterie de la première ligne dans Blenheim, le centre français resta constitué presque exclusivement de cavalerie. C'est la principale raison pour laquelle les troupes de Marlborough pénétrèrent aussi profondément les lignes l'armée française. C'est du reste l'un des principaux reproches faits à Tallard. Cette singulière disposition s'explique en raison du refus de mélanger les deux armées. On alléguait la volonté de ne pas mélanger les deux corps de cavalerie, pour ne pas propager la maladie d'Allemagne. La jalousie et la méfiance entre les officiers des deux armées fut peut-être un facteur tout aussi déterminant dans cette décision.

Pour donner à une armée l'ordre de se regrouper avant de marcher en bataille, le général fait battre les tambours : la « générale », puis « l'assemblée »<sup>164</sup>. Il existe des signaux spécifiques pour la cavalerie : le « boute-selle » (qui avertit tous les cavaliers de se tenir prêts au combat) puis le « à cheval », qui ordonne aux hommes d'enfourcher leur monture<sup>165</sup>.

---

<sup>159</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 56.

<sup>160</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°155, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre », s.l., 15 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 486-487 ; BnF ms. fr. 20866, fol. 294v-295r, « Ordre de bataille de l'armée de Flandre, 1708 » [avant le 11 juillet 1708].

<sup>161</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°323, Ordre de bataille de l'armée de Lombardie, s.l., 18 avril 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 622.

<sup>162</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°28, « Ordre de bataille de l'armée aux ordres de M. le comte de Medavi », s.l., s.d. [septembre 1706], édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 701.

<sup>163</sup> « Pour l'ordinaire, c'est le terrain qui décide de ses sortes de dispositions. L'ordre qu'on tient ordinairement est de mettre la cavalerie sur les aises et l'infanterie dans le centre, mais on est obligé souvent à ne pas suivre cette règle ». BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 57.

<sup>164</sup> L'ordre est donné dans J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. II, p. 8.

<sup>165</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 27.

Quand elles marchent, les armées se disposent en général en colonnes. Quincy assure que l'ordre idéal est de cinq colonnes : les deux colonnes de l'extérieur sont composées de cavalerie, celle du centre comprend l'artillerie et les bagages, les deux colonnes intermédiaires étant celles de l'infanterie<sup>166</sup>. Ainsi, lorsque l'armée doit se déployer avant de combattre, la cavalerie se porte sur les ailes et l'infanterie au centre, tandis que l'artillerie, qui doit se disposer à différents points du champ de bataille, est à même de se porter rapidement à gauche et à droite. L'exemple de Quincy n'est valable que lorsque l'armée avance perpendiculairement au front de ses futurs adversaires. Cela fut le cas de l'armée alliée à Ramillies, et des troupes de Marlborough à Blenheim, mais nous n'avons pas de plus amples renseignements sur leur façon de marcher. En revanche, nous disposons de la transcription assez détaillée de l'ordre de marche donné par le prince Eugène la veille de son attaque des lignes devant Turin<sup>167</sup>.

Les dispositions du prince de Savoie ne respectent guère le schéma traditionnel donné par le marquis de Quincy. Cela s'explique car il ne marche pas contre une armée en campagne, mais contre des retranchements. Il fait précéder ses troupes d'un corps constitué de l'ensemble des compagnies de grenadiers tirées des régiments. Vient ensuite l'infanterie, sur huit colonnes, entre les intervalles desquelles se trouvent les pièces d'artillerie. La cavalerie ne vient qu'après. L'ordre de marche donné par le prince Eugène indique qu'après être arrivées « à la portée du canon des retranchemens adverses », les unités d'infanterie doivent se former en deux lignes, sans donner plus de détail sur le déroulement de la manœuvre.

Les mouvements effectués par les armées sont différents lorsque les soldats avancent parallèlement au futur front, comme les troupes d'Eugène à Blenheim, et celles de Villeroy à Ramillies. En 1704, les forces du prince de Savoie se divisent en quatre colonnes, deux d'infanterie et deux de cavalerie. Leur manœuvre de déploiement semble d'une simplicité enfantine : les deux colonnes d'infanterie de la gauche marchent en direction des hauteurs des bois autour de Lutzingen. La colonne destinée à devenir la première ligne marche à gauche, l'autre à droite. Lorsqu'elles ont atteint leur objectif, elles font halte. Ces deux colonnes font « demy tour à gauche, [marchent] en avant, et se [trouvent] presque dans la mesme disposition que l'on les voit sur le plan »<sup>168</sup>. On aurait tendance à croire, à la lecture de ce texte, que ce

---

<sup>166</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 54.

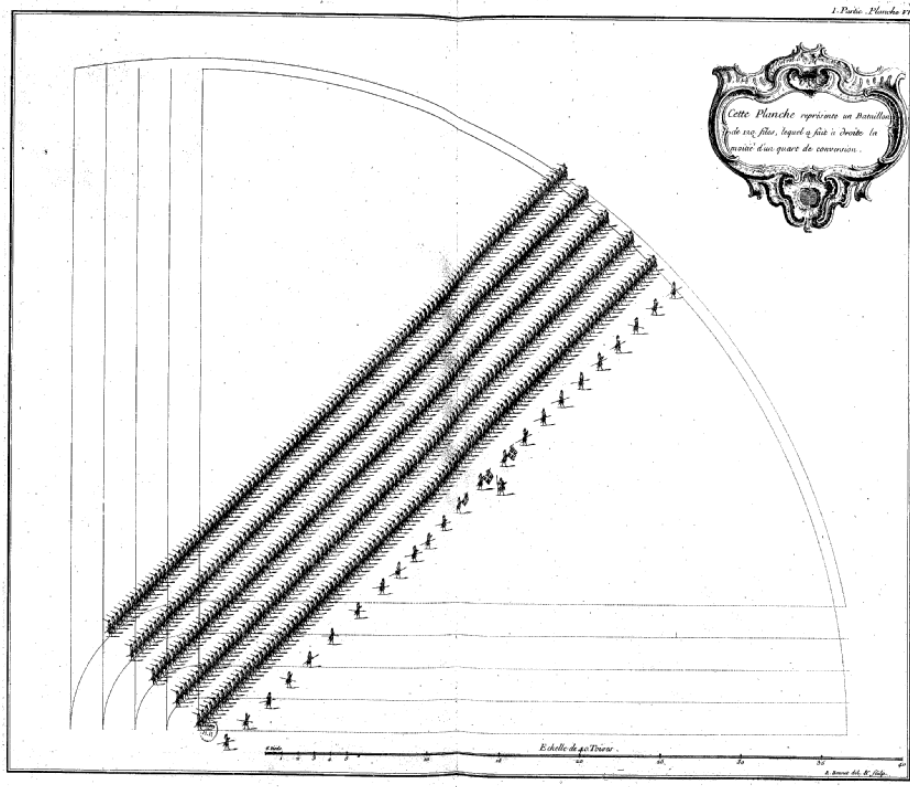
<sup>167</sup> Cette transcription est disponible dans deux sources différentes : Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, et SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>168</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, « Plan de la bataille de Blindheim [...] le 13 aoust 1704 » [légende du plan].

sont les soldats qui font individuellement un quart de tour. Il est pourtant probable que le mouvement des troupes d'Eugène fut similaire à celui qu'effectua l'armée française dans sa marche sur le champ de bataille de Ramillies, tel que nous la décrit le marquis de La Colonie :

« L'armée [...] se mit sur deux larges colonnes, qui contenoient chacune un bataillon de front. L'artillerie en formoit une troisième, qui marchoit entre les deux colonnes de troupes [...]. Lorsque la tête des colonnes de notre armée fut arrivée près du marais qui devoit appuyer notre droite, les premiers régimens commencèrent à faire un quart de conversion à gauche, toute la suite des colonnes fit la même manœuvre, et dans un instant l'armée fut en ordre de bataille sur deux lignes. Elle étoit vis-à-vis celle des ennemis, qui se trouva alors à portée du canon de la nôtre, occupée à ses dispositions »<sup>169</sup>.

Ce n'est donc pas un seul homme, mais le bataillon entier qui pivote. Puysegur décrit bien la difficulté du mouvement à effectuer, et une planche de son ouvrage l'illustre<sup>170</sup>.



**Figure 27 : Quart de conversion d'un bataillon<sup>171</sup>**

Pour un quart de conversion à gauche, c'est-à-dire pour que le bataillon tourne à gauche, il faut demander au soldat qui se trouve à la gauche du premier rang de pivoter d'un quart de cercle à gauche, sans se déplacer. Le soldat qui se trouve à sa droite doit avancer en se

<sup>169</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 70-71 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 393-394.

<sup>170</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 88-91.

<sup>171</sup> *Ibid.*, planche VII.



déportant sur sa gauche, afin de rester à côté de son voisin de gauche. Tous les militaires de l'unité effectuent un mouvement similaire, le soldat tout à la droite du dernier rang étant celui qui doit faire le mouvement le plus long. Lors de la manœuvre, tous les soldats d'une même file<sup>172</sup> doivent se régler sur la tête de file (le soldat de leur file qui est au premier rang). C'est ainsi le premier rang qui entraîne tout le mouvement.

L'objectif est que l'unité ne soit pas rompue durant cette opération. Les soldats qui en font partie ne doivent pas se diriger directement vers la place qu'ils pensent occuper à la fin de la manœuvre, mais doivent faire attention à ce que leur rang reste droit, et s'efforcer de régler les progrès de leur marche sur celle de leur voisin de gauche. On imagine la lenteur et le désordre dans lequel un tel mouvement peut se faire, en un temps où les soldats ne marchaient pas encore au pas<sup>173</sup>. La rapidité et la qualité du mouvement est fonction du nombre de vieux soldats, qui y sont habitués, dans le bataillon. Puységur demande, pour qu'il se fasse bien, que les hommes d'une seule file se touchent presque les uns les autres<sup>174</sup> : cette mesure est prudente, mais il y a un risque que les soldats se sentent écrasés par la masse de leurs compagnons si certains effectuent un mouvement plus rapide que la moyenne. Lorsque enfin la manœuvre est achevée, les officiers et sous-officiers remettent de l'ordre dans le bataillon en vérifiant la distance entre chaque soldat, ce qui prend encore un certain temps. La lenteur de tout cela explique pourquoi l'attaque d'Eugène mit autant de temps pour se déclencher contre l'aile gauche française. On comprend également mieux pourquoi il est dangereux de manœuvrer à proximité de l'ennemi : si un bataillon est chargé dans le temps où il fait un quart de conversion, le désordre risque d'entraîner sa dislocation rapide<sup>175</sup>.

Enfin, il y eut un cas où les armées n'eurent guère besoin de faire tant de mouvements : il s'agit de celui des troupes de Tallard et de Marcin le 13 août 1704. De fait, leur camp avait déjà été dressé en fonction de leur ordre de bataille, et il leur fallut simplement assembler les unités pour recevoir le combat<sup>176</sup>. À partir du moment où toutes les troupes sont enfin

---

<sup>172</sup> La file est la série de soldat perpendiculaire au front d'un bataillon en ligne, le rang est parallèle à ce front. La ligne en revanche n'est pas une division du bataillon, mais un regroupement d'unités parallèles au front de la bataille.

<sup>173</sup> C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>174</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 88-91.

<sup>175</sup> Les mémoires du maréchal de Berwick nous donnent un bon exemple de l'efficacité d'une offensive lancée contre une formation d'infanterie non préparée. En Espagne, en 1707 le sieur de Zereceda, que Berwick qualifie de « meilleur partisan d'Europe », avait réussi à se dissimuler avec 80 maîtres et à guetter un bataillon anglais dans sa marche. La surprise de ce dernier est telle au déclenchement de l'assaut qu'une centaine d'Anglais sont tués, tandis que les 400 autres se rendent prisonniers. Zereceda a perdu, de son côté, quatre cavaliers. J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 91-92.

<sup>176</sup> Le récit du rassemblement de l'armée nous est donné par Mérode-Westerloo – qui assure qu'il s'est déroulé dans le plus parfait désordre, lui-même étant le seul officier ayant anticipé l'attaque des Alliés. J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 300.

organisées, l'affrontement peut débuter. Mais déjà avait commencé le prélude des batailles : les tirs de l'artillerie.

### 6.2.2. L'emploi tactique de l'artillerie

De fait, la phase des tirs d'artillerie débute le plus souvent avant le combat général : l'intervalle est d'une heure à la bataille de Ramillies, de deux heures à celle de Turin (mais les pièces françaises commencent avant celles des Alliés), de trois heures trente à Blenheim. Cette période de préparation est celle par excellence où peuvent agir les pièces de gros calibre, c'est-à-dire celles qui peuvent envoyer les boulets les plus pesants. Sur les champs de bataille du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les canons lourds, dont le poids pouvait avoisiner les 2,5 tonnes, lançaient des boulets de 24 livres. À l'autre bout de l'échelle, les plus légères envoyaient des projectiles de 4 livres ; elles pesaient tout de même près de 600 kilogrammes<sup>177</sup>. De nombreuses innovations avaient été faites dans le but d'alléger le poids des bouches à feu pour les rendre plus mobiles sur le champ de bataille ; toutefois, comme le train d'artillerie de l'armée était le même pour les batailles que pour les sièges, on conservait un grand nombre de pièces particulièrement lourdes<sup>178</sup>. Le poids des pièces explique la façon dont elles étaient disposées au début d'une bataille – c'est du moins le cas à Blenheim, à Ramillies et à Turin : on les installait tout le long du champ de bataille, à intervalles réguliers, afin de ne pas avoir à les déplacer par la suite. On essayait de les positionner en hauteur, afin de leur offrir la portée la plus vaste possible. Au cours du combat, on préférait laisser sur place les pièces les moins aisément transportables ; on avait alors recours aux canons plus légers ou l'on se servait des bouches à feu que l'ennemi avait laissées lors de son repli.

Les fonctions de l'artillerie sur un champ de bataille étaient multiples. En premier lieu, il s'agissait d'affaiblir les ennemis et d'amoindrir leur moral avant le début de la bataille, par de grands tirs qui portaient, au loin, sur les denses formations d'infanterie que l'on pouvait apercevoir. Le début de la bataille de Blenheim montre les dégâts occasionnés par cette arme :

« Les ennemis approchant toujours et étant à portée de canon, M. de la Frezelière commença à faire tirer par la droite, et ce fut à neuf heures. Le reste de l'artillerie suivit, et on peut dire que le feu fut si vif jusqu'à midi et demi, que la mousqueterie ne l'eût pas été davantage. On y était excité par l'effet extraordinaire qu'elle faisait, chaque coup perçant leurs bataillons, et quelques-uns en écharpe ; et de la manière même que les

---

<sup>177</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 180.

<sup>178</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 503.

ennemis étaient postés, il n'y eut pas un coup de perdu. Nous apprîmes même par des rendus qu'on leur avait tué près de deux mille hommes »<sup>179</sup>.

Le champ de bataille de Blenheim était idéal pour les artilleurs, parce que « la campagne était unie »<sup>180</sup>, c'est-à-dire assez plate, et que des hauteurs dominaient les deux rives du Nebel. Celles-ci étaient toutefois plus élevées du côté français, ce qui explique que les Alliés aient probablement plus souffert du canon que les troupes des Deux-Couronnes, du moins au début de la journée. Deux ans plus tard, à Turin la situation des Coalisés était encore plus difficile. Ils devaient marcher face à des adversaires disposés en hauteur, qui avaient déjà placé leurs pièces d'artillerie, et qui purent commencer à tirer dès que les troupes alliées furent à portée : « Tant que le cannonement dura, les Impériaux souffrirent beaucoup. La plupart de leurs coups ne portaient que sur le parapet sans faire de mal à personne. Ceux des [Français], ne trouvant rien qui les arrêtât, tiraient à plein dans les lignes, et, soit de bond soit de volée, y emportaient toujours quelqu'un »<sup>181</sup>.

Les boulets employés alors étaient en pierre ou en fonte<sup>182</sup>. Leur effet était redoutable, soit ils arrivaient directement sur les soldats, soit ils rebondissaient ou roulaient en direction des troupes. Les éléments soulevés par le choc avec le boulet pouvaient également être mortels : trois soldats furent reçus aux Invalides à cause d'« éclats de pierre et de terre venant d'un boulet de canon » – quand il ne s'agissait pas de lambeaux humains qui avaient été soufflés par le tir<sup>183</sup>. Le cas le plus dangereux est celui où le tir arrive en enfilade sur un régiment – Quincy préfère l'expression « en écharpe » : au lieu de tuer un homme par rang, soit trois hommes pour les unités anglaises, le tir touche un grand nombre de files. À Blenheim, pour minimiser l'effet de la canonnade, Marlborough avait demandé à ses hommes de se coucher, tout en restant à leurs places dans le bataillon, pour éviter d'être touchés<sup>184</sup>.

---

<sup>179</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>180</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°154, Relation de la bataille d'Höchstett, imprimée à La Haye, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 593-601.

<sup>181</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 677. Les registres d'entrée aux Invalides ne déplorent à l'inverse aucun soldat français blessé par l'effet du canon lors de la bataille de Turin.

<sup>182</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 183. À Turin, faute de disposer de munitions suffisantes, les soldats français qui défendaient les retranchements durent remplir les bouches à feu avec des pierres trouvées sur place. SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>183</sup> C. Duffy rapporte l'histoire de deux capitaines du régiment de Champagne qui se vouaient une haine féroce depuis 28 ans. Lors de la bataille de Vellinghausen, en 1761, l'un d'eux eut la tête arrachée par un boulet de canon, mais ses amis prirent plaisir à souligner qu'un éclat de son crâne vint de ficher dans l'œil droit de son ennemi juré. C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 78.

<sup>184</sup> D. Chandler, *Marlborough as a military commander...*, *op. cit.*, p. 145.

Le canon pouvait aussi avoir une visée essentiellement défensive : c'était le cas lorsqu'il s'agissait de couvrir des retranchements. Au cours du combat, on se servait également de l'artillerie pour déloger l'infanterie retranchée : deux pièces furent envoyées contre Tavières, vingt-quatre pièces de gros canon firent face à Ramillies<sup>185</sup>, quatre bouches à feu furent utilisées contre Blenheim<sup>186</sup>.

Enfin, lorsque l'on tirait à courte distance contre des cibles humaines, on employait en général d'autres types de projectile, comme, par exemple, la « cartouche ». Ce type de munitions n'avait pas une portée utile supérieure à 200 mètres : il s'agissait de boîtes de bois ou d'étain, ou encore de sacs de lin remplis de balles de mousquet ou d'autres petits objets métalliques. À la sortie du canon, l'enveloppe explosait, libérant les pièces de métal qui se dispersaient de toutes parts<sup>187</sup>. Nous savons qu'on eut recours à ce type de munitions lors des attaques d'Oberglau et de Blenheim<sup>188</sup>. Orkney utilisa également des tirs à cartouche lors de son attaque des brigades de Robecque, Nice et Auxerrois<sup>189</sup>. De même, Sempigni s'en servit abondamment lors de ses tirs sur l'infanterie alliée à Audenarde : « Je m'avançai si avant dans plusieurs endroits où je voyois notre infanterie pressée, que je mis la cartouche dans le ventre de l'ennemi que j'eus toujours le plaisir de voir fuir »<sup>190</sup>.

On utilisait parfois un canon de forme différente : l'obusier. C'était une pièce au canon plus court, destinée à effectuer non des tirs droits, mais courbes. David Chandler rappelle que contrairement à une opinion répandue, la courbure n'était pas très forte : en général, le tir s'élevait à 15° par rapport à l'horizontale<sup>191</sup>. Les Français réservaient ces armes à la guerre de siège, contrairement aux Anglais et aux Hollandais<sup>192</sup>. Ainsi, lors de l'attaque de Ramillies, Maffei déplore que ses soldats aient été « exposés aux décharges continues de l'artillerie des ennemis, et à de petites bombes qu'il nous envoioient par certaines pièces courtes

---

<sup>185</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1988, p. 55, mémoire destiné à accompagner le plan de la bataille de Ramillies, s.l., s.d.

<sup>186</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

<sup>187</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, op. cit., p. 184.

<sup>188</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père, ... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402. Denonville assure que la batterie tirant à cartouche ne fut guère efficace contre l'infanterie de Blenheim. Elle fut de fait neutralisée par une compagnie de grenadiers qui fit feu sur ses servants.

<sup>189</sup> Un soldat du régiment d'Albaret a en effet été blessé d'un « coup de canon chargé à cartouches ».

<sup>190</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26, Sempigni au duc du Maine, camp sous Gand, 12 juillet 1708.

<sup>191</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, op. cit., p. 180.

<sup>192</sup> Notons toutefois que Vauban ne croyait guère aux avantages de ces pièces : « Les Hollandais emploient depuis peu quantité de petits canons courts qu'ils appellent obus, et de petits mortiers à grenades portatifs par deux hommes, avec quoi ils en tirent une fort grande quantité ; mais je ne fais grand cas ni des uns ni des autres ; cela demande trop de service et de dépense, et ils ne sont pas d'un grand effet ; il vaut mieux s'en tenir aux gros canons, à nos bombes et aux pierriers ». Vauban, traité, p. 1243.

nommées Haubitz »<sup>193</sup>. Les Alliés eurent recours à ces armes car ils ne pouvaient employer de canons à tir droit contre les forces de Maffei, protégées par « une certaine élévation de terre qui servoit de parapet »<sup>194</sup>. Les projectiles eux-mêmes étaient différents : les « petits bombes » évoquées par Maffei étaient des boulets creux remplis de poudre, que l'on faisait sauter au moyen d'une mèche, dont la longueur déterminait le moment où la charge allait exploser : il était assez difficile de la calculer correctement<sup>195</sup>. Le fait que les boulets fussent creux entraînait également un autre inconvénient : ils étaient moins lourds, et donc leur portée était moindre. Les difficultés de l'entreprise expliquent les fréquents ratés de ces bombes ; Maffei assure qu'elles firent « peu de mal »<sup>196</sup>. Si elles ne tuaient pas les hommes, elles pouvaient en revanche faire brûler les maisons qui les abritaient : Cutts, pour se rendre maître du village de Blenheim, « fit venir des mortiers et du canon avec lesquels ont (*sic*) mit le feu à cette petite ville »<sup>197</sup>.

Les dégâts causés par les pièces d'artillerie au cours des quatre principales défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne ne furent pas négligeables : trente-trois soldats furent reçus aux Invalides après ces affrontements à cause de blessures liées à l'artillerie, dont deux à cause de tirs à cartouche, et un dernier à cause de son propre matériel (une pièce de son canon tomba, de son affût, à terre). On ne peut pourtant pas dire qu'elles jouèrent un rôle décisif. Les pertes les plus importantes infligées par l'artillerie eurent lieu à Blenheim et à Turin, mais elles se firent aux dépens des Alliés – ce qui ne les empêcha pas de remporter la victoire. Les canons hollandais qui tirèrent contre les défenseurs de Tavières représentèrent, pour les Coalisés, une aide non négligeable, mais on peut supposer que le village aurait été pris même sans leur secours, tant la disproportion des forces entre assaillants et défenseurs était énorme. Enfin, à Audenarde, les retards et les désordres de la

---

<sup>193</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 127-128. « Haubitz » est visiblement une déformation de *Haubitze*, qui signifie « obusier » en allemand.

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 184-185. Ces « petites bombes » sont donc l'équivalent de grosses grenades.

<sup>196</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 128.

<sup>197</sup> AE Bavière 50, fol. 76r-82v, « Relation de la bataille donnée le 13<sup>e</sup> août... », camp d'Höchstädt, 15 août 1704. Il existait un autre moyen, plus efficace, d'obtenir un obus incendiaire : le « boulet rouge », qui était un projectile de fer chauffé sur un grill. Une telle procédure n'était pas toutefois pas concevable un jour de bataille, et le boulet rouge était réservé aux sièges (particulièrement aux bombardements) et à la guerre navale.

marche ne permirent qu'à un petit nombre de pièces d'être disposées ; elles y jouèrent en conséquence un rôle minime<sup>198</sup>.

Si les compétences techniques des artilleurs étaient susceptibles d'emporter la décision lors de sièges, le sort des batailles, à la fin du règne de Louis XIV, se jouait dans des combats rapprochés. Mais à quoi ressemblaient les affrontements frontaux de ces masses de cavalier ou de fantassins ? Bataillons et escadrons pouvaient-ils être, à l'heure du choc, autre chose que la somme des individus qui les constituaient ? Enfin, à quelle distance exactement se déroulait le point critique de l'engagement, celui qui décidait laquelle des deux unités belligérantes allait l'emporter sur l'autre ? Le dénouement avait-il lieu à la portée du fusil, à celle du pistolet, ou à la distance d'une lame de sabre ?

### 6.2.3. Cavalerie contre cavalerie

#### 6.2.3.1. *L'organisation de l'escadron*

Le jour d'un combat, l'unité tactique élémentaire d'une ligne de cavalerie était l'escadron. Le cadre essentiellement administratif du régiment ne pouvait être utilisé comme élément de disposition des troupes sur le champ de bataille : la taille d'un régiment était trop variable, le nombre d'escadrons et de soldats en son sein dépendant de l'ancienneté du corps, de la richesse de son propriétaire, et des épreuves subies lors de la campagne. Nous pouvons toutefois noter qu'un régiment comptait habituellement trois escadrons<sup>199</sup>.

Une bonne description de la façon dont s'organise un escadron le jour de la bataille nous est donnée par le marquis de Quincy<sup>200</sup> : les cavaliers se déploient sur trois rangs – ou deux si le pied des escadrons est trop faible<sup>201</sup>. Les meilleurs cavaliers sont mis au premier rang, pour enfoncer « plus vivement » l'escadron adverse. Comme les fuyards s'évadent la plupart du temps par les flancs, et que c'est là que l'on place les étendards, il ne faut pas négliger de mettre des hommes de qualité dans les files les plus à gauche et les plus à droite. Quincy recommande enfin de placer, de chaque côté, des « cavaliers commandés » : une vingtaine d'hommes sur chaque flanc, pour accomplir des tâches de harcèlement et de

---

<sup>198</sup> Sempigni a beau jeu d'assurer au duc du Maine : « Si toute vostre artillerie eust peu arriver, monsieur, toute l'armée ennemie estoit defaite, mais elle n'arriva que le soir lorsque tout estoit fini et elle ne tira pas un coup ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26, Sempigni au duc du Maine, camp sous Gand, 12 juillet 1708.

<sup>199</sup> Pour le nombre de soldats que regroupaient les différentes unités de cavalerie et d'infanterie, nous renvoyons au chapitre précédent, section 5.3.1.3.

<sup>200</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 63-65.

<sup>201</sup> Cette remarque est ajoutée par Puységur (J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 114).

poursuite, ou pour pouvoir mieux prendre l'adversaire en flanc. Il est en effet essentiel que l'escadron ne se débandât lorsqu'il voyait que son ennemi fait mine de fuir : si l'escadron perdait sa cohésion, il pourrait être chargé par l'unité adverse après son ralliement, ou par un autre escadron. Puységur souligne toutefois qu'aucune uniformité n'existe dans ces circonstances, les officiers suivant leurs préférences et les enseignements de leurs propres expériences : « Chaque régiment fait comme il l'entend »<sup>202</sup>.

Un escadron d'un effectif théorique de 140 hommes présente ainsi de 33 à 48 chevaux de front, en fonction du nombre d'hommes disposés sur les flancs, soit une ligne de 40 à 50 mètres<sup>203</sup>. Les officiers se placent à différents endroits de l'escadron : le commandant est dans le centre de l'escadron, pour voir tous ses hommes et pour être entendu de tous<sup>204</sup>. Il est également devant eux, pour les mener à la charge : « Il a la croupe de son cheval jusqu'aux flancs dans le premier rang »<sup>205</sup>. Il est parfois entouré de carabiniers destinés à tirer sur les officiers adverses<sup>206</sup>. De même, chaque capitaine est à la tête de sa compagnie, là encore un peu en avant : l'encolure de son cheval doit se trouver au niveau du premier rang<sup>207</sup>. Les autres officiers se placent soit devant les hommes, pour les animer et pour briser l'escadron ennemi, soit sur les flancs et à l'arrière, pour dissuader les fuyards. Puységur préfère voir des officiers au dernier rang de l'escadron, pour encourager par leurs paroles ou leur simple présence les soldats à rester. Ces officiers ne serviraient à rien à l'arrière, en retrait de l'escadron, car il est selon lui pratiquement impossible de faire revenir à sa place un homme qui a déjà tourné pour s'enfuir<sup>208</sup>.

On laisse généralement un intervalle entre les escadrons lorsqu'on les dispose en ligne de bataille. Quincy recommande un espace de cinquante ou soixante pas, soit 65 à 80 mètres<sup>209</sup>. Ces intervalles sont destinés à laisser passer la cavalerie de la seconde ligne : cette dernière est destinée à charger les ennemis qui viennent de faire fuir leurs camarades, et de former un rideau derrière lequel les fuyards pourront se rallier.

---

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>203</sup> Puységur parle d'un front de vingt-quatre toises, soit 48 mètres. *Ibid.*, p. 53.

<sup>204</sup> Dans la cavalerie comme dans l'infanterie, le commandant du premier escadron/bataillon est le colonel (le lieutenant colonel si le colonel exerce un commandement supérieur le jour de la bataille), celui du deuxième est le lieutenant colonel, celui du troisième le plus ancien capitaine.

<sup>205</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 63.

<sup>206</sup> SHD AG, 1M 2375, n°71r-72v, « Disposition de la cavalerie réglée par Sa Majesté pour un jour de combat », s.l., s.d. [début XVIII<sup>e</sup> siècle], fol. 72r.

<sup>207</sup> *Ibid.*, fol. 71r.

<sup>208</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 118.

<sup>209</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 65.

6.2.3.2. *À la rencontre de l'ennemi*

Lorsque toutes les lignes de cavalerie sont organisées, il est possible de partir à la charge. Tous les auteurs s'accordent à dire qu'il est nécessaire pour les cavaliers de ne pas attendre le choc adverse, mais qu'il faut le devancer pour ne pas être renversé. En premier lieu, la puissance que gagne, grâce à son élan, une masse de chevaux à la charge lui donne une dynamique capable de renverser son adversaire immobile. En second lieu, le cavalier a besoin, pour accepter le combat, d'être « échauffé par la chaleur de l'action », ce qui ne peut arriver s'il doit attendre impassiblement de voir l'ennemi lui tomber littéralement dessus<sup>210</sup>. C'est pourquoi, à Ramillies, la Maison du roi et la gendarmerie s'avancent dès qu'elles voient les Hollandais se mettre en branle : « Comme ils s'approchoient fort près de nous, nous creumes qu'il étoit à propos de faire la moitié du chemin »<sup>211</sup>.

La vitesse de la charge est fonction d'un compromis entre la nécessité d'aller vite pour avoir une énergie cinétique supérieure, et le besoin de garder la cohésion du groupe. La cavalerie européenne de l'époque ne charge pas au galop : comme les chevaux du devant sont en général les meilleurs, ils auraient tendance à devancer leurs suivants, et à s'attaquer seuls, à la fin de la course, à l'escadron adverse. Certains dépasseraient même leurs voisins de droite ou de gauche, et se retrouveraient contraints soit de venir seuls affronter l'ennemi, soit de ralentir pour attendre du renfort, et donc ainsi de perdre leur élan. À Blenheim, Marlborough demande donc à sa cavalerie d'adopter une démarche plus prudente : « Le duc [...] donna l'ordre à toutes les troupes d'avancer doucement, jusqu'à ce qu'elles soient tout près des ennemis, et alors de chevaucher contre eux au trot vif »<sup>212</sup>. C'est se conformer aux préconisations du maréchal de Villars, qui demande que les cavaliers aillent « très doucement jusques à trente pas de l'ennemi », puis prennent ensuite « un trot un peu vif »<sup>213</sup>. La Colonie évoque un déroulement similaire à l'occasion de la bataille de Passau : l'Électeur fait mettre l'armée « en mouvement au petit pas, bien serrée, observant qu'elle marchât également, et

<sup>210</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 131.

<sup>211</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d. Toutes les sources relatant cette charge attestent que chaque ligne de cavalerie a parcouru la moitié du chemin qui les séparait. Ainsi, La Colonie remarque que la Maison du roi, voyant l'avancée des ennemis, « se détermina à marcher en avant, car en de pareilles occasions le choc est désavantageux à celui qui l'attend » (J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 82 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 402).

<sup>212</sup> « The Duke [...] sent orders to all is troops to advance gently, until they came pretty near them, and then to ride on a full trot upon them » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40).

<sup>213</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701.



quand elle fut assez avancée, [les] deux ailes de cavalerie se détachèrent au grand trot »<sup>214</sup>. L'accélération dans la phase ultime de la charge permet de diminuer le temps d'exposition à un éventuel feu ennemi ; par ailleurs elle permet un accroissement de l'effet de choc<sup>215</sup>. Même à trot moyen ou vif – soit, selon les calculs de F. Chauviré, 8 à 14 km/heures<sup>216</sup> –, il est assez difficile de respecter les écarts initiaux entre les cavaliers et de maintenir la cohésion de l'unité. Cela suppose un entraînement intensif et une grande maîtrise de la monture. C'est pourquoi les Gardes du corps se vantent dans une de leurs lettres d'avoir marché « dans le meilleur ordre du monde »<sup>217</sup>, et clament dans une autre : « Toute nostre ligne avoit marché en mesme temps et mieux, si nous l'ozons dire, qu'elle n'a marché aux reveues »<sup>218</sup>. Le terme de « marcher » n'indique lui-même pas l'idée d'un mouvement particulièrement rapide.

Rien de tel sur les champs de bataille d'Europe occidentale à ce que Charles XII expérimentait en Suède. Alors que les cavaliers de Villeroy, de Marlborough ou d'Eugène s'avançaient « genoux contre genoux », c'est-à-dire les uns à côté des autres, les troupes montées suédoises menaient des charges « genoux derrière genoux », c'est-à-dire que les cavaliers étaient tellement proches qu'ils s'imbriquaient les uns dans les autres<sup>219</sup>. Cette disposition donnait d'ailleurs aux escadrons des formes de flèche. On imagine la force de pénétration d'une telle formation, mais aussi l'entraînement et la maîtrise dont devaient faire preuve les cavaliers pour conserver correctement leur position. Ce n'est que dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle que le galop devint dans les armées européennes l'allure ordinaire de la charge – sous l'influence non de la Suède, mais de la Prusse<sup>220</sup>.

La difficulté à faire respecter la droiture des lignes et les espaces réglementaires entre chaque homme explique qu'un escadron a un sens<sup>221</sup>. Les cavaliers, particulièrement lorsqu'ils sont en mouvement, ne peuvent pas se tourner individuellement pour faire face à un danger qui les menacerait de flanc, car alors ils seraient heurtés par ceux qui les suivent. C'est

---

<sup>214</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 228 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 204. À Ramillies, le marquis voit de même la cavalerie ennemie « marcher d'abord assez doucement pour venir [sur la Maison du roi], et quand ils se crurent à portée, ils prirent le trot pour heurter avec plus d'impétuosité » (J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 82 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 402).

<sup>215</sup> Frédéric Chauviré, « Le problème de l'allure dans les charges de cavalerie du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Revue historique des armées*, n°249, 2007, p. 16-27 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://rha.revues.org/index553.html>> [consulté le 08 février 2011].

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>218</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>219</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 57.

<sup>220</sup> F. Chauviré, « Le problème de l'allure... », art. cit.

<sup>221</sup> L'expression est employée par Laurent Henninger à propos des Tercios espagnols. Laurent Henninger, *Rocroi, 1643*, Paris, Socomer, 1993, p. 64.

pourquoi lorsqu'un escadron est menacé par un côté, il faut que toute l'unité fasse un mouvement identique vers la droite ou vers la gauche. Si on dispose du temps et de l'espace nécessaires pour faire tourner lentement, durant la marche, l'escadron, cela ne pose guère de problème<sup>222</sup> ; mais lorsqu'il s'agit de faire effectuer dans l'urgence un virage d'au moins 45° à un escadron, le mouvement s'avère périlleux. Puységur décrit différentes manœuvres pour faire réussir un quart de conversion à des troupes montées<sup>223</sup>, mais il ne s'agit que de schémas théoriques, l'auteur reconnaissant d'ailleurs lui-même qu'« on ne sauroit se figurer ce mouvement sans concevoir la confusion qui doit y être en le faisant, et le danger qu'il y a quand on est bien près d'un ennemi ; aussi quand des troupes ne sont pas bien fermes il en arrive des accidents »<sup>224</sup>. Il ne semble pas que les cavaliers des premières batailles de la guerre de Succession d'Espagne aient réussi, dans le feu de l'action, à effectuer ces chefs-d'œuvre de géométrie<sup>225</sup>.

C'est pourquoi les escadrons s'efforcent d'attaquer leurs adversaires par le flanc, où ils sont plus vulnérables. Si les lignes sont suffisamment droites au début d'une bataille pour que chaque escadron soit défendu par son voisin, ce n'est fréquemment plus le cas après quelques heures de combat. La troisième charge de la cavalerie française à Blenheim, celle qui met en jeu toute la première ligne, est décidée lorsque l'on s'aperçoit que la ligne ennemie prête « le flanc par la droite »<sup>226</sup>. Lorsque l'on s'en rend compte et qu'on la fait charger, les troupes montées des Alliés sont immédiatement « culbutées ». La nécessité de frapper les flancs adverses est également soulignée, par Richard Kane cette fois-ci, à l'occasion de la seconde charge de la cavalerie française :

« L'officier qui commandait les escadrons français [de gendarmerie] ordonna à l'escadron de sa droite et de sa gauche de se dégager lentement du reste de la ligne de cavalerie, puis

---

<sup>222</sup> Selon Puységur, lorsque l'on veut qu'un escadron s'oriente vers la droite lors de sa marche, l'officier doit donner ordre à ses hommes de « tourner la tête [des chevaux] vers la droite ». J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 126.

<sup>223</sup> Ils sont longuement décrits dans J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 128-133 : il faut en premier lieu ouvrir les files en marchant, certains cavaliers s'avancent tandis que d'autres restent immobiles. Les officiers courent en permanence de part et d'autre pour organiser la manœuvre.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>225</sup> Notons toutefois que Frédéric Chauviré a identifié, pour le cas de la Maison du roi, de nombreux exemples où cette unité a fait preuve d'une souplesse et d'une mobilité tactique considérables : on vit ainsi à Leuze un escadron des Gardes du corps se partager en trois pour affronter trois escadrons adverses différents, et les mettre en fuite. L'auteur conclut que « la qualité des montures, de l'instruction et de l'encadrement autorisait une remarquable souplesse, une grande capacité d'adaptation et de réaction »... ce qui n'était guère le cas des troupes ordinaires de cavalerie sur les champs de bataille européens. F. Chauviré, « La Maison du Roi sous Louis XIV... », étude tactique... », art. cit.

<sup>226</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

de se tourner à nouveau vers l'intérieur pour tomber sur les flancs de Palmes [le commandant de la ligne anglaise] ; Palmes, s'en apercevant, ordonna au major Oldfield, qui commandait l'escadron de sa droite, et au major Creed, qui commandait celui de sa gauche, de se tourner vers l'extérieur, et de charger les escadrons qui viendraient sur eux. Ne doutant pas une seconde de leur succès, il leur ordonna ensuite de se tourner, après avoir réussi, vers l'intérieur, contre le flanc des autres escadrons [français], tandis qu'au même moment lui-même les chargerait de front. Tout se déroula comme prévu, de sorte que ces trois escadrons repoussèrent leurs cinq ou sept adversaires vers l'armée française »<sup>227</sup>.

En réalité, il y a cinq escadrons alliés et huit français. La réussite des deux escadrons anglais est due à leur capacité à battre très vite leurs adversaires français, puis à rapidement changer de direction. Les mouvements vers l'extérieur puis vers l'intérieur étaient assez aisés pour les escadrons français de l'extrémité de la ligne, qui disposaient, pendant l'avancée vers l'ennemi, du temps et surtout de l'espace suffisants pour manœuvrer. Le premier mouvement des deux unités anglaises à la rencontre des deux escadrons français fut tout aussi facile. Ensuite, après avoir battu les deux escadrons français, elles durent modifier leur orientation pour tomber sur les côtés du centre français. Il est possible qu'elles aient alors effectué à cette fin une manœuvre complexe que Kane, officier d'infanterie, ne nous décrit pas. Il est plus probable toutefois que l'escadron ait été désorganisé après le premier affrontement, et que chaque soldat se soit tourné individuellement vers l'intérieur. Il n'était en effet pas nécessaire de charger en ordre, puisqu'on s'attaquait aux flancs de l'escadron.

C'est aussi bien la crainte de se voir chargé en flanc que la volonté de faire peser la plus forte pression sur la ligne de cavalerie ennemie qui exige que lorsque l'on charge, toute la ligne parte en même temps. Les forces de l'aile droite de la cavalerie française à Blenheim ne respectent pas ce principe : « Les troupes du centre et de la gauche [de Tallard] et celui de la droite de M. de Marsin chargeront mais par parcelles »<sup>228</sup>. On voit en effet marcher trois escadrons de gendarmerie, puis huit, puis une bonne partie de la ligne. Toute l'aile ne s'avance que lorsque Tallard revient, mais c'est déjà trop tard, puisque les troupes des Deux-Couronnes sont déjà épuisées, tandis que celles des Alliés ont eu le temps de passer le Nebel.

---

<sup>227</sup> « The officer that commanded the French squadrons [...] ordered the squadron on his right and left to edge outward, and then to wheel in upon the flanks of Palmes ; which Palmes perceiving, ordered major Oldfield, who commanded the squadron on his right, and Major Creed, who commanded that on his left, to wheel outward, and charge those squadrons coming down upon them. And not in the least doubting their beating on them, ordered them when they had done that, to wheel in upon the flanks of the other, and at the same time would charge them in the front. Everything succeeded accordingly; so that these three squadrons drove their five or seven back to their army ». R. Kane, *op. cit.*, p. 52-53.

<sup>228</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°19, M. le chevalier de Villiers à Chamillart, camp de Feld, 10 septembre 1704.

L'absence d'un responsable disposant de l'autorité suffisante pour coordonner l'activité de plusieurs dizaines d'escadrons a en partie décidé du sort de la bataille :

« L'on a aussy remarqué qu'un inconvenient des plus essentiels, et dont les ennemis ont le plus profité, a esté que la ligne n'a pas toute donné en mesme temps, mais qu'on ne l'a fait que par brigades, en sorte que dans le temps que les unes ont chargé, les autres ont demeuré immobiles, et cette irregularité a donné plus de facilité aux ennemis d'être superieurs et de nous envelopper »<sup>229</sup>.

À Ramillies, la défaite de la cavalerie des Deux-Couronnes ne provient pas d'un désordre dans la charge, mais de l'infériorité numérique des Français. Le manque de troupes à la droite du champ de bataille les contraint à laisser des intervalles très larges entre les escadrons. Cela n'a pas échappé au marquis de La Colonie : « Je remarquai en passant devant la Maison du roy qu'il y avoit des vuides entre les escadrons, et que le grand terrain qu'elle occupoit n'étoit pas garni comme le reste de la ligne, cela me fit croire que le fort de l'attaque ne seroit pas de ce côté-là »<sup>230</sup>. En face d'eux, la cavalerie hollandaise, plus nombreuse, se resserre pour présenter un front uni. Guiscard raconte « qu'ils ne laisserent aucuns intervalles entre leurs escadrons »<sup>231</sup> ; une apologie parle d'« une chaîne sans intervalle »<sup>232</sup>, une autre évoque les quatre lignes des ennemis, « dont les deux premieres ne faisoient pour ainsi dire qu'un seul escadron, puisqu'elles estoient sans aucun intervalle »<sup>233</sup>. La Colonie enfin, qui voit toute la scène depuis Taviens, trouve les ennemis « serrés comme des murailles »<sup>234</sup>. Cette formation déconcerte les cavaliers français, notamment Guiscard, qui fait resserrer ses propres escadrons sur sa droite (c'est-à-dire qu'il diminue la taille de son aile gauche pour amoindrir l'écart entre chaque unité). Le lieutenant général précise qu'il fait exécuter cette manœuvre « en marchant », c'est-à-dire qu'il demande aux escadrons de se diriger légèrement vers la droite en s'avançant, et ne tente pas d'effectuer devant l'ennemi quelque chose de plus complexe<sup>235</sup>.

<sup>229</sup> AE Autriche 85, fol. 139r-142v « [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>230</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 74 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 397. Ce texte est confirmé par une apologie des Gardes du corps, qui parle d'intervalles « fort grands » (BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d).

<sup>231</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706.

<sup>232</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>233</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>234</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 81 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 401.

<sup>235</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706. Une relation des Gardes du corps souligne qu'en raison de la proximité des ennemis, les Français ne disposèrent pas de l'espace suffisant

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Les habitudes de l'époque auraient voulu que les escadrons qui faisaient face à un intervalle français aient continué leur course pour s'attaquer aux escadrons de la seconde ligne des Deux-Couronnes qui aurait alors dû s'avancer. Or, la seconde ligne ne bougea pas. Dès lors, toute latitude était laissée aux ennemis pour envelopper les cavaliers français : « Les escadrons des ennemis qui se trouverent opposés à nos intervalles s'y jetterent brusquement et nous attaquèrent en flanc et par derriere »<sup>236</sup>. Une autre relation précise que les ennemis « s'abandonnèrent » avant d'attaquer les flancs des Français : cela suppose que les escadrons coalisés, pour pouvoir tomber sur l'arrière et les côtés de leurs adversaires, se débandèrent en pleine course. Ce qui prouve à nouveau qu'un escadron lancé à la charge n'était guère capable de faire un virage trop serré.

Seuls les Gardes du corps furent enveloppés de cette façon. Les escadrons de la gendarmerie, qui est à la gauche de la Maison du roi, profitèrent du resserrement de la ligne des Alliés sur leur propre gauche, pour réduire leurs intervalles. Comme les Français n'eurent pas eu le temps de mener jusqu'au bout ce mouvement, certaines unités de cavalerie, celles qui étaient les plus à gauche de la ligne française, n'eurent eu aucun adversaire à affronter : « Il y eut mesme des escadrons de nostre cavalerie qui, ne trouvant rien devant eux, chargerent les ennemis en flanc »<sup>237</sup>. La partie gauche de l'aile droite française fut en outre soutenue par sa seconde ligne : « La brigade de Bar chargea de bonne grace et ne servit pas peu à soutenir la gauche de la maison »<sup>238</sup>. C'est pourquoi ce secteur connut quelques succès initiaux, avant de reculer face aux renforts personnellement amenés par Marlborough, qui prit à cette occasion, comme nous l'avons vu, de nombreux risques<sup>239</sup>.

---

pour achever leur évolution. BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>236</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706. Il est possible que les Hollandais, agréablement surpris de l'absence de mouvement de la seconde ligne, aient sur-le-champ décidé d'en profiter pour accabler la première : « [Les escadrons] des ennemis qui se retrouverent dans ces intervalles se glisserent dans nos flancs et dans nos derrieres, ne trouvant point notre seconde ligne qui nous auroit soutenu si elle avoit marché près de nous ». Mais une autre relation est convaincue que cette action avait été prévue d'emblée, puisqu'elle aurait commencé avant même que les ennemis aient pu constater la réaction de la seconde ligne : « Ce qui fait croire que leur dessein estoit formé est qu'à vingt pas [de nous] ce qui se trouva vis-à-vis de nos intervalles s'abandonna et passa par nos flancs et derriere nous » (BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d. ; BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.).

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> Cf. *supra*, section 5.1.2.5.

6.2.3.3. *Cavalerie, choc et feu*

De quelles armes se servaient les unités qui allaient ainsi l'une à la rencontre de l'autre ? Nous avons vu que toutes les unités de cavalerie, des troupes d'élite de la Maison du roi aux dragons, étaient équipées aussi bien d'armes à feu que d'armes blanches. Si l'usage des secondes remontait, par-delà le Moyen Âge<sup>240</sup>, aux origines de la cavalerie, l'emploi des premières naquit au XVI<sup>e</sup> siècle dans les rangs des reîtres allemands qui pratiquaient la « caracole »<sup>241</sup>. Pour l'effectuer, les soldats se regroupent en une formation étroite. Le premier rang s'avance vers l'ennemi, tire au pistolet ou au mousqueton, et fait demi-tour pour se réfugier à la queue de la formation, où il peut recharger<sup>242</sup>. Cette manœuvre complexe a comme avantage de ne pas exposer les hommes à la mêlée, ce qui rassure ces derniers. Pourtant, il semble que son efficacité ait été très tôt contestée : le mouvement du cheval empêche d'ajuster les tirs, la fumée rend les cibles difficilement visibles, le désordre vient ralentir le rythme du feu. L'efficacité devient rapidement quasi nulle, et c'est pourquoi les vaincus de la Montagne Blanche critiquèrent « la mauvaise coutume de caracolles », qu'ils considèrent comme une des causes de leur défaite : « Il faut haïr ceste coutûme d'aller à la charge, sans bien se mesler, comme la peste »<sup>243</sup>. Wallenstein et Gustave-Adolphe y furent également hostiles, eux qui cherchaient à revaloriser le choc.

L'amélioration des armes à feu ne diminua pas le nombre d'écrivains militaires et d'officiers défavorables à leur emploi lors d'un affrontement de cavalerie. Villars dénonçait « la plus pernicieuse maniere qu'on puisse observer »<sup>244</sup>, Folard voulait « réduire le cavalier à ne se servir que de l'épée » en lui refusant son mousqueton<sup>245</sup>. Les raisons invoquées sont multiples. La première est que la nécessité de tirer brise l'élan de la charge, le cavalier n'étant

---

<sup>240</sup> Jean de Bueil résume ainsi le combat : « La bataille de cheval doit courir sus a ses ennemis et y doit aller par fureur ». Il s'agit de « mettre hors d'ordonance » fantassins et cavaliers. P. Contamine, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 380-382.

<sup>241</sup> T. Arnold, *op. cit.*, p. 99.

<sup>242</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 158.

<sup>243</sup> *Ibid.*

<sup>244</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 60. Cette hostilité à l'emploi du feu lors d'une charge de cavalerie revient à de nombreuses reprises dans le même ouvrage : le lieutenant général « doit faire tirer le moins qu'il pourra, surtout la cavalerie qu'il doit faire combattre l'espée à la main » (p. 66) ; le brigadier doit s'assurer que sa « brigade de cavalerie charge [...] l'espée à la main » (p. 82)...

<sup>245</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 178. Le maréchal de Saxe s'inscrivait dans cette tradition lorsqu'il considérait que « [le feu] de la cavalerie n'est pas fort redoutable », de même que Jomini, qui ne voyait pas à quoi le feu de la carabine pouvait être bon ». M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. 1, p. 84, Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, p. 250.

parfois plus capable de faire repartir sa monture au combat<sup>246</sup>. Par ailleurs, les soldats qui ont fait feu disposent de peu de temps pour changer d'arme et reprendre leur sabre avant de rencontrer l'ennemi<sup>247</sup>. Enfin, le bruit et la poudre dégagés par les armes ont tendance à effrayer les chevaux – argument réfuté par Puységur, qui se demande en quoi le feu produit perturberait plus les montures que le feu reçu<sup>248</sup>. Ce dernier, qui fait partie des défenseurs du recours aux armes à poudre, ne conteste pas l'idée que le sabre est l'instrument par excellence de la cavalerie. Il n'en prône pas moins le tir au pistolet ou au mousqueton avant de tomber sur l'escadron ennemi. Deux arguments principaux appuient son propos : tout d'abord, il n'est jamais mauvais d'abattre des soldats ennemis avant même que l'on en vienne aux mains. Deuxièmement, les cavaliers adverses abattus dans leur charge constituent un obstacle contre lequel viennent buter les militaires suivants, ce qui entraîne la désorganisation de l'escadron.

Les positions de Villars et de Puységur ne sont que deux exemples d'une controverse souvent réitérée. Elles font ainsi écho à une discussion qui s'était déroulée en 1689 entre Louvois et le maréchal de Duras, le secrétaire d'État ne jurant que par l'épée nue, l'homme de guerre opposant les mérites du mousqueton<sup>249</sup>. En réalité, les positions de Villars et de Puységur n'étaient pas si différentes : l'attitude prônée par le second était très loin des caracoles de la guerre de Trente Ans, tandis que le premier ne déniait pas l'intérêt de quelques carabiniers à cheval évoluant hors de l'escadron<sup>250</sup>. Le refus de l'usage de la poudre pour la cavalerie, du moins le jour d'une bataille, participe plutôt d'une position de principe : l'arme blanche est plus conforme à l'idée que l'on se fait de la valeur militaire. Son exaltation ne fut jamais plus manifeste qu'après la bataille de Leuze, où l'on salua d'autant plus la victoire de la Maison du roi contre des escadrons trois fois plus nombreux... qu'elle refusa d'y employer ses pistolets<sup>251</sup>. On peut soupçonner ce *topos* d'être encore sous-jacent dans les ouvrages

---

<sup>246</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701.

<sup>247</sup> *Ibid.*

<sup>248</sup> « On dira peut-être que quand on tire, les chevaux quelquefois s'épouvantent, et plusieurs croient même que ceux de l'escadron qui tire s'éfarouchent plus que ceux de l'ennemi sur lequel vous tirez ; mais précédemment que les escadrons tiroient toujours cette raison n'avoit pas lieu ; d'ailleurs il n'est pas prouvé que si votre ennemi tire sur vous, et que nous ne tiriez pas, nos chevaux aient moins peur que les siens, puisque leur feu va droit aux yeux des vôtres, et qu'ils entendent aussi le sifflement de la balle qui leur fait peur ; au contraire je suis persuadé que si l'on en faisoit l'expérience, se dépouillant de toute prévention, on seroit convaincu de ce que je dis, fondé sur ce que j'ai vu ». J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 122.

<sup>249</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 360. Louvois reçut le soutien de Chamlay, qui lui-même en appelait au témoignage de Condé et du maréchal de Turenne pour critiquer l'utilisation du feu par la cavalerie. J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. II, p. 476.

<sup>250</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 83.

<sup>251</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 139.

historiques qui voient dans le goût de l'arme blanche la marque de grands capitaines, qu'il s'agisse de Gustave-Adolphe, de Marlborough ou encore de Charles XII.

Par delà le débat théorique entre les partisans du feu et ceux du choc, il est nécessaire de s'interroger sur les pratiques réellement adoptées par les cavaleries européennes sur les champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne, et tenter d'évaluer leur efficacité. Les troupes françaises présentent un exemple intéressant d'oscillation entre les deux attitudes. Alors que l'armée avait conservé dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle l'habitude chevaleresque de la charge « en haie », les guerres de Religion virent le triomphe de la caracole<sup>252</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les cavaliers Louis XIV adoptèrent l'habitude de charger « en fourrageurs », à un rythme rapide, l'épée à la main. Selon John Lynn, cette forme de retour aux sources eut lieu dès le règne d'Henri IV<sup>253</sup>. Il conteste ainsi la thèse de Brent Nosworthy, qui assure quant à lui qu'il se déroula dans les années 1670, sous l'influence – tardive ! – de Gustave-Adolphe<sup>254</sup>. Enfin, Victor-Louis Belhomme donne encore une chronologie différente, puisqu'il considère que ce sont des instructions de 1690 qui contraignirent la cavalerie française à recourir au choc<sup>255</sup>. Il s'agit peut-être là en fait d'un faux débat, dans la mesure où comme l'indique Puysegur, « à l'égard de l'instruction de la cavalerie, il n'y a aucun règlement à ce sujet, chaque régiment fait comme il l'entend »<sup>256</sup>. C'est moins le roi ou le secrétaire d'État de la guerre qui fixaient la façon dont devaient combattre les soldats montés que les commandants des unités. Le maréchal de Luxembourg, celui qui avait amené la Maison du roi à se couvrir de gloire à Leuze, ordonnait à ses cavaliers d'user aussi bien de leur sabre que de leur feu, en fonction des circonstances<sup>257</sup>.

Ces remarques nous amènent à reconsidérer l'explication traditionnellement avancée, de Saint-Simon jusqu'à David Chandler, selon laquelle les défaites des troupes montées françaises entre 1704 et 1708 seraient due à un retour néfaste à la « tirailerie ». Les tenants de cette explication s'appuient essentiellement sur l'attitude de la gendarmerie française à Blenheim, décrite ici par Saint-Simon :

« La gendarmerie en particulier, et en général presque toute la cavalerie de Tallard, fut accusée d'avoir très mal fait : ils tirèrent au lieu de charger l'épée à la main, ce que fit la

---

<sup>252</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 496.

<sup>253</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 498-499.

<sup>254</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 39.

<sup>255</sup> Victor-Louis Belhomme, *L'armée française en 1690*, Paris, L. Baudouin, 1895, p. 93.

<sup>256</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 67.

<sup>257</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 235.



## LA DIMENSION TECHNIQUE

cavalerie ennemie, qui avoit auparavant coutume de tirer : ainsi l'un et l'autre changea son usage et prit celui de son ennemi, qui fut une chose très fatale »<sup>258</sup>.

Si cet exemple a le mérite d'illustrer à quel point le recours à la vilénie des armes à feu était déconsidéré à la Cour, il ne nous donne guère d'informations sur les armes dont usèrent les Français, ni sur la façon dont ils s'en servirent. Nous pouvons avoir recours à un autre récit, plus circonstancié, grâce aux mémoires d'un dragon anglais qui servit en Espagne. Il décrit ainsi les premiers engagements de cavalerie de la bataille de Saragosse (1710) :

« L'ennemi était de même en train d'avancer vers nous, et nous donna le premier feu, mais avec la bénédiction de Dieu nous ne leur laissâmes pas la liberté de tirer à nouveau. Nous fûmes sur eux en un instant, les coupant et taillant pour les mettre à bas, l'épée à la main [...] de sorte que nous les brisâmes en très peu de temps et que nous aurions pu, avec la bénédiction de Dieu, de briser n'importe quel escadron venant vers nous »<sup>259</sup>.

Le fait que les Anglais ne laissèrent pas aux Français le temps de « tirer à nouveau » est surprenant : les cavaliers des Deux-Couronnes adoptaient-ils une sorte de caracole semblable à celle pratiquée pendant la guerre de Trente Ans, qui fournissait un feu continu ? C'est la thèse avancée par certains ouvrages<sup>260</sup>, c'est pourtant fort improbable : l'organisation des escadrons sur trois rangs ne correspond pas aux formations étroites et profondes employées lors des décharges en caracole. En réalité, les Français adoptèrent probablement une technique semblable à celle des soldats ennemis que décrit Puységur :

« La ligne des escadrons de l'ennemi voyoit notre ligne de cavalerie marcher au pas, pour la charger l'épée à la main, sans se servir d'aucune arme à feu, soit officiers ou cavaliers. Quant notre ligne fut environ à huit toises de distance [15 mètres], cette cavalerie avoit son épée pendue au poignet ; officiers et cavaliers avoient leurs mousquetons pendant à la bandoulière. Les officiers et cavaliers les prirent de la main droite, et de celle seule main couchèrent en joue, chacun choisissant celui qu'il vouloit tirer, et dès que le coup fut

---

<sup>258</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 182.

<sup>259</sup> « Advancing likewise was [the] enemy to us and gave us the first fire, but by the blessing of God we gave them no liberty to let them fire again but were upon them in a moment of time, cutting et hewing them downe sword in hand, [...] so that we broak them in a very short time and was as able with the blessing of God to have broak any squadroone that would have come against us ». C. Atkinson, éd., *A Royal Dragoon...*, *op. cit.*, p. 37. Le terme de « sword » est ambigu, puisqu'il peut s'agir aussi bien de l'épée que du sabre.

<sup>260</sup> Un auteur britannique, David Fosten, donne ainsi une description toute personnelle des méthodes de combat françaises à la bataille de Blenheim. La tactique de la cavalerie des Deux-Couronnes, dont les escadrons sont formés sur six rangs, aurait consisté à approcher au plus près de l'ennemi, afin de laisser le premier rang user de ses pistolets et de ses carabines. Ce premier rang se serait retiré par la gauche et la droite, pour laisser le second rang faire feu, le même mouvement se répétant pour chacun des six rangs. Lorsque les cavaliers ayant tiré les premiers seraient revenus au premier rang, ils auraient fait une dernière décharge avant d'attaquer l'épée à la main. D. Fosten, *op. cit.*, p. 45.

parti, ils laissèrent tomber le mousqueton qui étoit attaché à la bandoulière, empoignèrent leurs épées et reçurent notre cavalerie l'épée à la main, et combattirent très bien »<sup>261</sup>.

Ceci est parfaitement conforme aux recommandations que donne Quincy de la position des cavaliers d'un escadron avant l'attaque : « Les cavaliers commandés ont les mousquetons hauts, ceux du premier rang peuvent s'en servir en chargeant, et les autres ont l'épée à la main »<sup>262</sup>. On peut donc conclure que ce n'est pas du pistolet, contrairement à ce que croient certains ouvrages<sup>263</sup>, mais du mousqueton dont usaient les cavaliers pour leur tir initial<sup>264</sup>. Le mousqueton offrait le double avantage d'être plus court, donc plus maniable que le fusil, tout en étant plus puissant et d'une portée plus grande que le pistolet.

Les deux exemples de Blenheim et de Saragosse ne permettent pas de déduire un retour général à l'emploi du feu, surtout dans des unités aussi attachées à leur indépendance, fût-elle symbolique, que l'étaient les régiments de cavalerie. On n'accusa ni la gendarmerie, ni la Maison du roi, pourtant abondamment critiquée après la bataille de Ramillies, d'en avoir fait usage à cette occasion. Puysegur, qui appartenait pourtant au camp des partisans du feu, assurait que les escadrons français se caractérisaient par leur préférence pour le sabre<sup>265</sup>.

Face à eux, les cavaliers des autres États belligérants adoptaient des attitudes tout aussi diversifiées. Les troupes montées anglaises avaient un recours exclusif à l'arme blanche : le duc de Marlborough, fervent partisan du choc, « n'autorisait dans la cavalerie que trois charges de poudre et trois balles par homme et par campagne »<sup>266</sup>. Ces dernières ne devaient d'ailleurs être utilisées que dans les partis. Les forces équestres germaniques faisaient de même dès 1701, si l'on en croit la remarque du maréchal de Villars :

« Il est certain, monseigneur, que j'ay ouy dire aux generaux de l'Empire que desormais leur cavallerie ne tireroit plus, et à la verité, l'on ne les a veu toutte cette campagne que l'espée à la main »<sup>267</sup>.

---

<sup>261</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 121. Le maréchal n'indique pas à quelle occasion eut lieu cette épisode, ni la nationalité des ennemis.

<sup>262</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 64.

<sup>263</sup> P. Verney, *op. cit.*, p. 124.

<sup>264</sup> Ceci nous est confirmé par une indication de Souches, qui assure que les troupes montées françaises avaient « chargé, le mousqueton haut, les Anglois qui venoient l'épée à la main ». Souches, *op. cit.*, t. IX, p. 61 (29 août 1704).

<sup>265</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 120-121. On ne peut guère soupçonner Puysegur de mentir pour exalter le recours exclusif à l'épée dans l'armée française, puisque lui-même y est défavorable.

<sup>266</sup> « The duke of Marlborough would allow the horse but three charges of powder and ball to each man for a campaign, and that only for guarding their horses when at grass, and not to be made use of on action ». R. Kane, *op. cit.*, p. 110.

<sup>267</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701. La remarque de Villars est destinée à soutenir l'emploi du sabre dans les troupes françaises : « Sy

Pourtant le maréchal de Rosen – qui avait fait ses premières armes au service de l'Électeur de Saxe – assurait au même moment que les cavaliers de l'Empire conservaient leur goût pour les pièces à poudre : « Ces gens là, à ce que je peu juger, nous présentent tout exprès une ligne de caracolleurs plus avancé qu'à l'ordinaire pour provoquer la confusion parmi nous »<sup>268</sup>. Les ennemis, connaissant « l'ardeur de la nation » française qui la rendrait prompte à la charge furieuse et désordonnée, tentaient par là de désorganiser les escadrons<sup>269</sup>. On voit ainsi qu'il n'est guère pertinent d'établir des « règles » nationales pour l'emploi des armes de cavalerie.

Le dernier élément nous amenant à relativiser la thèse selon laquelle les mésaventures de l'arme équestre française seraient dues à l'emploi des armes à feu est enfin... que l'infériorité systématique du feu sur le choc n'est pas démontrée. Les exemples tirés de la guerre de Succession d'Espagne ne suffisent pas à clore le débat. Les escadrons français battus à Blenheim étaient clairsemés, leurs cavaliers étaient épuisés par le mois infernal qu'ils avaient passé. La maladie d'Allemagne avait contraint un grand nombre de gendarmes à se servir de chevaux de remonte : ces derniers, moins habitués au feu, étaient moins dociles, et bien plus difficiles à conduire à la charge<sup>270</sup>. Le risque de désorganisation de l'escadron était alors plus élevé. Les unités françaises servant en Espagne, dans un contexte de ravitaillement délicat, se trouvaient probablement dans une situation similaire<sup>271</sup>. À l'inverse, la cavalerie française, qui chargea le sabre à la main à Ramillies, n'en fut pas moins battue. Même le maréchal de Luxembourg fut amené à reconnaître auprès du roi, à propos de sa victoire de Leuze : « Nous ne nous sommes pas tout à fait bien trouvés de ce que vos gardes n'ont point tiré »<sup>272</sup>. Enfin, les Français restèrent toujours confiants envers la qualité de leur cavalerie, ce qui vient contredire les assertions selon lesquelles l'emploi des mousquetons et pistolets aurait

---

donc cette cavalerie que nous avons toujours battu autrefois, et je crois parce qu'elle tiroit, change la manière de combattre, il faut bien assurément conserver la nôtre ». *Ibid.*

<sup>268</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1951, n°413, Rosen à Chamillart, s.l., 29 juin 1706.

<sup>269</sup> Le remède qu'il y propose est de se servir des « officiers et quelques cavaliers du premier rang » pour donner aux escarmoucheurs quelques bons coups de pistolet, qu'on aura pris soin de « tenir dans les fourreaux bandé et tout prest ». C'est un peu la fonction qu'attribue Quincy aux « hommes commandés », mais ici les cavaliers du premier rang ne quittent pas leur position. Ces hommes auront pris soin de « jeter leurs espées dans la main joignant [joignant] les resnes ». Dès que les ennemis sont dispersés, on peut enfin charger, et exclusivement à l'arme blanche : « On aura du temps de reste pour remettre les pistolets aux fourreaux et l'espée à la main pour aller à ceux qui viendront les soutenir ». *Ibid.*

<sup>270</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 130.

<sup>271</sup> Le dragon anglais indique que le feu des Français fit trembler leurs propres chevaux français, mal accoutumés à la poudre : « Their firing at us first made their horses gerr ». « Gerr » est une forme obsolète de « jar », qui signifie trembler. C. Atkinson, éd., *A Royal Dragoon...*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>272</sup> Cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 147.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

fait de l'arme montée française le fantôme de ce qu'elle avait été dix ans plus tôt. Ainsi, au début de la campagne de 1708, le roi demanda à Vendôme d'éviter à tout prix de « combattre dans un pays serré où la grande supériorité [des Français], tant par la quantité que par la qualité de la cavalerie dont [l'] armée est composée, deviendrait entièrement inutile »<sup>273</sup>.

L'examen des registres d'entrée aux Invalides représente une source essentielle pour l'étude des techniques de combat de la cavalerie – même si elle ne donne des renseignements que sur les armes employées par les adversaires des soldats français. Sur l'ensemble des quatre principales défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, les cavaliers ou dragons représentent un ensemble de 230 individus<sup>274</sup>.

Arme ayant blessé	Nombre d'occurrences	Pourcentage
Canon	6	3 %
Fusil	73	32 %
Carabine	1	0,5 %
Mousqueton	2	0,5 %
Pistolet	28	12 %
Sabre	88	38 %
Épée	4	2 %
Cheval <sup>275</sup>	28	12 %
Total	230	100 %
Dont :		
Total armes à feu portatives	104	45 %
Total armes blanches	92	40 %

**Figure 28 : Blessures subies par les cavaliers et dragons reçus aux Invalides**

On constate une répartition relativement égale entre la part des armes à feu et celle des armes blanches. Il est toutefois difficile de distinguer, sur l'ensemble de ces blessures, lesquelles ont été reçues lors d'un affrontement de cavaliers contre cavaliers. Si on peut

---

<sup>273</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

<sup>274</sup> Ont été considérés comme cavaliers les militaires étant qualifiés ainsi : cavalier, dragon, gendarme, cheveu-léger, Garde du corps du roi, trompette, timbalier, lieutenant de dragons, lieutenant de cavalerie, cornette, maréchal des logis, enseigne, brigadier, brigadier de dragons, lieutenant de hussards, lieutenant réformé de cavalerie, porte-étendard de Gardes du corps du roi.

<sup>275</sup> Cette catégorie comprend essentiellement les chutes de cheval (« Cheval tué sous lui ») et les militaires « foulés aux pieds des chevaux ».

d'emblée éliminer les coups de canons, et inclure les coups et sabre et de pistolet, comment savoir si les balles de fusils reçues par un cavalier français ont été envoyées par un fantassin ou un cavalier adverse ? La distinction entre fusil, carabine et mousqueton ne peut guère être employée, dans la mesure où les rédacteurs des registres n'employaient pas un vocabulaire normalisé. Notons toutefois que les dragons ont un taux de blessures par fusil supérieur : 15 pour 35 admis, soit 43 %.

L'autre difficulté est d'identifier les coups reçus lors de la charge et ceux de la mêlée. Les discussions sur les mérites respectifs du fer et du feu concernaient essentiellement le moment où les deux escadrons allaient à la rencontre l'un de l'autre. Après que les unités se sont entrechoquées, les termes du débat ne sont plus les mêmes. De fait, la principale différence entre la caracole du XVI<sup>e</sup> siècle, et la décharge initiale des escadrons de cavalerie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est que la seconde implique la possibilité d'un choc.

### 6.2.3.4. *La mêlée de cavalerie*

Les relations des batailles de la guerre de Succession d'Espagne mentionnent à loisir des unités de cavalerie qui « percent » une ou plusieurs lignes ennemies. Voici comment Puysegur évoque ce genre d'épisode : « Quand des troupes de cavalerie marchent l'une contre l'autre, les escadrons se choquent de front, et [...] cherchent à se renverser »<sup>276</sup>. Mais quelle réalité recouvre exactement une telle description ? D'ailleurs, le fameux « choc » de cavalerie, morceau de bravoure par excellence de l'art militaire, avait-il réellement lieu ? Si l'on en croit le maréchal de Villars, il est permis d'en douter :

« On sçait que dans des batailles entieres, à peine se trouvera tel deux ou trois charges où les escadrons entrent l'un dans l'autre, puisqu'il arrive presque toujours que l'un des deux plie de 15 pas et souvent de plus loing, et pour l'ordinaire celui qui tire s'en va le premier »<sup>277</sup>.

Une dizaine d'année avant ce témoignage, le maréchal de Duras avait déjà remarqué : « Ceux qui [...] diront que l'on entre dans l'escadron n'ont jamais su ce que c'était d'aller bien à la charge »<sup>278</sup>. On peut soupçonner que bon nombre des grandes charges lancées au

---

<sup>276</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 120.

<sup>277</sup> SHD AG, 1M 1725, n°1, Mémoire de Villars relatif à l'organisation de la cavalerie, camp d'Urago, 31 octobre 1701.

<sup>278</sup> Cité par H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 363.

cours des batailles de la guerre de Succession d'Espagne s'achevèrent ainsi, sans véritable rencontre, par simple effondrement psychologique d'une des parties en présence. C'est peut-être ainsi qu'il faut comprendre le témoignage de Saint-Simon à propos de la bataille de Ramillies qui indique que les gendarmes « percèrent trois lignes de cavalerie, qui s'ouvrirent »<sup>279</sup>.

Cela explique également les épisodes qui voient un escadron, après avoir chargé une unité adverse, en attaquer immédiatement une autre. Prenons un récit du comte de Mérode-Westerloo à Blenheim comme exemple : « Je rencontrai [les cavaliers ennemis] avec mes escadrons formés et frais, les chargeai, et les renversai assez facilement. Je les repoussai au travers du ruisseau, et tombai sur leur seconde ligne que je renversai aussi »<sup>280</sup>. On peut supposer que les adversaires de la première ligne n'avaient pas fait grande résistance : dans le cas contraire, les troupes montées de Mérode-Westerloo n'auraient pas pu conserver leur disposition initiale. Et le comte ne serait pas allé à nouveau à la rencontre de l'ennemi avec des escadrons mal ordonnés. Les deux combats remportés ont toutefois émoussé la combativité des hommes de Mérode : « Ayant rencontré une troisième [ligne], toute fraîche, quand mes escadrons étoient déjà rompus de la charge, celle-ci me renversa, et me ramena de même vertement »<sup>281</sup>.

Même s'il s'agit plus d'une exception que de la règle, il n'en reste pas moins qu'une véritable mêlée a parfois lieu. La collision de deux masses de cent cinquante hommes et chevaux chacune reste un des phénomènes dont le déroulement exact est, pour l'historien, un mystère, et dont la description semble une gageure. Était-elle semblable à cet autre affrontement de cavalerie, à Waterloo, dont la description est citée par John Keegan :

« Il n'y eut aucune hésitation, ni d'un côté ni de l'autre, les deux parties ont fondu l'une sur l'autre avec une détermination furieuse, et tout le monde s'attendait à un horrible choc, or nous ne vîmes rien. De part et d'autre, comme s'ils s'étaient entendus, ils ouvrirent leur ligne pour laisser passer l'adversaire à la charge, un peu comme les doigts de la main gauche livrent passage à ceux de la main droite. Très peu tombèrent de cheval »<sup>282</sup>.

---

<sup>279</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 374.

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 306.

<sup>281</sup> *Ibid.*

<sup>282</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 123.

Un tel phénomène n'arrive que lorsque les espaces entre chaque cavalier dans l'escadron sont assez larges pour laisser passer l'adversaire. Dans ce cas, les pertes sont peu importantes : la phase de combat est de courte durée, et les gestes ne peuvent guère être précis. En revanche, lorsque les intervalles sont plus resserrés, l'affaire devient sérieuse. À Ramillies, les Gardes du corps parviennent certes à « entrer dans les rangs » de leurs adversaires<sup>283</sup>, mais ils doivent y batailler, et assommer ceux qu'ils ont devant eux, pour passer : « On se joignit, et on combattoit à coups de sabres et d'épée (*sic*) pour se pénétrer »<sup>284</sup>. C'est le phénomène de la mêlée. Au bout d'un certain temps, le moral de l'un des deux camps s'effondre, les cavaliers se mettent à fuir de toutes parts, ce que les relations indiquent comme le moment où l'escadron est « renversé »<sup>285</sup>. Plus la mêlée dure, plus les pertes sont lourdes.

Les représentations graphiques d'un tel engagement ne manquent pas : on y voit hommes et chevaux pêle-mêle, amis et ennemis mélangés, chacun se tournant de part et d'autre pour envoyer ou pour contrer des coups<sup>286</sup>. Pour tenter d'appréhender un peu mieux les techniques de combat employées alors, nous proposons d'utiliser à nouveau les registres des Invalides. Nous prendrons comme groupe « témoin » celui des trente-trois Gardes du corps admis après Ramillies : le nombre de reçus est assez important pour que les données statistiques soient exploitables<sup>287</sup> ; d'autre part, nous disposons de suffisamment d'informations extérieures sur les circonstances de l'affrontement.

L'arme utilisée de préférence est l'arme blanche<sup>288</sup>. Pour voir de quelle manière elle était utilisée, nous pouvons avoir recours à deux tableaux. L'un d'eux indique la localisation des blessures par sabre pour les Gardes du corps blessés à Ramillies, donc probablement dans les premiers engagements de l'aile droite. L'autre tableau fournit ces mêmes données pour la totalité des cavaliers blessés par sabre à l'une des quatre batailles, que ce soit ou non dans une mêlée :

---

<sup>283</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>284</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706. Là encore, on doit prendre en compte que Guiscard a tout intérêt à mettre en valeur, voire à exagérer l'intensité du combat mené par les Gardes du corps.

<sup>285</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 305.

<sup>286</sup> Voir *infra*, section 10.2.1.1. et 10.1.2.2.

<sup>287</sup> Ce n'est pas le cas, par exemple, pour le groupe des huit gendarmes accueillis aux Invalides après Blenheim.

<sup>288</sup> Les cavaliers étaient équipés soit de sabres à lame droite, soit d'épées fortes. La différence entre les deux armes était assez ténue. Même si l'épée était destinée aux coups d'estoc, les coups de taille étaient tout à fait aisés, puisque les deux tranchants étaient affûtés. Le sabre n'avait, lui, qu'un seul de ses tranchants affûté.

**Figure 29 : Blessures par sabre reçues par les Gardes du corps à Ramillies**

Localisation des coups de sabre	Nombre d'occurrences
Tête-cou	9
Côté gauche (bras, poignet, main)	3
Côté droit (bras, poignet, main)	2
Corps	1
Total	15

**Figure 30 : Blessures par sabre reçues par les cavaliers, toutes batailles confondues**

Localisation des coups de sabre	Nombre d'occurrences
Tête-cou	25
Côté gauche (bras, poignet, main)	33
Côté droit (bras, poignet, main)	25
Côté droit et gauche	2
Corps	3
Total	88



## LA DIMENSION TECHNIQUE

On constate d'abord la forte proportion des coups dirigés vers la tête, particulièrement pour les Gardes du corps. Cela prouve que l'on se servait du sabre comme une arme de taille, probablement en tentant de donner des coups amples destinés à tomber sur l'adversaire. Mais les coups n'étaient probablement pas tous bien puissants, ni bien dirigés, car le nombre de survivants à un coup sur la tête est très élevé<sup>2983</sup>. On compte en effet un total de 25 blessures par sabre reçues à la tête par les cavaliers entrés aux Invalides (soit 30% des blessures), alors que le taux global de blessures à la tête (fantassins comme cavaliers, toutes armes confondues) n'est que de 8 %<sup>2984</sup>.

Nous pouvons en conclure que lorsqu'un coup à la tête était porté par une balle de fusil, ou d'un cavalier à un fantassin, l'effet en était plus meurtrier. Douze soldats seulement ont été admis aux Invalides en raison d'une blessure à la tête causée par un coup de fusil, et aucun – est-il besoin de le préciser ? – par un coup de canon. Le nombre de coups dirigés vers la tête explique aussi l'utilité des casques et des cervelières.

Le nombre relativement plus élevé de coups reçus à la gauche qu'à la droite peut aussi aisément se comprendre : du côté droit, un cavalier était protégé par son propre sabre<sup>2985</sup>. La faible représentation des blessures au corps s'explique par trois raisons : d'une part, les lésions y sont plus dangereuses, d'autre part, une arme de taille a du mal à toucher les parties centrales d'un individu. Enfin, on peut y voir l'effet protecteur des cuirasses et des plastrons... En revanche, l'épée reste une arme d'estoc : sur trois coups donnés par cette arme, deux sont portés au corps<sup>2986</sup>.

Outre sabre et épées, on employait également le pistolet : huit Gardent furent touchés par cette arme (l'un d'entre eux reçut même deux balles), soit environ le quart des blessures. Nous pouvons nous intéresser à leur localisation :

---

<sup>2983</sup> On pourrait aussi se demander si tous les coups de sabre étaient destinés à tuer : un coup non mortel qui étourdit l'adversaire est suffisant pour sauver sa propre vie.

<sup>2984</sup> 55 blessures à la tête, au cou ou au visage sur un total de 679.

<sup>2985</sup> Il est surprenant que cette proportion s'inverse complètement à Malplaquet : 24 coups de sabre sont reçus par les cavaliers à leur droite, contre 14 à gauche et 10 sur la tête. A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>2986</sup> Cette différence marquée entre l'emploi, lors de la bataille, de l'épée et celui du sabre droit, alors que les deux objets étaient fort semblables à l'époque, est peut-être tout simplement à attribuer aux rédacteurs des registres : lorsqu'une lésion était entraînée par un coup d'estoc, on qualifiait l'arme d'épée, pas de sabre.

**Figure 31 : Blessures par pistolet reçues par les Gardes du corps à Ramillies**

Localisation du coup de pistolet	Nombre d'occurrences
Visage-mâchoire-cou	2
Côté gauche (bras, poignet, main)	3
Côté droit (bras, poignet, main)	1
Dos (reins)	2
Total	8

**Figure 32 : Blessures par pistolet reçues par les cavaliers, toutes batailles confondues**

Localisation du coup de pistolet	Nombre d'occurrences
Visage-mâchoire-cou	7
Côté gauche (bras, poignet, main)	12
Côté droit (bras, poignet, main)	7
Dos (reins)	2
Total	28

Force est, là encore, de constater une prédominance des blessures du côté gauche sur le côté droit. Les raisons en sont moins évidentes. Peut-être un cavalier avait-il plus le temps d'ajuster un de ses adversaires si ce dernier était alors occupé à se défendre ou à attaquer de sa main droite ? Le nombre de lésions à la mâchoire indique que le feu était souvent tiré non pas en face du visage, mais de côté<sup>2987</sup>. Nous n'avons pas de mentions de blessures au corps, car, répétons-le, celles qui y sont causées par le feu sont particulièrement mortelles, à l'exception de deux occurrences de lésions dans les reins. Elles ont eu lieu à la bataille de Ramillies, ce qui prouve bien à quel point les Gardes du corps se sont trouvés environnés et encerclés de toutes parts. Notons enfin le faible nombre de coups portant sur l'arrière du corps. Ceci prouve que les mêlées étaient rarement, contrairement à ce que semblent indiquer les représentations picturales, de grands cercles où l'on combattait sans ordre. L'unité conservait toujours, malgré le choc, son sens, ce qui lui permettait, après un dernier effort, de se dégager en se dirigeant vers l'avant.

Ainsi, les combats d'une mêlée de cavalerie se mènent au sabre et au pistolet. Le but est d'avancer jusqu'à avoir percé l'escadron adverse, en frappant tous ceux qui se présentent devant soi. Les coups mal ajustés, les tirs qui portent sur le côté des personnes, montrent assez à quel point un soldat pris dans la nasse n'a pas le temps de s'attaquer à un adversaire en particulier, comme dans les combats de fourrages, mais doit se tourner et lutter de toutes parts. Les coups pleuvent de partout, laissant de profondes cicatrices : Montigny-Languet reçut « deux coups de sabre sur la tête, un coup d'épée qui [lui] perce le bras, une contusion d'une balle à la jambe », son cheval lui-même fut blessé<sup>2988</sup>. L'auteur de ces lignes, eut cependant plus de chance que Zurlauben, qui reçut, à la tête de la gendarmerie, trois coups de sabre sur la tête et un dans la cuisse<sup>2989</sup> : il mourut à Ulm quelques jours après.

### 6.2.3.5. *Après le choc*

Comment s'achève, pour les cavaliers qui survivent au combat, une mêlée de cavalerie ? Il arrive parfois que l'escadron qui vient de traverser une unité adverse, sans avoir réussi à la

---

<sup>2987</sup> En effet, lorsqu'un coup brise la mâchoire mais n'est pas mortel, il est probable qu'il n'a pas été tiré face à l'adversaire, car alors la balle aurait continué son trajet vers l'intérieur, ce qui aurait tué la personne sur le coup.

<sup>2988</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>2989</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 61 (29 août 1704). Une autre relation parle de « six ou sept coups » : BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

rompre, se voit forcé de faire demi-tour pour se reconstituer plus en arrière du front. C'est ce que font les Gardes du corps à Ramillies : « Si tost que nous fusmes hors de cette foule, nous nous raliâmes à quelques portées de mousquet des ennemis et nous formons quelques escadrons du reste de ces enfans perdus, s'il faut parler ainsi, pour retourner à la charge »<sup>2990</sup>. La situation des soldats isolés est alors périlleuse, se trouvant pris entre les cavaliers ennemis qu'ils viennent de traverser et ceux de la ligne suivante : « Chacun se ralia comme il put et se retira du milieu des escadrons des ennemis, et c'est là que ce fit (*sic*) le grand nombre de prisonniers »<sup>2991</sup>.

Il semble pourtant que certaines mêlées ne se désagrègent pas immédiatement. Cela arrive lorsque les vainqueurs poursuivent de près les vaincus, et que ces derniers, coincés dans la forme rigide de l'escadron, ne parviennent pas à s'en dégager. Ainsi, bien que certains Gardes du corps arrivent à percer et s'enfuir, bon nombre de cavaliers de la Maison du roi sont poussés par leurs camarades, qui eux-mêmes fuient les Hollandais qui les pressent : « Nous fusmes emportés pesle mesle jusqu'au dela de la tombe d'Ottemont sans voir aucune troupe, qui nous donnat le moien de nous rallier »<sup>2992</sup>. Le comte de Mérode-Westerloo raconte comment, en Italie, sa brigade arrive à bousculer et retourner littéralement une unité adverse :

« Alors ils se renversèrent les uns sur les autres ; eux et les nôtres se jetèrent pêle-mêle et en foule à travers leur camp jusque sur la digue, et ils furent jetés dans le canal. La presse étoit si forte, que pendant plusieurs pas mon cheval ne mit pas le pied sur terre. Je fus ainsi porté sur le haut de cette digue, où m'apparurent, comme une nuée qui se dissipe, tous les ennemis dans l'eau, hommes et chevaux, les uns sur les autres. [...] J'avois eu moi-même bien de la peine à n'être pas poussé dans le canal par la foule de ceux qui me suivoient »<sup>2993</sup>.

Une scène quasiment identique se produit à Blenheim, alors que le comte essaie, avec les restes de la seconde ligne, de retarder les ennemis pour permettre à l'Électeur de se retirer :

« Comme pendant tout ce temps-là les ennemis avoient passé de tous les côtés en grande diligence, nous fumes pris en front et par les deux flancs d'une quantité de nombreux escadrons, fûmes renversés les uns sur les autres, et poussés si vivement, l'ennemi étant

---

<sup>2990</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>2991</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>2992</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706.

<sup>2993</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 225.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

mêlé avec nous, que de trois cents pas mon cheval n'a jamais mis le pied à terre, mais a été porté dans la foule »<sup>2994</sup>.

Bien sûr, une telle description n'est pas exempte d'exagérations : les jambes de l'officier espagnol auraient été broyées si son cheval avait été soulevé pendant tout ce temps. Elle n'en évoque pas moins la pression subie lorsque l'on se retrouve au cœur de la poussée. Il faut imaginer que pendant que les vaincus essaient de fuir, ils sont au contact avec leurs adversaires, qui parviennent à les toucher dans le dos et sur les flancs. C'est de ce désordre que doivent avoir réchappé la dizaine de cavaliers dont le registre des Invalides indique qu'ils ont été « foulés au pied des chevaux »<sup>2995</sup>. L'un d'eux a même reçu « plusieurs bourrades ».

Les escadrons ainsi repoussés par la puissance de leurs adversaires sont censés être secourus par l'arrivée providentielle des renforts de la seconde ligne. L'affaire se passa assez bien à Blenheim lors de la troisième charge de cavalerie française : « La brigade de Silly, dans les intervalles de laquelle la gendarmerie passa pour se rallier, chargea les Anglois et leur fit repasser le ruisseau avec précipitation »<sup>2996</sup>. Le comte de Mérode-Westerloo s'attribue le bon succès de cette opération : « Quand je vis la gendarmerie plier et revenir en confusion, suivie vigoureusement des ennemis, je marchai. Elle passa dans les intervalles de mes escadrons, fort rompue et fort en désordre, ayant perdu bien du monde »<sup>2997</sup>. Il semble pourtant que la réaction de cette ligne ait été assez lente : les deux premières charges se déroulèrent sans qu'elle n'intervienne. Tallard l'aurait placée trop loin de la première : « Il avoit aussi plu à nos généraux supérieurs de laisser trop grand l'intervalle entre la première et la seconde ligne [...] et, quoique je voulusse avancer avec la seconde ligne, les généraux françois ne le voulurent pas, malgré que nous dussions être plus à portée de soutenir notre première ligne »<sup>2998</sup>. La cavalerie souffrit du même problème à Ramillies : « On dit encore que la seconde ligne de la cavalerie de la droite étoit trop éloignée de la première »<sup>2999</sup>. Il est possible qu'à cause de cette distance, les cavaliers de la seconde ligne de l'aile droite

---

<sup>2994</sup> *Ibid.*, p. 310.

<sup>2995</sup> Dont quatre à Blenheim, cinq à Ramillies, un à Audenarde.

<sup>2996</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>2997</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 306.

<sup>2998</sup> *Ibid.*, p. 305-306.

<sup>2999</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°159, Chamillart à Villeroy, Marly, 16 juin 1706. Les Alliés en revanche ne commirent pas cette erreur en 1706 : « Leurs lignes [étaient] si près les unes des autres, qu'ils sembloient former des rangs plutôt que des lignes ». BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

française se soient sentis moins impliqués dans le combat, et moins à même de secourir efficacement la première ligne.

La cavalerie sur les champs de bataille de la fin du règne de Louis XIV mérite ainsi d'être qualifiée de « lourde » non pas tant en raison de son équipement, mais de sa façon de combattre. L'affrontement de deux escadrons comporte deux phases nettement distinctes : la charge, puis la mêlée où l'objectif est de percer à travers le dispositif adverse – distinction que l'on peut retrouver lors des affrontements des troupes montées de la Grèce antique comme dans ceux de la chevalerie médiévale<sup>3000</sup>. La charge au XVIII<sup>e</sup> siècle se fait en ordre serré, le trot ne s'accélérait que dans les moments précédant l'engagement. Les hommes doivent rester en ordre, l'épée à la main, soucieux de ne pas dépasser leurs voisins, à l'exception parfois des militaires du premier rang et des éventuels « cavaliers commandés » qui peuvent faire feu avant le choc. L'escadron garde sa forme, sinon son organisation, lors de la rencontre avec l'ennemi : la mêlée est généralement courte, le moral et le courage d'une des deux unités s'effondrant rapidement. Pourtant, l'intensité du combat est inversement proportionnelle à sa durée. La puissance que représente l'ordre strict d'un escadron devient, lors de la retraite, un piège dans lequel sont pris tous ceux qui, incapables de se diriger vers les côtés, tentent tant bien que mal de retourner leur monture et fuir vers l'arrière, malgré les corps vivants ou morts de leurs compagnons.

### 6.2.4. Infanterie contre infanterie

#### 6.2.4.1. *L'organisation du bataillon*

Les unités d'infanterie du début du XVIII<sup>e</sup> siècle présentaient des caractéristiques similaires à celles de cavalerie, et en premier lieu le souci de la solidité, de la densité et de la rectitude de la formation. On retrouvait également l'absence d'adéquation entre l'entité administrative du régiment et l'unité tactique du bataillon. Les régiments les plus prestigieux comportaient trois ou quatre bataillons, tandis que ceux de nouvelle levée n'en comptaient qu'un. Nous avons déjà vu que chaque bataillon se subdivisait en douze compagnies de quarante-cinq hommes, sans compter une compagnie supplémentaire de grenadiers. Un

---

<sup>3000</sup> V. D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre...*, op. cit., p. 210. On retrouve également, lors des combats de cavaliers de la Grèce antique, l'existence de troupes destinées à harceler les cavaliers adverses avant le choc.

bataillon au grand complet comprenait donc, sans compter les officiers, un total de 585 soldats.

On peut appréhender la façon dont se formait et se déplaçait un bataillon en se référant aux textes législatifs et aux écrits des théoriciens militaires. Ainsi, en ce qui concerne la France, l'ordonnance du 2 mars 1703 avait fixé la profondeur d'un bataillon à cinq rangs : la compagnie de grenadiers se tenait à la droite, tandis qu'un nombre équivalent de piquets – les meilleurs hommes de chaque compagnie – se plaçaient à la gauche. Ces deux groupes étaient séparés du corps principal des douze compagnies du milieu par une rangée de sergents<sup>3001</sup>. À l'intérieur de ce corps, les compagnies étaient placées selon leur dignité – la meilleure compagnie étant la plus à droite ou au premier rang. Le commandant du bataillon, comme celui de l'escadron, se positionnait devant, et au centre ; derrière lui se situaient les trois drapeaux du régiment<sup>3002</sup>. À droite se trouvait le plus ancien capitaine, à gauche le second capitaine par l'ancienneté. Ces officiers étaient accompagnés de quelques sergents, grenadiers ou fusiliers. À l'arrière, on trouvait les « serre-files » : trois capitaines, quatre lieutenants, deux sous-lieutenants et six sergents<sup>3003</sup>. Le commandant du bataillon était la plupart du temps à cheval, pour mieux observer ses hommes et en être mieux vu. C'était d'autant plus utile qu'il devait vérifier et faire respecter l'intervalle entre les bataillons<sup>3004</sup>. Deux autres officiers étaient également à cheval, dont le major, et ils devaient se tenir à gauche et à droite de l'unité. En définitive, un bataillon de 120 hommes de front occupait un espace d'environ 80 mètres<sup>3005</sup>.

La distance entre les rangs était assez large : Puységur parle de 12 pieds (près de 4 mètres)<sup>3006</sup>. Cette habitude datait de la période où la difficulté de charger un mousquet à mèche requerrait un grand espace. Elle n'avait pas été abandonnée, car l'absence de marche au pas rendait nécessaire une certaine distance afin que les soldats de l'arrière ne rattrapassent pas ceux du rang précédent<sup>3007</sup>. Qui plus est, cela permettait aux officiers et bas-officiers de voir plus aisément comment se comportaient les hommes au centre de l'unité. L'ordre du bataillon primait sur sa rapidité : « Lorsque [le soldat] marche, il le fait très lentement devant lui, et se règle en marchant sur sa droite. [Les officiers devant le bataillon] doivent regarder de

---

<sup>3001</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 483.

<sup>3002</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 72.

<sup>3003</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 91.

<sup>3004</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 68.

<sup>3005</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 53.

<sup>3006</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>3007</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 482. L'armée française n'adoptera la marche au pas cadencé qu'à partir de 1754.

tems en tems derrière eux, parce qu'insensiblement les officiers s'avancent, et s'éloignent du soldat »<sup>3008</sup>.

L'organisation décrite ci-dessus supposait que les bataillons fussent complets, ce qui était loin d'être le cas. Enfin, les commandants ne se sentaient pas particulièrement liés par le texte des ordonnances<sup>3009</sup>. Nombreux étaient les officiers qui adoptaient une organisation sur quatre rangs pour pallier le manque de soldats<sup>3010</sup> ; c'était aussi le choix adopté par Villars<sup>3011</sup>. Les troupes anglaises étaient alignées en général sur trois rangs ; les autres armées européennes oscillaient entre trois et cinq rangs.

Les soldats en marche doivent avancer « la bayonnette au bout du fusil, chargé et appuyé sur le bras gauche »<sup>3012</sup>. Lorsqu'il se déplace, il est difficile pour un bataillon de conserver son organisation initiale. Cela suppose que tous les soldats tâchent d'avancer en se réglant les uns sur les autres, afin que les rangs et les files restent droits. Les officiers sont destinés à vérifier la rectitude du dispositif. Cette charge est d'autant plus complexe que l'organisation fragile du bataillon est susceptible de se déliter au moindre événement : dès qu'il se met en mouvement, « ces petites parties perdent de leur arrangement, les unes se serrent plus, d'autres s'ouvrent davantage, l'inégalité du terrain les dérangeant à chaque instant, à plus forte raison dans l'action ; car dès qu'il y a des hommes tués ou blessés, ou qui quittent les rangs, il n'est plus question d'arrangement de file »<sup>3013</sup>. Le maréchal de Saxe vient appuyer de son expérience les remarques de Puységur :

« C'est un opéra que de voir seulement un bataillon se mettre en mouvement : on dirait que c'est une machine mal agencée qui va rompre à tout moment, et qui ne s'ébranle qu'avec une peine infinie »<sup>3014</sup>.

Or, toute erreur doit être corrigée au plus vite, afin que l'unité soit en bon ordre lorsqu'elle se trouve face à l'ennemi. Lorsque deux bataillons se font face commence un série d'échanges de salves de fusils.

---

<sup>3008</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 66.

<sup>3009</sup> Puységur lui-même évoque l'organisation prévue par le règlement de 1703, mais considère qu'il ne s'agit pas de celle qui est généralement adoptée, en concluant : « Il n'y a aucune uniformité d'arrangement dans les troupes ». J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 73.

<sup>3010</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 65.

<sup>3011</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 483.

<sup>3012</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 151.

<sup>3013</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 73.

<sup>3014</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 32.



### 6.2.4.2. *Les systèmes de tir*

Dès que les armes à feu firent leur apparition sur les champs de bataille, les armées européennes se virent confrontées à la nécessité de trouver des solutions pour minimiser les deux principaux défauts de ces nouveaux instruments : leur imprécision, et la lenteur de leur chargement. C'est justement pour fournir le feu le plus dense possible, que les fantassins furent regroupés au sein de la formation compacte que constituait un bataillon. L'objectif consistait à mettre en jeu, sur un espace réduit, le plus grand nombre de bouches à feu possible.

L'accumulation des fusils ne suffisait pas à elle seule à emporter la partie. Il fallait permettre à ces armes de s'exprimer le plus souvent possible. C'est à cette fin que divers systèmes de tirs furent successivement imaginés et mis en œuvre au sein des troupes. Cette recherche obstinée d'un meilleur rendement du bataillon fut marquée, tout au long de l'époque moderne, par une série d'innovations considérables. La plus célèbre d'entre elles fut la « contremarche », inventée par Maurice de Nassau et son cousin Guillaume-Louis à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle – elle ne faisait en fait qu'améliorer des manœuvres datant au moins des années 1490<sup>3015</sup>. Durant une contremarche, les mousquetaires des premiers rangs s'avancent, tirent, avant de passer à l'arrière de la formation où ils auront le temps de recharger leurs armes, en attendant que les rangs qui les suivent soient à nouveau repassés derrière eux. Dans les années 1680, les Français adoptèrent un système de tir par rang. Lorsque le bataillon doit combattre, les soldats de tous les rangs s'agenouillent, sauf ceux du dernier qui peuvent alors faire feu. Les hommes de l'avant-dernier rang se lèvent alors pour tirer, et ainsi de suite. Enfin, lorsque le premier rang a fait sa décharge, tous les hommes se baissent pour laisser le dernier rang tirer à nouveau. L'avantage de cette technique par rapport à la première, c'était que les hommes ne concentrent pas leur attention sur un déplacement qui risquerait de désorganiser la formation<sup>3016</sup>. Mais elle n'est pas exempte de défauts, au rang desquels on compte la difficulté, pour les fantassins des premiers rangs, de recharger à genoux une arme dont le canon fait plus d'un mètre. En effet, si le fusil n'est pas parfaitement droit lorsqu'on le charge, la poudre a tendance à se répandre tout le long du canon, ce qui est dangereux.

---

<sup>3015</sup> T. Arnold, *op. cit.*, p. 81.

<sup>3016</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 50. L'auteur indique que le premier feu français était souvent délivré par plusieurs rangs à la fois, ce qui le rendait particulièrement dévastateur.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Un système plus complexe inventé par les Hollandais est adopté par l'armée britannique après la « Glorieuse Révolution » : le tir par pelotons<sup>3017</sup>. Cette méthode suppose la constitution d'un nouveau regroupement, la « grande division ». Celle-ci comprend 3 compagnies de fusiliers : il y a donc 4 « grandes divisions » par bataillon. Ces dernières sont à leur tour divisées en 4 pelotons : il y a donc 16 pelotons par bataillon, auxquels on ajoute deux pelotons supplémentaires formés par la bipartition de la compagnie de grenadiers. Les trois hommes d'une même file sont toujours réunis dans le même peloton. Ainsi, la « grande division » n'est qu'une structure intermédiaire qui n'a aucun emploi tactique, et dont la seule vocation est de permettre de diviser 13 compagnies en 18 pelotons. Les pelotons sont enfin rassemblés en trois *firings*, que nous avons pensé traduire par « sections de tir ». Ce sont ces sections qui sont destinées à faire feu, l'une après l'autre, lorsque le bataillon rencontre l'ennemi. Afin que le feu produit par chaque décharge semble provenir de toutes parts, les six pelotons d'une même section de tir se répartissent tout le long du bataillon.

Lorsque le bataillon doit combattre, les rangs se resserrent à un pas d'écart ; les hommes du premier rang s'agenouillent tandis que les autres restent debout. Les soldats du dernier rang se mettent en face de l'espace laissé entre les deux hommes du rang précédent. Ainsi, les fantassins des trois rangs d'une même file peuvent tirer simultanément. Au signal, la première section déclenche son tir, puis recharge tandis que la seconde fait feu à son tour. La troisième section de tir est un peu particulière, puisqu'elle comporte les deux pelotons de grenadiers des flancs, et les pelotons du milieu. Les grenadiers sont destinés à prendre en enfilade la totalité du bataillon ennemi, tandis que les pelotons centraux tirent en face d'eux pour atteindre en priorité les officiers qui mènent le bataillon adverse.

Par rapport aux méthodes précédentes, le tir par peloton offre de nombreuses avancées. Il supprime le besoin perpétuel de se lever et de s'abaisser qui nuit à la régularité et à la précision du feu lors d'un tir par rang<sup>3018</sup>. Par ailleurs, lorsque des fantassins tirent l'un derrière l'autre, les résidus brûlants de poudre dispersés par le fusil viennent tomber sur la tête, la nuque et les épaules du soldat précédent, heureusement protégées par un tricorne : autre défaut éliminé par le tir par peloton. Enfin, ces salves plus rapides (dans le meilleur des cas, chaque section de tir peut faire deux décharges en une minute), qui envoient un feu provenant de toutes parts, semblent peut-être plus redoutables aux soldats qui les reçoivent, car au-delà des pertes réellement occasionnées, la dimension psychologique ne doit pas être

---

<sup>3017</sup> Les deux paragraphes suivants sont tirés de D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 116-121.

<sup>3018</sup> Ces mouvements incessants présentent un autre défaut : ils fatiguent le soldat, qui laisse alors le canon de son fusil s'incliner vers le bas du fait de son propre poids. F. Bonnefoy, *op. cit.*, t. I, p. 152.

négligée<sup>3019</sup>. Le principal défaut du tir par peloton est la complexité de sa mise en œuvre : il nécessite, pour une unité en marche, un temps d'arrêt et de réorganisation. Lorsqu'un bataillon est attaqué à l'improviste, avant que tout cela n'ait pu être mis en place, on adopte une solution de repli : les deux derniers rangs, à l'exception des grenadiers, font feu, puis le premier rang et les grenadiers, et ainsi de suite.

Si l'usage du tir par peloton semble avoir été largement adopté au sein des troupes des puissances maritimes, les méthodes de tir effectivement employées par les armées des autres pays européens sont assez mal connues. Peut-on affirmer, comme le font un peu hâtivement certains ouvrages, que le tir par rang était le mode de combat unanimement employé par les fantassins français ? Ce système n'est en réalité imposé par aucune ordonnance. Il semble plutôt que l'uniformité ne soit pas plus la règle au sein de l'infanterie que de la cavalerie. Guignard, qui a servi comme officier d'infanterie durant la guerre de Succession d'Espagne, prône ainsi une méthode qui ressemble terriblement aux contremarches hollandaises de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>3020</sup>. Villars dans son *Traité de la guerre de campagne* indique comment s'organise le bataillon qui doit faire feu de tout son front :

« Le major doit promptement faire mettre la bayonnette au bout du fusil, et faire serrer le second, le troisième et le quatrième rang tout contre le premier, chaque soldat passant son fusil entre les deux qui luy servent de chef de file »<sup>3021</sup>.

Le maréchal autorise trois modes de tir : par rang, par « manche » ou par « demi-manche ». La manche est une subdivision correspondant au tiers d'un bataillon, découpage hérité du temps où les formations d'infanterie se composaient de deux « manches » de mousquetaires séparés par un groupe de piquiers au centre. La « demi-manche » en revanche divisait le bataillon en cinq ; en effet c'était un héritage des années 1690, au moment où il y avait quatre demi-manches de mousquetaires pour une demi-manche de piquiers<sup>3022</sup>. Il faut donc imaginer qu'à chaque décharge, chaque tiers ou chaque cinquième de bataillon, tous

---

<sup>3019</sup> D'autres arguments avancés par David Chandler en faveur de cette méthode sont moins convaincants : il assure que comme il n'y a que trois sections de tir, un plus grand nombre de balles est envoyé à chaque salve que lorsqu'un rang sur cinq fait feu. Or cela n'est vrai que lorsque les bataillons sont sur cinq rangs, ce qui est rare.

<sup>3020</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 632.

<sup>3021</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 93. Notons que Villars prône ce mouvement lorsqu'il s'agit de faire disperser des troupes amies qui se retirent en désordre sur le bataillon pour que ce dernier ne soit pas désorganisé. Lorsqu'il s'agit d'affronter des bataillons adverses, le maréchal ne croit qu'à la baïonnette.

<sup>3022</sup> P. de Briquet, *Code militaire...*, *op. cit.*, t. I, p. 486 ; J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 484.

rangs confondus, fasse feu, afin d'obtenir un feu roulant. Notons d'ailleurs qu'à Blenheim, le lieutenant colonel du régiment de Robecque fait également tirer son bataillon « par la manche »<sup>3023</sup>.

Au cours de la guerre de Succession d'Espagne, les Français cherchèrent à s'inspirer des méthodes anglaises. Villeroy demanda en 1705 à certaines de ses unités d'expérimenter une forme française de tir par peloton, réglementée au début de l'année 1707. Le bataillon était divisé en « quarts de manche » (dix subdivisions du bataillon, plus les grenadiers et les piquets). On faisait tirer un peloton de la droite, puis un de la gauche, puis un du centre... Chaque peloton s'avancé à six pas en avant du front, ses rangs se serraient en s'arrêtant et les deux premiers mettaient genou à terre pour permettre aux quatre rangs de tirer à la fois. Après le tir, le peloton retournait à sa place pour recharger<sup>3024</sup>. Nous ignorons dans quelle mesure ce système fut franchement adopté<sup>3025</sup>. Il est probable qu'il fut surtout employé lors de la défense de retranchements ou lors de tirs derrière des parapets<sup>3026</sup>. Quoi qu'il en soit, les Français ne furent pas les seuls à vouloir s'inspirer de l'usage anglo-hollandais du feu par peloton : des régiments allemands en usèrent ainsi à Malplaquet<sup>3027</sup>.

Pour connaître les mouvements du fantassin au sein même du bataillon, on peut s'appuyer sur l'ordonnance de 1703 – qui décrit longuement les gestes que doivent effectuer les soldats français – et sur l'analyse critique de cette même ordonnance par Puységur<sup>3028</sup>. Dans la marche, les fantassins français portent leur fusil sur l'épaule gauche. Lorsqu'il faut tirer, ils doivent prendre le fusil de la main droite, au niveau du chien, puis faire retomber le canon du fusil sur la main gauche. Ensuite, on relève le fusil en deux temps. La crosse est d'abord mise au niveau du ceinturon, puis de l'épaule : c'est la position « en joue » :

« On met en joue à l'épaule droite, lâchant le pied droit en arrière, ayant le genou gauche un peu plié, le jarret droit bien tendu, le corps porté en avant sur la jambe gauche, les armes plates ».

---

<sup>3023</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>3024</sup> V.-L. Belhomme, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. II, p. 432.

<sup>3025</sup> De fait, selon Brent Nosworthy, l'effet psychologique du tir par quart de manche était moindre que dans le système anglo-hollandais, puisque la salve d'un douzième de bataillon ne pouvait frapper que peu de monde à la fois, et ne choquait donc pas suffisamment l'adversaire. B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 58.

<sup>3026</sup> V.-L. Belhomme, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. II, p. 432. .

<sup>3027</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 487.

<sup>3028</sup> *Exercice pour toute l'infanterie de France, et autres mouvemens reglez par la main de Sa Majesté le 2 Mars 1703*, [Paris], impr. de Sevestre, [1704] ; J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 126.

Ainsi positionné, le soldat peut appuyer sur la gâchette de la main droite, la gauche portant le canon. L'ordonnance de 1703 explique ensuite comment recharger l'arme, installer la baïonnette, prendre une position de repos... La posture du tireur français n'est guère différente de celle que Marlborough veut voir adoptée par ses propres troupes, si l'on en croit une brochure publiée en 1708 :

« Faîtes un quart de tour vers la droite avec votre pied droit, gardant votre jambe droite raide, et le genou de la gauche un peu fléchi ; votre orteil gauche vers l'avant, et au même moment placez la crosse du fusil sur votre épaule, vos coudes à angle droit, ou dans l'alignement de votre épaule, votre corps complètement vers l'avant, et la bouche du fusil à la hauteur de la poitrine »<sup>3029</sup>.

Rien n'est dit sur la situation de la tête – c'est-à-dire de l'œil – pendant le tir. Puységur déplore que, la plupart du temps, on demande aux soldats de garder la tête haute, pour donner plus de « grâce » à leur allure ; mais c'est leur interdire de viser<sup>3030</sup>. Le maréchal recommande donc de leur faire baisser la tête le long du fusil, à la façon des chasseurs.

On trouve encore, au sein même de l'armée française, d'autres types de positions, encore moins portées vers le tir de précision – ce n'est pas le seul domaine où l'ordonnance de 1703 n'est pas pleinement appliquée... Si l'on observe la gravure de Pierre Giffart dans *L'art militaire françois pour l'infanterie*, de 1696, on s'aperçoit que le tir est effectué sans même épauler, les bras tendus vers l'avant. L'œil du soldat est de fait situé très au-dessus du canon<sup>3031</sup>. Vauban quant à lui évoque encore une autre méthode, qui consiste à « coucher en joue et appuyer la crosse du mousquet dans le milieu de l'estomac », destinée à nouveau à donner de la « bonne grâce » au fantassin<sup>3032</sup>.

Cependant, même les auteurs qui se montrent favorables au tir de précision donnent assez peu d'indication sur la cible que les soldats devaient choisir. Nous n'avons trouvé que le

---

<sup>3029</sup> « Step a quarter to the right with your right foot, keeping your right leg stiff, and the knee of the left a little bending; your left toe to the front, and at the same time place the butt of your piece to your shoulder, your elbows square, or in a direct line with your shoulder, your body with a full front, and the muzzle of your piece breast high ». *The Duke of Marlborough's new exercise of firelocks and bayonets; appointed by His Grace to be used by all the British forces, and the militia...*, Londres, [1708 ?], p. 3.

<sup>3030</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 63.

<sup>3031</sup> L'analyse est effectuée dans B. Bouget et C. Larribière, « Le feu et le fer : Vauban... », *art. cit.*, p. 261.

<sup>3032</sup> Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1150. Santa-Cruz parle aussi de cette méthode, qu'il attribue à l'armée hollandaise. Cet auteur n'y toutefois pas hostile, dans la mesure où elle contraint les soldats à tirer vers le bas, et à neutraliser la déviation du tir vers le haut liée à l'effet de recul. Alvaro Navia-Ossorio, vicomte de Puerto, marquis de Santa-Cruz de Marcenado, *Réflexions militaires et politiques*, Paris, Jacques Guérin, 1738, t. VI, p. 75.

marquis de Santa-Cruz qui s'intéresse à ce point, lui qui demande aux officiers d'« avoir soin d'instruire les soldats de tirer au ventre des fantassins, au poitrail des chevaux, qui leur viennent de front, et aux genoux des cavaliers, qui en escarmouchant leur présentent le flanc »<sup>3033</sup>. L'espagnol insiste sur le fait qu'il faut toujours tirer trop bas, pour compenser l'effet de recul – et aussi parce qu'une balle touchant le sol peut rebondir et blesser quelqu'un, alors qu'un projectile tiré trop haut est inoffensif. Enfin, Santa-Cruz est le seul à conseiller aux troupes de tirer de préférence sur les officiers ennemis – les autres auteurs que nous avons pu consulter manifestant dans ce domaine beaucoup plus de pudeur... En retour, Santa-Cruz incite les gradés à ne pas mettre de vêtements trop voyants<sup>3034</sup>.

Lorsqu'ils marchent à l'ennemi, les officiers doivent enfin faire très attention à ce que leurs hommes soient dans une position de repos, c'est-à-dire le fusil sur l'épaule. C'est un point sur lequel insiste le maréchal de Saxe, qui refuse que les fantassins avancent les « armes présentées ». Le risque serait trop élevé dans ces circonstances que par panique, par bravade ou par accident, un soldat ne fasse tirer son arme. Le premier coup involontaire entraînerait alors une réaction similaire de la part de toute l'unité : « Il ne faut qu'un seul coup, en présence de l'ennemi, pour faire tirer un bataillon, une brigade, une ligne, une colonne entière »<sup>3035</sup>.

En cela, la précaution voulue par le maréchal de Saxe rejoint la plus importante recommandation donnée par les généraux et les écrivains militaires de l'époque : ne jamais faire tirer une unité avant celle qui lui fait face. Quincy ne fait qu'exprimer une idée unanimement répandue, lorsqu'il constate qu'« un bataillon est d'ordinaire battu quand il a tiré son feu, et que celui qui lui est opposé a encore tout le sien »<sup>3036</sup>. Les raisons avancées sont essentiellement psychologiques : après la décharge, privés momentanément du secours de leur fusil, les soldats se sentent tout d'un coup vulnérables. Ils subissent d'autant plus aisément ce sentiment que le manque de fiabilité des armes à feu de l'époque rend l'effet des salves assez aléatoire, surtout si le coup est tiré d'assez loin. Par ailleurs, la fumée dégagée

---

<sup>3033</sup> *Ibid.*

<sup>3034</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>3035</sup> Lettre du maréchal de Saxe au comte d'Argenton, au sujet des différens exercices militaires dont le roi l'avoit chargé d'aller voir l'exécution à l'hôtel royal des Invalides, Paris, 25 février 1705, édité dans M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 251.

<sup>3036</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 67. Le maréchal de Saxe émet un avis similaire : « Toute troupe qui a tiré en présence de l'ennemi est une troupe défaite, si celle qui lui est opposée conserve son feu ». Lettre du maréchal de Saxe au comte d'Argenton, au sujet des différens exercices militaires dont le roi l'avoit chargé d'aller voir l'exécution à l'hôtel royal des Invalides, Paris, 25 février 1705, édité dans M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 251.

par les armes brouille la vision des hommes du bataillon, qui se voient contraints de s'arrêter tandis que l'ennemi marche toujours à eux<sup>3037</sup>.

### 6.2.4.3. *Un retard français ?*

Si les descriptions d'affrontements de deux unités d'infanterie en rase campagne sont assez rares dans les documents d'époque, il en est une qui est disponible aussi bien dans les écrits du capitaine Robert Parker que dans ceux du brigadier Richard Kane. Ce court texte en est d'autant plus cité ; il est intégralement retranscrit dans les ouvrages de Brent Nosworthy, David Chandler ou John Lynn. Il s'agit de l'affrontement, lors de la bataille de Malplaquet, de deux unités de nation irlandaise servant dans les camps opposés :

« Nous continuâmes à avancer lentement, jusqu'à ce que nous arrivions à une ouverture dans le bois. C'était une petite plaine. Nous vîmes, de l'autre côté de celle-ci, un bataillon des ennemis rangé en bataille, avec la lisière du bois derrière lui. Là dessus, le colonel Kane, qui était alors à la tête du régiment, nous ayant rangés en bataille, et ayant formé nos pelotons, avança lentement vers eux, après avoir préparé les six pelotons de notre première « section de tir ». Quand nous nous fûmes avancés à une centaine de pas d'eux, l'un de leurs rangs fit feu sur nous. Sur quoi nous nous arrêtâmes, et nous leur retournâmes le feu de nos six pelotons à la fois, et immédiatement nous préparâmes les six pelotons de notre seconde section de tir, et avançâmes à nouveau sur eux. Alors un autre de leurs rangs fit feu, et nous leur retournâmes un second feu qui les fit reculer. Pourtant un troisième de leurs rangs fit feu, d'une façon assez disparate, et alors ils se retirèrent en grand désordre dans le bois ; là dessus nous leur lançâmes notre troisième feu, et nous ne les vîmes jamais plus »<sup>3038</sup>.

Pour de nombreux auteurs anglo-saxons, au premier rang desquels David Chandler, cette description démontrerait la supériorité acquise par l'infanterie des puissances maritimes sur celle de Louis XIV. Le fait que l'épisode ait eu lieu entre deux unités irlandaises permet

---

<sup>3037</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 38.

<sup>3038</sup> « We continued marching slowly on, til we came to an opening in the wood. It was a small plain, on the opposite side of which we perceived a battalion of the enemy drawn up, a skirt of the wood being in the rear of them. Upon this colonel Kane, who was then at the head of the Regiment, having drawn us up, and formed our platoons, advanced gently toward them, with the six platoons or our first firing made ready. When we had advanced within a hundred paces of them, they gave us a fire of one of their ranks; whereupon we halted, and returned them the fire of our six platoons at once; and immediately made ready the six platoons of our second fire, and advanced upon them again. Then they gave us the fire of another rank, and we returned them a second fire, which made them shrink; however they gave us the fire of a third rank after a scattering manner, and then retired into the wood in great disorder; on which we sent our third fire after them, and saw them no more » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 88-89). Le terme « shrink » est équivoque : il peut indiquer que les hommes reculent, mais aussi qu'ils se resserrent les uns contre les autres, pour trouver dans la masse une sensation de sécurité.

d'éviter toute réflexion douteuse sur la « bravoure » respective des peuples. Le résultat est par ailleurs sans appel : les forces de Marlborough n'ont même pas besoin de faire leur troisième salve pour disperser leurs adversaires.

De fait on considère généralement, au cours de la guerre de Succession d'Espagne, que les unités d'infanterie françaises ne sont pas à même de vaincre leurs adversaires anglo-hollandais lors d'affrontements en rase campagne. Dès 1706, avant la bataille de Ramillies, Louis XIV lui-même recommande à Villeroy d'« avoir une attention particulière à ce qui essuiera le premier choc des troupes anglaises »<sup>3039</sup>. Deux ans plus tard, à l'aube de la campagne de 1708, le roi se voit contraint d'avouer à Vendôme que son infanterie est « moins accoutumée à tirer » que celle des Alliés<sup>3040</sup>. Les craintes du Roi-Soleil viennent apporter du crédit aux propos d'un officier anglais – rapportées par des nouvelles de Londres – qui s'était trouvé à Blenheim et Ramillies :

« J'ay esté au combat de Blenheim (*sic*) et je me suis estonné, aprez toute la reputation des François, d'avoir observé au commencement de l'action qu'ils faisoient un feu irregulier, en tirant de loin tantost l'un et tantost l'autre, sans jugement ny ordre, par consequent sans effet. Au commencement de la bataille de Rumilly j'ai observé la mesme chose, sur quoy j'ay dit : "La victoire est aux Alliez, l'ennemy retombe dans la faute de Blunhem (*sic*), laquelle leur est peut estre familiere". Et effectivement, aprez avoir poussé nos deux premieres lignes, ils sont tombez en desordre, ce qui nous a donné la victoire, car leur feu irregulier ne leur a servy de rien »<sup>3041</sup>.

Les soldats français, pratiquant un « feu irrégulier », se montrent ainsi incapables de répondre aux deux principaux impératifs des combats d'infanterie au début du XVIII<sup>e</sup> : l'application d'un ordre strict dans les salves – quel que soit le système employé – et la consigne de tirer au plus près de l'adversaire<sup>3042</sup>. Mais aucun épisode de la guerre de

---

<sup>3039</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19. Certains militaires, comme Chamlay, avaient commencé à pointer les défaillances de l'infanterie française dès la fin de la guerre de Hollande. Chamlay trouve par exemple le feu des Alliés supérieur à celui des Français lors de la bataille de Cassel, en 1677, pourtant une victoire de Louis XIV (J.-P. Cénat, *Chamlay...*, *op. cit.*, t. II, p. 475).

<sup>3040</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708.

<sup>3041</sup> AE Angleterre 220, fol. 101r-105r, nouvelles de Guénin à Londres, 11 juin 1706. Une autre lettre du même officier ajoute qu'il « s'estoit etonné de voir tant de mollesse dans une nation qui s'estoit acquise par les armes une reputation glorieuse » (AE Angleterre 220, fol. 108r-109v, nouvelles de Guénin à Londres, 11 juin 1706).

<sup>3042</sup> Évoquant la bataille de Blenheim, où la plupart des bataillons auraient « tiré en l'air », le maréchal de Saxe déplore à son tour que l'infanterie française soit incapable « de soutenir une charge [contre une] infanterie moins valeureuse qu'elle mais mieux exercée ». Lettre du maréchal de Saxe au comte d'Argenton, au sujet des différens exercices militaires dont le roi l'avoit chargé d'aller voir l'exécution à l'hôtel royal des Invalides, Paris, 25 février 1705, édité dans M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 252.



Succession d'Espagne n'illustre mieux les faiblesses de l'infanterie française que le combat de Wynendael, en septembre 1708.

Nous avons déjà évoqué, au chapitre précédent, les circonstances de cet engagement. Les Alliés avaient fait partir d'Ostende un convoi destiné à alimenter le siège de Lille. La Mothe-Houdancourt, chargé de l'intercepter, avait réussi à rejoindre les forces ennemies près des bois de Wynendael. La supériorité numérique du lieutenant général semblait lui promettre un résultat favorable : il avait sous ses ordres près de 20 000 hommes, tandis que les Coalisés en atteignaient difficilement 6 à 7 000<sup>3043</sup>. Mais La Mothe multiplia les erreurs : par ignorance ou par choix délibéré, il n'attaqua pas le convoi lui-même, protégé par la cavalerie alliée, mais le corps d'infanterie qui l'accompagnait à distance<sup>3044</sup>. Alors que les bataillons ennemis se positionnaient dans une sorte de « tonnelle », une clairière entre deux bois, il décida de les attaquer frontalement, au lieu de profiter de sa supériorité en cavalerie pour tourner leur position – le corps de fantassins allié n'était accompagné que de 500 chevaux<sup>3045</sup>. L'infanterie des Deux-Couronnes se déploya sur quatre lignes<sup>3046</sup>, suivie par les dragons et la cavalerie sur quatre lignes<sup>3047</sup>. En face d'eux, les bataillons coalisés se formèrent sur deux puis trois lignes :

« Après avoir canonné pendant une demi-heure, [La Mothe-Houdancourt] fit marcher son infanterie pour commencer l'attaque ; mais, aux premières décharges que firent sur elle quelques bataillons ennemis postés à droite et à gauche dans les bois, elle plia, et il ne fut plus question de la pouvoir faire remarcher en avant. Les dragons s'avancèrent un peu pour donner le temps à l'infanterie de se rallier, et essayèrent un très gros feu, dont ils eurent beaucoup de monde de tué »<sup>3048</sup>.

Les dragons furent dès lors contraints de retourner derrière les lignes de cavalerie pour se rallier. Profitant du répit donné par l'intervention des dragons, les officiers firent leur possible pour ramener leurs hommes à la charge, sans succès<sup>3049</sup>. L'issue du combat n'est pas

---

<sup>3043</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 453.

<sup>3044</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°222, Louis XIV à Bourgogne, Marly, 8 octobre 1708.

<sup>3045</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), [1708-1710].

<sup>3046</sup> Il s'agit en fait de deux lignes, chacune étant suivie de deux demi-lignes. SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 449.

<sup>3047</sup> *Ibid.* Vendôme parle plutôt de deux lignes de dragons et quatre de cavalerie. SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°196, copie de la lettre de M. le duc de Vendosme à Chamillart, écrite d'Oudembourg, le 4 octobre à 9 heures du matin.

<sup>3048</sup> J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 131.

<sup>3049</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 453. Les sources des deux camps concordent pour louer la contenance

très claire : tandis que les sources françaises prétendent que La Mothe resta maître du champ de bataille, on évoque chez les Coalisés une retraite des forces des Deux-Couronnes. L'essentiel n'était pas là : le convoi allié put rejoindre Lille.

Comment expliquer l'incapacité des Français à profiter d'une situation apparemment très favorable ? Il ne faut pas négliger la part des erreurs tactiques. La Mothe alla chercher les ennemis à l'endroit même où sa supériorité en cavalerie ne pouvait jouer. Qui plus est, il mit en première ligne des unités de valeur moindre – des bataillons d'Espagne, boucs émissaires tout désignés<sup>3050</sup> – alors que ses meilleures troupes, les brigades de Perche, de Condé et de Vendôme, étaient restées en arrière et ne purent pas intervenir avant la fin de la journée<sup>3051</sup>. Ceci doit faire relativiser la différence du rapport de force entre Français et Alliés, les premiers ne disposant initialement que de dix-huit bataillons<sup>3052</sup>. Mais cela ne suffit pas à justifier la débandade presque immédiate des Français. Leur conduite fut condamnée par tous les chefs français : Vendôme trouva l'infanterie de Flandre « deshonorée », certains régiments s'étant « enfuis comme des femmes »<sup>3053</sup> ; Chamillart parla d'événement sans exemple<sup>3054</sup>.

La déroute des fantassins des Deux-Couronnes s'explique en premier lieu par la qualité du feu ennemi. Les Alliés réussirent à infliger aux Français un « feu continu », grâce à leur système de pelotons, « avec le même ordre que s'ils étaient à l'exercice »<sup>3055</sup>. Les hommes de La Mothe présentèrent un spectacle bien différent : premièrement, contrairement aux ordres, ils commencent à tirer « de fort loing »<sup>3056</sup>, c'est-à-dire à plus de cent pas des ennemis. Non contents de tirer trop tôt, les soldats tirèrent en l'air. Pis encore : constatant l'inefficacité de leur décharge, les soldats se jetèrent à terre « pour éviter le feu des ennemis »<sup>3057</sup>. Ils ne se

des officiers, qui ont tous « fait à merveille ». SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°185, le comte de La Mothe à Chamillart, camp d'Oudembourg, 2 octobre 1708.

<sup>3050</sup> Comme le dit le duc de Vendôme : « Ce qui me console, c'est que ce n'est que des troupes d'Espagne ». SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°170, Vendôme à Chamillart, camp du Saussoy, 30 septembre 1708.

<sup>3051</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°202, Bergeyck à Chamillart, s.l., octobre 1708.

<sup>3052</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°116, « Détail du combat de Wynendale envoyé par M. de Lamothe », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 449.

<sup>3053</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°196, copie de la lettre de M. le duc de Vendosme à Chamillart, écrite d'Oudembourg, le 4 octobre à 9 heures du matin.

<sup>3054</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°215, Chamillart à Bergeyck, Marly, 7 octobre 1708.

<sup>3055</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°117, « Relation du combat de Wynendale publiée par les Alliés », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 453. Un extrait original est cité dans Christopher Thomas Atkinson, « Wynendael », dans *Journal of the Society for Army Historical Research*, 1956, p. 30. Notons qu'à l'inverse, le duc de Vendôme assura que le feu des Alliés à Wynendael fut « très médiocre » : ceux-ci « ne tiroient que par manche » (SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°196, copie de la lettre de M. le duc de Vendosme à Chamillart, écrite d'Oudembourg, le 4 octobre à 9 heures du matin).

<sup>3056</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°185, le comte de La Mothe à Chamillart, camp d'Oudembourg, 2 octobre 1708.

<sup>3057</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°196, copie de la lettre de M. le duc de Vendosme à Chamillart, écrite d'Oudembourg, le 4 octobre à 9 heures du matin.

relevèrent que pour s'enfuir... Le plus effrayant, aux yeux du duc de Vendôme, est que ce mouvement de panique se répandit presque instantanément aux trois autres lignes, qui suivirent l'exemple de ceux qui les précédaient.

Si le souvenir des défaites subies successivement pendant quatre années consécutives peut expliquer le manque de combativité des fantassins français et espagnols à Wynendael, force est de constater que les principales carences de l'infanterie de Louis XIV étaient manifestes dès avant 1708. On peut d'emblée pointer quelques retards technologiques – dans l'adoption des cartouches, par exemple –, mais leur rôle semble assez marginal. L'incapacité des Français à s'inspirer du modèle anglo-hollandais pour adopter de nouveaux systèmes de tir a été plus souvent mise en exergue. La supériorité du « tir par peloton » sur les méthodes plus anciennes n'explique toutefois pas tout. Le problème était autant le système lui-même que l'ordre avec lequel il était appliqué par la troupe.

Ce fait est d'autant plus étonnant que l'armée française présentait un taux d'encadrement élevé par rapport aux autres forces européennes – la réduction de la taille des compagnies avait entraîné un *ratio* de 4 officiers pour 45 hommes<sup>3058</sup>. En revanche, de nombreux officiers et écrivains militaires pointaient du doigt le manque d'entraînement des troupes. Les soldats ne s'exerçaient pas régulièrement à user de leurs armes à feu. Une ordonnance de 1682 ne prévoyait que deux fournitures de munitions par mois pour l'instruction des fantassins, chaque soldat disposant de trois coups à tirer<sup>3059</sup>. Par mesure d'économie, on s'efforçait de limiter les exercices où l'on consommait de la poudre, ce qui ne laissait pas de nuire à leur utilité pédagogique. Ainsi, en 1706, les troupes en garnison à Menin devaient apprendre, deux fois la semaine, à « manier leurs armes sans brusler de la poudre »<sup>3060</sup>. Villars comme Le Guerchois déploraient cette parcimonie, et présentaient en contraste l'attitude des adversaires de la France :

« Les Hollandois ne laissent point passer un jour sans faire faire l'exercice à leurs soldats, et sans leur faire tirer de la poudre, et ils se trouvent si fermes dans les occasions par ce continuel exercice, qu'ils sont difficilement entamés par leurs ennemis »<sup>3061</sup>.

---

<sup>3058</sup> Chaque compagnie comprenait en théorie un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, et un enseigne, sans compter les bas officiers. L'idée d'un taux d'encadrement supérieur est également mise en valeur par le maréchal de Villars. BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 83.

<sup>3059</sup> P. de Briquet, *Code militaire...*, *op. cit.*, t. I, p. 464.

<sup>3060</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°124, Caraman à Chamillart, Menin, 13 juin 1706.

<sup>3061</sup> SHD AG, 1M 2375, « Memoire donné par M. Le Guerchois pour prevenir et empecher la desertion, avec quelques reflexions sur le deffaut de discipline et d'exercice des troupes... », s.l., s.d. [vers 1725], fol. 33r.

Le caractère répétitif de tous ces gestes explique le désintérêt que les officiers y portaient. Enfin, un autre élément venait aggraver le manque de cohésion des unités au feu : l'absence d'adéquation entre les structures administratives de l'infanterie et les dispositions adoptées pour combattre. L'entité élémentaire de la compagnie se retrouvait fréquemment dissoute lors d'une action : « Dès que le bataillon est formé, on ne distingue plus rien par compagnies, mais seulement par nombre de files », comme le remarquait Puysegur<sup>3062</sup>. L'entraînement des troupes, qui s'effectuait par compagnies, ne pouvait pas correspondre à la situation dans laquelle elles se trouvaient au jour de la bataille.

#### 6.2.4.4. *Le goût de l'arme blanche*

Une dernière raison permet d'expliquer le manque d'efficacité du feu d'infanterie français : le mépris de ses officiers pour le « tiraillement »<sup>3063</sup>. Pour la plupart des officiers français, le seul moyen efficace d'emporter la décision face à l'ennemi était d'entrer dans le bataillon adverse et de le combattre à l'arme blanche. En 1704, Contades affirmait ainsi qu'il ne fallait autoriser l'infanterie à tirer « que quand il ne [serait] pas possible d'arriver à l'ennemi la baïonnette au bout du fusil, qui est la façon de combattre la plus propre aux Français »<sup>3064</sup>. C'était suivre le modèle du maréchal de Luxembourg à Steinkerque, qui ordonna à l'infanterie de rester l'épée à la main durant la charge, et d'user de la baïonnette au moment de l'assaut<sup>3065</sup>.

Guignard autorisait l'utilisation du feu dans les combats en rase campagne, mais uniquement dans le cas d'une salve générale du bataillon juste avant l'assaut : lorsqu'on se trouvait à trente ou quarante pas de l'ennemi, il fallait « doubler le pas » puis envoyer « une décharge la bourre dans le ventre », avant de se jeter « comme à corps perdu sur lui »<sup>3066</sup>. Puysegur décrit ce mouvement plus sobrement : lorsque le bataillon attaque « dans toute l'étendue de son front », « les rangs de derrière se serrent contre le premier et l'appuient pour

---

Pour des considérations d'ordre similaire, voir également BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne* p. 34.

<sup>3062</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 73.

<sup>3063</sup> L'expression est employée par le chevalier de Folard. Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 124.

<sup>3064</sup> Cité par J. Chagniot, *Guerre et société...*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>3065</sup> B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 147.

<sup>3066</sup> Guignard, t. II, p. 652.

renverser celui qu'il attaque »<sup>3067</sup>. Cette méthode brutale ne manqua pas de remporter quelques succès remarquables au cours de la guerre de Succession d'Espagne. On évoque ainsi avec admiration l'attitude du régiment irlandais de Clare lors de la bataille de Blenheim :

« Les Irlandois ont fait comme à Cremone. Milord Clare à la teste de son regiment s'est avancé contre un regiment anglois qui l'avoit défié de ne point tirer. Il a fait marcher sur le champ le mousquet sur l'épaule, et les Anglois ayant enfin tiré de 20 pas ont esté enfoncéz par les Irlandois avec la bayonnette. Il ne s'en est pas sauvé quatre »<sup>3068</sup>.

L'épisode s'est probablement produit alors que les troupes coalisées venaient de franchir le Nebel. Le feu des Alliés, déclenché trop tard, ne suffit pas à briser la détermination des troupes de Clare. Le bataillon allié a dû s'effondrer au premier choc : il est notable qu'aucun des douze blessés irlandais reçus aux Invalides après la bataille n'ait reçu de coup de baïonnette.

On retrouve un épisode presque exactement similaire lors de la bataille de Calcinato. Le tournant « décisif » de cette affaire se produit lorsque la ligne d'infanterie française, au centre du champ de bataille, parvient à enfoncer l'infanterie adverse. Bien qu'ils aient dû franchir trois fossés successifs, sous le feu adverse, les bataillons de Vendôme respectent strictement l'ordre qu'ils ont reçu de ne point tirer. Après avoir « essuyé » une dernière décharge de leurs ennemis « à la demi-portée du pistolet », ils « entrent » dans les bataillons alliés « la baïonnette au bout du fusil »<sup>3069</sup>. Si la multiplicité des sources permet d'attester de la véracité de l'épisode, son déroulement effectif n'est pas entièrement établi. Alors que certains considèrent que c'est la baïonnette française qui « renverse » l'adversaire<sup>3070</sup>, d'autres expliquent que c'est la bonne contenance des soldats de Vendôme qui l'a fait plier – par l'effet de la peur – avant même le choc<sup>3071</sup>.

---

<sup>3067</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 110. Villars considère également que « la meilleure methode pour l'infanterie françoise [est] de charger la bayonnette au bout du fusil, et prendre bien garde de maintenir toujours les bataillons en etat et serrés ». BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 83.

<sup>3068</sup> AE Bavière 50, fol. 86r-90r, « Extrait d'une lettre écrite de Dutlingen du 23<sup>e</sup> août par une personne de confiance », s.l., s.d. Pour le comportement des Irlandais à Crémone, cf. *supra*, chapitre I.

<sup>3069</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°339, Vendôme au roi, camp de Calcinato, 21 avril 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 147-152 et p. 623. Cet épisode est également décrit dans d'autres sources : SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°77, Bollinand au duc du Maine, s.l., 21 avril 1706 ; AE Milan 17, fol. 360r-362r, relation de la bataille de Calcinato, s.l., s.d. ; SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l. ; BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV, fol. 158-159. Le corps à corps est enfin attesté par le fait qu'un sergent du régiment de Limousin a reçu un coup de baïonnette lors de cette bataille.

<sup>3070</sup> AE Milan 17, fol. 360r-362r, relation de la bataille de Calcinato, s.l., s.d.

<sup>3071</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°77, Bollinand au duc du Maine, s.l., 21 avril 1706.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

À Ramillies, c'est la brigade des Gardes françaises qui justifie ainsi sa réputation de troupe d'élite : « Voyant des bataillons des ennemis qui estoient devant elle passer le ruisseau, [elle] marcha à la charge dans le plus bel ordre du monde, et avec une valeur qu'on ne peut assez louer, ils enfoncerent les ennemis, les poursuivirent jusques au delà du ruisseau »<sup>3072</sup>. Nous ne savons pas si elles utilisèrent leurs armes à feu ; il est en revanche patent que la fin de la charge déroula à l'arme blanche : cinq Gardes françaises, sur un total de trente-six reçus aux Invalides, ont reçu un coup de baïonnette. Le passage du ruisseau occasionna ensuite une désorganisation qui brisa l'élan de l'unité : « Les ennemis les embrassèrent par une ligne d'infanterie qu'ils avoient de l'autre costé du ruisseau et les obligèrent à se retirer, un peu en desordre, sans pourtant estre rompus »<sup>3073</sup>.

À l'instar de ce qu'on a constaté dans les affrontements de cavalerie, la charge d'infanterie était suivie d'une mêlée. Comment combattaient deux bataillons lorsqu'ils se trouvaient aux prises directes l'un avec l'autre ? C'est la baïonnette que l'on employait par excellence : il y a 17 occurrences de blessures par baïonnette dans les registres des Invalides. L'escrime de la baïonnette devait être assez rudimentaire : un geste rapide était destiné à écarter la lame de l'adversaire, ensuite un coup d'estoc était donné en direction du corps<sup>3074</sup>. La baïonnette est en effet la seule arme où le corps représente la localisation la plus fréquente. En réalité, la proportion de coups au corps devait être encore plus élevée. La lame de la baïonnette, qui devait être selon les conseils de Vauban « forte, épaisse et triangulaire », était en effet destinée à provoquer des hémorragies difficiles à stopper<sup>3075</sup>. Les coups au corps s'avéraient donc davantage mortels.

---

<sup>3072</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>3073</sup> *Ibid.*

<sup>3074</sup> Nous n'avons pas trouvé, dans les textes contemporains, de principes d'utilisation de la baïonnette. On peut toutefois, faute de mieux, se référer aux manuels destinés à instruire les fantassins à la veille de la Première guerre mondiale. Le mouvement de base était le « Parez et pointez » : il s'agissait de neutraliser l'arme adverse (en la frappant violemment, en exerçant une pression continue ou en faisant passer sa propre pointe sous l'arme adverse), puis de lancer sa propre pointe sur le soldat ennemi. *Le livre du gradé d'infanterie, à l'usage des élèves caporaux et sous-officiers de l'infanterie et du génie...*, Paris, Berger-Levrault, 1915, p. 343.

<sup>3075</sup> Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1075.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Localisation de la blessure	Nombre d'occurrences
Tête-visage-cou	3
Corps (poitrine, bas-ventre)	6
Côté gauche	3
Côté droit	5
Total	17

**Figure 33 : Blessures par baïonnette pour l'ensemble des quatre batailles**

D'autres armes étaient utilisées : la hallebarde (deux occurrences), le bois du fusil (un Irlandais blessé à Blenheim a reçu un coup de crosse de fusil qui lui brisa les reins ; Mérode-Westerloo remarque qu'à Luzzara, la réserve, qu'il commandait, finit par se battre « à coups de crosse et l'épée à la main »<sup>3076</sup>). Remarquons enfin la faible utilisation de l'épée – une seule occurrence de lésion causée par cette arme sur nos quatre batailles. Cela vient appuyer les propos des auteurs militaires hostiles à la fourniture d'épée aux soldats, et démontre qu'il n'est guère utile, pour étudier une mêlée d'infanterie, d'avoir recours aux traités d'escrime contemporains<sup>3077</sup>.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des écrivains militaires – qu'il s'agisse de Guignard, de Bombelles, de Villars ou bien entendu de Folard – affichent leur préférence pour l'emploi du fer dans les combats d'infanterie en rase campagne, au détriment du feu. Pourtant, force est de constater que c'était plutôt le feu qui tuait. Si l'on examine le total des 445 fantassins blessés au cours d'une des quatre défaites majeures de la guerre de Succession d'Espagne, 323 ont été touchés au cours d'un affrontement contre d'autres soldats d'infanterie<sup>3078</sup>. Sur ce nombre, on compte 302 coups de fusil, soit un taux de 94%<sup>3079</sup>. Il ne

<sup>3076</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 238.

<sup>3077</sup> C'est pour dénoncer le lien entre l'escrime et les duels que l'abbé de Saint-Pierre dénie à cet art toute utilité le jour d'une bataille : « Un bon grenadier rirait si, pour le perfectionner dans l'art de tuer beaucoup d'ennemis en peu de minutes, on lui conseillait d'aller chez [des maîtres d'armes] ». *Mémoires pour perfectionner la police des duels*, 1715, cité dans Pascal Briostat, Hervé Drévilion, Pierre Serna, *Croiser le fer. Violence et culture de l'épée dans la France moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Champ Vallon, 2002, p. 199.

<sup>3078</sup> Ce chiffre comprend les coups de fusil, de baïonnette, d'épée, de hallebarde et de crosse de fusil ; il exclut les coups de canon, de sabre, de carabine et de pistolet, ainsi que les accidents divers.

<sup>3079</sup> On peut aussi se référer à l'expérience de Puysegur, l'un des rares penseurs militaires favorable au feu d'infanterie : « L'arme à feu est celle qui détruit le plus d'hommes, et surtout aujourd'hui. Pour en être bien persuadé, il n'y a qu'à aller aux hôpitaux, vous verrez combien peu il s'en trouve de blessés par les armes blanches, en comparaison du nombre qui le sera par les armes à feu ». J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 108.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

suffit pas, pour expliquer cette proportion, de considérer que la létalité des armes blanches, utilisées à courtes distances, était supérieure à celle des armes à poudre. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'arme par excellence de l'infanterie était le fusil lui-même, pas la baïonnette qui le prolongeait.

<b>Arme ayant blessé</b>	<b>Nombre d'occurrences</b>	<b>Pourcentage</b>
Canon (dont un éclat de bombe)	27	6 %
Fusil	302	68 %
Carabine	1	0 %
Pistolet	5	1 %
Sabre	53	12 %
Épée	1	0 %
crosse de fusil	1	0 %
baïonnette	17	4 %
hallebarde	2	0 %
Foulé au pied des chevaux	20	4 %
Accident lié à sa propre arme à feu	3	1 %
Accidents divers	10	2 %
Non précisé	3	1 %
<b>Total</b>	<b>445</b>	<b>100 %</b>
<b>Dont :</b>		
Total armes à feu fantassins	302	<b>68 %</b>
Total armes blanches fantassins	21	<b>5 %</b>
Total affrontements cavaliers	79	<b>18 %</b>

**Figure34 : Blessures des fantassins reçus aux Invalides**

Faut-il donc chercher l'explication de ce goût pour l'arme blanche en dehors d'une considération objective de l'efficacité des armes sur le champ de bataille ? Puysegur attribue cet état de fait à une forme d'autosuggestion des officiers de Louis XIV : étant incapables de « bien instruire le soldat », ils se seraient convaincu que l'ignorance des troupes les aiderait à



charger bravement l'adversaire<sup>3080</sup>. Cette idée n'est pas incompatible avec la thèse d'Hervé Drévilion, qui identifie un « véritable déficit de représentation »<sup>3081</sup> vis-à-vis de l'usage du feu par les fantassins. La glorification de quelques épisodes isolés, montrant le triomphe de la baïonnette sur le fusil, a masqué selon lui l'évolution réelle des méthodes de combat et a interdit aux Français de s'adapter. L'infanterie n'a pas réussi à dégager une forme spécifique de service, qui aurait moins situé le mérite dans la valeur et l'impétuosité que dans la maîtrise technique. Elle est restée dépendante du modèle de combat proposé par la cavalerie. D'ailleurs, Puységur lui-même ne parle-t-il pas de la « charge » du bataillon<sup>3082</sup> ?

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour expliquer les carences de leurs méthodes de combat d'infanterie, les auteurs militaires français élaborent une double justification. Dans un siècle des Lumières qui s'interroge sur l'« essence » des peuples, l'ordre profond et l'arme blanche sont défendus en tant que manifestation du caractère national<sup>3083</sup>. Tandis que Folard assure que le feu de salve ne « convient pas [...] à la nation française »<sup>3084</sup>, le maréchal de Saxe remarque que « c'est le propre de la nation française d'attaquer »<sup>3085</sup>. Voltaire, dans son *Dictionnaire philosophique*, reconnaît d'une part que « le feu de l'infanterie [française] est souvent inférieur à celui des autres nations » ; mais ajoute d'autre part qu'« on peut dire avec autant de vérité que la nation française attaque avec la plus grande impétuosité, et qu'il est difficile de résister à son choc »<sup>3086</sup>.

Les théoriciens militaires français du XVIII<sup>e</sup> siècle opposent par ailleurs au feu de salve la supériorité du feu « de billebaude », c'est-à-dire le tir libre et sans ordre contre les soldats adverses. Le modèle contre lequel on se positionne est alors moins celui des Anglais que celui des Prussiens. Au milieu du siècle, un officier français peut encore considérer :

« [II] ne faut point changer la façon dont les soldats français tirent : chacun tire comme il lui plaît, et ils font un feu de chasseur, en visant l'ennemi, qui est extrêmement meurtrier. Les Allemands tirant mécaniquement, tous ensemble, ne voient pas où ils tirent, et obscurcissant l'air devant le front de leurs bataillons, leurs coups portent en l'air »<sup>3087</sup>.

---

<sup>3080</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 108.

<sup>3081</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 373.

<sup>3082</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 110.

<sup>3083</sup> J. Lynn, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 193.

<sup>3084</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 124.

<sup>3085</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 95.

<sup>3086</sup> François Marie Arouet, dit Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, dans *les Œuvres complètes de Voltaire...* *op. cit.*, article « Bataillon », t. XXVII, p. 305-307.

<sup>3087</sup> Cité par J. Chagniot, *Guerre et société...*, *op. cit.*, p. 193.

D'un strict point de vue matériel, la remarque était probablement justifiée : même lors de leurs victoires, les Prussiens eurent toujours un nombre de victimes par armes à feu plus élevé que leurs adversaires<sup>3088</sup>. D'un point de vue psychologique en revanche, le rythme et la régularité des salves prussiennes continuaient de susciter la crainte des troupes adverses, malgré ceux qui n'y voyaient qu'un « épouvantail »<sup>3089</sup>.

Nous pouvons ainsi nous demander si les Français ont véritablement su profiter des nouvelles perspectives techniques qui s'offraient après le remplacement de l'ère de la dualité entre piquiers et mousquetaires par le triomphe du fusilier polyvalent. L'apparition de ce dernier avait en effet rendu possible la constitution de formations plus fines, où le feu était mieux réparti, la disparition de la mèche permettant de rapprocher les hommes pour lancer des salves plus concentrées, tandis que l'augmentation du rythme de tir permettait de réduire le nombre de divisions qui faisaient successivement leurs décharges. Force est de constater que l'infanterie souffrait, à l'heure du triomphe de l'ordre mince, d'un retard non pas technologique – même si les Français adoptèrent le fusil plus tardivement que la plupart de leurs adversaires européens – mais technique : les insuffisances de l'entraînement, un certain conservatisme, le manque de discipline peut-être ne permirent pas aux troupes de pied une évolution dont les effets bénéfiques ne se faisaient sentir que lors des affaires de plaine.

Il ne faut pas exagérer l'ampleur du problème. Il faut se méfier de la tendance historienne à valoriser les méthodes qui s'imposèrent par rapport à celles qui finirent par être abandonnées, sans reconnaître que certains « archaïsmes » étaient tout à fait compréhensibles au vu du manque de performance des armes les plus récentes. Le rythme de tir du fusil au début du XVIII<sup>e</sup> siècle était encore faible, assez pour que le tir par salve ne soit pas une garantie du succès. De 1645 à 1745, les Écossais réussirent à battre régulièrement l'infanterie anglaise, qui était pourtant en pointe dans ce domaine. Pourtant, on ne peut que constater l'archaïsme des méthodes de ces derniers : ils chargeaient à l'arme blanche, comptant sur leur fureur pour triompher<sup>3090</sup>.

De même, l'infanterie française montra à de nombreuses reprises, durant la guerre de Succession d'Espagne, des marques de valeur. Le feu des défenseurs du village de Blenheim décima les brigades anglaises qui venaient les attaquer. Les bataillons d'Audenarde firent

---

<sup>3088</sup> F. Bonnefoy, *op. cit.*, t. I, p. 149.

<sup>3089</sup> « On doit s'apercevoir encore que le feu de l'infanterie prussienne n'est qu'un épouvantail, dont le Roi ne fait que le cas qu'il mérite, puisqu'il commence à l'employer de très loin, sans se soucier d'être à bonne portée », P.-G. Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre...*, *op. cit.*, p. 241.

<sup>3090</sup> J. Chagniot, « Critique du concept de révolution militaire... », art. cit., p. 28.

« des merveilles »<sup>3091</sup>. À Blenheim comme à Ramillies, la victoire revint aux unités françaises lorsqu'elles firent face à des formations désorganisées par le franchissement d'un obstacle. Dans ce cas, le feu mal coordonné des ennemis n'était pas capable de briser leur avancée. Le fort taux d'encadrement en officiers, l'élan donné par la marche, la présence rassurante à l'arrière du bataillon d'un ou deux rangs supplémentaires permettaient alors d'emporter le combat. Même les troupes alliées ne dédaignaient pas de charger « à la française », comme le firent les forces prussiennes dirigées par le prince d'Anhalt-Dessau à Turin – avec le succès que l'on connaît<sup>3092</sup>. Certes, ces méthodes trouvaient leurs limites lorsque les bataillons de Louis XIV devaient affronter des unités adverses sur un terrain uni, et se voyaient alors le plus souvent battus. Mais ce type d'engagement était suffisamment rare pour que les échecs soient masqués par un discours presque unanimement favorable à l'arme blanche. Les avertissements furent négligés jusqu'à ce que l'humiliation de Dettingen en 1743, due au manque de cohésion et d'entraînement des fantassins, fasse prendre conscience de la nécessité de l'exercice pour le soldat<sup>3093</sup>.

### 6.2.5. Fantassins et cavaliers

#### 6.2.5.1. *Un combat joué d'avance ?*

Si les auteurs militaires français conseillaient aux fantassins la valeur et l'impétuosité dans leurs combats contre leurs homologues, ils recommandaient plus de prudence lorsqu'ils parlaient des affrontements contre la cavalerie. C'est ainsi que Villars préconise de « ménager » le feu des bataillons « afin qu'il en reste toujours un assez grand pour opposer à la cavalerie en cas qu'elle vienne l'attaquer »<sup>3094</sup>. On retrouve des considérations similaires sous la plume de Richard Kane :

« L'infanterie [...] doit faire très attention à ne pas dépenser tout son feu en même temps, ce qui laisserait la cavalerie ennemie prendre l'opportunité de la forcer, ce que l'infanterie ne pourra faire que si l'officier commandant le bataillon avertit les officiers des pelotons

---

<sup>3091</sup> « Ce qu'il y a de bien sûr pour ce qui regarde ce choc, qui a été l'un des plus rudes et des plus opiniâtres que l'on ait jamais vus, c'est que les ennemis y ont perdu plus que [les Français] » SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°98, nouvelles de Lille, 14 juillet 1708.

<sup>3092</sup> Cette remarque de Guibert est tirée de J. Chagniot, *Guerre et société...*, op. cit., p. 153.

<sup>3093</sup> Jean Chagniot, « Une panique : les Gardes françaises à Dettingen, 27 juin 1743 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 24, janvier-mars 1977, p. 95.

<sup>3094</sup> Villars, BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 83.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

d'être très soucieux d'observer tous les ordres qu'il pourrait donner, dont toute leur conduite dépend. En effet dans ce cas on peut avoir l'occasion de ne tirer que tantôt de la droite, tantôt de la gauche, et la moitié du feu de chaque côté sera suffisant à la fois<sup>3095</sup> ».

Tous les écrivains sont unanimes pour considérer que cette condition obtenue, les fantassins sont parfaitement à même de résister aux troupes montées adverses. On pourrait pourtant penser que si une charge de fantassins avait ses chances contre un bataillon qui fait feu, en raison de la faible précision des armes de l'époque, des troupes montées en auraient d'autant plus : elles avaient l'avantage de la rapidité, et celui, aussi physique que psychologique, de la masse. Cependant, cette masse elle-même comportait un inconvénient, ainsi que l'expliquait Puysegur : alors qu'un bataillon présentait un homme tous les deux pieds, et deux hommes tous les trois pieds (96 cm) lorsque les files se resserraient face à une menace, un cavalier faisait trois pieds d'épaisseur<sup>3096</sup>. Tout cavalier avait donc face à lui au moins deux baïonnettes prêtes à l'embrocher, et quatre à même de toucher sa monture – six si le premier rang s'agenouillait et que le cavalier s'avancait au devant du second rang : ses adversaires des trois premiers rangs étaient alors capables d'atteindre son cheval. Les armes mêmes de la cavalerie la désavantageaient : le sabre du cavalier ne mesurait qu'un mètre, soit deux fois moins que l'ensemble du fusil et de la baïonnette. Qui plus est, les cavaliers du second rang, qui ne pouvaient avancer car l'escadron est une formation serrée, étaient dans l'incapacité de combattre, contrairement aux fantassins qui pouvaient toujours leur tirer dessus. Enfin, si la décharge préalable de l'infanterie était assez efficace, elle élevait devant le bataillon « un rempart d'hommes et de chevaux » morts ou blessés, qui brisaient la charge de ceux qui les suivaient<sup>3097</sup>. Enfin, des fantassins pouvaient enjamber leurs compagnons, alors que les chevaux y étaient réticents. L'échec fréquent d'une charge de cavalerie contre une formation organisée de fantassins est ainsi surtout dû au cheval lui-même, qui par simple instinct de conservation ne tient pas à sauter sur une haie de pointes métalliques.

---

<sup>3095</sup> « The foot that are posted after this manner, are to take great care that they spend not all their fire at once, lest the enemy's horse take that opportunity of breaking him upon them, which the foot will be apt to do, unless the commanding officer give the officers of the platoons great caution of being very careful in observing such orders as he shall give, on whom all their behaviour depends ; for in this case there may be occasion only to fire sometimes from the right and sometimes from the left, and half their fire from either will be sufficient at once » (R. Kane, *op. cit.*, p. 69).

<sup>3096</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. 1, p. 53.

<sup>3097</sup> *Ibid.*

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Ces considérations font dire à Puységur que « si l'infanterie connoissoit sa force, la cavalerie ne la romperoit point »<sup>3098</sup>. La faiblesse des bataillons réside donc essentiellement en leur propre manque de confiance en eux-mêmes :

« Il faut faire connoître à un bataillon sa force, et le peu de cas qu'il doit faire de la cavalerie, soit en plaine ou ailleurs, tant qu'il sera toujours ensemble. Car on peut dire au deshonneur de l'infanterie qu'on ne leur peut oster de la teste que la cavalerie est leur ennemy capital, et c'est selon moy de la fumée à l'égard de la bonne infanterie bien disciplinée et qui a de bons officiers à sa teste »<sup>3099</sup>.

Pour rassurer les piétons et les convaincre de leur capacité à se défendre contre l'arme équestre, Santa Cruz, un écrivain militaire, conseillait dans les années 1730 aux officiers de démontrer la réticence de la bête face à un obstacle. L'officier avait à monter sur un cheval et aller à la charge, tandis qu'un soldat menaçait d'un bâton les yeux de l'animal, le faisant s'arrêter quelle que soit l'insistance de son cavalier<sup>3100</sup>.

### 6.2.5.2. *Les différentes formes d'affrontement*

La position la plus sûre, pour des fantassins, est lorsqu'ils se trouvent dans des endroits inaccessibles à la cavalerie – bois, marais ou villages. Ils peuvent alors user de leurs fusils – dont la portée est supérieure à celle des mousquetons ou des pistolets de cavalerie – pour faire feu sans risque. Le 23 mai 1706, la cavalerie hollandaise qui mène la charge contre les troupes de la Maison du roi se voit incommodée par un feu qui les frappe sur leur droite, venant des alentours du village de Ramillies : « Comme leurs lignes en venant à nous estoient obligez de passer fort près de cette ferme, où nostre canon et quelques bataillons estoient postez, ils furent obligez de se resserrer sur leur gauche »<sup>3101</sup>. L'arme équestre est également démunie face à des troupes de pied retranchées : la gendarmerie est repoussée à Blenheim car elle a « toujours essuyé un feu d'infanterie posté dans un chemin creux avec des palissades devant elle »<sup>3102</sup>.

---

<sup>3098</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 70.

<sup>3099</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 91.

<sup>3100</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 104.

<sup>3101</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d. Cette indication est confirmée à multiples reprises, notamment dans SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai 26 juin 1706 : « Les ennemis s'avancerent à portée de nous sur quatre lignes en se serrant tellement sur leur gauche pour éviter le feu du village de Ramillies ».

<sup>3102</sup> BnF ms. fr. 5561, 56r-57v, « copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

L'infanterie peut également venir affronter la cavalerie en rase campagne. À Blenheim, après l'échec des charges de la gendarmerie, le maréchal de Tallard essaie d'organiser la riposte. Il compte sur les bataillons de la brigade de Trecesson, et particulièrement sur le régiment de Robecq, qui ferme sa droite. Le régiment se voit donner l'ordre d'avancer sur la ligne de cavalerie ennemie pour la faire plier :

« Cela réussit à merveille ; car M. de Saint-Pierre, lieutenant-colonel de Robecq, étant à la tête de son bataillon, alla sur les escadrons, et faisant tirer par la manche, fit fuir le premier, et ensuite le second, et jusqu'à cinq »<sup>3103</sup>.

Le bataillon de Robecque est doublement protégé contre une éventuelle riposte de la cavalerie adverse : par son propre feu – il fait tirer par manche, c'est-à-dire que seul un tiers du bataillon fait sa décharge lors de chaque salve – et par celui des autres unités, qui couvrent ses flancs. On peut certes supposer qu'une telle attaque ne représente, pour les escadrons adverses, qu'une faible perte : ils ont tout loisir de se retirer dès que les fantassins approchent. Mais ils se voient contraints de reculer, et leur ligne est désorganisée.

On assiste également, lors des batailles de la guerre de Succession d'Espagne, au phénomène inverse : l'attaque d'escadrons sur des unités d'infanterie en ligne. Le succès des premiers est alors rarement assuré. On peut à ce propos évoquer le malheur que connaissent les escadrons du régiment du colonel général de dragons lorsqu'ils s'attaquent à une formation de grenadiers alliés pendant la retraite de l'armée française en 1708 :

« À l'aspect des carabiniers et du colonel general, les ennemis s'arrestent et firent des decharges sans succès ; et M. le marquis de Saint Saen [commandant le colonel général] après ces decharges marcha l'épée à la main et se mesla avec les ennemis sans croire ni sçavoir qu'il avoit encore un grand feu à essayer [...] si bien que le colonel general y a [beaucoup] perdu »<sup>3104</sup>.

Malgré la présentation partisane du témoin français, il faut se rendre à l'évidence : les troupes montrées se sont montrées incapables de briser la formation adverse. L'idée que l'unité de cavalerie « se mesla » aux ennemis est ambiguë : il faut croire qu'elle se contenta de les approcher de près. Dans le cas contraire, si les dragons avaient enfoncé le bataillon adverse, les grenadiers alliés n'auraient pu continuer à faire feu. La difficulté est ainsi pour la

---

<sup>3103</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>3104</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708.

cavalerie « d'entrer dans le bataillon [...] par le choc et la force des chevaux »<sup>3105</sup>. Cette étape obtenue, l'affaire est presque décidée : le cavalier peut enfin bénéficier de sa hauteur pour asséner les coups de taille. Mais cela n'arrive que lorsque les soldats, pris de panique, tirent en désordre et gaspillent leur feu<sup>3106</sup>. La charge d'un escadron contre un bataillon se joue donc sur un temps très court et dans une zone critique : à trente mètres des fantassins, les cavaliers peuvent être fauchés par leur feu ; à dix-huit mètres environ, ce sont les piétons qui à leur tour commencent à paniquer et à ouvrir les rangs<sup>3107</sup>. C'est à l'intérieur de cet espace que les soldats à pied doivent parvenir à infliger suffisamment de pertes pour créer devant eux une barrière de cadavres protectrice.

### 6.2.5.3. *La coordination des armes*

Les attaques frontales de troupes montées contre de l'infanterie étaient ainsi rarement couronnées de succès ; les cavaliers ne les tentaient que lorsque la formation adverse avait déjà épuisé son feu (ce que croyaient les dragons du régiment colonel général), qu'elle semblait manquer de fermeté, ou dans des cas désespérés. Le rapport de force était très différent lorsque les escadrons avaient le loisir de tourner l'unité ennemie, pour la prendre en flanc ou par l'arrière<sup>3108</sup>. C'est pourquoi l'un des soins des généraux est de veiller à ce que les unités des différentes armes se couvrent mutuellement.

Malgré la tradition qui distinguait fortement, dans les ordres de bataille, unités montées et unités à pied, il arrivait parfois qu'elles soient entremêlées sur les champs de bataille, afin de mieux agir de conserve. Le duc de Marlborough avait souvent recours à de telles dispositions. Son dispositif d'attaque à Blenheim se composait d'« une première ligne de fantassins, puis deux lignes de cavaliers, suivis d'une dernière ligne d'infanterie »<sup>3109</sup>. Il adopta des méthodes similaires à Ramillies : la gendarmerie française, poursuivant la cavalerie hollandaise après l'avoir défaite, se vit ainsi stoppée par des régiments suisses<sup>3110</sup>.

---

<sup>3105</sup> *Ibid.*

<sup>3106</sup> Il peut également arriver qu'un cheval soit touché lors de la charge, et qu'il vienne s'écraser, affolé par la douleur, au milieu d'une unité, ouvrant une brèche immédiatement exploitée. Ce cas d'école eut lieu à Garcia Hernandez, en 1712, entre des dragons allemands et des fantassins français, mais Keegan, en évoquant cet exemple, considère qu'il « s'agit d'un cas rarissime dans la guerre moderne ». J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 129.

<sup>3107</sup> C. Duffy, *The Fortress...*, *op. cit.*, p. 215.

<sup>3108</sup> Les méthodes de combat utilisées alors sont étudiées dans le chapitre suivant.

<sup>3109</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 431.

<sup>3110</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 90.

Selon Winston Churchill, ce choix représenterait une innovation révolutionnaire, à l'opposé des conceptions conservatrices des hauts gradés français. En 1704, les trois chefs français se seraient moqués de ce dispositif « inhabituel » : « [C]es généraux qui avaient plusieurs années d'expérience guerrière, doutaient de l'efficacité d'une telle disposition »<sup>3111</sup>. Le duc de Marlborough n'était en réalité ni l'inventeur, ni le seul partisan de cette méthode. Dès 1685, le théoricien militaire Manesson Mallet préconisait d'alterner bataillons et escadrons dans une même ligne de bataille<sup>3112</sup>. Le prince Eugène prévoyait que les deux armes pussent se secourir mutuellement lors de son attaque des retranchements de Turin<sup>3113</sup>. Le maréchal de Tallard, quant à lui, conçut à Blenheim une contre-offensive combinée pour repousser les Alliés au-delà du Nebel. Le brigadier général Richard Kane assure qu'un général aussi peu imaginatif que Villeroy adopta ce dispositif à Ramillies<sup>3114</sup>. À la bataille de Castiglione, les forces des Deux-Couronnes comme celles des Alliés « mêlèrent de l'infanterie avec leur cavalerie »<sup>3115</sup>. On peut enfin remarquer que ce genre d'opérations était suffisamment fréquent pour dans certaines garnisons, soldats et cavaliers effectuent des manœuvres communes afin de s'habituer à évoluer ensemble<sup>3116</sup>.

L'objectif de cet enchevêtrement était double. D'une part, il permettait aux fantassins de voir leurs flancs protégés par des troupes montées adverses. D'autre part, l'infanterie dressait pour les cavaliers un rideau derrière lequel ils pouvaient se rallier en cas de rupture<sup>3117</sup>. Lors de l'une des vagues de flux et de reflux qui caractérisent la première partie de la bataille de Blenheim, des escadrons anglais furent ainsi poussés par la cavalerie française : ils recherchèrent alors le secours d'unités d'infanterie amenées par Orkney :

---

<sup>3111</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 431.

<sup>3112</sup> Allain Manesson Mallet, *Les Travaux de Mars, ou l'Art de la Guerre...*, Paris, Denys-Thierry, 1684, vol. III, p. 200.

<sup>3113</sup> « En cas qu'une partie de l'infanterie vint en desordre, la cavallerie la soutiendra sans perdre de tems, afin qu'elle puisse se rallier, et quand ladite infanterie emportera les lignes ennemies, la cavalerie s'y portera par les ouvertures que l'infanterie fera, pour profiter du désordre des ennemis, et au cas que ceux-ci se rallient, elle les chargera avec l'infanterie aussi loin qu'il sera nécessaire pour qu'ils ne puissent plus se rallier. ». SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>3114</sup> Nous n'avons pu comprendre de quelle disposition il s'agissait. Kane fait peut-être référence à la présence des dragons français à proximité de l'aile droite de la cavalerie française. Mais il s'agirait alors d'une mauvaise compréhension, de la part de Kane, de l'ordre de bataille français, car ces dragons n'étaient pas censés être entremêlés à la cavalerie.

<sup>3115</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707.

<sup>3116</sup> V.-L. Belhomme, *L'armée française...*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>3117</sup> « L'objectif, en entremêlant l'infanterie et la cavalerie dans la plaine, était de soutenir la cavalerie si elle était repoussée, en faisant un feu à l'abri duquel elle pourrait aisément se rallier à nouveau, car la cavalerie ne s'approche jamais du feu de l'infanterie » (« The intent of their interlining foot with their horse on the plain, was to sustain the horse in case of a repulse, under the shelter of whose fire they may easily rally again ; for the horse never care to come within the fire of the foot »). R. Kane, *op. cit.*, p. 69.



« À ce moment j'avais fait traverser [le Nebel] à environ neuf bataillons d'infanterie qui m'étaient confiés, et je marchai pour soutenir la cavalerie, que je trouvai culbutée, réclamant à grands cris de l'infanterie, étant poussée par la gendarmerie »<sup>3118</sup>.

Le comte de Médavy adopta à Castiglione un système plus léger : au lieu d'alterner bataillons et escadrons, il intercala quelques compagnies de grenadiers dans les intervalles des escadrons. L'objectif n'était ici plus tant de proposer un rempart à la cavalerie que de briser l'élan des escadrons adverses qui venaient à la charge<sup>3119</sup>.

Ne négligeons pas cependant les dangers inhérents à ce dispositif. Dans une telle configuration, la protection des flancs de l'infanterie était confiée non à des obstacles naturels ou à d'autres fantassins, mais à la cavalerie, arme susceptible de fuir rapidement. Les piétons se retrouvaient à la merci des troupes montées ennemies s'ils se voyaient abandonnés. Le repli des troupes montées françaises qui accompagnait les bataillons de Villeroy à Ramillies les conduisit ainsi à leur perte : « Leur cavalerie [prit la fuite], abandonnant leur infanterie à la furie de nos troupes, condamnant chaque homme à être taillé en pièces, ce qui est généralement le sort de l'infanterie qui est entremêlée avec de la cavalerie dès que celle-ci est repoussée »<sup>3120</sup>.

À l'inverse, les troupes montées devaient éviter, en cas de rupture face à l'ennemi, de chevaucher directement sur le front des bataillons amis : « Si elle le fait, l'infanterie tirera sur elle aussi sûrement qu'elle le ferait sur l'ennemi »<sup>3121</sup>.

On chercherait ainsi en vain à prouver la supériorité de l'une et de l'autre arme sur le champ de bataille. La meilleure troupe est celle qui se constitue de différentes unités coordonnées, pour profiter alternativement des avantages que chacune présente. Toutefois, tout l'art qu'un général peut déployer pour déplacer ses lignes se heurte souvent aux accidents du terrain lui-même. On ne peut déplacer de belles lignes que lorsque rien ne vient les

---

<sup>3118</sup> « By this time I had got over about nine battalions of foot which were left with me, and marched to sustain the horse, whom I found repulsed, calling out for foot, being pushed by the jendarmerie » (Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311).

<sup>3119</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707. Les deux méthodes sont évoquées par le maréchal de Saxe ; la méthode employée par Médavy n'est toutefois pas recommandée par le maréchal de Saxe, qui considère que des unités trop petites et trop faibles sont incapables de tenir face à des escadrons adverses si leur propre cavalerie recule trop vite (M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 122).

<sup>3120</sup> « Their horse [took to flight], abandoning their foot to the fury of our troops, to be cut to pieces to a man, which is generally the fate of foot that are interlin'd with horse when they are once routed » (R. Kane, *op. cit.*, p. 67).

<sup>3121</sup> « The horse are to great care whenever they happen to break, that they ride not in upon the front of their foot ; if they do, they will as surely fire upon them as they would upon the enemy » (R. Kane, *op. cit.*, p. 69).

interrompre, et que la discipline reste assez forte pour que les soldats tiennent leur place dans le rang. Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne montrent à de nombreuses reprises comment les ruptures physiques ou morales de l'unité des troupes doivent contraindre les officiers à employer d'autres techniques d'attaque et de défense. Comment les denses formations d'infanterie et de cavalerie, fondamentalement pensées pour conduire des combats de plaine, pouvaient s'adapter aux contraintes du terrain ? Comment devaient-ils infléchir leurs techniques de combat ? Et quel était alors le rôle de leurs officiers et la latitude dont ils disposaient pour diriger leurs troupes ?

### **6.3. Les autres affrontements**

#### **6.3.1. Le combat en pays coupé**

Pour désigner un champ de bataille désuni, inégal, parsemé d'obstacles de toutes sortes, naturels – rivières, de canaux, marais, bois... – ou construits par la main de l'homme – haies ou habitations –, le même terme revient toujours : il s'agit de pays « coupés ». Marcher à l'ennemi sur ce genre de terrain est un exercice redoutable. En effet, pour franchir les obstacles, les officiers se voient souvent contraints à casser leur bataillon. À cette fin, Guignard propose deux types de méthodes : le défilement par colonne ou par manches<sup>3122</sup>. Le défilement par colonne est à préférer lorsque le passage à franchir n'est pas trop étroit. Le bataillon doit procéder ainsi : lorsqu'il est face au passage, il doit effectuer un quart de conversion à gauche, de manière à ce que la compagnie de grenadiers, la partie la plus forte de l'unité, se retrouve à l'avant. Les hommes se tournent ensuite individuellement vers le passage, et avancent en colonne. L'autre moyen évoqué par Guignard est de diviser le bataillon en tiers, en moitié, ou en quart de manches, pour former des divisions qui doivent aller passer le défilé l'une après l'autre, sous les ordres de leurs officiers. Ces mouvements sont assez simples, mais dangereux : si le débouché du défilé a été mal reconnu, et que les soldats qui en sortent sont accueillis par un tir d'infanterie, ils n'ont guère de chance d'avoir une puissance de feu suffisante pour riposter. Ils risquent de se remplir en désordre.

Dans le cas de franchissement de défilés à plus grande échelle – celle d'une fraction de l'armée –, il est nécessaire d'envoyer des éclaireurs au-delà du passage : de l'infanterie et des dragons. Ils se constituent ensuite en tête de pont, s'emparant au besoin des positions

---

<sup>3122</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, p. 637-639.

(habitations, églises) qui protègent l'embouchure du défilé. Ensuite, les autres unités peuvent passer, se mettant en bataille au fur et à mesure qu'elles arrivent, en cherchant à occuper le plus large front possible<sup>3123</sup>.

Le sort des dragons français envoyés reprendre le village de Tavier, en 1706, illustre les périls de telles opérations. La bourgade était ceinte de marais qui leur interdisaient de se déployer sur un large front. Devant faire face au feu des ennemis retranchés dans le village, ils arrivaient « tous hors d'haleine sans avoir le temps de se mettre en ordre [...]. La réception qu'on leur fit, fut fort mauvaise, car ils furent taillez en pieces avant, pour ainsi dire, d'y estre arrivez »<sup>3124</sup>. Les fantassins qui suivirent furent également battus « en detail »<sup>3125</sup>. L'incapacité presque tragique de ces hommes à se défendre les condamnait à l'échec. Une relation les qualifie même de « pauvres predestinez », avant d'ajouter : « Les ennemis touchez, à ce qu'on dit, de compassion, voyans deux autres bataillons qui filoient encor'après ceux que je viens de nommer, crurent que nous avions formé le dessein de faire perir tous nos soldats »<sup>3126</sup>.

De fait, un pays coupé était par excellence propice à la défensive. Chaque fossé, chaque haie pouvait être utilisé comme parapet de fortune<sup>3127</sup>. Pour alimenter un feu constant le long de ce genre de défenses, les bataillons adoptaient parfois la méthode qualifiée par D. Chandler de « tir de parapet »<sup>3128</sup>. Ils devaient se former sur six rangs, le premier se dirigeant vers le retranchement, et faisant feu avant de repartir au dernier rang – nous avons ainsi affaire à une sorte d'ultime avatar de la contremarche.

On constate l'utilisation de telles formes de tir à Audenarde, où les Alliés, solidement postés, pouvaient faire feu sur leurs adversaires. En revanche, les forces françaises ne bénéficiaient pas des mêmes protections. L'infanterie dut demeurer « à découvert pendant toute l'action qui dura quatre heures sous le feu des ennemis »<sup>3129</sup>. Là encore, les officiers de Louis XIV mirent leur confiance dans l'arme blanche : on ordonna aux fantassins d'emporter

---

<sup>3123</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, rubrique « Pour passer un defilé occupé pour aller attaquer un ennemy qui sera en bataille derriere », p. 105-106.

<sup>3124</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>3125</sup> *Ibid.*

<sup>3126</sup> *Ibid.*

<sup>3127</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, Du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708.

<sup>3128</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>3129</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, Du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708. Louis XIV avait pourtant averti Vendôme d'éviter à tout prix une telle situation, où ses fantassins auraient « beaucoup à souffrir pour forcer [les ennemis] d'abandonner les postes dont ils se seroient rendus les maitres, et qu'ils auroient tout le loisir de fortifier et retrancher avant [qu'on fût] en etat de les attaquer » (SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°186, Louis XIV à Vendôme, Versailles, 20 mai 1708).

les positions ennemies en les chargeant « fusil sur le bras gauche, la baïonnette au bout »<sup>3130</sup>. De fait, ils pouvaient raisonnablement considérer qu'un combat reposant sur l'échange de salves était perdu d'avance, en raison de l'infériorité des positions françaises par rapport à celles des Alliés. Certes, les premiers engagements de la brigade d'Arpajou rencontrèrent un certain succès – s'il faut en croire le témoignage sujet à caution du chevalier de Bellerive –, mais ces assauts montrèrent très vite leurs limites. La plupart des unités des Deux-Couronnes furent en fait incapables de « joindre les ennemis »<sup>3131</sup>. Néanmoins, les Français purent profiter de la nature du terrain lorsqu'ils furent à leur tour chassés par de l'infanterie supérieure en nombre : « Les Français furent poussés de haies en haies et furent piétinés partout. Ils se conduirent cependant avec beaucoup de vaillance et défendirent chaque pouce de terrain, jusqu'à ce qu'ils soient attaqués par derrière par 18 bataillons et de la cavalerie, et qu'ils commencèrent à perdre courage et à quitter le terrain »<sup>3132</sup>.

### 6.3.2. L'attaque de retranchements

On peut enfin considérer que l'attaque de retranchements préparés à l'avance correspond à un cas extrême d'attaque dans des pays coupés. Le défenseur dispose en théorie de tous les avantages : il bénéficie d'une meilleure connaissance du terrain et contrôle les positions favorables, et peut retarder la marche de l'ennemi en multipliant les obstacles sur sa route. Le seul privilège de l'assaillant, c'est qu'il sait exactement quand et où portera son attaque, et qu'il peut tenter d'y concentrer toutes ses forces tandis que le défenseur est contraint de diviser les siennes.

C'est pourquoi l'attaque des retranchements est d'abord une guerre du renseignement : tandis que l'attaquant doit identifier les points faibles du dispositif ennemi, son adversaire doit s'efforcer de comprendre où on tentera de le forcer<sup>3133</sup>. C'est pour ne pas être vu que l'assaillant doit commencer son approche de nuit, pour parvenir aux positions ennemies à la

---

<sup>3130</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires [du] chevalier de Bellerive, *op. cit.*, vol. v, fol. 165r.

<sup>3131</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°135, Du Barail au roi, camp de Lovendeghem, 16 juillet 1708. Certaines unités, en raison du feu intense de part et d'autre, furent bientôt privées de munitions, ce qui rendait leur situation d'autant plus intenable (SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°85, d'Artagnan à Chamillart, camp derrière le canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708).

<sup>3132</sup> « The French were driven from hedge to hedge and everywhere trodden underfoot; however, they behaved very gallantly and defended every inch of ground, till, being taken in the rear by 18 battalions and some horse, they began to lose courage, quitted the field » (cité par J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 152-153).

<sup>3133</sup> Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1307.

pointe du jour<sup>3134</sup>. Il doit, selon les conseils de Vauban, mettre toute son infanterie en avant, suivie par sa cavalerie<sup>3135</sup> – c'est comme nous l'avons vu le choix adopté par le prince Eugène sous les murs de Turin. Les premiers soldats, accompagnés de quelques ingénieurs, doivent avoir un chargement de fascines et de claies pour combler les fossés des lignes. En face d'eux, les défenseurs doivent border les retranchements par autant de lignes d'infanterie qu'ils peuvent en mettre, soutenus à l'arrière par la cavalerie, destinée à agir en dernier recours en cas de percée.

Là encore, on retrouve le schéma qu'ont suivi les Français – avec les quelques troupes à leur disposition – pour défendre leurs lignes sous Turin. L'art de s'emparer de retranchements ne fait donc guère appel à l'originalité ou au génie, mais à l'audace et à un grand talent d'organisation. Comme le rappelle le maréchal de Villars, ce n'est pas parce que les règles sont connues que leur application est évidente : « Tout cela est très aisé à écrire mais très difficile dans l'exécution »<sup>3136</sup>. Vauban quant à lui se faisait la remarque suivante :

« Quand on a le temps de se préparer [...], il n'est guère possible que l'ennemi puisse forcer la ligne, et je n'ai point ouï dire qu'on y ait réussi depuis très longtemps, si ce n'est à celles de Casal, par M. le comte d'Harcourt, qui en vint à bout comme par miracle, après y avoir été repoussé trois ou quatre fois, et il y a plus de 60 ans que cela est arrivé »<sup>3137</sup>.

On peut comprendre cet état de fait si l'on s'intéresse au début des opérations qui se déroulent en 1706 sous les murs de Turin. Lorsque les troupes alliées atteignent la portée du canon, elles connaissent leurs premières pertes. Arrivées à une centaine de mètres des positions françaises, les soldats coalisés subissent la « mousqueterie du retranchement, qui ne tire presque point de coups inutiles »<sup>3138</sup>, tandis que les canons se mettent à tirer à cartouche.

Les grenadiers alliés envoyés en avant-garde ont pour mission de descendre au fond du fossé pour remonter ensuite et escalader les retranchements. Ils ont reçu l'ordre de ne pas tirer sur leurs adversaires – on escompte là encore probablement que des échanges de salves ne se

---

<sup>3134</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 118, un conseil similaire est donné dans Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1307.

<sup>3135</sup> *Ibid.*

<sup>3136</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 118.

<sup>3137</sup> Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1308. Là encore, l'opinion de Villars ne diverge guère de celle de l'ingénieur : « Après tout, cela est une chose très difficile quand on a affaire à gens qui savent leur métier et qui ont disposé leurs troupes de manière qu'elles se puissent mouvoir ». Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 118.

<sup>3138</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

feront qu'au détriment des forces les moins bien postées<sup>3139</sup>. Pendant ce temps-là, d'autres unités d'infanterie doivent ouvrir le feu sur les défenseurs, afin de couvrir les grenadiers<sup>3140</sup>.

Nous disposons, grâce au récit de Le Guerchois, de renseignements détaillés sur la façon dont le régiment de la Marine résista aux assauts subis à la droite de la ligne française. Cet officier fait d'abord border son retranchement par les grenadiers et les piquets de son régiment, qui parviennent à repousser la première vague d'ennemis<sup>3141</sup>. Il « réserve » ainsi le feu du reste du bataillon à la deuxième vague, qui se voit « entièrement détruite et jetée par terre » par un salve tirée « à bout portant ». Cet exemple montre une application concrète des conseils donnés par le maréchal de Villars : ne jamais « rompre les bataillons », mais faire défendre le parapet par des détachements tandis que les unités restent dans leur formation de bataille, à quelque distance de là<sup>3142</sup>.

Malheureusement, les soldats du régiment de la Marine n'ont pas le temps de recharger leurs armes lorsque s'avance la troisième vague d'assaut, qui « saute » résolument le fossé français. Les troupes françaises doivent alors avoir recours aux méthodes employées lors des mêlées d'infanterie : « Il s'y rendit le plus terrible combat qu'on puisse exprimer. Nos soldats receurent les ennemis à coups de bayonnettes, et les ayant renversé dans le fossé, les accablèrent à coups de pierres »<sup>3143</sup>.

On peut comparer cet épisode à la défense des retranchements de Donauwerth par le marquis de La Colonie. Celui-ci dirige, en juillet 1704, un des régiments bavarois qui défend le parapet contre l'assaut de l'infanterie anglaise :

« Je ne saurois avoir d'expression assez vives pour faire la représentation du détail de ce carnage qui dura dans cette première bordée quasi une grosse heure, mêlés tous ensemble, à grimper, à tuer, à repousser, à s'accrocher des mains aux fusils et aux baïonnettes qui leur perçoient les entrailles, à écraser chacun ses propres gens qui tombaient blessés sous les pieds, et s'arracher les yeux de la face avec les ongles quand ils étoient joints de trop près, ne pouvant pas agir par les armes. Je ne crois pas que la représentation des démons de l'Enfer ait rien de plus terrible que les efforts, les contorsions et les mouvements pleins de rage qui se firent de part et d'autre dans cette action »<sup>3144</sup>.

---

<sup>3139</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 665.

<sup>3140</sup> *Ibid.*, p. 666.

<sup>3141</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>3142</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 122.

<sup>3143</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706. Cet épisode est attesté dans une autre source : « Ce fut alors qu'on en tua prodigieusement, et que nos soldats, n'ayant pas le temps de recharger leurs armes, en assommèrent (*sic*) avec de grosses pierres qu'ils jettoient dans le fossé » (SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.).

<sup>3144</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 320 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 267.

Comme les soldats de Le Guerchois à Turin, les troupes de La Colonie parviennent à repousser la première vague des Coalisés. Lorsque l'ennemi revient à la charge, elles lui opposent aussi bien leurs fusils que leurs grenades, que les Bavaois font rouler aux pieds des Coalisés, profitant du fait que le terrain est en pente<sup>3145</sup>.

En 1704 comme en 1706, les premières opérations voient donc les forces alliées subir des pertes supérieures à celles des Français. Mais leurs effectifs plus fournis leur permettent de soutenir leur effort, de le faire porter sur l'ensemble du front, et en définitive d'exploiter toutes les failles du dispositif des défenseurs. À Donauwerth, les Coalisés parviennent à contourner les retranchements bavaois en passant par le chemin couvert de la place, abandonné par la garnison de la ville. À Turin, les forces alliées réussissent à percer la ligne française à leur propre droite et au centre, avant de se retourner vers leur gauche. Le régiment de la Marine, quant à lui, finit par être repoussé par une quatrième vague ennemie, qui l'a attaqué de face et de flanc. À l'instar des autres unités du duc d'Orléans, qui doivent céder à la pression du nombre, Le Guerchois et ses hommes se retirent.

Nous avons vu que Villars conseillait de positionner de la cavalerie en renfort, à l'arrière des retranchements. À Turin, constatant que les retranchements étaient emportés, les troupes montées françaises passent dans les intervalles des bataillons amis pour venir tomber sur les fantassins adverses qui viennent de franchir le fossé. Malgré quelques succès isolés, la riposte française s'avère un échec : les ennemis, se servant à leur tour des positions françaises comme d'un parapet, parviennent à s'y fortifier et à obliger la « cavalerie à se retirer par [leur] grand feu »<sup>3146</sup>.

L'arme équestre n'est ainsi jamais inutile, même lors d'attaque de positions fortifiées, opération apparemment réservée aux fantassins. Le prince Eugène, dès qu'il constate que ses hommes ont pris pied sur la ligne de défense française, leur ordonne de faire aplanir certains passages pour permettre à sa cavalerie de traverser<sup>3147</sup>. Ses unités rencontrent alors d'autres escadrons coalisés, qu'Eugène de Savoie avait envoyés longer la rive gauche de la Stura pour passer à gué et prendre à revers les positions françaises<sup>3148</sup>.

### 6.3.3. Le combat dans les villages

---

<sup>3145</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 321 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 267.

<sup>3146</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

<sup>3147</sup> Quincy, « Relation de la bataille de Turin », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 666.

<sup>3148</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

La dernière position à tomber, alors que toutes les troupes du duc d'Orléans entamaient leur retraite, fut le château de Lucento, à la gauche de la ligne française, qui retint encore les Alliés une bonne heure et demie<sup>3149</sup>. De fait, les différentes habitations – qu'il s'agisse de petits châteaux, d'églises, de moulins, de fermes ou de villages entiers – faisaient souvent office de positions défensives. C'est pourquoi les dispositifs tactiques sur les champs de bataille du début du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient généralement dictés par la volonté de tirer le meilleur profit de ces fortifications de fortune. L'armée française s'appuya sur Oberglaue et Blenheim en 1704 ; sur Autre-Église et Ramillies en 1706 – l'oubli du poste de Tavières eut des conséquences dramatiques. La position des forces coalisées à Calcinato s'adossa elle aussi sur le village éponyme.

Il existe de multiples façons de tirer parti de ces édifices. La première solution est de mettre en défense un village entier. Il s'agit alors de se servir des haies qui bordent la bourgade comme éléments de base des retranchements, que l'on peut compléter avec des abatis ou des objets tirés des différentes maisons<sup>3150</sup>. C'est ainsi qu'en usèrent les bataillons français destinés à tenir le village de Blenheim. Pour s'en emparer, les unités anglaises décidèrent de lancer une attaque franche et brutale. Lord Rowe, qui les dirigeait, ordonna à ses soldats de ne pas tirer avant qu'il ait, de son sabre, touché les haies françaises<sup>3151</sup>. Le feu de salve, tiré de près, devait être le plus meurtrier possible, pour permettre ensuite aux Britanniques de s'emparer des haies à l'arme blanche. Il semble que cette instruction ait été respectée, mais les décharges françaises furent plus redoutables que celles des Anglais : le tiers de la brigade tomba mort ou grièvement blessé lors de cette attaque, dont lord Rowe. Quelques soldats n'en réussirent pas moins à franchir les retranchements, mais ils en furent tous repoussés. Les Anglais lancèrent ensuite régulièrement des offensives sur le front du village de Blenheim qui faisait face au Nebel, mais à l'exception de l'une d'entre elles, qui contraignit les Français à abandonner la périphérie de la bourgade pour se retirer plus au centre, toutes échouèrent<sup>3152</sup>. Les grêles de balles des défenseurs de Blenheim s'abattaient à courte distance sur les forces adverses : « [L'] infanterie ne les tiroit que la boure dans le

---

<sup>3149</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 679.

<sup>3150</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 99.

<sup>3151</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 436.

<sup>3152</sup> « Nous nous déployâmes avec beaucoup d'ordre à environ 80 pas d'eux, d'où nous fîmes de nombreuses vaines tentatives pour les forcer, lors desquelles beaucoup d'hommes braves périrent sans raison ; et après tout cela, nous étions obligés de revenir où nous nous étions déployés d'abord » (« We grew up in great order about 80 paces from them, from whence we made several vain attempts to break in upon them, in which many brave men were lost to no purpose; and after all, we were obliged to remain where we first drew up »: R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40).



ventre »<sup>3153</sup>. On employa aussi l'arme blanche, comme l'atteste Du Plessis-la-Corée : « Les ennemis recommencent une attaque nouvelle, on les reçoit du village de Pleinteim la bayonete dans le ventre, et on les culbute »<sup>3154</sup>.

Une attaque passablement similaire fut tentée deux ans plus tard sur Ramillies par des troupes hollandaises et écossaises. Le duc d'Argyll en personne dirigeait l'assaut ; il fut l'un des premiers combattants à forcer les tranchées ennemies, épée à la main. Il reçut lui-même trois coups d'épée, mais sans être sérieusement blessé<sup>3155</sup>. Cette fois-ci, l'attaque fut un succès. Il semble en réalité que le village de Ramillies ait été moins bien fortifié que celui de Blenheim. La protection en était malaisée, car personne n'avait pensé à faire des ouvertures au milieu des haies qui étaient perpendiculaires aux fronts des bataillons français. Cela gênait la circulation entre les différentes unités. Qui plus est, une rangée de haie s'étendait derrière la première ligne, ce qui interdisait un secours rapide dans le cas où elle viendrait à flancher<sup>3156</sup>. Enfin, les flancs du village eux-mêmes avaient été négligés : les officiers alliés pensèrent donc à présenter un front uni face à Ramillies, avec quelques bataillons en potence qui attaquèrent le village par le côté tandis que le gros de l'infanterie marchait vers l'avant. La première ligne de défense, composée de « la moindre infanterie de l'armée, presque tous bataillons étrangers, et recrutés la plupart de prisonniers faits sur les ennemis », fut rapidement mise en fuite<sup>3157</sup>.

On assistait parfois à de véritables combats de rue. Cela se produisit à Ramillies après la prise des premières haies, ou à Blenheim lorsque les ennemis y pénétrèrent par les côtés. Le déploiement des bataillons dans les rues étroites des bourgades du XVIII<sup>e</sup> siècle était difficile. D. Chandler indique que l'on alignait les hommes sur des rangs de la taille de la rue, tandis que certains étaient spécialement chargés de vérifier que des fusils ennemis n'apparaissaient pas aux fenêtres<sup>3158</sup>. Dans ces circonstances, tout bâtiment pouvait receler un danger. Dans le village de Calcinato, les Coalisés s'abritèrent derrière les créneaux des toits des maisons<sup>3159</sup>.

---

<sup>3153</sup> Mazarine ms. 2301, non folioté, « Plan de la bataille de Blindheim [...] le 13 aoust 1704 » [légende du plan]. L'expression « la bourre dans le ventre » exprime selon toute probabilité l'idée que les Français faisaient feu à brûle-pourpoint. On peut penser que cela vient de l'idée que les Anglais recevaient le feu à une distance tellement courte que les débris enflammés de la bourre les touchaient au moment de la décharge.

<sup>3154</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 200r-203v, relation de la bataille de Blenheim [par Du Plessis-la-Corée], camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>3155</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 114.

<sup>3156</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1988, p. 55, « mémoire destiné à accompagner le plan de la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>3157</sup> *Ibid.* À lire les mémoires de Maffei, ce n'est que lorsque la droite de la cavalerie française fut battue que les troupes qu'il dirigeait se retirèrent (A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 128). Pourtant, tous les autres témoins attestèrent que la prise de Ramillies, puis la contre-attaque française se déroulèrent avant même, ou pendant que la cavalerie se battait.

<sup>3158</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>3159</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

Le cimetière était une position défensive particulièrement prisée : il offrait un espace relativement grand en comparaison de l'étroitesse des rues, le mur d'enceinte pouvait servir de parapet, et il était généralement proche de l'église, d'où on pouvait contrôler ce qui se passe aux alentours. Le régiment Royal défendit longtemps le cimetière de Blenheim<sup>3160</sup>, la brigade de Picardie prit possession de celui de Ramillies, et y résista à trois ou quatre charges coalisées<sup>3161</sup>. Outre les fusils, on pouvait se servir de divers expédients pour éliminer ses adversaires. Pour le forcer à abandonner les habitations, dont les toits étaient souvent en chaume ou en bois, on pouvait y mettre le feu<sup>3162</sup>. Enfin, l'étroitesse des rues rendait plus propices les combats à l'arme blanche. Le régiment de Picardie se battit ainsi « à coups de fusil et de bayonnette »<sup>3163</sup>.

Le manque d'espace offert par un village pouvait ainsi forcer l'infanterie à modifier ses techniques de combat. Les retranchements du front de Blenheim étaient trop étroits pour la quantité de troupes chargées de sa défense, particulièrement après qu'elles furent chassées de la périphérie du village : « Là, ils avaient élevé un retranchement à l'intérieur duquel ils étaient enfermés dans un espace si étroit qu'ils n'avaient pas la place de se mettre en quelque ordre de bataille que ce soit, ou même de faire usage de leurs armes »<sup>3164</sup>. Le comte de Mérode-Westerloo confirme cette assertion :

« Elle s'embarassoit tellement, que les hommes, étant entassés les uns sur les autres, ne pouvoient se remuer et ne pouvoient recevoir ni ordre ni commandement. Après cela pas un seul coup des ennemis n'étoit perdu, tandis qu'ils ne pouvoient atteindre l'ennemi que par le feu de ceux qui se trouvoient en avant, et ne pouvoient pas toujours tirer, tant par lassitude que parce que leurs armes crevoient. Ceux de derrière étoient tués sans pouvoir atteindre l'ennemi, et, s'ils vouloient tirer, ce ne pouvoit être que sur nos propres gens et sans voir où »<sup>3165</sup>.

---

<sup>3160</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402.

<sup>3161</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°542, M. de Selve à Chamillart, Tournai, 25 juin 1706.

<sup>3162</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, op. cit., p. 186.

<sup>3163</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°542, M. de Selve à Chamillart, Tournai, 25 juin 1706. Les registres de blessés aux Invalides ne permettent toutefois guère de confirmer les affirmations de Selve, puisque sur 15 soldats du régiment de Picardie qui furent admis après Ramillies, 11 le furent en raison d'un coup de fusil, et aucun à cause d'une baïonnette.

<sup>3164</sup> « Here they had thrown up an entrenchment, within which they were pent up in so narrow a compass, that they had not room to draw up in any manner of order, or even to make use of their arms. » R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, op. cit., p. 40.

<sup>3165</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, op. cit., t. I, p. 304.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Ce qui est étonnant, c'est que certains secteurs du village se trouvaient plutôt dénués de troupes, comme l'arrière, et que les officiers y circulaient assez bien pour avoir tenu un conseil de guerre. Il est probable que l'infanterie ait été massée sur de nombreux rangs. Les premiers rangs étaient effectivement comprimés, mais ils ne pouvaient pas reculer sans ordre sur les derniers. Ceux-ci ne recevaient pas d'instructions pour dégager un peu de pression, car les officiers qui étaient conscients du problème étaient justement au premier rang, et n'avaient pas la possibilité de passer eux-mêmes à l'arrière. On ne tenait pas à décongestionner la position, car toute modification du dispositif, en présence de l'ennemi, aurait présenté des risques. Les registres des Invalides confirment le danger que représentaient dans cette situation, pour les soldats, leurs propres armes. Les deux seules blessures par « coup de bourrade de fusil » recensées pour les quatre batailles ont été subies en 1704, par un soldat de Navarre et un de Languedoc. L'arme était chargée trop hâtivement. Les nombreux coups qui avaient été tirés encrassaient le canon. En outre, les premières cartouches, si cartouche il y avait eu, étaient utilisées, et on mettait de la poudre dans l'arme directement à partir du fourniment. Cette opération, effectuée très rapidement et sous la menace du feu de l'ennemi, était souvent mal menée : trop de poudre faisait crever l'arme ou du moins donnait à l'arme un recul tel qu'elle venait frapper le corps du tireur : le soldat de Navarre fut touché à l'estomac, celui de Languedoc à la poitrine<sup>3166</sup>.

Les défenseurs d'un village risquaient surtout de s'y voir enfermés si celui-ci était encerclé. Nous avons déjà vu l'échec de la tentative de Seignier, pourtant courageuse, de sortir par le nord de Blenheim, qui fut repoussée par les tirs alliés. Ses hommes purent du moins se mettre en bataille, contrairement à ceux qui faisaient face au Nebel :

« L'ennemi fit également de nombreuses tentatives pour nous forcer : mais comme ils étaient nécessairement désorganisés à la sortie de leurs tranchées, avant qu'ils puissent se former d'aucune manière pour nous attaquer, nous en fauchions un tel nombre avec nos pelotons qu'ils étaient toujours obligés de se retirer avec de lourdes pertes, et il ne leur était pas possible de se ruer sur nous d'une façon désordonnée, sans courir directement sur les pointes de nos baïonnettes »<sup>3167</sup>.

---

<sup>3166</sup> Une autre hypothèse expliquant ces coups au ventre et à la poitrine est envisageable : dans la précipitation, le soldat appuyait sur la détente avant d'avoir épaulé.

<sup>3167</sup> « The enemy also made several attempts to come out upon us: but as they were necessarily thrown into confusion in getting over their trenches, so before they could form into any order for attacking us, we mowed them down with our platoons in such numbers, that they were always obliged to retire with great loss; and it was not possible for them to rush upon us in a disorderly manner, without running into the very points of our bayonets » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40).

La lenteur à organiser un bataillon suffit à elle seule à expliquer pourquoi les troupes françaises ne pouvaient pas, du moins de ce côté, s'échapper de Blenheim<sup>3168</sup>. Les Alliés avaient fini par le comprendre, et par cesser de gaspiller leurs hommes en des attaques aussi meurtrières qu'inutiles : ils entretenaient sur cette face un feu continu en détachant régulièrement de petites troupes qui faisaient leur décharge moins dans le but de toucher quelqu'un que d'occuper les Français tandis qu'ils progressaient sur les arrières de Blenheim<sup>3169</sup>.

Le souvenir humiliant de la reddition du village incita le régiment de Picardie, deux ans plus tard, à faire la plus prompte retraite au travers de Ramillies, bien que le chemin du repli soit occupé à la fois par de l'infanterie et, plus loin, par les escadrons qui venaient de battre la droite française. C'est ainsi que se justifie son colonel : « Comme je me suis vu enveloppé de toute part, j'ay pris la resolution de persé cette cavalerie à coups de fusil plustost que de se rendre comme à Ostet, ce que nous avons fait avec beaucoup de perte, parce qu'il nous a fallu defilé devant eux, n'y ayant qu'un chemin très étroit pour sortir du village »<sup>3170</sup>.

Les positions les plus fortes et apparemment les plus sûres devenaient ainsi, lors des retraites, des pièges dans lesquelles les troupes pouvaient se voir enfermées. Les dernières unités à défendre les retranchements de Turin, bloqués dans les cassines qu'ils protégeaient, furent contraintes de se rendre sans combattre lorsqu'elles se virent entourées par les troupes adverses.

### 6.3.4. Les combats menés lors des retraites

La retraite d'une armée à la suite d'une bataille est considérée comme l'un des épisodes les plus périlleux de la guerre ; l'un de ceux qui fait appel à la maîtrise technique et au sang-froid du chef d'armée et des officiers généraux<sup>3171</sup>. Ceux-ci doivent en effet faire face à une contradiction fondamentale : comment concilier les besoins d'un repli rapide avec l'exigence

---

<sup>3168</sup> Voltaire fut peut-être un de ceux qui résumèrent le mieux la situation des Français, probablement grâce à ses conversations avec lord Orkney : « C'étaient les plus anciens corps. Il y a plusieurs exemples de moindres armées qui ont battu des armées de cinquante mille hommes, ou qui ont fait des retraites glorieuses ; mais l'endroit où on se trouve posté décide de tout. Ils ne pouvaient sortir des rues étroites d'un village, pour se mettre d'eux-mêmes en ordre de bataille devant une armée victorieuse, qui les eût à chaque instant accablés par un plus grand front, par son artillerie, et par les canons mêmes de l'armée vaincue, qui étaient déjà au pouvoir du vainqueur » (Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 34-35).

<sup>3169</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Hagenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>3170</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°542, M. de Selve à Chamillart, Tournai, 25 juin 1706.

<sup>3171</sup> Voir *infra*, section 9.1.1.

de maintenir la cohésion d'unités pensées pour être denses, lourdes et puissantes ? À l'inverse, comment le chef vainqueur peut-il chercher à exploiter au mieux sa victoire alors que ses propres forces ne sont guère plus mobiles ? C'est alors que le rôle de certaines unités, moins aptes à combattre « en bataille », apparaît déterminant.

Tous les auteurs militaires sont formels : ce n'est pas parce qu'un combat est apparemment gagné qu'il faut autoriser ses troupes à se débander pour tomber sur l'ennemi<sup>3172</sup>. Si on laisse une armée courir au pillage, si l'on abandonne la solidité de l'ordre de bataille, un retournement de situation est toujours à craindre, les unités désorganisées étant incapables de faire face à un retour offensif de ceux qui se retirent. Cela ne doit pas empêcher le général de pousser un peu l'ennemi, mais il doit le faire avec modération :

« Il doit pousser les troupes battues toujours en corps et en lignes jusques à ce que leur désordre soit général ; après quoi il faut augmenter le nombre [d'unités] détachez, sans souffrir jamais que personne quitte les drapeaux et étendards sans être commandé »<sup>3173</sup>.

Les dragons, soldats polyvalents, habitués aux affaires particulières, sont tout destinés à effectuer ce genre de tâches. Ils sont parfois accompagnés de détachements de grenadiers. À Ramillies, lorsque le duc de Marlborough lâche des troupes montées sur les fantassins français qui refluent, il y envoie le régiment de dragons de John Hay<sup>3174</sup>. À Calcinato, la poursuite des troupes de pied alliées est de même confiée à plusieurs régiments de dragons<sup>3175</sup>. Le fait que nous n'ayons jamais trouvé d'occurrences où ce soient les hussards qui aient assuré ce travail de harcèlement est significatif du fait que c'était aux dragons qu'étaient léguées les tâches traditionnelles de la cavalerie légère.

On comprend dès lors que l'objectif premier du général qui entame une retraite est de faire rétrograder ses troupes en bon ordre, pour éviter que son armée ne devienne la proie des troupes légères adverses. Lorsqu'il s'aperçoit qu'il a perdu la journée de Ramillies, le maréchal de Villeroy pense que son dispositif est suffisamment solide pour qu'il puisse refluer sans être inquiété. L'enjeu est de permettre au gros de l'infanterie française, au centre du champ de bataille, d'arriver jusqu'au défilé de Judoigne, vers le nord, afin de rejoindre

---

<sup>3172</sup> BnF ms. fr. 6257 : Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 66.

<sup>3173</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 315. On peut trouver des considérations similaires dans *Rêveries* t. II, p. 150.

<sup>3174</sup> Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchain, 24 mai 1706, édité dans Orkney, *art. cit.*, p. 315-316.

<sup>3175</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°338, M. de Bourneuf à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706. Il s'agit des régiments de Belabre, Belisle, Du Heron, Verac, et Bozelly.

Louvain : « Nostre infanterie [...] estoit un peu en desordre, mais toujours formée : quoyque les ennemis nous suivissent de pres, nous nous reployames ligne sur ligne pendant plus d'une heure en tres bon ordre »<sup>3176</sup>. Ces indications donnent l'impression que les unités d'infanterie se disposent en damiers, la ligne des bataillons les plus proches de l'ennemi passant dans les intervalles d'une autre ligne de bataillons, formés en bataille en direction du front afin de faire face à d'éventuels agresseurs. On imagine d'emblée la lenteur et la complexité d'une telle manœuvre, qui demande aux bataillons de se changer en permanence de direction.

C'est pourquoi il est plus sûr de faire protéger les arrières des fantassins qui se replient par des troupes montées, naturellement plus mobiles. À Ramillies, une partie des troupes de pied françaises se voient ainsi sauvée par le secours des Gardes du corps – si l'on en croit leurs propres relations<sup>3177</sup>. Les soldats de la Maison du roi auraient formé une ligne pour dissuader les ennemis d'avancer, avec des intervalles pour laisser passer l'infanterie<sup>3178</sup>. Par ailleurs, elles auraient garanti la sécurité de l'arrière des colonnes de fantassins, en fermant leur marche tout en faisant régulièrement volte-face par des demi-tours à droite pour en imposer à la cavalerie adverse<sup>3179</sup>. Dans ces circonstances, les Alliés n'auraient rien osé tenter, ne voulant pas sacrifier inutilement la vie de leurs cavaliers alors que la bataille était déjà gagnée :

« Nous eûmes pendant près de trois lieues cette manœuvre à faire, et jamais elle n'eut la hardiesse de se débander sur nous, ainsi nous sauvasmes toute l'armée, et la mîmes en sureté, jusques à ce qu'enfin ayant passé le défilé de Judogne, elle fut hors d'estat de pouvoir estre insultée, la nuit outre cela estant survenue »<sup>3180</sup>.

Ces mouvements sont d'autant plus audacieux et périlleux que les ennemis sont très proches : une relation parle d'une portée de mousquet, l'autre d'une portée de pistolet<sup>3181</sup>.

---

<sup>3176</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>3177</sup> La plupart des témoignages attestent que l'infanterie après Ramillies se retira en désordre faute de cavalerie, l'ensemble des troupes montées de l'aile gauche française ayant fui à la suite d'un mouvement de panique. Le rôle des Gardes du corps, si l'épisode raconté est vrai, ne peut donc concerner que quelques unités de fantassins, notamment des Gardes françaises. Même si la véracité des opérations décrites par les cavaliers de la Maison du roi est sujette à caution, l'important est que leur description devait correspondre, pour paraître sincère, aux pratiques de l'époque. Sur la panique des unités de cavalerie française à Ramillies, voir *infra*, section 7.2.2.

<sup>3178</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>3179</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>3180</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>3181</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d. ; BnF ms. fr. 23323, fol. 244r-248v, « relation de la bataille de Ramilly, au camp sous Menin ce 2 juin ». Le même jour, mais dans d'autres circonstances, ce furent les fantassins qui garantirent la retraite des troupes montées. Il s'agit d'un cas

L'art d'une bonne retraite repose donc, là encore, sur la bonne coordination des deux armes, coordination d'autant plus difficile à obtenir que la proximité du danger et le sentiment d'échec poussent les différentes unités au « chacun pour-soi ». La retraite du chevalier Du Rozel après Audenarde démontre à nouveau ce besoin de coopération. Nous avons vu qu'au lendemain de la bataille, le lieutenant général s'aperçoit que le gros de l'armée s'est retiré vers le nord, sans avoir prévenu sa ligne de cavalerie qui compte plus d'une centaine d'escadrons. Sa situation est d'autant plus difficile que l'armée ennemie est déjà proche et qu'il doit faire défiler ses troupes par un « trou » où il ne peut guère faire marcher plus du « tiers d'un escadron de front »<sup>3182</sup>. Enfin, le chemin est encombré par quelques pièces d'artillerie.

Il va d'abord utiliser de l'infanterie pour protéger sa retraite. Il installe cinq cents grenadiers, les seuls fantassins à sa disposition, dans les jardins d'une maison à la queue de sa colonne de cavalerie. Malgré leur faible nombre, ces soldats ne laissent pas d'« imposer beaucoup [aux] ennemis » – ces derniers ignorent que tout le reste de l'infanterie est déjà sous Gand<sup>3183</sup>. Ce stratagème audacieux ne dure qu'un temps. Les ennemis finissent par s'apercevoir du leurre, et envoient des forces considérables sur Du Rozel – 2 000 grenadiers accompagnés de « quantité de dragons »<sup>3184</sup>. Les grenadiers, qui ont semble-t-il déjà évacué le village, sont toujours à la queue de la formation. Du Rozel n'indique pas comment ils combattaient, mais on peut supposer qu'ils constituaient une ligne d'infanterie qui se retirait en se retournant régulièrement, comme les Gardes du corps en 1706, pour faire feu sur les ennemis. À la longue, les incessants mouvements de retournement et l'écrasante supériorité numérique des Alliés ont raison des grenadiers : « À la fin nos soldats lassé (*sic*) et ennuyés d'estre si vivement pressé, et n'ayant pas le temps de recharger leurs armes, sederent à la superiorité du feu de l'ennemi »<sup>3185</sup>. Ils sont dès lors « taillés en piece »<sup>3186</sup>. Les soldats, harassés, ont probablement fini par rompre leur formation pour se disperser sur le chemin ou dans les bois, où ils ont été rattrapés par les ennemis. Du Rozel doit alors avoir recours aux

---

particulier : alors qu'une vingtaine d'escadrons des Deux-Couronnes peinent à traverser les rameaux boueux de la petite Gette, d'Artagnan envoie des unités d'infanterie les soutenir pour éviter qu'ils soient assaillis. Le maréchal d'Arco lui avait « dit à l'oreille » qu'il valait mieux envoyer quelques bataillons au sacrifice plutôt que de perdre de précieux escadrons. (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706).

<sup>3182</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>3183</sup> *Ibid.*

<sup>3184</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708.

<sup>3185</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34, Du Rozel au duc du Maine, camp près de Gand, 18 juillet 1708.

<sup>3186</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25, Du Rozel au duc du Maine, du camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée [camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

unités de cavalerie auxquelles il fait faire le reste de la retraite. Elles se trouvent à leur tour contraintes de se retourner régulièrement pour faire face aux ennemis. Ce qui est le plus surprenant, c'est l'apparente apathie de la cavalerie ennemie, qui ne semble jamais tenter de pousser les escadrons français : les Alliés se contentent de les harceler avec le feu de leur infanterie. De fait, les pertes de la cavalerie des Deux-Couronnes n'auraient pas été très importantes, si le colonel général n'avait pas tenté à un moment une malheureuse charge frontale contre les grenadiers coalisés, charge que nous avons déjà évoquée. La relative inactivité des ennemis permit à Du Rozel de se prévaloir d'avoir mené une très belle retraite.

Marlborough et le prince Eugène, suivant les conseils de prudence des écrivains militaires contemporains, ne cherchaient pas à détruire à tout prix les formations françaises qui se retiraient en bon ordre. En revanche, lorsque les unités d'infanterie étaient laissées en arrière, isolées et privées du secours de leur cavalerie, elles se trouvaient à la merci des détachements ennemis. Ce fut le cas, en 1706, de la brigade chargée de la défense du village de Ramillies, qui dut en sortir avec précipitation lorsque la retraite fut décidée : « Contournée par la cavalerie, elle feust absolument deffaitte, et ce qui n'a point esté tué a esté la pluspart faite prisonnier de guerre »<sup>3187</sup>. Beaucoup d'unité de l'aile gauche d'infanterie connurent un sort similaire, ayant « beaucoup souffert dans la retraite en plaine, peu protegée par [la] cavalerie, et fort pressée par celle des ennemis »<sup>3188</sup>.

Comment des unités d'infanterie isolées, privées du secours d'une cavalerie alliée, pouvaient espérer résister aux agressions des détachements ennemis ? Il existait un moyen efficace, mais qui exigeait de la part des troupes une grande maîtrise aussi bien technique que psychologique : c'était de faire un carré. Un exemple parfaitement contemporain (1705) nous est donné par le capitaine Parker. Les troupes françaises, menacées par Marlborough, s'étaient retirées pour éviter un affrontement à Elixhem. La plupart de l'infanterie des Deux-Couronnes et toute la cavalerie s'échappa, laissant quelques milliers de fantassins isolés, comme le raconte le capitaine Parker :

« Je me dois de mentionner la vaillance et la discipline de dix bataillons bavaois, qui, se trouvant abandonnés par leur cavalerie, se rassemblèrent. Considérant que comme nous avions marché toute la nuit, notre infanterie n'était pas capable de les rattraper, ils formèrent un carré creux. Ils marchèrent en conservant cette formation, et bien que notre

---

<sup>3187</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°329, M. de Villars-Chandieu à Chamillart, camp de Saint Denis près Gand, 29 mai 1706.

<sup>3188</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°224, M de Servancourt à Chamillart, camp de Notre-Dame du Lac, 25 mai 1706.



## LA DIMENSION TECHNIQUE

aile gauche de cavalerie et de dragons les encerclât de tous les côtés, elle n'osa pas risquer d'entrer à portée de leur tir. En effet, ayant divisé leurs grenadiers en deux corps qui n'arrêtaient pas d'aller en arrière et en avant pour soutenir les zones qui étaient le plus en danger, le carré continua à marcher, repoussant les escadrons devant lui, hors de son chemin, et se retira en sécurité jusqu'à Louvain, qui était à trois lieues [12 kilomètres] du champ de bataille. Ceci montre ce que l'infanterie est capable de faire contre la cavalerie, quand elle conserve résolument son ordre, et évite de se hâter »<sup>3189</sup>.

Le texte n'est pas parfaitement précis : on peut se demander si chaque bataillon se mit en carré, ou si les dix unités se groupèrent ensemble. La première hypothèse est possible, elle existait dans les bataillons anglais : chacune des quatre « grandes divisions » formait un des côtés de la formation<sup>3190</sup>. L'armée française s'organisait d'une façon similaire : douze compagnies se divisaient aisément en quatre, à moins que l'on préférât, comme Puységur, diviser le nombre de files en quatre. Les soldats des quatre côtés se resserraient alors fortement pour affermir les angles<sup>3191</sup>.

Le texte semble ici plutôt indiquer que les bataillons s'organisaient selon leur traditionnelle formation linéaire, chaque ligne composant le côté d'un gigantesque carré<sup>3192</sup>. Là encore, ce cas de figure est pris en compte par Puységur. Il recommande d'approfondir les bataillons, et de les mettre sur huit rangs<sup>3193</sup>. Il suppose, à titre d'exemple, qu'une ligne de six bataillons doive se retirer par la droite : tous les bataillons font un quart de conversion à droite, le plus à droite représentant la tête de la formation – qui ressemble en réalité à un rectangle, mais le terme consacré est celui de carré. Le bataillon qui suit directement le bataillon le plus à droite s'approche, et dès qu'il se trouve à 80 mètres, fait à nouveau un quart de conversion vers la droite pour former la première partie du flanc droit du carré, puis un quart vers la gauche pour se mettre en état de marcher. Le troisième fait un mouvement

---

<sup>3189</sup> « I must not omit taking notice of the gallant behaviour and good discipline of ten Bavarian battalions, who finding themselves abandoned by their horse, kept together ; and observing that as we had marched all night, our foot was not able to come up with them, they formed themselves into a hollow square. In this form they marched, and notwithstanding that our right wing of horse and dragoons had surrounded them on all sides, yet they dared not venture within reach of their fire; for having divided their grenadiers into two bodies, which kept moving backward and forward to support the parts that were most in danger, the square kept marching on, driving the squadrons before them, out of their way, and so retreated safe to Louvain, which was three leagues from the field of battle. This shows what the foot are capable of doing against the horse, while with resolution they preserve their order, and avoid hurry » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 54-55).

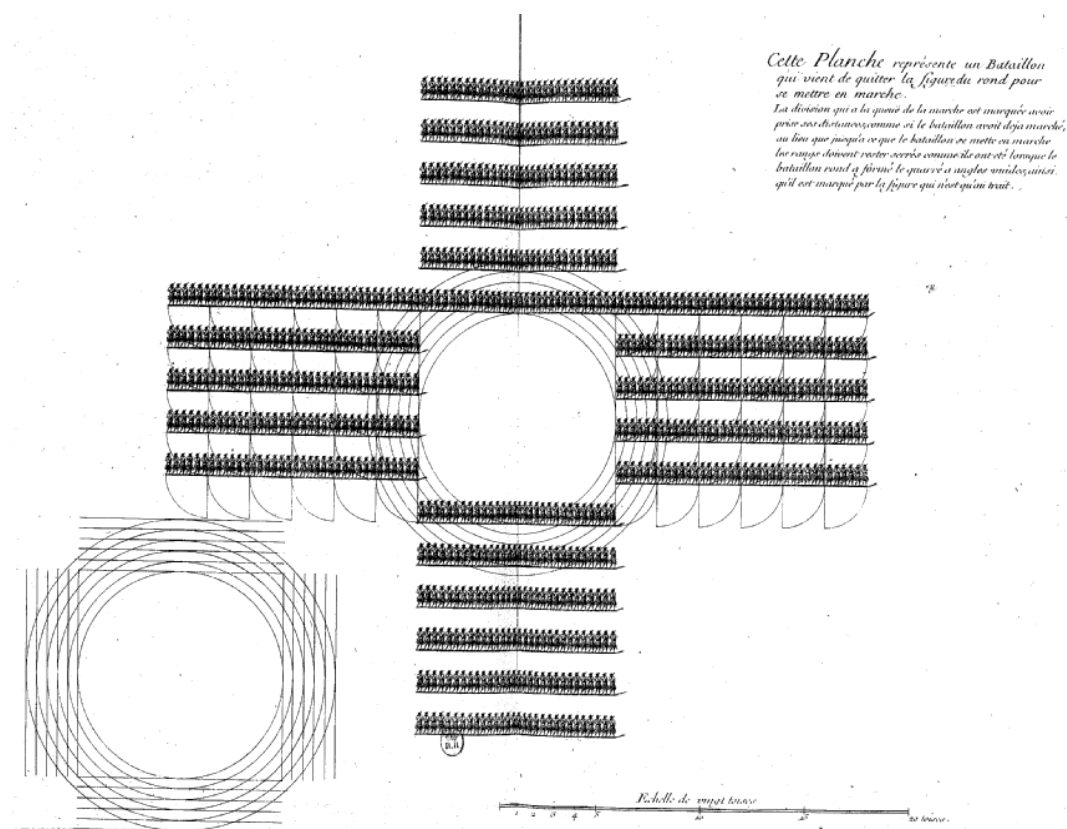
<sup>3190</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>3191</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 138-141. Cet auteur décrit également les manœuvres destinées à donner une forme ronde, carrée ou triangulaire à un bataillon. Certaines, surtout celles qui ont la préférence de l'auteur, sont très complexes, mais il est probable qu'on se servait des techniques les plus simples sur les champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne.

<sup>3192</sup> C'est ainsi qu'agirent seize bataillons hollandais en 1690, après la fuite de leur cavalerie. D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>3193</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 143.

identique à gauche pour former le flanc gauche, le quatrième va à son tour à droite, le cinquième à gauche, et le sixième occupe l'arrière de la formation. Ensuite, l'ensemble marche normalement, en prenant une attention plus grande encore que d'habitude au respect des intervalles entre les hommes et entre les bataillons. Le rythme de déplacement est donc nécessairement lent.



**Figure 35 : L'une des formes de bataillons carrés proposées par Puysegur<sup>3194</sup>**

Si les ennemis s'approchent, tous les bataillons orientent alors leur front dans la direction des côtés extérieurs du carré. Dans cet état-là, le carré est en état de faire bonne défense, puisque tous ses côtés sont hérissés de fusils et de baïonnettes. Mais il n'est plus capable d'avancer, et il doit attendre que la pression se relâche – c'est-à-dire que les unités de cavalerie adverses s'éloignent – pour marcher à nouveau.

Lorsqu'elle marche en revanche, la formation est plus vulnérable : les flancs et les arrières des bataillons sont exposés. C'est pourquoi les grenadiers sont chargés de protéger les parties les plus menacées. Leur présence est suffisante pour dissuader les cavaliers qui chargeraient en désordre. Dans le cas où les ennemis organisent une charge massive de plusieurs escadrons, il est toujours temps de resserrer les rangs.

<sup>3194</sup> *Ibid.*, planche XVII.

Si le bataillon carré était la meilleure solution que pouvaient trouver des fantassins isolés pour lutter contre la cavalerie adverse lors d'une retraite, ce type de formation n'était guère à même de faire face à une attaque combinée d'infanterie et de cavalerie. Puysegur remarque qu'un carré qui voit son chemin barré par des bataillons adverses est dans une mauvaise posture<sup>3195</sup> : ses ennemis peuvent utiliser tout le feu de leur ligne, tandis que lui-même ne peut utiliser que les fusils des fantassins de tête. Par ailleurs, la lenteur du carré – plus grande encore que celle d'unités d'infanterie en ligne – peut permettre à des troupes de pied adverses de les rattraper.

C'est ce qu'Orkney put constater en 1704, sur le champ de bataille de Blenheim. L'épisode se déroule alors que la cavalerie française de Tallard vient d'abandonner les trois brigades qui forment la seconde ligne d'infanterie (Robecque, Nice et Auxerrois). Orkney ordonna alors une attaque en règle combinant les trois armes : « Je vins à la tête de plusieurs escadrons et arrivai à les rallier et à les ordonner à ma droite et à ma gauche, et j'apportai quatre pièces de canon, et je chargeai alors avec infanterie et cavalerie »<sup>3196</sup>. Face à cela, les brigades françaises s'organisèrent, selon les termes d'Orkney, en « *battallion quarre* ». Lorsque les fantassins anglais les rattrapèrent, ceux-ci firent pleuvoir sur les bataillons français une pluie de balle. La mousqueterie des Alliés, ainsi que leurs pièces d'artillerie tirant à cartouche, creusèrent des brèches dans les rangs, dans lesquelles leur cavalerie put s'enfoncer. Tous les témoignages attestent de la valeur exceptionnelle des brigades de Robecque, Nice et Auxerrois, qui ne fuirent pas lorsqu'elles se virent condamnées, mais luttèrent jusqu'au bout « dans le plus bel ordre jamais vu »<sup>3197</sup>.

---

<sup>3195</sup> *Ibid.*, p. 143-144.

<sup>3196</sup> « I went to the head of several esquadrons and got 'em to rally and form upon my right and left, and brought up four piece of cannon, and then charged both foot and horse » (Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311).

<sup>3197</sup> « In the best order I ever saw ». *Ibid.* Deux ans plus tard, Orkney fut confronté à une situation similaire. Lumley, commandant la cavalerie anglaise à Ramillies, chargé de suivre les fantassins français dans leur retraite, lui demanda d'amener de l'infanterie. En effet, la cavalerie anglaise était incapable de forcer les unités françaises sans le soutien de ses propres fantassins. Orkney se montra cette fois-ci incapable d'intervenir à temps, ses hommes étant trop éloignés : « J'avoue que cela me contraria de voir un grand corps de Français se retirer, sans avoir beaucoup de cavalerie avec eux, mais, je le dis de tout mon cœur, je ne pouvais pas organiser notre infanterie à temps, et ils se dispersèrent et atteignirent un terrain à couvert où il était impossible de les suivre » (« I own it vexed me to see a great body of 'em going off, and not many horse with them; but, from my heart, I could not get up our foot in time; and they dispersed and got into strong ground where it was impossible to follow them » : Lettre d'Orkney sur la bataille de Ramillies, camp de Braunchein, 24 mai 1706, édité dans Orkney, art. cit., p. 315-316).

## LA DIMENSION TECHNIQUE

Les relations ne nous indiquent guère comment la cavalerie combattait contre des soldats désorganisés. Il est probable qu'au début, les escadrons chargeaient en formation compacte pour percer toute tentative de regroupement des fantassins<sup>3198</sup>. Mais ensuite, les troupes montées peuvent se « débander » sans risque : la faible précision des fusils, la vitesse et la hauteur que leurs donnent leurs chevaux sont un atout décisif contre l'infanterie. La baïonnette n'est pas une arme aussi maniable que le sabre : il est aisé de la dévier d'un seul coup, puis de donner à nouveau un coup de taille sur le piéton : un coup de taille est plus rapide à lancer qu'un coup d'estoc. Les soldats, conscients de leur position d'infériorité, se rendent souvent prisonniers dès qu'ils se voient isolés face à de la cavalerie<sup>3199</sup>.

Nous pouvons tenter d'affiner nos connaissances sur les techniques du combat en regardant les blessures causées par les armes traditionnelles du cavalier – pistolet et sabre – aux fantassins. Le sabre semble être largement préféré : 53 occurrences contre 5 seulement pour le pistolet. Nous pouvons restreindre l'étude à la seule bataille de Ramillies, pour laquelle nous connaissons assez bien les circonstances des affrontements entre cavaliers et piétons : sur les 23 blessures recensées, 20 sont dues à un sabre et 3 à un pistolet. Ce chiffre de vingt blessures par armes blanches est un peu faible pour constituer une source statistique parfaitement fiable, mais cela ne nous empêche pas d'en tirer quelques enseignements :

Localisation	Nombre d'occurrences
Tête	6
Côté gauche	7
Côté droit	5
Corps	1
Non précisé	1
Total	20

**Figure 36 : Blessures par sabre reçues par les fantassins à Ramillies**

Les coups à la tête confirment que le sabre est une arme de taille. Le nombre de coups légèrement supérieur au côté gauche s'explique par le fait que le soldat tient le haut de son fusil par la main gauche – toutes les représentations picturales des tableaux de bataille ou des

---

<sup>3198</sup> Du Barail, qui commandait à Ramillies le régiment du Roi, attaqué dans sa retraite par de la cavalerie alliée, évoque ainsi une « ligne » de cavalerie qui s'avance vers les Français au début de l'action (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°225, Du Barail au roi, camp sous Bruxelles, 25 mai 1706).

<sup>3199</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 127-128.

traités d'art militaire l'attestent<sup>3200</sup>. Il est enfin intéressant de constater que la totalité des coups de pistolets reçus à Ramillies, ainsi que 4 coups sur 5 reçus lors des quatre batailles, arrivent à la tête : le pistolet était peut-être plus précis, mais cela indique surtout qu'on tirait de plus près, puisque la balle atteignait plus fréquemment sa cible – on suppose que c'est effectivement la tête qui était visée.

Une bataille qui se mènerait uniquement entre des formations solides et complexes ne pourrait ainsi avoir lieu que dans un terrain parfaitement plat, sans ruptures, sans défenses naturelles non plus : le champ de bataille idéal, qui ne se rencontre presque jamais. Bien au contraire, les soldats sont souvent contraints de se diviser pour passer des défilés, ou pour mieux profiter d'une forte position. Quand les circonstances sont défavorables, quand la malchance, l'inattention des officiers ou les réactions malencontreuses des soldats suppriment tout ordre dans une formation, la bataille finit par perdre son unité, et se décompose en autant de combats unitaires où ne se décide plus le sort de la campagne, mais la survie d'un simple individu.

### 6.3.5. Le non-dit du combat singulier

Il est pourtant bien difficile d'appréhender la nature des combats individuels sur les champs de bataille – c'est-à-dire d'un seul soldat contre un autre, hors du cadre de la mêlée. Ils n'avaient lieu que lorsque des hommes se trouvaient en dehors de leurs formations initiales : cela arrivait lorsqu'un escadron était rompu après une charge, ou lorsqu'escadrons et bataillons se retiraient en désordre. Tous les cas de figure étaient alors envisageables : cavaliers contre cavaliers, cavaliers contre fantassins, fantassins contre fantassins ou encore fantassins contre cavaliers désarçonnés. Malgré le nombre probablement important de ces affrontements, il nous en est resté bien peu de traces, à quelques exceptions près, comme le récit que donne le comte de Mérode-Westerloo. L'auteur, au soir de la bataille de Blenheim, est tombé dans un ravin à la suite d'une charge de cavalerie adverse :

« Je ne fus pas plus tôt debout, qu'un hussard passa, qui me tira un coup de pistolet et continua son chemin. Un moment après, vint un grenadier anglais, qui étoit plus haut que moi des épaules et de la tête. Celui-ci, mettant pied à terre, s'en vint à moi avec peu

---

<sup>3200</sup> Le phénomène est identique à Malplaquet : 8 coups à gauche, 6 à droite, 7 à la tête ou au corps. André Corvisier, « Le moral des combattants, panique et enthousiasme : la bataille de Malplaquet », dans *Revue Historique des armées*, n°3, 1997, p. 25.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

d'envie de me donner quartiers. Je m'en aperçus à son air, et, comme j'avois encore mon épée qui étoit large, pendue au bras, je la tins empoignée seulement, sans la lever. Quand il fût à deux pas de moi, j'en fis un vers lui, et sentis pour lors que j'avois mal au genou gauche, ce qui me fit appuyer ferme dessus, pendant que l'Anglois levoit le bras pour me décharger son coup de sabre mais moi, en l'évitant lui donnai ma large épée au travers du corps, quasi jusqu'à la garde. En la retirant, il tomba et me redoubla, en tombant, encore un coup sur ma botte qui étoit roide, ce qui ne me fit aucun mal; je lui mis pour lors le pied sur la tête et l'épée au travers de la gorge. L'épée, passant dans la terre molle, et appuyée un peu trop ferme, se cassa, et il ne me resta à la main que le tronçon »<sup>3201</sup>.

Les narrations de combats singuliers sont en effet particulièrement rares au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Même à Waterloo, les témoignages cités par John Keegan viennent toujours de gens qui ont vu des gens se battre, pas de gens qui se sont eux-mêmes battus seuls à seuls<sup>3202</sup>. En effet, un combat individuel étant un duel à mort, le survivant, celui qui peut parler, doit toujours avouer avoir exécuté de sang-froid un adversaire. Et par une pudeur assez étonnante de la part de militaires qui ont pourtant été confrontés à l'horreur du combat, on répugne à admettre que l'on puisse être soi-même un assassin : les récits escamotent « une guerre en première personne dans laquelle *je tue* »<sup>3203</sup>. Les officiers n'ont pas tué, ils ont emmené leurs hommes à la charge, les hommes ne sont pas individuellement supprimés, ils sont forcés, rompus, enfoncés, « taillés en pièces », et disparaissent en masses anonymes. Malgré leur caractère très démonstratif, ces termes sont peut-être ressentis comme moins violents, plus faciles à dire que d'autres qui amèneraient à considérer ceux que l'ont doit faire périr comme des êtres humains et pas comme des cohortes aussi menaçantes que désincarnées.

Ce refus vient peut-être de l'impossibilité de s'assumer comme un meurtrier : « On est tué à la guerre, mais on ne tue pas », comme l'ont remarqué Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau au sujet de la Première Guerre mondiale<sup>3204</sup>. Un interdit fondamental, celui de ne pas ôter la vie, est en effet transgressé à chaque combat<sup>3205</sup>.

---

<sup>3201</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 313. Nous avons encore là confirmation de l'emploi de l'épée comme arme d'estoc, et du sabre, porté par les grenadiers, comme arme de taille, dont les coups se donnent en levant le bras pour l'abattre sur l'adversaire.

<sup>3202</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 117-120.

<sup>3203</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>3204</sup> S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, *1914-1918...*, *op. cit.*, p. 53 ; voir aussi Joanna Bourke, *An intimate History of Killing Face to Face in the Twentieth Century Warfare*, Londres, Granta, 1999, VIII-564 p.

<sup>3205</sup> Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre (1914-1918)*, Amiens, CRDP, 1995, p. 59.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

### LA DECOMPOSITION DE LA BATAILLE

L'art de combattre au sein d'une bataille recouvre ainsi des réalités multiples, qui se déclinent progressivement au fur et à mesure du déroulement de l'action. Le combat s'engage le plus souvent à distance : les pièces d'artillerie sont les premières à tuer. Pendant qu'elles font feu, les formations d'infanterie et de cavalerie prennent progressivement leurs positions sur le champ de bataille. Ces manœuvres doivent s'effectuer à bonne distance de l'adversaire, afin qu'il ne soit pas à même d'attaquer les formations encore désorganisées.

Les méthodes de combat employées ensuite dépendent essentiellement du terrain sur lequel les troupes peuvent se mouvoir. Les terrains plats et unis sont par excellence ceux des charges de cavalerie. Le terme de charge ne doit pas prêter à confusion : on privilégie, dans l'attaque, le bon ordre et la cohésion de la formation plutôt que la vitesse et la force cinétique. Si toutes les cavaleries européennes forment leurs escadrons de façon similaire, il existe un débat sur la façon dont elles doivent user de leurs armes. Un point est déjà définitivement tranché : la « caracole », méthode qui fait d'une formation montée une simple unité de tir, qui ne se mêle jamais à l'ennemi, a été abandonnée. Tous les auteurs s'accordent à considérer que seul le choc est efficace en matière de cavalerie. La discussion porte sur la façon dont on doit se comporter avant le choc : les cavaliers doivent-ils avancer l'épée nue à la main, ou user de leurs mousquetons pour envoyer une salve à même de perturber l'escadron adverse avant de le charger ? Les deux camps pouvaient avancer des arguments « techniques » pertinents. Il n'en reste pas moins que la charge sabre au clair avait pour elle le panache et la tradition chevaleresque. Si l'on en croit les thèses de V. D. Hanson sur le « modèle occidental de la guerre », le mépris pour les armes de traits remonte même, au-delà du Moyen Âge, à la Grèce Antique<sup>3206</sup>.

Il serait vain de chercher à dégager, pour chaque armée, une solution « nationale ». Il est plus probable que chaque régiment ait fait comme il l'entendait, et qu'il adaptait ses méthodes en fonction des circonstances et de l'ennemi. Chaque cavalier lui-même, au moment où il voyait l'ennemi s'approcher, ne pouvait-il pas « craquer » et tirer sur son adversaire ? Il pouvait espérer que le tir des mousquetons permettrait de faire fuir la formation adverse et d'éviter l'expérience traumatisante de la mêlée. Un seul coup parti d'un escadron était ensuite susceptible d'amener tous les autres soldats de l'unité à faire feu... De fait, l'engagement de

---

<sup>3206</sup> Le dédain pour le combat à distance, rejoignant le mépris pour l'escarmouche, aurait selon cet auteur traversé l'histoire depuis les hoplites jusqu'aux Croisés et aux fantassins d'Omaha Beach. V. D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre...*, *op. cit.*, p. 39-40.

cavalerie était bien souvent réglé avant le choc. L'une des deux unités qui s'avançaient décidait de rompre sa formation et d'éviter le combat, pour fuir et se rallier à une bonne distance. Les files de deux escadrons qui se choquaient pouvaient également s'ouvrir, chaque cavalier cherchant à passer le plus vite possible au travers de l'unité adverse, en évitant de se montrer agressif. Les deux escadrons se faufilaient ainsi l'un dans l'autre sans dommage, par un accord tacite fondé sur la peur mutuelle.

Lorsqu'elle avait effectivement lieu, la mêlée de cavalerie représentait en revanche une expérience traumatisante et souvent indicible, ce qui explique que nous ayons si peu de témoignage à notre disposition. La faible durée du combat était inversement proportionnelle à son intensité, les coups pleuvant de toutes parts. Toutes les armes étaient alors indistinctement utilisées – la nécessité faisait loi – mais avec une nette prédominance du sabre, qui représente trois fois plus d'occurrences de blessures pour les cavaliers entrés des Invalides que le pistolet et le mousqueton. Ce n'est que dans les décennies suivantes que le débat fut définitivement tranché, et ce en faveur de l'arme blanche<sup>3207</sup>. Il est toutefois difficile de déterminer ce qui est à attribuer à un constat objectif de l'efficacité des armes et à la volonté de redonner à la cavalerie ses armes les plus nobles. Clausewitz lui-même ne remarquait-il pas que certaines méthodes de combat n'avaient été abandonnées que par un « caprice de la mode »<sup>3208</sup> ?

L'abandon de l'arme à feu par la cavalerie – du moins en bataille – s'explique aussi par les mutations de l'infanterie. La disparition du couple piquier/mousquetaire au profit du seul fusilier équipé de sa baïonnette a réduit la vulnérabilité du fantassin, grâce à une synthèse des avantages des deux armes précédentes. Sauf cas exceptionnel – si l'infanterie n'a pas su conserver son feu – la cavalerie n'a plus aucune chance de l'emporter dans une attaque frontale. Peut-on considérer pour autant que le maintien d'une cavalerie cuirassée, de choc, sur les champs de bataille, représente la survivance d'une pratique médiévale ? Après tout, l'échec de toutes les charges de cavalerie contre les carrés de fantassins à Waterloo<sup>3209</sup> semble avoir définitivement tranché, dans l'histoire, la valeur militaire du cheval sur celle du fusil. En réalité, ce jugement trop bref néglige le fait que les généraux de l'époque cherchaient surtout à coordonner les deux armes. Si la cavalerie seule est démunie face à une ligne de fantassins, un bataillon isolé connaît en revanche le risque d'être tourné, attaqué par les flancs, et anéanti.

---

<sup>3207</sup> C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 223. Le jugement sans appel de Guibert est alors largement partagé : « La cavalerie n'a qu'une manière de combattre, c'est par la charge ou par le choc. Toute action de feu en troupe lui est impropre ». J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 136.

<sup>3208</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 161

<sup>3209</sup> Elles sont très bien décrites dans J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 127-134. L'auteur remarque qu'« il y a un véritable leitmotiv dans les récits de la bataille de Waterloo, c'est la charge de cavalerie repoussée par un carré de fantassins ».



Même le fameux carré d'infanterie ne représente pas une sécurité suffisante, si l'adversaire peut combiner troupes montées et troupes de pied.

L'invention de la baïonnette à douille et son adoption par l'ensemble des infanteries d'Europe occidentale a eu aussi comme conséquence l'émergence d'un débat similaire à celui qui agissait la cavalerie : fallait-il privilégier le feu ou le choc, la poudre ou le métal ? Les armées des puissances maritimes semblent avoir tranché en faveur de la première : en adoptant une méthode apparemment uniformisée de « tir par peloton », ils s'engageaient dans la transformation de la troupe en une « armée-machine », où la maîtrise technique et l'aptitude à agir en groupe supplantait la hardiesse et la valeur individuelles<sup>3210</sup>. La grande majorité des officiers et des auteurs militaires français adoptaient au même moment une position strictement opposée. La charge à la baïonnette était présentée comme le seul moyen efficace de résoudre un engagement d'infanterie ; elle était censée correspondre d'ailleurs au tempérament du soldat français, à la valeur inimitable dans l'offensive mais sujet aux paniques lorsque son feu était jeté.

De nombreux facteurs se sont cumulés pour aboutir à cette véritable « *doxa* ». On peut soupçonner les auteurs français d'avoir cherché ainsi à justifier le manque d'entraînement de leurs troupes. On peut aussi y déceler une incapacité à reconnaître une forme d'honneur divergente du modèle donné par la cavalerie : les officiers d'infanterie auraient été d'autant moins enclins à abandonner l'arme blanche qu'ils auraient cherché à faire reconnaître au service à pied la même noblesse qu'au service à cheval.

En revanche, les termes du débat ne se posaient pas encore sous la forme d'une opposition entre l'ordre mince – la ligne – et l'ordre profond – la colonne. La disposition linéaire ne semble pas, du moins à notre connaissance, avoir été remise en cause à l'époque. Même les officiers les plus favorables à l'arme blanche se voyaient contraints, faute d'effectifs suffisants, de disposer leurs forces non sur cinq, mais sur quatre ou trois rangs. On se contentait en général de prôner le retour à des bataillons aux effectifs théoriques plus fournis, par l'augmentation du nombre de soldats par compagnies<sup>3211</sup>.

Le retard de l'infanterie française était du reste beaucoup moins évident lorsqu'il fallait se battre dans des pays coupés, sur des retranchements, ou dans des villages. L'objectif n'était

---

<sup>3210</sup> L'expression « armée-machine » est citée par J. Chagniot, *Guerre et société...*, *op. cit.*, p. 191.

<sup>3211</sup> Un mémoire anonyme du début du XVIII<sup>e</sup> siècle demande que l'effectif théorique des compagnies s'élève à 100 hommes. SHD AG, 1M 2375, fol. 39r-59v, « Mémoire sur l'infanterie », s.l., s.d. [début XVIII<sup>e</sup>], fol. 55v. Voir aussi, pour une opinion similaire, BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils), [1708-1710].

alors plus de maintenir un feu continu à un rythme record : le feu de billebaude, c'est-à-dire le feu de précision, reprenait ses droits. Les fantassins dirigés par Lord Rowe en firent les frais à Blenheim... Les Français n'en gardaient pas moins leur préférence pour le combat en rase campagne, là où leur cavalerie qu'ils jugeaient supérieure pouvait donner toute sa mesure.

Les armes et les méthodes de combat de l'époque étaient encore trop rudimentaires pour démontrer la victoire systématique de la balle sur la baïonnette. Les tenants de la thèse de la révolution militaire, qui se sont surtout intéressés au rôle de la poudre sur le champ de bataille, ont souvent sous-estimé le rôle tactique et la valeur létale de l'arme blanche<sup>3212</sup>. Par un travers téléologique, on a attribué au fusil des vertus et une supériorité qu'il n'avait probablement pas encore complètement acquises. Un auteur pragmatique comme Villars ne peut guère être soupçonné d'aveuglement total vis-à-vis de l'efficacité d'une technique de combat. Enfin, un dernier élément peut expliquer la réticence des historiens vis-à-vis de l'emploi de la baïonnette : le spectre de la Grande Guerre. Le mythe du fantassin français chargeant à la baïonnette, qui s'appuyait à la fois sur une conception du génie national – la *furia francese* – et sur une tradition historique glorieuse – les victoires de la Révolution et de l'Empire – était devenu pour les officiers français à la fois un idéal et un dogme patriotique<sup>3213</sup>. Cette idéologie complètement déconnectée des nouvelles conditions technologiques et techniques de la guerre aboutit à trop de morts absurdes dans les tranchées lors de la Première Guerre mondiale pour l'historien considérât dès lors le goût de l'arme blanche avec circonspection.

Lors de la retraite, les chefs d'armée se devaient encore de conserver la rigidité de leur ordre de bataille. Cela se comprend aisément pour le général vaincu, qui essayait de « faire ferme » à ses troupes pour éviter le délitement. Mais même le vainqueur n'était pas supposé essayer de presser trop vite son avantage, et ne pas débander ses hommes avant que toute perspective d'un retour en force adverse ait disparu<sup>3214</sup>. Même le duc de Marlborough ne

---

<sup>3212</sup> P. Briost, H. Drévilion, P. Serna, *Croiser le fer...*, *op. cit.*, p. 28.

<sup>3213</sup> John Albert Lynn, « En avant ! The Origins of the Revolutionary Attack », dans, *Tools of War*, dir. J. A. Lynn, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 1990, p. 161 et 171. Voici comment un manuel d'instruction de 1914 pouvait débiter son chapitre consacré au combat à la baïonnette : « La baïonnette est l'arme suprême du fantassin. Elle joue le rôle décisif dans l'assaut vers lequel doivent tendre résolument toutes les attaques et qui, seul, permet de mettre définitivement l'adversaire hors de cause [...] Elle contribue puissamment à lui inspirer confiance et à rehausser ses forces morales ». En 1914, on demandait encore au fantassin de « marcher sans tirer le plus longtemps possible » ! Seule la baïonnette était censée pouvoir emporter la décision. *Le livre du gradé d'infanterie...*, *op. cit.*, p. 341.

<sup>3214</sup> Le marquis de Santa-Cruz avertit les généraux trop fougueux qu'« il y a même lieu de craindre de perdre la bataille après l'avoir gagnée, si cet heureux succès porte vos troupes à se débander pour le pillage ». Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. XI, p. 11.

## LA DIMENSION TECHNIQUE

chercha pas lors de ses trois victoires majeures à pousser trop fort son adversaire se retirant du champ de bataille. En 1704, la capture des défenseurs du village de Blenheim lui sembla une réussite suffisante. Au lendemain de la bataille d'Audenarde, les forces alliées ne tentèrent pas le diable contre les escadrons français qui se retiraient. Enfin, à Ramillies, sa cavalerie s'avança prudemment contre les forces françaises avant que celles-ci ne se délitent d'elles-mêmes par un mouvement de panique.

La fin de la bataille représente en effet, comme l'indique John Keegan, une phase de « désintégration » progressive, plus ou moins forte en fonction de la résistance physique et morale des vaincus. Cette phase fut limitée pour les forces de l'Électeur et de Marcin qui se retirent en 1704, elle fut beaucoup plus avancée pour l'armée de Villeroy en 1706. Les logiques fondamentales sur lesquelles s'appuyaient les techniques militaires de l'époque se trouvaient alors inversées : l'artillerie n'était plus une arme, mais un frein ; la lourdeur des formations d'infanterie était moins une sécurité qu'un danger, et c'est alors que les unités les plus souples et les plus légères – détachements d'infanterie, cavaliers et surtout dragons – apparaissaient comme le secours de l'armée.

La bataille apparaît ainsi, lorsqu'on s'intéresse aux techniques de combat employées, moins comme un tout ayant une cohérence tactique, qu'un processus échelonné, déclinant successivement plusieurs modes d'affrontements. Cette différenciation chronologique, si elle est la plupart du temps opérante, ne doit pas être entendue de façon trop stricte. Il arrive que la phase initiale de déploiement, où dominant les tirs d'artillerie, disparaisse – c'est le cas à Audenarde. Des combats individuels peuvent avoir lieu avant même le début de la bataille : la veille de la bataille de Blenheim, les Français envoient des partis capturer quelques soldats adverses pour se renseigner sur l'état de l'armée alliée. Des engagements particuliers peuvent également se dérouler au même moment que des affrontements en ligne : à Ramillies, les escadrons de dragons tout à la droite de la ligne française sont accablés par des régiments de cavalerie danoise alors que le reste de l'armée de Villeroy se déploie encore en lignes de bataille solides. Enfin, la phase de « désintégration » qui caractérise la fin d'une bataille peut ne jamais avoir lieu, les troupes se retirant en bon ordre et sans être inquiétés par l'adversaire, comme à Malplaquet.

Il y a ainsi plusieurs phases de bataille successives, et au sein d'une bataille, plusieurs combats juxtaposés. Au vu de cette diversité, peut-on considérer qu'il y avait des méthodes de lutte propres à la bataille seule, à même de conférer sans conteste à un engagement donné la dignité de bataille ? Peut-on notamment considérer que l'occurrence d'affrontements linéaires

entre bataillons et escadrons bien ordonnés soit la marque caractéristique de la bataille ? Suffit-il qu'il y ait des troupes rangées en bataille pour qu'il y ait bataille rangée ? En réalité, ce type d'affrontement peut se retrouver durant des engagements impliquant à peine quelques centaines d'hommes. Prenons comme exemple un épisode s'étant passé durant la campagne d'Italie de 1706, dans la région de La Mirandole<sup>3215</sup>. Pour couvrir un parti attaqué par des soldats alliés, Foucaucourt, un lieutenant-colonel réformé servant dans le régiment de Cappy, fait marcher deux cent hommes et un détachement de dragons. Il parvient à rejoindre l'ennemi à proximité d'un village. Il met alors ses troupes « en bataille » pour marcher sur le corps adverse, qui est amené à se retirer. L'affaire est sanglante, puisqu'il y a quelques dizaines de morts de part et d'autre. À l'instar de ce qu'un maréchal aurait pratiqué après un engagement majeur, Foucaucourt envoie des paysans ramasser les morts au lieu du combat, qui est qualifié par deux fois de « champ de bataille ».

Les autres types d'affrontement font quant à eux manifestement appel à des compétences militaires mises en œuvre lors d'autres formes de la guerre d'Ancien Régime. Les combats menés lors des retraites se rapprochent plutôt de la « petite guerre », des affrontements de partis<sup>3216</sup>. Les officiers qui lors d'une bataille doivent combattre dans des villages, trouveraient de bons conseils dans les écrits de Folard consacrés à « l'attaque et de la défense des maisons et des censes en plein champ »<sup>3217</sup>. L'attaque de retranchements présente quant à elle de nombreuses similitudes avec les méthodes d'assaut employées lors des sièges pour s'emparer des différents ouvrages défensifs. L'ordre de marche donné par le prince Eugène au matin de la bataille de Turin ressemble fort, toutes proportions gardées, aux recommandations de Vauban pour la prise du chemin couvert :

« On fait commander huit ou dix compagnies de grenadiers d'extraordinaire [...] que l'on joint à ceux de la tranchée avec d'autres détachements de fusiliers disposés tout le long de la troisième ligne ou place d'armes, sur trois ou quatre rangs de hauteur rangés contre le parapet, les travailleurs commandés derrière eux [munis de] gabions, fascines, sacs à terre, etc., [...]

[Au] signal tous les gens commandés passent brusquement par-dessus le parapet de la place d'armes, marchent à grands pas au chemin couvert, qu'ils enveloppent de tous

---

<sup>3215</sup> L'épisode est relaté dans : SHD AG A1 1964, n°3, Etat de l'affaire qui c'est passée entre Mortisol et La Chapelle du Bourguet, le dernier août, par la cavalerie et de l'infanterie sortie de La Mirandole, le même jour, commandée par M. de Foucaucourt.

<sup>3216</sup> Notons que le terme de « petite guerre » est presque anachronique. Il se trouve dans quelques sources civiles à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, mais n'est pas utilisé par les auteurs militaires du XVII<sup>e</sup> siècle. Il faut attendre le siècle suivant pour que ce terme s'impose. On parle plutôt de « guerre de partis ». S. Picaud, « La "guerre de partis" au XVII<sup>e</sup> siècle... », art. cit.

<sup>3217</sup> Il s'agit du titre de l'un des chapitres de *L'esprit du chevalier de Folard* (Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, op. cit., p. 184).

## LA DIMENSION TECHNIQUE

côtés, et entrant dedans par les ouvertures, chargent tout ce qu'ils rencontrent et chassent l'ennemi hors dudit chemin couvert, pendant que les ingénieurs établissent promptement les travailleurs sur le haut de son parapet [...]

Pendant cette action qui est toujours très violente, toutes les batteries de canons et de mortiers tirent incessamment aux défenses de la place, aussi bien que les places d'armes de la tranchée qui ont des vues sur les mêmes défenses. La place de son côté se défend et fait du pis qu'elle peut »<sup>3218</sup>.

Enfin, les combats singuliers se rapprochent des duels ou, dans un registre moins élevé, des rixes de soldats. Ce sont d'ailleurs les seules occasions où l'épée devient une arme couramment usitée<sup>3219</sup>.

En définitive, si l'on descend d'un niveau, si l'on ne s'intéresse plus à la grande tactique, mais à la tactique élémentaire, le schéma imposant de la bataille se décompose : aucune technique ou méthode de combat ne semble absolument appartenir en propre à la catégorie « bataille ». Au contraire, la bataille se caractérise par le fait que l'on peut y trouver des affrontements de tous types. Par conséquent, c'est peut-être ailleurs qu'il faut rechercher la spécificité de la bataille, sa singularité profonde ou, pour l'historien qui a la prétention de s'interroger sur le phénomène guerrier, son mystère. Il faudrait alors descendre au niveau individuel du soldat pour chercher à explorer la bataille comme expérience vécue.

---

<sup>3218</sup> Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1245. Le chemin couvert est le dernier ouvrage défensif extérieur d'une place forte.

<sup>3219</sup> Le même Foucaucourt raconte ainsi à Chamillart comment, avec quelques autres officiers, il fut contraint d'arrêter quelques cavaliers qui voulaient enfoncer la porte d'une maison d'un habitant de Modène. Les soldats mirent l'épée à la main, il s'ensuivit une rixe durant laquelle un capitaine eut le bras coupé (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706).

## Chapitre 7. La dimension humaine.

### La bataille comme expérience vécue

« - *Monsieur, c'est la première fois que j'assiste à la bataille, dit-il enfin au maréchal des logis ; mais ceci est-il une véritable bataille ?*  
- *Un peu* ».

*Stendhal, La Chartreuse de Parme*<sup>1</sup>

#### UNE SOMME DE PETITS EVENEMENTS

Fabrice Del'Dongo, après avoir quitté la cantinière qui l'avait amené sur le champ de bataille de Waterloo, aperçoit un gros homme « très blond, avec une grosse tête rouge », qui regarde le terrain à la lorgnette. C'est le maréchal Ney. Le héros de *La Chartreuse de Parme* rencontre ensuite un groupe de hussards, qui le dépouillent de son cheval, avant de tomber sur un caporal d'infanterie qui lui apprend comment se défendre contre la cavalerie prussienne<sup>2</sup>. Lui-même, peu au fait de toutes ses affaires militaires, demande au cours de la journée à l'un de ses compagnons de route : « Ceci est-il une véritable bataille ? ».

Qu'y a-t-il de commun entre la bataille vécue par le maréchal Ney, qui est supposé tout comprendre de l'affaire, celle au sein de laquelle se promène le jeune italien de 17 ans, et celle où évolue le caporal qui lui sert de mentor ? Un événement complexe comme celui d'une bataille, qui implique l'action individuelle de dizaines de milliers d'hommes sur quelques kilomètres de terrain, peut-il seulement être pleinement perçu, même par le général en chef ? Les difficultés sur lesquelles nous avons buté pour restituer le déroulement des quatre défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, la chronologie des événements, ou la situation des troupes, montrent suffisamment que le chef d'armée n'avait pas connaissance de toutes les opérations qui se déroulaient sous sa responsabilité. Même deux témoignages sincères peuvent présenter des contradictions : la perception et l'interprétation d'un même épisode par deux individus peuvent diverger du tout au tout.

---

<sup>1</sup> Stendhal, *La Chartreuse de Parme*, Paris, Presses pocket, 1989, p. 64.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Une analyse des impressions ressenties sur le champ de bataille doit ainsi éviter deux écueils. Le premier est l'idée de la possibilité d'une vision panoptique, capable de balayer l'ensemble de l'action pour en comprendre les enjeux – le « coup d'œil » dans toute sa perfection. Le second est de considérer que la bataille est le règne du chaos, de l'imprévisible et de l'inexplicable. La bataille aurait été, pour chacun de ses participants, un événement complètement inintelligible. C'est un argument souvent avancé par les contempteurs de l'histoire-bataille : s'il n'est pas possible de comprendre une bataille, pourquoi l'étudier ? Mieux vaut se pencher sur ses causes ou ses conséquences...

Le récit de Waterloo par Stendhal est justement souvent avancé pour illustrer le fait qu'une bataille ne pouvait être comprise par ses propres acteurs, *a fortiori* par des historiens ultérieurs<sup>3</sup>. Pourtant, si le jeune Fabrice se montre perdu au point qu'il n'est pas même sûr que Waterloo est bien une bataille, les soldats qu'il rencontre – tout comme la cantinière – sont parfaitement capables d'interpréter ce qu'ils perçoivent.

L'impossibilité de dégager d'une bataille un récit fiable à partir des souvenirs d'une seule personne était déjà soulignée par les auteurs du Grand Siècle. Bussy-Rabutin, fort de son expérience militaire, dénonçait ce type de témoignages :

« Ces messieurs les historiens ne doutent pas qu'un homme qui s'est trouvé dans un combat ne sache assurément tout ce qui s'y est passé ; cependant ils doivent savoir que peut-être cet homme était à l'arrière-garde, il n'a peut-être vu que devant lui ; et que quand il aurait été à l'avant-garde, il n'a peut-être vu que devant lui ; et encore a-t-il fallu qu'il ait conservé un grand sang-froid pour voir nettement ce qu'il a vu et en faire un rapport fidèle. Et pour ce qui s'est fait par ailleurs, il n'en saurait parler que du rapport d'autrui qui peut être faux »<sup>4</sup>.

Le maréchal de Luxembourg, apprenant qu'un officier de son armée, le comte de Luxe, avait envoyé au roi sa propre relation de la bataille de Steinkerque, s'étonna en ces termes : « Un colonel à la teste de son bataillon dans un poste ne voit point ce qui se passe ailleurs [...]. Il faut qu'il le sçache par d'autres »<sup>5</sup>. Les généraux en chef, en revanche, ne doutaient guère qu'ils étaient eux-mêmes capables de faire un tel récit. Un bon siècle plus tard, Wellington soulignait à nouveau la partialité du témoignage individuel, pour mieux mettre en

---

<sup>3</sup> Rappelons à nouveau la citation de Georges Duby : « Nous le savons bien, tous ceux qui assistent à une bataille, fussent-ils en plus haute éminence, sont des Fabrice : ils ne voient que bousculade confuse... ». G. Duby, *Le dimanche de Bouvines*, dans *Féodalité...*, *op. cit.*, p. 837.

<sup>4</sup> Cité par J. Cornette, *Le roi de guerre...*, *op. cit.*, p. 288.

<sup>5</sup> Cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. I, p. 289. Le comte de Luxe était l'un des fils du maréchal de Luxembourg ; il est difficile de dire si l'envoi de la relation à Louis XIV avait été approuvé par le maréchal. Ce n'était du moins pas officiellement le cas.

valeur celui du général : « L'histoire d'une bataille ressemble assez à l'histoire d'un bal. Certains individus sont capables de se rappeler tous les petits événements dont la somme fait que la bataille est gagnée ou perdue ; mais aucun ne peut se souvenir de l'ordre de leur succession, ni du moment précis où ils sont arrivés. Or, c'est cela qui fait toute la différence, en ce qui concerne leur valeur et leur importance »<sup>6</sup>. Seul le commandant serait à même d'évaluer les événements vraiment déterminants d'une bataille...

« L'histoire d'un bal » : si l'analogie du duc de Wellington est séduisante, elle escamote ce qui fait l'essence de la bataille : la violence. La bataille n'est pas seulement un spectacle grandiose ou un gigantesque mécanisme d'horlogerie ; « elle a toujours le sang pour prix »<sup>7</sup>. La violence doit ici être entendue sous toute ses formes : il s'agit bien entendu des douleurs physiques – faim, épuisement, blessures infligées –, mais aussi des souffrances morales : la peur ressentie face à l'ennemi, l'affliction de voir un camarade tué au combat.

Si l'on veut s'intéresser à la bataille comme à une expérience vécue, s'il on veut retrouver les « petits événements » dont la somme fait la « grande » bataille, il faut se placer au niveau de chacun de ses acteurs. À ce niveau qui est celui de l'humain, la bataille perd encore un peu plus de son intelligibilité globale, mais elle se rapproche peut-être plus de son essence. Il faut s'intéresser en premier lieu aux perceptions proprement dites, en examinant quels sens étaient sollicités durant une bataille. Il y a d'abord la vue : mais qu'y a-t-il de commun entre la perspective offerte à un militaire bien situé, juché sur son cheval, qui contemple le spectacle des armées en marche, et celle dont bénéficie un soldat coincé dans son bataillon, dont la vue dépasser à peine l'épaule de celui qui le précède ? Par ailleurs, la vue est un sens parfois trompeur ; les méprises sont nombreuses sur les champs de bataille. Il faut donc dépasser la seule question de l'aspect visuel du champ de bataille. Certes, la vue est le seul sens que peut encore utiliser l'historien, qu'il contemple des représentations picturales, qu'il observe des cartes ou qu'il aille lui-même scruter le terrain. Mais il ne faut pas oublier que pour tous les hommes engagés, le premier signe de la bataille est auditif : c'est le bruit du canon. Il y a enfin l'odeur de la poudre et de la sueur des autres soldats...

La peur avait-elle une odeur caractéristique ? Elle n'était jamais absente du champ de bataille. Le sentiment de vulnérabilité que ressentaient les hommes qui marchaient au combat prenait de multiples formes qu'il semble nécessaire de distinguer. Apparaissait-il avant même que l'ennemi ne soit présent ? Quelles différences y avait-il entre la violence reçue par balle,

---

<sup>6</sup> Cité par J. Keegan, *L'art du commandement...*, op. cit., p. 194.

<sup>7</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, op. cit., p. 280.



lors des échanges de salves caractéristiques de la guerre linéaire, et d'autres formes de violence moins contrôlée, comme les affrontements à l'arme blanche ou les corps à corps individuels ? Enfin, quel était le rôle de la violence reçue dans le déclenchement des paniques ? D'autres facteurs que les seules pertes physiques pouvaient amener des soldats à décider d'arrêter le combat.

Pour comprendre pourquoi les militaires étaient amenés à s'enfuir, il faut comprendre pourquoi ils combattaient. Les soldats, particulièrement ceux de Louis XIV, étaient-ils tous des déserteurs en puissance enrôlés malgré eux dans des guerres de princes ? L'encadrement par les officiers était indispensable à la bonne tenue d'une troupe, mais n'y avait-il pas, pour les militaires, d'autres raisons de faire la guerre que la simple coercition ? Il sera nécessaire d'examiner tous les éléments possibles de motivation du soldat, de l'appât du gain aux fidélités dynastiques et religieuses.

Si on l'aborde sous l'angle de la violence de guerre et de la peur ressentie, la fin de la bataille ne coïncidait pas nécessairement avec la fin de la journée de lutte. Pour les soldats qui agonisaient sur le champ de bataille, elle durait jusqu'à ce qu'un pillard vienne achever l'œuvre du combat. Pour beaucoup, la bataille s'était ancrée dans leurs chairs. À la souffrance physique ressentie par des blessés mal soignés par des hôpitaux rudimentaires et débordés, répondait la douleur morale ressentie par les captifs.

### **7.1. Les perceptions du combat**

#### **7.1.1. Le spectacle d'une armée**

Pour un observateur bien situé et peu soucieux de la violence de guerre, une bataille n'en devait pas moins représenter un spectacle extraordinaire. Le moment le plus majestueux est, de l'avis de tous, celui de l'entrée en scène des acteurs. Le marquis La Colonie témoigne de son émotion devant le déploiement du « Géant du Grand siècle » sur un champ de bataille des Pays-Bas espagnols :

« La plaine de Ramilly étoit si vaste, que nous pouvions faire marcher notre armée sur telle hauteur étendue que nous voulions ; aussi l'appareil en fut magnifique. [...] Rien ne cachant les objets, on voyoit l'armée dans un si bel ordre, que jamais spectacle n'a été plus beau. L'armée ne faisoit que d'entrer en campagne, l'air ni les fatigues n'en avoient point encore terni le lustre, et tout inspiroit de l'audace. Feu monsieur le marquis de Gondrin, à qui j'eus l'honneur de tenir compagnie pendant cette marche, me dit qu'il

sembloit que la France se fût surpassée dans le choix des troupes ; il ajouta qu'il n'étoit pas possible que dans l'action qui s'alloit passer, les ennemis pussent nous pénétrer, ou que si le cas arrivoit, il n'y avoit pas lieu d'espérer à l'avenir d'oser se présenter devant eux »<sup>8</sup>.

Le témoignage de Mérode-Westerloo fait écho à celui du marquis. Bien que les troupes des Deux-Couronnes soient bien moins resplendissantes en 1704 qu'en 1706, l'officier espagnol s'exclame :

« On ne sauroit imaginer un plus beau spectacle. Les deux armées en bataille étoient si proches, qu'elles se renvoyoient leurs fanfares de trompettes et de timbales ; quand les nôtres cessoient, les leurs recommençoient : cela continua jusqu'à ce que la marche de leur droite fut finie, et tant que durèrent les dispositions que les ennemis faisoient à leur gauche pour attaquer le village. Le plus beau soleil du monde faisoit briller les armes de ces deux armées rangées dans une plaine ; de l'une à l'autre, on distinguoit la couleur des régiments ; une quantité d'officiers généraux et d'aides de camp couroient et alloient çà et là ; c'étoit un coup d'œil magnifique et impossible à décrire [...] Ce grand et magnifique prélude dura plus de deux autres heures »<sup>9</sup>.

Ces deux descriptions correspondent au goût du Grand Siècle pour les spectacles, qu'il s'agisse du théâtre ou de l'opéra. Lorsqu'il cherche à trouver des équivalents à la contemplation d'une armée en bataille, le chevalier de Quincy évoque de même les comédies, les opéras et les carrousels<sup>10</sup>. La description des opérations militaires a trouvé nombre de ses modèles dans le domaine de la représentation théâtrale. L'assimilation d'un siège à une pièce en trois actes a déjà été montrée dans l'étude de Michèle Virol dans son analyse du discours sur le siège de Namur<sup>11</sup>. Ne peut-on d'ailleurs pas penser, avec R. F. Weigley, que c'est la dimension proprement théâtrale de ces scènes qui explique la fascination de l'histoire militaire pour la grande bataille, au détriment des autres formes de guerre<sup>12</sup> ?

Incontestablement, la « grande bataille » et l'opéra partagent de multiples points communs. C'est, comme nous allons le voir, un spectacle de tous les sens. La musique y est

---

<sup>8</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 70-71 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 393.

<sup>9</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 301-302.

<sup>10</sup> Joseph Sevin, chevalier de Quincy, *Mémoires du chevalier de Quincy*, éd. L. Lecestre, Paris, Renouard, 1898-1901, t. III, p. 136.

<sup>11</sup> Michèle Virol, « Le siège de Namur de 1692 : l'héroïsme et la technique », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, vol. 228, 2005, p. 465-488.

<sup>12</sup> Weigley définit l'espace du combat comme une sorte « d'amphithéâtre » où l'on peut voir des « dizaines de milliers de soldats combattre, jurer, trembler, tomber, hurler dans leur agonie, mourir » (« Tens of thousands of soldiers fighting, cursing, trembling, falling, screaming in agony, dying, all in a spectacle covering an amphitheater-like field »). R. F. Weigley, *op. cit.*, p. XI.

surtout martiale, mais il arrive qu'elle soit parfois plus relevée : lorsque les officiers de l'armée de Lombardie voient arriver une demi-douzaine de joueurs de hautbois et de bassons venant de désertre de l'armée alliée, ils s'empressent des les recruter<sup>13</sup>. Au siège de Lérida, Condé n'avait-il pas fait ouvrir la tranchée au son des violons<sup>14</sup> ? En outre, le bruit des canons et de la mousqueterie est souvent lui-même qualifié de « musique »<sup>15</sup>. Les acteurs avaient mis leurs plus beaux costumes. Certains officiers demandaient à leurs soldats, pendant la campagne, de marcher avec leurs vêtements à l'envers, pour que l'endroit soit impeccable pendant les revues, les défilés, et au jour de la bataille<sup>16</sup>. Il s'agissait autant de donner aux soldats confiance en eux par leur « bel air », et d'impressionner l'adversaire, que de se rehausser par rapport aux autres régiments de la même armée. Dans ce domaine, la splendeur des troupes de cavalerie de la Maison du roi ne rencontrait guère de concurrents. Ce sont elles que le marquis de La Colonie admire le plus dans la plaine de Ramillies. Natzmer en 1708 voit s'avancer contre lui la gendarmerie, « riche en écarlates et aux revers d'argent »<sup>17</sup>. Le soleil participe enfin de ce grand spectacle, à Blenheim comme à Castiglione, où Médavy voit « reluire les armes de l'infanterie »<sup>18</sup>. Notons tout de même que la plupart de ces descriptions évoquent l'armée au début de l'affrontement. Le tableau est probablement moins majestueux lorsque la fumée a recouvert le champ de bataille et que les cris des blessés ont remplacé le roulement des tambours.

Enfin, comme au théâtre ou à l'opéra, on profite d'autant mieux du spectacle qu'on dispose d'une bonne place. La Colonie se trouve à cheval, sur les hauteurs du nord du champ de bataille, et peut observer la plaine qui s'étend de Ramillies jusqu'à Tavières. Le comte de Mérode-Westerloo avait également enfourché sa monture<sup>19</sup>. Médavy s'était rendu sur un promontoire pour voir l'armée alliée se déployer en contrebas<sup>20</sup>.

Il est plus difficile ensuite d'avoir une perception qui englobe toute l'action. C'est pourquoi les généraux répugnent à changer leur ordre de bataille lorsque le combat est

---

<sup>13</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.d., s.l.

<sup>14</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XIX, p. 276.

<sup>15</sup> Nous avons déjà vu que le duc de La Feuillade évoquait la « belle musique » que faisait son artillerie au début du siège de Turin (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°224, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 4 juin 1706).

<sup>16</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>17</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 410. La richesse des vêtements de leurs homologues de la gendarmerie de France fut même critiquée après la défaite de Blenheim, Mérode-Westerloo parlant d'un « fantôme chargé d'or et d'argent ». J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 374.

<sup>18</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707.

<sup>19</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 299.

<sup>20</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°51, Médavy au roi, camp de Castiglione, 12 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 702-707.

engagé. Mérode-Westerloo évoque à d'autres moments de la journée le panorama qui s'offrirait à un observateur omniscient : « Qui auroit pu regarder du haut d'un clocher, auroit vu plusieurs fois, dans ces belles plaines, les ennemis poussés d'un côté, pendant qu'ils nous poussaient de l'autre, comme les ondes de la mer [...] Ce spectacle, au milieu d'une belle journée, devait être beau à contempler pour qui auroit pu le considérer de sang-froid »<sup>21</sup>. Mais il est significatif qu'il utilise le subjonctif. Même au sommet d'un clocher, un spectateur vigilant ne peut tout voir : le fait que les princes, durant la bataille d'Audenarde, aient été si longtemps dans l'église de Royeghem sans s'être décidés à agir ou à contraindre plus tôt Vendôme à la retraite montre à quel point une vision, même élevée, est partielle. Les militaires moins bien situés, ou perdus dans le feu des combats, jouissaient d'une perception des événements encore plus limitée. C'est ce qui explique les multiples erreurs d'appréciation qui eurent lieu lors des principales batailles de la guerre de Succession d'Espagne.

### 7.1.2. Les aléas de la perception

Afin de mieux reconnaître et de mieux diriger les troupes, les différentes armées européennes s'étaient progressivement dotées d'habits uniformes dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. En France, c'est dans les années 1680 que les officiers prirent l'habitude de s'associer pour fournir des vêtements à leurs soldats, entraînant ainsi une uniformisation de fait – là encore, l'étude récente d'Hervé Drévuillon permet de nuancer le rôle de la volonté directe du roi<sup>22</sup>. Les couleurs utilisées étaient assez vives, afin de mieux différencier les unités. Les trois couleurs qui prédominaient étaient le rouge, le bleu et le blanc. Des tendances « nationales » avaient fini par se dégager à cette période, principalement pour l'infanterie : le rouge caractérisait plutôt les Anglais, les troupes des différents États allemands préféraient le bleu, tandis que les forces du roi de France comme de l'Empereur avaient plutôt adopté le blanc<sup>23</sup>. De nombreux officiers continuaient toutefois à déroger aux règles générales. Par ailleurs, les régiments de cavalerie, les régiments d'élite et les régiments étrangers suivaient leurs propres codes.

Cette diversité fut à l'origine de multiples épisodes de méprises sur le champ de bataille. En 1708, un officier allié, voyant des « troupes rouges » et croyant y reconnaître des Anglais,

---

<sup>21</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 309.

<sup>22</sup> H. Drévuillon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 112.

<sup>23</sup> Alain Fougeray, « Soldats du Roi : les sources iconographiques des uniformes de l'Ancien Régime », *Combattre, Gouverner, Écrire. Études réunies en l'honneur de Jean Chagniot*, éd. Commission française d'histoire militaire, Paris, Economica, 2003, p. 385.

vint porter un ordre à la gendarmerie de France, et fut fait prisonnier<sup>24</sup>. Il s'agit là d'une erreur individuelle. Il arriva que des régiments entiers, même à courte distance, soient incapables de distinguer alliés et adversaires. Les cavaliers hollandais qui chargeaient à Ramillies savaient qu'ils auraient à faire à la redoutable « Maison bleue », et ignoraient que des régiments de « cavalerie légère », vêtus du blanc traditionnel des troupes françaises, seraient également présents :

« Tout le regiment pense de meme, qu'en ce que estant trop près des Gardes, nous avons esté melé parmy les ennemis aussy qu'eux, et comme il n'avoit appereu que des bleus et que nous estions abbilié de gris tout comme eux, la pluspart nous ont pris pour de leurs gens ; nous l'avons reconnu parce que ils ne parloit (*sic*) point à nous frapé, estant melé ensemble, que dans le tens que nous les frapions »<sup>25</sup>.

Enfin, à Ramillies, les troupes de La Colonie, qui bordaient le marais près de Tavier, firent feu sur des escadrons ennemis : « Ce qu'il y eut de particulier dans ce premier feu, fut l'étonnement des ennemis ; ils croyoient que mes bataillons, qui étoient habillés de bleu et de rouge, étoient des leurs »<sup>26</sup>. La méprise s'explique ici par le fait que les hommes du marquis étaient aux couleurs de Bavière. De plus, on avait probablement assuré aux ennemis que tout le village de Tavier était aux mains des Alliés, et que la zone était sûre. C'est pourquoi malgré les premières salves, ils refusèrent de comprendre leur erreur, et furent au contraire convaincus que c'était ceux qui leur tiraient dessus qui se trompaient : « Ils se mirent à nous faire des signes de cesser ; mais comme je continuois à les charger, ils reconnurent leur erreur, firent volte-face »<sup>27</sup>.

La plupart des récits de méprise dont nous disposons sont à l'avantage des Français. En effet, leur armée était moins cosmopolite que celle des Alliés, même si l'armée des Deux-Couronnes comportait des troupes d'Espagne, de Bavière, et des régiments étrangers au service de la France. Toutefois, certains épisodes montrent des erreurs de la part des Français. On ignore au juste si Tallard fut capturé par des escadrons ennemis, où si, abusé par sa myopie, il vint vers eux en confiance : c'est l'opinion de Voltaire<sup>28</sup>. Une confusion similaire se produisit à Ramillies. Alors que Maffei sortait du village de Ramillies à la tête de son

---

<sup>24</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 186.

<sup>25</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°434, D'Aubusson à Chamillart, Tournai, 14 juin 1706.

<sup>26</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 85 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 403.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. II, p. 34.

bataillon d'infanterie, il tenta de trouver des escadrons de cavalerie à l'abri desquels il pourrait faire retraite :

« Je vis alors venir à nous une ligne de cavalerie ennemie, qui après avoir enfoncé notre droite, s'avancoit pour entourer le village : mais comme cette cavalerie venoit du côté par où naturellement la nôtre devoit arriver, je crus d'abord que c'étoit de nos gens, et je n'eus pas même le moindre soupçon du contraire, quand je vis qu'elle s'arrêtoit à deux ou trois cent pas de nous, sans rien entreprendre, quoiqu'elle eût pu nous attaquer par derrière. Je ne fis point attention à la cocarde verte qu'ils portoient au chapeau, et qui étoit même si petite, qu'il auroit été très difficile de la distinguer à cette distance. Ainsi, persuadé que c'étoit de nos amis, je songeai à ramasser toute l'infanterie que je pourrois et de la rallier dans les intervalles qui étoient entre ces escadrons ou bien derrière eux, pour retourner ensuite à l'ennemi. [...] Je m'avançai donc vers le plus proche de ces escadrons pour en instruire le commandant, mais au lieu de m'écouter, je fus aussitôt entouré, et l'on me cria de demander quartier. Je fus si étonné que je ne répondis mot, et je ne pouvois encore me persuader que ce fussent là des ennemis<sup>29</sup>.

Lors de la défense du Schellenberg, c'est à la fois l'uniforme et la situation des Alliés qui trompent La Colonie. Ce dernier voit en effet s'avancer sur ses arrières des hommes dont il est sûr qu'il s'agit de troupes amies, puisque personne ne l'a averti que les défenses ont été enfoncées. Qui plus est, il confond, comme de nombreux militaires le firent à plusieurs reprises, le gris perle des Impériaux et le blanc des Français. Il arrête donc ses hommes, des soldats bavarois qui avaient commencé à se tourner vers ces derniers : « Je criai à ma troupe que c'étoit des François et de nos amis »<sup>30</sup>. Mais le marquis s'aperçoit vite de son erreur : « Voulant examiner la chose de plus près, je m'aperçu qu'ils avoient de la paille et des feuilles d'arbre à leurs drapeaux (ce sont les marques distinctives que les ennemis prennent dans les batailles), et en même tems je reçus un coup de bale sur la mâchoire droite inférieure »<sup>31</sup>.

On a encore plus de chances de tomber par erreur sur l'ennemi quand l'obscurité s'est répandue sur le champ de bataille, et que chaque unité se trouve isolée : c'est le cas lors de la bataille d'Audenarde. Les soldats égarés viennent buter sur des unités ennemies qu'elles n'ont pas vues. Le prince Eugène se servit d'une ruse habile pour s'emparer d'un maximum de soldats : il envoya plusieurs tambours à divers endroits pour battre la retraite à la française, tandis que de nombreux officiers huguenots réfugiés dans l'armée alliée criaient : « À moi

---

<sup>29</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 129-130.

<sup>30</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 330 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 273.

<sup>31</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 331 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 273.

Picardie ! », ou quelque autre nom de régiment, « ce qui fit qu'un grand nombre d'officiers et de soldats allèrent les rejoindre, croyant que c'étoit leur corps »<sup>32</sup>.

Même les militaires qui évitaient le piège n'étaient pas sûrs de rejoindre l'armée. Il aurait fallu, en pleine nuit, être capable de s'orienter, ce qui était bien difficile : « Ceux qui se sont retirés sur Lille, Tournay, et Ypre ne doivent s'attirer nul blâme, car chacun heureux de trouver un chemin frayé, le suivoit sans connoître le pays, et se sont trouvés sans y penser sur le chemin de nos places »<sup>33</sup>. Les accidents du terrain, la volonté de ne pas emprunter les voies trop fréquentées, que l'on savait couvertes d'ennemis, amenèrent encore plus d'hommes à s'égarer : « La plupart furent écartés de la route des autres par vouloir éviter un fossé, ou suivre un chemin qui étoit à coté de la route. Cela arrive souvent dans les marches de nuit quand même l'on n'a pas les ennemis à craindre, surtout dans ces pays coupés de beaucoup de chemins comme celui-cy »<sup>34</sup>.

Enfin, tous les facteurs qui peuvent expliquer une erreur de perception se conjuguent dans un épisode qui aurait pu terminer la guerre plus rapidement que la plus complète des victoires alliées<sup>35</sup>. La scène, racontée par la relation jacobite, se déroule alors que les princes, qui viennent de quitter le moulin de Royeghem, rencontrent Vendôme qui dirige encore ses troupes au centre de l'armée :

« Nous vîmes notre infanterie se retirer des haies, et à notre droite une colonne de dragons marcher dans la plaine où nous étions tous, que M. de Vendôme identifia avec certitude comme une partie de la réserve de Biron, et qu'il ne pensa jamais être des ennemis jusqu'à ce qu'ils commencent à nous tirer dessus. Et s'il n'avait pas fait si sombre qu'ils ne pouvaient pas distinguer qui était là, tous les princes avec M. de Vendôme et le maréchal de Matignon auraient été en grand danger d'être tous pris ou tués. Mais les ennemis ne sachant qui nous étions, tombèrent sur les premiers qu'ils rencontrèrent, et nous donnèrent le temps, quoiqu'en grand désordre, de repasser le défilé et de gagner la plaine derrière nous »<sup>36</sup>.

---

<sup>32</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 138.

<sup>33</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°198, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Voir *supra*, chapitre III, section « Les fruits d'une bataille ».

<sup>36</sup> « We saw our foote retire from the hedges, and on our right a colone of dragouns marching into the plaine where we all ware, which M. de Vandome was so possitive ware a parte of Biron's reserve that we never belived them to be the enemy till they began to fire amongs us. And had it not ben so darke that they could not distinguish who ware there, all the princes with M. de Vandome and the marechal de Matignon had ben in grete dainger of being all either taken or killed. But the enemy, not knowing who we ware preied upon the first they mett, and gave us time tho in grete disorder to repasse the defillé and gaine the plaine behind us ». SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38, relation anglaise de la bataille d'Audenarde, 21 juillet 1708.

Dans d'autres relations, le danger menace uniquement les princes, le duc de Vendôme étant encore en train de diriger les troupes à l'avant du front<sup>37</sup>. Quoi qu'il en soit, nous assistons ici à une double méprise, de la part des Français puis des Alliés : l'obscurité, qui faillit causer la perte des princes, fut aussi le facteur qui les sauva.

### 7.1.3. L'environnement sensoriel du combattant

À défaut d'être à même de voir ce qui se passait sur le champ de bataille, les officiers expérimentés pouvaient utiliser d'autres sens pour tenter de comprendre le déroulement d'un combat. C'est ce que le maréchal de Saxe appelle les « indices »<sup>38</sup>. Wellington par exemple pouvait comprendre ce qui se passait aux endroits les plus dissimulés grâce aux différences de rythme dans les décharges de fusil. Tandis que des détonations isolées indiquaient que ses tirailleurs affrontaient des voltigeurs français, le roulement de tonnerre des feux de salve marquait un engagement massif de fantassins<sup>39</sup>. Un siècle plus tôt, Tallard était « averti par le feu », c'est-à-dire le son de la mousqueterie, que son aile était attaquée<sup>40</sup>. Ce fut l'intensité de l'échange de tirs qui convainquit Villeroy que le sort de la bataille se jouait dans les attaques d'infanterie entre Ramillies et Offus<sup>41</sup>. À Luzzara, Mérode-Westerloo, confiné malgré lui à la réserve, tenta de comprendre l'évolution de l'affrontement en tendant l'oreille : « Je m'aperçu que le feu reculoit un peu et de plus en plus, ce qui étoit un mauvais signe. En effet, nous fûmes poussés de digue en digue »<sup>42</sup>.

Les généraux en chef que nous venons d'évoquer, comme la plupart des officiers supérieurs, étaient le plus souvent à cheval, ce qui leur permettait de mieux saisir le développement des opérations. Mais que pouvaient ressentir de simples soldats au sein de leurs formations, qu'il s'agisse de bataillons ou d'escadrons ? Le périmètre visuel du soldat dépendait essentiellement de la place où il se trouvait. On peut supposer que les hommes

---

<sup>37</sup> *Mercure galant...*, supplément de juillet 1708, p. 166. C'est le cas dans le récit qu'en fait le chevalier de Bellerive, qui ne manque pas de souligner que c'est le duc de Vendôme qui, par sa prompte réaction, sauve les princes. BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. V : campagne des Flandres, fol. 164v.

<sup>38</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 139.

<sup>39</sup> J. Keegan, *L'art du commandement...*, *op. cit.*, p. 192.

<sup>40</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°29, le baron de Quincy à Chamillart, camp d'Haguenau, 18 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 573-582.

<sup>41</sup> « Je ne crois pas que depuis qu'on va à la guerre, l'on ayt jamais entendu un si grand feu de part et d'autre » (SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706).

<sup>42</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 237.



voyaient d'autant moins de choses qu'ils étaient positionnés dans les rangs de l'arrière. De fait, les hommes du premier rang étaient en général choisis pour leur haute taille, afin d'en imposer à l'ennemi. Les soldats n'étaient toutefois pas censés regarder le terrain sur lequel ils évoluaient : leur seul souci, selon les consignes qu'ils avaient reçues de leurs officiers, était de vérifier qu'ils n'avançaient ni plus vite, ni plus lentement que leurs camarades. Lorsque le combat commençait, le champ de vision était encore plus réduit. Les premiers tirs obscurcissaient le champ de bataille : la chronique d'un prêtre local ayant assisté à la bataille d'Audenarde indique qu'après le début du combat, l'espace était tellement couvert de fumée qu'on ne pouvait distinguer ni les arbres, ni les soldats qui s'affrontaient<sup>43</sup>. De fait, chaque coup de fusil – soit six grammes de poudre noire – dégageait un mètre cube de fumée environ. Cette émission s'étendait à l'extrémité du fusil mais aussi à proximité du visage du tireur : la mise à feu de l'amorce du bassinet produisait un volume de fumée à peu près équivalent à la taille d'une tête d'homme. Lorsque le vent était contraire, les soldats recevaient également la fumée provenant des tirs adverses – c'est pourquoi Villars recommande de se battre dos au vent<sup>44</sup>. Certes, la fumée finissait par se disperser (du moins au début de la bataille, lorsque l'air n'était pas saturé), ce n'était pas le cas des résidus matériels engendrés par le coup de feu. À chaque décharge, une flamme de 20 à 30 cm s'échappant du canon brûlait la poudre non consommée et les déchets de papier de la bourre<sup>45</sup>. Toute cette poudre se répandait sur les visages, les mains et les vêtements des tireurs.

Les corps des combattants étaient ainsi, avant même qu'ils affrontent l'ennemi, soumis à rude épreuve. Il y avait d'abord celle de la faim. Le maréchal de Puységur recommande certes au général, quand il pressent qu'une grande affaire est proche, de distribuer aux soldats du pain et de la viande pour quatre jours<sup>46</sup>. Mais les armées mal ravitaillées comme celles de Tallard à Blenheim ou du prince Eugène devant Turin ne pouvaient probablement pas s'offrir ce luxe. À Cassano, en 1705, le chevalier de Folard manque de défaillir, n'ayant pas mangé depuis plus de trente heures<sup>47</sup>. On peut également gager que ces troupes étaient fatiguées, pour ne pas dire épuisées. Toutes les armées – si l'on excepte celle de La Feuillade à Turin – avaient marché pendant des jours, voire des semaines, avant qu'elles ne rencontrent l'ennemi.

---

<sup>43</sup> E. Wauters, « "Like salt in fire..." », art. cit., p. 41.

<sup>44</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 57.

<sup>45</sup> O. Chaline, *La bataille...*, op. cit., p. 167.

<sup>46</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, op. cit., t. II, p. 8.

<sup>47</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, op. cit., p. 126.

Or les soldats du début du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient lourdement équipés. Leur matériel pesait en moyenne, en comprenant le fusil, près de 25 kilogrammes<sup>48</sup>.

Dans ces circonstances extrêmes, la chaleur corporelle peut monter très vite. La plupart des batailles ont lieu à la fin du printemps ou en été. Certains militaires se sont trop chaudement habillés – le maréchal de Saxe remarque que les soldats, au matin d'une bataille, mettent sur eux toutes leurs chemises ; ils ne veulent pas les ranger dans le reste de leurs bagages, qu'ils peuvent perdre dans le cas d'une défaite<sup>49</sup>. Enfin, ils sont incommodés par la température dégagée par leurs compagnons d'infortune. Lorsque le bataillon est en marche, l'écart de 4 mètres entre les rangs permet encore à l'air frais de passer. Mais il se raréfie lorsque l'on approche de l'ennemi, et que l'on fait resserrer les rangs. Par ailleurs, si les estimations données par Puysegur sont exactes, l'écart entre les hommes de deux files voisines est très faible. Chaque soldat du bataillon est censé occuper deux pieds, soit à peine plus de soixante centimètres : « Le soldat dans les rangs pour combattre doit toucher au soldat qui est à sa droite, et à celui qui est à sa gauche, sans cependant être trop serré »<sup>50</sup>. Toutefois, par un phénomène couramment remarqué, les files ont tendance à se resserrer lors de la marche du bataillon. Les piétons dès lors ne disposent pas d'un espace supérieur à un pied et demi, soit 45 cm<sup>51</sup>.

Faim, fatigue, chaleur : la tête bourdonne, la fièvre monte. À partir de 38,5°, la situation peut devenir dangereuse pour les soldats<sup>52</sup>. Ils ne sont pas loin de l'évanouissement. Ce phénomène est pris en compte par les écrivains militaires contemporains. Le marquis de Santa-Cruz conseille de ménager les hommes pour préserver leur potentiel de combat :

« L'infanterie ne doit pas aller à la charge d'un pas trop vite ; parce que l'altération d'un pouls extrêmement agité, fait qu'on ne tire point si juste, qu'on entend moins les ordres, et qu'on perd plus facilement haleine »<sup>53</sup>.

Les soldats doivent supporter un environnement auditif pénible. Le bruit du canon se déchaîne dès le début de l'engagement. Il devient plus fort au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'adversaire ; c'est alors que se perçoit le bruit des salves de fusil. Le prêtre ayant assisté à la bataille d'Audenarde, manifestement peu accoutumé au combat, compare le

---

<sup>48</sup> D. Chandler, *The Art of Warfare...*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>49</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 139.

<sup>50</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 52.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>52</sup> C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 169.

<sup>53</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 57.

bruit des balles à celui du « sel jeté dans le feu »<sup>54</sup>. Il semble qu'au fil des batailles, l'ouïe finisse par s'habituer. Tous les auteurs notent qu'on reconnaît les « vieux officiers » et soldats au fait qu'ils sont mieux « accoustumez » que les autres au « bruit du canon et du mousquet »<sup>55</sup>. Les jeunes recrues sont en revanche souvent terrorisées ; c'est à ce moment-là que les officiers doivent veiller à ce qu'elles ne fuient pas. Les musiciens du régiment mené par le marquis de La Colonie, qui devaient connaître là leur première bataille, n'y résistèrent pas : « Le canon ronflant de part et d'autre les surprit tellement qu'ils disparurent comme des éclairs, sans que personne s'en aperçût, et allèrent porter le son mélodieux de leurs instrumens en des lieux où les accords étoient moins bruyants »<sup>56</sup>. Le bruit des premiers feux marque véritablement, pour les hommes en marche, le commencement du combat, et avec lui le début d'une peur spécifique, celle de la bataille. De nombreuses études ont montré – de l'Antiquité grecque à la Seconde Guerre mondiale – que c'est à ce moment que la peur se manifeste physiologiquement, et que les corps se relâchent<sup>57</sup>. Si les relations des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne préfèrent taire le phénomène, les auteurs des chansons satiriques contemporaines en ont fait leurs choux gras : « Villeroy vouloit combattre [...] / Mais quand il fut en presence, / Qu'il entendit ses canons, / Il eut si grand peur aux fesses / qu'il fit tout sur ses tallons »<sup>58</sup>.

Enfin, lorsque le régiment lui-même fait feu, les tympan souffrent. Il suffit d'avoir entendu la détonation d'une arme à poudre noire pour imaginer ce qu'un fantassin pouvait ressentir en subissant plusieurs centaines de bruits similaires par minute.

Des expériences récemment menées ont calculé une intensité moyenne de 100 décibels pour dix coups de feu simultanés – c'est le niveau sonore d'un concert de rock<sup>59</sup>. Toutefois, lorsque cent coups sont tirés à la fois, ce niveau monte à 120 décibels, et à 130 lorsque s'il s'agit de mille coups de feu. On atteint alors le seuil de la douleur auditive. Il faut enfin prendre en compte que les armes étaient généralement beaucoup plus chargées que lorsque ces expériences ont été menées – les détonations étaient donc beaucoup plus violentes. Lors d'une bataille, les soldats n'avaient souvent pas les moyens de mesurer les doses de poudre qu'ils employaient ; pour être sûrs de l'efficacité du coup, ils surchargeaient leurs fusils,

---

<sup>54</sup> E. Wauters, « "Like salt in fire..." », art. cit., p. 41.

<sup>55</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°45, « mémoire non signé composé par quatre anciens officiers d'infanterie qui estoient à la bataille d'Hocstet », camp d'Hagenau, 25 septembre 1704.

<sup>56</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 74 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 395.

<sup>57</sup> V. D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre...*, *op. cit.*, p. 141-142.

<sup>58</sup> BnF ms. fr. 12693 : Chansonnier dit de Clairambault : chansons historiques, critiques et chronologiques, 1702-1706, fol. 403-406.

<sup>59</sup> Ces chiffres sont disponibles dans B. Deruelle, « C'est une lignée... », art. cit., p. 288-289.

préférant sacrifier leur audition et se débarrasser de leur adversaire<sup>60</sup>. Même si cela n'est pas écrit dans les traités, on peut se demander si les vétérans n'étaient pas d'autant mieux à même de résister aux bruits d'une bataille qu'ils étaient devenus un peu sourds...

Pour diminuer la peur engendrée par cet environnement sensoriel hostile, certains auteurs recommandent de faire jouer aux hommes des airs belliqueux et engageants. Le marquis de Santa-Cruz souligne qu'il « faut qu'on entende le bruit de toutes les caisses, des fifres, des trompettes, et de tous les autres instruments qu'on les régiments »<sup>61</sup>. Le marquis se demande si l'effet positif de ce bruit, qui « anime le soldat », est dû au rythme martial de la musique ou au fait que le son empêche les hommes de penser au danger qui les guette. Nous venons de voir que le marquis de Colonie, à Ramillies, fait de même « jouer des airs de fanfare » à ses hautbois pour « amuser » ses soldats<sup>62</sup>. Deux ans plus tôt, à Donauwerth, il avait fait donner du tambour pour empêcher ses hommes d'entendre les cris des ennemis qui montaient à l'assaut des retranchements<sup>63</sup>.

Les soldats étaient en revanche défendus de parler. Cette interdiction, qui revient comme un véritable *leitmotiv* dans les traités et les instructions officielles, était destinée à permettre aux officiers de faire entendre leurs ordres : « [Le bataillon] observe un grand silence, personne ne devant parler que le commandant, ou le major par son ordre. Il faut que ses paroles soient courtes, claires et sans ambiguïté »<sup>64</sup>. Là encore, l'objectif est de garantir aux cadres le plus grand contrôle possible sur leur formation. Il s'agit aussi d'empêcher les hommes d'être distraits par le bavardage avec un de leurs voisins. Ainsi, Quincy recommande aux officiers de ne pas s'éloigner, ce qui trop souvent donne lieu au soldat « de parler, et fait souvent rompre le bataillon »<sup>65</sup>. Le Père Daniel a remarqué cette évolution fondamentale de l'art militaire européen : « On n'observe jamais un plus grand silence dans les armées, que quand elles sont sur le point d'en venir aux mains. Chacun est alors attentif aux ordres des

---

<sup>60</sup> Le problème du mauvais dosage de la poudre a été déjà identifié dans l'évocation de la défense du village de Blenheim au chapitre précédent. Voir *supra*, section 6.3.3.

<sup>61</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 61.

<sup>62</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 73-74 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 395. Ce sont ceux-là mêmes qui sont mis en fuite par le bruit du canon.

<sup>63</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 319 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 266.

<sup>64</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 66. Une instruction indiquant les dispositions à suivre par l'infanterie un jour de combat, émise par le maréchal de Luxembourg en 1690, commençait par ces termes : « Premièrement, grand silence ». Quelques années plus tard, un « ordre que le roi veut que l'infanterie observe le jour du combat » répétait : « On observera un grand silence, il n'y aura que le commandant et le major qui parleront ». Villars aussi demande que les officiers fassent observer un « grand silence » (B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 146 ; SHD AG, 1M 2375, n°67, « Ordre que le roi veut que l'infanterie observe le jour du combat », s.l., s.d. [début XVIII<sup>e</sup> siècle] ; BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 57).

<sup>65</sup> *Ibid.*

officiers, les subalternes à ceux des généraux, et les soldats à ceux des subalternes. On n'entend que le bruit des tambours, des fifres et des trompettes »<sup>66</sup>. Les ordres se passent rapidement du chef de file, au chef de demi-file et au chef de serre-file<sup>67</sup>.

Les soldats, déjà contraints dans leurs mouvements, ne peuvent ainsi pas exorciser leurs angoisses en libérant leur voix. Les travaux de S. L. A. Marshall sur les soldats américains de la Seconde Guerre mondiale ont pourtant montré que l'exercice de la parole était essentiel avant le combat. Cela permet aux hommes, comme le dit V. D. Hanson, de sortir de la « coquille » dans laquelle la peur les a plongés<sup>68</sup>. Il est toutefois une circonstance où les soldats se voient autorisés à s'exprimer, et même à crier : c'est celui de la charge. À ce moment-là en effet, l'énergie individuelle devient plus déterminante que l'obéissance collective. Guignard indique qu'un bataillon qui arrive à une distance suffisante de l'ennemi pour attaquer à la baïonnette doit « doubler le pas, rompre le silence, en criant "Tue ! Tue !" et "Vive le Roy" ! »<sup>69</sup>. C'est ce que l'on appelle le cri « cri d'armes », ou « cri de guerre », dont la fonction était justement « de sortir chacun de l'isolement auquel le condamne sa propre peur, de rassembler les forces pour faire du régiment, voire de l'armée, la somme de tous les courages plutôt qu'une foule désordonnée et terrifiée »<sup>70</sup>.

Le cri d'arme est toutefois de moins en moins apprécié par les officiers à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, tant il est contraire aux exigences de contrôle de l'officier sur la troupe. Le traité du marquis de Santa-Cruz, l'un des rares auteurs qui y soit favorable, note qu'il est en voie de disparition sur les champs de bataille européens. De fait, les occurrences du « Vive le Roy ! » dans l'armée française lors des batailles de la guerre de Succession d'Espagne laissent entrevoir une inflexion du rôle du cri de guerre. Il est parfois lié à une manifestation d'enthousiasme de la part de soldats qui viennent de gagner un combat. À Audenarde, des fantassins venant de renverser des bataillons ennemis, croyant leur victoire assurée, jettent leurs chapeaux en l'air en poussant cette exclamation<sup>71</sup>. Les défenseurs français du village de Blenheim en usent de même après leurs succès contre les offensives anglaises : « Dans ce temps-là, les ennemis attaquèrent un village où estoit la plus grosse partie de l'infanterie de

---

<sup>66</sup> Le P. Gabriel Daniel, *Histoire de la milice françoise et des changemens qui s'y sont faits depuis l'établissement de la monarchie dans les gaules jusqu'à la fin du règne de Louis Le Grand*, Paris, J.-B. Coignard, 1721, t. I, p. 335-336.

<sup>67</sup> J. Cornette, *Le roi de guerre...*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>68</sup> V. D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre...*, *op. cit.*, p. 140.

<sup>69</sup> Guignard, *op. cit.*, t. II, p. 652. On retrouve la même information chez le père Daniel : « Il n'y a que quand on monte à un assaut, ou qu'un bataillon marche pour charger celui qui est opposé, [qu'on] crie : "Tue ! Tue !" ». G. Daniel, *op. cit.*, p. 336.

<sup>70</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 172.

<sup>71</sup> *Mercure galant...*, supplément de juillet 1708, p. 204.

l'armée de M. de Tallard ; nous entendions un gros feu, et nous voyions les ennemis estre repoussez, de sorte que partout on entendoit crier "Vive le Roy !", et nous ne douttions point de la victoire »<sup>72</sup>. Le cri d'arme n'a alors pas vraiment de vocation militaire, l'adversaire étant déjà battu.

On ne recourt à cette exclamation *avant* un engagement que lorsque la situation semble mal tourner, et que les officiers cherchent un moyen de rendre du cœur à leurs hommes. Ainsi, alors que les dragons enfermés dans Blenheim attendent depuis longtemps l'ordre de se retirer, « hors d'esperance de secours de l'infanterie qui etoit ou rendue ou hors de combat, [on] leur fit encore crier à [...]»<sup>73</sup> heures du soir : "Vive le Roy !" »<sup>74</sup>. Le comte de Mérode-Westerloo confirme ce fait : lors de la bataille de Luzzara, l'armée française recule, « quoique l'on fit crier deux ou trois fois le "Vive le roi !" par toute l'armée : ce que les François font, à ce que j'ai remarqué, quand leurs affaires ne vont pas trop bien »<sup>75</sup>. Le cri de guerre est ainsi devenu, à la fin du règne de Louis XIV, moins un facteur décisif du courage des soldats qu'un expédient désespéré pour leur faire oublier leur peur.

On touche là une des contradictions du discours français sur la guerre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors que la plupart des auteurs arguaient de la supériorité du fer sur le feu, que ce soit pour la cavalerie ou pour l'infanterie, ils concevaient toujours le bataillon ou l'escadron comme une structure rigide qu'il était absolument nécessaire de maintenir en ordre. Deux facteurs se sont combinés pour priver le soldat de toute autonomie. Premièrement, on se méfiait du soldat du rang. Quels que soient les discours qui aient été tenus sur la valeur du soldat français, il était surtout considéré comme un déserteur en puissance<sup>76</sup>. Deuxièmement, on concevait de moins en moins l'art militaire comme une affaire de bravoure personnelle – sauf peut-être de la part du chef – que comme une question de discipline, et comme l'effet d'une sorte de courage collectif. L'historien du prince Eugène s'exclame-t-il pas, évoquant les forces impériales marchant aux retranchements de Turin : « Quelle fierté de marche ! Quel

---

<sup>72</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°45, « mémoire non signé composé par quatre anciens officiers d'infanterie qui estoient à la bataille d'Hocstet », camp d'Haguenau, 25 septembre 1704.

<sup>73</sup> L'écriture étant illisible, l'heure n'a pas pu être transcrite.

<sup>74</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1760, n°175, le marquis d'Hautefeuille à Chamillart, Hanau, 8 octobre 1704. La mauvaise qualité du microfilm est à l'origine de la lacune ; nous n'avons pas pu obtenir le manuscrit original.

<sup>75</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. 1, p. 237.

<sup>76</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 484.

ordre partout ! Quel silence ! »<sup>77</sup>. La valeur, la discipline et le contrôle : voici les trois principes directeurs de la guerre à la fin du règne de Louis XIV énoncés en une seule phrase.

« La troupe », le « bataillon », ou « l'escadron » apparaissent parfois dans les traités contemporains moins comme un ensemble d'hommes que comme une personne morale, assez imprévisible il est vrai pour que les officiers la surveillent de près. Les critères de la valeur ont également évolué : la furie se voit remplacée par l'« endurance », la capacité à subir<sup>78</sup>. Les incessantes recommandations enjoignant aux soldats de ne pas tirer avant un certain point, ou de ne pas tirer du tout, malgré les grêles de balles, participent de ce sentiment. La marche à l'ennemi est avant tout affaire de volonté. C'est en cela que l'entraînement – le *drill* mis en valeur par les théoriciens de la Révolution militaire – doit transformer le soldat en automate capable de supporter sans broncher la violence qui l'environne. L'entraînement, comme le dit le marquis de Quincy, doit apprendre aux soldats à « supporter le feu de l'ennemi »<sup>79</sup>. Le bataillon, comme le plastron, doit être à l'épreuve des balles.

L'historien allemand G. Oestreich a lié cette nouvelle sensibilité aux modèles donnés par le stoïcisme. La lecture de Sénèque avait connu un renouveau, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, grâce aux enseignements de Juste Lipse, l'ancien maître de Maurice de Nassau. Sa philosophie, appréciée de bon nombre d'officiers européens dans la première moitié du siècle, aurait encouragé un processus d'intériorisation des contraintes et des exigences morales<sup>80</sup>. Les officiers acceptant mieux d'être soumis à l'ordre strict de l'État auraient à leur tour engagé leurs soldats à obéir en acceptant la souffrance. Cette théorie – qui lie de façon séduisante mouvement philosophique, innovations techniques et évolutions de la condition sociale du soldat – présente toutefois des incohérences, à la fois d'un point de vue chronologique et géographique. L'esprit de service prôné par Juste Lipse n'est pas né au XVII<sup>e</sup> siècle, il se manifestait dans le comportement des troupes espagnoles comme turques au siècle précédent<sup>81</sup>. Par ailleurs, le « culte de l'endurance » sous sa forme la plus remarquable, ne fut manifeste dans les armées européennes qu'au second XVII<sup>e</sup> siècle. À ce moment-là, les

---

<sup>77</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 676.

<sup>78</sup> John Lynn parle de « culture of forbearance ». J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 513. Ce terme n'est pas facile à traduire. Littéralement, cela signifie plutôt « patience » ou « tolérance » ; mais « endurance », ou « résistance » nous paraissent dans ce contexte plus appropriées.

<sup>79</sup> Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 67.

<sup>80</sup> J. Chagniot, *Guerre et société...*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 140.

écrivains militaires se référaient plutôt à des auteurs antiques comme Polybe, César ou Plutarque, qui offraient des modèles d'abnégation et de don de soi tout aussi édifiants<sup>82</sup>.

Quelle qu'en ait été l'origine culturelle, cette insistance nouvelle sur la nécessité du soldat de pouvoir se fondre dans une entité supérieure se manifestait nettement dans la façon dont on faisait marcher les formations à l'ennemi. Mais comment réagissaient les hommes lorsqu'ils étaient effectivement plongés au cœur du combat, lorsque pleuvaient les boulets, les balles, ou les coups de sabre ? Comment se comportaient bataillons et escadrons lorsqu'ils faisaient l'expérience de leur propre vulnérabilité ? Les régiments français se montraient-ils alors à l'épreuve du combat ?

### 7.2. L'épreuve du combat

#### 7.2.1. Violence perçue, violence reçue, violence donnée

##### 7.2.1.1. *La violence avant le combat*

La sensation de la vulnérabilité prenait des formes multiples. Tous les soldats savaient que le danger n'était jamais absent sur un champ de bataille, qu'il vienne de près ou de loin. Comme le résume le maréchal de Vauban :

« L'esprit du soldat a toujours la mort présente à 20 pas de soi »<sup>83</sup>.

Pour compenser ce sentiment de peur, les soldats avaient tendance à se rapprocher, dans leur marche, vers le centre de leur formation de combat. Le maréchal de Saxe remarque ainsi que dans un bataillon de quatre rangs de hauteur qui progresse vers l'ennemi, le milieu a progressivement tendance à s'étoffer, si l'officier n'y prend pas garde. Le centre de l'unité peut finir à huit rangs de hauteur, tandis que les flancs sont dégarnis<sup>84</sup>. On pouvait se sentir, au cœur d'un bataillon, plus à l'abri des balles, mais la chaleur devait n'en être que plus étouffante...

---

<sup>82</sup> H. Drévuillon, *L'impôt du sang...*, op. cit., p. 325.

<sup>83</sup> Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévuillon, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, op. cit., p. 1150.

<sup>84</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, op. cit., t. I, p. 36.



Le spectacle humiliant et démoralisant de la défaite de troupes amies venait parfois renforcer encore la conscience de sa propre faiblesse. La cavalerie de l'aile droite à Ramillies dut attendre longtemps, après avoir été mise en bataille, que la charge des ennemis s'avance. On lui avait en effet enjoint de ne pas avancer avant les Coalisés, pour que ces derniers subissent le double feu de Ramillies et de Taviers<sup>85</sup>. Cette période d'inactivité laissa aux cavaliers tout loisir de contempler le champ de bataille, et de comprendre qu'ils étaient positionnés là où se déroulerait la majeure partie de l'action. Ils prirent alors conscience de leur faiblesse numérique et de l'absence de soutien d'infanterie. C'est pourquoi ils se réjouirent de voir arriver le corps de troupes mené par La Colonie :

« Ces Messieurs, nous voyant passer à la tête de leurs escadrons, crurent que nous venions appuyer leur droite sur le marais ; il parut même que cela leur faisoit plaisir, par les applaudissements gracieux qu'ils donnèrent à mes grenadiers ; ils leur rappellerent l'action de Schelemborg, et leur firent connoître qu'ils comptoient beaucoup sur leur valeur dans celle qui s'alloit passer ; mais ils connurent bientôt qu'ils ne devoient pas compter sur nous, car nous continuâmes notre marche et passâmes le marais »<sup>86</sup>.

Taviers est en effet de l'autre côté du marais. La déception des troupes de ne pas se voir soutenues par un rideau d'infanterie sur leurs arrières se transforme en désarroi lorsqu'ils constatent le sort qui est réservé à ces fantassins. Toutes les apologies des Gardes du corps évoquent le spectacle qu'ont dû subir les cavaliers : l'attaque de onze à quatorze bataillons hollandais sur le seul bataillon de Greder « se passoit à [leurs] yeux, et tout le monde plaignoit le sort de ce pauvre bataillon, dont on voyoit la perte inévitable »<sup>87</sup>. Peu de temps après, la déroute similaire des régiments de dragons partis reprendre Taviers est d'autant plus douloureuse que chacun sait que ces hommes servaient de réserve de cavalerie : « Regardons les [se] sauver à pas précipitez, les uns après les autres, et en mesme temps, plaignons les, voyant la mort certaine qui les attend »<sup>88</sup>. Les Gardes du corps redoutent par-dessus tout de devoir subir un feu de mousqueterie venant du village : « Chacun voyoit avec douleur que [son] salut [venoit] de là »<sup>89</sup>. Enfin, les cavaliers eurent la désagréable impression que leurs

---

<sup>85</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>86</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 75 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 397.

<sup>87</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

officiers généraux les avaient complètement oubliés : « On disoit hautement aux généraux d'y donner ordre »<sup>90</sup>.

Après toutes ces scènes désolantes, un autre tableau, formidable celui-là, s'offre aux troupes montées de l'aile droite. Il s'agit de l'impressionnante charge des chevaux hollandais : « Ils font avancer leur cavalerie qui avoit resté sur la hauteur spectatrice de ce chocq comme la nostre. Je ne saurois vous dire quel fut notre étonnement quand une fois nous pûmes découvrir tout ce qu'ils avoient caché derriere, car dès qu'ils eurent fait quelques pas en avant, nous vismes un chaisne se former insensiblement, et au lieu d'une ligne, nous en apperceusmes quatre »<sup>91</sup>. La Maison du roi ne s'attendait pas à un tel déploiement de force : « Nous vismes toute la plaine couverte de cavalerie. On eut dit que c'étoit un forest, comme ils estoient serrez les uns sur les autres »<sup>92</sup>.

### 7.2.1.2. *Sous le feu ennemi*

Le sentiment de vulnérabilité franchit un nouveau seuil pour le militaire lorsque c'est sa propre formation qui se voit prise sous le feu de l'ennemi. Là encore, il existe de multiples cas de figures qui impliquent tous des expériences de guerre différentes. À Donauwerth, les grenadiers du marquis de La Colonie se voient pris pour cible par une batterie de canons adverses, contre lesquels ils ne peuvent guère riposter<sup>93</sup>. Ils sont dans une situation d'impuissance relativement similaire à celles des escadrons de cavalerie de la gendarmerie et la Maison du roi qui, à Audenarde, doivent subir le feu de fantassins alliés retranchés dans des haies et des watergangs<sup>94</sup>. L'épreuve de la violence de guerre est encore différente lorsqu'il s'agit d'échanges de salves entre fantassins. Certes, lors d'affrontement de bataillons en rase campagne, les soldats peuvent avoir l'impression de rendre les coups qu'ils reçoivent. Mais ils doivent alors assumer qu'ils affrontent des êtres humains, des individus uniques. Les échanges de tirs commencent en effet à une distance réduite, de 100 à 50 mètres<sup>95</sup>. À cette distance, on peut voir les contours du visage de celui que l'on cherche à abattre, le blanc des yeux de l'ennemi.

---

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>92</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>93</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 316 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 264.

<sup>94</sup> Cf. *supra*, chapitre IV.

<sup>95</sup> Un règlement de l'infanterie impériale de 1759 enjoignait d'ouvrir le feu à 100 pas. J. Nouzille, « Les Impériaux aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle... », art. cit., p. 84.

Quelle était l'efficacité réelle de ces armes à feu, leur « rendement » létal ? Les partisans de la charge à la baïonnette ne croyaient pas que la poudre puisse avoir un résultat décisif. Dans un passage souvent évoquée, le maréchal de Saxe dénonce « l'abus de la tirerie, qui fait plus de bruit que de mal, et qui fait toujours battre ceux qui s'en servent »<sup>96</sup>. Ils arguaient de la mauvaise qualité des fusils, des phénomènes fréquents de long feu, des erreurs des soldats dans le chargement de la poudre<sup>97</sup>. Ils dénonçaient également, comme nous l'avons déjà vu, le manque de précision des coups donnés à la hâte. Les soldats tiraient en général trop haut, ne serait-ce qu'à cause du recul de leurs armes, qui les forçait à relever leurs armes pour compenser la pression arrière qu'elles exerçaient. Tout ceci expliquerait le calcul de Folard :

« De quatre mille coups de canon tirés dans une bataille qui aura duré toute une journée, on a remarqué qu'il y avoit à peine trois cent hommes de tués ou de blessés, et trois à quatre cent mille coups de fusil tueront ou blesseront à peine dix à douze mille hommes. J'ai observé, autant qu'il m'a été possible de faire, qu'il s'est tiré dix-huit cent mille coups de fusil à la bataille de Malplaquet : les deux armées faisoient tout au moins deux cent mille hommes »<sup>98</sup>.

Comme la bataille a fait trente mille victimes, le taux de perte par arme à feu portative à Malplaquet serait donc, si l'on en croit le chevalier, d'un mort pour soixante coups donnés<sup>99</sup>. Des estimations plus détaillées nous sont fournies par le capitaine Parker, favorable lui au feu d'infanterie. Elles concernent l'engagement de deux bataillons irlandais à Malplaquet que nous avons déjà évoqué. Les tirs des Jacobites infligent 4 morts et 6 blessés aux Alliés<sup>100</sup>. Si l'on imagine que ce sont trois rangs de 120 hommes qui ont fait feu, soit 360 balles de fusils envoyées, c'est un taux de réussite de 2,8% – soit 1 pour 35. Lorsque le régiment de Parker parvient à l'endroit où se tenait les Jacobites avant qu'ils fuient, il recense 40 morts et blessés du côté français. Tous les soldats du régiment anglais avaient fait feu – soit probablement 700 hommes, les bataillons britanniques étant plus fournis que les français. Le taux de « frappe » d'une balle de fusil est donc de 5,7 % (soit 1 pour 18). Nous ne pouvons pas compter ici les

---

<sup>96</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 38. Saxe ajoute à ce titre que « Si la dernière guerre [la guerre de Succession d'Espagne] avoir duré encore quelque tems, l'on se seroit battu indubitablement de part et d'autre à l'arme blanche ».

<sup>97</sup> C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 210.

<sup>98</sup> Frédéric II, *L'esprit du chevalier de Folard...*, *op. cit.*, p. 46.

<sup>99</sup> Notons que même ce taux semble élevé au regard des calculs de Guibert, qui parle de « cinq cent mille coups de fusil de tirés, sans qu'il reste deux mille morts sur le terrain du combat », et des statistiques données par Duffy pour la bataille de Vittoria, où un coup sur 460 aurait touché sa cible. J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 124 ; C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 209.

<sup>100</sup> B. Nosworthy, *op. cit.*, p. 57.

soldats des Deux-Couronnes moins durement touchés qui ont pu être évacués par leurs camarades. Faute d'autres témoignages aussi détaillés, nous ne pouvons guère critiquer plus avant le récit – bien entendu partial – du capitaine Parker. D'un côté, l'affirmation selon laquelle le feu britannique aurait été deux fois plus efficace que celui des Français paraît très exagérée ; d'un autre, nous avons déjà constaté au chapitre précédent que les salves de l'infanterie alliée étaient réputées plus redoutables que celles des soldats de Louis XIV.

Comment réagissaient les hommes pris sous le feu adverse ? De nombreux récits nous montrent des soldats acceptant la mort dans un don de soi héroïque, dans la veine de la « culture de l'endurance ». La Colonie évoque avec émotion la bravoure de ses grenadiers à Donauwerth, alors qu'ils étaient visés par une batterie adverse. Ils avaient reçu l'ordre de ne pas baisser la tête, consigne qu'ils suivirent scrupuleusement, au péril de leurs vies<sup>101</sup>. Le marquis, qui attendait l'attaque de l'infanterie adverse et ne savait pas où elle allait porter, refusait en effet de prendre le risque de voir son unité en désordre au moment où il lui faudrait l'emmener vers le lieu de la lutte. À la bataille d'Audenarde, toutes les relations insistèrent sur l'héroïsme des cavaliers français qui ne pouvaient pas marcher contre les fantassins alliés. Entre autres récits enthousiastes, prenons celui de Saint-Hilaire :

« La gendarmerie, qui se trouva exposée au plus grand feu des ennemis, le soutint longtemps avec une valeur et un sang-froid d'autant plus grand qu'elle n'étoit pas échauffée par la chaleur de l'action, qui ne laisse pas le temps d'envisager le péril »<sup>102</sup>.

Qu'il soit toutefois permis de supposer que tous les militaires ne manifestaient pas un tel esprit de sacrifice. Les relations d'époque préfèrent ne pas évoquer la peur ressentie, ni les quelques gestes que l'on pouvait faire pour se protéger. Les auteurs de traités militaires ne conseillent aucune méthode de cet ordre : l'officier doit montrer l'exemple, et les soldats doivent le suivre. Le marquis de Santa-Cruz semble le seul qui accepte de parler des moyens d'éviter les balles. Il recommande aux fantassins attaqués par des salves adverses, mais suffisamment éloignés de l'ennemi pour ne pas être chargés à l'arme blanche, de mettre genou en terre « afin de présenter un moindre objet »<sup>103</sup>. Il donne des avis similaires pour les

---

<sup>101</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 317 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 265.

<sup>102</sup> Saint-Hilaire, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. V, p. 131.

<sup>103</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 77.

cavaliers et dragons, qui peuvent quant à eux « se baisser sur le cou de leurs chevaux en leur tirant un peu la bride, afin de les obliger de lever davantage la tête »<sup>104</sup>.

On a du mal à croire que la plupart des soldats français aient été capables d'un stoïcisme inébranlable lorsque l'on s'intéresse à l'expérience vécue par une formation prise sous le feu ennemi. La violence ressentie dépassait les seules blessures physiques. Le baron de Montigny-Languet, un officier français, avait été fait prisonnier par les Alliés au début de la bataille de Blenheim. Alors qu'il se trouvait au centre d'un escadron ennemi, ce dernier dut « essayer toute la bordée de la mousqueterie de M. de Tallard qui était dans le village »<sup>105</sup>. Il subit alors l'arrivée de « balles qui pleuvaient de tous côtés », même si lui-même ne fut pas blessé<sup>106</sup>. Là encore, tous les sens étaient sollicités. Des textes évoquent le son intimidant du « sifflement des balles »<sup>107</sup>, tandis que d'autres parlent du « rugissement » des tirs d'artillerie et de mousqueterie<sup>108</sup>. Le rugissement doit plutôt concerner la décharge envoyée par la bouche à feu, tandis que le sifflement rend compte du bruit de la balle lorsqu'elle passe à proximité des oreilles de la cible...

Si les balles ne touchaient pas directement un soldat, elles atteignaient un de ses voisins. Les soldats d'un même bataillon ou d'un même escadron se connaissaient souvent ; même physiquement indemnes, ils étaient choqués de « voir le parent, le camarade et l'ami emportés par un boulet »<sup>109</sup>. Les corps tués ou blessés s'effondraient sur les militaires des rangs inférieurs. Leurs voisins se voyaient éclaboussés – sinon blessés à leur tour – par des projections de sang, de chair ou d'os. Aucune des parties du corps n'était à l'abri : main, bras, pied, cuisse, hanche, œil, genou sont tour à tour évoqués dans les registres des Invalides. La résistance de certains paraît incroyable : un cavalier du Royal-Étranger reçut 10 coups de fusil dans le corps. Un sous-lieutenant de grenadiers du régiment Auxerrois dut subir à la seconde bataille d'Höchstädt « 22 blessures de fer et de feu ». La forme sphérique des balles, qui augmentait la résistance à l'air, l'absence de rayures dans le canon, qui ralentissait encore les projectiles et interdisait la précision des tirs, expliquaient certes les faibles résultats des tirs de salve. Toutefois, la lenteur même des balles représentait de nombreux dangers. En effet, plus

---

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>105</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 67.

<sup>108</sup> C. Duffy transcrit d'un témoignage rendant compte de l'expérience des unités russes prises sous le feu de l'artillerie prussienne à Zorndorf, en 1758 : « The roar of the artillery and musketry swelled in a most intimidating and terrible fashion ». C. Duffy, *The military experience...*, *op. cit.*, p. 197.

<sup>109</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 46.

un projectile traverse vite le corps, moins il inflige de dégâts en ricochant sur les os et les organes internes<sup>110</sup>. De surcroît, lorsque la vitesse de la balle est faible, elle traverse rarement le corps : ceux qui sont touchés se retrouvent projetés en arrière – ce qui désorganise d’autant plus le bataillon. Enfin, le fait que la balle reste dans le corps implique que la blessure s’infecte beaucoup plus facilement, et qu’elle soit plus dure à soigner.

L’expérience vécue par un soldat dans un tir de mousqueterie n’était ainsi pas réductible aux seules douleurs corporelles infligées. La dimension psychologique était une donnée fondamentale, du moins pour les soldats du rang. Officiers généraux et écrivains militaires se plaignaient souvent du manque de « pragmatisme » des soldats, qui cherchaient à tirer le plus vite et le plus tôt possible, au mépris de l’efficacité réelle de leur feu. Guibert cherchait à convaincre officiers et hommes de troupes que « le bruit ne tuait pas »<sup>111</sup>. Certes, le bruit ne supprimait pas physiquement les soldats, mais il pouvait assassiner la volonté d’une formation...

La forme de violence qui impliquait le contact direct avec l’adversaire était donc considérée comme très différente de celle qui consistait à l’éliminer à distance raisonnable. Un affrontement en bataille rangée ne pouvait toutefois guère se dérouler sans que des combats individuels n’aient lieu. La fureur personnelle reprenait alors ses droits sur la discipline collective. La bataille franchissait un nouveau seuil : la violence se libérait de ses cadres.

### 7.2.1.3. *La violence débridée*

Les mêlées – de cavalerie ou d’infanterie – représentent donc une première forme de « déchaînement » de la violence de guerre. Nous disposons grâce à La Colonie d’un récit de mêlée à la baïonnette. Le marquis rencontre dans un cabaret un sergent des Gardes françaises ayant servi à Ramillies, qui lui conte les exploits que son unité a réalisés lors de la bataille :

« Les ennemis voulant se présenter à nous, nous leur courûmes dessus, en les renversant à droite, à gauche et de tous les côtés, sans que ces pauvres malheureux eussent le temps de se reconnoître et sans nous faire aucune pitié ; enfin j’en enfilai tant avec mon hallebarde (*sic*), que j’étois las de tuer »<sup>112</sup>.

---

<sup>110</sup> Jeremy Black, *La guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle : Europe, empire ottoman, Inde, Chine, Amérique du Nord*, Paris, Autrement, 2003, p. 162.

<sup>111</sup> J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 165.

<sup>112</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 122 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 420.

Cette relation est à prendre avec précaution, puisque La Colonie lui-même se moque de la prétention du sergent. Il s'agit toutefois de la seule description d'un épisode de violence de guerre, lors d'un engagement en rase campagne, que nous ayons pu retrouver pour l'une de nos quatre batailles. Nous pouvons également utiliser sans trop d'anachronisme une lettre écrite par un cavalier du régiment Mestre de camp à ses parents, datant de la guerre de la ligue d'Augsbourg. Cette lettre serait parvenue au roi par l'intermédiaire du secrétaire d'État de la guerre ou d'un commis, avant d'être recopiée par Tallemant des Réaux. La copie, retrouvée dans les papiers de ce dernier à la bibliothèque de La Rochelle, a été éditée par Léon Lecestre. La scène se passe à Fleurus :

« J'avons sur le midi donné l'attaque générale aux ennemis, qui étoient des bougres qui se faisoient chapler [couper] aux pièces. Je les poursuivions et reculions, c'est-à-dire qu'il nous falloit bien battre. O mon père, si vous aviez vu ça, ce n'étoit pas une guerre, c'étoit un massacre ; vous feroit trembler. Je n'avions pourtant pas peur, ni pensée d'aucune mort. Je n'ai regretté que mon camarade La Fleur, qui fut tué d'un coup de fauconneau. Dieu ait son âme ! Je ne trouvions point de gens pour donner des assistances. L'un crioit : "Je suis mort !" - "Pour de cela, marchez, cadet !" » [...] J'avons marché plus de deux heures sur des corps morts, dont y en avoit qui crioient encore, et en avons tué tant que vous pouvez dire. [...] J'avons tué tant de gens que je ne sais »<sup>113</sup>.

Même de la part d'un soldat, le constat est sans appel : un massacre d'une telle nature n'appartient plus à ce qui doit être la guerre.

Ce texte donne par ailleurs d'intéressantes informations sur la sensation de vulnérabilité au cœur d'une mêlée. L'exaltation du soldat lui fait oublier la peur de sa propre mort. À cet égard, son expérience du combat peut apparaître, dans un certain sens, moins « violente » que s'il avait pris sans possibilité d'agir sous le feu ennemi. Le récit que font les Gardes du corps de leurs combats à Ramillies donnent en revanche une impression d'isolement total et de péril omniprésent :

« Dans cet embarras fascheux où la mort se presentoit à tous momens et de mille manieres differents, qui est celuy qui ne dust se croire heureux dans son malheur, puisqu'il n'y eut uniquement que ceux qui furent tuez d'abord qui ne coururent pas ces risques ? Ainsy, chacun se croyoit seul échappé du naufrage, ne voyant que fort peu de

---

<sup>113</sup> Léon Lecestre, éd., *Trois lettres de soldats sous Louis XIV*, Nogent-le-Rotrou, impr. de Daupeley-Gouverneur, 1922, p. 6.

leurs camarades épars, par cy par là, dans un danger évident de perir, étant accablez, aussi bien qu'eux, par le grand nombre »<sup>114</sup>.

Une autre relation, pour exprimer cette sensation d'enveloppement, parle d'une « fourmillière de monde »<sup>115</sup>. Personne ne sort indemne, physiquement et mentalement, d'une telle expérience : « Il n'est pas sorti un Garde de l'action qui n'en porte les marques »<sup>116</sup>. On pourrait expliquer la différence des deux relations – celles des Gardes et celle du soldat de Fleurus – par l'issue des deux batailles. Il est impossible pour l'historien de déterminer ce qui dans le sentiment de vulnérabilité provient des sensations ressenties durant le combat, et des peurs qui surviennent après coup. La victoire de Fleurus peut avoir rassuré le soldat *a posteriori* sur le péril qu'il courrait. Il écrit par ailleurs à sa famille, pour la rassurer. Les Gardes du corps en revanche doivent arguer de leur souffrance pour obtenir des gratifications royales. On peut gager que leur discours aurait été tout autre si la bataille de Ramillies s'était soldée par une victoire de Villeroy. On comprend dès lors pourquoi les mêlées d'infanterie ou de cavalerie ont été un phénomène plutôt rare, et pourquoi les soldats préféraient souvent l'esquiver en rompant leur formation plutôt que de l'affronter.

C'est généralement à la fin de la journée, lorsque l'issue du combat ne fait plus de doute, que l'on constate un second phénomène de déchaînement de la violence de guerre. Il ne se déroule plus entre deux formations compactes et solides, mais entre des soldats en fuite et leurs prédateurs. Les combats qui se menaient lors des retraites permettaient en effet aux vainqueurs de « lâcher » sur les fuyards des unités qui n'avaient plus à servir en ligne. Face à des ennemis en position d'extrême faiblesse, les soldats victorieux se sentaient parfois pris d'une irrépressible envie de tuer. Les cavaliers et dragons alliés qui parcouraient l'arrière du champ de bataille de Ramillies ne firent probablement pas tous quartier aux fantassins français qui se rendaient. La pire scène de carnage eut lieu, lors de cette bataille, entre la colonne de cavalerie danoise et les dragons démontés qui se trouvèrent sur leur chemin. Quelques semaines plus tôt, à Calcinato, des troupes danoises isolées avaient été massacrées sans ménagement par les hommes de Vendôme<sup>117</sup>. La vengeance est de mise : les pertes des régiments de dragons à la droite de Ramillies furent effroyables.

---

<sup>114</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>115</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 115.



C'était parfois plus la nécessité qu'un désir de revanche qui expliquait le massacre de formations entières. C'est le sort qui fut réservé aux soldats des brigades d'infanterie de la seconde ligne de l'armée de Tallard, abandonnés par leur cavalerie, qui se virent « entièrement taillés en pièce »<sup>118</sup>. Robert Kane, qui évoque cet épisode, n'y voit aucune cruauté particulière de la part des forces alliées. Elles n'étaient pas à même de donner quartier aux forces françaises : un trop grand nombre de prisonniers les aurait retardés dans leur poursuite de la cavalerie de Tallard<sup>119</sup>.

De fait, un autre épisode de violence totale se déroule peu de temps après. Les escadrons français sont rattrapés dans leur fuite par les Alliés. Certains, bloqués par une sinuosité du Danube, préfèrent alors risquer le passage du fleuve : « On fit alors un grand carnage des ennemis, dont une partie se jeta dans le Danube, et évita par ce moyen la fureur des autres troupes »<sup>120</sup>. Certains cavaliers se noient, certains sont abattus à coup de pistolet du haut des rives. D'autres parviennent à nager de l'autre côté. Leur survie n'est toutefois pas assurée, car ils sont alors pourchassés par les paysans dont ils ont brûlé les villages<sup>121</sup>. Le sort le plus enviable fut peut-être celui des cavaliers qui promirent aux soldats alliés leur bourse s'ils venaient les sortir de l'eau et les faire prisonniers<sup>122</sup>.

Les épisodes qui virent des militaires se faire exécuter sans pouvoir se défendre ne furent pas limités à la seule bataille de Blenheim. Lors d'un engagement en Italie, Mérode-Westerloo accompagnait des troupes des Deux-Couronnes qui parvinrent à repousser des soldats ennemis dans un cours d'eau : « On les pistoleta à son aise du haut de la digue »<sup>123</sup>. À Ramillies, les Alliés tentèrent de même d'abattre les cavaliers français qui s'étaient embourbés dans les marais de leur droite : « Ils étoient tous livrés en proie aux escadrons des ennemis qui les poursuivoient, ils les auroient choisi à coups de mousqueton et de pistolet, du bord du marais, et peut-être il n'en seroit échappé aucun »<sup>124</sup>. Mais la présence des hommes de La Colonie, qui purent faire feu sur les cavaliers alliés, leur sauva la vie.

Notons enfin, au titre des scènes de cauchemar, les épisodes qui voient des hommes périr sans même combattre. Les troupes coincées dans Blenheim furent ainsi « dans une

---

<sup>118</sup> « Entirely cut to pieces ». R. Kane, *op. cit.*, p. 69.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, Extrait d'une lettre du prince Eugène, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593.

<sup>121</sup> « The few that reached the far side of the river, were killed by the boors of village they had burnt ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>122</sup> AE Autriche 85, fol. 134r-135v, nouvelles de Bâle, 20 août 1704.

<sup>123</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 225.

<sup>124</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 84 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 403.

situation affreuse, incommode par les maisons du village toutes en feu »<sup>125</sup>. Si le feu prit si bien dans ce village, c'est que ses origines furent multiples : avant même le combat, un officier d'artillerie avait fait mettre le feu à une maison qui bouchait l'angle de tir de ses batteries, « on en fit autant à celles qui empêchoient la libre communication le long des retranchements, mais le vent venant du côté des ennemis, fit passer la flamme d'une maison à l'autre, et fit durer le feu autant que l'action »<sup>126</sup>. Cutts et Orkney, lorsqu'ils attaquèrent chacun le village, le premier par le front, et le second par l'arrière, incendièrent également les habitations où se réfugiaient les Français<sup>127</sup>. Le feu fit encore périr quatre ans plus tard, à Audenarde, les Français qui avaient été blessés lors de l'attaque des haies, et qui avaient été placés dans des maisons à l'arrière des lignes des Deux-Couronnes, maisons qui furent brûlées par les ennemis<sup>128</sup>.

### 7.2.2. Peur et panique

La violence, lorsqu'elle quitte les bornes que l'institution militaire lui a assignées, est d'autant plus dure qu'elle est employée par des hommes qui ont besoin, après une journée éprouvante, de se délivrer de la peur qui les a tenaillés plusieurs heures d'affilée. La violence donnée n'était à ce titre qu'une des formes de manifestations de la peur. La peur pouvait à l'inverse mener à des phénomènes de refus du combat. Comment passait-on de la peur à la fuite, à la panique ? Comment le sentiment de peur pouvait se communiquer, par contamination, de quelques soldats à toute une formation, à toute une armée ?

Les formes de refus du combat sur un champ de bataille étaient multiples. Il y avait d'abord la fuite individuelle. Le duc d'Antin, lieutenant général, fut accusé par les chansonniers de s'être caché dans des buissons lors de la bataille de Ramillies, pour éviter les troupes ennemies<sup>129</sup>. Notons que l'accusation n'était peut-être pas infondée, dans la mesure où Louis XIV se dispensa de ses services pour le reste de la guerre<sup>130</sup>.

La crainte d'être battu pouvait également amener des unités à s'abstenir d'aller au feu. Ce fut le cas de la seconde ligne de la cavalerie française à la même bataille de Ramillies. Les

---

<sup>125</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1760, n°175, le marquis d'Hautefeuille à Chamillart, Hanau, 8 octobre 1704.

<sup>126</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402 [p. 393].

<sup>127</sup> Orkney au comte de Bristol, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans Orkney, art. cit., p. 307-311.

<sup>128</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, op. cit., p. 151.

<sup>129</sup> BnF ms. fr. 12672, p. 166-172.

<sup>130</sup> F. Hoefler, dir., *Nouvelle biographie générale... op. cit.*, article « Gondrin », t. XXI, col. 191.

cavaliers avaient eu tout loisir d'observer les fantassins français envoyés reprendre Tavières se faire étriller par les Alliés. Dans un second temps, ils avaient vu la première ligne de la cavalerie se faire submerger par les troupes montées coalisées. Dans ces circonstances, au moment où elles auraient dû marcher à l'ennemi pour secourir la première ligne, elles préférèrent rester sur leurs positions, en attendant que Villeroi n'ordonne la retraite.

L'attitude du duc d'Antin ou de la cavalerie française de seconde ligne à Ramillies fut jugée scandaleuse dans la mesure où ils refusèrent le combat avant même d'être allés au feu<sup>131</sup>. La fuite était mieux comprise de la part d'unités durement éprouvées. C'est le cas de la gendarmerie française à Blenheim, qui mena plusieurs attaques successives contre les forces adverses. On constate un phénomène d'usure progressive de la combativité des cavaliers de Louis XIV<sup>132</sup>. Dès la troisième charge, leur courage se voit « refroidi »<sup>133</sup>. Le nombre de cavaliers disponibles s'amointrit progressivement, que ce soit par perte de guerre ou par désertion individuelle : « On rallia encor pour une cinquieme fois cette cavallerie ebranlée, qui diminuée par les charges et etendue par le circuit qu'elle faisoit, ne forma plus qu'une ligne »<sup>134</sup>. C'est pourquoi le dernier affrontement des deux lignes tourna rapidement au succès allié : « Le feu français était complètement éteint, ils ne firent pas la moindre résistance, mais s'effondrèrent et se brisèrent tout d'un coup »<sup>135</sup>.

Dans l'infanterie, c'est en général la vigueur du feu ennemi qui amène les soldats à se sauver. Nous avons déjà vu comment le feu anglais à Malplaquet et à Wynendael avait fait reculer en désordre les troupes françaises. Le comte de Mérode-Westerloo décrit très bien le processus qui mène une troupe à fuir. Il évoque le cas d'un bataillon d'infanterie qu'il conduit lors de la bataille d'Ekeren, en 1703. La troupe inexpérimentée, « qui n'étoit pas encore accoutumé au feu », reçoit une « salve non attendue, à brûle-pourpoint »<sup>136</sup>. C'est moins la vigueur du feu adverse que la surprise qui amène les hommes à paniquer. Leur réaction est symptomatique : « Mon bataillon, sans ordre de personne, fit feu, tirant la plupart en l'air, et s'en alla, jetant les armes bas pour la plus grande partie »<sup>137</sup>. Le tir envoyé par les soldats de Mérode est un tir réflexe, non-coordonné. Dès qu'ils constatent l'inefficacité de leur salve, les soldats prennent conscience de leur vulnérabilité et s'enfuient. Le fait de jeter les armes à

<sup>131</sup> Voir *infra*, sections 9.2.2.2. et 9.2.2.3.

<sup>132</sup> « At length the French courage began to abate ». R. Kane, *op. cit.*, p. 54.

<sup>133</sup> « Cooled those gentlemen's courage ». *Ibid.*

<sup>134</sup> BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v, « Relation de la bataille d'Hocquet [par Du Plessis-la-Corée] », camp de Dillingen, 22 août 1704.

<sup>135</sup> « The French fire was quite extinguished, they made not the least resistance, but gave way and broke at once. ». R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>136</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 263.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 264.

terre sert moins à se débarrasser d'un poids encombrant qu'à prouver à l'adversaire qu'on a décidé de cesser le combat, et qu'on ne représente plus aucune menace<sup>138</sup>. À Malplaquet, les Gardes françaises, surprises à l'orée d'un bois, tirèrent également sans y avoir été enjoins, de trop loin, et sans coordination<sup>139</sup>.

Outre le fait d'être pris par surprise, la grande peur des soldats était d'être attaqués de flanc. C'est ce qui arriva aux forces qui défendaient le village de Ramillies : « Les ennemis ayant ainsi gagné la première enceinte, et y étant entrez, vinrent attaquer en flanc les grenadiers bavaois, qui au lieu de se couvrir par un quart de conversion, comme je me tuois de leur crier, et de faire ainsi face à l'ennemi, abandonnèrent pareillement leur poste, sans tirer un seul coup. Les deux bataillons des gardes, effrayés par la fuite de leurs grenadiers, les suivirent bientôt »<sup>140</sup>.

Dans tous ces cas, la peur qui amène l'unité ou les unités à se débander vient des soldats eux-mêmes. Mais la peur et la fuite sont des phénomènes contagieux : ils peuvent très aisément se transmettre à des troupes qui n'ont pas encore rencontré l'ennemi. Les unités qui voient refluer sur elles des troupes amies en désordre sont tentées de les accompagner, le désordre général étant propice à la désertion. À Ramillies, les hommes du marquis de La Colonie sont traversés par les débris du bataillon de Greder : « Les fuyards s'étant jettés au milieu de mes gens, et les ayant entraînés avec eux, je ne fus jamais plus surpris que de me voir seul avec quelques officiers et les drapeaux autour de moi »<sup>141</sup>. Dans ces circonstances dangereuses, Villars ne conseille aucune pitié. Si un officier voit des fuyards se rabattre sur son unité (d'infanterie ou de cavalerie), il doit leur faire tirer dessus pour les disperser, sans quoi c'est sa propre formation qui sera rompue<sup>142</sup>.

Enfin, la peur peut se répandre comme une traînée de poudre dans une armée entière. C'est ce que Hay du Chastelet appelle la « terreur panique »<sup>143</sup>. Ce qui la caractérise, c'est qu'elle naît « sans qu'on en sache la cause, et même sans qu'il y en ait aucune qui soit

---

<sup>138</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 173.

<sup>139</sup> A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 114.

<sup>140</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 128-129. Nous pouvons remarquer que le flanc des grenadiers avait été abandonné par des bataillons suisses qui s'étaient contentés, à l'approche des ennemis, de faire « une simple décharge », dont on imagine qu'elle fut inefficace.

<sup>141</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 77 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 398.

<sup>142</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 88.

<sup>143</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre IV-XII, « Des terreurs paniques, des fuites, des ralliements, etc ».

apparente »<sup>144</sup>. Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne en présentent deux cas d'école. La première eut lieu à Ramillies, elle concerna la gauche de la cavalerie française, qui avait été disposée entre Offus et le Mont Saint-André pour garantir la retraite de l'infanterie. À un certain moment, le moral des cinquante escadrons craqua subitement. Un capitaine irlandais au service de la France, Peter Drake, s'en aperçut avec étonnement :

« Nous n'avions pas fait 40 yards [35 mètres] pour notre retraite que les mots : "Sauve qui peut !" se répandirent dans la plus grande part, si ce n'est dans toute l'armée, et la mirent toute entière en confusion. On pouvait alors presque voir des brigades entières courir en désordre »<sup>145</sup>.

Le maréchal de Saxe, qui évoque l'épisode de Ramillies comme l'exemple-type de panique, en donne un récit légèrement différent :

« À la bataille de Ramilli, comme l'armée de France se retiroit en très bon ordre sur un plateau assez étroit, bordé de deux côtés de profonds ravins, la cavalerie des alliés la suivait au petit pas, comme à un exercice ; et l'armée de France se retiroit aussi fort doucement sur vingt lignes, et plus peut-être, parce que le terrain étoit étroit. Un escadron anglois s'approcha de deux bataillons françois, et se mit à tirailler. Ces deux bataillons, croyant qu'ils alloient être attaqués, firent volte face, et firent une décharge sur cet escadron. Qu'arriva-t-il ? Toutes les troupes de France lâchèrent pied au bruit de cette décharge ; la cavalerie s'enfuit à toutes jambes ; et toute l'infanterie se précipita dans les deux ravins dans une confusion horrible : de façon que, dans un moment, le terrain fut libre, et l'on ne vit plus personne »<sup>146</sup>.

Toutes les sources attestent de cet irrésistible mouvement. Une relation indique que « l'épouvante y estoit si grande que l'on ne pouvoit l'arrester, et M. de Gassion qui commandoit la gauche ne put jamais obliger un escadron de la ligne à aller à la charge »<sup>147</sup>.

Le second épisode de panique eut lieu quelques mois plus tard, au cours de la bataille de Turin. Il concerne la partie de l'armée française qui se retirait après avoir été chassée des retranchements:

---

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> « We have got not forty yards on our retreat, when the words *Sauve qui peut* went through the great part, if not the whole army, and put all the confusion. Then might be seen whole brigades running in disorder » Cité par G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 115.

<sup>146</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. II, p. 149-150.

<sup>147</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 244r-248v, « relation de la bataille de Ramilly, au camp sous Menin ce 2 juin ».

« Environ deux heures après midi, les François qui étoient entre le haut Po et la Doire, quoique plus forts que les Allemands, furent saisis tout-à-coup d'une grands épouvante à cause de quelques fuyards qui venoient du coté du Luceng. Ils abandonent dans l'instant leur camp, et tout le bagage, et se croyant heureux de pouvoir sauver leur vie, ils se precipitent les uns sur les autres en gagnant le chemin de Pignerol, sans qu'on leur tirât un seul coup »<sup>148</sup>.

On peut dégager quelques points communs entre ces deux paniques : tout d'abord, elles ont lieu lors d'une retraite, lorsque les troupes savent que la bataille est perdue. Elles touchent des unités qui ne sont pas directement menacées par l'ennemi. À ce titre, la panique est plutôt un mouvement se répandant de l'arrière à l'avant des troupes. Il y a à chaque fois un élément déclencheur d'une importance mineure : quelques coups de feu, le spectacle de quelques fuyards, quelques cris de détresse lancés par des soldats, voire par des valets<sup>149</sup>. Enfin, lorsqu'une panique a commencé, elle se répand dans toutes les directions, dans tous les corps de l'armée. Personne ne veut se voir le dernier à faire face à l'ennemi.

La terreur panique est en fait le fruit de la tension accumulée toute la journée. Certes, les troupes françaises à Ramillies n'avaient pas combattu, comme le remarquent à l'unisson ceux qui veulent souligner le caractère inqualifiable de cette conduite<sup>150</sup>. Pire, elles n'étaient même pas poursuivies<sup>151</sup>. Mais il n'empêche qu'elles avaient été sous les armes pendant plusieurs heures, que les cavaliers étaient probablement restés à cheval pendant tout ce temps, incapables de comprendre ce qui se passait, frustrés peut-être de se sentir inutiles. À cela s'ajoute l'incompréhension : comment l'armée française, convaincue avant Ramillies comme avant la bataille de Turin d'être supérieure en nombre et en qualité, avait-elle pu se laisser battre ? Les généraux alliés qui avaient surpassé la grande armée française semblaient tout-puissants, voire omniprésents. En mai 1706, la nuit tombante renforça ce sentiment de danger<sup>152</sup>.

Enfin, la grande angoisse qui déclenche véritablement la panique est celle de se voir « coupés », c'est-à-dire piégé sans retour. « "Nous sommes perdus ! Nous voilà coupez !" » : ce sont les exclamations que poussent les fuyards qui commencent à prendre peur à Turin<sup>153</sup>.

---

<sup>148</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°132, Relation de l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre 1706, s.l., s.d.

<sup>149</sup> Une autre relation attribue le départ de panique sous les murs de Turin à la frayeur « des vallets qui menoient des chevaux de main et des equipages ». SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706.

<sup>150</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>151</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>152</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>153</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706.

À Ramillies, la cavalerie sait que l'armée doit passer par le défilé de Judoigne. Elle craint que l'on donne la priorité aux éléments les plus lents, laissant les plus rapides protéger toute l'armée<sup>154</sup>. De peur d'être sacrifiés, les cavaliers se jettent dans les étroits passages dont ils disposent, profitant de la force et de la vitesse de leurs montures<sup>155</sup>.

Dès que les premiers éléments ont franchi « l'étroite limite qui sépare la maîtrise de la peur de la débâcle du sang-froid »<sup>156</sup>, tout le reste suit. En effet, dès qu'une ligne se rompt, ce sont les éléments qui tiennent ferme qui risquent le plus de dégâts. Les escadrons « se debandèrent avec [beaucoup] de desordre et de rapidité »<sup>157</sup>. Mais le pire est qu'ils entraînent toute l'armée avec eux. Les chevaux « passèrent par dessus le ventre » de l'infanterie des Deux-Couronnes, « qui ne songea plus dès ce moment-là qu'à se sauver »<sup>158</sup>. Il arriva même que les fuyards balaient des troupes montées qui étaient encore restées en position : « Estant dans un defilé, un très grand nombre de troupes se debandèrent en voulant fuir les ennemis qui s'aprochoient, culbutèrent une cinquantaines (*sic*) de nos cavaliers dans les fossés à droite et à gauche »<sup>159</sup>.

La peur s'exprime, sur un champ de bataille, de multiples manières : par la dérobade, par le refus d'avancer, ou par la fuite. Elle se manifeste aussi bien au niveau individuel qu'à celui d'une formation, voire de toute une armée. Le plus étonnant est qu'elle touche autant les unités usées par la lutte que des troupes n'ayant jamais combattu.

Les relations attestent que les hommes « terrorisés » se caractérisent par un état de surdité et d'aveuglement. Maffei évoque la « force » que la peur a sur l'esprit des soldats<sup>160</sup>. Seule la fuite les préoccupe, le plus important est de courir pour s'éloigner du danger. Les Français de Ramillies ne devaient guère être différents de ceux de Waterloo, après la défaite de Napoléon : « Rien ne pouvait les calmer ; la terreur s'était emparée d'eux, ils n'écoutaient personne »<sup>161</sup>. Dans ces circonstances, le rôle des officiers est de sortir les soldats de leur hébétude. Il s'agit de faire beaucoup de bruit (suffisamment pour couvrir le son des canons et

---

<sup>154</sup> Villeroy note qu'« au premier deffilé, l'epouvante prit » les cavaliers. SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>155</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°227, Saint Hilaire à Chamillart, camp près de Bruxelles, 25 mai 1706.

<sup>156</sup> V. D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre...*, *op. cit.*, p. 143.

<sup>157</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°20, M. de Giraud à Chamillart, camp de Quevrechein, 12 juin 1706. Ce type de témoignage est toujours sujet à caution, aucun commandant ne reconnaissant jamais que ses hommes ont fait comme la masse des fuyards.

<sup>160</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 128.

<sup>161</sup> Jean-Roch Coignet, *Les cahiers du capitaine Coignet*, Paris, Arléa, 2001, p. 356.

de la mousqueterie) et force gesticulations. Lorsque La Colonie voit ses hommes suivre ceux de Greder, il réagit immédiatement :

« La rage et la douleur s'emparèrent de mes sens : je me mis à crier en allemand et en français comme un démoniaque, je donnai toutes sortes de noms à mes grenadiers, je m'emparai du drapeau colonel que je plantai auprès de moi, et à force de crier j'attirai les regards de plusieurs »<sup>162</sup>.

Le conseil que donne Villars est de s'adresser aux hommes par leur propre nom : le soldat, ainsi interpellé, cesse d'être le simple élément d'une foule éperdue<sup>163</sup>. Le sens de l'honneur et de la responsabilité individuelle lui revient. Villars croit au pouvoir de la honte vis-à-vis de la fuite, qui amène le militaire à retourner à son poste.

Mais comment trouver son poste au milieu d'une débandade ? C'est là qu'intervient le rôle du drapeau, à la fois lieu de ralliement et symbole de l'honneur de la compagnie. Laissons encore parler La Colonie : « [Mes subalternes] coururent après eux en criant aussi, et leur montraient le drapeau colonel que je ne quittois point ; enfin ils s'arrêtèrent, et insensiblement le régiment que je commandois [...] me rejoignit, très confus de la manœuvre qu'ils venoient de faire »<sup>164</sup>.

Mais tous ces efforts ne sont pas nécessairement couronnés de succès, lorsque les hommes sont trop obsédés par leur envie de fuir, comme l'expérimente Maffei : « J'eus beau les menacer, crier et m'emporter pour les obliger à faire ferme ; c'étoit comme un torrent qui a franchi les digues, et que rien ne peut plus retenir »<sup>165</sup>. Il est alors nécessaire de leur faire violence, et de ne pas « épargner les coups à ceux à qui la peur ne laisse pas envisager le péril où ils s'exposent »<sup>166</sup>. À Ekeren, Mérode-Westerloo n'hésite pas : « M'étant jeté pied à terre, l'épée à la main, j'en arrêtai du moins plus de trois cent »<sup>167</sup>. Maffei met « l'épée à la gorge à plusieurs des fuyards »<sup>168</sup>. Les soldats sont conscients que leurs officiers iront jusqu'aux extrémités pour les arrêter, et il arrive qu'ils les blessent délibérément pour les en empêcher : Puységur, qui avait tué de sa main des soldats qui criaient « Sauve qui peut ! » à Dettingen, est piétiné et volé à Fontenoy par des Gardes françaises qu'il a voulu rallier<sup>169</sup>. Alors qu'il

---

<sup>162</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 77 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 398.

<sup>163</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 87

<sup>164</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 77 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 398.

<sup>165</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 129.

<sup>166</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 87.

<sup>167</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 264.

<sup>168</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 128.

<sup>169</sup> J. Chagniot, « Une panique... », art. cit., p. 86.



veut arrêter des soldats du régiment Royal mis en fuite par les assaillants de Blenheim, Denonville est frappé d'un coup de baïonnette dans la cuisse<sup>170</sup>.

### 7.2.3. La motivation au combat

Comme le montre l'exemple des paniques, les officiers – du bas officier à l'officier général – sont là pour maintenir leurs hommes au combat. Sans encadrement, les troupes ne sont pas réputées être capables de faire ferme face à l'ennemi. La question qui se pose est celle de la « motivation » des troupes, et particulièrement la motivation au combat<sup>171</sup>. Contrairement au moral, qui est en quelque sorte l'état d'esprit général de toute l'armée, la motivation est le sentiment individuel du soldat, celui qui le pousse à agir – ou à ne pas agir<sup>172</sup>. Dans ses travaux sur la motivation et les tactiques des armées de la Révolution Française, John Lynn considère que le soldat agit en fonction de trois types de moteurs : la coercition (l'action est déterminée par la crainte d'un châtement), la récompense matérielle (l'action est déterminée par l'espoir d'un gain), la récompense symbolique (l'action est déterminée pour se conformer à un modèle normatif)<sup>173</sup>.

La coercition était un fait omniprésent dans les armées européennes du début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle s'exerçait au niveau du recrutement (qu'il s'agisse de la désignation des miliciens par tirage au sort ou des enrôlements volontaires douteux), du maintien des soldats au service (par la lutte contre la désertion), et dans la bataille elle-même. C'était le rôle des bas-officiers et officiers serre-file de vérifier qu'aucun soldat ne quittait les rangs durant l'action. Par ailleurs, on disposait les meilleurs soldats sur les côtés pour qu'ils contiennent les vellétés fugitives de combattants moins aguerris. Enfin, nous venons de voir que les cadres n'hésitaient pas à user de la violence pour réprimer tout départ de panique.

L'alcool représentait, dans une certaine mesure, une autre forme de coercition. En « échauffant » l'esprit du soldat, on s'assurait de sa docilité et de sa résistance au danger. Les Gardes françaises qui combattirent à Ramillies avaient bu du brandevin – une forme d'eau-de-

---

<sup>170</sup> « Lettre de M. le marquis Denonville brigadier d'infanterie, colonel du régiment Royal, écrite de Nimègue le 21 octobre 1704 à M. son père,... », dans la *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...*, Luxembourg, décembre 1704, p. 390-402.

<sup>171</sup> John Lynn distingue trois formes de motivations : la « motivation initiale » (« *initial motivation* »), qui amène le soldat à s'enrôler, la « motivation de persévérance » (« *sustaining motivation* »), qui l'engage à demeurer au front, et la « motivation au combat » (« *combat motivation* »), qui l'incite à rester sur le champ de bataille. John Albert Lynn, *The bayonets of the Republic. Motivation and Tactics in the Army of Revolutionary France, 1791-1794*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 1984, p. 35.

<sup>172</sup> S.L.A. Marshall définissait le moral comme « the whole complex of an army though ». *Ibid.*, p. 26.

<sup>173</sup> J. Lynn parle de « *normative compliance* ». *Ibid.*, p. 23.

vie – pour se donner du courage dans leur charge à la baïonnette<sup>174</sup>. À Malplaquet, une tête de colonne alliée attaqua de solides retranchements français : « Elle essuya tout le feu de notre infanterie [...] et malgré le grand nombre qui fut couché par terre, yvre de brandevin autant que de l'action, elle continua toujours son attaque, et pénétra dans le bois »<sup>175</sup>. Des soldats sobres auraient-ils remporté le combat ?

Il est également attesté que les hommes se battaient mieux quand des récompenses matérielles étaient en jeu. On avait rarement du mal à trouver des volontaires pour la guerre de partis, qui permettait de rapporter du butin. Le problème était plutôt de limiter les départs pour la « petite guerre » des soldats qui n'y étaient pas autorisés... La perspective d'une prime pouvait donner à un soldat le tempérament d'un brave. Lors d'une escarmouche, Mérode-Westerloo donne quatre pistoles à un combattant pour qu'il aille chercher, dans une rivière, l'étendard d'un cavalier qui se noie<sup>176</sup>. À la bataille d'Audenarde, Sempigni utilise sa bourse pour exciter ceux qui conduisent ses pièces d'artillerie à la plus grande diligence, afin d'arriver à temps sur le champ de bataille : « J'animai tout mon monde en leur donnant tout mon argent, et je leur aurois donné davantage [...] sy j'en avois eu »<sup>177</sup>. Enfin, une victoire était l'occasion de rançonner les prisonniers<sup>178</sup>. Là encore, les troupes « légères » (cavaliers, dragons et grenadiers) étaient plus susceptibles que le simple fantassin de gagner de l'argent.

Soumission, ivrognerie et appât du gain : l'image des troupes du Roi-Soleil ne sort pas grandie de ces quelques évocations... N'y avait-il pas, pour le soldat français du Grand Siècle, des raisons plus élevées de rester ferme face à l'ennemi ? La sociologie militaire qui s'est intéressée au comportement des soldats américains au feu durant la Seconde Guerre mondiale a identifié le rôle du « groupe élémentaire » (« *primary group* ») dans la cohésion des troupes<sup>179</sup>. Ce groupe représente la petite équipe au sein de laquelle le soldat vit et combat. En raison des conditions extrêmes dans lesquelles ces hommes évoluent, des liens très forts de camaraderie militaire se créent. Les soldats américains des années 1940 en étaient arrivés à combattre moins pour défendre leur pays que pour ne pas perdre la face vis-à-vis des autres membres de leur groupe.

---

<sup>174</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 122 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 420.

<sup>175</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 161 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 444.

<sup>176</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 226.

<sup>177</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26, de Vaulx de Sempigni au duc du Maine, camp sous Gand, 12 juillet 1708.

<sup>178</sup> Voir *infra*, section 7.3.3.

<sup>179</sup> Les débats autour du « groupe élémentaire » sont résumés dans J. A. Lynn, *The bayonets...*, *op. cit.*, p. 30-35.

John Lynn, après s'être exercé à identifier le rôle du groupe élémentaire au sein des armées révolutionnaires, s'est intéressé à celles de Louis XIV<sup>180</sup>. Le manque de sources à ce sujet rend toute réflexion assez aléatoire. Il n'en a pas moins trouvé d'intéressantes réflexions chez le maréchal de Puységur. Cet auteur met en valeur le rôle de l'escouade, c'est-à-dire un groupe d'une quinzaine d'hommes, représentant le tiers d'une compagnie, dirigé par un caporal. Cette division est utilisée durant la campagne, pour organiser les tours de garde<sup>181</sup>. Si l'on peut escompter que cette structure était susceptible de faire naître une véritable camaraderie militaire, il n'est pas sûr qu'elle ait pu jouer pleinement dans la cohésion de la troupe le jour du combat. La division par escouade n'était pas prise en compte dans l'organisation du bataillon ; celle de la compagnie l'était rarement. Nous avons déjà vu, en examinant la question de l'entraînement, en quoi la différence entre structure administrative et structure tactique était néfaste. Elle présentait ainsi deux autres défauts : elle neutralisait les effets bénéfiques du groupe élémentaire, et qui plus est elle isolait, le jour du combat, les soldats des chefs qui les guidaient durant la campagne :

« Tous les officiers connaissent les soldats de leur compagnie qui ont de la valeur et ceux qui ont besoin d'être animés. Quand les officiers et soldats d'une même compagnie combattent ensemble, le soldat n'oserait quitter, l'officier s'en apercevrait dans le moment, les autres soldats le lui reprocheraient, et il n'oserait retourner à la chambrée, car il y a un point d'honneur entre les soldats d'une même compagnie »<sup>182</sup>.

Puységur, observateur toujours critique des habitudes de l'armée française, avait déjà compris le rôle de la sociabilité, même celle de la troupe, dans l'efficacité militaire. Son texte insiste sur l'importance de l'émulation<sup>183</sup>. La valeur doit pouvoir se propager aussi bien que la peur.

Dans ce domaine, c'était avant tout à l'officier de donner l'exemple. La Colonie considère que c'est sur eux que repose le moral des soldats : « Il est certain qu'un commandant ne saurait marquer trop de fermeté dans les occasions les plus périlleuses ; car c'est sur lui où l'on porte la vue, et son exemple décide ordinairement de la crainte ou du

---

<sup>180</sup> L'exercice est tenté dans J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 440-443.

<sup>181</sup> J. de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. I, p. 100.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>183</sup> « J'établis donc que dès que le bataillon sera formé, les capitaines, les subalternes et les sergens ne doivent jamais être séparés de leurs compagnies quand il faudra combattre, ce moyen étant le seul de conserver l'ordre ». Le maréchal remarque ailleurs que « sans un pareil arrangement [...] il n'y a nulle émulation et beaucoup de confusion ». *Ibid.*

courage de sa troupe »<sup>184</sup>. Villars, de son côté, conseille aux officiers régimentaires de montrer de la gaieté et un « esprit tranquille » pour rassurer les soldats<sup>185</sup>. Il ne faut pas hésiter à s'adresser à eux, en leur tenant des « discours assurés et joyeux ».

Donner de la confiance aux troupes, leur faire apparaître la victoire comme acquise pour qu'ils ne tremblent pas en marchant à l'ennemi : c'est aussi le rôle de la harangue. Dans ce domaine, il est assez difficile de déterminer ce qui relève d'épisodes réels et de réécriture *a posteriori*. La harangue est en effet, depuis les auteurs antiques, un monument littéraire destiné à faire entrer une bataille dans l'histoire, aussi bien que les soldats vainqueurs et les généraux qui les ont dirigés<sup>186</sup>.

La harangue militaire représente une figure de style à part entière, avec ses règles et ses codes<sup>187</sup>. Vaumorière, auteur d'un recueil de *Harangues sur toutes sortes de sujets, avec l'art de les composer*, en dévoile les secrets. Les officiers doivent suivre un modèle stéréotypé, rappelant aux soldats l'ancienneté de leur corps et sa vaillance passée, avant de se tourner vers l'avenir. Le discours du duc de Vendôme avant la bataille de Calcinato, tel qu'il est rapporté par le chevalier de Bellerive, en est un modèle du genre :

« Après quoi, on le vit aller de rang en rang, et dire à ses troupes, leur montrant avec son épée le camp ennemi : "Voilà, mes enfans, les memes legions que vous avez vaincues la campagne derniere à Cassano. Votre bravoure, et votre intrepidité me repondent que vous en soutiendrez la gloire dans cette journée. N'oubliez pas que le ciel a toujours presidé à nos combats depuis 4 ans que je vous commande, et qu'il va couronner les travaux de votre campagne, par la defaite de l'armée ennemie »<sup>188</sup>.

On peut douter de la réalité de cet épisode, un peu trop conforme au modèle classique. La bataille de Calcinato s'est engagée dans la précipitation, et le duc de Vendôme n'aurait guère eu le temps d'aller apostropher individuellement chaque bataillon. Par ailleurs, le simple soldat aurait-il été sensible à la référence aux légions romaines ?

---

<sup>184</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 79 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 400.

<sup>185</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 82.

<sup>186</sup> Lorsqu'il aborde la question de ces grands discours, Hay du Chastelet ne manque pas d'évoquer les modèles des batailles racontées Thucydide et Tite-Live, même s'il remarque malicieusement que ces auteurs ont probablement plus de part au texte des harangues que les chefs militaires qui sont censés les avoir proclamés. P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre IV-XIV, « Des batailles ».

<sup>187</sup> Alain Niderst, « La parole au combat », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 89.

<sup>188</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d'Italie, fol. 158r.

On peut ainsi penser, avec l'historien Alain Niderst, que la harangue sur le modèle antique, est « dans l'histoire militaire, un fantôme majestueux »<sup>189</sup>. En revanche, d'autres mots bien sentis prononcés par des officiers régimentaires ou généraux peuvent avoir un effet dynamisant sur la troupe. Hay du Chastelet conseille aux cadres de l'armée « d'encourager leurs soldats [...] par quelques propos saillants »<sup>190</sup>. À Leuze, le futur maréchal de Villars passe devant des escadrons de cavalerie en leur présentant la victoire précédente de Fleurus comme gage du succès à venir<sup>191</sup>. Vendôme, à la tête de l'infanterie poussant les Alliés au centre du champ de bataille d'Audenarde, joint la parole à l'exemple pour mener ses hommes au combat :

« Le duc de Vendome s'étant rendu à la tête de Piedmont, trouva à cheval, au centre de cette brigade, le colonel de Chartres, qui la commandoit. Ce prince lui adressa ces paroles : "Arpajou, voilà de l'infanterie dans ces haies, il l'en faut chasser". Ce brigadier lui répondit : "Je promets sur ma vie à Votre Altesse [qu'ils] ne resteront derriere ces haies qu'autant de tems qu'il faudra pour faire leurs decharges". Alors Arpajou, commençant de s'ebanler, dit aux bataillons de sa brigade : "Mes amis, vous venez d'entendre ce que M. le duc de Vendome vient de dire", les soldats lui crièrent : "C'est notre pere !" <sup>192</sup> ».

Les officiers ont également pour tâche de rassurer les soldats lorsque la situation commence à apparaître compromise. Leur propre courage et leur propre énergie doit prévenir tout défaitisme manifesté par la troupe. À Ramillies, alors que la position que tient le marquis de la Colonie est d'une grande importance pour la protection de la Maison du roi, ce dernier entend derrière lui un de ses soldats dire « en jurant un sacré [...] qu'on les emmenoit à la boucherie ». La réaction est immédiate :

« Les conséquences d'un pareil discours redoublèrent ma colère qui n'étoit pas encore passée. Je me mis à jurer moi-même comme un grenadier, en demandant à haute voix où étoit le coquin qui avoit tant de peur, afin qu'il n'eût point d'autre boucher que moi. Je fis mon possible pour le découvrir, et n'ayant pu en venir à bout, je continuai mon emportement, en criant qu'il devoit savoir lui et les autres qu'on avoit (*sic*) besoin de nous que pour nous sacrifier dans l'occasion, que c'étoit là où tendoit notre métier, que le malheureux qui paroissoit tant craindre pour sa peau, avoit pour exemple tous les

---

<sup>189</sup> A. Niderst, « art. cit. », p. 93.

<sup>190</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre IV-XIV, « Des batailles ».

<sup>191</sup> Cité par B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg*, *op. cit.*, t. II, p. 151.

<sup>192</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. V : campagne des Flandres, fol. 165r.

honnêtes gens qui marchoient devant lui. Enfin le feu dont j'étois transporté fit l'effet que je désirois, ma troupe en parut beaucoup plus assurée »<sup>193</sup>.

Au-delà des propos vigoureux, une bonne nouvelle, relayée au bon moment, peut renforcer la détermination des militaires. Nous nous situons là plutôt au niveau du moral général de la troupe que de la motivation individuelle de chaque soldat. Au début de la marche vers Gand, en 1708, les soldats ne connaissent pas leur objectif, et ne voient leur déplacement que comme une manœuvre de plus. On ne prévient les troupes du véritable but que lorsque l'on apprend que la ville est tombée aux mains des Français : « Cette nouvelle, etant repandue, donna des forces aux soldats, je n'ay jamais veu l'infanterie marcher si complete et si serrée »<sup>194</sup>. Le duc de Bourgogne lui-même en est témoin : « Vous ne sçauriés vous imaginer la joye et la bonne volonté qui se repandit dans l'armée »<sup>195</sup>. Un épisode similaire se déroule quelques jours plus tard. Au matin du 11 juillet, l'annonce, faite aux combattants de l'armée alliée, qu'ils avaient de grandes chances de passer l'Escaut avant les forces des Deux-Couronnes, les met tellement en joie qu'ils redoublèrent d'efforts<sup>196</sup>.

Un dernier élément de motivation au combat était probablement très fort : la vengeance. Les ennemis que la France affrontait n'étaient pas nouveaux. Les militaires qui avaient servi dans de nombreuses campagnes, lors de la guerre de Succession d'Espagne, voire de la guerre de la ligue d'Augsbourg, avaient sans doute eu des proches, des parents, des amis tués par des troupes anglaises, hollandaises ou germaniques. Paradoxalement, ce motif de se battre n'est pratiquement jamais évoqué. Nous en avons simplement des traces avec l'hostilité durable des Espagnols envers les Français, que le choix testamentaire de Charles II n'a su complètement effacer. La seule mention explicite d'un désir de vengeance vient du baron de Montigny-Languet, qui combat à Blenheim pour faire payer aux Allemands « toutes les cruautés qu'on [lui] avait fait souffrir pendant huit mois de prison »<sup>197</sup>.

Au-delà de l'image de valeur et de dévouement qu'étaient censés leur donner les officiers, les hommes de troupes cherchaient-ils à se conformer à des « modèles normatifs » de plus haut niveau ? Si la guerre de Succession d'Espagne n'a rien d'une guerre de religion, il est incontestable que l'hostilité religieuse entre catholiques et protestants était une

---

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> AE Angleterre 226, fol. 81r-84v, Hooke à Torcy, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>195</sup> Bibliothèque de Chantilly, ms. 979, fol. 46r-50v, Bourgogne au roi, camp de Lede, 7 juillet 1708.

<sup>196</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 392

<sup>197</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704. Cette partie n'est pas éditée dans la publication de Vault et Pelet.

thématique préférée des pamphlétaires de chaque camp<sup>198</sup>. En Espagne même, aussi bien que dans les colonies espagnoles d’Outre-Atlantique, le débat faisait rage entre les dignitaires ecclésiastiques de deux camps. Malgré les arguments de ceux qui présentaient la maison d’Autriche contre le « bastion avancé » contre les Infidèles turcs et tartares, la plupart des membres du clergé d’Espagne même et des colonies espagnoles d’Outre-Atlantique finirent par se ranger au camp du petit-fils du roi Très-Chrétien<sup>199</sup>.

Les soldats pouvaient ainsi avoir la certitude de se battre pour la sauvegarde de leur religion. Ils étaient entretenus dans cette conviction par les ecclésiastiques qui accompagnaient les armées. En 1681, une ordonnance avait demandé la présence dans chaque régiment d’un aumônier<sup>200</sup>. Leur vocation était d’accompagner spirituellement les militaires, et notamment d’absoudre et de bénir ceux qui allaient se battre. Les sources françaises évoquent très peu leur présence. Pourtant, il semble bien que des services divins aient été célébrés le matin des batailles. Hay du Chastelet recommande « d’entendre la messe » et « d’adorer Dieu » avant un événement où le hasard – ou la volonté divine – a tant de part<sup>201</sup>. Les prêtres pouvaient, à cette occasion, faire des sermons<sup>202</sup>. Avant Calcinato, le duc de Vendôme ordonna ainsi de chanter le *Salve Regina*<sup>203</sup>. Une relation de Ramillies indique que dans la marche vers la Mehaigne l’armée française fit une halte « d’environ 2 heures, pendant laquelle on nous dit la messe, ce qui se fit pour ainsy dire à la veue des ennemis »<sup>204</sup>. C’est la seule mention dont nous disposons pour le 23 mai 1706. Ce fait était-il si habituel que personne ne croit bon de le mentionner ? Nous n’avons pas connaissance de tels épisodes pour Blenheim et Audenarde. Il y eut peut-être des messes de dites, mais ce n’est pas sûr, puisque les Français ne s’attendaient pas à devoir combattre en 1704, et qu’ils étaient particulièrement pressés en 1708. Dans les armées alliées en revanche, différentes sources attestent que le dimanche 13 août, les chapelains régimentaires célébrèrent le service divin à la tête de chaque régiment<sup>205</sup>.

---

<sup>198</sup> Voir *infra*, sections 10.2.2.2 et 10.2.3.2.

<sup>199</sup> Le discours des pamphlétaires religieux des deux camps, et son rôle dans le conflit successoral, a été analysé dans David Gonzalez Cruz, *Une guerre de religion entre princes catholiques. La succession de Charles II dans l’empire espagnol*, Paris, éditions de l’EHESS, 2006, 304 p.

<sup>200</sup> Jean Des Cilleuls, « Les aumôniers aux armées de l’Ancien Régime », in *Revue historique des Armées*, n°3, 12<sup>e</sup> année, août 1956, p. 5-16.

<sup>201</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, *op. cit.*, chapitre IV-XII, « Des terreurs paniques, des fuites, des ralliements, etc ».

<sup>202</sup> Albert Babeau, *La vie militaire sous l’Ancien Régime*, Paris, Firmin-Didot, 1889, t. I, p. 227.

<sup>203</sup> BnF ms. fr. 14172 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. IV : campagne d’Italie

<sup>204</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste, en 1706 », s.l., s.d.

<sup>205</sup> J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 62.

Les mémoires de militaires présentent rarement des préoccupations religieuses, à l'exception de l'idée, qui revient régulièrement chez les vainqueurs, que la victoire a été obtenue grâce à l'aide de Dieu. Il semble pourtant que certains officiers anglais aient profondément relié cette guerre à la défense de la succession protestante : la France, soutien des jacobites, était perçue comme une puissance cherchant à tout prix à restaurer le catholicisme dans les Îles britanniques<sup>206</sup>. Quelques-uns d'entre eux étaient même particulièrement convaincus que les batailles seraient l'occasion pour Dieu de châtier la vanité et l'impiété française. Au matin de Blenheim, le capitaine Blackadder, contemplant le déploiement de l'armée française, s'exclama devant sa compagnie : « Ce serait chose facile pour le Seigneur d'anéantir ou de capturer ces milliers d'hommes avant la tombée de la nuit ! ». Dans son journal, il ajouta : « Et telle est l'efficacité de la foi et de la prière, qu'avant la nuit il en fut ainsi »<sup>207</sup>. Pourtant, ce même capitaine se désole de l'impiété de ses compagnons d'armes. Écossais, il déteste les Anglais, et il attribue leurs lourdes pertes lors de la seconde d'Höchstädt à leur irrespect envers la religion. Et c'est encore cette irrévérence qui explique selon lui la faiblesse du nombre de leurs morts à Ramillies :

« Les Anglais eurent une faible part à cette victoire. Ils sont les pécheurs les plus effrontés de notre armée, c'est pourquoi Dieu veut choisir d'autres instruments. De plus, les Anglais sont actuellement très réputés pour leur courage et en sont peut-être imbus, et ainsi Dieu humilie leur fierté »<sup>208</sup>.

Les soldats français semblent tout aussi peu soucieux de la religion. Louvois avait tenté de moraliser les troupes – le blasphème était sévèrement puni<sup>209</sup> – mais la vie nécessairement brutale de ces hommes impliquait le plus souvent un certain relâchement des mœurs<sup>210</sup>. L'absence de dévotion du militaire était devenue proverbiale : « Soldat pieux, rare oiseau et bien digne / Qu'accomparé il soit à un noir cygne »<sup>211</sup>. Pourtant, on cherchait souvent à se rapprocher de Dieu à l'approche de la mort : le capitaine de Saint-Mayme légua à l'aumônier,

---

<sup>206</sup> Nous avons déjà vu comment le capitaine Parker considérait le roi Guillaume comme le sauveur de la religion. R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>207</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 435.

<sup>208</sup> « The English had but small part in this victory. They are the boldest sinners in our army; therefore God will choose other instruments. Also the English have got a great vogue and reputation from courage and are perhaps puffed up from it; and so God humbles their pride ». Cité par G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 117.

<sup>209</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 435.

<sup>210</sup> A. Babeau, *op. cit.*, t. I, p. 226. Les exemples d'impiété de la part des officiers sont légion : Babeau en recense quelques-uns. *Ibid.*, t. II, p. 218-221.

<sup>211</sup> J. Des Cilleuls, « Les aumôniers... », art. cit., p. 5-16.



après sa mort à Malplaquet, cinquante livres, pour que ce dernier célèbre des messes et fasse la charité<sup>212</sup>.

Un attachement dynastique et national venait-il pallier ce faible intérêt pour la religion ? Dans ce domaine, il faut distinguer les motivations des officiers de ceux des soldats. Les raisons qui poussaient la noblesse à prendre du service au sein des armées du Roi-Soleil ont été analysées par Hervé Dréville<sup>213</sup>. Éliminons d'emblée le mobile financier : l'entretien d'un régiment représentait une charge très mal compensée par les gratifications royales ; les quelques réussites éclatantes (la fortune de Villars, par exemple) ne doivent pas cacher que le métier d'officier coûtait plus qu'il ne rapportait. Dréville examine ensuite la question d'une « rémunération symbolique » : le service des armes, service noble par excellence, aurait amené les gentilshommes sous les drapeaux pour justifier de leur statut social. La Princesse Palatine note en 1675 à propos de son fils, le jeune duc d'Orléans, qu'il se voit contraint de faire campagne tous les ans à moins de se faire « mépriser affreusement et [de perdre] toute considération »<sup>214</sup>. Les calculs de Michel Nassiet ont montré qu'en 1693, entre 35 et 42 % des chefs de famille noble avaient une activité militaire<sup>215</sup>. Mais si la logique qui amène un noble d'épée à prendre les armes pour le roi n'est guère contestable, elle doit être nuancée. Tous les officiers n'étaient pas nobles, et l'anoblissement par le service militaire était un phénomène rare<sup>216</sup>.

Il faut donc chercher d'autres motifs à la vocation militaire. Il y avait d'abord la promotion des valeurs guerrières par la littérature antique et le théâtre héroïque. Ces genres occupaient une large place dans l'enseignement des collèges jésuites. Le comte de Mérode-Westerloo assure que le goût de la vie militaire lui vint de la lecture de Quinte-Curce<sup>217</sup>. Pour ceux qui pouvaient espérer parvenir aux plus hauts commandements, l'entrée dans la vie militaire laissait entrevoir la gloire des batailles. Lorsqu'il apprit qu'il était appelé à conduire l'armée française de Lombardie, la « joie » du duc d'Orléans fut immense, et se manifesta sans mesure. La princesse Palatine note qu'il « ne se tient plus droit et semble grandi de trois

---

<sup>212</sup> Georges Girard, « Un soldat de Malplaquet : lettres du capitaine de Saint-Mayme », *Carnets de la Sabretache*, 5<sup>ème</sup> volume, 1922, p. 539.

<sup>213</sup> Nous permettons de renvoyer à son chapitre « Noblesse de service, noblesse au service » pour de plus amples développements. H. Dréville, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 273-315.

<sup>214</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Colombes, le 23 août 1675, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 158.

<sup>215</sup> Michel Nassiet, « La noblesse à l'époque moderne : une démilitarisation ? », dans *Les armées et la guerre : de l'Antiquité à la Seconde guerre mondiale*, Nantes, J.-P. Bois, dir., Ouest éditions, 1998, p. 97.

<sup>216</sup> H. Dréville, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 273-300.

<sup>217</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 67.

pouces »<sup>218</sup>. Si ces raisons pouvaient inciter un homme à devenir officier, il fallait ensuite que la vie du camp lui convienne. De fait, de nombreux officiers semblent avoir aimé, à l'instar du chevalier de Quincy, le « métier de la guerre »<sup>219</sup>. Il y avait enfin l'admiration pour le « Grand Roi », celui qui avait soumis tous les ennemis de la France par sa seule vaillance.

L'étude de la motivation des hommes de troupes, en revanche, est beaucoup plus ardue, faute de témoignages. Nous disposons certes de nombreuses remarques d'officiers insistant sur le fait que le soldat est enthousiasmé par la présence du duc de Bourgogne à l'armée. Cela révèle-t-il autre chose que la courtoisie de l'auteur de la lettre ? Villars du moins croyait à ce phénomène. Lorsqu'il sentit l'approche d'une bataille, en 1709, il demanda à la Cour qu'un prince du sang rejoignît l'armée pour revigorer le moral des troupes – cette demande fut rejetée malgré l'insistance du maréchal<sup>220</sup>.

Notons cependant que les troupes des alliés de Louis XIV – troupes de Bavière, de Cologne et d'Espagne – étaient réputées moins combattives et plus susceptibles de lâcher pied que celles du Roi-Soleil. Était-ce là la marque d'un attachement « patriotique » des troupes françaises ? C'est d'autant moins évident que les régiments étrangers de Louis XIV (suisse, allemands, irlandais...) se comportaient généralement de façon remarquable. L'attachement était ainsi plus dynastique que national : on servait un roi, pas une nation. L'existence de « mouvements de patriotisme » identifiés par André Corvisier après que le territoire français a été envahi – c'est-à-dire après la bataille d'Audenarde –, est quant à lui objet de débats<sup>221</sup>.

En définitive, quelles qu'en aient été les raisons, pouvons-nous considérer que les troupes de Louis XIV se sont bien battues ? Ou bien faut-il attribuer les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne à la faible motivation des troupes ? Et comment peut-on évaluer le mérite général de toute une armée ? On pourrait accumuler les exemples de soldats qui ont fait courageusement leur devoir : en 1704, le régiment de Provence dans le village de Blenheim, les Irlandais à Oberglau, les brigades d'infanterie de la seconde ligne dont la fermeté fut soulignée par Orkney. En 1706, certains régiments qui furent battus n'en reçurent pas moins des louanges, même de la part de l'adversaire : le régiment de Greder, qui lutta au moins à un contre dix, la Maison du roi, encerclée de toutes parts, abandonnée par sa seconde

---

<sup>218</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Marly, le 24 juin 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 370.

<sup>219</sup> Cité par H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 275.

<sup>220</sup> C. Sturgill, *Marshal Villars...*, *op. cit.*, p. 91.

<sup>221</sup> Sur l'existence de formes de « patriotisme » au sein de la société française, voir *infra*, chapitre IX, section 9.3.3 et conclusion.

ligne, et « dont le comportement força l'admiration durant toute l'action »<sup>222</sup>. Toutes ces attitudes contrastent avec les paniques de certains autres corps lors de ces journées. Enfin, nous n'avons pas remarqué de scènes d'effolement à Audenarde. Peut-on dépasser ces quelques exemples positifs et négatifs pour obtenir une estimation plus globale ? C'est ce qu'a tenté André Corvisier pour la bataille de Malplaquet<sup>223</sup>. Sa thèse est que, comme le côté gauche est le plus exposé lorsque le fantassin tire, charge à la baïonnette ou attend dans la position réglementaire, une grande proportion de blessures par coup de fusil sur ce flanc est la marque d'une attitude résolue face à l'ennemi. Il nous est loisible d'effectuer de tels calculs pour trois des principales défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne : Blenheim, Ramillies et Audenarde. Nous disposons cependant de trop peu d'occurrences de blessures pour la bataille de Turin pour que les chiffres soient significatifs (10 fantassins reçus aux Invalides, dont 5 blessés par fusil).

Localisation des coups de fusil	Blenheim	Ramillies	Audenarde
Tête	3	4	4
Côté gauche (bras, poignet, main)	53	38	55
Côté droit (bras, poignet, main)	39	36	39
Deux côtés	4	1	1
Corps	3	6	6
Non précisé	3	2	0
Total	105	87	105
<b>Pourcentage des blessures sur le côté gauche</b>	<b>50,5%</b>	<b>43,5%</b>	<b>52,5%</b>

**Figure 37 : Blessures par coup de fusil reçues par les fantassins à Blenheim, Ramillies et Audenarde**

André Corvisier parle, pour 1709, de 115 coups reçus à gauche, contre 85 à droite et 32 à la tête et au corps. Ceci nous donne donc un pourcentage de 49,5%<sup>224</sup>. Si l'on reprend ce mode d'analyse, les troupes se battirent donc aussi bien à Blenheim et Audenarde qu'à Malplaquet, ce qui explique les lourdes pertes subies par l'ennemi en 1704, et appuie les récits

<sup>222</sup> « The Household troops, who have behaved to admiration during the whole action » (R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 61). Les historiens anglais soulignèrent à sa suite la valeur des Gardes du corps. Trevelyan écrit que les cavaliers de la Maison du roi ont honoré ce jour-là la réputation européenne de leur corps (G. M. Trevelyan, *op. cit.*, t. II, p. 114).

<sup>223</sup> A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 119-120.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p. 120.

des officiers parlant de la fermeté de leurs soldats sous le feu en 1708. Le chiffre de la bataille de Ramillies vient confirmer que le pourcentage ici étudié est effectivement une marque, même ténue, de la plus ou moins grande valeur de l'armée. Ce pourcentage est en effet plus faible en 1706, affrontement où les manifestations de paniques furent les plus nombreuses, et où les forces s'effondrèrent le plus rapidement.

Le champ de bataille était le domaine de la violence et de la peur. La sensation de vulnérabilité saisissait le soldat dès le son du canon. Elle prenait ensuite diverses formes, même s'il n'est pas aisé de déterminer leur intensité respective. La violence reçue par des fantassins qui supportaient stoïquement des grêles de balles était-elle supérieure à celle que subissaient des cavaliers luttant au cœur d'une mêlée ? En fait, cette sensation ne quittait probablement le soldat que lorsqu'il pouvait lui-même relâcher sa fureur et exercer une violence débridée sur les victimes toutes désignées qu'étaient les soldats en fuite. On constate néanmoins que les différences d'intensité de la violence reçue ne conditionnaient pas nécessairement l'ampleur des manifestations de peur. Des unités sont restées fermes sur le champ de bataille tandis qu'elles se faisaient tailler en pièces, alors que d'autres, qui n'avaient pas combattu et se trouvaient encore à bonne distance de l'ennemi, paniquèrent et se lancèrent dans une fuite éperdue.

La lutte contre les paniques était confiée aux officiers. La conception de l'art militaire de l'époque considérait en effet que c'était sur eux que reposait la valeur des formations de combat. La guerre était affaire d'ordre, de discipline et d'endurance collective, plus que de vigueur individuelle. La coercition de la troupe par les cadres de l'armée, même sur le champ de bataille, était donc un élément essentiel de leur fermeté à l'ennemi. Les officiers – du bas-officier au général d'armée – avaient également vocation à donner, par leur exemple, un modèle de bravoure et de détermination.

Il est difficile de déterminer si d'autres motifs poussaient les hommes à la lutte. Un débat similaire à celui du « consentement » des soldats au combat n'aurait guère de sens pour la fin du règne de Louis XIV, faute de sources<sup>225</sup>. Si la dimension religieuse du conflit a joué

---

<sup>225</sup> La notion de « consentement » a été développée par les historiens de l'école de Péronne par réaction à l'image généralement répandue qui présente les soldats de 1914 comme de simples victimes, envoyées malgré elles à la boucherie. Cette thèse s'appuie sur la démonstration de l'existence d'une « culture de guerre » des sociétés européennes au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette culture aurait engagé les hommes à sacrifier leurs vies. La thèse du consentement a trouvé comme adversaire « l'école de Montpellier ». Ses tenants insistent sur la contrainte imposée aux soldats, qui n'auraient guère eu d'autre alternative au combat que l'exécution. Pour l'exposition de la thèse du consentement et de la culture de guerre, voir S. Audoin-Rouzeau, *Combattre...*, *op. cit.*

à plein sur le territoire et dans les colonies espagnoles, et si elle a été un des mobiles de l'engagement des puissances maritimes dans le conflit, nous n'avons guère d'indications portant à croire que soldats et officiers français faisaient de la guerre de Succession d'Espagne une guerre de religion. Même si l'on constate les prodromes d'un attachement national dans les manifestations d'affection vis-à-vis de la personne royale, son rôle dans la défense du territoire est difficile à dégager.

Personne ne revenait indemne du spectacle de la violence de guerre. Il est probable que la peur poursuivait les combattants jusque dans leur sommeil. Après l'importante mais sanglante victoire d'Assaye, la nuit de Wellington fut affreuse :

« Chaque fois que je me réveillais, j'étais frappé par l'idée que j'avais perdu tous mes amis, tant j'en avais effectivement perdu dans la bataille [...]. Le lendemain matin, je demandai avec inquiétude des nouvelles des uns et des autres ; et je ne pus me persuader qu'ils étaient en vie tant que je ne les eus pas vus de mes propres yeux »<sup>226</sup>.

La douleur n'était pas seulement psychologique. Ceux qui avaient connu la bataille en revenaient fréquemment couverts de plaies, comme autant de rappels de la violence de guerre. Montigny-Languet ne put écrire que douze jours après Blenheim, ayant dû attendre que ses blessures lui « donnent un peu de relâche »<sup>227</sup>.

### **7.3. Le sort des blessés et des prisonniers**

#### **7.3.1. Le champ après la bataille**

Malgré son malheur, Montigny fut plus chanceux que la plupart de ses compatriotes blessés le 13 août 1704. Un grand nombre d'entre eux restait en effet sur le champ de bataille, totalement privés de soins. Les Alliés pouvaient s'occuper généralement de ramasser les blessés, pour les échanger par la suite contre des soldats de la coalition prisonniers en France. Il n'était pas rare toutefois que les blessés français soient achevés par les troupes alliées. C'est ce qui manqua d'arriver au comte de Mérode-Westerloo qui, alors qu'il tentait de se dégager de son cheval tombé par-dessus lui, fut visé par un hussard. Il fut ensuite attaqué par un

---

<sup>226</sup> J. Keegan, *L'art du commandement...*, *op. cit.*, p. 181-182.

<sup>227</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

grenadier anglais<sup>228</sup>. Les morts et les blessés de l'un et l'autre camp étaient de surcroît dépouillés par les pillards<sup>229</sup>.

En 1704, l'espace où s'étaient affrontées les armées présentait, au lendemain de la bataille, un aspect particulièrement horrible. Les pertes considérables subies par chaque armée s'étendaient à perte de vue le long du Nebel, et surtout dans le village de Blenheim :

« On a jamais vu (*sic*) de spectacle plus épouvantable que celui de Blodheim [...] offroit aux yeux. Cette petite ville étoit remplie de morts et de corps à moitié bruslez sans parler des cris et grincemens des moribonds que nous avons entendus dans le temps que nous enlevions sur le champ de bataille les morts et les blessez »<sup>230</sup>.

Il est possible que les morts et les blessés se soient amoncelés en masses compactes, en « tas de cadavres », comme le remarquait John Keegan décrivant, au soir, le champ de bataille de Waterloo<sup>231</sup>. Selon cet auteur, au paroxysme de la peur, les hommes se regroupent les uns contre les autres. Ceux qui se sont glissés tout au-dessous du tas pour se sentir plus en sécurité finissent d'ailleurs par être écrasés par le poids. Mais cela est aussi dû à la densité des bataillons et des escadrons : les brigades de Robecque, Auxerrois et Trecesson, qui s'étaient organisées en bataillons carrés, conservaient leur aspect alors que les soldats qui les composaient en étaient morts. Le brigadier général Richard Kane raconte, pour mieux souligner la fermeté de leur défense : « Je passai à cheval, le lendemain matin, au milieu de leurs corps étendus à leur place, en rang et en file »<sup>232</sup>.

La visite du champ de bataille était d'ailleurs un des moyens de comprendre ce qui s'y était passé, puisque « on trouvait encore sur le champ de bataille les morts dans les memes postes où ils avoient esté mis »<sup>233</sup>. Cela permet aussi d'évaluer les pertes respectives. Le marquis Maffei, alors qu'il est prisonnier des Alliés, parcourt ainsi les environs de Ramillies avec quelques officiers d'importance de l'armée coalisée : « Je fus conduit en divers endroits, de sorte que je vis presque tout le champ de bataille, et après avoir bien considéré les corps morts qui y étoient, je jugeai qu'il n'y en avoit pas au delà de mille ; tellement qu'on peut dire

---

<sup>228</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 313.

<sup>229</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 172-173.

<sup>230</sup> AE Bavière 50, fol. 76r-82v, « Relation de la bataille donnée le 13<sup>e</sup> aoust... », camp d'Höchstädt, 15 août 1704.

<sup>231</sup> J. Keegan, *Anatomie...*, *op. cit.*, p. 172.

<sup>232</sup> « I rode thro' them next morning as they lay dead in rank and file ». R. Kane, *op. cit.*, p. 55.

<sup>233</sup> AE Bavière 50, fol. 76r-82v, « Relation de la bataille donnée le 13<sup>e</sup> aoust... », camp d'Höchstädt, 15 août 1704.

que notre armée fut plutôt mise en déroute que battue »<sup>234</sup>. En 1708, les autorités françaises de Tournai envoient deux hommes visiter le champ de bataille d'Audenarde pour évaluer les dégâts, qui ne voient pas plus de « mil hommes de tuez sur la place tant de part que d'autre »<sup>235</sup>. De même, Vendôme donne comme preuve de la faiblesse des pertes le témoignage des « curés qui ont enterré les morts, [qui] ont assuré qu'il y en avoit une fois autant des ennemis que des [Français] »<sup>236</sup>.

Les vainqueurs étaient chargés de faire enterrer les cadavres, même ceux des soldats vaincus. On attendait de ce geste, de la part de l'adversaire, la réciprocité en cas de défaite ultérieure<sup>237</sup>. Du reste, les plus élémentaires considérations morales et religieuses l'exigeaient. Les hommes de troupes étaient très sensibles sur ce point ; ils tenaient d'autant plus à ce que les dépouilles ne soient pas négligées qu'ils avaient conscience qu'ils pourraient bientôt gésir sur un futur champ de bataille<sup>238</sup>. C'était aussi une exigence sanitaire. Les corps qui n'étaient ni enterrés, ni, à la rigueur, brûlés, pourrissaient très rapidement, surtout en été, déclenchant des maladies dans l'armée victorieuse. À ce titre, Santa-Cruz conseille d'ensevelir les défunts dans des fosses profondes « afin que les chiens, les cochons et les loups ne puissent pas les déterrer »<sup>239</sup>. L'exemple de Luzzara, évoqué par Mérode-Westerloo, montre ce qui se passait lorsque ces règles n'étaient pas respectées. Après cet engagement, comme aucun camp n'avait voulu se reconnaître vaincu en se retirant, et que l'hostilité entre les partisans de Charles III et de Philippe V était grande, « aucun des deux partis ne voulut demander le premier à faire enterrer les morts. Il en fit une si terrible puanteur de ceux qui estoient restés entre les deux camps, qu'elle fit tomber tout le monde malade. [Les Franco-espagnols perdirent] plus de vingt-quatre mille hommes aux hôpitaux cette année-là »<sup>240</sup>. Mérode-Westerloo fut lui-même atteint, mais en fut « quitte pour une violente diarrhée, accompagnée de fièvre »<sup>241</sup>.

Le ramassage des blessés des deux camps était confié aux vivandiers et valets de l'armée victorieuse. Ces derniers devaient aussi récupérer les armes appartenant à des soldats défunts, ou abandonnées sur le champ de bataille. Afin de les inciter à ne pas les garder pour eux, l'administration militaire était chargée de leur payer le matériel qu'ils ramenaient, au

<sup>234</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 132. Ce chiffre semble tout de même largement sous-évalué.

<sup>235</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°84, Dolet à Chamillart, Tournai, 13 juillet 1708.

<sup>236</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>237</sup> Le prince de Hesse demande ainsi à Médavy de faire enterrer les morts des deux camps après la bataille de Castiglione, « ayant agi de meme en plusieurs occasions » (SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°52, Le prince de Hesse à Médavy, Valeggio, 10 septembre 1706).

<sup>238</sup> « La manière d'agir à l'égard des morts fait beaucoup d'impression sur les vivans » (Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 243).

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>240</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 243.

<sup>241</sup> *Ibid.*

tiers ou au quart de sa valeur<sup>242</sup>. Les paysans ou les bourgeois des localités voisines pouvaient également se voir réquisitionnés. Les citoyens d'Audenarde furent contraints après la bataille d'aller chercher les blessés pour les amener dans les institutions religieuses de la ville, où ils furent répartis en fonction de leur nationalité : les Impériaux dans l'église de Sainte Walburge et chez les Récollets, les Anglais dans l'abbaye de Sainte Madeleine, au monastère des Sœurs Noires et à l'église de Pamele, les Hollandais chez les Capucins et à la maison des sœurs Noires<sup>243</sup>. Les officiers furent dirigés vers l'Hôpital, tandis que les Français furent amenés au couvent de Sion, chez les Sœurs Grises et au Béguinage.

Mais il n'y avait pas que des personnes commissionnées par l'armée victorieuse qui parcouraient le champ de bataille. Dès le lendemain de la bataille de Ramillies, des religieux partirent de Namur pour confesser les blessés<sup>244</sup>. Saillant, le gouverneur de cette place, profita de la rapidité de la poursuite de l'armée française par les Alliés, qui négligèrent de protéger le champ de bataille. Nous avons vu comment il en profita pour récupérer plusieurs dizaines de pièces d'artillerie. Mais cela lui permit aussi de sauver un certain nombre de soldats : « J'ay aussi donné ordre à tous les villages du pays, d'aller sur le champ de bataille pour nous ramener nos blessez »<sup>245</sup>. Saillant ne se préoccupa pas seulement des invalides. Il chercha également à faire revenir le plus grand nombre de soldats qui s'étaient égarés dans la déroute : « Comme il y a beaucoup de soldats rependus dans le pays, j'ay envoyé beaucoup de partis pour les ramasser, et il en vient à tous moments à Namur »<sup>246</sup>. En 1708, c'est de Tournai que partit une escorte de six cent cavaliers destinée à ramasser les éléments isolés, sans laquelle « tout ce debris auroit esté pris, les ennemis ayant envoyé des troupes sur le chemin d'Audenarde à Tournay pour ramasser ce qui se pouroit retirer en cette place »<sup>247</sup>. En revanche, très peu de blessés parvinrent à gagner cette ville<sup>248</sup>.

<sup>242</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 201.

<sup>243</sup> Philippe Levrau, « Crippled by a musket shot and a saber slash », dans *1708. Oudenarde and Lille...*, *op. cit.*, p. 61.

<sup>244</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°214, Saillant à Chamillart, Namur, 24 mai 1706.

<sup>245</sup> *Ibid.* La tâche fut longue. Dès le 24 mai, le gouverneur notait qu'« il en arrive sans cesse, mais il en reste encore beaucoup ». Deux jours plus tard parvenaient encore à Namur vingt chariots remplis de soldats mutilés. Voir aussi SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°233, Saillant à Chamillart, Namur, 26 mai 1706.

<sup>246</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°214, Saillant à Chamillart, Namur, 24 mai 1706. D'Artagnan explique à Chamillart les raisons du grand nombre de militaires isolés : la retraite s'est faite dans l'obscurité, les piétons ont bénéficié des bois qui les couvraient, mais cela les a incités à disloquer leurs formations pour courir loin des ennemis. Un grand nombre d'entre eux ont également différé leur retour car ils ont trouvé, sur leur chemin, des maisons abandonnées, où l'abondance des vivres – et particulièrement de la bière – les a incités à coucher, plutôt que de se rendre dans un camp alors qu'ils ont perdu tentes et marmites. SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°247, d'Artagnan à Chamillart, camp sous Gand, 28 mai 1706.

<sup>247</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°84, Dolet à Chamillart, Tournai, 13 juillet 1708.

<sup>248</sup> *Ibid.*



Ce phénomène fréquent de retours de soldats explique pourquoi Villeroy puis Vendôme purent assurer, après la bataille, que leur armée reprenait des forces à chaque instant. Après Ramillies comme après Audenarde, on peut trouver de très nombreuses affirmations similaires à celles de d'Artagnan qui assurait, en juin 1706, qu'il revenait « des soldats tous les jours »<sup>249</sup>. Le régiment du roi, durement éprouvé à Ramillies, retrouva ainsi plus de 250 hommes entre le jour l'affrontement et le 7 juin 1706<sup>250</sup>. Enfin, il arrive que certains corps, malgré leur solitude, soient parvenus à faire une retraite en bon ordre, sans perdre leur unité, mais ces cas sont assez rares. On peut citer les troupes de La Motte, le brigadier d'infanterie qui défendait les abords de Taviers. Le récit qu'il donne de la fin du combat de Ramillies montre à quel point il était fréquent de se trouver isolé sur un champ de bataille, alors même que l'on n'avait jamais quitté son poste, et que l'on n'avait jamais été mis en fuite :

« Le feu cessa dans tout le champ de bataille et je me vis restant seul avec les troupes que j'avois qui estoient considerables en nombre de corps [...] Je pris le party, ne voyant plus nostre armée, ni celle des enemis, depuis plus d'une heure [...] et n'ayant plus de munitions, de me retirer et decidé que le plus sage party estoit de sauver ce debris, sans qu'il se debandast, à Namur, où je suis arivé en bon ordre, où je sçavois peu de troupes »<sup>251</sup>.

### 7.3.2. Le traitement des blessés

La récupération des blessés, aussi bien que celle des hommes valides, était un enjeu important pour chaque camp, qui pouvait faire gonfler ou diminuer considérablement les chiffres des pertes. La nécessité de s'occuper des blessés pouvait ralentir une armée victorieuse. Après Blenheim, Marlborough se plaignit d'avoir « un grand nombre d'hommes blessés, de sorte que jusqu'à ce que nous soyons capables de les envoyer à Nördlingen, nous ne pouvons pas bouger d'ici »<sup>252</sup>. Toutefois, les troupes vaincues comptaient, elles aussi, de nombreux estropiés, qu'il fallait évacuer loin de l'ennemi. Comme ces hommes étaient rarement à même de se déplacer eux-mêmes, il fallait les transporter. Feuquières assure

---

<sup>249</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°61, d'Artagnan à Chamillart, Valanciere, 7 juin 1706.

<sup>250</sup> *Ibid.* Nous avons vu que de telles mentions de retour de soldats ne sont pas déduites du total des pertes d'une bataille, car il est impossible de les évaluer précisément et car elles renvoient plus à la capacité d'une armée à se reconstituer pendant une campagne qu'aux résultats de la bataille elle-même.

<sup>251</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204, La Motte à Chamillart, Namur, 23 mai 1706.

<sup>252</sup> « We have a great number of wounded men, so that till we can be able to send them to Niederlengen, we can't march from hence ». Marlborough à Godolphin, Höchstädt, 14 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 349-350. Les hôpitaux anglo-hollandais y étaient en effet installés.

qu'« on se sert ordinairement des chariots et des caissons qui ont porté le pain à l'armée »<sup>253</sup>. Après la bataille d'Audenarde, les Alliés réquisitionnèrent également brouettes et charriots appartenant aux habitants de la ville<sup>254</sup>. Pourtant, lorsque cela est possible, comme en Flandre, il était plus avantageux de se servir des voies fluviales. Ainsi, Dugué de Bagnols, qui en 1706 avait accueilli un grand nombre de mutilés à Gand, en renvoya une partie par bateau à Lille<sup>255</sup>. Mais l'intendant rapporte le malheur connu par un autre convoi :

« Les bateaux qui étoient partis de Bruselles, chargés de blessés au nombre de six à sept cent, ont esté rencontrés par les ennemis. Quatre cent cinquante des blessés ont eu le temps de se jeter à terre et sont arrivés aujourd'huy en cette ville. Je ne puis pas dire ce que les ennemis ont fait de ceux qui n'ont pas pu sortir des bateaux. Je ne le sçay point encore ; il est bien à apprehender qu'ils ne leur ayent fait un mauvais party »<sup>256</sup>.

Il était en revanche impossible à l'armée française qui cherchait à se retirer sur le Rhin en 1704 de s'encombrer d'une telle charge. Marcin eut l'idée de se servir d'une des dernières places fortes qui restaient au parti des Deux-Couronnes au centre de l'Empire pour assurer le retour des invalides : « Comme il nous est resté un grand nombre de blessés de considération et autres dans Ulm, et que cette place, quoique mauvaise, ne laisse pas d'être en état de coûter un siège considérable aux ennemis, on a trouvé à propos d'y faire rester une garnison de trois à quatre mille hommes [...] ce qui est suffisant pour procurer, en cas de siège, une capitulation pour nos blessés, et les préserver d'être prisonniers de guerre »<sup>257</sup>. Le roi approuva ce projet. Ce faisant, on se privait des avantages qu'aurait pu représenter le temps que la prise d'Ulm aurait fait perdre aux ennemis<sup>258</sup>. Le traité devait assurer clairement « une liberté entiere à toutes les troupes et à tout ce qu'il y a d'officiers, cavaliers, soldats et autres malades, ou blessez, et tous autres, tant François que Bavaois, de quelque espece qu'ils soyent, de se retirer en France, ou partout où bon leur semblera »<sup>259</sup>. Les Alliés, pressés d'agir

---

<sup>253</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 98. L'auteur note à cette occasion qu'il est nécessaire « de commettre à leur conduite des gens autres que les conducteurs des caissons pour veiller à ce que les charretiers ne traitent durement, et souvent même n'abandonnent lesdits malades ou blessez, principalement lorsque les chemins sont mauvais, et qu'ils se croient trop chargez ». *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>254</sup> P. Levrau, « Crippled by a musket shot... », art. cit., p. 61.

<sup>255</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°173, Dugué de Bagnols à Chamillart, Gand, 28 mai 1706.

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°131, Marcin à Chamillart, camp près d'Ulm, 15 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, 558-562.

<sup>258</sup> Louis XIV affirma en effet que la capitulation, si elle était avantageuse, pouvait se faire « mesme avant l'ouverture de la tranchée » (SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°159, Louis XIV à Marcin, Versailles, 30 août 1704).

<sup>259</sup> *Ibid.*

sur le Rhin, accordèrent les conditions généreuses que l'on souhaitait<sup>260</sup>. Seul un faible nombre de soldats bavarois choisit le voyage vers la France pour rester au service de l'Électeur, la plupart préférant le retour au pays. Le nombre de Français fut bien sûr plus important, mais certains, qui n'avaient pas suffisamment pris leurs précautions contre le désir de vengeance manifesté par les paysans souabes, ne revinrent jamais.

Les soldats blessés étaient accueillis dans des hôpitaux militaires. Leur organisation avait connu de grands progrès au cours du XVII<sup>e</sup> siècle. Richelieu leur assignait l'objectif de permettre à la monarchie de conserver ses vieux soldats – il assurait qu'il était plus profitable de sauver deux cent vétérans plutôt que de faire six cent nouvelles recrues<sup>261</sup>. Louis XIV considérait en outre que les hommes se battraient mieux s'ils étaient sûrs de pouvoir disposer d'une assistance médicale en cas de lésion<sup>262</sup>.

Il existait deux sortes d'hôpitaux : ceux qui étaient placés dans des villes à proximité des théâtres d'opération, et ceux qui suivaient l'armée. En 1708, une ordonnance du 17 janvier fut la première à formaliser un service de santé militaire : le roi instituait « pour toujours, à la suite [des] armées et dans les hôpitaux [des] places de guerre, des médecins pour les officiers et soldats [...] malades ou blessés »<sup>263</sup>. Cette ordonnance faisait état de cinquante et un hôpitaux militaires fixes, sans compter les établissements ambulants. Chacun comprenait cinquante médecins-majors et cinquante chirurgiens-majors, assistés d'un personnel subalterne<sup>264</sup>. Les troupes étaient également accompagnées de nombreuses charrettes comprenant les « onguents, charpies et remèdes »<sup>265</sup>. Comme dans le cas de la fourniture des vivres, celle des remèdes, mais aussi le paiement de la plupart des subalternes, était confiée à des entrepreneurs privés, sous la surveillance des intendants : le roi se contentait de fournir le local et le gros matériel<sup>266</sup>. L'armée disposait d'un personnel spécialisé : un chirurgien-major, assisté de chirurgiens subalternes (les « fraters »), était attaché à chaque régiment et chaque compagnie de la Maison du roi<sup>267</sup>. Toutefois, le paiement des soins dans les hôpitaux n'était

<sup>260</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°26, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 15 septembre 1704.

<sup>261</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 420.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 421.

<sup>263</sup> René Baillargeat, *Les Invalides : trois siècles d'histoire*, Paris, Musée de l'armée, 1974, p. 171.

<sup>264</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 539. Comme cette ordonnance ne faisait que réglementer un système existant, on peut supposer que la situation était passablement similaire en 1704 et 1706. Elle comprenait un aspect fiscal important, puisque les charges de médecins-majors et chirurgiens-majors devenaient vénales. La moitié de ces hôpitaux était installée de la Flandre à la Moselle, treize de la Moselle à la Franche-Comté, cinq dans les Alpes, six dans les Pyrénées.

<sup>265</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 97.

<sup>266</sup> La véritable rupture est donc moins l'ordonnance de 1708 que celle de 1717, qui place les hôpitaux sous le contrôle administratif des commissaires-ordonnateurs des guerres. R. Baillargeat, *op. cit.*, p. 171.

<sup>267</sup> A. Corvisier, dir., *Histoire militaire de la France...*, *op. cit.*, t. I, p. 539. Ceci était vrai bien avant l'ordonnance de 1708.

jamais assuré intégralement par le roi, les capitaines devant déboursier le reste – souvent une bonne moitié –, se remboursant parfois en partie sur la solde de leurs soldats. On comprend dès lors l'indigence des officiers que Mérode-Westerloo est amené à rencontrer après la bataille de Blenheim :

« Comme nous nous préparions à marcher, je vis quantité d'officiers de nos troupes, tant espagnols que wallons, qui étoient blessés, sans un sol, et alloient rester à Ulm, parce que nous n'avions pas de caisse pour les accidents et besoins extraordinaires »<sup>268</sup>.

Cette description est encore prétexte à valoriser son action. Il indique en effet que pour pallier l'incurie de l'armée française, il leur fournit, malgré ses problèmes financiers, des brancards, des chirurgiens, du bouillon, un logement et de l'argent. Sa femme est sollicitée pour lui envoyer des fonds à Strasbourg<sup>269</sup>. Un hôpital représentait en effet une dépense financière considérable. Pour s'occuper des 1 200 soldats environ (589 « non guéri ou malades » et 593 convalescents) de l'hôpital de l'armée à Dillingen, il fallait payer près de 120 employés, de l'infirmier au garde des magasins, sans compter les remèdes et les vivres, soit 280 livres par jour<sup>270</sup>.

La qualité des différents hôpitaux était variable. Elle dépendait d'abord de la compétence du personnel. En France, les chirurgiens-majors affectés à un hôpital militaire devaient tous justifier d'un diplôme universitaire ou de plusieurs années de stage chez un maître en chirurgie. Flobert, chargé de l'inspection des hôpitaux des armées de Lombardie et du Piémont en 1706, rend compte à Chamillart d'une pratique qu'il a instituée pour améliorer la formation des cadres médicaux :

« Pour perfectionner nos chirurgiens dans leur profession, je viens d'ordonner à chaque chirurgien major de nos hospitaux de prendre soin de faire toutes les semaines dans cette saison, pendant laquelle ils n'ont pas beaucoup d'occupation, une anatomie. J'ay engagé les medecins qu y doivent estre presens à faire une dissertation à tour de rolle sur ce sujet, qui me paroist d'autant plus necessaire qu'ils sont souvent exposés en ce pays-cy à tomber dans le cas de faire des operations qui demandent un connoissance particuliere de la construction du corps de l'homme »<sup>271</sup>.

---

<sup>268</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 323.

<sup>269</sup> *Ibid.*, t. I, p. 324.

<sup>270</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°81, dépenses de l'« hospital du Roy transporté de Hochstett à Dillinge », 27 août 1704.

<sup>271</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°22, Flobert à Chamillart, Mantoue, 15 janvier 1706.

Néanmoins, les compétences demandées aux chirurgiens – dont la plupart exerçaient conjointement la profession de barbiers – étaient plutôt de l'ordre de la technique et du savoir-faire. Ils devaient être capables de pratiquer de nombreuses amputations, seul remède connu contre la gangrène. La grande majorité des soldats reçus aux Invalides qui ont eu un membre sectionné à cause d'une des trois batailles l'ont vu couper « ensuite » d'un coup de fusil, de canon ou de sabre. Les responsables médicaux étaient par ailleurs secondés par l'encadrement ecclésiastique des régiments, chapelains et aumôniers, qui assistaient physiquement aussi bien que spirituellement les patients.

La qualité des soins, des remèdes et des vivres était un élément tout aussi important. En général, la vie des malades et blessés n'était guère enviable. L'irrespect des règles d'hygiène entraînait une fréquente propagation des maladies. Le système de « l'entreprise » menait à de nombreuses formes d'abus<sup>272</sup>. On achetait des denrées moins chères pour garder un plus grand bénéfice. Aucun écrivain militaire ne manque de dénoncer ces abus et d'inciter le général à la plus grande vigilance. Feuquières, plus pessimiste, ne croit guère que l'on puisse y porter remède : « Tout concourt à tromper le prince dans les hôpitaux, parce que trop de gens ont part au gain »<sup>273</sup>.

C'était pourtant le rôle des inspecteurs des hôpitaux. Les tournées de Flobert en Italie du Nord nous donnent un aperçu des problèmes que l'on pouvait y rencontrer. Il y a d'abord des formes d'incompétence. À Lodi, un apothicaire aide-major fait une erreur de remède ; l'inspecteur le fait mettre au cachot<sup>274</sup>. Dans le même établissement, les garçons chirurgiens volent « remèdes, linges, charpies et eau de vie » pour les monnayer à des apothicaires en ville, qui à leur tour les revendent à l'hôpital<sup>275</sup> ! À Trino, la malversation vient de plus haut. Le directeur a réduit les portions de viande distribuées aux malades, tout en facturant à l'administration militaire une portion complète<sup>276</sup>. Flobert identifie la prévarication en comparant les comptes de fourniture de viande et le nombre de malades. Le directeur, qui doit payer une amende, trouve rapidement du travail aux ordres de l'intendant de l'armée de Lombardie ! C'est dire si ce genre de pratiques malhonnêtes ne choquait personne...

---

<sup>272</sup> C'est pour y remédier qu'une ordonnance du 20 juillet 1788 instaura la régie, le roi reconnaissant dans le préambule que « l'usage de mettre en entreprise les fournitures et particulièrement les aliments et les médicaments » pouvait avoir les plus graves inconvénients, « malgré la vigilance la plus active pour les prévenir ». Jean Imbert, article « Hôpitaux militaires », dans *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, L Bély, dir., Paris, PUF, 1996, p. 644-645.

<sup>273</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., p. 101.

<sup>274</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°11, Flobert à Chamillart, Crémone, 6 janvier 1706.

<sup>275</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°23, Flobert à Chamillart, Crémone, 18 janvier 1706.

<sup>276</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°15, Flobert à Chamillart, Crémone, 9 janvier 1706.

Que l'on se rassure : l'inspecteur attribue aussi des bons points. C'est le cas à Lodi, où il trouve les « aliments, les remèdes et la propreté sans aucun reproche »<sup>277</sup>. Dans les trois hôpitaux de Crémone, l'argent du roi est bien dépensé, « tant par la qualité des aliments et la propreté que par le soin particulier que l'on a de les tenir chaudement dans cette saison »<sup>278</sup>. La tenue des hôpitaux devant Turin est même l'un des – rares – sujets de satisfaction du duc d'Orléans, lorsqu'il arrive en juillet au camp de La Feuillade sous Turin, avant de se rendre à l'armée de Lombardie :

« Comme dans un aussi grand siège que celui-ci, rien n'est plus important que les hôpitaux, je me suis informé si ils estoient bien gouvernés et j'ay été ravi d'apprendre qu'il estoient en très bon ordre et qu'il y en avoit un pour ceux qui avoient de grandes blessures, un pour ceux qui en avoient de légères, un pour les autres malades et un pour les convalescens »<sup>279</sup>.

La qualité de l'hôpital dépend aussi du « bon air »<sup>280</sup>. Une atmosphère malsaine et renfermée donne de la fièvre aux soldats<sup>281</sup>. C'est le cas de l'hôpital de Castiglione, situé dans un endroit humide. Mais les institutions religieuses de la ville – les seules à même de disposer des locaux adéquats – ne veulent pas l'abriter. Flobert doit batailler contre les jésuites de Castiglione pour utiliser leur couvent ; ces derniers se défendent en assurant qu'ils ont la protection du Père La Chaise<sup>282</sup>. Le cas de Castiglione n'est pas isolé : vers la fin de la campagne de 1706, juste avant la levée du siège de Turin, tous les hôpitaux des villes du Piémont finissent par être saturés. Flobert doit envoyer malades et blessés à Pavie, par bateau<sup>283</sup>. Le siège de Turin est en effet beaucoup plus meurtrier que prévu. En août, la surpopulation hospitalière atteint un pic de sept mille malades et deux mille blessés sur l'ensemble des établissements de Lombardie et de Piémont.

La gestion des hôpitaux était encore plus difficile au lendemain d'une grande bataille, « où il est très ordinaire qu'un seul jour y fasse conduire huit ou dix mille blessés »<sup>284</sup>. Après la bataille de Cassano (1705), prévoyant un afflux de blessés, les responsables de l'hôpital de Lodi firent venir de leur propre chef « des remèdes, du linge, et de l'eau de vie », depuis

---

<sup>277</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°11, Flobert à Chamillart, Crémone, 6 janvier 1706.

<sup>278</sup> *Ibid.*

<sup>279</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°60, Orléans à Chamillart, camp devant Turin, 10 juillet 1706.

<sup>280</sup> SHD AG, 1M 2375, n°116r-118r, « Pour la police de l'hospital », s.l., s.d. [début XVIII<sup>e</sup> siècle].

<sup>281</sup> AE Milan 17, fol. 196r-196v, Chamillart à Picon d'Andrezel, Versailles, 6 juin 1706.

<sup>282</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°22, Flobert à Chamillart, Mantoue, 15 janvier 1706.

<sup>283</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°193, Flobert à Chamillart, Casal, 29 août 1706. À Chivasso, Trino, Casal, Valence et Alessandria, Flobert doit « livrer des batailles pour occuper les couvents et églises qui peuvent seules convenir en pareille conjoncture ».

<sup>284</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., p. 99.

Mantoue, Casal, et Milan, en chaises de poste<sup>285</sup>. Les hôpitaux d'Huy, ville alors tenue par les Alliés, furent encombrés après la bataille de Ramillies<sup>286</sup>. Nous avons vu qu'une partie des invalides de Gand fut envoyée à Lille. De même, Namur ne pouvait s'occuper dignement des 800 mutilés qui s'y étaient rendus d'eux-mêmes ou qui y avaient été apportés, et Saillant dut en faire passer à Givet<sup>287</sup>. Enfin, nous avons vu que lorsque les hôpitaux étaient débordés, les victimes pouvaient être accueillies dans des institutions religieuses, voire dans des maisons civiles réquisitionnées pour l'occasion – les habitants d'Audenarde touchèrent 38 florins par maison utilisée<sup>288</sup>.

On peut tenter de s'interroger sur la capacité de ces hôpitaux à traiter leurs patients on s'intéressant à un document produit l'intendant de l'armée de Lombardie, Picon d'Andrezel. Un s'agit d'un « estat des soldats, cavaliers et dragons qui ont esté malades et blessez dans les hopitaux du Roy en Lombardie... » pour le mois de mai 1706<sup>289</sup>. L'ensemble des établissements compte 2 504 patients au dernier jour d'avril, contre 2 320 au 31 mai. Entre temps, il en est entré 2 244, 1 929 en sont sortis, et 499 sont morts. On peut donc considérer, à condition que cet exemple puisse être considéré comme représentatif, que 80 % des hommes qui entraient dans un hôpital avaient une bonne chance d'en sortir (mais dans quel état ?). Ces chiffres sont assez similaires à ceux que l'on trouve dans les registres de l'hôpital d'Audenarde en 1708 : 23% des soldats alliés qui y furent reçus succombèrent entre le 11 juillet et le 19 octobre<sup>290</sup>. En revanche, le taux de mortalité de prisonniers français dans le même hôpital fut supérieur (32% de décès) : la priorité des autorités militaires était manifestement de soigner leurs propres hommes.

Ceux qui s'en tiraient sans être trop gravement estropiés reprenaient leur place à l'armée. Même les soldats qui ne pouvaient plus accompagner les troupes en campagne étaient parfois en état d'être utiles. On constituait des compagnies d'invalides pour assurer le service de garnison. Le colonel de Greder suisse, qui défend Termonde, décide d'en créer une de son propre chef : « Je m'en vais former une compagnie des invalides qui sont encore en

---

<sup>285</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°15, Flobert à Chamillart, Crémone, 9 janvier 1706. Cette démarche était toutefois suffisamment rare pour qu'elle ait été signalée avec force louanges par l'inspecteur.

<sup>286</sup> J.-P. Rorive, *Les misères de la guerre...*, *op. cit.*, p. 121.

<sup>287</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°248, Saillant à Chamillart, Namur, 28 mai 1706.

<sup>288</sup> P. Levrau, « Crippled by a musket shot... », *art. cit.*, p. 61.

<sup>289</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°134, « Estat des soldats, cavaliers et dragons qui ont esté malades et blessez dans les hopitaux du Roy en Lombardie pendant le mois de may dernier, de ceux qui en sont sortis gueris pendant led. temps pour aller rejoindre leurs regimens, et de ceux qui sont morts », envoyé par Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Sainte-Marie de Zevio, 20 juin 1706.

<sup>290</sup> P. Levrau, « Crippled by a musket shot... », *art. cit.*, p. 63.

etat de tirer un coup de mousquet, s'ils veulent servir. Comme je suis estropié, je m'en fait le capitaine, et la compagnie portera mon nom »<sup>291</sup>. Cette situation est toutefois exceptionnelle : le colonel décide de faire ainsi car il se trouve complètement isolé au milieu de villes qui viennent de tomber aux mains de l'ennemi.

De fait, Chamillart ne voulait pas que de telles compagnies se multiplient inconsidérément. Il se méfiait de la propension des soldats blessés à préférer servir comme invalides, en effectuant des tâches moins pénibles et moins exposées, plutôt que de revenir au front. Or, même des soldats qui avaient perdu un bras, et n'étaient plus à même de porter le fusil, pouvaient rejoindre l'armée de campagne. S'ils avaient « la jeunesse, et un peu d'intelligence », ils pouvaient devenir sergents. Ils n'avaient alors qu'une hallebarde à manier<sup>292</sup>.

Les critiques innombrables – et souvent justifiées – contre la mauvaise gestion des hôpitaux ne doivent pas faire perdre de vue que le XVII<sup>e</sup> siècle vit des avancées réelles dans le traitement des blessés, et donc dans l'amélioration des conditions de vie du soldat. Les progrès se poursuivirent tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle. Tous les efforts effectués s'expliquent bien entendu par des considérations morales, et un sens de la responsabilité des chefs politiques et militaires vis-à-vis des hommes qui étaient tombés pour eux. D'un point de vue plus pragmatique, ils étaient également liés au souci de conserver les « vieux soldats ». C'était souvent le nombre de vétérans dans une troupe qui décidait si elle allait s'enfuir ou tenir bon face à l'adversaire. Ces soucis sanitaires représentaient en revanche de nouvelles charges, aussi bien sur les finances des États que sur les capacités opérationnelles d'une armée.

### 7.3.3. De la capture à la captivité

On retrouve une problématique similaire – conservation des vieilles troupes contre exigence de rapidité – dans l'attitude que pouvait avoir une armée vis-à-vis de ses prisonniers. La décision d'accorder ou non quartier aux forces qui se rendaient sur un champ de bataille dépendait du moment et des circonstances. Au début du combat, les officiers, suivant les conseils de Bombelles, répugnaient à « se charger de prisonniers » : il faut comprendre qu'ils s'autorisaient à massacrer les adversaires qui se rendaient<sup>293</sup>. De fait, la nécessité de veiller

---

<sup>291</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°149, le colonel de Greder suisse à Chamillart, Termonde, 14 juin 1706.

<sup>292</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°284, le chevalier de Maulevrier à Chamillart, San Nazaro, 24 août 1706.

<sup>293</sup> Henri-François de Bombelles, *Mémoires sur le service journalier de l'infanterie...*, Paris, Veuve F. Muguet, L.-D. de La Tour, 1719, t. II, p. 284.



sur des soldats capturés retardait l'avance des troupes ; par ailleurs les prisonniers pouvaient profiter d'un retournement de la situation pour s'enfuir et reprendre les armes.

Les captures avaient donc plutôt lieu à la fin de l'action, quand l'un des deux camps était assuré de la victoire. Mais même dans ces circonstances, les troupes qui capitulaient étaient parfois éliminées. Dans la précipitation de la poursuite, il n'était pas toujours loisible aux vainqueurs de déterminer qui se rendait, qui combattait, et qui tentait de continuer à fuir<sup>294</sup>. Enfin, la vengeance était, comme nous l'avons vu à propos de l'attitude des cavaliers danois à Ramillies, un sentiment qui faisait outrepasser les règles de la guerre. Même des soldats fait prisonniers en bonne et due forme risquaient d'être massacrés après-coup. Alors qu'il était conduit vers son lieu de détention, un groupe de militaires français capturés quelques jours avant la bataille de Turin manquèrent plusieurs fois de se faire égorger par les paysans qu'ils rencontrèrent sur leur route. Les prisonniers furent alors protégés par leurs gardiens<sup>295</sup>.

Les militaires capturés pouvaient se voir dépouillés de leurs vêtements et de leurs biens<sup>296</sup>. Parfois, c'est le captif lui-même qui tentait d'amadouer son adversaire avec des cadeaux. Le baron de Montigny-Languet fut d'emblée bien traité par celui qui le fit prisonnier lorsque ce dernier s'aperçut qu'il était officier, grâce à la croix de l'ordre de Wurtemberg portée par Montigny : « Il la détacha lui-même et la prit avec la chaîne d'or; et pour en être mieux traité et éviter tout autre malheur, j'eus la faiblesse de lui donner cent trente-quatre louis d'or que j'avais en une bourse ; mais tout autre en pareil cas en aurait peut-être fait autant pour les attendrir et éviter d'être massacré »<sup>297</sup>. Maffei fut de même dépouillé de sa bourse par le capitaine qui s'empara de lui<sup>298</sup>. Même si cela ne leur épargnait pas la perte de

---

<sup>294</sup> Le capitaine Parker notait que « dans les poursuites rapprochées, il est très rare qu'on donne quartier » (« In all such close pursuits, 'tis very rare that any quarter is given » : R. Parker, édité dans D. Chandler, éd., *Military Memoirs...*, *op. cit.*, p. 42).

<sup>295</sup> Il arriva même que les paysans, brûlant de se venger des destructions opérées par les troupes de Louis XIV, offrent jusqu'à cent pistoles aux soldats alliés pour qu'ils les laissent faire. Par bonheur pour les Français, les gardiens ne se laissèrent pas tenter (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°424, Vernicourt à Chamillart, Oulx, 15 septembre 1706).

<sup>296</sup> C'est la mésaventure qui arrive à une troupe de soldats anglais et hollandais faits prisonniers après les attaques de Loessingue, vers la fin de la campagne de 1708 (SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°357, M. de Fretteville à Chamillart, Bruges, 27 octobre 1708).

<sup>297</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588

<sup>298</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 131.

leur argent, les officiers préféraient être capturés par d'autres gradés, réputés faire preuve de plus de civilité<sup>299</sup>.

Il arrive même que des scènes de la meilleure courtoisie se déroulent entre personnages distingués. En 1702, le comte de Mérode-Westerloo remarque un homme bien habillé dans la foule des combattants ennemis encerclés :

« Je lui demandai qui il étoit ; il me répondit qu'il étoit officier. "Mais pas François ?" lui dis-je, et il me répartit que non ; je lui demandai donc : "De quelles troupes ?", et il dit : "Du régiment de Darmstadt." Alors notre dialogue continua de cette manière : "Êtes-vous prisonnier ? – Non. – Je vous prie donc, monsieur, de vous rendre. – Très volontiers," en me présentant son épée. – "Votre parole d'honneur me suffit, et remettez votre épée" »<sup>300</sup>.

Les relations s'améliorent encore par la suite, car il s'avère que le prisonnier est parent d'un voisin de Mérode. La politesse était ainsi de rigueur entre les officiers. Biron, fait prisonnier à Audenarde, est accueilli à la table de Marlborough et du prince Eugène<sup>301</sup>. C'est d'ailleurs l'occasion pour les gradés français de rencontrer ceux qui ont eu le talent de les battre. Maffei parvient à s'entretenir avec d'Auverquerque, mais regrette fort de ne pas avoir pu aller « faire sa révérence » à Marlborough<sup>302</sup>.

Si les officiers supérieurs et généraux avaient la chance de dormir dans des tentes, la situation des simples soldats au soir et aux lendemains de la défaite n'était guère enviable. Certains prisonniers étaient enrôlés, plus ou moins de force, dans les unités victorieuses qui avaient perdu des hommes. Ce fut le cas pour des soldats alliés après Calcinato<sup>303</sup>. Les autres prisonniers restaient sous le contrôle de leurs adversaires. Le soir du 13 août 1704, « les troupes britanniques à Blenheim formèrent un espace entre leurs rangs et c'est là que les prisonniers restèrent toute la nuit, eux restant tout autour pour garder les susnommés »<sup>304</sup>.

---

<sup>299</sup> « Voyant que je ne demandois pas quartier, quelques-uns me mirent l'épée à la gorge, et d'autres la présentèrent le pistolet, sans que cependant aucun me blessât, parce que par bonheur ils étoient tous officiers ». *Ibid.*, p. 130-131.

<sup>300</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 226.

<sup>301</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 200.

<sup>302</sup> A. Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 133-134.

<sup>303</sup> AE Milanais supplément 1, fol. 306r-308r, Etat des officiers et soldats de l'armée de l'Empereur faits prisonniers à la bataille de Calcinato qui se trouverent à la revue qui en fut faite à Castiglion [...] », s.l., s.d. Cette pratique n'était pas officiellement approuvée : les prisonniers étaient destinés à être échangés, pas enrôlés. Cela se produisit car la bataille s'acheva dans la confusion et dans l'obscurité, et que le commissaire des guerres chargé des échanges n'arriva pas à temps pour recenser les prisonniers. On peut aussi y déceler une passivité complice de Vendôme, qui tenait d'abord à voir ses troupes renforcées, plutôt que de participer à des échanges généraux qui pouvaient profiter à d'autres armées.

<sup>304</sup> Cité par W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 453.

Cette quantité représentait d'ailleurs un problème pour le bouillant Marlborough : « Le grand nombre de prisonniers nous est en outre une grande entrave, mais j'espère que dans trois ou quatre jours, nous en serons libérés »<sup>305</sup>. Les Alliés envoyèrent en effet des captifs dans toutes les villes d'Allemagne, dont la moitié était destinée à y rester jusqu'à leur échange, et l'autre à passer en Hollande. Ainsi, on apprit le 30 septembre qu'un convoi de prisonniers français était parti de Mayence pour se rendre dans les Provinces-Unies, sous la conduite de cinq bataillons anglais<sup>306</sup>.

Si les généraux acceptaient de se charger ainsi de captifs, c'est qu'ils espéraient les échanger contre des soldats amis pris à d'autres occasions. Les conditions en étaient fixées par des « cartels », qui attribuaient des valeurs à chaque grade. Ainsi, en 1703, un sergent valait deux soldats, un capitaine douze, un colonel quarante-huit, et un brigadier soixante-six<sup>307</sup>. On essayait de signer les traités d'échange le plus rapidement possible. Ils pouvaient toutefois achopper en raison de la méfiance d'un camp envers l'autre. À peine plus d'une semaine après Audenarde, Marlborough entama une correspondance avec Chamillart à ce sujet. Des complications ayant survécu, le capitaine-général fut contraint d'envoyer à Vendôme un maréchal de camp français fait prisonnier à la bataille, le marquis de Ruffey, pour discuter des termes de l'accord<sup>308</sup>.

Un général pouvait également délibérément retarder ce genre de procédures, quand cela l'arrangeait pour des raisons stratégiques. En Italie, les Français, supérieurs en nombre, évitaient de faire des échanges, afin d'accroître la disproportion des forces<sup>309</sup>. À l'inverse, on assistait parfois à des dons gratuits de captifs. En 1708, les Alliés proposèrent aux Français d'aller chercher plus de cinq cent invalides à Audenarde pour les faire conduire dans les hôpitaux de Gand<sup>310</sup>. On peut supposer que ces hommes avaient été jugés définitivement incapables de servir.

---

<sup>305</sup> Marlborough à Godolphin, Höchstädt, 14 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 349-350.

<sup>306</sup> AE Angleterre 226, fol. 199r-201r, nouvelles de Guénin à Londres, 30 septembre 1704.

<sup>307</sup> Belhomme, *Histoire de l'infanterie...*, *op. cit.*, t. II, p. 395-396.

<sup>308</sup> Marlborough à Chamillart, camp de Wervick, 20 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 122.

<sup>309</sup> « Je vous prie de trouver bon, monseigneur, que je vous fasse faire une attention dont on s'est bien trouvé depuis que vous avez commencé à faire des sieges en Piemont, qui est de garder autant que vous le pourrés les prisonniers des ennemis. L'armée de M. de Savoye a été reduite à rien par ce moyen, et celle de l'Empereur en Lombardie aura peine à se rétablir pendant toute la campagne si vous ne leur rendés point leurs prisonniers » (SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°32, Chamillart à Vendôme, Versailles, 4 mai 1706).

<sup>310</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°76, le commissaire Pueck à Chamillart, camp de Lovendeghem, 23 juillet 1708.

Les prisonniers qui n'étaient ni échangés, ni enrôlés dans l'armée adverse, pouvaient tenter de s'enfuir. Au mois de septembre 1704, les Français en garnison à Strasbourg voyaient revenir « tous les jours » des soldats « qui se sont sauvez des prisons »<sup>311</sup>. On imagine le calvaire qu'avait dû représenter pour ces hommes la traversée de l'Allemagne méridionale. L'état physique et matériel de ces hommes se ressentait de toutes les épreuves subies<sup>312</sup>. Aucun fonds n'était prévu pour les rééquiper. Ces derniers préférèrent donc souvent s'enrôler dans une autre unité que leur régiment d'origine, pour toucher la prime d'engagement<sup>313</sup>.

Il y eut également différents cas d'évasion après la bataille de Ramillies<sup>314</sup>. Mais les mentions les plus fréquentes eurent lieu après le combat d'Audenarde. Vendôme assura dès le 20 juillet qu'« une infinité » de soldats français capturés s'étaient sauvés<sup>315</sup>. Nous avons vu que le duc put même clamer, quelques jours plus tard, que la déperdition était telle pour les Alliés qu'il leur restait à peine plus d'un millier de captifs<sup>316</sup>. Ce phénomène a plusieurs origines. En premier lieu, il s'explique par la situation particulière des armées après le 11 juillet 1708. Les Alliés, difficilement ravitaillés, ne pouvaient pas se permettre d'avoir à nourrir des prisonniers français. C'est pourquoi ils tentèrent d'en envoyer le plus grand nombre possible vers Bruxelles, d'où ces derniers pourraient être dirigés vers la Hollande. Ce fut l'occasion pour les Français de diligenter des partis destinés à les libérer, comme le fit Saillant depuis Namur<sup>317</sup>.

Certains militaires s'évadaient alors même qu'ils étaient encore en captivité à Audenarde ou Bruxelles<sup>318</sup>. Ils profitaient du mouvement de sympathie envers la France qui agitait les Pays-Bas lassés de la domination anglo-hollandaise : « Plus de deux cents prisonniers qui se sont sauvés de Bruxelles se louent fort de la bourgeoisie et de plusieurs dames de condition qui les ont assistés dans leur besoin »<sup>319</sup>. Les paysans aidaient également les fugitifs, en leur indiquant le chemin à suivre pour rejoindre les territoires sous domination française. Cinq cent prisonniers évadés de Bruxelles parvinrent ainsi à gagner Charleroi<sup>320</sup>. Enfin, trois cent autres bénéficièrent de la complicité de leurs gardiens, eux-mêmes des déserteurs français passés dans le camp coalisé. Les gardiens accompagnèrent les prisonniers

<sup>311</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°3, Courtebonne à Chamillart, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1704.

<sup>312</sup> Tous les jours il y arrive des soldats qui se sauvent des prisons, qui n'ont ny habits ny chemises, ny bas, ny souliers » (SHD AG A<sup>1</sup> 1761, n°277, De Villiers à Chamillart, Luxembourg, 30 septembre 1704).

<sup>313</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1761, n°285, Gresillemont à Chamillart, Luxembourg, 7 octobre 1704.

<sup>314</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°248, Saillant à Chamillart, Namur, 28 mai 1706.

<sup>315</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>316</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°249, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 25 juillet 1708.

<sup>317</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°183, Saillant à Chamillart, Namur, 19 juillet 1708.

<sup>318</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°76, le commissaire Pueck à Chamillart, camp de Lovendeghem, 23 juillet 1708.

<sup>319</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°41, Saint-Frémond à Chamillart, camp sous Valenciennes, 3 août 1708.

<sup>320</sup> Souches, *op. cit.*, t. XI, p. 137 (22 juillet 1708).

dans leur fuite<sup>321</sup>. Les Alliés prirent pourtant des précautions pour éliminer ce phénomène, en décidant de lier les soldats avec des cordes pour les empêcher de se déplacer<sup>322</sup>.

L'état de ces hommes était en revanche, à leur retour dans le camp français, assez misérable. Ils avaient été dépouillés de tout lors de leur captivité<sup>323</sup>, et il fallait leur fournir chemises et souliers<sup>324</sup>. Cette misère représentait un danger pour la discipline et la tranquillité des habitants des villes frontières. La population de Landrecies, déjà menacée de pillage par des soldats non payés au début de l'année, vit des soldats « presque tous nus et sans armes », c'est-à-dire en haillons, qui affichaient des placards menaçant de représailles les magistrats et les majors résidants dans cette ville<sup>325</sup>.

Lorsque les militaires avaient été envoyés en captivité très loin de leurs frontières, au cœur des pays ennemis, les évasions devenaient beaucoup plus difficiles. Cela n'empêchait pas quelques retours. Durant toute la campagne de 1706, des soldats français ayant été contraints de prendre parti dans l'armée du prince Eugène parvinrent à désertir et à rejoindre des positions françaises. Un certain Fontenu, consul de la nation française à Livourne, vit ainsi arriver régulièrement des militaires qui avaient été fait prisonnier lors de la bataille de Blenheim<sup>326</sup>. Ces hommes furent directement envoyés à Toulon pour être dirigés vers les armées françaises d'Italie.

Dans le domaine de la captivité militaire, la question des officiers représente un cas à part. Il était jugé contraire à leur dignité de les faire surveiller comme des brigands. On considérait que leur seule parole d'honneur suffisait à les dissuader de fausser compagnie à leurs gardiens. Cela s'accompagnait parfois de quelques cérémonies : l'officier prisonnier donnait d'abord son épée, puis son gardien, symboliquement, lui rendait. Ensuite, la parole donnée était officiellement « signée », afin d'éviter les contestations<sup>327</sup>. Un problème se posait pourtant dès lors que les officiers se trouvaient au sein d'un groupe de prisonniers libérés par des troupes alliées. Si les soldats pouvaient rejoindre leur camp, que devaient faire les officiers ? Étaient-ils toujours tenus par leur parole, ou inclus dans la libération générale ? Cette question épineuse qui représentait aussi bien un cas de conscience personnel pour les

---

<sup>321</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 137 (21 juillet 1708).

<sup>322</sup> *Ibid.*

<sup>323</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°60, Bernières à Chamillart, Tournai, 14 juillet 1708.

<sup>324</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°359, Roujault à Chamillart, Maubeuge, 20 août 1708.

<sup>325</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°396, Roujault à Chamillart, Maubeuge, 26 novembre 1708.

<sup>326</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°323, Fontenu à Chamillart, Livourne, 30 juillet 1706.

<sup>327</sup> C'est la procédure employée lors de la capture de Vernicourt, un officier fait prisonnier lors de l'attaque d'un convoi (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°424, Vernicourt à Chamillart, Oulx, 15 septembre 1706).

officiers, qu'un motif de discorde entre les chefs des armées adverses, se posa à de nombreuses reprises au cours de la guerre de Succession d'Espagne. Au cours de la campagne de 1706 en Italie, nous avons trouvé deux affaires de ce genre (concernant les sieurs de Foucaucourt puis de Vernicourt), et un cas similaire en 1708. Un détachement mené par Du Rozel avait réussi à battre un convoi menant neuf cent prisonniers français d'Audenarde à Bruxelles :

« [Du Rozel] avoit délivré les soldats et [...] les officiers n'ayant pas voulu le suivre, pour ne pas manquer à leur parole, il avoit prétendu qu'ils étoient bien et légitimement délivrés, disant que, s'ils avoient marché sans escorte, il n'y avoit pas de difficulté qu'ils eussent été obligés de tenir leur parole, mais qu'ayant été conduits par une escorte comme des prisonniers de guerre, ils étoient délivrés dès qu'il avoit battu leur escorte. [...] Dans ce sentiment, il dit aux officiers de l'escorte des ennemis qu'il venait de battre : "Messieurs, vous êtes mes prisonniers. Je vous renvoie sur votre parole à Oudenarde avec les officiers françois que vous escortiez ; faites-y assembler le conseil de guerre, et je ne doute pas qu'il prononce que nos prisonniers ont été bien et légitimement délivrés" »<sup>328</sup>.

Toute une casuistique s'élabore ainsi autour des conditions d'une part de la capture, et d'autre part de la libération. On le constate à nouveau à propos de l'affaire de Foucaucourt. Le lieutenant-colonel réformé avait lui aussi été pris par les alliés, puis secouru par un parti français<sup>329</sup>. Un débat s'engagea alors entre Français et Alliés ; les premiers arguant que l'officier avait été « remis en liberté » par ses amis, les autres assurant qu'il s'était enfui de lui-même<sup>330</sup>. La discussion partageait même les officiers généraux des Deux-Couronnes. D'un côté, ils ne voulaient pas perdre la face ; de l'autre ils ne souhaitaient pas ruiner les bonnes relations établies entre les deux camps<sup>331</sup>. On décida donc d'en référer directement au prince Eugène. L'affaire de Foucaucourt se termina par un épisode tout à fait significatif des règles de courtoisie qui pouvaient exister entre personnes de qualité dans des armées ennemies :

« Le quatorze au matin je reçu unne lettre de Son Altesse Royale [le duc d'Orléans] par laquelle Elle me marquoit que quoyqu'Elle eust jugé que je ne fust pas prisonnier de

---

<sup>328</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 138 (24 juillet 1708).

<sup>329</sup> « Lorsque Foucaucourt [...] rencontra les ennemis, il fut pris et donna sa parole et ses armes, et l'officier à qui il donna sa parole lui presta un cheval. Quelque tems après les troupes de son parti estant reveuees à la charge, le cheval sur lequel il estoit monté fut tué, et il m'a mandé que son parti l'avoit repris et l'avoit remis en liberté » (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°226, Orléans à Chamillart, camp de Guastal, 11 août 1706).

<sup>330</sup> *Ibid.*

<sup>331</sup> « Les avis des officiers generaux de nostre armée sur ce procedé ont esté partagés [...], craignant que cela ne donnât lieu à de mauvais procedés entre les ennemis et nous, et que piqués de part et d'autre ils ne se fissent point de quartier dans de semblables occasions, ou qu'ils ne fissent des chicanes sur le moindre incident » (SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°226, Orléans à Chamillart, camp de Guastal, 11 août 1706).

guerre par l'exposé que je luy en avois fait, qu'Elle desiroit que je me rendisse auprès de M. le prince Eugène pour qu'il jugeast luy même du fait sur l'exposé que je luy ferois et que si il me jugeoit prisonnier de guerre, qu'il auroit soin de moy par preference au premier echange qui se feroit. Je me rendit donc le quatorze [...] auprès de M. le prince Eugène [...] Il eut la bonté de venir au devant de moy cinq ou six pas et après avoir eu l'honneur de luy faire mon compliment, il me dist que les honnetetez de M. le duc d'Orleans, et la maniere avec laquelle je m'y estois pris, foisoient que quoyque je fusse veritablement prisonnier de guerre, il me redonnoit ma liberté, et qu'il estoit ravy de trouver cette occasion pour me faire plaisir et qu'il ne s'en presenteroit aucune qu'il ne me le fist de bon cœur. Cela fut accompagné de beaucoup d'autres honnetetez que je n'attendois pas de luy et ne croyois pas même les meriter. Il me fit loger chez luy, j'eus l'honneur de dîner avec luy le quinze, et me renvoya le seize au matin »<sup>332</sup>.

La solution choisie par le prince Eugène est une sortie par le haut : il affirme que ce sont bien ses hommes qui ont raison, mais il solde le débat en libérant un officier qu'il aurait aussi bien pu faire à nouveau prisonnier. Il fut des solutions plus mesquines. La Feuillade trancha le cas de Vernicourt en considérant qu'il ne devait pas retourner prisonnier, puisqu'un officier de l'armée adverse, dans la même situation douteuse que Vernicourt, avait décidé de ne pas revenir en captivité<sup>333</sup>. Malgré ces différends, la libération des officiers sur parole restait un principe intangible. Rares étaient ceux qui, comme Santa-Cruz, déconseillaient cette pratique en arguant que les officiers arrivaient toujours à trouver des raisons spécieuses pour se dégager de leur serment<sup>334</sup>.

Malgré les échanges et les libérations sur parole, de nombreux militaires connurent une longue période de captivité. L'entretien des prisonniers revenait en théorie aux pays qu'ils avaient servis<sup>335</sup>. Mais c'était à leurs gardiens de les ravitailler et de réclamer ensuite le remboursement des frais avancés. La volonté de limiter tous ces frais, qui impliquaient la mise en place d'un réseau d'intermédiaires qui se servaient au passage, incitait d'autant chaque camp à effectuer rapidement des échanges<sup>336</sup>. De fait, les Alliés n'eurent pas toujours les moyens nécessaires pour assurer cette dépense immédiate. Ce fut particulièrement le cas en 1704 : dès les premiers jours suivant la bataille de Blenheim, l'impécuniosité chronique

---

<sup>332</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706.

<sup>333</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°424, Vernicourt à Chamillart, Oulx, 15 septembre 1706.

<sup>334</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, *op. cit.*, t. VI, p. 117. La remarque de Santa-Cruz concerne spécifiquement les officiers libérés sur parole durant une bataille.

<sup>335</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 427.

<sup>336</sup> AE Angleterre 226, fol. 187r-190r, nouvelles de Guénin à Londres, 2 septembre 1704.

des forces impériales fit retomber le coût de l'approvisionnement sur les Anglo-hollandais<sup>337</sup>. Rapidement, Marlborough se déclara financièrement incapable de rien fournir, laissant le maréchal de Tallard traiter avec les munitionnaires des Hollandais pour ravitailler les prisonniers au même prix qu'ils l'auraient fait pour des troupes alliées<sup>338</sup>. Il fallait également s'occuper des blessés laissés dans l'hôpital de l'armée à Dillingen, qui était tombé aux mains des ennemis, et qui nécessitait d'organiser une filière spécifique de remises de fonds dans une ville d'Allemagne méridionale<sup>339</sup>. C'est encore le maréchal qui dut s'occuper, à la fin du mois d'octobre, de trouver de l'argent pour les soldats français passés en Hollande<sup>340</sup>. Il convainquit à cette fin un correspondant local des frères Hogguer.

La défaite de Ramillies entraîna une nouvelle vague d'arrivées de prisonniers militaires en Hollande. Chamillart avait chargé le Sossiondo, un commissaire de la marine faisant office de banquier à Amsterdam, d'effectuer les remises de fonds aux prisonniers français<sup>341</sup>. Il s'agissait notamment d'assurer le paiement de leur solde. Cette position d'intermédiaire devint rapidement difficile à tenir, au vu de l'importance des besoins financiers des prisonniers. En juillet 1706, la somme des dettes cumulées par les officiers français en Hollande avait atteint les trois cent mille livres<sup>342</sup>. Pour régler les avances effectuées par les prisonniers, Sossiondo reçut des lettres de change tirées sur le trésor de l'extraordinaire des guerres. Or ces lettres finirent par être refusées par les marchands et négociants hollandais, qui s'agaçaient des retards de paiement du trésor français<sup>343</sup>.

La situation des prisonniers français en Hollande était donc très précaire. Certains furent mis en prison pour dettes<sup>344</sup>. Les soldats, qui ne recevaient plus leur paie, étaient incités par là

---

<sup>337</sup> « I am at the expence of giving them bread, Prince Eugene assuring me the he had nether money nor credy for itt » (Marlborough à Godolphin, camp de Steinheim, 17 août 1704, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. I, p. 351-352).

<sup>338</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 61 (29 août 1704).

<sup>339</sup> « Pour que l'hospital soit bien servi doresnavant, il seroit necessaire d'establi un fond à Nuremberg, Ulm, ou le plus à portée à Augsbourg, de deux cents soixente et dix livres par jour, jusques à ce que l'on fasse partir les convalescens, qui diminuera alors la depense considerablement » (SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°81, dépenses de l'« hospital du Roy transporté de Hochstett à Dillinge », 27 août 1704).

<sup>340</sup> AN G<sup>7</sup> 1776, n°356, Tallard à Rebours, Aix-la-Chapelle, 28 octobre 1704.

<sup>341</sup> Nous disposons de peu de renseignements sur ce Sossiondo, à part une information qu'il donne dans une lettre à Chamillart, où il indique qu'il n'est « point banquier de profession », mais « commissaire ». Il s'agit probablement du même Sossiondo que celui dont parle Lucien Bély dans *Espions et ambassadeurs* : ce commissaire de la marine à Dunkerque fut embastillé dans les années 1710 pour avoir eu des accointances avec un pamphlétaire hostile au duc du Maine. AN G<sup>7</sup> 1781, n°71, Sossiondo à Chamillart, Amsterdam, 8 septembre 1706 ; L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 281-2.

<sup>342</sup> AN G<sup>7</sup> 1781, n°52, Sossiondo à Chamillart, Amsterdam, 29 juillet 1706.

<sup>343</sup> « MM. les tresauriers n'ont aucun credit sur la bourse d'Amsterdam, à cause qu'ils ne font point une religion de payer à l'escheance les lettres qu'on tire sur eux, meme après les avoir acceptées ». *Ibid.*

<sup>344</sup> AN G<sup>7</sup> 1781, n°64, le s<sup>r</sup> Boiredon à Le Rebours, Paris, 12 octobre 1706.



même à passer dans le camp ennemi<sup>345</sup>. Sossiondo lui-même, qui avait engagé son propre crédit, fut menacé du cachot<sup>346</sup>. À la fin du mois de septembre 1706, c'étaient les États Généraux eux-mêmes qui se plaignaient de ne pas toucher suffisamment de fonds de la part de la monarchie française. Ils se déclarèrent dès lors contraints à ne plus fournir habits et couvertures aux prisonniers. Les seules choses que ces derniers reçurent dès lors furent du pain et de l'eau, que la Hollande s'était engagée à ne jamais cesser de fournir dans un accord précédemment passé avec la France<sup>347</sup>.

La difficulté des Français à débloquer des fonds pour leurs militaires captifs ne s'améliora guère au fil du temps. On retrouve des situations similaires après la défaite de Turin. Les prisonniers subsistèrent d'abord grâce à des avances effectuées par des banquiers locaux. Deux ans plus tard, mécontents de ne pas être suffisamment payés en retour, ces financiers cessèrent leurs remises. Les captifs durent alors se contenter du pain<sup>348</sup>. Quant à Sossiondo lui-même, il ne fut pas dûment remboursé avant la fin de la guerre<sup>349</sup>...

De la pénurie et de la privation, les prisonniers en venaient parfois à subir brimades et mauvais traitements. En 1707, trois officiers français captifs à Elbourg, dans la province de Gueldre, avaient contracté plus de trois mille six cent florins de dette auprès des bourgeois de la ville. Ces derniers, lassés de ne pas voir revenir leur argent, firent mettre les trois militaires en prison, en les menaçant du « cachot » (on imagine quelque sinistre cul de basse-fosse...) s'ils n'arrivaient pas à trouver des fonds<sup>350</sup>. Cette attitude était contraire aux règles décidées entre la France et les États Généraux. Le duc de Vendôme écrivit lui-même aux autorités militaires hollandaises, et les États Généraux furent contraints de désavouer le comportement des bourgeois. Finalement, les autorités néerlandaises réglèrent l'affaire en déplaçant les prisonniers dans une autre ville<sup>351</sup>.

---

<sup>345</sup> C'est justement ce qui est arrivé aux soldats français fait prisonniers à Blenheim, « obligez de prendre parti [dans l'armée impériale] pour sortir de la misère où ils étoient réduits dans les prisons des ennemis », que nous avons déjà vu en 1706 désertir et revenir dans l'armée française d'Italie (SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°323, Fontenu à Chamillart, Livourne, 30 juillet 1706).

<sup>346</sup> AN G<sup>7</sup> 1781, n°71, Sossiondo à Chamillart, Amsterdam, 8 septembre 1706.

<sup>347</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1942, n°174, « Extrait des résolutions de leurs nobles puissances les conseillers d'Etat des Provinces-Unies », s.l., 23 septembre 1706.

<sup>348</sup> AN G<sup>7</sup> 1786, n°296, Voysin à Le Rebours, Marly, 7 septembre 1710.

<sup>349</sup> AN G<sup>7</sup> 1788, n°249, Sauroy à Desmarests, s.l., s.d. [1715] et AN G<sup>7</sup> 1788, n°250, Ordre de paiement accordé par le roi à Sossiondo, Marly, 25 juillet 1715.

<sup>350</sup> AN G<sup>7</sup> 1781, n°60, Sossiondo à Chamillart, Amsterdam, 14 juillet 1707 ; AN G<sup>7</sup> 1781, n°72, résumé de différentes lettres au sujet des prisonniers de guerre en Hollande, s.l., 22 septembre 1707.

<sup>351</sup> AN G<sup>7</sup> 1781, n°61, « Extrait des registres des résolutions des Hauts et Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, du lundi le onzième juillet 1707 » [traduit du hollandais].

## LA DIMENSION HUMAINE

Les violences infligées aux militaires français en Allemagne étaient plus inquiétantes encore, non seulement par leur intensité, mais surtout car aucune plainte financière ne venait les justifier. Une lettre envoyée au maréchal de Villars par des officiers de Navarre faits prisonniers à Blenheim, qui étaient détenus à Donauwerth, rend compte de tels traitements. Un officier qui se promenait dans une rue fut insulté par un valet à cheval qui se jeta sur lui :

« La garde de la place y accourut, et sans sçavoir qui avoit droit ou tort, elle ne s'arreta qu'à maltraiter l'officier à grands coups de bourades. Un lieutenant qui est icy sous le commandant y vint aussi, et ayant tiré son épée, il en dechargea plusieurs coups sur la teste de l'officier, et luy presentant la pointe, le menaça de luy passer au travers du corps. Cet exemple fit redoubler les bourades des soldats sur l'officier qu'ils trainerent par les chevaux au corps de garde, où il ne fut pas plustost arrivé qu'un sergent vint par ordre du commandant pour luy donner la bastonnade, ce qu'il executa, luy ayant donné plusieurs coups sur la teste, sur les reins et sur les jambes, dont les marques qu'il porte rendent un bon temoignage »<sup>352</sup>.

Les officiers de Navarre, scandalisés par ces méthodes, tentèrent de se plaindre directement au prince de Bade. Mais toutes leurs lettres étaient censurées par le gouverneur de la place, qui avait de surcroît pour ami un secrétaire du prince<sup>353</sup>. Les Français demandèrent donc à Villars de prévenir directement Louis de Bade. Le maréchal envoya immédiatement un trompette pour faire cesser ces pratiques. Il proposa par ailleurs à Chamillart, pour faire comprendre au général allemand sa détermination, de faire « quelques represailles » sur des « officiers du Saint-Empire détenus en France »<sup>354</sup>. Paradoxalement, cette lettre nous montre la liberté relative dont jouissaient les prisonniers de guerre, du moins les gradés. En effet, ils avaient la latitude de se déplacer en ville, et d'échanger des dépêches avec la France.

L'année 1706 représenta une année particulièrement dure pour les prisonniers militaires français. Les défaites de *l'annus horribilis* contraignirent la monarchie à engager de fortes dépenses pour assurer leur entretien, ce dont elle se montra rapidement incapable. Ces situations tendues semblent toutefois décroître les années suivantes. La campagne de 1707 fut plus heureuse pour Louis XIV. Elle permit de ramener suffisamment de prisonniers ennemis

---

<sup>352</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1949, n°40, « Copie de la lettre des officiers de Navarre prisonniers de guerre à Donavert le 2<sup>e</sup> août 1706 ».

<sup>353</sup> *Ibid.*

<sup>354</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1949, n°39, Villars à Chamillart, camp de Wissembourg, 15 août 1706.

pour que les processus d'échange fassent revenir en France une grande partie des captifs de Blenheim, de Ramillies et de Turin<sup>355</sup>.

Le plus célèbre d'entre eux resta néanmoins dans une prison dorée tout le long du conflit. Il avait rapidement été décidé, après la bataille de Blenheim, que le maréchal de Tallard devait séjourner en Angleterre durant sa captivité<sup>356</sup>. Le voyage fut pourtant assez long : il s'arrêta à Hanau, à Aix-la-Chapelle, en Hollande. Marlborough voulait en effet qu'il débarquât avec lui, le 14 décembre, à Greenwich, accompagné de trente-cinq autres officiers captifs, dont seize généraux<sup>357</sup>. Camille d'Hostun fut ensuite conduit à Nottingham. Son malheur fut justement d'avoir été un personnage de haut rang, qu'on ne pouvait échanger contre personne d'autre. Louis XIV en eut pourtant l'espoir à plusieurs reprises, notamment en 1706 :

« Le soir, le Roi en se promenant dit qu'on avoit de quoi échanger le maréchal de Tallard, puisqu'on avoit pris le marquis de Parelle, lequel [...] étoit feld-maréchal de l'Empereur, dignité toute égale dans l'armée à celle de maréchal de France, et non pas à la Cour, où elle n'avoit aucun rang. Mais les gens qui connoissoient le marquis de Parelle, qui avoit plus de quatre-vingt ans, ne croyoient nullement que les Anglois voulussent rendre le maréchal de Tallard pour lui procurer la liberté »<sup>358</sup>.

Le refus anglais de rendre sa liberté au maréchal est en quelque sorte le signe de l'estime qu'on lui portait : Villeroy ne resta que dix mois en captivité après Crémone. On se méfiait peut-être moins de ses capacités militaires que diplomatiques. Pour mieux l'empêcher de se renseigner sur la vie politique anglaise et en prévenir son roi, on chercha à l'isoler : on lui interdit de sortir de Nottingham, tout comme de « recevoir aucune lettre, ny même des nouvelles publiques et imprimées » – interdiction qui fut manifestement levée par la suite puisqu'il put entretenir une correspondance avec la France<sup>359</sup>. On ne lui accorda même pas la permission de se rendre aux eaux pour soigner sa santé défaillante<sup>360</sup>. La captivité de Tallard

---

<sup>355</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°249, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 25 juillet 1708.

<sup>356</sup> AE Angleterre 226, fol. 191r-194r, nouvelles de Guénin à Londres, 12 septembre 1704.

<sup>357</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 506.

<sup>358</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 132 (22 juillet 1706). Quelques temps après, on envisagea d'échanger le maréchal contre un prince danois pris à Calcinato, projet qui ne connut là encore aucune suite (AE Angleterre 220, fol. 210r-211r, nouvelles de Londres, 6/17 septembre 1706).

<sup>359</sup> AE Angleterre 221, fol. 40r-41r, nouvelles de J. Le Vasseur à Londres, 2 février 1706.

<sup>360</sup> AE Angleterre 221, fol. 94r-95r, nouvelles de Londres, 23 avril 1706. En effet, les souvenirs physiques de la seconde bataille d'Höchstädt ne le relâchaient pas : en avril 1706, il était « fort incommodé d'une playe qui s'est reouverte entre le col et l'épaule droite » (AE Angleterre 221, fol. 96r-97r, nouvelles de Londres, 27 avril 1706).

fut une longue période de tristesse et de solitude<sup>361</sup> – toutes proportions gardées : même peu enviable, son sort restait éminemment préférable à celui des soldats français retenus en Allemagne. Il ne recouvrit la liberté qu'en novembre 1711, avec le dégel des relations entre la France et l'Angleterre.

La question de la captivité militaire représente un pan à part entière de l'histoire de la violence de guerre. Dans un certain sens, les prisonniers n'étaient pas les moins chanceux des combattants : ils auraient aussi bien pu être massacrés sur le champ de bataille. Mais les captifs se voyaient rapidement dépouillés de leurs biens ; arrivés sur leur lieu de détention, ils étaient soumis à la pénurie, voire aux brimades.

Le traitement des prisonniers militaires est une illustration intéressante des relations qui pouvaient perdurer entre des États en guerre. Les cartels, qui voyaient chaque camp se restituer mutuellement ses « anciens soldats », de même les principes régissant le traitement des captifs, montrent que les États belligérants tenaient à mettre en œuvre des conventions même en période de conflit. Au sein de ces codes de bonne conduite, naissaient alors d'autres pomes de discordes, comme la question de l'adéquation entre l'entretien accordé par les États à leurs prisonniers, et les sommes qu'ils pouvaient exiger de leurs adversaires en retour. Par ailleurs, on voit aussi comment une « république des armes », comme il y avait une « république des lettres », parvenait à dépasser les tensions nationales pour faire exister un ensemble de règles de conduite, fondées sur le respect de la parole donnée et sur la reconnaissance de la dignité attachée aussi bien à l'état d'officier qu'à l'état nobiliaire.

### **LA BATAILLE, PAROXYSMES DE LA VIOLENCE DE GUERRE ?**

Comment est-on passé du spectacle grandiose et imposant de la bataille, affrontement théâtralisé au son des fifres et des tambours, aux scènes de souffrance rencontrées dans les hôpitaux militaires et dans les prisons ? Qu'y a-t-il de commun entre les soldats chamarrés d'or et d'argent marchant bravement à l'ennemi et les individus agonisant sur le champ de bataille et dépouillés de leurs biens par des pillards ?

Cette évolution de la bataille, du splendide au sordide, ne se fait pas de façon continue. Si l'on se place au niveau de l'expérience vécue, le déroulement d'une bataille s'analyse de fait comme une série de franchissements de seuils de violence successifs – que l'on songe à la

---

<sup>361</sup> AE Angleterre 221, fol. 40r-41r, nouvelles de J. Le Vasseur à Londres, 2 février 1706.

violence reçue ou à la violence donnée<sup>362</sup>. L'examen tactique d'un engagement, à l'inverse, aurait plutôt tendance à insister sur la fluidité des mouvements d'ensemble... Le premier seuil de violence est représenté par l'entrée sur le champ de bataille. Certes, pour un officier juché sur son cheval et placé dans une position avantageuse, le gigantesque mouvement de deux armées en marche l'une contre l'autre pouvait paraître le plus imposant des spectacles : celui de l'Histoire en train de s'écrire. Mais il en était tout autrement pour le soldat du rang.

Le début de la bataille représente pour lui, à tous points de vue, la première d'une série de ruptures<sup>363</sup>. Les perceptions visuelles diminuent. Au sein des bataillons et des escadrons, les rangs et les files se resserrent, le champ de vision des soldats des seconds rangs se rétrécit. Aux premiers feux, d'épais nuages de fumée commencent à envahir le champ de bataille, avec l'odeur de la poudre noire. Cette diminution des perspectives optiques s'accompagne d'une saturation de l'ouïe : on commence à entendre les boulets, puis, au fur et à mesure que l'on s'approche, les salves de fusil. Même si le danger est encore apparemment loin, et le risque de mortalité peu probable, ce stade de la bataille est déjà une première forme de violence. Pour preuve, les soldats les moins expérimentés ou les moins solidement encadrés commencent à fuir. Le début de la bataille est également rupture dans le sens où il brise la monotonie de la campagne. Les soldats savent qu'une grande décision est à venir, et que l'issue du combat peut changer, pour eux, le cours des choses. À cet égard, l'arrivée sur le champ de bataille peut apparaître comme une libération vis-à-vis de tous les maux éprouvés lors de la campagne : la faim, la soif, la fatigue. Les troupes impériales marchant aux retranchements sous Turin savaient que les malheurs des mois passés allaient s'achever, soit par leur propre mort, soit par l'accès aux vivres accumulés dans la ville même et dans le camp français.

Certains soldats ne connurent lors d'une bataille que cette forme-là de violence, celle de l'attente et de la peur. La plupart des unités de l'aile gauche française de Ramillies ne furent jamais approchées par les Alliés, sauf celles qui prirent du retard lors de la retraite. Leur débandade – probablement l'épisode le plus humiliant pour l'armée française avec l'échec de Wynendael – prouve suffisamment que la sensation de vulnérabilité peut à elle seule anéantir une armée.

Un second seuil était franchi avec l'entrée à portée de tir des pièces d'artillerie ennemies. Cette phase n'était certes pas la plus meurtrière, mais elle contraignait les

---

<sup>362</sup> O.Chaline, « De la Somme à la Bataille de la Montagne Blanche... », art. cit., p. 107.

<sup>363</sup> Jean-Pierre Bois, « L'homme dans la bataille à l'époque moderne », *Nouvelle histoire bataille. Cahiers du CEHD*, n°9, 1999, p. 139.

formations visées à subir le feu adverse sans pouvoir riposter, les réduisant à un sentiment d'impuissance. Le troisième palier était bien entendu le contact direct avec les formations opposées. À ce moment-là, le mode d'emploi et de perception de violence n'était plus la même selon que l'on était fantassin ou cavalier, que l'on combattait en rase campagne ou en terrain coupé.

L'expérience subie par les troupes montées qui se chargeaient dans une plaine était celle de la mêlée : un affrontement vif, court mais meurtrier – à moins que les deux formations antagonistes n'aient préféré se traverser sans combattre. L'appréhension des cavaliers qui marchaient à l'ennemi était parfois suffisante pour qu'ils essaient, par leurs tirs de mousquetons, de disperser leurs adversaires avant la mêlée, pour éviter le combat.

Lorsqu'elles avançaient face à l'ennemi en terrain découvert, les troupes de pied devaient quant à elles affronter une double souffrance : la première était d'ordre physique, lorsque les unités adverses faisaient feu sur elles ; la seconde était psychologique : l'extrême sentiment de fragilité que l'on éprouvait devant plusieurs centaines de fusils ennemis, dont on devait s'approcher à pas très mesurés. La plupart des auteurs contemporains étaient d'ailleurs convaincus que la seconde était plus dangereuse que la première : le combat d'infanterie était avant tout une épreuve de force intérieure. Le moral craquait bien avant que le bataillon soit physiquement détruit. La situation était assez différente lorsque les combats d'infanterie ne se déroulaient pas en rase campagne. Les corps étaient plus rapidement en présence, et la force musculaire comptait alors plus que la résolution. Comme les unités ne s'effondraient pas collectivement, mais que chaque homme devait être individuellement éliminé, les « combats » voyaient fréquemment plus de pertes que les affrontements linéaires. Lorsque Puysegur évoque les « combats d'infanterie, qui se donnent dans les jardinages, villages, hayes et pays coupés », il remarque que « ces lieux où l'on ne peut garder aucun ordre font que sans prendre un grand avantage de l'un ni de l'autre côté, on se détruit également »<sup>364</sup>. On retrouve pour les combats menés lors des retraites ces mêmes caractéristiques : prédominance du corps à corps, rôle plus déterminant de la robustesse physique, importance des pertes occasionnées.

Cela ne veut pas nécessairement dire que les engagements d'infanterie en formation réglée étaient moins violents : ils étaient simplement moins meurtriers. La violence subie par les fantassins qui subissaient des salves était autre. L'ordre profond qui fut bientôt prôné par Folard comme solution aux blocages tactiques constatés ne confessait-il pas à sa manière que l'échange stoïque de coups de fusils était plus insupportable au soldat que la lutte à l'arme

---

<sup>364</sup> J. de Puysegur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, t. II, p. 6-7.

blanche ? Dans la colonne, les soldats parvenaient à atténuer leur sensation de vulnérabilité en se retrouvant à nouveau au cœur de la structure dense du bataillon, et en ayant la possibilité d'évoluer plus vite. Folard, *ancien capitaine d'infanterie*, connaissait peut-être mieux que la plupart des tenants de l'ordre mince, le traumatisme que représentait l'arrivée d'une grêle de balles.

La guerre linéaire telle qu'elle se dessine au début du XVIII<sup>e</sup> siècle insiste donc sur la nécessité de contrôler sa sensation de vulnérabilité. L'ordre exige la lenteur dans la marche, et le silence absolu. On pourrait arguer que cette culture de l'endurance n'est pas spécifique à la bataille ; qu'elle est même très largement dérivée d'une autre forme de la guerre : le siège. La maîtrise technique, le contrôle de soi, l'avance lente et progressive sous le feu ennemi, n'est-ce pas là précisément la description des caractéristiques de la poliorcétique au XVII<sup>e</sup> siècle ? Le « culte de l'endurance » est d'abord la vertu du sapeur. Ce soldat a pour mission de construire la tranchée qui s'avance vers les défenses de la place. Le travail de l'équipe de sapeur est lent et méthodique : depuis la tranchée parallèle à la place, le premier soldat doit commencer à creuser une petite excavation en direction de la place. Le second sapeur le remplace bientôt, en agrandit encore l'excavation. L'ouvrage se continue ainsi de suite jusqu'à ce que les sapeurs soient arrivés à la distance voulue de la ville. Comme l'ennemi fait feu à loisir sur les sapeurs, ils doivent se protéger de gabions et de sacs à terre. Lorsqu'ils sont à proximité des ouvrages extérieurs, ils se trouvent « exposés à tout ce que la place a depuis dangereux »<sup>365</sup>. C'est pourquoi les sapeurs doivent être bien rémunérés – Vauban dans son *Traité* propre des tarifs s'accroissant « à proportion qu'ils s'approchent de la place et que le péril augmente »<sup>366</sup>. Le travail est à la fois fatiguant, puisqu'il faut creuser la terre, et nerveusement éprouvant, puisque les sapeurs sont les soldats les plus avancés de toute l'armée. Les sapeurs d'une même escouade doivent donc être fréquemment relevés :

Lorsque les quatre derniers sapeurs sont las, les quatre premiers reprennent leur place, en observant que celui qui a mené la tête prend la queue, et ainsi alternativement chaque fois qu'ils se relèvent, pour égaler le travail et le péril<sup>367</sup>.

---

<sup>365</sup> Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1221.

<sup>366</sup> *Ibid.*

<sup>367</sup> *Ibid.*, p. 1220.

Esprit d'équipe, coordination, travail, péril omniprésent : la sape, ouvrage confié aux plus courageux des soldats, ne demande pas moins de sang-froid que les échanges de salves de l'infanterie. Vauban, dans sa relation du siège de Namur, insiste sur le fait que là « où il n'y que du courage sans conduite, on ne réussit que par hasard »<sup>368</sup>.

Cela nous amène à nous demander si la bataille était le lieu privilégié de l'expression de la violence de guerre, ou si les autres types d'affrontement étaient, à leur manière, tout aussi violents. Revenons sur la guerre de siège. Si l'artillerie jouait un rôle souvent décisif dans la prise des différents ouvrages défensifs, le recours à la violence humaine apparaissait parfois indispensable. Le marquis de La Colonie nous donne une idée de l'état psychologique dans lequel pouvaient se trouver les troupes à quelques heures, voire à quelques minutes de l'assaut. Il examine la physionomie des grenadiers qui attendent le combat : « Plus je les regardois, et plus il me sembloit que ce n'étoit plus les mêmes personnes ; leurs traits avoient tellement changé de figure que leur visage soit trouvoit tout démonté [...]. La représentation de leur figure me paroissoit l'image d'un patient à qui on vient d'annoncer la mort »<sup>369</sup>.

Le siège de Turin, mené par des ingénieurs peu expérimentés, sous les ordres d'un général qui préférait l'attaque de vive force à la patience de l'art, présente de nombreux exemples de combats sanglants. La prise de la redoute de Turin, réussie par les Français dans la nuit du 12 au 13 juillet, montre comment les deux camps utilisaient l'artillerie, les explosifs (« mines » et « fougasses »), le fusil et l'arme blanche :

« D'abord que nostre mine eut joué qui emporta la palissade de l'avant chemin couvert, et enterra un lieutenant colonel, un capitaine et 14 grenadiers des ennemis, trente des nostres qui faisoient l'avant-garde se jeterent dans la redoute après en avoir coupé les palissades, et chasserent cent grenadiers des ennemis qui firent ferme à la gorge de l'ouvrage qui estoit fermé par une palissade. Nos trois compagnies de grenadiers les en chasserent et s'y establirent. Les ennemis revinrent avec 150 grenadiers pour reprendre l'ouvrage, mais ils furent si mal receus qu'ils se retirerent avec beaucoup de perte. Ils firent jouer deux fougasses dans l'ouvrage, dont un ingenieur fut enterré et quelques grenadiers brulés : nous nous sommes logés sur le parapet de la redoute malgré le grand feu des ennemis. Ceste action leur coute plus de deux cent homes, et inspire de la timidité à leurs troupes et de l'audace aux nostres, dont on ne peut trop louer la bone volonté, et dont je ne pouvois retenir l'ardeur. Nous avons eu six officiers et soixante hommes tués ou blessés, un coup de main aussy vif ne pouvoit pas nous moins couter »<sup>370</sup>.

---

<sup>368</sup> Cité par M. Virol, « Le siège de Namur... », art. cit., p. 484.

<sup>369</sup> A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 82.

<sup>370</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°298, Lambert à Chamillart, camp devant Turin, 17 juillet 1706.



Il n'était pas facile de fuir lorsque l'on était coincé dans un ouvrage défensif. Les fantassins alliés qui protégeaient l'avant-chemin couvert furent tous tués ou faits prisonniers lors de l'attaque menée par les hommes de La Feuillade fin juillet<sup>371</sup>. Dans les deux cas cités, l'équilibre des pertes a été favorable aux Français. Toutefois, les autres coups de main se soldent souvent par un grand nombre de tués et de blessés du côté des Deux-Couronnes. Lors de la dernière attaque d'envergure menée contre la ville, celle de la demi-lune et des deux contre-gardes, plus de 500 Français sont abattus<sup>372</sup>. On assiste à une authentique scène de panique, puisque après avoir réussi à pénétrer dans la demi-lune, les grenadiers, « détruits par le canon à cartouche et le grand feu des ennemis, leurs capitaines tués ou blessés », abandonnent leurs positions et retournent à l'abri dans les tranchées françaises<sup>373</sup>. L'ingénieur en charge de l'attaque est lui-même tué. La mortalité du siège de Turin fut effrayante : après trois mois de siège, l'effectif confortable de 48 ingénieurs fut réduit... à un total de sept ou huit en état de servir<sup>374</sup>.

Batailles et sièges ne doivent pas occulter un autre aspect de la violence de guerre, quotidien celui-là : celui des partis et des opérations de faible envergure. Un journal (anonyme) de la campagne de Lombardie nous laisse deviner en quoi elle pouvait consister. Prenons l'exemple du mois de mai : le 17, on transcrit l'histoire d'un parti français qui attaqua « 30 soldats allemands, en tua sept, et donna la chasse aux autres »<sup>375</sup>. Quelques jours plus tard, le journal évoque deux affaires simultanées : une « rude escarmouche » entre deux groupes de fourrageurs, et un combat « entre un détachement de 200 chevaux [Français] et 300 houssars des ennemis »<sup>376</sup>. Le rédacteur du journal de campagne n'est guère prolix sur l'issue des combats. À propos de la troisième affaire que nous avons évoquée, il note très sobrement : « [Les ennemis] y perdirent du monde, et furent obligés de se retirer. Mais dans leur retraite, ils tuèrent quelques traîneurs de notre infanterie, qu'ils trouverent écartez »<sup>377</sup>.

Cette violence sinon quotidienne, du moins hebdomadaire, ne concerne pas que les militaires servant comme partisans. Des actions que l'on qualifierait aujourd'hui de

---

<sup>371</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°308, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 22 juillet 1706.

<sup>372</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°192, Picon d'Andrezel à Chamillart, s.l., 27 août 1706. La demi-lune et les deux contregardes étaient les derniers ouvrages défensifs extérieurs avant les murs d'enceinte de Turin.

<sup>373</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°432, Maulevrier à Chamillart, Oulx, 17 septembre 1706. Picon d'Andrezel parle quant à lui d'un « feu épouvantable de part et d'autre ». SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°192, Picon d'Andrezel à Chamillart, s.l., 27 août 1706.

<sup>374</sup> AE Sardaigne supplément 5, fol. 381r-381v, nouvelles, s.a., camp devant Turin, 31 août 1706.

<sup>375</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706, s.l., s.d.

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> *Ibid.*

« commando » sont menées dans les villages qui hébergent les troupes adverses, afin de les éliminer dans leur sommeil. Prenons là encore l'exemple de la campagne de Lombardie. Nous disposons de la relation d'un coup de main français contre une bourgade abritant des forces impériales. Les soldats profitent d'une nuit « très obscure et assez vanteuse » pour déjouer la vigilance des troupes qui surveillent les abords du village<sup>378</sup>. Les Français font bloquer les deux chemins permettant de sortir du village, et donnent ensuite l'assaut. Lorsqu'il faut s'emparer du bâtiment où la plupart des troupes se retranchent, l'opération devient sanglante, comme l'expérimente l'officier français qui la dirige. Il fait irruption dans la maison, accompagné de deux grenadiers :

« Les deux grenadiers furent tués à mes pieds dès que la porte fut ouverte. Je reçus dans le meme tems un coup de fusil par une fenetre qui me fit à la teste une très grosse contusion, et m'emporta la moitié de l'oreille gauche [...]. J'en reçus un autre qui fut tiré à trois pas de moy, et dont la balle coupa la moitié de la perruque et me mit deux cent grains de poudre dans le visage, il fallut les tirer avec une aiguille. M. de Majastre qui estoit auprès de moy eut le bras cassé, et cette descharge fit plier le detachment »<sup>379</sup>.

L'affaire fut tout de même un succès, puisque de nombreux soldats alliés furent abattus ou faits prisonniers<sup>380</sup>. Dans d'autres circonstances, les partisans ne se donnaient pas la peine d'attaquer les bâtiments et mettaient le feu aux habitations où les ennemis sont retranchés<sup>381</sup>. La violence était ainsi une constante de la vie des troupes ; elle n'était pas réduite aux seuls moments et aux seuls lieux du siège et de la bataille. Cette forme « habituelle » de la violence a pourtant été souvent négligée. De fait, les chiffres de pertes ne sont jamais impressionnants ; aucune opération n'est individuellement « décisive » sur l'issue de la campagne. On assiste ainsi, selon l'expression de Jean-Paul Charnay, à une « dilution tactique de la violence dans le temps et l'espace »<sup>382</sup>.

Il ne faut enfin pas confondre mortalité et violence de guerre. Dès 1863, un médecin militaire, le docteur Laveran, a démontré en s'appuyant sur une série de onze batailles, de

---

<sup>378</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°30, L'Aubépin à Médavy, Governolo, 4 septembre 1706.

<sup>379</sup> AE Milanais supplément 1, fol. 353r-385v, « Campagne de 1706 » [par un officier du régiment de la Marine], s.l., s.d.

<sup>380</sup> Les militaires des Deux-Couronnes parviennent à s'emparer du commandant, de deux officiers, de 14 prisonniers, de 80 chevaux et de tous les bagages. Les morts, quant à eux n'ont pas été comptés (SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°30, L'Aubépin à Médavy, Governolo, 4 septembre 1706).

<sup>381</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1961, n°317 bis, Le Guerchois à Chamillart, Castelbaldo, 19 avril 1706.

<sup>382</sup> Jean-Paul Charnay, « Homologies et hétérogénéités des stratégies terrestres et navales, au début de l'ère industrielle (propositions méthodologiques) », dans *Revue internationale d'histoire militaire*, Paris, 1977, n°37 (fascicule 3), p. 16.

Blenheim à Solférino, que 20% seulement des pertes étaient imputables au combat<sup>383</sup>. Le reste était principalement dû aux maladies... Il faut attendre le XIX<sup>e</sup> siècle, avec les guerres de Napoléon III en Italie et contre l'Allemagne, pour que le rapport entre mort au combat et mort par maladie s'inverse<sup>384</sup>.

La bataille n'est donc pas le seul épisode où le soldat est confronté à la mort, ni même à la violence de guerre. Les travaux d'Hervé Drévilion ont montré que les fantassins reçus aux Invalides devaient plus souvent leurs blessures aux opérations d'un siège qu'à des batailles en règle<sup>385</sup>. À Lille, les Alliés perdirent près de 12 000 hommes, ce fut leur victoire la plus coûteuse après la bataille de Malplaquet. Le cas de Lille n'est pas isolé : l'année suivante, les attaques de Tournai puis de Mons tuèrent ou estropièrent 5 200 combattants alliés<sup>386</sup>. En 1710, la moisson sanglante des sièges se monta à 18 700 Coalisés morts ou blessés : 8 000 à Douai, 3 300 à Béthune, 900 à Saint-Venant et 6 500 à Aire<sup>387</sup>. L'exemple de Turin en est l'illustration extrême : soixante-neuf soldats français (piétons comme cavaliers) furent admis au Invalides en raison d'une blessure reçue au siège, contre vingt-quatre pour la bataille. Mais les travaux d'attaque de la capitale piémontaise furent particulièrement mal menés, La Feuillade préférant toujours les assauts de vive force aux progrès obtenus par l'artillerie...

Cependant, si l'on reprend les mêmes travaux de Drévilion, appliqués cette fois-ci à l'ensemble des armes, la bataille reprend son premier rang dans la violence de guerre : elle a occasionné près de 50 % des blessures des fantassins et cavaliers reçus aux Invalides. Enfin, les travaux d'Alain Guéry, qui a analysé les chiffres fournis par le *Militär-historisches Kriegs-Lexicon* de Gaston Bodart (1907-1908), montrent pour la guerre de Succession d'Espagne un équilibre global entre les pertes dues à une bataille (226 000 morts) et celles des sièges (239 000 morts)<sup>388</sup>. Au-delà des totaux statistiques, la bataille représente de fait une forme extrême de la violence de guerre par deux aspects. Rapportée au nombre d'engagements et à leur durée, elle est sans conteste le moyen le plus rapide de détruire des

---

<sup>383</sup> Cité par A. Guéry, « Les comptes de la mort vague... », art. cit., p. 293.

<sup>384</sup> *Ibid.*

<sup>385</sup> 36,3 % des fantassins ont été blessés lors d'une « bataille », d'un « combat » ou d'une « affaire », tandis que 48,1 % l'ont été lors de l'attaque ou de la défense d'une place forte. H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 389.

<sup>386</sup> J. Ostwald, *Vauban's siege legacy...*, *op. cit.*, p. 242.

<sup>387</sup> *Ibid.*, p. 243.

<sup>388</sup> Ces chiffres ont pour défaut de s'appuyer sur des sources relativement anciennes – le *Kriegs-Lexicon* datant du début du XX<sup>e</sup> siècle – et partiales ; par ailleurs ils ne prennent pas en compte les opérations ayant occasionné moins de 2 000 morts. Alain Guéry considère toutefois que malgré leurs biais, ces statistiques ont l'avantage de dégager des tendances fortes sur les pertes de guerre, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. A. Guéry, « Les comptes de la mort vague... », art. cit., p. 296 et 312.

vies humaines : le siège de Douai, l'un des plus sanglants de la guerre, occasionne en moyenne 150 morts par jour de tranchée ouverte du côté allié. Si l'on s'intéresse à Malplaquet, les seules pertes des Coalisés se montent également à 150 morts... toutes les 3 minutes<sup>389</sup>. Les attaques frontales de retranchements comme les retraites en désordre sont à proprement parler des moments de pur massacre.

D'autre part, un soldat impliqué dans une bataille peut connaître en l'espace de quelques heures des formes de vulnérabilité tout à fait différentes ; à cet égard ce type d'engagement représente l'expérience d'une violence omniprésente et protéiforme, une violence totale. La bataille, « guerre concentrée » selon les termes de Clausewitz<sup>390</sup>, porte en l'espace de quelques heures la violence de guerre de toute une campagne à son paroxysme.

Notons enfin que l'évolution de l'art de la guerre au cours du Grand Siècle puis du siècle des Lumières a tendance à augmenter la proportion de pertes lors des batailles. Alors que les sièges, rationalisés par Vauban, tuent moins de monde<sup>391</sup>, alors que les opérations de petite guerre sont de plus en plus contrôlées, la létalité propre à la bataille s'accroît. La caracole, reconnue comme inefficace, disparaît ; on retire progressivement à la cavalerie le droit d'utiliser ses armes à feu avant la mêlée. À l'inverse, le recours exclusif à la poudre pour l'infanterie exige l'étirement du nombre de files, donc l'augmentation du nombre de soldats directement exposés, tout en les contraignant à supporter sans broncher les grêles de balles. Les engagements linéaires font donc souffrir, à tous points de vue, un plus grand nombre de fantassins.

À l'examen, la question naïve que Fabrice Del'Dongo pose à Waterloo – « Ceci est-il une véritable bataille ? » – paraît plus judicieuse qu'à première vue. Au niveau du simple témoin, la définition d'une bataille n'a plus rien d'évident. Dans sa conception classique, celle de la tactique, elle doit suivre la règle des trois unités. Unité de lieu ? Le champ de bataille n'est jamais parfaitement uni, il est vallonné, sillonné de haies et de canaux, recouvert de bois. Au niveau zéro du champ de bataille, il n'est pas possible d'en avoir une appréhension exacte ; on peut se perdre, ou se tromper sur l'identité des soldats que l'on voit à proximité.

---

<sup>389</sup> Le chiffre de 8 000 morts pour 53 jours de tranchée ouverte provient de Ostwald, *Legacy*, p. 243 et 363 ; celui de 22 000 morts pour 7 heures 30 de combat à Malplaquet, de 7 h 30 à 15 h est tiré de A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 78, 93 et 122.

<sup>390</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 280.

<sup>391</sup> Vauban assure qu'« autrefois [...] les sièges duraient le double et le triple de ce qu'ils font aujourd'hui, et qu'on y faisait de bien plus grandes pertes [...] parce que les attaques d'aujourd'hui sont bien plus savantes qu'elles n'étaient autrefois ». Vauban, « Traité de l'attaque des places », C. Oury, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 1208.

Unité de temps ? Le temps semble long pour les régiments qui sont placés hors de portée de l'ennemi, et qui attendent sans agir l'issue de la journée. Jean-Pierre Bois parle de « ralentissement tragique du temps »<sup>392</sup>. L'attente est probablement encore plus interminable pour les soldats qui attendent patiemment les balles adverses. Au plein cœur de la mêlée en revanche, il est à la fois très court et intense. Unité d'action ? Chaque formation, chaque homme au sein de la formation combat à la fois pour la réussite de la bataille et pour sa propre survie. Selon les hommes, selon les grades, l'enjeu d'un engagement peut être une rémunération matérielle, la conservation de son honneur, la défense de la monarchie ou une récompense céleste.

On s'aperçoit dès lors qu'il existe deux définitions susceptibles de dégager la spécificité d'une bataille. La première insiste sur la dimension abstraite, intellectuelle : la bataille telle que se la représente – parfois – le général en chef, et telle qu'elle est conçue après-coup par les théoriciens militaires. C'est l'acception que retient Charles Baudelaire, lorsqu'il réfléchit en tant que critique d'art sur la peinture de bataille :

« Une bataille vraie n'est pas un tableau ; car, pour être intelligible et conséquemment intéressante comme *bataille*, elle ne peut être représentée que par des lignes blanches, bleues ou noires, simulant les bataillons en ligne. Le terrain devient, dans la composition de ce genre comme dans la réalité, plus important que les hommes. Mais, dans de pareilles conditions, il n'y a plus de tableau, ou du moins il n'y a qu'un tableau de tactique et de topographie »<sup>393</sup>.

Si l'on en croit Baudelaire, la bataille au niveau de l'individu, de l'humain, n'existe pas, ou du moins elle a perdu tout son sens. Pour être représentée, la bataille doit perdre sa troisième dimension ; elle ne peut qu'être décrite par un plan ou un schéma en deux dimensions, plus propice à l'abstraction.

Cette définition est parfaitement légitime et elle résout le problème de la décomposition de l'engagement, phénomène que nous observons dès que nous quittons les points de vue les plus élevés. Elle néglige cependant un point : même au niveau tactique, l'identification de critères discriminants pour une bataille est une gageure. Ni la durée, ni le nombre de combattants, ni les caractéristiques du terrain, ni la qualité du général en chef ne permettent de

---

<sup>392</sup> J.-P. Bois, « L'homme dans la bataille... », art. cit., p. 140.

<sup>393</sup> Cité par François Robichon, « Les représentations de la campagne de Hollande dans les miniatures d'un manuscrit destiné à Louis XIV », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Actes du séminaire tenu à l'École militaire, le 7 juin 1997, Paris, ADDIM, 1998, p. 91-98.

décider sans conteste ce qui est une bataille et ce qui relève de « l'affaire », du « combat », de l'enlèvement de quartier ou de l'attaque de retranchements.

Même les techniques d'affrontement linéaires ne peuvent pas représenter un critère pleinement déterminant. On emploie des formations « en bataille » à l'occasion de luttes mineures entre petits détachements. À l'inverse, des engagements sont reconnus comme bataille alors même qu'ils voient surtout des formes de lutte héritées de la poliorcétique ou de la petite guerre. Les unités théoriquement dédiées aux sièges ou aux partis, dragons et grenadiers, servent aussi bien sur les champs de bataille. Les influences réciproques qu'exercent entre elles les différentes catégories du combat rendent peu opérantes une définition de la bataille qui s'appuierait sur l'utilisation de techniques d'affrontement particulières.

On peut donc être tenté de trouver une définition de la bataille « par le bas ». La bataille serait avant tout un événement vécu ; il y aurait une expérience spécifique de la bataille. L'environnement sensoriel d'une bataille est de fait caractéristique. L'émotion suscitée par le spectacle d'une armée en marche n'est pas reproductible. Il n'y a jamais, sur une durée aussi longue, un tel déchaînement de bouches à feu de tous ordres. Les assauts lancés lors des sièges impliquent certes le déchaînement de l'artillerie des deux camps, mais ils sont de très courte durée ; le reste du temps il s'agit de ménager la poudre. La bataille est aussi, pour tous les soldats, un immense espoir : celui de la fin rapide des maux de la campagne.

La bataille a aussi sa propre violence de guerre. Sièges et partis représentent une forme quotidienne de mortalité ; l'engagement en champ clos est au contraire expérience de violence massive, dont les différentes composantes se déclinent au fil de la journée, de la simple attente sous la canonnade aux massacres des soldats en fuite. Elle est aussi une sensation de vulnérabilité inégalée. S'enfuir est aisé lors de la petite guerre ; on peut se retrancher derrière tranchées et parapets lors de l'attaque d'une place. Lorsque l'on doit attendre la mort au sein d'une formation serrée, il n'y a pas d'échappatoire. Durant un siège, les militaires qui comprennent que leurs positions sont en train de céder peuvent obtenir une capitulation honorable pour rentrer au camp en conservant leurs biens. Les troupes qui arrivent à se retrancher solidement dans quelque habitation à l'issue d'une affaire de partisans peuvent en faire de même<sup>394</sup>. Durant une bataille, la reddition est beaucoup moins souvent du goût des soldats vainqueurs.

---

<sup>394</sup> Pour quelques exemples de capitulations lors d'opérations de petite guerre, voir SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°424, Vernicourt à Chamillart, Oulx, 15 septembre 1706, ou encore SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°357, M. de Fretteville à Chamillart, Bruges, 27 octobre 1708.

## LA DIMENSION HUMAINE

La conception de la bataille comme expérience humaine singulière présente un dernier avantage. Elle explique pourquoi il est si difficile d'en rendre compte. De fait, la diversité des perceptions et des compréhensions de la bataille altère profondément la connaissance qu'en peuvent avoir les non-combattants. Les cours, les sociétés, reçoivent les témoignages parfois contradictoires de participants qui ne se trouvaient pas au même endroit, ni dans le même camp. Chacun décide alors d'interpréter et de considérer cet événement selon la source à laquelle il fait le plus confiance. Ce phénomène de diffraction de l'image de l'affrontement est également dû aux modalités de la diffusion de sa nouvelle. En raison des moyens de communication rudimentaires de l'époque moderne, l'annonce de l'événement peut subir d'importantes modifications avant d'arriver dans chaque pays, dans les différentes cours. Certaines sont d'ailleurs mises au courant avant les autres. L'analyse des réseaux de circulation des informations est ainsi nécessaire pour comprendre comment est reçue la nouvelle de la bataille.

## Troisième partie : La postérité de la bataille

*« De toutes les fois que j'ay combattu pour le Roy, c'est la premiere que j'ay veu ses armes n'estre pas victorieuses ».*

*SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°218, M. de Montgeorges [officier des Gardes françaises] à Chamillart, camp de Notre-Dame du Lac, 25 mai 1706.*



## Chapitre 8. Le temps de la réception

« *I want to argue that every age was an age of information, each in its own way, and that information has always been unstable* ».

Robert Darnton, « *The Library in the New Age* »<sup>1</sup>

### UNE SOCIETE EN SOIF D'INFORMATION

En temps de guerre, la maîtrise des réseaux d'information revêt une importance capitale. La capacité à maintenir ses décisions « secrètes » jusqu'au jour où elles s'appliquent était l'un des capacités essentielles du général. D'autre part, nous avons déjà vu, en étudiant le renseignement militaire au temps de la guerre de Succession d'Espagne, à quel point la récupération de nouvelles de toutes sortes était au cœur des préoccupations des chefs militaires ou civils des armées. Étudiant les « métamorphoses de l'information » à l'aube du siècle des Lumières, Lucien Bély peut noter que les « gouvernements et leurs représentants, diplomates ou agents secrets, montraient à l'égard de l'information une véritable frénésie, comme si le pouvoir se nourrissait d'abord de nouvelles »<sup>2</sup>.

Cette soif immodérée de renseignements ne se limitait pas au seul cercle des quelques hauts dirigeants qui avaient en charge le destin des forces armées. Les populations des pays engagés dans un conflit, et au premier chef les cours des souverains belligérants, étaient tout aussi avides de la moindre annonce provenant des différents théâtres d'opération. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, chaque période de guerre – et celle de la Succession d'Espagne ne fait pas exception – correspond à une progression de la *Gazette* fondée par Renaudot<sup>3</sup>. Parallèlement, ce désir fait naître, presque de façon spontanée, de multiples rumeurs. Le seul moyen d'y mettre fin est d'étancher la soif du public par des nouvelles détaillées et avérées. Dans cette attente enfiévrée, même l'absence de nouvel événement en vient à devenir une information susceptible d'être largement diffusée et commentée. Au début de la guerre, Chamillart en

---

<sup>1</sup> Robert Darnton, « The Library in the New Age », *The New York review of books*, vol. 55, n°10, 12 juin 2008 [en ligne], disponible à l'adresse : <<http://www.nybooks.com/articles/21514>> [consulté le 7 janvier 2010].

<sup>2</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 259.

<sup>3</sup> Gilles Feyel, « Réimpression et diffusion de la Gazette dans les provinces : 1631-1753 », dans *Le journalisme d'Ancien Régime : questions et propositions, table ronde du CNRS, 12-13 juin 1981*, P. Retat, dir., Lyon, PUL, 1982, p. 72.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

vient ainsi à demander au duc de Vendôme d'avertir le roi et sa Cour de tout ce qui se passe... ou ne se passe pas :

« Trouvez bon que je vous supplie, sans vous donner la peine d'écrire, d'ordonner à quelqu'un de ceux qui sont auprès de vous de me mander régulièrement jusques aux moindres petites nouvelles, afin que le courtisan, qui est avide d'en débiter, ne prévienne point le roi sur une infinité de petites choses que Sa Majesté ne doit apprendre que par vous ou par moy. Je sçay bien que par vostre goust, vous ne faites pas cas de ces bagatelles [...], mais je vous supplie de faire en sorte que je reçoive par tous les ordinaires, indépendamment des couriers que vous enverrez, quelques lettres qui marquent le peu qu'il y aura eu, ou qu'il ne s'est rien passé »<sup>4</sup>.

La nouvelle par excellence est celle du déroulement et de l'issue d'une bataille. Lorsque l'on sait deux armées assez proches, et décidées à accepter le risque d'un affrontement majeur, l'attention et le désir d'informations tendent à leur maximum. L'annonce d'une bataille est une des rares qui mérite de réveiller le roi. Le secrétaire d'État de la guerre écrit à Vendôme en 1702, sentant le combat imminent : « Je vous avoue, Monseigneur, que je serois au comble de ma joye, de toute manière, si vous me donniez occasion de réveiller le roy : j'ai ordre de ne pas mesnager son sommeil en cas que j'ay une aussi agréable nouvelle à lui amener, à quelque heure de la nuit qu'elle arrive »<sup>5</sup>. Quelques semaines avant l'affrontement sous les murs de Turin, le duc d'Orléans prévenait ainsi Chamillart qu'il pouvait s'attendre à devoir informer le roi d'un grand événement :

« Les nouvelles que vous recevrez de nous doresnavant vont etre importantes. J'espere, monsieur, qu'elles seront à votre satisfaction et à la nôtre »<sup>6</sup>.

De fait, tous les habitants de Versailles pressentaient, au vu de la situation des deux armées adverses, que l'issue de la campagne était proche et nul ne doutait « qu'il y ait bientôt une grande action en ce pays-là »<sup>7</sup>. Dans de telles conditions, l'attente devenait rapidement fébrile. Le 11 septembre 1706, le courtisan se montrait « fort étonné » de n'avoir aucune nouvelle des armées d'Italie<sup>8</sup>. Les rumeurs plus ou moins fondées commençaient à circuler ;

---

<sup>4</sup> BnF ms. fr. 10247, fol. 83-4, Chamillart à Vendôme, l'Étang, 9 juin 1702, cité par E. Pénicaut, *Michel Chamillart...*, *op. cit.*, t. II, p. 10.

<sup>5</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1540, n°269, Chamillart à Vendôme, Versailles, 14 août 1702, cité *ibid.*, p. 9. Effectivement, la bataille de Luzzara se déroula le jour suivant l'expédition de cette missive.

<sup>6</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°291, Le duc d'Orléans à Chamillart, Valence, 25 août 1706.

<sup>7</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 200 (6 septembre 1706).

<sup>8</sup> *Ibid.*, t. XI, p. 208 (11 septembre 1706).

Sourches déplorait que l'absence d'informations fassent « courir une infinité de fâcheux bruits dans le public, comme, par exemple, que le marquis de Langallerie avoit jetté du secours dans Turin »<sup>9</sup>. À l'autre extrémité de l'espace de guerre européen, le duc de Vendôme manifestait également son inquiétude vis-à-vis du sort des soldats qu'il avait laissés quelques mois plus tôt<sup>10</sup>. Après de lui, le trésorier de l'ordinaire des guerres, Paparel, déplorait avec anxiété son « ignorance » des nouvelles d'Italie<sup>11</sup>.

Lorsque la bataille s'était déroulée, le besoin d'information ressenti vis-à-vis de cette affaire était à l'aune de l'attente initiale. La volonté de connaître le plus d'éléments possibles était renforcée par les spécificités d'un tel événement. Contrairement à d'autres nouvelles – l'annonce de la naissance ou de la mort d'un souverain, par exemple –, celle du déroulement d'une bataille n'est jamais précise. Non seulement tous les détails ne sont pas connus, mais l'issue exacte n'est pas forcément évidente : l'ampleur réelle d'une victoire ou d'une défaite est dure à définir, lorsque ce n'est pas l'attribution du succès à l'un des deux camps qui n'est pas elle-même douteuse. On peut à ce titre s'intéresser aux voies que prend la nouvelle avant de parvenir à tous ses destinataires – les chefs d'État, les cours, les populations – et aux formes qu'elle prend successivement, le développement des rumeurs ayant tendance à travestir et à brouiller les renseignements les plus fiables. Les informations étaient ensuite relayées par les différents circuits de diffusion des nouvelles, au sein desquels les gazettes et journaux jouaient un rôle prépondérant. Dans la mesure où ceux-ci subissaient un contrôle plus ou moins fort de la part des différents gouvernements d'Europe, les renseignements qu'ils relayaient subissaient des infléchissements qu'il semble nécessaire d'étudier.

Cette période, que l'on peut qualifier de moment de réception de la bataille, n'est que la première phase de l'onde de choc engendrée par l'événement militaire. Il est suivi d'un temps de réaction. Là encore, il s'agit de s'interroger sur les façons contrastées dont les différents groupes impliqués vont se comporter. Si l'on peut d'emblée supposer que vainqueurs et vaincus ne vont pas avoir la même appréciation d'une bataille, on peut chercher à identifier les disparités entre les attitudes des officiers et des soldats, entre celles des militaires sur le front et celles des civils, à l'arrière, ou encore entre celles des élites (de la Cour et de la capitale) et du reste de la population. C'est pourquoi nous étudierons la phase de réaction

---

<sup>9</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 206 (12 septembre 1706).

<sup>10</sup> AN G<sup>7</sup> 1778, n°201, Paparel à Desmarets, Lille, 14 septembre 1706. Voir aussi AN G<sup>7</sup> 1778, n°199, Paparel à Desmarets, Douai, 11 septembre 1706 : « Je parts dans le moment toujours bien inquiet pour les affaires d'Italie ».

<sup>11</sup> AN G<sup>7</sup> 1778, n°198, Paparel à Desmarets, Le Quesnoy, 9 septembre 1706.

comme un processus échelonné, en abordant d'abord les comportements des militaires qui viennent de connaître l'issue de la bataille, puis l'attitude des entourages royaux, enfin les réactions des différentes sociétés européennes engagées dans le conflit.

Après les réjouissances ou les lamentations, le désir de récompenser les vainqueurs ou celui de punir les responsables, se déroule une troisième période : celle de la représentation. Ce terme doit être considéré dans toutes ses acceptions : comme l'indique Peter Burke à propos de son travail sur Louis XIV, la représentation renvoie aussi bien aux fixations de l'événement sous une forme graphique ou littéraire, qu'à « l'image projetée dans ou par les médias, mais aussi à l'image reçue, à l'empreinte [...] dans l'imagination collective »<sup>12</sup>. La représentation, qui suppose un retour sur l'événement considéré, est à la fois une illustration des faits qui se sont déroulés et une réflexion sur leur signification profonde. Les batailles de la guerre de Succession d'Espagne se déclinent sous de multiples formes, monuments, tableaux, estampes, poèmes, sermons ou chansons satiriques, offrant selon les auteurs et les artistes des clefs d'interprétation souvent divergentes. Il ne faudra pas négliger, au sein de ces angles d'analyse, l'étude des défaites de la fin du règne de Louis XIV par les penseurs et les théoriciens militaires.

Si la postérité d'une bataille se décline en trois temps distincts, ces derniers ne sont pas nécessairement chronologiquement étalés les uns à la suite des autres. Les premières réactions apparaissent alors même que la nouvelle du combat n'est pas forcément bien connue ; on peut réagir à des informations erronées. Les premières représentations d'un affrontement – par les estampes satiriques, par exemple – ont lieu très tôt, bien avant que la première pierre des monuments commémoratifs ne soit posée. L'ordre dans lequel seront étudiées ses trois phases dépend en fait de leur durée. On s'intéressera d'abord au temps de la réception, qui est relativement court : il faut quelques semaines à quelques mois pour que les principaux détails d'une action soient connus. Les réactions s'étalent sur un laps de temps plus important. Parfois, c'est le souvenir des défaites passées qui amène un général à se voir retirer tout commandement à l'issue d'une déconvenue mineure. Enfin, la période de représentation d'une bataille, qui sera analysée dans le troisième chapitre de cette partie, ne cesse jamais vraiment. Même si son dynamisme va en s'amoindrissant, la possibilité d'aborder à nouveau un événement, avec une approche traditionnelle ou inédite, est toujours offerte.

Par ailleurs, aucune des phases de l'onde de choc ne saurait se penser séparément. Il faut suivre le conseil de Pierre Retat qui demande aux historiens de considérer tous les modes

---

<sup>12</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 20.

de transmission, d'interprétation, d'exploitation d'un événement comme les éléments interdépendants d'un même « système d'information », qui « ne se comprennent que dans la relation qui les unit »<sup>13</sup>. Cette démarche à la fois englobante et comparatiste (entre les différents éléments du système, entre les systèmes de différents pays) apparaît d'autant plus riche qu'elle permet d'étudier à propos d'un même épisode les manifestations émanant des différents groupes qui composent une société : « Entrer dans le monde de la communication, c'est tirer à soi toute la culture d'une époque »<sup>14</sup>. On peut mettre ses propos en relation avec ceux que tient Olivier Chaline en préambule de son étude sur la bataille de la Montagne Blanche. Il y souligne l'extraordinaire puissance de « dévoilement » qu'offre l'examen de la violence de guerre<sup>15</sup>. En mettant à l'épreuve corps et esprits, l'expérience guerrière met à nu les autorités politiques et religieuses, les hiérarchies sociales, les capacités techniques et économiques d'une société qui envoie ses hommes au combat. À bien des égards, la violence infligée par l'onde de choc d'une défaite représente une seconde forme de dévoilement.

Nous allons dans un premier temps nous intéresser à la réception de l'événement, c'est-à-dire à la façon dont se transmet la nouvelle des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne. Quels voies de communication, quels modes de diffusion peuvent être utilisés ? Il faudra se demander par ailleurs quel était le niveau de fiabilité des premières informations sur ces engagements. Comment les détails d'une bataille, événement largement incompréhensible même pour ceux qui y avaient assisté, pouvaient-ils être transmis aux non-combattants ? Quels étaient les signes d'une telle affaire ? Enfin, à partir de quand une image intelligible de l'événement se dégageait-elle ?

Pour ceux qui n'avaient pas de proches à l'armée, ou qui n'avaient pas l'occasion d'en recevoir des lettres, les gazettes et journaux représentaient une source d'information privilégiée. Pendant longtemps, on a négligé l'étude des publications périodiques sous l'Ancien Régime, bien que ce soit la période durant laquelle ce type de document est né<sup>16</sup>. Simples outils de propagande, ils ne semblaient pas mériter l'attention que l'on portait à leurs héritiers de l'époque contemporaine. Ils auraient tout juste été bons à fournir des données brutes, que l'on devait soumettre à un examen critique approfondi destiné à distinguer les

---

<sup>13</sup> Pierre Retat « Bilan et perspectives des recherches sur les gazettes », dans *L'information à l'époque moderne. Actes du colloque de l'Association des historiens modernistes des universités de 1999*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001, p. 16.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>16</sup> Lucien Bély, « Introduction », dans *L'information à l'époque moderne...*, *op. cit.*, p. 3.

renseignements fiables des mensonges d'État. L'un de ses titres les plus emblématiques, la *Gazette* de Renaudot, n'a-t-elle pas été qualifiée de « Pravda du XVII<sup>e</sup> siècle »<sup>17</sup> ? Fort heureusement, l'histoire des journaux et gazettes a récemment bénéficié d'un intérêt nouveau. Des travaux se sont efforcés d'élaborer une typologie des sources d'information sous l'Ancien Régime, de mettre au jour les modes de circulation des nouvelles, d'évaluer l'audience et l'appréciation des publications périodiques par leurs lecteurs. On a bien entendu continué à analyser les modalités de l'intervention du pouvoir gouvernemental dans la rédaction de ces publications. Ces questionnements méritent d'être appliqués au cas des quatre grandes défaites que nous étudions.

Au sein de ces exemples, nous nous pencherons plus particulièrement sur celui de la nouvelle du combat d'Audenarde. Il offre l'illustration intéressante d'une véritable bataille d'information, menée par le duc de Vendôme sur deux fronts : à l'extérieur contre les généraux et les journaux alliés ; à l'intérieur, contre le duc de Bourgogne.

Il ne faut enfin pas oublier que la soif d'information manifestée vis-à-vis du déroulement des opérations militaires n'était pas uniquement due à un intérêt un peu abstrait pour le destin des différents États européens. Bon nombre d'auditeurs pensaient en premier lieu au sort individuel de leurs parents ou amis, qui avait à leurs yeux une importance bien supérieure à celui de l'armée en général. Comment se manifestait, de la part de « l'arrière » – s'il est permis d'employer un terme anachronique – l'anxiété vis-à-vis de la nouvelle d'une bataille, puis le soulagement ou la douleur ? Quelles étaient alors les attitudes adoptées ? Quelles consolations pouvaient trouver les familles touchées par la perte d'un proche ? La prise en compte des phénomènes d'attente et de deuil permettra d'appréhender ce que représentait, pour les non-combattants, l'expérience indirecte de la violence de guerre.

### **8.1. L'arrivée lacunaire des informations.**

#### **8.1.1. Le rapport du général en chef.**

C'est en premier lieu au général en chef d'avertir le ou les maîtres de son armée, de l'occurrence d'une action et de son issue. À la tête d'une troupe cosmopolite, Marlborough se doit de prévenir tous les souverains qui ont fourni des hommes à la Grande Alliance. Après la

---

<sup>17</sup> Par Guy Turbet-Delof, *La presse périodique française et l'Afrique barbaresque au XVII<sup>e</sup> siècle, 1611-1715*, Genève, Droz, 1973, 191 p.

bataille d'Audenarde, il envoie un rapport court et stéréotypé au roi de Prusse, à l'Électeur de Hanovre, aux États Généraux, à l'Empereur et au roi de Danemark<sup>18</sup>. C'est l'occasion de vanter la bonne tenue de leurs troupes respectives. Par habileté diplomatique, il prend soin de marquer son intérêt envers les membres de la Coalition les plus susceptibles de revirements : il adresse ainsi une dépêche au duc de Savoie<sup>19</sup>. Il expédie enfin une lettre au roi de Suède. Il s'agit en effet de s'attirer les bonnes grâces de ce dernier pour qu'il reste concentré sur la Russie, et qu'il ne se retourne pas contre des princes d'Empire. Toutefois, comme Charles XII n'est pas un allié, il préfère envoyer la relation, assez circonstanciée cette fois-ci, de l'affrontement, à un proche du roi, le comte Piper, tout en avertissant Charles XII pour que ce dernier la lise si ce dernier le souhaite<sup>20</sup>. Il est probable que le capitaine-général n'hésite pas à détailler son récit car il sait que le héros de Narva est un homme de guerre susceptible de comprendre et d'apprécier les mouvements de l'armée coalisée. Quand Marlborough écrit des lettres à des militaires, il est ainsi beaucoup plus prolixe : le compte-rendu de Ramillies fait au prince Eugène est le plus long qu'il nous ait été donné de lire dans l'ouvrage de Murray à propos de cette bataille<sup>21</sup>, avec celui que l'Anglais destina au prince de Bade<sup>22</sup>. Les principaux généraux de la Coalition sont en effet prévenus : Marlborough informe Thungen du combat d'Audenarde<sup>23</sup>. Enfin, ces nouvelles sont parfois l'occasion de rappeler à l'ordre et d'inciter à plus de vigueur les alliés récalcitrants ou hésitants, comme le fut le roi de Prusse en 1706. Après la journée du 23 mai, le capitaine-général lui envoya cette pique : « Je regrette fort que les troupes de Votre Majesté n'ont pas eu part à cette glorieuse action ; cependant je ne veux pas désespérer de les voir encore dans l'armée »<sup>24</sup>. Enfin, Marlborough adresse bien entendu des lettres à ses compatriotes. Il informe la reine Anne de sa victoire, ainsi que ses propres amis politiques : Godolphin, le secrétaire Boyle et le comte de Manchester sont au nombre des destinataires de ses missives.

---

<sup>18</sup> G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103-116.

<sup>19</sup> Marlborough au duc de Savoie, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103.

<sup>20</sup> Marlborough au roi de Suède, camp de Wervick, 16 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 114 ; Marlborough au comte Piper, camp de Wervick, 16 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 114-116.

<sup>21</sup> Marlborough au prince Eugène, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 524-526.

<sup>22</sup> Marlborough au prince de Bade, camp de Louvain, 25 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 527.

<sup>23</sup> Marlborough à M. de Thungen, camp de Wervick, 15 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 111.

<sup>24</sup> Marlborough au roi de Prusse, camp de Bavechien, 24 mai 1706, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. II, p. 521-522.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

Marlborough se contente généralement de textes courts car il est très occupé à évaluer la situation et à suivre l'armée ennemie. De plus, à la fin de ces journées, il est tellement fatigué qu'il n'est guère en état de faire de longs récits, et remet fréquemment l'envoi de la nouvelle au lendemain. Le 24 mai 1706, il avoue au roi de Prusse, pour s'excuser de ne rien lui avoir adressé plus tôt : « Je suis si fatigué [...] qu'avec peine j'ai pu écrire une lettre à la reine ma maîtresse »<sup>25</sup>. Enfin, il est probable que ce jour-là, Marlborough n'est guère capable d'évaluer précisément l'ampleur de son succès. Le prince Eugène se contente, lui aussi, de rapports assez courts les premiers jours suivant la victoire d'Audenarde<sup>26</sup>. Ce n'est qu'une semaine plus tard qu'est rédigée une véritable relation<sup>27</sup>.

C'est également aux généraux en chef de Louis XIV de prévenir leur souverain qu'ils ont été battus. Le 26 mai 1706, « le roi apprit à son réveil la triste nouvelle d'une bataille que nous avons perdue en Flandre »<sup>28</sup>. Elle était portée par la dépêche de Villeroy<sup>29</sup>. L'Électeur de Bavière aussi se fendit d'une lettre pour annoncer sa défaite. Quelques mois plus tard, ce fut encore « à son lever » que le roi fut averti de « la cruelle nouvelle que M. le duc d'Orléans avait été forcé par le duc de Savoie et le prince Eugène dans le quartier qu'il défendoit entre la Doire et la Sture »<sup>30</sup>. Là encore, le porteur de l'information a été personnellement envoyé par le général en chef : il s'agit de Saint-Léger, le premier valet de chambre du duc d'Orléans. Enfin, la nouvelle d'Audenarde fut annoncée par deux envoyés, l'un dépêché par le duc de Bourgogne, l'autre par le duc de Vendôme.

Les lettres expédiées par les commandants français dans les Flandres sont comparativement beaucoup plus fournies que celles des chefs coalisés, bien que les généraux de Louis XIV soient très absorbés par la nécessité de rassembler l'armée et de la mettre en sécurité. En mai 1706, la missive envoyée par l'Électeur de Bavière est assez courte. Elle est davantage destinée à exprimer sa douleur qu'à faire comprendre au roi comment son armée a pu être battue :

« Quoique pénétré de douleur, je ne dois pas manquer de rendre compte à Votre Majesté de la malheureuse journée que nous eûmes hier, et laquelle bien que les premières

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Rapport du prince Eugène à l'Empereur, Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl. n°97, p. 151-152.

<sup>27</sup> Relation de la bataille du prince Eugène à l'Empereur, camp de Werwick, 18 juillet 1708, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. X, suppl., p. 152-156.

<sup>28</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 111 (26 mai 1706).

<sup>29</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 85 (26 mai 1706).

<sup>30</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 204 (14 septembre 1706).



## LE TEMPS DE LA RECEPTION

apparences furent tres belles, tourna ensuite si fort au desavantage de l'armée de Votre Majesté qu'elle n'a pu eviter la defaite. Mons<sup>r</sup> le mareschal de Villeroy s'est chargé d'en faire le detail à Votre Majesté auquel je me remets, et laisse Votre Majesté [juge] du triste etat où je me trouve une seconde fois. Je serois pourtant consolé, si le malheur se renfermoit en moy seul, et si Votre Majesté pleine de ses bontéz ordinaires pour moy, veut bien soulager ma peine par la continuation de sa protection et me croire... »<sup>31</sup>.

Même si elle était destinée à Louis XIV, cette lettre fut d'abord envoyée à Chamillart<sup>32</sup>. Maximilien-Emmanuel voulait probablement que le secrétaire d'État choisisse le moment le plus propice pour annoncer la défaite au roi. La dépêche de Villeroy en revanche est celle d'un commandant : très longue – plusieurs pages – contrairement à celles de Marlborough, elle décrit les marches initiales, les différents mouvements, les circonstances de la retraite, mais elle ne donne pas encore d'estimations sur les pertes<sup>33</sup>. Le maréchal n'omet pas d'adresser une missive à Chamillart, mais elle est bien plus sèche : il lui demande de l'excuser de ne pas écrire à nouveau le détail d'un sujet aussi douloureux. Le duc d'Orléans en 1706, le duc de Vendôme en 1708 sont également plus prolixes dans l'exposé des faits que ne le sont Marlborough et Eugène<sup>34</sup>. Les généraux français, qui ne servent qu'un seul maître, n'ont donc pas besoin de multiplier les destinataires, se contentant d'écrire à Louis XIV et parfois à Chamillart – sans compter les éventuelles lettres d'ordre privé qui ne sont pas conservées à Vincennes. En revanche, leurs lettres se doivent d'être plus détaillées : un général vainqueur n'a guère besoin de faire de longs discours, le vaincu doit en revanche se justifier.

La vitesse d'arrivée des informations aux différents centres de gouvernement européens dépend du théâtre d'opération concerné. En général, le roi de France est plus vite averti que la reine d'Angleterre, et aussi vite que les États Généraux – c'est le cas pour les batailles de 1706 et 1708. Les nouvelles tombent d'ailleurs très rapidement : Louis XIV est informé de la bataille de Ramillies dès le 26 mai 1706<sup>35</sup>, de celle de Turin le 14 septembre<sup>36</sup>, de celle d'Audenarde le 14 juillet 1708<sup>37</sup>. La redistribution des informations aux autres armées est en revanche plus lente : les troupes françaises d'Italie apprennent la levée du siège de Barcelone

---

<sup>31</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°209, Bavière au roi, camp près Bruxelles, 24 mai 1706.

<sup>32</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°208, Bavière à Chamillart, camp près Bruxelles, 24 mai 1706.

<sup>33</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210, Villeroy au roi, camp sous Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>34</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°395, Orléans au roi, Pignerol, 8 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 283-284 ; SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>35</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 111.

<sup>36</sup> *Ibid.*, t. XI, p. 204. La nouvelle est connue en Hollande très exactement le même jour. Saint-Simon, t. XIV, p. 74.

<sup>37</sup> Souches, *op. cit.*, t. XI, p. 129 (14 juillet 1706) ; Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 181.

par les réjouissances de l'armée adverse, et la défaite de Ramillies par des rumeurs courant à Venise<sup>38</sup>.

En revanche, après la bataille de Blenheim, l'arrivée de l'information à Versailles est moins prompte : les émissaires français courent de grands dangers en traversant la Souabe, tandis que le chemin par la Suisse, plus sûr, est bien plus long : « [Les Alliés] ont l'avantage de recevoir et d'envoyer des couriers par des postes réglées, dans le temps que nostre commerce ne se fait que par des banquiers, ou par des gens à pied difficiles à trouver, et sujets à estre pris »<sup>39</sup>. Malgré la facilité dont disposent les Coalisés pour circuler à travers tout l'Empire, leurs messagers mirent tout de même un certain temps avant d'atteindre toutes les capitales concernées. Le colonel Parke, envoyé personnel de Marlborough à la reine, n'atteignit Windsor que le 21 août 1704, soit 8 jours après l'affrontement<sup>40</sup>. Il avait parcouru près de six cent kilomètres, et traversé une mer (la Manche). Mais au fur et à mesure de sa progression, il avait répandu les nouvelles dans les principales villes allemandes et hollandaises, déclenchant partout des manifestations de joies. Ce décalage entre la rapidité des informations en direction des pays de la Coalition et la lenteur qu'elles mirent à parvenir en France est une des spécificités de la diffusion de la nouvelle de Blenheim : elle permet d'étudier, au jour près, l'onde de choc de la bataille.

### 8.1.2. L'onde de choc : les signes inquiétants de la bataille de Blenheim

Ces manifestations furent justement les premières marques de la défaite d'Höchstädt perçues à la frontière française. De Strasbourg, La Houssaye écouta, perplexe et inquiet, « la réjouissance que firent les ennemis le quinze [août] au soir, aux lignes de Bihl, et de Stollhoffen »<sup>41</sup>. C'est aussi le terme de « réjouissances » qu'emploie Coigny<sup>42</sup>. Laubanie, gouverneur de Landau, évoque « le bruit des triples salves de mousqueterie et de canon qu'on a entendu la nuit passée »<sup>43</sup>. Il est nécessaire d'en savoir plus avant d'alarmer la Cour : Laubanie envoie un homme à Spire pour essayer d'obtenir, grâce à une intelligence qu'il a

---

<sup>38</sup> SHD AG, 1M 124/2, n°70, campagne de Lombardie, en 1706.

<sup>39</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°109, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 18 août 1704.

<sup>40</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 454.

<sup>41</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°109, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 18 août 1704.

<sup>42</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°103, Coigny à Chamillart, camp de Biche, 17 août 1704.

<sup>43</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°135, Laubanie à Chamillart, Landau, 17 août 1704.

dans la place, des nouvelles de Philippsbourg<sup>44</sup>. Villeroy, prévenu lui aussi par les manifestations d'allégresse venant des lignes de Stollhofen, interroge en personne un prisonnier fait le lendemain par un parti de carabiniers<sup>45</sup>. Ce dernier lui répond que c'est « pour une bataille gagnée en Bavière »<sup>46</sup>. Effectivement, les dépêches confirmant le déroulement d'une action ne tardent pas à se multiplier : de Bâle arrive l'information qu'un courrier venant de Schaffhouse répand la nouvelle d'une grande bataille dans l'Empire<sup>47</sup>. Tout est encore confus, puisqu'on « l'on ne peut pas sçavoir qui a gagné le champ de bataille »<sup>48</sup>. Mais cela se précise bientôt : Laubanie reçoit la lettre d'un marchand de Worms qui parle de l'abandon par l'armée des Deux-Couronnes de tous ses bagages, canons, munitions, et de la prise de vingt-six bataillons, quatre régiments de dragons, et du maréchal de Tallard<sup>49</sup>. Ce texte est plus circonstancié qu'une relation imprimée juste après la bataille, qui n'évoque que l'écrasement des troupes franco-bavaroises et la capture de Tallard<sup>50</sup>. Des copies ou des extraits de ces écrits sont envoyés à Versailles par paquets<sup>51</sup>.

Les officiers français en poste sur la frontière sont enclins à la plus grande méfiance envers toutes ces nouvelles : « Il est très difficile de distinguer le vrai d'avec le faux parmi toutes les différentes relations qui nous viennent de chez les ennemis, tant parce qu'ils supposent des noms les uns pour les autres, ou qu'ils sont bien aise de grossir le volume de leur avantage »<sup>52</sup>. Laubanie indique qu'on ne peut guère ajouter foi à tout ce qu'on peut lire sans disposer au préalable d'un détail plus fourni<sup>53</sup>. Ce scepticisme est assez fondé, au regard de toutes les erreurs et des imprécisions qui se trouvent dans les premières lettres. Certaines assurent que Marcin est également prisonnier<sup>54</sup>, d'autres au contraire que seules les troupes de Tallard ont combattu, et ont donc été logiquement écrasées par les forces réunies d'Eugène et de Marlborough<sup>55</sup>. C'est pourquoi Laubanie peut encore espérer, sans trop sembler y croire : « Dieu veuille que le contenu de cette lettre soit faux et que l'action se soit passée à l'honneur et avantage du Roy et de la nation »<sup>56</sup>. Le comte d'Autel, gouverneur de Luxembourg, trouve

---

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°38, Villeroy au roi, camp d'Erlach, 17 août 1704.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°110, nouvelles de Bâle, 17 août 1704.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°138, lettre d'un marchand de Worms, s.l., s.d.

<sup>50</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°139, relation allemande de la bataille d'Höchstädt, du quartier général anglais à Höchstädt, 13 août 1704.

<sup>51</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°109, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 18 août 1704.

<sup>52</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°146, Laubanie à Chamillart, Landau, 21 août 1704.

<sup>53</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°135, Laubanie à Chamillart, Landau, 17 août 1704.

<sup>54</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°136, Raville à Garimond, s.l., s.d.

<sup>55</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1760, n°140, Foulon à Chamillart, Huningue, 19 août.

<sup>56</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°135, Laubanie à Chamillart, Landau, 17 août 1704.

si « surprenant que tant de troupes choisies, comme celles que les ennemis (*sic*) publient, se soient rendu prisonnier », qu'il ne saurait « ajouter foi à tout ce que l'on peut dire »<sup>57</sup>. Évoquant la rumeur selon laquelle les régiments de Greder et de Zurlauben auraient jeté bas leurs armes, Villeroy confie au secrétaire d'État de la guerre : « Cella est incroyable »<sup>58</sup>.

Pourtant, des preuves de plus en plus tangibles ne cessent de parvenir. Coigny reçoit la nouvelle que deux régiments qui avaient reçu l'instruction de marcher en renfort du prince Eugène se sont vus ordonner de rebrousser chemin pour retourner sur les lignes de Stollhofen, ce qui indique que les opérations des Alliées en Bavière sont terminées<sup>59</sup>. Un officier qui a été envoyé auprès du comte de Nassau, officier général coalisé, pour une quelconque raison, obtient de lui l'assurance de la véracité de la défaite française et de la captivité de Tallard<sup>60</sup>. L'accumulation des témoignages concordants contraint officiers et intendants à rendre compte de ce qu'ils ont appris au roi. La Houssaye avoue à Chamillart qu'il voudrait bien « pouvoir laisser à d'autres le soin de ['] informer des mauvaises nouvelles qui courent »<sup>61</sup>. Villeroy, qui avait différé « de despescher un courier [au roi], dans l'esperance [d'avoir] des eclaircissements d'un bruit que les ennemis faisoient courir dans leur armée », pour ne pas colporter les rumeurs, doit finalement prévenir Louis XIV dans une lettre datée du 17 août<sup>62</sup>. Mais le maréchal cherche à minimiser l'ampleur de l'affaire : dans la même lettre, il avertit son souverain de la présence dans les relations dont il dispose de « faussetés, qui peuvent encore faire douter de la verité des details », vérité qui « sera peut estre bien differente de ce que les ennemis publient »<sup>63</sup>. Deux jours plus tard, il écrit à Chamillart qu'une lettre arrivée de Stuttgart lui « donne quelqu'esperance que le mal n'est pas si grand [...] et que la perte des ennemis est tres considerable : quand ils avouent dix mille hommes de perdus, il faut que leur perte soit plus grande »<sup>64</sup>.

Selon tous les mémorialistes, c'est l'arrivée du courrier de Villeroy parti d'Erlach le 17 août qui prévient la cour de Versailles, quatre jours plus tard, de la défaite de Blenheim. Louis XIV se charge lui-même d'informer son entourage de l'échec de ses troupes, comme le rapport Dangeau : « Le roi, en allant à la messe, nous dit qu'il avoit reçu de tristes nouvelles de l'armée de M. de Tallard ; on ne sait encore cela que par un courier du maréchal de

---

<sup>57</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°107, d'Autel à Chamillart, Luxembourg, 21 août 1704.

<sup>58</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°41, Villeroy à Chamillart, camp d'Erlach, 17 août 1704.

<sup>59</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1758, n°103, Coigny à Chamillart, camp de Biche, 17 août 1704.

<sup>60</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°38, Villeroy au roi, camp d'Erlach, 17 août 1704.

<sup>61</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1753, n°109, La Houssaye à Chamillart, Strasbourg, 18 août 1704.

<sup>62</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°38, Villeroy au roi, camp d'Erlach, 17 août 1704.

<sup>63</sup> *Ibid.* Villeroy est en revanche désormais sûr que le maréchal de Tallard a été pris.

<sup>64</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°49, Villeroy à Chamillart, camp d'Erlach, 19 août 1704.

Villeroy »<sup>65</sup>. Louis XIV réitère ce geste le lendemain, lorsqu'il lit tout haut une lettre de Marcin reçue le jour même<sup>66</sup>.

### 8.1.3. La recherche d'informations au-delà des sources officielles

Si le souverain choisit d'annoncer en personne à sa Cour que ses armées avaient été battues, c'est que le long laps de temps qui s'était écoulé entre la défaite et l'arrivée de l'information officielle avait permis aux rumeurs les plus invraisemblables de se multiplier. Le 20 août 1704, certains courtisans affirmaient qu'il s'était déroulé une grosse affaire sur le Danube, où le prince de Bade aurait été maltraité<sup>67</sup>. À la même date, on ignorait si l'armée de Marcin avait été engagée dans l'action ; on était contraint de se raccrocher aux éléments les plus ténus pour se faire une opinion :

« Blansac mande qu'il a vu, le matin de l'action, Nangis et le Prince Charles, qui sont tous deux de l'armée de M. de Marsin, et c'est ce qui fait croire que l'armée de M. de Marsin a combattu aussi ; mais dans toutes les autres lettres il n'y a rien qui le puisse faire croire, et pas un des officiers de cette armée-là n'est nommé parmi les prisonniers »<sup>68</sup>.

Cependant, l'arrivée à la Cour des informations « officielles », celles émises par le général en chef, ne suffisait pas toujours à étancher l'inquiétude et la soif d'information des hôtes de Versailles. À chaque défaite, les mémorialistes s'accordent à déplorer la faiblesse du nombre de renseignements contenus dans les lettres des généraux. Sourches déplorait ainsi le 21 août 1704 qu'« on ne savoit encore aucun détail de la manière dont l'action s'étoit passée »<sup>69</sup>. Le lendemain, la missive de Marcin décevait le roi :

« Le maréchal de Marcin ne lui faisoit aucun détail de l'action de Hochstaedt, lui marquant seulement qu'il avoit vu trois fois la bataille gagnée à la gauche, où il commandoit, mais que la droite ayant été battue presque sans résistance, il avoit été obligé de faire sa retraite en bon ordre, et qu'il alloit gagner le Rhin à grandes journées, qu'il lui marquoit jour par jour, et que le duc de Bavière marchoit avec lui, amenant ses

---

<sup>65</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 101 (21 août 1704). Sourches confirme : « Le 21, on reçut par un courrier du maréchal de Villeroy une funeste nouvelle, qui étoit que Marlborough et le prince Eugène, joints ensemble, avoient battu l'armée de Tallard auprès de Hochstaedt » (Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 52, 21 août 1704).

<sup>66</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 102 (22 août 1704).

<sup>67</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 52 (20 août 1704).

<sup>68</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 101 (21 août 1704).

<sup>69</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 52 (21 août 1704).

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

troupes et ayant pris sans balancer le parti d'abandonner sa famille et son pays pour s'attacher à la fortune du Roi »<sup>70</sup>.

Le 26 mai 1706, Dangeau se plaignait également de ne pas connaître les détails de l'affaire qui venait de se passer<sup>71</sup>. Les jours, voire les semaines suivant les combats de 1704 et de 1706 ne voyaient guère venir des récits plus circonstanciés, au désespoir de tous, et particulièrement de Louis XIV. Le Roi-Soleil, privé de détails, fut alors contraint de trouver d'autres sources d'informations que celles qui lui parvenaient par le canal normal que représentait la correspondance des bureaux de la Guerre. Saint-Simon relate qu'après Blenheim, « le roi, jusque par lui-même, cherchoit des nouvelles, il en demandoit, il se faisoit apporter ce qui arrivoit de la poste, et il n'y arrivoit rien, ou presque rien qui l'instruisît. On mettoit bout à bout ce que chacun savoit, pour en faire un tout qui ne contentoit guères »<sup>72</sup>. Chamillart avait même dû rappeler Marcin à son devoir d'informer le souverain : « Vous ne devés, monsieur, douter de l'inquietude du Roy de n'avoir point reçu de vos lettres depuis la journée du treize »<sup>73</sup>. Les mêmes scènes se produisirent deux ans plus tard : « Ne sachant rien qu'en gros, on fut six jours sans courrier ; la poste même fut arrêtée [...] Le roi fut réduit à demander des nouvelles aux uns et aux autres, sans que personne ne lui en pût apprendre »<sup>74</sup>.

En conséquence, rumeurs et informations plus ou avérées continuaient à se répandre. Le 28 mai 1706, soit deux jours après l'arrivée de la missive de Villeroy, Sourches notait que « le bruit couroit [...] que les ennemis avoient cru aussi avoir perdu la bataille, et que, pour marques certaines, ils n'avoient pas retiré leurs morts, ni passé la nuit sur le champ de bataille, et qu'ils n'avoient pas marché à Louvain »<sup>75</sup>. L'auteur ne fut toutefois pas trompé par ce faux espoir : « Les gens mieux informés assuroient qu'ils n'étoient pas restés sur le champ de bataille, parce qu'ils avoient marché toute la nuit à Louvain, et qu'ils en étoient les maîtres »<sup>76</sup>.

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 53 (21 août 1704).

<sup>71</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 111 (26 mai 1706).

<sup>72</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 189.

<sup>73</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n° 143, Chamillart à Marcin, 21 août 1704.

<sup>74</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 380. C'est d'ailleurs, selon Louis de Rouvroy, le principal objet du voyage à l'armée du secrétaire d'État de la guerre : « Poussé à bout d'un silence si opiniâtre, [Louis XIV] prit le parti d'envoyer Chamillart en Flandres pour avoir, par lui au moins, sûrement des nouvelles ».

<sup>75</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 89 (28 mai 1706).

<sup>76</sup> *Ibid.*

Le sort des généraux en chef préoccupait beaucoup les courtisans. « On ignoroit encore si le maréchal de Tallard avoit été tué ou pris », note Sourches le 22 août<sup>77</sup>. Chamillart lui-même, malgré les informations de Villeroy, doutait : « J'écris à M. le mareschal de Tallard, quoique l'on m'asseure qu'il est prisonnier »<sup>78</sup>. On retrouve semblables incertitudes après la défaite de Turin. On évoque ainsi une nouvelle circulant à Londres, selon laquelle « le duc d'Orleans et le duc de La Feuillade etoient morts, le premier de ses blessures, et l'autre de maladie après avoir été fait prisonnier à la levée du siege de Turin »<sup>79</sup>. Là encore, on indique que ces indications « meritent confirmation »<sup>80</sup>.

Faute d'informations officielles détaillées, la Cour devait se reporter sur les correspondances privées. Ce fut le cas en 1704 : le 21 août arriva « un trompette chargé de plusieurs lettres d'officiers de nos troupes prisonniers, à qui on a permis d'écrire »<sup>81</sup>. Ces dépêches datées du 15 avaient transité par le camp des Alliés à Stollhofen, puis par le camp de l'armée du maréchal de Villeroy, qui les avait transmises à Versailles. Elles étaient l'œuvre de Blanzac, Montperoux, Hautefeuille, Denonville, du chevalier de Croissy, tous officiers de l'armée de Tallard. Le 27 août arrivait un autre paquet de missives dont la plupart étaient écrites à leurs amis, par des officiers des armées du Rhin et du Danube<sup>82</sup>. Les rédacteurs savaient bien que même si leurs lettres étaient théoriquement destinées à leurs proches (Hautefeuille s'adressait à sa mère<sup>83</sup>), elles seraient lues partout avec avidité. Les messages de particuliers étaient ainsi, après ceux des généraux, qui transitaient par le roi et son secrétaire d'État, les principales sources d'information de la Cour sur le déroulement des batailles. C'est peut-être pour cela que leurs auteurs étaient aussi peu prolixes sur le déroulement des opérations, ne tenant point à s'attirer les mauvaises grâces de quiconque. La déception était souvent de mise pour ceux qui tentaient de trouver dans les lettres des particuliers les responsabilités de chacun, comme la Cour l'expérimenta en 1708 : « Le 16 [juillet], encore

---

<sup>77</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 53 (22 août 1704). Nous pouvons également nous référer à Dangeau : « On ne sait ce qu'est devenu M. le maréchal de Tallard, on le croit pris, mais comme il n'y a point de lettres de lui et qu'il y en a beaucoup de nos officiers prisonniers qui n'en disent rien, on craint encore plus pour lui que la prison » (Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 101 : 21 août 1704). La lettre officielle envoyée par Villeroy est pourtant arrivée la veille à Versailles.

<sup>78</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n° 143, Chamillart à Marcin, 21 août 1704.

<sup>79</sup> AE Angleterre 220, fol. 227r-228r, nouvelles de Londres, 24 septembre/5 octobre 1706.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 101 (21 août 1704).

<sup>82</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 58 (27 août 1704).

<sup>83</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 56 (23 août 1704).

qu'il arrivât souvent des courriers et que divers particuliers eussent reçu des lettres de l'armée, on ne pouvoit encore éclaircir la vérité de l'action qui s'étoit passée en Flandres »<sup>84</sup>.

On tentait donc de se tourner vers d'autres sources, comme les récits des généraux coalisés : « L'après-dînée, on commençoit à voir dans le monde une lettre imprimée de Marlborough adressée aux États Généraux »<sup>85</sup>, qui rassurait quelque peu les Français sur leurs capacités militaires, puisque le capitaine-général annonçait « que les ennemis l'avoient attaqué et culbuté sur les deux premières charges, mais qu'à la troisième il les avoit battu et avoit remporté une victoire complète »<sup>86</sup>. Pour comprendre le déroulement de la bataille de Wynendael, Bergeyck préféra lire les lettres d'officiers étrangers qu'il avait réussi à intercepter plutôt que les relations des généraux français<sup>87</sup>. Ces derniers avaient trop facilement tendance à son goût à attribuer l'échec de la journée à l'attitude des troupes d'Espagne...

Toutefois, on appréciait par-dessus tout questionner des témoins oculaires de la bataille. Tallard et Marcin en 1704, Villeroy en 1706 envoyèrent des officiers de leur entourage pour parler au roi<sup>88</sup>. Le chevalier de Livry, qui pourtant n'avait pas participé à la bataille de Blenheim, étant dans l'armée du maréchal de Villeroy, ne donna pas moins aux courtisans, lors de son passage à Versailles, de nombreux détails sur l'état des troupes de Marcin et Tallard<sup>89</sup>. Le chevalier de Rohan ne se rendit à la Cour qu'à la fin du mois de septembre. Il y fut pourtant encore fort questionné, d'autant plus que sa capture à la seconde bataille d'Höchstädt lui donnait l'image d'un homme qui s'était trouvé au cœur de l'action, et lui permettait une bonne connaissance de l'état des armées alliées : « Il étoit venu sur sa parole et racontoit la bataille d'Hochstaedt assez naturellement pour faire croire son récit véritable »<sup>90</sup>.

C'était l'occasion, pour ceux qui arrivaient à Versailles, de vanter leurs mérites ou ceux de leurs supérieurs. Un écuyer du vidame d'Amiens, maréchal de camp servant dans l'armée du duc de Vendôme, y vint quatre jours après Audenarde. Il y eut l'occasion de célébrer la conduite de son maître qui était parvenu, à la tête de ses cheveu-légers de la garde, à charger successivement des formations de cavalerie et d'infanterie pour faire sa retraite<sup>91</sup>. Les détails

---

<sup>84</sup> *Ibid.*, t. XI, p. 133 (16 juillet 1708).

<sup>85</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 55 (23 août 1704).

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°202, Bergeyck à Chamillart, s.l., octobre 1708.

<sup>88</sup> Ils étaient particulièrement chargés de défendre leurs supérieurs auprès de Louis XIV, et à ce titre leurs voyages seront étudiés dans le chapitre suivant.

<sup>89</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 112 (30 août 1704).

<sup>90</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 81 (23 septembre 1704).

<sup>91</sup> *Ibid.*, t. XI, p. 131 (15 juillet 1708). Saint-Simon évoque lui aussi cet épisode et il le considère comme une des actions les plus remarquables de la bataille. Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 190.



les plus prisés à la Cour, du moins par les mémorialistes, étaient ainsi ceux qui concernaient les coups de bravoure de certains corps français. C'est là encore une façon de se rassurer après une débâcle. Sourches note de même qu'en 1704, « on apprit aussi une particularité, qui étoit que lorsque le maréchal de Marcin, après la bataille, se retiroit sur trois colonnes, deux escadrons anglois, qui emmenaient deux bataillons bavaois prisonniers, vinrent tomber sur la marche d'une des colonnes, dont la tête tailla en pièces ces deux escadrons et délivra les deux bataillons »<sup>92</sup>.

La Cour n'était toutefois pas seulement intéressée par les détails d'un combat, elle discutait longuement des possibilités opérationnelles qui se présentaient à l'adversaire après son succès. Un mois après la bataille de Ramillies, toutes les hypothèses furent tour à tour évoquées :

« Du côté de Flandre, les lettres portoient qu'on croyoit que les ennemis en vouloient effectivement à Tournay, Owerkerque étant toujours campé à Elchin, et Marlborough étant venu avec quatre mille chevaux reconnoître la place de dessus le mont de la Trinité. Cependant il y avoit des gens à la Cour qui croyoient que les ennemis en vouloient plutôt à Ath ou à Mons, quoique ces deux objets ne pussent guère convenir ni aux Anglois, ni aux Hollandois, les premiers souhaitant qu'on attaquât des places maritimes, et les autres voulant qu'on fit le siège de Namur, d'où le comte de Saillant écrivoit que certainement il ne seroit point assiégé. Mais il pouvoit bien se tromper, et le prince de Conti, qui avoit de grandes vues, soutenoit que les ennemis pouvoient plutôt faire le siège de Namur qu'un autre, et que, s'ils différoient à déclarer leur dessein, ce n'étoit que parce qu'ils ne vouloient s'attacher à un siège que sans le même instant que leur flotte feroit une descente sur les côtes de France »<sup>93</sup>.

Ceci transcrit bien l'inquiétude de Versailles vis-à-vis de la latitude des Alliés de tomber sur n'importe quelle place. Deux ans plus tard, les courtisans ne parvinrent que lentement à admettre que l'objectif des Alliés était une des plus belles places de France : « On croit dans cette armée que les ennemis veulent fait le siège de Mons, mais on commence à croire ici qu'ils veulent faire celui de Lille, qui seroit une furieuse entreprise »<sup>94</sup>.

À Versailles, les courtisans essayaient de glaner de l'information sous toutes les formes, provenant de toutes les sources. Même des renseignements manifestement peu fiables étaient jugés bons à prendre ; du moins les mémorialistes se faisaient un devoir de les noter. Ceux qui

---

<sup>92</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 60 (27 août 1704).

<sup>93</sup> *Ibid.*, t. X, p. 129 (21 juillet 1706). Menin, la ville qui sera assiégée deux jours plus tard, n'est pas mentionnée dans cette énumération.

<sup>94</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 198 (8 août 1708).

étaient supposés se trouver au centre des principaux réseaux de réception des nouvelles – le roi et ses secrétaires d'État – manifestaient une soif similaire. En 1712, Torcy demandait à ses correspondants à l'étranger tous les documents qu'ils pouvaient amasser, quand bien même ils seraient « emplis de faussetés ». Le tri entre renseignements sûrs et fantaisistes était effectué après-coup, dans les bureaux des Affaires étrangères<sup>95</sup>. Les États étrangers ne voulaient pas non plus se limiter aux indications données par leurs propres généraux ou par leurs alliés. À Londres, la nouvelle de la bataille de Turin est connue « par le canal d'une personne que le gouvernement entretient à Paris, et qui a fait passer ses lettres par Diepe et par Calais en suivant toujours la coste »<sup>96</sup>.

Pour un courtisan, les sources d'informations sur une bataille ne divergent guère de celles qu'il utilise pour se mettre au courant des détails d'autres événements importants. Lucien Bély, qui a étudié l'origine des nouvelles relayées par le marquis de Sourches sur les six premiers mois de l'année 1712, en a effectué une typologie : lettres particulières, imprimées ou manuscrites, dépêches mises à disposition par les ministres, bruits et rumeurs diverses<sup>97</sup>... On pourrait l'appliquer à l'identique aux nouvelles des défaites de 1704 à 1708. On retrouve enfin, dans la typologie de L. Bély, le rôle de la presse périodique imprimée. Pour Sourches, comme pour les autres courtisans, les gazettes françaises et étrangères représentaient un mode de renseignement privilégié. Elles constituaient de fait, pour les gouvernements, un excellent vecteur de diffusion de leurs propres discours.

### 8.2. Contrôle de l'information ou désinformation ?

La sensibilité des sociétés européennes vis-à-vis des nouvelles qu'elles recevaient incitait les gouvernements des États belligérants à tenter de contrôler l'information pour qu'elle se présente sous un jour favorable. Ce souci se comprend aisément dans le cas de régimes où « l'opinion publique » – du moins celle des classes supérieures – pouvait conditionner l'ampleur de l'effort de guerre, comme en Angleterre, voire en Hollande. Mais des monarchies qualifiées d'« absolutistes », comme la France et l'Espagne, n'étaient pas dispensées de ce soin<sup>98</sup>. La maîtrise de l'information passait par la production de nouvelles « officielles », ainsi que par la censure de certaines sources de renseignement dissidentes.

---

<sup>95</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 259.

<sup>96</sup> AE Angleterre 220, fol. 212r-214v, nouvelles de Guenin à Londres, 23 septembre 1706.

<sup>97</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 240-244.

<sup>98</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 245.

Mais entre ces deux extrêmes, il existait de multiples autres formes de contrôle, allant de la surveillance des nouvelles étrangères à la mise en place de débats entre organes de publication favorables au gouvernement et périodiques hostiles. La crédibilité des informations officielles auprès de sociétés qui ne voulaient pas être dupes impliquaient de fait une forme de confrontation, et l'existence d'une liberté de choix au sein du marché de l'information.

### 8.2.1. L'offre : gazettes, journaux et nouvelles à la main

Divers travaux récents ont cherché à élaborer une typologie des formes de publications de nouvelles. La première source d'information, celle qui bénéficiait du plus grand succès, était représentée par les publications périodiques imprimées. Notons d'emblée une première distinction au sein de ce groupe, entre la « gazette » et le « journal ». Si la gazette était essentiellement consacrée à l'information politique internationale, le journal quant à lui s'intéressait à un spectre plus large, notamment aux nouvelles littéraires, ce qui ne l'empêchait pas de donner des renseignements dans les domaines diplomatiques ou militaires<sup>99</sup>. Les gazettes se caractérisaient également par leur rythme de parution, le plus souvent bi-hebdomadaire, et par leur format in-4<sup>100</sup>.

La gazette disposant du plus fort tirage dans le royaume de France au début du XVIII<sup>e</sup> siècle était la *Gazette* de Renaudot. Dès sa création en 1631, elle s'était vue assigné par Richelieu l'objectif de diffuser la parole et de promouvoir la politique du gouvernement français. C'était toujours le cas près de soixante-dix ans plus tard. Les textes se présentaient sous forme de lettres et de relations venant des principales villes d'Europe et de ses confins (Russie et Empire Ottoman). La plupart des récits de bataille qui y paraissaient étaient primitivement rédigés au sein des bureaux du secrétaire d'État de la Guerre<sup>101</sup>. Par ailleurs, les agents de Torcy effectuaient une dernière relecture de chaque numéro avant son impression définitive<sup>102</sup>.

On peut classer dans la catégorie des « journaux » des périodiques français comme le *Mercur de France* ou le *Journal des Savants*. Ces publications disposaient d'une plus grande liberté, dans la mesure où elles ne traitaient pas seulement d'affaires politiques et militaires.

---

<sup>99</sup> P. Retat « Bilan et perspectives... », art. cit., p. 5.

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> Dans une lettre adressée à Chamillart en 1702, le directeur de la Gazette, l'abbé Renaudot, se dit « aux ordres » du secrétaire d'État de la Guerre et lui demande de lui envoyer « des mémoires pour une relation de l'affaire de Luzzara » (Gilles Feyel, *L'annonce et la nouvelle : la presse d'information en France sous l'Ancien Régime (1630-1788)*, Oxford, Voltaire foundation, 2000, p. 462 et 467).

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 468.

Elles utilisaient néanmoins les mêmes sources d'informations que la *Gazette*, ce qui explique les fortes ressemblances entre les lettres d'officiers prétendument originales paraissant dans deux périodiques différents<sup>103</sup>.

On trouvait, à côté de ces publications bénéficiant à la fois de leur ancienneté et de leur forte audience, une multitude de « nouvelles à la main ». Il s'agissait « d'un journal manuscrit, impersonnel, dont on pouvait faire n'importe quel nombre de copies, et dépêché à des intervalles réguliers »<sup>104</sup>. Leur diffusion était généralement assez restreinte. En 1723, les nouvelles à la main d'un certain Vanneroux, qui officiait comme valet de chambre de Coëtlogon, vice-amiral de France, ne comptaient que trente-deux abonnés<sup>105</sup>. Mais ce chiffre ne tient pas compte des recopies ultérieures ou des lectures multiples. Le faible coût de publication permettait une réactivité très forte, et une plus grande indépendance vis-à-vis du contrôle royal. À ce titre, ces nouvelles étaient souvent appréciées comme une « bouffée d'air frais » pour qui voulait lire autre chose que les informations officielles<sup>106</sup>.

Il ne faut toutefois pas opposer trop fermement l'imprimé, qui aurait été muselé et le manuscrit, qui aurait été libre. Françoise Weil rappelle que « tout ce qui est parvenu manuscrit ne fut pas pour autant interdit ; tout ce qui est parvenu manuscrit ne fut pas pour autant inédit »<sup>107</sup>. Certaines nouvelles à la main ne faisaient que recopier la *Gazette*. Le pouvoir monarchique ne renonçait pas non plus à tout contrôle : à Paris, la distribution de nouvelles à la main était soumise à l'approbation du lieutenant de Police, auprès duquel on devait déposer deux exemplaires<sup>108</sup>. À l'inverse, les périodiques imprimés français, tout comme la *Gazette de Hollande*, pouvaient s'inspirer des renseignements contenus dans des nouvelles à la main<sup>109</sup>.

Il y avait enfin les gazettes étrangères. Sur la période 1700-1710, les gazettes actives provenaient parfois de villes neutres (comme celle de Berne) ou favorables à la France (Liège,

---

<sup>103</sup> François Moureau, « Enjeux de la communication manuscrite : nouvelles à la main et gazettes imprimées », dans *L'information à l'époque moderne...*, *op. cit.*, p. 74.

<sup>104</sup> E.S. de Beer, « The English Newspapers from 1695 to 1702 », dans *William III and Louis XIV*, éd. R. Hatton et J. S. Bromley, Liverpool, 1968, p. 122.

<sup>105</sup> On comptait au nombre de ces abonnés les ducs de Brissac et La Force, le secrétaire de Saint-Simon, le maréchal de Tessé, le marquis de Pomponne, la comtesse de Caylus... F. Moureau, « Enjeux de la communication manuscrite... », *art. cit.*, p. 81.

<sup>106</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 237.

<sup>107</sup> Françoise Weil, « Les gazettes manuscrites avant 1750 », dans *Le journalisme d'Ancien Régime...*, *op. cit.*, p. 93.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 95.

<sup>109</sup> F. Moureau, « Enjeux de la communication manuscrite... », *art. cit.*, p. 73 ; F. Weil, « Les gazettes manuscrites... », *art. cit.*, p. 94.

Bruxelles... jusqu'en 1706) ; mais elles venaient le plus souvent de villes en guerre contre elle (Amsterdam, Leyde, Rotterdam, La Haye ou les multiples journaux londoniens)<sup>110</sup>. Vienne avait deux journaux principaux, tous deux nés en 1671, le *Neu ankommender Currier*, paraissant en allemand, et le *Corriere Ordinario*, écrit en italien<sup>111</sup>. L'un comme l'autre proposaient des nouvelles de la Cour ainsi que des informations venant de toute l'Europe ; ils manifestaient une grande déférence envers le régime.

Dans ce domaine, les deux foyers les plus actifs étaient l'Angleterre et la Hollande, mais leurs presses avaient des caractéristiques très différentes. La plupart des publications néerlandaises étaient rédigées en français, dans l'optique d'une audience européenne. Le contrôle exercé par les autorités locales dans la rédaction de leurs articles était moindre. Cela ne signifiait pas pour autant une parfaite objectivité. Les États Généraux avaient ainsi leur mot à dire lorsque les gazettes de leur pays s'avisèrent de répercuter des informations sensibles du point de vue diplomatique ; les journaux demandaient alors officieusement l'*imprimatur* de leur gouvernement<sup>112</sup>. À l'inverse, le parti pris national était limité par le besoin commercial d'être lu et vendu dans toute l'Europe. Les gazetiers devaient éviter de voir leurs publications interdites dans un État dont elles auraient trop irrité le gouvernement<sup>113</sup>.

Le cas des périodiques britanniques était différent. Ils étaient la plupart du temps rédigés en anglais et destinés à un public national. La période de la guerre de Succession d'Espagne représente une étape très importante dans l'histoire de la presse du Royaume-Uni. On constate d'abord une importante floraison de nouveaux titres : à côté de la *London Gazette*, publication officielle fondée sur des rapports d'ambassade, il y a jusqu'à cinquante titres paraissant concurremment – la plupart d'entre eux disparaissent rapidement<sup>114</sup>. Par ailleurs, c'est en 1711 que naît le *Spectator*, premier journal à annoncer une parution quotidienne<sup>115</sup>. Ce foisonnement s'explique par une importante demande intérieure : dans les années 1700, près de 44 000 exemplaires de journaux sont vendus par semaine, dans la seule ville de

---

<sup>110</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 519.

<sup>111</sup> Maria Goloubeva, *The glorification of Emperor Leopold I in image, spectacle and text*, Mayence, Philipp von Zabern, 2000, p. 59. Le *Neu ankommender Currier* est l'héritier du *Ordentliche Postzeitungen*, fondé en 1622.

<sup>112</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 280.

<sup>113</sup> Gilles Feyel, « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes en France, sous l'Ancien Régime », dans *L'information à l'époque moderne...*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>114</sup> J.-A. Downie, « Periodicals and politics in the reign of Queen Anne », dans *Serials and their readers, 1620-1914*, dir. Robert Myers et Michael Harris, Winchester, St Paul's bibliographies, 1993, p. 58.

<sup>115</sup> Alain Bony, « L'élaboration de l'auteur supposé dans l'essai périodique : Swift, Defoe, Steele et Addison », dans *Le journalisme d'Ancien Régime...*, *op. cit.*, p. 345.

Londres<sup>116</sup> ! Les affaires de politique étrangère et notamment l'attitude à mener vis-à-vis de Louis XIV, représentent l'un des principaux sujets de débat. En 1704 paraît un titre qui y est consacré, *The Weekly Review of the Affairs of France*<sup>117</sup>. Cet intérêt des journaux pour les affaires diplomatiques et militaires du Continent est à l'origine d'un des épisodes racontés dans *Tristram Shandy* de Laurence Stern. Toby Shandy, l'oncle de Tristram, construit dans son jardin des maquettes des principales places assiégées par les Alliés durant la guerre de Succession d'Espagne. Chaque semaine, il s'amuse à y reporter les progrès des troupes Coalisées en s'appuyant sur les détails donnés par la *London Gazette*<sup>118</sup>...

Le dynamisme des journaux naît aussi des vives tensions existant entre *Whigs* et *Tories* ; ils finissent souvent par devenir des organes de promotion en faveur d'un parti ou de l'autre. Par exemple, *The Observer*, qui commence à être actif en 1702, il vante les mérites de Marlborough et de ses amis. En 1710, alors que les *Tories* commencent à revenir au pouvoir, on lance contre ce journal un autre périodique, *The Examiner*, contrôlé par Harley et où collabore Bolingbroke<sup>119</sup>. Harley soutient par ailleurs un autre titre pro-*Tory* mais destiné à un public moins aristocratique, *The Review*, dirigé par Daniel Defoe<sup>120</sup>. En Angleterre, le contrôle exercé par les chefs politiques est moins direct et moins visible qu'en France, mais tout aussi réel : il est d'ordre financier. Les journaux peuvent difficilement vivre sans être stipendiés par quelque patron.

### 8.2.2. Une présentation biaisée des événements

Le contrôle du pouvoir politique, quelles qu'aient pu en être ses formes, ainsi que les préférences nationales, expliquent que l'impartialité a rarement été de mise dans le compte rendu des grands événements militaires. Cette attitude est manifeste si l'on s'intéresse à la façon dont les périodiques français présentent les grandes défaites de la guerre de Succession d'Espagne. À chaque revers, ces journaux se doivent de mener deux exercices successifs : expliquer tout d'abord comment les troupes françaises ont pu être battues, puis minimiser l'ampleur de la victoire adverse.

---

<sup>116</sup> Mitchell McNaylor, « Situation Room Shandy Hall: Tristram Shandy and London Newspaper Coverage of the Siege of Lille », dans *1708. Oudenarde and Lille...*, *op. cit.*, p. 95.

<sup>117</sup> A. Bony, « L'élaboration de l'auteur... », *art. cit.*, p. 337.

<sup>118</sup> Cité par M. McNaylor, « Situation Room Shandy Hall... », *art. cit.*, p. 94.

<sup>119</sup> A. Bony, « L'élaboration de l'auteur... », *art. cit.*, p. 334-5.

<sup>120</sup> Élisabeth Détié, « "Tis the longest purse conquers the longest sword" : guerre, paix et commerce dans quelques pamphlets de Daniel Defoe, 1698-1713 », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paul-Gabriel Boucé, dir., Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998, vol. I, p. 226.

La guerre de l'information est d'abord une guerre des chiffres. Il s'agit notamment de prouver que l'adversaire était avantagé par son écrasante supériorité numérique. Prenons l'exemple de la *Clef des cabinets des princes de l'Europe*, une publication spécialisée dans le domaine de diplomatie, qui dépendait des services de Torcy<sup>121</sup>. Relatant la bataille de Ramillies, elle parle de 45 000 soldats du côté français, contre 65 000 pour les Alliés<sup>122</sup>. La *Gazette*, quant à elle, préfère souvent éviter de donner des chiffres : après la défaite de Ramillies, elle se contente d'indiquer les pertes subies par l'armée alliée, sans évaluer celles des troupes françaises<sup>123</sup> ; après Turin elle se contente d'indiquer que les forces impériales étaient plus nombreuses que celles des Deux-Couronnes<sup>124</sup>. La disproportion des effectifs est une première explication des échecs français ; mais il faut en trouver d'autres. Le terrain est un coupable tout trouvé – sans que jamais les gazetiers ne s'avisent qu'en incriminant le terrain, on critique implicitement le général en chef qui a choisi d'y combattre. L'infériorité numérique et le terrain concourent ainsi à l'insuccès français de 1708 : « Comme les ennemis estoient soutenus par de nouvelles troupes et favorisez par la difficulté et par l'avantage du terrain, on ne put pas les en chasser »<sup>125</sup>.

Il n'est pas question en revanche de mettre en doute la bravoure du soldat français. À Audenarde, les guerriers du Roi-Soleil combattent « avec une valeur extraordinaire »<sup>126</sup>. Ils sont d'ailleurs victorieux dans toutes leurs attaques<sup>127</sup>. On retrouve une présentation des événements exactement similaire dans les récits de la bataille de Blenheim, où l'on voit l'infanterie française « [renverser] celle des ennemis avec une valeur inexprimable »<sup>128</sup>. Si le militaire français est nécessairement brave, les journaux ont tout loisir de dénoncer l'attitude de soldats étrangers : en 1704, on indique que le régiment de Greder et « quelques autres bataillons allemands » auraient refusé de se battre contre des troupes allemandes servant dans le camp allié<sup>129</sup>.

---

<sup>121</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 598. Sur ce titre, voir aussi Jean Sgard, dir., *Dictionnaire des journaux*, Paris, Oxford, Universitas, Voltaire foundation, 1991, I, p. 234-235.

<sup>122</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe... op. cit.*, juillet 1706, p. 35.

<sup>123</sup> La *Gazette* évalue ces pertes à plus de 5 000 hommes, nombre bien entendu exagéré. *Gazette ou recueil des nouvelles ordinaires et extraordinaires, relations et récit des choses venues, tant en ce royaume qu'ailleurs*, 4 juin 1706, 287.

<sup>124</sup> *Ibid.*, 18 septembre 1706, p. 456.

<sup>125</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe... op. cit.*, 21 juillet 1708, p. 347.

<sup>126</sup> *Gazette...*, *op. cit.*, 21 juillet 1708, p. 347.

<sup>127</sup> Relation du combat d'Audenarde, au camp de l'abbaye de Walhem sur le bord du canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708, dans le *Mercurie galant, dédié à monseigneur le Dauphin*, Paris, supplément de juillet 1708, p. 145-162 [p. 167-168].

<sup>128</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe... op. cit.*, septembre 1704, p. 229.

<sup>129</sup> *Ibid.*, septembre 1704, p. 224.

On retrouve les mêmes biais dans l'exposition des pertes de guerre. L'analyse de la bataille de Turin par la *Clef...*, est censée, selon ses auteurs, s'appuyer sur « les relations les moins suspectes de partialité ». Ils attribuent pourtant moins de soldats perdus à l'armée française (1 500 tués et 2 500 blessés) qu'à celle des ennemis (6 000 au total)<sup>130</sup>. Le nombre de prisonniers est malencontreusement oublié... Si cette volonté de minorer les pertes subies par l'armée de Louis XIV se retrouve pour chaque bataille, elle atteint une ampleur inégalée à l'occasion de la bataille d'Audenarde. On rejette violemment l'idée que les pertes françaises aient pu être supérieures : la *Gazette* parle de 4 000 à 5 000 morts, « dont les ennemis ont au moins perdu la moitié »<sup>131</sup>. Elle évoque, sans craindre de paraître exagérer, « quatre régiments anglois [qui] ont été réduits à quarante hommes »<sup>132</sup>. Elle ne reconnaît que 2 000 prisonniers chez les Français et se dit surprise de voir des « relations du combat donné près d'Oudenarde [...] dans lesquelles on assure que les François y ont eu plus de trois mille hommes tuez et plus de huit mille pris »<sup>133</sup>. D'ailleurs, « les avantages que les Alliez publioient avoir remporté au combat donné près d'Oudenarde diminuent de jour en jour »<sup>134</sup>.

Après avoir attribué l'insuccès rencontré à la malchance et à des circonstances défavorables, puis avoir minimisé son ampleur, il est nécessaire de relativiser l'intérêt stratégique de la victoire pour l'ennemi. En 1708, la *Gazette* remarque que « l'armée du Roy, estant demeurée maistresse du champ de bataille, ne se retira qu'à deux heures après minuit, et prit la route de Gand »<sup>135</sup>. C'est donc, selon ce journal, de leur propre mouvement que les troupes françaises s'en allèrent, laissant une apparence de victoire à l'ennemi. Le choix n'était en rien imposé par la loi des armes : les généraux auraient parfaitement été à même, s'ils l'avaient souhaité, d'attaquer Eugène et Marlborough le lendemain<sup>136</sup>.

À d'autres occasions, les périodiques expliquent que les ennemis ne se sont pas montrés capables d'exploiter pleinement leur succès. Ainsi, évoquant l'issue de la bataille de Turin, la *Clef...* remarque que la retraite des troupes françaises « s'exécuta avec tant de confusion que si les Allemands en avoient sçu profiter, ils auroient [...] ruiné entièrement cette armée »<sup>137</sup>. Argument quelque peu spécieux, que l'on pourrait retourner contre son auteur... Au printemps 1706, les mêmes journaux ont dû rassurer leur lectorat sur l'ampleur des succès que

<sup>130</sup> *Ibid.*, novembre 1706, p. 325.

<sup>131</sup> *Gazette...*, *op. cit.*, 21 juillet 1708, p. 347.

<sup>132</sup> *Ibid.*, 4 août 1708, p. 371.

<sup>133</sup> *Ibid.*, 4 août 1708, p. 371.

<sup>134</sup> *Ibid.*, 28 juillet 1708, p. 359.

<sup>135</sup> *Ibid.*, 21 juillet 1708, p. 347.

<sup>136</sup> Relation du combat d'Audenarde, au camp de l'abbaye de Walhem sur le bord du canal de Gand à Bruges, 13 juillet 1708, dans le *Mercure galant...*, supplément de juillet 1708, p. 145-162 [p. 167-168].

<sup>137</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...* *op. cit.*, novembre 1706, p. 324.



Marlborough pouvait espérer aux Pays-Bas espagnols après sa victoire de Ramillies. Dès le mois de mai, le *Mercure galant* argue que les conquêtes des ennemis dans les Pays-Bas ne doivent pas faire impression, puisqu'ils n'ont pris que des places ouvertes et impossibles à défendre : « Tout leur feu est jetté (*sic*), et [...] toutes leurs conquêtes sont faites »<sup>138</sup>. La *Gazette* fait preuve d'une flagrante mauvaise foi : elle considère que les 30 bataillons que les Alliés tirent de leurs forteresses pour renforcer leur armée après Ramillies sont la marque de l'immensité des pertes qu'ils ont subies<sup>139</sup>, alors que cela signifie en réalité que leurs avancées leur assurent que certaines de leurs places sont en sécurité, et que leur armée n'en sera que plus redoutable. Après la honteuse capitulation d'Anvers, la *Gazette* exalte la bravoure des troupes qui obtiennent de ne pas être prisonnières de guerre<sup>140</sup>.

Les périodiques français présentent ainsi les grandes défaites de la guerre de Succession d'Espagne en infléchissant la vérité, en la présentant sous le jour le plus favorable possible – et l'infléchissement finit parfois par virer au travestissement<sup>141</sup>. L'objectif assigné à ces journaux était de défendre une politique en soulignant la puissance toujours intacte de l'armée française. Cette attitude a valu à la *Gazette* bien des critiques de la part des historiens. Pur espace d'énonciation de quelques faits à mettre au crédit de la monarchie, elle aurait été, selon Pierre Retat et Jean Sgard, un « lieu d'exaltation d'une permanence [qui] présente l'image d'un monde sans entropie »<sup>142</sup>. Gilles Feyel se situe dans leur lignée en dénonçant une publication « interdite de tout commentaire, de toute réflexion politique ; il s'agissait d'un journalisme d'information-célébration où le public était convié à admirer, non à réfléchir »<sup>143</sup>. Force est de constater que la lecture de la *Gazette* n'incitait pas à la polémique. Mais lorsque s'accumulaient les défaites, le périodique créé par Renaudot n'avait d'autre choix que d'abandonner la « célébration ». Cela l'aurait contraint à de purs mensonges ou à des tromperies flagrantes qu'elle ne pouvait s'autoriser, à moins de perdre toute estime. La *Gazette* était, comme les autres périodiques, prise entre la volonté de défendre un gouvernement et le besoin de ne pas trop dissimuler la vérité.

---

<sup>138</sup> *Mercure galant...*, mai 1706, p. 423.

<sup>139</sup> *Gazette...*, *op. cit.*, 12 juin 1706, p. 287.

<sup>140</sup> *Ibid.*, 19 juin 1706, p. 258.

<sup>141</sup> Le même phénomène a été constaté par Stéphane Haffemayer dans son étude sur la *Gazette* au milieu du Grand Siècle. Stéphane Haffemayer, *L'information dans la France du XVII<sup>e</sup> siècle. La Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 753.

<sup>142</sup> Pierre Retat, Jean Sgard, dir., *Presse et histoire au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'année 1734*, Paris, CNRS, 1978, 325 p.

<sup>143</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 435.

Notons tout de même que d'autres parutions se montraient moins partisans. Après Ramillies, la *Clef des cabinets des princes de l'Europe* reconnaît, contrairement à la *Gazette* et au *Mercure*, que les suites de la victoire de Marlborough risquent d'être aussi importantes que celles de Blenheim<sup>144</sup>. Ce même journal ne prétend pas que la victoire de Castiglione puisse compenser la défaite de Turin, mais seulement mettre « des entraves aux projets du prince Eugène qui sans cet événement auroit infailliblement recueilli de plus grands fruits de sa victoire »<sup>145</sup>. On peut donc remarquer, avec Gilles Feyel, que ce sont les « journaux », plutôt que la *Gazette*, qui tiennent lieu de presse « d'analyses et de commentaires »<sup>146</sup>.

### 8.2.3. L'acceptation d'un « double marché de l'information »

#### 8.2.3.1. *La diffusion des informations dans le royaume : tolérance et censure*

Les imprimés français pouvaient d'autant moins s'autoriser à nier l'évidence des défaites que les gazettes et journaux étrangers circulaient largement dans le royaume de Louis XIV. Leur diffusion n'était pas interdite, mais encadrée. En effet, depuis les années 1670, le gouvernement français avait décidé, sous l'influence de Louvois, de ne plus tenter de réprimer la circulation des gazettes étrangères les plus importantes, c'est-à-dire celles qui, sur le modèle de la *Gazette*, se concentraient sur le récit d'événements – quand bien même leur présentation n'était guère favorable à la France. L'objectif était de concentrer les efforts de surveillance et de censure d'une part sur les publications des « raisonneurs », c'est-à-dire celles qui multipliaient les conjectures, d'autre part sur les textes injurieux<sup>147</sup>.

La diffusion officielle des périodiques étrangers était à la charge de l'administration des postes<sup>148</sup>. En 1670 avait été mis en place un système qui voyait cette administration fournir un libraire parisien, qui les faisait viser par un censeur royal. Les publications autorisées étaient ensuite redistribuées à des colporteurs pour qu'ils les vendent<sup>149</sup>. C'était également l'administration des postes qui s'occupait de fournir la Cour en périodiques extérieurs au

---

<sup>144</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe... op. cit.*, juillet 1706, p. 45.

<sup>145</sup> *Ibid.*, octobre 1706, p. 298.

<sup>146</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 437.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 519.

<sup>148</sup> Gilles Feyel, « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes... », art. cit., p. 125.

<sup>149</sup> *Ibid.*

royaume<sup>150</sup>. Ces canaux officiels étaient doublés, voire triplés, par d'autres modes de diffusion. Dans les provinces frontalières, libraires ou colporteurs pouvaient vendre des écrits entrés par contrebande. Il existait également des centres de réimpression de gazettes étrangères, comme à Lyon, qui alimentait tout le Sud-Est de la France<sup>151</sup>. Cette pratique était doublement illégale, d'une part car elle était mal contrôlée par le pouvoir monarchique, d'autre part car elle constituait une contrefaçon. Enfin, les différents modes de circulation pouvaient se combiner : en 1708, un libraire lyonnais fut banni pour trois ans pour avoir vendu... une contrefaçon genevoise de la gazette d'Amsterdam<sup>152</sup> !

De fait, la monarchie n'hésitait pas à intervenir lorsque le texte diffusé apparaissait trop contraire à ses intérêts. Les services de douanes étaient chargés de lutter contre la dissémination des ouvrages défendus<sup>153</sup>. Des actions diplomatiques étaient par ailleurs menées auprès des États étrangers – et même des États hostiles – pour faire cesser les impressions de périodiques ou d'ouvrages insultants. L'abbé de Pomponne, ambassadeur de Louis XIV à Venise, se vit ainsi chargé en 1706 de demander à son homologue au service de l'Empereur de punir les auteurs de libelles « insolents ». L'ambassadeur impérial assura que son maître allait faire chasser les « fripons »<sup>154</sup>.

### 8.2.3.2. *Les polémiques entre journaux*

Dans la mesure où le pouvoir monarchique n'avait ni la volonté, ni les moyens d'assurer une censure complète de toutes les sources d'informations non-officielles au sein ou à l'extérieur du royaume, les périodiques produits par ou en accord avec les agents de l'État devaient prouver la véracité de leurs assertions en croisant la plume contre les gazettes étrangères. Vauban avait du reste assigné à la *Gazette*, dans une lettre de 1674, la tâche de « tourner en ridicule, mais bien à propos », les affirmations des journaux extérieurs<sup>155</sup>.

De fait, les journaux alliés hésitent rarement à forcer le trait en faveur de leurs propres armées. En 1702, le *Corriere Ordinario* affirme que l'honneur de la bataille de Luzzara revient aux armées impériales, et que les *Te Deum* commandés par Louis XIV pour célébrer

---

<sup>150</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, op. cit., p. 520.

<sup>151</sup> Gilles Feyel, « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes... », art. cit., p. 142.

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Henri-Jean Martin, *Livre, pouvoirs et société à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz, 1969, vol. II, p. 769.

<sup>154</sup> AE Venise 147, fol. 216r-229v, Pomponne au roi, Venise, 10 juillet 1706.

<sup>155</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, op. cit., p. 460.

cet événement sont des leurres<sup>156</sup>. Entre 1704 à 1708, les pays hostiles n'ont plus guère de difficultés à souligner l'ampleur des défaites françaises. Lors des premières annonces de la victoire de Turin, la gazette d'Amsterdam parle d'une perte de 12 670 hommes pour l'armée du duc d'Orléans. Quelques temps plus tard, l'estimation a été revue à la hausse : 33 000 hommes au total, soit près du triple<sup>157</sup> !

Les nouvelles diffusées de façon plus informelle prennent encore plus de libertés avec la réalité. Le duc de Savoie et le prince Eugène, après la levée du siège de Turin, cherchent ainsi à exploiter au mieux possible l'effet psychologique de leur victoire. L'officier allemand dépêché en Hollande et en Angleterre pour annoncer le succès allié fait ainsi une halte en Suisse pour y laisser un ensemble de nouvelles manuscrites exagérant franchement la défaite française<sup>158</sup>. On y annonce que le duc d'Orléans est mort de ses blessures, que tous les principaux officiers généraux ont été tués ou faits prisonniers, que l'armée de Louis XIV est coupée en trois... Ces textes sont recopiés sur place par des partisans des Alliés et répandus dans toute la Savoie, afin d'inciter la population locale contre les Français.

Les journaux alliés bénéficient en outre, après les batailles de Blenheim et de Turin, de la primeur des informations. En 1704, en raison de réseaux de communication plus efficaces, ils publient plus rapidement les détails du combat que les périodiques français. Ce n'est que dans un numéro de septembre que la *Gazette* peut tenter de rattraper les mauvaises impressions déjà données, grâce aux relations qui arrivent de l'armée française : « Depuis que l'Électeur de Bavière est arrivé avec l'armée à Dutlingen, on a reçu des nouvelles de la bataille d'Hochstet plus sinceres, et plus veritables que celles que les ennemis ont publiées, et voicy en substance ce qu'on a appris [...]. Les bagages n'ont pas été perdus ainsi que les ennemis l'ont publié<sup>159</sup> ». À la fin de l'année 1706, la *Clef*... se plaint de la même manière de manquer d'informations, ne pouvant pas s'appuyer sur les informations des « généraux allemands » qui « se sont plus appliquez à marquer la perte des François que la leur propre »<sup>160</sup>.

Le problème mis en exergue est en fait ce que l'on appellerait aujourd'hui la « réactivité » vis-à-vis de l'information. Le plus important, pour un journal, n'est pas nécessairement de présenter le déroulement le plus vraisemblable ou de donner les détails les

---

<sup>156</sup> M. Goloubeva, *The glorification of Emperor Leopold...*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>157</sup> Notes de Boislesle dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 78.

<sup>158</sup> AE Sardaigne 115, fol. 193r-194v, Bombelles [à Torcy], Thonon, 20 septembre 1706. Voir aussi les mêmes informations dans SHD AG A<sup>1</sup> 1968, n°426, Bombelles à Chamillart, Thonon, 20 septembre 1706.

<sup>159</sup> *Gazette...*, *op. cit.*, 6 septembre 1704, p. 428-429.

<sup>160</sup> *Clef du Cabinet des princes de l'Europe...* *op. cit.*, novembre 1706, p. 326.

plus saisissants, mais d'être le premier à présenter une information. C'est tout l'enjeu de la polémique entre les journaux à l'issue de la bataille d'Audenarde. Les Alliés veulent en faire un événement décisif alors que les Français la présentent comme une journée indécise. À la fin du mois de juillet 1708, le *Mercure galant* décide même de faire publier un supplément spécialement consacré à ce combat<sup>161</sup>. Il présente de multiples relations, certaines étant même censées émaner d'officiers alliés (il s'agit manifestement de faux). Ce journal dénonce par ailleurs les manifestations d'allégresse excessives des ennemis ; il s'agit selon lui d'une pure supercherie destinée à faire croire à l'ampleur de leur victoire :

« Les Hollandois ont toujours cru que ceux qui rendent des premiers (*sic*) des graces au ciel et qui font des premiers des feux de joye après une action eclatante, passent dans toute l'Europe pour vainqueurs ; de maniere qu'ils se sont empressez de faire de ces actes publics, croyant qu'après cela on ne pourroit plus leur disputer la victoire »<sup>162</sup>.

L'objectif des Néerlandais serait politique : il s'agit de désespérer les Français afin de les contraindre à la paix, d'inciter les Espagnols à rallier l'archiduc Charles, et surtout de rassurer les membres de la Grande Alliance : ce « sont autant de fables inventées pour éblouir les peuples et pour faire croire, du moins pendant un temps, en Angleterre, en Italie, en Catalogne, en Allemagne, et en Hongrie même, que les Alliez ont remporté une victoire complete, ce qui fait du bien à leurs affaires dans tous ces lieux-là jusqu'à ce que la vérité y soit parvenue »<sup>163</sup>. L'exploitation des échecs français à des fins diplomatiques n'avait rien de nouveau. L'expédition d'Écosse avait été l'objet d'une même exploitation :

« On a fait des rejouissances publiques à Viene (*sic*) du mauvais succès de l'entreprise d'Ecosse. Par ordre de la cour, on a fabriqué et fait imprimer une relation fort outrée, avec des circonstances souverainement fausses, inserées dans six lettres supposées, l'une de Paris, une de Bruxelles, deux de La Haye, une de Londres et la sixieme d'Edimbourg par lesquelles il paroît que le flotte de M. de Forbin etoit composée de 20 vaisseaux de guerre, 18 fregates, plus de 80 batiments de transport et que l'amiral Bings, avec une flotte beaucoup inferieure, avoit battu et entierement ruinée celle de France ; que le prince de Galles s'estoit sauvé à Dunkerque avec les debris et qu'enfin toute l'Ecosse avoit refusé de reconnoistre et recevoir ce prince. Cette relation a esté traduite en hongrois et en polonois, avec ordre d'en repandre des copies chez les mecontans et jusques dans le

---

<sup>161</sup> *Mercure galant...*, supplément de juillet 1708

<sup>162</sup> *Ibid*, supplément de juillet 1708, préface, non paginé.

<sup>163</sup> *Ibid*, juillet 1708, p. 392.

camp du Czard de Moscovie ; à laquelle on ajoute un précis fort outré des grands préparatifs que les Alliez faisoient, pour attaquer la France de tous les cotez »<sup>164</sup>.

Certes, on peut sourire lorsque l'on lit que les auteurs du même document arguent de la sincérité historique de leur nation pour prouver la véracité de leurs assertions : « Jamais peuples n'ont eu moins de déguisement que les François, et c'est pourquoy le nom de Francs leur a esté donné »<sup>165</sup>. Cette polémique autour de la bataille d'Audenarde n'en dit pas moins l'essentiel : il ne faut jamais laisser aux ennemis le monopole de la diffusion des nouvelles ; le public cible des journaux français est, au-delà du lectorat régnicole, les courtisans, les diplomates, les militaires, les peuples de l'Europe entière.

### 8.2.3.3. *La réception des journaux*

Les polémiques entre journaux français et étrangers prennent acte de l'existence de ce que Gilles Feyel a qualifié de « double marché de l'information »<sup>166</sup>. Les Français qui ne se sentaient pas suffisamment bien informés par les sources officielles de leur pays pouvaient se tourner vers d'autres fournisseurs d'information. Saint-Simon ne se privait pas de dénoncer régulièrement la « fadeur » de la *Gazette*<sup>167</sup>. Le marquis de Sourches quant à lui accordait plus de crédit à la gazette de Hollande qu'à celle de France. Il citait également les gazettes d'Amsterdam, Rotterdam ou Utrecht<sup>168</sup>. De ce point de vue-là, l'attitude des courtisans ne différait guère de celle des classes aisées de Paris ou de province, comme Montesquieu<sup>169</sup>. Il ne faut pas toutefois surestimer le discrédit dans lequel la *Gazette* aurait été jetée. Si elles étaient critiquées, les sources d'informations « officielles » de la monarchie n'en étaient pas moins abondamment lues. D'autres personnalités non dénuées d'esprit critique, comme Bayle ou Vauban ne trouvaient-elles pas à l'inverse les journaux français trop « modestes » et trop « réservés » par rapport à leurs homologues européens<sup>170</sup> ?

---

<sup>164</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2080, n°133, « nouvelles », s.l., 4 mai 1708. Comme après la bataille d'Audenarde, on insiste sur la propension du prince de Galles, c'est-à-dire du fils du Prétendant, à prendre la fuite.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>166</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 437.

<sup>167</sup> Cité *Ibid.*, p. 473.

<sup>168</sup> La *Gazette de Hollande* est citée onze fois dans ses mémoires sur le seul premier semestre de 1712. L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 240.

<sup>169</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 542

<sup>170</sup> Bayle remarque en 1675 que « si on compare les gazettes de Paris à celles des autres nations, on verra que nous sommes incomparablement plus modestes et plus réservés que tous nos voisins ». S. Haffemayer, *L'information dans la France du XVII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 22-23. Vauban déplore la « modestie » des publicistes français dans un mémoire rédigé entre 1694 et 1696 qui prône la mise en œuvre par la monarchie d'un service

Par ailleurs, ces périodiques bénéficiaient d'une large diffusion, qui s'étendait dans tout le royaume, au-delà des élites nationales et locales. Les modes d'accès à ces sources d'information étaient multiples. Il y avait d'abord l'abonnement direct. Cette pratique concernait les personnes physiques comme morales : ainsi, en 1692, chaque compagnie du régiment de Limoges se trouve abonnée à la *Gazette*<sup>171</sup>. La plupart du temps cependant, on avait recours à l'achat auprès d'un colporteur. La desserte du réseau provincial était garantie par l'existence de centres de réimpressions : en 1700, la production de réimpressions locales de la *Gazette* était assurée dans vingt-deux villes du royaume, garantissait la sortie de six à sept mille exemplaires supplémentaires<sup>172</sup>. Il existait également des systèmes de location. En 1702, à Caen, la *Gazette* se voyait ainsi louée par un libraire au prix de six deniers<sup>173</sup>. Certains limonadiers la proposaient à leurs clients comme un service supplémentaire<sup>174</sup>. Chaque fascicule acheté ou loué pouvait bénéficier à de nombreux lecteurs. Enfin, l'existence de lectures publiques est attestée, qu'il s'agisse de journaux français ou étrangers<sup>175</sup>. Ainsi l'accès au « double marché » de l'information n'était pas restreint aux classes les plus socialement favorisées de la société, même si le prix de la *Gazette*, inférieur à celui de la *Gazette de Hollande*, lui permettait une plus large audience<sup>176</sup>.

Le lieu par excellence où se diffusaient et se discutaient les nouvelles était les cafés. C'est dans les 3 000 cafés de Londres que se formaient les opinions politiques<sup>177</sup>. La plupart d'entre eux recevaient les gazettes locales ; certains, comme le Lloyd's, produisaient leurs propres recueils de nouvelles. À Paris, les informations et les idées étaient agitées dans les jardins du Palais-Royal ou des Tuileries par les « nouvellistes », c'est-à-dire des curieux intéressés par l'actualité, discutant et recherchant les nouvelles. Ceux-ci pouvaient faire de cette passion leur profession, lorsqu'ils étaient eux-mêmes les auteurs de « nouvelles à la main », grâce à l'exploitation d'un réseau d'informateurs plus ou moins avertis<sup>178</sup>.

---

spécifiquement consacré à la guerre des écrits, où des « anti-lardonnières » et des « anti-gazetiers » auraient pour tâche de démonter les accusations portées à l'encontre de Louis XIV. Michèle Virol, « Les ennemis de la France ont publié... », dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 257-266.

<sup>171</sup> H. Drévilon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 422.

<sup>172</sup> Gilles Feyel, « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes... », *art. cit.*, p. 133. La ville d'Avignon, qui n'appartient pas à proprement parler au royaume, est comptabilisée dans ce calcul car elle diffuse largement au-delà des États pontificaux.

<sup>173</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, *op. cit.*, p. 499.

<sup>174</sup> Gilles Feyel, « Diffusion, réimpression et contrefaçon des gazettes... », *art. cit.*, p. 124.

<sup>175</sup> *Ibid*, p. 125.

<sup>176</sup> *Ibid*, p. 126.

<sup>177</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 239.

<sup>178</sup> Jens Ivo Engels, « Dénigrer, espérer, assumer la réalité. Le roi de France perçu par ses sujets, 1680-1750 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°50-3, 3/2003, paragraphe 68.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

Montesquieu a donné, dans ses *Lettres persanes*, un aperçu saisissant des discussions des novellistes qui se réunissaient dans les cafés et les jardins parisiens :

« À peine ont-ils épuisé le présent qu'ils se précipitent dans l'avenir, et, marchant au-devant de la Providence, ils la préviennent sur toutes les démarches des hommes. Ils conduisent un général par la main, et, après l'avoir loué de mille sottises qu'il n'a pas faites, ils lui en préparent mille autres qu'il ne fera pas. Ils font voler les armées comme les grues et tomber les murailles comme des cartons ; ils ont des ponts sur toutes les rivières, des routes secrètes dans toutes les montagnes, des magasins immenses dans les sables brûlants ; il ne leur manque que le bon sens »<sup>179</sup>.

Le récit du magistrat bordelais se déroule en 1719, à une période plus libérale que celle de la guerre de Succession d'Espagne. On peut toutefois compter que les novellistes n'avaient pas attendu la Régence pour laisser libre cours à leur créativité.

Si l'on veut aborder la réception des nouvelles au-delà des principales villes du royaume, on peut s'intéresser au *Journal* d'un curé de Rumegis (ce village dépendait de la seigneurie de Saint-Amand, dans le diocèse de Tournai, c'est-à-dire au sein du royaume de France<sup>180</sup>). On constate que ce simple ecclésiastique était au courant de tous les événements politiques ou religieux ayant touché le royaume. Ceci démontre que même une petite bourgade n'était pas isolée des flux d'information. Le fait que le curé ait écrit son journal par grands blocs d'un ou deux ans nous empêche toutefois d'avoir des indications sur la rapidité de circulation des nouvelles<sup>181</sup>. Au rang de ses sources de renseignements, on note d'abord les voies politiques et ecclésiologiques réglementaires : les mandements ou instructions de l'évêque de Tournai, les ordonnances royales, enregistrées au Parlement de Tournai et publiées à Saint-Amand ou même directement à Rumegis. Mais on trouve aussi les journaux français et les publications hollandaises : périodiques ou libelles, qui franchissent sans grande difficulté la frontière. Songeons également qu'il s'agit d'une terre très disputée, où les Coalisés avaient intérêt à faire distribuer des libelles ou des récits des défaites des armées des Deux-Couronnes.<sup>182</sup>

\* \* \*

---

<sup>179</sup> Lettre CXXX, Rica à \*\*\*, de Paris, le 7 de la lune de Gemmadi 2, 1719, dans Montesquieu, *Les lettres persanes*, Paris, Garnier, 1960, p. 272-276.

<sup>180</sup> Ce journal est plus longuement analysé *infra*, section 9.3.3.

<sup>181</sup> Henri Platelle, éd., *Journal d'un curé de campagne au XVII<sup>e</sup> siècle*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1997, p. 22-23.

<sup>182</sup> *Ibid.*



Le contrôle de l'information représentait ainsi, pour les gouvernements européens, un enjeu stratégique. Pour autant, le pouvoir français ne cherchait pas à s'arroger un monopole de la fourniture d'information pour son propre pays. Certaines publications représentaient certes une voie – on serait tenté de dire une voix – presque officielle, dans la mesure où leurs textes étaient directement rédigés par les agents des bureaux ministériels. Mais elles se voyaient concurrencées par de multiples autres sources de renseignements, produits à l'intérieur ou à l'extérieur du royaume, que la monarchie n'avait pas les moyens de réprimer – et qu'elle s'était donc résolue à tolérer, à condition qu'elles ne dépassent pas certaines limites. Notons que le phénomène n'était pas limité à la France : ainsi, le *Daily Courant* proposait à destination du public britannique des extraits des gazettes et journaux de Paris, d'Amsterdam, de Harlem ou d'Anvers<sup>183</sup>. Ce « double marché » n'était pas non plus réservé à quelques élites ; le besoin d'information – et donc le besoin de la critiquer, de la comparer, de l'évaluer – pouvait se retrouver dans toutes les strates de la société. À l'inverse, le roi lui-même y avait parfois recours. Louis XIV se faisait lire les gazettes de Hollande, afin d'apprendre ce que ses ministres et ses généraux préféraient omettre<sup>184</sup>.

La diversité et la profusion des sources, de même que la confiance limitée accordée aux nouvelles officielles, expliquent que le pouvoir royal n'était guère capable de dissimuler complètement une information d'importance. Il ne semble pas qu'une opération de ce genre ait été tentée par le Roi-Soleil ou ses agents au cours de la guerre de Succession d'Espagne. On peut du reste supposer qu'elle aurait été vouée à l'échec, en prenant comme exemple la façon dont la monarchie voulut contrôler la nouvelle de la défaite de Dettingen<sup>185</sup>. Tous les courriers de l'armée furent bloqués, tandis que les relations officielles annonçaient au mieux une victoire, au pire une défaite nuancée. Ces manœuvres n'empêchèrent pas les informations plus réalistes de se répandre ; la discordance entre l'évidence de la défaite et le déni officiel ne fit qu'alimenter à Paris les rumeurs les plus alarmistes.

Peut-on, en définitive, parler de « désinformation » à propos de l'attitude des journaux favorables aux Deux-Couronnes qui rendaient compte des défaites de 1704 à 1708 ? Le dictionnaire *Robert* de 1988 définit la désinformation comme « l'utilisation des techniques de l'information, notamment de l'information de masse, pour induire en erreur, cacher ou travestir les faits ». Au-delà de l'anachronisme du terme (qui date de 1954), on peut

---

<sup>183</sup> M. McNaylor, « Situation Room Shandy Hall... », art. cit., p. 95.

<sup>184</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, op. cit., p. 520.

<sup>185</sup> Cet épisode est analysé dans J. Chagniot, *Paris et l'armée*, op. cit., p. 529-531.

remarquer qu'il est pertinent en deux points : toutes proportions gardées, on peut légitimement parler d'information de masse à propos de périodiques aussi largement répandus. Deuxièmement, les journaux s'appliquaient effectivement à travestir les faits pour les faire apparaître sous un jour plus favorable. En revanche, ils ne cherchaient pas à nier ou à cacher la défaite. Ils préféraient plutôt se poser en observateurs à la fois impartiaux (ce que personne ne croyait) et tempérés, allant à l'encontre de l'enthousiasme exagéré des publications coalisées (ce qui pouvait paraître pertinent dans la mesure où les périodiques alliés manquaient eux-mêmes d'objectivité). Reconnaisant qu'ils ne représentaient pas nécessairement, même au sein du royaume de France, la source la plus reconnue d'information, ils préféraient s'offrir au débat vis-à-vis de journaux qui bénéficiaient souvent de la primeur des informations, et qui pouvaient s'appuyer à loisir sur l'ampleur des reculs français pour arguer de l'énormité des défaites des armées des Deux-Couronnes. En définitive, dans l'incapacité de pratiquer l'omission, ils se voyaient contraints à la contre-attaque. Ne pouvant guère contester la défaite dans son ensemble, ils allaient chercher dans des détails, dans des chiffres, dans des épisodes isolés des raisons d'espérer.

De ce point de vue-là, la bataille d'Audenarde représente un cas à part, sur lequel il est intéressant de se pencher plus spécifiquement. Même si les Français abandonnent le champ de bataille, l'ampleur de leur défaite n'a rien d'évident. Dès lors, gazettes et journaux français peuvent entrer franchement dans la polémique afin de démontrer le caractère minime du recul français. Ils sont incités en cela par l'attitude du duc de Vendôme. Les débats sont par ailleurs d'autant plus vifs que les sources d'informations françaises savent que c'est au sein de la société anglaise, plus que dans aucune autre, que l'effet des nouvelles peut être déterminant. Le combat du 11 juillet 1708 se retrouve ainsi au cœur d'une véritable bataille d'information.

### **8.3. Une bataille d'information : la polémique autour des pertes de la bataille d'Audenarde**

#### **8.3.1. Vendôme et Bourgogne**

Les premières incertitudes, en France, sur l'importance réelle de l'échec d'Audenarde, furent liées à la double direction de l'armée, partagée entre les ducs de Vendôme et de Bourgogne. Le premier courrier qui arriva à Versailles fut un valet de pied du duc de

Bourgogne, qui se présenta le 14 juillet 1708 entre midi et une heure<sup>186</sup>, apprenant à Louis XIV et à la Cour « la triste nouvelle d'un grand combat en Flandre » où les Français n'avaient « pas eu l'avantage »<sup>187</sup>. Mais quelques heures plus tard survint un autre émissaire, qui rasséra le souverain :

« Sur le soir, avant que le Roi allât à la promenade sur le canal avec les dames, le ministre d'État de Chamillart arriva chez la marquise de Maintenon, et quand le roi en sortit, on sut qu'il étoit arrivé un courrier du duc de Vendôme, et le roi lui-même dit que la chose n'étoit pas si mauvaise qu'on l'avoit cru ; qu'on avoit des étendards, des timbales et des drapeaux des ennemis et qu'ils n'en avoient point de l'armée du duc de Bourgogne ; que la maison du Roi avoit très bien fait son devoir, et que le prince de Rohan, avec les deux escadrons de gendarmes et des cheveu-légers de la garde, avoit défait un régiment de cavalerie des ennemis »<sup>188</sup>.

Dangeau fut lui aussi réconforté : « Les lettres de M. de Vendôme nous consolent un peu »<sup>189</sup>. Mais on sent d'emblée une certaine insatisfaction ainsi que de l'appréhension chez le mémorialiste : ces dépêches « disent que nous avons pris des drapeaux, des étendards et des timballes, que les ennemis n'en ont point des nôtres ; mais il ne mande aucun détail qui puisse nous instruire comment l'affaire s'est passée ». De dépit, Philippe de Courcillon doit conclure de cette action : « Ce que nous en savons en gros, c'est qu'elle est mauvaise »<sup>190</sup>. Ainsi en 1708, le doute et l'anxiété ne viennent plus du manque de nouvelles, mais de leur contradiction. D'autres lettres du duc de Bourgogne suivirent la première, mais « on n'en savoit pas pour cela plus de nouvelles »<sup>191</sup>. Quant au duc de Vendôme, il s'obstinait à assurer que tout allait bien : « Je suis persuadé que Vostre Majesté, voyant de nos troupes à Lille, à Ipres et à Tournay, a cru que c'étoit une deroute comme celle de Ramilly, mais il s'en faut beaucoup, car celles qui se sont retirées dans ces places sont les mesmes que celles qui ont combattu pendant six heures, [...] et par leur courage se sont procurés une retraite »<sup>192</sup>. Louis XIV en fut réduit, pour tenter de comprendre l'état des affaires, à s'intéresser aux lettres privées : « Toutes les lettres que le courrier avoit pour des particuliers, le roi les prit, les lut

---

<sup>186</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 129 (14 juillet 1708).

<sup>187</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 181 (14 juillet 1708).

<sup>188</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 131 (14 juillet 1708).

<sup>189</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 181 (14 juillet 1708).

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 133 (17 juillet 1708).

<sup>192</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°196, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

toutes, une, entre autres, jusqu'à trois fois de suite, n'en rendit que fort peu, et toutes ouvertes »<sup>193</sup>.

Saint-Simon vit dans le comportement de Vendôme une attitude délibérée pour faire naître les « ténèbres dans lesquelles [il] avoit intérêt de se sauver »<sup>194</sup>, afin de cacher l'ampleur de sa déroute. Quoi qu'il en soit, les courtisans furent bien vite effrayés de l'importance insoupçonnée des pertes françaises. Le marquis de Dangeau notait dès le 16 juillet 1708 : « Nous avons appris avec surprise et douleur que les ennemis avoient dans Oudenarde plus de quatre mille de nos soldats prisonniers et sept cent officiers »<sup>195</sup>.

### 8.3.2. Vendôme et Marlborough

Dangeau pouvait se montrer d'autant plus surpris que le duc de Vendôme assurait au même moment, sans en démordre, que le rapport des pertes était favorable aux Français. Dès le lendemain de la bataille, il écrivait : « Je rendray conte (*sic*) au premier jour de nostre perte à Vostre Majesté, mais j'ose luy dire que je croy celle des ennemis plus grande que la nostre »<sup>196</sup>. Il dut répéter à plusieurs reprises cette affirmation, signe qu'on le croyait de moins en moins : « Notre perte n'est pas si considerable [que Sa Majesté] le croit, et il est certain que celle des ennemis est plus grande en contant mesme les prisonniers qu'ils ont à nous, car ils ont laissé sur le champ de bataille le double de morts de nous, et un bien plus grand nombre de blessés »<sup>197</sup>. De leur côté les Coalisés publiaient de toutes parts leur triomphe :

« Les ennemis, dans les lettres qu'ils ont ecrites à plusieurs Electeurs et princes de l'Empire, font sonner fort haut l'avantage qu'ils ont remporté le 11<sup>e</sup> de ce mois proche d'Oudenarde, disant que de notre coté il est resté 4 000 hommes sur la place, qu'ils ont fait 7 000 prisonniers, entre lesquels il y a 786 officiers, et que profitant de cette victoire, ils ont forcé nos lignes, où ils ont encore fait 800 prisonniers, après quoi ils ont sommé la ville de Lille de se rendre. Voilà par quels moyens ils tâchent d'éblouir tout le monde »<sup>198</sup>.

Des « nouvelles de Lille » remarquent que « quoique la perte des ennemis soit supérieure ou égale à celle de la France ils se vantent d'avoir remporté une victoire complète

---

<sup>193</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 197. Le roi avait fait de même en 1704. *Ibid.*, t. XII., p. 186.

<sup>194</sup> *Ibid.*, t. XVI, p. 197.

<sup>195</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XII, p. 183 (16 juillet 1708).

<sup>196</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>197</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°196, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

<sup>198</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°296, Karg à Chamillart, Lille, 28 juillet 1708.

et d'avoir pris 740 officiers et 6 000 soldats »<sup>199</sup>. Nos propres calculs nous indiquent pourtant que ce chiffre n'était guère exagéré<sup>200</sup>. Vendôme fit en réalité preuve d'une effarante mauvaise foi ou d'un profond aveuglement – il était réputé pour son obstination à croire que les choses se dérouleraient toujours comme il le prévoyait, et à prendre ses désirs et ses convictions pour des réalités intangibles. Winston Churchill a été choqué par l'attitude de Vendôme<sup>201</sup>. Nous pouvons toutefois comprendre ce comportement. Premièrement, le duc était incapable de savoir précisément le nombre d'hommes qui manquaient à son armée, et surtout si les absents étaient morts, prisonniers ou seulement réfugiés dans quelque place française. Il avait toutes les raisons de se méfier des allégations des Alliés. Deuxièmement, il pouvait sincèrement croire qu'il était préférable de nier l'évidence de la défaite – dont l'ampleur n'était, il est vrai, en rien semblable à celle de Blenheim, Ramillies ou Turin. En effet, il pouvait considérer que les pertes humaines seraient négligeables au vu de la taille totale de l'armée, et rapidement palliées par les évasions. Enfin, il lui était loisible d'espérer, aux lendemains de la bataille, que le duc de Marlborough serait contraint d'abandonner le terrain qu'il occupait à l'ouest de l'Escaut. La situation des armées alliées était inconfortable, étant dans l'incapacité apparente de faire venir de l'artillerie pour faire un siège, et n'étant pas non plus à même de déloger Vendôme de ses fortes positions. Si les Coalisés s'étaient trouvés contraints de franchir l'Escaut à nouveau pour retourner sur leurs positions d'avant la bataille, leur victoire d'Audenarde serait apparue comme un coup d'épée dans l'eau, sanglant et inutile. La grande affaire du début de la campagne aurait été la prise de Bruges et Gand, tout au crédit des Deux-Couronnes.

Nous pouvons d'ailleurs remarquer que l'exagération n'était pas l'apanage du descendant d'Henri IV. Le capitaine-général lui-même, peut-être au vu du peu d'effet immédiat de sa victoire, se mit à grossir, consciemment ou non, les chiffres. Le 12 juillet 1708, ses dépêches évoquaient 6 000 prisonniers, sans compter 500 officiers<sup>202</sup>. Trois jours plus tard, il affirmait avoir à Audenarde 7 000 prisonniers, sans compter 700 officiers et 500 captifs supplémentaires grâce à une attaque ultérieure de lignes françaises<sup>203</sup>. Cette augmentation peut être attribuée à un meilleur comptage des hommes. Mais 15 jours plus tard,

---

<sup>199</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°128, nouvelles de Lille, 16 juillet 1708.

<sup>200</sup> Voir *supra*, section 5.3.2.4.

<sup>201</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 389.

<sup>202</sup> Marlborough au duc de Savoie, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103 ; Marlborough à l'Électeur de Hanovre, camp d'Audenarde, 12 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 103-104.

<sup>203</sup> Marlborough à M. de Thungen, camp de Wervick, 15 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 111.

alors que le phénomène d'évasion avait dû commencer à éroder les effectifs, John Churchill augmentait encore le nombre, pour prouver, malgré les dénégations françaises, l'importance de sa victoire :

« Les Français avouent à peine dans leurs imprimés avoir participé à une bataille, il est certain que neuf mille prisonniers, dont environ huit cent officiers, dont quelques-uns de distinction, et plus de cent étendards, drapeaux et timbales, doivent être considérés par tous les gens impartiaux comme un très grand avantage, que nous nous efforçons par tous les moyens d'augmenter »<sup>204</sup>.

Marlborough, furieux de la mauvaise foi qu'il attribuait aux Français, se plaignit à plusieurs reprises de la façon dont leurs journaux commentaient l'événement : « Vous verrez dans la *Gazette de Paris* comment ils tournent le déroulement de la bataille d'Audenarde, ne remarquant pas les 706 officiers, ni les 7 000 prisonniers »<sup>205</sup>.

### 8.3.3. « L'impatience extreme » de l'opinion publique anglaise.

John Churchill ne tenait pas à ce que les dénégations du général français puissent amoindrir l'éclat de sa victoire. Il savait que son assise politique reposait sur la confiance qui lui était accordée par l'opinion publique, du moins celle des marchands et des propriétaires terriens. Nous avons déjà vu que la bataille d'Audenarde était symbolique à un autre titre, puisqu'elle vit s'affronter les héritiers des deux branches qui prétendaient au trône d'Angleterre, le prince de Hanovre et le chevalier de Saint-Georges. Le supplément du *Mercure galant* avait bien remarqué l'importance du contrôle de l'information dans les Îles britanniques : « Si lorsqu'il leur arrive des pertes, la verité toute pure s'en répandoit en Angleterre, les peuples de ce royaume pourroient ouvrir les yeux, et se lasser d'une guerre qui ne leur produit rien, et qui leur coûte si cher »<sup>206</sup>.

Or, si l'on en croit les correspondants londoniens de Torcy, la réception de la bataille d'Audenarde par les Anglais est beaucoup moins enthousiaste que celle des trois grandes

---

<sup>204</sup> « The French will hardly own it in their prints to have been in a battle, but certainly near nine thousands prisoners, of which about eight hundred officers, and some of distinction, and upward of a hundred standards, colours and kettle-drums, must be allowed by all impartial people to be a very great advantage, which we are endeavouring all we can to improve » (Marlborough au comte de Galway, camp de Wervick, 30 juillet 1708, édité dans G. Murray, éd., *op. cit.*, t. IV, p. 136-137).

<sup>205</sup> « You may see by the *Paris Gazette* the turn they give to the battel of Audenar, taking no notice of the 706 officers, nor the 7 000 prisoners » (Marlborough à Godolphin, Wervik, 26 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. p. 1037-1039).

<sup>206</sup> *Mercure galant*..., supplément de juillet 1708, p. 131.

victoires précédentes – notons qu’il ne faut pas mésestimer la volonté de ces derniers de faire espérer un effondrement rapide du parti belliciste au sein du gouvernement anglais, afin d’apporter des nouvelles agréables à leur destinataire. Les correspondants de Torcy insistent en premier lieu sur le choc qu’avait représenté la surprise de Bruges et Gand. Cet important revers avait durement frappé une société habituée aux nouvelles d’énormes succès dans les Flandres : « On a été très alarmé icy de la surprise de Gand et de Bruges, et comme les ennemis de duc de Marlborough ne perdent pas un moment pour diminuer sa reputation, et qu’ils sont en grand nombre, on ne murmuroit partout que de sa mauvaise conduite »<sup>207</sup>. La victoire d’Audenarde vint à point nommé pour restaurer l’honneur de John Churchill : « Il est certain que cette nouvelle est venue très à propos, et que tout autre chose qu’une victoire complete auroit été très mal reçue dans la circonstances des affaires du credit public, et après la bevue que le duc de Marlborough avoit faite avant cette action »<sup>208</sup>. Cette information ne fut toutefois pas aussi largement exploitée que celle des victoires précédentes :

« Le comte de Stair en passant icy hier à sept heures du matin au travers de cette ville dit que le duc de Marlborough avoit battu les François à plate couture et remporté la victoire et qu’il en alloit apprendre la nouvelle à la reine, sur le midy arriva un autre expres qui huit heures après fut suivy par un troisieme. À l’arrivé de ce dernier, la reine fit aussitost assembler son conseil, on ne sçait les resolutions qui y ont esté prises, ny la cour pour des raisons à elle seule connues ne dit aucune particularité du combat, ce qui semble assez etrange à tout le monde attendu qu’on a fait tirer le canon, sonner les cloches et allumer des feux de joye par toute la ville »<sup>209</sup>.

Les dépêches ne laissent aucun doute sur l’ampleur de la victoire : Marlborough affirme qu’« ayant attaqué le 11 l’armée françoise au passage de l’Escaut près Oudenarde, il l’avoit combattue depuis 4 heures après midy jusqu’à 10 heures du soir, pendant lequel tems il avoit fait un grand carnage et un grand nombre de prisonniers ; qu’il luy avoit coupé la communication des frontieres, et que l’ayant obligé de se retirer sous Gand, il esperoit d’en rendre bon compte dans peu »<sup>210</sup>. Ce qui rend la population soupçonneuse, et particulièrement les correspondants de Torcy, c’est l’absence d’un récit circonstancié de cette étonnante affaire : « Tout ce detail paroissoit si confus, qu’on auroit pu douter de cette nouvelle [...]. On ne parle point de canons ny de bagages, on ne dit pas qu’on ayt pris des drapeaux, des

---

<sup>207</sup> AE Angleterre 225, fol. 44r, nouvelles de Londres, 18 juillet 1708.

<sup>208</sup> *Ibid.*

<sup>209</sup> AE Angleterre 225, fol. 55r-55v, nouvelles de Londres, 17 juillet 1708.

<sup>210</sup> AE Angleterre 225, fol. 44r, nouvelles de Londres, 18 juillet 1708.

etendars ou des timbales »<sup>211</sup>. Néanmoins, bien que cela ne ressemble en rien aux proclamations rassurantes de 1704 et 1706, « on compare cette histoire à celle de Blenheim et de Ramilly »<sup>212</sup>.

On ne fait en effet publier le récit de la bataille qu'assez tard, le 19 juillet au soir<sup>213</sup>. Ce délai, ainsi que les contre-feux des Français qui contestent toute idée de défaite, amènent certains à douter de la réalité du succès : « Ce retardement a donné occasion aux mal intentionnés de semer des bruits que l'affaire n'a pas été si fort à notre avantage, ils prétendent même [...] que les François se sont bien battus et ont fait une assez belle retraite »<sup>214</sup> ; on se met à penser qu'on pourrait en définitive « apprendre que les choses se sont passées auprès d'Oudenarde comme elles se passèrent il y a quelques années à Luzara »<sup>215</sup>.

Comme à la cour de Louis XIV, on cherche dès lors à Londres à démêler le vrai du faux. On recherche tout particulièrement les témoignages négatifs dans un camp comme dans l'autre, considérant qu'un récit trop positif est forcément orienté :

« Des prisonniers échangez qui sont arrivez de France depuis l'action disent que les ennemis prétendent y avoir eu autant d'avantage que les Alliez. Mais le public ajoute qu'un officier françois ayant tiré à l'ecard quelques uns de nos prisonniers, il leur a avoué ingenuement qu'ils ont perdu la bataille, et qu'ils ont eu beaucoup de monde tuez ou pris. Cette relation a passé à la cour pour une verité incontestable »<sup>216</sup>.

Chacun se fait son opinion en fonction de son caractère, optimiste ou pessimiste, de sa préférence *whig* ou *tory*, de sa loyauté à la succession protestante ou à la dynastie Stuart. Les bruits les moins fondés se mettent à circuler, en faveur de la France<sup>217</sup> comme en faveur de la Coalition<sup>218</sup>. L'importance des enjeux, l'animosité née de deux longues guerres contre la France, l'espoir d'une paix glorieuse que fait naître l'annonce d'un triomphe, mais également la lassitude ressentie face à toutes les contraintes de la guerre, portent la tension de la société

<sup>211</sup> *Ibid.*

<sup>212</sup> *Ibid.*

<sup>213</sup> AE Angleterre 225, fol. 56r-57r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708 ; AE Angleterre 225, fol. 58r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708.

<sup>214</sup> AE Angleterre 225, fol. 56r-57r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708.

<sup>215</sup> AE Angleterre 225, fol. 58r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708.

<sup>216</sup> AE Angleterre 225, fol. 59r-62r, nouvelles de Guénin à Londres, 24 juillet 1708.

<sup>217</sup> « Un marchand de la ville vient de me dire qu'il sçavoit de bonne part qu'on avoit fait des feux de rejouissance à Calais et qu'on y disoit que les Alliez avoient perdu la bataille en Flandres et qu'il leur en coutoit vingt deux mille hommes » (AE Angleterre 225, fol. 58r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708).

<sup>218</sup> « On veut icy absolument que les princes de France ayent été faits prisonniers, et on attend avec la derniere impatience le detail de cette affaire » (AE Angleterre 225, fol. 44r, nouvelles de Londres, 18 juillet 1708).



anglaise, particulièrement dans la capitale, à son comble. On cherche d'autant plus à célébrer la victoire qu'il s'agit de convaincre ses compatriotes, et peut-être aussi de se convaincre soi-même :

« Les rejoissances on été assez moderées à la cour, mais elles ont été portées dans cette ville à une extravagance outrée. Comme la relation du comte de Stair et la lettre de M. Geldermalsen aux Etats Generaux ont paru trop modeste au gout des Londois, ils ont obligé l'Etat de donner une relation qui aura de la peine à se soutenir, car ce n'est qu'une fanfaronade du valet de chambre d'un brigadier de l'armée qui s'est avisé de faire un detail de l'action qu'il n'a ny vu ni su, et qui n'est composé que d'extravagance. La lettre de M. Geldermalsen est écrite avec beaucoup d'art, car personne n'avoit voulu debiter dans la situation presente des affaires en Angleterre ou en Hollande la perte d'une bataille, ou un succes egal de part et d'autre, sans risque d'être lapidé par la populace, et sans la nouvelle qui est venue, la belle maison que le duc de Marlborough a à Blenheim auroit été en danger. Comme il n'est arrivé aucun detail particulier depuis le 16, on a été fort inquiet, car celui qu'on a su n'a pas paru assez considerable pour faire croire que la France se soumette aux conditions de paix que l'Angleterre voudra luy proposer »<sup>219</sup>.

Les plus convaincus assurent que l'ampleur de la victoire est enfin l'amorce de l'invasion du territoire français, c'est-à-dire l'ouverture du chemin vers Paris : « L'avantage de cette bataille paroît si grand pour les Alliez, qui fait qu'ils travaillent de tout leur pouvoir à s'en rendre les suites plus avantageuses »<sup>220</sup>. Des officiers de l'armée coalisée assurent qu'ils sont « campez entre Lille et Ipres, [qu'ils vont] faire le siege de Lille, et ensuite celui de Tournay ou d'Ypres »<sup>221</sup>. Pourtant, la lenteur du siège de la plus redoutable forteresse française, la difficulté et les risques de l'entreprise tiennent longtemps la population en haleine. On attend avec fébrilité la moindre nouvelle, et on se désespère lorsque que l'on n'a « aucune nouvelle de l'armée de Flandre depuis huit jours »<sup>222</sup>. Cette fièvre fait naître d'innombrables rumeurs. Le 27 juillet 1708 « se repand un bruit que les François ont surpris Ostende et que le duc de Marlborough est mort subitement à son armée »<sup>223</sup>. Le 4 septembre, après la harangue d'un prêtre qui proclamait que Dieu allait châtier la fierté des Français, arrive le bruit d'une grande action entre Marlborough et l'armée de Vendôme ou celle de Berwick, où les troupes de Louis XIV auraient perdu huit mille hommes, sans compter cinq mille prisonniers. Guénin, correspondant de Torcy, assure que le succès de cette rumeur est dû

---

<sup>219</sup> AE Angleterre 225, fol. 59r-62r, nouvelles de Guénin à Londres, 24 juillet 1708. Geldermalsen est un député des États Généraux envoyé à l'armée de Flandre.

<sup>220</sup> AE Angleterre 225, fol. 56r-57r, nouvelles de Londres, 20 juillet 1708.

<sup>221</sup> AE Angleterre 225, fol. 59r-62r, nouvelles de Guénin à Londres, 24 juillet 1708.

<sup>222</sup> AE Angleterre 225, fol. 87r-89v, nouvelles de Londres, 7 août 1708.

<sup>223</sup> AE Angleterre 225, fol. 68r-69r, nouvelles de Londres, 27 juillet 1708.

au désir de la population de vaincre au plus vite : « On s'attend de renverser entièrement les ennemis s'il y a une bataille, et que Lille sera pris en 20 jours de tranchée ouverte »<sup>224</sup>. La tension lors de cette étrange campagne parvient ainsi à un paroxysme :

« L'on a icy un acharnement demesuré et violent d'apprendre l'arrivée de quelque malheur à la nation ennemye et la nouvelle de quelque effusion de sang, pourveu qu'il soit françois ou espagnol. L'on croiroit sur ce que l'on dit et sur ce que l'on entend que l'on n'y vit que de chair humaine. Ainsy vous pouvez juger que l'on n'est pas trop content de savoir que l'armée ennemye subsiste encore et qu'il y a apparence qu'elle se peut deffendre le reste de la campagne »<sup>225</sup>.

Une telle exaspération est assez similaire à celle qui agitait la société française, lorsque les Parisiens firent de bruyantes réjouissances à la fausse annonce de la mort de Guillaume III en juillet 1690<sup>226</sup>. On peut se demander si cette exaltation ne fut pas justement à l'origine de la sévère désillusion causée par l'incapacité des Alliés à pénétrer rapidement à l'intérieur du territoire national français, symbolisée par la sanglante bataille de Malplaquet. L'impatience des sociétés européennes vis-à-vis d'une sortie rapide du conflit, fût-elle au prix d'une bataille sanglante, démontre que les longues guerres du Grand Siècle usaient « l'arrière » aussi bien que les troupes au front.

### 8.4. L'incertitude et le deuil

#### 8.4.1. La douleur de l'attente

La massification de la taille des armées au long du XVII<sup>e</sup> avait eu comme conséquence l'augmentation sensible du nombre de personnes qui s'inquiétaient pour le sort d'un proche, ou qui se trouvaient touchés par l'annonce d'une disparition. Toutefois, en raison de l'absence de sources concernant l'entourage des soldats, nous devons à nouveau nous contenter d'étudier l'attitude des proches des officiers à la Cour.

Nous pouvons d'abord remarquer que l'angoisse naissait dès la déclaration de la guerre. En 1672, à l'ouverture des hostilités avec la Hollande, madame de Sévigné remarquait que

---

<sup>224</sup> AE Angleterre 225, fol. 120r-122r, nouvelles de Guénin à Londres, 4 septembre 1708.

<sup>225</sup> AE Angleterre 225, fol. 87r-89v, nouvelles de Londres, 7 août 1708.

<sup>226</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 501. L'origine de cette rumeur était une légère blessure de Guillaume à l'épaule à la veille de la bataille de la Boyne.

« tout le monde pleure son fils, son frère, son mari, son amant : il faudrait être bien misérable pour ne pas se trouver intéressé au départ de la France toute entière »<sup>227</sup>. La princesse Palatine évoque ses « serrements de cœur » lorsqu'elle apprend que son fils, le duc d'Orléans, part conduire l'armée française en Italie<sup>228</sup>. Moins d'un mois plus tard, apprenant son arrivée à la tête des troupes, elle confie à une de ses correspondantes : « Voilà mes soucis qui commencent »<sup>229</sup>. Quel contraste avec la joie immodérée ressentie au même moment par le duc d'Orléans<sup>230</sup> !

On atteignait le comble d'inquiétude lorsque parvenait l'annonce d'une grande action. C'est toujours la marquise de Sévigné qui écrit dès le mois de juin 1672 : « Vous n'avez jamais vu Paris comme il est. Tout le monde pleure, ou craint de pleurer [...]. J'ai reçu une lettre de mon fils. Il n'était pas à cette première expédition ; mais il sera d'une autre : peut-on trouver quelque sûreté dans ce métier ? »<sup>231</sup>. Trente ans plus tard, Versailles était toujours dans les affres de l'incertitude après la bataille de Ramillies : « Les jours sembloient des années dans l'ignorance du détail et des suites d'une si malheureuse bataille, et dans l'inquiétude de chacun pour ses proches et pour ses amis »<sup>232</sup>. Les militaires eux-mêmes étaient touchés, quand ils ne servaient pas dans la même armée que leurs proches. Berwick, qui était à l'armée de Flandre lorsqu'un détachement de ce corps se battit à Ekeren, relate les craintes des généraux :

« Autre chose extraordinaire, c'est que quoiqu'il n'y eût que neuf lieues de Diest à Ekeren, et que l'action se fût passée le 30 [juin], nous n'eûmes avis de cette affaire que le deux de juillet. L'on peut juger l'inquiétude où nous étions tous, et surtout le maréchal de Villeroi, dont le fils aîné, lieutenant général, étoit du détachement. Nous avons entendu le feu du combat, et le silence de M. le maréchal de Boufflers et du marquis de Bedmar, joint aux mauvais rapports de quelques officiers blessés, nous faisoit avec raison appréhender quelque catastrophe »<sup>233</sup>.

Le plus souvent cependant, les combattants étaient les plus rapidement touchés par la nouvelle de la perte. Ils font ainsi partie, si l'on reprend les termes de Stéphane Audoin-Rouzeau, du « premier cercle de deuil ». Bernières, intendant de Flandre maritime, est à

---

<sup>227</sup> Cité par Nicole Ferrier-Caverivière, « La guerre dans la littérature française depuis le traité des Pyrénées jusqu'à la mort de Louis XIV », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, n°37, 1985, p. 240.

<sup>228</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Marly, le 24 juin 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 370.

<sup>229</sup> Lettre de la princesse Palatine à la raugrave Louise, Versailles, le 15 juillet 1709, dans *ibid.*, p. 371.

<sup>230</sup> Voir *supra*, section 7.2.3.

<sup>231</sup> Cité par N. Ferrier-Caverivière, « La guerre dans la littérature française... », art. cit., p. 240.

<sup>232</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 380.

<sup>233</sup> J. de Berwick, *op. cit.*, t. I, p. 433.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

l'armée lors de la bataille de Ramillies. Ce combat le prive de ses « deux parents les plus proches », dont son frère, le major général de l'armée des Deux-Couronnes<sup>234</sup>. À l'inverse, Bergeyck se réjouit de ne pas avoir perdu son fils, qui servait dans un bataillon espagnol battu à Wynendael<sup>235</sup>.

C'est aux officiers présents lors de la bataille de prévenir les familles du sort des particuliers. En effet, le commandant en chef est trop occupé par ses responsabilités pour donner au roi ou au secrétaire d'État une liste exhaustive des officiers perdus lors d'un combat. Il se contente d'attirer leur attention sur les personnes qui se sont le mieux comportées, surtout si elles ont été blessées ou faites prisonnières : il prie alors Louis XIV ou Chamillart de les faire sortir de prison, ou d'aider leur famille<sup>236</sup>. Les gradés se préoccupent en premier lieu de rassurer leurs propres proches : ainsi, Marlborough envoie toujours une dépêche à sa femme après chaque victoire, pour la rassurer. En 1704, la nouvelle de Blenheim est apportée à Sarah Churchill avant même d'être remise à la reine<sup>237</sup>. Ce souci d'informer et de rassurer explique pourquoi les Alliés ont accepté de faire passer en France des lettres d'officiers prisonniers à la seconde bataille d'Höchstädt<sup>238</sup>.

Les mémorialistes notent scrupuleusement, jour après jour, ce qu'on peut savoir sur la condition de chaque combattant. Le marquis de Sourches note qu'au 21 août :

« On apprenoit seulement par les lettres de divers prisonniers [...] que le marquis de Marillac y avoit été tué ; qu'on croyoit que le chevalier de La Vallière l'avoit aussi été, suivant ce que mandoit à la princesse de Conti le marquis de La Vallière, lequel étoit prisonnier avec le marquis de Blansac, le marquis de Hautefeuille, le chevalier de Croissy, le marquis de Denonville, le marquis de Prie et le marquis de Jussac »<sup>239</sup>.

Les nouvelles se précisent dès le lendemain :

« On disoit que Zurlauben avoit été tué tout raide, le marquis de Blainville et le marquis de La Baume blessés à mort, le marquis de Seignelay fort blessé et le marquis de Clérambault tué ou blessé à mort, la Martinière, sous lieutenant de gendarmes, tué, mais on ne savoit toutes ces nouvelles que par une lettre que le chevalier de Livry, qui étoit dans l'armée du maréchal de Villeroy, écrivoit à son père, et il les avoit apprises d'un

---

<sup>234</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1941, n°170, Bernières à Chamillart, camp de Vilvorde, 24 mai 1706.

<sup>235</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°279, Bergeyck à Chamillart, Mons, 18 octobre 1708.

<sup>236</sup> Ainsi, Marcin prévient Chamillart des importantes blessures subies à Blenheim par le comte d'Anlezy, brigadier de cavalerie, pour lui demander d'accorder des bontés à son frère (SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°77, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 6 octobre 1704).

<sup>237</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 454.

<sup>238</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°44, Villeroy à Chamillart, camp d'Erlach, 19 août 1704.

<sup>239</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 52 (21 août 1704).

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

nommé Dubois, qui étoit à Ulm pendant la bataille, et auquel le maréchal de Marcin avoit envoyé sa lettre, avec ordre de la porter lui-même au maréchal de Villeroy »<sup>240</sup>.

Ce genre d'énumération se retrouve chez tous les mémorialistes, après chaque affrontement. La Cour fut à chaque fois frappée par une vague de funestes nouvelles, qui n'épargnaient personne, comme en 1706 : « Le 29 au matin, chacun recevoit des nouvelles de ses parents et de ses amis, et à chaque moment le nombre des morts, et des blessés, et des prisonniers augmentoit. On sut que, de tous les officiers de la compagnie de Boufflers, il n'étoit resté que trois exempts qui ne fussent morts, blessés ou prisonniers »<sup>241</sup>. Cette constante évolution de la connaissance qu'on pouvait avoir de la destinée de chacun représentait une attente insupportable pour tous ceux qui n'avaient rien encore reçu et qui étaient encore dans l'ignorance du sort de leurs proches. Mais l'incertitude qui accompagnait chaque annonce, particulièrement à Blenheim, pouvait encore faire croire que les informations les plus tragiques se révéleraient fausses. En 1704, le duc du Maine reçut d'un correspondant à l'armée de Villeroy la nouvelle que le marquis de Courtebonne avait été tué. Des précisions ultérieures assurèrent qu'il n'en était rien<sup>242</sup>.

À l'inverse, une indication rassurante pouvait être infirmée par la suite. Après la bataille de Blenheim, on crut d'abord que la blessure au genou de La Baume, le fils de Tallard, n'était pas mortelle, l'os n'étant pas cassé<sup>243</sup>. À son arrivée à Strasbourg on s'aperçut qu'il était en réalité en grand danger<sup>244</sup>. Il trépassa peu de temps après. Il y avait pourtant des nouvelles dont on pouvait être sûr, comme celle de la mort d'un officier, lorsqu'elle avait eu lieu sous les yeux de ses compagnons. La confirmation du décès de Zurlauben fut apportée par son propre aide de camp<sup>245</sup>. Mais des renseignements plus favorables pouvaient également arriver pour rasséréner les non-combattants :

« La marquise du Chastelet reçut ce jour-là une lettre de son mari, dont elle étoit fort en peine aussi bien que de son fils, par laquelle il lui mandoit qu'il avoit été pendant deux jours dans une cruelle inquiétude pour son fils et pour son neveu, le marquis de Bellefonds, mais qu'au bout de ce temps-là, ils lui avoient mandé qu'ils estoient prisonniers, et qu'en même temps il avoit demandé au maréchal de Marcin deux capitaines de cavalerie des ennemis qu'il avoit prisonniers, lesquels il lui avoit accordés, et qu'il avoit échangés contre son fils et son neveu ; que son fils n'avoit eu qu'une

---

<sup>240</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 53 (22 août 1704).

<sup>241</sup> *Ibid.*, t. X, p. 18 (29 mai 1706).

<sup>242</sup> *Ibid.*, t. IX, p. 57 (25 août 1704).

<sup>243</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 112 (30 août 1704).

<sup>244</sup> *Ibid.*, t. X, p. 119 (7 septembre 1704).

<sup>245</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°77, Marcin à Chamillart, Strasbourg, 6 octobre 1704.

contusion, et que son neveu avoit eu plusieurs blessures, mais qu'il n'y en avoit aucune de dangereuse »<sup>246</sup>.

Ce souci de rassurer proches et amis explique l'attitude de Villeroy après Ramillies. Alors que toute la Cour attend des explications sur son incroyable défaite, il prend le temps d'envoyer à Dangeau une courte dépêche pour le tranquilliser sur l'état de son fils<sup>247</sup>. Saint-Simon fut très choqué par ce geste<sup>248</sup>. Dangeau en revanche manifesta son soulagement : « Mon fils [fut] blessé d'un coup de sabre à la tête ; je suis fort rassuré sur sa blessure par la lettre que le maréchal de Villeroy a eu la charité de m'écrire »<sup>249</sup>. Notons enfin la seule occurrence que nous avons retrouvée d'une lettre annonçant la mort d'un militaire envoyée à sa famille : il s'agit de celle apprenant le trépas du capitaine de Saint-Mayme à Malplaquet. C'est le commandant de son bataillon qui prit la plume, une semaine après la bataille, pour avertir le père du capitaine<sup>250</sup>.

### 8.4.2. L'attitude des proches face à la mort

Les mémorialistes évoquent souvent la douleur qui frappe massivement la Cour à la nouvelle des pertes de chaque bataille. Saint-Simon écrit ainsi à propos de l'année 1704 : « On peut juger quelle fut la consternation générale, où chaque famille illustre, sans parler des autres, avoit des morts, des blessés et des prisonniers »<sup>251</sup>. Sourches élargit même ce panorama : « On ne sauroit s'imaginer la consternation où cette cruelle nouvelle jeta toute la Cour, tout Paris et tout le royaume [...] Mais elle ne fit qu'augmenter encore à mesure qu'on apprit le détail des malheurs publics et particuliers »<sup>252</sup>.

Le retour des militaires trop grièvement blessés pour servir représentait un second choc. À de simples nouvelles succédait le spectacle des marques de la souffrance endurée sur le champ de bataille. La princesse Palatine a décrit l'atmosphère de la cour de Versailles dans les semaines qui suivent l'effroyable combat de Malplaquet :

---

<sup>246</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 58-60 (27 août 1704).

<sup>247</sup> « Monsieur votre fils, monsieur, a été blessé légèrement à la tête. Il a fait des merveilles à la tête de son régiment. Je m'en réjouis avec vous et je suis persuadé que vous vous affligez avec moi du malheur que nous venons d'avoir » (Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 112 : 26 mai 1706).

<sup>248</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 380.

<sup>249</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 112 (26 mai 1706).

<sup>250</sup> G. Girard, « Un soldat de Malplaquet... », art. cit., p. 541.

<sup>251</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 201.

<sup>252</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 52 (21 août 1704).

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

« Tous les jours nous voyons arriver des officiers qui marchent avec des béquilles. Un jeune homme qui a été mon page et qui n'est au service que depuis un petit nombre d'années est là, dans ma chambre, avec des béquilles aussi. Cela vous fait pitié »<sup>253</sup>.

Mais en l'absence de sources suffisamment nombreuses, il nous est difficile de dépasser cette simple évocation d'une douleur de masse. Nous ne savons guère quelles furent les dernières volontés des soldats, quels rituels furent adoptés par les proches des défunts, quelles formes prirent la douleur et le deuil. Nous ne disposons que de quelques exemples, que l'on peut espérer représentatifs d'attitudes largement partagées. Dans les guerres de l'époque moderne, particulièrement dans le cas des défaites et de combats très éloignés du sol national, il était pratiquement impossible de ramener les corps, dont la présence est pourtant considérée comme un élément essentiel du travail de deuil. En effet, comme nous l'avons vu, les morts étaient enterrés sur place. L'absence du corps pouvait toujours faire espérer le retour de la personne disparue. On pouvait par exemple penser d'un officier de l'armée de Tallard qu'il avait réussi à traverser le Danube et échapper aux soldats alliés ainsi qu'aux paysans locaux, et qu'il parviendrait à rentrer en France. Beaucoup de personnes pouvaient être dans la situation de M<sup>me</sup> de Sanzei, dont le mari avait disparu au cours d'une action sur le Rhin, en 1675 : « Vraiment, l'état de la pauvre Sanzei est déplorable ; nous ne savons rien de son mari, il n'est ni vivant, ni mort, ni blessé, ni prisonnier : ses gens n'écrivent point »<sup>254</sup>. Alors que M<sup>me</sup> de Sévigné était convaincue du sort funeste de cet homme, sa propre épouse n'était pas à même d'en tirer les conséquences : « Les gens du pauvre Sanzei reviennent, et quoiqu'on n'ait pas retrouvé son corps, il le croyoient mort. On dispose sa femme à cette triste nouvelle, sans pourtant oser encore lui faire prendre le deuil »<sup>255</sup>.

Certains étaient frappés par plusieurs pertes en une seule bataille. L'exemple le plus saisissant est celui du maréchal de Tallard : en une seule journée, il avait été privé de son fils, de sa liberté, de sa renommée de général. C'est pourquoi le maréchal de Villeroy ne pouvait que plaindre son homologue malheureux ; apprenant au roi que La Baume avait été blessé, Villeroy écrivit : « Son pere mourra de douleur, je le plaindrois moins mort que dans l'estat

---

<sup>253</sup> Lettre de la princesse Palatine à la raugrave Louise, Versailles, le 26 octobre 1709, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 417.

<sup>254</sup> Lettre de M<sup>me</sup> de Sévigné à M<sup>me</sup> de Grignan, Paris, 28 août 1675, dans *Lettres de Madame de Sévigné, de sa famille et de ses amis*, éd. L. Monmerqué, Paris, Hachette, 1862-1868, t. IV, p. 100-101.

<sup>255</sup> M<sup>me</sup> de Sévigné à M<sup>me</sup> de Grignan, Paris, 30 août 1675, dans *Lettres de Madame de Sévigné...*, *op. cit.*, t. IV, p. 107.

où il est. Son malheur ne le rend pas moins digne des bontés de Vostre Majesté, que lorsqu'il prit Landau, et qu'il gagna la bataille de Spire »<sup>256</sup>.

Malgré ces malheurs, rares étaient ceux qui reniaient la carrière des armes. Lorsque l'aîné des enfants de Tallard trouva la mort, le cadet, qui avait envisagé l'état ecclésiastique, tenta à tout prix d'entrer dans l'armée : « L'abbé de Tallard [croit] que son honneur souffrirait s'il restait dans l'état ecclésiastique, restant le seul de ma famille, et que le public attribuerait ce party-là, à ce qu'on l'auroit jugé incapable d'en prendre un autre »<sup>257</sup>. La volonté de perpétuer la tradition militaire de la famille, le désir de relever quelque peu l'honneur de son père en manifestant un fort attachement au service, le regard de la société incitent le fils cadet du maréchal à changer de vocation. Son père, malgré toutes ses réticences au regard des risques encourus, ne cherche pas à décourager cette volonté : « Je me règle suivant sa vocation, et quoique ce ne soit pas sans peine que je le voye quitter un estat de vie tranquille pour se livrer à toutes les tempestes qui accompagnent la profession des armes, je ne puis luy refuser mon consentement »<sup>258</sup>.

Dans la correspondance qu'entretient le maréchal prisonnier avec le secrétaire d'État de la guerre, l'une des demandes les plus insistantes de Tallard concerne l'attribution d'un régiment à son fils. Dès qu'il apprend, à la fin de l'hiver 1706, que le roi a parlé de lever de nouvelles unités, il multiplie ses dépêches à Chamillart, arguant que les charges qu'il occupe en Franche Comté et en Dauphiné lui permettront de fournir de nombreuses recrues au régiment qui serait confié à son fils<sup>259</sup>. Toutefois, pour former un jeune homme sans grande expérience du combat, Tallard propose qu'on lui donne d'abord un grade de colonel réformé à la suite d'un régiment de l'armée de Flandre, où il ne disposerait pas d'un véritable commandement, mais où il pourrait rendre tous les services qu'on pourrait lui demander. Tallard demande enfin, en raison de son amitié avec Villeroy, que le régiment auquel sera attaché son fils soit sous les ordres de François de Neufville<sup>260</sup>. C'est justement au sein de l'armée de ce maréchal que le fils cadet de Tallard, combattant finalement avec les mousquetaires, est pris et blessé à la bataille de Ramillies, quelques mois plus tard<sup>261</sup>.

---

<sup>256</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°50, Villeroy au roi, camp d'Erlach, 19 août 1704.

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1935, n°248, Tallard à Chamillart, Nottingham, 15 mars 1706.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1935, n°174, Tallard à Chamillart, Nottingham, 18 février 1706.

<sup>260</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1935, n°248, Tallard à Chamillart, Nottingham, 15 mars 1706.

<sup>261</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. XI, p. 113 (26 mai 1706).



## LE TEMPS DE LA RECEPTION

Le deuil mettait brutalement fin aux angoisses éprouvées pour les proches tout au long de la campagne. L'inquiétude se poursuivait toutefois pour ceux qui continuaient le combat, pour les blessés dont les plaies pouvaient s'aggraver, et pour les captifs dont on plaignait le sort et dont on attendait le retour. L'attente représentait une autre forme de souffrance causée par la bataille. La joie manifestée au retour d'un captif exprime suffisamment l'affliction qui l'avait précédée. Et même cette joie pouvait avoir des implications tragiques : Saint-Pouenges, libéré sur parole après la seconde bataille d'Höchstädt, vint trouver sa femme à Paris pour lui faire une surprise. L'étonnement et l'allégresse fut telle pour cette femme enceinte de six mois que le choc émotionnel entraîna la nuit même l'accouchement spontané d'un enfant mort-né<sup>262</sup>.

Quelle consolation pouvaient trouver des personnes aussi durement touchées ? Il est probable que l'idée qu'un proche avait connu une mort honorable apaisait un peu la souffrance. Les mémorialistes soulignèrent que Louis XIV lui-même, dans sa résistance à l'affliction, fut un modèle pour ses courtisans. Après Blenheim, Dangeau, dont on connaît l'admiration pour le roi, écrivit :

« Le P. de la Chaise lui avoit préparé un discours de consolation, mais le roi l'a prévenu dès qu'ils ont été seuls ensemble, et ce bon père nous a dit que Sa Majesté lui avoit parlé avec tant de piété, tant de résignation à la volonté de Dieu et avec tant de force et tant de courage qu'il ne lui a jamais paru si grand et si digne d'admiration ; il console les familles dont on dit qu'il y a eu des gens tués »<sup>263</sup>.

C'est encore en la religion que le commandant annonçant à sa famille la mort du capitaine de Saint-Mayme conseille de trouver des forces :

« Le Seigneur l'a voulu ainsi et nous le regrettons infiniment. Ce qui nous sert de consolation, c'est qu'il étoit très sage et très vertueux et que sa conscience nous a toujours paru en bon état : ce vous en doit être une et à toute sa famille, car enfin nous sommes tous mortels et notre métier est dangereux »<sup>264</sup>.

Ainsi, la soif d'information qui caractérisait les sociétés européennes au début du XVIII<sup>e</sup> siècle concernait aussi bien le sort individuel des militaires que le déroulement global de la bataille. Si les déclarations contradictoires des généraux, des officiers et des journaux de

---

<sup>262</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 80 (22 septembre 1704).

<sup>263</sup> Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 103 (22 août 1704).

<sup>264</sup> G. Girard, « Un soldat de Malplaquet... », art. cit., p. 541.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

chaque camp laissaient planer un doute sur l'importance de l'affrontement, l'incertitude demeurait souvent aussi longtemps en ce qui concernait le lot de chaque combattant. Les embarras de la transmission des nouvelles, la difficulté pour les militaires eux-mêmes d'analyser tout ce qu'ils avaient pu observer sur le champ de bataille, l'incapacité de retrouver les corps compliquaient considérablement les rituels de deuil. Nous ne pouvons le plus souvent effectuer ces constats qu'à propos de la noblesse, particulièrement des courtisans, qui étaient les plus rapidement mis au courant. L'incertitude était encore plus forte au sein de la population rurale et urbaine. Les engagés volontaires étaient parfois mariés, et les miliciens n'étaient pas nécessairement célibataires. Contrairement à ce qui se pratiquait dans les armées moins nombreuses du début du XVII<sup>e</sup> siècle, les soldats étaient rarement accompagnés de leur famille. L'analphabétisme, la difficulté des communications, la propension des simples soldats à s'égarer pour revenir au camp des semaines ou des mois plus tard étaient autant de raisons expliquant que leurs proches étaient peu fréquemment au courant de leur sort.

### LES NIVEAUX DE LECTURE DE L'INFORMATION

Tout semble concourir, à l'issue d'une bataille, au travestissement de la réalité. Il y a d'abord le manque d'informations fiables dont disposent les chefs d'armée au soir d'un engagement. Si l'attribution de la victoire est parfois évidente – c'est le cas lors de nos trois premières défaites – le gain de la journée est fréquemment disputé entre les deux camps bien après la fin des combats, comme à la suite de Luzzara ou d'Audenarde. La pertinence des renseignements dépend ensuite de l'éloignement vis-à-vis du front. Lorsque les courriers ont du mal à arriver aux centres de diffusion des nouvelles – c'est-à-dire aux capitales et aux cours européennes, là où s'écrivent les journaux –, les annonces ont perdu de leur fraîcheur au moment où elles arrivent et les rumeurs ont eu le temps de se répandre. Même les indications concernant des destins individuels – mort, blessure ou captivité – sont susceptibles de changer : la nouvelle que la blessure d'un officier est en voie de guérison peut arriver à Versailles au moment où il vient de mourir des coups qu'il a reçus... Enfin, les motifs diplomatiques, politiques ou personnels amènent les généraux à s'accommoder avec la vérité. Un chef vainqueur proclame l'immensité de son triomphe pour mieux inciter les villes adverses à tomber sans résistance, tandis que le vaincu tente de minimiser son échec pour rassurer ses troupes et se préserver de la sanction du souverain.

On observe avec l'écriture et la distribution des informations dans les journaux imprimés ou les nouvelles manuscrites une seconde forme d'altération de la réalité. D'un côté

ce qui y est écrit est plus assuré, dans la mesure où les récits détaillés des batailles sont souvent publiés une ou plusieurs semaines après l'arrivée des premières annonces. De l'autre, les annonces ont été passées au crible de ce que le pouvoir voulait ou refusait de voir divulgué.

Il ne faut pas sous-estimer l'esprit critique des destinataires de ces nouvelles. Pour étancher sa soif d'information, le public préférait s'abreuver à plusieurs sources. Il y avait les gazettes étrangères, les nouvelles imprimées – plus ou moins clandestines – mais aussi la correspondance privée auprès des proches à l'armée, lorsqu'elle n'était pas bloquée par l'administration des postes, et enfin les multiples discussions à la Cour ou dans les cafés. Ce phénomène n'est probablement pas tant à attribuer au manque de confiance vis-à-vis des renseignements obtenus par des voies officielles (les gazettes étrangères n'étaient guères plus impartiales) qu'au besoin de comparer, de trier, de choisir ce qui semblait le plus véridique parmi les différentes données disponibles, afin de n'avoir pas l'impression d'avoir été manipulé. Conscient de leur incapacité à interdire l'existence d'un « double marché », les gouvernements – notamment en France – préféraient avoir une attitude mesurée : il y avait l'information qu'ils produisaient, celle qu'ils toléraient en la contestant, celle qu'ils interdisaient. Remarquons enfin que cette corrélation entre besoin d'information, croissance de la consommation d'information et en même temps méfiance vis-à-vis des sources d'information a pu être constatée maintes fois dans l'Histoire. Gilles Feyel a malicieusement comparé les courtisans qui s'alimentaient auprès du « double marché » de l'information sous l'Ancien Régime aux Français qui, durant les événements de mai 1968, préféraient écouter RMC ou Europe 1 que l'ORTF<sup>265</sup>...

Si gazettes et journaux ne peuvent guère passer pour des sources de renseignement fiables, pourquoi les étudier ? C'est que le récit qu'ils offrent peut être analysé, au-delà de l'exposé des détails de l'événement, à deux niveaux supérieurs : « Le mensonge porte toujours en soi une double signification : celle des intentions qui l'anime et celle du milieu, favorable ou non, auquel il s'adresse »<sup>266</sup>. Cette lecture des sources d'information à plusieurs niveaux n'est pas l'apanage de l'historien ; de nombreux lecteurs de la *Gazette* la consultaient

---

<sup>265</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, op. cit., p. 437

<sup>266</sup> S. Haffemayer, *L'information dans la France du xvii<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., p. 29. On retrouve une considération similaire de la part de Robert Darnton : « I think newspapers should be read for information about how contemporaries construed events, rather than for reliable knowledge of events themselves ». R. Darnton, « The Library in the New Age... », art. cit.

autant pour les renseignements qu'elles contenaient que pour savoir ce que le pouvoir acceptait de dire<sup>267</sup>.

On remarque tout d'abord que les périodiques français cherchent rarement à trouver des responsables individuels aux défaites. On n'incrimine jamais trop franchement un général, même ceux que le roi finit par sanctionner. La fonction d'arbitrage qui consiste à déterminer les responsabilités lors d'une bataille n'appartient qu'au roi. Le soldat français non plus ne saurait être coupable. En définitive, il y a toujours l'excuse du terrain, de la disproportion des effectifs, voire l'habileté du général ennemi dans les journaux qui veulent attester de leur impartialité. Lorsqu'il y a des fautifs dans le camp des Deux-Couronnes, on préfère accuser les troupes étrangères ou les traîtres avérés.

L'énoncé des faits porte aussi la marque du public auquel les publications sont destinées. L'audience recherchée par les périodiques français était par essence nobiliaire, même si leur lectorat était en définitive plus large. Les seuls qui voyaient leurs exploits individuels loués étaient les hauts gradés ou les jeunes militaires issus de bonnes familles. Le simple soldat, lui, pouvait se voir évoqué au travers de sa « sublime réponse » – mais elle restait anonyme. On cita abondamment après Ramillies le mot d'un cornette des chevaux-légers qui, sur le point d'expirer, jeta derrière lui son étendard en criant : « Sauvez l'honneur de la compagnie ! »<sup>268</sup>. Le nom du personnage lui-même fut oublié au profit de sa réplique, cette dernière n'étant elle-même que la marque d'un « code de l'honneur strictement aristocratique »<sup>269</sup>.

Ainsi, même les défaites permettaient aux périodiques français de rendre public un coup d'éclat qui marquait la bravoure de quelque militaire. C'était aussi le rôle de la *Gazette* de constituer un « espace de reconnaissance du mérite », apportant la gloire aux militaires qui en étaient dignes<sup>270</sup>. En réalité, la renommée ainsi acquise était accaparée par la plus haute noblesse. Le choix des récits effectué par ce journal n'était que la pure reproduction des formes traditionnelles de la reconnaissance du mérite à la Cour : ceux qui avaient les honneurs de la *Gazette* étaient les mêmes que ceux qui, grâce à l'intermédiaire d'un protecteur bien placé, avaient les moyens de solliciter les faveurs royales. Les réseaux de promotion qui permettaient de s'avancer auprès du souverain donnaient par le même mouvement l'occasion de s'illustrer auprès du public recherché, c'est-à-dire les personnes de qualité.

---

<sup>267</sup> G. Feyel, *L'annonce et la nouvelle...*, op. cit., p. 473.

<sup>268</sup> Cité par J. Chagniot, *Paris et l'armée*, op. cit., p. 537.

<sup>269</sup> *Ibid.*

<sup>270</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, op. cit., p. 418.

## LE TEMPS DE LA RECEPTION

En définitive, le meilleur moyen de disposer d'une information fiable est d'attendre que la vérité finisse par se décanter, que les renseignements s'affinent et finissent par se confirmer mutuellement, que les polémiques s'apaisent, et que l'enjeu de la publication de la victoire ou de la défaite s'amenuise. La suite de la campagne vient prouver l'ampleur ou l'insignifiance d'un succès. Malgré leur désir de multiplier les sources d'information, les sociétés des pays impliqués dans la guerre, aussi bien que leurs élites, doivent se contenter de demeurer dans l'expectative.

Lorsque l'on pense être à même de disposer de données authentiques ou, sur un autre plan, lorsque la disparition ou la survie d'un proche sont avérées, le temps de l'attente des nouvelles et de la recherche d'information se voit remplacé par une nouvelle phase. Après un échec militaire, l'inquiétude et la douleur font place à l'incompréhension et la colère. Personne ne reste neutre et apathique face à la nouvelle de ces retentissantes déroutes. On cherche à analyser l'origine et les responsables de ce cortège de morts inutiles : le constat de la défaite déclenche chez le roi et ses ministres, chez les commandants en chef et leurs subordonnés, à Versailles et à Paris, de pernicieuses ou de salutaires réactions.

## Chapitre 9. Le temps de la réaction

*« Je suis bien mortifié, comme V.A.S. le peut croire, de n'avoir pas mieux reussy dans cette entreprise, mais j'ay fait tout de mon mieux, et je n'ay rien à me reprocher ».*

*La Mothe à Vendôme, à propos de son échec de Wynendael<sup>1</sup>.*

Après une phase de réception, où les nouvelles, contradictoires au tout début, se précisent et finissent par se confirmer les unes les autres, où le nombre de pertes et l'identité des personnes de qualité disparues s'établit assez fermement, vient une phase de réaction et d'analyse. Comment se comportent officiers et soldats vis-à-vis de la défaite ? Est-ce le découragement et le dénigrement qui priment, ou bien le sursaut moral ? L'étude de cette phase permet-elle de révéler des dissensions jusque-là latentes au sein de l'armée, mais aussi de la Cour ? De fait, les polémiques atteignent très rapidement Versailles, en raison des nombreuses connexions existant entre le siège du gouvernement et le front. Il est intéressant de voir comment les hôtes de Versailles réagissent aux nouvelles – en s'intéressant aux éventuelles différences d'attitude entre les courtisans, chacun cherchant à défendre sa famille, ses amis, voire ses fidèles ou ses protecteurs. Le roi et son secrétaire d'État de la guerre doivent quant à eux dégager des diverses critiques les sanctions à prendre contre les responsables.

Enfin, l'étude de cette phase d'analyse et de réactions ne peut se limiter au « microcosme » de Versailles. L'ensemble des populations des États belligérants étaient impliquées, de façon plus ou moins directe, dans le conflit. Étaient-elles sensibles à l'issue des combats ? Y'a avait-il des formes de rejet vis-à-vis de troupes perçues comme des forces d'invasion ; ou, à l'inverse, des sentiments d'adhésion et de solidarité vis-à-vis des troupes de son propre État ? Les militaires eux-mêmes se sentaient-ils solidaires du destin de leur armée ?

---

<sup>1</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°167, La Mothe à Vendôme, camp de Zedelghem, 29 septembre 1708

## 9.1. Les réactions de l'armée

### 9.1.1. La retraite, un désastre moral et financier

Les premiers à réagir et à s'efforcer de comprendre comment l'armée a pu être défaite sont les militaires eux-mêmes. Les risques d'effondrement moral et psychologique sont grands : outre l'expérience traumatisante de la violence infligée aux autres ou à soi-même (et les blessures et séquelles qui les accompagnent), les circonstances de la retraite, les pertes matérielles subies et la perte de confiance envers ses supérieurs, ou envers ses homologues risquent de paralyser durablement le potentiel offensif d'une armée. Il s'agit donc, par une vigoureuse réaction, de provoquer un sursaut moral.

Une retraite est toujours pour une armée du XVIII<sup>e</sup> siècle une expérience éprouvante. Le maréchal de Villars ne disait-il pas qu'il y avait « mille fois plus de sçavoir et d'habileté à faire une belle retraite qu'à remporter une victoire<sup>2</sup> » ? Or les conditions de retraite de quatre grandes défaites de la guerre de Succession d'Espagne sont difficiles. Toutes ces batailles se terminent tard dans la journée, et la fin du jour approche. Prenons un seul exemple : l'état psychologique de l'armée française après Blenheim, évoquée par le comte de Mérode-Westerloo. Cet officier raconte qu'il a rallié une partie de la cavalerie française qui s'est retirée en désordre du champ de bataille. À 23 heures, alors qu'il fait retraite sur Dillingen pour passer le Danube et se mettre en sécurité, il reçoit l'ordre de l'Électeur de Bavière de ne passer ce fleuve ni à Dillingen, où les ponts sont occupés par l'infanterie, ni à Lauingen où les bagages sont prioritaires. Mérode est donc chargé de marcher jusqu'à Ulm sur la rive nord du Danube, sous la menace des troupes du prince Eugène, qui commande l'aile droite des Alliés. Il rétorque, avant de s'exécuter, qu'il s'agit là de « passer à une demi-lieue du prince Eugène avec des troupes dans un tel état, [qu'il] étoit sûr qu'elles se débanderoient, si un lièvre se levoit »<sup>3</sup>. La célérité et le silence sont alors de rigueur. Marchant toute la nuit et la journée qui la suit, il amène enfin ses cavaliers à Ulm à 19 heures, après avoir parcouru quatorze lieues – soit plus de cinquante kilomètres<sup>4</sup>. On imagine l'épuisement des hommes, qui après toute une journée de combats doivent encore passer une vingtaine d'heures à cheval, dans la crainte de

---

<sup>2</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 58. On peut rapprocher ses propos de ceux de Jomini, qui un siècle plus tard considérait que s'il ne fallait que du « courage » pour enlever une position, il fallait « de l'héroïsme pour faire une retraite difficile ». Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, p. 142.

<sup>3</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 320.

<sup>4</sup> *Ibid.*

## LE TEMPS DE LA REACTION

tomber par inadvertance sur une armée victorieuse. Après être arrivées à Ulm, les troupes ne craignent plus d'être rattrapées par les Alliés. La retraite n'en est pas pour autant sûre, le pays étant « empli de houssards et de schapans qui arrêtent tout ce qu'ils rencontrent »<sup>5</sup>.

Les militaires sont également frappés par le désastre matériel et financier que représente souvent une bataille malheureuse. Les pertes d'équipement sont nombreuses : la bataille de Ramillies a jeté l'« infanterie dans un grand embarras. Elle y a beaucoup souffert : plus de tentes, plus de marmites »<sup>6</sup>. Les chevaux représentent également un bien précieux. De très nombreux officiers voient leurs chevaux tués sous eux. Il arrive que des régiments entiers perdent leurs montures, comme les cinq régiments de dragons envoyés pour repousser l'avance des Hollandais dans Taviens.

Les officiers sont particulièrement affectés par les déperditions. Le comte de Mérode-Westerloo prétend que du jour de la bataille de Blenheim à son retour à Bruxelles à la fin de la campagne, il a perdu 110 chevaux, dont treize à la bataille, les 97 autres ayant été victimes de la « maladie d'Allemagne », qui a touché les armées du Rhin et de Bavière<sup>7</sup>. Les registres de correspondance entre le secrétaire d'État et les différents officiers qui ont pris part aux batailles conservent un grand nombre de plaintes d'officiers déplorant les préjudices qu'ils ont subis au service du roi. D'Arpajou, commandant la brigade de Piémont à la bataille d'Audenarde, affirme avoir perdu tout son équipage, soit l'équivalent de 18 000 livres, sans compter trois chevaux<sup>8</sup>.

La bataille de Ramillies est un désastre pour tous les officiers, car l'ensemble des équipages ont été pris par l'ennemi. Nous avons vu qu'une malheureuse décision de Villeroy entraîna la perte de la plus grande partie des bagages à Ramillies. Saint-Hilaire explique à Chamillart comment cela a pu avoir lieu. Il raconte qu'alors qu'il tentait de faire évacuer l'artillerie du champ de bataille, à Judoigne, il trouva « le défilé bouché par les gros bagages de l'armée qui l'avoient suivy au champ de bataille »<sup>9</sup>. Dans leur reflux, les troupes paniquées se jetèrent dans le passage, « ce qui augmenta le désordre ». Finalement, les chevaux qui transportaient les équipages furent dételés, probablement pour permettre à leurs conducteurs de se retirer plus vite, et les gros bagages restèrent sur place, interdisant à Saint-Hilaire de

---

<sup>5</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°145, Marcin à Chamillart, camp de Duttlingen, 22 août 1704.

<sup>6</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°222, D'Artagnan à Chamillart, sous Bruxelles, 25 mai 1706.

<sup>7</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 327.

<sup>8</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°134, D'Arpajou à Chamillart, Gand, 16 juillet 1708

<sup>9</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°227, Saint-Hilaire à Chamillart, au camp près de Bruxelles, 25 mai 1706.



## LE TEMPS DE LA REACTION

sauver ses pièces de canon<sup>10</sup>. On retrouve un épisode similaire à Blenheim. En 1704, les bagages retardent l'armée qui doit se retirer derrière le Danube après la bataille. Toute la journée du 13 août, ils ont été bloqués à la porte de Lauingen, que le gouverneur n'a pas voulu ouvrir. On en brûle une partie, tandis que ce qui a pu passer arrive à Ulm le 17 août<sup>11</sup>.

Enfin, on peut considérer les pertes humaines, en morts, blessés ou prisonniers, comme une source de ruine pour les officiers qui les avaient en charge. Ce sont en effet les capitaines et les colonels qui doivent, du moins dans les régiments ordinaires, payer aux soldats la prime de recrutement. Un homme perdu doit toujours être remplacé, et équipé. Si le paiement de l'équipement incombe en théorie à la monarchie, les officiers doivent avancer l'argent, et ne pas espérer un remboursement à la hauteur de leur investissement<sup>12</sup>. Or les soldats qui restent à l'armée après une défaite ont souvent perdu leur matériel, ceci étant le plus souvent dû aux phénomènes de panique, où l'on voit des soldats jeter bas leurs armes, même en l'absence de l'ennemi. Cette attitude est dénoncée à plusieurs reprises : c'est notamment la raison qu'invoque Puynormand, gouverneur d'Audenaarde, pour se plaindre à Chamillart du fait que, sur deux bataillons français dont il dispose pour défendre cette ville après la bataille de Ramillies, il n'a que 200 hommes armés, pour 400 désarmés<sup>13</sup>.

C'est parfois l'évacuation des territoires après la bataille qui ruine les officiers. Montigny-Languet était déjà sévèrement éprouvé par la perte de son équipage en 1703<sup>14</sup>. La fuite hors de Bavière met le comble à son désespoir : « Quel chagrin d'ailleurs de nous voir contraints d'abandonner un pays où j'avois du moins pour ressource de mes malheurs passés l'esperance de me dedommager cet hiver [...]. L'echec qui vient d'arriver à M. l'Electeur et la perte de quasi toutes ses troupes me met hors d'esperance d'avoir un regiment au service de ce prince »<sup>15</sup>. Dans ce cas, les militaires ne sont pas les seuls à être touchés par des pertes matérielles. Ricous, envoyé français auprès de Max-Emmanuel, avait à Munich des tapisseries, meubles et carrosses, qu'il dut laisser après le 13 août – la représentation fastueuse du souverain faisait partie des fonctions d'un diplomate. Tout son argent, sa vaisselle et son équipage, qui l'accompagnaient à l'armée, furent également perdus à jamais<sup>16</sup>. Pour dédommagement, il sollicita une charge vacante dans la gendarmerie. Rouillé fit de même en

---

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 327.

<sup>12</sup> J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 232

<sup>13</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°264, Puynormand à Chamillart, Audenaarde, 31 mai 1706.

<sup>14</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny-Languet, s.l., 25 août 1704. Cette partie n'est pas éditée dans Pelet. Nous ignorons les circonstances de la perte de son équipage.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> AE Bavière 50, fol. 111r-115v, Ricous à Torcy, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1704.

## LE TEMPS DE LA REACTION

1706, arguant qu'il n'avait pu évacuer tous ses biens de Bruxelles. En effet, lorsque l'on résolut de laisser la capitale brabançonne sans défense,

« j'y allai apres midi et y restai trois heures pour metre ordre à mes affaires, qui fut de paier mes debtes, d'emporter ce que mes equipages pourroient enlever, et d'en laisser beaucoup d'avantage qui sera perdu. M. le comte de Bergheick et M. de Bagnols firent la mesme chose et sortirent en mesme temps que moy, l'on enleva les meubles de M. l'Electeur de Baviere les plus aisés à transporter et l'on emmena tous ses equipages et ceux de M. l'Electeur de Cologne. Je ne puis vous exprimer la consternation de Bruxelles »<sup>17</sup>.

Louis XIV lui accorda une compensation de 4 000 livres, dont Rouillé fut fort satisfait<sup>18</sup>. La situation des chefs politiques et militaires en poste à Milan après la défaite de Turin fut moins immédiatement menacée. La déroute de l'armée française n'en entraîna pas moins d'importantes pertes financières. Médavy dut mettre sa vaisselle au mont-de-piété pour fournir de l'argent aux troupes qui restent en Lombardie<sup>19</sup>. Vaudémont, quant à lui, doit mit en gage ses pierreries à Venise.

Dernière catégorie d'agents de la monarchie à être financièrement touchés par les défaites : les munitionnaires et les financiers qui pourvoient les troupes. Après chaque désastre, ils étaient sommés d'avancer rapidement d'importantes sommes d'argent pour rééquiper les soldats et reconstituer les magasins. Le s<sup>r</sup> Veron, « entrepreneur des fourrages dans les villes de Flandre et Brabant », en 1706, vit tous les vivres qu'il a amassés dans les différentes places des Deux-Couronnes tomber aux mains des Alliés dans les mois qui suivent Ramillies. Arguant que le traité qui le liait à la monarchie lui garantissait le remboursement des sommes engagées dans le cas où l'ennemi s'emparerait de ses biens, il demanda à Chamillart de lui livrer 140 000 livres<sup>20</sup>. On imagine les difficultés que mettaient les agents du gouvernement français au remboursement... Plus d'un an après la bataille de Ramillies, le s<sup>r</sup> Veron ne s'était toujours pas vu restituer ce qui lui était dû. Quant aux puissants frères Hogguer, financiers spécialisés dans la fourniture aux armées, ils furent ruinés par l'échec du siège de Turin<sup>21</sup>. À l'inverse, des agents peu scrupuleux pouvaient profiter du désordre occasionné par une déroute pour gonfler artificiellement leurs dépenses et leurs pertes, afin

---

<sup>17</sup> AE Bavière 55, fol. 276r-276v, Rouillé à Torcy, Termonde, 26 mai 1706.

<sup>18</sup> AE Bavière 56, fol. 100r-101r, Rouillé à Torcy, Mons, 10 juillet 1706.

<sup>19</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1965, n°242, Picon d'Andrezel à Chamillart, Mantoue, 25 novembre 1706. Médavy engage sa vaisselle à perte, faute d'argent frais disponible au mont-de-piété.

<sup>20</sup> AN G<sup>7</sup> 1804, n°226, le s<sup>r</sup> Veron à Chamillart, Lille, [juillet 1707].

<sup>21</sup> H. Lüthy, *op. cit.*, t. I, p. 182-183.

d'escroquer la monarchie. Un certain Laborde, commis aux équipages en Flandre pendant la campagne de 1706, se vit ainsi accusé deux ans plus tard d'avoir produit de fausses quittances et d'avoir demandé au roi le remboursement de biens prétendument perdus à Louvain, qu'il n'aurait en fait jamais achetés<sup>22</sup>.

En raison de l'impécuniosité de la monarchie française, la malheureuse situation des combattants est souvent destinée à perdurer. La gendarmerie, éprouvée lors du choc de cavalerie de Ramillies, se plaint encore au secrétaire d'État, sept mois après la bataille, de manquer de matériel et d'argent frais ; il en résulte l'impossibilité de disposer de crédit auprès des marchands : « Nous avons tous bien compté de mourir au service de Sa Majesté, mais nous n'avons jamais cru que se seroit de misere »<sup>23</sup>. Les dragons du régiment du roi, qui ont fait partie des cinq régiments qui ont mis pied à terre à cette même bataille, prétendent y avoir tout perdu, se trouvant ainsi rendus « à la plus grande misere du monde, se voyant sans chemises, sans bas, sans culotte, sans souliers, réduits à prendre le pain d'amunition puisque c'est les ordres du Roy »<sup>24</sup>. Nous pourrions multiplier les exemples. Le mal du pays vient s'ajouter, chez les soldats bavarois, à la misère. Rouillé avertit Chamillart en octobre 1706 que « les soldats bavarois sont [...] réduits à une telle misère que sur les fins de cette campagne, ils n'ont presque subsisté que de pillage, et que présentement qu'ils vont entrer en quartiers d'hiver et qu'ils n'auront plus occasion de prendre, il est à craindre qu'ils ne désertent presque tous »<sup>25</sup>.

### 9.1.2. Un ressort brisé

À la violence de la journée, à la peur éprouvée lors de la retraite, à la douleur d'avoir perdu des proches dans la bataille, ou seulement une bonne partie de sa fortune, vient s'ajouter l'incapacité de comprendre que l'on a été battu. Nous verrons plus loin la confiance

---

<sup>22</sup> AN G<sup>7</sup> 1805, n°240, « La compagnie des vivres de Flandres et Allemagne 1706, repondant au placet presenté à Sa Majesté par le s<sup>r</sup> Laborde » [1708]. Nos recherches ne nous ont pas permis de savoir si ledit Laborde avait été en définitive condamné.

<sup>23</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1946, n°390, lettre de la gendarmerie à Chamillart, Arras, 28 décembre 1706.

<sup>24</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1946, n°71, lettre des dragons du régiment du roi à Chamillart, Le Quesnoy, 11 novembre 1706. Le pain de munition était universellement détesté des soldats, et on connut parfois des refus du pain. En effet cette fourniture était déduite de la solde, et pour le montant de la déduction, les hommes auraient pu acheter auprès d'un boulanger « privé » un pain plus abondant et réputé meilleur, car plus « blanc ». La fourniture du pain représentait ainsi une source d'économie pour la monarchie, et de bénéfices pour les munitionnaires (J.-E. Lung, *op. cit.*, t. I, p. 53-54).

<sup>25</sup> Cité par H. Lüthy, *op. cit.*, t. I, p. 265.

## LE TEMPS DE LA REACTION

absolue qu'on accordait à la valeur militaire de l'armée française. Les soldats risquent désormais de n'avoir plus foi en leurs généraux, ce qui pourrait miner le moral de l'armée, et nuire à sa combativité. Toutes les sources insistent sur la consternation de l'armée française après une défaite. Un extrait d'une lettre du prince Eugène conservé à Vincennes conclut ainsi sa relation de Blenheim : « Tous nos espions nous confirment qu'ils marchent à Ulm, et que la consternation est extraordinaire parmi eux »<sup>26</sup>. On retrouve le même terme employé après Ramillies : « Les ennemis occupent Vos la Capelle à 3 lieues de Bruzelles où la consternation est generale »<sup>27</sup>.

Le duc de Vendôme, envoyé en remplacement de Villeroy, confirme cette impression, lui qui se dit chagriné par « la tristesse et l'abattement qui paroissent icy »<sup>28</sup> :

« Je feray tout mon possible pour ranimer cela, mais ce ne sera pas une petite affaire, si j'en puis venir à bout, car tout le monde ici est prest d'oster son chapeau quand on nomme le nom de Malbouroug. Si les soldats et les cavaliers estoient de mesme il n'y auroit qu'à prendre congé de la compagnie, mais j'espere y trouver plus de ressources que pour les officiers. Je ne desespere pas cependant de les ranimer par de bons discours et de bons exemples, et je vous puis assurer que je n'oublieray rien pour cela, mais à vous parler franchement la besogne est encore plus difficile que je ne l'avois cru »<sup>29</sup>.

La défaite s'accompagne chez les soldats d'une paradoxale fascination pour le général qui a su les battre à plates coutures. Le trésorier de l'ordinaire des guerres, Paparel, alors qu'il est à l'armée de Vendôme en Flandre en septembre 1706, demande au duc une autorisation pour passer au camp de Marlborough « pour y aller voir le fameux general »<sup>30</sup>. À l'inverse, le chef vaincu risque de perdre toute considération. C'est un phénomène que l'on constate en 1704, les débris des troupes françaises – principalement composés de l'ancienne armée d'Allemagne aux ordres de Marcin – accusant le maréchal de Tallard de la défaite<sup>31</sup>. Villeroy se trouve de même critiqué par ses propres hommes après Ramillies. C'est pourquoi Louis XIV décide de le remplacer par le duc de Vendôme. Si le descendant d'Henri IV est choisi pour ce poste, c'est autant en fonction des bons résultats qu'il a obtenus sur le front italien qu'en raison de son image de chef adoré de ses hommes. Vendôme est en effet un

---

<sup>26</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°153, extrait d'une lettre du prince Eugène du 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 589-593.

<sup>27</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216, le marquis des Porcelets à Chamillart, Bruxelles, 23 mai 1706.

<sup>28</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1939, n°36, Vendôme à Chamillart, Valenciennes, 5 août 1706.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> AN G<sup>7</sup> 1778, n°198, Paparel à Desmarets, Le Quesnoy, 9 septembre 1706.

<sup>31</sup> « Toute l'armée crie fort contre la disposition de M. de Tallard », confie un officier anonyme à Chamillart. SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°141, lettre de M. de ..., camp de Tuttlingen, 21 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 582-584.

général populaire. Le marquis de Quincy l'a surnommé « le père des soldats »<sup>32</sup>. Il s'est bâti sa renommée aussi bien sur ses qualités de général brave et fougueux que sur ses défauts, comme la saleté, qui lui donnent l'image d'un personnage proche de l'homme de troupe. C'est sur ce point que Chamillart insiste particulièrement, quand il lui annonce la décision de le transférer en Flandre :

« Vous ne serez pas moins surpris, Monseigneur, que vous ne serez flatté en apprenant le triste recit de ce qui s'est passé en Flandre depuis la malheureuse bataille donnée à Ramilly le 23 du mois passé, de voir que le roi ne compte que sur vous, et ne connois aucun general capable de retablir la confiance parmy les troupes, et d'arrester la rapidité des conquestes du duc de Marleborough. M. le maréchal de Villeroy, plein de zele et de bonnes intentions, n'a pas le talent de se faire aimer des gens de guerre ; c'est une des parties des plus essentielles, particulierement dans la conjoncture presente »<sup>33</sup>.

Le roi souligne à la suite de son ministre qu'il l'a choisi afin de « redonner de la confiance à [ses] troupes »<sup>34</sup>. Rouillé fait preuve du même optimisme : « Je ne sçais pas encore l'effet que [la nouvelle] produira dans l'armée, mais je crois que les troupes en temoigneront beaucoup de joye, et j'espere que la presence de M. le duc de Vendosme leur rendra le courage qu'elles n'ont perdu que faute de confiance dans le general »<sup>35</sup>. Quant à Madame de Maintenon, elle assure que « l'armée de Flandre en a fait de grandes réjouissances »<sup>36</sup>.

Un éloge de Vendôme le qualifia de « restaurateur du nom françois »<sup>37</sup> pour vanter sa capacité à rétablir le moral de l'armée. Quel que soit l'effet réel de son arrivée à l'armée, on ne saurait douter que les soldats étaient heureux de le voir remplacer le maréchal de Villeroy. Les officiers supérieurs, quant à eux, n'étaient peut-être pas aussi ravis de voir arriver le duc de Vendôme, dont nous avons déjà vu la propension à mépriser les avis de ses subordonnés. Le tableau que Bellerive, dans ses mémoires, donne des hauts gradés de l'armée de Flandre –

---

<sup>32</sup> Christophe Pampagnin, *Le duc de Vendôme et la campagne d'Espagne de 1710 à 1712*, mémoire de maîtrise sous la direction de MM. Lucien Bély et Thierry Sarmant, Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, 1999, p. 93.

<sup>33</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°90, Chamillart à Vendôme, Versailles, 10 juin 1706.

<sup>34</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°139, Louis XIV à Vendôme, Marly, 14 juin 1706.

<sup>35</sup> AE Bavière 56, fol. 59r-60r, Rouillé à Torcy, Mons, 25 juin 1706.

<sup>36</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 11 juillet 1706, édité dans Françoise d'Aubigné, marquise de Maintenon, *Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> la princesse des Ursins*, Paris, A. Bossange, t. I, p. 9-12.

<sup>37</sup> Arsenal ms. 2738, p. 37-99 [p. 74], « Eloge de monsieur le duc de Vendosme », s.d., s.l. Ce même texte ne recule pas devant les hyperboles : après l'arrivée du duc à l'armée de Flandre, « ce n'estoient plus les mesmes soldats espagnols et françois abatus de leurs grandes pertes, c'estoient des lions qui s'animoient au combat les uns les autres »

des militaires se complaisant dans la « molesse la plus efeminée », qu'on aurait pris « plutôt pour des commediens qui vont représenter une pièce que pour des gens de guerre » – laisse deviner les relations houleuses qu'ils eurent avec leur général en chef lors de son arrivée<sup>38</sup>. Mais la personnalité énergique du duc de Vendôme sut imposer son autorité.

La situation dans laquelle se trouve le duc d'Orléans, quelques mois plus tard, est très différente. Contrairement au duc de Vendôme, qui disposait de plusieurs mois pour redonner à l'armée sa combativité, le futur Régent n'a que quelques semaines, après la retraite depuis Turin, pour faire retrouver à ses troupes le ressort qui leur manque. Mais au-delà des nombreuses difficultés matérielles – le manque d'hommes, de fournitures, d'argent, les aléas du climat<sup>39</sup> –, c'est peut-être la mauvaise volonté manifestée par les officiers généraux de son armée qui constitue le principal obstacle au retour de l'armée française en Lombardie. La plupart d'entre eux s'opposent d'ailleurs ouvertement à ce projet. Ils ont beau jeu d'insister sur les difficultés logistiques, le délabrement de l'armée, les risques d'un passage. Toutefois, leurs opinions divergent. Certains se prononcent pour l'arrêt de la campagne et le repos des troupes, afin de mieux ménager un retour offensif au printemps<sup>40</sup>. C'est faire reposer tout l'effort de la guerre sur les forces de Vaudémont et Médavy, chargées, à elles seules, de conserver les places de Lombardie pendant près de huit mois, d'octobre à mai ! Il est vrai que ce sont des mois d'hiver, et que l'armée du prince Eugène est fatiguée. D'autres évoquent une solution intermédiaire : envoyer, par la mer, une vingtaine des meilleurs bataillons de l'armée en Lombardie, pour grossir les garnisons et tenir jusqu'au printemps<sup>41</sup>. La menace de la flotte britannique dans la Méditerranée, la volonté de ne pas risquer trop de troupes en Italie, font abandonner ce projet. Enfin, un grand nombre d'officiers généraux tendent de plus en plus à prôner l'abandon pur et simple de l'Italie. Au cours de l'hiver, on enverrait le gros des troupes françaises servir en Flandre et en Allemagne, pour ne laisser que « huit à dix mil hommes à M. le duc de La Feuillade, qui gardera les passages du Dauphiné »<sup>42</sup>. La conviction de ces

---

<sup>38</sup> BnF ms. fr. 14173 : Mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712, vol. v : campagne des Flandres, fol. 5v-6r.

<sup>39</sup> Voir *supra*, section 3.1.3.

<sup>40</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°486, La Feuillade à Orléans, Briançon, 28 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°451, Saint-Frémond à Chamillart, Oulx, 21 septembre 1706.

<sup>41</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°475, Muret à Chamillart, Oulx, 27 septembre 1706.

<sup>42</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°426, Saint-Frémond à Chamillart, Oulx, 17 septembre 1706. Voir aussi SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°111, Mémoire [du chevalier de Vincelles] sur la guerre d'Italie, 25 septembre 1706 : ce mémoire propose soit de défendre le Dauphiné avec une petite armée, soit d'avoir une armée de taille moyenne en Italie, qui aura pour seul objet de ruiner le Piémont et de bombarder ses principales villes, sans chercher à s'en emparer, employant ainsi des méthodes similaires à celles du ravage du Palatinat : « Il faut à la vérité employer à cela quelques bombes, des boulets rouges, et des torches ardentes aux quatre coins du Piémont, extrémités que je

officiers est que la guerre d'Italie, loin d'être une diversion utile contre l'Empereur, est une ruine perpétuelle pour la France, qui la détourne de ses vraies opérations de guerre :

« On fait courir le bruit que le Roy envoie en ce pays-cy une armée de 70 000 hommes, nos ennemis affectent d'en marquer de la joye. Ils disent que le grand nombre [de troupes] ne nous est rien hors dans les armées où commande M. le marechal de Villars, que nous avons toujours eu plus d'une fois plus de troupes qu'eux en Italie sans y rien avancer, que plus nous y en enverrons plus nous y en perdrons, et plus nous nous ruinerons, et que s'il nous arrive de remporter quelques avantages, ils n'auront surement nulle suite essentielle »<sup>43</sup>.

Depuis le début de la guerre de Succession d'Espagne en effet, les troupes françaises ont été numériquement supérieures à celles des Alliés, sans avoir jamais pu les en chasser définitivement. En revanche, la situation des troupes de Louis XIV a toujours été précaire. « C'est le sort des guerres étrangères : on gagne vingt batailles qui n'aboutissent à rien, une perdue fait tout abandonner »<sup>44</sup>. Selon l'intendant Esgrigny, l'auteur de ces lignes, aucune des victoires des Deux-Couronnes n'a véritablement réussi à chasser les Impériaux, alors que les Français ont risqué plus d'une fois d'être anéantis en une seule bataille : si ceux-ci avaient été battus à Luzzara ou à Cassano, cela aurait eu les mêmes conséquences que la défaite effective sous Turin. Une telle conviction était répandue bien avant le désastre du 7 septembre. Dès juillet, en évoquant les progrès du prince Eugène et l'éventualité d'une levée du siège de Turin, l'abbé de Pomponne laissait transparaître sa morosité : « Le mieux que nous pourrions espérer seroit d'aller deffendre nostre propre bien au lieu de combattre pour d'autres »<sup>45</sup>. Chamlay aussi trouvait la guerre menée en Italie particulièrement ruineuse<sup>46</sup>. Notons que

---

conviens estre fascheuses parmy les respects que nous pouvons avoir, mais qui paroîtront entierement excusables aux gens desinteressés, attendu la loy universellement reconnue qu'il vaut encore mieux, en matiere de guerre et d'Etat, estre cruel envers ses ennemis qu'envers son pays et envers soy-mesme ».

<sup>43</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°155, La Ferrière à Chamillart, s.l., 7 octobre 1706. On retrouve exactement la même réflexion dans la correspondance au duc du Maine : selon Longepierre, le roi devrait « retablir 70 000 hommes, dont il a icy le fond, pour porter où il luy plaira, au commencement de la campagne prochaine, [plutôt] que d'achever de ruiner sans un fruit ce qui luy reste icy de troupes » (SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°145, Longepierre au duc du Maine, Grenoble, 31 octobre 1706). Dès 1696, Vauban lui-même, dans sa *Dissertation sur les projets de la campagne prochaine au Piémont*, ne se montrait pas favorable au maintien d'une activité militaire offensive en Italie. Évoquant tour à tour les campagnes de Charles VIII, Louis XII, François I<sup>er</sup> et Henri II, puis celles de Louis XIV, il concluait : « L'histoire des rois et notre propre expérience nous enseignent que jamais les guerres d'Italie ne nous ont été avantageuses ». Vauban, « Dissertation sur les projets de la campagne prochaine au Piémont », E. d'Orgeix, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 405.

<sup>44</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°237, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 25 septembre 1706.

<sup>45</sup> AE Venise 149, fol. 242r-246v, Pomponne à Puisieulx, Venise, 21 juillet 1706.

<sup>46</sup> Ainsi, au début de l'année 1706, Chamlay expliquait : « La guerre qui se fait dans ce pays occupe une partie considérable des troupes de France et est d'une consommation prodigieuse, tant en argent, par le prix excessif des changes, et par la perte des espèces qui y passent tost ou tard, qu'en hommes et en chevaux, par les maladies causées par l'intempérie de l'air et par les mauvaises eaux » (SHD AG, A1 1987, n° 49 : « Mémoire sur

## LE TEMPS DE LA REACTION

Chamillart n'était pas sensible à cet argument : pour lui, une guerre menée dans le Dauphiné aurait consommé autant de troupes qu'une guerre en Italie. Qui plus est, les Français auraient alors été privés des importantes contributions de l'État de Milan.

Les soldats ne semblent pas plus enthousiasmés que leurs officiers à l'idée de retourner en Italie – ce que les gradés se font un devoir de souligner. Lorsque les soldats du régiment de Touraine, après plusieurs semaines de repos, sont appelés à marcher en avant (quelques jours avant l'abandon du retour en Italie), 150 hommes désertent<sup>47</sup>. Plus de cinquante cavaliers du Royal Roussillon suivent le même chemin.

C'est pourquoi le duc d'Orléans, pour revenir en Italie, doit en premier lieu mettre fin à cette mauvaise volonté générale. Là encore, il doit faire à Chamillart un constat d'échec. « Les caresses, la persuasion et les motifs d'honneur » ne parviennent pas à ranimer le « peu de goût » dont tout le monde fait preuve<sup>48</sup>. Quoi qu'il en soit, il affirme ne pas perdre patience :

« Vous serez scandalisé du peu de concours qui se trouva dans la plupart de ceux qui se meslent des troupes et qui peuvent aider. J'ay beau prier, parler ferme, n'être occupé que de cela, tout le monde tourne le dos à l'Italie. Cela me fache infiniment mais sans me degouter [...] J'iray dans tous les quartiers faire honte à ceux qui molissent pour le service du Roy ». <sup>49</sup>.

Louis XIV, conscient des difficultés, l'encourage à persévérer :

« Votre gloire et mon intérêt demandent que vous déterminiez la volonté des officiers, qui sera sans doute plus portée à rester en Dauphiné ou à revenir en France qu'à retourner en Italie. Les marches que vous aurés à faire pendant 4 ou 5 jours feront de la peine aux officiers qui n'ont point d'équipages : dites-leur, pour les encourager à supporter cette fatigue, que j'entreray dans les besoins de ceux qui auront temoigné de la bonne volonté, et que je leur donneray les moyens de se retablir »<sup>50</sup>.

Ainsi, nous voyons le duc d'Orléans faire preuve, malgré les énormes problèmes logistiques, malgré la sourde opposition de la plupart de son armée, d'un volontarisme

---

les affaires de la guerre pendant la campagne prochaine en 1706 », Versailles, 11 janvier 1706, cité par J.-P. Cénat, *Chamillay...*, *op. cit.*, t. I, p. 304.

<sup>47</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1988, n°145, Longepierre au duc du Maine, Grenoble, 31 octobre 1706 :

<sup>48</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°483, Orléans à Chamillart, Oulx, 29 septembre 1706.

<sup>49</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°86, Orléans à Chamillart, Briançon, 16 octobre 1706.

<sup>50</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°490, Louis XIV à Orléans, [Versailles], 30 septembre 1706.



acharné. Déterminé à obéir à « l'ordre positif du Roy » de revenir en Milanais<sup>51</sup>, il se débat pour contrer un à un les arguments qui l'incitent à l'abandon. Il enrage contre « l'impossibilité prétendue » qu'on objecte à toutes ses propositions<sup>52</sup>. À partir d'octobre, on sent que sa volonté commence à s'éroder, même s'il reste obstiné :

« On me represente tous les jours quelque inconvenient nouveau, on me fait combattre tous les clemens l'un après l'autre. Je crois que c'est de très bonne foy, et peut estre meme avec raison, mais on me fait enrager, et j'ay pris le party de ne repondre plus autre chose, si ce n'est que rien ne m'empeschera de marcher le 3, quand je devois marcher tout seul »<sup>53</sup>.

Le terme « impossible » tend à devenir plus fréquent dans sa correspondance : « Je fais ce que je puis pour faire avancer les preparatifs, mais tout est inutile contre l'impossibilité »<sup>54</sup>. Enfin, son « envie demesurée de repasser dans le Milanois »<sup>55</sup> initiale finit par s'estomper, face au délabrement de la situation, et les priorités commencent à s'inverser : « [Vaudémont] et moy devons regarder la perte du Milanois comme une chose capitale, mais je ne dois pas croire comme luy que ce soit la seule »<sup>56</sup>. Ainsi, progressivement, avec douleur, le duc d'Orléans se range à l'idée d'abandonner l'Italie. Mais il ne veut pas en prendre la décision seul. Le 24 octobre, il demande les ordres du roi, en lui présentant les grands bouleversements de la situation italienne, particulièrement la prise d'Alessandria<sup>57</sup>. Trois jours plus tard, Louis XIV, prenant acte de toutes les difficultés qu'impliquait le passage en Lombardie, demandait au duc d'Orléans d'abandonner ce projet et de séparer l'armée pour ses quartiers d'hiver<sup>58</sup>.

À l'issue des trois batailles de Blenheim, Ramillies et Turin, c'est toute l'armée qui se retrouve découragée. La longue retraite qui a suivi la défaite a fatigué les hommes et a offert aux militaires le spectacle d'un désordre peu encourageant. La situation pourtant est fort différente après Audenarde. Le recul de l'armée est très limité – même s'il est stratégiquement significatif – et les pertes sont modérées relativement au nombre total des troupes. Dans ces

---

<sup>51</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°483, Orléans à Chamillart, Oulx, 29 septembre 1706.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°46 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 10 octobre 1706.

<sup>54</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°30 bis, Orléans à Chamillart, Briançon, 7 octobre 1706. Voir aussi SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°173, Orléans à Vaudémont, Briançon, 5 octobre 1706.

<sup>55</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°173, Orléans à Vaudémont, Briançon, 5 octobre 1706.

<sup>56</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°89, Orléans à Chamillart, Briançon, 17 octobre 1706.

<sup>57</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°128, Orléans au roi, Grenoble, 24 octobre 1706.

<sup>58</sup> Voir *supra*, section 3.1.3.

## LE TEMPS DE LA REACTION

circonstances, quel peut être le moral des troupes aux lendemains de la bataille ? Nous nous retrouvons là encore, selon que l'on s'intéresse aux rapports du duc de Vendôme ou à ceux du duc de Bourgogne, face à un tableau très différent. Le premier assure, quelques jours après la défaite, que le simple soldat est encore prêt à en découdre. Il garantit à Chamillart dès le 16 juillet que « les troupes ne sont point découragées, au contraire elles ne demandent pas mieux que de recommencer »<sup>59</sup>. Comme pour mieux convaincre le ministre – ou pour mieux se convaincre lui-même – il réitère presque mot pour mot son affirmation le 20 juillet : « L'armée n'est point découragée, au contraire elle ne demande pas mieux que de recommencer »<sup>60</sup>. Le petit-fils du roi tient quant à lui un discours exactement inverse, assurant que Vendôme, qui n'avait « jamais eu la confiance de l'officier », « vient de la perdre du soldat »<sup>61</sup>. Il sait qu'il prive par là le duc de Vendôme d'une de ses principales qualités, sa capacité de rassurer et de mener les hommes du rang. De ce point de vue-là, le duc de Bourgogne se voit rejoint par Marlborough, qui souligne à plaisir le désarroi qu'il voit dans les troupes françaises :

« L'armée du duc de Vendôme est tellement effrayée que je suis persuadé que si nous pouvions les faire sortir de leurs retranchements, et de leurs positions derrière le canal de Gand à Bruges, nous les battrions, particulièrement leur infanterie, même si nous étions deux fois moins nombreux qu'eux »<sup>62</sup>.

Le général anglais ne peut toutefois guère passer pour un témoin neutre et impartial qui aurait permis de trancher le débat entre Vendôme et Bourgogne. L'inactivité des troupes après la bataille ne permit pas de vérifier si les soldats étaient psychologiquement à même de faire face à un nouveau combat.

Il est assuré en revanche que la plupart des officiers généraux, brouillés avec Vendôme, adoptent une attitude défaitiste. Laissons à nouveau la parole à Vendôme :

« Il seroit à souhaiter que tout le monde prit les interest du Roy aussy à cœur que moy. Ce matin, quand je suis revenu de Gand, il sembloit que tout fut perdu, il m'a fallu rectifier cela par mes discours, mais c'est toujours à recommencer, et je suis sûr que demain il

---

<sup>59</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°138, Vendôme à Chamillart, camp de Saint le Noble sous Douay, 16 juillet 1708.

<sup>60</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°187, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 20 juillet 1708.

<sup>61</sup> A.-M. de Noailles, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 141 (pièces détachées : lettre du duc de Bourgogne à M<sup>me</sup> de Maintenon, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708).

<sup>62</sup> « The Duke of Vandome's army is so frightened, I am very confident if we could get them out of their retrenchments, and from behind the canal of Gand and Brudges, we should beat them with half their numbers, especially their foot » (Marlborough à Godolphin, Wervik, 23 juillet 1708, édité dans H. L. Snyder, éd., *op. cit.*, t. II, p. 1033-1034).

## LE TEMPS DE LA REACTION

faudra encore faire la mesme chose. Je vous avoue franchement que c'est un point qui excède mes forces et il est impossible que je n'y succombe à la fin »<sup>63</sup>.

Il fait alors référence à « plusieurs officiers généraux, [qui] ont voulu décamper »<sup>64</sup>, contre son avis. Le duc a de la peine, après son échec, à contenir les oppositions. Ne respectant plus le commandement en chef, chaque officier s'autorise à donner son avis, ce qui nuit gravement à la discipline. L'intendant Bernières se plaint que tout « un chacun se [donne] beaucoup de licence, et [paroit] prendre party suivant son inclination »<sup>65</sup>, Le Blanc renchérit en considérant quant à lui que le plus fâcheux « est l'abattement dans l'officier françois, et le peu de volonté »<sup>66</sup>. Il est vrai que les mauvais exemples viennent de haut, puisque ce sont avant tout les officiers généraux qui osent parler publiquement contre leurs supérieurs<sup>67</sup>. Les effets pervers en sont redoutables : les discours abattus des cadres français et espagnols « deconcertent les officiers », mais surtout se répandent jusque chez les ennemis, qui s'en servent pour encourager leurs propres troupes<sup>68</sup>. La situation est telle que le conseiller au Parlement de Tournai Sebeture préconise de « faire taire ces officiers [pour] empecher que cette cangrenne (*sic*) ne se communique aux soldats »<sup>69</sup> – ce qui tend par ailleurs à confirmer un moral supérieur chez les soldats que chez les officiers. En définitive, la situation ne cesse de se dégrader tout au long de la campagne, et l'humiliation subie à Wynendael vient sanctionner les effets de la démoralisation générale des troupes de Flandres. En septembre, même le duc de Vendôme doit admettre, avec des « larmes de sang », qu'il ne répond pas « que les soldats voulussent [le] suivre »<sup>70</sup>.

### 9.1.3. La dégradation de la discipline

Lorsque le soldat n'a plus confiance en ses chefs et que les cadres de l'armée ne montrent plus l'exemple, l'indiscipline ne tarde pas à s'installer. Après la bataille de

---

<sup>63</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°110, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

<sup>64</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°137, Bergeyck à Chamillart, Gand, 16 juillet 1708.

<sup>65</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°171, Bernières à Chamillart, camp de Saussoy, 22 septembre 1708.

<sup>66</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2086, n°314, Le Blanc à Chamillart, Nieuport, 18 décembre 1708.

<sup>67</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°171, Bernières à Chamillart, camp de Saussoy, 22 septembre 1708.

<sup>68</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°237, Sebeture à Chamillart, Tournai, 20 août 1708. Ce civil insiste sur la validité de son analyse en précisant que « sans avoir fait la guerre, j'en ay une teinture parce que j'y ay esté élevé ».

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°49, Vendôme au roi, camp de Pont à Marque, 13 septembre 1708.

## LE TEMPS DE LA REACTION

Blenheim, elle est favorisée par le désordre de la marche. Le comte de Mérode-Westerloo relate que dans la retraite vers Mösskirch<sup>71</sup> :

« Le peu de discipline de notre armée fut cause que l'on ne voyoit des deux côtés de la marche que des feux et des fumées, qui s'élevoient à perte de vue des villages et des châteaux. Nos gens pilloient et incendioient, commettoient des désordres effroyables, sans que l'on pût et voulût y mettre ordre »<sup>72</sup>.

La relative immobilité de l'armée après Audenarde permet de mieux contrôler ses éventuels débordements. Pourtant l'intendant Bernières se plaint à Chamillart que la moitié de l'armée est allée aux fourrages sans ordre, malgré les défenses des officiers généraux :

« Au surplus, monsieur, la liberté de fourrage est toujours la mesme, et l'inexécution des ordres est telle que vous l'avez veue, ainsy que le manque de discipline, ce qui ne se retablira certainement point pendant cette campagne, ni mesme pendant les suivantes »<sup>73</sup>.

Les villages qui ont payé des sauvegardes, c'est-à-dire des contributions préventives pour ne pas avoir à subir le passage des fourrageurs, ne sont même pas respectés.

De l'indiscipline, on passe souvent à la désertion. Une retraite en désordre est l'occasion pour les soldats de quitter leur compagnie, quitte à aller ensuite toucher une prime d'engagement dans un autre régiment. Certes, la désertion n'est pas un fléau qui naît spécifiquement d'une défaite<sup>74</sup>. Mais celle des officiers et soldats espagnols et wallons, et dans une moindre mesure bavarois, atteint des proportions inouïes après la bataille de Ramillies. Ce phénomène commence aux lendemains de la bataille. Villeroy s'en alarme dès le 29 mai : « Il y a plusieurs regiments d'infanterie qui sont réduits à rien, je sçay aussy que la cavallerie deserte beaucoup et que les officiers disent publiquement qu'ils n'attendent que des advocatoires pour s'en aller<sup>75</sup> ». Il s'étend très rapidement, dans une proportion qui fluctue selon les sources. Les troupes d'Espagne représentaient un total de 30 000 hommes avant la bataille de Ramillies<sup>76</sup>. Début juin, une note de Chamillart évalue la perte à un tiers des

---

<sup>71</sup> Mösskirch est situé entre Krauchenwieser, où l'armée campe le 19 août et Tuttlingen, atteinte le 20. On peut supposer que les soldats cherchaient aussi à se venger des pertes qu'ils avaient subies à l'aller.

<sup>72</sup> J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 325.

<sup>73</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°171, Bernières à Chamillart, camp de Saussoy, 22 septembre.

<sup>74</sup> Voir *supra*, section 2.2.2.3.

<sup>75</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°252, Villeroy à Chamillart, camp de Saint Denis sous Gand, 29 mai.

<sup>76</sup> AE Bavière 55, fol. 287r-288v, Rouillé à Torcy, camp près Gand, 29 mai 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°34, nouvelles du Bon Correspondant, 3 juillet 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

effectifs<sup>77</sup>. Dix jours plus tard, on parle plutôt d'une disparition de 50 % des hommes : « Nous avons un grand nombre de troupes d'Espagne : elles sont reduites au moins à la moitié. Nous avons perdu considerablement dans la bataille. Il y a des regiments qui faisoient trois bataillons et qui n'en font plus qu'un, d'autres deux reduits à un, et d'autres ne sont à rien »<sup>78</sup>. Ce chiffre s'accroît encore quelques jours après, Rouillé assurant qu'il ne faut « plus compter le corps des troupes d'Espagne que pour le tiers de ce qu'il estoit »<sup>79</sup>. Le total des déserteurs espagnols, wallons et bavares s'étale donc dans une fourchette large de 10 à 20 000 hommes<sup>80</sup>. Il semble toutefois que le phénomène touche moins les officiers<sup>81</sup>.

Dans certaines unités, on passe du problème récurrent de la défection individuelle à celui d'une désertion de masse, par corps entiers, qui confine à la rébellion. Rouillé remarque que les troupes d'Espagne « ne sortent point des places où on les a mises, pour quelque occasion que ce soit, sans qu'il s'en debande une partie »<sup>82</sup>. Gassion rapporte à Chamillart un évènement « sans exemple » qui s'est déroulé dans le régiment de Pasteur, dragons espagnols. Un capitaine de cavalerie avait été diligenté avec cinquante chevaux pour mener une centaine de ces dragons de la ville d'Ath au camp de Boussre. Comme on se défie de ce régiment, le capitaine organise la marche en séparant le groupe des dragons en deux, et en positionnant cinquante à l'avant-garde, et cinquante à l'arrière, tandis qu'il tient le centre avec ses propres troupes, composées de Français et de Bavares :

« Marchant dans cette disposition le capitaine entendit tirailler à son arriere garde, et a demandé ce que c'estoit. Les dragons qui avoient la tête de ce petit corps repondirent qu'apparemment l'on tiroit sur leurs camarades, et qu'ils vouloient y aller pour les secourir et dans le meme tems le fuzil haut allerent sur la cavalerie. Le capitaine de Fraulas qui la commandoit, homme sage et bon officier, voulu les arrêter avant mais inutilement et les

---

<sup>77</sup> « Il seroit à desirer que l'on pust compter surement sur 30 bons bataillons au lieu de 49, qu'il y eust aussy 30 bons escadrons au lieu de 47 » (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°46, Chamillart à Villeroy, Versailles, 6 juin 1706).

<sup>78</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°153, Chamillart à Marcin, Marly, 15 juin 1706.

<sup>79</sup> AE Bavière 56, fol. 59r-60r, Rouillé à Torcy, Mons, 25 juin 1706.

<sup>80</sup> J.-P. Rorive à des conclusions similaires. J.-P. Rorive, *Les misères de la guerre...*, *op. cit.*, p. 356.

<sup>81</sup> Villeroy, qui s'était montré très inquiet, se ravise assez rapidement : « La mechante volonté n'y est pas si grande que je l'avois cru d'abord ». Bergeyck, qui cherche à maintenir une bonne image des troupes d'Espagne, affirme le 21 juin : « Je prevois à present qu'il y aura peu d'officiers dans la cavalerie, et dans les dragons, qui quitteront le service ». Des voix s'élèvent pourtant contre ces jugements optimistes : le président Rouillé assure le secrétaire d'État de la guerre que « c'est se tromper que de compter sur [les troupes d'Espagne] ». Il conteste l'argumentation de Bergeyck, selon lequel c'est la méfiance qu'on leur porte qui les incite à mal servir (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°76, Villeroy au roi, Tournai, 8 juin 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°211, Bergeyck à Chamillart, Mons, 21 juin 1706 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°250, Rouillé à Chamillart, abbaye de Crespin, 20 juillet 1706).

<sup>82</sup> AE Bavière 56, fol. 59r-60r, Rouillé à Torcy, Mons, 25 juin 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

dragons en passant pour rejoindre leurs camarades à l'arrière garde luy tirèrent des coups de pistolet et un coup de mousquet sans le blesser »<sup>83</sup>.

Les cavaliers proposent au capitaine de charger les déserteurs, ce que ce dernier refuse, pour épargner la vie de ses hommes. Seule une trentaine de dragons refusent de suivre leurs camarades. Cet épisode, assez isolé il est vrai, souligne l'importance du modèle donné par les officiers supérieurs, puisqu'il n'aurait probablement pas eu lieu si le lieutenant-colonel, accompagné de deux brigadiers et de six dragons, n'avait pas déserté quelques jours auparavant. Ce qui frappe particulièrement, c'est le caractère visiblement prémédité de l'action, au sein d'un large groupe de soldats, et la détermination des fuyards, qui n'hésitent pas à faire feu sur un officier. Aussi le risque de départs massifs est-il redouté par Gassion : « Ce que je trouve de pis à cela [...] est que certainement le même esprit règne dans toutes les troupes d'Espagne, qui s'en vont par troupes, et je ne saurois m'oter de l'esprit que cela ne soit fomenté par quelqu'un ou plusieurs officiers qui sont avec nous »<sup>84</sup>.

La désertion ne s'explique pas seulement par la désillusion de la bataille de Ramillies – le régiment de Pasteur était à la gauche de la ligne française à Ramillies, et n'a pratiquement pas combattu<sup>85</sup>. Les hésitations des officiers espagnols, écartelés comme nous l'avons déjà vu entre la fidélité au testament de Charles II, et la sympathie traditionnelle vis-à-vis des Habsbourg d'Autriche, perturbent les soldats<sup>86</sup>. Ils décident de changer de maître... ou de ne plus en avoir du tout, en quittant la vie militaire. Quant aux soldats wallons, nombre d'entre eux préfèrent passer au service de l'archiduc Charles, car il semble bien après Ramillies que c'est lui qui dirigera leur pays d'origine à la fin de la guerre. De ce point de vue-là, la perte la plus symbolique a été l'abandon de Bruxelles, « capitale des Pays-Bas [espagnols] »<sup>87</sup>, évacuée quelques jours après la bataille. Toutes ces raisons s'étaient imposées d'évidence à Chamlay moins d'une semaine après la bataille :

« Par la perte du Brabant, et par les progrès de l'archiduc en Espagne, il pourra arriver qu'une partie des troupes wallones quittera [les troupes du roi], sinon par corps entiers, du moins par désertion de plusieurs officiers, et soldats qui les composent »<sup>88</sup>.

---

<sup>83</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°229, Gassion à Chamillart, camp de Boussre, 23 juin 1706.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°155, ordre de bataille de l'armée de Flandre, 15 mai 1706, transcrit dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 486-487.

<sup>86</sup> Voir *supra*, section 3.2.3.

<sup>87</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°1, mémoire du marquis de Chamlay sur les affaires présentes des Pays-Bas et de l'Espagne, Versailles, 29 mai 1706.

<sup>88</sup> *Ibid.*

Même Bergeyck souligne qu'il ne faut plus se fier aux « bataillons qui ont été levez par clochers »<sup>89</sup>.

Les effets négatifs de la bataille de Ramillies se répercutent aussi sur les troupes espagnoles servant en Italie du nord. Dès juin, l'abbé de Pomponne s'inquiète du fait que « les troupes milannoises desertent en foule [...], les soldats disant qu'ils ne savent plus quel maistre ils servent »<sup>90</sup>. Vaudémont vient nuancer ce constat, en assurant que des défections massives, semblables à celles qui se constatent en Flandre, ne sont pas à craindre au sein des troupes espagnoles servant au Piémont et en Lombardie. Le risque est limité selon lui à cinq bataillons déjà bien identifiés<sup>91</sup>. Mais même Vaudémont n'a pas une parfaite confiance en ses propres troupes : « Après ce que nous voions qui vient d'arriver en Flandre, on ne peut plus repondre, ni conter (*sic*) de rien »<sup>92</sup>.

Bergeyck comme Vaudémont cherchent des solutions pour remettre officiers et troupes d'Espagne dans le droit chemin. Le premier, raisonnant en surintendant des finances, insiste d'abord sur les garanties pécuniaires que Louis XIV doit leur donner. La monarchie espagnole, ruinée par les pertes successives de ses territoires les plus riches, ne semble plus en mesure d'avoir les fonds suffisant pour entretenir ses propres troupes. Il faut assurer aux officiers espagnols que ceux qui acceptent de servir seront encore payés après la fin de la guerre, à condition qu'ils prennent un engagement écrit de « continuer à servir avec attachement et fidelité le Roy Philippe cinq, leur legitime souverain »<sup>93</sup>. Une telle procédure a choqué certains officiers, mais Bergeyck leur a répondu qu'elle n'était que la réciproque de l'engagement écrit pris par Louis XIV, au nom de son petit-fils, d'assurer leur subsistance, après le retour de la paix. Cette mesure s'accompagne de la liberté laissée à tous les officiers de pouvoir quitter le service.

Vaudémont quant à lui insiste sur l'instauration de nouveaux rapports de confiance, indispensables vis-à-vis d'une nation « aussi vive et aussi delicate »<sup>94</sup>. Il rejoint en cela Bergeyck, qui prône le retour du dialogue :

« Il seroit [...] à propos que M l'Electeur, et M le mareschal de Villeroy parlissent adroitement, et sans affectation, aux commandants des troupes espagnoles et wallonnes,

---

<sup>89</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°22, mémoire de Bergeyck à Chamillart sur les troupes d'Espagne, s.l., 3 juin 1706.

<sup>90</sup> AE Venise 147, fol. 170r-172v, Pomponne à Torcy, Venise, 19 juin 1706.

<sup>91</sup> BnF ms. fr. 14178, fol. 94v-96v, Vaudémont à Vendôme, Milan, 18 juin 1706.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n° 117, Bergeyck à Chamillart, Mons, 12 juin 1706.

<sup>94</sup> BnF ms. fr. 14178, fol. 94v-96v, Vaudémont à Vendôme, Milan, 18 juin 1706.

et leur promissent des avantages et des récompenses : cela les retiendrait peut-être dans le service »<sup>95</sup>.

Bergeyck propose de parler lui-même aux officiers. Ceci doit entraîner un cercle vertueux : « Quand cela sera bien dans l'esprit des officiers il passera pareillement dans l'esprit du soldat, qui prend pour prétexte de sa desertion de ne pas vouloir passer au service de France »<sup>96</sup>. Le départ d'un certain nombre d'officiers permettra de réduire le nombre de bataillons, ainsi que le nombre de compagnies par bataillons. Ces unités seront alors plus fournies, plus utiles, et aux ordres d'officiers dont la fidélité sera plus avérée<sup>97</sup>. Toutes ces mesures semblent avoir eu des effets positifs, si l'on en croit le duc de Vendôme, qui constate le 3 septembre : « Il y a longtemps qu'il n'y a plus de desertion dans la cavalerie ny dans l'infanterie d'Espagne »<sup>98</sup>.

### 9.1.4. Les dissensions entre les généraux

L'effondrement moral que connaît une armée en déroute ne touche pas seulement les soldats ou les officiers particuliers. Même les chefs se voient frappés par l'effet psychologique d'une défaite. La première attitude que l'on peut constater au sein des généraux d'armée est l'accablement et la consternation. L'Électeur, qui avait ressenti avec beaucoup de douleur la perte de ses États héréditaires en 1704<sup>99</sup>, se vit contraint après Ramillies d'abandonner la plus grande partie des Pays-Bas, dont il était le gouverneur. On comprend aisément son désespoir, évoqué par Rouillé :

« Il me dit ensuite qu'il est persuadé que sa mauvaise fortune estoit la cause du peu de succès qu'avoient les armées de Vostre Majesté où il se trouvoit, et qu'il en estoit si frappé, qu'il m'avoit qu'il ne se sentoit plus de courage pour la guerre, et que doresnavant il apprehendoit autant les occasions qu'il les souhaitoit auparavant. Il m'ajouta que s'il m'avoit fait connoître depuis quelques temps beaucoup d'impatience pour la paix, il la desiroit infiniment davantage depuis ce malheur, et que Vostre Majesté

---

<sup>95</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°1, mémoire du marquis de Chamlay sur les affaires présentes des Pays-Bas et de l'Espagne, Versailles, 29 mai 1706.

<sup>96</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n° 117, Bergeyck à Chamillart, Mons, 12 juin 1706.

<sup>97</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°22, mémoire de Bergeyck à Chamillart sur les troupes d'Espagne, s.l., 3 juin 1706.

<sup>98</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1939, n°262, Vendôme à Chamillart, camp de Frelinghen, 3 septembre 1706.

<sup>99</sup> Maximilien-Emmanuel écrivait à Monastérol : « J'ai envoyé chercher l'Electrice et mes deux fils aînés pour les amener avec moi, et fais le signe de croix sur la Baviere et tout ce qui me reste. Jugez si cet abandon ne me doit pas être sensible » (AE Bavière supplément 2, fol. 281r-282r, Bavière à Monasterol, s.l., 16 août 1704).



ne pourroit luy faire plus de plaisir que de chercher tous les moyens possibles de la conclure »<sup>100</sup>.

Un même fatalisme s'exprime, après Ramillies, dans les écrits de Marcin. Alors que le secrétaire d'État de la guerre lui demande quelles solutions il imagine pour rétablir la situation, le maréchal lui répond : « Il n'y a que trois [partis] à examiner : l'un est celui de la force, l'autre celui de la diversion, le dernier celui de la négociation »<sup>101</sup>. Considérant que la force est impossible au vu de la faiblesse de l'armée, et qu'aucune diversion ne saurait troubler suffisamment les Alliés pour leur faire abandonner leurs projets, il propose tout bonnement de négocier la « paix générale » avec les Hollandais. C'est d'ailleurs le seul parti que l'on peut prendre sans risque : « Cette proposition, faite dans la conjoncture présente, pourrait peut-être produire un bon effet, et ne saurait faire plus de mal qu'il y en a »<sup>102</sup>. Chamillart se vit contraint de lui rétorquer : « Faire la paix [...] ne depend pas du Roy : si les Hollandois l'avoient voullue, elle seroit faite »<sup>103</sup>. Mais le secrétaire d'État est lui aussi ébranlé par toutes ces terribles nouvelles : « J'avoue qu'après la malheureuse aventure de Flandres [...] je n'ose plus dire ce que je pense qu'en tremblant »<sup>104</sup>.

Le duc de La Feuillade, quant à lui, va jusqu'à proposer sa démission et son retrait de la vie militaire. Deux jours après la débâcle, il propose à son beau-père de se démettre de son gouvernement de Dauphiné, en ajoutant : « Je ne porterai de ma vie épée »<sup>105</sup>. Devant le refus de Chamillart, il envisagea une solution romanesque : quitter l'armée pour rejoindre par bateau la Lombardie, au péril de sa propre liberté – là encore, le roi et son secrétaire d'État de la guerre lui refusent cet échappatoire<sup>106</sup>.

---

<sup>100</sup> AE Bavière 55, fol. 272r-275v, Rouillé au roi, camp de Lack, 25 mai 1706. Il ne faudrait pas que l'Électeur, par défaitisme, tente de négocier par lui-même pour mettre fin à la guerre ; c'est pourquoi Rouillé tente de le rassérer : « Je repondis à ce prince [...] qu'il se faisoit tort de croire que sa destinée donnast lieu aux mauvais evenemens qui arrivoient quelques fois et qu'il ne falloit les imputer qu'au sort des armes toujours incertain ; que pour le courage, j'estois seur qu'il l'auroit toujours egal, et que bien loin d'en manquer dans la conjoncture presente, il s'en trouveroit plus que jamais par ce qu'elle en demandoit davantage » (*Ibid*).

<sup>101</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°131, Marcin à Chamillart, Maubeuge, 13 juin 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 492-497.

<sup>102</sup> *Ibid*.

<sup>103</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°153, Chamillart à Marcin, Marly, 15 juin 1706.

<sup>104</sup> *Ibid*.

<sup>105</sup> Cité dans Michel Chamillart, *Michel Chamillart, contrôleur général des finances et secrétaire d'État de la guerre : correspondance et papiers inédits*, abbé G.-R. Esnault, éd. Le Mans, Monnoyer, 1884, t. II, p. 129-130.

<sup>106</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°471, La Feuillade au roi, Sezanne, 26 septembre 1706, voir aussi Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 72-73.

## LE TEMPS DE LA REACTION

Tous les généraux ne sont montrent pas aussi abattus, après leur défaite, que l'Électeur ou Marcin – certains, comme les ducs de Vendôme et d'Orléans, manifestent même un volontarisme qui confine à l'auto-conviction. En revanche, tous les chefs d'armée savent qu'ils vont devoir rendre des comptes pour l'échec que les soldats viennent de subir. Il faut donc trouver, dès les lendemains d'une bataille perdue, d'autres responsables que soi-même. Cette attitude ne relève pas seulement de la posture destinée à éloigner une sanction royale, elle relève aussi d'animosités plus personnelles. Après une défaite peuvent ressurgir toutes les rancœurs accumulées contre ceux avec qui on a dû partager le commandement d'une armée ou la conduite d'une campagne. Dès avant la défaite de Ramillies, l'Électeur de Bavière avait eut des occasions de se plaindre de l'attitude de Villeroy à son égard. Maximilien-Emmanuel ne supportait guère de ne pas être traité selon son rang, c'est-à-dire celui d'un prince souverain et d'un militaire plusieurs fois victorieux, qui avait tout sacrifié au service de son alliance avec la France. La bataille fut engagée sans que l'Électeur n'ait eu l'occasion de donner son avis. Mais ce n'est qu'après la débâcle qu'il fit part de son irritation à Chamillart, se plaignant de ne pas se sentir suffisamment respecté :

« MM. les marechaux ont toujours eu les esguards et honnestetés possibles pour moy. M. le marechal de Villeroy n'y manque pas même à me donner part de tout, et sans oublier la moindre chose de la ceremonie de recevoir mes ordres. Cependent, le jour d'une battalle, je ne fais pas remuer ce que je veux : la marque de cela est que si les six battallons que j'avois demandé pour les poster aux marais [où] nostre aile droite estoit epuisée, je ne croy pas qu'il eut esté possible de perdre la battalle »<sup>107</sup>.

Il donna pour preuve de l'absence de considération qu'on lui portait, l'attitude des officiers généraux à Ramillies, qui considéraient Villeroy comme le seul chef de l'armée : « En cette derniere malheureuse journée, quand nostre infanterie avoit rechassé les ennemis du village de Ramilli, les generaux et autres officiers de l'armée du Roy ont fait compliment, en ma presence, à M. le marechal de Villeroy seul pour battalle par luy donnée et gagnée. C'est une bien petite consolation pour moy que la battalle estant perdue, l'on n'ait pas conté que j'eusse part à l'action. »<sup>108</sup>. La défaite entérina une méfiance réciproque entre les deux personnages. Le maréchal n'essaya même plus de traiter l'Électeur comme son égal en le prévenant de toutes ses actions, comme l'écrivit le président Rouillé : « Nous continuons [...] de demeurer dans l'ignorance de ce qui se passe du costé de la mer, dont MM. les marechaux

---

<sup>107</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706.

<sup>108</sup> *Ibid.*

de Villeroy et de Vauban ne mandent rien à M. l'Electeur »<sup>109</sup>. Il est compréhensible que Max-Emmanuel ait été ravi que la décision royale lui permette d'en finir avec François de Neufville : Rouillé confia à Torcy que « cette nouvelle fit beaucoup de plaisir à M. l'Electeur, qui verbalement lors du voyage de M. Chamillart en ce pays cy, et depuis par lettres, avoit beaucoup chargé M. le marechal de Villeroy »<sup>110</sup>. Le président espérait que l'échange des responsabilités se ferait au plus vite :

« Le temps qu'il y a à passer jusqu'à son arrivée me paroitra bien long par rapport au bien du service. M. le marechal de Villeroy voit tout trouble et est certainement hors d'estat de rien faire de bien, d'ailleurs croiant avoir lieu de se plaindre de M. l'Electeur il se tient éloigné de luy et il n'y a de communication que par moy, ainsi on ne se parle point, on ne concerte point et tout va comme il peut »<sup>111</sup>.

Le diplomate fut contraint d'assister à toutes les réunions entre les deux hommes, pour prévenir d'éventuelles frictions. Cela permit d'apaiser les tensions en attendant le remplacement : une rencontre qui se déroula le 20 juillet en présence de Rouillé fut jugée par ce dernier assez froide, mais « honeste »<sup>112</sup>.

L'attitude de Tallard vis-à-vis du maréchal de Marcin, après la bataille de Blenheim, est empreinte d'une colère encore plus froide. N'oublions pas que Camille d'Hostun avait perdu, le 13 août 1704, non seulement sa réputation de général, mais aussi son fils aîné, et sa liberté. Il tenta dans ses lettres au secrétaire d'État de la guerre de faire reposer toute la perte de la journée sur les épaules de son homologue. Il insista principalement sur le refus de Marcin de lui apporter le soutien dont il avait besoin pour soutenir l'attaque alliée contre sa propre armée :

« Voyant que les ennemis assemblaient un gros corps de troupes dans le centre de leur ligne, j'envoyai un de mes aides de camp en avertir M. le maréchal de Marcin, pour le supplier d'envoyer la réserve derrière ce centre : il crut en avoir besoin à la gauche »<sup>113</sup>.

---

<sup>109</sup> AE Bavière 56, fol. 72r, Rouillé à Torcy, Mons, 28 juin 1706.

<sup>110</sup> AE Bavière 56, fol. 59r-60r, Rouillé à Torcy, Mons, 25 juin 1706. Rouillé lui-même se félicitait de ce départ dans cette note assez énigmatique : « Quoyque j'aye toujours eu lieu de me louer de la conduite de M. le mareschal de Villeroy à mon egard, je ne puis pas m'empescher de vous avouer que sa retraite me delivre de bien des petites choses, qui dans le commerce degoutent infiniment. Vous le connoissés assez pour me comprendre sur cela, sans que je m'explique davantage ».

<sup>111</sup> AE Bavière 56, fol. 83r-84r, Rouillé à Torcy, Mons, 3 juillet 1706.

<sup>112</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°250, Rouillé à Chamillart, abbaye de Crespin, 20 juillet 1706.

<sup>113</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

Tallard appuyait son argumentation sur la disproportion des forces à disposition (avec des effectifs inférieurs à ceux de Marcin, il devait subir le choc de l'armée de Marlborough, plus fournie que celle du prince Eugène), et sur le nombre de courriers successifs (trois au total) qui essuyèrent une fin de non-recevoir de la part de Marcin<sup>114</sup>. Le ressentiment de Tallard vis-à-vis de Marcin, mais aussi de l'Électeur de Bavière, s'aiguïsa tout au long de sa captivité. Dans les nombreuses lettres qu'il envoyait d'Angleterre, il ne manqua aucune occasion de lancer des piques à leur rencontre<sup>115</sup>.

On ne retrouve pas une semblable acrimonie entre deux chefs d'armée après la levée du siège de Turin. De fait, les données du problème ne sont pas comparables : le différent entre Marcin et le duc d'Orléans disparaît à la suite de la mort du premier. Le duc de La Feuillade, quant à lui, redevient le subordonné du futur Régent lorsque les deux armées du Piémont et de Lombardie sont de fait fusionnées en une seule – c'est alors qu'il tente de rejoindre le corps de troupes de Médavy. Fin novembre, le roi ordonne le retour du lieutenant général à Versailles<sup>116</sup>. S'il n'y a pas de dissensions entre généraux en chef, on trouve en revanche des conflits à un niveau inférieur. Le duc d'Orléans ne peut guère passer pour le responsable de la défaite, puisque aucune de ces volontés n'a été suivie ; quant à Marcin, il est mort et ne peut donc pas recevoir de sanction. C'est pourquoi les lieutenants généraux cherchent alors à s'accuser mutuellement. Saint-Simon relate un épisode qui se serait tenu quelques jours après la levée du siège, dans la chambre du duc d'Orléans<sup>117</sup>. La Feuillade et Albergotti ayant essuyé de la part du duc le reproche de n'avoir pas suffisamment soutenu les troupes qui défendaient les retranchements (La Feuillade étant au siège, et Albergotti sur la montagne des Capucins), les deux hommes se rejetèrent mutuellement la faute. La dispute manqua de

---

<sup>114</sup> « Je renvoyai encore lui demander du secours dans le cours de l'action : il ne crut pas être en état de m'en donner. Enfin j'envoyai le maréchal des logis de la cavalerie pour lui dire que je le priais de me mander de ses nouvelles ; que je ne pouvais plus soutenir l'effort des ennemis, [...] M. Du Plessis ne put me joindre, et je ne l'ai pas vu depuis ». *Ibid.*

<sup>115</sup> Avant la campagne de 1706, il cherche à discréditer les deux chefs militaires auprès du secrétaire d'État de la guerre : « Mon zèle m'engage à vous dire que [si] le Roy laisse mons<sup>r</sup> le mareschal de Marcin seul cet esté avec l'Electeur de Baviere en Flandres comme le disent [les] nouvelles, ses affaires y seront perdues ». SHD AG A<sup>1</sup> 1935, n°169, Tallard à Chamillart, s.l. [Nottingham], 15 février 1706. Notons par ailleurs que l'Électeur de Bavière tente lui aussi de faire reposer sur ses homologues la défaite de Blenheim. S'il reconnaît le rôle du manque de coordination entre les troupes, il attribue cet état de fait non pas à la mauvaise volonté de Marcin, mais au fait que les armées du Rhin et de Bavière étaient séparées : « J'ay voulu y faire des deux armées de M. de Tallart et de Marcin unne, [...], j'ay esté trois jours à le demander, je ne peu l'obtenir » (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°180, Bavière à Chamillart, Mons, 18 juin 1706).

<sup>116</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 93-95.

<sup>117</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 70-71..

dégénérer en duel, La Feuillade ayant mis la main à l'épée ; les autres officiers généraux présents durent les séparer.

Parallèlement à ce conflit de personnes émerge progressivement une autre polémique, qui oppose cette fois-ci non plus des individus, mais des groupes d'officiers. De fait, alors que les gradés de l'armée du duc d'Orléans se montrent hostiles au retour en Italie, les militaires restés en Lombardie réclament leur arrivée. Les deux principaux tenants du retour offensif sont Vaudémont et Médavy. Ces derniers multiplient les lettres au roi, à Chamillart ou au duc d'Orléans, présentant tous les arguments en faveur du retour : le rôle positif de la victoire de Castiglione, la conservation des places les plus essentielles, comme Alessandria et Crémone<sup>118</sup>, la richesse en grain des places françaises du Piémont<sup>119</sup>. Enfin, ils rappellent l'importance de garder l'Italie. Certes, l'armée ne veut pas risquer de manquer de marmites pendant quelques semaines : mais si elle n'intervient pas, les Impériaux pourront exploiter le Milanais jusqu'à la fin de la guerre<sup>120</sup> ! Pour mieux appuyer leur discours, ils s'attachent ensuite à dénigrer les cadres de l'armée du duc d'Orléans. Ils les accusent d'avoir menti à leur chef, de l'avoir trompé, profitant de la faiblesse physique consécutive à sa blessure<sup>121</sup>. Qui plus est, ils se serviraient de son ignorance du pays : le duc d'Orléans n'a fait qu'un court voyage dans le Piémont et ne peut guère contester l'opinion de gens qui y servent depuis le début de la guerre<sup>122</sup>. Enfin, on trompe aussi bien le duc d'Orléans que la Cour, en exagérant l'état de délabrement de l'armée, et en prétendant que les troupes ne veulent pas revenir en Lombardie, alors que seuls les officiers y rechignent<sup>123</sup>. Vaudémont envoie même une délégation, comprenant l'intendant de l'armée de Lombardie, pour dévoiler ces mensonges<sup>124</sup>.

En retour, les officiers du duc d'Orléans sont offusqués, et se considèrent calomniés. Cherchant à répliquer à ces graves accusations, ils attaquent Vaudémont et Médavy en dénonçant leurs erreurs stratégiques : au lieu de perdre du temps à mettre en défense les places de l'est, comme Mantoue, Médavy aurait mieux fait de marcher directement à Alessandria pour y apporter des vivres, et tenter de donner la main à l'armée du duc d'Orléans<sup>125</sup>. La polémique finit même par quitter le cadre de la correspondance entre

---

<sup>118</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°157 quarto, Vaudémont au roi, Mantoue, 9 octobre 1706.

<sup>119</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°158, Vaudémont à Orléans, Mantoue, 9 octobre 1706.

<sup>120</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°130, Vaudémont au roi, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°174, Vaudémont à Chamillart, Mantoue, 14 octobre 1706.

<sup>123</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°135, Médavy à Chamillart, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

<sup>124</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°130, Vaudémont au roi, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706. Picon d'Andrezel, qui avait accompagné l'armée du duc d'Orléans jusqu'à Turin, était en effet reparti en Lombardie, par la Suisse, après la levée du siège, pour pourvoir aux besoins des troupes de Médavy.

<sup>125</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°87, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 16 octobre 1706.

officiers. Ainsi, des *Nouvelles* parues à Milan appuient les arguments des militaires restés en Lombardie<sup>126</sup>. À Versailles, on tente de calmer les esprits. Chamillart et Louis XIV écrivent à Vaudémont pour lui assurer que l'armée française a réellement été « détruite sans avoir été battue »<sup>127</sup>, même si on ne saurait « comprendre le delabrement et le desordre de cette armée, depuis qu'elle a quitté Turin » sans l'avoir constaté soi-même<sup>128</sup>.

En 1704 comme en 1706, les défaites font ainsi voler en éclat le masque de la civilité que les généraux cherchaient auparavant à appliquer dans leurs relations réciproques. Les armées qu'ils doivent coordonner ou co-diriger n'existent plus, ou ont perdu leur potentiel offensif. L'heure n'est plus à la recherche de l'efficacité militaire, mais aux tentatives de dégager ses propres responsabilités en trouvant un autre fautif. Ce phénomène a des conséquences limitées lorsque l'un des généraux en conflit se trouve écarté de la direction des opérations militaires. C'est le cas en 1704, par la force des choses, puisque Tallard se retrouve prisonnier. Deux ans plus tard, la volonté royale amène Villeroy à partir, neutralisant la discorde avec Maximilien-Emmanuel. Enfin, après le siège de Turin, la mort de Marcin et le discrédit de La Feuillade laissent au duc d'Orléans tout le champ nécessaire pour exercer l'autorité dont il ne disposait auparavant que de façon théorique.

La situation est bien différente aux lendemains de la bataille d'Audenarde, les ducs de Vendôme et Bourgogne conservant leurs places respectives à la tête de l'armée de Flandre. Les deux hommes avaient eu maintes fois l'occasion d'exprimer leurs désaccords quant à la conduite de la campagne<sup>129</sup>. La défaite de l'armée française fait éclater l'opposition latente. En premier lieu, Vendôme attribue son échec au fait que l'ensemble des troupes n'a pas été impliqué dans la bataille. Sur les conseils des officiers de son entourage – Gamaches, d'O et Puységur –, le duc de Bourgogne a préféré retenir toute l'aile gauche de l'armée. Mais Vendôme insiste surtout sur les méfaits d'une de leurs décisions : celle de se retirer, prise contre son avis. C'est pour s'en plaindre qu'il écrit au roi dès le 12 juillet une lettre empreinte d'une fureur mal contenue :

« L'armée de Vostre Majesté donna hier le plus gros combat d'infanterie qu'on aye vu depuis longtems. [...] Les ennemis n'auroient eu aucun avantage, sans celuy que nous

---

<sup>126</sup> AE Milanais supplément 1, fol. 347r-352r, nouvelles de Milan, envoyées à Chamillart, 22 octobre 1706.

<sup>127</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°167, Louis XIV à Vaudémont, Versailles, 13 octobre 1706.

<sup>128</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°197, Chamillart à Vaudémont, Versailles, 23 octobre 1706.

<sup>129</sup> Voir *supra*, section 4.3.4.

## LE TEMPS DE LA REACTION

avons bien voulu leur donner en nous retirant. Je m'y suis opposé très longtemps mais monseigneur le duc de Bourgogne l'a désiré d'une manière qu'il m'a fallu céder, nous avons gagné du terrain sur l'ennemi. Nous n'avons perdu ny artillerie ny bagages ny drapeau ny étendart, et nous avons pris un drapeau et un étendart, et une paire de timballes. Voyla, Sire, au vray, ce qui s'est passé, mais je suis inconsolable, car pendant une heure j'ay vu l'affaire gagnée, et si j'avois esté soutenu comme je devois l'estre l'affaire eut esté complete »<sup>130</sup>.

Sa lettre au secrétaire d'État marque le même dépit :

« Je vous écris, monsieur, outré de douleur. J'avois cru pendant plus d'une heure la bataille gagnée, rien n'approche de l'état où j'étois cette nuit quand il m'a fallu consentir de nous retirer, je contoais que nous perdriens nos bagages, nos blessés et nostre artillerie, mais heureusement nous n'avons rien perdu de tout cela »<sup>131</sup>.

Le duc de Bourgogne exprime un dépit parallèle vis-à-vis de l'attitude de Vendôme au cours de la bataille. Il évite toutefois de faire directement part de ses récriminations au roi. C'est à Mme de Maintenon qu'il se plaint de son mentor :

« Vous n'aviez que trop de raison quand je vous ai vue trembler de voir nos affaires entre les mains du duc de Vendôme, et il n'y a ici pas deux voix sur son chapitre »<sup>132</sup>.

Il lui reproche sa paresse, sa trop grande confiance en lui-même, la lenteur de sa réaction. Au-delà de ces défauts tous déjà amplement reconnus chez le duc de Vendôme, et qui sont même devenus emblématiques du personnage, il cherche à démolir sa réputation de tacticien énergique : « Je le croyois tout autre dans l'action que je ne l'ai vu avant-hier »<sup>133</sup>. Bourgogne revient, lui aussi, sur la décision de la retraite : « Enfin, d'une telle opiniâtreté sur cette retraite, que, quoique ce fut l'avis commun, il fut trois heures sans vouloir se rendre, et perdit beaucoup de temps ; ce qui fut cause que l'arrière garde fut attaquée hier »<sup>134</sup>.

C'est Saint-Simon, particulièrement hostile à Vendôme, qui nous donne le récit le plus circonstancié de leur opposition au soir de la bataille. Selon lui, c'est la fureur d'avoir mal mené l'armée qui fait perdre à Vendôme toute contenance. Au duc de Bourgogne qui tente de s'exprimer, il lui demande de se souvenir « qu'il n'étoit venu à l'armée qu'à condition de lui

---

<sup>130</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>131</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°76, Vendôme à Chamillart, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>132</sup> A.-M. de Noailles, *Mémoires...*, op. cit., t. IV, p. 139 (pièces justificatives : lettre du duc de Bourgogne à M<sup>me</sup> de Maintenon, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708).

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 141

obéir. »<sup>135</sup>. Chacun fait alors silence, tandis que Vendôme monopolise la parole. Toutefois, les rapports de plus en plus alarmistes sur la situation des troupes se succèdent. Afin de ne pas perdre la face, Vendôme décide alors de faire porter la responsabilité de la retraite sur le duc de Bourgogne et ses conseillers :

« Oh bien ! s'écria-t-il, messieurs, je vois bien que vous le voulez tous, il faut donc se retirer. Aussi bien, ajouta-t-il en regardant Mgr. le duc de Bourgogne, il y a longtemps, monseigneur, que vous en avez envie »<sup>136</sup>.

Une mésintelligence aussi vive ne pouvait qu'avoir des conséquences désastreuses sur le reste de la campagne... Dès les lendemains de la bataille, Vendôme tente donc de convaincre le roi de rappeler le duc de Bourgogne et son frère, le duc de Berry, en mettant en avant les dangers qu'ils peuvent encourir :

« Messeigneurs les princes sont un terrible fardeau dans une armée. Je ne l'aurois jamais cru si je ne l'avois éprouvé, il ne s'en est fallu de rien qu'ils n'ayent été pris à l'entrée de la nuit, j'avoue que j'en fremis encore. Je ne sçay ce que Vostre Majesté pensera sur leur sujet, mais il me semble que les manœuvres que nous avons à faire le reste de la campagne n'exigent gueres leur presence »<sup>137</sup>.

La conjoncture présente n'offrira plus en effet aucun épisode glorieux à mettre au crédit des héritiers de la couronne, et elle est assez périlleuse pour focaliser toute l'attention du duc : « Le commandement d'une armée comme celle cy est assés de quoy occuper un homme tout entier sans qu'il ayt besoin de penser à autre chose »<sup>138</sup>, ce qui est une autre façon de dire que le duc de Bourgogne n'occupe aucun commandement effectif, et n'apporte rien à l'armée.

Ce dernier de son côté cherche à obtenir une plus grande liberté d'action : il se plaint de n'avoir auprès de Vendôme « que la voix d'exhortation » : « Mais si le roi me vouloit donner celle de décision, avec l'avis des maréchaux de France, et de quelques officiers sages et habiles que nous avons ici, je tâcherois de n'en user que pour le bien de son service, et même

---

<sup>135</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 187. Un passage de la lettre du duc de Bourgogne à Mme de Maintenon semble faire écho à cette assertion : « Le roi m'a dit de m'en tenir à son avis quand il s'y opiniâtrois (et M. de Vendôme me l'a dit avant-hier tout haut quand il s'agissoit de retirer l'armée, afin qu'elle n'achevât pas de se perdre le lendemain) », éditée dans A.-M. de Noailles, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 141 (pièces justificatives : lettre du duc de Bourgogne à M<sup>me</sup> de Maintenon, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708).

<sup>136</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 188

<sup>137</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°109, Vendôme au roi, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

<sup>138</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°110, Vendôme à Chamillart, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.



de le faire le plus rarement qu'il seroit possible »<sup>139</sup>. La monarchie va rapidement tenter d'éteindre le feu qui couve entre les deux hommes. Elle ne peut en effet se permettre de rappeler ni l'un ni l'autre : il est aussi inconcevable de désavouer celui qui passe alors pour le meilleur général français, que l'héritier présomptif de la couronne. L'affaire est assez importante pour que ce soit le roi lui-même, et non Chamillart, qui écrive aux deux protagonistes. Il rappelle à Bourgogne ses responsabilités vis-à-vis du commandant effectif de l'armée : « Il est d'une grande consequence que vous engagiez le duc de Vendosme à se conduire avec plus de precaution, et se concerter sur toutes choses avec vous, que vous luy donniez votre confiance, et que de son costé il fasse ce qu'il doit pour la meriter »<sup>140</sup>.

Louis XIV répond le même jour aux considérations de Vendôme sur l'inutilité des princes :

« Je ne sçaurois trop vous recommander de vous concerter avec le duc de Bourgogne. Tout ce que j'ay vu de luy jusque à present me confirme qu'il veut s'instruire, et qu'il pense juste sur la plupart des choses qui se peuvent faire. Il ne sera pas moins honorable pour vous qu'il sera glorieux pour luy de soutenir la bonne volonté des habitants de Gand et de Bruges »<sup>141</sup>.

Le refus du roi de trancher contraint les deux hommes à une collaboration dont on peut imaginer la froideur. La situation se complique encore plus lorsqu'entre en jeu le maréchal de Berwick, qui doit coordonner les mouvements de son armée de la Moselle avec ceux des troupes de Flandre. Berwick, qui n'apprécie pas le duc de Vendôme, refuse de recevoir ses ordres. Par conséquent, il s'en remet au seul commandement du duc de Bourgogne. En septembre, cherchant par tous les moyens à dénouer cette situation inextricable, Louis XIV dépêche Chamillart à l'armée de Flandre. Le secrétaire d'État de la guerre rencontre quelques succès apparents – Vendôme renonce à un projet d'offensive qu'il projetait contre l'avis de Berwick comme du duc de Bourgogne –, mais les disputes reviennent très rapidement<sup>142</sup>. Un second voyage de Chamillart, en octobre-novembre, se montre encore moins fructueux. En définitive, seule la fin de la campagne met fin à la discorde.

---

<sup>139</sup> A.-M. de Noailles, *Mémoires...*, *op. cit.*, t. IV, p. 141 (pièces justificatives : lettre du duc de Bourgogne à M<sup>me</sup> de Maintenon, camp de Lovendeghem, 13 juillet 1708). Il y a à cette date deux maréchaux de France à l'armée : Vendôme et Matignon, qui vient de recevoir cette dignité. Mais Bourgogne pense peut-être au duc de Berwick, dont les forces doivent bientôt s'approcher des siennes. Or ce dernier est très hostile au duc de Vendôme, sous lequel il refuse de servir, considérant que les maréchaux de France ne peuvent recevoir leurs ordres que des princes du sang : SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°11, Chamillart à Berwick, Fontainebleau, 3 juillet 1708.

<sup>140</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°148, Louis XIV à Bourgogne, Fontainebleau, 18 juillet 1708.

<sup>141</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°149, Louis XIV à Vendôme, Fontainebleau, 18 juillet 1708.

<sup>142</sup> E. Pénicaut, *Faveur et pouvoir...*, *op. cit.*, p. 199-201

## LE TEMPS DE LA REACTION

Les militaires réagissent ainsi, face à la défaite, en pensant d'abord à leurs intérêts propres : ils constatent les risques qu'ils ont encourus, les pertes matérielles qu'ils ont subies, la perspective d'une ruine financière à l'avènement de la paix. D'autre part, le crédit de l'armée française est tellement entamé qu'elle ne semble plus capable de mener ses hommes à la gloire et à la conquête. Le moral de l'armée entre dans un cercle vicieux : l'indiscipline et les critiques publiques et réitérées que semble autoriser la déconsidération de l'armée ne font qu'abaisser encore son prestige et exacerber les oppositions entre chefs, ce qui en retour incite à la désobéissance. Les soldats, particulièrement ceux qui ne sont même plus motivés par la défense de leur contrée, sont d'autant plus tentés de désertir, tandis que les officiers espagnols, frappés par l'ampleur du désastre, passent dans les rangs des troupes alliées, pour servir l'archiduc. La défaite provoque la rupture de l'unité de façade qui régnait entre les différents généraux, tandis que ressurgissent les rancœurs qu'avait occultées la tension de tous les esprits vers la victoire.

Ces phénomènes vont progressivement toucher la Cour. Les relations écrites par des particuliers viennent contester la version officielle des généraux, tandis que les courtisans prennent parti pour l'un ou l'autre général, l'un ou l'autre corps, selon leurs affinités, ou leurs relations de parenté et de patronage. Pour mettre fin aux rumeurs et aux condamnations intempestives, le roi et son secrétaire d'État ordonnent des enquêtes afin de déterminer les responsabilités et de prendre les sanctions qui s'imposent. Les sanctions, et les récompenses : le roi, sensible à la misère matérielle de ses hommes, qui ne peut que nuire au bon fonctionnement de son armée, récompense et renfloue ceux qui ont bien combattu, et ceux qui savent s'attirer ses faveurs.

### **9.2. Les réactions des gouvernements et des cours**

#### **9.2.1. Les réactions des vainqueurs**

Nous n'avons abordé pour l'instant que les réactions de l'armée vaincue. De fait, nous disposons de peu d'informations sur l'attitude des officiers et des soldats alliés après leurs victoires – mais on peut imaginer sans trop de difficultés qu'ils partageaient un sentiment fait à la foi de fierté et de soulagement.

Si l'on s'intéresse plutôt aux réactions des différents gouvernements participant à la Grande Alliance de La Haye, on s'aperçoit que c'est surtout la première des batailles – celle de Blenheim – qui entraîna les plus grandes manifestations d'allégresse. Du côté impérial, ce combat fut qualifié de plus grande victoire de tout le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>143</sup>. L'Empereur, qui voyait anéantie la menace que faisait peser la Bavière sur ses États, accorda au duc de Marlborough des récompenses inusitées pour un général qui n'était pas de son armée. Il lui accorda le rang de prince d'Empire, et tailla à cette fin, dans les terres impériales de la Souabe, une terre de vingt kilomètres carrés pour former la principauté de Mindelheim<sup>144</sup>. Après Blenheim, Marlborough entreprit un voyage diplomatique dans toute l'Allemagne, pour inciter les membres de la Grande Alliance à faire de plus amples efforts. Il fut partout couvert de cadeaux et reçu royalement. Même la ville d'Amsterdam lui demanda de lui accorder l'honneur d'une visite sur son trajet de retour vers l'Angleterre<sup>145</sup>.

La capitale anglaise célébra avec enthousiasme la victoire des troupes alliées, le son des canons de la tour de Londres venant accompagner les carillons de toutes les cloches de la ville. On se mit à imprimer de toutes parts le court billet de Marlborough annonçant son triomphe, contenant la célèbre phrase : « *Marshal Tallard is in my coach* »<sup>146</sup>. C'est encore à Londres que fut organisé un gigantesque cortège, qui arborait à sa tête les trente-quatre étendards et cent vingt-huit drapeaux pris à la seconde bataille d'Höchstädt<sup>147</sup>. On pensa même à faire construire dans la capitale, en l'honneur du duc, un jardin qui porterait son nom, et où serait érigée sa statue à côté de celle de la reine Anne. Mais on recula devant l'idée de le mettre ainsi au même niveau que la reine. En revanche, le Parlement lui accorda un domaine à Woodstock, où la reine fit construire, aux frais de la monarchie, le *Blenheim Palace*<sup>148</sup>.

Chacune des trois autres victoires alliées vit de semblables réjouissances, mais les récompenses ne furent pas aussi généreuses. Les souverains catholiques firent célébrer des *Te*

---

<sup>143</sup> Le prince Eugène au Feldmarschall comte Guido Stahremberg, Wittislingen, 16 août 1704, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen...*, *op. cit.*, t. VI, suppl. n°100, p. 146-147 ; SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°139, relation allemande de la bataille d'Höchstädt, du quartier général anglais à Höchstädt, 13 août 1704.

<sup>144</sup> W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 480. En réalité, Léopold accorda rapidement le titre de prince à Marlborough, mais il fut ensuite beaucoup plus réticent à lui donner les attributs réels de ce pouvoir, c'est-à-dire une terre, et surtout le siège et la voix à la Diète. Ce furent les pressions du capitaine-général, qui entretint une correspondance particulièrement fournie à ce sujet, qui contraignirent finalement l'Empereur à faire de ce « gentilhomme campagnard », selon les termes mêmes de Winston Churchill, un véritable prince.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 502.

<sup>146</sup> « Le maréchal de Tallard est dans mon carrosse ». Cité par J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>147</sup> Cité par W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 507.

<sup>148</sup> Voir *infra*, section 10.1.1.

*Deum* à l'occasion de leurs victoires<sup>149</sup>. Le plus remarquable – à défaut d'être le plus fastueux – fut celui qui fut improvisé dans la cathédrale de Turin, le soir même de la délivrance, en présence du duc de Savoie et du prince Eugène<sup>150</sup>. À Londres, des actions de grâce eurent lieu en la cathédrale Saint-Paul en souvenir des victoires de Ramillies et d'Audenarde. En 1708, pour honorer le capitaine-général, la duchesse de Marlborough, première dame d'honneur, prit place dans le carrosse de la reine<sup>151</sup>. Des décharges de canon, des illuminations et des feux de joie saluèrent le combat d'Audenarde. Pourtant, la reine commençait déjà à manifester les signes de lassitude qui entraînèrent le retrait anglais du conflit, amorcé par la disgrâce de Marlborough à l'hiver 1711- 1712. Dès l'annonce de l'affrontement du 11 juillet 1708, elle s'était en effet exclamée : « Quand cessera donc cette épouvantable effusion de sang ? »<sup>152</sup>.

Ainsi, chaque victoire fut dignement célébrée dans le camp allié. Toutefois l'accumulation même de ces cérémonies en vint à produire un effet dommageable : si l'ampleur des succès était à l'aune du faste de leurs célébrations, comment expliquer que la guerre ait pu encore durer ? Les réjouissances publiques apportèrent un sentiment de confiance qui permit aux gouvernements favorables au conflit de disposer de l'approbation de leur opinion publique – élément décisif en Angleterre et dans une moindre mesure en Hollande. En revanche, elles suscitèrent un effet d'attente, qui finit par aboutir à l'impatience et à l'impression d'avoir été dupé.

### 9.2.2. Versailles face aux défaites

#### 9.2.2.1. L'incrédulité

On observe de même, au sein de la cour de France, une évolution chronologique des attitudes vis-à-vis des défaites. Dans un premier temps, face à l'immensité des désastres, la réaction de la Cour est l'incrédulité. Au début de la guerre, on ne conçoit pas que la puissante armée française puisse être sévèrement battue. Le 17 août 1704 – soit quatre jours après la bataille, et quatre jours également avant que sa nouvelle en soit connue –, un mémoire de Chamlay se réjouit de la jonction entre les armées du Rhin et d'Allemagne : les forces

---

<sup>149</sup> Sur l'évolution des formes et de la signification des *Te Deum* en France, voir Michèle Fogel, *Les cérémonies de l'information de la France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989, p. 133-285.

<sup>150</sup> « Relation de la bataille de Turin tirée de l'histoire du prince Eugène », édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 683.

<sup>151</sup> AE Angleterre 225, fol. 117r-118r, nouvelles de Londres, 31 août 1708.

<sup>152</sup> « Oh, when will this dreadful bloodshed cease? » (J. Falkner, *Great and glorious days...*, *op. cit.*, p. 159). Ce soupir provoqua la fureur de la duchesse de Marlborough.

françaises réunies « seront en quelque sorte invincibles »<sup>153</sup>. On considère en particulier que les Allemands sont incapables de battre les Français :

« Il seroit a desirer que milord de Marleborough [confirmât] les Allemands dans l'habitude dans laquelle ils sont de se laisser battre par les François. Si l'on en croit la nouvelle publique, il ayme à batailler. Ce seroit une chose nouvelle que de voir une armée ennemie avoir avantage sur la nostre »<sup>154</sup>.

Cette confiance est confortée par la longue série des victoires françaises, depuis la bataille de Rocroi, qui ouvre le règne de Louis XIV, jusqu'aux batailles sanglantes, peu efficaces mais impressionnantes de la guerre de la ligue d'Augsbourg. La nouvelle de Blenheim prend donc la Cour totalement au dépourvu. Nous avons vu la méfiance et l'incrédulité des officiers qui transmirent cette nouvelle au roi. La Cour réagit à l'instar de Villeroy et des différents gouverneurs de place, passant sans cesse de l'incompréhension au désarroi, comme le montre le marquis de Souches :

« Il couroit des bruits confus et peu assurés, comme par exemple qu'il y avoit eu onze bataillons taillés en pièces sur le champ de bataille, outre les vingt-six qui étoient prisonniers de guerre tout entiers ; que la cavalerie et la gendarmerie, qui étoient l'élite des troupes du Roi, avoient plié sans résistance. Comme cela paroissoit incroyable, d'autres disoient qu'au fort du combat le prince Eugène étoit venu de Nordlingen et les avoit coupé par les derrières »<sup>155</sup>.

Saint-Simon souligne que les circonstances étranges de cette défaite rendent la nouvelle incroyable : « Le roi ni personne ne comprenoit point une armée entière placée dedans et autour d'un village, et cette armée rendue prisonnière de guerre par une capitulation signée. La tête en tournoit »<sup>156</sup>. Il ajoute : « On n'étoit pas accoutumé au malheur. Celui-ci étoit très raisonnablement inattendu »<sup>157</sup>. Laissons Voltaire conclure : « L'étonnement et la consternation saisirent la cour de Versailles, accoutumée à la prospérité »<sup>158</sup>. Le roi pourtant resta stoïque<sup>159</sup>, et ne voulut pas que la nouvelle de la défaite arrêtât le cérémonial de la Cour.

---

<sup>153</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°134, mémoire de Chamlay sur les affaires d'Allemagne, Versailles, 17 août 1704.

<sup>154</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°19, Chamillart à Tallard, Versailles, 4 juin 1704.

<sup>155</sup> Souches, *op. cit.*, t. IX, p. 53 (22 août 1704).

<sup>156</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 189.

<sup>157</sup> *Ibid.*, t. XII, p. 199.

<sup>158</sup> Voltaire, *Le siècle...*, *op. cit.*, t. XX, p. 36.

<sup>159</sup> Cette fermeté est admirée par les mémorialistes. Le marquis de Souches oppose la force d'âme de Louis XIV à la douleur générale : « Le roi seul reçut [cette cruelle nouvelle] avec une fermeté de héros » (Souches, *op. cit.*, p. 52, 21 août 1704). Dangeau souligne l'héroïsme du roi : « Le roi soutient ce malheur-là

## LE TEMPS DE LA REACTION

La fête qui avait été organisée pour célébrer la naissance du duc de Bretagne fut maintenue. Elle voyait la Seine et le Tage triompher de la Tamise et du Danube<sup>160</sup>.

Malgré l'ampleur de la déroute, Blenheim semble avoir été considérée par le roi comme un évènement incompréhensible, une anomalie inexplicable qui ne remettait pas en cause la supériorité de l'armée française. Ainsi, deux semaines avant la bataille de Ramillies, Louis XIV écrivait au duc de Villeroy : « Mes troupes n'ont point perdu [de batailles] de tout mon règne, à nombre à peu près égal »<sup>161</sup>. Eugène et Marlborough ne disposaient pourtant pas d'une supériorité numérique écrasante à la seconde bataille d'Höchstädt, même si leurs troupes étaient dans l'ensemble dans une meilleure condition physique. Blenheim fut occultée, car elle ne semblait pas représentative des batailles que devait mener la France contre ses ennemis. Les généraux présents n'avaient pas l'expérience d'un Villeroy, qui avait déjà servi comme maréchal dans la guerre de la ligue d'Augsbourg. Surtout, elle s'était déroulée en Bavière, pays que les armées françaises connaissaient mal, puisque le dernier épisode qui avait vu les troupes de Louis XIV y pénétrer datait de la fin de la guerre de Trente ans – et encore les troupes dirigées par Turenne comptaient-elles un grand nombre d'Allemands<sup>162</sup>. Enfin, les bons résultats de la campagne de 1705 permettaient d'espérer un retour offensif de la France sur tous les fronts, qui aurait fait oublier la parenthèse de Blenheim.

Le souvenir de cette bataille n'empêche donc pas les Français de dénier au duc de Marlborough ses capacités militaires : « C'est un aventurier mortifié du peu de succès de sa campagne, et qui ne cherche qu'à tout hasarder », considère Villeroy après la terne action du général anglais dans les Flandres en 1705<sup>163</sup>. Sa volonté de rechercher le combat est attribuée à sa vanité, et à son désir de plaire. Le secrétaire d'État de la guerre appuie l'opinion du maréchal :

« Vous n'aurez pas de peine à obtenir de moi que je n'aie qu'une médiocre opinion de la capacité du duc de Marlborough ; ce qu'il a fait pendant cette campagne détruit, à mon sens, la grande opinion qu'on avait eu de lui après la bataille d'Höchstett, dont le gain

---

avec toute la constance et la fermeté imaginables ; on ne sauroit marquer plus de résignation à la volonté de Dieu et plus de force d'esprit, mais il ne comprend pas que vingt-six bataillons français se soient rendus prisonniers de guerre », (Dangeau, *op. cit.*, t. X, p. 101-102).

<sup>160</sup> J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 608.

<sup>161</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1933, 1<sup>re</sup> partie, 2<sup>e</sup> section, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>162</sup> Vauban indique à Chamillart que Turenne comptait un tiers de soldats allemands dans son armée : SHD AG A<sup>1</sup> 1747, n°30 bis, Vauban à Chamillart, Paris, 1<sup>er</sup> mars 1704.

<sup>163</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1838, n°167, Villeroy à Chamillart, camp de Berlaer, 30 septembre 1705, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. V, p. 89-93.

## LE TEMPS DE LA REACTION

doit être bien plutôt attribué au seul hasard qu'à la capacité des généraux ennemis ; il est vrai qu'ils surent profiter de notre mauvaise disposition. Renvoyez-le en Angleterre après la prise de Léau, on ne lui fera pas une entrée si brillante que celle de l'année dernière »<sup>164</sup>.

C'est donc après la bataille de Ramillies que se produit le véritable tournant. L'abattement commence à succéder à la surprise. « J'étois à Versailles : jamais on ne vit un tel trouble ni une pareille consternation »<sup>165</sup>, nous dit Saint-Simon, tandis que le marquis de Souches parle d'une « funeste nouvelle »<sup>166</sup>. La princesse Palatine évoque elle aussi l'ambiance de Versailles après cette annonce :

« On a vraiment besoin maintenant de consolation, car je n'ai jamais vu de temps plus malheureux depuis les trente-cinq ans que je suis en France. Il ne se passe de jour où l'on apprend quelque mauvaise nouvelle »<sup>167</sup>.

Pourtant l'incompréhension demeure, Villeroy osant même affirmer que « sans une fatalité sans exemple, nous devons gagner la bataille »<sup>168</sup>. La Palatine se demande avec ironie s'il ne faut pas y voir dans cette défaite l'intervention du surnaturel : « Ceux qui croient à la sorcellerie penseront que [Marlborough] a fait un pacte avec le diable pour avoir un bonheur aussi inouï »<sup>169</sup>. Il semble particulièrement impossible que la Maison du roi, troupe d'élite de la monarchie, ait été battue. Vendôme, pour mieux se démarquer de son prédécesseur, souligne l'improbabilité de la défaite de Ramillies, en s'exclamant : « Je ne puis m'empescher de dire qu'il faut un grand sçavoir-faire pour perdre des batailles dans des pays ouverts avec d'aussy belles troupes ! »<sup>170</sup>.

L'impact de cette dernière bataille, les pertes territoriales qui l'accompagnent, et la succession de désastres de l'*annus horribilis* de 1706 – de Barcelone à Turin – finissent par rendre probable la perspective d'une défaite. On ne ressent plus d'étonnement, dans les mémoires de Dangeau ou de Souches, à l'annonce de la levée du siège de Turin – qualifiée

---

<sup>164</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1829, 2<sup>e</sup> partie, 1<sup>re</sup> section, p. 30, Chamillart à Villeroy, Versailles, 6 septembre 1705, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. V, p. 608-609.

<sup>165</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 380.

<sup>166</sup> Souches, *op. cit.*, t. X, p. 85 (26 mai 1706).

<sup>167</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Versailles, 30 mai 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 368.

<sup>168</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°238, Villeroy au roi, camp près d'Alost, 27 mai 1706.

<sup>169</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Versailles, 30 mai 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 368.

<sup>170</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1939, n°262, Vendôme à Chamillart, camp de Frelinghen, 3 septembre 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

par le premier de « cruelle » et par le second de « fâcheuse nouvelle »<sup>171</sup>. Ces textes ne laissent pas deviner une consternation de la Cour similaire à ce qui s'était passé quelques années, voire quelques mois plus tôt. Fait significatif, l'annonce que l'on fait de l'ampleur de la défaite d'Audenarde est souvent plus exagérée que ce que la situation réelle ne justifie – ce que nous n'avons jamais trouvé dans les annonces des batailles précédentes ; il aurait, il est vrai, été difficile de présenter Blenheim, Ramillies ou Turin sous un jour plus triste que celui qu'offrait la réalité. Ainsi, en 1708, l'intendant Bernières envoie un courrier catastrophé au secrétaire d'État :

« Nous apprenons aujourd'hui à la pointe du jour par l'arrivée de plusieurs officiers la triste et douloureuse nouvelle que l'armée du Roy fut deffaitte hier au soir, pas loin d'Oudenarde entre la Lys et l'Escaut [...]. Je ne puis vous dire aucunes circonstances telles qu'elles puissent estre, ni mesme si les debris de l'armée du Roy se sont retirez du costé de Gand, ou bien s'ils viennent icy, ni si la deffaitte est complete ou non »<sup>172</sup>.

Chamillart le réprimande pour ses avis défaitistes, stigmatisant « les officiers qui sont venus avec tant de diligence de Tournay repandre la nouvelle de la defaite entiere de l'armée du Roy, commandée par monseigneur le duc de Bourgogne, [qui] ont sans doute été saisis d'une grande frayeur »<sup>173</sup>. Afin de ne pas laisser se répandre de rumeurs alarmistes, et de châtier les fuyards, il lui demande de lui envoyer « sans les menager, [...] leurs noms et leur caractere ».

Les premières informations que reçoit la Cour le 14 juillet sont très inquiétantes, avant qu'elles ne soient relativisées par de plus amples détails. Entre 12 et 13 heures, un valet de pied du duc de Bourgogne<sup>174</sup> apporte les premières nouvelles, mais quand le roi prend connaissance de celles du courrier du duc de Vendôme, le soir même, il dit « que la chose n'étoit pas si mauvaise qu'on l'avoit cru »<sup>175</sup>.

Après une phase d'incompréhension et d'incrédulité vient ainsi la perte du sentiment d'invulnérabilité, puis des scènes de découragement, avant même que les détails précis de la bataille ne soient connus. Pourtant, si la défaite semblait improbable, elle n'en est pas moins d'une cruelle réalité. Les clivages et les rivalités qui divisent les militaires se répercutent à

---

<sup>171</sup> Dangeau, t. XI, p. 204 (14 septembre 1706) ; Sourches, t. X, p. 170 (14 septembre 1706).

<sup>172</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°59, Bernières à Chamillart, Tournai, 12 juillet 1708.

<sup>173</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°62, Chamillart à Bernières, Fontainebleau, 14 juillet 1708.

<sup>174</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 129 (14 juillet 1706).

<sup>175</sup> *Ibid.*, t. XI p. 131.



Versailles. Courtisans et officiers cherchent des coupables, d'autant plus qu'il est nécessaire de s'en démarquer pour ne pas être touché par la réprobation.

### 9.2.2.2. *Les critiques à Versailles*

La vigueur des accusations et des débats est à l'origine de la grande majorité des relations de batailles dont nous disposons, à l'exception de celles qui sont tirées des fonds du Service historique de la Défense – et de celles des journaux de l'époque. Ainsi, le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de France conserve un « Recueil de lettres, de relations de combats, de listes d'officiers et de nouvelles de toutes sortes relatives à l'histoire militaire de Louis XIV, 1674-1706 »<sup>176</sup>. Cinq des six relations de Blenheim et de Ramillies qui y sont contenues sont des défenses de corps particuliers de l'armée : l'une d'entre elles, concernant la seconde bataille d'Höchstädt, est écrite par La Serre, aide-major de ce corps. Les quatre suivantes sont écrites au nom des Gardes du corps du roi pour leur défense contre ceux qui blâment leur conduite à Ramillies. Ces différentes narrations ont relativement bien circulé, puisque nous avons trouvé dans le même fonds d'autres versions des relations de La Serre et des apologies des Gardes du corps<sup>177</sup>. La relation de La Serre est également transcrite dans les *Mémoires* du marquis de Souches – c'est ainsi que nous avons pu en identifier l'auteur<sup>178</sup>.

On peut tenter, pour comprendre comment la Cour cherche à analyser les défaites, d'établir une typologie des responsables désignés. On distingue ainsi les reproches faits au commandement en chef de l'armée, aux officiers généraux, et aux troupes d'élite de la monarchie. Si les lendemains de Blenheim et de Ramillies voient les trois types de responsables mis en accusation, on n'accable que les deux premiers types après la levée du siège de Turin, et seul le premier après Audenarde. L'évolution des critiques serait-elle révélatrice d'un sursaut moral de l'armée ?

#### 9.2.2.2.1. Les reproches faits au commandement

Les premiers fautifs désignés à l'issue d'une déroute sont sans surprise les plus hauts commandants d'une armée. Trois reproches principaux sont émis : le fait d'avoir accepté ou

---

<sup>176</sup> BnF ms. fr. 23323 : « Recueil de lettres, de relations de combats, de listes d'officiers et de nouvelles de toutes sortes relatives à l'histoire militaire de Louis XIV, 1674-1706 », 265 feuillets.

<sup>177</sup> Dans les volumes cotés BnF ms. fr. 5561 : « Recueil de lettres... », et BnF ms. fr. 20866 : « Recueil de copies de pièces concernant l'histoire de France », 609 feuillets.

<sup>178</sup> Souches, *op. cit.*, t. IX, p. 91.

provoqué un affrontement plus avantageux pour les ennemis que pour les Français, la mauvaise disposition des troupes sur le champ de bataille, enfin la mauvaise conduite de l'armée après la défaite. On trouve la première de ces critiques à l'occasion de la bataille de Blenheim. De nombreux commentateurs, à la Cour, considéraient que l'armée ennemie aurait été forcée de se retirer après avoir ravagé la Bavière. À ce titre, les troupes françaises auraient dû éviter de risquer le combat, se contentant d'observer l'ennemi et de le pousser lors de sa retraite honteuse : « Qu'on n'eût point combattu, on étoit maître de tout par la retraite forcée des ennemis, et imminente, et fort éloignée, pour trouver de la subsistance »<sup>179</sup>. Le maréchal de Tallard dans son mémoire, en affirmant qu'il n'est pas responsable de la marche effectuée de Dillingen à Höchstädt, sous-entend que cette marche était inutile et dangereuse, puisqu'elle permettait à l'ennemi de marcher aux Français<sup>180</sup>.

Les critiques sont toutefois beaucoup plus vives, et beaucoup plus répandues, après Ramillies. Villeroy a passé les lignes de la Dyle bien qu'il ait reçu l'ordre du roi d'attendre pendant quelques jours encore les renforts de Marcin<sup>181</sup>. S'exposant à l'ennemi, il permet à Marlborough de l'attaquer avec une supériorité numérique, et de le battre. Une telle attitude est largement dénoncée. Saint-Simon, qui est en très bons termes avec Chamillart, affirme que « cette défense fut réitérée au maréchal de Villeroy par quatre courriers de suite coup sur coup »<sup>182</sup>. À cette désobéissance, l'auteur anonyme d'une « relation de la bataille de Ramilly »<sup>183</sup> ajoute l'indélicatesse du duc qui aurait caché son mouvement à l'Électeur, « afin que l'honneur et la gloire d'une bataille dont le gain, sûr en apparence, les flatoit si vivement, demeurât à eux seuls, et qu'il ne se trouvât personne qui le leur pût oster, non pas mesme le partager avec eux »<sup>184</sup>.

Nous avons vu que le duc de Bourgogne a refusé d'avancer l'aile gauche de l'armée à Audenarde, car il considérait que l'affaire était mal engagée, ce que souligne également Saint-Simon, de même qu'une lettre du sieur d'Aumont envoyée au secrétaire d'État de la guerre, qui affirme que « quand l'affaire fut embarquée mal à propos il ne fallét pas pousser si loin, et si on avét resté en bataille, de l'avis de tous les vieux officiers et soldats, [l'affaire] etét à

---

<sup>179</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 199

<sup>180</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.d., s.l.

<sup>181</sup> Voir par exemple SHD AG A<sup>1</sup> 1933, 1<sup>re</sup> partie, 2<sup>e</sup> section, n°36, Louis XIV à Villeroy, Meudon, 6 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 17-19.

<sup>182</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, p. 369. Les assertions de Saint-Simon ne sont ici pas exagérées.

<sup>183</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 », s.l., s.d.

<sup>184</sup> *Ibid.*

## LE TEMPS DE LA REACTION

nous »<sup>185</sup>. Notons tout de même qu'après la bataille de Turin, c'est le reproche inverse qui est fait à Marsin : celui de n'avoir pas voulu sortir des lignes, et donc de n'avoir pas voulu risquer la bataille.

La disposition des troupes est également très critiquée, particulièrement par les corps accusés d'avoir plié, qui tentent d'expliquer que seule une supériorité numérique écrasante sur un point précis est cause de leur fuite. À Blenheim, la concentration de vingt-sept bataillons et quatre régiments de dragons dans un seul village est d'autant plus dénoncée que son corollaire est l'absence de cette infanterie pour soutenir la gendarmerie qui finit par plier<sup>186</sup>. Deux ans plus tard, on raille le maréchal de Villeroy, qui avait positionné la moitié de l'armée derrière un marais impraticable et avait laissé la cavalerie de sa droite accablée par toute la cavalerie ennemie :

« Les préparatifs ne furent pas grands chez nous [...]. Nos généraux, qui s'occupaient à toute autre chose qu'à les observer, n'eurent aucune nouvelle de cette manœuvre. Ce qui leur auroit été fort facile s'ils eussent voulu s'en donner la peine, mais ils avoient déjà trop fait. Ils avoient épuisé leur sçavoir faire à nous mettre en bataille sur deux lignes. Pourquoi Marlborough ruzer avec un homme [le maréchal de Villeroy] qui en a toujours agy avec luy et agissoit encore ce jour-là même avec tant d'ingenuité et de simplicité ? »<sup>187</sup>.

Les manœuvres de Marcin et de La Feuillade, qui ont amené un grand nombre de soldats à continuer le siège devant Turin au lieu de garnir les retranchements, sont de même critiquées. On a enfin reproché à l'attaque menée par Vendôme son « peu de disposition generale » qui interdisait toute offensive coordonnée<sup>188</sup>.

Enfin, c'est en dernier lieu la conduite de l'armée après la bataille qui est incriminée. Saint-Simon veut voir l'abandon de la Bavière comme le couronnement des erreurs des généraux français : « Il étoit écrit que la honte, les fautes, le dommage seroient extrêmes du côté du roi, et que toutes seroient comblées par le tournoiement de tête de la dernière faute, en

---

<sup>185</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°116, d'Aumont à Chamillart, s.l., 15 juillet 1708.

<sup>186</sup> « La plupart des officiers sont convenus que la disposition de l'ordre de bataille que M. le maréchal de Tallard avoit faite étoit bonne, hors celle du village de Plunshelm (*sic*) qui étoit à la droite. C'est en cet endroit où ils prétendent qu'il y eut complication de fautes qui causerent la perte de la bataille ». AE Autriche 85, fol. 139r-142v « [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>187</sup> BnF ms. fr. 32323, fol. 229r-243v : « Relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 ».

<sup>188</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°198, d'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 21 juillet 1708.

abandonnant la Bavière si aisée à tenir, avec ses places, sa volonté, son abondance, par une armée entière qui n'avoit rien souffert, et par les débris de deux autres, en prenant des postes avantageux »<sup>189</sup>. La retraite de Villeroy, qui abandonne Louvain et Bruxelles, puis Gand et Bruges, est de même sévèrement critiquée. La Mothe-Houdancourt considère que les Français ont ainsi perdu « honteusement » du terrain<sup>190</sup> ; Le Peletier est stupéfait de l'abandon du poste de Gand, poste le « plus beau, plus commode et plus seur » de tous les Pays-Bas espagnols<sup>191</sup>.

#### 9.2.2.2.2. Les reproches faits aux corps d'élite

Ce fut d'abord par des engagements de cavalerie que les premiers signes des défaites de Blenheim et Ramillies se concrétisèrent. Ils mettent aux prises les forces ennemies et des troupes françaises que l'on peut considérer comme l'élite de l'armée. En 1704, il s'agit de la gendarmerie, et des Gardes du corps du roi en 1706. Ces corps privilégiés furent pourtant accusés d'avoir failli. « Les officiers de la gendarmerie sont de très braves gens ; mais les gendarmes n'ont rien fait qui vaille. Le gros de la cavalerie a mal fait, je dis très mal, car on n'a jamais rompu un escadron des ennemis »<sup>192</sup>, affirme le maréchal de Tallard. L'Électeur de Bavière assure de même que la cavalerie de Tallard « n'a rien fait qui vaille [...] ». Je ne veux pas nommer les corps, on les saura assez. Mais c'est chose étonnante et à ce qu'ils disent jamais vue en cette cavalerie qui paraît être invincible »<sup>193</sup>. On accuse enfin la Maison du roi, après Ramillies, d'avoir faibli dans sa charge, et d'avoir lâché le pied, « principalement les Gardes du Roy »<sup>194</sup>.

De fait, les critiques adressées au corps d'élite s'expliquent en premier lieu par les attentes supérieures que l'on est en droit de manifester vis-à-vis d'unités constamment privilégiées<sup>195</sup>. L'arrogance de ces militaires est ainsi une source d'agacement. La Colonie dans ses *Mémoires* nous donne une idée des fanfaronnades d'un officier des Gardes françaises rencontré dans une taverne, qui parle de « l'avantage [que son unité] remportoit sur les autres régiments qui vouloient s'immiscer au quartier général ; et qu'enfin les Gardes françaises étoient les premiers du royaume pour se battre l'épée à la main »<sup>196</sup>. En définitive, on dénonce le luxe et la richesse des troupes, contraires aux exigences de la vie militaire. Une chanson

<sup>189</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XII, p. 200-201.

<sup>190</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 11 juin.

<sup>191</sup> AE Milan 17, fol. 180r-183r, Le Peletier à Picon d'Andrezel, Marly, 14 juin 1706.

<sup>192</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°7, Tallard à Chamillart, Hanau, 4 septembre 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 562-570.

<sup>193</sup> AE Bavière supplément 2, fol. 281r-283r, Bavière à Monasterol, 16 août 1704.

<sup>194</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216, le marquis des Porcelets à Chamillart, Bruxelles, 23 mai 1706.

<sup>195</sup> Voir *supra*, section 6.1.1.1.

<sup>196</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. II, p. 124.

satirique datant de la guerre de Succession d'Espagne évoque ainsi l'attitude de la gendarmerie : « Quand dans l'hiver / Notre gendarmerie / N'a point de couverts / Que l'officier est sans dessert / Un chacun de concert / Murmure et crie : / « Quoi ! passer l'hiver en Allemagne / Que n'ai-je l'argent que coûte mon employ ? / On ne me verroit plus quitter le Roy / Et le mois d'aoust borneroit ma campagne »<sup>197</sup>. Si l'on ne remarque aucune critique de cet ordre après Turin, c'est que l'armée du duc d'Orléans ne comptait aucune troupe de la Maison du roi. En revanche, les Gardes françaises et le régiment du Roi furent très sévèrement critiqués après Malplaquet.

Abondamment critiquées après les défaites de Blenheim et de Ramillies, les unités visées ne tardent pas à réagir. Disposant d'amis et de relations bien implantées au sein de la Cour, les militaires qui en font partie organisent leur défense en diffusant des protestations en direction du roi, du secrétaire d'État de la guerre, et des courtisans. Le premier réflexe est de souligner l'ancienneté et la valeur du corps, illustrée en d'innombrables batailles :

« La reputation de la Maison du Roy contre laquelle ils vomissent tant d'injures est trop bien établie et s'est trop bien soutenue dans toutes les batailles où elle s'est trouvée jusques à present qu'il n'est pas permis de croire qu'elle ait degeneré aujourd'huy comme ils voudroient le persuader. Elle est ce qu'elle a toujours esté, mais les generaux ne sont pas les mesmes »<sup>198</sup>.

Les envieux se seraient déchaînés contre les corps d'élite, jaloués par de nombreux courtisans. Ces accusations ne sont pas neuves : en effet, comme le souligne La Serre, la gendarmerie avait seule percé les ennemis à la bataille de Spire, et donné le temps à l'infanterie d'arriver, permettant ainsi de remporter la victoire. Pourtant, ce corps fut d'emblée critiqué, avant que la vérité ne se dégage<sup>199</sup>. Il est vrai que les privilèges dont elle jouit peuvent exciter les jalousies.

Mais il s'agit moins pour les calomnieurs de porter l'opprobre sur des personnes au statut envié que de détourner l'attention de leurs propres fautes : « Ce n'est pas d'aujourd'huy que l'usage est de tacher de mettre sur le compte des autres les fautes qu'on a faites »<sup>200</sup>. Jean Chagniot a remarqué un phénomène similaire à l'occasion des critiques qui se déchaînèrent

---

<sup>197</sup> BnF ms. fr. 12752, p. 119, sans titre.

<sup>198</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r- 243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 ».

<sup>199</sup> BnF ms. fr. 5561, « copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>200</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

après Dettingen. On accabla surtout les Gardes françaises, ce qui eut pour effet de dissimuler le mauvais comportement d'autres corps : les officiers de la brigade de Noailles, qui avait fuit avant les Gardes françaises, ont été probablement ravis que les critiques se concentrent sur ses derniers<sup>201</sup>.

Les unités attaquées clament donc qu'il faut établir la vérité, pour confondre les mauvais officiers, qui seront sans faute châtiés par le roi. La vérité s'appuie sur des données chiffrées : les Gardes du corps affirment avoir eu « 70 officiers et de 7 à 800 hommes tuez, blessez, ou pris prisonniers dans un choc qui n'a pas duré plus d'un quart d'heure »<sup>202</sup> à Ramillies, tandis que les gendarmes mettent en exergue 51 officiers tués et blessés à Blenheim<sup>203</sup>. Elle s'appuie aussi sur des témoignages. Les Gardes du corps en appellent à celui de leurs officiers, et si on refuse de les entendre à cause du risque de partialité, à ceux de M. de Caraman, aux Gardes suisses et françaises, « en un mot à toute l'infanterie que nous pouvons dire nous avoir obligation de la vie »<sup>204</sup>. La Maison bleue affirme de fait avoir empêché, par sa bonne contenance, la cavalerie ennemie de fondre sur les fantassins de l'armée des Deux-Couronnes qui se retiraient en désordre.

Mais les défenses des corps d'élite doivent justifier un fait avéré : leur fuite devant les forces adverses. Ici, les explications divergent. Comme nous l'avons vu, les Gardes du corps incriminent la mauvaise disposition de l'armée. La Serre en revanche se contente d'insister sur « un feu d'infanterie posté dans un chemin creux avec des palissades devant elle », mais c'est pour stigmatiser la lâcheté des dénonciateurs, puisqu'il « n'a été veue (*sic*) que par ceux qui ont approché des ennemis aussi près que nous ». Enfin, pour que les Gardes du corps puissent assurer que leur honneur leur était plus cher que leur propre vie, ils expliquent leur retraite, avec une conscience assumée de leur valeur, par la volonté de conserver au roi « cette poignée de braves gens qui [...] restoient »<sup>205</sup>.

Les valeurs maîtresses qui se dégagent ainsi des discours de ces troupes d'élite sont la bravoure (puisque'ils ont percé les ennemis avant de devoir se retirer, et même percé « jusqu'à la 3<sup>e</sup> ligne »<sup>206</sup> à Ramillies), l'honneur, l'amour du souverain, et la douleur d'être doublement

---

<sup>201</sup> J. Chagniot, « Une panique... », art. cit., p. 84.

<sup>202</sup> BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r, « lettre des Gardes du corps du roi à la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>203</sup> BnF ms. fr. 5561, « copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>204</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 229r-243v, « relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 », s.l., s.d.

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> *Ibid.*

trahis : ils furent contraints à la fuite par l'incompétence de ceux-là même qui désormais les accablent.

La plupart du temps, les apologies évitent d'identifier trop précisément les calomniateurs. De ce point de vue-là, la lettre de La Serre écrite après Blenheim fait exception<sup>207</sup> : il y dénonce Silly, fait prisonnier comme Tallard à Blenheim, et envoyé par le maréchal pour défendre son action à la tête de l'armée<sup>208</sup>. Pour préserver le maréchal, Silly accuserait la gendarmerie de ne pas avoir défendu une position pourtant défendable. La Serre épargne en revanche Tallard, qui constitue une cible trop importante pour être attaquée de front<sup>209</sup>. Il se contente de regretter que le maréchal ait de l'antipathie à l'égard de la gendarmerie : « Nous ne sçavons par quel endroit nous avons eu le malheur de luy déplaire ».

C'est cette narration qui contraint Tallard, alors en captivité à Aix-la-Chapelle, à renvoyer à Chamillart un récit de la bataille, après celui qu'il avait déjà donné le 4 septembre à Hanau. Il parle de son indignation contre la lettre de l'aide-major, « divulguée en France et imprimée en Hollande dans tous les libelles »<sup>210</sup>. Face à ce qui passe à ses yeux pour ce que nous pourrions qualifier d'une véritable « campagne d'intoxication », il en appelle à un châtement exemplaire, avant de demander modestement au secrétaire d'État de la guerre de trouver « un moment de loisir pour [...] faire lire au Roy » sa propre réponse<sup>211</sup>.

Malgré leur anonymat, les autres lettres préfèrent éviter de citer les noms des personnes qu'elles incriminent, se contentant d'allusions. Ainsi, aucune des apologies des Gardes du corps ne mentionne le maréchal de Villeroy, préférant des mentions vagues, comme « nos généraux ». Il n'y a pas en effet que le commandant de l'armée dont l'attitude est dénoncée, la critique s'étend à tous les officiers généraux.

### 9.2.2.2.3. Les reproches faits aux officiers généraux

Ils représentent en effet le troisième type de responsables pointés par les critiques venant de l'armée et de la Cour. La plupart du temps, ces reproches concernent l'attitude

---

<sup>207</sup> BnF ms. fr. 5561, fol. 204r-205v, « copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.

<sup>208</sup> Jacques-Joseph Vipart, marquis de Silly, a été fait brigadier en 1702, date à partir de laquelle il commence à servir sous Tallard. Son entrevue avec le roi semble lui avoir été profitable, puisqu'il devint maréchal de camp le 26 octobre 1704. Il finit sa carrière comme lieutenant général en 1718.

<sup>209</sup> La Serre considère Tallard comme « trop juste pour avouer M. de Silly de jeter sur nous la faute de cette malheureuse journée » (BnF ms. fr. 5561, fol. 204r-205v, « copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet », s.l., s.d.).

<sup>210</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°215, Tallard à Chamillart, Aix-la-Chapelle, 3 décembre 1704.

<sup>211</sup> *Ibid.*

qu'ils auraient eue durant le combat ; mais on dénonce aussi les choix stratégiques qu'ils auraient contribué à orienter, pour des motifs strictement personnels.

Si l'on examine les accusations qui ont été faites à une partie ou à l'ensemble des officiers généraux des armées battues entre 1704 et 1706, dans un ordre de gravité croissant, on trouve d'abord l'incrimination de paresse. C'est à la mollesse des cadres de l'armée d'Allemagne que le maréchal de Tallard attribue le manque de soin pris dans la disposition du camp français à la veille de la bataille de Blenheim. Il se plaint ainsi que le soir du 12 août, au moment de reconnaître le camp, « tous les officiers généraux de l'armée [de Marcin] s'écrièrent qu'il étoit six heures du soir, que M. de Marsin et eux n'avoient pas mangé un morceau de la journée, qu'il y avoit vingt quatre heures qu'ils étoient à cheval, et que l'on visiteroit le terrain le lendemain au matin »<sup>212</sup>.

Les officiers généraux de l'armée de Marcin tombent sous le coup d'une autre critique, plus sérieuse encore : l'appât du gain. La rumeur, transcrite par le marquis de La Colonie, voulait que les gradés ayant passé leurs quartiers d'hiver dans le sud de l'Allemagne en aient tiré de substantiels bénéfices – La Colonie évoque un total de plus de 50 000 écus<sup>213</sup>. L'importance de l'accusation ne vient pas tant du fait qu'ils se seraient accaparé plus de biens que ce que les règles fixées par le roi leur auraient permis : après tout, les malversations publiquement reconnues du maréchal de Villars dans le Saint-Empire ne lui ont jamais attiré les foudres royales. Le problème est que le désir de conserver leurs richesses aurait orienté leurs conseils stratégiques dans une direction contraire aux intérêts du roi. Le marquis de La Colonie considère par exemple qu'en mai 1704, après le passage des recrues, les officiers français de l'armée de Marcin et de l'Électeur refusèrent d'engager le combat avec le prince de Bade, car ils voulaient d'abord mettre en sûreté l'or dont ils se seraient chargés<sup>214</sup>. La retraite précipitée des Français vers le Rhin aurait été surtout souhaitée par les gradés qui désiraient retourner sur leurs terres, en France, pour ne pas risquer de perdre les biens qu'ils avaient réussi à conserver à l'issue de la bataille. Le lieutenant-colonel adresse ces critiques aux seuls officiers généraux, le désintéressé maréchal de Marcin étant mis hors de cause<sup>215</sup>.

Une accusation presque similaire se retrouve exprimée, au plus haut niveau cette fois, contre les hauts gradés de l'armée du duc d'Orléans. Là encore, ils auraient prôné la retraite sur Pignerol, et argué de l'impossibilité du retour en Lombardie, pour ne pas risquer de perdre

---

<sup>212</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n° 90, mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704, s.d. s.l.

<sup>213</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 288 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 242.

<sup>214</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 299 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 252.

<sup>215</sup> *Ibid.*



leur équipage. Les dénonciateurs les plus zélés de cette attitude furent... les officiers restés en Lombardie eux-mêmes<sup>216</sup>. Mais des observateurs extérieurs, voir des cadres de l'armée réfugiée en Savoie, reprirent cette critique<sup>217</sup>. Leur cupidité leur aurait fait perdre de vue les véritables intérêts du service : « La plupart des officiers généraux ne cherchent qu'à amasser, et ne se souvient en aucunes manières du bien public »<sup>218</sup>. Certains, qui se sont enrichis sur les contributions levées en Italie, n'auraient voulu rentrer en France que pour mettre leur argent en sécurité. Cette accusation particulière finit par rejoindre un *topos* plus large, qui condamnait une nouvelle manière de faire la guerre, où le faste et la richesse affichée aurait remplacé la sobriété des temps anciens :

« Ce qui est seulement difficile est devenu impossible depuis quelque temps pour les officiers généraux des troupes du Roy, et c'est un relâchement et un avilissement dans la plupart qui ne se peut dire. Il n'est plus question ny d'honneur, ny de zèle pour le service du Roy et pour le bien de l'Etat. On veut faire la guerre avec aisance, avoir de gros équipages pour ne manquer d'aucune commodité. On prend où l'on peut pour les entretenir et pour amasser de l'argent, et quand on vient au fait et au prendre (*sic*), on ne songe qu'à sauver le bagage et la personne, sans se soucier de la gloire des armes du Roy, et d'exposer la monarchie d'Espagne, et par conséquent celle de France, à une décadence générale, telle qu'on la voit par l'abandonnement sans nécessité de tous les Etats et places fortes qu'on occupoit en Italie »<sup>219</sup>.

Cette dénonciation de la cupidité des généraux, du luxe des équipages, est largement répandue dans les écrits qui concernent la guerre de Succession d'Espagne<sup>220</sup>. On l'oppose au modèle de sobriété que représentait le maréchal de Turenne. Vendôme, en mettant en exergue son mode de vie très peu raffiné, se présentait comme un des derniers représentants de la « simplicité » des anciens militaires et des soldats plus modestes.

Si les premiers reproches provinrent des militaires eux-mêmes, ils ne tardèrent pas à être repris à la Cour. Saint-Simon remarqua que les « mauvais conseillers » du duc d'Orléans ne tenaient pas à « se revoir en Italie et sans communication avec la France, qui leur tenoit si fort

---

<sup>216</sup> Voir par exemple SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°130, Vaudémont au roi, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

<sup>217</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°475, Muret à Chamillart, Oulx, 27 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°492, Chamillart à Bezons, Versailles, 30 septembre 1706.

<sup>218</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°102, La Closure à Chamillart, Genève, 18 octobre 1706.

<sup>219</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°193, La Closure à Chamillart, Genève, 10 novembre 1706.

<sup>220</sup> Citons, entre autres exemples, les mémoires du chevalier de Quincy : « Je dis pour le présent que le vrai militaire, le bon sujet, le bon Français, sont certainement chez les subalternes. Les premiers ne songent qu'à leurs propres intérêts et à bien établir leurs maisons ; ceux-ci, à la gloire du roi, de la patrie et du nom français. Le peu de bien qu'ils ont, ils le sacrifient au service du roi ». J. de Quincy, *Mémoires du chevalier de Quincy...*, *op. cit.*, t. III, p. 98, cité par Émile. G. Léonard, *L'armée et ses problèmes au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1958, p. 105.

à cœur »<sup>221</sup>. Chamillart lui-même en vint à regretter que chacun fût « beaucoup plus occupé de raisons particulières que du bien de son service »<sup>222</sup>. En définitive, c'est sur les officiers généraux que le secrétaire d'État fit porter la charge des principales erreurs commises durant la campagne italienne de 1706 : le refus de sortir des lignes et surtout le retour sous Pignerol<sup>223</sup>.

Les fautes imputées aux officiers généraux pour leur attitude lors de la bataille sont d'un autre ordre, et touchent moins à leur mauvaise volonté qu'à leur manque de courage. Le blâme le plus généralement répandu est celui de leur absence de courage moral, c'est-à-dire la peur des hauts gradés de prendre leurs responsabilités. On préfère se tenir aux ordres du général en chef, et attendre que les initiatives viennent de lui. C'est le cas lors de la bataille de Blenheim. Le maréchal de Tallard est absent lors des premières offensives des troupes alliées sur l'aile qu'il commande, puisqu'il a eu la malencontreuse idée d'abandonner son poste pour aller observer comment le maréchal de Marcin et l'Électeur faisaient face, de leur côté, à l'offensive, pensant que le coup principal serait porté sur la gauche française. Or, pendant ce temps, ses officiers généraux n'auraient pris – si l'on en croit l'auteur anonyme d'une lettre à Chamillart – aucune initiative, laissant « passer aux ennemis un marais et un petit ruisseau que [devant leur] camp sans le défendre »<sup>224</sup>. Leur insuffisance est tout autant stigmatisée à Ramillies. Ils n'ont en effet pas pris le soin de suivre les recommandations de l'Électeur, qui avait conseillé de mettre dix bataillons dans le village de Taviers, qui devait protéger la droite de la Maison du roi<sup>225</sup>.

En fonction des circonstances, les officiers généraux pouvaient de fait se voir attribuer au cours d'un combat une autorité et un rôle bien supérieurs à leurs fonctions théoriques<sup>226</sup>. On comprend dès lors leur réticence à prendre des décisions risquées, l'inaction risquant moins d'être sanctionnée en cas d'échec, que l'erreur. C'est un sentiment parfaitement analysé par le maréchal de Villars :

---

<sup>221</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 58.

<sup>222</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°455, Chamillart à Albergotti, Versailles, 23 septembre 1706.

<sup>223</sup> Chamillart remarquait que l'armée française était toujours plus forte que celle des Alliés, ayant moins perdu qu'eux lors de la bataille. Il notait ailleurs que contrairement à la Lombardie, où pouvaient se réfugier les Français, le Piémont, où auraient été contraints d'hiverner les Alliés, était totalement ruiné. SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°10, Chamillart à Saint-Frémond, Versailles, 2 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°14, Chamillart à Montéléon, Versailles, 2 octobre 1706.

<sup>224</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°141, lettre de M. de ..., camp de Tuttlingen, 21 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 582-584.

<sup>225</sup> « Que ne se presentet-ils (*sic*) pas pour faire executer un ordre si utile et si necessaire ? » (SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°315, « mémoire sous le nom des Gardes du corps », adressé au roi, s.l., 29 juin 1706).

<sup>226</sup> Voir *supra*, section 5.2.2.3.

« Une chose qui m'étoit insupportable étoit d'entendre, lorsqu'on proposoit à des officiers généraux de prendre un party sur quelque chose qui se presentoit à faire dans une action, repondre qu'ils n'en avoient point d'ordre, comme si un general étoit un esprit qui pût ce jour-là sçavoir ce qui se passe dans chaque moment d'une journée dans cent mille endroits de sa bataille, qui change à tous momens de situation. Mais ce qui me surprenoit encore plus, est qu'après une action quand on demandoit raison à cet officier general du party qu'il n'avoit pas pris, vous repondre sans honte ny sans confusion que si les choses n'avoient pas bien tourné, on s'en seroit pris à luy, comme si on étoit responsable, quand on fait son devoir, des evenemens de la guerre »<sup>227</sup>.

Villars rétorque contre cette attitude que le titre même d'officier *général* indique la possibilité de devoir prendre des décisions pour n'importe quel ensemble de troupes, et que l'on devrait en conséquence le refuser à un gradé qui refuse d'agir sans en avoir des ordres précis : « Un homme qui a un tel caractere et qui veut toujours qu'un general luy digere ses morceaux, est très meprisable et indigne de son employ »<sup>228</sup>.

Enfin, le manque de résolution des gradés se serait parfois accompagné de véritables marques de lâcheté, c'est-à-dire de l'absence totale de courage physique. C'est principalement à Ramillies que l'on voit émerger ce reproche. Le Bon Correspondant est formel : « Si vous avez perdu la bataille, n'en rejetez point la cause sur la superiorité de nostre armée, mais bien sur les lieutenants généraux de la droite de vostre armée, lesquels ayant fort mal à propos fait mettre pied à terre aus dragons qui s'y trouvoient, et obligé de passer le marets de Tavier, n'ont plus paru pour y donner leurs ordres, et animer par leur presence les soldats à faire leur devoir »<sup>229</sup>. Quand ensuite la première ligne de cavalerie française est attaquée, la seconde ne charge pas pour venir la soutenir. Or, c'eût été le rôle des officiers généraux d'envoyer à l'assaut des troupes hésitantes. Les officiers ne mènent pas les hommes au combat pour ne pas voir le combat de trop près : « La seconde ligne, qui devoit servir à notre ralliement, avoit déjà pris le party de fuyr, et s'il faut en croire des gens qui se piquent de dire la verité M. de Souternon en avoit fait de même »<sup>230</sup>.

C'est ce défaut qui expliquerait l'absence des officiers généraux pour faire la retraite de l'armée. On murmure que le duc d'Antin, lieutenant général commandant l'aile gauche de l'infanterie à Ramillies, s'est caché dans un buisson pour échapper aux ennemis. Les apologies des Gardes du corps soulignent qu'elles n'ont pas vu les cadres de l'armée

---

<sup>227</sup> BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 23.

<sup>228</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>229</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n° 242, nouvelles du Bon Correspondant, s.l., 28 mai 1706.

<sup>230</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

superviser la retraite des troupes : « Je say bien que l'escadron où j'estois a fait la retraite d'une colonne d'infanterie sans que j'aye jamais veu aucun officier general »<sup>231</sup>. Une autre relation insinue que de nombreux officiers généraux ont préféré guider les troupes à l'avant-garde que les soutenir à l'arrière<sup>232</sup>.

Certes, tous les officiers généraux ayant pris part à la bataille de Ramillies ne sont pas visés par les critiques<sup>233</sup>. Mais l'accusation de lâcheté est extrêmement grave, plus sans aucun doute que toutes celles que nous avons examinées auparavant. Les gradés de l'armée de Flandre s'inquiètent d'un risque de généralisation. Ils sont amenés à protester auprès du secrétaire d'État contre la diffusion des bruits. Mis au courant des rumeurs qui circulent, d'Artagnan s'insurge : « Je vous avoue que je suis piqué de tous les discours qu'on me mande qu'on fait à Paris et à la Cour, où tous les officiers generaux sont mis dans un même catalogue pour avoir fuy »<sup>234</sup>. C'est évidemment l'occasion de mettre en valeur son propre rôle, et de souligner la bravoure de sa propre conduite. Mais une telle attitude, chez un officier qui ne semble pas avoir été ouvertement critiqué, marque une inquiétude envers une possible dévalorisation globale du corps des officiers généraux.

Les penseurs contemporains de la guerre de Succession d'Espagne manifestent effectivement leur manque de considération pour les hauts gradés de l'armée française dans leur ensemble. Au début du règne personnel de Louis XIV, Paul Hay du Chastelet considérait qu'il ne pouvait y avoir « trop de maréchaux de camp, et autres officiers généraux »<sup>235</sup>. Plus leurs nombre était grand, mieux les troupes étaient surveillées, et plus elles montraient de zèle<sup>236</sup>. Quarante ans plus tard, l'opinion générale a considérablement évolué. Feuquières comme Villars prônent la réduction de leur nombre. Le premier affirme, lapidaire :

« Les lieutenants généraux ont été multipliez depuis quelques années, à proportion que les armées ont été plus nombreuses. Il y en toujours pour les logements, et rarement assez dans les jours de batailles, au moins de ceux à qui un général puisse confier la conduite d'une aile »<sup>237</sup>.

---

<sup>231</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 244r-248v, « relation de la bataille de Ramilly, au camp sous Menin ce 2 juin ».

<sup>232</sup> BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v, « apologie des Gardes du corps », s.l., s.d.

<sup>233</sup> « Nous ne voulons pas blamés, Sire, tous ceux de vostre armée ». SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°315, « mémoire sous le nom des Gardes du corps », adressé au roi, 29 juin 1706.

<sup>234</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n° 148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706.

<sup>235</sup> P. Hay du Chastelet, *Politique militaire...*, op. cit., chapitre IV-IV, « De quel nombre d'hommes une armée doit être composée ». L'institution des lieutenants généraux date en effet des années 1630.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., p. 19

## LE TEMPS DE LA REACTION

Le second considère qu'il ne faut pas dépasser un nombre maximum de sept lieutenants généraux, suffisant pour diriger toutes les parties de l'armée<sup>238</sup>. La correspondance militaire que reçoit Chamillart abonde de considérations similaires, l'intendant d'Esgrigny déplorant ainsi la « furieuse charge à Sa Majesté que les deux millions et plus que ces messieurs coustent chaque année » pour la seule armée d'Italie<sup>239</sup>. Le modèle considéré par l'intendant est celui de l'armée impériale :

« Il n'y en a que six dans l'armée de l'Empereur, aussy agissent-ils toujours de concert. M. le prince Eugene, lorsque je fus fait prisonnier à Cremone, me montrant la liste de la promotion qui fut faite en ce temps-là, me dit en propres termes : "Il faut que le Roy ait bien de l'argent de reste, car nous ne sommes pas six en Italie" »<sup>240</sup>.

Nous retrouvons enfin des considérations d'un même ordre, qui lient le manque de talent militaire et le défaut de courage physique, contre des échelons plus bas de la hiérarchie : les colonels, voire les capitaines. Les unités françaises auraient été moins bien encadrées que dans les décennies précédentes car elles auraient été dirigées par des rejetons de la noblesse de robe, voire des roturiers en mal de prestige social. Les critiques abondent, dans les mémoires de l'époque et la littérature militaire, contre les « enfans et jeunes gens sans experience » qui auraient acquis des régiments grâce à la vénalité des charges<sup>241</sup>. Non contents d'être peu compétents, ces officiers auraient été plus avares de leur sang que de leur argent. De ce point de vue, cette dénonciation rejoint une aspiration plus générale à la réduction du nombre de régiments, ce qui permettrait tout à la fois d'augmenter leur taille (les petits régiments étant laminés par les maladies et la désertion à l'issue d'une campagne) et de diminuer le nombre de charges attribuées de façon vénale.

Hervé Drévilion a fait justice de ces condamnations : selon ses calculs, les colonels encadrant les troupes françaises durant la guerre de Succession d'Espagne avaient en moyenne treize ans d'expérience – ce qui n'empêchait pas quelques exceptions faisant

---

<sup>238</sup> Il faut en effet trois lieutenants généraux par ligne, à la gauche, au centre et à la droite, plus un pour la réserve. BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 21.

<sup>239</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1972, n°217, d'Esgrigny à Chamillart, Oulx, 18 septembre 1706.

<sup>240</sup> *Ibid.* On trouve une anecdote similaire dans le traité de Villars. BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 24.

<sup>241</sup> BnF ms. fr. 12 372, « Maximes sur la guerre » (considérations sur les guerres du règne de Louis XIV par un ancien officier pour son fils). On retrouve le terme d' « enfans sans experience » sous la plume de Villars (BnF ms. fr. 6257, Villars, *Traité de la guerre de campagne*, p. 19). Les tables de Chaulnes, elles, dénoncent les régiments « donnés à des jeunes gens sans expérience » (cité par O. Chaline, *Le règne..., op. cit.*, p. 705), tandis que la princesse Palatine remarque : « Qu'il y ait des colonels en bas âge ? Cela provient de ce qu'on vend et achète les charges... » (Lettre de la princesse Palatine à la raugrave Marie-Élisabeth, Versailles, le 28 octobre 1708, dans la princesse Palatine, *Lettres..., op. cit.*, p. 394).

scandale<sup>242</sup>. Qui plus est, la dénonciation d'un accaparement des charges militaires par des familles dont la guerre n'était pas la vocation sociale, n'est un phénomène limité à la guerre de Succession d'Espagne. En revanche, force est d'admettre que l'augmentation du nombre de régiments, à la fin du règne de Louis XIV, représenta effectivement une tentative pour faire reposer davantage le coût d'entretien des unités militaires sur les officiers.

Il serait difficile de retrouver des critiques d'une telle vigueur, aussi bien contre les corps d'élite que contre les officiers généraux, après la bataille d'Audenarde. La polémique autour de la responsabilité de la défaite se concentre autour des deux personnes de Vendôme et de Bourgogne, et de leur entourage. Les deux protagonistes se louent de la gendarmerie<sup>243</sup>, ainsi que de la très bonne tenue de l'infanterie. Nous n'avons repéré aucune attaque contre la paresse ou la lâcheté des cadres de l'armée. La bataille d'Audenarde semble ainsi déjà montrer une armée revigorée, plus combative et plus sûre d'elle-même, du moins avant l'affrontement. La marche de nuit qu'elle doit effectuer lors de la surprise de Gand montre un dynamisme qui en impose à Marlborough. Ce dernier, se présentant sur les flancs des troupes françaises, n'ose pas les attaquer, ce qui pourtant, de l'aveu même de d'Artagnan, aurait pu avoir des effets redoutables ; le général anglais se contente d'« alarmer [les] bagages »<sup>244</sup>. La vigueur des combats menés par l'infanterie à Audenarde, le nombre impressionnant de charges qu'elle a menées (jusqu'à neuf charges consécutives<sup>245</sup>), la topographie du terrain (un pays morcelé, qui empêche une vision globale du champ de bataille) évoquent déjà la bataille de Malplaquet. On pourrait ainsi supposer que la bataille d'Audenarde fut une occasion manquée de prouver la valeur renouvelée de l'armée, même si déjà certains observateurs constataient que les troupes françaises avaient restauré l'honneur de l'armée :

« On ne peut pas nier que les François n'y ayent donné des preuves de valeur qui ont réparé la reputation qu'ils avoient perdu à Hochstet et à Ramilly, toutes les relations estant semblables sur ce sujet »<sup>246</sup>.

---

<sup>242</sup> H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 225. En moyenne, les officiers, tous grades confondus, avaient une quinzaine d'expérience, le chiffre étant généralement plus élevé pour l'infanterie d'élite et la cavalerie (dix-sept ans), et moins pour les dragons et l'infanterie de nouvelle levée (treize ans).

<sup>243</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°77, Matignon à Chamillart, camp de Lovendeghem, 12 juillet 1708 : les « escadrons de gendarmerie [...] soutinrent un grand feu longtemps, et firent au delà de tout ce que je pourrois vous exprimer ».

<sup>244</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°52, d'Artagnan à Chamillart, camp de Leide près Alost, 8 juillet 1708.

<sup>245</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°134, d'Arpajou à Chamillart, Gand, 16 juillet 1708.

<sup>246</sup> AE Angleterre 225, fol. 74r-76r, nouvelles de Guénin à Londres, 31 juillet 1708. L'analyse des comportements des soldats face au feu, grâce aux registres de blessés des Invalides, menée dans le septième chapitre, confirme cette impression.

## LE TEMPS DE LA REACTION

L'incroyable déconvenue de Wynendael, quelques mois plus tard, n'en marqua pas moins le nadir du prestige de l'armée française. Mais elle sut retrouver à nouveau sa considération l'année suivante, sur le champ de bataille de Malplaquet<sup>247</sup>.

### 9.2.2.3. *Louis XIV, juge de ses propres troupes*

#### 9.2.2.3.1. Les enquêtes

La multiplication des critiques représentait pour les forces françaises un double risque : d'une part, elle incitait les différents corps de l'armée à se monter les uns contre les autres, d'autre part elle faisait perdre tout crédit aux troupes, et ruinait leur confiance. Le seul moyen de faire taire ces reproches et ces polémiques était que le roi, en sa position d'arbitre, attribuât lui-même les responsabilités, ce qui supposait la sanction des fautifs. À cette fin, Louis XIV ne pouvait se contenter d'examiner les différentes critiques et apologies qu'on lui envoyait directement ou par l'intermédiaire de son secrétaire d'État de la guerre, ou qui circulaient à la Cour. Il lança des enquêtes destinées à identifier les responsables, pour écarter de l'armée les « gens inutiles, très à charge et si content (*sic*) de ne rien faire »<sup>248</sup>.

La première chose à faire est de déterminer le déroulement exact des événements et l'ampleur des pertes. En 1706, Louis XIV se plaint auprès de Villeroy de manquer de renseignements. C'est l'occasion de lui faire un état très précis de la procédure qu'il veut voir suivre à l'issue de chaque bataille, et particulièrement s'il s'agit d'une défaite :

« Vous ne me mettez point en état par votre lettre de sçavoir ce que vous pouvez rassembler, si toute l'armée entiere a combattu, ce qui a esté entierement deffait et ce qui ne l'a point esté, s'il vous reste des corps d'infanterie et de cavalerie qui n'aient point souffert, et qui se soient retirez en bon ordre, si tout vous a joint, ce qui s'est separé, les villes où ils se sont retirez. Vous devez pour en estre parfaitement instruit ; et comme il convient que je le sois, envoyez ordre à tous les majors de faire des revues tres exactes, sans y rien ajouter ny diminuer de ce qui reste de chaque corps, et de vous en envoyer des etats que vous m'envoirez sur-le-champ, affin que je sache la force des troupes qui peuvent presentement composer mon armée, et que je me determine au party qu'il conviendra de prendre. Ne perdez pas un moment à me donner tous les eclaircissements dont j'ai besoin, et ordonnez en mesme temps au 1<sup>er</sup> ayde major general de l'armée, et au marechal des logis de la cavalerie, de faire un etat de tout ce qu'il y a eu de tués, blessez

---

<sup>247</sup> A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 99.

<sup>248</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°250, Rouillé à Chamillart, abbaye de Crespin, 20 juillet 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

ou pris prisonnier dans chaque regiment, et envoyez-le moy. Il faut eviter de le rendre public<sup>249</sup> ».

Malgré les retards occasionnés par le désordre dans lequel se trouve l'armée – et peut-être par les réticences de Villeroy, qui ne souhaite guère dévoiler trop de détails sur son propre échec – les états réclamés par le souverain finissent par être réunis. Ainsi, le 5 juin 1706, Chamillart remercie le prince de Rohan, capitaine-lieutenant de la compagnie de gendarmes de la garde, de lui avoir envoyé une lettre « qui contient en detail tout ce qu'il y a eu d'hommes de tuez et blessez, de chevaux et equipages perdus de la compagnie des gendarmes du Roy à la malheureuse journée de Ramilly »<sup>250</sup>. Malheureusement, l'état en question n'a pas lui-même été conservé. Cet exemple n'est pas isolé : nous avons trouvé mention de dizaines de documents similaires, rédigés après chacune des quatre défaites, dont aucun n'a pu être retrouvé dans la série A<sup>1</sup> du Service historique de la Défense. Ils semblent avoir été éliminés par les tris d'archives du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>251</sup>.

À l'instar de Villeroy en 1706, les chefs d'armée sont souvent assez réticents à exposer longuement le déroulement d'une défaite. En 1704, Chamillart reproche ainsi à Marcin de refuser de lui faire un récit circonstancié de Blenheim :

« C'est quelque chose que de sçavoir l'armée que vous commandez dans une entiere seureté, mais ce n'est pas assez quand on ne sçait rien de l'affaire en general, et que l'on a aucune connoissance des troupes qui ont bien fait leur devoir, et de celles qui l'ont mal fait »<sup>252</sup>.

Les généraux répugnent à envoyer des narrations trop circonstanciées, sur lesquelles ils n'ont plus prise après le départ de la poste, et dont un détail pourra toujours leur être reproché ultérieurement. C'est pourquoi ils préfèrent dépêcher un de leurs proches, qui saura mieux défendre leur action auprès du roi. C'est en même temps une occasion de permettre à l'un de leurs protégés d'approcher le souverain. Nous avons vu que le maréchal de Tallard envoie

---

<sup>249</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°229, Louis XIV à Villeroy, Versailles, 26 mai 1706. Les majors en effet sont chargés du détail, de la discipline et des tâches administratives. À un niveau supérieur, le major général de l'infanterie « fait pour toute l'infanterie de l'armée, la même fonction qu'un major particulier fait pour son régiment ». On lui a adjoint des aides-majors généraux pour l'assister dans sa tâche, lorsque la taille des armées s'est considérablement accrue. Le maréchal des logis de la cavalerie est l'équivalent du précédent pour les troupes montées – à l'exception des dragons, puisqu'il existe également un major général des dragons (A. de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, *op. cit.*, p. 33 et 36).

<sup>250</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°35, Chamillart au Prince de Rohan, Versailles, 5 juin 1706.

<sup>251</sup> Nous avons également recherché dans les dossiers constitués par régiments, sous la cote X<sup>b</sup> ou X<sup>c</sup>, mais les sondages effectués se sont avérés tout aussi décevants.

<sup>252</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°160, Chamillart à Marcin, Versailles, 31 août 1704.



Silly pour le défendre auprès du roi<sup>253</sup>. Le comte de Marcin, quant à lui, choisit le comte de Druy<sup>254</sup> pour informer Louis XIV, car il a bien servi durant la bataille. Ce dernier apporte avec lui les vingt-six étendards et drapeaux pris sur l'ennemi, pour mettre en exergue les réussites de l'armée d'Allemagne, par opposition à la déroute de celle de Tallard<sup>255</sup>. Le maréchal de Marcin justifie son action en arguant qu'écrire « un volume d'écriture » sur cette affaire ne ferait « qu'importuner le roi »<sup>256</sup>.

Tout aussi peu désireux de conter en détail le déroulement de la bataille, Villeroy décide d'envoyer Souternon, un de ses fidèles, avec qui il a servi au cours de nombreuses campagnes, pour informer le roi. La justification de Villeroy n'est cependant pas la même. Ce sont les « nouvelles si fausses » qui « reviennent tous les jours à des particuliers » qui l'incitent alors à réagir<sup>257</sup>. Villeroy est au courant des rumeurs et des accusations qui circulent à la Cour, et s'inquiète pour son sort – l'amitié du roi n'est pas une garantie suffisante. L'envoi de Souternon est donc la meilleure occasion de se défendre : « J'espere monsieur, écrit-il à Chamillart, que vous ne vous estes pas laissé prévenir contre la verité [...] ; je supplie le Roy par un billet d'avoir la bonté d'accorder une demye heure d'audiance à M. de Sousternon »<sup>258</sup>.

La réaction de Villeroy a été trop tardive, l'opinion du roi est déjà faite, et Chamillart oppose un refus cinglant à la tentative de Villeroy :

« Je ne sçais ce qui vous revient des nouvelles qui se debitent de la bataille, et de ce qui s'est passé dans la fuite. Ce que je puis vous assurer, c'est que le voiage de M. de Souternon sera bien inutile ; il n'apprendra rien au Roy dont il ne soit parfaitement instruit, et je puis vous assurer que Sa Majesté en a une connoissance plus parfaite que la pluspart des officiers generaux qui y estoient »<sup>259</sup>.

La proposition d'envoyer Souternon en effet a été formulée trois semaines après la défaite. C'est le même laps de temps de 21 jours qui sépare Blenheim de l'annonce du voyage

---

<sup>253</sup> Cet envoi était d'autant plus nécessaire que Tallard ne disposait guère d'appuis militaires à la Cour, les cadres de l'armée du Rhin, qui auraient pu le défendre, ayant été décimés par la défaite de Blenheim : « Comme j'étois pris, et beaucoup d'officiers generaux de l'armée avec moy, je ne pus donner aucun eclaircissement veritable de ce qui s'étoit passé, et ce qui s'étoit sauvé ayant interrest à se justifier, tres mal informés du fait, apres estre revenus en France, conterent ce qu'ils voulurent sans qu'on pût les contredire » (SHD AG A<sup>1</sup> 1746, n°90, « Mémoire de Tallard sur son activité pendant les deux campagnes de 1703 et 1704 », s.l., s.d.).

<sup>254</sup> François-Eustache-Marion, comte de Druy, créé lieutenant général le 23 décembre 1702, a servi en Bavière pendant toute la guerre de Succession d'Espagne.

<sup>255</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°8, Marcin à Chamillart, camp d'Hagenau, 3 septembre 1704.

<sup>256</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°9, Marcin à Chamillart, camp d'Hagenau, 4 septembre 1704.

<sup>257</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°132, Villeroy à Chamillart, Tournai, 13 juin 1706.

<sup>258</sup> *Ibid.*

<sup>259</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°159, Chamillart à Villeroy, Marly, 16 juin 1706.

de Druy par Marcin. Mais l'éloignement du champ de bataille de Blenheim interdisait aux relations de particuliers de parvenir rapidement à la Cour, contrairement à ce qui se passa pour celle de Ramillies. Pour prévenir les critiques qui n'allaient pas manquer de pleuvoir, Villeroy aurait dû diligenter immédiatement un fidèle, mais le désordre qui régnait dans l'armée française ne lui permettait pas de se séparer de son inspecteur général de la cavalerie, tandis que son propre désarroi face aux progrès des conquêtes de Marlborough occupait probablement trop son esprit pour songer à préparer une défense solide de son action à la bataille. Souternon ne s'en rendit pas moins à Versailles, sous le prétexte comme nous dit le marquis de Sourches de prendre des mesures pour remonter la cavalerie, prétexte qui ne trompa personne : « Les courtisans étoient persuadés que le maréchal de Villeroy, son patron, n'avoit pas été fâché de trouver un aussi beau prétexte que celui-là pour l'envoyer à la Cour »<sup>260</sup>.

Les généraux en chef n'étaient pas les seuls à tenter de se dédouaner de la responsabilité d'une défaite en prenant les devants, et en s'adressant au secrétaire d'État de la guerre ou au roi. Ainsi, lorsque le duc d'Antin apprit que des rumeurs circulaient au sujet de son attitude à Ramillies, il prit la plume pour se défendre auprès de Chamillart<sup>261</sup>. C'est toutefois après la levée du siège de Turin que l'on constata l'arrivée du plus grand nombre de justifications provenant d'officiers généraux. La plupart d'entre eux firent valoir auprès du secrétaire d'État qu'ils n'étaient pour rien dans la décision de faire retirer l'armée sous Pignerol. Certains purent arguer du fait qu'ils étaient occupés à diriger leurs propres corps d'armée, dans une retraite en désordre : ce fut la défense adoptée par Chamarande, Saint-Frémond ou Albergotti<sup>262</sup>. Chamarande chercha aussi à dédouaner La Feuillade : contrairement à ce qu'affirmait le duc d'Orléans, le lieutenant général n'aurait « point donné ce conseil, mais seulement [...] exposé qu'il n'y avoit de parti à prendre que de se retirer vers Asti ou vers Suze, sans rien décider »<sup>263</sup>.

Bien peu, en réalité, osèrent défendre ce choix de se diriger vers Pignerol, à l'exception de Saint-Frémond. Ce dernier, même s'il reconnaissait que l'armée française était plus forte

---

<sup>260</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 123 (16 juin 1706).

<sup>261</sup> « Vous ne m'avez pas vu vous importuner de mon apologie, quoique je [sois] informé des bruits de Paris. J'avoue que je la trouve trop humiliante pour des gens qui n'ont rien à se reprocher, et qui ont douze à quinze mille temoins » (SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°52, d'Antin à Chamillart, Mons, 5 juillet 1706).

<sup>262</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°489, Chamarande à Chamillart, Sesanne, 29 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°406, Albergotti à Chamillart, camp sous Pignerol, 10 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 655-656.

<sup>263</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°489, Chamarande à Chamillart, Sesanne, 29 septembre 1706.

que celle des ennemis, même après la défaite, multiplia auprès de Chamillart les arguments expliquant la nécessité du retour<sup>264</sup>.

Après avoir reçu les premiers éléments d'information expliquant le déroulement et les origines possibles d'une défaite, Louis XIV et Chamillart sont parfois amenés à lancer des enquêtes que l'on serait tenté de qualifier d'« instructions complémentaires », destinées à lever les ambiguïtés et les doutes qui demeurent. Elles sont en premier lieu menées sur le comportement et la valeur des individus mêmes. Après la défaite de Blenheim, la personnalité de l'Électeur de Bavière est ainsi examinée à la loupe. Contraint de le ménager pour des raisons politiques, Chamillart cherche à mieux le connaître, pour circonscrire ses défauts. Il se méfie notamment de l'impact des changements d'humeur du Wittelsbach sur le déroulement des campagnes – en 1703, la perte d'un seul château dans ses possessions au nord de la Bavière ne lui avait-elle pas fait changer au dernier moment le plan d'offensive proposé par Villars<sup>265</sup> ? Marcin, qui a accompagné l'Électeur tout au long de la campagne de 1704, est chargé de donner son avis sur ce prince. Il dégage alors de ce dernier un portrait sévère derrière quelques considérations flatteuses. La bonté et l'affabilité de Maximilien-Emmanuel sont les causes de sa trop grande versatilité et de sa légèreté : « Communément [il] donne dans le sens de celui qui luy parle le dernier »<sup>266</sup>. Tout à la fois avare et dépensier, il alterne des phases d'exaltation et d'abattement, il est incapable de récompenser comme de punir, ce qui écarte de lui les plus fidèles de ses sujets, et enfin préfère les femmes et les plaisirs aux affaires. Un tel personnage devrait être aisé à manipuler – sa crédulité lui fait accepter le plan d'opération en Allemagne de 1708, pourtant irréaliste – à condition de savoir le surveiller de près pour éviter une catastrophe :

« Vostre Majesté peut juger par ce portrait que rien n'est plus à craindre auprès de ce prince que les mauvais conseils et qu'il est très important qu'un seul homme luy parle

---

<sup>264</sup> Dans deux missives envoyées au cours des mois de septembre puis d'octobre 1706, Saint-Frémond évoqua successivement 1) Le manque de nouvelles, qui ne permettait guère de faire les bons choix. Ainsi, deux heures après minuit, on ignorait encore le sort des bataillons de la montagne ; 2) L'état affreux de l'armée, « chargée d'une infinité de blessés et de malades, la plus grande partie des officiers, soldats, cavaliers et dragons sans équipages », qui la rendait particulièrement vulnérable ; 3) La supériorité en cavalerie de l'armée impériale, qui aurait pu, si les Français s'étaient dirigés vers l'est, les surprendre dans leur marche, avec le renfort de plusieurs milliers de troupes de milice, et les battre, au vu de leur désarroi ; 4) L'absence des principaux chefs, Marcin étant mort et Orléans « très incommodé de ses blessures » ; 5) Le manque de vivres, alors qu'il fallait huit jours de pain pour se mettre en sécurité sous Alessandria (SHD AG, A<sup>1</sup> 1966, n°426, Saint-Frémond à Chamillart, Oulx, 17 septembre 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1967, n°45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706).

<sup>265</sup> Cf. *supra*, section 1.2.4.

<sup>266</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°87, Marcin au roi, camp d'Hagenau, 11 octobre 1704.

## LE TEMPS DE LA REACTION

d'affaires, en ayant d'autres en même tems pour l'amuser et écarter les donneurs d'avis, sans lesquels je ne le crois pas capable de prendre de mauvais partys, m'ayant toujours paru bien intentionné »<sup>267</sup>.

On retrouve, deux ans plus tard, une enquête du même ordre. Mais là, c'est à l'Électeur que l'on demande son avis. C'est au président Rouillé qu'est confiée la tâche d'interroger Maximilien-Emmanuel, qui, en tant que prince étranger, est moins susceptible de partialité que ses homologues français. Rouillé lui demande d'abord son avis sur « les officiers généraux dont il a mauvaise opinion, et qu'il croiroit à propos de reformer »<sup>268</sup>. Le président au Grand Conseil cherche d'abord à amadouer l'Électeur en lui faisant part de la confiance que lui marque le roi, et tente de le rassurer en lui garantissant l'absolu secret des propos<sup>269</sup>. Le Bavarois, qui ne veut pas dénoncer sur des rumeurs, s'en tient d'abord aux généralités, à l'atmosphère qui règne alors à l'armée, et qui accuse les officiers généraux de ne pas avoir mené les troupes au combat. Il explique qu'il connaît beaucoup moins les officiers de cette armée que ceux qu'il a vus servir sous lui en Allemagne. Rouillé insiste cependant : « De ce discours general je tachai encore de faire entrer ce prince dans le detail des sujets en particulier »<sup>270</sup>. C'est alors que se dégagent trois noms : celui de Guiscard, tout d'abord, à qui il reproche de ne pas s'être trouvé à son poste pendant l'affaire de Corbeek<sup>271</sup>, mais dont il ne peut juger de l'attitude à Ramillies, puisque lui-même était au centre, et Guiscard à droite ; celui de Souternon ensuite, qui abandonne la droite de l'armée, où il aurait été nécessaire, pour aller justement prévenir Villeroy que la cavalerie plie, alors qu'un aide de camp aurait été suffisant ; celui de Villeroy enfin, qu'il ne veut pas accuser lui-même mais dont les bruits de l'armée disent qu'il est resté inactif alors qu'il aurait dû diriger la retraite.

L'entretien est d'autant plus long que l'Électeur répugne à dénoncer ses homologues ou ses subordonnés. C'est une attitude commune au sein du corps des officiers, qui représente l'un des principaux obstacles aux investigations de Chamillart. Rouillé lui-même écrit qu'il n'agit que « par obeissance », car il ne se sent pas apte à démêler ces affaires de gens de

---

<sup>267</sup> *Ibid.* Cette description paraît presque élogieuse si on la compare à celle que Boufflers donne de l'Électeur de Cologne : « Un prince faible, pauvre et gouverné par plusieurs domestiques intéressés ». Les deux frères sont ainsi considérés avec la même défiance. M. Braubach, *Die Politik des Kurfürsten...*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>268</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°86, Rouillé à Chamillart, Mons, 7 juillet 1706.

<sup>269</sup> *Ibid.*

<sup>270</sup> *Ibid.*

<sup>271</sup> À Corbeek, le 30 juillet 1705, les troupes ennemies avaient tenté de passer la Dyle pour marcher sur Namur ou Anvers, avant d'être repoussées.

## LE TEMPS DE LA REACTION

guerre. On retrouve le même phénomène en 1708, lorsque Louis XIV reproche à son petit-fils une mauvaise volonté qui nuit au bon service de l'armée :

« Je n'ai point esté surpris de votre empressement à louer ceux qui ont fait leur devoir et de votre moderation sur ceux qui pourroient ne l'avoir pas fait, vous ne sauriez prendre de trop grandes precautions pour vous assurer de la verité, quand il s'agit de la reputation et de l'honneur des hommes, mais par les mesmes principes vous devez les connoitre pour prevenir les inconveniens dans lesquels l'Etat pourroit tomber, si sans aucune distinction je confiois dans la suite des choses importantes à de mauvais sujets, parce que je ne les aurois pas connus tels qu'ils sont »<sup>272</sup>.

Comme en écho à cette lettre, Chamillart se plaint à d'Artagnan de la nouveauté qui veut que les généraux refusent de parler des détails, ce qui a comme conséquence de confondre les bons officiers avec les mauvais<sup>273</sup>. Quelques mois plus tard, le secrétaire d'État envoie une lettre encore plus vigoureuse au comte de La Mothe, qui ne souhaite guère faire un récit circonstancié de l'affaire de Wynendael :

« J'ay receu les lettres que vous avez pris la peine de m'ecrire les 14, 15 et 16 de ce mois. Vous ne m'envoyez point encore les eclaircissemens que je vous avois demandé sur l'affaire de Winendal. Sans estre porté à faire du mal, il est absolument necessaire que ceux qui commandent les troupes du Roy luy rendent compte de la maniere dont elles se conduisent dans les actions où elles ont part. C'est un usage pernicieux qui s'est introduit depuis quelques années de mesnager ceux qui ne font pas leur devoir, et qui degoute du service les bons officiers qui se trouvent confondus avec les mauvais sans aucune distinction. Il faut rendre justice au merite et faire connoitre ceux qui n'en ont pas assez pour remplir les emplois auxquels ils ont esté elevés. Rien ne convient moins au service du Roy que de luy laisser apprendre par des voyes souterraines tout ce qui roule sur des officiers d'un caractere superieur, et dont Sa Majesté devroit estre instruite par eux. Vous ne devez pas douter qu'il ne se trouve quelques officiers fachez de se voir confondus, qui mandent ce qui s'est passé, et je fais grande difference des lettres anonymes de cette qualité, contre lesquelles on doit estre toujours en garde, d'avec celles qui viendroient dans le courant de l'armée. Quand il vous plaira, vous me mettrez au fait, et vous connoitrez dans la suite l'utilité dont il est pour le service de Sa Majesté de faire des exemples »<sup>274</sup>.

---

<sup>272</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°273, Louis XIV à Bourgogne, Fontainebleau, 27 juillet 1708.

<sup>273</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°98, Chamillart à d'Artagnan, Fontainebleau, 9 août 1708.

<sup>274</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°295 bis, Chamillart à La Mothe, Versailles, 21 octobre 1708. À la suite de cette dépêche, La Mothe se vit contraint d'obtempérer : il indiqua les noms des « regimens de La Ferre, de Villemort et de Conflans », qui formaient la gauche de la première ligne, et dont la mauvaise contenance fut la cause originelle de la débandade. Mais il ne manque pas, dans la même lettre, de noter les noms des unités qui ont eu une attitude louable (SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°384, La Mothe à Chamillart, camp sous Bruges, 31 octobre 1708).

## LE TEMPS DE LA REACTION

La bataille d'Audenarde est celle de nos quatre défaites qui voit le moins d'enquêtes être menées par l'administration centrale de la Guerre. De fait, chacun reconnaît que ce sont les mauvaises dispositions des généraux, plus que la valeur des officiers et soldats, qui sont en cause. On assiste presque à un phénomène inverse : lassés des polémiques incessantes autour des rôles respectifs de Vendôme et Bourgogne, Louis XIV et son secrétaire d'État finissent par renoncer à identifier l'origine de la défaite. Chamillart en vint même à signifier à Vendôme que la recherche des responsabilités devait s'effacer devant les impératifs de la campagne : « De sçavoir par la faute de qui la marche à Gavre a esté retardée [...] et si la gauche a pu soutenir la droite, dispensez moy d'y entrer, car aux maux passez il n'y a plus de remede. Mais le plus grand de tous ceux qui pourroient arriver, et le plus prejudiciable au service du Roy, ce seroit de voir continuer l'eloignement qui paroît entre monseigneur le duc de Bourgogne et vous »<sup>275</sup>.

Les enquêtes ne s'intéressent pas seulement aux lieutenants généraux et aux maréchaux, mais elles descendent au niveau des officiers particuliers. Chamillart se penche par exemple sur le cas du brigadier de Trecesson<sup>276</sup>, après avoir reçu une lettre anonyme le dénonçant comme fuyard à Blenheim. Il s'adresse à cette fin à M. de Maupeou, à Nancy, qui reste perplexe face à un tel cas : « Je vous avouerai, monseigneur, que je n'ai pu desmesler rien de positif parmi les differents discours des uns et des autres »<sup>277</sup>. Il a en effet interrogé divers officiers dignes de confiance, certains assurant l'avoir vu participé au combat, d'autres prétendant au contraire qu'il était à Lauingen. Dans le doute, Maupeou préfère s'en tenir à la réputation et aux états de service passés de brigadier, qui l'ont toujours montré homme de courage. Cet exemple nous montre l'esprit de vengeance qui peut présider à la dénonciation d'officiers. La lettre anonyme indiquait en effet comme grief contre le brigadier qu'il vendait les emplois de son régiment plutôt qu'il ne les attribuait au mérite, ce que confirma Maupeou. La lettre pourrait donc être issue d'un ou plusieurs de ses subordonnés lésés par de telles pratiques. C'est encore une animosité personnelle qui est à l'origine des attaques contre le comte de Maurre. Ce dernier, qui s'était fait saigner le jour de la bataille de Blenheim, dut se retirer au cours du combat, car le bandage de son bras s'était délié : « Quelques officiers de son regiment, qui ne l'aiment point, ont rendu la chose criminelle »<sup>278</sup>.

---

<sup>275</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°220, Chamillart à Vendôme, Fontainebleau, 23 juillet 1708.

<sup>276</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°90, lettre anonyme à Chamillart, Nancy, s.l., s.d.

<sup>277</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°89, Maupeou à Chamillart, Nancy, 11 octobre 1706. Il s'agit probablement de René, marquis de Maupeou-Noisy, inspecteur général de l'infanterie.

<sup>278</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°128, Maupeou à Chamillart, Strasbourg, 20 octobre 1706.

Ces procédures demeurent pourtant relativement rares. Nous ne conservons les traces que d'un nombre restreint d'enquêtes sur le comportement d'officiers en particulier. Il ne nous est en revanche pas possible de déterminer si cela est dû à la rareté réelle de ces procédures, qui manifesterait une certaine confiance envers la plupart des officiers, ou si les éliminations d'archives nous ont privés de nombreuses correspondances jugées inintéressantes et surnuméraires par ceux qui avaient la charge de les conserver. Quoiqu'il en soit, le roi et son ministre ne se fondaient pas uniquement sur la correspondance du secrétariat d'État de la guerre pour établir les responsabilités. Ils avaient connaissance des rumeurs et des relations qui circulaient à la Cour. Il ne faut pas non plus négliger la part de l'oral dans ces recherches, puisque l'on peut interroger, outre ceux qui viennent faire leur rapport au nom du général, tous les officiers qui reviennent de l'armée, à cause d'une blessure, ou pour d'autres raisons. Ainsi, le jour même de l'annonce de la bataille de Ramillies, à 23 heures 30, arrive à la Cour un capitaine du régiment d'Alsace, que le secrétaire d'État de la guerre avait fait demander en raison de ses connaissances sur les fortifications de Turin. Comme ce dernier revenait justement de la bataille, et que l'absence de nouvelles rendait son témoignage précieux, il fut rapidement interrogé par Chamillart, où il put vanter la bravoure du régiment d'Alsace, et aussi défendre la Maison du roi contre la mauvaise impression que les premières nouvelles avaient donnée<sup>279</sup>.

### 9.2.2.3.2. Sanctionner les chefs : l'exemple de 1706

Il nous est ainsi difficile de retrouver le cheminement qui mena aux sanctions contre le marquis de Guiscard, le lieutenant général qui commandait la droite de l'armée le 23 mai 1706. Il est en effet rarement mentionné dans la série de correspondance A<sup>1</sup> – si ce n'est, comme nous l'avons vu, par le duc de Bavière – avant qu'apparaissent ses lettres de protestation. La seule mention d'un mécontentement du roi au sujet de l'attitude du marquis est dans une lettre du 16 juin envoyée par Chamillart à Villeroy, où le secrétaire d'État de la guerre cite nommément Guiscard comme auteur de la malheureuse décision de faire mettre pied à terre à cinq régiments de dragons ; Villeroy fait alors rapidement part de ce reproche au lieutenant général, pour qu'il puisse organiser sa défense<sup>280</sup>. Les sources de renseignement du roi à ce sujet sont énumérées dans cette lettre par Chamillart – qui ne veut pas que le marquis le considère comme celui qui lui a nuï auprès du roi :

---

<sup>279</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 87 (26 mai 1706).

<sup>280</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°271, Guiscard à Chamillart, Tournai, 28 juin 1706.

« Je n'ai eu rien à dire à Sa Majesté que pour la desabuser en quelque façon des impressions qu'elle avoit prises sur les lettres des particuliers qu'elle avoit demandé à voir, sur le bruit public, sur les gazettes, et sur les relations des ennemis »<sup>281</sup>.

Ce seul reproche du roi provoque une série de réponses du lieutenant-général. Suivant le même argumentaire que les apologies des troupes de la Maison du roi, il souligne l'exemplarité de sa conduite, dont il donne tous les détails pour mieux prouver sa sincérité ; l'ancienneté de sa valeur – « il est bien dur d'estre obligé d'entrer dans une justification odieuse après trente cinq années de service et plusieurs actions distinguées »<sup>282</sup> ; enfin la malhonnêteté de ses accusateurs qui s'attribuent après l'action ce que seuls les braves et honnêtes gens ont accompli. Cette lettre à Chamillart en est suivie d'une autre, le lendemain, adressée directement au roi, le priant de lire sa justification<sup>283</sup> ; et le surlendemain 28 juin, à nouveau à Chamillart, pour le prier de faire lire au roi la justification du 26 juin<sup>284</sup>. En même temps, il contacte sa femme à la Cour pour qu'elle puisse agir en sa faveur. La première moitié du mois de juillet est occupée à la préparation de sa défense. Sa femme, ainsi que Claude de Langlée, son beau-frère, parviennent à avoir l'oreille du souverain pour lui lire six lettres écrites par des officiers de la Maison du roi<sup>285</sup>. Ces plaidoyers n'ont aucun effet, puisque Louis XIV ne dit rien après les avoir entendus, ce qui est interprété comme un mauvais signe<sup>286</sup>. Et effectivement, la disgrâce touche bientôt le marquis : en raison du changement de général (Vendôme remplaçant Villeroy), les officiers généraux doivent tous recevoir de nouvelles lettres de service<sup>287</sup>. Le roi demande à Chamillart de n'en expédier aucune à Guiscard<sup>288</sup> : il est le seul officier général à qui ces lettres sont refusées. Plusieurs facteurs ont ainsi nui au lieutenant-général : ses malheureuses décisions sur le champ de bataille, tout d'abord, mais aussi une réputation déjà bien entamée par le souvenir des erreurs précédentes. Depuis les critiques contre le comportement de Guiscard à la bataille d'Ekeren,

---

<sup>281</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°264, Chamillart à Guiscard, Marly, 22 juillet 1706.

<sup>282</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°269, Guiscard à Chamillart, Tournai, 26 juin 1706.

<sup>283</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°270, Guiscard au roi, Tournai, 27 juin 1706.

<sup>284</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°271, Guiscard à Chamillart, Tournai, 28 juin 1706.

<sup>285</sup> Claude de Langlée, « homme de rien » selon Saint-Simon, était parvenu à devenir un conseiller et un proche du roi. Le comte de Guiscard, dont la terre a été érigée en marquisat en 1703, avait épousé en 1677 Angélique de Langlée, sa sœur.

<sup>286</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°273, Guiscard à Chamillart, Valenciennes, 22 juillet 1706.

<sup>287</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 19

<sup>288</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°324, Chamillart à Guiscard, Marly, 26 juillet 1706.



le roi doutait de sa valeur et hésitait à lui confier l'aile droite de l'armée<sup>289</sup>. Enfin, la vigueur même de la défense du marquis a probablement déplu au roi, pour qui toutes ces protestations de valeur et de bonne volonté ont paru une remise en cause de son jugement souverain. Chamillart en avait averti le lieutenant-général, mais un peu tard : « Il eust mesme esté à desirer que sans faire tant d'eclat, vous eussiez pris un autre party [que de vous justifier ainsi] »<sup>290</sup>. Enfin, Saint-Simon nous raconte qu'après plusieurs mois de retraite dans sa terre de Magny, Guiscard réussit, dans l'espoir de revenir en cour, à obtenir une audience du roi, qui fut « courte et sèche », et qui l'incita à se retirer à nouveau<sup>291</sup>.

La disgrâce de Guiscard suivit en réalité celle de son protecteur, le maréchal de Villeroy. Le 16 juin, une lettre de Chamillart au maréchal, que l'on imagine longuement pesée, décompte les fautes que ce dernier a commises : la faiblesse de l'infanterie placée à Taviers, le trop grand espace entre les cavaleries de la première et de la seconde ligne, la trop forte proportion de troupes à la gauche, qui a laissé la cavalerie de la droite en infériorité numérique. La formule qui clôt cette énumération ne laisse pas de place à la contestation : « Voyla tout ce que le Roy sçais, et il n'y a rien en cela qui ne soit conforme à la verité »<sup>292</sup>. L'affable Chamillart ne condamne pourtant en rien le maréchal vaincu, l'assurant qu'il compatit à sa juste douleur, s'excusant presque de devoir trancher : « Je serois bien fâché que ny vous, ny tout ce qui est en France eussiez à me reprocher de m'estre laissé prevenir »<sup>293</sup>.

---

<sup>289</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°264, Chamillart à Guiscard, Marly, 22 juillet 1706. Cette bataille eut lieu aux Pays-Bas espagnols le 30 juin 1703. Les Français, disposant de 28 bataillons et 49 escadrons, effectuent une marche audacieuse sous la direction de Boufflers et de Bedmar pour prévenir les forces d'Obdam, au nombre de 24 bataillons, 8 régiments de cavalerie et deux de dragons. Guiscard, pour enfermer les troupes ennemies dans le piège, doit occuper la digue d'Oorederen, seul passage que les ennemis peuvent emprunter pour se retirer à Lillo. Les dispositions sont mal prises, et l'on en arrive à un combat « de postes », où les troupes isolées et ignorant l'activité de leurs voisins, n'agissent pas de concert. Les troupes de Guiscard sont culbutées, et les ennemis parviennent à se retirer. Boufflers parle pourtant d'une victoire totale, puisque les Français s'emparent du terrain, de quatre pièces de canon, de deux mortiers, de munitions de guerre, de plusieurs drapeaux, de trois cent chariots d'équipage et de plusieurs prisonniers. SHD AG A<sup>1</sup> 1651, n°2, Boufflers au roi, camp de Deurne, 1<sup>er</sup> juillet 1703, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. V, p. 65-78. Le témoignage du comte de Mérode-Westerloo nous éclaire mieux sur les fautes de Guiscard. L'officier espagnol est placé sous le commandement de ce lieutenant général, qui lui demande de s'emparer d'un village pour couper la retraite aux ennemis, puis s'en va sans donner de plus amples explications. Soucieux de faire bonne figure, Mérode attaque donc sans dispositions préalables, et se fait repousser par les ennemis. Le comte, jamais avare de critiques, ne considère cette bataille que comme une occasion manquée : « Nous perdîmes plus de deux mille hommes blessés et tués, et, sans en perdre cent, nous aurions pu prendre prisonnière de guerre toute cette armée hollandaise ». Dans cette affaire également, il s'étonne de n'avoir vu aucun officier général pour guider les troupes (J.-P.-E. de Mérode-Westerloo, *op. cit.*, t. I, p. 262-268).

<sup>290</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°324, Chamillart à Guiscard, Marly, 26 juillet 1706.

<sup>291</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 20

<sup>292</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°159, Chamillart à Villeroy, Marly, 16 juin 1706.

<sup>293</sup> *Ibid.*

## LE TEMPS DE LA REACTION

Le roi fait preuve, vis-à-vis de Villeroy, d'une mansuétude tout aussi grande dans sa façon d'annoncer à la Cour la disgrâce du maréchal :

« Le soir, à son coucher, le Roi déclara que le maréchal de Villeroy l'avoit tellement pressé pour le rappeler, disant qu'il n'étoit pas juste que son malheur particulier entraînaît le malheur de l'État, qu'il s'étoit rendu à sa prière, et qu'il avoit nommé le duc de Vendôme pour venir à sa place commander en Flandre »<sup>294</sup>.

Le déroulement des faits est en réalité tout autre. En premier lieu, Villeroy refuse de se reconnaître la moindre faute, attribuant son malheur à la seule fatalité<sup>295</sup>. À ce titre, il fait tout pour ne pas quitter son poste à l'armée des Pays-Bas. Quand il apprend qu'il doit être remplacé par le duc de Vendôme, Villeroy ne daigne pas l'accueillir à l'armée. Il veut donc partir avant l'arrivée du nouveau commandant. Le roi, craignant une situation d'intérim qui fragiliserait encore une armée désorientée, lui demande de rester. Mais ne voulant pas lui donner d'ordres, Louis XIV tente de faire jouer l'amitié, et le respect dû au souverain :

« Je ne veux point vous ordonner d'y rester malgré vous, quoyque vous m'aiez assuré de vostre soumission et de la continuation de vostre zele, et que j'aurois dû attendre que vous m'en donneriez de nouvelles marques dans une conjoncture aussi difficile que celle dans laquelle je me trouve ; je vous laisse le maistre de prendre le party qui vous conviendra »<sup>296</sup>.

Chamillart ne se montre pas plus dur envers le maréchal, même s'il lui reproche de n'avoir « consulté que [sa] douleur »<sup>297</sup>. Face à l'obstination de Villeroy, il préfère argumenter, et souligne que le comte de Gacé, que le maréchal propose pour le remplacer en l'absence d'un général en chef, n'a jamais commandé une armée. Enfin, pour adoucir encore sa lettre, il la termine en le plaignant « de n'avoir pas esté plus heureux »<sup>298</sup>. En définitive, Villeroy accepte de rester à son poste jusqu'à l'arrivée de Vendôme, mais fait en sorte de ne pas avoir à l'y rencontrer, alors qu'une telle entrevue aurait considérablement éclairé le nouveau chef sur les problèmes dont souffre l'armée<sup>299</sup>. Même Madame de Maintenon, pourtant proche amie du maréchal, finit par être choquée de ses manières :

---

<sup>294</sup> Sourches, *op. cit.*, t. X, p. 106-107 (22 juin 1706).

<sup>295</sup> « Je m'impute comme un crime à l'égard de Vostre Majesté d'estre aussy malheureux que je le suis » : SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°25, Villeroy au roi, camp de Pont à Tressin, 3 juin 1706.

<sup>296</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°272, Louis XIV à Villeroy, Marly, 27 juin 1706.

<sup>297</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°273, Chamillart à Villeroy, Marly, 27 juin 1706.

<sup>298</sup> *Ibid.*

<sup>299</sup> AE Bavière 58, fol. 184r-184v, Chamillart à Rouillé, s.l., 30 juillet 1706.

« On a voulu [consoler] le maréchal de Villeroi ; et si vous saviez, Madame, les marques d'amitiés que le roi lui a données dans cette occasion, vous ne pourriez vous empêcher de blâmer votre ami de les recevoir aussi mal qu'il fait »<sup>300</sup>.

En août, Louis XIV eut un entretien avec le maréchal, en présence de Madame de Maintenon. Il semble que le roi ne chercha pas à accabler son vieil ami – l'épouse du roi note ainsi : « l'entrevue fut triste et remplie de marques de bonté de la part du roi »<sup>301</sup>.

Comment comprendre le comportement du roi, qui d'un côté reconnaît que Villeroy est le principal responsable de la défaite, en lui demandant de quitter l'armée, et de l'autre lui conserve son amitié, du moins sa bienveillance, malgré l'attitude proprement odieuse du maréchal ? On peut y voir là la volonté du roi de manifester la constance de ses sentiments, dans le bonheur comme dans l'adversité. On peut aussi émettre l'hypothèse que le roi persiste à traiter le maréchal avec sollicitude car il regrette lui-même de se voir contraint de le sanctionner. De fait, en 1706, Louis XIV n'a guère le choix. Dernière défaite de Villeroy, et la plus grave, Ramillies a définitivement déconsidéré le maréchal aux yeux de tous, civils comme militaires. On serait bien en peine de trouver dans les correspondances et papiers de l'époque des défenseurs de Villeroy, à l'exception peut-être de Madame de Maintenon et de la Princesse des Ursins, qui n'attribuent ses échecs qu'à son manque de chance<sup>302</sup>. Même les proches du maréchal finissent par l'enjoindre de quitter l'armée<sup>303</sup>. Les autres chefs d'armée ne se gênent guère pour exprimer à Chamillart leur manque de considération vis-à-vis de Villeroy, comme Vendôme qui s'exclame :

« Si le marechal de Villeroy demeure [à l'armée], quoy qu'on puisse faire, je vous repons que Malbouroug avant la fin de la campagne sera à Perone, et je ne comprends les choses indignes et honteuses qui se sont passées, comment le marechal de Villeroy a assés de courage pour n'avoir pas demandé son congé. Il seroit à souhaitter qu'il en [eût] autant contre nos ennemis. En[fin], un homme à qui la teste a tourné au point de faire tout ce qu'il a fait [ne doit] songer qu'à s'aller cacher pour le reste de ses jours »<sup>304</sup>.

---

<sup>300</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 4 juillet 1706, édité dans F. de Maintenon, *Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> la princesse des Ursins... op. cit.*, t. I, p. 9-12.

<sup>301</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 7 août 1706, édité *ibid.*, t. I, p. 24-25.

<sup>302</sup> « Croyez-vous qu'il y ait un plus malheureux homme sur la terre que le maréchal de Villeroi ? Tout est déchaîné contre lui, et ses meilleurs amis conviennent au moins qu'il n'est pas heureux, et que c'est un grand défaut à un général » : Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 5 juin 1706, édité *ibid.*, t. I, p. 3-4.

<sup>303</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 20 juin 1706, édité *ibid.*, t. I, p. 5-7.

<sup>304</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1962, n°243, Vendôme à Chamillart, camp de Castagnara, 15 juin 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

Face à l'hostilité générale, le désaveu du maréchal était inévitable. Madame de Maintenon elle-même analyse la décision royale comme une forme de résignation vis-à-vis de l'opinion commune :

« Le roi a vu si sûrement et de si près le peu de confiance que l'armée a en lui, et les clameurs de Paris ont été si grandes, qu'il a été forcé à ce changement, et se serait toujours repenti s'il ne l'eût pas fait. J'ai vu de près la violence que le roi s'est faite, et l'amitié pour ce maréchal est encore plus grande que je ne croyais »<sup>305</sup>.

Madame de Maintenon ajoute en revanche que le roi n'a subi en cela les pressions d'aucune « cabale, ni intrigue »<sup>306</sup>. Deux personnes jouèrent toutefois un rôle-clef dans la chute de Villeroy. Le premier fut Vendôme, dont on a vu l'hostilité vis-à-vis de Villeroy, qu'il finit par remplacer. Se trouvant à la tête de l'armée des Flandres, il avait tout loisir d'analyser les fautes commises et d'indiquer au roi les responsables. Son excellente réputation militaire lui assurait d'être écouté par le roi. Le second personnage fut Chamillart lui-même. Dès le 8 juin, le secrétaire d'État se montra convaincu des responsabilités de Villeroy, dans une lettre qu'il envoyait à Vendôme<sup>307</sup>. Les lendemains de la bataille virent des relations très difficiles entre Chamillart et Villeroy, le voyage du premier à l'armée des Flandres ne parvenant pas à rétablir de bonnes relations. Lorsqu'il fut contraint de retourner à Versailles, le maréchal décida de concentrer son acrimonie contre le secrétaire d'État, le considérant comme le principal responsable de sa sanction<sup>308</sup>. À l'automne 1706, le patient Chamillart finit par s'agacer des critiques de Villeroy à son encontre<sup>309</sup>.

Or, ces hommes sont tout deux liés à ce qu'on a appelé, à la suite de Saint-Simon, la « cabale de Meudon », du nom du château de Grand Dauphin. Le fonctionnement des « cabales » à la cour de Louis XIV a été précisément analysé par Emmanuel Le Roy Ladurie. Il définit la cabale comme une « construction provisoire, quoique pouvant durer jusqu'à deux décennies et au-delà : elle vise, dans les milieux courtisans et dans les sommets de l'État, à obtenir divers avantages tels que pouvoir, prestige, argent, nomination à des postes dans le haut clergé ou dans les commandements militaires, progrès d'un tel ou un tel dans les rangs

---

<sup>305</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 4 juillet 1706, édité dans F. de Maintenon, *Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> la princesse des Ursins... op. cit.*, t. I, p. 9-12.

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> E. Pénicaut, *Faveur et pouvoir...*, *op. cit.*, p. 213.

<sup>308</sup> Madame de Maintenon à la princesse des Ursins, Saint-Cyr, 7 août 1706, édité dans F. de Maintenon, *Lettres inédites de M<sup>me</sup> de Maintenon et de M<sup>me</sup> la princesse des Ursins... op. cit.*, t. I, p. 24-25.

<sup>309</sup> « Celui qui a commencé le désordre trouve que le moyen le plus sûr pour se dépiquer est d'acabler celui qui est chargé de tout, en tenant des discours qui mériteraient un traitement bien différent de celui qu'il reçoit ». E. Pénicaut, *Faveur et pouvoir...*, *op. cit.*, p. 213.

ducaux, princiers... »<sup>310</sup>. Les cabales sont ainsi des réseaux d'influence peu structurés, aux limites floues, et qui regroupent des personnages d'importance se soutenant mutuellement pour s'assurer de conquérir les meilleures places au sommet de l'État, en écartant leurs adversaires. Les différents membres d'une cabale étaient généralement reliés par des sensibilités politiques ou religieuses communes : pacifistes contre bellicistes, dévots contre impies...

On aurait toutefois tort de comparer ces cabales au système des partis en Angleterre. Il n'y a pas de clivage aussi marqué ; les relations purement personnelles à Versailles – relations familiales ou d'amitié – créent de nombreux liens entre les différents groupes censés s'affronter. Tous les acteurs des cabales appartiennent au même milieu, et s'accordent sur l'essentiel, malgré des divergences. On a moins affaire à un système où un groupe chercherait à en remplacer un autre (à la manière des *Tories* remplaçant les *Whigs* en 1710), mais à différents réseaux au sein d'un groupe unique, où l'on essaie de faire tourner les chaises du pouvoir. Le Roy Ladurie compare ce système à celui des évolutions politiques au sein des régimes communistes avant la chute du Mur de Berlin, où à l'épisode qui vit les Giscardiens remplacer les Gaullistes<sup>311</sup>.

L'étude de Le Roy Ladurie est d'autant plus intéressante pour notre étude qu'elle se focalise sur la description des cabales telle que Saint-Simon la donne pour l'année 1709, soit à une période très proche de nos défaites<sup>312</sup>. Il identifie trois cabales principales : la première – qui tient les rênes du pouvoir, est conservatrice, seigneuriale et militaire : il s'agit de la cabale des « Seigneurs », pilotée par Madame de Maintenon, et où l'on trouve de nombreux maréchaux comme Villeroy, Boufflers, Harcourt, Villars ou Noailles. La seconde est essentiellement intrigante : on la qualifie de cabale de « Meudon ». On trouve à sa tête le duc du Maine (fils de Louis XIV, qui partageait avec le duc de Vendôme un statut de prince légitimé), sa sœur Madame la Duchesse<sup>313</sup>, Mlle Chouin, maîtresse du Grand Dauphin, Blouin, un valet de chambre du roi, les membres de la famille de Lorraine (le prince Vaudémont, ainsi que mesdames d'Espinoy et Lislebonne) et, comme nous l'avons déjà dit, Vendôme<sup>314</sup>. Saint-Simon y rattache « le pauvre Chamillart », qui soutenait les intérêts de Vendôme et duc du Maine sans partager les objectifs de la cabale. Enfin la dernière, que nous

---

<sup>310</sup> E. Le Roy Ladurie, *Saint-Simon...*, *op. cit.*, p. 222.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. 223.

<sup>312</sup> Cette analyse est menée *ibid.*, p. 181 à 235.

<sup>313</sup> Louise-Françoise, légitimée de France, duchesse de Bourbon, dite Madame la Duchesse, était la fille de Louis XIV et de la marquise de Montespan.

<sup>314</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 202-204.

verrons agir en 1708, est celle des « Ministres », réformatrice et dévote. On y trouve, autour de la personnalité du duc de Bourgogne, les ducs de Chevreuse, de Beauvillier, et Saint-Simon lui-même – c'est la cabale dont le duc d'Orléans est le plus proche, mais son caractère dévot lui interdit d'y appartenir.

Le nombre de charges et d'honneur à la Cour n'étant pas infini, il était nécessaire pour progresser, ou faire progresser ses amis, de faire tomber les personnalités haut placées de cabales rivales. C'est à ce titre que l'on peut comprendre que Vendôme ait cherché, avec l'aide de Chamillart et peut-être d'autres amis de la cabale de Meudon, à faire tomber le maréchal de Villeroy, l'un des piliers de la cabale des Seigneurs, que la marquise de Maintenon n'était plus capable de défendre. Il devenait par la même le plus en vue de tous les commandants d'armée.

La disgrâce de Villeroy peut ainsi présenter trois angles d'analyse : elle peut être interprétée soit comme une recherche, de la part du monarque, d'efficacité militaire ; soit comme la résignation du roi vis-à-vis du cri public contre son vieil ami ; soit enfin comme l'effet d'une cabale contre une autre, la cabale de Meudon marquant un point contre la cabale des seigneurs. Aucun de ces points de vue n'est exclusif l'un de l'autre ; tous les éléments s'étant en fait mutuellement renforcés. Toujours est-il que le rôle de Vendôme comme de Chamillart dans la chute de Villeroy ne fut pas oublié. Le maréchal de Villeroy, qui ne perdit jamais ses « étriers » chez Madame de Maintenon, pour reprendre les termes de Saint-Simon<sup>315</sup>, eut l'occasion de prendre sa revanche deux ans plus tard, en exploitant les mauvais résultats de la campagne de Flandre en 1708.

### 9.2.2.3.3. Sanctionner les chefs : l'exemple de 1708

Nous avons déjà évoqué, dans une partie précédente, la vivacité des tensions à la tête de l'armée des Flandres, entre d'un côté le duc de Vendôme – soutenu par quelques fidèles, comme le comte d'Évreux – et de l'autre le duc de Bourgogne, soutenu par ses conseillers et le maréchal de Berwick. Cette cohabitation contrainte, opposée à toute logique d'efficacité militaire, ne convenait à aucune des deux parties en présence. Nous avons déjà vu que le duc de Vendôme comme le duc de Bourgogne ont tenté d'en référer au roi pour trancher à leur faveur. Devant le refus de Louis XIV de choisir, le premier des deux hommes chercha à

---

<sup>315</sup> Cité par E. Le Roy Ladurie, *Saint-Simon...*, *op. cit.*, p. 193.

orienter la décision en sa faveur, en faisant appel à l'opinion de la Cour comme à celle de Paris.

À cette fin, il demanda d'abord à son confident Alberoni – le futur cardinal et ministre de Philippe V – d'écrire une lettre destinée à inonder Versailles et la capitale. Elle relatait l'affaire d'Audenarde sous un angle délibérément hostile à l'entourage du duc de Bourgogne – le petit-fils du roi était relativement épargné, son seul tort étant d'avoir écouté ses conseillers<sup>316</sup>. Ces derniers en revanche, étaient accusés de quatre actes de lâchetés successifs :

- avant la bataille, ils auraient refusé de défendre la Dendre, préférant se retirer derrière l'Escaut pour combattre
- durant la bataille, ils auraient dissuadé le duc de Bourgogne d'engager son aile gauche
- au soir de la bataille, ils auraient prôné la retraite,
- Enfin, aux lendemains de l'affaire, ils auraient manqué d'abandonner Bruges et Gand pour rejoindre l'armée de Berwick, ces villes n'étant sauvées que par l'obstination de Vendôme à ne pas se retirer.

Alberoni opposait à ce comportement l'attitude héroïque du descendant d'Henri IV, qui par ses choix aurait « sauvé l'armée et le royaume »<sup>317</sup>. Ensuite se répandit une relation de Campistron, homme de lettres et secrétaire du duc, « en comparaison de laquelle celle d'Alberoni n'étoit que fleurs et mesure »<sup>318</sup>. Cette fois-ci, le duc de Bourgogne se trouvait directement mis en cause. Le comte d'Évreux se chargea enfin d'une troisième dépêche, adressé à son beau-père, le financier Crozat<sup>319</sup>. Ces trois textes furent diversement diffusés. Le premier d'entre eux fit l'objet de la circulation la plus large, allant même jusqu'à être reproduit par la Gazette d'Amsterdam du 7 août 1708<sup>320</sup>. La missive de Campistron, beaucoup moins modérée, était destinée à un public plus restreint ; elle n'en fut pas moins « vue jusque dans les cafés, les spectacles, et les autres lieux publics de jeux, de débauche, et même de

---

<sup>316</sup> Cette lettre est transcrite et longuement réfutée dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 205-231. Une version manuscrite est disponible à la bibliothèque de l'Arsenal : Arsenal ms. 3329, fol. 6r-7v, lettre d'Alberoni, sans adresse, camp de Lovendeghem, 14 juillet 1708.

<sup>317</sup> *Ibid.*

<sup>318</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 234. Gamaches et d'O sont traités de maraudeurs, on dit de Matignon qu'il mérite le conseil de guerre pour avoir appuyé la décision de se retirer.

<sup>319</sup> Cousin du duc de Vendôme, lieutenant général dans son armée, le comte d'Évreux lui devait en partie son élévation militaire, notamment la charge de colonel général des dragons.

<sup>320</sup> Alex O'Reilly, « A fall from grace: Vendôme, Bourgogne and the aftermath of Oudenarde », dans *1708. Oudenarde and Lille...*, *op. cit.*, p. 73.

promenades publiques, et parmi les nouvellistes »<sup>321</sup>. Celle du comte d'Évreux, en revanche, circula pendant quatre jours avant que Mme de Bouillon, la propre mère du comte, effrayée de l'ampleur des critiques et du risque de sanctions de la part du roi, ne fit irruption chez Crozat pour reprendre et détruire toutes les copies qu'il diffusait<sup>322</sup>.

Avec ces lettres, le désaccord entre les deux chefs de l'armée des Pays-Bas se trouvait porté sur la place publique, leurs responsabilités respectives étant discutées dans les cafés, les théâtres, les Halles – où le duc de Beaufort, l'oncle du duc de Vendôme, avait été si populaire – et même en province. Nouvellistes et chansonniers s'emparèrent du débat, au détriment le plus souvent du petit-fils du roi. Selon Saint-Simon, l'efficacité de cette polémique, et le large impact qu'elle a eu, s'explique par le fait qu'elle a été sciemment orchestrée par les principaux acteurs de la cabale de Meudon – dont Vendôme était alors le personnage le plus en vue. Le dessein de tous ces personnages aurait été

« de perdre et déshonorer à fond Mgr le duc de Bourgogne, pour n'avoir point à compter avec lui du vivant du roi, et à sa mort, s'en trouver débarrassés pour gouverner Monseigneur sur le trône »<sup>323</sup>.

L'échec d'Audenarde avait un temps décontenancé la cabale en ternissant la réputation de leur champion, mais ils y avaient ensuite trouvé une occasion parfaite pour attaquer le petit-fils du roi. Saint-Simon attribue donc aux intrigants de la cabale de Meudon des vues politiques extrêmement larges : au-delà de la simple exonération de Vendôme de l'échec d'Audenarde, ils auraient cherché à préparer leur mainmise sur le pouvoir à l'avènement du Grand Dauphin, en pariant d'une part sur la mort prochaine de Louis XIV, de l'autre sur un discrédit durable du duc de Bourgogne.

Jusqu'où peut-on suivre le goût de Saint-Simon pour la dénonciation de complots ? Quel est la part de prémédité et d'opportunité dans l'attaque menée contre le duc de Bourgogne ? Sauf à découvrir une correspondance secrète émise par les acteurs de la cabale, cette question ne peut guère trouver de réponse. Notons toutefois que rien ne vient appuyer la thèse d'un véritable complot élaboré de longue date, qui aurait prévu de faire de la campagne de 1708 un piège pour la réputation du duc de Bourgogne. Avant la bataille d'Audenarde, les relations entre les deux ducs sont certes difficiles. Mais ils semblent se réconcilier pour

---

<sup>321</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 235.

<sup>322</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>323</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 203.



décider de la marche sur Gand, dont le succès retombe aussi bien sur Vendôme que sur Bourgogne. On ne peut guère non plus interpréter la décision de Vendôme de se jeter au cœur du combat, en laissant le duc de Bourgogne en arrière, par le dessein de vouloir apparaître comme le seul vainqueur de la bataille<sup>324</sup>. En revanche, dès que la défaite fut avérée, le descendant d'Henri IV essaya d'une part de sauver sa réputation, et d'autre part de retrouver sa pleine indépendance à la tête de l'armée. À cette fin, il se servit des réseaux d'influence de ses amis de la cabale de Meudon, pour discréditer celui qui venait de devenir son concurrent. Il pouvait espérer, en écartant Bourgogne et en manifestant sa préséance sur les maréchaux de France, disposer d'une autorité et d'une aura équivalente à celle de Turenne à la fin de sa carrière.

Les amis du duc de Bourgogne, ceux de la cabale des Ministres – les ducs de Chevreuse, de Beauvillier, et Saint-Simon lui-même – ne furent pas sans réagir. Mais l'action décisive vint de la duchesse de Bourgogne, qui parvint à gagner à sa cause Madame de Maintenon. Si l'on suit la logique de Saint-Simon, il s'agit là d'un changement décisif. L'épouse du roi, qui était au centre de la principale cabale – celle des Seigneurs –, était plutôt encline à favoriser celle de Meudon, par sympathie pour le duc du Maine qu'elle avait élevé. En s'intéressant à la cause de la duchesse de Bourgogne, Madame de Maintenon rapprochait la cabale des Seigneurs de celle des Ministres, sapant les positions des amis de Vendôme. De fait, l'action de Françoise d'Aubigné fut prompte et efficace : elle révéla au roi – qui l'ignorait – l'existence des lettres et du débat public qui s'en était suivi<sup>325</sup>. Louis XIV se fit lire la lettre d'Alberoni directement au conseil d'En Haut et, choqué, ordonna que cesse la circulation de ces textes.

Il n'est pas lieu ici de présenter le détail de la lutte sourde entre les deux ducs durant le reste de la campagne, aussi bien à l'armée qu'à la Cour ou dans les cafés parisiens. Il n'y eut pas de sanction royale avant la fin de la campagne. Lorsque le duc de Bourgogne revint à Versailles, le 10 décembre 1708 – le lendemain de la capitulation de la citadelle de Lille –, il fut accueilli par le roi avec chaleur, et eut le temps de s'expliquer avec lui sur les événements qui venaient de se passer<sup>326</sup>. Cinq jours plus tard, c'était au tour de Vendôme de rejoindre la

---

<sup>324</sup> Alex O'Reilly considère que l'on peut « arguer que Vendôme pensait à rehausser son prestige aux frais du duc de Bourgogne, en rejoignant le cœur du combat pendant que l'héritier du trône demeurait à l'arrière des lignes ». Cela correspond plutôt aux souhaits de Louis XIV, qui ne voulait pas voir la vie de son petit-fils trop exposée. (« It might be argued that Vendôme thought to enhance his own prestige at Bourgogne's expense by joining the thick of the fight while the heir remained behind the lines » : A. O'Reilly, *The battle of Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 18).

<sup>325</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 243.

<sup>326</sup> A. O'Reilly, « A fall from grace... », *art. cit.*, p. 80.

Cour. Louis XIV ne le traita pas moins bien que son petit-fils<sup>327</sup>. Le duc eut en revanche la surprise de se voir abandonné par un proche allié, le Grand Dauphin lui-même, qui déclina poliment son invitation à venir à Anet<sup>328</sup>.

Les mois suivants allaient voir la disgrâce progressive de Vendôme, qui ne bénéficiait plus du soutien du propriétaire du château de Meudon. Dans un premier temps, l'afflux de courtisans à Anet se tarit. La sanction proprement militaire eut lieu en février 1709 : à la suite d'une discussion avec Puységur, qui chargea Vendôme de toutes les fautes de la campagne, Louis XIV décida de ne l'affecter à aucune armée pour l'année à venir<sup>329</sup>. Enfin, le descendant d'Henri IV fut victime du ressentiment tenace de la duchesse de Bourgogne, qui usa de tout son pouvoir pour un faire une *persona non grata* à Marly tout d'abord, puis à Meudon même<sup>330</sup>. Il ne restait plus au duc de Vendôme qu'à se retirer à Anet.

Mis en demeure de choisir entre un chef compétent et l'héritier de sa couronne, Louis XIV a longtemps temporisé, en espérant que la fin de la campagne allait mettre fin aux tensions. Mais les amis de Bourgogne, et tous ceux qui en voulaient à Vendôme – au rang desquels on retrouve le maréchal de Villeroy, qui durant toute la campagne abreuva Madame de Maintenon de mémoires sur les décisions à prendre en Flandre –, continuèrent leur travail de sape pour faire tomber celui qui passait auparavant pour le meilleur général français. Dès qu'il eut des doutes sur les talents de Vendôme, Louis XIV finit par l'abandonner. Mais cette réussite finale du duc de Bourgogne ne fut-elle pas une victoire à la Pyrrhus ? En définitive, Vendôme fut appelé en Espagne dès 1710 ; il y sauva le trône de Philippe V et gagna le rang de prince du sang. Le parti des Deux-Couronnes ne pouvait pas se passer d'un général compétent, eût-il les défauts de Vendôme...

Le petit-fils du roi en revanche ne fut plus rappelé sur les champs de bataille. Les lettres émises par l'entourage de Vendôme avaient terni son image et engendré des doutes sur son courage et sur ses capacités militaires. Le plus grave est que le duc ne sembla jamais prendre conscience du fait que sa réputation pouvait se trouver définitivement ruinée par son attitude peu encline à la guerre. Lorsqu'il apprit la chute de la ville de Lille, il refusa d'interrompre la partie de volant qu'il avait entamée avec son frère, le duc de Berry<sup>331</sup>. Lorsqu'il revint à la Cour, à la fin de la campagne, il manifesta une bonne humeur qui contrastait trop avec l'état

---

<sup>327</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 239 (15 décembre 1708).

<sup>328</sup> A. O'Reilly, « A fall from grace... », art. cit., p. 81.

<sup>329</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVII, p. 314-317.

<sup>330</sup> A. O'Reilly, « A fall from grace... », art. cit., p. 80.

<sup>331</sup> *Ibid.*, p. 83.

des affaires militaires pour que même Saint-Simon n'en soit pas quelque peu choqué<sup>332</sup>. Fénelon lui-même dut prendre la plume, dans les derniers mois de l'année, pour prévenir son ancien pupille de l'ampleur des accusations qui couraient contre lui. Il l'avertit aussi que son statut royal ne le protégeait guère : « Vous voyez, Monseigneur, qu'aucun rang ne met les hommes au-dessus de la critique du public »<sup>333</sup>. Le duc de Bourgogne se trouva en fait pris au piège du fonctionnement du débat politique sous l'Ancien Régime. La censure interdisant l'existence d'une véritable aire de discussion publique et ouverte, critiques et controverses s'exprimaient de façon parallèle, polémique, et étaient alimentées par des cabales<sup>334</sup>. Les seuls moyens de contrer une cabale étaient soit de faire agir ses propres soutiens – or, au jeu des diatribes, les partisans du duc de Vendôme se montraient plus habiles –, soit de demander au roi de faire taire le débat<sup>335</sup>. Mais il aurait alors fallu que le roi use de sa fonction d'arbitre, et choisisse de sanctionner l'un des deux chefs pour arrêter définitivement la discussion. Enfin, ce qui était en jeu dans cette polémique, c'était la question de l'honneur du jeune duc. Et en matière d'honneur, le soutien royal était impuissant, tant cette forme de réputation ne pouvait être accordée que par l'assentiment public et la reconnaissance des pairs<sup>336</sup>.

Nous nous sommes longuement penchés sur l'exemple des campagnes de Flandres de 1706 et de 1708, car ce furent les deux seules à l'occasion desquelles eurent lieu des disgrâces spectaculaires. Notons toutefois que la carrière de La Feuillade fut définitivement ruinée après l'échec du siège de Turin. En décembre 1706, il fut reçu à Versailles par le roi, qui l'accueillit très froidement – ce qui signifiait que sa carrière militaire était terminée –, mais cette disgrâce fut seulement d'ordre militaire, et il ne fut pas forcé de quitter la Cour<sup>337</sup>. Quant au maréchal de Marcin, c'est sans aucun doute sa mort qui lui valut de ne pas être considéré comme responsable de la défaite. La défaite de Blenheim, en revanche, n'entraîna pas de défaveur ;

---

<sup>332</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVI, p. 475.

<sup>333</sup> Fénelon au duc de Bourgogne, 24 septembre 1708, édité dans François de Salignac de La Mothe-Fénelon, *Correspondance de Fénelon*, J. Orcibal, J. Le Brun et I. Noyé, éd., Genève, Droz, 1972-1992, t. XIV, p. 72.

<sup>334</sup> Lucien Bély, « Fénelon face à la guerre et à la frontière » dans *Fénelon, évêque et pasteur en son temps (1695-1715), actes du colloque de Cambrai, 1995*, Lille, université Lille III, 1996, p. 245.

<sup>335</sup> *Ibid.*

<sup>336</sup> « Le prince peut donner des honneurs : ce sont des biens concrets, ou des responsabilités, ou des symboles matériels. Il ne peut donner l'honneur (pas plus que l'ôter) : c'est une valeur spirituelle ; c'est un mode de la substance même de ces sujets d'exception qu'on appelle chevaliers, hommes de biens, gentilshommes ». François Billacois, *Le Duel dans la société française des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles : essai de psychosociologie historique*, Paris, EHESS, 1986, p. 348-349

<sup>337</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIV, p. 95. Cette absence totale d'activité militaire à partir de la fin de l'année 1706 ne l'empêcha pas d'être compris dans la promotion de maréchaux de France de février 1724. Mais il mourut l'année suivante et ne servit jamais en cette qualité.

Marcin ne reçut aucun reproche public de la part du roi, tandis que Tallard, qui y avait, il est vrai, perdu son fils aîné et sa liberté, recevait comme récompense le gouvernement de Franche-Comté pour soutenir ses dépenses durant sa captivité<sup>338</sup>. Cet examen ne doit toutefois pas oublier une dernière sanction, qui toucha en 1709 l'un des principaux dirigeants militaires de la guerre de Succession d'Espagne : Chamillart. Dès février 1708, cherchant à faire taire les critiques et à se concentrer sur son rôle de secrétaire d'État de la guerre, celui-ci avait choisi de se démettre du contrôle général des finances au profit de Nicolas Desmarests. Les désastres de l'année 1708 et l'échec des préliminaires de La Haye eurent toutefois raison de lui. En juin 1709, il perdit son poste de secrétaire d'État de la guerre, pour être remplacé par Voysin. La disgrâce s'expliquait certes par les mauvais résultats de l'armée française. Mais il n'était responsable ni des mauvais choix des généraux – dont nous avons pu constater la grande autonomie –, ni du manque de fonds structurel de la monarchie française. En fait, Chamillart finit par succomber sous les coups de ceux qui, à l'armée et à la Cour, lui étaient hostiles. D'un côté, les proches du duc et de la duchesse de Bourgogne ne lui pardonnèrent pas son soutien constant au duc de Vendôme. De l'autre, il s'était attiré les foudres d'éminents représentants de la cabale des Seigneurs, tels que d'Harcourt, Boufflers – tout-puissant après son héroïque défense de Lille – et bien entendu Villeroy. Plus largement, Chamillart était la proie d'un « déchaînement de tout le monde contre lui »<sup>339</sup>. C'est donc malgré lui, sous la pression de la Cour comme de l'opinion générale, que le roi dut le démettre de ses fonctions. Emmanuel Pénicaud considère qu'il s'agit là d'un fait inouï, qui frappa les contemporains : « Nul n'avait jamais vu le roi plier ainsi devant la force de l'opinion, et se résoudre malgré lui à se séparer d'un ministre qu'il aimait »<sup>340</sup>. La chute du secrétaire d'État – qui ressemble fortement, sous cet angle-là, à celle du maréchal de Villeroy – marquait déjà les limites de l'absolutisme et l'impossibilité du roi à imposer ses choix de personnes contre l'assentiment du public, du moins de ses propres élites.

#### 9.2.2.3.4. Au niveau du régiment : sanctions et récompenses

Villeroy, Vendôme, Chamillart : au-delà de ces trois disgrâces spectaculaires, les sanctions contre les hauts responsables militaires furent relativement rares, ce qui fut souvent mal compris par rapport à l'ampleur des défaites. Si l'on descend d'un niveau, et que l'on s'intéresse aux verdicts rendus contre les officiers généraux, on ne trouve guère que Guiscard

---

<sup>338</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°135, Tallard au roi, Aix la Chapelle, 25 octobre 1704.

<sup>339</sup> J. de Berwick, *op. cit.*, t. II, p. 150.

<sup>340</sup> E. Pénicaud, *Faveur et pouvoir...*, *op. cit.*, p. 156.

## LE TEMPS DE LA REACTION

et La Feuillade, ainsi que le duc d'Antin (qui n'est pas rappelé sur les champs de bataille en 1707) et le brigadier Denonville, le colonel du régiment de Royal-infanterie. Ce dernier est privé de son régiment – qui est donné à un autre officier – pour avoir incité l'ensemble des troupes du village de Blenheim à se rendre<sup>341</sup>. Notons toutefois qu'il ne s'agit que des sanctions que nous avons pu recenser ; il est possible que d'autres formes de condamnation, plus discrètes, aient échappé à notre attention et à celle des mémorialistes. L'identification des officiers particuliers punis après les grandes défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne est une tâche encore moins aisée. La vénalité des charges militaires ne permet guère à la monarchie de démettre les gradés qui ne seraient pas très méritants, à moins d'une faute manifestement inacceptable. Pour écarter de l'armée les militaires les moins zélés, on se contente souvent de ne pas les promouvoir, phénomène qu'il est difficile de déceler.

La même raison explique que les unités elles-mêmes reçoivent très rarement un châtement direct. Cela arrive toutefois après la bataille de Blenheim, où l'attitude des troupes a été très critiquée. Ainsi, le 20 septembre 1704, on apprend que le roi a décidé de casser dix bataillons de l'armée de Tallard, dont trois du régiment royal, et deux de Zurlauben – ce régiment est réputé avoir fui sans combattre<sup>342</sup>. Une telle décision représente une grave sanction financière contre les colonels propriétaires de ces régiments : le régiment de Zurlauben par exemple rapportait à son propriétaire 36 000 livres de rente<sup>343</sup>. Ce sont en fait des circonstances particulières qui expliquent la décision royale : l'infanterie de Tallard a été réduite à rien après la défaite, rendant l'ampleur de la sanction moins importante. En outre, le roi est le propre colonel du régiment royal, tandis que Zurlauben est mort des blessures de Blenheim et ne peut donc plus guère être lésé de cette décision. Les soldats des bataillons cassés sont incorporés à d'autres régiments. Les troupes allemandes de Zurlauben sont intégrées à Greder allemand<sup>344</sup>.

La plupart du temps, la désapprobation de Louis XIV prend des formes plus douces. Il marque son désaveu de l'attitude de la gendarmerie en 1704 en refusant aux officiers de ce corps tout emploi dans les charges rendues vacantes par la mort de leurs titulaires. Ces derniers en effet, s'ils se sont bien battus, n'ont pas su entraîner leurs hommes, ce qui est pourtant leur rôle<sup>345</sup>. Au contraire, les pertes de ce corps subies lors des batailles de Ramillies et d'Audenarde sont largement remboursées par la monarchie, en raison du contentement du

---

<sup>341</sup> Voir *supra*, section 5.1.1.8.

<sup>342</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1756, n°41, Villeroy à Chamillart, camp d'Erlach, 17 août 1704.

<sup>343</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 77-78 (20 septembre 1704).

<sup>344</sup> *Ibid.*

<sup>345</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°135, Chamillart à Marcin, Fontainebleau, 19 septembre 1704.

## LE TEMPS DE LA REACTION

roi<sup>346</sup>. L'entrée aux Invalides est également un signe de la satisfaction royale. Neuf gendarmes seulement y ont accès après Blenheim, contre huit après Audenarde. Or, ce corps fut beaucoup plus durement éprouvé lors de la première bataille que lors de la seconde. À l'inverse, on note l'admission de trente-six Gardes françaises et vingt-quatre Gardes du corps après Ramillies, nombre important qui reconnaît le zèle de ces unités lors du combat.

La contrepartie de la sanction est la citation. Le roi et son ministre envoient des lettres aux officiers des corps qui ont bien servi. C'est aux inspecteurs généraux, d'infanterie et de cavalerie, de faire des rapports sur le comportement de chaque régiment. Ainsi, en 1706, d'Artagnan pour l'infanterie et Souternon pour la cavalerie sont sollicités<sup>347</sup>.

Reconnaître les bons officiers est le plus sûr moyen de ne confier qu'à des personnes compétentes les postes vacants du fait de la mort, de la blessure, de la captivité ou plus rarement de la mise à l'écart de leurs anciens occupants. La monarchie récompense ceux dont on estime qu'ils se sont bien battus en leur accordant d'importantes promotions : Seignier, brigadier d'infanterie et lieutenant-colonel du régiment de Provence, qui a effectué la sortie de Blenheim si remarquée malgré son insuccès, est fait maréchal de camp en septembre 1704<sup>348</sup>. Pionsac, lieutenant-colonel du régiment de Navarre, qui a comme le précédent refusé de signer la capitulation du village, devient brigadier<sup>349</sup>. C'est pourquoi toute bataille, même une défaite, suscite l'envoi de nombreuses lettres de gradés vantant leur action à la bataille, et demandant en contrepartie des faveurs du roi. En général, ces indications sont présentées comme le rapport fait au roi du comportement de l'unité que l'on dirigeait. Ainsi, le brigadier d'Arpajou écrit à Chamillart qu'il a mené la brigade de Piémont neuf fois à la charge, pendant quatre heures, au prix de la perte de nombreux hommes et officiers. À la fin de la lettre, il formule sa demande de devenir maréchal de camp<sup>350</sup>. On pourrait sans peine multiplier les exemples. Pour appuyer leurs requêtes, les officiers insistent sur les gages de leur valeur : les blessures qu'ils ont reçues au combat. Le baron de Montigny-Languet, demandant « un rang [qu'il croit] avoir aussi bien mérité que quantité d'autres », évoque ses « blessures » qui ne lui

---

<sup>346</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2085, n°85, Chamillart à Bernières, Fontainebleau, 26 juillet 1708.

<sup>347</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°236, Souternon à Chamillart, camp de Saint Denis sous Gand, 27 mai 1706.

<sup>348</sup> Sourches, *op. cit.*, t. IX, p. 77 (17 septembre 1704).

<sup>349</sup> *Ibid.*

<sup>350</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°134, d'Arpajou à Chamillart, Gand, 16 juillet 1708.

donnent guère « de relâche », et déplore d'être « percé de coups »<sup>351</sup>. Maulevrier, dans la relation de la bataille de Turin qu'il envoie à Chamillart, évoque ses souffrances dues à

« un coup de fusil au haut du bras gauche, prez l'épaule, qui frappe l'os, heureusement sans le casser. Ce coup me retient et me retiendra au lit au moins jusqu'au 15 du mois prochain, et de tout l'hyver je ne pourray me servir librement de mon bras »<sup>352</sup>.

Il ajoute plus loin qu'il ne s'agit que de la dernière en date des dix blessures qu'il a reçues au service du roi<sup>353</sup>. Le s<sup>r</sup> de Lenk, quant à lui, argue non seulement de sa plaie, mais aussi de celles des ses subordonnés, pour demander que le roi accorde ses grâces à son unité : « J'y ayt eu trois blessures dont l'une me randra estropié et je suis icy avec trente officiers blessés du regiment qui j'espere se remettront incessamment dans deux ou trois jours quand je pourray estre infirme »<sup>354</sup>. Dans les placets envoyés à l'administration de la guerre, la souffrance et les meurtrissures n'étaient pas tues avec pudeur, mais fièrement affirmées. L'« économie de l'ostentation »<sup>355</sup> qui était de mise dans l'exposition publique des marques du courage réglait les relations entre les officiers, dispensateurs de leur sang, et le roi qui distribuait les grâces.

La valeur, dont les blessures étaient les preuves les plus manifestes, n'était toutefois pas le seul critère de récompense. Les largesses royales répondaient également à d'autres impératifs : disposer d'un soutien en haut lieu qui pourrait relayer la demande était souvent indispensable. Ainsi, en 1708, le duc de Vendôme demande pour le baron Pallavicini le régiment de Royal Roussillon, vacant par la mort de son colonel, Ximénès<sup>356</sup>. Cet officier a en effet fait preuve de la plus grande bravoure, mais il est pauvre et en aurait besoin pour faire subsister sa famille. Vendôme souligne qu'une telle faveur ne coûterait rien au roi. Pourtant, sa demande est rejetée. Suivant une habitude établie, c'est un membre de la famille du colonel défunt, en l'occurrence ici son frère, qui bénéficie du régiment<sup>357</sup>. Cette habitude de transmettre un régiment à l'intérieur d'une même famille s'explique par la vénalité très

---

<sup>351</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°152, Lettre de M. le baron de Montigny Languet, s.l., 25 août 1704, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. IV, p. 584-588.

<sup>352</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°432, Maulevrier à Chamillart, Oulx, 17 septembre 1706. Il est vrai que Maulevrier écrit ici pour demander un congé afin de rentrer en France. Il ne tarda pas à se servir de ces épisodes pour demander une promotion.

<sup>353</sup> *Ibid.*

<sup>354</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°81, M. de Lenk à Chamillart, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>355</sup> L'expression est proposée par H. Drévilon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 425.

<sup>356</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°75, Vendôme au roi, Gand, 12 juillet 1708.

<sup>357</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2081, n°127, Louis XIV à Vendôme, Fontainebleau, 16 juillet 1708.

## LE TEMPS DE LA REACTION

particulière de ces charges. En effet, les charges militaires ne bénéficient pas du système dit du « droit annuel » (la « paulette ») qui permet au propriétaire d'un office civil, moyennant une redevance, de le transmettre à un tiers après sa mort (généralement un membre de la famille ou de la belle-famille). Les régiments et compagnies, qui sont achetées par les officiers (avec l'accord nécessaire du roi), reviennent donc toujours au souverain après le décès de leur propriétaire. Attribuer par principe les charges vacantes à un proche du défunt militaire a pour objectif de ne pas ruiner les familles d'officiers, qui perdent parfois plusieurs de leurs membres dans un gros combat<sup>358</sup>. Guy Rowlands a ainsi établi que, dans les 124 régiments d'infanterie existant en 1693, 11 des 37 colonels morts en service ont été remplacés par un membre de leur famille<sup>359</sup>.

L'appui de Vendôme a également échoué, car le chevalier de Ximénès, frère du défunt, ne manquait pas lui non plus de recommandations. Le chevalier avait en effet réussi directement à obtenir l'attention du roi, en lui envoyant un capitaine du régiment convoité, qui avait remis une lettre au souverain. En outre, le maréchal de Boufflers, ancien ami du père de Ximénès, avait soutenu sa requête. Enfin, le bras cassé du chevalier dans l'action fut un gage solide de sa valeur<sup>360</sup>. Le mérite, les réseaux d'influence et la logique héréditaire liée à la vénalité des charges militaires se conjuguèrent ainsi en faveur de Ximénès. Le Roi-Soleil toutefois connaissait les inconvénients liés à la patrimonialité des offices, et tenait à rester l'arbitre suprême des attributions de charges dans un domaine aussi sensible que celui de la guerre. Le comte de Carcado<sup>361</sup> demande, après la levée du siège de Turin, le régiment de Dauphiné, vacant par la mort de son propre frère. Contre toute attente, Chamillart lui annonce que Louis XIV n'a pas donné son accord à ce transfert :

« [Le roi] regarde bien différemment la perte que les peres font quand ils perdent leurs enfans de celle d'un frere à un autre. La grace qu'elle accorde quelques fois c'est quand un frere colonel vient à mourir avec un regiment et qu'il a un frere capitaine, Sa Majesté souvent le conserve à celuy qui reste dans le service »<sup>362</sup>.

Carcado est un militaire, Chamillart reconnaît que la requête est fondée, que la grâce royale s'applique en général dans ces circonstances... mais le choix du roi est souverain. Le

---

<sup>358</sup> J. Lynn, *op. cit.*, p. 229.

<sup>359</sup> G. Rowlands, *The Dynastic State...*, *op. cit.*, p. 168.

<sup>360</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 131 (15 juillet 1708).

<sup>361</sup> Il s'agit de René-Alexis le Sénéchal de Carcado-Molac, comte de Carcado, maréchal de camp en 1704, lieutenant général en 1708. Son frère était Sébastien-Hyacinthe le Sénéchal de Carcado-Molac, chevalier de Carcado, maréchal de camp tué au siège de Turin en août 1706.

<sup>362</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°404, Chamillart à Carcado, Versailles, 10 septembre 1706.



## LE TEMPS DE LA REACTION

secrétaire d'État assure néanmoins à l'officier qu'il fera son possible pour que Louis XIV le gratifie d'une autre façon, afin de rembourser en partie la perte que cette décision occasionne.

Les gratifications du roi, notamment l'avancement à un poste supérieur, ne suivent ainsi pas des règles strictes. De multiples exceptions, plus ou moins légitimes, viennent biaiser les procédures mises en œuvre par l'établissement de l'ordre du tableau en 1675. Celles-ci sont à l'origine d'innombrables plaintes émises par des gradés déçus de se voir distancés par des militaires qui auraient – selon leurs dires – débuté leur carrière plus tardivement qu'eux-mêmes. Prenons à nouveau l'exemple de Maulevrier, le maréchal de camp qui n'hésitait pas à arborer les plaies qu'il avait reçues à la levée du siège de Turin. Apprenant le 1<sup>er</sup> octobre 1706 que Dillon, l'un de ses homologues, vient de passer lieutenant général, il ne peut s'empêcher de se plaindre auprès du secrétaire d'État de la guerre ; Dillon était en effet son cadet : Maulevrier l'avait commandé alors qu'il était colonel<sup>363</sup>. Maulevrier peine à réprimer sa rancœur, allant jusqu'à mettre en question le bien-fondé des décisions royales :

« Je sçais que le Roy est le maître et que vous l'etes aussy, mais je ne suis pas assez humble pour avouer, par un honteux silence, que M. Dillon ait jamais mieux servi le Roy, ni avec plus de zele, ni avec plus de capacité, que moy. Je suis au desespoir de le voir preferé »<sup>364</sup>.

Le nombre de lieutenants généraux que peut compter une armée n'est pas illimité ; toute promotion d'un officier éloigne les perspectives d'avancement de ses semblables. Les officiers français de la guerre de Succession d'Espagne ne croyaient guère à la stricte application de l'ordre du tableau, auquel Saint-Simon attribuait pourtant tant de vices<sup>365</sup>. Ils dénonçaient à loisir toutes les infractions qui y étaient faites – sauf bien entendu lorsqu'ils s'en trouvaient les bénéficiaires<sup>366</sup>. Si les revendications que les officiers envoyaient à Chamillart étaient souvent outrées – il s'agissait de forcer un peu le trait pour convaincre le secrétaire d'État de réparer une injustice –, il arrivait parfois que l'absence d'avancement finisse par représenter une humiliation difficilement supportable. Souternon rapporte à Chamillart le cas du sieur de Gratos, premier capitaine et major du régiment Royal-Étranger,

---

<sup>363</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1967, n°2, Maulevrier à Chamillart, Oulx, 1<sup>er</sup> octobre 1706.

<sup>364</sup> *Ibid.*

<sup>365</sup> Voir *supra*, chapitre IV, « La thèse de la « stratégie de cabinet » de sa naissance à sa contestation ».

<sup>366</sup> Le chevalier de Quincy, qui s'offusquait de voir des officiers promus contre les règles établies, craignait de se voir lui-même soumis à une promotion selon son « rang d'ancienneté ». Cité par H. Drévilion, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 433-434.

qui quitta l'armée pour ne pas avoir reçu la charge de lieutenant-colonel du régiment, désappointement d'autant plus sensible qu'elle avait été obtenue par le capitaine d'un autre régiment<sup>367</sup>.

L'entregent des officiers généraux qui avaient l'oreille de Chamillart, voire de Louis XIV, ne servait pas uniquement à promouvoir leurs propres carrières ou celle de leurs fidèles. Les cadres de l'armée devaient aussi savoir solliciter des grâces pour les unités dont ils avaient la charge, particulièrement lorsque ces dernières avaient été éprouvées par une défaite. La mort de Du Plessis-la-Corée, major de la gendarmerie, est ainsi ressentie à la Cour comme une perte d'autant plus grande pour son corps qu'« il avoit attiré plus de grâces du roi, depuis qu'il étoit major, que tous les majors ensemble qui avoient été avant lui »<sup>368</sup>.

En 1706, Villeroy et d'Artagnan s'adressent à de nombreuses reprises au secrétaire d'État de la guerre pour lui exposer l'état désastreux des régiments français de l'armée des Pays-Bas. Leur crainte est que Chamillart ne fasse payer les officiers sur le pied de la revue effectuée en juin, juste après la bataille de Ramillies, c'est-à-dire à un moment où leurs unités sont dégarnies à cause des pertes et de la désertion<sup>369</sup>. Les deux hommes demandent comme une faveur que les officiers soient payés sur le pied de la revue d'avril, c'est-à-dire sur celui du début de la campagne : cette solution aurait pour mérite de donner plus aux officiers qui ont beaucoup perdu lors de la bataille, afin de leur fournir les moyens de reconstituer leurs régiments<sup>370</sup>.

Enfin, certaines lettres sollicitent des honneurs exceptionnels pour les régiments qui se sont bravement comportés. M. de Steckenberg, lieutenant-colonel du régiment d'Alsace, exalte la « vigueur » de ses hommes : « Ils n'ont pas combattu comme de simples hommes mais comme des héros »<sup>371</sup>. Il propose de les distinguer en attribuant au régiment l'adjectif « Royal », comme il y a déjà un Royal Roussillon et un Royal Italien. Il n'omet évidemment pas d'espérer pour lui-même « quelque bienfait et honneur ».

Le secrétaire d'État de la guerre finit par se lasser de cette avalanche de demandes et de récriminations, et du soutien qui leur est fréquemment apporté par les généraux, qui cherchent à se constituer ainsi des réseaux d'amis et de fidèles. Elles apparaissent d'autant plus

---

<sup>367</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1938, n°40, Souternon à Chamillart, Tournai, 4 juillet 1706.

<sup>368</sup> Sourches, *op. cit.*, t. XI, p. 136 (20 juillet 1708).

<sup>369</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°103, Villeroy à Chamillart, Ypres, 11 juin 1706.

<sup>370</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°128, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 13 juin 1706.

<sup>371</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1943, n°387, Steckemberg à Chamillart, Lille, 8 juin 1706.

## LE TEMPS DE LA REACTION

déplacées que les demandeurs avancent comme preuve de leur mérite leurs actions individuelles... au cours de défaites majeures. C'est ainsi que Chamillart réagit vivement après avoir reçu une missive du maréchal de Marcin lui notifiant la mortification du comte de Bourg, qui n'avait pas obtenu la charge de commissaire général de la cavalerie qu'il réclamait pour son action lors de la bataille de Blenheim<sup>372</sup>. Le secrétaire d'État note à même la lettre :

« Il a rempli son devoir avec distinction, le Roy le sçait, et j'en ferai souvenir Sa Majesté toutes les fois qu'il se présentera une occasion de lui procurer des graces. Il me semble que c'est tout ce qu'il peut désirer, les hommes sont devenus trop deraisonables, ils veulent que les graces les previennent. Autrefois ils les attendoient après plusieurs bonnes actions reiterées »<sup>373</sup>.

Chamillart pourtant n'est pas prêt à renoncer au système des demandes spontanées de faveurs et de félicitations de la part des officiers. Ces lettres représentent des sources directes de renseignement, et permettent au secrétaire d'État de communiquer avec des officiers supérieurs sans passer par l'intermédiaire des officiers généraux. Le roi et son ministre se trouvent ainsi au centre du réseau d'attribution des grâces. Un exemple permet d'illustrer ce besoin de l'administration centrale d'être le seul arbitre de la distribution des bienfaits : l'échange d'une série de lettres assez aigres entre Chamillart et d'Artagnan au sujet des récompenses à donner après Ramillies.

À la mi-juin, d'Artagnan se plaint qu'un brigadier d'infanterie montre à qui veut la voir une lettre dont le secrétaire d'État l'a honoré, qui l'assure que le roi a été mis au courant des « merveilles » qu'il a faites, et que le monarque saura s'en souvenir<sup>374</sup>. Les homologues de ce brigadier sont fort affligés, puisque son action n'est en rien plus admirable que la leur, voire moins, dans la mesure où la brigade du destinataire de la lettre ne marchait pas en tête à la charge. D'Artagnan, après avoir cité les noms de ceux qui s'estiment lésés, s'élève contre l'habitude prise par les gradés d'envoyer des lettres pour vanter leur propre action, et fait remarquer que « ceux qui ont la modestie de ne vous en point écrire doivent meriter [...] autant que ceux qui le font »<sup>375</sup>. Plus encore, il tente de réaffirmer l'importance de la médiation des officiers généraux, qui connaissent la réalité pour avoir vu le combat :

---

<sup>372</sup> Le comte Du Bourg sollicite cet emploi dans : SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°27, Du Bourg à Chamillart, camp de Haguenau, 15 septembre 1704.

<sup>373</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1751, n°228, Marcin à Chamillart, Haguenau, 12 décembre 1704.

<sup>374</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°151, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706.

<sup>375</sup> *Ibid.*

## LE TEMPS DE LA REACTION

« Il ne faudroit point en croire les gens sur leurs parolles, et avant d'en gratifier quelqu'un, il seroit bon d'avoir de bonnes confirmations de ce qu'ils avancent, sans quoy les plus efrontés auront toujours gain de cause »<sup>376</sup>.

L'affable Chamillart est, cette fois-ci, piqué de la remise en cause de son bon jugement, et de son droit à féliciter :

« Je seray toujours prodigue de louanges pour ceux qui feront leur devoir quand j'auray l'occasion de leur en donner, et je vous repete encore une fois que je ne me corrigeray point de repondre honnestement à un officier qui m'ecrit quand il aura merité »<sup>377</sup>.

Il défend ensuite les citations qu'il a attribuées aux différents régiments et à leurs officiers : « J'ay fait ce que j'ay pu pour m'informer de la verité de ce qui s'est passé à la journée du 23 et la part que chacun de MM. les officiers generaux y a eu ». Non sans mordant, il rétorque à d'Artagnan que lui-même n'a pas manqué d'écrire une lettre pour vanter ses propres mérites<sup>378</sup>, et que Chamillart n'a pas été envers lui avare de compliments. Enfin, il annonce au lieutenant général que le débat est désormais clos :

« Je croy que c'est l'oisiveté dans laquelle vous vous trouvez depuis quelques jours qui vous agite. Employer votre temps à travailler utilement pour remettre l'infanterie en bon estat pour la fin du mois prochain, c'est le plus grand service que vous puissiez rendre au Roy »<sup>379</sup>.

Cette question à première vue mineure va entraîner une détérioration des relations entre Chamillart et d'Artagnan, ce dernier répondant tout aussi vertement<sup>380</sup>, soulignant qu'il attend toujours pour remettre l'infanterie que le secrétaire d'État lui fournisse « des matereaux (*sic*) pour travailler », c'est-à-dire de l'argent<sup>381</sup>. Plus pernicieusement, il taxe Chamillart d'incompétence, pour avoir confondu le brigadier d'infanterie La Motte, qui a servi à la gauche de l'armée à Ramillies et reçu la fameuse lettre, et le brigadier homonyme qui a

---

<sup>376</sup> *Ibid.*

<sup>377</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°187, Chamillart à d'Artagnan, Marly, 19 juin 1706.

<sup>378</sup> Cette lettre a été conservée : SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°148, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 14 juin 1706.

<sup>379</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°187, Chamillart à d'Artagnan, Marly, 19 juin 1706.

<sup>380</sup> « Quant à ce qui me regarde, et même depuis que je sers, je n'ay point trouvé cette oisiveté où vous me dites que je me trouve, je n'ay pas besoin d'etre piqué pour travailler à ce qui regarde le service du Roy ». SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°284, d'Artagnan à Chamillart, Valenciennes, 28 juin 1706.

<sup>381</sup> *Ibid.*

## LE TEMPS DE LA REACTION

effectivement mérité toutes les louanges pour avoir réussi à faire se retirer ses hommes sous Namur malgré leur isolement et le feu éprouvant qu'ils subirent pendant plusieurs heures.

On pourra retrouver un écho de cette controverse deux ans plus tard, après la bataille d'Audenarde. D'Artagnan y dénonce encore le succès immérité dont jouissent ceux qui savent bien parler d'eux-mêmes, dans un contexte d'amélioration des relations avec le secrétaire d'État :

« Je vous suis très obligé d'avoir bien voulu marquer [au roi] ce que les troupes disent que j'ay fait [à Audenarde], car si on le sçait (*sic*) que par moy on l'ignorera toujours. Je sçay que c'est un malheur pour la fortune de n'avoir pas le talent de se faire valoir, et je n'ay jamais eu d'autres maximes que de faire mon devoir, et d'oublier que je l'ay fait. L'on doit estre en repos quand on est contant de soy, et qu'on a un ministre de la guerre aussi juste que vous l'estes »<sup>382</sup>.

La tentative de d'Artagnan d'imposer la médiation des officiers généraux pour attribuer grâces et récompenses essuya ainsi un parfait échec. Chamillart, comme Louis XIV, ne voulait pas voir son autorité bridée par l'interposition de hauts responsables militaires.

### 9.2.2.3.5. Le rôle irréductible de la valeur individuelle

Dans la panoplie des talents du roi en guerre, l'art d'obtenir des informations sur le comportement de ses propres troupes représentait un domaine à part entière, plus important peut-être que celui de s'enquérir de l'état des troupes ennemies. Il n'était pas facile de comprendre, depuis la Cour, l'origine du désastre militaire qu'une armée venait de subir. Les circonstances matérielles d'une défaite ne donnaient guère le loisir d'établir de façon froide et dépassionnée le déroulement des opérations : le temps manquait aux officiers, quel que soit leur niveau, pour compter leurs hommes, et pour faire part aux bureaux de la guerre de la façon dont s'était passée la bataille. Les généraux en chefs avaient par ailleurs tendance à éviter de coucher par écrit des circonstances qui pourraient leur être reprochées par la suite, et préféraient envoyer un de leur proche pour faire un récit oral. Enfin, le roi et son secrétaire d'État avaient du mal à discerner le vrai du faux dans la multitude des apologies *pro domo* et des justifications qui leur parvenaient de toutes parts, dûment accompagnées de demandes de promotion. C'est pourquoi des enquêtes devaient être diligentées depuis Versailles, afin d'identifier les fautes que les militaires, sur place, cherchaient à cacher par pudeur, par solidarité ou par intérêt bien compris.

---

<sup>382</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 2082, n°163, D'Artagnan à Chamillart, camp de Lovendeghem, 14 août 1708.

## LE TEMPS DE LA REACTION

Pourtant, malgré le caractère exceptionnel des défaites, malgré la quantité et la qualité des enquêtes menées, le nombre et la sévérité des sanctions furent étonnement limités. On s'en convainc aisément en constatant que sur les huit généraux en chef qui avaient dirigé les armées françaises battues<sup>383</sup>, seuls deux furent directement sanctionnés : le maréchal de Villeroy et le duc de Vendôme – notons toutefois que l'Électeur de Bavière ne pouvait guère être privé de commandement. C'est en quelque sorte l'ampleur même des défaites qui explique la relative magnanimité de Louis XIV. Le roi ne pouvait guère se permettre de punir chaque général vaincu – sans quoi il aurait manqué de chefs pour conduire toutes ses armées. Quels que soient les reproches que l'on puisse faire aux régiments d'élite, il était préférable d'éviter de ruiner leur combativité en les châtiât trop durement, car ils constituaient malgré tout la partie la plus solide de l'armée. Enfin, lorsqu'un mal était endémique – la cupidité des officiers d'Allemagne ou d'Italie, par exemple – il n'était guère possible de sévir contre tous les coupables. C'est pourquoi le roi se devait d'identifier, au sein de l'ensemble des personnes qui avaient mal servi, ceux dont les fautes étaient les moins pardonnables. Or, dans ce domaine, deux motifs furent particulièrement sanctionnés. On pourrait qualifier le premier d'incompétence militaire : le fait d'avoir pris, au cours de la campagne ou du combat, des décisions malheureuses. Le roi punit les mauvais choix stratégiques de Villeroy et les maladresses tactiques de Guiscard ; on peut supposer que les erreurs de Marcin durant la campagne d'Italie de 1706 n'auraient pas été excusées, si le maréchal était resté en vie. Ce type de faute toutefois ne valait pas un châtement systématique : La Mothe ne fut pas inquiété après Wynendael, malgré l'ampleur des critiques qui se déchaînèrent contre lui ; quant à Guiscard, il fallut deux fautes successives (son attitude à la bataille d'Ekeren représentant la première) pour qu'il soit enjoint à quitter l'armée.

Une autre accusation en revanche était plus lourde de sens : la lâcheté. C'est cela seul que l'on reprocha à Denonville ou au duc d'Antin, et qui justifia leur renvoi. Le même raisonnement s'appliquait parfois à des unités entières : si tous les régiments de l'aile droite française avaient été battus à Blenheim, celui de Zurlauben fut le plus sévèrement puni, pour avoir refusé de combattre. La suspicion seule de lâcheté pouvait parfois mener, sinon au châtement, du moins à l'éviction. Ainsi, le marquis de Trecesson ne fut pas directement sanctionné à la suite des enquêtes qui eurent lieu sur son attitude à Blenheim ; dans l'impossibilité de savoir si les reproches anonymes qu'on lui avait faits étaient fondés, on lui accorda le bénéfice du doute. Sa carrière militaire n'en fut pas moins affectée. En effet, alors

---

<sup>383</sup> Notre calcul prend en compte Tallard, Marcin, l'Électeur de Bavière, Villeroy, La Feuillade, Orléans, Vendôme, Bourgogne.

qu'elle s'était montrée relativement rapide jusque-là – il fut brigadier en 1704, à 40 ans –, elle s'arrêta presque après la seconde bataille d'Höchstädt : en 1715, il n'était plus que colonel réformé. S'il réussit à devenir lieutenant général en 1734, il ne servit jamais en cette qualité. Faute de renseignements supplémentaires, il nous est difficile d'affirmer que ce furent les accusations émises en 1704 qui furent à l'origine de ce ralentissement, mais la coïncidence ne laisse pas d'être frappante. Trecesson démontra ainsi à ses dépens la vérité de cette maxime de Courtilz de Sandras : « Dès qu'on est une fois soupçonné de lâcheté, il n'y a plus de remède »<sup>384</sup>. À bien des égards, le duc de Bourgogne fut aussi la victime de ce préjugé aristocratique. Sa réputation militaire fut définitivement ternie par les accusations que les amis de Vendôme firent courir sur son compte. Le roi eut beau disgracier Vendôme et désigner par là même ce dernier comme le responsable de l'échec de la campagne de 1708, l'élève de Fénelon passa aux yeux de la Cour pour un être inapte à la guerre – et la postérité ne lui rendit guère d'autre justice.

À l'inverse, les critiques adressées aux officiers généraux coupables d'un enrichissement excessif, ou qui auraient fait primer l'intérêt personnel sur le bien du service, furent beaucoup plus rarement suivies de sanctions. Saint-Frémond et Saint-Pater, à qui on reprocha d'avoir fait primer leur confort matériel sur les exigences de défense de l'Adige, ne furent guère inquiétés, le second ayant même été rapidement promu<sup>385</sup>. On pourrait faire des remarques similaires à propos des officiers généraux de l'armée du duc d'Orléans qui conseillèrent la retraite sous Pignerol. La rationalisation de l'administration de la guerre sous Louis XIV n'a ainsi pas mené à un bouleversement complet des valeurs. Certes, un officier du Grand Siècle se devait d'être un gestionnaire prudent de son unité, sachant ménager la vie de ses hommes comme les deniers du roi. Mais le critère suprême d'éligibilité au statut militaire restait le courage physique, poussé au besoin jusqu'à la témérité. Il ne faut pas prendre seulement en compte les auteurs qui, au crépuscule du Grand Siècle, participent de la « démolition du héros »<sup>386</sup> – ou, selon les termes de Paul Hazard, condamnent le guerrier<sup>387</sup>. À l'armée comme à la Cour, on jugeait avant tout les nobles d'épée à l'aune de leur capacité à affronter la mort.

---

<sup>384</sup> Cité par H. Drévuillon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 400.

<sup>385</sup> Voir *supra*, section 4.2.4.

<sup>386</sup> H. Drévuillon, *L'impôt du sang...*, *op. cit.*, p. 407. La « démolition du héros » est le titre d'un des chapitres de Paul Bénichou, *Morales du grand siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 128-148.

<sup>387</sup> Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne*, réimpr. [de l'édition de Paris, 1961], Paris, Fayard, 1995, p. 303.

### 9.3. Les réactions des sociétés en guerre

Si nous disposons de riches informations sur la façon dont les généraux, les officiers ou encore les courtisans et l'entourage du roi subirent les nouvelles des défaites de la guerre de Succession d'Espagne, notre connaissance s'appauvrit très vite au fur et à mesure que nous nous intéressons à des degrés moins élevés de la hiérarchie sociale. Comment évaluer la façon dont réagissaient les populations des États belligérants ? Apportaient-ils un soutien aux politiques guerrières de leurs gouvernements ; s'y intéressaient-ils seulement ? Enfin, peut-on déceler des formes d'attachement national, à défaut de parler de patriotisme ? Le manque de sources ne nous permet guère de répondre de façon complète à de telles questions. Cela supposerait de prendre en compte l'attitude des peuples de nombreux États – dans le camp des Alliés, dans le camp des Deux-Couronnes, mais aussi chez les puissances « neutres » touchées indirectement par la guerre. Par ailleurs, il faudrait être capable d'identifier et de distinguer des comportements différents, en fonction de la situation géographique (dans la capitale, en ville, dans les campagnes ; à proximité ou non des zones de conflit), des classes sociales ou encore de l'orientation religieuse.

#### 9.3.1. En Europe : une hostilité générale vis-à-vis des Français

Tout au plus peut-on se permettre quelques remarques au sujet des sentiments et des réactions des sociétés en guerre. Il faut d'abord souligner qu'au début de la guerre de Succession d'Espagne, l'opinion des populations limitrophes vis-à-vis des dirigeants français, voire des Français en général, était généralement assez mauvaise. On peut ici donner le cas de l'Allemagne rhénane et méridionale, en se référant au témoignage du marquis de La Colonie. Celui-ci, chargé en 1702 de se rendre à Munich pour rejoindre l'armée de l'Électeur, doit traverser la Suisse puis passer par la Souabe. Ne parlant pas allemand, il se prétend lorrain pour éviter d'éveiller l'animosité des habitants, qu'il soupçonne d'être mal disposés envers les Français. Bien lui en fait : un caporal de l'armée impériale chargé de contrôler la frontière entre les deux pays, croyant à son histoire, lui confie que la France, « cette nation trompeuse [...] et si haïe partout, l'est tellement en Allemagne », qu'il serait arrêté s'il était Français et non pas Lorrain<sup>388</sup>. Un mois plus tard, un autre de ses interlocuteurs, enragé contre « ces chiens de François », souhaite qu'on « extermine jusqu'au dernier de cette maudite nation » –

---

<sup>388</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 163 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 156.



La Colonie se fait alors passer pour un valet italien<sup>389</sup>. L'hostilité manifeste de nombreux Allemands vis-à-vis des Français s'explique par le souvenir des décennies précédentes, qu'il s'agisse du ravage du Palatinat ou de la politique des Réunions, où le Roi-Soleil avait fait peu de cas des doléances des princes d'Empire. Enfin, elle s'explique aussi par une certaine admiration vis-à-vis de l'Empereur, qui avait réussi à repousser le fléau turc. On retrouve une attitude similaire en Italie, où Léopold I<sup>er</sup> jouissait d'une meilleure réputation que celle de Louis XIV<sup>390</sup>.

Les Espagnols ne semblent guère plus amènes envers les ressortissants du royaume des Lys. Montesquieu, dans les lettres persanes, fait écrire à un Français ayant parcouru l'Espagne et le Portugal qu'il avait vécu « parmi des peuples qui, méprisant tous les autres, font aux seuls Français l'honneur de les haïr »<sup>391</sup>. Là encore, on peut incriminer l'histoire conflictuelle de la France vis-à-vis de l'Espagne pour expliquer l'opinion des ressortissants de la péninsule ibérique...

Ce sont enfin des souvenirs historiques aussi bien que des motifs religieux qui fondent l'animosité des puissances maritimes vis-à-vis des Français. En Angleterre, les Français sont associés – tout comme les Irlandais – au parti catholique. Or, les images anti-catholiques appartiennent au « bagage mental » du peuple comme d'une partie des élites<sup>392</sup>. Le thème de la conspiration des Poudres, événement datant pourtant de 1605, marque toujours les esprits. Enfin, tout semble pousser les Hollandais à détester les sujets du Roi-Soleil : l'invasion de leur pays en 1672, les déprédations qui y furent commises, la politique de Louis XIV vis-à-vis des Protestants... L'abbé de Polignac, qui fut un des envoyés de la France aux négociations de Gertruydenberg et d'Utrecht eut là-bas le loisir de sonder l'opinion batave. Il écrit effrayé : « Vous verrez qu'en ce pays-ci on apprend à lire aux enfants dans un recueil plein d'infamies contre la France, afin de leur inspirer contre nous la même horreur qu'on leur inspirait autrefois contre les Espagnols. Ou l'éducation n'a point de force, ou il ne faut pas s'étonner si les Hollandais nous haïssent »<sup>393</sup>.

---

<sup>389</sup> J.-F.-M. de La Colonie, *op. cit.*, t. I, p. 184-185 ; A.-M. Cocula, éd., *op. cit.*, p. 172.

<sup>390</sup> R. Hatton, « Louis XIV and his fellow monarchs », art. cit., p. 162.

<sup>391</sup> Lettre LXXVIII, Rica à Usbek, à \*\*\*, de Paris, le 17 de la lune de Saphar, 1715, dans Montesquieu, *Les lettres persanes...*, *op. cit.*, p. 163-168. La lettre est datée de 1715, c'est-à-dire après la guerre de Succession d'Espagne ; mais tout laisse à penser que les relations étaient encore pires lorsque les deux pays n'étaient pas encore liés par le testament de Charles II.

<sup>392</sup> Roland Marx, « Le modèle "anglais" de la tolérance », dans *350<sup>e</sup> anniversaire des traités de Westphalie...*, *op. cit.*, p. 103.

<sup>393</sup> Cité par L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 526.

Cette prévention que l'on constate fréquemment envers les Français explique que nous ayons généralement mention de réactions enthousiastes des populations à l'annonce des victoires. Apprenant l'heureux succès de la bataille de Blenheim, les habitants de la capitale britannique manifestèrent tellement d'allégresse que, selon les mots d'un contemporain, « jamais on ne vit de telles réjouissances depuis la pose de la première pierre de Londres »<sup>394</sup>. Nous avons déjà étudié, au chapitre précédent, la tension avec laquelle les nouvelles des opérations en Flandres étaient attendues par les Londoniens en 1708<sup>395</sup>. Du reste, malgré les aléas de la vie politique britannique, il semble que la guerre de Succession d'Espagne ait représenté une des rares périodes dans l'histoire de l'Angleterre de l'Ancien Régime où l'armée ait bénéficié d'une très forte popularité de la part de l'ensemble des habitants du royaume<sup>396</sup>. La réputation du duc de Marlborough était telle durant la période des victoires que la simple idée de servir dans son armée constituait un puissant motif d'engagement<sup>397</sup>.

Les réactions vis-à-vis des défaites françaises permettent ainsi de révéler les sentiments des populations locales. Dans les États officiellement neutres d'Italie, il apparaît clairement que le petit peuple est très peu favorable aux Français, moins encore que les élites. Lorsque les Vénitiens apprennent la levée du siège de Barcelone, au début du mois de juin, ils organisent, dans les rues, des réjouissances spontanées<sup>398</sup>. Après Ramillies, la population comme la noblesse de Gênes « ne gardent aucunes mesures dans leurs discours, ny dans les demonstrations de leurs joye »<sup>399</sup> – le bombardement de Gênes, vingt ans plus tôt, n'a pas été oublié. Mais c'est la nouvelle de la bataille de Turin, arrivée grâce à des « gassettes à la main », par l'ordinaire de Milan, qui y déclenche les plus grandes manifestations d'enthousiasme – on ne craint plus guère d'éventuelles représailles des Français<sup>400</sup>. On parle du duc de Savoie comme du libérateur de l'Italie<sup>401</sup>. Dans ces villes, les partisans de la France n'osent plus sortir de leurs maisons, de peur d'être molestés. L'abbé Grandi n'est même pas protégé par son habit ecclésiastique : « Pour moy, quoyque je ne sorte que le moins que je peux, je n'ay pas laissé d'estre insulté par le menu peuple qui, en deux rencontres, se sont (*sic*)

<sup>394</sup> Cité par W. Churchill, *op. cit.*, t. II, p. 455.

<sup>395</sup> Voir *supra*, section 8.3.3.

<sup>396</sup> Félix Paknadec remarque qu'il « n'est que deux périodes où les Anglais célèbrent sans réticence leur armée : lors des victoires de Marlborough au cours de la guerre de Succession d'Espagne et lors de la prise de Québec en 1759 ». Félix Paknadec, « Un pays qui n'aimait pas son armée », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 163.

<sup>397</sup> D. Chandler, *The Oxford history...*, *op. cit.*, p. 75.

<sup>398</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°194, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 5 juin 1706 ; SHD AG, A<sup>1</sup> 1962, n°238, Louis XIV à Vendôme, Marly, 14 juin 1706.

<sup>399</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1965, n°122, Berthier à Chamillart, Gênes, 8 juin 1706.

<sup>400</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°25, Montéléon à Chamillart, Gênes, 6 septembre 1706.

<sup>401</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°73 bis, l'abbé Grandi à Chamillart, Gênes, 14 septembre 1706.

arrêtés devant moy pour me dire des injures, et meme par des nobles qui m'ont arrêté pour me railler »<sup>402</sup>. Mais le plus à plaindre, c'est peut-être Montéléon, l'envoyé de Philippe V à Gênes :

« Ayant eu dans cette occasion à essayer l'insultante joye qu'ils ont poussé à un excez si grand que les premiers soirs que ce sont faites les rejouissances publiques, j'ai cru devoir contenir ma famille dans ma maison, crainte de quelque scandale, puisqu'est venu jusques sous mes fenestres et devant ma porte crier : "Viva Carlo 3 !", noblesse et peuple. Chacun se signaloit par mille impertinens discours contre les Majestés des Deux-Couronnes, et cette fureur a esté si grande qu'il a penetré jusques dans les monasteres les plus austeres, où le silence a été dispensé par les superieurs tant de moines, que de religieuses »<sup>403</sup>.

L'*annus horribilis* de 1706 et sa série de revers libèrent ainsi la parole des populations qui, vivant à proximité ou sous la domination de troupes des Deux-Couronnes, ne pouvaient auparavant exprimer leur animosité de façon aussi franche.

### 9.3.2. Dans les territoires de la couronne d'Espagne

L'hostilité des populations locales est plus dangereuse pour le parti des Deux-Couronnes lorsqu'elle s'exprime dans les territoires que ses armées sont censées défendre. Le soutien des habitants peut alors faire basculer la situation en faveur des Alliés – phénomène que nous avons déjà identifié comme une cause majeure des reculs français aux Pays-Bas et en Italie en 1706. Quelques semaines avant la défaite de Ramillies, les Français peuvent constater leur faible popularité en Flandre et en Wallonie. L'annonce de la défaite du parti de Philippe V à Alcantara, en avril 1706, y est largement saluée. Le 1<sup>er</sup> mai déjà Villeroy se désole d'être dans un pays où « les mauvaises nouvelles sont regardées comme un bien, et les bonnes comme un mal » ; avant de s'exclamer à l'adresse de Chamillart : « Quelle nation, monsieur que les Walons, et partie des Espagnols ! »<sup>404</sup>. Les reculs français après Ramillies, et le soutien manifeste d'une grande part de la population à l'archiduc, le mettent au désespoir. Il s'offusque de « l'indignité de la plupart de ces gens », assurant que « rien ne peut [le]

---

<sup>402</sup> *Ibid.*

<sup>403</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1964, n°65, Montéléon à Chamillart, Gênes, 14 septembre 1706.

<sup>404</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1936, n°93, Villeroy à Chamillart, Bruxelles, 1<sup>er</sup> mai 1706.

surprendre en mal » des habitants des Pays-Bas<sup>405</sup>. Il ne faut pas négliger que le maréchal de Villeroy peut avoir tendance à forcer le trait pour justifier ses propres insuccès.

La défaite de Ramillies n'a pas seulement un impact local. Les affaires du front flamand sont en effet très suivies en Italie : tout événement qui se déroule sur un des territoires de la couronne d'Espagne peut avoir des conséquences décisives sur les autres. Le désastre du 19 mai 1706, qui suit de près la déroute d'Alcantara, est vivement commenté à Naples : il renforce la position du parti impérial ; les discours « mal intentionnés » se répandent dans les rues<sup>406</sup>. Rapidement, les Français et les Espagnols fidèles à Philippe V s'inquiètent des effets néfastes de ces nouvelles : si l'archiduc semble avoir l'avantage des armes, l'ensemble des territoires du royaume risque de basculer en sa faveur. Ce que les Ibères craignent, c'est la division de la monarchie : il est donc essentiel de démontrer que c'est le roi Bourbon qui est le maître de la majorité des terres composant la Couronne.

C'est pourquoi on orchestre la célébration de chaque succès des troupes de Louis XIV, dès que l'occasion s'en présente. En janvier 1706, Chamillart demande aux agents français en poste dans le royaume de Naples de diffuser la nouvelle des conquêtes de Nice et Montmélian, afin de contrer l'annonce de la prise de Barcelone par l'archiduc<sup>407</sup>. À Venise, Pomponne s'emploie à détruire la rumeur prétendant que Louis XIV allait sacrifier l'Italie pour laisser l'Espagne et les Indes à son petit-fils, et à garantir que « les bruits répandus cet hiver par les ennemis du Roy Catholique d'une séparation de sa monarchie n'avoient nul fondement et qu'ils n'estoient qu'un artifice pour diminuer le courage et la fidélité des Espagnols ».

Après le désastre de Ramillies, les Français n'ont d'autre recours que de rappeler que le roi d'Espagne reste le roi en Espagne, c'est-à-dire Philippe V. La Mothe-Houdancourt, isolé à Ostende, demande à Chamillart qu'on lui envoie une lettre annonçant que le petit-fils de Louis XIV est solidement installé à Madrid, afin qu'il « puisse le dire dans cette ville, et rassurer par là les esprits chancellants, et pour n'avoir à [se] garder que contre les ennemis du dehors »<sup>408</sup>. En août encore, lorsque Rouillé reçoit une dépêche lui apprenant de bonnes nouvelles du front espagnol, il propose au secrétaire d'État de la guerre de « prendre soin de la repandre sur la frontiere et dans le pais ennemi », assurant « qu'elle produira un très bon effet »<sup>409</sup>. On fait de même chanter un Te Deum à Madrid « en action de grâces des heureux

---

<sup>405</sup> SHD AG, A<sup>1</sup> 1937, n°158, Villeroy à Chamillart, Tournai, 15 juin 1706.

<sup>406</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°97, Nouvelles de Naples à Chamillart, 18 juillet 1706.

<sup>407</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1960, n°72, Chamillart à M. de Carcado, Versailles, 13 janvier 1706.

<sup>408</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°198, La Mothe-Houdancourt à Chamillart, Ostende, 20 juin 1706.

<sup>409</sup> SHD AG A<sup>1</sup> 1939, n°105, Rouillé à Chamillart, Mons, 14 août 1706.

succès des armées victorieuses de S. M. C. et de son retour à Madrid. La cérémonie a été suivie d'une triple décharge d'artillerie du château et des remparts, d'une illumination le soir par toute la ville et d'autres démonstrations de joie publiques »<sup>410</sup>.

En fait, tout en constituant sans aucun doute d'un point de vue militaire la pire de toute la guerre, l'année 1706 représente paradoxalement une date charnière dans l'appréciation des peuples ressortissants de la couronne d'Espagne vis-à-vis du parti des Bourbons. Ce tournant commence sur la péninsule ibérique : en quelques mois, le peuple castillan prend fait et cause pour Philippe V. Dès le mois de juillet, les diplomates français en poste en Italie – point d'observation privilégié de l'attitude des Espagnols ! – remarquent un changement. L'abbé de Pomponne explique au roi que les Ibères ne veulent plus d'un prince soutenu par les puissances protestantes. Ils se sont convaincu que les puissances maritimes n'accepteront jamais le maintien de la couronne d'Espagne dans son intégralité<sup>411</sup>. Et Pomponne de s'exclamer, un mois plus tard : « Les Espagnols nous donnent des marques éclatantes de zèle et de fidélité »<sup>412</sup>. Le soutien des Castillans à Philippe V ira croissant tout au long de la guerre – entraînant par la même un indéfectible attachement du peuple catalan à l'archiduc.

Comme nous l'avons déjà évoqué, ce retournement va se propager au fur et à mesure que le choix des Castillans apparaîtra plus clairement, et que les autres territoires de la monarchie d'Espagne sentiront le poids de l'occupation étrangère. C'est de bonne foi que les habitants de Bruges et Gand acclament les Français lorsqu'ils prennent ces villes par surprise en 1708.

### 9.3.3. La perception des défaites au sein du royaume de France

Qu'en est-il de la situation en France même ? Là encore, il est très difficile d'appréhender les sentiments réels des sujets de Louis XIV. Les journaux paroissiaux ou personnels constituent une source très riche de documentation sur ce que savaient et pensaient les Français à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle ; mais ce sont des documents épars et qui nous sont parvenus par des hasards de l'histoire. Nous pouvons ainsi donner l'exemple du journal de Le

---

<sup>410</sup> AE Milan 17, fol. 281v-282r, nouvelles de Milan, 21 août 1706.

<sup>411</sup> AE Venise 147, fol. 280r-291v, Pomponne au roi, Venise, 31 juillet 1706. Déjà, Anglais et Hollandais appréhendent l'idée que l'archiduc Charles puisse hériter de la couronne impériale. Ceci aura bel et bien lieu en 1711...

<sup>412</sup> AE Venise 149, fol. 298r-303r, Pomponne à Puisieulx, Venise, 25 août 1706.

Clerc de Bussy, noble rural de Picardie<sup>413</sup>. Bien qu'issu d'une famille de militaires et habitant non loin des combats, il ne semble pas y accorder une grande importance, se contentant de la mention de quelques batailles et de la paix d'Utrecht. L'étude des registres paroissiaux menée par Olivier Chaline montre pourtant que les curés qui évoquaient la guerre, durant le conflit de la ligue d'Augsbourg, avaient un sens précis de la lutte, manifestant par exemple une aversion marquée pour Guillaume d'Orange et le duc de Savoie<sup>414</sup>. Le conflit suivant voit en revanche le discours changer ; on insiste plutôt sur la lassitude vis-à-vis d'une lutte apparemment interminable contre une coalition sans cesse renforcée. C'est la misère immédiate des paroissiens qui occupe les curés, plus que les opérations militaires des troupes à l'extérieur.

Si l'on s'approche au plus près de la frontière nord du royaume, on trouve toutefois un document particulièrement intéressant, le journal d'Alexandre Dubois, curé de Rumegis, dans la région de Tournai – que nous avons déjà évoqué dans le chapitre précédent. Ce territoire a été acquis par la France au traité d'Aix-la-Chapelle – ou repris par la France, si l'on considère qu'il appartenait au royaume avant que Charles Quint ne s'en rende maître en 1521<sup>415</sup>... Ce journal, qui s'étend de 1686 à 1739, montre un curé très attentif aux événements militaires de la guerre de Succession d'Espagne, même ceux qui ne concernent pas les Pays-Bas espagnols. Le curé consacre ainsi un long paragraphe à la défaite de Blenheim :

« Par malheur, le 13 d'août 1704, la fortune a abandonné ce duc dans la journée d'Höchstaedt en Bavière. L'armée de France, qui était allé par la Forêt Noire en ce pays et, malgré toutes les difficultés, ayant rejoint le duc de Bavière – l'armée allemande, anglaise et hollandaise les y attendait sous la conduite du duc de Marlborough, anglais, et du prince Eugène de Savoie. M. le comte de Tallard, maréchal de France, qui commandait l'armée, a jugé d'attaquer les ennemis. La victoire a commencé par trois fois à se déclarer pour lui ; mais la quatrième fois, les ennemis sont allés à la charge avec tant de bravoure que toute l'armée de France a été mise en déroute. Depuis que le roi Louis XIV règne, jamais on n'a vu une telle déconfiture : M. de Tallard pris prisonnier avec les principaux commandants, plus de quarante tant escadrons que bataillons pris prisonniers, dix-mille hommes tués, être obligés d'abandonner toute la Bavière, tout cela paraîtra presque incroyable à la postérité. Et cette bataille a eu toutes les suites des victoires complètes, car les prises de Landau et de Brisach s'en sont ensuivies »<sup>416</sup>.

---

<sup>413</sup> O. Chaline, *Le règne...*, *op. cit.*, p. 478-479.

<sup>414</sup> *Ibid.*, p. 576-577.

<sup>415</sup> H. Platelle, éd., *Journal d'un curé...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>416</sup> *Ibid.*, p. 128-129.

On est tout de même frappé par la richesse des renseignements fournis – malgré quelques approximations – et par le fait qu’il analyse cette défaite comme la plus grande du règne. Comme pour se consoler, le curé ajoute qu’« en revanche, nos Français prirent presque tout le Piémont et la Savoie »<sup>417</sup>.

Les batailles de l’année 1706 sont également mentionnées – plus brièvement, étant curieusement présentées comme « des suites de celle d’Höchstädt en Bavière »<sup>418</sup>. L’auteur prévoit, sans se tromper, qu’elles « vont bien causer de révolutions ». Enfin, il estime de façon très pertinente que la chute de Lille est la conséquence de « la mésintelligence des généraux », se montrant très sévère envers les trois « jeunes princes [qui] ont perdu le pays et n’ont fait que faute sur faute pendant la campagne »<sup>419</sup>.

Comment le curé de Rumegis juge-t-il cette guerre ? Il ne semble pas douter de la légitimité de la cause du parti des Deux-Couronnes, et s’afflige de chaque revers des armées de Louis XIV. Il marque une hostilité certaine envers ses adversaires, particulièrement le duc de Savoie, dont « l’ingratitude » le révolte<sup>420</sup>, et contre les Anglo-hollandais, qualifiés d’« ennemis de notre sainte religion »<sup>421</sup>. Il ne critique ni les généraux, ni le gouvernement français, à l’exception de la pointe qu’il envoie à destination du duc de Bourgogne ; il se contente de qualifier à deux reprises les défaites d’« incroyable à la postérité »<sup>422</sup> – un peu comme les hôtes de Versailles.... Sa seule explication, sur laquelle il ne s’étend pas, est que les revers militaires sont des décisions divines en punition des « péchés trop grands » des Français<sup>423</sup>.

Alexandre Dubois se montre beaucoup plus disert sur les opérations militaires de la guerre à partir de 1709... car elles concernent désormais directement sa paroisse. En juin, les Alliés s’emparent du village ; le curé décrit les pillages, les déprédations et les violences qui s’ensuivent<sup>424</sup>. Il se montre aussi très choqué par la profanation de l’église et du Saint-

---

<sup>417</sup> *Ibid.*

<sup>418</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>419</sup> *Ibid.*, p. 139. Voici le paragraphe dans son intégralité : « Le 10 de juillet 1708, nos pauvres Français se laissent encore battre à Audenarde. On attribue ce malheur à la mésintelligence des généraux [...]. Ces jeunes princes ont perdu le pays et n’ont fait que faute sur faute pendant la campagne. Et ils s’en sont retournés à Paris après avoir laissé prendre Lille et avoir eu mille occasions de la secourir, car le maréchal de Boufflers, qui la défendait, a fait une défense inouïe. Il a été investi le 13 août et il s’est défendu jusqu’au 21 octobre de cette année 1708. C’est ici qu’il faut admirer la main de Dieu sur la France, car Lille ne devait point se rendre. Tout le monde convenait que le prince Eugène et Marlborough avaient témérairement siégé cette ville [...] Tout cela paraîtra incroyable à la postérité ».

<sup>420</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>421</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>422</sup> *Ibid.*, p. 128 et 139.

<sup>423</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>424</sup> *Ibid.*, p. 141-143.

Sacrement. À partir de cette date, le journal rend compte des vexations quotidiennes, des spoliations opérées par les soldats, des contributions diverses qui sont imposées aux villages. Tout cela fait manifestement regretter au curé et à ses ouailles la « domination de la France »<sup>425</sup>.

Nous nous sommes attardés sur l'analyse du journal d'Alexandre Dubois car il nous semble caractéristique des reproches faits dans le nord du royaume aux troupes d'occupation qui s'installent après la défaite d'Audenarde et la prise de Lille. Outre les exactions commises lors de la prise de la localité, puis du poids terrible de la fourniture des contributions et du logement des gens de guerre au moment où s'abat le « Grand hyver », Alexandre Dubois insiste sur un point qui le hérisse particulièrement : la publication par les Hollandais en 1710 d'un édit ordonnant « aux gens de loi d'assigner un lieu propre et décent pour cimetièrre des prétendus réformés, à leur apaisement ». L'« entière liberté de conscience » garantie par la présence des forces bataves lui semble une « terrible atteinte à [la] sainte religion »<sup>426</sup>. On retrouve ce genre d'inquiétude chez le pacifiste Fénelon, pour qui la guerre et l'invasion du territoire représentent avant tout le risque d'une contagion calviniste<sup>427</sup>. Il craint aussi l'arrivée de jansénistes exilés en Hollande, et le risque d'un schisme si des personnes nommées dans le diocèse avec l'appui des troupes alliées ne sont pas acceptées par l'évêque<sup>428</sup>. L'évêque de Cambrai va jusqu'à écrire personnellement au prince Eugène pour lui demander de ne pas laisser les protestants pratiquer ouvertement leur religion dans les villes occupées. Il espère que le général sera sensible au fait qu'en temps de guerre, il ne faut pas s'aliéner la population locale, résolument catholique<sup>429</sup>.

Tous les griefs exposés dans le journal du curé de Rumegis nous permettent de comprendre pourquoi les habitants des Flandres françaises, très hostiles à la France lors de l'annexion de 1668, se sont progressivement sentis plus proche du royaume des Lys<sup>430</sup>.

---

<sup>425</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>426</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>427</sup> « Toute la contrée qui entoure Lille, Tournai et Saint-Amand est ainsi empoisonnée par le venin calviniste ». Cité *ibid.*, p. 143.

<sup>428</sup> L. Bély, « Fénelon face à la guerre... », art. cit., p. 248.

<sup>429</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>430</sup> On pourrait ajouter des motifs économiques : l'industrie locale avait beaucoup profité du resserrement des liens avec la France. L'arrivée de produits anglais et hollandais en 1708, en inondant le marché dans une conjoncture difficile, représentait une grave menace pour la manufacture lilloise. Alain Lottin, *Vie et mentalité d'un Lillois sous Louis XIV*, Lille, Émile Raoust, 1968, p. 198. L'étude de Catherine Denys permet toutefois de nuancer l'idée que l'occupation étrangère aurait rendu l'ensemble des Lillois favorables à la France : Catherine Denys, « L'occupation hollandaise à Lille de 1708 à 1713 », dans M. Meumann et J. Rogge, éd., *Die besetzte res publica, Zum Verhältnis von ziviler Obrigkeit und militärischer Herrschaft in besetzten Gebieten vom Spätmittelalter bis zum 18. Jahrhundert*, Berlin, Lit, 2006, p. 315-336.



## LE TEMPS DE LA REACTION

L'exemple d'Alexandre Dubois et de sa paroisse ne sont pas isolés : la résistance exceptionnelle de Lille n'aurait pas pu avoir lieu sans l'assentiment de la grande majorité de la population. Lorsque la paix est annoncée, et que les Lillois apprennent que leur ville est destinée à revenir à la couronne de France, il y a des manifestations d'allégresse et des vivats en l'honneur du roi<sup>431</sup>. Quelle différence avec la situation de 1668, lorsque l'ouvrier Chavatte écrivait dans son journal : « C'estoit une paix sans joi parce qu'on demeuroit au roy de France »<sup>432</sup> !

Le curé de Rumegis évoque lui aussi la joie de ses paroissiens en 1713 :

« Heureuse année et mille fois heureuse qui nous donne la paix ! [...] On a fait par tout le pays des réjouissances incroyables. On s'est signalé dans cette paroisse. Le mayeur du lieu a publié la paix sur la place, vis-à-vis un beau feu de joie, couronné de fleurs, avec les acclamations de "Vive le roi !" et de plusieurs décharges de tous les fusils du village, de manière qu'on peut dire qu'aucun village ne s'est distingué comme celui-ci, tant la joie était générale de cette paix et de se revoir encore sujet de Louis XIV »<sup>433</sup>.

Cela peut compter comme l'une des conséquences non négligeables des défaites françaises de 1706 et 1708 : en entraînant l'invasion du pays par les troupes alliées, les désastres de Ramillies puis d'Audenarde et de Lille ont soudé contre elles la population du nord et le royaume de France. Quarante ans après l'annexion forcée du territoire, l'occupation anglo-hollandaise a enfin permis de cristalliser le processus d'intégration politique et culturelle mis en œuvre par Louis XIV et ses subordonnés.

### REACTIONS DELETERES ET SALUTAIRES

Pour analyser les réactions de l'armée, de la Cour et de l'ensemble de la société vis-à-vis des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, il faut être sensible aux spécificités et à la chronologie de chaque revers. On constate certaines attitudes communes après chacune des batailles, mais on note aussi – et c'est peut-être cela le plus intéressant – des divergences et des évolutions. Intéressons-nous d'abord aux éléments constants : l'armée, après le désastre, est dans un état de choc (légèrement moins manifeste dans le cas

---

<sup>431</sup> O. Chaline, *Le règne...*, *op. cit.*, p. 471.

<sup>432</sup> A. Lottin, *op. cit.*, p. 163.

<sup>433</sup> H. Platelle, éd., *Journal d'un curé...*, *op. cit.*, p. 157-158. Il ne s'agit encore que de la paix d'Utrecht. La guerre continue avec l'Empereur, mais elle se déroule essentiellement sur le Rhin, ce qui ne touche guère les habitants de son village.

## LE TEMPS DE LA REACTION

d'Audenarde) : les troupes, affaiblies par les pertes au combat, sont également privées de leurs bagages et de leur ravitaillement. Maintenir l'ordre dans une telle situation devient une gageure ; de l'indiscipline on passe aux pillages, du mécontentement on passe à la désertion. Du soldat à l'officier général, on discute, on critique, on conteste la valeur et l'autorité de ses propres supérieurs. Il faut du temps avant que les troupes, s'étant mises en sécurité derrière quelque cours d'eau ou quelque chaîne de montagne, ne pansent leurs plaies physiques, matérielles et morales. Pendant ce temps-là, à la Cour, se joue une bataille d'arrière-garde : les différents chefs envoient courriers ou fidèles pour défendre leur réputation militaire devant le roi, en accablant tous ceux de leurs homologues qui peuvent endosser une part de responsabilité. À l'inverse se dégage, en campagne comme à Versailles, une fascination faite de crainte et d'admiration mêlées pour les deux chefs victorieux, le prince Eugène et le duc de Marlborough.

On serait tenté de penser que cette attitude n'est pas spécifique aux événements de la guerre de Succession d'Espagne, et qu'on trouverait un schéma similaire après d'autres défaites au cours de l'Histoire... Une analyse plus fine laisse toutefois apparaître des divergences. Il y a d'abord une lente prise de conscience de la vulnérabilité de l'armée française. Avant la bataille de Blenheim, les forces de Louis XIV ont confiance en leur valeur militaire ; cette confiance est si haute qu'elle ne s'effondre même après l'échec du 13 août 1704. C'est après Ramillies qu'a lieu la prise de conscience, d'autant plus violente qu'elle a été retardée. On ne s'étonne même plus après l'échec spectaculaire de Turin, et on a presque tendance à exagérer l'impact de la défaite d'Audenarde. Il y a ensuite un déplacement progressif des critiques. La bataille de Blenheim est la seule où l'on voit des troupes et des officiers de régiments véritablement sanctionnés : la gendarmerie est désavouée par le roi, le régiment de Zurlauben est cassé, les officiers supérieurs ayant prôné la reddition du village de Blenheim sont désavoués. Les chefs sont relativement épargnés : Marcin est épargné car l'aile qu'il dirigeait a bien tenu face au prince Eugène ; Tallard est suffisamment affecté par la perte de son fils et de sa liberté pour que le roi évite de l'accabler. Après Ramillies et après Turin, ce sont en revanche les responsables de haut rang qui sont critiqués : Villeroy, le défunt Marcin, La Feuillade ; mais aussi les officiers généraux coupables d'avoir mal conduit les soldats au front (après Ramillies) ou d'avoir cherché trop vite à revenir en France (après Turin). Enfin, on se concentre en 1708 sur les seuls chefs de guerre : Vendôme, le duc de Bourgogne et son entourage.

De fait, plus la défaite est proche des frontières, plus elle implique des personnalités de haut rang, plus grand est son impact politique. La perte d'une bataille en Bavière n'était pas

## LE TEMPS DE LA REACTION

de nature à menacer les frontières du royaume (même si elle entraîna la chute de Landau) ; par ailleurs Tallard et Marcin étaient des maréchaux de création récente et n'appartenaient pas aux plus grandes familles de la Cour. Les équilibres de Versailles n'en furent donc pas perturbés, et le blâme retomba plutôt sur des commandants de niveau inférieur. La situation est toute autre après Ramillies, où l'on voit échouer Villeroy, proche de Louis XIV et vétéran de ses batailles. Cet événement relance les rivalités entre cabales, et le duc de Vendôme, remplaçant Villeroy à la tête de l'armée des Pays-Bas, prend également sa place de meilleur général de l'armée. L'attitude prudente du duc d'Orléans, qui évite d'accabler La Feuillade, évite la naissance de trop fortes tensions après l'échec de la campagne d'Italie. En revanche, la lutte entre les différents réseaux d'influence de la Cour éclate au grand jour en 1708 – et s'étale même dans les gazettes étrangères. L'entourage du Grand Dauphin accable le fils de ce dernier, le duc de Bourgogne. Il est vrai que l'humiliation de la défaite d'une armée française supérieure en nombre est considérable, et qu'une voie d'invasion est alors ouverte aux ennemis. Le triomphe de la cabale de Meudon n'est qu'apparent : le roi finit par retirer sa confiance à Vendôme, à l'hiver 1708-1709. Pour autant, est-ce une victoire du duc de Bourgogne ? Contrairement à Vendôme, il ne reparut jamais sur les champs de bataille...

La fonction arbitrale du roi se trouvait là prise en défaut : il pouvait sanctionner un chef dont il était mécontent, mais pas restaurer l'honneur militaire perdu de son propre petit-fils. Il avait probablement hésité trop longtemps avant de trancher en faveur de l'un ou de l'autre. Force est du reste de constater que Louis XIV et son secrétaire d'État de la guerre adoptaient une attitude très prudente lorsqu'il s'agissait d'identifier les responsabilités et de punir les fautifs. En fait, ils cherchèrent à en neutraliser les acteurs les plus néfastes sans faire d'éclat pour ne pas plus déstabiliser l'armée davantage. Dans ce domaine, le roi et son ministre furent souvent indulgents envers les erreurs opérationnelles ou tactiques. Ils pensaient sans doute que la « chance » étant un élément essentiel de réussite, il était difficile de considérer que l'issue malheureuse d'une décision était une marque d'incompétence pour celui qui l'avait prise. En revanche, ils ne pardonnèrent pas les actes de lâcheté : parfois, des soupçons seuls de couardise suffirent pour briser une carrière militaire. Là encore, l'exemple du duc de Bourgogne vient rappeler que le courage physique était une qualité indispensable du général en chef.

La douceur des méthodes employées et l'ampleur limitée des sanctions scandalisèrent souvent Saint-Simon. Au vu du faible vivier de maréchaux, et du grand nombre d'armées à pourvoir, le roi devait bien conserver des chefs de valeur moyenne. Enfin, cette attitude finit

## LE TEMPS DE LA REACTION

par porter ses fruits. Les officiers généraux, épine dorsale de l'armée, ne furent pas critiqués en 1708 ; la bataille de Malplaquet vit une armée revigorée.

Que dire enfin des réactions des sociétés impliquées dans le conflit ? Le tableau que l'on a pu en dresser est trop parcellaire pour que l'on puisse en tirer des éléments définitifs. On peut toutefois en dégager quelques tendances. En premier lieu, le degré d'attention des populations locales vis-à-vis d'un conflit dépend bien entendu de la proximité de celui-ci. Lorsqu'un revers peut signifier l'invasion de sa propre région, on porte un intérêt beaucoup plus anxieux à l'issue des combats. L'autre élément est la quantité et la qualité des informations reçues. Les affaires militaires sont amplement discutées à Londres ou à Paris, où les nouvellistes agrègent, condensent, organisent et redistribuent des renseignements ; mais l'exemple de Rumegis nous indique que l'information atteint même des villages de faible importance – situés il est vrai entre deux riches sources d'information, Paris et Amsterdam. Enfin, l'existence de tensions politiques internes – entre *Whigs* et *Tories* en Angleterre, entre « Carabiniers » et « Cuirassiers » dans les Pays-Bas espagnols – a tendance à exacerber l'enjeu que représentent les nouvelles. Ces tensions polarisent non seulement l'élite, mais aussi la population locale, du moins en ville. Elles donnent une importance cruciale au contrôle des annonces et à leur interprétation.

Il ressort en définitive l'impression qu'au début de la guerre de Succession d'Espagne, les Français semblaient assez peu appréciés de la plupart de leurs voisins immédiats. Le goût de Louis XIV pour les démonstrations de force et les bombardements punitifs n'était probablement pas étranger à cet état de fait. Cette hostilité joue beaucoup dans les revers initiaux connus dans les Pays-Bas, en Italie et en Espagne. Paradoxalement, c'est au moment où la position de Philippe V semble la plus menacée que l'opinion espagnole se retourne en sa faveur, durant la pire année de la guerre, 1706. En Flandre et dans le Brabant, ce renversement d'opinion ibérique se conjugue avec le fait de devoir supporter le poids des troupes anglo-hollandaises pour expliquer un certain regain de popularité des Français, marqué par l'attitude de Bruges et Gand en 1708. On constate le même phénomène, de façon encore plus marquée, dans les territoires français occupés par les Alliés. À Lille, la population est même appelée à soutenir contre eux l'effort de guerre... En 1668, les habitants de Lille regrettaient le roi d'Espagne ; ils se sentaient sujets du roi de France en 1708, et étaient heureux de le rester en 1713.

## LE TEMPS DE LA REACTION

Peut-on pour autant reconnaître une forme de sentiment national, pour ne pas dire de patriotisme, qui aurait encouragé les Français malgré l'adversité ? Y'avait-il une forme d'« attachement émotionnel »<sup>434</sup> à un lieu dont le souverain serait le roi de France ? Identifions d'abord l'existence d'un « loyalisme » à la Couronne, même de la part de ceux qui avaient beaucoup à reprocher à Louis XIV. De nombreux jansénistes exilés en Hollande, comme Pasquier Quesnel, souhaitaient la victoire du parti des Deux-Couronnes, alors même que le pays qui les accueillait était engagé dans l'autre camp<sup>435</sup>. Il ne s'agissait pas seulement de promouvoir la religion, mais aussi de défendre l'héritage des « conquêtes si glorieuses » de Louis XIV.

Il y avait ainsi également un sentiment de fierté dans l'attachement à la Couronne. L'accumulation des victoires au début du règne, portées au pinacle par la machine de glorification royale, et relayée dans la moindre paroisse du royaume grâce aux *Te Deum*, put donner à chaque Français la satisfaction d'être le sujet du « plus grand roi de l'univers ». Les incroyables défaites de la guerre de Succession d'Espagne vinrent toutefois renverser cet édifice... C'est alors que survint le fameux « appel au peuple » du 12 juin. Le ressort de la gloire et de l'admiration ne pouvant guère fonctionner, c'est à la fois à la « fidélité » de ses sujets envers lui, et à leur fierté vis-à-vis de l'honneur du « nom français », que le roi en appelait<sup>436</sup>. Dans ce texte, le Roi-Soleil demandait à son peuple de le soutenir. C'est dire s'il se montrait conscient, en définitive, du rôle de l'opinion de la population dans la poursuite d'un conflit, qu'il s'agît de participer à la défense d'une ville, ou tout du moins de ne pas se rebeller devant l'impôt. On sait que ce texte fut très bien reçu : les habitants de Paris s'en arrachèrent plusieurs éditions ; les troupes de Villars jetèrent en l'air leurs chapeaux lorsque leur maréchal leur lut l'appel du roi<sup>437</sup>. De là à en tirer une explication du retour offensif de l'armée à Malplaquet, il y a un pas que nous nous garderions bien de franchir. Il est avéré en revanche que l'année 1709 vit une recrudescence des recrutements, les soldats acceptant

---

<sup>434</sup> Ce terme est tiré de la définition du patriotisme par David Bell : « Par "patriotisme", [on] entend un attachement émotionnel à un lieu que l'on considère comme sa "maison", et plus spécifiquement à une entité territoriale dont les dirigeants exercent l'ultime autorité coercitive sur les personnes qui y vivent ». Le patriotisme se distingue du nationalisme, « programme destiné à construire une communauté politique souveraine en regroupant ensemble un peuple qui a suffisamment en commun (langues, usages, croyances, traditions) pour leur permettre d'agir comme une personne homogène et collective ». David Bell, *The Cult of Nation in France. Inventing Nationalism, 1680-1800*, Cambridge (Massachusetts), Londres, Harvard University Press, 2001, p. 20.

<sup>435</sup> Nicole Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV dans la littérature française de 1661 à 1715*, Paris, PUF, 1981, p. 309.

<sup>436</sup> L'appel au peuple du 12 juin est retranscrit et longuement commenté dans J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 635-636.

<sup>437</sup> *Ibid.*, p. 639.

même parfois de s'engager sans prime<sup>438</sup>. Là encore, est-ce un effet de l'appel au peuple ou de la famine issue du Grand Hiver ?

Enfin, les Français furent soulagés de voir leurs troupes retrouver le chemin de la victoire – et d'éviter par là l'invasion. Lorsque le maréchal de Villars fut ramené à Paris, blessé, après la bataille de Malplaquet, la population locale arriva en masse pour le voir passer – en 1674, après avoir empêché l'invasion de l'Alsace, Turenne avait bénéficié d'un retour aussi triomphal<sup>439</sup>. Et lorsque le même Villars surprit le prince Eugène à Denain, on chanta et on dansa dans les rues de Paris. On fit plusieurs feux de joies, à Alençon, pour les prises de villes de l'année 1712<sup>440</sup>.

Il serait imprudent d'assimiler ces manifestations au patriotisme de 1792. John Lynn souligne qu'il y a « une grande différence entre la fidélité à un individu particulier doué d'un caractère semi-divin, caractéristique de l'époque moderne, et l'identification à la notion abstraite de peuple qui caractérise l'époque contemporaine »<sup>441</sup>. Le terme de « patrie » et ses dérivés ne s'imposa pas avant les années 1750. Et pourtant, les idées « d'amour de la patrie » et de « mauvais patriote » avaient déjà été énoncées, et Vauban se définissait dans la Dîme royale comme « Français, très affectionné à [sa] patrie »<sup>442</sup>. Plus remarquable encore : les « monnaies de siège » frappées à Lille sous l'autorité de Boufflers, en 1708, portaient la devise : « Pro defensione urbis et patriae », « pour la défense de la ville et de la patrie »<sup>443</sup>. Tout le monde savait que la prise de la capitale des Flandres françaises ouvrait à court terme la possibilité aux ennemis de mettre à contribution le territoire du royaume, et à moyen terme offrait une voie d'invasion vers Paris.

Il est donc manifeste qu'il existait chez de nombreux Français, un sentiment d'attachement à la Couronne, mêlant à la fois un principe d'honneur et de loyauté, une

---

<sup>438</sup> A. Corvisier, *La bataille de Malplaquet...*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>439</sup> O. Chaline, *Le règne...*, *op. cit.*, p. 484.

<sup>440</sup> *Ibid.*

<sup>441</sup> « Great difference between early modern fidelity to a particular individual who possessed a semi-divine character and modern identity with the abstract notion of an entire people ». J. Lynn, *Giant...*, *op. cit.*, p. 438.

<sup>442</sup> Vauban, « Projet de dîme royale », M. Touzery, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 752. C'est Bossuet, dans la *Politique tirée de l'écriture sainte*, qui évoque « l'amour de la patrie », sentiment fondamental qui unit les sentiments éprouvés pour soi-même, pour sa famille, ses amis. Le terme « mauvais patriote vient de la plume de Mazarin ». Jean-Pierre Labatut, « Patriotisme et noblesse sous le règne de Louis XIV », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXIX, 1982, p. 622-634.

<sup>443</sup> LOON (Gerard van), *Histoire métallique des XVII provinces des Pays-Bas, depuis l'abdication de Charles-Quint jusqu'à la paix de Bade en 1716. Traduite du hollandais de Monsieur Gerard Van Loon*, La Haye, P. Gosse, J. Neaulme, P. de Hondt, 1733-1737, t. v, p. 110. Lorsqu'un siège s'éternisait, le numéraire pouvait commencer à manquer dans la ville. Les autorités locales pouvaient donc être autorisées, exceptionnellement, à frapper elle-même leur monnaie, généralement dans des métaux de plus faible valeur, comme le cuivre.

fierté vis-à-vis des victoires passées de la monarchie, et un amour-propre lié au respect du « nom français » qu'ils portaient. L'attachement à la Couronne visait-il plus précisément le souverain ou son territoire ? On pourrait objecter qu'à l'aube du Siècle des Lumières, cette question n'avait pas forcément grand sens. De nombreux Français étaient plus ou moins consciemment imprégnés de la théorie du « corps mystique », c'est-à-dire une assimilation du roi et de son royaume, tous deux formant comme un corps dont le royaume représente les membres, et le roi la tête<sup>444</sup>. Vauban, employant une métaphore mécaniste, considérait que le souverain était le « grand ressort » qui faisait se mouvoir son royaume<sup>445</sup>.

Mais ce sentiment d'une destinée commune entre l'ensemble des sujets de la monarchie et leur roi, sentiment renforcé à partir de 1708 par la situation d'adversité, présentait également des revers. Dès lors qu'elle se sentit partie prenante dans la guerre, ce qu'on n'appelait pas encore l'opinion publique demanda des comptes. À deux reprises, en 1706 et en 1708, le roi fut contraint de céder au « bruit public », au « déchaînement de tout le monde » contre Villeroy puis contre Chamillart. L'« amitié » du souverain ne fut plus un rempart contre la disgrâce<sup>446</sup>. Ce n'est pas la moindre conséquence des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne que d'avoir contraint le Roi-Soleil à reconnaître, aussi bien dans les sanctions qu'il dut infliger à ses proches qu'à l'occasion de son « appel », le besoin qu'il avait de l'assentiment de son peuple. Pour gagner cette adhésion comme pour obtenir l'approbation de la postérité, il fallait à Louis XIV, comme à ses adversaires, gagner une autre bataille : celle des représentations.

---

<sup>444</sup> Roland Mousnier, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue (1598-1789)*, Paris, PUF, 1974-1980, t. I, p. 508.

<sup>445</sup> M. Virol, *Vauban...*, *op. cit.*, p. 336.

<sup>446</sup> Le Roi-Soleil affirma en effet après Crémone que c'était son amitié avec le maréchal qui était à l'origine de toutes les critiques qui se déclenchaient contre lui. Cité par J.-C. Petitfils, *op. cit.*, p. 600-601.

## Chapitre 10. Le temps de la représentation

*« While crowds of princes your deserts proclaim,  
Proud in their number to enrol your name;  
While emperors to you commit their cause,  
And Anna`s praises crown the vast applause;  
Accept, great leader, what the Muse recites,  
That in ambitious verse attempts your fights.  
Fir`d and transported with a theme so new,  
Ten thousand wonders opening to my view  
Shine forth at once; sieges and storms appear,  
And wars and conquests fill the` important year ».*

*Joseph Addison, « The campaign »<sup>1</sup>*

### REPRESENTER ET SE REPRESENTER LA BATAILLE

Les formes de diffusion de connaissances sur la bataille que nous avons étudiées jusqu' alors répondaient à des aspects extrêmement pratiques, et à des besoins immédiats. Pour le roi et son ministre, la compilation des informations disponibles dans les comptes rendus directs ou indirects des batailles était nécessaire pour savoir quelle direction stratégique donner à l'armée ; à un plus longue échéance, il était indispensable de disposer de renseignements plus précis sur le comportement de chacun afin de promouvoir les bons officiers en lieu et place de ceux qui avaient démérité. Au niveau de chaque famille, de chaque individu, la lecture des lettres, personnelles ou officielles, qui revenaient du front, permettait d'avoir des nouvelles des proches qui s'étaient trouvés impliqués dans le combat. Enfin, le contrôle plus ou moins lâche de l'information, assuré par les agents des puissances belligérantes, permettait de conforter le soutien que la population, ou du moins ses classes les plus aisées, apportait à la guerre.

Ces sources d'information abordaient rarement le fond du problème, c'est-à-dire la légitimité et le sens de la guerre de Succession d'Espagne en général, et en particulier la

---

<sup>1</sup> « Tandis que les princes en foule proclament vos mérites / Fiers de s'enrôler en nombre en votre nom / Tandis que les empereurs s'en remettent à vous / Et que les louanges d'Anne couronnent l'applaudissement général / Accepte, grand général, ce que récite la Muse, / Les vers ambitieux tentant d'être à la hauteur de vos combats. / Dans l'enthousiasme et les transports d'un thème si nouveau, / Dix mille merveilles se dévoilant à mes yeux / Jaillissent tout d'un coup ; sièges et tempêtes surgissent / Et les guerres et les conquêtes peuplent cette année formidable » (Joseph Addison, *The Campaign, a poem to His Grace the Duke of Marlborough*, Londres, Jacob Tonson, 1705, p. 3). N.B. : Pour les citations longues d'œuvres littéraires, il a été jugé préférable de conserver la langue originale et d'indiquer la traduction en notes de bas de page.



signification des défaites subies par les armées de Louis XIV. Par prudence, les lettres des officiers français évitaient de tenir des discours qui eussent pu leur être reprochés ; les publications périodiques officielles, afin de mieux asseoir leur prétendue « objectivité », évitaient de faire de trop longues digressions sur la justesse des revendications du parti des Deux-Couronnes. Les sources initiales s'avéraient ainsi rapidement insuffisantes. D'une part, on ne pouvait espérer de la sécheresse des relations proposées une image de ce qu'avait réellement été une bataille. Comment l'énumération de certains faits, comment une liste de noms auraient-elles pu reproduire l'expérience vécue par des dizaines de milliers de combattants ? Comment un simple compte rendu aurait-il pu restituer la saturation de tous les sens, la violence ressentie par chaque soldat ? Au-delà de ces questions se posait celle de l'interprétation de l'événement. Les contemporains de Vauban ou du marquis de Quincy considéraient que c'était la guerre, et au premier chef les batailles, qui faisaient avancer la marche de l'histoire et décidaient du sort des États<sup>2</sup>. À ce titre, chaque bataille remettait en jeu la destinée des puissances européennes et de leurs gouvernements. Victoires ou défaites statuaient sur la légitimité d'une cause ou la politique d'un dirigeant. Les résultats militaires procédaient à la fois d'une mathématique rigoureuse (un État bien gouverné étant supposé mieux à même de triompher de ses adversaires) et d'une volonté surnaturelle : en raison du poids de hasard dans les combats, on pouvait arguer que c'était le Tout-Puissant qui décidait de l'issue d'un engagement. Derrière chaque bataille se dissimulaient des motifs sous-jacents, un sens caché que les contemporains de l'événement cherchaient à décrypter.

La compréhension d'une bataille, c'est-à-dire la capacité de l'appréhender dans toutes ses dimensions, devait donc passer par d'autres formes de transmission : celles de l'art, ou plutôt des arts, qu'il s'agisse des arts nobles ou de ce genre d'art plus mineur que constitue la satire (littéraire, comme le pamphlet, ou graphique, comme la caricature). Les batailles de la guerre de Succession d'Espagne ont suscité la production d'innombrables créations artistiques, sous toutes les formes en usage à l'époque : tableaux, estampes, poèmes, chansons, sermons, mais aussi médailles ou monuments ont été utilisés pour rendre chaque combat intelligible. Par intelligibilité, il faut entendre aussi bien la reproduction d'une image « véritable » de la bataille que la restitution de son sens profond. Cette abondance s'explique aussi bien par la demande du public, avide de comprendre et de se représenter, que par la

---

<sup>2</sup> Voir Vauban, « Moyen d'améliorer nos troupes et de faire une infanterie perpétuelle et très excellente », H. Drévilion, éd., dans *Les oisivetés de monsieur de Vauban...*, *op. cit.*, p. 979 ; et Quincy, *op. cit.*, t. VII-II, p. 51-52.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

volonté des commanditaires de fixer dans le marbre ou sur le papier l'idée que leurs contemporains et leurs descendants se feraient des opérations militaires auxquels ils avaient été liés.

C'est cet ensemble foisonnant d'images ou de paroles que nous pouvons regrouper sous le vocable de « représentations ». Ce terme, en effet, a le mérite de n'être lié à aucun support de diffusion particulier. Par sa polysémie, il permet de prendre en compte différents moments : la représentation, c'est à la fois le moment où l'on tente de comprendre un événement (« se représenter » un événement ou une chose), le moment où l'on fixe cet événement sur un support, et enfin le produit de cette fixation. Enfin, représenter, c'est également mettre en scène, c'est-à-dire attribuer à chaque acteur, qu'il soit individuel ou collectif, une place et un rôle dans les pièces qui se sont jouées de 1704 à 1708.

Toute étude des représentations de la bataille, des les plus abouties aux plus grossières, suscite un certain nombre d'interrogations. La première d'entre elles – qui concerne surtout, il est vrai, les arts graphiques – concerne le « réalisme » de ces œuvres, c'est-à-dire dans quelle mesure ce qu'elles représentent correspond à ce qui s'est passé sur le champ de bataille. Cela suppose de s'intéresser au parcours de l'auteur de l'œuvre, pour déterminer de quelle connaissance de la bataille il disposait. La seconde interrogation porte sur l'emprise de la production intellectuelle et artistique passée. Chaque représentation s'inscrit en effet dans un genre, qui a une histoire, des codes et des stéréotypes. Ceux-ci pèsent d'un poids très lourd sur toute œuvre, l'influençant parfois davantage que la réalité de la bataille censément dépeinte. Enfin, nous devons chercher à comprendre ce que voulait montrer l'artiste – ou plutôt son commanditaire. Une œuvre ne se contente jamais de présenter l'événement de façon neutre : elle cherche à lui donner une signification, une portée et un rôle historique. C'est entre ces trois grilles d'analyse – les connaissances de l'artiste, le poids des codes, et enfin les objectifs qui procèdent à la réalisation de l'œuvre – que se joue le sens de la représentation artistique d'une bataille.

Afin d'appliquer ces diverses problématiques à l'ensemble des représentations des batailles de la guerre de Succession d'Espagne, nous attacherons tout d'abord à brosser un panorama des différentes productions de l'époque. Nous verrons qui en étaient les commanditaires et qui les ont réalisées. Mais nous nous intéresserons également à leur public et à leurs modes de diffusion. Ce panorama portera aussi bien sur les œuvres de prestige que sur les pièces satiriques, qui n'étaient parfois que les deux faces de la même médaille.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Dans un second temps, nous nous concentrerons sur quelques grands thèmes abordés par ces représentations. Le premier sujet est bien entendu la bataille elle-même : la façon dont le schéma tactique est reproduit dans un espace à deux dimensions ; les points saillants que l'artiste veut présenter au public ; la façon dont il évoque la violence de guerre, que l'on ne peut ni complètement dissimuler, ni exposer dans toute sa cruauté. C'est ici surtout les sources iconographiques qui seront exploitées. En revanche, tous les types de représentations, du monument à la médaille, du sermon à l'estampe, seront analysés lors de notre étude de l'image des « vainqueurs », c'est-à-dire les dirigeants politiques et militaires qui ont triomphé entre 1704 et 1708. Nous verrons quelles qualités et quelles vertus leur furent attribuées ; quels motifs furent invoqués pour expliquer les victoires, mais nous constaterons aussi que même au sein du groupe des vainqueurs, des conflits eurent lieu entre ouvrages de célébration pour savoir quel protagoniste récolterait le plus d'honneurs. Nous décrypterons enfin les représentations des « vaincus » (la France et ses alliés) émises aussi bien par leurs adversaires européens ou par la production satirique française, que par les organes de célébration monarchique de Louis XIV.

Enfin, dans une troisième rubrique, plus courte, nous quitterons le domaine de l'art. Nous nous pencherons sur une autre forme de recherche d'intelligibilité de la bataille : la façon dont les penseurs stratégiques et les écrivains militaires ont cherché à comprendre et expliquer les défaites françaises, et aux leçons qu'ils en ont tiré. Nous adopterons alors un périmètre chronologique un peu plus large que dans les sections précédentes, en nous intéressant à la littérature militaire des lendemains de la guerre de Succession d'Espagne à ceux des guerres de la Révolution et de l'Empire. L'influence de ces batailles sur les théoriciens et les praticiens des conflits ultérieurs représente de fait un pan à part entière de leur postérité.

### **10.1. Panorama des différentes formes de représentation**

#### **10.1.1. Les représentations monumentales**

Il existait de multiples manières d'« exploiter » une victoire. La poursuite d'une armée ennemie, la prise d'une place, ou encore l'utilisation d'une intéressante situation militaire dans une négociation diplomatique, n'étaient pas les seuls fruits que l'on pouvait espérer tirer d'une bataille remportée. Le prestige d'un pays, d'une dynastie ou d'un simple individu

pouvait également être en jeu. C'est alors qu'il fallait recourir à l'art : « Sans la médiation [des artistes], tout l'éclat des victoires n'était qu'obscurité »<sup>3</sup>.

Le meilleur moyen de donner de l'importance à une victoire était probablement de la transcrire dans la pierre d'un monument. Sa forme imposante devait manifester, aux yeux de tous et sur le long terme, la gloire du prince ou du général victorieux. Il pouvait s'agir aussi bien de monuments commémoratifs que de résidences civiles ou d'édifices religieux. Dans ce domaine, une place particulière doit être accordée au *Blenheim Palace*, construit spécifiquement pour commémorer la victoire éponyme du duc de Marlborough. Ce bâtiment doit sa naissance à une gratification spéciale de la Reine Anne au duc, décidée en janvier 1705, et promulguée par le Parlement en mars de la même année. Cette récompense se composait à la fois du don du domaine royal de Woodstock, soit près de mille hectares s'étendant dans la région d'Oxford, et d'une somme de 40 000 livres destinée à financer la construction du bâtiment<sup>4</sup>. L'ami politique de Marlborough, Lord Godolphin, alors Lord Trésorier, devait suivre l'utilisation des dépenses publiques.

C'est John Vanbrugh, ancien militaire et dramaturge, qui fut choisi comme architecte ; celui-ci s'adjoignit en retour les services d'un ancien élève de Wren, Hawksmoor. Vanbrugh était alors en train de diriger le gigantesque chantier d'Howard Castle<sup>5</sup>. Il proposa à Marlborough un projet grandiose, dans un style héroïque. Dès juin 1705, ce furent près d'un millier d'hommes qui se mirent à creuser les fondations. Leur nombre s'éleva à 1 500 au mois d'août. La première pierre posée portait l'inscription : « In memory of the battel of Blenheim, June 18, 1705, Anno Regina ». L'année suivante, alors que les bâtiments étaient à peine entamés, Marlborough approuva deux projets de Vanbrugh : une nouvelle extension du bâtiment principal, et la construction d'un pont monumental destiné à enjamber les trois bras de la rivière du domaine de Woodstock. La seule arche centrale devait mesurer trente mètres de long<sup>6</sup>. L'année suivante, le goût de Vanbrugh et de Marlborough pour le grand style les amena encore à remplacer les murs rustiques de la façade sud par un revêtement de pierres de taille. En raison de ces changements et de ces extensions, les sommes prévues pour la construction du château se révélèrent rapidement insuffisantes ; en 1707, les dépenses

---

<sup>3</sup> Olivier Chaline, « La gloire du prince Eugène », dans *Guerre et paix en Europe centrale aux époques modernes et contemporaines. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, D. Tollet, dir., Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 260.

<sup>4</sup> Michelle-Marie Dufau, « *Blenheim Palace* : œuvre de paix pour célébrer la guerre », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., t. I, p. 47.

<sup>5</sup> Samuel J. ROGAL, « John Vanbrugh and the Blenheim Palace Controversy », dans *Journal of the Society of Architectural Historians*, n°33, 1974, p. 294.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 49.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

courantes s'élevaient à plus de 500 livres par semaine. Mais l'aura et les appuis politiques de Marlborough garantissaient encore le paiement des travaux.

En 1710 en revanche, le chantier du *Blenheim Palace* commença à souffrir des conséquences des revers de fortune de Marlborough. Le Trésor refusa de couvrir les frais supplémentaires. Des ouvriers non payés brisèrent chapiteaux et colonnes<sup>7</sup>. Le financement public cessa purement et simplement en 1712. Le chantier ne progressa guère durant l'exil des Marlborough, et les fonds manquèrent même à leur retour. Le château ne fut pas habitable avant 1719, et à la mort du duc, en 1722, il n'était toujours pas achevé. C'est à sa femme que revint la charge de mettre fin aux travaux... en 1731, après plusieurs procès contre des créanciers. En définitive, le Palais qui devait témoigner à Marlborough de la gratitude du peuple britannique pour sa victoire en Bavière coûta 300 000 livres, dont 50 000 furent aux dépens du duc et de la duchesse<sup>8</sup>. Ces multiples revers ne doivent pas nous faire oublier le caractère exceptionnel du *Blenheim Palace* : il s'agissait au début du XVIII<sup>e</sup> siècle d'une des plus vastes demeures privées de l'Angleterre. Elle est considérée par l'un des plus grands spécialiste de l'architecture britannique du XVIII<sup>e</sup> siècle, John Summerson, comme le « sommet du baroque anglais »<sup>9</sup>. C'est enfin la seule à bénéficier aujourd'hui du qualificatif de « Palace » généralement destiné aux résidences royales.



**Figure 38 : Vue du *Blenheim Palace***<sup>10</sup>

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>9</sup> « At Blenheim the English Baroque culminates » (John Summerson, *Architecture in Britain : 1530-1830*, 7<sup>e</sup> éd. Harmondsworth, Penguin, 1989, p. 285).

<sup>10</sup> Document libre de droits. Source : [http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Blenheim\\_Palace\\_2006.jpg](http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Blenheim_Palace_2006.jpg)

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

C'est aussi aux victoires du général anglais que nous devons la construction, de 1709 à 1711, de la *Marlborough House*, située non loin du palais de Saint James. Sarah Churchill avait voulu ce bâtiment pour prouver que l'on pouvait construire vite, et à moindre coût, à condition de se détourner des principes grandioses qui avaient présidé à la conception du *Blenheim Palace*. C'est pourquoi la duchesse choisit d'adopter un plan simple et une élévation en briques rouges importées de Hollande. Au lieu de faire appel à John Vanbrugh, qu'elle n'appréciait pas, elle se tourna vers Christopher Wren, qui était en train d'achever la construction de la cathédrale Saint-Paul. L'ensemble du bâtiment ne coûta pas plus de 50 000 livres aux époux Churchill<sup>11</sup>.



**Figure 39 : Vue de la basilique de Superga<sup>12</sup>**

Une autre victoire alliée fut commémorée par un chef d'œuvre d'architecture : la bataille de Turin. En 1717, le duc de Savoie décida d'édifier une basilique votive sur la colline de Superga, sur laquelle il était venu avec le prince Eugène, quelques jours avant la bataille, pour reconnaître les positions françaises<sup>13</sup>. Cet édifice fut consacré à la Vierge – le 7 septembre, jour de la levée du siège, était la veille de la fête de la Nativité de Marie. Il confia le projet à un jeune architecte, l'abbé Filippo Juvarra<sup>14</sup>. Le fait que ce dernier était originaire

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>12</sup> Collection particulière.

<sup>13</sup> G. Symcox, *Victor Amadeus II ...*, *op. cit.*, p. 151 et 226.

<sup>14</sup> Voir Donato Severo, *Filippo Juvarra*, Bologne, Zanichelli, 1996, 199 p.

de Messine n'était pas innocent : Victor-Amédée venait tout juste d'être couronné roi de Sicile. Les travaux, considérables, s'étalèrent sur quatorze ans : il fallut notamment araser la colline de quarante mètres, pour laisser plus de place au gigantesque édifice de plus de cinquante mètres de longueur et soixante-quinze mètres de hauteur.

Le prince Eugène fut lui aussi un grand constructeur, même si aucun des bâtiments qu'il se fit édifier ne fut spécifiquement dédié à une de ses victoires de la guerre de Succession d'Espagne. Dès 1696, il fit construire dans Vienne, à proximité de la cathédrale Saint-Étienne, un *Stadtpalais*, et en confia la réalisation à l'architecte Johann Bernhard Fischer von Erlach<sup>15</sup>. Mais en 1701, ce dernier se vit remplacé par Johann Lukas Hildebrandt. Hildebrandt, né à Gênes dans une famille pratiquant le métier des armes, était un ingénieur militaire qui avait servi dans l'armée impériale durant les campagnes de 1695 et 1696<sup>16</sup>. Il y rencontra Eugène de Savoie, qui en fit son architecte personnel. En 1712, sentant approcher la fin de la guerre, le prince Eugène décida de se faire bâtir un nouvel édifice : celui que l'on appelle aujourd'hui le Belvédère inférieur. Ce bâtiment restait de taille et d'ambition modeste. Ce ne fut pas le cas de son jumeau, le Belvédère supérieur, de conception beaucoup plus grandiose, qui avait vocation à célébrer la gloire acquise par le prince durant la guerre de Succession d'Espagne. Cet édifice, de plus de cent-vingt mètres de long, construit de 1717 à 1723, représente l'un des plus purs exemples du baroque autrichien. Notons enfin la construction, dans les années 1720, du *Schlosshof*, résidence champêtre située dans les environs de Vienne<sup>17</sup>.

### 10.1.2. Les représentations graphiques

Aux premiers rangs des formes de célébration de la gloire militaire, on trouvait également les grandes réalisations d'art graphique. Dans ce domaine, Louis XIV représentait un modèle inégalable pour les différents souverains et chefs d'armée du début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il n'est guère besoin de rappeler, au titre des réalisations de prestige, les œuvres de Le Brun à Versailles ou, dans un genre moins allégorique, la série des *conquêtes* de Van der Meulen à Marly. On peut également évoquer l'intérêt constant que le Roi-Soleil porta aux tapisseries. Dès le début de son règne personnel, il fonda la manufacture des Gobelins, dont les premières

---

<sup>15</sup> Sur ce bâtiment et le Belvédère, voir Ulrike Seeger, *Stadtpalais und Belvedere des Prinzen Eugen : Entstehung, Gestalt, Funktion und Bedeutung*, Vienne, Böhlau, 2004, 508 p.

<sup>16</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, *op. cit.*, t. V, p. 31.

<sup>17</sup> U. Seeger, *Stadtpalais und Belvedere ...*, *op. cit.*, p. 60.

productions furent toutes destinées à célébrer ses actions. L'exemple de Louis XIV est certes le plus remarquable, mais il faut noter qu'il fut imité dans toute l'Europe. Ainsi le Grand Électeur, Frédéric-Guillaume de Brandebourg – lui aussi tourné vers la chose militaire –, fit venir à Berlin en 1686 un tapissier d'Aubusson, afin de commémorer ses victoires contre Charles XI de Suède<sup>18</sup>. Le même Charles XI commandait à la même période à la manufacture de Beauvais des représentations de ses propres succès<sup>19</sup>... Guillaume III, Maximilien-Emmanuel de Bavière ou Louis de Bade faisaient eux aussi preuve d'un goût pour la tapisserie, mais ils préféraient faire appel à des artistes flamands et brabançons

La volonté de frapper ses contemporains ou la postérité par le spectacle d'un triomphe guerrier ne se limitait pas aux rois ou aux princes souverains. Les nobles de haut rang et les grands généraux manifestaient le même souci. Condé fit ainsi appel à Van der Meulen pour décorer son château de Chantilly<sup>20</sup>. Pendant la période de la guerre de Succession d'Espagne, c'est le maréchal de Villars qui commanda aux Martin, père et fils, une dizaine tableaux représentant ses succès. Le général français fut pourtant loin d'égaliser, dans ce domaine, les chefs de guerre de l'armée alliée.

Eugène de Savoie fut un grand mécène, grâce aux émoluments qu'il put tirer de ses diverses charges successives. « Prince curieux des belles choses »<sup>21</sup>, ayant hérité de son grand-oncle Mazarin la passion de l'art et de l'accumulation, il constitua en vingt-cinq ans une bibliothèque exceptionnelle – aujourd'hui un des cœurs de la Bibliothèque nationale d'Autriche – et une des premières collections d'estampes et de dessins en Europe<sup>22</sup>. Même lorsqu'il se battait, le prince Eugène ne cessait d'être un amateur d'art. Pendant les campagnes de 1708 et 1709, il se fit accompagner d'un peintre, Jan Van Huchtenburg, pour illustrer ses victoires<sup>23</sup>. Ce dernier réalisa une série de peintures représentant les batailles de Zenta, Chiari, Luzzara, Höchstädt, Cassano – pourtant une défaite –, Turin, Audenarde, Malplaquet, Peterwardin, Belgrade. Ces œuvres, qui forment une part précieuse du corpus des

---

<sup>18</sup> Alan John Bayard Wace, *The Marlborough tapestries at Blenheim Palace: and their relations to other military tapestries of the War of the Spanish Succession*, Londres, New York, Phaidon, 1968, p. 21. Ces tapisseries sont aujourd'hui au château du Charlottenburg.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>20</sup> Frédéric Lacaille, « Les grands, la peinture et la guerre, galeries et grands ensembles consacrés à la représentation de la guerre en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Esquisse d'un inventaire », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres...*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>21</sup> N. Henderson, *Le prince Eugène...*, *op. cit.*, p. 323.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 330. Achetée par l'Empereur en 1737, cette collection a été partagée entre la Bibliothèque nationale d'Autriche (qui se vit attribuer les estampes), et l'Albertina Museum (auquel échurent les dessins).

<sup>23</sup> *Scènes de campements et batailles dans la peinture des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, exposition au musée des beaux-arts de Dunkerque, juillet-octobre 1990, Dunkerque, Musée des beaux-arts de Dunkerque, 1990, non paginé.



représentations graphiques de la guerre de Succession d'Espagne, étaient conservées par le prince dans son château du *Schlosshof*<sup>24</sup>. Après la mort d'Eugène, elles furent vendues par sa propre nièce à Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne, qui les fit envoyer à Turin. C'est là qu'on peut aujourd'hui les contempler, au sein la *Galleria Sabauda*<sup>25</sup>.

C'est toutefois par l'intermédiaire de la gravure que ces représentations connurent une large diffusion. Les pièces d'Huchtenburg servent en effet d'illustration à la monumentale histoire des *Batailles gagnées par le prince Eugène* de Dumont, qui fut elle-même, comme nous l'avons déjà vu, largement reprise dans les ouvrages historiques du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>. Enfin, le prince Eugène demanda à Ignace-Jacques Parrocel, pour les salons de son *Stadtpalais*, une autre série de peintures reproduisant ses sept principales victoires<sup>27</sup>.

Marlborough n'était pas moins soucieux de faire représenter ses exploits guerriers. Le capitaine-général préférait cependant les tapisseries. De 1705 à 1717, il ne commanda pas moins de six séries d'œuvres tissées à des artistes flamands. Sur ce nombre, trois étaient consacrées à des sujets martiaux<sup>28</sup>. La première d'entre elle, appelée l'« Art de la Guerre », était réalisée à partir de cartons dessinés par un artiste flamand, Lambert de Hondt, en 1696<sup>29</sup>. Ces huit tapisseries n'évoquaient pas des événements précis, mais des scènes de genre de thème militaire : *Campement*, *Fachinade* (ou *Fascinade*), *Embuscade*, *Pillage*, *La Marche*, *Fouragement*, *Rencontre*, *Attacque* (qui représente le siège d'une ville)<sup>30</sup>.

La seconde série – achetée en 1707 – était consacrée aux grandes batailles de l'*Histoire d'Alexandre le Grand*<sup>31</sup>. Les plus célèbres des tapisseries réalisées pour le duc furent toutefois consacrées à des événements contemporains : il s'agit de l'ensemble constitué par les dix « *Victories* », dépeignant les principaux succès du général anglais. Marlborough choisit comme sujets la prise de Donauwerth, le forçement des lignes du Brabant (1705), les batailles d'Höchstädt, Audenarde, Wynendael et Malplaquet, les sièges de Lille (1708) et de Bouchain

---

<sup>24</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, op. cit., t. V, p. 79

<sup>25</sup> Voir à ce sujet Carla Enrica Spantigati, « Von Wien nach Turin : die Sammlung des Prinzen Eugen om Palazzo Reale », dans *Prinz Eugen : Feldherr, Philosoph und Kunstfreund*, A. Husslein-Arco, dir., Munich, Hirmer, p. 275-281.

<sup>26</sup> Voir *supra*, section 0.1.

<sup>27</sup> Il s'agit cette fois des batailles de Zenta, Höchstädt, Cassano, Turin, Audenarde, Malplaquet, et Belgrade (O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 261).

<sup>28</sup> Jeri Bapasola, *Threads of History. The tapestries at Blenheim Palace*, Lydney, Lightmoore Press, 2005, p. 18.

<sup>29</sup> Le carton est le dessin servant de modèle à la tapisserie. Le maître tapissier chargé de superviser la production matérielle du produit fini – la tapisserie – n'était que très rarement l'auteur du carton (*ibid.*, p. 33).

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 41.

(1711) – cet épisode se voyant consacrer trois tapisseries. C'est un tapissier flamand, Judocus de Vos, qui fut chargé de les réaliser, à partir de cartons établis par Lambert de Hondt puis par son fils Philippe<sup>32</sup>. La réalisation de ces pièces s'étendit de l'hiver 1708-1709 (date à laquelle elles furent commandées) jusqu'à 1715, date à laquelle la dernière tapisserie fut achevée. Enfin, si Marlborough s'intéressait surtout aux tapisseries, il ne dédaignait pas non plus les peintures. Pour décorer la *Marlborough House*, il fit appel aux services du français Louis Laguerre, un ancien élève de Charles Le Brun. Ce dernier réalisa un ensemble de peintures murales elles aussi consacrées aux principales victoires du général anglais.

De nombreux officiers de Marlborough imitèrent son goût pour les œuvres tissées d'inspiration militaire. Ainsi, les plus importants d'entre eux, comme Cadogan, Argyll, Webb, Orkney, ou encore Lumley, commandèrent des pièces auprès d'ateliers flamands. Certains acquirent même des tapisseries appartenant à la série des « Arts de la Guerre » de Lambert de Hondt ; tandis que d'autres préférèrent des œuvres appartenant à une autre série d'« Arts de la Guerre », dessinés cette fois-ci par Philippe de Hondt<sup>33</sup>.

Ces représentations militaires étaient généralement destinées à des édifices civils ou à des résidences privées : c'est dans le *Blenheim Palace* que Marlborough exposa ses *Victories*. Cependant les images de batailles s'invitaient parfois dans des lieux que l'on aurait pu croire dédiés à la paix de l'âme. Victor-Amédée II, pour commémorer sa victoire de Turin, fit ainsi installer dans l'église de Superga un monumental retable de marbre<sup>34</sup>. Celui-ci, qui fut achevé par le sculpteur romain Bernardino Cametti en 1731, est divisé en deux parties. Dans la partie haute, le souverain piémontais rend hommage à la Vierge et à l'Enfant entourés d'anges. Victor-Amédée lui montre la scène qui se trouve dans la partie basse : l'irruption des troupes alliées venant lever le siège de Turin.

On trouve enfin des représentations des batailles de la guerre de Succession d'Espagne dans des sépulcres. C'est dans la crypte des Capucins à Vienne, qui fait office de mausolée des Habsbourg d'Autriche, que repose l'Empereur Joseph I<sup>er</sup>. Son tombeau de bronze comporte trois grandes scènes : du côté de la tête, on peut voir une représentation de Landau (prise en 1701 et 1704, en présence de Joseph, alors roi des Romains). De l'autre côté, on peut

---

<sup>32</sup> A. J. B. Wace, *The Marlborough tapestries...*, *op. cit.*, p. 113. C'est Jeri Bapasola qui attribue à Philippe de Hondt les pièces les plus tardives de la série des *Victories*. J. Bapasola, *Threads of History...*, *op. cit.*, p. 58.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 25. L'adaptation des cartons pour la deuxième série des « Arts de la Guerre » a été réalisée par Philippe de Hondt.

<sup>34</sup> Arabella Cifani et Franco Monetti, « La memoria de la battaglia di Torino nell'arte piemontese », dans *Torino 1706. L'alba di un regno...* *op. cit.*, p. 271.

contempler la levée du siège de Barcelone. Enfin, sur toute la longueur du tombeau est dépeinte la bataille de Turin.

Évoquons maintenant un dernier type d'œuvre, qui, malgré sa taille réduite, entre également dans la catégorie des réalisations de prestige : les médailles et jetons. L'art des médailles remontait au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, et leur utilisation pour commémorer de grands événements, qu'ils soient militaires, civils ou dynastiques, au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>35</sup>. Toutefois, c'est encore à Louis XIV que l'on dut leur utilisation systématique dans une optique de célébration monarchique. Dans les années 1660, Colbert proposa au roi la frappe de médailles en série continue, pour constituer une véritable histoire métallique « de façon à ce que les événements les plus mémorables ne soient pas condamnés à l'ignorance »<sup>36</sup>. Une commission, la « Petite Académie », fut constituée en 1663 pour choisir les légendes des médailles et jetons – ainsi que de certaines tapisseries. La guerre fut sans surprise le thème privilégié de la célébration métallique : sur les 318 pièces retenues en 1723 par la Petite Académie pour illustrer le règne de Louis XIV, 120 seulement étaient consacrées à des événements pacifiques<sup>37</sup>.

Si la production métallique française fut très fournie de 1660 à 1700, on constate sans surprise que la guerre de Succession d'Espagne représente en revanche une période creuse, faute de succès à glorifier. Ainsi, les années 1701-1713 ne donnèrent lieu qu'à 24 médailles<sup>38</sup>. On peut néanmoins se reporter sur les jetons – c'est-à-dire des pièces métalliques plus modestes<sup>39</sup> – produits par les différentes administrations touchant au domaine de la guerre : Ordinaire et Extraordinaire des guerres, Artillerie... Mais c'est surtout du côté des Alliés qu'il faut chercher des représentations métalliques des défaites françaises de la guerre de

---

<sup>35</sup> Sylvie de Turckheim-Pey, *Médailles du Grand Siècle. Histoire métallique de Louis XIV*, Paris, Bibliothèque nationale de France, p. 15-17.

<sup>36</sup> Cité *ibid.*, p. 21.

<sup>37</sup> Thierry Sarmant, « Le "roi de guerre" dans ses médailles. Un instrument de la propagande louis-quatorzienne ? », dans *Les médias et la guerre*, Hervé Coutau-Bégarie, dir., Paris, Commission française d'histoire militaire, Institut de stratégie comparée, Économica, 2005, p. 172. Ce chiffre inclut les signatures de traités et la construction de villes fortifiées.

<sup>38</sup> Le recensement est effectué par Peter Burke, qui les distingue ainsi : neuf batailles gagnées, onze villes prises, deux dégagements (Landrecies et Toulon), et deux « campagnes » (1712 et 1713). P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 116.

<sup>39</sup> Au Moyen-âge, les jetons étaient des pièces en métal servant à calculer. Toutefois, l'habitude naquit à la fin du Moyen-âge de représenter sur ces pièces des événements historiques, tandis que l'utilité pratique des jetons devenait moins évidente, en raison de l'utilisation des chiffres arabes. La frappe de jetons pour l'Ordinaire et l'Extraordinaire des guerres commença sous Louis XIII. Sous le règne de Louis XIV, la plupart des autres administrations royales se mirent à produire des jetons pour commémorer les événements qui les avaient touchés. Ces pièces contenaient également des devises, sur lesquelles la Petite Académie ne parvint pas à établir un monopole, malgré ses revendications réaffirmées à de nombreuses reprises. Cette pratique s'éteignit progressivement au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Josèphe Jacquot, *Médailles et jetons de Louis XIV*, Paris, Impr. nationale, Klincksieck, 1968, t. I, p. LXXI-LXXXIII.

Succession d'Espagne. De fait, le style de la « médaille historique » venant de France avait fini par s'imposer dans la plupart des pays européens – même dans la bourgeoise et austère république des Provinces-Unies, sous l'influence de Guillaume III<sup>40</sup>. En Autriche, les règnes de Joseph I<sup>er</sup> et Charles VI représentèrent une période de grand essor de l'art métallique, après une période de marasme sous Léopold. Le renouveau de l'activité métallique autrichienne passa par l'appel à des artistes étrangers et la réforme des institutions de production<sup>41</sup>.

Toutefois, seule la France sut produire une série de médailles assez complète et assez unie pour être à même de publier une véritable histoire métallique du royaume. En 1702, la Petite Académie publia ainsi un ouvrage consacré aux *Médailles sur les principaux événements de Louis le Grand*<sup>42</sup>, proposant les gravures de 286 médailles par ordre chronologique, accompagnées d'explications historiques<sup>43</sup>. En 1723 fut édité un ouvrage révisé, prenant en compte toutes les médailles produites jusqu'à la mort de Louis XIV<sup>44</sup>. C'est la même année que Gerard Van Loon, un numismate néerlandais, commença de rédiger sa monumentale *Histoire métallique des XVII provinces des Pays-Bas depuis l'abdication de Charles-Quint jusqu'à la paix de Bade en 1716*, dont le premier volume fut publié dix ans plus tard<sup>45</sup>. Cet ouvrage reproduit, analyse et met en contexte plus de 3 000 médailles de diverses origines s'attachant à des événements touchant à l'histoire de la Hollande et des Pays-Bas méridionaux. C'est principalement sur lui que nous nous sommes appuyés pour identifier et citer les pièces anglaises, hollandaises, allemandes et autrichiennes émises en l'honneur des victoires alliées durant la guerre de Succession d'Espagne.

Peintures, tapisseries ou médailles ne doivent pas nous faire oublier qu'à côté de ces réalisations de prestige, commandées par les gouvernements ou de grands mécènes, existaient de multiples autres formes de représentations graphiques. Les événements militaires suscitaient une production courante de gravures à l'unité, qui alimentaient le goût des cours et

---

<sup>40</sup> Enno Van Gelder, « La médaille en Hollande », dans *La Médaille au temps de Louis XIV : exposition à l'Hôtel de la Monnaie, Paris, janvier-mars 1970*, dir. J. Jacquot, Paris, Hôtel de la Monnaie, 1970, p. 442.

<sup>41</sup> Bernhard Koch, « La médaille en Autriche », dans *ibid.*, p. 428.

<sup>42</sup> Académie des inscriptions et belles-lettres, *Médailles sur les principaux événements du règne de Louis le Grand, avec des explications historiques*, Paris, Impr. royale, 1702, 289 feuilles.

<sup>43</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 121. Cette publication avait été précédée, dix ans plus tôt, par une initiative non officielle du jésuite Ménestrier, qui avait publié une *Histoire du roy Louis le Grand par les médailles*, avec des gravures de 122 médailles et jetons, ainsi qu'un choix d'inscriptions, emblèmes et devises à la gloire du roi.

<sup>44</sup> Académie des inscriptions et belles-lettres, *Médailles sur les principaux événements du règne entier de Louis le Grand, avec des explications historiques*, Paris, Imprimerie royale, 1723, 318 feuilles.

<sup>45</sup> LOON (Gerard van), *Histoire métallique des XVII provinces des Pays-Bas, depuis l'abdication de Charles-Quint jusqu'à la paix de Bade en 1716. Traduite du hollandais de Monsieur Gerard Van Loon*, La Haye, P. Gosse, J. Neaulme, P. de Hondt, 1733-1737, 5 vol.

des populations urbaines pour l'actualité. Il pouvait s'agir de plans de batailles, de vues plus ou moins fantaisistes du combat, ou encore de portraits, parfois peu fidèles, des principaux combattants. Les plus grands centres de production étaient en Allemagne méridionale : à Augsbourg, Nuremberg ou Francfort. L'Empereur encourageait cette activité, non seulement pour des motifs économiques, mais aussi parce que les graveurs étaient d'excellents promoteurs de son image. Lorsque l'administration impériale était satisfaite de leur production, elle leur passait parfois directement des commandes ; ce qui en retour rehaussait le statut du graveur ou de l'imprimeur<sup>46</sup>. Ainsi, la publication et la diffusion de certaines planches pouvaient être encouragées par les belligérants. Un certain nombre de gravures de Louis Laguerre représentant les victoires de Blenheim ou Ramillies furent produites au sein même de la *Marlborough House* à Londres.

Avec l'Allemagne méridionale, la Hollande représentait l'autre grand centre d'impression de gravures à thème historique. Toutefois, alors que les Allemands se concentraient plutôt sur des reproductions de batailles ou des scènes laudatives, les Néerlandais s'étaient spécialisés à partir de la guerre de Hollande sur des pièces d'orientation satirique<sup>47</sup>. Il existait enfin une production en France même. Les gravures étaient fréquemment réalisées à Paris, dans l'atelier d'un graveur. Ces illustrations étaient ensuite soit vendues directement dans une boutique, soit proposées dans la rue, sur des tréteaux, par les « étaleurs »<sup>48</sup>. Ceux-ci profitaient parfois du caractère moins établi de leur activité pour proposer aux acheteurs intéressés des pièces scandaleuses du point de vue de la morale, ou d'un point de vue politique<sup>49</sup>.

### 10.1.3. Les représentations littéraires

S'il est difficile de recenser l'ensemble des représentations monumentales ou graphiques qui ont pu être produites à l'occasion des principales batailles de la guerre de Succession d'Espagne, cette tâche devient presque illusoire dès lors que l'on s'intéresse aux représentations « littéraires ». Nous entendons par « littéraires » toutes les formes de représentation qui utilisent le texte seul pour reproduire ou commenter ces événements, que ce soit sous forme originellement orale ou écrite. Ce sont ainsi l'ensemble des poèmes, romans,

---

<sup>46</sup> M. Goloubeva, *op. cit.*, p. 61.

<sup>47</sup> Annie Duprat, « Le soleil éclipsé : Louis XIV sous le burin des graveurs hollandais », dans *L'information à l'époque moderne...*, *op. cit.*, p. 94-95.

<sup>48</sup> Marianne Grivel, *Le commerce de l'estampe à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle*, Genève : Droz, 1986, p. 37.

<sup>49</sup> *Ibid.*

chansons, mais aussi pamphlets ou sermons qui peuvent être répertoriés. Là encore, notre objectif n'est pas d'effectuer un dénombrement strict de tous les textes diffusés, mais d'en brosser un panorama et d'évoquer la richesse et la variété des sources qui peuvent être exploitées. Notons toutefois que les textes qui se contentent de retranscrire des faits (comme les correspondances, les relations ou les journaux), ou qui s'attachent à une analyse « objective » (comme les mémoires écrits après coup ou les études historiques) ne sont pas pris en compte dans ce chapitre, quelles que puissent être leurs qualités littéraires. De fait, ils ont déjà été examinés, que ce soit dans le cadre de l'étude historiographique ou lors de l'analyse des temps de la réception et de la réaction.

L'historien Robert Dewey Horn a justement cherché à établir une bibliographie de l'ensemble des écrits portant sur le duc de Marlborough (à l'exception notable des fictions et des gazettes)<sup>50</sup>. Soixante-dix pages sont à chaque fois nécessaires pour recenser les œuvres portant sur les campagnes de 1704 et 1706 ; les écrits relatifs à la bataille d'Audenarde et ses suites s'étendent quant à eux sur trente pages. R. D. Horn a lui-même estimé que l'ensemble de la littérature relative au capitaine-général britannique se montait à un volume de près de 67 000 lignes<sup>51</sup>. De multiples raisons expliquent cet attrait pour Marlborough. La première est, bien entendu, l'existence de commandes publiques. Ainsi, Addison fut officiellement commissionné pour rédiger son célèbre poème *The campaign*, consacré aux événements militaires de 1704. Les compositions de Matthew Prior ou John Dennis leur valurent également des gratifications de la part du gouvernement anglais<sup>52</sup>. Toutefois, Marlborough lui-même ne finança qu'un nombre limité de textes à sa gloire<sup>53</sup>.

Les victoires du duc se déroulaient justement à une période particulièrement faste dans l'histoire de la littérature anglaise<sup>54</sup>. Le règne d'Anne vit s'épanouir les talents d'Addison, de Swift, d'Alexander Pope ou de Daniel Defoe. D'un point de vue artistique, les auteurs anglais de l'époque exaltaient le style classique – Addison écrivit ainsi une pièce sur *Caton*, personnage qui ne prêtait guère à l'exubérance ou à la dérision<sup>55</sup>. L'art devait avant tout exalter la piété ou la bravoure. À ce titre, les exploits militaires du capitaine-général représentaient une formidable source d'inspiration – mais aussi un certain défi, car au talent militaire du duc devait répondre le talent littéraire de l'auteur. Si l'on en croit Alexander Pope

---

<sup>50</sup> Robert Dewey Horn, *Marlborough: A Survey ; Panegyrics, Satires, and Biographical Writings*, 1688-1788, New York, Garland, 1975, 588 p.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. xvi.

<sup>52</sup> É. Déris, « "Tis the longest purse... », art. cit, p. 233.

<sup>53</sup> R. D. Horn, *op. cit.*, p. X.

<sup>54</sup> P. Hazard, *op. cit.*, p. 59.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 334.

– en qui les écrivains anglais de l'époque trouvaient un équivalent britannique de Boileau –, les personnages de Marlborough ou de la reine Anne méritaient de susciter le renouveau d'une épopée à l'antique :

« Excelling that of Mantua, that of Greece,  
A wond'rous, unexampled Epick Song,  
Where all is just, and beautiful, and strong,  
Worthy of Anna's arms, of Malbro's Fire.  
Does our best Bards united strength require<sup>56</sup> ».

Enfin, il ne fait pas de doute que l'ensemble des textes évoquant les victoires de Marlborough avaient un arrière-plan politique. L'évocation des batailles de la guerre de Succession d'Espagne trouvait d'autant mieux sa place dans les sermons que c'était une excellente occasion de se réjouir des échecs du catholique Louis XIV. Mais certains pasteurs pouvaient également évoquer la guerre pour déplorer l'impiété des leaders *whigs*. Les pamphlets pouvaient, en fonction de leur préférence partisane, louer les généraux alliés de la façon la plus outrée, ou étaler les accusations les plus scabreuses.

Il arrivait d'ailleurs que des auteurs passent d'un camp à l'autre, suivant un changement d'opinion personnel ou se conformant aux vœux de leur nouveau patron. Daniel Defoe en représente un cas remarquable. En 1704, pour célébrer la victoire de Blenheim, il fit paraître un *Hymne à la Victoire*, qui fut réédité dès le 9 septembre de la même année<sup>57</sup>. Toutefois, Daniel Defoe, suivant les revirements de son protecteur, Harley, qui se brouilla avec Marlborough, commença à prôner la paix avec la France en 1709-1710<sup>58</sup>. Enfin, il devint véritablement hostile au général anglais en 1712 en faisant paraître ses *Reasons against fighting*<sup>59</sup>. Le revirement progressif de Defoe n'est qu'un exemple de l'inversion de tendance qui se produisit à partir de 1708. Dans la production littéraire, les pamphlets satiriques commencèrent à devenir plus nombreux que les panégyriques, même si ces derniers ne disparurent jamais<sup>60</sup>. Le cas du poète Jean-Baptiste Rousseau propose un phénomène inverse, celui du passage de la satire à la littérature encomiastique (c'est-à-dire la littérature d'éloge et de célébration). Après avoir été chassé de France, en 1710, pour des écrits hostiles à la

---

<sup>56</sup> « C'est pour un poème épique sans exemple / égalant ceux de Mantoue ou de la Grèce / où tout est juste, beau et fort / digne des armes d'Anne et du feu de Marlborough / que doit s'unir la force de nos meilleurs chantres ». Cité *ibid.*, p. 333.

<sup>57</sup> É. Détiis, « "Tis the longest purse... », art. cit, p. 232.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 236.

<sup>60</sup> R. D. Horn, *op. cit.*, p. 161.

monarchie et à son armée, il finit par être accueilli à Vienne par le prince Eugène<sup>61</sup>. Il devint dès lors l'un des principaux promoteurs de la gloire du général impérial.

Les Habsbourg se souciaient eux aussi de protéger les arts et d'assurer par là-même leur renommée. L'Empereur était en permanence en contact avec les principaux artistes de sa cour, personnellement ou par l'intermédiaire des bureaux du Grand-Maître d'Hôtel (*Obersthofmeister*)<sup>62</sup>. C'est de préférence dans le domaine de l'opéra que Léopold cherchait à faire éclater sa gloire. Il lui arrivait parfois de fixer lui-même les dates des représentations ou de choisir les musiques et les livrets. Les opéras de la cour de Vienne étaient destinés autant à l'entourage de l'Empereur qu'aux diplomates et aux autres étrangers. En 1702 fut ainsi jouée *La Clemenza d'Augusto*, de Bernardoni, qui défendait le principe d'une succession Habsbourg à la couronne d'Espagne. On y voyait Auguste « diviser entre ses deux fils / Le double empire des deux mondes »<sup>63</sup>. Enfin, chaque victoire, par l'intermédiaire des *Te Deum*, était une occasion pour l'Empereur comme pour les autres souverains de faire publier des textes louant la victoire et la justesse de la cause des vainqueurs.

Notons par ailleurs l'existence d'initiatives beaucoup plus spontanées, qui ne semblent pas avoir été suscitées par des commandes de hauts personnages ou des motifs politiques. On peut citer, dans ce domaine, le poème intitulé l'*Arpa Discordata* (la « Harpe Désaccordée »), probablement écrit par Francesco Antonio Tarizzo, un prêtre piémontais par ailleurs auteur d'une chronique du siège de Turin<sup>64</sup>. Ce poème épique, écrit en dialecte piémontais, est tout entier consacré à la résistance des habitants de la capitale du duché de Savoie contre les troupes de siège de La Feuillade. Avec un esprit d'observation aigüe, le texte décrit la vie quotidienne de la population soumise aux bombardements, ses moments de peur et de désespoir, tout comme les manifestations de joie exprimées après la libération de la ville. Il insiste moins sur la grandeur de Victor-Amédée ou du prince Eugène que sur l'unité et la cohésion profondes des citoyens, dont la résistance et les sacrifices permettent de tenir jusqu'à la victoire finale<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 263.

<sup>62</sup> M. Golubeva, *op. cit.*, p. 45.

<sup>63</sup> « A i due Figli il doppio Impero / Di due Mondi Ei partira ». Cité *ibid.*, p. 45.

<sup>64</sup> Renzo Gandolfo, éd., *L'Arpa discordata : dove da ragguaglio di quanto occorse nell'assedio 1705-1706 della città di Torino*, Turin, Centro studi piemontesi, 1969, XXVII-73p.

<sup>65</sup> P. M. Prosio, « Il ricordo », art. cit., p. 286. Notons à ce propos que la figure populaire de Pietro Micca, le soldat piémontais dont le sacrifice aurait sauvé la ville lors du dernier assaut mené par les troupes de La Feuillade, n'apparaît pas dans les premiers textes consacrés au siège. Il faut attendre 1797 et un poème de Paolo Luigi Raby, *Eugenio ossia Torino liberata* (« Eugène ou Turin libérée »), pour qu'il devienne un personnage-clef de l'histoire de la résistance de Turin.



Enfin, qu'en était-il de la France ? Il était évident que les événements militaires ne se prêtaient guère à l'exaltation et à la louange... Pourtant, les structures mises en place par Louis XIV pour célébrer sa gloire, et notamment la tradition des discours des Académies, existaient toujours, et il leur fallut adapter leurs discours à la nouvelle situation.

### 10.1.4. La diffusion des œuvres en France : censure et succès

Après avoir examiné les œuvres et leurs commanditaires, nous pouvons nous intéresser à leur diffusion et à leur public. En ce qui concerne les estampes de batailles, on peut s'appuyer sur les recensements effectués par Marianne Grivel de la marchandise circulant à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle. Globalement, les scènes historiques et militaires ne représentaient qu'un pourcentage limité de la production, respectivement 4,51 et 1,37%<sup>66</sup>. Les almanachs étaient les principaux vecteurs des représentations d'actualité. Si ces chiffres ne semblent guère indiquer une forte avidité de la population parisienne vis-à-vis de l'actualité, il ne faut pas négliger que le nombre d'estampes alors en circulation était très important. Les plus gros tirages pouvaient monter jusqu'à 2 000 exemplaires. Par ailleurs, les gravures pouvaient parfois coûter une somme assez modique – M. Grivel a ainsi évalué que dans les années 1670, une gravure de bonne facture ne dépassait pas le prix d'une livre de beurre<sup>67</sup>. C'est dire si le public visé par ce type de document s'étendait très en-deçà des classes les plus aisées de la société.

Cet intérêt des Français pour la production littéraire et artistique consacrée aux événements militaires contemporains explique le contrôle exercé par la monarchie. En France, toute impression de livre nécessitait l'obtention préalable d'un privilège royal – ce système était bien entendu destiné à empêcher les publications hostiles, mais aussi à prévenir la contrefaçon. À cette fin, il fallait faire porter le manuscrit à la Chancellerie, aux services de l'abbé Bignon<sup>68</sup>. Le document devait être visé par un censeur, et les délais de réponse pouvaient s'avérer assez longs – parfois six mois. L'abbé Bignon demandait au censeur un jugement non seulement sur la valeur morale ou politique de son contenu, mais aussi sur sa qualité artistique. La complexité des procédures et l'importance des délais dissuadaient parfois certains imprimeurs de demander un privilège, surtout si leurs tirages étaient faibles et

---

<sup>66</sup> M. Grivel, *op. cit.*, p. 157.

<sup>67</sup> M. Grivel, *op. cit.*, p. 230.

<sup>68</sup> H.-J. Martin, *op. cit.*, t. II, p. 764.

qu'ils ne craignaient pas la contrefaçon. À ce titre, il ne faut pas nécessairement confondre publication clandestine, c'est-à-dire démunie de privilège, et œuvre de contestation.

Le contrôle s'effectuait également sur les ouvrages publiés à l'étranger. Il fut précisé par un règlement du 11 juin 1710, qui stipulait que livres et livrets n'étaient autorisés à pénétrer en France qu'après examen ; ils ne pouvaient être exportés que vers une dizaine de villes françaises<sup>69</sup>. L'activité des artisans graveurs était de même sévèrement contrôlée par le syndic et les adjoints de la Chambre de la librairie<sup>70</sup>.

Afin de réprimer les contrevenants, les syndics ou adjoints de la Communauté des imprimeurs et libraires parisiens, ainsi que les commissaires du Châtelet, avaient le pouvoir d'inspecter toute boutique, ainsi que tout atelier d'impression ou de gravure – à un rythme mensuel en ce qui concerne le contrôle des gravures. Les contrôles s'effectuaient parfois au domicile même des producteurs ou des marchands. Enfin, en cas de soupçon, le lieutenant général pouvait demander des visites à l'improviste. Les sanctions étaient parfois sévères. Ainsi, en 1704, un certain Nicolas de Larmessin fut embastillé pour avoir diffusé une estampe intitulée *Décadence de la France* : on y voyait Madame de Maintenon soutenant Louis XIV pris d'une indigestion de conquêtes, et vomissant Landau<sup>71</sup>. Les auteurs de la gravure subirent bientôt le même sort, et ne furent relâchés que quelques mois plus tard.

On constate ainsi que la perspective de sanctions n'empêchait pas la circulation des œuvres interdites. Les registres de douanes faisaient état de saisies régulières de livres défendus<sup>72</sup>. Il n'était en réalité pas facile de s'opposer à une tradition de contestation politique française qui avait pris ses lettres de noblesse sous les guerres de religion et qui avait su reflourir lors de toutes les crises politiques du XVII<sup>e</sup> siècle, comme l'assassinat de Concini ou la Fronde<sup>73</sup>. Le règne personnel de Louis XIV, marqué à la fois par la domination des œuvres de célébration et par un meilleur contrôle de la production, représenta certes une longue période pendant laquelle la critique avait presque dû s'éteindre. Mais il ne fallut pas longtemps pour que les défaites ne la fissent renaître. Et la satire anti-française connut un fleurissement exceptionnel à l'étranger au fil des trois crises que constituèrent la guerre de Hollande, la guerre de la Ligue d'Augsbourg et la révocation de l'Édit de Nantes. L'historien Van Malssen a pu identifier, au cours de ses recherches effectuées dans les bibliothèques

---

<sup>69</sup> Il s'agit des villes Paris, Rouen, Nantes, Bordeaux, Marseille, Lyon, Strasbourg, Metz, Reims, Amiens, puis Lille (*ibid.*, p. 764).

<sup>70</sup> M. Grivel, *op. cit.*, p. 101.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>72</sup> H.-J. Martin, *op. cit.*, t. II, p. 769.

<sup>73</sup> A. Duprat, « Le soleil éclipsé... », art. cit., p. 92.

belges et hollandaises, pas moins de 800 titres différents de pamphlets hostiles au Roi-Soleil<sup>74</sup>.

La censure était d'autant plus difficile que toutes les œuvres n'étaient pas imprimées. La satire passait également par les chansons : les « vaudevilles ». Ces œuvres, dont les origines remontent au moins au XVI<sup>e</sup> siècle, étaient des textes rimés sur un air connu, souvent à caractère critique, ironique ou polémique, portant sur les affaires qui faisaient l'actualité<sup>75</sup>. Ainsi, une chanson sur le duc de Bourgogne devait s'entonner sur l'air de « Pierrot revenant du moulin<sup>76</sup> » ; un autre devait l'être sur l'air de « Par la Morguienne »<sup>77</sup>... Certains vaudevilles – les plus innocents – étaient vendus sous forme de petites feuilles, sous le contrôle de la police de Paris. Mais ceux qui nous intéressent étaient diffusés soit par voie clandestine, généralement sous forme manuscrite, soit par le chant. Il est assez difficile d'identifier les auteurs des chansons clandestines, sauf dans le cas très particulier de celles destinées à dénigrer le duc de Bourgogne en 1708. En effet, le duc de Vendôme entretenait à Paris et à la « cour de Meudon » des poètes et des rimailleurs, comme Campistron, que nous connaissons déjà pour avoir été l'auteur d'une fausse missive où la conduite du petit-fils du roi était vertement éreintée<sup>78</sup>.

En conséquence, la monarchie tenta également de contrôler les vaudevilles. Dès 1654 – aux lendemains de la Fronde – une décision royale avait interdit de crier et de chanter dans la ville de Paris des textes séditieux et diffamatoires<sup>79</sup>. Cela n'a pas empêché, notamment durant la période des grandes défaites de la guerre de Succession d'Espagne, que se répandissent dans le royaume de nombreuses pièces hostiles à Louis XIV ou à ses généraux. Les Parisiens avides de nouvelles qui hantaient les jardins des Tuileries et du Palais Royal s'en délectaient – la princesse Palatine assure qu'« il n'y a pas d'insolence qu'on ne dise ou ne chante » dans la capitale française<sup>80</sup>. À Versailles même, des chansons satiriques étaient envoyées de façon anonyme à des personnalités éminentes de la Cour. La princesse Palatine – toujours elle – était ravie d'en recevoir et de pouvoir ainsi se moquer un peu de la foule des courtisans

---

<sup>74</sup> Pieter Johannes Wilhelmus Van Malssen, *Louis XIV d'après les pamphlets répandus en Hollande*, Amsterdam, Paris, A. Nizet, M. Bastard, [1937], XII -226 p.

<sup>75</sup> J. I. Engels, art. cit., paragraphe 50.

<sup>76</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 173, « Chanson sur l'air : Pierrot revenant du moulin ».

<sup>77</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 277-278, « Chanson sur l'air : Par la Morguienne ».

<sup>78</sup> Voir *supra*, chapitre IX, section 9.2.2.3.3.

<sup>79</sup> A. Duprat, « Le soleil éclipsé... », art. cit., p. 93.

<sup>80</sup> Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Versailles, 1<sup>er</sup> novembre 1706, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 375.

qu'elle côtoyait<sup>81</sup>. Littérature et gravures de contestation se retrouvaient également en province. Ils faisaient ainsi le miel de Labat de Savignac, un président au Parlement de Bordeaux qui les récupérait avec soin<sup>82</sup>. On connaît même le cas d'un prêtre qui s'appliquait à faire circuler des vers politiques en les envoyant par lettres à ses amis, et en les collant sur les murs sous forme de placards<sup>83</sup>. En 1709, lorsque l'hostilité politique au roi atteignit un comble dans la capitale, la diffusion de pièces séditieuse passa d'un statut d'acte individuel et secret à un véritable mouvement d'information et d'opposition politique. On vit en effet

« l'inondation des placards les plus hardis et les plus sans mesure contre la personne [du roi], sa conduite et son gouvernement, qui longtemps durant, furent trouvés affichés aux portes de Paris, aux églises, aux places publiques, surtout à ses statues qui furent insultées de nuit en diverses façons dont les marques se trouvaient les matins et les inscriptions arrachées<sup>84</sup> ».

Il ne faut pas pour autant surestimer le poids de la production séditieuse dans l'offre disponible en France. Si l'on s'intéresse au seul domaine de l'estampe, où des statistiques sont disponibles, la part de la production illicite ne représentait que 1,61% du total recensé sur l'ensemble du siècle<sup>85</sup>. Certes, ce chiffre est biaisé par le fait que la production de ces documents était dissimulée, et que les gravures confisquées étaient censées être détruites. En définitive, peut-on en conclure que la part des documents satiriques était marginale par rapport aux pièces autorisées ? En quantité, probablement ; mais il est extrêmement difficile d'évaluer leur influence sur ceux qui les recevaient – et d'évaluer leur capacité à contrer le discours officiel de la monarchie.

### 10.2. Les thèmes abordés

Nous venons ainsi d'examiner, par ce panorama des multiples formes de représentations des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, qui furent les promoteurs, qui furent les auteurs, quel fut le public de ces différentes œuvres ; c'est-à-dire les raisons et le contexte au sein duquel elles furent produites. Il est temps désormais de s'intéresser à ce qu'elles représentent, c'est-à-dire... de les regarder. L'objet de cette partie n'est pas de décrire

---

<sup>81</sup> Lettre de la princesse Palatine à la raugrave Marie-Élisabeth, Versailles, le 28 octobre 1708, dans *ibid.*, p. 393.

<sup>82</sup> O. Chaline, *Le règne...*, *op. cit.*, p. 675.

<sup>83</sup> J. I. Engels, art. cit., paragraphe 52.

<sup>84</sup> Cité par Georges Dethan, *Paris au temps de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1990, p. 125

<sup>85</sup> M. Grivel, *op. cit.*, p. 157.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

par le menu toutes les pièces que nous avons pu évoquer, mais d'identifier un certain nombre de questions, de sujets, pour voir de quelle façon ils ont été abordés et traités par les artistes. L'attitude de ces derniers n'est évidemment pas la même selon les commanditaires, selon les pays, mais aussi selon le genre au sein duquel l'œuvre s'inscrit. L'identification de grands thèmes permet de quitter l'approche par support de création que nous avons abordée jusqu'ici – même si certains sujets peuvent être plus fortement reliés à des types d'œuvres spécifiques. Ainsi, ce sont principalement les œuvres graphiques qui seront étudiées dans un premier temps, lorsque nous nous poserons la question du réalisme des représentations. Nous nous interrogerons ensuite sur la façon dont les vainqueurs – souverains et généraux – ont organisé leur propre célébration, ainsi que l'image qu'ils purent avoir dans les œuvres qui échappaient à leur contrôle. Nous appliquerons enfin une démarche similaire aux vaincus, en cherchant à voir comment ils furent dépeints par leurs détracteurs, et comment ils tentèrent de se présenter eux-mêmes.

### 10.2.1. La représentation de la bataille : un code figé ou une image de la réalité ?

S'interroger sur le « réalisme » d'une représentation, ce n'est pas croire en sa capacité à retranscrire fidèlement la situation de toutes les troupes à un moment donné de la bataille. Nous avons vu que mêmes les généraux en chef se seraient montrés bien incapables d'une telle précision. Il faut plutôt entendre par réalisme la capacité de l'artiste à restituer, d'une part, le déroulement tactique du combat, d'autre part l'apparence et les comportements des soldats au feu. Autrement dit, peut-on considérer les œuvres d'art comme des sources fiables pour l'histoire du combat ? Les représentations, particulièrement les représentations graphiques, peuvent-elles nous apporter des informations que nous ne saurions trouver par ailleurs ?

#### *10.2.1.1. Les conditions de la production : les moyens et les codes*

Le premier point à examiner est le niveau de connaissance des artistes. Dans le meilleur des cas, ils ont assisté à l'événement qu'ils sont censés représenter. C'est le cas de Jan Van Huchtenburg – mais uniquement pour les campagnes de 1708 et 1709. À défaut, les artistes pouvaient se renseigner auprès de témoins oculaires, et enrichir leur connaissance des

armes et des costumes portés par les protagonistes en se rendant dans les camps ou en consultant des officiers. Enfin, pour mieux appréhender la topographie d'un champ de bataille et le déroulement tactique des opérations qui y avaient eu lieu, ils pouvaient consulter les cartes et plans produits juste après l'événement. C'est ainsi qu'en 1711, Judocus de Vos, se plaignant de ne pas trouver suffisamment d'informations pour réaliser les tapisseries sur le franchissement des lignes du Brabant ainsi que sur la bataille de Malplaquet, demande directement à Marlborough qu'il lui envoyât la documentation adéquate<sup>86</sup>.

Cependant, la création d'œuvres originales et fidèles coûtait extrêmement cher. C'est pourquoi il était souvent tentant de s'inspirer de pièces précédentes, représentant d'autres événements militaires, pour constituer son propre ouvrage. Le mode de production des tapisseries favorisait ce système de remploi. En effet, les maîtres tapissiers pouvaient chercher à réutiliser pour des pièces ultérieures les cartons qu'ils avaient fait réaliser pour leurs commandes les plus importantes – de fait, dans la plupart des cas, c'était eux qui étaient les propriétaires des cartons, et non pas leurs auteurs<sup>87</sup>. Ainsi, lorsque Judocus de Vos chercha à faire tisser, vers la fin de la guerre de Succession d'Espagne, une nouvelle série de pièces autour de « l'Art de la guerre », il n'hésita pas à reprendre les cartons faits par Lambert de Hondt pour la série des *Victories* du duc de Marlborough<sup>88</sup>. Éliminant l'arrière-plan, qui représentait le schéma tactique de la bataille, il conserva les groupes de personnages du premier plan, modifiant les visages, mais changeant à peine les costumes. Lorsque l'on compare la série des *Victories* et celle des *Arts de la Guerre*, on reconnaît sans difficulté les remplois venant des tapisseries consacrées au franchissement des lignes du Brabant, à Blenheim, aux sièges de Lille et de Bouchain<sup>89</sup>. Cependant, il semble que cet artifice ait très bien fait son affaire, puisque Judocus de Vos eut comme client l'Électeur de Bavière lui-même. Max-Emmanuel ne s'aperçut peut-être jamais qu'il avait acquis, pour décorer son palais de Schliessheim, des œuvres réalisées originellement pour commémorer les victoires du plus redoutable de ses adversaires !

Il serait toutefois réducteur, pour s'interroger sur le « réalisme » d'une pièce, de se poser uniquement la question des conditions matérielles dans lesquelles elle était produite. De fait, à l'époque moderne, ce qu'une œuvre est destinée à représenter, voire ce qu'elle est

---

<sup>86</sup> J. Bapasola, *Threads of History...*, *op. cit.*, p. 71.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>88</sup> A. J. B. Wace, *The Marlborough tapestries...*, *op. cit.*, p. 90.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 97-99.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

autorisée à représenter, dépend très largement du genre dans laquelle elle se situe. Ce n'est qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que les batailles contemporaines ont commencé à être dessinées<sup>90</sup>. Au siècle suivant, en raison de l'abondance de la production, ce type de sujet a fait l'objet d'un intense travail de codification, permettant de dégager une typologie des représentations guerrières<sup>91</sup>. Ceci s'explique en premier lieu par le faible nombre des lieux de production – essentiellement les Pays-Bas espagnols, Paris ou les Provinces-Unies – et par les parentés intellectuelles entre les principaux artistes. Ainsi, deux des plus grands peintres de sièges, Jacques Callot et Van der Meulen, sont des élèves du flamand Pierre Snayers. Jan Van Huchtenburg est lui-même l'élève de Van der Meulen, tandis que Louis Laguerre a eu comme maître Le Brun – les peintres des batailles du prince Eugène et de Marlborough ont donc été formés à l'école des victoires du Roi-Soleil... La permanence de grands types s'explique aussi par les besoins des commanditaires, qui, en précisant dans quel genre doit s'inscrire l'œuvre qu'ils demandent, peuvent mieux prévoir ce qui leur sera livré.

On peut ainsi distinguer à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, trois grandes familles de représentations guerrières. La première d'entre elles est souvent négligée : il s'agit de la reproduction schématique, c'est-à-dire la carte ou le plan. Ce type de pièce donne une information facile à exploiter, qui permet de comprendre en un coup d'œil le déroulement de la bataille – ou du moins son schéma tactique. Cartes et plans étaient généralement imprimés, mais ils pouvaient également circuler sous forme manuscrite. Les plans de bataille indiquaient bien entendu la topographie des lieux et le déploiement des troupes. Souvent, on y ajoutait des lettres qui pointaient les endroits où s'étaient déroulés les événements marquants de la journée, lettres expliquées en légende. Ainsi, une carte française représentant Ramillies indique précisément « où l'infanterie des Alliés se forma après avoir repoussé les Français », puis « où la cavalerie de la droite des Alliés se forma après avoir débouché entre Offus et Ramillies »<sup>92</sup>.

---

<sup>90</sup> Au Moyen Âge, il n'existe que des tapisseries de batailles de l'Antiquité. Emmanuel Coquery, Marina Santucci, Nicolas Spinosa, *et al.*, *La « bataille de Pavie »*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1999, p. 86.

<sup>91</sup> Matthias Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild – die Blüte eines Genres », dans *1648, Paix de Westphalie. L'art entre la guerre et la paix, actes du colloque organisé par le Westfälisches Landesmuseum et le Service culturel du musée du Louvre*, Münster, Osnabrück, Paris, 1998, Paris, Klincksieck, Musée du Louvre, 1999, p. 227.

<sup>92</sup> SHD, plan n°6 de la chemise 28 de l'atlas historique, « Plan de la bataille de Ramillies », s. d., s. l.



**Figure 40 : Plan de la bataille de Blenheim<sup>93</sup>**

Dans le même souci d’offrir au spectateur l’information la plus complète possible, dessinateurs et graveurs superposaient parfois sur le même plan les positions des troupes à deux, voire à trois moments-clefs. Un plan de la bataille de Blenheim montre aussi le déploiement des troupes alliées avant leur marche vers le Nebel, au moment du combat, et à la fin de l’engagement, au moment où les forces françaises font retraite<sup>94</sup>. Les mouvements des différents corps sont indiqués en pointillés<sup>95</sup>. Enfin, cartes et plans étaient parfois accompagnés des ordres de bataille des armées victorieuses<sup>96</sup>.

Le dessin d’un plan de bataille n’obéit donc pas seulement à des règles purement objectives, il est nécessaire d’effectuer un certain nombre de choix – choix qui révèlent, malgré la sécheresse des figures reproduites, une véritable intention de l’auteur. C’est à ce

<sup>93</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6889, « Plan de la glorieuse bataille d’Hochstet... », s.l., s.d. ;

<sup>94</sup> *Ibid.* et SHD, plan n°7 ter de la chemise 17 de l’atlas historique, « Plan de l’importante et glorieuse bataille d’Hochstet », La Haye, Anna Beck, s. d.

<sup>95</sup> Ce procédé est utilisé dans de nombreuses cartes, par exemple SHD, plan n°6 de la chemise 28 de l’atlas historique, « Plan de la bataille de Ramillies », s. l., s. d.

<sup>96</sup> Voir par exemple SHD, carte n°6 de la chemise 16 de l’atlas historique, « Ordre de bataille au camp de Burkeim en Allemagne le 15<sup>e</sup> de juillet 1704 », s. l., s. d.



titre que cartes et plans peuvent être considérés comme un « genre » de représentation graphique, même si, comme le dit Jan Van Huchtenburg, « le plan n'est pas l'ouvrage d'un peintre »<sup>97</sup>. Qui plus est, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'existe pas forcément de différence tranchée entre les représentations non-figuratives, comme la carte ou le plan, et les représentations figuratives. De nombreuses estampes associent plans et scènes de batailles, voire reproductions topographiques de scènes de bataille. Dans certains cas, c'est le non-figuratif qui domine, la scène de combat étant simplement là pour « égayer » un peu la rigidité du document<sup>98</sup>. Parfois, au contraire, un plan de bataille discrètement positionné dans un coin permet d'apporter une compréhension d'ensemble au spectacle un peu confus des armées qui s'affrontent<sup>99</sup>.

Les autres types de reproduction du combat peuvent se classer en deux catégories : le tableau de genre de nature militaire, et le tableau d'histoire<sup>100</sup>. Le premier de ces types a été codifié aux Pays-Bas durant la guerre de Quatre-vingts ans. L'objectif est de décrire des scènes archétypiques de la vie militaire au sens large : cela inclut aussi bien les combats que les marches ou encore la vie au camp. Même si cette catégorie ne concerne pas directement les grandes défaites de la guerre de Succession d'Espagne – les scènes de genre ne se rapportant pas à un événement particulier – elles n'en représentent pas moins une source documentaire intéressante, que ce soit sur les armes, le matériel, le mobilier ou encore les uniformes adoptés par les soldats. Ainsi, les tapisseries intitulées *Fachinade*, que l'on retrouve dans chacune des deux séries des « Arts de la Guerre », montrent comment les soldats fabriquaient leurs fascines en liant des branches de petits bois. La scène de *Campement* montre le quotidien des soldats au repos, jouant avec des chiens ou fumant la pipe. C'est d'ailleurs l'une des rares occasions d'apercevoir, dans ces tableaux militaires, des figures féminines, principalement des cantinières ou des lavandières. Par ailleurs, les scènes de genre offrent l'intérêt de refuser le plus souvent l'héroïsme, et ne cherchent pas à idéaliser la vie des guerriers – on peut ainsi les rapprocher de type italien de la « bataille sans héros »<sup>101</sup>. Les représentations de pillage sont assez fréquentes : sur les neuf tapisseries adaptées de la série

---

<sup>97</sup> Avis du peintre [Huchtenburg] au lecteur, dans J. Dumont, *Batailles gagnées...*, *op. cit.*

<sup>98</sup> Voir par exemple SHD, plan n°7 bis de la chemise 17 de l'atlas historique (« Plan de la glorieuse bataille d'Hochstet », s. d., s. l.), où l'on voit, dans le coin supérieur gauche, le duc de Marlborough entouré d'un groupe d'officiers contempler l'engagement qui se déroule au loin.

<sup>99</sup> Jean Dumont fait ainsi débiter chacune de ses descriptions des batailles du prince Eugène par un plan de petit taille enchâssé dans un médaillon.

<sup>100</sup> M. Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild... », art. cit., p. 227.

<sup>101</sup> Isabelle Richefort, « Les représentations de la guerre chez Van der Meulen », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres...*, *op. cit.*, p. 79.

de l'« Art de la Guerre » commandée à Judocus de Vos par Marlborough, deux représentent des pillages. On y voit des villageois frappés à coup de bâton ou de plat d'épée par des soldats – en présence de leurs officiers – tandis que leurs maisons brûlent.

En revanche, l'intérêt des scènes de genre pour comprendre le combat lui-même est peut-être plus limité. D'une part, ces œuvres se contentent en général d'un nombre étonnement restreint de modes d'affrontement : essentiellement des marches de troupes, des escarmouches à l'orée d'un bois, des engagements de cavalerie<sup>102</sup>. Les combats typiques de la bataille – au premier rang desquels l'échange de salves d'infanterie – sont presque inexistants : on n'en retrouve ainsi aucun dans la première série de l'« Art de la Guerre ». D'autre part, le réalisme des opérations décrites peut être sujet à caution. Les engagements de cavalerie sont surtout l'occasion de présenter un enchevêtrement frappant de corps d'hommes et de chevaux. L'objectif est d'insister sur la confusion des troupes et de souligner la brutalité et le danger permanent auxquels s'exposent les soldats. Dans la tapisserie *Rencontre* (qui fait partie de la première série de l'« Art de la Guerre »), le cavalier du premier plan est ainsi confronté à deux adversaires à la fois. D'une main, il tente d'arracher son étendard au premier des deux, de l'autre main, il cherche à le poignarder ; tandis qu'au même moment, le second adversaire tente de le transpercer avec son sabre. On peut du reste remarquer que l'un des plus grands spécialistes de la représentation de combats de cavalerie, Joseph Parrocel, surnommé « Parrocel des batailles », était réputé pour n'avoir jamais fréquenté les camps ni suivi l'armée du roi<sup>103</sup>...

L'autre grand type de représentation militaire, le « tableau d'histoire », est beaucoup plus prestigieux que celui que nous venons d'évoquer. En effet, la peinture d'histoire profane prend rang, dans la hiérarchie des genres établie par les académies de peinture, juste après la peinture d'histoire biblique. Mais ce type peut lui-même se subdiviser en plusieurs sous-catégories, en fonction des objectifs, du commanditaire et du public. Nous proposons d'employer, pour analyser les représentations graphiques des défaites de la guerre de Succession d'Espagne, la classification proposée par Matthias Pfaffenbichler<sup>104</sup>. En premier lieu, l'artiste peut mettre l'accent sur la personnalité du général en chef, en éclipsant quelque peu le combat lui-même, relégué au second plan : c'est ce qu'il qualifie de « représentation

---

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>103</sup> Élisabeth Lavezzi, « Tuer en peinture. Le tableau de bataille dans les discours du XVIII<sup>e</sup> siècle (salons, dictionnaires, biographies) », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 372. Joseph Parrocel fut le professeur de son neveu Ignace-Jacques Parrocel, l'un des peintres du prince Eugène.

<sup>104</sup> M. Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild... », *art. cit.*, p. 232.

glorieuse ». La bataille est avant tout l'affaire de quelques individus. C'est ainsi que Rubens conçoit sa représentation de la victoire d'Henri IV à Ivree, plus influencée par les modèles antiques que par l'art de la guerre à l'époque moderne. On peut aussi ranger dans cette famille célèbre tableau de la reddition de Breda par Velázquez, où l'essence même de l'affrontement se voit résumée dans la confrontation entre le vainqueur, Spinola, et Nassau, le vaincu ; ainsi que les peintures de bataille de Le Brun, très allégoriques<sup>105</sup>. Le retable de la basilique de Superga, commandité par Victor-Amédée, appartient à ce courant. Il s'agit moins d'un combat que d'une arrivée triomphale des vainqueurs qui font irruption dans la composition, renversant et foulant aux pieds les vaincus. Du reste, les troupes victorieuses sont habillées à la romaine, ce qui manifeste le peu d'intérêt du sculpteur pour le réalisme de la composition. On peut également, dans une certaine mesure, ranger quelques gravures dans cette catégorie. C'est le cas de celles qui représentent la reddition du maréchal de Tallard au soir de la bataille de Blenheim<sup>106</sup>. On y voit le maréchal déchu, parfois tête nue<sup>107</sup>, s'avancer vers le duc de Marlborough, qui peut être accompagné du prince Eugène. Ce sont les gestes et les attitudes des personnages qui sont supposés être au centre de l'intérêt du tableau, pas les événements militaires en arrière-fond. On pourrait aussi citer quelques-uns des tableaux peints par Louis Laguerre pour la *Marlborough House*. Cependant, le nombre de pièces se rapportant au genre de la « représentation glorieuse » est, pour la guerre de Succession d'Espagne, relativement limité<sup>108</sup>.

La seconde famille de peintures d'histoire militaire identifiée par M. Pfaffenbichler est la représentation « topographique-analytique »<sup>109</sup>. Dans ce type d'ouvrage, on est beaucoup plus attentif à la dimension tactique ou technique du combat. L'objectif est apparemment d'informer le spectateur plutôt que de commémorer un événement ou de glorifier un individu – même si, comme nous le verrons, des formes de célébration plus discrètes ou plus détournées peuvent avoir cours. Dans série des *Conquêtes* réalisée par Van der Meulen, la

---

<sup>105</sup> Pascal Torres-Guardiola, « Le goût et la bienséance : les représentations de la guerre dans l'Appartement du Roi à Versailles sous le règne de Louis XIV », dans *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, p. 72.

<sup>106</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6895, « Den unerhörte sieg... den 13 aug. 1704 », s.l., s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6902, « The taking of Marshall Tallard », s.l., s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 19, n°6905, « Quatre mille chevaux poussés dans le Danube avec la prise de M. de Tallard... », Londres, s.d.

<sup>107</sup> C'est le cas dans BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6895, « Den unerhörte sieg... den 13 aug. 1704 », s.l., s.d.

<sup>108</sup> Notons tout de même deux autres pièces consacrées au duc de Marlborough, qui le représentent au milieu de ses officiers à Blenheim, et à Ramillies. Voir BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 18, n°6904, « The battle of Blenheim / La bataille de Blenheim », s.l., s.d. ; et BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7038, « La bataille de Ramillies », Londres, s.d.

<sup>109</sup> M. Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild... », art. cit., p. 233.

reproduction des villes prises par Louis XIV tient plus de place que la représentation du roi lui-même, relégué à un coin du tableau<sup>110</sup>. Il n'est pas indifférent de remarquer que ces *Conquêtes* ont été peintes pour le château de Marly, c'est-à-dire qu'elles étaient destinées à un public relativement restreint. Aux diplomates et à la foule qui se pressait à Versailles, on préférerait exposer les œuvres de Le Brun dans la galerie des glaces. Les visiteurs de Marly, principalement de grands aristocrates de l'entourage du roi, s'intéressaient d'autant plus à la tactique et à l'art des fortifications qu'ils avaient eux-mêmes servi sur les champs de bataille du Grand Siècle.

On peut trouver de multiples gravures qui ressortent de ce style « topographique-analytique », aux premiers rangs desquelles les reproductions des *Victories* tissées pour le palais de Blenheim. Ce type de pièce constituait probablement, du point des acheteurs, un bon compromis entre la volonté de s'instruire sur le déroulement du combat et le désir de disposer d'une représentation vivante de l'action, ce qu'une simple carte n'aurait pas fourni. Une de ces pièces s'intitule elle-même « accurata delinatio prealii hochtetensis », c'est-à-dire « représentation précise de la bataille de Blenheim » – et de fait, le dessin des différentes formations en mouvement occupe la grande majorité de l'espace<sup>111</sup>.

La troisième famille picturale – la « représentation narrative » – est enfin constituée des œuvres qui s'intéressent moins au général en chef, ou au déroulement tactique, qu'au spectacle lui-même que peut représenter un bataille – spectacle sublime ou terrifiant<sup>112</sup>. Les œuvres qui appartiennent à cette catégorie ne manquent pas. Il y a d'abord celles qui prétendent retranscrire l'ensemble de la bataille, et se contentent en fait de frapper l'imagination du spectateur avec une furieuse scène de combat au premier plan – l'artiste disposant au second plan quelques formations d'infanterie ou de cavalerie, en recouvrant le champ de bataille de grandes quantités de fumée<sup>113</sup>... Dans la grande majorité des cas, la scène principale est un engagement de cavalerie, quand bien même la bataille censément reproduite a été pure affaire d'infanterie, comme en 1708 ! De fait, il n'y a que la légende qui nous indique quelle opération est supposée être représentée<sup>114</sup>.

---

<sup>110</sup> I. Richefort, « Les représentations... », art. cit., p. 86.

<sup>111</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 15, n°6900, « Accurata delineatio prealii Hochstetensis... », s.l., s.d.

<sup>112</sup> M. Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild... », art. cit., p. 235.

<sup>113</sup> La fumée est abondamment utilisée pour occuper de l'espace dans BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6909, [« Bataille de Höchststadt »], s.l., s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7035, « Bataille de Ramillis », s.l., s.d.

<sup>114</sup> Voir également : BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6908, « Bataille de Blenheim », Nuremberg, s.d. pour la bataille de Blenheim ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7037, « Glorieuse Battalye by Ramelies », s.l., s.d. pour Ramillies ; ou encore BnF pour Oudenarde Estampes, collection Hennin,

On peut rattacher à ce genre les images montrant des scènes particulières d'une bataille. Dès lors, l'objectif n'est plus de donner – ou de prétendre donner – une intelligence de l'ensemble d'une action, mais seulement d'un de ses moments les plus marquants. Une des peintures du « salon de Blenheim » de la *Marlborough House* est ainsi constitué de trois panneaux : le premier panneau reproduit l'« attaque du village de Blenheim », le second « une brigade d'infanterie française... taillée en pièce » par la cavalerie alliée vers la fin de la bataille, le troisième présente « le prince Eugène de Savoie attaquant l'aile gauche de l'armée française ». Quelques pièces plus loin, l'escalier consacré à la bataille du 23 mai 1706 propose une « poursuite après la bataille de Ramillies »<sup>115</sup>.

On voit ainsi qu'il ne faut pas pousser trop loin l'opposition entre ces trois familles de représentations de batailles. Un même commanditaire, le duc de Marlborough, a pu demander pour sa résidence de Londres des pièces appartenant au premier type – celui de la représentation glorieuse – et au troisième – celui de l'image spectaculaire –, et pour son palais de l'Oxfordshire des tapisseries de genre « topographique-analytique ». Les œuvres réalisées par Huchtenburg pour le prince Eugène, quant à elles, se rattachent aux deux derniers genres. Le premier plan représente en effet systématiquement une vaste mêlée de cavalerie, symbole du chaos qui règne lors des combats ; tandis qu'au second plan on voit s'étirer et s'affronter des lignes de fantassins ou de cavaliers parfaitement ordonnés. En définitive, toutes les reproductions de batailles cherchent à offrir un spectacle saisissant, la plupart prétendent rendre fidèlement le déroulement tactique du combat, et aucune n'est exempte de la volonté de glorifier un personnage ou un pays. Cette typologie nous aide simplement à reconnaître quel est l'objectif prédominant, le sujet auquel la plus grande partie de l'espace est dédié. Elle nous permet ainsi d'identifier dans quels domaines chaque source graphique pourra apporter les informations les plus riches.

### 10.2.1.2. *La représentation du schéma tactique*

De fait, on peut espérer que les reproductions de type « topographique-analytique » nous aident à reconstituer la façon dont se présentait le champ de bataille, et comment les

---

t. 81, n°7182, « Victoire d'Oudenarde (combat de cavalerie) », s.l., s.d.. On peut trouver un exemple de combats linéaires de fantassins au premier plan dans BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6909, [« Bataille de Höchststadt »], s.l., s.d.

<sup>115</sup> Il est à noter que ces deux peintures ont été reproduites, et que l'on peut en trouver des gravures dans les fonds de la BnF, sous les cotes respectivement BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 20, n°6906, « L'attaque sur le village de Blenheim... », Londres, s.d. ; et BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7039, « La poursuite après la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

troupes s'y déployèrent. La représentation de la bataille de Turin par Huchtenburg nous indique ainsi très clairement la position des retranchements français qui ont été attaqués le 7 septembre par rapport aux différents fleuves et à la ville de Turin, l'emplacement des batteries françaises qui menaçaient la ville, les mouvements de retraite<sup>116</sup>... De même, la tapisserie du *Blenheim Palace* représentant le franchissement des lignes du Brabant est un modèle d'exactitude topographique<sup>117</sup>. Ces œuvres permettent aussi de voir comment les troupes évoluaient lors du combat. La tapisserie consacrée à Audenarde montre par exemple comment les troupes alliées venant de l'est se présentaient en colonnes denses pour passer sur les ponts de l'Escaut, avant de se déployer en lignes pour aller au feu. À cet égard, l'une des représentations les plus riches est probablement, dans la même série, l'assaut sur Donauwerth, où l'on voit très précisément les bataillons alliés se déployer sur les flancs de la colline, en lignes très fines de trois ou quatre hommes de profondeur, encadrées par leurs officiers et sous-officiers. On voit également des files de chevaux faire le va-et-vient entre le front et l'arrière pour porter les fascines destinées à combler les fossés protégeant la position bavaroise.

L'un des principaux intérêts de ce type de représentation est qu'elles permettent de varier les points de vue. Comparons par exemple les reproductions de Blenheim demandées par le duc de Marlborough et le prince Eugène. Dans le premier cas – qu'il s'agisse de la tapisserie du *Blenheim Palace* ou du tableau de la *Marlborough House* –, le spectateur est situé à l'arrière des lignes anglaises, au sud-est. Il voit le champ de bataille dans le sens de la largeur, contemplant les troupes alliées, de dos, qui avancent uniformément pour refouler celles de Louis XIV. Le choix du point de vue n'est pas innocent : on ne voit rien du combat acharné des troupes impériales contre les forces de l'Électeur de Bavière. Dans la peinture d'Huchtenburg au contraire, le spectateur se trouve virtuellement au nord-est du champ de bataille – un peu en avant des positions impériales. Le Danube se trouve non plus à sa gauche, mais en face de lui. Il a donc une meilleure appréhension de la profondeur du champ de bataille, qui lui apparaît plutôt comme un espace où se déroulent simultanément divers affrontements séparés. Tous les panoramas proposés peuvent se considérer, de bonne foi, comme véridiques – mais leurs différences de perspective entraînent des perceptions quelque peu hétérogènes du déroulement tactique de la journée. On retrouve, pour la bataille d'Audenarde, des approches tout aussi dissemblables : la tapisserie conservée au *Blenheim*

---

<sup>116</sup> J. Dumont, *Batailles gagnées...*, *op. cit.*

<sup>117</sup> A. J. B. Wace, *The Marlborough tapestries...*, *op. cit.*, p. 73.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

*Palace* montre les forces alliées de dos ; l'œuvre de Huchtenburg nous les propose de profil, offrant un spectacle plus dynamique où les troupes de Vendôme ont davantage de part.



**Figure 41 : Tapissierie représentant la bataille de Blenheim par Judocus de Vos<sup>118</sup>**



**Figure 42 : Représentation de la bataille de Blenheim par Huchtenburg<sup>119</sup>**

<sup>118</sup> Photographie particulière.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Si ces œuvres ont été produites par des artistes de talent, qui ont pu assister à la bataille ou qui ont utilisé des sources de renseignement fiables, d'autres n'offrent pas les mêmes garanties. Certaines gravures sont de facture beaucoup plus grossière : on peut donner l'exemple d'une représentation de la bataille de Blenheim, où l'auteur indique correctement la position des différents villages et cours d'eau, et retranscrit le schéma tactique d'ensemble, mais préfère noyer les zones de combat dans la fumée pour éviter d'atteindre les limites de son art<sup>120</sup>. Dans d'autres cas, à l'inverse, l'artiste manifeste davantage de finesse, mais présente un champ de bataille dont la topographie est impossible à reconnaître<sup>121</sup>. On trouve enfin de nombreuses gravures qui ont été produites dans le seul but de répondre au besoin d'information du public, par des auteurs qui n'avaient manifestement aucune connaissance de leur sujet. On peut donner l'exemple d'une représentation de la bataille d'Audenarde, montrant les deux armées belligérantes s'affronter à coups de canon et de fusil de part et d'autre de l'Escaut<sup>122</sup>. Certaines reproductions des combats de Blenheim<sup>123</sup> ou de Turin<sup>124</sup> montrent de la même manière de vastes masses d'infanterie ou de cavalerie se jetant et s'écrasant littéralement contre leurs adversaires. De telles œuvres n'apportent connaissance ni du champ de bataille, ni du déroulement tactique : la situation de la ville de Turin par rapport à la Doire n'est pas respectée, on voit les Français s'abriter derrière de puissants retranchements à Blenheim... On peut enfin noter que ces représentations de qualité médiocre font preuve d'un grand archaïsme dans leur façon de montrer des troupes au combat : fantassins comme cavaliers sont regroupés au sein de formations très denses, en carré ou en rectangle, comportant huit à dix hommes de file. On voit même, dans une gravure évoquant la seconde bataille d'Höchstädt, des groupements d'infanterie hérissés de piques et protégés à leurs marges par des mousquetaires, tels qu'on pouvait les contempler dans des reproductions des combats de la guerre de Trente Ans.

---

<sup>119</sup> J. Dumont, *Batailles gagnées...*, *op. cit.*

<sup>120</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6897, « Bataille de Hochstet », s.l., s.d.

<sup>121</sup> Voir par exemple BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7034, « Bataille de Ramillis », [Nuremberg], s.d. : le dessin des formations d'infanterie et de cavalerie semble assez fidèle, mais on serait en peine d'identifier le champ de bataille de Ramillies sans le titre de la gravure.

<sup>122</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 81, n°7180, « Bataille d'Audenarde », s.l., s.d.

<sup>123</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6896, « Bataille de Hochstet », s.l., s.d.

<sup>124</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7053, « Bataille de Turin », [Nuremberg], s.d.





**Figure43 : gravure allemande représentant la bataille de Turin<sup>125</sup>**

### 10.2.1.3. *La représentation des techniques de combat et de la violence de guerre*

La qualité des informations que nous pouvons tirer des représentations des batailles de la guerre de Succession d’Espagne dépend donc très largement du niveau de connaissance de leurs auteurs, ainsi que du temps et des moyens dont ils disposent pour exécuter leurs pièces. Plus le rang social du commanditaire ou du destinataire est élevé, plus les pièces sont susceptibles de nous instruire sur le déroulement tactique des opérations. En est-il de même si nous changeons d’échelle, si nous intéressons à la description des techniques employées et de l’expérience à hauteur d’homme ?

Les tapisseries de Blenheim s’avèrent une source précieuse si l’on s’intéresse à l’environnement matériel du soldat. Les uniformes sont très bien restitués – le public attendu de ces œuvres n’aurait pas pardonné la moindre erreur ; on peut de même observer, dans les frises qui se trouvent à la marge de chaque pièce, les objets fondamentaux utilisés par les armées : fusils, sabres, mais aussi tambours, haches et bonnets de grenadiers, ou encore

<sup>125</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7053, « Bataille de Turin », [Nuremberg], s.d.

écouvillons servant à nettoyer les bouches à feu<sup>126</sup>. On y trouve d'intéressantes scènes décrivant certaines méthodes de combat de l'armée alliée : on observe ainsi, au centre gauche de la tapisserie dédiée à la seconde bataille d'Höchstädt, les gestes d'un groupe de servants autour de deux pièces d'artillerie. On voit aussi des engagements d'infanterie : les soldats alliés se présentent en formations de trois lignes très resserrées face aux défenseurs du village de Blenheim – mais les Alliés pratiquent sur la tapisserie le tir par rang, pas le tir par pelotons. Les œuvres d'Huchtenburg présentent aussi de très vifs affrontements de fantassins, où l'on retrouve les caractéristiques du combat du début du XVIII<sup>e</sup> siècle : une très courte distance entre les fronts des deux unités qui se combattent (pour les besoins de la représentation, cette distance est même réduite à quelques mètres), l'omniprésence de la fumée, la présence de nombreux cadavres tout autour des bataillons<sup>127</sup>.

Mais ce ne sont manifestement pas les engagements linéaires qui intéressent le plus Huchtenburg ou ses homologues. Le type de combat le plus représenté implique en effet des chevaux : il peut s'agir soit d'une mêlée de cavalerie, soit d'une attaque de troupes montées sur des piétons isolés – soit encore un chaotique mélange des deux. Dans ces circonstances, les artistes aiment généralement varier les types d'armes employés : dans les peintures de Huchtenburg, on voit pêle-mêle cavaliers et fantassins se servir d'épées, de sabres, de fusils, de mousquetons ou de pistolets, ou encore de crosses de fusil – sans compter les nombreux soldats piétinés par des bêtes affolées<sup>128</sup>. Mais tous les auteurs n'ont pas cette imagination. Si l'on considère l'ensemble des mêlées de cavalerie que nous avons pu identifier<sup>129</sup>, on peut toutefois remarquer que les deux armes qui dominent – le sabre, utilisé comme arme de taille, et le pistolet – et auxquelles on peut rajouter les pieds des chevaux sur les hommes tombés à terre, sont celles que l'on retrouve le plus fréquemment dans les registres de blessés des Invalides pour la cavalerie<sup>130</sup>. À ce titre, on peut légitimement penser que les représentations donnent une image vraisemblable, sinon véridique, des mêlées de cavalerie... à condition de

---

<sup>126</sup> On trouve ce type de décoration dans toutes les tapisseries. On peut noter que malgré leur caractère stéréotypé, ces frises savent s'adapter au thème décrit : ainsi les objets qui symbolisent les grenadiers (bonnets, haches et bien sûr grenades) sont très présents sur l'œuvre commémorant la bataille de Donauwerth, où ils jouèrent un rôle décisif. On y voit aussi, au centre de la partie basse de la frise, un amas de fascines, alors que l'on peut observer un obusier pour le franchissement des lignes du Brabant.

<sup>127</sup> On peut trouver ces caractéristiques dans deux affrontements d'infanterie représentés sur la tapisserie consacrée à la bataille de Blenheim (le premier au second plan à gauche, l'autre au second plan à droite).

<sup>128</sup> Les scènes de premier plan des représentations de Blenheim et de Turin sont à cet égard particulièrement évocatrices. J. Dumont, *Batailles gagnées...*, *op. cit.*

<sup>129</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 81, n°7182, « Victoire d'Oudenarde (combat de cavalerie) », s.l., s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7037, « Glorieuse Battalye by Ramelies », s.l., s.d. ; l'ensemble des gravures de Huchtenburg ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7038, « La bataille de Ramillies », Londres, s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7051, « La bataille de Turin », s.l., s.d.

<sup>130</sup> Voir *supra*, section 6.2.3.4.

ne pas oublier que ce type de combat, très apprécié des spectateurs, était l'exception plutôt que la règle sur les champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne. Dans ces représentations de bataille, ce sont en fait les mêmes thèmes que ceux des scènes de genre à caractère militaire qui sont proposés au public : c'est-à-dire les affrontements de cavaliers dont le maître fut Joseph Parrocel. L'échelle s'est seulement élargie de quelques hommes à plusieurs dizaines.

On observe des attitudes contrastées selon les artistes et selon les œuvres vis-à-vis de la violence de guerre. Dans certaines pièces, la violence est proprement dissimulée. C'est le cas des tapisseries du palais de Blenheim. Tout y est fait pour exalter le grand ordre dans lequel se déroule le combat : l'agencement tactique des unités alliées, qui s'oppose aux masses informes des ennemis, prouve la supériorité du « coup d'œil » de Marlborough. L'attention extrême portée aux détails techniques permet aussi de donner au capitaine-général l'image d'un spécialiste, d'un maître de l'art de la guerre. C'est avec calme et bienveillance qu'il reçoit, sur la tapisserie représentant la seconde bataille d'Höchstädt, la reddition du maréchal de Tallard : la guerre est semble-t-il une affaire de *gentlemen*. On voit certes, en de rares endroits, quelques corps à terre, quelques « scènes de genre » évoquant la dure vie de soldat. Mais il ne s'agit que d'un accessoire, destiné à donner une impression de réalisme, et à permettre au spectateur de s'identifier à la scène représentée en atténuant sa froideur technique<sup>131</sup>. À ce titre, l'insistance sur le caractère réglé et contrôlé de la bataille permet « d'escamoter » la violence de guerre et la confusion du combat<sup>132</sup>.

Les tapisseries du *Blenheim Palace* ne sont pas un exemple isolé. On a souvent adressé ce reproche à Van der Meulen, le principal représentant du courant « topographique-analytique ». Celui-ci a longtemps souffert d'un large discrédit aussi bien artistique qu'historique : il était considéré par les critiques du XIX<sup>e</sup> siècle comme un auteur non-patriotique, refusant d'évoquer la souffrance des troupes. Ses scènes de bataille, trop épurées, n'auraient été produites que pour glorifier la personne du roi<sup>133</sup>. Citons également trois des peintures réalisées par Louis Laguerre pour la *Marlborough House*, qui montrent le duc anglais en majesté, commandant des troupes que l'on voit au loin, de dos, marchant vers un ennemi à peine perceptible. Dans l'une il vient de lancer ses forces contre les Franco-

---

<sup>131</sup> M. Pfaffenbichler, « Das Schlachtenbild... », art. cit., p. 234.

<sup>132</sup> L'expression est d'Olivier Chaline, dans « La reddition de Breda, représentation et déréalisation de la guerre », dans *Combattre, Gouverner, Écrire... op. cit.*, p. 259.

<sup>133</sup> François Robichon, « Les représentations de la campagne de Hollande dans les miniatures d'un manuscrit destiné à Louis XIV », dans *L'art de la guerre...*, op. cit., p. 97.

Bavarois, au matin du 13 août 1704, la seconde présente bien entendu la reddition de Tallard, tandis que dans la troisième, qui se passe à Ramillies, il reçoit apparemment des nouvelles d'un officier<sup>134</sup>. Dans ces circonstances, la violence se voit à peine : elle est complètement absente du premier tableau, et se manifeste sous la forme de quelques hommes à terre ou dépouillés par les Alliés dans le second – le troisième montre il est vrai un fort engagement de cavalerie à la gauche, mais le duc en est assez loin, alors qu'en réalité il manqua de perdre la vie durant la bataille.

On pourrait croire que le duc ou la duchesse n'ont pas voulu de scènes trop crues dans leur demeure londonienne. Et pourtant, on voit dans les mêmes pièces (le salon consacré à Blenheim, l'escalier dédié à Ramillies) d'autres œuvres, du même Louis Laguerre, où la violence triomphe. La scène représentant la « poursuite après la bataille de Ramillies » relève moins du combat que du massacre. Des hommes à terre sont frappés à coup de sabre par les dragons anglais. D'autres sont abattus à bout touchant, ou encore, blessés, sont achevés à la pointe de l'épée<sup>135</sup>. Des fuyards dépenaillés tentent d'échapper à leur triste destin. Au second plan, on voit un groupe de Français désarmés se constituer prisonniers, tandis que les Alliés pillent les chariots et bagages laissés par les troupes de Louis XIV dans leur retraite. L'héroïsme a ici laissé la place au spectacle du triste sort réservé au belligérant vaincu. Dans un autre tableau – une sorte de triptyque consacré à la seconde bataille d'Höchstädt, Laguerre présente trois épisodes isolés<sup>136</sup>. Le premier, qui montre les soldats anglais franchir le Nebel, est plutôt destiné à honorer la solidarité des fantassins qui s'entraident pour en traverser les abords boueux sous le feu adverse. Le second montre les cavaliers français se noyer dans le Danube, tandis que le troisième voit des blessés, là encore à terre et privés de leurs vêtements, se faire exécuter à coup de crosse de fusil. On trouve enfin des épisodes similaires dans les œuvres représentant la bataille de Malplaquet, où même les femmes participent au dépouillement des vaincus<sup>137</sup>.

---

<sup>134</sup> Respectivement BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 18, n°6904, « The battle of Blenheim / La bataille de Blenheim », s.l., s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 19, n°6905, « Quatre mille chevaux poussés dans le Danube avec la prise de M. de Tallard... », Londres, s.d. ; BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7038, « La bataille de Ramillies », Londres, s.d.

<sup>135</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7039, « La poursuite après la bataille de Ramillies », s.l., s.d.

<sup>136</sup> On peut le voir dans BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 20, n°6906, « L'attaque sur le village de Blenheim », Londres, s.d.

<sup>137</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 82, fol. 53, n°7265, « Le duc de Marlborough et le prince Eugène de Savoie entrant dans les retranchements ennemis à la bataille de Tanières », Londres, s.d. ; ou encore BnF Estampes, collection Hennin, t. 82, n°7266, « La bataille de Tanières », s.l., s.d.



**Figure 44 : Représentation de la bataille de Blenheim par Laguerre<sup>138</sup>**

Comment expliquer la coexistence de ces deux types de représentations ? Il faut croire que la gloire et la violence sont considérées comme les faces opposées d'une même médaille – elles en sont toutes deux constitutives, mais on ne pourrait les contempler en même temps. La violence donne à la guerre ses lettres de noblesse – sans danger, il n'y a point de courage – mais elle n'est pas invitée aux célébrations. Dans le troisième pan du triptyque consacré à Blenheim, Louis Laguerre montre certes un général au milieu du carnage : mais c'est le prince Eugène, et non pas le duc de Marlborough, commanditaire de cette pièce, que l'on voit chevaucher par-dessus des cadavres.

On trouve donc des représentations artistiques dépeignant la violence de guerre, à condition de ne pas se focaliser exclusivement sur les tableaux ou tapisseries destinées à la célébration d'un haut personnage. Certes, aucune des œuvres que nous avons identifiées ne touche au sordide : la bienséance interdisait que l'on dépeigne des plaies trop béantes ou des chevaux éventrés. Mais les soldats qui luttent ou s'enfuient dans les grands combats dépeints par Huchtenburg ou ses homologues, portent sur leurs visages l'image de l'horreur qu'ils subissent : bouches ouvertes en signes d'effroi, cheveux hérissés, yeux exorbités... On ne cherche pas particulièrement à épargner le spectateur. La scène est peut-être même considérée comme un indispensable gage de véracité. Prenons l'exemple d'une représentation de facture

<sup>138</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 20, n°6906, « L'attaque sur le village de Blenheim... », Londres, s.d.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

relativement pauvre de la bataille du 23 mai 1706 : l'objet principal de la gravure est de présenter les mouvements des armées en marche dans la plaine de Ramillies<sup>139</sup>. On n'omet toutefois pas de montrer, au premier plan, quelques scènes de massacre : le spectateur peut ainsi contempler un soldat s'apprêtant à égorger un cavalier tombé de cheval, qui tient fermement la tête de son adversaire et se prépare à abattre son sabre. On voit aussi un combattant qui écarte les bras en signe de soumission. La gravure est apparemment destinée à informer son public des mouvements tactiques des armées. Mais celui-ci n'aurait probablement pas l'impression d'assister à une bataille si on ne lui donnait pas également à voir le combat à l'échelle du simple guerrier.

Il apparaît en définitive que les sources graphiques contemporaines des batailles de la guerre de Succession d'Espagne ne doivent pas être négligées. Les principaux artistes avaient une connaissance précise des armes employées, des vêtements portés, voire des techniques de combat utilisées. Ils s'étaient renseignés sur la topographie et le déroulement tactique des opérations, auxquelles ils avaient parfois assisté. Il est vrai qu'on ne peut guère en dire autant des auteurs des gravures de qualité médiocre sortant des ateliers de Hollande ou d'Allemagne, qui s'inspiraient souvent de représentations de batailles ayant au moins une génération de retard.

Mais pour exploiter ces sources, il faut connaître leurs biais et leurs limites. Pour les critiquer, il faut en premier lieu prendre en compte la prégnance des genres artistiques, des codes, voire des modes. On peut ainsi tenter, pour comprendre le fonctionnement quelque peu mystérieux d'une mêlée de cavalerie, de s'inspirer des reproductions de l'époque – à condition de prendre en considération qu'il s'agit aussi d'un *topos*, où le spectaculaire peut prendre le pas sur le « réalisme ». Il faut également déceler le rôle attribué par l'artiste à la représentation de la violence de guerre. Elle peut être soit complètement escamotée, afin de glorifier le héros de la journée, soit au contraire mise en exergue, pour démontrer le courage des combattants, ou l'ampleur du châtement subi par l'ennemi vaincu. Enfin, une scène de violence – combat, massacre, pillage – peut tout simplement constituer un accessoire pour donner au spectateur une sensation d'authenticité. Il ne faut jamais négliger que même dans les œuvres apparemment les plus neutres, l'auteur agit pour flatter un commanditaire ou pour satisfaire un public. Les batailles de Blenheim ou d'Audenarde ne sont pas vues de la même façon par un peintre travaillant pour Marlborough ou pour le prince Eugène. Ces différences

---

<sup>139</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7034, « Bataille de Ramilis », [Nuremberg], s.d.

de points de vue sont une chance, dans la mesure où elles nous autorisent à multiplier les perspectives. Mais elles nous permettent surtout de distinguer comment les différents vainqueurs ont voulu orienter la représentation de leur propre gloire.

### 10.2.2. L'image des vainqueurs : de la glorification... à la critique

Notre étude des représentations artistiques de la guerre de Succession d'Espagne, qui s'est jusqu'ici surtout focalisée sur la question de leur fidélité vis-à-vis des opérations et des combats qui se sont réellement déroulés, peut désormais s'intéresser à un autre niveau de lecture, celui que l'on a pu appeler niveau « historique » ou « hagiographique »<sup>140</sup>. Il s'agit de comprendre ce que les auteurs ont voulu exprimer derrière leur œuvre, l'interprétation de l'événement qu'ils ont voulu offrir au public et figer vis-à-vis de la postérité. Par ailleurs, alors que nos sources ont jusqu'ici été essentiellement graphiques, nous pouvons désormais élargir le champ vers d'autres formes d'art : l'architecture, la littérature ou la poésie.

#### 10.2.2.1. *La glorification du duc de Marlborough et de la reine Anne*

L'art et la littérature encomiastiques se sont tout naturellement attachés à magnifier les vainqueurs : d'innombrables auteurs ont ainsi tressé les lauriers du duc de Marlborough. Nulle part la gloire du général anglais n'éclate plus évidemment qu'au *Blenheim Palace*. L'entrée nord du château – celle qui donne sur la cour d'honneur – est ornée d'un fronton décoré de ses armes et sa devise (« Fiel pero Desdichado » : « fidèle mais malheureux »). Ce fronton est lui-même surmonté d'une représentation de la Victoire, tandis qu'à l'arrière, deux captifs sont enchaînés au pied d'un boulet de canon doré. Le duc et son architecte, John Vanbrugh, avaient prévu une thématique similaire pour l'entrée sud : une statue équestre de Churchill écrasant ses ennemis, flanquée du lion britannique et de l'aigle impérial<sup>141</sup>. Marlborough changea toutefois ses plans après la prise de Tournai : s'étant emparé d'un buste colossal de Louis XIV et de trophées d'armes qui en ornaient la porte royale, il décida de les ramener en

---

<sup>140</sup> Isabelle Bruller, « Des artistes au service de professionnels : l'art et l'art de la guerre. Genèse d'une collection, 1744-1805 », dans *L'art de la guerre. La vision des peintres...*, *op. cit.*, p. 37-46.

<sup>141</sup> M.-M. Dufau, « *Blenheim Palace...* », *art. cit.*, t. I, p. 56

Angleterre pour que ces prises de guerre puissent orner le portique sud – où on peut encore les contempler aujourd'hui<sup>142</sup>.

Tout du reste au *Blenheim Palace* est destiné à rendre hommage au talent militaire du duc : sur les épis lanterne et les tours, on voit des lys renversés sur un boulet de canon, surmontés de la couronne ducale ; sur les pilastres à l'entrée des cours, ce sont des lions d'Angleterre qui lacèrent le coq gaulois ; de multiples trophées d'armes enrichissent l'ornementation architecturale ; sans oublier, dans le jardin principal, la colonne de 40 mètres de haut, d'où une statue de Marlborough porte dans sa main droite une victoire ailée. On avait même prévu d'installer dans un autre jardin des fontaines ceintes de murs bastionnés<sup>143</sup>. La décoration intérieure est à l'avenant : sur le plafond du Grand Hall – peint en 1716 par James Thornhill – on voit dans une allégorie Marlborough offrir Blenheim à Britannia. Le Palais de Blenheim, pourtant achevé après la chute de Marlborough et l'avènement de la paix, est ainsi essentiellement un ouvrage de célébration de la guerre et de la victoire militaire – même si l'inscription latine qui accompagne son buste, dans le Grand Hall, le compare à Auguste pour son rôle dans l'« apaisement » de l'Europe.

Pourtant, le capitaine-général n'est jamais présenté comme un guerrier farouche dans les textes écrits à sa gloire. Nous ne l'avons jamais vu présenté sous les traits d'Alexandre, d'Hannibal ou de Scipion. Si un poème en fait l'égal de César pour le talent militaire, il s'empresse d'ajouter qu'il ne souffre pas des mêmes vices<sup>144</sup>. Généralement, Marlborough est plutôt comparé aux héros de l'Antiquité chrétienne ou de l'Histoire Biblique : le capitaine-général est un nouveau Constantin<sup>145</sup>, un second Joshua ou un autre David<sup>146</sup>. Il est encore plus souvent un nouveau Moïse, délivrant l'Europe de l'ambition et de la tyrannie d'un autre Pharaon – c'est-à-dire Louis XIV<sup>147</sup>. Si les sermons n'osent pas aller plus loin, certains

---

<sup>142</sup> Marlborough y fit ajouter comme devise : « Europae haec vindex genio decora alta Britannia ». « Par son génie la Grande Bretagne a vengé l'Europe de ces ornements hautains ».

<sup>143</sup> M.-M. Dufau, « *Blenheim Palace*... », art. cit., t. I, p. 48.

<sup>144</sup> « Like Caesar »... « In him we see that Emperor's mighty Mind, / And all his Worth, without his Vices, find » (Anonyme, *The battel of Audenard. A poem, occasion'd by the glorious victory obtain'd over the French... with the characters of the general officers who were present in the engagement...*, Londres, 1708, p. 5).

<sup>145</sup> Sir Richard Blackmore, *Advice to the poets. A poem. Occasion'd by the wonderful success of Her Majesty's arms, under the conduct of the Duke of Marlborough, in Flanders. The second edition corrected*, Londres, 1706, p. 20.

<sup>146</sup> Les deux comparaisons sont dans John Wilder, *A sermon preach'd on the 27th of June, 1706. being the thanksgiving-day, for the late glorious victory obtain'd over the French in Brabant...*, Oxford, 1706, p. 17.

<sup>147</sup> « [God] by the mighty hand of our Moses, our Great General, hath deliver'd us from the tyranny and Boundless ambition of that Great Pharoah the French King » (Thomas Knaggs, *A sermon preach'd at*



poèmes n'hésitent pas à donner au duc anglais une dimension surnaturelle, en le comparant à l'archange saint Michel<sup>148</sup>, en le qualifiant d'Ange Gardien du monde chrétien<sup>149</sup>, voire en l'appelant « notre divin chef »<sup>150</sup>, le « Demi-dieu de la Grande-Bretagne<sup>151</sup> » !

On retrouve, dans l'exaltation des vertus du général, la même alliance entre les aptitudes proprement militaire et les qualités humaines. Au rang des talents guerriers traditionnels, on peut noter sa maîtrise du « coup d'œil », c'est-à-dire la capacité de tout voir et de toujours se trouver là où il est le plus nécessaire. Addison le montre, durant la bataille de Blenheim, secourir chaque unité qui recule, repousser chaque ennemi qui avance, et changer à chaque instant la fortune du combat<sup>152</sup>. C'est également ainsi que le voit l'Électeur de Bavière dans une « lettre » (bien évidemment apocryphe) où il déplore l'impossibilité de vaincre le général :

« Amidst the routed Belgians he arriv'd  
Turn'd the Pursuit, the fainting Fight reviv'd,  
Supply'd each Rank, fill'd ev'ry vacant Space,  
And brought the Battel to its former Face.  
With trembling Hearts we see our Fate decreed;  
Where Marlbrô fights how can a Foe succeed?<sup>153</sup> »

Même les sermons rendent hommage à sa rapidité dans l'élaboration et dans l'exécution de plans tactiques<sup>154</sup>. Ce qui semble toutefois impressionner le plus fortement les auteurs, c'est la tranquillité d'esprit avec laquelle il dirige ses troupes, même au plus fort du combat.

*St. Margaret's Westminster, August the 19th. 1708. Being the thanksgiving-day, for the late great victory... near Audenarde...*, Londres, 1708, p. 3-4). Voir aussi J. Wilder, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 17.

<sup>148</sup> Thomas d'Urfey, *The trophies: or, Augusta's glory. A triumphant ode, made in honour of the city, and upon the trophies taken from the French at the battel of Ramellies...*, Londres, 1707 [1706], p. 8.

<sup>149</sup> « The Guardian Angel of the Christian World » (Leonard Welsted, *A poem occasion'd by the late famous victory of Audenard. Humbly inscrib'd to the honourable Robert Harley*, Londres, 1709, p. 10).

<sup>150</sup> « Our Godlike leader », J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*

<sup>151</sup> « Britania's Demy God » (W. L., *A pindarick ode on His Excellency John Duke of Marlborough, ... With a view of the three last glorious and memorable campaigns*, Londres, [1706 ?], p. 1).

<sup>152</sup> « Where-e'er his friends retire, or foes succeed; / Those he supports, these drives to sudden flight, / And turns the various fortune of the fight » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>153</sup> « Il surgit au milieu des Belges [i.e. des Hollandais] en déroute, / Renverse la poursuite, redonne de la vigueur à un combat languissant, / Comble chaque rang, remplit chaque espace vacant / Et restitue à la bataille son aspect initial. / C'est le cœur tremblant que nous voyons fixé notre sort : / Quand Marlborough combat, quel ennemi peut gagner ? » (Stephen Clay, *An epistle from the Elector of Bavaria to the French King: after the battel of Ramillies*, Londres, 1706, p. 5). Cette évocation concerne la bataille de Ramillies.

<sup>154</sup> J. Wilder, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 17.

Daniel Defoe parle d'un personnage « calme et posé »<sup>155</sup>, Addison préfère « calme et serein »<sup>156</sup>. Son « calme » est à nouveau magnifié lors de la bataille d'Audenarde :

« But lo [look] ! While Horror and Confusion join,  
And round each Host their sable Arms entwine  
Unchang'd in Mind the valiant Leader stands  
Calmly distributing his wise Commands »<sup>157</sup>.

Marlborough se voit enfin doté de vertus qui n'ont rien de militaire, et qui forment même un contraste saisissant avec l'image traditionnelle du soldat. Ce sont elles en réalité qui sont censées auréoler le général anglais d'un caractère exceptionnel. Addison loue sa « grandeur », son « port gracieux », et s'étonne de voir « mêlés en lui autant de feu et de douceur »<sup>158</sup>. Un sermon associe de la même façon « justice et clémence » et « courage et bonne conduite »<sup>159</sup>, tandis qu'un poème loue sa « piété » et son « amour du genre humain »<sup>160</sup>. Addison, dans un complet renversement du vocabulaire, peut même prétendre que grâce à lui brillent « l'amitié » et « l'innocence » de la Grande-Bretagne<sup>161</sup>.

Dans certaines œuvres, le soin que l'on met à honorer le nom du duc de Marlborough a tendance à laisser sous silence le rôle de la reine Anne. Celle-ci reste pourtant, malgré le poids politique et militaire considérable du capitaine-général, l'unique souverain – à ce titre, tous les succès connus par l'Angleterre sont censés découler de sa politique et de son bon gouvernement. Un hymne à la reine rappelle ainsi aux *Whigs* trop enthousiastes : « Marlborough, victorieux, conquiert en vôtre nom. / C'est à lui que revient la conquête, mais la gloire, Madame, est pour vous »<sup>162</sup>. Dans l'ensemble des œuvres que nous avons pu collecter, ce sont les sermons, plutôt que les poèmes, qui insistent sur le rôle décisif de la

<sup>155</sup> « Calm and Sedate » (Daniel Defoe, *A hymn to victory. The second edition*, Londres, 1704, p. 48).

<sup>156</sup> « Calm and serene he drives the furious blast » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>157</sup> « Mais regarde ! Alors que l'horreur et la confusion se conjuguent / Et enserrant chaque armée de leurs bras sombres / C'est avec l'esprit inchangé que le chef vaillant se tient / Et distribue calmement ses sages instructions » (L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*, p. 4-5).

<sup>158</sup> « How were his eyes with pleasing wonder fixt / To see such fire with so much sweetness mixt, / Such easy greatness, such a graceful port » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>159</sup> « In his person justice and mercy, courage and conduct, with every grace that becomes the character of the greatest captain, shine in their highest perfection » (J. Wilder, *A sermon...*, *op. cit.*, p.17).

<sup>160</sup> Sir R. Blackmore, *Advice to the poets...*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>161</sup> « While Marlborough lives, Britannia's stars dispense / A friendly light, and shine in innocence » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>162</sup>. « Victorious Marlbro's conquers in your Name! / His is the Conquest, Madam, Yours the Fame » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, non paginé).

reine Anne<sup>163</sup>. Faut-il expliquer cela par le fait que les dignitaires de l'Église anglicane étaient majoritairement de sensibilité *tory* ? Cet état de fait explique aussi pourquoi les références religieuses dominent dans les louanges adressées à la reine, qualifiée de « Mère nourricière de l'Église »<sup>164</sup>. Anne est ainsi comparée à Esther<sup>165</sup> ou à Déborah. Celle-ci, une prophétesse et juge d'Israël évoquée dans le *Livre des Juges*, dut affronter les forces de Jabin, roi des Cananéens, et son général Sisera. Elle confia ses forces au général Barak – dont Marlborough est l'héritier symbolique – qui remporta une grande victoire et restaura la paix<sup>166</sup>. L'analogie est d'autant plus complète que les forces ennemies se noyèrent dans le Kishon, de même que les Français périrent dans le Danube... Ce recours à l'histoire antique permet surtout de rappeler que le général victorieux n'est qu'un instrument au service de Dieu et au service de son souverain.

On pourrait d'autant mieux négliger le rôle de la reine Anne que la part reconnue aux femmes dans les affaires militaires est généralement minime. Loin de tenter de faire oublier cet état de fait, la littérature encomiastique favorable à la dernière reine Stuart cherche à en faire un titre de gloire supplémentaire, une femme ayant triomphé là où tant d'hommes, même le roi Guillaume, ont échoué :

« Mascula nil virtus prodest, atque ipsius arma  
 Wilhelmi in turmas nil valere tuas.  
 Nunc, duce mutato, muntantur tempora, jam Tu  
 Virgine debilior, plus habet Anna viri »<sup>167</sup>.

Les auteurs de louanges se font un plaisir de mettre en scène le dépit et l'humiliation de Louis XIV, s'écriant tantôt que « c'est mourir deux fois que de mourir de la main d'une

---

<sup>163</sup> L'un d'entre eux remarque ainsi : « Her Majesty in the first place is to be remembered with Joyful hearts » (William King, archevêque de Dublin, *A sermon preach'd before their Excellencies, the Lords Justices of Ireland, at the cathedral of the Holy Trinity, Dublin... on the 7th. of September 1704...*, Londres, 1704, p. 23).

<sup>164</sup> « Nursing mother of the Church » (T. Knaggs, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 22).

<sup>165</sup> Samuel Bromesgrove, *A sermon preached at the Tabernacle in Spittle-Fields, on September the 7th, 1704, being the day of thanksgiving...*, Londres, 1704, p. 27.

<sup>166</sup> La référence à Déborah est notamment effectuée dans S. Bromesgrove, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 7 ; Luke Milbourne, *Great Brittain's acclamation to her Deborah. A sermon preached in the parish church of St. Ethelburga, September VII. 1704. being the day appointed by Her Majesty for a solemn thanksgiving*, Londres, 1704, p. 2 ; J. Wilder, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 23.

<sup>167</sup> « Aucune force masculine n'a réussi, et les armes / de Guillaume lui-même ne sont pas venues à bout de tes troupes [le texte est adressé à Louis XIV] / Maintenant, avec le changement de chef, les temps ont changé, et tu es désormais / plus faible qu'une jeune femme : Anne tient plus de l'homme que toi ». Cité par John Gilmore, « Schoolboy patriotism and gender stereotypes in the reign of Queen Anne », dans *1708. Oudenarde and Lille...*, *op. cit.*, p. 107. On fait également dire au Roi-Soleil : « Still beat by a Woman ! / In forty Years no Man / Cou'd, what she has done, ever do » (Anonyme, *Wine, a poem. To which is added new triumph: or the battle of Audenard, a song*, Londres, 1708, p. 15).

femme »<sup>168</sup>, tantôt se désolant qu'il sera écrit dans les livres d'Histoire que « c'est une femme qui a précipité sa chute »<sup>169</sup>. Même les devises des médailles, pourtant traditionnellement assez stéréotypées, ne sont pas en reste. Ainsi, une pièce métallique frappée à l'occasion la bataille de Ramillies montre en avers un soldat vêtu à la romaine (Louis XIV), frappé de verges par une femme en armure (la reine Anne, sous les traits de Pallas), sous la devise : « Ludovicus magnus, Anna major » (Louis le Grand, Anne plus grande encore). Le texte proposé au revers est encore plus explicite : « Percute me ne dicatur quod a femina interfectus sim » (« Tuez-moi de peur qu'on ne dise que j'ai été abattu de la main d'une femme »)<sup>170</sup>. On peut y voir la représentation de la tour de Tebet : au cours du siège de cette ville par Abimelech, un juge d'Israël, celui-ci fut mortellement blessé d'un coup de meule de moulin jeté par une femme. Il demanda alors à son écuyer de l'achever pour ne pas mourir dans le déshonneur.

Le duc de Marlborough et la reine Anne ne sont pas les seuls protagonistes des victoires alliées. De nombreux ouvrages de louange publiés en Angleterre évoquent le rôle prépondérant du prince Eugène, dont l'aura va même parfois jusqu'à approcher celle du capitaine-général britannique. Le poème de Daniel Defoe lui donne même l'image d'un personnage de légende :

« Eugenius, from the Banks of Po, appears,  
Crown'd with more Victories than Years »<sup>171</sup>.

Un poème consacré à Audenarde célèbre sa fermeté d'esprit, son mépris de la mort, son sens de l'honneur et de la renommée, et le compare à César et Pompée<sup>172</sup>. Cette œuvre refuse d'ailleurs d'accorder au duc anglais tout l'honneur de la journée, gagnée à part égale « par

---

<sup>168</sup> « Tis twice to die, to die by woman's hand ». D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, non paginé.

<sup>169</sup> « ... And after Ages in Volumes tell, / That mighty Lewis by a Woman fell » (William Wagstaffe, *Ramelies: a poem, humbly inscrib'd to his Grace, the D. of Marlborough*, Londres, 1706, p. 9).

<sup>170</sup> BnF Médailles, Angleterre 126 ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, *op. cit.*, t. V, p. 40.

<sup>171</sup> « Des rives du Pô surgit Eugène, chargé de plus de victoires que d'années » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 46).

<sup>172</sup> « Had'st thou but seen how Fixt EUGENIO stood, / And boldly in the Paths of Honour trod; / Like Pompey Vigilant, like Caesar Great, Lavish of Fame, and Careless of his Fate » (Anonyme, *Audenarde, a poem, inscrib'd to the Right Honourable the Earl of Bridgewater*, Londres, 1708, p. 6).

l'épée de Marlborough et du brave Eugène »<sup>173</sup>. On ne trouve pas des compliments plus mesurés dans un « poème héroïque » dédié à la bataille de Blenheim :

« Princeps Eugenius, decus admirabile saeculi,  
Heroum soboles, teneris illustris ab annis :  
Omne quod incubuit faciendum, fecit ad unguem »<sup>174</sup>.

On exalte tout particulièrement l'amitié qui a régné dès la première rencontre entre les deux plus grands généraux alliés. Leurs talents similaires les appelaient à s'entendre : la bravoure au combat, la courtoisie en société, la justesse de leurs opinions au conseil<sup>175</sup>. C'est pourquoi cet accord parfait prouve, selon Addison, que l'on est en présence de deux esprits exceptionnels : « Les âmes élevées se tournent d'instinct l'une vers l'autre, / Cherchent alliance, et brûlent de devenir amies »<sup>176</sup>.

Après Marlborough et Eugène, on évoque parfois d'autres acteurs, notamment les officiers généraux de l'armée britannique. Le « poème héroïque » déjà cité rend tour à tour hommage à Cutts, aussi résistant au feu qu'une salamandre, à Ingoldsby, surnommé « l'Achille irlandais », à Orkney et ses soldats écossais, au prince d'Anhalt qui dirige les troupes de Prusse, au fidèle Cadogan<sup>177</sup>... On pourrait citer d'autres exemples<sup>178</sup>. C'est toutefois un autre officier de l'armée alliée qui a les honneurs de la plupart des œuvres consacrées à la bataille d'Audenarde : Georges Auguste, prince de Hanovre, destiné à porter la couronne britannique, ne saurait être oublié dans les louanges. On le qualifie de « jour naissant et jeune espoir de la Grande-Bretagne »<sup>179</sup>, ou encore d'« honneur de l'Allemagne,

---

<sup>173</sup> « By MALBRO's, and by Brave EUGENIO's Sword » (*ibid.*, p. 8). Voir aussi Anonyme, *Alcander: a poem occasion'd by the victories of his grace the duke of Marlborough*, Londres, 1709, p. 8 : « What Men, what Heroes can sustain the Fight, Where Marlbro and Eugene their Sword unite? ».

<sup>174</sup> « Le prince Eugène, honneur admirable de son siècle, rejeton de héros, distingué depuis son âge le plus tendre. Tout ce qu'il entreprend de faire se réalise à la perfection » (Robert Ormsbye, *Carmen heroicum, compositum in memorabilem confæderatorum principum, contra Gallos & Barvaros libertatis Europæ, causâ conflictum apud Blenheim...*, [Dublin], 1708, p. 10).

<sup>175</sup> « Polish'd in courts, and harden'd in the field, Renown'd for conquest, and in council skill'd » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>176</sup> « Great souls by instinct to each other turn / Demand alliance, and in friendship burn » (*ibid.*).

<sup>177</sup> « Cutts Bellipotens Salamander in Ignibus ardens » ; « Hibernus Achilles, / More Giganteo movet Ingoldsbeius Heros » ; « Caledonias ingens Orknëius Heros [...] duxit » ; « Magnus Anhaltus adest Princeps et Prussica ducens / Agmina » ; « Fidelis adest Cadoganius Heros » (R. Ormsbye, *Carmen heroicum...*, *op. cit.*, p. 12-18).

<sup>178</sup> Voir notamment Samuel Wesley, *Marlborough; or, the fate of Europe : a poem*, Londres, 1705, p. 8-9.

<sup>179</sup> « Britannia's earliest hopes and dawning day » (L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*, p. 5).

espoir de l'Angleterre, bénédiction du temps présent et miracle des temps à venir »<sup>180</sup>. On célèbre sa jeune bravoure au combat<sup>181</sup>, et à sa capacité à chevaucher sans crainte au travers des « corps mutilés et des mers de sang »<sup>182</sup>.

Il y a toutefois, dans cette littérature encomiastique, quelques absents remarquables. Notons tout d'abord que si les poèmes consacrés aux batailles de 1704 et 1708 accordent une place de choix au prince Eugène, on chercherait en vain mention de son nom dans les sermons consacrés aux mêmes événements. L'évocation du catholique Eugène, bras armé de l'Empereur, n'aurait guère sa place dans des textes célébrant le rôle d'Anne et de Marlborough dans la défense de l'Église d'Angleterre et la lutte contre les troupes « papistes » de Louis XIV. Même lorsque le siège de Turin est évoqué, au titre des victoires de l'*annus mirabilis*, on évite de parler du prince de Savoie-Carignan<sup>183</sup>. Enfin, tous les alliés ne sont pas traités de la même façon : si on accorde une grande place aux troupes de Hanovre, et que l'on reconnaît l'apport du général de l'Empereur (à défaut de glorifier trop longuement ses soldats), on ne se presse pas de mentionner le rôle des généraux et des forces hollandaises. L'allié batave, avec lequel les dissensions politiques sont nombreuses, brille par son absence dans les poèmes, les odes et les sermons produits par leurs voisins d'Outre-Manche entre 1704 et 1708 – sauf lorsqu'il s'agit de mettre en exergue le rôle du général anglais qui, à Ramillies, aurait par deux fois sauvé la cavalerie des États-Généraux<sup>184</sup>. Il faut dire que les *Whigs* ne leur pardonnent guère leur méfiance vis-à-vis de Marlborough, tandis que les *Tories* trouvent qu'on leur accorde dans la conduite de la guerre des privilèges par trop importants... C'est aussi dans ses silences-là que les œuvres de célébration nous renseignent sur les opinions et les rapports de force politique de l'Angleterre du début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

#### 10.2.2.2. Donner une sens à la victoire

---

<sup>180</sup> « George Augustus, Electoral Prince of Hannover [...] The Honour of Germany, the Desire and Hopes of Britain, the Blessing of the Present Age, and the Admiration of the Future », Charles Gildon, *Libertas triumphans: a poem, occasion'd by the glorious victory obtain'd near Odenard...*, Londres, 1708, page de titre.

<sup>181</sup> « See, like a god, the fearless Youth advance, His Maiden sword against the Pow'r of France ! », *ibid.*, p. 19.

<sup>182</sup> « How Hannover and Hesse triumphant rode / O'er mangled Carcasses, and Seas of Blood » (Anonyme, *Audenarde, a poem*, p. 6). Sur l'exaltation de Georges de Hanovre, voir Niall MacKenzie, « "Elected King" versus "Native King" », art. cit., p. 110-121.

<sup>183</sup> Jean Dubourdieu, *The triumphs of providence in the downfall of Pharaoh, renew'd in the late battle of Ramellies: being a sermon on Exodus IX. ver. 16, preach'd at the Savoy Church*, Londres, 1707.

<sup>184</sup> S. Clay, *An epistle from the Elector of Bavaria...*, op. cit., p. 4.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Les ouvrages de célébration n'hésitent ainsi pas à s'aventurer dans le domaine de l'analyse des relations entre les États. Ses auteurs vont même plus loin en évoquant souvent les conséquences stratégiques – voire historiques – des victoires du duc de Marlborough. Les textes consacrés à la bataille de Blenheim sont sans équivoque : le 13 août 1704, c'est le sort de l'Empire, voire de l'Europe entière, qui s'est décidé. Addison dresse dans *La Campagne* un tableau effrayant de la situation autrichienne :

Ausonia's states, the victor to restrain,  
Opposed their Alps and Apennines in vain,  
[...]  
Amaz'd and anxious for her sovereign's fates,  
Germania trembled through a hundred states;  
Great Leopold himself was seiz'd with fear;  
He gaz'd around, but saw no succour near;  
He gaz'd, and half-abandon'd to despair,  
His hopes on heaven, and confidence in prayer.  
To Britain's queen the nations turn their eyes,  
On her resolves the western world relies,  
Confiding still, amidst its dire alarms,  
In Anna's councils, and in Churchill's arms<sup>185</sup>.

Autant Eugène pouvait passer, chez Addison, pour un général digne de Marlborough, autant le portrait qu'il fait du « grand » Léopold, tremblant et se perdant en prières, n'est pas à la gloire de l'Empire... Daniel Defoe va encore plus loin dans l'humiliation de la monarchie autrichienne, et dit en s'adressant à la reine :

« See how the ransom'd Nations bow their Heads  
To you that send us out and him that leads!  
[...]  
The suppliant princes stand about your Gate  
And Austrian Monarchs kiss your glorious Feet »<sup>186</sup>.

---

<sup>185</sup> « Les États de la maison d'Autriche, pour contenir le vainqueur [les Français] / En vain opposaient les Alpes et les Apennins [...] / Stupéfaits et inquiets du sort de leur souverain / L'Allemagne tremblait en sa centaine d'États / Le Grand Léopold lui-même était saisi de peur / Il regardait autour de lui, sans voir aucun secours, / Il regardait, et était prêt à succomber au désespoir, / N'espérant plus qu'au Ciel et ne se fiant qu'à la prière. / Les nations tournent leur regard vers la reine de Grande-Bretagne, / C'est sur sa détermination que repose le monde occidental / Se fiant encore, au milieu des alarmes, / Au conseil d'Anne et aux armes de Churchill » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>186</sup> « Voyez comme les Nations rançonnées inclinent leurs têtes / Vers vous qui nous avez envoyés, et vers lui [Marlborough] qui nous a conduit ! / [...] Les princes suppliants se tiennent à votre porte / Et les monarques autrichiens baisent vos pieds glorieux » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, non paginé).

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Chez Daniel Defoe, comme chez d'autres auteurs, ce n'est pas donc seulement l'Empereur et les princes d'Empire qui en appellent au soutien de la Grande-Bretagne, mais l'ensemble des États de l'Europe<sup>187</sup>. Les poèmes consacrés aux opérations de 1706 et 1708 tiennent un discours similaire, même s'ils ne peuvent pas se permettre de présenter une situation aussi catastrophique qu'avant 1704.

Les auteurs de poèmes cherchent également à expliquer et justifier l'intervention de Marlborough et des troupes anglaises dans les affaires européennes. Ils insistent en premier lieu sur un objectif noble : celui de restaurer la liberté des États européens, asservis par la puissance française. Nous verrons dans la section consacrée à l'image de Louis XIV à quel point l'image de despote à l'intérieur de ses frontières, et de tyran aspirant à la monarchie universelle, a été utilisée dans la propagande des Alliés. Les poètes anglais insistent donc sur le fait que la victoire alliée de Blenheim a non seulement sauvé la couronne impériale, mais surtout l'indépendance des princes et des États de l'Empire<sup>188</sup>. On peut tenir de semblables propos à l'occasion de la campagne dans les Pays-Bas espagnols en 1706 : la population locale, « asservie » par les hommes de Louis XIV, se réjouirait ainsi de voir revenir, à leur départ, une douce liberté garantie par leur souverain légitime, l'archiduc d'Autriche<sup>189</sup>. La liberté, telle qu'elle est entendue par les Anglais, ne se comporte pas seulement de droits politiques, mais aussi d'aspects purement économiques, auxquels certains poèmes rendent hommage :

« Peace crowns the end, a noble Peace,  
From Tax will free the Land, and give to Trade increase »<sup>190</sup>.

---

<sup>187</sup> « Te supplex Europa vocat charissima Coelo / Anna Stuartia, potens armis, terraque marique » (« L'Europe à genoux t'appelle, toi la bien-aimée des Cieux, Anne Stuart, qui règne de ses armées sur terre comme sur mer » : R. Ormsbye, *Carmen heroicum...*, *op. cit.*, p. 4). Un poème (écrit en 1708) évoquant la situation de l'Europe à la veille de la campagne de 1704 dit pareillement : « L'Europe était effrayée et terrorisée / Regardant le torrent qui menaçait de l'inonder / [...] L'Autrichien chancelant sur le trône de ses États » (« Scar'd and affrighted (*sic*) all Europa stood, / And view'd the Torrent of the threatn'ing Flood; / [...] The Austrian totter'd on his Throne of State » : Anonyme, *Audenarde, a poem*, p. 4).

<sup>188</sup> Voir par exemple Charles Johnson, *A congratulatory verse, to Her Grace, the Dutchess of Marlborough: on the late glorious victory, near Hochstet in Germany. August the 2d 1704*, Londres, 1704, p. 2 : « Rescued Germany now feels again, / Her Liberty ».

<sup>189</sup> « The Towns / E'er while oppress'd with grievous Servitude / And Gallick Bounds, feeling the sweet Return / Of grateful Liberty, with Joy proclaim / Their lawful Sov'raign » (« Les villes / sans cesse opprimées d'une cruelle servitude / Et par les chaînes de France, sentant le doux retour / De la liberté reconnaissante, proclament avec joie / Leur souverain légitime » : John Paris, *Ramillies. A poem, humbly inscrib'd to His Grace the Duke of Marlborough. Written in imitation of Milton...*, Londres, 1706, p. 8).

<sup>190</sup> « La paix couronne cette issue, une paix noble / Qui va libérer le pays des taxes et augmenter le commerce » (T. d'Urfey, *The trophies...*, *op. cit.*, p. 14).



## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Restaurer l'indépendance des États de l'Europe ne représente pas seulement, pour la Grande-Bretagne, un objectif noble en soi. Il s'agit aussi du meilleur moyen d'éviter qu'un souverain, en devenant supérieur à ses adversaires, ne soit en mesure de menacer l'Angleterre elle-même, malgré son isolement maritime. On retrouve donc dans différents poèmes un écho de la théorie de « l'équilibre des pouvoirs »<sup>191</sup>, qui veut que les nations continentales se neutralisent les unes les autres, tandis que la Grande-Bretagne domine sur mer. Un prédicateur remarque ainsi à l'occasion de la bataille d'Audenarde : « La Grande-Bretagne, avec de tels généraux, et des forces aussi braves, est peut-être non seulement assez puissante pour rétablir l'équilibre en Europe, mais aussi tenir en respect les princes ambitieux, et les dissuader d'aspirer à la Monarchie Universelle »<sup>192</sup>. Certains textes vont même parfois au-delà, en adoptant un ton plus menaçant :

« She, from herself, decides her Neighbours Fates  
Rescues by turns, by turns subdued their States;  
In the wide Globe no Part could Nature stretch  
Beyond their Arms, and out of Britain's Reach »<sup>193</sup>

Si l'Angleterre est à même de soumettre n'importe lequel de ses voisins, si la portée de sa puissance n'a plus de limites, si elle fait et défait les souverains à sa guise, n'est-ce pas elle qui est en train d'atteindre la monarchie universelle ? Prudemment, l'auteur de ce discours quelque peu dominateur ne met pas ces mots dans la bouche d'un de ses compatriotes, mais dans celle de l'Électeur de Bavière.

En contrepoint de ces deux motifs d'intervention – rabaisser un tyran pour rendre aux États soumis leur liberté et restaurer l'équilibre des pouvoirs –, d'autres auteurs préférèrent insister sur des raisons plus religieuses. L'Angleterre se serait avant tout battu pour la cause protestante – c'est-à-dire la cause de Dieu<sup>194</sup> – contre un souverain voulant imposer le

---

<sup>191</sup> Un poème se réjouit ainsi que l'Angleterre garantisse la « Ballance (*sic*) of Power » (J. Gatnam, *Marlborough still conquers: or Union hath got the day. A poem upon the late victory obtained by the prince and duke of Marlborough, and union of the two kingdoms*, Londres, 1708, p. 14).

<sup>192</sup> « Britain, with such generals, and such Brave Forces, may not only be sufficient to restore the balance of Europe, but keep ambitious princes in awe, and frighten them from aspiring after Universal Monarchy » (Josiah Woodcock, *A sermon preach'd August 19, 1708, being a day of thanksgiving, appointed by authority, for defeating the design'd invasion, and the victory near Audenard*, Londres, 1708, p. 22).

<sup>193</sup> « D'elle-même, elle décide du sort de ses voisins, / Sauvante et soumettant tour à tour leurs États, / Sur toute l'étendue du Globe, il n'est aucun être qui ne soit / à portée de ses bras et hors d'atteinte de la Grande-Bretagne » (S. Clay, *An epistle from the Elector of Bavaria...*, *op. cit.*, p. 12).

<sup>194</sup> Les Français ont ainsi pu être qualifiés par un prédicateur d'« ennemis de Dieu comme de l'Angleterre » (« These are God's as well as our Enemies » : S. Bromesgrove, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 11).

« papisme » à tout l'Europe. Une fausse harangue du maréchal de Tallard le montre ainsi exhorter ses hommes, avant la bataille de Blenheim, à défendre la foi romaine. Lui-même adresse ensuite une prière à la Vierge<sup>195</sup>. Les textes écrits à la suite de la bataille d'Audenarde oublient rarement de mentionner une autre mésaventure militaire des Français : le débarquement raté de mars 1708. On accuse Louis XIV d'avoir voulu, en soutenant un rétablissement jacobite, rétablir le catholicisme en Angleterre et soumettre son Église à l'autorité romaine<sup>196</sup>.

Puisque la victoire des Alliés est celle de la vraie religion, on peut comparer la déroute des armées de Louis XIV à la punition des anges qui avaient soutenu Lucifer<sup>197</sup>. Un éloge funèbre prononcé à l'occasion de la mort du duc, en 1722, reprend cette idée en comparant les combats de Marlborough à ceux de saint Michel contre Satan<sup>198</sup>. Allant à l'encontre de la plupart des autres textes, pour qui le Roi-Soleil représente l'ennemi principal, cet éloge considère même que le véritable adversaire du capitaine-général n'était pas la France, mais « Rome, l'exécrable perturbateur de la tranquillité »<sup>199</sup> de l'Angleterre.

En définitive, l'ensemble de ces œuvres cherchent à prouver que la guerre menée contre le royaume de France était une guerre « juste ». On peut difficilement – surtout lorsque l'on est un ecclésiastique – se réjouir de la mort de dizaines de milliers de personnes sans que celle-ci ne soit légitimée par de puissants motifs. En effet, la tradition chrétienne accepte, depuis Saint-Augustin, que l'on combatte mais à la condition expresse que la guerre résolve une injustice qui ne pourrait être supprimée d'une autre façon<sup>200</sup>. Un sermon publié en 1708 résume ainsi tous les motifs légitimes qui auraient conduit la Grande-Bretagne à entrer en guerre :

---

<sup>195</sup> R. Ormsby, *Carmen heroicum...*, *op. cit.*, p. 24 et 26.

<sup>196</sup> « Had he landed, what ravages might we expect from one who was a popish usurper, under the influence of a popish tyrant? Had he conquer'd us, we must have been slaves under a French government, and a popish religion » (« Si [le prétendant jacobite] avait débarqué, quels ravages aurions-nous dû attendre d'un usurpateur papiste, sous l'influence d'un tyran papiste ? S'il nous avait conquis, nous aurions été les esclaves d'un gouvernement français et d'une religion papiste » : Thomas Colton, *Nahash's defeat, and Jabesh-Gilead's rescue: a sermon preach'd August 19. 1708, on occasion of the defeat of the intended invasion of North-Britain and... near Audenarde*, Londres, 1708, p. 12).

<sup>197</sup> Dans les « trophées de la gloire d'Augusta », on présente la victoire de la reine Anne comme une nouvelle victoire contre le chaos, la chute d'un « second Lucifer » (T. d'Urfey, *The trophies...*, *op. cit.*, p. 15).

<sup>198</sup> « A type of Michael's, and of Satan's War » (Thomas Cooke, *Marlborough, a poem, in three cantos. Occasion'd by the death of the late Duke of Marlborough*, Londres, 1722, p. 6).

<sup>199</sup> « Rome, oft' the dire Disturber of our Rest » (*ibid.*, p. 6).

<sup>200</sup> On trouvera une analyse plus poussée de la façon dont les théologiens ont défini la guerre juste du Moyen Âge à l'époque moderne dans O. Chaline, *La bataille...*, *op. cit.*, p. 218-222.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

« C'était par nécessité absolue, et non pas par manque d'humanité, que nous fîmes un si grand carnage. Nous n'avons pas commencé cette guerre sans de grandes provocations [de la part des Français]. Nous nous y sommes engagés, et nous la menons pour abaisser un pouvoir exorbitant, pour juguler une ambition sans bornes, et nous combattons uniquement pour garantir la sécurité de notre pays, et aider les autres États et princes à ne pas être détruits par un ennemi furieux »<sup>201</sup>.

La justesse des causes défendues par la Grande-Bretagne et ses Alliés est en définitive prouvée par le fait même qu'ils aient triomphé :

« Il faut être plus qu'aveugle pour ne pas admirer la juste vengeance qui châtie [...] un règne maculé d'usurpation, d'injustice et de violence, qui répare le sang innocent de tant de martyrs, qui ont trouvé la mort dans les donjons, sur les gibets, et sur les roues »<sup>202</sup>.

On retrouve ici l'idée que l'issue d'un combat est par essence l'expression de la volonté du Ciel, c'est-à-dire qu'une bataille est un jugement de Dieu<sup>203</sup>. Les prédicateurs sont unanimes : le sort des armes manifeste la volonté du « Seigneur des armées »<sup>204</sup>. Ni Addison, ni Defoe ne semblent douter que la victoire de Blenheim soit due à une opération du Tout-Puissant – dont les Alliés ont ainsi accompli fidèlement la volonté<sup>205</sup>.

Les auteurs divergent toutefois dans leur interprétation de la façon dont la volonté divine s'est manifestée. Évoquant la campagne de 1704, l'archevêque William insiste sur le caractère proprement miraculeux des opérations militaires : « La victoire que nous célébrons présentement est accompagnée de telles circonstances que nous devons y reconnaître la main même de Dieu et la Providence »<sup>206</sup>. Le prédicateur évoque tour à tour la (supposée) supériorité numérique des Français, le fait que les Alliés se soient battus dans un terrain

---

<sup>201</sup> « It was absolute necessity, and not want of humanity, why we made so great a slaughter. We did not begin this war without high provocations. We engag'd in it, and carry it on to reduce an exorbitant power, to curb an unbounded ambition, and we fight only to secure our country, and help other states and princes from being destroy'd by a furious foe » (T. Knaggs, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 14).

<sup>202</sup> « We must be more than blind, not to adore that just vengeance that chastise [...] a reign defiled with Usurpation, Injustice and Violence; which revenges the innocent blood of so many martyrs, who are dead in dungeons, on gibbets, and upon wheels » (J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 9-10).

<sup>203</sup> Le Carmen Heroicum évoque l'idée du « Tribunal divin » : « Quo Tuba Summa simul vivos, et morte sopitos / Importuna Dei vocat ad Caeleste Tribunal » (R. Ormsbye, *Carmen heroicum...*, *op. cit.*, p. 12).

<sup>204</sup> On trouve très fréquemment les termes bibliques « God of Armies » ou « Lord of the Hosts ». Voir par exemple J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 23.

<sup>205</sup> Tandis que Addison s'exclame : « The day was come when Heaven design'd to show / His care and conduct of the world below » (« Le jour est venu pour le Ciel de montrer / le soin avec lequel Il conduit le monde ici-bas »), Daniel Defoe s'émerveille de la puissance du Seigneur : « Ye Heav'ns! What's God a-doing in the World! / How is the Face of Providence display'd », (« Oh Ciel ! Quelle action de Dieu sur le Monde ! Comment la Providence se dévoile-t-elle ! » : J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.* ; D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 37).

<sup>206</sup> « The present victory we now celebrate is accompanied with such circumstances, that we must acknowledge Gods peculiar hand and Providence in it » (W. King, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 13).

défavorable, et surtout le caractère exceptionnel d'une victoire indiscutable contre un ennemi qui n'avait pas subi de véritable défaite depuis plus de vingt ans<sup>207</sup>. Un de ses homologues, pour mieux marquer le rôle de l'intervention céleste, fait un portrait étonnamment élogieux des troupes de Louis XIV, à contre-courant des louanges qui pleuvent sur l'armée britannique :

« En définitive, [les Français] était supérieurs en nombre d'hommes, sur la mer, sur la terre, pour les sièges, les camps, les campagnes, le combat : de sorte que si Celui qui siège au Ciel n'avait pas été de notre côté, ils nous auraient rapidement engloutis »<sup>208</sup>.

On trouve dans d'autres sermons des discours similaires, qui insistent sur la qualité des troupes françaises pour mieux démontrer la faveur céleste (« Avec Dieu dans notre camp, [les Français] ne pouvaient pas résister à sa puissance<sup>209</sup> »).

À l'inverse, certains préfèrent reconnaître qu'il n'y a rien de proprement miraculeux dans le fait de gagner une bataille. Un prédicateur remarque ainsi que « les interventions divines ne sont plus aussi immédiates et aussi miraculeuses » qu'aux temps bibliques, sans que cela ne remette en cause le rôle du Seigneur comme « grand Arbitre des événements de la guerre »<sup>210</sup>. Dans son *Hymne à la Victoire*, Daniel Defoe va même jusqu'à considérer que c'est le caractère profondément hasardeux de la bataille qui permet au Ciel de faire pencher la balance au profit de celui qui a sa faveur. Mais le hasard et la chance ne peuvent jouer que lorsque les deux camps sont d'une force pratiquement égale :

« Yet Battles flies on Nature's Wings,  
And Victory obeys the Course of Things,  
[...]  
But when two vast Collected Armies meet,  
In Conduct both, and both in Art, compleat (*sic*);

<sup>207</sup> « I think it is worth the observing that this is the first clear and undisputed land victory that has been obtained in this or the former war against the French king » (*ibid.*, p. 17).

<sup>208</sup> « In fine, [the French] were superior for men, by sea, by land, for siege, for encamping, for field, for fighting: so that if He that sitted (*sic*) in Heaven had not been on our side, they had then swallowed us up quick » (Deuel Pead, *Annus victoriis mirabilis: a thanksgiving sermon preach'd on Tuesday, Dec. 31. 1706. At St. James's Clerkenwell. Occasion'd by the signal victories obtained... by the Duke of Marlborough, and the rest of the confederate forces...* Londres, [1707 ?], p. 12).

<sup>209</sup> « For God being on our side, they cou'd not stand out against his force » (T. Knaggs, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 13).

<sup>210</sup> « Tho' Gods interpositions be not now so immediate and miraculous as in former times, yet still He is the great Arbitr of all the events in war, and gives the victory as it pleases Him, and according to the council (*sic*) of His own will » (Thomas Manningham, *A sermon preach'd before the Queen at Windsor, July the 11th, 1708, being the first Sunday after the account of the late great victory... near Audenarde...*, Londres, 1708, p. 15-16).

[...]

Tis Heav'n alone decides the Matter there »<sup>211</sup>.

L'intervention céleste se voit dès lors sérieusement réduite au rang de « coup de pouce » renversant une situation indécise. On pourrait presque en inférer que si une armée bénéficie d'une supériorité trop forte sur une autre, même le soutien divin ne peut faire triompher le camp désavantagé ! On est loin désormais de la thèse de batailles gagnées contre toute logique militaire...

On peut donc chercher, à côté de la faveur divine, d'autres raisons qui expliqueraient les succès des Alliés. Il y a bien entendu la qualité des chefs militaires et des officiers supérieurs. Ceux-ci ne sont toutefois pas les seuls à recevoir les lauriers de la victoire. Dans les poèmes comme dans les sermons, on insiste aussi bien sur le mérite des simples soldats. La valeur militaire et le courage au feu seraient des qualités intrinsèques de chaque Britannique<sup>212</sup>. Si les sujets de la reine Anne se battent avec vaillance, c'est surtout parce qu'ils combattent pour la liberté, vertu que tout Anglais est censé avoir reçu en partage dès sa naissance<sup>213</sup>. Ce serait l'un des traits caractéristiques de la nation : « Les Français ont le goût de se battre pour l'honneur, les Britanniques pour la liberté, les Hollandais pour le commerce, les Allemands pour leur paie »<sup>214</sup>. La défense de la liberté aurait été, depuis la signature de la Magna Carta jusqu'à la Glorieuse Révolution de 1688, la grande affaire de tous les natifs de Grande-Bretagne<sup>215</sup>. Un pasteur français en exil, Dubourdieu, évoque ainsi des soldats anglais « nés dans le giron de la liberté, élevés sous un gouvernement libre, guidés par des lois conformes à

---

<sup>211</sup> « La bataille vole sur les ailes de la nature / Et la victoire obéit au cours des choses [...] Mais lorsque deux vastes armées rassemblées se rencontrent / Aussi consommées l'une que l'autre dans leur conduite et dans leur art, [...] C'est alors le Ciel qui décide de l'affaire » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 39-40).

<sup>212</sup> On peut citer Daniel Defoe : « An English man has something in his Blood, / Makes him loves fighting better than his food [...] / Battle was always English mens Delight; / They'd always conquer if you'd let 'em fight » (« Un Anglais a quelque chose dans son sang / Qui lui fait préférer le combat à sa propre nourriture [...] / La bataille a toujours été du goût des Anglais / Ils conquièrent toujours si on les laisse combattre » : *ibid.*, p. 23-24).

<sup>213</sup> Addison parle de « la jeunesse anglaise, qui a l'audace de la liberté innée » (« Our British youth, with in-born freedom bold ») ; un poème de 1708 évoque les « Anglais nés libres » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.* ; C. Gildon, *Libertas triumphans...*, *op. cit.*, p. 17).

<sup>214</sup> « The French out of the Humour of Fighting for Honor, the Britains for Liberty, The Dutch for Trade, and the Germans for Pay » (Matthias Earbery, *The battel of Oudenarde. A poem in two canto's*, Norwich, 1709, « The Printer to the Reader », p. 3).

<sup>215</sup> « With righteous Force the Free-born English there / For sacred Magna Charta did declare / And with their Ancient Rights and Liberty / Compell'd reluctant tyrants to comply » (C. Gildon, *Libertas triumphans...*, *op. cit.*, p. 17).

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

la raison humaine, ayant appris de leurs ancêtres à haïr les tyrans et la tyrannie »<sup>216</sup>. On s'accorde à reconnaître que de tels hommes ne sauraient être battus par les sujets d'un despote :

« For what can weaker Tyranny oppose  
To British Freedom, and th' united Rose ?  
How can Oppression singly stem in Fight  
The Force of Union, Liberty and Right ?<sup>217</sup> »

Addison ne s'exprime pas autrement : « Rendu brave par sa liberté native, le plus médiocre Britannique méprise le plus grand des esclaves »<sup>218</sup>.

Du corpus de poèmes et de sermons écrits ou prononcés à l'occasion des principales défaites de la guerre de Succession d'Espagne se dégage donc une image relativement cohérente : les Anglais, peuple naturellement courageux et épris de liberté, ont combattu pour préserver celle des autres européens – et la leur, puisque la puissance démesurée des Français menaçait de briser l'équilibre des pouvoirs sur le Continent, équilibre qui garantit la tranquillité britannique. Par leurs victoires, ils ont également soutenu les Églises protestantes, que le papiste Louis XIV, avec le soutien de Rome, voulait asservir. Tous les textes s'accordent également à considérer les succès militaires comme une sanction de l'approbation divine – même s'ils divergent sur leur interprétation du caractère miraculeux ou non de la victoire.

La littérature encomiastique attribue ainsi à la reine Anne, à Marlborough et aux troupes anglaises un rôle historique tout à fait considérable : en quelques batailles, ils auraient changé presque à eux seuls la destinée de l'Europe, pour accomplir un dessein divin. Cela apparaît d'autant plus manifestement que le rôle de la Grande-Bretagne sur le Continent avait été auparavant beaucoup plus limité. L'« Hymne à la victoire » de Daniel Defoe s'interroge, dès ses premières lignes, sur l'inactivité militaire ou les échecs connus lors du demi-siècle

---

<sup>216</sup> « Our soldiers, born in the bosom of liberty, educated under a free government, guided by laws consonant to human reason, and instructed by their ancestors to hate tyrants and tyranny » (J. Dubourdiou, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 22).

<sup>217</sup> « Qu'est-ce que la faible tyrannie peut opposer / À la liberté britannique, et à la Rose unie (la Grande-Bretagne) ? / Comment l'oppression pourrait seule arrêter / La force de l'union, de la liberté et du droit ? » (L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*, p. 7).

<sup>218</sup> « With native freedom brave, / The meanest Briton scorns the highest slave » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

précédent, sous les règnes de Charles II, Jacques II et même de Guillaume d'Orange<sup>219</sup>. Dans l'« Ode à la Reine » qui précède son « Hymne », il souligne également qu'Anne Stuart a réussi à accomplir, par la seule bataille de Blenheim, tout ce que Guillaume avait en vain tenté d'obtenir<sup>220</sup>. D'autres auteurs étendent encore le champ en comparant la reine Anne à tous ses prédécesseurs dans l'histoire anglaise. Dès 1704, une poétesse n'hésite pas à considérer que la souveraine a réussi à éclipser par ses réalisations la mémoire de ce qu'ont accompli ses ancêtres :

« Pardon me, Madam, if in humble strain,  
I sing the glories of a Female Reign:  
A Reign, that to our Land more honour brings,  
Than all our boasted Line of Ancient Kings »<sup>221</sup>.

Certains prédicateurs en viennent même, la même année, à considérer que « les annales anglaises ne peuvent rien transmettre de si illustre ni si mémorable à la postérité »<sup>222</sup>. Les victoires des années suivantes n'incitent pas les louangeurs à plus de mesure. Dès 1706, une « Ode à la reine » considère que la gloire d'Anne Stuart dépasse celle d'Élisabeth I... et même celle de l'Empereur Auguste<sup>223</sup> ! Deux ans plus tard, c'est plutôt au duc de Marlborough que sont adressés les lauriers dressés par un « dialogue » entre le château de Windsor, censé représenter la mémoire de l'histoire anglaise, et la « *Blenheim House* » (c'est-à-dire le *Blenheim Palace*), qui parle en faveur du capitaine-général. Alors que la première demeure évoque chacun des événements glorieux connus par l'Angleterre, le palais de Marlborough démontre qu'aucun d'entre eux n'est digne d'être comparé aux succès contemporains. La seconde bataille d'Höchstädt « dépasse tout ce qui est dit sur l'Histoire

---

<sup>219</sup> D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 1.

<sup>220</sup> « Your mighty predecessor strove in vain / This very happy moment to obtain » (*ibid.*).

<sup>221</sup> « Pardonnez-moi, Madame, si par cette humble tentative, / Je chante les gloires du règne d'une femme, / Un règne qui apporte plus d'honneur à notre pays / que toute l'orgueilleuse lignée de nos anciens rois » (["A Lady"], *A poem to Her Grace the Dutchess of Marlborough. Occasion'd by the late glorious victory obtain'd... at Hochstet*, Londres, 1704, p. 1).

<sup>222</sup> « Our English annals can transmit nothing to Posterity so illustriously memorable » (S. Bromesgrove, *A sermon...*, *op. cit.*, non paginé).

<sup>223</sup> « But, Greatest Anna ! While Thy Arms pursue / Paths of Renown, and climb Ascents of Fame, / Which nor Augustus, nor Eliza knew » (Matthew Prior, « An ode... to the Queen, on the glorious success of Her Majesty's arms [1706] », dans *Poems on several occasions. The second edition*, Londres, 1709, p. 280).

ancienne<sup>224</sup> » ; de même, « tous ceux qui ont entendu parler de Ramillies doivent admettre / Que cela surpasse ce qu'ils avaient entendu ou lu auparavant »<sup>225</sup>.

Pour l'histoire anglaise, les événements les plus cités sont les batailles de Crécy, Poitiers et Azincourt, qui représentaient auparavant l'*apex* de la gloire militaire britannique – avant que les triomphes de Marlborough ne leur fissent perdre, par comparaison, tout leur lustre<sup>226</sup>. Pour trouver des opérations militaires d'une importance et d'un prestige similaires à ceux du duc de Marlborough ou d'Anne Stuart, on passe rapidement à des exemples plus antiques. Dans un poème, les victoires de Blenheim, Ramillies ou Audenarde n'ont rien à envier à Arbela – la bataille où Alexandre vainquit Darius en personne – ou encore à Marathon<sup>227</sup>. Un autre prétend que l'importance des événements contemporains efface toute la gloire des Romains ou des Carthaginois, de Cyrus ou d'Alexandre lui-même<sup>228</sup>.

À l'éclat des actions opérations militaires doit répondre le talent des artistes chargés de les commémorer. Anne ou Marlborough doivent trouver, pour louer leurs talents, de « nouveaux Homère<sup>229</sup> » – chanteur par excellence de combats qui, sans lui, auraient été oubliés à jamais. En fait, en soulignant la supériorité des militaires modernes sur les anciens, les artistes de l'époque cherchent à démontrer qu'ils n'auraient rien à envier aux poètes de l'Antiquité<sup>230</sup>. Homère se voit même quelque peu raillé pour n'avoir eu que la guerre de Troie à conter – alors qu'il aurait mieux utilisé son talent pour les batailles de la guerre de Succession d'Espagne :

---

<sup>224</sup> « Near Hochstet, he obtain'd a Victory, / Beyond what's told by ancient History » (Anonyme, *A dialogue between Windsor Castle, and Blenheim House, the seat of the Duke of Marlborough; formerly call'd Woodstock-Bower. A poem*, Londres, 1708, p. 6).

<sup>225</sup> « Who hears at Ramelies, but must confess, / All that he heard or read before was less », *Ibid.*, p. 8.

<sup>226</sup> « Poitiers and Crescy now will loose the Name » (C. Johnson, *A congratulatory verse...*, *op. cit.*, p. 3). On peut également trouver des références à ces trois batailles dans M. Prior « An ode... to the Queen », *op. cit.*, p. 295 ; Anonyme, *A dialogue...*, *op. cit.*, p. 5 ; Anonyme, *Alcander: a poem...*, *op. cit.*, p. 3 ou encore W. Wagstaffe, *Ramelies: a poem...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>227</sup> Anonyme, *Alcander: a poem...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>228</sup> « Nor Rome, nor Carthage, can with these compare ; / Cyrus and Ammon [i.e. Alexandre] now no more shall boast, / But all their Chronicles, in ours, be lost » (Anonyme, *Audenarde, a poem*, p. 7).

<sup>229</sup> « And Churchill's Valour for new Homers call, / Fields bravely gain'd, and Countries over-run, / And more than Caesar in ten Summers won » (« La valeur de Churchill en appelle à de nouveaux Homère : / les champs de bataille conquis à force de bravoure, les territoires envahis, et plus de gains que César en dix étés [en dix campagnes] » : [« A Lady »], *A poem to Her Grace the Dutchess...*, *op. cit.*, p. 4).

<sup>230</sup> « But by this famous Greek, ye Poets know, / the Briton's Courage you imperfect show. / Fierce is the Greek, and rugged as the Age, / And too near Brutal is his Martial Rage. / The Briton is courageous and serene, / to the Angelic Warrior more akin » (« L'art de ce fameux grec, connu de tous les poètes / Ne présenterait qu'imparfaitement le courage des Britanniques. / Le Grec est féroce, aussi rude que son âge, / Et sa rage martiale est trop proche de la brutalité. / Le Britannique est courageux et serein, / Davantage comparable à l'ange guerrier » : Sir R. Blackmore, *Advice to the poets...*, *op. cit.*, p. 16).



## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

« What Theme, what Subject, Homer, wou'd'st thou chuse (*sic*)  
More fit to entertain thy Godlike Muse,  
Than Churchill's Conduct, Bravery, and Care,  
And all the Princes that adorn the War?  
[...]  
The very Name of Troy had been forgot,  
And thy fam'd Iliads had been Anna's Lot »<sup>231</sup>.

En définitive, la glorification de l'Angleterre – et sa comparaison avantageuse avec les empires de l'Antiquité – finit par dépasser le seul domaine du militaire. Dès 1704, un prédicateur remarque que le royaume d'Anne Stuart semble avoir distancé, dans tous les champs de la connaissance et des arts, celui de Louis XIV :

« En bref, la force de la vérité doit contraindre les Français à reconnaître que les Anglais ont conquis sur eux la gloire des Arts et des Sciences, qu'ils leur sont supérieurs grâce au privilège de leur liberté, l'excellence de leurs lois, et que désormais ils leur ont ravi le seul avantage qui leur restait encore, la supériorité des troupes, et de l'art de la guerre »<sup>232</sup>.

L'époque de la reine Anne représente de fait une période faste pour l'Angleterre, et la littérature encomiastique ne se prive pas de citer Newton ou encore Harris dans le domaine des sciences, Wren dans celui des arts, le comte de Pembroke pour la science du gouvernement<sup>233</sup>. Londres, « reine des villes », n'a rien à envier à Rome ou à Athènes<sup>234</sup>. Les batailles de Blenheim, Ramillies et Audenarde auraient alors représenté un véritable tournant dans l'histoire intellectuelle de l'Europe : si l'Italie avait été le centre incontestable de la culture au XVI<sup>e</sup> siècle, et la France celui de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, les victoires anglaises sur le Continent annonçaient-elles une domination de la civilisation britannique au siècle à naître ?

---

<sup>231</sup> « Quel thème, quel sujet, Homère, aurais-tu / Plus digne d'occuper cette muse divine / Que la conduite, la bravoure et le soin de Churchill / Et de tous les princes qui sont l'ornement de la guerre ? [...] / Troie aurait perdu jusqu'à son nom / Et c'est à Anne que serait revenue la renommée de l'Iliade » (Anonyme, *Audenarde, a poem*, p. 5 et p. 6).

<sup>232</sup> « In short, the force of Truth ought to make [the French] acknowledge, that the English have gain'd from them the glory of Arts and Sciences, that they are superior to them by the privilege of their Liberty, and the excellency of their laws, and now they have ravish'd from them the only advantage that remain'd (to wit) the superiority of troops, and the art of war » (J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 9).

<sup>233</sup> Anonyme, *Alcander: a poem...*, *op. cit.*, p. 14-16. Le comte de Pembroke est un homme politique ayant joué différents rôles dans l'administration anglaise sous la reine Anne, notamment celui de premier Lord de l'Amirauté, Lord du sceau privé, président du conseil ; il fut un des plénipotentiaires anglais à Ryswick.

<sup>234</sup> « Queen of cities », *ibid.*

10.2.2.3. *De la célébration à la dénonciation*

Les textes encomiastiques cherchent également à expliquer pourquoi, en l'espace d'une génération, la Grande-Bretagne a réussi des progrès aussi spectaculaires dans tous les domaines. La « Glorieuse Révolution » de 1688 a représenté pour les auteurs de poèmes et de sermons une étape décisive, la première victoire, à l'intérieur, de la liberté contre la tyrannie, qui annonçait son triomphe ultérieur sur tout le Continent. Ils en viennent ainsi à s'intéresser à des sujets de politique interne. Selon Daniel Defoe, par exemple, ce serait parce que la reine Anne a réussi à neutraliser l'effet des luttes de partis entre *Whigs* et *Tories* et entre différentes factions religieuses, que son armée a remporté la victoire de Blenheim. Les succès domestiques de la souverain seraient ainsi « plus grands encore que ceux remportés dans les plaines de Bavière »<sup>235</sup>. L'un des succès politiques les plus souvent mis en valeur et commentés est de fait « l'acte d'Union » qui associe définitivement les deux couronnes d'Angleterre et d'Écosse (préparé en 1706 et formellement signé en 1707), et qui est destiné à mettre définitivement un terme aux dissensions entre les deux royaumes. Cette réussite intérieure est à nouveau placée au même rang que les victoires militaires de Marlborough. Un sermon écrit à l'occasion du combat d'Audenarde s'intéresse ainsi beaucoup moins au combat lui-même qu'aux conséquences de l'acte de 1707, succès lui-même considéré comme une marque de la faveur divine pour la Grande Bretagne<sup>236</sup>.

Bien qu'ils vantent les bénéfices de la concorde politique, ces textes ne sont pas toujours exempts de critiques à l'égard de leurs adversaires politiques. Daniel Defoe lui-même énumère, dans son *Hymne à la victoire*, tous les hommes politiques britanniques qui ont tenté de contrarier les projets du duc de Marlborough – il se contente prudemment de les désigner par la première et dernière lettre de leur nom (comme « S-----r »), mais cela suffit sans conteste pour les lecteurs instruits des différentes affaires politiques anglaises. Daniel Defoe est par ailleurs l'auteur, au début de la guerre, de vigoureux pamphlets en faveur des *Whigs*. Dès 1697, stipendié par les ministres *whigs*, il avait plaidé pour une armée de métier<sup>237</sup>. Quelques années plus tard, il s'investit en faveur de la succession hanovrienne, puis soutient la politique d'augmentation des forces armées britanniques<sup>238</sup>. Son *Hymne à la victoire* de 1704 est suivi, l'année suivante, d'un autre poème intitulé *The Double Welcome*, où il

---

<sup>235</sup> « Greater than this on the Bavarian Plains » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*).

<sup>236</sup> J. Woodcock, *A sermon preach'd...*, *op. cit.*, p. 16.

<sup>237</sup> É. Détés, « 'Tis the longest purse... », art. cit, p. 228.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 230-231.

présente Marlborough comme celui qui pourra ramener la concorde politique dans le royaume. Si ses poèmes sont plutôt destinés à la louange de ceux qu'il soutient, il continue d'écrire des pamphlets pour attaquer ses adversaires. Ainsi, il fait paraître en 1705 un texte intitulé *The High-Church Legion*, où il s'insurge contre ceux qui s'opposent au capitaine-général et le dénigrent : « Ni le fait d'exposer sa vie dans les engagements les plus désespérés, ni sa conduite sage et consommée dans ses discussions avec les puissances alliées, ni ses marches prodigieuses, ni ses aventures inouïes ou ses victoires sans égales, ne peuvent protéger le duc de Marlborough contre les assauts d'ennemis appartenant à cette Église dont laquelle il a toujours été élevé, et qu'il a toujours maintenu par ses combats »<sup>239</sup>.

Defoe n'est pas le seul auteur à critiquer le manque de soutien à Marlborough de certains de ses concitoyens. Un poème écrit à l'occasion de la bataille d'Audenarde raille ainsi l'hypocrisie des *Tories*, qui espéraient beaucoup de la défaite de Marlborough et qui se voient contraints de faire bonne figure après sa victoire :

« When the high-flying Tory  
Heard this fighting Story  
His Heart sunk a foot from its Place:  
But the Grief in his Breast  
With Care he suppress'd  
And put on a dismal glad Face »<sup>240</sup>.

Même les ecclésiastiques profitent de leurs sermons pour prendre parti. Ainsi, le huguenot Jean Dubourdieu, peu favorable aux positions pacifistes de certains Anglais, s'insurge contre les « faux protestants qui valent encore moins et qui sont plus dangereux que les papistes eux-mêmes »<sup>241</sup>.

Jusqu'à 1708 toutefois, on ne trouve guère de textes ouvertement hostiles au duc de Marlborough, dont les victoires sont difficilement contestables. La belle réussite des Français à Gand et Bruges, au printemps 1708, affûte les plumes *tories*, vite brisées par la victoire

---

<sup>239</sup> « Not venturing his life in the most desperate engagements; not a wise and consummate conduct in the congress of foreign allies; not prodigious marches; not unheard of adventures, or unparallel'd victories, can screen the Duke of Marlborough from being charg'd as an enemy to that church he has always bred up on, and has always vigorously fought to maintain » (Daniel Defoe, *Political and economic writings of Daniel Defoe*, éd. W. R. Owens et P. N. Furbank, Londres, Pickering et Chatto, 2000, vol. II, p. 120).

<sup>240</sup> « Quand le Tory de haut vol / Entend cette histoire de combat / Son cœur s'enfonce d'un pied / Mais avec soin il comprime / Ce grief dans sa poitrine / Et met un sourire morose sur son visage » (Anonyme, *Wine, a poem...*, *op. cit.*, p. 14).

<sup>241</sup> « False Protestants who are of less worth and more dangerous than papists themselves » (J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 24).

d'Audenarde puis la prise de Lille. À partir de 1709, le ralentissement du rythme des opérations, ainsi que le refroidissement des relations entre Anne Stuart et la duchesse de Marlborough, incitent *Tories* et modérés à critiquer de plus en plus ouvertement la politique belliciste prônée par le capitaine-général.

Le pamphlétaire le plus dangereux pour le parti *whig* fut probablement Jonathan Swift – l'auteur des voyages de Gulliver, écrits alors qu'il avait été contraint à l'exil en Irlande après le retour des *Whigs*. Son œuvre de polémique majeure est *The Conduct of the Allies*, publiée en novembre 1711, qui connaît un immense succès : six éditions en moins de trois mois – soit un total considérable de 11 000 exemplaires<sup>242</sup>. Il y dénonce l'attitude des alliés de la Grande-Bretagne, notamment des Hollandais, et cherche à démontrer que tous ont intérêt à continuer la guerre – sauf les Anglais qui feraient mieux de conclure la paix. D'autres textes de Swift basculent dans l'attaque *ad hominem*, s'offusquant des 540 000 livres qui auraient été attribués selon lui au capitaine-général pour la construction du *Blenheim Palace*<sup>243</sup>. Le renvoi de Marlborough en décembre 1711 amène de nouveaux auteurs à se déclarer contre le capitaine-général déchu. Non avons déjà évoqué le revirement de Daniel Defoe : lui qui a tant soutenu Marlborough auparavant, fait paraître en 1712 deux textes particulièrement sévères : *Reasons against fighting*, et *No Queen, or, No general*<sup>244</sup>. Il dénonce successivement l'état misérable de la Grande-Bretagne, appauvrie par un conflit qui ne cesse pas ; il insiste sur l'incapacité de Churchill à vaincre définitivement les Français, en évoquant longuement les pertes subies à Malplaquet ; il souligne qu'il ne sert à rien de se battre pour restituer l'Espagne à l'Autriche, en reconstituant ainsi l'empire de Charles Quint ; et se réjouit enfin que la reine ait renvoyé son capitaine-général.

Marlborough n'est pas seulement attaqué par des pamphlets, il est aussi le héros bien involontaire de fables animalières. En 1711, la *Fable de la veuve et de son chat* présente le capitaine-général sous les traits d'un chat dévastant la cuisine de la trop faible reine Anne<sup>245</sup>. En mars 1712, le physicien et chercheur en médecine John Arbuthnot donne à la fable animalière ses lettres de noblesse en publiant *Law is a Bottomless Pit* (« La loi est un trou sans fond »). La simplicité de ce court texte de vingt-quatre pages explique son immense

---

<sup>242</sup> Andrew Verney, « Ending the war and making the peace: the literary languages of public controversy in 1713 », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., p. 250.

<sup>243</sup> M.-M. Dufau, « *Blenheim Palace*... », art. cit., t. I, p. 52.

<sup>244</sup> É. Détis, « "Tis the longest purse... », art. cit., p. 236. Notons toutefois que Defoe, ne reculant pas devant les contradictions, écrit à la même période *A Further Search into the Conduct of the Allies*, une analyse très critique du texte de Jonathan Swift... On peut voir là, comme l'avance E. Détis, l'effet d'une jalousie entre écrivains.

<sup>245</sup> A. Verney, « Ending the war », art. cit., p. 246.

succès. Marlborough est ici représenté en avocat malhonnête, qui pousse John Bull, le loyal taureau britannique, à un procès ruineux et inutile contre Lewis Baboon, c'est-à-dire le Roi-Soleil<sup>246</sup>. Après diverses péripéties, dont son remariage avec une femme plus raisonnable (le parti *tory*), John Bull a le bon sens de mettre fin au procès, pour se consacrer franchement à ses affaires. Le succès cette histoire lui vaut de nombreuses suites : *John Bull in his Sense* (mars 1712), *John Bull still in his Sense* (avril 1712), *An appendix to John Bull still in his Sense* (mai 1712), et même *Lewis Baboon turned Honest*<sup>247</sup> ! À destination des lecteurs les moins avertis, on publia même un ouvrage dévoilant les clefs de lecture de l'histoire : *Complete Key to the three Parts of law is a Bottomless Pit*. Nous sommes très loin, dans ces textes, du héros des tapisseries de Blenheim.

En définitive, ce sont les ouvrages de célébration eux-mêmes qui finissent pas être retournés contre le duc de Marlborough. *Windsor Forest*, d'Alexander Pope, publiée en mars 1713, dénonce son goût du faste et son orgueil. Churchill est présenté sous les traits d'un faisan somptueux, aux plumes pourpres et écarlates soudainement abattu d'un coup de fusil<sup>248</sup>. Le récit de sa chute devient l'occasion de s'interroger sur la brièveté des vanités de ce monde :

« See! from the Brake the whirring Pheasant springs,  
And mounts exulting on triumphant Wings;  
Short is his Joy! he feels the fiery Wound,  
Flutters in Blood, and panting beats the Ground.  
Ah! what avail his glossie, varying Dyes,  
His purple Crest, and Scarlet-circled Eyes,  
The vivid Green his shining Plumes unfold ;  
His painted Wings, and Breast that flames with Gold<sup>249</sup> ? »

L'auteur s'offre même le luxe d'un jeu de mot, le terme « purple crest » pouvant à la fois signifier « crête pourpre » et « armoiries pourpres », la couleur des princes d'Empire.

---

<sup>246</sup> *Ibid.*

<sup>247</sup> L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 270.

<sup>248</sup> A. Verney, « Ending the war », *art. cit.*, p. 253.

<sup>249</sup> « Regarde ! Dans un bruissement le faisan bondit hors de son fourré / Et s'élève en exultant sur ses ailes triomphantes, / Sa joie est courte ! Il ressent l'ardente blessure, / Se débat dans son sang, et halète en frappant le sol. / Ah ! Que lui ont valu ses teintures brillantes et changeantes, / Sa crête pourpre, ses yeux cerclés d'écarlate, / Le vert vivace qui fleurit ses plumes lumineuses, / Ses ailes peintes, et sa poitrine flambante d'or ? ». Cité *ibid.*, p. 253.

Enfin, Marlborough se voit attaqué dans ses goûts artistiques mêmes, sur la façon dont il a organisé la célébration de ses propres victoires. Alexander Pope dénonce le vocabulaire architectural ostentatoire déployé par le *Blenheim Palace*<sup>250</sup>. Cet auteur est rejoint par Horace Walpole, qui ne voit lui aussi dans le chef d'œuvre de Vanbrugh qu'une gigantesque faute de goût<sup>251</sup>. En fait, le jugement porté contre le palais érigé à Woodstock n'est pas proprement esthétique. Comme le soutient Shaftesbury, dans « A letter concerning the Art or Science of Design », écrite vers 1713, le modèle de l'édifice monumental serait une concrétisation esthétique de l'idéal absolutiste. Selon Shaftesbury, la démonstration de puissance qu'implique un bâtiment aussi grandiose que le *Blenheim Palace* n'est là que pour éblouir les esprits, et justifier l'attribution de pleins-pouvoirs à l'homme dont la majesté est ainsi démontrée. Les dépenses considérables qu'il nécessite seraient elles-mêmes contraires à l'esprit d'équilibre des pouvoirs de la monarchie anglaise. Force est de constater que le plan du *Blenheim Palace* est inspiré des châteaux français, comme le château de Coulommiers ou le palais du Luxembourg<sup>252</sup>.

Cette accusation d'ordre à la fois esthétique et politique n'est pas spécifiquement portée à l'encontre du palais construit par Vanbrugh : d'autres artistes, dont Wren lui-même, se voient alors attaqués pour avoir trop suivi le modèle français – voire le modèle romain. Et la critique finit par porter ses fruits : sous le règne de Georges I<sup>er</sup>, l'architecture britannique cherche plutôt, en imitant les œuvres de Palladio, à retrouver la « simplicité antique »<sup>253</sup>. Notons cependant qu'aucun bâtiment n'a reçu plus de blâme pour son « absolutisme » architectural que le *Blenheim Palace*, destiné à célébrer la grande victoire de l'Angleterre contre l'absolutisme politique du Roi-Soleil.

On peut donc identifier trois thèmes récurrents dans la littérature destinée à analyser, à valoriser ou à critiquer les opérations militaires des troupes anglaises et du duc de Marlborough. Il y a d'abord un discours sur la liberté : liberté intérieure, le régime monarchique issu de la « Glorieuse Révolution » s'opposant à l'absolutisme louis-quatorzien ; liberté religieuse, la reine Anne protégeant l'Église anglicane à l'intérieur du royaume tandis que sur le Continent les forces britanniques endiguent les progrès du papisme ; liberté enfin des autres souverains européens vis-à-vis de la domination française. À cela s'ajoute une

---

<sup>250</sup> Clark Lawlor, « War, peace ad sexual politics in Alexander Pope's Windsor-Forest », dans *Guerres et paix. La Grande-Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, op. cit., vol. I, p. 256.

<sup>251</sup> M.-M. Dufau, « *Blenheim Palace*... », art. cit., t. I, p. 57.

<sup>252</sup> J. Summerson, *Architecture in Britain...*, op. cit., p. 285.

<sup>253</sup> *Ibid.*, p. 58.

exaltation de l'équilibre en toutes choses : équilibre des pouvoirs au sommet de l'État, mais aussi équilibre des puissances en Europe ; équilibre entre les talents militaires de Churchill et ses qualités humaines. C'est pour son manque d'harmonie et d'équilibre que l'imposant Palais de Blenheim est dénigré par de nombreux critiques contemporains. Enfin se dégage l'idée d'une Angleterre missionnée par le Ciel pour changer le destin de l'Europe, accomplissant en quelques années plus d'exploits que toute l'histoire antique et moderne n'en avait vu jusque-là.

### 10.2.2.4. *La célébration des victoires en Autriche : Léopold et le prince Eugène*

On ne retrouve pas nécessairement des discours et des représentations similaires dans l'entourage de l'Empereur et de ses généraux. En premier lieu, les médailles de facture impériale insistent beaucoup sur le rôle de la concorde et de la bonne entente entre les Alliés dans les victoires – particulièrement celles de Blenheim et Audenarde, où les troupes des Puissances maritimes et de l'Empire ont dû coopérer. Une médaille commémorant la victoire du 13 août 1704 porte ainsi la devise : « Probata sociorum virtus fidesque », « La vertu et la confiance éprouvées des alliés »<sup>254</sup>. On peut y voir les portraits de Marlborough et du prince Eugène, accompagnés de celui du margrave de Bade, qui n'était pas présent lors de la seconde bataille d'Hochstädt mais qu'il est bienséant de mentionner sur la médaille. Une autre pièce se dispense toutefois de cette politesse : elle ne représente que Marlborough et Eugène, et souligne l'amitié entre les deux généraux en les comparant à Castor et Pollux, les jumeaux de la mythologie grecque. On peut voir sur cette médaille leurs bustes avec la légende : « Hic Pollux, hic Castor adest, quos gloria fratres Hoogstetteque facit. Nunc quoque, Galle, tumes ? » (« Voici Pollux et Castor, que la gloire et Höchstädt ont rendu frères. Français, où est maintenant votre orgueil ? »)<sup>255</sup>. Les médailles impériales usent du même discours après le combat d'Audenarde.

---

<sup>254</sup> BnF Médailles, Autriche 253 ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., t. IV, p. 441.

<sup>255</sup> G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., p. 424. Au revers, cette médaille présente le champ de bataille de Blenheim, les troupes de Louis XIV en déroute, les escadrons poussés vers le Danube, et le maréchal de Tallard rendant son épée. Le dessin est accompagné de la devise : « Piacula temeritatis Gallicae » (« La témérité des Français punie »), avec en légende : « Galle, retro propera ; vultus perferre decoros non potes : aut tumulum servitiumque vide. XIII Augusti MDCCIII » (« Français, retournez en arrière, vous ne pouvez soutenir la vue de ces héros. Sinon voilà le tombeau et les fers qui vous attendent. Le XIII août MDCCIV »).



**Figure 45 : Médaille autrichienne sur la bataille d'Audenarde<sup>256</sup>**

Certaines estampes produites en Allemagne méridionale rendent un hommage encore plus appuyé au duc de Marlborough. Ainsi, l'une d'entre elle, datée de 1704 et intitulée *Pallas Britannia succurrit Germaniae* (« Pallas Britannia au secours de l'Allemagne »), assimile le capitaine-général anglais à César, en lui décernant l'honneur de porter la devise « Veni, vidi, vici »<sup>257</sup>. Notons qu'au même moment, les pièces émises en Angleterre parlaient principalement du rôle du duc de Marlborough<sup>258</sup>.

Les médailles impériales peuvent également évoquer l'idée que des territoires ou des peuples ont été libérés de la domination française. La pièce commémorant la seconde bataille d'Hochstädt, citée plus haut, porte comme légende « Franconia servata Suevia liberata 1704 », c'est-à-dire « La Franconie sauvée, la Souabe libérée »<sup>259</sup>. Une autre médaille sur le même thème montre à son avers une Victoire chasser de sa pique les troupes de Louis XIV, tandis que les femmes représentant les villes d'Ulm et Augsbourg se délivrent de leurs

<sup>256</sup> BnF Médailles, Autriche 277 : on voit ici les deux généraux sous les traits de cavaliers chevauchant côte à côte, sous la devise « Salutarium siderum apparitio », « L'apparition des étoiles du salut ». Voir aussi G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., p. 106.

<sup>257</sup> « Venit, vidit, vicit. Duc Marlborough kommt, seht und besiegt / Ihr Ruhm durch alle Land erklingt ». BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 49-50, n°6948, « Seize pièces relatives à l'avènement de Charles III, archiduc d'Autriche, au trône d'Espagne », s.l., [1704].

<sup>258</sup> Une médaille à l'effigie de la reine Anne porte ainsi à son revers une représentation du capitaine-général à cheval, avec la devise « De Gallis et Bavaris iterum ad Danubium, Marleburgio duce » (« Seconde victoire remportée sur les Français et les Bavares sur les bords du Danube, sous la conduite du duc de Marlborough »). G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., p. 427.

<sup>259</sup> BnF Médailles, Autriche 253 ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., p. 441.



chaînes<sup>260</sup>. Le discours est toutefois plus modéré : cette image est associée à la devise « *Tranquilitas redux* » (« Le retour de la tranquillité ») et expliquée par la légende « *Hostes ultra Rhen. fugati* », « Les ennemis chassés au-delà du Rhin ». La « tranquillité » n'est pas la liberté, et les « ennemis » chassés ne sont pas présentés comme les instruments d'un despote ou d'un tyran... Enfin, le revers de cette pièce métallique insiste sur le retour à l'ordre : on y voit une femme – la Bavière – se soumettant à une représentation d'un empereur romain et de la Victoire, avec une légende explicite : « *Bavaria ad obsquium reddens, Clementia Augusti 1704* » (« La Bavière revient à l'obéissance ; clémence de l'Empereur »). On trouve le même discours sur une médaille évoquant la prise du Schelleberg, sous la devise : « *Sic redit ad Dominum, quod fuit ante, suum* » (« Elle retourne à son ancien seigneur »)<sup>261</sup>.

En fait, Léopold cherche moins à apparaître comme un libérateur que comme un protecteur de la Germanie, aussi bien à l'est, contre les Turcs, qu'à l'ouest, contre les ambitions du roi de France. C'est un thème qui est très largement utilisé lors des célébrations funéraires accompagnant la mort de l'Empereur en 1705. Le *castrum doloris* installé dans la chapelle de la cour de Vienne représente les batailles du Saint-Gothard, du Kahlenberg, de Zenta et de Blenheim – c'est-à-dire que les victoires contre les Français sont mises au même plan que celles remportées contre les Turcs<sup>262</sup>. Un autre *castrum doloris* est exposé à la cathédrale de Würzburg : les inscriptions qui y sont reproduites qualifient le défunt Léopold d'« Empereur et protecteur de l'Occident » et de « conquérant des rebelles et de l'Orient »<sup>263</sup>.

Les sermons écrits à cette occasion reviennent longuement sur les vertus de Léopold, qui lui ont valu sa victoire de Blenheim. Le jésuite Banholzer, qui prêche à Augsbourg, souligne que l'Empereur n'était pas un homme qui souhait la guerre, et qu'il y a été contraint par les vellétés expansionnistes de Louis XIV<sup>264</sup>. Il a dû ses victoires à la fois à la justesse de sa cause et à sa piété personnelle<sup>265</sup>. La vie privée de Léopold, moins tumultueuse que celle du roi de France, est mise en exergue pour attester de son respect de la religion. Fait étonnant, même les orateurs protestants qui, en 1705, évoquent la mort du souverain, mettent en valeur sa dévotion, pourtant toute catholique ! Léopold, dans les discours des prédicateurs, est ainsi

<sup>260</sup> G. van LOON, *Histoire métallique...*, *op. cit.*, t. IV, p. 444.

<sup>261</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, p. 49-50, n°6948, « Seize pièces relatives à l'avènement de Charles III, archiduc d'Autriche, au trône d'Espagne », s.l., [1704].

<sup>262</sup> M. Goloubeva, *op. cit.*, p. 227. Un *castrum doloris* est une structure décorative provisoire surplombant le catafalque.

<sup>263</sup> *Ibid.*, p. 225

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>265</sup> Tout au long du règne de Léopold, les apologistes de l'Autriche insistèrent sur l'incidence politique de la piété et des vertus reconnues au souverain. Jean Schillinger, « Politique et religion chez les apologistes de l'Autriche au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *Le baroque autrichien au XVII<sup>e</sup> siècle*, Gertrude Stolwitzer, dir., Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1989, p. 53.

comparé à la fois à David – homme de paix qui n'en a pas moins remporté ses batailles – et à Moïse qui, lors de la bataille de Réphidim, a assuré à son peuple la victoire par ses prières, tandis que Josué combattait dans la plaine<sup>266</sup>. Gottlieb Rink, qui écrivit une biographie de Léopold peu de temps après sa mort, explique lui aussi les succès remportés au début de la guerre de Succession d'Espagne par l'intervention divine. En exagérant démesurément la puissance française et les faiblesses autrichiennes, il cherche à démontrer le caractère miraculeux des victoires remportées, au premier chef de celle de Blenheim, et donc la justesse de la cause impériale<sup>267</sup>.

La commémoration de la victoire de Blenheim par Léopold est donc restée relativement modeste. Elle ne donna pas lieu, de la part de la monarchie, à la construction de monuments spécifiques, ni à des réalisations picturales de grande envergure. En fait, la célébration du souverain autrichien se fit de façon relativement décentralisée, par des orateurs catholiques ou même protestants, qui ne travaillaient pas directement pour l'Empereur mais souhaitaient lui rendre hommage. Cet état de fait s'explique largement par les difficultés financières de la monarchie durant la guerre de Succession d'Espagne, qui n'avait pas les moyens de stipendier trop généreusement artistes et poètes – à l'exception du cas déjà évoqué de l'opéra. En fait, dans l'Autriche des années 1700, ce furent plutôt les membres de la haute noblesse, proportionnellement plus riches que l'Empereur, qui commissionnèrent les grandes réalisations architecturales ou graphiques<sup>268</sup>. Au premier rang des ces grands mécènes qui donnèrent tout son lustre au *Hauchbarock* viennois, on trouvait le prince Eugène.

Le général impérial ne fut pas moins soucieux de publier sa propre gloire que le duc de Marlborough. Les deux hommes avaient, à bien des égards, accompli une carrière militaire et politique comparable, voire parallèle. Cette similarité se retrouve-t-elle dans la façon dont leurs victoires furent célébrées ? S'il y eut des divergences, comment les expliquer ?

Eugène, à l'instar du capitaine-général, fut comparé à tous les chefs de l'Antiquité – Passionei, dans l'oraison funèbre qu'il fit à la mort du général, considéra même qu'il avait autant de qualités que tous les chefs militaires de la Grèce et de Rome réunis – ce qui voulait

---

<sup>266</sup> M. Goloubeva, *op. cit.*, p. 227.

<sup>267</sup> Jean Schillinger, « Politique et religion... », art. cit., p. 60. L'ouvrage cité est de Eucharius Gottlieb Rink : *Leopold des Grossen Röm. Kaisers wunderwürdiges Leben und Thaten...*, Leipzig, Thomas Fritschen, 1709, 4 vol.

<sup>268</sup> Jean Bérenger, « L'empereur Léopold I<sup>er</sup>, souverain baroque », dans *Le baroque autrichien au XVII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 13.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

dire, en filigrane, qu'il les dépassait tous individuellement<sup>269</sup>... Dans le même discours, le prédicateur souligna aussi que le commandant des troupes de l'Empereur avait été un défenseur de la religion – non pas de la religion protestante contre les puissances catholiques, mais du christianisme contre les Infidèles. À ce titre, il gagnait le droit d'être comparé aux rois guerriers de l'histoire biblique.

Comme Marlborough, le prince de Savoie utilisa ses résidences, aussi bien leurs façades extérieures que leurs décorations intérieures, pour évoquer ses exploits sur les champs de bataille. Les motifs guerriers sont très présents sur les murs du Belvédère militaire supérieur, conçus par l'ancien architecte militaire Hildebrandt. Le fronton d'une fenêtre est ainsi illustré d'une cuirasse, un autre d'une paire de timbales de cavalerie, tandis qu'un troisième propose, de façon plus originale, une pelle, une pioche et des fascines, les outils du sapeur. Mais la plupart du temps, ces éléments de décoration relèvent d'une influence antique assez convenue : casques à la romaine, lances, carquois ou boucliers. En outre, chacun des palais utilisés par Eugène – le *Stadtpalais*, le Belvédère ou *Schlosshof* – comportait comme nous l'avons vu de nombreuses représentations de ses victoires en Europe occidentale ou contre les Ottomans, ainsi que des portraits de lui-même en chef de guerre, portant cuirasse et bâton de maréchal<sup>270</sup>. La « salle de marbre » du Belvédère inférieur montre un Truc enchaîné.<sup>271</sup>



**Figure 46 : Fronton de fenêtre du Belvédère<sup>271</sup>**

<sup>269</sup> O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 270.

<sup>270</sup> M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, op. cit., t. V, p. 49.

<sup>271</sup> Photographie particulière.

Aux représentations contemporaines, Eugène préférait souvent les allégories antiques. On constate tout d'abord, dans chacun de ses bâtiments, la forte présence du motif herculéen. Plusieurs plafonds du *Stadtpalais* dépeignent ainsi des épisodes de la vie du demi-dieu antique. Il y avait surtout, dans la salle des officiers du Belvédère supérieur, une spectaculaire statue du prince, représenté en armure, portant le collier de la Toison d'or, mais également revêtu des attributs d'Hercule : la peau du lion de Némée et une massue<sup>272</sup>. Certes, cette « apothéose » d'Eugène de Savoie, réalisée par Balthasar Permoser vers 1720, fut l'objet de multiples critiques : on dénigra sa composition insolite (la pièce, déséquilibrée, donne l'impression que le prince va tomber en arrière), son manque total de retenue (Eugène est entouré de *putti* et d'une Victoire ailée qui lui désigne un soleil, symbolisant sa gloire militaire), et enfin l'inadéquation un peu trop voyante entre la grandiose figure de marbre et le physique du général, petit et bossu<sup>273</sup>. Certes, les goûts classiques du prince furent un peu heurtés par cette pièce audacieuse. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là de la plus monumentale représentation de lui-même que le général impérial ait commandé, et que cette apothéose nous indique la façon dont Eugène voulait que la postérité le considérât : comme un « second Hercule », foulant de ses pieds un Turc captif.

Toutefois – et c'est là un élément essentiel – Eugène prit toujours soin de rappeler que tout en étant un Hercule, il s'était comporté en Apollon : que tout en faisant la guerre, il avait protégé les arts. Le prince mettait le même soin à cultiver la référence au dieu grec de la musique et de la poésie qu'à rappeler ses similitudes avec le brutal vainqueur de l'hydre de Lerne. On pourrait là encore multiplier les exemples, le thème d'Apollon se retrouvant sur les plafonds du *Stadtpalais*, dans les jardins du Belvédère<sup>274</sup>...

Eugène aurait-il ainsi voulu signifier l'équivalence, voire la supériorité des arts sur les armes ? On peut le penser si l'on songe aux textes qui lui ont été dédiés par les poètes qu'il a financés. Jean-Baptiste Rousseau, que le prince protégea pendant plus d'une décennie, lui rendit hommage en ses vers : « La vertu, la sagesse et l'amour des beaux-arts / Firent les fondements de sa gloire suprême »<sup>275</sup>. Rien n'est dit sur son talent militaire... Mais c'est dans une autre apologie que J.-B. Rousseau développe plus précisément encore le thème de la supériorité des activités pacifiques sur le prestige guerrier :

---

<sup>272</sup> O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 263.

<sup>273</sup> Voir à ce propos les critiques acerbes de Bonneval, citées dans A. Husslein-Arco, dir., *Prinz Eugen : Feldherr, Philosoph und Kunstfreund...*, op. cit., p. 184

<sup>274</sup> O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 264.

<sup>275</sup> Cité par M. Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen...*, op. cit., t. V, p. 29

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

« Ce n'est point d'un amas funeste  
De massacres et de débris  
Qu'une vertu pure et céleste  
Tire son véritable prix :  
Un héros qui de la victoire  
Emprunte son unique gloire  
N'est héros que quelques moments ;  
Et, pour l'être toute sa vie,  
Il doit opposer à l'envie  
De plus paisibles monuments »<sup>276</sup>.

On retrouve des échos similaires dans l'oraison funèbre que lui rendit Passionei, qui insistait sur la vanité de la gloire militaire. En définitive, on peut considérer que dans le programme architectural des édifices qu'il fit construire, de même que dans les productions des artistes qu'il soutint, le prince Eugène ne manqua jamais de rappeler son talent militaire et ses victoires passées, sans lesquels il n'aurait pas pu faire œuvre de mécène. Cependant, il s'efforça toujours de mitiger cette dimension guerrière par l'exaltation des beaux-arts et des œuvres de la paix, de placer Apollon aux côtés, voire au-dessus d'Hercule.

De ce point de vue-là, le contraste est remarquable avec le programme artistique dédié au duc de Marlborough. Tous deux ont utilisé aussi bien des motifs antiques que modernes : les fresques murales consacrées à la mythologie côtoyaient dans les palais d'Eugène les tableaux de Parrocel et d'Huchtenburg ; les tapisseries commandées par John Churchill représentaient les victoires d'Alexandre comme les siennes propres. Toutefois, l'influence de l'Antiquité fut, en proportion, beaucoup plus forte dans le vocabulaire artistique employé par le prince Eugène que dans celui de son homologue britannique. Par ailleurs, le thème guerrier était beaucoup plus manifeste dans la décoration extérieure du palais de Blenheim que dans celle du Belvédère. Le mécénat de Marlborough apparaît ainsi plus belliqueux que celui d'Eugène. Ceci est probablement à attribuer à des éléments circonstanciels : c'est durant la guerre de Succession d'Espagne que Marlborough fut au faîte de sa puissance et qu'il toucha ses plus gros revenus, tandis que l'influence d'Eugène en Autriche perdura bien après la signature des traités. En atteste l'histoire des dernières tapisseries du *Blenheim Palace*. Les historiens se sont longtemps demandé pourquoi le siège de Bouchain, en 1711, avait fait l'objet de trois représentations, contrairement à toutes les autres victoires du capitaine-général britannique (dont Blenheim) qui n'étaient honorées que dans une seule tapisserie. L'hypothèse la plus probable est que Marlborough avait prévu de faire tisser deux grandes

---

<sup>276</sup> Cité par O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 265.

pièces, l'une portant sur le siège de Bouchain, et la seconde commémorant l'avènement de la paix<sup>277</sup>. Lorsqu'il apparut que la paix se faisait à ses dépens, le capitaine-général aurait préféré ne pas évoquer ce sujet, et aurait demandé au tapissier, auprès duquel il s'était déjà engagé, d'échangées ces deux grandes pièces contre trois plus petites, toutes consacrées aux opérations de 1711.

Dernier point de convergence entre les deux modèles de célébration que nous venons d'étudier : dans les deux cas, on peut constater une concurrence dans la louange entre d'un côté, le général victorieux, et de l'autre, son souverain. Un tel foisonnement de la littérature encomiastique aurait été inenvisageable en France ou en Espagne, où c'était le souverain qui, de préférence voire à l'exclusion de tous ses généraux, se devait d'être complimenté en cas de succès militaire. L'adage *solī regi gloria* était appliqué au pied de la lettre<sup>278</sup>. En Angleterre, la glorification de Marlborough se justifiait pour des motifs politiques : il devait littéralement s'imposer à la reine Anne et au Parlement. En revanche, la concurrence mal dissimulée par ses thuriféraires entre sa propre renommée et celle de la souveraine finit par lui nuire. En Autriche en revanche, l'éclat des louanges adressées au prince de Savoie a pu être accepté par l'Empereur d'une part car ce général apparaissait comme le meilleur défenseur de la Couronne, et d'autre part parce qu'il n'était pas le chef d'une grande lignée qui aurait pu vouloir dicter sa volonté au souverain. Le pouvoir d'Eugène disparut à sa mort, aussi sûrement que furent dispersées ses collections d'art.

### 10.2.3. L'image de la France, de son roi et de ses alliés au prisme des défaites

Nous venons ainsi d'étudier la façon dont les habitants des États de la Grande Alliance ont analysé le sens historique des défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne. Nous avons également examiné l'image qu'ils ont cherché à donner des vainqueurs, que ceux-ci soient les chefs d'État, les généraux, ou même l'ensemble des soldats. Nous pouvons désormais changer d'objet et regarder comment sont présentés ceux qui ont été largement battus lors de ces combats. Comment Louis XIV, le Roi-Soleil « *semper victor*<sup>279</sup> », peut-il être dépeint après avoir subi quatre défaites d'une ampleur inouïe ? Quelle figure peuvent donner ses alliés, des souverains chassés de leur capitale – de façon définitive comme

---

<sup>277</sup> J. Bapasola, *Threads of History...*, op. cit., p. 77.

<sup>278</sup> O. Chaline « La gloire du prince Eugène... », art. cit., p. 273.

<sup>279</sup> N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, op. cit., p. 225.

l'Électeur de Bavière, ou temporaire comme Philippe V d'Espagne ? Quel est le sort réservé aux combattants franco-espagnols, soldats, officiers ou généraux, qui ont dû plier face à leurs adversaires ? Nous étudierons en premier lieu l'image donnée par la production étrangère : poèmes, pamphlets ou gravures imprimés à Londres, La Haye, ou dans les villes d'Empire. Nous verrons dans un second temps les réactions françaises : qu'il s'agisse des textes critiques vis-à-vis de la monarchie ou bien des tentatives de la littérature encomiastique pour conserver au royaume et à son souverain une image digne malgré l'ampleur de la désillusion.

### 10.2.3.1. *L'image des vaincus dans la production intellectuelle et artistique des Alliés*

L'existence d'une production intellectuelle hostile à la France, et particulièrement à son roi, ne date pas de la guerre de Succession d'Espagne. Le texte fondateur de la critique hostile à Louis XIV remonte même au début du règne personnel de celui-ci : il s'agit du *Bouclier d'État et de justice*, écrit en 1667 par le baron comtois Paul de Lisola<sup>280</sup>. Ce pamphlet évoque déjà les principales accusations que l'on put émettre à l'encontre du Roi-Soleil, notamment une volonté de puissance absolue à l'intérieur (en abaissant le pouvoir de la grande noblesse) et un rêve d'hégémonie sur le Continent : Lisola identifie un plan « plan vaste et profond » pour devenir « maître de l'Europe »<sup>281</sup>. Le désir d'atteindre à la « monarchie universelle », incrimination traditionnellement employée contre les Habsbourg, se voit retourné contre la France. Le retentissement de ce texte est énorme ; il touche toute l'Europe, même les États situés hors de la zone d'influence des Habsbourg, comme l'Angleterre et la Hollande.

Le discours anti-français ne va cesser de croître et de s'étoffer tout au long du règne de Louis XIV. Après la guerre de Hollande, puis la Glorieuse Révolution, les centres de production vont se déplacer vers l'ouest, vers La Haye et Londres. L'événement le plus important dans ce domaine est toutefois la révocation de l'Édit de Nantes. Cette décision procure à la fois de nouveaux sujets d'opposition et de nouveaux pamphlétaires, comme Jurieu – on peut aussi citer, pour les médailles satiriques, le rôle de Nicolas Chevalier, un pasteur qui en 1685 choisit de s'exiler en Hollande<sup>282</sup>. Notons à ce propos que nous avons choisi de considérer l'œuvre des Français réfugiés à l'étranger, généralement pour des motifs religieux, comme partie prenante de la production des États de la Grande Alliance.

---

<sup>280</sup> O. Chaline, *Le règne...*, *op. cit.*, p. 433.

<sup>281</sup> Cité dans P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 137.

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 148.

Nous nous limitons, pour notre analyse, aux œuvres imprimées spécifiquement à l'occasion des défaites françaises de 1704 à 1708. On retrouve toutefois généralement les mêmes thèmes que lors des deux décennies précédentes. En effet, les accusations portées à l'encontre du Roi-Soleil des années 1680 à la fin de son règne ne changent guère ; la différence principale est que l'on peut, pendant la guerre de Succession d'Espagne, se moquer plus franchement des revers de Louis XIV – on le faisait également durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, mais il fallait employer un peu plus de mauvaise foi. C'est pourquoi nous pouvons reprendre la typologie élaborée par Peter Burke, qui avait identifié six grands thèmes structurants de la critique anti-louis-quatorzienne<sup>283</sup>.

Le premier d'entre eux, déjà évoqué, est l'ambition du Roi-Soleil, qui aurait cherché à réaliser à son profit une monarchie universelle. Daniel Defoe, dans son *Hymne à la Victoire* de 1704, se réjouit de voir à Blenheim « la perte de l'orgueil et de la gloire [de Louis XIV], la fin de l'espoir d'un empire universel »<sup>284</sup>. Un poème consacré à Audenarde considère de même que le but de Vendôme en 1708 est de permettre « de soumettre le monde occidental aux lys »<sup>285</sup>. Enfin, le pasteur Dubourdieu dénonce « une vaste ambition qui a coûté tant de sang à l'Europe »<sup>286</sup>. Le roi de France est présenté par les gravures hollandaises comme un partisan acharné de la guerre. Une pièce le voit ainsi discuter avec Madame de Maintenon et Philippe V. Alors que la première l'exhorte à cesser le combat, il répond fermement : « Paix, paix, paix, pour jamais ! »<sup>287</sup>.

Le second thème, parallèle au premier, est celui de la vanité du roi et de ses sujets. Le qualificatif employé le plus fréquemment pour les désigner dans les poèmes ou les sermons anglais est celui de « *proud* », qui signifie orgueilleux. Ce terme (ou un dérivé comme « *pride* », la fierté) n'apparaît pas moins de huit fois dans *The campaign* d'Addison ; et on trouverait avec difficulté un texte qui ne l'utilise pas. Dans un poème de 1708, Louis XIV, même battu, parle « avec un air de fierté », dans un autre il est qualifié de « fils de la fierté »<sup>288</sup>. On parle également d'un « prince endurci dans sa hauteur », d'une « Gaule

---

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 137-140.

<sup>284</sup> « He [Tallard] saw his Master's Pride and Glory Lost, / The Hopes of universal Empire crost » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 35).

<sup>285</sup> « The Western World shall to the Lillies bend » (Anonyme, *The battel of Audenard... with the characters of the general officers...*, *op. cit.*, p. 9).

<sup>286</sup> « Vast ambition has cost so much blood to Europe » (J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 10).

<sup>287</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7083, « Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe, roi d'Espagne », [Hollande], 1706.

<sup>288</sup> « With an Air of Pride » (M. Earbery, *The battel of Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 8) ; « The Son of Pride » (Sir R. Blackmore, *Advice to the poets...*, *op. cit.*, p. 27).



hautaine », des « troupes hautaines de la Maison du roi »<sup>289</sup>... Il n'est guère besoin d'accumuler les exemples. Les victoires des Alliés apparaissent ainsi comme le juste châtement d'un orgueil démesuré. Le Roi-Soleil vaincu est comparé à Icare ou à Phaéton, le fils du Soleil qui est mort foudroyé pour avoir voulu conduire le char de son père et manqué d'embraser le monde<sup>290</sup>.



**Figure 47 : Gravure satirique hollandaise présentant Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe V<sup>291</sup>**

Tous les symboles utilisés par l'iconographie et le discours encomiastiques au temps où Louis-le-Grand se trouvait au zénith de sa puissance se trouvent dès lors parodiés, détournés et subvertis par les œuvres produites au sein des pays adverses. Un poème anglais reprend le thème du soleil en attribuant à Louis XIV, après sa défaite de Ramillies, un teint aussi pâle que celui de la lune<sup>292</sup>. Plusieurs gravures hollandaises préfèrent utiliser le thème de l'éclipse :

<sup>289</sup> « Haughty hardn'd Prince » (J. Dubourdieu, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 10) ; « The haughty Gaul » (Sir R. Blackmore, *Advice to the poets...*, *op. cit.*, p. 27) ; « Haughty household troops » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>290</sup> N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 101.

<sup>291</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7083, « Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe, roi d'Espagne », [Hollande], 1706.

<sup>292</sup> W. Wagstaffe, *Ramelies: a poem...*, *op. cit.*, p. 5. L'auteur continue en remarquant que « ses gloires ont disparu dans les nuages » (« in the Clouds his Glories are retir'd »).

en effet une semaine avant la bataille de Ramillies (le 12 mai 1706), une éclipse avait réellement eu lieu, présage funeste pour les armées du roi<sup>293</sup>. L'éclipse est également à l'honneur dans une médaille hollandaise évoquant l'ensemble des événements de l'*annus mirabilis* de 1706<sup>294</sup>. On abaisse de même les *regalia*, les symboles concrets de la puissance royale. Dans l'une des deux gravures consacrées à l'éclipse, on voit ainsi le sceptre tomber à terre, aux côtés d'un globe terrestre sur lequel il est écrit « Gallia », probable allusion au rêve de monarchie universel attribué au souverain français<sup>295</sup>.

Les devises royales ne sont pas mieux traitées. On voit ainsi la fameuse sentence « nec pluribus impar » (« non inférieur à plusieurs », c'est-à-dire supérieur à chacun), se changer en « nunc pluribus impar », c'est-à-dire « désormais inférieur à plusieurs » ! Un opuscule anglais paru à la même époque propose de « joyeux épigrammes tirés du renversement des devises des étendards français »<sup>296</sup>. Enfin, ce sont les lys qui eux-mêmes sont dépréciés. On a déjà vu qu'ils étaient, au *Blenheim Palace*, lacérés par le lion anglais. Ils sont qualifiés de « vénéneux » par un ouvrage anglais<sup>297</sup>, et considérés comme inférieurs aux roses par un autre<sup>298</sup>. Une gravure allemande évoquant la prise de Landau porte comme légende : « Lilia marcescunt », « les lys se fanent »<sup>299</sup>. La déchéance des lys est enfin un symbole largement employé sur les médailles commémoratives émises par l'ensemble des puissances alliées. Une pièce métallique anglaise émise à l'occasion du siège de Lille montre la France, sous les traits d'une femme, s'affliger en contemplant son blason : il ne comporte plus que deux lys, le troisième, symbolisant la ville de Lille, vient de tomber à terre<sup>300</sup>. Il faut noter qu'à l'occasion de la victoire d'Audenarde, les Britanniques font émettre d'autres médailles aussi peu respectueuses des symboles français : dans l'une on voit deux Français enchaînés en-dessous

---

<sup>293</sup> On retrouve le symbole de l'éclipse en médaillon de deux gravures consacrées aux réactions du roi après la bataille de Ramillies : BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, p. 59, n°7031, « Toute la cour de France en allarme, 12 mai 1706 », [Hollande], 1706 ; et BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7083, « Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe, roi d'Espagne », [Hollande], 1706.

<sup>294</sup> BnF Médailles, Hollande, non cotée ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., t. V, p. 33

<sup>295</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, p. 59, n°7031, « Toute la cour de France en allarme, 12 mai 1706 », [Hollande], 1706.

<sup>296</sup> Inscription appointed, p. 4-6. On raille ainsi la devise « In regnum per pugnas » : « T'is own'd, the battle by Bavaria Fought, / Into another's Kingdom has him brought, / Forc'd him from Lands he hop'd to Reign, / And made him Pensioner to France and Spain » (« On l'admet : la bataille combattue par le duc de Bavière / L'a amené vers le royaume d'un autre, / Chassé du pays où il espérait régner / et fait de lui un pensionnaire de la France et de l'Espagne » : George Stephen, *The inscription appointed to be fix'd on a marble pillar erected at Hochstadt: in memory of that glorious victory*, Londres, 1705, p. 5).

<sup>297</sup> « Lilia Venenosa » (Anonyme, *Epigrammata anti-gallica. Sive epigrammata quaedam quibus conscribendis fuerunt occasioni. Et pugna ad Blenheim, & vallum in Flandria perruptum*, Londres, 1705, p. 8).

<sup>298</sup> G. Stephen, *The inscription...*, op. cit., p. 6.

<sup>299</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6948, « Landavia confoederatis cedit », [Allemagne], 1704.

<sup>300</sup> BnF Médailles, Angleterre 1625 ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, op. cit., t. V, p. 129. La devise de cette médaille est « la Gaule affligée de la perte de son lys » (« Gallia moerens ob lilium deperditum »).

d'étendards reproduisant des lys ou le soleil louis-quatorzien ; dans l'autre est représenté un homme jouant à tourmenter un coq<sup>301</sup>. L'inversion et le renversement de l'ensemble des symboles de la puissance louis-quatorzienne sont ainsi destinés à parachever l'impression de déchéance du Roi-soleil, et participent au spectacle d'une vanité châtiée.

Ce prince ambitieux et orgueilleux se comporterait également, dans sa politique intérieure, comme un véritable tyran, ce qui constitue le troisième grand reproche adressé au roi. Avant même la guerre de Succession d'Espagne, la littérature huguenote – et notamment les *soupirs de la France esclave*, publiés en 1689, que l'on a pu attribuer à Jurieu – l'a déjà comparé à Nabuchodonosor ou à d'autres tyrans de l'histoire biblique ; ainsi que, dans un registre contemporain, au grand Turc que Louis XIV a refusé de combattre en 1683<sup>302</sup>. On l'accuse d'être un disciple de Machiavel. Un pamphlet anglais, *The French Tyran* (1702), préfère insister sur le poids écrasant des impôts et sur la fin des franchises ancestrales<sup>303</sup>. Enfin, l'opéra *Caio Popilio*, de Donato Cupeda, joué à Vienne en 1704, propose des allusions parfaitement limpides pour ses auditeurs – même si Louis XIV n'est pas nommément cité. On y évoque le roi syrien Antiochus, qui usurpe le trône égyptien de son neveu, en assurant que « les arguments d'un roi, ce sont ses armes [...]. Tout le monde applaudit le vainqueur »<sup>304</sup>. Toutes ces critiques viennent renforcer l'idée, déjà évoquée, que les Alliés ont travaillé à la libération de l'Europe et de la France elle-même.

La marque la plus infâme de cette tyrannie est probablement le sort réservé aux protestants français. La question huguenote est souvent évoquée dans les documents relatifs aux défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne. Certains prédicateurs anglais s'en servent pour insister sur le danger d'une restauration jacobite :

« Ces actes barbares, empoisonnements, trahisons, massacres et persécutions, qui sont si propres au papisme, et ceux qui ont été infligés aux protestants à l'étranger pour avoir refusé de se soumettre à la superstition et à l'idolâtrie, peuvent nous ouvrir les yeux, et nous faire voir ce que nous aurions pu attendre d'une faction romaine chez nous »<sup>305</sup>.

---

<sup>301</sup> Respectivement BnF Médailles, Angleterre 128 et G. van LOON, *Histoire métallique...*, *op. cit.*, t. V, p. 106 ; G. van LOON, *Histoire métallique...*, *op. cit.*, t. V, p. 107-108.

<sup>302</sup> N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 331.

<sup>303</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 138.

<sup>304</sup> « La Ragione de' Re tutta è ne l'armi (...) Il mondo al vincitore applaude ». Cité par M. Goloubeva, *op. cit.*, p. 152.

<sup>305</sup> « Those barbarities, poisonings, treacheries, massacres, and persecutions, which are so proper to popery, and those inflicted upon protestants abroad for refusing to comply with superstition and idolatry, may open our eyes, and let us see what we might have expected from the romish faction at home » (T. Knaggs, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 18).

Un autre auteur – un huguenot français exilé en Angleterre – préfère le ton de l’ironie. Il voit ainsi dans la défaite des troupes françaises une conséquence des dragonnades : « Dès lors que Louis XIV a fait de ses dragons des missionnaires, ceux-ci se comportent en missionnaires le jour de la bataille : ils n’entrent pas dans le feu de l’action avec le même courage, puisqu’ils ont déshonoré leurs épées en persécutant leurs concitoyens »<sup>306</sup>. Parallèlement, on présente parfois le rétablissement de l’édit de Nantes comme une condition indispensable à la paix, que Louis XIV pourrait décider afin de soulager à la fois les huguenots et son propre peuple, lassé des malheurs de la guerre. Un « Conseil de cabinet entre Louis, le duc de Bavière et le maréchal de Villeroy », gravé en Hollande en 1706, montre l’Électeur Maximilien-Emmanuel exhorter le roi à le « rendre aux reformez »<sup>307</sup>.

Paradoxalement, tout en dénonçant la tyrannie opérée par Louis XIV dans le domaine spirituel, on dénonce parfois – et c’est le quatrième thème identifié par P. Burke – le manque de respect de Louis XIV vis-à-vis de la religion, et son manque de dévotion. La défense de la foi catholique ne serait pour lui qu’un prétexte pour imposer le despotisme et sa domination politique. Un sermon de 1704 prévient ainsi que :

« Il s’est largement servi de la religion comme faux-semblant, mais il n’en a jamais épargné aucune ; l’église protestante et le cloître papiste ont connu la même ruine là où ses armées ont prévalu »<sup>308</sup>.

Rinck, le biographe de Léopold, relie habilement les deux accusations de vanité et d’impiété portées à l’encontre de Louis XIV : « Ce prince n’a pas peur d’être glorifiée par des flatteries qu’aucun homme ne saurait recevoir. On lui a fait des monuments et des représentations de lui-même qui ne servent pas à glorifier Dieu, mais lui seul »<sup>309</sup>.

De l’irréligion, on passe aisément au cinquième reproche, c’est-à-dire à l’absence totale de scrupules moraux. Ce zélé disciple de Machiavel aurait été un fervent partisan des pillages.

---

<sup>306</sup> « We may say, that since he has made missionaries of dragoons, his dragoons act as missionaries in the day of battle: they enter not into action with the same courage, since they have dishonour’d their swords with the persecution of their fellow citizens » (J. Dubourdiou, *The triumphs...*, *op. cit.*, p. 18).

<sup>307</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7073, « Conseil de cabinet entre Louis, le duc de Bavière et le maréchal de Villeroy », [Hollande], 1706.

<sup>308</sup> « Religion has been much of his pretence, but he never spar’d any ; a protestant church and a popish cloyster have been involv’d in the same ruins when his armies have prevail’d » (L. Milbourne, *Great Brittain’s acclamation...*, *op. cit.*, p. 25).

<sup>309</sup> Cité par M. Golubeva, *op. cit.*, p. 152. Rinck s’empresse ensuite de différencier l’attitude de l’Empereur de celle du souverain français : « On a aussi construit des monuments à Léopold, toutefois ce n’était pas seulement pour sa gloire, mais pour celle de Dieu et de ses saints, et sa modestie se manifestait dans ses manifestations de piété ».

Addison, dans sa *Campagne*, consacre tout un paragraphe au souvenir du sac du Palatinat<sup>310</sup>. Une gravure hollandaise intitulée « Vacarme au Trianon », datant de 1706, montre le Roi-Soleil enjoindre à ses généraux de « brûler, tuer, piller Églises contr'usage », mais surtout de ne pas combattre<sup>311</sup>. Cette malhonnêteté expliquerait la constance avec laquelle la France aurait violé tous les traités qu'elle a signés, accusation que l'on retrouve même sous la plume de Leibniz<sup>312</sup>. On évoque bien entendu les deux traités de partition – dont le rejet est considérée comme une des causes principales de la guerre – mais aussi, plus largement, l'attaque de la Hollande en 1672, l'attitude agressive du roi vis-à-vis des princes allemands lors de la politique des Réunions, ou – à nouveau – la révocation de l'Édit de Nantes, considéré comme un pacte conclu avec ses propres sujets<sup>313</sup>. Dans les textes produits en Angleterre entre 1704 et 1708, c'est cette accusation-là (plus encore que celle d'irréligion ou de cruauté) qui est au cœur de la critique hostile à Louis XIV, qualifié de « royal briseur de traités »<sup>314</sup>. Un texte de 1708 évoque à son tour une France « renommée pour son non-respect des alliances / Que l'on n'a jamais trouvée fidèle à sa promesse »<sup>315</sup>, tandis qu'un autre parle d'une « France infidèle, qui n'a jamais tenu aucune parole »<sup>316</sup>. Ce texte en arrive même à comparer, sous cet angle-là, la patrie des lys à Sodome.

Cette propension à la trahison et à l'utilisation de procédés malhonnêtes se retrouverait dans la façon dont les Français combattent : on retrouve ici la dernière accusation identifiée par Peter Burke, c'est-à-dire la faiblesse militaire, sexuelle ou intellectuelle dont souffrirait Louis XIV. On oppose à la franchise de Marlborough, qui cherche à vaincre par la force de l'épée, l'attitude du Roi-Soleil qui préférerait employer des moyens détournés et s'appuierait sur son or<sup>317</sup>. On peut citer le soudoiment d'hommes politiques ou de généraux étrangers, tels le prince Louis de Bade : une gravure hollandaise intitulée « Louis dort près de ses louis d'or » montre effectivement le margrave assoupi, entouré des pièces que Louis XIV lui aurait

<sup>310</sup> J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*

<sup>311</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7085, « Vacarme au Trianon ou le nouvel hôtel des filles et fils naturels de Louis le Soleiller », [Hollande], 1706.

<sup>312</sup> Voir L. Bély, *Espions et ambassadeurs...*, *op. cit.*, p. 736.

<sup>313</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 138.

<sup>314</sup> « Royal Treaty-Breaker » (M. Prior « An ode... to the Queen », *op. cit.*, p. 289).

<sup>315</sup> « France, for violating Leagues renown'd, / France, to her Promise never faithful found » (L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*, p. 3).

<sup>316</sup> « Faithless France, who ne'er kept her Word » (J. Gatnam, *Marlborough still conquers...*, *op. cit.*, p. 14).

<sup>317</sup> Un poème consacré à la bataille d'Audenarde montre un Louis XIV désireux de ne pas se risquer à une bataille où la « fraude secrète devrait céder le pas à la force ouverte » (« Where secret Fraud to open Force must yield » : M. Earbery, *The battel of Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 7). Un autre texte sur le même thème considère que la « spécieuse corruption » (« specious bribery ») est considérée comme la « force habituelle » (« usual force ») des Français (L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*, p. 7).

fournies pour se montrer peu entreprenant<sup>318</sup>. On évoque également les surprises de villes, moins risquées que les sièges en bonne et due forme : ainsi, de nombreux Anglais se sont scandalisés de la « trahison » de Gand et Bruges en 1708<sup>319</sup>. Enfin, même la guerre de positions traditionnellement utilisée par les généraux français est considérée comme un artifice de guerre, infiniment moins noble que les batailles recherchées par Marlborough et Eugène. Comme le résume Daniel Defoe :

« Would France but with this fighting War go on  
She'll quickly be undone :  
In Art, in Bribe, in Conduct, and Surprize  
Her proper Talent lies »<sup>320</sup>.

Defoe ne fait que répéter, dans un genre plus noble, les accusations émises dans les libelles anti-français dès la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Un petit texte, le *Nouveau voyage de la flotte de France dans la rade des Enfers*, voyait par exemple un officier se lamenter ainsi : « Depuis les victoires du Prince de Condé, on ne nous a guère attrapés en batailles rangées. Ou si cela nous est arrivé, nous avons fait d'ordinaire les frais de la fête »<sup>321</sup>. Un autre lui rétorquait que depuis ce temps les « grands exploits » des Français se faisaient « par des trahisons, et par les grandes sommes » qu'ils déboursaient pour corrompre leurs adversaires<sup>322</sup>. Cette critique était, à cette époque, d'autant plus surprenante que le maréchal de Luxembourg remportait alors ses engagements en rase campagne.

Enfin, ce sont la valeur militaire et le courage personnel de Louis XIV qui sont sévèrement questionnés par les poètes, les pamphlétaires et les graveurs. Déjà le Roi-Soleil avait été moqué par les partisans de Guillaume d'Orange, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, pour son absence sur les champs de bataille. Le fait qu'il ne combattît pas en personne – contrairement à son adversaire le plus acharné – lui avait valu de nombreuses

---

<sup>318</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, n°7002, « Louis dort près de ses louis d'or », [Hollande], 1705.

<sup>319</sup> « Treachery » (T. Knaggs, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 13).

<sup>320</sup> « Si la France continue cette guerre ouverte / Elle sera bientôt défaite : / C'est en artifices, en corruption, en manœuvres et en surprises / Que réside son talent propre » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 26).

<sup>321</sup> Cité par Olivier Vanhee, « Les libelles de guerre durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg », dans *Les médias et la guerre...*, *op. cit.*, p. 227.

<sup>322</sup> *Ibid.*

railleries<sup>323</sup>. Durant la guerre de Succession d'Espagne, le roi est comparé à un singe, tentant vainement de se faire passer pour un lion, préférant envoyer ses petits-fils sur le champ de bataille, plutôt que de s'y commettre lui-même<sup>324</sup>.

Parallèlement, les opposants à Louis XIV se plaisent à le mettre dans des situations ridicules. On invente des discours apocryphes où le roi se lamente et pleure ses échecs<sup>325</sup>. Différentes gravures dépeignent des scènes de panique à Versailles ou au Trianon, à l'annonce de la nouvelle des différentes défaites. Elles montrent Louis XIV en train de s'évanouir au milieu de ses parents et de ses courtisans – voire de ses bâtards ou de ses anciennes maîtresses, comme La Vallière ou Montespan. Il est difficilement soutenu par Madame de Maintenon ou encore par son confesseur, le père La Chaise<sup>326</sup>. Le rôle des femmes dans les décisions royales est une autre marque de la faiblesse de Louis XIV. La plupart des gravures présentant des « conseils de cabinets », tenus entre le roi et quelques conseillers politiques ou militaires, mettent en scène Madame de Maintenon<sup>327</sup>. Dans une poème britannique, on la voit tenter, en vain, de soutenir le roi en ensorcelant le duc de Marlborough :

« Frustra Hecaten, Solemque vocas, Noctemque, Lacusque,  
Frustra Churchillii simulacrum fingis<sup>328</sup> »

C'est encore auprès de son épouse morganatique que le roi va chercher une consolation lorsqu'il apprend la nouvelle des défaites<sup>329</sup>... Si certains raillent la complaisance du roi vis-à-vis de ses maîtresses en raison de son trop grand appétit sexuel, d'autres préfèrent offrir le

---

<sup>323</sup> Durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, un dialogue opposant Louvois à l'Angleterre dénonçait ainsi la lâcheté de Louis XIV : « Où a-t-on jamais vu le manant de Versailles / Le pistolet en main au milieu des batailles ? [...] A-t-il jamais reçu la moindre égratignure / Dans tous ses grands exploits, ni la moindre blessure ? ». cité par N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 345.

<sup>324</sup> J. Gatnam, *Marlborough still conquers...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>325</sup> Ce procédé est utilisé dans C. Gildon, *Libertas triumphans...*, *op. cit.* ; D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.* ; J. Paris, *Ramillies...*, *op. cit.* ; M. Earbery, *The battel of Oudenarde...*, *op. cit.* ; ou encore L. Welsted, *A poem...*, *op. cit.*

<sup>326</sup> Voir par exemple BnF Estampes, collection Hennin, t. 79, p. 59, n°7031, « Toute la cour de France en allarme, 12 mai 1706 », [Hollande], 1706 ou encore BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7085, « Vacarme au Trianon ou le nouvel hôtel des filles et fils naturels de Louis le Soleil », [Hollande], 1706.

<sup>327</sup> On peut ainsi citer la pièce intitulée « Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe, roi d'Espagne » (BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7083, [Hollande], 1706). Le « Conseil de cabinet entre Louis, le duc de Bavière et le maréchal de Villeroy » ne présente pas Madame de Maintenon personnellement, mais le roi de France évoque les conseils qu'elle lui a donnés (BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7073, [Hollande], 1706).

<sup>328</sup> « C'est en vain que tu invoques Hécate [déesse de l'ombre et de la mort], le soleil, la nuit, les lacs [i. e. l'enfer] / C'est en vain que tu confectionnes des mannequins de Churchill ». Cité par David Money, « The Edge of War: how some poets (and preachers) reacted to Oudenarde and Lille », dans 1708. *Oudenarde and Lille...*, *op. cit.*, p. 128.

<sup>329</sup> C. Gildon, *Libertas triumphans...*, *op. cit.*

spectacle d'un souverain impuissant – en jouant sur les différents sens du terme. Dans un pamphlet intitulé *Le mariage du roi de France*, en 1708, le sexe devient une métaphore de la guerre. Le roi Louis, auparavant accusé de n'être grand qu'en présence des femmes, se voit désormais incapable de satisfaire son épouse, Madame de Maintenon. Cette impuissance n'a d'égale que celle des armées royales à triompher de leurs ennemis<sup>330</sup>.

On aurait du mal à trouver, dans l'effigie de Louis XIV que proposent les auteurs qui lui sont hostiles, la moindre qualité, la moindre excuse. On peut s'étonner que, malgré la multiplicité des critiques, et la variété des sources, une cohérence incontestable se dégage de ce portrait au noir. La tyrannie au sein de ses propres frontières et l'ambition démesurée à l'extérieur font assez bon ménage ; Louis XIV en accablant d'impôts ses concitoyens, peut chercher à soudoyer ses voisins ; le papisme et la persécution religieuse peuvent aussi s'accommoder d'une absence totale de foi et de morale à titre personnel, puisque les premiers ne sont là que pour appuyer la tyrannie. Ces constantes se vérifient aussi bien sur le temps court des quatre grandes défaites de la fin de son règne que sur l'espace des quelques décennies étudiées par Peter Burke ou encore Nicole Ferrier-Caverivière. En définitive, toutes les critiques, au lieu de se neutraliser, se renforcent les unes les autres. C'est peut-être là une des sources de la vigueur et de la pérennité de la légende noire du Roi-Soleil... Paradoxalement, cette cohérence doit probablement beaucoup, comme le suggère Peter Burke, à la façon dont Louis XIV a su, dès les premières années de son règne, orchestrer sa propre glorification<sup>331</sup>. L'impressionnant système de célébration que le roi a réussi à mettre en place, à l'échelle de l'Europe, a très largement diffusé les thèmes et les symboles de sa grandeur, eux-mêmes très homogènes, puisqu'ils étaient tous produits dans l'entourage du souverain. Il a ensuite suffi aux caricaturistes de renverser un à un tous les motifs de ce vaste tableau pour offrir un portrait « en creux », un revers de médaille tout aussi cohérent<sup>332</sup>. Les marques de la gloire du roi – dans ses monuments, dans ses médailles, dans l'iconographie de Versailles –

---

<sup>330</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 141. Le jeu de comparaison entre l'activité sexuelle et l'activité guerrière est une constante de la littérature hostile à Louis XIV.

<sup>331</sup> *Ibid.*, p. 150. Ce jeu de contraste a également structuré et décidé des thèmes de la glorification des adversaires de Louis XIV. Comme l'explique Maria Goloubeva, « toute la propagande de Léopold avait comme objectif de contrebalancer les effets de la propagande française. Il ne serait pas exagéré de dire que l'image officielle de Louis XIV contribua indirectement, mais de façon significative, à l'image de Léopold I<sup>er</sup> lorsqu'ils étaient en guerre l'un contre l'autre [...]. L'image de Louis XIV, agressif, expansionniste, et de ses prétentions, tel qu'il était vu par les partisans de l'Empereur, forma par contraste les représentations de Léopold comme un protecteur de la légitimité, de la paix, et de l'ordre compromis de l'Allemagne ». M. Goloubeva, *op. cit.*, p. 153-154.

<sup>332</sup> L'expression est employée par Lucie Moriceau, « Le Coq et l'Orange : récit d'une guerre métallique entre Louis XIV et Guillaume III », dans *Revue historique des armées*, n°253, 2008, p. 22-29.



sont devenues les signes de son aspiration à la monarchie universelle ; l'exaltation de l'ordre intérieur est apparue comme la marque de la tyrannie ; et les manifestations de son zèle en faveur de la religion catholique ont été reconnues comme des persécutions. On s'est acharné sur les emblèmes de la gloire louis-quatorzienne : le soleil, les lys et les orgueilleuses devises de ses médailles et de ses régiments.

Les caractéristiques attribuées à Louis XIV dans le portrait qu'en fait la production critique semblent d'ailleurs suffisamment vives et marquantes pour qu'elles contaminent en quelque sorte l'image des souverains qui lui sont attachés. L'Électeur de Bavière, Philippe V ou encore le « Vieux Prétendant » apparaissent comme des « figures réduites » du Roi-Soleil, partageant ses défauts et ses ridicules, mais à une échelle moindre.

Citons d'abord l'ambition et la vanité, qui leur ont fait croire qu'ils pouvaient prétendre à une dignité et une puissance plus grandes que celles qui leur étaient attribuées. Dans une eau-forte hollandaise de 1706, on voit l'Électeur banni de l'Empire et chassé des Pays-Bas, habillé dans un costume de carnaval, en train de monter sur une veille rosse pour fuir au plus vite, accompagné de quelques soldats ayant surtout l'air de saltimbanques en piteux état<sup>333</sup>. Ayant perdu ses illusions, il compare son sort à celui d'un paysan qui avait cru, en rêve, être l'empereur – l'Électeur de Bavière est en effet fréquemment accusé d'avoir aspiré à la couronne impériale. Maximilien-Emmanuel parle également, dans sa plainte, de Philippe V, qu'il qualifie de « roi imaginaire ». Addison, dans son poème sur la campagne de 1704, émet des reproches similaires en s'adressant à l'Électeur :

« Deluded prince! How is thy greatness crost,  
And all the gaudy dream of empire lost,  
That proudly set thee on a fancy'd throne,  
And made imaginary realms thy own! »<sup>334</sup>.

On pourrait aussi bien croire qu'il parle du Roi-Soleil et de son supposé rêve d'empire universel... Le thème du prince désillusionné et revenu de ses rêves de gloire se retrouve dans une autre gravure, le « Vacarme au Trianon »<sup>335</sup>. On y suit la discussion entre Louis XIV, son

---

<sup>333</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7088, « L'Électeur de Bavière banni ou le capitaine général du ban et arrière-ban », [Hollande], 1706.

<sup>334</sup> « Prince trompé ! Voici comme ta grandeur est anéantie / Et tous tes rêves ronflants d'empire perdus, / Qui te mettaient fièrement sur un trône de fantaisie / Et qui t'attribuaient des royaumes imaginaires ! » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

<sup>335</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7085, « Vacarme au Trianon ou le nouvel hôtel des filles et fils naturels de Louis le Soleiller », [Hollande], 1706. Notons qu'une gravure similaire, mais dépourvue des

petit-fils Philippe V, qui vient d'apprendre l'issue malheureuse du siège de Barcelone, et le « Prétendu roi d'Angleterre », le fils de Jacques II. La gravure se moque de ces personnages, tous trois reconnus comme rois – du moins aux yeux de la cour de France – mais qui ne semblent guère avoir de pouvoir en dehors du Trianon.

Si on ne peut guère reprocher à ceux qu'on présente comme des souverains de carnaval d'être des tyrans, comme leur modèle Louis XIV, on souligne toutefois leur impopularité. Dans une autre discussion, qui se tient cette fois-ci entre le roi de France, Madame de Maintenon et le roi d'Espagne, on voit ce dernier demander asile à son aïeul : « Grand Père, permettez-moi de retourner en France car les Grands d'Espagne méchants comme la peste ont déjà proclamé Charles pour leur roi »<sup>336</sup>. On retrouve, dans cet appel au secours, le dernier travers que les épigones du Roi-Soleil partageraient avec leur modèle : la lâcheté. Maximilien-Emmanuel, dans une prétendue lettre écrite à Louis XIV, cherche à défendre son honneur, qui pourrait pâtir de l'annonce de sa retraite lors de la bataille de Ramillies<sup>337</sup>. Les textes anglais raillent à plaisir l'attitude peu honorable du chevalier de Saint-Georges lors de la bataille d'Audenarde, qu'ils opposent à la brave conduite de Georges de Hanovre. Le fils de Jacques II est qualifié de « rival de pacotille » : « Le faux roi est venu pour récolter des lauriers / [...] Mais il fuit le terrain dans la honte et l'ignominie<sup>338</sup> ». Les auteurs font leur miel de l'attitude peu honorable des trois princes à Audenarde : on rappelle qu'ils étaient à l'abri au sommet d'un clocher<sup>339</sup> et qu'ils durent se retirer sans jamais avoir combattu. On compare alors les « bébés princes » à des « castors poursuivis par des chiens », qui perdent au soir du 11 juillet 1708 à la fois « leurs armes, leur honneur et leur souper »<sup>340</sup>.

Enfin, le ridicule est consommé lorsque l'on découvre le sort peu amène réservé à ces tristes personnages à la cour de France où ils ont cru trouver refuge. Le Prétendant y est insulté, traité de « petit coquin » et de « fils naturel », on lui reproche d'être à l'origine de la

---

discussions qui se trouvent dans la marge de droite, a été diffusée sous le titre « Trois rois de France en décadence » (BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7074, [Hollande], 1706).

<sup>336</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7083, « Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe, roi d'Espagne », [Hollande], 1706.

<sup>337</sup> S. Clay, *An epistle from the Elector of Bavaria...*, *op. cit.*, p. 11.

<sup>338</sup> « See his Mock Rival to the Field they bring, / Having, with Gallic Arts, disclaim'd the King. / The spurious Knight to gather Lawrels came, / But flies the Field with ignominious Shame » (C. Gildon, *Libertas triumphans...*, *op. cit.*, p. 20).

<sup>339</sup> « As his Troops did advance, / The young Squire of France, / On a church, with his Brother, was seated: / And fearless from far / Saw the terrible War, / And in Order, when routed, retreated » (« Alors que ses troupes avancement / Le jeune maître de la France / Est assis dans une église avec son frère : / Et sans peur, de loin, / Voit la guerre terrible / Et quand il est battu, il se retire en bon ordre » : (Anonyme, *Wine, a poem...*, *op. cit.*, p. 12).

<sup>340</sup> « Like hunted Castors when the dogs pursue: / Never were Princely Babes so basely crost, / Their Arms, their Honour, and their Supper lost » (M. Earbery, *The battel of Oudenarde...*, *op. cit.*, p. 20).

guerre<sup>341</sup>. Dans une autre pièce, c'est l'Électrice de Bavière qui est à l'honneur. Réfugiée à Venise, accoudée à une statue du Roi-Soleil – à défaut de pouvoir en obtenir un autre secours –, elle déplore tour à tour la puissance de l'Empereur, la faiblesse de la France, le sort misérable de son mari (« Et vous mon cher époux qui pourra vous défendre ? ») et se voit contrainte de supplier de toutes part pour espérer obtenir un territoire<sup>342</sup>. Là encore, le recours à une figure féminine – l'Électrice remplaçant Madame de Maintenon – sert à souligner encore la déchéance du mari, qui est forcé de faire appel à son épouse pour le soutenir.

Les princes de l'entourage du roi de France, qu'il s'agisse de princes de sa maison ou de souverains étrangers, apparaissent donc, dans les textes des Alliés qui évoquent les grandes batailles de la guerre de Succession d'Espagne, comme affligés des mêmes défauts et des mêmes vices que Louis XIV lui-même. On peut se demander jusqu'où s'étend cette forme de contagion – les troupes et les généraux du Roi-Soleil sont-ils, comme leur maître, considérés comme des êtres orgueilleux et lâches, à la fois redoutables dans leurs crimes et ridicules dans leur conduite ?

C'est apparemment le cas dans les gravures satiriques qui rendent compte des conséquences des défaites. La représentation imaginaire d'un « conseil de cabinet [tenu] entre Louis, le duc de Bavière et le maréchal de Villeroy » après le désastre de Ramillies dénonce le ridicule des deux chefs d'armée vaincus, le maréchal de Villeroy et – là encore – l'Électeur de Bavière<sup>343</sup>. Le roi les sermonne vertement :

Louis : « Ha braves généraux plutôt lâches poltrons  
Vous fuiez avec honte et comme des moutons  
Vous m'aviez assuré d'emporter la victoire ».

Il est vrai que les deux personnages sont dans une posture bien peu martiale : à genoux devant le roi, l'épée brisée, avec des bas en guise de bonnets de nuit, car comme l'indique le maréchal, « pour fuir ni chapeau ni perruque fut prête ». Ils ne se laissent toutefois pas

---

<sup>341</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7085, « Vacarme au Trianon ou le nouvel hôtel des filles et fils naturels de Louis le Soleiller », [Hollande], 1706.

<sup>342</sup> Cité par A. Duprat, « Le soleil éclipsé... », art. cit., p. 104-105.

<sup>343</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7073, « Conseil de cabinet entre Louis, le duc de Bavière et le maréchal de Villeroy », [Hollande], 1706. Les citations suivantes sont tirées de cette gravure. Une gravure aux textes similaires, mais où la position des personnages est inversée, est disponible sous la cote BnF Estampes, collection Hennin, t. 80, n°7084. Ces gravures sont enfin analysées dans A. Duprat, « Le soleil éclipsé... », art. cit., p. 109-111.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

décontenancer, et cherchent immédiatement à se disculper de leurs fautes en les rejetant sur leurs propres troupes :

Bavière : « Ô Sire la Maison du Roi n'a plus de gloire  
Sa défaite surprend. Voilà un manuscrit  
Qui me défend assez ». Louis : « Villeroi rien ne dites ? »  
Villeroi : « Pardon, grand roi, pardon ! J'ai perdu la bataille.  
Mais mes soldats aussi sont très lâche canaille ».

En définitive, le roi-Soleil, faute de trouver de meilleurs généraux, accorde son pardon aux deux vaincus. Il tient par ailleurs une feuille de papier où sont indiquées les sommes qu'il consent à donner pour récupérer des troupes :

« 10 pistoles pour chaque soldat déserté et 1000 pour chaque officier de ma maison royale soit prisonnier soit tué et 999 pour un autre officier. Et qui me peuvent livrer de nouveaux soldats âgés de 13 ans et demie jusqu'à 75 ans auront un faux Louis d'or. Car tel est mon plaisir ».

Là encore, à défaut d'avoir des sujets valeureux, le roi a de l'or à foison – même si on se moque de son crédit qui, à partir de 1706, commence à faire dangereusement défaut. La formule « car tel est mon plaisir » n'est quant à elle qu'une façon de rappeler le caractère despotique du pouvoir royal.

On retrouve l'Électeur de Bavière deux ans plus tard, dans une eau-forte présentant la « retraite des Français et des Bavares qui quittent l'Escaut »<sup>344</sup>. Il est notamment accompagné des ducs de Vendôme et de Bourgogne. Les trois hommes tentent de fuir les troupes que l'on voit au second plan, autour des figures du prince Eugène et du duc de Marlborough. On retrouve ainsi le spectacle de la couardise, mais aussi le châtement de l'orgueil : Maximilien-Emmanuel est protégé par une armure très imposante, mais elle semble en fer-blanc plutôt qu'en acier trempé. Il est monté sur un char à la fois redoutable, hérissé de canons, et ridicule – il est tiré par des monstres étranges, sortes de grenouilles ou de tortues sans carapace. Le duc de Vendôme est orné d'une fleur de lys, mais elle se trouve sur sa jambe de bois. Il semble du reste se disputer vertement avec le petit-fils du roi, comme en écho aux polémiques qui ont suivi la défaite d'Audenarde et la désastreuse campagne de 1708.

---

<sup>344</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 81, p. 51, n°7208, « Retraite des Français et des Bavares qui quittent l'Escaut », [Hollande], 1708.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

L'avidité et le caractère hautain des sujets de Louis XIV sont également dénoncés, puis punis, dans une « pièce facétieuse » de 1705. Elle présente les relations entre un bourgeois d'une ville allemande et un Français – probablement un officier ou un civil accompagnant l'armée<sup>345</sup>. La première scène, en 1704, voit le Français, logé chez le bourgeois allemand, l'accabler de sa morgue et de ses demandes incessantes en nourriture fine et en boissons de prix, tandis qu'il dévaste littéralement sa maison. Dans la seconde scène, on voit le Français revenir l'année suivante, ayant perdu une jambe à Höchstädt, les vêtements en lambeaux, pour quémander de quoi manger – ce à quoi l'Allemand réplique en menaçant de lâcher son chien.

La littérature encomiastique reprend elle aussi le thème de généraux et de soldats arrogants et avides de gloire. C'est surtout les troupes d'élite qui sont raillées pour leurs costumes chamarrés. Les forces françaises s'avançant à Blenheim sont ainsi « décorées comme une épouse qui cherche à plaire à son mari, leurs armes ornées de pierreries, recouverts d'or »<sup>346</sup>. Un poème consacré à la bataille d'Audenarde évoque des légions « serviles », complètement soumises à leur maître, qui par sa tyrannie et par son or peut en lever « aussi vite que Marlborough peut en tuer »<sup>347</sup>. On reprend enfin parfois l'accusation de lâcheté à l'égard des chefs d'armée du Roi-Soleil : Villeroy apparaît dans un poème comme un général de cour, qui ne connaît de victoires qu'auprès des femmes de Versailles, tandis qu'on accuse ailleurs le duc de Vendôme d'avoir fui dans la nuit. Cette critique peut s'appliquer aux soldats français : un poème dénonce ainsi l'attitude des soldats du village de Blenheim qui auraient jeté les armes sans réellement combattre<sup>348</sup>.

Toutefois, la plupart du temps, les auteurs considèrent que ce serait dévaloriser les victoires des Alliés que de dépeindre leurs adversaires sous des traits peu flatteurs. La littérature encomiastique est donc beaucoup plus clémente envers les armées franco-espagnoles qu'envers leurs souverains. Addison s'attache ainsi à faire un portrait redoutable des troupes françaises à Blenheim :

« But see the haughty household troops advance!  
The dread of Europe, and the pride of France.

---

<sup>345</sup> BnF Estampes, collection Hennin, t. 78, n°6998, « Pièce facétieuse. Les Français et l'allemand en 1704 et en 1705 », [Allemagne], 1705.

<sup>346</sup> « Apparent ornatae Acies, ut sponsa marito / Laeta suo, gemmis armis, auroque decorate, / Terribiles simul, terror facit ipse decoras » (R. Ormsbye, *Carmen heroicum...*, op. cit., p. 8).

<sup>347</sup> « He levies Troops as fast as Churchill kills », (Anonyme, *The battel of Audenard... with the characters of the general officers...*, op. cit., p. 7).

<sup>348</sup> R. Ormsbye, *Carmen heroicum...*, op. cit., p. 21.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

The war's whole art each private soldier knows,  
And with a General's love of conquest glows<sup>349</sup> »

... pour souligner ensuite que des troupes serviles, malgré leurs grandes qualités, ne sauraient faire face à des soldats britanniques qui combattent pour la liberté. Pour mieux mettre en valeur la victoire de Blenheim, l'archevêque de Dublin lui-même n'hésite pas dans son sermon à faire une longue digression sur la valeur des forces de Louis XIV : « La discipline militaire a sans doute atteint de nos jours un sommet au sein des armées françaises. Leurs troupes, grâce à une longue et continuelle guerre, sont les mieux exercées et les plus expérimentées d'Europe, et leur armée sur le Danube était constituée des meilleurs troupes<sup>350</sup> ».

Selon la plupart des auteurs, ces forces redoutables sont elles-mêmes conduites par des chefs expérimentés. Bien sûr, aucun poète n'oserait avancer que Villeroy est un général d'exception. En revanche, la plupart des textes relatifs à la bataille d'Audenarde soulignent la valeur maintes fois éprouvés du duc de Vendôme :

« The daring squadrons are by Vendosme led,  
Nurs'd up in War, in Blood and Dangers bred.  
His Valour dy'd the Catalonian Plains.  
[...]  
With what Majestick Air the Chief appears!  
His conquests more extensive than his Years<sup>351</sup> ».

Le même poème souligne que Vendôme a résisté, en Italie, au prince Eugène lui-même. D'autres commandants français se voient attribuer de semblables éloges. Il y a d'abord le maréchal de Tallard, qualifié par Daniel Defoe de « Grand Tallard », de « terreur des Allemands », dont « la renommée est connue à Brisach et Landau »<sup>352</sup>. Même Marcin reçoit,

---

<sup>349</sup> « Mais vois s'avancer les orgueilleuses troupes de la Maison du roi ! / L'effroi de toute l'Europe, et la fierté de la France. / Le moindre des ses soldats maîtrise l'art de la guerre / Et rayonne d'un amour de conquête digne d'un général » (J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*). Rappelons à nouveau que la Maison du roi ne s'est pas trouvée sur le champ de bataille de Blenheim, contrairement à la Gendarmerie de France, qui n'en fait pas partie à proprement parler.

<sup>350</sup> « Now military discipline is certainly at the height in the French Armies, their troops by long and continual war are the best exercised and experienced of any in Europe, and their army on the Danube consisted of the best troops » (W. King, *A sermon...*, *op. cit.*, p. 15).

<sup>351</sup> « Ces escadrons audacieux sont conduits par Vendôme, / Élevé dans la guerre, nourri de sang et de dangers. / Sa valeur a rougi les plaines de Catalogne. / ... / Avec quel air de majesté ce chef apparaît, / Davantage chargé de conquêtes que d'années » (Anonyme, *The battel of Audenard... with the characters of the general officers...*, *op. cit.*, p. 9).

<sup>352</sup> « Great Tallard [...]. At Landau and Brisack your Fame is known [...]. German's Terror » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 27 et 43). Il faut noter que le sort particulièrement malheureux du maréchal de

sous sa plume, le qualificatif de « grand » ! Ne pouvant guère lui trouver de victoires à son actif, Defoe se contente de mentionner qu'il porte en lui « le sang des héros », son père ayant combattu à Rocroi<sup>353</sup>.

Tant qu'elles s'attaquent à la figure de Louis XIV, ou aux symboles de l'ambition et de l'absolutisme en miniature que sont l'Électeur de Bavière, Philippe V ou le chevalier de Saint-Georges, les textes encomiastiques et les pièces satiriques ne divergent guère. En revanche, lorsque l'on s'intéresse à la façon dont sont traitées les troupes françaises et ceux qui les conduisent sur le terrain, des différences ne tardent pas à apparaître. Les ouvrages portés vers la raillerie ont naturellement tendance à exposer le ridicule des armées vaincues, tandis que la littérature de célébration refuse de dévaloriser les victoires en rabaisant la valeur de ceux qui ont été battus. Dès lors, on commence à voir poindre les premières contradictions au sein d'un discours auparavant solide et cohérent : comment comprendre, si l'on admet que Louis XIV a les meilleures troupes du monde, forgées au feu d'innombrables batailles, que ce roi assoiffé de gloire cherche en même temps à éviter à tout prix le combat, préférant soudoyer ses adversaires ? On voit ainsi Daniel Defoe, pour mieux honorer le triomphe de Blenheim, souligner que les troupes de la Maison du roi avaient été considérées jusque là comme « invincibles ». Mais il prétend dans le même poème que « le talent propre » de la France résidait « en artifices, en corruption, en manœuvres et en surprises », et était incapable de mener une « guerre ouverte » !

Les défaites successives de la France finissent par résoudre ce problème : les troupes de Louis XIV n'apparaissant plus du tout comme indestructibles, il est plus facile de présenter un roi pusillanime et calculateur. En même temps, le nombre et la virulence des critiques commencent à sa tarir après 1708 ; il n'y a plus guère de satires et de pamphlets anti-français

---

Tallard – qui perd en un jour sa réputation, sa liberté et son fils – a beaucoup inspiré les poètes. La figure de l'ennemi redoutable s'efface derrière celui de l'homme touché par un grand malheur. Addison le plaint ainsi : « Unfortunate Tallard! Oh, who can name / The pangs of rage, of sorrow, and of shame, / That with mixt tumult in thy bosom swell'd, / When first thou saw'st thy bravest troops repell'd, / Thine only son pierc'd with a deadly wound, / Chok'd in his blood, and gasping on the ground, / Thyself in bondage by the victor kept! / The chief, the father, and the captive, wept. / An English Muse is touch'd with generous woe, / And in th'unhappy man forgets the foe! » (« Infortuné Tallard ! Oh, qui peut parler / Des affres de la rage, du chagrin et de la honte / Dont le tumulte grossit ta poitrine / Quand d'abord tu vis repoussées tes troupes les plus braves / Ton fils unique touché d'un coup fatal / Étouffé dans son sang, et suffocant à terre, / Toi-même retenu dans les fers du vainqueur ! / Quel malheur pour le chef, le père et le captif. / La muse anglaise est dans sa générosité touchée de cette souffrance / En cet homme malheureux, elle oublie l'ennemi ! » : J. Addison, *The Campaign...*, *op. cit.*).

Deux ans plus tard, une célébration de la victoire de Ramillies choisit justement de faire parler le maréchal, retiré à Nottingham au milieu de ses regrets, tourmenté par la figure de son fils et le souvenir de sa défaite – Tallard expliquant bien entendu, dans son long monologue, que toute résistance est inutile face à la puissance britannique (W. Wagstaffe, *Ramelies: a poem...*, *op. cit.*, p. 11-12).

<sup>353</sup> « There was the Great Marsin, / Of Hero's Blood, to Vict'ry near of kin, / Rocroy conveys his Ancestors to Fame, / And personal Merit shows him worthy of the Name » (D. Defoe, *A hymn to victory...*, *op. cit.*, p. 44).

à l'étranger à partir de 1711, même à l'occasion de la signature des traités de paix<sup>354</sup>. Comment interpréter cet état de fait ? Il se peut que l'image du vieux roi, miné par les défaites, prêt à accepter les plus humiliantes conditions de paix, ne concorde plus avec les accusations d'ambition illimitée, de vanité et de bellicisme. Les satiristes britanniques se trouvent une autre victime pour dénoncer le goût du pouvoir et des richesses : le duc de Marlborough lui-même ; tandis que les pamphlétaires qui s'intéressent aux relations internationales savent désormais que l'enjeu n'est plus de savoir comment faire accepter des concessions au parti des Deux-Couronnes, mais lesquels des États vainqueurs en gagneront les plus beaux morceaux.

### 10.2.3.2. *Les défaites vues depuis la France : la littérature critique et satirique*

La virulence des critiques à l'étranger ne doit pas masquer l'existence d'une production satirique en France même. Si les personnages visés par les critiques sont les mêmes, les railleries à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du royaume s'appuient sur des thèmes et suivent une chronologie fort différents. En France, la circulation des textes critiques a connu un sommet durant la Fronde, avec les Mazarinades. La victoire du parti royal en 1653 y met un coup d'arrêt. À l'étranger en revanche, c'est l'éclatement de la guerre de Dévolution puis de la guerre de Hollande qui font naître les libelles et les caricatures anti-français. La production bat son plein pendant la période de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, à un moment où en France, l'existence et la diffusion d'une littérature hostile au régime est limitée<sup>355</sup>. La production critique en France est revitalisée par les défaites de la guerre de Succession d'Espagne, et elle culmine en 1709 – or c'est à ce moment même que les publications étrangères commencent à perdre de leur mordant.

Notre analyse de la façon dont les œuvres satiriques produites sur le territoire français rendent compte des batailles de 1704 à 1708 s'appuie essentiellement sur un corpus de chansons. En effet, nous n'avons pas identifié, dans les fonds que nous avons consultés, d'estampes imprimées en France même<sup>356</sup>. En revanche, en dépouillant les chansonniers imprimés ou manuscrits, nous avons pu identifier pour notre période un total d'une

---

<sup>354</sup> A. Duprat, « Le soleil éclipsé... », art. cit., p. 118.

<sup>355</sup> Voir ainsi, pour la guerre de la Ligue d'Augsbourg, B. Fonck, *Le maréchal de Luxembourg, op. cit.*, t. II, p. 215.

<sup>356</sup> Les gravures satiriques ne portent généralement pas de mention de lieu de production. On peut toutefois en déterminer l'origine en s'intéressant à la langue ou aux langues des textes qui les accompagnent. Or, la grande majorité des pièces utilisées sont écrites à la fois en français et dans une autre langue, que ce soit l'allemand, le hollandais ou l'anglais, ce qui rend improbable l'idée d'une production en France même.



cinquantaine de vaudevilles, terme à prendre au sens originel de « chansons de circonstance à thème satirique »<sup>357</sup>.

Notons d'abord qu'il existe des vaudevilles plutôt favorables aux armées françaises, dans la mesure où ils présentent une vision optimiste du déroulement des opérations à venir. Un texte écrit après Ramillies exprime ainsi les espoirs de ceux qui pensent que l'arrivée du duc de Vendôme à l'armée des Pays-Bas en remplacement de Villeroy va permettre de rétablir la situation militaire<sup>358</sup>. La popularité du duc de Vendôme à Paris, ainsi que ses relations avec les auteurs de rimes des Halles ou de Meudon, peut expliquer qu'il soit un des généraux les plus favorisés dans les vaudevilles. Une chanson manifestement écrite au début de la campagne de 1708 prévient le prince Eugène que « le Dieu de la France » saura le « foudroyer » s'il vient combattre en Flandre après son échec militaire devant Toulon<sup>359</sup>. On peut également citer ce dialogue imaginaire entre Eugène et la ville de Lille, au moment du siège de 1708. Au prince qui présente la puissance de son armée et ses victoires passées contre les Turcs, la ville oppose la compétence de ses généraux Vendôme et Berwick, la fermeté de sa population et la valeur de ses troupes :

« Prince Eugène d'honneur,  
Grand general de guerre,  
Prince plein de valeur,  
Vous n'avez pas à faire  
À des barbares  
Mais à des soldats Français.  
Moy-même je me prepare,  
Avec tous mes bourgeois »<sup>360</sup>.

Le texte continue en soulignant la dimension religieuse du conflit – la solidarité anti-protestante ayant été, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, un élément décisif de la cohésion de la population lilloise durant le siège :

« Courage mes bourgeois,  
Courage catholique,

---

<sup>357</sup> Voir l'état des sources, section 0.4.2.3.

<sup>358</sup> « Marbouroug fit à Ramilly / Danser un triste branle / Mais pour cette campagne icy / Vendosme pretend avec luy / Danser un autre branle. / Dieu veuille qu'il le fasse ainsi / Car autrement tout branle ». BnF ms. fr. 15129, p. 297, « Chanson sur l'air du bon branle ».

<sup>359</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 250, « Chanson sur l'air du bransle de Metz ».

<sup>360</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 181-187, « Chanson sur l'air : Dormez, roulette, etc., en forme de dialogue entre le prince Eugène et la ville de Lille ».

Secondons les François,  
Contre les heretiques,  
Qui par feintise,  
Taschent de faire à cette fois  
Leurs presches dans nos Eglises,  
Et d'abolir nostre Loy.  
[...]  
Bons catholiques,  
Prions Dieu que notre Roy  
Puisse chasser les hérétiques,  
Et secourir les Lillois »<sup>361</sup>.

Toutefois, c'est plutôt dans les territoires de la couronne d'Espagne que l'insistance sur le caractère religieux du conflit est la plus marquée. Ainsi, une médaille frappée en Italie en 1703 montre à son avers « Philippus Dei Gratia Rex Catholicus », tandis qu'on voit au revers le portrait de l'archiduc Charles sous la devise « Carolus Hereticorum Gratia Rex Catholicus »<sup>362</sup>. Les pamphlétaires et prédicateurs espagnols favorables à la succession Bourbon ont fait de ce point l'un des éléments essentiels de leur discours<sup>363</sup>.

En France toutefois, les textes à connotation positive ne représentent qu'une infime minorité – ce qui ne saurait surprendre dans un contexte de sévères défaites. Les autres s'appliquent plutôt à dénigrer : soit ils proposent un panorama satirique des pires généraux de la monarchie (citant pêle-mêle les défaites de Tallard, Tessé, Villeroy<sup>364</sup>...), soit ils s'attachent particulièrement à un commandant en chef pour le moquer. Dans ce domaine, c'est sans conteste le maréchal de Villeroy qui détient un triste record de popularité. Sur la cinquantaine de chansons recensées, il est cité seize fois en tout – et ce chiffre ne tient pas compte des innombrables chansons consacrées à ses autres défaites, particulièrement au siège de Namur. Il est suivi de près par Tallard, avec quatorze occurrences, et enfin par le duc de Bourgogne (dix mentions dans les vaudevilles). Vient ensuite, au milieu du tableau, le duc de

---

<sup>361</sup> *Ibid.*

<sup>362</sup> « Philippe, Roi Catholique par la grâce de Dieu » contre « Charles, Roi Catholique par la grâce des hérétiques ». F. Bluche, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 777.

<sup>363</sup> En 1707, le religieux Ignacio Vicente Savallos, examinateur synodal des évêchés d'Almería et de Cordoue, indiquait que les « forces principales » des Protestants n'étaient pas dans leurs armées, mais « dans la bouche et dans la queue », c'est-à-dire dans leurs discours et dans leurs moyens financiers. Reprenant à l'encontre des Alliés les thématiques originellement avancées par les contempteurs de Louis XIV, il ajoutait : « Leurs conquêtes, ils ne les obtiennent pas à la force de l'épée mais par le pouvoir de la tromperie ; parce que leurs raisonnements hallucinent les peuples [...] et que leurs promesses, troublant la raison, aveuglent les ambitieux ». Cité par D. Gonzalez Cruz, *Une guerre de religion...*, *op. cit.*, p. 145.

<sup>364</sup> Voir par exemple BnF ms. fr. 15129, p. 333-355, « Biribi » ; ou encore BnF ms. fr. 12693, fol. 477, « Chanson sur l'air des Folies d'Espagne ».

La Feuillade (six occurrences) ; on dénombre en revanche très peu de mentions de l'Électeur de Bavière ou du duc de Vendôme (une seule mention chacun ; ce calcul ne tient pas compte des occurrences où le duc de Vendôme est évoqué de façon positive). On est surtout surpris de l'absence du maréchal de Marcin, qui est le seul pourtant à avoir été battu à deux reprises. Il est difficile d'expliquer cet état de fait : manifestement, Tallard est considéré par les vaudevilles comme le principal, voire l'unique responsable de la défaite de Blenheim ; c'est La Feuillade (et non Marcin ou le duc d'Orléans) qui a été déshonoré sous les murs de Turin. Il est vrai qu'on ne saurait guère critiquer la conduite du futur Régent, qui venait de recevoir une blessure héroïque ; et il n'aurait pas été d'usage de railler le maréchal de Marcin alors qu'il venait de mourir. Notons enfin le faible nombre de textes relatifs à l'attitude des corps d'élite de la monarchie, alors que ces derniers – particulièrement les Gardes du corps et la Gendarmerie – avaient été vivement attaqués dans les relations de combat diffusés aux lendemains des défaites. Nous n'avons pu identifier qu'une seule épigramme les concernant ; encore celle-ci parlait-elle de leur goût du luxe, et pas de leur attitude le jour d'un combat<sup>365</sup>.

Les vaudevilles consacrés aux généraux vont d'une ironie assez subtile à la scatologie la plus outrée. On peut citer, dans le premier genre, les textes qui se réjouissent d'une défaite parce qu'elle permet de se débarrasser définitivement d'un général dangereusement incompetent : c'est ainsi que Blenheim prive l'armée française de Tallard, et que Ramillies entraîne la disgrâce définitive de Villeroy<sup>366</sup>. Que reproche-t-on à ces généraux ? Leur manque de talent militaire, sans aucun doute, mais ce n'est pas vraiment un thème dominant dans les chansons. On dénonce aussi le confort dans lequel ils vivent<sup>367</sup>, ainsi que leur ambition : lorsque l'on évoque La Feuillade, c'est avant tout pour parler de son espoir déchu d'obtenir le bâton de maréchal grâce à la prise de Turin<sup>368</sup>. En fait, les vaudevilles insistent surtout sur la couardise des commandants et des cadres de l'armée. Même le maréchal de Tallard, pourtant accablé de malheurs après Blenheim, n'est pas épargné :

« Monsieur le comte de Tallard  
Sçait bien le party qu'il faut prendre.  
Il est vaillant comme un Cesar

---

<sup>365</sup> BnF ms. fr. 12752, p. 119, sans titre. Voir *supra*, section 9.2.2.2.2.

<sup>366</sup> On peut citer ces quelques vers : « De Ramilly benissons la deffaite ! / Heureux François, ne prenez point d'effroi : / Si vous perdez beaucoup dans la retraite, / Nos ennemis ont perdu Villeroy » (BnF ms. fr. 12672, p. 119, « Folies d'Espagne »).

<sup>367</sup> « La grandeur du grand Villeroy / N'est pas dans son courage, / Où seroit-elle, dites-moi ? / C'est dans son equipage » (BnF ms. fr. 12752, p. 210, sans titre).

<sup>368</sup> Voir par exemple BnF ms. fr. 12693, fol. 471, « Chanson sur l'air de : À la façon de Barbarie » ; ou BnF ms. fr. 12672, p. 308-310, « Verse, verse, verse ».

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Monsieur le comte de Talard,  
Mais s'il est battu par hazard,  
S'il faut perir ou se rendre  
Monsieur le comte de Talard  
Sçait bien le party qu'il faut prendre »<sup>369</sup>.

Évoquer le désastre de Ramillies permet de présenter un véritable festival de ridicules militaires : un vaudeville évoque les peurs paniques de Villeroy, Guiscard ou duc du d'Antin<sup>370</sup> ; un autre mentionne toujours Antin et Guiscard, en y rajoutant d'Artagnan, « Qui de grand cœur pour mieux reprendre haleine / Pendant le choc se sont mis à l'écart »<sup>371</sup>. Les lettres reçues par la princesse Palatine moquent quant à elles la poltronnerie du duc d'O à Audenarde, qui se serait « sauvé comme Polichinelle au théâtre des marionnettes »<sup>372</sup>. On constate à l'examen des vaudevilles, comme lorsque l'on analyse les sanctions infligées par le roi à ses généraux ou ses officiers après une défaite, que c'est la lâcheté qui est considérée comme le défaut le moins pardonnable.

De tels textes ne sont pas nécessairement un discours hostile au régime en place. Ils se présentent souvent sous la forme de conseils adressés au roi : éliminer les mauvais généraux doit permettre de promouvoir de meilleurs officiers<sup>373</sup>. Les troupes alliées n'auraient gagné que grâce à l'incompétence de quelques-uns : il suffirait de s'en séparer pour retrouver le chemin de la victoire. C'est ce qu'assure un vaudeville adressé au capitaine-général anglais :

« Marlborough ce n'est pas à toy  
Que tu dois ta double victoire  
C'est à Tallar, à Villeroy  
Qu'en appartient toute la gloire.  
Tu dois un compliment general  
À l'un et l'autre general »<sup>374</sup>.

Les auteurs ne se privent pas de donner à Louis XIV des conseils pour remplacer certains de ses chefs incapables :

---

<sup>369</sup> BnF ms. fr. 12693, fol. 246 [sans titre].

<sup>370</sup> BnF ms. fr. 15129, p. 214-222, « Air, ronde ».

<sup>371</sup> BnF ms. fr. 12672, p. 354-362, « Folies d'Espagne ».

<sup>372</sup> Lettre de la princesse Palatine à la raugrave Marie-Élisabeth, Versailles, le 28 octobre 1708, dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 393.

<sup>373</sup> « Changez-nous de general, / Sire l'on vous en conjure, / Autrement tout va mal, / Turelure, / Tout va à l'avanture, / Robin turelure lure » (BnF ms. fr. 12693, fol. 399, « Chanson sur l'air de Turelure »).

<sup>374</sup> BnF ms. fr. 12693, fol. 457, sans titre.

« Vous enverrez Vendome en Allemagne,  
Conti en Flandre, en Piedmont Catinat,  
Harcourt ira reconquerir l'Espagne  
Nul n'a mieux qu'eux deffendu votre Etat »<sup>375</sup>.

Cependant, il arrive parfois que ces textes prennent un tour plus politique. C'est le cas lorsque les rimailleurs s'attaquent au duc de Bourgogne, qui n'est pas un simple général que l'on peut aisément remplacer, mais le petit-fils du roi et l'héritier présomptif de la couronne. La campagne de calomnie orchestrée par le duc de Vendôme s'exprime avec une rare violence. Certes, les relations de la bataille d'Audenarde directement produites par le parti de Vendôme s'attaquent surtout à l'entourage de Bourgogne, en épargnant quelque peu ce dernier<sup>376</sup>. Mais les vaudevilles, dont Vendôme n'est pas nécessairement le commanditaire, n'ont pas de telles pudeurs. Ils associent dans la même critique le petit-fils du roi, son propre frère, le duc de Berry, et même le chevalier de Saint-Georges, pourtant très populaire à Paris, que l'on qualifie de « prétendu roy des Anglois »<sup>377</sup>. Bien entendu, les officiers de leurs suites ne sont pas mieux traités.

Tout comme les poèmes anglais, les chansons françaises dépeignent le duc de Bourgogne sous les traits d'un personnage craintif, regardant ses troupes combattre du haut de son clocher<sup>378</sup>. Lorsque les troupes faiblissent, il est pressé de se retirer sur Gand, malgré les objurgations du duc de Vendôme. Un texte se hasarde même à chiffrer les pertes dont le petit-fils du roi serait responsable : « Six mille tant morts que blessez / Trois autres mille desertez / Font l'eloge de la besogne / De monsieur le duc de Bourgogne »<sup>379</sup>. Ceci est plutôt paradoxal

---

<sup>375</sup> BnF ms. fr. 12672, p. 354-362, « Folies d'Espagne ».

<sup>376</sup> Voir *supra*, section 9.2.2.3.3. Bien entendu, même si les chansons s'intéressent plutôt au duc de Bourgogne lui-même, elles n'oublient pas dans leur réprobation les généraux qui lui conseillèrent le désengagement : « Aussitot d'O s'est recrié, / Monseigneur on est enragé, / Voilà un vilain bransle. / À la Cour il faut retourner, / Gardons-nous d'un tel bransle. / On vit grand nombre d'officiers / Suivre ce même bransle, / Qui pour à Versailles briller, / Tous à la fuite ont opiné, / Car c'est là le vray bransle, / Qui les fera récompenser, / C'est pourquoi l'Estat bransle » (BnF ms. fr. 12626, p. 251, « Chanson sur l'air du bransle »).

<sup>377</sup> « Le prétendu roy des Anglois / Battu, chassé des Ecossois / Porta guignon à la besogne / De monsieur le duc de Bourgogne » (BnF ms. fr. 15129, p. 312-315, « Du bois de Boulogne »).

<sup>378</sup> Étonnamment, les chansons préfèrent parler d'un moulin plutôt que d'un clocher, peut-être pour donner au duc une posture plus ridicule encore : « Du haut d'un moulin, / Il regarde, / Garde, / Avec halebarde, / Percer l'ennemi » (BnF ms. fr. 12626, p. 277-278, « Chanson sur l'air : Par la Morguienne »). Voir aussi BnF ms. fr. 12626, p. 173, Chanson sur l'air : Pierrot revenant du moulin » ; BnF ms. fr. 12626, p. 251, « Chanson sur l'air du bransle ».

<sup>379</sup> La chanson continue ensuite d'énumérer : « Près de cinq mille prisonniers / Et plus de neuf cent officiers / Immortalise (*sic*) la besogne / De monsieur le duc de Bourgogne » (BnF ms. fr. 15129, p. 312-315, « Du bois de Boulogne »).

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

si l'on songe que le duc de Vendôme a tout fait pour diminuer l'ampleur des pertes françaises à Audenarde... Enfin, on reproche au duc sa piété, qui ne siérait pas à un homme de guerre :

« Quel plaisir pour le Roy d'Espagne  
De sçavoir son frere en campagne,  
Accompagné d'un directeur.  
Malboroug, ta perte est certaine,  
Par le conseil du confesseur,  
Et la valeur du capitaine »<sup>380</sup>.

Il est vrai que de ce point de vue, il n'est guère de remontrances à faire à Vendôme. En fait, on en vient à accuser Bourgogne d'avoir délibérément nui à la capacité offensive de l'armée française, pour ne pas compromettre le salut de son âme en enfreignant un commandement sacré de la Bible. Fidèle à la maxime de l'Évangile, le duc de Bourgogne aurait préféré « faire du bien à ses ennemis »<sup>381</sup>. On lui avait aussi fait dire, à l'occasion du siège de Lille : « J'aime bien mieux perdre une ville / Que de voir dans une action / Mes gens morts sans confession »<sup>382</sup>. La critique dédouane Vendôme ; c'est le duc de Bourgogne qui aurait refusé de saisir une victoire offerte :

« Si le jeune Louis peut voir  
Renverser tout sans s'émouvoir  
Et que jamais rien ne l'attriste,  
C'est que sainement élevé,  
Il pense en parfait quiétiste  
Qui veut à peine être sauvé »<sup>383</sup>.

Malgré leur caractère manifestement outrancier, ces critiques atteignent leur but. L'image de futur « roi de guerre » du duc de Bourgogne est durablement écornée. Il y a certes des vaudevilles favorables au petit-fils du roi, qui dénoncent les vices de Vendôme<sup>384</sup> ; mais le fait que nous n'ayons pu en trouver qu'un seul favorable à Bourgogne, contre une dizaine hostiles, exprime suffisamment le rapport de force dans les cafés de Paris.

---

<sup>380</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 160, « Chanson sur l'air : Il a batu son petit frere ».

<sup>381</sup> BnF ms. fr. 12626, p. 277-278, « Chanson sur l'air : Par la Morguienne ».

<sup>382</sup> BnF ms. fr. 15129, p. 322-325, « Confiteor ».

<sup>383</sup> BnF ms. fr. 12672, p. 381, « Rochellois ».

<sup>384</sup> « Jadis un peuple malheureux / Sous un nombre de crimes / D'un feu cruel et vigoureux / Fut la triste victime. / Ah que je plains votre malheur / Habitans de Sodome / Car vous etes tous gens d'honneur / J'en jure par Vendosme » (BnF ms. fr. 15129, p. 85-88, « Joconde »).

Les vaudevilles touchent également à la politique lorsqu'ils dénoncent les conditions dans lesquelles les généraux incapables ont fait leur carrière. Alors qu'au temps des victoires du Grand Siècle, les bâtons de maréchaux s'obtenaient « au mérite »<sup>385</sup>, les places seraient désormais occupées par des courtisans. Villeroy en est le modèle : sa première question, après avoir été battu à Ramillies, est : « Joue-tu gros jeu à Versailles ? / Fait-il beau à Trianon ? »<sup>386</sup>. Le comble est atteint lorsque des récompenses sont données à des commandants vaincus : le fait d'avoir attribué le gouvernement de Franche-Comté à Tallard après la défaite de Blenheim est perçu comme un véritable scandale<sup>387</sup>. C'est l'occasion pour les auteurs d'exercer leur ironie, promettant à La Mothe le bâton de maréchal et le duché-pairie pour la reddition d'Ostende<sup>388</sup>, l'épée de connétable à Villeroy pour avoir été battu à Ramillies<sup>389</sup>. On explique à Médavy, furieux de ne pas avoir été suffisamment récompensé après sa belle victoire de Castiglione, qu'il aurait mieux fait d'être vaincu pour être promu<sup>390</sup>.

Deux coupables sont désignés pour expliquer cet état de fait : il y a tout d'abord le secrétaire d'État de la guerre, Chamillart, dont la compétence serait limitée à la maîtrise du billard. Ses vains efforts pour assurer l'avenir de son gendre La Feuillade sont allègrement moqués<sup>391</sup>. Et bien entendu, le personnage de l'épouse morganatique du roi apparaît à de nombreuses reprises, puisque les vaudevilles sont convaincus que toute nomination « se fait à la Maintenon »<sup>392</sup>. On est là moins dans la remise en cause du régime que dans la déploration

<sup>385</sup> BnF ms. fr. 12747, fol. 105v-107v, sans titre

<sup>386</sup> BnF ms. fr. 15129, p. 214-222, « Air, ronde ».

<sup>387</sup> « Si mal faire est un coup bien sûr / Pour avoir bonne récompense / Si pour avoir perdu Namur / On fait Boufflers maréchal de France / Tallard se trouve bien mal traité / N'ayant que la Franche Comté » (BnF ms. fr. 15129, p. 61-69, Confiteor »).

<sup>388</sup> « La Mothe a si bien deffendu / À ce qu'on dit, Ostende / Que sans luy, Louis eust perdu / La ville la plus grande. / Cela mérite le baston, / La faridondaine, la faridondon, / Il sera duc et pair aussy Biribi, / À la façon de Barbarie, mon amy » (BnF ms. fr. 12693, fol. 470, « Chanson sur l'air de Biribi »).

<sup>389</sup> « C'est à présent que Villeroy / Ce général si redoutable / Pour avoir bien servi le roy / Aura l'épée de connétable, / Puisqu'en pareil événement / Tallard eut un gouvernement » (BnF ms. fr. 12747, fol. 105v-107v, sans titre).

<sup>390</sup> « Médavy se plaint d'avoir eu le cordon / Pour le baston. / Que ne fait-il donc comme les autres font, / Perdre des batailles, / Faire rien qui vaille, / Tout du pis qu'il pourra, / Sans doute on luy donnera » (BnF ms. fr. 12693, fol. 475, « Chanson sur l'air des matelots »).

<sup>391</sup> « Un chacun pouvoit bien s'attendre / Que le ministre Chamillart croioit gagner comme au billard / Un baton pour monsieur son gendre » (BnF ms. fr. 12672, p. 308-310, « Verse, verse, verse »). Voir aussi BnF ms. fr. 12747, fol. 105v-107v, sans titre ; et BnF ms. fr. 12693, fol. 471, « Chanson sur l'air de : À la façon de Barbarie ».

Dans un registre plus agressif, on peut également citer ce texte sur les rapports houleux entre Villeroy et Chamillart après Ramillies, le premier attribuant sa disgrâce au second : « Villeroy dans vostre malheur, / Vous pourriez vous combler d'honneur, / Satisfaites vostre vengeance : / Defaites-nous des Chamillars / Et vous servirez plus la France / et que Vendosme et que Villars » (BnF ms. fr. 12693, fol. 401, chanson sur l'air : Enfants de Bachey et d'amour ».

<sup>392</sup> BnF ms. fr. 12747, fol. 105v-107v, sans titre.

d'un âge d'or perdu, où l'attribution des postes aurait correspondu aux talents réels... Le refrain, si l'on peut dire, est peu original et suffisamment connu.

La plume peut cependant devenir plus acerbe. Tout comme les publications anglaises et hollandaises, les satires françaises savent détourner les symboles qui représentaient auparavant la toute-puissance louis-quatorzienne. Le « roi de guerre » des tableaux de Van der Meulen est devenu un vieux soldat, quittant l'armée pour retourner dans son village épouser sa « catin »<sup>393</sup>. Comme dans les caricatures hollandaises, c'est Madame de Maintenon qui devient l'unique refuge de son chagrin<sup>394</sup>. La dévotion royale se trouve également sous le feu de la critique<sup>395</sup>. On parodie enfin l'image de Louis XIV, roi absolu et de droit divin, en s'adressant à lui dans un faux *Notre Père* :

« Du premier juillet 1709.  
Notre Père qui êtes à Marly  
Votre nom n'est plus glorieux  
Votre volonté n'est plus faite  
Sur la terre ni sur la mer  
Laissez-nous notre pain aujourd'hui  
Pardonnez à vos ennemis  
Comme vous pardonnez à vos généraux  
Ne nous induisez point à la rébellion  
Délivrez-nous de Chamillart et de la Maintenon  
Ainsi soit-il »<sup>396</sup>.

Une chanson consacrée à la bataille de Blenheim considère même, dans la lignée des poèmes britanniques, que la défaite des troupes françaises en Bavière est un châtement céleste contre « l'orgueilleux Roi », « sa fière insolence, et son arrogance »<sup>397</sup>. On conseille au roi de se retirer au profit de son fils, le Grand Dauphin, sur le modèle du « Grand Charles Quint » qui avait abdiqué pour se retirer dans un monastère. Ces idées sont néanmoins très marginales

---

<sup>393</sup> « Le roi se retire à Marly / Où d'amant il devient mari / Comme font les gens de son âge / Du vieux soldat c'est le destin / Que se retirant au village / Il épouse sa catin ». Cité par J. I. Engels, art. cit., paragraphe 55.

<sup>394</sup> « Louis, avec sa charmante, / Renfermés dans le Trianon, / Sur la misère présente / Se lamente sur ce ton : [...] Adieu Turin, ce beau siège, / Adieu tout ce beau canon ; / Toute une armée prise au piège / Qui court par vaux et par monts » (édité dans Gustave Brunet, *Le nouveau siècle de Louis XIV ou choix de chansons historiques et satiriques*, Paris, Garnier, 1857, p. 253-258).

<sup>395</sup> Le thème du « quiétisme » du duc de Bourgogne, qui l'aurait poussé à accepter les défaites, est repris à l'identique dans un autre texte de 1708 qui fait désormais du Roi-Soleil le sujet de la chanson « Si notre vieux Louis peut voir / Renverser tout sans se mouvoir / Et que jamais rien ne l'attriste, / C'est que sainement élevé, / Il pense en parfait quiétiste / Qu'il veut à peine être sauvé » (édité *ibid.*, p. 258-260).

<sup>396</sup> Cité par O. Chaline, *Le règne...*, op. cit., p. 675.

<sup>397</sup> BnF ms. fr. 12752, p. 208-209, « Sur la bataille d'Hoschetet ».



dans le corpus des vaudevilles que nous avons recensés ; tant il est vrai que ce genre par essence léger, humoristique et réactif à l'actualité ne se prête guère à l'invocation de sanctions divines.

La production satirique française comporte donc des points de ressemblance avec celle des Alliés : l'utilisation de l'ironie, le jeu sur l'inversion des symboles, la dévalorisation de l'image guerrière de Louis XIV... Mais en définitive, ce sont plutôt les divergences qui semblent l'emporter. Il y a d'abord divergence dans les cibles. À l'étranger, c'est Louis XIV la principale victime des critiques. L'image de ses généraux est plus mitigée : ils sont ridiculisés dans certaines pièces, mais on leur reconnaît dans d'autres du talent militaire, de la bravoure et de l'expérience – les poèmes anglais s'autorisant même de la compassion à l'égard des malheurs du maréchal de Tallard. En France en revanche, ce sont les commandants en chef et les officiers généraux qui sont le plus souvent brocardés ; le roi et Madame de Maintenon n'arrivant qu'en seconde place. Rabaisser les généraux français, c'est pour les sujets de Louis XIV une façon de minimiser l'ampleur des succès alliés – et réciproquement. Divergence dans les critiques ensuite : alors que c'est sans conteste le thème de l'orgueil châtié qui domine chez les Coalisés (à côté de nombreux autres défauts), c'est la lâcheté des militaires qui est mise en exergue à l'intérieur des frontières du royaume. L'idée d'un châtiement divin, très fréquente hors des frontières, est assez rare en France ; tandis que nous n'avons vu aucune œuvre étrangère se moquer de la piété du duc de Bourgogne, et encore moins de celle de Louis XIV, considéré plutôt comme un individu sans foi.

### *10.2.3.3. Les défaites vues depuis la France : la réponse de la littérature « officielle »*

Nous avons jusqu'ici essentiellement abordé la façon dont les satiristes et les caricaturistes avaient réussi à détourner les thèmes et les symboles de la louange louis-quatorzienne, que le Roi-Soleil et son entourage avaient su mettre en place tout au long du règne. Nous avons en quelque sorte uniquement observé son image en négatif : mais qu'en est-il de la figure positive que le roi cherchait à donner de lui ? Comment les organismes destinés à la glorification du souverain victorieux ont-ils réagi à ces défaites complètement inattendues ?

Leur première réaction est en fait le silence. Il ne sied pas au genre de la médaille ou du discours académique de contester l'ampleur d'une victoire ennemie ou de relativiser le talent d'un général adverse – c'est là le rôle des gazettes. On constate sans surprise qu'alors que la

guerre de la Ligue d'Augsbourg a représenté une période d'intense activité, la production métallique royale chute brusquement à partir de 1701. Les douze ans de la guerre de Succession d'Espagne ne donnent lieu qu'à vingt-quatre médailles, soit neuf batailles gagnées, onze sièges, mais deux dégagements (Landrecies et Toulon) et deux « campagnes » (1712 et 1713)<sup>398</sup>. Même Malplaquet – qui restaure pourtant l'honneur des armes du roi – n'a pas fait l'objet de médailles. En fait, les défaites se laissent deviner en creux : une pièce gravée à l'occasion de la bataille de Villaviciosa porte comme devise « Victoria redux », « Le retour de la victoire »<sup>399</sup>. Si elle est revenue, c'est bien qu'elle était partie... Notons toutefois que les médailles de l'époque délaissent l'exaltation de la gloire guerrière au profit de références à la tradition militaire de la France<sup>400</sup>.

Parallèlement, les panégyristes cherchent à exploiter toutes les nouvelles positives, si rares soient-elles. En 1704, les louanges adressées au Roi-Soleil pour la naissance du duc de Bretagne évoquent le « plus heureux et plus puissant monarque de la terre »<sup>401</sup>. La nouvelle de Blenheim était pourtant connue. Les défaites n'auraient qu'un caractère passager, comme le laisse espérer l'académicien Poncet de la Rivière, évêque d'Angers, qui considère en 1706 que « la victoire craignant [...] de laisser proscrire son inconstance, s'échappe pour quelque temps et parcourt d'autres climats »<sup>402</sup>. Son homologue Mongin, évêque de Bazas, parle deux ans plus tard des « fatales journées où la valeur de la nation se vit trompée ou trahie par la victoire »<sup>403</sup>.

L'année 1707, marquée par les attermoissements des Alliés sur la Moselle, la victoire d'Almanza, ainsi que l'échec du prince Eugène devant Toulon, permet aux auteurs de retrouver les accents dont ils avaient été trop longtemps privés par les défaites :

« Quelle moisson de gloire pour Louis le Grand dans le seul cours de cette campagne ! [...] Malgré tous les efforts de l'Europe unie et conjurée, lorsqu'il a fallu attaquer, il semble que le dieu de la guerre nous ait prêté son épée ; quand il a fallu seulement se défendre, il semble que Pallas nous ait confié son égide »<sup>404</sup>.

Si l'on s'intéresse à des genres moins nobles, il est possible de déceler des évolutions plus significatives dans l'art de la célébration. Examinons les jetons commémoratifs produits

---

<sup>398</sup> P. Burke, *Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 116.

<sup>399</sup> G. van LOON, *Histoire métallique...*, *op. cit.*, t. V, p. 164.

<sup>400</sup> N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, *op. cit.*, p. 230.

<sup>401</sup> Cité *ibid.*, p. 227.

<sup>402</sup> Cité *ibid.*

<sup>403</sup> Cité *ibid.*

<sup>404</sup> Mongin, discours prononcé à l'Académie française, 1708, cité *ibid.*, p. 228.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

par les différentes administrations royales. Jusqu'en 1703, les devises et les dessins des jetons restent dans la lignée du discours traditionnel : on y voit des taureaux et des dragons<sup>405</sup>, on y fait référence à Pallas, ou à Jupiter tonnant<sup>406</sup>. Une pièce métallique produite par l'administration de l'Extraordinaire des guerres au début de l'année 1704 annonce fièrement, sous l'image d'une hydre combattue par Hercule : « Nec crescere profuit », « C'est en vain qu'elle s'est multipliée »<sup>407</sup>.

Lorsque le contexte devient moins favorable à la célébration, la production de jetons continue. Dès lors, le propos est contraint de changer. Il évolue vers une évocation de la fermeté face à l'adversité, et vers un hommage à la capacité des troupes et de leurs administrations à continuer la lutte malgré les épreuves. Ainsi, un jeton émis en 1705 par l'administration du trésor royal n'hésite pas à faire allusion à la déroute de Blenheim. On voit représenté un soleil qui domine les nuages, avec la devise : « Nec sistunt nubila cursum », « Les nuages n'arrêtent point son cours »<sup>408</sup>. Le commentaire de ce motif, que l'on peut trouver au registre des séances de l'Académie des inscriptions, est encore plus explicite :

« Les nuages qui nous cachent le soleil n'empêchent pas qu'il ne continue son cours et qu'il ne répande ses influences sur la terre, quoique moins sensiblement à nos yeux. Ainsi, malgré la difficulté des affaires présentes, le Trésor royal ne laisse pas d'aller toujours son train, et de fournir aux besoins de l'État, lors même que les particuliers qui n'en connaissent pas les ressources s'imaginent qu'il va manquer parce qu'ils n'en voient point sortir à point nommé tout les secours qu'on souhaiteroit »<sup>409</sup>.

Les pièces des années suivantes adoptent un vocabulaire graphique plus sombre encore. Un jeton de l'Extraordinaire des guerres fait allusion aux revers subis pendant la campagne de 1706. L'armée française y présentée sous la forme d'un sanglier blessé d'une flèche, couché entre deux arbres, accompagné d'un « Territat et laesus » : « Blessé, il effraie encore »<sup>410</sup>. Enfin, c'est à la Maison du roi qu'est consacrée une pièce émise par l'Ordinaire des guerres en 1709. Les troupes qui ont courageusement subi le feu de l'infanterie alliée à Audenarde, sans avoir la possibilité d'avancer et sans avoir consenti à reculer, sont comparées à un chêne

---

<sup>405</sup> BnF Médailles, Jetons de l'Artillerie, ART-03-42 et ART-03-34.

<sup>406</sup> BnF Médailles, Jetons de l'Ordinaire des guerres, OG-4-22 ; Jetons de l'Extraordinaire des guerres, EG-4-14

<sup>407</sup> BnF Médailles, Jetons de l'Extraordinaire des guerres, EG-4-18.

<sup>408</sup> BnF Médailles, Jetons du Trésor royal, TR-3-20.

<sup>409</sup> Registre des séances de l'Académie des inscriptions, 9 décembre 1704, cité dans le catalogue des jetons du Trésor royal.

<sup>410</sup> BnF Médailles, Jetons de l'Extraordinaire des guerres, EG-4-26.

dont le vent arrache les branches<sup>411</sup>. Si la devise (« Suo stat robore » : « Il se soutient par sa force ») est un peu plus positive que la précédente, il n'en reste pas moins que ces jetons donnent l'image d'une armée qui, à défaut d'être grande par ses victoires, tâche de l'être par sa résistance aux épreuves. Une telle franchise est presque surprenante, tant l'on a été habitué à des discours de panégyristes qui ne se souciaient guère de se conformer à la réalité.

Ce nouveau discours, que l'on décèle dans les devises des jetons de l'administration, va progressivement être employé par les autres textes relatifs au Roi-Soleil. Ce transfert est encouragé par la série de décès qui touchent la famille royale dans les années 1711-1712 : la présence obsédante de la mort, qui n'épargne personne – surtout pas un vieillard comme Louis XIV –, incite les orateurs à prôner l'art de la résignation. La littérature encomiastique cherche alors à faire passer l'héroïsme royal d'une posture extérieure (la victoire sur ses ennemis) à une attitude intérieure (la constance face à l'adversité). Comme l'affirme Mongin :

« Les vrais héros sont des héros dans tous les temps. Comme leur grandeur réside dans leur âme et non dans les bras de leurs soldats, il n'est pas nécessaire qu'ils soient toujours heureux pour être grands. [...] Le héros a soutenu le conquérant ; son cœur toujours ferme, toujours invincible, vous a toujours laissé le droit de publier ses propres victoires, et sa vertu plus forte que ses armées a mis vos éloges et sa gloire au-dessus de l'inconstance et de l'instabilité des choses humaines »<sup>412</sup>.

Ainsi, Louis XIV vaincu prend une stature plus grande encore : héros antique dans ses victoires, il devient dans ses défaites le héros chrétien. Les victoires finales de Villaviciosa et Denain peuvent ensuite apparaître comme une approbation divine de la fermeté de son âme<sup>413</sup>.

Bien entendu, le retour des succès militaires, puis la signature des traités de paix, permettent aux panégyristes d'employer à nouveau quelque outrance dans l'éloquence. En 1714, on évoque ainsi un « invincible monarque que [...] ses trois lys [...] auraient en effet rendu maître du monde entier si lui-même n'avait mis des bornes à ses conquêtes par sa modération et par sa justice naturelle »<sup>414</sup>. Mais d'autres discours conservent le ton employé durant la période des malheurs de la fin du règne ; ton qui caractérise également les éloges

---

<sup>411</sup> BnF Médailles, Jetons de l'Ordinaire des guerres, OG-4-40. Voici l'explication qu'en donnent les registres de l'Académie : « Quoique la Maison du roi se soit trouvée engagée dans beaucoup d'occasions difficiles et où la supériorité des ennemis devait la faire succomber, elle s'est néanmoins toujours soutenue par la valeur qui lui est naturelle » (Registre des séances de l'Académie des inscriptions, 4 décembre 1708, cité dans le catalogue des jetons de l'Ordinaire des guerres).

<sup>412</sup> Cité par N. Ferrier-Caverivière, *L'image de Louis XIV...*, op. cit., p. 233.

<sup>413</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>414</sup> *Ibid.*, p. 230

funèbres du roi en 1715. C'est peut-être en définitive cette image du roi ferme et résigné qui marque le plus les esprits. Houdart de la Motte y voit une forme de majesté plus belle encore que la magnificence des victoires, un « courage aussi chrétien qu'héroïque, ne servant qu'à lui procurer de nouveaux triomphes, et qu'à mettre le comble à sa gloire »<sup>415</sup>. Même des auteurs peu favorables à Louis XIV saluent son attitude. Leibniz écrit ainsi à la princesse Palatine :

« Il est permis d'avancer que le grand Roi a été plus grand dans la mauvaise que dans la bonne fortune ; c'est dans la mort qu'il a été le plus grand, d'après le peinture que m'en fait Votre Altesse Royale »<sup>416</sup>.

Saint-Simon pour sa part considère que la constance et la grandeur d'âme que le roi « montra constamment dans ses revers » pourraient « lui mériter le nom de grand qui lui avait été si prématuré »<sup>417</sup>. Laissons Montesquieu mettre un terme quelque peu ironique à cette succession d'hommages : « Le monarque qui a si longtemps régné n'est plus. Il a bien fait parler des gens pendant sa vie ; tout le monde s'est tu à sa mort. Ferme et courageux dans ce dernier moment, il a paru ne céder qu'au destin. [...] Chacun a pensé à ses affaires et à prendre ses avantages dans ce changement »<sup>418</sup>.

Les structures en charge de la gloire du roi, mises en place par Louis XIV au cours de son règne, sont ainsi contraintes à partir de 1704 de s'adapter à une situation totalement inattendue – pour ne pas dire impensable : la défaite. Non pas une défaite ponctuelle, mais une profonde catastrophe militaire qui s'étend sur plusieurs années. Dans un premier temps, la littérature encomiastique préfère se taire, occulter l'événement, et attendre des jours meilleurs en espérant que ce ne sont que quelques revers de fortune. Mais progressivement, une autre forme de célébration se dégage : on commence à promouvoir la valeur de ceux qui font face à l'adversité en employant leurs dernières forces à combattre l'adversaire – qu'il s'agisse des soldats ordinaires, des troupes de la Maison du roi ou encore du Trésor royal. Cette évolution est du reste tout à fait en phase avec la sensibilité classique, qui fait du contrôle de la

---

<sup>415</sup> Cité par Nicole Ferrier-Caverivière, *Le Grand roi à l'aube des Lumières, 1715-1751*, Paris, PUF, 1985, p. 27.

<sup>416</sup> Lettre de Leibniz à la princesse Palatine, s.l., s.d. [automne 1715], dans la princesse Palatine, *Lettres...*, *op. cit.*, p. 656-657.

<sup>417</sup> Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVIII, p. 302-303.

<sup>418</sup> Lettre XCII, Usbek à Rhedi, à Venise, de Paris, le 14 de la lune de Rhegeb, 1715, dans Montesquieu, *Les lettres persanes...*, *op. cit.*, p. 190-191. Le témoignage de Duclos confirme que l'image du roi-soleil inébranlable marque encore le XVIII<sup>e</sup> siècle : « [Le roi,] que la prospérité avoit enivré, ne manqua ni de constance ni de courage dans ses disgrâces » (Duclos, *op. cit.*, p. 57).

souffrance et de la maîtrise des passions un idéal moral. Avancer sans prendre en compte les douleurs de ses membres, c'est également ce que l'on demande à un bataillon qui marche sous le feu de l'ennemi.

Ce nouveau discours finit enfin par s'appliquer au souverain lui-même, chargé non seulement de supporter les désastres militaires, mais aussi les drames familiaux. La constance avec laquelle il endure tous ces événements lui vaut même l'estime de certains de ses détracteurs. Elle lui procure également un regain de popularité au sein de la population parisienne, pourtant si encline auparavant à le railler en chansons<sup>419</sup>. En dépouillant Louis XIV de toutes ses marques de gloire guerrière, les défaites de la guerre de Succession d'Espagne lui permettent au moins de démontrer son courage individuel et sa fermeté d'âme – ajoutant pour la postérité une facette supplémentaire au modèle de souverain qu'il va désormais représenter.

### **10.3. La guerre de Succession d'Espagne dans la pensée stratégique**

Artistes, pamphlétaires, libellistes ou satiristes ne furent pas les seuls à rechercher dans le chaos des batailles de la guerre de Succession d'Espagne un sens profond. Ils furent rejoints en cela par un autre type de penseurs : les théoriciens militaires. Ceux-ci ne souhaitaient pas trouver, dans le récit des opérations de l'époque, la preuve des vertus d'un individu ou de la justesse d'une cause, mais des exemples, des modèles à des fins pratiques. En analysant les décisions des grands capitaines et en s'interrogeant sur les erreurs des armées vaincues, ils s'efforçaient de dégager des principes stratégiques ou de nouvelles méthodes d'affrontement. Cette dernière forme de recherche d'intelligibilité, celle des traités consacrés à l'art de la guerre, fut tout aussi propice aux débats et aux polémiques. Notre objectif n'est pas ici d'analyser dans le détail la pensée des théoriciens militaires de l'époque, mais plutôt le regard qu'ils portaient sur la guerre de Succession d'Espagne : quelles opérations, quelles batailles furent de préférence érigées en modèles ? Quels généraux furent jugés dignes de l'intérêt de la postérité ? Enfin, quelles leçons furent tirées du souvenir ou de l'étude des défaites françaises ?

---

<sup>419</sup> G. Dethan, *op. cit.*, p. 125.

### 10.3.1. Les leçons tirées par les vétérans de la guerre de Succession d'Espagne

Notons tout d'abord que les décennies 1720-1740, qui suivirent immédiatement la fin du conflit, furent si fécondes pour la littérature militaire qu'on a pu les qualifier d'« âge d'or de l'écriture sur la guerre »<sup>420</sup>. Le règne de Louis XIV avait été marqué par une faible production des penseurs dans ce domaine<sup>421</sup>. Ils s'étaient montrés pratiquement muets après la parution des ouvrages de Gaya en 1678<sup>422</sup> et de Manesson-Mallet en 1684<sup>423</sup>. Cette littérature connut une surprenante renaissance, particulièrement en France, à partir de 1719, avec la publication des *Mémoires sur le service journalier de l'infanterie*, de Bombelles<sup>424</sup>. Le P. Daniel, deux ans plus tard, continuait la réflexion dans une perspective plus historique<sup>425</sup>. Dans un intervalle de dix ans suivaient les *Nouvelles découvertes sur la guerre dans une dissertation sur Polybe...*, de Folard<sup>426</sup>, l'*École de Mars* de Guignard<sup>427</sup> et l'*Histoire militaire du règne de Louis-le-Grand* du marquis de Quincy<sup>428</sup>. Le chevalier de Folard développait plus amplement ses théories dans son *Histoire de Polybe* parue en six volumes, de 1727 à 1730<sup>429</sup>. Enfin, Bernard Forest de Béliador abordait la guerre de siège avec son *bombardier français*, en 1731<sup>430</sup>.

De 1731 à 1748 paraissaient successivement la traduction des *Réflexions militaires* du marquis de Santa-Cruz<sup>431</sup>, les *Mémoires* de Feuquières<sup>432</sup>, les *Cours de la science militaire...* de Bardet de Villeneuve<sup>433</sup>, l'*Architecture militaire ou l'Art de fortifier* de

---

<sup>420</sup> Jean-Pierre Bois, « Le marquis de Feuquières, stratège au temps de Louis XIV », dans *Combattre, Gouverner, Écrire...*, op. cit., p. 147.

<sup>421</sup> Émile. G. Léonard, *L'Armée et ses problèmes...*, op. cit., p. 103.

<sup>422</sup> Sébastien Craimosy, sieur de Gaya, *Traité des armes, des machines de guerre, des feux d'artifice, des enseignes et instrumens militaires anciens et modernes... enrichi de figures par le sieur de Gaya*, Paris, 1678. IV-172 p.

<sup>423</sup> Allain Manesson Mallet, *Les Travaux de Mars...*, op. cit., 3 vol.

<sup>424</sup> Henri-François de Bombelles, *Mémoires sur le service journalier de l'infanterie...*, op. cit., 2 vol.

<sup>425</sup> Le P. Gabriel Daniel, *Histoire de la milice française...*, op. cit., 2 vol.

<sup>426</sup> Jean-Charles de Folard, *Nouvelles découvertes sur la guerre dans une dissertation sur Polybe...*, 2<sup>e</sup> éd., Bruxelles, F. Foppens, 1724, XXXII-272 p.

<sup>427</sup> Pierre-Claude de Guignard, op. cit., 2 vol.

<sup>428</sup> Charles Sevin, marquis de Quincy, *Histoire militaire de Louis le Grand...*, op. cit., 7 t. en 8 vol.

<sup>429</sup> Jean-Charles de Folard, *Histoire de Polybe... Avec un commentaire ou un corps de science militaire enrichi de notes critiques et historiques...*, Paris, P. Gandouin, 1727-1730, 6 vol.

<sup>430</sup> Bernard Forest de Béliador, *Le Bombardier français, ou nouvelle méthode de jeter les bombes avec précision*, Paris, Impr. royale, 1731, XLII-366 p.

<sup>431</sup> Santa-Cruz, *Réflexions militaires...*, op. cit., 2 vol.

<sup>432</sup> Antoine de Pas, marquis de Feuquières, *Mémoires sur la guerre...*, op. cit., XXIV-434 p.

<sup>433</sup> P.-P.-A. Bardet de Villeneuve, *Cours de la science militaire...*, La Haye, J. Van Duren, 1740, 4 vol.

Cormontaigne<sup>434</sup>, les *Nouveaux mémoires sur le service de l'infanterie* de Bombelles<sup>435</sup>. Enfin la publication posthume de *L'art de la guerre par principes et par règles* du maréchal de Puységur, en 1748, venait clore cette série<sup>436</sup>. LA grande majorité des auteurs cités ci-dessus avaient servi durant la guerre de Succession d'Espagne<sup>437</sup>. Ainsi, bien que *L'Art de la guerre...* de Puységur n'ait été publié qu'en 1748, il avait été achevé sous la Régence.

Comment expliquer l'abondance de cette production ? La première raison est celle d'un relatif apaisement des relations diplomatiques au début du XVIII<sup>e</sup>. Ces décennies furent seulement marquée par des conflits de faible ampleur contre l'Espagne, et par la guerre de Succession de Pologne. Les militaires eurent alors plus de temps à consacrer à leur plume. On pourrait appliquer à cette époque la remarque faite par Jomini à propos de l'après-1815 : « La chute de Napoléon, en rendant beaucoup d'officiers studieux aux loisirs de la paix, devint comme le signal de l'apparition d'une foule d'écrits militaires dans tous les genres »<sup>438</sup>. Ce fut du reste le retour de grands conflits européens, à partir de 1740, qui mit fin à cette période de fécondité<sup>439</sup>.

D'autre part, il semble l'ampleur même des désastres de la guerre de Succession d'Espagne ait incité les officiers à réfléchir sur leur profession. Ils voulaient éviter que de semblables débâcles pussent se reproduire, soit en formant mieux les officiers (c'était l'objectif de Guignard<sup>440</sup>), soit en réformant complètement la manière de faire la guerre. Nous avons longuement analysé, au cours des chapitres précédents, les différents freins au dynamisme militaire qui étaient nés durant la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Or la recherche de « solutions au blocage », selon les termes de Jean-Pierre Bois, constituait « le fond de la pensée militaire de l'époque moderne »<sup>441</sup>. Les succès de Louis XIV dans les conflits précédents avaient masqué le problème du ralentissement de la vigueur des opérations, né de la massification de la taille des armées et de l'adoption de l'ordre linéaire. Les batailles de la

---

<sup>434</sup> Louis de Cormontaigne, *Architecture militaire, ou l'Art de fortifier...*, La Haye, Jean Neaulme, Adrien Moetjens, 1741, 3 t. en 1 vol.

<sup>435</sup> Henri-François de Bombelles, *Nouveaux mémoires sur le service journalier de l'infanterie...*, Paris, Veuve Delatour, 1746, 2 vol.

<sup>436</sup> Jacques de Chastenot de Puységur, *L'art de la guerre...*, *op. cit.*, 2 part. en 1 vol. (196, 244 p.)

<sup>437</sup> Notons toutefois qu'en raison de mauvaises relations avec certains hauts gradés de l'armée française, comme le maréchal de Villeroy, Feuquières, alors lieutenant général, fut laissé sans emploi durant la guerre de Succession d'Espagne. J.-P. Bois, « Le marquis de Feuquières... », art., cit., p. 151.

<sup>438</sup> Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, p. 19.

<sup>439</sup> J.-P. Bois, « Le marquis de Feuquières... », art., cit., p. 153.

<sup>440</sup> Guignard, *op. cit.*, t. I, « dédicace au roi », non paginé.

<sup>441</sup> Jean-Pierre Bois, « Plaidoyer pour une histoire tactique de la guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *L'armée au XVIII<sup>e</sup> siècle...*, *op. cit.*, p. 22-23.



guerre de Succession d'Espagne, dont l'engagement de Malplaquet fut le symbole le plus sanglant, mirent crûment ce problème à nu.

Pourtant, même s'ils avaient pour objectif de résoudre les problèmes de l'art militaire contemporain, certains auteurs de cette période n'évoquaient pas les batailles de la guerre de Succession d'Espagne. On peut citer le cas de Puységur : celui-ci décrit très précisément l'armement, les évolutions ou les techniques de combat des troupes de son temps, mais il ne donne pratiquement jamais d'exemple contemporain. S'il veut donner des exemples historiques, il privilégie l'Antiquité. Le seul général moderne qui mérite d'être cité dans son *Art de la guerre* est le maréchal de Turenne. En revanche, lorsque Puységur veut montrer comment il faut conduire une campagne, il n'hésite pas à inventer une opération complètement fictive se déroulant dans les environs de Paris... Feuquières présente le modèle inverse : refusant d'étayer son propos à l'aide de modèles antiques, il utilise autant que possible les engagements s'étant déroulés entre 1701 et 1714 pour appuyer ses arguments<sup>442</sup>. Le récit de la bataille de Ramillies lui permet par exemple d'expliquer les dangers qu'il y a pour un général à se voir surpris durant sa marche, ou à ne pas prendre suffisamment soin de ses bagages. Feuquières évoque la libération de Turin à propos de l'attaque des lignes de circonvallation, ou le combat d'Audenarde pour illustrer ses démonstrations sur le passage des rivières<sup>443</sup>. C'est toutefois sur la bataille de Blenheim, qualifiée de « terme du bonheur du règne du roi », que Feuquières revient le plus longuement<sup>444</sup>. Dans une longue notice sur ce combat, il analyse patiemment les fautes commises par Tallard et Marcin, cherchant à démontrer par ce contre-exemple les « maximes qui doivent servir de règle sûre pour examiner si l'on a de bonnes raisons de donner une bataille et si [...] on se met par sa disposition particulière en état de pouvoir raisonnablement espérer de battre son ennemi »<sup>445</sup>.

Malgré leurs différences dans le traitement accordé aux conflits contemporains, Puységur et dans une moindre mesure Feuquières apparaissent encore comme des représentants de « l'écriture routinière » qui consiste à analyser la pratique de la guerre à l'époque, pour en corriger les fautes les plus flagrantes sans chercher à modifier en

---

<sup>442</sup> J.-P. Bois, « Le marquis de Feuquières... », art., cit., p. 154.

<sup>443</sup> Antoine de Pas, marquis de Feuquières, *Mémoires de M. le marquis de Feuquières..., nouvelle édition... augmentée de plusieurs additions...*, Amsterdam, F. L'Honoré et fils, Z. Chatelain, 1741, p. 295-297 et p. 266-267.

<sup>444</sup> *Ibid.*, p. 250-257.

<sup>445</sup> *Ibid.*, p. 254.

profondeur les méthodes de combat<sup>446</sup>. Le chevalier de Folard, au contraire, en effectue une critique systématique et rigoureuse. Il prône des solutions originales, comme le recours à la colonne et le retour de la pique, et appuie son art militaire sur des principes forts qu'il défend avec vigueur : il considère ainsi que c'est le choc d'infanterie qui permet d'obtenir des victoires tactiques fructueuses<sup>447</sup>.

Comme leurs noms l'indiquent, les deux ouvrages successifs de Folard, les *Nouvelles découvertes sur la guerre dans une dissertation sur Polybe...* puis les *Commentaires sur Polybe* s'appuient de préférence sur des modèles antiques. Toutefois, Folard ne s'interdit pas de prendre des exemples datant de la guerre de Succession d'Espagne. Il privilégie les campagnes et batailles auxquelles il a personnellement participé : la campagne de 1706 en Italie, le siège de Lille, la bataille de Malplaquet ; les batailles de Blenheim, Ramillies et Audenarde sont quant à elles peu évoquées. Les opérations menées de 1701 à 1714 sont la plupart du temps utilisées pour démontrer l'immobilité dans laquelle aurait sombré l'art de la guerre de l'époque. On sait que la bataille de Malplaquet, où il fut blessé, représente pour le chevalier un véritable contre-modèle : on y voit des lignes de fantassins se fusiller mutuellement sans succès décisif de part ni d'autre<sup>448</sup>. Les réformes prônées par Folard sont destinées à éviter que de tels engagements ne se reproduisent. La description de la guerre en Italie lui permet elle aussi de dénoncer le caractère indécis de la guerre à un niveau supérieur, celui de la campagne :

« Il s'étoit donné une infinité de combat et de batailles très rudes et très sanglantes, qui ne décidoient pourtant rien. La victoire passoit tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. La vainqueur se trouvoit souvent avec les marques effectives du vaincu ; celui-ci, tout prêt à recommencer, ne perdoit jamais l'espérance de se raquitter de ses pertes. [...] En un mot, tout calcul fait, on trouvoit que tout le monde y avoit perdu, et qu'aucun n'y avoit gagné, si l'on en excepte quelques drapeaux que le vaincu trouvoit de moins dans son armée. Les deux partis vécurerent six ans dans cette vie équivoque, lorsque l'action de Turin nous réduisit à céder la place »<sup>449</sup>.

Le chevalier explique cet état de fait par la structure particulière du territoire italien, très compartimenté, où le vaincu peut toujours s'abriter derrière un nouveau poste. Cependant, il n'y a pas que du négatif dans le regard que porte Folard sur les batailles de la guerre de

---

<sup>446</sup> J.-P. Bois, « Plaidoyer pour une histoire tactique... », art. cit. p. 24.

<sup>447</sup> Jean Chagniot, *Le chevalier de Folard : la stratégie de l'incertitude*, Monaco, éd. du Rocher, 1997, chapitre « La doctrine », p. 101-130.

<sup>448</sup> *Ibid.*, p. 102-103.

<sup>449</sup> Folard (Jean-Charles de), *Histoire de Polybe...*, *op. cit.*, t. III, p. 307

Succession d'Espagne. Cet auteur apprécie par exemple beaucoup les choix tactiques du prince Eugène, qui selon lui utilise intelligemment ses colonnes d'infanterie à Turin et à Malplaquet<sup>450</sup>. Notons en revanche que Folard n'a manifestement guère d'estime pour Marlborough<sup>451</sup>.

### 10.3.2. Un modèle qui persiste : le maréchal de Saxe et Frédéric II

Folard, Feuquières et Puységur étaient des hommes qui avaient longuement servi dans les armées du Roi-Soleil. La carrière du maréchal de Saxe, en revanche, ne débuta pas avant la campagne de Flandres de 1709. Ses *Rêveries*, écrites dans les années 1730, mais publiées à titre posthume, sont fortement influencées par l'œuvre de Folard. On ne s'étonne donc pas qu'il voie lui aussi dans les batailles coûteuses et peu efficaces qui caractérisent la fin de la guerre un « abus de la tirerie, qui fait plus de bruit que de mal »<sup>452</sup>. Dans son ouvrage, Maurice de Saxe évoque régulièrement des engagements du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais de façon assez sélective. Il s'intéresse beaucoup aux opérations menées par Eugène de Savoie, comme la campagne de 1706 en Italie ou celle de 1712 en Flandre ; en revanche il néglige complètement le rôle du duc de Marlborough : celui-ci n'est jamais mentionné dans les *Rêveries*, alors que le prince est cité une demi-douzaine de fois, et Villars à quatre reprises.

On retrouve des tendances similaires sous la plume de Frédéric II. Dans ses *Instructions militaires...* à destination de ses généraux, le roi de Prusse ne semble s'intéresser qu'au prince de Savoie. Ses hauts faits servent de modèle pour apprendre comment surprendre une ville (Frédéric évoque l'exemple de Crémone, en 1702), comment traverser les montagnes ou passer une rivière en présence de l'ennemi. Évoquant le franchissement du Pô, le roi de Prusse n'hésite pas à comparer le prince à César<sup>453</sup>. Enfin, même lorsqu'il évoque le désastre de Denain, cet auteur n'hésite pas à le qualifier de « grand Eugène »<sup>454</sup> ! On aurait peine à trouver autant d'enthousiasme pour un autre général de la guerre de Succession d'Espagne. Villars et Marlborough sont certes qualifiés de « grands capitaines »<sup>455</sup>, mais leurs

---

<sup>450</sup> *Ibid.*, p. XVI

<sup>451</sup> Il dit du prince Eugène qu'il est « plus profond dans l'infanterie » que Marlborough. *Ibid.*

<sup>452</sup> M. de Saxe, *Mes rêveries...*, *op. cit.*, t. I, p. 38. Ce passage a déjà été cité *supra*, section 7.2.1.2.

<sup>453</sup> Frédéric II, *Instructions militaires...*, *op. cit.*, p. 201.

<sup>454</sup> *Ibid.*, p. 171.

<sup>455</sup> *Ibid.*, p. 66 et 95.

campagnes ne sont pas érigées en modèles. Le roi de Prusse évoque enfin d'autres commandants français – comme Villeroy – mais à titre de contre-exemple<sup>456</sup>.

Frédéric II a enfin produit un petit opuscule, un *Dialogue des morts* entre Eugène, Marlborough et le prince de Liechtenstein. Les deux grands commandants, aux Champs Élysées, voient arriver le troisième homme, un général impérial récemment décédé, qui les informe de l'état du monde au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce texte cependant ne relève pas de la stratégie, mais de la satire : son objectif est plutôt de railler les philosophes et les encyclopédistes qui se permettent de tout dénigrer, même l'art militaire exercé par les chefs victorieux des époques précédentes<sup>457</sup>.

### 10.3.3. À l'orée du XIX<sup>e</sup> siècle : entre critique et réhabilitation

La pensée stratégique de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> voit un effacement progressif de l'intérêt vis-à-vis de la guerre de Succession d'Espagne. Nous n'avons pas effectué une analyse exhaustive de la production de cette époque également très riche en matière de littérature guerrière : nous nous sommes contentés des œuvres des auteurs les plus considérables. Nous nous sommes ainsi intéressés à l'œuvre de Paul-Gédéon Joly de Maizeroy, le créateur du concept de « stratégie »<sup>458</sup>. Celui-ci n'ignore pas les opérations menées entre 1701 et 1714, mais il ne leur accorde guère une place prépondérante. Il évoque ainsi la campagne de Villars en 1705 dans sa *Théorie de la guerre* (1777)<sup>459</sup>. Quelques années plus tard, dans son *Cours de tactique, théorique et historique*, il ne parle que de deux batailles : celles d'Almanza et de Blenheim – dont il attribue l'issue plutôt aux erreurs des Français qu'aux talents de Marlborough<sup>460</sup>.

Nous avons déjà vu que les auteurs majeurs du tournant du siècle utilisent plutôt les exemples de la guerre de Succession d'Espagne à titre de repoussoir. La stratégie employée par Louis XIV, qui repose sur des armées nombreuses nécessitant toute la lourdeur de la

---

<sup>456</sup> *Ibid.*, p. 158 et 221.

<sup>457</sup> Frédéric II, « Premier dialogue des morts entre le prince Eugène, Milord Marlborough et le duc de Liechtenstein », dans *Œuvres de Frédéric II, roi de Prusse*, Postdam, aux dépens des associés, 1805, t. VI, p. 133-148.

<sup>458</sup> H. Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie...*, *op. cit.*, p. 62.

<sup>459</sup> Paul-Gédéon Joly de Maizeroy, *Théorie de la guerre...*, *op. cit.*, p. 312. Déjà cité ??

<sup>460</sup> Paul-Gédéon Joly de Maizeroy, *Cours de tactique, théorique et historique...*, nouvelle édition, Paris, C.-A. Jombert, 1785, t. II, p. 84, 90-92, 98-100 et 313. Ces deux batailles servent à illustrer à la fois l'intérêt de la coordination de l'infanterie et de la cavalerie, ainsi que les risques que comporte par une attaque par le centre (Berwick arrive à vaincre les Alliés bien que son centre ait été percé ; Marlborough ne réussit son attaque par le centre qu'en raison de la mauvaise défense des Français).

logistique, est à l'opposé du modèle prôné par Guibert<sup>461</sup>. Cet écrivain n'évoque la bataille d'Höchstädt que pour pointer les risques que l'on prend en choisissant un village comme position défensive<sup>462</sup>. À l'inverse, Von Bülow, théoricien des « bases » et des « lignes d'opération », a plutôt tendance à penser que les belligérants de l'époque n'étaient pas suffisamment sensibles à la nécessité de se constituer des magasins et des voies de ravitaillement solides. Cet auteur remarque ainsi que la « nécessité de se baser » commençait à apparaître durant ce conflit, et que les chefs alliés y furent sensibles : « Le prince Eugène et Marlborough prirent des forteresses sur leurs flancs avant de pénétrer en avant. Ainsi, lorsqu'ils assiégèrent Landrecy, ils étaient en possession de Lille, de Saint-Omer, etc. »<sup>463</sup>. Mais Von Bülow s'empresse d'ajouter que leur art militaire était encore dans les limbes : « Leur base n'était pas suffisante, sans cela la bataille de Denain n'aurait pas détruit tous leurs projets »<sup>464</sup>.

C'est probablement Clausewitz qui porte les jugements les plus lapidaires sur l'art du combat entre 1701 et 1714. La seule évocation d'une opération de l'époque – du moins la seule que nous ayons repérée – concerne la manœuvre de Denain : Clausewitz souligne avec cet exemple les inconvénients de la défense de lignes de ravitaillement<sup>465</sup>. En fait, l'écrivain prussien n'hésite pas à affirmer que la connaissance de ce conflit n'apporte pas grand-chose à la réflexion stratégique. Il oppose l'utilité de l'étude des opérations de la guerre de la Succession d'Autriche, chronologiquement plus proche de son propre temps, au faible intérêt « de la guerre de Succession d'Espagne, où les armes à feu n'étaient pas encore développées et où la cavalerie constituait encore l'arme la plus importante » :

« Plus on recule, plus l'histoire militaire devient inutilisable, plus elle devient maigre et précaire. L'histoire la plus inutilisable et la plus précaire est forcément celle de l'Antiquité »<sup>466</sup>.

On trouve cependant sous la plume du Suisse Jomini, exact contemporain de Clausewitz, des théories tout à fait opposées. Son *Précis de l'art de la guerre* soutient que le récit des guerres passées est un réservoir essentiel de « leçons » et d'« exemples » qui

---

<sup>461</sup> Voir *supra*, sections 2.2 et chapitre III, « Guerre de siège » contre « Bataille décisive ? »

<sup>462</sup> J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 208.

<sup>463</sup> Dietrich von Bülow, *Esprit du système de la guerre moderne*, Version électronique, Institut d'histoire militaire comparée, Commission française d'histoire militaire, [en ligne], disponible à l'adresse : <[http://www.stratisc.org/Von\\_Bulow\\_tdm.html](http://www.stratisc.org/Von_Bulow_tdm.html)>.

<sup>464</sup> *Ibid.*

<sup>465</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 625

<sup>466</sup> *Ibid.*, p. 176.

permettent de découvrir et d'illustrer des « principes » et même des « solutions » aux problèmes stratégiques de l'époque<sup>467</sup>. Jomini considère que l'on peut tirer de l'histoire moderne et antique des règles stratégiques qui ne varient pas malgré les évolutions techniques. Il assure que si l'on s'abstrait des contingences liées au contexte politique ou technologique, les « campagnes de Turenne, de Marlborough, d'Eugène de Savoie » ne diffèrent pas de celles de Frédéric<sup>468</sup>. Jomini fait siennes les règles illustrées par les succès des grands généraux :

« Je n'ai point la prétention de croire que j'ai créé ces principes, puisqu'ils ont existé de tous temps ; que César, Scipion et le consul Néron les ont appliqués aussi bien que Marlborough et Eugène, pour ne pas dire mieux »<sup>469</sup>.

On comprend dès lors que le théoricien suisse n'hésite pas à évoquer de nombreux épisodes tirés de la guerre de Succession d'Espagne. Il parle ainsi des batailles de Blenheim, Ramillies et Audenarde<sup>470</sup>. C'est toutefois la campagne d'Italie de 1706 qui reçoit le plus souvent les honneurs de sa plume : elle est citée à une dizaine de reprises, que ce soit pour louer la force d'âme de Victor-Amédée, pour critiquer les camps retranchés, pour démontrer le danger d'un double commandement de l'armée, ou encore pour s'opposer aux théories de Von Bülow sur la sécurité des approvisionnements<sup>471</sup>. Elle est qualifiée à un endroit de « plan stratégique admirable », à un autre d'« une des plus grandes opérations stratégiques du siècle » ; enfin Jomini assure qu'elle qui « immortalisa le prince Eugène »<sup>472</sup>.

Dans le *Précis de l'art de la guerre*, Jomini ne tarit pas d'éloges à l'égard du prince Eugène, mais aussi du duc de Marlborough. Ces deux chefs sont mis sur le même plan que Frédéric II, Bonaparte ou Wellington<sup>473</sup>. En cela du reste, Jomini rejoint Clausewitz, qui qualifie les deux généraux coalisés de « véritables héros », leur décernant les mêmes lauriers qu'au roi de Prusse<sup>474</sup>. On observe en revanche une attitude beaucoup plus contrastée de la

---

<sup>467</sup> Jomini, *Précis...*, *op. cit.*, t. I, p. 16 et 289.

<sup>468</sup> *Ibid.*, t. I, p. 16.

<sup>469</sup> *Ibid.*, t. I, p. 289.

<sup>470</sup> *Ibid.*, respectivement t. II, p. 242 et 289 ; t. II, p. 262 et 289 ; t. I, p. 124.

<sup>471</sup> *Ibid.*, t. I, p. 56, 124, 274, 323, 349 et 405, t. II, p. 66, 70-72 et 289.

<sup>472</sup> *Ibid.*, respectivement t. II, p. 70 ; t. I, p. 323 ; t. I, p. 56.

<sup>473</sup> « Croira-t-on qu'Eugène et Marlborough n'aient triomphé que par inspiration, ou par la supériorité morale de leurs bataillons ; ne trouvera-t-on pas au contraire dans les victoires de Turin, de Hochstett, de Ramillies, des manœuvres qui ressemblent à celles de Talavera, de Waterloo, de Iéna ou d'Austerlitz, et qui furent les causes de la victoire ? » (*ibid.*, t. II, p. 289). Voir aussi *ibid.*, t. I, p. 16

<sup>474</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 288

part des penseurs français. S'ils rendent hommage au prince de Savoie, ils font preuve d'une plus grande circonspection à l'égard de son homologue britannique. Marlborough est rarement inclus dans la liste des grands capitaines du XVIII<sup>e</sup> siècle. On peut prendre les écrits de Guibert, qui ne cite au rang des généraux remarquables du siècle des Lumières que Condé, Luxembourg, Eugène, Catinat, Vendôme et Villars<sup>475</sup>. C'est également le cas de Napoléon qui, lorsqu'il évoque la nécessité de s'imprégner des campagnes des généraux de l'Ancien Régime, évoque seulement Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène et Frédéric de Prusse<sup>476</sup>. Comment expliquer cet état de fait ? On peut l'attribuer à une analyse objective des talents respectifs des deux chefs coalisés : pour les penseurs militaires de l'époque, Eugène aurait effectué des campagnes spectaculaires et risquées, à l'instar de ses opérations en Italie en 1706, tandis que Marlborough serait resté plus traditionnel et confiné aux méthodes militaires de l'époque. On peut aussi y voir des motifs plus subjectifs : le prince Eugène était né en France, tandis que le capitaine-général britannique était ressortissant d'un pays peu apprécié par les Français à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle...

\* \* \*

Qu'y a-t-il de commun entre un prédicateur anglican attaché à la cour de Windsor, un maître tapissier flamand, un poète britannique féru de vers latins, un abbé architecte né en Sicile, un graveur implanté à Augsbourg et l'auteur des *Voyages de Gulliver* ? Tous ont, à leur façon, proposé à leur public une façon de se représenter les défaites subies par la France et ses alliés de 1704 à 1708. De nombreux facteurs se sont conjugués pour expliquer l'impressionnant foisonnement d'œuvres de glorification, d'analyse ou de satire, auquel ont donné lieu les batailles de la guerre de Succession d'Espagne. Il y a bien entendu l'étendue

---

<sup>475</sup> « Les armées [de l'époque de Louis XIV], moins faciles à mouvoir et à nourrir, en devinrent plus difficiles à commander. [Mais] Condé, Luxembourg, Eugène, Catinat, Vendôme, Villars, par l'ascendant de leur génie, surent remuer ces masses » (J.-A.-H. de Guibert, *op. cit.*, p. 73).

<sup>476</sup> « Faites la guerre offensive comme Alexandre, Hannibal, César, Gustave-Adolphe, Turenne, le prince Eugène et Frédéric ; lisez, relisez l'histoire de leurs quatre-vingt-trois campagnes, modelez-vous sur eux ; c'est le seul moyen de devenir grand capitaine, et de surprendre les secrets de l'armée ; votre génie ainsi éclairé vous fera rejeter des maximes opposées à celles de ces grands hommes » (cité par H. Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie...*, *op. cit.*, p. 281). Notons toutefois que même si Bonaparte n'élève pas Marlborough au même rang que ces trois personnages, il semble qu'il l'ait tenu en assez haute estime. Le mémorial de Saint-Hélène, le journal tenu par le comte de Las Cases alors qu'il tenait compagnie à l'Empereur déchu, évoque plusieurs de ses réflexions au sujet du général anglais. Napoléon le qualifie de « grand général » ; mais ce qu'il trouve de véritablement remarquable en lui, c'est son esprit et sa capacité d'être à la fois « capitaine et diplomate ». L'évocation du militaire britannique est surtout l'occasion, pour Bonaparte, de critiquer Wellington, qui ne serait qu'un homme « sans esprit, sans générosité, sans foi », parfaitement indigne d'être comparé à son illustre prédécesseur (Emmanuel de Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, E. Bourdin, 1842, t. II, p. 691 et 821).

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

même des succès, qui appelait à une célébration à la hauteur de l'événement. Les vainqueurs étaient de surcroît des personnalités remarquables. La reine Anne, Léopold d'Autriche et ses fils, ou le duc de Savoie, disposaient en tant que souverains d'organes et de systèmes de célébration mis en place de longue date : songeons par exemple à la pratique des commandes publiques aux artistes ou à la tradition des *Te Deum*. L'ampleur des louanges adressées aux généraux victorieux est plus inhabituelle. Eugène et Marlborough étaient tous deux des personnalités politiques de haut rang, enrichies aussi bien par leurs campagnes militaires que par leurs charges civiles. Le prince de Savoie était en outre un amateur d'art de premier ordre, un fin connaisseur qui disposait en Italie d'un véritable réseau d'acheteurs destiné à enrichir ses collections de pièces occidentales et orientales, son jardin botanique ou encore sa ménagerie. Combattant dans les principaux centres de production artistique de l'époque – les Pays-Bas méridionaux, la Rhénanie, l'Italie –, Eugène et Marlborough avaient de multiples occasions de rencontrer et de commissionner dessinateurs, peintres, sculpteurs ou graveurs. On comprend dès lors que leurs triomphes aient été immortalisés par des artistes de renom. C'est peut-être dans le domaine de l'architecture que cet état de fait est le plus manifeste : Vanbrugh, Wren, Fischer von Erlach, Hildebrandt ou encore Juvarra comptèrent parmi les plus grands architectes de leur temps.

Les œuvres de célébration n'étaient pourtant pas seulement destinées à permettre au commanditaire ou à ses proches de se remémorer les gloires passées. Elles étaient avant tout vouées à assurer le positionnement politique et le rayonnement de celui auquel elles étaient consacrées. Le duc de Savoie eut d'autant plus à cœur de construire la basilique de Superga que l'allure imposante de ce bâtiment manifestait devant l'Europe entière la dignité de son nouveau titre royal. Les oraisons funèbres dédiées au défunt Empereur Léopold, prononcées dans toute l'Allemagne, servaient à témoigner de la fidélité des princes et des villes d'Empire à leur souverain. Au plan national, les textes vantant les mérites du duc de Marlborough soulignaient sa popularité et garantissaient son assise politique ; tandis que d'autres pièces, beaucoup plus critiques, cherchaient à lui donner l'image d'un être avide et sans scrupule, ruinant l'économie anglaise pour une guerre qui ne profitait qu'à la Hollande, à l'Autriche... et à lui-même. Enfin, on ne saurait comprendre ce foisonnement d'œuvres si on ne songe à l'existence d'un public avide d'actualités dans toutes les grandes villes d'Europe. Gravures, sermons, poèmes et chansons étaient l'occasion, pour les vainqueurs, de se réjouir, et pour les vaincus, d'exorciser leur angoisse et leur chagrin en s'acharnant sur les responsables supposés des défaites.



## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Les auteurs qui célébraient une victoire devaient faire accepter à leur public qu'il fallait se réjouir... alors que chaque bataille était accompagnée, dans les deux camps, d'un sinistre cortège de victimes. Ils s'ingéniaient donc à trouver diverses façons de légitimer le bilan humain des combats. Le premier argument employé par les panégyristes, en Angleterre comme en Autriche, était que l'engagement était mené dans le cadre d'une guerre juste. Selon eux, c'est Louis XIV qui aurait été le principal fauteur de troubles, par son attitude agressive vis-à-vis des protestants ou encore des princes allemands. Poussé par ses rêves de monarchie universelle, il aurait menacé de subvertir l'Empire en corrompant quelques uns de ses princes et en soutenant les Turcs ; il aurait cherché à promouvoir le rétablissement des Stuart dans les Îles britanniques pour mieux imposer le papisme. Dès lors, prendre les armes contre les menées belliqueuses du Roi-Soleil était indispensable pour rétablir l'ordre et la tranquillité (pour employer les termes des panégyristes de l'Empereur), ainsi que la liberté et l'équilibre des puissances en Europe (mots davantage prisés Outre-Manche). À Vienne comme à Londres ou à Turin, on considérait la victoire comme une marque d'approbation céleste : le Dieu des armées avait utilisé les forces coalisées pour accomplir ses desseins. On grossissait parfois démesurément la puissance des Français pour mieux convaincre que leur défaite relevait du miracle.

L'exaltation de la bravoure et de la vertu des vainqueurs était de fait une autre façon de légitimer l'emploi de la violence. Plus l'adversaire à affronter était redoutable, moins la victoire relevait du massacre. C'était le danger qui donnait au combat son caractère honorable et ses lettres de noblesse. Pour mieux souligner son courage, les thuriféraires du duc de Marlborough le montraient exposé à tous les risques, au milieu des combats. En même temps, le capitaine-général ne devait pas apparaître comme un homme cruel : on lui faisait donc garder, en toutes circonstances, sa sérénité et sa tranquillité d'âme, nécessaires à la conduite tactique de ses troupes, mais aussi son humanité et sa clémence. À l'instar de leur chef, les Britanniques n'étaient féroces que lorsqu'ils voyaient la liberté et la religion menacées.

Les représentations graphiques des victoires du duc anglais participaient de la même sensibilité. On ne le voit jamais, sur les peintures de la *Marlborough House* ou les tapisseries du *Blenheim Palace*, se jeter directement au cœur de la mêlée. Il se trouve au contraire comme en retrait, entouré de ses officiers à qui il donne ses ordres, ou disposé à recevoir la reddition du maréchal de Tallard. Ses troupes, que l'on voit en arrière-plan, avancent de façon tout aussi calme et posée. Elles marchent à l'ennemi en formations parfaitement alignées, soulignant la grande maîtrise du général. Cette insistance sur l'expertise technique fait de la guerre un art réglé, presque une science. C'est à nouveau une façon d'escamoter l'horreur et

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

le chaos du champ de bataille. Certes, dans les grandes représentations picturales produites en l'honneur du duc de Marlborough, on voit toujours, de-ci de-là, des cadavres dépouillés de leurs habits ou bien achevés par quelque pillard. Mais il s'agit plutôt d'une concession au réalisme : le spectateur ne pourrait guère croire à une scène de combat où toute forme de souffrance aurait été éradiquée.

On pourrait objecter que les pièces réalisées par Huchtenburg pour le prince Eugène proposent un modèle très différent. Le prince y est systématiquement présenté au cœur du combat, brandissant son bâton de commandement, son cheval cabré au dessus d'un entassement de cadavres. Les scènes les plus atroces se déroulent à ses côtés. Comment expliquer cette divergence ? Remarquons tout d'abord que contrairement à Marlborough, Eugène ne dépendait pas de sa popularité auprès de l'opinion publique pour conserver son commandement. Il lui était donc loisible d'apparaître davantage comme un chef de guerre que comme un dirigeant politique. D'autre part, on peut émettre l'hypothèse que le prince de Savoie était d'autant plus libre d'admettre la violence de la guerre qu'il en rejetait par ailleurs l'essence même. Le mécénat du prince était de nature beaucoup moins militaire que celui de son homologue britannique : il suffit pour s'en convaincre de comparer le *Blenheim Palace* et le Palais du Belvédère. Les panégyristes d'Eugène soulignèrent toujours qu'il accordait davantage de prix aux vertus pacifiques qu'aux talents militaires.

Monuments, poèmes, peintures et tapisseries ne formaient qu'une partie des représentations d'une bataille : celles qui étaient destinées à la célébration des vainqueurs. Mais à côté de ces genres nobles prenaient place des réalisations moins prestigieuses, plutôt destinées à dénigrer qu'à célébrer : les pamphlets, estampes satiriques ou vaudevilles. C'étaient dès lors les vaincus qui recevaient les honneurs douteux de cette production. Les gravures publiées en Hollande ou dans l'Allemagne rhénane s'acharnaient sur un Roi-Soleil en pleine déchéance et sur ses épigones : les membres de sa famille, les souverains alliés et ses généraux. Louis XIV se voyait frappé de tous les défauts et de tous les vices : l'ambition, l'orgueil, la tyrannie, l'irrégion, l'immoralité et la lâcheté. Les symboles de la magnificence du souverain français se voyaient jetés à terre : les lys étaient fanés, le soleil était en pleine éclipse et les devises royales devenaient l'objet d'épigrammes peu obligeantes. La cohérence de ce véritable programme de démolition de la dignité louis-quatorzienne est frappante. Alors qu'ils provenaient de toute l'Europe, textes et dessins satiriques dressaient le même portrait et énonçaient les mêmes critiques. C'était, paradoxalement, un hommage rendu à l'efficacité du système de célébration mis en œuvre par le roi bourbon dans les années fastes de son règne.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

Ce système avait largement diffusé les symboles et les discours glorifiant la personne du souverain, dans l'ensemble de l'Europe. Les voisins de la France lui renvoyaient désormais cette image, déformée au prisme de la critique et d'une ironie féroce.

Au même moment, en France même, les organes qui avaient élaboré ce vocabulaire encomiastique se voyaient totalement pris au dépourvu par l'impensable défaite. Après une phase de mutisme, orateurs et académiciens trouvèrent une parade en modifiant l'essence de l'héroïsme monarchique. La valeur ne s'exprimait plus au nombre de villes prises, mais à la force morale nécessaire pour résister aussi bien aux désastres militaires qu'aux morts touchant la famille royale. Ce changement d'orientation dicté par les circonstances réussit à merveille : il émut même des adversaires du Roi-Soleil comme Leibniz. Saint-Simon fut surpris qu'à la mort de ce roi si détesté, aucune manifestation de joie n'ait eu lieu dans les cours d'Europe, qui firent au contraire preuve de la plus grande déférence<sup>477</sup>.

Bien entendu, toutes les plumes françaises ne tendaient pas à la glorification du souverain. À Versailles, dans les cafés parisiens ou dans les jardins du Palais-Royal, on se consolait des défaites en faisant des bons mots. Cependant, si on compare ces textes avec les productions étrangères, on note des divergences sensibles : hors de France, c'était le roi qui était visé au premier chef. Au sein du royaume, on trouvait moins de textes franchement hostiles à la monarchie que des critiques relativement convenues contre l'insuffisance de généraux davantage choisis pour leur naissance ou leurs aptitudes de courtisans. Vers la fin de la guerre, cette production semble avoir décliné, aussi bien en raison de la disparition des généraux les moins compétents que du sentiment d'urgence à défendre le royaume. Au même moment, en Angleterre, c'était au tour du duc de Marlborough de devenir la cible de fables animalières ou de pamphlets assassins. Alors qu'en France, la production satirique s'était concentrée contre les exemples reconnus d'impéritie qu'étaient Villeroy ou La Feuillade, elle réussit de l'autre côté de la Manche à faire tomber un commandant d'armée qui, du point de vue militaire du moins, n'avait jamais démérité.

Il est un dernier domaine où les écrivains français exercèrent le mordant de leur plume : celui de la littérature militaire. Les officiers démobilisés par la paix d'Utrecht se mirent bien vite à chercher les raisons de leurs échecs. Feuquières s'ingénia à détailler les fautes commises à Blenheim, Ramillies ou Turin ; Puységur déplora le manque de rigueur de ses compatriotes dans l'application des règles de la guerre ; à l'inverse, Folard proposa de

---

<sup>477</sup> « Nulle cour étrangère n'exulta, toutes se piquèrent de louer et d'honorer sa mémoire. L'Empereur en prit le deuil comme d'un père... ». Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVIII, p. 379-380.

## LE TEMPS DE LA REPRESENTATION

nouveaux modèles de déploiement et d'usage des armes pour redonner au combat son dynamisme perdu. Tous s'accordaient cependant sur un point : la pratique de la guerre telle qu'ils l'avaient connue lorsqu'ils servaient dans les armées de Louis XIV devait être réformée.

Les auteurs qui avaient servi durant les guerres du Grand Siècle ne furent pas ignorés par leurs successeurs. Folard fut lu et commenté aussi bien par le maréchal de Saxe que par Frédéric II, même si le second ne s'interdit pas de le critiquer. Ces deux hommes admiraient également les grands généraux de l'époque, au premier rang desquels le prince Eugène. En conséquence, ils utilisèrent à de nombreuses reprises les batailles du début du XVIII<sup>e</sup> siècle à titre d'exemples.

En revanche, l'influence de la guerre de Succession d'Espagne dans la pensée militaire déclinait dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il est vrai que les auteurs français pouvaient s'intéresser à une autre succession de défaites humiliantes : celles de la guerre de Sept Ans. Guibert fit ainsi des opérations militaires du règne de Louis XIV le contre-modèle de toutes ses préconisations stratégiques. Enfin, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on vit s'affronter deux écoles. D'un côté, Jomini, soutenant l'existence de grands principes invariants dans l'art de la guerre, examinait les campagnes d'Eugène et de Marlborough à la recherche de leçons et de solutions. De l'autre, Clausewitz assurait qu'il n'y avait pas grand-chose à tirer de l'étude des guerres des périodes anciennes. La période de la Succession d'Espagne était discréditée car elle était marquée par les défauts inhérents aux pratiques de l'époque : lourdeur des opérations, faible mobilité et faible efficacité des troupes. Aux lendemains des conflits de la Révolution et de l'Empire, Clausewitz accordait peu d'attention à la conduite d'une guerre qu'il jugeait « étroitement limitée »<sup>478</sup>.

---

<sup>478</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 288.

**LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE**

La guerre qui s'achève lors de la signature des traités d'Utrecht et de Rastadt a été la plus longue du règne personnel de Louis XIV, et à bien des égards, la plus spectaculaire. Rarement un conflit d'Ancien Régime a été marqué d'autant de coups du sort ou de coups d'éclat. L'Europe entière fut stupéfiée par la décision de Charles II d'Espagne de prendre comme héritier le petit-fils de son ennemi juré. Elle le fut presque autant lorsque, malgré une situation stratégique et militaire apparemment plus favorable que lors des guerres précédentes, les armées de la France et de ses alliés furent écrasées sur le champ de bataille de Blenheim, annonçant une série de revers sans précédent. La fin de l'année 1706 déjoua à nouveau les prévisions des diplomates et stratèges de l'époque : alors que la perte de la Catalogne, des Pays-Bas méridionaux et de l'Italie du Nord aurait dû selon eux entraîner un soulèvement des Espagnols en faveur de l'archiduc Charles, ce fut exactement le contraire qui se produisit. À la fin des années 1700, le Roi-Soleil était contraint d'envisager l'impensable : renoncer aux progrès territoriaux réalisés depuis la paix de Westphalie, renoncer au pré-carré et à la frontière de fer – c'est-à-dire à ce qui forme aujourd'hui une part essentielle de l'image qu'il offre à la postérité. Louis XIV en fut toutefois dispensé grâce à un dernier coup de théâtre. La mort de Joseph I<sup>er</sup> et les victoires remportées par les Bourbon en Castille changèrent totalement la donne. La France fut sauvée par le revirement de l'Angleterre, nation qui avait été sinon l'âme de la Coalition, du moins son Grand Argentier.

Pendant près de quinze ans, le gigantesque héritage des Rois Catholiques a été disputé d'un bout à l'autre du globe et sur tous les champs de bataille d'Europe occidentale. La guerre de Succession d'Espagne aurait même pu se conjuguer avec la Grande Guerre du Nord, qui fit rage de 1700 à 1721 entre le Danemark, Suède, la Pologne et la Russie, si Charles XII avait choisi de renouveler l'alliance franco-suédoise inaugurée du temps de Louis XIII, Richelieu et Gustave Adolphe. Et pourtant, ce conflit proprement titanesque aboutit à une solution diplomatique relativement convenue. Certes, la couronne d'Espagne était ceinte par un roi d'origine française, hypothèse à laquelle peu de gens se seraient risqué dans les années 1690 ou à la fin des années 1700. Elle n'en était pas moins démantelée, solution qui avait été envisagée dès le traité de Grémonville de 1668. La Hollande récupérait la Barrière qu'elle avait constituée lors du conflit précédent ; l'Angleterre maintenait le principe de la succession protestante ; les souverains de Prusse et de Savoie obtenaient le statut royal qu'ils convoitaient ; la France conservait ses frontières au Nord et à l'Est ; l'Autriche consolidait son statut de grande puissance continentale et pouvait envisager sereinement de porter les derniers

coups fatals à son adversaire ottoman. Aucune des grandes tendances observées à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ne fut véritablement inversée : le déclin d'une « hégémonie » française réelle ou fantasmée au profit d'un équilibre des puissances européennes ; l'affirmation du Royaume-Uni au détriment de la Hollande ; le passage de l'Europe méridionale de l'orbite de l'Espagne à celle de l'Autriche. Malgré les coups d'éclat diplomatiques et le fracas des armes, les paix signées entre 1713 et 1714 semblaient surtout entériner des rapports de force qui se dessinaient depuis plusieurs décennies.

### **Une guerre qui ne sort pas de ses bornes**

Comment expliquer cet état de fait ? Les combats d'Eugène, de Marlborough, de Villars et de Vendôme n'auraient-ils été que des épiphénomènes, agitant quelques dizaines de milliers d'hommes à la surface d'un champ de bataille tandis que dans l'ombre, des forces plus profondes – politiques, sociales, culturelles – préparaient l'avènement de l'Europe des Lumières ? De fait, si on les compare aux conflits de l'Antiquité – que l'on songe à la lutte entre Grecs et Perses ou aux guerres Puniqes –, ou bien à ceux de l'époque contemporaine – particulièrement les deux guerres mondiales –, les conflits de l'Ancien Régime ne semblent pas avoir pesé de façon aussi décisive sur l'histoire des nations et des civilisations. On touche là à une question centrale dans l'étude des conflits à l'époque moderne, notamment dans la période 1650-1750 : celle du caractère « limité » de la guerre.

Cela apparaît clairement dans le cas de la guerre de Succession d'Espagne, dont les opérations semblent encadrées par de nombreuses bornes. Les bornes temporelles sont probablement les plus évidentes : on ne combat pas pendant l'hiver. La campagne débute en avril ou mai ; elle se termine en septembre ou en octobre. Lorsque le duc d'Orléans veut faire renaître la guerre en Italie, à partir de septembre 1706, il se heurte à la mauvaise volonté de ses propres subordonnés et essuie un échec. À l'inverse, la prise de Gand en décembre 1708 fait figure d'exception. Les bornes géographiques sont tout aussi remarquables. Les grandes opérations terrestres n'ont lieu que dans quelques zones : les Pays-Bas espagnols, la Rhénanie, l'Italie du Nord. Les Français sont très réticents à combattre en Allemagne méridionale, que ce soit en Souabe ou en Bavière ; enfin il y a certes des opérations militaires en Espagne, mais elles impliquent des effectifs plus restreints. On constate enfin une faible ampleur stratégique des opérations. Même en période de campagne, au printemps et à l'été, les armées peuvent passer des semaines, voire des mois, sans changer de position : ainsi Vendôme montre-t-il des signes d'impatience au mois de juin 1708, confiné qu'il est dans le camp de Braine l'Alleu. Les mouvements de grande envergure, comme la marche de

Marlborough en Bavière ou la traversée de l'Italie par Eugène, sont exceptionnels ; encore sont-ils difficilement comparables aux courses dans l'Empire effectuées par Gustave-Adolphe ou à l'invasion de la Russie par Napoléon.

L'action militaire emblématique de cette guerre limitée est le siège d'une place-forte. Ce type d'entreprise comporte certes de nombreux avantages : sa durée et son issue sont généralement prévisibles, malgré quelques exceptions remarquables, ce qui limite les risques. Mais il a l'inconvénient de ne pas produire de résultats très décisifs, un siège ne permettant le plus souvent que d'ouvrir la voie vers une autre place à conquérir. Faut-il donc employer le terme de « guerre de siège » pour définir la conduite des opérations militaires entre 1650 et 1750 ? Une telle expression est pour le moins réductrice. Tout d'abord, le siège n'est pas une opération caractéristique de l'époque moderne. La guerre médiévale était tout aussi ponctuée de sièges, dans la mesure où le maillage territorial en châteaux et forteresses était beaucoup plus dense que sous l'Ancien Régime. Et quelques-unes des plus célèbres opérations des deux guerres mondiales furent des sièges, même si on leur attribue rarement ce qualificatif. On parle plus volontiers de la « bataille » de Verdun ou de Stalingrad : or pourquoi ne pas appeler un siège une action militaire dont l'objectif était de s'emparer d'une place-forte ou d'une ville adverse ?

Par ailleurs, la guerre limitée d'Ancien Régime ne connaît pas seulement des sièges. Certes, les batailles sont rares. Mais entre le siège et la bataille, il existe une multiplicité d'autres entreprises : l'escarmouche, la guerre de partis, les surprises de villes, les enlèvements de quartiers... qui peuvent avoir des conséquences aussi importantes que les sièges. Il serait probablement plus juste de parler de « guerre de positions ». En effet, comme on le constate à la lecture des milliers de lettres échangées entre les armées et la Cour, le grand soin des généraux en campagne est de « bien se poster ». Choisir un camp favorable, d'où l'on pourra tirer ses propres subsistances tout en gênant le ravitaillement de l'adversaire, est pour chaque commandant d'armée une décision stratégique qui se doit d'être mûrement réfléchie. Cette question se révèle aussi cruciale durant le cours de la campagne que lorsqu'il faut déterminer les quartiers d'hiver. Tenir une bonne position permet souvent de forcer l'adversaire à évacuer un territoire. Cette notion de « guerre de positions » retranscrit bien, à notre avis, l'essence de la conduite des troupes durant la guerre de Succession d'Espagne, c'est-à-dire une guerre qui réfléchit d'abord sur les moyens (de reposer les troupes, de les protéger, de les ravitailler) et les buts à court terme, plutôt que sur les objectifs de grande portée. C'est ainsi que ce terme est compris par Jomini :

## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

« On entend par le système de positions, cette ancienne manière de faire un guerre méthodique avec des armées campées sous la tente, vivant de leurs magasins et de leurs boulangeries, s'épiant réciproquement, l'une pour assiéger une place, l'autre pour la couvrir ; l'une convoitant une petite province, l'autre s'opposant à ses desseins par des positions soi-disant inattaquables : système qui fut généralement en pratique depuis le Moyen Âge jusqu'à la Révolution française »<sup>1</sup>.

Cette limitation des opérations au niveau stratégique avait son corolaire au niveau tactique. Les grandes batailles de la guerre de Succession d'Espagne, comme celles de la Ligue d'Augsbourg, ne furent pas des batailles « d'anéantissement » sur le modèle de la victoire d'Hannibal à Cannes ou encore de Napoléon à Austerlitz. Lorsque deux armées entraient en lice l'une face à l'autre, l'objectif était de s'emparer du champ de bataille et de contraindre l'adversaire à reculer, pas de le détruire en quelques heures. Certes, deux batailles – Blenheim et Audenarde – présentèrent apparemment une tentative d'encerclement de l'adversaire. En 1704, vingt-sept bataillons et douze escadrons de dragons, soit presque dix mille hommes, se virent enfermés dans le village de Blenheim. En 1708, toute l'armée de Vendôme manqua d'être encerclée par les forces alliées – les mailles du filet étant trop lâches, la grande majorité des troupes parvint à faire retraite. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, rien n'indique que ce dispositif d'enveloppement ait été conçu au préalable par les généraux coalisés. En 1704, Marlborough ne pouvait pas prévoir que les Français masseraient autant de troupes dans le village : cela ne correspondait du reste pas au plan initial établi par le maréchal de Tallard. De même, en 1708, c'est la décision funeste du duc de Bourgogne de ne pas engager la totalité de l'armée qui permit au prince Eugène, à la fin de la bataille, de lancer un mouvement coordonné d'attaque par la droite et par la gauche. En définitive, Eugène comme Marlborough ne recherchaient pas par principe la grande bataille d'anéantissement, mais ils savaient s'adapter aux circonstances pour exploiter les failles du dispositif adverse et lui infliger les dommages les plus considérables possibles.

Ce blocage tactique se comprend aisément si l'on s'intéresse aux types de troupes qui étaient alors déployées sur les champs de bataille. Les fantassins étaient disposés en des formations linéaires peu maniables. La pratique des tirailleurs était exceptionnelle, l'infanterie légère n'existait pas. Les pièces d'artillerie, principalement destinées à mener des sièges, étaient généralement trop lourdes pour être déplacées durant le cours de l'engagement. Même la cavalerie, arme pourtant propre à la mobilité, était pensée comme un instrument de choc. Les denses escadrons se déplaçaient au pas, ou bien au trot lorsqu'ils allaient à la charge. Les

---

<sup>1</sup> Jomini, *Précis..., op. cit.*, p. 310.



## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

officiers d'infanterie comme de cavalerie devaient surtout veiller à ce que les unités ne se débandassent pas. Même lorsque l'un des deux camps voyait la victoire lui revenir, il ne prenait pas le risque de lâcher l'ensemble de ses troupes sur l'armée vaincue. Il se contentait, comme Marlborough à Ramillies, de lancer à sa poursuite ses régiments de dragons, voire quelques compagnies de grenadiers. Dans ces circonstances, l'encerclement et la destruction n'étaient guère de mise.

N'oublions pas que le terme de guerre limitée doit aussi s'entendre dans un sens plus positif : la guerre sous l'Ancien Régime avait des bornes qui empêchaient le phénomène qualifié par Clausewitz de montée aux extrêmes : ainsi, on n'attend pas à l'époque d'une place forte ou d'une position une résistance acharnée allant jusqu'au sacrifice de la garnison ou de la troupe. Prenons comme autre exemple le cas des relations entre les armées et les populations des territoires occupés. On constate à partir de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle une volonté de limiter la violence des soldats envers les civils, liée aux progrès effectués dans les domaines du ravitaillement et de la discipline. Les troupes mises sur pied par Louvois et ses homologues européens n'avaient pas besoin de piller pour survivre – elles en avaient du reste beaucoup moins l'occasion. Les États occidentaux avaient de nombreuses raisons d'agir ainsi. Ne négligeons pas la part des préoccupations morales. On souhaitait épargner aux populations civiles étrangères les horreurs de la guerre, ne serait-ce que dans une logique de réciprocité, car on savait que le conflit pouvait finir par se dérouler sur son propre territoire. La guerre de Trente Ans et ses excès avaient démontré qu'une guerre livrée sans mesure pouvait aboutir au dépeuplement de territoires entiers.

Il y avait également des motifs diplomatiques : on ne devait pas s'aliéner les populations des pays alliés ou neutres. C'était enfin une obligation du point de vue de l'efficacité militaire : les troupes qui s'étaient abandonnées au pillage et à la maraude étaient considérées comme moins combattives et se devaient d'être redressées avant de pouvoir à nouveau affronter l'ennemi en rase campagne. Du reste, les actions menées en direction des civils (la levée de contributions, par exemple), qui amenaient parfois les militaires à faire preuve de rudesse, n'étaient pas confiées aux unités censées constituer le corps solide de la ligne de bataille lors d'une affaire générale. Il faut certes se garder de présenter un tableau trop idyllique de la situation. L'exemple de l'attitude de l'armée de Lombardie en 1705-1706, mal disciplinée en raison l'indolence du duc de Vendôme, est là pour nous rappeler que la présence de troupes à proximité représentait encore un fléau pour les populations locales.

## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

Mais il n'y avait rien de commun entre les brutaux voleurs de poules de l'armée de Vendôme et les maraudeurs de la guerre de Trente Ans décrits par Grimmelshausen.

Cela n'empêchait pas que l'on connût des épisodes comme le ravage du Palatinat ou la dévastation de la Bavière. Mais dans ces deux cas, le déchaînement de la violence n'était pas dû au manque de contrôle de l'État sur les troupes, bien au contraire. Les pillages et les persécutions étaient directement décidés par les gouvernements, que ce soit pour des motifs diplomatiques (contraindre un adversaire à demander la paix) ou militaires (ruiner un pays pour empêcher l'armée ennemie d'y subsister). On peut ainsi identifier une volonté de « limiter » la violence au sein des armées européennes à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais le terme « limiter » a ici le sens d'« encadrer », de « restreindre » dans des bornes, non de « diminuer ».

La guerre limitée que menaient entre elles les puissances d'Europe occidentale se caractérisait aussi par la faible polarisation des hostilités nationales. Certes, on peut repérer, au sein de l'armée française, des motifs d'attachement entre le soldat et ce qu'il devait défendre : attachement dynastique au « plus grand roi de l'Univers » ; attachement religieux à la foi catholique ; attachement parfois à la défense d'un territoire dont on se sentait solidaire, quelles que fussent les origines régionales. Mais les innombrables cas de désertion et de passage à l'ennemi sont là pour nous montrer que ces liens-là étaient souvent moins forts que le souci de se retrouver dans le camp des vainqueurs ou l'espoir d'être mieux traité par l'armée adverse. Cette attitude touchait également les officiers, qui n'hésitaient pas, à l'instar du prince Eugène en son temps ou du marquis de Langalerie, à passer du service d'un souverain catholique à un autre. Si ce phénomène était relativement limité au sein même de l'armée française, il était en revanche beaucoup plus marqué pour les troupes de ses alliés. De fait, on peut comprendre que les Bavares aient eu du mal à comprendre après 1704 en quoi ils défendaient leur pays sur les plaines de Flandres ; les Ibères étaient quant à eux sincèrement déchirés entre leur allégeance à Philippe V et leur fidélité à la maison des Habsbourg.

Cette absence d'hostilité manifeste entre les troupes adverses comportait de nombreux avantages, aux premiers rangs desquels se trouve un relatif souci pour le bien-être des blessés et des prisonniers ennemis. Les officiers de toutes les armées faisaient partie d'une même famille, celle de l'aristocratie européenne. Des relations de confiance et de cordialité étaient donc de mise. Le maréchal de Tallard put jouir après sa capture de l'hospitalité du duc de Marlborough ; Boufflers fut traité avec toutes les marques d'honneur par le prince Eugène lors de la chute de Lille. Les officiers prisonniers étaient par principe libérés sur leur simple

parole – ce qui engendrait parfois de longues questions de point d'honneur pour savoir quand et dans quelles conditions ceux-ci pouvaient reprendre les armes contre leurs adversaires. Cette sollicitude s'étendait aussi, dans une moindre mesure, aux simples soldats. Les morts des deux camps étaient enterrés par le vainqueur, qui devait également s'occuper des blessés adverses dont il s'était emparé. Les prisonniers étaient nourris par la puissance détentrice, à charge pour elle de se faire ensuite rembourser par l'État dont ils ressortissaient. Là encore, ces principes honorables étaient rarement appliqués de façon pleine et entière. Nous avons vu des soldats français prisonniers en Hollande ou en Allemagne dans des situations d'extrême dénuement, ou maltraités par les populations locales. Quelques scènes de massacres gratuits de captifs eurent même lieu sur les champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne. Cependant il n'y avait rien de comparable aux exécutions aléatoires de prisonniers pratiquées entre Suédois et Russes durant la Grande Guerre du Nord<sup>2</sup>.

### **Limites politiques, matérielles et culturelles**

Limitation stratégique, blocage tactique, « contrôle » de la violence de guerre : toutes ces bornes donnent l'image d'une conduite des opérations peu décisive, laissant les conflits traîner en longueur, mais restreignant les risques et réduisant la cruauté des troupes envers leurs adversaires et les civils. Comment expliquer cet état de fait, cette espèce de « pause » entre les deux périodes de déchaînement que furent la guerre de Trente Ans et les guerres de la Révolution et de l'Empire ? Trois explications se sont dégagées pour expliquer le caractère limité des conflits de la période 1650-1750, notamment celui de la Succession d'Espagne. La première, émise en particulier par Clausewitz, est d'ordre politique. Selon cet auteur, la guerre aurait été à cette époque une affaire de princes, visant à obtenir quelques rectifications de territoires, sans que cela ne modifiât véritablement la destinée des sociétés belligérantes. Les enjeux n'étant pas considérables, ils ne méritaient pas que l'on prît des risques excessifs :

« A mesure que le gouvernement se séparait du peuple et se considérait lui-même comme l'État, la guerre devint une pure affaire de gouvernement, conduite avec l'argent de ses coffres et les vagabonds oisifs qu'il ramassait chez lui et dans les pays voisins. La conséquence de cet état de choses, c'est que les moyens que le gouvernement pouvait déployer avaient des limites assez bien définies que l'on pouvait estimer pour les deux

---

<sup>2</sup> Peter Englund, *The battle of Poltava : the birth of the Russian empire*, Londres, V. Gollancz, 1992, p. 177. Voir aussi p. 245-247 pour l'attitude des Russes vis-à-vis des prisonniers suédois et cosaques après la bataille de Poltava.

## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

camp, à la fois pour leur étendue et leur durée ; cela privait la guerre de son élément le plus redoutable, à savoir l'effort vers l'extrême »<sup>3</sup>.

Selon Clausewitz, les gouvernements savaient qu'une guerre menée jusqu'au bout aurait pu menacer leur propre stabilité et leur sécurité. Il valait mieux perdre une guerre que de risquer d'engager trop étroitement les citoyens dans le conflit, de peur qu'ils ne réclamaient leur part dans les prises de décisions politiques et militaires. Enfin, la guerre ne se menait pas au cœur des puissances belligérantes, mais dans des espaces périphériques dont la souveraineté était disputée entre plusieurs princes. La thèse « politique » de Clausewitz a un mérite : elle permettrait d'expliquer pourquoi, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, cet état de fait a complètement changé. Ce serait l'implication du peuple qui aurait renversé la conduite traditionnelle de la guerre. Les Français, premier peuple à se lancer dans une guerre qui mobilisait toutes les ressources de leur nation, auraient gagné les premières guerres de la Révolution et de l'Empire ; mais ils auraient fini par céder lorsque les autres populations – que l'on songe aux Allemands ou aux Espagnols insurgés – firent elles aussi de la guerre un enjeu individuel.

Pourtant, cette thèse a subi la critique des tenants d'une explication « matérielle » ou logistique, au rang desquels on peut compter Géza Perjés. Cet historien conteste l'idée selon laquelle les États européens au début du XVIII<sup>e</sup> siècle auraient poursuivi des buts de guerre limités. Les enjeux d'un conflit comme la guerre de Succession d'Espagne étaient selon lui considérables : le maintien de l'Espagne comme puissance européenne, les successions de deux couronnes d'importance (celle d'Espagne, mais aussi celle d'Angleterre), la lutte entre la France et l'Angleterre pour la prépondérance en Europe, les rapports de force entre catholiques et protestants. Pour expliquer la divergence entre des objectifs politico-diplomatiques formidables et l'aspect limité de la guerre, Perjés introduisait la notion de « crise de la stratégie » :

« La stratégie était entrée en crise à partir de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et cette crise provenait du fait que les moyens de la stratégie étaient insuffisants pour réaliser des opérations militaires d'une nature décisive, même si les gouvernements et les commandants s'efforçaient d'y parvenir »<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Clausewitz, *De la guerre...*, *op. cit.*, p. 684.

<sup>4</sup> « Strategy had reached a crisis indeed by the second half of the 17<sup>th</sup> century; and this crisis arose from the circumstance that the means of strategy were insufficient to carry out military operations of a decisive nature, even if the governments and commanders made efforts to this end ». G. Perjés, *art. cit.*, p. 39.

Comme nous l'avons déjà vu, cette insuffisance reposait selon Perjés sur la massification de la taille des armées. Plus fournies en hommes, les armées s'étaient montrées moins faciles à manier, moins mobiles, moins rapides. Elles étaient devenues dépendantes de leurs magasins. Pour garantir la sécurité de leurs lignes de ravitaillement, elles devaient s'emparer de la plupart des places-fortes qui se situaient sur leur route, ce qui les contraignait à multiplier les sièges, ralentissant encore le rythme des opérations. Enfin, pour nourrir leurs chevaux, elles avaient besoin d'une gigantesque quantité de fourrages, que l'on ne pouvait trouver que dans des pays riches, densément peuplés et densément cultivé : ceux-là même où la guerre avait toujours lieu – et qui étaient hérissés de places-fortes. Notons que ce modèle exclut l'Europe centrale et orientale : la Hongrie, dévastée par les guerres à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, n'en reste pas moins toujours le théâtre des conflits austro-turcs.

Eugène et Marlborough auraient-ils su, par leurs audacieuses campagnes, résoudre la crise de la stratégie ? C'est l'opinion émise par les tenants du troisième mode d'explication du caractère limité de la guerre : la thèse « culturelle ». Selon celle-ci, le blocage aurait moins été d'origine matérielle ou logistique que psychologique. Ce seraient les généraux eux-mêmes qui se seraient convaincus qu'il ne fallait pas pousser la guerre à outrance. Soucieux de ménager la vie de leurs hommes, soucieux également de rester en faveur à la cour, les chefs d'armée auraient privilégié une approche routinière du combat. Certes, la guerre de positions ne leur offrait pas la perspective de victoires exceptionnelles, mais au moins elle leur donnait la garantie de ne pas se voir écrasés et humiliés en une seule bataille. Enfin, les généraux auraient cherché à restreindre le rôle de la bataille dans les opérations militaires afin de limiter d'autant le rôle du hasard dans leur issue. Sans la bataille, la guerre devenait une opération rationnelle, maîtrisable, hautement technique, presque un jeu d'échec confié à des hommes expérimentés. Une grande part de la littérature militaire de l'époque, de Puységur et Vauban jusqu'au maréchal de Saxe et à Frédéric II, se ressent de cet idéal d'une guerre réglée et contrôlée, d'une guerre scientifique conforme aux principes des Lumières naissantes.

Un des arguments avancés par les partisans de la thèse culturelle est que certains généraux d'exception, comme Marlborough et le prince Eugène, auraient dû leurs éclatantes victoires à leur refus de suivre cette pensée générale. David Chandler s'inscrit dans cette lignée lorsqu'il compare le capitaine général britannique à Napoléon Bonaparte et qu'il loue le goût du premier pour l'offensive et la recherche systématique de la bataille. De fait, force est de constater que les engagements menés à Blenheim et à Ramillies, sous les murs de Turin

et d'Audenarde, ont donné lieu à des résultats sans commune mesure avec les sanglants combats de Luxembourg, de Catinat ou de Guillaume III. Comme Alexandre tranchant le nœud gordien de son épée, Marlborough et Eugène résolurent la « crise de la stratégie » en se jetant à corps perdu dans la bataille.

Au regard de notre étude sur les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne, que penser de ces trois thèses ? Sont-elles aussi exclusives qu'elles le paraissaient au premier abord ? Comment expliquer, dans ce contexte de guerre limitée, les victoires des troupes alliées sur les forces du parti des Deux-Couronnes ? Intéressons-nous d'abord aux dimensions politiques de ces limites. Il ne fait pas de doute que les objectifs de Louis XIV n'étaient pas, dans les années 1700, de bouleverser l'édifice politique européen. Cette guerre s'était déclenchée contre son gré, bien qu'il eût été responsable de maladresses regrettables. Dès 1705, le roi de France cherchait à entamer des discussions en vue de la paix, négociations qu'il renouvela pratiquement tous les ans jusqu'à la fin du conflit. Ni lui, ni son petit-fils n'avaient de revendications à soutenir, si ce n'est maintenir la situation diplomatique née de l'acceptation du testament de Charles II. Cela explique la stratégie suivie durant le conflit : comme il s'agissait avant tout de tenir, et non pas de conquérir, on privilégia une attitude défensive et quelque peu passive, où c'était à l'adversaire de prendre l'initiative, mais aussi de prendre des risques.

D'autre part, pour essayer de faire plier ses adversaires et pour les dissuader de continuer la guerre, Louis XIV et ses conseillers adoptèrent le plus souvent une attitude très prudente. Il ne s'agissait pas de s'attaquer aux principaux acteurs de la Grande Alliance, mais aux protagonistes de second rang. Les mots-clefs de cette stratégie étaient l'inquiétude et la menace, pas la destruction pure et simple. Or, la guerre de siège et sa dimension spectaculaire s'accordaient très bien avec cet objectif. C'est ainsi qu'ils tentèrent d'effrayer les princes allemands en envoyant l'armée de Marcin en Bavière, ou de ramener le duc de Savoie à la raison en grignotant lentement ses possessions au Piémont. En revanche, à chaque fois qu'il eut l'occasion de s'attaquer aux centres névralgiques de l'ennemi, Louis XIV se montra réservé. Il ne privilégia pas particulièrement l'attaque sur Vienne imaginée en 1703 puis en 1704 ; il soutint mollement les Malcontents de Hongrie ; il ne considéra jamais le débarquement de troupes franco-jacobites en Écosse autrement que comme une diversion. Du reste, cette politique essuya un échec total : les Allemands avaient trop de ressentiment vis-à-vis de la France, trop de fidélité vis-à-vis de l'Empereur, et trop d'intérêts à le soutenir, pour abandonner la lutte sur de simples menaces. Victor-Amédée fit preuve de davantage

d'acharnement que durant la guerre précédente ; enfin les Hollandais se montrèrent contre toute attente – voire contre tout logique – beaucoup plus attachés à la continuation de la guerre que les Britanniques.

De même, l'attitude résolument défensive de Louis XIV, son obsession vis-à-vis de l'inviolabilité des frontières de son royaume, nuisirent à l'efficacité des armées françaises. Toutes les instructions qu'il envoyait à ses maréchaux faisaient en permanence état de son souci – plus politique, voire moral, que strictement militaire – de protéger la frontière. De ce point de vue-là, les deux grands généraux alliés bénéficiaient d'un avantage certain. Les buts de guerre de leurs souverains (l'Angleterre et l'Autriche) les contraignaient à l'offensive. Pour Marlborough, il s'agissait même d'un double impératif : il fallait obtenir des victoires rapides avant que la lassitude ne s'installât au sein des membres de la Grande Alliance, mais aussi au Parlement britannique. D'un autre côté, le capitaine général n'était guère bridé par la nécessité de défendre un territoire. Il berna les députés hollandais inquiets pour leur République afin d'emmener les troupes alliées en Bavière ; il négligea largement les réclamations des princes et les souffrances des populations allemandes de la frontière du Rhin, considérant que c'étaient aux princes d'Empire de fournir les ressources nécessaires à leur propre défense. Le prince Eugène, en Italie, évoluait lui aussi loin des frontières des États de la maison d'Autriche. Ces deux généraux pouvaient par conséquent laisser sans défense de larges parties des territoires alliés. En revanche, les Français devaient attendre de voir quelles régions n'étaient plus susceptibles d'être menacées par l'ennemi, pour en dégager leurs troupes et tenter de le rattraper. Ainsi les Coalisés gardaient-ils toujours l'initiative. Les remarques du marquis de Maffei pour la campagne de 1704 pourraient s'appliquer à d'autres campagnes perdues lors de la guerre de Succession d'Espagne :

« Ceux qui connoissent le damier, disent qu'il y a à ce jeu une manière de tirer par laquelle on gagne à coup sûr, et que l'unique ressource qui en ce cas-là reste à l'adversaire pour se garantir du coup qu'on lui prépare, c'est de jouer tout de même [c'est-à-dire de jouer de façon identique], et qu'alors l'avantage est du côté de celui qui a la main, c'est-à-dire qui a joué le premier. Je crois qu'il en est de même à la guerre »<sup>5</sup>.

En définitive, les objectifs politiques étaient bien « limités » durant la guerre de Succession d'Espagne ; mais ces limites variaient entre les pays. La France, l'Espagne et dans une moindre mesure la Hollande ne souhaitaient guère prendre trop de risques, tandis que

---

<sup>5</sup> A. de Maffei, *op. cit.*, t. II, p. 18.

l'Angleterre et l'Autriche étaient poussés à l'offensive par les circonstances et cherchaient à s'ouvrir la route de Paris. Pourtant, malgré le volontarisme affiché par Marlborough et le prince Eugène, malgré les promesses réitérées qu'ils firent en direction des États-Généraux ou du Parlement anglais, ils ne parvinrent pas à percer suffisamment vite la frontière de fer érigée par Vauban. Cela va-t-il à l'appui des arguments avancés par G. Perjés pour expliquer l'indécision des opérations militaires, c'est-à-dire la thèse « matérielle » ? Comment comprendre que les deux grands généraux qui avaient apparemment su se jouer des règles de la guerre dans la première partie du conflit, n'eussent pas su faire de même à partir de 1709 ?

La question posée ici est de savoir si une bataille gagnée peut dispenser le vainqueur d'entreprendre une série de sièges, c'est-à-dire peut permettre de s'affranchir des énormes contraintes liées aux besoins de ravitaillement des armées. Au vu des campagnes de la guerre de Succession d'Espagne, les victoires en rase campagne ne permettent de faire tomber l'ensemble d'une région aux mains du vainqueur que si un certain nombre de conditions militaires, politiques ou sociales sont réunies au préalable. Prenons le cas de la Bavière : la défaite de Blenheim entraîne certes presque immédiatement sa conquête, mais c'est la quasi absence de place-fortes qui a autorisé une telle conquête. On ne s'y est plus battu depuis la fin de la guerre de Trente ans. La Bavière ne fait pas partie des champs de batailles traditionnels de l'Europe ; elle n'est pas un espace propice à la « crise de la stratégie ». En 1706, les conquêtes exceptionnelles des Alliés aux Pays-Bas méridionaux et en Italie sont dues à une conjugaison de facteurs : des forteresses laissées à l'abandon par la détresse financière des monarchies de France et d'Espagne ; des populations promptes à se révolter ; une armée espagnole déchirée entre deux allégeances. Après 1706, les progrès des Alliés en Flandre et dans le nord de la France n'ont plus rien de spectaculaire, et les places de la frontière française ne tombent pas sans se défendre vaillamment. De 1706 à 1711, l'armée coalisée accumule les victoires ; et pourtant il n'y a même pas cinquante kilomètres entre Ath, dernière ville conquise par Marlborough en 1706, et Denain.

On ne peut donc pas affirmer que les deux généraux alliés auraient triomphé grâce à un état d'esprit ou à une culture différents. Tous les chefs de guerre de l'époque cherchaient à exploiter par une poursuite stratégique l'avantage qu'ils obtenaient lors d'une bataille ; encore fallait-il qu'ils eussent la possibilité et le talent de le faire. En revanche, on peut déceler chez eux une aptitude à prendre des risques bien supérieure à leurs adversaires. La marche de Marlborough à travers l'Empire en 1704 était extrêmement audacieuse ; le moindre échec de son armée lui aurait attiré les foudres des Hollandais et de ses ennemis politiques. La campagne d'Italie de 1706 est plus incroyable encore. On y voit la consécration de deux



volontés inflexibles : celle du duc de Savoie, qui refuse jusqu'au bout un accommodement avec les Français, et celle du prince Eugène, qui lance son armée dans une course contre la montre au mépris de toutes les règles de guerre couramment admises. Mais n'oublions pas que si les Alliés avaient été battus le 7 septembre 1706, cela aurait sans aucun doute entraîné la destruction de l'armée impériale et l'anéantissement de tous les espoirs de la maison de Savoie.

Les généraux alliés acceptèrent de faire face à ces dangers car ils refusèrent de faire primer les exigences des moyens sur celles des fins. Il fallait à tout prix lever la menace d'un raid sur Vienne ou de la chute de Turin. Mais lorsque les enjeux n'étaient pas aussi impérieux, les principes de la guerre limitée reprenaient leurs droits ; Eugène et Marlborough se souciaient à nouveau de protéger leurs lignes de communication et de s'emparer méthodiquement des places fortes adverses. On les a même parfois vus renoncer à des projets trop ambitieux : Marlborough ne fit pas marcher ses troupes en Italie en 1706, et aucun des débarquements envisagés sur les côtes françaises n'eut lieu.

Enfin, il arriva quelquefois que ce goût du risque aboutît à une impasse. Le « Grand Dessein » de Marlborough en 1703 fut un fiasco : il est trop facile d'en expliquer l'échec par l'attitude des Hollandais, et de ne pas voir ce que ce plan avait de complexe et de dangereux. L'attaque ambitieuse du prince Eugène sur Toulon avorta de même. La réussite insensée de la campagne du prince Eugène en 1706 lui inspira peut-être une trop grande confiance en ses capacités, et trop de mépris envers ses adversaires. En 1712, pour s'enfoncer plus avant au cœur des défenses françaises, il étira démesurément ses lignes, croyant que Villars n'oserait jamais réagir. Il en fut bien vite détrompé, et regretta amèrement d'avoir pris ce dernier risque.

En définitive, il apparaît que les contraintes logistiques pointées, entre autres auteurs, par G. Perjés, étaient réelles. Ce n'est qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque les généraux surent diviser leurs armées, et par là même répartir leurs besoins de ravitaillement sur différents territoires, que ces problèmes trouvèrent une solution. La guerre de position correspondait donc à des nécessités militaires bien comprises, et pas simplement à un goût pour une conduite méthodique en toutes choses. Toutefois, l'attitude prudente du roi de France contribua à renforcer la dimension statique des opérations. En outre, à l'exception de Vendôme, aucun de ses généraux ne poussait à la bataille à tout prix. Lorsque l'on s'intéresse aux procédures de prise de décision entre Versailles et le front, on constate une grande frilosité des chefs sur le terrain à proposer et à soutenir toute opération sortant des normes de

l'époque. Ils laissèrent ainsi une grande initiative aux commandants alliés, qui agirent à l'extrême limite des possibilités stratégiques qui leurs étaient offertes par les conditions matérielles de l'époque – mais sans révolutionner la manière de faire la guerre.

### **Une guerre d'attrition**

Aucune des opérations qui eurent lieu entre 1701 et 1714 ne peut donc être considérée comme individuellement déterminante. En réalité, l'élément décisif était plutôt la capacité d'un État à résister à l'épuisement vis-à-vis du conflit. La guerre de Succession d'Espagne fut ainsi une guerre d'attrition, aussi bien que celle de la Ligue d'Augsbourg. Celle-ci était d'abord financière : on savait que la victoire avait de fortes chances de revenir au camp qui serait capable de mobiliser le plus longtemps possible son crédit. Dans ce domaine-là, les puissances maritimes étaient fortement avantagées par le bon fonctionnement des banques de Hollande et d'Angleterre. Mais tout au long de la guerre, le crédit français parvint à se maintenir contre vents et marées, trouvant encore des ressources pour restaurer des armées éreintées par le talent d'Eugène et de Marlborough. L'arrivée des convois d'argent, protégés par la Royale, en provenance des colonies espagnoles, joua un rôle déterminant. La confiance des financiers, notamment ceux de la banque huguenote du Refuge, envers la solidité du royaume de France, ne faillit pas.

On touche là à une autre forme d'attrition : l'usure morale. Les opérations militaires attisaient ou épuisaient l'ardeur des sociétés et des dirigeants politiques à soutenir la guerre. Pendant la première partie du conflit, l'opinion anglaise chauffée à blanc par les héritiers du défunt Guillaume III s'engagea de plus en plus franchement dans le conflit, jusqu'à aller réclamer en 1705 la cession de l'intégralité de l'héritage espagnol à l'archiduc Charles. La population néerlandaise était portée par la solidarité protestante et par le souvenir de l'invasion française de 1672 – ceux qui dirigeaient la Hollande durant la guerre de Succession d'Espagne avaient subi durant leur jeunesse l'occupation de leur pays par les troupes de Louis XIV. Ce ressentiment leur fit oublier leurs motifs de désaccord avec l'Angleterre. En France même, on constata au fil des défaites une forte désillusion vis-à-vis de l'image du roi auparavant « *semper victor* ». Chansons et vaudevilles exprimaient le désarroi de la Cour et de la capitale. Toutefois, le royaume tint. Malgré des conditions climatiques désastreuses, malgré le poids de la fiscalité et le choc moral des défaites, on ne recensa guère de révoltes populaires – à l'exception de celle des « Tard-avisés » du Quercy, en 1707, ou de celle des Camisards, qui était d'essence religieuse et qui naquit avant même la période des revers. Aux frontières, ce fut même l'inverse qui se produisit : la population locale, auparavant plutôt

## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

hostile à son intégration au royaume, prit fait et cause pour le parti des Deux-Couronnes. Le tournant de la guerre nous présente enfin deux changements remarquables : d'un côté, le peuple britannique commença à se désintéresser de la guerre : l'attrition « morale » joua à plein en faveur de la France. De l'autre, les Castillans affirmèrent de plus en plus ouvertement leur soutien au petit-fils de Louis XIV : ce fut leur attitude, plus encore que les victoires de Brihuega et Villaviciosa, qui fut décisive pour affermir la couronne de Philippe V.

Cette logique d'attrition qui se constate aux niveaux politiques et diplomatiques se retrouve également à une échelle beaucoup plus réduite : celle de la tactique. Cela est dû en grande partie aux évolutions techniques de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. La disparition de la pique et le triomphe de l'association baïonnette / fusil eurent comme conséquence la réduction du nombre de rangs et l'allongement des lignes de combat. Certes, cela présentait l'intérêt d'accroître la puissance de feu de chaque bataillon. En contrepartie, cet allongement multipliait le nombre de corps directement exposés aux balles. Aux yeux des auteurs militaires et des généraux de l'époque, la valeur des troupes résidait moins dans leur vivacité que dans leur capacité à supporter la vue de centaines de fusils prêts à tirer sur eux. Les soldats devaient être capables d'endurer patiemment les salves adverses, de voir sans broncher leurs compagnons tomber à leurs côtés. Cette force d'âme était jugée décisive dans l'issue d'un engagement : c'était le bataillon qui avait fait feu en dernier qui était réputé l'emporter. De fait, bien souvent, le moral de l'une des deux unités en présence craquait bien avant qu'elles ne fussent suffisamment proches pour que les échanges de coups eussent un effet réellement dévastateur. La peur tuait plus sûrement un bataillon que les balles.

Les engagements de cavalerie étaient de même conçus comme le choc de deux corps denses, qui devaient se pénétrer l'un l'autre puis se traverser tandis que chaque cavalier assénait des coups aux adversaires qui lui faisaient face. Quelques auteurs comme Puysegur recommandaient certes que les troupes montées fissent usage de leurs mousquetons avant l'assaut ; technique dont usèrent de nombreux régiments français ou étrangers durant la guerre de Succession d'Espagne. Cependant, tout le monde s'accordait à reconnaître que l'objectif du combat de cavalerie était la mêlée. En réalité, ce type d'affrontement avait rarement lieu... Soit l'un des deux escadrons s'esquivait juste avant le choc, soit les files s'écartaient et les cavaliers se croisaient sans chercher à combattre.

L'insistance sur les vertus d'endurance psychologique et de maîtrise de soi amena même la plupart des militaires français à dénigrer le recours à l'usage des armes à feu. Le débat concernait non seulement la cavalerie, mais aussi les troupes de pied. La plupart des

auteurs jugeaient que lors d'un affrontement en rase campagne, les fantassins français devaient s'interdire de faire feu sur l'ennemi. Ils devaient marcher en bon ordre sur le bataillon adverse et, à courte distance, l'enfoncer à coups de baïonnettes. On lit sous la plume de Villars ou de Guignard que l'usage du fusil était à réserver à la défense de positions retranchées ou à la lutte contre la cavalerie. Comment expliquer une telle exaltation de l'arme blanche ? On pourrait tout d'abord avancer un motif d'ordre culturel : le service à pied n'aurait pas su dégager une forme spécifique de mérite. Le feu ne se serait pas vu reconnaître une vertu équivalente à celle qui était traditionnellement accordée au fer, arme par excellence de la chevalerie, donc de la noblesse. De même qu'on attribua la victoire des cavaliers français à Leuze à leur recours exclusif à l'arme blanche, et qu'on expliqua la défaite de la gendarmerie à Blenheim en incriminant l'usage des armes à feu, on décerna les louanges les plus appuyées aux troupes de pied qui, à Calcinato ou au centre du champ de bataille de Ramillies, avaient emporté les positions ennemies la baïonnette au bout du fusil.

Il se peut également que les auteurs français aient cherché par cette valorisation excessive de la baïonnette à faire oublier les carences de l'infanterie française en matière de techniques de combat à distance. La plupart des relations de combats durant la guerre de Succession d'Espagne sont formelles : à effectif égal, les unités anglaises ou hollandaises parvenaient à produire un feu plus redoutable que celui des Français. Même Louis XIV et ses maréchaux avaient conscience de cet état de fait. Faut-il l'attribuer aux systèmes de tir employés, le tir par rang des troupes françaises étant inférieur au tir par peloton des britanniques ? Faut-il y voir là l'effet d'un entraînement plus intensif des troupes alliées ? Quoi qu'il en soit, ce désavantage explique souvent les déconvenues tactiques connues par les Français de 1704 à 1708.

### **Le phénomène bataille**

La guerre d'attrition qui s'est déroulée de 1701 à 1714 privilégiait donc la solidité et la force sur le mouvement et la vitesse ; il s'agissait moins de porter un coup fatal à l'adversaire que de l'épuiser. Il est convenu de considérer que les batailles étaient rares au début du XVIII<sup>e</sup> siècle ; mais avant d'émettre une telle affirmation, encore faut-il se demander ce qu'on appelait une bataille. Les définitions de l'époque ne diffèrent guère de celles que l'on adopte aujourd'hui : une bataille était une opération militaire groupant un grand nombre d'hommes sur un espace bien défini. L'action débutait généralement le matin ou vers le milieu de la journée, et se terminait par la retraite de l'un des deux belligérants, que l'on s'accordait à qualifier de vaincu. Sa bataille se caractérisait ainsi par son unité de temps, de lieu et d'action,

et par le fait qu'elle entraînait souvent des conséquences considérables. Tout le monde s'accordait sur cette définition théorique ; mais des discordances ne tardaient pas à poindre lorsqu'il s'agissait d'attribuer à tel ou tel événement militaire particulier le statut de bataille. D'innombrables variations apparaissaient : on opposait à la bataille les enlèvements de quartiers, les assauts de retranchements, les combats... Cette attitude n'était pas dénuée d'arrière-pensées : la bataille étant l'acte de guerre le plus prestigieux, le vainqueur revendiquait cette dignité pour le moindre de ses succès, tandis que le vaincu cherchait à relativiser son échec en prétendant qu'il ne s'agissait pas d'une bataille dans les formes.

À ce titre, il n'est guère possible d'établir un recensement positif et incontestable des batailles de la guerre de Succession d'Espagne. Nous assumerons donc la subjectivité des critères qui nous ont permis de dresser une liste de vingt-quatre engagements terrestres<sup>6</sup>. Nous avons choisi d'y inclure les actions menées contre des lignes de défense adverses (ce qui permet de considérer Donauwerth et Turin comme des batailles), mais d'en exclure les assauts de places-fortes et les surprises de villes (comme Crémone en 1702 ou Gand et Bruges en juillet 1708). L'autre élément à déterminer est le nombre d'hommes à partir duquel on peut parler de bataille. Un nombre de 30 000 combattants au total sur le champ de bataille semble un seuil raisonnable. Si l'on met en regard ce total de vingt-quatre engagements et le fait qu'ils se sont déroulés sur quatre fronts (Pays-Bas/Nord de la France, Allemagne, Italie/Sud de la France et Espagne) et en treize années de guerre, on obtient une moyenne de moins d'une bataille tous les deux ans pour chaque théâtre d'opération. On peut effectivement en conclure que la bataille était un événement rare –et d'autant plus redouté.

Si l'on s'intéresse plus avant à cette liste, on s'aperçoit que le nombre d'engagements est relativement bien réparti entre les fronts : cinq en Allemagne, six en Espagne et aux Pays-Bas, sept en Italie<sup>7</sup>. Si l'on s'intéresse aux effectifs déployés en revanche, la disproportion est évidente entre les Pays-Bas (100 000 hommes en moyenne pour les deux armées réunies) et l'Espagne (40 000 hommes en moyenne). Fait plus surprenant : durant la guerre de Succession d'Espagne, le parti des Deux-Couronnes a connu plus de victoires que les Alliés<sup>8</sup> !

---

<sup>6</sup> Cette liste a été établie principalement à partir de l'ouvrage de John Lynn sur les *Guerres de Louis XIV* (J. Lynn, *The wars of Louis XIV...*, *op. cit.*).

<sup>7</sup> Les batailles retenues dans cette liste sont celles de Chari, Carpi, Luzzara, Cassano, Calcinato, Turin et Castiglione pour l'Italie, Friedlingen, Spire, Höchstädt, Donauwerth et Höchstädt/Blenheim pour l'Allemagne, Ekeren, Ramillies, Audenarde, Wynendael, Malplaquet et Denain pour les Pays-Bas, Almansa, La Gudiña/Campo Maior, Almenara, Saragosse, Brihuega et Villaviciosa pour l'Espagne.

<sup>8</sup> Les batailles de Friedlingen, Ekeren, Höchstädt (1), Spire, Cassano, Castiglione, Almansa, La Gudiña/Campo Maior, Brihuega, Villaviciosa et Denain ont été considérées comme des victoires pour les Deux-Couronnes ; Chari, Carpi, Donauwerth, Höchstädt/Blenheim, Ramillies, Turin, Audenarde, Wynendael,

Mais il n'y avait bien entendu rien de commun entre le fait de remporter la première bataille d'Höchstädt et la seconde.

Si les batailles étaient rare, c'était en premier lieu parce qu'elles ne pouvaient se dérouler avant qu'un certain nombre de conditions ne fussent réunies. Il fallait déjà trouver un champ de bataille suffisamment vaste et plat pour que les troupes pussent se déployer. Il fallait ensuite que les chefs de guerre adverses fussent tous deux enclins au combat. En effet, la lourdeur des armées et les principes de la « guerre de positions » ne permettaient guère à un général de l'époque d'imposer la bataille à son opposant. Une armée en infériorité numérique ou trop peu sûre d'elle pour prendre le risque d'une bataille pouvait le plus souvent se retirer avant que le gros des troupes ennemies ne la menaçât réellement.. Rien n'illustre mieux cet état de fait que la campagne de 1704 en Allemagne. On y assista à un constant rééquilibrage des forces entre Franco-Bavarois et Alliés. Au tout début de la campagne, l'Électeur et Marcin craignaient le combat et ils préféraient attendre les recrues du maréchal de Tallard. Ils prirent l'offensive dès qu'ils les reçurent, mais leurs adversaires se refusèrent alors à lutter. Ensuite, lorsque Marlborough et ses troupes arrivèrent dans l'Empire, il ne fut plus question de bataille pour les Franco-Bavarois. En large infériorité numérique, ceux-ci se réfugièrent sous Augsbourg sans que le capitaine-général britannique, faute d'artillerie, ne pût véritablement les inquiéter. Pour les contraindre à se déplacer, il ne resta plus à Marlborough qu'à ravager le territoire qu'il occupait. Enfin, l'arrivée de Tallard rétablit un relatif équilibre des forces : se sentant suffisamment puissants, les deux maréchaux français et l'Électeur prirent le risque de s'installer à proximité de l'armée alliée. Ils étaient convaincus que dans leur situation, une attaque des Coalisés tournerait à leur avantage ; ils n'imaginaient pas qu'Eugène et Marlborough prendraient le risque de franchir le Nebel en leur présence.

De fait, si les batailles étaient peu fréquentes, c'était également en raison de la prudence de la plupart des généraux, qui voulaient rarement commettre leur armée, leur réputation, voire leur vie, au danger d'un engagement en rase campagne. On a souvent attribué cette frilosité au seul Louis XIV, « stratège de cabinet » qui aurait bridé ses chefs militaires en leur imposant une conduite précautionneuse. Or, l'examen de la correspondance échangée entre le roi et ceux qui dirigeaient ses armées montre que le souverain était souvent plus enclin au combat que les officiers sur le terrain. A de nombreuses reprises, il réclama la bataille à des chefs qui s'y dérobaient, comme Catinat au tout début de la guerre, ou même Villars avant la

---

Malplaquet, Almenara et Saragosse furent des victoires alliées. Luzzara n'a pas été comptabilisée faute d'être capable de déterminer le vainqueur.

manœuvre de Denain. À l'inverse, on a souvent dit que les deux grands généraux alliés avaient triomphé car ils recherchaient systématiquement la bataille. Certes, il faut le répéter, ils faisaient généralement preuve de beaucoup plus d'audace que leurs homologues français. Mais ils ne prenaient pas le risque d'un combat lorsqu'ils manquaient de renseignements sur l'adversaire, ou lorsqu'ils occupaient une position favorable qu'ils ne souhaitaient pas quitter. Marlborough n'osa pas attaquer l'armée de Vendôme dans sa marche vers Gand et Bruges en juillet 1708, alors qu'elle prêtait le flanc à ses troupes. Quelques mois plus tard, alors qu'ils assiégeaient Lille, les Alliés soigneusement retranchés prirent bien garde de ne pas donner l'occasion aux Français de les attaquer, alors que Vendôme brûlait de se risquer à une bataille.

La bataille était donc rarement un événement complètement inattendu. Les simples soldats, aussi bien que les officiers, pouvaient percevoir le risque grandissant d'en arriver à un engagement général. Pour ces hommes, la bataille représentait-elle une perspective cauchemardesque, ou était-elle porteuse de l'espoir d'en terminer, au moins provisoirement, avec les angoisses de la campagne ? À l'entrée sur le champ de bataille, le soldat percevait-il la force de sa propre armée déployée en grande pompe et au son des tambours, ou se sentait-il nu et isolé face à la puissance de l'ennemi ? Était-il accompagné par ses camarades ou bien poussé par ses officiers ? Les témoignages nous manquent pour répondre à ces questions ; les seuls écrits qui nous soient parvenus ont pour auteurs des officiers, et généralement des officiers supérieurs. Quoi qu'il en soit, ceux-ci évoquent souvent l'enthousiasme que l'on pouvait ressentir au début de la journée : l'admiration devant les lignes régulières disposées sur un terrain uni, devant l'éclat des uniformes chamarrés et des cuirasses rutilantes. Il est vrai que les gradés étaient souvent à cheval ; le fantassin enfermé au sein de son bataillon ne jouissait sans doute pas de la même vue sur le spectacle qui allait se dérouler, et dont il allait être un des acteurs.

Cependant, tous les protagonistes n'allaient pas jouer le même rôle. Pour un certain nombre de soldats, la bataille se déroulait l'arme au pied. Les unités de l'aile gauche de l'armée française à Ramillies et Audenarde passèrent toute leur journée ainsi, avant de se retirer à l'annonce de la défaite. Il ne faudrait pourtant pas croire que leur situation était confortable. D'une part, leur tension nerveuse était probablement aussi grande que leur sentiment d'impuissance vis-à-vis de l'évolution du combat. D'autre part, ils savaient que même s'ils n'avaient pas été directement engagés, ils pourraient se voir en cas de retraite contraints de protéger leurs camarades en fuite. C'est pourquoi c'est souvent au sein de ces

unités-là, qui n'avaient pas été exposées au combat, que naissaient les phénomènes de panique.

À celles qui, au contraire, étaient effectivement engagées face à l'ennemi, la violence de la bataille se laissait progressivement découvrir. Il s'agissait d'abord de la violence des perceptions : le bruit proprement assourdissant des armes à feu, l'odeur de la poudre, le contact avec la fumée qui s'attachait aux corps souvent mouillés de pluie ou de sueur, et qui enténébrait l'espace du combat. La violence physique ne tardait pas à se manifester. Les coups étaient d'abord tirés de loin, par l'artillerie ; puis venaient les salves de la mousqueterie. Le bataillon ou l'escadron marchait à l'ennemi, à moins qu'il ne craquât soudainement et qu'il ne se retirât pour se rallier quelques centaines de mètres plus loin sous les objurgations de leurs officiers. Lorsque deux unités d'infanterie ou de cavalerie se rencontraient, c'était la mêlée. Se déchaînait alors une forme de violence collective, massive, qui n'avait qu'un mérite, celui de la brièveté. Ce mode de violence-là, les armes, les techniques alors employées pour survivre, l'expérience ressentie par les combattants échappent très largement à l'analyse historienne. C'est son mystère que tentaient de percer les artistes de l'époque qui, à l'instar d'Huchtenburg, représentaient sans relâche le chaos et la confusion de ces épisodes sanglants.

Néanmoins, ce n'étaient généralement pas ces combats qui infligeaient le plus de victimes aux armées de la guerre de Succession d'Espagne. En réalité, la plupart des pertes avaient lieu quand se déliaient les liens qui soudaient entre eux les hommes d'une même unité. Lorsque la confiance, l'honneur ou la discipline n'arrivaient plus à maintenir la cohésion de l'escadron ou du bataillon, la bataille se désagrégait en d'innombrables engagements individuels, opposant des groupes d'infanterie et de cavalerie détachés par le vainqueur à des fuyards éperdus. Ces pertes-là, celles qui avaient lieu durant la phase de retraite, étaient toutes au débit du vaincu.

Nous avons cherché dans notre étude à définir ce qui faisait la spécificité d'une bataille sous l'Ancien Régime, et particulièrement au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous avons vu que ni les effectifs mis en œuvre, ni le schéma tactique, ni les techniques de combat employées ne pouvaient incontestablement donner à un engagement le statut de bataille. On comprend mieux les ambiguïtés du phénomène bataille si on ne le se représente plus comme un combat en champ clos entre la volonté inflexible de deux généraux, mais comme la somme de milliers d'expériences portées à leur paroxysme. Ce qui faisait l'essence de la bataille, c'était en fait beaucoup moins son caractère défini et circonscrit, sa capacité à respecter la règle des trois



unités, que ce phénomène d'agrégation d'espairs, de férociétés et de souffrances individuelles, passant successivement par différents seuils de violence.

Cependant, la bataille était autant une expérience vécue qu'une expérience remémorée. C'est pourquoi, après chaque bataille, les chefs politiques et militaires des puissances belligérantes cherchaient à modeler ses contours encore flous. C'était d'abord au général en chef d'entrer en lice : il se devait de faire reluire auprès de son souverain tout l'éclat de sa victoire, ou à l'inverse de le convaincre que ce qui ressemblait à une déroute n'était en réalité qu'une reculade passagère. Si l'ampleur de la défaite était trop voyante, le commandant devait trouver des responsables pour éviter la disgrâce. Après la bataille perdue face à l'ennemi, une deuxième bataille, intestine cette fois-ci, naissait donc entre les différents acteurs impliqués dans la prise de décision stratégique. En 1704, Tallard renvoya la responsabilité de la défaite à Marcin, à l'Électeur et à la gendarmerie ; en 1706 Orléans se plaignit de ses officiers généraux : ceux-ci en retour accablèrent Marcin qui venait opportunément de mourir ; en 1708 la lutte féroce entre les ducs de Vendôme et de Bourgogne déchira la Cour et nourrit l'imagination des chansonniers de la capitale. Ce phénomène n'eut pas lieu après la bataille de Ramillies. Le tout-puissant Villeroy décidait de tout dans l'armée des Flandres : après sa défaite, il ne trouva personne d'autre à accabler que sa propre malchance. Cependant, lorsqu'il fut disgracié, il décida de faire porter sa vindicte sur Chamillart.

Mais déjà se dessinait une troisième bataille : elle impliquait cette fois-ci les gazetiers de chaque camp. Il s'agissait pour les vainqueurs d'expliquer en quoi leur triomphe allait immanquablement amener la conclusion d'une paix favorable. Les vaincus se devaient de démontrer que l'essentiel avait été conservé, que les troupes s'étaient battues vaillamment malgré leur déroute, que le succès de leurs adversaires risquait de faire naître des tensions diplomatiques dans le camp de ces derniers. Ces prises d'armes entre plumes françaises, anglaises, allemandes ou hollandaises ne duraient qu'un temps. Elles prenaient généralement fin lorsqu'un autre événement d'importance venait occuper le devant de l'actualité.

Une dernière bataille se déroulait enfin : celle-ci avait moins pour objet les contemporains de l'événement que la postérité. Le talent des artistes – architectes, sculpteurs, peintres, tapissiers, graveurs, poètes et écrivains de toutes sortes – devait expliquer aux générations futures les enjeux de la guerre qui était en train de se dérouler. Il s'agissait de publier la gloire des généraux vainqueurs, afin que ne se perdît pas la mémoire de leurs succès. Il fallait aussi expliquer que ce n'était pas par cupidité ou appétit de conquêtes, mais pour de justes causes – qu'il s'agît de défendre la liberté en Europe ou dans l'Empire, le

## LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE

caractère sacré des liens dynastiques et familiaux, le protestantisme ou la religion catholique – que tant d'hommes avaient trouvé la mort.

En définitive, même si la guerre était à bien des égards limitée à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle n'en était pas moins le théâtre d'une multitude de formes de violence et de décès. Les fantassins de l'aile droite française qui se firent massacrer sur pied par la cavalerie et l'infanterie alliées à Blenheim, les grenadiers prussiens assommés à coups de pierre sous les retranchements de Turin ou les troupes de la Maison du Roi contraintes de subir stoïquement le feu de la mousqueterie à Audenarde n'auraient guère compris en quoi consistaient ces fameuses limites. Parler à leur endroit de « guerre en dentelles » serait faire bien peu de cas de la souffrance des hommes qui allaient au combat sur les champs de bataille de la guerre de Succession d'Espagne. La guerre, comme le disait Clausewitz, a toujours eu pour prix le sang.

## INDEX

## INDEX

Les noms de personne sont indiqués en petites majuscules. La nationalité n'est précisée que lorsque le personnage en question n'est pas français. Pour les militaires ayant servi pendant la guerre de Succession d'Espagne, nous avons cherché, dans la mesure du possible, à indiquer à la fois le grade et la fonction qu'ils exercent au moment où ils sont cités dans ce présent travail, et le dernier grade obtenu.

Les noms de lieux apparaissent en italique. Nous n'avons pas effectué de localisation précise des lieux se rapportant à des événements historiques se déroulant en dehors des fronts flamands, allemands et italiens de la période 1704-1708, tels que les noms de batailles ou de traités. Nous avons identifié les localités d'Allemagne en donnant le *land* (la région), le *kreis* (ce qu'on pourrait traduire par arrondissement) et la commune ; celles de Belgique avec la province et la commune, celles d'Italie avec la région, la province et la commune, celles de France avec le département, le canton et la commune. Lorsque la localité est le chef-lieu d'une circonscription, nous ne mentionnons pas la circonscription (ainsi, nous n'indiquons pas que Dillingen est situé dans le *kreis* de Dillingen ; de même, quand le canton français n'est pas précisé, c'est que la commune est chef-lieu de canton).

Certaines vedettes ont été omises en raison de la fréquence de leurs occurrences. Nous n'avons de ce fait pas créé d'entrées pour les principaux protagonistes des opérations militaires de la guerre de Succession d'Espagne – Chamillart, Louis XIV, Marcin, Marlborough, Orléans, Tallard, Vendôme, Villeroy et le prince Eugène. Il en a été de même pour les noms des nations belligérantes – France, Angleterre, Hollande, Savoie-Piémont –, des régions où se déroulent les opérations : Bavière et Pays-Bas espagnols, et des batailles elles-mêmes (Blenheim, Ramillies, Turin et Audenarde). Enfin, nous n'avons pas indexé les notes de bas de page.

## INDEX

### A

- ABIMELECH, juge d'Israël : 1039
- Abruzzes*, chaîne de montagnes d'Italie : 379
- ADDISON (Joseph), essayiste, poète et homme politique britannique : 31, 995, 1009, 1036, 1037, 1040, 1042, 1046, 1049, 1067, 1072, 1076, 1080
- Adige*, fleuve d'Italie : 153, 160, 162, 253-261, 300, 323, 379, 382, 383, 406, 427, 442, 452-460, 492, 494, 978
- Adigetio*, rivière d'Italie : 258
- Agria* [Hongrie] : 174
- Aidenbach* [land Bavière, kreis Passau] : 400
- Aire sur la Lys* [Pas-de-Calais] : 314, 838
- Aix-la-Chapelle* [land Nord-du-Rhin-Westphalie] : 394, 830, 938, 985
- ALBERGOTTI (François Zénobe-Philippe, comte de), lieutenant général (1702) : 346, 443, 484, 547, 552, 553, 561, 604, 605, 919, 949
- ALBERONI (Giulio), favori du duc de Vendôme, puis cardinal et ministre de Philippe V : 44, 426, 585, 962, 964
- ALBRECK (Jean), barbier à Kehl : 436
- Albuera* [Espagne] : 6
- Alcantara* [Espagne] : 193, 198, 371, 982, 983
- ALEGRE (Yves, marquis d'), lieutenant général (1702), maréchal de France (1724) : 185, 198
- Alesia* [France] : 1
- Alessandria* [région Piémont, prov. Alessandria] : 188, 264, 347, 348, 349, 363, 368, 369, 371, 374, 405, 469, 553, 908, 920
- ALEXANDRE LE GRAND (Alexandre III, dit), roi de Macédoine : 336, 1035, 1051
- Almanza* [Espagne] : 202, 218, 1093, 1103
- Alost* [prov. Oost-Vlaanderen] : 276, 346, 351, 358
- Alpes* : 115, 146, 170, 207, 208, 222, 271, 351, 446, 467, 888, 1136
- Alsace* : 130, 132, 133, 159, 160, 164, 168-170, 192, 209, 222, 224, 227, 237, 240-242, 247, 249, 269, 290, 296, 297, 338, 340, 397, 428, 434, 439, 460, 465, 495, 610, 993
- Altessano* [région Piémont, prov. Turin, comm. Turin] : 548
- Altranstadt* [land Saxe, kreis. pays de Leipzig, Grosslehna] : 21, 212
- AMIENS (le vidame d'), voir CHAULNES
- Amsterdam* : 25, 186, 427, 827, 864, 870, 871, 873, 876, 926, 962, 991
- Anet* [Eure-et-Loir] : 448, 452, 965
- ANGERVILLIERS (Nicolas Prosper Bauyn d') : 283, 361, 362
- ANHALT-DESSAU (Léopold I<sup>er</sup>, prince d'), surnommé *Le vieux Dessau* : 548, 726, 1040
- ANNE STUART, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande : 31, 33, 146, 193, 200, 218, 226, 584, 850, 926, 999, 1010, 1034, 1037-1039, 1045, 1048-1053, 1055, 1057, 1059, 1065, 1107
- Annecy* [Haute-Savoie] : 189
- ANSHENIN (le P.), ecclésiastique namurois : 433
- ANTIN (Louis Antoine de Pardaillan de Gondrin, duc d'), lieutenant général (1702) : 764, 789, 790, 942, 949, 968, 977, 1087
- ANTIOCHUS, roi de Syrie (175-164) : 1070
- Anvers* [Belgique] : 157, 228, 249, 250, 270, 275, 342, 343, 345, 346, 370, 371, 372, 376, 378, 387, 388, 390, 404, 473, 868, 876

## INDEX

- Aoste* [région Vallée d'Aoste] : 347
- Arbela* [actuellement en Irak] : 1051
- ARCO (Jean-Baptiste, comte d'), feld-maréchal  
au service de Bavière : 161, 223, 232, 233,  
519
- ARENES ou ARENNES (François de Pierre,  
marquis d'), lieutenant-général (octobre  
1704) : 346
- ARGYLL (John Campbell, duc d'), feld-  
maréchal britannique (1715) : 562, 740,  
1005
- ARPAJOU (Louis, marquis d'), brigadier (1703),  
lieutenant général (1718) : 735, 800, 899,  
945, 969
- ARTAGNAN (Pierre de Montesquiou, comte d'),  
lieutenant général (1696), maréchal de  
France (1709) : 211, 281, 359, 544, 558,  
561, 562, 616, 617, 631, 633, 812, 943, 945,  
952, 969, 973, 974, 975, 976, 1087
- Artois* : 130, 283, 352, 394, 470, 529
- Assaye* [Inde] : 808
- Asti* [région Piémont, prov. Asti] : 263, 547,  
949
- Ath* [Hainaut] : 47, 342, 345, 346, 367, 409,  
860, 912, 1123
- Athènes* [Grèce] : 1052
- Aubusson* [Creuse] : 1003
- Auerstadt* [Allemagne] : 12, 335
- Augsbourg* [land Bavière] : 43, 162, 164, 170,  
178, 180, 234, 235, 239, 245, 300, 323, 326,  
607, 1008, 1059, 1060, 1106, 1129
- AUGUSTE (Caius Octavius), empereur romain :  
1050
- AUGUSTE LE FORT (Auguste II, dit), roi de  
Pologne, électeur de Saxe : 148, 158, 182
- AURIGNAC (François d'), maréchal de bataille :  
650
- Austerlitz* : 1, 336, 407, 1105, 1115
- AUTEL (le comte d'), gouverneur espagnol de  
Luxembourg : 854
- Autre-Église* [prov. Brabant-Wallon, comm.  
Ramillies] : 532, 535, 540, 598, 599, 739
- Auvergne* : 360
- AUVERQUERQUE (Henri Nassau, comte d'),  
feld-maréchal hollandais : 197, 209, 345,  
566, 821, 860
- Azincourt* [France] : 1, 6, 1051

## B

- Badia Polesine* [région Vénétie, prov.  
Rovigo] : 253, 254, 257, 258, 287, 288, 381
- BAGNOLS, voir DUGUE DE BAGNOLS
- Bâle* [Suisse] : 788, 854
- Bapaume* [Pas-de-Calais] : 314
- BARAK, général d'Israël : 1038
- Barcelone* [Espagne] : 183, 190, 191, 193, 198,  
252, 444, 852, 930, 981, 983, 1006, 1077
- BARDET DE VILLENEUVE, écrivain militaire :  
1098
- BAUDELAIRE (Charles), poète et critique  
littéraire : 840
- BAVIERE (Maximilien-Emmanuel de  
Wittelsbach, Électeur de) : 2, 4, 19, 23, 28,  
29, 42, 47, 139, 147, 158-162, 164-172,  
177-181, 185, 186, 188, 194, 200, 201, 213,  
222-224, 226, 227, 229, 231, 232, 234-243,  
251, 269, 271, 274, 282, 296, 299, 315, 323,  
338, 339, 342, 345, 355, 375, 378, 384-386,  
389, 396-401, 405, 421, 433, 437, 440, 461-  
465, 472, 477-479, 481, 482, 491, 497, 498,  
500, 505, 514, 516, 517, 519, 523, 525, 527,  
532, 534, 538, 540, 544, 572-576, 589, 590,  
593, 607, 612, 613, 616, 620, 621, 659, 660,  
683, 694, 703, 758, 814, 851, 852, 871, 898,

## INDEX

- 900, 915, 917-919, 921, 933, 935, 939, 941, 950, 951, 977, 979, 1017, 1025, 1036, 1044, 1066, 1071, 1076, 1077, 1078, 1079, 1082, 1086, 1129, 1132
- BAVIERE (Joseph Ferdinand Léopold de Wittelsbach, prince électoral de), fils de l'Électeur de Bavière : 158
- BAVILLE (Nicolas de Lamoignon, marquis de) : 1, 360
- BAYLE (Pierre), philosophe et écrivain : 414, 873
- BEAUFORT (François de Bourbon-Vendôme, duc de) : 963
- BEAUHARNAIS (Eugène de), vice-roi d'Italie : 160
- BEAUVILLIER (Paul, duc de), ministre d'État : 142, 205, 961, 964
- Bedburg* [land Nord-du-Rhin-Westphalie, kreis Rhin-Erft] : 226, 292
- BEDMAR (le marquis de), gouverneur général intérimaire des Pays-Bas espagnols : 157, 886
- Belgrade* [Serbie] : 28, 48, 1003
- BELIDOR (Bernard Forest de), écrivain militaire : 1098
- BELLEFONDS (le marquis de), officier français : 888
- BELLERIVE (Jules Alexis Bernard, chevalier de), secrétaire du duc de Vendôme, historien : 20, 43, 457, 641, 643, 735, 799, 905
- Belvédère* (le palais du) : 1002, 1062, 1063, 1064, 1109
- BENTEY, érudit britannique : 31
- BERGEYCK (Jean de Brouhoven de), surintendant général des finances, contrôleur général des guerres : 38, 199, 201, 210, 275, 376, 471, 473, 491, 498, 859, 887, 901, 914, 915
- Berlin* : 960, 1003
- BERNAGE (Louis de -, seigneur de Saint-Maurice et de Vaux), intendant de Franche-Comté de 1703 à 1708 : 360
- BERNARD (Samuel), financier : 205, 211, 351
- BERNARDONI (Antonio), compositeur italien : 1011
- Berne* : 863
- BERNIERES (Charles-Étienne Maignart de), intendant du Hainaut (1698), de Flandre maritime (1705), de Lille (1708) : 351, 392, 393, 630, 634, 886, 910, 911, 931
- BERRY (Charles, duc de), petit-fils de Louis XIV : 211, 270, 408, 556, 583, 584, 593, 605, 923, 965, 1088
- BERWICK (Jacques de Fitz-James, duc de), maréchal de France : 46, 202, 214, 271, 273, 275, 351-355, 441, 472, 491, 498, 505, 603, 629, 630, 631, 634, 884, 886, 924, 961, 962, 1084
- Béthune* [Pas-de-Calais] : 838
- Biberach sur le Riss* [land Bade-Wurtemberg] : 299
- BIGNON (Jean-Paul), homme d'Église et bibliothécaire du roi : 1012
- BIRON (Armand Charles de Gontaud, duc de), lieutenant général (octobre 1704), maréchal de France (1734) : 483, 555, 556, 557, 558, 559, 585, 590, 770, 821
- BLACKADDER (John), capitaine puis lieutenant-colonel britannique : 803
- BLAINVILLE (Jules Armand Colbert, marquis de), lieutenant général (1702), directeur général de l'infanterie de l'armée du Danube

## INDEX

- (1704) : 155, 315, 316, 317, 517, 522, 571, 593, 595, 887
- BLANZAC (Charles de La Rochefoucault de Roye, comte de), maréchal de camp (1702), lieutenant général (octobre 1704) : 530, 531, 595, 597, 856, 858, 887
- BLATHWAYT (William), secrétaire d'État de la Guerre britannique : 502
- Blenheim Palace* [Royaume-Uni] : 26, 32, 926, 999, 1000, 1001, 1025, 1030, 1050, 1055, 1057, 1064
- BLOUIN (Louis), premier valet de chambre du roi : 960
- Bohême* : 149, 167, 500
- BOILEAU (Nicolas), écrivain et théoricien de la littérature : 1010
- Bois-le-Duc* [Pays-Bas] : 185
- BOLINGBROKE (Henri Saint-John, vicomte de), homme politique britannique : 31, 865
- BOMBARDA (Gio Paolo), trésorier général et conseiller des finances de l'Électeur de Bavière : 161
- BOMBELLES (Henri-François de), officier et écrivain militaire : 722, 819, 1098, 1099
- BON CORRESPONDANT (LE), espion au service de la France : 197, 208, 249, 251, 426, 431-434, 490, 942
- Boneffe* [prov. Namur, comm. Eghezee] : 533, 535
- Bonn* (Allemagne) : 157, 198, 226, 396, 415, 417
- BONNEVAL (Claude-Alexandre, chevalier puis comte de), militaire au service de la France, de l'Empereur puis des Turcs : 494
- Bordeaux* [Gironde] : 47, 1015
- Borgh* [probablement *Borgerhout*, prov. Anvers, comm. Anvers] : 345
- BORSSELE VAN DER HOOGHE (Adriaan van, s<sup>r</sup> van GELDERMALSEN), député des États-Généraux : 502, 884
- BOSSUET (Jacques-Bénigne), homme d'église et écrivain : 571
- Bouchain* [Nord] : 367, 1004, 1017, 1064
- BOUFFLERS (Louis François, marquis puis duc de), maréchal de France : 156, 157, 213, 293, 353, 598, 651, 658, 886, 888, 960, 967, 971, 993, 1117
- BOUILLON (Marie-Anne, duchesse de) : 963
- Boussre* [probablement *Boussu*, prov. Hainaut] : 912, 913
- Bouvines* [France] : 7, 8, 30, 509
- BOYLE (Henry), successeur de Harley comme secrétaire d'État du département du Nord : 475, 850
- Brabant* : 2, 157, 248, 270, 322, 341, 342, 345, 365, 376, 377, 378, 386, 403, 421, 476, 533, 573, 637, 901, 913, 991, 1004, 1017, 1025
- Braine l'Alleud* [prov Brabant-Wallon] : 272, 273, 275, 285, 460, 471, 472, 1113
- Brandebourg* : 131, 145, 148, 158, 169, 174, 182, 219, 302, 335, 358, 408, 433, 671, 684
- Bréda* [Pays-Bas] : 569, 1022
- Breitenfeld* [land Saxe-Anhalt, kreis Altmarkkreis Salzwedel] : 4, 509
- Brescia* [région Lombardie] : 253, 254, 287, 302
- Brest* [Finistère] : 32
- Bretagne* : 283
- BRETAGNE (Louis de France, duc de), premier fils du duc de Bourgogne : 929, 1093
- Briançon* [Hautes-Alpes] : 347, 361, 362
- BRIANÇON (Carron Di San Tomasso, Giuseppe Gioacchino, comte de), envoyé de Savoie à

## INDEX

- la cour de Londres (1704-1709) : 193, 196, 426, 431
- Brihuega* [Espagne] : 1126
- BRINGFIELD, colonel britannique, écuyer du duc de Marlborough : 386, 503, 577
- Brisach* [land Bade-Wurtemberg, kreis Breisgau-Hochschwarzwald] : 162, 164, 170, 223, 283, 428, 581, 985, 1081
- Brisgau* : 227
- BROGLIE (François-Marie, duc de), lieutenant général (1710), maréchal de France (1734) : 504
- Browaan* [prov. Oost-Vlaanderen, comm. Audenarde] : 555
- Bruges* [prov. West-Vlaanderen] : 222, 276, 277, 322, 342, 343, 345, 346, 350-352, 355, 387, 421, 429, 437, 482, 487, 497, 569, 603, 630, 880, 882, 909, 924, 935, 962, 984, 991, 1054, 1073, 1128, 1130
- Bühl* [land Bade-Wurtemberg, kreis Rastadt] : 166, 223, 436, 853
- BÜLOW (Dietrich von), officier et écrivain militaire allemand : 1104, 1105
- Burgau* [land Bavière, kreis Günzburg] : 158, 178, 188
- Burgos* [Espagne] : 211
- BUSSY-RABUTIN (Roger de Rabutin, comte de Bussy, dit), officier et écrivain : 762
- BUYS (Willem), pensionnaire d'Amsterdam : 196
- BYNG (Georges, vicomte de Torrington), amiral britannique : 206, 872
- C**
- CADOGAN (William, comte), quartier-maître général britannique : 196, 277, 279, 370, 386, 392, 520, 556, 558, 559, 562, 590, 1005, 1040
- Caen* [Calvados] : 874
- Calais* [Pas-de-Calais] : 861
- Calcinato* [région Lombardie, prov. Brescia] : 189, 197, 252-255, 323, 348, 410, 449, 452, 455, 501, 577, 643, 654, 657, 673, 720, 739, 741, 744, 787, 799, 802, 821, 1127
- CALLOT (Jacques), graveur : 1018
- Cambrésis* : 352, 470
- CAMETTI (Bernardino), sculpteur italien : 1005
- CAMPISTRON (Jean Galbert de), poète dramatique : 962, 1014
- Canal Blanc*, cours d'eau d'Italie : 256-261, 323, 456, 458, 459, 492
- CANET (Antonio), officier à la solde d'Espagne commandant la place de Novare : 373
- Cannes* [Italie] : 637, 1115
- CARAMAN (Pierre Paul Riquet de Bonrepos, comte de), lieutenant général (1702), lieutenant-colonel des Gardes françaises : 718, 937
- Carpi* [région Émilie-Romagne, prov. Modène] : 153, 262, 304, 326, 368
- Casal* (en it. *Casale Monferrato*) [région Piémont, prov. Alessandria] : 186, 347, 350, 375, 443, 736, 818
- Cassano* [région Lombardie] : 189, 577, 772, 799, 817, 906, 1003
- Cassel* [Nord, arr. Dunkerque] : 652
- Castagnaro* [région Vénétie, prov. Vérone] : 257, 457
- Castiglione delle Stiviere* [région Lombardie, prov. Mantoue] : 348, 368, 459, 639, 640, 673, 731, 732, 766, 817, 869, 920, 1090
- CASTOR, héros de la mythologie grecque : 1058



## INDEX

- Catalogne* : 27, 190, 193, 194, 199, 202, 209, 310, 496, 872, 1112
- CATINAT (Nicolas), maréchal de France : 144, 153, 186, 417, 418, 440, 496, 497, 657, 1088, 1106, 1121, 1129
- CATON (Marcus Porcius), homme politique romain : 1009
- Cavoretto* [région Piémont, prov. Turin, comm. Turin] : 552
- Cerdagne* : 130
- CESAR (Caius Julius), général et homme d'État romain : 6, 24, 448, 779, 1035, 1039, 1059, 1102, 1105
- CHAMARANDE (Louis d'Ornaison, comte de), lieutenant général (février 1704) : 266, 485, 949
- CHAMLAY (Jules Louis Bolé, marquis de), maréchal général des logis : 10, 26, 135, 141, 142, 166-171, 174, 216, 217, 236, 359, 376, 397, 412, 417-422, 464, 496, 498, 661, 906, 913, 927
- Chantilly* [Oise, arr. Senlis] : 44, 1003
- CHARLEMAGNE, empereur des Francs : 24
- Charleroi* [prov. Hainaut] : 47, 429, 661, 823
- CHARLES I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande : 205
- CHARLES II, roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande : 1050
- CHARLES II, roi d'Espagne : 23, 134, 138, 140, 143, 158, 185, 193, 214, 215, 220, 367, 369, 408, 584, 801, 913, 1112, 1121
- CHARLES QUINT, empereur germanique et roi d'Espagne : 139, 200, 985, 1055, 1091
- CHARLES V, duc de Lorraine : 132
- CHARLES VI, prétendant au trône d'Espagne, empereur germanique : 24, 48, 139, 146, 152, 183, 185, 190, 194, 200, 371, 376-378, 501, 810, 872, 913, 1007, 1085, 1112, 1125
- CHARLES XI, roi de Suède : 1003
- CHARLES XII, roi de Suède : 135, 212, 335, 433, 531, 684, 691, 850, 1112
- CHARLES-EMMANUEL III, roi de Sardaigne : 1004
- CHASTELET (la marquise du) : 888
- CHAULNES (Louis Auguste d'Albert d'Ailly, duc de, dit le Vidame d'Amiens), maréchal de camp (juin 1708), maréchal de France (1741) : 568, 859
- CHAVATTE, ouvrier lillois : 988
- CHELADET (François de Dienne, comte de), lieutenant général (octobre 1704) : 554
- Cherasco* [région Piémont, prov. Coni] : 266
- CHEVALIER (Nicolas), pasteur exilé : 1066
- CHEVREUSE (Charles Honoré d'Albert, duc de Luynes, de Chaulnes et de), pair de France, gouverneur de Guyenne : 205, 206, 961, 964
- Chiari* [région Lombardie, prov. Brescia] : 153, 497, 1003
- Chieri* [région Piémont, prov. Turin] : 266
- Chivasso* [région Piémont, prov. Turin] : 360, 368, 444, 553
- CHOUIN (Marie-Émilie Joly de), épouse secrète du Grand Dauphin : 960
- CHURCHILL (Arabella), soeur de Marlborough : 214
- CHURCHILL (Charles), lieutenant général britannique : 228, 245, 292
- CHURCHILL (Sarah, duchesse de Marlborough), femme de John Churchill : 887, 1001
- CHURCHILL (Winston), homme d'État et historien britannique : 22, 32, 33, 157, 230,

## INDEX

- 236, 238, 240, 337, 346, 354, 537, 558, 560,  
567, 577, 578, 618, 637, 731, 880
- CLARE (Milord), colonel irlandais au service  
de la France : 720
- CLAUSEWITZ (Karl von), général et penseur  
militaire prussien : 220, 280, 334, 335, 336,  
401, 407, 411, 476, 477, 480, 489, 636, 646,  
755, 839, 1104, 1105, 1111, 1116, 1118,  
1119, 1133
- CLÉMENT XI, Pape : 152, 301, 320
- CLERAMBAULT (Philippe de Clérambault de  
Paluau, marquis de), lieutenant général  
(1702) : 521, 594, 595, 596, 673, 887
- Clèves* [Allemagne] : 219
- CLOVIS, roi des Francs : 43
- Coblence* [land Rhénanie-Palatinat] : 226, 227,  
228, 273, 479
- COEHOORN (Menno, baron de), ingénieur et  
général hollandais : 157, 375
- COËTLOGON (Alain-Emmanuel, chevalier, dit  
le marquis de) vice-amiral de France (1716),  
maréchal de France (1730) : 863
- COIGNY (Robert Jean Antoine de Franquetot,  
comte de), lieutenant général (1693),  
commandant de l'armée de la Moselle  
(mars-octobre 1704) : 241, 434, 435, 566,  
853, 855
- COLMENERO (François de -, chevalier de  
Saint-Jacques) : 372, 429, 469
- Cologne* [land Rhénanie du Nord-Westphalie] :  
131, 174, 181, 215, 445, 805, 901
- CONCINI (Concino), maréchal de France : 1013
- CONDE (Louis II de Bourbon, duc d'Enghien  
puis prince de) : 35, 44, 154, 281, 282, 330,  
342, 367, 413, 415, 419, 571, 766, 1003,  
1073, 1106
- Condé* [Nord] : 203
- Constance*, lac de Suisse : 397
- CONSTANTIN, empereur romain : 1035
- NERON (Claudius), consul et général romain :  
1105
- CONTADES (Georges Gaspard de), brigadier  
(juin 1708), lieutenant général (1720) : 593,  
719
- CONTI (François Louis de Bourbon, prince  
de) : 860, 1088
- CONTI (Marie Anne, princesse de) : 887
- Corbeeck* [prov. Vlaams-Brabant,  
comm.Bertem] : 951
- CORIO (le marquis), colonel d'infanterie au  
service d'Espagne : 373
- CORMONTAIGNE (Louis de), ingénieur et  
écrivain militaire : 1099
- Corswaren* [prov. Liège, comm. Berloz] : 252
- Coulommiers* [Seine-et-Marne, arr. Meaux] :  
1057
- COURTEBONNE (Jacques Louis de Calonne,  
marquis de), lieutenant général (1702) : 223,  
619, 823, 888
- COURTILZ DE SANDRAS (Gatien de), militaire  
et écrivain : 978
- Courtrai* [prov. West-Vlaanderen] : 277, 283,  
322, 343, 375
- COWPER (William), homme politique  
britannique : 208
- CRANSTOUN, colonel britannique : 476
- Crécy* [France] : 1051
- CREED, major britannique : 686
- Crémone* [région Lombardie] : 153, 154, 249,  
306, 348, 350, 369, 720, 817, 830, 920, 944,  
1102, 1128
- CREQUI (François de -, duc de Lesdiguières),  
maréchal de France : 413

## INDEX

CROISSY (Louis François Henri Colbert, chevalier puis comte de), brigadier (1702), lieutenant général 1710) : 858, 887  
CROMWELL (Oliver), lord-protecteur britannique : 143, 205  
CROZAT (Antoine), financier : 962  
CUPEDA (Donato), librettiste italien : 1070  
CUTTS (John, baron), lieutenant général britannique : 213, 520, 521, 680, 789, 1040  
CYRUS II (dit le Grand), empereur perse : 1051

### D

*Damme* [prov. West-Vlaanderen] : 342, 343, 346  
*Danemark* : 145, 1112  
DANGEAU (Philippe de Courcillon, marquis de), mémorialiste : 17, 855, 857, 878, 879, 889, 892, 930  
DANIEL (le Père Gabriel), jésuite et historien français : 1098  
*Danube*, fleuve : 160, 162, 167, 168, 174, 177, 178, 180, 196, 222, 223, 225-229, 231, 232, 234, 239, 241, 244-247, 291, 296, 299, 300, 308, 317, 323, 397, 402, 421, 461, 465, 475, 478, 513, 527, 528, 589, 596, 606, 608, 610, 620, 788, 856, 858, 890, 898, 900, 929, 1025, 1031, 1038, 1081  
DARIUS I (dit le Grand), empereur perse : 1051  
DAUN (Wirich Philipp Lorenz, comte de), général impérial : 266, 552, 605  
*Dauphiné* : 304, 347, 473, 891, 905, 907, 916  
DAVENANT (Henry), agent financier de Marlborough : 291  
DAVID, roi d'Israël : 1035, 1061  
DAVIDFARO (le s<sup>t</sup>), familier de l'abbé de Pomponne : 426  
DAVOUT (Louis Nicolas), maréchal d'Empire : 160  
DEAK (Paul), colonel de hussards : 660  
DEBORAH, prophétesse d'Israël : 1038  
DEFOE (Daniel), écrivain britannique : 865, 1009, 1010, 1037, 1039, 1042, 1043, 1046, 1047, 1049, 1053-1055, 1067, 1073, 1081, 1082  
DE HONDT (Lambert), peintre et dessinateur flamand : 1004, 1005, 1017  
DE HONDT (Philippe), peintre et dessinateur flamand, fils du précédent : 1005  
DEL DONGO (Fabrice), personnage de roman : 8, 761, 762, 839  
*Delfeld* [land Rhénanie-Palatinat, kreis Palatinat-Sud-Ouest] : 461  
*Denain* [Nord, arr. Valenciennes] : 48, 77, 212, 409, 504, 993, 1095, 1102, 1104, 1123, 1130  
*Dendre*, rivière de Belgique, affluent de l'Escaut : 276-279, 341, 342, 475, 962  
DENNIS (John), écrivain britannique : 1009  
DENONVILLE (Pierre-René de Brisay, marquis de), colonel-lieutenant du régiment Royal (novembre 1703), brigadier (février 1704) : 529-531, 595, 596, 796, 858, 887, 968, 977  
DES ALLEURS (Pierre Puchot, marquis), lieutenant général (mai 1704), diplomate : 174, 175, 176  
DESMARETS (Nicolas), contrôleur général des finances : 205, 211, 967  
*Dettingen* [Allemagne] : 726, 795, 876, 937  
*Dien Ben Phu* [Viêt Nam] : 1  
*Dieppe* [Seine-Maritime] : 861  
*Dierdorf* [land Rhénanie-Palatinat, kreis Neuwied] : 245

## INDEX

- DE VOS (Judocus), tapissier flamand : 1005, 1017, 1021, 1026
- Dillingen* [land Bavière] : 231, 246, 478, 528, 815, 827, 898, 933
- DILLON (Arthur, comte de), maréchal de camp (octobre 1704), lieutenant général (septembre 1706) : 972
- Doire* ou *Doria*, rivière d'Italie, affluent du Pô : 547, 548, 551, 553, 793, 851, 1027
- DOMINIQUE DE JESUS-MARIE (Domingo Ruzola) : 9
- Donaueschingen* [land Bade-Wurtemberg, kreis Schwarzwald-Baar] : 339
- Donauwerth* [land Bavière, kreis Donau-Ries] : 162, 178, 223, 231, 233, 234, 239, 245, 247, 299, 316, 402, 421, 436, 513, 640, 737, 738, 775, 781, 783, 829, 1004, 1025, 1128
- Douai* [Nord] : 351, 504, 838, 839
- DRAKE (Peter), capitaine irlandais au service de la France : 792
- DRUY (François Eustache Marion, comte de), lieutenant général (1702) : 948, 949
- DU BARAIL (Louis Prévôt), colonel lieutenant du régiment du Roi (janvier 1706), lieutenant général (1720) : 561, 568
- DUBOIS (Alexandre), curé de Rumégis : 985-988
- DUBOIS, correspondant du maréchal de Marcin à Ulm : 888
- DU BOURG (Léonor Marie du Maine, comte), lieutenant général (1702), maréchal de France (1724), directeur général de la cavalerie : 356
- DUGUE DE BAGNOLS (Dreux-Louis), intendant de Flandre maritime : 433, 813, 901
- DU PLESSIS DE NONAN [probablement Louis Du Plessis-Châtillon, marquis du Plessis-Châtillon, colonel du régiment d'infanterie de Provence (1700), brigadier (octobre 1704), lieutenant général (1734)] : 539
- DU PLESSIS-LA-COREE, major de la gendarmerie : 320, 594, 605, 740, 973
- DU ROZEL (François Du Rozel de Cagny, chevalier puis commandeur), lieutenant général (octobre 1704) : 39, 554, 569, 592, 594, 631, 659, 746, 825
- DU TEMS (J. F. H.), historien : 25
- DUBOSC, brigadier de cavalerie : 258
- DUBOURDIEU (Jean), pasteur français en exil : 1041, 1048, 1054, 1067
- DUCHY, commissaire principal de l'extraordinaire des guerres : 304, 362
- DUCLOS (Jean Louis Nicolas), historien : 17, 20, 1096
- DUMONT (Jean Bon de Carlsroon), historien : 24, 25, 27, 551, 553, 604, 1004
- Dunkerque* [Nord] : 205, 208, 283, 351, 390, 394, 872
- DURAS (Jacques-Henri de Durfort, duc de), maréchal de France (1675) : 417, 690, 696
- Düsseldorf*, voir *Kaiserswerth*
- Dutlingen*, voir *Tuttlingen*
- Dyle*, rivière de Belgique, affluent de l'Escaut : 251, 341, 342, 475, 933, 951

## E

*Écosse* : 204, 205, 206, 207, 208, 215, 218, 872, 1053, 1121

*Édimbourg* [Royaume-Uni] : 206, 872

EGMONT (le comte de), général de la cavalerie espagnole : 370

*Ekeren* [prov. Anvers] : 157, 293, 669, 790, 795, 886, 955, 977

## INDEX

*Elbourg* ou *Elburg* [Pays-Bas] : 828

*Elchin*, voir *Espierres-Helchin*

*Elixhem* [prov. Vlaams-Brabant, comm.

Landen] : 576, 747

ÉLISABETH I, reine d'Angleterre : 1050

*Erlach* [land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau, comm. Renchen] : 855

ERNEST-AUGUSTE, duc de Brunswick-Lunebourg, électeur de Hanovre : 146

*Escaut*, fleuve de Belgique : 276-279, 307, 322, 341-345, 351-353, 358, 364, 366, 404, 482, 554-558, 564, 590, 638, 801, 880, 882, 931, 962, 1025, 1027, 1079

ESGRIGNY (René Jouenne, s<sup>r</sup> d'), intendant de l'armée du Piémont : 269, 360, 363, 626, 628, 906, 944

*Espierres-Helchin* [prov. West-Vlaanderen] : 307, 860

ESPINOY (Élisabeth de Lorraine-Lillebonne, princesse d') : 960

ESTHER, héroïne d'Israël : 1038

*Etats-Unis d'Amérique* : 33

ÉVREUX (Henri Louis de la Tour d'Auvergne, comte d'), lieutenant général (juin 1708) : 961, 962, 963

*Eyne* [prov. Oost-Vlaanderen, comm. Audenarde] : 555

### F

FABIUS (Fabius Maximus Verrucosus Quintus dit Cunctator), homme politique et général romain : 332

FENELON (François de Salignac de La Mothe-Fénelon, dit), théologien et écrivain : 966, 978, 987

*Fenestrelle* [région Piémont, prov. Turin] : 284

*Ferrare* [région Émilie-Romagne] : 301

FEUQUIERES (Antoine de Pas, marquis de), officier et écrivain militaire : 27, 49, 284, 331, 591, 647, 654, 658, 812, 816, 943, 1098, 1100, 1102, 1110

FIENE (le s<sup>r</sup> de), major du régiment Royal : 596

FISCHER VON ERLACH (Johann Bernhard), architecte autrichien : 339, 854, 855, 887, 1002, 1107

*Fleurus* [Belgique] : 786, 787, 800

FLOBERT, inspecteur des hôpitaux : 815, 816, 817

FOLARD (Jean-Charles, chevalier de), officier et penseur militaire : 429, 577, 689, 722, 724, 759, 772, 782, 833, 1098, 1101, 1102, 1110, 1111

*Fontenoy* [Belgique] : 333, 663, 795

FONTENU, consul de la nation française à Livourne : 824

FORBIN (Claude, chevalier puis comte de), marin : 205, 872

*Forêt noire* : 165, 170, 178, 223, 229, 241, 285, 294, 297, 339, 397, 600, 606, 612

*Fort Louis* [Bas-Rhin, cant. Bischwiller] : 19, 192, 249

*Fossano* [région Piémont, prov. Coni] : 288

FOUCAUCOURT (le s<sup>r</sup> de), lieutenant-colonel réformé servant dans le régiment de Cappy : 431, 456, 457, 492, 759, 825

*Foulz* [prov. Brabant Wallon, comm. Orp-Jauche] : 535

*Francfort* [land Hesse] : 292, 462, 1008

*Franche-Comté* : 138, 360, 362, 967, 1090

FRANÇOIS I<sup>er</sup>, roi de France : 580

*Franconie* : 159, 165-167, 169-171, 223, 224, 234, 245, 397, 402, 421, 477, 513, 1059

## INDEX

*Franquennes* [prov. Namur, comm. Eghezee] :  
532, 533, 537, 542  
FRAULAS (M. de), capitaine français : 912  
FREDERIC II, roi de Prusse : 35, 333-336, 598,  
662, 1102, 1103, 1105, 1111, 1120  
FREDERIC III, électeur de Brandebourg, roi en  
Prusse sous le nom de Frédéric I<sup>er</sup> : 146,  
158, 358, 427, 586, 850, 851, 1112  
FRÉDÉRIC IV, roi de Danemark : 145, 850  
FREDERIC-GUILLAUME de Brandebourg, dit le  
"Grand Électeur" : 1003  
*Fribourg* [land Bade-Wurtemberg] : 223, 224,  
461, 462  
*Friedberg* [land Bavière, kreis Aichach-  
Friedberg] : 239, 245  
*Friedlingen* [Allemagne] : 46, 159  
*Frioul* : 283  
FUMERON (le s<sup>r</sup> de), commissaire ordonnateur  
de l'armée du Rhin en 1704 : 44, 295, 298,  
619, 620

### G

GACE *voir* MATIGNON  
GALLASCH ou GALLAS (Johann Wenzel,  
comte de), envoyé de l'Empereur à  
Londres : 387  
GAMACHES (Claude Jean-Baptiste Hyacinthe  
Rouault, marquis de), lieutenant général  
(1702) : 562, 585, 921  
*Gand* [prov. Oost-Vlaanderen] : 213, 222,  
250, 275-279, 293, 307, 322, 324, 341-346,  
350-355, 378, 386, 387, 388, 421, 429, 437,  
473, 482, 487, 497, 505, 554, 558, 568, 569,  
585-587, 592, 603, 630, 632, 633, 639, 746,  
801, 813, 818, 822, 867, 880, 882, 909, 910,  
924, 931, 935, 945, 962, 964, 984, 991,  
1054, 1073, 1088, 1113, 1128, 1130

*Gap* [Hautes-Alpes] : 347  
*Garde*, le lac de : 253, 254, 256, 257, 323  
GASSION (Jean, chevalier puis comte de),  
lieutenant général (1696) : 568, 592, 792,  
912, 913  
*Gavardo* [région Lombardie, prov. Brescia] :  
254  
*Gavre* [prov. Oost-Vlaanderen] : 278, 342,  
343, 555, 557, 558, 587, 953  
GAYA (Louis de), officier et écrivain militaire :  
1098  
GELDERMALSEN, voir BORSSELE VAN DER  
HOOGHE  
*Gembloux* [prov. Namur] : 273  
*Gênes* [région Ligurie] : 152, 188, 301, 304,  
310, 320, 981, 1002  
*Gertruydenberg* [Pays-Bas] : 980  
GEORGES-AUGUSTE, prince, puis Électeur de  
Hanovre, roi d'Angleterre sous le nom de  
Georges II : 584, 881, 1040, 1077  
GEORGES-LOUIS, électeur de Hanovre, roi  
d'Angleterre sous le nom de Georges I : 146,  
237, 427, 503, 850, 1057  
*Gette* ou *Gète*, rivière de Belgique : 251, 252,  
322, 433, 533, 583, 584, 591, 592, 597, 816  
GIFFART (Pierre), graveur : 712  
*Givet* [Ardennes] : 818  
GODOLPHIN (Sidney), Lord trésorier : 21, 33,  
244, 364, 394, 475, 502, 503, 626, 850, 999  
*Goito* [région Lombardie, prov. Mantoue] :  
348, 456, 457  
GOSLINGA (Sicco van), député des États  
Généraux : 293, 502, 540  
GOUVION-SAINT-CYR (Laurent, marquis de),  
maréchal de France : 650  
*Grammont* [prov. Oost-Vlaanderen] : 354

## INDEX

- GRAND DAUPHIN (Louis de France, dit le) :  
134, 139, 142, 448, 498, 581, 651, 659, 959,  
960, 963, 965, 990, 1091
- GRANDI (l'abbé), ecclésiastique résidant à  
Gênes : 981
- GRASSIN, colonel du régiment des  
Arquebusiers : 663
- GRATOS (le s<sup>f</sup> de), major du régiment Royal-  
Étranger : 972
- Gravelines* [Nord] : 665
- Greenwich* [Royaume-Uni] : 830
- GREMONVILLE (Jacques Brethel, chevalier de),  
ambassadeur de France à Vienne : 138,  
1112
- GREIFFENKLAU (Johann Philipp von), évêque  
de Würzburg, 146
- Grenoble* [Isère] : 284, 361
- GRIMALDI (Louis, chevalier puis baron de),  
brigadier (octobre 1704), maréchal de camp  
(1710) : 560, 561, 594
- Grimbergen* [prov. Vlaams-Brabant] : 271
- GRIMMELSHAUSEN (Hans Jakob Christoffel  
von), écrivain allemand : 1117
- Groenewald* [prov. Oost-Vlaanderen, comm.  
Audenarde] : 560, 638
- GRONSLEFD (Johann Franz, comte de  
Bronckhorst et), général impérial : 159
- Guastalla* [région Émilie-Romagne, prov.  
Reggio d'Emilie] : 152, 306, 307
- Gueldre* : 184, 219, 828
- GUETHEN (le sieur) colonel de compagnies  
franches hollandais : 249
- GUENIN, agent français à Londres : 193, 884
- GUIBERT (Jacques Antoine Hippolyte, comte  
de), colonel, penseur militaire : 281, 333,  
334, 336, 785, 1104, 1106, 1111
- GUICHE (Antoine de Grammont, duc de),  
lieutenant général (octobre 1704) : 544
- GUIGNARD (Pierre Claude de), officier et  
penseur militaire : 27, 49, 575, 647, 650,  
652, 656, 658, 661, 710, 719, 722, 733, 776,  
1098, 1099, 1127
- GUILLAUME III, roi d'Angleterre, d'Écosse et  
d'Irlande : 22, 135, 139, 142, 144, 146, 208,  
307, 346, 365, 375, 581, 885, 1003, 1007,  
1121, 1125
- Guipúzcoa* [Espagne] : 141
- GUISCARD (Louis, comte de), lieutenant  
général (1693) : 213, 539, 590, 657, 687,  
951, 954-956, 967, 977, 1087
- Guise* [Aisne] : 393
- STARHEMBERG (Gundacker Thomas, comte),  
financier autrichien, président de la  
Chambre des comptes de Vienne : 500
- GUSTAVE II ADOLPHE, roi de Suède : 4, 133,  
161, 291, 335, 580, 656, 668, 689, 691,  
1106, 1112, 1114
- Guyenne* : 362

## H

- Haguenau* [Bas-Rhin] : 159, 192
- Hainaut* : 130, 283, 476
- Hal* [prov. Vlaams-Brabant] : 162, 272, 376
- HAMAUZEN (le comte d'), premier président du  
conseil de l'Électeur de Bavière : 180
- Hanau* [land Hesse, kreis Main-Kinzig] : 830,  
938
- HANNIBAL (Hannibal Barca, dit) général  
carthaginois : 332, 336, 637, 1035, 1115
- HARCOURT (Henri, duc d'), maréchal de France  
(1703) : 139, 651, 736, 960, 967, 1088

## INDEX

- HARDOUIN DE BEAUMONT DE PEREFIXE (Paul Philippe), historien, évêque de Rodez puis archevêque de Paris : 580
- HARE (Francis), chapelain de Marlborough : 21
- Haarlem* [Pays-Bas, prov. Hollande] : 184, 876
- HARLEY (Robert, comte d'Oxford et de Mortimer), secrétaire d'État du département du Nord : 21, 503, 528, 865, 1010, 1036
- HARRIS (Walter), médecin britannique : 1052
- Haut Palatinat* : 160
- HAUTEFEUILLE (Gabriel Étienne Louis Texier, marquis d'), brigadier (1702), lieutenant général (1718) : 530, 858, 887
- HAWKSMOOR (Nicholas), architecte britannique : 999
- HAY DU CHASTELET (Paul), écrivain politique et militaire : 330, 579, 791, 800, 802, 943
- Heidelberg* [land Bade-Wurtemberg] : 228, 237, 292
- Heilbronn* [land Bade-Wurtemberg] : 229
- HEINSIUS (Anthonie), grand pensionnaire de Hollande : 33, 142, 145, 184-186, 248, 270, 395, 503
- HENNIN (Michel, baron), diplomate et collectionneur d'estampes : 43, 45
- HENRI IV, roi de France : 3, 447, 448, 471, 495, 580, 903, 962, 964, 965, 1022
- MANSFELD (Henri, comte de), président du conseil de la guerre autrichien : 500
- Herlegem* [prov. Oost-Vlaanderen, comm. Audenarde] : 564
- HESSE (Frédéric, prince héréditaire de Hesse-Cassel, dit le prince de), général impérial, futur roi de Suède : 348, 427, 428
- HESSE-CASSEL (Charles, landgrave de), père du précédent : 146, 427
- Hesse-Cassel* : 227
- HESSE-DARMSTADT (Georges, prince de), général impérial, 146
- Heurne* [prov. Oost-Vlaanderen, comm. Audenarde] : 555, 556
- Heylissem* [prov. Brabant Wallon, comm. Helecine] : 185
- HILDEBRANDT (Johann Lukas von), architecte autrichien : 1002, 1062, 1107
- HINDENBURG (Paul von Beneckendorff und von), maréchal et homme d'État allemand : 637
- HITLER (Adolphe), chef d'État allemand : 416, 586
- Höchstädt* [land Bavière, kreis Dillingen] : *passim*
- première bataille : 28, 162, 513, 1129
- troisième bataille : 28, 513
- Höchstädt* (le château d') : 166
- HOGGUER (les frères), munitionnaires au service de la France : 827, 901
- HOLSTEIN-BECK (Antoine Gunther, prince de), lieutenant général hollandais : 522
- HOMERE, poète grec : 1051
- Hongrie* : 27, 149, 168, 172, 173, 174, 175, 176, 195, 201, 228, 399, 872, 1121
- HOOKE (Nathaniel, baron), agent de Torcy pour les affaires d'Écosse, colonel (1700), brigadier (mars 1708), maréchal de camp (1718) : 197, 205, 206, 213
- HOP (Jacob), trésorier-général des Provinces-Unies : 502
- Hornberg* [land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau] : 240, 312
- Hottomont* (la tombe d') [prov. Brabant Wallon, comm. Ramillies] : 543, 703
- HOUDART DE LA MOTTE (Antoine), écrivain, dramaturge et académicien : 1096



## INDEX

*Hougarde* [en fl. *Hoegaarden*, prov. Vlaams-Brabant] : 544  
*Howard Castle* [Grande-Bretagne] : 999  
HUCHTENBURG (Jan Van), peintre autrichien : 24, 1003, 1004, 1016, 1018, 1020, 1024-1026, 1029, 1032, 1064, 1109, 1131  
*Huningue* [Haut-Rhin] : 159, 223, 428, 854  
*Huy* [prov. Liège] : 47, 157, 184, 248, 250, 270, 271, 377, 385, 396, 404, 429, 470-472, 818

### I

*Iéna* [Allemagne] : 12, 335, 336, 1105  
*Iller*, rivière de Bavière, affluent du Danube : 162, 180, 243  
INGOLDSBY (Richard), lieutenant général britannique : 528, 1040  
*Ingolstadt* [land Bavière] : 48, 235, 244, 245, 247, 280, 323, 326, 339, 385, 402, 403, 421, 476, 503  
*Inn*, rivière du Tyrol et de Bavière, affluent du Danube : 159, 162, 168  
INNOCENT XI, Pape : 132  
*Innsbruck* [Autriche] : 161, 162  
*Irlande* : 204, 317, 1055  
*Iseo*, lac des Alpes italiennes : 254  
*Ivrée* [région Piémont, prov. Turin] : 189, 315, 349, 1022

### J

JABIN, roi des Cananéens : 1038  
JACQUES I, roi d'Angleterre : 146  
JACQUES II, roi d'Angleterre : 22, 134, 143, 205, 214, 654, 1050, 1077  
JACQUES III, voir STUART (Jacques)  
JANET (aide de camp du duc de Vendôme) : 591, 592

JEAN-GEORGES II, électeur de Saxe : 161  
JEAN-GUILLAUME, électeur du Palatinat : 146, 194, 500  
JOMINI (Antoine-Henri, baron de), écrivain militaire suisse : 646, 1099, 1104, 1105, 1111, 1114  
JOSEPH I<sup>er</sup>, Empereur germanique : 158, 500, 1005, 1007  
JOSEPH-CLEMENT, archevêque-électeur de Cologne : 47, 147  
JOSHUA ou JOSUE, successeur de Moïse, guide des tribus d'Israël : 1035  
*Judoigne*,auj. *Jodoigne-souveraine* [prov. Brabant Wallon] : 544, 625, 744, 794, 899  
JURIEU (Pierre), théologien, écrivain et pamphlétaire huguenot : 1066, 1070  
JUSSAC (le marquis de), officier français : 887  
JUSTE LIPSE, philosophe, philologue et humaniste des Pays-Bas méridionaux : 778  
JUVARRA (Filippo), architecte italien : 1001, 1107

### K

*Kahlenberg* [Autriche] : 132, 174, 580, 1060  
*Kaiserswerth*,auj. *Düsseldorf* [land Rhénanie du Nord-Westphalie] : 155, 517  
KANE (Richard), colonel puis brigadier général britannique : 22, 23, 516, 527, 685, 714, 726, 731, 809  
*Karlowitz* [Serbie] : 149, 173, 174  
*Kehl* [land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau] : 159, 164, 229, 240, 294, 339, 436  
*Kempton* [land Bavière] : 180  
KING (William), archevêque de Dublin : 1046, 1081  
*Kinzig*, vallée du Bade-Wurtemberg : 240, 339  
*Kishon*, fleuve d'Israël : 1038

## INDEX

*Königsgratz*, voir *Sadowa*

*Krombach* [land Bavière, kreis  
Aschaffenburg] : 435

*Kufstein* [Autriche] : 162, 168

### L

*La Badia*, voir *Badia Polesine*

LA BAUME (François d'Hostun, marquis de),  
colonel (1702), fils aîné du maréchal de  
Tallard : 887, 888, 890

*La Boyne* [Irlande] : 204

LA CHAISE (François d'Aix de), jésuite,  
confesseur de Louis XIV : 817, 892, 1074

LA COLONIE (Jean François Martin, marquis  
de), lieutenant colonel du régiment des  
grenadiers français, plus tard maréchal de  
camp des armées de l'Électeur de Bavière :  
47, 48, 180, 235, 236, 391, 539, 543, 622,  
655, 660, 661, 675, 683, 687, 737, 738, 764,  
766, 768, 769, 774, 780, 781, 783, 785, 786,  
788, 791, 795, 798, 835, 935, 939, 979

LACOUR (François Mauricet de), principal  
munitionnaire : 295, 297

LA FERIÈRE (le s<sup>r</sup> de), officier français servant  
en Italie : 259, 327, 355, 369, 380, 382, 426,  
427, 428, 430, 452, 468, 492

LA FEUILLADE (Louis d'Aubuson, duc de),  
lieutenant général (1704), maréchal de  
France (1724) : 2, 3, 29, 189, 217, 263, 264,  
266, 267, 269, 283, 287, 305, 306, 309, 311,  
329, 346, 428, 442-447, 455, 460, 468, 469,  
474, 483, 487, 491-494, 498, 505, 547, 552,  
553, 603, 614, 615, 626, 629, 772, 817, 826,  
836, 838, 858, 905, 916, 919, 921, 934, 949,  
966, 968, 989, 990, 1011, 1086, 1090, 1110

LA FLEUR, soldat ayant combattu à Fleurus :  
786

LA FREZELIERE (Jean François Angélique  
Frezeau, marquis de), brigadier (1702),  
lieutenant général (novembre 1708),  
commande l'artillerie à Blenheim, et à  
Audenarde conjointement avec Saint-  
Hilaire : 519, 594, 677

*La Haye* [Pays-Bas] : 24, 43, 139, 145, 148,  
186, 195, 198, 211, 390, 395, 606, 864, 872,  
926, 967, 1066

LA HOUSSAYE (Félix Le Pelletier de),  
intendant d'Alsace : 233, 308, 853, 855

*La Marseille* [Italie] : 657

LA MARTINIERE, sous-lieutenant de  
gendarmes : 887

LA MOTHE-HOUDANCOURT (Charles de),  
lieutenant général (1702), commandant la  
Flandre espagnole (1701) : 319, 343, 354,  
366, 641, 716, 717, 935, 977, 983, 1090

LA MOTTE (Éléonor-Clément de Guillaud,  
comte de), brigadier (février 1704) : 538,  
539, 543, 625, 671, 812

*La Ramée*, voir *Ramée*

*La Rochelle* [Charente-Maritime] : 786

LA SERRE, aide-major de la gendarmerie : 932,  
936, 937, 938

LA SURIÈRE, officier : 566

LA VALETTE (famille de) : 652

LA VALLIERE (Françoise Louise de La Baume  
Le Blanc, demoiselle puis duchesse de),  
favorite de Louis XIV : 1074

LA VALLIERE (Charles François de La Baume  
Le Blanc, marquis de), maréchal de camp  
(1702), lieutenant général (1709) : 887

LA VALLIERE (le chevalier de) : 887

LABAT DE SAVIGNAC (Joseph-François-Ignace  
de), conseiller puis président au Parlement  
de Bordeaux : 1015

## INDEX

- LABORDE, commis aux équipages en Flandre :  
902
- LAGUERRE (Louis), peintre français : 1005,  
1008, 1018, 1022, 1030, 1031, 1032
- LANDAIS (Étienne, s<sup>r</sup>), trésorier général de  
l'artillerie, 362
- Landau* [land Rhénanie-Palatinat] : 19, 157,  
158, 162, 164, 170, 223, 227, 229, 241, 250,  
330, 339, 341, 399, 428, 434, 460, 461, 466,  
474, 853, 891, 985, 990, 1005, 1013, 1069,  
1081
- Landrecies* [Nord] : 314, 393, 504, 824, 1093
- LANGALERIE (Henri-François de Gentils,  
marquis de), officier français passé au  
service de l'Empereur : 494, 1117
- LANGLEE (Angélique de), femme du comte de  
Guiscard : 955
- LANGLEE (Claude de), conseiller et proche de  
Louis XIV : 955
- Languedoc*, 362, 363
- LAPARRA (Louis -, s<sup>r</sup> des Fieux), ingénieur  
militaire, lieutenant général (1704) : 444,  
445
- LARMESSIN (Nicolas de), marchand  
d'estampes : 1013
- LAUBANIE (Yrier de Magonthier de),  
lieutenant général (1702), gouverneur de  
Landau (juin 1704) : 339, 341, 434, 436,  
853, 854
- Lauingen* [land Bavière, kreis Dillingen] : 231,  
245, 246, 478, 480, 528, 606, 898, 900, 953
- Launsheim* [land Bavière, kreis Dillingen] :  
229, 293
- LAURIERE (le s<sup>r</sup> de), aide-major général de  
l'armée de Villars en 1706 : 19
- Lauter*, rivière d'Alsace, affluent du Rhin : 340
- Lauterbourg* [Bas-Rhin] : 461
- LA VIERUE (Claude Ghislain de), brigadier  
(1702), lieutenant général (1719), maréchal  
général des logis de la cavalerie : 617
- LE BLANC (Claude), intendant de Flandre  
maritime (1708) : 360, 910
- LE BRUN (Charles), peintre : 1002, 1005, 1018,  
1022, 1023
- LE CLERC DE BUSSY, noble rural de Picardie :  
985
- LE FEVRE D'ORVAL, conseiller au Parlement  
de Douai : 504
- LE GUERCHOIS (Pierre), colonel du régiment  
de la Marine (1702) brigadier (1704),  
maréchal de camp (1709), lieutenant général  
(1718) : 287, 288, 319, 320, 430, 643, 718,  
737, 738
- Le Quesnoy* [Nord] : 283
- Léau* [prov. Vlaams-Brabant] : 248, 251, 280,  
322, 403, 471, 930
- Lech*, rivière de Bavière, affluent du Danube :  
180, 234, 245, 437
- Lede* [prov Oost-Vlaanderen comm.  
Kruishoutem] : 276
- LEDIARD (Thomas), historien : 21, 576, 585
- LEGALL (René François, baron de), lieutenant  
général (1703) : 464, 465, 478, 592
- Legnago* [région Vénétie, prov. Vérone] : 258,  
458
- LENK (le s<sup>r</sup> de), officier français : 970
- LEOPOLD I<sup>er</sup>, Empereur germanique : 131-136,  
139, 143, 145-149, 153, 163, 173, 182, 215,  
216, 399, 500, 580, 665, 980, 1007, 1011,  
1042, 1058, 1060, 1061, 1071, 1107
- LEOPOLD I<sup>er</sup> JOSEPH, duc de Lorraine : 661
- Lépante* : 7, 8
- Lérida* [Espagne] : 202, 766
- Lessines* [prov. Hainaut] : 277, 279, 475

## INDEX

- Leuthen* [Allemagne] : 333
- LE TELLIER (Michel), ministre d'État,  
chancelier : 415
- Leuze* [Belgique] : 652, 685, 690, 691, 694,  
800, 1127
- LEVAVASSEUR, directeur des vivres de l'armée  
de Tallard en 1704 : 295, 297
- Leyde* ou *Leiden* [Pays-Bas] : 184, 864
- LIDDELL HART (Basil Henry), penseur  
militaire britannique : 279
- Liège* : 157, 174, 248-250, 270, 376, 396, 403,  
470, 472, 864
- LIECHTENSTEIN (Wenceslas de), général  
autrichien : 1103
- Lierre* [prov. Anvers] : 250, 341, 346
- Lille* [Nord] : 2, 214, 222, 283, 330, 345, 351,  
353-355, 391, 393, 409, 418, 430, 505, 510,  
569, 630, 634, 641, 716, 717, 770, 813, 818,  
838, 860, 878, 879, 884, 964, 965, 967, 986-  
988, 991, 993, 1004, 1017, 1055, 1069,  
1084, 1089, 1101, 1104, 1117, 1130
- LISLEBONNE (Béatrix-Hiéronyme de Lorraine,  
princesse de) : 960
- LISLIERS (Louis Le Coutellier, comte de),  
brigadier (1719), historien : 44
- LISOLA (François-Paul de), diplomate et  
essayiste politique franc-comtois : 1066
- LIVRY (Paul Hippolyte Sanguin, chevalier de),  
colonel (septembre 1704), maréchal de  
camp (1719) : 859, 887
- LOCKE (John), philosophe britannique : 31
- Lodi* [région Lombardie] : 816, 817
- Lombardie* : 2, 21, 24, 138, 151, 152, 187, 196,  
252, 255, 259-261, 264, 267, 269, 286, 308-  
311, 319, 320, 323, 346-350, 359, 363, 364,  
371, 373, 381, 382, 404, 405, 422, 430, 440-  
442, 447-449, 452, 454, 460, 483, 485, 492,  
494, 553, 603, 604, 613, 614, 629, 640, 766,  
804, 815-818, 836, 837, 901, 905, 908, 914,  
916, 919-921, 939, 1116
- Lomelline* : 188
- Londres* [Royaume-Uni] : 42, 43, 139, 182,  
193, 195, 196, 197, 205, 214, 387, 426, 500,  
654, 715, 858, 861, 865, 872, 874, 883, 926,  
927, 981, 991, 1008, 1024, 1052, 1066,  
1108
- Lorraine* : 132, 134, 140, 141, 185, 356, 662,  
960
- LOTTUM (Philipp Karl Freiherr von Wylich  
und Lottum, s<sup>r</sup> de), lieutenant général,  
generalfeldmarschall (1713), commandant  
en chef des troupes prussiennes aux Pays-  
Bas : 562
- LOUIS GUILLAUME, margrave de Bade, dit le  
prince de Bade, commandant en chef de  
l'armée impériale : 157, 159, 160, 162, 166,  
170, 172, 180, 196, 197, 223-226, 228, 229,  
231-234, 238, 244, 246, 292, 298, 339, 341,  
421, 425, 475, 502, 829, 850, 856, 939,  
1003, 1058, 1072
- LOUIS XIII, roi de France : 580, 1112
- Louvain* [prov. Vlaams-Brabant] : 249, 251,  
270, 272, 322, 341, 346, 365, 376, 387, 404,  
475, 544, 545, 602, 745, 748, 857, 902, 935
- LOUVOIS (François-Michel Le Tellier, marquis  
de), ministre d'État : 236, 281, 283, 375,  
413-417, 419, 668, 690, 803, 869, 1116
- Lucento* [région Piémont, prov. Turin,  
comm. Turin] : 551, 739
- LUDENDORFF (Erich), général allemand : 637
- Lunebourg* : voir *Hanovre*
- LUMLEY (Henri), officier britannique,  
lieutenant général (1703), général (1711) :  
750, 1005

## INDEX

*Lützen* [Allemagne] : 580  
*Lutzingen* [land Bavière, kreis Dillingen] : 523, 674  
*Luxembourg* : 339, 479, 854  
LUXEMBOURG [François Henri de Montmorency-Bouteville, duc de Piney-], maréchal de France : 10, 280, 307, 375, 410, 414, 418, 419, 496, 533, 581, 691, 694, 719, 762, 1073, 1106, 1121  
*Luxembourg* (le palais du) : 1057  
*Luzzara* [région Émilie-Romagne, prov. Reggio d'Emilie] : 48, 154, 508, 569, 584, 639, 722, 771, 777, 810, 870, 883, 893, 906, 1003  
*Lyon* [Rhône] : 284, 360, 361, 362, 870  
*Lys*, rivière de Belgique : 322, 342, 345, 931

### M

*Maastricht* [Pays-Bas] : 226, 248, 250, 270, 274, 533  
MACHIAVEL, homme d'État et écrivain politique italien : 1070, 1071  
MACKAY (Hugh), major-général britannique : 668  
MADAME LA DUCHESSE (Louise-Françoise, légitimée de France, duchesse de Bourbon, dite) : 960  
*Madrid* [Espagne] : 139, 140, 143, 198, 199, 252, 408, 983  
MAFFEI (Allessandro, marquis de), lieutenant général au service de la Bavière : 46, 610, 679, 794, 795, 809, 820, 821, 1122  
MAFFEI (Hannibal, comte de), envoyé de Savoie à la cour de Londres (1699-1704) : 193, 196  
MAGNAC (Jules Arnolfini, comte de), lieutenant général (1702) : 314, 568

*Magny* [Oise, cant. Noyon, comm. Noyon] : 956  
MAINE (Louis-Auguste de Bourbon, duc du), grand-maître de l'artillerie : 39, 377, 433, 447, 448, 888, 960, 964  
MAINTENON (Françoise d'Aubigné, marquise de) : 414, 440, 878, 904, 922, 957-961, 964, 965, 1013, 1067, 1068, 1074, 1075, 1077, 1078, 1091, 1092  
MAISONCELLES (Guillaume Texier de), brigadier (1696) : 525  
MAIZEROY (Paul-Gédéon Joly de), officier et écrivain militaire : 508, 662, 1103  
MAJASTRE (le s<sup>t</sup> de), officier français : 837  
*Malines* [prov. Anvers] : 250, 270, 341, 346  
*Malopera*, cours d'eau d'Italie, affluent du Canal Blanc : 258  
*Malplaquet* [Nord, arr. Avesnes-sur-Helpe, cant. Bavay, comm. Taisnières-sur-Hon] : 39, 48, 77, 211, 598, 642, 711, 714, 758, 782, 790, 797, 804, 806, 838, 839, 885, 889, 936, 945, 946, 991, 993, 1003, 1004, 1017, 1031, 1055, 1093, 1100, 1101, 1102  
*Manche* (La mer) : 29, 141, 145, 853, 1110  
MANCHESTER (Charles Montagu, comte puis duc de), diplomate britannique : 850  
MANESSON-MALLET (Alain), officier, ingénieur et écrivain militaire : 1098  
*Mannheim* [land Bade-Wurtemberg] : 224  
*Mantoue* [région Lombardie] : 152, 154, 187, 188, 313, 368, 369, 374, 380, 429, 431, 818, 920  
*Marathon* [Grèce] : 1051  
*Marega* [région Vénétie, prov. Vérone, comm. Bevilacqua] : 258

## INDEX

- MARGUERITE-THERESE D'AUTRICHE, impératrice germanique, fille de Philippe IV, épouse de Léopold I<sup>er</sup> : 133
- MARIE DE MODENE, reine d'Angleterre, épouse de Jacques II : 143
- MARIE-THERESE D'AUTRICHE, reine de France : 138
- MARILLAC (Jean-François, marquis de), brigadier (1702) : 887
- MARION, chef camisard : 177
- Marlborough House* [Grande-Bretagne] : 1001, 1005, 1008, 1022, 1024, 1025, 1030
- Marly* ou *Marly-le-Roi* [Yvelines, arr. Saint-Germain-en-Laye] : 448, 965, 1002, 1023, 1091
- MARSHALL (George Catlett), général d'armée américain : 647
- MARSHALL (Samuel Lyman Atwood), officier et historien militaire américain : 776
- MARTIN (Jean-Baptiste -, dit Martin des batailles), peintre : 1003
- MARTIN (Jean-Baptiste), peintre, fils du précédent : 1003
- MASSENBACH (Nicolas, comte de), brigadier (1702), maréchal de camp (février 1706) : 242
- MATIGNON (Charles Auguste Goyon, comte de, dit le comte de Gacé jusqu'en 1708), maréchal de France (février 1708) : 205, 367, 375, 556, 557, 561, 563, 584, 617, 770, 957
- Maubeuge* [Nord] : 203, 393, 625
- MAULEVRIER (Henri de Colbert, chevalier de), maréchal de camp (octobre 1704), lieutenant général (mars 1710) : 970, 972
- MAUPEOU (René de Maupeou-Noisy, marquis de), brigadier (février 1704), inspecteur général de l'infanterie : 595, 953
- Maurienne*, vallée des Alpes : 347
- MAUROY (Denis-Simon, s<sup>r</sup> de), maréchal de camp (février 1704), lieutenant général (mars 1718), maréchal général des logis de la cavalerie de l'armée d'Italie : 287, 627
- MAURRE (le comte de), officier : 953
- MAUVILLON (Éléazar de), historien : 25
- Mayence* [land Rhénanie-Palatinat] : 131, 224, 227, 228, 417, 461, 462, 467, 822
- MAYNWARING (Arthur), historien : 21
- MAZARIN (Jules) , cardinal, principal ministre : 130, 131, 143, 161, 1003
- MEDAVY (Jacques-Léonor Rouxel de Grancey, comte de), lieutenant général (1702), maréchal de France (1724) : 255, 260, 288, 346, 347, 348, 350, 359, 426, 451, 452, 453, 459, 492, 603, 640, 732, 766, 901, 905, 919, 920, 1090
- Mehaigne*, rivière de Belgique : 252, 532, 533, 542, 802
- Memmingen* [land Bavière] : 159, 180, 607
- Menin* [prov. Vlaams-Brabant] : 203, 277, 322, 345, 346, 352, 391, 394, 409, 421, 555, 718
- MERODE-WESTERLOO (Jean Philippe Eugène, comte de), lieutenant général au service de Philippe V puis de l'archiduc Charles : 48, 49, 129, 152, 154, 155, 242, 312, 357, 369, 370, 392, 393, 406, 465, 477, 478, 507, 514, 528, 606, 612, 613, 642, 652, 669, 697, 703, 704, 722, 741, 752, 765, 766, 771, 777, 788, 790, 795, 797, 804, 808, 810, 815, 821, 898, 899, 911
- MESNAGER (Nicolas), diplomate : 203
- Messine* [Italie] : 1002

## INDEX

- Metz* [Moselle] : 183, 250, 283, 466, 661, 662
- Meudon* [Hauts-de-Seine, arr. Boulogne-Billancourt] : 959-961, 963-965, 990, 1014, 1084
- Meulweyer*, rivière de Bavière : 513, 518, 521, 522, 525
- Meuse*, fleuve de France et de Belgique : 157, 190, 197, 226-228, 252, 270, 271, 279, 324, 352, 365, 392, 393, 461, 466, 467, 470, 471
- MEZIERES (Eugène Marie de Bethisy, marquis de), maréchal de camp (octobre 1704), lieutenant général (1710) : 544
- MIDDLETON (Charles Middleton, comte de), secrétaire d'État à la cour de Saint-Germain : 204, 205
- Milan* [région Lombardie] : 144, 153, 188, 306, 310, 347, 349, 360, 372, 373, 379, 380, 818, 901, 907, 921, 981
- Milanais* : 42, 142, 144, 153, 158, 185, 187, 188, 313, 346, 348, 361, 379, 381, 614, 908, 920
- MILLNER (John), sergent britannique : 22, 618, 620, 624, 626, 634
- Mincio*, rivière d'Italie : 153, 154, 160, 260, 348, 452, 453, 454, 459, 494
- Mindelheim* [land Bavière, kreis Unterallgäu] : 926
- Mirandole* (en it. *Mirandola*) [région Émilie-Romagne, prov. Modène] : 304, 368, 759
- Modène* [région Émilie-Romagne] : 152, 154, 304, 314, 367, 368, 379
- Moder*, rivière d'Alsace, affluent du Rhin : 192, 229, 249, 340
- MOLESWORTH, capitaine britannique, aide de camp du duc de Marlborough : 576
- MOÏSE, guide des tribus d'Israël : 1035, 1061
- MONASTEROL (Ferdinand-Auguste Solaro, comte de), envoyé de l'Électeur de Bavière à Paris : 338
- Moncalieri* [région Piémont, prov. Turin] : 266, 346, 552
- Mondovi* [région Piémont, prov. Coni] : 266
- MONGIN (Edme), homme d'église et orateur : 1093, 1095
- MONROUX (Philippe Marie de), maréchal de camp (10 février 1704), lieutenant général (1710) : 595
- Mons* [prov. Hainaut] : 49, 271, 351, 367, 391, 392, 838, 860
- Mons-en-Pévèle* [Nord, arr. Lille, cant. Pont-à-Marcq] : 354
- Montagne Blanche* [République tchèque] : 9, 689, 848
- Montdauphin* [Hautes-Alpes, arr. Briançon, cant. Guillestre] : 284
- MONTECUCCOLI (Raimondo, comte), général et ministre impérial : 500, 655
- MONTELEON (Isidore Cassado de Azevedo de Rosalez, marquis de), envoyé de Philippe V à Gênes : 301, 982
- MONTESPAN (Françoise Athénaïs de Rochechouart de Mortemart, marquise de), favorite de Louis XIV : 1074
- MONTESQUIEU (Charles-Louis de Secondat, baron de La Brède et de), magistrat, philosophe et penseur politique : 873, 875, 980, 1096
- Montferrat* : 187, 188
- MONTIGNY-LANGUET (baron de), officier de l'armée du maréchal de Marcin : 478, 575, 702, 784, 801, 808, 820, 900, 969
- Montmélian* [Savoie, arr. Chambéry] : 983

## INDEX

MONTPEROUX (Léonor François Palatin de  
Dyo, marquis de), brigadier (1702),  
lieutenant général (1710) : 858  
*Mont-Saint-André* [prov. Brabant Wallon,  
comm. Ramillies] : 544, 672, 792  
MOREAU (Jean Victor), général : 513  
*Morée* (principauté de) [Grèce] : 320  
*Moscolino*, voir *Muscoline*  
*Moscou* [Russie] : 240  
*Moselle*, fleuve : 157, 170, 183, 190, 192, 225-  
227, 249, 270, 273, 274, 322, 323, 341, 355,  
395, 421, 460, 466, 467, 472-474, 924, 1093  
*Mösskirch* [Bade-Wurtemberg, kreis  
Sigmaringen] : 49, 242, 911  
*Mullem* [prov. Oost-Vlaanderen] : 555  
*Munich* [land Bavière] : 42, 47, 159, 180, 182,  
234, 235, 238, 241, 269, 900, 979  
MURET (Jérôme-François l'Écuyer, comte de),  
maréchal de camp (octobre 1704), lieutenant  
général (mars 1710) : 259, 456, 458, 552  
*Muscoline* [région Lombardie, prov. Brescia] :  
254

## N

NABUCHODONOSOR II, roi de Babylone : 1070  
*Namur* : 47, 249, 280, 375, 392, 393, 404, 431-  
434, 602, 625, 661, 765, 811, 812, 818, 823,  
835, 860, 976, 1086  
*Nancy* [Meurthe-et-Moselle] : 283, 661, 953  
NANGIS (Louis Armand de Brichanteau,  
marquis de), maréchal de camp (juin 1708),  
maréchal de France (1741) : 569, 594, 671  
*Naples* [Campanie] : 2, 138, 141, 151-153,  
158, 185, 186, 203, 313, 350, 370, 371, 374,  
379, 381, 983  
NAPOLEON I<sup>er</sup> (Napoléon Bonaparte),  
empereur des Français : 22, 25, 34, 160,  
240, 292, 334, 335, 337, 406, 407, 409, 647,  
650, 794, 1099, 1105, 1114, 1115, 1120  
NAPOLEON III, empereur des Français : 838  
*Narva* [Estonie] : 850  
NASSAU (Frédéric Henri de, prince d'Orange) :  
4, 1022  
NASSAU (Guillaume-Louis de) : 708  
NASSAU (Maurice de, prince d'Orange) : 4,  
708, 778  
NASSAU (le comte de), officier général  
hollandais : 855  
NATZMER (Dubislaw Gneomar von), général  
de cavalerie prussien : 564, 566, 766  
*Nebel*, rivière de Bavière, affluent du Danube :  
513-515, 517, 518, 520-523, 571, 595, 638,  
678, 686, 720, 731, 732, 739, 742, 809,  
1019, 1031, 1129  
*Necker*, rivière de Suisse et d'Allemagne : 168,  
169, 223  
*Neerwinden* [Belgique] : 410, 533, 574, 652  
*Neubourg*, voir les deux entrées suivantes  
*Neuburg an der Donau* [land Bavière, kreis  
Neuburg-Schrobenhausen] : 178, 180, 188,  
234, 299, 402  
*Neuburg am Rein* [land Rhénanie-Palatinat,  
kreis Germersheim] : 223, 610  
*Neuville* [prov. Hainaut, comm. Soignies] : 271  
NEWTON (Isaac), mathématicien, physicien et  
astronome britannique : 31, 1052  
NEY (Michel), maréchal d'Empire : 761  
*Nice* [Alpes-Côte-d'Azur] : 189, 525, 573, 983  
*Nieuport* [prov. West-Vlaanderen] : 200, 203,  
342, 351, 367, 390, 910  
*Nimègue* [Pays-Bas] : 136, 156, 173, 185, 212,  
581



## INDEX

*Ninove* [Oost-Vlaanderen] : 276

NOAILLES (Adrien Maurice, comte d'Ayen, duc de), maréchal de France (1734) : 19, 651, 960

NOAILLES (Anne Jules, duc de), maréchal de France (1693), père du précédent : 433

*Nördlingen* [land Bavière, kreis Donau-Ries] : 159, 166, 224, 231, 245, 402, 421, 812

*Norken*, rivière de Belgique, affluent de l'Escaut : 555, 559, 560, 562, 565, 591, 593

*Normandie* : 283

*Nottingham* [Royaume-Uni] : 830

NOTTINGHAM (Finch, Daniel, comte de), secrétaire d'État britannique : 502

*Novare* [région Piémont] : 347, 349, 373

*Nuremberg* [Bavière] : 43, 160, 166, 167, 231, 402, 827, 1008, 1027

### O

O (le marquis de Villers d'), gentilhomme de la chambre du duc de Bourgogne : 562, 585, 921, 1087

OB DAM (Jacob van Wassenaer, heer van), lieutenant général hollandais : 157

*Oberglau* [land Bavière, kreis Dillingen, comm. Höchstädt] : 513, 517, 518, 522, 529, 571, 575, 589, 679, 739, 805

*Oberweidenthal* [land Rhénanie-Palatinat, kreis Bad Dürkheim] : 461

*Offenburg* [land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau] : 240, 339, 434

*Offus* [prov. Brabant Wallon, comm. Ramillies] : 535, 540, 544, 672, 771, 792, 1018

*Oglio*, rivière d'Italie, affluent du Pô : 254

*Oise*, rivière de France, affluent de la Seine : 393

OLDFIELD, major britannique : 686

OLIVARES (Gaspar de Guzmán, comte-duc d'), homme politique espagnol : 161

*Onot* [Hongrie] : 176

ORKNEY (Georges Hamilton, comte de), lieutenant général, feld-maréchal (1736) : 528, 529, 530, 531, 540, 587, 591, 606, 679, 731, 750, 789, 805, 1005, 1040

*Orléans* [Loiret] : 2, 44, 498, 905, 919, 1086

ORLEANS (Elisabeth-Charlotte, princesse Palatine, duchesse d') : 804, 886, 889, 930, 1014, 1087, 1096

*Ostende* [prov. West-Vlaanderen] : 157, 200, 277, 322, 342, 345, 346, 352, 354, 366, 367, 369, 378, 390, 391, 394, 555, 716, 884, 983, 1090

OXENSTIERNA (Axel, comte), chancelier de Suède : 161

OXENSTIERNA (Bengt, comte), officier suédois au service de Hollande, lieutenant général : 566

*Oxford* [Royaume-Uni] : 999

*Oycke* [prov. Oost-Vlaanderen] : 555, 566

### P

*Padoue* [région Vénétie] : 253

*Palatinat* : 134, 160, 170, 174, 235, 236, 238, 419, 493, 980, 1072, 1117, voir JEAN-GUILLAUME

PALLADIO (Andrea di Pietro della Gondola, dit), architecte italien : 1057

PALLAVICINI (Charles Emmanuel, baron de), maréchal de camp (mars 1704) : 561, 970

PALMS, colonel britannique : 521, 686

*Panaro*, rivière d'Italie, affluent du Pô : 260, 261, 323

## INDEX

- PARELLE (le marquis de), feld-maréchal  
impérial : 830  
*Paris* : 43, 49, 143, 158, 209, 294, 335, 338,  
381, 394, 427, 495, 504, 861, 863, 872-874,  
876, 881, 884, 886, 889, 892, 896, 943, 959,  
962, 991-994, 1008, 1012, 1014, 1015,  
1018, 1084, 1088, 1090, 1100, 1123
- PARKE, colonel britannique : 853
- PARKER (Robert), capitaine britannique : 4, 22,  
23, 46, 161, 228, 292, 293, 516, 521, 527,  
540, 542, 606, 714, 747, 782
- Parme* [région Émilie-Romagne] : 152, 153,  
306, 320, 379, 380, 426, 761
- PARROCEL (Ignace-Jacques), peintre : 1064
- PARROCEL (Joseph), peintre, oncle du  
précédent : 1021, 1030
- PASCALE (François, marquis de), lieutenant  
général au service de l'archiduc Charles,  
gouverneur de Bruxelles : 386
- Passau* [land Bavière] : 168, 385, 683
- PASSIONEI (Domenico Silvio), cardinal et  
hommes de lettres : 1061, 1064
- Pavie* [région Lombardie] : 1, 306, 349, 374,  
580, 817
- PEMBROKE (Herbert Thomas, comte de),  
homme d'État britannique : 1052
- PERMOSER (Balthasar), sculpteur allemand :  
1063
- Peterwardin* [Serbie] : 1003
- Pettorazza* [région Vénétie, prov. Rovigo] :  
258, 300, 459
- PEZEUX (Cleriadus de Pra-Balessau, chevalier  
puis vicomte de), brigadier (février 1704),  
lieutenant général (1718) : 566, 567
- PHILIPPE III, roi d'Espagne : 139
- PHILIPPE IV, roi d'Espagne : 138, 139
- PHILIPPE V, roi d'Espagne : 1, 137, 140-  
143, 145, 147, 153, 154, 185, 190-192, 199,  
203, 213, 215, 217, 218, 270, 350, 369, 370,  
376-378, 380, 408, 446, 584, 810, 962, 965,  
982-984, 991, 1066, 067, 1076, 1077, 1082,  
1117, 1126
- PHILIPPE-AUGUSTE, roi de France : 30
- Philippsbourg* [land Bade-Wurtemberg, kreis  
Karlsruhe] : 192, 223, 226, 227, 339, 428,  
581, 854
- Picardie* : 283, 392, 393
- PICON D'ANDREZEL (Jean-Baptiste-Louis),  
intendant de l'armée de Lombardie : 255,  
369, 459, 818
- PIERRE LE GRAND (Pierre I<sup>er</sup> Alexeïevitch, dit),  
empereur de Russie : 176, 212, 873
- PIERRE II, roi de Portugal : 146
- Pignerol* [région Piémont, prov. Turin] : 186,  
189, 283, 347, 553, 793, 939, 941, 949, 978
- PIONSAC (Gilbert de Chavannes, comte de),  
lieutenant-colonel du régiment de Navarre  
(1703), brigadier (septembre 1704) : 969
- PIPER (le comte), membre de l'entourage de  
Charles XII : 559, 850
- Pizzighettone* [région Lombardie,  
prov. Crémone] : 348, 371
- Plaisance* [région Émilie-Romagne] : 262,  
379, 380
- PLUTARQUE, historien romain : 779
- Pô*, fleuve d'Italie : 153, 154, 256-258, 260-  
262, 280, 323, 346, 347, 367, 368, 380, 456,  
459, 468, 492, 547, 1102
- Poitiers* [Vienne] : 1, 510, 1051
- Poitou* : 283
- POLLUX, héros de la mythologie grecque :  
1058

## INDEX

*Pologne* : 148, 158, 176, 1112 voir AUGUSTE  
LE FORT

*Poltava* [Ukraine] : 531

POLYBE, général, homme d'État et historien  
grec : 372, 779, 1098, 1101

POMPONNE (Henri Charles Arnauld de), abbé  
et ambassadeur de France à Venise : 201,  
202, 311, 321, 379, 382, 426, 431, 432, 459,  
870, 906, 914, 983, 984

PONCET DE LA RIVIERE (Michel), évêque  
d'Angers : 1093

PONTCHARTRAIN (Louis Phélypeaux, comte  
de), chancelier de France : 141, 205

PONTCHARTRAIN (Jérôme Phélypeaux, comte  
de Maurepas puis de), secrétaire d'État de la  
marine et de la maison du roi : 205

POPE (Alexander), poète et écrivain  
britannique : 31, 1009, 1056, 1057

*Portugal* : 142, 146, 190, 194, 199, 209, 980

*Pouilles*, région d'Italie : 379

*Prague* [République tchèque] : 163

PRASLIN (Jean-Baptiste Gaston de Choiseul,  
marquis de), lieutenant général : 154

PRIE (Turinetti, Ercole Luigi Giuseppe,  
marquis de), diplomate autrichien,  
ambassadeur de Savoie à Vienne : 187

PRIE (le marquis de), officier français : 887

PALATINE (la princesse), voir ORLEANS

PRIOR (Matthew), écrivain britannique : 1009

*Provence* : 152, 529

*Provinces-Unies* : 131, 133, 135, 144, 145,  
184, 194, 195, 203, 217, 218, 219, 386, 822,  
1007, 1018

*Prusse*, voir *Brandebourg*, FREDERIC II,  
FREDERIC III

PUYNORMAND (Hardouin de Gauffreteau de),  
brigadier (février 1704), lieutenant général  
(1720) : 365, 900

PUYSEGUR (Jacques de Chastenet, marquis de),  
lieutenant général (octobre 1704), maréchal  
de France (1734), penseur militaire : 49,  
284, 332, 419, 556, 559, 562, 585, 588, 593,  
647, 669, 675, 676, 682, 685, 690-693, 696,  
706, 707, 711, 712, 719, 723, 727, 728, 748,  
749, 750, 772, 773, 795, 798, 833, 921, 965,  
1099, 1100, 1102, 1110, 1120, 1126

*Pyrénées* : 140

## Q

*Quarent* [lieu-dit du Brabant] : 251

*Queich*, rivière de Rhénanie-Palatinat, affluent  
du Rhin : 339, 340, 357

*Quercy* : 1125

QUINCY (Charles Sevin, marquis de),  
lieutenant d'artillerie, brigadier (1719),  
historien et penseur militaire : 20, 27, 49,  
128, 157, 478, 514, 524, 527, 537, 540, 551,  
556, 557, 559, 565, 572, 596, 600, 624, 628,  
673, 674, 678, 681, 682, 693, 713, 765, 775,  
778, 805, 904, 996, 1098

QUINCY (le baron de) : 519, 572, 594, 605

## R

*Rain* [land Bavière, kreis Straubing-Bogen] :  
48, 234, 239, 299, 326, 402

RAKOCZY (François II), magnat hongrois :  
174- 176

*Ramée* [prov. Brabant Wallon, comm.  
Jodoigne-souveraine] : 544, 625

RAMIROIX (le s<sup>r</sup> de), officier français : 372

RANTZAU (Jorgen), général prussien : 556, 559

## INDEX

- Rastadt* ou *Rastatt* [land Bade-Wurtemberg] :  
212, 218, 220, 406, 1112
- Ratisbonne* [land Bavière] : 159
- REFUGES (Pomponne, marquis de), lieutenant  
général (1696), commandant des Trois  
Évêchés (août 1704) : 662
- Reggio* [région Émilie-Romagne] : 154, 262,  
304, 306, 326, 368, 373
- Régiments français ou au service de la France
- Albaret : 523, 679
- Alsace : 544, 622, 954, 973
- Aquaviva : 534
- Aubigné : 534
- Auvergne : 550, 552, 615
- Auxerrois : 523, 595, 607, 679, 750, 809
- Bassigny : 258, 539, 622
- Beauvaisis : 552
- Belsunce : 544
- Berry : 552
- Bonnelle ou Bonnelles : 552, 627
- Bonneval : 552, 627
- Boulonnois : 633
- Bourke : 360
- Bouzols : 552
- Bretagne : 549, 615
- Broglie : 515
- Cappy : 314, 759
- Carabiniers : 39, 631
- Cent-Suisses : 650
- Champagne : 664, 665
- Chartres : 800
- Chastillon : 445
- Cheveau-légers de la garde : 565, 650, 651,  
859, 878
- Clare : 544, 720
- Colonel général : 631, 652
- Colonel général des dragons : 729
- Commissaire général : 652
- Condé : 717
- Cuirassiers : 627, 652
- Du Roi : 540, 560, 623, 632, 664, 671, 936
- Forez : 259
- Fusiliers du Roi : 666
- Gardes à cheval : 652
- Gardes de la Porte : 650
- Gardes du corps : 542, 624, 650-652, 684,  
688, 698-703, 745, 746, 780, 786, 787,  
932, 935, 937, 938, 942, 969, 1086
- Gardes françaises : 544, 561, 574, 633, 650,  
664, 665, 721, 785, 791, 795, 796, 843,  
935, 936, 937, 969
- Gardes suisses : 633, 650, 664, 937
- Gâtinais : 550, 615
- Gendarmerie : 45, 320, 515, 521, 524, 527,  
534, 542, 563, 564, 565, 572, 575, 576,  
594, 602, 612, 617, 619, 631, 651-655,  
683, 685, 686, 691, 693, 702, 704, 728-  
730, 732, 766, 768, 781, 783, 790, 901,  
902, 928, 934-936, 938, 945, 968, 973,  
989, 1086, 1127, 1132
- Gendarmes de la garde : 617, 631, 650, 651,  
878, 947
- Gondrin : 544
- Greder allemand : 518, 855, 866, 968
- Greder suisse : 388, 537-539, 622, 780, 791,  
795, 805, 818, 819,
- Grenadiers à cheval : 651, 653
- Grignan : 515, 527
- La Marine : 311, 313, 548, 550, 552, 615,  
737, 738, 837
- La Reine : 566
- Languedoc : 515, 742
- Le Roi (dragons) : 534
- Leuville : 258

## INDEX

- Limousin : 368
- Maison du roi : 45, 192, 211, 248, 534, 537, 538, 541, 542, 544, 563, 566, 568, 598, 638, 650-653, 655, 664, 683, 688-691, 693, 703, 728, 745, 766, 781, 800, 805, 814, 930, 935, 936, 941, 954, 955, 1068, 1082, 1094, 1097
- Mestre de camp général : 652, 786
- Mousquetaires : 650, 653
- Nangis : 856
- Nautaff : 534
- Navarre : 530, 531, 664, 665, 742, 829, 969
- Nice : 523, 595, 607, 623, 679, 750
- Noailles : 937
- Nugent : 623
- Pasteur : 912, 913
- Perche : 549, 615, 717
- Picardie : 544, 633, 664, 741
- Piémont : 550, 615, 632, 633, 664, 800, 899, 969
- Poitou : 560
- Prince Charles : 856
- Prince électoral de Bavière : 232
- Provence : 539, 596, 622, 805, 969
- Richebourg espagnol : 631
- Robecq ou Robecque : 523, 525, 573, 595, 607, 679, 711, 729, 750, 809
- Rohan : 566
- Royal : 30, 515, 522, 529, 666, 741, 796, 968
- Royal-Allemand : 659
- Royal-Artillerie : 666
- Royal-Étranger : 534, 652, 784, 972
- Royal-Infanterie : 968
- Royal-Italien : 544, 973
- Royal-Roussillon : 907, 970, 973
- Saint-Second : 623
- Saint-Sulpice : 540
- Salablaca : 386
- Sourches : 544
- Toulouse : 534
- Touraine : 907
- Trecesson : 729, 809, 953
- Vaisseaux : 154
- Valansar : 534
- Vendôme : 717
- Villars suisse : 632
- Villars : 623
- Zuniga : 540
- Zurlauben : 515, 968, 977, 989
- Régiments adverses
- Cuirassiers de l'Empereur : 154, 657
- Darmstadt : 821
- Drabants : 652
- Gendarmes du roi de Prusse : 565
- Guards : 665
- John Hay : 744
- Horse Grenadier Guards : 652
- Life Guards : 652
- Royal Horse Guards : 654
- Royal Regiment of Foot of Ireland : 22, 665
- Royal Scots : 665
- Reichshoffen* [Bas-Rhin] : 1
- RENAUDOT (Théophraste), fondateur de la *Gazette* : 844, 849, 862, 868
- REVEL (Charles Amédée de Broglie, comte de), lieutenant général (1688) : 154
- REVENTLAU, lieutenant général impérial : 254
- Rhin*, fleuve de France et d'Allemagne : 44, 48, 131, 132, 136, 153, 158-160, 164-166, 168-172, 183, 190, 192, 195, 197, 202, 204, 209, 222-229, 247, 249, 256, 269, 273, 295, 299, 308, 324, 338, 339, 355, 385, 396, 403, 417, 424, 429, 438, 440, 460, 461, 463, 464, 466,

## INDEX

- 478, 488, 497, 498, 503, 517, 528, 581, 612, 619, 621, 637, 638, 813, 856, 858, 890, 927, 939, 1060, 1122
- Rhône*, fleuve de France : 359
- RICHELIEU (Armand Jean Du Plessis, cardinal de), principal ministre : 161, 580, 814, 862, 1112
- Richmond* [États-Unis] : 510
- RICOUS (Louis-Gaspard de), envoyé extraordinaire près l'Électeur de Bavière : 42, 47, 178, 179, 181, 235, 384, 479, 900
- Riedlingen* [land Bade-Wurtemberg, kreis. Biberach] : 160
- Rietheim* [land Bade-Wurtemberg, kreis. Tuttlingen] : 224
- RINK (Gottlieb), juriste et historien autrichien : 1061
- Rivoli* [région Piémont, prov. Turin] : 254, 257
- Rocroi* [Ardennes] : 571, 684, 928, 1082
- Rode-Saint-Pierre* [prov. Vlaams-Brabant, comm. Holsbeek] : 251
- Rodez* [Aveyron], 580
- ROHAN (Hercules Mériadec de Rohan-Soubise, prince de), lieutenant général (octobre 1704), capitaine lieutenant de la compagnie des gendarmes de la garde : 565, 568, 654, 878, 947
- ROHAN-CHABOT (Guy Auguste, chevalier puis comte de), mestre de camp (1703), maréchal de camp (1719) : 859
- Rome* [Italie] : 132, 1045, 1049, 1052
- ROSEN (Conrad, marquis de), maréchal de France (1703) : 694
- Roszbach* [Allemagne] : 333
- Rothenberg* [land Bavière, kreis Donau-Ries, comm. Wolferstadt] : 160
- Rotterdam* [Pays-Bas] : 864, 873
- Rottweil* [land Bade-Wurtemberg] : 240, 241, 244, 323, 436, 463, 465, 606, 612
- ROUILLE (Pierre), chargé d'affaire près les Électeurs de Bavière et de Cologne : 38, 42, 181, 186, 232, 345, 356, 366, 378, 400, 403, 480, 481, 901, 902, 904, 912, 915, 917, 918, 951, 983
- ROUSSEAU (Jean-Baptiste), poète : 1010, 1063
- Roussillon* : 130, 136, 190
- Roveredo* [région Frioul-Vénétie Julienne, prov. Pordenone] : 153
- Rovigo* [région Vénétie] : 253, 382
- ROWE (lord), brigadier général britannique : 521, 739, 756
- Royeghem* [prov. Oost-Vlaanderen, comm. Wortegem-Petegem] : 555, 583, 767, 770
- RUBENS (Pierre-Paul), peintre flamand : 1022
- Rubiera* [région Émilie-Romagne, prov. Reggio d'Emilie] : 373
- RUFFEY (Louis Anne Marie Damas, comte de), maréchal de camp (février 1708), lieutenant général (1710) : 822
- Rumegis* ou *Rumegies* [Nord, arr. Valenciennes, cant. Saint-Amand-les-Eaux-Rive gauche] : 875, 985-988, 991
- Ruremonde* [en fl. Roermond, Pays-Bas, prov. Limbourg] : 157, 226
- Russie* : 176, 212, 671, 850, 862, 1112, 1114
- Ryswick* [Pays-Bas] : 47, 137, 144, 169, 213, 377, 609, 659

## S

- Saar*, rivière d'Alsace, affluent de la Moselle : 248, 395
- Sadowa* [République tchèque] : 28
- SAILLANT (Jean-Philippe d'Estaing, comte de), lieutenant général (octobre 1704),

## INDEX

- commandant de Namur (octobre 1704) :  
345, 431-434, 811, 818, 823, 860
- SAINT-AMOUR, partisan dans l'armée  
impériale : 288
- SAINT AUGUSTIN, philosophe et théologien,  
père de l'Église : 1045
- SAINT-AULAIS (Louis de Norriger, chevalier  
de), lieutenant de roi de Luxembourg  
(1701), brigadier (septembre 1706) : 479
- Saint-Amand* [Nord, arr. Valenciennes] : 875
- Saint-Cyr* : 6, 958, 959
- SAINT-FREMOND (Jean-François Ravend,  
marquis de), lieutenant général (1702) : 255-  
259, 305, 311, 359, 382, 452, 454, 457-459,  
485, 492, 551, 978, 949
- SAINT-GEORGES, voir STUART, JACQUES
- Saint-Germain-en-Laye* [Yvelines] : 32, 206
- Saint-Gotthard* [Hongrie] : 131, 173, 1060
- SAINT-HILAIRE (Armand de Mormès de),  
lieutenant général (octobre 1704),  
commandant de l'artillerie à Ramillies et  
Audenarde : 527, 558-560, 606, 783, 899
- SAINT-MARS, aide-major du régiment Royal :  
595, 596
- SAINT-MAYME (Joseph-Chevalier, seigneur  
de), capitaine d'infanterie : 803, 804, 889,  
892
- Saint-Omer* [Pas-de-Calais] : 1104
- SAINT-PATER (Jacques le Coutelier, marquis  
de), maréchal de camp (février 1704),  
lieutenant général (septembre 1706) : 457,  
458, 459, 492, 978
- SAINT-POUENGES (Jean Colbert de), commis  
de Louvois : 498
- SAINT-POUENGES (François-Gilbert Colbert  
de), mestre de camp du régiment de Saint-  
Pouenges, brigadier (octobre 1704),  
maréchal de camp (février 1719) : 892
- SAINT-SAENS (Charles Louis de Limoges,  
chevalier puis marquis de), lieutenant-  
colonel du régiment Colonel général,  
maréchal de camp (1734) : 729
- SAINT-SECOND (François de Rossi de Bavière,  
marquis de), brigadier (1702) : 197
- SAINT-SIMON (Louis de Rouvroy, duc de),  
mémorialiste : 17, 18, 29, 129, 175, 177,  
206, 413, 415, 485, 492, 516, 530, 533, 556-  
558, 567, 568, 583, 584, 596, 691, 697, 857,  
873, 879, 889, 919, 922, 928, 930, 933, 934,  
940, 956, 959-961, 963, 964, 966, 972, 991,  
1096, 1110
- Saint-Venant* [Pas-de-Calais, arr. Béthune,  
cant. Lillers] : 838
- SALABURG (Gotthard Heinrich, comte de),  
président de la Chambre des comptes de  
Vienne : 500
- Saluzzo* [région Piémont, prov. Coni] : 288
- Salzbach* [land Bade-Wurtemberg, kreis  
Ortenau] : 240, 415
- Sambre*, rivière de France : 392, 393, 625
- Sandhurst* [Grande-Bretagne] : 6
- SANTA-CRUZ DE MARCENADO (Alvaro Navia-  
Ossorio, vicomte de Puerto, marquis de),  
officier et écrivain militaire espagnol : 713,  
773, 775, 776, 783, 810, 826, 1098
- Santa-Maria de Zevio* [région Vénétie,  
prov. Vérone, comm. Zevio] : 257, 258
- SANZEI (M. de), officier français tué à  
Sinzheim : 890
- SANZEI (Mme de), épouse du précédent : 890
- Saragosse* [Espagne] : 199, 202, 692, 693
- Sardaigne* : 42, 406

## INDEX

- SAVOIE (Marie-Adélaïde de), duchesse de  
Bourgogne : 582, 964, 965, 967
- SAXE (Maurice, comte de), maréchal de  
France : 324, 333, 587, 645, 654, 662, 707,  
713, 724, 771, 773, 779, 782, 792, 1102,  
1111, 1120
- Saxe* : 212, voir AUGUSTE LE FORT, JEAN-  
GEORGES II
- SAXE-GOTHA (Frédéric II, duc de) : 148, 195
- SAXE-GOTHA (Jean-Guillaume de), général  
impérial, frère du précédent : 195, 550, 551.
- SCARELLE (le s<sup>r</sup>), familier du comte de  
Médavy : 426
- Schaerken* [prov. Oost-Vlaanderen, comm.  
Audenarde] : 555
- Schaffhouse* [en all. *Schafhausen*, land Bavière,  
kreis Aichach-Friedberg, comm.  
Sielenbach] : 300, 854
- SCHAUMBOURG LIPPE (le comte de) : 493
- Schellenberg* [land Bavière, kreis Donau-  
Ries] : 48, 222, 230-233, 237, 241, 292,  
323, 612, 671, 769, 1060
- SCHLICK (Léopold Anton Joseph zu Bassano  
und Weizkirchen, comte), général  
impérial : 159, 160
- Schliessheim* (le château de) [land Bavière,  
kreis Munich] : 1017
- Schlosshof* [Autriche] / 1002, 1004, 1062
- SCHOMBERG (Frédéric-Armand, duc de),  
maréchal de France : 413
- Schutt*, île de Slovaquie, sur le Danube : 174
- SCIPION L'AFRICAIN (Publius Cornelius Scipio,  
dit), homme politique et général romain :  
336, 1035, 1105
- Sébastopol* [Russie] : 510
- SEBETURE, conseiller au parlement de  
Tournai : 910
- Secchia*, fleuve d'Italie, affluent du Pô : 260,  
261, 323
- Sedan* [Ardennes] : 1
- SEIGNELAY (Marie Jean-Baptiste Colbert,  
marquis de), colonel (1702), brigadier (juin  
1708) : 887
- SEIGNIER (Jean Pierre Brunon de), brigadier  
(1702), maréchal de camp (septembre  
1704) : 529, 531, 742, 969
- Seine*, fleuve de France : 929
- SEMPIGNI (le s<sup>r</sup> de Vaulx de), officier  
d'artillerie : 574, 679, 797
- Senne*, rivière de Belgique, affluent de la  
Dyle : 276, 342
- SEVIGNE (Marie de Rabutin-Chantal, marquise  
de), épistolière : 885, 886, 890
- SHAFTESBURY (Anthony Ashley-Cooper,  
comte de), philosophe, écrivain et homme  
politique britannique : 1057
- SHANDY (Toby), personnage de roman : 865
- SHANDY (Tristram), personnage de roman :  
865
- Sicile* : 141, 158, 185, 203, 406, 1106
- Silésie* : 194
- SILLY (Jacques Joseph Vipart, marquis de),  
brigadier (1702), lieutenant général (1718) :  
594, 704, 938, 948
- Sinzheim* [land Bade-Wurtemberg, kreis  
Rastadt] : 227
- SISERA, général cananéen : 1038
- Slavonie* : 173
- SNAYERS (Pierre), peintre flamand : 1018
- Soignies* [prov. Hainaut] : 271, 285
- SOLARO DELLA MARGARITA (Giuseppe Maria,  
comte), officier, ingénieur militaire et  
chroniqueur piémontais : 24, 375
- Solférino* [Italie] : 838



## INDEX

- Somme*, rivière de France : 6
- SOSSIONDO, commissaire de la marine chargé de transferts de fonds à Amsterdam : 827, 828
- Souabe* : 159, 165, 166, 167, 169-171, 223, 297, 298, 478, 853, 926, 979, 1059, 1113
- SOURCHES (Louis-François du Bouchet, marquis de) : 17, 554, 634, 846, 856-858, 860, 861, 873, 887, 889, 928, 930, 932, 949
- SOUTERNON (Antoine d'Aix de la Chaise, comte de), lieutenant général (octobre 1704) : 563, 616, 942, 948, 951, 969, 972
- SPANHEIM (Ézéchiël), diplomate et savant allemand : 413
- SPINOLA (Ambrogio), général génois au service de l'Espagne : 1022
- Spire* [land Rhénanie-Palatinat] : 18, 170, 237, 517, 853, 891, 936
- Stadtpalais* [Vienne] : 1002, 1004, 1062, 1063
- STAIR (John Dalrymple, comte de), officier britannique : 882, 884
- Stalingrad* [Russie] : 510, 1114
- STECKENBERG (Henri de), brigadier (avril 1706), lieutenant-colonel du régiment d'Alsace (1705) : 973
- Steinkerque* [Belgique] : 574, 719, 762
- STENDHAL (Henri Beyle, dit), écrivain : 761, 762
- Stevenswert* [Pays-Bas, prov. Limbourg] : 157
- Stollhofen* [auj. Rheinmünster-Stollhofen, land Bade-Wurtemberg, kreis Rastadt] : 160, 202, 239, 241, 244, 435, 438, 461, 853, 854, 855, 858
- Stradella* [région Lombardie, prov. Pavie] : 262, 305, 323, 326, 429, 460, 468, 469, 474, 493
- Strasbourg* [Bas-Rhin] : 132, 136, 164, 223, 461, 465, 620, 815, 823, 853, 888
- STUART (Jacques), dit le vieux prétendant ou le chevalier de Saint-Georges : 204, 211, 408, 557, 583-585, 881, 1077, 1082, 1088
- Stura*, rivière d'Italie, affluent du Pô : 547, 548, 552, 553, 738, 851
- STUTTGART [Bade-Wurtemberg] : 855
- STYRUM (Hermann-Otto, comte de Limbourg-) : 159, 160, 162, 513
- Suède* : 4, 21, 131, 138, 176, 335, 684, 850, 1112
- Superga* (basilique de) [région Piémont, prov. Turin] : 31, 547, 1001, 1005, 1022, 1107
- Suse* (en it. *Susa*) [région Piémont, prov. Turin] : 189, 264, 284, 362, 363, 949
- SWIFT (Jonathan), écrivain britannique : 32, 1009, 1055

## T

- Tage*, fleuve d'Espagne : 198, 929
- TALLARD (Marie-Joseph d'Hostun, comte puis duc de), fils cadet du maréchal, abbé et prieur de Saint Étienne du Plessis-Grimoud, puis mousquetaire (1706), brigadier (1719) : 891
- TALLARD, voir LA BAUME
- TALLEMANT DES REAUX (Gédéon), mémorialiste : 786
- Tamise*, fleuve de Grande-Bretagne : 929
- Tanaro*, fleuve d'Italie : 262, 305, 306, 323, 326, 547
- Tannenberg* [Pologne] : 637
- TARIZZO (Francesco Antonio), prêtre, poète et chroniqueur piémontais : 1011
- Taviers* [prov. Namur, comm. Eghezee] : 47, 252, 532, 534-538, 542, 590, 622, 638, 657,

## INDEX

- 671, 679, 680, 687, 734, 739, 766, 768, 780,  
790, 812, 899, 941, 956
- Tebet* (auj. Tubas ou Toubas) [Territoire  
palestinien] : 1039
- TERASSENA (le marquis de), officier général  
espagnol, gouverneur d'Anvers : 370, 372,  
388, 389
- Termonde* [en fl. Dendermonde, prov. Oost-  
Vlaanderen] : 342, 345, 346, 373, 388, 389,  
818
- Terrazzo* [région Vénétie, prov. Vérone] : 258
- TESSE (René Mans de Froulay de), maréchal  
de France (1703) : 190, 431, 447, 448, 494,  
1085
- THAUN, voir DAUN
- THERESE-CUNEGONDE SOBIESKA, électrice de  
Bavière, femme de Maximilien-Emmanuel :  
178, 179, 384, 398, 1078,
- Thionville* [Moselle] 283, 394
- THÖKÖLY (Emeric), magnat hongrois : 173,  
174
- THORNHILL (James), peintre britannique :  
1035
- THUNGEN (Johann Karl, baron de), général  
impérial : 223, 224, 233, 850
- TILLY (Claude-Frédéric t'Serclaes, comte de),  
général de cavalerie, commandant en chef  
des forces hollandaises (1708) : 566
- TILLY (Jean t'Serclaes, comte de), général au  
service de la Bavière durant la guerre de  
Trente Ans : 4, 231
- Tirlemont* [prov. Vlaams-Brabant] : 251, 481
- TORALBA (le marquis de), général espagnol :  
254, 369, 643
- TORCY (Jean-Baptiste Colbert, marquis de),  
secrétaire d'État aux Affaires étrangères :  
42, 141, 142, 175, 201, 205, 206, 208, 214,  
216, 217, 432, 861, 862, 866, 881, 882, 884,  
918
- Tortona* [région Piémont, prov. Alessandria] :  
349, 350, 368, 372, 405, 469
- Toscane* : 138, 141, 152, 188, 320
- Toulon* [Var] : 203, 824, 1006, 1084, 1093,  
1124
- TOULOUSE (Louis Alexandre de Bourbon,  
comte de), amiral de France : 190, 448
- Tournai* [Hainaut] : 279, 342, 345, 351, 367,  
566, 569, 581, 630, 632, 770, 810, 811, 838,  
860, 875, 878, 884, 910, 931, 985, 1034
- Trafalgar* : 1
- Transylvanie* : 173, 174, 176
- Trarbach* [land Rhénanie-Palatinat, kreis  
Bernkastel-Wittlich] : 157, 341, 399
- TRECESSON (Gilles de Carné, marquis de),  
brigadier (février 1704), lieutenant général  
(1734) : 977, 978
- Trente* [région Trentin-Haut-Adige] : 153
- Trèves* [land Rhénanie-Palatinat] : 131, 157,  
227, 341, 399
- Trianon* (le château du) [Yvelines, arr. et  
comm. Versailles] : 1072, 1074, 1076, 1090
- Trieste* [région Frioul-Vénétie Julienne] : 253,  
257
- Trino* [région Piémont, prov. Verceil] : 816
- TRIVULCE (Jean-Jacques), général italien : 307
- TRUDAINE (Charles, s<sup>r</sup> de Montigny), intendant  
de Lyon : 360
- Tubize* [prov. Brabant Wallon] : 276
- TURENNE (Henri de la Tour d'Auvergne,  
vicomte de), maréchal général des camps et  
armées du roi : 35, 281, 330, 405, 413, 415,  
416, 419, 449, 497, 577, 650, 663, 929, 940,  
964, 993, 1100, 1105, 1106
- Tuttlingen* [land Bade-Wurtemberg] : 384, 871

## INDEX

*Tyrol* : 152, 158, 160-163, 168, 180, 196, 283, 427

### U

*Ulm* [Bade-Wurtemberg] : 158, 180, 224, 229, 239, 242, 243, 294, 296, 299, 324, 338, 339, 606, 611, 702, 813, 815, 888, 898, 900, 903, 1059

*Unterglau* [land Bavière, kreis Dillingen, comm. Blindheim] : 513, 519, 520

URSINS (Marie-Anne de La Trémoille, princesse de Chalais, dite la princesse des), *camarera mayor* de la reine d'Espagne : 441, 958

*Urtebise* [Belgique] : 581

*Utrecht* [Pays-Bas] : 217, 218, 220, 406, 873, 980, 985, 1110, 1112

### V

VAILLAC (François de Ricard de Gourdon-Genouillac, comte de), maréchal de camp (1702), lieutenant général (octobre 1704) : 589

*Valence* (en it. *Valenza*) [région Piémont, prov. Alessandria] : 188, 306, 307, 350, 368

*Valence* (en es. *Valencia*) [Espagne] : 202

*Valenciennes* [Nord] : 342, 367

*Valesia* : 188

VALLIERE (le s<sup>r</sup> de), officier : 445, 446

VALSEME, (Louis Ferry Malet de Graville, marquis de), maréchal de camp (1702), lieutenant général (octobre 1704) : 595, 596

VAN DER MEULEN (Adam-François), peintre d'origine bruxelloise : 1002, 1003, 1018, 1020, 1022, 1030, 1091

VAN HUCHTENBURG, voir HUCHTENBURG

VANBRUGH (John), architecte et un dramaturge britannique : 999, 1001, 1034, 1057, 1107

VANNEROUX, valet de chambre du marquis de Coëtlogon : 863

*Vasvár* [Hongrie] : 173

VAUBAN (Sébastien le Prestre, seigneur de) : 10, 136, 189, 318, 319, 331, 346, 391, 392, 404, 419, 443, 444, 493, 581, 659, 666, 668, 669, 712, 721, 736, 759, 779, 834, 835, 839, 870, 873, 918, 993, 994, 996, 1120, 1123

VAUDEMONT (Charles-Henri de Lorraine, prince de), gouverneur général du Milanais : 306, 312, 348, 350, 365, 374, 380, 393, 429, 431, 445, 451, 491, 901, 905, 908, 914, 920, 960

VAUMORIERE (Pierre d'Ortigue de), écrivain : 799

*Vaux-le-Vicomte* [Seine et Marne, cant. Melun-nord, comm. Maincy] : 290

VELÁZQUEZ (Diego Rodrigéz da Silva Y), peintre : 1022

*Velpe*, rivière de Belgique, affluent de la Gète : 251

*Venise* : 42, 152, 201, 286, 301, 311, 313, 320, 321, 379, 380-382, 400, 406, 431, 663, 853, 870, 901, 983, 1078

*Venlo* [Pays-Bas, prov. Limbourg] : 157

*Vercel* [région Piémont] : 189

VERCINGETORIX, homme d'État gaulois : 30

*Verdun* [Meuse] : 510, 1114

VERITA (le comte de), officier bavarois : 162

VERNICOURT (le s<sup>r</sup> de), officier français : 825, 826

VERON (le s<sup>r</sup>), entrepreneur des fourrages dans les villes de Flandre et Brabant : 901

*Vérone* [région Vénétie] : 259, 286, 287, 301, 381, 383, 429

## INDEX

- Verrue* (en it. *Verrua Po*) [région Lombardie, prov. Pavie] : 189, 444
- Versailles* [Yvelines] : 3, 13, 15, 38, 43, 162, 171, 236, 253, 267, 286, 312, 350, 382, 400, 410, 412-414, 416, 419, 422-424, 440, 445-447, 451, 454, 458-460, 462, 464, 469, 486, 487, 492, 493, 495, 498, 499, 503, 504, 557, 845, 853-856, 858-860, 877, 886, 889, 893, 896, 897, 919, 921, 927, 928, 930, 932, 949, 959, 960, 962, 964, 966, 976, 986, 989, 990, 1002, 1014, 1023, 1074, 1075, 1080, 1090, 1110, 1124
- VICTOR-AMEDEE II, duc de Savoie, roi de Sicile (1713), roi de Sardaigne (1718) : 155, 186-189, 193, 194, 203, 217, 266, 406, 418, 446, 483, 553, 1001, 1002, 1005, 1011, 1022, 1105, 1121, 1124
- VICTOR-EMMANUEL III, roi d'Italie : 31
- Vienne* [Autriche] : 2, 42, 48, 132, 138, 139, 148, 149, 158, 160, 163, 167, 174, 182, 187, 194, 202, 212, 229, 253, 254, 273, 497, 500, 864, 1002, 1005, 1011, 1060, 1070, 1108, 1121, 1124
- VILLARS (Claude Hector, duc de), maréchal de France : 19, 20, 46, 155, 158-164, 167, 170, 171, 183, 190, 192, 197, 202, 212, 232, 239, 249, 250, 256, 289, 290, 297, 303, 312, 409, 416, 440-442, 449, 466, 473, 494, 504, 505, 513, 578, 588, 598, 610, 647, 654, 658, 661, 668, 683, 689, 690, 693, 696, 707, 710, 718, 722, 726, 736-738, 757, 772, 791, 795, 799, 800, 804, 805, 829, 898, 906, 939, 941-943, 950, 960, 992, 993, 1003, 1102, 1103, 1106, 1113, 1124, 1127, 1129
- VILLARS-LUGEINS (Louis Joseph de Plaibault, seigneur de - et de Courtenain), ingénieur militaire, brigadier d'infanterie (1706) : 266, 444
- Villaviciosa* [Espagne] : 1093, 1095, 1126
- Villeneuve d'Asti* (en it. *Villanova d'Asti*) [région Piémont, prov. Asti] : 346
- VILLEROY (Louis-Nicolas de Neufville, duc de), fils du maréchal, lieutenant général (1702) : 481
- Villingen* [land Bade-Wurtemberg, kreis Schwarzwald-Baar] : 222, 224, 240-244, 294, 296, 323, 339, 397, 463, 465
- Vilvorde* [prov. Vlaams-Brabant] : 341
- Vincennes* [Val-de-Marne] : 36, 41, 50, 903
- VISCONTI (Julio, comte), homme d'État italien, futur Grand-Maître de la Cour de Vienne : 306
- Visenaeck-Saint-Pierre*, voir *Rode-Saint-Pierre*
- VOLTAIRE (François Marie Arouet, dit), écrivain et historien : 19, 20, 414, 531, 724, 768, 928
- VOYSIN DE LA NOIRAYE (Daniel François), secrétaire d'État de la guerre, chancelier de France : 26, 504, 828, 967
- ### W
- Waldkirch* [land Bade-Wurtemberg kreis Emmendingen] : 240
- WALLENSTEIN (Albrecht von, duc de Friedland), général impérial : 689
- WALPOLE (Horace), homme d'État britannique : 1057
- Waterloo* [Belgique] : 6, 22, 336, 407, 509, 586, 647, 697, 753, 755, 761, 762, 794, 809, 839
- WEBB (John Richmond), officier britannique, brigadier (1704), major-général (1706),

## INDEX

- lieutenant général (1709), général (1712) :  
528, 1005
- WEEK (Conrad), major général hollandais :  
565
- WELLINGTON (Arthur Wellesley, duc de),  
général et homme politique britannique : 32,  
586, 762, 763, 771, 808, 1105, 1106
- Westphalie* : 130, 328, 1112
- Wiesloch* [land Bade-Wurtemberg, kreis  
Rhein-Neckar] : 227
- WILHELMINE, reine des Pays-Bas : 33
- Winchester* [Royaume-Uni] : 654
- Windsor* [Royaume-Uni] : 853, 1050, 1056,  
1106
- Wissembourg* [land Bavière, kreis  
Wissembourg-Gunzenhausen] : 166
- WOLFENBÜTTEL, maison de : 146, 148
- Woodstock* [Royaume-Uni] : 926, 999, 1057
- Worms* [land Rhénanie-Palatinat] : 237, 854
- Wörnitz*, rivière de Bavière, affluent du  
Danube : 232, 246, 421
- WRATISLAW (Johann Wenzel, comte),  
diplomate impérial : 178, 179, 225, 229,  
500, 503
- WREN (Christopher), savant et architecte  
britannique : 31, 999, 1001, 1052, 1057,  
1107
- Wurtemberg* : 168, 170, 240, 244, 421, 434,  
436, 437, 463, 493, 550
- WURTEMBERG (Heinrich-Friedrich, duc de),  
brigadier au service de la Hollande : 542,  
543, 550
- Würzburg* [land Bavière] : 1060, voir  
GREIFFENKLAU
- Wynendael* [prov. West-Vlaanderen, comm.  
Torhout] : 354, 641, 716, 718, 790, 832,  
859, 887, 897, 910, 946, 952, 977, 1004
- X**
- XIMENES (le chevalier de), colonel du  
régiment Royal-Roussillon : 970, 971
- Y**
- Ypres* [prov. Vlaams-Brabant] : 203, 345, 351,  
394, 569, 630, 770, 884
- Z**
- Zenta* [Serbie] : 27, 153, 434, 1003, 1060
- ZUÑIGA (Balthasar de), diplomate et homme  
d'État espagnol : 161
- ZURLAUBEN (Béat Jacques de la Tour-  
Chatillon, comte de), lieutenant général  
(1702) : 519, 521, 529, 594, 702, 855, 887,  
888, 968

## PIECES JUSTIFICATIVES

### PIECES JUSTIFICATIVES

Nous avons cherché, lors de la sélection des pièces justificatives, à proposer des documents issus des différents services de conservations visités, et à illustrer la diversité typologique des sources manuscrites employées dans notre travail : mémoires stratégiques, récits journaliers de progression de la campagne, relations de batailles envoyées par le général en chef, par des officiers supérieurs ou particuliers, lettres envoyées au nom d'un régiment, ordres de bataille... Nous avons également cherché à compléter, pour la période étudiée, l'immense et très profitable travail d'édition de sources effectué par Vault et Pelet.

Nous avons fait commencer cet ensemble de documents par des mémoires d'ordre stratégique ou militaire. Comme de nombreux textes de cet ordre ont déjà été édités, que ce soit par Vault et Pelet ou dans les recueils *d'Instructions aux ambassadeurs...*, nous avons privilégié des pièces singulières et originales : l'une provient de Lord Middleton et évoque les relations entre la France et l'Angleterre. La seconde a été écrite par Chamlay : ce texte était en fait caduc avant même sa diffusion, puisqu'il fut écrit quatre jours après Blenheim : on ignorait encore à Versailles le sort des armées françaises. Un mémoire de Tallard évoque ses réflexions stratégiques et diplomatiques alors qu'il est prisonnier en Angleterre. Enfin, le texte du ban de l'Empereur contre l'Électeur de Bavière vient clore cette série.

Les *Mémoires militaires* de Vault et Pelet proposent assez peu de relations de bataille, à l'exception de celle de Blenheim, préférant faire la synthèse de tous les renseignements obtenus. C'est pourquoi nous avons voulu, pour chaque affrontement, présenter les récits les plus riches. La bataille de Ramillies est particulièrement représentée, puisque toutes les apologies des Gardes du corps que nous avons trouvées au Service historique de l'armée de terre et surtout à la Bibliothèque nationale de France ont été éditées. Les informations qui y sont contenues sont parfois redondantes, mais le plus souvent complémentaires. Nous avons privilégié, pour la bataille d'Audenarde, les relations envoyées au duc du Maine, dont les auteurs des *Mémoires militaires...* n'avaient sans doute pas connaissance. Par ailleurs, nous avons présenté les ordres de bataille des armées des Deux-Couronnes à la veille des affrontements de 1704 et 1708, non édités par Vault et Pelet.

## PIECES JUSTIFICATIVES

On trouvera aussi les descriptions de deux batailles d'ampleur plus réduite : Calcinato et Wynendael. Enfin, la correspondance militaire envoyée lors de la campagne d'Italie de 1706 nous permet d'illustrer des formes de violence de guerre autres que celles de la bataille : la guerre de partis, la guerre de siège.

Dans une dernière partie, nous nous intéressons aux questions logistiques et aux conditions de vie des combattants. Deux textes concernent le ravitaillement des troupes : françaises (un traité des vivres signé pour la campagne de 1704) et impériales (un règlement des quartiers d'hiver et de la nourriture des troupes impériales en Bavière). Deux autres documents illustrent les efforts effectués et les difficultés rencontrées par le duc d'Orléans lors de sa tentative de retour en Italie à l'automne 1706. Enfin, cette série de pièces justificatives se clôt par deux lettres évoquant le sort des soldats prisonniers. Dans le premier, Sossiondo rend compte à Chamillart de la situation des troupes détenues en Hollande, dont il doit assurer la subsistance. La seconde a été écrite par des soldats faits prisonniers à Höchstädt pour dénoncer leurs conditions de détention en Allemagne et les brimades qu'ils y subissent.

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Pièces diplomatiques et mémoires stratégiques**

« Memoire de Mylord Midelton »

s.l., juin 1704

AE Angleterre 217, fol. 122r-123r

« La plupart de l'Europe s'étant mesurée avec la France a reconnue que ses efforts contre elle seroient inutiles sans le secours de l'Angleterre, c'est pourquoy en consequence de la ligue d'Augsbourg elle resolut d'attaquer le feu Roy d'Angleterre comme l'ami ferme et fidele du Roy Très Chretien. Que ne feroit pas la France unie avec une nation si puissante et si audacieuse, qui etend presentement ses bras pour embrasser à la fois le Rhin et la Medirerranée.

Mais l'union avec cette nation ne pourra jamais s'acquérir que par le retablissement de son Roy, car la maison d'Hanover considerable par elle-meme, et fort attachée à celle d'Autriche gagnant la possession de ces royaumes, et la Hollande se rangeant sans doute de leur costé, aussi bien que l'Empire, voilà une ligue etablie a perpetuité contre la France.

Il y aura peut-etre quelques mauvais raisonneurs qui n'approfondissants pas les choses, et n'en connoissants pas toutes les circonstances s'imagineront que le Roy d'Angleterre ainsi retabli, pourra dans la suite par ingratitude ou par necessité prendre des engagements contre la France, et ils ne manqueront pas d'exemples recents pour favoriser leur pensée.

Mais pour detruire un soupçon aussi indigne que celui-là, il suffira de remarquer l'instabilité d'un Roy catholique qui gouverne une nation protestante, et qui par consequent aura toujours le besoin d'un appuy etranger. Et où le cherchera-t-il ? Les Hollandois, les Suedois et les Danois seront contre luy à cause de la religion. Ainsi il verra qu'il n'y aura que son genereux tuteur qui par son amour pour la justice, son zele pour la religion, sa puissance, et la situation de son pays, pourra se maintenir sur le trone où il l'aura placé.

Tout le monde convient que le retablissement du Roy d'Angleterre decideroit de tout, mais plusieurs en croient l'execution impraticable à cause que les ennemis sont superieurs sur mer, et que nous n'avons point de ports dans la Manche ni en Flandre. Cependant le feu s<sup>f</sup> [illisible] a souvent declaré qu'il s'engageroit de faire passer vingt mille hommes quand le Roy l'ordonneroit. Cet homme n'etoit ni fanfaron ni visionnaire, et quoique ces projets aient



## PIECES JUSTIFICATIVES

paru d'abord temeraire il les a toujours executé fort heureusement, et il ne manque pas presentement dans la marine de France de sujets plus capables que luy.

Il faut avouer que cette entreprise est très difficile, si l'on en traite en passant après que les autres projets sont formés, mais si on en faisoit l'affaire capitale, et qu'on formast les autres projets en consequence de celui-ci, il ne paroitroit rien de si sensé. Il ne faudroit pas se proposer d'abbattre les ennemis pour gagner l'Angleterre, mais de gagner l'Angleterre pour abbattre les ennemis, ce qui ne manqueroit pas d'arriver dans l'instant.

La fidelité de la pluspart des Ecossois est trop connue pour avoir besoin de la prouver, ainsi cinq mille hommes suffiront pour soulever ce pays-là, comme il paroît par le rapport du sieur Jean Murray<sup>1</sup>, mais vingt mil seroient plus utilement employés en Angleterre, parce que le trajet est plus court, et que le coup seroit plus prompt et plus decisif, puisque la possession de ce royaume-là entraine les deux autres : on n'y trouvera que quelques gardes, et un peu de troupes de nouvelle levée dispersées dans les mauvaises places aux quatre coins du royaume. On trouvera une princesse assés foible, un ministre fort timide, et un general fort mercenaire, auxquels les testes pourront tourner dans une occasion si vive, et qui pourroient bien alors s'aviser de tenir leurs paroles si souvent reiterées pour meriter leurs pardons et d'autres avantages.

La saison la plus propre pour faire la descente semble au mois de mars avant que la flotte des ennemis puisse etre armée, ce qui l'empcheroit de l'etre, parce que dans une guerre si onereuse on ne garde pas des millions dans les coffres. Le fonds de l'année passée etant alors fini, et le nouveau n'etant pas encore commencé, leur tresor se trouvera vuide. Ainsi ce ne sera que par des avances et des emprunts qu'il pourront armer leur flotte. Se trouvera-t-il alors un homme assés fort pour risquer son capital pour un petit profit ? Il faut remarquer aussi que de quelque costé que l'on aborde en Angleterre, il n'y a rien qui puisse empcher les plus forts d'aller droit à Londres, et cette possession donne tout le reste sans difficulté.

Aprés tout, ces sortes de choses ne souffrent point de demonstration, il suffit qu'il y ait de la raison dans le projet, et de la prudence dans la conduite. Pour l'evenement, il faut s'en remettre à la Providence, et esperer que Dieu beniroit avec succès une entreprise si juste par laquelle Sa Majesté se trouveroit comblée de gloire, et en etat de donner la loy à l'Europe, et le repos et l'abondance à ses sujets ».

---

<sup>1</sup> John Moray of Abercainey, capitaine puis lieutenant colonel britannique au service de la France.

## PIECES JUSTIFICATIVES

### Mémoire de Chamlay sur les affaires d'Allemagne

Versailles, 17 août 1704

SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°134

« On dit icy que M. l'Electeur de Baviere, après avoir esté joint par M. le mareschal de Tallard, a marché d'abord à Biberack, sur le Schmutter, et devoit marcher de là vis-à-vis de Hochstetten ou de Dillingen, pour y passer le Danube.

Supposé que cela soit vray, il paroist que ce prince a pris un bon party. En effet il partage par là le pays en deux, et, en se portant diligemment sur le Wernitz, entre Oetting<sup>1</sup> et Harbourg<sup>2</sup>, il trouve le moyen d'attaquer et de prendre Nordlingen, qui est un poste fort important, pour y remettre des vivres, afin de pouvoir se porter en avant, soit au-delà du Wernitz, et jusques sur l'Altmulh<sup>3</sup>, soit à la gauche du costé de Dünkelspill<sup>4</sup>. Ce poste aussy est fort propre pour favoriser des courses en arriere dans le pays de Wuirtemberg (*sic*), et des amas de bleds et d'avoines dans Ulm, où il convient de mettre un corps de cavallerie pour pouvoir obliger les peuples du voisinage à voiturer dans ladite ville les grains qu'on leur demandera, car il faut songer de bonne heure à bien approvisionner ladite ville, afin de pouvoir avoir recours pendant l'hyver.

Si M. l'Electeur arrive sur le Wernitz avant que M. le prince Eugene ait quitté Donawert et ait repassé ladite riviere pour retourner du costé du Wuirtemberg, ce prince se trouvera embarrassé, et comm'il ne pourra pas se dispenser d'y retourner pour protéger ce pays aussy bien que la vallée du Rhyn au-delà des lignes de Stolhoven, il sera obligé de prendre un grand detour, et peut estre que M. l'Electeur, de dessus le Wernitz, pourra entreprendre sur sa marche.

Si les ennemis repassent le Wernitz avant que M. l'Electeur puisse se porter dessus, en ce cas, il faudra bien necessairement que M. l'Electeur s'approche d'eux, pour tascher de les combattre, car sans cela ils le resserreroient et ne luy laisseroient pour subsister que peu, ou point de pays, et encore que du pays deja ruiné. Mais je doute fort que les ennemis, après avoir renvoyé M. le prince Eugene du costé du pays de Wuirtemberg (comme suivant ce qui a

---

<sup>1</sup> Oettingen, land Bavière, kreis Donau-Ries.

<sup>2</sup> Harburg, land Bavière, kreis Donau-Ries.

<sup>3</sup> l'Atmühl, rivière de Bavière, affluent du Danube.

<sup>4</sup> Dinkelsbühl, land Bavière, kreis Ansbach

## PIECES JUSTIFICATIVES

esté dit cy-dessus, il ne pourront guères se dispenser de le faire), prennent ce party, sachant d'ailleurs que M. l'Electeur est plus fort qu'eux, du moins en qualité de troupes, et que d'en user ainsy, ce seroit s'exposer, par la perte d'une bataille, à ruiner tout d'un coup les affaires de l'Empereur et de l'Empire. Il y a donc plus d'apparence que les ennemis ne passeront pas le Wernitz. En ce cas, M. l'Electeur (ainsy qu'il a esté dit cy-dessus) pourra s'y porter, et faire attaquer derrière luy Nordlingen.

Après la prise de Nordlingen, et après y avoir remis des vivres, pour la subsistance des armes de France et de Baviere, l'Electeur pourra passer le Wernitz, et entrer dans le pays qui est entre cette riviere, et celle d'Altmulh. Alors les ennemis, ou se posteront auprès de Donawert, pour le soutenir, ou se porteront derrière l'Altmulh, pour ne s'exposer pas à estre resserrez, ou à une action avec desavantage.

Au premier cas, M. l'Electeur pourra s'approcher d'eux, ou pour les attaquer, s'il trouve la chose faisable, ou pour les resserer le plus qu'il sera possible entre luy et le Danube, et par conséquent pour leur rendre la subsistance courte et difficile, et pendant ce temps-là il pourra par ses derrieres envoyer faire de grandes courses dans la Franconie pour en tirer de l'argent et des grains, et même des chevaux à distribuer à la cavallerie.

Au second cas, M. l'Electeur prendra Donawert et se portera ensuite sur l'Altmulh, suivant que la disposition dans laquelle les ennemis se mettront et les mouvements qu'ils feront luy suggéreront. On dira que les ennemis attaqueront Ingolstatt pendant que M. l'Electeur attaquera Nordlingen. Il ne faut pas appréhender qu'ils le fassent, tant parce que vraysemblablement ils ne sont pas préparés à faire un siège dans les formes, comme celuy d'Ingolstatt (qui est une place de guerre assez bien fortifiée) doit se faire, que parce qu'ils craindront, ou de perdre Donawert, ou que M. l'Electeur ne marche diligemment à eux pour les attaquer auprès d'Ingolstatt.

Pour revenir à la maniere de faire la guerre aux ennemis avec fruit et utilité par M. l'Electeur pendant le reste de cette campagne, et peut-estre jusques bien avant dans l'arriere saison, il est, ce semble, de la prudence d'avoir deux principaux objets.

Le premier, d'aquerir du pays, pour pouvoir y subsister pendant l'hyver, au défaut de la Baviere, que les ennemis ont fort dévastée pendant le séjour qu'ils y ont fait en dernier lieu, et quand ce ne seroit que pour la menager, et pour la soulager.

[En marge] : Quoyque les ennemis ayent beaucoup brûlé la Baviere, j'estime que M. l'Electeur ne devoit pas brûler. Cette conduite l'accréditeroit beaucoup auprès des peuples, et les disposeroit favorablement pour luy. D'ailleurs les brûlements ne sont pas ordinairement d'une grande utilité.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Le second, de faire au moyen de grandes et fréquentes courses dans le pays ennemy, et des rudes exécutions, de grands amas de bleds et d'avoines, pour pouvoir y avoir recours au besoin, car dès à present il faut avoir des veues et travailler pour l'avenir.

L'aquisition du pays dont je viens de parler pourra bien attirer des actions, quoyque cependant cela soit douteux, parce que ce n'est pas l'intérêt des ennemis de s'y exposer. Mais, s'il s'en présente, il faut tascher de ne s'y engager qu'avec le plus de sagesse et d'avantage qu'il sera possible. Après tout il sera difficile que cela se passe autrement, et je ne say, si veu la bonne qualité des troupes du Roy, et de celles de M. l'Electeur, et le besoin qu'il y a de finir au plus tost une guerre aussy ruineuse que celle-cy, cela n'est pas plus à désirer qu'à craindre, et à éviter.

Les Suédois n'ont fait en Allemagne les progrès qu'ils y ont fait et ne s'y sont soutenus, soit avant qu'ils eussent avec eux des François, soit après, ou plustost dans le temps qu'ils en ont eu, que par les actions.

Une chose que M. l'Electeur et messieurs les généraux de France qui sont avec luy doivent avoir (à mon sens) en particuliere recommandation, c'est de se séparer le moins qu'ils pourront, car tant qu'ils auront leurs forces ensemble, on peut dire, sans trop se flatter, qu'ils seront en quelque façon invincibles.

La dévastation que les ennemis ont faite d'une partie considérable de la Baviere dispensera en quelque façon M. l'Electeur d'y donner autant d'attention et d'employer à sa conservation autant de troupes qu'il auroit fait si ell'estoit demeurée dans son entier.

A l'égard de M. le mareschal de Villeroy :

Si M. le prince Eugene ne revient pas au pays de Wuirtenberg et demeure avec les ennemis, ou s'il luy faut plus de temps pour y revenir, parce que M. l'Electeur, s'estant porté sur le Wernitz (ainsy qu'il a esté dit cy-dessus), l'obligera à faire un grand tour, en ce cas M. le mareschal de Villeroy (que l'on dit présentement à Oppenam<sup>1</sup> sur la Renche<sup>2</sup> au-dessus d'Oberkirck<sup>3</sup>) pourra se porter diligemment, par la vallée de la Morgen, et Gerspack<sup>4</sup>, dans la plaine de Bade, pour attaquer brusquement les lignes de Bihel<sup>5</sup> par les derrieres, et pour, après avoir pris l'ouvrage que les ennemis ont fait depuis quelques années vis-à-vis le fort-Louis du Rhyn, ouvrir cette place, et y establir un pont sur le Rhyn.

---

<sup>1</sup> Oppenau, land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau.

<sup>2</sup> Rench, rivière de Bade-Wurtemberg.

<sup>3</sup> Oberkirch, land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau.

<sup>4</sup> Probablement Gaisbach, land Bade-Wurtemberg, kreis Ortenau, comm. Oberkirch.

<sup>5</sup> c'est-à-dire Bühl.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Mais si M. le prince Eugene revient sur le Neckre avant que M. l'Electeur ait pu se porter sur le Wernitz, et par conséquent l'obliger à faire un grand detour, il n'y a guères d'apparence que M. le mareschal de Villeroy puisse executer le dessein susdit. Ainsy les lignes de Stolhoven ne pouvant (à ce qu'on assure) estre attaquées, ny par le front, ny par les flancs, il faudra se renfermer, ou à se retrancher vis-à-vis lesdites lignes pour obliger M. le prince Eugene à y tenir toutes ses troupes, et à l'empescher d'en envoyer à la grande armée des ennemis, ou, si on ne juge pas à propos de le faire, à cause du peu de subsistance qu'il y a dans le pays voisin desdites lignes, à marcher du costé du pays voisin de Wuirtemberg, pour y subsister, et pour y faire une espece de diversion aux ennemis.

Cependant, quelque party que l'on prenne de ce costé-là, il faut s'y gouverner sagement, si M. le prince Eugene y est avec toutes ses forces, et qu'on soit assuré qu'elles sont nombreuses. Car, s'il n'y est pas, et qu'il demeure à la grande armée des ennemis, ou que M. l'Electeur par la disposition dans laquelle il se mettra, retarde considérablement son retour sur le Neckre, on peut tout hazarder, particulièrement sur les derrieres les lignes de Stolhoven, et si l'on parvenoit à en chasser les ennemis, ce ne seroit pas une chose indifférente, car, comme la vallée du Rhyn depuis Bade jusqu'à Francfort se trouveroit alors toute ouverte, comm'aussy l'entrée du pays de Wuirtemberg par le costé de Phortzheim<sup>1</sup>, et de Waihing<sup>2</sup>, il faudroit nécessairement que les ennemis envoyassent de grands corps de troupes pour couvrir et pour protéger ces deux pays ».

---

<sup>1</sup> Pforzheim, land Bade-Wurtemberg.

<sup>2</sup> Vaihing, land Bade-Wurtemberg, kreis Ludwigsburg.

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Rapport des deux premières conversations que M. le maréchal de Tallard a eue avec Mylord Marlborough en Suabe »

Nottingham, janvier 1705

AE Angleterre 217, fol. 295r-301r

« Mylord Marlborough me parla, la première fois que nous nous trouvâmes seuls, du respect qu'il avoit pour le Roy. Il m'ajouta que la Reyne d'Angleterre étoit dans les mêmes sentimens. Il me dit encore qu'il souhaitoit la paix, mais que le Parlement d'Angleterre ne pouvoit pas consentir à la reunion de la France et de l'Espagne, ny se departir de faire ce qui dependroit de luy pour maintenir la balance. Je ne repondis à tout cela qu'en termes généraux, et si je ne les raporte point icy, c'est pour eviter d'estre trop long. L'envoyé de l'Empereur qui étoit dans l'antichambre pendant cette conversation temoignoit beaucoup d'inquietude, elle ne fut pourtant pas d'un quart d'heure.

Il me parut dans les autres fois que je vis Mylord Marlborough qu'il evittoit de rester seul avec moy, ce qui fit que je luy dis un jour que je ne cherchois point à causer avec luy, parce qu'il étoit obsédé. Ce discours-là produisit son effet. Mylord Marlborough vint seul chez moy le lendemain matin, et après peu de discours généraux, il en revint à dire qu'il souhaitoit la paix de tout son cœur, et finit par me dire : « Mais comment la faire ? ». Je luy repondis qu'il ne m'en avoit jamais paru de si aisée, puisque nous et eux agissions contre nos interests. Nous, en voulant maintenir la monarchie d'Espagne, et eux en la voulant separer, et que rien ne convenoit tant à cette balance dont il m'avoit parlé que de laisser une rivale à la France, dont la grandeur augmenteroit par son demembrement. J'ajoustay que le Roy n'avoit accepté le testament que dans la veue de maintenir la tranquillité de l'Europe, qu'il connoissoit très bien que le partage étoit plus avantageux à sa couronne, qu'enfin la monarchie d'Espagne entre les mains d'un prince de la maison de France étoit plus dangereuse qu'entre les mains d'un prince de la maison d'Autriche, parce qu'il n'en seroit pas moins un jour notre ennemy, et qu'il auroit plus d'intelligence en France. Il me repondit : « Mais vous gardez cependant les Pays-Bas. ». Je luy repliquay qu'ils étoient tousjours au Roy d'Espagne. « Ouy, me dit-il, mais vos troupes sont dans toutes les places ». Je luy demanday s'il étoit possible de faire autrement hors que d'avoir envie d'y laisser entrer les leurs, et j'ajoustay que j'estois assez informé des intentions du Roy pour pouvoir assurer qu'il les remettroit après la paix. Je luy fit faire ensuite plusieurs reflections. Je luy fis remarquer que les deux premières guerres qu'il

## PIECES JUSTIFICATIVES

y auroit dans l'Europe seroient entre la cour d'Angleterre et les Holandois, et cela très peu de tems après celle-cy. Que la seconde, quoyqu'un peu plus reculée, seroit entre la France et l'Espagne. J'ajoustay que la naissance de M. le duc de Bretagne levoit tout le schisme qui se pouvoit trouver dans la succession qui estoit la seule chose qu'ils avoient veritablement à craindre. Je taschay aussy à luy faire connoître que l'avantage qu'il venoit de remporter n'estoit de nulle decision pour la guerre, que la Baviere à la verité faisoit une diversion considerable, mais qu'elle estoit si à charge à la France, separoit ses forces, et obligeoit à tant d'efforts et si hazardeux, pour se communiquer seulement une fois l'année, que je ne sçavois si nous n'en serions pas plus forts d'estre tous reunis sur les bords du Rhin. Je luy dis encore que la guerre ne seroit jamais eteinte d'aucun costé par la force des armes, que je voyois bien qu'ils alloient à Landaw, mais que quand ils l'auroient pris ils n'en seroient pas plus avancez, que cette place estoit separée de l'Alsace par trois rivieres, et par douze lieues de bois, que du costé de la Lorraine le pays estoit impraticable pour des armées, qu'enfin ce n'estoit point une decision, qu'il estoit même très douteux qu'ils la prissent, parce qu'ils trouveroient M. le marechal de Villeroy avec deux cens escadrons, et cent vingt bataillons, qui leur en disputeroit la conquete, qu'après cela il falloit qu'il attaquast encore les places d'Alsace pied à pied, que quand tout leur succederoit, il falloit dix campagnes pour nous entammer de ce costé-là, que je sçavois que leur projet estoit de porter la guerre sur la Moselle, mais que de tels desseins ne pouvoient être formez que par des gens qui n'avoient pas de connoissance de ces pays-là, j'en deduisis les raisons au long. Enfin je dis que s'ils faisoient leurs efforts sur les Pays-Bas, où la frontiere d'Espagne estoit plus accessible, ils nous feroient plaisir de prendre Anvers, Bruxelles et Louvain parce qu'il nous rejetteroit à l'ancienne frontiere de Namur presque inexpugnable, que notre argent se consommeroit dans notre pays, au lieu qu'il en sort presentement, que cependant c'estoit l'ouvrage de deux ou trois campagnes, et par consequent l'employ de deux ou trois cens millions. Il ecousta tout cela avec attention et me dit : « Mais toute l'Alemagne va venir contre vous ». Je luy repliquay qu'il avoit trop d'esprit pour le croire, qu'elle ne faisoit des efforts qu'à proportion de ce qu'elle estoit pressée, que presentement chaque prince ne se remueroit qu'à force d'argent, et lentement, sans concourir à ses desseins qu'autant qu'ils y trouveront d'interest. Enfin je luy parlay assez fortement pendant une heure pour qu'il me parût entrer dans ce que je luy disois et il prit, en nous separant, la precaution de me prier de ne luy rien escrire que les Alliez ne pussent lire, parce qu'une lettre se pouvoit perdre, adjoustant que nous nous retrouverions.

Cette derniere chose me parut d'un homme qui comprenoit qu'il ne falloit pas que ce que nous nous etions dit fut sceu et qui par consequent croyoit avoir fait une demarche qu'il

## PIECES JUSTIFICATIVES

jugeoit ne pas convenir aux engagemens dans lesquels il estoit. Ce qu'il fit ensuite me donna plus de lieu de le penser. Nous etions convenus que je demanderois à aller à Aix-la-Chapelle pour prendre les eaux, afin de sortir en quelque façon de l'Empire sous un pretexte, et que de là j'irois à Utrecht. Sur cette conversation il prit la resolution de me faire passer en Angleterre, comme s'il avoit voulu que je fusse à portée d'entrer en matiere avec luy.

Une seconde remarque, c'est qu'il n'avoit consenty à laisser aller M. de Silly en France qu'à condition qu'il ne reviendrait de trois mois et qu'il iroit dans un autre lieu que celui où je serois, et sans que je luy en parlasse. Il changea de resolution. Il reduisit son absence à deux mois, et marqua dans son passeport qu'il se rendroit où je me trouverois, faisant cadrer son retour avec la fin de la campagne, et nous faisant rejoindre comme un homme qui comptoit qu'il m'aporteroit des instructions pour la paix. Voilà, monsieur, ce dont le Roy portera un jugement plus sain que je ne pourrois faire.

Depuis que je suis party de Hocstet jusqu'à mon arrivée à Rotterdam, Mylord Marlborough a prevenu tout ce que je pourrois desirer de luy ; mais il me parut, quand il me vint voir dans cette dernière ville, qu'il estoit plus reservé qu'à son ordinaire, et qu'il evittoit de me parler en particulier. Nous nous embarquâmes la même nuit. Le lendemain matin il me vint voir dans mon yacht, il ne chercha pas à m'entretenir seul quoyque l'occasion en fût favorable. J'affectois de mon costé de n'en pas temoigner d'envie. Le lendemain je fus le voir sur son bord, où je le tiray à part sous le pretexte de luy demander le lieu où nous devions aller, qu'il m'avoit caché, et qu'il ne me dit pas même alors. Dans la conversation je jettay deux ou trois mots qui pouvoient luy donner lieu de rentrer en matiere sur le pied de nos derniers erremens : je vis clairement qu'il les entendoit, mais qu'il ne vouloit pas rouvrir. Cela me fit prendre le party de rester aussy en arriere. Je crus que sa retenue pouvoit venir en partye d'une lettre qu'il venoit de recevoir de M. le duc de Savoye qui l'asseuroit qu'on ne prendroit point Verue<sup>1</sup>, ou de l'opinion où il me paroissoit que les efforts que l'on feroit devant Gibraltar seroient inutiles, et plus que tout, de ce que ses avis qui venoient de Paris par mille lettres portoient un avis que j'estois chargé de faire des propositions de paix, chose qui m'a tenu plus reservé jusqu'à present dans toutes mes demarches que je ne l'aurois esté sans cela, rien n'estant plus important que de le dissuader, pour parvenir comme il convient aux fins qu'on se propose. Nous arrivâmes à Greenwich le second jour. Mylord Marlborough passa où j'estois avant que d'aller à Londres, disant qu'il reviendrait le lendemain. Il revint effectivement, mais ce ne fut que le jour d'après. Il nous declara qu'on menoit une partye de

---

<sup>1</sup> Le siège de Verue, en Italie, entrepris par Vendôme dans la nuit du 7 au 8 novembre 1704, fut en effet particulièrement difficile, notamment en raison de l'hiver. La place ne se rendit que le 8 avril.



## PIECES JUSTIFICATIVES

ce que nous étions à Nottingham, je ne pus m'empescher de luy temoigner quelque chagrin de ce qu'il nous avoit laissé jusqu'à cette heure sur la Tamise, il sentit son tort. Il en fut embarrassé, et il n'y a sorte d'excuse qu'il n'en fit au nom de la princesse de Danemark, et ainsy il ne me dit rien de remarquable, si ce n'est que si j'étois encore prisonnier de guerre quand il passeroit la mer, je n'aurois qu'à m'adresser à Mylord Godolfin.

On nous conduisit icy en prenant toutes les precautions pour que nous ne pussions envoyer personne à Londres, ny que personne ne pût nous parler ; au bout de peu de jours cette severité a entierement disparu. Tout le pays a reçu ordre de la cour d'Angleterre de nous faire toutes sortes de civilitez. J'ay reçu des complimens de tous les amys que j'ay à la cour d'Angleterre, Mylord de Portland a été du nombre, et sa lettre m'a été envoyée par Mylord Marlborough. Voila les faits, monsieur, voycy les consequences que j'en tire. Mylord Marlborough a voulu entrer en matiere à son retour, mais la mortalité des chevaux, la durée du siege de Verue, et de celuy de Gibraltar l'on fait changer entierement, et plus que tout cela les lettres de France dont il nous vient plus de mal que de tout ce qui est resolu à Londres et à La Haye ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Copie du ban impérial, publié contre M. l'Electeur de Baviere, 29 avril 1706 »

AE Autriche 86, fol. 296r-297v

« Nous declarons par ces presentes, et sçavoir faisons que Maximilien Emanuel qui a été jusques à present, Electeur duc de Baviere, comte palatin du Rhin, landgrave de Leuchtenberg, a encoré (*sic*) notre premier et dernier ban, et celuy de l'Empire, et par consequent toutes les peines portées par les loix imperiales. Le degradons en consequence, le declarons dégradé et dechu de toutes les graces qu'il a receu de nous et de l'Empire, de tous les droits, regales, honneurs, dignités, titres, fiefs, possessions, pais, biens et sujets quels qu'ils puissent estre et en quel lieu qu'ils se trouvent. Permettons librement et impunement à chacun d'attenter à sa vie comme à celle d'une personne qui, de notre amitié et protection et de celle de l'Empire, est tombée dans notre disgrace, haine et inimitié qu'elle s'est attirée. Defendons à tous ceux qui dependent de l'Empire, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de n'avoir à l'avenir aucun commerce avec luy, le voir, le loger, luy donner à boire ou à manger, le proteger, ou l'assister en maniere quelconque. Defendons encore à tous ceux qui ont été cy devant ses vassaux, officiers, domestiques et sujets, soit ecclesiastiques ou seculiers, de n'avoir à l'avenir pour luy, pour les siens, aucun egard, soumission, et obeissance, bien moins encore d'en recevoir quelque ordre ou commandement, mais de Nous obeir et à ceux que nous avons nommé, proposé et constitué à cet effet, ou que Nous pourrons nommer, proposer et constituer. Renouvellons expressement nos avocatoires à l'egard des sujets et officiers qui se trouvent actuellement à son service, afin d'en sortir incessamment pour ne plus servir contre Nous ny l'Empire, mais plutost contribuer de toutes leurs forces à le poursuivre et ses adherans, afin de rentrer dans notre grace et jouir de notre clemence. Relevons de tout serment, foy, hommage, fidelité et promesses et de toute autre obligation, de quelle nature qu'elle puisse estre, tous ceux qui leur sont ou qui croient luy devoir estre attachés, tels serments et obligations etant devenu nuls, par son infraction de la paix publique et son crime de leze-majesté. Ordonnons que tous et un chacun de nos pais et Etats, aussy bien que ceux de l'Empire, qui n'observeront pas dans tous ses points la presente declaration, ou qui y contreviendront dans la moindre chose, soient incessamment atteints de ce premier et dernier ban, même les ecclesiastiques qui encoureront la privation de leurs biens, et toutes les peines portées par les constitutions de l'Empire et par les notes emanées sur ce sujet. Revoquons enfin generalement toutes les graces, privileges et franchises que Nous ou nos predecesseurs au throne imperial ont accordées et confirmées, sans qu'elles puissent estre

## PIECES JUSTIFICATIVES

alleguées ny interprétées contre tout ce qui a été déclaré cy dessus. Voulant à cet effet que personne de quelque qualité ou condition qu'elle puisse être soit assez osée pour s'y opposer sous quelque prétexte que ce soit, le tout devant sortir son plein et entier effet, comme émanant de notre pouvoir, autorité, et volonté impériale et romaine, à quoy chacun aura à prendre garde s'il ne veut se perdre.

Donné en notre ville de Vienne le 29<sup>e</sup> avril 1706 ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : Blenheim**

Lettre de Tallard au roi à la veille de la bataille de Blenheim

Camp de Lietzeim, 12 août 1704

SHD AG A<sup>1</sup> 1750, n°130

« Sire,

J'ay eu l'honneur d'informer Vostre Majesté de ma jonction avec le M. le marechal de Marcin par tant de voyes differentes que je ne doute point qu'elle n'ayt desja pris que j'arrivay le 4 de ce mois à deux lieues d'Augsbourg, que j'aypris le lendemain que M. de Bade avoit quitté le poste de Fridberg et avoit marché deux jours pour se rapprocher du Danube, que le six, l'Electeur marcha sur la Moutre, que je fis le mesme mouvement avec l'armée que j'ay l'honneur de commander, qu'enfin nous avons passé le Danube le 10 à Lauingen. J'ay à ajouter à cela, Sire, que nous avons séjourné le onze, que l'on employa ce jour-là à venir reconnoistre un camp par lequel on baroit le pays. Le prince Eugene qui estoit campé en deça dela Vernitz à une lieu de Donavert decampa dés le dix, jour que l'Electeur et les armées de Vostre Majesté passerent le Danube. On poussa quatre cent chevaux des ennemis dans la promenade du onze, et on leur prit un officier et quelques cavaliers.

Le dix, en arrivant, nous fismes attaquer le chateau de Dilingen où les ennemis avoient cent quatre vingt hommes avec trois officiers qui ont esté pris prisonniers de guerre. Ce matin douze, nous avons marché en descendant le Danube pour venir camper dans le mesme endroit où se donna la bataille d'Hocstett l'année derniere. Laissant Hochstett derriere nous, nous avons fait attaquer ce chateau par M. le marquis de La Freseliere. Quoyqu'il soit très bon, celuy qui y commandoit s'est rendu prisonnier de guerre avec sa garnison qui estoit de cent hommes.

A peine la teste des troupes entroit-elle dans le camp qu'on a veu l'armée des ennemis qui revenoit de l'endroit où M. le prince Eugene s'estoit retiré avant hier et qui s'avançoit dans la gorge qui va de Donavert à Norlingue. Comme on avoit eu advis que M. de Malbouroug avoit passé hier le Danube audit Donavert avec son armée, nous avons cru que ces deux armées ne sachant pas que nous marchassions, vouloient aller couvrir la Franconie,

## PIECES JUSTIFICATIVES

et l'on se préparait à faire attaquer leur arrière garde quand on a vu qu'ils tendoient leurs tentes et qu'ils campoient dans l'endroit où ils estoient. Il n'estoit pas douteux qu'il les falloit attaquer s'il n'y avoit eu que M de Malbouroug et M le prince Eugene, mais il estoit certain aussy qu'il ne le falloit pas faire si le prince de Bade et son armée estoit avec eux. On estoit donc entre manquer une occasion ou entreprendre une chose qu'il ne convenoit pas de faire. Pour lever toute incertitude et ne pas perdre un temps qui pouvoit estre précieux, on a resolu d'engager une grosse escarmouche entre les deux armées pour tascher à faire des prisonniers au risque de faire pousser deux ou trois troupes. M. le marquis de Silly qui s'estoit trouvé dès le matin à la teste du campement et qui avoit vu tous les mouvements a pris huit troupes pour s'approcher des ennemis, soustenues de seize commandées par M. le marquis de Levy<sup>1</sup> et M. le chevalier de Roye<sup>2</sup> et de quatre regiments de dragons à la teste desquels estoit M le duc d'Humiere<sup>3</sup>. Il est venu un deserteur dans ces entrefaites-là qui a assuré que M de Bade avoit joint ce matin après avoir marché toute la nuit, et que ce que l'on avoit pris ce matin pour la marche de leur armée vers Norlingue estoit l'arrivée du prince de Bade qui n'a achevé de joindre qu'à huit heures. Trois ou quatre prisonniers qu'on a fait les uns après les autres ont confirmé la mesme chose. Ainsy, d'un advis unanime, on s'est campé la droite à Plintheim et au Danube, la gauche en tirant vers la montagne qui estoit le camp qu'on avoit choisi hier.

L'armée des ennemis a campé de son costé sa droite dans la gorge qui va à Norlingue et sa gauche vers Munster près Donavert. Nous avons un ruisseau assés marecageux devant nous. Ils ont une ravine et le ruisseau de Munster devant eux. Les deux armées sont à une lieue et demie l'une de l'autre. Voilà, Sire, nostre scituation jusqu'à aujourd'huy. [...] J'ose assurer Vostre Majesté que M. le marechal de Marcin et moy avons grande envie de soustenir dignement l'honneur des armes de Vostre Majesté et nous y faisons de nostre mieux. La prise d'Hostett est très utile ; on y va construire deux ponts sur le Danube.

Je suis avec le profond respect et l'attachement que je dois, Sire, De Vostre Majesté, Le très humble, très obeissant et très fidele sujet et serviteur,

[Signé :] Le marechal de Tallard.

---

<sup>1</sup> Charles Eugène de Levis, marquis, puis duc de Levis, maréchal de camp (février 1704), lieutenant général (février 1708).

<sup>2</sup> Barthélemy de La Rochefoucauld, marquis de La Rochefoucauld, d'abord connu sous le nom de chevalier de Roye. Brigadier (février 1704), lieutenant général (1720).

<sup>3</sup> Louis François d'Aumont, duc d'Humières, maréchal de camp (1702), lieutenant général (octobre 1704).

<sup>4</sup> Ici s'insère un passage chiffré de trois lignes. Contrairement à tous les autres passages chiffrés qu'il nous a été donné de rencontrer au cours de nos recherches, celui-ci ne présente pas son déchiffrement à même la lettre.

## PIECES JUSTIFICATIVES

[Post Scriptum :] Le 13 au point du jour :

Les ennemis ont battu la generale à deux heures, à trois l'assemblée. On les voit en bataille à la teste de leur camp, en suivant toutes les aparences ils marcheront aujourd'huy. Le bruit du pays y est qu'ils vont à Norlingen. Si cela est, ils nous laissent entre le Danube et eux, et par consequent ils auront de la peine à soustenir les etablissements qu'ils ont pris en Baviere. L'on construit deux ponts à Hochstet. Je vais recevoir des nouvelles de M. le marechal de Villeroy, car j'ay advis qu'il y a un homme de sa part qui n'est qu'à deux lieues d'icy. Je luy donne advis de la marche des ennemis, et suivant l'endroit où j'apprendray qu'il est, on prendra les mesures convenables ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Copie d'une lettre écrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie sur ce qui s'est  
passé à la bataille d'Hochstet<sup>1</sup> »

s.l., s.d

BnF ms. fr. 5561, n°15, fol. 56r-57v

BnF ms. fr. 23323, fol. 204r-205v

« Monseigneur,

Comme vous m'avez ordonné par votre lettre du 15 de vous informer de tout ce qui se passe<sup>2</sup> dans la gendarmerie, je crois estre obligé, en l'absence du major, de vous faire sçavoir le desespoir où sont tous les officiers des avis qu'ils reçoivent de Paris sur les bruits que fait courre M. de Silly contre le corps. Seroit-il possible, monseigneur, que sa reputation si bien établie par tant d'actions différentes, ce<sup>3</sup> qui luy a attiré tant d'envieux dependit du caprice d'un particulier sans experience, et sera-t-il cru, lorsqu'il voudra deshonorer de si braves gens, qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour se faire tuer pour le service du Roy dans cette malheureuse journée. Cependant il n'est que trop vray qu'il a persuadé tout ce qu'il a voulu contre nous ; et on nous mande qu'il a avancé que la fuite de la gendarmerie avoit attiré celle de la cavallerie. Toutte l'armée sçait que nous avons chargé deux fois avant que la cavallerie eut approché des ennemis, que nous sommes restés en presence jusques à six heures et demy du soir et que c'est par le centre où nous n'estions pas qu'ils ont percé et commencé la deroute. C'est une chose de fait et que personne ne peut contredire. Ne nous refusez donc pas monseigneur en cette occasion si delicate le privilege qu'on accorde aux criminels mesme qui est de ne nous pas juger sur le raport d'un seul homme, mais<sup>4</sup> de plusieurs irreprochables accoustumés aux actions<sup>5</sup> qui voient clair ces jours-là<sup>6</sup>, que<sup>7</sup> la verité seule et non l'envie fera parler. Vous sçavez qu'il y en a une grande contre nous puisqu'à la bataille de Spire où la gendarmerie seule avoit percé les ennemis et par là donné le temps à nostre infanterie

---

<sup>1</sup> Lettre écrite à M. de Chamillart par un officier de gendarmerie *dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> s'est passé *dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> et *dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> sur celuy rajouté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>5</sup> et rajouté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>6</sup> ce jour-là *dans ms. fr. 23323.*

<sup>7</sup> et que *dans ms. fr. 23323.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

d'arriver, on osa d'abord parler mal d'elle, mais vous fustes bientôt informé de la vérité<sup>1</sup>. Faites nous la grace, monseigneur, de la<sup>2</sup> vouloir développer<sup>3</sup> dans cette dernière<sup>4</sup> affaire et<sup>5</sup> vous sçavez que le corps ne pouvoit faire autre chose dans la situation où il estoit que de se faire tuer comme il a fait, sans réussir dans ses charges<sup>6</sup>, ayant toujours essuyé un feu d'infanterie posté dans un chemin creux avec des palissades devant elle, qui n'a esté veue (*sic*) que par ceux qui ont approché des ennemis aussi près que nous. Je dois vous dire aussi, monseigneur, que nous nous sommes aperçus que M. le marechal de Tallard ne nous aimoit pas et nous ne sçavons par quel endroit nous avons eu le malheur de luy déplaire. Cependant nous le croyons trop juste pour avoir chargé M. de Silly<sup>7</sup> de jeter sur nous les fautes<sup>8</sup> de cette malheureuse journée, et il n'a point veu les deux premières charges que nous avons faites, n'estant revenu qu'après de la gauche de l'armée de M. le marechal de Marsin où il estoit allé, et il a pû voir à son retour que les ennemis avoient eu le temps de former devant nous quatre lignes l'une sur l'autre, ce qui rendoit nos efforts inutiles, renversant bien la première, mais estant ramenés par les trois autres. Enfin si nous eussions pris la fuite, aurions-nous eu 51 officiers tués ou blessés, quoiqu'il y en eut 23 d'absens et presque tous ceux qui restent<sup>9</sup> ont eu un ou deux chevaux tués sous eux, avec le grand nombre de gendarmes dont j'ay<sup>10</sup> eu l'honneur de vous informer. MM. de Lanion<sup>11</sup>, d'Hautefort, et Magnac pourront vous dire que nous avons resté avec eux sur les hauteurs d'Hochstet jusques à 10 heures du soir, que c'est nous qui avons retiré du chasteau MM. de Surlauben et de La Baume, et fait l'arrière garde<sup>12</sup> de tout jusques à Ulm.

Oserions-nous esperer, monseigneur, que vous aurez la bonté d'informer le Roy des vérités que j'ay l'honneur de vous mander et donner par là quelque consolation à des officiers à qui on a mis le poignard dans le cœur et qui sacrifient tous les jours leurs vies et leurs biens pour son service. Nous attendons cette grace de vous ».

---

<sup>1</sup> mais vous fustes bientôt informé de la vérité *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> la *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> la vérité *rajouté dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> dernière *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>5</sup> et *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>6</sup> dans les charges qu'il a fait *dans ms. fr. 23323.*

<sup>7</sup> pour avouer M. de Silly *dans ms. fr. 23323.*

<sup>8</sup> la faute *dans ms. fr. 23323.*

<sup>9</sup> restèrent *dans ms. fr. 23323.*

<sup>10</sup> déjà *rajouté dans ms. fr. 23323.*

<sup>11</sup> Pierre, comte de Lannion, lieutenant général (1702)

<sup>12</sup> leur garde *dans ms. fr. 23323.*



## PIECES JUSTIFICATIVES

« Relation de la bataille d'Hocet [par Du Plessis-la-Corée]<sup>1</sup> »

Camp de Dillingen, 22 août 1704

BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v

BnF ms. fr. 23323, fol. 200r-203v

En raison des trop nombreuses différences entre les deux versions, nous avons préféré éditer les deux textes séparément, en regard l'un de l'autre. La plupart des différences ne sont que d'ordre stylistique, certaines sont de plus grande conséquence, qu'il s'agisse d'indications d'horaires ou d'effectifs, ou encore d'identification de personnes ou de régiments.

BnF ms. fr. 5561, n°16, fol. 58r-60v,  
copie (XVIII<sup>e</sup> siècle)

BnF ms. fr. 23323, fol. 200r-203v,  
copie (XVIII<sup>e</sup> siècle)

Vous aurés déjà appris par plusieurs voyes la facheuse bataille que nous avons perdu le 13 de ce mois, mais comme peu de gens sont en estat de vous faire le detail de tout ce qui s'y est passé tant dans la disposition que dans l'exécution je crois que vous ne serés pas faché que je vous raconte avec exactitude ce que j'en sçais.

Nous partimes le 12 de Dilinghen et Lauinghen, pour aller camper à Peintekeim<sup>2</sup>, le long d'un petit ruisseau qui bordoit le front de notre camp, que l'on avoit donné pour marecageux et qui ne l'estoit pas, notre droite appuyée au

Comme peu de gens seront en estat, ou voudront vous faire le destail tant de la disposition que de l'exécution de la bataille que nous avons eu le malheur de perdre, vous ne serez pas faché que je vous conte avec exactitude ce que j'en sçay. Je le feray comme un homme incapable de flaterie et mensonge.

Nous partimes le 12 de Dilinghen et Lauinghen, pour aller camper à Pleinteim, le long d'un ruisseau que l'on avoit cru marecageux et qui ne l'estoit pas. Ce ruisseau estoit devant nous, la droite estoit au Danube et la gauche à la montagne

---

<sup>1</sup> Le titre est celui de ms. fr. 5561 ; ms. fr. 23323 n'en présente pas. L'identification de l'auteur comme étant Du Plessis-la-Corée est donnée par une note manuscrite rajoutée à la fin du ms. fr. 5561, écrite d'une autre main que celle du copiste : « On croit que cette relation est de M. du Plessis la Corée ».

<sup>2</sup> C'est-à-dire Blenheim.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Danube et notre gauche à une montagne couverte de bois, mais d'un bois très clair.

L'Electeur pressoit d'aller en avant sur ce qu'ils (*sic*) croyoit que les ennemis n'étoient pas joints, et s'en raporta à gens qui servoient depuis 18 mois dans ce pays pour se poster comme je viens de vous dire.

On marquoit à peine le camp que l'on avertit M. le marechal de Tallard que les ennemis paroissoient de l'autre coté du ruisseau qui bordoit le front de notre camp. Il se posta d'abord et faisant passer quelques troupes, lesd. ennemis se retirèrent sur Munster<sup>1</sup> où étoit leur camp. Plusieurs gens pressoient l'Electeur de marcher à eux l'assurant qu'ils n'étoient pas joints. MM. les mareschaux l'en dissuaderent, luy faisant connoitre qu'il falloit auparavant estre éclaircy à fond. On fit pour ce sujet un grand detachment qui les approcha de près, et l'on pris des prisonniers qui assurerent qu'ils étoient joints. On se retira et on ne songea plus qu'à se camper. Sur les cinq heures du soir, les ennemis marcherent à leur tour pour nous reconnoitre avec leurs piquets qu'ils avancerent jusques à Settringhen<sup>2</sup> et se retirèrent. Le lendemain, à deux heures après minuit, ils battirent la generale et marcherent à nous pour nous attaquer. On

couverte de bois, mais d'un bois très claire (*sic*).

M. l'Electeur prest d'aller en avant sur ce qu'il croyoit n'avoir en teste que partie des ennemis, y fit consentir M. de Tallard qui se raporta à gens qui le servent depuis 18 mois dans ce pays, pour se poster comme je viens de dire.

On marquoit à peine le camp que les ennemis paroissoient de l'autre coté du ruisseau. Il s'y posta d'abord. Il y fit passer quelques troupes, les ennemis se retirèrent vers Munster où étoit leur camp. Plusieurs gens presserent l'Electeur de marcher à eux, l'assurant qu'ils n'étoient pas joints. Les mareschaux de Tallard et de Marsin l'en dissuaderent en luy representant qu'il falloit auparavant estre éclaircis à fonds. On fit à cet effet un gros detachment pour les approcher de près, qui prirent des prisonniers qui assurerent qu'ils étoient joints. On se retira et on ne songea plus qu'à se camper. Sur les 9 heures du soir, les ennemis s'avancerent à leur tour pour nous reconnoistre avec de gros piquets, et s'avancerent jusque'à Sictumgen et se retirèrent. Le lendemain 13<sup>e</sup> à 2 [heures] du matin, ils battirent la generale et marcherent à nous pour nous attaquer. On ignoroit encore leur dessein à 6 heures du

---

<sup>1</sup> Münster, land Bavière, kreis Donau-Ries.

<sup>2</sup> Probablement Schwenningen, land Bavière, kreis Dillingen.

## PIECES JUSTIFICATIVES

ignoroit encor leur dessein à six heures du matin, mais s'approchant de nous sur quatre grosses colonnes, on commença à croire qu'ils venoient nous combattre. On batit la generalle dans leur camp, et on sonna à cheval peu de temps après. Dans cet intervalle on se determina à prendre une situation et pour vous la faire connoitre sans plan il faut que je reprenne celle de notre camp.

Notre droite estoit appuyée au Danube, ayant à notre tête le village de Peintekeim où estoit le quartier de M. le marechal de Tallard et à la queue de notre camp le village de Sonderheim où estoit le quartier de l'Electeur. Toute la premiere ligne d'infanterie avoit la droite au Danube pour estre plus à portée d'estre placée dans le village de Peintekeim. Cette 1<sup>re</sup> ligne estoit de 19 bataillons. Ensuite on avoit placé toute notre premiere ligne de cavallerie dont la gauche joignoit la droite de la cavallerie de M. de Marsin, laquelle droite alloit jusques vis-à-vis le village d'Oberklaut, quartier de M. de Marsin, le reste de l'armée duquel s'etendoit jusques à la montagne. Notre seconde ligne estoit postée à l'ordinaire, c'est-à-dire l'infanterie dans le centre, les deux armées se joignant, et faisant ensemble 80 bataillons et 140 escadrons. Dans le centre des deux armées il y avoit une hauteur qui commandoit à toute la plaine, et dont la

matin, mais les voyant approcher de nous sur quatre grosses colonnes, on commença à croire qu'ils vouloient nous combattre. On batit la generalle dans nostre camp, l'on sonna à cheval peu de temps après. Dans cet intervalle on se determina à s'ordonner en bataille. Je reprens la situation de nostre camp.

Nostre droite estoit appuyée au Danube, ayant le village de Pleinteim à nostre teste, où estoit le quartier de M. de Tallard, le village de Sonderheim à la queue de nostre camp où estoit le quartier de l'Electeur. Toute l'infanterie avoit la droite au Danube pour estre plus à portée d'estre placée dans le village de Pleinteim qui estoit devant elle. Cette premiere ligne estoit de 19 bataillons. Ensuite on avoit placé la cavallerie de M. de Tallard dont la gauche joignoit la droite de la cavallerie de Marsin, laquelle droite alloit jusques vis-à-vis le village d'Oberglaut, quartier de M. le mareschal de Marsin. Ensuite regnoit la droite de son armée jusqu'à la montagne dont je ne vous diray pas les particularitez, parce que je ne m'y suis pas porté, ayant eu assez d'affaires à nostre droite. Nostre seconde ligne estoit portée à l'ordinaire, c'est-à-dire l'infanterie dans le centre.

Les deux armées faisoient ensemble 84

## PIECES JUSTIFICATIVES

pente étoit douce jusques au ruisseau qui regnoit le long du front de notre camp. Vis-à-vis cette hauteur il y avoit un village nommé Hautklautt que l'on fit bruler aussy bien que deux moulins qui étoient sur ce ruisseau en descendant sur Peintekeim, de sorte que l'on borna la deffense au passage du ruisseau et marais, ordonnant aux generaux de charger les ennemis lors qu'il passeroient, et de n'en pas trop laisser passer.

Cette resolution prise, on établit dans le village de Peintekeim les 19 bataillons de notre premiere ligne, mettant aussy à la droite dud. village nos quatre regiments de dragons à pied tout le long du Danube. On mit encore sur la gauche du même village deux brigades d'infanterie, de sorte que dans ce village ou tout joignant nous avons 26 bataillons et quatre regiments de dragons. Depuis le village de Peintekeim jusqu'à celui d'Oberklautt l'on mit sur deux lignes 48 escadrons de l'armée de M. de Tallard et 32 de celle de M. de Marsin avec neuf bataillons dans le centre, et les brigades de Champagne et de Bourbonnois à la droite du village d'Obeklautt pour estre à portée de soutenir ce village où étoit la droite de la cavalerie de M. de Marsin. On plaça des batteries

bataillons et 140 escadrons, il y avoit une hauteur qui commandoit à toute la plaine, dont la pente étoit douce jusques au ruisseau dont j'ay parlé, et vis-à-vis cette hauteur un village nommé Oberglautt que l'on fit brusler aussy bien que deux moulins qui étoient sur le ruisseau en descendant vers Pleinteim, en sorte qu'on borna sa deffense au passage du ruisseau qui couloit devant nous tout le long de l'armée, ordonnant aux generaux de faire charger les ennemis lorsqu'il passeroient, et de veiller de ne pas laisser trop passer de leurs gens.

Cette resolution prise, on établit dans le village de Pleinteim les 19 bataillons de nostre 1<sup>re</sup> ligne, et 4 regimens de dragons à pied tout le long du Danube, et sur la gauche du même village on mit encore deux brigades d'infanterie, de sorte que dans ce village nous avons 26 bataillons et 4 regimens de dragons; et depuis le village de Pleinteim jusqu'à celui d'Oberglautt, on mit sur deux lignes 48 escadrons de l'armée de M. de Tallard, et 32 de M. de Marsin, avec 9 bataillons dans le centre, et les brigades de Champagne et de Bourgogne à la droite du village de M. de Marsin, pour estre à portée de soutenir son village ou la droite de sa cavalerie.

On place des batteries devant tout le front, et l'on se canonne fortement jusques

## PIECES JUSTIFICATIVES

dans tout ce front, et l'on se canonna fortement jusques à onze heures du matin que la premiere attaque commença.

Pendant la canonade, on avertit M. le marechal de Tallard que les ennemis faisoient couler beaucoup d'infanterie sur leur droite et que leur dessein estoit d'attaquer la gauche de M. de Marsin comme la plus foible à cause du bois clair auquel elle estoit appuyée. Il s'y porta avec vitesse, et pendant qu'il y estoit on attaqua veritablement sa droite, et les ennemis se preparerent à passer le ruisseau dans tout le front de la montagne dont je vous ay parlé, où toute notre cavallerie et l'aile droite de M. de Marsin estoit postée. M. de Silly etant sur cette hauteur avec un de ses amis, et voyant qu'on retiroit nos batteries, s'y porta et les arreta ; et voyant les Anglois se preparer à attaquer le village de Peintekeim, ils se determinerent à faire marcher la 1<sup>re</sup> et seconde ligne de cavallerie comme si M. de Tallard y eut été present. Ils s'y porterent tous deux et les firent veritablement marcher, mais malheureusement il n'y eut que les brigades des deux droites qui marcherent, et toute la gendarmerie ne marcha même pas, ce qui donna le temps aux ennemis de former sans aucun obstacle plusieurs lignes de cavallerie en deça du ruisseau dans toute l'etendue où les troupes ne marcherent pas de plus de trois grands

à 10 ou 11 heures du matin que la premiere attaque commença.

Pendant la canonade l'on avertit M. de Tallard que les ennemis font couler beaucoup d'infanterie sur l'aisle droite et que leur dessein estoit d'attaquer la gauche de M. de Marsin, à cause de la facilité des chemins de bois où elle estoit. Il s'y porte avec vitesse et pendant qu'il y est, on attaque veritablement nostre droite, et les ennemis se mirent en estat de passer le ruisseau dans tout le front de la hauteur dont j'ay parlé, où estoit toute la cavallerie de M. de Tallard et la droite de M. de Marsin. M de Silly et un autre, estant sur cette hauteur et voyant qu'on retiroit le canon, s'y porterent alors, croyant que les Anglois se preparoient à attaquer le village de Pleintheim. Ils se preparerent à faire marcher la 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> ligne de cavallerie comme si M. de Tallard avoit esté present. Ils arrivent à la cavallerie à toute bride, mais il n'y eut que les brigades des deux de Witte qui marcherent et la gendarmerie ne marcha mesme pas, ce qui donna le temps aux ennemis de former, sans aucun obstacle, plusieurs lignes de cavallerie en deça du ruisseau, dans toute l'etendue où les troupes ne marcherent pas que plus de 3 quarts d'heure après cette premiere charge. Mais tout le front du village fut repoussé, aussi bien que tout ce qui se trouva devant la

## PIECES JUSTIFICATIVES

quarts d'heure après. Dans cette première charge, tout le front du village fut repoussé, aussi bien que ce qui se trouva devant la gendarmerie, qui enfin marcha ensuite de cet avantage. On se prépara à recevoir les ennemis une seconde fois et l'on négligea les grosses lignes reiterées qu'ils formoient au pied de cette fatale montagne. M. de Silly ayant eu son cheval tué sous luy sans en avoir un autre, son amy voyant M. de Tallard, alla le voir et luy rendit compte de l'attaque du village. M. le maréchal de Tallard voulut y aller, et la montagne fut négligée parce que d'où il estoit, il ne pouvoit pas appercevoir ce qui se faisoit au pied. Il entra dans le village et redoubla son attention à mettre ce poste en seureté. Enfin il en sortit et se porta à la cavallerie. Comme il arrivoit à sa droite on tiroit les ennemis à bout portant du village de Peintekeim et on les culbuta. La gendarmerie qui, l'épée à la main, voulut aussi culbuter ce qu'elle avoit devant elle, trouva un feu d'infanterie établi et des escadrons anglois qui la firent plier, et la pousserent jusq' par delà un petit ruisseau qu'elle avoit derrière elle. Dans cette charge MM. de Surlauben et d'Inecourt<sup>1</sup> eurent leurs chevaux tués et M. de Surlauben fut blessé de six ou sept coups. La brigade de Silly, dans les intervalles de laquelle la

gendarmerie, qui marcha enivrée de ce petit avantage. On se prépara à recevoir les ennemis 1 ou 2 fois, mais on négligea les 2 lignes doublées qu'ils formoient au pied de cette fatale montagne. M. de Silly ayant eu son cheval tué sous luy, songe à en avoir un autre, et son amy voyant arriver M. de Tallard, le joint, et luy rend compte de l'attaque du village. M. le maréchal de Tallard veut y aller, et la montagne est négligée, ne pouvant pas appercevoir d'où on estoit ce qui se faisoit au pied. On redouble d'attention à mettre le village en sureté. Enfin on est prest et on se porte à la cavallerie. En y arrivant les ennemis recommencent une attaque nouvelle, on les reçoit du village de Pleinteim la bayonete dans le ventre, et on les culbute. La gendarmerie, l'épée à la main, va charger les ennemis qui y sont devant elle, trouve un feu d'infanterie établi et des escadrons anglois qui la font plier jusq'au-delà d'un petit ruisseau qu'elle avoit derrière elle, et dans cette charge MM de Surlauben et d'Inecourt ont leurs chevaux tuez, et M. de Surlauben blessé de 6 ou 7 coups.

La brigade de Silly, entre les intervalles [de laquelle] la gendarmerie passoit pour se rallier, charge les Anglois et leur fait

---

<sup>1</sup> Jean de Wassinghac, marquis d'Imécourt, maréchal de camp (1702), lieutenant général (octobre 1704).

## PIECES JUSTIFICATIVES

gendarmerie passa pour se rallier, chargea les Anglois et leur fit repasser le ruisseau avec precipitation. Pendant cette attaque les generaux de notre gauche et de la droite de M. de Marsin se reveillerent de leur assoupissement et firent marcher quelques brigades aux ennemis qu'ils apperçurent quasy au haut de cette montagne. Toutes nos brigades chargerent avec vivacité et firent plier les escadrons auxquelles (*sic*) elles marcherent, mais comme ils etoient soutenus de plusieurs lignes d'infanterie, les nôtres furent forcés de plier sur notre seconde ligne, qui etant eloignée, donnoit aux ennemis le temps de gagner du terrain, qu'ils soutenoient par leur nombre et leur demarche lente et serrée. On rallia les escadrons de notre premiere ligne et ils chargerent de nouveau avec le même succes mais toujours forcés de plier par le nombre. Enfin les brigades des deux lignes vinrent au secours, et les neuf bataillons de notre seconde ligne que M. de Tallard entrelaça aussy dans notre cavallerie, voulant par un dernier effort culbuter les lignes redoublées des ennemis. On y marcha de bonne grace et leur premiere plia sur la seconde. On gagna du terrain et on voulut charger la seconde, mais comme elle se trouva soutenue par une troisieme et quatrieme d'infanterie, notre cavallerie prit la fuite et nos neufs bataillons furent

repasser le ruisseau avec precipitation.

Pendant cette vive attaque et défense, MM. les generaux de la gauche font marcher quelques brigades aux ennemis, qu'elles trouverent presque au haut de la montagne. Ces brigades les chargerent et firent plier les escadrons de leur premiere ligne mais qui estoit soutenue de plusieurs autres lignes d'infanterie et de cavalerie. Les nôtres furent forcez et repoussez et plierent à leur tour sur nostre seconde ligne, qui, estant trop eloignée, donna le temps aux ennemis de gagner du terrain, où ils sceurent aisement se maintenir par leur nombre et le bon ordre de leur marche lente et serrée. On rallie les escadrons de la premiere ligne et ils chargerent de nouveau les ennemis avec le mesme succes, et ensuite chargez par les ennemis, sont forcez de plier à leur tour.

En peu, nostre seconde ligne s'approche avec les neuf bataillons et lors M. de Tallard les entremesle avec la cavalerie, et veut par un dernier effort charger les lignes redoublées des ennemis. On charge de bonne grace, leur 1<sup>re</sup> ligne plie sur leur 2<sup>de</sup> ligne, mais se trouvant soustenues par une 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> d'infanterie, nostre cavalerie prit la fuite et nos bataillons sont taillez en pieces. On rallie pour une 5<sup>e</sup> fois cette cavalerie, qui diminuée par tant de charges et ebranlée par tant de mauvais succes, ne faisoit plus qu'un ligne à cause

## PIECES JUSTIFICATIVES

taillés en pieces. On rallia encor, pour une cinquieme fois, cette cavallerie ebranlée qui, diminuée par les charges et etendue par le circuit qu'elle faisoit, ne forma plus qu'une ligne. Comme les choses etoient en cet etat, M. de Tallard vit bien qu'il falloit se presser de retirer les dragons et l'infanterie du village de Peintekeim. Il s'y determina, exortant sa cavallerie à faire ferme. Il envoya un homme de confiance à M. de Marsin pour le prier de presenter quelques troupes aux ennemis sur la droite de son village afin de les occuper pour favoriser la retraite de notre infanterie. M. de Marsin fit reponce à cet homme qu'il etoit trop occupé dans le front de son camp et le reste de sa ligne pour se degarnir, n'etant pas victorieux et se soutenant seulement. Pendant cet entretien notre cavallerie etoit restée en presence, mais tout d'un coup elle fit par ordre un demy tour à droit qui fut executé avec tout le desordre qu'on peut s'imaginer enfin ce fut une fuite si precipitée que plusieurs se jetterent dans le Danube. Les ennemis debanderent trois regiments de dragons après notre cavallerie et M. de Tallard voulant aller à son infanterie fut envelopé avec les fuyards, et pris dans cette deroute. MM. de Monperou, de la Valliere, de Silly, de Seppeville<sup>1</sup>, de la Mezelierre<sup>1</sup>, de Saint-

du front qu'il falloit faire.

Les choses en cet estat, M. de Tallard voyant bien qu'il falloit se presser de retirer l'infanterie et les dragons du village de Pleinteim, s'y determine et exhorte sa cavallerie à tenir ferme, et envoie un homme à M. de Marsin pour le prier de presenter quelques troupes aux ennemis sur la droite de son village d'Oberglaut, afin d'occuper les ennemis et favoriser sa retraite. Mais M. de Marsin representa à cet homme qu'il estoit trop occupé dans le front de son village et le reste de sa ligne pour se pouvoir degarnir, n'estant point victorieux, mais se soutenant seulement.

Pendant cet entretien, nostre cavalerie étoit restée en presence comme j'ay dit, mais tout d'un coup elle fit un demy tour à droite par ordre d'un general, qui fut executé avec tout le debris que l'on puisse s'imaginer, et elle se tourna dans une fuite si precipitée que plusieurs se jetterent dans le Danube. Les ennemis debandant 3 regimens de dragons après eux, M. le mareschal de Tallard fut envelopé et pris. MM. de Montperoux, de la Valiere, de Silly, de la Mezelierre, Saint-Pouanges, Ligondez et plusieurs autres aussy pris, et ce fut un malheur que la prise de M. de Tallard, car il auroit pu faire avec son

---

<sup>1</sup> Charles Louis Cadot, chevalier puis comte de Sebbeville, brigadier (1702), lieutenant général (1710).



## PIECES JUSTIFICATIVES

Pouanges, de Ligondes<sup>2</sup>, de Sassenage et plusieurs autres furent aussy pris. Ce fut un grand malheur que M. de Tallard le fut dans cet (*sic*) occasion car il est certain qu'il auroit pu faire une retraite honorable avec son infanterie, qui selon les apparences sera inutile au Roy pour longtemps.

Enfin pour vous instruire jusques à la fin de tout ce qui est arrivé dans cette journée, une partie de la cavallerie et toute la gendarmerie s'étant jetté du coté du Danube dans un presqu'île, tout ce qui s'y estoit retiré s'y trouva coupé, ce qui contraignit plusieurs honetes gens de se jeter dans le Danube pour se sauver. Cette nouvelle estant venue à la brigade de Grignan et plusieurs autres qui s'etoient retirés plus sur la droite pour passer le marais d'Hochstett, se rallierent et après avoir chargé les ennemis delivrerent tout ce qui n'avoit pas été ou pris ou noyé, et cottoyant les ennemis donnerent le temps de retirer nos blessés : voila le sort de notre cavallerie.

MM. de Clairambault et de Blanzac commandoient l'infanterie et les dragons dans le village de Peintekeim, et voicy ce

infanterie une retraite honorable, au lieu qu'elle est la risée des nations et rendue inutile au service du Roy pendant un long temps.

Enfin pour vous entretenir de tout jusqu'à la fin, une partie de nostre cavalerie et toute la gendarmerie s'étoit jettée du costé du Danube dans une espece de cul de sac qui formoit une isle, où ils se trouverent coupez, ce qui contraignit force gens à se jeter dans le Danube pour se sauver. Cette nouvelle estant parvenue aux brigades de Grignan et autres qui se retiroient plus sur la droite pour passer le marais d'Ortrebet, elles se rassemblent et viennent contre les ennemis, leur font abandonner le terrain et degagent tout ce qui n'avoit pas été ou pris ou noyé, et enfin se mettent en bataille sur la hauteur d'Ortrebet, couperent les ennemis et donnerent le temps de retirer nos blessez du lieu d'Ortrebet.

Voilà le sort de la cavalerie et voicy la destinée de nostre infanterie et de nos dragons de Pleinteim, que MM. de Clairambault et de Blanzac commandoient, telle que des officiers prisoniers que nous avons le racontent.

---

<sup>1</sup> Bonaventure Frotier, marquis de La Messelière, brigadier (1702), maréchal de camp (octobre 1704).

<sup>2</sup> Probablement Charles, marquis de Ligondès, lieutenant de cavalerie (1703), maréchal de camp (1748).

## PIECES JUSTIFICATIVES

que des officiers prisonniers nous ont dit : M. de Clairambaut voyant un si puissant corps qui étoit encor dans son entier quand il vit la deroute de notre cavallerie, se jetta dans le Danube pour se sauver et s'y noya.

Les ennemis enveloperent après le village de Peintekeim par plusieurs lignes et investirent nos gens. Alors le colonel du regiment Royal songea à sauver sa vie et celle de ses soldats. Il fit mettre bas les armes et porta luy même ses drapeaux aux ennemis. Le regiment de Surlauben qui étoit à son flanc gauche rentra dans le centre du village. M. de Signié s'apercevant du desordre appela Provence et Artois et tout ce qu'il avoit de soldats de bonne volonté, marcha aux ennemis, les culbuta jusques à la tête de leur cavallerie et rentra au pas dans son village. Il eut le poignet cassé. Mil. Marleborough, jugeant bien qu'il luy couteroit beaucoup de monde pour vaincre ces troupes, se servit de M. Denonville qui avoit été fait prisonnier, pour les exorter à accepter la vie. M. de Blanzac y consentit et fit de son mieux pour y faire consentir Navarre. M. de Blanzac signa les articles mais M. de Signiés et Joly n'en voulurent rien faire. On desarma les troupes et on prit leurs drapeaux.

M. de Clerembaut, sans prendre aucune resolution digne d'une personne de cœur, à la teste d'un si puissant corps qui estoit dans son entier, dès qu'il voit la deroute de la cavallerie, fait sonder le Danube par son postillon, s'y jette luy-mesme, il est noyé.

Les ennemis après avoir enveloppé le village de Pleinteim par plusieurs lignes, le veulent forcer par costé gauche où auparavant la droite de nostre cavalerie estoit appuyée. Le desordre se mit dans nos troupes et le colonel du regiment Royal, songeant à sauver sa vie et celle de ses soldats, porte luy-mesme ses drapeaux. Les soldats du regiment de Surlauben, qui estoit du mesme costé, se retirerent dans le milieu du village. M. de Segulier appelle à luy Provence, Artois et tout ce qu'il y a de soldats de bonne volonté, marche aux ennemis l'épée à la main, il culbute leur infanterie jusqu'à leur cavalerie et fait rentrer dans le village, où après avoir eu le poignet cassé (*sic*). Le duc Malbourough, jugeant bien qu'il y avoit là de vieilles troupes qui luy couteroit bien, se sert de son prisonnier depouillé pour les exorter à accepter quartier. M. de Blanzac y consent et fait de son mieux pour y faire consentir Navarre. Tout cede et M. de Blanzac signe les articles, mais Segulier et Joly n'en veulent rien faire. On les desarme et on

## PIECES JUSTIFICATIVES

Je reviens au village d'Oberklaudt, quartier de M. de Marsin. Lorsqu'il eut vu la cavallerie de sa droite et toute la notre en deroute il songea à se retirer avec sa gauche, qui par les soins de M. le comte Du Bourg avoit toujours poussé les ennemis au delà du ruisseau, les ayant chargés à demy passés. Il reprit toute son infanterie et marcha au pas jusques au marais d'Hochstett, qu'il repassa en bon ordre, et vint à Lauinghen d'où il prit le party d'envoyer toute la cavallerie par Gundelfinghen<sup>1</sup>, et de faire passer le Danube aux bagages toute la nuit. Le jour on retira l'infanterie et nous vinmes camper à Lepin<sup>2</sup>, laissant 1000 de garnison à Lauinghen avec ordre de se retirer dès que les ennemis approcheroient, et de bruler le pont en se retirant, ce qui a été executé.

prend leurs drapeaux. Vous jugez bien quel est le spectacle de 26 bataillons et 4 regimens de dragons prisoniers.

Je quitte cette droite et viens au village d'Oberglaut, poste de M. de Marsin. Lorsqu'il eut veu la cavallerie de sa droite en desordre et toute celle de l'armée de Tallard, il songea à se retirer avec son aise gauche, qui par les soins de M. le comte de Tres...<sup>3</sup>, avoit toujours repoussé les ennemis au-dela du ruisseau, les ayant chargé à demy passez et toujours repoussez. M. de Marsin reprit toute son infanterie et marche au pas jusqu'au marais d'Ochetet qu'il repasse en bon ordre, et vient à Lauingen, où l'on prend le party d'envoyer toute la cavalerie à Ulm par Godolfingen. On fait passer le Danube aux bagages toute la nuit, et le jour on se retire avec l'infanterie à Lipsheim, laissant à Lauingen 1000 hommes en garnison avec ordre de se retirer dès que les ennemis s'approcheroient, et de bruler le pont, ce qui a été executé. Depuis, marchant avec precipitation, nous menons au Roy le debris d'une armée affligée à la mort et qui n'est coupable que pour n'avoir pas empesché de passer le ruisseau en chargeant les ennemis quand ils passoient tous ensemble, et non par brigades comme

---

<sup>1</sup> Gundelfingen, land Bavière, kreis Dillingen.

<sup>2</sup> Leipheim, land Bavière, kreis Günzburg.

<sup>3</sup> La lacune existe dans le manuscrit.

## PIECES JUSTIFICATIVES

on a fait contre un corps formidable qui  
enfin a pénétré notre centre et pénétré  
notre infanterie.

« [Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet »

s.l., s.d.

AE Autriche 85, fol. 139r-142v

« Tous les officiers des armées de Bavière que j'ay veu, et plusieurs lettres ecrites par d'autres, ont attribué à diverses causes la perte de la bataille d'Hochstett. Ils n'ont peu comprendre comment les generaux n'estoient point informés, la veille du combat, des forces, de la situation et des desseins des ennemis qui estoient en pleine marche pour nous venir attaquer, lorsqu'on croyoit qu'une grande partie de leur armée etant occupée au siege d'Ingolstatt, l'autre ne cherchoit qu'à la couvrir, et à subsister. En effet quand ils parurent à la pointe du jour en une grosse colonne du costé du bois, on crut seulement, par une trop grande confiance, que ce ne pouvoit estre qu'un corps qu'ils nous vouloient montrer pour nous amuser, et cacher leur marche. On en fut bientôt desabusé, et reduit à une precipitation toujours dangereuse en de pareilles occasions.

La plupart des officiers sont convenus que la disposition de l'ordre de bataille que M. le marechal de Tallard avoit faite estoit bonne, hors celle du village de Plunshheim (*sic*) qui estoit à la droite. C'est en cet endroit où ils pretendent qu'il y eut complication de fautes qui causerent la perte de la bataille. Premierement, il estoit inutile suivant ce qu'ils disent de mettre un si grand nombre de bataillons dans ce village situé d'une maniere, qu'etant commandé par une hauteur, ces bataillons ne pouvoient que souffrir lorsque les ennemis se seroient emparés comme ils firent de cette hauteur, à laquelle ils venoient toujours à couvert. Il suffisoit de faire appuyer le village par quelques compagnies de grenadiers et quelques dragons. Il falloit renforcer la plaine au lieu de la degarnir, et n'y laisser pas comme on fit les nouveaux regimens pour placer toute l'elite de l'infanterie dans le village, où la suite fit voir que la plupart des bataillons seroient inutiles ou ecrasés par les ennemis, comme le marquis de Marillac le fit fort bien remarquer, et comme il arriva. Cette disposition d'ailleurs ne pouvoit estre plus desavantageuse, car au lieu de placer les bataillons dans le village, on devoit les poster sur la hauteur avec du canon. On auroit pu empêcher les ennemis de passer le ruisseau,

## PIECES JUSTIFICATIVES

et quand mesme ils l'auroient fait, ils ne pouvoient venir à nos troupes sans souffrir beaucoup par la difficulté du terrain, et sans s'exposer à être renversés. Outre toutes ces fautes, on en avoit fait encore une plus grande, qu'on impute à M. de Maisoncelles, lequel au lieu de poster d'abord les bataillons dans le village, les avoit postés derrière dans une assez grande distance. M. le chevalier de Croissy la repara, en les faisant marcher, et occuper le front du village par la brigade de Navarre à la droite, celle de Saint-Second au centre, et la brigade du Royal à la gauche. Cette disposition étonna les ennemis, et si à leur approche le régiment Royal, et celui de Zurlauben n'eussent abandonné leur terrain, ils n'en seroient pas sortis à si bon marché, et la malheureuse composition demandée par des officiers intimidés, n'auroit pas forcé les autres de s'y laisser entraîner. M. le chevalier de Croissy avoit encore pris la précaution de demander du canon pour placer sur la hauteur, mais l'officier qu'il avoit envoyé pour le faire avancer fut coupé en chemin, et les ennemis se saisirent de ces pièces de canon.

Tous ceux à qui j'ay parlé n'ont peu s'empêcher de dire qu'ils ont vu pendant le combat presque aucuns des principaux officiers généraux, ce qui causa le désordre de la cavalerie, parce que les commandans n'osèrent point prendre sur eux de charger celle des ennemis dans le temps qu'elle passoit le ruisseau, et qui auroit été aisément culbutée. On prit ce party trop tard, et il fallut céder au nombre. Ils assurent qu'excepté la gendarmerie, et deux régimens qu'on n'a pas voulu me nommer, tous les autres régimens de cavalerie ont fait des merveilles. Ils sont revenus quatre à cinq fois à la charge, et ont fait plier autant de fois les ennemis qui n'eurent l'avantage que par leur nombre fort supérieur.

On prétend qu'une des fautes les moins excusables a été de n'avoir pas fait sonder le marais, et de l'avoir cru impraticable. Les ennemis profitèrent heureusement de cette négligence, qui leur donna la facilité de faire passer un plus grand corps de cavalerie.

Mais ce qui paroît incompréhensible est la jalousie qu'il y avoit entre nos deux armées. Il sembloit qu'elles étoient à différens maîtres, et qu'il s'agissoit entre elles d'intérêts différens. Cette jalousie commença dès qu'elles s'approchèrent, elle continua dans la marche, et finit dans le combat. Des officiers dignes de foy m'ont dit que M. de Vaillac s'apercevant que les brigades de Champagne et de Bourbonnois, qui se trouvoient tout à fait à la droite de l'armée de Marsin, étoient quasi hors de l'action, les demanda à M. le maréchal de Marsin, pour les employer vers le centre des deux armées, où la supériorité donnoit un grand avantage aux ennemis, mais il n'y voulut point consentir, sur ce qu'il ne devoit point se dégarnir. Le baron de Prielmeyer, ministre d'Etat de M. le duc de Bavière, qui a passé par cette ville, et avec lequel j'ay eu une longue conversation, me confirma que cette jalousie ne sauroit

## PIECES JUSTIFICATIVES

s'exprimer, et qu'il attribuoit à cette mesintelligence une des principales causes de la perte de la bataille.

L'on a aussy remarqué qu'un inconvenient des plus essentiels, et dont les ennemis ont le plus profité, a esté que la ligne n'a pas toute donné en mesme temps, mais qu'on ne l'a fait que par brigades, en sorte que dans le temps que les unes ont chargé, les autres ont demeuré immobiles, et cette irregularité a donné plus de facilité aux ennemis d'être superieurs et de nous envelopper.

J'ajouteray à ces circonstances une reflexion qui m'a paru judicieuse de quelques vieux officiers. Ils pretendent qu'on tombera toujours dans de pareils inconveniens tant qu'on ne placera pas mieux qu'on fait les officiers generaux dans les postes qui leur conviendroient, qu'il seroit necessaire de mettre à la teste de l'infanterie ceux qui ont servy dans l'infanterie, et de mesme à l'égard de la cavallerie ; qu'il arrive souvent qu'un officier general qui seroit propre dans un commandement ne l'est pas dans un autre, qu'on voit faire tous les jours une infinité de contretemps dans une action parce qu'elle est mal conduite, et qu'on remarque ordinairement que les troupes n'ont point de confiance à un officier general qui n'a pas été élevé parmy elles ».

PIECES JUSTIFICATIVES

« Ordre de bataille des armées du Roy à la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett le 18<sup>e</sup> (sic) aoust 1704 ».

s.l., s.d.

SHD AG A<sup>1</sup> 1794, n°5

Mazarine ms. 2301, non folioté

Armée de Tallard	Dragons	Escadrons			
	Mestre de camp	3			
	De la Reine	3	12		
	De Rohan	3			
	De Vassé	3			
		Bataillons			Escadrons
	Monroux	2		La Valliere	7
	Navarre et Languedoc	10			
	Greder... Artois	8	27 dans Plintheim		18
	Surlauben... Royal	7			
		Escadrons		Silly	11
	Gendarmerie	8			
	Broglie	5	21	Robecq	3
	Grignan	8		Auxerrois	3
			Nice	3	
			La Baume	4	
			Streff	5	
				9 [escadrons]	
Armée de Marsin		Escadrons			
	Massenbach	7		Barentin	7
	Prince Charles	4	20	L'IsleduVigier	6
	D'Anlezy	9			
		Bataillons		Isenghien	3 bataillons
	Champagne	4			
	Bourbonnois	4			
	Poitou	3	18		
	Coetquen	3			
	La Reyne	4			
		Escadrons			
	Montmain	6			
	Vivans	6			
	Conflans	4	31		
	Cavalerie } de l'Électeur	15			
	Gardes } }				
	Sur le flanc gauche :				
Bataillons	3				
Toulouse	4				
Vermandois	3				
Dauphin	2				
Condé	3				
Bourbon	8				
Infanterie					
bavaroise					
[Total]	23				
			Dragons	Escadrons	
			Listenay	3	
			La Vrilliere	3	
			Fontbaurzat	3	
			[Total]	9	

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : Ramillies**

Lettre de Villeroy au roi au sujet de la bataille de Ramillies

Camp sous Vilvorde, 24 mai 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°210

« Je ne pus avoir l'honneur hier d'informer Vostre Majesté de la malheureuse journée du 23, parce que l'armée se mit en mouvement à la pointe du jour, que les dispositions, et le combat durèrent jusques à six heures et demye du soir, et que nous marchâmes toute la nuit pour nous retirer à Louvain, le commencement de nostre retraite en bon ordre, mais la fin en grande confusion.

J'eus l'honneur de rendre compte à Vostre Majesté le 21 de la situation de son armée, et du sejour que celle des ennemis avoit fait à Borchloo<sup>1</sup>. Je fus averty le soir du 20 que les ennemis nous sachant au camp d'Heylesem et ne pouvant executer leur projet de venir à Louvain, ils avoient pris la resolution de s'avancer sur la grande chaussée pour se poster avant nous sur la Mehaigne, et se placer sur nostre flanc droit. Du bois de Chapiavaux qui terminoit nostre droite il n'y avoit que trois heures et demye pour gagner la Mehaigne vis-à-vis de Tavier. Le 20 j'avois envoyé reconnoistre la marche, et le poste, le 21 j'y fus moy-mesme. Je trouvay la marche fort ouverte, et le poste très bon, n'y ayant qu'un travers de pays par où les ennemis pouvoient venir à nous, depuis Ramilly jusques à Tavier, qui n'a qu'un quart de lieue d'estendue ; tout le reste du front de camp couvert par des ravines, et plusieurs branches de petits ruisseaux qui forment la petite Geette. Dans cette situation je barrois tout le pays, et necessitois les ennemis à combatre s'ils vouloient marcher plus en avant, persuadé comme je l'estois qu'il falloit combattre estant placé avantageusement, et Vostre Majesté m'ayant marqué par ses dernieres lettres qu'il falloit agir offensivement. J'envoyay le 21 au soir le duc de Villeroy à l'Electeur qui arrivoit ce soir-là mesme à Tirlemont, pour luy expliquer le projet de marche que j'avois fait dans la veue de barrer le pays aux ennemis pour les obliger à combattre. Il aprouva tout ce que je luy fis dire, et me manda qu'il me joindroit de bon matin, le lendemain dans la marche.

---

<sup>1</sup> Borgloon [prov. Limbourg]



## PIECES JUSTIFICATIVES

Sans attendre de sçavoir si les ennemis s'estoient mis en mouvement le 23, comm'ils estoient venu camper la gauche à Curtis<sup>1</sup>, qui les éloignoit tout à fait de Leaw, et par consequent de nostre gauche, je me resolus de me mettre en marche le 23 au matin pour m'alonger sur ma droite, afin d'estre à portée de gagner la Mehaigne à Tavieres avant que les ennemis y pussent estre. A deux heures du soir j'appris dans la marche que les ennemis s'estoient mis en mouvement, et qu'ils avançoient à grand pas sur Mierdorp<sup>2</sup> qui estoit la grande route pour venir sur la Mehaigne. En arrivant sur la hauteur de Ramilly, nous commençames à decouvrir leurs colonnes qui descendoient de Mierdorp sur la Boneff. Dans ce temps-là, l'Electeur arriva. Il trouva le champ de bataille très avantageux. L'on placea l'armée comme j'ay eu l'honneur de l'expliquer. Nous occupames le village de Ramilly qui estoit fort près de la ligne. L'on y placea cinq bataillons, et quatre derriere pour les soustenir, et la ligne d'infanterie un peu plus reculée. Comme l'on s'apercevoit que les ennemis vouloient faire leur effort de ce costé-là, outre les deux lignes de cavalerie qui formoit l'aisle droite, l'on en forma une troisieme de cinq regiments de dragons et l'on mit encore Thoulouse, et le regiment de Royal Estranger entre les deux lignes de cavalerie pour fortifier nostre droite. Il y avoit un petit marais impraticable entre nostre droite et Tavieres, l'on placea des bataillons dans le village. Le front de nostre ligne estoit bien de cinq quarts de lieues, et avoit comme j'ay eu l'honneur de le dire, des ravines, et plusieurs naissances de ruisseaux qui forment la petite Géette. Le village d'Offu estoit vis-à-vis l'extremité de nostre gauche. Les ennemis avoient leur droite à Jauche<sup>3</sup>, et leur gauche à Boneff. Voilà, Sire, nostre disposition generale de part et d'autre. Un peu avant trois heures on commença à se canoner, sur les quatre heures les ennemis passerent un des petits ruisseaux qu'ils avoient devant eux, et veinrent attaquer Atreglise que nous occupions par des bataillons. Les Gardes françoises et suisses le soustenoit sur la droite. Comme l'attaque commença l'Electeur y poussa, je le suivis. M le duc de Guiche chassa les ennemis, et leur fit repasser le petit ruisseau. Ils voulurent ensuite couler sur leur droite pour entrer dans un autre petit village. On les prevint en y envoyant la brigade de Zuninga. L'escarmouche fust assez vive, et nostre canon estoit très bien servy. Comme tout alloit à souhait dans le front et sur la gauche, nous entendimes un fort grand feu dans le village de Ramilly. Nous vimes que les ennemis l'attaquoient et que plusieurs de leurs bataillons s'en approchoient. J'y fis marcher M. d'Artaignan avec la brigade de Picardie et celle d'Alsace. Ils entrèrent dans le village et en chasserent les ennemis.

---

<sup>1</sup> Probablement Kortijs, prov. Limbourg, comm. Gingelom.

<sup>2</sup> *Merdorp* (prov. Liège, comm. Hannut).

<sup>3</sup> *Jauche* (prov. Brabant Wallon, comm. Orp-Jauche).

## PIECES JUSTIFICATIVES

Je ne crois pas que depuis qu'on va à la guerre, l'on ayt jamais entendu un si grand feu de part et d'autre. La brigade des Gardes qui joignoit Alsace, voyant des bataillons des ennemis qui estoient devant elle passer le ruisseau, marcha à la charge dans le plus bel ordre du monde, et avec une valeur qu'on ne peut assez louer. Ils enfoncerent les ennemis, les poursuivirent jusques au-delà du ruisseau, un peu trop avant, et comm' ils avoient leur flanc droit decouvert parce que la brigade d'Alsace avoit chargé du costé du village, les ennemis les embrasserent par une ligne d'infanterie qu'ils avoient de l'autre costé du ruisseau et les obligerent à se retirer, un peu en desordre, sans pourtant estre rompus. Avant cette dernière attaque l'on me vint dire que nostre aile droite avoit esté absolument battue. J'y poussay, et j'y vis le desordre encore plus grand qu'on ne me l'avoit dit. L'Electeur y arriva. Comme j'estois du costé des villages qui avoient esté attaquez, je ne vis point l'action qui se passa à la droite. L'Electeur ne la vit point aussy, estant aux attaques qui se faisoient. L'on m'a dit que les ennemis commencerent de faire attaquer le village de Taviers par treize bataillons et qu'aussy tost qu'ils en furent maistres, ils vinrent à la charge sur nostre aile droite, qu'ils enfoncerent première et seconde ligne. Il y eut plusieurs escadrons qui se distinguerent, mais le gros fust rompu, et comme j'arrivay sur la hauteur je vis les ennemis occuper par leurs escadrons le terrain qu'occupoit auparavant nostre aile droite. Tout nostre flanc droit estant decouvert, les ennemis attaquerent de nouveau le village de Ramilly, et s'en rendirent les maistres. De cet instant-là, il ne fut plus question que de songer à se retirer.

Dans le commencement la retraite se fit avec beaucoup d'ordre, dans la suite la peur se mit dans les troupes, et le desordre fut grand. Par bonheur les ennemis ne nous suivirent pas de fort près. Les troupes arriverent dans Louvain toutes meslées et dans un fort grand desordre. Elles n'estoient point encore demeslées ce matin. L'armée se trouvant hors d'estat d'attendre les ennemis s'ils s'estoient approchez de nous, j'ay representé à l'Electeur la nécessité qu'il y avoit de prendre une situation à pouvoir se rassembler. Il s'est déterminé de venir camper derriere le canal de Bruxelles.

Dieu veulle que nous y puissions tenir si les ennemis s'en approchent ! Nous avons retiré les troupes de Louvain, ne pouvant plus le soustenir. Je ne sçaurois encore dire à Vostre Majesté la perte que nous avons faite. Elle verra par le nombre des officiers blessez et prisonniers que l'action a esté rude. Il est assuré que les ennemis ont eu plus de gens de tuez et blessez que nous, mais ils ont plusieurs officiers prisonniers des nostres, et ils doivent avoir aussy un nombre de soldats qu'ils ont pris dans nostre retraite. J'ay l'honneur de joindre à ma lettre la liste des officiers blessez ou prisonniers, ce qui marque assez combien ils se sont distinguez. Je pourrois parler de tous ceux qui ont combattu avec la mesme justice. Je vous

## PIECES JUSTIFICATIVES

supplie, Sire, de ne pas rendre ma lettre publique, car je puis oublier bien des circonstances par rapport aux particuliers qui meritoient d'estre sceues. Je crois que Vostre Majesté est bien persuadée de ma douleur. Je le repete encore, vostre infanterie a combattu avec toute la valeur et l'opiniastreté qu'on peut attendre des meilleures troupes, regaignant toujours sur les ennemis les avantages qu'ils avoient remportez. Comme l'on devoit donner le pain à l'armée ce jour-là, les quaiissons y estant arrivez comme l'action commença, je donnay ordre qu'on les fit repasser au-dela de Judoigne. Plusieurs ont esté pris, et les chevaux sauvez. Je ne sçay encore ce que nous avons perdu de canon, mais il faut qu'il y en ait nombre, car il a tiré bien tard.

Voilà, Sire, un triste recit, qui m'afflige au point que je ne puis l'exprimer à Vostre Majesté. J'oublois de luy dire que six bataillons dont trois de l'Electeur, et cinq regiments de dragons qui deffendoient le village de Tavier se sont retirez à Namur. M. de Sallians me mande que des six bataillons il y en a trois de bon (*sic*). C'est un petit bonheur que cela soit entré dans Namur, car par la situation des ennemis, et par le desordre où ont esté nos troupes, je ne pouvois en envoyer dans Namur, sans les faire passer par Charleroy, et derriere la Sambre. J'ay mandé à M. le marechal de Marcin que je croyois qu'il estoit du bien de vostre service que l'on envoya trois bataillons de ses troupes dans Namur, lorsqu'il arriveroit à Givet, pourveu qu'il eut les choses disposées à le pouvoir faire surement car les ennemis peuvent faire le siege de Namur, ou de telle autre place de ce pays-cy qu'ils voudront.

[Signé :] Villeroy ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de Du Barail au roi sur l'action de son régiment à la bataille de Ramillies

Camp sous Bruxelles, 25 mai 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°225

« Sire,

C'est avec une douleur que je ne puis exprimer à Vostre Majesté que je me donne l'honneur de luy rendre compte de l'affaire malheureuse et singuliere qui est arrivée à son regiment dans sa retraite après le combat de Ramellies. Il estoit en premiere ligne dans la disposition de la bataille entre la brigade de Saint Suplice qu'il avoit à sa droite et celle de Zuniga qui fermoit la gauche.

Cette brigade fut destachée par l'Electeur et mons<sup>r</sup> le marechal de Villeroy pour occuper le vilage d'Atreglise qui estoit devant elle, où les ennemis firent une fausse attaque. Et pour lors le regiment de Vostre Majesté fermoit la gauche que mons<sup>r</sup> le marechal de Villeroy laissa aux ordres de M. de Grimaldy, lieutenant general espagnol.

Dans cette disposition, les soldats fatiguez d'une marche vive et penible, laisserent tous leurs sacs dans cet endroit selon l'usage ordinaire, pour estre plus en estat de combattre. Les ennemis portant ensuite toutes leurs forces au vilage de Ramellies qui estoit vers le centre, toute l'attaque se reduisit à ce vilage où les brigades de la gauche n'eurent aucune part.

Pendant ce combat M. de Grimaldy m'envoya ordre de porter le regiment de Vostre Majesté dans le vilage d'Atreglise joignant celle de Zuniga, pour ymposer davantage aus troupes ennemies qui estoit restées de ce costé-là pour nous contenir.

Nous fusmes dans cette disposition pendant tout le combat. Enfin mons<sup>r</sup> de Grimaldy ayant appris qu'il ne se tournoit point à l'avantage des armes de Vostre Majesté, il me dit qu'il falloit sortir du vilage et rejoindre la ligne que nous avions laissée dans la plaine entre les deux villages. Je fis sortir chaque bataillon de son poste, avec ordre aux commandants de se former en arrivant dans la plaine et de rejoindre la ligne en bon ordre, que je croiois comme eux dans son mesme terrain. La teste de la brigade s'alongoit (*sic*) insensiblement pendant que j'estois occupé avec M. de Grimaldy à faire desboucher le reste, ne doutant pas que les ennemis qui estoit à portée d'Atreglise n'inquietassent nostre arriere garde.

Enfin, Sire, le 4<sup>e</sup> bataillon estant passé, je quittay M. de Grimaldy et luy dit que j'allois regagner la teste que je croiois jointe au reste de la ligne. Je m'y portay fort diligemment, et

## PIECES JUSTIFICATIVES

fus très surpris en y arrivant de m'apercevoir que toutes les troupes estoient déjà retirées, et déployées sur une hauteur assez éloignée de nous, et séparée par un ravin et un petit bois très difficile à passer dans le front que nous occupions.

Mais, Sire, ce qui causa un contretemps bien plus fâcheux, c'est que les officiers n'étant point informés que les ennemis occupoient le village dont ils estoient fort à portée crurent pouvoir permettre aux soldats de reprendre leurs sacs, ce qui ne put se faire sans causer du désordre dans les bataillons. Je tâchai d'y remédier et contins un nombre de soldats qui vouloit suivre cet exemple, mais les ennemis profitant de ce désordre firent sortir une ligne de cavalerie du village et des environs, qui poussant quelques escadrons devant elle, obligèrent les bataillons surpris de se retirer avec précipitation, jusqu'au ravin et au petit bois. On tâcha de les y rallier et quelques uns firent ferme et tirèrent sur les ennemis, mais croyant qu'ils s'étendoient pour les envelopper et que le ravin auroit rendu leur retraite difficile, et presque impossible, dès que l'ennemi l'auroit tournée, ils ne songèrent plus qu'à le passer et à se joindre au reste de l'armée, sans que tous nos efforts pussent les contenir. Car j'ose assurer Votre Majesté que tous les officiers y ont fait leur devoir et qu'en mon particulier, je ne m'y suis point épargné.

Le régiment a fait une perte très considérable dans cette occasion, et a laissé beaucoup de prisonniers, qui s'étant jetés dans le bois pour y faire ferme y ont été enveloppés. Voilà, Sire, comme la chose s'est passée au naturel. Je n'avance rien à Votre Majesté qui ne soit véritable et dont M. de Grimaldy qui nous commandoit n'aye été témoin.

Nous avons perdu dans cette occasion six capitaines et huit subalternes dont la plupart sont prisonniers. A l'égard des soldats, quoiqu'il en manque un très grand nombre, je ne puis pas dire encore précisément à Votre Majesté à quoy il se monte, parce que la fatigue de la retraite en a fait rester plusieurs en chemin qui nous rejoignent à tout moment.

Je ne puis me consoler, Sire, d'être obligé de faire à Votre Majesté le détail d'une aventure si peu convenable à son régiment, mais je puis l'assurer qu'elle est bien plus malheureuse qu'elle n'est condamnable, et que je ne l'ay jamais trouvé de si bonne volonté et si plein d'envie de bien faire que ce jour-là, si on l'avoit employé à quelque chose. Tout ce qui y reste, Sire, seroit bien fâché d'avoir survécu un moment à cette disgrâce si elle estoit suivie d'aucune impression désavantageuse de la part de Votre Majesté contre son régiment, et qu'elle put diminuer son estime. Personne, Sire, ne le sent plus vivement que moy, qui ay l'honneur d'être avec un très profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble, très fidèle et très obéissant sujet et serviteur,

[Signé :] Dubarail ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre du brigadier La Motte à Chamillart sur son action à la bataille de Ramillies

Namur, 23 mai 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°204

« Monseigneur,

J'espere que la maniere donc (*sic*) j'ay agi avec le corps de troupes que le hazard m'a fait commander seul separé de la droite de l'armée pendant la très malheureuse journée de hyer, donc j'ay l'honneur de vous envoyer le destail, ne deplaira pas à Sa Majesté aussi bien que ma retraite.

Je ne devois, selon l'ordre que m'en avoit doné (*sic*) M. le marechal de Villeroy, avoir que deux bataillons, ne luy estant pas aysé de degarnir la ligne, pour empescher l'enemy de venir se poster avec un corps d'infanterie sur le flanc droit de nostre cavalerie, à quoy je reussi pendant toute l'action car s'il s'y estoit peu poster il deplaçoit dans le mesme momant nostre droite en mestant le ruisseau de Tavier assés impraticable pour la cavalerie entre luy et nous. J'arrivay au confluent de ce ruisseau dans la Mehaigne avec un ceul (*sic*) bataillon de Greder suisse, l'autre m'ayant esté refusé malgré l'ordre donné, en faisant rompre le pont de ce ruisseau que je venois de passer. Ce qui à peine estoit commencé, j'apperçu une colombe d'infanterie qui vinst m'attaquer, ce qui fust precedé par quelques coups de canon. Elle marchoit par le grand chemin et estant fort proche de moy elle s'ettendit sur six bataillons de frond (*sic*) et cinq (*sic*) en seconde ligne. On m'envoya cinq regiments de dragons à pié, Le Roy, d'Aubigny, Nautaf, Aquaviva et Valanssar, qui ne purent arriver que lorsque l'enemy se fust approché en bataille du front du ruisseau en dela et n'en purent approcher qu'en defilant à cause de quelque haye et se former à la gauche du bataillon suisse qui soutint seul un grand quart d'heure tout le feu de cette infanterie, à decouvert, qu'il ne peut pas soutenir plus longtemps sur le bors du ruisseau, aussi bien que les dragons qui n'estoient pas encore achevés d'arriver. J'apperceu le marquis Duplesy de Nonan marchant au-dela du ruisseau à mon egart pour prendre l'infanterie enemie en flanc, mais il ne pu avec deux bataillons de sa brigade, malgré tous les efforts qu'il fit et le très bon party qu'il avoit pris, reussir à l'empescher de marcher en avant, et fust obligé à faire passer le ruisseau à ces deux bataillons pour venir me joindre, l'enemy l'ayant déjà passé. Il resta dans ce marais embourbé où je crois qu'il a esté fait prisonnier. J'aresté toutes ces troupes ebranlée (*sic*) et les remis en

## PIECES JUSTIFICATIVES

bataille sur la hauteur sous le feu des ennemis afin de ne cesser jamais de couvrir le flanc de notre aile droite. Je vis sur ma gauche bien derrière moi trois bataillons des Electeurs qui me venoient joindre. Je les approché du ruisseau, leur brigadier, nommé M. de Volskel, estant resté dans le ruisseau embourbé et je crois aussi fait prisonnier, pour faire un grand feu sur les escadrons de la gauche ennemie qui venoient attaquer notre droite, qui mesme après plusieurs charges culbuterent quelq'uns des nostres dans le marais, où ils auroient tous péri si je ne les avois pas dégagé par le grand feu que je fis faire sur ceux qui les avoient obligés à s'y jeter. Je fist mesme passer quelque petits plotons (*sic*) de grenadiers au-delà du ruisseau pour les éloigner davantage. Pendant que cela se passoit les bataillons ennemis n'osèrent jamais sortir de leurs poste (*sic*) pour m'empescher d'incommoder leur escadrons (*sic*) de la gauche et se contentèrent de rester le long du ruisseau, et moi de les rendre inutiles avec une partie de mes forces, pendant qu'avec l'autre je favorisois notre droite autant que je le pouvois, que je voyois toujours perdre, depuis les dernières charges, beaucoup de terrain.

Le feu cessa dans tout le champ de bataille et je me vis restant seul avec les troupes que j'avois qui estoient considérables en nombre de corps, ayant devant moi onze (*sic*) bataillons ennemis qui pouvoient me circonvoler par ma droite, ce qu'ils n'auroient pas fait impunement, et trois escadrons de troupe qui essayierent (*sic*) par leurs mouvements de me faire ébranler, et par là, diviser mes forces et mon attention. Je pris le parti, ne voyant plus notre armée ni celle des ennemis depuis plus d'une heure, les trois bataillons de Greder, Provance et Bassigny ne faisant pas cent hommes chacun au plus, aussi bien que les cinq régiments de dragons, et n'ayant plus de munitions, de me retirer et décidé que le plus sage parti estoit de sauver ce débris, sans qu'il se débandast, à Namur, où je suis arrivé en bon ordre où je sçavois peu de troupes.

Voylà, monseigneur, ce que j'ay fait pour le mieux et cru vous devoir rendre compte, estant le seul qui le peust faire avec connoissance du motif qui me faisoit agir, qui estoit de couvrir toujours le flanc de la droite, ce que j'ay fait toute la journée, et d'avoir l'honneur de vous dire la bonne volonté des troupes et de ceux qui commendoient ces corps qui soutinrent dans la plaine lorsqu'elles furent une fois toutes ensemble le feu de l'infanterie ennemie avec toute la valeur possible et la continrent sans qu'elle ait jamais osé sortir en plaine devant celle que j'avois.

M. le marquis d'Aubigné qui tout des premiers vint pour soutenir le régiment suisse qui souffroit beaucoup et où estoit le grand feu fust tué lorsque je postois son régiment de dragon. C'est, monseigneur, une vraie perte. M. de Nautaf fust blessé tout en approchant. C'estoit luy

## PIECES JUSTIFICATIVES

qui avoit cette brigade de dragons. Les deux autres brigadiers d'infanterie ont esté fait, à ce que je crois, prisonniers, embourbés dans les marais avant m'avoir joints l'un et l'autre.

J'espere, monseigneur, que Sa Majesté sera contante et vous aussi de ma conduite dans la malheureuse action de hyeres, que vous voudrés bien la faire souvenir que depuis vingt et un ans que je serts dans son infanterie, je n'ay jamais eu pour toutes graces de Sa Majesté que deux nouveaux regiments à faire et le dernier par vostre ordre et que de toutes les inspections vaccantes que j'ay eu l'honneur de vous demander et où je peus utillement servir, ou un vieux regiment, je n'ay encore peu rien obtenir. Je vous assure spendant (*sic*), monseigneur, que je ne suis pas indigne de l'honneur de vostre protection et quoyque j'aye esté malheureux (*sic*) jusque à present, rien n'est capable de m'empescher de servir comme j'ay toujours fait, surtout dans ce malheureux temps.

J'ay l'honneur d'estre avec un profond respect, monseigneur, vostre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Lamote, brigadier d'infanterie ».



## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre du marquis des Porcelets à Chamillart au sujet de la bataille de Ramillies

Bruxelles, 23 mai 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1936, n°216

« C'est avec la larme à l'œil que j'ay l'honneur de vous tracer ces lignes, non pas en caractere ordinaire mais en celuy de sang, de voir la desolation, la perte et la consternation generale de tous le peis [pays]. Je ne sçauroids flatter comme bien des jans qui ne vous marquent point la verité. C'est le moyen de remedier, lorsqu'un mal est conu, sans le palier. Permetés que je vous en fasse un recit sincere. Le 23 du courant sur les deux heures après midy nos generaux voulurent occuper un poste qu'ils croioint advantageous. Les ennemis s'y rancontrerent presque à la force du pistolet, et c'est par là que l'action commença.

La Maison du Roy sur la droite de la premiere ligne donna sur les ennemis, qui estoit à 5 lignes d'hauteur. Il sambloit d'abort qu'ils pousseront leur pointe ayant mesme quelque avantage, mais peu après ils ralantirent leur ardeur, et lacherent le pied, principalement les Gardes du Roy, ce qui anima les ennemis qui avoient toute leur armée sy serrée et sy jointe ensamble, et la nostre sy mal ordonnée, que la seconde ligne où estoit tous nos generaux n'ont secouru ni la droite ni le santre (*sic*) de la premiere ligne.

Le peu d'infanterie qui a donné a fait tout ce qu'on pouvoit attendre, principalement le regiment d'Alzace, qui ont repassé (*sic*) trois fois les ennemis, mais estant abandonnés de la cavalerie et la seconde ligne se retirant, c'est la cause de la perte de toute nostre artillerie et de la plus grande partie du bagage et de la bataille.

Cela fait bien voir que les jeunes gens sans experiance qu'on met à la teste des corps ne devroint pas estre preferé (*sic*) à des vieux officiers qui ne sçavent ce que c'est de fuir devant les ennemis. La bataille d'Ostet devoit servir d'exemple.

Quelle necessité de donner bataille, dans un tems que les ennemis sont puissans, et qu'en la gagnant nous n'aurions acquis que de la gloire, au lieu qu'en la perdant tout le peis leur est en proy, comme il est vray et comme vous en verrés les suites.

L'Electeur, l'espée à la main, se trouvant partout criant : « Vive le Roy ! Alons, mes enfans, à la gloire ! Où est l'honneur de la France ? » a fait tout ce qu'un heros pouvoit faire, ayant eu mesme un cheval tué sur luy ; mais il ne pouvoit se trouver partout.

Nostre armée a beaucoup plus souffert en se retirant qu'en combatant, qui fut poursuivie jusques à Louvein, qu'on leur a abandonné, et l'Electeur a fait jetter les farines et avenes

## PIECES JUSTIFICATIVES

dans la riviere et bruslé les fourrages, et retiré sur le canal de Villevorde avec le debris de l'armée.

Les ennemis occupent Vos la Capelle à 3 lieues de Bruzelles où la consternation est generale, et l'Electeur de Cologne vient de partir à ce moment pour Lille et M. de Bagnol en va faire autant, ce qui fait voir que les ennemis n'ont aucun obstacle sy on n'y met un prompt remede.

Je n'an voit point d'autre, monseigneur, pour conserver le peis et ce qui reste de l'armée, q'ordonner que l'estandard de Gand, toute la noblesse, et les peisans capables de porter les armes joignent l'armée, car de Gand, d'Anvers, de Monts, de Bruges et autres, il peut sortir du moins trante mille combatans, lesquels mis entre les troupes pourroint arrester le torrent des ennemis.

Voilla, monseigneur, les marques de mon zelle et de ma fidellité et le respet avec lequel je suis, monseigneur, vostre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Le marquis des Porcelets ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Mémoire [au roi] sous le nom des Gardes du corps

s.l., 29 juin 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1937, n°315

« Sire,

Puisqu'on cherche à nous deshonnorer, et que ceux qui doivét (*sic*) estre les plus sobres sur le mauvais evenemens d'une bataille perdue par leur seule faute sont ceux qui nous ont accusez, il est juste que nous aprenions à tout le monde la verité et que Vostre Majesté en soit plainement informée. Nous luy aprenons en mesme temps quels sont nos veritables sentiments et la douleur qui nous acable, par la calomnie qu'on nous veut imposer.

On dit qu'on se loue de nos officiers autant qu'on se plaint de nous, et que nous les avons abandonnés. C'est à eux, Sire, à rendre temoignage de la verité, et s'ils nous acusent nous nous tiendrons coupables ; mais s'il est vray que nous les ayons suivis et que nous ayons fait tous les efforts dont des braves gents peuvent estre capables pour rompre les enemis malgré l'impossibilité, et du nombre infiny qui nous acablét, nous esperons de la justice de Vostre Majesté une reparation autanque, et qu'après avoir esté pleinement informée par nos officiers elle chatiera les calomniateurs. Nous avons plié et cédé au nombre, estant surmontés partout et pris par nos flancs et nos derieres, nous n'avons trouvé aucune troupe qui nous ait protegé, et qui nous ait mis en estat de nous rallié. Nous apellons à temoin de cette verité tous nos officiers, et s'il y en a un seul qui disse autrement nous voulons estre deshonorés, et prions Vostre Majesté de ne nous faire jamais aucune grace. Mais s'il est vray, se plaindra on de nous d'avoir, malgré l'abandon où l'on nous a lessais (*sic*), seu nous rallier, et revenir à la voye de nos officiers, d'avoir rechargé en quelques endroits, et d'avoir tourné aux enemis toutes les fois qu'ils nous l'ont ordonné, ce qui a esté fait plus de vingt foys pendant la retraite qui esté faite (*sic*) ; et cella sans qu'aucune ligne de cavalerie se soit presentée pour faciliter, en passant par les intervalles les uns des autres, cette retraite longue et penible.

Le regiment des Gardes [françaises] forcé et pris de tous costés par les enemis n'estoit-il pas rompu, et n'est-ce pas les Gardes du corps qui ont marché à eux pour leur donner le moyen de se rallier, et de faire leur retraite ? M. le duc de Giche et M. de Caraman peuvent dire la verité là-dessus, mais qu'il y auroit des verités à dire à Vostre Majesté ! Que ne savés-vous, Sire, toutes celles qu'on vous cache, et que ne pouvés-vous connoistre les sujets zelés et fidelles, et ceux qui sont capables de bien et utillement servir Vostre Majesté ! Ce ne sont

## PIECES JUSTIFICATIVES

point ceux qui veulent ternir l'honneur de vos troupes, et qui ne se sont trouvés dans aucun peril qui merite les graces dont vous les comblés.

Ceux qui ont combateu savent si vos Gardes ont fuy sans combatre. Il y en a de ceux qui devés indispensablement nous donner l'exemple qui se sont dispensés de charger à la teste d'aucun escadron. Les seuls officiers de vos Gardes et de vostre Maison ont chargé avec le general de la cavalerie auquel il faut rendre la justice de dire qu'il a esté à la teste du second escadron de Noailles où il a donné des preuves de sa vateur, et fait voir qu'il est digne du sang illustre dont il sort. Quels autres oseront dire qu'ils ont veu l'enemy que de loin ? Si nous avions suivy leur exemple, nous aurions sans doubte fuy avant le combat et nous n'aurions payé par nos vies et nos blessures le zelle que nous avons eu pour le gain d'une malheureuse bataille.

Nous savons que l'Electeur estoit venu à nostre teste ; y ayant examiné la situation des enemis, a ordonné de mener à nostre droite huit bataillons et autant des piesses de canon. Son ordre a-t-il esté executé, où estoit (*sic*) les generaux calomniateurs ? Que ne se presentét-ils pour faire executer un ordre si utile et si necessaire ? On a mis un seul bataillon, où les huit ordonnés auroit à peyne suffy, et pour survenir au besoin qu'on a trouvé de soutenir ce malheureux bataillon sacrifié, on a osté à toute la droite de la Maison quatre regiments des dragons qu'on a envoyé faire assommer par le destail, où l'on a fait venir quatre bataillons encore, batteus de mesme par le destail. On oste par cette mauvaise manniere toute ressource à vos Gardes d'estre aydés quand l'enemy vient avec un corps de cavalerie superieur de plus de cinquante escadrons. Si les regiments mis deriere vostre Maison n'avét pas esté depostés, et qu'on eut voulu ou seu s'en servir à remplir et garder nos intervalles, aurions-nous esté pris par nos flants (*sic*) et nos derieres ? Qu'on voye si nos sous-brigadiers n'ont pas estés presque tous tués ou blessés. S'il estoit vray qu'on eust fuy, on sait qu'ils sont du dernier rengt, et qu'ils se seroient trouvés des premiers dans la fuite et par consequent hors de tout danger. Non, Sire, ce n'est pas par la fuite de vos Gardes que la bataille a esté perdue, l'ignorance de vos lieutenants generaux y a seulle contribué. Nous ne voulons pas blamé, Sire, tous ceux de vostre armée. Nous respectons les bons et ceux qui nous montrét leur courage et leurs (*sic*) experience, mais c'est ceux qui, denués de l'un et de l'autre, veullent, pour s'excuser, nous charger de leur iniquité. Nous les avons veu fuir, ces calomniateurs, et ne les avons reveus que quand il n'a plus esté question de partager aucun peril. Nous les nommerons à Vostre Majesté quand elle le voudra, et qui nomme ceux de nous qui ont fuy avant le combat ou sans combatre. Nous dirons toujours la verité à Vostre Majesté et nous souffrons vivement de la voir trompée par tant de gents et tant de chosses (*sic*).

## PIECES JUSTIFICATIVES

Donnez-nous, Sire, des généraux, et vous vous louerés de nostre zelle et de nostre courage. Toutes vos troupes respirent et demandét la mesme chose. « Nos maitres ne nous voyent plus combatre », disent tous les bons soldats, et au lieu de nous rendre justice, chacun cherche à couvrir son iniquité en imposent au defaut du soldat ce qui ne vient que de leur infamie et de leur ignorance. Vostre estat, Sire, court grand risque si vous nous livrés plus longtemps en de telles mains. Nous ne suivront jamais de bon cœur ceux qui cherché à nous couvrir d'infamie, et nous ne protestons qu'un devoir forcé tant que Vostre Majesté n'aura point de part à nostre demande, et à son propre interet. Dans tous les temps, les François ont esté commandés par leurs maitres. Que faites-vous de ceux que nous avons ? Chacun crie et murmure de leur oisiveté et ce n'est que par eux, et avec eux que Vostre Majesté peut s'assurer de vaincre ses ennemis. Toutes les troupes vous parlent par nostre voye et c'est après les avoir entendu gemir et se plaindre que nous ossons avancer leurs plaintes et les faire aller jusques à vous, Sire. Nous protestons encore que nous ne sommes animés en cecy que par l'affection qui nous attache aux interets de Vostre Majesté ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre au roi au nom des Gardes du corps

s.l., s.d.

BnF ms. fr. 20866, fol. 288r-293r

BnF ms. fr. 23323, fol. 248r-252r v

« Sire,

Plus sensibles à la perte que Vostre Majesté a faite qu'à la nostre, nous n'ozions nous vanter d'avoir fait nostre devoir dans un bataille perdue, où nous croyons avoir donné assez de preuves de nostre courage pour estre à couvert de toutes sortes de reproches. avec quel douleur n'aprenons-nous point que Vostre Majesté nous a non seulement soupçonnez, mais mesme qu'Elle a peine à revenir des premieres impressions qu'on a taché de luy donner.

La perte que nous avons faite de plus de 70 officiers et de 7 à 800 hommes tuez, blessez, ou pris prisonniers dans un choc qui n'a pas durré plus d'un quart d'heure, ne suffit<sup>1</sup> telle (*sic*) pas pour nostre justiffication, sans estre obligé de faire connoistre la cause du malheur de cette journée et la mauvaise volonté de quelques particuliers qui croyent cacher leur infamie en attaquant nostre honneur. Pressez de la soutenir et prevenus que nous sommes que l'interrest de Vostre Majesté et celuy de son Etat n'est pas de rabaisser le courage d'un corps aussy illustre que le nostre, nous ozons avec le respect infiny que nous luy devons decouvrir la verité qu'on s'efforce en vain de cacher.

L'armée de Vostre Majesté avoit esté mise en bataille sur deux lignes, la droite appuyée à un petit marais qui commence à la tombe d'Ottemont et finy à la Mehagne, la gauche s'estendant jusqu'à Jache. Ramily estoit à la demye portée du mousquet devant la gauche de notre aile droite de cavalerie. On avoit occupé le village avec un corps d'infanterie et l'on avoit mis quelques bataillons et quelques<sup>2</sup> pieces de canon près d'une ferme qui estoit à la droite de ce village dans le lieu le plus elevé et qui couvroit<sup>3</sup> toute la plaine qui estoit entre les ennemis et nous, nostre aile droite n'ayant pu estre placée en premiere ligne à cause de ce village. On avoit mis six escadrons de la brigade de Mimir<sup>4</sup> derriere les gendarmes, chevaux

---

<sup>1</sup> suffisoit *dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> plusieurs *dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> decouvroit *dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> Mimeur *dans ms. fr. 23323.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

legers et le reste de la cavalerie, ce qui a fait comme poura le remarquer Vostre Majesté la difference des charges qui ont esté faittes par sa Maison.

On devoit, et l'Electeur le dit en passant à la teste de nos escadrons, mettre dix bataillons et une brigade de canon de l'autre costé de ce petit marais où nostre droite estoit appuyée, et cela devoit estre posté à la hauteur du canon de Ramily, afin que la cavalerie ennemie venant à nous put essayer le feu croisé du canon et mesme celuy de l'infanterie, ce qui nous auroit fait gagner la bataille, ou bien eut obligé les ennemis de changer leur disposition. Nous avons outre cela cinq<sup>1</sup> regiments de dragons qui n'estoient point en ligne, que l'on avoit d'abord fait passer de l'autre coté du marais, puis fait<sup>2</sup> revenir comme inutiles de ce costé-là et placez en troisieme ligne. Nous ne parlons pas de la disposition du reste de l'armée, cela n'estant pas necessaire à nostre juste deffence.

Les ennemis arrivoient<sup>3</sup> sur plusieurs colonnes vis-à-vis la petite plaine qui est entre Ramily et le marais, et de l'endroit où nous etions jusqu'à eux, rien n'empeschoit de remuer la cavalerie. Quelques hauteurs qui se levoient dans cette plaine favorisoient leurs mouvements. Leurs generaux s'estoient venus promener sur celle qui estoit plus proche d'eux, et de là ayant remarqué nostre disposition, et ayant reconnu ensuite qu'il estoit comme impossible d'attaquer nostre gauche parce que de Ramily jusqu'à Jache le ruisseau est très mauvais, ils firent passer avec une diligence incroyable toute la cavalerie de leur droite à leur gauche et ne laisserent que quelques gardes ordinaires et dix-huit escadrons de cavalerie engloise qui faisoient tous les mouvements propres pour couvrir leur manœuvre. Ils ne doutterent point en cet etat de pouvoir escrazer nostre droite, si elle ne se trouvoit pas soutenue par de l'infanterie et du canon qu'ils croyoient trouver le long du marais dont nous avons parlé<sup>4</sup>.

Au lieu de dix bataillons qu'on y devoit mettre, il ne<sup>5</sup> vint qu'un regiment de Greder et point de canon. Ce bataillon fit au-delà de ce qu'on pouvoit en attendre, car les ennemis ayant fait couler 12 bataillons et 2 pieces de canon de ce costé là, pour decouvrir de quelle maniere notre flanc estoit couvert, après avoir tiré les deux premiers coups de canon et remarqué que nous n'en avions point et mesme qu'il ne paroissoit qu'un seul bataillon posté dans quelques hayes de ce marais, coururent avec precipitation à l'attaque<sup>6</sup>. Nos officiers

---

<sup>1</sup> six dans ms. fr. 23323.

<sup>2</sup> fait est omis dans ms. fr. 23323.

<sup>3</sup> arriverent dans ms. fr. 23323.

<sup>4</sup> craignoient dans ms. fr. 23323.

<sup>5</sup> n'en dans ms. fr. 23323.

<sup>6</sup> l'attaquer dans ms. fr. 23323.

## PIECES JUSTIFICATIVES

generaux qui avoient desja<sup>1</sup> remarqué l'infanterie ennemie, avoient envoyé demander du secours. Voyant qu'il ne venoit point, ils firent mettre pied à terre à trois regiments de dragons pour soutenir ce bataillon mais ils n'arriverent pas assez tost pour se bien poster et ils ne disputerent pas longtemps le terrain que ce pauvre bataillon conserva mesme quelque temps<sup>2</sup> après eux. Dans cet intervalle arriverent deux bataillons des nostres mais trop tard, puis un moment après deux autres qu'il fallut mesme poster<sup>3</sup> derriere une<sup>4</sup> ligne, la cavalerie ennemie s'estant mise en mouvement dez que nostre bataillon eut esté deposé. Comme nous n'estions<sup>5</sup> qu'à la petite portée du canon d'eux ; il nous fut aisé de remarquer quatre lignes au lieu de deux qui avoient paru d'abord. Et outre cela une colonne de 12 escadrons<sup>6</sup>, disposez aparament pour s'estendre sur nostre flanc s'ils pouvoient nous deposter, parce que le terrain s'estressissoit<sup>7</sup> un peu derriere nous. Comme leurs lignes en venant à nous estoient obligez de passer fort prés de cette ferme, où nostre canon et quelques bataillons estoient postez, ils furent obligez de se resserrer sur leur gauche, pour eviter du moins le feu de l'infanterie. Soit que leur dessein ne fut de faire qu'une chaîne de chaque ligne, ou que le hazard le fit, ils sceurent proffiter à merveille, comme nous l'allons dire<sup>8</sup>, de cette disposition.

Nos officiers generaux avoient cependant pris le party qu'ils devoient prendre dans l'état où nous etions, qui estoit de laisser aprocher les lignes ennemies à une certaine distance afin qu'elles essayassent tout le feu de nostre canon, et ensuite de nous serrer sur nostre droite pour tacher de ne laisser d'intervalle entre nos escadrons que le moins qu'on pouroit. Mais ils estoient<sup>9</sup> trop prés de nous et ce qui fait croire que leur dessein estoit formé, est qu'à vingt pas ce qui se trouva vis-à-vis de nos intervalles s'abandonna et passa par nos flancs et derriere nous. Cela ne fut pourtant pas capable de nous esbranler. Toute nostre ligne avoit marché en mesme temps et mieux, si nous l'ozons dire, qu'elle n'a marché aux reveues de Vostre Majesté. Nous les attaquasmes donc en mesme temps. Nous ne sçavons si nostre audace les surprit, mais<sup>10</sup> nous remarquasmes qu'ils auroient tourné s'ils l'avoient pu faire, ce qui leur estoit absolument impossible, leurs lignes estant si prés les unes des autres, qu'ils sembloient former des rangs plutost que des lignes.

---

<sup>1</sup> d'abord *dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> momens *dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> faire passer *dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> nostre *dans ms. fr. 23323.*

<sup>5</sup> plus est rajouté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>6</sup> le long du marais est rajouté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>7</sup> s'elargissoit *dans ms. fr. 23323.*

<sup>8</sup> comme nous l'allons dire *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>9</sup> desja est rajouté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>10</sup> il est constant qu'estant entrés dans leurs rangs est rajouté *dans ms. fr. 23323.*



## PIECES JUSTIFICATIVES

Vostre Majesté aura la bonté, s'il luy plaist<sup>1</sup>, de remarquer s'il estoit possible à des hommes de resister à ce torrent. Nous ne disons pas pour cela qu'il ne se soit trouvé quelques gens qui etonnez de se voir prendre, par devant, par derriere et de tous costez, qui ayent<sup>2</sup> donné occasion à ceux qui s'estoient mis en seureté derriere la seconde ligne de remarquer les fuyars ; mais ils devoient aussy remarquer que nous ne fusmes pas secourus de nostre seconde ligne, qui plia devant les gens qui s'estoient abandonnez par nos intervalles<sup>3</sup>. Elle ne fit pourtant pas de mesme partout, car la brigade de Bar chargea de bonne grace et ne servit pas peu à soutenir la gauche de la Maison, laquelle d'ailleurs n'avoit eu en teste que des escadrons, parce que dez que les lignes des ennemis eurent passé le village elles se retirerent<sup>4</sup> un peu sur leur droite, si bien qu'il y eut mesme des escadrons de nostre cavalerie qui, ne trouvant rien devant eux, chargerent les ennemis en flanc.

Toute cette eschaufourée ne dura pas plus d'un quart d'heure, chacun se ralia comme<sup>5</sup> il put et se retira du milieu des escadrons des ennemis, et c'est là que ce fit (*sic*) ce grand nombre de prisonniers. Pendant ce temps-là, l'infanterie du village de Ramily avoit esté chargée par un corps fort superieur et avoit esté<sup>6</sup> obligée de plier. La brigade des Gardes<sup>7</sup>, qui chargea après<sup>8</sup>, dans le dessein, dit-on, de retirer l'infanterie du village de Ramily, après avoir forcé les bataillons qui luy estoient opposez, passa un petit marais, et fut chargée dans le desordre où le passage l'avoit mise par un nombre superieur au sien, ce qui l'obligea de se retirer en confusion<sup>9</sup>.

Nous nous estions ralliés dans ces entrefaittes et pour retirer cette infanterie qui estoit suivie de fort prés et comme enfermée par la cavalerie ennemie qui nous avoit deposté, nous fismes demy tour à droite et fismes quelques pas en avant, ce qui contint les ennemis et favorisa la retraite de l'infanterie que nous conduisimes jusques dans les deffilez de Judoigne, faisant très souvent demy tour à droite.

Voilà, Sire, ce qu'on fait les mesmes Gardes qui ont, dit-on, plié sans charger les ennemis, et ils ont fait cela après avoir esté rompus et avoir perdu la moitié de leur troupe et sans que plus de 50 escadrons qui n'avoient point chargé se soient presentez pour prendre leur place. Nous fismes la retraite jusqu'à Louvain sur deux colonnes et la Maison de Vostre

---

<sup>1</sup> aura, s'il luy plaist, la bonté *dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> ont *dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> par nos intervalles *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> jetterent *dans ms. fr. 23323.*

<sup>5</sup> où *dans ms. fr. 23323.*

<sup>6</sup> avoit esté *omis dans ms. fr. 23323.*

<sup>7</sup> c'est-à-dire des Gardes françaises et suisses.

<sup>8</sup> après coup *dans ms. fr. 23323.*

<sup>9</sup> en confusion *omis dans ms. fr. 23323.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

Majesté s'estant separée pour favoriser la retraite des deux colonnes d'infanterie qui se retiroient, et que nous ozons dire avec verité avoir par nostre bonne contenance sauvées du peril evident où elles seroient tombées. Est-ce là, Sire, la manœuvre de troupes aussy effrayées qu'on a voulu le representer à Vostre Majesté<sup>1</sup> ?

Si ce que nous avons l'honneur de luy dire<sup>2</sup> n'est pas veritable, nous sommes indignes de garder un si Grand Roy et nous meritons les plus rudes chastimens que les loix de la guerre puissent<sup>3</sup> imposer. Nous ne voulons que nos ennemis mesmes pour garands de nostre valeur et de tout ce que nous avons avancé pour nostre justiffication. Il ne nous reste plus, Sire, qu'à demander justice à Vostre Majesté contre nous, si nous sommes des laches ou des menteurs, ou contre ceux qui ont voulu nous noircir d'une infamie qui doit retomber<sup>4</sup> entierement sur eux. Il nous seroit facile de prouver ce que nous ozons avancer icy ; mais cela n'estant pas necessaire à nostre justiffication, nous nous contenterons d'asseurer Vostre Majesté que nous ne luy avons rien dit qui ne soit très veritable et absolument necessaire pour retablir la reputation d'un corps qui sera toujours prés de verser son sang<sup>5</sup> pour le service de Vostre Majesté et que l'infortune qu'on luy reproche a mis au desespoir ».

---

<sup>1</sup> *La phrase de Est-ce là à Vostre Majesté est omise dans ms. fr. 23323.*

<sup>2</sup> *dire à Vostre Majesté dans ms. fr. 23323.*

<sup>3</sup> *nous rajouté dans ms. fr. 23323.*

<sup>4</sup> *qui retombe dans ms. fr. 23323.*

<sup>5</sup> *tout son sang dans ms. fr. 23323.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706 »

s.l., s.d.

BnF ms. fr. 23323, fol. 229r- 243v

« La perte que nous venons de faire d'une bataille dont le gain estoit si facile si nos généraux avoient pris les mesures pour cela devoit les faire rougir de honte, elle devoit leur avoir interdit l'usage de la langue qu'ils ont maintenant si picquante, ou du moins ne leur en avoir laissé la liberté que pour avouer en public que nostre desavantage ne provient que de leur peu d'experience et de leur conduite. Ils ne devoient ouvrir la bouche que pour plaindre non seulement le fort de tant de braves gens qu'il y ont fait perir si malheureusement mais encore pour rendre ce qui est dû à leur valeur aussi bien qu'à ceux qui ont esté favorisez de la fortune pour estre échapez d'un danger aussy inevitable que celuy auquel ils les avoient exposez. Cependant le contraire arrive aujourd'huy. Loin de se contenter d'avoir fait une faute aussy grossiere que celle d'avoir livré les armes de Sa Majesté et la gloire que naturellement parlant elles devoient aquerir dans cette journée, ils ont l'esprit assez bas et assez mauvais pour vouloir taxer d'infamie des troupes qui dans cette occasion ont combattu avec leur fermeté ordinaire, esperant par leur faux discours abuser de la credulité du peuple et le prevenir en leur faveur. Entreprise trop difficile pour qu'ils y ayent reussi. D'ailleurs la<sup>1</sup> reputation de la Maison du Roy contre laquelle ils vomissent tant d'injures est trop bien établie et s'est trop bien soutenue dans toutes les batailles où elle s'est trouvée jusques à present qu'il n'est pas permis de croire qu'elle ait degeneré aujourd'huy comme ils voudroient le persuader. Elle est ce qu'elle a toujours esté, mais les generaux ne sont pas les memes, car si elle a esté obligée de plier, eux seuls en sont la cause, l'ayant exposée imprudemment et sans nul secours à soustenir l'effort de la cavalerie ennemie au nombre de 104 escadrons. Que pretendent-ils donc par toutes leurs calomnies ? Esperent-ils se laver en voulant perdre le corps ? Je ne vois gueres d'apparence à toutes les deux. Quel est donc leur but ? Pour moy je crois qu'estant obligez de rendre compte de la perte du combat, et voulant parer l'orage qu'ils prevoient devoir tomber sur leurs testes, s'ils l'eussent attribué à leur peu de sçavoir-faire, comme nous estions les seuls qui avions donné, excepté (*sic*) quelques regimens de cavalerie, il ne se presenta point dans le moment à leur esprit d'expedients plus courts pour se disculper

---

<sup>1</sup> Le terme « la » est répété.

## PIECES JUSTIFICATIVES

que de dire que nous n'avions pas fait notre devoir. Quoy qu'il en soit, je trouve ces messieurs-là bien loin de leur compte, et quand vous aurez veu le détail du combat, et comment tout s'y est passé, je crois que vous nous rendrez justice. Nos ennemis ce jour-là n'en vouloient qu'à nos vies, et ceux que nous regardions comme nos amis nous attaquent aujourd'huy par un endroit mille fois plus sensible qui est l'honneur. Sçavent-ils bien de quel prix il est chez nous et ne doivent-ils pas estre contents de nous avoir exposez à perdre l'un et l'autre, sans encore nous vouloir oster celui qu'en dépit d'eux nous avons conservé et conserverons toujours. Puis-je après cela les ménager ? Franchement j'ay peine à m'y résoudre cependant je le feray et je me borne à ce que me prescis là-dessus le respect qu'on doit avoir maintenant pour eux. J'avois gardé le silence jusqu'à present mais enfin ma patience m'eschape et quoyque le corps se soustienne assez de luy-mesme et qu'il soit au-dessus de tout ce qu'ils en peuvent dire, je veux faire voir à tout le monde la verité du fait, et si loin d'estre condamnable comme ils taschent de le faire. Ils ne meritent pas d'applaudissement d'un chacun. Il ne seroit pas besoin d'en chercher ailleurs que dans la bouche des ennemis mesmes, qu'a voulu dire le general Douverkerke, ou plustost que n'a-t-il pas voulu dire, quand il a dit à quelques uns de nos prisonniers : « Allez, allez, vieille mesure abandonnée ». Pouvoit-il mieux faire nostre eloge ? Pouvoit-il en moins de paroles rendre justice aux deux parties et n'en doit-il pas estre cru, il le dit et il l'a veu, si ceux qui parlent contre nous avoient ce dernier avantage par devers eux ils seroient plus en droit de parler et seroient mesmes plus croyables, mais comme vous allez bientost voir, ils avoient la veue trop courte pour pouvoir la porter jusques à nous.

Je ne pretends pas icy vous particulariser toute cette action. Ce seroit m'embarquer mal à propos. Mon intention est seulement de vous faire un petit récit de ce que j'ay veu et de ce qui s'est passé dans les endroits où je me suis trouvé, vous priant de me pardonner si je vous laisse quelque chose à desirer et comme je ne doute pas que vous n'avez desja veu des relations amples de ce combat plus couverts (*sic*) et d'un stile plus suivy que la mienne, il faut que je vous dise que l'auteur de celle-cy estant un jeune homme qui ne s'est jamais trouvé en ces sortes d'occasions là et qui ne peut reussir dans le récit d'une bataille comme une personne qui seroit consommée dans le metier de la guerre, ainsi il faut avoir pour luy quelque indulgence, et regarder cela comme un ouvrage qu'a enfanté la colere et l'indignation qu'il a conceue contre ces calomniateurs, plustost que comme un chose étudiée. Dans cette confiance, je vais vous expliquer le plus clairement que je pourray nostre marche, nostre ordre de bataille, celui des ennemis, le combat et la retraite, sans cependant vouloir entrer dans le detail de toutes ces choses.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Je ne vois rien digne de remarque dans la marche que nous fîmes le jour du combat qui fut le 23 may jour de la Pentecoste. Nous estions campés à l'abbaye d'Elseur<sup>1</sup> auprès de Tirlemont d'où nous décampâmes à la pointe du jour l'armée ayant toujours marché sur deux colonnes par les hauteurs qui consuisent à celle de Bonef. Une chose seulement me frappa dans l'acte que nous fîmes d'environ 2 heures pendant laquelle on nous dit la messe ce qui se fit pour ainsy dire à la veue des ennemis arriva en poste l'Electeur de Baviere, mais si nous fûmes surpris de son retardement il ne le fut pas moins de l'empressement et de la promptitude avec laquelle nous avions marché aux ennemis. Car il est certain que suivant les avis qu'on luy avoit donnez, il nous devoit trouver en deça du défilé de Judoigne, et par conséquent arriver la veille du combat si tant est qu'il eut esté resolu avec luy de le livrer ce jour-là. Il ne m'est pas permis de pénétrer dans les pensées des generaux mon esprit est trop borné et n'a pas assez de lumiere pour cela ; cependant je pourrois dire sans crainte de me tromper, que les faux pretextes dont ils se sont servis pour faire passer les defilez un jour plus tost qu'ils ne l'avoient mandé à l'Electeur n'estoient qu'à dessein de le tromper, afin que l'honneur et la gloire d'une bataille dont le gain sur en aparence les flatoit si vivement, demeurât à eux seuls, et qu'il ne se trouvât personne qui le leur pût oster, non pas mesme le partager avec eux. Si un commandant d'armée ne doit travailler que pour son interest propre ce raisonnement n'est pas si condamnable, mais si c'est pour l'Etat et la gloire de son prince qu'en doit-on juger ? Je ne croy pas manquer à la parole que je vous ay donnée quand je vous diray icy que je ne puis leur passer cette folle presumption d'eux mesmes. Car enfin quel est celui dans toute l'armée qui ayt esté de leur sentiment là-dessus, je veux dire, qui ayt fondé la victoire qu'ils attendoient sur leur capacité et intelligence ? Il ne s'en trouvera peut estre pas un. Cependant prévenus de leur faveur, preoccupez de leur propre merite, ils veulent eloigner une personne infiniment au dessus d'eux tant par sa naissance que par son rang de generalissime, et dont les sages conseils, s'ils eussent esté suivis, nous auroient donné la victoire, ils rusent avec luy et luy derobent un jour de marche, eux qui ne l'ont jamais pu faire aux ennemis de Sa Majesté. Je ne puis encore leur passer ce fameux conseil de guerre composé de cinq testes auquel celles qui auroient esté les plus capables d'assister ne furent point appelées, vit-on jamais un tel procédé ?

Un moment après l'arrivée de l'Electeur, on nous fit entrer dans la plaine de Ramilly. C'estoit entre les 10 et 11 heures du matin, et l'on fait avancer quelques troupes pour sçavoir des nouvelles des ennemis qui ne tarderent pas beaucoup à venir, leur teste paroissant déjà sur

---

<sup>1</sup> *Elst* (prov. Vlaams-Brabant, comm. Hoegaarden).

## PIECES JUSTIFICATIVES

les hauteurs de Merdos<sup>1</sup> (*sic*), ils firent de leur costé un détachement de 30 escadrons pour nous contenir, ne nous croyans pas dans le dessein des les attendre, mais dès qu'il n'eurent plus lieu d'en douter, on songea de part et d'autre à se mettre en ordre de bataille.

Les préparatifs ne furent pas grands chez nous. Nostre droite fut apuyée à un petit marais, à la teste duquel estoit un village nommé Thavier lieu de facile garde par les fossés et les hayes dont il est remply. Elle s'estendoit jusqu'au village de Ramilly. Le terrain de la droite au centre est une espece de colline dont nous occupions le fonds. Ramilly estant quasi sur la hauteur et le vilage de Thavier montant depuis le marais presque à la mesme hauteur de Ramilly, du centre à la gauche, qui s'estendoit jusqu'auprès de Josse<sup>2</sup> ce n'estoit que des marais impraticables.

Telle fut la disposition de nostre armée. Il estoit avisé de voir de quelle consequence estoient les villages de la droite et du centre. Cela sauta d'abord aux yeux de nos generaux, dans ce dessein ils envoyerent un bataillon suisse commandé par M. de la Motte qui se plaça a l'extremité du village, du marais qui bordoit le village et se mit à couvert d'une espece de fossé garny d'une petite haye. Dans Ramilly fut placée la meilleure partie de nostre canon avec 20 bataillons. La cavalerie de la droite estoit sur 2 lignes desquelles la Maison du Roy composoit la premiere, et occupoit quasi tout le terrain depuis Thavier jusqu'à Ramilly. Le reste de l'armée tant cavalerie qu'infanterie étoit pareillement sur deux lignes, voilà toutes les preparations que l'on apporta. Mais me direz-vous, à quoy bon toutes ces troupes de la gauche qui ne pouvoient attaquer ny estre attaquées dans un lieu si marécageux ? Vous m'en demandez trop. J'aurois besoin d'un moment de conversation avec nos généraux pour en avoir l'éclaircissement. J'en aurois besoin encore si je doibs compter pour une 3<sup>e</sup> ligne les équipages ausquels ils firent passer le défilé pour les placer derriere nous, personne n'ayant pu pénétrer dans tels desseins.

Pendant ce temps là Marlborough ne s'endormoit pas et avoit eu la précaution de faire, comme on dit, un déjeusné devant affin de songer uniquement à l'action qui se preparoit, précaution qu'il eust esté à propos que nos generaux l'eussent pris comme luy. Il mettoit donc tous ses soins à observer nos mouvemens et à reconnoistre le terrain, affin de regler là dessus son ordre de bataille. Dès qu'il eut eu la conoissance de toutes choses, entre autres de l'impossibilité qu'il y avoit d'attaquer nostre gauche à cause des marais qu'il apperceut entre elle et sa droite, il jugea à propos d'en tirer toute sa cavalerie et de les faire passer sur sa gauche, ce qu'il fit avec toute la diligence possible par des revers qu'il avoit qui nous osterent

---

<sup>1</sup> c'est-à-dire Merdorp.

<sup>2</sup> c'est-à-dire Jauche.

## PIECES JUSTIFICATIVES

la connoissance et afin de mieux couvrir son jeu il y laissa 20 escadrons anglois avec les grandes gardes, pour faire croire que tout y estoit encore, ce qui luy réussit parfaitement. Car nos generaux qui s'occupoient à toute autre chose qu'à les observer n'eurent aucune nouvelle de cette manœuvre. Ce qui leur auroit esté fort facile s'ils eussent voulu s'en donner la peine mais ils avoient déjà trop fait. Ils avoient épuisé leur sçavoir faire à nous mettre en bataille sur deux lignes. Pourquoi Marlborough ruzer avec un homme qui en a toujours agy avec luy et agissoit encore ce jour-là même avec tant d'ingenuité et de simplicité ? Tandis que cela se passoit, il ne paroissoit sur la hauteur que leur 1<sup>re</sup> ligne de cavalerie. Arrêtons-là j'entens déjà nostre canon gronder, je le vois faire fracas dans quelques uns de leurs escadrons, que fera Marlborough pour empescher ce desordre ? Vous l'alez voir.

Il vous fait d'abord tirer quelques coups de canon sur le village de nostre droite ne doutant pas qu'il n'y en eust, et qu'il ne répondist au sien, mais le silence qu'il garda le dissuada bientost, ce qui luy fit faire sans perdre de temps avancer onze bataillons pour en chasser nostre infanterie qu'il y croyoit nombreuse. Tout cela se passoit à nos yeux, et tout le monde plaingnoit le sort de ce pauvre bataillon, dont on voyoit la perte inévitable. D'abord leur infanterie s'empara du village, du chemin creux et des hayes et pousse jusqu'à l'endroit où étoit la nôtre sur laquelle ils firent un si grand feu et si superieur comme vous pouvez juger qu'il luy fut impossible de le soutenir longtemps. Il faut pourtant dire à sa louange qu'il a donné des marques d'une valeur extraordinaire et qu'il a surpassé l'attente de tout le monde. Il n'est point de legeres fautes dans des actions de cette nature et l'occasion une fois manquée elle est sans retour. Dans le temps que cette infanterie estoit aux prises, on s'apperceut trop tard de la faute qu'avoient faite nos generaux de n'avoir pas suivy l'avis de ceux qui quoyqu'exclus du conseil, avoient neantmoins eu encor'assez de charité pour les avertir d'y mettre dix bataillons avec une brigade d'artillerie, ce qui auroit empesché les ennemis d'en approcher, peut estre aussy de nous attaquer, ou s'ils l'eussent voulu entreprendre après cela le canon de ce village joint à celui de Ramilly auroient fait un feu croisé qui les auroit entierement ruinez et l'infanterie les auroit pris en flanc ce qui sans doute nous eust donné la victoire. Revenons à notre bataillon et voyons marcher à son secteur trois regimens de dragons de cinq qu'on avoit au commencement sur nostre droite auxquels on fit mettre pied à terre, regardons les sauver (*sic*) à pas precipitez les uns après les autres et en mesme temps plaignons les voyant la mort certaine qui les attend. Car jugez bien vous même que ces pauvres predestinez arrivans tous hors d'haleine sans avoir le temps de se mettre en ordre, n'étoient pas bien receus à vouloir chasser les ennemis des postes du village dont ils s'estoient saisis. Effectivement la reception qu'on leur fit, fut fort mauvaise, car ils furent taillez en

## PIECES JUSTIFICATIVES

pieces avant, pour ainsi dire, d'y estre arrivez. Pareille chose arriva aux autres deux qui les suivirent quelques momens après. Quelle triste manœuvre ! Quelle nouvelle maniere de combattre ! Que fera dans ces fascheuses conjonctures un lieutenant general qui n'a point assisté au conseil de guerre ? Quel personnage fera-t-il ? Quels ordres peut-il donner ? Il ne peut que regarder et se taire. Mais tandis que j'entre dans ces reflexions, voilà les regimens de Provence, avec les grenadiers de Baviere qui passent à la teste de nos escadrons et arrivent au village dans le mesme estat qu'avoient fait nos dragons estant venus de la gauche avec beaucoup de diligence et de precipitation, aussy furent-ils battus en detail comme les autres. Les ennemis touchez, à ce qu'on dit, de compassion, voyans deux autres bataillons qui filoient encor'après ceux que je viens de nommer, crurent que nous avions formé le dessein de faire perir tous nos soldats. Dans ces sentimens si tendres, ils font avancer leur cavalerie qui avoit resté sur la hauteur spectatrice de ce chocq comme la nostre. Je ne saurois vous dire quel fut notre étonnement quand une fois nous pûmes découvrir tout ce qu'ils avoient caché derriere, car dès qu'ils eurent fait quelques pas en avant, nous vismes un chaisne se former insensiblement, et au lieu d'une ligne, nous en apperceusmes quatre, et en marchant, ils se seroient tout à fait sur leur gauche, dans la crainte qu'ils avoient d'approcher de trop près un chemin creux qui estoit proche Ramilly qu'ils croyoient garny d'infanterie, soit que ce fut leur dessein, ou un pur effet du hazard, cela ne leur servit pas peu. Outre leurs quatre lignes dont les deux premieres ne faisoient pour ainsi dire qu'un seul escadron, puisqu'elles estoient sans aucun intervalle, ils avoient encore tout à fait à leur gauche dix ou douze escadrons qui marchoient en colonne, la situation du terrain ne leur permettant pas de les mettre en bataille. Outre cet avantage qui seul n'estoit que trop suffisant, ils avoient encores celuy du terrain. Il ne nous manquoit que des ouvriers pour abattre cette grande forest, quoyque fort inferieurs, comme vous voyez, n'ayant que deux lignes avec de grandes intervalles entre les escadrons, voyans ces gens-là avancer, nous faisons la mesme demarche de nostre costé, et nous nous préparons à les bien recevoir, lorsque nous fusmes prests d'en venir aux mains, voilà des escadrons qui remplissent les intervalles des nostres, et toute cette colonne de 12 escadrons qui se glisse par nostre droite pour tomber sur nostre seconde ligne. Il n'y en avoit déjà plus, car il faut remarquer que ne nous ayant pas suivi et estant restée à plus de cent pas derriere nous, elle prit d'abord la fuite, de sorte que nous entrons seuls dans cette fourmilliere de monde, où nous ne tardasmes gueres à y estre enveloppez. Ces escadrons qui avoient remply nos intervalles nous ayant pris et les autres par derriere. Je finirois icy volontiers, et demanderois à ceux qui parlent avec tant de chaleur contre nous, ce qu'ils pourroient souhaiter au delà de ce que nous avons fait. Je leur demanderois encore quelles seroient les



## PIECES JUSTIFICATIVES

troupes qui auroient eu la temerité de charger comme nous fîmes, et qui l'auroient fait fait d'aussi bonne grace et d'un air aussi délibéré, puisque nostre 2<sup>nd</sup>e ligne à la seule veue du peril nous a abandonnez. Achevons cependant et disons, pour confondre entierement nos adversaires, que nous portasmes jusqu'à la 3<sup>e</sup> ligne, malgré leur resistance et leur superiorité, jusques à ce qu'enfin accablez de cette populace nous fusmes obligez de songer à nous retirer. Peut-on voir au monde rien de plus mal ordonné ? Quoy, tandis qu'une droite a toute la cavalerie ennemie sur les bras, on laisse tranquillement sur la gauche plus de 50 escadrons hors d'état de pouvoir rien entreprendre, quel manque de genie ? Mais je veux qu'ils restent dans leurs postes. Je dis plus. Je les y [v...] necessaires<sup>1</sup>. Où estoient les yeux des generaux ? Je n'oserois dire qu'ils furent égarez avec leur esprit, cependant il faut qu'il en soit quelque chose, puisqu'ils pouvoient retirer assez de troupes de la gauche pour soustenir nostre droite. Cela est si vray que celles qui estoient sur la gauche des gensdarmes et chevaux legers ne trouvant point des escadrons en teste furent obligez de former une 2<sup>nd</sup>e ligne, mesme une 3<sup>e</sup> derriere eux et de se serrer sur leur droite, pour charger les ennemis en flanc, ce que firent aussi ces messieurs-là avec beaucoup de vigueur. Cependant leur perte ne fut pas grande, et ils n'ont souffert que dans leur retraite. Il est bon de vous faire remarquer que nous donnasmes les uns après les autres. Les grenadiers à cheval et la compagnie de Noailles, qui avoient eu tant en teste, en flanc, que derriere, plus de 25 escadrons, plierent les premiers. Ensuite Villeroy, et ainsi du reste de la ligne, ne pouvant tenir plus longtemps sans courir le risque de se trouver enveloppez par ce gros de cavalerie qui nous avoit repoussez.

Il fallut après cela se rallier. Ce n'estoit pas une chose aisée à nous qui n'avions pas de seconde ligne pour favoriser ce ralliement. Joint à cela la difficulté qu'un chacun en particulier trouva à se rassembler nous estant trouvez pesle mesle avec les ennemis, et nous estant perdus de veue les uns les autres. Dans cet embarras fascheux où la mort se presentoit à tous momens et de mille manieres differents, qui est celuy qui ne dust se croire heureux dans son malheur, puisqu'il n'y eut uniquement que ceux qui furent tuez d'abord qui ne coururent pas ces risques. Ainsy chacun se croyoit seul échappé du naufrage ne voyant que fort peu de leurs camarades épars par cy par là dans un danger évident de perir, étant accablez aussi bien qu'eux, par le grand nombre. Aussi peut-on dire avec verité, que nous plus que les autres, et qu'il n'est pas sorty un Garde de l'action qui n'en porte les marques. Si tost que nous fusmes hors de cette foule, nous nous raliâmes à quelques portées de mousquet des ennemis et nous

---

<sup>1</sup> La lacune existe dans le manuscrit.

## PIECES JUSTIFICATIVES

formons quelques escadrons du reste de ces enfans perdus, s'il faut parler ainsi, pour retourner à la charge.

Dans cette veue nous allions avancer, mais la prudence de quelques uns de nos officiers modererent un peu l'ardeur et l'impetuosit  de ceux qui étoient dans ce dessein, leur en representant la consequence, et que c'estoit vouloir tout perdre que d'exposer cette poignée de braves gens qui leur restoient à en venir aux mains encore une fois, quoyque cette raison fut valable il y en avoit encore une essentielle : on nous reservoit pour quelque chose digne de nostre courage et de nostre valeur. Là dessus nous prenons le chemin de Ramilly où étoit notre infanterie. Je vous diray en passant que la droite de la premiere ligne avoit fait des merveilles entre autres s'y distinguerent six bataillons commandez par milord Clare qui estant sortis du village firent un si grand feu sur les ennemis qu'ils les renverserent et prirent quelques pieces de leur canon, ayant esté sur eux la bayonette au bout du fusil, après quoy s'estant retirez derriere les hayes et les buissons d'où ils estoient partis, ils y soutindrent longtemps le feu superieur de l'infanterie ennemie qui les y vint charger jusqu'à ce qu'enfin estant presque tous hors de combat et milord Clare blessé dangereusement ils furent contraints de ceder et d'abandonner nostre canon et celui qu'ils avoient pris. On ne remarqua pas moins de bravoure du costé des Gardes françoises et Gardes suisses, ayant forcé l'infanterie qui leur estoit opposée et leur ayant pris une brigade d'artillerie, mais les uns et les autres plierent n'estant point soutenus. Quand nous arrivasmes auprès de Ramilly, ils estoient encor'aux mains, et nous fumes quelques temps témoins de la résistance qu'ils firent.

Sur ces entrefaites, l'Electeur qui sortoit de combattre à la teste de l'infanterie, nous dit qu'il se retiroit, ne voyant que trop la perte de la bataille, aussy tost on fait battre la retraite et notre infanterie abandonne ses postes, mais quelles seront les troupes qui auront la fermeté de la luy favoriser ? Paraissez generaux et faites-vous voir seulement une fois, donnez vos ordres, et choisissez dans vostre armée une troupe dont le courage ne soit pas si aisé à esbranler comme vous dites le nostre l'avoir esté. Choisissez-en un autre que le nostre si tant est que vous en puissiez trouver capable d'un coup si hardy et si téméraire que celui-là, mais personne ne s'offre, personne ne veut se charger d'une affaire si delicate. La cavalerie de la gauche qui n'avoit pas tiré un seul coup, et qui naturellement se devoit presenter, a desja pris la fuite, celle de la droite étoit desja bien loin. Voilà pourtant une armée perdue sans ressource. La cavalerie ennemie s'avance pour couper nostre infanterie, qui donc s'opposera à cette armée victorieuse ? Qui l'arrestera ? Il ne faut pas vous tenir plus longtemps l'esprit en suspens. Ce seront ceux-là mesme que nos generaux blasment si fort, ce seront ces foibles restes du corps qui avec une intrépidité qui n'eut jamais de pareille auront encore le front de

## PIECES JUSTIFICATIVES

se presenter aux ennemis pour laisser le temps à cette infanterie de gagner les devants. Ce que nous fimes. Et comme l'armée se retiroit sur plusieurs colonnes, on nous partagea en deux troupes pour faire l'arriere garde partout. Nos adversaires pourront-ils nier ce que j'avance ? Je n'en repondrois pas, puisqu'ils n'y ont point paru et que tels et tels qui devoient faire l'arriere garde avec nous, aimèrent mieux servir de guides aux bagages qui se sauvoient en desordre, que de rester où leur devoir les demandoit. Il n'y a que les officiers du corps qui seuls ayent ordonné la retraite, qui en puissent parler sçavamment.

Que s'ils refusoient de les entendre, comme interessez à la chose, je les renvoyeray à M. de Caraman, aux Gardes suisses et françoises, et en un mot à toute l'infanterie que nous pouvons dire nous avoir obligation de la vie, ils leurs diroient qu'ils nous ont demandé avec instance de servir de barriere entre eux et les ennemis, nous n'avions pas besoin de leur prieres pour cela. L'interest seul de Sa Majesté pour laquelle nous exposerions mille vies si nous les avions, la perte de son armée qui sans nous n'estoit que trop evidente, estoient d'assez puissans motifs pour nous y engager. Mais je suppose que l'interest du Roy et le salut de son armée n'en eust pas dépendu, aurions nous veu d'un œil tranquille tant de braves soldats perir sans leur avoir donné secours ? Non sans doute, ils sont temoins de la fermeté et de la constance avec laquelle nous restasmes proche (*sic*) Ramilly exposez au feu des ennemis pour leur donner loisir de se retirer. Ils sont témoins que notre bonne contenance les arresta, et que nous restâmes dans cette situation pendant plus d'une heure, tandis qu'ils passoient en haste, partie dans nos intervalles et partie à costé de nos escadrons. Peut-on voir au monde une action plus hardie, et loin de degenerer de cette ancienne reputation que le corps avoit acquise par le passé, ne doivent-ils pas luy donner un nouveau degré de gloire ? Il n'est personne pour peu entendu qu'il soit dans le metier de la guerre, qui puisse penser autrement quand il fera attention au danger que nous courusmes qui estoit assurément tout des plus grands, puisque nous estions si à portée des ennemis qui ne laissoient pas d'en jeter quelqu'un par terre.

Quand l'infanterie eut gagné une fois les devants nous marchâmes après elle et de pas en pas nous faisons volte-face afin de tenir en respect toute cette cavalerie qui nous suivoit tousjours de fort près. Nous eûmes pendant près de trois lieues cette manœuvre à faire, et jamais elle n'eut la hardiesse de se débander sur nous, ainsi nous sauvasmes toute l'armée, et la mismes en sureté, jusques à ce qu'enfin ayant passé le defilé de Judogne, elle fut hors d'estat de pouvoir estre insultée, la nuit outre cela estant survenue.

Je laisse presentement le champ libre à nos adversaires, qu'ils fulminent contre nous tant qu'ils voudront, je leur permets, qu'ils prennent garde pourtant à eux. Car quoyque nous

## PIECES JUSTIFICATIVES

leur pardonions volontiers ce qu'ils ont pu dire contre nous par le passé et tout ce qu'ils en pourront dire dans la suite, ils se trouveront peut être fort embarrassés, quand il leur en faudra rendre compte devant un juge aussi élevé et aussi juste, et par conséquent ennemi des gens de leur caractère, que l'est celui pour lequel nous portons tous les armes aujourd'hui. Avouez-le moi de bonne foi, vous avez cru sans doute que la vérité resteroit toujours masquée, cependant elle paroist à découvert, et vous ne faites qu'attendre l'heure et le moment de votre perte. Je ne sçay pas de quelle nature elle sera. Mais si on mettoit le tout à nostre disposition, nous ne demanderions rien autre chose, tant pour vostre bien que pour le nostre, que de vous voir dans un lieu hors de ce grand embarras de guerre finir vos jours paisiblement et sans bruit.

## PIECES JUSTIFICATIVES

### Apologie des Gardes du corps

s.l., s.d.

BnF ms. fr. 23323, fol. 253r-256v

« L'injustice honteuse et cruelle avec laquelle on nous a decrié nous oblige à rompre un silence que le respect seul nous a fait garder jusqu'à present sur la bataille qui s'est donnée le 28 (*sic*) may. Quand on attaque l'honneur des gens qui ne l'on pas merité nulle consideration ne doit arrester pour destruire des calomnies de cette nature. Ce n'est pas d'aujourd'huy que l'usage est de tacher<sup>1</sup> de mettre sur le compte des autres les fautes qu'on a faites. Je ne puis pour notre justification qu'on nous force de donner au public de nommer quelques gens de qui nous n'aurions jamais parlé s'ils n'avoient commencé par attaquer un corps qui a esté presque seul exposé à toute la cavalerie des ennemis et qui a combatu avec une vigueur et un courage qui le fait encore respecter de ceux mesmes qui les ont battu.

Pour commencer, il faut dire que notre avant garde arriva sur les dix heures à la plaine de Ramilly. Quelques troupes avancées envoyèrent dire que la teste des ennemis paroissoit sur les hauteurs de Mendorff<sup>2</sup>. Ils detacherent 30 escadrons pour nous arrester ne croyant pas que nous les attendissions ; mais dès qu'ils nous virent combatre ils firent leur disposition pour le combat. On songea aussi à nous mettre en bataille. Notre droite fut apuyée du petit marais qui est à la hauteur du chateau de Tauvers<sup>3</sup>, lequel enfermé par des eaux qui font un ruisseau vers Suffen<sup>4</sup> et qui se vont jeter dans la Mehaigne. Il fut proposé de mettre dans le marais dix bataillons avec une brigade d'artillerie pour contenir notre flanc droit qui auroit fait un feu croisé dans la plaine qui est entre le marais et le village de Ramilly, où la gauche de notre droite fut appuyée et le village garny de canons et d'infanterie. Mais malheureusement les avis ne furent pas suivys. On resolut seulement de mettre dans le marais un regiment du bataillon des gardes<sup>5</sup> commandé par M. de la Motte brigadier d'infanterie, et le reste de l'armée s'estendit sur la gauche, ayant devant elle un marais impraticable. Il n'y avoit donc que depuis notre droite jusqu'au village de Ramilly par où l'on nous peut attaquer. Dès que les ennemis nous eurent reconnus, et le terrain de leur droite qui etoit notre gauche leur

---

<sup>1</sup> de tacher *est rajouté dans la marge.*

<sup>2</sup> Probablement *Merdorp* (prov. Liège, comm. Hannut).

<sup>3</sup> Probablement Tavier.

<sup>4</sup> Il nous a été impossible d'identifier cette localité.

<sup>5</sup> C'est-à-dire des gardes de Cologne et de Bavière.

## PIECES JUSTIFICATIVES

paroissant impraticable, ils firent passer adroitement toute leur cavalerie de leur droite à leur gauche par des revers qu'ils avoient derriere eux, qui nous ostoient la connoissance de ce qu'ils faisoient. Ils laisserent seulement dix-neuf escadrons anglois et les gardes ordinaires qui se mirent en ligne à leur droite pour faire croire que le tout y etoit. Ils avoient aussy derriere la cavalerie de leur gauche une colonne d'infanterie qu'on ne voyoit pas, et pendant qu'ils faisoient tous ses (*sic*) mouvemens, ils ne faisoient paroistre qu'une premiere ligne. Ainsy nous ignorions ce qui se passoit derriere. Les ennemis marcherent en avant. Il y avoit une ferme entourée de murailles à la teste du marais qui les retint fort longtemps croyant que nous l'occupions, mais elle etoit trop éloignée pour qu'on pût la soustenir. Ils firent avancer onze bataillons sur celui des nôtres, qui etoit au milieu du marais, qui soutint tant qu'il luy fut possible et avec une valeur extraordinaire le feu qu'on luy faisoit. Chacun voyoit avec douleur que notre salut dependoit de là, et l'on disoit hautement à nos generaux d'y donner ordre. On fit marcher trois regimens de dragons pieds à terre qui furent battus en detail. On avoit envoyé de même à l'infanterie dix bataillons : on en envoya deux commandez par M. de Nonan qui se fit aussy battre en detail comme un écolier. Les ennemis se voyant maître de ce poste firent alors marcher toute leur cavalerie, au nombre de cent quatre escadrons, apuyant leur gauche à cette infanterie du marais. Nous vismes toute la plaine couverte de cavalerie : on eut dit que c'etoit un forest, comme ils etoient serrez les uns sur les autres. Comme ils s'aprochoient fort près de nous, nous creumes qu'il etoit à propos de faire la moitié du chemin et l'on marcha à eux dans le meilleur ordre du monde. On se joignit bientost. Il est necessaire de remarquer que quand ils s'aprocherent de nous, ils se resserrerent absolument sur leur gauche à cause du chemin qui etoit à la gauche de Ramilly qu'ils creurent garnis (*sic*) d'infanterie, ce qui auroit été fort utile, si bien que leur ligne ne fit plus qu'un chaîne sans intervalle ; nous en avions de fort grands. Nous les chargeâmes cependant avec une vigueur incomparable, mais ceux des ennemis qui se retrouverent dans ses (*sic*) intervalles se glisserent dans nos flancs et dans nos derrieres, ne trouvant point notre seconde ligne, qui nous auroit soutenu si elle avoit marché près de nous. Malgré la superiorité des ennemis nous perçâmes jusqu'à la troisieme ligne, mais si accablés de toutes parts et sans nulle protection pour nous rallier nous fûmes obligez de ceder après avoir perdu une grande quantité de nos officiers et bien la moitié des Gardes tuez, pris ou blessez. La seconde ligne qui devoit servir à notre raliement avoit déjà pris le party de fuyr et s'il faut en croire des gens qui se piquent de dire la verité, M. de Souternon en avoit fait de même. Chacun assembla ce qui n'avoit pas été tué ou pris, nous passames à costé de Ramilly où nous trouvâmes que l'infanterie commençoit d'en sortir. Nous formâmes une ligne et la brigade des Gardes françoise (*sic*) qui avoit fait des merveilles et avoit esté aussy

## PIECES JUSTIFICATIVES

mal soutenue que nous passa aussy dans nos intervalles, les ennemis etant à la portée du mousquet de nous. Toute la cavalerie de la gauche qui auroit deu servir à la retenir, n'ayant pas voulu tirer un coup, prit le party de s'enfuyr au premier bruit quand ils eurent veu notre desavantage. Tous nos officiers generaux se consommoient en exclamations et aucun ne donnoit des ordres. M. de Levy qui pour un moment qui dit qu'il a combatu à la teste de la Maison du Roy (mais malheureusement personne ne l'a veu ny dans le combat ni à la retraite) et alla à l'avant garde de l'infanterie quoy qu'il dût estre avec nous à l'arriere garde. Et c'est ainsy que la pluspart en userent et l'on peut dire qu'il n'y a eu que les officiers des Gardes qui ayent fait la retraite de l'infanterie jusqu'au-delà du defilé de la Boigne<sup>1</sup>. Cependant malgré toutes ces choses qui devoient eternizer la gloire d'un corps qui a fait au-delà de ce qu'on pouvoit leur demander, on veut les charger d'infamie quand ceux qui en sont couverts ont la hardiesse de luy imputer les fautes qu'ils ont faites. Croit-on qu'un aussy petit corps que le nôtre puisse battre l'armée entiere des ennemis ? Il n'est point d'officier ny de Garde qui puisse ny dire (*sic*) être sorty de cette action sans avoir été touché de coups d'espée. Il seroit bien triste et douloureux que tant de preuves veritables et reconnues ne puissent nous justifier dans l'esprit du Roy pour qui nous sommes encore prêts d'exposer nos vies ».

---

<sup>1</sup> Nous n'avons pu identifier aucune localité de ce nom. Il s'agit peut-être de Judoigne.

## PIECES JUSTIFICATIVES

### « Relation de la bataille de Ramilly »

Camp sous Menin, 2 juin [1706]

BnF ms. fr. 23323, fol. 244r-248v

« Il y a onze jours que nous marchons sans discontinuer, et nous marchons encores demain, pour aller, dit-on, vers Armentieres<sup>1</sup>, pour prendre le vert en attendant que l'armée puisse se rassembler. On a distribué toute l'infanterie dans les places. On dit que Marlborough va assieger Oudenarde pour avoir le cours de l'Escaut libre après avoir abandonné Gand qui entraîne avec luy la perte du reste des Pays-Bas. Je ne sçay ce que nous pourrons conserver. On a pourtant laissé onze bataillons dans Anvers. Nous qui ne voyons pas si clair que les maîtres, croyons pouvoir soustenir Gand, ou du moins qu'on y devoit laisser tous les bataillons espagnols qui certainement l'auroient défendu et qui voyant que l'on abandonne la partie, nous abandonne (*sic*) aussy. Il ne reste plus que les noms des regiments, et la cavalerie en use à peu près de mesme. C'est une desolation qui augmente encore nostre deplaisir. Chaque pas que nous faisons vers nos frontieres nous fait pousser des soupirs : ce que vous avez veu au retour de nos armées d'Allemagne n'égalé point ce que nous voyons icy. M. de Chamillart est venu voir l'Electeur et M. le maréchal. Plust à Dieu qu'il fust venu 4 jours plus tost ! Je suis persuadé que nous serions à Gand et l'affaire ne seroit point desesperée ny les troupes estrangeres perdues comme elles le vont estre. Pour surcroist de chagrin, des gens nous ont conté qu'on disoit hautement à la cour que nous estions cause de la perte de la bataille et que le Roy nous avoit condamné un jour, justifié l'autre, et enfin condamné. Et comment le peut-il faire sur le rapport de gens qui n'ont veu l'ennemi que de loin ? Jusqu'icy nous avons gardé le silence, mais lorsqu'il s'agira de l'honneur du corps, nous dirons la verité. Il est facile de la prouver. Ce qui reste de vieux Gardes sont au desesper de ce qu'ils entendent dire. Vous devriez bien nous informer de la verité de ce qui se passe là-bas, vous y avez le mesme interest, et vous devriez tous remonter à la source de ces nouvelles. Nous en accusons trois ou quatre personnes qui ne sauroient se laver de l'infamie qu'ils meritent. Il est aisé de détruire leurs mensonges à nostre esgard, puisque tous épouvantez qu'ils nous ont representez, nous avons seuls fait la retraite de toute l'armée. Je say bien que l'escadron où j'estois a fait la retraite d'une colonne d'infanterie sans que j'aye jamais veu aucun officier general, et sans

---

<sup>1</sup> Armentières [Nord].



## PIECES JUSTIFICATIVES

avoir jamais pu obliger l'infanterie à tourner teste dans les défilez pour favoriser nostre retraite après avoir favorisé la sienne dans la plaine où nous avons tousjours esté suivis à la portée du pistolet. Si les ennemis<sup>1</sup> nous avoient fait tant de peur, nous n'aurions pas retenu tous les Gardes ensemble, puisque nous voyions clairement que si les ennemis eussent voulu lascher cinq ou six troupes après nous dans l'entrée des deffilez, ils nous auroient écrasés sans pouvoir presque nous deffendre. Si c'est nostre contenance ou nostre bonne fortune qui nous a fait arriver à Louvain sans rien perdre, il me semble que cela ne doit rien diminuer du service que nous avons rendu. Quoy qu'il en soit, si chaque Garde avoit eu les forces et les membres de ce geant qui avoit cent bras, il n'eût pas résisté au torrent qui nous a entraîné d'abord. Mais cela conclud-il (*sic*) que nous ayons perdu la bataille, puisqu'estant ralliez un quart d'heure après, loin de penser à recharger les ennemis, on a abandonné le champ de bataille avec un desordre étonnant quoyque la perte ne se montât pas alors à 2000 hommes et que près de 40 bataillons et 50 escadrons eussent esté inutiles. Ce qui n'a pas esté de mesme dans l'armée ennemie qui a porté toutes ses forces pour nous écraser, et emporter le poste de l'infanterie qui devoit decider du gain de la bataille et que l'on n'a jamais defendu qu'avec dix ou douze bataillons tandis qu'ils l'attaquoient avec trente. De nostre costé on vit un pauvre bataillon qui fut attaqué par douze et que l'on ne put secourir que par des dragons qui arrivoient à la file, et par quatre autres bataillons qui arriverent icy après coup, et l'un après l'autre. Ce fut là le commencement de leur victoire, et ce qui ouvrit le passage de cent escadrons qui nous ont chargé. Ils avouent eux mesmes qu'ils ne nous auroient pas attaqué s'ils avoient trouvé cette droite garnie comme elle le devoit estre et comme l'Electeur nous l'avoit dit d'abord ; car en passant à la droite de nos escadrons, il nous parla à tous et nous dit qu'il envoyeroit dix bataillons et une brigade de Condé pour border le marais que nous avons à nostre droite. On n'en envoya qu'un, point de canon. La seconde ligne ne nous receut point pour nous rallier, elle plia par le débris de ceux que nous avons percé et qui nous avoit rompus. Il n'y en a pas un de nous autres qui n'ait esté enfermé au milieu des escadrons du moins de la droite, parce que les ennemis avoient un colonne outre leurs quatre lignes, qui nous separa d'abord des autres escadrons de la Maison qui soutint plus facilement estant plus proche (*sic*) de ce village garny d'infanterie et de canon qui tenoit la droite des ennemis en respect et qui fut cause qu'ayant passé le vilage elle ne put se rendre assez promptement pour empescher quelques escadrons de nostre cavalerie de la charger en flanc ce qui auroit maintenu le combat, si la seconde ligne avoit fait son devoir et qu'elle eust esté placée plus

---

<sup>1</sup> Le terme les remplace nos, barré.

## PIECES JUSTIFICATIVES

près. L'infanterie se plaint de la mesme chose et a esté accablée par le nombre sans estre secourue. Aussi l'epouvante y estoit si grande que l'on ne pouvoit l'arrester, et M. de Gassion qui commandoit la gauche ne put jamais obliger un escadron de la ligne à aller à la charge. Il faudroit une main de papier pour expliquer nettement toutes les particularitez de cette affaire. Les suites en sont si honteuses pour la nation, qu'il n'y est point de bons François à qui le cœur ne saigne. Le pauvre Electeur est au desesper et on luy a ouy dire plusieurs fois en jurant ...<sup>1</sup> des batailles. Jamais on ne fut plus malheureux et ne merita moins de l'estre. Nostre general n'est pas moins touché ny moins malheureux que luy. Je ne vous parle point de la brigade. Je ne sens point la perte que j'ay faite en mon particulier. Je n'oublieray rien pour la rétablir, et j'espere qu'elle sera encore une des mieux en estat de servir. Si toute l'armée<sup>2</sup> avoit pour le service du Roy les mesmes sentimens que nous, il seroit en estat bien tost d'en tirer quelque utilité. Il faut du moins qu'il nous rende justice sur cela et vous devez tous tant que vous estes auprès du Roy le luy faire connoistre et en parler assez haut pour que cela luy puisse revenir aussi bien que des choses qui peuvent nous justifier dans son esprit sur les mauvaises impressions que l'on luy a voulu donner ».

---

<sup>1</sup> La lacune existe dans le manuscrit.

<sup>2</sup> *Présence du terme du Roy, rayé.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : Calcinato**

#### Relation de la bataille de Calcinato

s.l., s.d.

AE Milan 17, fol. 360r-362r

« L'armée du Roy, rassemblée près de Castiglione, se mit en marche le 18 peu avant minuit pour gagner le naville qui va de Lunato à Montechiaro. Elle y arriva à la pointe du jour, et ayant poussé une garde des ennemys, l'on sceut qu'ils estoient campez la droite à Montechiaro et la gauche à Calcinato.

Leur poste estoit inatacable à cause des fossez et des navilles qui le couvroient, et M. le duc de Vendôme ordonna de les occuper près de la gauche avec une centaine de fusiliers, pendant qu'il fit marcher la droite vers le pont de Saint-Marc, pour couper le chemin de Gavardo et obliger les ennemys à se deplacer.

L'on fit des passages sur les navilles et sur les fossez plein d'eau, et les ennemys croyant qu'ils seroient attaquez dans le lieu où l'on escarmouchoit, y firent avancer un gros corps d'infanterie.

Le jour descouvrit aux ennemys les mouvemens des troupes, et que 200 chevaux s'avançoient pour occuper la hauteur au dessus de Calcinato, ils y placerent toute leur cavallerie.

L'infanterie, deux brigades de cavallerie et cinq regimens de dragons avoient cependant passez le naville de Montechiaro et faits des ponts sur les ruisseaux. Cette diligence fit quitter à M. le duc de Vendosme son dessein sur Saint-Marc. Il fit avancer les troupes qui furent en moins d'une heure en bataille sur deux lignes aux pieds de la hauteur, à une demye portée de fusil des ennemis, et sans attendre le reste de l'armée qui venoit, ny donner le tems aux ennemis de faire arriver leur infanterie, il fit attaquer la hauteur gardée par huit de leurs bataillons et leur cavallerie.

Les troupes passerent trois fossez et se formerent autant de fois en marchant aux ennemys. Ils firent leur decharge à la portée du pistolet, l'infanterie entra la bayonnette au bout du fusil et sans tirer dans les bataillons, et dans quelques escadrons qu'elle renversa.

## PIECES JUSTIFICATIVES

La colonelle generale, qui n'avoit pas d'infanterie devant elle, monta la montagne, elle emporta toute la cavallerie de la droite des ennemis, et les dragons soutinrent partout l'infanterie.

M. de Medavy, qui commandoit à la droite, fit prendre en flanc la gauche des ennemis par la brigade de Limosin et causa une grande perte aux ennemis.

Quelques escadrons de la seconde ligne s'étant avancés pour prendre la gauche des ennemis à revers, furent rompus par 500 chevaux des leurs, d'autres escadrons les reconstituèrent, et la brigade du Perche marcha en pleine à la cavallerie des ennemis, qui fut rompue et poussée par la nôtre jusqu'au pont de Saint-Marc, et il ne s'en est pas sauvé 60 maîtres. Le général Solkestin fut pris en cet endroit et M. le chevalier de Maulevrier fut dépêché en même temps.

Les ennemis tenoient encore Calcinato. Leurs troupes de Montechiaro et celles qui n'avoient pas pu arriver pour combattre passoient la Chiese pour se retirer vers Ressay. M. de Vendosme envoya M. d'Albergotti avec la cavallerie et quelque infanterie joindre MM. de Mursay et de Broglio postés à Saint-Marc.

En même temps la brigade de Grancey s'étant emparée de quelques maisons de Calcinato, le village et le château furent emportés en peu de temps, et les troupes qui s'y trouvaient passèrent ensuite le pont. La brigade de Vendosme, qui avoit passé la première au pont de Saint-Marc, s'étoit déjà avancée à l'autre bout du pont de Calcinato. Elle s'empara des cassines qui le couvroient. Elle fut enveloppée par le reste de l'armée ennemie, qui passoit sur ce pont et à plusieurs guets des environs. Elle se retira avec peine. Un capitaine et cinquante hommes qui ne purent suivre furent obligés de capituler et ils furent ensuite délivrés à environ deux milles de là, lorsque MM. d'Albergotti, de Mursay, et de Broglio, qui étoient à la poursuite des ennemis, leur défirent presque tout ce qui leur restoit de leur infanterie. On compte que cette dernière action leur coûta encore plus de 2 500 hommes.

Les ennemis ont eu plus de 3 000 hommes tués. L'on a fait autant de prisonniers, on leur a pris six pièces de canon, leurs bagages, plus de 1 000 chevaux, 24 drapeaux, 12 étendards, et il n'y a pas plus de 500 hommes tués ou blessés des troupes du Roy. L'artillerie a fait tout le bon effet possible, surtout pour chasser les ennemis de Calcinato. Leur armée étoit composée de 3 000 chevaux et de 11 000 hommes de pied, mais ils ont été brusqués de manière qu'ils n'ont pas eu le temps de faire leurs dispositions, et les restes fuirent dans les montagnes ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : la guerre de parti en Italie, 1706**

Lettre de Foucaucourt à Chamillart

Modène, 24 août 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1963, n°302

[Note de Chamillart, à même la lettre :] « M. de Faucocourt (*sic*). Relation de la liberté que M. le prince Eugene luy a donnée. Ce qui s'est passé lorsque les ennemis ont passé les rivières, canaux, et le Po. Rend compte de la revolte de quelques cavaliers, qu'on a mis au conseil de guerre, que le s<sup>r</sup> de Rumigny capitaine au regiment de Capy, homme de condition et de merite, a eule bras droit coupé par un de ses cavaliers, et merite les graces du Roy par une pension ».

« Monseigneur,

J'ay reçu les deux lettres que vous m'avé fait l'honneur de m'escire, la premiere dattée du quatorze du mois passé et l'autre du trente un (*sic*). Dans la premiere, je voy avec chagrin que le Roy ne veut point que j'aille servir en Flandres aux ordres de M. de Vendosme. Cela ne m'empchera pas de continuer icy avec les mêmes applications et attentions que j'ay eu cy-devant et meme plus si je le peut, et j'ay à vous représenter, monseigneur, qu'il est tout different de servir sous un general duquel on a gagné la confiance et qui voust employe souvent que de servir soub un autre duquel on n'est pas cognu. Cependant j'ay à vous dire en même temps que je n'ay que tout lieu de me louer des bontez de Son Altesse Royale, M. le duc d'Orleans, qui m'ordonna le même jour que M. le duc de Vendosme, parti de la Volta, de rester auprès d'Elle, et ensuite m'ordonna trois cent cheveaux (*sic*) à mes ordres pour aller faire la guerre dans les derrieres des ennemys et estre informé par moy de leurs mouvements. Je luy proposé pour cet effet de me jeter dans Modenes, pour estre plus en estat et à portée de sçavoir ce qui se passoit dans leurs armées, ce que j'ay plainnement informé Son Altesse Royale jusque à leurs depart du camp de devant Regio pour rentrer dans le Parmesan. Si j'avois sçu en demandant à me jeter icy que mon sort eust esté d'y rester le reste de la

## PIECES JUSTIFICATIVES

campagne, je me serois bien gardé de le demander, croyant estre plus necessaire à l'armée et auprès de sa personne qu'en cette ville, quoyque mon detachment de cavallerie soit icy d'une très grande consequence, ayant imposé à tous les postes des ennemys qu'ils ont dans le voisinage de cette ville comme Regio, Carpy, Final, et Bonport, et me suis rendu le maitre de la campagne. Cependant j'aurois eu à l'armée plus d'occasions de remplir mon debvoir et et me signaler par là ce qui m'auroit fait esperer mon advancement et le caractere de mestre de camp que je vous demande depuis longtemps et pour lequel je vous prie de m'accorder votre protection. J'ay eu l'honneur aussi de vous informer, monseigneur, de mon arrivée icy et de l'affaire que j'y ay eu avec la cavalerie des ennemys le cinq de ce mois au pont hault sur la Sechia. Je ne me souviens pas si je vous ay fait sçavoir que les ennemys m'avoient repeté pour prisonnier de guerre, que cependant Son Altesse Royale par sa lettre du dix qu'il m'a fait l'honneur de m'escire, il ne me jugea pas tel et que je reçu le douze au soir. J'envoyay ausitost mon trompette à M. le prince Eugene en son camp de Saint-Prosper devant Regio, par lequel je luy marqué la decision de Son Altesse Royale et luy mandais que je ne voulois manquer en rien par honneur envers l'ennemy et rien au debvoir et à l'obeissance que je devois à mon general, et que si il trouvoit à redire à la decision susditte, que je le suppliais très humblement de s'en eclaircir avec Son Altesse Royale afin d'eviter tous mauvais procedez de part et d'autre, en pareil cas qu'il m'estoit arrivé.

Le quatorze au matin je reçu unne lettre de Son Altesse Royale par laquelle Elle me marquoit que quoyqu'Elle eust jugé que je ne fust pas prisonnier de guerre par l'exposé que je luy en avois fait, qu'Elle desiroit que je me rendisse auprès de M. le prince Eugène pour qu'il jugeast luy même du fait sur l'exposé que je luy ferois et que si il me jugeoit prisonnier de guerre, qu'il auroit soin de moy par preference au premier echange qui se feroit. Je me rendis donc le quatorze, monseigneur, auprès de M. le prince Eugène, sans attendre sa reponce par mon trompette. J'ay arrivay à cinq heures après midy en son camp de Saint-Prosper, dans le temps qu'il donnoit l'ordre. Je me fit enoncer (*sic*) par un officier de garde en luy envoyant la lettre de Son Altesse Royale qui m'ordonnoit de me rendre auprès de luy, et après l'avoir leue, on me fit entrer. Il eut la bonté de venir au devant de moy cinq ou six pas et après avoir eu l'honneur de luy faire mon compliment, il me dist que les honnetetez de M. le duc d'Orleans, et la maniere avec laquelle je m'y estois pris, foisoient que quoyque je fusse veritablement prisonnier de guerre, il me redonnoit ma liberté, et qu'il estoit ravy de trouver cette occasion pour me faire plaisir et qu'il ne s'en presenteroit aucune qu'il ne me le fist de bon cœur. Cela fut accompagné de beaucoup d'autres honnetetez que je n'attendois pas de luy

## PIECES JUSTIFICATIVES

et ne croyois pas même les meriter. Il me fit loger chez luy, j'eus l'honneur de dîner avec luy le quinze, et me renvoya le seize au matin.

Le dix-sept je fut rompre tous les canaux qui donnent de l'eau de la Sechia à Regio et Carpy, et raccommode ceux qui les conduisent à Modenes que les ennemys avoient rompu quelques jours auparavant, ce qui faisoit beaucoup crier cette ville. Le dix-huit je revins et proposay à M. de Bar notre gouverneur et à M. de Chiberd commissaire des guerres de mettre un poste à Rubiera de soixante hommes pour assurer nos eaux et de là l'oter entierement aux ennemys aux lieux cy marquez. Le dix-neuf au soir je partit de cette ville et fut faire occuper cedit poste qui est d'une très grande utilité. J'y mené cinquante hommes commandez par un capitaine, lieutenant, soub lieutenant, et sergent avec cinq chariots chargez de munitions de bouche et de guerre, et rentray le vingt au soir icy.

Quant à la lettre du trente un juillet que nous m'avé fait l'honneur de m'escire, monseigneur, en reponse de la mienne du dix-sept du même mois, ça esté par la crainte que je luy ay marqué par cette même lettre qui a fait que je ne luy ay nommé personne mais à present que vous avé la bonté de me marquer que je n'ay rien à craindre, je luy marqueray naturellement au vray ce que je sçay et commanceray par cette campagne afin de ne luy estre pas enuieux des autres. Je vous diray bien, monseigneur, que si M. le duc de Vendosme avoit esté secondé par ses officiers generaux ou que seulement ils eussent executé ses ordres à l'affaire de Calcinato, l'affaire auroit esté toute complete et les ennemys auroint esté hors d'estat de se pouvoir mettre si tost en campagne, puisqu'ils y auroint perdus presque toutes les troupes qui s'estoient assemblez audit Calcinato, et la garnison de Montechiaro. La faute en est toute entiere à M. le marquis de Bissy lieutenant general qui pouvoit, avec unne colonne qui [qu'il] commandoit, se jeter au pont soub Calcinato et au pont de Saint-Marc, couper par là les lieux de la retraite des ennemys. Pendant que M. de Vendosme faisoit attaquer les hauteurs dudit Calcinato, il marchoit si doucement et s'ecartoit tant du lieu que la cavallerie des ennemys vint pour attaquer sur ses flancs de la cavallerie commandée par M. de Bissy son fils, qui servoit de brigadier ce jour-là, qui fit, par l'experience qu'il a, charger en colonne sans se mettre en bataille. Les ennemys culbutterent ses escadrons l'un de sur l'autre (*sic*) et furent mis tout en desordre. Les ennemys les auroint poussez bien loing s'ils n'avoient trouvé unne colonne de nos troupes en halte. Cet officier vaut mieux dans unne bonne maison où il y a unne bonne glaciere, bien du fourage, que dans unne affaire serieuse pour le service du Roy, et pour cet effet pendant qu'on estoit à l'Adigée il se fit mettre en seconde ligne disant qu'il estoit incommodé et se mit dans un beau chateau à Saint-Pierre de Lignago et prit pour se garder un bataillon et un regiment de cavallerie de douze compagnies qu'il fit camper autour

## PIECES JUSTIFICATIVES

de sa maison et ne voulut jamais donner aucunes de ses troupes à M. de Mulsé dans des jours qu'il croyoit en avoir besoing et estre attaqué. Je fut moy-même en demander l'ordre à M. de Vendosme de la part de M. le comte de Mulsé qu'il luy donna. M. le marquis de Saint-Fremont et luy se rendoit de frequentes visittes estant aussi bien et aussi grasement logez l'un que l'autre, et M. de Saint-Pater mareschal de camp, qui aime autant ses ayses qu'eux, resta à Castagnara avec M. de Saint-Fremont où je peut repondre à Votre Grandeur que le levain du soir ni le levé du soleil ne luy faisoient pas de mal.

Enfin monseigneur je fut adverti par des espions que j'avois depuis plus d'un mois qui alloint tous les jours à l'armée des ennemys, dont je mandois à M. de Vendosme tous les mouvements ; et que les ennemys avoint levé le camp de Merlara commandé par M. de Paté pour aller passer la Vouta Sabadina et descendre l'Adigée. Je fit savoir ce mouvement à M. le duc de Vendosme aussi bien que celui de Bonavigo qui estoit allé à à (*sic*) Merlara. Il me manda de continuer à estre informé de ce que feroient les ennemys et me manda d'en donner advis à M. de Saint-Fremont en même temps que luy, ce que je fit pendant trois jours de suite sans aucune reponse de M. de Saint-Fremont et prit le temps pendant ses mouvements d'aller dans un bon carosse au quartier de M. le duc de Vendosme et revint le lendemain coucher chez M. de Bissy où il reçut des lettres de tous cotez et unne des miennes qui luy marquoit positivement que les ennemys avoint passé la Votta Sabadina (*sic*), qu'ils menoient avec eux du canon et des barques et que M. le prince Eugene estoit arrivé à cette teste pour tenter le passage au bas de l'Adigée. Il manda à M. le duc de Vendosme, qui estant (*sic*) arrivé à Saint-Pierre de Lignago, qu'il avoit reçu tous les advis cy-dessus marquez mais qu'il estoit si fatigué qu'il ne pouvoit pas aller plus loing de ce jour-là et qu'il escrivoit à M. de Saint-Pater qui estoit à Castagnara d'aller à la Badia et de se rendre sur le lieu où l'on disoit que les ennemys vouloint passer. Mais l'ennemy, plus actif qu'eux, attaqua les retranchements qu'on avoit fait à la teste du pont de La Badia pour amuser nos troupes, pendant qu'ils en faisoient defiler avec tout ce qui leur estoit necessaire pour un pont en descendant la riviere et furent passer je crois auprès des [illisible] où il n'y avoit que trois escadrons de cavallerie et un bataillon pour garder plus de trente cinq mille qui eurent toutes les peignes à faire leurs retraite. Pendant qu'il y avoit depuis Saint-Pierre de Lignago jusque à la Badia quinze bataillons et cinq ou six regiments de cavallerie particulierement sept bataillons dans la Badia ou en remontant le canal blanc qui auroint esté mieux etendus en descendant la riviere, qui sans difficulté auroint empeché les ennemys de la passer ; et il n'y a eu que la negligence et le manque de precaution de ses generaux qui ont facilité le passage aux ennemys, et s'ils avoint



## PIECES JUSTIFICATIVES

fait comme M. le commandeur de Forsac qui a esté plusieurs fois attaqué dans ces postes sur cette même riviere, l'armée du Roy y seroit encor.

M. le duc de Vendosme, voyant l'ennemy passer la riviere, jugea à propos d'occuper le canal blanc jusque à la Navillio de la Pollicelle au Po, envoya M. de Saint-Fremont, M. de Saint-Pater et M. de Broglio pour retrancher ledit canal blanc, mais ayant travaillé avec leurs diligence ordinaire, les ennemys passerent ledit canal blanc, sept jours après avoir passé la riviere, au milieu des quartiers entre M. de Saint-Pater et M. de Broglio qui ne s'y sont pas trouvez dans le temps, leurs maisons estant éloignez des postes où ils devoient estre, celles qui se trouverent sur ce canal n'estant pas assez bonnes. Pour eux, M. de Saint-Fremont et de Saint-Pater ne furent advertis du passage des ennemys que par des fuyards d'un escadron des Espagnols qui s'estoient trouvez près du passage des ennemys, ce qui fit que pendant ce temps-là les ennemys passerent plusieurs troupes et firent unne teste si considerable que M. de Saint-Fremont, qui avoit eu ordre de M. de Vendosme de rassembler toutes les troupes qui estoient à ses ordres, de les charger, ne crut pas le devoir faire et se retira. J'eus ordre aussi par escrit de M. le duc de Vendosme d'aller prendre trois cent cheveaux des troupes qui estoient aux ordres de M. de Saint-Fremont et d'aller seigner le canal blanc au-dessoub de l'amboucheure du Tartaro, où cette riviere perd son nom, sur l'avis que Son Altesse avoit eu qu'on inonderoit tout ce qui estoit depuis la Pollicelle et la disposition où estoient nos troupes. Mais je rencontray M. de Saint-Fremont qui revenoit de Trecenta à qui je donnay l'ordre que j'avois de M. de Vendosme et qui me dist qu'il estoit inutile que j'allasse plus loing : le Tartaro ny le canal blanc joint ensemble estoient trop bas, n'y avoient assez d'eau pour les tirer de leur lit, telle coupure que l'on y pusse faire. Je me rendit à Saint-Pierre de Lignago où je rendit compte à Saditte Altesse. M.d'Albergotti soutint que cela ne pouvoit pas estre vray et que ceux qui me l'avoient dit n'estoient pas bien informez de l'estat des eaux. Ce fut chez le sieur de Duchi où je rendy compte à table où M. de Vendosme soupait. Je fut detaché de là avec trois cent cheveaux pour remonter l'Adigée comme j'ay eu l'honneur de le faire sçavoir à Votre Grandeur.

M. le duc de Vendosme ayant fait sa disposition du canal Blanc et de la Pollicelle au Po, y avoit envoyé Mylord Galmoy et M. de Sainnecterre au-delà de cette riviere pour la garnir jusque à son ambouchure et M. de Broglio s'estant trouvé séparé, par le passage des ennemys, de nos troupes, se retira avec tant de precipitation au pont de la Pollicelle qu'il ne donna point le temps à l'hospital qui estoit à Trecenta de remonter le Tartaro et laissa, par ces mouvements, nos malades et blessez à la mercy des ennemys, qui s'en rendirent bientost les maitres. Sa precipitation fut si grande qui [i.e. qu'il] fit enfoncer le pont que nous avions sur le Po au bout

## PIECES JUSTIFICATIVES

de la Pollicelle par la crainte qu'il avoit que les ennemys le suivoient de trop près, en ayant, plusieurs jours après, fait retirer plusieurs barques et aggrez qui ont construit le pont de Corregioli. Le passage du Po s'est fait par ce même canal de La Pollicelle par les ennemys en y apprestant leurs barques accouplez de deux en deux, lesquelles sont tombées de l'autre côté de la riviere qui n'estoit deffendu que par deux ou trois cent dragons commandez par monsieur de Lautrec, qui fit faire le plus grand feu qu'il pu. Mais leur feu ne dura pas longtemps et sans que les deux generaux assemblassent aucunes troupes pour aller charger cette teste qui n'estoit que très foible et qui n'avoit pu estre soutenu par la difficulté du passage de la riviere, que l'on auroit facilement eccrasé. Ils replierent leurs troupes derriere le Panaro et s'y posterent avec si peu de fermeté qu'en un même jour ils abandonnerent deux fois Final de Modenes, ce qui donna lieu à une partie des ennemys de passer le Panaro et de s'en rendre maitres et ils les en rechasserent. M. de Saint-Fremont qui estoit parti avec la teste des troupes du Mincio pour passer le Po à Ostiglia et à d'autres endroits où il y avoit des barques, n'ayant pas de pont de fait, l'affaire s'estant trouvée si precipitée, eut ordre avec dix ou douze mille hommes qu'il avoit de passés d'aller deffendre le Panaro. Il marcha jusque à hauteur de la Mirandolle qui n'est pas tout à fait à moitié chemin de la Sechia au Panaro où il campa et là il eut advis que les ennemys avoient passé quelques troupes ledit Panaro. Il remarqua avec tant de precipitation pour se mettre derriere la Sechia qu'il laissa un très grand nombre de traîneurs que les ennemys firent prisonniers de guerre. Ils en auroient pris davantage si M. de Cappy, qui estoit commandé avec trois cent cheveaux pour couvrir les ailes de l'armée, ne fut retourné du côté de l'arriere-garde, estant adverti par des fuyards que les housards prenoient beaucoup de nos gens, et qui les poussa eux-mêmes. Voilà, monseigneur, ce qu'il y a de vray et de constant pour le passé. Quant à ce que j'ay marqué pour M. de Broglio au sujet de l'hospital, je me suis trompé ; c'est M. de Saint-Pater que cela regarde et au surplus, il y a encor, monseigneur, une chose que j'ay à vous faire remarquer qui est contre l'intention du Roy et son service. C'est que très peu de tous nos officiers generaux ne mangent, qui est les moyens de cognoitre les officiers particuliers. Il ne se trouve pas tous les jours des occasions pour cognoitre la valeur et la capacité des gens, mais à table par le raisonnement on cognoist la portée des gens. Nous n'avons de tables reglées que celle du commandeur de Forsac. Nous en avons encor trois bonnes qui est celle de messieurs de Mongon, Murssay et le chevalier de Montleuvrier, mais il y faut estre prié. Tout le reste mange en chambre et cela empeche bien des gens que l'on cognoistroit, qui sont campez souvent à une lieue du quartier du Roy, d'y aller, estant obligé de revenir diner chez eux. Et pour les marches il y a eu par le passé une nonchalance si terrible par ses messieurs que cela

## PIECES JUSTIFICATIVES

a beaucoup aydé au desordre qui s'est passé. L'honneur, monseigneur, que vous m'avé fait de m'ordonner de vous mander la verité, fait que je vous marque tout cecy, estant du service du Roy que vous le sachiez afin que vous y donniez l'ordre que vous jugerez à propos. Je vous rend très humblement grace de la bonté que vous avé eu de me faire mettre sur l'estat de ceux qui demandent pour entrer dans la Maison du Roy, de ce que vous ferez valoir aussi à l'arrivée de M. le duc de Vendosme, mes services auprès de Sa Majesté, et je n'ay eu honneur que son seul service et interest. Je vous supplie très humblement d'en estre persuadé et de croire que je suis avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur.

Foucaucourt.

[P.S. :] Comme j'aloist fermer ma lettre, j'ay eu ordre de M. de Bar de faire deux destachement (*sic*) du mien, sçavoir un capitaine avec cinquante maistres, pour aller conduire à Rubiera deux piece de canon, quatre spingar [?] et deux cent Ch<sup>ses</sup> [?] pour aller conduire 500 Louis à la Mirandole, que j'ay conduit moy-mesme, et en y arivant à le matin (*sic*) onze heures d'Italie, M. le conte (*sic*) de Tavagny m'a pris que les ennemys avoit mis depuis deux jours des troupes à Saint-Felix et à la Concordia, ce qui fait un espesse de bloqus. Je feray en sorte de m'en tirer, et, si je peut, en le fesant, quelque actions d'esclat.

J'ay à vous rendre conte, monseigneur, que le 24 au soir à Modene environ trois heur d'Italie, nous retirant, M. de Rumigny, capitaine du regiment de Carpy, nous trouvasmes plusieurs cavaliers de son detachement qui vouloit enfoncer une porte. Nous fusmes pour les faire retirer. Quelqu'uns mire d'abort l'espée à la main, mais me congnoissant, la remire et ce retirer, et comme il estoit un peu esloigné je leurs dit que si il ne rentroit dans leurs caserne que j'aloit envoyer une patrouille et que ceux qui (*sic*) seroit aresté seroit pendu. A quoy un d'entre eux respondit : « Je t'en foupendu [?] », qui fit que le s<sup>f</sup> de Rumigny et moy fure après et en aresté un et pris le chapeau d'un autre. Comme je conduisoit l'aresté, M. de Rumigny qui entendist du bruiet s'aresta sans m'avertir et vist de ses cavaliers qui estoit revenu qui avoit l'espée à la main et frapoit à la porte de M. le chevalier de Meurs capitaine au regiment des Clo [illisible], aussy de mon destachement, fut aussitost l'espée à la main dessus et vinre trois à luy, ce qui fist qu'il cria : « À moy ! À moy ! ». Le chevalier, l'entendent, sorty, pendant laquelle temps ledit s<sup>f</sup> de Rumigny d'un coups de fois eut son espée enlevée et ledit s<sup>f</sup> chevalier le trouvant seul avec les trois cavaliers ils luy couper le bras, si n'est qu'il n'a falu luy faire aucune autre operations. J'asseur à Vostre Grandeur que c'est une perte pour le service et qui en est privé, ayant perdu la main droite, il merite les

## PIECES JUSTIFICATIVES

graces du Roy, ayant très bien servy, l'ayant cognu en Catalogne pendent plusieurs campagne. Il est homme de qualité de Provence c'est assés dire, il est chevalier de Malte et vous supplie, monseigneur, de luy accorder vostre protections pour que Sa Majesté luy accorde une pentions. Quand (*sic*) à l'affaire, dès qu'elle fust arivé, je fust trouver M. de Bar et luy demander la permission de faire assembler à pied mon destachement, et par un inspirations, je fist arester onze cavaliers tout du regiment d'Arcourt, dans lesquelles il s'en est trouvé un veritablement coupable, et qui a accusé un cavalier du regiment de la Reine, que je fist arrester la mesme nuict, qui s'est aussy trouvé coupable, et le dernier accusa aussy un grenadier du regiment de Vexin. Le conseil de guerre fust tenu hier au matin vingt-sept, et le nommé Des Lorier, du regiment de Fourbin et le cavalier de la Reine fure condanné à avoir le poin coupé et pendu, ce qui fust executé hier à trois heur après midy ; et onts condenné les autres arestés au pain et à l'eau pendent quelque temps, ce que je n'ay pas trouvé juste estant innocent ou coupable. Mais certainement ils sont tous coupables et plus le grenadier que j'ay vus et cognoissant la capassité de ceux qui onts instruit le proces n'y entende rien, et j'ay demandé hier à M. de Bar qu'il vous soit envoié, monseigneur, les informations, les advis de chacun des juges, et leurs sentence, ce qui les a embarassé ; et cette affaire et [i.e. est] trop de consequence pour le service du Roy pour qu'il y soit rien negligé, et il est à remarquer que hor le grenadier, tous les cavaliers aresté sont de la troupe que commande le chevalier ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Estat de l'affaire qui c'est passée entre Mortisol et La Chapelle du Bourguet, le dernier aoust, par la cavalerie et de l'infanterie sortie de La Mirandole, le mesme jour, commandée par M. de Foucaucourt »

SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°3

« Le dernier aoust 1706, M. le comte de Tavagny dit à M. de Foucaucourt qu'il vouloit envoyer fourager avec des chariots à Carantolo, et qu'il falloir qu'il lui donna soixante maistres pour l'escorte, ce qui fust commandé à onze heures du matin. M. de Tavagny eust avis qu'il y avoit au Bourguet de la cavalerie et de l'infanterie. Il y envoya des paysans pour en sçavoir la verité, qui revinrent bientost, ayant trouvé le consul dudit lieu, qui donna avis qu'il y avoit passé environ quatre cens chevaux, qui avoient prit le chemin de Mortisol, ce qui fist que M. de Foucaucourt fist monter tout son detachment à cheval, et celui de la garnison, sorti avec deux cens hommes d'infanterie, après avoir envoyé dix-sept chariots pour charger du foin à Carantolo escorté par un lieutenant, vingt-quatre maistres, et dix grenadiers. M. de Tavagny avoit aussi envoyé, pour le courrier, au pont de la fosse, cinquante hommes. Il marcha environ à deux heures après midy pour aller à Mortisol, et avoit déjà envoyé vingt-quatre maistres commandez par M. Desmarets, lieutenant au regiment de Cappy, et un mareschal des logis, pour reconnoistre Mortisol et le grand chemin, luy ayant dit de le faire battre à droite et à gauche, estant très couvert. Comme il fust à un grand mil de Mortisol, il luy arriva un officier de la part de M. de Tavagny, qui luy dit qu'il souhaitoit qu'il n'alla pas à Mortisol, mais seulement le faire reconnoistre, et qu'il alasse au Bourguet, et se poster de maniere qu'il eust correspondance avec Carantolo. Dans ce mesme temps, le lieutenant envoya dire qu'il n'y avoit rien dans ce village. Il luy envoya ordre d'y rester jusqu'à ce qu'il luy envoya dire de se retirer et de faire prendre des bœufs et charger quelques chariots de foin si il s'en trouvoit, suivant l'ordre de M. de Tavagny, et qui si il luy venoit des ennemis, qu'il se retira sur le Bourguet et que là il le trouveroit. M. de Foucaucourt marcha au Bourguet et comme il vist que ce lieutenant de Mortisol estoit trop esloigné pour pouvoir faire retraite, il donna ordre au s<sup>r</sup> de Rumigny, capitaine au regiment de Cappy, de marcher avec sa troupe, de prendre avec luy M. de Lafargue, capitaine au regiment de Bellabre, avec sa troupe de dragons, et s'aller poster entre Mortisol et le Bourguet, sur le grand chemin, pour soutenir la troupe de Mortisol ou luy favoriser sa retraite, d'en donner avis audit lieutenant, qui luy manda qu'il luy avoit deserté un cavalier et qu'il luy fist sçavoir par deux dragons. Il luy manda par ces deux dragons qu'il le fist retirer, mais ils n'estoient pas encore à deux cens pas

## PIECES JUSTIFICATIVES

qu'il entendit que le lieutenant estoit attaqué. Il avoit très bien pris son party, ayant vu son cavalier deserté. Il se retira du poste où il estoit, et se mit en raprochant nos troupes, laissant devant luy le village et un pont par où on ne peut passer que deux cavaliers de front. Il atandit les ennemis qui vinrent à luy, le chemin bien remply jusques à la demye portée du mousqueton. Il leur fist faire par sa troupe leur decharge, et se retira. M. de Rumigny alla au devant de luy, et dès qu'il l'aperceut, il fist demy tour à droit et refist aussy sa decharge et rejoigny M. de Rumigny qui fist faire aussy la sienne. Mais les ennemis estans trop superieurs, M. de Rumigny fust obligé de se retirer, se retournant de cinquante pas en cinquante pas, faisant toutes les fois faire feux à sa troupe. Il fist cette manœuvre pendant un grand mil, sans que les ennemis l'osassent enfoncer. Il trouva trois chemins où il se posta, et sa troupe de dragons demeura à la portée du pistolet des ennemis un grand moment, ce faisant de part et d'autre un grand feux. Dès que M. de Foucaucourt entendit le premier feux, marcha et le joigny dans ce lieu, fist couler les grenadiers et une partie de l'infanterie le long d'une grosse haye et d'un fossé qui couvroit le chemin où estoient les ennemis. Quand il vist qu'il en estoit à portée, il fist remarquer M. de Rumigny avec sa troupe, celle de dragons, et soustenir par la troupe que commandoit M. de Cassan, lieutenant au regiment de La Reyne, et fist charger les ennemis, qui plierent bientost et ne l'attendirent qu'à la portée du pistolet. Il les reconduisit, à grands coups de mousquetons, jusques à Mortisol : la conduite fust de plus de deux mil.

Pendant ce temps, M. de Foucaucourt fust averty qu'il se mettoit en bataille des troupes sur sa droite. Il fust les reconnoistre, et ayant vu trois troupes, il envoya ordre au sieur de Rumigny de faire halte devant Mortisol, et en mesme temps mist cinquante hommes dans un fossé qui couvroit les trois chemins où il avoit trouvé monsieur de Rumigny, et mist en bataille la troupe du regiment Dauphin, commandée par M. de Moreuil capitaine audit regiment, sçavança avec la troupe des Espagnols et cinquante hommes au lieu où il avoit vu les ennemis, il n'y trouva que sept ou huit cavaliers escartez les uns des autres, qui dès que ils l'aperceurent, s'en allerent à toute bride. Il s'en retourna et envoya dire à M. de Rumigny de se retirer, repliant troupes en troupes, laissant tousjours l'infanterie hors du chemin deriere le fossé, afin qu'ils peussent toujours faire feux en cas que les ennemis revinssent, ce qu'ils ne firent pas, et le fourage de Carantolo, pour qui il avoit toujours attention, il se mist en marche pour y aller, mais n'ayant que très peu marché, il luy ariva deux cavaliers de la part du lieutenant de Carantolo, qui luy mandoit qu'il n'avoit qu'à se retirer, qu'il marchoit avec ses chariots et qu'il ariveroit bientost à la ville. Il resta encore quelques temps pour luy donner lieu de faire sa marche et se retira ensuite, trouvant les chariots qui arivoient à la ville.

## PIECES JUSTIFICATIVES

MM. de Rumigny et Desfargue, MM. Desmarests, Cassan, et Saint-Georges, ces trois lieutenants y ont donné des marques de conduite et de valeur. M. de Cassan y a eu son cheval tué, M. Deron, cornette au regiment d'Arcourt, y a eu aussy le sien de tué (c'est le second qu'il a eu de tué depuis qu'il est avec luy, le premier ce fust à l'affaire du cinq du mois passé au pont haut près Modene). Ils remonterent l'un et l'autre dans le mesme temps sur deux chevaux de cavaliers des ennemis et continuerent leur devoir. Le sieur de Commart, mareschal des logis du regiment d'Arcourt, qui est de garnison, y a eu son cheval de tué à la premiere retraite, estant avec le lieutenant de Mortisol, et n'eust que le temps de se jeter dans un fossé, qui heureusement estoit couvert d'une haye, ce qui fist que les ennemis ne le virent pas. Il les vist tous passer et repasser et il assure qu'ils s'en retournerent fort en desordre, et qu'ils estoient plus de quatre cens cinquante maistres. Ce mareschal des logis, depuis qu'il est logé en cette ville, il s'est trouvé à trois affaires, où il a toutes les fois très bien fait, et a eu un autre cheval de tué. Il merite les graces du Roy, tant pour son avancement que pour l'ayder à se remonter. Le lieutenant et le cornette merittent aussy quelques gratifications aussy pour se remonter. Tous les officiers de cavalerie, dragons et infanterie, en general et en particulier, y ont tous donné des marques de leur bonne volonté. Il en couste aux ennemis de morts ou de blessez plus de quarente personnes, ayant vu, sur le champ de bataille, vingt corps des leurs et huit chevaux, trois blessez, deux prisonniers qu'il a fait conduire par les grenadiers, et deux chevaux de nos troupes. Il y a eu quatre cavaliers des nostres tuez sur le champ de bataille, six chevaux, et trois de blessez, que nous avons ramenez, et sept chevaux de blessez. Les paysans que l'on a envoyez pour sçavoir au juste ce qu'il y avoit de mort sur le champ de bataille, ont raporté qu'ils avoient trouvé trente cinq corps morts. Partant, la perte des ennemis est plus considerable que l'on ne l'avoit marqué cy-dessus ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de l'Aubépin à Médavy

Gouvernolo, 4 septembre 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1964, n°30

« Je suis party, monsieur, jeudy au soir, à deux heures de nuit, d'Ostiglia, ainsy que vous me l'aviés ordonné, par une nuit très obscure et assez vanteuse. Je couru risque plusieurs fois de me perdre sur les moulins, et le peu d'eau qu'il y a dans le Po fit que je m'engavé deux fois. Le silence que nous observames déroba nostre marche à vingt cavaliers que nous sçavons à Brigantin pour battre l'estrade et avertir le quartier de Fignerol, qui comptoit sur leurs precautions. J'envoyé un petit batteau avec un espion à Samidé pour sçavoir s'il n'y avoit pas des troupes des ennemis, et aprendre des nouvelles de Stellade et de Fignerol. Il me raporta à la hauteur [à la hauteur répété] du vilage apellé la Masse, qu'une personne luy avoit dit qu'il y avoit six barques qui chargeoient à Fignerol, pour s'en aller à Palonton. Cette nouvelle me confirma dans la resolution d'attaquer, à la pointe du jour, la cavallerie et les carabattes qui estoient estably dans le vilage. J'ay débarqué une heure devant le jour dans une petite pleine à un mille de Fignerol. Je fit la mesme disposition, et je laissé nos matelots et officiers dedans les barques, pour asseurer le débarquement, et pour aider dans le besoin. Nous marchames le long de la digue jusqu'au vilage sans estre aperceu, dans un androit où la digue est separée par un chemin qui va dans le milieu du vilage. MM. les officiers jugerent à propos de partager le detachement et conseillerent d'envoyer deux compagnies par le chemin pour se saisir des avenues, de laisser 40 grenadiers dans les broussailles le long de la digue pour faciliter la retraite et couvrir le débarquemant, pendant que nous irions, avec trois compagnies qui restoient, attaquer la teste du vilage par le Po, et prandre en mesme temps les barques. Nous marchames donc à nos ordres dans le milieu du vilage, sans trouver ni sentinelle ni vedette qui anonçat nostre arrivée, et après qu'on m'eü raporté que les barques estoient parties depuis trois jours, je fit tastée une caserne dans laquelle les habitants ce barricadoient fortemant. J'estoit à la teste de tout avec le capitaine espagnol et le lieutenant : M. de Sero et M. de Majastre, qui me servoit d'ayde de camp. Nous enfonssames la baricade et nous ne fumes pas plustot entré dans la cour que les deux premiers grenadiers furent tués, M. de Majastre blessé d'un coup à la main qu'on luy a coupé deux heures après, et je receu le mien à la teste, qui m'a emporté une partie de l'oreille et fait une grosse contusion, dont je tombé sur le coup. Je me relevé de mon mieux, et j'empeché les grenadiers de s'ocuper assez dans cette caserne



## PIECES JUSTIFICATIVES

pour donner lieu aux autres de fuir. Nous cherchames dans le vilage, et nous entrames cazy partout sans avoir de difficultez que celle des coups de fuzil qui nous voioient par les fenestres. Nous avons pris le commandant, deux officiers, et quatorzes prisonniers, et nous ne sçavons pas les morts. Le buttin a esté de 80 chevaux et bien du bagage, et de l'argent, dont les grenadiers se sont saisis.

Nous n'avons perdus que trois soldats et un blessé, et après avoir donné une escorte à nostre prise, je l'envoyé à Hostiglia. Mon projet estoit de descendre encore à Palenton, mais je receu des avis contraire au desir que j'avoit formé. J'aprit par la voye publique [que] toutes les barques estoient descendues à La Poliselle depuis cinq jours, et qu'il ne restoit au lac que douzes batteaux qui estoient vides. J'apris d'ailleurs que les ennemis avoient 250 chevaux à trois milles de Fignerol, et je soubçonné de l'autre costé que ayant un corps, ils m'attaqueroient dans la retraite. J'ay creu, monsieur, que vous ne seriés pas fasché, n'ayant plus d'object, que je me retirasse sans affront et je me trouve bien heureux ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de Vernicourt à Chamillart

Oulx, 15 septembre 1706

SHD AG A1 1966, n°424

[Note de Chamillart à même la lettre :] « Faire reponse ».

« Monseigneur,

Suivant les ordres de monseigneur le duc de La Feuillade, le regiment de dragons de Chastillon partit de Suze le 4 de ce mois. M. de Bonnel, qui menoit un convoy à l'armée, nous disposa pour le conduire. Le 5, il fust attaqué par toute l'armée enemye qui venoit camper à Pianes. J'étois avec le second escadron du regiment à la queue de 500 mulets, et environ huit cent estoient derriere moy. Nous avions 14 dragons detachées (*sic*) par compagnie pour l'arriere-garde. Je fis mettre pied à terre aux dragons à l'entrée du village de Pianes, me trouvant pour lors seul dans une petite plaine qui joint Pianes. J'aretay là les enemis et mon colonel qui estoit avec son escadron à la teste du convoy fist filler les 500 premiers mulets au camp. L'arriere-garde fust taillée en pieces et le 3e escadron me joignit quand nos troupes eurent été deffaittes. Monsieur le duc de Savoye me fist sommer, mais inutilement. A quelques temps de là M. Langallerie, qui avoit passé avec partie de la cavallerie enemye au-desous de Pianes, me fit sommer à son tour. Je luy envoiay, pour reponse, mon nom par escrit, en etant fort connu. Monsieur le prince d'Avald, qui investisoit le village avec tous les grenadiers et quelques brigades d'infenterie, me fist faire le mesme compliment, me menasant de nous passer au fil de l'épée, puisque nous resistions devant une armée royal. Pour lors, monseigneur, je pris le party de me mettre dans le chatau qui n'est qu'une maison de plaisance. Nous y avions 100 homes de pied mais plus de la moitié estoient mourancts. Nous nous y accomodames de notre mieux. Il n'étoit que neuf heurs du matin. Les enemis s'emparerent des maisons voisines, nous firent un gros feu. Nous y repondimes, et je vis ariver la nuict sans apparensse de pouvoir etre emporté. Le canon s'avansoit, qui n'avoit été retardé que parce que l'enemye ne l'avoit pas creu necessaire, et quelques ambras [...] etant desjà faites, le consierge advertit le prince d'Avald qu'il y avoit un souterrain dont l'entrée estoit à 4 000 pas de la maison et qui repondoit dans les cuisines. Il profita de l'advis, et entre minuict et une heure je trouvoy les enemis dans le bas au pied d'un escalier. Je m'y jettay avec des dragons, mais dans le temps que nous le disputions, la maison fust attaquée par trois

## PIECES JUSTIFICATIVES

androits differants. Heureusement, l'on m'amena un de nos tambours, je le fis rapeler. Le prince vint à une des fenestres bases, il me demanda. Il voulut d'abord me recevoir que vie sauve. Je consentis à etre prisonier de guerre à condition qu'on nous rendroit nos equipages qui malheureusement, suivant l'ordre de M. le marquis de Bonnel, marchoient au centre du convoy, et qui n'avoient eu que le temps d'entrer. Le prince, après quelque discourse, me tendit la main, me dit qu'il en useroit bien et qu'il nous accorderoit plus que nous ne demendions. Ce furent ses termes, nous sortimes de la maison, les enemis s'en emparerent et à un moment de là, le prince me vint dire qu'il avoit mis une garde à nos equipages. Il me rendit mon epée avec quelques honestetés, mais depuis ce moment je n'entendis plus parler ny de luy, ny de nos bagages. A l'entrée de la nuit, la cavallerie enemye avoit repasé la Doria. Il n'en etoit resté de nostre cotté qu'environ 2 000 chevaux. Le reste repasa quand les enemis furent maitres du Pianes. M. le duc de Savoye se rendit au chatau qui avoit été destiné pour son logement le jour precedent, il fist venir les officiers prisoniers chez luy. Le prince Pio m'ota, en y entrant, mon epée, mais monsieur le duc de Savoye me la renvoya. Je demanday à le remercier. Il venoit de monter à cheval sur ce qu'on venoit de luy dire que S.A.R. monseigneur le duc d'Orleans avoit reconu un tairain or [i.e. hors] de ses lignes, pour le combattre. L'on nous fist donner et signer notre parolle, après quoy l'on nous mist sur des chariots pour etre conduits prisoniers à Busy. Après deux jours de marche, nous tombames dans notre armée qui se retiroit de devant Turin. Monseigneur le duc de La Feuillade nous dit que M. de Parel avoit été repris par l'enemy, ayant signé come nous. Les paisans nous avoient voulu egorger plusieurs fois, et avoient mesme offert 100 pistoles à l'officier qui nous conduisoit pour qu'il les laisa faire. Nous suivimes l'armée à Pignerol, et nous avons escrit à l'enemy que nous attenderions à Suze ses volontés. M. le comte de Chastillon a demendé un congé pour moy, et S.A.R. monseigneur d'Orleans m'a fait l'honneur de me promettre d'etre le premier officier echanger. Le 1er escadron a été envoyé à Chivas [où] nous avons habité cette année. Nous avons perdu tous nos equipages, et le regiment etoit parfaitement remis.

Je suis avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Vernicourt ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : le siège de Turin**

Lettre du duc de La Feuillade à Chamillart

Camp devant Turin, 27 août 1706

SHD AG A1 1966, n°363

« Nous nous sommes logés cette nuit, mon cher beau-père, sur les deux contregardes, et nous avons eu le malheur d'estre chassés de la demy lune après en avoir esté les maistres pendant quatre heures parce que le logement avoit esté mal fait, le pauvre Bertrand, qui en estoit chargé, ayant esté blessé à mort, et la pluspart des officiers de grenadiers qui estoient dedans ayant esté tués. Cette petite disgrâce ne nous retardera en aucune façon. Nous avons eu tout au plus deux cent cinquante hommes tués ou blessés. Les ennemis doivent avoir perdu très considerablement, nos bombes, nos pierres, et nostre canon à ricochet ayant esté servi au-delà de l'imagination. Ils ont tenté deux fois de rattaquer les contregardes et en ont esté repoussés fort vivement. M. le chevalier de Carcado, marechal de camp, a esté il y a trois jours blessé dangereusement. Je suis, mon cher beau-père, absolument à vous,

[Signé :] Le duc de La Feuillade.

[P.S. :] Je suis bien affligé de rouvrir ma lettre pour vous donner la mauvaise nouvelle que les ennemis ont repris les contregardes, ou pour mieux dire, les capitaines de grenadiers, voyant qu'ils venoient pour les attaquer, se sont retirés dans le chemin couvert sans en avoir d'ordre. Cette retraite fut faite sans precipitation, et nous n'avons pas eu 25 hommes tués ou blessés. Les ennemis en ont perdu bien davantage par le grand feu qu'on leur a fait du chemin couvert. J'arrivay trop tard pour y pouvoir remedier, et je ne jugeay pas à propos de les faire rattaquer, M. le duc d'Orleans devant arriver demain, de qui je recevray les ordres. Les batteries qui battoient les faces des bastions, que les ennemis nous ont fait sauter par leurs mines, seront retablies dans deux jours. Nous en aurons deux autres de quatre pieces pour battre la courtine. Je crois qu'il vaut mieux attendre ce temps-là pour faire l'attaque en plein jour et en toutte seuretté. Il nous reste fort peu d'ingenieurs, la plus grande partie de ceux que nous avons au commencemet du siege ont esté tués ou blessés. Il y en a plusieurs de mallades. Je vous supplie de vouloir bien dire à M. le Peletier de nous en envoyer de toutte dilligence le plus grand nombre qu'il sera possible ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de Maulevrier à Chamillart

Oulx, 17 septembre 1706

SHD AG A1 1966, n°432

« Monseigneur,

Il y a longtems que j'aurois deu avoir l'honneur de vous écrire pour vous rendre compte de l'infanterie que j'ay amené en ce pays et de mes aventures particulieres. Mais si je ne l'ay pas fait, il n'y a, je vous assure, pas de ma faute ; et depuis le 30 du mois d'août jusqu'au 7e de celuy-cy, je n'ay pas eu ce qu'on appelle une heure de repos. Je vais succinctement m'aquitter du devoir auquel j'ai manqué afin de n'avoir rien à me reprocher. J'arrivay le 30 août avec vingt deux bataillons, que j'étois chargé de conduire avec M. d'Albergotty, qui étoient si beaux, et si nombreux, que M. le duc de La Feuillade a dit luy-même qu'il n'avoit jamais rien vu de si beau. Plusieurs étoient au-dessus de cinq cent sous les armes, et il n'y en avoit que deux ou trois au-dessous de quatre cent. J'appris ce jour-là même en arrivant que M. le chevalier de Luxembourg étoit de tranchée, et que M. de Ruffey, moins ancien mareschal de camp que moy, étoit nommé pour le relever. Je demanday mon rang, on m'accorda la grace de le prendre. Je m'en allay à la tranchée et y relevay M. le chevalier de Luxembourg. Le lendemain 31, je fus chargé de l'attaque de la demy-lune et des contregardes, qui avoient déjà été manquées. Les dispositions furent faites pour cela, et les ordres que M. le duc de La Feuillade avoit donnés étoient si sages et si bons que je me flattay du succès, quelque difficile que fût l'entreprise. J'eus cependant la douleur de voir la premiere compagnie des grenadiers de Piemont, qui montoit à la demy-lune par la breche de la gauche, culbutée. Je me mettay à la tête de plusieurs autres, que j'avois disposé pour la soutenir, et montay jusqu'au haut de la breche pour les animer à me suivre. La breche se trouva si difficile que ny les grenadiers, ny les travailleurs ne purent me suivre ; j'y restay seul pendant quelque temps.

La plupart des compagnies qui étoient destinées pour ces attaques, détruites par le canon à cartouche et le grand feu des ennemis, leurs capitaines tués ou blessés, entrèrent avec precipitation dans la tranchée, où je fus obligé de les suivre, et où une mine m'enleva peu de temps après. Les contregardes de la droite et de la gauche, dont on s'étoit emparé, furent aussi à l'instant abandonnées. M. le duc de La Feuillade monta jusqu'au logement de la contregarde de la droite. Je suis mortifié au dernier point de ce malheureux succès, mais j'ose dire qu'il n'y a point de ma faute, et que dans les affaires les plus brillantes, et celles qui éternisent le

## PIECES JUSTIFICATIVES

plus la memoire des hommes, il y en a peu où on soit obligé de payer autant de sa personne que j'ay fait ce jour-là. J'ay eus l'honneur de me trouver le 7 à la seconde aventure plus malheureuse encore que la premiere. Quoique je n'y fusse pas commandé, je crus qu'étant connu des troupes autant que je le suis par l'inspection generale de l'infanterie, je n'y serois peut-être pas inutile, et M. le mareschal de Marcin, que je vis le premier, m'en marqua sa satisfaction. J'ay été blessé à la fin de cette affaire, et malgré ma blessure je cherchay encore à rallier quelques troupes, quand la droite fut renversée, mais inutilement. Je fus obligé de me retirer, et songer à me faire penser d'un coup de fusil au haut du bras gauche, prez l'épaule, qui frappe l'os, heureusement sans le casser. Ce coup me retient et me retiendra au lit au moins jusqu'au 15 du mois prochain, et de tout l'hyver je ne pourray me servir librement de mon bras.

Je suis bien fâché, monseigneur, d'être obligé de vous dire que je ne puis vaquer cet hyver à faire les revues ausquelles mon employ m'oblige. Il n'y a que trente deux bataillons icy de mon département. M. le M. de Broglie, qui reste sur les lieux, s'en chargera volontiers, et j'apprens d'ailleurs qu'il y a dans le pais un autre inspecteur nommé M. Duverger, qui pourra partager ses peines. Leurs soins seront pour le moins aussi utiles que les miens. Depuis ma blessure de Verceil, je n'ay pas eu le moindre repos, et voicy la dixieme que j'ay sur le corps depuis que j'ay l'honneur de servir le Roy. Permettez, monseigneur, que je vous demande pour toute recompense un congé pour aller passer l'hyver à Paris, y retablir si je peux ma santé, et me mettre s'il est possible en état de continuer à servir. Mes affaires sont si dérangées que je doute fort que je puisse le faire comme par le passé. Je perds dans cette affaire-cy pour plus de quarante mille frans d'equipage, et j'ay pour tous biens à present beaucoup de creanciers. J'eus l'honneur, aprez l'affaire de Calcinato, de vous demander une pension et des honneurs : je m'étois trouvé ce jour-là le premier mareschal de camp de l'armée, j'y avois servi avec distinction, M. le duc de Vendosme s'interressoit pour moy, l'affaire étoit heureuse, je n'ay peu rien obtenir. Je ne dois pas esperer que les malheureuses affaires dans lesquelles je me suis trouvé (quoique je m'y sois comporté avec distinction) me soient plus favorables, mais au moins je crois devoir me flatter que vous ne refuserez pas à un homme blessé, et outré de peines, et de fatigues, le repos dont il a un indispensable besoin, pour n'y pas succomber. Je ne vous rends point compte de l'état où se trouve à present l'infanterie, persuadé que M. le M. de Broglie et d'autres vous en auront informé.

J'ay l'honneur d'être avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Le chevalier de Maulevrier ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : la bataille de Turin**

Lettre de Le Guerchois à Chamillart

Fenestrelle, 13 septembre 1706

SHD AG A1 1968, n°418

[Réponse de Chamillart à même la lettre : « Si le Roy avoit eu 30 bataillons comme celui à la teste duquel vous avez combattu, les retranchemens, quoyqu'imparfaits, n'auroient pas esté forcez. Le Roy sçay que vous y avez fait vostre devoir avec beaucoup de distinction, et j'en feray souvenir Sa Majesté quand l'occasion s'en presentera »].

« Monseigneur,

Les ennemis, qui estoient venus se camper le 6<sup>e</sup> de ce mois à La Venerie, entre la Sture et la Doire, se mirent le 7<sup>e</sup> au matin en bataille, ayant leur droite à la Doire, et leur gauche à la Sture, et sur les 10 à 11 heures du matin, s'ebanlerent pour nous venir attaquer dans nos retranchemens imparfaits. Leur gauche, composée des troupes de Brandebourg et commandée par le prince d'Anhalt, attaqua, en colombe, et en suivant les bords escarpés de la Sture, le premier bataillon du regiment de la Marine, qui y estoit apuié, et ce fut le seul bataillon de la droite qui fut attaqué, les ennemis s'estant contentés de tenir les autres en respect en leur opposant un frond egal de leurs bataillons.

La premiere troupe des ennemis, qui estoit un gros de grenadiers, fut absolument renversée et defaite par le feu des grenadiers et du piquet de mon premier bataillon, et je reservé le feu du bataillon pour opposer à la seconde troupe des ennemis, qui ayant esté tirée à bout portant, fut entierement detruite et jettée par terre. Enfin, une 3<sup>e</sup> troupe ayant succédé, les ennemis en ayant huict redoublées les unes sur les autres, et estant venue nous attaquer, en sautant le fossé, et mesme avant que nous eussions eu le loisir de recharger, il s'y rendit le plus terrible combat qu'on puisse exprimer. Nos soldats receurent les ennemis à coups de bayonnettes, et les ayant renversé dans le fossé, les accablèrent à coups de pierres. Ils furent donc obligés de se retirer pour la 3<sup>e</sup> fois, et se precipiterent du haut de l'escarpement au bas du rivage. Je les crus rebutés, mais une 4<sup>e</sup> troupe estant venue, et les ennemis en ayant fait descendre deux autres au bas du rivage, toutes trois ensemble, attaquèrent de frond et en flanc toujours le mesme bataillon, en grim pant et surmontant toutes les difficultés de l'escarpement,

## PIECES JUSTIFICATIVES

et nous emporterent. La cavallerie vint à nostre secours, et attaqua autant qu'elle put cett'infanterie qui, se tenant toujours derriere l'escarpement, n'en put estre chassée, et s'y fortiffia de plus en plus, et obligea mesme nostre cavallerie à se retirer par son grand feu. Les regiments des Cuirassiers et du Royal Roussillon y firent tous leurs efforts. Dans ces entrefaittes, un autre colonne d'infanterie des ennemis avoit percé sur nostre gauche au regiment de Gatinois et avoit porté du secours dans Turin. Nous n'avions point, monseigneur, à nostre droite, de seconde ligne, ni de reserve, et des dix-sept bataillons qui bordoient le retranchement, il n'y a eu que le premier du regiment de la Marine et celui du Gatinois qui ayent esté attaqués, les ennemis s'estant contentés de se tenir en presence des autres pendant qu'ils qu'ils (*sic*) faisoient tous leurs efforts sur nous. De ces 17 bataillons, plusieurs avoient leurs compagnies de grenadiers à la tranchée, et tous y avoient des piquets. L'artillerie d'Espagne, que nous avions au premier bataillon de la Marine, n'a rien fait qui vaille. Ils n'avoient aucunes provisions quoyque le soir, à l'ordre, M. le comte d'Estaing leur eut marqué tout ce qui estoit necessaire. Les officiers pointeurs se retirerent aux premieres charges, et nos soldats se porterent d'eux mesme à charger le canon avec des pierres et à le tirer.

Il me paroît sans difficulté, monseigneur, que si j'avois eu une brigade d'infanterie en reserve, la droite n'auroit pas esté forcée. J'envoyé demander du secours à la brigade d'Auvergne, mais n'ayant pas le caractere d'officier general, il ne fut pas en mon pouvoir de rien obtenir. D'ailleurs, elle se trouvoit retenue par les ennemis qu'ell'avoit en presence.

Monsieur le marechal de Marcin ne conteoit point que les ennemis deussent nous attaquer et avoit pris peu de precautions. Les montagnes du coté de Quiers et de Moncallier estoient tropt garnies de troupes, pour n'avoir presque que des paysans à s'opposer et à contenir, et tout le monde sçavoit que l'armée des ennemis estoit entre la Doire et la Sture.

Dans le cours du combat, le prince d'Anhalt m'envoya dire que nostr'armée estoit partagée et que j'esteois coupé, et que les troupes de la ville, qui avoient sorti, estoient en bataille sur nostre retraite, et qu'il nous faireoit bonne composition. Je repondis à cette proposition fort durement, en l'absence de M. le comte de Muret, qui estoit allé faire retirer la cavallerie de la droite, après laquelle marcha l'infanterie, sans que les ennemis osassent nous tater. Ils se contenterent de nous tirer du canon.

Après avoir passé tranquillement le pont du bas-Pô, nous trouvames M. d'Albergotti, qui donna ses ordres aux troupes pour gagner les montagnes, et il les fit defiler toute la nuit pour se joindre par le pont du haut-Pô à S.A.R. monseigneur le duc d'Orleans, mais comme le cavallier et le soldat estoit fatigué et que nos equipages furent mis à l'arriere-garde, le jour



## PIECES JUSTIFICATIVES

vint avant qu'on eut pu ramasser toutes les troupes, et tant de la cavallerie que de l'infanterie, un nombre considerable demeura dans les montagnes avec tous nos equipages, qui furent arrestés à la point du jour par les paysans et bandis. Nous sommes plusieurs regiments à qui il n'est rien resté, et aussi esteoit-il plus raisonnable de faire filer les troupes du Roy que nos equipages. Voylà, monseigneur, au naturel, ce que j'ay veu.

J'ay l'honneur d'estre avec un parfait attachement et un très profond respect, monseigneur, vostre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Le Guerchois ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### **Relations de batailles et d'autres opérations militaires : Audenarde**

Lettre de Vault de Sempigni, officier d'artillerie, au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde

Camp sous Gand, 12 juillet 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°26

« Monseigneur,

Je vous supplie avec le plus profond respect de me permettre de vous rendre compte de ma conduite dans le dernier combat sous Oudenarde. Mercredi onze je fus détaché à la pointe du jour avec ma brigade par monsieur d'Albergotti qui m'ordonna de me rendre au pont de Gaveren où je recevois des ordres ; mais dans la marche il me quitta en me priant de faire le plus de diligence que je pouvois, que l'on alloit aux ennemis. Comme les gros et menus bagages bloquoient tout le chemin et m'empêchoient de passer, dans mon desespoir je m'informai à des gens du pays s'il n'y avoit pas des chemins de detour. Je donnai deux ecus à deux paysans qui me menerent par des endroits difficiles et où il falut travailler, mais j'animai par mon exemple mon détachement, de sorte que j'arrivai aussitôt que la teste de l'infanterie à la hauteur et à la vue d'Oudenarde. Je courus aussitôt à monsieur le duc de Vendome qui fut surpris et plein de joye de me voir, et qui, m'embrassant, me dit : « Voila les ennemis, marchez à eux et faites le plus grand feu que vous pourrez ». Je passai auprès des Gardes françoises et de Gondrin. J'animai tout mon monde en leur donnant tout mon argent, et je leur aurois donné davantage, monseigneur, sy j'en avois eu. Je fis un feu si vif sur la cavallerie ennemie qui s'avançoit en bon ordre dans une petite plaine à la gauche d'Oudenarde à mon egard, que je la repliai toute vers cette place, d'où on me tira plusieurs vollées de canon, malgré lequel j'avançai toujours, et foudroyai l'ennemi dont je jonchai la plaine jusqu'à ce qu'il se fut retiré dans les faubourgs et que je ne le vis plus. Monseigneur le duc de Bourgogne me fit repasser ensuite à ma droite sur une hauteur où il estoit, d'où j'eus le bonheur d'ajuster chaque coup sy juste en presence de ce grand prince, qu'il me fit dire plusieurs fois qu'il estoit content de moy, qu'on ne pouvoit mieux faire et qu'il s'en souviendroit. Durant les divers mouvemens que fis ce prince, je m'avançai si avant dans plusieurs endroits où je voyois notre infanterie pressée, que je mis la cartouche dans le ventre

## PIECES JUSTIFICATIVES

de l'ennemi que j'eus toujours le plaisir de voir fuir, et si toute vostre artillerie eust peu arriver, monseigneur, toute l'armée ennemie estoit defaite, mais elle n'arriva que le soir lorsque tout estoit fini et elle ne tira pas un coup. Sy l'infanterie n'avoit combattu comme elle fit, tout en arrivant et en detail, elle remportoit une pleine victoire, mais comme les ennemis estoient postez et qu'ils l'attendoient, elle eust le seul avantage de la velleur et le desavantage du petit nombre, du lieu qui est tout couvert de hayes espaissees, de gros arbres, de fossez, et de chemins creux sinueux et estroits où elle ne pouvoit que defiler, ce qui l'a fait souffrir beaucoup, comme le sçaura Vostre Altesse Serenissime beaucoup mieux que je ne pourrois lui dire, ne m'estant occupé qu'à mon devoir et à bien faire.

Heureux si monseigneur le duc de Bourgogne et M. de Vendome daignent se souvenir auprès de Vostre Altesse Serenissime d'un pauvre cadet tel que je suis, qui ne cherche qu'à meriter vostre protection, à laquelle il sacrifiera toujours sa vie de tout son cœur.

Le soir, on me fit retirer auprès d'un chemin creux, dans lequel on tint un grand conseil où M. de Saint-Hillaire m'appella avec M. de Aulezieux. M. le duc de Vendome et le comte d'Evreux soutindrent qu'il falloit donner bataille le lendemain, qu'il n'y avoit que le quart de l'armée qui eust combattu, et encore en detail. Mais le mareschal de Matignon, MM. de Puysegur, de Guiche, d'O, et de Cayeux dirent qu'il y alloit de l'interest de l'Estat de se retirer. Que l'infanterie, l'eslite, estoit rebutée et avoit repandu une consternation dans toute l'armée qui ne faisoit rien augurer de bon. M. de Vendome s'emporta fort et dit qu'il estoit honteux de donner de pareils conseils au prince, que l'on perdroit l'Estat et l'honneur en se retirant, et il ordonna à M. de Saint-Hillaire de poster toute l'artillerie à la teste de la premiere ligne qui commençoit à se former. Je fus mis à gauche et le plus près d'Oudenarde, mais une heure après j'eus ordre de marcher avec toute l'artillerie à Gand. Je me retirai avec une tristesse extreme, monseigneur, le dernier, et je fermai l'arriere garde. Après avoir marché une heure dans le grand chemin où toute l'armée defiloit aussi, on cria alte à la teste et on demanda les dragons qui retournerent au grand galop. Je restai à ma derniere piece bien resolu de la deffendre jusqu'à la derniere goutte de mon sang, mais l'affaire se passa entre nos carabiniers, monseigneur, et les dragons de Risbourg qui arreterent l'ennemi, qui donna dessus eux non sans perte, et l'obligerent à se retirer. Nous continuames notre chemin avec une peine extreme, les chevaux ne pouvant plus marcher, nous traversames Gand et nous vinmes soubz la porte de Bruges où nous attendons le moment de decamper. Voila, monseigneur, ce dont je crois devoir rendre compte à Vostre Altesse Serenissime, Elle est mon auguste prince, je combats soubz ses auspices et soubz ses ordres, c'est elle qui m'anime

## PIECES JUSTIFICATIVES

par ses bontez, dont je me croirois indigne sy je ne faisais tout ce qu'elle doit attendre de mon cœur.

Je le ferai jusqu'au dernier soupir et je mourrai plein du plus respectueux devouement avec lequel je suis, monseigneur, de Vostre Altesse Serenissime, le très humble, très obeissant et très soumis serviteur,

[Signé :] De Vaulx de Sempigni.

[Post-Scriptum :] Je ne puis, monseigneur, vous dire trop de bien des sieurs de Novion et d'Arancour qui m'ont secondé avec toute la valler possible ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre du chevalier Du Rozel au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde

Camp proche de Gand, le canal de Bruges devant l'armée  
[camp de Lovendeghem], 12 juillet 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°25

« Les mouvements que notre armée a fait ont esté trop vifs et trop continuels pour que j'ay pu en informer Vostre Altesse Serenissime, ayant esté toujours à cheval et sans que les ordinaires de la poste ayent esté reiglés, c'est pourquoy Elle me doibt la justice que je meritte au faict de l'impossibilité de ne luy avoir pas pu escrire dans des moments si sensibles.

M. de Vendosme ayant pry, dès la premiere marche du camp de Braine La Leu, toutes les precautions necessaires pour prevenir les ennemis à l'égard du passage de la Dandre, ou selon les Flamans, la Terre, qui ne pouvoit estre qu'à Alost, puisque d'abord nous estions maistres de celuy de Ninove, l'armée du Roy a passé la nuit à Ninove et la mesme marche à Lède où estoit la droite, et la gauche à Schalbelle<sup>1</sup> apuyée à l'Escaut, pendant lequel sejour le chasteau de Gand s'est randu, et M. de Vendosme a marché aussi tost sur Gavre où la droite a passé sur les ponts qui y estoient faits et la gauche dans Gand ; et M. de Cheyladet, commandant la seconde ligne, par une porte plus proche de l'Escaut que celle où j'ay passé avec la premiere ligne que je commendoy ce jour-là, parce que M. d'Albergoty estoit de jour, ou, pour mieux dire, en avoit esté le jour precedent, mais il avoit resté avec M. de Vendosme ou les princes.

En un mot, monseigneur, la gauche est arivée assés à temps pour remplyr sa place et le combat sur notre droite estoit desja commencé, c'est-à-dire de quelques regimens de cavallerie dont il y en a eu qui ont assy (*sic*) souffert, le vostre, monseigneur, estant de ce nombre, qui avoit arivé des premiers. Je ne sçays pas mesme par quel hasard, parce que c'estoit au Royal Etranger à ariver des premiers selon l'ordre de nostre marche. Peu de temps après que l'armée fust toute arivée, on commença à combatre la gauche de l'armée ennemye, et le feu y fut très vif et d'une longue durée et sans trop d'avantage de part ni d'autre. L'armée ennemie et celle du Roy estoit separée par un petit ruisseau bordé de haye.

Je restay encore seul à la gauche, ne sçachant pas par quel hasard, mais je sçay très bien que je fis l'ariere garde de toute la gauche avec vos carabiniers, le Colonel general et 500

---

<sup>1</sup> Schellebelle, prov. Oost-Vlaanderen, comm. Wichelen.

## PIECES JUSTIFICATIVES

grenadiers que j'eus bien de la peine d'obtenir, et comme toute l'armée avoit passé avec assés de legereté les bois pour ariver à Gand dès le devant du jour, et que je devois passer par le mesme trou avec la gauche, l'armée ennemie eut du temps de reste pour m'attaquer, à la vue de laquelle je fis la manœuvre que je crus la plus utile pour le service et pour sauver cette pauvre aile gauche qui fut plus de trois heures exposée aux yeux de toute l'armée ennemye, qui n'attendoit que le temps de nous charger. Et effectivement, si tost que les ennemis s'aperceurent que toute l'armée avoit enfilé les bois et que nous estions sans infanterie pour favoriser nostre gauche dans le passage des bois, elle se mit à nos yeux en bataille et très proche de nous, ce qui me fit prendre le party d'aprocher le plus qu'il me fut possible les bois, et ce qui fit doubter aux ennemis que nous n'eussions un grand corps d'infanterie sur la lesiere desdits bois, ce qui les empescha de nous attaquer dans le temps qu'ils le pouvoient, ayant toute leur infanterie et cavallerie toute preste pour cela.

Enfin, à la faveur de nos cinq cent grenadiers commandés par M. le marquis de Nangy qui s'y trouva de sa pure et bonne volonté, je trouvé le segret de dérober aux yeux de l'armée ennemye toute cette pauvre gauche, que j'eus peine à mestre dans un ordre de marche comme je l'aurois souhaitté et fait dans un (*sic*) occasion moins pressente. Mais cependant cela se fit avec assés d'aisance, eu egard au mouvement de l'ennemy qui s'avançoit toujours sur nous, et qui ne me donna que le temps de faire la disposition de nostre retraite, qui fut de garder les carabiniers et le Colonel general avec moy et les cinq cent grenadiers et M. de Nangy. Et nous ne fusmes pas plus tost en marche que les ennemis nous attaquèrent avec beaucoup de furye, et leurs troupes de cavallerie, soustenant de près leur infanterie, tomberent d'abord sur nos cinq cent grenadiers dont M. de Nangy et moy faisons l'ariere garde avec des petits detachemens, qui reussirent pendant près d'une heure et toujours en nous retirant sur le gros de nostre arriere garde. Mais enfin nostre corp de grenadier estoit trop petit pour pouvoir soustenir si longtems contre une colone si bien garnie d'officiers et de bataillons, car en un mot je ne m'aperceus pas qu'il manquast rien aux ennemis tant du costé de la valeur que du nombre de troupes. Et les ennemis, se voyant tout à fait degagés et delivrés du feu de nos grenadiers qui y furent tous taillés en piece, vinrent comme<sup>1</sup> des furieux sur nous, à quoy je ne pus remedier qu'en retournant sur eux avec les carabiniers et le Colonel general, au moyen de quoy nous arestasmes les ennemis, mais il nous en cousta beaucoup par la perte de beaucoup d'officiers et cavaliers, surtout du Colonel general, et d'un corps de dragons qui vint à mon secours commandé par M. de Pouriere brigadier de dragons qui y a esté tué, M. de Chasteaufort,

---

<sup>1</sup> *Le terme comme est répété.*

## PIECES JUSTIFICATIVES

lieutenant colonel, deux ou trois capitaines du Colonel general, et plusieurs subalternes et beaucoup d'officiers de grenadiers que je ne connois pas à la reserve de MM. de Beaumont et de Cassagnac du Royal. Vostre Altesse Serenissime sera sans doute surprise de ce que le Colonel general y a tant perdu et les carabiniers si peu, ce à quoy je repondray qu'à l'aspect des carabiniers et du Colonel general les ennemis s'aresterent, et firent des decharges sans succès, et M. le marquis de Saint-Saen, après ces decharges, marcha l'épée à la main et se mesla avec les ennemis sans croire ni sçavoir qu'il avoit encore un grand feu à essayer, et ce que je vis fort bien mais je n'y pui ariver assés tost pour y remedier, estant ocupé à d'autres endroits avec quelques troupes des carabiniers. Et si bien que le Colonel general y a plus perdu qu'il n'auroit fait si la manœuvre que je vis faire aux ennemis avoit esté faite à la connoissance de M. de Saint Saen, qui veritablement estoit offusqué par des hayes.

Vostre Altesse Serenissime s'etonnera de ce que je me suis trouvé le seul lieutenant general de cette aile gauche à cette action, à quoy je repondray, monseigneur, que mes manieres sont trop timides et trop humbles pour oser entreprendre d'accompagner, ni aprocher seulement de la cour de nos princes. C'est peut estre ce qui fait que je me tiens si exactement à ma place. Aussi ays-je le desavantage par-devers moy de n'estre connu que de ceux que j'ay l'honneur de commender et qui se tiennent à leur devoir. Ce sont ceux-là, monseigneur, qui peuvent randre compte de mes actions, et non pas ceux qui accompagnent les princes nuit et jour, et qui ne font pas de cas de se trouver aux arrieres gardes les jours qu'un (*sic*) armée ennemye menace de si près d'attaquer. J'ay oublié de vous dire, monseigneur, que si de certains officiers generaux avoient esté à ma place, ils auroient obtenus des princes que toutte l'infanterie eust bordé les bois, mais je n'ay jamais pu me resoudre à demander le moins secours (*sic*), et mesme à ce jour-là, aussi sensible qu'il a esté, je n'ay jamais eu d'ordre de marche, et tout ce que j'ay fait n'a esté que de mon chef. C'est pourquoy, s'il s'est fait quelque manœuvre condamnable, c'est à moy d'en repondre aux depens de ma vie. Vous voyés bien, monseigneur, que la situation où je suis à l'égard des princes ne me permet pas d'oser leur parler et je ne sçay pas mesme s'ils sçavent si je suis au monde. Au reste, si les courtisans de nostre armée sçavent aussi bien servir Dieu qu'ils sçavent faire leur cour, ils doivent estre sûrs du paradis, et moy je dis sans vanité que si je servois Dieu aussi bien que je sers le Roy, j'y serois encore mieux placé qu'eux.

Deux jours avant cette derniere action, monseigneur, j'ay l'honneur d'informer Vostre Altesse Serenissime que M. de Verneuil, avec 150 carabiniers, a battu le regiment de dragons de Wovaleff, qui avoit poussé de nos troupes de cavallerie et dragons qui avoient plyé assés mal à propos. Mais M. de Verneuil les repoussa et deffit si bien ce regiment qu'il le poussa

## PIECES JUSTIFICATIVES

jusques aux portes d'Oudenarde, et nous avons perdu dans cette action quinze chevaux et cinq ou six carabiniers et beaucoup de blessés. M. de Verneuil avec son détachement a pris aux ennemis quarante chevaux et tué beaucoup de dragons et pris quatre officiers et tué le colonel et lieutenant colonel.

J'ay l'honneur d'estre avec un très fidel attachement et un très profond respect, monseigneur, de Vostre Altesse Serenissime, le très humble et le très obeissant et très soumis serviteur,

Le chevalier de Rosel ».



## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre anonyme [du chevalier Du Rozel] au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde<sup>1</sup>

Camp près de Gand, 18 juillet 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°34

« Il paroît que j'ay eu raison de dire et d'avoir dit que le chateau de Gant rendu et la porte du Secour entre nos mains, le parti le plus sage auroit esté de se placer entre l'Escaut et la Lice, et ne pas donner le temps à l'armée ennemie d'oser entreprendre de s'i placer, ce qu'ils ont fait en même temps que nous. Vostre Altesse Serenissime demandera à qui je l'ay dit, à quoy je repondré que je l'ay dit à tous ceux qui m'ont voulu entendre, et nommement à M. le marquis de Gamache, qui ne trouva pas ma proposition de son goust, s'en raportant à gens plus experimentez que moy, et cependant qui est convenu depuis l'action derniere que j'avois eu raison.

Vous demanderez, monseigneur, pourquoy je n'ay pas adressé mes parolles aux superieurs, à quoy je repondré qu'il est dangereux de s'ingerer de parler dans cette armée sans y estre appellé, et qu'il ne convient pas icy de dire ce qu'on pense, à cause du ridicule que les courtisans qui obsedent les superieurs donnent à ceux qui en sçavent plus qu'eux, et qui comme moy ont l'honneur de servir le Roy depuis quarante six ans sans m'estre jamais attiré aucuns reproches, si ce n'est de n'avoir pas esté assez hardy pour oser faire ma cour et dire mes pensées sur les faits militaires, de crainte de déplaire ; et en un mot, si j'étois aussi mauvais homme de guerre que mauvais courtisan, je meritois d'estre deshonoré.

Je ne dis pas mon nom à Vostre Altesse Serenissime, mais elle le sçaura verbalement, et elle connoistra que, mot pour mot, j'ai accusé juste pour luy rendre compte de ce qui s'est passé au-dessous et auprez d'Oudenarde. J'ay l'honneur de luy dire que la droite passa à Gavre et la gauche dans Gand, ce qui luy donna un plus grand tour à faire que la droite, à quoy il faut ajouter les obstacles qu'elle trouva dans son chemin, tant par l'artillerie que par les bagages, qui avoyent aussi passé dans Gand, et dont la premiere ligne de la gauche avoit ordre de faire l'arriere garde, à la teste de laquelle j'étois sans sçavoir pourquoy je m'i trouvay. Le commandant, M. de Cheladet, commandant naturellement la seconde ligne, prit un chemin plus court, passant dans Gand par deux portes qui luy firent prendre une route plus courte, si bien que sa colonne ne tomba pas dans l'embarras de l'artillerie et des bagages, dont

---

<sup>1</sup> L'attribution de cette lettre au chevalier Du Rozel est donnée par une inscription manuscrite à même la lettre.

## PIECES JUSTIFICATIVES

j'avois ordre, ainsi que je l'ay dit de faire l'arriere garde, que j'eu bientost quitté si tost que j'u (*sic*) appris que l'armée ennemie passoit dans Oudenarde et sur des ponts faits exprez, si bien que, par ma diligence, je réparay le retardement de ma colonne, et j'arrivay très longtemps avant le choq de la droite et me mis en bataille presque comme les autres.

Il n'est pas indifferent, monseigneur, de faire un dernier detail pour de certaines raisons qui seront placés à Vostre Altesse Serenissime en temps et en lieu, et aiant, monseigneur, l'honneur d'estre l'un de vos principaux domestique (*sic*), je croirois meriter pis que la mort si je m'écartois du moindre mot de la verité, et je m'en raporte à tous les militaires veridiques, sans y appeller la multitude des courtisans de cette armée.

Le combat de la droite et de la gauche de l'armée ennemie commença trois heures après que je fus arrivé et que j'u placé la premiere ligne de notre gauche dans son ordre normal, c'est-à-dire devant la seconde ligne.

Il n'est pas à oublier de vous informer, monseigneur, que la droite des ennemis et notre gauche estoient absolument separés par un ruisseau bordé de rideaux qui empeschoient les deux ailes, de la droite ennemie et de notre gauche, de pouvoir agir. Si bien, en un mot, monseigneur, que notre droite et la gauche des ennemis furent seuls qui combattirent jusque vers dix heures à la fin dudit combat, qui ne put estre presque d'infanterie, et où les gens du pays m'ont assuré que les ennemis perdirent plus que nous à l'égart des gens tués. Et comme ont (*sic*) crut par les avis de gens en qui on a de la confiance et qui soutinrent que l'armée du Roy estoit dans une situation à ne devoir pas attendre le jour pour recommencer le combat, elle se retira derriere le canal de Bruge passant dans Gand.

Les raisons pour lesquelles je ne receut aucuns ordres pendant la nuit ny aucune nouvelle du projet de la retraite ont esté jusque icy impénétrables, et j'attendis le grand jour sans rien sçavoir de ce qui s'estoit fait pendant la nuict au sujet de la retraite de l'armée. Et comme cette nuit estoit assez obscure, je ne pu pas m'apercevoir de la retraite de toutes les troupes, ny même de la seconde ligne, qui forma sa colonne par un chemin dans les bois qui estoit à la gauche de celui que je pratiquay pour former ma colonne. Et aiant resté jusqu'au grand jour incertain de ce à quoy j'etois destiné, l'armée ennemie, aiant reconnu la retraite de l'armée, eut tout son temps nécessaire pour faire passer leur cavalerie par le pays le plus ouvert qui estoit du costé de notre droite, et leur infanterie passa avec une legereté incroyable le ruisseau dont j'ay parlé. Et même je diré à Vostre Altesse Serenissime qu'ayant appris que notre artillerie n'avoit pas encor fait un grand chemin dans le bois, pour luy donner plus de temps pour s'avancer sur Gand, je jugeay que pour le service du Roy et le salut de l'artillerie, il me convenoit de payer la contenance de l'armée ennemie, qui se forma dans nostre même

## PIECES JUSTIFICATIVES

pleine à une bonne portée de nous, à l'aspect de laquelle je fis faire à notre cavallerie et à dix-huit escadrons de dragons de notre gauche qui se fit par le demy tout à droit pour nous aller mettre la croupe tout le long de la lesiere des bois, ce qui fut plus expeditif que de faire la caracole, et dont tous les officiers furent fort contemps, m'ayant tacitement condamné d'avoir resté si longtemps dans la pleine et si proche de l'armée ennemie. Et il est à presumer que si les ennemis m'ont donné le temps de profiter de cette dernière manœuvre, sça esté dans la pensée où ils estoient, et où ils devoient estre, que toutes les lesieres de nos bois estoient farcies d'infanterie ainsi que cela devoit estre.

Dans le temps que je faisois ma disposition pour nostre retraite, qui fut un regiment de dragons, le Collonel general et les carabiniers, que je regarday comme les troupes les plus propres à soutenir une arriere garde aussi sensible que celle-cy. Je n'u pas plustost jetté la cavalerie, qui devoit marcher la premiere dans le chemin de Gand, qui estoit assez ouvert pour pouvoir marcher le tiers d'un escadron de front ; [que] M. le marquis de Nangi m'amena cinq cent grenadiers dont il prit le commandement de sa propre volonté, qu'il plaçat luy-même dans les jardins d'une maison qui faisoit une maniere de pointe dans la pleine, dont la presence ne laissa pas d'imposer beaucoup ennemis (*sic*) qui eurent lieu de croire que c'estoit quelques dettachemens de l'infanterie qu'ils croyoient avoir esté placés dans les bois et destinés pour favoriser notre arriere garde.

Enfin, monseigneur, aiant aux yeux des ennemis formé nostre colonne dans le chemin des bois, leur faisant toujours teste avec le regiment de dragons de Richebourg espagnol, le regiment Collonel general, et vos carabiniers, et les cinq cent grenadiers à la queux du tout, je fis l'arriere garde desdits grenadiers avec le marquis de Nangi, à la reserve seulement de huit soldats et un sergent qui marchoyent derriere nous.

Il est remarqué, monseigneur, que la teste de ma colonne, conduite par le marquis de Villiers, marechal de camp, aiant trouvé la fin de l'artillerie ou peut estre quelque infanterie qui marchoyent très lentement, fust obligé de conformer sa marche à celle de l'artillerie qui marchoit devant luy, ce qui donna tout le temps necessaire aux ennemis de reconnoistre que l'infanterie qui faisoit notre arriere garde n'estoit composée que de 500 grenadiers. Après laquelle découverte ils dettacherent deux mil grenadiers, quantitté de dragons, suivis de toute leur armée, qui commencerent à nous attaquer avant que nous eussions seulement fait un bon quart de lieu dans le bois, et se relevant les uns après les autres après avoir tiré, leur feu estoit continuel. Nous soutimmes, M. le marquis de Nangi et moy, avec nos 500 grenadiers, contre le feu des ennemis le plus que nous pumes. Mais à la fin nos soldats, lassé (*sic*) et ennuyés d'estre si vivement pressé, et n'ayant pas le temps de recharger leurs armes, sederent à la

## PIECES JUSTIFICATIVES

superiorité du feu de l'ennemi, malgré tous mes efforts et ceux de M. de Nangi, et si bien, monseigneur, qu'après la consommation de nos 500 grenadiers je n'eu plus de recours qu'au regiment de dragons qui marchoit devant moy, et qui ne fit pas ce qui auroit esté à souhaiter en pareilles occasion (*sic*), ce qui m'obligea d'avoir recour (*sic*) au Collonel general et aux carabiniers, qui tournerent à mon premier ordre sur la teste des ennemis qui jetterent un gros feu sur le Collonel general, pour la derniere foy duquel feu il tomba des officiers du Collonel general et des cavalliers, comme aussi quelques chevaux de vos carabiniers. Après quoy, nous marchames fort tranquillement jusques aux postes de Gand, où nous trouvames une partie de l'armée, le reste aiant passé de l'autre costé de très bonne heure.

Si tost que je fus arrivé au camp, je rendis compte à monseigneur le duc de Bourgogne de ce qui estoit arrivé à cette arriere garde, à quoy il me fut expliqué que toutte l'infanterie avoit eu ordre de border les bois et de laisser passer toute la cavalerie devant elle.

Je jugeay à propos de n'en faire aucune plainte.

Vostre Altesse Serenissime sera sans doute surprise d'apprendre que je me suis trouvé seul de lieutenant general à cette action. J'ay seulement l'honneur de luy dire que M. de Cheladet fit l'arriere de sa colonne à la teste du regiment de La Tour avec M. d'Ableterre, marechal de camp. MM de Puiguyon et Dreux qui sont de la seconde ligne aux ordres de M. de Cheladet marcherent dans leurs places. M. de Bouzolle marcha, à ce que je crois à la teste de Royal Roussillon, qui touche à l'infanterie de la premiere ligne. MM. le marquis de Villiers et Mimeurs marcherent à la teste de la colonne dont je faisois l'arriere garde, et ce qui fut cause que je restay commandant de cette arriere garde fut aparemment l'ordre que M. d'Albertgotty eut d'accompagner les princes pendant la grande action et pendant la retraite.

Les militaires les plus ceinceres et les plus eclairés conviennent que sans le Collonel general et vos carabiniers, les ennemis n'auroyent pas manquez de profiter du desordre qui se seroit mis dans toute la colonne et qui seroit parvenus (*sic*) indubitablement à l'artillerie et peut estre plus avant, par l'avantage que leurs donnoyent les hayes qui bordoyent le chemin de notre colonne, ce qui leurs auroit donné lieu d'assener (*sic*) dans notre chemin, bordé de deux watregant, tout ce qu'ils auroyent voulu, et sans courre aucun risque. C'est, monseigneur, un fait incontestable de tous ceux qui l'ont connu ou voulu connoistre.

À l'egard des pertes qui se sont faittes dans cette arriere garde de gens tuez ou pris, il faut avouer que les officiers de grenadiers sont louables et à plaindre par le grand nombre de ceux qui ont esté pris ou tué (*sic*) et particulièrement de trois compagnies de grenadiers du Royal, qui furent toujours à la queux des cinq cent grenadiers. M de Pouriere, brigadier et inspecteur de dragons, y a resté pour prisonnier, estant à la teste du regiment de dragons de

## PIECES JUSTIFICATIVES

Richebourg. Et à l'égard du Collonel general, qui a plus souffert que vos carabiniers, il y a esté tué des capitaines et soubalternes que M. le comte d'Evreux regrette beaucoup. Les ennemis de leur part y ont eu un officier general tué par un de vos carabiniers.

Faites, monseigneur, l'usage de cette relation à vostre ordinaire ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Camp de Lovendegem, 21 juillet 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2108, n°38

« The 10<sup>th</sup> early in the morning M. de Chemerault marched from Gant with 2000 men to seise Oudenard, but came to late, a detachment of 2000 men the enemy had sent thether [i.e. there] being gott into the town the day before. Had he, or anybody else, bin sent souner, he had taken that place with as much ese as we did Gant. The same day the army marched from Lede nire Alost to Gavre, nire which place we had 4 briges finished that night over the Escaut. Gavre being not thaught a secure place for the princes, they, with most of the other general officers, tooke up their quarters on the left, from whence, for what reason I cannot imagine, they did not move the next morning till eight a clock, and then went only do a heithe on the right, from whence we had a veu of the troops that ware marching down to passe the river. About a 11 a clock, whilst the princes and the rest of the generals ware att diner, neuse [i.e. news] was braught that 25 squadrons of hors, sustained by some foote, apeared in the plaine on this side Oudenard. Upon this, they all got on horsback, and M. de Vandome, who went before, saide he would goe charge this troops, the gretest part of ours being att that time on the same side the river, and the rest passing as fast they could. When we had passed the river, we found a very close cantery [i.e. country] for halfe a legue, after which we came into a fine plaine capable of containing the whole army but divided from the enemy by tow rowes, if I may call them so, of defiles, which semed to have some overtures on the right where hors might march. The first of these rowes was a village with scatered houses and inclosures on the right and left that covered a grete parte of the plaine behind it where our troops ware in battle. The wayes through this row ware very narow, and when we had passed, them we came into another little plaine, beyond which there was a village and houses that made the second row of deffiles that separated us from the enemy whose number we could perseue encresed [perceive increased] every moment, and had possessed themseulves of the houses that ware in the center of the inclosures I mentionned last. From hence to the left nire the river, there was a fine plaine on the enemy's side and on ours, but devided with a ruiseau not very practicable, and a narow row of hedges, the ground being much heigher on our side then on theirs.

Betwint 2 and 3 a clock M. de Biron was sent down to the right with some hors and dragouns towards the passages mentioned before, and 12 brigades of foote ordered down to posese as much as we could of the inclosures behind which the enemy's army was in battle, who ware sustained by some hors and dragouns in the little plaine behind them ; all the

## PIECES JUSTIFICATIVES

remainder of the army being then in the grete plaine mentioned att first. Betwint 3 and 4 the princes went down into the little plaine, but did not continue there long, but returned to a heithe towards our left, where they found M. de Vandome, and where our canon was, where the princes continued till sunset, during which time the Housolde, some of the Gens d'armerie and the other troops of hors and dragouns ware ordered to marche down on the right, where what use was or could be made of them I know not.

For all I can tell you about the action is that about six in the evening, the enemys attacked 10 companies of grenadiers we had in the center, and drove them from the place they ware in, about which time M. de Grimaldy and M. de Sebret attacked several times the village or houses the enemy ware in a little more on our right, and ware allwise beaten of with losse, the enemy having their whole army just behind them to sustaine their attacks. And thus we could heare the fire continue in all places about those further most inclosures, and just after sunset the princes ware advised to goe down into the little plaine againe which they did by passeing first from the left where they had halted so long to the right. But when they came there where they found M. de Vandome, they had reason tho [i.e. though] the fire continued to mistrust our successe, however tho it now began to be darke.

Biron, who came to them, was ordered to lede on some regiments of dragouns that ware there and had no souner entered the inclosures. But we saw our foote retire from the hedges, and on our right a colone of dragouns marching into the plaine where we all ware, which M. de Vandome was so possitive ware a parte of Birons' reserve that we never belived them to be the enemy till they began to fire amongs us. And had it not ben so darke that they could not distinguish who ware there, all the princes with M. de Vandome and the marechal de Matignon had ben in grete dainger of being all either taken or killed. But the enemy, not knowing who we ware preied upon the first they mett, and gave us time tho in grete disorder to repasse the defillé and gaine the plaine behind us, where we staid I believe three houers consulting what should be done. M. de Vandome was for continucing there till the next morning, and trieing our fortune once more ; but all the rest, excepting the comte d'Evereux, being of a contrary opinion, beliving we should not finde many troops there in the morning, it was resolved we should goe to Gant in order to gett where we now are.

How the retrete was manged [i.e. managed], I can not tell but a grete many of the general officers ware with the princes, and others I am informed ware gon other ways. M. de Rosel commanded the rire, and as I have ben tolde since, the allmost forgetting 40 squadrons that ware on our left, and the indeavouring to save them, saved the canon, which I believe was more then we expected when we went away in the night. How the hors on our right came to

## PIECES JUSTIFICATIVES

be surrounded by the enemy I know not. It was very late and the ground by no means fitt for hors to engage in, which gave me an ill opinion of the matter when I saw it so long differed, because I saw it would be a night worke, and in a maner puerely of foote where ours never would be sustained. Had we marched but on day or perchance but 4 houers souner all this had been prevented, and the enemy had never passed the river. Or if when we saw thay ware passed we had staid upon the plaine, and taken all the advantages the ground afforded us all along the village and inclosures that ware then before us, the advantage we should have over the enemy would have ben much greter. Had they attacked us the next day, then that they had over us in the place where the fight was, our cannon would have bare upon them in all places, and they not ground to point on pice.

This is all I can tell you now of this matter. If you think it worthe shewing mylord Duke of Berwick you may, otherwise burne it. We are fortiefieing this canal with a parapet and redoutes from Gant to Bruges, and have taken a fort on the other side of Gant called the Fort Rouge<sup>1</sup> in which there was 120 men which gives us an entrance and will facilitate our forage out the pays de Waves<sup>2</sup>. As to our master he never quitted the princes on moment the day the action was, and in all things behaved himself as you could wiche. He has his helthe God be thanked very well and I believe the duke of Berwick will be well satisfied when they meete, with the account he will be able to give him of all things. I am sory to heare you have ben so much out of order, pray have a care of yourself and believe me ever sincerely yours. Routhe presents you with his humble service<sup>3</sup>.

Traduction :

« Le 10 tôt dans le matin M. de Chemerault marcha de Gand avec 2000 hommes pour s'emparer Audenarde mais vint trop tard, un détachement de 2000 hommes que les ennemis y avaient envoyé étant arrivé dans la ville le jour précédent. Si lui, ou quelqu'un d'autre, avait été envoyé plus tôt, il aurait pris cette place avec autant de facilité que nous avons pris Gand. Le même jour l'armée marcha de Ledes, près d'Alost, à Gavre, place près de laquelle, cette nuit-là, nous achevâmes 4 ponts sur l'Escaut. Comme on ne considérait pas Gavre comme une place sûre pour les princes, ils prirent leurs quartiers à la gauche, avec les autres généraux, d'où ils ne bougèrent pas le lendemain matin avant 8 heures, pour une raison que je ne peux

---

<sup>1</sup> Le Fort Rouge était situé sur le Sas-de-Gand.

<sup>2</sup> Le pays de Waes est la zone de Flandre orientale s'étendant au nord de l'Escaut.

<sup>3</sup> Routhe est ainsi probablement l'auteur de cette relation.



## PIECES JUSTIFICATIVES

m'imaginer, et alors ils vinrent à une hauteur sur la droite, d'où nous avions une vue sur les troupes qui marchaient pour passer la rivière. Vers 11 heures du matin, alors que les princes et le reste des généraux étaient en train de dîner, on apporta la nouvelle de l'apparition de 25 escadrons de cavalerie soutenus par de l'infanterie sur la plaine, de ce côté d'Audenarde. Là-dessus, tout le monde monta à cheval, et M. de Vandome, qui était arrivé auparavant, dit qu'il irait charger ces troupes, la plus grande partie des nôtres étant alors du même côté de la rivière, et le reste passant le plus vite possible. Quand nous eûmes passé la rivière, nous trouvâmes un pays très fermé d'une demi-lieue, après lequel nous vînmes dans une belle plaine capable de contenir une armée entière, mais séparée de l'ennemie par deux rangées, si je peux les appeler ainsi, de défilés, qui semblaient avoir des ouvertures à la gauche, où l'ennemi pouvait marcher. La première de ces rangées était un village avec des maisons éparses et des enclos à droite et à gauche qui couvraient une grande partie de la plaine derrière lui, où nous troupes étaiement en bataille. Les passages au travers de ces rangées étaient très étroits et lorsque nous les eûmes passé, nous arrivâmes dans une autre petite plaine, au-delà de laquelle il y avait un village et des maisons qui constituaient la seconde rangée de défilés qui nous séparait de l'ennemi dont nous pouvions percevoir le nombre augmenter à chaque instant, et qui s'étaient emparés des maisons qui étaient dans le centre des enclos que j'ai mentionné précédemment. De là à la gauche, à côté de la rivière, il y avait une belle plaine du côté de l'ennemi et du nôtre, mais séparée par un ruisseau pas très praticable et une étroite rangée de haies, le terrain étant bien plus haut de leur côté que du nôtre.

Entre 2 et 3 heures M. de Biron fut envoyé vers la droite avec quelques cavaliers et dragons vers les passages que j'ai mentionnés auparavant, et 12 brigades d'infanterie eurent l'ordre de prendre possession le mieux qu'elles pourraient des enclos derrière lesquels l'armée ennemie était en bataille, qui était soutenue par quelques cavaliers et dragons dans la grande plaine mentionnée au début. Entre 3 et 4 les princes vinrent dans la petite plaine, mais ne continuèrent pas longtemps, au contraire ils revinrent vers une hauteur à notre gauche où ils trouvèrent M. de Vandome, et où était notre canon, où les princes restèrent jusqu'au coucher du soleil, temps durant lequel la Maison du Roi, une partie de la gendarmerie et les autres troupes de cavalerie et de dragons eurent l'ordre de marcher vers la droite, où je ne vois pas de quelle utilité ils étaient ou pouvaient être.

Tout ce que je peux vous dire de l'action c'est que vers six heures du soir les ennemis attaquèrent 10 compagnies de grenadiers que nous avions dans le centre, et les repoussèrent des places où ils étaient, temps pendant lequel M. de Grimaldy et M. de Sebret attaquèrent à plusieurs reprises le village ou les maisons où les ennemis étaient un peu plus à notre droite,

## PIECES JUSTIFICATIVES

et furent toujours battus avec des pertes, l'ennemi ayant toute leur armée derrière lui pour soutenir ses attaques. Et ainsi nous pouvions entendre le feu continuer dans toutes les places et dans un nombre croissant d'enclos aux alentours. Juste après le coucher du soleil, les princes reçurent le conseil de descendre à nouveau dans la petite plaine, ce qu'il firent en passant d'abord de la gauche où ils étaient restés aussi longtemps, vers la droite. Mais quand ils y arrivèrent, ils y trouvèrent M. de Vandome, et ils eurent raison, bien que le feu continuât, de ne pas croire à notre succès, bien que pourtant il commençât alors à faire sombre.

Biron, qui vint à eux, eut l'ordre de mener quelques régiments de dragons qui étaient là et qui venaient à peine de pénétrer dans les enclos. Mais nous vîmes notre infanterie se retirer des haies, et à notre droite une colonne de dragons marcher dans la plaine où nous étions tous, que M. de Vandome assura avec certitude être une partie de la réserve de Biron, et qu'il ne pensa jamais être des ennemis jusqu'à ce qu'ils commencent à nous tirer dessus. Et s'il n'avait pas fait si sombre qu'ils ne pouvaient pas distinguer qui était là, tous les princes avec M. de Vandome et le maréchal de Matignon auraient été en grand danger d'être tous pris ou tués. Mais l'ennemi, ne sachant qui nous étions, tomba sur les premiers qu'ils rencontra, et nous donna le temps, quoiqu'en grand désordre, de repasser le défilé et de gagner la plaine derrière nous, où nous restâmes, je crois, trois heures, nous demandant ce qu'il fallait faire. M. de Vandome était d'avis de continuer ici jusqu'au lendemain matin, et de tenter la fortune une fois de plus ; mais tous les autres, à l'exception du comte d'Évreux, étant d'une opinion contraire, croyant que nous ne devrions pas trouver beaucoup de troupes le lendemain matin, il fut résolu d'aller à Gand pour arriver où nous sommes désormais.

Je ne peux pas dire comment se fit la retraite, mais un grand nombre d'officiers généraux étaient avec les princes, et j'ai appris que les autres avaient pris d'autres chemins. M. de Rosel commandait l'arrière, et comme on me l'a dit depuis, dans ses efforts pour sauver les 40 escadrons de notre gauche qui avaient presque été oubliés, il sauva le canon, ce qui, je crois, était plus que l'on avait espéré lorsque nous partîmes dans la nuit.

Je ne sais pas comment notre cavalerie sur notre droite en vint à être encerclée par l'ennemi. Il était très tard, et le terrain ne convenait en aucun cas pour un engagement de cavalerie, ce qui me donna une opinion défavorable de l'affaire quand je la vis si longtemps différée, parce que je vis que l'affaire se déroulerait la nuit, et impliquerait essentiellement de l'infanterie, où les nôtres ne seraient jamais soutenus. Si seulement nous avions marché dès le jour ou peut-être quatre heures plus tôt, tout ceci aurait été prévenu, et l'ennemi n'aurait jamais passé la rivière. Ou si, lorsque nous vîmes qu'il était passé, nous étions restés sur la plaine, nous avons pris tous les avantages que nous fournissaient le terrain tout le long du

## PIECES JUSTIFICATIVES

village et des enclos qui étaient devant nous, l'avantage que nous aurions eu sur les ennemis aurait été bien plus grand. S'ils nous avaient attaqués le jour suivant, S'ils nous avaient attaqués le jour suivant, [ils auraient perdu] l'avantage qu'ils avaient sur nous dans les places où le combat s'est déroulé ; dans aucune place ils n'auraient été à l'abri de notre canon, et ils n'auraient pas bénéficié du terrain pour nous attaquer en détail.

C'est tout ce que je peux vous dire sur ce sujet. Si vous pensez que c'est digne d'être montré au milord duc de Berwick, vous le pouvez, sinon brûlez-le. Nous sommes en train de fortifier ce canal avec un parapet et des redoutes de Gand à Bruges, et nous avons pris un fort de l'autre côté de Gand appelé le Fort Rouge, dans lequel il y avait 120 hommes, et qui nous ouvre une entrée et va faciliter notre fourrage dans le pays de Waes. Pour ce qui est de notre maître, il ne quitta jamais les princes un seul instant le jour de l'action, et se comporta en toutes choses comme vous pourriez le souhaiter. Il se porte, Dieu merci, très bien, et je crois que le duc de Berwick sera satisfait quand ils se rencontreront, par le rapport complet qu'il sera capable de lui faire. Je suis désolé d'entendre que vous avez été à ce point indisposé, je vous prie de bien vous occuper de vous, et de me croire votre sincère serviteur. Routhe vous présente ses humbles services ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Extrait des mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712 : la bataille d'Audenarde »

BnF ms. Fr. 14173, fol. 160r-168r

« Les Alliez, aiant achevé de passer l'Escaut, ils occuperent bientôt les defilez d'Asperem, et une espece d'amphitheatre composé de haies, de ravines et de Watergans. Ce fut dans ces mesmes postes quasi impraticables, où il étoit difficile de juger de la superiorité des troupes, que les personnes qui avoient la confiance du duc de Bourgogne lui conseillerent de faire attaquer les ennemis. Grimaldi, maréchal de camp dans les troupes d'Espagne, neveu du gouverneur de Mons, eut ordre du generalissime de commencer l'action à 4 heures après midi, à l'insçu du duc de Vendome, avec la brigade du Roi, qui se trouva separée des autres. Elle chargea d'abord les troupes de Brandebourg et d'Hanovre, avec tant de vigueur, malgré l'avantage de leur situation, qu'elle les ebranla au milieu d'une grele de balles.

Le duc de Vendome, qui ne s'attendoit nullement à cette entreprise, et qui souhaitoit que l'armée entiere fut arrivée, n'oublia rien pour saisir des premiers la victoire. Il envoya promptement Genet, son lieutenant des gardes, et premier aide de camp, porter l'ordre à l'infanterie de l'aile gauche de s'ebanler et d'attaquer. Cet ordre neanmoins fut inutile, parce que d'O, Gamache et autres firent entendre au duc de Bourgogne qu'il y avoit un ravin et des marais dangereux à franchir, quoique le duc de Vendome y eut passé peut-être une heure auparavant, accompagné du comte d'Evreux, general de la cavalerie, qui conduisoit 30 escadrons.

La brigade du Roi chargeoit toujours à la droite l'infanterie qui lui étoit opposée, mais trouvant des troupes soutenues de plusieurs lignes qui la debordoient de toutes parts, il lui falut ceder au grand nombre, et le peu de confiance que cette brigade avoit dans le marechal de camp genois n'y contribua pas peu, disons mieux, l'empcha de braver les feux.

La brigade de Picardie donna en meme tems sur les troupes qui lui faisoient front. Elle combatit des Suisses qui se trouverent sans resistance et qui abandonnerent leur poste. Picardie les suivit de haie en haie, jusqu'à l'entrée de la plaine, qui joint le glacis d'Oudenarde, où se tendoit l'une des extremitez.

L'ennemi fin et vigilant, qui ne s'allarmoit ni de ses desavantages, ni de ses desseins assez souvent echouez, tacha d'enlever la brigade de Picardie, qui s'etoit un peu trop avancée. Mais le duc de Vendome, qui voioit partout, penetrant d'abord ce projet habilement concerté, observa que cette brigade alloit etre enveloppée par un endroit où il y avoit un terrain couvert

## PIECES JUSTIFICATIVES

de haies vives et des watergans que les ennemis pouvoient occuper. Ainsi, il envoya des ordres au prince de Montbazon, qui commandoit Picardie, de se retirer et de gagner ce terrain où ils se rangerent en bataille et furent en même tems appuyez par la Maison du Roi.

Dans ce moment, le duc de Vendome, comme un impetueux et assure vainqueur, par une marche aussi fiere que diligente, fut se mettre à la tête de cette brigade etonnée. L'intrepidité du prince produisit un si bon effet qu'il n'y eut point d'officier ni de soldat qui ne fit gloire de suivre ce general. La vigueur avec laquelle il attaqua un corps de troupes de Dannemark et de Hesse Cassel les epouvanta si fort qu'elles furent repoussées des premieres haies. La valeur de l'infanterie françoise ne parut jamais avec tant d'avantage que dans cette attaque, où le duc de Vendome fut sourt à toutes les instances qu'on lui faisoit de ne pas tant s'exposer. Il se tint toujours l'epée à la main au milieu des dangers, animant les soldats par ses cris, par ses gestes, mais tellement par son exemple que les Danois et les Hessiens furent chassez de haie en haie, de ravine en ravine, de watergan en watergan, jusques dans la plaine où s'etendoit leur cavalerie.

Si dans ces heurus momens, le duc de Vendome eut été soutenu comme il s'y attendoit, les Alliés etoient abattus, leurs drapeaux enlevez, les François au comble de la gloire, et le soleil auroit éclairé la defaite entiere de l'infanterie ennemie, car jamais general n'inspira tant de zele et de courage à ses soldats, qui par un esprit d'enchantement ne croioient rien plus d'impossible en voiant Vendome donner le spectacle d'un brillant heroïsme.

La cavalerie de France etoit en bataille et ne pouvoit aller à la charge ni à la droite ni à la gauche, en raison des defilez et des coupures qui l'empechoient de se former. Elle s'etendoit jusqu'à l'Escaut près d'Apres. On voioit les chevaux fremir d'ardeur, tournant la tête de côté et d'autre, secouer la bride qu'on leur tenoit haute, et faire retentir la terre sous leurs pieds au son des trompettes et des timbales. Cependant, la gendarmerie tomba si à propos sur 15 escadrons des Alliez qui vouloient charger quelques bataillons françois en plaine, qu'elle en renversa et tailla en pieces une partie, repoussant le reste jusques dans leurs lignes.

Peu de tems après que le duc de Vendome eut quitté la brigade de Picardie pour passer à celle de Piedmont, le prince de Montbazon chargea encore quatre fois l'infanterie des Alliez. On eut beau lui presenter des troupes fraiches et aguerries, il renversa tout ce qui lui fut opposé et revint avec deux drapeaux, brulant d'ardeur pour un combat decisif.

Le duc de Vendome s'etant rendu à la tête de Piedmont, trouva à cheval, au centre de cette brigade, le colonel de Chartres, qui la commandoit. Ce prince lui adressa ces paroles : "Arpajou, voilà de l'infanterie dans ces haies, il l'en faut chasser". Ce brigadier lui repondit :

## PIECES JUSTIFICATIVES

"Je promets sur ma vie à V.A. que malgré leur gros front, et le crochet qu'ils font pour déborder mes gens par la gauche, ils ne resteront derrière ces haies qu'autant de temps qu'il faudra pour faire leurs décharges". Alors Arpajou, commençant de s'ébranler, dit aux bataillons de sa brigade : "Mes amis, vous venez d'entendre ce que M. le duc de Vendôme vient de dire", les soldats lui crièrent : "C'est notre père !". A ces paroles, Arpajou fit mettre le fusil sur le bras gauche, la baïonnette au bout, et marcha lentement jusqu'à près de la demi-portée de fusil, d'où les ennemis firent leurs décharges, que Piedmont et Chartres soutinrent sans se rompre malgré les morts qui tomboient des rangs. Et tout à coup, leurs tambours batirent la charge, et cette brigade passa à travers les ronces et les épines avec une ardeur incroyable, enfonce les bataillons allemands à bout touchant, et à coups de baïonnette, les chasse entièrement, quoique supérieurs, des watergans et des haies qu'ils bordoient, laissant le terrain qu'ils venoient de perdre jonché (*sic*) de morts et blessés.

D'Artagnan Montesquiou, lieutenant général, le chevalier de Luxembourg, maréchal de camp, se signalèrent extrêmement à toutes ces furieuses charges sous les yeux du duc de Vendôme par les preuves qu'ils donnerent de leur valeur et de leur fermeté naturelle, ainsi que d'Arpajou, et Fervaque Buillion, colonel de Piedmont. Le maréchal de camp et le brigadier y eurent d'heureuses blessures.

Cependant, les troupes ennemies, secourues par de nouveaux renforts, se rallièrent dans la plaine, et le prince Eugène les fit retourner à la charge pour reprendre leurs postes. La brigade de Piedmont n'étant appuyée par aucune autre infanterie, fit tambour batant une évolution avec autant d'ordre que d'audace pour border les haies qu'elle venoit de gagner avec tant de gloire, et ne cessa de faire feu sur l'infanterie ennemie, qui ne put s'en approcher qu'à la portée de fusil. Cette brigade se maintint dans ce terrain jusqu'à la retraite avec une invincible fermeté.

Dès que le prince Eugène eut remarqué que le duc de Bourgogne persistoit à soutenir le combat seulement par 30 bataillons de la droite, et qu'il ne restoit plus de troupes entre Moringhem et le centre, il fit couler une colonne de cavalerie le long des chemins creux, entre la droite de l'infanterie et la gauche de la cavalerie, pour charger quelques escadrons qui gardoient le duc de Bourgogne, le duc de Berri et le prétendant à la couronne d'Angleterre. Cette manœuvre imprevue causa une espèce de désordre. Les princes coururent un grand risque d'être tués ou enlevés. Ils furent redevables de leur conservation à l'ordre que le duc de Vendôme donna à La Vierrue de prendre deux brigades de cavalerie qui accoururent et repoussèrent l'ennemi. Après quoi, le duc généralissime, son frère et le prétendant retournerent au moulin de Moringhem.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Comme le genie militaire portoit successivement le duc de Vendome vers les 7 brigades qui donnerent avec beaucoup de vigueur, il fut le témoin du courage et de l'adresse de Cambroune, lieutenant-colonel du regiment d'infanterie de Lorraine, qui amena 3 fois à la charge le bataillon qu'il commandoit, tua 4 hommes de sa main, qui paroissoient acharnez sur lui, et ôta la vie à un jeune officier allemand, un drapeau qu'il venoit d'enlever. Il deffendit encore ce drapeau avec tant de vigueur contre quelques soldats anglois, que le duc de Vendome, ravi de cette belle action, deu rendre compte à la cour, lui sur qui ne pouroit y oublier des actions louables et eclatantes.

Ce guerrier infatigable, ecumant comme un lion, courut à la gauche de la brigade de Piedmont, où etoit son regiment d'infanterie. Il chargea avec tant de fureur et d'impetuosité les Suisses à la solde d'Hollande, qu'ils ne purent resister à de si violentes attaques. Ils furent chassés à la troisieme charge, et de leurs haies, et de leurs lignes. La brigade de Vendome debusqua ensuite les gardes bleues d'Hollande des lieux où ils se croioient en seureté. Le duc de Vendome, toujours au milieu des coups, eut à cette attaque deux valets de chambre tuez à ses côtez, et Gennet, son lieutenant des gardes. Il conserva cependant cette presence d'esprit qui ne l'abandonnoit jamais, et qui paroissoit surtout dans les perils evidens.

Le duc de Vendome, n'ayant pas été soutenu dans cette vive attaque, non plus que dans les autres, ajoutez à cela l'epuisement des forces où les charges precedentes avoient reduit les soldats, ne voulut pas s'opiniatrer davantage à attaquer le regiment des gardes à pied de la Reine d'Angleterre, posté dans un terrain entrecoupé de haies et de fossez, et où il auroit eu affaire à 4 contre un. Enfin, la nuit vint separer les combatans, qui ne cesserent de tirer que lorsqu'ils ne purent plus se reconnoitre. Voilà au juste de quelle maniere le combat d'Oudenarde finit. Le duc de Vendome eut la gloire d'en sortir invincible, avec tous ceux qui combatirent sous ses ordres, et où ce general auroit perdu mille fois la vie, si le Dieu de Josué, qui le reservoit à des choses plus glorieuses, ne lui avoit miraculeusement conservée ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Ordre de bataille de l'armée de Flandres, 1708.

s.l., s.d. [avant le 11 juillet 1708]

BnF ms. fr. 20866, fol. 294v-295r

Il nous a été impossible, afin de ne pas surcharger l'ordre de bataille, d'y indiquer les officiers généraux affectés à chaque ligne. Nous avons donc préféré reproduire ces listes séparément, comme il suit :

[A gauche de la première ligne :]

Monseigneur le duc de Bourgogne

Monseigneur le duc de Vendosme

Mons<sup>r</sup> le marechal de Matignon

Lieutenants generaux :

Albergoty, Durozel Souternon, Biron Grimaldy, Guiche Artaignan, Scheladet Rohan,

Gassion

Marechaux de camp :

Conflans, Rufey, Delisle, Fils-Geralds, Grimaldy, Palavicini, Coigny, Appelterre, Bouzolles

[Entre la première ligne et la seconde ligne :]

[Lieutenants generaux :]

Goebriant, Berkinfeld, Capres, Puisegur, Villars, Toulougeon, Magnac

[Marechaux de camp :]

Villiers, Luxembourg, Zuniga, Dreux, d'Evreux

[Entre la seconde ligne et les réserves :]

[Lieutenants generaux :]

Biron, Saint-Maurice, Chaymerault

[Marechaux de camp :]



## PIECES JUSTIFICATIVES

Puiguiou, Notaff, Seneterre

[Enfin, au dos de la feuille est indiquée la mention hors teneur :] A son Altesse Royale  
monseigneur le duc de Bourgogne.



## PIECES JUSTIFICATIVES

### Relations de batailles et d'autres opérations militaires : Wynendael

Lettre du comte de La Mothe-Houdancourt à Vendôme

Camp de Zedelghem, 29 septembre 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°167

« Monseigneur,

Ayant appris hier que les ennemis faisoient passer leur convoi par Ghistelles, couvert du Mourdick, je me mis en marche pour aller à Moer, et les charger quand ils passeroient le pont qui est sur le Moerdick. J'appris en chemin qu'il y en avoit déjà beaucoup de passé. Je me rejeztay sur Vinendal, affin d'attaquer la tête. En arivant, je les trouvay posté sur deux lignes d'infanterie, la cavalerie deriere eux, leur droite et leur gauche appuyées à un bois. Je fis mettre mon infanterie sur quatre lignes, le terrain ne me permettant pas de m'ettendre davantage, et les ennemis n'occupant que le meme frond, [soutenués] de deux lignes de dragons à cheval et trois lignes de cavalerie. Je fis tirer le canon demie heure avant d'attaquer, qui fit un fort bon effet. Je n'ay jamais douté que par cette disposition, les ennemis ne fussent battus et leur convoi prit. Mais l'infanterie n'ayant pas repondu à ce que j'attendois d'elle, cela s'est passé à un combat qui a duré deux heures sans qu'on ait pu les enfoncer, et la nuit ayant fait cesser l'attaque, chacun s'est retiré de son côté. Je ne sçay ny la perte ny la force des ennemis, ny ce que nous avons perdu de monde, mais cela n'est pas considerable. Il y a presque plus d'officiers que de soldats tués ou blessés. M. de Grimaldi, brigadier de dragons, et M. de Pantoca, colonel d'infanterie, ont été tués, M. de Carachiolli, brigadier, blessé en deux endroits, M. le baron de Laern, colonel, blessé dangereusement d'un coup de fusil dans le corps, M. le marquis de Wemel fort blessé à la jambe, M. le chevalier de Melun blessé legerement au bras.

Les brigades de Perche, de Condé et de Vendosme estoient à l'arriere-garde, et ne sont venues que sur la fin de l'affaire. Je n'ay qu'à me louer infiniment de tous les officiers generaux, aussy bien que des officiers particuliers. Je ne manqueray pas de m'emparer d'Oudembourg comme me l'ordonne M. le duc de Bourgogne et j'en connois l'importance. J'avois envoyé M. de Villemort avant-hier pour s'en emparer avec mille homme (*sic*) d'infanterie, il y trouva les ennemis postés au nombre de quatre cens. Il les attaqua deux fois sans les forcer. Je l'aurois fait soutenir et nous l'aurois emporté si je n'avois crain que les

## PIECES JUSTIFICATIVES

ennemis n'eussent fait filer leur convoi pendant ce temps-là comme j'en avois été avertis. Je suis bien mortifié, comme V.A.S. le peut croire, de n'avoir pas mieux réussi dans cette entreprise, mais j'ay fait tout de mon mieux, et je n'ay rien à me reprocher.

Je suis avec un très profond respect, monseigneur, de V.A.S., le très humble et très obéissant serviteur,

[Signé :] Comte de La Mothe Houdancourt ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre du comte de La Mothe-Houdancourt à Chamillart

Camp d'Oudembourg, 2 octobre 1708

SHD AG A<sup>1</sup> 2083, n°185

« Monseigneur,

Je crois devoir vous envoyer un plus ample detail de l'affaire de Vinendal que celuy que j'ay eu l'honneur de vous ecrire il y a deux jours. Je n'ajoutay rien à l'egard de la disposition dont vous devez estre suffisamment instruit. Je diray seulement que notre infanterie, en approchant les ennemis, fit sa decharge de fort loing, malgré l'ordre qu'on avoit reiteré plusieurs fois de ne point tirer, et de charger la bayonette au bout du fusil, et au premier coup tiré des ennemis, la plus grande partie, surtout la gauche, s'est jetté par terre, même de la quatrieme ligne, et en se relevant s'est mise en fuite et en confusion sans que les ennemis aient fait aucun mouvement en avant, etant toujours resté dans leur poste, et quoyque j'eusse fait dans le moment avancer les lignes de cavalerie et de dragons pour les contenir. Je parle des soldats, car les officiers ont tous fait à merveille, et s'il y en a plusieurs de tués ou blessé (*sic*), c'est parce qu'ils sont resté seuls, faisant ensuite leur possible pour raliier leurs soldats. Cela est d'autant plus malheureux pour moy que cela n'a point d'exemple.

A l'egard de la retraite, comme nous nous etions toujours maintenus sur le champ de bataille par notre cavalerie, nos dragons et quelque infanterie qu'on avoit raliée, nous ne nous sommes retiré que plus de deux heures après que l'action eut entierement cessé, et sans nulle confusion.

Les brigades de Perche, de Vendosme et de Condé ne sont arivé que sur la fin de l'affaire à l'entrée de la nuit, et n'ont point donné. C'etoit M. le marquis de Senectere qui les conduisoit, avec quelques regiments de cavalerie et de dragons qui etoient à l'ariere-garde. J'ay tous les lieux du monde de me louer de MM. les officiers generaux. Ceux que j'ay le plus veu dans l'affaire sont M. de Puyguion, M. le comte de Cogny et le chevalier de Peseux, qui est un des plus valeureux hommes qu'on puisse voire. Il me revient de tous les costés que la perte des ennemis est plus grande que je ne l'avois cru.

Je suis avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Comte de La Mothe Houdancourt ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

### Les questions logistiques et les conditions de vie des combattants

« Le traité des vivres de Flandres et Allemagne, pour l'année 1704, fut fait en 1703 sous seing privé. Il fut passé au conseil le 29 janvier 1704 »

AN G<sup>7</sup> 1803, n°67

« 1<sup>er</sup> article

Devoit fournir en Flandres, Hainault, Braban, et entre Sambre et Meuse pendant les mois de may, juin, juillet, aoust, septembre et octobre par chacun jour 122 000 rations de pain à 24 d. la ration faisant pour les 6 mois (184 jours) de campagne 22 448 000 rations

En Allemagne tant en deçà que delà le Rhin, Alsace et sur la Sarre, 66 000 rations par jour à 30 d. la ration pendant les 6 mois de campagne 12 144 000

[Total] 34 592 000

Le pain entre bis et blanc, 2/3 froman, 1/3 seigle, de 28 once en paste et 24 cuit, et rasis, dont la fourniture sera faite suivant les ordres des generaux d'armée.

2<sup>e</sup>

Fournira et entretiendra à ses frais 3 900 chevaux coulliers de huit avec 975 charettes ou chariots et caissons pour la voiture du bled, farine, et pain, la reveue desquels chevaux sera faite par les ordres des generaux, etc. Ce qui s'en trouvera manquer, il en fera le remplacement 15 jours après la reveue, sans qu'il puisse luy estre deduit ny diminué aucune chose sur la solde desd. chevaux.

3<sup>e</sup>

Si les caissons qui seront à la suite des armées ne sufisoient pas, Sa Majesté fera fournir à ses frais les charettes, chariots, et chevaux necessaires, sans que le munitionnaire soit tenu d'en payer aucune chose.

4<sup>e</sup>

Permis au munitionnaire de prendre les bleds, avoines et foins dont il aura besoin pour lad. fourniture dans tous les endroits du royaume et terres de l'obeissance de Sa Majesté, en payant le prix de gré à gré ou au prix des 3 derniers marchés à son choix.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Pour la voiture desd. fournitures, tant par mer que par terre et rivières, il pourra prendre des barques, bateaux, bastimens, chevaux et charettes par préférence à toutes personnes.

Ne sera tenu d'aucuns droits de peages, octroyés, et de tous autres droits de quelque qualité (*sic*) qu'ils puissent être pour raison desd. fournitures, harnois, équipages et choses nécessaires pour les faire et entretenir, ny pour les sacs, toiles et coutelles à faire sacs, etc., tant en entrant qu'en sortant par les bureaux où se payent lesd. droits ; et s'il étoit obligé de payer aucune, il luy en sera tenu compte, en rapportant les acquits ; à l'effet de quoy il luy sera délivré les passeports, lettres de cachet et autres expéditions nécessaires, etc.

### 5<sup>e</sup>

Sera fourny au munitionnaire toutes les escortes nécessaires tant par eau que par terre, et s'il arrivoit que lesd. bleds, etc., fussent pris par les ennemis, Sa Majesté les fera payé, sçavoir le bled, farine et pain, au prix réglé par le traité, les avoines, foin, sacs de la juste valeur, compris les voitures, les chevaux d'équipage à 150 l. chacun, les charettes et caissons à 100 l. en Allemagne et 150 l. en Flandres, dont le payement sera fait suivant les procès-verbaux, etc.

### 6<sup>e</sup>

Le pain perdu ou gasté dont le munitionnaire prétendra être sur le compte du Roy, il en donnera avis dans les 24 heures à l'intendant de l'armée et 3 jours après en sera passé procès-verbal, et 8 jours après le munitionnaire enverra une expédition de ces procès-verbaux au secrétaire d'Etat ayant le département de la guerre, et au contrôleur général des finances, faute de quoy Sa Majesté n'en tiendra pas compte.

Permis de faire fourager les équipages des vivres dans tous les lieux où fourageront les troupes du Roy.

### 9 (*sic*)

Ne sera tenu d'aucuns gages ny droits de 2 et 4% ny aux intendants, commissaires, gardes et contrôleurs généraux des vivres qui seront payés par Sa Majesté.

### 10<sup>e</sup>

Sera donné logemens au munitionnaire, ses [illisibles], assossiers, commis, équipages, etc., partout où sera le quartier du Roy, aussy qu'aux officiers de l'armée. Ne sera donné aucun logement de gens de guerre dans les maisons où seront les magasins, fours, moulins,

## PIECES JUSTIFICATIVES

commis, equipages etc., soit en sejournant, passant et repassant, pendant les 6 mois de campagne.

### 11<sup>e</sup>

Si Sa Majesté faisoit cesser la fourniture avant le temps du traité, il sera pourveu au dedomagement du munitionnaire.

### 12<sup>e</sup>

S'il estoit pris par les ennemis des places où le munitionnaire aura fait des magazins, les bleds, etc., luy seront payez par Sa Majesté au prix et comme il est dit cy-dessus art. 5.

### 13<sup>e</sup>

Après le dernier octobre le munitionnaire ne sera point obligé de fournir aucun pain, et si Sa Majesté desiroit qu'il continua d'en fournir, il sera averty un mois auparavant, et le payement luy sera fait sur le pied du traité ; et si les troupes se mettent en campagne avant le premier may, il fournira le pain, au prix du traité, dont le payement et celuy des equipage qui auront servy pendant led. temps luy sera fait comptant au tresor royal ou par les tresoriers de l'extraordinaire.

### 14<sup>e</sup>

Les bleds et farines ne pourront estre retenus dans les villes et places à la fin de la campagne sous pretexte de nourrir les garnisons ou autrement.

### 15<sup>e</sup>

Sera fourny par les ordres des generaux etc., les maisons, fours, et logemens necessaires pour la conservation des grains etc., et des maisons aux commis etc. exemps de logement de gens de guerre sans payer aucune chose.

Comme aussy les chevaux, charettes et autres voitures necessaires en payant raisonnablement de gré à gré, ou suivant la taxe qui sera faite par les intendans, les fours et magazins qu'il conviendra faire dans lesd. lieux et à la suite des armées, seront faits aux frais de Sa Majesté.

### 16<sup>e</sup>

Sera passé au munitionnaire 2% de toutes les fournitures pour pertes et dechets



## PIECES JUSTIFICATIVES

17<sup>e</sup>

Prix la ration de pain en Flandre, etc. à 24 d. la ration.

En Allemagne etc., Metz et comté de Bourgogne à 30 d. la ration.

188 000 rations par jour	en Flandres	122 000 rations
	en Allemagne	66 000 rations
	[Total]	188 000 rations

Six mois de campagne font 184 jours qui font 34 592 000 sçavoir :

en Flandres	22 448 000 rations	à 24 deniers	2 244 800 livres
en Allemagne	12 144 000 rations	à 30 deniers	1 518 000 livres
[Total]	34 592 000 rations		3 762 800 livres

Solde de 3 900 chevaux 199 jours pour les 6 mois de campagne compris les 15 jours de levée :

En Flandres	2 400 à 36 sols	
Allemagne	1 500 à 40 sols	1 456 680 livres
Taxations des tresoriers de l'extraordinaire des guerres,		
à 4 deniers pour livre		86 991 livres 6 s. 8 d.
		5 306 471 livres 6 s. 8 d.

Cette somme sera payée sçavoir

au mois de janvier	1 000 000
au commencement de février	1 000 000

Le surplus en 8 payemens egaux de mois en mois de 413 308 livres 18 s. 4 d. chacun.

18<sup>e</sup> article

Sa Majesté fera le fond des espiees, façon et vaccations des comptes à rendre par le garde general des vivres, pour les fournitures du traité.

19<sup>e</sup>

Ne comptera à la chambre que 6 mois après que les estats de fournitures auront esté arrestez au conseil.

## PIECES JUSTIFICATIVES

20<sup>e</sup>

Si la fourniture est moindre en Flandres ou en Allemagne que ce qui est porté par le traité, il sera fait le denier 3 à propos de ce qui s'en defaudra, si elle estoit plus en forte en Flandre ou en Allemagne, la fourniture sera faite aux memes clauses et conditions.

21<sup>e</sup>

Si des troupes destinées pour servir en campagne, il en estoit detaché pour mettre dans les places que le Roy pourroit conquerir, ou pour la garde de celle qu'il possede (*sic*), ou pour la garde de celles qui sont en possession du Roy Catholique, le pain leur sera fourny dans lesd. places, pendant les six mois de campagne, employé dans les estats de fourniture, et payé en la maniere accoutumée comme il a esté pratiqué dans lesd. traittés de fournitures.

22<sup>e</sup> et dernier

Le munitionnaire donnera bonne et suffisante caution

Cautions qui ont fait leurs soumissions :

MM. De la Cour, Dupille, Dupille de Champval, Buisson, Oursin, Dunoyer, Raffy ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Reglement des quartiers d'hyver et de la nourriture des troupes imperiales, [traduit de l'allemand] »

Munich, 27 janvier 1706

AE Autriche 86, fol. 261r-262v

« Joseph par la grace de Dieu Empereur, Roy de Hongrie et de Boheme.

La scituation des affaires de Baviere etant changée, nous jugeons necessaire de faire un reglement des portions different de celuy de l'année 1705 et moins à la charge des habitans. Nous aurons des egards particuliers pour ceux qui nous sont demeurez fidels.

1°

La Baviere fournira 70 000 portions. Tous les baillages, villes et bourgs auront un memoire des portions qu'ils seront obligés de fournir.

2°

Les baillifs et autres officiers ramasseront les portions.

3°

Un tiers de la somme totale de 70 000 portions sera livré le 15<sup>e</sup> fevrier, l'autre tiers au commencement du mois de mars et le reste au commencement d'avril.

4°

Les baillifs et autres officiers donneront des quittances signez de leur propre mains aux habitans qui auront payé leurs portions.

5°

Notre commissaire general des guerres nommera des commissaires qui seront chargez de l'argent des portions, et les baillifs ou autres officiers qui l'auront receu des habitans le remettront entre les mains des commissaires après avoir tiré d'eux des quittances.

6°

La nourriture qui a esté donnée à nos troupes et à celles de nos alliez depuis le commencement du mois de novembre jusqu'au jour de la publication de ce reglement, et celle qu'on leur donnera jusqu'au mois d'avril, sera payée de la caisse des portions sur le pied suivant.

## PIECES JUSTIFICATIVES

7°

Les soldats auront par jour une livre de bœuf, deux pintes de biere, deux livres de pain ; ils ne pourront exiger ny prendre de l'argent au lieu de leur nourriture. Les officiers auront trois ecus imperials.

8°

La nourriture des chevaux consistera en six livres d'avoine et dix livres de foin tous les jours, en [trois] bottes de paille toutes les semaines pour chaque cheval.

9°

Si les officiers et les soldats vouloient exiger davantage que ce qui est marqué dans ce reglement, les habitans n'auront qu'à s'adresser aux officiers commandans, et au cas qu'ils fissent quelque difficulté de leur rendre justice, ils n'auront qu'à porter leurs plaintes aux commissaires.

10°

Les degats et les dommages que nos troupes et celles de nos alliez ont commis depuis le premier novembre seront reparez, mais dans la suite l'on punira les soldats des desordres qu'ils auront faits.

11°

Si nos officiers ou ceux qui sont en droit d'exiger les portions vouloient demander plus qu'il n'est ordonné dans ce reglement, les habitans s'en plaindront et on y apportera remede.

12°

Afin que les habitans ne se plaignent de ce qu'on les charge trop, l'on ne leur fera point payer de taxes ny contributions que l'on a coutume d'exiger dans les guerres.

13°

Les habitans ne manqueront pas de donner leur argent à leurs magistrats ou superieurs pour estre porté à la caisse des portions au temps prescrit, afin que nous ne soyons pas obligez d'avoir recours à l'execution militaire. Nous voulons aussy que ce reglement soit publié à son de trompe et affiché aux coins des rues et autres endroits.

Fait à Munchen, le 27 janvier 1706 ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre du chevalier de Maulevrier à Chamillart

Mantoue, 10 février 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1960, n°247

« Monseigneur,

Dans la tournée que je viens de faire, j'ay trouvé le soldat si mal couché que je croirois manquer à mon devoir si je n'avois pas l'honneur de vous en informer. Les bataillons les mieux fournis ont par bataillon cent demy fournitures ; ces demi-fournitures sont des paillasses, la plupart plus d'à demi pourries, et des couvertures au travers lesquelles on voit le jour ; encore y en a il beaucoup ausquelles on n'en a point fourni. J'en ay parlé aux entrepreneurs, ou directeurs des lits, qui m'ont dit pour toute reponse, qu'ils avoient ordre de ne point faire emplettes nouvelles, que je pouvois faire mes plaintes sur l'etat où je trouvois les choses, et qu'informé comme vous étiez des ordres que vous avés donné, vous connoîtriés et conviendriez aisément qu'il n'y a pas de leur faute. J'ay eus biens de la peine à le croire, monseigneur, car enfin le nombre de demi-fournitures qui a été fait en ce pais-cy n'étoit que pour un certain nombre de troupes beaucoup moindre que celui qui se trouve actuellement en Italie. Il s'en est dissipé ou pourris (*sic*) depuis ce temps là, et cela ne se peut autrement par les differents lieux où elles servent et les transports qu'elles ont essuyé : aussi le nombre desd. fournitures est moindre de beaucoup qu'il ne devoit être pour la quantité de troupes qui servent actuellement en Italie.

Le soldat, qui arrive fatigué de la campagne, et de trois mois d'arriere saison, où il a plus couché dans la boue que sur la paille, qui ne trouve en arrivant dans son quartier que la terre dure pour se coucher, est bien à plaindre. Celui qui est en santé tombe malade ; celui qui est afoibli par la fatigue, et qui ne se porte pas trop bien, perit en peu de jours. Je peux vous en parler ainsi, car je l'ai vu de mes propres yeux. Il paroît par les lettres de M. Saultier qu'il a une idée du plat pais de l'Italie bien differente de ce qui en est. Il croit que le soldat peut vivre chez son hoste ou en tirer quelque secours : cela est comme cela aux environs de Paris et cela s'est trouvé quelquefois aussi dans des quantons de Flandre, dont les armées avoient été un peu éloignées : mais cela est bien differend icy, où les armées amies et ennemies sont toutes les années dans le même quanton, le pais étant si étroit que cela ne se peut autrement. Il est toutes les années également fourragé par les uns et par les autres. Le paisan epouvanté, et moins laborieux qu'ailleurs, sort de sa maison, l'abandonne, et n'y rentre

## PIECES JUSTIFICATIVES

plus, emportant avec luy à la ville tout ce qu'il peut de sa maison, qui sur le champ devient la proie du soldat. Ainsi les maisons se trouvent dénuées de tout secours, et presque dépourvues d'habitans. J'ose vous dire même, monseigneur, qu'il y a les trois quarts des quartiers que nous occupons cette année, où on n'a pas trouvé un brin de paille, ayants été fouragés par l'une et l'autre armée. Nous avons été obligés de faire des fenestres et des portes aux depens du Roy ou du pays presque partout. De là vous pouvez juger du bien être du soldat. Cependant si nous nous plaignons que les demi-fournitures nous manquent aujourd'huy, ce qui n'est que trop certain, nous allons être dans un cas bien plus fâcheux, puisque nous n'aurons rien pour coucher les recrues qui nous viendront. Ces soldats de milice, qui sortent de chez eux et qui fatigués d'un terrible voyage, ne trouveront rien pour se coucher, tomberont malades avant d'entrer en campagne, et grossiront plus les hôpitaux que les armées. Voilà, monseigneur, l'état où est l'infanterie pour le coucher. On attribue souvent la perte des soldats à la negligence de l'officier, et à Dieu ne plaise que je veuille le justifier, je cherche à le corriger, et regarde comme un miracle d'y parvenir ; mais souvent de bien des soins, qui ne dependent pas d'eux, et qui ne sont pas observez icy selon l'intention du Roy et la vôtre. Le soldat en souffre si prodigieusement qu'il y succombe.

Vous voyez, monseigneur, mieux que moy, la consequence de l'article des demi-fournitures dont il est question. Je suis persuadé que vous y remedierez incessamment et le plus tôt est d'autant plus nécessaire que les regiments augmentants par les recrues qui arrivent tous les jours, on ne peut voir sans une vray pitié les soldats qui arrivent coucher sur la dure sans qu'on puisse leurs (*sic*) donner aucun secours.

J'ay l'honneur d'estre avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur,

[Signé :] Le chevalier de Maulevrier ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

« Projet pour rentrer en Italie par Suze avec 50 bataillons et 100 escadrons, au premier novembre 1706 »

s.l., s.d. [fin septembre 1706]

SHD AG A<sup>1</sup> 1966, n°466

« On estime qu'il faudra 10 jours pour assembler l'armée à Suze, lesquels en font cinq complets de consommation. Que le lendemain de l'assemblée entière de l'armée, elle marchera en avant, portant à sa suite pour 14 jours de vivres, dont six en pain entre les mains des troupes, et huit en biscuit sur des mulets, et que de plus on laissera à Suze, à tout événement, des provisions pour 12 jours, ce qui fait en tout 33 jours.

Pour la subsistance en pain de 50 bataillons pendant 33 jours, et de 100 escadrons pour led. tems, à raison de 450 rations par bataillon et de 150 par escadron par jour, y compris 400 000 rations de biscuit, et la fourniture du quartier general, officiers generaux, artillerie, muletiers	16 800 quintaux
Pour la subsistance des chevaux desd. 100 escadrons, à raison de 150 rations par escadron chaque jour, de 4 livres de froment par ration, en y compris la subsistance des mulets, et celle de l'artillerie qu'on estime à mille sacs seulement	11 050 quintaux
	27 850 quintaux
Il reste à Suze sept mille quintaux en farines, ou en bled, d'icy au premier novembre. Il en sera consommé 3 000, reste donc à	- 4 000 quintaux
Total de ce qui doit estre remis à Suze d'icy au 1 <sup>er</sup> novembre	23 850 quintaux

Pour pouvoir reussir au transport desd. 23 850 quintaux, M. de Chamillart a donné avis qu'il a ordonné à MM. de Basville et Pinon de faire remonter et descendre à Grenoble, de Languedoc et de Bourgogne, la plus grande quantité de bleds qu'ils pourront ramasser, mais on ne peut gueres compter sur ce secours par trois raisons.

La 1<sup>re</sup>, qu'on ignore encore la reponce qu'auront faites ces messieurs de la possibilité qu'ils auront trouvé ; la seconde, que quand la possibilité y seroit, il n'est pas faisable que cette quantité soit arrivée assez tost au pied des montagnes ; la troisieme, que pour voiturer 24 mille quintaux en deux voyages, il faudroit rassembler au même lieu, c'est-à-dire à Grenoble, au moins 6 mille mulets effectifs, et trouver moyen de les faire subsister jusques à Suze, ce que l'on croit moralement impossible. M. d'Angervilliers propose un moyen qu'il cherchera à faire reussir par ses soins, sans neantmoins repondre du succès. C'est de taxer toutes les communautés de la province du Dauphiné, et une partie de celles de Savoye, à fournir et

## PIECES JUSTIFICATIVES

voiturer elles-mêmes à Suze une certaine quantité de farines et bleds jusques à concurrence au moins de 20 mille quintaux. Pour y engager les communautés, il obligera les receveurs des tailles d'avancer à chaque communauté la moitié du prix de la voiture et de la matiere. Il en sera beaucoup plus facile de trouver dans les communautés les voitures necessaires pour charger dans le lieu même ce qu'elles auront à porter, que de les rassembler toutes par brigades à Grenoble pour charger au même magasin. Pour estre plus seur de la qualité des matieres, M. d'Angervilliers ordonnera aux scindics d'estre presens aux moutures, et les en chargera en leur propre et privé nom, et il est certain que les convois, partant de 500 endroits differens, arriveront à Suze avec beaucoup moins de difficulté.

Pour l'execution de ce projet, M. d'Angervilliers enverra en Savoye un subdelegué qui connoist le pais, et qui fera la repartition sur les paroisses. Il enverra un autre de même espece depuis Briançon jusques à Montelimard par Ambrun et Gap, et lui-mesme se transportera jusques à Montelimard par Briançon, Grenoble, Vienne, Romans, et Valence, afin qu'étant sur les lieux, il soit plus en estat de faire avec egalité la repartition, et par consequent d'en faciliter l'execution.

A l'egard des 4 mille quintaux restant, on compte que comme il est necessaire d'avoir deux mille mulets effectifs à la suite de l'armée, ceux qui seront commandez pour cela en Provence et en Languedoc (car il est aisé de comprendre que les provinces de Dauphiné et de Savoye ne sont pas en estat de fournir), on compte, dis-je, que lesd. deux mille mulets les chargeront au pied des montagnes, et les apporteront à Suze. Il est necessaire pour cela qu'ils arrivent à Grenoble le 20 d'octobre.

Quant aux etapes, la chose est presque impossible, mais quoy qu'il en soit, on espere (pourveu que le quartier general parte d'Oulx dans 3 jours) de faire en sorte que les troupes trouvent dela subsistance dans leur route, au moyen de 90 mille rations qu'on tâchera de faire trouver, s'il se peut, à Salbertran ou Sezanne, où la cavalerie et l'infanterie camperont, et de la paille et du bois à brûler qu'on leur fera fournir, et s'il y a du fourage dans le Briançonnois, on obligera la cavalerie d'en apporter pour une nuit jusques à Salbertran. De Sezanne ou de Salbertran, les troupes iront camper, l'infanterie à Suze, et la cavalerie vers Bussoling. M. d'Olive a dit qu'il y avoit beaucoup de second foins dans le bas de la vallée.

A l'egard de la subsistance des deux mille mulets qui viendront de Provence, Languedoc, et Auvergne, on tâchera de leur faire un magasin de fourage à Oulx, quoique la chose paroisse difficile.

Il faut des souliers à l'infanterie, et on priera MM. de Basville et Le Blanc d'en envoyer, entre eux deux, quinze mille, sur les mulets qui doivent partir de ces deux provinces.



## PIECES JUSTIFICATIVES

A l'égard des fuzils et des tantes, quoique M. Trudel ait mandé qu'il ne peut les faire voiturer que jusques à Grenoble, il faut neantmoins qu'il les fasse porter jusques à Briançon à quelque prix que ce soit, et qu'il prenne sa part de travail, d'autant qu'il en reste encore assez pour ce pais-cy.

Si on veut mener du canon, M. d'Angervilliers fournira des bœufs des environs de Grenoble pour les voiturer de Fenestrelles à Suze. On les fera subsister du mieux qu'on pourra.

Fonds necessaire pour la subsistance d'un mois desd. 50 bataillons et 100 escadrons :

45 bataillons françois, officiers, etats-majors, à 300 hommes par bataillon	225 000 livres
Cinq bataillons etrangers Irlandois avec officiers et officiers reformez, à raison de 400 hommes par bataillon et de 10 000 par bataillon	50 000 livres
76 escadrons de cavalerie de 4 compagnies, les officiers et 90 hommes par escadron, à raison de 2 200 livres chacun	167 200 livres
24 escadrons de dragons idem, et de 200 livres par escadron	48 000 livres
Appointemens d'officiers generaux en etats-majors pour un mois	80 000 livres
Depences extraordinaires de toutes especes par proportion a ce qui a esté payé jusques au present par estimation	100 000 livres
Subsistance de 2 000 mulets, muletiers et conducteurs	140 000 livres
A bon comptes aux vivres	75 000 livres
Pour mettre les 33 bataillons (qui ont perdu tous leurs equipages) en estat d'entrer en campagne, 10 000 livres par bataillon	330 000 livres
Pour les autres 17 bataillons qui ont perdu une partie de leurs equipages, 3 000 livres par bataillon	51 000 livres
Aux 24 escadrons de dragons qui ont absolument perdu leurs equipages, à 4 000 livres par escadron	96 000 livres
Aux autres 76 escadrons qui ont perdu partie de leur equipage, 2 000 livres par escadron, qui seront distribuez sur les memoires des directeurs et inspecteurs	152 000 livres
[Total]	1 514 200 livres

Observation à faire :

Tout ce projet est fondé sur la continuation du beau tems, car s'il tomboit beaucoup de neiges dans les montagnes, et qu'il vint une gelée par-dessus, comme cela est très ordinaire dans le pais vers le milieu d'octobre, l'execution en seroit totalement impossible ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de Dubois à Chamillart

Saint-Étienne, 25 septembre 1706

AN G<sup>7</sup> 1793, n°330

« Monseigneur,

J'ay receu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 17 et 18<sup>e</sup> de ce mois, par lesquelles vous m'ordonnez d'envoyer à M. d'Angervilliers pour l'armée de Piémont quinze cens vieux draps, cinq cens livres de charpie avec des remedes pour les hopitaux et six mille tentes qui doivent arriver de Paris le 30<sup>e</sup> de ce mois ou le premier du prochain, et huit mille fusils avec leurs bayonnettes, que M. Titon doit fournir de Saint-Etienne avec douze cens espées montées et deux cens mousquetons, autant de paires de pistolets et de sabres pour la cavalerie.

Monsieur Trudaine vous a mandé le peu de mulets qui se peuvent trouver dans son departement, et que l'on seroit obligé d'envoyer à Grenoble la plus grande partie de tout cela pas charrettes et par eau. Monsieur Trudaine en a donné avis à monsieur d'Angervilliers par un exprès, et au même tems j'en envoyay un ici, pour y mettre tout en mouvement, pendant que j'ay pris des mesures à Lyon pour commencer à en faire partir par mulets et charrettes environ treize cens fusils avec leurs bayonnettes et douze cens espées qui y estoient, et pour faire partir aussi sans retardement ce qui doit arriver de Paris, en cas que je ne puisse pas estre assez tost de retour à Lyon, où j'espere pourtant de me rendre auparavant. On envoyera tout ce qu'on pourra par mulets et par charrettes, et si l'on est obligé de se servir de quelques batteaux, on m'a promis que ce qui passera par eau ne sera que dix jours en chemin. Ainsi il fera plus de diligence que si l'on attendoit le retour des charrettes, qui seront 4 jours de Lyon à Grenoble, 4 à revenir et 4 à retourner, et qu'à leur retour on pourra charger d'armes. L'on fera passer jusques à Briançon ce qui sera chargé sur des mulets, à moins que monsieur d'Angervilliers, auquel j'ay écrit les mesures que j'ay prises, n'en ordonne autrement. J'espere, monseigneur, que dans la sêmeine prochaine, on pourra faire partir d'ici tout ce qu'il faut de fusils et de bayonnettes pour faire avec ce qui estoit à Lyon le nombre de huit mille que vous avez ordonné y compris environ cinq cens fusils de dragons aussi avec leurs bayonnettes, pourveu que les voitures ne manquent pas, comme on me le fait esperer, car on travaille à trouver toutes celles qui sont necessaires d'ici à Lyon. Comme on ne se sert ordinairement que de bouviers, ils ne peuvent aller que jusques-là, d'où ils ramènent d'autres

## PIECES JUSTIFICATIVES

marchandises ici pour entretenir le commerce. Si l'on ne peut trouver quelques chevaux et mulets, on tâchera de les faire aller plus loin, s'il est nécessaire, mais une partie du peu qu'il y en a dans ce pays est allé à la foire de Bordeaux. Tout se fera pour le mieux et avec toute la diligence possible.

Il n'y a que peu de mousquetons, de pistolets et de sabres de cavaliers prests, mais l'on travaillera incessamment pour mettre en estat et faire partir aussi les deux cens de chaque sorte que vous avez ordonnés.

Je prens cependant la liberté de vous dire, monseigneur, qu'il est d'une extreme consequence qu'il y ait incessamment ici un fonds pour payer ces armes que les ouvriers ne fourniront que parce que je les ay asseurés, sous votre bon plaisir, qu'ils en seroient payés partie en argent comptant, et le reste dans peu de jours, car ceux qui leur en ont presté, pour en faire les avances, n'ayant pour leur seureté que lesd. armes, n'auroient point consenti à s'en dessaisir, sans la parole que je leur ay donnée, qu'ils en seroient dans peu payés ; et comme il ne restera qu'environ six mille fusils chez les ouvriers qui seroient achevés, s'ils avoient eu de l'argent, et que les commissionnaires n'ont pu, parce qu'ils n'en ont point, comme j'ay déjà pris la liberté de vous le mander plusieurs fois, continuer à faire travailler lesd. ouvriers, il n'y en aura pas davantage, car les uns ni les autres n'ayant pu faire de provisions de fer pour faire des canons, ni de bois de noyer pour les monter, la fabrique a cessé, plusieurs ouvriers ont abandonné la ville, d'autres sont obligés de vendre leurs meubles pour vivre, et les plus miserables vont par la campagne chercher de quoy subsister jusques à estre reduits à manger des mures sauvages qu'ils trouvent dans les hayes. Ils se sont attroupés plusieurs fois devant la porte de M. le prevost de la maréchaussée de cette ville, qui a l'inspection sur la fabrique par ordre de monsieur le comte de Verdun, pour luy demander du travail, ou qu'il leur fust permis de prendre parti dans les troupes. Ces extremités vous feront juger, monseigneur, de quelle consequence il est de faire payer comptant ces armes, et de donner un ordre pour faire payer aussi comptant celles qui se feront à l'avenir, et pour cela destiner les receptes de Montbrison et Saint-Estienne, sans quoy vous pouvez compter que cette fabrique est perdue, et qu'il faudra des années entieres pour la retablir.

Si les commissionnaires de M. Titon n'avoient pas esté payés en billets de monnoye, qui les ont mis hors d'estat de payer comptant les ouvriers à cause des grosses pertes qu'il y a à faire, il y auroit encore plus de vingt mille fusils de faits qui manqueront cet hyver, lorsqu'il faudra armer les troupes, outre un gros nombre de canons qui se seroient forgés, si l'argent et le fer n'avoient pas manqué. Il est donc, monseigneur, d'une necessité indispensable de faire venir du fer ici, et qu'il vous plaise d'ordonner à M. d'Ilbert receveur des tailles de cette ville

## PIECES JUSTIFICATIVES

de remettre sur les ordres de M. Trudaine jusques à la somme de cent mille livres s'il est nécessaire, pour payer ces huict mille fusils et autres armes et les emballages et voitures d'ici à Lyon, led. s<sup>r</sup> d'Ilbert ne m'ayant promis sur la lettre que M. Trudaine luy a écrite, que dix à douze mille livres, pour commencer à faire payer les ouvriers jusques à ce qu'il vous ait plu d'envoyer un ordre pour le surplus, portant qu'il en sera tenu compte aud. s<sup>r</sup> d'Ilbert par M. le receveur general des finances. Je l'attens incessamment, et je prens la liberté de vous dire, monseigneur, que si vous n'aviés pas la bonté de l'envoyer, je perdrois la confiance que les ouvriers ont en moy, ce qui seroit très prejudiciable au service du Roy, car comme je ne leur ay jamais manqué dans tout ce que je leur ay fait esperer, ils comptent pour une chose seure ce que je le promets et font tout ce que l'on peut raisonnablement exiger d'eux pour le bien du service et se contiennent dans une parfaite soumission, et si je leur avois une fois manqué de parole, ils ne se firoient plus en moy et tout iroit en desordre. Par le peu d'argent que led. s<sup>r</sup> d'Ilbert commencera à fournir et par l'esperence que j'ay donnée auxd. ouvriers, je leur feray plus faire en deux jours, qu'ils n'auroient fait en quinze.

Je suis avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble, très obeissant et très obligé serviteur,

Dubois ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre de Sossiondo à Chamillart

Amsterdam, 29 juillet 1706

AN G<sup>7</sup> 1781, n°52

« Monseigneur,

Les importunités des officiers prisonniers de guerre qui m'acablent, me faisoient attendre avec impatience des lettres dont il vous a plus de m'honorer du 18 et 20<sup>e</sup> de ce mois pour m'en delivrer. Cependant je n'y trouvai point encore un remede aussi souverain que demandent leurs besoins, puisqu'étant presque tous sans un sol, et à la merci de gens qui ne les souffrent et ne les nourrissent à credit qu'à regret, et moy, de mon costé, m'estant epuisé pour assister les plus necessiteux, ou les plus importants, je me voy hors d'etat de continuer de si grosses avances. Leur situation est facheuse, et leurs maux extremes. Votre Grandeur en paroît convaincue, mais le moyen qu'elle me presente pour y subvenir n'est ny assés prompt, ny assés seur. Elle m'ordonne de tirer une lettre de change sur M. de Montargis, comme si elle ignoroit que MM. les tresauriers n'ont aucun credit sur la bourse d'Amsterdam, à cause qu'ils ne font point une religion de payer à l'escheance les lettres qu'on tire sur eux, meme après les avoir acceptées. J'en ay une preuve pour celles que j'en ay eu de M. du Heron sur luy depuis deux mois : nonobstant l'ordre expres de Votre Grandeur d'y satisfaire, des negotians de cette ville, à qui j'en ay voullu donner, m'ont dit qu'ils en avoient desja pour des très grosses sommes qu'il n'aquitoit pas. Cependant, monseigneur, ces lettres retournent sur ceux qui les ont données, et faute de payement au terme, par celuy sur qui ont a tiré, elles reviennent sur le tireur, qui doit les rembourcer sur le champ, avec des gros frais de changes et rechanges, ou etre mis en prison. Il n'y a point de misericorde sur ce chapitre, fut-ce meme les premiers de l'Etat.

J'ay proposé à M. de Bagnols qu'au lieu des tresauriers Votre Grandeur ou luy pouvoient m'assigner quelques bons banquiers, dont la corespondence n'est point sujete à ces inconveniens, si M. de Montargis n'aime mieux me remettre icy les sommes que je ne puis point tirer sur luy, en quoy les finances du Roy profiteront, au lieu qu'elles perdront par mes traites. Les avances que j'ay desjà faites à plusieurs officiers se montent bien à cinq ou six mille ecus. Je suis encore en avance d'environ quatorze ou quinze mille florins pour les prets des soldats et apointements des officiers du regiment d'Artois et des commissaires d'artillerie que je paye regulierement. Outre les lettres que M. Heron m'a donné sur mondit s<sup>f</sup> de

## PIECES JUSTIFICATIVES

Montargis, dont la plupart ne sont point encore payées, mes fonds ne sont point assés considerables pour continuer, car j'ay les depences de la marine qui ne doivent point estre retardées d'un momment. Ainsi, monseigneur, c'est avec regret que je me voys hors d'état de faire de plus grosses avances. Je n'ay point été encouragé par l'arresté de mes comtes qu'à fait M. de Bagnols, qui ne m'a alloué que cinq pour cent par an de mes sommes avancées, dont je pers moy-meme la valler de 10 à 12 tant en commissions qu'en faux frais, et bien loin d'avoir eu mes debourcés nets, on m'ecrit de Paris, que si je voulois prendre de l'argent sur les lettres que j'ay sur M. de Montargis, il me faudroit y perdre du moins 20 pour cent, ce qui ne seroit point juste pour des avances, et meme est hors la regle du commerce, de laquelle si je m'ecarte, ou si je souffre d'en estre ecarté, mon credit est perdu sans ressource. Votre Grandeur est trop juste pour m'exposer à des telles extremités en recompense de mon zele pour le service de Sa Majesté et de ses troupes.

L'affaire des prisonniers d'Elbourg est une affaire d'honneur et le peu de justice que les Etats leur ont fait en leur permettant, pour toute satisfaction, de changer de quartier, demeure encore sans fruit, tant qu'ils seront obligés d'y demeurer, manque de fonds pour payer leur (*sic*) dettes. J'oze meme avancer à Votre Grandeur que les eschanges generales ou particulieres seront sans effet, si on ne pourvoit point en meme tems au payement de leurs debtes qui passent trois cent mille livres. Il y en a plusieurs en prison pour cette raison, et beaucoup d'autres sont à la veille d'y estre mis, en vertu des decrets des magistrats des villes, si on ne leur envoie point un prompt secours d'argent.

J'ay representé tout cela à M. de Bagnols, avec l'impuissance où je suis d'y remedier par moy-meme. Il m'a repondu qu'il en avoit ecrit à Votre Grandeur. Je ne m'ettois engagé qu'à trois mois d'avance pour les soldats, j'en ay avancé jusqu'à cinq, dont je ne suis point encore entierement remboursés (*sic*) à cause des delays de M. de Montargis. En voicy trois qui me sont encore deus, outre les cinq ou six mille ecus que j'ay avancé à divers officiers dans leurs plus grands besoins, aux uns pour maladies, à d'autres pour profiter de leurs congés ou eschanges, et à d'autres parce qu'ils n'avoient point de credit dans leurs quartiers pour y estre nouris.

J'ay donné un certificat à un nommé Jean Castan de Toulouze, second ajutant dans le regiment de Tournezy, pris après le siege de Barcelone par les Anglois. Il est allé par mer à Morlaix. Je me conformeray aux ordres de Votre Grandeur et j'ay l'honneur de la remercier de la bonté qu'elle a eu de me marquer pour l'avenir ses sentimens. Je suis avec un très profond respect, monseigneur, votre très humble et très obeissant serviteur,

De

Sossiondo ».

## PIECES JUSTIFICATIVES

Lettre des officiers de Navarre prisonniers de guerre

Donauwerth, 2 août 1706

SHD AG A<sup>1</sup> 1949, n°40

« Monseigneur,

Penetrés d'un vif ressentiment et d'une sensible douleur, nous prenons la liberté de nous adresser à vous pour vous supplier très humblement de vouloir bien nous faire rendre justice de l'action la plus outrageante et d'un affront le plus sanglant qu'on puisse faire à un officier et à un honnête homme ; et pour vous en instruire en peu de mots, nous avons l'honneur de vous dire qu'un de nos officiers passant dans la rue fut insulté par un valet à cheval qui luy sauta aux cheveux et le terrassa. La garde de la place y accourut et sans sçavoir qui avoit droit ou tort, elle ne s'arreta qu'à maltraiter l'officier à grands coups de bourades. Un lieutenant qui est icy sous le commandant y vint aussi, et ayant tiré son épée, il en dechargea plusieurs coups sur la teste de l'officier, et luy presentant la pointe, le menaça de luy passer au travers du corps. Cet exemple fit redoubler les bourades des soldats sur l'officier, qu'ils trainerent par les cheveux au corps de garde, où il ne fut pas plustost arrivé qu'un sergent vint par ordre du commandant pour luy donner la bastonnade, ce qu'il executa, luy ayant donné plusieurs coups sur la teste, sur les reins et sur les jambes, dont les marques qu'il porte rendent un bon temoignage. Enfin, monseigneur, il est dans un etat digne de compassion, et qui certainement vous toucheroit. Nous avons demandé en grace qu'on le laissast aller dans sa chambre, où il s'est mit au lit, ne pouvant remuer ni pied ni patte par la quantité de coups qu'il a receu. Nous vous supplions très humblement, monseigneur, d'avoir la bonté d'ecrire au prince Louis de Bade, pour qu'il nous rende justice de cette action qui est des plus criantes. Nous esperons, monseigneur, que vous voudrés bien entrer dans le ressentiment d'honnestes gens qui ne sont pas accoustumés à des traitemens si indignes. Nous vous supplions aussi, monseigneur, de vouloir bien représenter à M. le prince Louis que depuis quinze mois que le commandant est icy, nous avons essuyé tout ce que d'honnestes gens peuvent souffrir de plus rude, ne nous menaçant pas moins du cachot, de la bastonnade ou de nous faire assommer, et n'oubliant rien pour nous faire de la peine. Pardonnés, monseigneur, à des malheureux qui ont recours à l'honneur de vostre protection, dans le triste etat où ils sont reduits, et qui vous auront une obligation eternelle si vous voulés bien estre sensible à nos peines.

## PIECES JUSTIFICATIVES

Nous avons l'honneur d'estre avec un très profond respect, monseigneur, vos très humbles et très obeissants serviteurs.

[Signé :] Les officiers de Navarre prisonniers de guerre.

[Post Scriptum :] Nous avons l'honneur de vous représenter, monseigneur, que nous avons eu l'honneur d'écrire plusieurs fois à monseigneur le prince Louis de Bade pour nous plaindre des mauvais traitemens du s<sup>r</sup> de Mayerhoffen qui commande icy ; mais comme toutes nos lettres passent par ses mains et que nous n'avons reçu aucune justice, nous jugeons qu'elles ne sont pas parvenues jusques à monseigneur le prince Louis ; ayant appris d'ailleurs que le commandant avoit pour amy un secretaire de monseigneur le prince Louis qui ne luy laisse point voir les lettres qu'on escrit contre luy. Ainsy, monseigneur, nous vous supplions d'avoir la bonté d'en avertir monseigneur le prince Louis, et que s'il n'a pas receu nos plaintes c'est par cette raison ».



## TABLE DES FIGURES

### TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Les places-fortes des Pays-Bas et de Rhénanie	156
Figure 2 : La marche de Marlborough dans l'Empire, mai-août 1704	230
Figure 3 : Les mouvements de Tallard et du prince Eugène en juillet-août 1704	242
Figure 4: Le prélude de Blenheim	246
Figure 5 : La situation après Calcinato, mai 1706	255
Figure 6 : Le franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, juin-juillet 1706	260
Figure 7 : Le franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, juin-juillet 1706	261
Figure 8 : La marche à Turin, juillet-août 1706	263
Figure 9 : Le siège de Turin, juin-août 1706	268
Figure 10 : Les possibilités de Vendôme, mai 1708	272
Figure 11 : La marche vers Braine l'Alleu	272
Figure 12 : La surprise de Gand et de Bruges	277
Figure 13 : Situation au soir du 10 juillet 1708	278
Figure 14 : L'évacuation de la Bavière	340
Figure 15 : La poursuite alliée après Ramillies	343
Figure 16 : Les Français se retirent sous Pignerol au lieu de retourner en Lombardie	347
Figure 17 : La situation paradoxale des armées après Audenarde	353
Figure 18 : Disposition des troupes au début de la bataille de Blenheim	516
Figure 19 : La percée des troupes de Marlborough	526
Figure 20 : La situation des troupes au début de la bataille de Ramillies	536
Figure 21 : La manœuvre de la cavalerie alliée	541
Figure 22 : La percé de cavalerie à droite	543
Figure 23 : La retraite des troupes françaises	546
Figure 24 : La bataille de Turin	549
Figure 25 : La bataille d'Audenarde	561
Figure 26 : Tableau comparatif des effectifs engagés et perdus des quatre batailles	635
Figure 27 : Quart de conversion d'un bataillon	675
Figure 28 : Blessures subies par les cavaliers et dragons reçus aux Invalides	695
Figure 29 : Blessures par sabre reçues par les Gardes du corps à Ramillies	699
Figure 30 : Blessures par sabre reçues par les cavaliers, toutes batailles confondues	699
Figure 31 : Blessures par pistolet reçues par les Gardes du corps à Ramillies	701
Figure 32 : Blessures par pistolet reçues par les cavaliers, toutes batailles confondues	701
Figure 33 : Blessures par baïonnette pour l'ensemble des quatre batailles	722
Figure34 : Blessures des fantassinsreçus aux Invalides	723
Figure 35 : L'une des formes de bataillons carrés proposées par Puysegur	749
Figure 36 : Blessures par sabre reçues par les fantassins à Ramillies	751

## TABLE DES FIGURES

Figure 37 : Blessures par coup de fusil reçues par les fantassins à Blenheim, Ramillies et Audenarde	806
Figure 38 : Vue du Blenheim Palace	1000
Figure 39 : Vue de la basilique de Superga	1001
Figure 40 : Plan de la bataille de Blenheim	1019
Figure 41 : Tapisserie représentant la bataille de Blenheim par Judocus de Vos	1026
Figure 42 : Représentation de la bataille de Blenheim par Huchtenburg	1026
Figure 43 : gravure allemande représentant la bataille de Turin	1028
Figure 44 : Représentation de la bataille de Blenheim par Laguerre	1032
Figure 45 : Médaille autrichienne sur la bataille d'Audenarde	1059
Figure 46 : Fronton de fenêtre du Belvédère	1062
Figure 47 : Gravure satirique hollandaise présentant Louis XIV, Madame de Maintenon et Philippe V	1068

## TABLE DES FIGURES

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>HISTORIOGRAPHIE.....</b>	<b>17</b>
0.1.    AU XVIII <sup>E</sup> SIECLE : MEMOIRES ET BIOGRAPHIES .....	17
0.2.    LE XIX <sup>E</sup> SIECLE : LE TEMPS DES GRANDES EDITIONS DE SOURCES .....	25
0.3.    LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE VUE PAR LE XX <sup>E</sup> SIECLE.....	30
<b>SOURCES .....</b>	<b>36</b>
0.4.    ÉTAT DE SOURCES .....	36
0.4.1. <i>Sources disponibles au Service historique de la Défense</i> .....	36
0.4.2. <i>Autres fonds</i> .....	41
0.4.3. <i>Sources imprimées</i> .....	45
0.5.    SOURCES MANUSCRITES .....	51
0.5.1. <i>Service historique de la Défense, archives de la guerre</i> .....	51
0.5.2. <i>Archives du ministère des Affaires étrangères, correspondance politique</i> .....	54
0.5.3. <i>Archives nationales</i> .....	55
0.5.4. <i>Bibliothèques patrimoniales</i> .....	56
0.6.    SOURCES IMPRIMEES .....	60
0.6.1. <i>Gazettes et autres publications périodiques</i> .....	60
0.6.2. <i>Éditions de correspondances</i> .....	60
0.6.3. <i>Mémoires et journaux</i> .....	63
0.6.4. <i>Libelles, sermons, poèmes et chansons</i> .....	67
0.6.5. <i>Ouvrages historiques contemporains</i> .....	72
0.6.6. <i>Traité militaires</i> .....	74
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>77</b>
0.7.    INSTRUMENTS DE RECHERCHE.....	78
0.7.1. <i>Ouvrages de référence</i> .....	78
0.7.2. <i>Guide de sources et inventaire d'archives</i> .....	80
0.7.3. <i>Bibliographies</i> .....	81

## TABLE DES FIGURES

0.8.	BIOGRAPHIES .....	82
0.8.1.	<i>Louis XIV</i> .....	82
0.8.2.	<i>Marlborough</i> .....	83
0.8.3.	<i>Le prince Eugène</i> .....	84
0.8.4.	<i>Autres personnages</i> .....	86
0.9.	ANCIEN REGIME.....	88
0.9.1.	<i>Relations internationales</i> .....	88
0.9.2.	<i>Histoire politique, institutionnelle et financière</i> .....	92
0.9.3.	<i>Histoire sociale et culturelle</i> .....	94
0.10.	HISTOIRE MILITAIRE DE L'EPOQUE MODERNE.....	99
0.10.1.	<i>La guerre à l'époque moderne</i> .....	99
0.10.2.	<i>Histoire des armées, des régiments et des corps particuliers</i> .....	105
0.10.3.	<i>Guerre de succession d'Espagne</i> .....	108
0.10.4.	<i>Histoire sociale et culturelle des armées</i> .....	113
0.10.5.	<i>Objets</i> .....	115
0.10.6.	<i>Guerre, État et société</i> .....	115
0.10.7.	<i>Guerre et beaux-arts</i> .....	118
0.10.8.	<i>Guerre et littérature</i> .....	121
0.11.	HISTOIRE GENERALE DE LA GUERRE.....	122
0.11.1.	<i>Pensée stratégique</i> .....	122
0.11.2.	<i>Études sur les guerres</i> .....	124
0.11.3.	<i>Histoire-bataille</i> .....	125
<b>CHAPITRE 1. LES ENJEUX STRATEGIQUES DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE .....</b>		<b>129</b>
UNIQUE RATIO REGNI ?.....		129
1.1.	LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE, DENOUEMENT D'UN SIECLE DE GUERRE ? .....	138
1.1.1.	<i>La question de la Succession d'Espagne</i> .....	138
1.1.2.	<i>Le testament de Charles II</i> .....	140
1.1.3.	<i>Le déclenchement de la guerre</i> .....	143
1.2.	LES DEBUTS INCERTAINS DE LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE.....	145
1.2.1.	<i>Les forces en présence</i> .....	145
1.2.2.	<i>Les opérations en Italie</i> .....	151
1.2.3.	<i>Les opérations en Flandre</i> .....	155
1.2.4.	<i>Les opérations en Allemagne</i> .....	158
1.3.	LES OBJECTIFS STRATEGIQUES DES PARTIES BELLIGERANTES DE 1704 A 1708.....	164
1.3.1.	<i>S'attaquer aux maillons faibles de la Grande Alliance : les princes d'Empire</i> .....	164
1.3.2.	<i>S'attaquer aux maillons faibles de la Grande Alliance : La Hollande et le Piémont</i> ...	183
1.3.3.	<i>L'exceptionnelle démonstration de force de 1708</i> .....	204
GAGNER LA PAIX PAR LES ARMES .....		212

## TABLE DES FIGURES

<b>CHAPITRE 2. DES ARMEES EN MARCHÉ .....</b>	<b>220</b>
L'OUTIL MILITAIRE ET SES DEPENDANCES .....	220
2.1. LA CHRONOLOGIE DES CAMPAGNES .....	221
2.1.1. <i>Des armées qui se cherchent et s'évitent au cœur de l'Empire : la campagne de Blenheim</i> .....	222
2.1.2. <i>Ramillies ou la bataille sans campagne</i> .....	247
2.1.3. <i>Trois mois de reculade et un désastre : la campagne d'Italie de 1706</i> .....	252
2.1.4. <i>Audenarde, 1708</i> .....	269
2.2. OBJECTIFS MILITAIRES ET IMPERATIFS LOGISTIQUES .....	280
2.2.1. <i>Les aléas du ravitaillement</i> .....	283
2.2.2. <i>Misère, indiscipline et désertion</i> .....	307
LES BIENFAITS DE LA MARCHÉ.....	321
<b>CHAPITRE 3. LA « BATAILLE DECISIVE » A L'AUBE DU XVIII<sup>E</sup> SIECLE .....</b>	<b>328</b>
« GUERRE DE SIEGE » CONTRE « BATAILLE DECISIVE » ? .....	328
3.1. LA RETRAITE D'UNE ARMÉE VAINCUE .....	338
3.1.1. <i>Retour sur le Rhin</i> .....	338
3.1.2. <i>L'abandon des Pays-Bas espagnols</i> .....	341
3.1.3. <i>L'évacuation de l'Italie</i> .....	346
3.1.4. <i>Derrière le canal de Gand à Bruges</i> .....	350
3.2. COMMENT EXPLIQUER LES PROGRES DES TROUPES DE LA GRANDE ALLIANCE ?.....	356
3.2.1. <i>La poursuite d'une armée traumatisée</i> .....	356
3.2.2. <i>La faiblesse des fortifications</i> .....	364
3.2.3. <i>La trahison des officiers et des troupes d'Espagne</i> .....	368
3.2.4. <i>Le rôle de la bourgeoisie</i> .....	372
3.2.5. <i>Marlborough, restaurateur des anciens privilèges</i> .....	378
3.2.6. <i>« L'usage d'Italie »</i> .....	379
3.2.7. <i>« Il est étrange qu'un souverain soit si mal obéi » : le désaveu de l'Électeur</i> .....	384
3.2.8. <i>L'inconstance des Flamands</i> .....	385
3.3. QUELLE FUT L'AMPLEUR REELLE DES PROGRES DES TROUPES ALLIEES ?.....	388
3.3.1. <i>Le retour à l'immobilisme dans les Flandres</i> .....	388
3.3.2. <i>Le fardeau bavarois</i> .....	397
LES FRUITS D'UNE BATAILLE .....	401
<b>CHAPITRE 4. CONDUIRE L'ARMÉE DU ROI.....</b>	<b>411</b>
LA THÈSE DE LA « STRATÉGIE DE CABINET » DE SA NAISSANCE A SA CONTESTATION .....	411
4.1. LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE PENDANT LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE .....	425
4.1.1. <i>Des réseaux qui s'entrecroisent</i> .....	425
4.1.2. <i>L'audience du « Bon Correspondant »</i> .....	432
4.1.3. <i>Le maréchal de Villeroy en Alsace</i> .....	434
4.2. L'INDEPENDANCE DU CHEF DE GUERRE.....	439

## TABLE DES FIGURES

4.2.1.	<i>La répartition des généraux</i> .....	440
4.2.2.	<i>Un gendre qui refuse d'écouter les conseils de son beau-père</i> .....	444
4.2.3.	<i>L'exercice du pouvoir dans l'armée de Lombardie</i> .....	446
4.2.4.	<i>Des subordonnés peu zélés</i> .....	455
4.3.	LA COORDINATION DES ARMEES.....	460
4.3.1.	<i>Le mois de juin 1704</i> .....	460
4.3.2.	<i>Où marcheront les troupes de la Moselle ?</i> .....	466
4.3.3.	<i>L'évanouissement d'une ligne de défense</i> .....	468
4.3.4.	<i>Le mois de juin 1708</i> .....	470
4.4.	LES GENERAUX FRANÇAIS CONFRONTES AUX RISQUES DE LA BATAILLE.....	475
4.4.1.	<i>Des batailles imposées par le talent d'Eugène et Marlborough ?</i> .....	475
4.4.2.	<i>Le maréchal de Tallard et l'Électeur de Bavière</i> .....	477
4.4.3.	<i>L'audace de Villeroy</i> .....	480
4.4.4.	<i>Le noviciat du duc d'Orléans</i> .....	483
4.4.5.	<i>L'opinion de Louis XIV</i> .....	487
	L'IMPOSSIBLE STRATEGIE DE CABINET.....	489
<b>CHAPITRE 5. LA DIMENSION TACTIQUE. LA BATAILLE COMME EXPRESSION DE LA VOLONTE DU GENERAL</b> .....		<b>508</b>
	L'« AGE DES BATAILLES ».....	508
5.1.	LE DEROULEMENT DES OPERATIONS.....	512
5.1.1.	<i>La bataille de Blenheim</i> .....	513
5.1.2.	<i>La bataille de Ramillies</i> .....	532
5.1.3.	<i>La bataille de Turin</i> .....	546
5.1.4.	<i>La bataille d'Audenarde</i> .....	554
5.2.	L'ART DU COMMANDEMENT.....	570
5.2.1.	<i>Le rôle du général en chef</i> .....	570
5.2.2.	<i>Le rôle des officiers généraux</i> .....	590
5.2.3.	<i>La tactique entre schéma préétabli et adaptation aux circonstances</i> .....	597
5.3.	LA QUESTION DES EFFECTIFS.....	600
5.3.1.	<i>L'établissement des forces en présence</i> .....	602
5.3.2.	<i>Déterminer l'ampleur des pertes</i> .....	618
5.3.3.	<i>Pertes de bataille et décision tactique</i> .....	635
	DES CRITERES DE LA BATAILLE.....	637
<b>CHAPITRE 6. LA DIMENSION TECHNIQUE DE LA BATAILLE. LA BATAILLE COMME CATEGORIE DU COMBAT</b> .....		<b>645</b>
	À LA RECHERCHE DE LA TACTIQUE ELEMENTAIRE.....	645
6.1.	FONCTION ET EQUIPEMENT DES DIFFERENTS TYPES DE COMBATTANTS.....	649
6.1.1.	<i>La cavalerie</i> .....	649
6.1.2.	<i>L'infanterie</i> .....	664

## TABLE DES FIGURES

6.2.	LES AFFRONTEMENTS EN FORMATION LINEAIRE.....	672
6.2.1.	<i>Marche et déploiement des troupes.....</i>	672
6.2.2.	<i>L'emploi tactique de l'artillerie.....</i>	677
6.2.3.	<i>Cavalerie contre cavalerie.....</i>	681
6.2.4.	<i>Infanterie contre infanterie.....</i>	705
6.2.5.	<i>Fantassins et cavaliers.....</i>	726
6.3.	LES AUTRES AFFRONTEMENTS.....	733
6.3.1.	<i>Le combat en pays coupé.....</i>	733
6.3.2.	<i>L'attaque de retranchements.....</i>	735
6.3.3.	<i>Le combat dans les villages.....</i>	738
6.3.4.	<i>Les combats menés lors des retraites.....</i>	743
6.3.5.	<i>Le non-dit du combat singulier.....</i>	752
	LA DECOMPOSITION DE LA BATAILLE.....	754
	<b>CHAPITRE 7. LA DIMENSION HUMAINE. LA BATAILLE COMME EXPERIENCE VECUE</b> .....	<b>761</b>
	UNE SOMME DE PETITS EVENEMENTS.....	761
7.1.	LES PERCEPTIONS DU COMBAT.....	764
7.1.1.	<i>Le spectacle d'une armée.....</i>	764
7.1.2.	<i>Les aléas de la perception.....</i>	767
7.1.3.	<i>L'environnement sensoriel du combattant.....</i>	771
7.2.	L'EPREUVE DU COMBAT.....	779
7.2.1.	<i>Violence perçue, violence reçue, violence donnée.....</i>	779
7.2.2.	<i>Peur et panique.....</i>	789
7.2.3.	<i>La motivation au combat.....</i>	796
7.3.	LE SORT DES BLESSES ET DES PRISONNIERS.....	808
7.3.1.	<i>Le champ après la bataille.....</i>	808
7.3.2.	<i>Le traitement des blessés.....</i>	812
7.3.3.	<i>De la capture à la captivité.....</i>	819
	LA BATAILLE, PAROXYSMES DE LA VIOLENCE DE GUERRE ?.....	831
	<b>CHAPITRE 8. LE TEMPS DE LA RECEPTION.....</b>	<b>844</b>
	UNE SOCIETE EN SOIF D'INFORMATION.....	844
8.1.	L'ARRIVEE LACUNAIRE DES INFORMATIONS.....	849
8.1.1.	<i>Le rapport du général en chef.....</i>	849
8.1.2.	<i>L'onde de choc : les signes inquiétants de la bataille de Blenheim.....</i>	853
8.1.3.	<i>La recherche d'informations au-delà des sources officielles.....</i>	856
8.2.	CONTROLE DE L'INFORMATION OU DESINFORMATION ?.....	861
8.2.1.	<i>L'offre : gazettes, journaux et nouvelles à la main.....</i>	862
8.2.2.	<i>Une présentation biaisée des événements.....</i>	865
8.2.3.	<i>L'acceptation d'un « double marché de l'information ».....</i>	869

## TABLE DES FIGURES

8.3.	UNE BATAILLE D'INFORMATION : LA POLEMIQUE AUTOUR DES PERTES DE LA BATAILLE	
	D'AUDENARDE .....	877
8.3.1.	<i>Vendôme et Bourgogne</i> .....	877
8.3.2.	<i>Vendôme et Marlborough</i> .....	879
8.3.3.	<i>« L'impatience extreme » de l'opinion publique anglaise.</i> .....	881
8.4.	L'INCERTITUDE ET LE DEUIL .....	885
8.4.1.	<i>La douleur de l'attente</i> .....	885
8.4.2.	<i>L'attitude des proches face à la mort</i> .....	889
	LES NIVEAUX DE LECTURE DE L'INFORMATION.....	893
	<b>CHAPITRE 9. LE TEMPS DE LA REACTION</b> .....	<b>897</b>
9.1.	LES REACTIONS DE L'ARMEE .....	898
9.1.1.	<i>La retraite, un désastre moral et financier</i> .....	898
9.1.2.	<i>Un ressort brisé</i> .....	902
9.1.3.	<i>La dégradation de la discipline</i> .....	910
9.1.4.	<i>Les dissensions entre les généraux</i> .....	915
9.2.	LES REACTIONS DES GOUVERNEMENTS ET DES COURS .....	925
9.2.1.	<i>Les réactions des vainqueurs</i> .....	925
9.2.2.	<i>Versailles face aux défaites</i> .....	927
9.3.	LES REACTIONS DES SOCIETES EN GUERRE .....	979
9.3.1.	<i>En Europe : une hostilité générale vis-à-vis des Français</i> .....	979
9.3.2.	<i>Dans les territoires de la couronne d'Espagne</i> .....	982
9.3.3.	<i>La perception des défaites au sein du royaume de France</i> .....	984
	REACTIONS DELETERES ET SALUTAIRES.....	988
	<b>CHAPITRE 10. LE TEMPS DE LA REPRESENTATION</b> .....	<b>995</b>
	REPRESENTER ET SE REPRESENTER LA BATAILLE .....	995
10.1.	PANORAMA DES DIFFERENTES FORMES DE REPRESENTATION .....	998
10.1.1.	<i>Les représentations monumentales</i> .....	998
10.1.2.	<i>Les représentations graphiques</i> .....	1002
10.1.3.	<i>Les représentations littéraires</i> .....	1008
10.1.4.	<i>La diffusion des œuvres en France : censure et succès</i> .....	1012
10.2.	LES THEMES ABORDES .....	1015
10.2.1.	<i>La représentation de la bataille : un code figé ou une image de la réalité ?</i> .....	1016
10.2.2.	<i>L'image des vainqueurs : de la glorification... à la critique</i> .....	1034
10.2.3.	<i>L'image de la France, de son roi et de ses alliés au prisme des défaites</i> .....	1065
10.3.	LA GUERRE DE SUCCESSION D'ESPAGNE DANS LA PENSEE STRATEGIQUE .....	1097
10.3.1.	<i>Les leçons tirées par les vétérans de la guerre de Succession d'Espagne</i> .....	1098
10.3.2.	<i>Un modèle qui persiste : le maréchal de Saxe et Frédéric II</i> .....	1102
10.3.3.	<i>À l'orée du XIX<sup>e</sup> siècle : entre critique et réhabilitation</i> .....	1103
	<b>LA VIOLENCE D'UNE GUERRE LIMITEE</b> .....	<b>1112</b>



## TABLE DES FIGURES

<b>INDEX .....</b>	<b>1134</b>
<b>PIECES JUSTIFICATIVES .....</b>	<b>1169</b>
<b>PIECES DIPLOMATIQUES ET MEMOIRES STRATEGIQUES .....</b>	<b>1171</b>
« <i>Memoire de Mylord Midelton</i> ».....	1171
<i>Mémoire de Chamlay sur les affaires d'Allemagne</i> .....	1173
« <i>Rapport des deux premieres conversations que M. le marechal de Tallard a eue avec Mylord Marlborough en Suabe</i> ».....	1177
« <i>Copie du ban impérial, publié contre M. l'Electeur de Baviere, 29 avril 1706</i> » .....	1181
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : BLENHEIM.....</b>	<b>1183</b>
<i>Lettre de Tallard au roi à la veille de la bataille de Blenheim</i> .....	1183
« <i>Copie d'une lettre ecrite à M. de Chamillart au nom de la gendarmerie dur ce qui s'est passé à la bataille d'Hochstet</i> » .....	1186
« <i>Relation de la bataille d'Hoctet [par Du Plessis-la-Corée]</i> ».....	1188
« <i>[Réflexions d'un français] sur la bataille d'Hochstet</i> » .....	1199
« <i>Ordre de bataille des armées du Roy à la 2<sup>e</sup> bataille d'Hochstett le 18<sup>e</sup> (sic) aoust 1704</i> » .....	1202
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : RAMILLIES .....</b>	<b>1203</b>
<i>Lettre de Villeroy au roi au sujet de la bataille de Ramillies</i> .....	1203
<i>Lettre de Du Barail au roi sur l'action de son régiment à la bataille de Ramillies</i> .....	1207
<i>Lettre du brigadier La Motte à Chamillart sur son action à la bataille de Ramillies</i> .....	1209
<i>Lettre du marquis des Porcelets à Chamillart au sujet de la bataille de Ramillies</i> .....	1212
<i>Mémoire [au roi] sous le nom des Gardes du corps</i> .....	1214
<i>Lettre au roi au nom des Gardes du corps</i> .....	1217
« <i>Relation de la bataille de Ramilly, donnée le 23 may, jour de la Pentecoste en 1706</i> » .....	1222
<i>Apologie des Gardes du corps</i> .....	1232
« <i>Relation de la bataille de Ramilly</i> » .....	1235
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : CALCINATO.....</b>	<b>1238</b>
<i>Relation de la bataille de Calcinato</i> .....	1238
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : LA GUERRE DE PARTI EN ITALIE, 1706</b>	<b>1240</b>
.....	
<i>Lettre de Foucaucourt à Chamillart</i> .....	1240
« <i>Estat de l'affaire qui c'est passée entre Mortisol et La Chapelle du Bourguet, le dernier aoust, par la cavalerie et de l'infanterie sortie de La Mirandole, le mesme jour, commandée par M. de Foucaucourt</i> » .....	1248
<i>Lettre de l'Aubépin à Médavy</i> .....	1251
<i>Lettre de Vernicourt à Chamillart</i> .....	1253
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : LE SIEGE DE TURIN .....</b>	<b>1255</b>
<i>Lettre du duc de La Feuillade à Chamillart</i> .....	1255
<i>Lettre de Maulevrier à Chamillart</i> .....	1256
<b>RELATIONS DE BATAILLES ET D' AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : LA BATAILLE DE TURIN .....</b>	<b>1258</b>
<i>Lettre de Le Guerchois à Chamillart</i> .....	1258

## TABLE DES FIGURES

RELATIONS DE BATAILLES ET D'AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : AUDENARDE .....	1261
<i>Lettre de Vaulx de Sempigni, officier d'artillerie, au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde</i>	1261
<i>Lettre du chevalier Du Rozel au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde</i> .....	1264
<i>Lettre anonyme [du chevalier Du Rozel] au duc du Maine sur la bataille d'Audenarde</i> .....	1268
<i>Relation jacobite de la bataille d'Audenarde</i> .....	1272
« <i>Extrait des mémoires de Jules-Alexis Bernard, chevalier de Bellerive, sur les campagnes du duc de Vendôme, 1695-1712 : la bataille d'Audenarde</i> » .....	1279
<i>Ordre de bataille de l'armée de Flandres, 1708</i> .....	1283
RELATIONS DE BATAILLES ET D'AUTRES OPERATIONS MILITAIRES : WYNENDAEL .....	1286
<i>Lettre du comte de La Mothe-Houdancourt à Vendôme</i> .....	1286
<i>Lettre du comte de La Mothe-Houdancourt à Chamillart</i> .....	1288
LES QUESTIONS LOGISTIQUES ET LES CONDITIONS DE VIE DES COMBATTANTS.....	1289
« <i>Le traité des vivres de Flandres et Allemagne, pour l'année 1704, fut fait en 1703 sous seing privé. Il fut passé au conseil le 29 janvier 1704</i> » .....	1289
« <i>Reglement des quartiers d'hyver et de la nourriture des troupes imperiales, [traduit de l'allemand]</i> » .....	1294
<i>Lettre du chevalier de Maulevrier à Chamillart</i> .....	1296
« <i>Projet pour rentrer en Italie par Suze avec 50 bataillons et 100 escadrons, au premier novembre 1706</i> » .....	1298
<i>Lettre de Dubois à Chamillart</i> .....	1301
<i>Lettre de Sossiondo à Chamillart</i> .....	1304
<i>Lettre des officiers de Navarre prisonniers de guerre</i> .....	1306
<b>TABLE DES FIGURES</b> .....	<b>1308</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>1</b>

## Résumé

La guerre de Succession d'Espagne, dernière guerre du règne de Louis XIV, est marquée par une série de défaites retentissantes : Blenheim (1704, Bavière), Ramillies et Turin (1706, Brabant et Piémont), Audenarde (1708, Flandre). L'approche qualifiée de « nouvelle histoire-bataille » permet de relativiser la vision traditionnelle qui explique ces défaites par le talent supérieur de John Churchill, duc de Marlborough, et du prince Eugène de Savoie, affrontant des généraux français courtisans et incompétents. Cette approche met l'événement-bataille au centre de l'étude et en aborde tous les aspects : dimensions politique, stratégique et tactique ; logistique ; techniques du combat et expériences ressenties sur le champ de bataille ; onde de choc.

On constate que la guerre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle est à bien des égards limitée : les armées dépendent de leurs sources d'approvisionnement. Eugène et Marlborough, par leur audace et leur talent, accélèrent le rythme des opérations, mais sans renverser cet état de fait : aucune bataille n'est individuellement « décisive » et la guerre de Succession d'Espagne reste une guerre d'attrition. Les batailles sont le lieu d'une expérience du combat singulière, où se voient portées à leur paroxysme l'ensemble des formes d'affrontement et de violence que comporte la guerre de l'époque. Enfin, l'image d'une bataille se dégage lentement. Les courtisans doivent comparer nouvelles officielles, correspondances privées et gazettes pour comprendre ce qui s'est passé. Le roi mène des enquêtes pour déterminer qui a bien agi et qui a démerité. En définitive, c'est aux écrivains et aux artistes de fixer l'image que la postérité aura de ces batailles.

Mots-clefs : Blenheim / Ramillies / Turin / Audenarde / John Churchill, duc de Marlborough / Eugène de Savoie / Louis XIV / histoire militaire / batailles

## **The French Defeats of the War of the Spanish Succession, 1704-1708**

### Résumé en anglais

The war of the Spanish Succession is the last war fought by Louis XIV. It begins with a succession of astonishing defeats: Blenheim (Bavaria, 1704), Ramillies and Turin (Brabant and Piedmont, 1706), Audenarde (Flanders, 1708). The method known as "new battle-history" lets us temper the traditional vision, which claims that French have been defeated because their armies were led by courtiers that faced two military geniuses: John Churchill, duke of Marlborough, and Prince Eugene of Savoy. This historiographic approach focuses on the battle as an event, and seeks to treat it in all its dimensions: political, strategic and tactical aspects; logistics; how soldiers fight and what they feel; shock wave.

Early eighteenth-century warfare is in many ways limited: armies highly rely on their supply sources. Eugene and Marlborough, thanks to their audacity and their talent, are able to speed up the operations, but without changing the way war is fought. There is no single "decisive" battle: the war of the Spanish Succession remains as a war of attrition. Battles are rare and formidable events where a singular fighting experience takes place; all contemporary kinds of combat and violence are to be observed. The importance of a battle is not immediately obvious. Its image takes time to come out. Versailles' courtiers need to compare official news, private letters, French or foreign gazettes, in order to understand what happened. The king conducts investigations to identify the generals and units that have served well, and those that have not. In the end, it is writers and artists who are in charge of fixing what image of these battles will be left for posterity.

Keywords Blenheim / Ramillies / Turin / Oudenarde / John Churchill, duke of Marlborough / Eugene of Savoy / Louis XIV / military history / battles